



5.9.695





# PASICRISIE

ou

RECUEIL GÉNÉRAL

de

## LA JURISPRUDENCE

des

COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF;

CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,

DEPUIS LA CRÉATION DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'A CE JOUR;

CONTENANT

**TOUS LES ARRÊTS PUBLIÉS DANS LES RECUEILS**

DE SIRRY, DE DALLOZ, DE TARTE ET FOURNIER, DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN DE CASSATION, LE JOURNAL DES AVOCÉS, DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE,

PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION, UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE, AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

**PAR L.-M. DEVILLENEUVE,**

ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, CONTINUATEUR DEPUIS 1851 DU RECUEIL-SIRRY,

**ET PAR A. CARETTE,**

AVOCAT AUX CONSEILS DU ROI ET À LA COUR DE CASSATION DE FRANCE.

**COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE**

PAR LA REPRODUCTION DES COLLECTIONS BELGES DE ROUSSET ET WYRS, DE LANFONCQUE-LAPORTE, DE LA JURISPRUDENCE DU XIX<sup>e</sup> SIÈCLE, DES RECUEILS DES COURS DE LA MAYE, DE LIÈGE ET DE GAND, ET D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INDÉPENS;

SUIVI DE TABLES, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE,

PRÉSENTANT TOUS LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.

Bruxelles,

SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,

ADOLPHE WANLEN ET C<sup>ie</sup>.

PARTIE DE JURISPRUDENCE. — N. VANLIER, GÉRANT.

1839



# **PASICRISIE.**

**PREMIÈRE SÉRIE.**

**COURS D'APPEL.**

**VOLUME PREMIER.**

**16 MESSIDOR AN VIII. — 31 AOÛT 1806.**

### LA PASICRISIE CONTIENT :

**PREMIÈRE SÉRIE.** Jurisprudence des Cours de France (y compris les Cours de Bruxelles et de Liège), depuis la création de la Cour de cassation en 1791 jusqu'à 1814, époque de la séparation de la Belgique d'avec la France.

**DEUXIÈME SÉRIE.** Jurisprudence des Cours de France et de Belgique de 1814 à 1840, divisée en deux parties, contenant : l'une la Jurisprudence des Cours de France, l'autre la Jurisprudence des Cours de Belgique.

**TROISIÈME SÉRIE.** Abonnement annuel à partir de 1841.

# PASICRISIE

OU

## RECUEIL GÉNÉRAL

DE

# LA JURISPRUDENCE

DES

### COURS DE FRANCE ET DE BELGIQUE,

EN MATIÈRE CIVILE, COMMERCIALE, CRIMINELLE, DE DROIT PUBLIC ET ADMINISTRATIF;  
CLASSÉ DANS L'ORDRE CHRONOLOGIQUE,  
DEPUIS L'ORIGINE DE LA COUR DE CASSATION, JUSQU'À CE JOUR;

CONTENANT :

**LES ARRÊTS NOTABLES PUBLIÉS DANS LES RECUEILS**  
DE SIREY, DE DAILLOZ, DE FANT ET FOURNIER; DANS LE JOURNAL DU PALAIS, LE BULLETIN DE CASSATION,  
LE JOURNAL DES AVOUÉS, CELUI DES NOTAIRES, ETC.,

AVEC DES NOTES DE CONCORDANCE,  
PRÉSENTANT SUR CHAQUE QUESTION, UN TABLEAU RÉSUMÉ DE LA DOCTRINE ET DE LA JURISPRUDENCE,  
AINSI QUE DES OBSERVATIONS CRITIQUES,

**PAR L.-M. DEVILLENEUVE,**  
ANCIEN DIRECTEUR DU BULLETIN OFFICIEL DE CASSATION, CONTINUATEUR DEPUIS 1831 DE SIREY-MEST,  
AVOCAT À LA COUR ROYALE DE PARIS, MEMBRE DE LA LÉGION-D'HONNEUR,

**ET PAR A. CABETTE,**  
AVOCAT AUX CONSEILS DU ROI ET À LA COUR DE CASSATION DE FRANCE;

COMPLÉTÉ POUR LA BELGIQUE

PAR LA REPRODUCTION DES COLLECTIONS BELGES DE SPREUT ET WYNS, DE SANFOURCE-LAPONTE,  
ET LA JURISPRUDENCE DU XIX<sup>ÈME</sup> SIÈCLE, DES RECUEILS DES COURS DE LA HAYE, DE LIÈGE ET DE BRUXELLES,  
ET D'UN TRÈS-GRAND NOMBRE D'ARRÊTS INÉDITS;

SUIVI DE TABLES, PAR ORDRE ALPHABÉTIQUE ET MÉTHODIQUE.

PRÉSENTANT TOUTES LES AVANTAGES DES COLLECTIONS ALPHABÉTIQUES.

---

**Bruxelles,**  
**SOCIÉTÉ TYPOGRAPHIQUE BELGE,**  
**ADOLPHE WANLEN ET C<sup>ie</sup>.**

PARTIE DE JURISPRUDENCE. — N. TAILLIER, GÉRANT.

1859



# RECUEIL GÉNÉRAL DE JURISPRUDENCE.

## II<sup>e</sup> PARTIE.

### JURISPRUDENCE DES TRIBUNAUX OU COURS D'APPEL.

**NOTA.** — Jusqu'à la loi du 27 vent. an 8, les tribunaux de première instance ou d'arrondissement avaient été juges d'appel les uns des autres; ce n'est qu'à partir de cette loi qu'il y a eu réellement des tribunaux d'appel investis d'une juridiction souveraine, supérieure et permanente, ayant une organisation à part, un personnel d'élite et plus nombreux, tribunaux qui, plus tard, se sont transformés en Cours d'appel, impériales ou royales... Ce n'est donc qu'à compter de cette époque de l'an 8, qu'il est devenu intéressant de recueillir les jugemens ou arrêts rendus sur appel, parce qu'alors seulement ils présentent un degré d'autorité qu'ils ne pouvaient avoir auparavant.

( 16 MESS. AN 8. )

AN VIII.

( 16 MESS. AN 8. )

#### PRIVILÈGE.—AUBERGISTE.

*Le privilège d'un aubergiste sur les effets d'un voyageur, ne s'étend point au cas de fournitures faites lors d'un précédent voyage. — Les effets ne répondent et ne sont le gage que des fournitures faites pendant le voyage pour lequel ils ont été transportés (1).*

(Baudoin — C. Clément.)

Baudoin devait à Clément, aubergiste, 994 fr.

(1) Le privilège des aubergistes sur les effets apportés dans leur auberge, était admis par la plupart des coutumes, notamment par celle de Paris (art. 175). Ferrière fait observer, sur cet article, qu'il confère à l'aubergiste une sorte de gage; d'où la conséquence que le privilège qui en résultait ne pouvait être exercé, 1<sup>o</sup> que pour les dépenses faites pendant le voyage pour lequel les effets avaient été apportés dans l'auberge; 2<sup>o</sup> et sur les objets se trouvant dans l'auberge, c'est-à-dire, formant le gage de ces dépenses. Il est de principe, en effet, que le créancier qui a reçu un gage n'a de privilège sur ce gage, qu'autant qu'il ne s'en est pas déchanté. L'art. 175 de la coutume de Paris, s'en expliquait assez clairement: « Despens d'hostellage, livrés par bôtes à pèlerins » ou à leurs chevaux, sont privilégiés, et viennent à » préférer devant tout autre, sur les biens et chevaux » hostelés, et les pent l'hostelier retenir jusques à » payement, et si aucun autre créancier les voulait » mlever, l'hostelier a juste cause de soy opposer. » Il est évident qu'ici la coutume n'entend parler que des dépenses faites par les gens et chevaux hostelés, c'est-à-dire, qui se trouvent actuellement dans l'a-

30 c. pour dépenses d'hommes et de chevaux, faites dans son auberge.

Longtemps après, Baudoin étant revenu loger chez Clément, celui-ci retint une voiture et deux chevaux qui lui appartenaient, et le traduisit en même temps devant le tribunal de commerce, à fin de paiement des 994 fr. 30 c. qui lui étaient dus.

Baudoin, tout en reconnaissant sa dette, demande incidemment la délivrance de ses che-

berge. — Du reste, la jurisprudence avait établi que ce privilège devait s'exercer *christieusement*, ainsi qu'on le voit par un arrêt du 18 mars 1695, lequel condamna à une amende de 10 écus d'or, un aubergiste qui avait retenu les habits d'un voyageur, qui mourut de froid. — On devrait aujourd'hui rendre une décision analogue à celle que nous recueillons ci-dessus, d'après l'art. 2102, n<sup>o</sup> 5, Code civ., bien que ses termes soient moins explicites que ceux de l'art. 175 de la coutume de Paris. Telle est aussi l'opinion de MM. Persil, *Rég. hyp.*, sur l'art. 2102; Delvincourt, t. 3, p. 276; Grenier, *Hyp.*, t. 2, n<sup>o</sup> 319; Troplong, *Hyp.*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 206, et Leroy, *vo Auberge-Aubergiste de l'Encyclopédie du droit*. Ce dernier auteur pense même, et avec raison, selon nous, que le droit de rétention de l'aubergiste ne s'étend pas aux vêtements dont le voyageur est couvert, et qui lui sont indispensables. Il veut qu'on applique *christieusement* l'art. 2102 du Code civil, comme autrefois l'art. 175 de la coutume de Paris. *V.* dans le même sens, notre *Dict. du contentieux comm.*, *vo Aubergiste*, n<sup>os</sup> 11 et 12.

vaux et de sa voiture, en se fondant sur ce que la dette ayant été contractée lors d'un précédent voyage, l'hôtelier n'avait pas le droit de retenir en paiement de cette dette, des effets apportés chez lui lors d'un voyage subséquent; et il concluait en outre à ce que des dommages-intérêts lui fussent accordés à raison de la rétention illégale effectuée à son préjudice.

17 prair. an 8, jugement du tribunal de commerce de Dieppe qui condamne Baudoin à payer à Clément les 994 fr. 30 c. demandés; et ordonne que les chevaux et la voiture seront remis par Clément à Baudoin, en, par ce dernier, payant une somme de 200 fr.

Appel de la part de Baudoin.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu qu'il est de principe que le maître d'hôtel n'a le droit de retenir les objets de ceux qui sont chez lui, que pour sûreté de la dépense faite dans le temps qui précède immédiatement, et sans interruption, l'instant où il use de ce droit; — Qu'il est reconnu, au procès, que Clément a saisi par lui-même, et retenu les chevaux et la charette de Baudoin, non pour dépense actuelle, mais pour dépenses antérieures à l'entrée de celui-ci dans l'hôtellerie; acte illégal et arbitraire qui donne ouverture à des dommages-intérêts; — Confirme le jugement quant à la condamnation principale; — Ordonne la délivrance pure et simple des chevaux et de la voiture; — Condamne l'aubergiste en 200 fr. de dommages-intérêts, laissant à sa charge la dépense des chevaux retenus, etc.

Du 16 mess. an 8. — Trib. d'appel de Rouen. — 2<sup>e</sup> sect.

#### CRÉANCIERS. — INTERVENTION. — TESTAMENT.

*Les créanciers de l'héritier ont qualité pour contester, du chef de leur débiteur, la validité d'un testament, même après la délivrance des legs (1).*

(Busche — C. N...)

La veuve Haimonet, appelée par la loi à recueillir

(1) Un arrêtiste qui rapporte ce jugement, fait régir la solution ci-dessus par l'art. 780, Code civ., et suppose que, dans l'espèce, l'héritier avait renoncé à la succession. C'est tout à la fois un anachronisme et une erreur de fait. — D'une part, l'action des créanciers était intentée avant le Code civil; d'autre part, ces créanciers ne demandaient point à accepter, de leur chef, une succession à laquelle leur débiteur avait renoncé, ou à intervenir dans le partage de cette succession; ils demandaient seulement à exercer les droits de leur débiteur pour contester la validité des legs dont se trouvait grevée la succession qu'il était appelé à recueillir. Les principes du droit ancien reproduits dans l'art. 780, Code civ., étaient donc ici sans application.

Quant à la solution en elle-même, elle nous paraît très contestable, non pas que nous doutions que, sous l'ancien droit comme aujourd'hui, les créanciers ne pussent, en exerçant les droits de leur débiteur, être admis à demander la nullité de prétendus legs dont il se trouverait grevé; mais parce que, dans l'espèce, il y avait en délivrance de ces legs par l'héritier, et que, dès lors, ses créanciers ne pouvaient plus demander à exercer un droit que leur débiteur n'avait plus lui-même. — Exception toutefois le cas de fraude de la part de l'héritier; mais alors, c'est et c'est l'action Paulienne que les créanciers auraient dû demander à exercer en leur propre nom (L. 1<sup>re</sup>, § 1<sup>er</sup>, ff. *quæ in fraud. cred.*; C. civ., 1167), tandis qu'ici, ils demandaient à exercer, au lieu et place de leur débiteur, une action qui appartenait à ce dernier (ibid. 1166).

lir la succession de ses père et mère, eût testé en sa qualité d'héritière la validité d'un testament par lequel divers legs étaient faits à ses enfants. Les cit. Busche, créanciers de la veuve Haimonet, firent signifier un acte d'intervention; mais, sans égard pour cet acte, la délivrance des legs fut effectuée du consentement de la veuve Haimonet. — Les créanciers ayant poursuivi leur intervention, les légataires les ont soutenus non recevables par deux motifs: 1<sup>o</sup> parce que le droit de contester la validité d'un testament appartient exclusivement à la personne de l'héritier; 2<sup>o</sup> parce que la délivrance des legs ayant été consentie, toute action était éteinte.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que la veuve Haimonet avait été investie de la qualité d'héritière, et, par suite, du droit de contester la validité des legs; qu'elle n'avait pu abandonner ce droit au préjudice de ses créanciers; qu'en effet, il est de principe qu'un créancier peut exercer tous les droits de son débiteur, et s'y faire subroger, à cet effet, quand le débiteur refuse de les exercer lui-même; — Reçoit les nommés Busche parties intervenantes, etc.

Du 24 mess. an 8. — Trib. d'appel de Paris.

#### CONCILIATION. — GARANTIE.

*Avant le Code de procédure, une demande en garantie distincte et indépendante de la demande originaire, était une demande principale, assujétie au préliminaire de la conciliation. (L. 16-24 août 1790, tit. 10, art. 2.) (2)*

(Gaut — C. Porcher.)

Du 5 therm. an 8. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Solié.

#### DÉPENS. — DISTRACTION. — NOVATION.

*Le procureur qui avait obtenu la distraction des dépens à son profit, ne cessait pas d'être le créancier direct de son client : la distraction n'opérait pas novation (3).*

(2) Sous le Code de proc., les demandes en garantie sont formellement dispensées du préliminaire de conciliation (C. proc., 49). Mais cette disposition est-elle applicable seulement lorsqu'il s'agit d'une demande en garantie incidente, de telle sorte qu'il faille avoir recours au préliminaire de conciliation, au cas d'une demande principale en garantie? La question divise les auteurs. Chauveau, *Journal des Avoués*, v<sup>o</sup> Conciliation, p. 156, pense que la dispense de conciliation s'applique à tous les cas : à la demande en garantie principale, comme à la demande en garantie incidente. Pigeau est du même avis, qu'il avait d'abord indiqué dans sa *Procédure civ.*, p. 36, et qu'il a développé dans son *Commentaire*, p. 142 et 143. — Carré, *Loué de la proc.*, n<sup>o</sup> 206; Favard, *Répert.*, v<sup>o</sup> Conciliation, § 2, n<sup>o</sup> 3; Lepagot, *Quest. sur le Code de proc.*, p. 36; Thomine-Dumas, *Comm. du Code de proc.*, n<sup>o</sup> 69, adoptent l'opinion contraire, et soumettent à la conciliation la demande principale en garantie. — Avant le Code de procédure, la jurisprudence s'était prononcée dans le sens de la dispense du préliminaire de conciliation, du moins alors que l'action en garantie se trouvait incidente à l'action principale. V. Cass. 27 pluv., 24 prair., 20 fruct. an 11; 1<sup>er</sup> vent. an 13. — F. cependant, Cass. 27 vent. an 8.

(3) V. conf., Cass. 25 mai 1807. — Les principes sont les mêmes sous le Code de procédure : V. Cass. 13 juin 1837 (Volume 1837). Toutefois, on doit reconnaître que si l'avoué qui a obtenu la distraction ne justifiait pas de poursuites infructueuses contre la partie adverse, ou si par sa faute, il avait perdu l'oc-



(Champion — C. Deboubers.)

Champion, ancien procureur au parlement, après avoir occupé pour Deboubers dans un procès où celui-ci avait eu gain de cause, obtint la distraction des dépens à son profit. — Il dirigea, en conséquence, des poursuites contre la partie adverse; mais un pourvoi en cassation, suivi d'un arrêt de défense, vint les interrompre avant que Champion ait pu être payé.

Dans cet état de choses, il s'est adressé à Deboubers, son client; mais celui-ci a opposé qu'il ne devait rien, la distraction des dépens ayant, suivant lui, opéré novation.

29 niv. an 8, Jugement qui déclare Champion non recevable : « Attendu qu'une distraction au profit du procureur est un véritable transport que la justice lui fait des droits de sa partie; que le transport, lorsqu'il intervient entre trois personnes, c'est-à-dire entre le créancier, le débiteur et une tierce personne, opère novation; que ce principe est tellement reconnu qu'on tient pour maxime certaine que la distraction des dépens libère entièrement la partie pour qui le procureur a occupé, de manière que l'insolvabilité de la partie adverse tombe entièrement sur le procureur qui a demandé lui-même qu'on lui donne cette partie pour débiteur. »

Appel de la part de Champion.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, en principe, qu'une distraction de dépens est une saisie-arrest, qui n'opère point novation et qui n'a point au procureur le droit de se faire payer par son client; — Faisant droit sur l'appel interjeté par Champion du jugement rendu à la première section du tribunal civil de la Seine, le 29 niv. dernier, — Dit qu'il a été mal jugé par ledit jugement, bien appelé d'ice lui; — Faisant droit au principal, — Condamne Deboubers à payer à Champion les frais compris en l'exécutoire obtenu par ce dernier en son nom, etc.

Du 8 therm. an 8. — Trib. d'appel de Paris. — Pl. les cit. Thevenin et Berryer.

# LETTRE DE CHANGE. — FAUX ORDRE. — PAIEMENT.

*Le débiteur d'une lettre de change qui en acquitte le montant sur un faux ordre, est valablement libéré, s'il a payé de bonne foi (1).*

(Bonnet — C. Gaudry.)

Gaudry, négociant à Orléans, avait expédié des marchandises à Latour, de Marseille, qui lui avait annoncé en paiement une lettre de change, à son ordre, de 1,122 fr., sur Bonnet, de Paris. — Gaudry n'ayant pas reçu cette lettre de change, en fit part à Latour qui lui répondit qu'il lui avait adressée.

Gaudry se présente alors chez Bonnet, qui justifie avoir payé le montant de la lettre de change

casion de se faire payer par elle, il pourrait, suivant les circonstances, être déclaré non recevable à recourir contre son client. *P.* en ce sens, Carré, *Lois de la proc.*, n° 569; Favard, *Répert.*, v° *Jugem.*, sect. 1<sup>re</sup>, § 2, n° 18; Chauveau, *Commentaire du tarif*, t. 1<sup>er</sup>, p. 215; Rivoire, *Dictionnaire du tarif*, p. 135.

(1) On devrait décider de même aujourd'hui par application de l'art. 145, Code de commerce. — Néanmoins, si le tiré avait reçu une opposition du véritable propriétaire, s'il avait été averti à temps par le tireur que la lettre de change a été perdue ou dérobée, s'il voyait, sur l'effet qui on lui présentait, des traces de falsification d'une signature à lui connue, le paiement fait par lui, en de telles circonstances, ne le libérerait pas, soit à l'égard du tireur, soit à

à un nommé Boquillon, qui s'était présenté comme porteur, en vertu d'un ordre signé Gaudry. — Celui-ci alors a prétendu que cet ordre était faux, et que le paiement fait en conséquence n'avait pas été libératoire, et il a assigné Bonnet en paiement devant le tribunal de commerce. — Bonnet a soutenu qu'il s'était valablement libéré, bien que l'ordre fût faux, parce qu'il avait payé de bonne foi et dans l'ignorance de sa fausseté.

2 vend. an 8, Jugement du tribunal de commerce de Paris qui condamne Bonnet à payer une seconde fois: attendu qu'il a acquitté la traite à un individu qui n'en était pas propriétaire.

Appel de la part de Bonnet. — Il a fait observer que la rapidité des négociations commerciales, la confiance qui en est la base, ne permettaient pas à un débiteur d'élever des doutes sur la sincérité des endossements; que c'était à celui qui adressait une traite à son correspondant à veiller à ce qu'elle lui parvint exactement, et, dans le cas où elle se serait égarée, à former opposition entre les mains du tiré, pour qu'il n'eût à en acquitter le montant qu'au véritable créancier qu'il lui faisait connaître; mais lorsqu'un individu, porteur d'une lettre de change, se présente pour en recevoir le montant, le tiré est autorisé à croire que ce porteur est le véritable créancier; qu'il tient son titre des mains ou par suite de négociation que le tireur en a faite. Prétendra-t-il que la signature de l'endosseur n'est pas véritable? Mais il faut qu'il la connaisse pour être à même d'en faire la comparaison. Exigera-t-il une vérification? Mais alors ce mode de procéder entraverait la marche des opérations de commerce, dont la célérité est un des principaux avantages. — Bonnet invoquait, à l'appui de sa défense, un parère des négociants de Paris, qui attestait que la jurisprudence était conforme à ces principes.

Gaudry a répondu qu'un débiteur ne se libérerait valablement qu'en payant au véritable créancier, ou à celui qui était porteur de ses pouvoirs; que Bonnet, en payant à Boquillon, n'avait point payé au véritable créancier, puisque ce n'était qu'en vertu d'un faux ordre que Boquillon s'était présenté; qu'on ne pouvait imputer à Gaudry la négligence de n'avoir pas formé opposition entre les mains de Bonnet, parce qu'il n'avait été instruit de l'envoi de la traite que longtemps après son échéance, et lorsqu'elle était acquittée.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que Bonnet a payé de bonne foi, et que l'honneur de sa signature exigeait qu'il la retirât en acquittant son obligation; — Infirme, etc.

Du 13 therm. an 8. — Trib. d'appel de Paris, 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Gouveau et Fleury.

l'égard du véritable propriétaire de la lettre de change. « C'est un devoir pour le tiré, dit M. Pardessus (*Droit comm.*, t. 2, n° 451), s'il a des soupçons assez forts, de refuser le paiement d'abord dans son intérêt, puisqu'il est simplement présumé libéré par le paiement, et que des exceptions d'une grave importance pourraient lui être opposées; en second lieu, dans l'intérêt du porteur véritable, suivant cette règle de droit naturel, que nous devons dans toutes les circonstances, faire pour les autres ce que nous voudrions qu'on fit pour nous. » — Le tiré ne serait pas non plus libéré, malgré sa bonne foi, s'il payait, avant l'échéance, sur un endossement faux (*Code comm.*, 144). — *P.* au surplus, sur ces différentes questions, notre *Dict. du contentieux comm.*, v° *Lettre de change*, n° 222 et suiv.

**APPROBATION D'ÉCRITURE. — BILLET. — FEMME MARIÉE.**

*L'approbation en toutes lettres, de la part d'une femme, n'est pas nécessaire à la validité d'un billet souscrit par elle et son mari, et écrit en entier de la main de celui-ci, lorsque d'ailleurs la légitimité de la créance est reconnue par elle. (Déc. 22 sept. 1733.) (1)*

(Gaillard—C. Rideau.

Le citoyen Brun et Marie-Anne Bourdin, sa femme, avaient souscrit au profit de la citoyenne Godeau un billet de 5,000 fr. Ce billet était écrit en entier de la main de Brun, mais il ne portait pas l'approbation de sa femme. — Plus tard, la citoyenne Godeau, devenue femme du cit. Gaillard, assigne la femme Brun, dont le mari était décédé, et qui avait depuis épousé le cit. Rideau, en paiement des 5,000 fr. montant du billet.

La femme Rideau ne contesta pas la légitimité de sa dette; mais elle soutint que le billet était nul, faute d'approbation de sa part et en toutes lettres de la somme qui y était portée.

28 frim. an 8, jugement du tribunal de l'Indre qui, sans s'arrêter à cette défense, ordonne le paiement du billet.

Appel de la part des mariés Rideau.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL.**—Considérant qu'à la vérité, la déclaration du 22 sept. 1733 prononce la nullité d'un billet dont le corps n'est pas écrit par ceux qui l'auront signé, s'il n'y a approbation en toutes lettres de la somme; mais que l'objet de la loi a été de prévenir la fraude, et que les circonstances de la cause écartent tout soupçon; qu'en effet, ce billet est écrit en entier de la main du mari; que, par un acte du 11 pluv. an 6, le cit. Gaillard a notifié au mari et à la femme Rideau, parlant à leurs personnes, qu'il en était porteur; que, par un autre acte du 9 du même mois, ceux-ci lui ont signifié qu'ils entendaient jouir du bénéfice de la loi du 16 niv. an 6; qu'ainsi tout se réunit pour établir la légitimité de la créance;—Ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté suivant sa forme et teneur, etc.

Du 15 therm. an 8.—Trib. d'appel de Bourges.  
—Prés., le cit. Sallé.

**APPEL.—OPPOSITION.**

*L'acte qui contient à la fois une opposition et un appel, ne peut valoir comme acte d'appel, si la partie de laquelle il émane a poursuivi l'instance sur l'opposition.*

(N...)

Du 15 therm. an 8.—Trib. d'appel de Bourges.  
Prés., le cit. Sallé.

**MINISTÈRE PUBLIC. — FEMME MARIÉE. — NULLITÉ.**

*La femme mariée est seule recevable à so*

*plaindre de ce que le ministère public n'a pas été entendu dans une cause qui l'intéresse. (L. 16-24 août 1790, tit. 8, art. 3.) (2)*

(Bernard—C. Guyot d'Asnières.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Considérant qu'à la vérité, le commissaire doit être entendu dans toutes les causes qui intéressent les femmes mariées; mais que cette disposition n'est qu'en faveur de celles-ci, et afin que leurs droits soient mieux connus; qu'ainsi elles seules peuvent se plaindre de son silence, et que ce vice est de l'espèce des nullités relatives qui ne peuvent être opposées que par ceux en faveur desquels la formalité est établie, etc...

Du 17 therm. an 8.—Trib. d'appel de Bourges.  
—Prés., le cit. Sallé.

**BILLET À ORDRE. — VALEUR EN QUITTANCE DE PRIX D'IMMEUBLES. — TIERS PORTEUR.**

*Un billet à ordre causé valeur en quittance, n'a pas le caractère d'un effet de commerce négociable.—En conséquence, le souscripteur d'un billet à ordre, causé valeur en quittance du prix de vente d'un immeuble, peut opposer au tiers-porteur les mêmes exceptions qu'il aurait pu faire valoir contre celui au profit de qui il avait souscrit l'effet (3).*

(Racle—C. Muratel.)

Par acte du 26 sem. an 6, les frères et sœurs Castaing, représentés par Gardurin, leur fondé de pouvoir, vendent à Racle leurs droits indivis dans le domaine de Garrigue pour une somme de 4,000 liv. Partie du prix est reconnue avoir été payée comptant. « A l'égard des 2,128 fr. restants, porte l'acte de vente, ledit cit. Racle les a aussi payés » dans l'instant, en un billet qu'il a fait à l'ordre » dudit cit. Gardurin, au nom qu'il agit, payable » dans deux mois de ce jour, et causé valeur reçue » en quittance dans ces présentes. » — Ce billet est passé par Gardurin à l'ordre de Bonalfe, et par Bonalfe à l'ordre de Muratel, qui s'en trouve le dernier porteur au moment de l'échéance. — Mais Racle, qui avait trouvé, lors de la transcription de son contrat, l'immeuble grevé de sommes considérables, refuse de payer. — Protêt. — 15 prair. an 8, jugement du tribunal civil de la Gironde qui condamne Racle à payer à Muratel le montant du billet, à la charge par ce dernier de donner, suivant ses offres, bonne et valable caution.

Appel de la part de Racle.—Il a soutenu que le privilège de tiers porteur avait sa source dans l'obligation que prenait le tireur originaire de payer à l'ordre d'un porteur quelconque, et dans la déclaration qu'il faisait d'en avoir reçu la valeur; que d'après ces deux éléments, un tel billet appelait nécessairement la confiance publique. Si, dans la suite, il se trouve avoir quelque exception

(1) *P.* dans le même sens, Cass. 6 fév. 1839, et nos observations sur cet arrêt, qui semble fixer la jurisprudence sur une question, jusqu'alors diversement résolue par la Cour de cassation.

(2) *P.* dans le même sens, Cass. 29 mars 1815. — *P.* au surplus, sur la question de savoir si la nullité résultant de ce qu'un incapable a plaide sans l'accomplissement des formalités exigées par la loi, est absolue ou relative, la *Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle*, vis *Autorisation de femme mariée*, § 7, et *Autorisation de commune*, § 5.

(3) La question n'est pas sans gravité. — La doctrine contraire à celle du jugement que nous rapportons ici, a été adoptée par la Cour de cas-

sation, le 2 mai 1836. — C'est aussi notre avis. — Nous pensons que tout billet à ordre souscrit même par un non-commerçant, et pour cause non commerciale, est, par cela même qu'il est négociable par voie d'ordre, soumis à toutes les règles spéciales et propres à ce genre d'obligations, pour tout ce qui regarde les droits et devoirs respectifs des endosseurs, du porteur et du souscripteur, et sauf ce qui touche la compétence et la contrainte par corps. *P.* sur ce point, notre *Dictionn. du contentieux commerc.*, v<sup>o</sup> *Billet à ordre*, n<sup>o</sup> 10; *P.* aussi Vincens, *Législation commerciale*, t. 2, p. 371 et 372, et Pardessus, *Cours de droit comm.*, t. 2, n<sup>o</sup> 480.

valable contre l'accepteur, il est évident qu'il ne peut l'opposer au tiers porteur dont il a surpris la cession par une déclaration pure et simple de la valeur reçue. — Mais il n'en est pas de même, lorsque, comme dans l'espèce, la cause de la dette est assez clairement énoncée pour que personne ne puisse s'y méprendre. Alors, celui à qui on présente le billet est suffisamment éclairé sur l'origine de la dette, il n'a qu'à consulter le contrat public qu'on y indique, pour s'apercevoir que s'agissant comme ici d'un prix de vente, l'acheteur, avant de payer le prix au vendeur, peut avoir des exceptions fondées contre lui : celui qui agit sans prendre cette précaution qui lui est indiquée, consent néanmoins à recevoir un pareil billet, ne peut prétendre avoir été trompé, et conséquemment user du privilège dû au tiers porteur d'effets ordinaires. Il ne peut être considéré que comme un véritable cessionnaire, à qui le tireur peut opposer toutes les exceptions qu'il pourrait opposer au cédant. Les héritiers Castaing n'ayant pas rempli l'obligation qu'ils avaient contractée avec le cit. Racle de le faire jouir paisiblement de la chose vendue, celui-ci ne pouvait être contraint d'en payer le prix, avant d'être assuré d'une possession tranquille. Menacé à tout instant de perdre cette propriété, et même de rendre compte des fruits à raison des inscriptions hypothécaires qui absorbaient et bien au delà la valeur de l'immeuble, le cit. Racle ne devait le prix de la vente, que lorsqu'on lui rapporterait la radiation de ces mêmes inscriptions.

Le cit. Muratel répondait, que la seule obligation de payer à l'ordre insérée dans un billet, suffisait pour le rendre négociable et le lancer dans la circulation; que, dès lors, ce n'était plus au porteur à s'informer pourquoi et comment la valeur du billet en avait été payée; qu'il n'avait dû compter que sur la promesse de payer à l'ordre de quiconque présenterait le billet; que la distinction faite par le cit. Racle, de la déclaration pure et simple de la valeur reçue d'avec l'indication de la cause du devoir, n'était qu'une subtilité; car il existe même, entre négocians, et pour effets de commerce, une foule d'énonciations de valeur reçue, qui peuvent donner lieu à des discussions entre le tireur et l'accepteur originaires, dans lesquelles le tiers porteur n'entre pour rien.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que les termes, dans lesquels le billet dont il est question est conçu, avertissaient assez ceux auxquels il était présenté, qu'il n'avait d'autre objet que le prix de la vente du domaine faite à Racle;—Que, par conséquent, si Racle ne pouvait pas jouir, ou se voyait menacé d'être évacué de ce domaine, le montant du billet ne pouvait pas être dû;—Qu'en prenant un billet de cette nature, qui n'était pas relatif à un fait de commerce, le porteur ne peut et ne doit être considéré que comme cessionnaire

d'une créance ordinaire, soumis, par conséquent, aux mêmes exceptions qui pouvaient être opposées au cédant;—Que c'est sous ce rapport que, dans notre jurisprudence, on a toujours considéré les billets de cette espèce, quoique consentis à l'ordre;—Que l'offre faite par Muratel de donner caution pour la sûreté du paiement du billet qu'il réclame, est nécessairement écartée par l'offre de Racle d'être prêt à consigner la somme de 2,128 liv., montant du billet, puisqu'il y a bien plus de solidité dans la consignation effective de cette somme, que dans un bail de caution, qui peut donner lieu à de nouvelles discussions;—Faisant droit sur l'appel interjeté par Racle, — Entendant, donne acte à Racle de l'offre par lui faite d'être prêt à consigner la somme de 2,128 liv., montant du billet dont est question; en conséquence, — Le relaxe des fins et conclusions contre lui prises par Muratel, etc.

Du 18 therm. an 8. — Trib. d'appel de Bordeaux. — Pl., les cit. Ferrère et Emérigon.

1<sup>re</sup> TRANSACTION. — NOVATION.2<sup>o</sup> VENTE. — PAIEMENT. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

1<sup>o</sup> Le débiteur qui, postérieurement à l'obligation qu'il a contractée vis-à-vis de son créancier, se reconnaît de nouveau débiteur par transaction, se rend non recevable à opposer les vices dont l'acte primitif peut être atteint.

2<sup>o</sup> L'acquéreur qui s'est engagé à payer sur son prix, en l'acquit du vendeur, une somme due par ce dernier, peut suspendre le paiement tant que, par l'effet des inscriptions qui grèvent l'immeuble vendu, il a sujet de craindre l'action hypothécaire des créanciers inscrits (1).

(Desmazières — C. Clément et Beaupeu.)

Desmazières s'était reconnu débiteur de Clément par acte devant notaire. — Il est à remarquer que le notaire qui avait reçu cet acte était beau-père de Clément.

Des difficultés se sont peu de temps après élevées entre les parties, relativement au paiement de la somme due, que Desmazières était en retard d'effectuer. Ces difficultés furent apaisées par transaction du 21 niv. an 8, à laquelle intervenaient Beaupeu père et fils, qui s'engagèrent à payer à Clément, en l'acquit de Desmazières, une somme qu'ils devaient à ce dernier, pour prix d'un immeuble qu'il leur avait vendu.

Mais lorsqu'arriva l'époque du paiement, Beaupeu père et fils s'y sont refusés, en prétendant que l'immeuble qui leur avait été vendu était grevé d'inscription hypothécaire pour une somme excédant le prix de vente, ce qui leur donnant juste sujet de craindre d'être troublés dans la possession de l'immeuble par eux acheté, les autorisait à en suspendre le paiement, jusqu'à la radiation des inscriptions.

(1) On jugerait de même maintenant, aux termes de l'art. 1653, Cod. civ., qui autorise l'arbitreur à suspendre le paiement du prix, s'il est troublé ou à juste sujet de craindre d'être troublé par une action hypothécaire, jusqu'à ce que la vendeur ait fait cesser le trouble, à moins qu'il n'ait été stipulé que, nonobstant le trouble, l'arbitreur paiera. — Remarque que, pour que l'arbitreur puisse suspendre le paiement, il suffit qu'il signale des faits ou des actes de nature à lui faire croire que des tiers sont disposés à revendiquer l'immeuble, soit comme gage, soit comme propriété, sans qu'on doive exiger de lui la preuve que ces tiers seraient fondés dans leur action. Ce serait, dit M. Duvergier (*Fente*, t. 1,

n° 425), subordonner la faculté de retenir le prix à la preuve que l'éviction est certaine, tandis que l'art. 1653 l'arbitreur par cela seul que le trouble est imminent. — Sous l'ancien droit, il fallait, pour justifier la suspension du paiement, qu'il y eût trouble, en d'autres termes que l'exercice du droit réclamé par un tiers fût commencé (Pothier, *Fente*, n° 283; Rousseau de Larambe, v° *Fente*); tandis qu'aujourd'hui, il suffit, comme nous venons de le voir, que l'arbitreur ait juste sujet de craindre d'être troublé, *F.* dans ce sens, Cass. 27 mai 1827, et Orléans, 9 juill. 1823. — L'acquéreur peut même suspendre le paiement de son prix après l'avoir consigné. *F.* Cass, 24 janv. 1836.

Clément se retourna alors contre Desmalois, qui lui opposa que l'acte primitif, par lequel il s'était reconnu son débiteur, était nul à cause de l'aliénation qui existait entre lui et le notaire rédacteur de cet acte. — En même temps, Desmalois appela Beupieu en garantie.

Jugement qui repousse sa demande en nullité et en garantie. — Appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant, sur la première question, que l'appelant a transigé, le 24 niv. an 8, et délégué à l'intimité le prix des héritages par lui vendus aux cit. Beupieu; qu'en fixant ainsi sa dette, il a reconnu la vérité des actes antérieurs qui établissaient la créance de l'intimé, et qu'il est non recevable à opposer les vices dont ils peuvent être atteints;

Considérant, sur la deuxième question, qu'à la vérité les cit. Beupieu avaient contracté par l'acte du 24 niv. an 8, l'obligation de payer les sommes dues au cit. Clément, mais que le prix dont ils étaient débiteurs, s'est trouvé saisi dans leurs mains par l'effet des inscriptions au bureau des hypothèques sur leur vendeur; que ce n'était pas à eux à jurer le mérite de ces inscriptions, et qu'il suffit qu'elles aient été dénoncées au vendeur pour que ce dernier seul ait dû s'occuper de les faire cesser; — Confirme, etc.

Du 23 therm. an 8. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salé.

## SAISIE-EXÉCUTION. — GARDIEN. — RESPONSABILITÉ.

Le gardien qui ne représente pas les objets saisis confiés à sa garde, n'est tenu envers le saisissant que de la valeur de ces objets, encore bien que les causes de la saisie soient supérieures à cette valeur (1).

(Limanton — C. Lebrun.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que l'appelant n'a jamais été déchargé des effets confiés à sa garde; qu'ainsi il est toujours tenu de les représenter; que les effets saisis étant le gage du créancier saisissant, son intérêt ne peut aller plus loin; qu'ainsi le défaut de représentation des objets saisis n'a d'autre effet que d'obliger le gardien à en payer la valeur. — Dit qu'il a été bien jugé par le jugement dont est appel, au chef qui condamne Limanton à représenter les objets saisis; mal jugé au chef qui le condamne au paiement des causes de la saisie; — Emendant, quant à ce, condamne Limanton, à défaut par lui de représenter les objets saisis, à en payer la valeur suivant l'estimation à dire d'experts convenus ou nommés d'office, etc.

Du 25 therm. an 8. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salé.

## RATIFICATION. — DONATION. — HÉRITIÈRE.

L'héritier qui a consenti, après la mort du donateur, l'exécution de la donation, ne peut plus attaquer cette donation, si le consentement qu'il a donné n'est pas l'œuvre du dol et de la fraude (2).

(1) P. anal. dans le même sens, Rennes, 19 nov. 1813.

(2) Il en serait de même aujourd'hui, aux termes de l'art. 1340, Cod. civ., qui dispose formellement que l'exécution volontaire, confirmation ou ratification d'une donation par les héritiers du donateur, après son décès, emporte leur renonciation à opposer soit les vices de forme, soit toute autre exception.

(Querpel — C. Ricard.)

Le cit. Querpel avait placé 5,000 fr. en rente viagère sur sa tête et celle du cit. Ricard. — Querpel meurt laissant deux filles ses héritières. — Elles attaquent d'abord, la constitution de rente viagère faite au profit de Ricard, et ferment, en conséquence, des oppositions entre les mains des débiteurs. Mais bientôt une des filles Querpel donne mainlevée des oppositions en ce qui la concerne; néanmoins plus tard, elle a reproduit sa demande en nullité et soutenu que le consentement qu'elle avait donné à l'exécution de la donation devait être considéré comme non avenue, attendu qu'il constituait un désistement qui n'avait pu devenir irrévocable qu'autant qu'il aurait été accepté en justice.

Jugement du tribunal de l'Orne qui, admettant ces prétentions, autorise la fille Querpel à reprendre sa demande en nullité.

Appel de la part du cit. Ricard.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que la fille Querpel a consenti librement l'exécution de la donation à son égard; qu'elle n'a articulé aucun fait de dol et de surprise contre ce consentement; — Considérant que c'est un principe constant que l'héritier qui a consenti, après la mort du donateur, l'exécution de la donation, ne peut plus l'attaquer; — Réforme au chef qui concerne le désistement sans effet, etc.

Du 28 therm. an 8. — Trib. d'appel de Caen.

## CONSTRUCTIONS SUR LE FONDS D'AUTRUI. — ACQUÊTEN.

Celui qui a fait des constructions et améliorations sur un immeuble qui ne lui appartenait pas, n'est pas fondé à en réclamer la valeur de celui qui s'est rendu acquéreur de cet immeuble depuis l'achèvement de ces constructions, sauf à lui à s'adresser au précédent propriétaire vendeur, pour obtenir le remboursement de ce qui peut lui être dû pour ces constructions et améliorations (3).

(Cordon — C. Morel.)

Le cit. Cordon ayant émigré en 1792, ses biens furent vendus au profit de la nation. — Au nombre de ces biens, était une maison que le cit. Cordon, son mari, n'avait pas cessé d'habiter jusqu'alors, et dont le cit. Morel se rendit adjudicataire. Le cit. Cordon qui avait fait à cette maison plusieurs améliorations en demanda le remboursement à l'adjudicataire, mais celui-ci lui répondit qu'il s'était rendu acquéreur des bâtiments, dans l'état où ils étaient lors du procès-verbal d'expertise et du procès-verbal d'adjudication, et que ces procès-verbaux comprenant les améliorations et constructions faites par Cordon, il ne devait, à ce dernier, aucune indemnité.

Jugement qui condamne Cordon au délaissement sans indemnité des bâtiments vendus, sauf son recours contre la nation.

Appel de la part de Cordon.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que suivant la loi Julianus, ff. de action. empti et venditi,

(3) Les auteurs n'ont rien décidé sur la question résolue par le jugement que nous recueillons ici. C'est sans doute parce qu'il leur a paru hors de toute controverse que le propriétaire, vendeur de l'immeuble, ayant senti prohibé des constructions ou améliorations, puisqu'il en a retiré le prix, devait seul être soumis à l'action du tiers-construteur; et non celui qui, ayant acquis le fonds avec ces mêmes constructions ou améliorations, en a nécessairement payé la valeur à l'ancien propriétaire.

tout ce qui tient au bâtiment est censé en faire partie et suit la vente, même ce qui, sans être absolument nécessaire au bâtiment vendu, n'est destiné qu'à lui. — Considérant, que suivant la loi 7, § 3, ff. de acq. rer. dom., si quelqu'un a employé ses matériaux à bâtir sur le sol d'autrui, l'édifice appartient au propriétaire du fond, et celui à qui les matériaux appartiennent, en perd la propriété, parce que c'est par son propre fait qu'ils ont été joints au sol et qu'ils sont censés avoir été aliénés de son consentement. — Considérant que Cordou n'a pu demander à Morel le paiement d'aucune réparation, parce que Morel a acquis les bâtiments en l'état où ils se trouvaient lors du procès-verbal d'expertise, et du procès-verbal d'adjudication desdits bâtiments, et que ces bâtiments ayant appartenu à la femme Cordou, émigrée, lui durent être vendus francs de toutes dettes. — Confirme, etc.

Du 1<sup>er</sup> fruct. an 8. — Trib. d'appel de Grenoble. — 1<sup>er</sup> sect. — Prés., le cit. Barral.

#### CONVOL.—CLAUDE PROHIBITIVE.

La condition de ne point se remarier, insérée dans un acte de libéralité (un contrat de mariage) passé sous l'ancienne législation, a été anéantie par les lois des 5 sept. 1791, 5 brum. et 17 niv. an 3, comme contraire à la liberté des mariages et aux bonnes mœurs (1).

(Vatnaire—C. Mésange.)

Du 1<sup>er</sup> fruct. an 8. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., les cit. Luciot et Tripier.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE.—DÉMENCE.—PREUVE TESTIMONIALE.

On peut prouver par témoins que le testateur n'était pas sain d'esprit lorsqu'il a fait son testament, sans être tenu de recourir préalablement à la voie de l'inscription de faux (2).

(Millot—C. Buffet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'il faut distin-

(1) Ce jugement, dénoncé au Tribunal de cassation, a été cassé le 30 janv. 1806 (P. 1<sup>re</sup> partie, à cette date). — V. aussi un autre jugement de cassation du 22 niv. an 9, et les observations qui l'accompagnent.

(2) Avant et depuis le Code civil, une jurisprudence constante s'est prononcée dans le sens de la solution ci-dessus. La même doctrine était admise sous l'ancien droit, comme on le voit d'après le texte du jugement que nous recueillons. Au surplus, V. conf., Cass. 22 nov. 1810, 18 juin 1816, et 27 fév. 1821. — Merlin (Quest. v<sup>o</sup> Testaments) s'exprime ainsi à ce sujet : « En vain le notaire qui a reçu le testament, déclare-t-il que le testateur lui a paru « sain d'entendement et d'esprit. Le notaire est bien l'instrument, l'organe, l'interprète du testateur ; mais il n'est pas juge de sa capacité ; et comment pourrait-il l'être, lui qui ne voit le testateur qu'un moment ? Pénétreraient-ils un instant dans le fond « de son cœur et dans le secret de son âme ? La « folie et la sagesse sont également invisibles, si on « les considère en elles-mêmes ; elles ne se découvrent que par les paroles et les actions extérieures, « et souvent ces actions sont suspendues pendant « un intervalle beaucoup plus considérable qu'il ne « faut pour faire un testament. »

(3) Le commissionnaire chargé d'acheter des marchandises et, à l'égard de son commettant, assimilé en quelque sorte à un vendeur, pour tout ce qui tient à l'espèce, à la qualité et à la quantité des choses qu'il a achetées et qu'il lui expédie. Lors donc que (comme cela était établi dans l'affaire actuelle)

guer les faits matériels de l'acte, tels que la présence et la signature du notaire, des témoins et des parties, d'avec l'état, la capacité ou l'incapacité des contractants ; qu'à la vérité on ne peut attaquer les faits matériels d'un acte authentique que par l'inscription de faux ; que l'état des parties, tel que la démence ou l'imbécillité, n'est pas un fait matériel de l'acte ; qu'il peut être prouvé par témoins ; qu'une foule d'arrêts ont admis la preuve testimoniale du délire, de la frénésie et de la démence du testateur, quoique le notaire ait déclaré qu'il était dans son bon sens et sa parfaite connaissance ; que telle est la décision de Furgole, chap. 4, § 18, sect. 1<sup>re</sup>, § 5, pag. 298 et 309 ; de Raviot, tom. 2, pag. 110, § 8 et 9 ; que pour la validité d'un acte il faut le consentement et la volonté de celui qui le souscrit, et qu'une personne en délire et sans connaissance ne peut avoir de volonté ni donner de consentement ; — Appointe l'appelante à prouver, etc.

Du 2 fruct. an 8. — Trib. d'appel de Besançon.

— Pl., les cit. Suicrenac-Grand et Jussy.

#### COMMISSIONNAIRE.—ACHAT.—RESPONSABILITÉ.

La commissionnaire peut être forcé de garder pour son compte les marchandises achetées pour son commettant, lorsqu'elles ne sont pas de la qualité désignée par ce dernier (3).

(Delaitre—C. Dufresne.)

En l'an 6, Delaitre, de Brest, avait chargé Dufresne, de Bordeaux, de l'achat d'une certaine quantité de vins de la dernière récolte, et d'une qualité désignée. — Le 15 prair. le commissionnaire adresse à son commettant le connaissance de huit tonneaux 3/4 de vin, déposés le 7 du même mois sur le bateau la Rosalie, capitaine Rousseau, destiné directement pour Brest. — Le bateau est obligé de relâcher à Quimper. Delaitre apprend cet événement, et dans une réponse à Dufresne lui lui reprochait de n'avoir pas accusé réception

le commissionnaire a acheté une marchandise d'une autre espèce, ou qualité que celle qui lui était demandée, le commettant ne saurait être tenu de recevoir cette marchandise. Ces principes, indiqués par la raison, ne sont jamais contestés, mais leur application donne lieu à de fréquentes difficultés dans la pratique. V. Savary, Parfait négociant, t. 1, p. 567 ; Pardessus, Droit comm., t. 2, n<sup>o</sup> 572, et Diet. du Contentieux comm., v<sup>o</sup> Commissionnaire, § b. — Dans l'espèce, il s'était écoulé un certain temps (quatre mois) entre l'arrivée des marchandises et la demande formée par le commettant, afin que le commissionnaire fût tenu de reprendre ces marchandises : d'où le commissionnaire tirait une fin de non-recevoir contre l'action. Mais le commettant ayant refusé de recevoir les marchandises lorsqu'elles lui avaient été présentées, en ayant même alors demandé la vérification, l'argument pris de l'espèce de temps écoulé se trouvait n'avoir aucune force ; d'autant que le commettant avait intenté son action immédiatement après la vérification constatant la mauvaise qualité des vins expédiés. — Du reste, il a été décidé, sous le Code de commerce, que la prescription de six mois établie par l'art. 168 de ce Code, à raison de l'avarie des marchandises, n'est pas applicable à l'action du commettant au acheteur contre le commissionnaire ou expéditeur pour l'obliger à reprendre les marchandises expédiées, lorsqu'elles ne sont pas conformes à la demande qui en a été faite, et qu'en ce cas, on ne doit appliquer que les prescriptions ou déchéances ordinaires. V. Aix, 15 juill. 1825, et Bordeaux, 25 avril 1828.

de la facture, il déclare qu'il ne prendra pas livraison des vins, s'ils sont de la même qualité que douze tonneaux qu'il avait reçus précédemment.

Le 11 vend. an 7, le capitaine Rousseau, qui était resté à Quimper, assigne Guérin, commissionnaire de Delaitre, devant le tribunal de commerce, pour le faire condamner à prendre livraison des huit tonneaux et à lui payer le montant du fret. — Guérin demanda la vérification de l'état et de la qualité des vins. — 12 vend. an 7, jugement qui ordonne cette vérification. Les experts nommés déclarent que les vins sont mauvais et d'une qualité différente de celle désignée par Delaitre. En conséquence de ce procès-verbal, les vins sont entreposés pour le compte de qui il appartiendra.

Aussitôt après, Delaitre assigne Dufresne devant le tribunal de commerce de Bordeaux, pour faire déclarer que le vin entreposé restera pour son compte, et le faire condamner à lui rembourser le coût et le montant de la facture. — Dufresne soutient que le procès-verbal de visite ayant été dressé, plus de quatre mois après l'arrivée des vins, sa responsabilité n'est plus engagée.

28 therm. an 7, jugement qui accueille ce moyen. — Appel de la part de Delaitre.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que, lorsque le cit. Delaitre chargeait un négociant de Bordeaux de lui envoyer des vins de la dernière récolte, dont il désigne les qualités qui se rapprochent le plus de celles qui appartiennent aux vins communs, sous la dénomination générale de vins de Bordeaux, lorsqu'il lui désignait un prix qui convenait à cette qualité de vin, et qu'il lui remmettait des fonds proportionnés au montant des vins qu'il demandait, un ne peut pas supposer que le cit. Delaitre entendit qu'on lui envoyât des vins de la qualité la plus inférieure, et totalement étrangers à ce qu'on appelle vins de Bordeaux; qu'il est établi par le rapport des experts que c'était du vin de Marennais, coupé avec du vin de l'île de Ré; que les futailles qui contenaient ce vin, étaient absolument différentes de celles que l'on fabriquait à Bordeaux; que toutes ces circonstances forment autant de preuves que le cit. Dufresne n'avait pas fidèlement exécuté le mandat que le cit. Delaitre lui avait donné; que celui-ci avait été fondé à refuser de recevoir les vins, et à lui demander la remise des fonds qu'il lui avait confiés. — Faisant droit de l'appel interjeté par le cit. Delaitre, quant au chef qui concerne ledit vin, — Emendant, déclare que les huit

tonneaux trois quarts de vin dont s'agit, restent aux périls et risques et pour le compte du cit. Dufresne; — En conséquence, condamne, par corps, conformément à l'art. 1<sup>er</sup> du tit. 2 de la loi du 15 germ. an 6, à rembourser au cit. Delaitre la somme de 4,918 fr. 12 sous, prix de la facture dudit vin et accessoires, avec les intérêts légitimes, etc.

Du 3 fruct. an 8. — Trib. d'appel de Bordeaux. — Pl., les cit. Debord et Enérigon.

## JUGE DE PAIX. — COMPÉTENCE. — DÉGRADATIONS. — FERMIER.

Les juges de paix sont incompétents pour statuer sur les dégradations alléguées par le fermier contra son propriétaire. (L. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 10, n° 4.) (1)

(Chaix—C. Thevenet.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant 1<sup>o</sup> que la loi des 16-24 août 1790, qui attribue aux tribunaux de paix la connaissance des dégradations en fait de bail, ne parle que de celles commises par le fermier; que, dans l'espèce, ce n'est point le bailleur qui se plaint des dégradations; que c'est, au contraire, le fermier qui demande le rétablissement d'une grange, partie essentielle des objets de son bail, et détruite par le propriétaire; que, dès lors, l'attribution cesse dès que la contestation rentre dans le ressort des tribunaux ordinaires; 2<sup>o</sup> qu'en examinant la question sous le point de vue d'une indemnité, ce qui se rapprocherait davantage des dispositions de la loi des 16-24 août 1790, le tribunal de paix n'aurait pas encore pu en connaître, par la raison qu'au bureau de conciliation le fait même de l'indemnité a été contesté, ce qui suffit pour rendre les tribunaux de paix incompétents; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 3 fruct. an 8. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés. le cit. Delaméthérie.

## COMMISSIONNAIRE. — RESPONSABILITÉ. — TRANSPORT.

Un commissionnaire auquel on confie des effets pour les faire transporter dans un lieu désigné, est responsable jusqu'à ce que ces effets soient parvenus à leur destination.

Cette responsabilité ne cesse point, alors même que la commissionnaire indique les voituriers intermédiaires à qui les effets ont été adressés (2).

(1) L'art. 10, n. 4, de la loi des 16-24 août 1790, était formel sur ce point : « Le juge de paix, porteur cet article, connaîtra... des dégradations alléguées par le propriétaire. » — Le Code de procédure s'est servi des mêmes expressions par son art. 3, n. 1, qui détermine devant quel juge de paix la citation sera donnée. Enfin, la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix (Volume 1838) a maintenu en reproduit la même disposition dans les termes suivants de son art. 4, n. 2 : « Les juges de paix connaissent... des dégradations et pertes, dans les cas prévus par les art. 1732 et 1735 du Code civil. » Or, dans ces deux articles, il ne s'agit que de dégradations commises soit par le fait du preneur lui-même, soit pas le fait de personnes dont il répond. — Ainsi donc, sous la loi nouvelle comme sous la loi ancienne, il est certain que les dégradations alléguées par le preneur contre le bailleur ne sont pas soumises aux règles exceptionnelles de compétence dont il s'agit.

Mais quid à l'égard des contestations entre le locataire ou fermier principal et les sous-locataires ? Appartient-il au juge de paix de connaître des in-

demnités réclamées pour cause de dégradations par le locataire ou fermier principal contre le sous-locataire ? Il nous semble que l'affirmative doit être adoptée, les mêmes raisons subsistant dans les deux cas, et nes lois civiles ayant toujours assimilé le principal locataire au propriétaire dans ses rapports avec ses sous-locataires. Telle est aussi l'opinion de M. Fencher, *Comm. sur la loi du 25 mai 1838*, n. 165, et celle de M. Masson, *ibid*, n. 112. — V. cependant Carré, *Lois de la Compétence*, n. 442, et *Justices de paix*, n. 1683 et 1684; Caron, *Jurisdic. civ. des juges de paix*, t. 1<sup>er</sup>, n. 263.

V. au surplus, sur les difficultés auxquelles peut donner lieu la disposition ci-dessus rappelée de la loi de 1838, le *Traité de la compétence des juges de paix*, par M. Curasson, tom. 1<sup>re</sup>, pag. 347 et suiv., ainsi que les commentaires déjà cités de MM. Fencher, Caron et Masson.

(2) V. dans le sens de la solution ci-dessus, Paris 5 mars 1812; Cass. 1<sup>re</sup> août 1820; Lyon, 15 avril 1821; Pardessus, *Droit commerc.*, tom. 2, n. 576. — C'est un principe incontestable, que

(Bourguignon—C. Durand.)

Le 6 therm. an 3, Bourguignon confie aux cit. Durand et fils, commissionnaires de roulage à Bordeaux, une malle remplie d'effets pour la faire parvenir au cit. Royer, de Châlons-sur-Saône.— Cette malle n'arrive pas à sa destination. Bourguignon la réclame à Durand, qui répond l'avoir expédiée au cit. Percibéron, à Orléans. D'explications demandées et reçues, il résulte que Percibéron l'a remise aux cit. Lauchou, d'Orléans, et ceux-ci à un cit. Leysson.

Bourguignon assigne alors les cit. Durand devant le tribunal de commerce de Bordeaux, aux fins de se voir condamner à faire parvenir, dans la huitaine, la malle à sa destination, et, à défaut, de lui en payer la valeur avec dommages-intérêts.— Les cit. Durand demandent la mise en cause de tous les détenteurs successifs de la malle. Cette mise en cause est ordonnée par un jugement du 22 prair. an 8.—Et le 8 therm. suivant, un second jugement, statuant au fond, renvoie les cit. Durand de la demande formée contre eux, sauf à Bourguignon à se pourvoir oïni qu'il avisera contre Leysson, actuellement dépositaire de la malle.

Appel par Bourguignon.— Les intimés soutiennent que le mandataire n'est tenu que de son dol ou de sa faute grave, mais non de la faute très légère. Or, disent-ils, nous avons pris toutes les précautions indiquées par la prudence pour faire parvenir la malle à sa destination véritable; nous ne pouvons donc être responsables d'une erreur à laquelle nous n'avons pas donné lieu.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;— Considérant que le cit. Bourguignon, en attaquant le jugement du 22 prair. dernier, n'est pas tenu d'assigner des personnes qui n'étaient pas alors parties au procès;— Considérant, au fond, que les cit. Durand et fils convenant avoir reçu du cit. Bourguignon la malle que celui-ci voulait faire parvenir à Châlons-sur-Saône, ainsi que le droit de commission pour ce transport, en sont devenus par cela seul responsables envers le cit. Bourguignon; que celui-ci rapportait la preuve que celui auquel la malle étoit adressée ne l'avait pas reçue, ce qui n'a pas été contesté par les cit. Durand et fils, ce n'est qu'à eux seuls que le cit. Bourguignon peut et doit demander la remise de la malle, ou le paiement de sa valeur et de celle des effets qu'elle contenait; que, n'ayant contracté qu'avec eux, ils sont seuls responsables envers lui du fait des agents qu'ils ont employés pour le transport de cette malle; que s'ils croient avoir quelque demande à former contre ces agents, ils peuvent les faire valoir dans le concours du cit. Bourguignon;— Faisant droit de l'appel, annule le jugement du 22 prair. et tout ce qui l'a suivi;— Emendant, condamne les cit. Durand et fils à remettre au cit. Bourguignon, dans quinze jours pour tout délai, la malle dont s'agit, ensemble les effets qu'elle contenait, non gâtés ni détériorés; faute de quoi, et ce délai passé, les condamne à payer la valeur de la malle et des effets, conformément à l'état que le cit. Bourguignon en fournira, et

dont il sera tenu d'affirmer la sincérité par serment, et ce, suivant l'estimation qui sera faite des effets et de la malle par des experts convenus ou nommés d'office, etc.

Du 3 fruct. an 8.—Trib. d'appel de Bordeaux.—Pl., les cit. Emerigon et Duvergier.

## RÉASSIGNATION.—TRIBUNAL DE COMMERCE.

Les réassignés d'usage en matière de commerce ne sont pas de véritables assignations, qui soient soumises, à peine de nullité, aux formalités des exploits d'ajournement (1).

(Blancart—C. Clouet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;— Considérant que les tribunaux de commerce ont été institués pour juger sommairement et suivant les expressions de l'édit de création: « sans figure de procès et sans être astreints aux subtilités des lois et ordonnances, » les différends d'entre les marchands et les négociants pour fait de commerce;— Considérant que les réassignés n'ont été introduits en la ci-devant juridiction consulaire de Paris, et, par suite, au tribunal de commerce qui l'a remplacée, que comme un avertissement poternel, et non comme une nouvelle et seconde assignation; que jamais ils ne furent libellés, ni les conclusions de la demande introductive n'y furent reprises, tellement que, si après un réassigné il est accordé un défaut, ce n'est pas sur le réassigné que le tribunal fait droit, mais bien sur la demande portée dans le premier exploit introductif d'instance;— Considérant que le but de ces réassignés, ainsi qu'on le voit dans l'arrêt du conseil ci-après, du 25 déc. 1668, est de renvoyer l'expédition des affaires plus facile et plus sûre; plus facile, en ce que le réassigné emporte beaucoup moins de délai qu'un défaut, à cause de l'opposition dont il est susceptible; plus sûre, en ce qu'il peut arriver que la première assignation ne parvienne pas à la partie, soit qu'elle soit hors de chez elle pour son commerce, ou autrement; d'où il suit que le réassigné a le triple avantage, et d'accélérer l'expédition des affaires, et d'avertir le défendeur, de manière à ne pouvoir l'ignorer, qu'il est traduit au tribunal, et de lui assigner plus de temps pour comparaitre;— Considérant qu'après la promulgation de l'ordonnance du mois d'avril 1667, dont l'art. 5 du titre 16 porte que, « si l'une des parties ne comparait point à la première assignation, il sera donné défaut ou coupé emportant profit, » et dont l'art. 2 du titre 5 oblige les réassignemens, les ci-devant juges-consuls des marchands de Paris, sur la plainte d'une grande quantité de marchands, se pourvurent; et le 24 déc., intervint arrêt du conseil, lequel a été, le 9 janv. 1669, lu et publié à l'audience des ci-devant juges-consuls de Paris, et enregistré au greffe de leur juridiction, pour être exécuté selon sa forme et teneur;— Et, attendu qu'il est suffisamment justifié dans la cause, et que d'ailleurs le fait n'est pas contesté, 1<sup>o</sup> que depuis cet arrêt, les réassignés en la juridiction consulaire de Paris, et, par suite au tribunal de commerce qui lui a succédé, ont continué, sans réclamation, d'être

expédiés auraient été remis; car alors, ce dernier ne serait pas l'agent du commissionnaire, mais le préposé de l'expéditeur. *F. Paris*, 3 mars 1831; *Pardessus, loc. cit.*

(1) *F.* dans le même sens, *Cass.* 5 brum. an 11 et 4 fév. 1808.— L'usage des réassignés n'existe plus; lorsque le défendeur ne comparait pas, il est donné défaut contre lui, et les conclusions du demandeur sont adjugées, si elles se trouvent justes et bien vérifiées. (*Cod. proc.*, art. 434.)

le mandataire est responsable, vis-à-vis de son mandant, de l'exécution de la commission dont il s'est chargé. En matière commerciale surtout, où le mandat n'est pas, comme en matière civile, réputé gratuit, à moins de stipulation contraire, cette responsabilité doit être appliquée rigoureusement. (*F. C. civ.* art. 1792, et *Duranton*, tom. 18, n. 213; p. 247.)— Mais toute responsabilité dans le cas ci-dessus, cesserait si l'expéditeur avait désigné un commissionnaire un intermédiaire auquel les effets

donnés par les huissiers audienciers de ce tribunal, en la même forme et manière qu'il était pratiqué avant l'ordonnance de 1667; 2° que depuis cette époque, et même depuis 1587 qu'ils sont en usage, cette forme et manière des réassignés n'a point varié; que les huissiers audienciers, dans leur immatricule, n'ont jamais indiqué leurs noms et surnoms, et dans les copies n'ont rempli le par-tant... que par ces mots: en parlant au nommé en l'original; 3° enfin que les réassignés dont s'agit, des 3 therm. et 23 fruct. an 6, sont dans cette même forme et ont été donnés de la même manière; et qu'il s'ensuit que la forme de ces deux réassignés est également maintenue, et que les dispositions de l'ordonnance de 1667 ne leur sont pas applicables; — Considérant que la loi du 7 niv. an 7 n'a eu pour but que de faire disparaître des dénominations rappelant le régime royal, nobiliaire et féodal, et que, d'après son texte, elle n'est applicable qu'aux énonciations des anciennes immatricules des huissiers conservés provisoirement dans le droit d'exploiter, par les lois des 18 déc. 1790 et 19 vend. an 4; — Et attendu que ceux conservés par la loi du 18 déc. 1790 sont les huissiers ou sergens royaux, même ceux des e-devant justices seigneuriales, qu'elle autorisait à exercer en vertu de leurs anciennes matricules, et que ceux conservés par la loi du 19 vend. an 4 sont les huissiers des tribunaux alors existant, qui ne le seraient pas des nouveaux tribunaux: d'où il suit que cette loi ne concerne point les huissiers audienciers des tribunaux de commerce, et ne leur est point applicable; — Déboute Biancart et comp. de leur opposition au jugement par défaut, du 3 niv. dernier, lequel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 4 fruct. an 8. — Trib. d'appel de Paris.

#### ASSURANCE MARITIME.—FAUSSE DÉCLARATION.

*La fausse déclaration de l'assuré, sur le jour où le navire s'est mis en route, est ou peut être une cause de nullité de l'assurance (1).*  
(Roy—C. des assureurs.)

Le 21 vent. an 9, Roy et Danguigneux firent assurer, par l'intermédiaire d'un courtier, la barque le *Cerf*. Il fut déclaré dans la police que cette barque n'avait descendu la rivière que depuis quatre ou cinq jours; du reste, l'assurance était dite faite tant sur bonnes que mauvaises nouvelles.

Deux jours après, le 23 vent., les assurés déclarèrent faire abandon de la barque assurée, prise dès le 11 du même mois, le lendemain du jour où elle avait mis en mer.

Mais les assureurs refusèrent cet abandon, en

se fondant sur ce que la fausse déclaration du jour où le navire était parti constituait une fraude qui devait entraîner la nullité de l'assurance.

Jugement qui, accueillant ce système, déboute les assurés de leur prétention.

Appel de la part de ces derniers — Ils soutiennent que, l'assurance étant faite sur bonnes ou mauvaises nouvelles, il ne suffisait pas, pour annuler l'assurance, de prouver que l'assuré pouvait savoir la perte du bâtiment; qu'il fallait démontrer que cet événement était réellement connu de lui; quo telle était la disposition expresse de l'art. 40, tit. 6, liv. 3, de l'ordonn. de 1681. — Au surplus, dans l'espèce les appellans n'avaient pas dissimulé que leur bâtiment fût parti. C'est un équivoque de dire qu'ils n'entendaient autre chose sinon qu'il fût descendu de devant Bordeaux. Rien n'établit, par conséquent, qu'ils aient dit le contraire de ce qui était, ou dissimulé un fait important et grave.

Les assureurs répondent que, quoique l'assurance fût faite sur bonne ou mauvaise nouvelle, c'était une clause de style imprimée dans la police, et à laquelle, dans l'usage, on n'avait aucun égard, si elle n'était renouvelée en écriture; qu'il ne fallait pas plus de quatre ou cinq jours pour recevoir des lettres de l'He-Bieu; que cette circonstance prouvait suffisamment que les assurés avaient pu savoir la prise de leur bâtiment, et qu'ils avaient ainsi dissimulé une circonstance grave, en cachant que le bâtiment était en mer depuis dix jours.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que l'assurance n'a été faite que le 21 vent.; que le bâtiment était en mer depuis le 10; que non-seulement les assureurs n'ont pas été instruits de cette circonstance déterminante qu'on leur avait dissimulée, mais qu'on leur affirmait que ce bâtiment n'était descendu que depuis quatre ou cinq jours; qu'on doit ajouter foi à la déclaration du courtier, exigée le jour même de l'abandon, et renouvelée en présence de toutes les parties; que la bonne foi est la base de tous les contrats, et qu'elle doit surtout présider au contrat d'assurance où l'une des parties contractantes, l'assureur, ignore toujours les faits et les circonstances; que les divers faits de la cause prouvent évidemment que les assureurs ont été induits en erreur; — Faisant droit aux parties, sans s'arrêter à l'appel interjeté par les cit. Roy et Danguigneux, — Ordonne que le jugement sortira son plein et entier effet, etc.

Du 4 fruct. an 8. — Trib. d'appel de Bordeaux. — Pl., les cit. Emerigon et Lainé.

(1) Cette solution rentre dans la doctrine enseignée par les auteurs et confirmée par la jurisprudence. « On » est, dit Emerigon, l. 1<sup>re</sup>, chap. 1<sup>er</sup>, sect. 5, § 2, » coupable de dol, non-seulement lorsque, pour se » procurer des assurés, ou pour les inviter à se » contenter d'une prime moindre, l'on affirme ou l'on » fait entendre des faits contraires à la vérité, mais » encore lorsque l'on dissimule des circonstances » graves qu'il leur eût importé de connaître avant » que de souscrire la police. » F. dans le même sens, Polhier, des Assurances, n. 194. — L'opinion de ces auteurs est fondée sur les LL. 43, § 2, ff. de contrah. empt.; 7, § 9, ff. de pactis, et 1<sup>re</sup>, ff. de dolo malo. — Le Code de commerce a reproduit les mêmes principes, en déclarant (art. 348) que » toute réticence, toute fausse déclaration de l'as- » suré, qui diminueraient l'opinion du risque, an- » nulent l'assurance... même dans le cas où la réti- » cence ou la fausse déclaration n'aurait pas influé

« sur le dommage ou la perte de l'objet assuré. » Et de là il suit, non-seulement que toute dissimula- » tion ou réticence faite de mauvaise foi, est une cause » de nullité; mais encore qu'en est de même de toute » fausse déclaration donnée par erreur ou négligence, » si elle a eu pour résultat de tromper l'assureur sur la » nature des risques à couvrir. F. Boulay-Paty, Com- » merce maritime, t. 3, p. 307, et Pardessus, Droit » comm., n. 870. — Juge en conséquence, conformé- » ment à la décision ci-dessus, que quand une assu- » rance est prise postérieurement au départ du navire, » le contrat est nul si l'assuré cache à l'assureur la cir- » constance du départ ou son époque. F. Aix, 8 oct. » 1813 et 13 nov. 1822. Cependant il est des cir- » constances où les tribunaux ont refusé de prononcer pour » cela seul la nullité de l'assurance. F. à cet égard, » notre Dict. du content. comm., 1<sup>er</sup> Assurances ma- » ritimes, nos 108 et suiv.



1<sup>o</sup> DÉLAISSEMENT MARITIME.—INNÉVIGABILITÉ.—PREUVE.2<sup>o</sup> PROCÈS-VERBAL.—OFFICIER PUBLIC.—COMPÉTENCE.

1<sup>o</sup> L'innavigabilité d'un navire, survenue pendant le voyage, ne donne pas lieu à délaissement de la part de l'assuré, si elle provient du vice du navire; elle n'est à la charge des assureurs qu'autant qu'elle a eu lieu par fortune de mer (1).

Le procès-verbal destiné à constater l'innavigabilité d'un navire doit contenir le récolement du procès-verbal dressé dans le lieu et lors du départ, et constater la cause de l'innavigabilité. (Déclar. du 17 août 1779, art. 1, 3 et 4.) (2)

2<sup>o</sup> Lorsqu'un officier ne procède à une opération judiciaire, qui n'est point de sa nature dévolue aux fonctions de son office, qu'à raison de l'absence de celui à qui il appartient d'y vaquer, ou parce qu'il se trouve seul dans le lieu où l'opération a lieu, son procès-verbal doit, pour présenter les caractères de la légalité, exprimer ces circonstances.

(Vignes—C. des assureurs.)

Le cit. Onfroy, négociant à Nantes, arma dans ce port, en 1791, le navire *Stanislas*, pour aller faire la traite des noirs sur les côtes d'Afrique. Ce navire fut visité dans la forme exigée par la déclaration du 17 août 1779, art. 1<sup>er</sup>, et trouvé en bon état par les experts-visiteurs, sauf un câble, un grélin, un mât et une vergue de hune qui lui manquaient, et qui furent fournis avant son départ. Il mit à la voile le 12 avr. 1791.

Le 10 mai suivant, il fut souscrit à Bordeaux une police d'assurance sur ce navire et sa cargaison, en faveur du cit. Vignes, faisant pour son compte ou de qui que ce soit. Le montant de l'assurance fut de 50,000 liv., dans laquelle il fut convenu que le navire entrerait pour 18,000 liv., et la cargaison pour 22,000 liv. Le voyage assuré était de Nantes, au haut de la Côte-d'Or, rivière de Gambie, en Afrique, dans un ou plusieurs ports, même dans les rivières, pour y prendre une cargaison de noirs ou autres marchandises qui seraient changées contre la cargaison; et la traite finie, aller à Saint-Domingue, dans un ou plusieurs ports, pour y faire la vente. Les risques maritimes étaient à la charge des assureurs jusqu'à l'arrivée du navire dans le port de Saint-Domingue, ou le capitaine se serait décidé à faire sa vente.

Le *Stanislas* arriva à Gorée, à la fin du mois de mai, sans avoir éprouvé d'autre accident que la perte du heurpé, cassé au-dessous des tricolons, le 19 avril; le procès-verbal qui constatait cet événement portait que cet accident fut promptement réparé, et qu'il n'empêcha pas le bâtiment de continuer sa route. Arrivé à Gorée, il y séjourna, ou dans la rivière de Gambie, jusqu'au mois de juin 1792. Deux procès-verbaux datés, l'un du 24 juill. 1791, l'autre du 3 mars 1792, établissent qu'à la première de ces époques, on

trouva dans la cale sept barriques de vin vides, et qui avaient éclaté par le vice des cercles; que le 26 fév. 1792, la vergue du grand mât se fendit; qu'il fallut la descendre et la remonter; que le 9 mars suivant, par un gros temps, le vent et la violence des vagues emportèrent la chaloupe du navire qu'on ne put retrouver, quelque recherche qu'en eût fait faire le capitaine.

Le 1<sup>er</sup> juin 1792, un sieur Marie se qualifiant de substitut de Marces, greffier en chef au Sénéchal, Gorée et dépendances, assisté du cit. Grignon, chargé du service des classes, se transporta, à la réquisition du capitaine, de son état-major, officiers marins et équipage, à bord de ce navire pour constater son état; il y trouva trois capitaines et deux charpentiers que le capitaine avait appelés. Le procès-verbal, dressé en leur présence, portait qu'ils avaient déclaré avoir trouvé les estains, la barre d'arceau, les billets et l'étaimbot entièrement pourris, et, sur l'avant, l'étrave, les apôtres, les guirlandes, partie des membrures et les barreaux, dans le même état; tous les écarts des ceintures, d'avant en arrière, dans le plus mauvais état, et ne pouvant être réparés, faisant en outre 24 pouces d'eau par 24 heures. Sur cette déclaration, le navire fut jugé incapable de tenir la mer, et de continuer son voyage.

Le 3 août suiv. le cit. Vignes fit notifier ce procès-verbal aux assureurs, en tête d'un acte d'abandon qu'il leur adressa le même jour, et qui portait sommation de payer, dans trois mois, les sommes par eux assurées sur le corps du navire.—Les assureurs répondirent, dans un acte significatif, que les événements qu'on leur avait dénoncés n'étaient pas du nombre de ceux que la loi met à leur charge; ils protestèrent, en conséquence, de la nullité de l'acte d'abandon.—Alors Vignes assigna les assureurs au tribunal de commerce de Bordeaux, pour les faire condamner en paiement des sommes assurées.

6 flor. an 8, jugement par lequel : « Attendu que le procès-verbal fait à Gorée était régulier; que le cit. Mario avait qualifié suffisamment pour procéder à la visite du navire; mais qu'il ne paraissait point, par le procès-verbal qu'il en avait fait, que celui qui avait été rédigé au lieu du départ eût été représenté pour être récoilé, à l'effet de constater les avaries qui auraient pu survenir pendant le cours du voyage, par fortune de mer, ou par le vice propre du navire, conformément à la loi — Qu'aucune fortune de mer n'était énoncée dans ce procès-verbal, comme cause déterminante de l'état dans lequel se trouvait ce navire, mais qu'il y était seulement parlé de l'état de pourriture dans lequel il avait été trouvé et reconnu, et que les coups de vent, tangage, et autres avaries, que le navire avait pu éprouver précédemment, n'y étaient énoncés, si les experts en avaient eu connaissance, pour aucune considération; — Que cet état de pourriture lui paraissait, d'après les circonstances relevées dans ses motifs, provenir du vice propre du navire, et non point de fortune de mer, et que, d'après les dispositions de l'ordonn.

(1 et 2) Aujourd'hui, l'assuré qui veut exercer l'action en délaissement, pour cause d'innavigabilité doit aussi prouver que cette innavigabilité a eu lieu par fortune de mer (C. comm., 369). Mais en quelle forme doit se faire cette constatation? Le Code de commerce n'indique pas, comme le faisait la législation antérieure, de formalités essentielles à remplir à cet égard. Cette preuve peut donc résulter non-seulement de procès-verbaux de visite dressés dans le port du départ (art. 225), rapprochés d'autres procès-verbaux dressés sur le lieu de l'échouement, mais

encore de tous autres documents. (P. Bordeaux, 27 fév. 1826.) — Il est à remarquer toutefois que de la production des procès-verbaux de visite au départ, naît la présomption que l'innavigabilité provient de fortune de mer, présomption qui cependant n'exclut pas la preuve contraire de la part de l'assuré. (P. Lozé, *Esprit du Code de comm.* sur l'art. 289; Pardessus, *Droit comm.*, n. 811, et Boulay-Paty, *Comm. marit.*, t. 1, p. 258). — Du reste, l'appréciation des juges, sur ce point, échappe à la censure de la Cour de cassation (Cass. 14 mai 1834).

de 1781, et celles de la déclaration de 1779, art. 3 et 4, il en concluait que l'abandon de ce navire, et la demande du cit. Vignes, étaient mal fondés, et celle des assureurs en paiement de la prime, autorisée par la loi. — Le Tribunal déclare que l'innavigabilité du navire le *Stanislas* procède du vice propre dudit navire; en conséquence, déclare le délaissement mal fondé et contraire à l'art. 4 de la déclaration de 1779; et relaxe les assureurs de la demande contre eux formée en paiement de la somme assurée. u

**Appel de la perte de Vignes.** — Il soutient d'abord que le silence du procès-verbal fait à Gorée, sur la cause de l'état dans lequel se trouvait le navire le *Stanislas*, ne pouvait lui nuire, en ce que la déclaration de 1779 n'exige pas, d'après lui, l'expression de la cause de l'innavigabilité. Il soutient ensuite que la perte du *Stanislas* devait être considérée comme provenant de fortune de mer. — Pour établir cette seconde proposition, il pose en principe que, lorsqu'un navire a subi, au port du départ, la visite prescrite par l'art. 1<sup>er</sup> de la déclaration de 1779, l'innavigabilité qui survient pendant le cours du voyage n'est censée provenir de fortune de mer, jusqu'à preuve contraire de la part des assureurs. — En fait, il prétend que les événements de mer constatés par les procès-verbaux et par la déclaration des gens de l'équipage, le climat et la piqure des vers, sont cause des accidents arrivés au navire. — Il ajoute, sans toutefois en apporter la preuve, que le *Stanislas*, avant son départ, n'avait fait que quelques voyages de petit cabotage; qu'il était presque neuf, construit en bois de chêne vert très dur, et que la présomption du bon état où il se trouvait, résulte de ce que le capitaine y avait pris un fort intérêt, et y avait embarqué son neveu.

Les assureurs répondent qu'ils ne sont jamais responsables que des cas fortuits, et nullement des événements qui proviennent du vice propre du navire. — C'est à l'assuré, disent-ils, à prouver les cas fortuits. La pourriture est par elle-même présumée provenir du vice propre, parce que le bois du navire y est sujet comme toute autre substance végétale. — Cette présomption subsiste tout autant que l'assuré ne prouve pas que la pourriture est occasionnée par cause étrangère, par une fortune de mer. — Si cette doctrine a pu être méconnue avant la déclaration de 1779, quoiqu'il résultât de l'art. 29, tit. des assurances, ordonn. 1681, que le vice propre du navire peut sa déclarer ou survenir pendant le voyage, elle n'est plus susceptible de difficulté depuis que cette loi l'a expressément reconnu dans son art. 3. — D'ailleurs l'art. 4 exige deux choses pour que l'abandon soit admis : la première, que le navire ait été condamné comme étant devenu innavigable par fortune de mer, la seconde, que les procès-verbaux prescrits soient représentés; l'omission de ces deux formalités indispensables laisse à la présomption du vice propre toute sa force; elle ne peut plus être détruite par aucun

autre moyen. — Du reste, il est impossible de douter, dans l'espèce, que la pourriture et le mauvais état du navire, ne soient l'effet du vice propre, puisque les deux seuls événements de mer qu'il a éprouvés, n'ont point porté sur des pièces qui fassent partie du corps du navire; d'un autre côté, le procès-verbal représenté n'est point dans la forme exigée par l'art. 3, déclarat. 1779, soit parce que l'officier qui l'a rédigé n'avait pas droit de le faire, soit parce que le procès-verbal dressé à Nantes, avant le départ, n'a pas été représenté à Gorée, soit enfin, parce que le procès-verbal de Gorée ne s'explique point sur la cause de l'état des principaux membres du navire.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que, lorsqu'un officier ne procède à une opération judiciaire, qui n'est point de sa nature dévolue aux fonctions de son office, qu'à raison de l'absence de ceux à qui il appartient d'y vaquer, ou parce qu'il se trouve seul dans le lieu où cette opération se fait, il ne doit jamais manquer d'exprimer ces circonstances, et que leur omission ne permet pas de reconnaître comme légal l'acte signé de lui, présenté par une partie; — Que le procès-verbal, fait à Gorée, ne porte point cette énonciation, quoique le sieur Marie qui y a procédé n'y prenne que la qualité de substitut du greffier en chef au Sénégal, Gorée et dépendances, à qui, par conséquent, n'appartenait point, par les fonctions de sa place, le droit de procéder à ces sortes d'opérations, sans faire mention des circonstances qui pouvaient l'y autoriser; que, d'ailleurs, sa signature n'est certifiée par aucune légalisation;

Considérant que l'art. 4 de la déclaration de 1779 exige la représentation des procès-verbaux ordonnés par les art. 1 et 3, de la part de l'assuré; qu'elle lui indique, par cette disposition, que les formalités prescrites par l'art. 3 doivent être strictement observées dans celui qui est destiné à constater l'innavigabilité; que ces formalités n'ont pas été observées dans le procès-verbal fait à Gorée, puisque le procès-verbal fait à Nantes n'y est point mentionné, et qu'il n'y est pas dit si l'état dans lequel y sont représentées les pièces que l'on y a détaillées, est l'effet de fortune de mer ou du vice propre du navire; — Faisant droit aux parties, sans s'arrêter à l'appel, — Dit avoir été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 9 fruct. an 8. — Trib. d'appel de Bordeaux. — *Concl.*, le cit. Rataeu. — *Pl.*, les cit. Emerigon et Duranteau.

#### LETTRE DE CHANGE. — ENDOSSEMENT. — PROVISION.

*Une lettre de change régulièrement aussoussée dessaisit le tireur avant toute acceptation, en sorte qu'après la lettre de change endossée, les créanciers du tireur ne peuvent plus en saisir le montant entre les mains de l'accepteur.* (Ordonn. 1673, tit. 5, art. 24 et 25.) (1)

cet instant, la provision est irrévocablement affectée au paiement et se trouve être la propriété du porteur de la traite. Par son acceptation, le tire contracte personnellement envers le porteur et les endosseurs, et son acceptation opère une sorte de libération de sa dette envers le tireur.

Mais s'il n'y a pas eu acceptation, c'est alors que surgissent les difficultés. Sans entrer ici dans l'examen des principes invoqués à l'appui des divers systèmes qui ont été soutenus, nous rappellerons que la jurisprudence s'est prononcée également dans cette hypothèse en faveur du porteur : il a été jugé que la provision existait entre les mains du tire, lors de la

(1) De graves difficultés se sont élevées sous le Code de commerce en ce qui touche l'effet de l'endossement des lettres de change, et particulièrement quant au point de savoir si les sommes appartenant au tireur dans les mains du tiré, si la provision en un mot, est acquise au preneur, du moment de la transmission de la lettre de change, de telle sorte que cette provision ne puisse plus être saisie par d'autres créanciers du tireur, et que la faillite survenue de ce dernier ne puisse enlever au preneur son droit sur les sommes détenues par le tiré.

Quand il y a eu acceptation par le tiré de la lettre de change, on est unanimement d'accord, que dès

(André—C. Devink.)

La maison Folloppe-Wasse et compagnie, de Paris, était créancière de la maison Guignes et compagnie, de Livourne, d'une somme de 5,200 piastres. — Elle tira sur cette maison, au profit du cit. Devink, une lettre de change du montant de sa créance. — Le cit. Devink présenta sa traite à l'acceptation; mais il fut refusé de la part de la maison Guignes, motivé sur ce que les 5,200 piastres se trouvaient séquestrées entre ses mains à la requête de la maison André, Wieuweux et compagnie de Gènes, agissant en qualité de créancier de la maison Folloppe, tireur de la lettre de change. Il est à remarquer que ce séquestre était postérieur à la date de la lettre de change et de sa transmission à Devink; quoi qu'il en soit, un jugement ultérieur rendu par les tribunaux de Livourne, conformément aux lois du pays, envoya les sieurs André et Wieuweux en possession de la somme séquestrée.

Bientôt après, Devink (non remboursé de sa traite par le tireur qui était tombé en faillite), se fonda sur ce que cette somme était un gage affecté au paiement de la lettre de change, en a demandé la restitution contre la maison André et Wieuweux.

8 fruct. an 6, jugement du tribunal de commerce de la Seine qui, considérant qu'une lettre de change régulièrement endossée dessaisit le tireur même avant toute acceptation, condamne la maison André et Wieuweux à payer à Devink les 5,200 piastres montant de la lettre de change dont il est porteur.

Appel par les sieurs André et Wieuweux. — Ils soutiennent que tant qu'il n'y a pas eu acceptation par le tireur, le porteur d'une lettre de change n'est point saisi des sommes dues au tireur; et que, par suite, chacun des créanciers de ce dernier peut librement exercer les droits résultant de sa créance sur les sommes dont il s'agit.

L'intimé répond : — Une lettre de change est une pièce de monnaie que l'intérêt du commerce et la faveur qu'il lui mérite ont fait admettre dans la circulation. Dès qu'une lettre de change est tirée au profit d'un tiers, d'une place sur une autre place, le tiers porteur est propriétaire de la somme que cette traite représente; la signature du tireur suffit pour établir sa propriété et pour en saisir le tireur lui-même, sans qu'il soit besoin de signification, ni même d'acceptation. — D'après tous les auteurs qui ont traité des lettres de change, l'acceptation n'est nécessaire qu'en ce sens, qu'elle forme un contrôle par lequel l'accepteur s'oblige tant envers le tireur qu'envers le porteur. Mais l'acceptation n'est pas indispensable pour transmettre à celui, au profit duquel elle est tirée, la propriété de la somme ainsi transportée. « Par la lettre de change, le tireur veut la créance qui lui est due, la somme qu'il a à recevoir dans un certain lieu. Le preneur, ou premier porteur, appelé aussi donneur de valeur, tant du prix d'achat, devient, à titre de cession, propriétaire de la créance transportée. » — C'est ce qui résulte des dispositions des art. 24 et 25,

transmission de la lettre de change, est acquise dès ce moment au preneur ou porteur de la lettre; et qu'en conséquence, si le tireur vient à faire faillite, même avant l'acceptation ou l'échéance de la traite, la provision n'en reste pas moins la propriété du porteur, par préférence à tous autres créanciers. V. Cass. 28 juil. 1825; 22 nov. 1830; Paris, 19 mai 1830 et 6 déc. 1831; Poitiers, 25 juil. 1832... Et la provision devient ainsi la propriété du porteur, encore qu'elle n'ait pas été affectée spécialement au porteur par la lettre de change; Cass. 15 fév. 1832 et 3 fév. 1835,...

lit. 5, de l'ordon. de 1673 portant : — Art. 4. « Les lettres de change endossées dans les formes prescrites par l'article précédent, appartiendront à celui au nom duquel l'ordre sera rempli, sans qu'il soit besoin de transport ni de signification. » Art. 25. « Au cas que l'endossement ne soit pas dans les formes ci-dessus, les lettres seront réputées appartenir à celui qui les aura endossées, et pourront être saisies par ses créanciers et compensées par ses redevables. » Ainsi, l'ordre, légalement apposé au dos de la lettre de change, transmet la propriété de la somme qui en fait l'objet à celui au nom duquel l'ordre est rempli; il n'est besoin ni de transport ni de signification; ce n'est qu'à défaut d'ordre légal que les lettres peuvent être saisies par les créanciers et compensées par les redevables de celui qui a endossé; et cependant, il se peut que la somme, transportée par un ordre, ait été saisie, séquestrée par des créanciers du précédent propriétaire, antérieurement à la signature de l'ordre. Il y a similitude parfaite entre la position du premier porteur et celle des porteurs successifs. Dès qu'une lettre de change est tirée au profit d'un tiers ou à son ordre, ce tiers doit être saisi de la propriété de la même manière que le seront les porteurs subséquents au moyen des ordres qui seront consentis à leur profit. Une lettre de change peut passer dans vingt mains, par la voie des ordres, avant d'avoir été acceptée. L'acceptation n'est pas nécessaire pour la transmission de la propriété; elle n'opère que l'obligation de l'accepteur, mais n'influe en rien sur la question de propriété; de là, il faut conclure que, dans l'espèce, François Devink, premier porteur de la lettre de change, par laquelle on lui transmettait la propriété des 5,200 piastres, a été saisi de cette propriété par la seule signature du tireur, sans qu'il fût besoin de transport, de signification et d'acceptation. Comment considérer la nécessité de l'acceptation dans la cause, autrement que comme pouvant suppléer la signification d'un transport? Et l'on remarque que l'ordonnance dispense de toute signification le porteur en vertu d'un ordre légal; et, s'il se pouvoit qu'on accueillît le système de la maison André, neuve et compagnie, il faudrait déchirer les feuillets de l'ordonnance. — En effet, une lettre de change est tirée au profit d'un tiers, voilà ce tiers bien propriétaire de la somme qui fait l'objet de la lettre; ses créanciers la saisissent entre les mains du détenteur, mais tandis qu'ils opèrent ainsi, le porteur transmet la lettre, par la voie de l'ordre, à une autre personne; il n'y a pas de raison pour qu'on ne dise pas à ce dernier porteur, comme à François Devink, la somme était saisie par les créanciers de votre cédant; ils ont eu le droit d'apposer un séquestre, car rien ne leur apprenait qu'à telle distance, et par la voie d'un ordre, leur débiteur transportait la propriété de la somme sur laquelle ils avaient fondé leur espérance. Sans doute un tel langage serait en contradiction formelle avec les art. 24 et 25 du titre 5 de l'ordon. de 1673, et il devrait être pros crit. Peut-il y avoir

on qu'elle n'ait été faite que depuis la transmission de la lettre, ou même qu'elle ne soit arrivée aux mains du tiers qu'après la faillite du tireur; Cass. 15 fév. 1832 (déjà citée); 3 fév. 1835 (déjà citée); et 7 décembre 1835... Peu importe que la dette du tiré, qui constitue la provision, ne soit pas encore exigible; Cass. 1<sup>re</sup> fév. 1836. — Mais ces divers points de jurisprudence sont loin d'être admis par les auteurs. Nous aurons plus tard occasion de faire connaître leurs diverses opinions à cet égard.

une différence raisonnable entre le premier porteur et le dernier ? Par quels motifs celui-ci serait-il traité plus favorablement que l'autre ? La où la loi ne distingue pas, il ne faut pas distinguer, et les simples lumières du bon sens indiquent que l'on ne peut appliquer à François Devink d'autres principes que ceux établis par les dispositions de l'ordonnance de 1673.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu les dispositions des art. 24 et 25, tit. 5 de l'ordonnance de 1673 ; — Vu, en outre, les motifs exprimés au jugement dont est appel, et que le tribunal adopte ; — Dit qu'il a été bien jugé, mal et sans griefs appelé ; Ordonne que ledit jugement sera exécuté selon sa forme et teneur, etc.

Du 11 fruct. an 8. — Tribunal d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> section. — Prés., le cit d'Aguesseau. — Pl., les cit. Bellart et Berryer.

## SUBROGATION. — DOT. — PAIEMENT.

*La femme dont les deniers dotaux ont été employés par son mari à payer des créanciers personnels de ce dernier, n'est pas subrogée de plein droit à l'hypothèque de ces créanciers ; elle ne pourrait se prévaloir d'une subrogation qu'autant que cette subrogation aurait été formellement stipulée (1).*

(Finaucourt — C. Logre.)

Les biens de Ferdinand Logre ayant été vendus, une contestation s'est élevée entre sa femme, séparée de biens d'avec lui, et plusieurs créanciers du mari relativement à l'attribution du prix de vente. La femme Logre prétendait avoir un droit de préférence sur le prix, comme subrogée aux droits des créanciers hypothécaires de son mari ; elle faisait résulter cette subrogation de ce que ces créanciers avaient été payés, par Ferdinand Logre, avec des sommes dotales à elle appartenant ; elle invoquait à cet égard la loi 12, § 6, ff. Qui pot. in pign. A l'objection qu'on lui faisait que ce n'était pas elle qui avait effectué ces paiements, et qu'aucune subrogation n'avait été consentie à son profit par les créanciers payés, la femme Logre répondait que cela importait peu, attendu que son mari avait, en payant, agi pour elle et comme son mandataire et avait fait un véritable emploi de sa dot ainsi qu'il y était obligé d'après leur contrat de mariage ; quant à la subrogation

conventionnelle, elle disait que cette subrogation lui était inutile, aux termes de la loi 24, § 3, ff. de Reb. auct. jud. poss.

12 mess. au 7, jugement du tribunal civil de la Haute-Saône qui, accueillant ces moyens, décide que la femme Logre a été subrogée de plein droit à l'hypothèque des créanciers payés avec ses deniers dotaux. Appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant qu'à la vérité le créancier postérieur qui paie au créancier antérieur, est subrogé de plein droit à l'hypothèque de celui-ci sans subrogation conventionnelle, suivant la loi 12, § 6, ff. Qui pot. in pign. ; que cette loi n'est fondée, suivant la décision de tous les auteurs, que sur l'intention présumée du nouveau créancier qui paie, d'acquiescer l'hypothèque du plus ancien créancier payé ; que ce n'est pas la femme Logre qui a payé les créanciers aux droits desquels elle demande à être subrogée ; qu'elle n'a pu avoir l'intention d'acquiescer la subrogation par des paiements qu'elle avait ignorés, et que son mari n'a pas eu celle de l'acquiescer pour elle, puisqu'il n'en a pas fait mention dans ses quittances ; que le mari Logre n'avait reçu aucun mandat légal pour employer la dot à éteindre ses propres dettes ; qu'à la vérité le remploi avait été stipulé, mais qu'il ne s'entend que des objets de même nature ; que le contrat de mariage porte qu'en cas de non-remploi la reprise sera faite sur les biens de la communauté, et, en cas d'insuffisance, sur ceux propres au mari ; que le cas prévu est donc arrivé, et que l'intimée n'a pour exercer ses reprises qu'une hypothèque à la date de son contrat de mariage ; — Que la femme Logre ne peut pas invoquer la loi 24, § 3, ff. de Reb. auct. jud. poss., parce qu'elle ne parle que de privilèges et qu'il est ici question d'hypothèque ; que cette loi exige que l'emploi ait suivi immédiatement la recette, *si modò non post aliquot intervallum id factum sit*, ce que les auteurs entendent les uns d'un jour, les autres de trois jours au plus ; — Emendant, — Déboute l'intimée de sa demande en subrogation, sauf à faire valoir ses droits à la date de son contrat de mariage, et aux appels à employer les leurs suivant la date de leurs titres.

Du 14 fruct. an 8. — Tribunal d'appel de Besançon. — Prés., le cit. Spierenaël. — Pl., les cit. Grand et Clerc.

du paiement, serait également admissible sous le Code civil (V. art. 1250 et 1251.)

(1) Le motif de cette décision, pris du défaut de concours ou intervention de la femme, au moment

## SUCCESSION FUTURE. — OBLIGATION

## ALTERNATIVE.

*Une vente n'est pas nulle par cela seul que le vendeur s'est réservé la faculté de reprendre*

(1) La solution devrait être la même aujourd'hui d'après l'art. 1192, C. civ., qui décide que l'obligation est pure et simple (et par conséquent valable), quoique contractée d'une manière alternative, si l'une des deux choses promises ne pouvait être le sujet de l'obligation. — Dans l'espèce, il est vrai, il ne s'agissait pas d'une obligation alternative proprement dite, mais d'une obligation pure et simple dans son principe, avec faculté de la remplacer plus tard, même après

les biens vendus, en donnant en leur lieu et place d'autres biens dépendant d'une succession non encore ouverte (L. 19 et 20, Cod. de Pactis.) (1)

son exécution, par une autre obligation. — Mais la raison de décider est la même dans les deux cas. Dans le premier, l'une des deux choses promises ne pouvant être l'objet d'une obligation, l'obligé n'a plus le choix, l'obligation reste pure et simple ; dans le second, l'obligation qu'on se réservait de substituer à l'obligation originaire étant illicite, celle-ci subsiste seule et la faculté de substitution disparaît

(Dessous-Lalande—C. Simonot.)

Simonot avait vendu à Dessous-Lalande une maison, en se réservant la faculté de donner en lieu et place de cette maison, des immeubles dépendant de la succession future de son père. Mais le contrat passé, il se refuse à livrer la maison vendue. — Procès.

21 vent. an 7, jugement qui déclare la vente bonne et valable. — Appel de la part de Simonot.

— Il soutient que cette vente est nulle, en ce qu'elle porte dans sa clause alternative sur une succession future et sur la chose d'autrui.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que l'appelant était propriétaire de la maison par lui vendue ; qu'à la vérité, le contrat contenait la faculté de la reprendre en donnant en son lieu et place des biens d'une succession non encore ébue ; mais que cette faculté n'a jamais été exercée, et que n'étant pas nécessaire pour la perfection de la vente, elle ne peut la vicier ; — Confirme, etc.

Du 9 brum. an 9. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salé.

#### FEMME.—COMMERCANT.—BILLET.— SIGNATURE.

*Lorsque la femme d'un marchand illettré est dans l'habitude de faire les affaires de son mari et de signer pour lui, les billets ou endossements souscrits par la femme, pour son mari, obligent celui-ci envers les tiers porteurs de bonne foi. — En vain il prétendrait n'avoir donné à sa femme que des pouvoirs restreints, si la procuration dont il excipe n'a jamais été connue, et si la femme a toujours agi comme ayant un mandat illimité.* (1)

(Frébault—C. Guillemin.)

Guillemin, ne sachant ni lire ni écrire, mais faisant un commerce considérable, avait donné à sa femme la procuration la plus étendue, pour, en son absence, vendre, acheter, s'obliger, et généralement faire tout ce qu'elle croirait utile dans l'intérêt de son commerce, sans toutefois qu'elle pût s'obliger envers ses enfants, directement ou indirectement, pour quelque raison que ce pût être, ni obliger le constituant envers lesdits enfants. — Malgré la restriction qui lui avait été imposée, la femme Guillemin avait souscrit au profit de Martin, l'un de ses enfants né d'un premier mariage, des billets s'élevant à une somme de 57,000 fr. — Le cit. Frébault, qui en était porteur, les présente à leur échéance. — Refus de paiement

(1) Il y avait cela de particulier dans l'espèce, que la restriction apposée au mandat du mari concernait précisément la personne avec laquelle la femme avait contracté (l'un de ses enfants) ; mais on ne voit là aucun motif pour faire fléchir une règle établie de tout temps par l'usage et la jurisprudence. Il a été en effet jugé souvent, sous l'empire du Code civil, que le mari commerçant est tenu des obligations commerciales contractées par sa femme, lorsqu'il est ostensible que cette dernière, sans être marchande publique, gère le commerce de son mari. *P. Cass.* 25 janv. 1821 ; 2 avril 1822 ; 1<sup>er</sup> mars 1826 ; Liège, 12 vent. an 12 ; Angers, 27 fév. 1819, etc. Cette doctrine est aussi professée par tous les auteurs : *F. Pavyard de Langlade, 1<sup>er</sup> Mandat*, § 1<sup>er</sup>, n. 1 ; *Pardeus, Dr. comm.*, t. 1<sup>er</sup>, n. 63, et t. 2, n. 561 ; *Duranton*, t. 18, n. 219. — Elle est fondée sur ce que le mari, en donnant à sa femme un mandat tacite pour administrer son commerce, lui donne nécessairement aussi le même mandat pour souscrire les obligations relatives à ce commerce. — Toutefois ce n'est là qu'une présomption, qui devrait céder devant la preuve contraire, au cas par exemple où le mari

de la part des époux Guillemin : — En conséquence procès. — Jugement du tribunal de la Nièvre qui condamne les époux Guillemin, conjointement et solidairement au paiement des billets. — Appel.

Les époux Guillemin se fondent sur la clause de la procuration qui défendait à la femme Guillemin de souscrire aucune obligation au profit de ses enfants. — Frébault répond que la procuration et la clause restrictive qu'elle contient, n'a jamais été connue ni affichée au tribunal de commerce, ni dans aucun autre tribunal, et que, d'autre part, Guillemin n'a jamais refusé d'acquiescer des billets tels que ceux dont il est porteur ; que lui, Frébault, a donc pu se croire légalement autorisé à les accepter.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant qu'aux termes de droit, la femme d'un marchand qui, au vu et su de son mari, agit dans son commerce, vend, achète, signe des billets, peut s'obliger valablement ; que, de l'aveu de Guillemin, sa femme seule faisait les billets de son commerce, et qu'il les a toujours acquittés ; qu'à la vérité, la procuration qu'il lui avait donnée à cet égard, contenait l'interdiction de faire aucun billet pour ses enfants du premier lit, mais que cet acte n'ayant jamais été connu, la confiance publique s'est établie sur la fausse notoriété d'un mandat illimité donné à la femme Guillemin, expressément ou tacitement ; que cette confiance ne peut être trompée, et que la sûreté du commerce se réunit au principe de droit pour maintenir la validité desdits billets ; — Confirme, etc.

Du 25 brum. an 9. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salé.

#### 1<sup>er</sup> TÉMOINS EN MAT. CIVILE.—NOTAIRE. 2<sup>o</sup> DÉMENCE.—INTERDICTION.—NULLITÉ D'ACTE.

1<sup>o</sup> *Le notaire qui a reçu un acte argué de nullité pour défaut de consentement résultant de l'état d'imbécillité de l'une des parties contractantes, est reprochable comme témoin dans l'enquête ordonnée pour constater cet état d'imbécillité, en ce qu'il a un intérêt direct à ce que la preuve d'un tel fait ne soit pas acquise.* (2)

2<sup>o</sup> *La vente consentie par un individu en état de démence peut être annulée, encore bien que l'interdiction n'ait été provoquée et prononcée que longtemps après, si les causes de l'interdiction paraissent avoir existé au moment où l'acte a été passé.* (3).

Justifierait qu'il était de notoriété que la femme n'avait qu'un mandat restreint, ou que celui qui a contracté avec elle avait une connaissance personnelle de cette restriction. Il est enfin certains actes, tels que des acquisitions ou aliénations importantes, des lettres de change, qu'une femme doit pas être facilement présumée compris dans le mandat tacite donné à la femme. C'est ainsi qu'il a été jugé par un arrêt de la Cour de Bruxelles du 27 fév. 1809, que la femme qui se mêle exclusivement du commerce de son mari, n'a pas, par cela seul, le droit de consentir des lettres de change qui obligent celui-ci, si d'ailleurs elle n'y a pas été expressément autorisée, et si l'on n'est prouvé ni que les lettres de change aient été souscrites pour le fait du commerce dont se mêlait la femme, ni que la communauté en ait profité.

(2) *P. conf.* Bourges, 6 juin 1826.

(3) *P. conf. sens*, *Cass.* 15 nov. 1826 ; *P. Paris*, 24 juin 1808 ; *Caen*, 10 fév. 1818 ; *Rennes*, 18 août 1828. — L'art. 503, C. civ., permet l'annulation des actes antérieurs à l'interdiction, si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ces actes ont été passés. En cela, le Code n'a fait que consacrer

(Fossard—C. Fossard.)

Dans l'espèce, Jean-Louis Fossard, curateur de Madeleine Fossard, sa tante, demandait l'annulation d'une vente consentie par elle, le 27 pluv. an 2, à Jean-Baptiste Fossard, du capital d'une rente qui lui était faite par les héritiers de Gilles Fossard, son frère, alors décédé; cette vente était attaquée comme faite par une personne privée de ses facultés intellectuelles. Il est à remarquer, qu'une assemblée de parents n'avait mis en curatelle, Madeleine Fossard, et n'avait poursuivi son interdiction, que trois ans après la vente du 27 pluv. an 2, dont on demandait l'annulation.—Un jugement admit le demandeur à faire la preuve des faits d'imbécillité par lui allégués.—Lors de la contre-enquête, Jean-Louis Fossard s'opposa à l'audition du notaire signataire de l'acte, attendu l'intérêt qu'il avait à en faire maintenir la validité.

12 flor. an 7, jugement qui annule l'acte de vente.—Appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant, sur la première question, que le notaire qui a reçu un acte devient partie intéressée pour en soutenir la validité; que, dès lors, il ne peut être administré comme témoin dans une cause qui a pour objet la résiliation d'un acte par lui reçu;

Considérant, sur la deuxième question, qu'à l'époque du 27 pluv. an 2, où le contrat attaqué a été souscrit par Madeleine Fossard, Jean-Louis Fossard, son neveu et présomptif héritier, était mineur; que Jean-Baptiste Fossard, acqureur de la rente, était le plus près parent de Madeleine Fossard; d'où il ne peut induire que la curatelle a suivi de trop loin la passation de l'acte et qu'elle a été tardivement faite.—Considérant que l'effet d'une interdiction doit remonter jusqu'à l'époque où l'interdit a été reconnu incapable de gérer ses affaires, parce qu'un imbécille ne peut avoir de volonté pour souscrire un acte, et que la volonté est une des conditions requises pour sa validité;—Considérant, sur la troisième question, que la preuve directe de Jean-Louis Fossard est bien et légalement faite; que, d'ailleurs, elle a été jugée telle par le tribunal dont est appel, qu'elle est prévalant à la preuve contraire, entreprise par Jean-Baptiste Fossard;—Considérant que le jugement d'appointement en preuve du 21 pluv. an 7, n'a point été appelé; que, par conséquent, il est passé en force de chose jugée; d'où on doit induire que c'est le mérite des preuves qui doit faire la loi des parties;—Par ces motifs et ceux employés au jugement dont est appel, dit qu'il a été bien jugé, nul et sans griefs appelé: Ordonne que le jugement dont est appel soit exécuté, etc. Du 25 brum. an 9.—Trib. d'appel de Caen.—Rapp., le cit. Lizon.

1<sup>o</sup> TIERCE OPPOSITION.—DÉLAI.2<sup>o</sup> CONCORDAT.—BILAN.—DÉPÔT.

1<sup>er</sup> Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, la voie de la tierce opposition pouvait être prise contre un jugement de commerce auquel on n'avait pas été partie, même après la huitaine de sa signification (1).

2<sup>er</sup> Avant le Code de commerce, il était néces-

saire, à peine de nullité de tout concordat ultérieur, que le failli déposât ses livres, registres et bilan au greffe du tribunal de commerce de son domicile ou au greffe du tribunal le plus voisin (2).

(Gouin.—C. Milhaud.)

Aaron Milhaud, marchand de St-Remy (département des Bouches-du-Rhône), avait déposé son bilan, le 18 nivôse an 6, entre les mains de M<sup>r</sup> Sauvet, notaire au Saint-Esprit. Peu de temps après, il remet l'extrait du dépôt de son bilan au greffe du tribunal de commerce de Nîmes, ainsi que ses livres et registres.—Le 6 ventôse suivant, concordat avec ses créanciers de Nîmes, qui lui font remise de 70 pour 100.—Homologation de ce concordat, le lendemain 27, par jugement du tribunal de commerce de Nîmes. Le 18 floréal même année, signification de ce jugement à la dame Gouin, créancière aussi du sieur Milhaud, et non comprise dans le concordat, avec sommation de retirer des mains des frères Murjas, de Nîmes, le dividende qu'elle doit toucher en représentation de sa créance, aux termes du concordat.—Le 28 vendémiaire an 7, tierce opposition à ce jugement de la part de la dame Gouin.—Milhaud soutient cette opposition non recevable, sur le motif qu'elle n'a pas été formée dans la huitaine de la signification du jugement d'homologation, conformément à l'article 3, tit. 55, ordonnance de 1667.—La dame Gouin répond qu'il ne s'agit pas, dans l'espèce, d'une simple opposition à un jugement par défaut, mais d'une tierce opposition à l'exécution d'un jugement où elle, dame Gouin, n'a point été partie, ni appelée, et que pour former une telle opposition, il n'est point de temps limité suivant l'art. 3, titre 2 de l'ordonnance précitée, d'où il suit qu'elle peut être formée, d'après l'esprit de cet article et l'opinion des auteurs, en quelque temps que ce soit.—Au fond, la dame Gouin demandait la nullité du jugement d'homologation du concordat, sur le fondement que les livres, registres et bilan de Milhaud n'avaient pas été déposés au greffe de la juridiction consulaire, ou à celui de la plus prochaine du lieu de son domicile, conformément à la déclaration de 1716.—Milhaud était en effet établi à St-Remy, et y exerçait la profession de marchand, et non à Nîmes, lieu où n'était pas la juridiction consulaire de son domicile, ni même la plus prochaine.—2 frimaire an 8, jugement du tribunal de commerce de Nîmes, qui déclare la dame Gouin non recevable en son opposition.

Appel de la part de la dame Gouin.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que la dame Gouin n'avait pas été appelée en cause, lors du concordat d'Aaron Milhaud et ses créanciers et du jugement qui l'homologue; qu'elle a été conséquemment recevable à l'attaquer par la voie de la tierce opposition; qu'elle n'a pas été restreinte à prendre cette voie dans le délai de huitaine qui suivait la signification de ce jugement; que quoi qu'il soit de règle, que les rétractemens doivent être formés dans un semblable délai, cette règle qui n'est pas de rigueur en matière de commerce, dont la bonne foi est le principe et le soutien, n'est point applicable aux oppositions des parties

un principe de l'ancienne jurisprudence. *F. Pothier, des Obligations*, n<sup>o</sup> 51; arrêt de la Cour de Poitiers du 18 flor. an 9 et la note qui l'accompagne.

(1) *F.* en ce sens, *Cass.* 17 germ. an 4, et la note.

(2) Aujourd'hui, d'après l'art. 507 du Cod. de comm. (L. 25 mai 1838), il ne peut être formé de con-

cordat qu'après l'accomplissement des formalités prescrites par les dispositions antérieures; or, l'art. 439 veut que la déclaration de faillite soit accompagnée du dépôt du bilan. Quant aux livres, registres, papiers, etc., ils doivent être remis aux syndics au moment de la levée des scellés (art. 458 et 471).

qui n'avaient été ni ouïes ni appelées lors des jugemens qui en sont l'objet ;

Et attendu qu'il résulte des actes de la procédure, émanés d'Aaron Milhaud, et de l'extrait de dépôt de son bilan, qu'il était marchand à domicile fixe, et qu'il résidait à St.-Remy où il tenait magasin ; que par suite, la disposition de la déclaration du 13 juin 1716, d'après laquelle les faillis sont tenus de déposer leur état de situation, leurs registres et livres de commerce au greffe de la juridiction consulaire du lieu de leur domicile ou de le plus prochaine, à peine de nullité des concordats qu'ils auraient passés des sentences d'homologation qu'ils auraient obtenues, soumettait, sous la peine y stipulée, Aaron Milhaud à déposer son bilan et ses livres de commerce devers le greffe du tribunal de commerce le plus voisin de St.-Remy ; qu'en le remettant devers celui du tribunal de Nîmes, il a contrevenu à cette disposition ; que le jugement d'homologation qu'il a obtenu de ce tribunal, est donc nul, aux termes de la déclaration précitée, dont l'effet est de déférer exclusivement aux juges, consults les plus proches du domicile des faillis, l'homologation de leur concordat, comme étant plus à portée d'être instruits de la véritable situation de leurs affaires, et qui, en cela, restreint la disposition de l'art. 3 du titre 11 de l'ordonn. de 1673, à qui elle est de beaucoup postérieure ; qu'ainsi, quoique le tribunal reconnaisse que les tribunaux de commerce sont en possession d'homologuer les concordats des faillis avec leurs créanciers, néanmoins, le jugement dont il s'agit a été incompétamment rendu, et doit être déclaré nul, de cela seul que le tribunal de commerce de Nîmes n'est pas le plus voisin d'Aaron Milhaud ; par où, en déclarant ce jugement nul, la dame Gouin doit être déclarée en même temps libre et non atteinte par la loi du concordat passé entre Milhaud et ses autres créanciers, et délaissée à se pourvoir ainsi qu'elle avisera, relativement à sa créance sur ledit Milhaud ; — Usant droit à l'appel, réforme le jugement du 2 frim. an 8 ; remet la cause et les parties au même état qu'elles étaient auparavant ; et, en cet état, faisant droit à l'opposition de la dame Gouin, — A annulé le jugement du 27 vent. an 6, portant homologation du concordat dudit Milhaud ; — A déclaré, en conséquence, ladite Gouin non soumise à la loi du concordat, et lui a réservé tous ses droits pour les faire valoir contre son débiteur, par-devant les tribunaux compétens, ainsi qu'elle avisera ; — Condamne Aaron Milhaud aux dépens.

Du 5 frim. an 9. — Trib. d'appel de Nîmes.

**ESCROQUERIE. — JEU DE HASARD. — SECRET.**  
*Peut être réputée escroquerie, l'action de vendre pour une forte somme, après beaucoup d'efforts pour éblouir, la secret de gagner aux jeux de hasard. (L. 19 juill. 1791, tit. 2, art. 35.) (1)*

(1) Cette question singulière est de nature à se représenter sous le Code pénal actuel, puisqu'il se rencontre malheureusement encore des personnes imbuées de cette idée, qu'il peut exister des secrets de gagner aux jeux de hasard. La solution devrait, sans aucun doute, être la même aujourd'hui que sous la loi du 22 juill. 1791 : les deux législations qualifiant également d'escroquerie la fait d'obtenir d'autrui la remise de fonds ou valeurs, en employant des manœuvres frauduleuses pour faire naître l'espérance d'un succès chimérique. Et vainement on opposerait que, pour déjouer l'entreprise du Pseroc, il suffit du bon sens ordinaire ; car, nous le répétons, il est certains individus

1. — II<sup>e</sup> PARTIE.

(Heyer — C. Barbaut.)

Heyer, possesseur d'une fortune considérable, fait la connaissance de Barbaut, par l'entremise du général Polan. Celui-ci, entendant parler chez Heyer de jeux et de loterie, dit qu'il avait connu autrefois un particulier qui disait avoir un secret infailible pour gagner au trente et quarante. Heyer, séduit par l'appât d'un bénéfice immense, va chez Barbaut (inventeur du prétendu secret), qu'il trouve dans la misère la plus affreuse, l'attire chez lui, après lui avoir donné une cinquantaine de louis pour le mettre en état de paraître dans la société. Heyer demanda alors à Barbaut des explications sur le secret qu'un lui avait dit qu'il possédait. Barbaut les lui donna : il fait en sa présence plusieurs expériences, qui toutes réussissent, le mène dans différentes maisons de jeux où il gagna constamment, et finit par vendre son prétendu secret ou crédule Heyer.

Les débats auxquels a donné lieu cette affaire, offrent les circonstances les plus extraordinaires. Si, d'un côté, l'on est étonné de l'extrême crédulité, pour ne pas dire plus, du citoyen Heyer, qui consent à payer 135,000 fr., le secret infailible de faire des dupes, de l'autre côté, l'assurance constamment soutenue de Barbaut ne doit pas moins surprendre. Il avoue avoir vendu au citoyen Heyer, non pas le secret infailible de toujours gagner au jeu, mais le meilleur moyen possible de jouer avec une espèce de certitude, moyen qu'il dit être le résultat de vingt années d'observations et de calculs. Et la preuve, ajoute-t-il, que Heyer savait parfaitement ce qu'il achetait, et que je n'ai point cherché à le tromper, c'est que j'ai répété devant lui mes expériences autant de fois qu'il l'a désiré ; c'est que, lorsqu'il a joué d'après mes procédés, il a gagné des sommes immenses. Ce n'est pas ma faute s'il n'a pas toujours suivi mes instructions, ou s'il a fini par les oublier entièrement.

Heyer et les témoins qui ont été entendus, sont tous convenus que les expériences faites particulièrement par Barbaut avaient eu le plus heureux succès ; mais qu'il n'en avait pas été du même lorsqu'il s'est agi de mettre ses procédés à exécution dans les maisons de jeux. Heyer se plaignant un jour à Barbaut de ce que son infailible lui avait déjà fait perdre plus de 12,000 fr., celui-ci lui répondit que cela ne l'étonnait point, parce qu'il s'obstinait à jouer les jours que Salomon avait désignés pour être malheureux. Heyer a ajouté qu'avant de lui vendre son secret, Barbaut lui avait demandé s'il croyait à la Sainte-Trinité, et que c'est sur sa réponse affirmative qu'il consentit à le rendre possesseur d'un rare trésor. — Ces faits ont été niés par Barbaut.

Les débats terminés, le tribunal entend le citoyen Roullou, commissaire du gouvernement, qui a résumé d'une manière claire et succincte les faits de la procédure. — A la présentation de la plainte, a-t-il dit, on s'est demandé quel était le plus fripon de celui qui avait vendu, ou de celui

qui, par défaut de lumières, erreur de jugement, ou toute autre cause, sont eux-mêmes, qu'au moyen de calculs habiles et persévérans, il est possible de découvrir le secret de gagner au jeu et à la loterie. Il en est à peu près de même de la sorcellerie. — Quelque erronée que soit une pareille croyance, il suffit qu'elle existe chez quelqu'un et qu'elle l'ait déterminé à céder aux manœuvres frauduleuses d'un tiers, pour que celui-ci soit coupable d'escroquerie, pourvu toutefois qu'il n'ait pas agi lui-même de bonne foi : ce qui, du reste, ne peut guère se supposer, car alors, au lieu de céder son prétendu secret, il l'aurait gardé pour lui seul.

qui avait acheté, parce qu'on présumait que ce secret infailible consistait dans quelque subterfuge, dans quelques signaux, dans quelques conivences; mais, depuis les débats, on a vu qu'il s'agit simplement de calculs, de combinaisons, et on s'est dit: l'un est un fou, et l'autre un imbécille. » Après s'être dispensé de prouver la seconde question, le commissaire a développé les moyens propres à démontrer que si Barbaut était fou, c'était au moins un fou très-raisonnable; puis-qu'il était parvenu à vendre 130,000 fr. une véritable chimère; il a conclu contre Barbaut à un emprisonnement de deux ans et à une amende de 3,000 fr., en réservant aux parties plaignantes la répétition civile de leurs droits.

Le cit. Boutroux, parlant pour le plaignant, a appuyé les conclusions du commissaire du gouvernement, il a cherché à prouver que l'intention bien évidente de Barbaut avait été de profiter de la crédulité du citoyen Heyer pour lui escroquer une somme considérable; qu'il y avait réussi en lui vendant une chose qu'il savait n'être qu'une chimère, qu'aussi c'était un fripon.

Le cit. Chauveau-Lagarde, défenseur du prévenu, a discuté les reproches faits à son client: il s'est principalement attaché à démontrer que les caractères consécutifs du dol ne se trouvaient point réunis dans la cause qu'il défendait. Rien ne prouve, a-t-il dit, que Barbaut ait employé la ruse pour tromper le citoyen Heyer: tout prouve, au contraire, que la conviction dont était pénétré Barbaut pour l'excellence de son procédé, a passé dans l'âme du citoyen Heyer, et que c'est cette conviction seule qui a tout fait. Barbaut, a ajouté le cit. Chauveau-Lagarde, n'est pas le premier qui ait prétendu fixer les chances incertaines du hasard. Que ce soit une chimère qu'il caresse, c'est ce que je suis bien tenté de croire; mais je n'en suis pas moins bien convaincu qu'il est de bonne foi, et qu'il croit avoir vendu une chose réelle au citoyen Heyer, qui, de son côté, ne doutait pas alors qu'il ne fit un excellent marché. Au surplus, a-t-il dit en terminant, je suis d'avis que les actes, objets du procès, sont nuls, puisque Barbaut n'a fourni aucune valeur réelle; mais cette affaire devient alors du ressort des tribunaux civils, devant lesquels je suis convaincu qu'aucun défenseur honnête n'en soutiendra la validité.

Le cit. Dommaget, second conseil de Heyer, a profité de l'aveu fait par le cit. Chauveau-Lagarde pour demander à Barbaut s'il consentait à ce que les différents actes passés entre lui et Heyer fussent déclarés nuls. Si vous y consentez, a-t-il dit, à l'instant même Heyer se désiste de sa plainte. — Barbaut a fait une réponse évasive.

Le cit. Chauveau-Lagarde a pris la parole, et a prouvé qu'une pareille transaction ne saurait avoir lieu dans le sanctuaire de la justice; que ce serait involontairement faire tomber l'accusé dans un piège; mais que, si Barbaut était acquitté, si le tribunal ne reconnaissait point un délit, s'il ne voyait que des actes du ressort des tribunaux civils, probablement Barbaut satisfaisait le demandeur en se désistant de ses droits. Il a fait observer en outre que cette obstination antérieurement manifestée par l'accusé à s'opposer à tout accommodement, était une preuve irrécusable de son enthousiasme et de sa conviction qu'il avait vendu une chose d'une valeur réelle.

(1) Ce jugement fut attaqué devant la tribunal de cassation; mais la pourvoi fut rejeté, sur le motif que les juges avaient fait une saine application de la loi.

(2) F. conf., Cass., 25 germ. an 10, et la note.

Sur ces défenses respectives, et par jugement du 4 brum. an 9, le tribunal correctionnel de Paris, après avoir établi que le prévenu ne s'est point rendu coupable de dol, ou du moins, que cette imputation est affaiblie par l'emprisonnement du plaignant à acquiescer le prétendu secret de gagner au jeu, — « Considérant néanmoins que la loi ne détermine pas le dol comme l'unique caractère de l'escroquerie, vu qu'elle prévoit également les espérances ou les craintes chimériques, et que rien n'est plus chimérique que l'espoir de fixer les chances incertaines du hasard; que, malgré la persuasion même où Barbaut pouvait être de l'efficacité de sa combinaison, la justice ne doit point admettre un secret comme valeur équivalente de biens fonds ou de sommes métalliques; que s'approprier des valeurs réelles au moyen de spéculations aussi imaginaires, c'est se rendre coupable d'escroquerie; que cependant, cette escroquerie, caractérisée par la loi, était ici atténuée par la confiance que Barbaut pouvait avoir dans son secret, et d'ailleurs, par les épreuves avantageuses qui avaient été faites par Heyer, et qui l'avaient déterminé à en faire l'acquisition; — Considérant aussi que la conduite de ce dernier qui, au moyen d'un procédé sûr, prétendait lui-même escroquer les banques de jeu et se mettre à l'abri de l'inconstance du sort, n'est pas exempte de blâme; — Condamne Barbaut, par application de l'art. 35 de la loi des 19-22 juill. 1791, en 300 fr. d'amende et dix jours de prison, et annule les actes et les diverses obligations souscrites à son profit par Heyer; et en ce qui regarde la somme de 9,000 fr. en numéraire reçue par Barbaut, et celle de 5000 fr. payée pour les frais des deux actes annulés, — Met les parties hors de cause, etc. »

Appel par toutes les parties.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme (en portant toutefois la durée de la prison de dix jours à six mois) (1).

Du 9 frim. an 9. — Trib. crim. de Paris. — Pl., les cit. Chauveau-Lagarde et Boutroux.

#### NANTISSEMENT. — VENTE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Le créancier qui a reçu des marchandises en nantissement, avec autorisation de les vendre dans le cas de non-paiement de billets à lui dus, peut être soumis à des dommages-intérêts, s'il en opère la vente malgré l'acquiescement de ces billets, encore que cet acquiescement ait été effectué par des tierces personnes si non par les débiteurs eux-mêmes.

(Libaut — C. Veydt.)

Du 12 frim. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

#### DOMICILE ÉLU. — COMPÉTENCE.

Une partis peut être valablement assignée devant le tribunal du lieu où elle a fait élection de domicile (2).

(D... — C. P...)

La dame D..., de Bourg-en-Bresse, fut assignée par le sieur P..., devant le tribunal civil de la Seine, à raison d'une obligation pour l'exécution de laquelle elle avait fait élection de domicile à

L'art. 111, Cod. civ., est venu depuis déclarer formellement que l'élection de domicile était attributive de juridiction, et il a été jugé que cette disposition devait avoir effet même à l'égard des élections de domicile antérieures au Code.



Paris, chez un mandataire. — Elle opposa l'incompétence du tribunal de la Seine, et soutint qu'elle aurait dû être assignée devant le tribunal de son domicile réel; — Mais un jugement rejeta ce déclinaire.

Appel de la part de la dame D...

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que la dame D..., en fixant un domicile à Paris sans réserve qu'elle n'entendait point se déposséder de sa juridiction naturelle, a suffisamment consenti à se faire juger, pour le fait dont s'agit, par le tribunal de la Seine; — Déclare qu'il a été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 12 frim. an 9. — Trib. d'app. de Paris. — Prés., le cit d'Aguesseau.

#### PÉREMPTION. — SUPPRESSION DE TRIBUNAUX.

La péremption d'instance n'est pas interrompue par la substitution d'un nouveau tribunal à celui qui était originairement saisi de la cause. (Ordonn. 1563, art. 15; — C. Proc. civ., art. 397 et suiv., anal.) (1)

(Thieles — C. Chappel.)

Une contestation entre Thieles et Chappel avait été portée, sur appel en 1781, devant le conseil de Brabant. Les poursuites furent suspendues jusqu'en l'an 9, époque à laquelle Thieles ajourna Chappel devant le tribunal d'appel de Bruxelles qui avait remplacé le ci-devant conseil de Brabant, pour entendre prononcer la péremption de l'instance, attendu que l'ordonnance de Roussillon, du mois de janv. 1563, ayant été publiée en Belgique dans le courant de l'an 4, le délai fixé par cette ordonnance pour la péremption de toutes instances se trouvait expiré depuis longtemps.

Chappel se fondait, pour repousser la péremption, sur la suppression du conseil de Brabant, originairement saisi de la cause.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que la procédure dont s'agit a été discontinuée depuis plus de trois ans, à dater de la publication de l'art. 15 de l'ordonn., dite de Roussillon, du mois de janv. 1563; — Que la suppression du ci-devant conseil de Brabant ne peut pas être regardée comme un acte interruptif, parce que la connaissance de la cause a été dévolue au tribunal qui le remplaçait pour y être résumée et continuée dans l'état où elle était, et qu'il a été au pouvoir de Chappel de l'y poursuivre...; — Déclare l'instance dont s'agit périmée, etc.

Du 17 frim. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Tarte, subst.

#### QUOTITÉ DISPONIBLE. — LOI DE L'ÉPOQUE.

Lorsqu'un testateur a donné généralement ce que la loi lui permettait de donner, pour savoir ce qui est compris dans le legs, il faut

(1) P. conf., Cass. 23 niv. an 8, et la note.

(2) Lorsque le testateur, au lieu de déterminer l'étendue de sa libéralité, déclare simplement donner ce dont la loi lui permet de disposer, on peut se demander en effet si c'est de la loi actuelle qu'il entend parler, ou de la loi qui pourra exister à l'époque de son décès, laquelle loi pourra bien avoir changé la quotité de biens dont il lui sera permis de disposer. Au premier aperçu, il semblerait convenable de se décider pour la loi de l'époque du testament, parce que, dirait-on, le testateur doit être réputé avoir connu ce qu'il donnait; mais on peut répondre qu'il a dû penser aussi qu'il ne dis-

poser la loi existante à l'époque du décès du testateur, et non la loi existante à l'époque de la confection du testament. (Cod. civ., art. 913.) (2)

(Jousseume — C. Jaque.)

Le 27 septembre 1786, testament de Jeanne Jaque, en ces termes: « Elle donne et lègue audit Jousseume, son mari, tous ses biens meubles, ses acquêts, conquêts, augmentations, améliorations, et toutes autres choses censées et réputées de pareille et semblable nature; ensemble le tiers de tous ses anciens biens propres et particuliers, et généralement tout ce que la coutume du présent ressort lui permet de disposer, sans réserve généralement quelconque, sans être sujet au bail de caution ni faction d'inventaire, sauf cependant l'option coutumière, qui demeure réservée aux héritiers de la testatrice, qu'elle déclare instituer, à cet effet, lesquels elle institue, comme dit est, dans les autres biens non donnés. »

La testatrice est morte au mois de mess. an 7; elle n'a point laissé de biens propres dans sa succession: son mari les avait vendus, même sans son consentement. Il a demandé l'entièrement de ce testament, et la délivrance de tous les meubles et acquêts de la testatrice. Les héritiers ont prétendu que, dès qu'il n'y avait pas de biens propres dans la succession, les acquêts étaient subrogés aux propres; que le legs devait être réduit au tiers des acquêts; que la testatrice n'ayant entendu donner, et n'ayant donné que ce que la coutume permettait, il fallait se reporter aux dispositions de la coutume qui était suivie dans le temps, pour savoir ce qui était compris dans le legs.

Les premiers juges ont adopté cette prétention: ils ont rendu un jugement par lequel, « Considérant que le testament est fait conformément à la coutume de Saint-Jean-d'Angély, qui admettait la subrogation; que la loi du 17 niv. n'a rien changé dans la volonté de la défunte; que, quoique la testatrice eût pu, depuis, étendre sa disposition, il paraît qu'elle ne l'a pas voulu, puisqu'elle n'a point réfait son testament; qu'il est reconnu que les propres ont été vendus par le mari, pour la plus grande partie, après la loi du 17 niv. an 2; qu'il a, par la, cherché à envahir toute la succession, contre l'intention écrite de la testatrice; que l'institution qu'elle a faite en faveur de ses héritiers, ne peut être illusoire: le tribunal, ayant égard à la demande en subrogation des acquêts aux propres, a réduit le legs de tous les acquêts au tiers. »

Appel de la part de Jousseume.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que le testament contient la disposition formelle et nominale de tous les acquêts et meubles de la testatrice; que, pour juger de la validité de cette disposition, il faut suivre la loi existante à la mort de la testatrice; qu'elle est morte en l'an 7; que, par conséquent, la loi du 17 niv. an 2 est applicable à la question; que l'art. 13 de cette loi

posait pas pour le présent, mais pour après sa mort, et que si une nouvelle loi était intervenue, il n'a rien changé à sa disposition, c'est qu'il a eu en vue plutôt la quotité de ses biens déterminée par la loi, qu'une quotité déterminée par lui-même: une telle clause, selon nous, doit donc toujours être entendue dans le sens le plus favorable au légataire. Telle nous paraît être du moins l'interprétation la plus probable de la volonté du testateur, lorsqu'il n'y a d'autres dans son testament aucune autre expression qui puisse aider à déterminer à laquelle des deux lois il a voulu se référer. — P. sur la question, arrêt de Riom, 2 janv. 1819 et de rejet, 23 mai 1822.

maintient et valide indéfiniment les avantages singuliers ou réciproques stipulés entre les époux par leur contrat de mariage et actes postérieurs; que, par conséquent, la disposition portée par le testament de tous les meubles et acquêts se trouve validée; — Que, conformément à la loi du 22 vent. an 2, art. 10, le système restrictif n'est pas pour la disposition entre époux, quand il n'y a pas d'enfants; que la testatrice est morte sans enfants; — Que la disposition générale, tout ce que la coutume permet de donner, est employée dans les testaments, bien moins pour restreindre leurs dispositions, que pour leur donner toute l'étendue dont elles peuvent être susceptibles; que c'était en ce sens qu'elle était insérée dans le testament dont il s'agit, comme le prouvent ces mots: « sans réserve généralement quelconque; » — Que l'institution contenue dans le testament devient caduque par l'afféudation des biens d'héritage de la testatrice, aliénation qui n'est pas attaquée; — Dit qu'il a été mal jugé; — Ordonne l'exécution entière du testament, la délivrance au légataire de tous les acquêts et meubles de la testatrice.

1. Du 21 frim. an 9. — Trib. d'app. de Poitiers.

#### MAIN-MORTE.—DONATION.—POSSESSION.

La possession centenaire dispensait les gens de main-morte de la représentation des lettres patentes exigées pour la validité des donations à eux faites, et faisait présumer de plein droit l'amortissement des biens donnes. (Édit du mois d'août 1749, art. 9.)

(Steeland—C. le comm. d'Elewy.)

Du 2 niv. an 9. — Trib. d'app. de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Betz, commiss.

#### DÉVOLUTION COUTUMIÈRE. — DROITS ACQUIS.—ABOLITION.

La dévolution que la coutume de Louvain (chap. 14, art. 11) faisait résulter de la dissolution du mariage, en faveur des enfants qui en étaient nés, ne dépourvait nullement l'époux survivant; elle le mettait seulement dans l'impuissance d'aliéner les biens dévolus, et conférait aux enfants, sur ces biens, une simple expectative abolie par la loi du 17 niv. an 2 (1).

(Delens—C. Delens.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que les fonds dont s'agit sont, de l'aveu des parties, situés sur le territoire de la commune de Hellery, dépendant de la coutume de Louvain; — Vu l'art. 11, ch. 4, de cette coutume, ainsi conçu: « Item, « quand le premier des deux mariés vient à mourir, laissant [enfants du même mariage], les enfants de ce mariage, si lesdits conjoints ou l'un d'eux n'ont d'autres enfants « d'un mariage antérieur, succèdent à la propriété et l'héritage de tous biens immeubles... « en telle sorte que le dernier vivant ne peut « vendre lesdits biens en entier ou en partie, les « transporter, changer, aliéner ou en disposer « entre les susdits enfants. » — Considérant que la dévolution y est formellement établie dans le cas de mort de l'un des époux, quant aux biens

fonds que possédait alors le survivant, en faveur de leurs enfants;

Considérant, à l'égard des effets de la dévolution, que si l'art. 11, ch. 14, de la coutume de Louvain, emploie d'abord les mots « succéder à la propriété et héritage, » il fixe ensuite le sens de ces expressions, en terminant ainsi: « en telle sorte que le dernier vivant ne peut vendre lesdits biens, en entier ou en partie, les transporter, charger, aliéner ou en disposer ainsi entre les susdits enfants; » — Que, de là, il résulte que la coutume de Louvain n'a introduit autre chose, par cette disposition, que la défense d'aliéner au préjudice du droit des enfants du mariage; — Et vu la loi du 18 vend. an 2; — Considérant que cette disposition est maintenue par la loi du 17 niv. an 2, etc., qu'en vertu de cette loi, tous les biens de Zambert Delens doivent se partager également entre les enfans de l'un et l'autre lit; — Infirme, etc.

Du 12 niv. an 9. — Trib. d'app. de Bruxelles, — 1<sup>re</sup> sect. — Concl., le cit. Betz, commiss.

#### 1<sup>er</sup> DOMAINES NATIONAUX. — CHARGES. — ACQUÉREUR.

##### 2<sup>o</sup> Vaine pâture. — Clôture.

1<sup>re</sup> La propriété des domaines nationaux est passée aux acquéreurs libre de toutes charges qui ne leur auraient pas été imposées par le contrat d'adjudication, sauf aux tiers qui prétendraient avoir des droits sur ces biens, à exercer leur recours contre le trésor public. (Const. an 8, art. 94.) (2)

2<sup>o</sup> La possession la plus longue de la vaine pâture ne peut enlever aux propriétaires la faculté qui leur est accordée par la loi des 28 sept.-6 oct. 1791 de s'affranchir, par la clôture de leurs propriétés, des droits de parcoures et de vaine pâture non fondés en titres. (L. 28 sept. 1791, sect. 4, art. 4 et 5.) (3)

(La ville de Charleroy — C. Henseval.)

Le maire de Charleroy avait formé contre la sieur Henseval, adjudicataire de huit bonniers de pré, vendus nationalement, une demande en nullité de l'adjudication, par le motif que cette adjudication n'avait pu comprendre la jouissance de la seconde herbe des prés dont il s'agit, jouissance dont il prétendait que la ville de Charleroy était en possession de temps immémorial et avait même acquis la propriété. — Henseval répondait que le maire de Charleroy ne justifiait, par aucun titre, de la propriété prétendue par la commune; que, quant à la possession invoquée, elle n'avait pu lui faire perdre, à lui adjudicataire et propriétaire, le droit qu'il tenait de la loi des 28 sept.-6 oct. 1791 de clore ses héritages; et, qu'en usant de cette faculté, il avait affranchi son fonds des droits d'osage et de vaine pâture, prétendus par la commune.

21 vendém. an 5, jugement qui accueille cette défense et rejette la demande du maire de Charleroy. — Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, 1<sup>er</sup> que la vente faite de la prairie dite des Dames, comme domaine national, avait transféré à l'acquéreur

et particulièrement par celle du conseil d'Etat: F. décret du 17 janv. 1814; Ord. des 21 août 1816, 14 mars 1817, 18 mars 1818, 19 mars 1820, 6 déc. 1823, 24 mars 1824.

(3) Mais il en est différemment quand le droit de vaine pâture est fondé sur un titre: F. Cass. 13 fruct. an 9 et la note; 12 déc. 1806.

(1) F. conf., Cass. 8 mess. an 11, et Merlin, *Quest. de droit*, v<sup>o</sup> *Dévolution coutumière*.

(2) Ce principe de l'inviolabilité des ventes nationales, formellement consacré par l'art. 94 de la constitution du 22 frim. an 8, et depuis, par plusieurs autres dispositions législatives ou constitutionnelles, a été fréquemment appliqué par la jurisprudence,

la plénitude de la propriété, et que, quand il pourrait être vrai que la ville de Charleroy en avait récolté la seconde herbe à titre de propriété, il ne lui resterait, à cet égard, que la voie de la réclamation en indemnité sur le trésor public;

2° Que, d'après l'art. 4, section 4, de la loi du 28 septembre ainsi conçu : « Le droit de clore et de déclore ses héritages résulte essentiellement de celui de propriété et ne peut être contesté à aucun propriétaire. L'assemblée nationale abroge toutes lois et coutumes qui peuvent abroger ce droit, » l'ensevel avait eu la faculté de clore la prairie, dite des Dames; — Que, d'après l'art. suivant de la même loi, l'effet de la clôture étant d'affranchir l'héritage formé du droit de parcours et de vaine pâture tant qu'il reste clos, assure, par la même, au propriétaire, l'emière et exclusive jouissance de son héritage, nonobstant toute possession contraire. — 3° Que la faculté de se rédimmer du droit de vaine pâture par le rachat du fonds du droit, dont il est question à l'art. 4, sect. 4 de la loi précitée, n'est restrictive qu'aux droits entre particuliers fondés en titres. — Confirmer le jugement dont est appel, etc.

Du 14 niv. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> section.

#### FAILLITE.—COMPÉTENCE.—TRIBUNAUX CIVILS.

*Avant la publication du Code de commerce, s'attribuait aux tribunaux civils et non aux tribunaux de commerce qu'il appartenait de déclarer l'existence de la faillite, et de nommer les curateurs ou syndics. (Ordonn. 1673, tit. 12, art. 9.) (1)*

(Dehult-Josson et Catoir — C. Manderlier.)  
Rôle Manderlier avait, conjointement avec plusieurs de ses coréanciers, assigné Dehult-Josson et Catherine Catoir devant le tribunal de commerce de Tournay, afin de les faire déclarer en état de faillite, et de faire ordonner le dépôt de leur bilan au greffe.

Les défendeurs opposèrent un déclinatoire qui fut rejeté. — Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'aucune loi n'attribue aux tribunaux de commerce la connaissance des faillites, tant pour en déclarer l'existence, que pour l'établissement de curateur; — Dit qu'il a été incompétemment jugé; — Renvoie les parties à se pourvoir devant les juges ordinaires, etc.

Du 17 niv. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Malfrôid, subst.

#### LETTRE DE CHANGE.—MINEUR.

*Celui qui, prenant la qualité de négociant, a accepté une lettre de change, ne peut exciper*

(1) La nécessité d'attribuer à la juridiction consulaire la connaissance des faillites, s'était déjà fait sentir bien longtemps avant la publication du Code de commerce, et plusieurs déclarations des 10 juin 1715, 7 déc. 1715, 27 nov. 1717, 5 août 1721, 3 mai 1722, 21 juil. 1726 et 7 juil. 1727, avaient transporté des tribunaux civils aux consuls, la compétence en cette matière, mais seulement pour un temps limité. — *P. Cod. comm.*, art. 440.

(2) Quoique les dispositions des anciennes ordonnances ne contiennent rien de formel sur l'effet des lettres de change souscrites par des mineurs, elles avaient toujours été interprétées dans ce sens que la minorité était une cause de restitution contre les lettres de change, comme contre toutes autres obligations : *P. Pothier, Contrat de change*, n° 28; *Heine-*

*de sa minorité pour se dispenser de payer un tiers porteur de bonne foi. (Ordonn. de 1673, tit. 1<sup>er</sup>, art. 6.) (2)*

(Thurout—C. Huchet.)

En 1790, le cit. Thurout avait accepté deux lettres de change, montant ensemble à 1,800 fr., et ensuite de sa signature, il avait pris la qualité de négociant. Traduit au tribunal de commerce par le sieur Huchet, tiers porteur par la voie de l'ordre, à fin de paiement du montant de cette lettre de change, le cit. Thurout avait excipé de sa minorité au moment où il avait souscrit la traite. Mais, sans s'arrêter à cette exception, le tribunal avait condamné le cit. Thurout.

Appeal par Thurout. — Il soutint que la qualité par lui prise à la suite de la signature de la lettre, et la nature de l'engagement ne pouvaient rien contre les principes qui le protégeaient; que s'il en était autrement, un mineur pourrait toujours valablement s'engager; que c'était au créancier à établir qu'en fait, le cit. Thurout était négociant ou commerçant au moment où la lettre de change avait été souscrite; que tout ce qu'il avait à faire, c'était d'établir qu'il était mineur, et il rapportait à cet effet son acte de naissance. Il concluait dans cet état de choses, à être restitué contre son engagement.

De la part du cit. Huchet, on répondait que le tiers porteur ne pouvait être tenu d'avouer ou de contester un fait qui lui était étranger (celui de la minorité); que le cit. Thurout avait pris lui-même la qualité de négociant; que c'était sur l'énonciation de cette qualité que la lettre avait circulé et était arrivée jusque dans les mains du cit. Huchet; que l'intérêt du commerce souffrirait considérablement, s'il fallait, avant de recevoir par la voie de l'ordre une lettre de change, s'assurer de la majorité des tireurs, accepteurs et endosseurs.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la lettre de change se trouvait entre les mains d'un tiers dont rien ne pouvait faire suspecter la bonne foi; — Dit bien jugé, etc.

Du 21 niv. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES.—PAYS RÉUNIS.—CRÉANCIERS.—OBLIGATION PERSONNELLE.

*Les créanciers des anciennes communautés religieuses des départements réunis à la France qui ont négligé de faire leurs diligences vis-à-vis de la République, dans les formes et délais prescrits par la loi du 5 prair. an 6, n'ont pas, pour cela, perdu leurs recours contre ceux des membres de ces communautés qui s'étaient obligés personnellement. — Il n'y*

*ciens, Elementa juris combi; Savary, Parfait négociant*, t. 2, Parère 28; Jousse, sur l'art. 6, tit. 1<sup>er</sup> de l'ordonn. de 1673; arrêt du parlement de Paris, du 19 avril 1717, rapporté au t. 6 du *Journ. des auct.* — Il est vrai que des arrêtés citent comme contraire, d'après Duguy de la Serra, un autre arrêt du même parlement du 30 août 1702; mais il faut remarquer, avec Rousseau de Lacombe, *vo. Lettre de change*, sect. 1<sup>re</sup>, qu'il s'agissait, dans l'espece jugée par cet arrêt, d'un mineur intéressé dans les affaires du roi, et qui, par conséquent, devait être assimilé à un négociant, aux termes de la déclaration du 26 fév. 1692. — An surplus, il ne peut plus avoir aujourd'hui de controverse sur ce point : les lettres de change souscrites par des mineurs non négociants, sont nulles à leur égard (art. 111, *Cod. comm.*), alors même qu'il se seraient qualifiés majeurs. (*Cod. civ.* 1307.)

*a pas eu novation dans le fait de la substitution de la République aux anciennes corporations.* (L. 11, 8, 12 et 27 av. 1791; 5 prair. an 6.)

(Derlieger—C. veuve Breydel.)

Le 14 sept. 1771, les sieurs Jean-Baptiste Verwaet et Pierre-Jean Praët, chef et doyen de la confrérie de saint Laurent, s'obligent, en vertu de la procuration à eux donnée par les membres de cette confrérie, à servir, eux et leurs commettants, au sieur Adrien Breydel, une rente annuelle de douze livres de grès pour raison d'un capital de 300 par eux reçu. — Le 20 fruct. an 6, Joséphine Laprou, veuve d'Adrien Breydel, s'adresse au sieur Derlieger, l'un des signataires de la procuration, pour avoir paiement de quatre années d'arrérages à elle dus, et, sur le refus, par ce dernier, de les acquitter, un jugement du tribunal civil du département de la Lys, du 20 niv. an 8, le condamne au paiement de la somme demandée.

Appel par Derlieger, fondé sur le motif que la loi du 5 prair. an 6, ayant mis à la charge de la République le paiement des sommes dues par les anciennes communautés de la Belgique, avait opéré une véritable novation qui avait libéré ces dernières, et le mettant ainsi à l'abri de toute espèce de recours; d'autant plus que la veuve Breydel avait à se reprocher de n'avoir pas usé des moyens que la même loi lui indiquait pour avoir paiement de la rente à elle due, et d'avoir, par là, rendu impossible la subrogation efficace qu'il eût obtenue en la remboursant. Mais ces moyens ont été repoussés par le jugement suivant :

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que, par le contrat de constitution de rente du 14 sept. 1774, Derlieger n'était pas seulement obligé, en qualité de sociétaire de la confrérie, mais bien personnellement et solidairement pour le capital et l'intérêt de la rente; — Que la violation ne peut avoir lieu sans le consentement exprès des parties contractantes, et que, dans l'espèce, le consentement n'était pas intervenu; — Que si, par le laps de temps prescrit par la loi, la créance eût laissé périmer son obligation vis-à-vis de la République, il n'en est pas de même de l'action personnelle et solidaire contre les débiteurs de la rente; — Confirme le jugement dont est appel, etc.

Du 26 niv. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

#### ACQUIESCENCEMENT. — Sursis.

*Lorsqu'une partie, sans nier la dette pour laquelle elle est assignée, se contente de demander au tribunal un sursis à l'exécution du jugement qu'il va rendre, elle renonce par cela même à interjeter appel de la décision qui, en la condamnant, lui accorde le sursis demandé.* (L. 5, Cod. de Re judicatâ; Ordonn. 1667, tit. 27, art. 3.) (1)

(Chevalier—C. N....)

Chevalier, assigné en paiement de fermages, s'était borné, devant les premiers juges, à présenter un compte des paiements par lui faits sur ses fermages, et à demander qu'on lui accordât un sursis à l'exécution du jugement à l'égard des sommes dont il se trouvait redevable.

(1) En serait-il de même du jugement qui n'accorderait qu'une partie du délai demandé. *P.* pour l'affirmative, Grenoble, 21 germ. an 9, et la note. — *P.* aussi sur les caractères de l'acquiescement anticipé aux jugements non encore rendus, notre *Jurispr. du XIX<sup>e</sup> siècle*, v<sup>o</sup> Acquiescement.

Un jugement qualifié en dernier ressort, en le condamnant au paiement du reliquat de son compte, lui accorda le sursis demandé. — Néanmoins, Chevalier interjeta appel de cette décision.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que la partie qui demande à la justice une surséance à l'exécution de son jugement renonce, par cela seul, à la voie de l'appel, suivant la loi 5, Cod. de Re judicatâ; que, d'ailleurs, le jugement dont est appel avait été prononcé en dernier ressort; — Declare Chevalier non recevable.

Du 1<sup>er</sup> pluv. an 9. — Trib. d'appel de Grenoble.

#### INSTITUTION CONTRACTUELLE. — Réserve. — LÉGITIME.

Du 4 pluv. an 9 (aff. Bouché). — Trib. d'app. de Riom. — *V.* le jugement de cassation rendu dans la même affaire, à la date du 12 germ. an 13.

#### DOMICILE. — ACTES. — COMPÉTENCE.

*Les comédiens ambulans n'ont pas un domicile fixe, et dès lors peuvent être traduits en matière personnelle par-devant le juge du lieu où ils ont contracté.* (2)

(Darius—C. Brulo.)

Le 4 germ. an 8, Darius, comédien ambulant, contracta à Nîmes un engagement d'un an dans la troupe dirigée par Brulo. — Il n'exécuta pas cet engagement, et, prévoyant l'action qui allait être dirigée contre lui, il signa à Brulo, le 20 du même mois, un acte par lequel il lui déclarait faire élection de domicile à Marseille. — Brulo l'assigna au domicile élu, pour comparaître devant le tribunal de Nîmes, comme étant celui du lieu où l'engagement avait été contracté. — Darius oppose un déclinatoire fondé sur ce que l'action étant purement personnelle, il aurait dû être assigné devant le tribunal de Paris où était son domicile réel, ou devant le tribunal de Marseille où était son domicile d'élection.

Jugement qui rejette ce déclinatoire. — Appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant qu'en droit, la domicile de fait ne s'acquiert que par la résidence consentie d'un an dans la même commune, et le paiement de la contribution mobilière; que Darius ne justifie pas qu'il fut domicilié à Paris, et ce fait, fût-il vrai, Darius ayant quitté Paris depuis plusieurs années, avait perdu son domicile; que, d'ailleurs, par sa profession de comédien, il ne peut être considéré comme ayant un domicile fixe, ainsi que l'explique Rodier dans sa quest. 1<sup>re</sup>, sur l'art. 9 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667, variant sa résidence suivant les engagements qu'il contracte; que, dans l'espèce présente, Darius était à Toulon dans le mois de pluv. an 8, d'où il écrivit à Brulo pour lui proposer un engagement avec lui; qu'il se rendit à Nîmes où il contracta un engagement le 4 germ., qui a donné lieu aux contestations; que Darius a reconnu lui-même qu'il n'avait pas de résidence fixe, puisque, dans son acte du 20 du même mois, il ne donna point cette résidence; que le domicile par lui élu, dans ce même acte, à Marseille, ne peut être considéré que comme une précaution par lui prise, pour

(2) *P.* Part. 59, C. pr. civ., qui veut qu'en matière personnelle, si le défendeur n'a pas de domicile, il soit assigné devant le tribunal de sa résidence.

s'assurer des significations qui pouvaient lui être faites; que cette élection de domicile pouvait d'autant moins le rendre justiciable du tribunal de Marseille, qu'il n'y était arrivé, suivant la lettre du 21 germ., que le 22 ou le 23; que, s'il avait été cité devant le tribunal de Marseille, il aurait été foudré, dans son système, à proposer l'incompétence; que, s'il n'a pas été cité à cri public, d'après les dispositions de l'ordonn. de 1667, c'est parce qu'il avait fait une élection de domicile ou toutes significations ont pu lui être faites, ce qui n'a pu que lui être utile, puisque, s'il eût été cité à cri public, il aurait pu ignorer les poursuites dirigées contre lui; qu'ainsi, Darius, n'ayant aucun domicile fixe, était, pour l'action résultant de son engagement du 1<sup>er</sup> germ. an 8, justiciable du tribunal dans l'arrondissement duquel cet engagement fut contracté; que les fins de non-procéder par lui opposées étant mal fondées, le tribunal de première instance a bien jugé; — Débout Darius de son appel, avec amende et dépens.

Du 5 pluv. an 9.—Trib. d'appel de Nîmes.

#### GARANTIE. — RENTE SUR L'ÉTAT. — FAIT DU PRINCE.

Celui qui a promis garantie du paiement d'une rente sur l'Etat, et qui a étendu cette garantie même au fait du prince, est responsable du remboursement partiel de la rente en valeur, tels que les bons des deux tiers, qui, de fait, auraient subi une forte dépréciation. (L. 16 niv. an 6, art. 6.)

(Lemeyrat—C. Gaudot.)

Du 5 pluv. an 9.—Trib. d'appel de Paris.

Nota. Ce jugement a été cassé le 25 prair. an 11.

—V. *supra*, 1<sup>re</sup> part., à cette date.

#### 1<sup>o</sup> HÉRITIER. — ACTION HYPOTHÉCAIRE.

#### 2<sup>o</sup> RENTE CONSTITUÉE. — REMBOURSEMENT.

1<sup>o</sup> Les héritiers ne sont soumis à l'action hypothécaire du créancier du défunt, qu'autant qu'ils sont détenteurs des immeubles de la succession. — En cas d'aliénation, ils ne sont plus obligés que pour leur part et portion (1).

2<sup>o</sup> L'aliénation faite, par le débiteur d'une rente constituée, de l'immeuble hypothéqué au paiement, ne donne droit au créancier de prétendre le remboursement du capital que sur la prix de la vente. — Ainsi, lorsque l'immeuble a été vendu et que l'acquéreur a purgé la propriété et payé son prix, sans obstacle de

la part du créancier de la rente (c'est-à-dire sans inscription hypothécaire ou opposition aux lettres de ratification), il n'a droit qu'au service de la rente.

(Bailly—C. Serres.)

Une maison, située à Paris, rue des Blancs-Manteaux, dépendait de la succession du sieur Bailly; elle était affectée par privilège au service d'une rente perpétuelle due au sieur Serres. — Les héritiers Bailly avaient vendu cette maison; l'acquéreur avait pris des lettres de ratification, qui avaient été scellées sans opposition de la part du sieur Serres, et il avait payé son prix. — Dans cette position, le sieur Serres avait formé, contre les héritiers Bailly, au tribunal de première instance du département de la Seine, une demande tendante à le faire condamner, chacun pour les parts et portions dont ils étaient héritiers, et solidairement pour le tout, comme biens tenans, au remboursement du capital de sa rente. — La demande en remboursement était fondée sur ce que l'immeuble, gage de la créance, avait été vendu, et qu'il n'y avait plus de sûreté pour le créancier. Celle qui avait pour objet la condamnation solidaire reposait sur ce que les héritiers avaient recueilli dans la succession un immeuble dont ils avaient eu la propriété indivise.

Les héritiers Bailly offrirent de poser titre nouvel, et soutinrent au surplus qu'ils ne pouvaient être passibles ni de la demande en remboursement, ni de celle à fin de condamnation solidaire.

Un jugement contradictoire du tribunal de première instance a condamné les héritiers Bailly solidairement, à rembourser, pour deux raisons: la première, qu'ils avaient recueilli dans la succession Bailly un immeuble qu'ils avaient possédé en commun; la seconde, que c'était par leur faute que le créancier Serres avait perdu son gage.

Appel par les héritiers Bailly sur la question de savoir s'ils pouvaient être condamnés au remboursement. Ils disaient au sieur Serres qu'il n'aurait pu prétendre à être remboursé que sur le prix de l'immeuble qui faisait son gage, et que, pour cela, il aurait fallu qu'il formât opposition au sceau des lettres de ratification obtenues par l'acquéreur; que, puisqu'il avait laissé vendre l'immeuble et purger son hypothèque, il ne pouvait pas exiger son remboursement et se faire un moyen de la perte de son gage, à laquelle il s'était volontairement exposé. — Quant à la question de solidarité, ils argumentaient des dispositions des art. 332 et 333 de la coutume

(1) La question de savoir si le déguerpissement, le délaissement, ou l'aliénation sans fraude de l'immeuble hypothéqué, faisait cesser l'action *in solidum* du créancier contre les héritiers qui avaient été détenteurs de l'immeuble, était autrefois fort controversée. — Ainsi, Loysseau, *Traité du déguerpissement*, liv. 4, ch. 4, n° 17; Desmarest, 167<sup>e</sup> décision; Auzanet, sur l'art. 333 de la coutume de Paris, soutenaient que l'action personnelle et l'action hypothécaire ayant une fois concouru contre l'héritier, il se formait de ce concours une action personnelle hypothécaire pour le paiement du total de la créance, qui participait de la nature de l'une et de l'autre: de l'hypothécaire, à l'effet de la solidarité de la condamnation, et de la personnelle, à l'effet de continuer à subsister même après que l'héritier aurait cessé de posséder. — Mais cette opinion a été combattue par tous les autres auteurs qui ont écrit sur cette matière. F. notamment Lebrun, *des Successions*, liv. 4, ch. 1<sup>re</sup>, sect. 1<sup>re</sup>, n° 8; Brodeau sur Loeu, lettre H, n° 19; Pothier, *des Successions*, ch. 5, art. 4; et *In-*

*trod. au tit. 20, cout. d'Orléans*, Ferrière, sur l'art. 333 de la cout. de Paris, où il rapporte plusieurs arrêts qui l'ont ainsi décidé. — « J'estime, dit ce dernier auteur, que l'opinion de Loysseau n'est pas soutenable; qu'elle est contre l'esprit de notre coutume, et que c'est une erreur, par la raison que ce n'est pas la qualité d'héritier qui oblige l'héritier à tenir au paiement de toute la dette hypothécaire, mais la détention de l'héritage hypothéqué, et partant, dès que la détention cesse, l'héritier n'est plus tenu que pour sa part et portion, suivant l'article précédent. — La question recevrait la même solution sous l'empire du Code civil, dont les principes sur cette matière se trouvent parfaitement résumés dans l'ouvrage de M. Toullier, t. 4, n° 630 et suiv. — F. aussi dans le même sens, Chabot de l'Allier, *Commentaire* sur l'art. 873, n° 13; Grenier, *Hypoth.*, t. 1<sup>er</sup>, n° 172, 173; Troplong, *Hypoth.*, t. 3, n° 798; Duranton, t. 7, n° 445; Vaxille, *Successions*, sur l'art. 873, n° 3 et 6.

de Paris, qui veulent, le premier, que l'héritier ne soit tenu de dettes, que *pro modo emolumentis*; le second, que les héritiers ne puissent être tenus solidairement de l'acquiescement des dettes, qu'autant qu'ils sont détenteurs d'héritages. — Or, disaient les appelants, nous ne sommes pas détenteurs d'immeubles; le seul que nous avions recueilli de la succession est sorti de nos mains; donc nous ne sommes que dans le cas prévu par l'art. 332, et l'art. 333 ne peut nous être appliqué. Si ce dernier article autorise la condamnation solidaire contre les héritiers détenteurs d'immeubles, c'est uniquement à cause des droits hypothécaires attachés à la créance, droits qui s'exercent sur l'universalité des immeubles, et qui ne sont pas susceptibles de division; mais quand l'immeuble est sorti des mains de l'héritier, l'action hypothécaire n'existe plus: il reste seulement l'obligation imposée à l'héritier par l'art. 332. Vainement on dirait que l'héritier ne peut pas être assimilé au tiers détenteur ordinaire, qui peut se débarrasser de l'action hypothécaire en déguerpissant; que l'héritier est *loco defuncti*, qu'il est tenu tout à la fois et comme héritier et comme détenteur. Cette objection est facile à résoudre: l'action contre l'héritier est déterminée par l'art. 332; il est tenu, *pro modo emolumentis*; mais s'il est détenteur d'un immeuble, il devient par cela seul l'objet d'une action hypothécaire; cette action n'a pas pour cause sa qualité d'héritier, mais bien la détention de l'immeuble; par conséquent, l'action cesse avec la détention qui l'a produite, *deficiente causâ cessat effectus*.

Au nom du sieur Serres, on répondait, pour justifier la nécessité du remboursement ordonné par le tribunal de première instance, que le créancier avait consenti à l'aliénation de son capital, parce qu'on lui avait donné un gage du service exact de sa rente; mais que, le gage n'existant plus, par le fait seul des débiteurs, le créancier était fondé à demander son remboursement; qu'on ne pouvait argumenter contre lui du défaut d'opposition au sceau des lettres de ratification obtenues par l'acquéreur; qu'il fallait distinguer entre le droit d'être payé sur le prix représentatif de l'immeuble hypothéqué à la rente, et le fait qui donnait lieu au remboursement; qu'il ne résultait pas nécessairement de ce que le sieur Serres avait négligé de suivre l'immeuble dans les mains du nouvel acquéreur, pour se faire rembourser sur le prix, qu'il fût déchu du droit d'exiger d'ailleurs le remboursement de ses débiteurs, qui, en lui enlevant son gage, et en truquant le prix, avaient rompu le contrat, et donnaient au créancier l'action en remboursement du capital.

Le sieur Serres s'est attaché surtout à la justification du chef du jugement attaqué, prononçant la condamnation solidaire. — L'art. 333 de la coutume de Paris dispose, suivant lui, respectivement des créanciers, tandis que l'art. 332 dispose respectivement des héritiers entre eux. D'après l'art. 333 il est évident qu'il suffit que l'héritier ait été détenteur au moment de l'ouverture de la succession; c'est à ce moment que se règlent les droits et les charges de l'héritier; cet article ne dit pas que l'héritier détenteur sera tenu pour sa part et portion, et hypothécairement pour le tout; mais qu'il sera tenu pour le tout. La loi n'assimile

pas l'héritier détenteur au tiers détenteur; celui-ci peut, aux termes des art. 99, 100 et 101, se soustraire à l'action hypothécaire en déguerpissant; l'autre, au contraire, n'a point la faculté de déguerpier, aucun article de la coutume ne la lui accorde; et, en effet, une pareille faculté serait contraire à tous les principes; le tiers détenteur n'est tenu qu'à cause de l'immeuble, et l'héritier est tenu d'abord en sa qualité d'héritier, sans laquelle il n'aurait pas possédé d'immeuble il est, *loco defuncti*, tenu de toutes les obligations de celui dont il hérite; et cette qualité, il ne peut plus la perdre, *semel haeres, semper haeres*; par son addition pure et simple, il a contracté avec les créanciers; quoi qu'il fasse ensuite, qu'il vende, qu'il partage, sa dette ne continue pas moins de subsister, ainsi que les actions qui y sont naturellement liées. Si l'héritier vend l'immeuble, il reçoit le prix, et ce prix est, dans sa main, la représentation de la portion immobilière de l'hérité dont il avait été investi, tandis qu'au contraire, le tiers détenteur qui déguerpit n'a plus rien. L'héritier qui est *loco defuncti*, *succedit in jus et in causam defuncti*, il peut répudier ou accepter, soit simplement, soit par bénéfice d'inventaire; mais quand une fois il a accepté, quand il a été investi de l'hérédité, si elle est immobilière, il est tenu pour le tout; ainsi le veut l'art. 333.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'aliénation de l'immeuble ne donnait au sieur Serres le droit de demander son remboursement que sur le prix de la vente, et que Serres n'avait point formé opposition au sceau des lettres de ratification obtenues par l'acquéreur;

Attendu que l'action hypothécaire n'existe contre les héritiers qu'autant qu'ils sont détenteurs; — Infirme le jugement de première instance, et faisant droit au principal, donne acte aux héritiers liaillé de leur offre de passer titre nouvel; les condamne, seulement pour les parts et portions dont ils sont héritiers, au service de la rente.

Deux pluv. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

## INSTITUTION CONTRACTUELLE. — PRIORITÉ. — TRADITION. — Fruits. — RESTITUTION.

De deux institutions contractuelles faites successivement par un père au profit de deux de ses enfants, la première, portant clause expresse de rétention d'usufruit, doit être préférée, malgré la mise en possession du second institué, soit qu'on la considère comme donation entre vifs, en ce que la rétention d'usufruit opère une véritable tradition au profit du premier institué, soit qu'on la considère comme donation à cause de mort, en ce qu'elle aurait également saisi le premier institué en vertu de la maxime le mort saisit le vif (1).

Celui qui a joui de bonne foi en vertu d'une institution contractuelle à laquelle a dû être préférée une institution antérieure au profit d'une autre, n'est tenu de la restitution des fruits qu'à compter de la demande et non à compter du décès de l'instituant.

(Epoux Latour — C. Epoux Jamot.)

En 1767, Elie Longueaud et son épouse inarient

(1) V. sur ce point, Grenier, des Donations, diss. hist., nos 8 et 9. — Aujourd'hui, cela ne ferait plus difficulté, la tradition n'étant pas plus nécessaire pour les institutions contractuelles, quelque antérieure prédominant qu'on leur accorde, que pour les dona-

tions entre vifs proprement dites. Le caractère d'irrevocabilité de l'institution contractuelle suffit pour qu'il n'y puisse être porte atteinte par une institution ultérieure.

leur fils Jean, et par le contrat de mariage l'instituent héritier de tous leurs biens présents et à venir, sous la réserve de l'usufruit de ces mêmes biens pendant leur vie. — Jean Longnaud mourut bientôt après, laissant une fille en bas âge, nommée Marie.

En 1776, Elie Longnaud père, devenu veuf, marie une de ses filles, Marguerite Longnaud, à Antoine Latour, et l'institue par son contrat de mariage son héritière, tant dans tous ses biens meubles et immeubles, que dans ceux de sa femme, à la charge toutefois de payer à Marie Longnaud sa petite fille, une somme de 510 liv.

En juillet de la même année, décès d'Elie Longnaud. — Sa fille Marguerite Longnaud, femme Latour, se met en possession de tous les biens de ses père et mère. Ulérieurement et en 1793, elle passe avec sa nièce Marie Longnaud, devenue femme Jamot, un traité par lequel, moyennant une somme de 750 liv. qu'elle lui paye pour lui tenir lieu de tous droits dans la succession de ses aïeul et aïeule, elle se fait reconnaître comme seule héritière de ces derniers.

Mais plus tard, les époux Jamot ayant eu connaissance de l'institution contractuelle de 1767, faite au profit de leur père Jean Longnaud, ont formé contre leur tante Marguerite, une demande en annulation du traité de 1793 et en restitution des successions d'Elie Longnaud et de sa femme, comme aussi en restitution des fruits perçus depuis le décès d'Elie Longnaud.

Marguerite et son mari Latour défendent à cette demande en soutenant que la seconde institution de 1776 faite par Elie Longnaud au profit de sa fille Marguerite, doit prévaloir sur la première, attendu qu'ils ont été mis en possession au décès de l'instituant. Selon eux, les institutions contractuelles sont de véritables donations entre vifs, puisqu'elles sont irrévocables. Or pour qu'une donation entre vifs ait son effet, il faut qu'elle soit suivie de tradition effective de la même manière que la vente; or, cette tradition, Jean Longnaud ne l'a jamais obtenue; son institution de 1767 doit donc être considérée comme non avenue... A l'appui de ce système les époux Latour invoquent la loi Quoties, 15 Cod. de Rei vind.; l'autorité de Ricard, des Donations, t. 1<sup>re</sup>, part. 1<sup>re</sup>, n° 1074, et celle de Lebrun, des Successions, liv. 3, ch. 2, n° 6. — En tout cas, et en admettant que l'institution de 1767 doit être préférée à celle de 1776, les époux Latour soutiennent qu'ils ne pourraient être condamnés à la restitution des fruits que du jour de la demande et non du jour du décès de l'instituant, attendu qu'ils avaient joui de bonne foi et dans l'ignorance complète de l'institution de 1767.

A cette défense, les époux Jamot répliquent, qu'en admettant, ce qu'ils contestent, que l'institution contractuelle tint plus de la donation entre vifs que de la donation à cause de mort, et que par suite elle dut, pour obtenir un effet irrévocable, avoir été suivie ou accompagnée de tradition, cette tradition se trouvait dans la clause même de rétention d'usufruit insérée par les époux Longnaud dans leur institution de 1767, en faveur de leur fils Jean; qu'à cet égard il y avait exception à la disposition de la loi Quoties dans la loi 28, Code de Donat., laquelle décide que, quand la vente, la constitution de dot, la donation, sont faites avec rétention d'usufruit, la propriété est acquise de plein droit, parce que la rétention d'usufruit est une véritable tradition légale qui suffit pour transférer la propriété sans le secours de la tradition réelle. — Sur cela ils invoquent l'autorité de Furgole, de Ferrière, de Guy-Pape, de Catellan... Au surplus et d'après l'autorité des

mêmes auteurs, et notamment de Furgole sur l'art. 13 de l'ordonn. de 1731, ils soutiennent que l'institution contractuelle participe plutôt de la donation à cause de mort que de la donation entre vifs, qu'elle ne tient de cette dernière que par son irrévocabilité, mais que, quant à la transmission des biens, elle s'opère en vertu de la maxime *le mort saisit le vif*, c'est-à-dire, sans qu'il soit aucunement besoin d'une tradition fictive ou réelle de la part de l'instituant. — Quant aux fruits indûment perçus, une autre conséquence de ces principes, c'est que la restitution de ces fruits est due sans égard à la bonne ou mauvaise foi de ceux qui les ont recueillis.

15 vent. an 8, jugement du tribunal civil de la Dordogne, qui accueillant ces derniers moyens, condamne les époux Latour à délaisser les biens dont il s'agit, ensemble à la restitution des fruits et au paiement des dégradations, à compter du jour du décès d'Elie Longnaud.

Appel par les époux Latour.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que, quand on pourrait assimiler l'institution contractuelle faite par le contrat de mariage de 1767 à une donation entre vifs, malgré la différence qu'il y a de l'une à l'autre, il n'en serait pas moins vrai que l'institution contractuelle, contenant la réserve d'usufruit, puisqu'elle ne doit avoir d'effet qu'à la mort de l'instituant, il y avait tradition réelle en faveur de l'institué, et par conséquent possession de sa part; — Qu'en effet, il est impossible de se former une idée de la conservation de la propriété sur la tête de celui qui institue une autre personne dans cette propriété, et qui déclare ne se réserver qu'une simple jouissance; — Que de là il résultait nécessairement que la possession du second institué n'a pas pu détruire celle du premier, ni porter la moindre atteinte à cette possession réelle et légale déjà établie sur sa tête, en vertu de l'irrévocabilité de son institution, étant de l'essence de l'institution contractuelle d'être irrévocable, d'interdire à l'instituant la faculté de faire la moindre disposition à titre gratuit; d'où il suit que la seconde institution n'a jamais pu produire le moindre effet; — Qu'il pouvait y avoir d'autant moins de difficulté sur ces différents points, qu'à l'instant même du décès de l'instituant, le premier institué a été saisi, de plein droit, de l'objet de l'institution, en vertu de la règle : *le mort saisit le vif*.

Attendu enfin que Marguerite Longnaud était de bonne foi, ayant eu juste raison de croire que les biens qu'elle possédait lui appartenaient; qu'elle pouvait en user comme d'une chose à elle propre; elle ne pouvait pas plus être assujétie à la restitution des fruits par elle perçus jusqu'au jour de la demande, qu'au paiement des prétendues dégradations, dont on ne rapporte d'ailleurs aucune preuve;

Faisant droit sur l'appel interjeté par Marguerite Longnaud et Antoine Latour, du jugement rendu par le tribunal civil du département de la Dordogne, le 17 vent. de l'an 8, dans le chef seulement qui les condamnait à la restitution de tous les fruits par eux perçus, et au paiement des dégradations; — Emendant, a condamné Marguerite Longnaud et Antoine Longnaud à la restitution des fruits depuis le jour de la demande judiciaire, les a relaxés de la plus ample demande en restitution des fruits, ainsi que du paiement des dégradations prétendues par Marie Longnaud et Jamot. — Et a ordonné que le surplus dudit jugement serait exécuté suivant sa forme et teneur.

Du 14 pluv. an 9. — Trib. d'appel de Bordeaux.

## SUBSTITUTION.—DONATION.

*L'acte par lequel une personne donne une certaine somme à une autre pour satisfaire à la dernière volonté d'un tiers, suivant le billet que ce tiers lui a laissé, établit suffisamment l'existence d'un fidéicommiss ou d'une substitution prohibée, nulle suivant la loi des 25 oct.-11 nov. 1792, art. 2.—En conséquence, le légataire n'est pas fondé à demander la délivrance de la somme léguée, encore bien que le billet qui renfermerait le fidéicommiss ne soit pas représenté.*

(Wouters.—C. Eydelet.)

Suivant acte notarié en date du 2 brum. an 4, Charles Eydelet déclara que, par affection particulière envers sa cousine Suzanne Wouters et pour satisfaire à la dernière volonté de feu sa sœur Claire Eydelet, selon le billet qu'elle lui avait laissé, il donnait entre vifs à ladite Suzanne Wouters une somme de deux mille florins dont il se réservait l'usufruit. — Plus tard, et le 28 germ. an 7, Eydelet et sa femme firent, pardevant notaire, un testament conjointif par lequel ils instituèrent réciproquement le survivant d'entre eux pour héritier; déclarant annuler tous actes contraires à cette disposition, et notamment celui par lequel Charles Eydelet avait disposé d'une somme de deux mille florins en faveur de Suzanne Wouters, attendu, portait le testament, que les motifs énoncés dans la donation n'ont aucun fondement. — Au décès de Charles Eydelet, Suzanne Wouters a demandé la délivrance des deux mille florins, mais sa veuve s'y est opposée, en invoquant le testament conjointif du 28 germ. an 7. Suzanne Wouters a prétendu au contraire que cette somme lui appartenait comme lui ayant été léguée par feu Claire Eydelet, Charles Eydelet, dit-elle, lui en ayant simplement fait la délivrance par l'acte du 2 brum. an 4, et n'ayant pu, par un acte postérieur, porter atteinte au droit irrévocable qu'elle avait acquis.

22 pluv. an 8, jugement du tribunal de première instance du département de la Dyle qui déclare Suzanne Wouters mal fondée en sa demande, par le motif que la donation à elle faite par Charles Eydelet était nulle, faute d'avoir été valablement acceptée par elle. — Appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant, qu'en principe, un acte doit être opprimé et expliqué plutôt par ce qui s'y fait réellement que par les expressions dont on se sert pour atteindre au but qu'on se propose; — Considérant que, Charles Eydelet, en l'acte du 21 oct. 1795 ou 2 brum. an 4, ne fait ou n'entend faire autre chose que d'assurer sur sa succession, et à sa mort, une somme de deux mille florins à l'appelante, en telle sorte que l'action de celle-ci à ladite somme, s'il lui en résultait une quelconque, n'était ouverte et ne pouvait être intentée qu'après le décès de Charles Eydelet, ce qui exclut dans l'espèce toute idée de donation entre vifs qu'on eût prétendu inférer des expressions dudit acte, de manière que le premier juge a été en y voyant une donation de cette nature qu'ensuite il a déclaré nulle faute d'acceptation; — Considérant que la volonté du défunt, exprimée en cet acte, est alors la simple déclaration de la volonté que sa sœur lui a énoncée dans le billet qu'il déclare lui avoir été laissé

par elle à sa mort; — Que, dans la circonstance que ce billet n'est pas reproduit, l'acte qui le rappelle doit être censé lui être entièrement conforme dans sa partie dispositive, en telle sorte qu'il en résulte la preuve suffisante que feu Claire Eydelet a voulu et ordonné que Suzanne Wouters levât, sur la succession de son frère, une somme de deux mille florins, ce qui, dans les termes du droit, constitue un fidéicommiss de cette somme en faveur de l'appelante; — Considérant que, par suite de ce que dessus, l'on ne rencontre pas dans l'espèce des termes habiles à un simple legs; — Attendu l'art. 2 de la loi des 25 oct. et 11 nov. 1792, publiée dans les départements réunis le 29 brum. an 4, portant: « Les substitutions faites avant la publication du présent décret par quelque acte que ce soit, sont et demeureront abolies sans effet; » — Considérant que, dans l'expression de substitution sont compris toute espèce de fidéicommiss; — Qu'en conséquence, l'extinction de l'appelante, pour avoir cette somme, se trouve éteinte lors du décès de Charles Eydelet, par l'effet de cette loi, comme n'étant pas encore ouverte lors de sa publication; — Déclare qu'il n'a été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 18 pluv. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> section.

MANDAT. — ADMINISTRATION. — OBLIGATIONS. *La clause générale d'une procuration pour régir et administrer, ne donne pas le droit d'obliger le mandant, par des billets étrangers à l'administration qu'il confie au mandataire (1).*

(Bouchereau.—C. la V<sup>e</sup> Rivière.)

Le cit. Bouchereau, avant de partir pour Saint-Domingue, laissa à son épouse une procuration « pour, dans son absence, régir, gouverner et administrer leurs biens et affaires, en percevoir et vendre les fruits et revenus, ou les bailler à terme et à loyer; compromettre, convenir d'experts et arbitres, traiter, composer, transiger, relâcher, céder, transporter et autrement accorder et finir pour quelque affaire avec les personnes, pour les pris et aux charges, clauses et conditions que sadite épouse avisera. »

Pendant l'absence du cit. Bouchereau, un cit. Mauville passa pour une certaine somme de billets à son ordre, lesquels furent endossés par sa femme, agissant, était-il dit, en vertu de procuration, aus cit. Dubreuil, Gaubert et compagnie qui les mirent dans la circulation.

Un de ces billets montant à 10,000 fr. n'ayant pas été payé à échéance, le cit. Rivière, qui en était porteur, assigna en paiement les divers signataires du billet, et le cit. Bouchereau revenu en France.

7 fruct. an 2, jugement par défaut qui condamne les défendeurs à payer.

Appel de la part du cit. Bouchereau qui soutient n'avoir donné à sa femme qu'une procuration générale pour administrer et régir ses biens, et non pour l'obliger par des billets étrangers à l'administration qu'il lui avait confiée, et il établissait que les billets endossés par sa femme étaient étrangers à cette administration.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que la clause

(1) Cette solution est conforme à l'opinion de Pothier, *An Mandat*, n. 160, qui, en parlant du procureur *omnium bonorum*, dit que « si, quoiqu'en son nom de procureur, il faisait des emprunts de sommes considérables qui excédassent les bornes de son administration, ou de sommes dont on ne verrait pas

l'emploi, il excéderait, en ce cas, son pouvoir, et n'obligerait ni la personne, ni les biens du mandant. » — Elle est également conforme à l'art. 1388 du Code civil, d'après lequel le mandat conçu en termes généraux n'embrasse que les actes d'administration.



général d'une procuration, donnée dans le but de régir et d'administrer, ne peut donner le pouvoir d'aliéner ni d'obliger le mandant pour des objets étrangers à l'administration qu'il confie; — Que la procuration donnée à la dame Bouche-reau ne lui donnait pas le pouvoir d'obliger son mari, de consentir ou d'endosser des billets étrangers à son administration; que la cession générale énoncée à la fin de la procuration ne pouvant, ne devant se rapporter qu'à ce qui était énoncé dans le corps de la procuration, on ne pouvait pas en inférer un pouvoir qui n'était pas inséré dans la procuration elle-même; — Qu'il n'était nullement prouvé que le produit des billets eût servi à l'acquit du domaine de Carbonneux; que ce n'était pas le cas d'invoquer le privilège du tiers porteur; car toutes les exceptions prises du défaut de pouvoir et de validité des billets, peuvent s'opposer au tiers porteur qui doit s'imputer l'inattention dont il est victime; — Relaxe le cit. Bouche-reau de la demande contre lui formée.

Du 22 pluv. an 9. — Trib. d'appel de Bordeaux. — Conf. conf., le cit. Lecon, subst. — Pl., les cit. Lainé, Boy et Delpit.

#### SAISIE-EXÉCUTION. — DETTES LIQUIDES. — DESCRIPTION DES OBJETS.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1667 (titre 33, art. 2), la saisie-exécution formée pour choses non liquides, dont la condamnation avait été prononcée par jugement, et pour le paiement des frais liquides, était valable, mais quant à ce dernier chef seulement. Sous l'empire de l'art. 6 du même titre, était nul le procès-verbal de la saisie qui ne contenait pas l'inventaire et la description des objets saisis; cependant cette nullité pouvait être couverte par la renonciation formelle du débiteur à s'en prévaloir.

(Debeer—C. Debeer.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que rien n'empêchait la saisie-exécution pour les dépens prononcés par jugement du 12 flor., puisqu'ils étaient liquides et qu'il suffisait qu'un des objets du commandement fût liquidé pour que l'exécution ne pût être arrêtée que par le paiement ou des offres réelles, jusqu'à concurrence de ce qui était certain et liquide, attendu que la plus pétition n'a pas lieu dans nos mœurs;

Considérant que l'exploit d'exécution est vicieux dans la forme, en ce que l'huissier a déclaré saisir tous les meubles de Catherine Debeer, sans en faire l'inventaire par le menu et en détail comme l'exige l'art. 6 du tit. 33 de l'ordonn. de 1667; que l'observation de cet article est d'autant plus nécessaire que le défaut d'inventaire peut compromettre l'intérêt des créanciers et du débiteur, en abandonnant à la garde des personnes, commises à cet effet, des meubles et effets dont elles pourraient disposer, sans être tenues à aucune responsabilité, puisqu'aucune pièce ne justifierait qu'elles en ont été chargées; que, d'un autre côté, l'absence de cette forme pourrait entraîner des vexations, en ce que l'huissier exploitateur serait dans le cas de mettre dans la saisie beaucoup plus de meubles qu'il n'en faudrait pour remplir l'objet du commandement; — Considérant que, dans l'espèce particulière, Catherine Debeer a non-seulement approuvé l'exploit de saisie-exécution fait à son domicile, mais qu'elle a dispensé l'huissier de toute autre forme, en ne se réservant d'autres droits que ceux qui résultaient de son

acte prétendu d'appel; qu'elle n'a point réclaté contre son écrit du 21 fruct., qui, dès lors, doit être considéré comme l'effet de sa libre volonté, et même comme un ouvrage fait à sa propre demande, pour éviter l'éclat de plus grandes formalités; — Dit qu'il a été mal jugé; — Déclare Catherine Debeer non recevable et mal fondée dans sa demande en opposition et en nullité de la saisie-exécution dont s'agit, etc.

Du 23 pluv. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> section.

#### SUBSTITUTION. — INTERPRÉTATION. — DISPOSITIONS TESTAMENTAIRES.

Dans une clause de substitution ainsi conçue: « Je laisse mon frère N... et ma belle-sœur, à mes héritiers universels, et veux qu'ils appliquent le revenu de mon héritage au profit de mes neveux respectifs, à la mort respectifs à pour effet de restreindre l'application du mot neveux aux enfants du frère et de la belle-sœur institués par le testateur, à l'exclusion de ceux sans d'une autre sœur non comprise dans l'institution d'héritier.

(Oultremont—C. Berlaumont.)

Du 27 pluv. an 9. — Trib. d'appel de Liège.

#### MANDAT. — ÉTENDUE.

Du 29 pluv. an 9 (aff. Bouche-reau). — V. ce jugement à la date du 22 du même mois.

#### COMPROMIS. — APPEL.

Lorsque, dans un compromis, l'un des parties s'est réservé l'appel, cette réserve profite à la partie qui n'a pas fait la réserve (1).

(Marrhand—C. Bouan.)

Par un compromis en date du 25 pluv. an 8, les héritiers Marchand avaient soumis à des arbitres les contestations qui les divisaient. — Les parties ne s'étaient pas réservé la voie de l'appel.

Un des héritiers Marchand, le cit. Lamothe, étant venu à décéder avant que les arbitres ne rendissent leur décision, et son héritier ayant été répudié par ses héritiers, le cit. Bouan fut nommé curateur à sa succession vacante.

Ce dernier se fit autoriser, par jugement du 4 therm. an 8, à adhérer au compromis du 25 pluv. précédent, sous la réserve d'appeler du jugement arbitral. Et cette adhésion eut en effet lieu avec cette réserve, en présence et sous l'acceptation des héritiers Marchand.

6 vend. an 9, jugement arbitral.

Un des héritiers Marchand en a interjeté appel, en se fondant sur ce que, bien que dans le compromis il n'eût pas été fait de réserve d'appeler, cependant les réserves ultérieurement faites par le cit. Bouan, et acceptées par les autres héritiers, devaient profiter à tous.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que, par cela seul qu'une des parties s'était réservé l'appel, le droit devenait commun aux autres parties; — Que le jugement ne pouvait pas être définitif et sans appel pour quelque-une d'elles, et en même temps soumis à l'appel pour d'autres; — Que, d'ailleurs, toutes les parties ayant accepté le compromis fait en vertu du jugement du tribunal de première instance, tel qu'il avait été prescrit par ce jugement, c'est-à-dire sous la réserve de l'appel, étaient présumées avoir ce droit, aussi dans leur intérêt respectif.

Du 1<sup>er</sup> vent. an 9. — Trib. d'appel de Bordeaux.

(1) Cette décision serait sans application aujourd'hui, à la différence de ce qui avait lieu sous la

loi du 24 août 1790, l'appel des jugements arbitraux est de droit (Coda de procédure, 1010).

**VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE.**

*Sous la loi du 11 brum. an 7 (art. 3), le créancier par acte sous seing privé ne peut, avant l'échéance de la dette, assigner son débiteur à fin de reconnaissance d'écriture en justice, dans le but de se procurer une hypothèque pour sûreté de sa créance (1).*

(Follippe—C. Coustou.)

Du 2 vent. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., les cit. Ducloux et Brunet.

**ARRÊTÉ DU GOUVERNEMENT. — LOI CONSTITUTIONNELLE.**

Du 5 vent. an 9 (Lévêque).—Trib. d'appel de Rennes.—V. le texte du jugement, 1<sup>re</sup> part., à la date du 1<sup>er</sup> flor. an 10, où se trouve le jugement rendu sur le pourvoi en cassation formé dans cette affaire.

**ACCEPTATION DE SUCCESSION. — ACTION.**

*Le successible qui poursuit en justice le paiement d'une somme due au défunt, fait acte d'héritier (2).*

(Maucuit—C. Marchais).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Statuant sur les appels interjetés par Michel és-noms des jugemens rendus au tribunal civil du département de la Seine, les 18 niv., 14 flor., 8 fruct. an 7.—Attendu que les filles Marchais n'ont pas fait faire, après le décès de leur mère, de procès-verbal de carence, et qu'elles sont restées en possession des effets qui lui avaient appartenu sous en faire faire inventaire.—Attendu encore que les filles Marchais et Louis-Hubert Marchais, leur frère, ont formé des demandes relatives aux arrérages du douaire et au préciput, demandes qu'ils ne pouvaient former qu'en qualité d'héritiers de leur mère, qui était elle-même garante de la vente des biens dont il s'agit; — Attendu, enfin, que les enfans Marchais n'ont pu renoncer ensuite valablement à la succession de leur mère; — En ce qui touche les appels dudit Michel; — Dit qu'il a été mal jugé par les trois jugemens susdits à l'égard desdits enfans Marchais, bien appelé; — Emendant, — Décharge ledit Michel és-noms des condamnations contre lui prononcées; — Au principal, — Déboute les enfans Marchais de leurs demandes; — En conséquence, — Fait mainlevée pure et simple audit Michel és-noms de toutes saisies, oppositions mobilières et immobilières formées à leurs requêtes, — Ordonne que tous débiteurs du mineur Maucuit poieront et videront leurs mains entre celles dudit Michel és-noms, et que toute radiation d'opposition immobilière sera faite par tous conservateurs, greffiers, dépositaires, quoi faisant déchargés, etc.

(1) L'art. 3 de la loi du 11 brum. an 7 sur le régime hypothécaire était ainsi conçu : « L'hypothèque existe, à la charge de l'inscription, pour une créance qui résulte d'un acte privé dont la signature aura été reconnue ou déclarée telle par un jugement. » Cette disposition, comme on le voit, laissait en doute si le jugement de reconnaissance d'écriture pouvait être poursuivi avant ou seulement après l'échéance de la dette : c'est cette dernière opinion que le tribunal de Paris adopte ici; mais la jurisprudence se prononce plus tard en sens contraire (V. Cass. 3 fév. 1806, 15 janv. et 17 mars 1807, 6 avr. 1809). Cette jurisprudence qui d'était pas sans inconvénients quant à l'existence de l'hypothèque, appela l'attention du gouvernement, et une loi du 3 sept. 1807 (encore aujourd'hui en vigueur) disposa

De 6 vent. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Treilhard.—Concl., le cit. Mourro, commiss. — Pl., les cit. Bellari et Robert.

**BAIL A FERME.—ENGRAIS.—COMPENSATION.**

*Le fermier ne peut prétendre compenser avec les fermages échus le prix des engrais, semences ou améliorations par lui faites; l'estimation de ces améliorations ne pouvant légitimement s'opérer qu'à l'expiration du bail.*

(Van Elbrouck—C. Claro).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Considérant que le droit aux indemnités que Van Elbrouck pourra prétendre pour améliorations, engrais et semences, ne doit s'ouvrir qu'à l'expiration de son bail, et qu'ainsi un droit éventuel ne peut ni être compensé, ni procurer la voie de rétention, relativement à une créance liquide et échue; — Déclare Van Elbrouck non recevable et mal fondé; — Confirme, etc.

Du 8 vent. an 9.—Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> section.

**PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE. — DISCOURS PUBLIC.—CONTREFAÇON.**

*Les auteurs qui lisent leurs ouvrages en public ne renouent pas, par cela seul, au droit de propriété. En conséquence, on ne peut, sans la permission de l'auteur, imprimer et publier des ouvrages ainsi lus (3).*

(Chénier—C. Gratiot.)

A la cérémonie funèbre célébrée au Champ-de-Mars, le 30 pluv. an 7, en l'honneur des ministres plénipotentiaires assassinés à Rastadt, le cit. Marie-Joseph Chénier, membre de l'Institut, prononça un discours sur l'événement du 9 flor. précédent.

Comme il entra dans les vues du gouvernement que ce discours fût entendu de tous ceux qui assistaient à la cérémonie, six orateurs furent chargés de le réciter dans différentes parties du Champ-de-Mars, et à cet effet on distribua un certain nombre de copies.

Ce discours eut pour lui les suffrages. Le lendemain les journaux en firent le plus pompeux élogé; ils en citèrent plusieurs passages, et celui qui rédigeait le cit. Gratiot, le rapporta même dans son entier. Il ne parut pas que le citoyen Chénier se soit plaint de cette insertion; mais ayant appris, peu de temps après, que le citoyen Gratiot avait imprimé ce discours en petit format, et au nombre de 12,000 exemplaires, il dirigea contre lui des poursuites en contrefaçon.

13 pluv. an 8, jugement du tribunal de la Seine qui renvoie le cit. Gratiot de la demande. — Ce jugement qui reproduit le système que le cit.

en ces termes : « Lorsqu'il a été rendu un jugement sur une demande ou reconnaissance d'obligation sous seing privé, forme avant l'échéance ou l'exigibilité de ladite obligation, il ne peut être pris aucune inscription hypothécaire en vertu de ce jugement, qu'à défaut de paiement de l'obligation après son échéance ou son exigibilité, à moins qu'il n'y ait eu stipulation contraire. »

(2) Il en serait de même sous le Code civil (art. 778).—V. au surplus dans le sens de la décision ci-dessus, Decisari, v<sup>o</sup> Acte d'héritier, n<sup>o</sup> 2, et M. Du rautou, t. 6, n<sup>o</sup> 386.

(3) V. dans le même sens, arrêts de Paris, des 27 août 1825 et 30 juin 1836, relatifs aux leçons publiques des professeurs.

Gratiot avait développé pour sa défense est ainsi conçu : — « Attendu que ce discours n'a eu pour objet que de répandre, avec la plus grande publicité possible, les faits relatifs à l'assassinat des péripotentialaires ; que le cit. Chénier a composé ce discours, non comme un simple auteur, pour s'en ménager à lui seul le débit, mais en nom du gouvernement, à la tribune et dans un local réellement public, qu'au même instant six orateurs, à qui il avait livré des copies de son manuscrit, le prononcèrent dans le Champ-de-Mars, pour en multiplier la connaissance ; d'où il suit qu'il n'est pas possible de supposer au cit. Gratiot, dans la réimpression qu'il convient avoir faite de ce discours, déjà imprimé dans son journal, ainsi qu'il l'a été dans tous les autres journaux possibles, l'intention de dépouiller le cit. Chénier d'une propriété qu'il se serait réservée, étant au contraire conforme à la nature des choses, à l'objet de ce discours, et aux circonstances qui y donnent lieu, que c'est uniquement pour la gloire de servir utilement sa patrie, et pour former l'esprit public, qu'il avait composé et répandu ce discours avec une telle profusion, qu'il n'est pas de bon citoyen qui ne pût et ne dût en procurer la copie, d'où il résulte que ce n'est pas ici le cas d'appliquer l'art. 4 de la loi du 19 juill. 1793. »

Appel de la part du cit. Chénier, qui a soutenu qu'il était incontestablement propriétaire du discours dont il était l'auteur, puisqu'il n'en avait fait aucune cession ni au cit. Gratiot ni à aucun autre. — En vain objecte-t-on, disait-il, que ce discours a été prononcé à la tribune, en nom du gouvernement, avec une grande publicité, que six orateurs le répétaient en différents endroits du Champ-de-Mars, et qu'ainsi chacun a pu l'entendre, le retenir de mémoire, ou à l'aide de la sténographie. En vain le cit. Gratiot prétend-il qu'en l'imprimant il n'a fait que seconder les intentions du cit. Chénier, et qu'il n'a agi, comme lui, que pour la gloire de servir sa patrie, afin qu'il n'y eût pas de bon citoyen qui ne pût s'en procurer copie.

D'abord c'est une erreur de prétendre que cette oraison funèbre ait été prononcée au nom du gouvernement. Le cit. Chénier a paru à cette fête comme simple cit. ; mais dans ce cas-là même, le cit. Gratiot n'en serait pas plus avancé, car il s'ensuivrait seulement que le gouvernement serait devenu propriétaire de cet ouvrage, par un arrangement quelconque avec l'auteur, et qu'il faudrait toujours que le cit. Gratiot justifiât d'une concession. Or, comme il est constant, dans la cause, que le gouvernement a payé au cit. Gratiot les exemplaires qu'il a fournis, conçoit-on qu'un propriétaire ait consenti à vous payer ce qu'il avait, au contraire, le droit de vous vendre.

Ensuite, on ne peut raisonnablement soutenir que la prononciation publique au Champ-de-Mars soit une renonciation implicite au droit de propriété. S'il en était ainsi, jamais cette propriété n'existerait : les discours prononcés à la tribune publique, à la chaire sacrée, au barreau même, deviendraient la proie du premier copiste ; et si Fontenelle, Massillon, Bossuet, Fléchier, Bourdaloue, si d'Aguesseau et Cochon revenaient au milieu de nous, ils devraient consentir, sans murmurer, que la sténographie s'enrichît audacieusement des fruits de leurs génies et de leurs veilles.

Si, comme l'ont pensé les premiers Juges, la gloire de servir utilement la patrie, et le désir de former l'esprit public pouvaient être regardés comme une abnégation absolue de la part des auteurs, de toute autre bonnété et juste récompense, les spéculateurs de la librairie ne manqueraient pas de trouver dans toutes les productions possibles, l'un ou l'autre de ces deux généreux véhicules, et de s'en servir comme de titres pour dépouiller tous les gens de lettres, dont les ouvrages pourraient s'imprimer et se vendre avec avantage.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que la lecture faite en public, d'un ouvrage ne prive point l'auteur du droit de le faire imprimer et de le vendre, et qu'on ne peut, en ce cas, imprimer cet ouvrage sans son consentement ; — Dit qu'il avait été mal jugé par le jugement du 13 pluv. an 8 ; — Et néanmoins, attendu que le fait de l'impression du discours du cit. Chénier, par le cit. Gratiot, n'était constaté que par la déclaration dudit Gratiot, laquelle ne peut être divisée ; — Attendu qu'il résulte de cette déclaration, qu'il n'a imprimé ladite oraison que par l'ordre du ministre de la guerre ; d'où il suit que les parties n'ont pas dû être condamnées, en aucune manière, l'une envers l'autre ; — Les a mis hors de cause, dépens compensés.

Du 12 vent. an 9. — Tribunal d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> section. — Pl., les cit. Legrand et Delahaye.

## AVOUÉ.—FRAIS.—REGISTRE.—FIN DE NON-RECEVOIR.

L'avoué dont le registre ou livre de recettes est incomplet et ne mentionne pas toutes les sommes qu'il a reçues, ne doit pas nécessairement être déclaré non recevable dans une demande en paiement du frais, si d'ailleurs sa bonne foi est reconnue. (Tarif, art. 151, § 2.) (1)

(N....)

Du 13 vent. an 9. — Trib. d'appel de Grenoble. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., le cit. Barral.

## COMMUNE.—DETTE.—COMPENSATION.

Les conditions déterminées par la loi du 11 frim. an 7, pour le paiement des dettes communales (2), n'ont pu faire obstacle à l'effet de la compensation qui s'est opérée de plein droit dans la personne de ceux qui étaient en même temps débiteurs et créanciers des communes. (L. 11 frim. an 7, tit. 2.)

(Le maire de Mons—C. Watier.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que les créances de l'intimé étant liquidées, puisqu'elles sont fixées par des ordonnances de paiement expédiées par les magistrats de la ville Mons, la compensation de ce qu'il devait à la même ville s'est opérée de plein droit ; — Considérant que la loi du 11 frim. an 7 n'a, par aucune de ses dispositions, porté atteinte au principe, d'après lequel une dette liquide se compense par une autre dette liquide ; — Dit mal jugé, etc.

Du 14 vent. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> section.

portait dans son tit. 3, art. 31 et 34, que les dépenses des communes (il s'agissait ici des annuités du bail pour la vidange des immondices de la ville de Mons), ne seraient acquittées qu'au fur et à mesure du recouvrement de leurs revenus et dans des proportions déterminées par l'administration municipale.

(1) *F. sur ce point, Chauveau, Comment. du tarif*, t. 1<sup>er</sup>, p. 27, n° 21 et 22. — *F. aussi anal. en sens contraire, Cass. 23 vent. an 10.*

(2) Cette loi, qui avait nouvellement réglé le mode administratif des recettes et dépenses des communes,

**ENQUÊTE.—COMMISSION ROGATOIRE.**

*Sous l'empire de la loi du 7 fruct. an 3, les juges ne pouvaient, même du consentement des parties, déléguer pour procéder à une enquête, un membre d'un autre tribunal (1).*

(Bolsel — C. Salency.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant qu'aucune loi ne donne aux tribunaux le droit de déléguer tout ou partie de l'autorité qui leur est confiée, et que celle du 7 fructil. an 3, ordonnant que l'affaire soit jugée immédiatement après l'audition des témoins, décide tacitement qu'ils ne peuvent être entendus que devant les juges qui ont ordonné l'enquête; que la loi du 3 brum. an 9, dont celle ci-dessus est le développement, n'a été rapportée qu'en ce qui touche la procédure à suivre par les avoués, mais que les autres dispositions subsistent toujours; qu'à la vérité, dans l'espèce, les parties, de concert, demandant que l'enquête soit faite sur les lieux, et que le vœu du tribunal serait de pouvoir adopter une mesure qui diminuerait les frais; mais que le consentement des parties ne peut ni justifier une délégation de pouvoirs que la loi n'autorise pas, ni donner aux juges qui seraient commis un droit que la loi seule peut conférer; — Sans avoir égard aux demandes respectives des parties, tendant à ce que leurs enquêtes soient faites devant un tribunal délégué, — Ordonne que les deux enquêtes seront faites à l'audience.

Du 15 vent. an 9. Trib. d'appel de Bourges.  
— Prés., le cit. Sallé.

**TESTAMENT. — NULLITÉ. — LÉGITIME. — FIN DE NON-RECEVOIR.**

*La demande formée par un successeur en paiement d'un supplément de légitime, n'éleve pas une fin de non-recevoir contre une demande ultérieurement formée par ce successeur, en nullité du testament qui l'a réduit à la légitime (2).*

(Jouve — C. Bellon.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que, suivant la loi *Post legatum acceptum*, ff. de his que ut indigni, la demande en paiement d'un legs ou d'un supplément de légitime, ni le réception de l'un ou de l'autre, n'opposent une fin de non-recevoir contre l'action en nullité de la disposition; qu'il faut une renonciation expresse à cet égard, qui ne se rencontre point dans la cause; — Rejette la fin de non-recevoir.

Du 15 vent. an 9. — Trib. d'appel de Grenoble. — Prés., le cit. Ballard. — Pl., les cit. Bernard et Hugues.

**LÉGITIMITÉ. — ACTE DE NAISSANCE. — PRAVE.**

*Encore qu'un enfant ait été inscrit aux registres de l'état civil, et élevé sous des noms étrangers, il doit être réputé fils légitime des époux qui l'ont reconnu, surtout si c'est par l'un d'eux qu'il a été élevé. Une telle reconnaissance est au moins un commencement de preuve écrite, suffisant pour autoriser*

*l'enfant à établir sa légitimité par la voie de la preuve testimoniale (3).*

(Ducloson — C. Colson.)

Le 17 juillet 1781, un enfant du sexe féminin, né à Boulogne, fut inscrit sur les registres de l'état civil, sous les prénoms de Marie-Adélaïde, ayant pour père et mère les époux Ducloson.

Cet enfant eut pour parrain le citoyen Ruard, beau-frère d'une dame Colson, demeurant alors à Boulogne, et pour marraine, la femme de chambre de cette dame; et il fut, dès cette époque, nourri et élevé par la dame Colson.

La dame Colson s'était, en 1783, séparée de son mari; en 1786, les époux se rapprochèrent, et Marie-Adélaïde Ducloson suivit la dame Colson dans la maison de son mari.

Depuis, et après avoir divorcé avec son mari, la dame Colson a adopté Marie-Adélaïde Ducloson.

Peu après, en l'an 8, elle est décédée après avoir reconnu que Marie-Adélaïde Ducloson était sa fille véritable, issue de son mariage avec le cit. Colson.

Une assemblée de famille, ayant alors nommé pour tuteur à Marie-Adélaïde Ducloson le citoyen Colson, que la reconnaissance de sa femme lui donnait pour père, celui-ci, confirmant cette reconnaissance a, en sa qualité de tuteur, formé contre les héritiers collatéraux de sa femme, une demande tendant à ce que l'acte de naissance de Marie-Adélaïde Ducloson fût réformé, pour qu'elle fût déclarée fille légitime de lui et de son épouse, décédée; à ce que l'acte d'adoption fût déclaré nul, ainsi que tous actes tendant à compromettre ou à déguiser son état, et subsidiairement il a demandé à être admis à la preuve de plusieurs faits relatifs à la grossesse et à l'accouchement de la dame Colson, à la naissance et à l'éducation de sa fille.

8 thermidor an 8, jugement qui, avant faire droit, admit le citoyen Colson à faire preuve des faits de grossesse, accouchement, etc. — Le 24 du même mois, les témoins sont produits et entendus, et, le même jour, un jugement déclare Marie-Adélaïde Ducloson, fille légitime du citoyen Colson.

Appel de la part des héritiers de la dame Colson.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL ;** — Adoptant les motifs des premiers juges. — Confirme.

Du 21 vent. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — Concl. conf., le cit. Mourre, commis. — Pl., les cit. Carbonnier et Hua.

**PRISE MARITIME. — PART. — DÉSERTION.**

*Le capitaine d'un corsaire, qui n'a pas dénoncé, dans les trois jours, conformément à l'ordonn. de 1681 (tit. 18, art. 18), les déserteurs de son équipage, n'est pas fondé à se prévaloir de leur désertion pour leur refuser les parts à eux revenant dans les prises auxquelles ils auraient antérieurement concouru (4).*

(1) *F.* en sens contraire, Paris, 9 niv. an 10. — Aujourd'hui, il ne peut plus y avoir aucune difficulté sur ce point. L'art 253, Code de procéd., dispose que si les témoins sont trop éloignés, il pourra être ordonné que l'enquête sera faite devant un juge commis par un tribunal désigné à cet effet.

(2) Sur le point de savoir quand l'exécution volontaire d'un testament emporte renonciation à opposer les nullités qui peuvent affecter l'acte, *F. Cass.* 24 juill. 1839 et la note.

(3) Il résulte formellement de l'art. 323 du Code civ., que la preuve par témoins est admise contre un acte de naissance, lorsqu'il y a commencement de preuve par écrit ou de présomptions et indices graves résultant de faits constants.

(4) L'arrêt du 2 prair. an 11 (art. 13), en disposant que les déserteurs seront privés, suivant les cas, de tout ou partie de leurs parts des prises, ne reproduit pas la disposition restrictive des art. 18 et 19, tit. 18 de l'ordonn. de 1681; il y a donc doute sur le

(Dupont—C. Breckland.)

Ainsi l'avait jugé le tribunal de commerce d'Ortende, le 17 prair. an 8, par les motifs suivants : « ... Considérant sur la 3<sup>e</sup> question que l'art. 18, tit. 18 de l'ordonn. de 1681, imposait au capitaine du corsaire l'Entrepreneur, l'obligation de dénoncer, dans le délai de trois jours, aux commissaires des classes, les déserteurs de son équipage, et de les déclarer pareillement et dans le même délai aux officiers de l'amirauté, en énonçant les circonstances et les preuves de la désertion ; — Que cette obligation a un double but, celui d'avertir l'administration de la marine, de la désertion des hommes classés, et en même temps le magistrat chargé de juger les délits ; — Qu'à la vérité, les tribunaux de commerce ne remplacent pas les amirautes quant à la juridiction criminelle, mais que cette partie de leur attribution a passé au pouvoir qui leur a été substitué pour la recherche et la punition des délits commis par les gens de mer, et que rien n'a pu dispenser le capitaine du corsaire l'Entrepreneur, de remettre sa déclaration entre les mains de l'officier de police compétent dans la matière ; — Considérant d'ailleurs, que la déclaration faite au bureau des classes seulement, n'énonce aucune des circonstances de la désertion, pas même le jour auquel Nicolas Breckland avait quitté son bord ; — Enfin, que si le législateur a voulu contenir les matelots dans les devoirs qui leur sont prescrits pour le service de la course, il a en même temps prévu le cas où par faveur, ou par motif d'intérêt, le capitaine négligerait les moyens de faire punir leurs désertions ; que c'est ce qui résulte des dispositions de l'art. 19, tit. 18 de l'ord. de 1681 précitée ; — Et vu les art. 18 et 19, titre 18 de la même ordonn. ainsi conçus : « Les capitaines de navires armés pour la course, le commerce ou la pêche, dénonceront, dans le délai de trois jours, aux commissaires des classes, les déserteurs de leurs équipages, et les déclareront pareillement et dans le même délai, aux officiers des amirautes, ou, dans les ports étrangers, aux consuls ou vice-consuls de la nation, en énonçant les circonstances et les preuves de la désertion, lesquelles déclarations seront certifiées par le témoignage de trois des principales personnes de l'équipage, et reçues sans frais ; — Les capitaines qui n'auront pas fait les déclarations prescrites par l'article précédent et dénoncé les déserteurs, ne pourront former contre eux aucune demande, ni leur refuser leurs salaires ou parts sous prétexte de désertion, et seront néanmoins condamnés à payer à la caisse des invalides, en leur propre et privé nom, les sommes qui se trouveraient dues auxdits déserteurs, lorsqu'ils ont abandonné le navire, sans pouvoir les répéter contre eux. » — Appel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Sans s'arrêter à l'opposition d'Etienné Dupont, au jugement rendu par défaut contre lui, le 21 messidor an 8 ; — Confirme, etc.

Du 23 ventôse an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

point de savoir si la décision que nous rapportons serait aujourd'hui applicable.

(1) Les faits de la cause se trouvent joints au jugement du tribunal de cassation, rendu le 7 therm. an 10, sur le pourvoi formé contre le jugement du tribunal de Besançon.

(2) *P.* dans le même sens, Cass. 1<sup>er</sup> frim. an 11 et la note ; 12 germ. an 13 ; Grenier, des Donations, n<sup>o</sup> 442 ; Chabot, Questions transitoires, v<sup>o</sup> Réserve, § 3. — *P.* encore sur cette question transitoire, la jurisprudence du XIX<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> Réserve, § 4.

COMPROMIS. — DERNIER RESSORT. — ASSOCIÉS.

La clause d'un compromis par laquelle des associés conviennent de se soumettre à des arbitres chargés de juger en dernier ressort les difficultés qui s'élèveront par suite de la liquidation de la société, peut être appliquée au cas où les arbitres sont appelés à prononcer sur le refus fait après dissolution, par un des associés, de payer à l'autre une somme qu'il a reconnu devoir sans liquidation (1).

(Muller — C. Poignand.)

Du 23 vent. an 9. — Trib. d'appel de Besançon.

RÉSERVE. — INSTITUTION CONTRACTUELLE. — LÉGITIME.

Sous la loi du 18 plu. an 5, la réserve faite par le donateur dans une institution contractuelle, appartenait, en cas de non-disposition, aux légitimaires non institués, cumulativement avec leur légitime (2).

(Bret — C. Mayrand). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant que la disposition de la loi du 18 plu. an 5, qui attribue aux légitimaires les réserves faites dans une donation, sans imputation sur les légitimes ou portion d'icelles dont est grevé le donataire, a lieu quand même le donataire ne se trouve grevé d'une certaine portion des légitimes qu'en vertu de la loi ; que les légitimaires peuvent réclamer à la fois les réserves et les portions de légitime dont la loi greve la donation ; — Confirme.

Du 23 vent. an 9. — Tribunal d'appel de Grenoble. — 1<sup>er</sup> sect. — Prés., le cit. Barral. — Pl. les cit. Dutrait et Dupont Lavlette.

1<sup>o</sup> SERMENT. — JUGE DE PAIX. — CONVENTION. — REFUS.2<sup>o</sup> PREUVE TESTIMONIALE. — CONSENTEMENT.

1<sup>o</sup> La partie citée directement devant un juge de paix pour avoir à prêter serment sur l'existence d'une vente qu'on alléguerait qu'elle a consentie, peut refuser de prêter ce serment, sans qu'on doive pour cela regarder comme constants les faits sur lesquels le serment était déferé (3).

2<sup>o</sup> La preuve testimoniale ne peut être ordonnée hors des cas permis par la loi, alors même que la partie contre laquelle elle doit être faite y a consenti (4).

(Fizet — C. Cotellet.)

Fizet prétendait avoir acheté divers objets de Cotellet, et il en demandait livraison ; Cotellet niait lui avoir rien vendu.

Cité devant le juge de paix pour avoir à affirmer si la vente avait ou n'avait pas eu lieu, Cotellet refusa le serment qui lui était demandé.

Fizet l'appela alors devant le tribunal de première instance. La un interrogatoire sur faits et articles eut lieu, lors duquel Cotellet consentit à la preuve testimoniale des faits prétendus par Fizet.

Jugement qui, sans avoir égard à ce consentement rejette l'offre de preuve.

(3) Ce n'est pas là en effet un serment décisive, détière au cours d'une instance, et dont le refus a pour conséquence de faire rejeter la demande ou l'exception de celui qui a déclaré refuser le serment déferé (*P.* art. 1361, Cod. civ.).

(4) *P.* en sens contraire, Bourges, 16 déc. 1826. — La question divise les auteurs. *P.* dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Toullier, t. 9, n<sup>o</sup> 37, qui cite l'opinion de Danty sur Boiceau ; et dans le sens opposé, M. Duranton, t. 13, n<sup>o</sup> 306.

Appel de la part de Fizet, qui soutient que le refus de serment de la part de Cotelie doit faire tenir pour avérés les faits sur lesquels le serment lui était déféré; et que, dans tous les cas, puisque Cotelie avait consenti à l'admission de la preuve testimoniale, le tribunal de première instance n'avait pu refuser de l'admettre.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que l'art. 25 de la loi de mars 1791, a bien permis aux juges de paix de recevoir le serment ou de dresser procès-verbal du refus de le prêter; mais que, par cette disposition, elle n'a pas ôté aux parties la faculté de réserver tous leurs moyens devant le tribunal compétent; — Considérant que cette question n'a pas même été soumise au tribunal de première instance; — Considérant que l'art. 537, coutume de la ci-devant Normandie, porte: «Nul n'est tenu d'attendre la preuve de son héritage par témoins: ainsi, doivent tous contrats héréditaires et hypothécaires être passés devant notaire ou, pour le moins sous seing privé;» — Considérant que l'art. 2, tit. 20, de l'ordonnance de 1667, est ainsi conçu: «Seront passés actes devant notaire ou sous signatures privées de toutes choses, etc.» — Considérant que la convention de déroger à la disposition des lois et à leur défense expresse ne peut être admise, parce que c'est une maxime constante que les parties ne peuvent déroger à ce qui est de droit public; — Confirme.

Du 21 ventôse an 9. — Tribunal d'appel de Caen.

## CHOSE JUGÉE. — RENTE VIAGÈRE.

Bien que deux rentes viagères soient établies par le même titre, le jugement intervenu sur l'une n'a pas la force de chose jugée à l'égard de l'autre, encore bien que les deux procès présentent à décider la même question (1).

(Sanneçon — C. Meulan.)

Du 25 vent. an 9. — Trib. d'appel de Paris.

(1) P. le jugement de rejet du 30 germ. an 11, intervenu sur le pourvoi formé contre cette décision.

(2) P. dans le même sens, Cass. 9 niv. an 3, et la note.

(3) Ce fut longtemps une question fort controversée, en pays de droit écrit, que celle de savoir si la légitime était une portion des biens du défunt ou une portion de l'hérédité. L'hérédité comprenait le passif comme l'actif de la succession: *hereditas nihil aliud est quam successio in universum jus quod defunctus habuerit* (L. 62, ff. de reg. jur.); tandis que par le mot biens, on désignait ce qui restait de l'hérédité, après les dettes acquittées: *bono intelliguntur cujusque, quae deducto arre alieno, supersunt* (L. 23, § 1, ff. de verb. sign.). — Il suivait de ces textes, que si la légitime était une part de l'hérédité, le légataire était tenu des dettes concurremment avec l'héritier; que si, au contraire, elle n'était qu'une part des biens, il en était affranchi. Les docteurs qui soutenaient cette dernière opinion, parmi lesquels on comptait Alexandre, le président Favre, Voet et Furgole, se fondaient sur les lois 6, C. de inoff. testamento, 5 de inoff. donotioib., et sur le ch. 1<sup>er</sup> de la nov. 118, qui désignent la légitime comme une quote-part des biens, *proportio substantia patris*, et non comme une portion de l'hérédité. Les partisans du système opposé, entre autres Lebrun, Dumoulin, Ricard et Pothier, s'appuyaient aussi de plusieurs textes du droit romain, qui semblaient au premier abord, bien faits pour prêter

## APPEL. — CONCLUSIONS SUBSIDIAIRES.

Une partie peut appeler d'un jugement qui a rejeté ses conclusions principales, alors même qu'il aurait accueilli ses conclusions subsidiaires (2).

(Marinet — C. Parent.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que le point de savoir si l'appel était ou non recevable formait la principale question; qu'il existait de la part de l'appelant une conclusion positive tendant à l'annulation du rapport, et que la conclusion subsidiaire accueillie par le jugement dont est appel ne pourrait être regardée comme un désistement de la conclusion principale; — Reçoit, l'appel.

Du 1<sup>er</sup> germ. an 9. — Trib. d'appel de Grenoble. — 1<sup>re</sup> sect.

1<sup>o</sup> LÉGITIME. — DETTES. — HÉRITIER. — RENONCIATION.2<sup>o</sup> FORMULE EXÉCUTOIRE. — SAISIR.

1<sup>o</sup> En pays de droit écrit, l'enfant réduit à sa légitime, alors que son père avait institué un autre héritier, n'était pas tenu, pour sa quote-part, du paiement des dettes de la succession (3).

Celui qui, en optant pour sa légitime, avait renoncé à la succession paternelle, ne pouvait être tenu du paiement des dettes, encore bien qu'il eût offert d'en supporter sa part, si cette offre avait été rétractée avant toute acceptation de la part du créancier.

2<sup>o</sup> Un exploit de saisie n'est pas nul pour omission de la formule exécutoire dans la copie du titre en vertu duquel elle a lieu. (Cod. proc., 116, 515.) (4)

(Raillard — C. Dusillet.)

Raillard père avait fait, en 1779, une institution contractuelle, au profit de son fils, comprenant tous les biens qu'il laisserait à son décès, à la charge de payer sa sœur, Françoise Raillard, une somme de 68,000 liv.

Au décès de Raillard père, Françoise Raillard répudia la donation qui lui avait été faite, pour s'en tenir à sa légitime qui lui fut délivrée.

à la controverse. Ainsi, le § 3 des Instit., au tit. de inoff. testom., appelait la légitime une part de l'hérédité, *pars hereditatis*; le ch. 3 de la nov. 118, décidait que la légitime devait toujours être laissée à titre d'institution; d'un l'on infirmerait que les légataires étant de véritables héritiers, devaient contribuer au paiement des dettes de l'hérédité. On tirait ensuite des arguments moins directs du § 3, des Instit. de leg. Falcid., et de la loi 27, § 13, ff. ad S. C. Treb. — Dans les pays de droit écrit, la question fut résolue en faveur des légataires; mais il n'en fut pas ainsi en pays coutumier, où y suivait la maxime établie par Dumoulin: *non habet legitimam, nisi qui heres est.* — P. sur ces divers points, Furgole, des Testaments, ch. 8, sect. 3, n<sup>os</sup> 77 et 79; Lebrun, des Successions, ch. 3, sect. 1; Denisart, v<sup>o</sup> Légitime, et Merlin, Répert., eod. v<sup>o</sup>, sect. 2, § 1. — C'est en cet état de la doctrine, que la question s'est présentée dans l'espèce ci-dessus devant la Cour de Besançon, qui l'a résolue conformément aux principes admis en pays de droit écrit, qui y étaient en vigueur. — Aujourd'hui, la réserve, tenant lieu de la légitime, est considérée comme une portion de l'hérédité à laquelle on ne peut avoir droit qu'en qualité d'héritier. (C. civ., 1004.) — P. sur ce point, l'oullier, t. 6, n<sup>os</sup> 107 et suiv.; d'où la conséquence que l'héritier à réserve est tenu au paiement des dettes, au prorata de son émolument. (Cod. civ., 870.)

(4) F. anal. dans le même sens, Cass. 28 novembre 182

Pius tard, une créancière de la succession, la veuve Dusillet, dirigea des poursuites contre François Raillard, comme héritière de son père, et après lui avoir fait notifier le titre de sa créance, elle pratiqua sur elle une saisie immobilière.

François Raillard a demandé la nullité de la saisie et de toutes autres poursuites, en se fondant sur ce que les titres qui lui avaient été notifiés dans l'exploit de saisie n'étaient pas revêtus de la formule exécutoire. — Au fond elle a soutenu qu'étant simple légitimaire, elle ne pouvait pas être considérée comme héritière, et que par suite elle n'était pas tenue des dettes.

La veuve Dusillet a répondu que ses titres étaient revêtus d'une formule exécutoire; mais qu'elle avait seulement omis de donner copie de cette formule dans l'exploit de saisie, ce qui n'était pas un moyen de nullité; que la légitime était une quote-part des biens et non pas une quote-part de l'hérédité, de telle sorte que le légitimaire était tenu des dettes; que d'ailleurs, François Raillard avait offert à la veuve Dusillet de payer sa quote-part, ce qui la rendait non recevable à prétendre qu'elle n'était pas héritière.

18 niv. an 9, jugement du tribunal de la Haute-Saône, qui condamne François Raillard.

Appel de la part de cette dernière.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, sur la première question, que les titres en vertu desquels a été faite la saisie, sont revêtus de la formule exécutoire, et qu'aucune loi n'impose l'obligation de rappeler ces formules exécutoires des actes dans les exploits de saisie;

Sur la seconde question, que, les termes dans lesquels est conçue la procuration du 4 septembre 1779 caractérisent une institution contractuelle universelle en faveur du fils Raillard, puisque les biens y sont assurés tels qu'ils existaient au décès des père et mère; — Sur la troisième, que la distraction de la quote légitimaire a lieu, soit qu'après avoir fait un testament, le père de famille dispose de ses biens par des donations immodérées, soit que, sans faire de testament, il ne dispose que par donations: *Precibus quidem tuis proposita rescripta ex parentis denotant, qui cum testamento facto vivi patrimonium suum immensis donationibus exinanissent, inane nomen hereditum liberis reliquerunt; sed ad intestatos quoque eadem ratio equitatis extenditur* (L. 3, C. de inoff. donat.); — D'où il suit que si le contrat de mariage renferme une institution d'héritier valable, la destination de la somme de 68,000 fr., faite au faveur de l'appelante, ne pourrait être considérée que comme un legs ou une institution *in re certâ*, qui n'assujétissent pas le légataire au paiement des dettes de la succession, puisqu'il y a un héritier universel désigné, contre lequel les créanciers pouvaient exercer leurs actions: *Quoties certis quidem ex certâ re scripti sunt heredes, vel certis rebus pro sua institutione contenti esse iussi sunt, quos legatariorum loco haberi certum est: alii vero ex certâ parte, vel sine parte, qui pro veterum legum tenore ad tantum unciarum institutionem referuntur; eos tantummodo omnibus hereditariis actionibus uti, vel conveniri decernimus, qui ex certâ parte, vel sine parte scripti fuerint, nec aliquam diminutionem earumdem actionum occasione hereditum ex certâ re scriptorum sort* (L. 13, C. de hered. instit.). En sorte que, dans ce cas, l'Intimée ne serait pas fondée à critiquer l'option faite par l'appelante. Si en considérait le contrat de mariage de 1779 comme une donation pure et simple, comme cette donation aurait été exor-

hitante, pris égard aux dettes qui existaient déjà, l'appelante aurait eu un intérêt puissant à renoncer à la succession pour prendre sa légitime et elle n'eût fait aucune fraude aux créanciers, son droit étant fondé sur la loi 3, C. de inoff. donat.; — Sur la quatrième question, 1<sup>o</sup> que la novelle 18, chap. 1<sup>er</sup>, détermine la légitime au tiers ou à la moitié de la propre substance du défunt, suivant le nombre d'enfants: *Talique modo determinare causam, ut si quidem unus est filius pater aut mater, aut duorum vel trium, vel quatuor, non triuncium esse relinquimus solum, sed etiam tertiam propria substantia partem, hoc est, uncias quatuor, et hanc esse definitam mensuram usque ad prædictum numerum*; — Que depuis cette novelle, les définitions données diversément par les lois du Code et du Digeste sont devenues inutiles, parce qu'étant antérieures, la novelle y aurait déroge, et que, d'ailleurs, le motif principal de celle-ci était de corriger les lois précédentes: *hæc nos moverunt corrigendæ legem* (cod.); — Que par le mot substance la loi entend ce qui reste après la distraction des dettes: *Cum etiam apud veteres hæc esse substantia intelligatur, quæ post detractum esse alienum supersederit* (L. 8, § 4, C. de bonis quæ lib. in potest. patr.); à la différence de l'hérédité, qui comprend dans sa dénomination les biens et droits, dettes et charges: *à Hereditas appellatio sine dubio continet etiam damnosam hereditatem, juris enim nomen est, sicut bonorum possessio* (L. 119, ff. de verb. sign.); que, d'ailleurs, la légitime ne peut être grevée d'aucune charge, condition ou délai: *Hoc in præsentis addendum esse censemus, ut si conditionibus quibusdam, vel dilationibus, aut aliqua dispositione moram vel modum, vel aliud gravamen introducent, eorum jura qui ad memoratam actionem vocabantur, immutata esse videantur; ipsa conditio, vel dilatio, vel alia dispositio, moram vel quodcumque onus introducens, tollatur* (L. 32, C. de inoff. test.); d'où il suit que la portion des biens assignée pour la légitime n'est pas sous la disposition du testateur; au lieu que l'hérédité dépend entièrement de sa volonté et peut être grevée de toutes conditions et charges; — 2<sup>o</sup> Que si la novelle 115 veut que la légitime soit laissée à titre d'institution, on ne peut dire qu'elle en ait changé la nature, parce que, d'une part, elle ne parle que du cas où celui qui la doit dispose de ses biens par testament, et non du cas où l'homme ne fait pas de disposition de cette espèce: car alors elle peut toujours être laissée, soit à titre de legs, soit par toute autre disposition, ainsi que la novelle 18 l'avait précédemment déclaré (V. chap. 1<sup>er</sup>: *Sic quis illud institutionis modo, sive per legatî, idem est dicere, et si per fideicommissi relinquunt occasionem*); parce que, d'autre part, l'intention de l'empereur a été de rendre le titre de la légitime plus honorable, et d'empêcher que personne fût escléré sans cause: *Sola est enim nostra serenitatis intentio à parentibus et liberis injuriarum præteritionis et exheredationis auferre; que c'a été en faveur des légitimaux qu'il a porté cette loi: Unde et constat ad utriusque partis utilitatem atque cautelam, præsentem legem fuisse prolatam* (Nov. 115, chap. 5); — Et que la loi ne permet pas de tourner au désavantage de quelqu'un ce qui a été introduit en sa faveur: *Quod favore quorundam constitutum est quibusdam casibus ad læsionem eorum nolumus, inventum videri* (L. 6, C. de legibus et constit. princip.); — 3<sup>o</sup> Que le législateur ayant, par une loi positive, dégagé la légitime de toutes charges,

aurait porté une loi abrogatoire de la première, si telle eût été son intention;—4° que la légitime fait si peu un héritier en pays de droit écrit, que dans ces pays on admet les enfans à prendre leur légitime, lors même qu'ils ont renoncé aux successions de leurs père et mère : *Illud etiam sancimus, ut si quis à patre certis rebus vel pecuniis neccepisset, et pactus fuisset, quantum de inofficioso querela adversus testamentum paternum minima ab eo moveretur; et post obitum patris, filius, cognito paterno testamento, non agnoverit ejus judicium, sed oppugnandum putaverit vetere jurgio exploso, hujus modi pacto filium minime gravari.* (L. 35, § 1<sup>er</sup>, C. de inoff. test.); et qu'enous avons en outre une ordonnance de 1387 particulière à ce pays, qui admet les filles qui ont renoncé à prendre leur légitime;—5° que, quoique la légitime soit une portion de la propre substance du défunt, et ne doive pas comprendre les dettes, c'est à l'héritier qui renferme dans son titre l'actif et le passif de la succession, à faire la déduction de celle-ci, parce que lui seul y a intérêt; que lorsqu'il ne la demande pas, la présomption est qu'il n'en existe pas; que le légitimaire ne peut voir dans la succession que des biens, dès qu'on ne lui démontre pas le contraire, en sorte qu'on ne peut lui opposer, pour le convertir en héritier, que la distraction des dettes n'a pas eu lieu; que ce reproche ne peut surtout lui être fait par les créanciers, qui doivent toujours voir dans l'héritier le représentant du défunt, celui qui doit répondre personnellement à leurs demandes, sauf à eux à avoir vainement hypothéqué sur les biens distraits pour la légitime dans le cas où ces biens sont grevés d'hypothèques envers eux;—Sur la cinquième question, que l'héritier qui a une fois répudié une succession ne peut être admis à se porter héritier : *Sicut major viginti quinque annis, antequam adeat, delatam repudiatis successione, post quatuordecim annos, ita quantam renunciando nihil agit, sed jura quod habuit retinet* (L. 4, de repud. val. abstin. hered.); qu'antérieurement à l'offre faite par l'appelante, elle avait opté pour sa légitime, et qu'elle n'était plus admissible à prendre la qualité d'héritière; que la soumission de contribuer au paiement des dettes ne pourrait être considérée comme une addition d'hérédité que dans le cas où les choses seraient entières; enfin, que ladite soumission n'ayant jamais été acceptée, a pu être révoquée;—Déclare la saisie du 7 frimaire an 8, injuste et en donne mainlevée;—Débouté l'intime de ses fins, etc.

Du 7 germ. an 9. — Tribunal d'appel de Besançon. — Prés., le cit. Louvet. — Pl. les cit. Clere et Grand.

#### HOSPICES. — ADMINISTRATEURS. — SOLIDARITÉ.

*Les administrateurs des hospices sont tenus solidairement des suites de la gestion qui leur est confiée.*

(L'Administration des hospices de Mons — C. Griez et Duval.)

Adrien Griez et Emmanuel Duval, membres du ci-devant corps échevinal de Mons, avaient été chargés spécialement de l'administration de la maison des Orphelins de la même ville. — Le 13 août 1792, Duval et Griez reçurent, en leur qualité, des mains de François-Thomas Winch 60 pistoles, appartenant à l'orphelin Théodore S'crélin. — Le registre de leur administration portait en recette 16 pistoles, auinées le 28 mars 1792, par Jacques-Joseph Anciaux; quar-

torze cent soixante-dix liv., léguées par Nicolas Dubuisson; huit cent douze livres, remboursées par la société du charbonnage d'Ouding, en rabcat d'une rente annuelle de vingt-neuf livres. — L'emploi de ces différentes sommes n'étant pas justifié, la commission des hospices de la ville de Mons a formé demande contre Emmanuel Duval, afin de le faire condamner à les rétablir dans la caisse des hospices, avec intérêts du jour de la mise en recette.

Up premier jugement, rendu par défaut contre Emmanuel Duval, adjugea à la commission des hospices ses fins et conclusions. — Duval forma opposition. Ses moyens consistaient en ce que les sommes répétées par la commission des hospices avaient été converties en billets à ordre sur le nommé Castiaux, à la réserve de celle de 16 pistoles; que cette opération s'était faite par son collègue Griez sans sa participation; que ce dernier avait d'ailleurs touché seul les deniers, et en avait disposé de même; qu'il ne pouvait pas être responsable des faits d'un collaborateur que le corps échevinal lui avait donné, et dans lequel il n'avait pas volontairement placé sa confiance. — Il est à remarquer que Griez était absent de la république, et que Castiaux était devenu insolvable. — Duval avait demandé d'appeler Griez en garantie; mais le tribunal civil du département de Jemmapes rejeta cette demande, et, par jugement contradictoire du 23 germinal an 8, condamna Duval à rétablir dans la caisse de la commission des hospices les quatre sommes ci-dessus énoncées, avec intérêts du jour de la numération.

Appel de la part de Duval.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que tout administrateur est tenu de prendre les précautions nécessaires pour assurer et mettre à couvert les intérêts de ceux dont il administre les biens, ce qu'il ne peut faire en employant les derniers dont il est comptable, qu'en les assurant par bonne et suffisante hypothèque; — Que dans l'espèce particulière, loin que Griez et Duval aient pris des précautions, ils ont négligé toutes les formes prescrites, en ce que les deniers appartenant à leur administration ont été confiés sur simples billets à ordre, par où ils ont pris sur eux-mêmes tous les risques de l'événement;—Considérant qu'aux termes des lois 55 in *primo*, et § 2, ff. de adm. et peric. tut. et 60, § 2, ff. mandat, les cotuteurs et tous autres comandataires sont tenus solidairement de la gestion qui leur est confiée, et que celui qui n'agit pas ou qui ne surveille pas, doit s'imputer sa négligence, et les suites de la mauvaise administration de celui qui est préposé avec lui à la régie commune;—Considérant que les deniers irrégulièrement employés sont réputés exister entre les mains de l'administrateur qui en a fait une mauvaise application; qu'ainsi il ne peut s'en libérer qu'en les remettant à l'administration qui lui succède, laquelle seule a qualité pour en disposer;—Considérant qu'il conste de l'extrait du registre produit et non contesté, que les seize pistoles données par Anciaux à titre d'aumône, ont été chargées en recette, ce qui constitue les ci-devant administrateurs dans l'obligation d'en justifier l'emploi ou la remise à leurs successeurs;—Confirme, etc.

Du 14 germ. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — Concl. conf., le cit. Beyts.

#### SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — Cession. — DETTES.

*Sous l'empire des lois romaines, l'adjudica-*



*taire des actions d'une société ne pouvait, par aucune clause de l'adjudication, être dispensé du paiement des dettes antérieures de la société. (L. 67, ff. pro socio.)*

(Simon — C. les sociétaires de Bellevue.)

Le tribunal d'appel de Bruxelles était appelé à décider cette question, par suite du renvoi prononcé par jugement de la section civile du tribunal de cassation du 23 vent. an 8. — V. à cette date les faits de la cause.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que les actions d'un associé, se composent de l'actif et du passif de la masse de la société; qu'ainsi l'on ne peut séparer les charges du bénéfice, sans violer les règles du contrat de société, auxquelles règles il n'a été nullement dérogé par aucune des clauses du contrat qui a lié Castiaux à la société de Belle-Vue; — Attendu que si les actions d'un associé sont essentiellement affectées aux charges de la masse, et ne peuvent se concevoir qu'après l'imputation desdites charges, il est évident qu'il n'a pas été au pouvoir des créanciers de Guillaume Castiaux, de dénaturer celles qu'ils ont fait vendre sur leur débiteur, en contravention au principe ci-dessus énoncé, n'ayant pas plus de droit que l'associé saisi, ni de délier la société de Belle-Vue par des actes qui lui sont étrangers; — Attendu, qu'en déclarant consentir d'admettre les acquéreurs dans la société aux mêmes droits et charges que la partie saisie, la société de Belle-Vue a fait tout ce que l'équité et les règles de la société pouvaient exiger d'elle, et par conséquent que les offres doivent être tenues comme suffisantes; — Attendu que les adjudicataires doivent s'imputer à eux-mêmes de n'avoir pas accepté les offres de la société et par conséquent le tort qui pourrait leur résulter du défaut d'avoir participé à l'administration commune; — Dit bien jugé par le tribunal civil du département de Jemmapes, — Ordonne en conséquence l'exécution du jugement du 3 pluv. an 6.

Du 14 germ. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Malefroid, subst.

#### ACQUIESCEMENT. — RECONNAISSANCE DE LA DITE. — DÉLAI.

*Celui qui, en avouant la dette pour laquelle il est poursuivi, fait offre de se libérer dans un certain délai, n'est pas recevable à interjeter appel du jugement qui, en le condamnant à payer, lui accorde un délai moindre que celui qu'il avait demandé (1).*

(Couriot — C. Eynard.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que Couriot ayant toujours convenu de la dette et fait l'offre de se libérer dans trois mois, sur quoi trois décaides lui furent accordées, il résultait de là un acquiescement formel à la demande; — Déclare non recevable.

Du 21 germ. an 9. — Trib. d'appel de Grenoble. — 1<sup>re</sup> sect.

#### TIERS COUTUMIER. — ABOLITION.

*Le tiers coutumier, non ouvert ni réglé avant la publication des lois de l'an 2, a été aboli par ces lois. (L. 17 niv. an 2, art. 61; 22 vent. an 2, art. 49; 9 fruct. an 2, art. 34; 18 pluv. an 5.) (2)*

(1) V. dans le même sens, Grenoble, 1<sup>er</sup> pluv. an 9.

(2) C'est un point constant de la jurisprudence de la Cour de cassation; V. 29 mess. an 12 et la note.

(Delaunay — C. Duhamel.)

Du 22 germ. an 9. — Trib. d'appel de Rouen.

#### LOI. — PUBLICATION.

*L'omission de l'inscription d'une loi au registre à ce destiné, n'en suspend pas l'effet, dès que la preuve de son arrivée au chef-lieu du département est acquise selon le mode de la publication fixé par la loi du 12 vend. an 4. (L. 12 vend. an 4, art. 12; 24 brum. an 7, art. 1<sup>er</sup>.) (3)*

(Scheltens — C. Grootaerts.)

Il s'agissait, principalement dans l'espèce, de savoir à quelle époque la loi du 17 niv. an 2 était devenue obligatoire dans le département des Deux-Nèthes, afin de juger de la validité d'une donation entre vifs, faite à deux de ses nièces, le 3 niv. an 4, par Elisabeth Scheltens, décédée à Melinca en l'an 5, donation sur laquelle les deux nièces donataires prétendaient avoir eu un droit acquis, avant la publication de la loi du 17 niv. an 2.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu qu'il conste par les bordereaux d'envoi de l'administration du département de la Dyle, alors chargée de transmettre les lois aux autres administrations, et par l'accusé de réception de l'administration des Deux-Nèthes, que la loi du 12 vend. an 4, est parvenue au chef-lieu de ce dernier département, le 11 frim. de la même année, et que la loi du 17 niv. an 2, y est arrivée le 23 du même mois; — Vu l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 24 brum. an 7, ainsi conçu : « La loi du 12 vend. an 4 est obligatoire, conformément à ses dispositions, du jour de son arrivée à l'administration centrale de chaque département; » l'art. 2 de la même loi portant que les lois envoyées dans les anciens départements et celles dont la publication avait été ordonnée dans les départements réunis par la loi du 9 vend. an 4, et qui n'avaient pas été publiées, les formes anciennes lors de l'arrivée officielle de la loi du 12 vend. de la même année, au chef-lieu de chaque département, sont devenues obligatoires du jour de ladite arrivée; — Attendu que les lois du 12 vend. an 4, et du 17 niv. an 2, sont arrivées officiellement au chef-lieu du département des Deux-Nèthes, par la transmission qui en a été faite de la part de l'administration centrale de la Dyle et que l'absence du registre destiné à en constater l'arrivée ne peut en empêcher l'exécution, n'étant pas au pouvoir d'une administration de suspendre l'effet d'une loi par l'omission d'une formalité; dès que d'ailleurs la preuve de son arrivée est requise comme dans l'espèce particulière; — Attendu que, suivant l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 17 niv. an 2, les donations entre vifs, faites depuis le 14 juillet 1789 (actuellement par le rapport de l'effet rétroactif), depuis la publication de cette loi, sont nulles; — Dit qu'il a été bien jugé, — Et ordonne l'exécution du jugement rendu en première instance.

Du 24 germ. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

#### ÉTABLISSEMENT INCOMMUNE. — GENIÈRE VERRE.

*Le propriétaire d'une genivière alimentée par un feu de houille dont la fumée déprécie notablement les établissements voisins et an-*

(3) V. anal., dans le même sens, Cass., 28 vent. 11 prair. et 1<sup>er</sup> flor. an 7; 1<sup>er</sup> flor. an 10, etc.

térieurs à sa construction, peut être empêché de faire usage de houille ou de toute autre matière nuisible par l'effet de la fumée. (C. civ., 1380.) (1)

(De Walline—C. Tassin et autres.)

En l'an 6, De Walline avait fait construire une genèverie sur les bords de la Lys, près Courtray, et dans le voisinage des nombreuses blanchisseries de toile qui, de temps immémorial, entourent cette ville. — Il consommait dans son établissement une quantité notable de houille dont la fumée, en se répandant, endommageait considérablement les toiles suspendues aux environs. — Sur la demande formée par les propriétaires des blanchisseries, le tribunal du département de la Lys, fit défense de Walline, sous peine de tous dommages-intérêts, de faire usage à l'avenir de houille ou de toute autre matière semblable. — Appel par de Walline.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Attendu que les blanchisseries de Courtray existaient avant la fabrique de Walline, et même antérieurement à l'emploi du charbon de terre dans aucune usine du même lieu; — Attendu que la liberté naturelle au propriétaire, de faire sur son terrain, ce qu'il veut en subordonnée au principe de ne faire aucun tort notable par des projections sur la propriété d'autrui ou des établissements préexistants; — Attendu qu'il a été reconnu, et qu'il est notoire que les particules de la fumée de houille nuisent aux blanchisseries; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 25 germ. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

#### DONATION.—EFFET RÉTROACTIF.—NULLITÉ.

La loi du 17 niv. an 2 n'avait frappé de nullité que les donations faites antérieurement à sa publication depuis le 14 juillet 1789; quant à celles qui ont eu lieu postérieurement à cette époque, en faveur de non successeurs, elles ont été seulement réduites à la quotité disponible.

(Bacle — C. Piens.)

Du 26 germ. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

#### PROTÊT.—ENDOSSEMENT.—ÉCHÉANCE.

Le porteur d'une lettre de change, en vertu d'un

(1) La matière est aujourd'hui réglée pour la France par les décrets des 15 oct. 1810, 5 avril 1813 et 14 janv. 1815, et pour la Belgique par les arrêtés des 31 janv. et 5 oct. 1821. *V. notre Dict. du contentieux comm., v<sup>o</sup> Etabliss. dangereux ou incommodes.*

(2) C'est un point constant que les lettres de change et billets à ordre sont transmissibles par voie d'endossement après comme avant l'échéance. Mais quel est l'effet d'un tel endossement? A-t-il effet à l'égard des tiers, comme celui consenti avant l'échéance? Confère-t-il au porteur les mêmes droits? C'est ce sur quoi la jurisprudence n'est pas encore bien fixée. On peut voir à cet égard les nombreux arrêts classés dans notre *Dict. du contentieux comm., v<sup>o</sup> Endossement*, n<sup>os</sup> 33 et suiv.; *V. aussi Cass.* 28 janv. 1831 (Vol. 1834. 1.115); Pardessus, *Droit comm.*, n<sup>os</sup> 351 et 352; E. Persil, *De la lettre de change*, sur l'art. 136 du Cod. comm., t. 2, quest. 87 et suiv. — Aucun arrêt, que nous sachions, n'a résolu la question que décide le jugement ci-dessus: du reste, on ne voit pas trop pourquoi celui auquel on cède un effet déjà échu, serait tenu, sous peine de ne pouvoir recourir contre son cédant, de faire

endossement postérieur à l'échéance, n'est pas tenu, pour pouvoir recourir contre son cédant, en cas de non-paiement par le débiteur, de faire dresser préalablement protêt de ce non-paiement (3).

(Johamis—C. Besson.)

Une lettre de change dont étaient porteurs les cit. Johamis avait été passée par eux à l'ordre du cit. Besson, postérieurement à son échéance. — Celui-ci n'ayant pu en obtenir le remboursement du souscripteur, recourut contre ses cédans, sans toutefois avoir fait préalablement dresser protêt de non-paiement de la part du débiteur. — De cette circonstance, les cit. Johamis tiraient une fin de non-recevoir contre le recours exercé à leur égard par Besson.

4 therm. an 7, jugement qui, sans égard à cette exception, condamne les cit. Johamis à reprendre, moyennant remboursement, la lettre de change dont il s'agit. — Appel de la part de ce dernier.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que la lettre de change a été endossée en faveur de Besson, mais après son échéance, et que, par conséquent, le porteur n'avait pas été tenu de la faire protester dans le délai de la loi; que les cit. Johamis, en endossant cette lettre de change échu, sont restés soumis à la reprendre dans tous les temps; — Confirme, etc.

Du 27 germ. an 9. — Trib. d'appel de Grenoble.

#### LETTRE DE CHANGE.—ÉCHÉANCE.—PROTÊT.—CALENDRIER.—LOI DU LIEU.

Du 27 germ. an 9 (aff. Coppens). — Trib. d'appel de Bruxelles. — Même décision que par le jugement de rejet du tribunal de cassation du 18 brum. an 11. (*V. à cette date.*)

#### HÉRITIER.—INVENTAIRE.—DÉLAI.—CRÉANCIER.

L'héritier peut être assigné avant l'expiration des délais qui lui sont accordés pour faire inventaire et délibérer, sauf à lui à demander un sursis aux poursuites jusqu'à cette expiration de délais (3).

(Eynard—C. Eynard.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que l'héritier

dresser un protêt, lequel, d'après la loi ancienne, (comme d'après la loi nouvelle), devait être fait le lendemain de l'échéance. Tout ce que le cédant est en droit d'exiger, c'est que le porteur lui prouve qu'il n'a réellement pas été payé du montant de l'effet. Or, pour cela, un protêt n'est nullement nécessaire: ce fait peut être établi de toute autre manière.

(3) La question a été jugée dans le même sens par la Cour de cassation le 16 juin 1807, et par la Cour de Douai le 4 mars 1812. L'opinion des auteurs est conforme. « Pendant la durée des délais pour faire inventaire et délibérer, dit Toullier, t. 4, n<sup>o</sup> 367, les créanciers de la succession peuvent diriger contre l'héritier présomptif toutes les actions qu'ils avaient le droit d'exercer contre le défunt; ils le doivent même, si le temps de la prescription est près d'expirer, car elle n'est pas suspendue pendant les délais accordés pour délibérer (C. civ., 2259). Mais ils ne peuvent ni forcer l'héritier à prendre qualité, ni obtenir contre lui aucune condamnation. Il peut faire suspendre leurs poursuites par une exception dilatoire: et s'il renonce après ou avant les délais expirés, il ne doit pas supporter les dépens des poursuites dirigées contre lui, et les frais qu'il a

assigné ne peut réclamer qu'une surséance aux poursuites jusqu'à l'expiration des délais, et que toujours les citations sont légales; — Rejette le moyen de nullité proposé.

Du 1<sup>er</sup> flor. an 9. — Trib. d'appel de Grenoble.

# 1<sup>o</sup> EXPROPRIATION VOLONTAIRE.—CONVENTION.

## 2<sup>o</sup> HYPOTHEQUE.—LETTRE DE CHANGE.—ENDOSSEMENT.

1<sup>o</sup> On ne peut valablement stipuler, dans une obligation hypothécaire, qu'à défaut de paiement par le débiteur à l'échéance, le créancier aura le droit de faire vendre l'immeuble hypothéqué, aux enchères devant notaire, sur simple commandement, sans autres formalités. (Cod. civ., 2078, 2088 et 2117.) (1)

ais légitimement jusqu'à cette époque sont à la charge de la succession. — Cette doctrine, qui trouve au besoin appui dans l'art. 174, Cod. proc. civ., est également enseignée par Maleville, *Analyse raisonnée*, sur l'art. 797; Chabot, *des Successions*, *ibid*; Carré, *Lois de la proc.*, n° 756; Thomine-Desmazures, *Comm. du Code proc.*, n° 211; Rolland de Villargues, *Repert. du Notariat, v<sup>o</sup> Bénéfice d'inventaire*, n° 64 et s.; Duranton, t. 7, n° 20; Vazeille, *des Successions*, sur l'art. 797; Billard, *du Bénéfice d'invent.*, n° 57. — Il y a plus, l'héritier présomptif ne peut opposer l'exception dilatoire, ou faire surseoir aux poursuites, lorsqu'il s'agit de demandes purement conservatoires; telle, par exemple, que celle à fin de reconnaissance d'une obligation sous seing privé souscrite par le défunt. *V.* Toullier, Carré, Thomine et Vazeille, *loc. cit.*; *V.* aussi Pigeau, t. 1<sup>er</sup>, p. 162, et Poujol, *des Successions*, sur l'art. 707. — Mais aucune condamnation ne peut intervenir dans les délais qui lui sont accordés, et le jugement prononçant une telle condamnation serait nul d'une nullité absolue, tellement qu'il ne pourrait servir de base même à une simple inscription hypothécaire. Ainsi du moins l'a jugé un arrêt de la Cour d'Aix, du 11 déc. 1824.

(1) Sur cette question, l'une des plus controversées de notre droit, nous avons présenté, dans notre Vol. de 1837, 2<sup>e</sup> part., p. 385, le tableau de la doctrine et de la jurisprudence; nous croyons utile de le reproduire ici, en le complétant de quelques autorités nouvelles.

Pour la validité de la clause au stipulation de vente volontaire. — *V.* Maleville, *Analyse raisonnée*, sur l'art. 2088 du Code; Delvincourt, *Cours de Code civ.*, t. 3, p. 675 (édit. de 1819); Carré, *Lois de la proc.*, n° 2199; Thomine-Desmazures, *Comment. de la loi du notariat*, n° 851; Gagnereux, *Comment. de la loi du notariat*, t. 1<sup>er</sup>, Rolland de Villargues, *Jurisp. du notariat*, t. 1<sup>er</sup>, 2147 et 2352; Dalloz, *Jurisp. gén.*, v<sup>o</sup> Nantissement, p. 403; Augan, *Cours du Notariat*, p. 675 (2<sup>e</sup> édit.); Troplong, *de la Vente*, t. 1<sup>er</sup>, n° 77, et *des Hypoth.*, t. 3, n° 795-4<sup>o</sup>; Duvergier, *de la Vente*, t. 1<sup>er</sup>, n° 120; la consultation insérée dans notre ancien Recueil, t. 13, 2<sup>e</sup> 89, et les auteurs du *Journal des Notaires*, t. 48, art. 8762, ainsi qu'une consultation de MM. Dupin, Parquin, Odilon-Barrot, etc. insérée dans le même journal, t. 50, art. 9205. — Delvincourt et Troplong, *loc. cit.*, pensent toutefois que la clause ne pourrait être opposée aux créanciers du débiteur; mais sur ce point, *V.* arrêt de Bordeaux, du 26 nov. 1834, et d'Aix, 13 juill. 1837.

Arrêts des Cours de Bruxelles, 30 germ. an 11; de Trèves, 15 avr. 1813; de Pau, 27 janv. 1827; de Bordeaux, 2 juin 1827, 29 juin 1830 et 24 mai 1837; de Douai, 17 juill. 1829; d'Amiens, 15 déc. 1832; de Poitiers, 8 mars 1833; de Paris, 17 mars 1834; de Rennes, 2 fév. 1837; de Toulouse, 5 mai

2<sup>o</sup> L'endossement d'une lettre de change ne transfère pas au porteur le bénéfice de l'hypothèque inscrite attachée à la créance. (C. civ., 1690, 1692.) (2)

(Selkier—C. Stiroobants.)

Henri-Joseph de Sellier et autres avaient emprunté des sommes assez considérables, et avaient, pour la sûreté du créancier, hypothéqué des immeubles désignés dans deux actes notariés des 3 niv. an 7 et 6 pluv. an 8.

L'acte du 6 pluv. an 8 portait la clause, que « il serait libre au créancier de vendre à la poutée ou par-devant notaire, après un simple commandement, les immeubles affectés à sa créance. » Stiroobants avait acquis les droits du créancier, et après un simple commandement, il s'était cru autorisé à faire vendre, par-devant notaire, les propriétés affectées au remboursement des capi-

1837; d'Aix, 13 juill. 1837. — *V.* aussi deux arrêts de Toulouse, 16 mars 1812 et 1<sup>er</sup> mars 1822, et un arrêt de Montpellier, 26 juill. 1833, qui ont déclaré valable la clause par laquelle un débiteur, en hypothéquant des immeubles, consent à ce que son créancier se mette en possession ou devienne propriétaire des immeubles hypothéqués, à défaut de paiement au terme fixé.

Contre la validité de la clause. — *V.* Persil, *Quest. Hypoth.*, t. 2, p. 302; Huzar, *Repert.*, de Favard Langlade, v<sup>o</sup> Expropriation forcée, § 1<sup>er</sup>, n° 4; Merlin, *Quest. de droit*, v<sup>o</sup> Expropriation, § 8; Duranton, *Cours de droit franc.*, t. 18, n° 567; Lefebvre, *Repert. du notariat*, n° 9; Rolland de Villargues, v<sup>o</sup> Expropriation forcée, n° 9; les auteurs du *Dictionnaire du Notariat*, v<sup>o</sup> Hypoth., n° 197, *Sauve immob.*, n° 9, et *Fastes judic.*, n° 11 et suiv.; Le Contrôleur de l'enregist., art. 1488; les rédacteurs du *Journal des Avoués*, t. 47, p. 518; et t. 50, p. 257; les rédacteurs du *Journal de proc.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 7.

Arrêts des Cours de Bruxelles, 7 flor. an 9 (celui ci-dessus); de Liège, 3 déc. 1806; de Bourges, 8 fév. 1810; de Turin, 21 juill. 1812 (ces deux derniers arrêts rendus dans des espèces où le créancier voulait, il paraît, vendre lui-même amiablement les biens hypothéqués); de Lyon, 2 déc. 1835 (Attaqué en cassation: le pourvoi a été admis le 13 avr. 1837); de Bourges, 29 mai 1837 (rendu dans un cas où la clause était attaquée par d'autres créanciers).

Mais quoi qu'il en soit de la validité de la stipulation, cette stipulation, et le mandat qui en résulte, sont-ils irrévocables? Oui, suivant Duvergier, *loc. cit.* — Jugé en ce sens, que la faillite du débiteur ne révoque pas le mandat: Bordeaux, 13 et 17 août 1831; Aix, 13 juill. 1837... ni son décès: Bordeaux, 26 nov. 1834; Toulouse, 5 mai 1837... quoique sa succession ait été acceptée sous bénéfice d'inventaire, ou qu'il n'ait laissé que des héritiers mineurs (*V.* les deux derniers arrêts cités). — Du reste, le mandat ne dépouille pas le débiteur du droit de vendre lui-même de gré à gré: Bordeaux, 13 fév. 1832.

(2) *V.* en sens contraire, Cass., 5 niv. an 13, 15 mars 1825, 10 août 1831, et 21 fév. 1838; Duvergier, *de la Vente*, t. 2, n° 212; Troplong, *de la Vente*, t. 2, n° 906; et Merlin, *Quest.*, v<sup>o</sup> Hypothèque, § 18, n° 1, qui critique spécialement la décision du jugement que nous recueillons ici. — On peut voir aussi sur la question une dissertation de M. Cabanot insérée dans notre vol., à la suite de l'arrêt du 21 fév. 1838 précité, et dans laquelle ce jurisconsulte se prononce contre le système de la Cour de cassation. — En adoptant le système qui déclare l'hypothèque transmissible par voie d'endossement, quel serait cependant, par rapport au tiers porteur du billet endossé, l'effet de la radiation de l'inscription consentie par le créancier primitif? Sur ce point, *V.* les distinctions établies par Merlin, *loc. cit.*, n° 2.

tant et des intérêts, et déjà le jour où l'adjudication devait avoir lieu était annoncé, sans aucune notification aux débiteurs propriétaires des immeubles. — Les débiteurs se pourvurent en opposition, ils s'écarterent contre la clause insérée dans le dernier acte, et prétendirent qu'elle était illicite et n'avait été souscrite pareux que parce qu'ils étaient dans une détresse qui les avait mis à la discrétion du créancier. — 28 pluv. an 9, jugement du tribunal civil de Bruxelles qui rejette ce moyen et ordonne la continuation des poursuites.

Sur l'appel, les débiteurs reproduisirent les mêmes moyens. — Ils s'efforcèrent de démontrer le danger d'une pareille stipulation, qui mettait les créanciers dans le cas de disposer arbitrairement, et à leur gré, des biens des débiteurs. — Que l'on ne savait que trop qu'un débiteur, aux prises avec le besoin, donnait les mains à toutes les conditions que voulait lui faire un prêteur de fonds, qui, le plus souvent, convoitait, dès l'instant de l'acte, les immeubles pris en gage, et disposait d'avance les moyens de les avoir à vil prix, soit par lui, soit par des personnes interposées; — Que les immeubles hypothéqués ne cessent pas d'être le domaine du débiteur; — Qu'il serait injuste que l'aliénation pût s'en faire sans sa participation, puisque, comme propriétaire, il avait intérêt à ce qu'ils fussent vendus au plus haut prix; — Que ces sortes de clauses, réprouvées dans nos mœurs, ainsi que l'attestent les meilleures autorités, étaient, au surplus, presque toujours un signe certain du peu de délicatesse, pour ne pas dire de la mauvaise foi des prêteurs, qui abusent de la situation des personnes forcées de recourir à leur bourse.

Il est à remarquer que les obligations des débiteurs avaient commencé par des lettres de change, fondées dans les actes authentiques dont s'agit, où elles étaient rappelées. Stroobants agissait en vertu d'un endossement. Les appels soutenaient que des hypothèques n'étaient pas susceptibles d'être cédées par cette voie et qu'il fallait acte de cession.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'action hypothécaire ne peut se transférer que par un acte de cession expresse, et non par l'effet d'un simple endossement de lettres de change; — Que Stroobants n'a produit aucun acte de cession à lui faite de l'action hypothécaire, en vertu de laquelle il prétend exproprier les appels;

Attendu, d'autre part, que la clause insérée dans l'acte du 6 pluv. an 8, et portant que « il sera libre au créancier de vendre à la paumée ou par-devant notaire, après un simple commandement, les immeubles affectés à sa créance, » est réprouvée dans nos mœurs, comme l'enseigne Vinnius et Groenovegem; *Ferrieres*, ad. inst., lib. 2, tit. 8, § 1<sup>er</sup>, *quibus alienare licet*; *Matteus*, de auct. lib. 1, cap. 3, n<sup>os</sup> 10 et 11, ainsi que *Domat*, etc.; — Qu'il est d'autant plus essentiel de maintenir ce point de doctrine, qu'il est la garantie contre l'abus que pourrait faire un créancier de la situation de son débiteur, en se constituant maître de

vendre les immeubles de ce dernier en son absence et sans sa participation; — Réforme le jugement de première instance, — Et déclare Stroobants non recevable dans ses poursuites, etc.

Du 7 flor. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl. le cit. Beye, commiss.

## RAPPORT A SUCCESSION. — REMISE DE DETTE. — ATERMOIEMENT. — INTÉRÊTS.

Rapport n'est point dû à la succession d'un père, des dettes que ce dernier a remises à son fils failli, dans un contrat d'atermoiement consenti au fils par ses créanciers (1)...; surtout, les cohéritiers de ce dernier ne peuvent exiger le rapport, lorsqu'ils ont consenti ou approuvé ultérieurement la remise effectuée. Sous l'empire de la coutume de Flandres, les intérêts des sommes prêtées, sujettes à rapport, étaient dus à compter du jour où ces sommes avaient été reçues...; alors même que l'héritier soumis au rapport avait fait faillite (2).

(Maclood — C. Vandervoode.)

En 1770, les créanciers de Louis Maclood, au nombre desquels était François Vandervoode, son beau-père, consentirent, eu égard à l'état de ses affaires, à lui accorder une remise de cinquante pour cent. — Peu de temps après, Madeleine Yde, épouse de François Vandervoode, étant décédée, il fut dit, dans l'inventaire fait après son décès, que, sur les sommes dues à sa succession par Maclood, la moitié seulement devait être imputée par ce dernier sur la part à lui revenant du chef de sa femme, par suite de la remise qui lui avait été faite de l'autre moitié; cet inventaire fut signé par tous les enfants de Madeleine Yde, sans aucune réserve ni protestation.

Néanmoins, au décès de François Vandervoode, survenu quelques années plus tard, ses héritiers prétendirent forcer Louis Maclood au rapport de la totalité des sommes qu'il devait à leur auteur, comme n'ayant été prêtées qu'en avance d'hoirie; et ce système fut accueilli par le tribunal de première instance qui ordonna en même temps le rapport des intérêts courus jusqu'à la faillite du sieur Maclood.

Appel par le sieur de La Housse, comme exerçant les droits de Maclood, son débiteur. — Il soutient que la remise, consentie par les héritiers de Maclood, n'avait nullement été accordée dans un but de libéralité, mais uniquement dans l'espérance de sauver le reste de leurs créances; que par suite, le rapport ne peut en être dû, comme d'objet donné, à la succession de Vandervoode. — Appel incident par les héritiers de ce dernier, prétendant que les intérêts des sommes remises étaient dus jusqu'à l'époque de l'ouverture de la succession de leur auteur, et que la faillite du successible n'aurait pu en intervertir le cours, sans blesser l'égalité si légitime entre cohéritiers.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que la faillite

prête doivent être rapportés dès l'ouverture de la succession, quoique le terme accordé ne soit pas encore échu. *V. Duranton*, t. 7, n<sup>o</sup> 312, et *Vazeille*, des *Succes.*, sur l'art. 851, n<sup>o</sup> 9. — On remarquera que, dans l'espèce actuelle, la circonstance de l'approbation donnée par les héritiers à la remise, affaiblit beaucoup la décision sur le point jugé.

(2) Le Code civil (art. 856) ne fait courir, comme on sait, les intérêts des sommes sujettes à rapport, que du jour de l'ouverture de la succession.

(1) Une doctrine contraire est enseignée par Pothier, des *Succes.*, ch. 4, § 2, par ce motif que « le fils ne peut disconvenir que la somme lui a été prêtée par son père, et que le rapport est dû des sommes prêtées comme des sommes données. » C'est ainsi que décide l'auteur du *Rép. de jurispr.*, v<sup>o</sup> *Rapport à succ.*, § 3, n<sup>o</sup> 16. *V. en ce sens*, un arrêt de Nancy, du 16 août 1827. — Pothier, à l'endroit cité, dit aussi que le rapport doit avoir lieu, sans même attendre les termes du contrat d'atermoiement. Les auteurs modernes sont également d'avis que les

de Louis Macloed et de son épouse n'est pas contestée; — Qu'il est également justifié au procès que la plupart de leurs créanciers, du nombre desquels était l'auteur des intimés, se trouvaient dans la nécessité de faire des remises à leurs débiteurs, au sujet de la première faillite; — Qu'il conste de la production de l'inventaire fait au décès de Madeleine Yde, le 13 avr. 1774, que le survivant y déclara, contradictoirement avec ses enfans, qu'il avait été fait à Macloed et à son épouse une remise de cinquante pour cent sur les créances dont ils étaient débiteurs envers la communauté, à raison des malheurs, pertes et banqueroutes qu'ils avaient essuyés; — Que non-seulement cette disposition ne fut point contredite par les enfans et les héritiers de Madeleine Yde, mais qu'elle eut même son effet dans ledit inventaire au état de biens, en réduisant à moitié le montant des dettes de Macloed et de son épouse dans la succession de Madeleine Yde, et qu'il fut stipulé que la même opération se ferait à l'ouverture de la succession du survivant; — Qu'il résulte de là qu'il y a eu remise de cinquante pour cent, même de l'aveu et consentement des intimés ou de leurs ayans cause; — Que les intimés ne sont point recevables à censurer aujourd'hui la remise faite à Macloed et à son épouse, puisqu'ils l'ont consentie et même effectuée en partie lors du décès de Madeleine Yde et qu'on ne revient pas contre son propre fait, suivant ce qui est établi, par les lois 29, C. de pactis, et 14, § 9, ff. de *adilto edicto*; — Considérant que la remise faite par un créancier à son débiteur, emporte libération jusqu'à concurrence de la somme remise; d'où il suit que l'action à l'égard de Macloed et de sa femme, pour la moitié des sommes dont ils étaient débiteurs envers leur auteur, étant éteinte, elle n'a plus pu revivre dans la succession de ces derniers.....

Considérant que la remise faite de 50 pour %, à Louis Macloed et Angéline Vandervoerde, son épouse, ne peut opérer que pour la quantité remise, et que le surplus doit avoir son plein effet, tant pour le capital que pour les intérêts, vis-à-vis de leurs cohéritiers; — Qu'il importe peu qu'il y ait eu faillite pour l'objet non remis, parce que dès lors que l'action se trouve dans l'hérédité, les successibles ont droit d'en faire faire raison par celui qui vient en partage avec eux et dont la part ne peut consister qu'en ce qui peut lui revenir, déduction faite de ce qu'il doit à la succession; — Que, s'il en était autrement, il serait vrai de dire qu'un héritier serait avantagé, en ce qu'il ne rapporterait pas à l'hérédité ce qu'il lui doit, puisqu'il serait affranchi des intérêts des capitaux, lesquels intérêts sont, vis-à-vis de ses cohéritiers, une obligation accessoire en principe, dont le rapport est prescrit par la loi de l'égalité et notamment, par les coutumes de Flandre, sous l'empire desquelles les successions ont été ouvertes; — Déclare les intimés non fondés dans leur demande, en tant qu'elle a pour objet le rapport aux successions de François Vandervoerde et de Madeleine Yde, de plus de moitié des créances dont Macloed et son épouse s'étaient constitués débiteurs; — Reçoit l'appel incident formé par les intimés, et, y faisant droit, — Ordonne que les intérêts de la moitié des capitaux non remis seront rapportés auxdites successions à compter du jour où ils sont dus.

Du 7 flor. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles, — 3<sup>e</sup> sect.

1. EN COURSE. — CHANGEMENT DE DESTINATION.

Des armateurs qui ont émis et rendu des ac-

tions sur un bâtiment armé en course, ne peuvent se dispenser de rembourser le prix de ces actions, lorsqu'ils changent la destination du bâtiment, en l'expédiant en lettre de marque, encore que la majorité des actionnaires consente au changement de destination.

(Villeneuve—C. Lafonta et autres.)

Les cit. Lafonta, Besse et compagnie avaient pris deux actions, montant à 4,000 liv., sur le corsaire la *Résolue*, armé par les cit. Villeneuve et compagnie. — Un prospectus imprimé avait été distribué pour annoncer les conditions de l'armement en course.

Avant le départ du navire, les cit. Villeneuve et compagnie crurent devoir changer la nature de l'armement; et voulurent expédier le navire la *Résolue* en lettre de marque, c'est-à-dire armé en guerre et marchandise. — Les cit. Lafonta, Besse et Dufan ne voulurent pas consentir à ce changement, et ils citèrent les cit. Villeneuve et compagnie au tribunal de commerce, où ils obtinrent, le 24 germ. an 7, un jugement par défaut, qui condamna ces armateurs à leur rembourser la somme de 4,000 liv. pour les actions prises sur le corsaire. Ce jugement fut signifié le 27 du même mois. La *Résolue*, chargée en lettre de marque, ne mit en mer que le 30 thermidor suivant, et elle fut prise par les Anglais.

Ce ne fut qu'après la perte de ce navire que les cit. Villeneuve et compagnie interjetèrent appel du jugement du 24 germ. an 7. Un premier arrêt par défaut rejeta cet appel. Ils y formèrent opposition, et prétendirent que l'armement de la *Résolue* en lettre de marque avait été approuvé par la très grande majorité des actionnaires; que cette majorité avait par là, imposé le loi à la minorité; que les intimés étaient d'autant moins recevables à se refuser à ce changement, que deux négocians de la Gironne et de Bayonne, dont ils paraissaient n'être que les commissionnaires, l'avaient eux-mêmes approuvé. — Les intimés répondirent que les actions par eux prises sur la *Résolue* étaient pour leur compte personnel; qu'on n'avait pu les forcer à rester membres d'une société autre que celle pour laquelle ils avaient souscrit.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'armement en lettre de marque est d'une autre nature que l'armement en course; que c'est une spéculation absolument différente pour son objet, et par les risques auxquels elle expose; — Considérant qu'on ne peut forcer celui qui a contracté une société à en contracter une d'une espèce différente; que les intimés n'ayant d'action sur le navire la *Résolue* que pour l'armement en course, on n'a pu, en changeant la destination du navire, en l'armant en lettre de marque, les obliger à prendre des actions pour cet objet, les forcer à un genre de spéculation dans lequel ils ne voulaient pas s'engager. — Reçoit les sieurs Villeneuve et compagnie opposans pour la forme envers l'arrêt par défaut du 8 fruct. an 8, et néanmoins Ordonne que cet arrêt sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 12 flor. an 9. — Trib. d'appel de Bordeaux. — Pl., les cit. Mazet et Lainé.

#### COMMUNE. — DETTES. — CAUTION.

Du 14 flor. an 9 (aff. Hamon). — Trib. d'appel de Rouen. — V. ce jugement omis à son rang, après celui du 27 flor. (aff. Béraud).

## DONATION DE BIENS PRÉSENTS ET À VENIR. — ÉPOUX.

*Une donation de biens présents et à venir est valable (en pays coutumier) quant aux biens présents, si elle est faite entre époux... et cela encore bien qu'elle n'ait pas eu lieu par contrat de mariage, mais par acte entre vifs ordinaires. (Ordonn. 1731, art. 15 et 46.) (1)*  
(Guinault—C. Santilly.)

La dame Robinet avait fait, par acte du 21 brum. an 4, donation entre vifs et irrévocable au cit. Guinault-Descreaux son mari; — 1° De tous ses biens immeubles qui lui revenaient, tant dans la succession de Mari-Anne-Joseph Rupin, veuve de Toussaint Robinet Grateray, sa mère, que dans celle du cit. Pierre Robinet, décédé à Paris, son frère; — 2° D'une somme de 50,000 liv. à prendre sur ses plus chers biens. — La donatrice déclara, au surplus, se réserver l'usufruit et jouissance desdits biens, et de ladite somme pendant sa vie et jusqu'à son décès, lequel arrivé, lesdits usufruit et jouissance demeureraient réunis et consolidés à la propriété, au profit du sieur Guinault, de ses héritiers et ayants cause, soit que ladite dame Robinet survive audit sieur Guinault, soit que ledit sieur Guinault lui survive. — Le cit. Guinault est décédé; sa veuve a passé, après quelque temps, en secondes noces avec le sieur Santilly.

En l'an 7, la dame de Santilly a formé contre le sieur Guinault et la dame veuve Bacchelet, bénéficiaires de Guinault-Descreaux, une demande à fin de nullité de la donation du 21 brum. an 4, sur le motif qu'elle contenait le don de 50,000 liv. qui ne se trouvaient pas, à cette époque, dans la fortune de la dame Robinet, laquelle était épuisée par la donation de ses immeubles provenant de la succession de sa mère et de son frère.

25 flor. an 7, jugement du tribunal civil du département de l'Yonne qui admet la demande et prononce la nullité de la donation pour le tout, en se fondant sur ce que la donatrice n'ayant fait qu'une seule et même donation indivisible, cette donation ne pouvait valoir pour une partie lorsqu'elle était nulle pour le tout.

Appel par les bénéficiaires Guinault. — Les appelants soutenaient d'abord, que la dame Robinet possédait réellement, au moment de la donation, les 50,000 liv. par elle données à son mari. Mais, ajoutaient-ils, en fait il n'en était rien, et cette donation dût-elle être annulée comme portant sur des biens à venir, elle ne saurait invalider la donation des immeubles. Il est bien vrai que l'art. 15 de l'ordonn. de 1731, défend les donations de biens présents et à venir, et déclare nulles de telles donations, même pour les biens présents. Mais cette disposition n'est point applicable aux donations entre maris et femmes.

L'art. 46 de cette ordonnance déclare expressément, en effet, ne point comprendre dans ses dispositions ce qui concerne les dons mutuels et autres donations faits entre maris et femmes, autrement que par le contrat de mariage, ni pareillement les donations faites par le père de famille aux enfants étant en sa puissance; à l'égard

de toutes lesquelles donations il ne sera rien innové, ajoute l'ordonnance, jusqu'à ce qu'il y ait été autrement pourvu. — Or, il est certain qu'avant l'ordonn. de 1731, une donation de biens à venir, faite entre mari et femme, et qui aurait été déclarée nulle, n'entraînait pas la nullité de la donation de biens présents qui y aurait été jointe. L'axiome du droit *utiles per inutile non vitiatur*, conservait alors à la donation de biens présents tout son effet.

L'intimité repoussait l'argument tiré de l'art. 46 de l'ord. de 1731, en disant que quelle que fût la législation antérieure, en ce qui touchait les donations de biens présents et à venir entre époux, l'objet de cette ordonnance n'avait pas moins été de restreindre les donations de biens à venir aux seuls contrats de mariage, et qu'ainsi la donation dont il s'agit n'ayant pas eu lieu dans un tel contrat, se trouverait, dans tous les cas, essentiellement nulle.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'à l'époque de la donation, la donatrice était propriétaire des immeubles y énoncés, et que le donataire en a été saisi; — Attendu, à l'égard des 50,000 francs, que cette somme était due en numéraire, aux termes de la loi du 11 frim. an 6; — Attendu qu'à cet égard la déclaration des héritiers Guinault, qu'ils consentaient à ce qu'elle ne fût exigible que d'après l'échelle de dépréciation, n'en a pu changer la nature; attendu qu'il n'est pas justifié que la donatrice eût acquis des biens qui pussent servir d'assiette à cette donation; — Attendu qu'il suit de l'article 15 de l'ordonnance de février 1731, que les donations de biens à venir sont interdites; attendu qu'aux termes de l'art. 46 de la même ordonnance, ses dispositions ne sont point applicables aux donations entre maris et femmes; attendu qu'avant cette ordonnance, rien n'empêchait qu'une disposition eût son effet pour la partie conforme à la loi, bien qu'elle fût déclarée nulle pour la partie qui lui était contraire; que, d'après l'usage et la dernière jurisprudence en pays coutumiers, les donations étaient déclarées valables pour ce qui concernait les biens présents, quoiqu'elles fussent invalidées pour les dispositions de biens à venir; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 15 flor. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Bonnet et Giguet.

## BAIL À FERME. — PAILLE. — ENGRAIS.

*Les pailles sont de véritables engrais, et par suite, le fermier ne peut se dispenser d'en laisser, lors de sa sortie, une quantité semblable à celle qu'il a trouvée lors de son entrée (2).*

(Bauwens — C. Van Wel.)

Du 17 flor. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles.

## INTERDICTION. — EFFET RÉTROACTIF. —

## FIN DE NON-RECEVOIR.

*Les actes antérieurs à l'interdiction ne sont pas nuls de plein droit; ils peuvent seulement être annulés si la cause de l'interdiction existait notoirement à l'époque où ils ont été faits (3).*

(1) *V.* sur ce point, Grenier, des Donations, p. 10 du discours historique. — En ce qui touche le droit actuel, sur l'effet des donations comprenant des biens à venir, *V.* les art. 943 et 1084, Code civ. *V.* aussi Grenier, t. 2, n° 432 et suiv.

(2) La question est aujourd'hui résolue par l'art. 1778, Code civ.

(3) Il en est de même aujourd'hui d'après l'art.

503, Code civil. *V.* au surplus, les notes qui accompagnent les deux jugemens du tribunal de cassation des 22 niv. an 9 et 12 brum. an 10, ce dernier prononçant rejet du pourvoi formé contre le jugement ci-dessus. *V.* aussi, Delvincourt, t. 1<sup>er</sup>, p. 383 (édit. de 1819); Toullier, t. 2, n° 1357 et suiv.; Proudhon, t. 2, p. 329; Duranton, t. 3, n° 776 et suiv.; Rolland de Villargues, *v.* Interdiction, n° 60 et suiv.; et Favard, *cod. verb.*, § 3.

*Celui qui a demandé un pouvoir à une personne et fait usage de ce pouvoir, ayant, par là, reconnu la capacité du mandant, n'est pas admissible à prétendre ultérieurement que ce dernier n'était pas sain d'esprit, et demander par ce motif la nullité d'un acte fait à la même époque par le mandant.*

(Poussineau—C. Fouchier). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le jugement du 1<sup>er</sup> prair. an 6, qui prononce l'interdiction de la cit. Poussineau, femme Fouchier, ne contient aucune disposition rétroactive, et qu'aucune loi ne décide que l'interdiction doive, dans tous les cas, avoir un effet rétroactif et de plein droit; — Considérant que, d'après la jurisprudence, l'effet rétroactif de ces sortes d'interdictions dépend toujours des circonstances antérieures, des faits de démence notoire non prouvés, ou résultant des actes publics ou privés de l'interdit, antérieurement à son interdiction; — Considérant que les héritiers Poussineau, tant devant les premiers juges qu'en cause d'appel, n'ont précisé aucune circonstance, articulée aucun fait de démence, ni écripé aucun acte de la cit. Poussineau, femme Fouchier, antérieur à son interdiction, desquels résulterait la moindre présomption de l'absence de la raison de cette femme, à l'époque du testament par elle fait le 18 fruct. an 5; — Considérant que ledit testament dudit jour 18 fruct. an 5, antérieur de plus de huit mois à l'interdiction, n'est attaqué par aucun vice de forme, et ne contient que des dispositions sages, et que, d'ailleurs, les actes, tant publics que privés, émanés de ladite testatrice, tant avant que depuis son dit testament, portent le caractère de sa capacité, de sa sagesse et de sa raison;

Considérant que les héritiers Poussineau ont reconnu eux-mêmes la capacité et la sagesse de la cit. Fouchier, tant avant que depuis ledit testament, en faisant usage de ses pouvoirs; en lui demandant, depuis ce testament, la prorogation de ceux qu'elle avait donnés, auparavant icelui, au cit. Maury, l'un d'eux; en lui envoyant signer, peu de mois avant de provoquer son interdiction, le modèle d'une procuration générale, pour recueillir, en son nom, la succession Saint-Jaire, et en approuvant même, depuis l'interdiction, l'administration du cit. Huet, fondé de pouvoirs de la dame Poussineau, femme Fouchier, ainsi que le tout a été reconnu à l'audience par les plaidoiries; — Faisant droit à l'appel interjeté par ledit Fouchier, partie de Bonconne, dudit jugement du tribunal du département de la Vienne, dudit

jour 27 prair. an 8, dit qu'il a été mal jugé par ledit jugement, bien appelé par ledit Fouchier, etc.  
Du 18 flor. an 9. — Trib. d'appel de Poitiers.

1<sup>o</sup> ADJUDICATION. — JUGEMENT. — RÉDACTION.

2<sup>o</sup> MINISTÈRE PUBLIC. — EXPROPRIATION FORCÉE.

1<sup>o</sup> Les jugemens d'adjudication sur expropriation forcée ne sont pas soumis à la nécessité de contenir dans leur rédaction les quatre parties exigées pour les jugemens ordinaires par la loi du 21 août 1790 (tit. 5, art. 15) (1).  
2<sup>o</sup> L'audition du ministère public n'est pas nécessaire pour les jugemens d'adjudication sur expropriation forcée (2).

(Schil...—C. N.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'adjudication prononcée par les tribunaux ne pouvait être rangée dans la classe des jugemens proprement dits devant contenir quatre parties; qu'elle est moins un jugement qu'un acte judiciaire ou un procès-verbal émané du tribunal; que cet acte est ainsi qualifié par l'art. 19 de la loi du 11 brum. an 7;

Que la loi du 11 brum. n'exige point l'audition du ministère public pour les procès-verbaux ou jugemens d'adjudication lorsqu'ils sont passés sans aucune réclamation; qu'elle n'est prescrite par les art. 28 et 29 que lorsqu'il s'agit de revendication; — Rejette, etc.

Du 21 flor. an 9. — Trib. d'appel de Grenoble.

MOTIFS. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE. —

COMPARUTION PERSONNELLE.

Il n'est pas nécessaire que les jugemens ordonnant une comparution de parties, énoncent des motifs à l'appui de leur décision (3).

(Laferté—C. Robert). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la nécessité d'insérer dans le jugement les motifs qui l'ont dicté, ne paraît guère applicable qu'aux jugemens qui statuent sur les droits des parties; mais que dans les jugemens interlocutoires qui ne leur font aucun grief, dans ceux surtout qui, comme celui dont il s'agit, ordonnent seulement la comparution des parties, le jugement ne décide rien; qu'il ne cherche qu'à déclarer son opinion; qu'enfin, dans certains cas, l'exposé de ses motifs laisserait paraître son opinion définitive; sans avoir égard aux moyens de nullité allégués contre le jugement du 2 vend. dernier, dit, etc.

Du 25 flor. an 9. — Trib. d'appel de Bourges.  
— Prés., le cit. Salé.

(1) C'est là un point consacré par la jurisprudence et enseigné par les auteurs;... à moins, bien entendu, que le jugement d'adjudication ne statue en même temps sur une contestation élevée par la partie saisie ou toute autre partie intéressée. *F. Cass.* 27 frim. an 10, et la note.

(2) Le Code de procédure, pas plus que la législation antérieure, n'exige que le ministère public soit, entendu dans les instances en expropriation. Cette audition serait cependant nécessaire si l'expropriation était poursuivie contre un mineur, un absent ou toutes autres personnes désignées dans l'art. 83, Code de procéd., ou s'il s'élevait dans le cours de la procédure l'une des contestations énumérées dans le même article. *F. Cass.* 26 avril 1809 et 30 oct. 1811.

— Sous la loi du 11 brum. an 7, il existait un argument *a contrario* contre la nécessité de l'audition (argument indiqué dans le jugement ci-dessus): cette loi prescrivait en effet que le commissaire du gouvernement fut entendu sur les demandes en revendication; or, cette disposition est éteinte, si, en

principe, l'audition du ministère public est éteinte, dans les affaires d'expropriation.

(3) Quoique le tribunal d'appel, dans le jugement ci-dessus, pose en principe que la nécessité d'énumérer les motifs qui ont dicté un jugement, ne soit pas applicable aux jugemens interlocutoires qui ne font aucun grief aux parties, nous restreignons notre sommaire au cas particulier qui se trouvait soumis au tribunal, parce qu'il nous semble douteux que ce principe soit vrai dans sa généralité. *F.* à cet égard, Merlin, *Rep.* v. *Motifs de jugement*, n° 13, qui soutient que la disposition sur l'obligation de motiver les jugemens n'admet point de distinction entre les arrêts interlocutoires et les arrêts définitifs. Notons toutefois qu'ici, le jugement était non pas interlocutoire, dans le sens attribué à ce mot par le Code de procédure (art. 452), mais simplement préparatoire.

— *F.* cependant un arrêt de Paris, du 2 déc. 1812 qui décide d'une manière absolue, qu'il n'est pas besoin de motiver les jugemens interlocutoires. *F. aussi Cass.* 4 janv. 1820.

## JUGE. — PARENTÉ. — ERREUR COMMUNE.

*L'erreur commune sur la parenté au degré prohibé, de deux juges ayant concouru à un jugement, suffit pour la validité du jugement (1).*

(Laminière — C. Leclerc). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'il n'est pas établi que deux des juges qui ont concouru au jugement du 19 flor. an 4 fussent parens au degré prohibé; qu'au surplus, en admettant la vérité de ce reproche, il est avoué par toutes les parties qu'ils ont été membres du même tribunal pendant plusieurs années, et que l'erreur dans laquelle le public avait été induit, suffit pour valider les jugemens auxquels ils ont concouru; — Sans avoir égard; — Confirme, etc.

Du 26 flor. an 9. — Tribunal d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salé.

## CONCILIATION. — POSSESSOIRE. — PÉTITOIRE.

— EXCEPTION.

*Lorsque, sur une action possessoire portée au bureau de paix, le juge renvoie les parties à se pourvoir au pétitoire, l'action au pétitoire n'est point dispensée du préliminaire de conciliation, par cela seul que le demandeur et le défendeur ont déjà comparu devant la justice de paix. (L. 21 août 1790, titre 10, art. 2.) (2)*

*Le défaut de tentative de conciliation est opposable pour la première fois en cause d'appel (3).*

(De Bruges — C. Dagman.)

Dagman avait cité de Bruges devant le juge de paix du canton de Châtelet, pour entendre dire qu'il serait intenu dans la possession d'une haie de la cloisière dite *Pircot*. — De Bruges prétendait avoir lui-même la possession de la haie. — Sur cette controvérsie de faits, le juge de paix avait appointé les parties à preuve. Elles firent respectivement entendre des témoins, et, d'après les enquêtes, le juge de paix les avait maintenues, l'une et l'autre, dans la possession de la haie litigieuse, avec défense de s'y troubler. — Par le même jugement en date du 8 fruct. an 8, le juge de paix renvoyait les parties, quant à la propriété, à se pourvoir par-devant les juges compétens.

Dagman intenta l'action au pétitoire; l'ajournement était à la suite de l'expédition du jugement du 8 fruct. an 8. — Par sentence du 25 vent. an 9, le tribunal de l'arrondissement de Charleroi adjugea la propriété de la haie en contestation à Dagman.

Appel par de Bruges de cette sentence. Il l'argue de nullité, ainsi que toute la procédure, pour

(1) C'est un principe admis dans l'ancienne comme dans la nouvelle législation *quo error communis facit ius*. *V. Répert. de Merlin, v<sup>o</sup> Erreur; Perrin, des Nullités*, p. 302 et suiv.; *Lemerle, des Fins de non-recevoir*, p. 209 et suiv. La décision ci-dessus devrait donc encore être admise aujourd'hui. Mais si l'erreur commune sur la parenté de juges siégeant dans le même tribunal, n'existait pas, nous n'hésitons pas à penser qu'il y aurait nullité du jugement auquel ces magistrats auraient participé; et, comme nous l'avons déjà exprimé en rapportant dans notre vol. de 1833, 2.60 un arrêt de la Cour de Bordeaux, du 5 juillet 1832, qui décide qu'il n'appartient à personne de contrôler la nomination d'un juge pour en induire la nullité d'un jugement auquel il a concouru, sous prétexte de sa parenté avec un autre membre du tribunal, admetto une telle doctrine, ce serait abandonner la nomination des magistrats au

violation de la loi du 21 août 1790, suivant laquelle aucune action ne peut être introduite devant les tribunaux, si le demandeur ne justifie que la partie a été inutilement appelée au bureau de conciliation, ou qu'il a employé sans fruit sa médiation. C'est en vain, disait-il, qu'on voudrait prétendre que le renvoi du juge de paix, conquis à la suite de son jugement sur le possessoire, est virtuellement un acte de non-conciliation. Le juge de paix n'était pas constitué en bureau de conciliation; il exerçait un ministère de rigueur: il était juge. En constituant les bureaux de conciliation, le législateur n'a pas voulu créer des formes inutiles. Le but de la loi, son vœu bien formel sont, qu'avant d'engager le procès, les parties trouvent des moyens de rapprochement. Elle leur offrait la médiation d'un arbitre paternel, impartial, auquel elle impose le devoir de tenter la conciliation. Ce n'est que lorsque cette ressource salutaire a été inutilement épuisée que les tribunaux peuvent être saisis de la connaissance du litige. L'action pétitoire a été directement déferée au tribunal civil de l'arrondissement de Charleroi, sans aucune preuve de conciliation. La relation du juge de paix prouve par elle-même qu'elle n'a pas été tentée. Le renvoi est prononcé d'office, et le juge de paix n'a le pouvoir de le prononcer, que quand il a lui-même rempli les devoirs que la loi prescrit.

Dagman repoussait la nullité par la production de la pièce que son adversaire invoquait pour l'établir. En renvoyant les parties devant les juges ordinaires, le juge de paix, selon lui, disait qu'elles n'avaient voulu ni se concilier; que, dans le doute, on devait le présumer, parce qu'à moins de preuve contraire, un magistrat est censé s'être conformé à la loi. D'ailleurs, continuait Dagman, l'exception n'a pas été formée en première instance, elle n'est pas recevable en cause d'appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'art. 2, tit. 10 de la loi du 21 août 1790; — Considérant que le renvoi fait par le juge de paix, dans son jugement au possessoire, n'est pas un acte de non-conciliation, mais un acte de juge qui ne constate d'ailleurs aucune preuve de conciliation; — Déclare nul le jugement porté, le 25 vent. an 9, par le tribunal civil de l'arrondissement de Charleroi, et tout ce qui en est suivi, etc.

Du 27 flor. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Tarte, subst.

## ABSENT. — DÉCÈS. — ENVOI EN POSSESSION.

*L'absent doit être réputé mort du jour de son départ ou de ses dernières nouvelles (4).*  
*L'héritier testamentaire d'un absent, qui se*

plus complet arbitraire, et méconnaître la disposition expresse de l'art. 63 de la loi du 20 avril 1810 d'après lequel « les parens et alliés, jusqu'à un degré d'ordre et duovenus inconvénient, ne peuvent être simultanément, membres d'un même tribunal ou d'une même Cour, sans dispense du roi... » *V. cependant, dans le sens de l'arrêt de Bordeaux précité, Cass. 4 déc. 1823.*

(2) *V. décision en ce sens, Dijon, 2 déc. 1826; V. aussi comme analogue, Cass. 6 germ. an 2, et la note.*

(3) La jurisprudence est maintenant fixée en sens contraire à cette solution. *V. la note sur le jugement de Cass. du 13 therm. an 8 (aff. Charraut).*

(4) *V. sur ce point le résumé de doctrine présenté par M. Talendier, dans son Traité des absents, p. 11 et suiv., et l'Encyclop. du droit de MM. Sébire et Carlieret, v<sup>o</sup> Absence, § 1, n<sup>o</sup> 7 et suiv. (art. de M.*



trouve en même temps porteur d'une procuration pour administrer ses biens, devait (avant le Code civil) être préféré à l'héritier naturel pour l'envoi en possession provisoire des biens de l'absent (1).

Le droit à l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent, est transmissible et passe de celui à qui il appartient à ses propres héritiers (2).

(Béraud — C. Millon). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que les frères Béraud n'ont rapporté aucune preuve écrite de l'existence d'André; d'où il suit que ce dernier devait être regardé comme absent depuis 1763, époque à laquelle on a cessé d'avoir de ses nouvelles; qu'il est de principe que l'absent est réputé mort du jour de son départ; que, dans cette circonstance, la jouissance provisoire de la légitime qui échoit à cet absent dans le cours des dix premières années, est accordée de préférence à l'héritier institué par son père; qu'il est également de principe qu'après dix ans d'absence sans nouvelles et sans que l'absent ait fait aucune disposition, les héritiers présomptifs sont appelés à la jouissance provisoire de ses biens; mais que s'il a laissé un héritier testamentaire avec une procuration pour administrer ses biens, celui-ci doit être incontestablement préféré; — Considérant qu'il est encore certain que l'héritier institué transmet ce droit à ses propres héritiers; que cette jurisprudence était constante au parlement de Toulouse; qu'elle est attestée par Cotelier, liv. 2, chap. 67, et par Serres, dans ses *Institutes*; — Déboute les frères Béraud de leur opposition au

jugement rendu contre les tiers acquéreurs, etc.  
Du 27 flor. an 9. — Trib. d'appel de Riom.

#### COMMUNE. — DETTES. — CAUTION.

De ce que la loi du 24 août 1790 a déclaré les biens des communes, domaines nationaux, et en ce sens a rendu plus difficile le recours de leurs coobligés ou cautions solidaires, il ne s'ensuit pas que ces coobligés et cautions puissent se prétendre quittes de leur obligation primitive envers les créanciers des communes.

(Hamon — C. Grandin.)

Au mois de mai 1779, Jacques Hamon fit une vente au corps municipal de la ville d'Elbeuf; le prix stipulé fut une rente payable partie au vendeur, partie au sieur Buhot à la décharge du vendeur. — Michel Grandin intervint au contrat pour se rendre garant et débiteur solidaire des rentes que le corps municipal s'obligeait à payer à Hamon et à ses délégués.

Un grand nombre d'années s'étant écoulées sans que Buhot eût reçu les arrérages que le corps municipal de la ville d'Elbeuf, devait lui payer à la décharge de Hamon, il s'éleva une contestation entre Hamon et Grandin. — Buhot avait jeté une saisie sur les meubles de Hamon, pour obtenir paiement des arrérages qui lui étaient dus. Hamon assigna Grandin pour qu'il eût, en sa qualité de caution du corps municipal de la ville d'Elbeuf, à payer les arrérages réclamés par Buhot, et à faire cesser ses poursuites. — Grandin répondit que la dame de Hamon était mal fondée, parce que les biens et les dettes des com-

Demante). Voici en quels termes M. Talandier s'exprime, au n° 2 de son introduction, sur l'état de l'absent : « Un absent n'est aux yeux de la loi ni mort, ni vivant; il n'est réputé mort que lorsqu'il a atteint sa centième année. Cependant, pour fixer le droit des héritiers à l'envoi en possession provisoire ou définitive, si le décès n'est pas prouvé, ou si son époque n'est pas constatée, la loi répète l'absent mort du jour de sa disparition ou de ses dernières nouvelles. » V. aussi, Cass. 21 vent. an 9; 16 déc. 1807; 22 déc. 1813, et 10 nov. 1821; Lyon, 2 pluv. an 11; Bourges, 22 avril 1822; Nancy, 1<sup>er</sup> mars 1827.

(1) Nous ne pensons pas que cette décision doive être suivie aujourd'hui. Il résulte en effet de l'art. 123 du Code civil, sagement entendu, que les légataires, les donataires et généralement tous ceux qui ont, sur les biens de l'absent, des droits subordonnés à la condition de son décès, ne peuvent être admis à l'exercice provisoire de ces droits qu'après l'envoi en possession des héritiers présomptifs. C'est ce qu'enseignent MM. Locré, t. 2, p. 423; Toullier, t. 1<sup>er</sup>, n° 435; Merlin, *Repert.*, v° Absent, sur l'art. 123, n° 1<sup>er</sup>; Talandier, *Traité des absents*, p. 190; Duranton, t. 1<sup>er</sup>, n° 420; et c'est aussi ce qu'a jugé la Cour de Bordeaux par un arrêt du 21 août 1813, rendu dans une espèce où l'héritier testamentaire qui réclamait préférence pour l'envoi en possession, ne trouvait, comme ici, être en même temps fondé de pouvoir de l'absent. Il a même été jugé que la circonstance particulière que l'héritier présomptif détiend de fait les biens de l'absent au moment de la déclaration d'absence, n'autorise pas l'héritier testamentaire à poursuivre l'envoi en possession provisoire de ses droits, et qu'il faut, en ce cas, que l'héritier présomptif commence par se faire envoyer personnellement en possession, pour que l'héritier institué soit admis à s'y faire envoyer lui-même : V. arrêt d'Aix, du 8 juill. 1807. — Cependant M. Moly, *Traité des absents*, n° 387 et suiv. et n° 418 professe

une doctrine contraire à celle des auteurs ci-dessus, pour le cas surtout où les droits de ceux qui demandent l'envoi en possession à l'encontre des héritiers présomptifs sont incontestables, et où ces héritiers présomptifs ne sont pas héritiers à réserve; en ce cas, selon l'auteur, dès que les divers héritiers sont en présence, le juge doit accorder la possession à celui de la volonté de l'homme, puisque la loi lui donne la préférence sur l'héritier naturel. — Mais ce système, dicté par le désir d'éviter des frais inutiles, ne saurait l'emporter sur le texte précis de la loi, et d'ailleurs ne produirait pas toujours l'avantage que l'auteur s'en promet.

Si cependant les héritiers présomptifs négligeaient ou refusaient de demander l'envoi en possession provisoire, après sommation ou interpellation à eux adressée par l'héritier institué, celui-ci pourrait alors demander l'envoi en possession des droits qui lui sont conférés, parce que la négligence ou le caprice des héritiers présomptifs ne saurait lui enlever ou neutraliser dans ses mains l'exercice de ces droits. Telle est l'opinion de la plupart des auteurs que nous avons déjà cités : Merlin, *loc. cit.*, n° 3 et 4; Duranton et Talandier; V. aussi Delvincourt, t. 1<sup>er</sup>, p. 92, et Demante, *Encyclopédie du droit*, n° 78. Proudhon, t. 1<sup>er</sup>, p. 163, est du même avis, en ce qui touche l'héritier institué dispensé par la loi de demander délivrance aux héritiers légitimes; mais il pense qu'il en est autrement quand cette délivrance se trouve nécessaire pour saisir le légataire. Cette distinction est combattue par Delvincourt, *ubi supra*.

(2) Sous le Code civil, la doctrine et la jurisprudence s'accordent à décider que le droit de demander l'envoi en possession provisoire accordé à l'héritier présomptif de l'absent au jour de ses dernières nouvelles, est transmissible, soit par succession, soit même par testament. V. Merlin, *Repert.*, v° Absent, sur l'art. 120, n° 2; Duranton, t. 1<sup>er</sup>, n° 439; Biret, *Traité de l'absence*, p. 121; arrêts de Turin, 5 mai 1810; Paris, 11 fév. 1813; Colmar, 12 août 1814; Angers, 28 août 1823.

munes ayant passé à la nation par l'effet de la loi du 21 août 1790, il s'était opéré une novation qui ne laissait au créancier d'une commune de recours que contre la nation.

25 vent. an 9, un jugement adoptant les moyens de Grandin le renvoyait de la demande formée contre lui. — Appel par Hamon.

ARRÊT (après partage).

LE TRIBUNAL; — Considérant que le cit. Grandin s'est rendu caution solidaire des engagements pris par la municipalité d'Elbeuf, envers le citoyen Hamon, par le contrat passé devant notaire en due forme, le 22 mai 1779, et, qu'en conséquence, il s'est personnellement obligé avec ladite commune, un seul pour le tout, au paiement de la rente constituée par ledit contrat pour vente d'immeubles; — Que, par là, il est manifeste, qu'en traitant avec un corps de main-morte, placé sous la dépendance absolue du gouvernement, e. cit. Hamon n'a pas voulu confier le sort de sa créance aux événements particuliers, ni aux coups d'autorité qui pouvaient compromettre la fortune de cette municipalité, et qu'au contraire, le cit. Grandin s'est soumis volontairement à tous les risques résultant de son obligation solidaire; — Que l'effet de la solidarité stipulée un seul pour le tout et sans division, est de donner au créancier le droit de s'adresser directement à l'un des coobligés, sans discuter la solvabilité de l'autre coobligé ni examiner si la fortune est diminuée ou périe par son fait ou par cas fortuit; — Qu'il n'existe aucune loi qui ait détié le cit. Grandin de l'obligation personnelle par lui contractée, comme caution solidaire, ni aucun acte du fait du citoyen Hamon, contenant novation ou dérogation au contrat de 1779; — Qu'il est tellement certain que la loi du mois d'août 1793, ni aucune autre, n'a porté atteinte aux règles de la solidarité, qu'il est de notoriété publique que les coobligés solidaires ont adressé plusieurs fois leurs réclamations au corps législatif pour être affranchis de leurs engagements, et qu'elles n'ont produit qu'une résolution rejetée par le conseil des anciens, comme contraire aux principes de la matière; — Réforme, etc.

Du 14 flor. an 9. — Trib. d'appel de Rouen.

#### DIVORCE. — ABANDON D'ÉPOUX.

Lorsqu'un mari quitte sa résidence ordinaire et va habiter dans une autre ville sans en prévenir sa femme, sans lui donner de ses nouvelles et sans lui faire passer aucun secours pendant plus de trois ans, on peut considérer cette conduite comme un abandon dans le sens de l'art. 4 de la loi du 20 sept. 1790, qui donne lieu au divorce pour cause déterminée, alors même que, pendant l'instance en divorce, le mari aurait offert de recevoir sa femme (1).

(Fourquenote — C. Pateau.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'étant prouvé et convenu que depuis trois ans le sieur Pateau a quitté son domicile et sa femme, c'est un véritable abandon; qu'aux termes de l'art. 4 de la loi du 20 sept. 1790, c'est un motif déterminé de divorce; — Considérant que si les exceptions de Pateau pouvaient lui servir, ce ne serait qu'autant qu'il aurait pris un véritable domicile à Bordeaux et aurait invité, comme même la dame Fourquenote de l'y joindre, ce qu'on ne s'aurait dire de celui qui reste igno-

chambre garnie dans une grande ville; — Considérant que l'action de Cécile Fourquenote étant ouverte, formée, et son droit au divorce acquis, il n'a pas dépendu dudit Pateau de l'en priver et de rendre la loi illusoire par des offres tardives; — Faisant droit à l'appel interjeté par Cécile Fourquenote, partie de Cantilhac, du jugement rendu par le tribunal de première instance de l'arrondissement de Bordeaux, le 15 vent. dernier, dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; émettant, renvoie les parties devant l'officier civil de Narbonne, pour le divorce être prononcé, tous les dépens demeurant compensés.

Du 28 flor. an 9. — Trib. d'appel de Bordeaux. — Concl., le cit. Vieille, f. f. de commiss. — Pl., les cit. Cantilhac et Marion.

#### MARIAGE. — DOMICILE. — PUBLICATIONS. — TÊMOINS.

Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1793, lorsque les publications avaient été faites dans le lieu où les époux avaient ou leur dernier domicile au moins pendant six mois, le mariage était valablement célébré dans un autre lieu où les époux n'avaient pas encore acquis leur domicile par six mois de résidence.

Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, 1° qu'un mariage (entre mineurs) fut précédé de publications au lieu de la célébration, pourvu que ces publications eussent été faites dans le lieu qui a été, pendant au moins six mois, le dernier domicile des époux; 2° que l'acte de mariage contint la mention du domicile et de la profession des témoins; 3° que tous les témoins fussent du sexe masculin.

(P... — C. Mackert.)

Du 28 flor. an 9. — Trib. d'appel de Liège. V. sur cette affaire l'arrêt de cassation du 28 flor. an 12, à sa date.

#### ARBITRE. — RÉCUSATION.

Les arbitres peuvent être récusés, de même que les juges ordinaires, lorsqu'ils ont donné des conseils dans la cause sur laquelle ils sont appelés à statuer. (Ordonn. de 1667, tit. 24, art. 6; — Cod. proc. civ., art. 378 et 1014.) (2)

(Lavallée. — C. Brière.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'aux termes de l'art. 6, tit. 24, ordonn. de 1667, le juge peut être récusé s'il a donné conseil; que cette disposition est fondée sur la crainte des préventions qu'il a pu se former à l'égard du droit d'une des parties; que ce motif reçoit une application formelle à l'homme de loi qui consulte; que ses rapports avec l'une des parties, les conseils qu'il lui donne ne permettent pas de supposer qu'il ait pu conserver cette entière indépendance dont les arbitres, comme les juges, ont besoin; qu'ainsi, ni dans l'origine, ni encore moins dans ce moment, Debile ne peut rester arbitre des doutes des parties; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 6 prair. an 9. — Trib. d'appel de Bourges.

#### POSSESSION. — EXPULSION. — TITRE.

Le possesseur d'un immeuble n'en peut être expulsé par celui qui s'en prétend le véritable propriétaire, qu'en vertu d'un titre légal exécutoire ou d'une ordonnance du juge.

(Brems et consorts — C. Firminck.)

Brems et consorts avaient acquis trois moulins

(1) Jugé dans le même sens, Cass. 11 fruct. an 12.

(2) V. nos observations sur l'arrêt de la Cour royale de Toulouse, du 18 août 1838.

dépendant du domaine du prince d'Orange.—Par arrêté du 3 mess. an 4, le directeur exécutif de la république française, déclara cette vente nulle, et donna ordre aux agents de la direction des domaines de la faire rentrer dans la possession de la république.—Mais, plus tard, par un traité de paix, la propriété des biens du prince d'Orange, dont ces moulins faisaient partie, fut abandonnée à la république batave.—En l'an 9, un sieur Everhard Firminck se disant inspecteur des domaines nationaux de la république batave, demanda à Brems et consorts l'abandon des trois moulins.—Sur leur refus de reconnaître ses droits et sa qualité, il leur fit signifier, à la date du 29 vend. an 9, un commandement de déguerpir dans les 24 heures, et le 1<sup>er</sup> brum. il fit procéder à leur expulsion.

Brems et consorts demandèrent la nullité de ces actes, et leur réintégration dans les biens, mais non jugement, du 19 vent. an 9, rejeta leur demande.

**Appel par Brems et consorts.**

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;**— Considérant qu'aucune exécution ne peut être faite qu'en vertu d'un titre légal exécutoire ou d'une ordonnance du juge, et que, dans l'espèce particulière, il n'y a ni titre exécutoire, ni mandement, ni visa du juge; que le préjuge de l'autorité du juge ne serait pas nécessaire dans le cas même d'écue de détention précaire, mais que le propriétaire pourrait employer la force armée pour expulser le détenteur, est subversif de tout ordre public; — Infirme.

Du 7 prair. an 9.— Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.—Concl., le cit. Malfroid, subst.

#### 1<sup>o</sup> CONCILIATION.—DEMANDES ACCESSOIRES.

##### 2<sup>o</sup> RÉPARATIONS LOCATIVES.—ACTION.

1<sup>o</sup> *Lorsqu'une demande judiciaire a été précédée du préliminaire de conciliation, les autres demandes qui en sont la suite sont affranchies de cette formalité.*

2<sup>o</sup> *Le défaut de réparations locatives de la part de celui dont la jouissance a cessé, donne bien au propriétaire une action en confection des réparations, ou en paiement du prix qu'elles ont coûté, mais non une action en paiement de loyers (1).*

(Lemonnier — C. Lesage.)

Lemonnier avait formé contre Lesage une demande en paiement d'une certaine somme, pour privation de jouissance occasionnée par défaut de réparations locatives d'une manufacture que celui-ci lui avait vendue, et dont il avait ensuite consacré la jouissance à titre de fermier.—Cette demande fut précédée d'une tentative de conciliation.—Lesage ayant persisté dans son refus d'exécuter les travaux, Lemonnier forma plus tard une nouvelle demande contre lui en paiement

de 2,562 fr. pour un an et deux mois de loyer de cet établissement.— Lesage opposa une fin de non-recevoir tirée de ce que cette nouvelle demande n'avait pas été précédée du préliminaire de conciliation, et il soutint, au fond, que Lemonnier ne pouvait avoir contre lui une action en paiement de loyers, pour un temps postérieur à sa jouissance.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;**— Considérant, sur la fin de non-recevoir, que déjà les parties avaient été en instance pour défaut de jouissance de Lemonnier; que l'action présente ayant pour objet la continuation de cette même non-jouissance, n'est évidemment qu'une suite de la première action; que ces parties avaient originellement tenté le voie de la conciliation, et qu'elles ne peuvent être tenues d'y passer deux fois;

Considérant, au fond, que le défaut de réparations locatives donne sans doute une action au propriétaire contre le fermier, mais que cette action se borne à la confection des réparations ou paiement du prix qu'elles ont coûté, que les réparations locatives sont, de leur nature, légères; que leur défaut peut rendre la jouissance un peu moins agréable, mais non pas l'empêcher; qu'ainsi, il ne peut jamais autoriser la demande en paiement de loyers.— Confirme, etc.

Du 16 prair. an 9.— Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Solié.—Pl., les cit. Douard et Deseglises.

#### DIVORCE.—DÉRÈGLEMENT DE MOEURS.

*Le dérèglement notoire de mœurs que l'art. 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 sept. 1792, place au nombre des causes déterminées de divorce, doit s'entendre d'un dérèglement qui a duré pendant le mariage.—L'article ne s'applique point aux dérèglements qui auraient précédé l'union conjugale.*

(André — C. André.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;**— Attendu que le dérèglement notoire de mœurs, que l'art. 4, § 1<sup>er</sup>, de la loi du 20 sept. 1792, place au nombre des causes déterminées du divorce, doit s'entendre d'un dérèglement qui a duré pendant le mariage et non de celui qui l'aurait seulement précédé; que, d'ailleurs, il était constant en fait qu'André avait connu la grossesse de sa femme bien avant l'accouchement, et que cependant, il avait continué à vivre maritalement avec elle;— Confirme.

Du 19 prair. an 9.— Trib. d'appel de Liège.

#### TUTELLE.—AÎEULES.—CONCOURS —

##### PRÉFÉRENCE.

*Dans le cas de concurrence de deux aïeules (paternelle et maternelle) qui se disputent la tutelle de leurs petits-enfants, il n'y a pas nécessité de préférer l'aïeule paternelle; il faut à cet égard examiner quel est l'intérêt du mineur (2).*

(1) Le tribunal appuie sa décision sur cette considération que le défaut de réparations locatives peut rendre la jouissance un peu moins agréable, mais non pas l'empêcher. Il pourrait cependant arriver que les dégradations fussent telles que les lieux seraient inhabitables. Dans ce cas, nous estimons que l'ancien fermier ou locataire, en demeure de faire les réparations, pourrait être condamné, non pas précisément au paiement des loyers pendant la privation de jouissance, mais à des dommages-intérêts qui en seraient l'équivalent.

(2) Dans le cas où le père et la mère sont décédés sans avoir choisi de tuteur à leurs enfants, le

Cod. civ. (art. 402) délire de plein droit la tutelle aux ascendans mâles, et en cas de concurrence de deux ascendans au même degré, c'est à celui de la ligne paternelle qu'il accorde la préférence. Dès que la loi s'occupe elle-même de donner la tutelle, il fallait qu'il n'y eût pas de doute possible sur la personne du tuteur, et dès lors une règle quelconque de préférence était nécessaire. Mais les ascendantes n'ont pas la tutelle légale. La loi, par une exception à la règle qui déclare les femmes incapables d'être tutrices, a bien voulu que la tutelle pût leur être déléguée par le conseil de famille, mais elle n'a pu imposer aux parents appelés à composer ce conseil aucune

(Chevalier — C. Richebourg.)

Le cit. Richebourg et la demoiselle Chevalier avaient eu deux enfans de leur mariage: ils décédèrent l'un et l'autre laissant ces enfans en bas âge. Un d'eux demeura avec la dame Chevalier, son aïeule maternelle, à qui le père et la mère l'avaient confié plusieurs années avant leur décès.

Lors de l'assemblée des parens, convoquée pour donner un tuteur aux mineurs Richebourg, les parens maternels désignèrent la tutelle à la dame Chevalier; et les parens paternels, en nombre égal, déclarèrent qu'ils s'opposaient à ce que la dame Chevalier fût nommée tutrice, d'abord, parce qu'elle étoit détentrice de l'universalité de la fortune des mineurs, et parce qu'en suite la négligence qu'elle avait apportée à payer à son gendre et à sa fille les intérêts de la dot dans un temps où ils étaient assiégés par le besoin, donnait une idée peu avantageuse de l'intérêt qu'elle prendrait aux enfans. — Enfin, ils décrétèrent la tutelle à la dame Richebourg, aïeule maternelle.

Cette diversité d'avis nécessita un référé devant les juges du tribunal civil de première instance de Paris, qui, adoptant les motifs des parens paternels, confirmèrent la nomination de la dame Richebourg pour tutrice des mineurs.

La dame Chevalier interjeta appel de ce jugement, et s'efforça d'établir que les motifs d'exclusion, énoncés par les parens paternels, n'étaient pas fondés. — Elle invoquait le choix des parens qui lui avaient déjà confié un de leurs enfans, et l'intérêt des mineurs auxquels son âge et sa position de fortune promettaient des soins et une éducation qu'ils ne pouvaient trouver chez la dame Richebourg, pauvre et déjà très avancée en âge.

La dame Richebourg soutenait qu'indépendamment même des raisons qui avaient déterminé les premiers juges, son titre d'aïeule paternelle devait lui faire accorder la préférence.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu qu'il résulte de l'avis de parens que chacune des aïeules réunit le même nombre de voix pour être élue tutrice; que, dans cette position, c'est l'intérêt des mineurs que l'injustice doit suivre; que l'âge et la fortune de l'aïeule maternelle militent en sa faveur; que d'ailleurs le père et la mère lui avaient déjà confié leur fille aînée; — Met l'appellation au néant; émettant, comme Marie-Bonne Delaplace, veuve Chevalier, aïeule maternelle, tutrice des mineurs Richebourg; François Richebourg, oncle paternel, tuteur ad hoc, à l'effet de stipuler et défendre leurs intérêts, dans tous les cas où ils se trouveraient opposés et contraires à ceux de la cit. Chevalier.

Du 24 prair. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — Concl. le cit. Try, commiss. — Pl., les cit. Belart et Moreau.

**RENTE. — CONSENTEMENT. — ACTE SANS SEING PRIVÉ. — DOUBLE ÉCRIT.**

*La constitution d'une rente perpétuelle, moyennant un prix de vente, est un contrat synal-*

*lagma- tique qui exige le consentement réci-*

*proque des parties, et si l'acte qui la contient est sous seing privé, il doit être fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct.*

(C... — C. Labour.)

11 pliv. an 7, vente d'immensibles par Labour à C... moyennant 3,600 fr. dont 1,600 payés comptant, et 2,000 fr. stipulés payables à différentes époques. — C... acquitta plusieurs termes, mais il restait encore débiteur d'une assez forte somme, lorsque Labour se vit obligé de le poursuivre pour obtenir paiement. — Opposition aux poursuites de la part de Labour. Il se fonda sur une quittance sous seing privé à la suite de laquelle étaient ces mots: *et le surplus de la créance payable à temps illimité*, et il voyait dans ce délai indéfini qui lui était accordé pour payer une promesse d'aliénation de capital, moyennant constitution de rente, avec obligation d'en passer contrat.

6 therm. an 7, jugement qui rejette cette prétention. — Appel par le cit. Labour.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant qu'il n'est articulé par l'intime, et non dénié par l'appelant, que la quittance donnée par Labour à C... avait été dictée par ce dernier; qu'ainsi, les mots *et le surplus de la créance payable à temps illimité*, dans le sens douteux qu'ils présentent, ne paraissent que l'effet d'une adresse coupable pour se refuser au paiement des sommes dues, et n'ont pas le caractère d'une véritable aliénation de capital; que, d'ailleurs, les constitutions de rente sont des actes synallagmatiques qui requièrent le consentement mutuel des parties; que, dans l'espèce, ce consentement réciproque n'existe pas; et qu'enfin l'acte duquel on voudrait faire résulter cette aliénation de capital, n'est pas même fait double; — Dit qu'il a été bien jugé.

Du 27 prair. an 9. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Sallé. — Plaid., les cit. Devaux et Deséglises.

**TRANSACTION. — HÉRITIERS. — QUALITÉ.**  
*Des héritiers d'une personne décédée ne peuvent, pour exercer des droits du chef de cette personne, se prévaloir d'une transaction dans laquelle ces droits auraient été reconnus à l'égard de quelques-uns de leurs co-héritiers, s'ils n'ont pas eux-mêmes été parties dans l'acte (1).*

(Senoque — C. de Loos Corswarem.)

Sur contestations relatives au droit à la succession de Marie-Catherine Lefebvre, il intervint, le 9 mars 1767, une transaction entre le sieur de Loos, d'une part, et, d'autre part, plusieurs des représentans d'Anne Lefebvre, qualifiée de cousine issue de germain de Marie-Catherine, et sa plus proche parente. A cette transaction n'avait pas été appelée la femme Senoque, une des descendantes d'Anne Lefebvre. Son mari intenta alors en son nom une action en pétition d'hérédité contre le sieur de Loos: il se fonda prin-

ci- palement sur ce que la transaction étoit un acte de famille, dans le cas où elle serait irrégulière et ordonner une nouvelle convocation de parens pour procéder à une nouvelle nomination.

(1) Les transactions ont, entre les parties, l'autorité de la chose jugée en dernier ressort (Cod. civ., art. 2052). — Or, aux termes de l'art. 1351 du même Code, la chose jugée n'a d'autorité qu'à l'égard des personnes qui étaient parties au jugement. — Au surplus, c'est un principe général que les conventions n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes (art. 1165, Cod. civ.).

paiement sur l'acte du 9 mars 1767, dans lequel le sieur de Loos reconnaissait aux représentants d'Anne Lefebvre la qualité d'héritiers de Marie-Catherine, et il s'efforçait de prouver que cette qualité leur appartenait réellement, en démontrant qu'Anne Lefebvre descendait d'un certain Nicolas Lefebvre, qu'il prétendait avoir été l'un des enfants de Jean Lefebvre, grand oncle de Marie-Catherine. — Mais cette demande, rejetée d'abord par le tribunal de la Dyle, ne fut pas mieux accueillie sur l'appel par le tribunal de Bruxelles qui prononça le jugement suivant.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, par la transaction du 9 mars 1767, trouvée dans les pièces produites au procès, il est dit en effet qu'Anne Lefebvre, épouse de Charles Loreau, était cousine issue de germain de Marie-Catherine Lefebvre, et qu'ayant survécu à celle-ci, elle aurait pu succéder aux biens par elle délaissés, et que de la dame Anne Lefebvre ils ont dû passer à sa postérité; — Considérant que cette énonciation ne peut tenir lieu d'aveu qu'entre les parties qui ont contracté, et n'empêche pas que la dénégation du fait ne constitue un tiers dans la nécessité de le justifier; — Considérant, en fait, etc.; — Confirme.

Du 28 prair. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — *Plaid.*, les ctt. Crassous et Poulet.

## CAUTION.—RENTE.—LIBÉRATION.

La caution d'un débiteur de rente qui a promis de garantir l'effet de l'arrêtement, est libérée si le créancier a fait vendre les biens affectés au service de la rente, sans que les formes légales aient été observées; surtout si la vente a lieu sans la participation de la caution et sans qu'elle ait été interpellée. (Coutume de Binch, art. 46.)

(Dursmer-Locq—C. Leroy.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que d'après l'art. 46 des chartes et coutumes locales de la ville de Binch, sous l'empire desquelles les biens dont s'agit sont situés, lorsque l'héritage hypothéqué n'est pas suffisant pour payer le créancier, il doit être affermé pendant une année et le fermage délivré au créancier; — Que, suivant le même article, si le débiteur tenancier ou possesseur de l'héritage ne le dégage pas des arrérages et dépens dans le terme de neuf mois, il est passé outre à la vente publique, soit à rente ou à prix absolu, selon que ce sera reconnu le plus grand profit du débiteur; — Considérant que les dispositions de cet article ont été violées dans la vente du 7 mess. an 6, en ce que les biens vendus et dont la vente n'a pas produit deniers suffisants pour payer les propriétaires de la rente, n'ont point été affermés pendant une année, et en ce que le poursuivant a réglé de lui-même les conditions de la vente à deniers clairs, et s'est ainsi constitué l'arbitre de l'alternative établie dans le même article, tandis que la coutume ne

l'a insérée qu'en faveur du débiteur, ce qui suppose essentiellement son consentement et, à défaut de ce consentement, l'examen et la délibération du juge sur le gage utile, relativement au débiteur, ce qui n'a pas été observé dans le cas particulier; — Considérant que si les appelants avaient pu être fondés à exercer une action récursoire contre la caution du premier arrêtement, pour les arrérages de la rente, c'était pour eux une obligation de poursuivre la vente des biens hypothéqués à sa participation ou elle dûment appelée, et d'observer rigoureusement la coutume, afin de ne pas nuire à l'exercice des droits de ses héritiers et conserver dans son entier le bénéfice de la cession et subrogation que le créancier ne peut refuser à la caution qui paie, même avant les poursuites; — Considérant que, par l'absence des formalités prescrites et le défaut de participation des héritiers de la caution, il a été évidemment préjudicié à leurs droits, puisqu'ils avaient la faculté de continuer la rente, en conservant les biens, ou de demander qu'il fussent vendus à rente, ce qui leur était plus avantageux; — Considérant de plus qu'en remettant dans leurs mains les biens arrêtés, au mépris des formalités voulues, les appelants ont enlevé aux héritiers de la caution de Hayay le gage de leur garantie et l'effet du bénéfice de la cession en temps utile pour exercer leurs recours; — Confirme le jugement dont est appel, etc.

Du 29 prair. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

## CHARTE-PARTIE.—FORCE MAJEURE.—

## DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Les croisières d'un ennemi dans les parages d'un port pour lequel un vaisseau est destiné, ne sont pas une force majeure qui opère la résolution de la charte-partie, sans dommages-intérêts de la part des chargeurs, ou qui puisse en suspendre l'exécution pendant un certain temps (1).

(Hennessy et Turner—C. Janesen.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que lors de la sommation faite par le capitaine aux chargeurs, il n'y avait point interdiction de commerce des navires prussiens, par guerre, représailles ou autrement, avec la ville de Hambourg, ni avec le roi de Danemark, qui avait fait occuper cette ville par ses troupes; qu'au contraire la Prusse avait alors accédé à la coalition des puissances du Nord contre l'Angleterre; qu'il existait seulement des hostilités entre l'Angleterre et les puissances du Nord; qu'ainsi les conventions de navigation entre le capitaine et les chargeurs, devaient subsister en leur entier; — Considérant que l'art. 8 du même titre, ci-dessus transcrit, a pour objet des cas particuliers de force majeure qui empêchent absolument la sortie des ports; qu'il n'existait, lors de la sommation faite par le capitaine Josias aux chargeurs, aucun de ces cas de fermeture des ports par force majeure; qu'ainsi, il n'y avait pas lieu à sus-

(1) Ce jugement a été rendu sous l'empire de l'ordonnance de 1681, mais on devrait juger de même sous l'empire du Code de commerce. En effet, aux termes de l'art. 276 de ce Code, c'est l'interdiction de commerce pour le port auquel le navire est destiné qui résout la charte-partie, sans dommages-intérêts de part ni d'autre. Or, les croisières d'un ennemi devant un port ami, ne sont pas la même chose qu'une interdiction de commerce. — D'un autre côté, d'après l'art. 277, le départ du navire ne peut être retardé sans dommages-intérêts que dans le cas où

une force majeure s'oppose à sa sortie, circonstance qui ne se rencontre pas dans l'espèce actuelle. Il est bien vrai que la force majeure qui arrive pendant le voyage et qui suspend la marche du navire ne donne lieu à aucune augmentation de fret d'après le même art. 277. Mais il ne faut pas conclure de là que l'appréhension de cette force majeure puisse autoriser le chargeur à empêcher le départ du navire; au contraire, puisque cette disposition suppose que le pavire est sorti et commencé son voyage.

prendre le départ du navire ; — Que si les chargeurs ne voulaient pas courir les risques ordinaires de la navigation, pendant les hostilités d'une puissance autre que celle du lieu de leur destination, ils ne pouvaient suspendre le départ du navire, qu'en indemnisant le capitaine qui voulait partir ; — Donne acte aux chargeurs de leur déclaration d'être prêts de recharger le navire comme il l'était par eux précédemment, et même de ce que le rechargement est commencé ; donne acte au capitaine de sa déclaration, qu'il est prêt de recevoir ce chargement ; — Condamne les chargeurs de payer au capitaine la dépense et celle des gens de son équipage, pendant les jours de retard de son départ, à compter du jour de la sommation qu'il a faite aux chargeurs de lui fournir les acquits de douane nécessaires pour son départ, suivant l'estimation qui en sera faite par experts, dont les parties conviendront devant le tribunal de commerce de Rochefort, sinon qui seront nommés d'office par ce tribunal, aux intérêts du jour qu'il y a été conclu, et aux frais.

Du 3 mess. an 9. — Tribunal d'appel de Poitiers.

#### JUGEMENT.—RÉACTION.

*Un jugement n'est pas nul par cela seul que les faits de la cause, les conclusions des parties et les motifs de décision y sont présentés confondus et non dans l'ordre indiqué par l'art. 15, tit. 5 de la loi des 16-21 août 1790, pourvu qu'il contienne en réalité les quatre parties exigées par la loi, et que, dans son ensemble, il présente une idée suffisamment nette de l'affaire.*

(Morin—C. Godin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant qu'à la vérité on ne trouve pas dans le jugement dont est appel l'ordre des matières exigé par la loi des 16-21 août 1790 ; que les faits de la cause, les conclusions des parties, les motifs de décision y sont un peu préconfondu ; que cependant son ensemble présente une idée assez nette de l'affaire et les diverses parties de la loi ; — Sans avoir égard aux moyens de nullité allégués contre le jugement de première instance ; — Confirme, etc.

Du 6 mess. an 9. — Tribunal d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Sallé. — Pl., les cit. Duard et Damsigny.

#### FAILLI.—JUGEMENT.—AVEU.

*Un débiteur failli ne peut demander la nullité d'un jugement, par cela seul que ce jugement aurait été rendu contre lui personnellement pendant la faillite, au lieu de l'être contre les syndics, si d'ailleurs il reconnaît en justice la légitimité de la créance qui faisait l'objet de la demande (1).*

(Van Merlen Veydt—C. Ducos.)

Van Merlen Veydt avait interjeté appel d'un jugement du tribunal de commerce d'Anvers qui le condamnait, par corps, à payer au cit. Ducos une somme de 9,211 fr. — Pour échapper à la contrainte par corps, il disait qu'étant en état de faillite, un créancier n'avait pu obtenir un juge-

(1) Le principe qu'après l'ouverture de la faillite, toute action civile ne peut être intentée ou suivie que contre les syndics, n'était pas moins certain sous l'empire de l'ancienne législation que sous la nouvelle, quoique l'ordonn. de 1673 ne l'eût pas proclamé d'une manière formelle, comme l'a fait plus tard l'art. 194 du Code de comm. — Ce principe est la sauvegarde des créanciers : sans lui, en effet, il dépendrait du failli de les frustrer en se laissant condamner pour des dettes simulées qui viendraient

ment valables contre lui. — Du reste, il confessait la légitimité de la créance.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant que le principe qu'un individu en état de faillite ne peut ester en jugement, n'est applicable qu'autant que l'intérêt des créanciers pourrait être compromis dans les jugements rendus contre lui ; — Que, dans l'espèce actuelle, la dette est avouée de la part du débiteur ; — Confirme, etc.

Du 12 mess. an 9. — Tribunal d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Malffroid, subst.

#### MINES.—MAÎTRE DE FORGES.—EXPLOITATION.

*Avant la loi du 12 juill. 1791, les maîtres de forges ne pouvaient pas, dans la ci-devant pays de Liège, exploiter, sans le consentement des propriétaires fonciers, les mines de fer existantes dans les héritages de ces propriétaires.*

*La loi du 12 juill. 1791 n'a maintenu jusqu'aux termes de leur concession que les concessionnaires qui, avant la promulgation de cette loi, avaient un droit acquis à l'exploitation d'une mine.*

*Les maîtres de forge n'ont pu revendiquer les minerais qu'ils ont extraits des fonds d'autrui depuis la loi du 12 juill. 1791, sans avoir rempli envers les propriétaires les formalités prescrites par cette loi (2).*

(Daoust—C. Lefebvre.)

Du 13 mess. an 9. — Tribunal d'appel de Bruxelles.

#### ACTE SOUS SEING PRIVÉ.—SCELLÉS.—

##### SEQUESTRE.

*Sous l'empire des lois antérieures au Code, des titres ou seing privés ne pouvaient, tant qu'ils n'avaient pas été avérés, autoriser celui qui réclamait, en vertu de ces titres, les meubles et effets d'une succession, à l'opposer à la levée des scellés apposés à la requête des héritiers, ni à demander le séquestre des objets dépendant de la succession, ni à refuser les clefs des lieux où ils étaient déposés.*

(Dubruel—C. Deshomis.)

Après la mort de la cit. Lachataigneraie, les scellés avaient été apposés sur les meubles et effets dépendant de sa succession, à la requête de ses héritiers légitimes. — Le cit. Dubruel se prétendait propriétaire de ces meubles, en vertu d'actes sous seing privé, émanés de la défunte ; il forma une demande en avérion de ces actes, et forma provisoirement opposition à la levée des scellés.

2 niv. an 9, jugement du tribunal de Ville-neuve qui, sans statuer sur la demande en avérion, ordonne la levée des scellés. Au lieu de se pourvoir par appel contre ce jugement, Dubruel forme une nouvelle demande en avérion, et requiert le séquestre des meubles et effets de la succession.

9 pluv. an 9, jugement qui refuse le séquestre.

absorber une grande partie de l'actif de la faillite. Mais ce principe ne reçoit aucune atteinte lorsque, comme dans l'espèce ci-dessus, l'intérêt des créanciers ne peut être compromis, ou qu'ils ne réclament pas : rien n'empêche alors que les condamnations obtenues contre le failli, en nom personnel, n'aient tout leur effet.

(2) V. pour les faits et le jugement de cette affaire l'arrêt de cassation du 23 vent. an 11.

Dubruel alors refuse de remettre les clés des bâtiments où les meubles sont déposés.  
12 pluv., jugement qui ordonne cette remise.  
Appel des trois jugemens par ce dernier.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant 1° que Dubruel ne conteste pas aux Desbons la qualité d'héritières de ladite Lachataigneraie; qu'elles étaient donc fondées à demander la levée des scellés; que Dubruel n'a, pour s'y opposer, que des écrits privés qui n'ont force en justice qu'après leur avération; qu'on ne peut regarder comme une avération le silence que les Desbons ont gardé devant le bureau de paix lorsque Dubruel a demandé ladite avération, non plus que leur exception fondée sur les prétendus dol, fraude et simulation dont elles disent que ces actes sont infectés, puisque ni le silence des parties sur une pièce, ni les vices qu'elles croient y reconnaître, ne soutiennent avération de la signature d'un défunt, qui ne peut être fixée que par un aveu formel ou d'après les formalités prescrites par l'édit de 1681. Il est bien vrai que les parties avaient tenté conciliation sur cette avération, et que le premier juge aurait dû l'ordonner à l'époque du 2 niv. dernier; mais Dubruel, ayant de nouveau tenté conciliation et intenté une nouvelle action en avération devant le tribunal de première instance de Villeneuve, a, par cette démarche, justifié le jugement qui lui a refusé cette avération le 2 niv. dernier, à raison d'un prétendu défaut de conciliation sur cette avération, et, par là, il s'est déclaré lui-même non recevable à appeler du jugement qui la lui a refusé, d'autant que, pour fruit de son appel, il n'obtiendrait du tribunal que ce qu'il est à même d'obtenir du premier juge dans l'instance qu'il a introduite devant lui. Les écrits dont il s'agit ne sont point avérés, et les démarches de Dubruel prouvent qu'il ne les considérait pas lui-même comme tels. Ils n'ont donc aucune force en justice, et ne peuvent, qu'après leur avération, donner aucun droit à Dubruel de s'immiscer dans l'hérédité de ladite Lachataigneraie, ni de former opposition aux actes que ses bérilières eussent dû faire en ladite qualité, qui ne leur est pas contestée; — 2° on n'ordonne le séquestre que lorsque les droits des parties sont incertains; or, celui des Desbons ne l'est pas, puisque personne ne leur conteste la qualité d'héritières de ladite Lachataigneraie, et les droits de Dubruel sont encore incertains, puisque ses prétendus titres n'ont aucune force en justice; il ne peut donc y avoir aucune raison pour ordonner le séquestre, ni faire droit à la demande en possession formée par Dubruel, ni à sa demande d'une caution; — 3° le jugement du 12 pluv. est une suite nécessaire de l'exécution de celui du 2 niv. précédent, puisqu'il n'était pas possible de procéder à la levée des scellés sans avoir les clés des édifices contenant les meubles sur lesquels ils étaient apposés; — Par ces motifs, le tribunal, sans arrêter à l'appel interjeté par ledit Dubruel des jugemens

du tribunal de Villeneuve desdits jours 2 niv., 9 et 12 pluv. derniers, dit qu'il a été bien jugé, mal et sans griefs appelé; — Ordonne que lesdits jugemens sortiront leur plein et entier effet.

Du 13 mess. an 9. — Tribunal d'appel de Toulouse.

## EAU. — DIGUE. — COMPÉTENCE.

*C'est aux tribunaux ordinaires et non à l'autorité administrative qu'il appartient de connaître des contestations qui peuvent s'élever entre les propriétaires riverains d'un cours d'eau non navigable, relativement à la direction imprimée aux eaux par l'un d'eux, au moyen de l'établissement d'une digue. (C. civ., art. 645, anal.) (1)*

(Bussy — C. Margot.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que la police des rivières navigables est sans doute un objet d'administration, mais que la demande n'a pas pour objet quelque entrave portée à la navigation; que nul ne se plaint à cet égard et que, de l'avis des parties, la digue dont il s'agit est hors du canal destiné à la navigation; que l'entreprise dont on se plaint se borne à avoir donné au cours de l'eau une direction dommageable à un propriétaire riverain; qu'une telle action est essentiellement du ressort des tribunaux; — Dit qu'il a été bien jugé par le jugement dont est appel, au chef qui déclare le tribunal compétent.

Du 15 mess. an 9. — Trib. d'appel de Bourges.  
— Prés., le cit. Sallé. — Plaid., les cit. Douard et Deséglises.

## CAUSE. — OBLIGATION.

*La cause d'une obligation est suffisamment établie par ces termes: je reconnais devoir... alors surtout que l'on ne justifie pas que l'obligation soit sans cause (2).*

(Hennequin — C. Gondouan.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que le défaut de date n'est pas une nullité dans les actes privés; que la nullité, résultant du défaut de cause, ne peut s'entendre du cas où la cause n'est pas exprimée, mais seulement de celui où la cause est fautive; qu'à la vérité, dans l'espèce, la cause n'est pas exprimée, mais que rien ne justifie qu'il n'en existait pas, et que la qualité des parties, les termes des billets, les poursuites faites du vivant du créancier contre le débiteur, repoussent également les soupçons élevés contre ledit acte; — Dit qu'il a été mal jugé.

Du 15 mess. an 9. — Trib. d'appel de Bourges.  
— Prés., le cit. Sallé. — Pl., les cit. Deséglises et Douard.

## COMMUNE (DETTE D'UNE). — GARANTIE. — ADMINISTRATEUR. — OBLIGATION.

*L'administrateur d'une commune qui, en contractant pour elle avec l'autorisation administrative, s'est aussi obligé personnellement, ne peut néanmoins être tenu que comme fi-*

*l'obligation à une cause, sauf au débiteur à prouver que son engagement n'en a véritablement aucune? Cette question a été vivement controversée entre M. Duranton (t. 10, n° 353), qui adopte le premier système, et M. Toullier (t. 6, n° 175), qui se prononce pour le second. V. en ce dernier sens, arrêts de Bourges, 12 fév. 1825, et d'Agen, 3 juill. 1830. — En droit romain, c'était au porteur de l'obligation sans cause exprimée, à prouver qu'elle avait une cause. L. 25, § ult., ff. de prob. et presump. (V. Merluc, Quest., v° Cours des obligations.)*

(1) C'est un point constant en jurisprudence: V. Cass., 19 frim. an 8 et la note.

(2) V. dans le même sens, Cass. 9 janv. 1822 et 20 août 1831 (Volume 1831); Paris, 29 flor. an 10; Nîmes, 8 mars 1820. — Au surplus, d'après l'art. 1132, Cod. civ., une obligation est valable bien que lacune n'en soit pas exprimée, si d'ailleurs elle a une cause réelle. Mais, dans ce cas, la présomption est-elle contre l'existence d'une cause, de sorte que ce soit au créancier à établir qu'il en existe réellement? Ou bien, au contraire, doit-on présumer que

déjusseur et non pas comme coobligé solidaire (1).

(Abeele — C. les bourgmestres et échevins d'Adelen.)

Les sieurs Abeele avaient actionné les bourgmestres et échevins de la commune d'Adelen pour avoir paiement d'une rente de 25 liv. que ceux-ci s'étaient engagés personnellement à leur servir, au nom de la commune. — Les défendeurs opposèrent qu'ils n'avaient entendu que cautionner l'obligation contractée par la commune et que, par suite, ils ne pouvaient être attaqués qu'après discussion préalable des biens de cette dernière; leur système fut accueilli, le 19 prair. an 7, par jugement du tribunal civil du département de la Lys.

Appel par les créanciers.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que les intimés étaient bourgmestres et échevins d'Adelen, lorsqu'ils ont levé le capital de la rente, dont il s'agit, que c'est en cette qualité et sous cette dénomination qu'ils ont contracté; — Qu'ils étaient autorisés par l'administration supérieure; que les deniers ont été remis et employés pour le compte et l'utilité de la commune; qu'ainsi l'obligation personnelle, qui peut résulter de la clause finale de l'acte, ne doit être considérée que comme accessoire de celle de la commune; d'où il suit qu'ils ne peuvent être envisagés que comme fidéjusseurs simples, fondés à réclamer le bénéfice d'ordre; — Confirme le jugement de première instance, etc.

Du 16 mess. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

#### INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — TITRE. —

JUGEMENT PRÉPARATOIRE.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, une inscription hypothécaire a pu être valablement prise en vertu d'un jugement préparatoire qui, bien que ne pouvant par lui-même conférer hypothèque, énonçait un titre antérieur conférant cette hypothèque. Dans ce cas, le défaut d'énonciation de la date du titre dans l'inscription est suppléée par celle qui se trouve dans le jugement (2).

(Testu — C. Grivet.)

Après le divorce du cit. Testu et de sa femme, des arbitres furent nommés pour régler leurs droits respectifs. Les droits de la cit. Testu reposaient sur son contrat de mariage en date de 1769.

Le 29 prair. an 5, les arbitres rendent un jugement préparatoire, par lequel ils ordonnent que les parties produisent leurs titres.

En vertu de ce jugement, la cit. Testu prend inscription pour le montant de ses reprises dont le total n'est réglé que par un jugement définitif subséquent, du 7 frim. an 8.

Depuis et après saisie, un ordre étant ouvert pour la distribution du prix des biens du mari, la cit. Testu y prend inscription pour être colloquée à raison du montant de ses reprises, à la date de son inscription.

La nullité de cette inscription est demandée par les cit. Grivet et autres, créanciers du mari.

2<sup>o</sup> germ. an 9, jugement du tribunal de première instance d'Angers qui annule l'inscription.

(1) V. anal. dans le même sens, décret du 19 août 1808, et ordonnance du 18 mars 1816.

(2) Ce jugement ne résonne pas précisément la question de savoir si l'inscription est valable, lors même qu'elle n'énonce pas la date du titre constitu-

Appel de la part de la cit. Testu.

Sur cet appel, le commissaire du gouvernement a présenté les observations suivantes:

« L'inscription est-elle faite de manière qu'on ne puisse pas se méprendre sur l'indemnité de la créance qu'on a voulu conserver? »

« Le but principal de la loi du 11 brum. an 7 est la publicité de l'hypothèque; le reste n'est que secondaire. L'inscription dont la loi prescrit les formes est le mode choisi pour assurer cette publicité; le titre hypothécaire n'est plus que le moyen d'acquiescer l'hypothèque, puisque sans inscription l'hypothèque n'a aucun effet.

« L'art. 17 est relatif à l'hypothèque conventionnelle: il exige pour son inscription la représentation du titre, sa date et le montant du droit.

« L'art. 21 parle de l'hypothèque légale; il se borne à exiger l'indication de la nature du droit et l'époque où il a pris naissance.

« Enfin, l'art. 40 dispense de la représentation du titre pour l'inscription des droits acquis avant la loi.

« Pour que l'inscription ait une publicité suffisante, il faut qu'elle énonce 1<sup>o</sup> la date, qui seule donne rang à l'hypothèque en cas de concurrence; 2<sup>o</sup> qu'elle énonce, s'il est possible, le montant du droit, s'il est liquidé et déterminé, ou du moins sa nature, lorsqu'il est impossible d'en fixer le montant.

« On oppose à la cit. Testu que son inscription ne remplit aucune de ces conditions.

« Cette inscription, en effet, contient une erreur; au lieu d'y énoncer qu'elle s'inscrivait pour les droits résultant de son contrat de mariage du 1<sup>er</sup> juill. 1769, elle relate un titre incapable de conférer hypothèque, c'est-à-dire le jugement arbitral et préparatoire du 29 prair. an 5; d'où il semble qu'au premier aperçu on peut conclure que son inscription n'indique ni la nature du droit ni l'époque où l'hypothèque a pris naissance.

« Mais résulte-t-il de cette erreur une nullité absolue? Non, une pareille nullité qui anéantirait entièrement l'inscription ne peut résulter que de la violation directe de la loi dans ses dispositions essentielles, comme si l'inscription n'était fondée sur aucun titre hypothécaire, si elle n'était pas faite dans le délai fixé par la loi, si elle n'indiquait pas les noms du créancier, si, enfin, elle n'était pas faite de manière que l'on ne pût se méprendre sur la créance inscrite.

« Or, ce n'est point le cas où se trouve la cit. Testu: son inscription est régulière et conforme à l'art. 17. A la vérité, on n'y trouve pas la date du titre primordial, du véritable titre; mais elle relate un jugement arbitral qui énonce ce titre et qui fixe par approximation le montant de ses droits hypothécaires. D'ailleurs, au moment où elle s'inscrivait, la cit. Testu était dans les dispositions favorables des art. 21 et 40, en sa qualité de femme divorcée, s'inscrivant pour ses droits matrimoniaux, à la vérité ouverts, mais non encore liquidés; il suffisait donc qu'elle énonçât la nature de son droit et l'époque où il avait pris naissance, ce qu'elle a fait implicitement en s'inscrivant d'après un règlement de liquidation de ses reprises, emplois et droits matrimoniaux, règlement qui vingt fois rappelle, énonce et date son contrat de mariage, règlement enfin qui est

tif de la créance, question fort controversée en jurisprudence et en doctrine; mais bien celle de savoir si la date de ce titre dans l'inscription peut être suppléée par renvoi à un autre acte qui la contient. V. conf. à la solution ci-dessus, Cass. 3 fév. 1819; 16 mars 1820 et 17 mai 1823.



basé sur les dispositions de cet acte et qui n'est relatif qu'à la liquidation des droits qui en résultent. Il ne peut donc y avoir d'équivoque sur la nature du droit ni sur l'époque où l'hypothèque a pris naissance.

« En appliquant à cette inscription toute la rigueur de l'art. 17, pourrait-on, même en cette hypothèse, la considérer comme nulle? Je ne le pense pas.

« Il ne faut pas confondre l'inscription avec la vérification de la créance. L'inscription n'est faite que pour rendre l'hypothèque publique; la vérification a pour objet de constater le droit hypothécaire, de s'assurer que le droit inscrit est légitime, et que c'est celui-là même qu'on a voulu conserver. Si donc l'inscription laisse quelque doute sur l'identité, la vérification supplée à ce qu'il lui manque de clarté et de lumière: or, dans le cas particulier dont est question, le préambule du règlement, daté du 29 prair. an 3, fait disparaître toute équivoque, et on ne peut se méprendre sur la créance inscrite.

« Si donc cette inscription était frappée de quelque espèce de nullité, ce ne pourrait être d'une nullité absolue, mais seulement relative. Celle-ci pourrait détruire l'effet de l'inscription, relativement aux tiers créanciers qui, sur le fol de l'inscription et sur le fondement de l'erreur qu'elle renferme, auraient acquis des droits hypothécaires, dont ils ne pourraient plus ensuite exercer l'effet sur le gage fourni par le débiteur commun, si l'inscription arguée de nullité produisait son effet.

« Pour appuyer ce raisonnement, le substitut du commissaire a posé deux hypothèses.

« 1<sup>re</sup> Depuis l'acquisition de la cit. Testu, Grivet et consorts ont acquis du mari des créances hypothécaires, constituées antérieurement au 29 prair. an 3, date du jugement arbitral sur lequel repose l'inscription: il n'y a pas de doute qu'alors l'inscription serait nulle, relativement à ses créanciers, parce que l'erreur et l'omission auraient pu dans ce cas préjudicier à ces tiers créanciers qui n'auraient pas contracté s'ils eussent connu le titre primordial de la créance, c'est-à-dire le contrat de mariage.

« 2<sup>o</sup> On peut supposer l'inscription d'une créance hypothécaire de 4,000 fr., tandis qu'elle est de 40,000 fr. Sans doute les créanciers inscrits, même postérieurement, pourraient bien demander la réduction de la créance à la somme de 4,000 fr. énoncée dans l'inscription. Cette hypothèse est trop claire, pour qu'elle soit susceptible de démonstration.

« C'est dans des cas semblables, que l'erreur qui se glisse dans un bordereau d'inscription peut opérer une nullité relative, quoique, d'ailleurs, l'inscription soit faite dans une forme légale et dans un temps utile.

« Mais les intimés ont-ils souffert quelque préjudice de l'erreur commise par l'act. Testu? Non. Et s'ils n'ont éprouvé aucun dommage, ont-ils droit de querreller son inscription? Non encore. Et enfin, suffit-il que d'autres créanciers eussent pu être trompés et souffrir un dommage de cette inscription, pour en conclure que les intimés en ont souffert un que la justice doit s'efforcer de réparer? Cette proposition n'est pas plus raisonnable que les précédentes, puisque l'erreur de la cit. Testu n'a nui réellement à personne; puisque aucun des créanciers n'a acquis de droits sur son mari par suite de cette erreur, et que, par conséquent, elle n'a opéré aucun changement

dans leurs droits; puisque les choses sont à l'égard de tous les créanciers, ce qu'elles étaient avant la loi du 11 brum., avant l'inscription, et ce qu'elles seraient si l'erreur n'eût pas existé.

« La loi du 11 brum., continue le substitut du commissaire, n'eût sans doute point assujéti les anciennes hypothèques à la publicité de l'inscription, si elle n'eût envisagé que les créanciers des droits déjà acquis au moment de sa promulgation. Les lois antérieures parlaient pour eux; elles réglaient leurs droits hypothécaires, leurs privilèges, et en modifiaient les effets. Mais, comme postérieurement à la loi du 11 brum., ces créanciers pouvaient céder leurs droits à des tiers, ou que de nouveaux créanciers pouvaient acquérir de nouveaux droits sur le même débiteur, la loi est venue au secours de ces tiers cessionnaires, de ces nouveaux créanciers, en prescrivant pour eux, et afin d'éviter toute surprise, la nécessité d'inscrire les anciennes hypothèques.

« Il est vrai que des jurisconsultes distingués ont écrit que toute inscription qui n'est pas conforme au mode prescrit par la loi doit être regardée comme n'ayant jamais été faite, et que, par conséquent, elle est radicalement nulle.

« Mais ces jurisconsultes confondent, dans la loi, les dispositions purement accidentelles avec les dispositions essentielles. Le législateur qui prescrit un mode doit en indiquer les formalités.

« La loi qui institue, commande à tous les hommes et embrasse tous les cas: elle ne peut descendre à toutes les espèces particulières qui, variant à l'infini, échappent au législateur: c'est pour cela que cherchant à tout prévoir, elle dispose à toutes fins; d'où il arrive que, dans l'application de la loi à chaque espèce particulière, on trouve plusieurs de ses dispositions qui paraissent superflues et inapplicables. Il faut donc prendre dans la loi les dispositions qui sont applicables à l'espèce particulière, et non celles qui ne sont pas faites pour elle, surtout les dispositions pénales, telles que celles qui prononcent des nullités, qui anéantissent les droits les plus légitimes.

« Ce serait, en effet, faire un étrange abus de la loi, que de tirer à conséquence une erreur ou une omission qui ne la blesse pas dans ses dispositions essentielles. Le défant qui on reproche à un acte doit être apprécié d'après ses résultats et ses conséquences; et lorsqu'on voit que l'erreur ne préjudicie à personne et qu'elle ne vicie pas tellement ce qui a été fait qu'il ne puisse encore être considéré comme un acte suffisant, on doit bien se garder alors d'en induire une nullité radicale, quo la loi ne commande pas et qui n'entre pas dans son esprit. »

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Par les motifs développés par le substitut du commissaire:—Infirmer, déclare l'inscription bonne et valable; ordonne que la cit. Testu sera colloquée à la date de son contrat de mariage du 1<sup>er</sup> juill. 1799; en conséquence, que l'ordre fait en vertu du jugement du 2 germ. an 9 sera réformé, etc.

Du 19 mess. an 9.—Trib. d'appel d'Angers.

#### USURE.—PREUVE TESTIMONIALE.

L'usure est un délit occulte qui peut être prouvé par témoins contre et outre le contenu aux actes, surtout s'il existe un commencement de preuve par écrit (1).

instance correctionnelle; soit que, considérée comme simple fait dommageable, elle n'ait donné lieu qu'à

(1) L'usure peut être prouvée par témoins, soit que, considérée comme délit, elle ait donné lieu à une

(Cuisenier—C. Marguet.)

Cuisenier était porteur de différents actes notariés qui le constituaient créancier de la dame Marguet pour une somme d'environ 8,000 fr.; différens a-compte avaient été payés. — Cuisenier, pour être remboursé du surplus, voulut exproprier sa débitrice; celle-ci s'y opposa, en disant qu'elle n'avait reçu que 5,000 fr. au lieu de 8,000 fr. que portaient les contrats; que l'excédant était le montant d'intérêts à 75 pour 100; et elle demanda à faire la preuve par témoins du fait d'usure, dont elle prétendait avoir des commencemens de preuve par écrit.

Cuisenier s'est opposé à l'admission de cette preuve en se fondant sur ce que l'art. 2 du tit. 20 de l'ordonn. de 1667, prohibe toute preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes, excepté dans le cas où la somme n'excéderait pas 100 fr.; et celle réclamée par Cuisenier étant bien au-dessus, il pensait que la dame Marguet ne pouvait être admise à la preuve offerte.

Répliquant à Cuisenier, la dame Marguet a dit que le législateur n'avait prohibé la preuve testimoniale que contre et outre le contenu aux actes légitimes; mais que toutes les fois qu'un acte est argué de dol ou de fraude, alors la règle cesse, et la preuve doit être admise. Et elle a soutenu qu'il y avait un délit à profiter de la détresse d'une personne pour l'obliger à reconnaître qu'elle a reçu 8,000 fr., tandis qu'en effet, elle n'en a pas reçu 5,000; qu'il y avait fraude en exigeant 75 pour 100 d'intérêts, lorsque le taux légal est de 5 pour 100.

22 pluv. an 9, Jugement du tribunal de première instance de Besançon qui admet la preuve offerte, «considérant que si les négociations faîtes entre les parties sont de simples prêts, assujettis aux lois du prêt, on ne peut légitimer la perception d'intérêts perçus au delà de 5 pour 100, qui a toujours été légale, avouée par la morale et les tribunaux; qu'une perception d'intérêts portée, ainsi qu'on le prétend, jusqu'à 75 pour 100, ne sera dans aucun cas sanctionnée;—Que si le pourvoi n'est extraordinaire contre l'usure, ne fait pas partie de notre Code criminel actuel, il n'a jamais été défendu de se pourvoir à des fins civiles contre l'usure;—Qu'il y a, dans le cas particulier, des commencemens de preuve par écrit du fait des défendeurs, soit pour la réunion qu'ils auraient faite de l'intérêt du capital prêté (ce qui est contraire à l'arrêt du règlement de 1707, ainsi qu'à l'article 1<sup>er</sup> du tit. 6 de l'ordonn. de 1673), soit pour la perception d'intérêts excessifs; que ces commencemens de preuve par écrit résultent, tant de la contenance des obligations, de leur multiplicité, de leur rapprochement et des soufrettes accordées à la demanderesse, que des réponses aux interrogatoires sur faits et articles fournis par les défendeurs, et des contradictions dans lesquelles ils sont tombés;—Considérant encore qu'il s'agit ici de délit occulte, et que les faits posés sont relevans et capables de répandre d'utiles renseignemens pour le jugement de

une instance civile en restitution ou en dommages-intérêts. V. Toullier, t. 9, n° 192; Favard, *v° Usure*, n° 4; Chardon, *Traité du dol*, n° 520, et notre *Dict. du contentieux comm.*, *v° Usure*, n° 83.—V. aussi en ce sens, Cass. 18 therm. an 13, et 18 fév. 1820; Riom, 16 janv. 1827; Douai, 27 avril 1827; Angers, 27 mars 1829.—Mais si les faits articulés, quoique de nature à prouver l'usure, se trouvaient en opposition avec les faits constatés par l'acte, la preuve par témoins serait inadmissible: il faudrait alors s'inscrire en faux contra l'acte. V. Chardon, *ubi supra*. V. encore dans le même sens, Cass. 28 juin 1821; Pau, 17 mars

la cause, etc. — App. de la part de Cuisenier.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que, si les calculs présentés par la cit. Marguet devant le bureau de paix ne se concilient pas avec ceux de la citation devant les premiers juges, elle n'a du moins pas varié sur le taux des intérêts excessifs qu'elle dit avoir payés; que les juges, en examinant la moralité et la déposition des témoins qui seront entendus, préviendront les dangers que les appellans redoutent; que si l'ordonn. de 1667, tit. 20, art. 2, défend la preuve par témoins de toutes conventions excédant la somme de 100 liv., ainsi que de celles contraires à un acte, l'art. 37 admet une exception lorsqu'il y a un commencement de preuve par écrit; qu'en ce cas, la preuve orale du paiement des intérêts usuraires n'a jamais été refusée; que la cit. Marguet a en sa faveur un commencement de preuve par écrit résultant de ce que, quoique les contrats et les prorogations énoncent que les sommes ont été prêtées sans intérêts, les appellans, dans leurs réponses aux interrogatoires, ont tous avoué qu'ils les avaient perçus au taux de 5 pour 100, quelquefois en prélevant sur le capital et d'autres fois en les accumulant avec ce même capital, ce qui est interdit, soit par l'art. 2, tit. 6 de l'ordonn. de 1673, soit par le règlement du 8 janv. 1707; or, en cumulant les intérêts avec le principal et en demandant les intérêts de ce capital entier, on tombe dans la contravention prosignée par les lois; que l'enquête fera seule connaître le délit réel et qu'ils en sont les complices;—Confirme.

Du 21 mess. an 9.—trib. d'appel de Besançon.

## SAISIE-ARRÊT.—SAISIE SUR SOI-MÊME.

Celui qui est à la fois débiteur et créancier de la même personne peut saisir-arrêter sur lui-même les sommes qu'il doit (1).

(Braem—C. Spelman.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la veuve Ange Braem avait fait saisir-arrêter, entre ses mains, tout ce qu'elle devait ou pourrait devoir à l'intimé;—Que cette saisie-arrêt avait été notifiée avant le commencement et l'exécution faite à la requête de Spelman;—Attendu que cette saisie-arrêt, subsistant à l'époque du commandement et de l'exécution, il ne pourrait y être procédé avant d'avoir fait statuer sur la validité de la saisie-arrêt;—Attendu que la saisie-arrêt devait d'autant plus suspendre l'exercice des droits de l'intimé qu'elle avait pour objet le recouvrement de dommages-intérêts adjugés au moment de la saisie;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 4 therm. an 9.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

## DERNIER RESSORT.—OPPOSITION.—MAIN-LEVÉE.

Est en dernier ressort la demande en mainlevée

1821; Caen, 25 juill. 1827.—Mais V. en sens contraire, Bourges, 2 juin 1831.

(1) V. conf., Bruxelles, 20 déc. 1810; Liège, 7 août 1811; Lyon, 15 juin 1825; MM. Pigeau, *Proc. civ.*, t. 2, p. 73, ch. 14; et *Comment.*, t. 2, p. 153; Favard, *Répert.*, t. 5, p. 5; Chauveau, *Journ. des avoués*, t. 21, p. 62; Bioche, *Dict. de proc.*, *v° Saisie-arrêt*, n° 21.—Mais V. en sens contraire, Rouen, 13 juill. 1816; Amiens, 5 août 1826; Bordeaux, 12 déc. 1834; Paris, 8 avril 1836; MM. Berriat, p. 523; Carré, n° 1925; Thomine Desmazures, n° 615; Rauter, p. 319; Roger, *Saisie-arrêt*, n° 113 et suiv.

d'une opposition sur une somme inférieure à 1,000 fr., encore que les causes de la saisie ou de l'opposition soient supérieures à 1,000 francs (1).

(Pinot-Dupeyron—C. Barreau.)

Du 4 therm. an 9.—Trib. d'appel de Bourges.—Prés., le cit. Sallé.—Pl., les cit. Deseglises, Gagnerau et Deussigny.

#### TESTAMENT OLOGRAPHE.—STATUT PERSONNEL.

*Est nul un testament olographe fait dans les pays de droit écrit où cette forme de testament était prohibée, quoique fait par une personne domiciliée dans le ressort de la coutume de Paris qui l'autorisait.*—Cette question doit se résoudre par les règles sur la forme des actes, et non par les règles de la capacité du testateur (2).

(Dalpuger—C. Desnots).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le testament olographe dont il s'agit, a été fait à Bordeaux, —Dit qu'il a été nul jugé par les sentences des 26 août 1789 et 21 fév. 1790;—Débouté Desnots et sa femme de leur tierce opposition au jugement du 6 août 1793;—Déclare le testament de Moyse Dalpuger, du 10 mai 1785, nul et de nul effet, et déclare les sieur et dame Desnots non recevables dans leur demande en déviance de legs.

Du 7 therm. an 9.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., les cit. Bonnet et Delacroix-Frainville.

#### RENTE FONCIÈRE.—LETTRES DE RATIFICATION.—PURGE

*Sous le régime hypothécaire de 1771, les lettres de ratification ne purgeaient pas les rentes foncières non seigneuriales, encore bien que, par son contrat d'acquisition, l'acquéreur n'eût pas été expressément chargé de la continuation de la rente; surtout si, dans le contrat, il y avait une clause qui exprimait que les vendeurs n'avaient eux-mêmes acquis l'immeuble que moyennant et à la charge de la rente (3).*

(Seton—C. Fortin).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu qu'en droit le tiers détenteur d'un héritage chargé d'une rente foncière, est obligé personnellement de payer les arrérages de la rente pendant le temps qu'il possède l'héritage, lorsqu'il a eu connaissance de la rente;—Attendu que, dans l'espèce, la rente dont il s'agit est foncière, quoique stipulée rachetable, ayant été créée *in traditione fundi*;—Attendu que, par son contrat d'acquisition du 19 brum. an 3, Fortin a eu connaissance que ses vendeurs, Longuet père et sa femme, avaient acquis de la veuve Bourher les terres dont il s'agit, à la charge de 500 liv. de rente foncière par contrat du 18 avr. 1775;—Attendu que les lettres de ratification ne forment qu'une seule et même chose avec le contrat sur lequel elles sont obtenues; qu'il n'est pas justifié que le prix soit devenu le gage du créancier opposant au sceau des lettres de ratification;—Attendu que si, à l'égard de ses vendeurs, Fortin n'a pas été chargé de la rente fon-

cière dont il s'agit, il a à s'imputer de leur avoir payé son prix, lorsqu'il avait connaissance de la rente;—Dit qu'il a été nul jugé par le jugement du 26 frim. an 8, etc.—Faisant droit au principal, condamne Claude-Côme Fortin, comme détenteur, à payer aux appelants les arrérages échus depuis son acquisition, de la rente foncière de 500 liv.

Du 7 therm. an 9.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

#### DERNIER RESSORT.—RENTE VIAGÈRE.—

ARRÉRAGES.

*Est en dernier ressort le jugement qui prononce condamnation au paiement de cinq termes d'une pension viagère de 100 francs (4).*

(N.—C. N.)

Du 8 therm. an 9.—Tribunal d'appel de Besançon.—Prés., le cit. Lescot.—Pl., les cit. Garnier et Clerc.

#### SAISIE-EXÉCUTION.—OPPOSITION.

*Avant le Code de procédure, l'opposition de celui qui se prétendait propriétaire de tout ou partie d'objets saisis, était valablement faite entre les mains de l'huissier saisissant (5).*

(Mesquelin—C. Marcon).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que l'huissier exécutant était, en cette qualité, le préposé de l'appelante dans la poursuite de l'exécution sur N. Marcon; qu'ainsi une opposition formée entre ses mains à la vente d'un objet trouvé dans les objets saisis, est comme si elle eût été faite entre les mains de la poursuite;—Considérant que l'appel de cet huissier au bureau de paix et la demande y formée en sa présence par les intimés étaient, par sa nature, une opposition de ce genre que cet huissier et la poursuivante n'ont ni pu ni dû négliger;—Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 8 thermidor an 9.—Tribunal d'appel de Bruxelles.

#### SUBSTITUTION.—DÉCHÉANCE.—ABOLITION.

*Dans le pays de Namur, l'omission par l'héritier fiduciaire (grevé de substitution) d'avoir fait notifier et enregistrer, avant son entrée en jouissance, la clause de fideicommissum, conformément à l'édit perpétuel de 1611 (art. 15), n'emportait pas privation de plein droit de la propriété des biens substitués et leur transport immédiat au fideicommissaire ou substitué; cette omission ne pouvait emporter qu'une privation de jouissance.*

En conséquence, le substitué qui s'est trouvé dans ce cas lors de la publication de la loi du 14 nov. 1793, abolitive des substitutions, n'a pu être considéré comme ayant avant cette loi un droit acquis à réclamer les effets de la substitution.

(Héritiers Franquien.)

Du 11 therm. an 9.—Tribunal d'appel de Bruxelles.—Pl., les cit. Girardin et Grassons.

(1) V. en ce sens, Colmar, 11 déc. 1815.

(2) Cette question fort controversée sous l'ancien droit n'est plus de nature à se présenter aujourd'hui.—V. sur ce point, Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> Testament, sect. 2, § 4, art. 2, où les autorités qu'il cite.

(3) Il y a eu pourvoi ou cassation contre ce jugement, qui a été rejeté par arrêt du 12 pluv. an 11.—V. à cette date.

(4) V. sur cette question, Cass. 1<sup>er</sup> mess. an 2; 23 mess. an 6 et 8 vent. an 8.

(5) Aujourd'hui, et aux termes de l'art. 608, Cod. proc., cette opposition doit être faite par exploit signifié au gardien des effets saisis, et dénoncée au saisissant et au saisi.

**TRIBUNAL DE COMMERCE. — SAISIE-REVENDICATION.**

*Les tribunaux de commerce sont incompétents pour connaître de la revendication de meubles saisis en vertu d'un jugement par eux rendu (1).*

(Le Grand-C. Lemaire.)

Du 13 therm. an 9.—Trib. d'appel de Bruxelles.

**USURE. — PREUVE PAR TÉMOINS.**

Du 14 therm. an 9 (aff. Cuisenier).—V. ce jugement à la date du 24 mess. an 9.

**1° JUGEMENT DÉFINITIF. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — APPEL.****2° PRESCRIPTION. — SALAIRES DE TRAVAUX. — COMMERÇANT.**

*1° Le jugement qui adjuge à une partie les fins de sa demande, sauf détermination ultérieure de la somme à payer, n'est pas un jugement simplement préparatoire dont il ne soit pas permis d'interjeter appel selon l'ancienne législation de Flandre; c'est un jugement infligeant grief au fond et dont l'appel est recevable.*

*2° La prescription de deux ans pour salaires de travaux qui, selon l'édit de Charles-Quint du 4 oct. 1540, n'était pas opposable entre commerçants, devait néanmoins être admise lorsque le commerçant demandeur ne produisait pas, pour rétablir sa créance, des livres réguliers.*

(Piers-C. Doorzelles.)

Du 14 therm. an 9.—Tribunal d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

**VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — ADMISSION.****APPEL. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE.**

*Les juges saisis d'une demande au reconnaissance d'écriture, ne peuvent, avant d'avoir prononcé sur cette demande, ordonner une production de pièces relatives à l'obligation principale: le jugement qui décide ainsi est sujet à l'appel, encore qu'il soit qualifié de préparatoire. (Art. 2 et 5 de l'édit du mois de décembre 1684.)*

(Van Loon—C. de Lierneux et Delchef.)

Van Loon avait fait assigner de Lierneux et Delchef devant le tribunal de Charleroi pour reconnaître les signatures par eux apposées au bas d'actes et billets dont il était porteur. — Le tribunal, sans prononcer en aucune manière sur cette demande, ordonna à Van Loon de produire au greffe tous papiers, lettres, quittances ou documents quelconques, concernant directement ou indirectement les affaires qu'il pouvait avoir eues avec Delchef.

Appel par Van Loon de ce jugement, comme ne statuant pas sur l'objet qui était soumis aux juges, et le mettant surtout dans le cas de lui faire perdre le fruit d'une vérification d'écriture que le décès de ses débiteurs ou toute autre cause pouvait rendre impossible par la suite. — Les intimés répondoient que le jugement était simplement préparatoire; qu'il avait été qualifié tel par les premiers juges, et qu'en conséquence, l'appel était non recevable.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL; —** Vu les articles 2 et 5 de

l'édit du mois de décembre 1684; — Considérant que de leurs dispositions il résulte bien que cette demande en reconnaissance, lors même qu'elle concourt avec la demande en paiement, demeure néanmoins distincte de celle-ci, et constitue dans la cause sur le fait de cette reconnaissance une procédure préalable, sur laquelle le juge doit disposer, avant de rien statuer sur la seconde; — Considérant que le jugement dont il s'agit, au lieu de faire droit sur cette demande en reconnaissance, avant d'aborder le fond, est rendu dans l'ordre de l'instruction de la cause au fond, et n'a rien prononcé sur le fait de la reconnaissance à laquelle il devait préalablement s'arrêter; — Que de là il suit que le jugement, en ce point, inflige à l'appelant un grief qui fonde suffisamment la recevabilité de son appel, et donne lieu à le réformer et évoquer la cause; — Emendant, ordonne à l'intimé défendeur de comparaitre à son audience du 6 fruct. prochain, à l'effet de reconnaître ou désavouer les billets ou promesses ci-dessus mentionnés, à péril, pour défaut, etc., qu'ils seront tenus pour reconnus.

Du 16 therm. an 9.—Trib. d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.

**BAIL. — COMMUNAUTÉ RELIGIEUSE. — BELGIQUE. — NULLITÉ. — RATIFICATION.**

*Un bail passé par une communauté religieuse dans la Belgique, postérieurement au 1<sup>er</sup> janvier 1794, est nul.*

*La reconnaissance ou ratification d'un bail vicié de nullité, ne peut s'induire de faits de pure tolérance: elle ne peut résulter que d'un acte formel.*

(Vanderlin Caunoot—C. Brackman.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que le bail, dont se prévaut Jean-Benoît Brackman, porte pour date, le 9 sept. 1795; qu'elle est, par conséquent, postérieure au 1<sup>er</sup> janv. 1794, époque à laquelle les corporations ecclésiastiques se trouvaient dans l'interdit de contracter de nouveaux baux, d'après les dispositions de l'arrêt des représentants du peuple du 9 frim. an 3;

Considérant qu'indépendamment de la nullité dont est vicié le bail, le réstement en a été demandé par acte du 16 brum. an 6, dont il a été fait emploi au bureau de conciliation; — Considérant que par cet acte, Vanderlin Caunoot a suffisamment manifesté son intention de ne pas reconnaître un bail, infecté de nullité qui ne pouvait être couvert que par un assentiment formel; — Considérant que tout ce qui a été fait par le receveur Lereux, postérieurement à l'acte de renonciation de Vanderlin Caunoot, ne peut être considéré comme une adhésion de la part du propriétaire, ne s'agissant d'ailleurs que de recetto de deniers que devait toujours Brackman à raison de son exploitation; — Réforme, etc.

Du 17 therm. an 9.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>re</sup> sect.

**RENTE. — PRESCRIPTION. — EFFET RÉTROACTIF.**

*La prescription de cinq ans établie en matière d'arrérages de rentes par la loi du 20 août 1792, est applicable aux arrérages échus avant cette loi, alors qu'aucune demande n'a été formée dans les cinq années qui l'ont immédiatement suivie (2).*

(1) C'est une conséquence du principe aujourd'hui énoncé dans l'art. 442 du Code de proc. civ., que les tribunaux de commerce ne connaissent pas de l'exécution de leurs jugements.

(2) V. sur la prescription des arrérages de rente, Cass. 24 prair. an 8, et la note.

(Le domaine—C. Anriol.)

Du 17 therm. an 9.—Trib. d'app. de Toulouse.

**SAISIE-EXECUTION.—OPPOSITION.**

Du 18 therm. an 9 (Malquielier—C. Marcon).

—V. ce jugement à la date du 8 therm. an 9.

**COMPENSATION.—MANDAT.—COMPTE.**

*Le mandant ne peut opposer à son mandataire la compensation de ce qu'il lui doit avec les sommes dont il prétend que celui-ci devra lui être redevable lors de la reddition du compte, si ce compte n'est pas encore en état d'être réglé au moment de la demande (1).*

(Simon—C. Walkiers-Camarages.)

Simon avait assigné Walkiers pour avoir paiement d'une somme de 9,950 livres, restant due sur celle de trente mille livres, montant de quatre billets à ordre souscrits à son profit.—Walkiers opposait que, par suite du mandat qu'il avait donné à Simon de toucher pour lui les sommes qui lui providraient des assurances faites sur le navire la Sophie, celui-ci se trouvait son débiteur de près de 80,000 fr.; qu'en conséquence, il y avait lieu à compensation. — Simon répondait qu'il n'avait encore rien reçu des assurances; que la liquidation n'en était même pas faite, et que les résultats en étaient tout-à-fait incertains.

—Walkiers fit alors à Simon offre d'acquitter les 9,950 livres, mais à la charge, par ce dernier, d'affirmer qu'aucune portion des assurances qu'il était chargé de recouvrer ne lui en avait encore été payée.—Jugement conforme aux prétentions de Walkiers.

Appel par Simon.—Il soutenait que sa créance étant certaine et liquide, aucune raison ne pouvait s'opposer à la condamnation pure et simple de Walkiers, qui ne pouvait lui opposer, comme devant opérer compensation, une créance qui n'était ni certaine ni liquide.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL;**—Considérant que l'objet de la demande de Simon est liquide et reconnu par l'intimé;—Que la rétention, dont l'intimé veut faire usage, n'est autorisée par aucune loi et ne pourrait être accueillie qu'autant que l'objet de ses prétentions dériverait du même fait que la créance, ce qui ne se rencontre pas dans l'espèce précédente;—Par ces motifs, —Réforme le jugement dont est appel, et condamne l'intimé à payer la somme demandée.

Du 19 therm. an 9.—Trib. d'app. de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.**CANAL.—FRANCS-BORDS.—PROPRIÉTÉ.**

*Un canal artificiel et ses francs-bords ou banquettes constituent une propriété particulière: les riverains ne peuvent y pratiquer aucune prise d'eau, s'ils n'ont titre ou consentement du propriétaire (2).*

(Aviat—C. Quinot.)

Le cit. Aviat, propriétaire du canal de Fouchy, censé de main d'homme, avait demandé contre le cit. Quinot la suppression d'une bonde ou saignée qu'il avait pratiquée dans la banquette de ce canal pour l'irrigation de ses propriétés riveraines.

Le cit. Quinot soutenait qu'un canal, comme

tout autre cours d'eau, peut être employé à l'irrigation des propriétés qu'il traverse; que dans tous les cas il avait un titre particulier qui l'avait autorisé, dès 1743, à établir une bonde dans une partie du canal, et que cette bonde, qui avait longtemps subsisté, avait été remplacée par celle qui donnait lieu au procès, laquelle avait été placée, il est vrai, dans une autre partie du canal, mais cela, disait-il, était indifférent; car, dès qu'il avait le droit de faire une saignée, il importait peu qu'il usât de son droit dans telle partie du canal plutôt que dans telle autre.

13 mess. an 5, jugement du tribunal civil de l'Aube ainsi conçu: «Considérant, dans le droit, que le droit de prise d'eau dans les fleuves, rivières flottables et navigables pour l'irrigation des propriétés est de droit commun et naturel, toutes les fois que les bords peuvent s'établir sur son propre terrain et sans nuire aux propriétés d'autrui;

«Que le canal de Fouchy et ses banquettes ont été formés de main d'homme et sont devenus la propriété de ceux qui les ont construits, et que, sous ce point de vue, les bords établis sur ces banquettes pour tirer de l'eau du canal ne peuvent être considérés que comme une servitude;

«Qu'il n'est pas nécessaire de rapporter un titre constitué de toutes les espèces de servitude; que la loi fait la distinction de celles qui s'annoncent par des ouvrages inhérents et incorporés sur le fonds voisin, et que ces sortes de servitudes sont regardées, selon le sentiment des jurisconsultes et de la chose jugée, comme un droit de propriété sur le fonds;

«Qu'il est de principe que *in antiquis enuntiativa probant*, et que l'énonciation jointe à une longue possession fait présumer contre le propriétaire qui se plaint de la servitude;

«Que le cit. Quinot a justifié, par titres qui remontent à 1743, que ses auteurs jouissaient, pour l'arrosement d'une pièce de pré contenant quatorze arpens, d'une bonde située sur l'une des banquettes du canal de Fouchy, au nord, proebe le pertuis dit de Saint-Etienne, et qu'il en a toujours eu la possession depuis;

«Que celui au profit de qui la servitude est établie ne peut en changer la destination ni la forme, et que, par cette raison, le cit. Quinot n'a pu déplacer la bonde dont il jouissait pour l'arrosement de la pièce de pré de quatorze arpens, pour la reporter dans un autre endroit;

«Que le prétendu consentement prêté par le cit. Aviat au changement de la bonde ne saurait lui être opposé, puisqu'il a réclamé aussitôt et prétendu n'avoir prêté ce consentement que dans l'espoir d'une indemnité;

«Qu'un droit de servitude établi et rappelé dans des titres ne peut être valablement détruit, changé, augmenté ou restreint que par d'autres titres;

«Considérant enfin que la loi s'oppose à ce que les tribunaux puissent prononcer sur des demandes pour raison desquelles les parties ne seraient pas parues au bureau de paix;

«Maintient le cit. Quinot dans la propriété et jouissance d'une bonde pour l'irrigation de la pièce de quatorze arpens, telle que lui ou ses auteurs en ont joui avant le déplacement;—Ordonne que la bonde sera reportée dans l'endroit où elle était. »

Appel de la part de toutes parties.

(1) V. quant à la compensation entre mandant et mandataire, Bordeaux, 11 août 1829 et 12 mars 1834; Paris, 18 avril 1836.

(2) Sur le point de savoir si les francs-bords d'un

canal artificiel doivent être considérés comme l'accessoire indispensable du canal, V. Cass. 13 janv. 1835; 4 déc. 1838 et Paris, 24 juin 1831, ainsi que les notes qui accompagnent ces arrêts.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Faisant droit sur les appels respectivement interjetés par les parties du jugement rendu au tribunal civil de l'Aube, le 13 mess. an 5 :—Attendu, quant à la bonde conservée au cit. Quinot par ledit jugement, que les baux de 1753 et 1751 n'ont aucune application à l'objet du litige ; que le contrat d'acquisition de 1758 n'attribue au cit. Quinot aucune propriété de la bonde y exprimée, laquelle, ainsi que le fossé, n'est donnée que pour confins, et qu'à l'égard des baux de 1765 et 1768, la possession qu'ils énoncent se trouve détruite par la prise d'eau demandée et obtenue à prix d'argent, en l'année même de 1768, des propriétaires du canal par les propres fermiers du cit. Quinot ;—Attendu, quant à l'autre bonde, que le cit. Quinot n'a également aucun titre ni aucune espèce de possession, et que la demande formée par le cit. Aviat de la suppression de ladite bonde est suffisamment énoncée dans le procès-verbal du bureau de poix dont les termes sont généraux et relatifs à toutes les bondes prétendues par le cit. Quinot ;—En ce qui touche l'appel interjeté par le cit. Quinot du jugement dudit jour, 13 mess. an 5 ;—Dit qu'il a été bien jugé par ledit jugement, mal et sans griefs appelés ;—Ordonne que ledit jugement sortira effet ;—Condamne le cit. Quinot en l'amende de 60 fr. ;—En ce qui touche l'appel du même jugement interjeté par le cit. Aviat :—Dit qu'il a été mal jugé, es chefs dont le cit. Aviat en est appelant, bien appelé d'iceux ;—Emendant, quant à ce, et ayant égard uniquement aux conclusions du cit. Aviat ;—La maintient dans la propriété, possession et jouissance du canal de Fouchy et de ses banquettes ;—En conséquence, fait défense au cit. Quinot de faire replacer la bonde qui existait dans la banquette dudit canal, au nord, proche le pertuis dit de St-Etienne, et qu'il a depuis fait transporter et placer à 200 toises environ au-dessus ;—Condamne pareillement le cit. Quinot à supprimer et enlever le coffre ou auge qu'il a fait placer, environ trois ans avant la contestation, à travers et dans toute la largeur de la banquette, à droite dudit canal, à la distance de cinquante toises environ du susdit pertuis ; à rétablir les lieux dans l'état où ils étaient avant l'ouverture faite à l'effet du placement dudit coffre ou auge et établissement de bonde, et ce dans le délai d'un mois, à compter de la signification du présent jugement, en présence du cit. Aviat ou lui dûment appelé, sinon et faute de ce faire dans ledit temps et icelui passé, autorisé le cit. Aviat à faire faire les ouvrages nécessaires audit rétablissement, aux frais et dépens du cit. Quinot, et à avancer les sommes nécessaires, du montant desquelles il sera remboursé sur le vu des quittances des ouvriers qu'il aura employés, à l'effet de quoi exécutoire lui sera délivré d'après la représentation desdites quittances ;—Donne acte, au surplus, au cit. Aviat des offres par lui faites en cause principale et réitérées sur le barre-ou de donner au cit. Quinot une prise d'eau suffisante pour l'arrosage de ses prés, à la charge d'une juste indemnité, laquelle sera fixée à l'amiable si faire se peut, sinon par experts dont les parties conviendront ou qui seront pris et nommés d'office ;—Condamne le cit. Quinot aux dépens des causes principales d'appel et demandés ;—Sur le surplus des demandes, fins et conclusions des parties, — Les met hors de cause.

Du 19 therm. an 9. — Trib. d'app. de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — *Prés.*, le cit. d'Aguesseau. — *Concl. conf.*, le cit. Mourre, comm. — *Pl.*, les cit. Branca et Blaque.

## LETTRES DE RATIFICATION. — PURGE.

## — HYPOTHEQUE.

*Des lettres de ratification scellées depuis la loi du 19 prair. an 4, n'ont pas purgé l'hypothèque d'un créancier qui, à la vérité, n'avait pas formé opposition en vertu de l'édit de 1771, mais qui avait pris une inscription en exécution de la loi du 9 mess. an 3.*

(Théaulon. — C. Doisy). — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Vu les dispositions de l'art. 3 de la loi du 19 prair. an 4, ainsi conçu : « Dans les lieux où l'édit de 1771 reçoit son exécution, aucunes lettres de ratification ne pourront être scellées qu'à la charge des oppositions ou inscriptions qui auraient été formées, tant auprès de l'ancien conservateur des hypothèques, que du nouveau créé par la loi du 9 mess. an 3 ; — Attendu que cette loi avait été promulguée au chef-lieu du département de la Marne, le 28 du même mois de prair., avant l'obtention des lettres de ratification dont il s'agit, qui n'ont été scellées que le premier mess. suivant ; — Attendu qu'il suit évidemment des expressions littérales dudit article, que lesdites lettres n'ont pu être valablement scellées qu'à la charge de l'inscription formée par Marie-Pauline-Eulalie Théaulon, auprès du nouveau conservateur des hypothèques, le 15 vent. précédent ; d'où il résulte que les acquéreurs, en faisant sceller leurs lettres sans aucune mention de ladite inscription, et sans représenter aucun certificat du nouveau conservateur qui l'avait enregistrée, n'ayant pas rempli vis-à-vis la cit. Théaulon les formalités voulues par la loi, ne peuvent lui opposer ces lettres, et demeurent, à son égard, comme si elles ne leur avaient été expédiées qu'à la charge de ladite inscription ; — Faisant droit sur l'appel, dit qu'il a été mal jugé par le jugement du tribunal de Reims, du 11 fruct. an 7 ; bien appelé, emendant, décharge l'édit Théaulon des condamnations contre elle prononcées au principal, condamne Jean Clément et la veuve Doisy à payer à la dame Théaulon, etc.

Du 22 therm. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — *Pl.*, les cit. Hus et Hureau.

## ÉMIGRÉ. — BAUL.

*L'émigré réintégré, à l'expiration du bail d'un de ses fermiers, a voulu faire cesser la jouissance de ce dernier, a dû lui notifier la levée du séquestre national apposé sur ses propriétés.*

(Van Campenhout — C. Mérode.)

Du 24 therm. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles.

## EMPHYTEOSE. — LÉSION. — RESCISION.

Du 25 therm. an 9 (off. Vandamme). — V. ce jugement à la date du 28 du même mois.

1<sup>o</sup> ÉMIGRÉ. — CONSEIL DE FAMILLE.2<sup>o</sup> TUTELLE. — DESTITUTION.3<sup>o</sup> ÉMANCIPATION. — SÉDUCTION.4<sup>o</sup> MARIAGE. — AVEU DE PARENTS. — MINEUR.

1<sup>o</sup> *Un père frappé de mort civile par l'émigration, peut assister à un conseil de famille délibérant sur le mariage de sa fille, pourvu toutefois qu'outre sa voix, il y ait un nombre suffisant de délibérans.*

2<sup>o</sup> *Un tuteur est destituable si, par sa négligence, sa pupille a été séduite, surtout si elle a été séduite par le fils même du tuteur (1).*

(1) V. anal. dans le même sens, Toulouse, 25 oct. 1830 ; V. aussi M. Magnin, *Traité des mineurs et tutelles*, t. 1<sup>er</sup>, nos 394 et suiv.

3° L'émancipation peut être refusée à la mineure qui s'est laissée séduire.

4° Le mineur qui, n'ayant ni père, ni mère, a, pour obtenir le consentement à son mariage, provoqué la convocation d'un conseil de famille, selon la loi du 20 sept. 1792 (au lieu d'invoquer la loi du 7 sept. 1793), s'il n'a obtenu qu'un refus de consentement, n'est pas recevable à contester l'effet de ce refus par des raisons puissantes dans la loi du 7 sept. 1793. — Il doit convoquer le conseil de famille, et procéder expressément selon le vœu de cette loi de 1793.

(Bousquet et Balainvilliers — C. Balainvilliers.)

Élisabeth - Charlotte - Bernard Balainvilliers, née le 4 juillet 1784, avait accompagné son père, sorti de France au commencement de 1791; elle y repassa en 1792, sous la conduite du cit. Bousquet; il fut nommé son tuteur par avis de pères, du 20 mars 1793.

Le cit. Bousquet géra la tutelle d'une manière avantageuse; il remplaça dans les maux de sa pupille une partie des biens vendus par suite de la confiscation encourue par le père. Ces opérations utiles furent autorisées par des délibérations de la famille, des 7 mess. an 3 et 9 germ. an 5.

En vend. de l'an 7, les pères de la demoiselle Balainvilliers, craignant que les soins qu'exerçait du cit. Bousquet sa nombreuse famille, lui rendissent trop pénible la surveillance et l'instruction d'une jeune personne, demandèrent que la demoiselle Balainvilliers fût placée dans une maison d'éducation. Le cit. Bousquet résista à leur vœu; une contestation suivit ce refus, et un jugement rejeta leur demande.

Quelque temps après, ses mêmes pères furent instruits que la demoiselle Balainvilliers (à peine âgée de seize ans) avait été séduite par le cit. Bousquet fils, qui demeurerait dans la maison de son père; bientôt l'état de la pupille ne permit plus de douter de cette triste vérité.

La demoiselle Balainvilliers, dans le dessein, sans doute, de réparer sa faute, autant qu'il était en elle, provoqua une assemblée de famille pour nommer un tuteur, à l'effet de l'assister dans les actes préliminaires de son mariage.

Lors de la deuxième assemblée convoquée à cet effet, et tenue le 2 pluv. an 9, devant un juge commissaire nommé par le tribunal civil de Paris, Charles Balainvilliers, père de la mineure, et autorisé par le ministre de la police à résider quelques jours à Paris, demanda la destitution du tuteur de sa fille. Les pères présents, qui, à la précédente assemblée, n'avaient point agité cette question, se joignirent au père, et adhérèrent à sa demande, en même temps qu'ils refusèrent leur consentement au mariage.

C'est dans cet état qu'il intervint le 9 germ. an 9, au tribunal civil de Paris, un jugement qui prononça la destitution du cit. Bousquet, et sanctionna le refus donné par les pères au mariage de la jeune Balainvilliers.

Appel de ce jugement par le cit. Bousquet et la demoiselle Balainvilliers.

Le cit. Bousquet a d'abord présenté contre la délibération du conseil de famille, et, par suite, contre le jugement du 9 germ., un moyen de nullité tiré de ce que la destitution avait été prononcée sur la demande du cit. Balainvilliers, prévenu d'émigration, et, comme tel, incapable d'exercer aucune action.

Au fond, les seuls motifs qui puissent provoquer la destitution d'un tuteur, a-t-il ajouté, sont l'incapacité, l'administration frauduleuse, les mauvaises mœurs, l'infamie et la complicité des

désordres de la pupille. Ce dernier est le seul allégué par la famille et accueilli par les premiers juges.

Mais la viciété entière de Bousquet, l'intérêt si vif qu'il portait à la pupille, et toutes les circonstances de la cause repoussent cette accusation.

De son côté, le défenseur de la demoiselle Balainvilliers a cherché à démontrer que les pères étaient non recevables à s'opposer à son mariage, 1° parce qu'aux termes de la loi du 7 sept. 1793, ils n'avaient que le droit de conseil; 2° parce qu'ils l'avaient abandonnée; que, pendant sept ans, soit pusillanimité, soit insensibilité, ils avaient été indifférents sur l'existence de leur parenté; que sa faute était l'effet de leur apathie, qu'elle était leur ouvrage; 3° parce qu'en publiant la faute de la demoiselle Balainvilliers, dans un mémoire imprimé et distribué avec profusion, ils l'avaient diffamée, et avaient rendu eux-mêmes le mariage nécessaire, en la privant de tout espoir d'établissement pour l'avenir. — Il a soutenu, au fond, qu'il n'existait, d'après les lois, aucun obstacle à ce mariage. Enfin, qu'en supposant que ce seul moyen d'effacer sa faiblesse lui fût refusé, il n'y avait pas de motifs pour empêcher qu'on prononçât son émancipation.

Le cit. Try, commissaire du gouvernement, a été d'avis que la présence de Charles Balainvilliers n'entraînait pas la nullité de la délibération du conseil de famille. — Charles Balainvilliers, a-t-il dit, n'a exercé aucune action, aucun droit comme père; comme père sa présence seule rendait inutile l'assemblée de pères; il devenait seul juge du mariage, seul arbitre du sort de sa fille. S'il n'a point exercé les droits de la puissance paternelle, il n'en a exercé aucun, car il n'en avait et ne pouvait en avoir d'autres. Il a paru, il a fait des dires, ou bien en a donné acte, tout cela peut être superflu, mais n'opère aucune nullité. — Aussi le tribunal de première instance n'a point motivé sa décision sur ce que la destitution avait été requise par le père, mais sur ce qu'elle avait été demandée par sept pères composant le conseil de famille.

La fin de non-recevoir écartée, le ministère public a passé à l'examen de la question de destitution. — Parmi les causes de destitution de la tutelle, déterminées par la loi, a-t-il dit, une seule est alléguée par les pères; la complicité des désordres de la pupille. Cette imputation a été combattue, et, en l'absence de preuves satisfaisantes, l'esprit se refuse à croire à une aussi lâche infamie. Mais outre les causes de destitution énumérées dans les plaids, il en est une autre, la négligence du tuteur. *Si fraus non sit admissa*, dit la loi 7. ff. de susp. tut., *sed latane negligentia removeri hunc (tutorem) quasi suspectum oportet*. Or la première, la principale obligation du tuteur, ce n'est pas l'administration des biens, c'est la garde, c'est le gouvernement de la personne. *Tutor non rebus duntaxat, sed moribus pupilli praeponitur*. (L. 13 ff. de admin. et pte. tut.) Or, comment Bousquet a-t-il rempli ce devoir de surveillance? Sa négligence est d'autant plus inexcusable que sa vigilance aurait dû être sollicitée par cette circonstance que déjà, en 1792, une parente de Bousquet fils l'avait accusé d'être l'auteur de sa grossesse. — D'ailleurs, le cit. Bousquet avait lui-même ajouté aux obligations et à la responsabilité que lui supposait sa qualité de tuteur, en résistant à la demande des pères, et en refusant de mettre sa pupille dans une pension.

Quant à la demande en émancipation, formée par la demoiselle Balainvilliers, doit-elle être accueillie? A cet égard, il suffit de rappeler les

principes. L'émancipation est une faveur, une grâce accordée aux mineurs, dont la conduite passée et la maturité de la raison offrent à leur famille une garantie pour leur conduite future. Celle de la demoiselle Balainvilliers donne-t-elle ces témoignages ? Nous ne le pensons pas ; la faute qu'on lui reproche, et qui donne lieu aux débats qui nous occupent, nous paraît justifier plus que suffisamment le refus d'une liberté dont on doit craindre un dangereux usage.

Il reste à s'expliquer sur la question principale : Y a-t-il lieu au mariage ? Mais il faut préalablement examiner si la cause est en état de recevoir sur ce point une décision définitive.

La demoiselle Balainvilliers est sans père ni mère. Dans cette circonstance, la voie qu'elle devait prendre, pour parvenir à son mariage, était celle indiquée par le décret du 7 sept. 1793. Elle a suivi celle ouverte par la loi du 29 sept. 1792 : elle s'est mise par cette marche à la discrétion de ses parents, et a fait dépendre son mariage de leur volonté non motivée. Dans le cours de l'instance, elle n'est point revenue sur ses pas, et ne s'est point constituée. Dans cet état, il faudrait juger contre sa demande. La voie légale et régulière, il est vrai, ne peut lui être enlevée : elle peut toujours la reprendre ; mais nous n'avons sous les yeux qu'une demande formée irrégulièrement, et sur laquelle il n'y a lieu de prononcer.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL :** — Attendu que c'est sur la demande seule de la famille de la mineure Balainvilliers que les premiers juges ont prononcé ; — Attendu que les parents de cette mineure, étant en nombre suffisant, et ayant été unanimes, la voix de Bernard Balainvilliers n'a pas été dans le cas d'être comptée ;

Attendu que la justice n'a pas de motifs suffisants de penser que la mineure Balainvilliers soit en état de se gouverner elle-même ; que, d'ailleurs, ses parents se sont opposés à son émancipation ;

Attendu que la négligence des tuteurs à remplir le plus important de leurs devoirs, celui de veiller soigneusement sur la conduite et sur les mœurs de leurs pupilles, est une cause légitime de destitution ; que Bousquet a mal rempli ce devoir ; qu'en effet, la séduction préparée et consommée dans sa maison et par son propre fils, à l'égard de la mineure Balainvilliers, l'accusent hautement d'une négligence et d'une imprudence que rien ne peut excuser ; que ce double reproche est d'autant mieux fondé, que, d'un côté, il est constant que, sans motif raisonnable, il a résisté au vœu et aux instances des parents de la mineure, lorsque, au commencement de l'an 7, ils lui ont demandé de la placer dans une maison d'éducation ; et que de l'autre, il avait, dans la plainte en séduction qu'une fille enceinte, sa parente, avait précédemment rendue contre son fils, un puissant motif de se tenir en garde contre ce même fils, et de doubler de vigilance ;

Attendu enfin que la mineure Balainvilliers n'a pas pris la voie indiquée par la loi du 7 sept. 1793 aux mineurs qui veulent contracter mariage, et dont les pères et mères sont morts ou interdits ; sans s'arrêter ni avoir égard aux moyens de nullité d'incompétence, déboute les appels de leur

opposition au jugement par défaut, etc., (lequel confirmait celui du tribunal civil).

Du 26 therm. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl. le cit. Try, subst. — Pl., les cit. Giral et Berryer.

## CONTRIBUTIONS DIRECTES. — REVENDICATION. — COMPÉTENCE.

*Lorsque des meubles ont été saisis à la requête d'un percepteur, pour le paiement de l'impôt, la revendication par un tiers des meubles saisis est de la compétence de l'autorité administrative (1).*

(Goffaux — C. Ruquois.)

Du 27 therm. an 9. — Trib. d'appel de Liège.

## EMPHYTÉOSE. — LÉSION. — RESCISION.

*Les baux emphytéotiques (pour quatre-vingt dix ans) ne sont pas soumis à l'action en rescision pour lésion (2).*

(Vandamme — C. Vandoorne.)

Par acte du 17 juin 1772, Jean-Charles Delafaille et son épouse laissèrent à titre de bail emphytéotique, pour l'espace de 90 ans, à Vandoorne, soixante-quinze mesures de terre, sous une redevance ou prestation annuelle de 8 sous de Brabant, par mesure. Les parties s'étant aperçues que le fonds laissé à bail emphytéotique avait une superficie plus étendue, et que sa consistance était réellement de quatre-vingt-dix mesures, au lieu de soixante-quinze, convinrent d'une augmentation de prix, et stipulèrent quelques autres changements au contrat primitif. Ces nouvelles dispositions étaient du 18 mai 1781, et se trouvaient rédigées au pied de l'acte du 17 juin 1772.

Le 8 fév. 1793, la propriété du fonds donné à bail emphytéotique fut vendue Louis Vandamme, notaire public à Gand. Le contrat de vente portait que l'acquéreur aurait la faculté de faire valoir les droits que ces vendeurs croyaient avoir, de faire rescinder le bail emphytéotique. — En vertu de cette clause, Louis Vandamme demanda la rescision du bail emphytéotique dont il s'agit ; il se fonda sur ce que le bail présentait une lésion d'outre-moitié ; il invoquait en conséquence la loi 2 du Code de rescindenda venditione.

Sur cette demande, il intervint, le 14 flor. an 8, un jugement du trib. civ. de l'Escaut, qui déclara Louis Vandamme non recevable et mal fondé.

Appel de Louis Vandamme, qui soutient que les baux emphytéotiques n'appartiennent pas à la nature des contrats aléatoires ; qu'ils ne présentent pas un simple espoir de récolte, sans aucune perspective d'indemnité, mais qu'il existe, dans une longue série d'années, un profit certain, et que si le bénéfice est dans une disproportion énorme avec le prix de la redevance, il est hors de doute que le contrat est susceptible de rescision pour lésion. — Dans l'espèce, continue l'appelant, et en supposant que l'on puisse envisager comme bail emphytéotique les deux actes du 17 juin 1772 et 18 mai 1781, la prestation était si faible en comparaison de la valeur du produit des terres, que la lésion était énormissime, quatre-vingt dix mesures ne rapportant que six livres de gros par année.

Les héritiers de Vandoorne, intimés, répon-

M. Durien, *Poursuites en matière de contributions*, t. 1<sup>er</sup>, p. 417, et t. 2, p. 109.

(2) M. Duvergier, *du Louage*, n° 162, est d'une opinion contraire, sans toutefois en donner les motifs. — Dénisart, *v° Emphytéose*, n. 7, admet aussi la rescision pour lésion, parce que, dit-il, les baux emphytéotiques emportent aliénation.

(1) Cette décision est contraire à la jurisprudence actuelle. V. décisions du conseil d'Etat des 16 sept. 1806, 20 nov. 1816, 9 avril 1817, 18 mars 1818, etc. — Seulement d'après l'art. 4 d'un décret du 12 nov. 1808, la demande en revendication ne peut être portée devant les tribunaux qu'après avoir été préalablement communiquée au préfet. V. au surplus,



dont que la nature des biens faisant l'objet des deux actes du 17 juill. 1778 et 18 mai 1781, la durée du bail, la prévoyance des améliorations et la redevance annuelle, tout caractérisait une véritable emphytéose; que cette espèce de contrat n'admettait pas de lésion, parce qu'elle comporte des conditions dont l'effet dépend des soins et des travaux du preneur; — Qu'admettre la lésion à l'égard des baux emphytéotiques, ce serait dénaturer le contrat, et paralyser les efforts du cultivateur, qui, devant tout attendre de son activité, resterait dans un état d'inertie, tant qu'il pourrait concevoir quelques inquiétudes d'éviction. Pareil système serait, d'ailleurs, nuisible à l'intérêt de l'agriculture, à l'amélioration de laquelle les baux emphytéotiques ont beaucoup contribué.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que la nature des objets donnés à bail, la durée du bail, les améliorations prévues, et la reconnaissance annuelle au profit du bailleur, caractérisaient un bail emphytéotique, proprement dit, et que cette espèce de contrat répugne à toute idée de lésion, et, par conséquent, à toute voie de rescision pour cause de lésion; — Confirme, etc.

Du 28 therm. an 9. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

## ACQUÊTS. — RÉVERSION. — ENFANS À NAIÎRE.

**La clause de réversion des acquêts aux enfans à naître, stipulée dans un contrat de mariage passé dans la province de la ci-devant Bresse, ne renferme pas, au profit des enfans, une donation irrévocable des acquêts, en sorte que les père et mère ne puissent ultérieurement en disposer. — Cette clause se borne à assurer aux enfans issus du mariage, exclusivement à ceux d'un second lit, les acquêts laissés sans disposition par les conjoints (1).**

(Glenard—C. Geoffroy.)

Dans le contrat de mariage d'Antoine Geoffroy avec Joseph Cocou, veuve de Claude Quinson, les époux s'associent par mutuité en tous les acquêts et conquêts qu'ils feraient pendant leur mariage, et stipulent la réversion desdits acquêts aux enfans qui naîtraient de leur lit. — La société fut heureuse; ils firent des acquisitions en 1761, 1769. En 1775, ils acquirent, de Huguette-Françoise Gallien et de Devoly, un vignoble situé sur la commune de Ceriziat. — Joseph Cocou est décédé le 8 mars 1781, laissant six enfans de son second mariage avec Antoine Geoffroy. — Le 8 juin 1780, Antoine Geoffroy a passé à de secondes noces avec Louise Grillet. — Le 1<sup>er</sup> mess. de l'an 3, Antoine Geoffroy a partagé, avec les six enfans qu'il a eus de Joseph Cocou, les acquêts immeubles qu'il avait faits pendant la communauté avec ladite Cocou. Son lot a été composé de plusieurs objets, et notamment de la moitié du vignoble de Ceriziat.

Par acte du 17 frim. an 4, Antoine Geoffroy vend à Benoît Glenard le vignoble qui lui était échû par le partage, avec réserve de la jouissance

dudit fonds pendant sa vie. — Antoine Geoffroy, décédé en l'an 5; trois des enfans qu'il avait eus de Joseph répudient sa succession; les trois autres l'acceptent sous bénéfice d'inventaire. — Le 12 mess. an 5, Glenard les assigne tous pour voir déclarer exécutoire contre eux l'acte de vente du 17 frimairan an 4, et les faire condamner, en conséquence, à lui délaisser le vignoble de Ceriziat.

Ceux des enfans d'Antoine Geoffroy qui avaient renoncé à sa succession, déclarent qu'ils entendaient réclamer l'effet de la clause de réversion d'acquêts, stipulée dans le contrat de mariage de leurs père et mère, et se refusent au délaissement demandé par Glenard. Ils demandèrent, de leur côté, le partage de la succession de leur père, pour les portions leur concernant.

Le 6 niv. an 7, jugement qui « faisant droit sur la demande formée par les frères et sœur Geoffroy ayant égard à la société aux acquêts, stipulée dans le contrat de mariage d'Antoine Geoffroy et de Joseph Cocou, du 8 avr. 1781, et à la réversibilité desdits acquêts aux enfans qui en naîtraient, à condamner Benoît Glenard à délaisser aux frères et sœur Geoffroy les trois sixièmes des meubles et immeubles faisant partie du vignoble situé à Ceriziat, avec restitution des fruits depuis le décès de Geoffroy. »

Appel de la part de Benoît Glenard.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant qu'il n'existe ni lois ni coutumes interprétatives de la clause de réversion stipulée dans les contrats de mariage de Bresse, et que, dans le cas, cette clause ne peut s'interpréter que d'après ce qui est vraisemblable, et ce qui doit se présumer de la volonté des parties contractantes; — Considérant que les époux, en stipulant la réversibilité de leurs acquêts en faveur des enfans à naître, n'ont pas pu avoir l'intention de se lier les mains au point de s'interdire la faculté de disposer de leurs acquêts; — Considérant qu'il résulte des actes passés entre le père Geoffroy, notamment l'acte du 1<sup>er</sup> mess. an 3, que le père Geoffroy n'a point été considéré comme simple usufruitier, mais que ses enfans ont été traités comme s'il était propriétaire et qu'il a été qualifié tel; — Considérant que cette manière de stipuler indique que l'on n'entendait pas que les pères étaient liés par cette clause, mais qu'ils pouvaient disposer de leurs acquêts; — Emendant, renvoie Benoît Glenard des demandes qui avaient été formées par les frères et sœur Geoffroy.

Du 29 therm. an 9. — Trib. d'appel de Lyon. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Baleyrier et Blaret.

## FONDS DE BOUTIQUE. — SUCCESSION.

**L'acquéreur d'un fonds de commerce peut s'intituler successeur de celui dont il n'a acquis la propriété (2).**

(Derosne—C. Cadet-Gassicourt.)

Cette question avait été décidée négativement par le tribunal civil de première instance de la Seine, le 18 flor. an 9; mais, sur l'appel interjeté

Sous le Code, on a demandé s'il était permis aux époux de réserver les acquêts aux enfans à naître du mariage, avec l'usufruit pour le conjoint survivant. La clause a été déclarée valable par MM. Malleville, *Analyses raisonnées*, sur l'art. 1381, *Battur, de la Communauté*, n. 262. — M. Bellot, *du Contrat de mariage*, t. 4, p. 325 et suiv., soutient la nullité, dans une dissertation étendue.

(2) V. dans le même sens, Et. Blanc, *Traité de la Contrats*, p. 222.

(1) La même Cour de Lyon, interprétant pareille clause stipulée dans la même province de la Bresse, a décidé, le 11 août 1832, qu'elle avait pour effet d'attribuer irrévocablement aux enfans la propriété des acquêts, et de ne laisser au survivant que l'usufruit de la moitié de ces biens (Volume 1833.) — Jugé aussi que cette clause était au survivant le droit d'aliéner les acquêts, à moins que ce ne fut pour payer les dettes de la société: V. Agen, 7 août 1817; Caen, 10 juill. 1822.

par la veuve Derosne, le citoyen Try, commissaire du gouvernement, a rétabli les véritables principes, en portant la parole en ces termes :

« Dans cette cause, il ne s'agit pas de savoir si madame Derosne a droit de porter le nom de Cadet, et de quelle manière elle peut soutenir les obligations que ce nom impose, car elle ne le porte point ni ne demande à le porter. Écartons donc ce qui a rapport au talent du célèbre apothicaire. — Il s'agit de savoir si madame Derosne a droit de se dire successeur du cit. Cadet ; si la vente du fonds de commerce, consentie par le cit. Cadet, au profit du cit. Derosne, son collaborateur, est un titre d'où dérive, pour l'acquéreur et ses ayens cause, le droit de se dire successeur. — Qu'est-ce que se dire successeur ? N'est-ce pas dire clairement, quoique laconiquement : « C'est moi qui suis l'acquéreur du fonds de commerce d'un tel ? » N'est-ce pas la simple déclaration que le fonds de commerce, exploité précédemment par le vendeur, l'est maintenant par l'acquéreur, et que l'on trouvera dans la personne qui succède, même loyauté, mêmes talents, même exactitude ? — Il serait incontestablement libre à l'acquéreur de faire afficher son contrat d'acquisition à la porte de sa boutique, et partout où bon lui semblerait. Eh bien ! annoncer au public qu'on est successeur, ce n'est rien faire autre chose que de donner au public l'abrégé de ce contrat. Cette réflexion, puisée dans la nature même des choses, éclaircirait seule le droit de la dame Derosne, si cette vérité avait besoin de développemens. — Le cit. Cadet parle de sa qualité d'héritier de son père, et prétend que cette qualité emportant celle de son successeur universel, personne que lui n'a droit de se dire successeur. — Il est hors de doute que la qualité d'héritier fait reposer sur la tête du cit. Cadet-Gassmann tous les droits qui appartiennent à son père, et qu'il n'avait pas aliénés. C'est sous ce rapport que le cit. Cadet est seul successeur de son père, et si le fonds de commerce de pharmacie se trouve encore dans la succession du cit. Cadet père, et que son fils suive la même profession, il est certain que ce fils seul a droit de se dire successeur dans ce fonds de commerce. — Mais le contraire est invinciblement prouvé. Le cit. Cadet père a vendu pendant sa vie son fonds de commerce dans toute l'étendue de l'acception du mot : elle comprend l'aliénation de la propriété physique, qui sont les instrumens d'exploitation, et celle de la propriété morale, qui sont l'achalandage et la possession de la confiance publique. L'expression de maison de commerce ne permet pas d'élever, à cet égard, le moindre doute. — Le cit. Cadet fils ne peut donc dépouiller la veuve Derosne d'un droit que lui a vendu le cit. Cadet père, et qu'il pouvait lui vendre : elle succède au fonds de commerce du cit. Cadet ; elle a droit d'annoncer au public qu'elle succède ; elle a droit de prendre le titre de successeur. »

Cette vérité a été reconnue par le tribunal supérieur, dont le jugement est ainsi motivé.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Attendu qu'il est constant que Cadet a vendu ses fonds et maison de commerce à Derosne et à sa femme ; — Que l'expression générale, maison de commerce, emporte indistinctement tous les avantages qui y sont attachés ; — Attendu que la veuve Derosne et son fils,

en leur qualité d'acquéreur, succédant à Cadet dans le fonds de commerce, peuvent s'intituler successeur ; — Du qu'il a été mal jugé par le jugement rendu au tribunal de première instance du départment de la Seine, le 18 flor. dernier, au chef qui fait défense à la dame veuve Derosne et à son fils de se dire et intituler successeur de feu Cadet, etc.

Du 29 therm. an 9. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### 1<sup>o</sup> TESTAMENT MYSTIQUE. — TÉMOINS.

##### 2<sup>o</sup> ACCROISSEMENT. — SUBSTITUTION.

##### 3<sup>o</sup> LÉGITIME. — HÉRITIERS INSTITUÉS.

1<sup>o</sup> Sous l'empire de l'édit perpétuel de 1611, il n'était pas nécessaire que l'acte de suscription d'un testament mystique énonçât que les témoins instrumentaires avaient été appelés exprès pour assister à cet acte, si, d'ailleurs, il était signé d'eux et s'il contenait mention de leur présence aux opérations qu'il constatait. (Edit de 1611, art. 12.) (1)

2<sup>o</sup> Lorsqu'un testateur, après avoir, par une même disposition, déclaré substituer deux personnes désignées dans l'effet de deux legs universels, ajoute qu'ils recueilleront l'hérédité chacun pour moitié, cette énonciation secondaire ne s'oppose pas à ce que l'on considère chaque substitution comme faite en universum jus. — En conséquence, la renonciation de l'un des substitués accroît à son co substitué (2).

3<sup>o</sup> Le légataire qui, par suite du cumul de cette qualité avec celle d'héritier institué à charge de substitution, s'est dispensé de demander la séparation de la légitime et de l'hérédité grevée de substitution, n'en transmet pas moins à ses héritiers le droit de demander la destruction des biens légitimaires contre les substitués.

(Gaspary — C. De Créqu.)

Le 22 avril 1778, la dame Gaspary fait un testament dans lequel elle institue ses deux filles pour héritières universelles. — Le 3 mai suivant, elle présente à un notaire, pour être reçu dans la forme mystique, un coileille dans lequel elle déclare, pour le cas où ses enfans viendraient à mourir avant l'âge de 25 ans, sans avoir été mariées, substituer, pour ses héritiers uniques et universels, la dame veuve Reynaerts pour la moitié, et pour l'autre moitié le sieur de Créquy. — L'événement prévu par le testatrice se réalise. Ses deux filles décèdent avant l'âge de 25 ans sans avoir été mariées : elles avaient survécu à leur mère de dix ans environ. — Le droit à la substitution s'était ouvert sous l'empire de l'ancienne législation ; en conséquence, il devait produire tout son effet : ainsi la veuve Reynaerts ayant renoncé à sa part dans la substitution par transaction du 16 juin 1778, le sieur de Créquy se presenta pour recueillir la totalité des biens substitués. — Le sieur Gaspary contesta. Il prétendit que le codicile du 2 mai 1778 était nul par le motif que l'acte de suscription n'énonçait point que les témoins qui y avaient été présents eussent été appelés à cet effet. Il soutenait, en second lieu, que dans tous les cas, comme héritier de ses filles, il avait droit à la légitime que celles-ci eussent été fondées à réclamer dans la succession de leur mère, si elles n'eussent joint à leur

mais elle s'est présentée fréquemment à l'égard de légataires appelés conjointement à l'hérédité, quoique avec détermination de parts. V. sur ce point, *Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle*, v<sup>o</sup> Accroissement, n<sup>o</sup> 9 et suiv.

(1) Il en serait de même sous le Code civil : F. art. 975 et suiv.

(2) La difficulté ne paraît pas s'être représentée devant les tribunaux, à l'égard d'héritiers substitués,

qualité celle résultant de l'institution universelle qui avait mis entre leurs mains la totalité des biens de la succession.

19 prair. an 9, jugement du tribunal de première instance de Bruxelles qui repousse les moyens présentés par le sieur Gasparoly contre la validité du testament, mais lui adjuge le tiers de la succession de la dame son épouse, à titre de la légitime de ses enfants.

Appel par Gasparoly. — Aux moyens développés en première instance, il ajoute que, la disposition ayant été faite au profit de chaque substitué pour moitié seulement, il y avait la fixation de parts et quo, par suite, le droit d'accroissement ne pouvait être invoqué par le sieur de Créqui; qu'en conséquence, c'était à lui que devait appartenir la moitié à laquelle avait renoncé la dame Reynaerts. — Le sieur de Créqui se portait aussi incidemment appelant. Il contestait au père des légitimaires le droit de demander la légitime, alors qu'il n'avait pas été exercé par ses enfants.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que l'acte d'endossement a été dressé par un notaire en présence de deux témoins; que les noms de ces témoins y sont énoncés; qu'ils sont intervenus aux opérations que ledit acte avait pour objet de constater, ainsi qu'a sa rédaction; qu'ils l'ont signé; qu'ils ont été interpellés de déclarer s'ils savaient écrire, ce qui équivaut à ce qui est requis par l'article 12 de l'édit perpétuel; — Considérant qu'il est de l'essence des testaments clos que les formes soient observées dans l'opération de l'enveloppe; que cela a eu lieu au cas présent et que ces formalités sont suffisantes; qu'il est prouvé au procès que la pièce, produite au procès, comme le codicille de la testatrice, est écrite de sa main, d'après la reconnaissance d'experts, ce qui établit un acte de sa volonté;

Considérant que, dans la jurisprudence moderne, le droit d'accroissement ne dépend que de la volonté du testateur; que cette volonté doit donc être la seule règle pour décider le cas dont il s'agit; — Que la testatrice, en appelant par substitution la veuve Reynaerts et de Créqui à son hérité, a voulu donner et transmettre à chacun d'eux un droit universel et un seul tout qui ne devait souffrir de partage que par le concours des appelés; — Que cette expression générale, indiquant une volonté primaire et principale, n'a pas été restreinte par l'éducation exprimant une volonté secondaire et subordonnée à un événement, *chaque pour la moitié*; puisque, immédiatement après, elle répète sa volonté principale par la même disposition générale; ce qui montre de plus en plus qu'elle a voulu la transmission de l'universalité de sa succession à chacun des appelés, et seulement, en cas de concours, le partage des biens dont elle ne fait que régler les quotités;

Considérant que, par la transaction du 23 juill., la veuve Reynaerts n'a fait que renoncer au droit qu'elle avait à la substitution; que le seul effet de cette renonciation est le non concours du co-substitué, d'où il résulte que le droit universel n'a pas souffert de diminution et est demeuré entier dans la personne de l'intimé au principal;

Considérant que, pour fonder la légitime des enfants, on doit considérer uniquement la masse héréditaire au moment du décès de leurs père et mère, que, dans l'espèce, les enfants ont dû prendre le tiers de la masse des biens délaissés

par leur mère à son décès, en y imputant la valeur des legs qui leur ont été faits;

Considérant que les deux enfants de la testatrice, appelés par elle-même ses héritiers universels quoique avec la charge de substitution, ont été saisis, au moment de sa mort, de l'hérédité entière; que, dès lors, il leur compétait le droit d'avoir leur légitime libre de toutes charges; — Qu'ils eussent pu la demander à cette époque, si tout autre qu'eux avait été institué; que la faculté d'en jouir d'abord n'a pu être diminuée ni retardée par la substitution; — Que ce dernier droit a dû, par sa propre force, faire la séparation de la légitime, sans quoi il ne serait pas vrai de dire que les légitimaires ont eu la légitime dès l'instant de la mort de la testatrice, ni libre de toutes charges; — Considérant qu'au décès de la dernière instituée, la possession de l'hérédité grevée a continué dans la personne de Gasparoly, son père et son héritier; — Qu'en qualité d'héritier de ce dernier enfant, il le fut de la légitime et que, si cette légitime n'avait pas été séparée pendant la vie desdits enfants, en ce cas même, le père, possesseur de toute l'hérédité, lorsque l'un des substitués la réclame, pouvait encore exercer le droit de rétention, à concurrence de la quote légitimaire; — Confirme, etc.

Du 5 fructidor an 9. — Tribunal d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

#### MARIAGE. — INTERDICTION. — NULLITÉ.

*La nullité du mariage résultant de ce que l'un des conjoints était en état d'interdiction, ne peut plus être demandée après le décès de l'interdit;... lorsque, d'ailleurs, le mariage a été célébré sans opposition (1).*

(Van Wasberghe — C. Labarust.)

Le 22 mars 1787, Van Wasberghe, dont l'interdiction avait été prononcée et publiée à Gand, dans le courant de l'année 1771, contracta mariage à Bruxelles devant le curé de la paroisse du Finistère; aucune opposition n'est formée par le curateur à l'interdiction. — Cette célébration avait été précédée de conventions matrimoniales dans lesquelles Van Wasberghe accordait de grands avantages à sa future épouse. — 8 février 1796, Van Wasberghe décède, laissant deux enfants issus de son union. — Peu après, sa veuve passe en secondes nocces avec un sieur Labarust, qu'elle gratifie de tous les avantages qu'elle avait reçus de son premier mari. — Le sieur Rooman, comme curateur à l'interdiction de Van Wasberghe, dans le but de conserver aux enfants mineurs la totalité de la succession de leur père, intente alors contre la dame Labarust une demande tendant à faire prononcer la nullité du mariage qu'elle avait contracté avec le sieur Van Wasberghe et, par suite, la nullité des conventions matrimoniales qui l'avaient précédée. — La dame Labarust le soutient non recevable à attaquer un mariage à la célébration duquel il n'avait été formé aucune opposition. — L'incapacité de l'interdit étant absolue, répond Rooman, son mariage est considéré, aux yeux de la loi, comme n'ayant jamais existé: rien n'a donc pu en couvrir la nullité tout intéressé est bien fondé à se prévaloir. — 5 niv. an 8, jugement du tribunal civil du département de l'Escaut qui rejette la demande formée par le sieur Rooman.

Appel de la part de ce dernier.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que le ma-

V. Cass. 9 janv. 1821, et la note, dans laquelle nous analysons les opinions des auteurs sur cette question.

(1) La même question s'est présentée sous l'empire du Code civil, et elle a reçu la même solution.

riage a été célébré sans aucune opposition;— Qu'il n'a point été stiagué pendant son existence, quoiqu'il soit justifié que le curateur en ait eu connaissance;—Déclare les enfans de Van Wasberghe non recevables et mal fondés, etc.

Du 9 fruct. an 9.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

#### DOT.—ALIÉNABILITÉ.—DETTES.

Avant le Code civil, et d'après la jurisprudence du parlement de Toulouse, l'immeuble dotal pouvait être aliéné, sans formalités de justice, pour payer les dettes de la femme antérieures à la constitution de la dot (1).

(Lourmière—C. Larroque.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que, quoiqu'en règle générale le fonds dotal soit inaliénable pendant la durée du mariage, nonobstant que le mari et la femme se réunissent pour donner leur consentement à la vente, néanmoins cette règle a ses exceptions, et c'en est une lorsqu'il y a des dettes à payer pour lesquelles le fonds dotal se trouve affecté aux créanciers de la femme antérieurs au mariage. La preuve de cette affectation résulte évidemment de l'acte du 23 av. 1761, par lequel les héritiers de Pierre Crouzat reçoivent de Marie Miquel, veuve de Jean Crouzat, une somme de 88 fr. 11 s. 6 den. que celle-ci leur devait en qualité d'héritière dudit Crouzat, suivant un acte du 23 av. 1735, relaté dans le contrat de 1761. Ce paiement fut fait des mêmes deniers provenant de la vente consentie le 16 av. 1760 à Rigaud par ladite Miquel et par Baptiste Lourmière, son mari. Il est même à remarquer que, dans cet acte, lesdits mariés déclarèrent qu'ils voulaient employer le prix de ladite vente à acquitter ce qu'ils devaient aux héritiers de Pierre Crouzat, et le surplus à réparer leur maison d'habitation qui menaçait ruine. Or, ici nous trouvons encore la preuve de la validité de l'aliénation faite des quatre journaux de vigne, dont il s'agit, puisque, suivant Serres, dans ses *Inst.* (page 190), « la femme peut valablement hypothéquer sa dot durant le mariage pour une cause juste et raisonnable, comme serait celle de la réparation de ses biens paraphernaux; » et on observe que ses biens paraphernaux consistaient dans une maison que ladite Marie Miquel et Baptiste Lourmière, mariés, avaient conjointement et solidairement prise, à titre de subrogation, d'Antoine Larroix, et à laquelle ils s'étaient obligés de faire les réparations nécessaires pour en éviter la chute. Ce même auteur dit encore à la page 192 que « le fonds dotal peut être vendu et décrété à la requête des créanciers de celui auquel la femme a succédé sans qu'elle puisse le revendiquer, parce que c'est une aliénation nécessaire qui

vient sa cause antérieure, c'est-à-dire, qui a précédé la constitution de dot, et dont la dot, comme dans cette espèce, se trouvait, par conséquent, grevée; » ce qui rentre dans la première exception dont nous avons parlé plus haut. Ajoutez à ces considérations que Marie Miquel, en se remarquant avec Baptiste Lourmière, ne s'était pas constitué tous les biens dépendant de la succession de Jean Crouzat, son premier mari, puisqu'elle avait réservé, à titre de paraphernal, une somme de 100 fr. C'est autant pour disposer de cette réserve, libérer la succession dudit Jean Crouzat, que pour faire les réparations nécessaires à la maison dont il s'agit, que Marie Miquel se détermina, conjointement avec son mari, à faire la vente des quatre journaux de vigne dont le délaissement est aujourd'hui demandé par la fille des vendeurs; remarquez, en outre, que l'acte de vente de 1760 détermine l'emploi du prix des biens vendus, et que l'acte de 1761 justifie cet emploi. Ausurplus, il était d'autant plus libre à Marie Miquel de faire la vente dont il s'agit, que, sa constitution de dot portant sur une universalité de biens, la condition à l'effet de pouvoir vendre était alors bien plus favorable, d'après la maxime que *bona non dicuntur nisi deducto aere alieno*. Or, ici l'on peut dire, avec raison, que ce qu'il était nécessaire de distraire pour le paiement des dettes de feu Jean Crouzat et des 100 fr. réservés en paraphernal, qui étaient aussi une dette de la dot, n'en faisait pas partie, et qu'ainsi en faisant la vente à concurrence de ce qui était nécessaire pour le paiement de ces deux objets, on ne peut pas dire que le fonds dotal ait été surcroît diminué;—A démis de l'appel.

Du 11 fruct. an 9.—Trib. d'appel de Toulouse.—Prés., le cit. Dészars.—Concl., le cit. Corbière, subst.—Pl., les cit. Duberard, Sancy et Flottes.

#### CONTRAINTE PAR CORPS.—LOI.—EFFET RÉTROACTIF.

Sous l'empire de la loi du 21 vent. an 5, qui rétablit la contrainte par corps abolie par le décret du 9 mars 1793, on n'a pu exercer la contrainte pour obligations souscrites dans l'intervalle de ces deux lois (2).

(Loost—C. Delvigne.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que la loi du 15 germ. an 6 ne rétablit la contrainte par corps que pour l'avenir, que par conséquent la traite dont L. Loost poursuit le paiement, étant du 24 juin 1793, ne peut y donner lieu;—Infirme le jugement, quant à la contrainte par corps, et condamne Delvigne au paiement du montant de la traite, etc.

Du 14 fruct. an 9.—Trib. d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.

Étude et le rétablissement de la contrainte par corps, la note placée sous le jugement de cassation du 4 niv. an 9.

(1) V. conf., Toulouse, 9 mess. an 12, et la note.  
(2) V. conf., Cass. 3 et 28 mess. an 7, 17 prair. an 12; Colmar, 13 mess. an 10.—V. aussi sur l'abo

(9 BRUM. AN 10.)

AN X.

(27 BRUM. AN 10.)

**DIVORCE.—TRANSACTION.**

*Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, la femme n'avait pas besoin d'autorisation pour transiger avec son mari avant le divorce par consentement mutuel, sur les conditions de ce divorce sous le rapport de ses droits matrimoniaux.*

(Delcourt—C. Lindemmer.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;**—Considérant que la transaction dont s'agit, réglant à la fois le mode d'après lequel le divorce serait prononcé, et les effets qui en résulteraient aux époux, présente un contrat indivisible et devenu obligatoire dans son intégralité par l'accomplissement libre et volontaire du fait auquel se réfèrent toutes les stipulations des parties contractantes ;—Que cette transaction formait un tout indivisible, et d'autant plus irréfutable, que par la dissolution légale du mariage des parties, la restitution en entier ne peut plus avoir lieu ;—Considérant que le pouvoir accordé par la loi du 20 sept. 1792, à l'épouse, de convenir avec son mari du mode de divorce, contient moralement celui d'en régler les conditions sous le rapport des droits matrimoniaux ;—Considérant que la transaction du 1<sup>er</sup> germ. an 8 ne participe en rien de la nature des donations entre époux, mais présente un simple règlement des effets civils du divorce, et dans lequel règlement, Marie-Françoise Delcourt a pu faire quelques sacrifices à la crainte de la vérification des faits allégués par son mari dans son libelle en divorce pour causes déterminées, par conséquent, aux risques de la privation de ses droits matrimoniaux ;—Réforme le jugement du tribunal de première instance, et déclare Marie-Françoise Delcourt non reevable et mal fondée, et la condamne à tous les dépens.

Du 9 brum. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—Concl., le cit. Malfroid, subst.—Pl., les cit. Crassous et Ventons.

**MARIAGE.—MAISON COMMUNE.**

*Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, un mariage n'était point nul pour avoir été célébré ailleurs qu'à la maison commune (1).*

(Noyette—C. Bossebère.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;**—Considérant que la nullité, alléguée par de Noyette, consiste en ce que son mariage avec Marie-Anne de Bossebère n'a pas été reçu dans la maison commune, conformément à l'art. 1<sup>er</sup>, sect. 4<sup>e</sup>, tit. 4, de la loi du 20 sept. 1792, ainsi conçu : « L'acte de mariage sera reçu dans la maison commune du lieu du domicile de l'une des parties ; »

Considérant que la loi ne prononce pas la nullité des mariages par omission des formalités intrinsèques, prescrites au titre 4, et qu'elle donne seulement lieu à des peines contre l'officier public, ce qui résulte de l'art. 9 de la sect. 3<sup>e</sup>, comparé à l'art. 4 de la sect. 4<sup>e</sup> du même titre à ces mots : « Il ne pourra passer outre, à peine de destitution, de 300 liv. d'amende, et de tous dommages-intérêts ; »—Que cette vérité résulte encore plus particulièrement de la sect. 1<sup>re</sup> du même titre, dans laquelle la loi prononce formellement

la nullité du mariage, pour défaut de qualités et conditions requises pour le contracter ;—Que telle est la disposition expresse de l'art. 13 de cette section, ainsi conçu : « Les mariages faits contre la disposition des articles précédents, sont nuls et de nul effet ; » d'où il est concluant de dire que la loi n'ayant pas la même disposition pour l'omission des formes intrinsèques de l'acte de mariage, elle n'a pas voulu laisser dépendre la validité de l'observation de chacune de ces formalités ;—Considérant que le faux allégué par de Noyette, ne portant que sur l'omission prétendue d'une formalité intrinsèque, ne pourrait, en cas de preuve, faire annuler le mariage dont s'agit, d'où il suit que l'appelant est sans intérêt dans la position de la preuve par inscription de faux ;—Dit qu'il a été bien jugé, et ordonne l'exécution du jugement dont est appel.

Du 23 brum. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

**APPEL.—PROCUREUR FONDÉ.**

*Pour qu'un appel par procureur soit régulier, il faut une procuration formelle, donnée à ce procureur, et énoncée dans l'acte d'appel, tant à la copie qu'à l'original (2).*

(Flament et Cavenaille—C. Voif et consorts.)

Du 24 brum. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.

**TIERCE OPPOSITION.—AYANT CAUSE.—JUGEMENT DÉFINITIF.—APPEL.**

Du 25 brum. an 10 (aff. Gouy).—V. ce jugement à la date du 15 thermidor, même année.

**DON PROHIBÉ.—LEGS PARTICULIER.—ENFANS.—PERSONNE INTERPOSÉE.**

*La loi du 17 niv. an 2, interprétée par celles du 22 vent. an 2 et du 9 fruct., même année, en annulant toutes dispositions à cause de mort, autres que celles entre époux, faites à titre universel, antérieurement à sa promulgation, n'a nullement empêché l'effet des dispositions à titre singulier faites avant la même époque au profit d'autres que des successibles. (LL. du 17 niv. an 2, art. 1<sup>er</sup> et 34 ; 22 vent. an 2, quest. 47 ; 9 fruct., quest. 43. (3). La défense de disposer au profit des successibles, ne s'étendait pas aux enfans des successibles. (L. du 17 niv. an 2, art. 16.) (4)*

(Bulté — C. Bulté.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;**—Considérant que le décret du 9 fruct. an 2, art. 33, statue que la disposition du décret du 22 vent., quest. 47<sup>e</sup>, ne peut être étendue au delà du strict sens de cette loi qui n'a déclaré nulles que les dispositions à titre universel ;—Que cette interprétation a été confirmée par l'art. 4 de la loi du 18 pluv. an 5, lorsqu'il a statué que les actes de dernière volonté, faits antérieurement à la publication des lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, et qui n'ont pas été refaits ou renouvelés depuis, demeurent valables, et sont seulement réductibles, si la succession a été ouverte avant la publication du décret du 22

(1) V. dans le même sens, Cass. 13 fruct. an 10, et la note.

(2) V. les faits de cette affaire, en tête de l'arrêt de rejet rendu par la Cour de cassation le 16 prair. an 12, et la note qui accompagne cet arrêt.

(3) V. dans le même sens, Cass. 4<sup>e</sup> compl. an 4 ; 19 therm. an 12, et les notes.

(4) V. Cass. 6 prair. an 10 (aff. Robin), et la note.

vent., qui a déclaré formellement la nécessité de renouveler les dispositions à titre universel; Que l'art. 16 de la loi du 17 niv., en réglant la portion disponible, permet de disposer au profit d'autres que des personnes appelées par la loi au partage des successions, et par conséquent permet de disposer au profit des enfants des successibles; — Qu'il existe une raison particulière pour laquelle le législateur a prohibé en l'art. 26 de la loi du 17 niv., les donations à rente viagère ou rentes à fonds perdus, en ligne directe ou collatérale, à l'un des héritiers présomptifs ou à ses descendants; savoir: que de pareilles donations ne sont ni réductibles, ni susceptibles de rapport, ce qui n'a pas lieu dans les simples donations; — Dit bien jugé, mal et sans griefs appelés.

Du 27 brum. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

**BAIL. — VENTE. — RÉSILIATION. — SIMULATION.**  
Sous l'ancien droit, le locataire dont le bail s'était trouvé résilié par suite de la vente des lieux loués, était tenu à prouver que cette vente était simulée dans le but de parvenir indirectement à la résiliation du bail. En ce cas, le locataire devait obtenir sa réintégration ou des dommages-intérêts (1).

(Payen — C. Sauzé.)

Payen était locataire de trois arcades du palais royal appartenant à Antoine Sauzé. Antoine Sauzé les ayant vendus à son frère Jean-Baptiste, celui-ci profita du droit que lui donnait l'usage admis par l'ancienne jurisprudence, pour résilier le bail conclu à Payen, et loua les lieux à un autre locataire.

Mais Payen a prétendu que la vente par suite de laquelle son bail avait été résilié, était simulée, frauduleuse, et faite dans le seul but de parvenir à la résiliation de son bail. En conséquence il en a demandé la nullité, avec la réintégration dans les lieux qui lui avaient été loués, ou à défaut des dommages-intérêts.

Jugement du tribunal civil de la Seine, qui rejette cette demande. — Appel.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — 1<sup>er</sup> Faisant droit sur la demande en nullité; — Attendu que l'ensemble des circonstances qui environnent la vente du 8 messid. an 4, prouve qu'elle n'avait été imaginée par Antoine que pour obtenir, par une voie détournée, la rescision du bail fait à Payen; — Déclare ladite vente nulle, simulée et frauduleuse; — Et néanmoins, 2<sup>o</sup> faisant droit sur la demande en réintégration dans la jouissance des trois arcades, aux termes du bail; — Attendu que le locataire actuel des arcades, dont il s'agit, est de bonne foi, et qu'il serait injuste de l'obliger à déguerpir; que, d'ailleurs le bail n'aurait plus que

deux ans à courir, et que les appellans n'étant pas orfèvres, il est même de leur intérêt de ne les pas réhabiliter dans les boutiques ci-devant occupées par leur père; — Les déboute, à cet égard, de leurs conclusions; — Faisant droit sur les dommages et intérêts; — Attendu que le tribunal civil a réservé de faire droit sur leur quotité, en reconnaissant qu'il en était dû pour l'exécution du bail; — Renvoie, pour cet objet, les parties à se pourvoir par-devant le tribunal de première instance.

Du 1<sup>er</sup> frim. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Hureau et Bonnet.

**LETTRE DE CHANGE. — ACCEPTEUR. — CONCORDAT. — ENDOSSEURS. — RECOURS.**

Le porteur d'une lettre de change dont l'accepteur fait faillite perd son recours contre les endosseurs, s'il acquiesce sans réserve au concordat intervenu entre l'accepteur et ses créanciers (2).

(Tiberghien — C. Kempeneers.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que l'obligation de l'endosseur d'une lettre de change, d'en restituer la valeur au porteur en cas de protêt, faute de paiement par l'accepteur, est subordonnée à celle qu'a prise le porteur dans la négociation, de rendre et restituer entière, à son endosseur, avec les effets protestés, l'action qu'il lui avait transmise sur l'accepteur; — Considérant que par l'effet du concordat d'entre Gilson Bedtinger, accepteur, et ses créanciers, en date du 7 mai 1794, et par une suite du contrat d'union auquel les appellans, porteurs desdites lettres, ont acquiescé, sans user de réserve à l'égard de leur action de garantie ou indemnité contre leurs endosseurs, lesdits appellans se sont mis dans l'impossibilité de restituer aux intimés l'action entière résultant de l'acceptation de ces lettres par Gilson Bedtinger et telle qu'ils l'avaient reçue de leurs endosseurs; — Que cette impossibilité a son principe en ce que les porteurs ont traité en cette qualité pour leur propre compte, de l'action résultant des acceptations, sans l'aveu et la participation de leurs co-intéressés, ce qui a dénaturé l'action de ceux-ci, en la subordonnant à la convention passée avec les porteurs; — Que de là résulte une non recevabilité de la demande primitive des appellans; — Dit bien jugé, mal appelé, etc.

Du 1<sup>er</sup> frim. an 10. — Trib. d'app. de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl., le cit. Tarte, subst.

**1<sup>er</sup> CHEPTTEL. — PERTE. — CAS FORTUIT.**

**2<sup>o</sup> JUGE DE PAIX. — COMPÉTENCE. — CHEPTTEL.**

**1<sup>er</sup> Avant le Code civil, dans le cheptel simple,**

thentique ou dont la date est certaine, à moins qu'il ne se soit réservé ce droit par le contrat de bail. V. sur l'application de cette disposition, arrêts de Paris, 13 flor. an 13, et de Dijon, 29 prair. an 13 et 21 avril 1827, ainsi que MM. Foulquier, t. 3, n<sup>o</sup> 388; t. 6, n<sup>o</sup> 435 et suiv.; Duvergier, du Louage, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 540; Duranton, t. 47, n<sup>o</sup> 137 et suiv.

(2) V. anal. dans le même sens, Paris, 18 niv. an 10. — Cette solution ne serait plus admissible aujourd'hui, le Code de commerce, art. 531 anc. et 542 nouv., accordant au créancier porteur d'engagemens solidaires entre le failli et d'autres coobligés aussi en faillite (ou à plus forte raison, non faillis), le droit de participer aux dividendes dans toutes les masses : dès que ce recours contre les divers coobligés est de droit, il n'a pas besoin d'être réservé. V. en ce sens, Duranton, t. 10, n<sup>o</sup> 540.

(1) La résiliation du bail opérée par la vente des lieux loués, généralement admise sous l'ancien droit, était fondée sur la loi 9 Cod. de Locat. conduct. *Emptorem fundi, dit cette loi, necesse non est stare colono cui prior dominus locavit, nisi ea lege emit...* La même chose était décidée à l'égard du légataire, par la loi 32, ff. C. cod. tit. En ce cas, le fermier ou locataire n'avait qu'une action contre le locateur ou ses héritiers, qui étaient tenus des dommages-intérêts résultant de l'exécution de l'obligation. Pothier, du Louage, n<sup>o</sup> 288. Despeisses, du Louage, tit. 2, sect. 5, n<sup>o</sup> 1 et suiv. *Successor particularis non tenetur stare colono, dissidentibus doctoribus, sous l'ancienne jurisprudence.* — Cet état de choses ne subsiste plus. Sous le Code civil, d'après l'art. 1713, si le bailleur vend la chose louée, l'acquéreur ne peut expulser le fermier ou le locataire qui a un bail au-

la perte survenue sans la faute du preneur et par cas fortuit, était commune entre le bailleur et le preneur (1).

2° La loi du 15 germ. an 3, qui attribuait au juge de paix la connaissance des contestations en matière de cheptel, a été abrogée par la loi du 6 fruct. an 6. — Ces contestations sont de la compétence exclusive des tribunaux ordinaires (2).

(David—G. Jaud.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que l'attribution faite par la loi du 15 germ. an 3, n'avait pour objet que l'exécution de cette même loi quant au nouveau mode de l'estimation et remise du bétail donné à cheptel, fondé sur les circonstances du cours forcé du papier-monnaie; que la loi du 15 germ. ayant été révoquée par celle du 2 therm. an 6, et ne devant plus, aux termes de cette dernière loi, avoir d'exécution, l'attribution se trouve sans objet, et, par conséquent révoquée;

Que, dans la dernière organisation judiciaire générale, il n'y a point d'attribution particulière des questions de cheptel faites au juge de paix; que, par conséquent, ces questions restent dans la compétence ordinaire des tribunaux;—Dit qu'il a été compétemment jugé par le tribunal de première instance;

Procédant au jugement du fond :—Considérant que, suivant le bail à cheptel dont il s'agit, la perte survenue sans la faute du preneur doit être commune entre le bailleur et le preneur; qu'il n'y a d'exception stipulée pour aucun cas fortuit; que les principes de la matière ne comportent pas cette exception;—Dit qu'il a été bien jugé au fond.

Du 2 frim. an 10.—Trib. d'appel de Poitiers.

#### AVARIES.—PRISE.—RELAXATION.

Sont avaries communes, les frais de séjour et des dépenses faites pour obtenir la relaxation d'une prise (3).

(Hendrick-Loock—C. Sanson.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 2, tit. 7, ordonnance de la marine;—Considérant qu'il est constant, en fait, 1° que le navire suédois le *Baron de Spar*, capitaine Loock, chargé de vins et autres marchandises françaises, est parti sous destination simulée pour Hambourg, au mois de messid. an 5, du port de Cette pour se rendre au Havre, où il est arrivé en vend. an 6; 2° qu'avant de parvenir au port du Havre, il a été arrêté d'abord, par un corsaire anglais qui l'a fait entrer à Gibraltar, et ensuite par un brick portugais qui l'a conduit à Lisbonne;—Considérant, en droit, que les avaries se distinguent en avaries simples et avaries grosses; que l'avarie simple est celle qui est particulière soit au navire, soit à la marchandise chargée; l'avarie grosse,

celle qui est commune à l'un et à l'autre; que, suivant l'art. 3, tit. 7, ordonnance de la marine, l'avarie est commune toutes les fois qu'il a été fait des dépenses extraordinaires ou qu'il y a eu dommage souffert pour le bien et le salut commun du navire et de la marchandise; que, d'après cette définition, tous les frais faits pour obtenir la main-levée d'un navire pris en mer, et que le capitaine est parvenu à faire ensuite relâser, sont des frais extraordinaires qui doivent entrer en avarie grosse, puisqu'ils ont servi à l'utilité commune du navire et des marchandises chargées; que, dans l'espèce, la contestation des consignataires est d'autant plus mal fondée que la Suède étant en paix avec l'Angleterre et le Portugal, qui étaient alors en guerre avec la France, c'est moins le navire que la cargaison qui a été la cause des arrestations dont il s'agit;—Réformant;—Déclare les frais de relâchement et de séjour du navire le *Baron de Spar*, dans les ports de Gibraltar et de Lisbonne, devoir entrer en avaries grosses et communes à la cargaison, quant à ceux desdits frais seulement qui seront justifiés légitimement faits.

Du 2 frim. an 10.—Trib. d'appel de Rouen.—Prés., le cit. Eudes.—Concl., le cit. Arout, subst.

#### 1° ACQUIESCENCEMENT.—DECLINATOIRE.—DÉFENSE AU FOND.

#### 2° JUGEMENT PRÉPARATOIRE.—INTERDICTION DE TRAVAUX.—APPEL.

#### 3° EXCEPTION.—NULLITÉ D'EXPLOIT.

#### 4° JUGEMENT.—JUGE.—CONCILIATEUR.

1° La partie qui plaide au fond après rejet d'une déclinatoire par elle proposée, acquiesce par là au jugement et se rend non recevable à en interjeter appel (4).

2° Le jugement qui, en ordonnant une preuve par témoins, interdit à l'une des parties de continuer certains travaux, n'est pas simplement préparatoire; en conséquence, appel peut en être interjeté.

3° Avant le Code de procédures, comme sous ce Code, les nullités d'exploit étaient couvertes par des défenses au fond.

4° Le juge de paix qui, en cette qualité, a rempli les fonctions de conciliateur, peut ultérieurement et après avoir été promu aux fonctions de juge, participer au jugement de l'affaire (5).

(Veuve Charlier—C. Duchesne et Debarre.)

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, sur la 1<sup>re</sup> question que les appellants ont acquiescé au jugement du 1<sup>er</sup> vent., en plaçant au fond, à l'audience du 4 germ.; que de ce chef, ce jugement n'est pas susceptible d'appel, et que d'ailleurs, l'action n'est pas purement possessoire, puisque la reu-

du preneur) est pour le bailleur.—F. sur cet article, M. Duranton, t. 17, n° 274.

(2) F. dans le même sens, Cass. 22 juin 1808.

(3) F. dans le même sens, Rouen, 6 germ. an 10; Bordeaux, 2 août 1827; Aix, 15 fév. 1828; Emérigon, des Assurances, ch. 12, sect. 41, § 9; Ricard, négoce d'Amsterdam, p. 279; Pardessus, Droit comm., n° 741; le Diction. du contr. commercial, v° Avaries, n° 20; l'Encyclopédie du droit, v° Avaries.

(4) F. conf., Cass. 13 flor. an 9, et la note.

(5) Jugé de même à l'égard de l'officier du ministère public qui a rempli ses fonctions en 1<sup>re</sup> instance : rien ne l'empêche de connaître de l'affaire comme juge, sur l'appel, du jugement de 1<sup>re</sup> instance: F. Cass. 12 niv. an 12.

Chartier a appuyé sa demande sur des titres ;

Attendu sur la 2<sup>e</sup> question, que le jugement du 4 germ. n'est pas un simple jugement préparatoire ou d'instruction, mais qu'il renferme une interdiction (1) dont il échoit appel ;

Attendu sur la 3<sup>e</sup> question, que l'ajournement donné en première instance était libellé ; que s'il avait contenu quelque nullité, elle aurait été couverte par le fait des appels, qui ont plaidé au fond ;

Attendu que le cit. Dewar n'avait rempli que les fonctions de conciliateur, en qualité de juge de paix du canton de Conthieu, et que rien n'a dû l'empêcher de prendre connaissance du différend dont il s'agit, dans l'exercice de ses nouvelles fonctions, des que les appelans ne l'avaient récusé ; — Déclare non recevable l'appel du jugement du 1<sup>er</sup> vent., et sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, proposée contre ce dernier, dit bien jugé, mal appelé, etc.

Du 3 frim. an 10. — Trib. d'appel de Liège. — Pl., les cit. Briabe et Moreaux, et Waisee père et fils.

#### RÉSERVE—SUCCESSIONS.

*Sous l'empire de la loi du 4 germ. an 8, qui établissait une réserve au profit des collatéraux jusqu'au degré de cousin issu du germain inclusivement, les parents non réservataires d'une des deux lignes pouvaient se prévaloir de l'existence d'un parent réservataire dans l'autre ligne, pour réclamer la moitié de la portion réservée.*

(Raick.)

Du 4 frim. an 10. — Trib. d'appel de Liège. — Pl., les cit. Raickem, Cloes, Briabe et Geradon.

#### AMBASSEADEURS.—DOMICILE.

*Les ambassadeurs ou agents diplomatiques n'acquiescent pas un nouveau domicile dans les lieux où leur mission les oblige à résider ; ils conservent toujours celui qu'ils avaient, avant leur nomination.*

(Rouvrois.—C. d'Argenteau.)

Le comte Mercy d'Argenteau était entré, dès l'âge de seize ans, au service de la maison d'Autriche. Il avait rempli successivement les fonctions de représentant de cette puissance auprès des cours de Pologne, de Russie et de France. Au mois de fév. 1792, il vint à Bruxelles en qualité d'ambassadeur près le roi de France et lous, dans cette ville, un hôtel avec réserve de la faculté de résider le bail quand il lui plairait. Le 29 sept. suivant, il fut nommé par son souverain ministre plénipotentiaire pour les affaires de la guerre alors ouverte entre la France et l'Autriche. Après la bataille de Fleurus, il quitta Bruxelles, passa en Hollande et, de là, à Londres où il mourut le 25 août 1794. — Il avait institué pour légataire universel son neveu Joseph-Charles-Marie d'Argenteau. — La dame veuve Rodon contesta à celui-ci le droit au legs universel à lui fait, et l'assigna en conséquence, devant le tribunal de première instance de Bruxelles. — Le sieur d'Argenteau opposa l'incompétence. Il soutint que son auteur n'avait jamais eu un véritable domicile à Bruxelles, que la nécessité de remplir la mission dont il était chargé l'avait seul obligé d'acquiescer une résidence dans cette ville ; mais

que le centre de ses affaires et de sa fortune se trouvait, soit dans le pays de Liège soit en Autriche ; que sa succession n'avait donc pu être réputée ouverte dans l'arrondissement de Bruxelles, puisque ce n'était pas le lieu de son domicile et que, par suite, l'assignation avait été incompétamment donnée.

Le 13 mess. an 9, jugement du tribunal de première instance qui accueillit l'exception proposée par le sieur d'Argenteau, et se déclare incompétent.

Appel de la dame de Rodon.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que feu Florimont Mercy d'Argenteau n'est pas né à Bruxelles ; que ses père et mère n'y étaient pas établis ; que, conséquemment, Bruxelles n'est ni son domicile d'origine, ni son domicile de famille ; — Que le domicile d'origine ne peut être changé que par le fait d'une habitation réelle prise ailleurs et par la volonté d'y acquiescer domicile ; — Attendu que les lois de la monarchie autrichienne, en accordant aux militaires et aux enfants des militaires le privilège de se dire *ubique nati*, ne les privaient pas de l'avantage d'un domicile déterminé par celui de leur naissance ou de leur famille, quant aux effets civils indépendants du service militaire ; — Attendu que la qualité d'ambassadeur, que le défunt a successivement eue dans différentes cours, s'oppose à l'idée du changement de son domicile natal pendant la durée de ses missions diplomatiques ; — Que la qualité de chevalier de la Toison-d'Or, ne lui communiquait le titre de conseiller honoraire d'état près du gouvernement des Pays-Bas autrichiens qu'autant qu'il résidait dans ces provinces et pour le temps qu'il y séjournait ; — Que celle de ministre plénipotentiaire près des gouverneurs généraux des mêmes provinces, n'était que temporaire et l'effet d'une mission de son souverain, laquelle ne changeait pas son domicile acquis ; — Qu'ainsi il ne résulte aucunement de l'exercice de ces diverses fonctions aucun fait d'où l'on puisse inférer son intention de fixer son domicile à Bruxelles ; — Attendu que cette intention ne peut s'induire que d'un concours de circonstances capables de faire présumer et la renonciation au domicile d'origine, auquel la loi presume que l'homme reste attaché aussi longtemps qu'il n'a suffisamment manifesté une volonté contraire et le choix d'un autre domicile ; — Que, du nombre des circonstances qui font présumer la translation de domicile, est celle de l'habitation dans un autre lieu ; mais qu'elle est impuissante par elle-même lorsqu'elle est isolée et que l'habitation n'a pas été accompagnée ou suivie des autres caractères qui annoncent les dispositions d'une demeure fixe et entière par l'établissement du siège de la fortune de la personne dans sa nouvelle résidence ; — Que le bail d'une maison à quelque terme et le prétendu délaissement de quelques meubles de très peu de valeur dans cette maison n'offrent pas la plénitude des caractères auxquels les lois reconnaissent un vrai domicile ; — Attendu que si Florimont-Claude Mercy d'Argenteau n'a pas acquis de domicile à Bruxelles, sa succession ne saurait y être réputée ouverte et, par conséquent, la contestation dont il s'agit n'a pu être portée devant le tribunal d'arrondissement de cette ville ; — Par ces motifs, — Confirme, etc. (2)

(1) C'était une interdiction d'exploiter une mine, dont la propriété était litigieuse.

(2) L'affaire a été en conséquence portée devant le tribunal d'appel de Liège, où les dames de Rodon

et de Gavres ont soutenu que le testament fait en forme olographe à Bruxelles, le 6 mars 1794, par le comte d'Argenteau, au profit de son neveu, était nul, aux termes des dispositions de la coutume de



Du 4 frim. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles.  
— 1<sup>re</sup> sect.

# JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.

Sous l'ordonn. de 1667, et même depuis la loi du 3 brum. an 2, on ne pouvait former opposition à un jugement par défaut, sans permission du juge obtenue sur requête (1).

(Lefé—C. Levéque.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que, dans l'arrêt, Lefé n'avait déclaré son opposition au jugement par défaut que par un simple acte extrajudiciaire; — Attendu, en droit, qu'aux termes de l'art. 3, tit. 35 de l'ordonn. de 1667, la forme tracée par le législateur, pour faire recevoir l'opposition aux jugemens par défaut, consistait à présenter une requête au juge; que cette disposition de la loi, facultative, en effet, quant au droit de l'opposant, ne l'est pas relativement au mode de l'opposition; que la loi du 6 mars 1790 et celle du 3 brum. an 2, qui abroge l'usage des requêtes, ne sont relatives qu'aux actions principales et non aux actes de procédure; — Déclare Lefé non recevable dans son opposition.

Du 8 frim. an 10. — Trib. d'appel de Rouen.

# EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE.—LEGS.—ACTION.

De ce qu'il y a un exécuteur testamentaire, il ne s'ensuit pas que les légataires particuliers ne puissent exercer distinctement leur action en délivrance contre l'héritier ou le légataire universel (2).

(Spangon—C. Thlennes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les legs sont une charge de l'hérédité; — Attendu que l'office des exécuteurs testamentaires n'a pour objet que d'assurer plus particulièrement l'exécution des volontés du testateur, sans rien changer au principe d'après lequel les legs sont une dette de l'hérédité, et pour le recouvrement de laquelle le légataire a une action contre l'héritier; — Confirme, etc.

Du 13 frim. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. de Swerte et Audoor.

# 1<sup>o</sup> ORDRE.—APPEL.—SIGNIFICATION.

## 2<sup>o</sup> PRIVILEGE.—MUTATION (MOITS RE).

1<sup>o</sup> Sous la loi du 11 brum. an 7, l'appel d'un jugement d'ordre interjeté à l'égard d'un créancier colloqué, était valablement notifié au domicile du poursuivant l'ordre (3).

2<sup>o</sup> La règle de l'enregistrement n'a pas privilège sur le prix d'un immeuble, pour raison

Bruxelles, qui défendaient de tester en cette forme; mais elles ont succombé dans leur demande, le 29 prair. an 12; et, sur le recours en cassation, le pourvoi a été rejeté par arrêt du 28 vent. an 13. — F. Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> Testament, sect. 2, § 3, art. 8.

(1) F. en sens contraire, Cass. 19 germ. an 4. — Aujourd'hui, il n'est pas nécessaire que l'opposition soit autorisée par ordonnance du juge; le Code de procédure exige pas cette formalité.

(2) L'exécuteur testamentaire n'est, en effet, relativement aux charges héréditaires, que le mandataire légal de ceux qui sont tenus de ces charges; et, en déduisant rigoureusement les conséquences de ce principe, il faudrait aller jusqu'à dire, avec plusieurs auteurs (F. Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> Exécuteur testamentaire, n<sup>o</sup> 7; Favard, *Répert.*, ibid. n<sup>o</sup> 6), que l'action des légataires n'est recevable contre l'exécuteur testamentaire, qu'autant qu'ils mettent l'héritier en cause. Telle n'est pas cependant la doctrine suivie

du droit de mutation dû à raison de cet immeuble. (L. 11 brum. an 7, art. 11.) (4)

(Darnay—C. Fenregist.)

Un jugement du tribunal d'Auxerre avait ordonné, dans un ordre ouvert sur le cit. Sopin, la collocation par privilège de la régie pour une somme de 6,000 fr., qui lui était due à raison d'un droit de mutation auquel une vente sous seing privé de l'immeuble dont le prix était en distribution, avait donné ouverture.

Appel par le cit. Darnay, créancier produisant, qui soutient qu'aucune disposition législative n'accorde de privilège à la régie sur le prix des immeubles pour le paiement des droits qui peuvent lui être dus; qu'un tel privilège ne lui était conféré que sur les revenus de l'immeuble, et non sur l'immeuble lui-même.

La régie, tout en cherchant à justifier la décision attaquée, oppose à l'appelant une fin de non-recevoir, prise de ce que son appel avait été notifié non à elle directement, mais seulement au créancier poursuivant l'ordre, qui ensuite le lui avait dénoncé.

Darnay repousse cette fin de non-recevoir, en disant que le poursuivant l'ordre est le seul individu auquel doivent être adressées toutes les significations relatives à l'ordre, sauf à lui à dénoncer ensuite ces significations aux créanciers intéressés, que l'ancien usage l'avait ainsi établi, et que la forme du procédé introduite par la loi du 11 brum. an 7, loin d'avoir abrogé cet usage, l'a confirmé implicitement par plusieurs de ses dispositions relatives à la procédure d'ordre.

# JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'appel du cit. Darnay a été valablement notifié au citoyen Monroy, poursuivant l'ordre, qui l'a dénoncé à la régie;

Attendu que le privilège réclamé pour la régie n'est pas du nombre de ceux établis par l'art. 11 de la loi du 11 brum. an 7, qui n'accorde privilège à la république, sans inscription, que pour une année échue et celle courante, de la contribution foncière; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, dit qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, en ce qu'il ordonne le paiement par privilège de la régie de l'enregistrement pour la somme de 6,000 fr.; ordonne que sur les deniers restans, le montant des collocations acquitté, la régie et le cit. Darnay viendront par contribution au marc la livre, etc.

Du 13 frim. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Concl., le cit. Mourre, commiss. — Pl., les cit. Thevenin et Carbonnier.

par Toullier (t. 5, n<sup>o</sup> 589), qui s'appuie, sur ce point, de l'autorité de Furgole. Quoi qu'il en soit, même en reconnaissant aux légataires le droit d'agir contre l'exécuteur testamentaire, surtout en dirigeant aussi l'action contre l'héritier, il faut bien se garder de convertir en obligation ce qui n'est qu'une simple faculté.

(3) Sous le Code de procédure, nul doute que l'appel ne doive être signifié à la partie même contre laquelle il est dirigé; mais c'est une question controversée que celle de savoir s'il doit l'être nécessairement à la personne ou au domicile réel de cette partie selon la règle commune, ou s'il peut l'être soit au domicile de son avoué, soit au domicile élu dans l'inscription. F. à cet égard, les nombreuses décisions classées dans la *Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle*, v<sup>o</sup> Ordre, n<sup>o</sup> 130 et suiv.

(4) Sic, Cass. 6 mai 1816; Troplong, *des Priv.*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 97.

**CONSIGNATION.—OFFRES RÉELLES.—**  
**SOMMATION.**

*La consignation faite sans offres réelles préalables est nulle, bien qu'elle n'ait eu lieu qu'après sommation au créancier de se trouver chez un notaire pour y recevoir son remboursement. — La règle était applicable dans les pays de l'ancienne Normandie, comme dans tous autres pays (1).*

(Omont—C. Omont.)

Du 15 frim. an 10.—Trib. d'appel de Rouen.

**TRIBUNAL DE COMMERCE. — JUGEMENT.**  
**PAR DÉFAUT. — OPPOSITION.**

*De ce que l'ordonn. de 1667, titre 16, art. 6, donne la faculté de rabattre à l'audience les jugemens par défaut (2) rendus en matière de commerce, il ne s'ensuit pas que ces mêmes jugemens ne puissent bien (comme les jugemens par défaut en matière civile) être relevés par voie d'opposition (3).*

(Van Haute—C. Maret.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que l'art. 6, tit. 16 de l'ordonn. de 1667, n'est relatif qu'à la faculté de rabattre les jugemens par défaut, ce qui n'exclut pas la voie de l'opposition, dont aucune loi n'a privé les défaillants condamnés par les tribunaux de commerce; — Attendu que, par la lettre du 30 therm. an 7, Van Haute a reconnu formellement la dette résultant de l'acceptation de son épouse; — En conséquence du jugement du 23 fruct. an 7, en ce qu'il aurait rejeté l'opposition, et par nouveau jugement condamne Van Haute au paiement de la somme répétée.

Du 17 frim. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.  
—2<sup>e</sup> sect.

**SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — CRÉANCIER. —**  
**SOLIDARITÉ.**

*Un associé qui a contracté, comme tiers, avec la société, peut agir solidairement contre ses coassociés sous la déduction de sa part contributive dans la dette commune (4).*

(Bastin—C. Moucheron.)

Du 18 frim. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.

**BREVET D'INVENTION. — PRESCRIPTION. —**  
**DÉCHÉANCE.**

*Tout porteur d'un brevet qui néglige pendant longues années, d'exercer le droit résultant*

(1) V. Basnage, t. 2, p. 372, et Flandt, t. 2, p. 233.

(2) Aux termes de la loi 7, *princip.*, il de *in integr.* restituit, la partie condamnée par défaut pouvait, en se présentant devant le juge avant la fin de l'audience, se faire relever de la condamnation prononcée contre elle. — L'ord. de 1667 (tit. 14, art. 5) contenait une disposition analogue suivant laquelle les défauts et congés pouvaient être rabattus en la même audience à laquelle ils avaient été prononcés, c'est-à-dire que le jugement par défaut demeurait comme non avenu. — Quoiqu'il en soit, le Code de procédure n'ait pas renouvelé cette disposition, l'usage s'est généralement maintenu de rabattre les défauts à l'audience même où ils sont prononcés.

(3) Sous l'empire du Code de proc. (art. 436) et du Code de commerce (art. 613), le point de savoir si les jugemens par défaut des tribunaux de commerce sont susceptibles d'opposition, ne peut plus faire question.

(4) Cela résulte de ce principe, que l'associé qui contracte avec la société, est à son égard un tiers contre lequel toute autre personne étrangère à la société. (Cod. civ., art. 1852.) V. dans le même sens, Bruxelles, 7 déc. 1808.

de son privilège, encourt la déchéance du droit d'invention (5).

(Les ferblantiers de Paris — C. le cit. Lange).

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que, depuis la cessation du régime révolutionnaire, le cit. Lange a souffert pendant le cours de plusieurs années, et sans aucune réclamation, que les ferblantiers fabriquaient des lampes pareilles aux siennes, et que par là il est censé avoir renoncé à son privilège exclusif; — Faisant droit sur l'opposition, met l'appellation et ce dont est appel au néant; émendant, fait défense à Lange de troubler les appelans dans la fabrication et vente des lampes dont il s'agit.

23 frim. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., les cit. Berryer et Thilorier.

**LETTRE DE CHANGE. — PROTÊT.**

*Avant le Code de commerce, une lettre de change payable à jour fixe devait être protestée le jour même de son échéance. (Ord. 1673, tit. 5, art. 4; Décl. 30 fév. 1714.) (6)*

(Cluppel—C. Smet et Triest.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que les effets de commerce, à jour fixe, ne jouissent pas de l'avantage des jours de grâces, et doivent être protestés le jour de l'échéance fixe; que les protêts de ceux dont il est question n'ont été faits qu'après ceux de leur échéance; — Dit bien jugé, etc.

Du 27 frim. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.

**DIVORCE. — ASSEMBLÉE DE FAMILLE. —**  
**REPRÉSENTATIONS.**

*En matière de divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur et de caractère, lorsque l'époux défendeur ne comparait pas, les parens ou amis convoqués n'étaient point tenus de faire des représentations à l'époux demandeur, et il n'était point nécessaire que le procès-verbal en fit mention (7).*

(Crenon—C. Merlin.)

Du 28 frim. an 10.—Trib. d'appel de Douai.

**JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — INTERDICTION.**

*En matière d'interdiction, le jugement qui nomme un administrateur provisoire est un jugement préparatoire dont l'appel n'est pas recevable avant qu'il ait été statué définitivement sur l'interdiction (8).*

(5) Ce jugement a été cassé, et avec juste raison, le 28 niv. an 11 (V. 1<sup>re</sup> part. à cette date.) Le défaut d'exploitation ne peut être une cause de déchéance, qu'autant qu'il a lieu dans les deux ans qui suivent l'obtention du brevet (L. 7 janv. 1791, art. 16; — Dictionn. du cont. comm., v<sup>o</sup> Brevet d'invention, n<sup>o</sup> 67). Et le brevet qui laisse un tiers exploiter l'objet du brevet, n'encourt pour cela aucune déchéance, l'art. 16 précité, essentiellement limitatif à cet égard, n'ayant pas rangé cette circonstance parmi les cas de déchéance. — V. notre Dict. prêtée, *cod. verb.*, n<sup>o</sup> 66.

(6) V. en sens conf., Cass. 7 niv. an 7, et la note.

(7) V. dans le même sens, Cass. 29 fruct. an 10, et la note.

(8) V. dans le même sens, Turin, 5 fruct. an 13; mais V. en sens contraire, Cass. 10 août 1825. Suivant nous, cette dernière décision semble doit être suivie; car le jugement qui nomme un conseil ou administrateur provisoire à celui dont l'interdiction est poursuivie, lui cause un préjudice actuel, et qui peut être on définitive irréparable.

(Mortier — C. Gérion.)

Le cit. Gérion poursuivait devant le tribunal de la Seine l'interdiction de P. Mortier, son oncle. La demande était fondée sur l'aliénation totale des facultés intellectuelles de Mortier, et Gérion demandait à être admis à la preuve de différents faits propres à l'établir.

Jugement qui permet à Gérion de faire la preuve, et qui nomme provisoirement un conseil à Mortier.

Appel par Mortier. — Fin de non-recevoir prise de ce que le jugement attaqué était préparatoire. — A quoi on répondait pour l'appelant, que son état étant contesté, c'était décider la question que de lui nommer un conseil provisoire et de lui enlever la jouissance de ses droits civils, avant de savoir s'il devait en être véritablement privé; qu'un tel jugement n'était pas réparable en définitive, particulièrement à l'égard de Mortier, âgé de quatre-vingt-dix ans, puisque s'il voulait exercer quelque liberté, témoigner quelque reconnaissance à ceux qui l'avaient soigné dans sa vieillesse, cela lui serait impossible, empêché qu'il serait par son conseil provisoire.

On répliquait que le jugement était de l'espèce de ceux dont l'appel est prohibé par la loi du 3 brum. an 2, puisque, par ce jugement, le tribunal de la Seine n'avait rien décidé de définitif; qu'ainsi le tribunal n'avait pas outre-passé ses pouvoirs. — D'ailleurs, c'était à tort que l'on disait que Mortier avait les mains liées, puisqu'il pouvait vendre, engager, faire même des libéralités; qu'il ne le pouvait, à la vérité, sans l'assentiment de son conseil provisoire; mais que celui-ci ne s'y opposerait pas, toutes les fois que ses désirs auraient un but juste et avantageux.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Déclare Mortier parement et simplement non recevable, etc.

Du 3 nivôse an 10. — Trib. d'appel de Paris.

APPEL. — DÉLAI. — DÉCHÉANCE.

Sous l'empire de la loi des 16-24 août 1790, le seul jour à déduire du terme des trois mois pour interjeter appel, était celui de la signification du jugement (1).

(Corrois — C. Coppin.)

Du 2 niv. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles

SYNDICS. — FAILLITE. — EXPROPRIATION FORCÉE.

Les syndics d'une faillite ont qualité pour former opposition à une expropriation forcée dirigée contre le failli, et pour demander la nullité d'une inscription hypothécaire en vertu de laquelle les poursuites ont lieu (2).

(1) V. conf., Turin, 19 mai 1806; et en sens contraire, Cass. 23 niv. an 5; Nîmes, 30 juill. 1806, et les notes. — Sous le Code de procédure civile, V. conf., Bruxelles, 3 juill. 1807; Gênes, 25 juill. 1809; et en sens contraire, Cass. 9 août 1808, 22 juill. 1813, 15 juill. 1814, 20 nov. 1816, 9 juill. 1817; Pau, 20 mars 1810; Turin, 2 oct. et 10 déc. 1811, et les notes.

(2) Il en serait de même, à plus forte raison, sous le Code de commerce, puisqu'aux termes de l'art. 494 de ce Code, reproduit par l'art. 443 de la loi du 8 juill. 1838, toute action mobilière ou immobilière, et toute voie d'exécution ne peuvent être suivies ou intentées que contre les syndics. V. dans ce sens, Cass. 2 mars 1829, et la note.

(3) V. conf., Pothier, *Contrat de change*, n° 217; Jonassé et Bornier, sur l'art. 24, tit. 5, ord. 1673. — Sous l'empire de la nouvelle législation, on a soutenu

(Vrancken — C. les syndics Martens.)

Du 3 niv. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles.

1° BILLET A ORDRE. — TRANSPORT.

2° LETTRE DE CHANCE. — PRESCRIPTION.

1° La disposition de la coutume de Paris, portant que transport ne saisit s'il n'est signifié, n'est point applicable aux billets à ordre, à l'égard desquels l'ordre même vaut transport. (Coutume de Paris, art. 108.) (3)

2° Sous l'empire de l'ordonn. de 1673 (titre 5, art. 21), la prescription de cinq ans ne s'appliquait qu'aux billets et lettres de change; elle ne s'appliquait pas aux simples billets à ordre; l'action en paiement de ces billets ne se prescrivait que par trente ans (4).

(Tabureau — C. Roy). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'ordre d'un billet est translatif de propriété;

Attendu que la loi n'étend point la prescription à un billet à ordre, surtout entre gens qui ne sont point négociants; — Infirme le jugement; — Condamne Roy à payer les six billets à ordre, en affirmant par lui que les ordres sont sincères, et qu'il a déboursé le montant.

Du 3 niv. an 10. — Trib. d'appel de Paris.

PRESCRIPTION. — MARCHAND.

La prescription d'un an, établie par l'art. 7, titre 1<sup>er</sup> de l'ordonn. de 1673, en faveur des particuliers contre les marchands pour les marchandises qu'ils vendent, n'a pas lieu de marchand à marchand. (Cod. civ., 2272, anal.) (5)

(Petit-Pierre — C. Deramond). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que pour déclarer irrecevables dans leur demande les appelants, il faudrait que la vente par eux faite l'eût été à un simple particulier et non à un marchand faisant le même négoce; que dans le fait, il est prouvé par les deux jugemens rendus au préjudice de Jean-Paul Deramond, par le tribunal de l'Arriège, les 7 flor. et 14 prair. an 7, qu'il était marchand à Bordeaux, au moins en mars 1792; qu'on doit écrire qu'il l'était également en oct. 1791, puisque, d'abord, il a nié d'avoir, en aucun temps, été marchand, et qu'il n'a avancé ne pas l'avoir été en 1791 que lorsqu'il a été convaincu de mensonge pour 1792; qu'au surplus il suffit de se fixer sur la qualité et la quantité des marchandises achetées dans l'espace de six mois, pour se convaincre qu'un marchand seul a pu faire une telle acquisition. Dans le droit, il faut, dans l'application de l'art. 7, tit. 1<sup>er</sup>, de l'ordonnance de 1673, faire une distinction avec les auteurs, et ne pas confondre les ventes faites de

que les billets à ordre ne se transmettaient pas par voie d'endossement lorsqu'ils étaient souscrits par des non négociants, et qu'ils n'avaient pas pour cause des actes de commerce. V. Delvincourt, *Institut du droit comm.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 113, et t. 2, p. 178; mais cette opinion a été proscrite par l'usage et par les auteurs. V. au surplus sur les effets de l'endossement, *Jurispr. du XIX<sup>e</sup> siècle*, v° Endossement, § 1<sup>er</sup>.

(4) Sous le Code de commerce il a été décidé de même, que la prescription de cinq ans établie par l'art. 189 de ce Code, ne s'applique pas aux billets à ordre souscrits par des non commerçants, ni même à ceux souscrits par des commerçants pour causes étrangères au commerce. V. Paris 2 mars 1836.

(5) V. conf., Cass. 3 frim. an 9 (aff. Jodard), et la note.

marchand à marchand faisant le même négoce, et celles faites à un simple particulier : l'action pour celles-ci se prescrit par le laps d'un an ; mais l'action pour les premières dure trente ans, comme l'enseigne Bornier dans son *Commentaire* sur l'article cité. On peut voir à ce sujet, Pothier, en son *Traité des Obligations*, n° 678; Ferrières, en son *Dictionnaire de Droit*, v° *Liers*; Dunod, en son *Traité des Prescriptions*; Bretonnier sur Henrys, t. 2, p. 254, et Brodeau, sur l'art. 136 de la *Coutume de Paris*, n° 4. Tous ces auteurs s'accordent pour décider que la prescription annale n'a pas lieu de marchand à marchand, parce que l'un et l'autre, au moyen de leurs livres, peuvent reconnaître à chaque instant leurs dettes et leurs créances; que ce serait, d'ailleurs, bannir la bonne foi, qui est la base du commerce, et lui porter un coup qui le paralysierait. Ainsi, le fin de non-recevoir opposé aux appels ne peut être écarté; — Par ces motifs, — Confirmer, etc.

Du 3 niv. an 10. — Trib. d'appel de Toulouse. — Prés., le cit. Désagars. — Concl., le cit. Corbière, commiss. — Pl., les cit. Capel et Viguière.

#### AJOURNEMENT. — DÉLAI.

Une assignation pour comparaître à un jour déterminé et jours suivans, n'est pas nulle par cela seul que le premier jour indiqué serait antérieur à l'expiration du délai fixé par la loi; et le jugement par défaut pris sur cette assignation, est valable, pourvu qu'il n'ait été requis qu'après l'accomplissement du délai légal. (Ord. 1667, tit. 3, art. 3 et 4; — Cod. proc. civ., art. 72, anal.) (1)

(Majorcl — C. Darech.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, d'après la jurisprudence attestée par Rodier, dans sa cinquième question, sur les art. 3 et 4, tit. 3, de l'ordonn. de 1667, un ajournement n'est pas nul, quoique donné à un délai plus court que celui fixé par cette loi, pourvu que la partie assignée ait joui, avant d'être condamnée en défaut, des

(1) En principe, nous ne saurions admettre cette solution, qui nous paraît porter une atteinte manifeste au droit de la défense. Il est certain, en effet, que le défendeur ne peut être privé arbitrairement et selon le caprice du demandeur, du délai que le législateur a jugé à propos de lui accorder pour préparer sa défense et comparaître devant le juge. Nous comprenons fort bien que le défendeur puisse renoncer à ce délai ou consentir à l'abréger en comparaisant volontairement. Aussi est-il de jurisprudence que l'assignation donnée à un délai plus court que celui de la loi, ne doit pas être annulée si le défendeur a comparu.... fut-ce même pour en demander la nullité (Besançon, 17 déc. 1808; Nîmes, 15 mai 1811; Trèves, 22 oct. 1812; Limoges, 10 déc. 1813); dans ce cas, la comparution du défendeur et sa défense au fond est une renonciation tacite à ne plaider de la brièveté du délai, et, s'il en a plaidé, le juge peut toujours lui accorder un délai nouveau pour la préparation de sa défense, sans qu'il soit nécessaire d'annuler l'assignation. C'est ce qu'enseignent tous les auteurs : Carré, *Procéd.*, t. 1<sup>er</sup>, n° 321; Boncenne, *Théorie de la procéd.*, t. 2, p. 168 et suiv.; Thomine-Desmazures, *Comment.*, t. 1, n° 95, etc. — Mais il en est tout autrement lorsque le défendeur assigné a trop brief été, ne comparait pas. Dans ce cas, il serait peut-être du devoir du tribunal d'ordonner une réassignation, comme lorsqu'il s'agit de citation devant le juge de paix (Cod. proc., art. 5); mais si le demandeur obtient jugement par défaut, à notre avis, toute cette procédure obreptice y compris l'assignation, devrait tomber et être annulée sur la de-

plus longs délais qu'elle peut exiger, parce qu'alors elle ne souffre aucun préjudice de la brièveté du délai indiqué par l'exploit; à plus forte raison, on doit le décider ainsi dans cette espèce, où par la citation du 12 prair., Majorcl ne fut pas cité seulement à l'audience du 19 du même mois, mais à celle des jours suivans, et ne fut d'ailleurs jugé que le 29, c'est-à-dire neuf jours plus tard qu'il aurait pu l'être.

Du 1 niv. an 10. — Trib. d'appel de Toulouse. — Prés., le cit. Bast. — Concl., le cit. Corbière, commiss. — Pl., les cit. Carles et Flottes.

#### INSTITUTION UNIVERSELLE. — RÉSERVE. — LÉGITIME.

Sous l'empire de la loi du 18 pluv. an 5, les héritiers non compris dans une institution contractuelle faite avant la loi du 7 mars 1793 par leur auteur, sous réserve d'une certaine partie de ses biens, pouvaient réclamer cumulativement la réserve s'il n'en avait pas été disposé par l'institution, et leur légitime légale. (L. 18 pluv. an 5, art. 1<sup>er</sup> et 2.) (2)

(Sarlabous — C. Sarlabous.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que c'est avec raison que le ci-devant tribunal civil du département de la Haute-Garonne consignait dans les motifs du jugement dont est appel, que la demande qu'avaient formée Dominique et Thérèse Sarlabous contre Bernard, leur frère, en exécution de leurs légitimes, est de droit. En effet, l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 18 pluv. an 5, leur garantit ces légitimes, puisqu'il ne maintient les institutions contractuelles que conformément aux anciennes lois, et que la légitime est une portion des biens de l'institution que les anciennes lois retranchaient de plein droit de son patrimoine, et consacraient à ses enfans, sans qu'il pût aucunement le modifier, quelque étendue qu'il lui eût dû de donner aux dispositions par lui faites en faveur de l'héritier institué. Mais c'est sans fondement que le tribunal de première in-

mande du défendeur. Toutefois, les auteurs hésitent à se prononcer sur ce point : MM. Boncenne et Thomine-Desmazures, semblent dire qu'il suffira au défendeur d'avoir la voie de l'opposition pour faire valoir tous ses moyens. Ce n'est pas là résoudre la question; c'est la déplacer ou l'é luder. De la validité de la procédure dépendra toujours une question de dépens, de la validité de l'assignation pourra dépendre une question de déchéance de prescription, etc. Dans ces divers cas, il faudra donc de toute nécessité se prononcer sur la validité de l'assignation en elle-même. Or, il nous paraît indubitable qu'en principe, elle doit être déclarée nulle si elle a été donnée à un délai plus court que celui que la loi a déterminé, et si d'ailleurs, le défendeur n'a aucunement manifesté qu'il acceptait cette abréviation du délai légal. V. en ce sens, Nîmes, 17 nov. 1812; Liège, 18 avril 1847; Bruxelles, 11 janvier 1820. — Dans l'espèce ci-dessus, il y avait cette circonstance singulière, que l'assignation bien bâtie, était donnée à un jour déterminé et jours suivans. Mais était-ce là un motif pour la déclarer valable? Nous ne le pensons pas. Loin de là, on pourrait considérer une telle assignation comme un manque de l'indication d'un délai pour comparaître (cause indubitable de nullité, Cod. proc., art. 61, n° 4), puisque c'est obliger le défendeur à se tenir en attente au prétoire du tribunal pour savoir quel jour il plaira à son adversaire d'engager le débat, ce qui revient absolument au même que de ne lui indiquer aucun délai.

(2) V. conf., Cass. 14 frim. an 10; Grenoble, 23 vent. an 9, et la note.

stance a pensé que la réserve était comprise dans la légitime, et que l'une doit être employée à payer l'autre. L'art. 2 de la loi précitée contredit manifestement cette opinion, puisqu'il accorde la réserve aux successeurs de droit, autres que les donataires ou les institués, sans imputation sur leurs légitimes dont ceux-ci auraient été grevés. Prétendre écarter de l'hypothèse l'application de ce texte de droit, en supposant que le contrat de mariage du 3 février 1789 n'assujettit point Bernard Sarlabous au paiement des légitimes, serait une erreur de droit manifeste. Sans doute, l'art. 2 de la loi précitée doit être limité au cas seulement où l'individu gratifié est grevé des légitimes; ainsi, l'on ne pourrait pas l'opposer au donataire d'une chose particulière, ou même des biens présents hors contrat de mariage, auquel il était prohibé par l'art. 16, ordonn. de 1731, d'imposer directement la condition de payer de semblables charges, et qui ne pouvait en être tenu que par voie de retraits, aux termes de l'art. 34, même ordonnance, à concurrence de ce en quoi les biens libres n'auraient pas suffi pour fournir les légitimes. Mais le paiement des légitimes formait une condition tellement inhérente et substantielle des donations des biens présents et à venir, autorisées par l'art. 17 de cette ordonnance en contrat de mariage, que succédant *in universum jus*, et considéré comme héritier par la loi 128, § 1<sup>er</sup>, ff. de reg. jur., un tel donataire ne pouvait s'y soustraire qu'en abandonnant les biens à venir, et s'en tenant aux biens présents; à plus forte raison, l'héritier contractuel est-il de plein droit grevé des légitimes, puisque, l'assimilant à l'héritier testamentaire, la jurisprudence du parlement de Toulouse, attestée par Furgole, dans la deuxième édition de son *Comm. sur l'Ord.* dont il s'agit (tom. 1<sup>er</sup>, page 109 et suiv.), ne l'admettait pas à diviser l'institution pour se dispenser d'acquitter les dettes et autres charges postérieures, comme les légitimes. Telle est la disposition faite par Blaise Sarlabous. La condition de supporter les légitimes en est la suite nécessaire, et range, par conséquent, Bernard Sarlabous, héritier institué, dans la classe de ceux dont parle l'art. 2 de la loi du 18 pluv., à la fin de sa première disposition.

(1) Quelques anciens auteurs, notamment Bretonnier sur Henrys, t. 1<sup>er</sup>, liv. 4, quest. 40, et avec lui Tiraqueau, soutenaient que la promesse de faire bail, de même que la promesse de vendre, se réduisait en dommages-intérêts, en cas d'inexécution; mais l'opinion contraire, adoptée par la jurisprudence, ainsi que l'attestent un assez grand nombre d'arrêts cités par Rousseau de la Combe, en son *Repert.*, v<sup>o</sup> *Promesse*, était aussi généralement professée par les auteurs. V. notamment Domoulin, loc. cit. dans la discussion; Morneau, ad leg. 16, C. de fide instrumentorum; Ferrière, *Diet. de droit*, v<sup>o</sup> *Promesse de vendre*, et Pothier, *Traité de la vente*, n<sup>o</sup> 479. — Voici comment ce dernier auteur expose les deux systèmes, et par quels principes il résout la difficulté : « Lorsque celui qui m'a promis de me vendre une certaine chose, refuse d'accomplir sa promesse, puis-je l'obliger précisément à l'accomplir, en faisant ordonner que, faute par lui de me passer le contrat de vente qu'il s'est obligé de me passer, la sentence vaudra pour contrat de vente, et qu'il me sera permis, en vertu de ladite sentence, de saisir la chose et de m'en mettre en possession; ou bien, sur son refus, ne puis-je obtenir contre lui qu'une condamnation de dommages-intérêts, qui s'estimeront à une somme d'argent? — D'un côté, on dira que c'est un principe général que les obligations qui ne consistent pas à donner, mais à faire,

Aussi est-il incontestable que si Blaise Sarlabous avait disposé de la réserve dans un temps utile, Bernard, son héritier contractuel, en aurait été privé, et qu'il n'en aurait pas moins été tenu de payer les légitimes sur l'universalité de la succession. Il faut donc pareillement que cette légitime soit par lui payée à ses frères et sœur, quoique ceux-ci en produisent seuls, parce que la loi du 18 pluv. a fait en leur faveur la disposition que le père aurait pu faire, ou à leur profit ou au profit de tout autre, si le nouvel ordre des successions n'eût gêné la liberté de disposer à titre gratuit. Vainement encore on a tenté de restreindre la disposition de l'art. 2 de la loi du 18 pluv., au cas où, soit le donataire, soit l'héritier contractuel, se trouverait grevé des légitimes par une disposition expresse du donateur ou de l'auteur de l'institution. Il est évident que cette interprétation tend tout à la fois à ajouter au texte de la loi et à en dénaturer l'esprit, de quelque manière que l'héritier contractuel ait été soumis au paiement des légitimes, que ce soit *in vim pacti*, ou seulement *in vim legis*; la loi du 18 pluv., en laissant subsister cette obligation de droit ou de convention sur sa tête, lui impose indistinctement, et dans l'un comme dans l'autre cas, celle de payer aussi ou de livrer la réserve aux légitimaires; elle jette la réserve dans la succession *ab intestat*, de laquelle l'héritier contractuel est exclu dans les deux cas, comme il en aurait été exclu si, antérieurement à la publication de la loi du 5 brum., l'instituant eût transmis cette réserve à d'autres que lui, ainsi qu'il s'en était réservé le droit; — Par ces motifs, — Réforme, etc.

Du 4 niv. an 10. — Tribunal d'appel de Toulouse — *Prés.*, le cit. Dast. — *Concl.*, le cit. Corbière, commiss. — *Pl.*, les cit. Dubernard et Flottes.

#### BAIL. — PROMESSE.

*Lorsque deux personnes se sont engagées, l'une à donner, l'autre à prendre à bail un héritage moyennant un certain prix, chaque partie est tenue de remplir précisément sa promesse, sous pouvoir s'en départir en affront des dommages-intérêts: le traité doit être exécuté selon sa forme et teneur (1).*

que non sunt *in dando*, sed *in faciendo*, se résolvent en dommages-intérêts, faite par le débiteur d'accomplir son obligation, parce que *nemo potest praestare cogi ad factum*. Donc, dira-t-on, l'obligation qui résulte de la promesse de vendre une chose, n'ayant pas tant pour objet la chose, qu'on fait qui est la vente de la chose, étant une obligation que non *in dando*, sed *in faciendo* consistit, elle doit, suivant ce principe, se résoudre nécessairement en une simple obligation de dommages-intérêts. — D'un autre côté, on dira que la règle *nemo potest cogi praestare ad factum*, et celle que les obligations que *in faciendo* consistent, se résolvent nécessairement en dommages-intérêts, ne reçoivent d'application qu'à l'égard des obligations de faits extérieurs et corporels, telle qu'est l'obligation de celui qui se serait obligé de copier mes cahiers, lesquels faits ne peuvent se suppléer que par une condamnation de dommages-intérêts. — Mais le fait qui est l'objet d'une promesse de vendre, n'est pas un fait extérieur et corporel de la personne du débiteur: il peut se suppléer par un jugement qui ordonnera que, faute par le débiteur de vouloir passer contrat, le jugement vaudra pour ledit contrat. — Cette opinion, ajoutée Pothier, paraît suivie dans la pratique, comme étant plus conforme à la filiation qui doit régner entre les hommes pour l'accomplissement de leurs promesses. » — L'auteur applique les mêmes principes aux

(Maret et Røderer—C. Leprince.)

Le 26 flor. an 8, acte conçu en ces termes: — « Nous soussignés, sommes convenus que moi L.-F. Leprince, propriétaire d'une maison sise rue de Grenelle-Saint-Honoré, n° 40, promets céder et donner à titre de bail, pour l'espace de neuf années consécutives, qui commenceront le 1<sup>er</sup> mess. prochain, aux cit. Maret et Røderer, un local dans la susdite maison, pour l'établissement du Journal de Paris... (Suit la désignation des lieux.) — Ce bail sera fait moyennant la somme de 3,000 fr., payables tous les trois mois, à raison de 750 fr., par terme; plus, les gages du portier, qui seront fixés à 150 fr., y compris les lumières sous la porte cochère et dans les escaliers; plus, il sera envoyé audit cit. Leprince, et chaque jour, pendant la durée du bail, un exemplaire du Journal de Paris. — Et moi Remacle Lissou, au nom des cit. Maret et Røderer, accepte la présente promesse de bail, aux clauses et conditions susénumérées. — Fait double à Paris, etc. »

Quelques jours après la souscription de cet écrit, les cit. Maret et Røderer ayant trouvé un local plus avantageux, annoncèrent au cit. Leprince, qu'ils ne regardaient pas une promesse de bail comme l'équivalent d'un bail; que dans l'intention néanmoins qu'il ne lui restât aucun souvenir désagréable d'eux, ils lui offraient un abonnement gratuit, de neuf ans, au Journal de Paris. — Le cit. Leprince somma alors Maret et Røderer de se rendre chez un notaire, pour y réaliser la promesse de bail du 26 flor. Ceux-ci comparurent par un fondé de pouvoir, qui dit, « que la promesse dont il s'agissait ne pouvait être regardée comme une obligation formelle; que la promesse d'un bail n'engageait pas les contractants d'une manière irrévocable; que le défaut d'exécution se résolvait en simples dommages et intérêts; qu'à cet égard, les cit. Maret et Røderer proposaient au cit. Leprince une indemnité de trois mois de loyer pour le mettre à même de trouver un autre locataire. »

Leprince, peu satisfait de ces propositions, fit sommation aux cit. Maret et Røderer de garnir les lieux. Ceux-ci répondirent par des offres réelles de 750 fr. pour l'indemnité d'un quartier, et la cause fut portée en cet état devant le tribunal civil de Paris, qui, par jugement du 3 fruct. an 9, sans s'arrêter aux offres réelles, ordonna que la promesse du bail, tenue pour reconnue, serait exécutée selon sa forme et teneur.

Appelé de la part des cit. Maret et Røderer. — Ils se sont fondés sur ce que l'écrit du 26 flor. an 8 ne contenait pas de leur part une obligation formelle; qu'une promesse de bail n'était pas l'équivalent d'un bail, et se résolvait en dommages et intérêts; enfin, que les 750 fr. offerts par eux, étaient un dédommagement bien suffisant.

On prétend, répondait Leprince, que cette

promesse de bail, V. *Traité du contrat de louage*, n° 390. — Sous le Cede civil, la maxime « promesse de vente vaut vente » a été interprétée par M. Toullier, t. 9, n° 91 et suivans, en ce sens que le propriétaire de la chose qui fait l'objet de la promesse est obligé de passer contrat de vente; mais que néanmoins, jusqu'à ce contrat, la propriété continue à résider sur sa tête, de telle sorte que la vente faite par lui à un tiers de bonne foi, postérieurement à la promesse de vendre, même authentique, serait valide. — Cette opinion adoptée par M. Troplong, *Vente*, n° 130 et 131, est combattue par M. Duranton, t. 16, n° 51, et par M. Duvergier, *Traité de la vente*, n° 123 et suiv., qui admet la maxime « promesse de vente vaut vente », dans son sens le plus

promesse de bail n'est pas une obligation formelle. Qu'est-ce donc que cette obligation? N'est-ce pas un acte fait double entre les parties? Ne contient-il pas, d'une part, la promesse de louer tel objet, à telle condition, tel prix, et pour tel temps? Ne contient-il pas, de l'autre, l'obligation de prendre ce même objet aux prix et conditions arrêtés, et à l'époque de mess. an 8? — Il existe, il est vrai, dans le droit, des distinctions. — Une promesse de bail n'est pas toujours l'équivalent d'un bail. — Ainsi, quand la promesse est faite par une partie qui s'oblige seule, c'est là une simple promesse qui ne contient pas obligation formelle, parce que l'une des parties n'étant pas obligée envers l'autre, ne peut pas exiger que l'autre le soit envers elle. — Mais quand la promesse faite par une partie contient tout ce qu'il faut pour constituer une obligation; quand l'acte qui contient la promesse positive de l'une, contient en même temps l'acceptation positive de l'autre, il résulte de l'acte une obligation formelle qui engage et lie également les deux parties, c'est ce qu'enseignent tous les auteurs. Dumoulin (§ 78, glos. 1, n° 81 et suiv. et glos. 30, n° 7), résume cette doctrine en ces termes: — *Quando partes remanent in simpliciter conventionis terminis, vel alio actu in futurum, ita quod intentio portum, et verba dispositiva referuntur ad actum de futuro: secus si et verba obligativa, et mens referuntur ad actum presentem, et omnia ad substantiam actus, requisita prout sunt.*

D'après une décision aussi claire, le point de droit ne laisse aucun doute; il ne reste plus qu'à en faire l'application. L'acte du 26 flor. contient promesse de louer tel objet, bien et clairement défini: le prix, les clauses, charges et conditions du bail sont positivement prévus dans cet acte; le commencement de son exécution et sa fin sont déterminés; l'acte est fait double; il offre, d'une part, la promesse de donner à bail; de l'autre, l'acceptation du bail aux clauses et conditions énoncées dans l'acte; on y trouve donc tout ce qui est nécessaire pour former un bail; par conséquent l'acte qui contient la promesse de ce bail, doit recevoir son exécution.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que toute promesse de bail, pour être obligatoire, doit exprimer la chose louée, le prix de la location, l'acceptation et le consentement respectif des parties; — Attendu que par le bail sous seing privé, fait double le 26 flor. an 8, Leprince, propriétaire d'une maison sise à Paris..., a promis de donner à loyer, à titre de bail, aux cit. Røderer et Maret, un appartement au premier étage, et autres lieux y désignés, dépendant de ladite maison, pour neuf années, qui ont commencé le 1<sup>er</sup> mess. an 8, moyennant 3,000 fr. par année, outre les gages du portier..., et encore à la

étendu, et qui cependant applique à la promesse de bail la doctrine professée par M. Toullier. La raison qu'il donne de cette différence, c'est que la vente crée un droit réel au profit de l'acquéreur, le rend propriétaire, et empêche le vendeur de transmettre de nouveau la chose à un tiers; tandis que le bail, au contraire, ne constitue qu'une action personnelle et mobilière en faveur du preneur. D'où il tire la conséquence qu'entre deux preneurs, c'est la mise en possession et non la date du contrat qui doit être la raison de préférence. V. *Traité du contrat de louage*, t. 1<sup>er</sup>, n° 43 et 47. — V. du reste dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Bruxelles, 31 déc. 1807; Paris, 13 mars 1820.

charge et condition qu'il serait envoyé au cit. Le prince, chaque jour, pendant la durée du bail, un exemplaire du *Journal de Paris*; lesquelles clauses et conditions ont été acceptées par ledit Lisoir, au nom des cit. Roderer et Maret; d'où il suit que cet acte étant synallagmatique, et renfermant toutes les conditions requises par la loi, est régulier dans sa forme, et obligatoire pour toutes les parties; et que chacune d'elles a le droit d'en demander l'exécution; — Sans s'arrêter aux offres desdits cit. Roderer et Maret, qui sont déclarées nulles et insuffisantes, ordonne que la promesse de bail dudit jour, 26 flor. an 8, qui est tenue pour reconnue, sera exécutée selon sa forme et teneur; en conséquence, — Confirme. Du 7 niv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### ENQUÊTE.—TRIBUNAL.—COMMISSION ROGATOIRE.

Le tribunal qui ordonne une enquête, peut commettre un autre tribunal pour la faire. — La loi du 7 fruct. an 3 ne déroge pas à la faculté que donne à cet égard l'ordonn. de 1667. (Cod. proc. civ., art. 255, anal.) (1)

(N. — C. N. —) JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu la modicité de l'objet contentieux, l'éloignement des témoins, et le peu d'aisance des parties; — Attendu que la loi du 7 fruct. an 3 ne déroge point à la faculté qu'accorde aux tribunaux l'ordonn. de 1667, de déléguer pour l'audition des témoins qui ne pourraient pas être commodément entendus devant le tribunal même où le procès est pendu; — Que l'art. 3 de la loi du 23 vend. an 4, relative aux récusations péremptoires, et décrétée par la convention nationale, très peu de temps après celle précitée, suppose formellement dans les tribunaux le pouvoir de déléguer pour en faire une enquête; — Que le but essentiel de la loi du 7 fruct. an 3, a été visiblement d'abroger les enquêtes secrètes, autorisées par la législation précédente, en ordonnant que les témoins seraient toujours entendus, sans distinction de cause, à l'audience publique, en présence des parties ou elles dûment appelées; — Que si elle ajoute, art. 3, que l'affaire sera jugée immédiatement après que les témoins auront été entendus, elle met elle-même à cette disposition la clause restrictive, si faire se peut, et n'impose d'ailleurs en aucune manière au tribunal l'obligation de n'admettre parmi les juges qui prononceront le jugement définitif, que ceux qui auront été présents à l'audition des témoins; ce qui en effet serait impossible; — Qu'enfin, en supposant que la loi du 7 fruct. obligeât strictement les tribunaux à procéder eux-mêmes aux enquêtes qu'ils ordonnent, et non par commissaires délégués, il faudrait dire que cette obligation ne concerne que les tribunaux de district alors existants, et dénommés dans l'art. 1<sup>er</sup> de ladite loi, comme étant toujours voisins des parties et des objets en litige, et non les tribunaux de département, qui ont succédé, et encore moins les tribunaux d'appel actuellement établis; — Comme le juge de paix du canton de..... où est située la maison contentieuse, pour être procédé devant lui à l'audience publique et en présence des parties intéressées, ou elles dûment appelées, aux enquêtes ordonnées par le jugement du 13 therm. dernier, etc.

Du 9 niv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### JUGEMENT PAR DÉFAUT.—TITRES. —

##### EXAMEN.

Le défaut de comparution du défendeur ne suffit pas pour motiver sa condamnation; il faut encore que les titres du demandeur aient été vérifiés et que ses conclusions aient été reconnues justes. (Ord. 1667, tit. 5, art. 3.) (2)

(Cotin — C. Bompart.)

Le cit. Bompart avait formé contre la dame Cotin une demande qu'il fondait sur des titres. — La défenderesse n'ayant pas comparu, jugement du 18 niv. an 9, qui, « sans entrer en connaissance de cause, donne défaut contre elle, et pour le profit adjuge au demandeur ses conclusions. »

Sur l'opposition formée par la dame Cotin, jugement de débout du 2 fruct. an 9. — Appel de la part de la dame Cotin.

##### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1<sup>o</sup> qu'il est de principe que les premiers juges ne pouvaient passer outre au jugement de la cause sans avoir préalablement ordonné la communication des titres et des pièces sur lesquels Bompart et sa femme entendaient appuyer leur demande; 2<sup>o</sup> que les juges ne pouvaient, quoique par défaut, adjuer les conclusions sans que la demande de Bompart eût été préalablement trouvée juste et vérifiée; d'où il résulte que leur jugement du 18 niv. an 9 est nul, et que celui du 2 fruct. suivant, qui en a ordonné l'exécution, se trouve frappé de la même nullité; — Dit qu'il a été mal fait et procédé, etc.

Du 13 niv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### LEGS.—HYPOTHEQUE.—INDIVISIBILITÉ.

Sous l'empire des lois romaines, chacun des héritiers détenteurs de biens immeubles de la succession n'a tenu hypothécairement pour la tout du paiement du legs. (L. 1, C. Communia de legatis.) (3)

(Vielmaison.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la loi première an C. Communia de legatis, que nous avons adoptée, en tant qu'elle établit l'hypothèque légale du testament, a eu essentiellement en vue, comme elle s'en explique, d'assurer en toute manière l'exécution des dernières volontés, et de remplir le vœu qu'elle présume avoir été celui du défunt, que tous ses legs, aussi bien que toutes ses dettes, fussent acquittés avant que ses héritiers pussent rien prendre dans sa succession; que néanmoins ce but serait entièrement manqué si la loi n'accordait aux légataires contre chaque héritier, ainsi qu'on a voulu l'induire de sa dernière disposition, qu'une hypothèque tronquée et mutilée, bornée à la part qu'aurait chaque héritier dans la succession, et qu'on ne voit même point, en ce cas, ce qu'aurait voulu dire la loi, ni quelle sûreté elle aurait ajoutée contre les héritiers, en faveur des légataires, à celles qui résultaient du droit ancien; que l'inconvénient de cette hypothèque limitée serait encore bien plus grave dans nos mœurs, où les partages ayant un effet rétroactif, et n'étant que déclaratifs et non attributifs de propriété, chaque héritier est censé tenir du défunt et avoir recueilli dans sa succession l'objet entier qui lui échoit en partage; en sorte que dans une succession, par exemple, où il ne se rencontre qu'un seul immeuble, mais très insuffisant pour répondre de tous les legs, cet immeuble étant acquis à un seul des héritiers, par licitation,

(1) V. en sens contraire, Bourges, 15 vent. an 9.

(2) V. conf., Cass. 17 therm. an 5 (aff. Didot), et la note.

(3) V. l'arrêt rendu dans cette affaire par la Cour de cassation, le 11 brum. an 11, et la note.

on lui étant abandonné par le partage, l'action hypothécaire n'aurait lieu contre lui, quoique saisi de tout l'immeuble de la succession, que pour sa portion virile, et cesserait absolument vis-à-vis des autres héritiers, qui pourraient impunément consumer ou dissiper les deniers ou les meubles composant leur lot, au grand détriment des légataires, et contre la volonté manifeste du défunt, qui serait privé en ce cas, peut-être dans sa propre totalité, de son exécution; qu'il est donc nécessaire d'attribuer aux legs, pour en assurer véritablement le paiement et ne les point rendre chacun des héritiers; que cette intégralité de l'hypothèque accordée contre chaque héritier, n'a rien de contraire au principe de la saisine légale attribuée à chaque héritier, pour sa portion, dès l'instant du décès, puis-que, dès cet instant aussi, le droit des légataires est complètement formé; que les biens du défunt sont affectés en entier à l'acquiescement des legs, et les héritiers n'en reçoivent chacun une partie que sous cette charge solidaire; qu'enfin, de quelque manière qu'on entende la loi et-dessus ou les principes, c'est ainsi que cette loi a été reçue et exécutée parmi nous, et que les principes ont été appliqués, ce qui résulte de divers arrêts rapportés dans les livres, où l'on n'en trouve aucun de contraire;— Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 13 niv. an 10.— Trib. d'appel de Paris.— 3<sup>e</sup> sect.— Pl., les cit. Pantin et Tripiér.

#### RENTE VIAGÈRE.—DÈRES.—RÉSOLUTION.

*L'acquéreur à charge d'une rente viagère est exclu du bénéfice de son contrat, lorsque l'incertitude de la durée du paiement de la rente vient à cesser par son fait.*

En d'autres termes : La rente viagère n'est pas éteinte par la décès du rentier, lorsque c'est le débiteur de la rente qui lui donne la mort. — En ce cas, il y a lieu à la résolution du contrat (1).

(Hérit. Blondeau—C. hérit. Bonguillaume.)

Le 21 oct. 1788, Louis Blondeau cède à Jacques Bonguillaume et à sa femme tous ses biens, moyennant une rente viagère de 180 boisseaux de blé et 600 liv. de pot-de-vin. — Bonguillaume et sa femme, après avoir laissé écouler quelques années sans payer de rente, assassinèrent Blondeau dans sa chambre, et jetèrent son corps dans un puits. Mais le crime et les coupables furent découverts; Bonguillaume et sa femme subirent la peine de mort au mois de niv. an 6.—Les héritiers de Blondeau intentèrent alors une action contre les mineurs Bonguillaume, pour qu'il fût jugé que le contrat du 21 oct. 1788 était résolu par l'assassinat de leur auteur. Ils demandèrent au même temps le paiement des arrérages échus jusqu'à cette époque, et la restitution des jouissances faites depuis avec intérêts et dépens.

Le 28 pluv. an 9, jugement du tribunal de Melles, qui adjuge aux héritiers Blondeau leurs conclusions.

Appel de la part des héritiers Bonguillaume. Si nous consultons les règles des contrats, disait-on, dans leur intérêt, nous trouverons partout ce principe établi, que le bail à rente viagère est une véritable vente, et se soumet aux lois qui régissent le contrat de vente. Or, quelles choses sont requises pour la validité? *Res, pretium et consensus*. On ne dira pas que la chose et le consentement des parties manquent dans l'arrentement viager, ou la vente, qu'on prétend faire

annuler.—Quant au prix, il est réellement représenté par les 600 liv. de pot-de-vin et la rente de 180 boisseaux de blé. Ce contrat, parfait dans son essence, régulier dans son principe, a donc, comme tous ceux translatifs de propriété, déposé Blondeau des biens y arrentés ou vendus, pour en revêtir Bonguillaume et sa femme. Saisis de cette propriété par la nature et par la loi, pouvons-nous en être dépouillés par un fait qui nous est étranger? Non: il est écrit dans la loi *Id quod nostrum est, sine facto nostro ad alium transferri non potest*. A-t-on jamais osé prétendre, dans les tribunaux, qu'un pareil contrat pût être anéanti par des moyens étrangers, des faits qui lui sont postérieurs de huit à neuf années? Un contrat ne peut recevoir d'atteintes que par des vices qui lui sont inhérents. Le fait qui empêche l'exécution du contrat peut, à la vérité, et dans quelques circonstances, donner ouverture à une action en dommages-intérêts, mais jamais à la rescision.—Qu'il importe aux colatéraux, que la rente viagère dont est question ait été éteinte plus tôt ou plus tard, par une mort naturelle ou par une mort violente? — Ils ne pouvaient plus rien espérer dans la propriété d'un domaine arrenté viagèrement. Il est absurde de prétendre qu'ils ont recouvré quelques droits sur ce domaine, parce que leur parent a été assassiné. Il a donc été mal jugé par le jugement de première instance, qui a déclaré le contrat résolu par l'assassinat de Blondeau.

Considérée sous le rapport de l'équité, la question recouvre encore la même solution, car il est de principe que les actions qui découlent des délits ne peuvent jamais atteindre l'héritier: *in heredem non soluit actiones transire quæ penales sunt*; et qu'il n'est pas permis d'exposer au successeur le délit dont son auteur a été puni: *cum quis in alieius locum successerit, non est æquum si nocere hoc quod adversarius eum nocuit, in ejus locum successit*.

Pour les intimés on a répondu: L'intérêt des maîtres de la société étant la source de toutes les lois, c'est cet intérêt qu'il faut consulter pour apercevoir ce qui les blesse. Si on laisse subsister un contrat qui n'est que le prix d'un assassinat, si on permet que l'héritier de l'assassin jouisse en paix du gain d'un crime, qui désormais voudra contracter toutes les fois que sa mort pourra devenir utile à son débiteur? — Les appelans ont cité des maximes d'équité, des lois dont ils ont voulu étendre jusqu'à eux le sens indéterminé. Ces maximes, qui d'abord paraissent favorables aux mineurs Bonguillaume, se modifient cependant contre eux par celles qui excluent certains cas particuliers de leur application générale. Personne ne peut s'enrichir par un crime, *nemo ex delicto suo maiorem suam conditionem facere potest*. Personne ne peut s'enrichir au détriment d'autrui. *Jure naturæ æquum est nomen cum alterius detrimentis et injuriis fieri occupationem*. — En appliquant à leur tour ces principes à la cause, les héritiers Blondeau ne peuvent-ils pas dire que Bonguillaume et sa femme ont rendu leur condition meilleure par un crime, et qu'ils se sont enrichis cum alterius detrimento et injuria? N'est-ce pas par un crime qu'ils se sont déchargés du paiement de la rente viagère qu'ils s'étaient obligés de servir?

Les appelans invoquent en vain cette loi: *Id quod nostrum est sine facto nostro ad alium transferri non potest*; elle est ici sans application. Il est vrai, en général, qu'on ne peut être privé de sa propriété par un fait étranger; mais cette propriété du domaine arrenté n'a jamais

(1) V. conf., Paris, 18 janv. 1811.



été dans les mains des appelans, ils n'en pouvaient être investis que par la mort de leurs père et mère, et ceux-ci en avaient été dépossédés avant leur condamnation, par l'effet du crime affreux au moyen duquel ils prétendaient s'enrichir en se dégageant du paiement de la rente viagère. — Qu'il importe donc, dans la cause, ces principes, que les actions pénales n'atteignent point l'héritier; qu'on ne peut lui opposer le délit dont son auteur a été puni? Ces principes bien entendus et rendus à leur vrai sens, décident seulement que l'héritier soit poursuivi criminellement pour le délit commis par son auteur, qu'il soit passible de l'action pénale (*Actiones penales*); mais ils ne s'opposent point à l'exercice de l'action civile qui naît du délit. La défense des appelans repose entièrement sur la confusion de ces deux actions. — On conviendra avec les appelans que le bail à rente viagère est aussi régulier dans sa forme que parfait dans son essence; qu'il contient également tous les caractères du contrat de vente, inquit il partitque; qu'on y trouve bien *res, pretium et consensus*. Mais ce serait la base seulement d'invoquer ces principes, si on prétendait annuler le contrat de l'instant où il a été révoqué, c'est-à-dire, le faire considérer comme n'ayant jamais existé. Dans ce cas, il serait vrai de dire que la nullité ne peut être prononcée à cause de l'assassinat, parce que ce fait ne produit pas une nullité inhérente au contrat, et que celle-ci seule annule les contrats. Ici, il faut distinguer entre la nullité à laquelle les intimés ne consentent pas, et la résolution qu'ils réclament. La nullité suppose l'incapacité des contractans, le dol, la fraude, la violence, le défaut de cause, etc.; enfin, des vices qui font qu'il n'y a pas, qu'il n'y a jamais eu de contrat entre les parties. — En matière de résolution, au contraire, on suppose le contrat parfait et régulier, et la cause résolutoire n'est pas inhérente au contrat, mais elle résulte de quelques faits postérieurs. — Ainsi, en posant les véritables règles qui doivent commander dans l'espèce, voyons s'il n'existe pas dans le fait de l'assassinat de Blondeau, une cause résolutoire du contrat susdit. Entre autres circonstances, les causes résolutoires peuvent naître de l'inexécution des conventions. (L. 6, C. de partis.) — Pothier, du Contrat de vente, n° 675, décide formellement que la résolution doit avoir lieu toutes les fois que ce qui a été promis est tel que l'une des parties n'eût pas voulu contracter sans cela. — Qui peut douter que Blondeau n'eût jamais contracté s'il eût pu croire que le prix de son domaine serait payé par sa mort. Il était dans la détresse, et pour se donner quelque aisance, pour augmenter son revenu, il a donné son bien à rente viagère. Telle était son intention, son motif. Il est constant au procès que les arrérages de sa rente n'ont jamais été payés; première violation des engagements de l'acquéreur, première cause de résolution. Blondeau, enfin, a déterminé le prix de son bien que par la durée de sa vie. Ce prix devait être composé d'autant de fois 180 boisseaux de blé que la Providence devait lui accorder d'années. Mais pour que ce prix eût dans son incertitude même quelque chose de réel, il ne devait pas dépendre du débiteur d'en fixer le terme, et de se décharger par un crime de son obligation. En donnant la mort à Blondeau, Bonguillaume et sa femme ont violé la promesse qu'ils avaient faite de lui payer autant de fois 180 boisseaux que la Providence lui accorderait d'années; ils ont réduit le prix du contrat suivant leur volonté. C'est comme s'ils eussent dit: Nous ne voulons plus payer le prix convenu. Fui-il jamais une

cause plus forte de résolution? Il a donc été bien jugé.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que dans un bail à rente viagère les parties font leurs stipulations sur le prix de la vente ou rente annuelle, eu égard à l'incertitude de l'événement naturel de la vie plus ou moins longue du bailleur à rente; — Que, par conséquent, l'incertitude de la durée du paiement du prix, fait partie essentielle de la stipulation du prix; — Que le prix fait aussi partie essentielle de la vente ou bail à rente viagère; — Que l'acquéreur qui, par son fait, et plus encore par son crime, porte atteinte à l'incertitude de la durée du prix, attaque l'acte dans son essence; — Que l'atteinte portée à l'essence de l'acte donne ouverture à sa résolution; — Considérant qu'il est contre les bonnes mœurs, contre la sûreté des citoyens et la disposition des lois romaines, qu'un homme puisse faire sa condition ou celle de ses enfans meilleure par un crime; — Considérant qu'il est prouvé par un Jugement du tribunal criminel des Deux-Sèvres, que Bonguillaume et sa femme, acquéreurs à rente viagère du domaine de Blondeau, l'ont assassiné et mis à mort; — Qu'ils ont par là fait cesser l'incertitude de la durée de la rente viagère qu'ils lui devaient; — Que cette atteinte portée à une partie essentielle du contrat, donne ouverture à la résolution du contrat; — Que l'action en résolution de ce contrat fait partie de l'hérédité de Blondeau, et peut être exercée par les héritiers; — Que, par ce crime, Bonguillaume et sa femme se seraient procuré, ou à leurs enfans, une libération de la rente viagère, et auraient, par ce moyen, fait leur condition meilleure qu'elle ne devait être naturellement; — Considérant que le contrat du bail à rente viagère est resté dans toute sa force, et doit par conséquent avoir tout son effet jusqu'au jour du crime qui a donné lieu à la résolution de l'acte; que par conséquent les arrérages de la rente viagère sont dus jusqu'au dit jour; — Que, du jour du crime, le contrat ayant été dissous, les Bonguillaumes n'ont pu s'approprier et gagner les fruits du domaine; que par conséquent la restitution des fruits est due à compter du dit jour; — Dit qu'il a été bien jugé par le jugement dont est appel, nul et sans griefs appelés; — Condamne les appelans à l'amende et aux frais de la cause d'appel, liquidés à .... en ce noncompris, etc.

Du 13 niv. an 10. — Trib. d'appel de Poitiers.

## SOCIÉTÉ. — OBLIGATIONS. — BILLETS.

Les billets souscrits par un associé en son nom et au nom de ses coassociés, obligent ces derniers de même que le souscripteur (1).

(Baudot — G. Laboureau et Levitte.)

Le 14 mess. an 3, le cit. Guillaume souscrit, tant en son nom qu'en celui des cit. Laboureau et Levitte, ses associés, un billet à ordre de 110,000 fr. assignais, au profit des cit. Ravisy et Baugier. — Baudot, tiers porteur, fit assigner les trois associés devant le tribunal de commerce de la Nièvre, en paiement de ce billet.

Jugement par défaut qui prononce cette condamnation.

Appel. — Levitte et Laboureau soutiennent que le billet ne peut les obliger, attendu qu'il n'avait pas été signé par Guillaume, pour la compagnie.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que le mot

(1) V. la note sous l'arrêt de la Cour de cassation du 11 niv. an 10 (aff. Baudot.)

et compagnie, ajouté à la signature d'un des associés, prouve sans doute qu'il a traité au nom de la société, mais que ces termes peuvent être suppléés par d'autres; qu'à la vérité le billet dont il s'agit est signé de Guillaume seul; mais que, dans le corps du billet, il déclare traiter, tant pour lui que pour Levitte et Laboureaux, ses associés; qu'ainsi, il ne peut rester aucun doute que l'engagement ait été contracté pour la société. — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 18 niv. an 10. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Sallé. — Pl., les cit. Deséglise et Devaux.

1<sup>re</sup> AUTORITÉ ADMINISTRATIVE. — AUTORITÉ JUDICIAIRE. — PRÉT. — COMMUNE.

2<sup>de</sup> APPEL INCIDENT. — ACQUISSEMENT.

3<sup>de</sup> COMMUNE. — DETTES. — POURSUITES.

1<sup>re</sup> L'autorité administrative n'est pas compétente pour statuer en matière d'emprunts contractés personnellement par l'agent d'une commune, lors même que ces emprunts auraient tourné au profit de la commune. — Dans ce cas, c'est à l'autorité judiciaire qu'il appartient de prononcer (1).

2<sup>de</sup> L'acquiescement tacite donné à un jugement n'empêche pas d'en appeler incidemment, et, dans la suite, la partie adverse vient à en interjeter appel (2).

3<sup>de</sup> Lorsque le trésorier d'une commune emprunte dans l'intérêt de cette commune, l'obligation personnelle qu'il contracte envers le prêteur n'est censée qu'accessoire et subsidiaire. — En conséquence, il ne peut être poursuivi avant que la commune ait été mise en demeure de payer (3).

(Drion — C. Lefebvre.)

Les 13 fév. et 14 avr. 1791, Drion, trésorier de la ville de Charleroi, contracte deux emprunts pour le compte de cette ville. Dans la reconnaissance qu'il en signa au profit de Lefebvre, prêteur, il déclara engager sa personne et ses biens.

En l'an 9, les héritiers Lefebvre poursuivent Drion, devant le tribunal de Charleroi, en paiement du montant de ses deux reconnaissances. Drion soutenant qu'il n'a contracté que comme agent de la commune, demande son renvoi devant l'autorité administrative. — Jugement du tribunal de Charleroi, qui admet le déclinatoire relativement à une des deux reconnaissances, parce qu'elle était constatée sur les registres municipaux, et quant à l'autre qui n'avait pas reçu la même ratification administrative, retient la cause et condamne Drion à en payer le montant aux héritiers Lefebvre.

(1) La compétence exclusive de l'autorité judiciaire est incontestable, dans le cas d'obligations purement privées, contractées par un agent du gouvernement ou d'un établissement public quelconque. V. Cass. 17 fruct. an 12, et la note. — Mais dans l'espèce du jugement que nous recueillons, la difficulté était plus grave, à raison de la circonstance que l'emprunt avait été uniquement contracté dans l'intérêt de la commune; toutefois l'obligation personnelle souscrite par l'agent de cette commune suffisait pour faire tomber l'action qui en dérivait, dans le domaine des tribunaux ordinaires; ce n'était point, en effet, comme représentant de la commune, c'était comme débiteur direct qu'il était poursuivi. V. dans le même sens, décr. du 10 mars 1807.

(2) C'est là une conséquence du principe, quo pour élever une fin de non-recevoir contre l'appel incident, l'acquiescement doit être exprès, ou du

Appel principal par Drion, et appel incident par les héritiers Lefebvre, au chef qui avait admis le déclinatoire relativement à une des deux reconnaissances. — Drion oppose à l'appel incident une fin de non-recevoir tirée d'un prétendu acquiescement au jugement.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, sur la 1<sup>re</sup> question, que s'agissant d'examiner le mérite d'un contrat de prêt, les questions auxquelles ce contrat peut donner lieu, sont purement du ressort judiciaire;

Sur la 2<sup>e</sup>, — Que l'appel interjeté par Adrien Drion, a remis les héritiers de François Lefebvre dans le cas de faire valoir tous leurs droits, et par conséquent de proposer leur appel incident;

Sur la 3<sup>e</sup>, — Considérant qu'il est constaté par le compte arrêté par le sous-préfet de l'arrondissement de Charleroi, que les deux sommes qui sont l'objet de la demande, ont été employées à la décharge de la commune de Charleroi, et que c'est évidemment en qualité de mandataire des magistrats de la ville, que Drion en a fait l'emprunt, ce qui résulte également de l'expression des titres et de toutes les circonstances de la cause; — Considérant au surplus que quand les deux titres, en vertu desquels les héritiers de François Lefebvre ont dirigé leurs poursuites, pourraient contenir une obligation personnelle, à la charge d'Adrien Drion, elle ne serait qu'accessoire à l'obligation principale; d'où il suit que, dans cette hypothèse même, Adrien Drion n'ayant pas renoncé au bénéfice d'ordre, les héritiers de François Lefebvre, ne seraient pas encore recevables à agir quant à présent contre lui; — Reçoit l'appel incident des héritiers Lefebvre, et sans s'y arrêter, dit qu'il a été mal jugé par la sentence dont est appel, émandant déclare lesdites parties non recevables, dans leur demande au moins quant à présent, et les condamne aux dépens.

Du 18 niv. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Malroid, subst. — Pl., les cit. Girardin et Truffaut.

ENDOSSEMENT. — GARANTIE.

Du 18 niv. an 10 (aff. Lecomte). — V. ce jugement à la date du 10 niv. an 13.

DOT. — PRESCRIPTION.

La prescription de dix ans, établie par le droit romain, en matière de dot, est opposable au mari par la femme même, mais non par les auteurs de la constitution dotale. Ceux-ci, à défaut de quittance, ne sont libérés que par la prescription de trente ans (4).

moins résulter d'un fait qui le suppose nécessairement. V. Cass. 3 therm. an 8, et la note.

(3) Cette décision est contraire à la jurisprudence du conseil d'Etat. V. décr. du 19 août 1808; ordon. du 18 mars 1816.

(4) V. conf. Lebrun, de la Communauté, liv. 3, ch. 2, distinct. 3, n° 45; Merlin, Répert., v° Dot, § 3, n° 8. Telle est aussi l'opinion des auteurs, pour la présomption de paiement établie par l'art. 1569, Cod. civ.; Malville et Dufour, sur cet article; Delvincourt, t. 3, p. 317, note 8, édit. 1819; Bellot, t. 4, p. 255; Benoit, Traité de la dot, t. 1<sup>er</sup>, n° 122; Toulhier, t. 1, n° 277; Tessier, t. 1<sup>er</sup>, p. 155, 156; Demante, Cours de droit civil, t. 3, p. 119.

Cette présomption n'est plus une prescription à fin de se libérer, puisqu'elle n'est pas opposable par le débiteur de la dot. Le parlement de Paris était le seul qui admît autrefois la prescription de dix ans

(Loyauté—C. Balhazard.)

Le 14 juin 1786, dans le contrat de mariage du sieur Loyauté et de la fille Bourste, la mère de cette dernière avait constitué en dot à la future 30,000 fr., payables en une rente annuelle de 1,000 fr.

Dix ans après le mariage, la mère Bourste devient insolvable. On vend ses biens; et à l'ordre est colloquée la fille pour sa dot, par jugement du 29 niv. an 9.

Appel par Balhazard et autres créanciers, inutilement colloqués : la collocation de la fille est critiquée, par le motif que la prescription de dix ans avait éteint son action en paiement de la dot. (L. ult. C. de dots *causâ non numeratâ*; nouvelle 100.)

Mais on répond : cette prescription a été établie dans le seul intérêt de la femme, et pour stimuler la vigilance du mari. Quand il s'est écoulé dix ans sans poursuites, les risques d'insolvabilité du débiteur de la dot se sont aggravés par la négligence du mari, et la loi les met à sa charge, comme la peine de sa mauvaise gestion. Mais le mari conserve son recours de trente ans contre le constituant. A l'égard des débiteurs de la dot, il n'y avait aucune raison de déroger au droit commun.—Au surplus, la dot, dans l'espèce, ne consistait qu'en une rente annuelle; le mari ne pouvait exiger le principal. Nouveau motif de ne pas en présumer le paiement, après les dix ans de mariage.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que la présomption de paiement, au bout de dix ans, pouvait être opposée par la femme contre le mari, quand, pendant dix ans de mariage, il avait négligé de réclamer la dot contre ceux qui la devaient, mais que, comme l'établissent tous les auteurs, entre autres Berroyer sur Bardet, Despeisses, Catelan, Boyer, Bretonnier, Argou, Lacombe, etc., la prescription de dix ans pouvait si peu être opposée par ceux qui ont constitué la dot, que, dans le cas où elle est proposée par la femme, alors le mari a son recours contre

ceux qui ont promis la dot, lesquels ne sont libérés que par une quittance ou par la prescription, laquelle, à leur égard, tant pour la femme que pour le mari, n'a lieu que par trente ans, comme toutes les autres actions personnelles;—Considérant, au surplus, que le principal de la dot n'était pas, dans l'espèce, de nature à être acquitté sur la poursuite du mari; que, par les termes du contrat, il est aisé de reconnaître que l'intention de la cit. Bourste était de rester maîtresse du fonds et de ne s'engager que pour la rente;—Dit qu'il a été bien jugé, ainsi appelé.

Du 19 niv. an 10.—Trib. d'appel de Colmar.—Pl. les cit. Mueg et Chausfour.

1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> REMPLI. — ACCEPTATION. — DÉCONFIANCE.

1<sup>o</sup> Dans la ci-devant Franche-Comté, aucune loi ne prescrivait, pour la validité du rempli des propres de la femme, fait pendant le mariage, que la stipulation en eût été faite à la fois dans le contrat de mariage, dans les deux actes de vente et d'acquisition; il suffisait que cette stipulation fût énoncée dans le titre d'acquisition, qu'elle eût été faite sans fraude et acceptée par la femme (1).

2<sup>o</sup> En cas de déconfiture du mari, la femme, et à plus forte raison les acquéreurs de ses biens personnels, envers lesquels elle s'est obligée à la garantie, peuvent, quoiqu'avant la dissolution de la communauté, revendiquer les fonds acquis par le mari avec le prix des propres de la femme (2).

(Casteux — C. Tabourey.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant, sur la première question, qu'il n'y a point de loi en usage dans la ci-devant Franche-Comté, qui prescrive pour le rempli conventionnel la stipulation de rempli dans le contrat de mariage, dans l'acte de vente et dans celui d'acquisition; que si certains auteurs exigent cette triple stipulation, c'est parce qu'ils écrivent d'après les termes d'une coutume qui le voulait ainsi, ou parce qu'ils la regardaient

contre l'action en paiement de la dot, et cette jurisprudence avait soulevé de vives critiques. Lebrun, *loc. cit.*, ne lui assigne d'autre origine, qu'une fausse analogie empruntée aux lois romaines. Ces lois accorderaient au mari l'exception *dotis non numeratæ* par imitation de l'exception *non numeratæ pecuniæ*. Le mari avait dix ans pour l'opposer à compter du mariage. Mais cette exception était faite pour le cas où l'acte constitutif portait quittance du mari. Autre est notre hypothèse, où le contrat de mariage ne contient qu'une promesse de dot, sans quittance. Dans ce dernier cas, il y a moins de raison de présumer le paiement. D'ailleurs les deux exceptions dont il s'agit avaient été introduites à Rome par le préteur pour obvier à l'abus des stipulations, qui, par leur formule même, obligeaient au remboursement celui qui paraissait avoir reçu la dot de l'emprunteur, bien que dans la réalité il n'eût rien reçu. Aussi ne sont-elles jamais passées dans la législation française, qui n'admet jamais ces subtilités sur la forme des stipulations. — Une question plus sérieuse et qui se rattache à celle que juge l'arrêt ci-dessus, divise les auteurs modernes; c'est celle de savoir si la femme ou ses héritiers peuvent invoquer contre le mari la présomption de paiement lorsque la dot, au lieu d'avoir été constituée par un tiers, l'a été par la femme elle-même? M. Duranton, t. 15, n° 366, dit qu'il n'y a aucune différence à faire entre le cas où la dot a été constituée par la femme, et le cas où elle l'a été par un tiers, parent ou tout autre, parce que l'art. 1569 et

le loi romaine ne font aucune distinction à cet égard. M. Tessier, *Traité de la dot*, t. 1<sup>er</sup>, n° 37, lett. B. s'élève contre cette opinion : il soutient, en se fondant sur les termes de la loi 33 ff. de jur. dot., que la femme ne devrait pas être écoutée si elle venait dire au mari : « Pourquoi ne m'avez-vous pas poursuivie pour obtenir le paiement de la dot ? » *Nec enim quicquam iudex propitiis auribus audiet mulierem dicentem cum maritus ipsam non convenierit?* Il nous semble que l'opinion de M. Tessier est préférable, et qu'il serait contraire à toute justice de condamner le mari, sur la demande de la femme, au remboursement d'une dot dont il n'aurait pas réclamé le paiement afin d'éviter les inconvénients graves et le scandale d'une action judiciaire entre époux. M. Tessier fait observer, au reste et avec raison, que l'exception dont il s'agit devrait cesser dans le cas où la femme se serait constituée une somme due par un tiers, le mari ayant pu agir contre le débiteur; et encore dans celui où la femme serait devenue débitrice de la dot, comme héritière de celui qui lui l'avait constituée.

(1) Lebrun, *de la Communauté*, liv. 3, ch. 2, distinct. 2, n° 62 à 64, expose sur ce point la variété des coutumes. — La décision ci-dessus est celle de Pothier, n° 199, et de l'art. 1335, Code civil. Quant au rempli des propres du mari, V. Cass. 14 frim. an 12.

(2) La question, sous le Code civil, est formellement tracée par l'art. 1446, à l'égard des créanciers de la femme.

comme une preuve certaine qu'il n'y avait pas de fraude; que la majorité des auteurs et ceux qui ont écrit dans des coutumes qui ne renfermaient pas de disposition expresse sur la question, tels que Pothier, Huetinier, Boguet et d'Aguessau (dans son *plaidoyer* 27), se contentent de la stipulation faite de bonne foi et sans fraude dans l'acte d'acquisition et acceptée par la femme;

Sur la deuxième question, considérant que tant que la communauté subsiste, la femme ne peut troubler l'administration de son mari par l'exercice d'une action en remploi de ses propres; mais que c'est précisément parce que la loi lui refuse le droit d'agir contre son mari, qu'il est juste que celui-ci, étant insolvable, et lorsque ses biens sont discutés, elle puisse repousser les prétentions des créanciers du mari à réclamer ce qui lui appartient; alors elle ne trouble plus l'administration de son mari, elle ne fait qu'user de son droit; aussi le parlement de Besançon n'a-t-il pas hésité d'admettre par son arrêt de 1747, rapporté par Dunod, la revendication d'une femme aux décrets des biens de son mari, nonobstant qu'elle n'avait pas fait prononcer sa séparation; si la dot de la femme est confiée au mari, c'est afin qu'il l'administre, et non pour qu'il l'aliène ou l'hypothèque aux créanciers; et lorsqu'il est tombé en déconfiture, il n'y a plus de raisons pour que la femme soit réduite à se taire; si donc elle peut agir en revendication, à plus forte raison ses acquéreurs envers lesquels elle est obligée à la garantie, peuvent-ils exercer ses droits pour se maintenir dans leur possession, d'autant qu'il ne dépend pas d'eux de la forcer à une séparation de biens avec son mari; — Ordonne que le jugement du 29 frim. an 9, sera exécuté, etc.

Du 21 niv. an 10. — Trib. d'appel de Besançon. — Prés. le cit. Louvoit.

#### AVANTAGES MATRIMONIAUX. — RÉDUCTION.

*Les avantages matrimoniaux statutaires, tels (sous la coutume de Bruxelles) que le droit du conjoint survivant à la totalité des biens meubles et à l'usufruit des immeubles, n'ont pas été rétablis par la loi du 18 pluv. an 5, qui, abrogeant les dispositions retroactives de la loi du 17 niv. an 2, n'a déclaré rendre leur entier effet qu'aux avantages stipulés et non à ceux résultant des statuts (1).*

(Desprez — C. veuve de Noyer.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'art. 13 de la loi du 17 niv. an 2 et la décision donnée sur la dixième question de celle du 24 vent. même année, maintiennent, entre époux existans, les avantages singuliers ou réciproques stipulés ou établis par les coutumes, statuts ou usages, mais à la charge de réduction à la moitié du revenu des biens du prédécédé, en cas d'enfant de leur union ou mariage précédent; — Attendu que l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 18 pluv. an 5 est uniquement relatif aux avantages stipulés par contrat, et laisse pleinement subsister les dispositifs de l'art. 13 de la loi du 17 niv. an 2, quant à ceux faits par les

coutumes, statuts ou usages antérieurs; — Par ces motifs, dit mal jugé; et réformant, adjuge à Desprez la succession mobilière et immobilière de de Noyer, sauf l'usufruit de la moitié à sa veuve, etc.

Du 21 niv. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>er</sup> sect.

#### CONCILIATION. — GARANTIE.

*La demande en garantie, avant le Code de procédure, devait être précédée de la tentative de conciliation (2).*

(Jacquot — C. Poincelot.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la cit. Jacquot n'a point appelé Poincelot au bureau de paix. — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, bien appelé d'icelui; — Enjoint, — Décharge Poincelot des condamnations contre lui prononcées; au principal, — Déclare la demande de la cit. Jacquot et ce qui a suivi, nul et de nul effet.

Du 22 niv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés. le cit. Treillard. — Concl. le cit. Try, substit. — Pl., les cit. Deschiens et Poinquet.

#### TESTAMENT. — INTERPRÉTATION. — ÉTABLISSEMENT.

*Lorsqu'un testateur lègue à un tiers la jouissance de ses biens jusqu'à ce que l'héritier qu'il a institué s'établisse, il faut entendre par établissement, non pas seulement le mariage, mais un établissement quelconque (3).*

(Théron — C. Garnier.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'en supposant que, par la clause de son testament, par laquelle Angélique Carlier, veuve Flottes, légua la jouissance de ses biens à la cit. Pessepiane jusqu'à ce que son héritier s'établirait, on dut nécessairement croire qu'elle avait en vue le mariage de cet héritier, on ne devrait pas décider que ce legs de jouissance prit fin dès le moment où Raymond Pessepiane eût accompli sa trentième année. Il est très vrai qu'un legs fait à quelqu'un pour lui être payé lorsqu'il se mariera est pur et simple de sa nature, et comme tel transmissible aux héritiers du légataire, quoiqu'il décède sans s'être marié; il est encore vrai que les arrêts ont décidé qu'un pareil legs pouvait être réclaté par le légataire lorsqu'il était parvenu à l'âge où les anciennes lois accordaient la pleine liberté de se marier; mais ces règles paraissent étrangères à l'hypothèse de la cause présente, où il s'agit d'un legs d'usufruit jusqu'à l'époque de l'établissement de l'héritier, ce qui induit une condition dont l'événement seul peut faire cesser l'effet de la disposition. C'est ce qu'enseigne Fargol dans son *Traité des Testaments*, chap. 7, 3<sup>e</sup> sect., n° 14. « On peut aussi, dit cet auteur, dispenser de façon que la disposition n'ait d'effet que jusqu'à un certain temps, comme je lègue à a titre d'usufruit ma maison pendant quinze ans ou jusqu'à ce que tel soit parvenu à l'âge de 25 ans; il est même indifférent que le jour soit a certain ou incertain; la disposition sera toujours

(1) Le même tribunal, le 10 flor. an 11, a adopté l'opinion contraire, qui a généralement prévalu. V. Cass. 29 niv. an 6; 4 août 1806, et la note.

(2) V. dans le même sens, Cass. 27 vent. an 8, et 1<sup>er</sup> vent. an 13; et en sens contraire, 24 prair. an 11, et la note; et aussi Bourges, 5 therm. an 8, et la note.

(3) Le mot *établissement*, dans son sens légal, se dit non-seulement d'un établissement par mariage;

mais encore de tout autre établissement quelconque de nature à donner une existence civile, un état, une profession. C'est en ce sens du moins que les auteurs et la jurisprudence ont interprété le mot *établissement* dans les art. 1555 et 1556 du Code civil, qui autorise la femme à aliéner ses biens dotaux pour l'établissement de ses enfans. V. Toullier, t. 14, n° 192; Duranton, t. 15, n° 404; Benoit, *Traité de la dot*, t. 1<sup>er</sup>, n° 222. V. aussi, Toulouse, 17 mai 1826.

« pure, mais elle cessera ou sera résolue par l'arrivée du jour certain ou incertain. » — Le même auteur ajoute au n° 49 du même chapitre : « Les adverbies *donec*, *quandiu*, qui répondent au mot français *tandis* que, et les mots *quoad*, *usque ad*, jusqu'à ce que, et les autres semblables qui sont apposés pour marquer la durée de quelque chose et en limiter le temps, induisent une condition extinctive de la disposition, lorsque cette disposition cesse de plein droit dès aussitôt que le temps ou l'événement marqué par le testateur est arrivé (LL. 14, § 1<sup>er</sup>, ff. de *alim.* et *cib.* ; 101, § ult., ff. de *Cond. et dem.*). » — Ainsi, point de doute que le legs d'usufruit fait à la cit. Pesseplane n'ait dû avoir son effet jusqu'à l'époque de l'établissement de son héritier, puisque tel fut le terme qu'elle apposa à la durée de cette disposition. Mais doit-on restreindre au seul fait du mariage cet établissement prévu par la testatrice ? C'est ce qu'on ne pourrait faire sans se permettre une limitation arbitraire, et que le mot *établissement* ne comporte pas. On peut, en effet, très fort s'établir sans se marier, et la chose se vérifie toutes les fois que celui qui, soit par état, soit par tout autre motif, n'avait aucune assistée, aucun domicile fixe, change son genre de vie et détermine sa résidence dans un certain lieu ; les circonstances de la cause se présentent bien naturellement pour faire envisager sous ce rapport, l'établissement dont a parlé la testatrice. A l'époque du testament, Raymond Pesseplane était au service ; obligé de suivre son corps dans les diverses villes de garnison ; il était hors d'état de veiller par lui-même à l'administration de ses biens, et tout paraît annoncer que telle fut la cause qui engagea la cit. Corlier à léguer l'usufruit de sa succession à sa nièce jusqu'à ce que son héritier, ayant changé de genre de vie et quittant le service, s'établirait sur ses foyers et pourrait ainsi régir ses biens en personne, événement qui s'est vérifié à l'époque de la révolution ; c'est ainsi qu'en prenant le mot *établissement* dans toute l'étendue du sens dont il est susceptible, on trouve l'accomplissement de l'événement prévu par la testatrice et conséquemment l'extinction de l'usufruit légué à la cit. Pesseplane. Si la cit. Corlier n'eût eu en vue que le mariage de son héritier, elle l'aurait dit en termes exprès, et dès qu'elle ne l'a point fait, dès qu'elle n'a parlé que d'un établissement, il faut prendre ce terme dans toute son acception, examiner les divers cas auxquels il a pu se vérifier, et non le restreindre, ainsi que le prétend la cit. Pesseplane, au seul fait du mariage. Il serait d'autant plus injuste d'adopter une pareille limitation, qu'indépendamment qu'il s'agit ici de l'intérêt d'un tiers acquéreur, toutes les circonstances se réunissent pour convaincre que la cit. Pesseplane fut instruite de l'aliénation faite par son fils, et qu'elle y donna son approbation ; — Par ces motifs, vidant le renvoi au conseil ; — Démet de l'appel.

Du 23 niv. an 10. — Trib. d'appel de Toulouse. — Prés., le cit. Duguzan. — Concl., le cit. Corbière, commiss. — Pl., les cit. Cappé et Carles.

#### PAPIER-MONNAIE. — RÉDUCTION. — NOVATION.

Est susceptible de réduction, l'obligation sous-

(1) Cette solution est contraire au principe consacré par la jurisprudence (V. *Jurisprud. du XIX<sup>e</sup> siècle*, v° *Dernier ressort*, n° 52 et suiv.), et par les auteurs (V. Merlin, *Repert.*, v° *Dernier ressort*, § 5 ; Carré, *Compét. civ.*, n° 231), qui veut que le premier ou dernier ressort soit réglé non par la de-

crité par un tiers pendant le cours forcé du papier-monnaie, au remplacement d'une obligation précédente souscrite par une autre personne à une époque où le papier-monnaie n'avait pas cours.

(Daval — C. Courtois.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — En ce qui touche le dépôt, adoptent les motifs du jugement de première instance ; — Confirmez ; — En ce qui touche le paiement du billet ; — Considérant que si le billet souscrit, le 12 niv. an 3, par la cit. Courtois, a pour cause d'acquitter les engagements pris précédemment par son fils, néanmoins rien ne prouve que la mère soit obligée envers le cit. Daval, avant ledit jour, à lui payer les 17,000 fr. ; que les obligations du fils et de la mère ont été consenties à des époques différentes par les deux débiteurs différents ; que le titre souscrit par la mère ne faisant aucune mention de la première obligation, il y a eu novation ; que, dès lors, l'aveu du fils ne peut nuire à la mère ; qu'il ne résulte de l'interrogatoire de celle-ci rien qui puisse faire croire que sa dette a existé avant 1791 ; que, par conséquent, le sort de ces deux obligations doit être déterminé par les règles propres à l'époque de chacune, et qu'ainsi l'obligation de la mère, postérieure au 1<sup>er</sup> janv. 1791, est sujette à réduction ; — Infirme le jugement de première instance et ordonne que la somme de 17,000 fr. sera payée par la cit. Courtois au cit. Daval, pour le tout, d'après l'échelle de proportion au 12 pluv. an 3, époque de son engagement.

Du 23 niv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Treillard.

#### RETRAIT POPULAIRE. — ABOLITION.

Le retrait populaire établi par l'usage dans le pays Liégeois, et en vertu duquel tout habitant pouvait racheter les biens aliénés à des mains-mortes étrangères, a été compris comme tous les retraits autres que celui conventionnel, dans l'abolition générale prononcée par la loi du 19 juillet 1790. — En conséquence, les actions relatives à ce retrait, non jugées en dernier ressort lors de la publication de la loi de 1790, ont été supprimées par cette loi.

(Walbréq — C. le domaine.)

Du 23 niv. an 10. — Trib. d'appel de Liège. — Concl., le cit. Douthine, conan. — Pl., les cit. Raickem et Briabe.

#### 1<sup>er</sup> DERNIER RESSORT. — DEMANDE RÉDITE.

##### 2<sup>e</sup> HUISSIER. — TRIBUNAL D'APPEL.

1<sup>er</sup> Est en premier ressort et susceptible d'appel le jugement qui prononce condamnation pour une somme inférieure à 1,000 francs, alors que le montant de la demande primitive est supérieur à 1,000 francs, et cela encore bien que le demandeur eût reconnu avoir reçu une partie de la somme demandée et réduit ainsi l'intérêt du procès à un taux inférieur à 1,000 francs (1).

2<sup>e</sup> Les huissiers près les tribunaux d'appel peuvent exploiter dans toute l'étendue du ressort du tribunal d'appel auxquels ils sont attachés (2).

mande primitive mais par le montant du litige, tel qu'en définitive il se trouve soumis aux juges. — V. espedant, Cass. 26 fev. 1838.

(2) V. en sens contraire, Cass. 17 juillet 1811 ; Nîmes, 17 pluv. an 12 ; Cass. 13 frim. même année, et la note.

(Tétu — C. Bebagle.)

Le sieur Bebagle avait fait assigner le sieur Tétu en paiement de 1672 f. au cours du procès; il avoue avoir reçu sur cette somme, celle de 750 fr., de telle sorte que le jugement qui intervint ne condamne le sieur Tétu que pour le surplus de la somme demandée, qui se trouvait ainsi inférieure à 1,000 fr.

Appel du sieur Tétu. — Deux fins de non-recevoir ont été opposées à cet appel, l'une prise d'un défaut de qualité et la personne de l'huissier qui aurait signifié l'appel, qui, d'après l'appelant, n'aurait pu exploiter hors le département où se trouvait établi le tribunal d'appel auquel il était attaché. — La seconde, prise de ce que le jugement n'ayant statué que sur une somme inférieure à 1,000 fr., était en dernier ressort.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Sans s'arrêter à la nullité proposée par Tétu contre l'exploit du 6 brum. dernier; — Attendu qu'il a été donné par un huissier audiencier du tribunal d'appel; sans s'arrêter pareillement à la fin de non-recevoir proposée par Bebagle contre l'appel de Tétu;

Attendu que la demande originaire de Bebagle excédait la somme de 1,000 fr.; — Faisant droit sur l'appel de Tétu de deux jugemens rendus au tribunal civil de Versailles, département de Seine-et-Oise, les 3 frim. et 3 vent. an 9; adoptant les motifs exprimés auxdits jugemens; — Dit qu'il a été bien jugé par le 1<sup>er</sup>, mal et sans griefs appelé; en conséquence; — Ordonne qu'ils seront exécutés selon leur forme et teneur.

Du 24 niv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Treillard. — Pl., les cit. Lebon et Louault.

## TIERS COUTUMIER. — DROIT ACQUIS. — ABOLITION.

Le tiers coutumier, sous la coutume de Normandie, était acquis aux enfans du jour du mariage, de telle sorte qu'il n'a pas été aboli par la loi du 17 niv. an 2, encore bien que la succession du père se soit ouverte depuis cette loi (1).

En Normandie, la séparation civile des époux donnait ouverture au tiers coutumier en faveur des enfans. (Coutume de Normandie, art. 399 et suiv.; Placités, art. 85, 89 et 90.) (2)

(Lemoine — C. Lefranc.)

Du 25 niv. an 10. — Trib. d'appel de Caen. — Pl., le cit. Bitouzet de Lignières.

## LOI. — PUBLICATION.

Sous l'empire de la loi du 12 vend. an 4, la date précise de l'arrivée officielle d'une loi dans le chef-lieu de chaque département, et conséquemment l'époque à partir de laquelle elle était devenue obligatoire pouvait être valablement fixée par des circonstances de fait (3).

(Deladeuze — C. Beeckmann.)

Du 25 niv. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Bais, comm. — Pl., les cit. Crassous et Swerte.

## HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE. — INSCRIPTION. — RESCISION.

Il ne suffit pas d'avoir formé une demande en rescision à cause de lésion, pour être réputé créancier éventuel, et pouvoir prendre inscription hypothécaire pour le supplément de prix, sur les biens de l'acquéreur.

(N.... — C. N....)

N.... ayant vendu une maison, demanda quelque temps après la rescision du contrat de vente pour cause de lésion. — Le tribunal de première instance rendit son jugement qui, avant faire droit, ordonna que la maison serait visitée par des experts. Muni de ce jugement et de son contrat de vente, le vendeur requit inscription sur les biens de son acquéreur, pour la créance du supplément du prix, lorsque la lésion aurait été prononcée. — Mais sur la demande en mainlevée de l'inscription formée par l'acquéreur, jugement de première instance qui rejette cette demande.

Appel de la part de l'acquéreur. — On ne peut, disait-il, prendre inscription qu'en vertu d'un jugement ou d'un contrat. Point encore de jugement, car le jugement interlocutoire qui ordonne la visite n'a rien prononcé sur la prétention du vendeur, et peut-être le résultat la fera-t-elle tomber tout-à-fait. Il n'y a pas davantage de contrat, du moins qui oblige à payer un supplément de prix. Le contrat de vente ne peut donner une hypothèque que pour l'exécution des conditions de la vente, et ce ne serait que pour ce motif que l'inscription pourrait être prise. — L'acquéreur ajoutait que le vendeur était sans intérêt. — Par le jugement définitif, le contrat sera maintenu ou rescindé; s'il est maintenu, l'inscription deviendra inutile; s'il est rescindé, elle ne sera pas plus nécessaire, car, ou le vendeur restituera en possession de son bien, dès lors plus d'action en supplément de prix, ou bien l'acquéreur offrira ce supplément, et dès lors le vendeur sera désintéressé. Ainsi donc il ne court aucun risque, et son inscription ne lui est d'aucune utilité; enfin on ne peut prendre inscription que pour une créance existante, et celle du vendeur qui demande la rescision n'existe pas encore, elle ne pourra exister que lorsque le jugement définitif sera rendu; et l'on a vu qu'alors le vendeur en recueillerait le bénéfice, sans avoir eu besoin d'inscription. Ainsi donc l'inscription est prise sans utilité; c'est le cas d'en prononcer la mainlevée.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant qu'il ne peut y avoir d'inscription valable, sans créance existante au moment de l'inscription; que la créance en supplément du juste prix, ne résulte pas du contrat de vente; qu'elle ne peut exister pendant l'instance en rescision, et qu'ainsi on ne peut pendant la même instance requérir inscription pour sûreté de cette même créance; — Fait mainlevée de l'inscription dont il s'agit.

Du 26 niv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Lefèvre-Corbinière.

(1) Cette décision de la Cour de Caen a été cassée le 4 therm. an 12. V. 1<sup>re</sup> part. à cette date.

(2) La Cour de Caen décide ici cette question pour l'affirmative, mais cette solution a été vivement combattue par Merlin, dans ses conclusions sur le

pourvoi en cassation auquel a donné lieu cet arrêt. V. 1<sup>re</sup> part., arrêt du 4 therm. an 12.

(3) V. conf., Cass. 4 Brm. an 12, et la note. V. aussi les faits de cette affaire en tête du jugement de cassation du 2 therm. an 9, sur le renvoi duquel est intervenu le jugement actuel.

**EMPHYTEOSE. — RETENUE DE CONTRIBUTIONS. — DIME.**

*Le preneur d'un bail emphytéotique a le droit de faire sur sa redevance la retenue des impositions. (L. 3 frim. an 7, art. 98 et 99.) (1).*

*Le preneur d'un bail emphytéotique a seul profit de la suppression de la dime, sans être tenu à aucune indemnité envers le propriétaire (Prieur—C. Raussin.)*

Par contrat du 14 avr. 1759, Pierre Camus et Marie Brison, sa femme, prirent à titre d'emphytéose pour soixante-dix-neuf ans, et moyennant une redevance de dix-sept setiers de froment et de vingt-sept setiers deux boisseaux de seigle, une ferme appartenant aux chanoines et curé de Châlons. — Le 3 mess. an 4, la nue propriété de cette ferme devenue bien national, fut vendue; le cit. Hennequin s'en rendit adjudicataire, et en rétrocéda la moitié au cit. Prieur Chaufour. La ferme avait aussi changé de propriétaire, et elle appartenait alors au cit. Raussin. Ceux-ci firent alors des offres au cit. Hennequin de lui payer ce qui pouvait lui être dû, sous la déduction de la retenue du cinquième pour impositions. — Les offres furent refusées.

Le cit. Prieur Chaufour intervint, en se joignant au cit. Hennequin; il contesta la déduction, et demanda de plus une indemnité pour la suppression de la dime.

18 pluv. an 9, jugement du tribunal de première instance de Châlons qui, — « Attendu qu'il est de principe, en droit, que le bail emphytéotique transfère au preneur la propriété utile du fonds, et que le bailleur ne se réserve que la propriété directe; — Qu'un contrat de vente de cette nature diffère du louage, en ce que l'emphytéote peut vendre, aliéner, engager et hypothéquer, jusqu'à l'époque où la concession doit expirer; que c'est une véritable aliénation, puisque le preneur est tenu d'acquitter tous les droits et charges dont le fonds se trouve grevé; — Attendu que, suivant toutes les lois rendues depuis 1790 jusqu'à ce jour par le corps législatif, et notamment celle du 3 frim. an 7, les propriétaires débiteurs d'intérêts et de rentes ou autres prestations perpétuelles constituées, qui étaient autorisés à faire la retenue des anciennes impositions, peuvent la faire (art. 98) dans la proportion de la contribution foncière; — Que l'art. 99 porte: ils feront aussi la même retenue dans les mêmes proportions, sur les rentes et autres prestations foncières non supprimées, dont leurs fonds.... se trouvent encore grevés.... quoique non autorisés à les faire suivant les anciennes lois... »

« Attendu que l'indemnité accordée par les lois du corps législatif aux propriétaires, lors de la suppression de la dime, n'a eu pour objet que les baux à ferme et non les baux emphytéotiques; que l'emphytéote, qui a la propriété utile du fonds, doit seul profiter de la suppression de la dime, sans être tenu à aucune indemnité envers le propriétaire direct, qui ne peut exiger que sa redevance; — Condamne les cit. Raussin à payer

à Hennequin et à Prieur, soit en nature, soit en deniers.... soit enfin en quittances valables, la quantité de six setiers de froment et de vingt setiers deux boisseaux de seigle.... pour chacune des années dues et échues au 11 brum. dernier... et de continuer à payer chaque année la redevance en question.... à la déduction néanmoins de la retenue qu'ils sont autorisés à faire chaque année, d'après les différentes lois, dans la proportion de la contribution foncière.... Declare Hennequin et Prieur non recevables dans le chef de leur demande incidente, relative à l'indemnité de la dime, par eux réclamée contre les cit. Raussin. »

**Appel de la part des héritiers Prieur.**

On a dit pour eux: 1<sup>o</sup> Les lois nouvelles qui autorisent la retenue, ne parlent que des rentes et des prestations perpétuelles; la redevance emphytéotique n'est pas une rente perpétuelle: donc elle n'est pas sujette à la retenue. — 2<sup>o</sup> L'indemnité pour la suppression de la dime, a été accordée aux propriétaires, vis-à-vis de leurs fermiers, en considération de ce que le bien avait été loué un moindre prix, attendu qu'il était grevé de la dime: cela doit s'appliquer au bail emphytéotique, car nul doute qu'il n'eût été fait pour une somme plus forte, s'il eût été affranchi de cette charge.

On a répondu pour les intimés les motifs du jugement dont était appel, et l'on a ajouté que si la redevance emphytéotique n'était pas perpétuelle en soi, elle était perpétuelle vis-à-vis du preneur qui est obligé de l'acquitter tout le temps que dure sa propriété temporaire.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL:** — Adoptant les motifs des premiers juges, dit qu'il a été bien jugé, mal appelé.

Du 1<sup>er</sup> pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Treillard. — Concl., le cit. Cahier, subst. — Pl., les cit. Prieur de la Marne et Moreau.

**DOT. — ACTION. — PARTAGE. — COMPROMIS.**

*Avant le Code civil, et bien que le mari fût l'unique administrateur de la dot, la femme n'en avait pas moins le droit d'exercer les actions immobilières concernant sa dot, surtout avec l'assistance de son mari (2).*

*Le mari ne pouvait seul, sans le concours de la femme, procéder à un partage définitif des biens dotaux (3); et, par conséquent, s'il avait fait seul un compromis sur des légitimes à prendre dans la succession échue à la femme, celle-ci était recevable, même avant la dissolution de la communauté, à en demander la nullité.*

*Sous le régime dotal, le pouvoir donné au mari par le contrat de mariage, d'aliéner, transiger et faire tout ce qui serait nécessaire pour le paiement des dettes, ne renfermait point le pouvoir de compromettre.*

(1) V. conf., Cass. 2 vent. an 11; Colmar, 2 mars 1806; av. du cons. d'Etat du 2 fév. 1809. — ... A moins qu'il n'y ait eu stipulation contraire: V. *ibid.* et Cass. 17 pluv. an 8. — V. du reste sur la retenue pour impositions, suivant l'état actuel de la législation, la note placée sous ce jugement du 17 pluv. an 8.

(2) Sous le Code civil, le doute sur la même question est né de ces mots de l'art. 1549: *le mari seul a l'administration des biens dotaux; il a seul le droit d'en poursuivre les débiteurs et détenteurs....* V. sur ce point, dans le sens de la solution ci-dessus. — 1<sup>re</sup> PARTIE.

sus, Toullier, t. 14, n<sup>os</sup> 140 et suiv.; Tessier, *Traité de la dot*, n<sup>o</sup> 101, note 835; arrêts de Turin, 10 août 1811; Lyon, 16 janv. 1831; — *Contrà*, Dantonnet, t. 15, n<sup>o</sup> 401 et suiv.; Benoît, *Traité de la dot*, n<sup>o</sup> 106; arrêts de Montpellier, 22 mai 1807; de Limoges, 4 fév. 1822.

Un autre recueil a cité, comme contraire, un arrêt de Caen du 18 fév. 1828, mais cet arrêt n'a aucun rapport à notre question.

(3) Cette opinion est généralement accréditée. V. la note sur l'arrêt Agen, 21 fév. 1809.

(Record—C. Valette.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant d'abord que la fin de non-valoir opposée à Thérèse Valette, prise de ce que, s'agissant d'une action dotale, son mari a seul qualité pour l'exercer, ne peut être accueillie dans l'espèce présente, parce qu'il faut bien distinguer la dot de la femme consistant en immeubles d'avec la dot consistant en effets mobiliers; quant à celle-ci, le mari en devient maître et propriétaire, jusqu'au point que les créanciers peuvent la saisir pour les dettes à lui personnelles; mais, au contraire, lorsqu'il s'agit d'une dot en immeubles, comme celle de Thérèse Valette, le mari n'en acquiert point la propriété et n'en devient que le légitime administrateur; c'est ainsi que le décide Furgole, *Traité des donations*, pag. 80; C'est ainsi que la décide encore Justinien dans la loi 30, C., de *Jur. dot.*, où il dit que le domaine civil de la dot passe au mari, et que la femme en conserve et retient le domaine naturel, c'est-à-dire la vraie propriété; d'après cette distinction des domaines, l'on voit que le mari et la femme sont l'un et l'autre maîtres et propriétaires des biens dotaux, *sub diversis aspectu*, ce qui écarte la fin de non-valoir opposée à Thérèse Valette, puisque, ayant elle-même le domaine naturel et la vraie propriété de sa dot, il faut en conclure nécessairement qu'elle a aussi les actions qui ont pour objet de veiller à la conservation de sa dot; on doit observer encore qu'agissant de concert avec son mari et de son consentement, il n'y aurait plus de fin de non-valoir à lui opposer, sous prétexte que l'action qu'elle exerce résidait sur la tête de son mari;—Considérant sur la fin de non-recevoir opposée à Record, que, d'après ce qui vient d'être dit, il serait inutile d'examiner si elle est admissible, puisqu'il est prouvé que Thérèse Valette a le droit d'attaquer seule le jugement des arbitres; mais que, d'ailleurs, il ne peut y avoir de fin de non-recevoir contre lui, puisque, comme l'enseigne Serres (*Instit.*, liv. 2, tit. 8), le mari peut, pendant le mariage, révoquer l'aliénation qu'il aurait lui-même faite du fonds dotal;

Considérant, au fond, que dès que, comme il a déjà été établi, la femme conserve, pendant le mariage, le domaine naturel, c'est-à-dire la vraie propriété de ses biens dotaux, toute procédure qui a pour objet cette propriété, ne peut qu'être irrégulière, si elle n'est faite avec le mari et la femme conjointement, parce que le mari ne pouvant ni vendre, ni obliger les biens dotaux, ne peut non plus, en sa qualité de mari, exercer seul les actions réelles concernant la propriété de ce même fonds; que toutes les fois qu'il est question de demander ou de défendre à une action en partage du fonds dotal, il faut que la femme soit partie, puisque la propriété de ce fonds est évidemment le sujet de la contestation, s'agissant alors de fixer définitivement en quoi il devra consister; Record était donc sans qualité pour compromettre seul sur l'instance qui avait été formée au sujet des légitimes à prendre sur ce fonds dotal;

Considérant, d'ailleurs, que si l'on fait attention au contrat de mariage de Thérèse Valette et à la procuration y contenue, l'on voit que Record n'est autorisé qu'à faire tout ce qui sera nécessaire pour payer les dettes du fonds dotal, et que, néanmoins, celui-ci, au lieu de travailler à cette liquidation, a, au contraire, donné aux arbitres un pouvoir qui n'a d'autre objet que d'augmenter les dettes déjà existantes, en leur permettant de fixer en numéraire des légitimes qui n'étaient dues qu'en na-

ture;—Considérant encore que cette procuration est limitée, puisqu'elle ne permet que d'aliéner, transiger et faire tout ce qui sera nécessaire pour payer les dettes; qu'on ne peut, par conséquent, y trouver le pouvoir de compromettre; que n'eût-elle pas été limitée, le procureur, quoique fondé en pouvoir général, même de transiger, ne peut compromettre, comme l'enseigne Faber en son *Code*, liv. 1, tit. 26, déf. 4, et Louet, lett. C., *sous*. 4;—Considérant que, dès lors, l'opposition de Thérèse Valette et Record envers la sentence arbitrale dont s'agit, est bien fondée; c'est le cas de dire droit sur l'appel et de rejeter la sentence;—Par ces motifs, etc.

Du 1<sup>er</sup> pluv. an 10.—Trib. d'appel de Toulouse.—Prés., le cit. Bast.—Concl., le cit. Corbière, *comm.*—Pl., les cit. Dubernard et Flottes.

#### EAU (COURS D').—USINE (SUPPRESSION D').—COMPÉTENCE.

Les tribunaux sont compétents pour ordonner, dans un intérêt privé, que, faute d'exécution des conditions prescrites par l'autorité administrative pour l'établissement d'une usine sur un canal, elle sera supprimée et les lieux rétablis dans leur premier état.

(Goutard—C. Guerrier.)

Le cit. Goutard avait formé contre le cit. Guerrier une demande tendant à ce que celui-ci fût tenu de supprimer un moulin qu'il avait établi, sans autorisation, sur un canal dont seul jusqu'alors il avait eu l'usage.

Le cit. Guerrier soutint que les tribunaux étaient incompétents; mais un jugement rejeta son déclinatoire.

Sur l'appel, le cit. Guerrier persista à soutenir l'incompétence des tribunaux ordinaires; et en même temps il produisit une autorisation qu'il venait d'obtenir du ministre de l'intérieur, autorisation qui déterminait la condition d'établissement de l'usine.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que Guerrier ne pouvait construire son moulin sans être préalablement pourvu vers l'administration, pour obtenir son autorisation, contradictoirement avec les parties intéressées et d'après l'exercice, par l'administration, de son droit de police sur le cours des eaux;—Vu, d'ailleurs, les faits administrativement constatés par le rapport et le plan de l'ingénieur en chef du département de l'Eure et aussi administrativement adoptés par le ministre de l'intérieur;—Ordonne que, dans le délai de trois mois, les héritiers Guerrier seront tenus de faire les travaux prescrits par la décision du ministre, sinon et faute de ce faire dans ledit délai, qu'ils seront tenus de remettre l'ancien canal dans le même état qu'il était avant la construction du moulin dont il s'agit, lequel sera démolé.

Du 3 pluv. an 10.—Trib. d'appel de Rouen.—Prés., le cit. Thiebaut.—Concl., le cit. Fouquet, *comm.*—Pl., les cit. Daviel et Gady Delavigne.

#### DIVORCE.—ENFANS.—ÉDUCATION.

L'acte par lequel deux époux déterminent, avant le divorce par consentement mutuel, à qui seront confiés après le divorce les enfants nés de leur union, peut recevoir dans la suite, sur la demande même de l'un des époux, et avec l'autorisation de la justice,



*telles modifications qu'exigera l'intérêt des enfans (1).*

(Thielens—C. la dame Sterckx.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu qu'en confiant les filles aux mères divorcées, la loi du 20 sept. 1793 a présupposé que ces dernières répondraient constamment à son attente ; — Attendu que la transaction intervenue entre les parties, le 1<sup>er</sup> oct. 1795, n'a pu avoir d'autre but que celui de la loi à laquelle elle est conforme ; — Attendu qu'il résulte des circonstances et pièces de la cause que la dame Sterckx néglige quelques-unes des convenances nécessaires pour remplir le vœu de la loi et de la transaction, et quo, par conséquent, elle a perdu le droit d'invoquer efficacement l'un et l'autre ; — Attendu que, dans l'état où se trouvaient les choses, Jean-Baptiste Thielens n'a pu se faire justice de lui-même, et placer sa fille, de sa propre autorité, chez les dames Morant, à La Fieche, pulque par là il représenterait, sans aucune forme, un droit dont il s'était dépossédé, et dont l'exercice reentrerait dans le ressort d'un conseil de famille, ensuite de la décision des points qui divisent les parties, ainsi qu'il l'a reconnu lui-même, dans les conclusions subsidiaires ; — Dit qu'il a été mal jugé ; qu'il sera, par ledit juge de paix, convoqué un conseil de famille pour procéder à la nomination d'un curateur à Marie Thielens, et débiter, en outre, sur le lieu et le mode de son éducation.

Du 3 pluv. an 10. — Trib. d'app. de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

#### APPEL.—ACTE D'AVOUE À AVOUE.

*Un appel n'est pas valablement interjeté par acte d'avoué à avoué (2).*

(De La Porte—C. Chavigny.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu qu'un acte d'appel n'est point du ministère d'un avoué, et que l'appel dont il s'agit a été interjeté par acte signifié d'avoué à avoué ; — Déclare nul et de nul effet l'appel interjeté par de La Porte.

Du 4 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### MESSAGERIES.—AUBERGISTE.—RESPONSABILITÉ

*Les aubergistes qui reçoivent, pour le compte des diligences, et comme directeurs de messageries, les effets ou marchandises à transporter, sont en cette qualité responsables des objets à eux confiés. (L. 3, § 1, ff. nautae caupones, liv. 4, tit. 9.) (3)*

(Van Geluwe—C. Coquoel.)

Le 3 fruct. an 7, Pierre Devyrières remit, pour le compte d'Eugène Coquoel, demeurant à Auvvers, au sieur Van Geluwe, aubergiste à Bruges, deux barils d'argent contenant ensemble une

somme de 37,859 fr., pour être transportés par la diligence de Bruges à Lille. L'un de ces barils fut volé la nuit qui précéda le départ de la diligence.

Cité devant le tribunal de Bruges, Van Geluwe fut condamné à la restitution de la somme de 13,859 fr., qui y était contenue.

Appel par Van Geluwe, fondé sur le motif qu'il n'avait été qu'un dépositaire ordinaire, et qu'ayant apporté à la garde des barils, à lui remis, le même soin qu'à sa propre chose, il devait échapper à toute responsabilité ; d'autant plus que l'auteur du vol, l'un de ses domestiques, nommé Hubert, se représentait dans la cause et se reconnaissait coupable du délit.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant que le bordereau des espèces remises à Van Geluwe, le 3 fruct. an 7, et soucrit de lui, porte que c'est en qualité de directeur de la diligence de Bruges qu'il les a reçues ; — Qu'en prenant cette qualité, il a contracté l'obligation attachée à la nature des fonctions de directeur de diligences ou de messageries publiques ; — Considérant que les directeurs de diligences ou messageries sont, dans nos mœurs, et, d'après la jurisprudence, assimilés aux personnes qui, par leur état, demeurent dépositaires nécessaires, et sont, à ce titre, tenus non-seulement de l'action du dépôt, de louage, de soins ou de peines, mais encore d'une pleine garantie et de la restitution des objets dont ils se chargent, s'ils ne prouvent que leur perte est l'effet d'une force majeure et imprévue, suivant l'édit du prêteur en cette partie (L. 4 et ff. nautae, caupones, etc.) ; — Considérant que la circonstance que le vol a été commis par une personne aux gages de l'appelant, n'est pas de nature à éteindre l'obligation que la loi lui impose, de restituer le dépôt ; — Dit qu'il a été bien jugé ; reçoit l'intervention d'Hubert, et le condamne, suivant ses offres, à indemniser Van Geluwe des condamnations contre lui prononcées.

Du 6 pluv. an 10. — Trib. d'app. de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

#### MANDATAIRE. — MARI. — CONCILIATION.

*Un mari est le mandataire présumé de sa femme : il peut valablement la représenter en conciliation, sans être porteur de sa procuration (4).*

(Montcharnon—C. Letourneur.)

Du 6 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Bourges. — Pres., le cit. Salicé. — Pl., les cit. Devaux et Douard.

#### PAIEMENT.—IMPUTATION.—CAPITAL.—INTÉRÊTS.—HYPOTHEQUE.

*Lorsque la quittance ne porte aucuns imputation, le paiement doit être imputé sur les intérêts de la créance, avant de pouvoir l'être*

nir assignation dans les délais de la loi, et être signifié à la personne ou domicile, à peine de nullité. Mais avant le Code de procédure, l'usage s'était introduit au Châtelet de Paris, et cela contrairement à l'opinion de Pigeon (*Procédure du Châtelet*, t. 1<sup>er</sup>, p. 503) d'interjeter appel par acte du procureur à procureur (Fethier, *Proc. civ.*, sect. 1<sup>re</sup>, art. 3, § 1<sup>er</sup>). Ce mode d'interjeter appel était même formellement autorisé par l'art. 8, tit. 13 de l'or. civile de Lorraine.

(3) V. sur l'étendue de la responsabilité des entrepreneurs de diligences, messageries et autres voitures publiques, le *Dictionn. du content. commerc.*, v<sup>o</sup> *Voitures publiques*, n<sup>o</sup> 6 et suiv.

(4) V. dans le même sens, Cass. 6 prair. an 2, et la note.

sur le capital, encore qu'il s'agisse d'intérêts conventionnels, et que ces intérêts n'aient point une hypothèque comme la dette des sommes principales (1).

(Rouche—C. créanciers Guiraud.)

La dame Rouché, comme étant aux droits du cit. Jolidon, son père, était créancière de la dame veuve Guiraud d'une somme de 16 000 fr., montant d'une obligation souscrite le 22 sept. 1779, et portant hypothèque.—Cette obligation ayant été passée dans un temps où la stipulation des intérêts de pareils capitaux était prohibée, il n'en était pas fait mention dans ledit acte; mais cette prohibition ayant été levée depuis, le cit. Jolidon et le cit. Guiraud, son débiteur, avaient stipulé dans un acte sous seing privé qu'à l'avenir les intérêts de ladite obligation seraient payés au taux déterminé par la loi.—Plusieurs paiements avaient été faits, tant à la cit. Rouché qu'au cit. Jolidon, son père; en sorte qu'il ne restait plus dû par la dame Guiraud qu'une somme de 1,082 fr.—Cette dernière, ayant vendu une maison, il se trouva, lors de la transcription, un grand nombre d'inscriptions hypothécaires, au nombre desquelles était celle de la cit. Rouché. L'ordre ayant été introduit, et la cit. Rouché colloquée pour les 1082 fr., à l'hypothèque du 22 sept. 1779, les autres créanciers prétendirent que les paiements faits au cit. Jolidon n'ayant point eu une affectation spéciale, devaient, aux termes de droit, s'imputer sur l'objet le plus onéreux; que l'obligation de 1779, étant ce qui grevait le plus les créanciers par son hypothèque, il fallait d'abord imputer les premiers paiements sur le principal de cette obligation, parce que ladite obligation, ne produisant des intérêts qu'à raison d'un simple billet souscrit par le cit. Guiraud, et qui n'était pas même reconnu, n'emportait point hypothèque; eu moyen de quel le capital était plus onéreux que les intérêts de ladite obligation.

Dans cet état, et d'après les calculs faits, il en résultait que la cit. Rouché n'aurait eu rien à demander sur sa créance hypothécaire, et qu'elle aurait eu seulement des réclamations à faire dans

la contribution des deniers mobiliers, à raison des intérêts de l'obligation, stipulés par acte sous signature privée dont nous avons parlé.

Cette difficulté ayant été soumise au tribunal civil du département de la Seine, il intervint, le 18 prair. an 9, un jugement qui, « attendu que les quittances données par le cit. Jolidon ne contenaient aucunes imputations particulières et spéciales sur les intérêts, et que les paiements faits par un débiteur s'imputaient toujours sur l'objet le plus onéreux, quand il n'y avait point de convention contraire; attendu que les intérêts réclamés pour l'obligation ne résultaient que d'un écrit sous signature privée qui ne donnait aucune hypothèque, puisqu'il n'était même pas reconnu, etc. »

Appel de la part de la dame veuve Rouché.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — En ce qui touche l'appel interjeté par Elisabeth Jolidon, veuve de Jean-Baptiste Rouché, du jugement du tribunal civil de la Seine, donne acte aux parties des déclarations et consentements de la veuve Guiraud; en conséquence, et attendu que les fonds manquent sur la veuve Guiraud, ces mêmes consentements suffisent;—Dit qu'il a été mal jugé en ce que, par ledit jugement, imputation a été faite de toutes les quittances indistinctement données par la veuve Rouché ou Jolidon, son auteur, sur le principal de l'obligation sur l'obligation du 22 sept. 1779; émendant, quant à ce, ordonne que les 4000 fr., montant de la quittance du 16 juin 1792, seront imputés, du consentement de la veuve Guiraud, d'abord sur les billets, intérêts et frais montant audit jour, 16 juin 1792..., à une somme de 3582 l. 5 s.; et le surplus dudit paiement faisant une somme de 417 l. 15 s., ensemble tous les paiements subséquents employés à éteindre, suivant la règle du droit, premièrement les intérêts de l'obligation qui pourraient être dus à l'époque de chaque paiement, ensuite partie dudit capital de ladite obligation; et pour ce qui restera dudit capital seulement, après toutes les imputations faites, la dame veuve Rouché sera colloquée dans l'ordre à la date du 22 sept. 1776, jour de son obligation, etc.

(1) Le droit romain avait sur ce point une disposition qui semblerait contraire à la décision ci-dessus. La loi 97, ff. de solutionibus et liber., dit en termes formels que lorsqu'un débiteur de plusieurs sommes paie un à-compte, sans désigner quelle dette il veut éteindre, l'imputation se fait de préférence sur la dette hypothécaire: *cum ex pluribus causis debitor pecuniam solvit, utriusque demonstratione cessante, prior habebitur causa ejus pecunie que sub infamia debetur: mox ejus que panam continet; tertio que sub hypotheca vel pignore contracta est.* — La raison qu'en donne cette loi, c'est qu'il a paru au législateur que le débiteur aurait demandé que l'imputation fut faite de cette manière, s'il avait été interpellé sur ce point. Toutefois, s'il est vrai qu'en matière de paiement et de libération, la loi cherche toujours à rendre la condition du débiteur plus douce, cependant cela n'a lieu que lorsque l'imputation ne se fait pas au détriment du créancier. Ainsi, lorsqu'il s'agit de plusieurs dettes appartenant au même créancier, et que l'imputation n'a été faite ni par lui, ni par son débiteur, elle doit avoir lieu sur la dette la plus dure; mais il n'en est pas de même lorsque quelques-unes de ces dettes produisent des intérêts, alors l'imputation ne peut se faire sur le capital d'aucune d'elles, qu'après l'entier paiement des intérêts: *primo in interest, id quod solvitur, deinde in sortem acceptio feretur* (L. 1, C. de solut.). La raison en est que les intérêts sont considérés en quelque sorte comme

les alimens du créancier; si donc on imputait les paiements plutôt sur le capital que sur les intérêts, le créancier en souffrirait un préjudice considérable, puisqu'on lui diminuait une dette qui est la source de ses alimens; au lieu qu'en faisant d'abord l'imputation sur les intérêts, le créancier ne perd rien et le débiteur ne paie que ce qu'il doit. — Sous le Code civil, la solution devrait être la même: l'art. 1254 dispose que « le débiteur d'une dette qui porte intérêt en produit des arrérages, ne peut point, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait sur le capital, par préférence aux arrérages ou intérêts. » Cette disposition ne prévoit pas, il est vrai, le cas où le créancier n'a pas d'hypothèque pour ses intérêts, et où il en a une pour le capital; mais il est certain qu'en obligeant le créancier à imputer le paiement sur le capital qui serait la dette la plus onéreuse pour le débiteur, on ferait un tort considérable au premier, sans trop améliorer la position du second; les raisons indiquées ci-dessus devraient donc recevoir ici leur application. C'est au reste de cette manière que les auteurs ont interprété la règle que l'imputation doit se faire sur la dette la plus onéreuse: « Ce principe », dit Toullier, tom. 7, n° 189, souffre exception, quand il se trouve en opposition avec les droits du créancier, parce qu'il n'est pas à présumer que ce dernier eût souffert une imputation qui lui préjudicierait, tandis qu'il pouvait l'empêcher. » F. augst Duranton, t. 12, n° 192.

Du 7 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris.  
— 1<sup>re</sup> sect.

# SOLIDARITÉ.—PRESCRIPTION.—RECONNAISSANCE.

Après la prescription acquise de la dette, la reconnaissance d'un débiteur solidaires ne préjudicie aucunement à ses coobligés (1).

(Martin—C. héritiers Despré.)

En 1744, Despré avait constitué au profit de Martin 1200 livres de rentes au principal de 24,000 livres.—En 1753, acte réconfortif par lequel Despré et sa femme s'obligent solidairement au paiement de la rente. — La même année, la dame Despré décède; le cit. Despré est nommé tuteur de ses enfants.

Il paraît que Despré n'a plus rien payé de cette rente jusqu'en 1792. Mais à cette époque, il paya au cit. Martin, 480 fr. pour arrérages de cette rente, constituée en 1744.

Après le décès de Despré, arrivé en l'an 3, ses enfants renoncèrent à la succession. Pen après, Martin leur demanda la continuation de la rente.

Jugement de première instance qui, attendu que le titre est prescrit en faveur des enfants Despré, comme héritiers de leur mère, et que la reconnaissance de leur père ne peut leur préjudicier, ayant renoncé à la succession, déclare Martin non recevable.

Appel de la part de Martin. — On disait pour lui que des débiteurs solidaires doivent tous avoir le même sort; le paiement fait par l'un, libère tous les autres; l'assignation donnée à un seul interrompt la prescription à l'égard de tous; ainsi Despré, par sa reconnaissance, a dû nécessairement engager les héritiers de sa femme, sa coobligée solidaire. — La prescription n'annule pas le titre de plein droit, elle le laisse toujours subsister; et lorsqu'un coobligé solidaire, après trente ans, vient à servir la rente, il rend au titre toute sa force, et les autres débiteurs sont engagés de nouveau. — On citait Potbier, Domat et la jurisprudence; l'on rappelait que Potbier, en son traité des Obligations, disait que la reconnaissance d'un des débiteurs solidaires interrompait la prescription, et l'on concluait que Despré, ayant reconnu cette rente, sa femme ou ses héritiers étaient redevenus débiteurs ainsi que lui.

En répondant pour les Intimés, on faisait une distinction entre la reconnaissance d'une dette non encore prescrite, et la reconnaissance de celle qui l'était entièrement; à l'égard de la première, nul doute que la reconnaissance faite par un seul n'interrompt la prescription vis-à-vis de tous; à l'égard de la seconde, ce n'est point la

reconnaissance d'une ancienne dette que fait le débiteur, c'en est une nouvelle qu'il contracte. L'obligation prescrite étant éteinte, il ne dépend plus du débiteur de la faire revivre. Il a contracté une nouvelle dette, mais il n'a pu y engager ses anciens coobligés sans leur consentement. — On citait également Potbier, qui, dans son traité des Obligations, au n° 665, établit, en effet, une distinction entre la reconnaissance d'une dette prescrite et celle d'une dette qui ne l'est pas.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1° que la créance dont il s'agit est prescrite; — 2° que le paiement fait par Despré n'a pu nuire aux héritiers de sa femme, puisqu'ils avaient cessé d'être ses coobligés solidaires; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé.

Du 8 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Agier. — Concl., le cit. Mourre, comm. — Pl., les cit. Gicquel et Thévenin.

# CONTRAINTE PAR CORPS. — SEPTUAGÉNAIRE.—MATIÈRE COMMERCIALE.

Sous l'empire de la loi du 15 germ. an 6, les septuagénaires étaient soumis à la contrainte par corps en matière de commerce: l'exemption portée par l'art. 15, tit. 1<sup>er</sup> de cette loi n'était applicable qu'en matière civile (2).

(Jonas—C. Gouban.)

Elias Jonas, septuagénaire, débiteur de Gouban, pour raison d'opérations commerciales, fut condamné par corps au paiement de sa dette par un jugement du tribunal de commerce de Paris, fondé, en ce qui touche cette voie d'exécution, sur ce que la loi du 15 germ. an 6 distingue la contrainte par corps en matière civile de celle en matière de commerce; qu'en matière civile, la loi porte bien, en l'art. 3, une exemption en faveur des septuagénaires; mais qu'en matière de commerce, à laquelle seule s'applique exclusivement le titre 9 de ladite loi, l'exception portée en l'art. 2 ne comprenant pas les septuagénaires, ils ne peuvent prétendre à une exemption que la loi ne prononce pas, quoiqu'elle soit exclusive sur cette matière, et que, par l'art. 19 de cette même loi, toutes celles précédemment rendues sur la contrainte par corps, en matière civile et de commerce, soient abrogées.

Appel par Elias Jonas, qui cherche à démontrer qu'il y a même raison pour exempter de la contrainte par corps les septuagénaires en matière commerciale qu'en matière civile, et que l'exemption portée à cet égard dans l'art. 3 du titre 1<sup>er</sup> est une disposition qui doit être considérée comme renfermant une règle générale.

(1) « Il faut remarquer toutefois, dit Troplong, de la Prescription, n° 629, que si la prescription était acquise, la reconnaissance de la dette qui serait faite par l'un des débiteurs solidaires ne nuirait pas à ses coobligés. Ce débiteur n'a pu préjudicier par son fait à des droits acquis. Sa reconnaissance n'est opposable qu'à lui ou à ses héritiers. »

(2) Cela ressortait en effet de l'économie de la loi du 15 germ. an 6 (V. avis du conseil d'Etat du 6 brum. an 12). — Mais plus tard, le Code civil ayant, dans son art. 2066, disposé que la contrainte par corps ne peut être prononcée contre les septuagénaires, si ce n'est dans le cas destellionat, et le Code de procédure déclarant, dans son art. 800, que le débiteur incarcéré obtiendra son élargissement lorsqu'il aura commencé sa soixante-dixième année, on a voulu inférer de là, que les septuagénaires se trou-

vaient, en toute matière, exemptés de la contrainte par corps. Ce système, admis par quelques tribunaux, a fini par être proscrit par la jurisprudence, qui a décidé que les dispositions invoquées ne concernaient que les matières civiles, et n'avaient point été dérogeant aux dispositions de la loi de l'an 6 en ce qui touche les dettes commerciales, le législateur ayant lui-même formellement déclaré par l'art. 2070, Cod. civ., qu'il n'était point innové aux lois particulières qui autorisent la contrainte par corps dans les matières de commerce. V. en ce sens, Cass. 12 frim. an 14; 10 juin 1807; 3 fév. et 15 juin 1813; 7 août 1815. — Mais la loi nouvelle sur la contrainte par corps, du 17 avril 1832, est venue changer la législation sur ce point: elle porte, art. 4, « la contrainte par corps, en matière de commerce, ne pourra être prononcée contre les débiteurs qui auront atteint leur soixante-dixième année. »

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 8 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

## APPROBATION D'ÉCRITURE. — CAUTIONNEMENT.

La déclaration de 1733, qui exige que les billets ou promesses sous seing privé soient écrits par celui qui les a signés, ou du moins qu'ils soient revêtus d'un bon ou un approuvé de sa main, portant en toutes lettres la somme, n'est point applicable aux cautionnements (1).

(Gervais — C. Fourgonnet.)

En 1788, le cit. Gervais constitua, au profit du sieur Fourgonnet, 140 liv. de rente viagère.

Sur la grosse du contrat se trouve un acte sous seing privé écrit en entier de la main du cit. Gervais, et par lequel la dame Gervais s'oblige solidairement au service de la rente.

Le cit. Gervais est décédé, et Fourgonnet a réclamé contre sa veuve les arrérages de la rente.

— La veuve Gervais s'est refusée en paiement, en disant que son obligation n'était pas revêtue des formalités prescrites par l'ordonn. de 1733, c'est-à-dire, qu'elle n'était point écrite en entier de sa main, ou qu'à défaut d'écriture, elle n'a pas mis elle-même : *Bon pour la somme de...*

Jugement de première instance, qui, rejetant la défense de la veuve Gervais, la condamne au service de la rente.

Appel de la part de la veuve Gervais. — On disait pour elle, en rappelant la déclaration de 1733, que son obligation était un acte sous seing privé; qu'il n'était pas écrit de sa main; qu'elle n'avait point approuvé, en toutes lettres, le montant de l'obligation; qu'elle n'avait fait qu'apposer sa signature; que de tout cela il résultait que le vœu de la déclaration de 1733 n'était pas rempli; et que la nullité de l'obligation en était la conséquence inévitable.

On répondait pour l'intimé, que la déclaration de 1733 n'avait en vue que les billets ou promesses; qu'il s'agissait d'une obligation solidaire, qui ne pouvait pas être écrite par les deux co-obligés.

Le commissaire du gouvernement a fait remarquer, que la déclaration de 1733 ne regardait que les obligations primitives auxquelles les billets donnaient naissance; qu'elle ne s'appliquait également qu'aux obligations pour lesquelles on avait dû recevoir l'équivalent; que cela résultait évidemment des termes même de la déclaration qui porte: *Voulons néanmoins que celui qui refusera de payer le contenu auxdits billets ou promesses soit tenu d'affirmer qu'il n'en a pas reçu la valeur*; — Que cette disposition ne pouvait regarder le cautionnement; car la caution ne peut recevoir d'équivalent de ce qu'elle donne; et que la veuve Gervais n'était que la caution de son mari; — qu'au surplus la déclaration de 1733 avait pour but, que celui qui s'engagerait, connût la quotité de la somme pour laquelle il s'obligerait; que cette précaution était inutile pour la caution; car, celle-ci accède à une obligation bien con-

nue; la dame Gervais a su, par la grosse du contrat, quelle était la quotité pour laquelle elle contractait; ainsi elle n'avait pas besoin des précautions que la déclaration de 1733 a prises.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs présentés par le commissaire du gouvernement, confirme le jugement de première instance.

Du 8 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Concl., le cit. Mourre, commiss.

## RENTE.—PRESCRIPTION.—ARRÉRAGES.

La prescription de cinq ans, établie par l'art. 71 de l'ordonn. de 1510, en matières d'arrérages de rentes, peut être opposée en appel pour la première fois (2).

(Lainé — C. Durand.)

En l'an 6, Lainé assigne Durand en paiement de vingt-neuf années d'arrérages d'une rente constituée et des intérêts. — Jugement par défaut qui annule la demande.

Appel. — Suivant l'appelant, ce jugement avait contenu à l'ordonn. de 1510, qui dénie toute action pour arrérages remontant à plus de cinq ans.

L'intimé répondait que l'appelant devait s'imputer de n'avoir point comparu pour opposer la prescription des arrérages remontant à plus de cinq ans de la demande, et qu'il n'appartenait pas aux juges de suppléer ce moyen de libération.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, quant à la fin de non-recevoir proposée, que les promesses, offres et paiements faits par Durand et sa femme, ne renferment nullement de leur part un acquiescement à l'universalité des condamnations prononcées contre eux, mais seulement la prestation de ce qu'ils reconnaissent devoir; — Attendu, au fond, qu'on ne peut, suivant la loi, exiger plus de cinq années d'une rente constituée et que les arrérages ne peuvent produire d'intérêts; — Dit mal jugé, etc.

Du 8 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., le cit. Agier. — Concl. conf., le cit. Mourre, commiss. — Pl., les cit. Tripiér et Hureau.

## LÉSION.—VENTE JUDICIAIRE.

Une vente faite en justice n'est pas sujette à rescision pour cause de lésion (3).

(Chardin — C. Jolliot.)

Les héritiers Chardin avaient mis en vente sur licitation une maison indivise entre eux; cette maison fut adjugée à l'audience des criées, au sieur Jolliot.

Depuis, les héritiers Chardin ont demandé la rescision de cette vente pour lésion d'outre moitié.

Mais le 4 vent. an 9, jugement du tribunal de la Seine qui rejette cette demande, « attendu que la vente dont il s'agit a tous les caractères d'une licitation et qu'au surplus le concours de la justice y est intervenu. »

Appel de la part des héritiers Chardin.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la raison de

(1) Sous le Code civil, on décide au contraire que la disposition de l'art. 1326 s'applique au cautionnement aussi bien qu'à l'obligation principale. V. Duranton, t. 13, n° 175; Cass. 18 fév. 1822 et 21 août 1827; Nancy, 9 mars 1818; Orléans, 14 janv. 1828. — Contrà, Paris, 13 mars 1816; Lyon, 12 avr. 1832.

(2) La question ne pourrait plus faire aucune dif-

frulté aujourd'hui, l'art. 2221 du Code civ. disposant que la prescription peut être opposée en tout état de cause, même en appel.

(3) V. Cass. 8 flor. an 7, et la note. — On sait que le Code civil, art. 1684, dispose que la rescision pour lésion n'a pas lieu en toutes ventes qui, d'après la loi, ne peuvent être faites que d'autorité de justice.

refuse à croire qu'un immeuble vendu à l'audience des criées, lieu public pour la vente des immeubles, après publication, adjudication sans quinzaine et à la chaleur des enbrères, n'ait pas été porté à sa valeur réelle; — Dit qu'il a été bien jugé par la cour de première instance; — Ordonne qu'il sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 9 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — *Pl.*, les cit. Paupelin et Gicquel.

## DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE.

— BÉNÉFICE DE COMPÉTENCE.

*La donation faite en faveur d'un mariage n'est pas sujette au bénéfice de compétence comme les donations ordinaires (1).*

(Veissenbruch — C. Offen.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que, dans l'espèce, il ne s'agit pas d'une donation pure et simple, mais d'une dot constituée par une tante à sa nièce en faveur de son mariage avec Mayer-Offen, et que c'est sur la foi de cette dot que l'union a été contractée; d'où il suit que les lois invoquées sur le bénéfice de la compétence, ne sont pas applicables au cas particulier; — Attendu qu'il est de principe que, dans les contrats de bonne foi, les parties intéressées sont fondées à demander des sûretés pour leur exécution, lorsqu'il y a cause légitime, d'après la loi 41, ff. de *Judiciis*;

Attendu que la diminution notable de Louise-Frédérique-Christine Weissenbruch (2), le long retard qu'elle a mis à satisfaire à ses obligations et sa résistance actuelle, sont autant de motifs légitimes de mettre Offen et son épouse dans le cas d'assurer l'effet de leur créance; — Reçoit l'appel incident de Mayer-Offen et de son épouse; — Condamne Louise-Frédérique-Christine Weissenbruch à donner caution ou hypothèque; — Et confirme le jugement de première instance pour ce surplus.

Du 9 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

## PARTAGE. — ESTIMATION.

*Sous l'empire de la coutume de Paris, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un partage entre majeurs fût précédé d'une estimation des biens immeubles indivis (3).*

(Lamarre — C. Caqueray.)

Le 15 mai 1783, les frères de Lamarre partagèrent avec la dame de Caqueray, leur sœur, une succession qui leur était échue. Le partage fut constaté par acte sous seing privé.

La dame de Caqueray poursuivait par la suite la nullité de ce partage sur le fondement qu'à l'époque de ce partage elle était mineure, qu'ainsi il ne pouvait alors être fait avec elle, aucun par-

tage amiable et sous seing privé. Elle se fondait, d'ailleurs, sur ce que ce partage n'avait pas été précédé d'une estimation par experts des biens de la succession.

Par jugement du tribunal de première instance de Paris, en date du 9 mess. an 9, le partage fut annulé.

Appel de la part des frères de Lamarre, qui établirent que la dame de Caqueray était non recevable à exciper de sa minorité lors du partage; et touchant le défaut d'estimation des biens, que la dame de Caqueray présentait comme une cause de nullité de partage, on soutient qu'il n'y avait ni ordonnance, ni loi, ni jurisprudence, qui eût étendu au droit français la disposition des lois 52, § dernier, ff. *Famil. erciscund.*, et 3, C. *Comm. divid.*, qui prescrivait cette estimation; même dans le cas où les majeurs voulaient procéder à un partage amiable.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1<sup>o</sup> que le partage dont il s'agit doit être considéré comme fait entre majeurs;

2<sup>o</sup> Qu'aucune loi n'a restreint les majeurs à faire l'évaluation des biens qu'ils partagent; dit qu'il a été mal jugé; au principal, tient pour reconnues les signatures apposées au bas de l'acte de partage du 15 mai 1783.

Du 13 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris.

## 1<sup>o</sup> ACQUÊTS. — COUTUME DU HAINAUT. —

ALIÉNATION.

## 2<sup>o</sup> GARANTIE. — ACTION RÉELLE. — COUTUME DU HAINAUT.

1<sup>o</sup> Sous l'empire de la coutume du Hainaut, les acquêts, ou la différence des biens patrimoniaux, étaient valablement aliénés sans l'intervention des familles.

2<sup>o</sup> L'exception de garantie, en Hainaut comme ailleurs, peut être proposée, depuis l'établissement du nouvel ordre des juridictions, devant le tribunal saisi de la demande en revendication. — S'il en était autrement, sous l'ancien ordre des juridictions locales de cette province, c'est que les juges des actions réelles n'étaient pas en même temps juges des actions personnelles.

(Delhaye — C. Drossart.)

Du 14 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — *Concl.*, le cit. Tarte, subst. — *Pl.*, les cit. Falder et Truffart.

## CESSION. — GARANTIE. — SOLVABILITÉ. —

DISCUSSION. — FAIT DU PRINCE OU DE LA LOI.

Sous l'ancien droit, le cédant qui avait promis la garantie de fait, n'était pas tenu de garantir la solvabilité future du débiteur cédé (4). Dans tous les cas, le cédant tenu de l'insolvabilité

(4) Cette solution est conforme à l'art. 1695, Code civil, aux termes duquel la promesse de garantie de la solvabilité du débiteur, ne s'entend que de la solvabilité actuelle, et ne s'étend pas au temps à venir, si le cédant ne l'a expressément stipulé. — Telle était aussi sous l'ancien droit l'opinion de Pothier, de la Vente, n<sup>o</sup> 562, qui en donne pour motif que la chose vendue doit être aux risques de l'acheteur depuis le contrat; à moins qu'en ne convienne formellement du contraire. *Sic Merlin, Répert.*, v<sup>o</sup> Garantie des ventes; Loyseau, *Traité de la Garantie des ventes*, ch. 3, n<sup>o</sup> 43; Bourjon, liv. 3, tit. 3, sect. 3, n<sup>o</sup> 13 et 14. — Le vendeur, dit ce dernier, auteur, doit la garantie que la créance était due non qu'elle était bonne. — V. aussi Teulier, t. 14, n<sup>o</sup> 273; Duvergier, de la Vente, n<sup>o</sup> 261.

(1) Ce bénéfice consistait pour le donateur, à n'être jamais tenu au delà de ses facultés; le donataire devait lui laisser de quoi subsister. Introduit par les lois romaines, le bénéfice de compétence a été depuis longtemps abrégé en France: V. Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> Dot, § 5, n<sup>o</sup> 8; Teulier, t. 14, n<sup>o</sup> 141; Tessier, de la Dot, t. 1<sup>er</sup>, p. 171.

(2) La tante des époux, qui leur avait constitué en dot une somme de 21,000 fr., produisant intérêt jusqu'au remboursement.

(3) C'est un point résolu dans le même sens, par l'art. 819, Code civil. — Mais, avant le Code, il en était autrement, du moins dans les pays de droit écrit, ainsi que l'atteste Lebrun, *Traité des successions*, ch. des Partages, n<sup>o</sup> 26 et 41, en se fondant sur la disposition de la loi 52, § ult., ff. *familia erciscunda*.

bilité future ne pouvait être poursuivie qu'après discussion (1).

Le cédant ou vendeur n'est pas garant du fait du prince ou de la loi (3).

(Gérard — C. Jobelot.)

Par acte du 1<sup>er</sup> août 1789, les époux Gérard ont cédé à la cit. Jobelot une rente à eux due solidairement par les deux frères Bullet. L'acte portait que cette cession était faite avec garantie de fait et de droit.

En 1794, l'un des deux frères Bullet, débiteur de la rente, émigra. La cit. Jobelot déposa alors son contrat de rente au secrétariat du district, conformément aux lois des 2 sept. 1792 et 13 janv. 1793, pour obtenir la liquidation de sa créance; mais n'ayant pas fait faire cette liquidation dans le délai prescrit, elle n'eut plus, aux termes de ces lois, aucune solidarité à prétendre contre la république. En cet état de choses, et après avoir inutilement demandé sa collocation sur le prix d'une maison appartenant aux frères Bullet et hypothéquée à la sûreté de la rente, elle forma une action contre les époux Gérard pour les faire condamner à la garantir de l'insolvabilité du débiteur de la rente par eux cédée.

23 germ. an 9, jugement par défaut du tribunal de Vesoul, qui reçoit cette demande et condamne en conséquence les époux Gérard à garantir la cit. Jobelot.

Appel de la part de ces derniers, qui soutiennent 1<sup>o</sup> qu'en promettant à leur cessionnaire garantie de fait et de droit, ils n'ont entendu garantir que la solvabilité actuelle des débiteurs de la rente, et non pas leur solvabilité future; 2<sup>o</sup> qu'en supposant que cette solvabilité future eût été garantie, la cit. Jobelot ne serait recevable à recourir contre eux qu'après avoir régulièrement et complètement discuté le débiteur principal; 3<sup>o</sup> enfin, que, dans tous les cas, la garantie stipulée ne pourrait jamais s'étendre jusqu'à celle des faits qui résultent de la force même de la loi; par exemple, de la privation de la solidarité dont la république représentant un des deux frères émigrés, se trouvait dégagée envers la cit. Jobelot.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu la loi 4, ff. de *Hered. vel act. vend.*, ainsi conçue: *Si nomen sit distractum, Celsus (libro nono digestorum) scribit, locupletem esse debitorem non debere praestari; debitorem autem praestari esse, nisi aliud conveniat*; les lois 6 et 11, ff. de *Evict.*: *Si fundus venierit ex consuetudine ejus regionis in qua negotium gestum est, pro evictione cavere oportet. — Lucius Titius pradia in Germania trans Rhenum emit, et partem pretii intulit: cum in residuum quantitatem heredes emptoris conveniretur, quaestionem ratulit, dicens has possessiones ex praeepto principali partim distractas, veteranis in praemia assignatas; quaro an hujus rei periculum ad venditorem pertinere possit? Paulus respondit futuros easus evictionis, post contractam emptionem, ad venditorem non pertinere*; la loi 38, § 18, ff. de *Verb. obl.*: *In stipulationibus eum quaeritur quid actum sit, verba contra stipulatorem interpretanda sunt*; — Considé-

rant, sur la première question, qu'aux termes de la loi 4, ff. de *Hered. vel act. vend.*, le cédant n'est pas tenu de garantir la solvabilité de son débiteur, à moins que cela ne soit convenu; d'où il résulte que, s'il n'y a pas de convention à cet égard, le cédant n'est pas même tenu de la solvabilité du débiteur à l'époque de la cession; que les événements futurs ne sont pas à la charge du vendeur, suivant la loi 11, ff. de *Evict.*; d'où il suit que l'obligation même de garantir la solvabilité du débiteur ne doit s'entendre que de la présente et non de la future, et qu'il faut pour celle-ci une stipulation expresse; que, conformément à ces principes, on distingue dans l'usage, usage consacré par la jurisprudence, la garantie simple qui porte sur la solvabilité du débiteur à l'époque de la cession, de la garantie avec promesse de fournir et faire valoir, qui porte sur la solvabilité future et rend le cédant caution solidaire des débiteurs, et que la loi 6, ff. de *Evict.*, veut qu'en matière de garantie, on se conforme aux usages des différents pays; que l'acte du 1<sup>er</sup> août 1789 n'énonce qu'une garantie de droit et de fait sans caractériser d'ailleurs celle-ci; que, dans le doute, la clause doit être prise dans son sens le plus étroit et interprétée contre l'intimé qui dicit la convention, suivant la loi 38, § 18, ff. de *Verb. obl.*; qu'à l'époque de la cession, les débiteurs de la rente étaient solvables, puisque l'immeuble qui lui servait d'hypothèque a été vendu postérieurement 70,400 liv., et qu'il n'existait de créances antérieures à celles de l'intimé que pour 46,689 liv., comme cela est prouvé par le procès-verbal d'ordre;

Considérant, sur la seconde question, que, dans le cas même où le cédant se trouve obligé à la garantie de la solvabilité future, l'action que le cessionnaire peut avoir contre lui n'est que subsidiaire et ne peut être exercée qu'après la discussion des biens du débiteur; que, d'ailleurs l'intimé n'a pas fait faire la liquidation de sa créance envers la république, qui était au droit de l'abbé Bullet, l'un des débiteurs solidaires;

Considérant, sur la troisième question, qu'il est de maxime que personne n'est responsable du fait de la loi; que c'est par l'effet de la loi du 1<sup>er</sup> flor. que la république se trouve dégagée de la solidarité envers l'intimé et les autres créanciers qui ne se sont fait liquider que depuis; — Par ces motifs, réforme, etc.

Du 16 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Besançon. — Prés., le cit. Violand. — Rapp., le cit. Bonnot. — Pl., les cit. Rougeron et Guillaume.

RENTE.—TAUX.—PRESCRIPTION.

Bien qu'une rente ait été acquittée pendant plusieurs années, mais toutefois pendant moins de trente ans, à un taux inférieur à celui stipulé par l'acte constitutif, le créancier conserve le droit d'en demander le paiement sur le pied du contrat. — Ce n'est pas le cas d'appliquer les lois romaines qui, en matière de prêt, présument la renonciation tacite aux taux du contrat par la réception des intérêts à un taux inférieur pendant moins de trente ans (3).

(1) F. dans le même sens, Turin, 7 mars 1810. — Mais il en serait autrement suivant Lousse, de la Garantie des rentes, ch. 8, n° 2 et suiv., si le cédant avait promis de payer lui-même, parce que, par cette promesse, il se constitue non seulement garant, mais encore débiteur direct de la rente.

(2) F. Cass. 25 prair. an 11, et la note.

(3) Cette décision est parfaitement conforme aux principes généraux du droit, et la règle qu'elle con-

sacre serait incontestablement applicable sous l'empire du Code civil. La prescription de cinq ans, établie pour toutes espèces de prestations périodiques, est, en effet, étrangère au cas dont il s'agit, puisque le créancier n'en réclame point, sur les arrérages déjà payés, la différence entre les sommes reçues et celles qu'il aurait dû recevoir d'après le taux fixé par l'acte constitutif. Ce qu'il réclame, c'est le retour, pour l'avenir, aux conditions de cet acte; c'est l'exer-

(Van der Gracht—C. Maclcamp).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant qu'aux termes du contrat constitutif, il est stipulé que la rente se paiera aux taux de trois et demi, pendant les six premières années;—Que les paiements faits pendant les six premières années, ne peuvent tirer à conséquence, puisqu'ils sont le résultat des clauses de l'acte;—Considérant qu'à partir de l'expiration de la sixième année, les paiements ultérieurs ne présentent plus qu'un espace de vingt-sept ans, terme insuffisant pour opérer la prescription;—Considérant que le titre en vertu duquel l'intimé agit, portant création d'une rente constituée, ne peut s'assimiler aux obligations sur prêt à intérêt, dont il est question dans les lois romaines, et ne peut être affaibli dans ses dispositions, que par le laps de temps nécessaire pour opérer la prescription, ou par un aveu du créancier fait *in scientia specifica*;—Considérant que, dans l'espèce présente, les diverses quittances n'énoncent aucunement que les créanciers aient eu une connaissance actuelle, et que ce soit à la vue de l'acte que les paiements aient été faits;—Considérant que les mêmes quittances signées à différentes époques, et par plusieurs personnes qui se sont succédé dans la propriété de la rente, ne rappellent ni le titre constitutif, ni le capital, et sont, pour ainsi dire, des copies les unes des autres;—Confirme, etc.

Du 17 pluv. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—Concl., le cit. Tarte, subst.—Pl., les cit. Barthélemy et de Vleeschouderre.

#### PAPIER-MONNAIE.—PAIEMENT ANTICIPÉ.—ACQUÉREUR.—DOUAIRE

Du 18 pluv. an 10 (off. *Enfantin*).—Trib. d'appel de Paris.—V. ce jugement rapporté avec le jugement de rejet, rendu sur pourvoi en cassation, à la date du 9 vent. an 13.

#### 1<sup>o</sup> ÉMIGRATION.—TIÈRE OPOSITION

##### 2<sup>o</sup> CONCILIATION.—TIÈRE OPOSITION.

#### 1<sup>o</sup> Encors que la nation n'ait figuré dans un

cice d'un droit qui, comme tout autre droit limité par la loi à un moindre temps, ne peut être éteint par le non-usage, qu'autant que ce non-usage n'est prolongé durant trente ans. La seule disposition du Code civil dont on pourrait induire l'application d'un délai plus court, est celle de l'art. 1212, aux termes duquel, le créancier qui reçoit divisément et sans réserve, pendant dix ans consécutifs, la portion de l'un des codébiteurs, dans les arrérages ou intérêts de la dette, perd la solidarité pour les intérêts à échoir et pour le capital lui-même. Mais cet article, qui déroge au droit commun des prescriptions, doit, comme toute disposition exceptionnelle, être renfermé dans l'objet qu'il régit; et l'on conçoit d'ailleurs que les motifs qui ont pu engager la législature à restreindre le temps par lequel serait présumée la renonciation du créancier à la solidarité, ne militent pas avec une égale force pour faire présumer sa renonciation à une partie de la créance elle-même. Dans le premier cas, en effet, il ne perd qu'un des moyens, entre plusieurs, qu'il s'était ménagés pour obtenir son paiement intégral; dans le second cas, la perte qu'il encourrait serait irréparable, et qui est une raison de la subordonner au temps requis pour la prescription la plus longue, surtout en l'absence d'un texte de loi qui la fasse résulter d'un délai plus court. — Le droit romain avait, sur une question analogue à celle-ci, des dispositions qui paraissent la décider dans un sens contraire. Les L. L. 13, ff. 5 et 8, au Code de *Usuris*, présumaient la renonciation du créancier à exiger le service des intérêts suivant le taux convenu, si pen-

procs qu'au nom et comme exerçant les droits de tel émigré dénommé, elle a cependant représenté virtuellement tous émigrés ayant droit à l'objet litigieux.—En conséquence, aucun de ces derniers émigrés ne peut former tierce opposition au jugement rendu avec la nation (1).

#### 2<sup>o</sup> La tierce opposition formée par action principale doit être précédée du préliminaire de conciliation (2).

(Lemuet—C. Lemuet.)

Lemuet avait consenti au profit de la veuve Rénouard, sa sœur, une rente annuelle de 13,135 fr.; Lemuet avait alors cinq enfans, deux garçons et trois filles.—Dans la suite, la veuve Rénouard fit donation à ses deux neveux, Jules et Joseph-Antoine Lemuet, de toute sa fortune, et notamment de la rente de 13,135 fr.—La veuve Rénouard est décédée en 1782.—Plus tard, les demoiselles Lemuet formèrent, contre leur frère Jules, une demande en nullité du contrat de 13,135 fr. de rente, consenti par Lemuet au profit de la veuve Rénouard, sa sœur, et donné par cette dernière à ses neveux. Elles soutenaient ce contrat simulé, et fait dans le dessein d'avantager ses fils, au préjudice de ses filles.—Avant le jugement du procès, Jules Lemuet fut inscrit sur la liste des émigrés, mais l'instance se continua contre la nation représentée par l'administration centrale de l'Aube.—Le tribunal de première instance prononça la nullité du contrat.

Appel de la part du commissaire du gouvernement; mais le 15 pluv. an 6, le jugement fut confirmé.

De son côté, Joseph-Antoine Lemuet avait été porté sur la liste des émigrés; ayant obtenu sa radiation, il forma tierce opposition au jugement du 15 pluv. an 6.

Il la fonda sur le principe que celui qui n'a pas été appelé dans une instance, où il aurait dû l'être, a le droit de former tierce opposition au jugement intervenu: partant de là, il dit, ce qui était vrai, que la veuve Rénouard avait donné, entre autres biens, à lui et son frère Jules, le

dant un certain nombre d'années, *per certos annos*, il avait consenti à les recevoir suivant un taux inférieur. Les interprètes avaient appliqué au délai laissé indéterminé par les lois précitées, les ans le terme de trois ans, les autres celui de dix ou vingt ans (V. Godefroy, sur la L. 5, Cod. de *Usuris*); mais tous étaient d'accord pour reconnaître que ce délai, quel qu'il fût, ne s'appliquait pas aux arrérages des rentes. L'aliénation du capital que suppose toute constitution de rente, à la différence du simple prêt, rend en effet la cause du créancier beaucoup plus favorable en matière d'arrérages qu'en matière d'intérêts proprement dits. Au surplus, cette différence ne paraît pas avoir été prise en considération par les rédacteurs du Code civil; partant ils placent les intérêts et les arrérages sur la même ligne, et les soumettent à des règles identiques. La décision du jugement que nous recueillons ici devrait donc, sous le Code civil, être étendue au cas où un prêteur à intérêts aurait, pendant moins de trente ans, consenti à recevoir annuellement des intérêts moindres que ceux stipulés: il n'en conserverait pas moins le droit de réclamer, pour l'avenir, le service des intérêts d'après le taux du contrat.

(1) V. sur la fait de représentation des émigrés par l'État et ses conséquences, l'arrêt de Cass. du 22 vent. an 13, et le résumé de jurisprudence qui l'accompagne.

(2) V. sur cette question, Paris, 29 prair. an 10, et la note.

contrat de rente de 13,135 fr.; qu'ainsi cette rente lui appartenait pour moitié; que pour obtenir la nullité pour le tout, il fallait s'adresser également à lui (Joseph-Antoine), ce que l'on n'avait pas fait; — Que l'instance avait été poursuivie contre Jules seul, qui n'était propriétaire que de la moitié de la rente; que l'on n'avait pas pu prononcer avec lui sur la totalité; qu'il fallait donc l'appeler aussi (lui Joseph-Antoine).

Les demoiselles Lemuet opposent que celui qui a été partie dans un jugement, ou valablement représenté, ne peut plus l'attaquer par voie de tierce-opposition; que Joseph-Antoine Lemuet, lors de l'instance, était inscrit sur la liste des émigrés, et que par conséquent la nation était à ses droits; or, la nation était en cause; elle avait défendu non seulement les intérêts de Jules, attaqué personnellement, mais encore ceux de Joseph-Antoine. — Elles ajoutaient que le demandeur était non recevable pour n'avoir pas fait précéder la tierce-opposition du préliminaire de la conciliation.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Attendu 1° qu'une tierce-opposition à un jugement est une demande principale qui doit être précédée de la tentative de la conciliation régulièrement formée;

2° Que pendant son absence Joseph-Antoine Lemuet a été légalement représenté et défendu par la nation, étant alors à ses droits; — 3° Que l'arrêté qui raye ledit Joseph-Antoine Lemuet de la liste des émigrés, ne fait que le subroger aux droits de la nation, et lui impose l'obligation de prendre les choses dans l'état où elles se trouvent; — Déclare nulle, irrégulière, et de nul effet, la tierce-opposition.

Du 21 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

## BILLET À ORDRE.—COMPÉTENCE.

*Le billet à ordre causé valeur reçue comptant, souscrit par un individu non négociant, ne rend pas le souscripteur justiciable des tribunaux du commerce (1).*

(Ingels—C. Mine.)

Ingels, artisan à Gand, avait souscrit, au profit du sieur Bock, un billet à ordre causé valeur reçue comptant. — À défaut de paiement lors de l'échéance, il est assigné par le sieur Mine, boncher, à l'ordre duquel l'effet avait été endossé, devant le tribunal de commerce de Gand. — Là, il oppose l'incompétence par le motif qu'il n'est point négociant, et qu'il n'a fait d'ailleurs aucun acte de commerce puisque le billet est causé valeur reçue comptant, ce qui exclut toute idée d'opérations commerciales. — Mine soutient au contraire que celui qui a souscrit un billet à ordre est de plein droit, et, par cela seul, justiciable des tribunaux de commerce. — Jugement par lequel le tribunal se déclare compétent et prononce la condamnation demandée.

Appel par Ingels.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Attendu qu'aux termes du tit. 12 de l'ordonn. de 1673, les juges consuls, remplacés par les tribunaux de commerce, ne connaissent que des différends entre marchands et marchands, et pour fait de leur commerce seulement; — Attendu que le recouvrement d'un billet fait par un marchand ou artisan pour cause

étrangère à son commerce ou à ses entreprises ne peut, d'après les dispositions de ladite ordonnance, être poursuivi devant les tribunaux de commerce; — Attendu qu'il n'est nullement établi que le billet à ordre dont s'agit ait été causé pour fait de marchandise, et qu'il est seulement stipulé valeur reçue; — Par ces motifs, — Dit qu'il a été incomplètement jugé, et renvoie la cause devant les juges qui doivent en connaître.

Du 21 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

## ÉMIGRATION.—DÉLAIS.—ACTE SOUS

SEING PRIVÉ.

*Les délais fixés par un contrat pour l'accomplissement des charges imposées à chacune des parties, n'ont pas couru pendant toute la durée de l'inscription sur la liste des émigrés de l'une des parties, bien que cette partie ait été plus tard rayée de la liste, et conséquemment reconnue mal à propos inscrite.*

*La nullité prononcée par la loi du 14 août 1792, des actes sous seing privé et sans date certaine, consentis par les émigrés, n'est applicable qu'aux actes onéreux à l'émigré (2).*

(Leriche—C. Gontard.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Attendu que le tribunal de Mantes s'est mal à propos déclaré incompétent; et faisant ce que les premiers juges auraient dû faire; — Attendu la radiation de Leriche, qui équivaut à la reconnaissance qu'il a été injustement placé sur la liste; — Attendu l'existence du contrat de 1791, dont l'exécution est une conséquence nécessaire; — Attendu quesi Leriche n'a pas rempli les charges à lui imposées, on ne peut lui en imputer la faute; — Attendu d'ailleurs qu'il a suffisamment manifesté l'intention de les remplir par les travaux qu'il avait commencés et les matériaux qu'il avait fait préparer et amener; — Attendu que Gontard ne peut reprocher à Leriche le non-paiement de 600 fr., dus chaque année pour le prix de la jouissance de la forêt dont il jouissait lui-même; — Attendu que Gontard a pu requérir lui-même la passation de l'acte devant notaire;

Attendu qu'on le reproche que l'acte n'a pas de date certaine, et qu'ainsi il doit être déclaré nul, d'après la loi du mois d'août 1792, n'est pas fondé, parce que cette nullité n'est relative qu'aux contrats onéreux à l'émigré, aux droits duquel venait la nation; — Dit que l'acte du... 1791, sera exécuté selon sa forme et teneur; ordonne, en conséquence, que Leriche sera remis en possession et jouissance de la forêt dont il s'agit; ordonne, en outre, que les fruits perçus pendant la non-jouissance de Leriche, lui seront restitués, sauf à lui à faire état du prix qu'il aurait dû payer chaque année.

Du 22 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect. — *Prés.*, le cit. Agier. — *Pl.*, le cit. Ardenne.

## DOT.—RESTITUTION.—PAPIER-MONNAIE.

*L'art. 15 de la loi du 16 niv. an 6, qui oblige le mari à restituer sans réduction la dot qu'il a dû recevoir en numéraire, n'est point applicable, si le mari l'a reçue en assignats et que, sans aucune négligence, il n'ait pu s'en faire payer avant l'établissement du papier-monnaie (3).*

des signatures d'individus négociants (article 637).

(2) V. anal. en ce sens, Cass. 20 fruct. an 11, et la note; 15 vent. an 12.

(3) V. conf., Cass. 1<sup>er</sup> vent. an 10; 20 janv. 1807, et la note sur ce dernier arrêt.

(1) D'après l'art. 636 du Code comm., le signataire non commerçant d'un billet à ordre n'est aussi justiciable des tribunaux de commerce que si ce billet a pour cause une opération commerciale; à moins cependant que le billet ne porte en même temps



(N...—C. N...)

Du 23 pluv. an 10.—Trib. d'appel de Bordeaux.

## COMPROMIS.—DIVORCE.

Un compromis sur un divorce est nul, d'une nullité absolue et d'ordre public. (L. 16-21 août 1790, tit. 1<sup>er</sup>, art. 2; 20 sept. 1792; Cod. proc. civ., art. 1004, anal.) (1)

(La dame Ninette—C. son mari).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 2, du tit. 1<sup>er</sup> de la loi du 16 août 1790, sur l'organisation judiciaire, ainsi conçu: «Toutes personnes ayant le libre exercice de leurs droits et de leurs actions, pourront nommer un ou plusieurs arbitres pour prononcer sur leurs intérêts privés dans tous les cas et en toute matière, sans exception; n—Et attendu qu'une femme en puissance de mari n'a pas le libre exercice de ses droits et actions; que le divorce qui opère la dissolution du mariage est, comme le mariage, un acte public qui intéresse la société, et ne peut avoir lieu sans le concours de la puissance publique; que la demande en divorce est une question d'état d'autant plus importante, que tout l'intérêt des familles et de la société se rapporte sur cette demande, puisque si le divorce est admis par le tribunal, la prononciation ne doit plus souffrir de difficulté; qu'une pareille demande, sur laquelle le commissaire du gouvernement, qui veille pour l'intérêt des familles et de la société entière, doit être entendu, ne peut valablement être jugée que par les tribunaux, ministres de la loi et de la puissance publique; —Dit qu'il a été mal jugé par les jugemens dont est appel; émettant, déclare nulle la décision arbitrale dont il s'agit, ensemble ce qui l'a précédée et suivie.

Du 24 pluv. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

## ENFANT NATUREL.—SUCCESSION.—ACTION HÉRÉDITAIRE.

Les enfans naturels se portant héritiers de leur père, ont qualité suffisante pour poursuivre les débiteurs de la succession.—Ils ne sont pas tenus de se faire reconnaître, au préalable, par les parens du défunt qu'ils excluent (2).

(Les enfans Moulinier—C. la dame St-Sauveur.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que les appelans justifient d'un acte légal, par lequel feu Jean-Charles Moulinier les reconnaît pour ses enfans naturels; que ceux qui, sans les appelans, se valent les héritiers du sang, ne réclament point; —Dit qu'il a été mal jugé;—Faisant droit au principal, leur délivre aux appelans de la somme de 10,000 fr. légués à leur père par feu Mathurin Thomas, père de la dame Raymond-Saint-Sauveur, suivant son testament, etc.

Du 25 pluv. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

(1) P. en ce sens, Cass. 6 pluv. an 11, et la note.

(2) P. dans cette affaire, le jugement rendu par le tribunal de cassation, le 17 prair. an 11, sur le pourvoi de la dame Saint-Sauveur.

(3) L'art. 853 du Code civil, a établi une fiction d'après laquelle chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement aux objets compris dans son lot en à lui échus sur licitation; d'où il résulte que chaque cohéritier reçoit les immeubles qui forment son lot, affranchis des hypothèques consen-

## PARTAGE.—VENTE DE DROITS SUCCESSIFS.—HYPOTHEQUE.

Tout premier acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre plusieurs copropriétaires, doit être regardé comme un partage, quelle que soit d'ailleurs la qualification qui lui a été donnée par les parties.—Ainsi, la vente de droits successifs, faite par un héritier à ses cohéritiers, affranchit les immeubles dépendant de la succession de toute hypothèque du chef du cédant (3).

(Come—C. Cappé.)

Le 1<sup>er</sup> niv. an 6, Come vend à ses sœurs le quart indivis qui lui revient dans la succession de ses père et mère, moyennant 1,500 fr.—Le cit. Cappé, porteur d'un jugement antérieur qui condamnait Come à lui payer 6,000 fr., forme aussitôt opposition au bureau des hypothèques, et quelque temps après, il assigna les sœurs Come devant le tribunal pour s'entendre condamner, en leur qualité d'acquéreur, à lui rembourser sa créance, ou à délaisser les immeubles.—Jugement qui admet l'action hypothécaire de Cappé, et lui adjuge ses conclusions.

Appel de la part des demoiselles Come.—Elles le fondaient sur ce que l'acte du 1<sup>er</sup> niv. an 6, quoique qualifié vente, n'était néanmoins qu'un partage puisqu'il n'avait eu d'autre but que de mettre un terme à l'indivision de la succession commune.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que tout premier acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre plusieurs copropriétaires, doit être regardé comme un partage, quelle que soit d'ailleurs la qualification que les parties lui donnent; —Attendu que la conséquence et les effets de ce principe doivent s'appliquer à l'acte de cession souscrit le 1<sup>er</sup> niv., par le cit. Come, au profit de ses sœurs, qu'ainsi l'hypothèque du cit. Cappé, sur la portion indivise de son débiteur, dans les héritages de la succession, n'a pu avoir d'existence au delà du droit de ce dernier sur ces héritages mêmes; et que les sommes mobilières, dues encore aujourd'hui au cit. Come, pour prix de la cession faite, sont les seules valeurs réellement assujéties au paiement de ce que son créancier réclame;—Infirmer,—Débout Cappé de son action hypothécaire contre les sœurs Come.

Du 25 pluv. an 10.—Trib. d'appel de Bordeaux.

## FAILLI.—OUVERTURE.—LETTRE CIRCULAIRE.

Lorsque, par lettre circulaire, un négociant annonce à ses créanciers qu'il cesse tout paiement, et que ses créanciers lui accordent un terme, il y a faillite ouverte du jour de la lettre, encore qu'il continue son commerce (4).

(Les créanciers du sieur B...)

Le 28 niv. an 6, le sieur B... écrit à ses créanciers que deux jours auparavant il a eu le malheur d'être volé, que cet événement le met dans l'impossibilité de les payer présentement. Il de-

ties par ses cohéritiers. Mais cette fiction est-elle applicable lorsque l'indivision n'a cessé, comme dans l'espèce, qu'à l'égard de quelques-uns des cohéritiers, ou bien au contraire doit-elle être restreinte au cas où, par suite de l'acte intervenu, l'indivision a cessé à l'égard de tous les cohéritiers? La jurisprudence de la Cour de cassation s'est prononcée constamment dans ce dernier sens. P. Cass. 13 août 1838, et la note.

(4) P. dans le même sens, Cass. 13 nov. 1836 et la note. •

mande un terme de neuf mois, qui lui fut accordé par plusieurs : il continue son commerce. — Pendant les mois de therm., fruct. an 6, vend. et brum. an 7, plusieurs créanciers de B... acquièrent hypothèque sur ses biens, soit par des actes notariés, soit par des jugemens, et ils les firent inscrire.

Le 7 therm. an 7, faillite de B... qui dépose son bilan et remplit toutes les formalités. — Ses immeubles sont vendus, et alors s'élève une contestation entre les créanciers qui ont acquis hypothèque depuis le 28 niv. an 6, et les créanciers chirographaires; les uns prétendent être colloqués par ordre d'hypothèque à la date de leur inscription; les autres soutiennent, au contraire, qu'ils doivent venir par contribution avec eux, au marc le franc. — Le 29 prair. an 9, jugement du tribunal de la Seine, qui accueille la prétention des créanciers chirographaires, et ordonne que le prix des immeubles sera distribué au marc la livre entre tous les créanciers.

Appel par les créanciers hypothécaires. — Toute la difficulté de la cause a-t-on dit pour les appelans, est de fixer l'époque où la faillite du cit. B... a été ouverte. Si on doit la dater du 28 niv. an 6, nul doute que les créanciers hypothécaires soient mal fondés; si, au contraire, comme on va le démontrer, elle ne date que du 7 therm. an 7, les créanciers chirographaires ne peuvent être écoutés dans leurs prétentions. — La faillite est un défaut de paiement; son premier effet est de déposséder le failli de tous ses biens; son second effet est l'union des créanciers pour partager les biens de leur débiteur au marc le franc. — Ici rien de tout cela. — Si B... n'a point payé en niv. an 6, c'est que ses créanciers lui ont accordé un terme; ainsi sous ce premier rapport il n'y a point eu de faillite, car il n'y a point eu défaut de paiement, attendu le consentement des créanciers de ne point toucher. — Il n'y a point eu de contrat d'union. — Enfin B... n'a point été dépossédé de ses biens; il a continué son commerce. Son journal offre des négociations continues, soit avec ses créanciers, soit avec d'autres négocians. — De tout cela il résulte évidemment qu'il n'y a pas eu de faillite le 28 niv. an 6, et par conséquent B... a pu valablement hypothéquer ses biens depuis cette époque.

Pour qu'il y ait faillite, a-t-on répondu pour les intimés, il suffit qu'il y ait défaut, cessation de paiement; les créanciers n'ont accordé de terme que parce qu'il y avait impossibilité de les payer; c'est sur l'aveu même de leur débiteur qu'ils ont accordé le temps qu'il leur demandait. — Inutilement on oppose que B... a continué ses opérations commerciales; il n'a pu le faire que parce que ses créanciers le lui permettaient. — Enfin B... a avoué lui-même son impuissance de payer; c'est bien là une preuve sans réplique de la faillite; B... a fait cet aveu le 28 niv. an 6. C'est donc à cette époque que remonte sa faillite; et les hypothèques qu'il a consenties depuis sont nulles, comme ayant été données par un débiteur en faillite.

## JUGEMENT.

LA TRIBUNAL; — Faisant droit sur l'appel interjeté par Guigard, David et compagnie, d'un jugement rendu au tribunal civil du département de la Seine, le 29 prair. dernier; adoptant les motifs exprimés au jugement dont est appel; — Dit qu'il a été bien jugé par icelui, mal

et sans grief appelé; en conséquence; — Ordonne qu'il sera exécuté.

Du 26 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Paris — 2<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Treillard. — Pl., les cit. Chabroud et Delabaye.

## CONTRAINTE PAR CORPS. — DIRECTEUR DE THÉÂTRE. — BILLET À ORDRER. — COMPÉTENCE.

Un directeur de spectacle n'est pas, à raison de sa qualité, justiciable des tribunaux de commerce et contraignable par corps pour le paiement des billets par lui souscrits. (Ord. 1673.) (1)

(Sageret — C. ses Créanciers.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Reçoit l'appel de la première disposition du jugement rendu par le tribunal de commerce, le...; faisant droit sur icelui, dit qu'il a été bien appelé, mal jugé par icelle, en ce que le tribunal s'est déclaré compétent; déclare le tribunal de commerce incompétent pour connaître du paiement des billets à ordre dont il s'agit; en conséquence, déclare nulle la deuxième disposition du même jugement qui s'est prononcée sur le fond, et tout ce qui a suivi le jugement de compétence.

Du 26 pluv. an 10. — Tribunal d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

## AVARIES. — CONSTATATION. — FRET.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1681, les consignataires des chargeurs ne pouvaient refuser, pour cause d'avaries, le paiement du fret dû au capitaine, qu'autant qu'ils avaient fait constater ces avaries par une protestation écrite. (Ord. 1681, liv. 1<sup>er</sup>, tit. 12, art. 5.) (2)

(Lombaerts et Heyder — C. Dormol.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le refus fait par les appelans d'acquitter le fret dont s'agit, est motivé sur des avaries arrivées à une partie des marchandises; — Attendu que ces avaries n'ont pu se constater que par une protestation faite selon le prescrit de l'art. 5 du tit. 12 du liv. 1<sup>er</sup> de l'ordonn. de la marine de 1681; — Attendu qu'il ne conste d'un protêt de la part des appelans, que par le certificat du notaire Schepers, sous la date du 11 fruct. an 9, et duquel il ne résulte autre chose, sinon qu'il y aurait eu une protestation verbalement faite, le 8 therm. précédent; — Attendu que cette protestation a dû se faire par écrit, puisque aux termes de l'article suivant de la dite ordonnance, elle sert de point de départ pour fixer le délai d'un mois, dans lequel l'action doit s'intervertir ensuite de la protestation, faute de quoi la protestation reste sans effet; — Attendu que le défaut d'une protestation faite au vœu de la loi, a vicié toutes les poursuites faites contre le capitaine, et que rien ne peut autoriser, dans l'état de la cause, le refus du paiement du fret; — Confirme, etc.

Du 28 pluv. an 10. — Tribunal d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

## VENTE A FONDS PERDU. — NULLITÉ. — DIVISIBILITÉ.

Sous l'empire de la loi du 4 germ. an 8, les ventes à fonds perdu au profit d'un successeur, ne sont pas nulles pour le tout, comme

(1) La question est aujourd'hui formellement tranchée en sens contraire par l'art. 632 du Code de commerce.

(2) Les dispositions de l'ordonn. de 1681 sur ce point, ont été reproduites par les art. 435 et 436 du Code de comm.

elles l'étaient sous la loi du 17 niv. an 2; si les sont seulement réductibles à la quotité disponible. (LL. 17 niv. an 2, art. 26; 4 germ. an 8.) (1)

(Petit-d'Osserville—C. Bassinet.)

Le 2 flor. an 8, Marie-Catherine Alleneume vendit au profit du cit. Petit-d'Osserville, l'un de ceux qui étaient appelés à lui succéder, des portions auxquelles elle avait droit, dans un moulin situé commune de Chartres, sur la rivière d'Eure, moyennant une pension viagère de 380 fr., plus une pièce de vin. — La vendeuse était âgée de 78 ans; elle était infirme, et le notaire qui reçut l'acte se transporta dans son domicile. — Elle céda le 7 du même mois, cinq jours après la vente dont il s'agit.

Le cit. François Bassinet et Marie-Jeanne Voisin son épouse, se prétendant héritiers pour moitié de la ligne paternelle de la défunte, attaquèrent l'acte du 2 flor. an 8, comme contraire aux dispositions formelles de l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, qui prohibe les ventes à fonds perdu, au profit des successibles, sans l'intervention des cohéritiers au même degré, et en demandèrent la nullité.

Le cit. Petit-d'Osserville répondit que la prohibition dont argumentaient Bassinet et consorts était liée au système d'égalité parfaite entre les copartageans, que la loi du 17 niv. avait introduite; qu'elle n'avait évidemment pour objet que d'empêcher les avantages indirects que l'on masquerait sous l'apparence d'actes commutatifs, et de dispositions à titre onéreux; mais que la loi 4 germ. an 8 ayant rendu aux donateurs et testateurs la liberté de disposer de leur fortune dans des proportions plus grandes, et ayant appelé les successibles eux-mêmes à cumuler les libéralités avec la portion qu'ils recueillaient dans les biens assignés aux héritiers du sang, la prohibition dont le cit. Bassinet et sa femme se faisaient un moyen, avait cessé par la même d'exister, puisqu'elle était devenue sans objet. Qu'en effet, dès que l'un des successibles pouvait recevoir, à titre de legs, partie de l'hérédité dont la loi permet à chaque citoyen de disposer, les cohéritiers cessaient d'avoir le droit de critiquer une aliénation faite à fonds perdu au profit d'un cohéritier, lorsque (comme dans l'espèce) l'objet aliéné n'excédait pas la quotité disponible, parce que, qui peut plus, peut moins; et qu'un acte de cette nature ne pouvant qu'être une donation, lorsqu'il n'est pas un acte commutatif sérieux, les cohéritiers d'un successible n'ont aucune espèce de droit pour l'attaquer.

26 mess. an 9, Jugement du tribunal de Chartres qui repousse la demande de Bassinet et de sa femme.

Appel de la part de ces derniers.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les donations à charge de rentes viagères ou ventes à fonds perdu, au profit des héritiers présomptifs, n'ont jamais été prohibées que dans les mêmes termes que les dispositions directes portées par dona-

tions entre vifs, ou par testament; que la loi du 17 niv. an 2 prohibait indéfiniment les dispositions faites en faveur de l'héritier présomptif, et qu'elle a dû, conséquemment à cette prohibition, annuler tout contrat de rente viagère fait en faveur d'un présomptif héritier, à moins que les parens au même degré n'y eussent consenti; que la loi du 4 germ. an 8 permet, au contraire, ces dispositions jusqu'à une certaine quotité, même pour le tout, lorsque le donateur ne laisse point de cousins germains, ou enfans de cousins germains, et que dès lors, par une conséquence nécessaire, elle autorise, dans les mêmes cas et avec la même étendue, les contrats viagers faits au profit de l'héritier présomptif... Dit qu'il a été bien jugé.

Du 29 pluv. an 10.—Tribunal d'appelle Paris. — 1<sup>re</sup> sect.—Pl., les cit. Benier et Lecacheux.

#### CONTRAINTE PAR CORPS.—JUGEMENT PAR DÉFAUT.—CHOSE JUGÉE.—ACQUIESCENCEMENT.

*Un jugement qui prononce la contrainte par corps hors des cas autorisés, n'a jamais la force de la chose jugée, s'il a été rendu par défaut. — L'omission de se présenter sur l'assignation, et d'attaquer le jugement par les voies de droit, imprime à ce jugement le caractère d'un jugement volontaire auquel la loi refuse effet (2).*

(La dame N...—C. Boulanger.)

La dame N... avait souscrit deux lettres de change au profit du cit. Boulanger, huissier de Falaise. — A l'échéance, la dame N... n'ayant pas payé, Boulanger la fit citer devant le tribunal de commerce, qui la condamna par un jugement rendu par défaut, à payer, et par corps, les deux lettres de change. — Sur l'appel Interjeté par la dame N... Jugement également par défaut qui confirme le jugement du tribunal de commerce. — Après les délais de l'opposition et du pourvoi en cassation, Boulanger fait emprisonner sa débitrice. — La dame N... demande la nullité de son emprisonnement, fondée sur ce que n'étant pas marchande publique, ce qui était vrai, la loi du 15 germ. an 6, tit. 2, art. 2 et 3, ne prononce pas contre elle la contrainte par corps. — Boulanger lui oppose que les jugemens ont acquis la force de la chose jugée, et il la soutient non recevable.

Jugement du tribunal de l'arrondissement de Lisieux, qui admet la fin de non-recevoir.

Appel par Boulanger qui reproduit son moyen tiré de la force de la chose jugée; il ajoute qu'il ne s'agit que de l'exécution d'un jugement; que le tribunal saisi de la contestation qui s'élevait sur cette exécution n'avait pas le droit d'examiner si le jugement était bien ou mal rendu; s'il était équitable ou injuste. Le tribunal de cassation a seul le droit d'annuler les jugemens qui ont contrevenu aux lois; mais tant que cette annulation n'est pas prononcée, les autres tribunaux doivent maintenir le jugement et en protéger l'exécution.

aurait été admise aujourd'hui, car il résulte de l'art. 158 du Code de procéd. civ., que l'opposition aux jugemens par défaut n'est plus recevable lorsque le jugement a été exécuté, et l'art. 159 répète le jugement exécuté, lorsque le condamné a été emprisonné ou recommandé, circonstance qui se rencontrait dans l'espèce. — Quant à la question de savoir si, en général, l'acquiescement donné au chef d'un jugement emportant contrainte par corps est valable, l'note sous les différens arrêts rapportés dans notre recueil.

(1) P. conf., Cass. 21 vent. an 13. — Cette décision se rattache à la question tant controversée de savoir si les donations faites sous la forme d'un contrat onéreux sont valables, et elle en suppose jusqu'à un certain point la solution affirmative, puisque la vente à fonds perdu qui est ici déclarée valable, pouvait être considérée comme une véritable donation. — P. de reste sur la question de validité des donations déguisées, le jugement de cassation, du 6 pluv. an 11, et la note.

(2) La doctrine de l'arrêt que nous recueillons ne

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Considérant que personne n'est soumis à la contrainte par corps, que dans les cas prévus par la loi, et d'après ses dispositions; que les femmes non marchandes publiques ne peuvent y être assujetties; que malgré les jugemens inattaquables rendus par les tribunaux de Falaise et de Lisieux, la force de la loi du 15 germ. an 6 est telle, qu'elle paralyse et frappe d'inertie les condamnations qu'ils renferment contreaires à ces principes; que la loi s'exprime dans les termes les plus formels, en porte l'annulation de toutes transactions et jugemens volontaires dans lesquels on aurait énoncé une contrainte par corps du gré des parties; que des jugemens rendus par défaut ne peuvent avoir plus de valeur; que cette renonciation au privilège de la liberté individuelle, garantie par la loi, n'appartient à aucun individu; que la liberté individuelle des citoyens est une propriété publique dont la loi seule a réglé exclusivement les limites, et sur laquelle elle veille pour ceux mêmes qui en mépriseraient ou voudraient en abandonner l'avantage;—Dit qu'il a été bien appelé, mal jugé; déclare nul l'emprisonnement; condamne l'intimé aux dépens des causes principales et d'appel, pour tenir lieu de dommages et intérêts.

Du 29 plu. an 10. — Trib. d'appel de Caen. — 2<sup>e</sup> sect.

## DIVORCE. — AUTONIE DE FEMME MARIÉE. — CONCILIATION. — PROCÈS-VERBAL. — COPIE.

La femme demanderesse au divorce n'a pas besoin d'autorisation pour assister en jugement dans les procédures relatives au divorce. (L. 20 sept. 1792.) (1)

Encore que le défaut de transcription, en tête du procès-verbal de non-conciliation en matière de divorce, entraîne la nullité de l'exploit, ce moyen ne peut être proposé pour la première fois en cause d'appel (2).

(Travers—C. Travers.)

Une demande en divorce pour incompatibilité d'humeur avait été formée par la dame Travers contre son mari, et les tentatives préliminaires de conciliation n'ayant eu aucun résultat, indication de jour avait été donnée pour la prononciation du divorce par l'officier civil. — Opposition du cit. Travers. — Demande en mainlevée de la part de la femme. — Le mari lui oppose une fin de non-recevoir tirée de ce qu'elle n'a été autorisée à ester en jugement ni par lui ni par justice. — Jugement qui rejette la fin de non-recevoir. — Appel par le cit. Travers qui indépendamment de la fin de non-recevoir, propose pour la première fois un moyen de nullité, résultant de ce

(1) F. conf., Cass. 9 frim. an 11, et la note.

(2) Jugé de même en matière ordinaire, que la nullité résultant du défaut de préliminaire de conciliation ne peut être invoquée pour la première fois en appel. F. Cass. 22 juin 1835; Orléans, 19 juin 1829; Pau, 22 déc. 1832... ni, à plus forte raison, devant la Cour de cassation. F. Cass. 13 therm. an 6, et la note.

(3) C'était un principe généralement admis sous l'ancien droit comme il l'est encore dans le nouveau, que les notaires ne sont point tenus des dommages-intérêts des parties, pour nullités par eux commises dans leurs actes, à moins qu'il n'y ait dol de leur part, ou faute équivalente à dol. F. Louet sur Brodeau, v. Notaires; Henry, t. 1<sup>er</sup>, p. 399; Ferrière, Science parfaite des Notaires, liv. 1<sup>er</sup>, ch. 17; Denisart, v.

que copie du procès-verbal de non-conciliation lui n'a pas été donnée en tête de la demande.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—En adoptant les motifs des premiers juges;—Considérant que le défaut de transcription du procès-verbal de non-conciliation n'avait pas été objecté en première instance;—Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé;—Attendu que c'est une contestation entre mari et femme;—Compense les dépens.

Du 29 plu. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Concl., le cit. Mourre, commiss.

## NOTAIRE. — MANDAT. — RESPONSABILITÉ.

Le notaire qui reçoit un acte de vente par lequel il est stipulé que le prix sera versé entre ses mains pour être distribué par lui aux créanciers hypothécaires du vendeur, se rend responsable, comme mandataire, de la faute même légère qu'il peut commettre en opérant cette distribution. — En conséquence, s'il remet tout ou partie des fonds au vendeur, avant d'avoir désintéressé tous les créanciers hypothécaires, il doit garantir l'acquéreur des actions hypothécaires qui pourraient être dirigées contre lui. (Cod. civ., 1922, anal.) (3)

(Wessang—C. Schiellé.)

Le 27 frim. an 10, les époux Heylmann font procéder à l'adjudication aux enchères, par-devant le notaire Schiellé, d'un immeuble qui leur appartenait. — Une clause du cahier des charges porte que l'acquéreur sera tenu de verser son prix entre les mains de Schiellé, qui devra en opérer la distribution entre les créanciers hypothécaires suivant l'ordre de leurs hypothèques. — L'adjudication est prononcée au profit de Wessang, dernier enchérisseur, qui, pour obéir au cahier des charges verse le montant de son acquisition entre les mains de Schiellé. — Celui-ci reçoit les deniers, fait publier dans tous les lieux voisins un avertissement aux créanciers de se présenter, et en paie en effet plusieurs. — Au bout d'un mois, aucun créancier ne se présentant plus, il remet aux vendeurs, sans requérir le consentement de l'acquéreur, les deniers qui restaient encore entre ses mains.

Quelque temps après on reconnaît qu'il reste encore plusieurs créanciers hypothécaires non payés, et Moysse, l'un d'eux, actionne Wessang en déclaration d'hypothèque. — Celui-ci forme une demande en garantie contre Schiellé, attendu l'insolvabilité des vendeurs.

18 mess. an 8, jugement du tribunal civil du Haut-Rhin qui déclare l'immeuble vendu hypothéqué à la créance de Moysse, et statue sur la demande en garantie formée contre Schiellé, la déclare mal fondée.

Nullité, n° 32; Journ. des aud., t. 3, p. 844. — Mais il faut remarquer qu'il s'agit dans la cause, non pas d'une nullité commise par le notaire dans la rédaction d'un acte, ni de sa responsabilité comme notaire, mais bien de l'exécution d'un mandat qui ne rentre nullement dans les attributions de ses fonctions, et de sa responsabilité comme mandataire. Or, il a toujours été de principe que le mandataire est tenu non-seulement de son dol et de sa faute très lourde, mais encore de sa faute même légère. *Contractus quidam dolum malum duntaxat recipiunt, quidam et dolum et culpam... Dolum et culpam mandatum.* (L. 23, ff. de Reg. jur.). A priori ratorum dolum et omnem culpam, non tamen imperium eorum praesumendum esse, juris auctoritate non festo declaratur (L. 18, Cod. Mandati et contra, F. aussi Cod. civ., art. 1922.

**Appel par Wessang.** — Le notaire Schiellé, disait-il, a été chargé de distribuer les deniers aux plus anciens créanciers hypothécaires. Il a accepté ce mandat en recevant l'acte qui le lui conférait, et surtout, en recevant les fonds qui formaient le prix de la vente. Il est donc responsable de son exécution. Or, il est évident que si Wessang se trouve exposé à des poursuites hypothécaires, c'est par suite de la faute lourde qu'a commise Schiellé, en payant les vendeurs avant d'avoir désintéressé tous les créanciers hypothécaires. — Les avertissements qu'il a fait publier ne sauraient excuser cette faute, car l'événement a prouvé combien cette précaution était insuffisante. Il doit donc être responsable du préjudice auquel Wessang se trouve exposé par son fait.

On répondait pour l'intimé qu'en droit, les notaires ne sont pas responsables de la nullité même de leurs actes, pourvu qu'on ne puisse leur reprocher ni dol, ni faute grave équivalente à dol. — On invoquait, sur ce point, l'autorité des jurisconsultes les plus célèbres et la jurisprudence, et faisant l'application de ce principe à l'espèce, on disait que l'avertissement donné par Schiellé aux créanciers suffisait pour le mettre à l'abri de tout reproche de dol ou de faute grave, et pour le préserver de toute action en garantie.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant qu'en thèse générale, les notaires sont responsables du tort qu'ils ont fait aux parties contractantes, lorsqu'il y a de leur part dol, fraude ou choses équipolentes, ce qui, dans le principe du droit, comprend la *faute grossière*. — Au cas particulier, c'est comme notaire que Schiellé a passé le contrat de vente qui, à son égard, contient un mandat, celui de payer les anciennes créances des vendeurs; ce mandat, il l'a formellement accepté en recevant le prix de la vente, en conformité de l'art. 1<sup>er</sup> du contrat qui désigne l'emploi qui devait en être fait; il l'a même exécuté en partie en payant d'anciens créanciers et en se faisant subroger dans leurs droits, d'où résultait de sa part une garantie de l'emploi de la somme; il a omis Girtz, Moysse, etc.; il lui restait encore 987 liv. en mains, etc.; il les remit aux vendeurs (insolvables) sans la participation de l'acquéreur, et avec cette précaution utile à lui seul, qu'il se fait garantir par les vendeurs contre les réclamations d'autres créanciers, sans s'inquiéter des sûretés dues à l'acquéreur qui s'était confié dans sa vigilance et son exactitude: il a donc commis une *faute grossière*. Or, comme mandataire, il était tenu non-seulement du dol et de la fraude, mais même de la *faute légère*, pour n'avoir pas mené le mandat à sa fin et pour avoir laissé échapper les sûretés de l'acquéreur; il a donné lieu à l'action de Moysse; il serait injuste que l'acquéreur en fût victime; il est donc dans le cas de l'indemniser; sauf à lui à faire valoir s'il peut, vis-à-vis des vendeurs, la garantie qu'il s'est fait fournir par eux; — **Emendant;** — Condamne Schiellé, notaire, à garantir et indemniser Wessang des condamnations contre lui prononcées en faveur de Moysse, par le jugement de première instance, du 18 mess. an 8.

(1) Mais l'acquiescement ne saurait résulter du silence seul de la partie saisie, et son appel serait recevable si elle n'avait pas donné son consentement à l'adjudication. *F. Cass.* 7 août 1811 (aff. *Barré*).

(2) *F. conf.* pour le défaut de publications, *Cass.* 12 frim. an 10, 28 Br. et 12 prair. an 11; Paris, 4 vent. an 12; — *Sous le Code civil*, Grenoble, 27 fév. 1817; Riom, 10 juil. 1829. — Pour le défaut du nom-

**Du 29 pluv. an 10. — Trib. d'appel de Colmar.**

## EXPROPRIATION FORCÉE. — APPEL. — ACQUIESCEMENT.

*Sous l'empire de l'ancienne législation, la partie saisie qui, après avoir interjeté appel du jugement qui autorisait la vente par décret de ses immeubles, laissait continuer la procédure et consentait à l'interposition du décret, c'est-à-dire à l'adjudication, acquiesçait par là même au jugement portant congé d'adjuger, et se rendait non recevable à suivre sur son appel (1).*

(Seiguing — C. Genty et Boullant.)

La cit. Meunier avait interjeté appel d'une sentence qui autorisait la vente par décret de ses immeubles saisis à la requête de Genty son créancier. — Cependant la procédure fut continuée, nonobstant cet appel, sans aucune opposition de la dame Meunier qui consentit même à l'interposition du décret, et ensuite à la délivrance du prix aux créanciers opposans. — Cependant après le décès de la dame Meunier, arrivé dix ans plus tard, le rit. Seiguing nommé curateur à la succession vacante, voulut suivre sur l'appel interjeté par la dame Meunier. — On lui opposa un fin de non-recevoir tirée de l'acquiescement donné au jugement et de l'abandon même qui avait été fait de l'appel.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu qu'il n'a été fait aucune poursuite en vertu de l'appel du 15 janv. 1791, d'où l'on puisse induire qu'il eût été sérieusement interjeté; qu'au contraire, soit au moment de l'adjudication, soit après et lors du jugement d'ordre et de collocation qui s'est ensuivi, la cit. Meunier, discutée, ainsi que ses enfans, en leur qualité de créanciers opposans, ont expressément consenti à l'interposition du décret; que même ses derniers ont, lors du jugement d'ordre, demandé la collocation et délivrance, sur le prix de l'adjudication, des sommes qui leur étaient dues, ce qui est une preuve manifeste et bien caractéristique de leur adhésion à la sentence de congé d'adjuger, et, conséquemment, de leur désistement de l'appel dont ils se prévalent en ce moment; — Déclare le curateur à la succession vacante et les enfans Meunier non recevables dans leur appel et leur intervention, et les condamne à l'assistance et aux frais.

**Du 1<sup>er</sup> vent. an 10. — Trib. d'appel de Paris.** — Prés., le cit. Agier. — Pl., les cit. Carbonnier, Guéroult et Giquel.

**MARIAGE. — PUBLICATIONS. — COLLATÉRAUX.** *Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, un mariage n'était pas clandestin et nul pour avoir été célébré sans publications préalables, et en présence de deux témoins seulement (au lieu de quatre) dont un mineur (2).*

*Sous l'empire de la même loi, les parens collatéraux étaient non recevables à attaquer le mariage de leur parent décédé, sous prétexte d'omission de formalités dans l'acte de célébration (3).*

*bre de témoins requis, F. Cass.* 21 juin 1814; Grenoble, 27 fév. 1817; Bourges, 28 mai 1822.

(3) *F. anal.* en ce sens, *Cass.* 3 floréal an 13, — L'art. 184 du Code civil ne permet aux collatéraux d'attaquer le mariage de leur parent qu'autant qu'il a été célébré en contravention à certaines dispositions qu'il énumère, et parmi lesquelles ne se trouvent pas celles qui prescrivent les publications, de dans et la présence des témoins.

(Bertrand—C. Delainne).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant, 1<sup>o</sup> qu'il est de principe, suivant la jurisprudence ancienne, observée et suivie dans ce pays avant la révolution, que des collatéraux ne pouvaient être admis à contester la validité d'un mariage publiquement contracté, sous prétexte que quelques formalités requises pour la rédaction auraient été omises, que semblable droit n'a pas été accordé aux collatéraux par les lois nouvelles, et que la loi du 20 sept. 1792, en abrogeant toutes lois contraires aux dispositions qu'elle contient, a laissé subsister toutes les lois qui n'y étaient pas contraires;

2<sup>o</sup> Que le mariage dont il s'agit, a été contracté publiquement par le consentement libre et volontaire des deux parties, et par-devant l'officier public ayant caractère à cet effet;—Que l'acte a été signé par cet officier, par les contractants et par deux témoins;—Qu'il y avait possession d'état;—Que toutes les conditions prescrites sous peine de nullité, par la loi du 20 sept. 1792, ont été observées;—Qu'aucune loi ne prononce la nullité d'un mariage, parce qu'il ne serait pas contracté en présence de quatre témoins, ou parce qu'il ne serait pas suffisamment prouvé que les publications ont été faites dans le domicile de l'une des parties;—Que ladite loi de sept. 1792 établit elle-même une grande différence entre les conditions et les qualités requises pour pouvoir contracter mariage, et entre les formalités qui doivent précéder et accompagner la rédaction de l'acte du mariage;—Que la loi veut que les premières soient observées à peine de nullité, mais qu'elle n'attache pas la même peine à l'omission des autres;—Que les tribunaux ne peuvent pas appliquer indistinctement la peine de nullité, non prononcée par la loi, par le défaut d'observation de chaque formalité imputée par la sect. 2 et par la sect. 4, du tit. 4 de la loi du 20 septembre 1792, parce qu'il en résulterait que tout mariage devrait être déclaré nul, si dans l'acte l'on avait omis l'une des nombreuses formalités, même peu essentielles, qui sont prescrites par l'art. 0, sect. 4, tit. 4 de ladite loi; que telle n'a point été l'intention du législateur, puisqu'il n'a pas prononcé la nullité pour tous les cas, tandis qu'il a précisément déclaré nuls et sans effet tous les mariages qui manqueraient des qualités et conditions requises par la sect. 1<sup>re</sup> du tit. 4;—Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; émettent, déclare la veuve Delainne non recevable et mal fondée dans sa demande en nullité du mariage dont il s'agit;—Ordonne que l'acte de don mutuel du 7 mess. sera exécuté selon sa forme et teneur, au profit de Henri-Joseph Bertrand, survivant.

Du 4 vent. an 10.—Trib. d'appel de Liège.

**DERNIER RESSORT. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.** Une demande en dommages-intérêts ne doit pas être cumulée avec la demande principale dont elle est l'accessoire, pour déterminer la compétence au premier ou en dernier ressort (1).

(Billetta—C. Bogliano.)

L'un jugement avait condamné Billetta à restituer à Bogliano une somme de 700 fr. par lui payée pour prix de bœufs qui ne lui avaient pas été livrés, et, en outre, une somme déterminée pour dommages-intérêts. Les deux demandes, de

(1) Sur cette question, V. Cass. 10 therm. an 10, et la note.

(2) P. conf., Cass. 18 pluv. an 11; et en sens contraire, Cass. 4 fruct. an 11.

même que les deux condamnations réunies, excédaient 1,000 fr. Mais chacune d'elles était inférieure à cette somme. — Question de savoir si le jugement était en premier ou en dernier ressort.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu qu'il résultait des actes que le prix des bœufs en question ne consistait que dans la somme de 700 fr. de Piémont;—Attendu qu'aux termes des lois françaises publiées en Piémont dans le bulletin des actes de l'administration, n<sup>o</sup> 43, la Cour d'appel n'est compétente que lorsque la valeur de l'objet contesté s'élève à la somme de 1,000 fr. en principal; qu'ici le principal est évidemment au-dessous de ladite somme;—Attendu que les dommages-intérêts ne peuvent être pris en considération pour grossir la somme principale;—Se déclare incompétente;—Et renvoie les parties devant la tribunal de première instance.

Du 4 vent. an 10.—Trib. d'appel de Turin.

**DÉVOLUTION.—SUCCESSION.**

Dans le ressort de la coutume de Liège, la dévolution qui s'effectuait en faveur des enfants par le décès de leur père ou de leur mère, ne conférait pas à ces enfants la nue propriété des biens compris dans la dévolution: ces biens n'étaient définitivement fixés sur leur tête que par le décès du survivant des père et mère (2).—En conséquence, si la succession du survivant s'est ouverte sous l'empire des lois qui ont établi l'égalité des partages, les enfants du premier lit ne peuvent empêcher ceux du second de venir en concours avec eux.

(Wariact—C. Wayer.)

Du 5 vent. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles. —1<sup>re</sup> sect.—Pl., les cit. Truffart, Barthélemy et Zech.

**DON MUTUEL.—COUTUME.—PROHIBITION.**

Du 5 vent. an 10 (aff. Baïste).—Trib. d'appel de Riom.—V. ce jugement joint à celui du cassation du 25 fruct. au 11.

**RENTE FÉODALE.—ENTRE-CHEN.—HAINAUT.—ABOLITION.**

Le droit d'entre-chen stipulé par un ci-devant seigneur, pour prix de la permission par lui accordée à une société d'exploiter des mines situées dans sa seigneurie, n'a pu être exigé après la publication des lois abolitives de la féodalité (3).

(De Royer—C. Barbier.)

Du 7 vent. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles. —3<sup>e</sup> sect.

**BIENS NATIONAUX.—FERMAGES.—COMPÉTENCE.**

Les tribunaux ordinaires sont compétents pour connaître des contestations relatives aux fermages des biens nationaux. (L. 28 pluv. an 8, art. 4.) (4)

(Durand—C. la Régie des Domaines.)

Une contrainte avait été décernée par le directeur de la régie des domaines, contre le cit. Jean Durand pour lo paiement des fermages d'un domaine que celui-ci tenait à bail de la cit. d'Orléans, aux droits de laquelle la nation se trouvait alors.

(3) Ce jugement a été dénoncé à la Cour de cassation; mais le pourvoi a été rejeté le 23 vend. an 13. V. à cette date; V. aussi Cass. 16 vent. an 12.

(4) P. conf., Cass. 3 pluv. an 10 (aff. Fiection).

Sur l'opposition formée par Durand à la saisie pratiquée ensuite de cette contrainte, jugement qui ordonne la continuation des poursuites.

**Appel par Durand.**—Le commissaire du gouvernement demande le renvoi devant les tribunaux administratifs en se fondant sur la loi du 28 pluv. an 8, qui attribue aux conseils de préfecture compétence sur le contentieux des domaines nationaux, et en s'appuyant en outre sur deux arrêtés des consuls, des 27 fruct. an 9 et 27 brum. an 10.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que la loi du 28 pluv. an 8 n'apporte aucun changement aux attributions respectives de l'autorité administrative et de l'autorité judiciaire ; que l'objet unique de cette loi n'a été que de répartir et distribuer entre les nouveaux administrateurs qu'elle établissait les diverses fonctions attribuées par des lois antérieures aux corps administratifs qu'ils remplaçaient ; qu'ainsi, quand l'art. 4 de cette loi attribue aux conseils de préfecture le contentieux des domaines nationaux, cela ne doit s'entendre que du contentieux délégué précédemment aux administrations centrales et nullement du contentieux attribué aux tribunaux, lesquels ont toujours eu exclusivement le droit de connaître de toutes demandes relatives au paiement des fermages et à l'exécution des baux de domaines nationaux ; que l'arrêté des consuls du 27 fruct. an 9, relatif à un séquestre national mis sur l'ascendant d'un prévenu d'émigration, séquestre dont les héritiers dudit ascendant contestaient l'étendue ou même la légitimité, n'a aucun rapport à la contestation présente, parce qu'il est certain, comme le dit la préambule de l'arrêté, « que la connaissance de toutes les difficultés qui peuvent survenir au sujet d'un pareil séquestre est attribuée par les lois aux corps administratifs, » ce qu'on ne peut pas dire des contestations qui ne concernent qu'un recouvrement de fermages vis-à-vis du fermier ; que l'autre arrêté, du 27 brum. an 10, relatif à une contrainte décernée contre un acquéreur des domaines nationaux poursuivi comme débiteur de portion de son prix et sujet à être évincé par une vente à folle enchère, en vertu de l'autorité administrative, tant qu'il n'est pas entièrement libéré, est pareillement étranger à la cause actuelle ; — Sans s'arrêter au réquisitoire du commissaire du gouvernement, — Ordonne que les parties continueront de procéder devant lui, etc.

Du 8 vent. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### COMMUNES.—RESPONSABILITÉ.

*La responsabilité imposée aux communes par la loi du 10 vend. an 4, s'applique non-seulement aux délits commis à force ouverte ou par violence envers de simples particuliers, mais encore à ceux commis par des attroupements contre des gendarmes en tournée (1). Néanmoins, cette responsabilité cesserait si la commune prouvait que les gendarmes avaient connaissance du rassemblement, et qu'ils la poursuivaient après l'avoir chassé d'une commune voisine.*

(Commune de Langonnet — C. gendarmes du Faouet.)

Un procès-verbal dressé par les gendarmes de la brigade du Faouet constatait que le 24 pluv. an 9, étant en tournée au nombre de dix, et passant près de la ci-devant abbaye de Langonnet,

vers une heure après midi, ils entendirent un coup de feu dans l'enceinte de cette maison ; qu'ils s'y transportèrent, et qu'à leur arrivée plusieurs hommes firent feu sur eux par les portes et par les fenêtres ; qu'un gendarme fut tué ; qu'un autre fut gravement blessé au bras, et les autres mis en fuite par cet attroupement composé de plus de cinquante individus, tous bien armés de fusils et de pistolets de calibre, et habillés la plupart en paysans à la mode de Langonnet, bien qu'aucun d'eux n'ait été reconnu pour appartenir à cette commune.

Condamnée en première instance à payer 3,000 fr. de dommages-intérêts au gendarme blessé, et 228 fr. pour le double de la valeur des effets enlevés aux autres, la commune interjeta appel du jugement qui la condamnait.

Elle soutenait, en fait, d'abord que l'abbaye de Langonnet n'était pas comprise dans son territoire, ensuite qu'aucun habitant de la commune ne faisait partie du rassemblement ; qu'il s'était formé sur une commune voisine d'où il avait été chassé par les gendarmes eux-mêmes, qui s'étaient mis à sa poursuite, et qui, par conséquent, en avaient une parfaite connaissance. En droit, elle s'efforçait de démontrer que la loi de vend. an 4 ne s'applique qu'aux violences commises envers de simples particuliers paisibles, et non aux conséquences de faits d'armes analogues à celui dont il s'agissait, dans lequel les gendarmes paraissent d'ailleurs avoir été les agresseurs.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que la loi du 10 vend. an 4, en rendant les communes civilement responsables des délits commis à force ouverte ou par violence sur leur territoire, par des attroupements ou rassemblements, soit envers les personnes, soit envers les propriétés, n'exécute point les délits que des attroupements commettent envers les gendarmes dans l'exercice de leurs fonctions ; que si la gendarmerie est spécialement établie pour le maintien de la sûreté des personnes et des propriétés, il est de l'intérêt des communes de la prévenir des rassemblements qui se forment sur leur territoire, afin que le corps armé puisse se mettre en mesure de les dissiper, en évitant les pièges qu'on peut lui tendre ; — Considérant qu'il est approuvé par le procès-verbal du 24 pluv. an 9 que la gendarmerie de Faouet fut attaquée, dans l'abbaye de Langonnet, par plus de cinquante hommes armés ; qu'un pareil rassemblement n'a pu se former sans parvenir à la connaissance de quelques-uns des habitants de la commune ; que le procès-verbal est destructif du maintien posé par le conseil général de la commune de Langonnet, que la gendarmerie après avoir chassé les rebelles des communes de Plouray et de Présiac, les avait joints dans l'abbaye de Langonnet ; qu'il apprend, au contraire, qu'elle fut attirée par un coup de feu parti de cette abbaye, et qu'en entrant dans la cour, elle fut assaillie par une décharge qui se fit par les croisées et par les portes de cette abbaye ; — Considérant que, pour se soustraire à la responsabilité prononcée par la loi, il faudrait que la commune de Langonnet prouvât que véritablement la gendarmerie de Faouet avait connaissance de ce rassemblement armé ; qu'elle en faisait la poursuite ; que ce fut elle qui, après l'avoir chassé des communes voisines, l'avait joint dans celle de Langonnet ; mais que cette dernière commune n'a pas même fait offre de prouver ces faits ; — Considérant que la loi du 10 vend. ne rend responsable chaque commune que des délits commis sur son territoire ; que s'il était justifié que l'abbaye de Langonnet ne fait pas partie de la com-

(1) Sic Cass. 8 brum. an 7.

mune du même nom, cette commune devrait être déchargée de toute responsabilité; que le conseil de la commune de Langonnet allègue bien que l'enclos de la ci-devant abbaye du même nom est dans la commune de Plouray, mais qu'il n'en fournit aucune preuve; qu'il lui était cependant bien facile de justifier ce maintien par un extrait, soit de la matrice du rôle, soit du rôle même de contribution; qu'enfin, toutes les pièces du procès et toutes les présomptions s'élevaient contre une pareille allévation: — Faute à la commune, appelante, de prouver et même d'offrir la preuve que la gendarmerie, à la résidence du Faouet, avait chassé les rebelles des communes de Plouray et de Prézias, et les joignit, le 24 pluvi. an 9, dans la ci-devant abbaye de Langonnet; faute d'avoir justifié que la ci-devant abbaye de Langonnet n'est pas située sur le territoire de la commune du même nom; — A déclaré la commune, dans l'état, sans grief, etc.

De 8 vent. an 10. — Trib. d'appel de Rennes. — 3<sup>e</sup> sect.

#### VENTE. — CONSENTEMENT. — LETTRES MISIVES.

*Le consentement des parties contractantes, nécessaire pour la validité d'une vente, ne peut pas intervenir entre absents, par de simples lettres, qu'il est au pouvoir de l'une des parties de supprimer à volonté (1).*

(Musset — C. Lozeau.)

Augustin Lozeau, demeurant à Marennes, répondit en l'an 6 un prospectus par lequel il proposa l'établissement d'une messagerie en relais de Paris à La Rochelle et Rochefort, destinée principalement au transport à Paris des huîtres vertes de Marennes: c'est le titre du prospectus. Le prix présumé de l'entreprise fut divisé en treize-six actions. Lozeau fut chargé de la corres-

pondance et d'activer l'entreprise. Le cit. Musset, agent d'affaires à Paris, fut établi directeur, il prit pour son compte six actions; il lui en fut délivré une reconnaissance le 27 frim. an 6. — Cette entreprise n'eut pas de succès; les actionnaires s'en prenaient à Lozeau. Celui-ci, voulant ranimer leur confiance, leur proposa de prendre leurs actions pour le prix même; il s'établit à ce sujet une correspondance qui a donné lieu au procès.

Lozeau écrit à Musset, le 20 fruct. an 6: « Je vous engage de faire aux actionnaires qui vous ont chargé de m'interroger, la proposition suivante: « Je consens de me charger, sans perte, de l'intérêt des actionnaires qui voudront s'en défaire, à condition que je ferai le remboursement de leurs actions par quarts, dans trois, six, neuf et douze mois; je demande réponse à cette proposition d'ici au 1<sup>er</sup> vendémiaire. » — Musset prit cette proposition pour lui, parce qu'il était actionnaire. Le 27 fruct., il écrivit à Lozeau: « En mon particulier, j'accepte la proposition pour les six actions que j'ai dans l'entreprise, pour lesquelles j'ai versé 12,600 fr.; dans ce cas, vous m'en ferez quatre billets à ordre de 3,150 fr. chacun, le premier payable au 1<sup>er</sup> niv. prochain, le second au 1<sup>er</sup> germ., le troisième au 1<sup>er</sup> mess., le quatrième au 1<sup>er</sup> vend. Je donnerai ma démission de directeur. »

Lozeau, au lieu d'accepter les propositions de Musset, sur la forme et l'époque des billets, fait réflexion qu'il s'est peut-être trop précipitamment livré à des moyens de tranquilliser les actionnaires; il répond à Musset, courrier parcourrier, le troisième jour complémentaire, qu'il réfléchit qu'il aurait peut-être une perte trop considérable dans l'achat des actions; qu'il n'était plus dans les mêmes dispositions; qu'il consentait cependant à prendre ces actions, mais à différen-

(1) Sous l'empire des lois romaines, on tenait pour certain que, dans la contrat de vente, le consentement des parties pouvait intervenir non-seulement entre présents, mais encore entre absents, et par lettres: *consensu sunt obligationes in absentibus, venditionibus.... Unde inter absentes quoque facta negotia contrahuntur, veluti per epistolam....* (L. 2, ff. de Oblig. et act.) — Voici comment Pothier explique et développe le principe posé par cette loi, dans son *Traité de la vente*, n° 32: « Pour que le consentement intervienne en ce cas, il faut que la volonté de la partie qui a écrit à l'autre pour lui proposer la marche, ait persévéré jusqu'au temps auquel sa lettre sera parvenue à l'autre partie, et auquel l'autre partie aura déclaré qu'elle acceptait la marchandise. — Cette volonté est présumée avoir persévéré tant qu'il ne paraît rien de contraire; mais si j'ai écrit à un marchand de Livourne une lettre par laquelle je lui proposais de me vendre une certaine partie de marchandises pour un certain prix, et qu'avant que cette lettre ait pu lui parvenir, je lui en aie écrit une seconde, par laquelle je lui marque que je ne voulais plus cette emplette, ou qu'avant ce temps je sois mort, ou que j'aie perdu l'usage de la raison; quoique ce marchand de Livourne, au reçu de ma lettre, ignorant ou mon changement de volonté, ou ma mort, ou ma démence, ait fait réponse qu'il acceptait la marchandise proposée, néanmoins il ne sera intervenu entre nous aucun contrat de vente; car ma volonté n'ayant pas persévéré jusqu'au temps auquel ce marchand a reçu ma lettre, et accepte la proposition qu'elle contenait, il ne s'est pas rencontré un consentement ou concours de nos volontés, nécessaire pour former le contrat de vente. C'est l'avis de Barthole et des autres docteurs cités par Brunemann, *ad L.*

« 1, ff. de Contr. empt., qui ont rejeté avec raison » l'avis de la Glose, *ad dictam legem*. »

La nouvelle législation a-t-elle changé ces principes? La négative ne saurait être douteuse à l'égard des ventes entre commerçants, car l'art. 109, Code comm., porte: « Les achats et ventes se consistent par la correspondance. » V. aussi Rennes, 13 mars 1815; Caen, 7 août 1820; Pardessus, *Droit comm.*, t. 1<sup>er</sup>, n° 250, et notre *Dict. du cont. comm.*, v° Ventes, § 2. — Mais à l'égard des ventes ordinaires quelques auteurs ont pensé qu'il devait en être autrement, et leur opinion est fondée sur l'art. 1325 du Code civil qui déclare que les actes sous seing privé qui contiennent des conventions synallagmatiques, ne sont valables qu'autant qu'ils ont été faits en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct. V. Duranton, t. 16, n° 44; Toullier, t. 8 n° 325. Toutefois, ce dernier auteur n'avait émis cette opinion dans ses premières éditions, qu'en protestant, pour ainsi dire, contre la législation, et dans les dernières il déclara se ranger complètement à l'opinion contraire professée par Merlin, *Repert.*, v° Double écrit; opinion que partageait MM. Troplong, *Ventes*, tom. 1<sup>re</sup>, n° 21 et 23; Duvigier, *Ventes*, tom. 1<sup>re</sup>, n° 168; Delvincourt, tom. 3, p. 133; Rolland de Villargues, *Repert.*, v° Vente, n° 11, qui tous enseignent que la vente même non commerciale, peut avoir lieu par correspondance. — Cependant ces auteurs admettent une distinction entre le cas où la correspondance est produite et avouée, et celui où elle ne l'est pas. Dans le premier cas, elle forme une preuve complète de la vente; dans le second, le titre manque ou est incomplet. La Cour d'Argen a consacré aussi cette distinction dans un arrêt du 17 janv. 1824.



tes conditions qu'il lui propose. — Musset répond, le 5 vend., qu'il n'y a point de nouvelles propositions à faire, que tout est terminé par l'acceptation qu'il a faite des premières propositions de Lozeau; que la vente et l'achat des actions sont consommés par les deux premières lettres. — Tout reste cependant dans le même état. Musset n'envoie point à Lozeau la reconnaissance qu'il avait de ses six actions; Lozeau n'envoie point de billets en paiement de l'achat de ces actions; Musset continue à gérer comme directeur. — L'établissement a totalement manqué, Lozeau est mort. — Au mois de vent. an 3, Musset fait citer la veuve Lozeau en paiement de la somme de 12,600 fr., prix des six actions qu'il prétend avoir vendues à son mari. — Jugement qui déclare Musset non recevable.

Appel par ce dernier : — Voici les moyens de sa demande : — La vente est parfaite par le consentement donné par les parties sur la chose vendue et le prix; Lozeau a proposé d'acheter les actions de Musset en lui remboursant le montant de ses actions; Musset a accepté par sa lettre cette proposition; dès lors, il y a eu consentement mutuel de vendre et d'acheter; le contrat a été formé. — On ne peut pas contester, dans le droit, que la vente peut se faire par lettres missives; la loi est précise. C'est d'après elle que Domat dit : « que les conventions peuvent se faire non-seulement entre présents, mais aussi entre absents, par procureur ou autre médiateur, même par lettre, *per nuntium vel per epistolam*. » Liv. 1, sect. 1, part. 15. — Il se fait tous les jours des ventes dans cette forme entre négocians. Celui qui promet par lettres de vendre ou d'acheter est irrévocablement engagé; les tribunaux l'obligent à exécuter son engagement. — Lozeau a promis d'acheter au prix proposé. Musset lui a répondu qu'il acceptait la proposition; dès lors Lozeau a été engagé, il n'a pas pu depuis rétracter son engagement.

La veuve Lozeau répondait : — La vente peut s'effectuer par le consentement des parties sur la chose et le prix; mais il faut en outre la preuve légale de ce consentement. Cette preuve ne peut se faire par des lettres missives que l'une ou l'autre des parties peut supprimer, en disant qu'elle n'a pas reçu la lettre en réponse à la proposition d'acheter. Ainsi, dans le système des adversaires, celui qui propose d'acheter ne serait pas engagé s'il voulait supprimer la lettre d'acceptation qui lui a été écrite, et il serait engagé s'il voulait produire la lettre. Un engagement respectif, qui dépend de la seule volonté des parties, ne peut pas être valide. On s'écarte quelquefois de ces règles dans les affaires ordinaires de commerce. Un marchand demande à un autre marchand telle marchandise pour tel prix; cet autre marchand répond qu'il enverra la marchandise pour le prix indiqué; l'un et l'autre sont engagés de vendre et d'acheter la marchandise; la faveur du commerce, la célérité nécessaire de ses opérations, ont fait admettre cette exception aux règles générales. — Encore faut-il que les deux marchands aient été parfaitement d'accord sur les conditions de la vente, et que l'un ou l'autre n'ait pas changé d'avis dans un temps opportun; car s'il y a eu la moindre incertitude sur les conditions de la vente, il n'y a point eu de consentement suffisant pour oser contracter de vente; si l'un ou l'autre a prévenu le correspondant qu'il ne persistait pas dans sa proposition, de manière que cette révocation de volonté ne porte aucun préjudice au correspondant, on ne peut tirer les choses à conséquence et forcer celui qui a eu de justes raisons de changer d'avis à exécuter ses pro-

mières offres. — C'est ce qui est arrivé dans l'affaire présente. Il n'y a point eu de consentement absolu et définitif entre Musset et Lozeau, dans les deux premières lettres. Lozeau offre par sa lettre d'acheter les actions pour un prix payable à certaine époque, et sans indiquer la forme des obligations pour le prix. — Musset répond qu'il accepte, mais il indique d'autres termes de paiement; il exige des billets à ordre. Lozeau ne consent point à ces propositions; il répond, au contraire, que, toute réflexion faite, il ne veut acheter qu'à telles et telles conditions, qui n'ont point été acceptées. Ainsi, il n'y a jamais eu de consentement donné par les deux parties, simultanément, pour la vente des actions. — D'ailleurs, quand Lozeau aurait été pris au mot purement et simplement, il aurait bien pu se rétracter dans un temps opportun. C'est ce qu'il a fait, puisqu'il a répondu, courrier par courrier, à Musset qu'il avait changé d'avis. Toute cette correspondance n'a porté aucun préjudice à Musset. Ainsi, dans le droit et dans le fait, sa prétention est mal fondée.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que le contrat de vente contient des obligations respectives et corrélatives du vendeur et de l'acheteur; — Qu'il est de l'essence de ce contrat que chacune des parties puisse contraindre l'autre à exécuter ses engagements; que, par cette raison, chacun des contractans doit avoir par-devers lui, ou trouver dans un dépôt public, la preuve des engagements respectifs; — Que cette preuve ne peut résulter de lettres missives, que l'une ou l'autre des parties peut supprimer; — Qu'en chose mobilière, la vente peut aussi se faire par la tradition et acceptation; — Qu'il n'existe aucune preuve légale de la prétendue vente des actions de Musset sur l'établissement des messageries, puisqu'un ne peut faire résulter la preuve de cette vente que de l'allégation des prétendues lettres; — Qu'il n'y a eu aucune tradition des actions, puisque Musset n'a point envoyé à Lozeau la reconnaissance qu'il avait de ces actions, et que Lozeau n'a point envoyé à Musset les billets à ordre proposés pour prix de la vente; — Que même les parties n'ont point été d'accord sur les conditions de la vente pendant toute leur correspondance, que Musset avait nouvellement indiqué des époques de paiement et une forme de billets à ordre; qu'il est reconnu par les parties qu'avant l'acceptation de ces nouvelles propositions, Lozeau avait suspendu ses propositions d'acheter les actions; — Dit qu'il a été bien jugé.

Du 11 vent. an 10. — Tribunal d'appel de Poitiers.

## NOTAIRE.—SUCCESEUR PROVISOIRE.—MINUTES.

L'art. 11, tit. 3 de la loi du 29 sept. 1791, qui autorise le successeur d'un notaire à en faire remettre les minutes de son prédécesseur, peut être invoqué par le remplaçant provisoire de l'ancien titulaire, de même que par le remplaçant définitif.

(Bordier—C. Le Vassor.)

La veuve du cit. Guérin, ancien notaire à Chartres, avait remis les minutes de son mari, à titre de dépôt provisoire, entre les mains de Le Vassor, l'un des notaires de la ville. — Quelque temps après, l'administration centrale nomma Bordier en remplacement provisoire de Guérin. — Celui-ci forma alors contre Le Vassor une demande en remise des minutes de son prédécesseur.

2 frim. an 7, jugement qui repousse cette pré-

tention : — « Attendu que la veuve Guérin était autorisée par l'art. 13, tit. 3 du décret du 29 sept. 1791, sur l'organisation du notariat, à traiter et faire la remise des minutes de son mari; que l'art. 14 du même titre ne s'entendait que d'un remplacement définitif; que jusqu'à ce que Bordier eût obtenu du corps législatif une décision qui confirmât sa nomination, les minutes devaient rester à Le Vassor. »

Appel par Bordier.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 14, tit. 3 de la loi du 29 sept. 1791, sur l'Organisation du notariat, qui porte : « A l'avenir, dans tous les cas où il y aura lieu au remplacement d'un notaire public par démission ou décès, les minutes passeront à son successeur, et la remise lui en sera faite, sauf à lui tenir compte des recouvrements; » — Attendu que, dans l'espèce, il y avait lieu à remplacement, aucune loi ni arrêté n'ayant jusqu'à présent fixé le nombre des notaires de Chartres; que Bordier a été réellement nommé par arrêté de l'administration centrale du département d'Eure-et-Loir, du 1<sup>er</sup> therm. an 4, en remplacement du défunt Guérin, et qu'il est inutile d'examiner si le remplacement est définitif ou provisoire, parce que l'article cité de la loi du 29 sept. 1791, est général, embrasse indistinctement tous les cas où il y a lieu à remplacement, soit provisoire, soit définitif, et donne par provision au notaire, qui ne sera nommé que provisoirement, toutes les mêmes facultés et les mêmes droits qu'aurait définitivement le notaire définitif; — Dit qu'il a été mal jugé; — Condamne Le Vassor à remettre audit Bordier, dans la huitaine, les minutes et répertoires de l'étude de défunt Guérin, prédecesseur de Bordier, à la charge par Bordier de tenir compte à qui de droit des recouvrements qui restent à faire, le tout conformément aux art. 14 et 15 de la loi citée.

Du 12 vent. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

#### ALIMENS.—ENFANT NATUREL.

Du 13 vent. an 10 (off. Marchand). — Trib. d'appel de Paris. — V. ce jugement omis à sa date, *inf.*, après celui du 13 germ. an 10 (off. Voyer).

#### SAISIE EXÉCUTION.—VENTE.—MARCHÉ PUBLIC.

La vente d'objets saisis doit être faite au plus prochain marché de l'arrondissement dans lequel la saisie a été faite, et non à un autre marché, même plus rapproché, qui serait situé hors de cet arrondissement. (Ordonn. de 1667, tit. 33, art. 11; — C. proc. civ. art. 617 anal.)

(Frébault—C. Bour.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant qu'aux termes de l'ordonn. de 1667, les effets saisis doivent être vendus au marché le plus prochain, et que le marché le plus prochain du lieu où la saisie a été faite est celui de la ville de Saint-Saulge; mais que cette disposition de la loi doit être entendue d'une manière possible; que, dans l'espèce, le lieu de la saisie est dans l'arrondissement de Moulins-Engilbert, et Saint-Saulge dans celui de Nevers; que l'huissier chargé de conduire les bestiaux ne pouvait exploiter hors de son arrondissement; qu'ainsi, par la force des circonstances locales, le marché de Moulins-En-

gilbert était le plus prochain dans l'arrondissement où se trouvait la saisie; — Dit qu'il a été bien jugé par le jugement qui déclare la saisie valable.

Du 14 vent. an 10. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salté. — Pl., les cit. Dausségnay et Deséglise.

#### 1<sup>re</sup> PÉTITOIRE.—POSSESSOIRE.—COMPÉTENCE. 2<sup>o</sup> APPEL.—INCOMPÉTENCE.—REVOI.

1<sup>re</sup> La demande portée devant le tribunal de première instance par la partie qui a succombé au possessoire, doit être réputée formée au pétitoire, encore bien que les conclusions de la citation en conciliation et de l'exploit introductif d'instance, ne portent que sur la possession et jouissance, surtout lorsque cette demande fait connaître que le possessoire a été jugé. — Dès lors, le tribunal ne peut, sous prétexte qu'il s'agit d'une instance au possessoire, se déclarer incompetent pour en connaître. (Ordonn. de 1667, tit. 18, art. 1<sup>er</sup> et suiv.; — L. 16-24 août 1790, tit. 3, art. 10; — C. proc. civ. art. 3, 25 et suivants anal.)

2<sup>o</sup> Un tribunal d'appel peut, en informant un jugement qui admet un déclinatoire, se dispenser de statuer sur le fond, alors même que les parties y auraient conclu, et renvoyer la cause devant les premiers juges. — Res. impl. (1).

(Turmeau—C. Rousseau.)

Le cit. Turmeau condamné, sur l'action possessoire de la dame Rousseau, à rétablir celle-ci dans la possession d'une parcelle de terre dont il s'était emparé, avait introduit une instance devant le tribunal de Chartres; mais dans sa citation en conciliation, de même que dans son exploit introductif d'instance, il avait conclu simplement à être réintégré dans la possession de cette pièce de terre dont il prétendait avoir été indûment dépossédé par le jugement du juge de paix.

2 prair. an 9, jugement par lequel le tribunal se déclare incompetent; attendu que les conclusions de Turmeau n'ayant pas pour objet de se faire déclarer propriétaire, mais seulement de se faire restituer la possession et jouissance, caractérisaient purement et simplement une action possessoire.

Appel de la part de Turmeau.

La dame Rousseau conclut à la confirmation du jugement, et subsidiairement, pour le cas où le tribunal d'appel reconnaîtrait la compétence, à ce que Turmeau soit déclaré mal fondé dans sa demande. — De son côté Turmeau conclut à l'infirmité, et attendu les conclusions au fond, il requiert l'évocation du principal; et l'adjudication des conclusions par lui prises en première instance.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que la demande soumise aux premiers juges était au pétitoire, qu'elle porte même que le possessoire a été jugé; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, — Renvoie les parties devant les premiers juges pour statuer sur leurs demandes principales.

Du 24 vent. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Lefebvre-Lacorbinière. — Concl., le cit. Try, subst. — Pl., les cit. Lavigne, Prieur et Lecacheux.

(1) V. sur le droit d'évocation appartenant aux tribunaux saisis de l'appel d'un jugement d'incom-

pétence, la notesous l'arrêt de cassation du 26 vend. an 8.

**RAPPORT A SUCCESSION. — DOT. — IMMEUBLE. — DATION EN PAIEMENT.**

*En pays de droit écrit, lorsqu'une femme dotée venait à la succession de ses père et mère, elle devait rapporter sa dot en argent et non en immeubles, et elle lui avait été constituée en argent, encore bien qu'elle eût été payée en immeubles (1).*

(Tardieu.—C. Beynat.)

Dans le contrat de mariage de Léonarde Tardieu, sa mère l'avait dotée d'une somme de 2,400 fr., dont 600 fr. du chef du père décédé, et 1,800 fr. pour le compte de la mère, qui, aux termes du contrat, les avait payés en biens-fonds.

Au décès de la mère, la fille dotée offre de rapporter les 1,800 fr. Les cohéritiers demandent le rapport des immeubles donnés en paiement. — Jugement, qui adopte leur système.

Appel de la part de Léonarde Tardieu.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que lorsque des immeubles sont abandonnés en paiement d'une dot évaluée en argent, ce qu'il y a de réellement et d'effectivement dotal, ce ne sont pas les héritages cédés dont on a déjà observé que le mari devient propriétaire, mais seulement et uniquement la somme constituée ; — Infirme.

Du 24 vent. an 10. — Trib. d'appel de Bordeaux.

**CONTRAINTE PAR CORPS. — EFFET RÉTROACTIF.**

*La loi du 24 vent. an 5 qui rétablit la contrainte par corps n'a point autorisé cette voie d'exécution pour des contrats souscrits antérieurement à la loi du 29 mars 1793, abilitative de la contrainte (2).*

(Le cit. Duperray.—C. Gillet.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 24 vent. an 5, en rapportant celle du 9 mars 1793, n'a eu d'autre objet que de rétablir dans la législation, l'institution de la contrainte par corps ; ce qui résulte de l'art. 2 de la même loi, qui n'en est que le développement, et dont la disposition n'a trait qu'à l'avenir ; — Dit qu'il a été mal jugé par les jugements dont est appel, rendus au tribunal de commerce, les 25 mes. an 8, 22 vent. et 28 fruct. an 9, au chef qui prononce la contrainte par corps.

Du 25 vent. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

**EXPROPRIATION FORCÉE. — TITRE EXÉCUTOIRE.**

*Les poursuites en expropriation forcée sont nulles, si elles sont faites en vertu d'un titre qui, quoiqu'exécutoire, n'est pas constitutif d'une créance et n'a eu pour but que de régler l'ordre et les droits des créanciers (3).*

(Lardinois.—C. Bourgeois.)

Du 20 vent. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl. le cit. Tarte, subst.

**DIVORCE. — DOMICILE. — COMPÉTENCE.**

*En matière de divorce, la compétence se détermine par le domicile indiqué au contrat de mariage, plutôt que par la résidence accidentelle du mari dans un autre lieu (4).*

(D....—C. demoiselle T....)

Du 3 germ. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl. le cit. Beys, comm.

**1<sup>re</sup> RENTE FÉODALE. — CENS.****2<sup>e</sup> RENTE FONCIÈRE. — DIVISIBILITÉ.**

*1<sup>re</sup> Une rente foncière n'est pas nulle comme mélangée de féodalité, par cela seul que le contrat renferme la stipulation d'un cens, alors que ce cens ne paraît pas être le prix de la concession (5).*

*2<sup>o</sup> La rente constituée pour concession de fonds est due tout entière pour toutes les portions du fonds concédé. Si donc une partie de ce fonds vient à périr, la rente n'en reste pas moins due pour la totalité par le surplus (6).*

(Lorris.—C. Vée.)

Le cit. Lorris était débiteur envers le cit. Vée d'une rente établie sur un moulin, aux termes de deux déclarations des 9 mai 1703 et 30 oct. 1767. Par ces mêmes déclarations les auteurs de Lorris s'étaient engagés à payer de plus un cens.

Lorris a, en conséquence, soutenu que par la stipulation du cens, la rente dont on lui demandait le paiement, était nulle comme mélangée de féodalité. Il soutenait que, dans tous les cas, une banalité attachée au moulin sur lequel la rente était établie, ayant été supprimée, la rente devait au moins être réduite.

Jugement qui, sans s'arrêter à ces moyens de défense, condamne Lorris à payer.

Appel.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que l'existence de la rente est établie par deux reconnaissances des 9 mai 1703 et 20 oct. 1767, et le service continué jusqu'en 1792, suivant qu'il résulte du compte d'errérages fait alors entre l'appelant et l'administration du ci-devant district de Cosne ; — Considérant que la rente est purement foncière et sans aucun mélange de prestation féodale ; qu'à la vérité, la même reconnaissance contient l'énonciation d'un cens, mais qu'il ne paraît pas être le prix de la concession, et qu'il n'offre d'autre caractère que celui d'un devoir commun imposé par les seigneurs à tous ceux qui demeurent sur leur terrain, dans une coutume où était établie la maxime nulle terra sans seigneur ; que l'extinction de ce cens n'a porté aucun préjudice à la rente ;

Considérant que, dans les principes du bail à rente, la redevance est due, non seulement sur tout l'héritage aliéné, mais sur chaque partie du tout ; et que tant qu'il en reste une portion, la totalité de la rente peut être exigée, si mieux n'aime le preneur déguerpir ; — Sans avoir égard aux moyens de nullité proposés par l'appelant ; —

mise des biens saisis sur le débiteur commun, avait réglé les droits des créanciers sur le prix des fruits perçus et à percevoir.

(1) *P.* conf. Agen, 21 déc. 1809 ; Carondas, liv.

11, rép. 16 ; Lapeyrière, lett. F, n° 82 ; Brillon, v°

Dot, n° 50. — Un arrêt de la Cour de Grenoble du

23 avril 1809, semblerait avoir préjugé le contraire

pour le cas où la dation en paiement de la dot est

faite par le constituant.

(2) La doctrine contraire a prévalu. *P.* à cet

égard, le résumé de jurisprudence qui accompagne

le jugement de cassation du 4 niv. an 9.

(3) Dans l'espèce, il s'agissait d'un arrêt de l'ancien

Cour de Mons, qui, en ordonnant la main-

tenue des biens saisis sur le débiteur commun, avait

réglé les droits des créanciers sur le prix des fruits

perçus et à percevoir.

(4) *P.* anal. dans le même sens, Aix, 7 mars 1809.

(5) *P.* en sens contraire, Cass. 27 août 1810 ; *P.*

au reste, Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle, v° Rente féodale,

n° 54 et suiv.

(6) « La charge de la rente foncière, dit Pothier

(du Bail à rente, n° 129), est imposée par le bail sur

l'héritage, non-seulement dans sa totalité, mais dans

chacune de ses parties. »

Ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 4 germ. an 10.—Trib. d'appel de Bourges.  
—Prés., le cit. Salicé.

# DIVORCE.—AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.

—DOMICILE. — VACANCES DES TRIB.

*La femme demanderesse en divorce n'a pas besoin d'autorisation pour ester en jugement dans les procédures relatives au divorce (Coutume de Paris, art. 294; L. 20-sept. 1792.) (1)*  
*Dans les assignations qu'une femme fait donner à son mari pour le divorce, son domicile est suffisamment indiqué si elle énonce sa résidence de fait. (Ordonn. de 1667, titre 2, § art. 2.) (2)*

*La section des vacations peut statuer sur le mérite d'une opposition formée au divorce, si les juges pensent que l'affaire requiert célérité. (L. 21 fruct. an 4.) (3)*

(Danneville—C. son épouse.)

La cit. Danneville, ayant formé une demande en divorce contre son mari pour incompatibilité d'humeur et de caractère, et toutes les formalités étant remplies, se retira par-devant l'officier de l'état civil pour faire prononcer le divorce; elle trouva une opposition de son mari à la prononciation; elle le fit assigner en main levée de l'opposition dans le courant de fruct.—Jugement de la section des vacations du tribunal de la Seine, qui déboute le cit. Danneville de son opposition.

Appel de la part du cit. Danneville. — Il proposait trois nullités contre le jugement de première instance: 1<sup>o</sup> la cit. Danneville n'était point autorisée à poursuivre son divorce, ni par son mari, ni par justice, et il était l'art. 294 de la coutume de Paris, qui porte que femme mariée ne peut ester en jugement, à moins qu'elle ne soit autorisée ou séparée par justice.

Le second moyen de nullité se tirait de ce que la cit. Danneville, dans son exploit de demande en main-levée, avait désigné sa résidence de fait, et n'avait point énoncé celle de droit; ce qui est prescrit à peine de nullité par l'art. 2 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667.

La troisième nullité était fondée sur l'incompétence de la section de vacations. Voici comment ou l'établissant: le pouvoir des juges cesse pendant les vacations; ils ne peuvent plus juger; seulement, quelques affaires exigeant une décision prompte, il a fallu déléguer à quelques juges le droit de les décider; mais ils ne forment qu'un tribunal d'exception; ils ne peuvent connaître que des matières qui leur sont spécialement attribuées. Or, ces matières sont les matières sommaires, et qui requièrent célérité. Certes, il est impossible de soutenir que le divorce soit une matière qui requiert célérité; d'abord il s'agit d'une question d'état, et, sous ce rapport, on ne peut pas dire qu'une question aussi importante requiert célérité; mais le divorce l'exige, moins que toute autre encore. Le législateur a voulu entourer le divorce de difficultés et de longueurs; il a cherché tous les moyens de retarder l'instant qui va briser des nœuds qu'il a voulu rendre indissolubles; ce n'est pas d'une pareille contestation que l'on peut dire qu'elle requiert célérité. —Voudrait-on dire que le juge a le droit de décider si une cause portée devant lui mérite célérité ou non? mais ce serait ouvrir le champ à l'arbitraire le plus dangereux: des juges pourraient

(1, 2 et 3) *P.* décisions identiques rendues dans cette affaire par le tribunal de cassation, le 9 frim. an 11, sur le pourvoi formé contre le jugement ci-dessus.

déclarer qu'une cause requiert célérité, tandis qu'au contraire elle demanderait la discussion la plus réfléchie.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la loi du 20 sept. 1792 donne à chacun des époux le libre exercice de leur action en divorce; — Attendu qu'en notifiant à son mari le lieu de sa résidence de fait, la cit. Danneville a suffisamment rempli le vœu de l'ordonn.; — Attendu que la section des vacations n'a prononcé que sur les nullités de procédure, et qu'il appartenait à elle seule de juger et décider quelles étaient les affaires qui requièrent célérité; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé; condamne l'appelant à l'amende, compense les dépens.

Du 6 germ. an 10.—Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Agier. — Concl., le cit. Try, subst. — Pl., le cit. Bellart.

# AVARIES.—PRISE.—DOMMAGES.—FRAIS DE SÉJOUR.

*Sont avaries particulières les dommages soufferts par le navire ou les marchandises par suite du long séjour du navire dans un port où il a été conduit après sa prise.*

*Sont avaries communes les frais de séjour, les gages des gens de l'équipage faits dans le port où le navire a été conduit après sa prise, jusqu'au moment de la relaxation (4).*

(Hereck-Patrick—C. Meyen.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 4 et 5, ordonn. de 1681; — Considérant, en fait, que les dommages soufferts par le navire le *Neptunus* proviennent en partie du choc qu'il a éprouvé contre une des jetées du port de Fécamp, mais en beaucoup plus grande partie du dépérissement occasionné par sa longue détention en ce port; qu'il n'est pas méconnu que la même cause a fait éprouver aux marchandises dont il était chargé un décroissement sensible de valeur, et que la durée de cette détention a eu sa source dans une contestation portée dans plusieurs tribunaux sur la régularité des titres du capitaine; — Considérant, en droit, que, suivant les art. 4 et 5, ordonn. de 1681, les pertes ou dommages survenus, soit au navire, soit aux marchandises, par fortune de mer, telles que tempête, prise, naufrage ou échouement, sont avaries simples qui doivent être supportées par les armateurs et chargeurs, chacun séparément; qu'ainsi les propriétaires de la cargaison ne doivent pas plus de contribution aux réparations à faire au navire le *Neptunus*, par suite de la capture qui est une fortune de mer, que l'armateur n'en doit aux pertes souffertes par la marchandise, en conséquence du même événement; — Considérant que les obligations passées, sur l'appel, par les propriétaires de la cargaison, de contribuer aux gages et nourriture de l'équipage et des gens de l'équipage, pendant la détention du navire, sont conformes à la jurisprudence existante en cette matière, et que le capitaine, qui pouvait charger de ses intérêts un foible de poyons, ne peut se faire un motif de l'attente du règlement du compte d'avaries, pour prolonger jusqu'à ce terme le genre de contribution dont il s'agit; .... — Reformant; — Déclarer avaries simples et particulières un navire les dommages qu'il a soufferts au port de Fécamp; — Ordonne qu'ils seront supportés par le navire seul; — Ordonne que les gages et nourriture de

(4) *P.* dans le même sens, Rouen, 2 frim. an 10, et la note.

l'équipage n'entrerait dans le compte des avaries grosses et communes au navire et à la cargaison, que pendant le temps qui s'est écoulé depuis la capture dudit navire jusqu'à la relaxation qui en a été ordonnée par jugement du conseil des prises.

Du 6 germ. an 10.—Tribunal d'appel de Rouen.—Prés., le cit. Eudes.—Pl., les cit. Dutroué et Héron.

#### DONATION.—TITRE CLÉRIICAL.

Une donation régulièrement faite, quoiqu'elle eût pour titre cléricale, est un acte translatif de propriété et non pas seulement constitutif de gage (1).

(Héritiers Hertoghe—C. Vandoren.)

Du 6 germ. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.—1<sup>er</sup> sect.—Concl., le cit. Bégys, comm.—Pl., les cit. Van Volxem, Crausius et Dufresne.

#### LETTRE DE CHANGE.—CAUSE (CESSATION DE).—ACCEPTATION

L'accepteur d'une lettre de change n'a pas qualité pour opposer au tiers porteur la cessation de la cause qui avait donné lieu à la lettre de change (2).

(Blochouse—C. les syndics Ghyssens.)

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que l'acceptation faite par Ghyssens, aux droits duquel sont les intimés, en leur qualité de syndics, a constitué le même Ghyssens débiteur des sommes et portées, au moins à l'égard des porteurs, par l'effet de l'endossement; — Attendu que si Ghyssens a accepté sans être débiteur, ou s'il a cessé de l'être

(1) La raison de douter venait de ce que, dans l'usage, les constitutions de titre cléricale sont le plus souvent considérées comme des services rendus à ceux qui se destinent à l'état ecclésiastique, et qui ne peuvent être admis, aux termes des statuts synodaux, sans justifier d'une garantie de ce genre. Le titre cléricale a d'ailleurs en lui essentiellement éventuel : celui d'assurer des aînés à l'ecclésiastique, dans le cas où ses fonctions ne lui procureraient pas les ressources convenables pour exister selon son état. V. Lacombe, *Jurisp., canon.* 1<sup>re</sup> Titre cléricale, n° 2.

(2) C'est là une conséquence de ce principe, écrit depuis dans l'art 121 du Code de commerce, que le tiré qui accepte la lettre de change contracte personnellement l'obligation d'en payer le montant. Cet engagement le lie envers le porteur et les endosseurs, en ce sens qu'il ne peut leur opposer aucune des exceptions qu'il aurait à faire valoir contre le tireur. V. notre *Dictionn. du contentieux commercial* 1<sup>re</sup> Lettre de change, n° 166.

(3) V. dans le même sens, Cass. 21 vent. et 18 fruct. an 9; 6 prair. an 10. — Mais V. en sens contraire, Cass. 28 vent. an 8 et 4 germ. an 10.

(4) On a agité dans cette affaire la question de savoir si la prodigalité était dans la législation intermédiaire une cause d'interdiction? La négative est résolue par deux lettres écrites à la veuve Merlin par les ministres de la justice Lambrechts et Cambacérès : l'une en date du 1<sup>er</sup> frim. an 7, l'autre du 16 vend. an 8, où ces deux ministres disent expressément que l'interdiction n'a lieu dans notre législation actuelle que pour cause de démence ou de fureur, et non pour cause de prodigalité. — On peut joindre à ces autorités un décret de la Convention du 2 sept. 1793, qui renvoie au comité de législation l'examen de la question de savoir, si, en annulant la interdiction subsistante pour cause de prodigalité, il ne serait pas juste de donner effet aux obligations contractées pendant

depuis son acceptation, cette exception ne peut s'alléguer et s'établir que vis-à-vis du tireur; — Attendu que l'endossement a été fait conformément à l'usage, et dans les formes suffisantes pour transférer la propriété; — Infirme, etc.

Du 7 germ. an 10.—Tribunal d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

#### DON PROHIBÉ.—PERSONNE INTERPOSÉE.

##### —CONJOINT.

Sous la loi du 17 niv. an 2, un legs fait au conjoint ou à l'enfant d'un successeur était valable : si n'était pas nul comme fait à personne interposée (3).

(Leleu—C. Robert.)

Du 12 germ. an 10.—Tribunal d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Prés., le cit. Treillard.

#### 1<sup>o</sup> PRODIGE.—INTERDIT.—DOMICILE.—COMPÉTENCE.

##### 2<sup>o</sup> DECLINATOIRE.—JUGEMENT.

1<sup>o</sup> L'interdit pour cause de prodigalité, a pu changer de domicile depuis l'interdiction. — En conséquence, s'il veut être réintégré dans l'exercice de ses droits, il doit s'adresser, non au juge qui a prononcé l'interdiction, mais au juge de son nouveau domicile (4).

2<sup>o</sup> Le tribunal à qui l'on a proposé un déclinatoire, ne peut statuer par un seul et même jugement sur la compétence et sur la fond (5).

(Merlin—C. ses parents.)

La veuve Merlin, demeurant à Gravelines, fut interdite en l'an 3 pour cause de prodigalité.

la durée de ces interdictions par ceux qui en étaient frappés. — La question est au surplus formellement résolue dans ce sens par les art. 489 et 513 du Code civil.

(5) V. dans le même sens, Toulouse, 2 mai 1810; Cass. 7 mai 1828, et Toulouse, 27 mai 1828. Mais V. en sens contraire, Cass. 5 juill. 1809. — La question partage les auteurs. Carré, n° 735, pense qu'un tribunal ne peut statuer par le même jugement sur le déclinatoire et sur le fond; et il se fonde sur l'art. 172 du Code de procéd., qui défend de joindre la demande en renvoi pour incompétence, au principal, conforme en ce point à l'art. 3, tit. 6 de l'ordonn. de 1667, sous laquelle on n'admettait pas qu'il fut permis de statuer sur la compétence et sur le fond par un seul et même jugement. Ajouté dans le sens de cette opinion les autres auteurs que nous avons déjà cités en rapportant un arrêt de cassation du 12 niv. an 9. — M. Chauveau (*Journ. des Avoués*, v<sup>o</sup> Renvoi, n° 55) combat l'opinion de Carré. Sui vant lui, l'art. 172 en défendant de joindre la demande en renvoi au principal, veut seulement que le jugement du principal ne retarde pas le jugement de la demande en renvoi, c'est-à-dire qu'après les plaidoiries sur le renvoi, si le principal n'est pas instruit, on ne puisse joindre l'incident au fond pour statuer par un seul et même jugement; mais lorsque l'incident et le fond sont à la fois en état de recevoir jugement, rien n'empêche, selon cet auteur, de statuer sur l'un et sur l'autre par un seul jugement, quoique par deux dispositions distinctes.

— Nous ne saurions admettre cette doctrine, que, du reste, paraissent partager Pigeau, *Commentaire*, t. 1<sup>er</sup>, p. 388, et d'Hantelville, p. 122. — Remarquons au surplus que la question ne peut être soulevée qu'à l'égard des tribunaux civils, l'art. 425 du Code de procéd. disposant formellement que devant les tribunaux de commerce, le même jugement peut, en rejetant le déclinatoire, statuer sur le fond, mais par deux dispositions distinctes.

Elle vint quelques années après fixer son domicile à Paris. En l'an 10 elle forma sa demande pour être relevée de son interdiction, devant le tribunal de Paris. Les parens, qui avaient donné leur avis lors de la première interdiction, furent appelés pour donner leur avis également sur la demande de la veuve Merlin; ils prétendirent qu'étant, eux, habitans de Gravelines, la demande de la veuve Merlin avait dû être formée devant le tribunal de cette ville, et qu'ainsi le tribunal de Paris était incompétent.

Jugement qui, sans avoir égard au moyen d'incompétence, donne main-levée de l'interdiction; attendu que, d'après les lois nouvelles, il n'y a plus d'interdiction pour cause de prodigalité.

Appel de la part des parens de la veuve Merlin. — La veuve Merlin, disaient-ils, est demanderesse, ses parens sont défendeurs, et n'ont pu être actionnés que devant le tribunal de leur domicile: ils habitaient Gravelines, c'était à Gravelines, et non pas à Paris, qu'ils devaient être appelés.

Les parens de la veuve Merlin, a-t-on répondu, ne sont point défendeurs à la main-levée de l'interdiction de leur parente. Ils sont appelés dans la cause, non pas pour leur intérêt personnel, mais pour celui de la veuve Merlin elle-même; ils n'ont point à défendre leurs droits qu'on n'attaque pas, mais à donner leur avis sur ce qui intéresse la veuve Merlin. Comme elle ne leur demande rien, elle n'est point obligée d'aller les chercher à Gravelines; elle demeure à Paris depuis longtemps. Personne ne lui contestera sans doute le droit de changer de domicile. L'interdit pour cause de prodigalité est susceptible de volonté; ainsi la veuve Merlin a pu valablement transférer son domicile à Paris, et comme elle y réside depuis nombre d'années, c'est le tribunal seul de cette ville qui peut connaître sa conduite, et la relever de son interdiction.

Le commissaire du gouvernement, en concluant pour la compétence du tribunal de Paris, a proposé d'office l'annulation du jugement de ce tribunal, en ce qu'il s'est déclaré compétent, et a en même temps jugé le fond, ce qui est contraire à l'art. 3 du tit. 6 de l'ordonnance de 1667, qui défend de joindre le jugement sur la compétence au jugement du fond. On doit d'abord faire droit sur la compétence, et ensuite statuer par un second jugement rendu le même jour, à la même audience, si l'on veut prononcer sur le fond.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la veuve Merlin avait, malgré son interdiction, conservé la libre disposition de sa personne, et avait conséquemment pu fixer son domicile à Paris; où elle a pu s'adresser pour en avoir la main-levée; — At-

tendu que le tribunal de première instance ne devait prononcer sur le fond qu'après avoir préalablement prononcé sur la compétence, ce qu'il ne pouvait faire aux termes de l'ordonnance par un seul et même jugement; — Par ces motifs, annule le jugement dont est appel, et renvoie les parties à se pourvoir pour le fond, devant le tribunal de première instance de Paris.

Du 13 germ. an 10. — Tribunal d'appel de Paris, 1<sup>re</sup> sect. — Prés., le cit. Agier. — (Concl., Conf. le cit. Mourre. — Pl., le cit. Lacroix-Fralinville.

#### SÉPARATION DE BIENS. — COMMERÇANT. — PUBLICATION.

Sous l'ancien droit, la publication au tribunal de commerce d'un jugement de séparation de biens n'était point nécessaire, lorsqu'au moment de la séparation le mari n'était plus commerçant (1).

#### (Sapin.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il est constant au procès, que les créanciers de Sapin se sont unis, et que les marchandes ainsi que les biens de ce dernier avaient été saisis; d'où il suit que la femme dudit Sapin, appelante, avait une cause juste et légitime de demander à être séparée de biens d'avec son mari; que la séparation est revêtue des formalités requises, et qu'elle est conséquemment régulière, puisqu'elle a été insinuée et exécutée; que la publication au tribunal de commerce, aux termes des art. 1<sup>er</sup> et 2, tit. 8, édit de 1673, n'était point nécessaire, puisque, dans le fait, Sapin n'était plus marchand lors de la séparation, ce qui a été reconnu au procès par ses créanciers; que c'est donc le cas de colloquer l'appelante, à la date de son contrat de mariage, pour les sommes reçues par son mari, avec d'autant plus de raison qu'elle a pris une inscription hypothécaire et qu'aux termes de la loi du 11 brum. an 7, toute femme mariée a, pour la conservation de ses droits, même éventuels, une hypothèque légale sur les biens de son mari. — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, etc.

Du 13 germ. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., le cit. d'Aguesscau.

#### AUBERGISTE. — RESPONSABILITÉ. — ARGENT. — DÉCLARATION.

Un aubergiste est responsable d'une somme d'argent qui se trouvait dans la voiture d'un messager logé dans son auberge, encore bien que, lors de son arrivée, le messager n'ait pas déclaré cette somme à l'aubergiste.

Et dans ce cas, le messager, à défaut d'autre preuve sur la quotité de la somme, peut en être cru sur son serment (2).

(1) Aujourd'hui, cette publication est requise lors même que le mari n'est pas commerçant (Code de procéd., 872.)

(2) Suivant la loi 1<sup>re</sup>, §§ 1 et 6, ff. *Notae cautiones*, les aubergistes étaient responsables de toutes les choses qui avaient été apportées dans leur auberge, de quelque nature qu'elles fussent : *quomocumque rem sine mercede receperint*. Cependant il ne faudrait pas appliquer ce principe avec trop de généralité : les circonstances doivent nécessairement exercer une grande influence sur la question. Il semblerait convenable de n'accorder recours que pour les valeurs que le voyageur peut être raisonnablement présumé avoir portées avec lui et dont il justifie d'ailleurs la possession. Le Code civil, dans son art. 1952, laisse la question assez incertaine, en se bornant à dire que les aubergistes ou hôteliers sont responsables, comme

dépôtaires, des effets apportés par le voyageur qui loge chez eux; et que le dépôt de ces sortes d'effets doit être regardé comme un dépôt nécessaire. » Toullier, t. 11, n° 255, pense que, dans ce mot *effets*, ne doivent pas être comprises les espèces d'or et d'argent, et que les aubergistes n'en seraient responsables qu'autant qu'il en serait fait, par le voyageur, une déclaration formelle. C'est aussi l'opinion des auteurs du *Nouveau Denariar*, v° *Aubergiste*, § 3, n° 3. » Cette décision, dit Toullier, loc. cit., est conforme à la justice, parce qu'en effet les sommes d'argent exigent, à raison du péril, un plus grand soin, une plus grande surveillance pour leur garde. Ces considérations conduiraient à décider, qu'en général, les aubergistes ne sont imputés responsables, à défaut de déclaration préalable, des sommes ou valeurs contenues dans les malles ou paquets déposés chez eux.

(Robine—C. Osmont.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Considérant, 1° que l'exactitude, la probité et la bonne conduite de Robine, depuis environ neuf ans qu'il fait la fonction de messager d'Argentan à Rouen, sont bien certifiées; 2° que la veuve Osmont n'a pas insisté sur les faits de preuve par elle allégués en première instance; que dans les plaidoyers sur l'appel on lui a fait inutilement le défi d'en conclure l'appointement; que Robine a même annoncé les faits positifs, qu'il entendait, au cas dudit appointement, prouver par sa contre-enquête, et que ledite Osmont n'a voulu se livrer à aucun des errements de preuve et n'y a rien répondu; 3° qu'il demeure constant, par des déclarations non suspectes et non contestées, que Robine a été chargé de la somme de 2,773 francs, appartenant à divers particuliers, et qu'il a déclaré avoir déposé dans le même coffre la somme de 610 francs à lui appartenant; 4° que les autres effets volés ont été évalués par le cit. Robine à la valeur de 70 francs, ce qui fait un total de 3,456 fr.; 5° qu'il est établi par les procès-verbaux dressés et autres preuves, que lesdites sommes, renfermées dans un coffre garni de fer, fermant à clef et reporté dans l'intérieur de la voiture de Robine, ont été volées dans l'auberge de la veuve Osmont; 6° qu'en principe général, les hôteliers et aubergistes sont garans des objets quelconques qui leur sont déposés par ceux qu'ils logent; que les messagers sont dans le cas de transporter journalièrement des sommes en argent comme tous autres effets ou marchandises plus ou moins précieux; que l'aubergiste, en recevant dans son auberge lesdits messagers avec leurs voitures, se rend garancier et responsable, tant de leurs dites voitures que desdits dépôts d'argent, effets ou marchandises contenus dans lesdites; 7° que la garantie à laquelle sont tenus les hôteliers et aubergistes importe à la sûreté publique; 8° que le tribunal n'ayant, sur la vérité du chargement de 610 fr. appartenant à Robine, et la valeur des effets volés dans le coffre, que sa propre déclaration, qui toute seule serait insuffisante si elle n'était consolidée par le serment *in litem*, et qu'il est de jurisprudence de l'admettre en pareil cas; — Condamne la veuve Osmont à payer à Robine la somme de 3,456 fr., à la charge par ledit Robine de prêter le serment *in litem* sur la vérité du chargement de 610 fr. à lui appartenant et déposé dans le coffre volé sur la voiture, et sur la valeur des effets volés dans ledit coffre.

Du 13 germ. an 10.—Trib. d'appel de Rouen.  
—Concl., le cit. Fouquet, comm.

#### DOMMAGES-INTÉRÊTS — COMPÉTENCE. — FAITS CRIMINELS.

Le tribunal civil saisi d'une action civile en dommages-intérêts, à raison de plusieurs faits qui pourraient donner lieu à une action criminelle de la compétence du tribunal de simple police ou du tribunal correctionnel, ne peut se déclarer incompétent pour statuer sur cette action et renvoyer la demande devant les juges de l'action criminelle.

Or, on sait que ce système est définitivement proscrit par la jurisprudence en ce qui touche les messageries et voituriers. V. Cass. 16 avril 1828; 18 juin 1833; Grenoble, 29 août 1833; Paris, 15 juill. 1834. — Or, on ne voit guère pourquoi il en serait autrement des aubergistes dont la responsabilité est moins périlleuse. Du reste, la Cour de Paris,

(Voyer—C. Lantoinette.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :— Considérant que, dans le nombre des chefs de demande portés devant le tribunal qui a rendu le jugement dont les dispositions sont attaquées, il y en avait plusieurs qui auraient pu être présentés au juge de paix, quelques-uns peut-être à la police correctionnelle, mais que le propriétaire du domaine de Framet, ayant saisi le tribunal du jugement duquel est appel, de la demande relative aux principales répétitions qu'il avait à exercer contre Lantoinette, son fermier, et ayant ainsi renoncé à l'action qu'il aurait pu intenter, soit à la police correctionnelle, soit devant le juge de paix, les premiers juges ne devaient pas se dessaisir; qu'ils se sont mépris sur leur compétence; qu'enfin, le renvoi qu'ils ont fait des chefs de demande sur lesquels ils devaient prononcer, eût occasionné aux parties des frais considérables, et augmenté la difficulté de l'instruction, en les forçant à plaider dans plusieurs tribunaux pour diverses réclamations nées du même bail; — Dit qu'il a été mal jugé sous prétexte d'incompétence.

Du 13 germ. an 10. — Trib. d'appel de Besançon.

#### ALIMENS.—ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.—SOUS SEING PRIVÉ.

L'écrit sous signatures privées par lequel un individu se reconnaît père de l'enfant dont une femme est enceinte, et la procuration par lui donnée à l'effet de faire inscrire cet enfant sous son nom, sur les registres de l'état civil, alors même que cette procuration aurait été révoquée avant d'avoir été suivie d'effet, peuvent servir de fondement à une demande d'alimens de la part de l'enfant (1).

(Marchand-Peterlon—C. Brocard.)

Le cit. Marchand-Peterlon avait remis à la demoiselle Brocard une déclaration écrite par laquelle il se reconnaissait père de l'enfant dont elle était enceinte. — Il avait même donné une procuration à l'effet de faire inscrire cet enfant sous son nom, sur les registres de l'état civil lorsqu'il serait né, mais il avait révoqué cette procuration avant l'accomplissement de la formalité qu'elle avait pour objet. — Néanmoins la demoiselle Brocard, agissant au nom de sa fille, forma contre Peterlon une demande en paiement d'une pension de 1500 fr. à titre d'alimens.

Jugement du tribunal de première instance qui, « considérant qu'il n'était point question, quant à présent, du droit de successibilité, mais d'une demande d'alimens; — Que dans le silence de la législation présente, il fallait remonter à l'ancienne jurisprudence qui était encore en vigueur; — Que Marchand ayant avoué sa paternité, les alimens qu'on lui demandait en cette qualité étaient un devoir que la nature lui imposait indépendamment de la loi; — Le condamne à payer d'avance, et de six mois en six mois, jusqu'à la promulgation du Code civil, une pension alimentaire de 600 fr. »

Appel de la part de Marchand.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :— Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

après un arrêt du 2 avril 1811, contraire à celui que nous recueillons ici, en a rendu un conforme à la date du 21 nov. 1836.

(1) P. dans le même sens, un second jugement rendu par le tribunal de Paris dans la même affaire, le 25 prair. an 13.

Du 13 vent. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—*Prés.*, le cit. Agier. — *Pl.*, le cit. Delacroix-Frainville.

#### DONATION.—INSINUATION.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1731, lorsque l'insinuation n'a pas été faite avec toutes les formalités prescrites par l'art. 21, si, par exemple, elle ne contient pas en détail toutes les clauses, charges et conditions de la donation, il y a nullité de la donation pour défaut d'insinuation.

(Messenet—C. Carteron.)

Du 14 germ. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — *Prés.*, le cit. Corbinière.

(Le texte de ce jugement est joint au jugement de rejet du tribunal de cassation du 11 prair. an 11, rendu sur le pourvoi dont il avait été l'objet.)

#### COMMUNAUTÉ.—MARI.—SAISIE.—MEUBLES PROPRES.

Le mari non commun en biens et saisi pour dettes de sa femme, peut réclamer ses meubles, quoique la stipulation de non communauté n'ait été insinuée que postérieurement à la saisie (1).

(Merlinot—C. Lafaille.)

D'après le contrat de mariage des époux Merlinot, tous les meubles meublans appartenaient au mari.

Cependant ces meubles avaient été saisis pour dettes personnelles de la femme; et Merlinot contestait cette saisie, en produisant son contrat de mariage qui, à la vérité, n'avait été insinué que postérieurement à la saisie.

Jugement qui la déclare valable : — « Attendu qu'aux termes de l'art. 13 de l'édit de 1703, la séparation de biens doit être insinuée et qu'elle n'a pu être au préjudice des tiers saisissans, après les poursuites commencées; — Attendu, d'ailleurs, que la déclaration du cit. Merlinot qu'il ne doit rien, n'est fondée sur aucun titre; — Ordonne que les poursuites énoncées seront continuées sur les meubles saisis. »

Appel par Merlinot.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — En ce qui touche l'opposition; — Attendu qu'aux termes du contrat de mariage, le mari est propriétaire des meubles, et que, n'étant pas commun en biens, on n'a pu les saisir pour les dettes de sa femme; — En ce qui touche la déclaration; — Attendu qu'aux termes de ce même contrat, il a reçu en constitution dotale de sa femme, 4<sup>e</sup> 20,000 liv.; 2<sup>e</sup> le prix du mobilier, desquels il demeure chargé; — Ordonne que, dans le délai de deux décades, le cit. Merlinot sera tenu de déposer au greffe, les titres sur lesquels il fonde sa déclaration de ne rien devoir, pour en être pris communication par la cit. Lafaille, être par elle contestés, s'il y a lieu, par tous les moyens de droit, et être ensuite fait droit comme il appartiendra.

Du 16 germ. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

(1) Jugé que la femme non commune en biens peut réclamer, contre les créanciers de son mari, le mobilier garnissant la maison maritale, sans être tenue de justifier de la propriété de ce mobilier par titres authentiques. Paris, 6 fruct. an 11.

(2) V. sur l'effet des dispositions universelles ou à titre universels, faites sous l'empire de la loi du 4

#### DON PROHIBÉ.—LEGS À TITRE UNIVERSEL.—RÉDUCTION.

Sous l'empire de la loi du 4 germ. an 8, les dispositions à titre universel étaient valables, sauf réduction à la quotité disponible (3).

(Vandenbult—C. Vandenbult.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que le testament de J. B. Vandenbult étant postérieur à la loi du 4 germ. an 8, et cette loi formant le dernier état de législation sur la matière des donations soit entre vifs, soit par actes de dernière volonté, c'est uniquement d'après les principes qu'elle consacre, que l'on doit juger ce testament; — Considérant que la loi du 4 germ. an 8, en posant les limites des libéralités qu'elle autorise, n'a fait et n'a pu faire aucune distinction entre les dispositions à titre universel et celles à titre particulier, puisque, dans l'un comme dans l'autre cas, elles sont valables jusqu'à la concurrence de la quotité disponible, le surplus étant réservé aux héritiers légitimes qui ont toujours le droit d'exiger la réduction de ce qui n'est pas disponible; — Confirme, etc.

Du 19 germ. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — *Pl.*, le cit. de Vieschoudère.

#### ADJUDICATAIRE.—MINEUR.—PRIX.—EMPLOI.

L'acquéreur d'un bien de mineur, vendu avec toutes les formalités prescrites, paie valablement entre les mains du tuteur, sans qu'il soit tenu de suivre l'emploi du prix, encore qu'une clause de l'adjudication soumette le tuteur à faire emploi de ce prix en y appelant l'adjudicataire (3).

(Chassin—C. Barat.)

Le cit. Barat, propriétaire pour moitié et par indivis, avec ses enfans mineurs, d'une maison située à Paris, rue de la Mortellerie, en provoqua la licitation en 1791, contre le cit. Florimont Groucal subrogé tuteur desdits mineurs. Une des clauses insérées au procès-verbal d'enchères, portait que l'adjudicataire, dans le délai de deux mois qui suivrait la vente, serait tenu de payer son prix entre les mains du cit. Barat, tant en son nom que comme tuteur de ses enfans mineurs, lequel se chargerait de faire emploi de la portion qui se trouverait appartenir à sesdits enfans, et y appellerait l'adjudicataire. — Le cit. Chassin se rendit adjudicataire de cette maison; et le 3 juill. 1791, au terme fixé par le jugement, c'est-à-dire, deux mois après, il paya au cit. Barat le prix de ledite maison.

Plusieurs années après, un des mineurs Barat devenu majeur, forma, contre les héritiers du cit. Chassin décédé, une demande en paiement du prix de la maison adjugée à son auteur, en se fondant sur ce que ce dernier, en payant entre les mains du tuteur sans suivre et surveiller l'emploi du prix, avait irrégulièrement payé.

Du 19 thermidor an 9, jugement du tribunal civil de Paris qui accueille cette demande : — « Attendu qu'un tuteur n'a pouvoir de toucher le prix d'un immeuble appartenant à son pupille, qu'à la charge d'en faire l'emploi, que l'acqué-

germ. an 8 et sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, le résumé de jurisprudence qui accompagne l'arrêt de cassation du 19 therm. an 12 (aff. Torf.).

(3) Aujourd'hui, le tuteur, en sa qualité d'administrateur, a le droit de toucher, sans sa responsabilité seule, tous les capitaux dus à son pupille (Toullier, tom. 2, n° 1203 et 1204; Duranton, t. 2, n° 550 et suiv.)



reur de cet immeuble ne peut valablement se libérer que par la justification d'un emploi légal et effectif;—Attendu que l'obligation de la part de cet acquéreur est de droit rigoureuse et absolue; que quand même elle n'aurait pas été énoncée dans l'avis de parçons, qui autorise la vente, dans le jugement d'homologation et dans la clause de l'enchère, l'acquéreur n'en aurait pas moins été lié par la force de la loi, qui veut toujours pour l'intérêt des mineurs, et ne peut être ignorée de celui qui traite avec eux;—Attendu que Jean-Charles Chassin ou ses représentants ne justifient point qu'il ait été fait emploi.»

Appel de la part de Nicolas Chassin. — Les premiers juges, disait-il, en déclarant que l'adjudicataire avait payé, conformément aux termes de son adjudication, ont assez fait connaître qu'aucune circonstance particulière n'a déterminé leur décision. — Ils ont donc cru rendre hommage à un principe, mais ils n'ont fait que céder à une erreur.

Les principes du droit français assurent tous la validité d'un pareil paiement fait entre les mains d'un tuteur. Les auteurs le confirment, et notamment le Juristicien Bourjon, dans son Droit commun de la France. Ce point de notre jurisprudence est si solidement assis, et si incoutestable, que l'on a toujours jugé, dans les temps où les rentes constituées étaient regardées comme des immeubles, que le tuteur pouvait en recevoir le remboursement, sans avoir besoin même de l'autorisation du conseil de famille; et que le débiteur, en payant entre ses mains, se libérait valablement, et ce principe se corrobore encore par la faveur très étendue qu'a chez nous la libération. — Quand il serait vrai donc que le Code romain aurait à cet égard des dispositions différentes, il n'en faudrait pas moins suivre les principes du droit français. — Mais les lois romaines sont bien loin d'avoir des règles contrares, puisqu'aucune n'oblige même les tiers acquéreurs à suivre l'emploi des deniers. — S'il est vrai qu'à l'égard des remboursements, le Romain exige, pour leur validité, qu'ils soient autorisés par le *juge ut judicialis sententia sine omni damno celebrata hoc permittit*, cette maxime, encore une fois, n'est point admise dans notre droit, comme l'attestent Domat, tit. 1<sup>er</sup>, sect. 2; Pothier, *Traité des Obl.*, n° 478; Bourjon, déjà cité, et Vassier, sur la coutume de la Rochelle. — D'ailleurs, dans le cas même où une autorisation de juges aurait été nécessaire, cette autorisation aurait eu lieu dans la sentence d'adjudication du bien dont il s'agit, laquelle déclare que le paiement serait fait entre les mains du tuteur.

Les intimés justifiaient les motifs des premiers juges, par les dispositions des lois romaines que nous avons citées, par la clause de l'adjudication et par l'intérêt des mineurs.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que la vente faite à Chassin n'est point attaquée, que l'adjudicataire d'un bien d'un mineur, qui a acquis légalement, et dans les formes prescrites par la loi, paie valablement à son tuteur, qui a qualité pour recevoir toutes les dettes quelconques durs à son mineur, et n'est point obligé de suivre l'emploi

de son prix, qui est uniquement à la charge du tuteur; que la clause d'enchère, dressée en conséquence de la délibération de famille et du jugement homologatif, n'a pas dérogé à ce point général, et a simplement assujéti le tuteur à faire emploi, en y appelant l'adjudicataire, sans astreindre celui-ci à faire lui-même l'emploi et à le surveiller.—Dis qu'il a été jugé; émendant, décharge Chassin des condamnations contre lui prononcées; etc.

Du 22 germ. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.

## RENTE VIAGÈRE.—DÉCIS.—MALADIE.

Avant le Code civil, un contrat de rente viagère n'était pas nul pour avoir été fait pendant la maladie dont est mort celui au profit de qui la rente a été constituée, si lors de la constitution, cette maladie n'avait pas un caractère mortel (1).

(Langlois — C. Rolland.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu, 1<sup>o</sup> qu'il n'y a pas vileté de prix;—Attendu, 2<sup>o</sup> que la maladie n'était pas mortelle, et que la veuve Barré pouvait encore vivre plusieurs années;—Attendu, 3<sup>o</sup> que les faits et circonstances annoncés par le cit. Rolland ne sont pas suffisamment prouvés;—Déclare la vente valable.

Du 31 germ. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>o</sup> sect.—Prés., le cit. Treillard.

## SAISIE IMMOBILIÈRE.—AFFICHES.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, une saisie immobilière n'était pas nulle par cela seul que toutes les pièces de terre dépendant d'une même ferme, n'étaient pas énoncées dans l'affiche au pignoré: il y avait seulement lieu de distraire de la saisie les articles omis (2).

(Vion — C. Ravette.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que l'expropriant a désigné clairement dans l'affiche, article par article, toutes les pièces de terre dont il entendait poursuivre la vente; quant à celles dépendant d'un même corps de ferme et non comprises dans l'affiche, la seule conséquence qui puisse en résulter est que le saisi en restera propriétaire;—En droit, la loi du 11 brum. n'oblige pas l'expropriant de faire vendre tous les biens de son débiteur, ni toutes les pièces de terre dépendant de la même ferme.

Du 20 germ. an 10.—Trib. d'appel de Rouen.

## INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE — DÉLAI.—TIERS DÉTENTEUR.

L'inscription d'une hypothèque ancienne, prise après les trois mois de la publication de la loi du 11 brum. an 7, est sans effet contre un tiers acquéreur qui a fait transcrire son contrat avant la date de l'inscription (3).

(Naveau — C. Thomas.)

Du 26 germ. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.—2<sup>o</sup> sect.—Prés., les cit. Honoré, de Swerte et Lefèvre.

(1) L'art. 1975 du Code civil trace, sur ce point, une règle générale qui n'admet plus la distinction établie par le jugement ci-dessus: aux termes de cet article est nul le contrat par lequel une rente viagère a été créée sur la tête d'une personne atteinte de la maladie dont elle est décédée dans les vingt jours de la date du contrat.

(2) Ce jugement a été dénoncé à la Cour de cassation; mais le pourvoi a été rejeté le 12 therm. an 12. V. à cette date, 1<sup>re</sup> part.

(3) Cela est incoutestable. Il ne pouvait s'élever de doute que dans le cas où le tiers acquéreur n'aurait point fait transcrire son contrat avant la date de l'inscription. V. à cet égard, Cass. 1<sup>re</sup> prair. an 12, et la note.

**PRISE MARITIME. — FRAIS. — MAINLEVÉE.**  
*Lorsque la mainlevée d'une prise est donnée, sans dommages-intérêts ni dépens, les frais de déchargement du navire, de son gardiennage, de l'emmagasinement des marchandises, et de la nourriture de l'équipage, doivent être remboursés au capteur.*

(Métis et Lechantre — C. Andréas Boitwigg.)

On soutenait, au nom du capteur, qu'un arrêt du conseil du 23 décembre 1704, avait formellement prononcé sur cette question, en déclarant qu'à l'avenir tous les frais faits tant pour la conservation ou la vente des marchandises des prises, que pour la subsistance du maître et autres officiers marins ou matelots, seraient pris sur le bâtiment et payés par le réclamant qui en aurait obtenu mainlevée, lorsqu'il serait remis en possession; que cette loi était générale et avait constamment été exécutée; que Valin, dans son commentaire sur l'ordonnance de la marine, attestait son exécution, et qu'elle est encore prouvée par un arrêt du conseil des prises du 8 avr. 1784:—Qu'on ne pouvait pas prétendre que cet arrêt eût cessé d'être une loi sur la matière, lorsque, d'après l'art. 4 de la loi du 14 fév. 1793, toutes les lois anciennes concernant les prises avaient été maintenues; et qu'en effet tous les réglemens rendus sur cette matière ont constamment été exécutés depuis le commencement de la guerre:—Que cette loi était précisément dans l'espèce de la cause, quand le conseil des prises avait décidé que l'irrégularité des papiers du capitaine, et la rigueur avec laquelle on avait appliqué, dans sa naissance, la loi du 29 niv. an 6, avaient constitué le capteur en bonne foi et légitimé l'arrestation; et que, par ce motif, la mainlevée du navire avait été prononcée sans dépens ni dommages-intérêts.—On ajoutait que l'existence de cette loi ainsi établie, il était impossible de supposer que le conseil des prises eût entendu charger les armateurs du corsaire l'Anonyme, du paiement des frais dont il s'agit, et qu'il ne pouvait exister aucun doute sur cette question, quand cette demande n'avait point été formée par les armateurs du corsaire; que loin qu'on pût invoquer contre eux le jugement du conseil des prises, ils pouvaient eux-mêmes s'en prévaloir, en ce que ce jugement a refusé au capitaine les dommages-intérêts qu'il avait demandés, et même les dépens; qu'il n'ordonne la restitution des marchandises invendues que dans l'état où elles se trouvent, et seulement le produit net des marchandises qui avaient été vendues; que le produit net était celui sur lequel on avait déduit tous les frais, et que si la distraction des frais avait été ordonnée sur les marchandises vendues, la raison de décider était la même relativement aux marchandises existant en magasin.

Le capitaine Boitwigg capturé, répondait que l'arrêt du 23 déc. 1704, invoqué par les armateurs des corsaires, était sans application à l'espèce; que d'abord on ne pouvait le considérer comme une loi, que c'était un simple arrêt du conseil, et que ces sortes de décisions n'étant pas revêtues de la formalité de l'enregistrement, ne pouvaient être invoquées comme des lois:—Que si celle du 14 fév. 1793 avait ordonné que les lois rendues sur les prises continueraient d'être exécutées, cette loi ne s'appliquait qu'à l'ordonnance de la marine;—Que l'arrêt dont il s'agit était tombé en désuétude, et qu'enfin il était sans application à la cause, lorsqu'il était dans le cas de la mainlevée d'un navire prononcée par grâce, et que, dans l'espèce, le conseil des prises avait

formellement prononcé la nullité de la prise dont il s'agit;—Que si les armateurs du corsaire ne pouvaient se prévaloir de cet arrêt, ils pouvaient encore moins invoquer le jugement du conseil des prises; et qu'il résultait au contraire de ce jugement, que les parties n'avaient à former les unes contre les autres aucune espèce de répétition;—Qu'à la vérité le conseil des prises n'avait point accordé de dommages-intérêts au capitaine, ni même de dépens; mais qu'en mettant les parties hors de cause sur toutes leurs demandes, il avait évidemment entendu que les armateurs du corsaire ne pourraient pas plus répéter les frais dont il s'agit, que le capitaine ne pourrait lui-même former de répétitions; que le hors de cause était prononcé sur les demandes de toutes les parties, et que, d'après cela, les armateurs ne pouvaient pas, contre cette décision, réclamer une somme qui leur avait été refusée; que la prétention des armateurs du corsaire était le comble de l'injustice, quand ils voulaient faire payer au capitaine des frais qui n'auraient point eu lieu si le navire n'eût point été arrêté.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Considérant que la demande des parties de Fromentin, à fin de paiement des 4,458 fr. 40 c., pour les frais du déchargement du navire, de son gardiennage, de l'emmagasinement des marchandises, et de la nourriture du capitaine, ainsi que de l'équipage, n'a point été formée par elles devant le conseil des prises, et que d'après cela, il n'est pas possible de prétendre que le hors de cause, prononcé par ce jugement, puisse s'appliquer à cette demande;—Et que l'arrêt du 23 déc. 1704 porte qu'en cas de mainlevée du navire, les frais dont il s'agit sont à la charge de la chose et doivent être supportés par elle:—Et que cet arrêt est applicable à la question, quand le capitaine n'a obtenu ni dépens, ni dommages-intérêts par le jugement du 29 frim. dernier, et que cette décision a été motivée sur l'irrégularité du premier rôle, qui ne se trouvait pas conforme aux réglemens danois, sur la rature existant sur le second rôle, la contradiction apparente entre les connaissances et la lettre du 17 oct. 1797, et la rigueur avec laquelle on se prévalait d'abord de la loi du 29 niv. an 6:—Faisant droit à l'appel interjeté par les parties de Fromentin, dans le chef qui les déclare non recevables dans la demande par elles formée de la somme de 4,458 fr. 40 c., dit qu'il a été mal jugé dans les dispositions dudit jugement, qui a déclaré les parties de Fromentin non recevables dans leur demande à fin de paiement de la somme de 4,458 fr. 40 c. dont il s'agit; condamne la partie de Morin à payer à celle de Fromentin ladite somme de 4,458 fr., pour les causes énoncées en sa demande.

Du 27 germ. an 10.—Trib. d'appel de Paris.

#### COMMUNAUTÉ. — RENONCIATION — INVENTAIRE.

*Le défaut d'inventaire n'a existé entre deux époux divorcés, n'est pas une cause de restitution contre la renonciation à cette communauté de la part de la femme, et n'établit pas une présomption de lésion à son égard.*

(Duméril — C. Dulan.)

En l'an 3, les époux Dulan, séparés de fait depuis plusieurs années, firent prononcer leur divorce.—L'acte de liquidation de leurs droits respectifs fut dressé bientôt après, et par une des dispositions de cet acte, la dame Dulan renonça à la communauté d'entre elle et son mari,

— Il est à remarquer qu'il ne fut point dressé d'inventaire préalable.

Après le décès de la dame Dulan, arrivé en l'an 7, le cit. Duinéril, son bérilier, a formé une demande en restitution contre la renonciation faite par la dame Dulan à la communauté, sur le motif que cette renonciation avait été obtenue de sa faiblesse et de l'ignorance où elle avait été de plusieurs faits importants découverts depuis lors; le demandeur invoquait à l'appui de son action et comme suffisant pour la justifier, le défaut d'inventaire avant la liquidation et la renonciation.

Jugement du tribunal civil de Paris qui rejette la demande. — Appel.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que la dame Dulan a pu légalement renoncer à la communauté des biens qui avait subsisté entre elle et son mari sans inventaire préalable; qu'on n'articule aucuns faits de dol ni de fraude contre le cit. Dulan; — Dit qu'il a été bien jugé.

Du 27 germ. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., les cit. Popelin et Roy.

## QUOTITÉ DISPONIBLE. — TESTAMENT. —

## LOI DE L'ÉPOQUE.

*C'est la loi en vigueur à l'époque du décès du testateur, et non celle en vigueur à l'époque de la confection du testament, qui doit fixer, en ce qui touche la disponibilité de ses biens le sort des dispositions testamentaires (1).*

(Dervillers — C. Crugé.)

Du 29 germ. an 10. — Trib. d'appel de Douai. — Concl., le cit. Michel, comm.

## ÉMIGRATION. — PARTAGE DE PRÉSUSSION.

Du 29 germ. an 10. — (Aff. de Sarcé.) — Trib. d'appel d'Angers. — V. ce jugement à la date du 8 flor. an 10.

## IMMEUBLES PAR DESTINATION. — USTENSILES DE MANUFACTURE. — EXPROPRIATION FORCÉE.

*Les ustensiles d'une manufacture scellés à fer et à plâtre sont réputés immeubles, et peuvent dès lors être vendus, sur expropriation forcée, en même temps que les bâtimens (2).*

(Montulé — C. la dame Baudrier.)

La dame Baudrier, créancière de Montulé, propriétaire de la manufacture de draps, dite de Julienne, fit saisir tous les bâtimens qui servaient à l'exploitation de cette manufacture. Dans cette saisie se trouvèrent compris les chaudières, pressoirs, et autres ustensiles servant à la manufacture. Il est bon d'observer que tous ces objets étaient scellés dans les bâtimens.

L'adjudication des bâtimens composant la manufacture, circonstances et dépendances, fut faite à la dame Baudrier, moyennant 125,000 fr., nonobstant la demande en distraction des ustensiles, fondée sur une déclaration du 19 août 1704, qui défendait la saisie et la vente des objets mobiliers nécessaires aux manufactures. Cette demande fut rejetée par le motif que la déclaration de 1704 ne s'appliquait qu'aux ustensiles proprement mobiliers et transportables, et non aux

meubles qui par leur incorporation à un édifice devenaient immeubles eux-mêmes.

Appel du jugement de la part de Montulé. — On soutenait pour lui que l'adjudication devait être déclarée nulle, parce que les objets saisis et vendus avec les bâtimens, étaient insaisissables comme dépendant d'une manufacture, aux termes de l'édit de 1704. — On a prévu l'objection que l'on pourrait appuyer sur l'article 90 de la coutume de Paris, qui répute immeubles les ustensiles scellés et incorporés à l'édifice, dont ils font partie intégrante; et l'on a dit que, dans tous les cas, les ustensiles d'une manufacture en activité, sont toujours adhérens et scellés aux bâtimens; qu'ainsi jamais il n'y aurait lieu d'appliquer la disposition de l'édit; qu'au surplus, l'art. 90 de la coutume de Paris n'était relatif qu'aux ustensiles d'objets.

On s'est attaché, pour l'intimité, à faire sentir la distinction qu'il fallait établir entre l'article de la coutume de Paris et l'édit de 1704. L'édit, a-t-on dit, ne s'applique qu'aux ustensiles proprement mobiliers et transportables, qu'on peut emporter sans les dépecer ni désassembler, aux ustensiles qui n'ont point été incorporés à l'édifice; ce sont ceux-là qui conservent leur qualité de meubles, et c'est à eux que l'édit est applicable; mais pour ceux qui ont été attachés à l'édifice, qui en font partie intégrante, ceux-là sont réputés immeubles, suivant la disposition de l'art. 90 de la coutume de Paris.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Adoptant les mêmes motifs que ceux du tribunal de première instance; — Confirme, etc.

Du 1<sup>er</sup> flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Tréillard. — Pl., les cit. Gicquel et Loysseau.

## RENTE FÉODALE. — FERMIER. — BAILLEUR.

*Le fermier d'une terre à laquelle étaient attachées des redevances féodales, est tenu d'en faire compte au bailleur, aux termes du bail, alors même qu'il les aurait perçues depuis leur abolition. Le débiteur seul de la redevance peut se prévaloir de son extinction.*

(Thoreau — C. Lebon.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que la suppression de la féodalité a eu pour objet de briser les liens du tenancier; qu'ainsi les lois sur cette matière ne peuvent s'entendre que du créancier au débiteur de droits féodaux, et que c'est pour ce dernier qu'elles ont prononcé l'extinction des redevances, la remise des anciens arrérages, mais que tout ceci est étranger au fermier de ces mêmes droits; que ce n'est pas lui qui en était grevé et que la loi a voulu affranchir de la servitude; qu'ayant reçu pendant son bail les redevances qui en faisaient partie, il doit payer le prix convenu; qu'autrement il appliquerait à son profit un bénéfice qui, dans l'esprit et les termes de la loi, n'avait pu appartenir qu'au débiteur; — Confirme.

Du 4 flor. an 10. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salié. — Pl., les cit. Déséglise et Daussigny.

(1) F. dans le même sens, le jugement de rejet rendu par la Cour de cassation, le 28 germ. an 11, sur le pourvoi formé contre le jugement que nous recueillons ici.

(2) Il en est de même sous le Code civil (F. art.

524, 525). Mais ces objets peuvent-ils être saisis et vendus par celui à qui est hypothéqué l'immeuble, lorsqu'ils sont encore affectés au privilège du vendeur non payé? F. sur cette question fort délicate, un arrêt de Cass. du 9 déc. 1835, et les observations qui l'accompagnent.

**ENFANT NATUREL. — DROITS SUCCESSIFS.**  
La loi du 12 brum. an 2 est applicable au règlement des droits de l'enfant naturel dont le père est décédé depuis cette loi; il n'y a pas eu nécessité d'attendre pour procéder à ce règlement la publication du Code civil (1).  
(Flège—C. Cousin Merleourt.)

Du 6 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Lefèvre Corbinères. — Concl., conf., le cit. Try, subst. — Pl., les cit. Thibonier et Roy.

**1° SIGNIFICATION. — ORDONNANCE. — ENREGISTREMENT.**

**2° DIVORCE. — MAISON COMMUNE. — ASSEMBLÉE DE PARENTS. — OFFICIER DE L'ÉTAT CIVIL.**

**3° EXPLOIT. — IMMATRICULE.**

**1° La signification d'une ordonnance d'officier public n'est pas nulle pour avoir été faite avant l'enregistrement de l'ordonnance: il y a seulement lieu à une amende contre l'huissier.** (L. 22 frim. an 7, art. 31.) (2)

**2° Il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, qu'une ordonnance pour la prononciation d'un divorce énonçât qu'elle avait été donnée en la maison commune.**

Lorsque les parents convoqués pour une assemblée, relative au divorce déclaraient ne pouvoir s'y trouver, le demandeur n'était pas tenu de prévenir d'avance le défendeur du nom de ceux qu'il avait choisis pour les remplacer. (L. 30 sept. 1793, art. 9.) (3)

**Dans le cas où le mari, défendeur à une demande en divorce, venait à changer de domicile, s'il ne notifiait à sa femme ce changement de domicile que postérieurement à la signification de l'ordonnance fixant le jour de la prononciation du divorce, l'officier de l'état civil de son ancien domicile n'en restait pas moins compétent pour prononcer ce divorce.**

**3° Avant la réorganisation des avoués, la qualification d'officier ministériel prise par un huissier dans un exploit, indiquait suffisamment sa qualité (4).**

**L'exploit portant que l'huissier exerce près le département de... arrondissement de... indique suffisamment le tribunal dans le ressort duquel l'huissier exerce ses fonctions.**

(Danneville—C. sa femme.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu, 1° qu'aux termes de l'art. 54 de la loi du 22 frim. an 7, il n'y a nullité d'exploit que par le défaut de son enregistrement dans les délais; qu'ici le défaut d'enregistrement dans les deux ordonnances de l'officier public, du 25 vend. an 8, et 3° complément, suivant, ne porte que sur chacune de ces ordonnances dont a été signifié copie, ce qui, selon l'art. 41, ne donne lieu qu'à deux amendes de chacune 50 fr., payables par l'huissier; et que, d'ailleurs, l'enregistrement de ces ordonnances,

qui était à la charge de la partie, selon l'art. 29, a eu lieu postérieurement en payant double droit, conformément à l'art. 38;

Attendu, 2° qu'aucune loi ne prescrit d'énoncer dans une ordonnance d'officier ministériel, qu'elle a été délivrée à la maison commune;

Attendu, 3° que la troisième assemblée a été légalement convoquée; que l'époux du demandeur est tenu de renouveler et de remplacer les absents par d'autres à son choix, sans être tenu de renouveler aucune formalité;

Attendu, 4° que ce n'est que postérieurement en vend. an 9, date de la signification de l'ordonnance, fixant le jour de la prononciation du divorce, que le changement du domicile du cit. Danneville a été notifié;

Attendu, 5° que la loi du 27 vent. an 8 ne comprend, sous la désignation d'officier ministériel, que les avoués et les huissiers; qu'à l'époque de l'exploit dont il s'agit, il n'y avait pas encore d'avoués reçus; d'où il suit que Brière, en se disant officier ministériel dans l'exploit, a suffisamment annoncé qu'il était huissier, surtout lorsqu'il fait un exploit; — Et que pareillement, en se disant exercer près le département de l'Eure, arrondissement de Pont-Audemer, il a suffisamment indiqué le tribunal dans le ressort duquel il exerçait ses fonctions, et satisfait aux dispositions de la loi; que, d'ailleurs, par les différents exploits qu'il avait précédemment signifiés pour le divorce des parties, elles le connaissent pour huissier; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 6 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3° sect. — Prés., le cit. Agier. — Concl., le cit. Try, subst. — Pl., les cit. Gicquel et Bellert.

**1° SAISIE IMMOBILIÈRE. — AFFICHE.**

**2° ADJUDICATION. — VILETÉ DE PRIX.**

**1° Sous la loi du 11 brum. an 7, l'étendue et la superficie d'une maison saisie ont été suffisamment indiquées dans l'affiche d'expropriation, par la description des bâtiments et l'énonciation des tenans et aboutissans, encore que le nombre de metres ne soit pas énoncé (5).**

**2° On ne peut demander la nullité d'une adjudication pour vileté du prix, lorsqu'il excède quinze fois la valeur du revenu porté en la matrice du rôle de la contribution foncière, quel que soit d'ailleurs le prix de la location.**

(Giront—C. Maugis.)

Du 6 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris.

**ECHANGE. — EVICTION. — REVENDICATION.**

**L'échangiste dénué peut revendiquer la chose qu'il a donnée en contre-échange contre le tiers qui l'a acquise de bonne foi (6).**

(1) La jurisprudence du tribunal de cassation a été constamment contraire. *V.* les arrêts des 7 fruct. an 10 et 14 flor. an 13, rendus dans cette même affaire.

(2) *Id.*, Cass. 9 frim. an 11.

(3) *V.* conf., Paris, 5 prair. an 12.

(4) *V.* ident., Cass. 9 frim. an 11, sur le pourvoi formé contre le jugement que nous rapportons ici.

(5) Le Code de procédure (art. 675), n'exige que l'indication de la contenance approximative, et seulement lorsqu'il s'agit de biens ruraux. — *V.* à la date du 15 germ. an 11, le jugement de rejet rendu par le tribunal de cassation, sur le pourvoi formé contre la décision ci-dessus.

(6) Cette décision, rendue sous l'empire du droit romain, était fort contestable d'après les principes de ce droit. *V.* à cet égard la note qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation du 16 prair. an 12. — Sous le Code civil, elle serait la conséquence logique et nécessaire du droit de résolution, qui étant accordé au vendeur non payé, l'est par cela même à l'échangiste, privé, par l'éviction, de l'immeuble qu'il tenait lieu de pris. C'est en vain que pour échapper à cette conséquence, les auteurs qui adoptent l'opinion contraire, Delvincourt, *Cours de Code civil*, t. 3, notes, p. 414; Favard, *Rep.*, 1° *Echange*, n° 3; Rolland de Vilargues, *Repert. du notariat*, cod. civ.,

(Mirail-Lombrail — C. Ratéry et autres.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant qu'il est de principe que le mineur restitué est tenu de rendre l'héritage qui lui a été transmis par l'acte dont il est relevé; que ce principe est fondé sur la loi 21, § 4, ff. de Minor., et sur la jurisprudence attestée par Maynard, liv. 3, chap. 36; que, d'après les lois 1 et 4, de rer. Pmut., l'échangiste a la faculté, lorsqu'il est évincé du fonds reçu en contre-échange, de poursuivre le délaissement de celui qu'il a lui-même baillé en échange, parce que, dans le contrat d'échange; chaque chose est tout à la fois et le prix et la chose; chacun des contractans est vendeur et acheteur; chacun d'eux est obligé précisément à transférer à l'autre la propriété de la chose qu'il lui donne, à l'en faire jouir et à le garantir des évictions, de manière que celui qui est évincé a le choix, ou de poursuivre la chose, ou de conclure à des dommages; qu'il ne serait pas possible d'exercer cette faculté, si l'échangiste évincé ne pouvait pas poursuivre contre un tiers acquéreur le fonds par lui baillé en échange; d'où il faut conclure que Janolo, Ratéry et Bayle ne peuvent, sous aucun prétexte, se dispenser de délaisser à Combes le jardin par lui baillé en échange à Moulis, parce qu'ils sont censés n'en avoir jamais eu la propriété; que, par la même raison, Combes doit délaisser à Izarn le jardin par celui-ci baillé en échange audit Moulis; que ledit Izarn doit à son tour, délaisser aux cit. Mirail le jardin à lui baillé par ledit Moulis, et que celui-ci tenait d'Antoine Lombrail et Antoine Mirail par le premier échange; — Par ces motifs, etc.

Du 7 flor. an 10. — Trib. d'appel de Toulouse.  
— Prés., le cit. Desazars. — Rapp., le cit. Ricard.  
— Concl., le cit. Corbière, subst.

## CITOYEN (QUALITÉ DE). — PEINE AFFLICTIVE OU INFAMANTE.

Avant le Code civil, la perte de la qualité de citoyen ne résultait pas nécessairement d'une condamnation à une peine afflictive et infamante. Il fallait, de plus, que le jugement déclarât le condamné déchu de cette qualité.

n° 82, prétendent établir une différence essentielle entre la position du vendeur non payé et celle de l'échangiste évincé, par rapport aux tiers. Selon ces auteurs, l'échangiste évincé ne saurait être assimilé au vendeur non payé, mais on porte quittance du prix, alors que ce prix a été payé avec de la fausse monnaie ou de l'argent n'apportant pas à l'acquéreur. En effet, disent-ils, ce qu'opère la déclaration du vendeur d'avoir reçu le prix, l'exécution du contrat l'opère dans le cas de l'échange: les tiers n'ont pas plus à s'occuper de la validité du paiement, dans un cas que dans l'autre; et la propriété qu'ils ont acquise, doit leur appartenir incommutuellement. Au contraire, entre ceux qui acquièrent du vendeur non payé et ceux qui achètent de l'échangiste ultérieurement évincé de son prix, il y a cette différence, que les premiers étaient avertis par le contrat de leur auteur des chances de résolution auxquelles ils s'exposaient, tandis que les seconds n'avaient aucun motif de suspecter la sûreté de leur acquisition. — Ce système, bien que spécieux au premier abord, ne résiste pas à un examen approfondi. L'assimilation sur laquelle il est fondé, est fautive en deux points: d'abord la réception du prix par le vendeur exclut toute idée de résolution, puisque, en fait de meubles et surtout d'argent, la possession vaut titre; tandis qu'il n'en est pas de même de la réception par l'échangiste de l'immeuble donné en contre-échange, cet immeuble

(Douanes — C. N...)

Il s'agissait dans l'espèce d'un procès-verbal de contravention en matière de douanes, dressé par deux particuliers, à l'un desquels en reprochait d'avoir perdu la qualité de citoyen français, par suite d'une condamnation criminelle qu'il avait subie. — On répondait que la perte de cette qualité n'avait pu résulter, de plein droit, de la condamnation; qu'il aurait fallu une disposition expresse dans le jugement, ce qui n'avait pas eu lieu dans l'espèce.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 5, 13 et 15 de la loi du 10 brum. an 5; 3, tit. 12 de la loi du 22 août 1791; 41, tit. 2 de la loi du 10 juill. 1791, et l'arrêt du commissaire général des quatre départements cis-rhénsans du 25 pluv. an 10 (1); — Considérant que le commissaire général du gouvernement, sur le référé du tribunal de révision, a déclaré que « tous les citoyens français non employés des douanes contre lesquels il n'existe aucun jugement de déchéance de cette qualité, ni aucun acte de suspension de l'exercice des droits y attachés, sont aptes à dresser procès-verbal de saisie de marchandises en contravention, et que le procès-verbal doit faire foi en justice jusqu'à inscription de faux...; — Considérant que le tribunal est tenu de se conformer au principe ci-dessus établi; — Considérant que le tribunal correctionnel de Bonn a déclaré nul et invalide le procès-verbal de saisie, par la raison que les saisisans non employés des douanes ont perdu la qualité de citoyens français, que leurs signatures et leurs affirmations ne pouvaient avoir devant la justice la valeur que la loi accorde aux rapports de saisie, et que ce motif est mal fondé; — Annule le jugement dont est appel, rendu le 19 niv. an 8, par le tribunal correctionnel de Bonn, pour mal jugé au fond; — Déclare la saisie bonne et valable.

Du 7 flor. an 10. — Trib. crim. de Trèves.

## ÉMIGRATION. — PARTAGE. — PRÉSUCCESSION.

Les émigrés dont la père, avant qu'ils fussent rayés, éliminés ou amnistiés, a fait de leur

étant évidemment passible de revocation de la part de ceux qui s'en prétendraient propriétaires. Ensuite, il y a impossibilité pour les tiers de s'assurer soit des titres de propriété, soit de la qualité légale des espèces remises au vendeur, tandis qu'il leur est possible et même facile de remonter à l'origine de la propriété de l'immeuble remis, à titre de prix, au co-purchant avec lequel ils traitent. Ainsi donc, l'échangiste évincé n'est pas seulement un vendeur non valablement payé; c'est un vendeur non payé dans toute la force du terme, et auquel par conséquent appartenait le droit de résolution avec tous les effets que l'exercice de ce droit produit à l'égard des tiers. V. dans ce sens, Merlin, *Repert.*, v° *Echange*, n° 2; Duranton, t. 16, n° 546; Duvergier, *Vente*, t. 2, n° 417; et les arrêts d'Aix, 25 mai 1813; Grenoble, 18 juill. 1834; Lyon, 12 janv. 1839; V. aussi Nîmes, 19 fév. 1839.

(1) D'après la régime provisoire auquel étaient alors soumis les départements cis-rhénsans, un commissaire général y était investi de pouvoirs en quelque sorte législatifs, qui l'appelaient à statuer sur les référés des tribunaux au cas de contravention persistante dans l'interprétation de la loi, conformément à l'art. 256 de la constitution du 5 fruct. an 3. — Le jugement que nous recueillons ici, rendu sous l'influence de la décision portée par le commissaire général, ne nous paraît donc avoir, sur la question qu'il résout, qu'une autorité d'un faible poids.

*chef un partage de présuccession avec l'Etat, peuvent, en tant compte à leurs frères et sœurs de ce qui a été adjugé à l'Etat, réclamer une portion virile dans les biens que le père a laissés, encore même qu'il soit mort avant l'annulation ou l'élimination (1).*

(De Sarcé.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Considérant que les pères et mères ou autres ascendans des émigrés ou prévenus d'émigration, en usant de la faculté qui leur était accordée par la loi du 9 flor. an 3, et en abandonnant à la république une partie de leurs biens pour avoir la libre disposition du surplus, et échapper à la rigueur des lois antérieures, ont fait avec la république un véritable marché à forfait, dont les suites, par les événemens subseqvens et fortuits, pouvaient devenir avantageux ou préjudiciables à leurs héritiers; mais que les partages de présuccession auxquels ils ont consenti ne les dépouillaient pas de la jouissance et propriété des portions qu'ils étaient autorisés à retenir, et n'étaient point des partages réels faits entre leurs héritiers républicains et la république, comme étant aux droits de ceux prévenus d'émigration; d'où il suit que ces derniers, s'ils se trouvent rayés définitivement ou éliminés de la liste des émigrés, ne sont pas privés, par lesdits partages, d'aurait de succéder à leurs ascendans; — Mais considérant qu'il ne serait pas juste de faire supporter à ceux d'entre les héritiers dont la résidence en France n'a jamais été douteuse, des pertes occasionnées par ceux dont la faute ou la négligence les a fait réputer émigrés, en sorte qu'il y aurait une lésion évidente pour les premiers, si, sur la part des derniers, n'était pas imputée la valeur des biens advenus à la république à cause d'eux; — Considérant, en outre, que les estimations qui ont été faites pour parvenir aux partages de présuccession, ne sont inattaquables qu'à l'égard de la république, mais qu'elles ne peuvent nuire aux héritiers, ni les lier par rapport aux arrangements à faire entre eux; — Par ces motifs, — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, bien appelé; — Emendant, décharge l'appelant des condamnations y portées; et faisant droit au principal, sans s'arrêter ni avoir égard aux partages des biens des père et mère communs, ordonne qu'il sera procédé entre l'appelant et ses frères et sœurs ou représentans, à autres et nouveaux partages, en cinq lots, des biens, tant meubles qu'immeubles, délaissés par leurs père et mère, après qu'il aura été fait prêtement sur la masse des immeubles, en faveur de chacun des héritiers, outre l'appelant, d'une somme équivalente, à dire d'experts, dont ils conviendront, ou qui seront nommés d'office, des biens que lesdits père et mère ont abandonnés à la république, d'après la loi du 8 flor. an 3, etc.

Du 8 flor. an 10. — Trib. d'appel d'Angers.

#### JUGEMENT DÉFINITIF. — CONDAMNATION PROVISOIRE. — APPEL.

*Est définitif et non simplement préparatoire, et par suite susceptible d'appel, le jugement qui prononce une condamnation provisoire, alors qu'il impose à celui qui l'a obtenue l'obligation de fournir caution.*

(Falletti — C. Ferliu.)

Falletti condamné, par jugement du 12 pluv. an 10 à livrer provisoirement à Ferliu des fers que ce dernier prétendait lui avoir achetés, à la

charge toutefois par Ferliu de fournir caution, a interjeté appel de ce jugement.

Ferliu a soutenu que ce jugement, ne prononçant qu'une condamnation provisoire dont l'exécution ne pouvait être poursuivie que moyennant caution, était simplement préparatoire, et que l'appel n'en était pas recevable.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Vu l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, ainsi conçu: « On ne pourra appeler d'aucun jugement préparatoire pendant le cours d'une instruction; les parties seront obligées d'attendre le jugement définitif; » — Considérant que l'esprit et la lettre de la loi concourent à démontrer que les mots jugement préparatoire doivent s'entendre des jugemens qui ne concernent que l'instruction de la procédure, tels que ceux qui ordonnent une enquête, la production de quelque titre; le rapport d'un expert ou d'autres formalités, des jugemens, en un mot, qui peuvent être pleinement et complètement réparés en définitive; qu'il serait absurde d'étendre la loi citée aux condamnations provisoires, et, par une conséquence nécessaire, aux jugemens rendus dans le possessoire, même à la charge de donner caution, car ce recours est insuffisant pour réparer les dommages qu'une telle condamnation provisoire peut entraîner au préjudice de celui qui est dépossédé d'un bien qu'il possède, dans l'interval, quelquefois long, qu'il est possible qu'il s'écoule entre la condamnation provisoire injuste et sa réparation; que, d'après ces considérations, si les jugemens du genre dont il s'agit n'étaient point sujets à l'appel, il s'ensuivrait, de plus, que les tribunaux de première instance prononceraient en dernier ressort sur des objets dont la valeur pourrait excéder 1,000 fr., ce qui serait contre le vœu de la loi; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, etc.

Du 9 flor. an 10. — Trib. d'appel de Turin.

#### PÉREMPTION. — DEMANDE.

*Dans la ressort de la coutume de Normandie, la péremption n'avait pas lieu de plein droit (2).*

(Lenormand — C. Albite.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Vu l'art. 5, lit. 27, de l'ordonn. de 1667, qui porte: « Les sentences et jugemens qui doivent passer en force de chose jugée, sont ceux... dont l'appel n'est pas recevable, soit que les parties... que l'appel ait été déclaré pèri; — Considérant, en fait, que l'action en reprise d'instance a été intentée avant qu'il ait été formée aucune demande en péremption; en droit, qu'il résulte des dernières expressions de l'article ci-dessus cité, et de la jurisprudence constamment suivie en cette ci-devant province, que la péremption ne s'acquiert pas de plein droit, et que tant qu'il n'a pas été fait de poursuites pour la faire déclarer acquise, on peut procéder en reprise d'instance; — Sans avoir égard à la demande en péremption, — Déclare l'instance reprise.

Du 11 flor. an 10. — Trib. d'appel de Rouen.

#### FAILLITE. — SYNDICS. — SOLIDARITÉ.

*Chacun des créanciers, membre d'une union, est tenu solidairement des faits et des obligations des syndics que l'union a nommés (3).*

(Duval de Branyille et Colomel — C. Terson.)

En 1779, faillite de la maison de commerce De-

(1) F. anal., Cass. 18 avril 1812.

(2) F. conf., Cass. 12 brum. an 11, et la note.

(3) F. en ce sens, Rouen, 23 janv. 1808; Boulay-Paty, *Traité des faillites*, n° 331; — En sens contraire, Cass. 23 mai 1837.

la Croix, Gossey et compagnie. — « Contrat d'union entre les créanciers, et nomination de Gossey aux fonctions de syndics, avec adjonction de cinq membres, chargés par lettres patentes de prononcer exclusivement et en dernier ressort sur toutes les contestations relatives à la faillite.

Le 7 mai 1783, Gossey, en sa qualité de syndic, fait citer, devant la commission des cinq membres, Terson et Lanos en paiement d'un billet de 60,000 fr. par eux souscrit plus de vingt ans auparavant au profit de la maison faillie. Condamnation solidaire est prononcée contre eux, et Terson en paie le montant.

Pius tard, sur la réclamation de Terson, le tribunal du commerce et la cour d'appel de Rouen condamnent Gossey, en sa qualité de syndic, à la restitution des 60,000 fr. et à 4,000 fr. de dommages-intérêts. — Terson se pourvoit directement, en paiement de ces diverses sommes, contre Duval de Brannville et Colombel, signataires du contrat d'union, et soutient qu'en cette qualité et comme tenus des faits du syndic, ils doivent être condamnés solidairement. — Ceux-ci prétendent, au contraire, n'être tenus que pour leur portion contributive.

5 therm. an 9, jugement du tribunal civil de Rouen, qui les condamne solidairement : — « Considérant que par les jugemens intervenus au tribunal du commerce de Rouen, les 24 pluv. et 17 vent. an 7, le sieur Gossey, tant en son nom que comme syndic de la masse des créanciers, a été condamné envers le sieur Terson à la restitution d'une somme de 60,000 fr. et à 4,000 fr. d'intérêts ; — Considérant qu'il résulte de ces jugemens, même des reconnaissances des sieurs Duval et Colombel, consignées dans les écritures du procès, que les condamnations ne concernent pas seulement le sieur Gossey, mais encore la masse entière de ces créanciers qui se trouve condamnée dans la personne du sieur Gossey ; — Considérant qu'il est de principe reconnu pour toutes les parties, qu'il y a solidarité au profit d'une masse contre les syndics auxquels elle a confié ses intérêts, et respectivement au profit des syndics contre les créanciers qui composent la masse ; — Considérant que, d'après ce principe, le sieur Gossey, considéré comme syndic, aurait pu exercer non action solidaire contre les créanciers de la masse, pour recouvrer le montant des condamnations ci-dessus, s'il les eût payées au sieur Terson ; — Considérant qu'il ne peut exister une différence raisonnable, soit en fait, soit en droit, entre le sieur Gossey, poursuivant sur la masse le recouvrement de ces condamnations qu'il aurait acquittées au mains du sieur Terson ; — Considérant, d'ailleurs, qu'il est constant, en fait, que les sieurs Duval et Colombel ont concouru à la nomination du Gossey, auquel ils ont donné un mandat collectif pour les recouvrements et la disposition des objets dont il leur avait fait l'abandon ; — Considérant, enfin, qu'il s'agit de la restitution ordonnée par un tribunal du commerce d'une somme dont les créanciers n'ont pas eu, sur la poursuite de leur syndic, obtenu la condamnation par corps et commercialement, et que le recouvrement en a été fait au profit de la masse, etc. »

Appel de la part de Duval et Colombel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Adoptant les motifs du premier jugo ; — A mis et met l'appellation au néant ; ordonne, etc.

Du 13 flor. an 10. — Trib. d'appel de Rouen. — 1<sup>re</sup> Sect. — Pl., les cit. Héron et Dubamel.

## SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — HÉRITIÈRE. —

## ACTION. — CURATEUR.

*L'héritier sous bénéfice d'inventaire qui a des intérêts opposés à ceux de la succession bénéficiaire, ne peut les exercer que contra un légitime contradicteur qui représente la succession. — En conséquence, on ne peut lui rapprocher d'avoir fait nommer un curateur pour le règlement de ses droits, au lieu d'agir contra les créanciers du défunt ou toutes autres parties intéressées, lesquels, n'ayant que des droits contra la succession, ne peuvent la représenter (1).*

(La dame Ravier — C. Dieres.)

Dans l'espèce, la dame Ravier, tiers acquéreur d'un immeuble sur lequel le sieur Dieres, héritier bénéficiaire, prétendait des droits qui résultaient d'une liquidation faite avec un curateur à la succession bénéficiaire, soutenant qu'il avait été mal procédé dans cette liquidation, en ce qu'elle avait été faite avec un curateur *ad hoc*, tandis que l'héritier bénéficiaire n'avait antérieurement rien fait pour le règlement de ses droits quo d'appeler les créanciers et toutes autres parties intéressées.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu qu'il n'est pas contesté que la maison rue des Martyrs, et dont il s'agit, que ladite veuve Ravier a acquise de ladite Dieres, provient de la succession de la dame veuve Viard, dont sa fille, ladite veuve Dieres, était seule héritière légitimaire, et dont son petit-fils, le cit. Dieres, était légataire universel en propriété ; et enfin, que ladite veuve Dieres est décédée sans avoir fait liquider ses droits dans cette succession ; — Attendu que Dieres, seul héritier, mais sous bénéfice d'inventaire, de ladite veuve Dieres, sa mère, avait à faire liquider ses droits personnels dans la succession de son aïeule, ladite veuve Viard, contre la succession de ladite Dieres, sa mère ; — Attendu qu'en droit l'héritier sous bénéfice d'inventaire, qui a des droits personnels opposés à ceux de la succession bénéficiaire, à exercer contre cette succession, ne le peut que contre un légitime contradicteur qui représente la succession, et non contre les créanciers, qui, n'ayant que des droits contre la succession, ne peuvent la représenter, et contre lesquels on ne peut ni faire déclarer des titres exécutoires, ni obtenir des condamnations contre la succession ; que lorsque, comme dans l'espèce, il n'y a point d'autre héritier bénéficiaire, l'usage et la jurisprudence ont admis un curateur au bénéfice d'inventaire, pour être le légitime contradicteur ; que les créanciers ont seulement le droit, lorsqu'ils le requièrent, d'être présents aux opérations qui se font avec ce curateur, pour veiller à leurs intérêts, ou après leur confection, de prendre en communication ces opérations pour les critiquer, s'il y a lieu ; — Attendu, d'ailleurs

(1) Aujourd'hui, ce point de droit ne peut plus faire question : c'est la disposition formelle de l'art. 996, Code procéd. Il y a cependant, d'après ce même article, exception à la règle qui veut que l'action soit intentée contre un curateur *ad hoc*, en cas où il y a plusieurs héritiers, et où l'action n'est pas intentée l.—11<sup>e</sup> PARTIE.

par tous : alors l'action doit être intentée contre les autres héritiers. — Il y a encore exception à la règle de l'article 996 en matière de faillite : l'action de l'héritier bénéficiaire doit être dirigée contre les syndics. Amiens, 14 mars 1820. — V. dans le même sens, Duranton, t. 7, n° 53, à la note.

que, lors de la liquidation dont il s'agit, ladite veuve Ravier n'avait encore aucun droit ouvert; — Ordonne, avant faire droit au principal, que Dieres sera tenu de communiquer à la veuve Ravier la liquidation du 12 frim. an 8, dont il s'agit, ensemble les pièces justificatives; plus, les comptes du bénéfice d'inventaire, pour, par elle, les accorder ou contester dans un mois, à compter de la signification du présent; depuis réservés.

Du 15 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris.  
— 3<sup>e</sup> section.

#### PAYS RÉUNIS. — JUGEMENT. — EXÉCUTION.

*Les jugemens rendus en France contre des étrangers demandeurs, ne sont pas devenus exécutoires de plein droit dans les pays où ceux-ci ont leur domicile, par la réunion de ces pays au territoire français (1).*

(Cottin — C. Seijs.)

Du 15 flor. an 10. — Trib. d'appel de Liège.

#### 1<sup>o</sup> ADJUDICATAIRE. — Mineur. — Remboursement.

##### 2<sup>o</sup> Conciliation. — Intervention.

1<sup>o</sup> La clause par laquelle il a été stipulé que l'adjudicataire conserverait entre ses mains une partie quelconque du prix de son adjudication, appartenant à des mineurs, jusqu'à leur majorité, ou autre emploi qui pourrait être indiqué, n'est pas un obstacle à ce que l'acquéreur se libère avant l'époque fixée.

2<sup>o</sup> Avant le Code de procédure, la demande en intervention devait être précédée du préliminaire de conciliation (2).

(Saulx-Tavanne — C. Lebas de Courmont.)

Les mineurs de Saulx-Tavanne possédaient un immeuble indivis avec la cit. Maupou : celle-ci en ayant poursuivi la licitation, il fut adjugé au cit. Lebas de Courmont, le 16 janv. 1788. Une des clauses de l'adjudication était qu'il « conserverait entre ses mains la moitié du prix de son adjudication, appartenant aux mineurs de Saulx-Tavanne, jusqu'à leur majorité, ou autre emploi qui pourrait en être indiqué. » Cette clause était en quelque sorte expliquée par une seconde, dans laquelle il était dit que « le remboursement ne se ferait que six mois après la notification de la majorité ou de l'emploi indiqué. » En 1792, époque à laquelle les mineurs de Saulx-Tavanne n'avaient point atteint leur majorité, et où il n'avait encore été indiqué aucun emploi, le cit. Lebas de Courmont annonça à la famille des mineurs qu'il était dans l'intention de se libérer des 253,000 fr. formant la moitié revenant aux mineurs. Cette somme fut en effet versée entre les mains du cit. Dupin, leur tuteur, autorisé par la famille à recevoir tous les remboursements exigibles. Il paraît que l'emploi qui en fut fait, solide dans son origine, devint en résultant préjudiciable aux mineurs, par l'émigration des personnes sur lesquelles les fonds furent placés. Depuis, les mineurs de Saulx-Tavanne, devenus majeurs, ont attaqué le remboursement fait, en 1792, par le cit. Lebas de Courmont, sous le motif qu'il avait été fait au mépris de la clause de son adjudication, dont nous avons rapporté les termes.

Un jugement du tribunal civil de Paris, du 14 fruct. an 9, prononça la nullité de ce rembourse-

ment contre les héritiers Lebas de Courmont.

Appel par ces derniers.

Les cit. de Saulx-Tavanne, ont-ils dit, invoquent les privilèges de la minorité; ils disent que ces privilèges sont rigoureux, parce que la cause en est sacrée; mais il ne peut pas être question des privilèges de la minorité dans une affaire de la nature de celle-ci. La minorité perd toute sa faveur quand elle se trouve en concurrence avec la libération. La libération a toujours paru si favorable, que, dans toutes les branches de la législation, on la voit prédominer sur tout ce que les lois protègent le plus. Ainsi, quand les substitutions fideicommissaires étaient en vigueur, malgré l'attention extrême avec laquelle les lois veillaient à leur parfaite intégrité, les débiteurs des rentes substituées en remboursaient valablement les capitaux entre les mains du grevé, et ils n'étaient nullement responsables de l'emploi que pouvait en faire celui-ci. (Ord. de 1747, tit. 1<sup>er</sup>, art. 15.) Ainsi, quelque soin que les lois prennent pour la conservation des dots, le débiteur d'une somme qui fait partie de la constitution dotale d'une femme, la rembourse valablement entre les mains de son mari, sans que la femme soit présente, sans qu'elle soit avertie, sans que les juges interviennent et veillent pour elle; et la femme n'a aucun recours contre lui, même dans le cas où son mari devient insolvable. Ainsi, quelque étendue, quelque rigoureuse que soit la prohibition faite aux tuteurs d'aliéner les biens de leurs mineurs, elle n'empêche pas que les débiteurs, même des sommes les plus considérables, ne se libèrent légalement par les paiements qu'ils font aux tuteurs, sans que ceux-ci aient été préalablement autorisés à recevoir, soit par avis de parents, soit par autorité de justice. Cùm a debitoribus potius exigere vellet pupillis, et prolati sunt ab his apochæ tutoris, quantum est utrum adversus tutorem, an adversus debitores actio sit competat? Paulus respondit, si tempore administranda tutelæ, tutori tutelam gerenti debitores solvissent, liberatos eos ipso jure à pupillis. Ce sont les termes de la loi 46, § 5, ff. de administratione et periculo tutorum. Justinien avait voulu modifier cette loi par le 25<sup>o</sup> du même titre au Code, en ordonnant que l'insolvabilité du tuteur retomberait sur le débiteur qui aurait payé entre ses mains, à moins que le paiement n'eût été autorisé par un décret de justice. Mais cette innovation a été partout reprouvée, et partout elle est tombée en désuétude. La manière dont s'exprime Pothier, en son *Traité des Obligations*, n<sup>o</sup> 478, l'indique positivement. Il faut donc faire abstraction de l'âge qu'avaient les cit. de Saulx-Tavanne à l'époque du remboursement fait par le cit. Lebas de Courmont, et juger ce remboursement d'après la même règle, que s'il eût eu pour objet d'éteindre des capitaux dus à des personnes majeures. Comment, d'après cela, pourrait-il être annulé? Serait-ce sous le prétexte que le titre constitutif de la dette était au cit. Lebas de Courmont la faculté de se libérer quand il lui plairait, ou que les conditions auxquelles était attachée cette faculté, n'avaient pas été remplies? Mais pour trouver dans l'adjudication du 16 janv. 1788, une prohibition de rembourser à volonté, il faudrait faire violence aux principes élémentaires du droit, et aux clauses qui ont été insérées dans l'adjudication; car les principes s'élèvent contre

(1) V. les faits de cette affaire et le texte du jugement, en tête de l'arrêt de rejet rendu par la Cour de cassation le 18 therm. an 12.

(2) V. en sens contraire, Cass. 23 pluv. an 9 et 27 mess. an 12. — L'art. 49 du Code de procéd. dispense la demande en intervention du préliminaire de conciliation.



cette présomption de gêne apportée, dans un contrat, à la faculté de se libérer quand le débiteur le juge à propos. Cette faculté, sans doute, peut être restreinte; mais il faut qu'elle le soit clairement. La loi n'admet, en cette matière, ni indice, ni admineule, ni demi-preuve. Gêner un remboursement, c'est aggraver la condition du débiteur; et si on ne l'a pas fait dans les termes les plus formels, *nisi palam verbis exprimitur*, la loi veut que l'on soit censé n'y avoir pas même pensé, *omissum intelligendum est*. Les clauses de l'adjudication n'établissent point de toute cette prohibition; en consultant les termes, on n'y voit rien de positif à cet égard. Or, si elle n'est pas au-dessus de toute équivoque si elle n'est pas dégagée de toute espèce de nuances, la loi veut qu'on la regarde comme non existante; les vendeurs doivent s'imputer de ne l'avoir pas stipulée avec plus de clarté, *stipulatori liberum fuit verba latè concipere* (l. 99, ff. de verb. oblig.)

Les elt. de Saulx-Tavanne veulent tourner en leur faveur l'expression *conservera*; mais elle peut désigner une faculté comme un devoir; elle convient à l'une tout aussi bien qu'à l'autre; et dès qu'elle est susceptible de deux sens, la loi saisit le plus favorable au débiteur. — Enfin, s'il restait des doutes sur les sens de la première clause, au moins s'évanouiraient-ils à la vue de celle qui l'a remplacée au moment de l'adjudication, et dans laquelle il est dit que la *remboursement ne se fera que six mois après la notification de la majorité ou de l'emploi indiqué*. Il ne pouvait dépendre des mineurs de Saulx-Tavanne de reculer à l'infini la libération de l'adjudicataire; cependant, il faudrait bien, dans leur système, qu'on le leur eût donné, puisqu'il n'aurait tenu qu'à eux de ne jamais notifier à l'adjudicataire qu'ils avaient atteint leur majorité; donc, ils n'ont pas eu ce droit; donc l'adjudicataire a pu rembourser avant que leur majorité lui fût notifiée; donc, par la même raison, il a pu rembourser avant que leur majorité fût atteinte; donc il a pu rembourser avant qu'on lui eût notifié l'indication d'un emploi, car l'emploi indiqué est dans la clause, en alternative avec la majorité, et le sens que la clause n'a évidemment pas pour la majorité, elle ne peut l'avoir pour l'emploi indiqué.

Inutilement les adversaires ont-ils prétendu, devant les premiers juges, que la seconde clause n'avait pas dérogé à la première. Non, elle n'y a pas dérogé, mais elle l'a expliquée, elle l'a éclaircie, et certes, il n'est pas permis de séparer la première du commentaire qu'en a donné la seconde.

— Les elt. de Saulx-Tavanne font à ces raisonnemens différentes objections auxquelles il n'est pas très difficile de répondre. — Ils disent que, par l'art. 94 de la coutume de Paris, les deniers qui formaient la part des mineurs de Saulx-Tavanne, dans le prix de l'adjudication, conservaient un caractère d'immeuble qui n'en permettait pas l'aliénation, tant que la minorité durait; donc on a entendu, par les mots *l'adjudicataire conservera*, ôter à l'acquéreur la faculté de se libérer tant que les mineurs n'auraient pas atteint leur majorité, ou qu'il n'aurait pas été ordonné un autre emploi. — Voici la réponse à cet argument: L'art. 94 de la coutume de Paris est ainsi conçu: « Rentes constituées à prix d'argent sont réputées immeubles, jusqu'à ce qu'elles soient rachetées. Toutefois, au cas que celles qui appartiennent à des mineurs soient rachetées pendant leur minorité, les deniers du rachat ou le remploi d'iceux en autres rentes ou héritages, sont censés de même nature et qualité d'immeubles qu'étaient les rentes ainsi rachetées, pour retourner aux parens du côté et ligne dont lesdites rentes étaient procédées. »

A la seule lecture de cet article, on sent combien il est loin de dire ce qu'on lui prête. — Que fait la coutume dans cet article? Elle établit une fiction. Mais en faveur de qui l'établit-elle? Est-ce pour l'intérêt des mineurs? Non, elle l'établit uniquement pour que les deniers provenant des rentes remboursées à des mineurs, retournent aux parens du côté et ligne dont lesdites rentes étaient procédées. — Cette fiction légale n'a donc lieu, comme l'observe Bourjon (tom. 1<sup>er</sup>, p. 339, édit. de 1770) que relativement aux héritiers du mineur, et non par rapport à lui-même. — Elle cesse également, dit le même auteur (page 335) à l'égard de ses créanciers: de là il s'ensuit que les deniers provenant du remboursement de la rente, se distribuent par contribution entre les créanciers. De même, si le mineur se marie, ces mêmes deniers tombent dans la communauté, s'ils n'en sont exclus par une clause contraire... En effet, par rapport à lui, ces deniers conservent leur véritable nature de meubles, et la loi n'a établi la fiction que relativement à ses héritiers, et dans la crainte que le tuteur ne change l'ordre de la succession du mineur remboursé, motif qui ne peut militer quant à lui, ni par rapport à la communauté, ni par rapport à ses créanciers; et nous devons ajouter ni par rapport à ses débiteurs; car, à leur égard comme à l'égard des créanciers, il est également vrai de dire que la fiction ne peut pas être étendue hors du cas pour lequel elle a été introduite; aussi voyons-nous que la coutume, en réglant, pour l'intérêt des héritiers des mineurs, la nature des rentes rachetées pendant leur minorité, suppose manifestement que la minorité de celui à qui est due une rente, n'en empêche ni n'en gêne, en aucune manière, le remboursement de la part de son débiteur.

Mais, continuent les elt. Tavanne, si dans les neuf premiers articles des charges de l'adjudication, au lieu de dire: « L'adjudicataire sera tenu de prendre les terres dans l'état où elles sont, de payer les droits, d'acquitter les redevances annuelles, » on eût dit: « L'adjudicataire prendra, paiera, acquittera; » à coup sûr ces dernières expressions auraient été tout aussi impératives que celles qu'on a employées, il ne serait entré dans l'idée de personne de n'y trouver qu'une faculté laissée à l'adjudicataire de prendre ou de ne pas prendre, de payer ou de ne pas payer, d'acquitter ou de ne pas acquitter. — Pourqu'il donc ne considérerait-on pas aussi comme impératifs, dans l'art. 12, les mots *l'adjudicataire conservera*? — Si, dans les neuf premiers articles, on eût employé le même tour de phrase que dans l'art. 12, il en résulterait une présomption que dans l'art. 12 on eût entendu donner au mot *conservera* le même sens qu'auraient, dans les précédens, les mots *prendra, paiera, acquittera*; et encore cette présomption ne serait-elle pas d'une grande force; car il est de principe que *verba debent semper intelligi secundum subjectam materiam*; et l'on pourroit dire, dans cette hypothèse, que si, dans les neuf premiers articles, les mots *prendra, paiera, acquittera*, sont impératifs, c'est parce que les actes qu'ils désignent sont, par leur nature et dans tous les temps, forcés pour l'adjudicataire, au lieu que, dans l'art. 12, le mot *conservera* se réfère à un acte de libération, qui, par sa nature, est toujours libre pour le débiteur. — Mais de ce que, dans l'art. 12, on s'est borné à dire *conservera*, après avoir dit, dans les articles précédens, *sera tenu de prendre, sera tenu de payer, sera tenu d'acquitter*, il suit nécessairement que, par l'art. 12, on n'a pas voulu rendre *conservera* synonyme de *sera tenu de conserver*.

Les défenseurs disent encore: La charge de

conserver n'empêcherait pas l'adjudicataire de se libérer à volonté, si elle était pure et simple; mais elle est accompagnée de la fixation d'une époque, conservera..... jusqu'à....; et cette fixation emporte la défense de rembourser avant que le terme soit arrivé. — Mais par lui-même le mot conserver n'indique pas plus une charge qu'une faculté; il est susceptible de l'un comme de l'autre sens; et, encore une fois, dans cette équivoque, c'est l'interprétation la plus favorable à l'acheteur qui doit prévaloir. Conçoit-on, d'ailleurs, un cas où il serait possible de stipuler dans un contrat de vente, que l'acheteur conservera le prix dans ses mains, sans fixer l'époque où il cesserait d'en avoir, soit la faculté, soit l'obligation? Ce cas ne pourrait être que celui où jamais il ne lui serait permis, ou jamais on ne pourrait le contraindre de payer; et c'est bien dire d'autres termes, que ce cas est chimérique.

Enfin, voici le dernier argument des mineurs de Saulx: si l'on n'eût pas voulu ôter à l'acquéreur la faculté de se libérer avant la majorité des mineurs de Saulx-Tavanne, ou l'emploi ordonné à leur profit, qu'eût-il été besoin de l'occuper à leur égard de l'époque du paiement? — A cela on peut répondre que les mineurs de Saulx-Tavanne n'avaient aucun intérêt à exiger comptant le prix de leur vente, qu'il était donc tout simple qu'ils accordassent des facilités à l'acquéreur: c'était un moyen de faire hausser les enchères, et l'on n'est pas étonné que leur tuteur l'ait employé, quoique l'avis de parents, en exécution duquel il procédait, fût muet à cet égard. Mais convertir les facilités en prohibition, c'eût été dégoûter les enchérisseurs, et par suite amener une baisse considérable dans le prix. Le tuteur n'aurait pu le faire sans avis de parents, et ce qu'il n'a pas pu faire, on ne doit pas présumer qu'il l'ait fait.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — En ce qui touche l'intervention (1) de la cit. Le Ponce et son mari: — Attendu qu'ils n'étaient pas parties en cause principale, et que leur demande n'a pas été précédée de citation en conciliation au bureau de paix, les déclare non recevables et les condamne aux dépens;

En ce qui touche l'appel du citoyen Gnérin (tuteur des mineurs Lebas de Courmont) et de la cit. son épouse, sés-noms: — Attendu que la faculté de se libérer est de droit pour tout débiteur; qu'une clause, par laquelle il est dit que l'acquéreur conservera le prix jusqu'à une époque ou une condition donnée, l'autorise bien à ne pas payer avant le cas prévu, mais ne contient pas une dérogation formelle à la faculté générale de se libérer auparavant; — Attendu que le remboursement dont il s'agit a été fait dans les mains d'un tuteur suffisamment autorisé par un avis de parents et homologué en justice; qu'un remboursement étant ainsi valablement effectué, le débiteur n'est plus responsable de l'emploi des deniers remboursés; que même, dans l'espèce, il ne pourrait y avoir d'objection fondée contre les emplois qui ont été faits; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 16 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

## APPROBATION D'ÉCRITURE. — SOMME.

Est nul le billet écrit par un autre que celui qui l'a souscrit, et qui contient seulement ap-

(1) Il s'agissait d'une intervention formée en appel par les époux Le Ponce.

(2) Sur la question de savoir si les billets non suf-

probation de l'écriture et non de la somme (2).

(Montgaillard—C. de Crussol.)

Le cit. de Montgaillard se prétendait créancier de la cit. de Crussol, en vertu de deux billets signés, mais non écrits par cette dernière, avec approbation seulement de l'écriture. Ils ne contenaient point approbation de la somme qui y était.

La nullité de ces billets a été demandée à raison de ce défaut d'approbation, et elle a été prononcée par jugement du tribunal de première instance de Paris: « Attendu que les billets en question n'étant pas écrits par la débitrice, celle-ci, aux termes de la loi, devait en approuver le montant en toutes lettres, à peine de nullité. » — Appel par de Montgaillard.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que de l'ensemble des circonstances, il résulte que la dette qu'on veut faire passer sur la succession de la cit. de Crussol, n'est ni sincère ni bien fondée en titres; — Attendu qu'il y a même raison de suspecter la quittance de 6,000 liv. qui a été trouvée dans les papiers de la cit. de Crussol; — Adoptant, pour le surplus, les motifs des premiers juges; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 17 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Agier. — Pl., les cit. Ardenne et Berryer.

## CAUSE DES OBLIGATIONS. — BILLET.

La cause d'une obligation est suffisamment prouvée par ces mots: Je reconnais devoir (3).

(Bouron—C. Brodel.)

Le 19 août 1779, le cit. Bouron souscrivit au profit de la demoiselle Brodel un billet ainsi conçu: « Je soussigné reconnais devoir à mademoiselle Brodel, la somme de 20,000 fr. qui sera prise sur les premiers deniers de ma succession. »

Au décès du sieur Bouron, la demoiselle Brodel réclama le paiement de cette somme, mais sa prétention fut contestée par le motif que le billet était nul, comme n'énonçant pas la cause de la dette. On invoqua sur ce point un arrêt de règlement du parlement de Paris, du 16 mai 1650, 7 sept. 1789, sentence du bailliage de Reims qui déclare le billet nul.

Appel de la part de la demoiselle Brodel, qui a soutenu que la cause de l'obligation était suffisamment exprimée; que le mot devoir supposait nécessairement l'existence de l'obligation et de la cause qui y avait donné lieu, à la différence de ces mots je promets payer qui ne présentent pas rigoureusement la même idée, et qui ne prouvent pas nécessairement la validité de l'obligation. — Il existe, à la vérité, un arrêt de règlement du 16 mai 1650, qui déclare nuls les billets ou promesses qui ne contiennent pas les causes pour lesquelles ils ont été passés, mais cet arrêt n'a pas été suivi à la rigueur, et plusieurs arrêts du même parlement ont ordonné le paiement de billets sans énonciation de cause, lorsque par les circonstances particulières du fait, il était prouvé que l'engagement avait une cause réelle, quoique non exprimée au billet. Le nouveau Denisiart, v<sup>o</sup> Billet, § 4, n<sup>o</sup> 3, cite trois arrêts des 16 mai 1644, 29 mars 1708 et 5 mai 1755, rendus en ce sens.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que le billet de 20,000 fr. a sa cause suffisamment exprimée dans

l'assentiment approuvés sont absolument nuls, F. Cass., 6 fév. 1839, et les observations.

(3) F. dans le même sens, Bourges, 15 mars. an 9, et la note.

ces mots: *Je reconnais devoir...*; que la stipulation d'intérêts n'était pas permise à l'époque du dit billet; que le long terme a pu être compensé par une augmentation de la quotité de la somme due; qu'il n'était pas prouvé qu'Anne Brodel, à l'époque du billet, demeurait chez Sutaïne Bouron; et qu'en surplus, il ne résulterait rien de cette demeure commune contre la vérité et la sincérité du billet; — Dit qu'il a été mal jugé, quant au chef qui déclare le billet nul; — Condamne Huart (le curateur à la succession vacante) à payer à la cit. Brodel la somme de 30,000 fr., avec les intérêts de ladite somme du jour de la demande.

Du 20 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — *Concl.*, le cit. Mourre, comm. — *Pl.*, les cit. Lecacheux et Pouquet.

#### REQUÊTE CIVILE. — MINEUR. — DÉFENSE.

*Un mineur n'est pas valablement défendu si les moyens qui l'intéressent n'ont pas été présentés dans des conclusions formelles, mais seulement dans des mémoires et dans la plaidoirie. — Par suite, il est recevable à se pourvoir par voie de requête civile contre le jugement rendu à son préjudice.*

(Berulle-C. Mauléon.)

Du 30 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — *Prés.*, le cit. Treillard. — *Pl.*, les cit. Bonnet et Chaveau-Lagarde.

V. le texte de ce jugement joint à l'arrêt de cassation du 8 niv. an 11, 1<sup>re</sup> part.

#### COMMUNAUTÉ. — MARI. — ADMINISTRATION. — PEEVE TESTIMONIALE. — FRAUDE.

*Quoique le mari soit l'administrateur et le maître de la communauté conjugale pendant qu'elle subsiste, il doit cependant administrer sans fraude, et il commet une fraude toutes les fois qu'il emploie des deniers ou effets de la communauté de manière à les faire tourner à son profit particulier pour en priver sa femme ou ses héritiers (1). — Ainsi, la preuve testimoniale est admissible pour prouver que le mari et son père ont avoué que les acquisitions faites par ce dernier l'avaient été dans ce but.*

(Chevalier-C. Bouclet.)

Du 22 flor. an 10. — Trib. d'appel de Besançon.

#### DONATION A CAUSE DE MORT. — CONTRAT DE MARIAGE. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — INSINUATION. — LOI DE L'ÉPOQUE.

Du 23 flor. an 10 (aff. *Hugues-C. Besognat*). — Trib. d'appel de Rouen. — V. ce jugement joint à l'arrêt de la Cour de cassation du 7 vent. an 13, 1<sup>re</sup> part.

#### ERREUR COMMUNE. — JURISPRUDENCE. — PAR- TAGEMENT. — SUCCESSION.

*L'erreur fondée sur une jurisprudence ulté-*

(1) Le chef ou administrateur d'une société ne peut pas spéculer contre cette société. Le pouvoir de disposer des biens communs, sans le consentement de la femme, n'a pas été accordé au mari dans son propre intérêt, mais pour l'avantage des deux époux, afin de prévenir des collisions dans le ménage, et par confiance d'ailleurs dans la plus grande expérience du mari. La décision de la Cour de Besançon n'a fait, du reste, que consacrer la doctrine des auteurs, V. Pothier, de la Communauté, n° 479; Merlin, Rép., v° Communauté, § 5, n° 1 et 4.

*rieurement reconnue fausse, n'est pas une cause de nullité de la convention. — D'où il suit que l'héritier qui a reconnu dans un parent du défunt la qualité de successeur, ne peut revenir contre cette reconnaissance, sous le prétexte qu'elle est le fruit d'une erreur résultant de la fausse jurisprudence des temps.* (C. civ., 1109.)

(Lehmann-Duplessis-C. Ecroulin.)

Du 23 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Ce jugement a été l'objet d'un pourvoi en cassation, sur lequel il a été prononcé le 13 germ. an 12. — V. à cette date.

#### MINISTÈRE PUBLIC. — NULLITÉ RELATIVE.

*La partie en faveur de laquelle l'audition du ministère public est requise, peut seule se plaindre de ce que le ministère public n'a pas été entendu (2).*

(Gilles-C. hospices de Pontoise.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il n'y a pas lieu à déclarer nul un jugement pour défaut de conclusions du commissaire du gouvernement, lorsque les personnes en faveur desquelles la communication est ordonnée ont réussi dans leurs prétentions et n'attaquent pas le jugement; — Dit qu'il a été bien jugé.

Du 23 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### EXPERTISE. — INDICATION DE JOUR.

*Sous la loi du 10 juin 1793, il y avait nullité de l'expertise, lorsqu'après s'être ajournés indéfiniment, les experts n'avaient pas indiqué le jour de la reprise de leurs opérations (3).*

(Cordonnier-C. Couet.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que Cordonnier n'a pas été prévenu des jours auxquels devaient avoir lieu les seconde et troisième vacations des experts, et qu'il n'a pas couvert cette nullité par sa comparution; — Dit qu'il a été mal jugé; — Emendant; — Déclare nul le rapport d'experts dont il s'agit.

Du 30 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### DERNIER RESSORT. — QUALIFICATION. — APPEL.

*Avant le Code de procédure, les jugements de première instance, qualifiés mal à propos en dernier ressort, ne laissaient pas d'être sujets à l'appel (4).*

(Chatonru-C. Cassuran.)

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 4 et 5 de la loi du 24 août 1790; — Statuant sur l'appel interjeté par Chatonru, du jugement rendu au tribunal civil du deuxième arrondissement du département de la Seine, le 23 août 1792; — Attendu que les tribunaux de première instance ne peuvent connaître en dernier ressort que des affaires dont l'objet n'excède pas 1,000 fr.; que les tribunaux

(2) V. dans le même sens, Bourges, 17 therm. an 8; Cass. 29 mars 1815.

(3) V. dans le même sens, Cass. 24 germ. an 5, et la note.

(4) C'est aujourd'hui la disposition de l'art. 453 du Code de proc.; mais la jurisprudence du tribunal de cassation s'était d'abord fixée en sens contraire, et d'après cette jurisprudence, la voie du recours dépendait de la qualification donnée au jugement par le tribunal qui l'avait rendu. (V. Cass. 1<sup>re</sup> niv. an 10, et la note.)

d'appel sont établis pour prononcer sur les appels des jugemens rendus en première instance, dans tous les cas où les tribunaux ne sont pas compétens pour juger en dernier ressort ; — Que l'art. 65 de la constitution établit un tribunal de cassation, pour prononcer sur les demandes en cassation, non pas des jugemens qualifiés en dernier ressort, mais des jugemens en dernier ressort rendus par les tribunaux ; — Qu'il n'est pas au pouvoir d'un tribunal de première instance de rendre un jugement en dernier ressort, et de le soustraire ainsi à l'appel, dans les matières qu'il ne peut juger qu'à la charge d'appel, aux termes de la loi ; — Qu'en vain on prétendrait qu'il y a, dans ce cas, de la part du premier juge, un excès ou un abus de pouvoir, qui rend nécessaire le recours en cassation ; qu'il est évident que les tribunaux d'appel sont établis pour réformer les excès et les abus de pouvoir des premiers juges, lors que ceux-ci ont eu d'autorité pour juger sous la charge de l'appel ; qu'il y a excès ou abus de pouvoir dans tous les jugemens incompétemment rendus ; et que personne ne conteste jamais aux tribunaux d'appel, le droit de statuer sur les appels d'incompétence ; que toute autre application de la loi présenterait de graves inconvénients ; qu'il dépendrait ainsi des premiers juges de rendre les recours plus difficiles, et même quelquefois impossibles, par les obstacles qu'éprouverait la partie lésée, s'il fallait venir dispendieusement de l'extrémité de la république, et consigner une amende bien plus considérable pour obtenir la cassation d'un jugement que la loi avait cependant soumis à l'appel devant un tribunal bien plus rapproché ; — Que le tribunal de cassation étant uniquement établi pour garantir aux citoyens que la loi n'a pas été violée par leurs juges, et ne pouvant constitutionnellement connaître du fond des affaires, serait encore forcé, après avoir cassé le jugement illégalement qualifié en dernier ressort, de renvoyer les parties devant d'autres juges, pour statuer en première instance et sauf l'appel, en sorte qu'il faudrait encore un long espace de temps et trois jugemens, pour terminer une affaire dont la décision devrait être prompte et définitivement rendue par le tribunal d'appel, suivant la disposition précise des lois : que ces inconvénients seraient bien plus multipliés et bien plus graves, quand il s'agirait de jugemens rendus par les tribunaux de commerce, et surtout par les tribunaux de paix, qualifiés en dernier ressort, dans des matières où ces juges ne peuvent prononcer qu'à la charge de l'appel ; — Qu'enfin même, dans le cas où les mots en dernier ressort, mal à propos insérés,

pourraient fournir un prétexte de se pourvoir au tribunal de cassation, le recours au tribunal d'appel contre un jugement que le premier juge ne pouvait rendre, suivant la loi, que sauf l'appel, n'en serait pas moins licite, et que tout ce qu'on pourrait conclure de la disposition illégale du dernier ressort, c'est qu'il existerait une double voie pour le faire annuler ; — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement du 23 août 1792, dont est appel, en ce qu'il a été dit que ledit jugement était en dernier ressort.

Du 30 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris.

#### DOMAINES NATIONAUX. — COMPÉTENCE.

*C'est à l'autorité administrative et non au pouvoir judiciaire qu'appartient la connaissance des contestations qui s'élèvent entre deux acquéreurs primitifs de biens nationaux, sur le sens et l'effet des clauses de leurs adjudications respectives (1).*

(Van Outryve—C. Nottebaert et Fleury.)

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Attendu qu'il s'agit, entre deux acquéreurs primitifs, de l'explication d'un acte par lequel l'autorité administrative a vendu comme domaine national le bien qui fait l'objet de la contestation ; — Attendu que cette discussion rentre dans le contentieux des domaines nationaux, attribuée aux conseils de préfecture, par la loi du 28 pluv. an 8 ; — Dit qu'il a été nullement et incompétemment jugé.

Du 30 flor. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Tarte, subst.

#### CAUTION JUDICATUM SOLVI. — ÉTRANGER. — COMMERCE.

*En matière de commerce, la caution judicatum solvi ne pouvait être exigée d'un étranger (2).*

(Dulery—C. Parent.)

Du 30 flor. an 10. — Trib. d'appel de Paris.

#### SUBROGATION CONVENTIONNELLE. — CESSION. — PAIEMENT.

*Lorsque le créancier, recevant son paiement d'une tierce personne, la subroge dans ses droits, cette subrogation équivaut à un transport que ferait le créancier de l'obligation ; elle donne, tant au subrogé qu'à ses cessionnaires quelconques, le droit de réclamer contre le débiteur la totalité de la créance, quelle que soit la somme qui ait été déboursée pour acquiescer la subrogation (3).*

tion qui résulterait de la subrogation. Mais le paiement est considéré comme le prix d'une cession préalable convenue, de telle sorte que la première dette subsiste toujours, entière et avec tous ses accessoires. C'est au surplus ce qui résulte de plusieurs textes invoqués par Toullier à l'appui de son opinion. *Poterit quidem dici (dit le jurisconsulte Paul, L. 36, ff. de fidejuss.) nullas jam esse actiones, cum suum receperit creditor, et perceptione omnes liberati sunt. Sed non est ita, non enim in solutum accepti, sed quodam modo nomen debitoris vendit. — La loi 76, ff. de solut. n'est pas moins positive ; Cum solutio facta esset, mandatum subreventum est, soluta esse mandata actiones : cum novissimo quoque casu pretium magis mandatorum actionum solutum quam actio que fuit precepta videntur ; ce qui fait dire à Cujas sur la même loi : hoc casu non videntur actiones solutione preceptae, sed magis pretium actionum remuneratum, et actiones venditae videntur. Aussi, Dumoulin dit-il*

(1) Jurisprudence constante. F. Cass. 16 pluv. an 11, et la note.

(2) Un arrêt du parlement de Paris, du 12 août 1768, rapporté par Denisart, v<sup>o</sup> Caution, avait prononcé dans le même sens. — La question, au surplus, ne peut plus se présenter en présence de la disposition formelle de l'art. 16 du Code civil, et de l'art. 423 du Code de procédure.

(3) La nature de la subrogation conventionnelle a été de la part de Toullier, t. 7, n<sup>o</sup> 118 et suiv., l'objet d'un examen approfondi. Suivant cet auteur, il n'y a pas de différence entre la cession et la subrogation consentie par le créancier ; ou, dit-il, si l'on veut en trouver une, il faut dire qu'il existe entre elles la même différence qu'entre la cause et l'effet. La cession est la cause, la subrogation est l'effet, et le tiers qui paie n'est subrogé que par la cession des droits du créancier. Dans ce système le paiement fait au créancier n'éteint point la dette primitive pour lui en substituer une nouvelle par l'effet d'une nova-

(Poitevin et Desmousseaux — C. Deveau.)

Une sentence du Châtelet, du 18 juill. 1789, condamnait les associés de l'entreprise des pompes antifeuilles, à rembourser au cit. Deveau la somme de 20,000 fr., par lui versée dans la caisse de la société. — Par un acte passé le 12 fév. suivant, ces débiteurs consentent à l'exécution de cette sentence, lui paient une somme de 5,000 francs, et Deveau leur accorde des délais pour le paiement des 20,000 fr. restants. — En l'an 3, le cit. Barthélémy, étranger aux rapports qui existaient entre les associés de l'entreprise des pompes et le cit. Deveau, propose à ce dernier le remboursement de sa créance, sous la condition qu'il le subrogera dans tous ses droits, actions et privilèges. La proposition est acceptée par Deveau. Un acte est passé le troisième jour complémentaire de ladite année, par lequel Deveau reconnaît avoir reçu de Barthélémy 20,000 fr. pour le principal des sommes à lui dues par les associés de l'entreprise des pompes, et 250 fr. d'intérêts; lequel Barthélémy, il subroge dans tous ses droits, actions, privilèges et hypothèques. Les 20,000 fr. reçus par Deveau représentaient à cette époque une valeur réelle de 426 fr.

La somme due par les associés de l'entreprise des pompes ne fut point remboursée pendant le cours des assignats, en sorte que Barthélémy se trouvait pour une somme de 426 fr. créancier de 20,000 effectifs. — Il parait qu'il crut sa délicatesse intéressée à ne pas profiter de l'erreur où avait été Deveau sur les valeurs qu'il avait reçues pour le montant de sa créance. Le 4 vend. an 6, il fut souscrit entre lui et Deveau, un acte dans lequel il fut dit que Barthélémy, considé-

rant que le remboursement des 20,000 fr. par lui fait et assignats, n'a réellement pu produire à Deveau, par la conversion de ce papier en numéraire au cours, qu'une somme de 426 fr.; il déclarait ne pas vouloir profiter de l'avantage du remboursement par lui fait, et remettre en conséquence ledit Deveau, à ce présent et acceptant, dans tous les droits et actions qu'il avait à exercer contre lesdits intéressés, lui faisant à cet effet toute rétrocession et transport, abandon et subrogation nécessaires, reconnaissant avoir reçu dudit Deveau ladite somme de 426 fr., moyennant laquelle il lui retrocéde ladite créance.

Ressaisi de sa propriété, Deveau fait faire un commandement aux intéressés, de payer principal et intérêts. Ils répondirent, dans une citation par eux donnée à Deveau et que la créance de 20,000 fr. avait été éteinte par le paiement qui en avait été fait par acte du troisième jour complémentaire; qu'ils demandaient que Deveau fût tenu de remettre les titres constitutifs de sa créance; aux offres qu'ils lui faisaient de lui payer 426 fr., valeur représentative de 20,000 fr. assignats payés en l'an 3. — Le système fut accueilli par un jugement du tribunal de la Seine, qui déclare nul le commandement fait à la requête de Deveau, en vertu des actes constitutifs de la créance dont il s'agit, et condamne la dame Poitevin et Desmousseaux débiteurs, suivant leurs offres, à payer à Deveau la somme de 426 fr.

Appel de la part de Deveau. Il disait : — Le paiement fait par un étranger profite au débiteur; et la dette est éteinte pour lui, si le créancier payé n'accorde pas, dans la quittance, la su-

port élairement : *Qui accepto quod sibi debetur, credit sui sum, cess illud iusto et toto pretio vendit* (Traet. de contr. usur., quest. 49, n° 345). — Et peu importe même, ajoute Toullier, que l'acte qui contient la subrogation commence par le paiement du prix pour finir par la subrogation, et présente ainsi l'apparence d'une quittance : le débiteur ne peut diviser cet acte et prétendre que la première partie qui annonce le paiement, ou le remboursement fait au créancier, a éteint la dette; l'acte doit être pris dans son ensemble et dans son résultat, et ce résultat est une cession dont le paiement de la créance cédée est le prix. »

Ainsi, et de ce que la subrogation conventionnelle consentie par le créancier est une véritable cession, Toullier conclut que, lorsqu'elle serait faite pour un prix inférieur à la créance cédée, elle la comprend néanmoins tout entière et avec tous ses accessoires; sauf néanmoins le cas où le tiers qui paie agit au nom et dans l'intérêt du débiteur, parce qu'alors le tiers se rend le mandataire ou le garant du débiteur (Code civ., 1236). Mais si le tiers agit en son nom propre, comme il gère sa propre affaire, et non celle du débiteur, la négociation ne peut profiter à ce dernier et le tiers en doit se retirer tous les avantages.

Le système de M. Toullier est également celui de son savant continuateur, M. Duvergier, qui, après avoir rappelé l'opinion dont nous venons de présenter une courte analyse, se borne à y renvoyer en posant la solution qu'elle fournit comme un point désormais incontestable.

Cependant l'opinion adoptée par Toullier n'est pas sans contradicteurs.

Mélin, Répert., v° *Subrogation de personne*, sect. 2, § 1<sup>er</sup>, soutient que la subrogation diffère essentiellement de la cession ou transport. Mais la discussion à laquelle se livre ce jurisconsulte n'est peut-être pas fort concluante, parce que les différences

qu'elle a pour but d'établir portent sur des points tout autres que celui qui nous occupe ici.

Un autre auteur fort recommandable, M. Duranton, t. 12, n° 121 et 122, émet aussi un avis contraire à celui de Toullier. Toutefois, cet auteur commence par reconnaître que le créancier, en consentant la subrogation à un tiers, lui rend en quelque sorte sa créance. « En effet, ajoute-t-il, la subrogation a, entre le tiers subrogé et le débiteur, les résultats généraux de la vente de la créance : dans l'un comme dans l'autre cas, le débiteur reste toujours débiteur, et de la même dette; les privilèges, hypothèques et cautionnements, s'il y en a, subsistent dans les deux cas; et dans tous deux, il y a seulement changement de créancier, sans toutefois pour cela qu'il y ait novation, car c'est toujours la même dette... » — Après avoir établi tous ces points de ressemblance, M. Duranton n'en arrive pas moins à conclure dans notre espèce, que si le tiers qui a payé la dette n'a payé qu'une somme inférieure à son montant, et a cependant reçu quittance du total, il ne peut ensuite exiger du débiteur que ce qu'il a réellement déboursé, attendu, dit-il, qu'en payant il a fait l'affaire du débiteur et non la sienne. Mais cette conséquence ne découle nullement des prémisses. Si la subrogation est une véritable cession, pour quoi donc le tiers qui paie à charge de subrogation, et qui par là se rend en effet cessionnaire de la créance, serait-il réputé faire l'affaire du débiteur et non la sienne propre? On ne voit de cela aucune raison. A notre avis, on doit au contraire décider qu'en achetant la créance, il est présumé jusqu'à preuve contraire agir pour son propre compte et en vue du bénéfice possible de la négociation; qu'en conséquence il conserve le droit d'exiger le paiement de la créance sans réduction.

V. au surplus sur la question, un arrêt de la Cour de cassation du 21 mars 1810, rendu dans des circonstances particulières qui ont pu influer sur la solution qu'il renferme.

brogation à l'étranger qui paie. — Au contraire, lorsque le paiement est fait avec subrogation consentie par le créancier, la dette, quoique éteinte à l'égard de ce créancier, subsiste toujours en son entier, par une fiction de droit, précisément introduite en faveur de celui qui paie, parce qu'un paiement avec subrogation est réputé n'être pas tant un paiement qu'une vente que le créancier est censé faire de sa créance, et de tous les droits qui en dépendent, à celui de qui il reçoit. — Il ne faut pas, il est vrai, confondre la simple cession d'actions, appelée en droit subrogation, avec la cession et transport, qui est une véritable vente; mais cette simple cession d'actions en a presque tous les effets. Par exemple, elle a l'effet d'attribuer à celui qui rembourse avec subrogation la propriété du montant de l'obligation et de tous les droits qui en dépendent. — Dans le cas du paiement fait par un étranger, en l'absence du débiteur, la subrogation, consentie seulement par le créancier, ne peut avoir d'autre effet que celui de la vente, de la cession et transport, parce que, dans le fait, c'est le créancier qui dispose de sa dette, parce que cet étranger ne paie que pour son intérêt personnel, parce qu'enfin c'est un négociant qui se fait entre l'étranger qui paie et celui qui reçoit. Ces principes ne peuvent être déniés; ils sont puisés dans des sources trop respectables. (Pothier, *des obligations*, t. 2, n° 522 et 523; Domat, liv. 3, tit. 1, sect. 6, n° 1 et 3; Renusson, de la Subrogation, édit. in-fol. de 1780, chap. 2, n° 21 et 25, et chap. 10, n° 20, 21, 22 et 23; Prévôt de la Jaurès, t. 2, pag. 114, n. 681.)

Faisons-en l'application à l'espèce. — Deveaux était encore créancier, en l'an 3, de la compagnie des pompes antinephitiques, de 20,000 fr. déposés en 1789. — Le 3<sup>e</sup> jour complémentaire de cette même année, Barthélemy, totalement étranger à la société, lui rembourse sa créance avec les intérêts. — La quittance atteste qu'il paie de ses deniers personnels; il agit, non comme mandataire des débiteurs et pour leur compte, mais en son nom et de son chef, pour son intérêt particulier: il n'entend pas éteindre la dette, mais désintéresser Deveaux et prendre sa place. Il a pu avoir cette volonté; Deveaux a été libre d'y accéder; rien ne portait obstacle à ce qu'ils la réalisassent, puisqu'ils traitaient seuls et en l'absence des débiteurs. — Cette intention des parties, exprimée par toutes les dispositions de l'acte, devient certaine par la subrogation générale et indéfinie, stipulée au profit de Barthélemy. — Cette subrogation ne lui a été accordée que par Deveaux, créancier, en l'absence des débiteurs, dès lors, la dette n'est pas éteinte pour les débiteurs; ils changent seulement de créancier; et Barthélemy sera leur créancier de la même manière que l'était Deveaux. Celui-ci est censé avoir vendu sa créance, comme il l'aurait fait par la voie de la vente et du transport, parce que c'est Deveaux seul qui dispose de sa créance, parce que Barthélemy, ne pouvant le contraindre à cette subrogation, ne l'a obtenue que de la volonté de Deveaux seulement, parce qu'en un mot, c'est un uccès entre Deveaux et Barthélemy seulement, et qui est resté étranger aux débiteurs. On ne peut résister à rapporter l'exemple cité par Renusson; car il semble fait pour la cause: — « Mævius, qui sait que Titius doit 300 francs de rente à Sempromius, va trouver ce dernier, auquel il paie principal et arrérages; et Sempromius reçoit et donne sa quittance, par laquelle il est dit qu'il a subrogé Mævius, qui est un étranger en ses droits et actions contre Titius; et cela se fait à l'insu et hors de la présence de Titius, et sans son consentement. » — Que l'un

substitue le nom de Barthélemy à Mævius, que l'on remplace Titius par la compagnie des pompes antinephitiques, et que Sempromius soit appelé Deveaux, et l'on s'assurera que l'espèce que Renusson a puisée dans son imagination est identiquement la même que celle dans laquelle se trouvent réellement les parties. — Renusson, après avoir déduit toutes les raisons qui établissent que, dans le cas cité, la dette n'est pas éteinte pour les débiteurs, termine ainsi: — « Dans le fait proposé, il est évident que ce n'est pas une simple subrogation et une cession d'action qui s'est faite malgré le créancier; mais que c'est au contraire le créancier qui, lui seul, a fait la subrogation, qui a négocié et traité de sa dette: cette subrogation doit avoir son effet, et ne doit pas être inutile. On ne peut pas lui donner d'autre effet que celui de la cession ou transport: c'est une véritable vente qu'il a voulu faire lui-même de sa rente; il en a voulu disposer *jura suo et jure domini*. » — Ainsi, d'après les principes constants de la subrogation, il y a lieu de prononcer que, par l'acte du 3<sup>e</sup> jour complémentaire an 3, la dette de 20,000 francs n'a jamais été éteinte pour les débiteurs; que Deveaux, en subrogeant Barthélemy qui le payait, est censé lui avoir vendu sa dette, et que dès lors les entrepreneurs des pompes antinephitiques devaient à Barthélemy 20,000 francs sans réduction, attendu que Deveaux les leur avait fournis en 1789, bien antérieurement à l'émission du papier-monnaie.

Examinons maintenant si les nouvelles lois ont dérogé aux anciens principes. — Suivant les anciens principes, on faisait une très grande différence de la subrogation consentie par le débiteur, au profit du bailleur de fonds, servant à payer le créancier, d'avec la subrogation accordée par le créancier seulement, en l'absence du débiteur. — Dans le premier cas, le prêteur ne pouvait exiger de la subrogation que pour réclamer les hypothèques de l'ancien créancier; mais il ne pouvait pas faire remonter sa créance à la date de celle de l'ancien créancier, parce que la dette avait été véritablement éteinte par le débiteur avec les deniers empruntés, et que ce débiteur en contractait seulement une nouvelle à l'égard du prêteur, et qui n'avait d'autre date que celle du prêt. — Dans le deuxième cas, au contraire, la dette n'étant point éteinte pour le débiteur, la subrogation opérait cet effet que ce débiteur changeait seulement de créancier. — Que portent les art. 10 et 11 de la loi du 11 frim. an 6? — L'art. 10 veut « que, si le débiteur a emprunté une somme en papier-monnaie, pour se libérer envers un ancien créancier, le capital ainsi prêté soit soumis à l'échelle de réduction, sous que le nouveau créancier, qui en a fourni le montant, puisse se prévaloir, quant à ce, de la subrogation aux droits, ainsi qu'à l'hypothèque de l'ancien créancier. » — Cet article confirme l'ancien principe que la subrogation accordée par le débiteur, n'opère pas l'effet de mettre le nouveau créancier à la place de l'ancien, par la raison que l'ancienne dette était éteinte par le paiement qu'en faisait le débiteur avec les deniers empruntés. — A l'égard de l'art. 11, il décide que la réduction prescrite par l'art. 10 n'est point applicable aux simples cessions et transports des dettes, et que les cessionnaires peuvent faire valoir en entier les droits des cédants contre les débiteurs cédés. — « Pourquoi le législateur a-t-il attribué ce droit à celui qui représente l'ancien créancier? C'est qu'alors la dette ne peut être considérée comme éteinte pour le débiteur, qu'elle est, au contraire, censée exis-

ter en son entier. — Ainsi, la lettre et l'esprit de la loi du 11 frim. veulent seulement que la subrogation ne profite pas à celui qui aura prêté des assignats employés par l'emprunteur à acquitter son ancienne dette. — Or, dans l'espèce, il n'existe point de prêt fait par Barthélemy aux adversaires, dans l'acte du 3<sup>e</sup> jour complémentaire an 3 : Barthélemy, étranger à la société, y paraît en son nom, y paraît seul avec Deveaux. Ces deux individus contractent eux deux seuls ; c'est un traité qui leur est particulier ; les adversaires n'y ont jamais été parties ; cet acte est, à leur égard, *res inter alios acta*. Le cas prévu par l'art. 10 de la loi n'est donc pas celui où se trouvent les parties, par cela seul que les adversaires n'ont jamais emprunté de Barthélemy pour rembourser Deveaux. — Que s'il fallait puiser dans la loi du 11 frimaire pour prendre un parti sur la contestation qui divise les parties, on ne pourrait consulter que l'art. 11 de cette loi. Que porte l'acte du 3<sup>e</sup> jour complémentaire an 3 ? Il contient de la part de Deveaux une simple cession d'actions à Barthélemy ; et sous ce rapport, cet acte a l'effet du contrat de vente et du transport. Quand Deveaux a reçu principal et arrérages et qu'il a subrogé en ses droits Barthélemy, qui lui a fait le paiement, il a fait cette subrogation de son chef, *jure suo, jure domini*. Cette subrogation ne peut être inutile ; on ne peut lui donner d'autre effet que celui de la cession et transport ; car c'est Deveaux qui a disposé véritablement de sa dette.

La veuve Poitevin et le cit. Demousseaux répondent : — Quelque nom que vous donniez à l'acte du 3<sup>e</sup> jour complémentaire, il est certain qu'il y a eu dans cet acte subrogation aux droits de Deveaux dans la personne de Barthélemy. C'est une subrogation de la nature de celles qui s'opèrent en certains cas de droit, et semblable à celle qui a lieu lorsqu'un tuteur paie la dette de son mineur, lorsqu'un tiers acquéreur paie un créancier hypothécaire, lorsqu'un créancier hypothécaire paie un créancier antérieur ou privilégié. — Mais quel est, en principe, l'effet de cette subrogation ? Est-elle universelle, indéfinie dans tous les droits du créancier désintéressé ? Non, elle se borne à donner à la créance nouvelle, qui a pris naissance dans l'extinction de la première, les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance : mais on n'a jamais prétendu que le créancier subrogé pût exiger du débiteur au delà de ce qu'il a payé pour acquérir cette subrogation. C'est ce qu'attestent, en termes formels, Pothier, Dumoulin et le *Recueil de Jurisprudence*. — La loi du 11 frimaire elle-même porte, art. 10, que « celui qui a prêté des assignats pour rembourser un tiers, ne pourra se prévaloir de la subrogation aux droits, ni à l'hypothèque de l'ancien créancier, pour se faire payer en numéraire, sans réduction. » — Appliquons ces principes à la cause. Barthélemy avait acquitté, avec des assignats de l'an 3, la créance de Deveaux ; il n'avait déboursé, pour désintéresser Deveaux, qu'une somme de 426 fr. Ce n'était que cette somme de 426 fr. qu'il aurait pu répéter des citoyens Poitevin et Demousseaux. — Quoique ce ne fût point un emprunt fait par les intéressés des pompes pour payer Deveaux, comme il y avait dans l'espèce subrogation aux

droits du créancier, l'article 10 de la loi du 11 frimaire était applicable : Barthélemy n'aurait pu se prévaloir de la subrogation aux droits de Deveaux, et n'aurait pu répéter que la valeur réduite des assignats qu'il avait payés à Deveaux. — Il a rétrocédé ses droits à Deveaux en l'an 6 ; mais il n'a pu lui conférer à cette époque que les droits qu'il avait lui-même, c'est-à-dire le montant de la valeur réduite des assignats déboursés par Barthélemy.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu qu'il est de principe que celui qui paie la dette d'autrui, est moins censé payer la dette que l'acquiescer ; qu'il a vis-à-vis du débiteur tous les droits du cessionnaire ; qu'il est conséquemment dans les termes de l'art. 11 de la loi du 11 frim. an 6 ; et que pouvant, en vertu dudit article, faire valoir en entier les droits du cédant contre les débiteurs cédés, il peut également transmettre ses droits à un tiers, ou les rétrocéder au cédant pour les exercer avec la même plénitude ; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 3 prair. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> ser. — Prés., le cit. Agier.

## SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — QUALIFICATION.

*De ce qu'un acte de société en commandite présente la chef visible, le complémentaire, comme commanditaire lui-même, les créanciers de cette société ne peuvent pas prétendre qu'elle n'a de la commandite que la nom, qu'elle doit être à leur égard considérée comme pure et simple, et que tous les intéressés sont indéfiniment obligés envers eux (1).*

(Geyier-Jordan et Lottin—C. Delon-Fontanelle.)

Jacques-Guillaume Delon avait, depuis la révolution, établi à Paris une maison de commerce, sous la raison de *J.-G. Delon et compagnie*. — En l'an 6, Delon forme le projet de l'entreprise d'un roulage accéléré. Il s'associe, à cet effet, deux autres personnes, Fonvielle et Daubigny. — Pour alimenter son établissement, J.-G. Delon crée quarante actions, à raison de 5,000 francs chacune. Vingt de ces actions doivent être payantes ; les vingt autres sont distribuées entre Delon, Fonvielle et Daubigny.

Plusieurs particuliers dispersés sur différents points de la république, étrangers par leur état à la gestion d'une pareille entreprise, mais adonnés par son utilité et l'espérance du succès, se rendent actionnaires. Par une souscription présentée le 28 prair. an 6, acceptée le 5 mess. suivant, on leur donne la qualité de commanditaires. De ce nombre se trouve le cit. Lottin. L'entreprise naît et marche, sous la raison de J.-G. Delon et compagnie. Le 5 brum. an 7, on réalise l'acte de société en commandite. On stipule (art. 1<sup>er</sup>) que la raison de commerce existera sous le nom de *J.-G. Delon et compagnie* (raison déjà connue dans le commerce) ; que les agens de Lyon, à Marseille, signent par procuration de ladite raison, et que ceux de Paris ne le pourront que par autorisation expresse de J.-G. Delon, ou en son absence. On dit (art. 3) que les fonds seront versés entre les mains de J.-G. Delon chef de

(1) Il est évident en effet que, de ce qu'un associé qualité commanditaire est en réalité indéfiniment responsable, il ne s'ensuit pas que les autres associés ne puissent être sincèrement commanditaires. Il en serait autrement si ces derniers avaient participé à l'administration. Sur ce point, et sur les autres circonstances qui font perdre aux associés commanditaires leur

qualité, et les rendent associés purs et simples, V. Code de comm., art. 28 ; Cass. 16 germ. an 11 ; 27 Dec. an 13 ; 13 nov. 1821 ; 6 mai 1835 ; Paris, 30 niv. an 12 ; Colmar, 4 fév. 1819 ; Paris, 23 juill. 1828 ; Bourges, 9 août même année ; Paris, 23 fév. 1829 ; Bordeaux, 16 avril 1832 ; Paris, 9 janv. 1836. — V. aussi Pardessus, *Droit comm.*, t. 4, n<sup>o</sup> 1028 et suiv.

l'établissement, nommé irrévocablement agent et caissier général à Paris.

L'art. 4 porte : « Les dénommés qui ont versé ou verseront les fonds qui les compétent, à titre de commanditaires, déclarent envers et contre tous, ne vouloir être recherchés, en aucun cas, pour autres et plus fortes sommes que celles qui forment le contingent de chacun d'eux pour le fonds capital. — On assure au chef de l'établissement un traitement de 25,000 fr. par année, indépendamment de ses actions non payantes.

L'entreprise ne réussit point, mais de nouveaux actionnaires intervinrent, entre autres le cit. Geyler-Jordan. On passe un second acte, le 26 vent. an 7, dont l'économie est que l'établissement continuera sous la raison J.-G. Delon et compagnie; que les associés ne le seront qu'en commandite, de manière qu'ils ne puissent perdre au-delà de leur mise capitale. La gestion est confiée à trois administrateurs, dont J.-G. Delon est le premier, lesquels seraient révocables en cas de mauvaise gestion ou prévarication. — J.-G. Delon, comme chef visible de l'établissement, devant en faire les honneurs, reçoit un traitement de 18,000 fr. On convient qu'il aura seule la signature, qu'il ne contractera pas sans l'approbation des administrateurs, mais qu'il donnera sa procuration aux agents pour signer à sa place; et qu'en son absence les deux autres administrateurs signeront collectivement par procuration de J.-G. Delon et compagnie. — Ces secours ne rendirent à l'établissement qu'une consistance momentanée; il s'écroula bientôt tout-à-fait, et la plupart des actionnaires se réunirent pour vendre les débris de l'entreprise à un cit. Perrochel.

Depuis, Delon-Fontanelle, de Marseille, frère de J.-G. Delon, se prétendant créancier de l'établissement du roulage accéléré, agit au tribunal de commerce contre les actionnaires ou commanditaires, et notamment contre Geyler-Jordan et Lottin, qui n'avaient cependant pas concouru à la vente.

16 prair. de l'an 8, jugement qui condamne Geyler-Jordan et Lottin, en ce qu'ils repaïent tous les actionnaires associés purs et simples: « attendu, porte le jugement, que par l'acte du 26 vent. an 7, il avait été dérogé à celui du 5 brum. précédent; que J.-G. Delon lui-même, bien qu'il gérât l'entreprise, n'était qualifié aussi que d'associé en commandite, ce qui serait tromper le public qui n'aurait point d'obligé indéfini; que les intéressés, en vendant l'actif de l'établissement, ont fait acte de sociétaires purs et simples; ce que le tribunal dit aussi des citoyens Geyler-Jordan et Lottin, non vendeurs, par le motif que, par leur silence, ils ont approuvé la vente. »

Appel de ce jugement par Geyler-Jordan et Lottin, en ce qu'ils les repaïent associés purs et simples. — C'est une chose incontestable, disaient les appelants, que l'acte du 5 brum., ainsi que tous ceux qui l'ont précédé et suivi, en remontant au 27 prair. an 6, ont établi la commandite. Le tribunal de commerce l'a reconnu lui-même, en s'appuyant sur ce que, par celui du 26 vent., on avait dérogé aux actes précédents. — En effet, des individus qui ne se connaissent pas, éloignés à des distances considérables, dont, pour la plupart, les professions étaient étrangères à l'établissement, ne pouvaient penser à une autre espèce de société. Mais n'est-il pas évident que la société du 26 vent. n'est que la première société continuée? Quelles sont les modifications dont on a excepté, pour établir que la commandite avait été détruite à l'époque du 26 vent. ? J.-G. Delon, dit-on, était lui-même commanditaire, ce qui est incompatible avec la commandite. Cette assertion répugne aux

textes des actes et aux faits constans de la cause.

— Celui-là n'est pas simple commanditaire qui, propriétaire d'un établissement, s'étant fait connaître comme tel dans le public, constitué par des premiers actes, chef visible et agent de l'entreprise, ayant appelé de simples bailleurs de fonds, ayant seul la signature, dirigeant sous son nom la manutention générale, est conservé encore chef visible de ce même établissement. L'art. 7, conçu en termes généraux pour établir la commandite, n'est point applicable à J.-G. Delon, parce que celui qui se trouve dans une exception du fait, n'est point compris dans la règle générale. — Mais s'il était possible qu'on décidât que J.-G. Delon, fût parvenu à tromper ses actionnaires, et qu'il ne fût point indéfiniment obligé, qu'en résulterait-il? Il ne s'ensuivrait pas, comme l'a décidé le tribunal de commerce, que la commandite serait devenue société ordinaire. La nature des choses ne peut changer, aucun pouvoir légitime ne peut altérer les conventions: les intérêts inconnus au public, qui n'ont point voulu lui présenter leur responsabilité, avec lesquels le public n'a pas traité, resteront commanditaires; mais le chef visible, le complémentaire de fait, celui qui a paru, qui a signé, qui a attaché son nom à toutes les opérations, sera le débiteur du public, parce que le public a compté sur lui, a traité avec lui, et que la foi publique ne doit pas être abusée.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant qu'il résulte des faits, actes et circonstances de la cause, que l'association qui a eu lieu pour l'entreprise du roulage accéléré, était une véritable commandite; que Grillon-Deschappelles et consorts étaient de simples actionnaires, bailleurs de fonds; que J.-G. Delon était le commandité, le complémentaire de la société, le chef visible de l'établissement, ayant seul la signature de la raison de commerce, et étant, en son absence, suppléé par deux administrateurs, qui signaient collectivement, par procuration dudit J.-G. Delon et compagnie; que c'est ainsi que J.-G. Delon a été connu du public, avec lequel il a traité seul; que le public a dû d'autant moins l'ignorer, qu'il en avait été suffisamment averti, dès le 28 prair. an 6, par la souscription affichée en placards imprimés sur les murs de cette cu: Itale et ailleurs, et par des circulaires, lesquelles, d'une part, présentaient, à cette époque, J.-G. Delon, Fonvillèle aîné et Daubigny comme créateurs du roulage accéléré sous le nom du citoyen J.-G. Delon et compagnie; raison sous laquelle cette entreprise a commencé et a constamment subsisté jusqu'à sa dissolution; et d'autre part, dans l'espérance d'exciter le concours des amateurs et d'en grossir le nombre, annonçaient à tous ceux qui voudraient s'y intéresser, qu'ils ne seraient associés qu'en commandite; que J.-G. Delon était publiquement reconnu comme associé principal, et les actionnaires tellement ignorés, que Henri Delon-Fontanelle même, frère de J.-G. Delon, fut obligé, le 2 therm. an 7, de recourir lui par la voie d'une sommation, pour apprendre les noms et demeures de ces mêmes actionnaires, avant de former contre eux la demande soumise au tribunal. — Considérant que les premiers actionnaires n'ont accepté cette souscription que sous la condition exprimée qu'ils ne seraient que commanditaires, caractère invariablement conservé dans l'acte du 5 brum. an 7, et dans la pétition de J.-G. Delon, tendante à obtenir un brevet d'invention; que les nouveaux actionnaires ont aussi formellement stipulé dans l'acte du 26 vent. an 7, art. 8, qu'en raison de leurs actions,



ils ne demeureraient associés qu'en commandite, de manière que, dans aucun cas, ils ne puissent supporter de perte au-delà de leur mise capitale; et qu'en droit, des associés en commandite ne sont obligés que jusqu'à concurrence de leur part; — Considérant surtout que le public n'a pas été trompé, qu'il n'aurait pu l'être du moins que par sa propre faute, parce qu'il s'aurait à imputer qu'à lui seul d'avoir suivi la fol de J.-G. Delon, et négligé de prendre vis-à-vis de lui des sûretés nécessaires, et qu'en droit, personne ne doit ignorer la qualité de celui avec qui il contracte, etc.; — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement du tribunal de commerce, en ce qu'il a réputé les citoyens Lottin et Geyler-Jordau associés purs et simples, etc.

Du 8 prair. an 10.—Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### MINEUR.—DOMICILE.—DIVORCE.

*L'enfant mineur continue, après le divorce de ses père et mère, d'avoir son domicile légal chez son père, bien que, par suite du divorce, son entretien et son éducation aient été confiés à la mère (1).*

(Richard—C. Meunier.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que les mineurs n'ont point d'autre domicile légal que celui de leur père, que la résidence des filles mineures avec leur mère, par suite d'un divorce prononcé, ne peut faire perdre au père sa puissance paternelle sur ses filles, ni changer le domicile de ces dernières; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 9 prair. an 10.—Trib. d'appel de Paris.

#### CONCORDAT.—HOMOLOGATION.—COMPÉTENCE.

*Avant le Code de commerce, les tribunaux de commerce étaient incompétents pour connaître de l'homologation d'un concordat (2).*

(N...—C. N...)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que les tribunaux de commerce sont des tribunaux d'exception qui doivent se renfermer strictement dans les bornes que la loi leur a tracées; qu'il ne leur appartient pas de connaître de l'homologation de concordats ou arrangements des débiteurs avec leurs créanciers, dont la connaissance appartient aux tribunaux ordinaires; — Dit qu'il a été nullement et incompétemment jugé....

Du 12 prair. an 10.—Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### SOLIDARITÉ.—MARI.—FEMME.

*La notification faite par l'un des débiteurs solidaires profite à son codébiteur (3)...; alors surtout que les codébiteurs sont mari et femme, et que la notification est faite par le mari.*

(N...—C. N...)

Les époux N... devaient solidairement à la mineure N... une somme de 50,000 francs en assignats.

Le 3 prair. an 6, le mari seul fit à la mineure N... la notification requise de ceux qui voulaient jouir du bénéfice de la réduction.

(1) V. les art. 105, 302 et 303 du Code civil. V. aussi M. Duranton, tom. 1<sup>er</sup>, n° 367, et M. Mourre, en ses Œuvres judiciaires, p. 482.

(2) Sous le Code, c'est aux tribunaux de commerce qu'il appartient d'homologuer le concordat entre le failli et ses créanciers. (V. art. 513 nouv.)

Depuis, sur une demande formée par la mineure N..., la femme N... fut condamnée à payer sans réduction.

Appel de la part de cette dernière, qui se prévaut de la notification faite par son mari le 3 prair. an 6.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu la notification du 3 prair. an 6;—Attendu que le mari et la femme étaient obligés personnellement et solidairement; que la notification de l'un des débiteurs profite à l'autre, et que cette maxime s'applique surtout dans l'espèce d'une notification faite par un mari; — Dit qu'il a été mal jugé, bien épicé; — Emendant; — Déclare bonnes et valables les offres, etc....

Du 12 prair. an 10.—Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### PRODIGUE.—RATIFICATION.—EFFET RÉTROACTIF.

*La ratification que fait le prodigue relevé de son interdiction, d'une obligation passée pendant l'interdiction, a effet rétroactif au jour du contrat, attendu qu'il est de sa nature capable de consentement, que ses engagements ne sont donc nuls que d'une nullité relative à la différence des engagements de l'interdit pour fureur ou démence (4).*

(Boudet—C. ses créanciers.)

Le cit. Boudet avait été interdit pour cause de prodigalité. Cependant, et malgré son interdiction, il consentit diverses obligations, notamment au profit des cit. Tripiet, Carteau et Lebel.

Au mois de mess. an 3, il se fit relever de son interdiction, et ratifia les contrats qu'il avait faits avec Lebel et autres. Postérieurement, il consentit encore des obligations au profit de nouveaux créanciers. — Plusieurs immeubles de Boudet ayant été vendus, ses créanciers se présentèrent à l'ordre. Ceux qui étaient porteurs des contrats ratifiés, soutenaient que la ratification faisait remonter leurs hypothèques au jour de la date de leurs contrats; les autres prétendaient, au contraire, et Boudet se joignait à eux, que le contrat fait avec les premiers créanciers étant nul dans son principe, il n'avait pu être ratifié, et par conséquent, ne pouvait pas donner d'hypothèque.

Jugement en première instance qui, « attendu qu'il n'en est point d'un contrat passé par un interdit pour cause de prodigalité, de même que de celui passé par un interdit pour cause de fureur ou démence, parce que celui-ci n'est susceptible d'aucun consentement ni d'aucune volonté, tandis que l'autre, au contraire, peut vouloir et consentir en connaissance de cause; attendu que de cette différence il résulte que le contrat passé par l'interdit pour cause de fureur ou démence, est frappé d'une nullité absolue, tandis que celui fait par le prodigue n'est atteint que d'une nullité relative, et qu'ainsi Boudet, par sa ratification après la cessation de son interdiction, a pu valider les contrats qu'il avait précédemment faits; déclare les contrats ratifiés au profit des citoyens Tripiet, Carteau et Lebel, bons et valables; ordonne, etc. »

Appel par Montant et autres créanciers, et par Boudet. — Le tribunal de première instance, a-t-il ou dit pour eux, a reconnu lui-même que les ac-

(3) En vertu du même principe, l'oullier décide que le jugement obtenu par un des débiteurs solidaires, contre le créancier, profite à tous les autres (t. 10, n° 202.)

(4) Cette décision serait aujourd'hui applicable au prodigue qui est placé sous l'assistance d'un conseil judiciaire. (V. Cod. civ., art. 513 et suiv.)

tes faits par un furieux étaient nuls; si l'on établissait que le prodigue est assimilé en tout au furieux, on aura prouvé le mal jugé du tribunal de première instance. — On a cité, pour établir cette assimilation, une foule d'auteurs: Ferrière, sur les Institutes, lit. 20, § 3; Ricard, des Donations, chap. 3, sect. 2; Brillon, v° *Prodigue*, d'Héricourt, dans son *Traité de la vente des immeubles*, p. 233; Bourjon: tous conviennent unanimement que le prodigue est assimilé au furieux, que les actes qu'il passe sont d'une nullité absolue. — S'appuyant de l'autorité de Dunod, en son *Traité des prescript.*, p. 47, 48 et 78, où il définit les nullités absolues et les nullités relatives, on fait remarquer que les premières sont celles qui sont introduites pour l'intérêt de la société, et les secondes, sont celles qui ne l'ont été que pour l'intérêt des particuliers. Or, il est évident, n'a-t-on continué, que la nullité des contrats faits par les interdits, pour cause de prodigalité, est une nullité créée pour l'intérêt de la société, car la société a intérêt que les biens se conservent dans les familles, et ne se dissipent pas en folles dépenses: donc la nullité des contrats, passés par un prodigue interdit, est une nullité absolue, d'où il suit nécessairement que les obligations faites par Boudet n'ont pu être ratifiées.

Ans auteurs cités par Boudet et consorts, les intimés ont opposé Domat, liv. 1<sup>re</sup>, sect. 2, n° 6, qui assimile le prodigue au mineur. Adoptant la définition de Dunod et la distinction qu'il fait entre les différentes espèces de nullités, ils ont soutenu que la nullité des actes souscrits par le prodigue, était introduite en faveur des particuliers, et non de la société: il faut, pour que la nullité soit absolue, qu'elle interesse la société directement, autrement toutes les nullités seraient absolues; car, dans tous les cas, la société a un intérêt; mais toutes les fois que cet intérêt ne vient qu'après celui du particulier, que la société n'est intéressée qu'indirectement, alors c'est le cas de dire qu'il n'y a qu'une nullité relative, et dans l'espèce, la société n'a point un intérêt direct: peu lui importe que tel individu soit riche ou ruiné; ce qui lui importe c'est que les biens ne diminuent pas; mais peu lui importe, encore une fois, dans quelques mains ils se trouvent. — C'est vainement qu'on objecterait que l'acte passé par un furieux est nul, de nullité absolue; car ce n'est pas par ce que la société y est intéressée que cette nullité est prononcée, c'est parce qu'il manque de la qualité la plus essentielle aux contrats, la volonté des parties; car un furieux est incapable d'en avoir. Le prodigue, au contraire, est capable de volonté, le consentement qu'il donne, comme le dit Potbier, est un véritable consentement: la loi civile en empêche seulement l'exécution. — Aussi la ratification peut, dans ce cas, tout couvrir et tout réparer. Il faut distinguer l'acte essentiellement nul, et celui qui peut être seulement annulé. Pour le premier, la ratification est inutile, car on ne peut ratifier ce qui n'existe pas; pour le second, la ratification lui donne l'autorité qui lui manquait pour être valable.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Attendu que le juge n'est que l'organe de la loi, et ne peut rien y ajouter; que lorsque, par un jugement, il est fait défense sous peine de nullité, le juge ne change point la nature de ces nullités, elles restent toujours les mêmes, et ne peuvent être prononcées que dans le sens et telles qu'elles sont prescrites par nos lois et adoptées dans notre droit; — Attendu, à l'égard de Lebel, qu'il est porteur d'obligations

notariées, et qu'on ne peut prendre droit contre lui de ce qu'il n'a requis sa collocation qu'à la date de son acte de ratification; — Attendu que, par le jugement dont est appel, il a été omis de statuer sur la demande en collocation de Montant, Désille, Andréux et Aubigeon, et qu'il est cependant justifié qu'ils sont créanciers hypothécaires, depuis la mainlevée d'interdiction; — Et pour le surplus, adoptant les motifs des premiers juges, dit, à l'égard de Lebel, qu'il a été mal jugé, en ce qu'il n'a pas été colloqué à la date de son hypothèque; émettant, quant à ce, ordonne qu'il sera colloqué à la date de ses trois obligations, en date des 13 juill., 17 oct. 1792, et 9 mess. an 3; et à l'égard de Montant, Désille, Andréux et Aubigeon, dit qu'il a été mal jugé, en ce qu'il a été omis de faire droit sur leurs demandes respectives en collocation; émettant, ordonne que chacun d'eux sera colloqué à sa date pour le montant de sa créance et au surplus, ordonne que le jugement sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 14 prair. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., i. c. Carbonnier, Moreau, Gicquel, Saladin, Tripier et Delacroix-Frainville.

## EFFETS PUBLICS. — ÉTRANGER. — FAUX.

*La déclaration faite par un gouvernement que des effets prétendus émis par lui sont faux, est une preuve irréfragable, même pour les tribunaux des pays étrangers, de la fausseté de ces effets.*

(Batavilla — C. Patris Marchepson.)

Batavilla vend en France, a Patris Marchepson, des billets de la banque anglaise; il est convenu expressément que s'il s'en trouve quelques-uns de faux, Batavilla en remboursera la valeur. — Marchepson a présenté les billets à la banque de Londres, ils ont tous été déclarés faux. Quelque temps après, Batavilla forme devant le tribunal de commerce contre Marchepson, une demande en paiement d'une somme à lui due. — Marchepson se reconnaît débiteur; mais présentant en même temps les faux billets de la banque anglaise, il demande la compensation.

Jugement qui la prononce: « Attendu que les billets dont il s'agit ont été déclarés faux par la banque anglaise, et qu'ainsi Batavilla se trouve aux termes mêmes de sa promesse, débiteur du montant de ces effets envers Marchepson qui ne les a reçus que sous cette condition. »

Appel de Batavilla. — Son principal moyen était que la décision qui avait déclaré faux les billets, n'était point un jugement, tel qu'en rendent les tribunaux, mais une décision administrative à laquelle les parties n'avaient point été appelées. Mais fût-ce un jugement, l'exception de Marchepson n'en serait pas mieux fondée, car il réclame l'exécution d'un jugement rendu en pays étranger, par un tribunal étranger; or, un pareil jugement ne peut pas être exécuté en France. L'on était à l'appui de ces moyens l'autorité de D'Aguesseau, qui avait refusé à l'électeur de Bavière un *pareatis* pour faire exécuter un jugement rendu en la chambre des finances de Munich.

Il ne s'agit point ici de l'exécution d'un jugement, a répondu l'intimé, il s'agit de la preuve de la vérité ou de la fausseté d'un effet souscrit, il est vrai, par un gouvernement étranger. Mais qui peut prononcer en pareil cas, si ce n'est le gouvernement qui a émis l'effet? Pour des effets de cette nature, sa reconnaissance seule leur donne de la valeur; ces effets n'ont de valeur qu'autant qu'ils sont payables. Le gouvernement chargé de les payer les déclare faux, cette déclaration seule en fait la preuve; c'est le jugement

qui interviendra sur cette déclaration qui prononcera que les billets sont faux, c'est sur la preuve faite qu'il prononcera : ainsi l'on ne peut pas dire que c'est l'exécution d'un jugement d'un tribunal étranger, que l'on demande, car il n'y aura d'existence que le jugement du tribunal français, qui, sur le vu de la déclaration du gouvernement anglais, prononcera la fausseté des billets.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme.

Du 16 prair. an 10. — Tribunal d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — *Pl.*, les cit. Prieur et Berryer.

**RENTE VIAGÈRE. — VENTE. — RÉSOLUTION.**

*Le vendeur d'un immeuble moyennant une rente viagère était (avant le Code civil), au cas de non-paiement des arrérages, en droit de demander la résolution du contrat contre l'acquéreur ou les syndics de sa faillite, sans que ceux-ci pussent faire écarter l'action par l'offre d'abandonner au vendeur les revenus des biens, si même de lui faire provision d'une somme sur les premiers deniers disponibles de l'union (1).*

(Créanciers Gienanth — C. Graimberg.)

24 brum. an 4, et 1<sup>er</sup> therm. an 5, vente par la citoyenne Graimbert aux mariés Gienanth, de différents immeubles, moyennant une rente viagère de 3,000 fr., et sous la charge en outre de payer diverses sommes à des créanciers de la venderesse.

Gienanth, tombe en faillite quelques années après. Alors, la venderesse demande tant contre lui que contre ses syndics la résolution de la vente, à défaut d'exécution des clauses sous lesquelles cette vente avait eu lieu.

Le failli déclare consentir à la résiliation demandée ; quant aux syndics, ils gardent le silence. 2 frim. an 9, jugement du tribunal de Reims qui, accueillant la demande, déclare résiliés les contrats des 24 brum. an 4 et 1<sup>er</sup> therm. an 5 ; en conséquence, autorise la citoyenne Graimbert à rentrer dans la propriété et jouissance des biens vendus. — Les motifs de ce jugement, sont ainsi conçus : « Attendu que Gienanth et sa femme, ni personne pour eux, ne satisfaisaient aux clauses et obligations auxquelles ils se sont soumis par les contrats des 24 brum. an 4 et 1<sup>er</sup> therm. an 5, et la veuve Graimberg, par son âge et sa position, n'étant pas dans le cas de souffrir plus longtemps de l'inexécution des contrats, et notamment de la privation de sa rente viagère, la justice ne peut lui refuser la résiliation desdits contrats, fondée sur le principe essentiel de toutes conven-

tions synallagmatiques, d'après lequel celle des parties qui n'exécute pas son obligation ne peut exiger de l'autre l'exécution de la sienne ; que d'ailleurs, cette résiliation est consentie par Gienanth et sa femme, parties auxdits contrats ; que les syndics et adjoints des créanciers unis, qui ne paraissent pas avoir plus d'intérêt qu'eux à l'empêcher, ont constamment gardé le silence depuis près de six mois, et ne se sont pas mis en devoir de payer à la citoyenne Graimbert le moindre a-compte sur les arrérages de la rente viagère, quoique elle fût stipulée payable par semestre et d'avance ; que même ils lui ont laissé toute la charge de l'entretien des vignes faisant partie des biens portés audit contrat ; qu'ainsi tout concourt pour déterminer le tribunal à prononcer la résiliation qui, au surplus, est consentie respectivement pour avoir lieu dans l'état actuel des choses ; — Le tribunal déclare les contrats des 24 brum. an 4 et 1<sup>er</sup> therm. an 5, résiliés ; en conséquence autorise la citoyenne Graimbert à rentrer dans la propriété, possession et jouissance des biens y compris ; reçoit la cit. Gienanth partie intervenante ; condamne Gienanth à la garantir et indemniser des condamnations contre elle prononcées, et en tous les dépens. »

Appel par les créanciers Gienanth, soutenant qu'il n'y avait aucune crainte fondée ou péril imminent pour la citoyenne Graimbert, de perdre tout ou partie de sa créance, attendu que les revenus des biens, dont ils déclaraient lui faire abandon, étaient plus que suffisants pour la couvrir de ce qui lui était actuellement dû ; ils lui offraient même pour plus de garantie de lui faire une provision sur les premières sommes disponibles de l'union. De tout quoi, ils concluaient que la demande en résolution devait être écartée.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Adoptant les motifs du jugement dont est appel ; — Confirme, etc.

Du 18 prair. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — *Prés.*, le cit. Treillard. — *Concl.*, le cit. Cabier, subst. — *Pl.*, les cit. Prieur, Carbonnier et Louis.

**ACTION HYPOTHÉCAIRE. — TIERS-DÉTEN-TEURS.**

*La créancier hypothécaire peut, tant que les formalités de la purge n'ont pas été remplies, s'adresser à tel des tiers acquéreurs qu'il lui plaît de choisir, sans être tenu de discuter au préalable les acquéreurs plus récents en date ; peu importe qu'il s'agisse de ventes antérieures à la loi du 11 brum. an 7. (Art. 14, 16, 49 et 56.) (2)*

(F. Duranton, t. 18, n° 168.) Cette exception cesse d'ailleurs d'être applicable lorsque, outre la constitution de la rente viagère, le contrat renferme d'autres stipulations, qui restent sans exécution ; et telle paraissait être du reste l'hypothèse de la cause, d'après les motifs du jugement de 1<sup>re</sup> instance adoptés en appel.

(2) Dans le sens de cette décision, V. Merlin, *Quest.*, v° *Hypothèque*, § 6 ; Grenier, *des Hypothèques*, tom. 2, n° 325, et Troplong, *ibid.*, t. 3, n° 800. — La Cour de Toulouse, par un arrêt du 19 mars 1838 (Volume 1838), a consacré une doctrine contraire ; mais, comme nous l'avons exprimé en rapportant cet arrêt, nous ne pensons pas que sa décision doive être suivie. Ce n'est qu'au cas où il est demeuré, dans la possession du débiteur, ou obligé principal, d'autres biens hypothéqués à la même dette, que le tiers détenteur peut en requérir la discussion préalable (C. civ., art. 2170).

(1) Anciennement, le créancier d'une rente viagère pouvait demander la résolution du contrat pour défaut de paiement des arrérages (V. à cet égard, arrêt de Bordeaux, des 10 fr. 1807, et 15 déc. 1812 ; Cass. 18 déc. 1822, et 17 juill. 1824). — Aujourd'hui on sait qu'il en est différemment (à moins de stipulation expresse, V. *Jurisprudence du XIX<sup>e</sup> siècle*, v° *Rente viagère*, n° 44 et suiv.) : le seul défaut de paiement des arrérages de la rente, porte l'art. 1978 du Code civ., n'autorise pas celui en faveur de qui elle est constituée, à demander le remboursement du contrat, ou à rentrer dans le fonds par lui aliéné ; il n'a que le droit de saisir et de faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir, sur le produit de la vente, l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages. » C'est là une exception, justifiée par la nature du contrat, au principe sur la résolution des contrats pour inexécution des conditions sous lesquelles ils ont été consentis

(Deligneville—C. Dallarde.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la loi du 11 brum. an 7 a établi un droit nouveau, absolument indépendant des règles anciennes, et qu'elle trace les seules formalités à suivre en matière d'expropriation; que, parmi les formes établies par cette loi, on ne voit rien qui ait trait à obliger le créancier hypothécaire à suivre un ordre de discussion quelconque; que le contraire est même prononcé par l'art. 14, qui permet au créancier de suivre le bien en quelques mains qu'il se trouve; par l'art. 16, qui lui permet de prendre inscription sur le bien sur lequel il entend exercer son hypothèque; enfin, par l'art. 56, qui abroge toutes les lois, coutumes et usages antérieurs sur le moyen de consommer des aliénations d'immeubles; que cette loi est seule applicable à la cause, puisque la procédure n'a été commencée qu'après sa publication; que l'art. 49 de cette loi n'a point pour objet de faire revivre, pour les mutations antérieures à cette loi, les usages et les formalités que les lois anciennes exigeaient pour les ventes par décret; que cet article n'est qu'une suite de l'art. 15, afin d'empêcher que ce dernier ait un effet retroactif dans les différents arrondissements où l'exigibilité des créances avait lieu, en cas de purge d'hypothèque; que ce seul et véritable but de l'art. 19 est établi clairement par les termes dans lesquels il est conçu, par les débats du corps législatif lors de la discussion de cet article, par l'opinion des commentateurs, enfin par la contradiction dans laquelle il se trouverait avec les autres dispositions de cette loi, si l'on pouvait admettre cet article dans le sens que l'appelant lui suppose; que le but de la loi du 11 brum. an 7, étant de rendre prompt et facile au créancier le paiement des sommes qui lui sont dues, on ne peut prendre aucun égard au titre d'acquisition de l'appelant, qu'elle n'a consolidé ni d'après les lois anciennes ni d'après la loi nouvelle, et qu'elle ne peut pas, d'après l'art. 26 de cette loi, opposer aux créanciers inscrits pour les renvoyer à poursuivre d'autres tiers acquéreurs; qu'il n'a non plus été proposé, soit en première instance, soit en cause d'appel, aucun moyen de nullité ou défaut de formes contre la procédure en expropriation qui a eu lieu; — Prononçant sur les deux appellations jointes; — Ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 31 prair. an 10. — Trib. d'appel de Besançon.

## SUCCESSION. — CRÉANCE INDIVISE. — PAIEMENT.

*Le paiement d'une créance immobilière, tel que le remboursement du capital d'une rente foncière, due à une succession encore indivise, est nul pour le tout, s'il n'a été fait à tous les héritiers (1).*

(Paturaut—C. N.)

Le cit. Paturaut était décédé, laissant pour héritiers plusieurs enfants mineurs. De sa succession dépendait une rente foncière de 102 liv. Avant

(1) Les auteurs, partant de ce point, que le droit du créancier se divise entre ses héritiers dans la proportion de leurs droits respectifs, enseignent que le débiteur ne peut valablement payer à chacun d'eux que sa portion virile (V. Poitner, *des Oblig.*, n° 466; Tonlior, t. 7, n° 17; Rolland de Villargues, *Rep. du notari.*, v° Paiement, n° 39; Duranton, t. 12, n° 34 et 35.) Il semble donc qu'à leurs yeux, le paiement fait pour le total à un ou à quelques-uns des héritiers seulement, libérerait au moins le débiteur pour la part de ceux-ci. Mais en raisonnant ainsi, ils n'ont

qu'il eût été procédé au partage entre les héritiers, le débiteur de cette rente en remboursa le capital au tuteur des mineurs; mais alors l'un des enfants était marié, et dès lors émancipé; néanmoins, cet enfant ne fut pas appelé au remboursement.

De là on a induit la nullité du remboursement, comme n'ayant point été effectué entre les mains de tous les héritiers, lesquels, jusqu'au partage, ont un droit indivis de copropriété dans tous et chacun des objets de la succession. — A quoi le débiteur répondait, qu'il ignorait que l'un des enfants fût sorti de tutelle par son mariage; que le tuteur paraissait toujours agir et agirait pour tous; que, dans tous les cas, la circonstance dont il s'agissait ne pourrait entraîner la nullité du remboursement que pour la portion de rente revenant à l'enfant marié, et que le remboursement valait toujours pour les portions des enfants mineurs.

Jugement du tribunal de première instance, qui repousse la demande en nullité.

Appel par les héritiers Paturaut.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la propriété des immeubles indivis d'une succession est un droit dans la chose entière et dans chaque partie de la chose; que chaque copropriétaire a et conserve le droit dans la chose entière et dans chaque partie de la chose, jusqu'à ce que, par le partage, ce droit ait été limité à une portion de la chose; — Considérant que la vraie propriété réside dans tous les copropriétaires pris ensemble; qu'on ne peut, par cette raison, faire valablement avec un d'eux séparément aucun acte tendant à détruire, altérer ou modifier le droit de tous et de chacun de tous; — Que les traités de cette espèce ne peuvent valoir pour aucune portion, puisqu'aucun héritier n'a de propriété d'une portion certaine d'un des immeubles d'une succession jusqu'au partage; — Considérant qu'il s'agit dans l'affaire, de l'immortissement fait de gré à gré d'une rente foncière; — Que la rente foncière a toujours été réputée immeuble; — Qu'il est reconnu qu'il n'a point été fait de partage de la succession de laquelle cette rente fait partie; — Que le remboursement a été reçu par le tuteur des mineurs Paturaut; qu'alors Marie-Louise Paturaut, épouse de Pierre-Laurent Monsier, étant émancipée par mariage, par conséquent hors de tutelle; qu'ainsi le tuteur n'a point stipulé pour elle; que, par ces raisons, le remboursement n'a point été fait au vrai propriétaire, cette propriété ne résidant essentiellement que dans tous les copropriétaires réunis; qu'ainsi le remboursement se trouve irrégulièrement fait et nul; — Dit qu'il a été nul jugé; déclare le remboursement nul et de nul effet, etc.

Du 31 prair. an 10. — Trib. d'appel de Poitiers

## DOUAIRE COUTUMIER. — QUOTITÉ. — EFFET RETROACTIF. — FEMME NORMANDE.

*Le droit de la femme normande, quant à la mesure de son douaire coutumier, n'étant acquis que du jour de la mort de son mari ou*

évidemment en vue qu'une créance ordinaire, essentiellement mobilière et divisible; or, ici, il s'agit d'une rente foncière, créance réputée immobilière d'après les principes d'alors, et sous ce rapport pouvant être considérée comme non susceptible de division. On comprend que, par ce motif, le paiement fait à une partie des héritiers, tant que le partage n'avait pas attribué la créance à tels ou tels d'entre eux, ait été annulé en son entier; sur bien entendu le droit pour le débiteur d'exercer une action en restitution contre ceux à qui il avait payé.

du père de celui-ci, il en résulte que, quand le fils et la mère sont morts depuis les lois qui rappellent les filles à partage, le douaire est restreint au tiers de la portion héréditaire que le fils aurait recueillie d'après les nouvelles lois.

(Lebas.—C. Lebas.)

Du 22 prairial an 10. — Trib. d'appel de Rouen.

# RÉCUSATION PÉREMPTOIRE. — SIGNIFICATION. — DÉLAI.

Du 25 prair. an 10 (aff. Haymans.) — V. ce jugement et l'arrêt de rejet rendu dans cette affaire par la Cour de cassation le 4 niv. an 12.

## DOT. — INSCRIPTION. — MAINLEVÉE.

La femme dotée en pays de droit écrit ne peut donner mainlevée de l'inscription prise sur les biens de son mari pour sûreté de la dot (1). — Le conservateur est fondé à se refuser à cette mainlevée.

(Boy.—C. le conserv. des hypothèques.)

Le 25 flor. an 7, contrat de mariage entre Antoine Boy et Marie Suchet. Celle-ci se constitue un trousseau évalué à 300 liv.; Boy hypothèque spécialement à la restitution de ce trousseau, une maison à lui appartenant dans la ville de Riom. Boy constitue à sa femme, en cas de survie, une rente viagère de 80 liv., au principal de 1,600 liv. Il y hypothèque également sa maison. — 7 prair. an 7, inscription du contrat au bureau des hypothèques. — 2 germinal an 9, vente par Boy à Souillac, de la maison hypothéquée, moyennant 3,800 fr. Il en a laissé 1,900 entre les mains de l'acquéreur, jusqu'à la radiation de l'hypothèque prise en vertu du contrat de mariage, au profit de la dame Boy. — 30 therm. an 9, Boy achète une autre maison dans Riom, pour le prix de 2,000 fr. Il délègue à son vendeur, 1,900 fr. à toucher de Souillac, sur le prix de la maison qu'il lui avait vendue précédemment.

La dame Boy intervient à cet acte, et fait mainlevée de l'inscription prise à sa requête le 5 prair. an 7. — Le conservateur des hypothèques a refusé de rayer l'inscription. — Instance pour l'y faire condamner.

La dame Boy s'est fondée sur l'art. 25 de la loi du 11 brum. an 7, qui veut qu'une inscription soit rayée sur le vu du consentement des parties intéressées, ou du jugement qui l'aurait ordonné: ici le consentement était bien justifié, puisqu'il était écrit dans l'acte du 30 therm. an 9. — Inutilement on objecterait que dans la coutume d'Auvergne, la femme en puissance de mari ne peut aliéner sa dot; car ici il n'y a point d'aliénation, puisque la dame Boy en renonçant à une hypothèque, en retrouve sur-le-champ une suffisante; que d'ailleurs l'inscription ne fait point partie de sa dot; qu'elle était libre de n'en point prendre, et qu'ainsi il doit lui être permis d'y renoncer.

Le conservateur des hypothèques a déclaré qu'il s'en rapportait à la justice; mais il a dit qu'il croyait de son devoir d'observer que l'art. 25 de la loi du 11 brum. an 7, en exigeant le consentement des parties pour la radiation d'une inscription hypothécaire, a entendu qu'il fallait qu'elles fussent capables de le donner, et que la dame Boy

ne l'était pas, la coutume d'Auvergne, art. 1<sup>er</sup>, titre 18, défendant à la femme de renoncer aux obligations et hypothèques à elles appartenant; qu'ainsi la renonciation à son hypothèque lui était interdite; — Que de plus, par la première inscription, elle avait une hypothèque spéciale sur une maison de la valeur de 3,800 francs, tandis que le nouvel immeuble que l'on propose, ne vaut, de l'aveu même des parties, que 2,000 francs; — Que la première inscription était à la date du 5 prair. an 7, qu'aucune inscription ne la primait, tandis qu'il serait possible qu'il y en eût d'autres sur la maison que l'on propose; qu'enfin les frais d'ordre étant privilégiés, aux termes de l'art. 54 de la loi sur les expropriations, si l'ensuivrait nécessairement qu'ils absorberaient une partie du prix, et mettraient la dame Boy en danger de perdre sa créance, qui était presque de la valeur entière de la maison; — Qu'à l'égard de l'inscription, rien n'annonçait que c'était la dame Boy elle-même qui l'eût prise; qu'il était très possible que ce fût un parent vigilant qui eût eu ce soin pour elle, et qu'il ne fallait pas trumper sa prévoyance.

Jugement du 14 fruct. an 9, qui accueille le système: — Attendu que l'hypothèque acquise à la femme Boy pour la conservation de sa dot, est un droit réel, et qu'un pareil droit, dans nos usages, n'est pas à la libre disposition d'une femme sous puissance de mari; — Attendu que l'art. 1<sup>er</sup> du tit. 18 de la loi municipale de Riom, défend spécialement à la femme de renoncer aux hypothèques à elle appartenant, sur les biens de son mari, et que cette prohibition ne paraît être levée par aucune loi; — Attendu que la conservation de la dot n'intéresse pas seulement la femme mariée, et qu'ainsi le consentement qu'elle prête volontairement à la radiation de son inscription, ne saurait remplir le vœu de l'art. 25 de la loi du 11 brum. an 7; — Attendu qu'autre chose est l'aliénation d'un droit acquis, autre chose est la simple faculté de l'acquiescer; — Attendu qu'il est constant dans nos règles, que la peine attachée au manquement des formalités propres à acquiescer un droit, ou à s'attribuer le bénéfice d'une loi, est en général applicable à tous, tandis que, lorsqu'il s'agit d'aliénation formelle et directe, les lois distinguent constamment au contraire entre les personnes libres ou usant de leurs droits, et celles qui ne le sont pas; — Attendu que dans la loi précitée de brum. an 7, le législateur paraît avoir adopté ce principe, lorsque d'une part il a refusé de relever la femme de l'omission ou défaut de la formalité de l'inscription qui, seule, peut donner effet à l'hypothèque existante en vertu de son contrat de mariage, et que de l'autre il a statué cependant que le droit une fois acquis par l'observation des formalités, et l'inscription de la femme une fois faite, l'effet de cette inscription est maintenu pendant et constant la durée du mariage et une année après; — Attendu que la novation ou transfert d'hypothèque d'un objet sur un autre, ne peut régulièrement être consentie que par les mêmes personnes qui ont droit de s'en départir; que tels sont les principes qui font marcher d'un pas égal, et le pouvoir d'innover et celui de disposer de la dette; — Attendu qu'au cas particulier le transfert de l'inscription sur la maison nouvellement acquise par le cit. Boy, offre pour la femme moins d'assurance qu'elle n'en

(1) F. conf., Riom, 8 août 1809; Cass. 28 juin 1810; Paris, 10 août 1831; Grenoble, 8 mars 1834; Cass. 26 mai 1836; — Persil, l. 1<sup>re</sup>, Rég. hypoth., p. 425; Rolland de Villargues, Dissertations; Sirey, 18. 2.341; Dict. du not., 3<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> Mainlevée d'inscript., n<sup>o</sup> 25; Troplong, t. 1, n<sup>o</sup> 601; Tessier, t. 1<sup>er</sup>,

p. 327, n<sup>o</sup> 530; Grenier, des Hypoth., t. 2, n<sup>o</sup> 524; Benoît, Traité de la dot, t. 1<sup>er</sup>, p. 272. C'est la conséquence de l'inaliénabilité de la dot mobilière, consacrée par la jurisprudence. V. Lamoges, 1<sup>er</sup> sept. 1834, et la note.

avait dans le premier état des choses; — Attendu que le conservateur des hypothèques a été bien fondé à ne pas se croire partie capable pour statuer lui-même sur une question qui intéresse aussi essentiellement les droits des femmes; — Débouté Marie Suchet, femme Roy, de sa demande en radiation formée contre le conservateur des hypothèques, et la condamne aux dépens. » Appel. — Les parties ont reproduit les mêmes moyens qu'en première instance.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges, dit bien jugé.

Du 26 prair. an 10. — Trib. d'appel de Riom. — Pl., les cit. Pagès et Tailhaud fils.

## VENTE. — MANDATAIRE. — MANOEUVRES FRAUDULEUSES.

Le mandataire qui a stipulé comme acquéreur, dans un contrat de vente, pour lui et pour ses mandans, ne peut, par la résolution frauduleuse du contrat, préjudicier aux droits des mandans. — En conséquence, ceux-ci peuvent répéter contre les vendeurs la partie du prix déjà payée et des dommages-intérêts, à défaut par ces derniers d'avoir livré les marchandises vendues.

(Germans et Blondel — C. Ory.)

Du 28 prair. an 10. — Trib. d'appel de Brocailles. — Pl. les cit. Vieschondéze, Crassous, Jerh, et Bar thélemy.

## DERNIER RESSORT. — QUALIFICATION. — APPEL.

On ne peut appeler d'un jugement mal à propos qualifié en premier ressort (1).

(Baislon — C. Desgrais.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'objet de la demande étant de 936 fr., se trouvait conséquemment de la compétence des premiers juges en dernier ressort; que c'est la loi qui détermine si leur jugement doit être exécuté en premier ou dernier ressort; — Déclare Baislon non recevable dans son appel du jugement rendu au tribunal de première instance, le 6 germ. dernier, etc.

Du 29 prair. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

1<sup>re</sup> LÉSION. — VENTE. — RESCISION. — TIERCE OPPOSITION.2<sup>o</sup> CONCILIATION. — TIERCE OPPOSITION.1<sup>re</sup> Le vendeur qui demande la rescision pour

(1) Cette solution, qui ne tient pas compte de la qualification donnée au jugement, est contraire au dernier état de la jurisprudence antérieure au Code de procédure: F. Cass. 29 flor. an 2; 7 niv. et 16 mess. an 4; 15 vent. an 6; 17 niv. an 7; 1<sup>er</sup> niv., 13 vent., 2 therm. et 20 fruct. an 10, etc. — L'art. 453, Code proc., a levé toute difficulté à cet égard.

(2) Cette décision suppose que l'action en rescision est une action mobilière et non une action immobilière; car si elle a ce dernier caractère, nul doute qu'il ne faille mettre en cause le sous-acquéreur, et que s'il n'a pas été appelé dans l'instance, il soit recevable à se pourvoir par tierce opposition contre le jugement rendu avec son vendeur seul. C'est en effet un principe consacré par la jurisprudence, que l'acquéreur n'est pas représenté par le vendeur dans les procès postérieurs à la vente et qui peuvent avoir pour résultat l'éviction de la chose vendue: F. Cass. 8 mai et 28 juin 1810; 14 juin 1815; 19 août 1818; Rouen, 15 thermidor an 10; Douai, 5 juin 1820. — Quant au point de savoir quelle est la nature de l'action en rescision, il nous semble incontestable qu'elle

cause de lésion contre l'acquéreur, n'est pas tenu d'appeler en cause les tiers qui ont acquis à leur tour de l'acquéreur. — En conséquence, ces tiers, quoique non appelés, sont non recevables à attaquer par tierce opposition le jugement qui a prononcé la rescision de la vente (3).

3<sup>o</sup> La tierce opposition formée par voie d'exception est dispensée du préliminaire de conciliation (3).

(Bourgmallon — C. Ménier.)

Les frères Ménier vendirent trois maisons, le 25 mess. an 3, au cit. Boissel, pour le prix de 150,000 fr. assignés. — Les loix des 16 niv. et 19 flor. an 6 étant survenues, les vendeurs demandèrent, en vertu de ces loix, la rescision du contrat pour cause de lésion. Des experts furent nommés: les maisons furent estimées 350,000 fr. Le 23 pluv. an 7, un jugement prononça, contradictoirement avec Boissel, la rescision de la vente.

Cependant Boissel avait antérieurement revendu une des maisons au cit. Bourgmallon. Instruits de ce fait, les frères Ménier l'assignèrent en déclaration de jugement commun. Bourgmallon forme alors tierce opposition au jugement du 23 pluv. an 7. — Les frères Ménier soutiennent cette tierce opposition non recevable, en ce que Bourgmallon a été représenté au jugement par son vendeur. Ils opposent en outre une autre fin de non recevoir, prise de ce que la tierce opposition n'avait pas été précédée du préliminaire de conciliation.

8 flor. an 9, jugement qui accueille ces moyens dans les termes suivants: « Attendu que, pour être reçutiers opposant à un jugement, il ne suffit pas d'avoir intérêt de le détruire, qu'il faut que le demandeur en tierce opposition ait une qualité qui ait obligé les parties litigantes à l'y appeler, et qu'il n'y ait pas été partie par l'interposition d'un tiers qui soit censé le représenter; que lors des jugements, la contestation entre les frères Ménier et Boissel, présentait la question de savoir si le contrat de vente des trois maisons devait être rescindé; — Attendu qu'une demande en rescision et nullité ne doit être nécessairement formée qu'entre les parties contractantes; que c'est sur le fondement de ce principe que le jugement du 23 pluv. a autorisé les frères Ménier à expulser Boissel et tous ceux qui occupent les dites trois maisons; que c'est encore sur ce principe que les frères Ménier avaient fait assigner Bourgmallon et consorts, acquéreurs de Boissel, en

est une action immobilière, puisque son but tend directement à la restitution de l'immeuble, et que si l'acquéreur peut néanmoins garder cet immeuble en fournissant le supplément du juste prix, c'est là une pure faculté qu'il est libre ou non d'exercer, et qui ne saurait changer le caractère de l'action en elle-même. Telle est l'opinion unanime des auteurs tant anciens que modernes: F. notamment Dumoulin, § 23, glose 1<sup>re</sup>, n<sup>o</sup> 41; Pothier, de la Vente, n<sup>o</sup> 349; Delvincourt, t. 3, p. 167; Duranton, t. 16, n<sup>o</sup> 460; Troplong, t. 2, n<sup>o</sup> 808, et Duvergier, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 114 et 115. — La Cour de cassation a cependant décidé la contraire les 23 prair. an 12, et 14 mai 1806; mais ces deux arrêts sont combattus victorieusement par M.M. Duvergier et Troplong.

(3) Jugé en sens contraire au cas de tierce opposition formée par action principale: Paris, 21 pluv. an 10; 5 pluv. an 11, et la note. — Sans le Code de procédure, il a été jugé que, même en ce cas, la tierce opposition était dispensée de la tentative de conciliation: Rennes, 24 juin 1823, et Bordeaux, 14 mars 1831.

déclaration du jugement commun; que Bourgmallon ayant alors prétendu que les frères Ménier devaient être déclarés non recevables, intervint jugement du 13 germ. an 8, qui le débouta de sa fin de non-recevoir;—Attendu que Bourgmallon et autres ne pouvaient avoir plus de droit que Boissel leur codant;—Attendu qu'il résulte de la 1<sup>re</sup> que Bourgmallon n'était qu'un tiers détenteur, inconnu aux frères Ménier lors de leur demande en rescision, ils n'étaient point obligés de le mettre en cause pour la rescision d'un contrat qui lui était étranger; 2<sup>e</sup> que quoique Bourgmallon ne fût pas partie lors de la demande originale, en vertu d'un droit direct et personnel, on doit dire néanmoins qu'il y était partie indirectement et par l'interposition de Boissel, son vendeur, dont il était l'ayant-cause; que dès lors il ne se trouve dans aucune circonstance pour être reçu tiers opposant; — Qu'en supposant que Bourgmallon s'y trouvât, il n'aurait pas régulièrement introduit son instance, en n'ayant pas préalablement passé en conciliation; qu'en effet, la demande des frères Ménier contre Boissel lui étant étrangère, au moins directement, il s'ensuit que sa tierce opposition ne peut être regardée comme incidente à une demande dans laquelle il n'a jamais été présent ni partie; qu'elle est, par conséquent une action nouvelle et indépendante de celle jugée, et qu'ainsi il est indispensable de passer au bureau de paix; d'où il suit que ne l'ayant pas fait, elle est irrégulière et nulle. »

Appel de la part de Bourgmallon. — On s'est efforcé de prouver, pour lui, qu'il devait être appelé dans l'instance, et que c'était à tort qu'on soutenait qu'il avait été représenté par Boissel. Il ne s'agit pas, e-t-on dit, d'un droit de créance, mais d'un droit de propriété. C'était la propriété de Bourgmallon qu'on attaquait; on voulait la lui enlever; il fallait nécessairement l'appeler pour la défendre. Personne ne pouvait se présenter à sa place; il n'a point été appelé: il a donc le droit d'attaquer par tous les moyens le jugement qui l'a dépouillé.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges, sauf l'irrégularité de la tierce opposition, laquelle n'étant, dans l'espèce, qu'une exception, n'était pas susceptible d'être précédée de l'épreuve de la conciliation; — Confirme, etc.

Du 29 prair. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Lefèvre-Corbière. — Pl., les cit. Leloup et Moreau.

## HOSPICES. — AUTORISATION. — ACTION.

D'après les lois des 16 vend. an 5 et 16 mess. an 7, les fonctions des commissaires administrateurs des hospices civils sont de même nature que celles des administrations municipales; elles en sont une dépendance, et les arrêtés des commissaires sont soumis à l'approbation de l'autorité administrative qui en a la surveillance immédiate (1).—Ainsi,

(1) Ce motif du jugement est pris textuellement dans un arrêté des consuls, du 9 vent. an 10.

(2) V. *Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle*, v<sup>o</sup> *Hospices*, § 5, plusieurs décisions sur les autorisations nécessaires au cas d'actions intentées par ou contre les hospices; F. Cormenin, *Quest. de droit administ.*, 2<sup>e</sup> ed. verb., n<sup>o</sup> 9; et Chevalier, *Jurisp. adm.*, t. 2, p. 176.

(3) Il en était autrement dans l'ancienne France, aux termes de l'art. 6 de l'ordonn. de 1639. V. Cass. 11 juin 1806, et la note.—Sous le Code civil, les mariages en *extremis* sont valables. V. l'exposé des l.

1.—II<sup>e</sup> PARTIE.

les actions contre les commissaires administrateurs des hospices, ne peuvent être intentées que suivant les règles établies pour les actions à intenter contre la république, c'est-à-dire que le créancier ne peut poursuivre s'il n'en a, au préalable, obtenu la permission par écrit du conseil de préfecture (2).

(Emiliati.—C. l'hospice de Bielle.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, d'après les lois des 16 vend. an 5 et 18 mess. an 7, publiées dans le Bulletin des actes de l'administration, n<sup>o</sup> 28, les fonctions des commissaires administrateurs des hospices civils sont de même nature que celles des administrations municipales; qu'elles en sont une dépendance; que tous les arrêtés desdits commissaires sont soumis à l'approbation de l'autorité administrative, qui en a la surveillance immédiate; — Que par ces motifs, les actions contre les commissaires administrateurs des hospices ne peuvent être intentées que suivant les règles établies pour les actions à intenter contre la république; — Vu les art. 13, 14 et 15 de la loi du 5 nov. 1790, insérés dans le Bulletin des actes de l'administration, n<sup>o</sup> 70, d'après lesquels toutes les actions en justice, principales, incidentes et en reprises dans les procès contre la nation, ne peuvent être exercées, sans qu'on préalable on se soit pourvu par simple mémoire aux autorités administratives, et que l'on y ait suivi la marche y indiquée; — Vu l'art. 1<sup>er</sup> de l'arrêté des consuls de la république du 17 vend. an 10, inséré dans le susdit bulletin, ainsi conçu: « Les créanciers des communes ne pourront l'intenter contre elles aucune action qu'après qu'ils en auront obtenu la permission par écrit du conseil de préfecture; » — Considérant que, quoique l'action contre l'hôpital de Bielle ait été intentée par Emiliati avant la publication de ces lois dans la 27<sup>e</sup> division militaire, elles ne doivent pas moins recevoir leur application à l'espèce actuelle, soit à raison des mots: *En reprise d'instance*, il ne pourra être exercé aucune, qu'on lit dans la loi du 5 nov., soit parce qu'elles ne prescrivent qu'une forme d'instruction à laquelle on doit conséquemment soumettre tous les procès qui, à la publication de cette loi, n'avaient pas été définitivement terminés; — Avant que de rendre droit sur la cause d'appel, ordonne que l'appelant se conformera à la disposition de la loi du 5 nov. 1790 et de l'arrêté des consuls du 17 vend. an 10.

Du 29 prair. an 10. — Trib. d'appel de Turin. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Vassarini et Maurini.

1<sup>o</sup> MARIAGE EN EXTREMIS. — VALIDITÉ.2<sup>o</sup> LÉGITIMITÉ. — MARIAGE RELIGIEUX.

1<sup>o</sup> Dans l'ancienne Belgique, le mariage fait en *extremis* était valable et produisait tous les effets civils (3).

2<sup>o</sup> L'enfant conçu après le mariage religieux, mais avant le mariage civil de ses auteurs, peut, s'il est né depuis cette dernière époque, réclamer tous les droits d'enfant légitime (4).

motifs du titre du mariage, sur l'art. 184, et Duranton, t. 2, n<sup>o</sup> 335.

(4) C'est là une conséquence de ce principe, que la loi de la naissance postérieure au mariage régulier des parents suffit pour placer l'enfant sous la présomption de légitimité, et pour couvrir ainsi la prématurité de la conception. La préexistence du mariage religieux, dans un tel cas, pouvait donc être utilement invoquée pour justifier l'origine d'un état qui avait été plus tard régularisé. Mais elle ne pourrait, seule, servir de base à une possession d'état

(Hannolet et Leclerc-C. Lemerrier.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Attendu qu'il conste du procès-verbal dressé le troisième jour complémentaire an 8, par le maire remplissant les fonctions d'officier public, que Jean-Baptiste Lemerrier et Marie-Françoise Piton se sont librement pris pour époux, ensuite du consentement respectif de leurs pères, et que ce procès-verbal a été signé des contractants, des témoins et de l'officier public;

Que les nullités opposées par les appelans, ne sont prononcées, ni par la loi du 20 sept. 1792, ni par les lois subséquentes, outre qu'elles sont, par leur nature, hors du cercle des exceptions qui peuvent compéter à des héritiers collatéraux;

Que la nullité des mariages faits en *extremis*, n'a été établie dans la ci-devant Belgique, ni par les lois, ni par la jurisprudence; et que la loi du 20 sept. 1792 ne contient aucune disposition sur ces mariages;

Attendu, d'ailleurs, que le mariage de Jean-Baptiste Lemerrier et de Marie-Françoise Piton, quoique célébré peu de temps avant la mort de l'époux, n'eût même jamais pu être rangé dans la classe de ceux qui étaient réprochés par les lois, dans les pays où elles annulaient les mariages en *extremis*;

Que le consentement des pères des époux, la présence de l'officier public, appelé par la loi à célébrer le mariage, outre les publications qui l'avaient précédé, excluent toute idée de clandestinité dans l'union de Jean-Baptiste Lemerrier et de Marie-Françoise Piton;

Attendu que le procès-verbal dressé par le maire, atteste que Jean-Baptiste Lemerrier jouissait de toutes ses facultés intellectuelles, au point de la célébration de son mariage avec Marie-Françoise Piton, et que cet acte étant authentique, foi doit lui être ajoutée, jusqu'à inscription de faux, indépendamment de ce qu'il n'a été articulé aucun fait positif de nature à atténuer la croyance qui lui est due;

Attendu d'autre part, que le mariage contracté par Jean-Baptiste Lemerrier, est par lui-même un acte de raison et de justice, puisqu'il accomplit des devoirs que les époux s'étaient imposés en recevant la bénédiction nuptiale des mains d'un ministre du culte, dès le mois de flor. précédent;

Attendu sur la deuxième question, qu'il a été tenu, en fait, non contredit au procès, que Jean-Baptiste Lemerrier et Marie-Françoise Piton vivaient comme époux, chez le père de cette dernière, dès le 23 flor. an 8, ce qui coïncide à l'époque de leur union religieuse;

Que cette cohabitation, quoique fondée sur un titre nul aux yeux de la loi civile, a suffisamment établi l'intention et la bonne foi du père et de la mère, pour que l'enfant, né environ deux mois et demi après le mariage légal, et deux ans quinze jours après la cohabitation commune, fût réputé légitime;—Confirme, etc.

Du 30 prair. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles. —3<sup>e</sup> sect.—Concl., le cit. Malfroid, subst.—Pl., les cit. Dottreng et Faider.

d'enfant légitime, la loi ne reconnaissant d'antromarie valable que celui qui a été célébré devant l'officier de l'état civil. V. dans ce sens, Rennes, 5 mars 1812.

(1) Ce fut anciennement parmi les docteurs une grave question, que celle de savoir si la prorogation de terme accordée au débiteur, déchargeait la caution. La plupart la décidèrent pour la négative, mais en décidant aussi que la caution pourrait, sans égard à cette prorogation, poursuivre le débiteur pour le forcer au paiement. Cette règle, écrite dans l'art. 2039 du Code civil, était enseignée par tous nos an-

**CAUTION.—TERME.—EFFETS SAISIS.**

Celui qui s'est engagé, comme caution, à faire représenter dans un certain délai des meubles saisis que le créancier a consenti de laisser chez son débiteur, sous cette condition, est indéfiniment tenu de l'obligation contractée, c'est-à-dire qu'il en est tenu même après l'expiration du délai dans lequel la représentation des meubles devait avoir lieu; peu importe que le débiteur ait obtenu, sans son concours, une prorogation de délai (1).

(Ducco—C. Bertolino.)

Bertolino avait obtenu du juge de Mondovi deux ordonnances, l'une du 28 avr. 1800, qui condamnait Jules Bracco à lui payer une somme de 858 fr.; l'autre du 9 du même mois, qui commettait le juge de Caselle, lieu du domicile de Bracco, pour procéder à l'exécution. — L'exécution eut lieu en effet; mais au moment de la vente, le père du débiteur se présenta et demanda un sursis jusqu'au lundi suivant, promettant de représenter les effets saisis, et il offrit pour caution le cit. Thomas Ducco, qui, après avoir renoncé aux bénéfices de discussion et d'ordre, promit que les effets seraient représentés, ou d'en payer la valeur. — Le lundi, jour auquel les effets devaient être représentés, Bracco père et fils produisirent des lettres de répit portant un délai de cinquante jours. Ces lettres furent exécutées. Au bout du terme, Bertolino voulut poursuivre la vente des effets saisis, et à cet effet il cita, le 28 mess. an 9, devant le juge de Caselle, Thomas Ducco, pour qu'il eût à représenter les effets, ou, à défaut, en payer la valeur. — Ducco répondit que son obligation ne subsistait plus; qu'elle avait eu un terme fixé, qui était le lundi qui avait suivi la saisie; que ce jour passé il avait été déchargé de son cautionnement. — Le 17 fruct. an 9, ordonn. du juge de Caselle, qui condamne Ducco à payer la valeur des effets saisis.—Appel.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL.**—Considérant que la règle de droit, c'est que les clauses douteuses dans les contrats, surtout dans ceux qui sont strictement juri, comme la fidéjussion, doivent s'interpréter en faveur du débiteur, et ainsi, d'une forte raison du fidéjusseur, dont l'obligation n'a point un prix correspondant (L. 38, § 18, r. l. 99 de verb. obligat.; L. 26 de rebus dub.; L. 36, ff. de pactis.) Mais il faut vraiment que les clauses du cautionnement soient douteuses; — Que l'obligation dont l'appelant Ducco s'est chargé, a deux parties: la première de ne point transporter ou laisser transporter les effets saisis de la maison de Bracco et du lieu où ils se trouvaient; cette obligation n'a aucune fixation de temps, elle est donc perpétuelle; la seconde, de représenter ces effets le lundi alors prochain, jour fixé par le bon du juge pour leur vente aux enchères. Dans cette partie d'obligation il y a un temps fixé, néanmoins, ce temps n'est point pour finir ou borner l'obligation, mais uniquement pour la remplir, pour s'acquitter de sa promesse; — Qu'en effet, Favre, in Cod. def. 25 de Fidejussoribus, dans

ciens auteurs: V. Despeisses, t. 1<sup>er</sup>, p. 608, n° 8; Bourjon, Droit commun de la France, liv. 6, chap. 6, sect. 2, n° 12; Rousseau de Laconbe, v° Caution, sect. 5, n° 1<sup>er</sup>; Potier, des Oblig., n° 406, et plus particulièrement pour le Piémont, Richeri, *Uti circa cunctis jurispr.*, t. 10, §§ 638 et suiv. Ce dernier auteur résout même une espèce analogue à l'espèce ci-dessus dans son § 661, en ces termes: *Si temporis prorogatio facta sit auctoritate principis per litteras, ut vocant moratorias seu inducias, fidejussor utique obligatus manet.* — V. encore dans le même sens, Paris, 25 pluv. an 12



l'espèce d'un débiteur qui avait promis sous caution de payer la dette à un jour fixé, et qui n'a pas rempli sa promesse, parce que le créancier, à l'insu de la caution, lui avait accordé un répit, établit comme règle de droit que la caution continue à être obligée, par la raison qu'il porte dans l'allégation première (ibid.) : *Non enim fuit appositum tempus, in obligatione fidejussoris, ad faciendam obligationem, quo casu aliud esset, sed ad faciendam solutionem et exactionem*. Cette règle doit d'autant plus avoir lieu dans l'espèce, que ce n'est pas le créancier qui a volontairement accordé un répit au débiteur; mais c'est le débiteur qui en a impétré les lettres de l'autorité publique; c'est lui qui, sans fondement, a élevé les questions postérieures de nullité de l'ordonnance de sa condamnation, et de la prétendue réduction de sa dette, sans que le créancier y ait eu aucune part, et qu'il ait pu empêcher tous ces subterfuges du débiteur; ainsi la caution doit durer jusqu'à l'acquiescement de la promesse;

Que l'appelant Ducco ne peut alléguer qu'il n'ait pas été appelé en jugement dans les instances qui ont eu lieu, soit pour les lettres de répit, soit pour les oppositions de nullité et en réduction que le débiteur principal a mises en avant, parce que la caution, lorsqu'elle ne veut pas remiser si longtemps sous l'obligation dont elle s'est chargée, n'a que le remède dont Fabre fait mention dans la dite définition 25, *de Fidejussoribus*, de demander en jugement que le débiteur doive le libérer, ainsi qu'il est prescrit par les lois 18, § 1. ff. *Mandati*, et 10, *Cod. eodem tit.*; — Que Ducco, pour s'acquitter de son obligation, aurait dû, nonobstant les lettres de répit et les questions successives élevées par Bracco, représenter les effets saisis le lundi fixé pour leur vente, et protester qu'il ne voulait pas rester plus longtemps sous son cautionnement; en ce cas, le juge aurait fait garder les meubles saisis par les moyens ordinaires, afin que le créancier ne pût perdre sa créance, et Ducco aurait été libéré; mais n'ayant pas fait ces démarches, il n'est pas juste que le créancier en soit la dupe; ainsi son obligation doit durer jusqu'à ce que celle du débiteur principal soit accomplie; — A déclaré avoir été bien jugé, etc.

Du 3 mess. an 10. — Trib. d'appel de Turin, — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Muro et Bougioanni.

#### ACCEPTATION DE SUCCESSION. — RÉPUDIATION. — VENTE.

*Lorsque des héritiers ont renoncé valablement à une succession, la vente qu'ils font ensuite sans fraude, et en une autre qualité que celle d'héritiers, d'immeubles dépendant de la succession répudiée, n'annule pas leur renonciation (1).*

(1) La circonstance que l'héritier, dans l'espèce, avait, lors de la vente, procédé en une autre qualité que celle d'héritier, enlève à la décision du jugement ci-dessus une partie de l'intérêt qu'il présenterait sans cela : il n'était guère permis en effet de voir une rétractation de la renonciation dans un fait étranger à la qualité d'héritier; tout ce que l'on pouvait prétendre, c'était que la vente d'immeubles dépendant de la succession répudiée, était nulle comme vente de la chose d'autrui. — Mais si l'héritier renonçant avait déclaré agir en qualité d'héritier, si même, sans faire cette déclaration, l'acte par lui consenti n'avait pu intervenir de sa part qu'en qualité d'héritier, cet acte devrait-il être considéré comme emportant annulation ou rétractation de la renonciation? L'affirmative ne nous paraît pas douteuse. En

(Monnier — C. Moreau.)

Le cit. Vineau de Villars décède, laissant un fils et deux filles mariées au cit. Monnier et Alliot. Sa succession fut recueillie par ses enfants. Les immeubles qui en dépendaient restèrent indivis entre les frères et sœurs. — Vineau de Villars fils, décède lui-même, laissant ses sœurs pour héritières. Sa succession étant mauvaise, ses sœurs y renoncèrent par acte devant notaires. — Plusieurs années après, la cit. Monnier, fondée de la procuration de son mari, vendit les immeubles dépendant de la succession de Vineau de Villars père.

Cette vente étant venue à la connaissance du cit. Moreau, créancier de Vineau de Villars fils, il forma contre elle une demande tendant à ce que, par la vente des biens de la succession de Vineau de Villars père, ayant aliéné la portion appartenant à son frère dans ces immeubles, et par conséquent fait acte d'héritier, elle fût tenue, en cette qualité, de lui payer les sommes à lui dues par Vineau de Villars fils. — La cit. Monnier opposa la renonciation authentique qu'elle avait faite, ainsi que sa sœur, à la succession de son frère. — Le cit. Moreau soutint que la renonciation ne pouvait avoir aucun effet, attendu que la vente par les cit. Monnier et Alliot des biens appartenant à leur frère, était, de leur part, un abandon de renonciation, et une preuve suffisante qu'elles voulaient se porter héritières.

17 et 27 mess. au 9, jugemens du tribunal de la Seine, qui, accueillant ce dernier système, réputent la cit. Monnier héritière de Vineau de Villars fils, et la condamnent en cette qualité à payer au cit. Moreau le montant de sa créance.

Appel par la cit. Monnier. — Par suite, a-t-elle dit, de la maxime reçue en France que n'est héritier qui ne veut, la renonciation à une hérédité dépouille le successeur de droit de la saisine légale, de manière qu'il n'en peut plus être réinvesti que par l'autorité d'un jugement, et dans certains cas seulement, lorsqu'il déclare formellement ressaisir la qualité qu'il avait abdiquée. — Autrement les actes faits, quoique relatifs à la qualité d'héritier, même ceux qui la supposent nécessairement, n'ont pas l'effet d'annuler la renonciation; et comme ledit d'Argentré : *Actionem pariant potius quam additionem*. — Les lois romaines ne contiennent aucune disposition de laquelle on puisse induire qu'un acte d'héritier, fait après la renonciation l'efface et constitue celui à qui ou l'attribue héritier contre la volonté qu'il a énoncée, de ne pas l'être. — Il est vrai que, dans notre jurisprudence, il est deux espèces de circonstances dans lesquelles, nonobstant la renonciation, le successeur est tenu des charges de la succession, s'il fait des actes qu'il ne pouvait faire qu'en cette qualité. Ces deux cas sont la renonciation frauduleuse et la soustraction des

effets, la loi (Code civil, article 790) déclare que les héritiers qui ont renoncé, ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas été acceptée par d'autres héritiers. Or, d'après l'art. 778, l'acceptation peut être expresse ou tacite; elle est expresse, quand on prend le titre ou la qualité d'héritier dans un acte authentique ou privé; elle est tacite, quand l'héritier fait un acte qui suppose nécessairement son intention d'accepter, et qu'il n'aurait droit de faire qu'en qualité d'héritier. Evidemment ce caractère appartient à la vente des biens de la succession : c'est là l'acte la plus fermée d'adhésion d'hérédité que l'on puisse faire; donc, en consentant une telle vente après avoir renoncé, on doit être réputé avoir rétracté sa renonciation : je fais supposer ici nécessairement l'intention.

effets mobiliers de la succession. Dans ces deux cas, l'obligation d'acquitter les charges de la succession qu'il a répudiée, ne résulte pas du réinvestissement de l'hérédité qu'il a pour toujours délaissée, mais on la lui fait supporter comme une peine de la fraude, de la simulation ou d'un larcin dont il n'est que trop souvent facile de dérober tous les indices. Dans l'espèce, la conduite de la dame Monnier a-t-elle quelque'un de ces caractères? Non; la renonciation a été faite par elle publiquement et par acte authentique, et depuis cette époque, elle ne s'est immiscée en rien dans la succession de son frère. Il est vrai que la renonciation n'a été soumise à la formalité de l'insinuation que depuis le jugement de première instance. Mais cette circonstance ne peut pas faire qu'un acte reçu par des notaires, soit considéré comme un acte clandestin; et l'on sait d'ailleurs que cette formalité n'est point de rigueur, qu'elle n'ajoute rien à l'authenticité, et est purement burlesque. — D'un autre côté, l'acte de vente dont on veut induire, de la part de la dame Monnier, une abdication de la renonciation précédente a été fait non pas en qualité d'héritière de son frère, puisque la seule qualité qu'elle y prend, est celle d'héritière de Vineau de Villars, son père. — Quant à la fraude, si elle peut se présumer quand elle s'exerce sur des objets dont la soustraction peut être facilement cachée, elle ne peut être ici reprochée, puisque la vente a été publique, et que le produit en est encore dans les mains des acquéreurs. On ne trouve point là ce *concilium culpabile* dont parle Lebrun.

Le cit. Moreau répondait que c'était un point dont tous les auteurs conviennent, qu'une addition d'hérédité faite après la renonciation, rend l'héritier qui la fait, passible de toutes les charges et dettes de la succession; qu'il importait peu que cet effet résultât en droit d'une abdication présumée de la renonciation, ou fût une peine infligée à l'héritier infidèle, lorsque le résultat était le même; — Que, dans l'espèce, le droit du créancier était d'autant plus favorable, que la renonciation qu'on opposait n'avait été revêtue de la formalité de l'insinuation que bien des années après, et depuis le jugement dont est appel; — Qu'il n'était pas exact de dire, à cet égard, que l'insinuation n'ajoutait rien de plus à l'authenticité de l'acte; système repoussé par le caractère même de cette formalité, qui n'est pas, comme on prétend, purement burlesque, mais destinée à faire connaître au public les actes qui, autrement, ne sont connus que des seules parties dont ils émanent, et des notaires qui les reçoivent; que la dame Monnier enfin avait bien reconnu la nécessité, puisqu'elle l'avait remplie dans l'intervalle du jugement de première instance à la procédure sur l'appel.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que les renonciations dont il est justifié, et qui fixent les qualités des parties, sont régulières; — Qu'il en résulte que les cit. Allot et Monnier n'ont pas voulu être héritiers; — Quo si depuis les renonciations elles ont vendu des immeubles de modique valeur, dans lesquels le défunt de Vineau de Villars

avait droit indivis, elles n'ont pas vendu comme ses héritières, mais seulement comme bénéficiaires de leur père; — Que cette vente a eu lieu par un acte public; d'où il suit qu'il n'a pu résulter contre elles aucune présomption de fraude; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 5 mess. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

## SAISIE IMMOBILIÈRE. — CONVERSION. — VENTE VOLONTAIRE.

*La conversion d'une procédure d'expropriation en vente volontaire devant notaire, ne peut avoir lieu malgré l'opposition d'un créancier, bien que tous les autres y consentent (1).*

(Testu-Balin-court et autres—C. N...)

La vente par expropriation forcée des biens d'un cit. Testu-Balin-court était poursuivie par ses créanciers devant le tribunal de Dreux, lieu de la situation des biens, et déjà toutes les formalités voulues pour arriver à l'adjudication avaient été remplies, lorsque par un accord passé entre le débiteur et la presque totalité des créanciers, il fut convenu de convertir la vente forcée en une adjudication volontaire devant un notaire de Paris. — En conséquence de cet accord, Testu-Balin-court et ses créanciers demandèrent au tribunal de Dreux la discontinuation des poursuites d'expropriation. — Mais l'un des créanciers qui n'avait pas concouru à l'arrangement, déclara s'opposer à cette discontinuation de poursuites, et conclut à ce qu'il fût passé outre à l'adjudication.

27 vent. an 10, jugement qui accueille ces conclusions.

Appel par Testu-Balin-court et consorts. — Après avoir cherché à établir qu'il était de l'intérêt de tous que les biens fussent vendus à Paris, plutôt qu'à Dreux, où il y aurait moins de concurrence et par suite moins de chance d'un prix avantageux, les appelants ont soutenu que l'opposition d'un seul créancier ne pouvait prévaloir sur la volonté de tous les autres; ils ont invoqué à l'appui de leur système, ce qui a lieu en matière de faillite, où la majorité fait la loi à la minorité.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu, 1<sup>o</sup> que la demande de Testu-Balin-court n'a été formée que l'avant-veille du jour indiqué pour l'adjudication, et après toutes les formalités remplies pour parvenir à ladite adjudication; 2<sup>o</sup> qu'il n'était pas possible de faire prononcer par le tribunal de Dreux sur une demande tendant à arrêter les poursuites d'expropriation forcée d'une maison sise à Paris, dont la vente se poursuivait au tribunal civil du département de la Seine, à la requête d'un autre poursuivant; 3<sup>o</sup> qu'il n'est pas prouvé que l'intérêt des parties exige que des fermes sises dans le département d'Eure-et-Loir soient vendues dans l'étude d'un notaire de Paris, ainsi que le demandait Testu-Balin-court devant les premiers juges, et que ledit Balin-court ne fixait pas même le délai dans lequel il se soumettait à effectuer la vente à sa requête, sur trois publications; 4<sup>o</sup> que la république était créancière inscrite et partie dans la cause, et qu'elle ne pouvait être contrainte à

(1) L'art. 747 du Code de procéd., exige pour la conversion de la saisie en vente aux enchères devant notaires ou en justice, le consentement des intéressés. Or, que faut-il entendre par là? Nul doute que, après la dénomination de la saisie, on ne doive comprendre sous cette dénomination d'intéressés tous les créanciers inscrits auxquels la dénomination a été faite; de sorte que l'opposition de l'un d'eux à la conver-

sion serait un obstacle à cette mesure. Mais tant que la dénomination n'a pas eu lieu, les créanciers n'étant pas réputés parties dans la poursuite, rien ne semble faire obstacle à ce que la conversion ne puisse avoir lieu sur le seul consentement du poursuivant. Ainsi l'ont décidé plusieurs arrêts : V. Cass. 8 janv. 1833; Paris, 7 nov. 1831; Colmar, 26 juill. 1833.

adhérer à une vente à l'amiable;—Dit qu'il a été bien jugé par le jugement dont est appel.

Du 5 mess. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

### HYPOTHÈQUE. — ACTES ADMINISTRATIFS.

Les actes passés par les corps administratifs emportent hypothèque de plein droit et sans stipulation expresse, même sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7 (1).

(L'adm. des domaines—C. la veuve Gentil.)

Le 16 vent. an 7, l'administration municipale de Versailles adjugea au cit. Lemoine le bail à loyer du petit Trianon.—Le 23 du même mois, la veuve Gentil se rendit sa caution, et fit sa soumission au secrétariat de l'administration; le receveur du domaine prit inscription sur les biens de la veuve Gentil.—Celle-ci en a demandé la radiation, prétendant que les actes des corps administratifs n'emportent pas hypothèque.—Le tribunal de première instance de Versailles accueillit la prétention de la veuve Gentil, attendu que la loi du 11 brum. an 7 n'accordait pas hypothèque aux actes des corps administratifs.

Appel par l'administration des domaines.—On a dit pour elle que son droit était fondé sur les art. 14 et 21 de la loi du 23 oct. 1790, relative à la vente des biens nationaux; que le premier de ces articles portait que le ministère des notaires n'est pas nécessaire pour la passation des baux, ni pour tous les actes d'administration; que ces actes sont sujets au contrôle, et emportent hypothèque;—Que l'art. 21, de son côté, oblige l'adjudicataire à rapporter une caution;—Que de ces deux articles, il résultait bien évidemment que la passation des baux faite par l'administration, donnant hypothèque sur les biens des obligés;—Que la loi du 11 brum. n'avait rien changé à cette disposition, puisque le § 4 de l'art. 3, dit que l'hypothèque a lieu pour les créances auxquelles la loi donne le droit d'hypothèque; que par ce mot, la loi, on n'entend pas ni on ne peut pas entendre la seule loi du 11 brum., mais toutes les lois qui accordent hypothèque; que la loi du 23 oct. 1790 est de ce nombre, et qu'aucune loi subséquente ne l'ayant abrogée, les actes administratifs passés conformément à l'art. 14 de cette loi doivent conférer hypothèque.—Qu'autrement, et les notaires ne pouvant, d'après l'art. 14 de la loi de 1790, recevoir les baux et autres adjudications consenties par les corps administratifs, il s'ensuivrait que la république aurait seule perdu pour les ventes et baux de ses domaines, l'avantage de l'hypothèque que tout particulier s'assure en contractant devant notaire, ce qui ne peut être entré dans l'esprit du législateur.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que, suivant l'art.

(1) Cette question divise les auteurs sous le Code civil, qui, par son art. 2121, ne confère hypothèque légale à l'Etat que sur les biens des receveurs et administrateurs comptables, et par l'art. 2127 dispose que l'hypothèque conventionnelle ne peut être consentie que par acte authentique passé devant notaire.—Plusieurs distinctions sont établies selon la nature de l'acte administratif et le corps administratif dont il émane. F. à cet égard, MM. Grenier, des Hypoth., t. 1<sup>er</sup>, n<sup>os</sup> 9 et suiv.; Battur, *ibid.*, t. 2, n<sup>o</sup> 378; Favard, *Répert.*, v<sup>o</sup> Hypothèque, sect. 2, § 3, n<sup>o</sup> 8, et v<sup>o</sup> Louage, sect. 1<sup>re</sup>, § 4; Rolland de Villargues, *Répert. du notariat*, v<sup>o</sup> Hypothèque, n<sup>o</sup> 230 et suiv.; Troplong, des Hypoth., t. 2, n<sup>o</sup> 505 bis et suiv.; Duranton, t. 19, n<sup>o</sup> 380. V. aussi décrets du 12 août 1807, et du 29 mai 1811; arrêts de la Cour

14 de la loi du 23 oct. 1790, les actes émanés de l'autorité administrative emportent hypothèque et exécution, parce que, par l'art. 21, les adjudicataires des baux sont obligés de fournir caution, et que le n<sup>o</sup> 4 de l'art. 3 de la loi du 11 brum. an 7, sur le régime hypothécaire, l'hypothèque existe pour les créances auxquelles la loi accorde hypothèque, à la charge de l'inscription; et qu'il n'existe aucune loi dérogeant à celle du 23 oct. 1790;—Du qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, bien appelé d'icelui; émettant, et faisant droit au principal;—Déclare bonne et valable l'inscription prise au nom de la république, sur la veuve Gentil, pour sûreté de cautionnement par elle fournie à l'administration municipale de Versailles, pour raison du bail du petit Trianon, adjugé au cit. Lemoine, par ladite administration, le 16 vent. an 7, etc.

Du 6 mess. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>er</sup> sect.

### 1<sup>er</sup> LEGS CONDITIONNEL.—CÉLIBAT.

2<sup>o</sup> LEGS.—INTERPRÉTATION.—ASSIGNAT LIMITATIF.

1<sup>o</sup> La condition imposée au légataire de ne pas se marier doit être réputée non écrite (2).

2<sup>o</sup> La clause par laquelle le testateur ordonne qu'une rente viagère sera payée sur les revenus des biens immeubles de sa succession, lesquels demeureront affectés à cet effet, peut être considérée comme un assignat limitatif.—En conséquence, l'héritier peut se décharger du service de la rente, en abandonnant le revenu des immeubles de la succession (3).

(H<sup>er</sup> Vanelewky—C. Conraet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que les lois, en vue du bien de l'Etat, rejettent toute condition qui empêche la liberté du mariage, et laissent le légataire maître de se marier et de percevoir le legs; ce qui est textuellement exprimé dans la loi 62, § 2, ff. de Cond. et demonst.: *cum vir uxori si à liberis ne nupserit in annos singulos aliquid legavit, possit mulierem nubere et legatum capere*; à quoi est conforme la loi suivante, ce qui a été également adopté dans nos mœurs; d'où il suit que la condition apposée au legs de Mario Conraet est réputée non écrite;

Considérant que le testateur a désigné les revenus seuls de ses biens immeubles, et affecté taxativement ces biens pour assurance du paiement du legs annuel, et que, par conséquent, il ne peut être censé avoir voulu grever ses héritiers du paiement du legs au-delà de ces revenus, selon la loi 5, ff. lib. 33, tit. 6: de *Tritico, vino, vel oleo legato*: *Cum certus numerus amphorarum vini, legatus esset, ex eo quod in fundo Semproniano natum esset, et minus natum esset, non amplius debere placuit, et quasi forotionis vicem obtinere hac verba, quod natum*

de cassation, des 3 juill. 1817, et 12 janv. 1835 (Volume 1835); de Bruxelles, du 27 août 1807; de Paris, du 29 mars 1830. Il y a aussi sur la matière un avis du conseil d'Etat du 12 août 1807, stant dans le sens de la décision ci-dessus, sur les baux administratifs antérieurs à la date de cet avis. F. Grenier, *loc. cit.*

(2) F. Cass. 20 janv. 1806, et la note.

(3) Cette décision, contraire à la règle suivant laquelle l'assignat est limitatif s'il est placé dans la disposition même, et démonstratif s'il se rapporte qu'à l'exécution, se trouve conforme à cette autre règle plus exacte, que pour déterminer le caractère démonstratif ou limitatif d'un legs, il faut uniquement consulter la volonté probable du testateur. F. sur cette matière, Toullier, t. 6, n<sup>os</sup> 457 à 462.

erit;—Sans s'arrêter à l'appel en ce qui touche la clause de cessation de paiement du legs en cas de mariage, donne acte des offres faites subsidiairement par les appelans, les déclare suffisantes, et en ordonne l'exécution.

Du 8 mess. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles. —1<sup>re</sup> sect. — Concl., le cit. Tarte, subst.—Pl., les cit. Vanderplas et Wjns.

#### **SIMULATION. — QUITTANCE DE DOT. — DONATION. — PREUVE TESTIMONIALE.**

*Celui en faveur duquel a été simulé un acte, n'est pas recevable à alléguer la simulation contre un tiers (1).*

*Ainsi, lorsqu'un mari, pour assurer à sa femme des reprises plus considérables, lui fait une reconnaissance fictive de dot, cette reconnaissance est un titre contre la femme, en faveur des héritiers de son père et mère (qui sont supposés l'avoir dotée), pour l'obliger de rapporter à leur succession le montant de sa prétendue dot, sans qu'elle puisse exciper de la simulation de la quittance.*

(Lambert — C. héritiers Legris.)

Pour éluder la prohibition de la loi du 17 niv. an 2, qui ne permettait pas aux époux, ayant des enfans, de se donner au-delà de l'usufruit de la moitié des biens, le sieur Aisnet, en l'an 7, avait fait à sa femme une donation ainsi déguisée : « Je soussigné déclare avoir reçu, tant du cit. » Legris, mon beau-père, que de son épouse, la somme de 30,000 fr., qu'ils m'ont payée à différentes époques, depuis mon mariage avec leur » fille. »

Lemari meurt, et sa veuve se remarie avec un sieur Lambert.

Legris père décède ensuite. Au partage de la succession de celui-ci, les enfans opposent à leur sœur, la dame Lambert, la reconnaissance des 30,000 fr., qui auraient été payés pour elle à son premier mari; et demandent le rapport de cette somme. La sœur objecte la simulation. Mais le tribunal de Lyon n'ordonne pas moins le rapport.

Appel de la dame Lambert, qui produisait une déclaration de la mère commune que la quittance en question était simulée.

#### **JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que celui en faveur duquel a été pratiqué un acte simulé, n'est pas recevable à alléguer contre un tiers la simulation du même acte; — Confirme, etc.

Du 9 mess. an 10. — Trib. d'appel de Lyon.

#### **ADJUDICATION. — PROCÈS-VERBAL. —**

#### **JUGEMENT.**

*L'adjudication volontaire d'un immeuble prononcée en justice après enchères, est un simple procès-verbal et non un jugement. — Dès lors, celui qui a été dépossédé indûment par une telle adjudication, n'est pas tenu de sa poursuite directement contre l'acte qui l'a prononcée, afin de la faire rétracter ou annuler; il peut se borner à agir par action en délaissement contre l'adjudicataire.*

(Saint-Jean — C. Desbats.)

Un Immeuble appartenant à Saint-Jean, ab-

sent, avait été mis en vente aux enchères par Villa, son mandataire, après autorisation de justice. — L'adjudication fut prononcée au profit de Desbats.

Revenu dans son pays, Saint-Jean demanda à Desbats le délaissement de son héritage, et l'actionna à cet effet devant les tribunaux. — Jugement qui rejette la demande.

Sur l'appel, interjeté par Saint-Jean, Desbats oppose, comme fin de non-recevoir à l'action, que son titre de propriété, à lui Desbats, c'est-à-dire son acte d'adjudication, est un véritable jugement, lequel, faute d'avoir été attaqué par appel, dans les délais fixés par la loi, se trouve à l'abri de toute critique, ce qui fait tomber l'action intentée par Saint-Jean.

#### **JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL;**—Considérant, 1<sup>o</sup> que la fin de non-recevoir opposée en cause d'appel n'a pas été proposée en première instance; que, conséquemment Desbats n'a pu l'opposer en cause d'appel, et si elle pouvait être opposée, le tribunal ne devrait pas y avoir égard; en effet, cette fin de non-recevoir est prise de ce que le procès-verbal du 27 avril 1790 n'a été ni annulé ni rétracté, d'où Desbats conclut qu'il subsiste dans toute sa force; qu'il nantit Desbats de la pièce de terre dont s'agit; qu'il ne peut donc être dépossédé de cette pièce de terre jusqu'à ce que le procès-verbal ait été détruit par la voie de l'appel ou de la cassation; mais on suppose que le procès-verbal est un jugement, tandis qu'il ne peut être considéré comme tel, puisque, dans l'usage ordinaire, pour éviter des frais aux parties ou pour qu'il se trouve plus d'enchérisseurs, les tribunaux renvoient souvent les enchères devant un notaire qu'on ne peut pas supposer revêtu du droit de prononcer un jugement. L'ordonnance qui permet la vente n'est pas produite; ainsi Saint-Jean n'a pu en appeler directement; il a donc dû se contenter de faire ce qu'il a fait, c'est-à-dire de demander le délaissement, ce qui était attaquer indirectement l'ordonnance et le procès-verbal lui-même, et en demander le rétractement, ce qu'il était fondé à faire dès qu'il n'avait eu aucune part ni à l'ordonnance ni au procès-verbal qui, pendant son absence, l'avait dépouillé de ses biens; ainsi cette fin de non-recevoir, si elle eût été proposée devant le tribunal de première instance, eût pu tout au plus donner lieu à une demande en rétractement, de la part de Saint-Jean, de ladite ordonnance et du procès-verbal; mais n'étant opposée qu'en cause d'appel et même à l'audience sans avoir été proposée par écrit, elle ne peut être accueillie, etc.

Du 13 mess. an 10. — Trib. d'appel d'Agen.

#### **CONTRAINTÉ PAR CORPS. — Loi de l'époque.**

*La contrainte par corps, abolie par la loi du 9 mars 1793, a pu être prononcée, après la loi du 24 vent. an 5, qui a rétabli cette contrainte, pour engagements antérieurs à la loi du 9 mars 1793 (2).*

*Mais elle n'a pu l'être pour obligations souscrites dans l'intervalles de la loi de 1793 à celle de l'an 3 (3).*

billet. Mais dans la même affaire, et en audience solennelle, la même Cour, par un arrêt du 7 mai 1836, décide au contraire que l'auteur du billet était recevable à arguer de sa propre simulation, attendu qu'elle concernait fraude à la loi.

(2 et 3) Ces deux points ont été consacrés par de nombreuses décisions. — Sur le premier, V. Cass. niv. an 9; 21 germ. an 10; 11 prair. an 10; 2 et 3 août 1808; Pau, 9 germ. an 9. — Sur le second, 1

(1) V. conf., Turin, 9 juill. 1812; Cass. 5 déc. 1826; 6 août 1828. — A moins que le dol ou la violence ne se joignent à la simulation; et même il suffit d'une fraude à la loi, c'est-à-dire de la violation indirecte d'une prohibition. Roum, 11 janv. 1837 (Volumé 1837). — Dans un cas où un dédit de mariage avait été déguisé sous la forme d'un billet valeur reçue, la Cour de Cass., le 29 mai 1827, déclare le souscripteur non recevable à prouver la simulation du

(Felmex et Voizard—C. Chardollet.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que l'appelant ne conteste pas que la dette primitive n'ait été commerciale, et comme telle, passible de la contrainte par corps, mais il prétend qu'elle étant antérieure à la loi du 9 mars 1793, et celle loi ayant aboli la contrainte par corps; et celles du 24 vent. an 5 et 15 germ. an 6, n'ayant rétabli cette contrainte que pour l'avenir, c'est mal à propos que les juges a quo l'ont condamné par corps;—Considérant qu'à la vérité la loi du 9 mars 1793 avait déclaré que la contrainte par corps était abolie; mais celle du 24 vent. an 5, art. 1<sup>er</sup>, rapporte celle du 9 mars, et dès qu'elle est rapportée, c'est comme si elle n'eût jamais existé; il est évident dès lors que les engagements précédents ont repris tout leur empire; si la loi du 15 germ. an 6, qui a développé le principe décrété par celle du 24 vent., ne statue que pour l'avenir, c'est précisément parce que celle du 24 vent., en rapportant celle du 9 mars, avait suffisamment pourvu pour le passé, antérieur au 9 mars, et si n'a rien été décidé pour les transactions commerciales faites dans l'interstice du 9 mars 1793 au 24 vent. an 5, c'est que par l'art. 2 de celle du 24 vent., le législateur n'a pu, à moins de rétroagir, assujettir à la contrainte, que les obligations qui seraient faites à l'avenir; ainsi toutes celles qui ont eu lieu du 9 mars au 24 vent. n'ont pu être passibles de la contrainte; puisqu'elles ont été contractées sous l'empire de la loi du 9 mars, qui avait aboli cette institution;—Considérant que c'est une erreur palpable de penser que cette contrainte doit être interdite également pour les engagements antérieurs au 9 mars, parce qu'intermédiairement l'exercice en a été défendu; c'est mettre en thèse, si l'effet d'une loi subsiste, lorsque cette loi elle-même ne subsiste plus; il faut distinguer ici le droit de la contrainte, d'avec l'exercice de ce droit; cet exercice a pu être suspendu par l'effet de la volonté du législateur, mais il n'a pu être en son pouvoir de faire que ce qui a existé n'ait pas existé, sans donner un effet rétroactif à la loi du 9 mars, effet proscrit dans la législation actuelle; Feu Felmex, en livrant sa marchandise, avait acquis sur Voizard le droit de le contraindre par corps, pour s'être obligé avant la loi du 9 mars; le législateur a pu depuis, lui interdire la faculté d'exercer ce droit, mais non anéantir le droit même;—Que cette loi étant rapportée, le droit primitif, qui n'a jamais cessé d'exister, a repris sa force, et peut être exercé à présent; c'est donc juridiquement que la contrainte a été accordée contre l'appelant, et c'est le cas de confirmer le jugement à cet égard;

Considérant sur l'appel subsidiaire: qu'il n'en est pas de même de la contrainte par corps édictée contre la veuve Felmex, en faveur du citoyen Chardollet; celui-ci n'a pas le même titre sur la veuve, que celle-ci sur Voizard; le titre de Chardollet n'est pas antérieur à la loi du 9 mars 1793; il est postérieur au contraire, à cette loi, qui

avait aboli la contrainte par corps, et antérieur de deux mois à celle du 24 vent. an 5, qui l'a rétablie, puisque la lettre de change est du 24 niv. de la même année; or, cet effet n'a point acquis à Chardollet le droit de contraindre par corps la veuve Felmex, puisqu'il a été fait sous l'empire de la loi du 9 mars, qui avait aboli la contrainte; c'est donc à tort que les juges a quo ont prononcé cette contrainte, et c'est le cas, à cet égard, d'infirmer le jugement dont appel, conformément aux conclusions prises d'office, quant à ce, par le ministère public;—Dit, etc.

Du 13 mess. an 10.—Trib. d'appel de Colmar.

—Pl., les cit. Raspiérel, Chauflour jeune et Dubois.

#### TUTELLE. — ADMINISTRATION DES BIENS. — PARENS.—ACTION.

En pays de droit écrit, les parens qui avaient concouru à la nomination des tuteurs, protuteurs, subrogés-tuteurs, etc., ne pouvaient être poursuivis par action directe de la part des mineurs ou pupilles à raison de la mauvaise administration des biens de ces derniers; ils ne pouvaient l'être que par action subsidiaire et après discussion préalable des biens des administrateurs (1).

(Faton—C. Jarry et consorts.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu la loi 4 an Code, de magist. conveniend., qui porte: *Adversus nominatorem tutoris vel curatoris minus idonei non ante pervenitur potest, quam si bonis nominati, itemque, adjuvantis ejus, necnon collegarum, ad quorum periculum consortium administrationis spectat, accusatis, non sit indemnitas pupilli vel adulti satisfactum; la loi 3, § 2, ff. de administr. et peric. tut.; Ceteri igitur tutores non administrabunt; sed sunt hi quos vulgo honorarios appellamus; nec quisquam putes ad hoc periculum nullum reducere; constat enim, hos quoque accusatis prius facultatibus ejus qui gesserit conveniri oportere; dati sunt enim quasi observatores actis ejus et eustodes; imputabiturque eis quandoque, eum, si malis eum conversari videbant, suspectum eum non fecerunt;—Considérant, sur la première question, que la loi 4 an Code de magist. conveniend., détermine la nature de l'action qui peut être exercée contre les nominateurs des tuteurs; qu'elle refuse toute action directe et n'accorde qu'un recours subsidiaire après la discussion préalable de celui-ci; que l'action mandati, invoquée par l'appelant contre les inlinés, est une action directe, qui conséquemment ne lui appartient pas;—Considérant sur la seconde question, que l'appelant n'a pas discuté la totalité des biens dépendant de la succession de son père, et qu'il n'a fait aucune discussion de ceux dépendant des successions des cit. Cassey et Hébert, nommés protuteur et procurateur par la sentence du 13 mars 1769 et la délibération des 4 mars de la même année et 8 août 1772, quoique, suivant la loi 3, § 2, ff. de administr.*

tempérament, qu'ils n'en sont tenus qu'autant qu'on peut leur imputer un dol ou une négligence dans le choix qu'ils ont fait. » Et à l'appui de cette opinion, l'auteur cite Maynard, liv. 6, ch. 56; Cambolas, liv. 5, ch. 29; Graverol sur la Roche, liv. 6, tit. 78, art. 1<sup>er</sup>; Louet et Brodeau, lett. T, ch. 1<sup>re</sup>; Leprestre, centur. 1<sup>re</sup>, ch. 61. Adde Domat, tit. 1<sup>er</sup>, sect. 4, n° 4; Rousseau de la Lacroix, v° Tuteur, sect. 1, dist. 6.—Du reste, cette action en garantie contre les parens n'était pas du tout en usage dans les pays coutumiers. V. Serres et Rousseau de Lacroix, loc. cit.

Cass. 3 et 28 mess. an 7; 17 prair. an 12; Bruxelles, 14 fruct. an 9. — V. au surplus le note dont nous avons accompagné le jugement de cassation du 4 niv. an 9.

(1) Le Code civil ne soumet les membres du conseil de famille à aucune responsabilité pour raison de l'administration des biens du mineur par le tuteur en curateur.—Au surplus, anciennement, le principe de la responsabilité des parens n'était point admis d'une manière absolue. « Ce principe, dit Serres, *inst. au droit fr.*, tit. 24, doit être entendu avec ce

et peric. tut., les tuteurs subrogés et protuteurs, même les tuteurs honoraires qui n'administrent pas, mais qui sont principalement nommés pour défendre les intérêts des pupilles lorsqu'ils en ont d'opposés à ceux de leur tuteur, ou pour surveiller leur administration, soient, après les tuteurs, responsables eux-mêmes: — Par ces motifs, etc.

Du 13 mess. an 10. — Trib. d'appel de Besançon. — *Prés.*, le cit. Violand. — *Pl.*, les cit. Clerc et Lange.

#### DOT.—ÉVICTON.—GARANTIE.—FEMME NORMANDE.

*En Normandie, lorsqu'un père avait donné ou promis une propriété foncière en dot à sa fille, il était garant de l'éviction (1).*

(Lebreton—C. Poisson.)

Poisson avait donné en dot à sa fille, mariée au sieur Perrault, le moulin Dumoncel qui était un domaine engagé. Mais le père avait caché cette circonstance à la fille et au gendre. — Evincé de ce moulin, après le décès du père, les époux Perrault intentèrent une action en garantie contre Poisson fils, héritier du constituant. — Jugement qui écarte cette demande.

Appel de la part des époux Perrault.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant, en fait, qu'il n'est pas établi que lors de leur mariage, Perrault et son épouse aient eu connaissance que le moulin qui est l'objet de la contestation fut un domaine engagé; qu'il paraît au contraire par le contrat de mariage, que le père l'a cédé à sa fille à titre de propriété, en sorte que, par cette cession, les époux ont dû croire qu'ils en devenaient propriétaires incommutables; — Considérant, en droit, que le père en mariant sa fille, remplit un devoir qui lui est imposé par la nature et par la loi; — Considérant que, suivant les statuts normands, il peut la marier sans dot, mais que, lorsqu'il en promet une, sa promesse ne peut être envisagée comme un simple acte de libéralité, mais comme une obligation qui dérive de la précédente, et qu'il se fait à lui-même

(1) V. dans le même sens, Cass. 22 nivôse an 10. — En règle générale, le donateur n'est point soumis à la garantie des objets donnés, à moins qu'il ne s'y soit obligé: *Lucrativa rei possessor ad evictionem actione ipsa juris ratione depellitur* (Paulen ses Sentences, liv. 5, tit. 11, § 5); mais cette règle reçoit une exception en faveur de la constitution dotale: le législateur a pensé, avec raison, que bien qu'il y ait réellement libéralité dans cet acte, on ne devrait cependant pas le considérer comme un contrat à titre gratuit. Celui qui se marie ne se détermine souvent que sous la foi de la constitution, et parce qu'il compte sur son entière exécution; d'ailleurs la destination des biens donnés, lesquels doivent servir à supporter les charges du mariage, constitue à elle seule un caractère essentiellement onéreux, qui devait faire placer en dehors des libéralités ordinaires et purement gratuites, la constitution dotale. — Dans le droit romain, la garantie n'avait pas lieu pour toutes les dots: on distinguait entre la constitution faite par le père en par la femme, et celle faite par un étranger. Si c'était le père ou la femme qui ont constitué la dot, le mari est vincé de la chose dotale: il avait une action contre eux en contre leurs héritiers; mais si la dot provenait d'un étranger, la garantie n'était pas due. Le raisonnement de cette distinction était que l'on considérait cette dernière constitution comme une véritable donation, une pure libéralité, tandis que de la part du père la promesse et la déli-

pour acquiescer celle-ci; — Considérant que de là résulte pour le père la nécessité de donner ce qu'il promet et de garantir ce qu'il donne, sauf le cas de l'insolvabilité du mari, lequel à ses règles particulières qui ne sont pas applicables ici; — Considérant que cette garantie est d'autant plus juste, que la dot promise par le père tient lieu à la fille de part légitimale, et qu'elle est une des conditions du mariage, sans laquelle il est présumable qu'il ne serait pas accompli; — Déclare François Poisson garant de l'éviction du moulin Dumoncel, en conséquence, le condamne à donner à la femme Lebreton, sa sœur, récompense en biens héréditaires de la vraie valeur dudit moulin, à due estimation d'experts, ... si mieux n'aime ledit Poisson faire et payer à la veuve Lebreton 360 fr. de rente au capital de 6,000 fr., somme équivalente au mariage de ses autres sœurs...

Du 13 mess. an 10. — Trib. d'appel de Rouen. — 2<sup>e</sup> sect. — *Prés.*, le cit. Eude. — *Concl.*, le cit. Aroux, substit. — *Pl.*, le cit. Leboucher-Dutronché.

#### BAIL.—PRIVILÈGE.—FERMAGES ANTÉRIEURS.

*En Normandie, et dans le cas de divers baux consentis au même fermier, le privilège accordé aux propriétaires bailleur sur les effets garnissant les biens loués, avait lieu non seulement pour les fermages du bail courant, mais encore pour ceux des baux antérieurs, lorsqu'il n'y avait pas eu d'interruption entre ces baux.*

(Bégouen—C. Lecaron.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant, en fait, que, depuis l'an 4, Lecaron a joui cinq ans de la ferme du Grand-Beauvais, en conséquence de trois baux dont le dernier était de deux ans qui ont fini au 8 vendém. an 9; — Considérant qu'il est d'usage et de jurisprudence constamment suivis en la ci-devant province de Normandie, que le propriétaire d'une métairie a, pour le paiement de ses fermages, un privilège sur les meubles morts et vifs, comme sur les levées et récoltes qui constituent le nampis (2) de la ferme; — Consi-

derance de la dot n'étaient considérées que comme l'exécution d'une obligation qui lui était imposée par la loi (L. 1, C. de jur. dot.; Burgundius, de evict., ch. 19, p. 136). — Dans l'ancienne jurisprudence, on soumettait aussi la femme et le père, à la garantie des choses constituées. Beuvet, tom. 2, quest. 6, v<sup>o</sup> Garant, rapporte un arrêt du parlement de Dijon, rendu le 15 mars 1618, qui avait même obligé la mère à garantir le mari de l'éviction d'un immeuble par elle constitué à sa fille, bien qu'elle ne fût que subsidiairement obligée par la loi à lui fournir une dot; mais hors de ces cas, on jugeait qu'il n'était dû aucune garantie par le constituant. (Basnage, sur l'art. 250 de la Coutume de Normandie; Brillen, Diet. des arrêts, v<sup>o</sup> Dot, n<sup>o</sup> 52.) V. en reste sur l'existence du principe de la garantie, Brillen, loc. cit.; Demat, Lois civiles, liv. 1<sup>re</sup>, tit. 9, sect. 3, n<sup>o</sup> 24 et 25; Nouveau Denizard, v<sup>o</sup> Dot, t. 7, n<sup>o</sup> 11, p. 103. — Sous le Code civil, la garantie de la dot est due par toute personne qui l'a constituée (art. 1410 et 1547); elle est due non seulement au mari, mais à la femme elle-même: Bénéit, Traité de la dot, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 80 et suiv.; Tessier, Traité de la dot, t. 1<sup>er</sup>, p. 194, n<sup>o</sup> 335, aux notes; Teulière, t. 14, n<sup>o</sup> 92; Duranton, t. 15, n<sup>o</sup> 375 et 376.

(2) On désignait sous le nom de nampis, dans la coutume de Normandie, les meubles saisis, tant ceux morts, tels que meubles meublans, bleds et grains, que ceux vifs, tels que bestiaux et volailles. Plus ancien-

dérant qu'il est également incontestable, en droit, que, quoique le bail soit expiré, le propriétaire peut réclamer le droit de préférence sur les nœuds de la ferme, tant qu'ils y sont ressés, ou sur les deniers qui en sont la représentation; — Considérant que, de là, il résulte que le privilège du propriétaire doit s'exercer, et qu'il est d'ailleurs, de l'intérêt de l'agriculture et de la nature des choses qu'il s'exerce, tant pour les fermages du bail courant que pour ceux des hautes antérieures, lorsqu'il n'y a pas eu entre eux d'interruption, et qu'il n'existe aucun indice de dol ou concert frauduleux entre le maître et le fermier; — Ordonne que Bégon sera colloqué pour tous les fermages de la ferme du Grand-Beauvais qui lui sont dus, par préférence à Lecaron...

Du 31 mess. an 10. — Tribunal d'appel de Rouen. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés. le cit. Eude.

# 1<sup>o</sup> DISPOSITION UNIVERSELLE. — NULLITÉ. — RÉDUCTION.

## 2<sup>o</sup> CONVENTION ILLICITE. — TESTAMENT. — OPTION.

1<sup>o</sup> Les dispositions universelles faites sous l'empire de la loi du 4 germ. an 8, ne sont pas nulles, mais seulement réductibles (1).

2<sup>o</sup> Une clause par laquelle le testateur ordonne que, dans le cas où ses héritiers contestent son testament, ils seront réduits aux termes de la loi, n'est pas une clause impérative ou prohibitive prescrite par les lois des 5 brum. et 17 niv. an 2; c'est une simple option déferée à l'héritier, qui doit produire tout son effet.

(Despant — C. Binant.)

13 frimaire an 9, testament de Marie-Louise Meurisse par lequel elle lègue au cit. Binant tout son mobilier en propriété et tous ses immeubles en usufruit; déclarant que, dans le cas où ses héritiers élèveraient la moindre difficulté sur l'exécution de cette disposition, elle lui lègue tout ce que les lois et notamment l'art. 3 de celle du 4 germ. an 8, lui permettent de donner. — 19 niv. suivant, décès de la testatrice.

Ses héritiers se refusent à l'exécution du testament; ils soutiennent d'une part, que la disposition universelle renfermée dans ce testament est nulle pour le tout, et non pas seulement réductible, comme étant en opposition formelle avec la loi, et d'autre part, que la clause qui,

notamment l'expression avait un sens plus restreint. V. à cet égard, Houard, *Dict. du droit Normand*, v<sup>o</sup> Nœuds, et Denisart, *cod. verb.*; V. aussi le commentaire du Nodpied, sur les art. 30, 63 et 205.

(1) La question a été jugée expressément en sens contraire par la Cour de cassation, V. arrêt du 26 juin 1809. — V. au surplus la note qui accompagne un jugement de Cass. du 19 therm. an 12.

(2) Ces formalités, aux termes des constitutions Sardes (liv. 5, tit. 14, art. 1<sup>er</sup> et suiv.), étaient la nécessité de l'insinuation ou homologation par-devant le juge du domicile du donateur; et lorsqu'il s'agissait de donations faites par des femmes ou des personnes faibles d'esprit, l'art. 14 voulait que la donation fût faite en présence de cinq témoins, desquels au moins deux fussent parents du donateur, et que le juge y intervint comme dessus. L'art. 15 ajoutait ensuite: « Les formalités prescrites ci-dessus ne seront cependant pas nécessaires, lorsqu'il s'agira de donations faites à titre de dot, ou d'augmentation d'icelle, par quelque personne que ce soit, avant le contrat de mariage ou à son occasion. » — Or on contestait que l'augmentation de dot par le mari lui-même fût comprise dans cet article, et en toutes on soutenait que les formalités prescrites ci-dessus dont l'article

pour le cas de contestation, réduit le legs à la portion disponible, est également nulle comme ayant le caractère de clause prohibitive ou impérative dans le sens des lois des 5 brum. et 17 niv. an 2.

8 therm. an 9; Jugement qui, sans égard à ces moyens, déclare le legs valable pour la portion disponible aux termes de l'art. 3 de la loi du 4 germ. an 8. — Appel.

### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que toute disposition, soit entre vifs soit à cause de mort, qui excède la quotité disponible, n'est pas nulle, mais seulement réductible; que la clause apposée au testament n'est point une clause prohibitive ou impérative, de la nature de celles portées aux lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, mais une simple option déferée à l'héritier, et, de la part de la testatrice, une soumission formelle à la loi, etc.; — Confirme, etc.

Du 31 mess. an 10. — Trib. d'appel d'Amiens.

## DONATION ENTRE ÉPOUX. — AUGMENT DE DOT. — FORMALITÉS. — PIÉMONT. — RÉVOCATION. — TESTAMENT.

En Piémont, lorsque la femme, dans son contrat de mariage, se constituait en dot tous ses biens présents et à venir, le mari pouvait, à titre d'augment de dot, lui faire donation, par le même contrat, d'une somme plus considérable que l'apport actuel de la femme. On ne pouvait invoquer contre une telle donation la règle coutumière du Piémont, d'après laquelle l'augment de dot devait étra porté seulement au tiers de la dot.

Les donations ainsi faites entre époux propres nuptiaux, ou à titre d'augment de dot, n'étaient pas assujéties aux solennités prescrites pour les autres donations (2).

Le mari ne pouvait révoquer par son testament la donation faite à sa femme à titre d'augment de dot (3).

(Démousses Fantolini — C. veuve Ramoni.)

Rose Ramoni avait épousé en premières noces François Champ. A la mort de celui-ci les droits de sa veuve furent réglés à la somme de 2,863 fr.; ainsi elle se trouva créancière de ses enfants du premier lit pour cette somme. — Elle a épousé en secondes noccs P. Patris. Dans leur contrat de

l'affranchissait, étaient celles de l'art. 14, et non les formalités générales de l'homologation par le juge; qu'en conséquence, et à défaut de ces formalités, la donation, bien que faite par contrat de mariage en augment de dot, devait, faute d'avoir été revêtue du décret du juge, être annulée. Tel est le système qui a été repoussé par le jugement que nous recueillons. — Aujourd'hui, sous l'empire du nouveau Code civil de Sardaigne, il en serait sans doute différemment, car l'art. 1123 de ce Code pose en principe général que toutes donations entre vifs doivent être faites par acte public et homologuées par le juge-maje du tribunal du domicile du donateur, et qu'à défaut de ces formalités elles sont nulles. Or, on ne voit dans ce Code, ni au chapitre des donations ordinaires dans lequel se trouve l'art. 1123, ni au chapitre des donations entre époux, art. 1176 et suiv., aucune dérogation à cette règle: la dispense d'homologation ne se trouve que dans l'art. 1128, qui ne parle que des donations faites aux époux en faveur du mariage.

(3) Cela est sans difficulté, puisqu'une donation en augment de dot faite par contrat de mariage, a tous les caractères d'une donation entre vifs et aussi ceux d'une convention matrimoniale.

mariage du 16 oct. 1794, la future épouse se constituait en dot tous ses biens *présens et à venir*, et son mari lui fit une donation de 5,000 fr., pour lui tenir lieu d'augment dotal.—Plus tard, le 24 juill. 1797, P. Patris a fait son testament. Par ce testament, il fait différentes dispositions au profit de sa femme, et révoque tous les dons qu'il lui a faits par son contrat de mariage.—En cet état, la dame Ramoni a demandé, devant le juge de Pignerol, la délivrance des legs portés dans le testament de son mari; et encore la somme de 5,000 fr. qui lui avait été donnée pour son augment dotal.—Les sœurs Fantolini, héritières instituées de Patris, se sont opposées à cette prétention, et ont soutenu la dame Ramoni non recevable:—1<sup>o</sup> Parce que la donation qui lui avait été faite n'était point revêtue des formalités voulues par les lois du Piémont;—2<sup>o</sup> Parce que ces mêmes lois ne permettaient de donner pour augment dotal, qu'une somme équivalente soit au tiers, soit au quart de la dot, suivant les statuts des différentes provinces, et que la dot de la dame Ramoni, ne s'élevait pas même à 5,000 fr., puisqu'elle n'avait apporté en se mariant que les 2,883 fr. que lui devait la succession de son premier mari;—3<sup>o</sup> Enfin, que Petris avait révoqué, par son testament, l'augment dotal qu'il avait donné.

Le juge de Pignerol ne s'est point arrêté à cette défense, et a accueilli la demande de la dame Ramoni.—Appel par les sœurs Fantolini.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Vu les §§ 1, 2, 3, 4, 5, 7, 13, 14 et 15, tit. 14, liv. 5 des constitutions générales du Piémont;—Considérant que la disposition du § 1<sup>er</sup> est conçue dans des termes généraux qui comprennent toutes les donations entre vifs tant pures et simples, que conditionnelles, de manière que l'on ne peut s'écarter de cette règle, que dans le cas évidemment compris dans les exceptions adoptées par la loi;—Que le § 7 paraît ne pouvoir être sagement appliqué qu'aux donations faites par toutes autres personnes que l'époux, parce qu'à son égard le mariage est toujours certain et déterminé;—Que si le législateur eût voulu étendre cette disposition aux donations entre époux, il l'aurait exprimé, ou il aurait employé des phrases générales, telles que celles qu'on lit dans les §§ 13 et 15;—Que le droit commun défendant les donations entre mari et femme, *constants matrimonio ne mutuo amore se spoilantur*. (L. 1 de donat. inter vir. et uxor.), cette crainte de la loi serait, à plus forte raison, applicable aux donations entre époux, si l'on n'y mettait point de bornes;—Que si les époux pouvaient se faire des donations illimitées, ils éluderaient par la trop aisément le § 17, liv. 5, tit. 1<sup>er</sup> des constitutions générales, qui prohibe aux maris et aux femmes de ne rien se laisser mutuellement en propriété, lorsqu'ils ont des enfans, ou d'autres descendans de leur mariage, ou d'un précédent;—Qu'au surplus, la question s'étant présentée deux fois *in terminis*, au sénat de Savoie, il l'a décidé contre la validité de la donation, ainsi qu'il résulte des arrêts du 30 janv. 1777, entre Dupré et Laquis, et du 17 fév. 1783, contre la veuve Sanchoux Cottet, les motifs de ce dernier ayant été publiés;—Que dans une question aussi douteuse, le tribunal ne pourrait adopter une opinion contraire, sans enfreindre la disposition du § 15, liv. 5, tit. 22 des constitutions;

Considérant, d'après ces observations, que si la contestation actuelle ne devait être décidée que suivant le § 17, liv. 5, tit. 1<sup>er</sup>, il faudrait prononcer contre la validité; mais il n'en est

pas de même, si l'on prend pour base de la décision les §§ 13 et 15, liv. 5, tit. 14;—Que, d'après le § 13, les donations entre vifs que l'on fait suivant les coutumes du pays, à l'occasion des mariages, ne sont sujettes à aucune solennité;—Que tant dans la ci-devant Savoie, qu'en Piémont, si, d'une part, l'épouse se constitue une dot, et en transmet l'administration et la jouissance au mari pour supporter les charges du mariage, d'autre part l'époux doit faire à l'épouse une donation que l'on appelle augment, et dont la quotité, proportionnée au montant de la dot, était ordinairement portée, en Savoie, à la moitié d'icelle (*Fab. def. 24 Cod. de jure dot.*), et en Piémont, tantôt au quart, tantôt au tiers, suivant la qualité des personnes (*Thesaur. lib. 2, quest. 9*);—Que c'est la donation *propter nuptias*, dont parle Justinien dans le § 1<sup>er</sup>, *inst. de donat.*, laquelle est réglée par les mêmes principes, et jouit des mêmes privilèges que la dot;—Que d'après la jurisprudence du Piémont, si la femme survit au mari, elle a droit de choisir ou l'usufruit de la somme entière qui forme l'augment, ou la propriété de la moitié d'icelle; étant cependant à remarquer, qu'en cas de convol, elle est tenue de laisser la propriété entière de l'augment aux enfans du premier lit qui lui survivent;—Que d'après l'usage dont il s'agit, la demanderesse s'étant, par contrat de mariage de 1784, constituée en dot tous ses biens *présens et à venir*, ainsi qu'elle pouvait le faire suivant la loi 6 *Cod. de jure dot.*, Patris, son époux ne pouvait se dispenser de lui faire une donation à titre d'augment (*Thesaur. quest. 9. lib. 2*), l'usage du Piémont ne connaissant point la distinction adoptée en Savoie, entre la fille qui contracte un premier mariage et la veuve (*Fab. def. 24 in notis, Cod. de rei uxor., act. def. 1. Cod. de jure dot.*); que le montant de cet augment aurait dû être porté au tiers de la dot, d'après la coutume qui a presque généralement prévalu en Piémont, parmi les personnes d'une condition bourgeoise, ou ci-devant noble;—Que les droits certains et liquides que la demanderesse s'était constitués en dot, ne s'élevaient qu'à la somme de 2,883 liv. 6 sous 8 deniers: cependant, comme elle avait ajouté à cette constitution, la généralité de tous les biens présents et à venir, lesquels auraient pu, par différents événemens, monter à une somme beaucoup plus considérable, et comme, d'après l'usage du Piémont, si le mari eût survécu, il aurait gagné la moitié entière de tous les biens constitués en dot, le mari a pu fixer lui-même à une somme déterminée le montant de l'augment, et trancher ainsi toutes les contestations qui auraient pu survenir en exerçant lui-même cet *arbitrium boni viri*, dont parle Thesaur, dans la question citée, et Fabro dans les définitions 3 et 4, *Cod. de donat. ante nupt.*;—Qu'en encaissant la donation de Patris comme faite à titre d'augment sur le fondement des mots: *en donation à cause des noces* qu'on lit dans le contrat de mariage, il serait difficile de prouver que cet augment fût exorbitant, attendu qu'il était possible, comme on vient de le remarquer, que la dot de la demanderesse s'accrût considérablement pendant le mariage, soit par son industrie particulière, soit par des successions qui auraient pu échoir, par exemple, celles des enfans du premier lit;—Que la circonstance que la dot n'a pas été restituée par les héritiers du premier mari de la demanderesse ne peut nuire à celle-ci, puisqu'il appartenait au second mari de faire les poursuites nécessaires pour l'exiger, soit d'après la disposition du droit commun, soit d'après les pouvoirs spéciaux qui



lui avaient été conférés par la demanderesse dans le contrat de mariage, si l'on considère surtout que l'on n'a pas même allégué l'ineffectivité de la dot, et que les intérêts en ont très probablement été payés au second mari pendant le mariage, d'autant plus que les deux familles Champ et Patris vivaient ensemble, les pupilles Champ ayant été administrés par les mariés Patris;

Considérant, que le § 15, cité ci-dessus, exempte des solennités les donations faites à titre de dot ou d'augmentation de dot; — Que cette exemption doit s'entendre de toutes celles dont il est parlé dans le même titre, et qu'elle n'est pas restreinte aux solennités particulières auxquelles le § 14 qui précède immédiatement, a soumis les donations des femmes et des personnes faibles d'esprit; car si la loi eût voulu adopter une pareille limitation, elle aurait employé les mots : « les solennités prescrites par le paragraphe précédent, » au lieu qu'elle se sert des mots généraux : « les solennités prescrites ci-devant; » — Qu'il serait absurde d'exclure de la disposition de ce paragraphe la constitution de dot ou l'augmentation de dot faite par l'époux lui-même à son épouse, car on lit dans la loi les mots : « faites par quelque personne que ce soit; » et si l'on recherche l'esprit de la loi, il est très vraisemblable qu'elle ait voulu accorder cette liberté principalement à l'époux d'une femme pauvre pour se libérer de la quote portée par l'authentique *Prætera*; — Que d'ailleurs le sénat a déjà préjugé cette question en termes formels en faveur de l'époux, par l'arrêt du 21 mars 1783, lequel a autorisé la constitution d'une dot de 1,000 liv. faite en faveur de Dominique Cass contre l'augment *ob nuptial*; — Qu'à la vérité il s'agissait, dans l'espèce, d'une fille indotée et pauvre, mais que le sénat aurait jugé de même en faveur d'un accroissement de dot, puisque le texte italien du § 15 fait marcher sur la même ligne la dote et l'accroissement *di essa*;

Considérant que Patris a exprimé dans le contrat de mariage sa volonté de donner à la demanderesse, à titre de dot et donation à cause de noces; d'où il suit que si l'on envisage sa disposition comme une augmentation de dot, elle n'était pas, aux termes du § 15, sujette aux solennités; et si on la regarde comme une donation à cause de nocces, elle en était également exempte, à moins qu'il fût prouvé qu'elle était excessive; preuve qui n'a pas été fournie et qu'il eût été difficile de fournir, s'agissant ici d'un contrat aléatoire;

Considérant que le pacte contenu dans le contrat de mariage, « avec la faculté à celle future épouse d'en faire disposer à sa volonté, n'ayant « d'enfants de leur mariage et réversible à ceux « en tant qu'ils en survivent » modifie la donation dont il s'agit, puisque si le cas de survie des enfants fût arrivé, la demanderesse n'eût eu que la simple jouissance viagère du capital de 5,000 liv.;

Considérant, sur la seconde question, que Patris n'a pu, par son testament, révoquer une donation entre vifs; — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, et par nouveau jugement a déclaré

les exceptions proposées par les sœurs Pantolini ne pouvoir faire aucun obstacle à l'exécution de la donation de 5,000 liv. faite à titre d'augment de dot et de la donation à cause de nocces de Patris, en faveur de la demanderesse, par contrat de mariage du 16 oct. 1794.

Du 21 mess. an 10. — Trib. d'appel de Turin. — Pl., les cit. Capella et Riva.

1<sup>o</sup> DOT. — RESTITUTION. — PAPIER-MONNAIE.

2<sup>o</sup> DOUAIRE. — GAINS DE SURVIE. — NIVERNAIS.

3<sup>o</sup> SÉPARATION DE BIENS. — MESURE CONSERVATOIRE.

1<sup>o</sup> Le mari qui a reçu la dot de sa femme en biens-fonds, et qui a eu la négligence de les vendre sans emploi, est tenu, bien qu'il ait reçu le prix de ces biens en papier-monnaie, de restituer la dot sans réduction. (L. 16 niv. an 6, art. 15; L. 27 therm. an 6, art. 25 et 26.) (1)

2<sup>o</sup> Sous la coutume de Nivernais, la séparation de biens donnait ouverture au douaire de la femme, mais non aux autres gains de survie. (Cout. de Nivernais, chap. 23, art. 6.) (2)

3<sup>o</sup> Pendant l'instance en séparation de biens, la femme peut faire saisir-gager les meubles de son mari pour la conservation de ses droits (3), — et cette saisie-gagerie est valable, quoique faussement qualifiée de saisie-exécution dans l'acte.

(Heurtault-Prezy — C. Heurtault-Prezy.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que les ventes faites par l'appelant, les 29 nov. 1788, 10 mai 1789 et 15 janv. 1790, ont eu lieu avant l'émission du papier-monnaie; qu'à la vérité, il en a reçu le prix en assignats, et qu'aux termes de l'art. 15, de la loi du 16 niv. an 6, la restitution des dots se fait en valeurs réduites d'après le tableau de dépréciation pour tout ce qui a été reçu en papier-monnaie; mais que cet article ne s'applique qu'en cas où la dot eût consisté en créances et autres objets remboursés au mari; que dans l'espèce, la dot consistait en fonds, et que, la vente sans l'emploi étant une faute dans l'administration de l'appelant, il serait injuste de rendre la femme responsable des conséquences qui en ont résulté;

Considérant qu'aux termes de l'art. 6, ch. 24, cout. de Nivernais, qui régit les parties, quand le mari tombe en pauvreté, la femme doit avoir provision de son douaire; que cette provision ne s'entend pas seulement d'une simple sûreté pour en jouir après le décès de son mari, mais d'une jouissance effective, et que la jurisprudence dudit pays y est conforme; que le statut local ne parle que du douaire; qu'il se agit sur les autres gains de survie; qu'ainsi ils rentrent dans le droit commun, suivant lequel la mort civile ou naturelle du mari peut seule y donner ouverture;

Considérant que, pendant l'instruction de la demande en séparation de biens, la femme peut faire tous les actes conservatoires, et que, pour les meubles, le seul acte qui puisse en prévenir la perte sans en gêner l'usage, c'est la saisie-gagerie; que la requête présentée par l'intimée aux premiers juges pour saisir ne parle que d'une simple gagerie; que leur ordonnance ne parle

déclare formellement. — Dans plusieurs coutumes, on accordait autrefois à la femme séparée de biens une pension réglée à la moitié du douaire; ce qu'on appelait un *demi-douaire* (Pothier, du douaire, n° 157).

(3) V. conf., Limoges, 7 mars 1823, et, pour les autres mesures conservatoires, Amiens, 5 pluv. an 13 et la note.

(1) V. anal., Cass. 1<sup>re</sup> vent. an 10; 20 janv. 1807, et la note sur ce dernier arrêt.

(2) Même décision à l'égard du douaire de la femme normande : Rouen, 10 juin 1809; Cass. 25 germ. an 13; 5 avril 1813; 26 mai 1830. La séparation de biens ne donne plus ouverture aux droits de survie de la femme : l'art. 1452 du Code civil le

que de gagerie; qu'à la vérité, l'exploit du 2 brum., contenant cette saisie, l'a qualifiée d'exécution et de gagerie, mais que le mot *exécution*, placé par erreur, ne peut changer la nature de cette saisie ni effacer la preuve résultant de la requête, de l'ordonnance et même du mot *gagerie* qui se trouve aussi dans l'acte; que la nomination d'un gardien étranger a été occasionnée par l'absence du mari et la nécessité d'assurer la conservation des effets saisis, mais qu'il n'a été fait aucun acte pour arriver à la vente; que les meubles n'ont pas été déplacés; que l'appelant en a conservé le libre usage; qu'ainsi tout se réunit pour assurer à cet acte le caractère d'une simple saisie-gagerie; — Déclare qu'il a été mal jugé au chef qui condamnait l'appelant à acquitter dès à présent tous les gains de survie autres que le douaire; — Confirme au surplus le jugement dont est appel, etc.

Du 23 mess. an 10. — Trib. d'app. de Bourges.

#### BAIL. — INDENNITÉ. — DOMMAGES. — RENONCIATION.

*La clause d'un bail portant renonciation par le preneur à toute diminution des fermages, pour cause de guerre, peste, faim, incendie, inondation et autres calamités prévues ou imprévues, comprend les dévastations qui ont pu être commises sur les biens affermés dans la cours de la révolution : aucune indemnité n'est donc due au preneur à raison de ces dévastations (1).*

*En tout cas, il y aurait fin de non-recevoir contre la demande en indemnité, si cette demande n'a été formée que plusieurs années après le dommage, et si le preneur s'était libéré d'une partie de ses fermages en valeurs dépréciées (2).*

(Tollay — C. le domaine.)

Les cit. Tollay et autres teulent à ferme, en vertu d'un bail du 19 nov. 1791, consenti par la maison Penthilèvre, la forge d'Asut et les bois attachés à cette usine; la durée du bail était de neuf ans, et il était dit dans l'acte que « les preneurs ne pourraient prétendre aucune diminution sur le fermage, pour cause de guerre, peste,

famine, incendie, inondation et autres calamités prévues ou imprévues. »

Dans le cours de la révolution, d'assez graves dévastations eurent lieu dans les bois affermés. Les fermiers se crurent par suite en droit d'obtenir indemnité contre le bailleur, et quoique ce soit contre l'Etat, son représentant pour cause d'émigration. — Toutefois, cette demande en indemnité ne fut formée par eux qu'après un long temps écoulé depuis les dommages (trois ans). — De cette circonstance, de celle aussi que les fermiers avaient payé plusieurs années de fermages en valeurs dépréciées, l'Etat a tiré une fin de non-recevoir contre la demande; il a soutenu qu'au surplus, et d'après la clause ci-dessus rappelée du bail, il y aurait renonciation à toute indemnité de la part des fermiers pour raison des dommages qu'ils ont éprouvés.

14 pluv. an 8, jugement du tribunal d'Eure-et-Loir qui, accueillant ces moyens de défense, déboute les consorts Tollay de leur demande en indemnité. — Appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu la clause formelle contenue en l'art. 34 du bail du 19 nov. 1791, la modicité des valeurs avec lesquelles Tollay et consorts se sont libérés de deux années et demie de leurs fermages, l'époque tardive de leur réclamation formée plus de trois ans après les dévastations alléguées, et enfin la nature de ces dévastations, dont le montant réparti sur toutes les années du bail, égale le douzième du prix porté par l'acte; — Faisant droit sur l'appel; — Confirme, etc.

Du 24 mess. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Concl., le cit. Mourre, commiss. — Pl., les cit. Delamalle et Lescot.

#### DISPOSITION UNIVERSELLE. — NULLITÉ.

*La disposition universelle faite antérieurement à la loi du 17 niv. an 2, et annulée par cette loi, n'a pas été validée jusqu'à concurrence de la quotité disponible fixée par la loi du 4 germ. an 8, bien que la testateur ne soit décédé que depuis cette loi : l'institution est*

à reproduit à peu près les principes antérieurs, et il résulte de là que l'ancienne jurisprudence peut être encore consultée avec utilité sur le point dont il s'agit.

(1) On s'accordait assez généralement, sous l'ancienne législation, à décider que le fermier pouvait valablement renoncer d'avance, dans le bail, à toute indemnité ou diminution du prix de ferme, pour raison des pertes qu'il éprouverait par cas fortuits dans le cours de sa jouissance. Mais il fallait que les cas fortuits fussent spécialement exprimés : la renonciation générale du fermier à tous cas fortuits, ne le privait pas du droit d'obtenir son indemnité.

« Une telle renonciation, dit Serres, *Inst. du droit fr.*, liv. 3, tit. 25, est, par un motif d'équité, regardée comme inutile pour tous les cas extraordinaires qui arrivent *proter morem et consuetudinem tempestatis*. » Cependant quand le bail contenait la clause de renonciation à tous cas fortuits prévus ou imprévus (comme dans l'espèce du jugement ci-dessus), on regardait cette renonciation comme valable et suffisante. F. Rousseaud de Lacombe, *Jurisp.*, etc., v° Bail, sect. 8, § 6; Ferrière, *Dict. de droit*, cod. verb. — Aujourd'hui, le Code civil, après avoir déclaré (art. 1772) que le preneur peut être chargé des cas fortuits, ajoute (art. 1773) que cette stipulation ne s'entend que des cas fortuits ordinaires, tels que grêle, fen du ciel, gelée ou coulure; et qu'elle ne s'entend pas des cas fortuits extraordinaires, tels que les ravages de la guerre, ou une inondation, auxquels le pays n'est pas ordinairement sujet; à moins que le preneur n'ait été chargé de tous les cas fortuits prévus ou imprévus. Comme on le voit, le Code

(2) La circonstance que l'indemnité n'avait été réclamée que plusieurs années après le dommage éprouvé, ne nous semblerait pas suffire, à elle seule, pour opérer fin de non-recevoir contre la demande du fermier, puisque nulle loi n'a fixé le délai dans lequel une telle demande doit être formée; il suffit que le bail ne soit pas expiré, ou que du moins le fermier ne se soit pas encore libéré de ses fermages. Seulement, plus le preneur retardera sa réclamation, plus il lui sera difficile d'établir l'existence ou l'étendue du dommage. — Quant à l'espèce de compensation établie entre l'indemnité due pour le dommage et le bénéfice qu'avait fait le preneur en se libérant d'une partie de ses fermages en valeurs dépréciées, elle nous paraît rentrer tout-à-fait dans l'esprit de ce principe admis dans l'ancienne législation, et reproduit par le Code civil, savoir qu'en cas de perte par cas fortuit d'une partie de sa récolte dans une ou plusieurs années, le preneur ne peut demander d'indemnité ou la diminution du prix de son bail, s'il est indemnisé par les profits des autres années. F. Domat, tit. du Louage; Despresmes, *lohm.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 96; Rousseaud de Lacombe, v° Bail, sect. 8, n° 4, et Ferrière, *cod. verb.*; V. aussi les art. 1769 et 1770 du Code civil.

done nulle, et non passablement réductible (1).

(Droogmans — C. Vanderstraeten.)

Le 8 janvier 1793, Marie Vanderstraeten institue, par testament olographe, le sieur Arnold Droogmans, l'un de ses neveux, pour héritier universel. — Elle décède le 1<sup>er</sup> fruct. an 8. — Son neveu se présente pour exercer, dans les limites de la loi du 4 germ. an 8, le droit résultant de la disposition universelle faite à son profit. Les héritiers *ab intestat* soutiennent, au contraire, que la loi du 4 germ. an 8 ne peut avoir d'effet qu'à l'égard des testaments faits postérieurement à sa publication, et que la disposition universelle de Marie Vanderstraeten ayant été annulée par la loi du 17 niv. an 2, n'a pu revivre sous aucun rapport.

13 vent. an 9, jugement du tribunal de première instance qui repousse la prétention du sieur Droogmans et regarde la disposition par lui invoquée, comme nulle pour le tout.

Appel de la part de ce dernier.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la disposition olographe de Marie-Catherine Vanderstraeten contient titre universel; que cette disposition aurait dû être renouvelée et circonscrite dans les termes du droit nouveau; — Qu'à défaut d'avoir été renouvelée, elle doit être regardée comme nulle pour le tout, aux termes de l'art. 47 de la loi du 22 vent. an 2, et de l'art. 4 de la loi du 18 pluv. an 5; — Attendu que, malgré que la testatrice eût survécu à la publication de la loi du 4 germ. an 8, cette circonstance n'a pu tirer son testament du néant, où il avait été plongé par la loi du 22 vent. an 2, puisque cette loi, en étendant la faculté de tester, n'a point abrogé les lois antérieures qui avaient annulé les anciennes dispositions faites à titre universel et non renouvelées; — Confirme, etc.

Du 28 mess. an 10. — Trib. d'appel de Liège.

(1) V. ident., Cass. 29 brom. et 19 therm. an 12. — V. aussi le résumé de jurisprudence qui se trouve sous ce dernier jugement.

(2) *Ibid.*, Paris, 26 therm. an 10. — C'est là une application de ce principe de droit naturel, que nul ne peut être condamné sans avoir été entendu ou mis à même de se défendre; principe que consacrait d'ailleurs expressément l'art. 14, tit. 2 du décret du 16 oct. 1790, portant que : « Tout citoyen a le droit de défendre sa cause, soit verbalement, soit par écrit. » — Cependant, anciennement, on était dans l'usage d'obtenir des défenses sur simple requête non communiquée; mais cet usage fut aboli au Châtelet de Paris par suite des abus auxquels il donnait lieu; c'est ce que nous apprend Pigeon, *Procéd. civile du Châtelet*, t. 1<sup>er</sup>, n° 521. — Aujourd'hui, et en ce qui touche les défenses d'exécuter les jugements, elles ne peuvent être accordées que par les juges supérieurs devant lesquels ces jugements sont attaqués, et sur assignation à bref délai, sans qu'il puisse, dit l'art. 459 du Code de procéd., en être accordé sur requête non communiquée. — Ajoutons que ces défenses ne sont autorisées qu'autant que l'exécution provisoire a été ordonnée hors des cas prévus par la loi. « En aucun autre cas, porte l'art. 460, il ne pourra être accordé des défenses, ni être rendu aucun jugement tendant à arrêter directement ou indirectement l'exécution du jugement, à peine de nullité. »

(3) Telle était l'opinion de Valin, tit. des *Assurances*, art. 4, et celle d'Emerigon, ch. 12, sect. 13, qui

SURSIS. — DÉFENSES. — REQUÊTE NON COMMUNIQUÉE.

Des défenses d'exécuter ne peuvent être accordées sur requête non communiquée (2).

(Foulé. — C. Carpentier.)

Par un jugement en date du 16 vent. an 9, rendu sur requête non communiquée, le tribunal de première instance de la Seine, avait accordé à la cit. Carpentier contre la cit. Foulé, des défenses générales d'exécuter un titre dont le dernier était porteur.

Sur l'appel interjeté par la cit. Foulé, se plaignant de n'avoir pas été appelé au jugement attaqué, il a été prononcé en ces termes :

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'on ne peut accorder de défenses sur requête non communiquée; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 2 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### AVARIES. — ÉCHOUEMENT. — ENNEMI.

Les avaries éprouvées par un navire qui se capitaine a fait échouer pour la soustraire aux poursuites de l'ennemi, sont des avaries grosses et communes que doivent supporter le bâtiment et sa cargaison. (Ordonn. 1681, liv. 3, tit. 7, art. 2, 3 et 5.) (3)

(Les propriétaires — C. les chargeurs du chassemarrée le Saint-Louis.)

Le chassemarrée le Saint-Louis partit de Bordeaux avec un chargement de vin, d'eau-de-vie et de résine. — Le 6 vend. an 10, il aperçut un bâtiment dont il ne put reconnaître le pavillon, ce qui le détermina à serrer la côte. Ce navire était anglais. — Prêt à être capturé par l'ennemi, il ne restait qu'un seul parti à prendre. On fit échouer le bâtiment, dans l'espoir de sauver la cargaison. En effet le navire se brisa; mais le chargement fut sauvé pour la plus grande partie. Le capitaine fit sa déclaration, et fit procéder au sauvetage du tout. — Le propriétaire du chassemarrée a agi contre les chargeurs, et a conclu à ce que le dommage causé à son bâtiment fût réparti

cite plusieurs autorités dans le même sens. — Cette doctrine est également certaine sous le Code de commerce : V. Aix, 31 déc. 1824; Bordeaux, 23 fév. 1829; MM. Pardessus, *Droit comm.*, t. 3, n° 738, et Bonlay-Paty, *Droit marit.*, t. 4, p. 455. C'est qu'en effet, dans ce cas, l'échouement est un sacrifice fait pour l'intérêt commun; or, d'après l'art. 400 du Code de comm., sont avaries grosses et communes tous dommages soufferts volontairement et toutes dépenses faites pour le bien et saint commun du navire et des marchandises; et particulièrement sont considérées comme telles, les frais faits pour remettre à flot le navire échoué dans l'intention d'éviter la perte totale en la prise. — Un auteur anglais, Beueck, *Traité des principes d'indemnité*, rappelant cette dernière disposition de notre Code de commerce, émet l'opinion que, même dans un échouement fortuit, ce sont les circonstances particulières de l'échouement qui doivent déterminer si les frais de la mise à flot appartiennent aux avaries particulières ou aux avaries communes. Mais il est combattu avec raison sur ce point par M. Dubernard, traducteur de son ouvrage. « L'article est trop formel, dit ce dernier, t. 1<sup>er</sup>, p. 626, pour admettre une pareille interprétation, et il me paraît incontestable que les frais de la mise à flot ne peuvent être avaries communes que lorsque l'échouement a eu lieu pour éviter la perte totale ou la prise, c'est-à-dire lorsqu'il a été volontaire; et que tous échouements fortuits et toutes conséquences pouvant en résulter, appartiennent aux avaries particulières, dans le sens de l'art. 403. »

an marc le franc, tant sur les effets sauvés que sur moitié du navire et du fret, et ce d'après les procès-verbaux qui en avaient été dressés, sauf à débattre, s'il y avait lieu.

Sur cette demande, et le 4 pluv. an 10, jugement du tribunal de commerce des Sables-d'Olonne qui renvoie les chargeurs de la demande contre eux formée. — Les motifs de ce jugement sont que l'échouement était l'effet d'une force majeure, et que l'art. 5 du tit. 7 du livre 3 de l'ordonnance de la marine, ne considère les dommages causés par tempêtes, prises, naufrages, que comme avaries simples, qui demeurent à la charge du propriétaire de la chose qui a éprouvé le dommage. — Appel.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL :** — Se fondant sur ce que l'art. 3 du tit. 7 du liv. 3 de l'ordonn. de la marine, décide que les dépenses extraordinaires faites, et le dommage souffert pour le bien et le salut commun, sont avaries grosses et communes, lorsque le fait de l'homme a concouru avec le cas fortuit ; — Sur ce que l'art. 3 du même titre, décide que les grosses avaries doivent être supportées par le navire et son chargement, il a considéré que l'art. 5, ci-dessus cité, n'était applicable qu'aux dommages causés indépendamment du fait de l'homme, et nullement à ceux qui ont eu lieu pour le salut commun ; — Infirme.

Du 2 therm. an 10. — Trib. d'appel. de Poitiers.

## NAUFRAGE. — EFFETS SAUVÉS.

*L'art. 27, tit. 9, liv. 4 de l'ordonn. de la marine, qui accorde la troisième partie des effets naufragés à ceux qui les ont sauvés, ne s'applique qu'aux effets trouvés en pleine mer ou tirés de son fond, et nullement aux effets sauvés d'un vaisseau à la proximité de la côte où il a échoué (1).*

(Les pêcheurs de l'Isle-Dieu — C. le capitaine du brick le Saint-Joseph.)

Le 10 germ. an 9, le brick le Saint-Joseph, parti de Libourne, chargé de vins de Bordeaux pour Brest, se brisa sur le rocher de la Berje-aux-Ris, situé à l'ouest des Sables d'Olonne, dans la partie de la côte qui conduit des Sables à Saint-Gilles; l'équipage se sauva, mais les barriques de vin allèrent à la mer. Le capitaine demanda du

secours sur la côte pour sauver son chargement; plusieurs bateaux de pêcheurs y offrirent d'office, recueillirent quarante-cinq barriques de vin qui surnageaient, et les ramènèrent au port. Les préposés à la douane en saurèrent aussi plusieurs; le reste fut porté à la mer du côté de l'Isle-Dieu. — Les pêcheurs prétendirent qu'il leur revenait le tiers du vin qu'ils avaient sauvé; le capitaine soutint qu'il ne leur était dû qu'une indemnité pour leurs peines et soins, et c'est ainsi que jugea le tribunal de commerce. — Ce jugement a été confirmé sur l'appel en ces termes :

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL :** — Considérant que l'art. 27, titre 9 de l'ordonn. de la marine, qui accorde la troisième partie des effets naufragés à ceux qui les ont sauvés, ne s'applique qu'aux effets trouvés en pleine mer, ou tirés de son fond; que, suivant l'art. 21, a les vaisseaux échoués, les marchandises et autres effets provenant des débris et naufrages, trouvés en mer ou sur les grèves, peuvent être réclamés dans l'an et jour, et doivent être rendus aux propriétaires ou leurs commissionnaires, en payant les frais pour les sauver; que les barriques de vin dont il s'agit n'ont point été trouvées en pleine mer; qu'elles ont été sauvées à la proximité de la côte où le vaisseau était échoué; que le naufrage était connu sur la côte; que le capitaine était à la recherche et suite des barriques de vin; que les pêcheurs allant au secours, n'ont fait qu'un acte d'humanité que la loi leur prescrivait (Art. 2, 3 et 4 du Code de la marine), et ont rendu des services d'usage entre gens de mer; qu'ils ne peuvent par conséquent demander, suivant les art. 11 et 24 du même code, que des indemnités, et non la troisième partie des vins; — Dit qu'il a été bien jugé par le jugement dont est appel, etc.

Du 2 therm. an 10. — Trib. d'appel de Poitiers.

## EXPROPRIATION FORCÉE. — Cessionnaire. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

*Le cessionnaire, par acte sous seing privé, d'une créance même fondée sur un titre exécutoire, ne peut poursuivre le débiteur par voie de saisie immobilière, tant que celui-ci n'a pas été mis à portée de reconnaître ou méconnaître l'authenticité de la cession (2).*

(1) Une doctrine conforme à cette solution est enseignée par les commentateurs de l'ordonnance de 1681. Valin s'exprime à cet égard de la manière la plus formelle : « L'exception portée par l'art. 27, dit-il, est juste à tous égards; mais il faut prendre garde à ne pas l'étendre au delà de ses bornes, c'est-à-dire, comme il a été observé sur l'art. 19, à ne pas confondre les effets sauvés en pleine mer ou tirés de son fond, hors le cas d'un naufrage connu, auquel on travaille actuellement, avec ceux qui sont sauvés de la même manière, par ordre ou sans ordre, à peu de distance du rivage et à vue des travailleurs.... Au premier cas, le tiers des effets appartient à ceux qui les ont sauvés, conformément à la disposition du présent article; au second, au lieu du tiers, ils n'auront que leurs frais de sauvement, suivant la taxe qui en sera faite, en égard à la nature des travaux. » — C'est ainsi dans ce sens que s'est prononcé le conseil des prises, par une décision du 20 janv. 1813, rendue à l'occasion du naufrage du navire américain *La Minerva*. V. encore M. Pardessus, *Cours de droit comm.*, t. 3, n° 955.

(2) Le jugement, par ces expressions tant que le débiteur n'a pas été mis à portée de reconnaître ou méconnaître l'authenticité de la cession, veut dire, sans

doute, tant que la cession n'a pas été notifiée au débiteur, afin qu'il en ait une connaissance légale. Le Code civil renferme à cet égard une disposition formelle : « Le cessionnaire d'un titre exécutoire, porte l'art. 2214, ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur. » Mais, comme la cession peut avoir lieu indifféremment par acte sous seing privé ou par acte authentique, il s'ensuit que le cessionnaire par acte sous seing privé, du moment où il a signifié son transport au débiteur, est en droit d'exercer des poursuites de saisie immobilière contre ce dernier : nulle disposition spéciale n'exigeant pour cela une cession par acte authentique. C'est ce qu'ont du reste jugé les Cours de Pan, par arrêt du 25 janv. 1832 (Volume 1832), et de Bourges, par arrêt du 17 avr. 1839 (Volume 1839), et ce qu'enseigne M. Persil, *Quest. App.*, t. 2, p. 180. — Une opinion contraire est cependant professée par MM. Tarrille, *Rep. de jurispr.*, v° *Saisie immobilière*, § 5, n° 2, et Berriat, *Cours de proc.*, p. 510, note 16, et p. 568, note 16. M. Grenier, des *Hypothèques*, n° 483, se prononce aussi en ce sens; seulement, il ajoute, contrairement à ce que soutient M. Tarrille, qu'il n'est pas nécessaire que la cession soit revêtue des formalités qui constituent l'exécutivité.

(Durand — C. Poullain.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la sentence du 10 fev. 1793 était, à la vérité, un titre exécutoire en faveur de Durand, mais que la cit. Poullain, cédée aux droits dudit Durand, ne l'est que par acte sous signature privée, enregistré, non authentique, non reconnu, et qui ne pouvait dès lors, servir de base à une exécution forcée, tant que la partie intéressée n'avait pas été mise à portée d'en reconnaître ou méconnaître l'authenticité; — Déclare nul et de nul effet le commandement et tout ce qui s'en est suivi.

Du 3 therm. an 10. — Trib. d'appel de Rouen.

1° PAPIER-MONNAIE. — SUBROGATION. — HÉRITIÈRE.

2° SOLIDARITÉ. — PAIEMENT. — RECOURS.

3° VENTE. — PRIX. — INSCRIP. HYPOTH.

1° Le cohéritier qui, pendant le cours du papier-monnaie, a acquis sur la succession des créances hypothécaires antérieures à l'émission du papier, ne peut se prévaloir de la subrogation aux droits et hypothèques des anciens créanciers, pour exiger de chacun des héritiers le paiement intégral et sans réduction de leur part afférente dans la dette édue. (L. 11 frim. an 7, art. 10.)

2° Le principe que le coobligé solidaire qui paie la dette en entier ne peut répéter contre les autres que les part et portions de chacun d'eux, et qu'il doit supporter proportionnellement la perte résultant de l'insolvabilité de l'un d'eux, s'applique même au cas où le coobligé s'est rendu cessionnaire et s'est fait subroger aux droits du créancier. (C. civ., art. 1214.) (1)

3° L'acquéreur qui n'a pas fait transcrire, ne peut exiger, pour payer son prix, que le vendeur rapporte la radiation des inscriptions hypothécaires existant sur les biens (2).

(Bourlon-Chavanges — C. Jacobé.)

La dame Bourlon laissa pour héritiers cinq enfans : deux garçons, Bourlon aîné et Bourlon-Chavanges; trois filles, mariées aux cit. Chieza, Jacobé et de Marson. — Les enfans acceptèrent la succession de leur mère, et renoncèrent à la communauté qui avait existé entre elle et son mari; mais ils n'en restèrent pas moins débiteurs des obligations que leur mère avait contractées avec son mari.

Le 29 mars 1793, la dame Jacobé vendit au cit. Bourlon-Chavanges, son frère, sa part dans les immeubles provenant de la succession de leur mère. Le prix de cette vente fut de 36,900 fr., dont 20,000 payés comptant. — Bourlon-Chavanges ne prit point de lettres de ratification, et ne transcrivit même pas lors de la promulgation de la loi du 11 brumaire an 7. — Bourlon-Chavanges avait enore acquis les portions de la dame Chieza, et de Bourlon aîné.

La dame de Marson fut portée sur la liste des émigrés, et par là devint insolvable.

Pendant le cours du papier-monnaie, Chavanges remboursa, en se le faisant transporter, le principal de différentes rentes qui étaient dues par

la dame Bourlon, conjointement avec son mari.

Le 6 germ. an 9, la dame Jacobé fit commandement à Chavanges de lui payer les 16,000 fr. restant dus pour la vente qu'elle lui avait faite en 1795. — Chavanges forma opposition, en disant qu'il avait été pourrui personnellement par les créanciers de la dame Bourlon, leur mère, mais que la dame Jacobé était également obligée; qu'ayant remboursé une partie des dettes, il était devenu créancier de la dame Jacobé elle-même. En conséquence, il demandait, 1° que la dame Jacobé, comme obligée solidairement avec lui, lui tint compte de la moitié des dettes qu'il avait payées; 2° qu'on lui en tint compte en numéraire, et non pas en assignats, parce que c'étaient des rentes perpétuelles, constituées ou foncières, qu'il avait remboursées; que leur création était bien antérieure au papier-monnaie, qu'une telle créance n'était pas susceptible de réduction, et que le capital entier de ces rentes devait être compensé avec ce qu'il pouvait devoir à la dame Jacobé; enfin, il demandait aussi qu'il fût sursis à toute poursuite jusqu'à ce que la dame Jacobé rapportât la radiation des inscriptions existant sur les biens qu'elle avait vendus; elle est obligée, disait-il, à rapporter cette radiation par la loi du 11 brum. an 7.

La dame Jacobé répond qu'elle consent que son frère compense ce qu'il lui doit avec les dettes qu'il a dû payer de la succession commune. — Mais elle soutient, 1° qu'elle n'en doit que le quart, et non pas la moitié, puisqu'au moyen de l'insolvabilité de la dame de Marson, les quatre autres enfans de la dame Bourlon se trouvent obligés. — Le codébiteur, dit-elle, qui paie la dette solidaire, malgré qu'il se fasse subroger aux droits du créancier, perd son recours solidaire contre ses codébiteurs, qui ne sont plus obligés que pour leur part, et qui ne sont tenus de l'insolvabilité des autres également que pour leur part, celui qui a payé devant aussi supporter la sienne : nous sommes quatre héritiers solvables, nous devons chacun un quart, j'offre le mien : elle citait à l'appui de sa défense Pothier, *Traité des Obligations*, n° 281.

A l'égard de la prétention de Chavanges, d'être remboursé en numéraire, en entier, de ce qu'il a payé, et non suivant l'échelle de dépréciation, les principes s'y opposent également. Le codébiteur ne doit rembourser à son codébiteur que ce qu'il lui en a coûté, que jusqu'à concurrence de ce qu'il a payé pour lui; Chavanges n'ayant pas, dans la vérité, payé la totalité des créances, il ne peut la demander. — Au surplus, la loi du 11 frim. an 6 est formelle à cet égard; l'art. 10 veut que le coobligé qui s'est fait subroger aux droits d'un créancier commun, en payant la part de son coobligé, ne puisse demander à celui-ci que ce qu'il a payé suivant l'échelle de dépréciation.

Enfin, quant au moyen de Chavanges consistant à prétendre que la dame Jacobé doit rapporter maintenue des inscriptions prises sur les biens qu'elle a vendus; cette prétention est au moins prématurée. — Chavanges n'a point pris de lettres de ratification; il n'a point fait transcrire son com-

moins qu'il n'a été stipulé que, nonobstant le trouble, l'acheteur paiera. — Or, l'existence d'inscriptions sur l'immeuble acheté, met évidemment l'acquéreur en danger d'éviction; donc il est fondé à refuser de payer son prix, tant que radiation de ces inscriptions ne lui sera pas rapportée par le vendeur ou qu'il ne lui sera pas fourni caution. Le défaut de transcription est ici sans influence aucune. F. M. Troploag, de la Vente, t. 2, n° 610, et Duvergier, *ibid.*, t. 1<sup>er</sup>, n° 426.

(1) C'est aussi ce qu'enseigne M. Duranton, t. 11, n° 241.

(2) Cette solution devrait-elle être suivie aujourd'hui? C'est ce dont nous doutons. L'art. 1653 du Code civ. dispose, en effet, que « celui qui est troublé ou a juste sujet de craindre d'être troublé par une action hypothécaire, peut suspendre le paiement de son prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble, si mieux n'aime celui-ci donner caution, ou à

trat, lors de la loi du 11 brum. an 7; il doit acquiescer son prix; il n'a, dans la position où il se trouve, qu'un recours au garant, s'il vient à être troublé par les créanciers hypothécaires. Jusque-là il ne peut se défendre de payer; on ne lui a pas dit que le bien fut franc de dettes, on a promis seulement de le garantir des évictions; tant qu'il n'y a point de demande de formée, il ne peut se dispenser de payer.

10<sup>pluv.</sup> an 10, jugement du tribunal de première instance de Vitry, par lequel, — « Considérant que, d'après les dispositions de l'art. 10 de la loi du 11 frim., le coobligé qui s'est fait subroger aux droits d'un créancier commun, en payant la part d'un codébiteur, ne peut se prévaloir de la subrogation aux droits, ainsi qu'à l'hypothèque et au privilège de l'ancien créancier qui a été remboursé de ses deniers; que, dans ce cas, le capital remboursé est soumis à l'échelle de réduction du jour du remboursement; — Qu'un coobligé qui est devenu cessionnaire par voie de transport de la créance pour laquelle il était engagé, ne peut être considéré que comme ayant remboursé, parce qu'on n'acquiert pas des droits contre soi-même, et qu'il rentre absolument dans l'hypothèque prévue par la loi susdite; — Qu'il est de principe que le coobligé solidaire, cessionnaire ou subrogé aux droits du créancier, ne peut exercer à l'égard de ses coobligés, l'action de solidarité qui appartenait à son cédant, et qu'alors chacun des coobligés n'est plus tenu que personnellement de sa portion en la dette; — Considérant que, dans l'espèce, les cinq héritiers de la dame Bourlon sont tous également tenus des obligations que leur mère a contractées solidairement avec son mari; — Que l'un desdits enfants, la dame de Marson, étant, quant à présent, hors d'état d'acquiescer la cinquième desdites dettes, ses quatre frères et sœurs doivent y contribuer en son lieu et place; — Qu'il est constant que Bourlon a acquis la nue propriété des biens que son frère aîné a recueillis dans la succession maternelle; qu'il a pareillement acquis ceux qui sont obvenus à la dame de Chizea, sa sœur...; que conséquemment il devient passible des transports des obligations qui sont à la charge de cette succession... »

« Considérant enfin, que Bourlon-Chavanges n'a ni affiché son contrat au bureau des hypothèques, ni fait transcrire son contrat d'acquisition des biens, dont le prix lui est demandé par Jacobé et son épouse; que cette formalité était indispensable pour pouvoir notifier les oppositions ou les inscriptions à ses vendeurs; que ne l'ayant pas rempli, il ne peut retarder le paiement du prix porté au contrat; — Le tribunal donne acte à la dame Jacobé de la compensation par elle consentie du quart des créances remboursées, ainsi qu'il se trouvera monter, d'après l'échelle de proportion, pour celles remboursées pendant le papier-monnaie; — Et statuant sur les créances qu'elle peut exercer contre Chavanges, les fixe, toute compensation faite, à 14,915 fr., pour raison desquelles les poursuites commencées pourront être continuées. »

Appel de la part de Bourlon-Chavanges.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des

(1) V. conf., Cass. 6<sup>prair.</sup> an 10, et les autorités qui y sont indiquées en note. — Dans l'espèce du jugement que nous rapportons, on invoquait, comme devant servir à interpréter le sens de la loi du 17 niv. an 2, en ce qui touche la difficulté, la disposition du Code civil, alors en projet, et qui forme aujourd'hui l'art.

premiers juges; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 7 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Leblanc et Delacroix-Frainville.

#### VENTE A FONDS PERDU. — PERSONNES INTERPOSÉES. — ASCENDANT.

*Les ventes à fonds perdu faites aux ascendants des successibles, ne sont pas prohibées par suite de la prohibition de telles ventes envers les successibles. — En d'autres termes, les ascendants ne sont pas (relativement à leurs descendants successibles) personnes interposées, dans le sens de l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2 (1).*

(Bonneau — C. les hérit. Dalleau.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la loi du 17 niv. an 2 s'exprime en ces termes : « Toutes donations à charge de rente viagère, ou ventes à fonds perdus, en ligne directe ou collatérale, à l'un des héritiers présomptifs, ou à ses descendants, sont interdites, à moins que les parents du degré de l'acquéreur et du plus prochain, n'y interviennent et n'y consentent; — Considérant que cette disposition est prohibitive, et par conséquent ne peut s'étendre hors des termes dans lesquels elle est conçue; — Que la disposition ne frappant de nullité que les ventes à fonds perdu faites à l'héritier présomptif ou à ses descendants, la prohibition ne peut ni en doit s'étendre aux ascendants dudit héritier présomptif; qu'ainsi la cit. Bonneau, appelante, n'étant qu'ascendante de quelques-uns des héritiers présomptifs de son vendeur, elle a pu valablement acquiescer sous rente viagère; — Considérant que l'art. 12, lit. 2 de la loi du 10 août 1790, porte en termes exprès, que les tribunaux doivent s'adresser au corps législatif, toutes les fois qu'ils croient nécessaire, soit d'interpréter une loi, soit d'en faire une nouvelle; qu'ainsi il n'appartient à aucun tribunal de la république d'étendre la prohibition d'une loi, sous prétexte d'en pénétrer l'esprit; — Considérant enfin que la loi du 22 vent. an 3, art. 55, s'exprime ainsi : « La loi valide ce qu'elle ne défend pas, » qu'ainsi on ne peut comprendre, sous aucun prétexte, dans la prohibition de l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2, d'autres personnes que celles que cette loi exprime; qu'ainsi les ascendants de l'héritier présomptif sont et doivent être jugés capables d'acquiescer à titre de rente viagère, jusqu'à ce qu'une loi positive le décide autrement, et que par conséquent le jugement dont est appel est une contravention aux lois précitées; — Dit qu'il a été mal jugé.

Du 7 therm. an 10. — Trib. d'appel de Poitiers.

#### MARIAGE. — CONSENTEMENT. — CONSEIL DE FAMILLE. — SÉDUCTION.

*La séduction d'un mineur, consommée dans la maison de son tuteur par le fils même de celui-ci, caractérise, de la part du séducteur, alors surtout qu'il exista entre son âge et celui de la pupille une disproportion notable, le désordre de mœurs qui, lorsqu'il est devenu notoire, suffit pour autoriser le conseil de famille à refuser son consentement au mariage*

911, d'après laquelle sont réputées personnes interposées les père et mère de la personne incapable. La vente dont il s'agit avait été faite à la mère de quelques-uns des successibles du vendeur, beau-frère de cette dernière et par conséquent oncle de ces successibles.

de la mineurs avec son séducteur, aux termes de la loi du 7 sept. 1793 (1).

(De Balainvilliers — C. Vaurresson.)

Les faits de cette cause ont déjà été retracés en rendant compte d'un précédent jugement du 26 therm. an 9. (V. à cette date.) — Rappelons ici ce qui est essentiel pour l'appréciation de la décision ci-dessus.

La demoiselle de Balainvilliers, après l'émigration de son père, avait été placée, par délibération de ses parents, sous le tutelle du cit. Bousquet. A peine âgée de seize ans, elle fut séduite par le fils même de son tuteur, qui déjà avait atteint sa trente-quatrième année; et elle devint enceinte. — Le conseil de famille, convoqué par elle, refusa d'autoriser son mariage avec Bousquet fils. Mais, aux termes de la loi du 7 sept. 1793, lorsque le conseil de famille d'un mineur dont les père et mère étaient morts, interdits ou absents, refusait son consentement au mariage du mineur, il était tenu de s'ajourner au mois; et si le mineur persistait, le refus ne pouvait plus être fondé que sur le désordre notoire des mœurs de la personne que le mineur voulait épouser.

A l'expiration du délai fixé par la loi, la demoiselle Balainvilliers se représenta devant le conseil de famille, et le supplia d'accorder son consentement à un mariage devenu nécessaire, puisqu'il était le seul moyen de réparer l'atteinte portée à l'honneur de la famille, et de donner un nom à son enfant. — Les parents demeurèrent inflexibles, et fondèrent leur refus sur le désordre notoire des mœurs de Bousquet fils, désordre qui résultait suffisamment, selon eux, des faits mêmes de la cause.

Cette décision fut attaquée par la Dlle Balainvilliers devant les tribunaux; mais elle fut maintenue par les juges de première instance. — Appel.

Pour que le conseil de famille puisse refuser son consentement au mariage, disait-on dans l'intérêt de l'appelante, il faut tout à la fois désordre de mœurs et notoriété, c'est-à-dire des habitudes de débauche, de liaisons immorales, bravant par leur scandale même l'opinion et la morale publique. Or ces deux éléments manquent évidemment dans l'espèce, car, d'une part, il s'agit d'un fait isolé, et, de l'autre, l'idée de séduction, de ce fait toujours environné d'ombre et de mystère, repousse l'idée de cette conduite ébouffée qui, seule, dans l'esprit du législateur, peut motiver le refus de la famille.

Le cit. Mourre, commissaire du gouvernement a supplié au silence des parents qui se sont abstenus de toute défense. — Il a vu dans la conduite de Bousquet un calcul froid et réfléchi, dicté par l'intérêt et non par la passion; une combinaison perfide préparant le déshonneur et la honte d'une famille, sans pitié pour la jeunesse et l'innocence de celle qu'il entraînait dans l'abîme, sans respect pour le dépôt confié à la garde et à l'honneur de son père, et par suite à son propre honneur, un ensemble de faits, criminels au point de vue de la morale, et non pas un simple fait isolé. Rapprochant ensuite ces faits de la conduite antérieure de Bousquet qui déjà, en 1792, avait été l'objet d'une plainte portée contre lui par une parente qu'il avait séduite, au moyen d'une promesse de mariage, et qui l'accusait d'être l'auteur de sa grossesse, il y a vu le désordre de mœurs le plus inexcusable. — Quant à la noto-

riété dont parle la loi, il la voyait dans le fait de l'accouchement de la cit. Balainvilliers, considéré dans ses rapports avec les personnes qui l'avaient favorisé, avec celles qui sont chargées d'en consigner l'existence dans les registres publics et enfin avec les conséquences qui en sont la suite inévitable, circonstances qui rendaient le dérèglement de mœurs sensible, manifeste, évident, et par conséquent notoire.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que la séduction d'une pupille de seize à dix-sept ans par le fils de son tuteur, âgé de trente à trente-quatre ans, et dans la propre maison du tuteur, caractérise évidemment de la part du fils un désordre de mœurs; qu'il résulte des pièces de la cause que ce désordre s'est manifesté depuis plusieurs années; que l'acte de naissance d'un fils naturel en 1792, les déclarations et plaintes de la mère, qui s'est prétendue séduite sous la promesse de mariage, ont donné à ce désordre prolongé un caractère de notoriété publique; — Dit qu'il a été bien jugé par le jugement dont est appel, déboute l'appelante, etc.

Du 8 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., le cit. Berryer.

#### TESTAMENT. — DÉMENCE. — PREUVE.

Les lois romaines n'exigent pas que le juge admette la preuve testimoniale de la démence du testateur, toutes les fois que cette preuve est offerte; elles s'en remettent à la sagesse des juges, qui peuvent la refuser, surtout si la fait de la démence se trouve détruit par les circonstances et les actes de la cause. (L. 27, ff. de Cond. instit. et C. de Codi. l. 12.)

(Labrousse — C. Vergé.)

François Vergé avait fait un codicille en faveur d'Antoinette Labrousse. Après son décès, Charles Vergé, son bétier, attaqua ce codicille, et demanda à prouver qu'avant, lors et après cet acte, la testatrice était en état de démence.

23 niv. an 10, jugement qui, sans s'arrêter à la preuve offerte, maintient le codicille.

Appel de la part de Charles Vergé.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que, quoiqu'il soit vrai de dire que la preuve de l'imbécillité d'un testateur est admissible malgré la déclaration du notaire et des témoins consignée dans le testament, que le disposant était dans son bon sens, il n'est pas permis d'en conclure que, dans tous les cas, une preuve de ce genre soit admissible; qu'il faut, pour admettre et rejeter la preuve, se déterminer d'après les circonstances et les présomptions, et distinguer le cas où la disposition, ou certains autres faits ou actes font soupçonner l'état du disposant sur ses facultés morales, du cas où la disposition par elle-même et les faits et les circonstances établissent que le disposant a fait ce que la personne la plus sensée devait ou pouvait faire; que c'est d'après cette distinction qu'on parvient à concilier l'opinion des auteurs et la jurisprudence, qui paraissent, au premier aperçu, se contrarier sur ce point; que, dans l'espèce de ce procès, une foule de circonstances se réunissent en faveur de la disposition et pour faire rejeter une preuve dont on ne peut se dissimuler le danger, et qui même

que les père et mère, lesquels ne sont point obligés à donner ou déduire les motifs de leur refus.

(2) 1<sup>re</sup> conf., Cass. 22 niv. an 9 (aff. Breysson), et la note.

(1) Aujourd'hui, dans le cas où le consentement du conseil de famille pour le mariage du mineur se trouve nécessaire (C. civ., art. 160), le refus de ce consentement n'est soumis à aucune condition: le conseil est investi à cet égard de la même autorité.  
I. — H<sup>o</sup> PARTIE.

si elle était rapportée, laisserait de l'incertitude lorsque la déclaration du notaire et des témoins fournissent déjà une preuve de l'état du disposant; qu'il ou voit François Vergé, n'ayant point d'enfants, ne laissant pour héritier de droit qu'un frère dans la décrepitude et sans enfants, léguer à une parente ce dont la loi lui permet de disposer au préjudice des héritiers de droit, disposition qui annonce un sens parfait, étant naturel qu'elle fit profiter une parente d'une portion de sa succession, plutôt que de supporter qu'après la mort de son frère, des parents éloignés profitassent de tout; qu'on ne peut pas supposer de captation de la part de la légataire, puisqu'elle était domiciliée à soixante lieues de distance de la codicillante; que celle-ci avait déjà fait un testament que les nouvelles lois la forcérent de réformer par le codicille dont il s'agit;

Que, d'autre part, si on voulait lui supposer un dessein formé de dépouiller l'héritier de droit, on aurait fait laire une disposition close, au lieu de l'insérer dans un registre ouvert, qui, mettant le cit. Vergé à portée de la connaître, aurait dû le déterminer à faire, durant la vie de sa sœur, les premières démarches pour établir la prétendue imbecillité; que François Vergé a survécu trois ans à son codicille, et que c'est seulement après son décès, et lorsque la légataire a voulu le ramener à exécution, qu'on a allégué la prétendue imbecillité; que si cette imbecillité eût été réelle, il eût été de l'intérêt du frère de poursuivre l'interdiction durant la vie de sa sœur, ce qu'il n'a pas fait; que la preuve de l'imbecillité résulte principalement de l'interrogatoire subi devant un commissaire et des visite et rapport des officiers de santé, et qu'il n'était pas possible de se les procurer, puisqu'on ne l'a alléguée qu'après le décès de François Vergé; que l'opinion ci-dessus émise, que les circonstances et les présomptions doivent déterminer au rejet ou à l'admission de la preuve, lors surtout que l'interdiction n'a pas été poursuivie durant la vie du disposant, est celle de Furgole, *Traité des testam.*, ch. 4, sect. 3<sup>e</sup>, n° 208; d'Albert, ch. 39; de Ferrière, *v° Démence*; du Nouveau Denisart, *v° Démence et Testament*, et que cette opinion se trouve confirmée par divers préjugés; qu'indépendamment que dans l'espèce du procès, il se rencontre nombre d'indices et de circonstances établissant que le codicille dont s'agit émane d'une personne très saine, il n'existe ni indice ni soupçon du contraire; que, sous tous ces divers rapports, la preuve offerte est inadmissible et a été justement refusée par le tribunal de première instance;—Par ces motifs;—A décliné de l'appel, etc.

Du 8 therm. an 10.—Trib. d'appel de Toulouse.—*Pres.*, le cit. Desazart.—*Concl.*, le cit. Corbière, comm.—*Pl.*, les cit. Dubernard et Astre.

(1) D'après l'art. 568, Code proc., le tiers saisi ne peut être assigné de plano, en déclaration affirmative, que lorsqu'il y a titre authentique; sinon, il faut attendre qu'il y ait jugement déclarant la saisie, arrêt valable; et l'art. 570 veut que le tiers saisi comparaisse devant le tribunal qui doit connaître de la saisie, sauf à lui, si sa déclaration est contestée, à demander son renvoi devant les juges de son domicile.—Un arrêt de la Cour de Turin du 30 janvier 1808 décide que le renvoi peut être demandé, quelle que soit la nature de la contestation, élevée sur la déclaration affirmative; et cette opinion est adoptée par Carré, *Lois de la proc.*, n° 1595;

# SAISIE-ARRÊT. — TIERS SAISI. — COMPÉTENCE.—CONCILIATION.

*Un tiers saisi peut être assigné, de plano, en déclaration de ce qu'il doit devant le tribunal où se plaide le fond de la contestation avec le débiteur saisi. — Il n'est fondé à réclamer son renvoi, et la tentative de conciliation, que lorsque sa déclaration est contestée (1).*

(Lecacheux — C. Sarrasin et Desmarests.)

Le cit. Lecacheux, ancien procureur au parlement, poursuivait à Paris plusieurs individus qui devaient des frais. Il fait saisir entre les mains de Sarrasin et des héritiers Desmarests, les sommes qu'ils pouvaient devoir à ceux que lui, Lecacheux, poursuivait. Les tiers saisis ne demeurèrent pas dans le ressort du tribunal d'appel de Paris.—Ils vinrent soutenir que le tribunal était incompétent; qu'ils auraient dû être assignés au tribunal de leur domicile; qu'au surplus, Lecacheux ne les ayant pas fait citer préalablement en conciliation, devait être déclaré non recevable.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu qu'il s'agit au fond de frais faits au ci-devant parlement de Paris; que le débiteur ne conteste pas la compétence du tribunal; qu'un tiers saisi peut être assigné pour faire sa déclaration affirmative au tribunal devant lequel le fond de la contestation est engagé; qu'il n'a d'intérêt et n'est fondé à réclamer son renvoi que lorsque sa déclaration est contestée, qu'il n'y a lieu à citer au bureau de conciliation que dans les cas de contestation;—Ordonne que dans quinze jours, à compter de la signification du présent jugement à personne ou domicile, lesdits Sarrasin et consorts seront tenus de faire leur déclaration affirmative; sinon, et faute de ce faire, les réputé débiteurs.

Du 9 therm. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

# DERNIER RESSORT.—APPEL.—QUALIFICATION.

*Avant le Code de procédure civile, la faculté d'appeler dépendait de la qualification fautive ou vraie qui était donnée par le juge au premier jugement. — Ainsi, on ne pouvait appeler d'un jugement fautive qualifié en dernier ressort; il ne pouvait être attaqué qu'en cassation (2).*

(Van Zooy—C. Van de Werve.)

Du 9 therm. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.—*Concl.*, le cit. Tarte, subst.—*Pl.*, les cit. de Burel et Montegry.

## 1<sup>er</sup> EFFET AU PORTEUR.—REVENDICATION.

### 2<sup>o</sup> FAILLITE.—EFFET AU PORTEUR.

*1<sup>re</sup> Des effets au porteur sont réputés la propriété de celui qui les possède, à moins que le demandeur en revendication ne justifie que ces*

Favard de Langlade, *v° Saisie-arrêt*, t. 6, p. 14, et Roger, *Traité de la Saisie-arrêt*, n° 598. Cependant un arrêt de la Cour de Bordeaux du 23 mars 1815 a refusé d'appliquer l'art. 570 et d'ordonner le renvoi, dans un cas où la déclaration affirmative ne portait que sur un vice de forme.—Du reste, la demande en déclaration affirmative, et en général toutes les demandes sur les saisies, sont formellement dispensées du préliminaire de conciliation par les art. 49 et 570, Code proc.

(2) V. sur cette question, Cass. 7 niv. an 4; 1<sup>er</sup> niv. an 10, et les notes.



effets lui ont été volés, ou qu'il les a perdus et que le possesseur les a trouvés.

2<sup>e</sup> Quand il y a incertitude sur l'époque à laquelle des effets au porteur provenant d'un failli, et qui se trouvent entre les mains d'une tierce personne, ont été transmis à cette personne, on doit présumer que cette transmission a eu lieu avant la faillite.

(Vandinter—C. Vanbommel.) (1)

Du 12 therm. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles — Concl., le cit. Tarte, subst. — Pl., les cit. Grasoul et Naathenil.

#### ARBITRAGE.—PIÈCES.—COMMUNICATION.

Lorsqu'une pièce a été communiquée à des arbitres, elle devient dès lors commune à toutes les parties; ainsi elle ne peut être retirée à volonté par celui qui l'a produite: elle doit rester au procès pour y être invoquée à charge ou à décharge (2).

(Hupais—C. Mercier et compagnie.)

Une demande en remise de 900,000 fr. avait été formée par le cit. R... et le cit. Hupais, en caution, contre la maison Mercier et compagnie. Quatre arbitres furent nommés par les parties. Un mémoire fut remis aux arbitres par la maison Mercier, et communiqué au cit. R... pour y répondre. Plus tard, ce mémoire fut retiré des mains des arbitres, puis rétabli sur la plainte de Hupais. Mais un jugement ordonne qu'il serait rendu à ceux qui l'avaient produit. — Appel de la part de Hupais.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu qu'une pièce quelconque, déposée entre les mains d'un tiers, ne peut y être saisie par voie de fait, même par le véritable propriétaire, ni encore moins détruite ou altérée; — Attendu qu'il est également de principe qu'une pièce communiquée, dans une contestation, devant les personnes chargées d'y statuer, quelle que soit leur qualité, juges, arbitres, amiables compositeurs ou autres, devient, dès lors, commune à toutes les parties, et ne peut plus être enlevée à volonté par celle qui l'a produite, mais doit rester au procès pour y être invoquée à charge ou à décharge; que, dans le fait, il est constant et avoué que, sur un différend relatif à la répétition exercée par la maison Mercier, les parties ont choisi des arbitres, auxquels elles ont remis leurs blancs seings, pour les remplir d'une transaction; que, pour l'instruction desdits arbitres, et à l'appel de sa réclamation, la maison Mercier a remis auxdits arbitres un mémoire signé Obreneau, par procuration du cit. Mercier et compagnie, lequel mémoire a été à l'instant remis aux cit. Hupais et Gelot, pour y répondre; que, par l'effet de cette communication, la pièce est devenue la propriété de toutes les parties, et que, depuis, ayant été soustraite par le cit. Mercier, elle doit être remplacée par la copie également signée Obreneau, qui y a été substituée sous les yeux et par les ordres du ma-

gistrat de sûreté; — Dit qu'il a été mal jugé; — Emendant; — Ordonne que le cit. Mercier sera tenu de déposer en l'étude du cit. Boulard, notaire, que le tribunal commet, la copie, signée Obreneau, du mémoire instructif dont il s'agit, pour être conservée comme minute et en être délivré des copies aux différentes parties intéressées; — Déclare le présent jugement commun avec les cit. Bernard, Barthélemy et Pérignon. Du 14 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris.

#### 1<sup>e</sup> TIERCE OPPOSITION.—AYANT CAUSE.

#### 2<sup>e</sup> JUGEMENT DÉFINITIF.—EXCEPTION PÉREMPTOIRE.—APPEL.

1<sup>o</sup> Encors que l'acquéreur soit l'ayant cause de son vendeur, et qu'ordinairement il ne puisse attaquer par la voie de la tierce opposition les jugemens rendus contre lui, cette règle cesse toutes les fois qu'il prouve que ses droits ont été compromis par la fraude, ou la mauvaise défense de son auteur. (Cod. proc. civ., art. 474, anal.) (3).

2<sup>o</sup> Sous l'empire de la loi du 3 brum. an 2, un jugement qui rejette une exception péremptoire est définitif sur ce point et par conséquent susceptible d'appel, bien qu'avant faire droit au fond, il ait ordonné une mesure préparatoire, telle qu'une communication de pièces. (L. 3 brum. an 2, art. 6.) (4).

(V<sup>o</sup> Gouy—C. Malherbe.)

En 1793, le cit. Bourguignole avait acheté de la veuve Gouy un terrain moyennant 14,000 fr. — En l'an 3 il le revendit au cit. Malherbe.

Depuis cette vente, et pour profiter du bénéfice de la loi du 16 niv. an 6, relative aux ventes consenties pendant le cours forcé des assignats, le cit. Bourguignole a formé contre la veuve Gouy une action tendant à la réduction du prix de 14,000 fr. stipulé lors de la vente en 1793.

Par suite de cette demande une expertise a lieu, en conséquence de laquelle il intervient, le 9 fruct. an 7, un jugement qui, loin de réduire le prix de vente, le déclare, au contraire, inférieur à la valeur réelle de l'immeuble, et accueillant une demande en supplément de prix formée reconventionnellement par la veuve Gouy, porte le prix total à la somme de 16,325 fr. 75 c., que le cit. Bourguignole est condamné à payer.

Dans cet état de choses, et faute par le cit. Bourguignole d'avoir acquitté le montant des condamnations prononcées contre lui, des poursuites en expropriation sont dirigées contre le cit. Malherbe tiers détenteur de l'immeuble.

Celui-ci forme alors tierce opposition au jugement du 9 fruct. an 7, en alléguant contre le cit. Bourguignole des faits desquels aurait résulté sa connivence avec la veuve Gouy, dans la procédure qui avait préparé le jugement du 9 fruct. an 7.

La veuve Gouy a soutenu que le cit. Malherbe, tiers détenteur, représentant le cit. Bourguignole son vendeur, ne pouvait pas se pourvoir par tierce

(1) V. les faits de cette affaire et le texte du jugement, en tête de l'arrêt de rejet rendu par le tribunal de cassation le 2 niv. an 12.

(2) V. conf., Besançon, 12 avril 1815; — Carré, *Lois de la procéd.*, n<sup>o</sup> 791.

(3) Il ne peut y avoir aucun doute sur le droit du tiers détenteur quand il y a fraude de la part du vendeur. — Mais s'il n'y avait ni dol, ni fraude, serait-il également recevable à se pourvoir par tierce opposition contre les jugemens rendus depuis la vente entre son vendeur et le propriétaire originaire? L'aff-

irmative nous paraît encore incontestable, si ces jugemens sont intervenus sur une action réelle, de telle sorte que l'exécution puisse en être poursuivie sur l'immeuble vendu, parce qu'il n'est pas possible d'admettre que le tiers détenteur d'un immeuble soit, pour tout ce qui touche cet immeuble, représenté par son vendeur depuis qu'il est devenu propriétaire. V. en ce sens, Cass. 18 mai 1810; 14 juin 1815; 21 fév. 1816; 19 août 1818. — V. cependant en sens contraire, Paris, 29 prair. an 10, et Grenoble, 30 juin 1818.

(4) V. conf., Cass. 2 germ. an 10, et la note.

opposition envers les jugemens rendus contre ce dernier, puisqu'ils étaient réputés rendus avec lui-même.

14 niv. an 9. Jugement du tribunal du Havre, qui rejette cette fin de non-recevoir, admet la tierce opposition du cit. Malherbe, et ordonne, avant de statuer au fond, la communication de la procédure, qui a précédé le jugement du 9 fruct. an 7.

Appel de la part de la veuve Gony.

Le cit. Malherbe a soutenu que cet appel était non recevable, attendu que le jugement du 14 niv. an 9 était simplement préparatoire. — Au fond, il a reproduit ses allégations de connivence.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant, 1<sup>o</sup> que le jugement dont il s'agit n'est point un jugement préparatoire sur la fin de non-recevoir opposée devant les premiers juges et qui est l'unique objet de l'appel; et que cette fin de non-recevoir, définitivement jugée par les premiers juges, était opposée comme moyen péremptoire sur le fondement de l'action qui eût été éteinte par l'effet de cette fin de non-recevoir si elle eût été adoptée;

Considérant, 2<sup>o</sup> que si, en principe général, le tiers détenteur, successeur à titre particulier de l'acquéreur originaire, n'est pas recevable à attaquer par la voie de la tierce opposition, les jugemens contradictoirement rendus contre ce dernier, ce principe souffre exception toutes les fois que l'acquéreur originaire a, par sa négligence ou par une inauvaise défense, sacrifié les intérêts de son successeur; — Considérant, dans le fait, que le cit. Bonnguignole, en négligeant sa propre défense, en substituant des conventions privées et volontaires à celles résultant des actes et aux errements judiciaires qui comportent le procès, et en dérogeant aux conventions de son traité primitif, sur la foi desquelles les sous-acquéreurs avaient eux-mêmes contracté, a sacrifié leurs intérêts et a aggravé leur sort; — Sans avoir égard à la fin de non-recevoir proposée contre l'appel; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé; — Ordonne que le jugement dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 15 therm. an 10. — Trib. d'appel de Rouen.

#### SURENCHÈRE. — DÉSISTEMENT. — ACQUÉREUR. — OFFRES.

La notification de surenchère, faite par le

(1) Il semble qu'abstraction faite de tout texte de loi, la raison seule conduirait à une solution contraire. En effet, s'il suffisait à l'acquéreur de désintéresser le créancier surenchérisseur pour s'affranchir de la surenchère, chacun des créanciers, dans la crainte d'un désistement, se verrait, pour ainsi dire, forcé de former individuellement une surenchère, et on multiplierait ainsi les frais à l'infini, sans aucune utilité pour personne, et au grand détriment de tous. Il est donc beaucoup plus sage d'admettre le principe que la surenchère formée par l'un des créanciers profite à tous ceux qui ont le droit de surenchérir, et qu'il ne peut être permis, soit au surenchérisseur de s'en désister, soit à l'acquéreur de s'en affranchir, que du consentement de tous les créanciers inscrits, ou en offrant de les désintéresser. Ce principe était reconnu par l'édit de 1771, et même il n'aurait pas suffi sous l'empire de cet édit de désintéresser les créanciers hypothécaires, ou les créanciers opposants au sreau des lettres de ratification; il fallait désintéresser tous les créanciers légitimes du vendeur, parce que tous avaient droit de surenchérir. V. Cass. 21 mess. an 5, et la note. — La loi du 11 brum. an 7, a-t-elle

créancier surenchérisseur, aux termes de l'art. 31 de la loi du 11 brum. an 7, à l'acquéreur et au vendeur, est étrangère aux créanciers non requérans, et ne peut leur donner aucune action, soit contre le requérant lui-même, soit contre l'acquéreur, tant que la procédure n'est pas liée avec eux par la publication du procès-verbal d'affiches et son inscription sur les registres hypothécaires. — Jusque-là, le créancier requérant demeure libre de renoncer à sa réquisition. — D'où il résulte que, réciproquement, il peut être contraint de s'en désister lorsqu'il est désintéressé par le paiement de ses créances. (L. 11 brum. an 7, art. 31, 32, 35) (1).

(R.... — C. Poncet.)

Le 4 fruct. an 9, le cit. N... se rendit adjudicataire de la ferme de Cholet, vendue par les bérilliers Lecouteux-la-Norraie. — Le 24 du même mois, il fit transcrire son jugement d'adjudication au bureau des hypothèques de Meaux; et le 8 vend. an 10, il le signala aux différents créanciers inscrits. — Le 18 du même mois, le cit. R..., un des créanciers, notifia une surenchère à l'acquéreur et aux vendeurs. — Le 19 brum. an 10 offres réelles par N..., adjudicataire, au cit. R..., du montant de son inscription, ensemble de tous les frais, avec sommation de se désister de sa surenchère. — Refus du cit. R..., qui notifia sa surenchère aux autres créanciers. — Le 6 frim. an 10, notification par la dame Poncet, créancière inscrite, qu'elle et les autres créanciers entendent profiter de la surenchère. — Le 15 pluv. suivant, assignation par N... à R..., pour voir déclarer les offres bonnes et valables. — La dame Poncet n'est point appelée.

Le 1<sup>er</sup> germ. an 10, jugement du tribunal de Meaux, qui, — « Considérant que l'art. 31 de la loi du 11 brum. an 7, concernant le nouveau régime hypothécaire, confère à tout créancier inscrit la faculté de requérir la mise aux enchères et adjudications publiques de l'immeuble vendu par le débiteur; que celui qui n'use pas de cette faculté, consent que le prix porté au contrat de vente demeure définitif à son égard; — Que le créancier qui requiert la mise aux enchères, le fait à ses risques, pour la sûreté de sa créance personnelle, et pour augmenter le prix représentatif de son gage; — Que l'article précité n'oblige le créancier requérant à notifier sa réquisition qu'à l'acquéreur et au vendeur; — Que cette notification extrajudiciaire est étrangère

dérégé sur ce point à l'édit de 1771? A-t-elle proclamé un principe contraire à celui adopté par la législation précédente et consacré par la jurisprudence? Nous ne le pensons pas, malgré l'autorité du jugement que nous recueillons, car l'art. 35 de cette loi le reconnaît au moins implicitement sinon formellement, en décidant que l'acquéreur qui, au lieu de laisser procéder à l'adjudication, préfère solder toutes les créances (inscrites), a un recours contre le vendeur pour tout ce qui excède le prix fixé par son contrat d'acquisition. — Quant au Code civ., il renferme à cet égard une disposition précise: « Le désistement du créancier requérant la mise aux enchères, porte l'art. 2190, ne peut, même quand le créancier paierait le montant de la soumission, empêcher l'adjudication publique, si ce n'est du consentement exprès de tous les autres créanciers hypothécaires. » De là résulte que l'acquéreur ne peut arrêter l'effet de la surenchère qu'en offrant de payer intégralement toutes les créances inscrites. V. Grenier, *Hypoth.*, n<sup>o</sup> 461; Troplong, *Hyp.*, n<sup>o</sup> 956; Carré, *Lois de la procéd.*, n<sup>o</sup> 2837; Demiau, *Proc.*, civ., p. 516, etc.

sux créanciers non requérans, et ne peut leur donner aucune action, soit contre le requérant lui-même, soit contre l'acquéreur, jusqu'à ce que la procédure soit liée avec eux par la publication du procès-verbal d'affiches, et son inscription sur les registres hypothécaires : — Que jusque-là, le créancier requérant demeure libre de se désister de sa réquisition ; d'où il résulte qu'il peut être contraint à s'en désister, lorsqu'il est désintéressé par le paiement de sa créance offerte, soit par le débiteur lui-même, soit par l'acquéreur ; — Que si l'art. 32 porte que, faute de réquisitions d'enchères dans le délai fixé, le prix conventionnel porté au contrat demeure définitif, cette disposition, applicable aux seuls créanciers non requérans, ne leur donne pas le droit de se prévaloir de la réquisition faite par un autre créancier ; — Qu'aucun droit ne peut être acquis aux créanciers non requérans, sans qu'il leur soit donné les moyens de l'exercer, et que, d'après l'art. 35 de la même loi, en cas de vente sur enchères, le créancier qui l'aura requise et l'acquéreur sont exclusivement autorisés à faire les poursuites nécessaires pour y parvenir ; — Qu'aucun droit ne peut résulter en faveur des créanciers non requérans, de la notification à eux faite par R... de sa réquisition de surenchère, attendu que cette notification n'est pas indiquée par la loi, et que, dans tous les cas, elle serait tardive, n'ayant été faite que postérieurement aux offres réelles ; — Déclare les offres bonnes et valables ; ordonne en conséquence que R... sera tenu de se désister de sa réquisition de suite aux enchères de l'immeuble dont il s'agit, et de consentir la radiation de son inscription. »

Appel par R... — Intervention de la dame Poncet. — Les offres sont insuffisantes, a-t-on dit pour R..., pour deux raisons : 1° parce qu'il est encore écrivain chirographaire de Lecouteux-la-Norralle, et que si la surenchère élève l'immeuble au delà des créances inscrites, il a l'espoir d'être payé ; 2° la surenchère appartient à tous les créanciers, qui, dans la conduite qu'il lui donnerait des suites, n'en ont point formé eux-mêmes, ainsi que cela pourrait résulter de la notification du 6 frim., par laquelle la dame Poncet et les autres créanciers déclarent qu'ils prétendent en profiter ; et si le cit. R... venait à s'en désister en leur absence, il pourrait en devenir responsable, au moins jusqu'à la concurrence de la surenchère, c'est-à-dire du viciement des biens ; — Que d'ailleurs la loi du 11 brum., dans son art. 35, ne donnait pas d'autre moyen pour empêcher la surenchère, que de payer toutes les charges dont l'immeuble était grevé, et non pas seulement de désintéresser le surenchérisseur ; — Que de l'art. 18 de la loi sur les expropriations forcées, il résulte que la surenchère appartient à tous les créanciers, puisque le surenchérisseur qui ne poursuit pas est condamné au profit des créanciers ; que de là il faut conclure qu'il ne peut pas s'en désister ; — Que si l'on admettait les prétentions de l'acquéreur, il n'y aurait jamais de surenchère, car le surenchérisseur une fois désintéressé, donnerait facilement son désistement ; — Qu'en supposant que le surenchérisseur désintéressé fût obligé de donner son désistement, il faudrait au moins qu'il fût pleinement désintéressé, tant de ses créances hypo-

thécaires que chirographaires ; car il pourrait arriver, comme on l'a dit, que, par l'effet de la surenchère, sa créance même chirographaire fût acquittée ; — Qu'inutilement on viendrait dire que le surenchérisseur agit que dans son intérêt ; car on répondrait, que le créancier privilégié, le premier hypothécaire, celui dont le paiement serait certain, est également admis à surenchérir.

Le cit. N... a développé, pour soutenir le bien jugé, les motifs du jugement de première instance.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Faisait droit sur l'intervention ; — Attendu que la cit. Poncet n'a pas été partie dans le jugement dont est appel ; — Déclare la cit. Poncet non recevable dans son intervention ; — Faisait droit au fond ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Dit qu'il a été bien jugé.

Du 16 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Tripiet et Gicquel.

## PATERNITÉ (RECHERCHE DE LA). — ALIMENS. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Toute recherche de paternité non reconnue est abolie, non-seulement par rapport aux droits successifs, mais même relativement aux alimens pour l'enfant et aux dommages-intérêts pour la mère. (L. 12 brum. an 2, art. 1, 8, 10) (1).

(Blanquet - C. Léchelat.)

La cit. Blanquet avait formé contre le sieur Léchelat, auquel elle attribuait sa grossesse, une demande en dommages-intérêts pour elle, et en alimens pour son enfant. — Léchelat usant la paternité, elle demande à faire la preuve de certains faits propres à l'établir.

Jugement du tribunal de Pontoise qui la déclare non recevable à faire cette preuve.

Appel par la cit. Blanquet.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme.

Du 17 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Try, comm. — Pl., le cit. Gauthier.

## TUTELLE. — ENFANT NATUREL.

La mère ne peut réclamer la tutelle de son enfant naturel, si l'enfant est pourvu d'un tuteur qui lui a nommé la père avec le consentement de la mère (2).

Néanmoins, elle a droit d'être consultée sur le choix de la maison d'éducation dans laquelle le mineur doit être placé, sauf au tribunal à statuer au cas de dissentiment entre elle et le tuteur.

(Giraut - C. dame Querus.)

Vers 1790, le cit. Giraut avait été nommé tuteur de Marie-Agnès, fille naturelle de feu Maupeou et de Marie-Hélène Pallin, tant sur la désignation du père d'Agnès, que de l'avis des amis par lui convoqués.

La demoiselle Pallin, mère de l'enfant (devenue depuis épouse du cit. Querus), se réclama aucunement contre la qualité du tuteur, dans la personne dudit Giraut. — Celui-ci a géré la ta-

(1) V. conf., Cass. 19 vend. an 7, et la note.

(2) Le tribunal de première instance et ensuite celui d'appel ont vu, dans le choix du tuteur par le père, dans l'approbation donnée à ce choix par le conseil de famille et par la mère elle-même, et enfin dans les circonstances de la cause, des motifs de dé-

cision qui les ont dispensés d'examiner si, en droit, et abstraction faite de toute circonstance particulière, les pères et mères ont la tutelle légale de leurs enfans naturels reconnus. V. sur cette question si grave et si controversée, la note qui accompagne l'arrêt de la Cour royale de Toulouse du 25 juill. 1809.

telle de la manière la plus utile pour la mineure; il a confié l'éducation d'Aglé à la mère.

Lorsque Marie-Aglé fut âgée de seize ans, elle se retira de la maison de sa mère, et revint auprès de son tuteur, auquel elle exposa les motifs qui avaient déterminé sa démarche. Le tuteur la plaça sur-le-champ dans une maison d'éducation. — La dame Querus a réclamé la garde et l'éducation de sa fille. — Giraut n'a pas voulu y consentir.

Les parents convoqués ne pouvant pas s'accorder dans leurs délibérations, on a recours au tribunal de première instance.

Le 24 germ. an 10, jugement qui approuve les mesures prises par le tuteur Giraut, et le maintient dans la gestion et administration de la personne et des biens de la mineure Marie-Aglé Maupeou.

Appel de ce jugement par la dame Querus. — La qualité seule de mère, disait son défenseur, suffit pour assurer à l'appelante la tutelle et l'éducation de son enfant naturel; les droits sacrés de la nature sont violés si, par des raisons purement arbitraires, on dépouille la mère de ses plus belles prérogatives. — Il est vrai que la tutelle de la mineure Aglé a été confiée à Giraut, mais cela ne peut pas porter préjudice aux droits préférables de la mère. — Il a bien géré, dit-on, les biens de la mineure, c'était la son devoir; en revanche, la mère a eu tous les soins pour la personne de sa fille, tandis que Giraut mérite d'être privé de ses fonctions pour avoir inspiré à un enfant le mépris de sa mère.

Giraut s'est attaché à démontrer combien les premiers juges ont eu sujet de s'armer de précaution contre la dame Querus et son mari; il a exposé combien l'intérêt de la mineure exigeait d'écarter ce dernier, dont la conduite scandaleuse avait engagé Marie-Aglé à se retirer auprès de son tuteur.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que le tuteur a été du choix du père de la mineure; que la demoiselle Pallin, aujourd'hui la dame Querus, a elle-même approuvé, soit dans l'origine, soit même depuis que l'état d'Aglé-Marie Maupeou a été réclaté et reconnu, les pouvoirs confiés à Giraut, et sa qualité de tuteur; que ces approbation et consentement sont consignés dans plusieurs avis de parents et amis; — Attendu qu'il ne s'élève aucune réclamation contre l'administration de Giraut, pendant dix ans; que l'intérêt de la mineure ne réclame pas de changement à cet égard; — Attendu, d'un autre côté, qu'il est juste et convenable que la dame Querus, mère de la mineure, influe sur le choix de la maison d'éducation dans laquelle sa fille sera placée; — Dit qu'il a été mal jugé; émendant, autorise Giraut à continuer la gestion et administration de la personne et des

biens d'Aglé-Marie Maupeou, à la charge toutefois que ladite mineure sera placée dans une maison d'éducation, dont la dame Querus et Giraut conviendront dans la quinzaine, à compter de ce jour, et dans le cas seulement où ladite cit. Querus et le cit. Giraut ne s'accorderaient pas sur un choix, dans la maison qui sera indiquée d'office par le tribunal.

Du 17 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl. le cit. Cahier, comm. — Pl., le cit. Chabreau-Lagarde.

1<sup>o</sup> DIVORCE. — NULLITÉ. — FIN DE NON-RECEVOIR. — HÉRITIERS.

2<sup>o</sup> CONCUBINAGE. — AVANTAGES ENTRE ÉPOUX.

1<sup>o</sup> Une femme divorcée ne peut point, après le décès de son ci-devant époux, querreller le divorce de nullité, si elle a eu, du vivant de son époux, une connaissance suffisante de la prononciation du divorce (1).

Les héritiers d'un époux divorcé ne peuvent querreller, de leur chef, le divorce obtenu par leur auteur (2).

2<sup>o</sup> Le concubinage antérieur à leur mariage n'empêche pas deux époux de se faire tous les avantages que la loi autorise entre époux, dans les cas ordinaires (3).

(Racapé et Lafragnais — C. la femme Huguet.)

Pierre-Jacques Racapé fut marié, en l'année 1762, avec Marie-Jeanne Geai-Lafragnais; il n'est point issu d'enfants de ce mariage. — En l'année 1777, Racapé fait connaissance de la citoyenne Huguet. Il se retire avec elle à Paris, où ils vivent comme époux légitimes. Deux enfants, fruit de cette union illicite, sont baptisés sous le nom d'enfants légitimes de Racapé et de la dame Huguet, sa femme. — Le 17 sept. 1780, séparation de biens entre Racapé et la dame Lafragnais.

En l'an 2, Racapé et la fille Huguet reviennent à Niort, leur patrie, où la femme Racapé avait aussi son domicile. En exécution de la loi du 4 flor. an 2, Racapé se fait donner, le 28 brum. an 2, par le conseil général de la commune de Niort, un acte de notoriété qui constate qu'il est séparé de fait de son épouse depuis plus de six mois. — Le 9 niv. suivant, il fait prononcer son divorce par l'officier public de Niort. L'acte ne constate pas qu'il eût fait citer son épouse pour être présente à cette opération. — Le 8 flor. an 3, il se présente à l'officier public, avec la fille Huguet; leur mariage est prononcé avec toutes les formalités exigées par la loi, et sur des publications dans lesquelles Racapé avait pris la qualité d'époux divorcé de la dame Lafragnais.

Le 21 prair. an 3, Racapé meurt et fait sa seconde femme sa légataire universelle. — Action des héritiers collatéraux devant le tribunal de Niort, pour faire annuler le testament, le second

se décider ainsi alors même que cette qualité n'aurait été acquise que depuis; car, en admettant même l'incapacité résultant du concubinage, cette incapacité serait nécessairement effacée par le mariage subséquent. Ne serait-ce pas, en effet, livrer le mariage au scandale de révelations ou de calomnies capables de troubler la paix et l'honneur des familles, que d'autoriser à scruter la vie, la conduite et les relations des époux, sous prétexte qu'un concubinage antérieur au mariage aurait vicié de nullité les libéralités qu'ils ont pu se faire? — Au surplus, sous l'empire du Code civil, la jurisprudence et les auteurs sont unanimes pour repousser le principe de l'ancienne législation qui déclarait nulles les libéralités entre concubins non unis par mariage postérieur. V. sur ce point, Cass. 13 août 1816, et la note.

§ (1) La loi du 26 germ. an 11, rendue depuis la décision ci-dessus, a déclaré maintenant tous les divorces antérieurement prononcés; et la jurisprudence a décidé que cette loi était applicable alors même que le divorce avait été prononcé sur poursuites irrégulières, ou même que l'acte de prononciation du divorce était lui-même entaché d'irrégularité. V. la note sous l'arrêt de cassation du 30 pluv. an 13 (aff. Mac-Mahon), et un arrêt de la même Cour du 25 fév. 1835.

(2) V. anal. en ce sens, Cass. 7 nov. 1838.

(3) Le tribunal s'est fondé, avec raison, pour maintenir la donation testamentaire, sur la qualité de femme légitime qui appartenait à la légataire au moment où le testament a été fait, et il aurait dû

mariage et le divorce. — Autre action de la première femme contre la veuve Racapé, afin de faire annuler le divorce, le second mariage et obtenir la délivrance de son douaire. — Enfin, demande en enterrement du testament, formé par la veuve Racapé contre les héritiers collatéraux. — Jonction des instances et jugement définitif sur le tout, le 23 therm. an 9, qui enterme le testament, et déclare la première femme et les collatéraux non recevables en leur demande.

Appel par la première femme et les héritiers collatéraux qui ont plaidé par le même défenseur. — Le testament, ont-ils dit, est nul. La fille Huguet était incapable de recevoir aucuns avantages de Racapé : elle était sa concubine adultérine. — En vain prétendrait-elle qu'un mariage légal avait effacé les taches de concubinage, — 1<sup>o</sup> Son mariage n'était pas légal; — 2<sup>o</sup> L'adultère, il n'aurait point détruit l'incapacité.

Le second mariage n'était pas légal, parce que le divorce avec la dame Lafragnais n'avait point été prononcé suivant les formes voulues par la loi. Celle du 4 flor. an 2 avait bien autorisé le divorce pour cause de séparation de fait pendant six mois; mais cette loi était immorale et révolutionnaire: on ne peut raisonnablement l'invoquer aujourd'hui. Mais, par séparation de fait, la loi n'avait entendu parler que d'une séparation volontaire des deux époux, et non pas d'un abandon de l'un fait par l'autre. — Dans la forme, ce divorce est nul. Il n'a pas été prononcé par une autorité compétente, aucune des parties n'était domiciliée à Nîort. — Il ne justifie pas que l'épouse ait été citée devant l'officier public, le jour de la prononciation. — Mais à propos les premiers juges ont-ils prétendu que le divorce et le mariage subséquent n'avaient pu être attaqués après la mort de Racapé. En vain ont-ils fait à la fille Huguet un rempart de sa bonne foi. Leurs motifs ne portent que sur des pétitions de principes ou sur des faits supposés. Les nullités absolues prononcées par les actes même que l'on prétend faire annuler, ne peuvent se couvrir par aucun moyen; et quand il s'élèverait contre les héritiers collatéraux quelques fins de non recevoir, il ne pourrait en exister contre la dame de Lafragnais; elle n'a point été appelée à son divorce, elle n'est point partie dans le contrat de mariage de Racapé avec la fille Huguet; elle a donc conservé le droit de critiquer ces actes dans tous les temps.

Que la fille Huguet cesse, au surplus, d'opposer sa bonne foi. Cette bonne foi ne peut exister que sous trois conditions nécessaires : — l'ignorance du premier lieu, la solennité du second mariage, et une erreur excusable de la part de celui des deux époux qui élègue la bonne foi.

Ici l'on ne trouve aucune de ces conditions. La fille Huguet savait qu'il n'y avait point de cause de divorce entre Racapé et sa première femme. Elle n'ignorait pas que toutes les formes avaient été violées dans la prononciation de ce divorce, dont elle a été l'instrument. Celle-là seule peut, au reste, invoquer la bonne foi, qui a contracté mariage sous les auspices des nièces et de la vertu; et celui de la fille Huguet porte avec lui tous les caractères de l'immoralité, de la licence et du crime. — Qu'il importe que ce mariage ait été revêtu de toutes les formes légales, puisque, précédé par le concubinage, il n'aurait jamais pu détruire la prohibition faite à ces deux époux criminels de s'avantager l'un l'autre. Les nièces, la raison et la sévérité des principes s'élèvent à la fois contre de pareilles donations; la jurisprudence la plus invariable les a pour jamais proscrites.

Le commissaire du gouvernement, développant les principes admis par le jugement de première instance et plaidés par l'intimé, a d'abord examiné le mariage dans l'intérêt des nièces. Il a démontré que, sous ce rapport, il était le plus utile, et devait être le plus sacré des contrats civils. — Si, dans un gouvernement quelconque, a-t-il dit, les mœurs sont la sanction des lois, le mariage est à son tour la sanction des mœurs.... Mais, lorsque ce lien puissant a été rompu par le divorce, lorsque l'un des époux, se croyant libre, a contracté de nouveaux engagements, sous les yeux de son époux divorcé, et sans aucune réclamation de sa part, on ne peut alors faire revivre le premier nœud, sans briser le second; on ne peut donner des preuves de son respect pour la sainteté de ce contrat, sans en donner à la fois du peu de considération qu'on y attache.

Il a ensuite examiné si la question soumise au jugement du tribunal pouvait être décidée par les anciens principes. Pouvons-nous bien, a-t-il dit, sans nous égarer, nous reporter au siècle des d'Aguesseau et des Cochin, pour juger des causes de cette nature? Une nouvelle législation n'a-t-elle pas nécessairement introduit parmi nous un droit nouveau? Ne doit-elle pas nous faire naître des idées nouvelles? — Sans doute le mariage est encore aujourd'hui un acte important; mais il n'est plus, comme autrefois, un pacte sacré dans sa source, inviolable dans ses effets, éternel dans sa durée. Il était alors formé par la religion, qui prononçait son indissolubilité; l'état ne le recevait que de sa main, la loi ne le sanctionnait que sur sa présentation. Fondée sur ce principe religieux, *quod Deus conjunxit, homo non separat*, cette indissolubilité rendait impossible l'existence d'un second mariage, tant que le premier n'était pas dissous par la mort de l'un des deux époux. — Aujourd'hui tout est changé. L'Eglise et l'Etat ne sont plus confondus; tous les cultes, devenus étrangers au gouvernement, n'étendent leur empire que sur ceux qui les professent. Le contrat de mariage, dégué de la puissance ecclésiastique, n'est plus, aux yeux de la loi, qu'un contrat civil; elle ne respecte en lui le lien du sacrement qu'autant que les époux veulent le respecter eux-mêmes. Son importance doit, à la vérité, nous rendre très sévères sur les moyens qu'on emploie pour le faire dissoudre; mais, lorsqu'il l'a été, lorsque, sur la foi de cette dissolution, les époux ont formé de nouveaux nœuds, les mêmes raisons doivent nous rendre aussi difficiles à adopter les motifs allégués contre ces seconds mariages. Quelles raisons, en effet, pourrait-on apporter en faveur des uns, qu'on ne pût également invoquer pour les autres? Ne sont-ils pas aussi placés sous l'égide de la loi? N'ont-ils pas été contractés sur la foi publique? Et par cela seul ne doivent-ils pas être aussi sacrés aux yeux des magistrats que ceux qu'ils ont remplacés?

C'est à l'aide de ces principes que le commissaire du gouvernement a examiné les motifs respectifs des parties. Il s'est particulièrement attaché au défaut de citation donnée à la dame Lafragnais pour voir prononcer son divorce. Il a pensé que ce moyen serait décisif en sa faveur, si elle avait attaqué son divorce pendant l'existence de son mari, parce qu'elle aurait pu exiger de lui la preuve que cette formalité essentiellement avait été remplie, par la représentation de la régle de citation; mais qu'elle était sans force vis-à-vis de la dame Racapé, qui n'avait pu veiller à la conservation d'un acte de procédure qui lui était étranger? Le silence de l'acte de divorce sur l'existence de cette citation, silence qui ne pouvait pas établir la preuve de l'omission des

formalités, mais seulement faire naître des doutes à cet égard, la présomption qui doit toujours être en faveur de l'acte, l'inscription du divorce sur les registres de l'état civil, la relation de ce divorce dans l'acte de mariage, la possession d'état pendant six ans, tant de titres ont paru aux yeux de ce magistrat devoir suffire à la veuve Racapé; mais le silence de la dame Lafragnais lui a paru plus déterminant encore. Ce n'est, a-t-il dit, que le 8 flor. an 3, que le second mariage a été célébré, c'est-à-dire quatre mois après la prononciation du divorce. Il a été précédé par des publications, affichées plus de trois semaines auparavant, dans lesquelles Racapé avait pris le titre d'époux divorcé de la dame Lafragnais.

Quoique les publications soient un avertissement légal et public que personne n'est censé ignorer, et qui interpelle tous ceux qui peuvent avoir intérêt à s'opposer au mariage, cependant si la dame Lafragnais eût été séparée de son mari par des distances considérables, peut-être pourrait-on excuser son silence. Mais elle demeurait à Saint-Mamant, qui n'est qu'à quatre lieues de distance de la ville de Niort; mais elle convient elle-même qu'elle allait passer à Niort des mois entiers; mais elle y avait des parents, des amis, qui pouvaient l'avertir de tout ce qui s'y passait, et lorsque des affiches exposées à tous les regards, donnaient à Racapé le titre de son époux divorcé, et annonçaient à tout le monde son prochain mariage avec une autre femme, elle prétend qu'elle seule n'en a pas été instruite! elle se fera de cette ignorance supposée un rempart contre la fin de non-recevoir qui s'élève contre elle! Eh quoi! elle se croyait encore l'épouse de Racapé, tandis qu'il affichait de son côté que, divorcé d'avec elle, il allait sous peu de jours en épouser une autre; et elle gardait un silence coupable! Elle laissait avec indifférence passer dans les bras d'une autre femme celui pour lequel elle n'a cessé, vous dit-elle, de conserver une tendresse inaltérable; et elle a vu, pendant six ans, ces deux époux vivre dans l'union la plus étroite! et ce spectacle odieux pour elle, et qui devait la soulever d'indignation, ne lui a pas même arraché une seule plainte! Non, non; nous ne croirons pas à des contradictions aussi révoltantes, et nous dirons avec l'immortel d'Aguesseau: Ou elle a connu le mariage avant qu'il fût contracté, et son silence est un crime qui la rend indigne de la faveur de la justice; ou elle l'a ignoré, et dans ce cas, c'est une preuve de son indifférence pour la rupture du lien qui l'attachait à son mari. En faudrait-il davantage pour la rendre aujourd'hui non recevable à s'en plaindre?

Les héritiers collatéraux sont-ils recevables à critiquer le mariage de Racapé? On a cité sur cette question beaucoup d'autorités: on a fait valoir respectivement une foule d'arrêts, qui l'ont décidé tantôt en faveur des collatéraux, et le plus souvent contre leurs prétentions. Qu'est-il besoin de recourir à cette jurisprudence toujours incertaine, lorsque les principes immuables doivent fixer notre opinion? — Le mariage n'est plus dans nos mœurs qu'un contrat civil; il doit donc être assujéti dans ses effets aux principes généraux qui régissent les contrats. Or, c'en est une incontestable, que des héritiers n'ont pas plus de droits pour faire annuler un contrat, que celui qui les représente n'en aurait eu lui-même. On ne prétendra pas, sans doute, que Racapé eût été admis après six ans à faire valoir l'omission de quelques formes pour faire anéantir son second mariage. — Si des collatéraux ne tiennent pas de leur qualité d'héritiers le droit d'attaquer le mariage d'un défunt, il faudrait donc que ce droit,

s'il existait, fût attaché à la seule qualité de parent; mais le prétendre serait avancer une absurdité. — Si dans les tribunaux de l'ancien régime, quelques parents collatéraux ont réussi à faire annuler le mariage d'un défunt, c'est qu'ils avaient alors le droit de s'y opposer, et qu'il était naturel de regarder le droit d'attaquer un acte comme une suite nécessaire de celui de s'opposer à son existence. Mais, dans nos lois actuelles, et suivant les dispositions de celle du 20 sept. 1793, les personnes dont le consentement est requis pour les mariages des mineurs, peuvent seules s'y opposer. Peut-on reconnaître, après une loi si positive, quelques droits à des collatéraux pour attaquer le mariage de leurs parents majeurs? Eh quoi! on ferait à la loi même cette injure, de croire qu'elle est absurde et contradictoire dans ses dispositions? On pourrait supposer qu'en privant les collatéraux du droit de s'opposer à un mariage, elle leur a réservé celui de le faire anéantir, lorsque, devenu par ses effets, par sa durée, par la mort de l'un des époux, le lien de plusieurs familles et la base de leurs fortunes, il doit avoir acquis cette inviolabilité sans laquelle il n'y aurait plus rien de sacré parmi les hommes!

Quel scandale, a-t-on dit, qu'un pareil mariage! quel exemple funeste pour les mœurs! Eh quoi! le titre auguste d'épouse légitime deviendra la récompense d'un commerce adultérin, et la fortune d'une famille entière sera le prix de la séduction!.... — Si le divorce de la dame Lafragnais n'était pas encore prononcé; si Racapé, devenu libre, n'eût pas conduit dans le temple de l'hymen celle que l'on ne veut encore regarder que comme sa concubine, ce serait le cas de crier avec les appelants, au scandale, à la violation des mœurs! Mais, lorsque le divorce a été prononcé sans opposition, lorsqu'un nouveau mariage a élevé à la dignité de femme légitime celle que l'on put autrefois qualifier d'un titre moins flatteur, faudra-t-il, pour quelques intérêts pécuniaires, troubler les cendres des morts? faudra-t-il évoquer leurs âmes du séjour des ténèbres, pour les traduire aux pieds des tribunaux, et leur demander compte de leurs faiblesses ou de leurs égarements? — Que fait à la société que la fortune de Racapé reste entre les mains de sa veuve, ou passe dans celles de quelques parents éloignés? Ce qui lui importe uniquement, c'est que les lois ne soient pas des pièges tendus à la bonne foi; c'est de ne pas voir l'état civil des hommes dans une incertitude déconçante. Nous avons adopté le divorce, il faut donc adopter avec lui des principes qui conviennent à cette espèce de législation. La loi qui l'admet donne aux époux divorcés le droit de former de nouveaux engagements. Mais s'il est permis à l'un des époux d'attendre, pour proposer un moyen de nullité contre son divorce, la mort de celui qui l'aura fait prononcer; s'il peut couvrir la vengeance dans son cœur, et la faire éclater tout à coup sur la tête de celui qui l'a remplacé, en le précipitant dans la classe bonteuse des concubins, et ses enfans dans celle des adultérins; ah! sans doute le divorce sera le plus cruel des fléaux, et nous bénirons la loi qui, en reforçant la chaîne éternelle des époux, arrachera du sein de la société ce germe impur de désordres et de calamités.

Est-ce encore dans la législation ancienne que nous devons chercher des motifs de décision sur la question de savoir si l'incapacité résultant du concubinage est effacée par un mariage subséquent? — Ils sont loin de nous ces siècles où les principes religieux étaient la source de nos lois civiles, où les premiers orateurs du barreau ap-

pliquaient l'écriture sainte aux contestations civiles, et citaient comme autorité les maximes de Grégoire, des Ambroise ou des Augustin. Est-il étonnant que dans ces siècles où la religion gouvernait l'Etat, les lois, les principes et les usages prissent la teinte des maximes qu'elle enseignait? Nous sommes bien éloignés de critiquer ces maximes, ou de blâmer ces usages; nous reconnaissons tout le bien qu'ils ont produit; mais nous devons vous les rappeler pour vous faire sentir d'où naît la différence de nos lois anciennes à nos lois modernes.

Bientôt la philosophie et le goût de la bonne littérature firent disparaître cet amalgame des lois religieuses et des lois civiles. On ne cita plus les ouvrages des saints Pères; on les lut moins, et on les oublia tout-à-fait. On sentit alors les besoins d'une législation plus appropriée aux intérêts, aux passions et à la faiblesse des hommes. Aux préceptes rigoureux d'une morale trop sévère, succédèrent les principes d'une philosophie plus douce, plus facile, plus libérale. Lorsque la révolution vint donner l'essor au désir de la liberté, et briser les derniers liens qui tenaient encore l'Etat à demi courbé sous le joug religieux, les premières lois se ressentirent de cette secousse violente qui semblait les avoir désunies pour jamais. On proposa un principe général, et ce principe est encore sacré parmi nous : *La loi permet tout ce qu'elle ne défend pas*; principe d'autant plus nécessaire à la tranquillité des citoyens, qu'avec lui l'homme n'est jamais inquiet ou incertain sur l'étendue de ses droits, ni sur la nature de ses obligations, et que, sans lui, au contraire, il doit toujours craindre d'être victime d'un usage arbitraire ou d'une loi de circonstances. — Ce ne fut aussi qu'après avoir secoué le joug des préceptes religieux, qu'on adopta le divorce comme un remède nécessaire à la faiblesse humaine. Ce fut dans les mêmes principes que l'on admit les enfants naturels à partager les successions de leurs père et mère. Enfin c'est toujours dans les mêmes principes que la loi du 17 niv. an 2, après avoir rendu aux religieux l'exercice de leurs droits civils, régla le sort des héritiers, leur incapacité de recevoir des donations, ce qui pourrait être donné à l'exécuteur testamentaire, en un mot, après avoir fait sur cette partie intéressante de notre droit civil les dispositions les plus étendues, déclara, par l'art. 13, que tous les avantages stipulés entre époux, de quelques actes qu'ils résultassent, obtiendraient tout leur effet, et par une disposition dernière et générale « abolit toutes les lois, coutumes et usages qui pouvaient exister à cette époque « relativement à la transmission des biens par succession ou donation. »

Qui pourrait maintenant douter du droit qu'ont deux époux de s'avantager réciproquement, quelle qu'ait été leur conduite antérieurement à leur mariage? La loi permet au mari de donner à sa femme; il suffit donc qu'elle soit légalement revêtue de ce titre, pour être capable de recevoir.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Adoptant les motifs du commissaire, — A confirmé le jugement du tribunal de Niort.

Du 19 therm. an 10. — Trib. d'appel de Poitiers.

(1) Ce n'est là qu'une décision d'espèce, et non une décision de principe, car la solution dépendait uniquement du point de savoir si, en fait, l'aubergiste avait réellement remis au voiturier qui lui avait été indiqué, les cinq ballots déposés chez lui,

## AUBERGISTE. — RESPONSABILITÉ.

*L'aubergiste n'est pas responsable du détournement ou de la perte des objets qui lui avaient été confiés pour remettre à une personne indiquée, lorsqu'il justifie avoir fait cette remise. (C. civ., 1952 et suiv., anal.) (1)*

(Ricbevin—C. Lancelet.)

Lancelet avait déposé chez l'aubergiste Ricbevin cinq ballots de marchandises, avec charge de les remettre au voiturier Compagnon. — N'en ayant reçu que quatre, Lancelet assigne l'aubergiste et le voiturier en représentation du cinquième, ou en paiement de sa valeur. — Ricbevin soutient qu'il a remis les cinq ballots, et produit à l'appui de cette assertion un registre sur lequel Compagnon lui en a donné décharge. — Celui-ci prétend, au contraire, n'en avoir reçu que quatre et avoir laissé le cinquième dans l'auberge, parce que sa voiture était trop chargée.

Le 27 vent. an 10, jugement qui condamne Ricbevin à payer 1,500 fr. pour la valeur du ballot égaré, sauf son recours contre Compagnon.

Appel par Ricbevin. — Il soutient que son mandat a cessé par la remise des ballots à la personne qui lui avait été indiquée; que si après cette remise, ils ont été détournés ou égarés par le voiturier, il ne saurait être responsable d'un fait qui lui est étranger; que le propriétaire des ballots ne peut imputer qu'à lui seul le choix d'un voiturier négligent ou infidèle.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — En ce qui touche la demande contre Ricbevin; — Attendu que le mandat donné à Ricbevin consistait à remettre à Compagnon les cinq ballots de marchandises; qu'il lui a effectivement fait cette remise en entier, comme il est justifié par le registre de Compagnon, et par la déclaration de ce dernier, sur le procès-verbal de non conciliation; — En ce qui touche la demande contre Compagnon; — Attendu qu'il résulte de son registre qu'il a reçu les cinq ballots, et qu'il convient n'en avoir remis que quatre; d'où il suit que c'est entre ses mains que le cinquième s'est perdu; — Dit qu'il a été bien appelé par Ricbevin; — Émettant, — Décharge ledit Ricbevin des condamnations contre lui prononcées; — Faisant droit au principal; — Condamne Compagnon à payer à Lancelet la somme de 1,500 livres, pour la valeur du cinquième ballot.

Du 19 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., le cit. Prieur (de la Marne).

## PILOTE LAMANEUR. — SEINE (EMBROU-CHURE DE LA).

Du 23 therm. an 10 (Pilotes Lamaneurs de Quillebeuf). — Trib. d'appel de Paris. — F. ce jugement joint à celui des sections réunies du tribunal de cassation à la date du 20 mess. an 11 (1<sup>re</sup> partie).

## NOTAIRE. — COMPÉTENCE. — INCAPACITÉ. — DESTITUTION.

*C'est à l'autorité administrative, et non à l'autorité judiciaire, qu'il appartient de décider si un notaire est incapable d'exercer ses fonctions; notamment au cas où ayant perdu l'usage de sa main droite, il demande à être au-*

*ou s'il n'en avait remis que quatre. Dans le premier cas, il est évident qu'il se trouvait déchargé de toute responsabilité; dans le second, il n'est pas moins évident qu'il devait représenter au payer le cinquième ballot resté entre ses mains.*

torisé à écrire et signer ses actes de la main gauche. (L. 29 sept.-6 oct. 1791.) (1)

(Leblanc.)

Le cit. Leblanc exerçait l'état de notaire depuis plus de trente ans à Ville-en-Tardenois, lorsqu'il fut attaqué d'une paralysie; sa santé s'étant rétablie, il reprit ses fonctions, et paya le cautionnement exigé par la loi. — En l'an 9, il présente requête au tribunal de Reims, dans laquelle, exposant que la paralysie lui a attaqué le bras droit, il demande à être autorisé à écrire et signer de la main gauche. — Sur cette requête, le commissaire du gouvernement fait un réquisitoire, où il conclut à ce que Leblanc soit visité par un homme de l'art, qui constatera l'état de son bras gauche; si Leblanc peut entendre les parties qui viendraient chez lui faire dresser des actes, se faire entendre d'elles; en un mot s'il est capable de remplir les fonctions de notaire; il conclut de plus à ce que Leblanc soit interrogé sur les éléments de la connaissance du notariat. — Le 5 fruct. an 9, jugement conforme aux conclusions.

Le 21 niv. an 10, jugement qui, sur le vu du rapport des médecins et de l'interrogatoire subi par Leblanc, le déclare incapable d'exercer les fonctions de notaire.

Appel de la part de Leblanc. — Le tribunal de Reims, disait-il, a excédé ses pouvoirs; il n'avait pas le droit d'interdire au cit. Leblanc l'exercice de son état. — Les notaires sont des fonctionnaires publics institués par le gouvernement pour rédiger les conventions; la loi du 6 oct. 1791 donne aux administrations départementales le droit de nommer les notaires, de les examiner, de prononcer sur leur capacité ou incapacité. Ce droit appartient aux préfets qui ont remplacé les administrations départementales, et le préfet de la Marne était seul compétent pour suspendre ou maintenir le cit. Leblanc dans ses fonctions.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que les tribunaux ne sont pas chargés de l'examen des notaires, ni de constater leur capacité, mais seulement de recevoir les serments et les signatures des notaires admis; — Déclare les jugemens des 5 fruct. an 9 et 21 niv. an 10, nuls et de nul effet.

Du 23 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris.

#### CONSIGNATION. — LETTRES DE RATIFICATION.

— CRÉANCIERS OPPOSANS.

Les créanciers opposans au vœu des lettres

de ratification, doivent, à peine de nullité, être appelés à la consignation du prix de la vente (2).

(Giard—C. femme Lego.)

Du 25 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — V. le jugement du tribunal de cassation, dans cette affaire, à la date du 12 fruct. an 11.

#### SURSIS. — DÉFENSES. — EXÉCUTION. —

JUGEMENT.

Sous l'empire de la loi du 16 août 1790, si ne pouvait être obtenu sur requête non communiquée des défenses générales contre l'exécution d'un jugement de commerce. (Cod. proc. civ., art. 439, anal.) (3)

(Rocques—C. Gounont et Guillard.)

Le 26 therm. an 6, jugement du tribunal de commerce de Paris, qui accorde à Gounont et Guillard des défenses générales faites à Bernard Rocques, de mettre contre eux à exécution des condamnations prononcées.

Appel par le sieur Rocques qui a soutenu que les défenses sur requête non communiquée, usitées sous l'ancienne jurisprudence, ne l'étaient plus de nos jours; que la loi des 16-24 août 1790 avait aboli cet usage abusif et contraire au principe de droit naturel qui ne permet pas qu'un individu soit condamné sans être entendu; que cette abolition résultait de l'art. 14, titre 2 de cette loi, portant que «En toutes matières les plaidoyers, rapports et jugemens seront publiés, et que tout citoyen aura le droit de défendre sa cause;» qu'il résulte de cette disposition que, si tout procès doit être jugé sur plaidoirie, il est nécessaire que la partie contre laquelle on réclame, soit mise à même de se défendre.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que dans l'état actuel de notre législation, les tribunaux ne peuvent valablement accorder des défenses générales, sans que les parties soient appelées; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 26 therm. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### CONSIGNATION. — DÉPOSITAIRE PUBLIC. — RESPONSABILITÉ.

Les consignataires publics de deniers sont responsables de la perte de ces deniers arrivés par un cas fortuit auquel leur négligence a donné lieu (4).

Cod. civil; le dépositaire n'est tenu que de son dol ou de sa fraude: *Dolus doloque in hac actionem venit* (L. 1, § 17, ff. Depos. eod. tit.), et de sa faute grave, *lata culpa* (L. 1, Cod. eod. tit.). — Ainsi, il n'est responsable ni du cas fortuit, ni de la force majeure, à moins qu'il ne soit en demeure de rendre le dépôt (L. 1, C. Depos.; L. 23, ff. de regul. juris; C. civ. art. 1929); ni de sa faute légère ou de sa négligence: *Culpa autem nominis, id est, desidia ac negligentia, non tenetur. Illoquepercursum est, qui parum diligenter custoditum rem furtivè emisit; quia qui negligenti amico rem custodiendam tradidit, non ei, sed suæ facilitati id imputare debet* (Inst. § 2, quib. mod. re contrah. obli.); à moins toutefois qu'il n'ait apporté au dépôt moins de soin qu'à ses propres affaires: *Nisi tamen ad suum modum curam in deposito præstat, fraude non caret. Nec enim, solum fide, minorem iis, quam sua rebus diligentiam præstabit* (L. 32, ff. Depositi; Cod. civ., art. 1927). — V. sur ce principe, Domat, Lois civ., liv. 1<sup>re</sup>, tit. 7, sect. 3; Pothier, Dépôt, n° 23 et suiv.; Duranton, t. 18, n° 40 et suiv. — Eu s'en tenant à ces principes,

(1) Malgré l'opinion contraire de M. Rolland de Villargues, *Répert. du notariat*, v° *Notaire*, n° 376, nous pensons que cette décision est bien rendue, et devrait encore être suivie aujourd'hui, attendu qu'il ne s'agit pas de destitution dans le sens de l'art. 53 de la loi du 25 vent. an 11, destitution que, d'après cet article, les tribunaux seuls sont autorisés à prononcer, mais bien de cessation de fonctions pour cause d'infirmité créant une incapacité, sans qu'aucun texte de loi ne nous parait avoir encore prévu. C'est du moins dans ce sens que la jurisprudence s'est prononcée pour un cas analogue, celui du défaut de résidence du notaire dans le lieu à lui assigné pour l'exercice de ses fonctions (F. Cass. 24 juin 1829; Turin, 9 janv. 1810; Metz, 21 juill. 1818; Nîmes, 23 déc. 1825). — C'est aussi dans cet esprit qu'a été conçue la loi de 1821, relative à la mise en retraite des magistrats pour infirmités.

(2) V. conf., Cass. 12 fruct. an 11, et la note.

(3) V. conf., Paris, 2 therm. an 10, et nos observations.

(4) D'après les lois romaines, comme d'après le



(Coudraye—C. Coussau de Montreau.)

Le cit. Coudraye, receveur des consignations de Châtillon, et exerçant en même temps les fonctions de commissaire aux saisies réelles, a reçu en ces deux qualités, 12,900 liv. provenant de la vente des biens du cit. Boudet, et des baux judiciaires qui en avaient été faits. — Dans le mois de mars 1793, a éclaté l'insurrection de la Vendée. — Le 16 les insurgés s'emparèrent de Cholet. Aussitôt les autorités constituées de Châtillon, et notamment les receveurs du district et de l'enregistrement, se réfugièrent à Bressuire. — Le cit. Coudraye resta à Châtillon, dont quelque temps après les insurgés s'emparèrent.

En l'an 5 le cit. Coudraye a déclaré devant la municipalité que vers les fêtes de Pâques 1793, il avait enfoui son dépôt avec ce qu'il possédait de plus précieux, et que le tout avait été enlevé depuis le moment où il avait abandonné Châtillon. — Le cit. Coussau de Montreau, héritier de Boudet, partie saisie, et le cit. Moindron, créancier principal de Boudet, ont réclamé le dépôt contre le cit. Coudraye.

Jugement du tribunal de Bressuire, qui l'a condamné à rendre compte, sinon à payer les 12,900 livres.

Appel de la part du cit. Coudraye. — On disait pour lui, que la partie du dépôt était l'effet d'une force majeure, qu'il avait pris pour ce dépôt les mêmes précautions que pour ce qu'il possédait de plus précieux; qu'il était constant que le pays avait été en état de guerre; que la maison du cit. Coudraye avait été incendiée; d'où résultait la présomption légale que le dépôt avait été enlevé, comme l'avaient été tous les autres qui avaient été faits à la même époque; qu'on ne pouvait pas se prévaloir contre lui de ce qu'il ne s'était pas réfugié à Bressuire, et avait même occupé une place parmi les insurgés; que l'amnistie qui avait eu lieu ne permettait pas de lui opposer un pareil moyen. Subsidièrement il a offert de prouver qu'il avait enfoui le dépôt, et qu'il avait été enlevé par force majeure.

Le défenseur de Coussau et Moindron a soutenu que le cit. Coudraye étant dépositaire judiciaire, était soumis à apporter le plus grand soin à la garde du dépôt; qu'il avait pu le sauver; qu'il l'avait tellement pu, que les autres dépositaires publics l'avaient fait; que l'amnistie était totalement étrangère à la question; et qu'on ne pouvait méconnaître la preuve des faits articulés par le cit. Coudraye, lorsque ces faits étant prouvés ne pourraient l'affranchir de la remise du dépôt.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'appelant étant non-seulement dépositaire, mais encore fonctionnaire public salarié pour avoir des dépôts judiciaires, il était doublement tenu d'apporter à la garde des dépôts qui lui étaient confiés tous les soins et la diligence que la nature des choses et la prudence humaine pouvaient exiger; — Considérant qu'aux termes de la loi 32, au ff., de positi vel contrâ, le dépositaire n'est pas exempt du dol, lorsque pour la conservation du

il n'y aurait eu, dans l'espèce, aucune responsabilité encourue par le dépositaire, car, d'une part, le dépôt avait péri par force majeure, et d'autre part, n'il y avait quelque négligence à reprocher au dépositaire, il avait apporté, ou du moins il le prétendait, à la conservation du dépôt le même soin qu'à celle de ses effets les plus précieux. — Mais on a de tous temps distingué entre le dépôt gratuit et le dépôt salarié; et dans ce dernier cas, la responsabilité du dépositaire a toujours été beaucoup plus rigoureuse, car il n'est plus seulement obligé d'apporter à la garde du dépôt

dépôt, il n'apporte pas une diligence exacte et les soins qui sont naturellement en son pouvoir; — Considérant que, quoiqu'à la guerre vulgairement appelée guerroyante, ait éclaté à Châtillon dans le mois de mars 1793, au point que ladite ville de Châtillon, notamment la maison de l'appelant, ait été incendiée, néanmoins ce lieu n'est pas tombé sur Châtillon tellement à l'improviste que ledit appelant n'ait pu en le temps de pourvoir à la sûreté de sa caisse, puisqu'il est constant que depuis le 12 de mars, temps de l'apparition des insurgés dans la contrée, jusqu'au jour où la ville de Châtillon fut occupée par les insurgés, il s'est écoulé un temps plus que suffisant pour que les autorités constituées de cette commune l'aient effectivement évacuée, notamment ceux qui étaient chargés des caisses du receveur général, du district et de l'enregistrement, qui transportèrent ces caisses à Bressuire; — Considérant que ce qui a été possible à ces fonctionnaires publics l'a été à l'appelant, et qu'ainsi celui-ci n'a point apporté à la conservation des dépôts dont il était chargé la diligence et les précautions qui s'offraient naturellement, conséquemment qu'il est évidemment en une faute qui l'incolpe de dol aux termes de la loi; — Par ces motifs; — Confirme, etc.

Du 26 therm. an 10.—Trib. d'appel de Poitiers.

#### COMMUNAUTÉ.—CONTINUATION.—ACQUÊTS. COUTUME DE POITOU.

*Sous la coutume de Poitou, les acquêts faits par les enfans ou en leur nom, pendant le cours de la continuation de communauté, n'en faisaient point partie. (Coutume de Poitou, art. 233 et 235.) (1)*

(David — C. David.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que partant la continuation de communauté est établie en haine des survivans et en faveur des enfans; que si le survivant partageait dans les fruits de l'industrie de tous ses enfans, il y aurait perte pour eux, avantage pour lui seul; que les dettes des enfans n'étant pas à la charge de la continuation de communauté, il y aurait injustice d'y faire entrer le prix de leurs travaux; que même dans la coutume où la continuation de communauté est le résultat du mélange des biens, ce mélange ne s'entend jamais que des meubles existant au temps du décès; que l'art. 233, cout. de Poitou, qui comprend sous le nom d'acquêts tous les fruits de l'industrie, n'a trait qu'aux sociétés paisibles, dont les principes ne sont pas les mêmes que ceux de la continuation de communauté; qu'ainsi, l'art. 235 ne peut être seulement entendu que des soins qu'on donne à la chose commune, de l'industrie qui tend à la faire valoir, la conserver, l'augmenter, et qui sont le prix de la nourriture, de l'entretien et de la part dans les bénéfices, et qu'il est impossible d'étendre cet article aux acquêts des enfans, sans heurter de front les principes sur la nature, l'objet et les effets des continuations de communauté; — Dit qu'il a été bien jugé.

la même vigilance qu'à ses propres affaires, mais une diligence exempte de tout reproche (L. 5, § 2, ff. Commodati, et L. 1<sup>re</sup>, § 8, Depositi; Cod. civ., 1928. — Aussi le jugement que nous recueillons est-il basé sur cette circonstance que le dépositaire était fonctionnaire public salarié pour recevoir les dépôts judiciaires.

(1) V. conf., Bourges, 11 mai 1812; Pothier, de la Communauté, n° 829. — La continuation de communauté est abolie par les art. 1441 et 1442 du Cod. civil.

Du 28 therm. an 10. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Sallé. — Pl., les cit. Devaux et Daussigny.

# SOCIÉTÉ UNIVERSELLE. — PREUVE.

Avant le Code civil, la société universelle pouvait être contractée tacitement, sans contrat par écrit (1).

(Gabriell — C. Wienendaale.)

Du 30 therm. an 10. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Maifroid, subst. — Pl., les cit. Zeeb, Barthélemy, Deyspe, Andoor, de Burck et Van Toers.

# DONATION DÉGUISÉE. — NULLITÉ.

Sous l'empire des lois qui prohibaient les avantages en ligne directe, les donations faites par un père à l'un de ses enfants étaient nulles, sous quelque forme qu'elles eussent été déguisées. (L. 7 mars 1793 et 17 niv. an 2.) (2)

(Delavigne. — C. Delavigne.)

En 1793, vente par Delavigne à son fils aîné d'une auberge et des meubles qui la garnissaient. — Par des actes postérieurs, Delavigne se reconnaît débiteur envers son fils de différentes sommes, et renonce à l'usufruit auquel il avait droit jusqu'à son décès sur la part revenant à Delavigne fils, dans différents biens dépendant de la succession de sa mère. — Après le décès de Delavigne père, ses autres enfants demandèrent la nullité de ces actes comme contenant des donations déguisées.

28 therm. an 8, jugement du tribunal civil de l'Eure, qui déclare les actes valables. — Appel par les enfants Delavigne.

# JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que les actes dont s'agit sont postérieurs à la loi du 7 mars 1793, et qu'il faut supposer que les parties y eussent appelé les autres enfants cohéritiers, si les résultats n'en avaient été jugés contraires au vœu de l'équité et de la justice; que rien ne justifie que l'intime ait versé entre les mains de son père le montant de la dot de son épouse, ni aucune somme provenant de la succession du père de cette dernière, d'où l'on pût introduire que ces sommes aient pu devenir le prix des cessions ou ventes qui lui ont été consenties par les actes dont est question; que si l'on examine la conduite du père depuis cette époque, on reste convaincu qu'il n'a agi qu'en haine de la loi sur l'égalité des partages et pour avantager son fils, devenu l'objet de sa prédilection, au préjudice de ses autres enfants; — Attendu qu'il est juste d'accorder au fils une indemnité proportionnée aux travaux qu'il a conférés dans la maison de son père, conformément à la loi du 18 pluv. an 5...; mais qu'il est juste, dans l'estimation qui en sera faite, de faire entrer en compensation la cession anticipée de la moitié des conquêtes dont le père avait l'usufruit jusqu'à son décès, d'après l'art. 331 de la coutume; — Faisant droit sur l'appel; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; —

F (1) L'art. 1831, Cod. civ., en reproduisant pour le contrat de société la règle prohibitive de la preuve testimoniale au-dessus de 150 fr., a eu précisément pour but de proscrire pour l'avenir les sociétés tacites qui se formaient par le fait de l'habitation commune, et dont les membres étaient désignés sous le nom de copartageants. V. Duvergier, de la Société, n° 66.

(2) Il en est autrement des donations déguisées faites à des personnes capables de recevoir, V. Cass. 6 pluv. an 11, et la note.

Emendant; — Annule les actes... — Ordonne que lesdits objets entreront en partage, et — Accorde une indemnité à dire d'experts, etc.

Du 7 fruct. an 10. — Trib. d'appel de Roden.

# PRESCRIPTION. — CITATION EN CONCILIATION. — INTERRUPTION.

La citation en conciliation donnée sous l'empire de la loi des 16-24 août 1790, n'a pu être considérée comme interruptive de prescription, si depuis le jour où elle a été donnée jusqu'à celui où elle a été suivie d'ajournement, il s'est écoulé un délai suffisant pour la prescription de l'action (3).

(Hocquart — C. v<sup>e</sup> Perrinet.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la citation au bureau de paix ne peut prolonger les délais pour donner l'ajournement au delà de celui que donne la loi pour former l'action; — Attendu que l'action en rescision n'est pas recevable après l'expiration de l'année qui a suivi la publication de la loi du 19 flor. an 6, ainsi que porte l'art. 7 de cette loi, et que, dans l'espèce, depuis le 18 germ. an 7, jour de la citation, jusqu'au 4 vent. an 9, jour de la demande en rescision, il s'est écoulé près de deux ans. — Dit qu'il a été mal jugé...; au principal; — Déclare la veuve Perrinet non recevable dans sa demande.

Du 8 fruct. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Lefèvre-Corbiolière. — Pl., les cit. Moreau et Berryer.

# ARBITRAGE. — EXCÈS DE POUVOIR. — COMPÉTENCE.

Les arbitres ne peuvent statuer sur le vœu d'excès de pouvoir reproché à leur décision. C'est devant les tribunaux ordinaires et par voie d'action principale qu'on doit se pourvoir pour faire déclarer l'excès de pouvoir (4).

(Vieugels — C. Muyltinks.)

Pour terminer à l'amiable leurs différends au sujet de la succession de Jean-Baptiste Vieugels, ses héritiers et ceux de sa veuve, Claire Muyltinks, convinrent d'en remettre la décision à l'arbitrage de quatre juriconsults d'Anvers; ils passèrent à cet effet, le 1<sup>er</sup> therm. an 7, un compromis sous seing privé, par lequel, après avoir exposé en quoi consistaient les prétentions de part et d'autre, ils promettent de s'en tenir aux décisions desdits arbitres, et de s'y conformer, comme si elles avaient été données par les tribunaux ordinaires, renonçant, à cet effet, à tout droit d'appel. — Le 4 vend. an 8, première décision des arbitres; ils y fixent les principes d'après lesquels l'inventaire de la succession Vieugels sera confectionné, ainsi que le délai dans lequel on le leur soumettra. — Les héritiers de Claire-Marie Muyltinks ne satisfirent pas aux injonctions que ce jugement interlocutoire leur imposait; de là, commandement à leur charge, de la part des héritiers Vieugels, après qu'ils eurent fait déclarer ledit jugement exécutoire. — Le 9

(3) V. sur cette question et dans le sens de la décision ci-dessus, le jugement de cassation du 22 mess. an 11, ainsi que les observations qui l'accompagnent.

(4) V. conf. le jugement rendu par le tribunal de cassation, le 12 prair. an 10, dans une espèce où le tribunal de première instance et celui d'appel avaient décidé que c'était par voie d'appel, et non par action principale en première instance, que la sentence arbitrale devait être attaquée pour excès de pouvoir. V. aussi la note sur ce jugement.

frim. an 10, les arbitres rendirent une nouvelle décision, par laquelle, après avoir énoncé qu'il leur constait que du chef de différentes rentes, maisons et biens remboursés et vendus, il était dû aux héritiers Vieugels une somme de 19,073 florins, argent de change, faisant en monnaie décimale celle de 40,372 fr., ils condamnèrent les héritiers Muytinks à la leur payer sans délai, et ce, sans préjudice à tous droits ultérieurs des parties à faire valoir comme elles trouveront convenir, dépens réservés.—Il est à observer que les héritiers Muytinks rendaient compte de la succession.—Ce second jugement arbitral fut encore rendu exécutoire, et le 29 niv. an 10, les héritiers Vieugels firent faire à leurs adversaires un commandement, qui fut suivi d'un second, le 12 pluv. suivant, tendant tous deux à ce que ces derniers eussent à payer sans délai la somme précitée; et le second, n'accordant qu'un délai de vingt-quatre heures.—Opposition au commandement de la part de Van Gameren et de Broeta, deux des héritiers Muytinks, et sur ce, après avoir tenté conciliation, instance devant le tribunal d'Anvers, où ils conduisent à la nullité desdits commandements, sur ce que les arbitres ont excédé leurs pouvoirs.—Le 20 flor. an 10, jugement de ce tribunal, qui se déclare incompétent pour prononcer sur l'opposition, et renvoie les parties par-devant les mêmes arbitres qui ont rendu la décision du 9 frim.

Appel de la part de Van Gameren et Broeta.—Ils observent que les arbitres ont excédé les bornes du compromis, qu'ils n'avaient que le pouvoir de faire renseigner; et qu'ils ont ordonné de payer; qu'en conséquence, leur prétendu jugement arbitral était nul, ainsi que les commandements qui l'ont suivi;—qu'en cet état de choses ils avaient dû s'adresser aux tribunaux ordinaires, pour y former leur demande en nullité.—Les héritiers Vieugels, pour soutenir le bien jugé du jugement dont est appel, ont dit qu'il est de principe que le juge de la disposition l'est aussi de l'opposition; que les parties avaient promis d'ailleurs de faire juger tous les différends quelconques relatifs à la succession Vieugels, par les mêmes arbitres, sans appel; que par suite le premier juge avait dû se déclarer incompétent comme il l'avait fait.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que la question proposée devant le juge de première instance, qui tendait à faire décider si les arbitres avaient excédé leurs pouvoirs dans la décision arbitrale, ne pouvait être portée devant les mêmes arbitres qui étaient taxés d'avoir commis cet abus, et qu'ainsi le premier juge ne pouvait refuser de faire droit sur cette question;—Dit mal jugé.

Du 8 fruct. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles.—2<sup>e</sup> sect.

## VENTE A FONDS PERDU.—PERSONNE INTERPOSÉE.—ASCENDANS.

Les ventes à fonds perdus faites aux ascendans des successibles, ne sont pas prohibées par suite de la prohibition de telles ventes envers les successibles.—En d'autres termes, les ascendans ne sont pas (relativement à leurs descendans successibles) personnes interposées, dans le sens de l'art. 26 de la loi du 17 niv. an 2 (1).

(1) V. conf., Cass. 21 vent. an 9, 6 prair. an 10, et les notes.

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 18 décemb. 1810; Nîmes, 14 avril 1812.

(La veuve Thomas—C. les hérit. Darnay.)  
Du 10 fruct. an 10.—Trib. d'appel de Paris.

## BIENS ECCLÉSIASTIQUES.—ACTION EN RESCISION.—FIN DE NON-RECEVOIR.

Le décret des 2-4 nov. 1789, en mettant les biens ecclésiastiques à la disposition de la nation, lui a, par cela même, transféré tous les droits attachés à ces biens, notamment les actions rescindantes et rescisoires.

Spécialement, la nation a pu demander contre les détenteurs, la nullité des actes d'aliénation consentis par les communautés religieuses, sans l'accomplissement des formalités exigées par la loi pour la vente des biens de gens de main-morte, et l'on n'a pu tirer contre elle une fin de non-recevoir de l'exécution donnée à ces actes par les agens nationaux, soit par négligence, soit par ignorance du vice des titres, soit par connivence avec les acquéreurs.

(Domaine national—C. Monville.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la république ayant succédé aux ci-devant gens de main-morte à titre universel, en vertu du décret du 2 nov. 1789, qui a mis leurs biens à la disposition de la nation, peut, par conséquent, exercer tous leurs droits actifs, de quelque nature qu'ils soient, de même qu'elle s'était soumise à acquitter toutes les charges; que les décrets postérieurs qui annullent les aliénations qu'auraient pu faire les gens de main-morte, au préjudice des susdits décrets de main-mise nationale, ne valent point les aliénations antérieures qui se trouvaient contraires aux lois existantes; que l'abandon fait sous seing privé, le 25 août 1771, par quatre religieux, sous couleur d'un débiteur de possession et de titres, qui n'est ni justifié ni vraisemblable, présente une aliénation de biens ecclésiastiques, consentie sans nécessité, sans excuse, sans autorisation et sans ombre de formalités; qu'il n'y a aucune fin de non recevoir à tirer contre la république des démarches faites, dans l'ignorance des titres, par ses agens, qui, d'ailleurs, n'auraient pas pu, par négligence ou connivence, compromettre ses droits;—Dit qu'il a été mal jugé;—Sans s'arrêter à l'écrit du 25 août 1771, qualifié de transaction par les héritiers Monville, que le tribunal déclare nul;—Condamne les héritiers à se désister, au profit de la république, des héritages abandonnés par ledit acte.

Du 10 fruct. an 10.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., les cit. Larieu et Moreau.

1<sup>re</sup> CONTRE-LETRE.—TIERS.—COMMAND.2<sup>o</sup> COMMAND.—GARANTIE.

1<sup>o</sup> Une contre-lettre portant qu'une déclaration de command est simulée, ne peut être opposée par les créanciers inscrits, à l'acquéreur qui a déclaré command, pour le faire condamner comme propriétaire de l'immeuble à l'exécution des obligations hypothécaires. (C. civ., 1321, anal.) (2).

2<sup>o</sup> L'acquéreur qui use de la faculté de déclarer command, reste, vis-à-vis du vendeur ou de ses ayans cause, soumis à l'exécution des obligations résultant du contrat, comme garant de celui au profit duquel il a fait la déclaration de command. (Solut. Implic.) (3)

(3) Cette solution, sur une question que le tribunal n'avait pas à examiner, nous paraît s'être glissée à l'improviste et sans examen, dans le dernier considérant du jugement que nous recueillons, qui, du reste,

(Femme Berger—C. Coulon.)

Le cit. Coulon avait passé déclaration de command au profit de Divet, son domestique, sur une adjudication d'immeubles prononcée à son profit. Divet fit transcrire le contrat en son nom, mais il reconnut par une contre-lettre que la déclaration de command était simulée.—La cit. Berger, précédente vendeuse des immeubles, et qui s'en était réservée l'usufruit, ayant eu connaissance de cette contre-lettre, forma contre Coulon une demande tendant à le faire déclarer seul propriétaire des immeubles, et à se faire autoriser à diriger contre lui toutes actions relatives aux réparations non usufructières, et aux autres charges qui pèsent sur le nu-propriétaire.

Jugement qui admet ces conclusions.

Appel de Coulon.—Il soutient que la cit. Berger est sans droit pour intenter cette action contre lui, car les contre-lettres n'ont d'effet qu'entre les parties qui les ont signées, et par conséquent Divet seul doit être considéré comme propriétaire.—Il soutient de plus qu'elle est sans intérêt, car elle a toujours son droit d'usufruit qui s'exerce de même sur l'immeuble, quel que soit le nu-propriétaire, et quant aux actions en réparations et autres qu'elle peut avoir à former contre Divet, la loi lui réserve un recours en garantie contre Coulon.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Attendu qu'eux yeux de la

na la consacre qu'implicitement. V. en sens contraire, Cass. 27 janv. 1808, et la note.

(1) Cette décision est des plus graves; elle tombe à une des théories les plus difficiles du droit, celle de l'influence du criminel sur le civil en matière de chose jugée.—Il y a cela de remarquable dans cette solution, qu'elle avait d'abord été vivement critiquée par M. Merlin, le partisan le plus déclaré de l'influence du criminel sur le civil (V. Quest., 3<sup>e</sup> édit., v<sup>o</sup> Faux, § 6, n<sup>o</sup> 7). « Sans contredit, disait cet auteur, répondant aux arguments contraires du procureur général Mourre, dans ses conclusions sur l'affaire Regnier (V. Cass. 19 mars 1817), sans contredit, un jugement criminel, soit qu'il acquitte, soit qu'il condamne, est un monument sur lequel s'imprime une vérité publique. Mais entre qui? Entre la société et l'accusé? Oui. Entre la société et tout autre individu? Non. Les jugemens criminels ne sont pas seuls ce rapport plus privilégiés que les jugemens civils: ils ne font loi qu'à ceux entre lesquels ils ont été rendus... »—Plus tard, M. Merlin, dans ses *Additions aux Questions de droit*, v<sup>o</sup> Faux, § 6, a changé d'opinion, et nous avouons que nous sommes peu frappés des motifs qui l'ont déterminé. Ils reposent sur deux considérations principales: 1<sup>o</sup> Qu'aux termes de l'article 3 du Code d'inst. crim., l'action publique est préjudicielle à l'action civile; 2<sup>o</sup> Qu'en vertu de l'art. 463 du même Code, le tribunal criminel qui a déclaré faux un acte authentique, doit en ordonner la radiation.

—Mais qui ne voit qu'autre chose est dire, avec l'art. 3 du Code d'inst. crim., que l'action publique devra suspendre le cours de l'action civile, afin d'éviter contre le prévenu ou l'accusé toute espèce de préjudice moral ou d'opinion, autre chose est soutenir que le résultat de l'action publique devra légalement et nécessairement préjuger celui de l'action civile?—Quant au motif tiré de la radiation ou rectification de la pièce déclarée fautive, il ne nous paraît pas plus solide, en ce que ce n'est là qu'une disposition de précaution, d'ordre public, qui ne touche en rien au fond de la question, puisqu'elle ne s'applique qu'aux actes authentiques et uniquement dans le but qu'ils ne puissent pas, à l'avenir, tromper la foi publique.—Pour échapper aux conséquences rigoureuses, mais logiques du principe qui n'admet l'exception de la chose jugée que contre ceux qui ont été portés au

loi, celui-là seul est propriétaire en faveur de qui a été faite la transcription;—Attendu que, dans le fait, c'est Divet et non pas Coulon, qui est dénommé par la transcription du jugement d'adjudication;—Attendu, enfin, que la cit. Berger est sans intérêt, puisqu'elle a dans l'immeuble un gage qui ne peut lui échapper, et que pour les demandes qu'elle peut être dans le cas de former contre Divet, la loi lui réserve son recours en garantie contre Coulon;—Infirme, etc.

Du 10 fruct. an 10.—Trib. d'appel de Paris.

# 1<sup>o</sup> CHOSE JUGÉE.—ACTION CIVILE.—ACTION CRIMINELLE.

## 2<sup>o</sup> TIÈRE OPPOSITION.—JUGEMENT.—TRIBUNAL CRIMINEL.

1<sup>o</sup> Lorsqu'un tribunal criminel a déclaré une pièce fautive, cette déclaration lie les tribunaux civils; en conséquence, nul ne peut être admis à soutenir devant eux la vérité de cette même pièce (1).

2<sup>o</sup> Les jugemens des tribunaux criminels ne peuvent, même incidemment, être attaqués par voie de tierce opposition devant un tribunal civil.

(Chevriert et autres — C. le Préfet de la Seine.)

Gabriel-Olivier-Benoît Dumas décédé à Paris, le 9 mai 1777; à sa mort se présentent plusieurs

jugement, et en la même qualité, on a recours à une fiction: on dit que dans un procès criminel, la société tout entière est représentée par le ministère public; qu'ainsi chaque particulier y est en cause; que le jugement qui est rendu est donc censé rendu avec lui, et que par suite il ne peut ensuite l'attaquer ou en repudier l'autorité.... C'est là, à notre avis, pousser bien loin les conséquences d'une fiction qui, peut-être elle-même, est très contestable quant à la qualité dans laquelle elle suppose que chaque individu est représenté dans l'action criminelle intentée par le ministère public.... La dernière opinion de M. Merlin a été partagée par M. Mangin, dans son *Traité de l'action publique*, t. 2, n<sup>o</sup> 436; mais elle a été combattue avec une grande énergie par M. Toullier, qui va jusqu'à soutenir (ce au quoi nous ne saurions jusqu'à adhérer à son opinion) que le condamné lui-même pourrait, devant les tribunaux civils, et dans un intérêt purement privé, venir soutenir la non-existence du crime dont il a été déclaré coupable par les tribunaux criminels... « C'est une épouvantable théorie, dit M. Mourre, dans ses conclusions citées plus haut dans l'affaire Regnier, que de faire rejeter au civil une question déjà jugée au criminel. »—Mais, répond M. Toullier (l. 8, n<sup>o</sup> 37), n'est-ce point une théorie tout fois plus épouvantable, que d'empêcher un innocent condamné de se faire défendre devant le tribunal civil où il est traduit, de lui ôter le moyen de démontrer son innocence par des moyens qu'il a pu ne connaître que depuis son injuste condamnation, et d'en préparer ainsi la révision en prouvant que les témoins ont porté un faux témoignage, que c'est une autre personne qui a commis le délit, etc.?...—C'est là, ce nous semble, sortie de la thèse et dépasser le but: il est impossible d'admettre, selon nous, que celui qui a subi une condamnation devant un tribunal criminel, qui a par conséquent été mis à même de s'y défendre, puisse aller demander ensuite à un tribunal civil de proclamer son innocence sous prétexte de preuves nouvellement découvertes, de moyens nouveaux qu'il aurait à faire valoir; il doit être réponsé par l'exception de la chose jugée, comme le serait celui qui aurait été déjà condamné par un tribunal civil. Mais, à notre avis, il en est tout autrement d'un tiers qui n'a pas été partie au procès jugé au criminel.

familles pour recueillir sa succession. — 21 avr. 1780, arrêt du parlement, qui déclare que ceux qui se prétendent parens ne prouvent point leur parenté, et adjuge la succession à titre de désbérence, tant au roi qu'aux seigneurs hauts-justiciers, chacun dans sa justice. — Plus tard cependant, d'autres réclamaient se présentèrent et formèrent tierce opposition à l'arrêt de 1780. Parmi ces opposans se trouvait Benoît de Monthuel, qui fondait sa généalogie, et par conséquent ses droits, sur un acte de célébration de mariage, fait à Orléans en 1703; mais cet acte fut argué de faux, et un arrêt du 19 mars 1784, confirmatif d'une sentence du Châtelet de Paris, déclara l'acte faux, et condamna aux galères perpétuelles un nommé Pétilion, comme fabricant de la pièce. — Après beaucoup de procédures, l'instance fut portée devant le tribunal d'appel, siégeant à Paris; le préfet du département de la Seine y représentait la nation, tant comme étant aux droits du roi, que de divers prétendans émigrés; d'autres se présentèrent comme héritiers; d'autres enfin comme représentant les seigneurs hauts-justiciers, à qui les biens avaient été accordés par droit de désbérence.

Parmi ceux qui se prétendaient héritiers, se trouvait Balthazar Chevrier; mais comme il ne fondait son droit que sur l'acte de célébration de mariage d'Orléans, en 1703, et qu'on lui opposait l'arrêt du parlement qui l'avait déclaré faux, il y forma tierce opposition. Etant déceuté pendant l'instance, Anthelmotte Chevrier, veuve Rougris, sa fille, l'a reprise, et ce fut en son nom qu'on vint soutenir que la tierce opposition était fondée, et qu'on pouvait, par cette voie, attaquer au civil un arrêt rendu par un tribunal criminel, et faire juger la question de nouveau. — Invoquant le principe que l'on peut attaquer par la voie de la tierce opposition, tout jugement qui porte préjudice, lorsqu'on n'y a point été partie, non plus que celui qu'on représente, la veuve Rougris a d'abord établi qu'elle n'avait nul rapport avec ceux avec qui avait été rendu l'arrêt de 1784: elle en a conclu qu'elle était bien fondée à y former tierce opposition. Prévoyant l'objection qu'elle ne pouvait attaquer au civil un arrêt rendu au criminel, elle a répondu que tout devait être égal entre les parties; que s'il était permis à l'une de s'appuyer sur un arrêt rendu au criminel, il devait être également permis à celui à qui on l'opposait de chercher à le détruire; or il n'existe pas d'autre moyen de faire réformer un jugement ou un arrêt qui a acquis l'autorité de la chose jugée, que la voie de la tierce opposition: la veuve Rougris était donc recevable à l'employer contre l'arrêt dont on voulait se servir contre elle.

Le commissaire du gouvernement a examiné le système de la veuve Rougris, et il l'a fortement combattu: « Un jugement rendu au criminel, a-t-il dit, n'est pas un acte qui appartient à quelques particuliers, c'est un monument élevé au milieu de la société, et sur lequel s'imprime une vérité publique. Quand le ministère public accuse, c'est le corps social, ce sont tous les individus qui le composent, qui crient à la fois, qui se plaignent, qui demandent et qui accusent. » De là, le commissaire du gouvernement a tiré cette conséquence, que Balthazar Chevrier avait été lui-même partie plaignante, et par conséquent partie au procès. Il a terminé, en observant que quand on voulait faire anéantir un jugement rendu au criminel, c'était au tribunal qui l'avait rendu qu'il fallait s'adresser par voie de rescision, mais que jamais on ne pouvait s'adresser au tribunal civil.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, à l'égard d'Anthelmotte Chevrier, qu'on a lieu de s'étonner qu'après une décision aussi éclatante, qui a proscrit l'acte comme faux entre les mains de Jean-Benoît de Monthuel, une autre personne ose s'en servir et le remettre sous les yeux de la justice; — Considérant que ladite Anthelmotte Chevrier s'est rendue tierce opposante à l'arrêt de 1784, comme si un arrêt rendu par un tribunal criminel, après une instruction au grand criminel, pouvait être attaqué par la voie civile devant des juges purement civils; — En droit, tout lien doit se dissoudre de la même manière qu'il s'est formé, et il faut, pour le moins, autant de pouvoir et les mêmes solennités pour détruire un jugement que pour le rendre; — Déclare Anthelmotte Chevrier, veuve Rougris, héritière de Balthazar Chevrier, non recevable dans la tierce opposition formée par ledit Balthazar Chevrier à l'arrêt rendu en la Tourneelle du ci-devant parlement, le 19 mars 1784; — Et statuant sur la tierce opposition formée, tant par ladite Anthelmotte Chevrier, veuve Rougris, ou Balthazar Chevrier son père, que par les autres soi-disant héritiers de Gabriel-Olivier Benoît, à l'arrêt du 21 avr. 1780. — Déboute ladite Anthelmotte Chevrier, veuve Rougris, et lesdits... tous chacun à leur égard, de leurs tierces oppositions, interventions et demandes.

Du 13 fruct. an 10. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., le cit. Agier. — Concl., le cit. Mourre, comm. — Pl., le cit. Jouveau.

## DÉMISSION DE BIENS.—CAPACITÉ.—RELIGIEUX.

*La démission de biens n'est valable qu'autant qu'elle est faite en faveur de tous les héritiers présomptifs qui pourront avoir droit à la succession du démissionnaire à son décès. — En conséquence, si l'un des héritiers présomptifs s'est trouvé incapable de recueillir au moment de la démission de biens, et qu'il ait plus tard recouvré sa capacité avant le décès du démissionnaire, il a le droit de réclamer sa part des biens (1).*

(Marotte—C. Marotte.)

Le 22 fév. 1790, le cit. Marotte se démit de tous ses biens en faveur de ses enfans, mais il n'appela pas au partage Claudine Marotte sa fille qui avait embrassé la profession religieuse en 1783, et qui par suite se trouvait morte civilement. — Marotte décéda en l'an 5. — Claudine, rendue à la vie civile par les lois qui abolissaient les vœux monastiques, forma contre ses frères et sœurs, une demande en partage égal de la succession paternelle.

Jugement de première instance qui accueille ces conclusions.

Appel par les autres enfans Marotte, qui soutiennent qu'au moyen de la démission la succession du père commun devait être considérée comme ouverte avant la loi du 17 niv.; qu'ainsi l'acte du 22 fév. 1790, avait tous les caractères de l'irrévocabilité.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'une démission de biens est une succession anticipée, qu'elle doit être faite à tous les héritiers présomptifs; que non-seulement elle est révocable à volonté, mais qu'elle devient même nulle, quand il survient un nouvel enfant; que Sébas-

(1) F. conf. le jugement du tribunal de cassation rendu dans la même affaire, le 6 mess. an 11, et la note.

lien Marotte n'étant décédé qu'au mois de niv. an 5, longtemps après que sa fille Claudine, rendue à la vie civile, eût pris place au sein de sa famille, la démission de biens manquait de la condition la plus essentielle, puisqu'elle ne se trouvait pas faite à tous les héritiers présomptifs; d'où il suivait qu'elle était nulle, et que le père était resté saisi de tous ses biens, etc., — Confirme.

Du 13 fruct. an 10.—Trib. d'appel de Bourges.

#### VENTE.—CHOSE D'AUTRUI.—RATIFICATION.

*Sous l'empire des lois romaines, la vente permise du bien d'autrui ne dépouillait pas le véritable maître de la propriété, tant qu'il n'avait point ratifié la vente.*

*La chose vendue, venant à périr avant cette ratification de la vente, périsait pour le compte de celui qui, malgré la vente, était resté propriétaire.*

*Il en était ainsi, même au cas où, postérieurement à la perte de la chose, le propriétaire aurait ratifié l'acte de vente (1).*

(Poupet—C. la Saudraye.)

Le sieur de la Saudraye était propriétaire d'un huitième dans une habitation au cap Français, indivise entre lui et son frère Lohier aîné. Celui-ci avait donné procuration au sieur Dupont de Gault pour la vendre, ainsi que différents autres biens.—Le sieur Dupont de Gault fit cette vente, le 3 juin 1789, au sieur Poupet, négociant au cap. Il y joignit la portion appartenant au sieur de la Saudraye, dont il n'avait pas de pouvoirs et pour lequel il se porta fort. — Le prix de vente fut fourni en lettres de change, lesquelles ne devaient être acceptées, ou payées qu'après remise au tiré d'un sous seing privé portant ratification de la vente.

Lohier aîné ratifia, et toucha la portion du prix lui revenant. — La Saudraye ne ratifia pas : le prix ne lui fut pas dès lors payé.—L'habitation faisant l'objet principal de la vente, vint bientôt à être détruite par suite de l'insurrection de Saint-Domingue. — La Saudraye mourut, après avoir institué sa veuve pour légataire universelle.

En cet état de choses, la dame la Saudraye a fait assigner le sieur Poupet en paiement du prix de la vente de 1789, déclarant la ratifier en tant que de besoin. — Le défendeur a repoussé la demande, en soutenant que l'immeuble avait péri pour le compte de la Saudraye; jusqu'au moment de la destruction de cet immeuble, la vente n'avait pas encore été ratifiée, et que dès lors la Saudraye était resté propriétaire.

Jugement du tribunal de la Rochelle qui néanmoins, accueille la demande de la dame de la Saudraye.

Appel par le sieur Poupet. — Dans son intérêt on a dit : on peut, sans doute, d'après les principes du droit romain, qui régissent la cause, vendre la chose d'autrui, parce qu'on peut s'obliger à la faire livrer, et qu'à défaut, on est tenu des dommages et intérêts de l'acheteur; mais une telle vente ne dépouille pas le propriétaire,

s'il ne la consent ou ratifie pas (Pothier, de la Vente, n° 7). L'arbitre ne devient donc pas propriétaire; la perte de la chose, avant que le propriétaire ait consenti ou ratifié, ne le regarde donc pas. — Il ne faut pas être jurisconsulte pour savoir que celui qui vend sans pouvoir la chose d'autrui, ne lie pas, en la vendant, le propriétaire qui l'ignore; — Que celui qui achète cette chose n'entend point acquérir le droit contre celui avec qui il ne contracte pas; — Et que quand il n'achète qu'à charge de ratification, il n'a pas acheté si la ratification n'est pas donnée; il n'a acquis que des droits à des dommages et intérêts contre celui qui s'est fait fort pour autrui. — Il n'y avait donc point de vente entre la Saudraye et Poupet. Si le premier eût ratifié, cette ratification eût été son premier engagement, et l'hypothèque sur ses biens n'aurait eu lieu que du jour de la ratification (V. Denart, v° Ratification, et Répert. de Jurisp., cod. verb.). — Dans l'espèce donc, la Saudraye avait l'option, ou d'accepter la vente que Dupont de Gault avait faite pour lui, à son insu, ou de conserver sa propriété et d'en disposer à son gré : jusqu'à cette option, la propriété était donc sur sa tête, et périsait pour lui. — La vente parfaite entre Dupont de Gault et Poupet, qui s'étaient mis d'accord, n'était donc que conditionnelle à l'égard de la Saudraye, qui n'avaient pas donné pouvoir de vendre. — Il n'y avait, de la part de Poupet, vis-à-vis la Saudraye, qu'une promesse d'acheter au prix convenu avec Dupont de Gault, si ce prix était agréé par la Saudraye. — Or, la promesse d'acheter, à la différence du contrat d'achat, ne transporte pas la propriété, qui reste sur la tête du possesseur (Pothier, *ubi supra*, n° 493). — Il suit de ce principe qui n'est que l'expression de la raison que, quand la faculté de ratifier serait perpétuelle, quoique la loi la renferme, à défaut de stipulation, dans un terme raisonnable, *nec minime, nec maximo, temporis spatio* (L. 12, § 2, ff. de Ratam rem haberi et ratihabitione). Elle aurait cessé ici par la destruction ou l'énorme détérioration de la chose. — En effet, celui qui a la faculté de ratifier, ayant le choix de vendre ou de ne pas vendre, il ne peut l'exercer que *rebus integris*. Quand on lui a laissé cette faculté, on a compté qu'il y avait un avantage à peu près égal dans le contrat; que la chose valait le prix. S'il est survenu un changement notable, la faculté étant devenue excessivement lésive, elle ne saurait être exercée. — En point de droit, la faculté que le cit. de la Saudraye avait eue de ratifier la vente, et qu'il n'avait pas exercée avant le bouleversement de Saint-Domingue, lui aurait été ôtée par cet événement. N'ayant pas voulu se dessaisir de sa propriété avant qu'elle n'eût été détruite, et la mettre sur la tête d'un autre, elle aurait péri avec lui. — Pins d'option, lorsque les choses sont changées. — Mais en point de fait, l'option était consommée par le refus de ratification. — On reproche à Poupet de ne l'avoir pas sollicitée judiciairement, de n'avoir pas fait prononcer que, faute par la Saudraye de la donner, il sera libéré de l'engagement d'acheter qu'il avait pris avec Dupont de Gault, et dont le pro-

(1) Quoique l'arrêt que nous rapportons ait été rendu par application des lois romaines, qui, à la différence du Code civil (art. 1599), déclaraient valable la vente de la chose d'autrui (L. 28, ff. de contrah. empt.), cependant les décisions qu'il renferme n'en présentent pas moins encore quelque intérêt. En effet, si, aujourd'hui, la vente de la chose d'autrui est déclarée nulle par la loi, cette vente devient valable quand elle est ultérieurement ratifiée par le véritable

propriétaire. V. arrêts de Turin, 17 avril 1811; Riom, 12 janv. 1827; Cass. 23 janv. 1832; MM. Troplong, de la Vente, t. 1<sup>er</sup>, n° 237; Duvergier, *ibid.*, t. 1<sup>er</sup>, n° 219; Duranton, t. 16, n° 179. — Or, on peut se demander si une telle ratification remonterait au jour de la vente? La négative est enseignée par MM. Duvergier et Troplong, *loc. cit.*; V. aussi en ce sens, Cass. 6 juill. 1831. L'arrêt ci-dessus viendrait, *a fortiori*, appuyer cette doctrine.

priétaire ne voulait pas. La dame la Saudraye offre et donne la ratification; donc il est reconnu qu'elle était nécessaire. — Or, Poupet n'avait pas eu besoin de la solliciter judiciairement, puisqu'elle avait été refusée; la dame de la Saudraye n'a pas pu la donner après le refus de son mari. — Le point de droit ne saurait être contesté. — Le refus de ratifier un acte qu'on a besoin de ratification annule l'acte. — L'option d'accorder ou de refuser la ratification une fois consommée, on ne peut pas la reprendre. — Poupet était lié si la Saudraye consentait. La Saudraye ayant refusé son consentement, Poupet était délié. L'héritière de la Saudraye n'a pu le lier de nouveau au gré de son caprice ou de son intérêt. — La ratification donnée longtemps après par cette dernière, ne peut avoir d'effet rétroactif au jour de la prétendue vente, parce que, lors de cette ratification, les choses n'étaient plus entières; la chose vendue avait péri sur la tête du propriétaire la Saudraye; on ne peut donc plus aujourd'hui demander le prix de la vente projetée.

Pour la dame la Saudraye, on a répondu en rappelant les principes du droit romain sur la validité de la vente de la chose d'autrui. On s'est étayé de ce que la vente dont il s'agissait, avait été faite par le sieur Dupont de Gault, comme se portant fort pour le propriétaire, et avec l'engagement de rapporter sa ratification. De là, on a conclu que la vente était parfaite dès le principe, sous la condition seulement que la ratification serait rapportée, ratification qui ayant eu lieu rétroagissait nécessairement au jour du contrat, suivant la maxime *ratihabito mandato æquiparatur*.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Considérant, dans le droit, que, suivant les principes du droit commun, la chose périt ou dépérit pour le propriétaire; — Que celui-là est le seul et vrai propriétaire, qui a le droit de disposer et d'aliéner la chose à sa volonté; — Que nul ne peut être privé de sa propriété par le seul fait d'autrui; — Que le consentement requis pour la validité de la vente d'un domaine est le consentement du propriétaire; — Que la vente du domaine d'autrui est obligatoire entre les parties contractantes, mais qu'elle ne peut obliger le propriétaire ni engager sa propre chose;

Considérant, dans le fait, que la vente de la portion d'habitation dont il s'agit, appartenant à Lohier la Saudraye n'a été faite que par un homme se faisant fort pour lui, et qui n'avait de lui aucun pouvoir; — Que par le procès-verbal de mise en possession, fait en exécution de l'acte et entre les mêmes parties, les frères Poupet sont constitués possesseurs précaires, obligés de rendre compte à défaut de ratification de Lohier la Saudraye; — Que cette qualité, ce titre de possession de simple précaire existant encore lors des dévastations de Saint-Domingue, puisque

Lohier la Saudraye n'avait point ratifié l'acte; — Qu'à l'époque de ces dévastations, le cit. la Saudraye avait encore la propriété de la chose, et pouvait la conserver ou la vendre à qui il aurait voulu; — Qu'ainsi la chose périssait en dépérissant pour le propriétaire, elle a conséquemment péri ou dépéri pour le cit. la Saudraye; — Que la ratification a été donnée longtemps après par sa veuve, dans un temps où les choses n'étaient plus entières, et où la chose avait dépéri pour le compte de son mari; — Dit qu'il a été mal jugé, etc., renvoie le cit. Poupet de la demande en paiement du prix, etc.

Du 13 fruct. an 10.—Trib. d'appel de Poitiers.

## PRISES MARITIMES.—LIQUIDATION.—EFFET RÉTROACTIF.

*La retenue du décime par franc établie par l'arrêté du 14 brum. an 8, s'applique aux prises déjà faites, mais non définitivement liquidées avant la publication de cet arrêté (1).*

(L'agent de la marine—C. Godefroy.)

Du 14 fruct. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.—Concl., le cit. Tarte, subst.

## CONTRAT DE MARIAGE.—DONATION.—ACTE SOUS SEING PRIVÉ.—COUTUMES DE FLANDRE.

*Sous l'empire des coutumes de Flandre, les donations entre époux faites par contrats de mariage sous seing privé étaient valables, aussi bien que les contrats eux-mêmes (2).*

(Héritiers Crociz—C. Werlym.)

Du 14 fruct. an 10.—Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.—Pl., les cit. Vleeschboudère et Van-toots.

## EXPROPRIATION FORCÉE.—OFFRES RÉELLES.

*Les offres réelles faites par la débiteur au moment où l'on va procéder aux enchères et à l'adjudication, ne sont pas tardives et doivent par conséquent arrêter l'expropriation forcée (3).*

*Les offres sont suffisantes, si elles sont de la somme demandée par le créancier dans son commandement, encore qu'elles ne comprennent point les arrérages échus et les frais de poursuites faits depuis ce commandement.*

(D'Otée—C. Pipellard.)

Du 15 fruct. an 10. — Trib. d'appel de Liège.

## CHOSE JUGÉE.—INFLUENCE DU CRIMINEL SUR LE CIVIL.—TIÈRE OPPOSITION.—TRIBUNAL CRIMINEL.

Du 18 fruct. an 10 (aff. Chevrier).—V. ce jugement à la date du 13 fruct. même année.

(1) Telle était la disposition formelle de l'art. 4 de cet arrêté, ainsi conçu : « La retenue prescrite par l'art. 1<sup>er</sup> sera exécutée tant sur le produit net des prises déjà faites, mais dont la liquidation et la répartition définitives ne sont pas encore consommées, que sur celui des prises qui se feront postérieurement. » — Sur la question de savoir si l'existence d'une liquidation particulière pour chaque prise empêchait l'application de l'arrêté du 14 brum. an 8,

quoique la liquidation générale de l'armement n'ait eu lieu que depuis, V. pour l'affirmative, Cass. 22 mess. an 12; et pour la négative, Cass. 14 germ. an 12.

(2) Il en était de même dans plusieurs provinces de France, notamment en Normandie. V. Cass. 7 vot. an 13, et la note.

(3) V. aussi dans le même sens, Paris, 11 août 1806.

## AN XI.

## ACTEUR.—THÉÂTRE.—CONTRAT.

*L'entrepreneur de spectacles qui a engagé un acteur sans condition d'essai, ne peut le congédier dans la cours de l'année théâtrale, sous prétexte qu'il n'a pas les talents nécessaires pour remplir son emploi.—Il ne peut pas non plus demander que l'artiste subisse un examen pour constater sa capacité (1).*

(Bevers—C. d'Arcy.)

En l'an 10, le cit. Bevers directeur du spectacle de Gand, avait engagé la dame d'Arcy, pour jouer sur son théâtre les rôles de première Dugazon et de première chanteuse, sans rouades. Ce traité devait courir depuis le 1<sup>er</sup> flor. an 10, jusqu'à la même époque de l'an 11, moyennant la somme de 3,600 fr. par an. A la seconde représentation, dans laquelle figura la dame d'Arcy, quelques coups de sifflets partirent de la salle, et le cit. Bevers signa à la dame d'Arcy, qu'attendu qu'elle était hors d'état de jouer les rôles pour lesquels elle s'était engagée, il entendait rompre le traité qu'il avait fait avec elle.

La dame d'Arcy prétendant que ce traité devait être maintenu, cita l'entrepreneur devant le tribunal de Gand, et demanda, 1<sup>o</sup> le paiement du mois échu de ses appointements; 2<sup>o</sup> l'exécution entière du contrat passé entre elle et le sieur Bevers; 3<sup>o</sup> 5,000 fr. de dommages-intérêts. —Le cit. Bevers combattit cette demande en soutenant que la dame d'Arcy l'avait trompé en se donnant comme une artiste capable de jouer des rôles qui étaient bien au-dessus de son talent.

30 prair. an 10, jugement qui condamne Bevers à exécuter le traité fait avec la dame d'Arcy, et à lui payer les sommes par elles réclamées.

Appel par Bevers, posant en fait et offrant de prouver qu'il avait été trompé par la dame d'Arcy, qui lui avait assuré avoir rempli avec succès le même emploi dans plusieurs villes importantes; ce qui était démenti par les informations qu'il avait prises; qu'ainsi il y avait eu dol et mauvaise foi de sa part. Subsidièrement, il demandait une enquête pour constater l'incapacité de l'artiste.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'engagement fait entre les parties, le 4 germ. an 10, est pur et simple, et ne contient aucune réserve ni condition; qu'ainsi l'appelant n'est pas recevable à demander après coup, une expertise à laquelle aucune clause du contrat ne soumet l'intimée; — Confirmer, etc.

(1) Il est d'usage dans ces sortes de contrats de soumettre l'acteur à l'épreuve d'un certain nombre de représentations (trois ordinairement, dans trois pièces différentes) après lesquelles, selon l'accueil que l'acteur a reçu du public, son engagement est maintenu ou résilié. V. à cet égard, le *Traité de la législation des théâtres*, par MM. Blanc et Vivien, n<sup>o</sup> 281.

(2) Injé au contraire que dans l'intervalle de l'abolition de la royauté à la loi du 25 vent. an 11 sur le notariat, les actes antérieurs ont pu être exécutés sans être revêtus d'aucune formule exécutoire. V. Cass. 21 vend. an 11, et 8 août 1808. — Sous le Code de procédure, la formule exécutoire est indispensable pour la mise à exécution des jugements et actes (art. 545).

(3) Cet usage, contraire au texte de l'ordonnance,

Du 10 vend. an 11.—Trib. d'app. de Bruxelles. —Pl., les cit. Crasseus et de Vleeschouder.

## FORMULE EXÉCUTOIRE. — ACTE NOTARIÉ.

—SAISIE IMMOBILIÈRE.

*La formule exécutoire réglée par l'art. 31 de l'arrêté du 30 prair. an 4, était prescrite, à peine de nullité de l'exécution, dans les grosses d'actes notariés (2). — En conséquence, est nulle la saisie immobilière faite en vertu d'une expédition non revêtue de cette formule.*

(Vanden Berghe—C. Van Eelden.)

Du 19 vend. an 11.—Trib. d'app. de Bruxelles. —1<sup>er</sup> ser. —Concl., le cit. Beyls, comm. —Pl., les cit. Debaux, Lefebvre et de Vleeschouder.

## OPPOSITION. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — DÉLAI.

*Avant le Code de procédure, et nonobstant les art. 5 et 6 de l'ordonn. de 1667, l'opposition à un jugement par défaut était reçue même après l'expiration de la huitaine qui suivait la signification de ce jugement à la partie (3).*

(Petel-Bodin — C. Leceur et Deucet.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il est de jurisprudence constante dans les tribunaux de commerce, d'admettre les oppositions aux jugements par défaut après le délai de huitaine; que dans le fait, l'opposition formée par Petel-Bodin, au jugement du tribunal de commerce de Tours, du 26 mess. dernier, et son antériorité à l'exécution dudit jugement par l'incarcération dudit Petel, sont suffisamment justifiées; — Faisant droit sur l'appel interjeté par Petel, du jugement rendu en la section des vacations du tribunal de première instance de la Seine, le 14 du présent mois; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; — Ordonne que ledit Petel, sera sur-le-champ mis en liberté et élargi de Sainte-Pélagie, où il est détenu.

Du 22 vend. an 11.—Trib. d'app. de Paris. —Sect. des vacations.

## JUGEMENT.—JURÉS.—ASSISTANCE.

*Est nul le jugement rendu sur délibéré par des juges qui n'ont pas assisté aux plaidoiries après lesquelles la cause a été mise en délibéré (4).*

(Lemerrier—C. Ferdinand.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le jugement

est attesté par les anciens auteurs : « Au palais, dit Denisart, on reçoit les oppositions formées aux sentences et arrêts obtenus par défaut faute de comparoir, même après la huitaine de la signification; mais on est inexorable pour les oppositions aux sentences et arrêts par défaut faute de plaider; il faut qu'elles soient formées dans la huitaine de la signification à précurseur des jugements et arrêts. » (5<sup>e</sup> Défaut, n<sup>o</sup> 7). V. aussi le *Repert. de Guyot*, v<sup>o</sup> Opposition, et Pigeau, *Procéd. du Châtelet*, t. 1, p. 459. V. cependant 25 brum. et 6 therm. an 11.—Le Code de procédure a, comme on sait, consacré la distinction que l'usage avait introduite, entre les jugements par défaut faute de plaider, et les jugements par défaut faute de comparoir. V. art. 157 et 158.

(4) V. dans le même sens, Cass. 9 brum. an 7, 4 germ. an 13, et les notes.



d'un délibéré ne peut pas admettre de nouveaux juges, autres que ceux qui, après avoir entendu les parties ont ordonné le délibéré ; — Déclare le jugement dont est appel nul et de nul effet.

Du 6 brum. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Sect. des vacations.

# **1° FRUITS PENDANS PAR RACINES. — MEUBLES. — SAISIE-BRANDON.**

## **2° SAISIE-EXÉCUTION. — ÉLECTION DE DOMICILE.**

**1° Les fruits pendans par racines sont meubles à certains égards ; ainsi, lorsqu'ils ont été vendus par la propriétaire du fonds, ils ne peuvent plus être saisis sur lui ; — Et s'il y a saisie, l'acheteur de ces fruits peut demander la nullité de la saisie (1).**

**2° Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, qui voulait (art. 1<sup>er</sup> et 9 du tit. 33) que tous exploits de saisie mobilière continssent, à peine de nullité, élection de domicile de la part du saisissant dans le lieu de la saisie, il ne suffisait pas de faire cette élection seulement pour vingt-quatre heures ; et nonobstant une élection de domicile ainsi faite, la saisie était nulle (2).**

(Rumpler — C. Diemert.)

Diemert avait acheté de Bruéder les herbes, foins et regains que devaient produire quelques arpens de pré.

Les foins sont saisis par Rumpler, créancier du vendeur ; — Diemert demande mainlevée de cette saisie.

Jugement qui accorde cette mainlevée, et prononce la nullité de la saisie pour cause d'élection de domicile insuffisante.

Appel par Rumpler. — Il soutient que Diemert est sans droit et sans qualité : sans droit, parce qu'il s'agissait de meubles, et qu'un titre sans tradition ne pouvait l'en rendre propriétaire ; sans qualité, parce que la saisie n'était pas faite sur lui, et qu'une action en recours contre le saisi devait le garantir de tout préjudice.

### **JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que Rumpler ayant fait saisir sur Bruéder les foins et regains que ce dernier avait vendus à Diemert, celui-ci avait évidemment qualité pour s'opposer à une saisie faite sur des objets dont il avait acquis la propriété ; que conséquemment il était fondé à en relever les nullités ; — Considérant que la vente était sincère et véritable ; qu'elle avait acquis par l'enregistrement une date certaine et bien antérieure à la saisie ;

Considérant que les art. 1<sup>er</sup> et 19 du titre 32 de l'ordonn. de 1667, veulent, à peine de nullité,

(1) V. conf., Dijon, 17 mess. an 13. — Sous l'ancien droit, les récoltes pendantes par racines étaient réputées immeubles. V. en ce sens, L. 44, ff. de rei vind. et l'art. 92 de la coutume de Paris. Cependant il était permis de les saisir mobilièrement, et avant qu'elles fussent détachées du sol ; la saisie-brandon était généralement pratiquée. — Après la promulgation du Code civil, qui (art. 520) répute immeubles les fruits pendans par racines, il s'éleva quelque doute sur le point de savoir si l'on pourrait continuer à les faire saisir mobilièrement ou s'il faudrait employer les formes voulues pour la saisie des autres immeubles, c'est-à-dire la voie de l'expropriation forcée. La question fut soumise au grand juge, ministre de la justice, qui, par une circulaire du 11 prair. an 13, la décida dans le sens de l'arrêt que nous recueillons.

(2) V. dans le même sens, Colmar, 16 fév. 1813. —

que tous exploits de saisie mobilière contiennent, de la part du saisissant, élection de domicile dans le lieu de la saisie ; que par là le législateur a voulu que la partie saisie pût former de suite son opposition, ou faire les significations sans être obligée de suivre le domicile du saisissant souvent fort éloigné ; que cette élection de domicile est attributive de juridiction ; que conséquemment elle doit être indéfinie, et que celle faite seulement pour vingt-quatre heures, a plutôt pour objet d'éluder la loi, que de s'y conformer ; — Confirme le jugement de première instance, etc.

Du 18 brum. an 11. — Trib. d'appel de Colmar.

## **PRIVILÈGE. — PROPRIÉTAIRE.**

**Lorsque le propriétaire a saisi deux fois successivement les bestiaux et ustensiles de son fermier, pour être payé de ses fermages, et que lors de la première saisie, le fermier a emprunté de l'argent pour en payer les causes, le prêteur, sans subrogation de la part du créancier, ne doit pas être préféré au propriétaire sur le prix de la seconde saisie (3).**

(Beaufort — C. Saint-Hubert.)

La régle des domaines avait saisi les meubles et bestiaux des frères Bailly, faite par eux d'avoir acquitté les fermages d'une terre qu'ils avaient prise en exploitation.

Au mois de pluv. an 10, Saint-Hubert paie de ses propres deniers le montant de la saisie faite sur les frères Bailly ; en conséquence, la régle lui expédie mainlevée pure et simple de la saisie, et les frères Bailly lui affectent, pour sûreté de son remboursement, les meubles et bestiaux saisis, sous la réserve de pouvoir les faire servir à l'exploitation de leur ferme jusqu'au 10 flor. suivant, époque à laquelle ils consentent que Saint-Hubert les vende et prenne son remboursement sur le prix.

Avant l'époque fixée pour la vente, au profit de Saint-Hubert, des objets saisis, le domaine affermé aux frères Bailly est restitué au sieur Beaufort, sur qui il avait été séquestré pour cause d'émigration, et Beaufort fait saisir de nouveau les meubles et bestiaux des frères Bailly, pour sûreté des fermages échus depuis la levée du séquestre.

Saint-Hubert revendique, comme étant sa propriété, les objets saisis par Beaufort ; il se dit cessionnaire des frères Bailly, et subrogé aux droits de la régle saisissante, par le seul fait du paiement qu'il avait fait des causes de la saisie. Les parties conviennent de vendre ces objets à l'amiable et sans frais ; mais le prix en étant

Il a été jugé, sous l'empire du Code de proc., qu'ans la saisie n'est pas nulle faite d'élection de domicile dans le commandement : l'art. 584 de ce Code ne prononçant pas la peine de nullité au cas où cette formalité est omise. V. Orléans, 10 mai 1810 ; Colmar, 4 juill. 1810 ; Turin, 1<sup>er</sup> fév. 1811. — Dans tous les cas, la nullité qui résulterait du défaut d'élection de domicile dans le commandement, serait couverte par l'élection qui serait faite dans le procès-verbal de saisie. V. l'arrêt de Colmar précité, et Carré, *Lois de proc.*, n° 2005.

(3) Cette question devrait recevoir la même solution sous le Code civil, en présence de l'art. 1251, qui limite la subrogation légale à certains cas prévus, parmi lesquels ne se trouve pas celui dont il s'agit ici, et de l'art. 2102 qui établit la préférence du privilège du bailleur, à celui du vendeur même.

perçu, il est question de savoir lequel de Beaufort ou de Saint-Hubert sera préféré.

Jugement qui décide que le prix des meubles et bestiaux vendus doit appartenir à Saint-Hubert.

Appel de la part de Beaufort.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que le traité du 29 pluv. an 10, n'était qu'un contrat de prêt qui ne conféra à Saint-Hubert aucune propriété des objets y énoncés;—Que l'affectation faite par le fermier, sans la participation du propriétaire, ne pouvait préjudicier au privilège de celui-ci; privilège d'autant plus inviolable, que le fermier ne peut faire sortir de la ferme les objets qui la garantissent, les transporter ailleurs, les donner en nantissement à des tiers, qu'à la charge des droits du propriétaire; privilège si étendu et tellement favorable, qu'il comprend même les objets appartenant à des tiers, si c'est de leur consentement qu'ils ont été transportés dans la ferme, quand il existerait une convention contraire faite avec le fermier, sans l'intervention du propriétaire;—Que, quelque favorable que soit la cause des titres contractés par le fermier, cette faveur disparaît devant le privilège du propriétaire, à moins qu'il ne s'agisse de frais de justice, etc.;—Que, si l'ordonn. de 1667 donne aussi un privilège à celui qui a vendu ou prêté de l'argent pour acheter des bestiaux, ce privilège est devenu subordonné à celui du propriétaire, à moins que ce dernier n'ait adhéré au contrat; que d'ailleurs Saint-Hubert n'était point placé dans l'hypothèse de l'ordonnance, puisqu'il n'avait ni vendu, ni prêté pour acheter des bestiaux;—Que la prétendue subrogation aux droits de la régie n'était point exprimée en la quittance, mais que fut-elle expressée ou tacite, elle ne pourrait pas plus nuire au cit. Beaufort qu'à la régie elle-même, qui ne jouissait qu'au nom et comme exerçant les droits du propriétaire; qu'ainsi la subrogation que fait le créancier qui reçoit une partie de ce qui lui est dû, ne peut empêcher qu'il soit payé du surplus, préférablement au subrogé.

Du 19 brum. an 11.—Trib. d'appel de Liège.

#### 1<sup>re</sup> DOUAIRE.—DIVORCE.

#### 2<sup>re</sup> CHOSE JUGÉE.—ACQUÉREUR.

1<sup>re</sup> Le douaire, même dans le cas où le divorce en opérerait l'extinction à l'égard de la femme, ne s'ouvrirait au profit des enfants que par le décès tant de leur mère que de leur père: ils n'étaient pas fondés à prétendre qu'il s'ouvrirait par le décès de leur père. (Coutume de Paris, art. 255.)

2<sup>re</sup> Le jugement rendu contre un héritier qui a vendu ses droits à l'hérédité, n'a pas l'autorité de la chose jugée à l'égard de l'acquéreur (1).

(Lefebvre—C. Prieur.)

Un douaire de 1,200 liv. de rente avait été constitué à la cit. Lefebvre par son mari. Trois enfants naissent du mariage.—Plus tard les époux divorcent, et le cit. Lefebvre se marie; un enfant naît de ce second mariage. Le cit. Lefebvre décède bientôt après.—Les enfants du premier lit renouent la succession de leur père pour s'en tenir au douaire; l'enfant du second lit accepte

la succession, dont le cit. Prieur se rend acquéreur.

En cet état de choses, les enfants du premier lit prétendent que l'extinction du droit de leur mère au douaire par l'effet du divorce, leur donne le droit de toucher ce douaire en capital et arrérages au décès de leur père. Ils forment en conséquence une demande, dans ce but, contre l'enfant du second mariage.

Un jugement du 24 frim. an 10 accueille cette demande.

Mais le cit. Prieur, contre lequel les enfants Lefebvre veulent exécuter ce jugement, en sa qualité de détenteur des biens de la succession, a soutenu qu'ils n'avaient aucun droit actuel au douaire, qu'il ne pourrait s'ouvrir à leur profit que par le décès de leur mère, aux termes de l'art. 255 de la coutume de Paris, d'après lequel les enfants ne peuvent jouir du douaire qu'après le trépas de père et mère; et, suivant lui, il importait peu que le divorce eût privé la cit. Lefebvre de ses droits au douaire; il suffisait qu'elle fût encore vivante pour que le douaire ne fût pas réputé ouvert ou profit de ses enfants.

Nouveau jugement qui condamne le cit. Prieur, en se fondant sur ce qu'il y a chose jugée par le jugement du 24 frim. an 10.

Appel de la part du cit. Prieur, qui soutient qu'ayant un intérêt personnel dans la contestation, on ne peut pas lui opposer comme ayant chose jugée à son égard, un jugement auquel il n'a pas été appelé.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'exigibilité du douaire au profit des enfants du premier lit de Charles-Marie Lefebvre, n'a été prononcée par le jugement du 24 frim. an 10, qu'avec un enfant du second lit; que Prieur n'a été ni appelé ni partie dans la contestation sur laquelle est intervenu le susdit jugement, à laquelle il avait un intérêt personnel, et que, par conséquent, il ne peut lui être opposé;

Vu l'art. 6, § 4 de la loi du 20 sept. 1792, et les art. 255 et 256 de la coutume de Paris;—Attendu 1<sup>er</sup> que le droit des enfants de la dame David, au douaire stipulé au contrat de mariage d'entre elle et Charles-Marie Lefebvre, ne peut s'ouvrir à leur profit que comme il le serait si leurs père et mère n'avaient pas fait divorce; 2<sup>o</sup> que si l'y eût pas eu divorce, le droit des enfants au douaire n'aurait eu lieu qu'après le décès de leurs père et mère; que la dame David est encore existante;—Dit qu'il a été mal jugé;—Enrendant: déclare les enfants du premier lit non recevables, quant à présent, et pendant la vie de leur mère, à réclamer contre le cit. Prieur le principal et les arrérages du douaire dont il s'agit.

Du 20 brum. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

#### FAILLITE.—OUVERTURE.—ACTE FRAUDEUX.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1673, les tribunaux pouvaient, par appréciation des circonstances, fixer pour point de départ d'une faillite, une époque antérieure à la convocation des créanciers par le débiteur, et à l'apposition des scellés sur ses biens (2).—En

(1) V. sur ce point la note jointe à l'arrêt de Rouen du 15 therm. an 10, et la note.

(2) Sous le Code de commerce, c'est le tribunal de commerce du domicile du failli qui, par le jugement déclaratif de la faillite ou par jugement ultérieur, détermine l'époque à laquelle a eu lieu la

cessation de paiement (art. 411). Cette détermination est entièrement abandonnée au pouvoir discrétionnaire des juges commerciaux; mais l'époque fixée par eux est obligatoire pour les juges civils, dans les cas, d'ailleurs fort rares, où ils auraient à connaître d'actes se rattachant à une faillite.

conséquence, est nul l'acte de transport consenti par le débiteur dans les dix jours qui ont précédé l'époque déterminée par le juge comme étant celle de la cessation de ses paiements.

(Goedts—C. syndics Darenck.)

Du 25 brum. an 11.—Trib. d'appel de Bruxelles.

—1<sup>er</sup> sect.

#### DERNIER RESSORT.—COMPÉTENCE.

Sous la loi du 24 août 1790, lorsqu'il s'agissait d'une affaire non excédant 1,000 francs, les tribunaux d'arrondissement devaient juger en dernier ressort leur compétence, comme le fond (1).

(Van Ghyseien—C. Parmentier.)

Du 26 brum. an 11.—Trib. d'appel de Bruxelles.

—2<sup>nd</sup> sect.

#### ARBITRAGE.—HOMOLOGATION.—OPPOSITION.

Avant le Code de procédure, l'ordonnance du président portant homologation d'un jugement d'arbitres pouvait être attaquée par voie d'opposition (2).

Cette opposition devait être portée, non devant le président qui avait rendu l'ordonnance, mais devant le tribunal entier.

(Gonet et Lautier—C. Bressi.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Considérant que les tribunaux de première instance peuvent connaître de l'opposition à l'ordonnance portant homologation des jugements arbitraux où une partie n'aura point été appelée, conformément à l'art. 2 du tit. 35 de l'ordonn. de 1667;—Que, dans l'espèce, de ce procès la décision des arbitres ne porte que leur opinion sur le compte de Gonet et Lautier: ils estiment, etc.; Il doit être payé, etc.;—Que le président du tribunal d'Avignon s'est excédé ses pouvoirs, 1<sup>er</sup> en rendant son ordonnance au bas de la pétition, et non au bas de la décision des arbitres (loi du mois d'août 1790); 2<sup>o</sup> en prononçant la condamnation de la somme portée dans la décision qui, de son côté ne la portait pas, et qui, par là, ne pouvait pas être exécutée; 3<sup>o</sup> la 2<sup>o</sup> ordonnance du président qui ordonne l'exécution provisoire de la précédente, est aussi irrégulière; le président en homologant la décision arbitrale, avait rempli son ministère, *functus erat officio*, il aurait dû faire délibérer le tribunal sur cette demande;—Disant droit aux appels respectifs, statuant sur le jugement qui porte annulation du jugement du 1<sup>er</sup> fruct., réformation de celui du 24 therm., ainsi que des deux ordonnances du tribunal d'Avignon, remet les parties au même état où elles étaient avant lesdites ordonnances, sauf à elles à se pourvoir ainsi et comme elles aviseront, etc.

Du 28 brum. an 11.—Trib. d'appel de Nîmes.

#### LÉGITIMITÉ.—POSSESSION D'ÉTAT.—ACTE DE MARIAGE.

Pour que la légitimité d'un enfant, déclaré lé-

gitime dans son acte de naissance, ne puisse être contestée, même après le décès de ses père et mère, à défaut de représentation de l'acte de célébration du mariage dont il se dit issu, il est nécessaire qu'à sa possession personnelle de l'état de fils légitime, l'enfant joigne la preuve que son père et sa mère jouissaient de la possession constante et publique d'époux (3).

(Renou—C. Aubry.)—JUGEMENT.

LE TRIH<sup>1</sup> NAL.—Attendu qu'un acte de naissance rédigé en présence du père et signé de lui, est véritablement une des plus fortes preuves que l'on puisse présenter en matière d'état; mais que cette preuve n'est décisive et ne dispense le réclamant de rapporter l'acte de célébration du mariage dont il se dit issu, qu'autant que l'acte de naissance est soutenu par la possession d'état d'époux et d'épouse, jusqu'à leur mort, et du côté du réclamant par la possession d'état d'enfant légitime;—Que dans l'espèce, la femme Renou ne justifie ni n'articule même point, qu'Antoine Lucas et Françoise Renée Deschamps aient vécu et soient morts comme mariés; qu'elle ne rapporte même pas l'acte de décès de sa mère, qui peut-être vit encore, et dont l'existence actuelle ne serait dissimulée par la réclamante que pour empêcher qu'elle ne nuisît à sa déclaration;—Que la femme Renou ne prouve pas davantage qu'elle ait été reconnue un seul instant, ni par Antoine Lucas, ni par ses parents, comme fille légitime dudit Antoine;—Que son silence en 1793, lors de l'ouverture de la succession de ce dernier, et ensuite lors de l'ouverture de celle d'Etienne, sont une preuve manifeste qu'elle même ne se croyait point fille légitime;—Que le partage fait par elle avec la veuve Lucas, et tous les actes passés en concurrence, dans lesquels elle ne stipule que comme héritière de Marie Lucas, sa sœur consanguine, sans jamais rien demander de son chef comme légataire d'Etienne Lucas, sont des reconnaissances formelles et directes de son illégitimité;—Qu'enfin l'acte de naissance qui forme seul son titre, perd toute sa force à la vue d'un acte semblable, dans lequel Antoine Lucas a pareillement donné le nom d'épouse à Marie Niverlet, depuis sa femme, mais avec laquelle il n'était point encore marié;—Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir, ni aux faits articulés, lesquels le tribunal déclare insuffisants et inadmissibles;—Fait défense à ladite dame Renou de sédire et qualifier comme fille légitime d'Antoine Lucas, ni héritière d'aucun des individus de la famille dont il s'agit.

Du 29 brum. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

—Pl., les cit. Bonnet et Carbonnier.

#### DONATION DE BIENS PRÉSENTS ET A VENIR.—RÉSERVE.—OPTION.

Le fils donataire de tous biens présents et à venir de son père, sous la réserve de quelques immeubles désignés, et qui, au décès du père, immen-

pas l'acte de mariage de ses père et mère doit faire preuve d'une double possession d'état. V. sur ce point la note qui accompagne le jugement de Cass. du 1<sup>er</sup> vent. an 11.—Il a même été jugé que la preuve de la légitimité résultant de cette double possession d'état, ne pouvait être détruite soit par la production d'un acte de mariage irrégulier, soit par un acte émané des père et mère décédés, dans lequel l'enfant qui réclame son état serait qualifié d'enfant naturel. V. Montpellier, 24 janv. 1821; Bordeaux, 28 janv. 1835; Paris, 18 août 1837. Mais V. en sens contraire, Paris, 11 mai 1816.

(1) V. conf., Cass. 9 vend. an 13, et 18 mars 1806. — Ce point se trouve décidé en sens contraire par les art. 425 et 454 du Code de procédure.

(2) V. dans le même sens, Cass. 5 frim. an 8, et la note.—Aujourd'hui, les cas spéciaux dans lesquels l'opposition à l'ordonn. d'exequatur est autorisée, sont indiqués dans l'art. 1028 du Code de procéd.

(3) V. dans le même sens, Cass. 15 vent. an 11; Paris, 1<sup>er</sup> février 1836 (Volume 1836).—V. en sens contraire, Cass. 8 janv. 1806. — Sous le Code civil, et par application de l'art. 197, on décide comme le jugement ci-dessus que l'enfant qui ne représente

à la donation en ce qui touche les biens à venir, pour s'en tenir aux biens présents, tels qu'ils se comportaient au jour de la donation, renonce par cela même à prendre part, même du chef de sa mère, aux acquêts faits par son père depuis la donation et qui ont été ajoutés aux immeubles que celui-ci s'était réservés.

(Chailion.)

En 1783, et à l'occasion du mariage de Chailion fils, Chailion père lui fit donation de tous ses biens présents et à venir, en se réservant toutefois le domaine de Montmorat et le clos de la Condamine. Depuis, plusieurs acquêts faits par Chailion père ont été réunis à ces immeubles.

La dame Chailion mère étant décédée, Chailion père se remaria. — Il décéda lui-même laissant deux enfants de son second mariage.

En cet état de choses, et lorsqu'il s'est agi du partage de la succession du père, Chailion fils déclara y renoncer en ce qui touchait les biens à venir, pour s'en tenir aux biens présents, dans l'état et valeur qu'ils avaient au jour de la donation, sous la réserve toutefois des droits de sa mère.

En vertu de cette option, les enfants du second lit ont prétendu avoir un droit exclusif sur les acquêts réunis aux immeubles que s'était réservés Chailion père ; mais cette prétention a été combattue par Chailion fils qui disait y avoir droit pour la moitié du chef de sa mère.

14 therm. an 9, jugement du tribunal de Lons-le-Saunier qui décide en faveur de Chailion fils.

Appel de la part des enfants du second mariage.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant que, par la signification naturelle des termes dans lesquels est conçue la réserve faite par Philibert Chailion dans le contrat de mariage de son fils, cette réserve comprend la totalité du domaine de Montmorat et du clos de la Condamine ; que, quoique partie de ces objets aient été acquis pendant la première union conjugale, le fils Chailion n'en a pas moins consenti à la réserve sous laquelle cette donation a été faite, et a suffisamment autorisé par la son père à comprendre dans cette réserve, même la portion qui dépendait de la succession de sa mère dans le domaine de Montmorat et le clos de la Condamine ; que d'ailleurs, il n'y a pas eu d'autre partage, d'autre liquidation de la communauté entre le père et le fils Chailion, que le contrat de mariage de 1783, qui doit être considéré comme un arrangement de famille par lequel, au moyen de la donation de tous les biens présents et à venir faits en sa faveur par son père, le fils Chailion consentait à lui abandonner la totalité du domaine de Montmorat et du clos de la Condamine ; que la clause du contrat de mariage du fils Chailion, par laquelle il se fait bon et riche dans les biens qui lui étaient échus par le décès de sa mère, ne peut nuire à l'interprétation donnée relativement à l'étendue de sa réserve, parce que cette clause étant une clause générale, une disposition générique ne peut révoquer ni annuler une clause particulière, une disposition spéciale telle que la réserve stipulée ; qu'au contraire, la disposition générique se trouve modifiée par la disposition spéciale et restreinte aux objets dont il a été précédemment disposé ; — Considérant que l'option faite par le fils Chailion des biens existant à l'époque de la donation, a eu lieu après la mort du donateur, et qu'elle est de sa nature irrévocable ; que d'ailleurs une option faite en pareille circonstance, est un acte légitime qui n'admet ni mode ni condition ; que la réserve que le fils Chailion a stipulée, en faisant son option des droits qu'il pouvait avoir du chef de

sa mère, était une réserve de droit qui ne peut se résoudre en condition, surtout d'un acte qui n'en admet pas ; — Réforme la sentence du 14 therm. an 9.

Du 1<sup>er</sup> frim. an 11. — Trib. d'appel de Besançon. — Prés., le cit. Louvoit. — Pl., les cit. Convoisier et Clerc.

#### SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — PREUVE.

L'avis donné par un négociant que sa femme aura, ainsi que lui, la signature de la maison de commerce, encore bien que signé par les deux époux, ne suffit pas pour prouver l'existence d'une société entre eux, si les motifs exprimés dans la circulaire et la forme dans laquelle elle est conçue n'annoncent qu'une autorisation donnée par le mari à sa femme de l'obliger par sa signature.

(Vauvray-C. Rosse.)

Du 2<sup>e</sup> frim. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Malfrond, subst. — Pl., les cit. Van Volken et Girardin.

#### SERVITUDE. — PREUVE. — TITRE. — COUTUME DE BERRY.

Sous l'empire de la coutume de Berry, suivant laquelle il n'y avait nulle servitude sans titre, des servitudes pouvaient néanmoins être établies par des titres simplement énonciatifs, lorsqu'ils étaient anciens et suivis d'une longue possession (1).

(Chailion-C. Lebon et autres.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant qu'à la vérité, dans la coutume du ci-devant Berry, les servitudes ne s'établissent que par titres ; mais que la jurisprudence a établi que les titres simplement énonciatifs suffisent, quand ils sont anciens et suivis d'une longue possession ; que, dans l'espèce, le passage par le portail dont il s'agit a été compris dans deux baux à rente des 9 nov. 1668, et 10 août 1743, et qu'il n'est pas dénué que la possession de l'appelant ne soit immémoriale ; — Que ces titres ont pu n'être pas connus des intimés ; mais que la possession a été publique, et que cette possession, appuyée des deux actes ci-dessus, suffit pour n'être pas réputée simple tolérance, mais bien plutôt un droit légitime ; — Qu'au surplus ce droit a été avoué par les intimés eux-mêmes ; qu'en effet, dès 1788, les parties avaient été en contestation sur ce droit de passage ; qu'elles convinrent alors de se faire régler par arbitres, et qu'on lit dans le compromis passé entre elles, le 28 février de la même année, qu'il s'agissait de savoir si le droit de passage devait s'étendre jusqu'à l'autre extrémité de la cour des intimés, ou se borner à la porte donnant dans la maison ; et qu'ainsi, les parties ne différaient que sur l'étendue du droit, convenaient par-là même de son existence, et s'interdisaient toute tentative pour fermer le portail qui sert au passage ; — Dit qu'il a été mal jugé, etc. ; — Ordonne que le chemin dont il s'agit demeure libre, ainsi qu'il l'était en 1799, etc.

Du 6 frim. an 11. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Sallé. — Pl., les cit. Deséglise et Gangeron.

#### CONCILIATION. — CHEFS DE DEMANDE.

La conciliation doit être tentée sur tous les chefs compris dans la demande, à peine de

(1) F. La Thaumassière, sur l'art. 1<sup>er</sup> du tit. des Servitudes de la coutume de Berry.

nullité du jugement qui intervient, en ce qui concerne le chef omis (1).

(Trib. — C. Langlois.)

Il s'agissait d'une demande en paiement d'une somme totale de 2,184 fr., se composant de plusieurs sommes distinctes, parmi lesquelles figurait celle de 417 fr., de laquelle il n'avait pas été question lorsque les parties avaient comparu au bureau de conciliation. Cependant un jugement avait prononcé condamnation pour le tout. — Appel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'on ne peut pas dire que la conciliation ait été épuisée à l'égard de ce chef de demande de la somme de 417 fr., puisqu'il n'en a été rien dit au bureau de paix, et que le jugement dont est appel doit être réformé quant à ce chef; — Renvoie ledit Langlois à se pourvoir à la forme de la loi, quant à la dite somme de 417 fr.

Du 8 frim. an 11. — Trib. d'appel de Grenoble. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., le cit. Barrat.

SERVITUDE. — PARTAGE. — PASSAGE.

De ce que des copartageans ont déclaré qu'une mare faisant partie des objets à partager leur resterait commune, on doit induire un droit de passage sur l'héritage qui l'entoure au profit de celui à qui a été réservé un droit de communauté sur cette mare... alors surtout que l'acte a d'abord été interprété en ce sens par les parties (2).

(Rai. — C. Gout.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'aux termes du partage de 1776, la mare dont il s'agit est commune entre les parties, et que cette communauté induit nécessairement le droit de passage sur les héritages qui l'entourent; qu'à la vérité, cet acte ne détermine pas le mode d'user dudit passage; mais que ce mode s'explique par la possession des parties elles-mêmes depuis 1776, et par celle de leur père commun avant cette époque; qu'il a été articulé par l'intimé et non dénié par l'appelant que la ligne droite qui conduit de la maison de l'intimé à ledite mare d'eau a été, dans tous les temps, le chemin par où s'exerçait le droit de passage dont il s'agit; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 8 frim. an 11. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salé. — Pl., les cit. Deséglises et Daussigny.

DIVORCE. — PARENS. — CONCILIATION.

Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, il n'y avait lieu d'appeler les parens à l'assemblée de famille qui précédait le divorce par consentement mutuel, qu'autant qu'ils résidaient dans la commune, ou tout au moins dans le département où l'assemblée était convoquée (3).

Le procès-verbal de l'assemblée de famille qui précédait le divorce par consentement mutuel, était valable, bien qu'il ne fit pas mention des tentatives de conciliation qui avaient dû être faites (4).

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 11 pluv. an 4.

(2) Telle est l'opinion de Coquille, sur l'art. 2, ch. 10, de la coutume de Nivernais. L'art. 696 du Code civil contient une disposition analogue. La stipulation de communauté d'une mare ou fontaine enclavée, équivaut à l'établissement d'une servitude, et celui qui l'établit est censé accorder tout ce qui est nécessaire pour en user.

(M... — C. M...) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les époux qui demandent le divorce ne sont pas obligés d'appeler leurs parens à l'assemblée tenue à ce sujet, lorsque ces parens sont absens, c'est-à-dire lorsqu'ils ne résident pas dans la commune ou au moins dans le département où cette assemblée est convoquée; — Attendu que la loi ne prescrit pas de faire mention dans le procès-verbal, en termes exprès, des tentatives de conciliation, et qu'il suffit de faire présumer que rien n'a été négligé à ce sujet; — Ordonne qu'il sera passé outre à la prononciation du divorce.

Du 9 frim. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

DON MUTUEL. — INSINUATION.

Les dons mutuels de survie entre époux faits sous la loi du 17 niv. an 2, n'étaient pas soumis à la formalité de l'insinuation (5).

(Frocsné — C. Laloude.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'édit de 1549, interprétatif de l'ord. du mois de mars 1539; l'art. 58 de l'ordonnance de Moulins; la déclaration du 25 juin 1729; l'ordonn. de 1731, art. 31; la déclaration du 17 fév. 1731, art. 6; la loi du 17 niv. an 2, art. 13 et 14; le réponse à la dixième question de la loi du 22 vent. an 2; la loi du 4 germ. an 8, art. 6; — Considérant que le don d'usufruit en question n'est qu'une donation mutuelle à cause de mort, ou même que le stipulation d'un gain de survie; — Considérant, d'un côté, que, par les anciennes ordonnances, les donations à cause de mort n'étaient pas sujettes à la formalité de l'insinuation; — Considérant, d'autre part, que les gains de survie étaient nommément dispensés de l'insinuation légale par la déclaration du 25 juin 1729, et par les art. 21, de l'ordonnance du mois du fév. 1731, et 6 de la déclaration du 17 fév. suivant; — Que l'insinuation légale n'a été introduite que pour la sureté des acquéreurs, créanciers et héritiers; que les donations mutuelles, à cause de mort, comme les gains de survie, n'empêchent ni les aliénations ni les hypothèques, et n'ont d'effet qu'après l'acquit des dettes; qu'ainsi les acquéreurs, créanciers ou héritiers ne sont pas plus exposés, dans ces deux cas, que dans celui du legs ou du testament; — Qu'entre les époux sans enfans, toutes sortes de donations sont évidemment autorisées et favorisées par les art. 13 et 14, de la loi du 17 niv. an 2, ce qui se confirme encore par le réponse à la dixième question de la loi du 22 vent. suivant, et par l'art. 6 de la loi du 4 germ. an 8, concernant les libéralités par actes entre vifs et de dernière volonté; — Confirme.

Du 9 frim. an 11. — Trib. d'appel de Rouen. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., le cit. Thieulou. — Concl., le cit. Fouquet, comm. — Pl., les cit. Dutronché et Servin.

RÉFÉRÉ. — ORDONNANCE. — MOTIFS.

L'ordonnance de référé est un véritable jugement dans le sens de l'art. 15 du titre 5 de la loi du 16 août 1790; en conséquence, il est nécessaire, à peine de nullité, que cette ordonnance contienne des motifs (6).

(3) V. anal. dans le même sens, Paris, 25 vent. an 13, et Cass. 13 frim. an 14.

(4) V. dans le même sens, Cass. 20 fruct. an 10, et la note.

(5) V. anal. dans le même sens, Cass. 1<sup>er</sup> vent. an 9, et la note; V. aussi 12 fruct. an 10.

(6) En serait-il de même sous le Code de procédure? L'affirmative est professée par Favard, Rép.,

(N...—C. N...)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu l'article 15<sup>e</sup> du titre 5 de la loi du 16 août 1790; — Attendu que l'ordonnance sur référé rendue au tribunal de première instance du département de la Seine, le 28 brom. dernier, et dont est appel, ne contient pas de motifs; — Déclare ladite ordonnance nulle et de nul effet, etc.

Du 10 frim. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

1<sup>o</sup> NOVATION.—BILLET A ORDRE.—RENTE.2<sup>o</sup> AVEU.—DIVISIBILITÉ.

1<sup>o</sup> L'acceptation d'un billet à ordre pour prix d'un capital de rente, opère novation et par suite extinction de la rente (1).

2<sup>o</sup> L'aveu judiciaire peut être divisé quand la preuve du fait avoué résulte non pas seulement de l'aveu de la partie, mais encore des autres éléments de la cause (2).

(Lebrun—C. Rollin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que de l'aveu du sieur Lebrun, il a reçu un billet à ordre de 6,000 liv. du sieur Millard, pour le capital de la rente qui lui était due sur la maison appartenant au sieur Rollin; que l'ordre de ce même billet, passé par Lebrun au sieur Grenier, est causé valeur reçue comptant, annonce que Lebrun a reçu la somme, et que ceci est confirmé par les poursuites faites au nom dudit Grenier, par deux jugemens rendus à son profit, une inscription hypothécaire par lui prise sur les biens du sieur Millard; qu'ainsi, il paraît sans intérêt dans ses poursuites;

Qu'à la vérité Lebrun annonce que Grenier était seulement prête-nom, mais que la justice n'admet pas les conventions tacites, les actes de complaisance non justifiés, et qui n'offriraient aucune base à ses décisions; qu'elle ne peut se décider que sur des preuves, et que toutes celles de la cause sont contraires à l'appelant; qu'au surplus, quelle qu'elle ait été la convention secrète entre Lebrun et Grenier, la seule acceptation d'un billet à ordre opérât la novation et par conséquent l'extinction de la rente; qu'en effet, le capital de la rente n'étant pas exigible, et le billet à ordre étant payable à jour indiqué, ces deux créances sont parfaitement distinctes, et que la substitution de l'une à l'autre a opéré pas le fait l'extinction de la première;

Qu'en vain Lebrun allègue n'avoir accepté le

billet que sous la réserve de ses hypothèques, s'il n'était pas payé; que ces réserves ne sont pas justifiées; que la quittance qu'il produit est son ouvrage; que nul ne peut se faire un titre à lui-même; qu'ainsi, aux yeux de la loi, l'acceptation du billet en paiement de la rente, est présumée pure et simple;

Qu'à la vérité l'origine du billet et la réserve dont il s'agit se trouvent dans les déclarations de Lebrun, et qu'il est de règle en justice qu'on ne peut diviser la confession; mais que sa déclaration n'est pas la seule qui ait fait connaître les causes du billet; que ce fait est même établi par l'instruction devant le juge de paix, les aveux de Millard devant le tribunal de commerce, enfin son jugement, qui, sur la connaissance des causes du billet, renvoie les parties devant juges compétents; qu'au surplus, la présomption de paiement résultant de l'ordre passé à Grenier, et les poursuites au nom de ce dernier, écarteraient sans retour la clause des réserves dans le cas même où elles seraient justifiées; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 10 frim. an 11. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés. le cit. Sallé. — Pl., les cit. Daussigny et Deséglise.

## APPEL.—DATE DU JUGEMENT.

Est valable l'acte d'appel qui indique le jugement attaqué sous une fausse date, alors qu'aucun autre jugement n'est intervenu entre les parties (3).

(N...—C. N...)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il n'y a eu point eu d'autre jugement entre les parties, — Déclare l'appel valide.

Du 13 frim. an 11. — Trib. d'appel de Grenoble. — 2<sup>e</sup> sect.

## MAJORITÉ. — EFFET RÉTROACTIF. — LEGS.—DELIVRANCE.

Au cas d'un legs fait pour être délivré au légataire lors de sa majorité, c'est la loi existante quand la demande en délivrance est formée, qui règle la majorité à laquelle le legs est exigible (4).

(Lavoué—C. Lavoué.)

Alexis Lavoué fait son testament en 1785, par lequel il institue pour son héritier universel Louis Lavoué, son fils cadet; et fait à Alexis Isidor Lavoué, fils de son aîné, un legs de 6,000 fr. payables, est-il dit dans le testament, à

Cass. 20 fruct. an 12; 20 juin et 8 août 1826; Bourges, 4 juin 1825; Toulouse, t. 10, n° 339.

(3) V. dans le même sens, Agen, 9 juill. 1810; Metz, 5 janv. 1813; Rennes, 3 juin 1813, 11 mars 1814; Limoges, 9 août 1818; Amiens, 9 nov. 1821. — Quoi, si l'acte d'appel n'indiquait aucune date?... Il a été jugé que l'appel pourrait être déclaré valable. V. Rennes, 17 mars 1809 et 23 août 1814; Paris, 23 août 1813.

(4) Cette décision est parfaitement juste dans l'espèce, parce que l'échéance du legs étant fixée à la majorité du légataire lui-même, il est à présumer que le testateur a eu en vue la capacité de ce dernier pour entrer en jouissance, plutôt qu'une époque précise où cette jouissance dut lui être remise. Mais il en serait autrement, si c'était de la majorité d'un tiers personne que le testateur eût fait dépendre l'exigibilité du legs. Alors, on devrait décider la question en comptant le temps de la majorité fixée par la loi en vigueur à l'époque de la confection du testament, parce que le testateur n'aurait réellement voulu marquer aucune autre époque. V. dans ce sens, Proudhon, de l'Usufruit, n° 2047 et 2048.

L. 4, p. 778, et par Chauveau, *Journal des Avoués*, v° *Référé*, n° 1. Suivant ces auteurs, l'ordonnance de référé est un véritable jugement, auquel est applicable l'art. 141 du Code de procédure et l'art. 7 de la loi du 20 avril 1810, puisqu'elle est rendue avec la solennité des jugemens ordinaires, en l'auditoire, en présence du public; exécutoire par provision, et susceptible d'appel. — Au contraire, Pigeau, édit. Belge, t. 1<sup>er</sup>, p. 78, pense que l'ordonnance de référé n'est pas un jugement, parce que cette qualification ne s'applique qu'aux décisions rendues par le tribunal à l'audience et à la pluralité des voix. Carré, n° 2771, est du même avis. M. Billard, *Traité des référés*, p. 697, fait sur ce point des distinctions entre les décisions du président qui vident la difficulté, en tant qu'il peut le faire, et celles qui ne statuent que préparatoirement.

(1) V. en sens contraire, Cass. 15 juin 1825, et la note.

(2) Il est évident que si, dans ce cas, l'aveu était indivisible, il suffirait à une partie d'avouer des faits constants en y ajoutant un correctif pour que ces faits ne passent pas lui être opposés. 1. conf.,

sa majorité accomplie, sans an'érêts jusqu'alors. — Est intervenue depuis la loi qui a fixé la majorité à vingt et un ans, au lieu de vingt-cinq. — En germ. en 9, Alexis-Isidor Lavoué, âgé de vingt-et-un ans et deux mois, forme sa demande en délivrance de legs, attendu qu'il a atteint sa majorité. — Son oncle persiste et soutient que l'intention du testateur a été que le legs ne fût payé que lorsque le légataire aurait atteint sa vingt-cinquième année, époque fixée alors pour la majorité. — Le légataire a répondu qu'une pareille disposition exprimait la volonté, non pas que le légataire eût atteint tel ou tel âge, mais fût en état de gérer et d'administrer lui-même ses biens; que la loi, depuis le testament, ayant rapproché l'époque de cette capacité, il fallait nécessairement rapprocher l'époque de la jouissance, de même qu'il faudrait le reculer, si la loi l'eût retardée. — Il s'appuyait d'un décret de la convention du 6 flor. an 3, qui l'avait ainsi décidé dans le cas d'un usufruitier.

18 flor. an 9, jugement de première instance, qui ordonne la délivrance du legs.

Appel de Louis Lavoués.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Considérant que la majorité est présentement fixée à vingt et un ans; que dès le même instant elle doit produire les effets pour la délivrance à faire à l'époque de la majorité, ainsi qu'il résulte de la loi du 6 flor. an 3, condamne Louis Lavoués à payer à Alexis-Isidor Lavoués, les 6,000 fr. portés au testament d'Alexis Lavoués, avec les intérêts à compter du jour que le jeune Lavoués eût atteint sa vingt et unième année accomplie, etc.

Du 19 frim. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes.  
— Pl., les cit. Blanc-Pascal et Espérandieu.

#### SUBSTITUTION.—INSTITUTION D'HÉRITIERS.—PROPRIÉTÉ.—USUFRUIT.

Lorsqu'un testateur dispose de ses biens à titre d'institution universelle, cette institution emporte transmission de la propriété des biens en faveur de l'héritier institué, lors même que, par une clause subséquente, le testateur aurait restreint la libéralité à l'usufruit des objets donnés, et déclaré que ses biens retourneraient à une tierce personne après la mort du légataire; en ce cas, la propriété est seulement grevée de substitution.

— En conséquence, l'abolition de la substitution par la loi des 35 oct.—14 nov. 1792 a dû profiter à l'héritier institué, exclusivement aux héritiers naturels (1).

(Defassin—C. de Roncy.)

Du 19 frim. an 11. — Trib. d'appel de Liège. — Pl., les cit. Lhoest, Lambuon, Raickem, Leseigne et Dejaert.

#### RENTE FÉODALE.—MÉLANGE.—ABOLITION.

Une rente foncière créée avec une rente féodale, par un seul et même titre constitutif, n'est pas réputée mélange de féodalité dans le sens des lois abolitives de 1792 et de 1793, si les deux rentes sont établies par des clauses distinctes et séparées (2).

(Robine—C. Solage.)

Du 19 frim. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

(1) V. le jugement de rejet rendu le 19 niv. an 12 par le tribunal de cassation, sur le pourvoi formé contre le jugement du tribunal d'appel de Liège, et les observations qui l'accompagnaient.

#### REQUÊTE CIVILE.—LETTRE DE CHANGE.—PROTÉGÉ.—ENDOSSEUR.

Sous l'ordonn. de 1667, il n'y avait pas ouverture à requête civile contre un jugement en ce qu'il avait condamné l'endosseur d'une lettre de change à rembourser le porteur, malgré la tardiveté du protégé: ce ne pouvait être qu'un moyen de cassation.

Il n'y avait pas non plus ouverture à requête civile, en ce qu'un seul endosseur aurait figuré dans l'instance, quoiqu'il y en eût d'autres ayant le même intérêt.

(Caudeon—C. Roux.)

Caudeon, endosseur d'une lettre de change non acquittée à l'échéance, était poursuivi en garantie ainsi que les autres endosseurs. — Il soutenait que le porteur était déchu de tout recours contre les endosseurs, faute de notification du protégé en temps utile.

2 vend. en 8, jugement qui condamne les endosseurs nonobstant ce moyen de défense.

Appel de la part de Caudeon seul; il ne met point en cause les autres endosseurs.

25 pluv. an 8, jugement confirmatif du tribunal d'appel de Nîmes.

Caudeon s'est pourvu par requête civile contre cet arrêt. Il se fondait soit sur la tardiveté du protégé, soit sur ce que les autres endosseurs n'avaient pas été mis en cause par l'instance d'appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Considérant que le premier moyen pouvait donner lieu à un pourvoi en cassation, mais n'était pas un moyen de requête civile; que d'après l'ordonn. de 1667, il n'y avait ouverture à la requête civile qu'autant qu'on aurait manqué à la procédure; que c'était ici une fin de non recevoir qui avait été rejetée et qu'on voulait faire admettre, ce qui véritablement tendrait à faire rejeter par le tribunal la même question une fois jugée; — Sur le second moyen, que l'ordonnance ne prescrivait nulle part d'appeler devant les juges d'appel toutes les parties qui avaient figuré devant les premiers juges; qu'en surplus, ce serait Caudeon qui aurait à s'imputer cette omission, puisque lui seul a appelé, et n'a intimé que Roux sur son appel; — Rejette les moyens de requête civile.

Du 19 frim. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes.  
— Pl., les cit. Blanc-Pascal et Espérandieu.

#### 1<sup>o</sup> TITRE EXÉCUTOIRE.—EXPERTS.—PROCES-VERBAL.

#### 2<sup>o</sup> SAISIE IMMOBILIÈRE.—DOMICILE.—CHANGEMENT.

1<sup>o</sup> Lorsqu'un procès-verbal d'experts nommés par les parties a été rendu exécutoire sur la demande de l'une d'elles, par ordonnance du juge, encore que les experts n'eussent point été investis de la qualité d'arbitres, le procès-verbal demeure titre exécutoire, tant que le rapport de l'ordonnance du juge n'a été ni demandé ni prononcé.

2<sup>o</sup> Une déclaration de changement de domicile, faite par le débiteur, ne peut être opposée au créancier expropriant quand la translation n'a pas été réellement effectuée.

(Vanthournot—C. Langlot.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Attendu que l'acte dressé par les experts a été déclaré exécutoire par le

(2) Cette décision a été cassée par deux arrêts de la Cour de cassation: l'un par défaut du 12 germ. an 12, l'autre contradictoire du 8 fruct. an 13. V. le texte du jugement de Paris, joint à ce dernier arrêt.

président du tribunal civil de l'arrondissement de Bruges; — Attendu qu'il n'a été formé aucune opposition directe au visa du président; que le rapport de son ordonnance n'a été ni demandé ni prononcé, d'où il suit que le visa qui a donné la forme exécutoire subsiste, et qu'il est vrai de dire que dans l'état de la cause, il y a titre exécutoire;

Attendu que la déclaration faite par Vanthournot, qu'il renonçait à son domicile de Bruges, et qu'il entendait s'établir à Lierre, n'ayant point été suivie d'une résidence de fait, dans le lieu qu'il avait indiqué, qu'étant au contraire justifié qu'il a continué sa résidence à Bruges, il suit que le commandement et l'affiche lui ont été valablement signifiés au domicile qu'il est censé avoir conservé à Bruges; — Ordonne l'exécution du jugement rendu en première instance.

Du 23 frim. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — *Concl.*, le cit. Tarta, subst. — *Pl.*, les cit. Vanderplaes et de Burck.

# JURIDICTION VOLONTAIRE. — PARTIE INTÉRESSÉE.

## 2<sup>e</sup> NOTAIRE. — ACTE. — INTÉRÊT PERSONNEL.

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> Dans les actes de juridiction volontaire, la personne même qui est revêtu de l'autorité publique peut en même temps être partie intéressée, si la loi ne le lui interdit pas formellement. — Ainsi, dans la loi devant Piémont, où il n'existait aucune loi qui défendit aux notaires de recevoir des actes contenant en leur faveur obligation de la part d'un tiers, l'acte public d'une vente faite par un notaire, des biens qui lui appartenaient, ne pouvait être annulé, sous le prétexte de l'incompétence de l'officier rédacteur du contrat (1).

(Arnabo — G. Gamba.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que du silence absolu des lois sur la question dont il s'agit, et du défaut, soit d'une prohibition expresse aux notaires de recevoir des actes, par lesquels un tiers s'oblige en leur faveur, soit d'une loi qui déclare nuls les actes mêmes, il s'ensuit, par une conséquence nécessaire, la validité de ces actes, puisque si la prohibition, si la nullité d'un acte ne peuvent ni se présumer, ni s'inférer d'une volonté présumée, mais ils nécessitent une volonté expresse du législateur; — Que de ce principe incontestable il s'ensuit qu'en supposant même une identité de raisons entre le cas des legs et des donations faits en faveur des notaires dans les testaments reçus par eux, et le cas de contrats où un tiers s'oblige à son profit, il ne serait cependant pas en la faculté du juge d'étendre la disposition expresse de la loi d'un cas à l'autre; — Que cependant cette identité de raison est loin de se trouver entre ces deux cas, si on réfléchit non-seulement à la facilité avec laquelle un notaire pourrait abuser des derniers moments d'un homme faible et mourant, mais aussi à l'impossibilité de revenir, après la mort du testateur, sur une disposition que celui-ci n'aurait point consentie; — Circonstances qui ne sont point communes aux contrats entre vifs, où les parties s'observent réciproquement, et dont les vices essentiels peuvent toujours être mis au jour et réparés; — Qu'en admettant dans les notaires cette juridiction volontaire, et cette espèce de mandat de l'autorité

publique, par lesquels ils sont censés présenter cette même autorité, en conséquence de la plus grande confiance de leurs concitoyens, il n'en suit pas nécessairement que leurs personnes doivent toujours être distinctes des contractants, n'étant pas extraordinaire que dans les actes de juridiction volontaire, la personne même qui est revêtu de l'autorité publique, puisse, dans le même temps, être partie intéressée, comme il en est des exemples dans les lois 3 et 4, ff. de adop., desquelles il résulte que le magistrat, *apud quem legis actio est*, non-seulement peut émanciper ses enfans et les donner en adoption, mais s'il est fils de famille peut aussi *apud semetipsum vel emancipari, vel in adoptionem dari*.

— Que les inconvéniens que l'on a objectés à cette faculté accordée aux notaires, sont en effet moins à craindre qu'il ne parait au premier abord, puisqu'il est toujours libre aux contractants de requérir un autre notaire, et le preneur du contrat n'est pas entièrement dans la formalité de la réception du notaire, mais elle dépend essentiellement des témoins dont la présence est nécessairement requise; — Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 23 frim. an 11. — Trib. d'appel de Turin. — *Pl.* les cit. Bongio alné et Gonellie.

## FAUX. — ENVOI DE PIÈCES.

Un tribunal peut ordonner que des pièces arguées de faux, après avoir été déposées entre les mains du greffier du tribunal dans l'arrondissement duquel elles se trouvent, lui seront adressées par ce greffier par la voie de la poste.

(N.... — G. N....) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il est nécessaire que la minute et l'expédition de l'acte dont il s'agit, ensemble les autres pièces, soient représentées pour la décision de la cause; — Ordonne que la minute du contrat de mariage de... passé devant Fauconier, notaire à Avallon, le 2 prair. an 6, ensemble l'expédition qui en a été faite, délivrée au dit, la demande de... en inscription de faux contre cet acte, et ses moyens de faux, le tout déposé au greffe du tribunal d'Avallon, seront envoyés par la voie de la poste au greffier du tribunal par le tribunal d'Avallon, avec expédition du procès-verbal de l'état des pièces; lors duquel envoi sera dressé autre procès-verbal (qui sera annexé au premier) du chargé desdites pièces, contradictoirement entre le dépositaire et le directeur du bureau de la poste à Avallon.

Du 21 frim. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

## DOMAINES NATIONAUX. — EMPHYTEOSE. — DÉCHÉANCE.

La déchéance prononcée par l'art. 38 de la loi des 6 et 11 août 1790 contre les fermiers de domaines nationaux provenant du clergé, qui auraient négligé de représenter et faire parapher leurs titres aux secrétariats des districts, ne s'applique pas aux preneurs à bail emphytéotique. — Il en est de même de la déchéance prononcée par l'art. 17 de la loi du 15 frim. an 2, contre tout fermier ou locataire des mêmes biens, qui refuserait de communiquer son bail aux acquéreurs ou agents de la nation; les preneurs à bail emphytéotique n'en sont point passibles.

(Grimberg — G. Smits.)

Du 21 frim. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

(1) Il en est autrement en France, sous l'empire de la loi du 25 vent. an 11 et en présence de la disposition prohibitive de l'art. 3 de cette loi



**INTERDICTION. — DIVORCE.**

*Le mari qui, en qualité d'époux, provoque l'interdiction de sa femme, perd le droit de continuer les poursuites si, pendant l'instance en interdiction, la femme a fait prononcer son divorce.*

(Corbin — C. Corbin.)

Du 25 frim. an 11. — Trib. d'appel de Paris.  
— V. le texte du jugement joint au jugement de rejet, rendu sur le pourvoi dont cette décision a été l'objet, le 24 vend. an 12.

**CONGÉ. — BAIL. — CESSAISONNAIRE. — SIGNIFICATION.**

*Lorsque le preneur a cédé son bail, et que le cessionnaire est en possession, le bailleur peut lui signifier les actes de congé (1).*

(Muret — C. la veuve Pigère.)

Muret afferme, le 17 frim. an 7, à Pigère, un moulin à huile pour 500 fr. par an. L'acte porte que le bail qui était commencé depuis le 10 frim. ne durerait que trois ans, si l'une des parties voulait le faire cesser, en avertissant un an à l'avance. — Pigère sous-affirme, le même jour et devant le même notaire, le moulin à Verdier père et fils, et les subroge à l'effet de l'acte à lui consenti, et sous la même condition qu'il cesserait au bout de trois ans si une des parties voulait le faire cesser. — Le 9 frim. an 9, Muret notifie à Verdier son intention de faire cesser le bail au bout de trois ans. — Pigère meurt, sa veuve, comme tutrice de ses enfants, cite Muret en conciliation, à l'effet de la voir jouir de l'effet de son bail pendant toute sa durée. Elle soutenait que la notification du 9 frim. aurait dû être faite à Pigère purement, et non à Verdier son cessionnaire.

Jugement du tribunal de première instance de Marvejols, du 9 fruct. an 8, qui annule l'acte du 9 frim. par un moyen de forme.

Appel de la part de toutes parties.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que les Verdier (parties dans l'instance) étaient les véritables fermiers, puisqu'ils étaient en possession dès le 10 frim. an 7; qu'ils ont toujours joui, et que les baux des 17 frim. de la même année pouvaient n'être regardés véritablement que comme un seul bail où Pigère s'était rendu caution; que la veuve Pigère n'a aucun intérêt, et compromet ceux de ses enfants pupilles, en insistant à demander la continuation du bail; que les Verdier, véritables fermiers, étaient suffisamment avertis par l'acte du 9 frim., et que se trouvant en jugement, la condamnation devait être portée contre eux; — Annule le jugement de première instance.

Du 25 frim. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes.

**1° TRIBUNAL DE COMMERCE. — NÉGOCIANS.**

— PERSONNES INTERPOSÉES. — COMPÉTENCE.

**2° ASSIGNATION. — EXPLOIT. — REPRÉSENTATION.**

**1° La loi qui attribue aux tribunaux de commerce la connaissance de tout engagement pris par des négocians, ne reçoit pas d'exception au cas d'un acte passé entre négocians qui ont été personnes interposées pour particuliers non commerçans.**

(1) Le bailleur le peut ainsi et n'y est pas obligé: la cession du bail, lorsqu'elle lui a été notifiée par le nouveau preneur, peut bien engager ce dernier envers lui, mais elle ne peut engager le bailleur

**2° La partie assignée qui se présente devant les juges n'est pas fondée à se plaindre de ce qu'on ne lui représente pas la citation.**

(Barteliet — C. Astruc.)

Le 9 nov. 1789, onze juifs de la carrière de l'Isle, consentent un billet à leur ordre, de 1,100 fr., et l'endossent en faveur du cit. Castinet, négociant de la même ville; à défaut de paiement, citation devant le tribunal du district d'Avignon, en fait de commerce, qui prononce en défaut la condamnation le 4 juin 1793. — Le 5 fruct. an 8, Castinet déclare devant Liotard, notaire de l'Isle, que la somme de 1,100 fr. de la valeur du billet appartient au cit. Barteliet, ancien officier du génie; celui-ci fait signifier cette déclaration, avec le jugement et le billet, à Astruc, l'un des signataires; celui-ci appelle de ce jugement. — Il oppose que le tribunal de commerce était incompétent, puisqu'il s'agit d'un billet à ordre consenti à une personne interposée, qui représentait un homme qui n'exerçait pas le commerce. — Il a articulé, eu outre, divers moyens de nullité contre le jugement; puis entre autres de ce qu'on n'avait pas représenté la citation.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL.** — Considérant en la forme : 1° que l'assertion du tribunal qui fait mention de la citation, doit tenir lieu de l'apport qu'on demande; qu'à raison des troubles qui ont existé dans Vaucluse, il serait possible qu'elle fût égarée, que le défaut d'enregistrement à cette époque, dans le même pays, ne pernet pas d'en faire la recherche, mais qu'elle est suffisamment constatée par la date et le nom de l'huissier; 2° que le jugement ne contenant pas les quatre parties voulues par la loi, doit être annulé;

Au fond : que le billet a été consenti de négociant à négociant; que les juifs ont su, qu'en s'obligeant vis-à-vis Castinet, ils se soumettaient à la contrainte personnelle, à la solidarité, et à pouvoir être traduits devant un tribunal de commerce; que la déclaration faite par Castinet à Barteliet, en l'an 8, n'a pu empêcher qu'on eût valablement poursuivi en 1793, et que ce serait porter atteinte au commerce, que de ne pas favoriser les prêts qui lui sont faits par l'intermédiaire des négocians; — Annule le jugement du district d'Avignon, et par un nouveau jugé, prononce les mêmes condamnations.

Du 27 frim. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes.

**DOMAINES NATIONAUX. — CORPORATIONS.**

— ÉTABLISSEMENT DE BIENFAISANCE.

*Les rentes acquises par des associations d'ouvriers et procédant de leurs économies, n'ont pas été atteintes par la main-mise nationale prononcée contre les biens des corporations supprimées par les lois des 18 août 1793 et 24 août 1793.*

(Régie des domaines — C. Cordonniers de Maëstrich.)

Du 27 frim. an 11. — Trib. d'appel de Liège. — Concl., le cit. Dantblin, commiss.

**CONTRIBUTIONS INDIRECTES. — DROITS D'ENTRÉE. — NANTISSEMENT.**

*La régie des contributions indirectes ne peut, de sa seule autorité, retenir des marchandises, pour sûreté des droits dus sur d'autres*

envers ce sous-prenneur. « Eu régle générale, dit M. Duvergier, du Louage, t. 1<sup>er</sup>, n° 380, la cession du bail, pas plus que le sous-bail, n'affranchit le preneur de ses engagements. »

*marchandises par le propriétaire.*—Les marchandises ne répondent et ne sont la gage que des droits d'octroi qui peuvent être dus à leur occasion.

(Sancé—C. la Régie de l'octroi.)

Les droits d'entrée sur les vins arrivant par eau à Paris, ne se paient pas ordinairement au comptant; il est d'usage de faire seulement soumission de les payer. — Les vins arrivent ou par bateaux particuliers ou par les coches; dans le premier cas, c'est le marchand qui fait sa soumission de payer; dans le second, c'est l'administration des coches. — Sancé, marchand de vin, avait fait arriver par les coches deux cents feuilletes de vin de Bourgogne; il obtint sans difficulté une feuille de sortie pour trente et une feuilletes, mais en ayant demandé une pour le reste des deux cents feuilletes, la régie lui refuse, en déclarant qu'elle lui donnerait quand il aurait payé une somme de 5,739 fr., pour droits d'entrée qu'elle prétendait lui être dus par Sancé pour vins entrés précédemment en fraude. — Sancé fit des offres du prix de l'entrée du reste de ses feuilletes de vin, la régie refusa de nouveau: Sancé en cita en référé; les parties furent renvoyées à l'audience. — Là, la régie soutint que le débet était constaté par les registres, et qu'au surplus Sancé ne représentant pas de quittance, elle était fondée à retenir les vins à titre de nantissement.

5 frim. an 11, jugement du tribunal de première instance, qui accueille la prétention de la régie.

Appel par Sancé qui soutenait qu'un envoi de vins ne pouvait servir de nantissement que pour les droits qui seraient dus pour ce même envoi, et jamais pour des envois antérieurs.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Attendu que les marchandises ne répondent et ne sont le gage que des droits d'octroi dus pour l'entrée des mêmes marchandises, et qu'elles ne peuvent être retenues par la régie, de sa seule autorité, pour le paiement d'anciens droits dus pour d'autres marchandises, qu'elle prétendrait ne les avoir pas acquittés; — Qu'un pareil empêchement par la régie est une véritable saisie et séquestration, qui ne pouvait être pratiquée que par l'autorité de la justice; — Attendu d'ailleurs que la régie, qui devait être fondée en titre, puisqu'elle prétend avoir droit au paiement par provision, n'en rapporte aucun, et au contraire a contre elle plusieurs titres avoués et reconnus par un de ses membres, dans le procès-verbal de compulsation, notamment les registres de soumission de l'administration des coches d'eau, portant décharge pour l'an 6, et la totalité des laissez-passer, dont les différents registres, tant des coches que de l'octroi, supposent et constatent l'existence; — Qu'enfin la régie étant autorisée à retenir les vins en de dans de la barrière intérieure, pratiquée sur le port à cet effet, jusqu'à ce que les droits aient été acquittés, le seul fait de l'ouverture de la barrière et de l'introduction des vins dans la ville, emporte la présomption légale du paiement des droits; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 30 frim. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—Pl., les cit. Berryer et Julienne.

(1) V. en sens contraire, Bruxelles, 4 juin 1807 et 28 mai 1807.—Cette jurisprudence a cessé d'être applicable depuis qu'il n'y a plus de maisons de prêt sur gages, autres que les monts-de-piété.

(2) La Cour de cassation a décidé le contraire par un arrêt du 1<sup>er</sup> prair. an 13. V. cet arrêt et la note.

## PRÊT SUR GAGE.—COMMERÇANT.—COMPÉT.

*Les prêteurs sur gage étaient, sous l'empire de l'ordonn. de 1673, réputés commerçans, et comme tels justiciables des tribunaux de commerce (1).*

(Thévenin—C. N....)

Le cit. Thévenin, prêteur sur gage, avait été assigné, en paiement de billets par lui souscrits, devant le tribunal de commerce. Il déclina la juridiction de ce tribunal, sur le motif que sa qualité de prêteur sur gage, ne pouvait pas lui conférer celle de commerçant, qui, seule pouvait le rendre justiciable des tribunaux de commerce; qu'ainsi, c'était devant le tribunal civil et non devant le tribunal de commerce qu'il aurait dû être assigné.

Jugement du tribunal de commerce de Paris, qui rejette le déclinatoire.

Appel de la part de Thévenin.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Attendu que Thévenin est prêteur sur gage, et que les prêteurs sur gage sont un véritable commerce;—Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé.

Du 3 niv. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

## EXPROPRIATION FORCÉE.—PROVISION.—NULLITÉ.

*Sous l'empire de l'ordonn. de 1667 (tit. 27, art. 8), on ne pouvait procéder à l'adjudication sur expropriation forcée de biens saisis, en vertu d'un jugement de provision (2).*

*Les nullités du titre en vertu duquel l'expropriation forcée est poursuivie, pouvaient être proposées pour la première fois en appel (3).*

(Veuve Thourret—C. le curateur de Noël Leroy.)

Louis Leroy, tuteur de Noël Leroy, est mort sans rendre son compte de tutelle. Le curateur de Leroy poursuit, pour obtenir ce compte, la veuve Thourret, fille de Louis Leroy.—Le 12 fruct. an 9, jugement qui, sur le vu du compte rendu, et des débats respectifs, condamne par défaut la veuve Thourret au paiement d'une provision de 1,200 fr.—Postérieurement, la veuve Thourret fournit des soutènemens, et offre de payer 1,047 livres 12 sous, dont elle se reconnaît débitrice, dans les six mois, suivant l'usage de Normandie.—Refus du curateur, qui procède à l'expropriation d'un bien appartenant à la veuve Thourret; l'adjudication est fixée au 2 flor. an 10.—La veuve Thourret forme opposition au jugement par défaut du 12 fruct. an 9, et s'appuyant sur l'art. 8 du titre 27 de l'ordonn. de 1667, qui veut qu'on ne procède aux décrets et adjudication d'un héritage qu'en vertu d'une condamnation définitive, elle soutient que la procédure en expropriation est nulle, parce qu'elle a été faite en vertu d'un jugement qui ne prononçait qu'une provision.

2 flor. an 10, jugement qui, considérant que, par son compte-rendu, la veuve Thourret s'est reconnue débitrice d'une somme de 1,400 fr.; qu'il s'est écoulé plus de six mois depuis qu'elle a fourni son compte;—Vu l'art. 7 du titre 27 de l'ordonn. de 1667, débouté la veuve Thourret de son opposition, et ordonne qu'il sera passé outre à l'adjudication.

Mais il en serait autrement s'il s'agissait d'un simple jugement provisoire, même passé en force de chose jugée. V. Cass. 29 oct. 1806.

(3) La jurisprudence actuelle, sous l'empire du Code de proc., est contraire. V. Cass. 11 avril 1837, et les arrêts auxquels il y a renvoi.

Appel de la dame Thouret, qui reproduit son moyen tiré de l'art. 8 de l'ordonn. de 1667; elle soutient que, d'après cet article, le jugement de provision est un titre incomplet et insuffisant: il ne peut donner lieu qu'à la saisie, mais aller jusqu'à l'expropriation, c'est lui attribuer un effet que l'ordonnance refuse positivement.—Au surplus, l'ordonnance n'est point incompatible avec la loi du 11 brum. an 7; car celle-ci n'a point abrogé l'ordonnance en cette partie.

On répondait pour le curateur, intimé, que la nullité ne pouvait pas être proposée; que l'article même invoqué par la veuve Thouret était contraire à sa prétention, car il permet de saisir les biens d'une partie condamnée; tout ce que la dame Thouret pouvait demander, c'était un sursis à la vente.—Mais cette demande en sursis était, de son côté, contraire à la loi du 11 brumaire, qui ne permet pas, lorsqu'une expropriation est commencée, de l'arrêter ou de la suspendre sous aucun prétexte, à peine de nullité.—Ainsi, la veuve Thouret ne pouvait être écoutée sous ce rapport, et c'est ici qu'il faut remarquer la différence de la loi ancienne avec la loi nouvelle. La première n'exigeait pas que l'on mit à fin sa poursuite; on pouvait saisir seulement, si l'on voulait, les biens de son débiteur; on en faisait le bail judiciaire et l'on pouvait en rester là. Au contraire, la loi du 11 brumaire ne permet pas de l'arrêter: une fois commencée, l'expropriation doit être mise à fin. C'est donc à tort que la veuve Thouret vient dire que l'art. 8 du titre 27 de l'ordonn. de 1667 n'a point été abrogé par la loi du 11 brum. an 7. Il résulte, au contraire, de la différence que l'on vient de remarquer entre les deux procédures en expropriation, que la seconde était absolument différente de la première.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que la nullité opposée sur l'appel, par la veuve Thouret, est une nullité radicale et absolue contre le titre de l'expropriation, et ne peut être confondue avec les nullités et omissions des formalités dont parle l'art. 23, chap. 1 de la loi du 11 brum. an 7;—Que la demande en nullité, pour cause de précipitation de l'adjudication, opposée sur l'appel, l'a été devant les premiers juges;—Débouté de la fin de non-recevoir;—Et au principal, jugeant par défaut, vu le moyen de nullité radicale non contesté, a infirmé le jugement d'adjudication dont était appel.

Du 9 niv. an 11.—Trib. d'appel de Rouen.

## RATIFICATION.—VENTE.—MANDATAIRES.

Lorsqu'une personne a fait de son chef quelque acquisition au nom et pour le compte d'un tiers, la déclaration subséquente de ce tiers, qu'il est propriétaire de la chose objet de l'acquisition, est de sa part une ratification du contrat qui a effet rétroactif à la date de l'obligation (1).

(Saint-Pierre—C. Baraillier et Tonsaint.)

Le 1<sup>er</sup> brumaire an 7, les époux Saint-Pierre

vendent au cit. Hanet, moyennant 18,000 fr., une maison sise rue Choiseul n° 5. Hanet n'est pas présent au contrat; mais la vente est acceptée pour Hanet, par Jean Galand, comme ayant charge et pouvoir d'Hanet, ainsi qu'il l'a déclaré. Il est stipulé dans le contrat, que les époux Saint-Pierre auront un privilège sur la maison qu'ils vendent, et une hypothèque sur tous les autres biens de Hanet; ils prennent, en conséquence, des inscriptions le 25 flor. an 7.—Le 12 mess. an 7, Hanet vend à Baraillier, moyennant 30,000 fr., une maison sise également rue Choiseul, n° 6. Il est dit dans le contrat, que cette maison est attenante d'un côté à une maison appartenant audit Hanet, vendeur. Au mois de brum. an 10, le prix des deux maisons n° 5 et 6 étant à distribuer, les époux Saint-Pierre ont profité à l'ordre.

Mais Baraillier et Toussaint sous-acquéreurs, soutiennent que les époux Saint-Pierre ne peuvent pas avoir d'hypothèque sur la maison n° 6, à la date du 1<sup>er</sup> brum. an 7, parce que Hanet n'a point paru au contrat; qu'il n'a point comparu pour lui de fondé de pouvoir, soit authentique, soit sous signature privée, annexé au contrat; que Galand avait tout au plus un pouvoir verbal; qu'ainsi l'hypothèque stipulée dans le contrat du 1<sup>er</sup> brum. an 7 ne peut avoir lieu à cette date, mais seulement à celle du 9 mess. an 9, où Hanet a revendu la maison n° 5, par acte authentique. Mais les époux Saint-Pierre n'étaient plus alors à temps de prendre inscription sur Hanet, du moins pour la maison vendue à Baraillier, qui, dès le 28 pluv. an 8, avait fait transcrire son contrat, et par là purgé toutes les hypothèques.

Les mariés Saint-Pierre ont répondu qu'il suffisait que Hanet eût ratifié l'acquisition faite par Galand; que cette ratification résultait tant de l'acte de vente, faite à Baraillier lui-même de la maison n° 6, que du contrat de vente de la maison n° 5, faite le 8 mess. an 9; que la ratification ayant son effet rétroactif au temps de la passation de l'acte ratifié, il était évident que l'hypothèque devait remonter au 1<sup>er</sup> brum. an 7.

Le 10 flor. an 10, jugement du tribunal de première instance de la Seine, qui, attendu que la ratification du débiteur d'une obligation souscrite par lui, devant notaire, par un tiers sans procuration, mais se faisant et portant fort de celui pour lequel il a stipulé, ne peut avoir d'effet rétroactif en faveur du créancier, à la date de l'obligation, au préjudice d'autres tiers, au profit desquels le débiteur aurait souscrit des hypothèques dans le temps intermédiaire entre le contrat obligatoire et la ratification, le tribunal déclare nulles et de nul effet les procédures faites par le cit. Saint-Pierre et sa femme, pour parvenir à l'ordre dont il s'agit; déclare pareillement nulle l'inscription par eux prise le 25 flor. an 7, sur Pierre-Louis Hanet, en ce qu'elle frappe sur la maison rue Choiseul, n° 6.

Appel des cit. et cit. Saint-Pierre.—Ils ont ajouté aux moyens qu'ils avaient présentés en première instance, que Galand était le manda-

(1) C'était un principe certain, sous l'ancienne jurisprudence, du moins en ce qui touche les actes simplement rescindables, que la ratification avait un effet rétroactif au jour où le contrat ratifié avait été passé: *Ratificationes negotiorum gestorum ad illud reduci tempora oportet, in quibus contracta sunt* (L. 25, in fine, C. de donat. inter. vir. et ux.). V. Toullier, t. 8, n° 514. Mais il en était autrement, suivant M. Duranton (t. 13, n° 287), lorsqu'il s'agissait d'un acte nul de droit: il n'avait effet que du

jour de la ratification *ut ex nunc*, et non pas *ut ex tunc*.—Au surplus, en présence de l'art. 1338 du C. civil, cette distinction ne peut être admise, puisque cet article dispose généralement que la confirmation, ratification ou exécution volontaire, emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pourrait faire valoir contre l'acte (V. Toullier, *ibid.*, et Duranton, n° 289).—Remarquons enfin que cette rétroactivité ne peut jamais préjudicier aux droits des tiers. (C. civ., 1338.)

taire de Hanet, que la mandataire obligeait son mandant; que Galand, en consentant une hypothèque sur les biens de Hanet, celui-ci était censé l'avoir donnée lui-même. — Les intimés se sont contentés de développer les motifs du jugement de première instance.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Attendu que Pierre-Louis Hanet a déclaré dans le contrat de vente par lui faite à Bariller, le 12 mess. an 7, de la maison située rue Projette, n° 6, qu'il était propriétaire de la maison attenante, qu'il n'est pas contesté que cette maison attenante soit celle n° 5, acquise de Saint-Pierre et sa femme, pour ledit Hanet, Jean Galand se portant fort pour ledit Hanet, par acte du 1<sup>er</sup> brum. an 7; qu'il résulte de ces faits que Hanet a approuvé et authentiquement ratifié respectivement à Bariller, partie dans l'acte du 12 mess. an 7, le contrat de vente du 1<sup>er</sup> brumaire précédent; — Et attendu que cette ratification et l'inscription de Saint-Pierre et sa femme sont antérieures à la transcription du contrat de vente, dont le prix forme l'objet de l'ordre et de la contestation; — Il suit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 3 niv. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

## SERMENT DÉCISOIRE. — PROCUREUR. — PIÉ-MONT.

*Antérieurement au Code du procédure civile, un procureur ne pouvait, en Piémont, déférer le serment décisoire sur un nouveau chef, sans un pouvoir spécial de sa partie. (Coutumes sardes, liv. 5, tit. 14, § 17.) (1) (Montegazzi—C. Trèves.)*

Il y avait eu appel par Montegazzi d'un jugement du tribunal de Vercelli, qui le condamnait à payer une somme de 2,886 fr. au sieur Trèves. Devant la Cour, Montegazzi déféra le serment décisoire à son adversaire par l'intermédiaire de son procureur. — Le tribunal d'appel de Turin ordonna que le serment serait prêté à la charge de produire, par le procureur de Montegazzi, un pouvoir spécial de son client pour déférer le serment. Le pouvoir fut rapporté, mais le serment ayant été déféré sur un nouveau chef, on éleva au procureur une nouvelle fin de non-recevoir fondée sur l'absence d'un second pouvoir.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que l'acte de mandat spécial proçuit par le procureur de Montegazzi étant simplement borné à déférer le serment sur le chef contenu dans l'écriture du 31 pluv., ne pourrait de même l'autoriser par rapport au second chef du serment, comme relatif à un autre objet, ni expressément ni tacitement compris dans le premier chef de serment; — Que le mandat spécial pour déférer le serment décisoire étant de rigueur, ne pourrait être sous-entendu dans les clauses générales insérées au bas de l'acte de mandat spécial du 10 vent. par les mots *promettendo di attara per grato valido e fermo, quanto già fu, e verra dal detto suo procuratore operato*, lesquels doivent se rapporter uniquement au chef de serment dont il y est parlé et aux suites que la prestation dudit serment pour-

rait entraîner; — A dit que la maison de commerce Trèves, en la personne du cit. Emmanuel Lellie Trèves, prêterait serment décisoire sur le premier chef déduit par Montegazzi, d'après la formule contenue dans l'art. 70 des instructions, pour la forme de procéder en matière civile; et avant que de rendre droit sur le fond de l'autre chef de serment, et sur les autres conclusions des parties; — Ordonne que le procureur de l'appelant produise un mandat spécial de son client, qui l'autorise à déférer le serment sur le chef postérieurement déduit.

Du 4 niv. an 11. — Trib. d'appel de Turin.

1<sup>er</sup> CONCORDAT COMMERC. — DETTES. — BEMIS.2<sup>o</sup> POLLICITATION. — OFFRES RÉELLES.

*1<sup>o</sup> Le failli est pleinement libéré de toutes les dettes qui lui sont remises par le concordat: en conséquence, il ne peut être ultérieurement inquiété pour raison de ces dettes sur les biens qu'il viendrait à acquérir dans la suite (2).*

*2<sup>o</sup> Les offres faites par le failli de payer les dettes qui lui ont été remises, ne produisent d'obligation en faveur des créanciers qu'autant que ces offres ont été acceptées expressément par le concordat avant la retraction du failli. Jusque-là, les offres ne constituent qu'une pollicitation dénuée de toute force obligatoire (3).*

(Chevalier—C. Kirch-Patrich.)

En 1782, le cit. Chevalier, négociant à Rochefort, fait faillite. Il dépose son bilan: ses créanciers forment un concordat. Le résultat de leurs délibérations a été qu'on ferait remise au failli de 60 pour 100 sur les capitaux, y compris tous les intérêts et frais de la procédure. — On lit dans le traité la clause suivante: « au surplus, s'en rapportant à lui, pour le paiement qu'il devait faire de ces remises, si ses affaires devenaient meilleures. » Le 27 flor. an 3, les créanciers reçurent un paiement de 40 pour 100. Bientôt après le cit. Chevalier demanda, par une circulaire, à tous ses créanciers, qu'ils eussent à lui envoyer le plus promptement possible, la note de ce qui leur restait dû, pour les 60 pour 100 intérêts et frais; leur déclarant que son intention était de leur en compter le montant. — Les cit. Kirch-Patrich, créanciers du cit. Chevalier, n'ayant pas répondu à son invitation, celui-ci leur fit faire des offres réelles de 17,000 liv. en assignats, au domicile des cit. Pelletreau qui avaient comparu pour eux au concordat. Ces derniers ont répondu qu'ils n'avaient pas de pouvoirs de la part des cit. Patrich pour recevoir ces offres faites en assignats. — Citation au bureau de paix, et par suite instance devant le tribunal de Rochefort.

Le 13 mess. an 13, jugement qui renvoie les cit. Pelletreau, sauf au cit. Chevalier à se pourvoir contre qui de droit. — Les offres réelles de la part du cit. Chevalier sont renouvelées contre les cit. Patrich. — Refus d'accepter. Mais peu de temps après, le cit. Chevalier ayant fait vendre ses meubles, ceux-là formèrent opposition à cette vente.

Toullier, t. 10, n° 375, en donne pour raison que le serment renferme une transaction, et la transaction une aliénation: *transactio transactio alienatio*.

(2) C'est un point qui ne peut faire l'objet d'aucun doute: Pardessus, n° 1247; Boulay-Paty, t. 1, n° 291, et notre *Dictionn. du contentieux commercial*, v° Faillite, n° 571.

(3) V. anal. dans le même sens, Cass. 18 août 1818, et Paris, 10 mai 1826.

(1) Sous le droit actuel, l'avoué ne peut, sans une autorisation spéciale de son client, déférer le serment décisoire à la partie adverse: V. Cass. 27 avril 1831 (Volume 1831); Grenoble, 23 fév. 1827. — Le principe consacré par ces arrêts est au reste fondé sur le § 3 de la L. 17, ff. de jurejurando: *procurator quoque quod dedit, rotum habendum est... si idipsum nominatim mandatum sit*. C'est aussi l'avis de Pothier, de Obligations, n° 915,

**Assignation en mainlevée de l'opposition.** Sur ces infractions, le cit. Chevalier ayant été emprisonné pour dettes, mené à sa sortie de prison. Le cit. Louis Chevalier, fils et unique héritier du défunt, continue devant le tribunal de Rochefort les poursuites commencées par son père, et demande en outre la radiation d'une inscription prise sur les biens de sa succession par le cit. Kirch-Patrick.

Jugement qui adopte les conclusions du cit. Louis Chevalier.

Appel des cit. Patrick. — Les appelants disaient que l'attribution était une obligation conditionnelle. C'est un contrat par lequel les créanciers accordent à leurs débiteurs un délai pour se libérer, et non pas une remise absolue. Il résulte de là que par le traité de 1782, les cit. Patrick n'avaient entendu faire remise au cit. Chevalier de 60 pour 100 qu'autant que les affaires de ce dernier seraient en mauvais état. Une telle condition devait nécessairement s'évanouir par l'amélioration de la fortune du débiteur. C'est ce qui est arrivé en effet; c'est ce que le sieur Chevalier a pris soin de faire connaître par la circulaire de l'an 3; preuve évidente qu'il savait bien que la remise qui lui avait été faite n'était que conditionnelle, momentanée. — En conséquence, dès l'instant de ses offres, la dette du cit. Chevalier était devenue inviolable. Tout paiement suppose une dette. Donc, en offrant de payer, le cit. Chevalier s'était reconnu débiteur. C'était vainement qu'on alléguait qu'il n'existait pas d'acceptation aux offres faites en assignations. L'obligation primitive entre les cit. Patrick et Chevalier n'avait point été éteinte par le contrat d'attribution; cet acte n'avait fait que la modifier. De pure et simple qu'elle était d'abord, elle était devenue conditionnelle. — Au surplus, les offres, continuaient les appelants, ont été acceptées; puisque nous avons demandé à être payés en numéraire, et non pas en assignats.

Le sieur Chevalier a répondu : — Qu'il n'était pas exact de dire que par l'attribution on ne faisait qu'accorder des délais au débiteur. On peut par ce contrat lui faire une remise absolue de la dette. Telle est la doctrine de tous les auteurs et notamment de ceux du *Rép. de Jurisp.*, v° *Attribution*. — Lorsqu'il y a remise simple et sans suite modification, l'obligation est pure et non pas conditionnelle; la remise est absolue. Dans l'espèce (et les appelants ne le contestent pas) la remise a été faite purement et simplement; donc, les Patrick ont, formellement et sans suite condition, renoncé à 60 pour 100 en faveur de Chevalier; il aurait donc fallu une nouvelle obligation de celui-ci envers eux pour le constituer débiteur; c'est ce qui n'a pas eu lieu. Si le cit. Chevalier leur a fait offre de leur rembourser ce dont les créanciers Patrick l'avaient gratifié, c'est un devoir auquel il obéissait par la délicatesse, mais que la loi civile ne lui imposait nullement. Il lui était libre d'acquiescer cette obligation en assignats, de quelque manière qu'il l'eût jugé à propos; il pouvait ne pas l'acquiescer du tout. C'étaient les remboursements qui lui avaient été faits en papier-monnaie qui, ayant augmenté sa fortune, l'avaient porté à faire offre de payer en assignats; ces offres ont été refusées, puisque aucun acte ne constate leur acceptation; elles ne constituent qu'une pollicitation qui ne peut produire aucune obligation : *Pollicitatio est solus offerentis promissum* (L. 3, ff. de pollicitationibus.)

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que Chevalier père ayant été entièrement libéré par le concordat et le paiement des 40 pour 100, il fallait une

nouvelle obligation pour le constituer débiteur des 60 pour 100, intérêts et frais remis par cet attermolement;

Considérant que les offres réelles n'ayant point été acceptées, elles n'ont pu engendrer aucune obligation nouvelle; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 9 niv. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

#### INTÉRÊT CONVENTIONNEL. — PRÉT. — COMMERÇANT.

*Avant le Code civil, et entre négocians, les stipulations d'intérêt se réglaient (à défaut de loi expresse) sur l'usage du commerce, en ce sens, que l'intérêt ne pouvait excéder le taux avoué à la bourse et admis par les négocians accrédités; & que les stipulations d'intérêt pour prêt à longues années étaient défendues (1).*

(Audiffret — C. Clayeux.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que s'agissant d'une convention entre négocians, toutes les lois relatives au prêt à intérêt entre particuliers, sont sans application à l'espèce; que toujours en effet ces sortes de négociations ont fait exception à la règle générale, exception consacrée par différentes lois, notamment par celle du 3 oct. 1789, la dernière sur cette matière, laquelle porte que la fixation d'intérêts qu'elle contient, est sans entendre rien innover aux usages du commerce; — Que ce principe posé, il reste à déterminer le véritable sens de cette disposition; qu'en maintenant les usages du commerce, c'est-à-dire en laissant aux commerçans une latitude interdite aux particuliers, on ne doit pas en conclure qu'ils puissent faire impunément des stipulations usuraires; que l'usure, proscrire par la saine morale, et le fléau du commerce, ne peut avoir été l'objet de la protection du législateur; mais qu'il s'ensuit seulement qu'entre commerçans, les intérêts pour prêt à terme doivent se régler sur l'usage, c'est-à-dire sur le taux avoué à la bourse et admis parmi des négocians accrédités; qu'au surplus cet usage, qui doit servir de règle entre commerçans, et que le législateur a consacré, n'est pas précisément l'usage qui avait lieu au moment de la loi, mais l'usage avec toutes ses variations résultant du plus ou moins de rareté de l'argent, des besoins et des diverses causes qui peuvent déterminer la confiance des prêteurs; — Qu'en principe, c'est donc sur l'usage du commerce que doivent, entre négocians, se régler les stipulations d'intérêts; non que celles faites au taux inférieur ne soient licites, non qu'elles ne doivent même être maintenues, mais en ce sens qu'il n'est pas permis d'excéder, et que le cas arrivant, il y a nécessairement lieu à réduction; — Que du même principe, il suit encore que toute stipulation d'intérêts à longues années doit être prosignée; car dans le commerce, les prêts sont à courts termes, et tout au plus annuels, et qu'admettre des prêts à longues années stipulés dans un moment où le taux de l'argent est avantageux au prêteur, ce serait ouvrir tous les jours la porte à l'usure; — Qu'en appliquant ces principes à l'espèce, il suit que la stipulation d'intérêts dont se plaint Clayeux, est nécessairement vicieuse; qu'elle l'est, en ce qu'ayant lieu pour une suite d'années non limitée, elle excède, sous ce rapport, les usages du commerce; qu'elle l'est encore, en ce que le taux stipulé, en le supposant conforme à l'usage au moment de la convention, excède visiblement cet

(1) V. dans le même sens, Cass. 11 avril 1810. — F. aussi la loi du 3 sept. 1807.

usage pour toutes les années suivantes; que par ces motifs il y a donc lieu à modifier cette stipulation, non en le réduisant au taux uniforme de cinq pour cent par an, ainsi que l'ont fait les premiers juges dont la sentence sur ce point doit être réformée, mais en prononçant une réduction annuelle, calculée pour chacune des années pendant lesquelles les intérêts auront cours, sur le taux moyen de la bourse de la ville de Lyon, place de commerce la plus voisine du domicile des parties; — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement du tribunal de première instance d'Autun, du 2 mess. an 10; réformant, ordonne, etc.

Du 11 niv. en 11. — Trib. d'appel de Dijon.

#### DOUAIRE CONVENTIONNEL. — RÉDUCTIBILITÉ. — ASSIGNATI LIMITATIF.

Dans l'ancienne Belgique, la réduction du douaire conventionnel à la moitié du revenu des immeubles du constituant, prononcée par l'art. 27 de l'édit perpétuel de 1611, n'était ordonnée qu'en faveur des enfans — En conséquence, la faculté de réduire ne passait à l'héritier collatéral que du chef des enfans, et lorsqu'il y avait eu matière à l'exercer dans leur personne (1).

Lorsque la prestation d'un douaire a été assignée taxativement sur les revenus des immeubles du constituant, l'héritier ne peut être tenu du service du douaire au delà de la totalité de ces revenus.

(Lanfranchy — C. Voza y Vega.)

Du 11 niv. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl. le cit. Tarté, subst. — Pl., les cit. Willems et d'Orange.

#### SAISIE-ARRÊT. — RENTE FONCIÈRE.

La saisie-arrêt des noms, voies, droits et actions d'un débiteur, ne comprend pas la saisie des rentes foncières qui lui appartiennent. — On ne peut donc annuler le remboursement d'une rente foncière faite au débiteur au préjudice d'une telle saisie (2).

(Bauzel — C. Faix.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que l'opposition du 7 mars 1787 était éteinte par le laps de trois ans, conformément à l'édit de 1771, à l'époque de la publication de la loi du 29 déc. 1790; — Que la saisie de 1789 ne comprenait pas celle de la rente, sous la dénomination des noms, voies, droits et actions, ces sortes de rentes devant être comprises nominativement dans la saisie, et, pour leur validité, des formes particulières étant nécessaires; — Que tout créancier qui voulait conserver son hypothèque sur ces sortes de rentes était tenu de former une opposition particulière, en vertu de l'art. 3, tit. 6, de la loi du 29 déc. 1790; — Que Rose-Brums, veuve Bauzel, ni aucun autre créancier, n'ont formé d'opposition; — Que le

cit. Faix, n'en ayant pas trouvé au bureau des hypothèques, a pu valablement rembourser sa rente conformément à ladite loi; — Déboute la dame Bauzel de son appel, etc.

Du 13 niv. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes.

#### 1<sup>o</sup> SÉPARATION DE BIENS. — LIQUIDATION.

##### 2<sup>o</sup> COMMUNAUTÉ. — RÉTABLISSEMENT.

##### 3<sup>o</sup> SAISIE IMMOBILIÈRE. — REVENDEICATION.

##### 4<sup>o</sup> ADJUDICATION. — PROCÈS-VERBAL. — FORMALITÉS.

1<sup>o</sup> Suivant le statut de Strasbourg, la liquidation des droits de la femme qui demandait sa séparation de biens, devait précéder le jugement de séparation (3).

2<sup>o</sup> On ne peut induire le rétablissement de la communauté entre époux de ce que la femme, dans un acte qu'elle a fait en commun avec son mari, n'aurait pas pris la qualité de femme séparée de biens (4).

3<sup>o</sup> Sous la loi du 11 brum. an 7, relative à l'expropriation forcée, les juges ne pouvaient, en cas de revendication de parties des biens saisis, rejeter, par un seul et même jugement, la demande en revendication et ordonner l'adjudication: il y avait nécessité de prononcer sur ces deux points par jugemens séparés. (Art. 29.) (5)

4<sup>o</sup> Sous la même loi, il était nécessaire, à peine de nullité, que le procès-verbal d'adjudication contint le détail des opérations qui avaient eu lieu, et par là prouvât que chacune des formalités prescrites par la loi avaient été observées: à cet égard, il ne suffisait pas de l'énunciation vague que les formalités avaient été remplies (6).

(Frontz — C. Hous et Vernier.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant qu'e la vérité il est de principe que la séparation n'est réputée consommée que lorsque sa prononciation est suivie de la liquidation de la communauté et exécutée: à cet égard, les principes du droit français étaient suivis à Strasbourg (sous l'empire du statut municipal de laquelle ville les conjoints Cossat ont vécu), avec cette différence que la liquidation des apports de la femme qui poursuit la dissolution de la communauté, précédait le jugement de séparation, et alors ce jugement formait le complément de la poursuite et la séparation était consommée; — Au cas particulier, la femme Cossat rapporte son inventaire de liquidation sous la date du 24 juill. 1788, et la sentence de séparation intervenue ensuite le 20 sept. suivant qui lui adjugea la masse en remplacement de ses avantages; il faut donc tenir pour constant que, dès ce moment, la communauté s'est trouvée dissoute; il s'agit de vérifier si, depuis, elle a été rétablie;

Considérant que les intimés ne sauraient l'induire que de la circonstance que l'appelante n'a

diu son dit être affichée dans la même forme que le jugement de séparation. (V. l'article 1451, C. civ.) La réunion de deux époux séparés de corps et de biens, ne suffirait pas pour rétablir leur communauté dissoute: — Paris, 16 avril 1807.

(5) V. conf., Cass. 8 vent. an 13, et la note. — Pour le droit actuel, V. les art. 729 et 730 du Code de procédure.

(6) V. en ce sens, autre arrêt de Colmar, du 7 janv. 1806. — En sens contraire, Cass. 10 pluv. an 13; Lyon, 2 août 1811; Cass. 20 janv. 1816. Ces deux derniers arrêts sont rendus par application du Code civil. En les rapportant, nous ferons connaître l'opinion des auteurs sur la question.

(1) V. dans le même sens, Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> Douaire, sect. 5, § 2, n<sup>o</sup> 5.

(2) Il en serait de même aujourd'hui, le Code de procédure soumettant à des formes particulières la saisie des rentes constituées. (V. art. 636 et suiv.)

(3) On sait qu'aujourd'hui les époux ne pourraient, avant la séparation, légalement procéder à la liquidation de leurs droits, de manière à se lier irrévocablement. Cela résulte de la combinaison des art. 1395 et 1414, Code civ., et 872 Code proc.

(4) Il n'y a, sous le Code civil, de rétablissement valable de communauté après séparation de biens, qu'autant que ce rétablissement a été constaté par acte devant notaires et avec minute, dont une expé-

pas pris la qualité de femme séparée de biens dans le contrat du 1<sup>er</sup> déc. 1792; or, ce n'est pas d'un pareil acte, intervenu bien avant l'origine des prétentions de Vernier, qui ne datent que de l'an 6, qu'on peut faire résulter la preuve du rétablissement de la communauté qui avait existé entre les conjoints Cossat; en effet, il est de principe, attesté par la jurisprudence universelle, que le rétablissement de la communauté conjugale, dissoute légalement, ne se présume pas, et qu'il faut, pour l'opérer, un acte formel et précis, un consentement réciproque et exprès: la cohabitation depuis la séparation prononcée ne suffirait pas. L'acquisition faite en 1793 par les conjoints Cossat devient donc insignifiante pour justifier que la communauté a été renouée; la femme a donc pu acquérir pour son compte, de société avec son mari, comme elle l'aurait pu avec toute autre personne. Venuir, poursuivant l'expropriation de la maison ainsi acquise par ces deux époux, et n'étant révoqué que du mari, la femme avait qualité pour intervenir dans la poursuite, pour revendiquer la portion par elle acquise dans cette maison; elle n'est donc pas non recevable à appeler du jugement qui l'a déboutée de son intervention; ainsi, la fin de non-recevoir est mal fondée; et c'est le cas de passer à l'examen du mérite de l'appel de nullité que l'appelante fonde, 1<sup>o</sup> sur ce que les juges à quo n'ont pu passer outre à l'adjudication au mépris de la revendication; 2<sup>o</sup> sur ce qu'ils n'ont pas détaillé dans leur jugement les formalités requises par la loi pour procéder régulièrement à l'adjudication, s'étant contentés d'énoncer que toutes les formalités prescrites par la loi du 11 brum. an 7, sur les expropriations forcées, ont été strictement observées;

Considérant, à l'égard du premier moyen, qu'il est inséparable et suffirait seul pour annuler l'adjudication: en effet, l'art. 39 de la loi du 11 brum. vent « que toutes les fois qu'il y aura une revendication, il soit survenu à l'adjudication des objets revendiqués. » Il est vrai que cet article permet aux juges d'ordonner l'adjudication de tout ou partie des objets non revendiqués à charge de prononcer à cet égard par un jugement séparé de celui relatif à la question de revendication. Au cas particulier, l'objet revendiqué fait partie d'un tout qui n'est pas justifié avoir pu être divisé; d'ailleurs, le déboute de l'intervention et l'adjudication se trouvent dans un même contexte; il n'y a donc eu qu'un seul jugement contenant deux dispositions: or, la nullité de ce jugement dans l'une de ses parties entraîne la nullité des autres;

Considérant que l'adjudication serait d'ailleurs nulle, lors même qu'elle eût pu être ordonnée. La loi du 11 brum. a prescrit les formalités à suivre pour la validité des adjudications: l'acte qui en est dressé est moins un jugement qu'un procès-verbal qui doit constater par le détail que ces formalités ont été observées; il doit principalement faire mention de l'usage fait des bougies pendant les enchères, surtout que la dernière s'est éteinte vierge. A ce particulier, l'acte d'adjudication porte simplement que les bougies ont été successivement allumées, et que toutes les formalités prescrites par la loi du 11 brum. ont été strictement observées; mais si l'on admettait de pareils allégés, les contraventions seraient hors d'atteinte: la voie de l'appel et celle de la cassation deviendraient illusoirs, puisque les juges supérieurs n'auraient jamais la certitude que les lois n'ont pas été violées; — Considérant que l'appel de nullité étant fondé, et le pouvoir des juges à quo se trouvant épuisé, il y a à juger

I. — 1<sup>er</sup> PARTIE.

le mérite de la demande en revendication, et qui fait l'objet de l'appel simple; — Considérant que, dès qu'il est reconnu que la communauté des conjoints Cossat a été dissoute, et qu'elle n'a pas été rétablie, l'appelante a pu, avec son mari, comme avec toute autre personne, acquérir de société la maison dont il s'agit, et, dès lors, la moitié est devenue pour elle une propriété que Vernier, créancier du mari, n'a pu comprendre dans sa poursuite d'expropriation; la revendication qu'elle a faite était donc juste, quant à cette moitié: c'est le cas, en émettant, d'en ordonner la distraction de l'affiche, etc.

Du 18 nivôse an 11. — Trib. d'appel de Colmar. — Pl., les cit. Marquair, Baumin et Raspélier.

#### SERVITUDE.—Eaux.

*La servitude stipulée par bail à rente, et consistant à laisser les bailleurs fouiller, quand bon leur semblera, dans toute l'étendue des héritages cédés, pour y chercher et rassembler des eaux, n'étant pas d'un exercice usuel et continu, ne peut être rangée au nombre des servitudes qui s'éteignent par la non-usage pendant trente ans. (Coutume de Paris, art. 136.)*

Ainsi, les preuves de l'héritage sont non recevables à offrir la preuve qu'ils ont fait depuis plus de trente ans des actes contraires à la servitude.

(Fleuret—C. les héritiers Pelletier.)

Le 27 avr. 1667, Leblanc cède à Hunon et à sa femme divers héritages à titre de bail à rente, à la charge, par les preneurs, de laisser le bailleur ou ses ayants-cause, fouiller, quand bon leur semblera, dans les héritages bailés, pour y chercher et rassembler les eaux, si aucunes y a; d'y construire un regard, si besoin est, en remettant néanmoins les lieux dans leur état primitif, avec défense aux preneurs de fouiller eux-mêmes en quelque manière que ce soit. — Plus tard, les preneurs ont fait des constructions et plantations sur les héritages cédés, sans aucune réclamation de la part des bailleurs.

Mais en l'an 8, Pelletier, représentant Leblanc, fait sommation à Fleuret, représentant Hunon, de cesser les fouilles qu'il avait commencées, et l'assigne au tribunal de Pontoise.

Fleuret soutient Pelletier non recevable; il invoque l'art. 136, lout. de Paris, d'après lequel la liberté se peut réacquies contre le titre de servitude par trente ans de non-usage entre majeurs et non privilégiés. Il affirme et offre de prouver que pendant plus de trente ans, même pendant soixante, les bailleurs ou ses représentants ont cessé d'exercer leurs droits de servitude, et que, de la part des preneurs, il a été fait sur les héritages des constructions contraires.

15 frim. an 10, jugement du tribunal civil de Pontoise, qui « attendu que l'auteur de Fleuret (le preneur) n'est devenu propriétaire par le bail à rente de 1667, que sous les charges exprimées audit bail; que la servitude en question, réservée au vendeur, n'est pas d'un exercice usuel et continu, et par conséquent ne peut être rangée au nombre de celles dont parle l'art. 136 de la Cout. de Paris, et qui peuvent se prescrire à défaut d'exercice; sans avoir égard aux moyens de prescription et faits articulés par Fleuret, le condamne à boucher les tranchées et fouilles pratiquées sur le terrain en question, à remettre les lieux en l'état où ils étaient en 1667, et ce, dans la décade; sinon et ledit délai passé, autorise les héritiers Pelletier à le faire faire aux frais dudit Fleuret. »

Appel de la part de ce dernier.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges, confirme leur jugement dans toutes ses dispositions.

Du 18 niv. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

## RENTES CONSTITUÉES. — SOLIDARITÉ.

Les dispositions du tit. 2 de la loi du 20 août 1793, sur l'extinction de la solidarité en matière de rentes ou redevances ne sont relatives qu'aux rentes foncières; elles ne s'étendent pas aux rentes constituées (1).

(Robinet de Grenon. — C. Chabanne et Bozredon.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'il y a entre les rentes foncières et les rentes constituées cette différence essentielle que, dans les premières, la sûreté du créancier repose sur un fonds qui ne peut périr; au lieu que dans les autres, quelconques des débiteurs peuvent devenir insolubles; qu'ainsi, l'extinction de la solidarité, qui peut être sans conséquence quant aux redevances foncières, pourrait causer la ruine du créancier de rentes constituées; qu'au surplus, l'esprit et les termes de la loi du 20 août 1793 n'ont éteint la solidarité que pour les rentes foncières; que, quelque faveur qui soit due à la libération, la loi ne peut être étendue du cas qu'elle exprime à celui qu'elle ne désigne pas; qu'enfin, le corps législatif lui-même s'est prononcé à cet égard le 2 thermidor an 6, en rejetant une résolution dont l'objet était d'étendre aux rentes constituées les dispositions de la loi du 20 août 1793, sur l'extinction de la solidarité; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 20 niv. an 11. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Sallé. — Pl., les cit. Desgèze, Douard et Gangnaron.

## VENTE. — TRANSCRIPTION. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, les actes de vente sous seing privé pouvaient être transcrits, encore qu'ils n'eussent pas été reconnus; et cette transcription suffisait pour dessaisir immédiatement le vendeur (2).

(Keyser — C. Heene.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les art. 26 et 28 de la loi du 11 brum. an 7 n'exigent, pour opérer la tradition réelle, par le moyen de la transcription, qu'un acte translatif de biens; que par cette expression générique, le législateur a entendu tout acte qui a pour objet la translation d'un immeuble, en quelque forme qu'il soit passé, puisqu'il ne devient réellement translatif

de l'immeuble que par le fait de la transcription ordonnée; — Attendu que la disposition de l'art. 3 de la loi du 11 brum. an 7, en ce qu'il ne permet, ou n'ordonne l'inscription d'un acte sous seing privé, donnant un droit hypothécaire, que lorsque la signature a été reconnue par un jugement, n'est relative qu'à cette seule inscription, et non à la transcription; — Attendu que de la nécessité des formalités prescrites pour acquérir l'hypothèque, on ne peut inférer que les mêmes formalités soient nécessaires pour la transcription, lorsque la loi ne l'ordonne pas; — Réforme, etc.

Du 20 niv. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Vantours et de Burck.

## INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — HYPOTHÈQUE GÉN. — PAYÉ DE RANTISSÈMENT.

On n'a pu, sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, faire inscrire sur des biens situés en pays de nantissement, une hypothèque générale sur les biens présents et à venir, accordée précédemment par un contrat qui n'avait pas été suivi des formalités nécessaires pour le réaliser (3).

(Gobbe — C. Wilmaert.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'art. 43 du tit. 3 de la loi du 11 brum. an 7, n'avait conservé l'effet des hypothèques générales, que dans les lieux où elles avaient été acquises d'après les formes qui leur étaient prescrites; — Que si l'hypothèque générale pouvait se constituer à Lodelinsart, ce n'était qu'à la charge de réalisation devant une Cour de justice, ensuite du mandat ou du consentement du débiteur à cet effet, comme le prescrit la coutume locale, formalités qui n'ont pas été observées; — Que, dans l'espèce, faite du 5 prair. an 6, ne contenant ni la nature, ni la situation des immeubles affectés, le créancier n'était ni dans les termes de l'art. 4 du tit. 1<sup>er</sup> du ch. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 brum. an 7, ni dans les dispositions des anciennes lois, puisqu'il n'existait aucune réalisation en sa faveur, soit dans les formes anciennes, soit dans celles qui leur ont été substituées; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 21 niv. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

## SURENCHÈRE. — NULLITÉ. — ACQUÉREUR.

Sous la loi du 11 brum. an 7, lorsqu'un créancier a requis la mise aux enchères, et qu'il n'a point signé la copie de son exploit de régulation délaissée au vendeur, la nullité prononcée en ce cas par l'art. 31 profite à l'acquéreur, encore même que sa propre copie ne soit infectée d'aucun vice emportant nullité (4).

droit de propriété; mais elle est encore susceptible d'être élevée, à raison des effets particuliers que produit la transcription. Il nous paraît incontestable qu'elle doit être résolue affirmativement sous le C. civ., comme elle l'a été sous la loi du 11 brum. an 7.

(3) V. conf., Cass. 28 dec. 1808, et 17 mai 1810. V. aussi, dans le même sens, Merlin, *Repert.*, v° *Surenchère*, n° 6, et *Quest.*, v° *Nantissement*, § 2. — Il en serait autrement, si le contrat conférant l'hypothèque générale, quoique non réalisé dans les anciennes formes, avait été inscrit sous l'empire de la loi du 9 mess. an 3, et dans la forme prescrite par cette loi. V. dans ce sens, Cass. 8 flor. an 12.

(4) Sur le point de savoir si l'acquéreur peut se prévaloir des nullités qui se trouvent dans la notification faite au vendeur, V. Cass. 18 fév. 1839, et la note.

(1) C'est ce que la Cour de cassation a elle-même décidé par un arrêt du 2 fév. 1812. — Du reste, il a été aussi jugé que l'abolition de la solidarité prononcée par la loi de 1793, s'applique aux arrérages de rentes anciennes, échues depuis le Code civil, et qu'à cet égard, la solidarité n'a pas été rétablie par l'art. 1221 du Cod. civ. (Nîmes, 22 janv. 1812); — Qu'elle s'applique aussi aux rentes foncières comme aux rentes féodales, à la solidarité conventionnelle, comme à la solidarité statutaire (Cass. 6 oct. 1812).

(2) V. conf., Cass. 23 mess. an 10, et 27 niv. an 12. V. aussi, dans le même sens, Merlin, *Quest.*, v° *Transcription*, § 3. — Sous le Code civil, la transcription n'étant plus nécessaire pour la perfection de la vente, la question de savoir si un acte de vente sous seing privé peut être présenté à la transcription, est devenue sans intérêt quant à la transmission du



(Ranconnet-Noyon—C. Authier.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la réquisition de mise aux enchères n'est pas signée d'Authier, requérant, sur la copie délaissée à Dergo-Ditmer, vendeur, ce qui, aux termes de la loi, emporte nullité;—Que cette nullité doit profiter, non-seulement au vendeur, mais encore à l'acquéreur, puisqu'il s'agit pour l'un et pour l'autre de maintenir leur contrat intact;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 25 niv. an 11.—Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

ACTE NOTARIÉ.—DONATION.—TÉMOINS INSTRUMENTAIRES. — PRÉSENCE.

*Une donation entre vifs est nulle, lorsqu'elle a été rédigée en l'absence d'un des témoins instrumentaires (1).*

(Léger—C. Léger.)

La question avait été jugée en sens contraire en première instance, par le motif que les donations sont rangées dans la classe des actes ordinaires et qu'à leur égard l'ordonn. de 1731 n'exige pas la présence des témoins, comme elle l'exige à l'égard des testaments, à peine de nullité.

Appel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que tout acte reçu par un notaire doit l'être en présence des témoins instrumentaires qui y sont dénommés;—Que, d'un côté, les moyens de faux articulés, et qui tendent à prouver que l'Affilé, l'un des témoins, n'avait été présent ni à la signature des parties ni même à la rédaction de l'acte, sont suffisamment précisés;—Que, d'un autre côté, il résulte de l'enquête que le témoin a passé la journée entière du 17 fév. à Harbonnerie, et qu'il n'est rentré que le 18 à midi; qu'en conséquence, l'impossibilité physique qu'il ait assisté à la passation de l'acte est démontrée;—Infirme, etc.

Du 25 niv. an 11.—Trib. d'appel d'Amiens.

1<sup>o</sup> DIVORCE.—COMMUNAUTÉ.—MARI.

2<sup>o</sup> RÉFUSÉ.—OPPOSITION.—DOT.

1<sup>o</sup> Le mari, pendant les poursuites en divorce, reste le maître de la communauté.—Sa femme ne peut, par des oppositions, l'empêcher d'en percevoir les revenus (2).

2<sup>o</sup> Lorsque, pendant une instance en divorce, la femme forme opposition sur les capitaux provenant de sa dot, ou pour sûreté de ces capitaux, la demande en mainlevée de cette opposition n'est pas de la compétence des

(1) Cette question, ainsi que celle de la présence du second notaire, est des plus controversées. V. dans le sens de la décision ci-dessus un arrêt de Paris du 15 déc. 1838, et les autres arrêts qui y sont indiqués.

(2) Peut-être cette proposition est-elle trop absolue : le principe est vrai, mais il comporte des exceptions. La plupart des auteurs enseignent que la femme ne peut valablement former, de son autorité privée, des saisies-arrests contre son mari, mais qu'elle le peut avec l'autorisation préalable du président, et qu'en définitive, la validité ou l'invalidité de ces saisies dépendra de la situation de fortune des parties, envisagée d'après leurs conventions matrimoniales et une foule d'autres circonstances laissées à l'appréciation du juge. V. Carré, *Lois de la procédure civile*, quest. 2939; Pigeau liv. 3, v<sup>o</sup> Séparations de biens, n<sup>o</sup> 7; Benoît, *Traité de la dot*, n<sup>o</sup> 299; Roge, *Traité de la saisie-arrest*, n<sup>o</sup> 201. V. aussi, dans le même

sens, juges du référé; c'est la matière d'une action principale (3).

(Tellier de la Martière—C. Son mari.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que le mari, comme chef de la communauté, a le droit de toucher les revenus d'icelle, et que la femme, même en instance de divorce, ne peut arrêter l'exercice de ce droit par des oppositions; que, dans le cas où elle en formerait, le juge tenant les référés est compétent pour en connaître provisoirement, et qu'au contraire, lorsque l'opposition frappe sur des capitaux provenant des deniers dotaux, ou qu'elle a été formée pour sûreté d'iceux, le même juge est incompétent pour y statuer, et doit renvoyer les parties à se pourvoir;—Attendu que, dans l'espèce, les oppositions de la dame Martière sont indéfinies et que la mainlevée en a été donnée également indéfiniment;—Dit qu'il a été nullement et incompétemment jugé par l'ordonnance, en ce que, par icelle, il a été donné mainlevée d'opposition portant sur des capitaux;—Déclare, an surplus, ladite ordonnance bien et complètement rendue en ce qui touche les oppositions sur les revenus.

Du 29 niv. an 11.—Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

ACQUIESCEMENT.—DÉLAI.—DÉPENS.

*De ce que le défendeur d'une partie demande un délai pour l'exécution des condamnations qui vont être prononcées, on ne peut induire un acquiescement anticipé au jugement qui va être rendu (4).*

La partie qui paie les dépens auxquels elle est condamnée, en déclarant qu'elle paie par forme de consignation, n'acquiesce point au jugement qui prononce cette condamnation (5).

(Seriat—C. Dufour.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'on ne peut pas induire de la demande en délai, insérée dans le dispositif du jugement attaqué, un acquiescement formel à ce jugement, parce qu'il ne paraît pas que ce délai ait été sollicité par la partie elle-même ni par son représentant, puis-que, dans les qualités du jugement, il n'est nullement fait mention de cette demande; au contraire, il est plus naturel de croire qu'on a plutôt résisté à l'attaque des intimés que songé à passer condamnation, vu que l'exception péremptoire que l'appelant avait opposée devant le bureau de paix était fondée sur le défaut absolu de qualité des intimés pour réclamer la dot de François Dufour; mais, quand il serait vrai que le

sens, arrêts de Metz, 23 juin 1819; Caen, 16 mars 1825; Paris, 24 déc. 1825.

(3) Jugé, par extension de ce principe aux fruits on revenus, que, même à l'égard de ces derniers, le juge des référés est incompétent pour statuer sur la demande en séquestre formée par la femme durant l'instance en séparation de corps. V. Liège, 13 janv. 1809.

(4) Il a été jugé (Grenoble, 1<sup>er</sup> pluv. an 9) que le sursis demandé par la partie (en personne) à l'exécution du jugement qui va être rendu, était un acquiescement anticipé.—Mais il en serait autrement, suivant une autre décision (Turin, 9 janv. 1808), du sursis demandé à l'exécution provisoire.—V. sur cette sorte d'acquiescement, Cass. 21 therm. an 8, et la note.

(5) V. sur le paiement des dépens, Agen, 3 frim. an 12; Montpellier, 24 juill. 1810.

fondé de pouvoirs du cit. Serclat se serait borné à demander un délai, cette conduite ne pourrait absolument nuire à ce dernier, parce qu'il n'a pas été établi que le cit. Vigué, qui prit la parole pour lui, fût nanti d'un pouvoir *ad hoc* pour avouer la demande formée par les intimés; — En vain a-t-on dit que le cit. Vigué n'était pas dévoué. Cela n'est pas nécessaire, par la raison que le désaveu ne peut frapper que sur la tête d'un officier en titre, comme le sont, par exemple, les avoués établis par la loi du 27 vend. an 8; car tout ce qu'un avoué fait pour son client ne peut être rapporté que par une demande en désaveu, contradictoirement jugée avec lui. Mais il n'en est pas de même à l'égard d'un défenseur officieux, qu'on ne doit considérer que comme une personne privée, qui ne peut agir qu'autant qu'elle est expressément autorisée à faire telle chose, de manière que tout ce qu'elle fait au delà des bornes de ses pouvoirs ne peut aucunement lier les constituans. De là vient qu'en pareil cas, celui-ci n'a pas besoin de désavouer le procureur fondé: il lui suffit de dire que celui-ci a fait ce qu'il ne pouvait pas faire, pour qu'on ne puisse pas lui lui opposer utilement; D'autre part, l'acquiescement formel à un jugement ne peut s'induire que de l'exécution elle-même, en payant la totalité ou partie de la condamnation; aussi les intimés ajoutaient-ils que la fin de non-recevoir était si invincible, que déjà l'appelant avait payé les dépens; mais il a justifié par la quittance, qu'il n'avait fait ce paiement que par manière de consignation, ce qui prouve évidemment qu'il n'eut jamais l'intention d'acquiescer au jugement, et qu'au contraire, il manifestait celle de l'attaquer par les voies de droit; or, dès qu'on ne peut imputer à l'appelant aucun fait relatif à l'exécution formelle du jugement, il s'ensuit que nulle fin de non-recevoir ne peut lui être opposée et qu'il faut accueillir son appel s'il est bien fondé; — Considérant au fond;.....—Par ces motifs:—Sans avoir égard à la fin de non-recevoir, etc.

Du 29 niv. an 11.—Trib. d'appel de Toulouse.  
—Prés., le cit. Dast.—Concl., le cit. Corbière,  
comm.—Pl., les cit. Flottes, Bourmiquel et Bonnesserre.

#### LEGS.—LÉGATAIRE.—RENONCIATION.

*Le légataire qui a renoncé à son legs ne peut revivre contre cette répudiation sous prétexte qu'elle a eu lieu sans avoir pris lecture du testament; non visis nec inspectis tabulis (1).*  
(Boucher—C. les héritiers et légataires.)

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;**—Attendu que par sa lettre missive du 31 déc. 1792, dûment enregistrée, Boucher l'ainé a déclaré formellement qu'il renonçait au bénéfice du testament que pouvait avoir fait son père en sa faveur; — Que les observations et les désirs exprimés en cette lettre, pour que les affaires de la succession s'arrangeassent à la satisfaction de tous, ne sont point

donnés comme une condition expresse et nécessaire de la répudiation du legs; — Qu'un légataire peut renoncer à un legs par sa seule volonté, et conséquemment par un acte émané de lui seul; — Qu'il n'a pas besoin pour cela de connaître l'étendue et l'importance du legs, parce qu'il peut être déterminé dans sa répudiation par le désir de conserver l'union entre les frères; — Que la renonciation faite en 1792, doit d'autant plus être regardée comme formelle et absolue, que Boucher l'ainé n'a point demandé l'exécution de ce testament, pendant tout le temps où la législation ne prohibait pas les legs en faveur des successibles;

Que le 20 flor. an 2, devant les arbitres saisis des contestations relatives à la succession de Boucher père, Boucher fils a demandé acte de ce qu'il déclarait ne vouloir faire aucun usage du testament de son père; qu'à cette époque, et lorsque le testament dont il s'agit étoit annulé par la seule force de la loi du 17 niv. an 2, la déclaration de Boucher aîné aurait été sans but, comme sans objet, si elle ne se rattachait pas à celle du 31 déc. 1792, pour annoncer une volonté antérieure et déjà exprimée; — Dit mal jugé, etc.

Du 30 niv. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., les cit. Becquey—Braupré et Robert.

#### RÉMÈRE.—DÉCHANCE.—DÉLAI.

*La faculté du rachat expire de plein droit par le laps de temps dans lequel les parties contractantes en ont renfermé l'exercice, et sans que l'acquéreur soit obligé d'obtenir un jugement qui l'en déclare déchu (2).*

#### (Gilbert—C. Goulet.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;**—Considérant que, lorsqu'on s'est réservé, ou qu'on a obtenu la faculté de faire quelque chose dans un temps déterminé, cette faculté cesse après l'expiration de ce terme, d'après le principe établi dans la loi 1<sup>re</sup> de Pactis inter emptorem et venditorem, comp., au Code; ad tempus concessa, post tempus censetur denegata; — Qu'ensuite de l'actenotaire, du 9 mess. an 8, la faculté du rémère n'a été accordée aux intimés que pour un an; que les intimés ayant laissé écouler ce terme, sans en user, cette vente, dès lors, n'est plus sujette à rémère; — Par ces motifs, — Infirme le jugement dont est appel, et déclare les intimés non recevables et mal fondés dans leurs conclusions.

Du 2 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Bruxelles.

#### LEGS.—RÉDUCTION.

*Le legs d'une rente viagère, à prendre sur une autre rente due au testateur, n'est pas susceptible de réduction, par cela seul que la rente affectée à l'acquit du legs se trouve avoir été réduite (3).*

*Dans ce cas, on ne peut opposer au légataire les quittances par lui données, dans lesquelles il a consenti la réduction, faussement persuadé qu'elle était de droit (4).*

du legs; si l'existence ou la consistance de ce corps n'est pas une des conditions du legs, on doit décider que si le corps certain ne suffit pas à l'acquiescement du legs, il faut prescrire sur d'autres valeurs. En un mot, il faut distinguer sur l'assignation du legs est démonstrative ou limitative. V. sur ce point, Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> Legs, sect. 4, § n<sup>o</sup> 7, qui cite à l'appui de la distinction que nous venons d'indiquer, Bartholæ, Dumoulin, Loiseau et d'Aguessau; — V. aussi Duranton, t. 9, n<sup>o</sup> 356 et suiv.; Cass. 4 vent. an 11; Paris, 19 vent. an 11; Bordeaux, 15 juill. 1831.

(4) V. anal. en sens contraire, Paris, 30 niv. an 11.

(1) V. anal. en sens contraire, Paris, 2 pluv. an 11.

(2) V. dans le même sens le jugement de rejet du tribunal de cassation rendu le 1<sup>er</sup> frim. an 12, sur le pourvoi dont le jugement ci-après a été l'objet.

(3) C'est là une question d'interprétation d'acte. Il est évident, en effet, que si le legs d'une chose à prendre dans un corps certain a été fait en considération de la consistance de ce corps, le legs devra être limité à ce corps certain, et que la réduction de l'un entraînera la réduction de l'autre. Si au contraire l'indication d'un corps certain n'a été faite, comme dans l'espèce, que pour faciliter le paiement

(Leblond et sa femme—C. Baron.)

(La Jonchère—C. Lerouge.)

N.... avait légué à Baron une rente viagère de 500 fr. : ce legs était pur et simple; mais pour en faciliter le paiement, le testateur l'avait délégué à prendre dans une plus considérable qu'il avait sur l'Etat.—N.... décéda et laissa pour héritiers Leblond et sa femme; mais ceux-ci ne voulurent acquitter la rente qu'en la réduisant dans la proportion qu'avait été réduite celle sur laquelle le legs devait être payé.—Baron donna même une quittance sur le pied de cette réduction; malgré cela, il demanda dans la suite le paiement entier de sa rente.—Cela donna lieu à une contestation portée devant le tribunal de la Seine, qui, par jugemens des 19 et 25 thermidor, ordonna que la rente serait payée dans son entier.

Appel par Leblond et sa femme.—Ils ont prétendu d'abord, que le jugement avait violé la volonté du testateur; que celui-ci, en déléguant le legs sur la rente qui lui était due par l'Etat, aurait voulu que le legs en suivit le sort, et que jamais le reste de sa succession n'en fût chargé; qu'ainsi le legs était limitatif, et son gage ayant subi une réduction, il devait la subir également.—Ils ont opposé à Baron le consentement qu'il avait donné à la réduction dans sa quittance.

A cela Baron a répondu que des termes mêmes du testament, il résultait que le legs était pur et simple, que la délégation faite par le testateur n'avait été que pour la facilité du paiement.—A l'égard du consentement, qu'on prétendait qu'il avait donné, il a dit ne l'avoir donné que dans la croyance que sa rente était susceptible de réduction, comme celle sur l'Etat; mais qu'au surplus, sa quittance n'étant point un acte synallagmatique, elle n'avait pu l'engager, puisqu'elle n'engageait pas ses adversaires.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que le legs de 500 fr. de rente viagère, fait à Baron, est pur et simple; que la délégation qui devait être faite, et qui ne l'a pas été, n'était qu'un mode de paiement, lequel n'empêchait pas que tous les biens du testateur ne fussent affectés au paiement du legs; — Attendu que la réduction exprimée, dans les quittances produites, ne repose que sur la fausse opinion dans laquelle a été Baron, que son legs devait être réduit dans les mêmes proportions que les rentes sur l'Etat; — Attendu enfin qu'il n'existe à l'égard de la réduction, aucun acte synallagmatique entre les parties; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 2 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

## LEGS.—DELIVRANCE.—QUOTITE DISPONIBLE.

L'héritier ne peut refuser la délivrance d'un legs fait par son auteur, sous prétexte que ce legs excéderait la quotité disponible, alors que cette allégation n'est pas justifiée, sauf à cet héritier, lorsque le paiement du legs lui sera demandé, à prouver, au moyen d'un compte, que ce legs excède la quotité disponible, et ne peut être acquitté.

(1) Il en serait de même sous le Code civil. — Il est bien vrai qu'il semble résulter du l'art. 129, C. civ., que l'absent n'est réputé mort que lorsque cent ans se sont écoulés depuis le jour de sa disparition; mais cette disposition n'empêche pas que, dès avant cette époque, son existence ne puisse être contestée. C'est ce que prouve l'art. 125 d'après lequel, quiconque réclame un droit échû à un individu dont l'existence n'est pas reconnue, doit prouver que cet individu existait quand le droit a été

La cit. Lerouge, légataire du cit. La Jonchère, avait formé contre la cit. La Jonchère, héritière du testateur, une demande en délivrance du legs. Mais celle-ci s'opposa à la délivrance par le motif que le testateur, avant de faire ce legs, avait épuisé la quotité disponible telle qu'elle était déterminée par la loi du 17 niv. an 2.

La cit. Lerouge soutenait de son côté, que rien n'établissant l'épuisement de la quotité disponible, il y avait lieu de prononcer la délivrance, sauf à la cit. La Jonchère à refuser ensuite le paiement si elle établissait au moyen d'un compte que le legs fait à la cit. Lerouge excédait la quotité disponible.

Jugement qui prononce la délivrance.

Appel de la part de la cit. La Jonchère.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la dame Lerouge, légataire, est autorisée à demander la délivrance du legs à elle fait par un testament qui n'est pas attaqué; — Attendu que c'est seulement quand elle en demandera le paiement que l'héritière pourra présenter son compte, qui donnera lieu, par les débats jugés, de constater s'il y a ou non, dans la succession, une portion disponible suffisante pour acquitter le legs; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 2 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.—Prés., le cit. Blondel.—Pl., le cit. Lacroix-Framville.

## ABSENT.—MORT.—PRÉSUMPTION.

Antérieurement au Code civil, l'absence sans nouvelles depuis dix ans, établissait contre l'absent une présomption de mort à partir du jour de la disparition.—Ceux qui continuaient d'exercer des droits subordonnés à son existence, étaient tenus de prouver qu'il vivait encore (1).

## (Detestre—C. Detestre.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la jurisprudence actuelle répute l'absent depuis dix ans sans nouvelle, décédé du jour de son départ; que tel était l'avis du savant Lamoignon (2); que l'opinion de ce grand magistrat paraît avoir été adoptée par tous les tribunaux; — Que le projet du Code civil fait remonter l'effet de l'absence au jour du départ; — Que quoique le projet du Code civil n'ait pas force de loi; quoique les observations faites par les tribunaux d'appel sur ce projet ne soient pas une règle absolue, ils en sont néanmoins la raison écrite; — Infirme, etc.

Du 2 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Lyon. — 2<sup>e</sup> sect.

## INSTITUTION CONTRACT.—RÉSERVE.

Sous l'empire de la loi du 18 pluv. an 5, les héritiers non compris dans une institution contractuelle faite avec réserve de pouvoir altérer les biens donnés, n'étaient pas reçus à prétendre, au cas où il n'avait pas été fait usage du droit réservé, que ce droit avait maintenu les biens donnés dans l'hérédité du donateur, de telle sorte qu'ils devraient être partagés également entre tous les héritiers (3).

ouvert. Et d'après les auteurs et la jurisprudence cette disposition s'applique sans distinction à l'absent présumé comme à l'absent déclaré. V. Toullier, t. 1, n° 177 et suiv.; Duranton, tom. 1<sup>er</sup>, n° 533 et suiv.; Merlin, Rép., v° Absent; Proudhon, t. 1<sup>er</sup>, p. 138. — V. aussi la Jur. du XIX<sup>e</sup> siècle, v° Absent, n° 33.

(2) F. Recueil des arrêts de Lamoignon, lib. 6, art. 1<sup>er</sup>.  
(3) V. dans le même sens, Aix, 17 therm. an 13; Grenoble, 30 déc. 1821; Toulouse, 29 déc. 1825; — Mais en sens contraire, Cass. 14 frim. an 10, et la

(Broussy—C. Broussy.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attends, 1<sup>o</sup> que l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 18 pluv., avait rapporté toutes les dispositions nouvelles relatives aux institutions contractuelles, et qu'elles devaient avoir leur effet, conformément aux lois anciennes; que la seule dérogation aux lois anciennes n'était que pour les réserves dont la réunion n'avait pas été opérée, en faveur des instituteurs, par le décret des donateurs ou instituteurs, avant la publication de la loi du 5 brum. an 2; 2<sup>o</sup> que cette dérogation aux lois anciennes ne concernait que les réserves, et n'était dans le fait que le rapport des dispositions de l'art. 18 de l'ordonn. de 1731; que, d'après cet article, les réserves ne sont établies que sur les objets compris dans les biens donnés, ou sur une somme fixe à prendre sur lesdits biens; caractère qui manque à la prétendue réserve qui fait la contestation; 3<sup>o</sup> qu'il résulte de ces observations que la clause comprise dans l'institution constitue une faculté plutôt qu'une réserve, et que l'instituteur n'ayant pas fait usage de cette faculté, ses effets ne pouvaient pas tourner au détriment de l'instituteur, car on dénaturerait alors l'institution contractuelle, irrévocable, et on la réduirait *ad non esse*; 4<sup>o</sup> que la clause ne portait que le droit de vendre et aliéner, ce qui, dans l'acception la plus commune des termes dans le pays où l'acte a été passé, ne donnait que la faculté de vendre à titre onéreux; qu'il en aurait été autrement s'il s'était aussi réservé le droit de disposer, ce qui emportait celui de l'aliénation à titre gratuit; que, dans cette dernière hypothèse, on eût pu, plus raisonnablement, faire tourner au profit des légitimaires l'effet de cette faculté, et faire considérer cette clause comme la faculté d'épuiser la donation par des legs, ce qui, dans le droit ancien, ne donnait à l'instituteur que le droit de réclamer la quote part; que ce caractère particulier ne se trouvant pas dans cette clause, il est vrai de dire qu'elle ne contient pas la réserve, telle qu'elle est indiquée par l'art. 18 de l'ordonn. de fév. 1731, à qui seule doit être appliquée la disposition de l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5; — Par ces motifs; — Démet de l'appel, etc.

note. — Jugé que l'art. 2 de la loi du 18 pluv. an 5, qui attribue aux enfants du donateur, autres que les donataires, les réserves de la donation outre leur légitime, n'est pas applicable au cas où le donateur est décédé sous le Code civil, Grenoble, 8 avr. 1809.

(1) C'était là un principe regardé comme incontestable dans l'ancienne jurisprudence (Pothier, *Traité du contrat de constitution de rente*, n° 121), et qui a été reproduit dans les art. 584 et 586 du Code civil.

(2) V. identique, Paris, 21 pluv. an 10. — *Contré*, au cas de tierce opposition incidente formée par voie d'exception, Paris, 29 prair. an 10. — Sous le Code de procédure, la question n'a pas été résolue uniformément par les auteurs. — Selon les auteurs du *Praticien français*, tom. 3, p. 271, et Huret, *Jurisp. des justices de paix*, t. 1<sup>er</sup>, n° 622, la tierce opposition principale doit être présentée du préliminaire de conciliation. — Carré, *Lois de la procédure*, n° 1724, tout en paraissant pencher pour l'opinion contraire, finit cependant (à la note) par conseiller de tenir la conciliation. Berriat, *Cours de procéd.*, t. 2, p. 445, dit aussi que, dans le doute, il faut décider pour le préliminaire. — Mais Pigeau, *Procédure civile* (édit. belge), tom. 1<sup>er</sup>, liv. 2, chap. 2, sect. 3, pag. 382, partant de ce point, que la tierce opposition est toujours incidente, soit à une instance engagée, soit à l'exécution du jugement qui a terminé cette instance, est d'avis qu'il n'y a jamais lieu de recourir au

Du 2 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes — Pl., les cit. Salaville-Laval, Emery et Blanc Paschal.

#### RENTE CONSTITUÉE. — ARRÉRAGES. — DIVISIBILITÉ.

Les arrérages d'une rente constituée s'acquièrent jour par jour (1). — En conséquence, s'il a été convenu dans le contrat de constitution, qu'après un certain délai, le crédit-rentier aura la faculté d'exiger le service de la rente à un taux supérieur à celui primitivement fixé, c'est à partir de la notification de cette volonté, quoiqu'elle soit faite avant une échéance annuelle, que le débiteur doit les arrérages suivant le nouveau taux.

(Lecandier—C. Wolfsmütz.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, par l'effet de la signification faite le 28 frim. an 8, la dérogation à la convention principale faite en faveur de son débiteur, a dû cesser, et la stipulation première, qui fixe l'intérêt au denier seize, reprendra sa force et ses effets; — Que si le paiement d'une rente n'est pas divisible, il n'en est pas de même de la dette ou obligation qui en résulte; — Qu'il est de principe, que les intérêts ne courent que de jour en jour, qu'il n'y a que les intérêts du temps qui a couru qui soient dus, que ceux du temps à venir ne le sont pas encore, qu'ils ne le sont qu'à mesure que chacun des jours du temps à venir, et qui se succèdent, leur donne naissance; — Qu'ainsi le débiteur a été constitué dans l'obligation de payer au denier seize, à partir du 28 frim. an 8; — Réformant la décision du premier juge, déclare les offres insuffisantes, et la consignation nulle, et ordonne le paiement aux taux du denier seize, depuis le 28 frim. an 8, jusqu'au 30 prair. suivant, jour de l'échéance de l'année.

Du 4 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles.

— 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Lefebvre et Audouin.

#### CONCILIATION. — TIERCE OPPOSITION. La tierce opposition formée par action principale est soumise au préliminaire de conciliation (3).

préliminaire de conciliation. — Même doctrine est professée par M. Augier, *Encyclopédie des juges de paix*, v° Tierce opposition, n° 3; Rauter, *Cours de procédure* etc., p. 289, et Thomine-Desmazures, *Comm. du Code de proc.*, n° 70, p. 134. Voici en quels termes ce dernier auteur justifie son opinion: « La tierce opposition, dit-il, est une voie extraordinaire qui a ses principes et ses règles particulières; si c'est une tierce opposition contre un arrêt, c'est directement à la Cour qu'elle devra être portée; par conséquent, elle ne sera pas soumise au préliminaire de conciliation, puisqu'il n'est exigé que pour les demandes qui doivent être formées devant les tribunaux de première instance. Or, il n'y a pas de motifs pour exiger que la conciliation soit tentée pour une tierce opposition lorsqu'elle serait portée contre un jugement de première instance, et de ne pas l'exiger quand elle aurait pour but d'attaquer un arrêt: la tierce opposition est plutôt une suite de procédure, une continuation d'instance, qu'une demande introductive et créant un procès nouveau; elle n'est nécessaire que pour empêcher ou prévenir l'exécution d'un jugement; c'est plutôt une défense qu'une véritable demande: nous tiendrons donc que le préliminaire de la conciliation n'est pas nécessaire. » — Ces raisonnements nous paraissent sans réplique; et la doctrine qu'ils établissent a été consacrée par les Cours de Rennes, 21 juin 1823, et Bordeaux, 14 mars 1831.

(Salmon—C. Riolt.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu qu'une tierce opposition formée vis-à-vis d'une partie avec laquelle on n'est pas en instance est une action principale, qui ne peut être intentée que par exploit d'ajournement, donné au domicile de la partie, et après tentative de conciliation au bureau de paix; — Déclare le jugement du 4 germ. an 10, et la procédure sur laquelle il est intervenu, nuls et de nul effet, etc.

Du 5 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

**PÉREMPTION.—SUBSTITUTION DE TRIBUNAUX.**

*La péremption d'instance a été interrompue par la substitution des nouveaux tribunaux aux anciens (1).*

(Lebon—C. Duflos.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que la péremption ne peut courir pendant l'interruption de l'instance occasionnée par la substitution d'un nouveau tribunal à celui saisi de la contestation, et ne reprend son cours qu'après la procédure faite devant le nouveau tribunal; — Attendu que, dans le fait, depuis la substitution du ci-devant Châtelet, qui était saisi de l'appel dont il s'agit, l'intimé n'a fait aucun acte qui ait mis l'appelant en demeure de procéder et de constituer avoué denses nouveaux tribunaux; qu'ainsi la péremption de l'instance n'a pu courir depuis la suppression du Châtelet de Paris; — Deboute l'intimé de sa fin de non-recevoir.

Du 7 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

**DERNIER RESSORT. — QUALIFICATION. — APPEL.**

*Avant le Code de procédure, bien qu'un jugement ne fût pas qualifié en dernier ressort, l'appel n'en était pas moins recevable si en réalité la demande sur laquelle il avait prononcé, n'était pas susceptible de deux degrés de juridiction (2).*

(Rodier—C. Guy.)

Il s'agissait dans l'espèce d'une demande en validité d'offres réelles d'une somme de 941 liv. formée par Guy contre Rodier.

Le 5 brum. an 2, un jugement du tribunal de première instance d'Alais avait déclaré les offres réelles valables. Ce jugement n'énonçait pas qu'il fût rendu en dernier ressort.

Appel de la part de Rodier. — Mais Guy a soutenu que cet appel était non recevable, la valeur de la demande étant inférieure à 1,000 liv., et que, d'ailleurs, il n'était pas nécessaire que le

jugement énonçât qu'il avait été rendu en dernier ressort.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Déclare l'appelant non recevable dans son appel, sur le motif que l'objet de la contestation étant au-dessous de 1,000 liv., le jugement du tribunal d'Alais a par lui-même été rendu en dernier ressort.

Du 8 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Nîmes.—Pl., les cit. Trinquelague et Esperandieu.

**SIMULATION — ACTE NOTARIÉ. — PREUVE TESTIMONIALE.**

*Lorsqu'une partie a déclaré, par acte notarié, avoir reçu une somme mentionnée audit acte, elle ne peut être admise à la preuve contraire par témoins, sous prétexte de simulation (3).*

(Abdermon — C. Venderlinden.)

Du 11 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.—Pl., les cit. Pins et Roval.

**SÉPARATION DE CORPS. — TRANSACTION. — RÉVOCACTION. — PENSION ALIMENTAIRE.**

*Une séparation consentie en forme de transaction, même sur procès existant, est essentiellement nulle et peut être révoquée par le mari contre le gré de sa femme (4).*

*Au cas de cessation, par la volonté du mari, d'une séparation volontaire qui avait été arrêtée précédemment entre les deux époux, le mari n'est point tenu de payer à sa femme les termes arriérés de la pension qu'il avait promis de lui faire; il est seulement tenu d'acquiescer, à la décharge de la communauté, les dettes que la femme a légitimement contractées pendant la séparation (5).*

(Labarre — C. Des Marches.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que le caractère d'indissolubilité imprimé au mariage par les lois civiles et canoniques sous l'ancien régime, dans l'ordre duquel l'acte du 17 oct. 1793, s'est passé, ne permettait pas de donner à cet acte l'effet de lier un des époux à un engagement volontaire de vivre séparément l'un de l'autre; — Que deux voies étaient uniquement ouvertes, sous ce régime, aux époux, pour tempérer les maux d'une union mal assortie, ou empêcher la ruine de l'épouse: la séparation de corps et de biens, au premier cas; la simple séparation de biens, au 2<sup>e</sup>; — Que l'un et l'autre des deux exigeaient le concours et le prononcé du juge, en connaissance de cause; — Que le 3<sup>e</sup> même n'autorisait pas l'ester à part de la femme, contre le vœu et la volonté de son mari; — Que par le droit nouveau, la séparation de corps est

(1) V. anal. dans le même sens, Limoges, 18 nov. 1812. — Mais V. en sens contraire, Cass. 23 niv. an 8; 22 mess. an 13; Orléans, 3 juill. 1817; Rennes, 16 juin 1818, et les notes.

(2) Ce jugement fait application d'un principe très rationnel admis depuis par le Code de procéd. civ., savoir, que la qualification du jugement n'exerce aucune influence sur la recevabilité de l'appel (art. 453). Mais ce principe n'était pas uniformément reçu avant le Code de procédure. V. Cass. 29 flor. an 2; 7 niv. an 4; 15 vent., 14 flor., 8 prair. an 6, et les notes qui accompagnent ces jugements.

(3) Jugé par application du même principe, et d'une manière générale, que les parties contractantes ne sont pas admissibles, comme le seraient des tiers, à établir par la preuve testimoniale, des faits de simulation, pour en conclure que leurs conventions apparentes ne sont pas leurs conventions réelles. Cass. 5 déc. 1826.

(4) Il en serait de même, sans aucun doute, aujourd'hui, d'après les art. 307 et 1443 du Code civil, qui disposent, le premier, que la séparation de corps ne peut avoir lieu par consentement mutuel; le second, que la séparation de biens ne peut être poursuivie qu'en justice, et que toute séparation volontaire est nulle. V. Duranton, t. 18, n° 401. — V. aussi, quant à l'ancien droit, Pothier, *Contrat de mariage*, n° 517, et Denisart, *v° Séparation*, n° 18.

(5) Cette solution nous paraît incontestable et parfaitement justifiée par les motifs que renferme le jugement. Mais si le mari avait payé exactement la pension, ou encore, s'il offrait de payer à la décharge de sa femme les termes de cette pension qu'il était en retard de lui fournir, il nous paraît hors de doute qu'il serait alors à l'abri de toute réclamation pour plus fortes sommes, de la part des créanciers qui auraient rendu à crédit à sa femme. C'est ce qu'enseigne Toullier, t. 12, p. 272.

prohibée et a été remplacée par le divorce proprement dit; — Que de là, il suit que la séparation volontairement consentie entre époux, ne pouvait et ne peut être sanctionnée par le juge, sur le seul fait de ce consentement donné, et contre la réclamation de l'un d'eux; — Que trouver en tout cela un état mitoyen entre le mariage et la séparation judiciaire, est créer un être de raison, en droit, que la jurisprudence universelle a constamment réprouvé; — Considérant que cet acte du 17 octobre 1793, n'est pas un acte judiciaire par la seule circonstance qu'il a été passé par-devant un conseiller commissaire de la cour, à Mons, puisqu'il y manque son assentiment et son ordonnance d'exécution; — Que pour être une transaction sur des procès préexistants entre les époux, il n'en serait pas moins révocable à la volonté de l'un d'eux, parce que le même principe d'indissolubilité du mariage, ne permet pas de transiger sur sa durée et ses effets; — Considérant que donner à cet acte du 17 octobre 1793, l'effet que l'intimée lui attribue, ce serait l'assimiler à la séparation de corps, lui donner même plus de force qu'à la séparation de biens judiciairement prononcée; à quoi les principes s'opposent en cette matière; — Qu'en conséquence, l'on ne peut voir de la part de l'époux, en cet acte, qu'une condescendance, une autorisation, une permission accordée à l'épouse, d'aller éprouver les effets de l'air natal pour le rétablissement de sa santé, autorisation et permission qui, de leur nature, étaient temporaires, et ont pu être révoquées après tant d'années que l'épouse en a usé; — Tellement que le juge de première instance a erré en maintenant cet acte comme irrévocable par l'époux, et une convention à laquelle on aurait prétendu donner ce caractère, non contraire aux lois;

Considérant que l'époux faisant cesser toute permission ultérieure d'absence, dès l'instant son effet en droit, a été de ramener l'épouse sous sa puissance; — Que dès lors, tout ce qu'a eu et dû avoir cette dame, reutre dans la communauté conjugale; qu'en le condamnant, en cet état, à payer la somme mise en conclusions par sa femme, du chef des arriérés écus de sa pension, c'est le condamner à se payer à lui-même cette somme, puisque, comme chef et administrateur de la communauté, il est de son intérêt et de son devoir d'en diriger et d'en surveiller l'emploi; — Qu'il satisfera à la partie de ce devoir, résultant de la faculté qu'il a laissée à sa femme de vivre séparément de lui, jusqu'à l'introduction de la cause et sans lui payer de pension depuis 1795, en acquittant à la décharge de cette communauté les dettes encore existantes que cette épouse a pu légitimement contracter dans ce délaissement; — Par ces motifs, dit qu'il a été mal jugé, etc. (1)

Du 11 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl., le cit. Beys, commiss. — Pl., les cit. Girardin et Craissous.

#### LOI. — PROMULGATION.

Du 14 pluv. an 11 (aff. Duvernay). — Trib. d'appel de Lyon. — V. ce jugement à la date du 14 pluv. an 12.

(1) La dame Labarre s'étant pourvue en cassation, sa requête a été rejetée.

(2) Carré, *Procéd.*, n° 785, note 1<sup>re</sup>, pense que les exceptions dilatoires doivent, ainsi que le prescrivait l'art. 1<sup>er</sup>, ut. 9 de l'ord. de 1667, être proposées dan

#### EXCEPTION. — NULLITÉ. — EXPLOIT.

Proposer une exception dilatoire (spécialement demander que tous les cohéritiers du demandeur soient mis en cause), ce n'est pas raisonner à faux valoir le moyen tiré de ce que l'exploit est nul (2).

(Renard et consorts — C. veuve Imbert.)

Le 15 fruct. an 8, Renard et consorts font assigner la veuve Imbert, fermière, pour leur payer huit années d'arrérages; ils se disent héritiers de celui qui avait loué à la veuve Imbert. — Le 19 fruct. an 9, la veuve Imbert signale des écritures où, représentant que personne ne peut en France plaider par procureur, elle demande que Renard mette en cause tous ses cohéritiers. Toutes les parties étant en cause, la veuve Imbert se présente et demande la nullité de l'exploit du 15 fruct. an 8. Renard et consorts répondent que la nullité, s'il y en a une, a été couverte par les écritures du 19 fruct.

Jugement du tribunal de première instance, par lequel, « considérant que les écritures signifiées, le 9 fruct. an 9, de la part de la veuve Imbert, ne sont que des exceptions et non des défenses au fond; que par ces exceptions la veuve Imbert n'a point couvert la nullité qui peut résulter de l'assignation originaire; — Le tribunal, sans avoir égard à la fin de non-recevoir invoquée par les demandeurs, ordonne qu'ils défendent et plaident sur la nullité proposée par la veuve Imbert, »

Appel de la part de Renard et consorts. — Ils soutiennent que la nullité n'était plus proposée, et cela par trois motifs : 1<sup>o</sup> Toute exception et fin de non-recevoir doit être proposée *in limine litis*; 2<sup>o</sup> la veuve Imbert a défendu par écrit, sans faire aucune réserve; 3<sup>o</sup> la veuve Imbert a comparu sur l'assignation. — La veuve Imbert répondait, 1<sup>o</sup> qu'il suffisait de proposer les exceptions avant la contestation au fond, ce qu'elle avait fait; 2<sup>o</sup> que les écritures du 19 fruct. an 9, n'avaient rapport qu'à des exceptions, et ne traitaient point du fond; qu'ainsi elle n'avait pas couvert la nullité de l'exploit du 15 fruct. an 9.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs du premier juge, dit bien jugé, mal appelé.

Du 14 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### TESTAMENT NUNCUPATIF. — AVEUGLE.

Manquer de vue suffisante pour signer son testament nuncupatif, ce n'est point là n'avoir pas l'usage de la vue, dans le sens de l'art. 7 de l'ordonn. de 1733. — En d'autres termes : si le testateur ne voit pas suffisamment pour signer, ce n'est point là cas d'appeler pour cela seul un septième témoin.

(Malignier — C. Malignier.)

Du 14 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Lyon. — V. le texte de ce jugement, joint à celui de rejet du tribunal de cassation, rendu le 28 frim. an 13 sur le pourvoi dont la décision ci-dessus a été l'objet.

#### LETTRE DE CHANGE. — PERTE. — CAUTION.

La propriétaire d'une lettre de change perdue

ou même acte avant les défenses au fond, c'est-à-dire avant les fins de non-recevoir ou exceptions péremptoires s'il y en a, ou, dans le cas contraire, avant toutes défenses, mais après les exceptions de caution *judicatum solvi*, de renvoi ou de nullité d'exploit.

ou adirée, doit fournir caution pour pouvoir en obtenir le paiement (1).

(Delon—C. Maytre.)

Le cit. Maytre avait demandé au cit. Delon, le paiement de trois lettres de change adirées, tirées sur lui.

Jugement du tribunal de commerce de Paris, qui condamna le cit. Delon au paiement; mais sans ordonner que le cit. Maytre fournisse caution.—Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que l'art. 19, tit. 3, de l'ordonn. du comm. de 1673, assujétit celui qui demande le paiement d'une lettre de change adirée à donner caution; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 15 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

#### VENTE.—GARANTIE.

L'acquéreur qui, par une clause de son contrat, est garanti de tous troubles et évictions, peut, après avoir vendu lui-même, recourir en garantie contre son vendeur pour obtenir la mainlevée des inscriptions existantes du chef de ce dernier, et qui empêchent la second acquéreur de lui payer son prix (2).

(Bourdon—C. Boccage.)

Le 2 août 1775, vente par Boccage à Bourdon d'un immeuble moyennant six centistes de rente viagère. Par l'acte, les parties se sont mutuellement garanties de tous troubles et évictions quelconques.

Bourdon, acquéreur, ne remplit aucune des formalités exigées par la législation de l'époque pour la purge des hypothèques.

Le 14 fruct. an 9, il revend le même immeuble à Rollin, moyennant une somme d'argent, en outre de la rente viagère qui devait être servie à Boccage.

Rollin ayant fait transcrire son contrat, il se trouva une inscription prise par un créancier de Boccage: il refusa en conséquence de payer jusqu'à ce qu'il lui eût été rapporté mainlevée de cette inscription.

Dans cet état de choses, Bourdon a formé une demande en garantie contre Boccage, qui soutint pour repousser cette demande, qu'il ne s'était point engagé par l'acte du 2 août 1775 à rapporter mainlevée des inscriptions qui grevaient

l'immeuble vendu, et qu'elles devaient rester à la charge de Bourdon acquéreur.

Jugement qui, accueillant ce moyen de défense, déclare Bourdon mal fondé dans sa demande.—Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'il est justifié que le second acquéreur a fait transcrire son contrat antérieurement à l'action, et qu'il retient le prix de la vente jusqu'à concurrence du montant des inscriptions existantes; — Considérant que, par le contrat originaire du 2 août 1775, les parties contractantes se sont mutuellement garanties de tous troubles et empêchements quelconques;—Considérant que les inscriptions faites sur le premier vendeur sont un empêchement qui, de fait, prive le second vendeur du droit de toucher le prix de la propriété par lui vendue, et qu'aux termes du contrat du 2 août 1775, le premier vendeur ou cédant doit faire cesser cet empêchement; — Dit que, par le jugement dont est appel, il a été mal jugé, etc.

Du 15 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Rouen.

#### SAISIE-EXÉCUTION.—TÉMOINS ou RECORS.

—NULLITÉ.—EXCEPTION.—APPEL.

Avant le Code de procédure, les saisies-exécutions devaient avoir lieu en présence des recors, à peine de nullité.—A cet égard, les art. 3 et 4, titre 33 de l'ordonn. de 1667, n'étaient abrogés ni par l'édit de 1669, ni par la déclaration du 22 mars 1671 (3).

La nullité de la saisie, provenant du défaut de recors, peut être proposée pour la première fois en cause d'appel, alors que l'appelant a été en première instance condamné par défaut (4).

(Vaudrimy—C. de la Maillanderie.)

Le sieur de la Maillanderie avait fait procéder à une saisie-exécution des meubles et effets de Vaudrimy.—Celui-ci fit à l'huissier, sous toutes les réserves et protestations contre la saisie, des offres qui furent refusées.

Le 28 therm. an 10, le sieur de la Maillanderie obtint, au tribunal civil de Dijon, un jugement par défaut portant que les poursuites commencées seraient continuées.

Appel de la part de Vaudrimy.—Il soutient sur l'appel que l'exploit de saisie était nul en la forme, en ce qu'il avait été fait sans l'assistance

d'une garantie n'aurait été stipulée. En effet, aux termes de l'art. 1653 du C. civ., l'acheteur qui est troublé ou qui a juste sujet de craindre d'être troublé par une action hypothécaire ou autrement, peut suspendre le paiement de son prix jusqu'à ce que le vendeur ait fait cesser le trouble. Or, cette disposition serait sans nul doute applicable si l'acquéreur après avoir vendu lui-même, se trouvait soumis, de la part de son acquéreur, à une action à raison d'un danger d'éviction qui proviendrait du vendeur primitif: le premier acquéreur qui n'aurait pas payé pourrait suspendre le paiement jusqu'à la cessation du trouble. Par la même raison il faut donc décider, que s'il a payé, il peut recourir en garantie. Ce recours nous paraît d'ailleurs encore autorisé par les dispositions générales des art. 1625 et 1626, Cod. civ.

(3) Il en serait de même sous le Code de procédure (art. 585).

(4) Il est évident que l'appelant condamné par défaut en première instance ne pouvait, en appel, puisqu'il ne s'était pas défendu, être réputé avoir converti des nullités d'exploit en actes de procédure. L'appel d'un jugement par défaut doit être considéré comme un premier acte de défense.

(1) Cela était sans difficulté sous l'ordonnance, mais, sous le Code de commerce, il y a des dissensions à faire.—Si la lettre de change perdue est non acceptée, celui à qui elle appartient et qui peut en représenter un autre exemplaire, obtient le paiement sans fournir caution (C. comm., 150); mais s'il ne peut représenter un autre exemplaire de la lettre de change, même non acceptée, qu'il a perdue ou adirée, il doit fournir caution (ibid., art. 152). Il en est de même si l'exemplaire perdu avait été accepté: celui qui se présenterait porteur d'un autre exemplaire, devrait, pour être payé, fournir caution (ibid., 151). V. sur ce point notre *Dictionnaire du contentieux commercial, v. Lettre de change*, n° 369 et suiv. — L'ordonn. de 1673 distinguait entre les lettres qui n'étaient pas au porteur ou à ordre, et celles qui étaient au porteur ou à ordre, et n'exigeait la caution que dans le second cas.—Remarquons au surplus, que le juge n'est pas obligé d'ordonner d'office que celui qui réclame le paiement d'une lettre de change perdue fournisse caution: c'est au débiteur à le demander. V. Cass. 3 mai 1837.

(2) V. dans le même sens, Paris, 3 flor. an 11.—Amèrement, la décision serait la même alors qu'un-

de recours.—L'intimé soutient, au contraire, que l'appelant était non recevable à proposer la prétendue nullité de l'exploit de saisie-exécution, puisqu'il ne l'avait pas proposée devant les premiers juges, et que cette nouvelle demande était repoussée par l'art. 3 de la loi du 4 germ. an 2. Au fond, l'intimé ajoutait, que la formalité des recours, commandée par l'ordonnance civile, avait été remplacée par celle du contrôle, en vertu de l'édit de 1669.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que c'était un principe généralement admis sous l'empire de l'ancienne législation, que les moyens de nullité contre les actes de procédure pouvaient être proposés, tant en première instance que sur l'appel, s'il n'y avait une renonciation formelle ou implicite ;—Que la renonciation formelle s'établissait par l'acte même qui la contenait ; mais qu'à l'égard de la renonciation implicite, elle ne s'imputait jamais que de la proposition des moyens de fond ;—Que la renonciation, en ce cas, était fondée sur ce que celui qui consentait à discuter le fond était censé en approuver la forme ;—Que cette présomption dérivait ainsi d'un fait positif sans lequel, et tant que la partie était demeurée dans le silence, tous ses droits demeuraient entiers ;—Que ces principes, constatés par une jurisprudence constante, n'ont été changés ni modifiés par aucune loi ultérieure ;—Qu'un objet inutilement que les nullités n'étaient point de droit, et les premiers juges n'ayant pas dû les suppléer, elles ne peuvent être un moyen d'appel. La réponse est que c'est à celui qui a obtenu le jugement, à s'imputer de s'être prévalu de procédures vicieuses, et d'avoir par son silence induit les juges en erreur ;—Qu'en vain escaperait-on de l'art. 3 de la loi du 4 germ. an 2, puisqu'en se pénétrant des vices de la loi, il est aisé de juger qu'elle est ici sans application ;—Qu'à la différence des jugements rendus en première instance, dont l'injustice et l'intérêt social sollicitent la réformation, lorsque les droits des parties ont été méconnus, ceux rendus en dernier ressort, quelque erreur qu'ils contiennent, doivent avoir le caractère de stabilité ;—Que la cassation de ces jugements est ainsi un remède extrême que le législateur a dû renfermer dans des bornes étroites, et dont l'art. 3 de la loi précitée a voulu restreindre l'exercice ;—Que les dispositions de cet article sont donc une véritable exception au droit commun, faite uniquement pour le tribunal de cassation, et par conséquent sans application aux tribunaux d'appel ;

Au fond, que l'ord. de 1667, art. 3 et 4, lit. 33, exige, à peine de nullité, que toutes les formalités des ajournemens soient observées dans les saisies-exécutions, notamment qu'elles soient recordées

de témoins ;—Qu'à la vérité on a mis en question de savoir si elles n'avaient point été affranchies de cette formalité par l'édit de 1669, portant établissement du contrôle, et par la déclaration du 23 mars 1671 ; mais que la jurisprudence la plus constante et la plus raisonnable a entièrement dissipé ce doute ;—Que le bon ordre, la sûreté des fonctionnaires chargés d'exécuter les mandemens de justice, et l'intérêt même du saisi, ne permettent pas qu'une opération aussi rigoureuse, qui exige toujours une perquisition domiciliaire, fût confiée à un seul homme ;—Que, par ces raisons, la présence des recours y a toujours été exigée, et que si, dans quelques circonstances, des buissons se sont permis de se soustraire à cette formalité, leurs saisies ont été constamment déclarées nulles ;—Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, etc.

Du 15 pluv. an 11.—Trib. d'appel de Dijon.—Pl., les cts. Bolland et Landey.

1<sup>o</sup> JUGE DE PAIX. — AUDIENCE.2<sup>o</sup> ENQUÊTE. — TÉMOINS. — SERMENT.

1<sup>o</sup> Le juge de paix peut procéder chez lui à la réception d'une enquête, encore que ce ne soit pas là le lieu ordinaire de ses séances.

Le juge de paix qui tient audience en son domicile n'est pas obligé d'annoncer dans son jugement, qu'il l'a tenue les portes ouvertes (1).

2<sup>o</sup> Sous l'empire de la loi du 7 fruct. an 3, les témoins entendus dans une enquête devaient seulement promettre de dire la vérité. Le serment de dire la vérité, toute la vérité et rien que la vérité, n'étoit requis que dans les affaires criminelles (2).

(Goutard — C. Leriche.)

Dans une instance pendante entre Goutard et Leriche, le tribunal d'appel de Paris avait ordonné une enquête par-devant le juge de paix du canton de Pacy-sur-Eure. — L'assignation avait été donnée aux témoins pour déposer à l'audience, et à Goutard, pour être présent à l'audition des témoins. Le 19 germ. an 10, l'enquête est dressée par le juge de paix en son domicile, quoique ce ne fût pas le lieu ordinaire de ses séances. — Goutard a attaqué l'enquête, et a prétendu qu'elle étoit infectée de trois nullités principales : — 1<sup>o</sup> L'enquête doit être reçue à l'audience, le juge de paix ne l'a reçue que dans son domicile, ce qui constitue une contravention à la loi, qui exige la publicité des audiences ; — 2<sup>o</sup> Le procès-verbal n'annonce pas qu'il y ait été procédé les portes ouvertes publiquement, d'où il faut conclure que l'audience a été clandestine ; — 3<sup>o</sup> Enfin, les témoins ont simplement prêté le serment de dire la vérité, et non pas celui de dire la vérité, toute la vérité, et rien que la vérité.

serment de dire la vérité (Cass. 19 avril 1810). Telle est aussi l'opinion de Carré, n<sup>o</sup> 158 et 1028 ; de Berriat, p. 296, note 59 et p. 375 note 11 ; de Favard, Répert., tom. 2, pag. 372. Tous se fondent sur ce que l'art. 35, C. procéd. relatif aux enquêtes devant le juge de paix ne prononce pas la peine de nullité. Mais Pigeau, tom. 1<sup>er</sup>, pag. 95 est d'un avis contraire : suivant lui, les auteurs de la partie du Code relative aux juges de paix, n'ont pas prononcé la peine de nullité, parce qu'ils n'admettaient pas le principe introduit plus tard dans l'art. 1030, d'après lequel un acte ne peut être déclaré nul que lorsque la nullité est formellement prononcée par la loi. — Mais quid, lorsque le juge de paix agit par suite de la délégation qui lui est faite par un tribunal de première instance ou d'appel ? F. sur ce point, Carré, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 163, et Demian, p. 206.

(1) Cette décision est contraire au principe qui veut que tous jugemens portés en eux-mêmes la preuve de l'observation des formalités prescrites par la loi à peine de nullité : or, la publicité est de ce nombre. Toutefois, selon quelques auteurs, cette règle devrait être appliquée moins rigoureusement dans la procédure des justices de paix : V. Thomine-Dumas, sur l'art. 8 du Code de proc., et Augier, Encyclopédie des juges de paix, v<sup>o</sup> Audience, sect. 1<sup>re</sup>, n<sup>o</sup> 2.

(2) Aujourd'hui, sous l'empire du Code de procédure, les témoins doivent faire serment de dire la vérité. Mais il n'y a aucune formule sacramentelle. — Il a, au reste, été jugé que l'enquête qui a lieu devant un juge de paix n'est pas nulle par cela seul que les témoins ont promis de dire la vérité au lieu de faire



## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL :** — En ce qui touche la demande de Goutard, en nullité de l'enquête faite le 19 germ. an 10, par le juge de paix du canton de Pacy-sur-Eure, commissaire du tribunal en cette partie, en exécution de son jugement du 22 pluv. précédent : — Attendu que la présomption de légalité existe en faveur de tout acte public jusqu'à la preuve du contraire, sans qu'il soit besoin d'y énoncer que les solennités prescrites ont été observées, lorsque la loi n'exige pas cette énonciation ; — Que l'enquête du 19 germ. an 10 ne renferme dans son contexte rien dont on puisse induire que les témoins ont été entendus secrètement, et en contravention à la loi du 7 fruct. an 3 et au jugement du 22 pluv. an 10, qui avait ordonné cette enquête ; qu'au contraire sa publicité s'infère tant des citations données les 12, 13 et 14 germ. an 10, aux témoins, lesquels ont été formellement assignés pour être entendus à l'audience du juge de paix, que de l'assignation donnée le 15 dudit mois à Goutard lui-même pour être présent non-seulement à la prestation de serment des témoins, ce qui a lieu, suivant l'ordonnance, en enquête secrète, mais encore à l'audition desdits témoins, ce qui n'a lieu que dans les enquêtes faites à l'audience ; — Que la circonstance, que le juge de paix avait procédé dans son domicile à l'enquête du 19 germ., ne peut être d'aucune considération, puisqu'aux termes de l'art. 2 du tit. 7 de la loi du 14 oct. 1790, les juges de paix peuvent donner audience chez eux, en tenant les portes ouvertes ;

Attendu que les témoins, avant de déposer ont prêté le serment de dire la vérité, et que cette prestation de serment des témoins dont le procès-verbal d'enquête fait la mention soignée par l'ordonnance suffit, sans la nouvelle promesse prescrite seulement en matière criminelle ; — Déboute Goutard de sa demande en nullité de l'enquête, etc.

Du 16 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

## SAISIE IMMOBILIÈRE. — COMMANDEMENT.

## — OPPOSITION.

*Les poursuites de saisie immobilière exercées en vertu d'un titre exécutoire, sont suspendues par une opposition à un commandement de payer fait, en vertu de ce même titre, avant le commandement tendant à expropriation (1).*

(Roux — C. Robert.)

Le 8 niv. an 10, le cit. Robert, créancier des mariés Roux, aux termes d'une obligation du 28 vend. an 10, leur fit commandement de payer.

Ce commandement n'ayant pas eu de succès, le 24 vent. an 10, le cit. Robert fit à ses débiteurs un commandement tendant à expropriation forcée.

L'expropriation eut lieu ; et il allait être procédé aux enchères lorsque les mariés Roux formèrent opposition au commandement du 8 niv. an 10.

Jugement qui, sans avoir égard à cette opposition, ordonne qu'il sera passé outre à la vente. — Appel.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL :** — Attendu qu'en matière d'expropriation forcée, tout est de rigueur ; — Que l'opposition formée le 6, réitérée les 7 et 8 fruct., a porté contre le titre, contre le commandement du 10 niv. an 10 ; que, par conséquent, elle devait arrêter la vente, et que les parties doivent être

renvoyées à se pourvoir en conciliation, etc. ; — Que la loi a bien fixé un délai pour l'admission ou le rejet des oppositions aux jugements, mais n'en a point déterminé relativement aux oppositions formées aux commandements faits en vertu de titres obligatoires ; — Infirmé, etc.

Du 16 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Lyon. — 2<sup>e</sup> sect.

## DOMAINES ENGAGÉS. — RENTES. —

## LIBÉRATION.

*L'engagiste qui, conformément à la loi du 11 vent. an 7, a fait la soumission de payer le quart de la valeur des biens dont il se trouve détenteur, est libéré du service des rentes et prestations dont les biens sont grevés envers le domaine.*

(Le Domaine — C. Chaliaye.)

Du 19 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Lyon. — Sect. réun. — L'arrêt de la Cour de cassation, rendu sur le pourvoi contre ce jugement, à la date du 5 niv. an 13, et la note.

## SUCCESSION VACANTE. — COMPÉTENCE. —

## CRÉANCIERS.

*Les contestations entre deux créanciers d'une succession vacante, dont l'un est poursuivi en restitution de sommes que l'autre prétend avoir été touchées par lui au-delà de ce qui lui est dû, doivent être portées devant le tribunal du lieu de l'ouverture de la succession, plutôt que devant le tribunal du lieu du domicile du défendeur.*

(Dejunie — C. la veuve Dumejean.)

En 1780, le sieur Dejunie avait reçu cession et transport de la part du sieur Dumejean d'une créance de 80,000 liv. Le cédant, par l'acte de cession, faisait promesse de garantie. La succession du sieur Dumejean vint à s'ouvrir. Son fils renonce ; sa veuve renonce de même, et consent, pour honorer la mémoire de son mari, à n'être payée de ses reprises qu'après que les autres créanciers auraient été désintéressés. Les créanciers s'unissent, Dejunie devient leur syndic. Divers effets sont vendus ; Dejunie, au sujet de la garantie qui lui avait été promise par l'acte de cession de 1780, entra en contribution. Sa part est de 35,000 liv. Mais Dejunie reçoit en l'an 3, du débiteur de la créance qui lui avait été cédée, l'entier montant de cette créance. Alors, et au mois de frim. an 10, la veuve Dumejean assigne Dejunie en rapport et restitution à la succession du sieur Dumejean, de la somme qu'il avait perçue dans la contribution. L'assignation est donnée devant le tribunal de Paris, lieu de l'ouverture de la succession. Dejunie prétend qu'il aurait dû être assigné devant les juges de Châteaubriant, lieu de son domicile.

On lui oppose l'art. 3 de la loi du 26 vent. an 4, portant que « toutes contestations en matière de succession jusqu'au partage, doivent être portées devant les juges du lieu de l'ouverture de la succession. »

Il répond qu'il ne s'agit ni de succession, ni de partage ; qu'il s'agit seulement d'une action personnelle dirigée contre lui, actuellement étrangère à la succession, par la veuve Dumejean, non moins étrangère à cette succession, puisqu'elle y a renoncé. — Mais c'était par la succession de son mari que la veuve Dumejean, devait être remplie de ses reprises, elle devait donc s'efforcer d'en augmenter la valeur, elle n'y était donc pas étrangère ; et comment dire qu'une action intentée à cette fin, ne fût pas une action en matière de succession ? Aussi le tribunal, tenant ce point pour

(1) V. en sens contraire, Colmar, 12 mai 1809.

constant, rejette le déclinatoire en ces termes : « Considérant que d'après la loi du 26 vent. an 4, toute contestation sur une succession doit être portée devant le tribunal de l'arrondissement dans lequel la succession s'est ouverte; que la succession dont il s'agit s'est ouverte en 1780, en cette ville de Paris; que, d'ailleurs, les créanciers du défunt ont formé leur union en la ville de Paris, et ont nommé le défendeur pour syndic de leur union; qu'à ce double titre, il a été valablement assigné devant le tribunal de Paris. »

Appel de la part de Dejunie.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 21 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

#### INSCRIPTION.—HYPOTHEQUE.—FAILLITE.

L'art. 5 de la loi du 11 brum. an 7, qui défend de prendre sur les biens d'un failli une inscription tendant à conférer hypothèque, ne défend pas de faire une inscription tendant seulement à conserver une hypothèque déjà acquise (1).

(Syndics Borremans—C. Decoster.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 39 de la loi du 11 brum. an 7; — Considérant que l'art. 39 précité, en statuant que les hypothèques qui n'auraient point été inscrites avant l'expiration des trois mois, n'auraient effet que du jour de leur inscription, qui en serait requise postérieurement, leur donne, par là même, un effet du jour de leur inscription; — Considérant que, si la loi leur conserve un effet du jour de leur inscription, elles ne peuvent évidemment être primées que par des titres de la même nature, dont l'inscription aurait précédé, sans quoi l'art. 39 leur conserverait un effet inutile; — Considérant que l'art. 5 du tit. 1, ne concerne que les hypothèques dont la constitution est postérieure à la loi du 11 brum. an 7; qu'il n'ôte rien aux droits acquis en vertu des lois anciennes, mais qu'il annule les hypothèques conférées dans les dix jours de la faillite; — Considérant que le motif qui a déterminé les dispositions de l'art. 5, tit. 1, ne milite pas à l'égard des anciennes hypothèques déjà établies par des actes publics et exempts de tout soupçon de fraude et d'intelligence; qu'ainsi le tit. 3 de la même loi, uniquement relatif aux hypothèques du passé, ne rappelle point les dispositions de l'art. 5, qui ne s'applique qu'aux créances nouvelles, dont il est traité dans le tit. 1<sup>er</sup>, et auquel ledit art. 5 appartient; — Confirme, etc.

Du 22 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles.  
— 3<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Tarte, subit.

(1) V. conf., Cass. 15 déc. 1809, et la note.

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 29 juill. 1818, et la note. — V. aussi Maleville, sur l'art. 1395 du Code civil.

(3) Des termes de l'art. 217 du Code civil, il résulte que l'autorisation du mari qui ne concourt pas à l'acte par lequel sa femme s'oblige, doit être donnée par écrit. Il en résulte de plus que cette autorisation par écrit doit être antérieure à l'obligation contractée par la femme. V. Cass. 26 juill. 1839 (Volume 1839); Rouen, 18 nov. 1825; Grenoble, 26 juill. 1828. Lors donc que, pour établir qu'une femme

#### 1<sup>o</sup> CONTRAT DE MARIAGE. — INSTITUTION. — IRREVOCABILITÉ.

#### 2<sup>o</sup> AUTHORIZATION DE FEMME MARIÉE. — PORTA FORT.

1<sup>o</sup> Les dispositions de dernière volonté insérées dans un contrat de mariage sont irrévocables, comme les stipulations ordinaires de ce contrat (3).

2<sup>o</sup> La mari qui se porta fort pour sa femme, est par cela seul censé l'autoriser à ratifier les actes pour lesquels il s'est porté fort (3).

(N...—C. N...)

Des époux avaient deux fils : l'aîné était marié, le cadet ne l'était pas. — Par acte notarié, les époux déclarèrent créer et établir le fils cadet, leur héritier universel, sous condition d'entretenir ses parents, et de donner 1,500 écus à son frère pour la part de celui-ci. L'héritier institué, présent à l'acte, déclara l'accepter, et promit de l'exécuter dans tous ses points. — A la fin de cet acte, se trouve une clause en vertu de laquelle le père et mère se réservent la libre administration, régie et administration, leur vie durant, des biens dont constitution. — Trois jours après cet acte, le fils aîné, assisté de son père et de sa future épouse, eussent assisté de ses père et mère, font un contrat de mariage, par lequel la future s'engage à demeurer, avec son époux, chez les parents de celui-ci, en commun ménage, en conformité de l'acte d'institution d'héritier, fait en faveur du futur époux, laquelle institution sera commune à la dite future épouse et à ses descendants, moyennant remplissant les charges qu'elle s'oblige par cette présente de remplir. — Par le même contrat de mariage, le père du futur époux s'obligeait, sous peine de tous dommages, de faire accorder son épouse à ce contrat, et de le faire agréer et ratifier par elle, dans le délai de quinze jours. — Onze jours après, la mère du futur époux se présenta devant un notaire et des témoins, se dit suffisamment autorisée par son mari, et déclara agréer et approuver tout le contenu du contrat de mariage de son fils. — Le mariage eut lieu; les jeunes époux s'établirent dans la maison des père et mère du mari, et le frère aîné reçut deux paiements à compte de la somme qui lui avait été donnée pour sa part filiale. — Quelques années après, la loi du 17 niv. an 2 fut publiée dans le département des Forêts, où les parties étaient domiciliées. — Après cette publication, les deux époux, qui avaient institué leur fils cadet héritier universel, vinrent à mourir; alors, l'aîné demanda le partage, en deux portions égales, de tous les biens qui avaient appartenu à leurs parents communs, et il offrit de rapporter les sommes qu'il avait reçues. Il fondait cette demande sur la loi du 17 niv. an 2. — Cette prétention fit naître plusieurs questions, savoir : — 1<sup>o</sup> Si l'institution d'héritier était une institution contractuelle et irrévocable de sa nature par l'acceptation du fils institué? — 2<sup>o</sup> Si, en la supposant de la même nature qu'une simple institution testamentaire,

a été autorisée avant de contracter, on produit un acte émané du mari antérieur au contrat, et duquel on prétend faire résulter qu'il a consenti à l'obligation prise par sa femme, la question de savoir si ce consentement et cette autorisation se trouvent dans l'acte produit, devient une simple question d'interprétation, abandonnée, comme toutes les questions de ce genre, à la sagesse des tribunaux. L'arrêt de la Cour de cassation précitée casse, il est vrai, dans un cas où les juges avaient déclaré l'existence d'une autorisation; mais ce la faisant résulter seulement de circonstances de fait, et non de l'interprétation d'un acte écrit.

elle n'avait pas été comprise dans le contrat de mariage, et renouvelée par cette convention, qui, dans cette supposition, devait donner à l'institution le caractère de l'irrévocabilité? — 3° Si l'approbation donnée au contrat de mariage par la mère, était valable, quoiqu'elle n'eût pas produit un acte en forme authentique, qui prouvât que son mari l'avait autorisée pour ratifier ce contrat de mariage?

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que l'institution d'héritier, dont il s'agit, n'était point une institution contractuelle irrévocable de sa nature; que cet acte avait tous les caractères d'une disposition de dernière volonté; qu'il en avait aussi la forme, puisqu'il y était fait mention de la certitude de la mort, et de la manière de célébrer les funérailles des père et mère; que la présence et l'acceptation du fils institué ne pouvaient changer la nature de cette disposition, attendu surtout que les père et mère se réservaient l'administration de leurs biens pendant la durée de leur vie; — Attendu que l'institution, quoique de sa nature révocable, avait acquis le caractère de l'irrévocabilité depuis la date du contrat de mariage; parce qu'il était dit dans ce dernier contrat, que *l'institution du fils serait commune à la future épouse et à ses descendants*; qu'il résultait de cette stipulation que l'institution était comprise dans ce contrat de mariage; qu'elle était renouvelée par cette convention, et qu'elle avait acquis de cette manière le même degré de stabilité, que l'on accordait à toutes les stipulations comprises dans un contrat de mariage; parce que c'était dans l'assurance de jouir irrévocablement de tous les avantages de l'institution que le mariage avait été contracté, et que la dot avait été payée; qu'aucun motif de justice ou d'équité ne pouvait anéantir les avantages accordés à des époux par leur contrat de mariage; parce qu'enfin l'on pouvait considérer l'acte d'institution et le contrat de mariage, *sicut contractus correlativei*, dont l'un devait emprunter de l'autre une partie de sa force et de sa stabilité, et que tous les deux ne devaient former qu'un seul et même contrat;

Attendu que la mère a été suffisamment autorisée à approuver le contrat de mariage de son fils; parce que dans ce contrat le mari s'était personnellement engagé à le faire ratifier par son épouse, et parce qu'une pareille obligation contenait en elle-même une autorisation suffisante; qu'il serait en effet superflu et même ridicule d'exiger du mari un acte formel, tendant à autoriser la femme pour ratifier un contrat, lorsque dans ce même contrat le mari s'est solennellement engagé envers des personnes tierces, à le faire ratifier et approuver par son épouse, etc.

Du 25 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Liège.

## EXÉCUTION. — JUGEMENT. — TRIBUNAUX. — COMPÉTENCE.

*Les tribunaux sont seuls compétents, à l'exécution de l'administration, pour connaître de l'exécution de leurs jugemens, encore qu'il s'agisse de l'exécution d'un jugement qu'ils auraient rendu sur une matière du ressort de l'autorité administrative (1).*

(Martinet — C. le préfet de la Seine et le cit. M...)

Le cit. M... avait été administrateur d'un hô-

pital militaire, et avait souscrit plusieurs lettres de change. Martinet, porteur de ces lettres de change, obtint divers jugemens au tribunal civil du département des Ardennes, jugeant commercialement, qui condamnaient M... par corps à payer le montant des lettres de change. — Muni de ces jugemens, Martinet fait arrêter M... à Paris. M... demande son élargissement.

Jugement contradictoire qui le prononce. — Martinet interjette appel. — Le préfet du département de la Seine revendique la cause.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Donne acte au commissaire du gouvernement de la notification de l'arrêt de revendication pris par le préfet du département de la Seine et du renvoi par lui requis en conséquence dudit arrêt; — Faisant droit sur ses conclusions, ensemble sur la demande de M...; — Attendu que tout est jugé entre Martinet et eus, sur le fond de leur contestation, par deux jugemens rendus au tribunal de Charleville; que s'il y a eu appel de ces jugemens, cet appel a été et a dû être porté par-devant le tribunal d'appel séant à Metz; et la revendication, au cas qu'elle puisse avoir lieu, doit être faite en ce dernier tribunal, non par le préfet du département de la Seine, mais par le préfet du département des Ardennes; — Que le tribunal de première instance séant à Paris n'a été saisi uniquement que de la demande en nullité de l'emprisonnement de la personne de M..., l'un des co-régisseurs, exécuté en vertu d'édits jugemens de Charleville; et que l'une des questions que le tribunal aura à juger sur l'appel, sera celle de savoir si le tribunal de première instance a été compétent pour statuer sur cette demande en nullité, et y statuer par voie de référé, question dont le tribunal d'appel a certainement et exclusivement droit de connaître; — Sans s'arrêter à l'arrêt du préfet du département de la Seine, du 25 therm. an 10, ni au renvoi demandé en conséquence, ordonne que les parties continueront de procéder devant le tribunal, et condamne M... et co-régisseurs aux dépens.

Du 26 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

## 1° ÉMIGRÉ. — DIVORCE. — ENFANS.

## 2° CONSEIL DE FAMILLE. — PARENS. — AMIS. — PROCURATION.

1° Un émigré dont la femme a divorcé pendant son absence, est recevable à réclamer, après l'amnistie, que la garde et l'éducation de ses enfans lui soient confiées par préférence à son épouse. — Son délit politique et son abandon des enfans n'empêchent pas qu'il ne soit plus favorable que sa femme, si, au fait de son divorce et d'une union inconvenable, elle joint des torts de mœurs.

2° Ce n'est qu'à défaut de parens que des amis peuvent être membres d'un conseil de famille (2).

Les membres d'un conseil de famille peuvent se faire représenter lors des délibérations du conseil (3).

(Brisson — C. Rioust.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Statuant sur l'appel; — En ce qui touche l'appel des ordonnances et jugemens des 16 prair. et 4 mess. dernier; — Attendu qu'il est de principe consacré par la lé-

pas de parens dans la distance de deux myriamètres les parens qui sont à une distance plus éloignée ne doivent pas être appelés de préférence à des amis. F. Besançon, 26 août 1808.

(3) Juge, Cass. 6 therm. an 12, et la note.

(1) Cette solution ne pourrait être admise comme règle générale, qu'autant que l'exécution du jugement n'emporterait aucune mesure qui pût froisser les intérêts administratifs.

(2) Jugé sous le Code civil, que s'il ne se trouve

gislation ancienne et nouvelle, et par la jurisprudence constante du tribunal, que les assemblées de famille doivent être composées exclusivement de parents, et qu'il ne peut y avoir lieu à y appeler des amis qu'en cas d'absence ou d'insuffisance de parents au nombre requis;—Attendu que le jugement rendu entre les parties, le 13 flor. an 10, avait ordonné une nouvelle convocation de parents, tant paternels que maternels, qui avaient comparu lors de la première assemblée, ensemble des autres parents qui seraient appelés par la dame Rioust, et que ce jugement n'avait point ordonné la convocation d'amis;—Attendu que les parents qui ont comparu à l'assemblée de famille du 3 mess. an 10, devant le juge-commissaire, étaient en nombre suffisant pour compléter cette assemblée;—Attendu qu'il est prouvé par les pièces de la cause, qu'outre les 12 parents convoqués par Brisson, il en existait encore plusieurs dans la ligne maternelle qui pouvaient être convoqués par la dame Rioust, ainsi qu'elle y avait été autorisée par le jugement susdité, et qu'aucun n'a été appelé, par elle en même temps qu'elle leur a illégalement substitué des amis;—Déclare lesdits jugemens et ordonnances des 4 mess. et 16 prair. an 10, nuls et de nul effet; déclare également nulle la délibération des amis convoqués en vertu desdits jugemens et ordonnances, et consignée au procès-verbal du 15 mess. an 10;

En ce qui touche l'appel du jugement définitif du 15 therm. dernier:—Attendu, 1° que l'assemblée tenue le 1<sup>er</sup> brum. an 10 devant le juge de paix de la Réunion, a été régulièrement convoquée;—2° Que tant l'assemblée du 1<sup>er</sup> brum. que celle tenue le 3 mess. dernier, ont été composées de parents pris dans les deux lignes paternelle et maternelle en nombre suffisant;—3° Qu'il n'existe aucune loi qui interdise à ceux des parents qui ne peuvent être présents en personne aux assemblées de famille, de se faire représenter par des fondés de pouvoirs;—4° Que les parents ont unanimement décidé et réglé que la garde et l'éducation des enfans devaient être confiées à leur père;—5° Que tel est l'effet de la situation dans laquelle s'est placée elle-même la dame Rioust, qu'elle a perdu ses droits à la garde et à l'éducation de ses enfans du premier lit;—6° Que les droits de Brisson père peuvent d'autant moins lui être contestés, que par l'arrêté contenant sa radiation de la liste des émigrés, du 8 vend. an 10, et par les lois générales de la république, il a été restitué dans le plein et entier exercice de ses droits civils, et que les art. 12 et 13 du tit. 2 du sénatus-consulte, du 6 flor. an 10, ne font point obstacle à l'exercice de ceux que la nature et la loi lui ont donnés sur ses enfans;—Dit qu'il a été mal jugé; et faisant droit au principal, ordonne que, tant la délibération prise par l'assemblée de famille devant le juge de paix de la Réunion, le 1<sup>er</sup> brum. an 10, que celle prise le 5 mess. suivant, seront exécutées selon leur forme et teneur; en conséquence, que les deux

enfans issus du mariage du citoyen Brisson et de la demoiselle Héron, aujourd'hui femme Rioust, seront remis et confiés audit cit. Brisson, pour par lui être pourvu à leur éducation et entretien; la dame Rioust demeurant libre de voir et visiter lesdits enfans toutes les fois qu'elle le jugera à propos, dans les moisons où ils seront placés, à l'effet du quoi sera tenu ledit Brisson de désigner lesdites maisons à la dame Rioust, aussitôt que lesdits enfans y seront entrés.

Du 26 plu. an 11.—Trib. d'appel de Paris.  
—Pl., le cit. Delamalle.

#### HYPOTHÈQUE.—ACQUÉREUR.—OBLIGATION PERSONNELLE.

L'acquéreur qui, par l'acte de vente, a contracté envers un créancier hypothécaire de son vendeur, et à cause de l'hypothèque de ce créancier, une obligation personnelle, ne se libère pas de cette obligation en purgeant l'hypothèque (1).

(La dame Cappy—C. Caillette.)

Le 1<sup>er</sup> déc. 1792, le dame Cappy, fondée de pouvoir de son mari, vend le domaine d'Osy, appartenant à celui-ci, au cit. Caillette, qui devait payer une certaine somme à plusieurs créanciers désignés, et pour le surplus du prix, la dame Cappy fait réserve de tous ses droits résultant de son contrat de mariage, et stipule que ce surplus ne pourra être payé sans son exprès consentement.

—Le 4 déc. 1792, mort du cit. Cappy.—L'acquéreur prend des lettres de ratification sans opposition de la part de la veuve Cappy. La demoiselle Cappy, héritière de son père, est inscrite sur la liste des émigrés; les biens de la veuve Cappy sont séquestrés, comme biens d'émigré.—Le cit. Caillette se pourvoit, dans l'intervalle, devant les administrations, pour se libérer de son prix.—Le 8 vend. an 4, avis du directoire du district de Châlons, qui estime ce qui reste dû par Caillette pour le restant de son prix, et porte que cette somme sera versée à la caisse du receveur des domaines nationaux, dans les termes et ainsi qu'il est porté au contrat du 1<sup>er</sup> déc. 1792.—Le 8 brum. an 4, arrêté de l'administration centrale du département de la Marne, qui ordonne le versement de la somme due par Caillette aux conditions portées dans l'avis du district.—Les 23 brum., 10 frum. et 2 therm. an 4, Caillette fait différens versements à la caisse du district, et n'appelle point la veuve Cappy. Les 15 et 27 prair. an 7, la veuve Cappy requiert inscription sur tous les biens de Caillette, et notamment sur le domaine d'Osy.—Caillette demande la radiation de ces inscriptions; le tribunal de Châlons-sur-Marne la lui accorde par un jugement du 27 flor. an 10.

Appel de la dame Cappy.—La dame Cappy, a-t-on dit pour elle, avait deux actions contre le cit. Caillette: l'une résultant de ce qu'elle était créancière du vendeur, l'autre personnelle, provenant de l'obligation personnelle que Caillette avait contractée de ne point payer le restant du prix de son acquisition, sans le consentement

(1) C'est un principe incontestable, dit M. Troplong, des *Princ. et Hypoth.*, n° 903 bis, que celui-là seul peut purger qui n'est pas obligé personnellement. Il en est, d'après le même auteur, de la purge comme du délaissement qui, aux termes de l'art. 2172, ne peut pas être fait par les tiers détenteurs qui sont personnellement obligés à la dette. «Celui, dit-il, n° 811, qui a contracté une obligation personnelle, garantie par une hypothèque, ne peut en aucune manière se libérer par l'abandon de la chose hypothéquée. La loi 1<sup>re</sup>, au digeste, de *Pignoris*, dit positivement: *Qui creditoribus proficitur se pignoris*

*cedera, nihil magis liberatur.* Mêmes principes dans les lois *Creditor, ff. Sicerum pet.*; *Si pro mutuo, Cod. eod. tit.*; *Si quis in pignore, ff. de pign. act.* La raison en est que le délaissement n'abolit pas l'obligation personnelle, qui a affecté la personne même du débiteur. Car le gage n'a pas été donné au créancier pour qu'il n'en contienne, mais bien pour qu'il y trouve une sûreté.—*In datione pignoris non hoc agitur, ut eo contentus sit creditor, sed potius ut in tuto sit creditum.* (Inst. *Sul. quib. mod. re contrah.*)»

expres de la dame Cappy; les lettres de ratification qu'il a prises, ont dû l'affranchir de la première obligation qu'il avait contractée, mais rien ne l'a libéré de la seconde. — C'est inutilement qu'il oppose que les biens de la dame Cappy étaient sous le séquestre, et que les avis et arrêtés du district et du département, en lui ordonnant de verser le restant de son prix, n'ont point parlé de la veuve Cappy; d'abord à l'époque de l'avis et de l'arrêté, le séquestre mis sur les biens de la dame Cappy était levé; et cela résulte de l'avis du district, qui porte: « Considérant que la veuve Cappy a maintenant le droit de percevoir ce qui lui appartient personnellement; » et en conséquence, l'avis et l'arrêté disent que Callette ne pourra se libérer que dans les termes et ainsi qu'il est porté au contrat du 1<sup>er</sup> déc. 1793. Or, le consentement expres de la dame Cappy était exigé par cet acte pour le remboursement; Callette n'a donc pas pu faire son paiement sans le consentement de la dame Cappy, ou du moins sans l'appeler. — Peut-être l'avis du district et l'arrêté du département autorisaient-ils Callette à verser son prix, sans le consentement formel de la dame Cappy; mais ils n'ont pu se dispenser de l'appeler au versement. — Comme il est vrai de dire que Callette était tenu personnellement de représenter son prix à la dame Cappy, il l'est également qu'elle a pour sûreté hypothèque sur tous les biens de l'acquéreur, et c'est avec raison qu'elle a pris des inscriptions sur ces mêmes biens.

Une inscription, disait-on pour Callette, ne peut être prise qu'autant que l'on a une hypothèque; la dame Cappy en avait bien une sur le domaine d'Oisy, pour ses conventions matrimoniales, mais elle l'a perdue, en laissant l'acquéreur prendre des lettres de ratification. — Callette devait à la succession de Cappy; cette succession appartenait à la nation, qui était aux droits de la fille de Cappy émigrée, il a payé à la nation, il a payé valablement. — Au surplus, que pouvait exiger la dame Cappy? le dépôt de la somme pour servir de gage à ses créances, mais elle n'en a pu la toucher. — Enfin Callette, en versant dans la caisse de la nation, s'est libéré de l'obligation principale; il l'est également de l'accessoire, c'est-à-dire, de ne point payer au préjudice de la dame Cappy, car la nation était à ses droits à cause du séquestre; que la dame Cappy exerce, sur la somme versée à la nation, tous les droits qu'elle peut avoir.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Attendu que par l'acte de vente du domaine d'Oisy du 1<sup>er</sup> déc. 1793, la veuve Cappy, après avoir déclaré que, pour sûreté de ses droits, apports, douaire et conventions matrimoniales, ainsi que pour le remploi de ses propres aliénés, elle faisait toutes réserves de droit sur le prix principal restant dû (après l'acquit des charges imposées par les clauses précédentes), a stipulé qu'à cet effet, le prix demeurerait entièrement obligé, affecté et hypothéqué, sans que, sous quelque prétexte que ce soit, il puisse être remboursé en tout ou en partie, sans son expres consentement; — Attendu qu'il est résulté de cette stipulation, 1<sup>re</sup> l'obligation, pour Callette, de ne point payer, aux diverses échéances énoncées dans son contrat, tout ou partie de ce qu'il se trouvait rester devoir du prix de son acquisition, après l'acquit des charges à lui imposées, sans avoir requis le consentement de la veuve Cappy,

ou du moins sans l'avoir appelée, afin qu'elle fût à portée d'exercer et faire valoir les droits qu'elle s'était réservés; 2<sup>o</sup> et par suite nécessaire, en cas d'inexécution de sa part de son obligation, que non-seulement l'immeuble qu'il acquérait, mais encore les autres propriétés immobilières seraient affectées et hypothéquées à la sûreté des droits réservés de la veuve Cappy, parce que, dans ce cas, Callette était de droit son garant, jusqu'à concurrence du restant de son prix, par lui payé sans l'avoir appelée; — Attendu que l'arrêté du département de la Marne, du 4 brum. an 4, et les versements faits par Callette, en exécution d'icelui, les 23 frim. et 10 therm. an 4, suivant les quittances qu'il représente, de la somme de 56,406 fr. en assignats, peuvent d'autant moins être opposés à la veuve Cappy, que par ledit arrêté d'autorisation, il a été dit que le versement de ladite somme est fait dans les termes et ainsi qu'il est porté au contrat de vente du 1<sup>er</sup> déc. 1793; que Callette a effectué les versements, sans en avoir préalablement fait part à la veuve Cappy, et sans l'y avoir appelée, ainsi que le voulait le contrat; — Attendu enfin que les lettres de ratification obtenues par Callette au mois de mars 1793, n'ont pu purger l'hypothèque acquise à la veuve Cappy, et résultant de l'obligation consentie par Callette de ne payer, sous quelque prétexte que ce soit, le prix de son acquisition, ou ce qui en resterait dû, sans l'express consentement de cette dame; puisque ces lettres confirmant l'acte de vente sur lequel elles étaient obtenues, ont ratifié toutes les clauses, conventions et stipulations qu'il renferme; — Qu'il a été mal jugé;... — Faisant droit au principal, déclare Callette non recevable dans sa demande en radiation des inscriptions prises sur lui, à la requête de la veuve Cappy, ordonne qu'elle s'en rapporte maintenant.

Du 27 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., les cit. Berryer et Lépidor.

## ACCEPTATION DE SUCCESSION. — DÉFENSE AU FOND.

*Celui qui, sur les poursuites d'un créancier de la succession, donne des défenses au fond, ne fait point en cela un acte d'héritier qui ait nécessairement pour effet d'empêcher toute répudiation ultérieure de l'hérédité (1).*

(Plommesgrec — C. in Pontonnière.)

Du 29 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect. — Pl., les cit. Gautier et Saint-Amant.

## LICITATION. — MAJEUR. — PUBLICATION.

*Dans une licitation entre majeurs, un seul des colicitants peut requérir, contre la volonté des autres, les trois publications exigées pour les licitations entre mineurs.*

(Clausse — C. Driou.)

Du 30 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

## JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION. — RÉITÉRATION.

*Avant le Code de procédure, la partie qui avait obtenu un jugement par défaut auquel il avait été formé opposition par acte extrajudiciaire, pouvait faire ordonner que l'opposant serait tenu de réitérer son opposition par le ministère d'un avoué, faute de quoi le jugement serait exécuté (2).*

pendant trente ans (V. le Répert. de Guyot, v<sup>o</sup> Opposition). D'où il suit que, lorsqu'une opposition avait été formée par acte extrajudiciaire, au lieu d'être formée par requête ainsi que le voulait l'art.

(1) V. anal. au ce sens, Paris, 4 août 1826.

(2) Cette procédure qui aujourd'hui ne pourrait plus avoir lieu, était motivée sur ce qu'avant le Code de procédure civile, l'usage émettait l'opposition

(Fould — C. Andiffret.)

Du 30 pluv. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — *Rapp.*, le cit. Hardouin.**CESSIONNAIRE. — Actes conservatoires.**

*Encore qu'un cessionnaire de créance trouve, lors de la signification du transport, des oppositions sur son cédant, il peut faire des actes conservatoires de son droit, tels que des saisies et oppositions entre les mains des fermiers et locataires du débiteur cédé (1).*

(Grimond — C. Caqué.)

Le 29 brum. an 11, le cit. Froidefond transporta au cit. Grimond une somme de 9012 liv., qui lui était due par la veuve Caqué. — Entre le transport et sa signification, un créancier de Froidefond forma opposition entre les mains de la veuve Caqué. — Cependant Grimond, ayant fait signifier son transport à la veuve Caqué, lui fit commandement de payer. — Le 27 frim. an 11, Grimond forma opposition entre les mains des différents locataires de la veuve Caqué. — Celle-ci lui dénonça l'opposition formée sur Froidefond, et l'assigna en référé pour voir ordonner la mainlevée de ses oppositions et le renvoi de la garnison qu'il avait établie chez elle.

Le 1<sup>er</sup> niv., ordonnance de référé, qui « attendu qu'avant la signification du transport, il existait sur le cédant une opposition entre les mains de la dame Caqué; que dès lors la veuve Caqué n'était pas la débitrice de Grimond, cessionnaire, ordonne la mainlevée du saisi. »

Appel de la part de Grimond.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que l'opposition formée entre les mains de la veuve Caqué, antérieurement à la signification du transport de Grimond, n'a point fait obstacle à la saisie dudit Grimond, et qu'il en résulte seulement que Grimond n'a été saisi de la créance transportée qu'à la charge de l'opposition subsistante; que sa propriété étant ainsi assurée, il a pu faire tous actes conservatoires entre les mains des fermiers et locataires de sa débitrice; mais qu'il n'a pu procéder par voie de saisie-exécution contre sa débitrice, jusqu'à ce que l'opposition formée entre les mains de la veuve Caqué eût été levée, et qu'enfin le dépôt, s'il doit avoir lieu, ne pourrait être ordonné qu'avec l'opposante; — Dit qu'il a été mal statué par l'ordonnance du 1<sup>er</sup> niv. dernier, etc.

Du 2 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

3, tit. 35 de l'ordonn. de 1667, la partie qui avait obtenu le jugement n'aurait eu aucun intérêt à demander la nullité d'une opposition que la partie adverse aurait pu révoquer : de là la procédure indiquée par la notice ci-dessus, qui forçait l'opposant à régulariser son opposition ou à souffrir l'exécution du jugement.

(1) Jugé cependant que le transport ne saisit le cessionnaire qu'autant qu'il n'y a pas une opposition antérieure (Paris, 15 janv. 1814); et que le cessionnaire, dans ce cas, n'a droit qu'à venir à contribution avec les opposants (Paris, 28 mars 1820). — V. au surplus sur les questions qui résultent du concours d'une cession et d'une saisie-arrest, une dissertation insérée dans notre Vol. de 1837.

(2) C'est aujourd'hui la disposition de l'art. 1494, Code civil.

(3) « Il n'y a point de consentement valable, porté

**COMMUNAUTÉ. — FEMME. — DETTES.**

*La femme qui a renoncé à la communauté n'est pas tenue des dettes contractées par son mari, alors qu'elle ne s'est pas engagée conjointement avec lui (2).*

(Piliard — C. la régie des domes). — **JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL;** — Attendu qu'il n'est pas justifié que ladite veuve Piliard fût obligée solidairement avec son mari; que la qualité de commune n'autorisait pas contre elle des poursuites solidaires; qu'au surplus, elle justifie avoir renoncé à la communauté; — Dit qu'il a été mal jugé; nu principal; — Met ladite veuve Piliard hors de cause.

Du 3 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.**OBLIGATION. — CAUSE (DÉFAUT DE). — PAIEMENT.**

*L'obligation souscrite par erreur à raison d'une dette déjà acquittée, est nulle comme se trouvant sans cause (3).*

(Massey — C. Lasnier.)

Débiteur d'une obligation de 31,000 fr. envers Massey, Lasnier en avait soldé le montant en plusieurs paiements dont quittances lui avaient été fournies. — Il parut que ces quittances furent égarées par lui, et Massey ayant eu connaissance de ce fait, prétendit et parvint à lui faire croire que les paiements dont il s'agit, n'avaient pas entièrement éteint l'obligation. Il se fit par suite souscrire sous la date du 12 germ. an 9, une reconnaissance par Lasnier, de la somme de 1,000 fr. payable en six ans, avec intérêts annuels.

Cependant Lasnier retrouva quelque temps après ses quittances, et y vit la preuve qu'il était entièrement libéré vis-à-vis de Massey; en conséquence, il actionne ce dernier à fin de remise de la reconnaissance du 12 germ. an 9, comme étant sans cause.

22 germ. an 10, jugement du tribunal de Nogent-le-Rotrou qui accueille la demande en ces termes : « Considérant que de l'aveu de Massey, l'obligation du 12 germ. an 9, dont la remise est demandée par Lasnier, n'a d'autre cause qu'un prétendu restant dû, de celle souscrite par ledit Lasnier, au profit dudit Massey, devant Brocard, notaire à Troyes, le 9 nov. 1791, laquelle, à l'époque dudit jour 12 germ. an 9, se trouvait entièrement acquittée, à l'égard dudit Massey, suivant qu'il appert des quittances par lui données à Lasnier les 12 juin 1793 et 10 prair. an 9, dûment enregistrées; — Condamne, etc. » — Appel par Massey.

L'art. 1109, C. civ., si le consentement a été donné par erreur. — D'un autre côté, aux termes de l'art. 1131 « l'obligation sans cause ou sur une fausse cause, ne peut avoir aucun effet. » — Enfin, l'art. 1235 dispose que « ce qui a été payé sans être dû est sujet à répétition; » et l'art. 1377 que « lorsqu'une personne qui, par erreur, se croyait débitrice, a acquitté une dette, elle a le droit de répétition contre le créancier. » — Ces diverses dispositions, qui ont leur fondement dans l'équité naturelle, et dont les principes se trouvent également admis par plusieurs textes des lois romaines (V. notamment L. 57, ff. de oblig. et act.; L. 1<sup>re</sup>, ff. de condic. indeb.) font disparaître toute difficulté sur le point jugé par l'arrêt que nous recueillons. — Et la décision devrait au surplus être la même si, au lieu d'une obligation consentie par le débiteur, c'était un jugement de condamnation qu'eût obtenu le créancier. V. à cet égard, Cass. 24 frim. an 9, et nos observations.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Adoptant les motifs du jugement de 1<sup>re</sup> instance ; — Dit bien jugé, mal appelé, etc.

Du 7 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Beau et Carrier.

## PRIVILÈGE.—Vendeur.—Effets mobiliers.—Revendication.

*Lorsqu'une vente de marchandises a été faite à terme, le vendeur non payé a un privilège sur le prix des effets vendus qui se trouvent encore dans la possession du débiteur, mais il ne peut point revendiquer les effets eux-mêmes, ni en empêcher la revente (1).*

(Les créanciers Lardenois.—C. Jaulain.)

Jaulain avait vendu à Lardenois cent trente-six pièces de vin ; celui-ci en avait payé une partie comptant, et l'autre devait l'être à termes convenus. — Faillite de Lardenois avant l'échéance.

— Parmi les effets de Lardenois se trouvent trente-six pièces de vin de celles vendues par Jaulain, que celui-ci revendiqua. — Les autres créanciers s'y opposèrent, et soutinrent que les trente-six pièces appartenaient à tous les créanciers, qu'elles devaient être vendues au profit de la masse, et que le prix en serait distribué entre tous.

9 frim., jugement du tribunal de commerce de Paris, qui ordonne que les trente-six pièces de vin seront remises à Jaulain.

Appel de la part Lardenois.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Statuant sur l'appel des jugements rendus au tribunal de commerce du département de la Seine, les 7 et 19 frim. an 11 ; — Vu les art. 176 et 177 de la coutume de Paris ; Attendu que Jaulain a vendu les vins dont il s'agit à jour et terme ; qu'il a reçu une partie du

prix comptant, et a reçu des obligations de l'acheteur pour le reste du prix de la chose vendue ; — Mais, attendu qu'il résulte des pièces de la cause que trente-six pièces de vin, du nombre de celles achetées par Lardenois, étaient encore en son pouvoir, lors de la demande de Jaulain, et que l'identité des vins a été suffisamment constatée, d'où il résulte que l'art. 177 de la coutume de Paris est seul applicable à l'espèce ; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 9 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Blaque et Berryer.

## DIVORCE.—Séances.—Injures.—Torts réciproques.

*Chacun des époux peut demander le divorce pour sévices et mauvais traitements de l'autre conjoint, encore qu'il ait provoqué ces sévices et mauvais traitements par des injures verbales (2).*

(Dilaga (la demoiselle).—C. Louis Régnier.)

La demoiselle Dilaga, épouse de Louis Régnier, furie contre ce dernier une demande en divorce pour cause d'excès et de sévices. Le tribunal de Marennes accueille cette demande par jugement du 30 mess. an 10.

Appel de Louis Régnier. — L'appelant ne niait pas que les excès et mauvais traitements dont sa femme l'accusait, n'eussent été réellement exercés contre elle ; mais il soutenait que celle-ci les avait provoqués par des propos injurieux et outrageux ; que de cette circonstance il en naissait une fin de non-recevoir insurmontable. — L'art. 4 du § 1<sup>er</sup> de la loi du 20 sept. 1792 permet à chacun des deux époux de demander le divorce pour la même cause, c'est-à-dire pour sévices, injures graves, etc. Donc il accorde à chacun d'eux, pour la même cause, c'est-à-dire, des sévices, injures graves, l'exception contre la

ainsi encore un arrêt de la Cour de cassation, du 14 prair. an 13, a décidé que la desoance en divorce formée par une femme pour cause de sévices, d'excès, et d'injures graves, peut être écartée par la preuve qu'elle les a provoqués par son inconduite et par le dérèglement de ses mœurs ; V. aussi en ce sens, arr. de Toulouse, 9 janv. 1823. — Pothier, du *Contrat de mariage*, partie 6, chap. 3, n° 509, dit que les juges doivent avoir égard à la circonstance où la femme aurait elle-même provoqué les mauvais traitements sur lesquels elle fonderait sa demande. — Merlin, qui portait la parole lors de l'arrêt du 14 prair. an 13 que nous venons de citer, s'éleva avec beaucoup de force contre la femme qui avait provoqué les sévices qui servaient de base à sa demande (V. *Rép.*, v° *Divorce*, sect. 4, § 12.) M. Duranton, t. 2, n° 577 dit formellement que « les magistrats ne doivent pas facilement écarter les plaintes d'une femme d'un caractère violent, qui aura lassé par ses emportements et ses fureurs la patience de son mari. » Toullier n'est pas moins explicite que Duranton : « Ce n'est pas seulement, dit-il, à la femme adultère qu'on doit appliquer cette doctrine (celle de la provocation) fondée sur la raison. Une femme livrée à des emportements habituels, qui s'oublie jusqu'à provoquer son mari en le frappant la première, ou en l'accablant d'outrages, ne peut se plaindre qu'il ait usé du droit de représailles, qu'il ait repoussé la force par la force, l'outrage par l'outrage. Il faut bien que le père de famille, ce magistrat domestique, puisse, avec modération, joindre la force à l'autorité, pour se faire respecter dans sa maison. » Enfin M. Vazeille, *Traité de mariage*, t. 2, n° 542, partage pleinement cette doctrine. — V. au surplus la note qui accompagne le jugement de cassation du 7 niv. an 7 (aff. *Prison*).

demande en divorce intentée par l'autre. — Il prétendait en outre qu'il y avait eu compensation entre les services communs par lui et les injures proferées par sa femme; qu'ainsi le bienfait de la loi ne pouvait plus être invoqué par elle, qui s'en était rendue coupable; que le principe de la compensation des délits était consacré par la loi 39, §. *Solutio matrimonii*, à laquelle le droit français n'avait pas dérogé. Elle porte: *Viro atque uxori mores. Invicem accusantibus, causam repudiū dedit utrumque pronuntiatio est: id ita accipi debet, ut ea laque, quam ambo contempnerunt neuter vindictur: paria enim delicta mutua pensations dissolvuntur.* — En conséquence la demoiselle Dilige était non recevable dans son action.

Celle-ci répondait que puisque les faits de sévices dont elle accusait son mari étaient pertinents et admissibles, les injures verbales, dont elle pouvait s'être rendue coupable envers lui, ne devaient point servir d'excuse au sieur Régier, ni légitimer les mauvais traitements qu'il avait exercés contre elle. — La demoiselle Dilige écartait l'application de la loi romaine par trois motifs: 1° Dans l'espèce de cette disposition il s'agit d'un mari qui, ayant obtenu le divorce contre sa femme, pour cause d'adultère, veut lui faire perdre sa dot; alors sa femme lui reproche le même crime pour rendre son action inutile. Dans ce cas le jurisconsulte décide que le mari est mal fondé. — De là il suit que la réplique de la femme, fondée sur l'adultère du mari, paralyse l'action de celui-ci contre la dot, mais ne peut être un obstacle à sa demande en divorce, qui a été prononcée; — 2° La compensation serait-elle admise même en matière de divorce que sa nature serait toujours la même; elle ne peut avoir lieu qu'entre choses de toutes parts égales: or il n'y a point de similitude entre des sévices, des excès et de simples injures verbales; — 3° Les lois françaises n'ont point admis de compensation entre les délits. (Art. 4 du Code du 3 brum. an 4.) Donc la fin de non-recevoir du sieur Régier est inadmissible.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que les injures, ou mauvais propos tenus par la femme au mari, ne pouvaient autoriser ce dernier à la maltraiter, et qu'il ne peut y avoir de compensation entre des paroles et des sévices, etc.

Du 10 vent. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

## GARANTIE. — DERNIER RESSORT.

La demande en garantie est soumise aux mêmes règles que la demande principale, touchant le degré de juridiction. — En consé-

quence, si le jugement sur la demande principale est en dernier ressort, le jugement sur la garantie est aussi, par voie de suite, en dernier ressort (1).

(Picard — C. Générat.)

Du 10 vent. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>er</sup> sect. — Pl., les cit. Zeeh et Truffert.

## TUTEUR. — RÉPARATIONS. — AMÉLIORATIONS. — AUTORISATION.

Le conseil de famille ne doit pas autoriser le tuteur à faire des dépenses ayant pour objet d'améliorer la fortune immobilière du mineur ou d'en augmenter les produits (2).

Dans le cas où de pareilles dépenses auraient été faites sans autorisation, non-seulement le tuteur ne peut en faire constater l'emploi par la vérification des lieux, mais encore il ne lui est pas accordé d'action pour l'augmentation de la valeur donnée aux immeubles par les améliorations opérées; il est censé, dans ce cas, avoir voulu faire, à ses dépens, le bien de ses pupilles (3).

(Marguéré — C. Marguéré.)

La dame Bunnemant, femme Marguéré, est décédée en l'an 8, laissant deux filles mineures. Le cit. Marguéré en fut nommé tuteur, et le cit. Ducuséau le subrogé-tuteur. — Le 8 prair. an 8, Marguéré, en l'absence de Ducuséau, assemble le conseil de famille et se fait autoriser, 1° à faire faire à des maisons restées indivises entre ses filles et lui, les réparations nécessaires, après qu'elles auront été constatées par les experts; 2° à faire constater en même temps les réparations déjà faites, tant celles nécessaires, que celles qui ont pu contribuer à l'amélioration de la maison; 3° à autoriser à employer en réparations et sans visite préalable annuellement, jusqu'à concurrence du sixième du revenu net. — Le 28 prair. an 8, jugement sur requête non communiquée à Ducuséau, qui homologue l'avis des pères. — Appel par Ducuséau.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — En ce qui touche les différents chefs du jugement d'homologation; — Attendu qu'on ne peut pas refuser à Marguéré la faculté de faire faire, après visite et estimation, les réparations utiles et nécessaires que comportent les immeubles appartenant en propre à ses pupilles, ou qu'il possède en communauté avec elles; mais que l'autorisation demandée pour faire faire les réparations d'un autre genre, sous prétexte d'utilité et amélioration des produits, est dangereuse et abusive; — Qu'à l'égard des réparations déjà faites, c'est à Marguéré de

valider tamen obligabitur, in quantum locupletior factus est. Nam in pupillum non tantum tutori, verum cuiusvis actionem, in quantum locupletior factus est, dandum. *Dirus Pius rescripsit.* Nous trouvons ce principe reproduit dans la doctrine des auteurs. M. Magnin, dans son *Traité des tutelles*, t. 1<sup>er</sup>, n° 679, dit qu'on doit allouer au tuteur toutes les dépenses qui ont tourné au profit du mineur. M. Duranton, t. 3, n° 629, est aussi de ce sentiment; il pense que dans ce cas on doit ordonner un rapport d'experts pour déterminer l'utilité des dépenses. — Mais si les dépenses faites par le tuteur sous le prétexte d'améliorer les biens de son pupille et sans l'autorisation du conseil de famille, n'ont produit aucune plus-value, le tuteur ne peut demander qu'il lui en soit tenu compte; il pourrait même être condamné à indemniser le mineur, si elles avaient tourné à son préjudice: — *Riom*, 15 avril 1806; *Nîmes*, 2 juill. 1820.

(1) Ita., Montpellier, 7 fév. 1828.

(2 et 3) En règle générale, le tuteur doit se borner à conserver, par une sage administration, les biens du mineur et ne pas chercher à les améliorer par des essais tentatifs qui pourraient avoir un résultat funeste à ses intérêts. V. en ce sens, *Toullier*, t. 2, n° 1209. Mais si le tuteur, sans autorisation du conseil de famille, avait fait dans les biens du mineur des innovations qui eussent donné une plus grande valeur aux immeubles, faudrait-il décider, comme le fait l'arrêt que nous recueillons, que le tuteur n'aurait aucune action pour le remboursement de ses dépenses? Nous ne le pensons pas: le droit romain nous fournit une raison de le décider ainsi, dans la L. 5, in pr., ff. de *Auctor. et con. tutor.*, en disant que le tuteur a une action contre le pupille toutes les fois que, par les avances qu'il lui a faites, celui-ci est devenu plus riche: *sed et cum tutor, mutuum pecuniam pupillo dederit, vel ob ea stipuletur, non erit obligatus tutori. Nota*



s'imputer de les avoir faites sans autorisation ni visite préalable; qu'il est présumé, en ce cas, avoir voulu faire à ses dépens, le bien de ses pupilles qui sont en même temps ses enfants, et qu'il n'est pas recevable, après que les lieux ont entièrement changé de face, à vouloir en constater l'état d'après les renseignements incertains, et des déclarations de voisins et locataires, même des anciens locataires;—Que l'autorisation d'employer annuellement le sixième du produit net des maisons en réparations, paraît excessive;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 12 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. *Pl.*, les cit. Laeroix-Frainville et Berryer.

#### COMMISSIONNAIRE DE ROULAGE. — RESPONSABILITÉ

*Les commissionnaires de roulage sont responsables des dommages ou de la perte des effets qui leur sont confiés, aussi bien lorsqu'ils ont lieu par la faute de leurs préposés ou des voituriers qu'ils emploient, que lorsqu'ils ont lieu par leur propre faute (1).*

(Bouic — C. Legret-Desmarest.)

Le cit. Bouic et sa femme avaient chargé le cit. Legret — Desmarest, commissionnaire de roulage, du transport d'une malle de Paris à Grenoble. La malle fut expédiée et arriva à Grenoble après avoir passé successivement dans les mains de plusieurs voituriers, préposés du cit. Legret-Desmarest.

Les époux Bouic, lorsque la malle leur fut remise, vérifièrent et firent constater par le commissaire de police, que la serrure de la malle avait été forcée et les objets qu'elle renfermait, volés.

De là une action en responsabilité contre le cit. Legret-Desmarest, qui soutient n'être tenu à aucune responsabilité, et que les époux Bouic devaient s'adresser au voiturier qui avait effectué le transport.

29 prair. an 10, jugement du tribunal de commerce, qui déclare les époux Bouic non recevables dans leur recours contre le cit. Legret-Desmarest. — Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu qu'il est constant dans la cause que Legret-Desmarest, s'est engagé envers Bouic et sa femme, de faire transporter leurs malles, caisses et effets de Paris à Grenoble, en diligence et en 21 jours au plus;—Que ces engagements n'ont point été remplis, puisque les objets ont été, de Châlons, abandonnés à des commissionnaires étrangers, et que les effets dont il s'agit, ne sont arrivés à Grenoble qu'après 60 jours;—Qu'à l'arrivée desdits effets à Grenoble, il a été régulièrement constaté par les officiers de police de ladite ville, que la malle n° 1 avait été forcée, que la serrure avait été déplacée, et qu'on avait substitué des pierres à une partie des diffé-

rens objets qui y avaient originellement été mis;—Que les commissionnaires de roulage sont responsables de tous les accidents, pertes et vols qui arrivent aux effets à eux confiés, par leur faute et négligence ou par celle de leurs préposés;—Dit qu'il a été mal jugé;—Condamne Legret-Desmarest, et par corps, à payer à Bouic le montant des effets qui se sont trouvés en déficit dans la malle n° 1, suivant la déclaration faite par la dame Bouic et l'estimation par elle donnée aux effets, si mieux n'aime l'estimation par experts.

Du 12 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — *Pl.*, les cit. Moreau et Leloup.

#### PLAIDEUR TÊMÉRAIRE. — INVITATION.

*Les juges peuvent, après avoir rejeté plusieurs demandes évidemment mal fondées, introduites par la même partie, inviter les avoués à ne prendre des conclusions pour cette partie qu'après avoir vérifié ses demandes (2).*

(Pissier — C. Chevrolat.)

Le 1<sup>er</sup> mess. an 10, jugement du tribunal de Troyes en ces termes: « Considérant que la dame Chevrolat a fait prononcer le divorce d'entre elle et ledit Pissier, pour cause d'incompatibilité d'humeur et de caractère;— Considérant que Pissier s'est déjà pourvu contre ladite dame Chevrolat devant le tribunal, à fin de nullité dudit divorce, et que, par jugement du 1<sup>er</sup> mess. an 9, il a été déclaré non recevable dans sa demande;— Considérant que Pissier s'est pourvu, en outre, contre ce jugement, et que, par autre jugement du tribunal d'appel séant à Paris, en date du 3 vent. an 10, le jugement du 1<sup>er</sup> mess. a été confirmé;— Jugant en premier ressort, et attendu qu'il y a chose jugée sur les différents chefs de demande de Pissier;— Déclare ledit Pissier purement et simplement non recevable dans sa demande, et le condamne aux dépens;—Faisant droit sur les conclusions de la dame Chevrolat afin que Pissier ne soit plus admis à former de demande contre elle sans l'autorité d'un conseil;—Attendu que celle-ci est la neuvième que forme Pissier contre la dame Chevrolat, sa ci-devant épouse; qu'il a succombé dans toutes, et qu'il est déraisonnable de faire juger des choses déjà jugées;—Le tribunal invite, quant à présent seulement, les avoués à ne prendre en faveur de Pissier des conclusions qu'après avoir vérifié les demandes. »—Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Adoptant les motifs des premiers juges;—Dit qu'il a été bien jugé.

Du 12 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — *Pl.*, les cit. Louis et Charrie.

#### TIERCE OPPOSITION. — ACQUÉREUR. — VENTEUR. — HÉRITIERS APPARENTS.

*Celui qui a acheté de l'héritier oppoie les biens d'une succession, ne peut otloguer par*

(1) En effet, le commissionnaire auquel s'adresse l'expéditeur est son véritable obligé (V. Pardessus, n° 576; Favard, *Répert.*, v° Commissionnaire, n° 12, et le *Dictionn. du contentieux commercial*, v° Commissionnaire de transport, n° 5.)... sauf toutefois le recours du commissionnaire contre le voiturier (Paris, 19 avril 1809).—Il a néanmoins été jugé que le commissionnaire est affranchi de toute responsabilité envers l'expéditeur, s'il peut lui faire connaître le voiturier auquel il a confié les effets et le mettre en état de recourir directement contre ce dernier (Poitiers, 30 therm. an 11). Mais cette décision ne nous paraît pas devoir être suivie, car on ne peut

contraindre l'expéditeur à accepter un débiteur autre que celui qui a contracté avec lui.—*P.* encore Bordeaux, 3 fruct. an 8, et la note.

(2) Une invitation aux avoués de vérifier des demandes, peut n'être pas conforme aux convenances; mais comme elle ne constitue pas un ordre ou injonction, elle ne renferme aucun excès de pouvoir; autrement, ce serait une sorte d'interdiction. Dans tous les cas, le plaideur, ainsi entravé dans l'exercice de ses actions, bien ou mal fondées, aurait toujours le droit de s'adresser au président pour faire cesser les refus qu'il pourrait éprouver des avoués. *g*

*tierce opposition le jugement qui ne fait que dépouiller son vendeur de la qualité d'héritier, encore que le jugement soit intervenu après la vente (1).*

(Lefèvre—C. la Salle.)

François la Salle étant décédé le 4 germ. an 3, Frédéric la Salle, son frère, s'empara de la succession, comme son héritier. Le 7 vend. an 4, Frédéric la Salle vend aux héritiers Lefèvre le domaine de Camille, moyennant 200,000 liv. et 1,100,000 liv. sont payées comptant.—Opposition au sceau des lettres de ratification par la demoiselle Rollandeau, comme mère et tutrice d'Adèle la Salle, fille naturelle du défunt, ayant droit à recueillir sa succession.

Les Lefèvre consignèrent les 900,000 fr.—Une instance s'engage entre Frédéric la Salle, et la mineure Adèle réclamant l'état de fille de Jean-Baptiste-François la Salle.—Pendant le procès, en therm. an 5 et vend. an 6, Frédéric la Salle vend encore aux cit. Lefèvre différents objets provenant de la succession de son frère.—Le 6 vend. an 8, transaction par laquelle Frédéric la Salle reconnaît Adèle pour la fille de son frère, et en conséquence lui abandonne sa succession.—Le 27 brum. an 9, jugement qui déclare Adèle fille naturelle de feu Jean-Baptiste-François la Salle, et ordonne la rectification de son acte de naissance.—Le 13 germ. an 9, Adèle la Salle, comme seule et unique héritière de son père, forme contre les cit. Lefèvre, une demande en délaissement des biens de la succession que ceux-ci avaient acquis.—Les cit. Lefèvre forment tierce opposition au jugement du 27 brum. an 9, qui a déclaré Adèle fille naturelle de Jean-Baptiste-François la Salle.—Le 29 prair. an 10, jugement de première instance qui en déboute.

Appel de la part des Lefèvre.—En principe, disait-on, pour les appels, toute personne dont les intérêts ont été blessés par un jugement a droit d'y former opposition; or, la demoiselle Adèle ne forme sa demande qu'en vertu du jugement du 27 brum. an 9; si ce jugement n'existait pas, elle ne pourrait rien demander aux cit. Lefèvre: ils ont donc intérêt à le faire tomber; ils ont donc qualité pour y former tierce opposition.

Intuitivement, dirait-on, qu'il s'agit d'une question d'état, les jugemens rendus en pareille matière sont également susceptibles de tierce opposition: cela résulte de l'arrêt du conseil d'état de niv. an 10, qui porte que « les rectifications des actes de l'état civil ne doivent jamais nuire à des tiers. »—On ne peut nier que ce ne soit en vertu du jugement qui ordonne la rectification de son acte de naissance, que la demoiselle Adèle poursuit les cit. Lefèvre; cette rectification ne peut nuire aux droits des tiers, les cit. Lefèvre sont donc fondés à l'attaquer.

Les cit. Lefèvre, répondait-on pour la mineure la Salle, sont sans qualité et sans intérêt pour attaquer le jugement du 27 brum. an 9; sans qualité, car il ne s'agissait que de l'état d'Adèle, et les seuls qui pouvaient les contester, étaient les membres de la famille dans laquelle on voulait la faire entrer, et non pas les cit. Lefèvre, qui n'avaient aucun titre pour contester l'état d'Adèle.

Ils sont sans intérêt, car le jugement du 27 brum. an 9 n'annule pas sans examen leurs acquisitions; ils peuvent les défendre sans avoir be-

soin de faire tomber l'état d'Adèle, ils sont donc sans intérêt à contester l'état que le jugement de brumaire lui assure.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que les cit. Lefèvre n'avaient ni intérêt ni qualité pour contester à la mineure son état de fille naturelle;—Que d'ailleurs le jugement ne préjuge rien sur le mérite des titres des cit. Lefèvre;—Attendu que la mineure n'a pas même excipé de ce jugement, en demandant le délaissement des biens dont il s'agit;—Déclare les cit. Lefèvre non recevables dans leur tierce opposition.

Du 18 vent. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—Prés., le cit. Blondel.—Concl., le cit. Try, subat.

#### LEGS.—ASSIGNAT DÉMONSTRATIF.

Pour qu'un legs soit limitatif et non pas simplement démonstratif, il faut que l'idée de limitation amène nécessairement l'idée d'une condition qui fasse qu'on ne puisse séparer l'intention de la libéralité du testateur d'avec l'expression de l'objet sur lequel cette libéralité est assignée.—Ainsi, le legs d'une rente, à prendre sur un tel domaine désigné, est, dans le doute, plutôt démonstratif que limitatif. Si le domaine désigné se trouve n'être pas la propriété du testateur, la rente peut être assignée sur un autre de ses immeubles (2).

(Du Muy—C. Créquy.)

Le 18 sept. 1772, testament du maréchal du Muy, par lequel, 1<sup>o</sup> il institue pour son héritier et légataire universel, Jean-Baptiste-Louis-Félix d'Ollières, depuis, le général du Muy; 2<sup>o</sup> il lègue à son frère la terre de Grignan; 3<sup>o</sup> après ce legs, il ajoute: *Je laisse après ma mort, seulement 5,000 fr. de pension sur la terre de Grignan, à dame Marguerite-Anne-Thérèse de Félix du Muy de Créquy, ma nièce.*—Le maréchal du Muy est décédé le 10 oct. 1775.—L'héritier institué, qui avait d'abord payé la rente, refuse d'en continuer le service, sous prétexte que la terre de Grignan ne s'était pas trouvée dans la succession du testateur.—Le 8 avr. 1780, sentence des requêtes du palais, qui le condamne à payer, à la dame de Créquy, les arrérages de la rente échus et à éboirer.

Appel par le général du Muy.—La rente de 4,000 fr., a-t-on dit pour lui, était assignée sur la terre de Grignan; elle ne peut être réclamée sur aucun autre bien; cette terre ne fait pas partie de la succession du testateur, un arrêt de 1787 a jugé que le maréchal du Muy n'avait possédé cette terre que comme grevée de substitution, et qu'après sa mort elle était dévolue aux appelés. Ce legs de 4,000 fr. assigné sur une terre qui n'appartenait point au testateur, ne peut avoir son exécution, puisqu'il est assigné limitativement sur une terre qui n'appartient point au testateur.—C'est un legs démonstratif, et non pas limitatif, a-t-on répondu pour la dame de Créquy; ce n'est point une portion de l'usufruit de la terre de Grignan, qui a été légué, c'est 4,000 fr. de rente à prendre sur cette terre, qui n'est indiquée que pour sûreté du paiement; la circonstance que cette terre était grevée de substitution ne change rien à ce legs, elle détruit seulement l'assignat du legs, mais jamais le legs lui-même.

(1) V. anal. en sens contraire, Cass. 28 juin 1810, et la note.—Sur la validité de la vente faite par l'héritier apparent, V. Orléans, 27 mai 1836; Rouen, 25 mai 1839, et les observations qui accompagnent ces arrêts.

(2) V. anal. dans le même sens, Paris, 2 pluv. an 11, et la note; Toulouse, 19 juill. 1837.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu, en point de droit, et suivant les principes de notre jurisprudence : — 1° Que pour qu'un legs soit *limitatif*, et non pas simplement *démonstratif*, il faut que la limitation s'induisse naturellement de la manière dont le testateur a conçu et exprimé sa disposition; — 2° Que l'idée de la limitation emporte nécessairement l'idée d'une condition, qui fait qu'on ne peut séparer l'intention de la libéralité du testateur, d'avec l'expression de l'objet sur lequel cette libéralité doit être recueillie par le légataire; d'où il suit que, si la condition n'existe pas dans la disposition, l'expression de l'objet sur lequel doit se prendre le legs ne regarde que l'exécution; — 3° Que si la règle générale, en cette matière, doit toujours être de suivre la volonté du testateur, il ne faut pas chercher ni interpréter cette volonté, toutes les fois qu'elle est exprimée d'une manière claire et précise; — 4° Que tous les efforts qu'on fait dans ce dernier cas, pour prêter au testateur l'intention d'un legs limitatif, plutôt que celle d'un legs démonstratif, quand cette intention n'est pas exprimée, sont autant de subtilités qui doivent être écartées de notre jurisprudence, par ces principes qui sont simples, clairs, et d'une justice évidente; — Attendu, en point de fait, et dans l'espèce dont il s'agit, — 1° Que le legs de 4,000 fr. de rente viagère sur la terre de Grignan ne contient point de limitation, mais seulement la démonstration de la terre de Grignan comme spécialement affectée au legs, et sans aucune condition ni restriction quelconque; — 2° Qu'on ne trouve, dans la disposition dont il s'agit, ni dans les autres dispositions du maréchal du Muy, aucune trace de l'intention qu'aurait pu avoir ce testateur, de limiter sa libéralité sur la terre de Grignan; — 3° Que de là il résulte clairement que l'énonciation de la terre de Grignan n'est qu'un assignat spécial donné par le testateur, pour assurer d'autant plus l'exécution et le paiement du legs; — Déboute la partie de Leroy de son opposition.

Du 19 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Pl. les cit. Leroy et Delamalle.

## 1° COMPROMIS. — MINEUR. — NULLITÉ.

## 2° ARBITRAGE. — APPEL.

*La nullité d'un compromis, prise de ce que l'une des parties était mineur, est relative et non absolue; elle ne peut être opposée par le majeur : le mineur seul serait recevable à s'en prévaloir (1).*

*Avant le Code de procédure, une sentence arbitrale n'était sujette à l'appel qu'autant que les parties s'étaient formellement réservée cette voie de recours (2).*

(Gay—C. Gariglio.)

Par écrit sous seing privé du 21 août 1798, les moines de Testona donnèrent à métairie à la veuve Gariglio, en sa qualité de tutrice de ses

enfants Gaspard, Pierre et Maurice, une grange appartenant à leur couvent. — Cette grange fut ensuite vendue à Dominique Gay par acte public du 16 mai 1801. — Cet acquéreur ajourna bientôt la veuve Gariglio devant le juge de paix de Moncalier, pour l'obliger à vider la grange par lui achetée. — La veuve Gariglio ayant été appelée devant le juge de paix, il fut dressé procès-verbal en date du 11<sup>er</sup> frim. au 12, dans lequel cette veuve déclara ne point se refuser à délaisser la grange, et les parties signèrent un compromis par lequel elles nommèrent trois arbitres pour la fixation de l'indemnité qui pouvait être due à la veuve pour le délaissement convenu, en renonçant à l'appel.

Jugement arbitral du 18 messid. même année, par lequel Gay est condamné au paiement, au profit de ladite veuve, de la somme 1,037 f. 83 c., outre les dépens, et pour s'acquitte du recouvrement de cette somme, fut ordonné le dépôt et séquestre près d'un tiers, de 200 mesures au moins de blé moissonné dans les biens de ladite grange, pour être, à défaut de paiement, converties en satisfaction de la veuve Gariglio. — Le jugement fut homologué le même jour 18 mess., par le tribunal civil de Turin. — Le jugement ainsi homologué fut signifié à Gay, mais celui-ci ne payait point sa dette, et la veuve Gariglio, d'après les nouvelles conclusions du commissaire du gouvernement, obtint du juge de paix de Moncalier le séquestre de 18 sacs de blé dont on ordonna le transport dans le magasin de la mairie de la même commune. — Gay se plaignit de toutes ces dispositions au tribunal civil de Turin. — Il soutint que le compromis était nul à raison de la qualité des personnes qui y étaient intéressées, lesquelles ne pouvaient pas compromettre. — La veuve Gariglio disait par contre, que la loi du 21 août 1790 ne déclare pas absolument nul l'acte de compromis auquel sont intéressés des personnes qui n'ont point la libre administration de leurs biens, que cette nullité est une conséquence tirée du sens contraire de la loi qui veut réserver aux administrés un droit qui ne peut être proposé par l'autre partie intéressée ayant la libre administration de ses biens, de même que le majeur ne peut point attaquer son propre fait contre le mineur, étant réservé seulement à celui-ci l'exercice de ce droit que la loi accorde en sa faveur.

Sur quoi le tribunal civil, par son jugement du 21 fruct. an 11 : — « Attendu que la veuve Gariglio n'aurait contracté aucune hypothèque sur les biens de ses enfants pupilles; qu'en supposant même qu'elle eût adhéré à l'arbitrage, uniquement en sa qualité de tutrice, l'action en nullité ne pourrait jamais appartenir au défendeur Gay, étant de principe de droit, puisé dans la loi 13, § 29, de Actionib. empti, contractum favore minoris claudicare; — Attendu qu'il résultait que les arbitres avaient la double qualité d'experts et de juges, et que par conséquent ils ont pu valablement prononcer la condamnation requise; — Que si le ju-

(1) V. dans le même sens, Cass. 21 niv. an 11, et les nombreuses autorités qui y sont rappelées en note. — C'est au surplus ce qui résulte formellement aujourd'hui de l'art. 1125, Cod. civ., d'après lequel les personnes capables de s'engager ne peuvent opposer l'incapacité du mineur, de l'interdit ou de la femme mariée, avec qui ils ont contracté. Mais la règle de cet article, étant une exception au principe général d'après lequel les contrats synallagmatiques ne peuvent pas être obligatoires pour l'une des parties quand ils ne la sont pas pour l'autre, cesse d'être applicable, si l'incapacité de l'un des contractans provenait de toute autre cause que de celles mentionnées en cet

article. V. *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° *Compromis*, n° 14; Vauismesnil, *Encyclopédie du droit*, v° *Arbitrage*, n° 125. — Au surplus, la règle posée dans l'art. 1125, Cod. civ., ne s'oppose pas à ce que la partie capable de contracter, et qui ne pourrait demander la nullité du compromis à raison de l'incapacité de l'autre partie, ne puisse, tant que la sentence arbitrale n'a pas été rendue, demander que le compromis soit régularisé. V. Vauismesnil, *ibid.*, n° 126, et Carré, *Proc.*, n° 3255.

(2) V. dans le même sens, Cass. 11 prair. an 2, 22 avril 1807, et 17 avril 1810.

gement pouvait être nul par excès de pouvoir en ce que le séquestre des fruits fut ordonné, sans que les arbitres eussent cette autorité, il n'en était pas de même pour la condamnation de Gay au paiement du montant fixé pour ladite indemnité, parce qu'il est de maxime en justice, que la nullité d'un point jugé, n'est aucunement d'obstacle à la validité de la décision d'un autre article, lorsque la manière est distincte et différente;—Attendu enfin que, quoique les actes de saisie—sequestre auxquels l'huissier du juge de paix de Moncalier avait procédé, pussent être censés illégitimes, en vue de la nullité, en ce point, du jugement arbitral, néanmoins, puisque les blés saisis provenaient de la métairie exercée par la veuve Gariglio sur les fruits de laquelle les pupilles Gariglio pouvaient avoir des droits d'antériorité et de privilège, l'équité et la justice exigent que droit fût fait à la maintenance du séquestre. Jusqu'à ce que Gay eût acquitté sa dette envers les demandeurs, *multa facita tenent que aeri prohibentur*;—Déclare exécutoire l'ordonnance du 18 mess. d'homologation du jugement arbitral du même jour. — Appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 8, tit. 1.<sup>er</sup> de la loi des 16-24 août 1790;—Considérant, sur la première question, que l'acte de compromis dont il s'agit n'a été passé par aucune personne qui n'eût le libre exercice de ses droits et de ses actions, et qu'en cet acte les mineurs Gariglio n'y sont pas intervenus;—Qu'en l'espèce, l'affaire portée à la décision des arbitres nommés dans ledit compromis, n'avait pour objet que la fixation des indemnités dues par Gay, à cause de l'abandon que la veuve Gariglio lui faisait de la métairie y indiquée;—Qu'une telle décision ne portait pas sur les biens immeubles des mineurs Gariglio, ni sur d'autres objets de la même nature, de sorte que le fond de l'affaire ne roulait que sur le montant de ce qui était dû pour le prix des fruits et denrées appartenant aux père et fils Gariglio, métayers, et pour le paiement des travaux faits au profit des biens-fonds appartenant à ladite métairie;—Que ces sortes d'objets sont, d'après les principes de droit, à la libre administration du tuteur qui, quoique chargé d'en rendre compte à ses administrés, n'est pourtant pas assujéti par la loi à aucune formalité dans tous les contrats et transactions qu'il en peut faire; de manière qu'il a de ces objets la même disponibilité que de ses biens propres;—Que, comme la veuve Gariglio aurait pu, en sa qualité de tutrice, vendre librement à chacun des objets qu'elle avait abandonnés à Gay, rien ne s'oppose à ce que, pour trancher toute question qui pouvait entraîner un procès, elle ait pu se décider à confier l'évaluation de tous ces objets à la sagesse de deux arbitres, de même que s'il se fût agi d'une affaire toute propre à elle;—Qu'à apposer même que la veuve Gariglio eût excédé ses pouvoirs de tutrice, en confiant aux arbitres la fixation de l'indemnité susdite, il est toujours certain qu'une telle difficulté ne pourrait être élevée de la part de Gay, attendu qu'il serait absurde qu'il pût réclamer à son profit le droit de la partie;—Que, dans l'espèce, il paraît que la veuve Gariglio a très bien ménagé les intérêts de ses

administrés, et les plaintes de la partie démontrent évidemment que ceux-ci, bien loin de réclamer aucun abus de pouvoir contre leur mère, n'invoquent que l'exécution du jugement arbitral dont il s'agit;

Sur la seconde question:—Considérant que le jugement arbitral du 18 mess. an 11 n'est sujet à appel, attendu que les parties non-seulement ne se sont pas réservées, dans le compromis, la faculté de l'appel, mais qu'elles y ont en outre déclaré que les arbitres auraient statué inappellablement, de sorte que ce tribunal ne doit point connaître du fond de l'affaire;

Sur la troisième question:—Considérant que, de la part de Gay, on n'aurait fourni aucun moyen tendant à établir la mainlevée du séquestre dont il s'agit, et que toutes ses plaintes à cet égard sont motivées sur la nullité susindiquée, qu'on vient de reconnaître dépourvue de fondement;—Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 19 vent. an 11.—Trib. d'appel de Turin.—1<sup>re</sup> sect.

## PRESCRIPTION.—CONCILIATION.—AJOURNEMENT.

*Sous la loi des 16-24 août 1790, la citation en conciliation, suivie d'ajournement, interrompait la prescription, encore que l'ajournement ne fût donné qu'après la prescription accomplie (1).*

(Alazar—C. les héritiers Métayer.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la citation en conciliation interrompt la prescription, et proroge le délai quand elle a été suivie d'ajournement donné sans intervalle ou dans un temps très rapproché;—Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé.

Du 30 vent. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—Prés, le cit. Auger.—Cancel, le cit. Monrre, commis.

## USUFRUIT.—INVENTAIRE.—DISPENSE.—FRAIS.

*La clause que le donataire ou légataire d'usufruit ne sera point tenu de faire inventaire, ne dispense pas l'usufruitier de faire dresser un inventaire ou état des objets soumis à son droit; son effet se borne à donner à l'usufruitier le droit de répéter contre les héritiers du donataire les frais de l'inventaire, auquel ceux-ci peuvent toujours le contraindre de procéder (2).*

(Fouet—C. Verger.)

En vent. an 8, le cit. Fouet, épousa la demoiselle Verger. Les époux se firent donation mutuelle en usufruit de tous leurs biens, meubles et immeubles, avec dispense de faire inventaire.—La dame Fouet décéda au mois de germ. de l'an 10. Ses héritiers firent apposer les scellés. Fouet en demanda la mainlevée, fondée sur la clause de son contrat de mariage, qui le dispensait de faire inventaire; et il soutint que les héritiers n'avaient pas le droit de le faire faire, malgré leurs offres d'en supporter les frais, parce que c'était un moyen d'éluider la disposition du contrat de mariage.—Fouet est sans intérêt et sans droit, ait répondu les héritiers Verger: sans intérêt, car nous offrons de supporter les frais d'inventaire;

en conciliation donnée avant le Code du procédure, et qui n'a pas été suivie d'une assignation dans le mois de la promulgation du Code. V. Cass. 27 avril 1814.

(2) V. dans le même sens, Poitiers, 29 avril 1807; Bruxelles, 18 déc. 1811 et 10 juin 1812. Telle est aussi l'opinion de Duranton, t. 4, n° 599.

(1) V. dans le même sens, Cass. 6 vend. an 11, et nos observations. — La question est aujourd'hui résolue par les art. 2245, Cod. civ., et 57, Cod. proc., aux termes desquels la citation en conciliation interrompt la prescription, pourvu que la demande soit formée dans le mois à dater du jour de la non-comparution ou de la non-conciliation. — Il a été jugé que cette disposition était applicable à la citation

sans droit, car il ne peut pas nous forcer, sans inventaire, à prendre qualité dans une succession dont nous ne connaissons ni les forces ni les charges; de plus, cet inventaire est nécessaire pour déterminer les droits de mutation qui sont dus pour l'ouverture de la succession.

30 flor., jugement du tribunal de première instance de Sens, qui, « considérant en droit, que la clause stipulée dans ledit contrat de mariage, de n'être point tenu de donner caution, ni de faire inventaire au décès du premier mourant, ne peut dispenser le survivant de faire faire cet inventaire, tant pour constater les biens meubles, que pour procéder à la description des titres consistant les immeubles de la succession de la défunte et de la communauté qui a existé entre elle et son mari, et que l'intention des parties, en se dispensant de faire inventaire, n'a été que de rendre indemne le survivant, des frais que cet inventaire pourrait occasionner;—Considérant que les héritiers Verger ont offert et offrent de supporter et payer les frais et vacations des procès-verbaux de l'inventaire;—Déclare Fonet non recevable dans sa demande en main-léevée. »

Appel de la part de ce dernier.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Adoptant les motifs des premiers juges, dit qu'il a été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 30 vent. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

#### 1<sup>er</sup> ADJUDICATAIRE. — APPEL. — JUGEMENT COMMUN.

#### 2<sup>e</sup> SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — DÉFAUT. APPEL.

1<sup>er</sup> Le débiteur qui interjette appel du jugement d'adjudication vis-à-vis du poursuivant, ne peut pas se borner à assigner l'adjudicataire en déclaration de jugement commun: il doit aussi se rendre appelant vis-à-vis de l'adjudicataire (1).

2<sup>e</sup> Le débiteur exproprié qui a fait défaut lors du jugement d'adjudication, peut, sur l'appel, opposer au créancier poursuivant la nullité de sa procédure (2).

(Morel—C. Gravier et Durieu-Ducherve.)

Durieu-Ducherve, créancier de Morel, a fait exproprier celui-ci d'une maison et d'un jardin sis à Picpus. Le 23 therm. an 9, l'adjudication en a été faite au cit. Gravier: cette adjudication est par défaut, Morel n'ayant point comparu. Le 23 mess. an 10, Morel a interjeté appel du jugement du 23 therm. précédent, vis-à-vis de Durieu seulement. Il a ensuite dénoncé son appel à Gravier, adjudicataire, et l'a assigné en déclaration de jugement commun. Morel, sur son appel, a présenté plusieurs nullités (qui ont été accueillies); et il a

prétendu qu'il suivait de là que l'adjudication devait être déclarée nulle, tant à l'égard du poursuivant qu'à l'égard de l'adjudicataire. Enfin, il a soutenu en définitive que, fût-il non recevable vis-à-vis de l'adjudicataire, du moins il pouvait, vis-à-vis du poursuivant, réclamer une indemnité pour le préjudice qu'il lui avait porté dans la vente de ses biens.

Durieu-Ducherve a soutenu que les nullités reprochées à sa procédure n'existaient pas, mais que quand même elles auraient existé, Morel, aux termes de l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7, ayant fait défaut lors de l'adjudication, n'était pas recevable à les venir opposer sur l'appel.

De son côté, Gravier, adjudicataire, n'est emparé également de l'art. 23 de la loi du 11 brum. L'assignation en jugement commun, a-t-il dit, n'est qu'un moyen imaginé pour échapper à la rigueur de cet article. Si Morel a des droits à exercer contre Durieu, poursuivant, il peut le faire; mais ce n'est tout au plus qu'une action en dommages et intérêts. Il devait instruire l'adjudicataire d'une procédure qui devait lui être étrangère; ainsi Morel, par son silence, a laissé croire à l'adjudicataire qu'il ne le troublerait pas; celui-ci a traité dans la confiance que lui donnait la loi elle-même qu'il ne s'élèverait pas de contestation. La loi prescrivait à Morel de proposer ses nullités en première instance; il ne l'a pas fait: donc il n'est pas recevable à les proposer sur appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu qu'il était mal et irrégulièrement procédé par ladite affiche et tout ce qui a suivi, notamment par le jugement d'adjudication du 23 therm. an 9;

Et néanmoins, attendu que Morel n'est point appelant dudit jugement, vis-à-vis de Gravier, adjudicataire:—Sans s'arrêter ni avoir égard à la demande dudit Morel, de rentrée en possession et en restitution de jouissance, dans laquelle il est déclaré non recevable, ayant égard au surplus de ses demandes, condamne, etc.

Du 30 vent. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—Pl., les cit. Leroy, Carthonnier et Guerout.

#### DOUAIRE. — DONATION. — NORMANDIE.

Lorsqu'un contrat de mariage passé sous l'empire de la coutume de Paris, contient à la fois une stipulation de douaire préfix et une donation d'immeubles, l'annulation de la donation n'emporte pas la nullité du douaire préfix, que la femme peut réclamer, jusqu'à concurrence du douaire coutumier, sur les immeubles normands de son mari. (Coutume de Paris, art. 257; Coutume de Normandie, art. 375.) (3)

(1 et 2) Sous la loi du 11 brum. an 7, art. 23, la saisie ne pouvait exister contre l'adjudicataire d'aucuns moyens de nullité qui n'auraient pas été proposés à l'audience ou l'adjudication avait eu lieu... D'où la conséquence que ces moyens pouvaient néanmoins être proposés contre le poursuivant, ce qui présentait un résultat assez bizarre, puisque la poursuite nulle vis-à-vis du poursuivant, restait valable à l'égard de l'adjudicataire.

(3) La raison de douter venait de ce que, si l'art. 257 de la coutume de Paris, sous laquelle le contrat de mariage avait été passé, permettait la stipulation, tout à la fois, d'une donation et d'un douaire, la coutume de Normandie, à laquelle étaient soumis les immeubles du mari, défendait cette double libéralité. Plusieurs coutumes (V. notamment Angou, 310; Tours, 337; Maine, 323; Bretagne, 206)

défendaient aussi ce cumul; mais aucune n'attachait la peine de nullité à l'infraction de cette défense. Toutes, au contraire, donnaient à la femme le choix entre la donation et le douaire. V. Brillon, *Dictionnaire des arrêts*, v<sup>o</sup> Douaire, § 10. L'arrêt ci-dessus décide, conformément aux principes que nous venons de rappeler, que la nullité de la donation contenue au contrat de mariage, n'entraîne pas la nullité du douaire. — V. sous la date du 17 ventôse an 11, un jugement du tribunal de cassation qui décide qu'une femme pouvait, avec le douaire coutumier, recueillir la rente vingtière dont le contrat de mariage contenait stipulation à son profit. — M. Dalloz, *Jurisp. gén.*, t. 10, p. 375 et le *Journal de Palais*, qui l'a copié, semblent avoir dénaturé le sens de l'arrêt que nous recueillons, en lui faisant décider que la stipulation d'un douaire préfix

(Gouyer—C. d'Imbleval.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL.—Vulesart. 375, cout. de Normandie, et 257 cout. de Paris;—Considérant que, par l'art. 8 du contrat de mariage de la veuve Gouyer, son mari lui a gagé un douaire préfix sur tous ses biens présents et à venir, dont elle s'est fait délivrer le montant, par les héritiers de son dit mari, depuis le décès de celui-ci;—Considérant que l'annulation de la donation d'immeubles, contenue en l'art. 12 du même contrat, est une circonstance qui n'apporte, de fait ou de droit, aucun changement ni dérogation à la stipulation du douaire préfix;—Confirme.

Du 21 vent. an 11.—Trib. d'appel de Rouen.—2<sup>e</sup> sect.—Prés., le cit. Eude.

#### HYPOTHÈQUE.—BOIS.—VENTE.

Le créancier hypothécaire ne peut empêcher son débiteur de vendre sans fraude les bois en âge d'être coupés (1).

(Bouillard—C. Boudereau et Moreau.)

Le 8 frim. an 9, vente par le cit. Coubert aux cit. Moreau et Boudereau, de la coupe d'environ 500 arpens de bois; la vente est faite pour la somme de 77,000 fr., payés comptant. Le 1<sup>er</sup> frim. an 10, vente par Boudereau et Moreau, au cit. Bazille, de la coupe de 128 arpens de bois à prendre dans les 500 vendus par Coubert. Bazille commence aussitôt son exploitation; mais le 14 frim. an 10, Bouillard, créancier hypothécaire de Coubert, lui déclare qu'il s'oppose 1<sup>o</sup> à ce qu'il continue à couper des arbres; 2<sup>o</sup> à ce qu'il enlève ceux déjà coupés; et 3<sup>o</sup> enfin, à ce qu'il paie aucune portion de son prix. Bazille poursuit la mainlevée de l'opposition, appelle ses vendeurs en garantie.

15 flor. an 10, jugement du tribunal de Melun, qui, considérant que s'il est de principe général que les bois sur pied, inhérents au fonds, sont réputés immeubles, et grévés des mêmes hypothèques que le fonds, il est également de principe que lorsqu'ils sont coupés ou vendus séparément du fonds, ils sont réputés meubles;—Que dans l'espèce, Bernard Coubert, propriétaire des bois dont il s'agit, a fait la vente de leur superflue aux cit. Boudereau et Moreau; qu'aucune loi ne lui en interdisait la faculté; que l'effet de cette vente a été de mobiliser ses mêmes bois; que par conséquent les acquéreurs ne pouvaient être assujettis à faire transcrire leur acte de vente, forma-

n'empêchait pas la femme de prétendre au douaire coutumier... C'est là une assertion contraire à tous les principes de la matière. « Il n'est pas douteux, dit Potbier, *Traité du douaire*, n<sup>o</sup> 138, que la femme ne peut pas avoir tout à la fois le douaire conventionnel et le douaire coutumier. » On peut consulter aussi sur ce point, Bourjon, *Droit commun de la France*, tit. 13, chap. 8, sect. 1<sup>re</sup>, § 5; Renasson, du *Douaire*, chap. 4, n<sup>os</sup> 1, 30 et suiv.; Duplessis, du *Douaire*, chap. 2, sect. 2.

(1) V. dans le même sens, Cass. 9 août 1825 : la question est grave : nous y reviendrons en rapportant cet arrêt.—M. Troplong, *Priétés et Hyp.*, n<sup>o</sup> 404, pense que le débiteur peut faire couper les futaies, même non aménagées, contrairement à l'opinion de M. Persil, *Alg. hypoth.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 249, qui ne reconnaît ce droit au débiteur qu'à l'égard des futaies aménagées.—V. encore M. Troplong, *ibid.*, n<sup>o</sup> 834.

(2) Cette question peut se présenter encore aujourd'hui : elle ne se trouve résolue par aucun texte précis, soit du Code de procédure, soit de la loi du 17 avril 1832 relative à la contrainte par corps.—D'après l'art. 804 du Cod. de procéd. : « Le créancier

lité qui ne peut avoir lieu que pour les ventes d'immeubles;—Qu'il résulte de ces principes, que le cit. Bouillard, comme créancier hypothécaire du cit. Bernard de Coubert, n'a pu s'opposer à l'exploitation des bois faite par Bazille, cessionnaire des cit. Boudereau et Moreau...—Autorise Bazille à continuer l'exploitation par lui commencée, et ordonne qu'il sera tenu de payer aux citoyens Boudereau et Moreau le prix de la vente, aux termes de leur marché. »

Bouillard appelle de ce jugement.—On a dit pour l'appelant, qu'aux termes de la loi du 11 brum. an 7, une inscription frappait également l'immeuble du débiteur et les accessoires qui y étaient inhérents, sans faire de distinction, et que dans cette expression inhérents, les bois sur pied, pendant par leurs racines, se trouvaient nécessairement compris.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu qu'il n'est pas prouvé que les bois dont il s'agit fussent, lors de la vente, au-dessous de l'âge de dix années prescrites par les ordonnances, et qu'il est constaté par acte authentique que le prix en a été payé comptant;—Débout Bouillard, etc.

Du 21 vent. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—Pl., les cit. Carbonnier et Popelin.

#### RECOMMANDATION.—ÉLARGISSEMENT.—

##### ALIMENS.

Sous l'empire de la loi du 15 germ. an 6, lorsque le débiteur incarcéré obtenait sa liberté, faite par le créancier d'avoir fourni des aliments, les créanciers recommandans n'étaient pas déchus par cela seul du droit de le faire emprisonner pour les mêmes créances; à ce cas ne s'appliquait point l'art. 14 de la loi de germinal, dont la disposition devait être restreinte au créancier incarcérateur (2).

(Lebattut et Aertrie—C. Labic.)

Dans le cours du mois de nivôse an 8, Labic est incarcéré à la requête d'Ardenne son créancier.—Deux autres créanciers, Lebattut et Aertrie, déclarent le recommander.—Les aliments fournis d'abord régulièrement par Ardenne, ayant cessé d'être consignés, Labic demanda son élargissement, et il dirigea sa demande, non seulement contre le créancier incarcérateur, mais encore contre les créanciers recommandans, con-

ne pouvait de nouveau faire emprisonner le débiteur qu'en lui remboursant les frais par lui faits pour obtenir son élargissement et en consignat d'avance six mois d'alimens. »—Et d'après l'art. 31 de la loi de 1832 (abrogeant implicitement la disposition précise du Code de procédure) : « Le débiteur élargi faute de consignation d'alimens ne peut plus être incarcéré pour la même dette. »—Comme on le voit, cette dernière disposition reproduit celle de l'art. 14 de la loi du 15 germ. an 6, de l'application de laquelle il s'agissait dans l'espèce actuelle; la difficulté reste donc entière. La jurisprudence ne l'a point encore résolue, et les auteurs sont divisés. Selon MM. Chauveau, *Contrainte par corps*, p. 214, et Faustin, *ibid.*, p. 62, il faut suivre la décision ci-dessus. Mais cette opinion est combattue par M. Coin-Delisle, *Comm. de la loi du 17 avril 1832*, p. 110. Cet auteur se fonde principalement sur ce que la législation actuelle fait de la consignation d'alimens, ou du soin d'y veiller, une obligation commune aux créanciers recommandans et au créancier incarcérateur, à la différence de la loi de l'an 6, qui n'imposait personnellement cette obligation qu'à ce dernier créancier.

cluant, vis-à-vis de ces derniers, à ce que défenses leur soient faites, de même qu'à l'incarcération, de le faire emprisonner de nouveau : il se fonde, à cet égard, sur la disposition de l'art. 11 de la loi du 15 germ. an 6, conçu en ces termes : « Tout débiteur ainsi élargi (pour défaut de consignation d'alimens), ne pourra être incarcéré » pour la même dette ; » disposition qui, selon le demandeur, s'oppose à ce que les recommandans, pas plus que l'incarcéranteur, retiennent leur débiteur en prison après élargissement ordonné pour non-consignation d'alimens.

5 germ. an 10, jugement du tribunal de Toulouse qui, accueillant ce système, ordonne l'élargissement de Labie et décide que les créanciers recommandans ne pourront le faire incarcérer pour raison de leurs créances.

Appel par Lebatut et Aetric. — Il résulte, disent-ils, des dispositions combinées des art. 11 et 15 de la loi du 15 germ. an 6, que l'obligation de consigner des alimens pour le débiteur emprisonné, n'est imposée qu'au créancier incarcéranteur, sauf son recours contre les créanciers recommandans pour les contraindre à contribuer à l'acquit de ces alimens. — L'article 11 porte en effet : « Le créancier qui aura fait emprisonner son débiteur sera tenu de consigner d'avance, et par chaque mois, la somme de 30 liv. entre les mains du gardien de la maison d'arrêt, pour la subsistance de l'incarcéré, sinon ce dernier obtiendra son élargissement... Tout débiteur, ainsi élargi, ne pourra plus être incarcéré pour la même dette. » Et l'art. 15 ajoute : « Si le débiteur est recommandé par un créancier autre que celui à la requête duquel s'est fait l'emprisonnement, il sera tenu de contribuer à l'acquit des alimens du détenu, du jour de sa recommandation. Néanmoins, celui qui aura fait exécuter un emprisonnement sera personnellement tenu d'effectuer la consignation prescrite par l'art. 11, sauf son recours contre les autres créanciers, à peine de nullité de l'écrou. »

Comme on le voit, la loi établit pour la consignation des alimens entre trois sortes de personnes, des rapports différens qu'il faut bien distinguer. Ces trois personnes sont le détenu, l'incarcéranteur et le recommandant. — C'est à l'incarcéranteur seul que la loi impose, vis-à-vis du détenu, l'obligation de consigner les alimens. Nulle relation à cet égard entre le détenu et le recommandant, qu'elle n'oblige pas directement à consigner les alimens, mais seulement à contribuer à l'acquit des alimens qui seront consignés par l'incarcéranteur.

La loi établit un second rapport entre l'incarcéranteur et le recommandant seulement : l'incarcéranteur qui a consigné sa action en recours contre le recommandant, en paiement de son contingent dans la somme consignée, mais le détenu est entièrement étranger à cette action ; c'est l'incarcéranteur seul qui est obligé envers lui à lui fournir ses alimens : il lui importe fort peu que l'incarcéranteur ait contre le recommandant la répétition d'une portion de la somme consignée.

Tels sont les droits respectifs des parties, qu'il ne faut pas confondre. Ces droits respectifs étant reconnus, toutes les fois que le créancier incarcéranteur n'a pas fait la consignation qui lui était ordonnée, les recommandans sont-ils déchu de la faculté d'exercer contre leur débiteur la contrainte par corps, pour raison des créances qui étaient l'objet de leur recommandation ?

Admettre une pareille déchéance serait tout à la fois une erreur et une injustice.

Ce serait une erreur, parce qu'elle n'est pas prononcée par la loi à l'égard des recomman-

dans. L'art. 14 est le seul qui s'en soit occupé : sa disposition est limitativement relative à l'auteur de l'incarcération. C'est après avoir prescrit à ce dernier la consignation des alimens, que le même article porte que s'il ne l'effectue pas, le débiteur sera élargi, sans qu'il puisse être arrêté de nouveau pour la même dette. De quelle dette la loi a-t-elle entendu parler ? De celle de l'incarcéranteur seul : il est le seul dont elle s'occupe dans cet article. N'ayant pas encore parlé des recommandans, il est absurde qu'on veuille étendre jusqu'à eux cette disposition irritante. Si telle eût été son intention, elle n'aurait pas manqué de la manifester d'une manière expresse, en disant que le débiteur élargi faute de consignation d'alimens, ne pourrait plus être incarcéré, soit à la requête de l'incarcéranteur, soit à la requête des recommandans.

La déchéance prononcée contre le recommandant serait d'ailleurs une injustice manifeste. La loi n'a pas entendu le punir de l'inaccomplissement d'une obligation qu'elle ne lui a pas imposée, du défaut d'une consignation dont elle a chargé le seul incarcéranteur. La déchéance de l'exercice de la contrainte par corps est une peine infligée au défaut d'une obligation légale. Contre qui peut-elle être prononcée ? Contre celui-là seul qui a manqué à cette obligation. Or dès que l'incarcéranteur est seul tenu de la consignation des alimens, c'est lui seul qui peut éprouver la déchéance ; et il serait vraiment inique qu'on la fit frapper sur ceux auxquels on ne peut reprocher aucune infraction à la loi. Toute peine doit être motivée sur un fait antécédent, propre à en provoquer l'application. Les recommandans qui n'étaient pas obligés de consigner les alimens, ne peuvent encourir la déchéance prononcée à cause du défaut de consignation.

En vain objecterait-on que les recommandans sont tenus de contribuer à la fourniture des alimens, et qu'ainsi ils doivent supporter la peine du défaut de consignation, qui est le moyen légal de pourvoir à cette fourniture.

Si le recommandant est tenu de contribuer à la fourniture des alimens du détenu, cette obligation ne lui est imposée qu'à l'égard de l'incarcéranteur. Elle forme entre l'incarcéranteur et les recommandans une question d'intérêt particulier ; le détenu n'y doit prendre aucune part. Malgré cette contribution, c'est l'incarcéranteur seul qui, comme dit l'art. 15, « est personnellement tenu » d'effectuer la consignation prescrite. Il n'y a donc que l'incarcéranteur qui puisse supporter la peine du défaut de consignation. Quant à la déchéance, le détenu élargi par défaut de consignation d'alimens, est libéré de la contrainte par corps à l'égard de l'incarcéranteur ; mais il ne l'est pas à l'égard des recommandans.

Cette vérité se confirme par le rapprochement des art. 12 et 14. Lorsque la loi a voulu que la faute de l'incarcéranteur pût préjudicier au droit des recommandans, elle s'en est expliquée d'une manière formelle : ainsi, dans les autres cas, la faute de l'incarcéranteur ne peut préjudicier qu'à lui seul. L'art. 12 veut « que la nullité de l'emprisonnement emporte celle de toutes les recommandations ; » dans ce cas, la faute de l'incarcéranteur préjudicie aux recommandans. Point de disposition pareille pour la déchéance de la contrainte par corps pour le défaut de consignation d'alimens. La faute de l'incarcéranteur lui est personnelle ; elle ne peut priver les recommandans de la faculté d'exercer la contrainte par corps pour les dettes qui étaient l'objet de leur recommandation.

Prétendre que la loi a voulu priver les recommandans de cette faculté, c'est lui attribuer une iniquité révoltante; car, outre, qu'elle ferait ainsi rejaillir la peine d'une négligence sur ceux à qui on ne peut la reprocher, il est évident qu'elle aurait par là ouvert une vaste carrière à la fraude. Il en résulterait, en effet, que la collusion de l'incarcérant et du détenu suffirait pour priver à jamais les recommandans de leur unique ressource pour parvenir au paiement de leur dû. On ne peut prêter de pareilles vues au législateur; on peut bien supposer qu'il a voulu punir l'auteur de l'incarcération, du mépris par lui fait de l'engagement qu'elle lui impose; mais que les recommandans partagent cette peine, tandis qu'il n'est pas même possible de les considérer comme y ayant donné lieu, c'est une idée impossible et qui répugne trop aux principes d'équité qui doivent faire la base de toute loi, pour qu'il soit possible de l'admettre.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant... que, suivant le texte et l'esprit de la loi du 15 germ. an 6, dans ses dispositions relatives à l'élargissement d'un détenu, faute de consignation d'alimens, lorsque celle-ci a déclaré que tout débiteur ainsi élargi ne pourra plus être incarcéré à raison de la même dette, elle n'a eu en vue que celui qui faisait la consignation, ce qui résulte des termes précis de l'art. 14 de cette loi... — Réformant le jugement rendu en première instance par le tribunal de l'arrondissement de Toulouse, le 5 germ. an 10 (en ce qu'il a fait inhibitions aux recommandans d'incarcérer de nouveau leur débiteur pour les dettes qui faisaient l'objet de leur recommandation); — Déclare que ledit Labie demeure soumis vis-à-vis ledits bûcheriers Lebatut et Aerlie, créanciers recommandans, à la contrainte par corps par leurs titres de créance ou par les jugemens qui en ont prononcé la condamnation, etc.

Du 25 vent. an 11. — Trib. d'appel de Toulouse. — Concl., le cit. Arxys, f. f. de comm. — Pl., les cit. Rumiguières, Flutte et Capella.

1<sup>o</sup> PARAPHERNAUX. — VENTE. — MARI.2<sup>o</sup> FRUITS. — RESTITUTION. — PARAPHERNAUX.

1<sup>o</sup> Le mari ne peut, sans le concours ou le consentement de sa femme, même pour lui procurer la libération de ses dettes, aliéner ses biens paraphernaux (1).

2<sup>o</sup> Lorsque les biens paraphernaux ont été vendus par le mari seul, mais pour libérer la femme, l'acquéreur, condamné à rendre ces biens à la femme, ne doit les fruits qu'à compter du jour où la nullité de la vente est demandée contre lui, encore bien qu'il n'ait pas ignoré la qualité des biens vendus (2).

(Boulet — C. Gravejat.)

Le 11 oct. 1771, Marguerite Gravejat épouse Louis Martin; ses biens restent paraphernaux. — En fév. 1773, Martin vend à Pierre Boulet un

pré dit la Ravotte, appartenant à son épouse, mais qu'il déclare être sa propriété; l'acquéreur est chargé d'acquitter plusieurs dettes de Marguerite Gravejat; la garantie est stipulée par le vendeur, en faveur de l'acquéreur. — Le 29 nov. 1785, autre vente par le même Martin à Boulet, du pré dit le Chatellier; Pierre Martin fils intervient dans l'acte qui contient ratification de la première vente; l'un et l'autre stipulent la garantie, et le père déclare vendre sa chose propre. — Le 29 nov. 1791, Marguerite Gravejat ruse Boulet en désistement de ces propriétés, avec restitution des fruits depuis l'époque de la vente; et un jugement du tribunal civil de la Lozère, du 7 mess. an 7, ordonne ce désistement avec restitution des fruits depuis les ventes.

Appel de la part des héritiers de Boulet, dé-cédé. Ils ont soutenu que la vente était valable, et que, dans tous les cas, et fût-elle nulle, ils ne pouvaient être tenus de restituer les fruits que du jour de la demande et non du jour de la vente.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant qu'étant établi que les biens vendus par Martin appartenaient à sa femme, elle a pu en réclamer le désistement, et il a été bien ordonné; mais les premiers juges auraient dû ordonner en même temps que l'acquéreur serait remboursé des sommes payées à l'acquit de la femme, et dont il justifiait.

Considérant en principe que la restitution des fruits est bien due depuis les ventes, mais que Boulet avait été de bonne foi, quand même il eût su que les biens appartenaient à la femme, la vente n'ayant été faite que pour la libérer; d'un autre côté, quoique les biens fussent paraphernaux, le mari comme administrateur légal des biens de la femme, étant censé faire les fruits siens durant le mariage, la restitution n'en était due que depuis que Boulet avait été constitué de mauvaise foi par la demande judiciaire, et que, par conséquent, les fruits n'étaient dus que depuis lors, et sur une vérification d'experts... — Considérant que la vente du fonds d'autrui, permise même dans le droit, ne constituait pas un stellionat, et qu'ainsi la contrainte par corps ne devait pas être prononcée; — Réforme le jugement dont est appel.

Du 25 vent. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes.

## SAISIE IMMOBILIÈRE. — NULLITÉ. — APPEL.

## — AFFICHE. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

Sous la loi du 11 brum. an 7 (art. 23), les nullités de la procédure d'expropriation ne pouvaient être opposées pour la première fois en appel à l'adjudicataire des biens saisis, lors même que la partie saisie n'avait pas comparu au jugement d'adjudication (3).

Sous la même loi (article 4), l'affiche devait contenir l'état de toutes les inscriptions qui existaient à l'époque du commandement, sans distinguer entre les inscriptions valables et celles irrégulièrement prises (4).

(1) Cela est de toute évidence. F. Benoit, *Traité des biens paraphernaux*, n° 85 et suiv. F. aussi anal. dans le même sens, Grenoble, 20 juin 1827. — F. encore Cod. civ., 1576.

(2) Le jugement se fonde sur ce que les fruits appartenaient au mari qui avait vendu le bien paraphernal. Mais c'est là un motif contraire aux principes de la matière, d'après lesquels les fruits des biens paraphernaux appartiennent à la femme. Ce n'était que par une sorte de tempérament à la rigueur de cette règle que, dans les pays de droit écrit, on obligeait la femme, en certains cas, à con-

tribuer aux charges du mariage. C'est aussi ce qu'a fait le Code civ. dans son art. 1575, en décidant que la femme doit tous les biens seraient paraphernaux, contribuer jusqu'à concurrence du tiers de ses revenus. Ce n'est donc que pour ce tiers que l'acquéreur pourrait être dispensé de restitution.

(3) Mais elles pouvaient l'être contre la poursuivant. V. Paris, 20 vent. an 11, et la note.

(4) Mais le poursuivant n'était pas tenu d'insérer dans les affiches les noms des créanciers omis dans l'état qui lui avait été délivré par le conservateur : V. Besançon, 25 niv. an 13.



(Reverdy — C. Leclerc.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — En ce qui touche Bertin, adjudicataire : — Attendu que les moyens de nullité n'ont point été proposés devant les premiers juges ; — Déclare Reverdy et sa femme non recevables dans leur appel à cet égard ;

En ce qui touche les autres parties : — Attendu qu'aux termes de la loi du 11 brum. an 7, l'acte doit contenir l'état des inscriptions existantes sur l'immeuble ; — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 26 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., les cit. Thevenin, Delchaye et Delavigne.

## LIBÉRATION. — QUITTANCE. — GÉRANT D'AFFAIRES.

Une quittance donnée, au nom du créancier, par un tiers non mandataire, libère le débiteur, s'il résulte des circonstances que le tiers était le gérant d'affaires du créancier, et qu'il a été présenté en cette qualité par le créancier lui-même au débiteur.

(Bequoyvort — C. Incolla.)

Du 26 vent. an 11. — Trib. d'appel de Liège.

## RÉMÈRE. — DÉLAI. — DÉCHÉANCE.

Du 30 vent. an 11 (off. Gilbert). — Trib. d'appel de Bruxelles. — V. ce jugement à la date du 2 pluv. même année.

## RENTE VIAGÈRE. — RÉDUCTION. — DÉLAI.

Les créanciers d'un débiteur de rente viagère constituée pendant la cours du papier-monnaie, ont pu, dans les deux mois, à compter du jour où ils ont eu connaissance de la rente, en demander la réduction au nom de leur débiteur. (L. 13 pluv. an 6, art. 13.) (1)

(Labarre — C. Delattre.)

Du 28 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Saint-Amand et Jouvesin.

## VENTE — DÉLIVRANCE. — FEUILLÉ. — SURETÉS.

Le vendeur qui a accordé un terme à l'acheteur, peut refuser la délivrance de la chose vendue, si les sûretés données par l'acheteur pour garantie du prix se trouvent être illusoire, par exemple, si l'acheteur n'est pas propriétaire des immeubles hypothéqués à cette garantie. (2).

(1) Ce jugement a été cassé le 21 vent. an 13. — V. à cette date.

(2) Ce jugement fait application, au cas de vente, du principe (consacré d'ailleurs pour les contrats en général par l'art. 1188, C. civ.) que le débiteur ne peut pas réclamer le bénéfice du terme, lorsque, par son fait, il a diminué les sûretés qu'il avait données à son créancier. — Le doute sur le point de savoir si ce principe est applicable en cas de vente, sous le Code civil, pourrait naître de ce que l'art. 1613, spécial au contrat de vente, dispose que le vendeur n'est pas obligé à la délivrance, quand même il a accordé un délai pour le paiement, si, depuis la vente, l'acheteur est tombé en déconfiture ou en faillite, en sorte que le vendeur se trouve en danger imminent de perdre le prix : ce qui semble restreindre, en matière de vente, le principe général de l'art. 1188. Mais les auteurs décident unanimement que la diminution des sûretés autorise le vendeur à retenir la chose vendue, alors même que l'acheteur ne se trouverait pas dans les cas prévus par l'art. 1613. Voici comment s'exprime à cet égard M. Duvergier, de la Vente, n° 263, après s'être demandé si l'art. 1188 était applicable : « On pourrait dire

(Page — C. Boissierand.)

Le cit. Boissierand avait vendu aux cit. Fage et Courcelles 110 pièces de vins. Un terme avait été accordé pour le paiement du prix, et pour sûreté de ce paiement, les cit. Fage et Courcelles avaient hypothéqué deux maisons qu'ils disaient leur appartenir. Mais le cit. Boissierand apprit, avant d'avoir livré les vins par lui vendus, que les cit. Fage et Courcelles n'étaient pas propriétaires, mais seulement locataires des maisons hypothéquées. Il se refusa alors à livrer les vins ainsi qu'il s'y était engagé, à moins que les acheteurs ne payassent tout de suite, ou ne fournissent caution de payer au terme. — Mais ceux-ci prétendirent que le terme stipulé en leur faveur devait être maintenu, et que les vins devaient leur être livrés.

12 germ. an 10, jugement du tribunal de première instance de la Seine qui autorise le cit. Boissierand à retenir les vins : « Attendu, porte ce jugement, que le montant du prix des vins vendus par Boissierand et compagnie, à Fage et Courcelles est encore dû par ceux-ci ; — Attendu que les sûretés fournies par les acquéreurs sont illusoire, puisque les maisons qu'ils avaient hypothéquées, rue des Messageries, n° 8 et 9, ne leur appartenaient point ; — Attendu que les vendeurs doivent toujours avoir privilège sur les pièces de vins vendues, puisqu'ils n'ont consenti à la vente que dans la croyance que les cit. Fage et Courcelles leur donneraient sûreté ; — Attendu en outre qu'il n'y a pas eu de tradition réelle... » Appel de la part des cit. Fage et Courcelles.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Adoptant les motifs exprimés dans le jugement dont est appel ; — Dit qu'il a été bien jugé.

Du 30 vent. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Thévenin et Bequoy-Beaupré.

## MINEUR. — VENTE. — AUTORISATION.

Avant le Code civil, les immeubles légués à un mineur pouvaient être vendus sans l'autorisation du juge, lorsque cette vente avait été permise par le testateur pour le prix en être employé au paiement des dettes de la succession.

(Dédieu — C. Lacaze.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que, s'il est vrai en principe que les biens des mineurs ne

pour la négative, que l'art. 1613 exige qu'il y ait danger imminent de perdre le prix ; qu'il est possible que malgré la diminution des sûretés, il n'y ait point de véritable danger, ou que le danger ne soit pas imminent ; que si l'art. 1188 est général et s'applique à tous les contrats, une disposition particulière et spéciale l'a modifié. Je ne pense pas que telle ait été l'intention du législateur : l'art. 1188 prévoit le cas de sûretés promises, dont ne parle pas l'art. 1613 ; ils peuvent donc se concilier ; d'ailleurs l'art. 1188 exprime un principe sur lequel repose toute sage législation : savoir, que celui qui manque à l'obligation qu'il a prise rompt lui-même le lien par lequel l'autre partie était engagée envers lui. » V. dans le même sens Troplong, de la Vente, n° 315. F. encore Duranton, t. 16, n° 204, et Pothier, du Contrat de vente, n° 67. — Jugé d'ailleurs que l'art. 1188, Cod. civ., qui déclare privé du bénéfice du terme le débiteur qui a diminué par son fait les sûretés promises par le contrat, dispose à plus forte raison pour le cas où le débiteur s'est rendu coupable de stellionat : Pau, 3 juillet 1807. C'est le cas de l'espèce jugée par la décision ci-dessus rapportée.

peuvent être aliénés qu'avec l'autorité du juge et les autres formalités, telles que les affiches et les enchères, il est cependant des cas où ces formalités ne sont point toutes nécessaires, notamment quand le testateur qui a transmis au pupille ou mineur les biens qui ont été vendus, a permis lui-même cette vente, et qu'il en a indiqué l'emploi pour la libération de sa succession; que telle est la disposition de la loi 1<sup>re</sup>, § 2, ff. de reb. azor. qui sub tut. vel eur. aut, *sine decreto non alien. vel sup.*; qu'on retrouve la même décision expresse dans les lois 1<sup>re</sup> et 3, C., *Quando decreto opus non est.*; que ces lois sont évidemment une exception textuelle à celles qui ont prescrit, dans les cas ordinaires, des formalités réservées aux ventes des biens des mineurs ou pupilles, quand elles n'ont pas été permises par le testateur;—Considérant qu'il résulte du testament de feu Viznolles, qu'il avait permis de vendre sa maison et sa charge; qu'ainsi on doit suivre, dans cette espèce, les lois citées; qu'il était donc inutile d'avoir recours à l'autorité du juge pour permettre une vente que le testateur avait lui-même déterminée, et dont la nécessité est certaine;—Considérant que si les exécuteurs testamentaires n'ont pas recouru à l'autorité du juge pour cette aliénation, d'après le droit que leur en donnent le testateur et les lois citées relatives à cette espèce, on voit encore que la vente ne fut faite qu'après des affiches imprimées préalables et au concours des enchères; qu'il résulte du procès-verbal dressé par le notaire Delhom, le 25 mai 1784, que ce ne fut qu'en exécution de l'engagement contracté par les exécuteurs testamentaires, par les affiches imprimées, qu'ils requirèrent l'ouverture des enchères; qu'ainsi on ne peut douter qu'elles n'aient été effectuées à Toulouse, à Muret et aux environs, outre que les exécuteurs testamentaires n'auraient eu aucun intérêt à trahir la vérité sur ce point, et qu'on voit, d'ailleurs, plusieurs particuliers de différentes communes éloignées se présenter pour encherir; que d'ailleurs, la formalité de l'apposition d'une seule affiche était suffisante en pareil cas, suivant la jurisprudence du parlement de Toulouse; — Par ces motifs, a démis et démet de l'appel, etc.

Du 30 vent. an 11. — Trib. d'appel de Toulouse. — *Prés.*, le cit. Dast. — *Concl.*, le cit. Arèsie, juge, f. f. de comm. — *Pl.*, les cit. Corail, Barreau, Flotte et Dubernard.

#### FAUX INCIDENT. — PUBLICITÉ. — CHAMBRE DU CONSEIL.

*La jugement qui admet ou rejette des moyens de faux incident, doit être rendu à l'audience et non à la chambre du conseil hors la présence du public. (Ordonn. de 1737, art. 28; L. 3 brum. an 4, art. 335.) (1)*

(1) V. dans le même sens, Cass. 27 frim. an 13.— Un jugement du 8 brum. an 7, rapporté à sa date, avait déjà décidé que les art. 28 et 29 de l'ordonn. de 1737 se trouvaient abrogés, et qu'en conséquence les moyens de faux devaient être communiqués au défendeur. Le système qui interdisait la communication des moyens de faux était fondé sur le danger d'avertir celui contre qui la procédure était dirigée, des preuves qu'on pouvait avoir trouvées de la falsification qu'on lui imputait, et de le provoquer ainsi à la faire disparaître. Ce système, disaient M. Treillard, dans son exposé des motifs du Code de proc. civ. au Corps législatif, et M. Perrin dans son rapport au Tribunal, a été écarté : « La disposition de l'ordonn. de 1737 était adaptée à l'ancienne procédure criminelle, qui paraissait toute dirigée contre

(Thomas—C. Dorneau.)

“ Le 2 prair. an 6, un contrat de mariage est passé entre Dorneau et la demoiselle Thomas; ce contrat contient une donation mutuelle, au profit du survivant des deux époux, de la propriété de tous les biens du prédécédé.—37 fruct., décès de la dame Dorneau, sans postérité.—Le 9 pluv. an 9, Dorneau, agissant en qualité de donataire de feu son épouse, assigne la dame Thomas devant le tribunal d'Avallon, en délaissement de différents biens provenant de la succession de feu Thomas, père de la dame Dorneau.—La dame Thomas déclare à l'audience qu'elle entend se pourvoir en faux incident, contre le contrat de mariage de sa fille.

Jugement qui lui donne acte de sa déclaration, en fixant le délai dans lequel elle remplira les formalités voulues par l'ordonn. de 1737.—La dame Thomas dépose ses moyens de faux au greffe, et prétend que le jugement qui prononcera sur leur admission, doit être prononcé à la chambre du conseil.—Premier jugement qui décide qu'il y sera statué à l'audience. — 30 thermidor an 10, jugement à l'audience qui rejette les moyens de faux.

Appel des deux jugemens par la dame Thomas.—Sur le second, elle a soutenu les faits pertinens et admissibles. — Le premier jugement, a-t-elle dit, est en contravention ouverte à l'ord. de 1737. L'art. 28 porte que *les moyens de faux ne seront pas communiqués au défendeur*, d'où l'on doit conclure que le jugement d'admission ou de rejet doit être prononcé à la chambre du conseil; s'il en était autrement, les moyens de faux seraient connus du défendeur, et le but de l'ordonn. de 1737 serait éludé.—Le tribunal d'Avallon, en renvoyant à l'audience, a manifestement violé la disposition de l'ordonnance.

L'art. 28 de l'ordonnance de 1737 n'a point été violé, a-t-on répondu pour Dorneau; il n'a point été donné connaissance à celui-ci des moyens de faux, et c'est tout ce que défend l'ordonnance. L'art. 535 du Code des délits et des peines, veut que, dans le cas du faux incident, l'affaire soit instruite civilement, et comme en procès civil, tout jugement doit être prononcé à l'audience aux termes de la loi du 3 brum. an 4, art. 9 et 10, il en résulte que le jugement d'admission ou de rejet des moyens de faux incident, doit aussi être prononcé à l'audience.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 535 de la loi du 3 brum. an 4;—Et attendu que les discussions sur les moyens de faux doivent avoir la même publicité que les autres affaires civiles; sans s'arrêter aux moyens de nullité, adoptant les motifs de première instance;—Dit qu'il a été bien jugé.

Du 1<sup>er</sup> germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

*l'accusé*, qu'on traitait d'avance comme un coupable ou comme un ennemi. ... Mais, avant même la publication du Code de procédure, le Code du 3 brum. an 4 ayant, dans son titre 14, tracé une procédure particulière pour le faux, avait de fait abrogé les dispositions de l'ordonn. de 1737, inconciliables avec les règles qu'il traçait, et comme l'art. 535 de ce Code portait que l'instruction sur le faux est suivie civilement devant le tribunal saisi de l'affaire principale, on en avait conclu avec raison, comme le décide le jugement que nous recueillons, que c'est publiquement et à l'audience, et non dans le secret de la chambre du conseil, qu'il devait être statué sur l'admission ou le rejet des moyens de faux. — V. aussi sur la différence de la législation ancienne et de la législation nouvelle, Berriat, p. 279, not. 35.

**SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — ARBITRES. — COMPÉTENCE.**

Sous l'ordonn. de 1673, qui voulait (titre 4, art. 9) que les actes de société contiennent la clause de soumettre aux arbitres les contestations à naître entre les associés, cette disposition n'autorisait pas ces derniers, lorsqu'ils avaient procédé volontairement devant le tribunal de commerce, sans opposer tout d'abord l'incompétence, à le faire utilement en appel; ils étaient réputés avoir par la renonce au droit que leur donnaient l'ordonnance et l'acte de société d'être jugés par des arbitres (1).

(Garnot - C. Doblein.)

Doblein et Garnot avaient nommé des arbitres par leur acte d'association. Après la dissolution de la société, Doblein traduisit Garnot devant le tribunal de commerce; celui-ci procéda volontairement et sans réclamation. Les juges nommèrent des arbitres liquidateurs, qui fixèrent la somme à laquelle ils estimèrent s'élever le reliquat dont Garnot restait débiteur.

Appel de la part de Garnot du jugement rendu en conformité, et il se fonda sur l'incompétence du tribunal pour connaître de la contestation.

L'art. 9 du tit. 4 de l'ordonn. de 1673, disait-il, veut que tout acte de société contienne désignation d'arbitres, pour décider des contestations relatives à l'association. Ces arbitres ayant été nommés dans l'espèce, le tribunal de commerce était donc incompétent, *ratione materiae*.

L'acte de société ayant été mis sous ses yeux, il devait d'office renvoyer la cause devant les arbitres, et il a dépassé ses pouvoirs en la retenant et en la jugeant.

Les moyens de défense développés par l'intimé ont été couverts dans les motifs du jugement.

**JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL:—Attendu que la clause de l'acte de société et la disposition de l'ordonnance, qui soumettent à des arbitres les contestations relatives à la société, ne présentent qu'un droit facultatif auquel les associés sont maîtres de renoncer, et auquel Garnot a renoncé, en procédant volontairement pendant les quatre années devant les juges de commerce, et les arbitres conciliateurs par eux nommés:—Dit qu'il a été compétemment jugé à l'égard de Garnot.

(1) V. en ce sens, Cass. 22 therm. an 11.—L'art. 9 tit. 4 de l'ordonnance de 1673, assez vague dans ses termes, n'impliquait pas en effet l'interdiction aux associés de renoncer au bénéfice de la juridiction spéciale à laquelle était déferé le jugement de leur contestation. Le Code de commerce est plus absolu que l'ordonnance de 1673: car il porte que toute contestation entre associés sera jugée par des arbitres, ce qui semble exclusif de toute autre juridiction. Aussi un arrêt de la Cour de cassation, du 7 janv. 1818, a-t-il jugé que les tribunaux de commerce ne peuvent, même du consentement des parties, connaître des contestations entre associés. Mais un arrêt du 9 avril 1827 juge au contraire que les tribunaux civils peuvent statuer valablement sur des contestations entre associés quand elles leur sont soumises, si aucune des parties ne décline leur compétence. Ces deux arrêts semblent en opposition; cependant ils peuvent se concilier: dans la première des deux espèces, c'était le tribunal de commerce qui avait jugé au défaut des arbitres; dans la seconde, au contraire, c'était le tribunal civil. Or, le tribunal de commerce est un tribunal d'exception qui ne peut juger que les causes qui lui sont spécialement déférées par la loi, et qu'il ne peut juger celles qui, comme les

Du 1<sup>er</sup> germ. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

**DERNIER RESSORT. — HYPOTHÈQUE. — DÉLAISSEMENT.**

La demande en délaissement hypothécaire est une demande indéterminée, qui doit subir deux degrés de juridiction, alors même qu'elle se rattache à une créance de moins de 1,000 francs. Ainsi, l'appel du jugement qui l'a accueillie ou rejetée, est recevable.

(Perrier—C. Carret.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que, si Carret s'était borné à demander le paiement de sa créance dont le capital ne se porte qu'à 1,000 fr., le jugement de première instance n'aurait pas été sujet à l'appel; mais qu'ayant joint à la demande en paiement, celle en délaissement par l'action hypothécaire des bois taillis dont il s'agit, cette demande était indéterminée, rend l'appel de Perrier recevable;—Par ces motifs, etc.

Du 2 germ. an 11.—Trib. d'appel de Grenoble.

**DONATION DÉGUISÉE. — DETTE. — NULLITÉ.**  
Une donation déguisée sous la forme d'un contrat onéreux, et notamment d'une reconnaissance de dette, est valable si elle ne dépasse pas les limites de la quotité disponible (2).

(Mailrot — C. Mailrot.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu qu'il est constant que la partie appelante a géré les affaires de la veuve Mailrot et lui a rendu des services; que la veuve Mailrot s'est reconnue débitrice envers l'appelant d'une somme de 12,250 fr. à raison desdits services, et qu'elle a, par cet acte, déterminé le montant de la somme due pour ces services;—Que les intimés n'ont pas justifié que l'acte de reconnaissance du 28 vend. an 8 fût simulé et collusoire;—Attendu, d'ailleurs, que la veuve Mailrot pouvait faire donation à l'appelant du sixième de ses biens, et que dans la supposition que les services rendus ne valussent pas la somme à laquelle ils ont été appréciés, l'appelant peut retenir cet excédant à titre de donation; qu'ainsi les intimés n'ont eu nul motif fondé pour provoquer l'annulation de l'acte du 28 vend. an 8, puisque, soit que l'on considère cet acte comme obligation pure et simple, soit qu'on le considère comme donation, il doit sortir ses effets, surtout

contestations entre associés, ont été spécialement attribuées à une autre juridiction exceptionnelle, la juridiction arbitrale; tandis que la plénitude de la juridiction civile, en entendait ce mot dans sa plus large acception, appartient aux tribunaux civils, dont les tribunaux de commerce ne sont qu'un démembrement. Telle est la doctrine, un peu subtile peut-être, qui semble établie dans l'arrêt du 9 avril 1827: il paraîtrait, il lout en convenir, plus naturel que les affaires soustraites à la juridiction arbitrale, retournassent aux tribunaux de commerce à la compétence desquels elles semblent appartenir par leur nature commerciale, et un arrêt du 14 juin 1815 semble reconnaître en effet la compétence des tribunaux de commerce quand elle n'est pas déclinée. Quoi qu'il en soit, il a été aussi jugé, *a fortiori*, le 5 juill. 1837, que le moyen d'incompétence fondé sur ce qu'une contestation aurait dû être jugée par des arbitres, ne peut servir de base à un moyen de cassation, quand il n'a été présenté ni en première instance, ni en appel.

(2) V. sur cette question qui a été longtemps l'objet d'une vive controverse, les observations qui accompagnent le jugement de Cassation du 6 pluvi. an 11.

que les intimés ont déclaré n'avoir pas fait d'inventaire de la succession de la veuve Maillet, et qu'ainsi ils ne pourraient justifier légalement que la libéralité excède la quotité disponible; — Condamne les intimés à payer la somme de 12,450 francs, etc.

Du 2 germ. an 11. — Trib. d'appel de Liège.

# LETTRES DE RATIFICATION. — HYPOTHÈQUE. — CRÉANCIER.

*Lorsqu'un acquéreur a pris des lettres de ratification, les créanciers hypothécaires, qui ne l'ont point fait condamner à payer le montant de leurs oppositions, n'ont d'hypothèque que sur l'immeuble vendu, encore que, par son contrat, l'acquéreur ait affecté tous ses biens au paiement du prix de la vente (1).*

(Chapron — C. Perthuis de Menneville.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1<sup>o</sup> que l'appelant a obtenu des lettres de ratification sur la vente à lui faite par les héritiers Boulard; 2<sup>o</sup> que les intimés ont formé opposition au sceau de ces lettres, et qu'elles n'ont été scellées qu'à la charge de ces mêmes oppositions; 3<sup>o</sup> qu'il est résulté de là, savoir, quant à l'appelant, la nécessité de représenter son prix, et pour les intimés, le droit de l'y contraindre, et, à cet effet, d'intenter contre lui une action personnelle, et le traduire en justice; 4<sup>o</sup> que par l'exercice de cette action, et en faisant condamner l'appelant à leur représenter son prix, ou du moins à leur payer les causes de leur opposition, ils auraient acquis une hypothèque judiciaire et générale sur tous ses biens; 5<sup>o</sup> que faite par eux il n'avait suivi cette marche, et n'ayant d'ailleurs aucun titre authentique, obligatoire et direct contre l'appelant, il est certain qu'ils n'ont d'hypothèque que sur les biens qu'il a eus et eût des héritiers Boulard; 6<sup>o</sup> que par une suite naturelle et nécessaire, si, d'après les dispositions de la loi du 11 brum. an 7, ils se sont

eru autorisés et même obligés à prendre des inscriptions, ce n'a pu être que pour conserver cette seule hypothèque; 7<sup>o</sup> qu'il paraît, par la nature de leurs inscriptions, que telle a été leur unique intention, et qu'ils n'ont point prétendu agir en les prenant, ni comme subrogés aux droits des héritiers Boulard, leurs débiteurs, comme les exerçant, puisqu'ils n'ont énoncé d'autres titres que ceux qu'ils ont contre la succession et les héritiers Boulard; sans parler du contrat de vente d'avr. 1791, par lequel l'appelant a affecté et hypothéqué la totalité de ses biens, au paiement du prix de la vente que lui faisaient les héritiers Boulard; 8<sup>o</sup> attendu qu'une opposition ou inscription en sous-ordre annonce, en général, que celui qui la forme n'a point de titres, en vertu desquels il puisse être employé dans l'ordre ou la contribution à faire, et que tout l'effet d'une pareille inscription se borne à apurer le paiement, en tout ou en partie, de l'opposant, sur le montant de la collocation utile de son débiteur dans l'ordre ou contribution; que, dans l'état particulier, l'inscription, qui est en sous-ordre sur les héritiers Boulard, était inutile et sans objet, puisqu'en leur qualité de créanciers personnels et hypothécaires de ces héritiers, ils avaient une hypothèque sur les biens par eux vendus à l'appelant, et qu'ils avaient pris une inscription sur ces mêmes biens; — Fait mainlevée des inscriptions prises par les intimés sur les biens de l'appelant.

Du 3 germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Ségulier. — Concl., le cit. Cahier.

# MÉDECINS. — HONORAIRES. — FIXATION.

*Les tribunaux doivent, quand ils sont appelés à fixer les honoraires réclamés par un médecin, prendre en considération non-seulement les soins donnés et le temps de la maladie, mais aussi la position sociale et la fortune du malade (2).*

(1) L'usage des lettres de ratification pour purger les hypothèques dont étaient grevées les immeubles réels ou fictifs, avait été établi par l'édit du mois de juin 1771. Elles avaient pour objet d'appeler à se faire connaître tous les créanciers ayant hypothèque sur l'immeuble, lesquels étaient admis, pendant les deux mois que le contrat devait être exposé au greffe du bailliage ou sénéchaussée dans le ressort duquel étaient situés les héritages vendus, à faire opposition au sceau des lettres de ratification. (V. Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Lettres de ratification* et *Hypothèque*, sect. 1<sup>re</sup>, § 13, n<sup>o</sup> 8.) Si, sur cette opposition, l'acquéreur ne les payait pas, ils pouvaient alors obtenir contre lui un jugement de condamnation qui le rendait personnellement obligé à la dette, et en vertu duquel tous ses biens, tant ceux originairement affectés à la garantie de la créance que tous les autres, se trouvaient frappés d'une hypothèque judiciaire. Ce jugement, cette condamnation, étaient nécessaires pour faire d'un simple débiteur hypothécaire un débiteur personnel. Or, dans l'espèce, le créancier hypothécaire n'avait obtenu aucune condamnation contre l'acquéreur des biens soumis à son hypothèque: il ne pouvait donc, comme le décide le jugement que nous recueillons, avoir hypothèque, et par suite prendre inscription sur les biens de l'acquéreur autres que ceux acquis par ce dernier. — Aujourd'hui, la position de l'acquéreur serait à peu près la même: aux termes des articles 2167 et suivants, le tiers détenteur qui ne remplit pas les formalités de la purge (Code civ., art. 2181 et suiv., 2198 et suiv.), demeure obligé, comme détenteur, à toutes les dettes hypothécaires, et il est tenu de payer

tous les intérêts et capitaux exigibles, à quelque somme qu'ils puissent monter, obligation à laquelle il ne peut se soustraire qu'en délaissant l'immeuble hypothéqué. Mais on voit que, dans ce système, l'acquéreur n'est jamais tenu qu'hypothécairement, comme détenteur, et les créanciers inscrits, s'il ne satisfait pas à l'une des deux obligations qui lui sont imposées de payer ou de délaissé, n'ont jamais que le droit de faire vendre sur lui l'immeuble qui leur sert de garantie (art. 2169): ils n'auraient pas aujourd'hui, plus que sous le régime précédent, le droit, quo leur dénie le jugement ci-dessus, de prendre inscription sur les autres biens de l'acquéreur. V. Persil, *Régime hypothécaire*, sur l'art. 2169.

(2) La fixation des honoraires de médecins est en général une question de fait qui ne peut guère s'élever à la hauteur d'une question de droit. Toutefois, les tribunaux auxquels ces sortes de contestations sont fréquemment dévolues, ont besoin de se faire des règles pour les appliquer aux différents cas qui peuvent se présenter; et voici, ce semble, les points qui doivent particulièrement attirer leur attention: — En premier lieu, la gravité, la durée et l'issue de la maladie. C'est là l'élément principal et qui fournit une base fixe à l'appréciation des magistrats. Il n'en est pas de même de deux autres considérations relatives, l'une au malade et l'autre au médecin, savoir: la fortune et la position sociale de l'un, le talent et la réputation de l'autre. Les tribunaux exercent à cet égard un pouvoir discrétionnaire d'appréciation, et sont assez portés à restreindre les honoraires réclamés par les hommes de l'art.

(Tallien—C. héritiers Havier.)

Après la journée du 9 thermidor, Tallien, qui en avait été le héros, tomba gravement malade. Ses services étaient encore tout récents. La Convention prit au rétablissement de sa santé le plus vif intérêt, et voulut être informée tous les jours de l'état du malade. Ce fut le docteur Havier qui lui donna des soins, et il réclama, tant pour honoraires que pour fournitures de médicaments, une somme que Tallien, rétabli, trouva exorbitante. Les héritiers furent obligés d'en demander en justice le paiement à Tallien.

Le tribunal de la Seine demanda un rapport au docteur Guillaudin, et d'après ce rapport la somme demandée ne parut point excessive à l'expert, vu les circonstances et l'époque dont il s'agissait, vu aussi la qualité et la fortune du malade. — Tallien, disant l'expert, était un des membres les plus marquans de la Convention nationale; sa position exigeait plus de soins que celle d'un malade vulgaire; la nation entière s'intéressait à son état; sous ce rapport, il est vrai de dire qu'il exigeait de la part de son médecin, non-seulement ses soins exclusifs, mais encore toutes les ressources de son art et tous ses talens...

Tallien s'opposait à l'enterrement de ce rapport, et soutenait qu'il y avait exagération dans les honoraires réclamés...

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Vu le règlement du mémoire dont il s'agit, dressé par Guillaudin...—Entérine ledit rapport;—Condamne Tallien à payer à la veuve Havier, es-noms, la somme de 3,833 liv. pour le montant du règlement du mémoire, ensemble les intérêts tels que de droit.

Du 8 germ. an 11.—Trib. d'appel de Paris.  
—2<sup>e</sup> sect.

## ALIMENS.—ENFANT ADULTÉRIN.

**L'art. 13 de la loi du 12 brumaire an 2, qui accorde, aux enfans adultérins, à titre d'alimens, le tiers de la portion à laquelle ils auraient eu droit, s'ils eussent été légitimes, ne doit pas être appliqué rigoureusement au cas où la succession est tellement modique, que le tiers ne suffit pas pour subvenir à l'entretien et nourriture de l'enfant. — Alors, c'est aux tribunaux de fixer équitablement la quotité des alimens dus par les héritiers légitimes (1).**

(1) Cette décision nous paraît contenir une violation manifeste de la disposition qu'elle applique. Sans doute, en thèse générale, la quotité des alimens doit être en proportion tout à la fois avec les besoins de celui à qui ils sont dus, et les facultés de celui qui les doit. Mais les tribunaux ne peuvent être appelés à exercer à cet égard un pouvoir discrétionnaire d'appréciation, que lorsque la loi ne s'est pas chargée elle-même de fixer le chiffre des alimens : autrement, c'est, de la part des tribunaux qui changent la base fixée par la loi, afficher la prétention d'être plus raisonnables qu'elle. — Aujourd'hui, les art. 762 et 763 du Code civ., en déclarant que les enfans incestueux ou adultérins n'ont droit qu'à des alimens, ajoutent que ces alimens sont réglés eu égard aux facultés du père ou de la mère, au nombre et à la qualité des héritiers légitimes; mais ils ne fixent pas, comme le législateur l'a fait pour les enfans naturels, une quotité de la succession pour être attribuée aux enfans incestueux ou adultérins à titre héréditaire. Il appartient donc souverainement aux tribunaux d'apprécier, d'après les bases indiquées par la loi, les alimens qui doivent leur être accordés, et dès lors la question, résolue dans le jugement ci-dessus,

(Héritiers Leroy—C. femme Lerible.)

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Considérant qu'il est dû au mineur Leroy des alimens;—Considérant que l'art. 13 de la loi du 12 brum. an 2, qui accorde à l'enfant adultérin un tiers de la succession de son père, ne peut déroger et ne déroge point, en effet, au droit primitif et naturel, qui veut que l'enfant naturel, quel qu'il soit, reçoive des alimens de ceux dont il tient la naissance, puisque la loi du 12 brum. a voulu non enlever, mais, au contraire, améliorer le sort des enfans naturels;—Qu'il est donc évident que l'enfant naturel, même adultérin, ne doit être réduit au tiers de la succession de son père, qu'autant que ce tiers suffit pour ses alimens, et que si ce tiers ne présente qu'une ressource nulle ou infiniment modique, il faut substituer, à la disposition de la loi positive qui accorde à l'enfant naturel le tiers de la succession de son père, le principe du droit naturel qui veut qu'il reçoive des alimens de ceux qui lui ont donné le jour ou de leur succession;—Considérant qu'il demeure constant au procès que la succession de Pierre Leroy est infiniment modique et est à peine suffisante pour les alimens de son enfant;—Considérant que cette vérité a été reconnue par l'abandon que Lemerrier et Lehuire ont fait au mineur Leroy et à sa tutrice pour lui de la totalité de la succession de son père;—Considérant, enfin, que cet abandon fait par les cit. Lemerrier et Lehuire n'a été et engage leurs épouses, tant qu'elles ne sont ni séparées de biens d'avec leurs maris ni renoncataires à leurs successions; que tant qu'elles sont sous la puissance maritale, elles sont sans qualité pour attaquer les actes faits et consentis en leurs noms;—Infirme le jugement dont est appel, en tant qu'il réduit les droits du mineur Leroy au tiers de la succession de son père; lui abandonne toute la succession à titre d'alimens, et—Confirme, au surplus, ledit jugement qui lui refuse les droits successibles et de famille, dépens compensés.

Du 8 germ. an 11.—Trib. d'appel de Rouen.

## CONTRAT PIGNORATIF.—VILÉTÉ DU PRIX.

**Il n'y a contrat pignoratif que là où se trouvent réunies les trois conditions suivantes : faculté de rachat, relocation et vilété du prix.—Il faut, pour constituer la vilété du prix, que la lésion soit d'un tiers (2).**

ne serait plus de nature à se présenter à leur égard. Mais elle pourrait se présenter encore à l'égard des enfans naturels, et bien qu'ils méritent sans doute plus de faveur que les fruits de l'inceste ou de l'adultère, il ne se trouverait certainement pas aujourd'hui de tribunal qui augmentât la part que le législateur leur a faite, sous le prétexte qu'elle ne suffit pas à leurs besoins.

(2) Le texte de ce jugement semble confondre le contrat d'antichrèse avec le contrat pignoratif, puisqu'il se sert de ces deux expressions, en les employant l'une pour l'autre. Cependant elles ne sont point synonymes, et il y a entre l'antichrèse et le contrat pignoratif une différence qu'il est bon de rappeler, et qui signale Merlin (*Repert.*, 1<sup>er</sup> Contrat pignoratif, § 1<sup>er</sup>) en ces termes : « Les contrats pignoratifs diffèrent de la vente à faculté de réméré et de l'antichrèse, en ce que la première transmet à l'acquéreur la possession de l'héritage et n'est point mêlée de relocation; et à l'égard de l'antichrèse, elle a bien pour objet, comme le contrat pignoratif, de procurer les intérêts d'un prêt, mais avec cette différence que dans l'antichrèse, c'est le créancier qui jouit de l'héritage pour lui tenir lieu de ses intérêts, au lieu que

(Ligier—C. Brenot.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:— Considérant que l'on ne reconnaît de contrat d'antichrèse que lorsqu'il réunit trois conditions, la faculté de rachat, la relocation et la vileté du prix; que si la relocation est une des conditions principales, aucune d'elles ne pourrait suffire étant isolée; que leur réunion seule caractérise le contrat pignoratif, et fait voir que le fonds énoncé dans l'acte n'a été qu'engagé et non réellement vendu; qu'il ne suffit pas que le prix soit modique; mais qu'il faut, pour établir la vileté du prix, une lésion d'outre-moitié, en suite de laquelle la faculté de rachat est prorogée à trente années, au lieu que l'action en rescision ne peut avoir lieu que pendant les dix ans qui suivent la vente; qu'en exigeant la lésion d'outre-moitié pour constater la vileté du prix, ce taux est conforme au sentiment des auteurs et à la jurisprudence de la Cour de cassation, établie par arrêt du 6 frim. an 8; que, d'après le rapport d'experts, la vente faite pour 521 fr. n'est pas au-dessous de la moitié du prix réel, etc. — Par ces motifs, réforme le jugement du 4 sept. 1790.

Du 8 germ. an 11.— Trib. d'appel de Besançon. — Prés., le cit. Violand.

## SAISIE IMMOBILIÈRE.—SUPERFICIE.—USU-FRUIT.

Du 9 germ. an 11 (aff. Fauvel).— Trib. d'appel de Paris.— V. ce jugement joint à celui de Cassation rendu dans la même affaire, à la date du 17 flor. an 12.

## DEMANDE NOUVELLE.—APPEL.—TITRES NOUVEAUX.

On ne peut faire réformer un jugement de première instance en produisant de nouveaux titres en appel, lorsque l'instance devant les premiers juges a été contradictoire (1). (Seignerolles — C. Thorel.)

La dame Seignerolles avait formé une demande en revendication de meubles saisis dans la maison de son mari, par les sieurs Thorel et compagnie. — En première instance, la dame Seignerolles n'ayant produit aucun titre pour justifier sa demande, intervient jugement contradictoire qui la déclare mal fondée.

Sur l'appel, elle produit son contrat de mariage et l'inventaire fait après la mort de son

dans le contrat pignoratif, c'est le débiteur qui jouit lui-même de son héritage, et en paie les loyers à son créancier pour lui tenir lieu des intérêts de sa créance. — V. au surplus, à sa date, le jugement du 6 frim. an 8, cité dans le texte de celui que nous recueillons ici. — V. aussi la note qui accompagne le jugement du 21 fruct. an 8.

(1) Il en serait autrement, suivant un jugement du même tribunal d'appel de Paris, du 9 flor. an 11, si le jugement dont appel avait été rendu par défaut. Cette circonstance nous paraît tout-à-fait insignifiante, et dans le premier comme dans le second cas, les juges d'appel nous paraissent avoir pleins pouvoirs pour réformer, d'après les nouveaux titres produits, la décision des premiers juges. Le recours au juge supérieur a été précisément établi pour donner le moyen de réparer non-seulement les omissions ou erreurs des premiers juges, mais encore celles des parties elles-mêmes. En appel, il ne s'agit pas, comme en cassation, de prononcer sur le mérite d'une décision judiciaire, mais de juger la cause dans l'état nouveau où elle se présente devant les juges supérieurs. La loi 6, § 1<sup>er</sup>, C. de Appell., porte : Si

premier mari, titres d'après lesquels elle prétendait établir son droit de propriété.

Les intimés ont soutenu que le tribunal d'appel, n'ayant qu'à examiner le mérite du jugement de première instance, ne pouvait réformer sa décision, puisque les titres n'ayant pas été produits en première instance, elle était conforme à la loi.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:— Attendu que la dame Lagau (femme Seignerolles) n'a justifié que sur l'appel des titres de propriété, sur lesquels elle fonde sa réclamation; a mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 9 germ. an 11.— Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Carbouet et Guervaris.

## CONTRAINTÉ PAR CORPS.—LOI.—EFFET RÉTROACTIF.

La contrainte par corps a pu être prononcée, après la loi du 21 vent. an 5, pour engagements de commerce antérieurs à la loi du 9 mars 1793 (2).

(Ferrier—C. Rives.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:— Considérant qu'il est convenu au procès, que, le 2 déc. 1790, Rives délivra à Ferrier du fer pour une somme de mille trente-six francs trente centimes ainsi que cela résulte d'ailleurs des livres de Rives; — Qu'à l'époque de la délivrance, Ferrier était, d'après les lois alors existantes, soumis à la contrainte par corps qui avait lieu de négociant à négociant, pour délivrance de marchandises; — Quo la loi du 9 mars 1793 n'a pu l'affranchir de la contrainte que pendant le temps qu'elle a été en vigueur; — Que cette loi, ayant été rapportée par l'article premier de celle du 21 vent. an 5, c'est tout comme si elle n'avait jamais existé, relativement aux actions qui ont été intentées sur le fondement des créances de commerce antérieures à sa promulgation; qu'elle ne peut par conséquent produire aucun effet; — Qu'il n'est pas sérieux d'inférer de l'art. 2 de la loi du 21 vent. an 5, que la contrainte ne peut avoir lieu que pour les obligations contractées postérieurement à sa promulgation; lorsque cet article, qui ne parle que des obligations à contracter, les soumet à la contrainte en vertu des lois antérieures, comme par le passé; — Que cette loi a fait plus qu'abolir l'effet rétroactif de celle du 9 mars

*quid naten in agendo negotio minus se allegasse litigator crediderit, quod in judicio acto fuerit omisum, apud eum qui de appellatione cognoscit, persequatur...* Domat, Suppl. au droit public, liv. 4, tit. 8, n° 6, s'exprime ainsi : « On peut en cause d'appel proposer de nouveaux moyens et généralement tout ce qui peut servir à éclairer le juge sur la principal qui a été décidée en première instance. » — Ce sont seulement les demandes nouvelles, et non les moyens nouveaux qu'il est interdit de présenter en appel. V. Carré, t. 2, p. 215; Bortin, p. 429; Merlin, Quest., v° Appel, art. 2, n° 6. — Dans l'espèce, il ne s'agissait nullement d'une demande nouvelle, mais d'une production de nouveaux titres à l'appui de la demande primitive. Ainsi l'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2, qui défend les demandes nouvelles, ne pouvait trouver ici son application. — La disposition de cet article a été reproduite par l'art. 464, C. procéd. civ., qui a donné lieu à nombre de décisions, indiquées dans notre Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle, v° Demande nouvelle, § 2.

(2) V. dans le même sens, les jugemens de cassation des 4 niv. an 9; 21 germ. an 10; 11 prair. an 11, et les notes qui les accompagnent.

1793, puisqu'elle a rapporté entièrement cette dernière loi;—Qu'il ne paraît pas possible qu'une obligation, contractée depuis la promulgation de la loi du 24 vent. an 5, puisse donner lieu à la contrainte comme par le passé, en vertu des lois antérieures, et qu'une obligation de même nature, sous l'empire de ces anciennes lois, en soit affranchie;—Que s'il pouvait y avoir quelque doute à cet égard, il serait bien levé par les motifs de la loi du 24 vent., qui découvrent quel était le but des législateurs. Voici comment ils s'expriment : — « Considérant qu'il importe de rendre aux obligations entre citoyens la sûreté et la solidité qui seules peuvent donner au commerce de la république la splendeur et la supériorité qu'il doit avoir, rapporte la loi du 9 mars 1793. »—Que d'après cela, il paraît évident qu'il n'y a que les obligations contractées depuis la promulgation de la loi du 9 mars 1793, jusqu'à celle du 24 vent. an 5, qui soient affranchies de la contrainte; qu'il ne peut en être de même pour celles contractées dans un temps où la contrainte était en vigueur, lorsque la loi qui l'avait abolie a été rapportée;—Qu'une interprétation contraire donnerait à la loi du 9 mars une force qu'elle ne peut avoir, puisqu'elle n'existe pas, et qu'elle doit être regardée comme si elle n'avait jamais existé, relativement aux obligations antérieures des longtemps à sa promulgation;—Que, d'après ces motifs, il est juste de confirmer le jugement dont est appel;—Dit avoir été bien jugé et mal appelé, etc.

Du 9 germ. an 11.—Trib. d'appel de Pau.—Pl., les cit. Biraben et Delansol.

#### COMMERÇANT.—COMPÉTENCE.—FIN DE NON-RECEVOIR.

Celui qui, dans un exploit signifié à sa requête, prend la qualité de négociant, reconnaît par cela seul la compétence des juges de commerce à son égard, et n'est plus recevable à la contester ensuite (1).

(Corbeau—C. Crattel)

Corbeau, auteur du Dictionnaire des Arbitrages, traite avec le libraire Crattel pour l'impression de cet ouvrage, et souscrit, à son profit, des billets, valeur eu compte pour frais d'impression.—Corbeau n'ayant pas payé, Crattel le fit citer au tribunal de commerce.—Corbeau soutint qu'il n'était pas négociant, et que par conséquent le tribunal était incompétent.—Un jugement rejeta le déclinatoire.

Appel de la part de Corbeau, qui dans l'acte d'appel, prit le titre de négociant.—Crattel, par

(1) Cette décision paraît bien rigoureuse, surtout dans les circonstances de l'espèce. En effet, l'appel avait précisément pour objet de faire décider que les premiers juges avaient incompétamment jugé, attendu que l'appelant n'était pas ou n'était plus commerçant. Et parce que l'huissier, dans l'acte même par lequel est appelé était interjeté, s'avise de donner la qualité de commerçant à l'appelant qui protestait précisément contre cette qualité que lui avait à tort attribuée le tribunal de commerce, on le déclare non recevable dans son appel! Et l'on prétend qu'il s'est lui-même reconnu justiciable du tribunal dont son appel avait pour objet de décliner la juridiction! N'est-ce pas là donner des conséquences bien graves à une simple erreur de rédaction, résultat de l'étourderie d'un clerc?..

(2) C'est ce qu'attestent Lebrun et Pothier, cités dans le réquisitoire du ministère public, ci-dessus rapporté.—Aujourd'hui, aux termes de l'art. 830, C. civ., le droit de demander la séparation des pa-

1.—H<sup>e</sup> PARTIE.

cela seul, l'a soutenu non recevable, en disant qu'ayant pris lui-même la qualité de négociant, il avait reconnu que c'était sa profession, et s'était voué justiciable du tribunal de commerce.—Corbeau a répondu qu'il avait quitté le commerce depuis longtemps; que la qualité de négociant qui lui avait été donnée était une erreur de l'huissier qui avait rédigé l'acte, et qu'on ne pouvait pas la lui imputer.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que Corbeau a, dans les actes d'appel et d'opposition signifiés à sa requête, pris la qualité de négociant; ordonne que le jugement dont est appel sera exécuté, etc.

Du 11 germ. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—Prés., le cit. Séguier.—Concl., le cit. Chabier.

#### SÉPARATION DES PATRIM.—CRÉANCIERS CHIROGRAPHAIRES.—PRÉSCRIPTION.

Avant le Code civil, les créanciers même simples chirographaires du défunt avaient le droit de demander la séparation des patrimoines contre les créanciers de l'héritier; et l'on ne pouvait leur opposer la prescription quinquennale établie par la loi romaine, dont les principes sur ce point n'étaient pas suivis en France (2).

(V<sup>e</sup> Gruel—C. Malfilâtre.)

Le veuve Gruel, à qui Terrier son père avait constitué en dot une somme de 500 liv. de rentes, au capital de 10,000 liv., les réclama de son frère unique, héritier de son père, et, lorsque ce dernier vendit les immeubles dépendant de la succession paternelle, elle prit inscription pour la conservation de ses droits.—Un ordre s'ouvrit sur le prix des biens vendus: le veuve Gruel en qualité de créancière du défunt, prétendit primer les créanciers de l'héritier. Le sieur Malfilâtre, qui en était un, soutint au contraire que l'inscription par elle prise ne lui donnait rang qu'à sa date, et qu'en conséquence c'était lui qui devait la primer, son inscription étant d'une date antérieure à celle de l'inscription prise par la veuve Gruel.

Le tribunal de Bernay accueillit ces conclusions, et, « considérant que la dame Gruel n'a pas requis son inscription dans les délais prescrits pour la conservation de son ancienne inscription, » il déclara qu'elle n'avait rang qu'à la date de son inscription nouvelle, et colloqua Malfilâtre avant elle.

Appel par la dame Gruel.

Voici les observations présentées sur cette affaire par le commissaire du gouvernement :

Le droit de séparation, quant aux meubles, par le laps de trois années. A l'égard des immeubles, l'action peut être exercée tant qu'ils existent dans la main de l'héritier... Du reste, les simples créanciers chirographaires peuvent demander la séparation. Mais pour n'être point primés sur les immeubles de la succession, par les hypothèques que l'héritier pourrait consentir, il faut qu'ils prennent, pour la conservation de leur privilège, inscription dans les six mois de l'ouverture de la succession (C. civ., 2111). Ainsi, comme le dit avec raison M. Persil sur cet article (Réq. hyp.): «... la demande peut être exercée sur les immeubles tant qu'ils existent dans les mains de l'héritier; mais cela ne doit s'entendre que respectivement à l'héritier, et non à l'égard de ses créanciers personnels. Relativement à ceux-ci, la demande en séparation ne peut leur être opposée que, lorsque dans les six mois, les créanciers et légataires ont pris inscription. Le système de publicité exigeait, en effet, qu'on apportât cette modification à l'art. 880. »

« Vous avez, dit-il, à prononcer sur la préférence respectivement demandée par un créancier du défunt Terrier et un créancier de son héritier. — Il est de principe certain que les créanciers du défunt ont le droit de se faire payer sur les biens de l'hérité avant les créanciers de l'héritier, en demandant la séparation des patrimoines : il en résulte que les créanciers chirographaires du défunt ont la préférence sur les créanciers hypothécaires de l'héritier. — Dans le fait, Malfilâtre est créancier du fils ; la dame Gruel est créancière du père : sa qualité lui assure la préférence sur le prix des immeubles dépendant de la succession de ce dernier. Il n'est pas besoin d'examiner la dette et le rang de son hypothèque, ni même si sa créance est hypothécaire ou chirographaire ; car tous les créanciers, même chirographaires, de Terrier père, doivent être préférés à Malfilâtre sur les biens dont il s'agit. — La loi du 11 brum. an 7 ne met point d'obstacle à cette préférence, résultant de la séparation des patrimoines : ce droit est spécialement conservé par l'art. 14 de cette loi, qui, après avoir réglé l'ordre dans lequel doivent être colloqués les créanciers, ajoute : « ... Le tout sans préjudice du droit qu'ont les créanciers « des personnes décédées et les légataires, de « demander la distinction et séparation des pa- « trimoines, conformément aux lois. » — En vain Malfilâtre oppose-t-il qu'il s'est écoulé plus de cinq ans depuis la mort de Terrier père, et soutient-il, en partant de cette induction, qu'il n'y a plus lieu à demander contre son héritier la séparation des patrimoines, en invoquant la disposition précise de la loi 1<sup>re</sup>, § 13, ff. de Separat. — Cette disposition du droit romain n'a pas été admise dans le droit français, ainsi que l'attestent tous nos auteurs, et notamment Lebrun, *Traité des Successions*, liv. 4, sect. 1<sup>re</sup>, n<sup>o</sup> 24, et Pothier, *Cout. d'Orléans*, tit. des Successions, n<sup>o</sup> 127. « Le « droit, dit ce dernier, avait fixé un temps de « cinq ans, dans lequel cette séparation devait « être demandée : notre droit n'ayant fixé aucun « temps, elle peut toujours être demandée, tant « que les biens peuvent se reconnaître. » — Nous estimons par ces raisons que c'est le cas d'accorder la préférence à la dame Gruel. »

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Vu l'art. 14 de la loi du 11 brum. an 7 ; — Considérant que les deniers à colloquer sont le prix des immeubles de Pierre Terrier, vendus par son fils, devenu son héritier ; que la créance des appelans consiste dans le capital et arrérages de 350 liv. de rente, restant de la dot promise par Pierre Terrier à la veuve Gruel, sa fille, suivant son contrat de mariage passé en 1772 devant les notaires de Bernay ; qu'aucune des parties ne conteste ce titre ; — Considérant qu'il est de jurisprudence certaine, basée sur la loi *Sciendum est*, § 1<sup>er</sup>, ff. liv. 42, tit. 6, de Separationibus, que les créanciers du décédé fussent-ils simples chirographaires, ont le droit de demander la séparation des patrimoines, à l'effet d'être payés sur les biens de la succession de leur débiteur, d'après une collocation distincte et préalable à celle des créanciers personnels de l'héritier ; et que, du reste,

la prescription de cinq ans, émise en § 13 de la loi romaine, n'est point observée en France, où l'on n'admet d'autres prescriptions, nullités et fins de non-recevoir que celles qui sont établies par les lois françaises ; — Considérant que la séparation des patrimoines, en fait d'ordre entre les créanciers de deux personnes dont l'une a succédé à l'autre, loin d'avoir reçu aucune atteinte par la législation nouvelle, est textuellement confirmée par l'art. 14 de la loi du 11 brum., qui renvoie à cet égard aux lois préexistantes ; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, etc.

Du 11 germ. an 11. — Trib. d'appel de Rouen.

## RENTE FONCIÈRE — CONFUSION. —

## EXTINCTION.

*Les rentes foncières sont de véritables créances qui s'éteignent par confusion ou consolidation, lorsque le débiteur de la rente succède ou propriétaire (1).*

(Héritiers Grimault — C. héritiers Mignon.)

Le 1<sup>er</sup> juill. 1773, Pierre Grimault constituait une rente foncière de six cents livres sur tous ses biens, au profit de Françoise Mignon, sa mère, moyennant une cession qu'elle lui faisait de tous ses propres. — Celle-ci meurt, Grimault lui succède. Ce dernier décède bientôt après ; il laisse pour son unique héritier un enfant qui meurt à son tour dès ses plus jeunes ans. La succession de cet enfant, ouverte avant la révolution, se divise entre ses héritiers paternels et ceux de Françoise Chauvin, sa mère, d'après cette règle du pays coutumier *Paterna paternis, materna maternis*.

En conséquence, les représentants de Françoise Mignon, au profit de qui la rente avait été créée, ont réclamé dans la succession de cet enfant, de Pierre Grimault, second de nom, la rente foncière constituée par acte du 1<sup>er</sup> juill. 1773. Les demandeurs ont prétendu qu'il fallait distinguer entre la confusion qui est une manière d'étendre les obligations en général, et la consolidation qui s'applique plus particulièrement à l'usufruit et aux rentes foncières. — En effet, ont-ils dit, le créancier d'une rente foncière n'est pas un créancier ordinaire, c'est un véritable propriétaire du fonds arrenté. Le débiteur de la rente est un locataire perpétuel, ou du moins c'est un copropriétaire qui, par le moyen de la réserve qu'il a faite sur le fonds, est véritablement resté propriétaire partiel. Comment, dans ce cas, peut-il exister de confusion ? C'est moins la créance qui se réunit dans la main du débiteur, que la portion d'un domaine qui se réunit à une autre portion de ce domaine dans la main d'un même propriétaire ; c'est, comme le dit Pothier, *Traité du bail à rente*, une augmentation de propriété. Il suit de ces principes que par la réunion des qualités de créancier et de débiteur de la rente sur la tête de Pierre Grimault et celle de son fils, le droit des héritiers demandeurs a pu être suspendu mais non pas éteint. Ce dernier n'ayant laissé aucun héritier direct, il résulte que cette rente de 600 livres qui a la même nature que les biens qui la doivent, doit en suivre le sort, c'est-à-dire que ces

(1) Ce point, qui n'est que l'application du principe général que toute obligation s'éteint par la confusion dans la même personne des qualités de créancier et de débiteur (*F. L. 95, § 2, ff. de Solutionibus*; art. 1300, C. civ.), ne pourrait faire la moindre difficulté, aujourd'hui que les rentes foncières ont été mobilisées par les lois nouvelles : ces rentes ne constituant que de simples créances, sont

donc régies par les mêmes règles que toutes autres créances (*V. notre Jurisp. du 11<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> Rente foncière, § 1<sup>er</sup>*). — Au reste, les anciens auteurs eux-mêmes s'accordaient à enseigner que les rentes foncières s'éteignaient par confusion ou consolidation (*V. Proudhon de la Jannée, Principes de la jurispr. franç.*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 276, et Pothier, *Bail à rente*, n<sup>o</sup> 194).



biens ayant appartenu à la ligne Mignon, la rente à laquelle ils sont assujettis doit y retourner d'après la règle *Paterna paternis, materna maternis*.

C'est un principe certain, incontestable, ont dit les défendeurs, qu'on ne peut être tout à la fois et son créancier, et son débiteur. Ainsi toutes les fois que cette double qualité se trouve réunie dans une même personne, il s'opère une extinction totale de la créance. (L. 99, ff. de *Solut et liberat*). — Or Pierre Grimault était débiteur envers sa mère d'une rente foncière; mais appelé à recueillir sa succession, au moment qu'il en a été saisi, il est devenu la personne continuée de Françoise Mignon, sa créancière, donc il est devenu tout à la fois et créancier et débiteur; donc, dans cet instant moral, la rente a été absolument éteinte. — La distinction qu'on veut établir entre la confusion et la consolidation est plus subtile que solide. Qu'est-ce que la confusion? C'est un mode d'éteindre l'obligation par le concours des deux qualités de créancier et de débiteur d'une même dette dans une même personne. — Qu'est-ce que la consolidation? C'est aussi un mode d'éteindre l'obligation. Elle opère l'extinction d'un droit réel ou incorporel, lorsqu'il y a réunion dans une même main, et du droit incorporel et du fonds assujéti à ce droit. Ainsi quand la qualité de propriétaire d'un fonds grevé d'usufruit se confond dans la personne de l'usufruitier, il y a consolidation; celle-ci n'est donc autre chose que la confusion; mais la consolidation fut-elle essentiellement distincte de la confusion, elle éteint irrévocablement le droit incorporel ou réel, si elle prend sa source dans un titre irrévocable. Telle est la doctrine de Pothier, *Traité du bail à rente*, et de Loyseau, *Traité du déguerpissement*: *Res sua nemini servit quando est sua*. — Or c'est le titre d'héritier qui a réuni sur la tête de Pierre Grimault, le droit foncier, et le domaine sur lequel il était assis; ce titre est irrévocable; donc il a opéré irrévocablement l'extinction de ce droit.

3 vent. an 11, jugement du tribunal de Bressuire, qui déclare la rente non éteinte.

Appel de la part des héritiers Grimault.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs présentés par le commissaire du gouvernement; — Infirme le jugement de première instance de Bressuire; — Et statuant au principal, — Déclare les héritiers de la ligne paternelle non recevables et mal fondés dans leur demande.

Du 15 germ. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

#### TRIBUNAL DE COMMERCE. — SAISIE CONSERVATOIRE. — COMPÉTENCE.

Les tribunaux de commerce sont compétents pour statuer sur une demande en mainlevée

(1) En principe, le juge du principal est juge de l'accessoire. Cependant cette règle souffre quelques difficultés dans l'application, à l'égard des tribunaux d'exception, tels que les tribunaux de commerce; V. à cet égard notre *Dict. du com. comm.*, v<sup>o</sup> Trib. de comm., n<sup>o</sup> 66 et suiv. — Spécialement, les tribunaux de commerce sont-ils compétents pour connaître des saisies-arrets en matière commerciale? La question est controversée: — V. pour l'affirmative, Turin, 17 janv. 1810; Nîmes, 3 dec. 1812; Rouen, 15 août 1819 et 21 janv. 1825; — Pour la négative, Bruxelles, 28 mai 1807; Rennes, 14 dec. 1810; Paris, 31 dec. 1811; Turin, 30 mars 1813; Nîmes, 4 janv. 1819; Cass., 12 oct. 1814 et 27 juin 1821. — Un arrêt d'Aix du 6 janvier 1831 (Volume 1831) distingue à cet égard entre la saisie autorisée par le

d'opposition (saisie conservatoire) formée par la partie qui revendique un objet mobilier, lorsque cette demande en mainlevée est accessoire à la demande principale (1).

(Olivar—C. Brus.)

La dame de Brus, marchande de dentelles à Bruxelles, avait fait différents envois à Olivar, commissionnaire à Paris, dont le mémoire, selon elle, s'élevait à 18,750 fr. — Olivar, commanda une tunique à la dame de Brus, et lui fit passer différents a-compte. — La tunique fut envoyée à Minet, autre commissionnaire. Olivar revendiqua la tunique, et forma entre les mains de Minet opposition sur la dame de Brus. — Celle-ci assigna Olivar devant le tribunal de commerce, en paiement de 18,750 fr., et en mainlevée de l'opposition formée entre les mains de Minet.

12 brum. an 11, jugement du tribunal de commerce qui, sans avoir égard à l'opposition formée par Olivar, et attendu qu'il n'a aucun titre sur la dame de Brus, donne mainlevée de ladite opposition, et renvoie les parties devant un négociant pour liquider les sommes réclamées par la dame de Brus.

Appel de la part d'Olivar. — Il s'agissait de statuer, a-t-il dit, sur une demande en mainlevée d'opposition; le tribunal de commerce n'en pouvait connaître. C'est inutilement qu'on opposerait que la demande en mainlevée a été formée en même temps qu'on demandait le paiement d'une autre somme: ces deux demandes sont distinctes et séparées. Olivar réclame une tunique qu'il a commandée, et sur laquelle il a déjà payé quelques a-compte; par cette raison il est devenu propriétaire de la tunique. Il a donc droit à la revendiquer entre les mains de celui qui l'avait en sa possession. Cette opposition est indépendante de la demande principale, et devait être par conséquent portée devant les juges compétents, et non pas devant le tribunal de commerce.

On a répondu, pour la dame de Brus, que toutes les parties étaient commerciales; que les contestations élevées étaient pour fait de commerce; que l'opposition était accessoire à ces contestations; qu'il s'ensuivait nécessairement, et de la qualité des parties et de l'objet en litige, que le tribunal de commerce était compétent.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les parties sont toutes commerciales; qu'il s'agit d'objets de commerce, et que la demande en mainlevée est accessoire à celle existante, et qu'ainsi le tribunal a pu y statuer; — Dit qu'il a été bien jugé.

Du 16 germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Séguier.

#### SAISIE IMMOBILIÈRE. — SUBROGATION.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, si le

président du tribunal de commerce, et celui qui a lien en vertu de titres: dans le premier cas, il reconnaît compétence au tribunal de commerce; dans le second, il décide que c'est au tribunal civil à en connaître. Mais cette distinction a été repoussée par les arrêts précités de Turin 30 mars 1813, et de Nîmes 4 janv. 1819, ainsi que par un autre arrêt de la Cour même d'Aix du 29 nov. 1832 (Volume 1832). — V. au surplus sur la question, *Procédure, Droit comm.*, t. 5, n<sup>o</sup> 1351; Carré, *Proc. civ.*, n<sup>o</sup> 1496, et *Compét.*, art. 394; Thomine Desmazures, *Comm. du Code de proc.*, n<sup>o</sup> 624; Morfin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Consuls des marchands*, § 3, n<sup>o</sup> 14; Favard, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Trib. de comm.*, sect. 2, § 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 18; Rogee, *Saisie-arrest*, n<sup>o</sup> 493; Despreaux, *Comp. des trib. de comm.*, n<sup>o</sup> 178 et 174.

créancier poursuivant une expropriation se désistait ou suspendait ses poursuites, un autre créancier inscrit pouvait lui être subrogé, et poursuivre l'adjudication en son lieu et place (1).

Sur le désistement du créancier poursuivant, fait le jour même et à l'audience indiquée pour la vente, tout créancier inscrit pouvait sur-le-champ requérir la subrogation et faire adjuger, sans aucunes autres formalités dans la même audience.

(De Beauveau — C. Buffans.)

Ainsi l'avait décidé un jugement du tribunal de Bernay, motivé en ces termes : — « Considérant que tant que l'instance en expropriation forcée subsiste, tout créancier inscrit a le droit de demander à être subrogé aux poursuites de celui qui a fait faire les diligences, lorsqu'il déclare n'y plus entendre donner de suite; que cette vérité est une conséquence nécessaire des art. 6 et 32 de la loi du 11 brum. an 7; — Qu'il résulte clairement du texte de ces articles que le créancier qui poursuit une expropriation forcée agit non-seulement pour lui personnellement, mais encore pour tous les créanciers inscrits, puisqu'il est obligé de les appeler et de leur notifier ses diligences; que par cette notification, ils deviennent coaisissans avec lui et opposans de droit à la collocation des deniers provenant du prix des biens expropriés; — Qu'il a toujours été admis comme un principe constant, qu'un saisissant ne pouvait, au préjudice des opposans sur les deniers de la saisie, en donner mainlevée, lorsqu'il se trouvait désintéressé; que par l'opposition, les diligences devenaient communes aux créanciers opposans qui pourraient demander la subrogation à ses poursuites, lorsqu'il refusait négligence de les continuer... — Que telle était en particulier la jurisprudence et l'usage même de la ci-devant province de Normandie... — Que cette jurisprudence n'a rien de contraire aux dispositions de la loi du 11 brum. an 7; qu'au contraire, elle est conforme au vœu de cette loi, dont le but a été de simplifier et d'abréger les procédures pour expropriation des immeubles, et d'épargner, autant que possible, à la partie saisie et à ses créanciers, les frais de procédure. » — Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le commandement, la saisie et actes subséquens sont communs à tous les créanciers inscrits; qu'en conséquence, lorsque le saisissant est rempli de ce qui lui est dû, on néglige dans ses poursuites, les autres créanciers ont le droit de se faire subroger, aux fins de poursuivre en leur nom l'expropriation; et que cette doctrine, loin d'être contraire à la loi concernant le nouveau régime hypothécaire, est parfaitement conforme à son esprit;

Considérant qu'il n'est point de formes nouvelles à remplir vis-à-vis du saisi, ni par conséquent de nouveau commandement à lui adresser, au moyen de ce que le nouveau créancier, par l'effet de la subrogation, prend la place du saisissant; et que, dans l'espèce, le poursuivant origi-

naire, ayant à l'audience même où l'adjudication devait avoir lieu, déclaré qu'il était désintéressé, les autres créanciers, sans blesser aucune règle, ont pu à la même audience où toutes les parties étaient présentes, requérir, et les juges accorder la subrogation pour parvenir de suite à l'expropriation forcée; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 16 germ. an 11. — Trib. d'appel de Rouen. — Pl., le cit. Heron d'Agirone.

#### 1<sup>o</sup> INSTITUTION CONTRACTUELLE. — DONATION. — RÉSERVE.

#### 2<sup>o</sup> ACQUIESCENCEMENT. — TAXE DE DÉPENS. — APPEL.

1<sup>o</sup> Lorsque, par trois clauses distinctes du contrat de mariage de son fils, un père institue son héritier, lui fait donation particulière entre vifs d'un domaine désigné, et se réserve quelques portions de ce domaine pour en jouir en toute propriété et disposer à sa volonté (2), les biens retranchés de la donation entre vifs ne le sont pas également de l'institution contractuelle (3). — Donc ils ne forment pas des réserves qui, dans le sens de l'art. 2 de la loi du 18 plu. an 5, appartiennent aux héritiers ab intestat exclusivement à l'héritier institué.

2<sup>o</sup> La taxe des dépens de première instance faite par l'avoué d'une partie, sans pouvoir de cette dernière, n'emporte pas acquiescement de sa part au jugement, et ne la rend pas dès lors non recevable à en appeler (4). (Héritiers Montigny.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Vu les art. 222 et 245 de la coutume d'Anjou; — Vu aussi les art. 1<sup>er</sup> et 2, de la loi du 18 plu. an 5; — Vu pareillement le contrat de mariage de l'appelant, du 4 fév. 1770; — Attendu que cette institution a eu pour effet nécessaire de dépouiller la dame de Montigny de la libre propriété qu'elle avait de ses biens, et de la mettre dans l'impuissance de rien vendre, donner, transporter ni aliéner de ces mêmes biens, à quelques personnes que ce fût; — Qu'en conséquence, la terre de Drouilly n'a pu être donnée, de nouveau, en propriété; — Qu'il en est de même de la réserve faite dans ledit contrat de mariage, des fermes de la Venne et de la Grn dépendantes de la terre de Drouilly; — Que ce n'est encore qu'une simple jouissance qu'elle a pu se réserver, car cette réserve n'était autre chose qu'un retranchement qu'elle faisait à sa donation; — Attendu qu'il est impossible d'appliquer à la réserve dont il s'agit, la disposition de l'art. 2, de la loi du 18 plu. an 5, puisqu'il est évident qu'elle ne peut s'appliquer à des réserves de simple jouissance, qui finissent nécessairement et s'éteignent sans retour au décès du donateur ou de l'instituant qui les a faites;

Attendu qu'un avoué, qui a occupé dans une cause que son client a perdue en première instance, ne peut, sans un pouvoir spécial de ce client, acquiescer au jugement, directement ni indirectement, et priver ainsi son client de la faculté de se pourvoir contre ce même jugement, s'il le

métairie de la Grande-Venue, de la Gru..., qu'elle se réserve en toute propriété, pour en jouir et disposer à sa volonté. »

(3) Cette solution rentre dans les principes établis par Grenier, *Traité des donations*, t. 2, nos 440, 442 et 446.

(4) V. sur l'acquiescement par le fait de l'avoué, la note placée sous un jugement du Cassation du 21 therm. an 8 (aff. commune de Neuville).

(1) *Ibid.*, Cass. 15 germ. an 11. — V. les observations qui accompagnent ce jugement, où se trouvent retracés les principes de l'ancienne et de la nouvelle législation sur la matière.

(2) Voici le texte de ces clauses : « Et entre... M<sup>me</sup> de Montigny, mère dudit futur, le marie comme son fils aîné et principal héritier de ladite dame sa mère, et en ses droits. Et en considération, donne, dès à présent, audit futur époux, en toute jouissance et propriété, la terre de Drouilly, à l'exception de la

juge à propos, par les voies qui lui sont ouvertes parla loi; que, dans l'espèce, il n'est point prouvé que l'appelant ait donné un pouvoir spécial à l'avoué, qui a occupé pour lui en première instance, d'acquiescer au jugement rendu contre lui, soit en taxant les dépens qui ont été compensés, soit par toute autre voie; — Sans avoir égard à la fin de non-recevoir, met l'appel au néant, etc.

Du 17 germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Piet et Archambault.

#### RÉFÉRÉ. — Sursis.

*Le juge du référé ne peut suspendre jusqu'au jugement à intervenir en appel, l'exécution des jugemens en premier ressort du tribunal de commerce (1).*

(Fabre — C. Sarus.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les jugemens rendus par les tribunaux, en matière de commerce, même ceux de réception de caution, sont exécutoires par provision, sans qu'il soit nécessaire d'en faire mention expresse dans lesdits jugemens; — Dit qu'il a été mal jugé par l'ordonnance sur référé, le 6 pluviôse dernier; sans s'arrêter à la demande formée par les frères Sarus, dont ils sont déboutés, ordonne que les poursuites entamées seront continuées.

Du 19 germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

#### PRÊTRE DÉTENU. — ALIÉNATION. — CAPACITÉ.

*Un prêtre, quoique détenu par mesure de sûreté générale en vertu de la loi du 3 brum. an 8, n'en avait pas moins la faculté de vendre ses biens (2).*

(Bassinot — C. Joubert.)

Du 19 germ. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes. — Pl., les cit. Mazoyer et Esperandieu.

#### TRANSCRIPTION DE VENTE. — TRADITION. — VENTE.

*Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, la préférence entre deux acquéreurs, dont chacun avait fait transcrire, se réglait par la date de la transcription, et non par la mise en possession (3).*

(Talagran — C. Vidal.)

Le 19 brum. an 8, Louis Roustan de Sarnhoe, vend à Simon Vidal une propriété au prix de 750 fr. Il est stipulé dans l'acte qu'à raison des arrangements convenus entre les parties, l'acquéreur ne prendra possession de l'effet vendu que le 15 vend. an 10. — Le 22 prair. an 8, Vidal fait transcrire son acte au bureau des hypothèques. Le 7 fruct. de la même année,

Louis Roustan, qui était débiteur d'une rente de 30 fr., provenant d'une vente faite à son aïeul par Jean-Baptiste Talagran, vend au sieur Talagran, petit-fils, moyennant 600 fr. capital de ladite rente, l'immeuble précédemment vendu à Vidal. Cet acte fut transcrit le 29 brum. an 9, et Talagran prit possession de la propriété par lui acquise. Le 26 vend. an 10, Vidal fait signifier son acte d'acquisition et la transcription qui en avait été faite à Talagran, se disant propriétaire et créancier inscrit.

Mais, Talagran eût Vidal au tribunal d'arrondissement de Nîmes, en maintenance de la propriété par lui acquise.

Le 19 mess. an 10, jugement du tribunal d'arrondissement de Nîmes qui, prenant pour base de sa décision les anciennes lois, maintient Talagran dans la propriété par lui acquise le 7 fruct. an 8, et dont il était en possession.

Appel de la part de Vidal.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, d'après les lois romaines, l'acquéreur qui a pris le premier la possession réelle, doit y être maintenu; mais qu'aujourd'hui la question de préférence, à raison de deux ventes du même objet, à deux individus différens, n'était pas subordonnée aux lois romaines, mais à celle du 11 brum. an 7; que l'acquéreur est vraiment propriétaire, du moment que l'acte a reçu sa perfection; que d'après les dispositions des art. 26 et 28 de la loi citée, c'est la transcription au bureau des hypothèques qui transmet à l'acquéreur les droits que le vendeur avait sur la propriété de l'immeuble, ainsi que l'a jugé la Cour de cassation le 23 mess. an 10; que, dans l'espèce, l'acte de Vidal était inscrit antérieurement à celui de Talagran, et qu'ainsi son acte a pu être opposé au titre de ce dernier; — Attendu que Roustan étant dessaisi, n'avait pu vendre; que par conséquent le tribunal de première instance a eu tort d'argumenter des lois romaines, sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, etc.

Du 21 germ. an 11. — Trib. d'appel de Nîmes.

#### DOUAIRE. — GARANTIE. — HYPOTHÈQUE.

*En cas de vente, par le mari, d'une partie des biens affectés au douaire, l'hypothèque de la femme continue de subsister sur les biens vendus comme sur les biens qui restent dans les mains du mari, quoique suffisants pour remplir le douaire.*

*Si donc la femme renonce à exercer son douaire sur les biens restant au mari, cette renonciation n'affranchit aucunement les biens vendus, et l'acquéreur n'en conserve pas moins une garantie éventuelle contre la mari vendeur. — En conséquence, il a pu, sous*

(1) V. anal. dans le même sens, Colmar, 12 août 1807; Paris, 21 oct. 1812. V. aussi, Carré, n° 2756 et 2757, et Favard, Répert., v° Référé, n° 2.

(2) Il en était autrement des prêtres déportés. P. Cass. 12 prair. an 10.

(3) Il en est autrement, comme on sait, sous le Code civil. V. au surplus la note qui accompagne le jugement de Cass. du 23 mess. an 10. Mais suivant l'art. 26 de la loi de brum. an 7, la transcription était nécessaire pour opérer la transmission de la propriété en faveur d'un acquéreur; en sorte que si avant la transcription, le vendeur aliénait l'héritage, le second acquéreur qui aurait fait transcrire sa vente avant la transcription de la première, obtenait la propriété de préférence au premier. L'esprit de cette loi était que la transcription devait servir tous ceux qui auraient

pu contracter dans la suite avec le vendeur, pour qu'ils ne devinssent pas victimes de l'ignorance dans laquelle ils auraient été de la vente. M. Grenier, des Hypothèques, t. 2, n° 347, blâme cette législation, dont suivant lui la dureté se faisait aisément sentir. « D'un côté, dit-il, il était difficile de se familiariser avec l'idée que la transmission de la propriété fut attachée à une simple formalité, plutôt qu'à l'acte même d'aliénation; d'un autre côté, dès qu'on n'accordait aucun délai dans lequel l'acquéreur pouvait transcrire, et de ce que la loi ne disait pas qu'une seconde vente faite ou une hypothèque accordée dans ce délai, seraient sans effet par rapport à l'acquéreur, c'était ouvrir des moyens de fraude contre lui, en faveur du vendeur et des tiers qui auraient pu colluder avec ce dernier. »

*l'empire de la loi du 11 brum. an 7, prendre inscription sur les biens non vendus du mari, ou, s'ils l'ont été, arrêter la prix dans les mains des acquéreurs.*

(Daubousson — C. Chanteclair.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu, 1° que tout acquéreur de biens affectés à un douaire, qui a payé comptant le prix de ce bien, a raison de la solvabilité qu'il connaissait, d'ailleurs, à son vendeur, a droit et intérêt de veiller à la conservation de ce douaire sur les autres biens deson vendeur, et que le nouveau régime hypothécaire n'ôte point ce droit aux acquéreurs ; — 2° que cette faculté de veiller à la conservation du douaire de la dame Ramp-Bateslin, sur ce qui restait de biens à son mari, après la vente de celui acquis de lui par le cit. Chanteclair, a été spécialement stipulée par le contrat de la vente faite par Ramp-Bateslin et la dame son épouse, au cit. Chanteclair, des domaines de Campuis et de Durfort, lieu et dépendances ; — Statuant sur l'appel du jugement rendu au tribunal civil du département de la Seine, le 28 mess. an 9, a mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 24 germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit Segnier. — Cons., le cit. Cahier, subst.

## 1° SAISIE-EXÉCUTION. — PÉREMPTION.

### 2° SAISIE-ARRÊT. — PARTIE SAISIE.

1° Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, les saisies-exécutions n'étaient pas sujettes à tomber en péremption par la discontinuation des poursuites pendant une année (1).

2° La partie saisie dans son mobilier ne peut arrêter les poursuites en formant opposition entre ses mains, comme créancière du saisissant, si elle ne justifie pas d'un titre (2).

(Thierry — C. Huguier.)

Huguier avait loué différentes pièces de terre à Thierry. — Un différend s'étant élevé entre eux sur ce que Thierry pouvait devoir, ils choisirent des arbitres qui, par jugement du 9 brum. an 8, condamnèrent Thierry à payer à Huguier 416 fr. 25 c. — Le 23 niv. an 8, Huguier, qui avait fait revêtir le jugement arbitral d'une ordonn. d'exécution, fait faire une saisie-exécution sur Thierry. Il ne donne point de suite à cette poursuite, et plus d'un an se passe sans qu'il s'occupe de la mettre à fin. — Pendant ce temps, Thierry prétendant que Huguier était son débiteur à un autre titre, forme opposition entre ses mains comme

personne étrangère. — L'action s'engage sur cette opposition, qu'Huguier soutenait utile, en demandant qu'il fût donné suite à la saisie-exécution.

Le saisie est périmée, dit Thierry : il s'est écoulé plus d'un an depuis le 23 niv. an 8, jour où elle a été faite ; l'art. 22 du titre 19 de l'ordonn. de 1667, prononçant, au bout d'un an, le décharge du gardien des effets saisis, il s'ensuit nécessairement que l'année écoulée, la saisie est périmée. — Il soutenait en plus, que la créance pour laquelle il saisissait était claire et liquide ; au reste, il n'en apportait aucune preuve.

Huguier répondait que l'article cité de l'ordonnance ne parlait que des gardiens, et que c'était à tort que, de ce qu'au bout d'un an ils étaient déchargés de leur responsabilité, on tirait la conséquence que la saisie était périmée ; qu'on ne pouvait étendre cette disposition d'un cas à l'autre. — A l'égard de l'opposition de Thierry, il ajoutait qu'il ne justifiait en aucune façon des causes de son opposition.

2 niv. an 11, jugement du tribunal d'Épernay, qui, « Considérant que les poursuites ont été faites en vertu d'un jugement arbitral non attaqué, et que Thierry n'oppose aucune quittance ni aucun acte qui prouve sa libération ; qu'il ne justifie même d'aucun titre à l'appui de son opposition comme personne étrangère ; que, s'il est dû pour impositions, il a les voies de droit pour s'en faire payer ; — Considérant que l'art. 22 du tit. 19 de l'ordonn. de 1667, ne prononce pas la péremption des saisies, mais n'est utile qu'aux gardiens ; — Ordonne la continuation des poursuites commencées. »

Appel par Thierry.

### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme, etc.

Du 28 germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Carbonnier et Prienn.

## CONCILIATION. — HUISSIER. — MANDATAIRE.

### — EXCEPTION.

*Encore que les parties ne puissent se faire représenter au bureau de paix par des huissiers, si toutes deux ont agi sur ce point en contravention à la loi, et qu'à défaut de conciliation, elles aient passé à la discussion du fond du procès, aucune d'elles n'est admise à verbaliser ultérieurement de nullité la procès-verbal de non-conciliation (3).*

(1) Il en serait de même sous le Code de procédure : il a, en effet, été jugé que le commandement tendant à saisie-exécution n'est pas sujet à tomber en péremption, comme celui qui précède la saisie immobilière ou la contrainte par corps. V. Pau, 29 juin 1824. Telle est l'opinion de tous les auteurs. V. Carré, *Procéd. civ.*, n° 1297 ; Pigeon, t. 2, p. 194 ; Lepage, p. 410. — Suivant ces deux derniers auteurs, la saisie-exécution, une fois formée, dure trente ans. — ... Bien entendu toutefois que si une saisie s'engage par suite de la saisie, cette instance est soumise aux règles ordinaires de la péremption (Cod. procéd., 397).

(2) Sur le point de savoir si l'on peut saisir-arrêter sur soi-même, V. Bruxelles, 4 therm. an 9, et la note.

(3) L'art. 1<sup>er</sup>, tit. 16 de la loi des 16-24 août 1790 disait que les parties ne pourraient se faire représenter ou assister devant le juge de paix par aucune des personnes qui, à quelque titre que ce fût, seraient attachées à des fonctions relatives à l'ordre judiciaire. — Vint ensuite l'art. 16 de la loi des 6-27

mars 1791, portant que les avoués, greffiers, huissiers et bennes de loi ne pourraient représenter les parties au bureau de paix. — Enfin, un arrêté ultérieur, en date du 18 therm. an 11, déclara qu'il y avait incompatibilité entre les fonctions d'huissier et celles de défenseur officieux. — Sous le Code de procédure, on a agité la question de savoir si les prohibitions ou exclusions dont il s'agit continuaient de subsister, en telle sorte que les huissiers fussent incapables de représenter, comme fondés de pouvoir, les parties devant les tribunaux de paix ou même devant ceux de commerce. Or, il y a eu sur ce point divergence entre les tribunaux. Pour l'affirmative, V. Bion, 2 avril 1830, et Amiens, 24 juill. 1832. — Pour la négative, Bourges, 2 fév. 1825.

Aujourd'hui la question se trouve tranchée d'une manière formelle par l'art. 18 de la loi du 26 mars 1838 (Volume 1838) en ce qui touche les affaires de la compétence du juge de paix. « Dans les causes portées devant la justice de paix, porte l'art. 18, aucun huissier ne pourra ni assister comme conseil, ni représenter les parties en qualité de procureur

(Gras — C. Armand.)

Catherine Gras, après avoir obtenu le divorce contre le sieur Armand son mari, eut à poursuivre ce dernier en justice pour la liquidation de leur communauté. — Sur une citation en conciliation, chacune des parties se fit représenter au bureau de paix par un huissier. — L'instance fut ensuite portée devant le tribunal de première instance. La demanderesse réclama d'abord et obtint plus tard une provision; le sieur Armand opposa une fin de non-recevoir fondée sur la nullité du procès-verbal de non-conciliation, nullité qu'il faisait résulter de l'incapacité des mandataires qui avaient représenté les parties au bureau de conciliation.

21 flor. an 10, jugement qui fait droit sur cette fin de non-recevoir dans les termes suivants : « Attendu que les parties se sont réellement fait représenter au bureau de conciliation par des huissiers; qu'elles ont ainsi formellement contrevenu à l'art. 16 de la loi du 4 germ. an 2; que toute violation ou omission de formes prescrites par les lois nouvelles, emporte nullité, même dans le cas où elles ne l'ont point prononcée; — Déclare nulle et de nul effet la demande de la dame Gras, ainsi que tout ce qui l'a précédée et suivie. »

Appel par la dame Gras. Elle soutient que Armand ne peut se prévaloir de l'incapacité de son propre mandataire, parce que c'était un fait qui

est fondé, à peine d'une amende de 25 à 50 fr., qui sera prononcée sans appel par le juge de paix. Il n'y a, d'après un paragraphe final de l'article, d'exception à cette défense, qu'à l'égard des huissiers qui se trouveront dans l'un des cas prévus par l'art. 68 du Code de procédure.

Une difficulté s'élève cependant sur l'étendue de la disposition prohibitive que nous venons de transcrire. L'incapacité dont sont frappés les huissiers est-elle applicable à la comparution au bureau de paix ou de conciliation, de même qu'à la comparution dans les affaires soumises au juge de paix comme juge ? M. Curasson, *Traité de la compétence des juges de paix*, t. 2, p. 487, n° 21, se prononce pour la négative. Cet auteur fonde son opinion sur ce que toute prohibition doit être restreinte dans ses propres termes, et qu'ici le législateur, parlant des causes portées devant la justice de paix, n'a eu évidemment en vue que les affaires contentieuses, et non le préliminaire de conciliation qui n'est pas, dit-il, une cause portée devant la justice de paix. L'auteur ajoute : qu'interdire aux huissiers le droit de paraître au bureau de paix comme fondés de pouvoir, ce serait aller contre l'intérêt même des parties; que la personne qui est obligée de recourir à la tentative de conciliation, dans un lieu éloigné de son domicile, ne s'avise guère de s'y transporter; que, pour se conformer à cette disposition de la loi, assez généralement regardée comme une vaine formalité, elle est obligée de se faire représenter, et qu'il est naturel que ce soit à l'huissier auquel le modèle de la citation est adressé. — Ces raisons, et surtout celle tirée des expressions qu'emploie l'article, sont d'une grande force, il faut le reconnaître. Cependant, les motifs qui ont dicté la disposition résistent évidemment, et s'élèvent pour exclure les huissiers du droit de représenter les parties au bureau de conciliation, tout aussi bien que pour les exclure de ce droit quant aux affaires contentieuses proprement dites soumises au juge de paix. Dans le premier, comme dans le second cas, on doit craindre que certains huissiers, pour exciter ou soutenir une contestation, à l'existence de laquelle ils auraient intérêt afin de signifier des actes de leur ministère, ne se refusent à tout arrangement. Aussi, M. Benech, *Traité des justices de paix*, n° 60-

lui était personnel, ni se prévaloir non plus de l'incapacité du mandataire qui lui était opposé, parce qu'il n'est pas raisonnable de se plaindre d'une contravention qu'on tombe soi-même. — D'ailleurs la nullité du procès-verbal a été convertie par le silence d'Armand dans l'origine de l'instance. Il ne l'a pas relevée lors des premières discussions de la demande en provision; il y a donc renoncé, il est donc non recevable à l'opposer.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu en fait que l'infamie à lui-même violé la loi qu'il a invoquée, se faisant représenter au bureau de paix par un huissier; que depuis, il y a eu entre les parties contestations en cause, et qu'il est même intervenu jugement qui a été exécuté, sans que le moyen de nullité ait été proposé; — Ordonne que les parties procéderont suivant les derniers errements, devant les juges saisis de leurs contestations, etc.

Du 29 germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

## TESTAMENT. — DÉMENCE. — CAPTATION.

— AB INATO. — PREUVE. — NULLITÉ.

On ne peut arguer un testament de nullité pour cause de démence du testateur, ou pour cause de captation, sans un commencement de preuve par écrit, qui soit propre à justifier la démence ou la captation (1).

site-t-il pas à enseigner que l'exclusion atteint les huissiers pour la comparution devant le bureau de paix. La manière dont cet auteur s'exprime indique même qu'à ses yeux cela ne devrait pas faire question : « L'incapacité, dit-il, s'applique aux affaires contentieuses comme aux citations en conciliation; mais elle ne peut s'étendre aux affaires de juridiction purement gracieuses. » — Chose étrange ! on ne trouve dans tout le cours de la longue discussion qui s'est élevée dans les chambres sur la disposition dont il s'agit, ni dans les discours de présentation du projet de loi, aucune expression qui puisse véritablement servir à faire connaître la pensée du législateur sur ce point : partout les orateurs parlent d'une manière générale de la nécessité d'empêcher les huissiers d'assister les parties comme conseils, ou de les représenter comme procureurs fondés devant la justice de paix, sans dire ou indiquer l'étendue qu'ils attribuent à ces dernières expressions.

Au reste, et en admettant même l'interprétation la plus extensive, la loi nouvelle ayant prononcé une amende contre l'huissier infractionnel, sans ajouter la peine de nullité, il est incontestable que cette peine ne pourrait être suppléée par le tribunal devant lequel la demande serait portée, après un essai de conciliation où l'une des parties aurait été représentée par un huissier.

Remarquons ici, en ce qui touche l'espèce jugée, que la circonstance que l'irrégularité du préliminaire de conciliation n'avait point été relevée en fin de l'instance, n'eût suffi à elle seule pour justifier la décision du tribunal : car, s'il est vrai que le défaut de tentative de conciliation n'opère pas une nullité d'ordre public, qui puisse être invoquée en tout état de cause (V. Cass. 13 therm. an 8, et la note), à plus forte raison doit-il en être ainsi de la simple irrégularité de la tentative.

(1) C'est une question fort délicate que celle de savoir quand et comment on peut prouver la démence du testateur, ou encore la captation ou suggestion dont son testament pourrait se trouver entaché. — Et d'abord, en ce qui touche la démence, il y avait controverse sous l'ancien droit. Suivant l'auteur du recueil des *Actes de notoriété du Châtelet*, les héritiers de l'imbécille non interdit n'étaient

*On ne peut attaquer un testament comme fait ab irato lorsque le testament et les actes du testateur ne démontrent aucune colère de sa part contra ses héritiers avec lesquels il vivait d'ailleurs en bonne intelligence (1).*

(Les héritiers Lecouteux — C. les légataires Lecouteux.)

Le cit. Lecouteux, âgé de près de quatre-vingts ans, était sur le point d'épouser la cit. Nau; il ne fut arrêté dans ce projet que par une demande d'interdiction formée contre lui par ses enfans. Il parait que cette demande n'a point eu de suite, Lecouteux est mort en l'an 8, *integro status*. Cependant on trouva après sa mort un testament dans lequel il légua à la cit. Nau une rente de 1,500 fr. et au cit. R....., qu'il nomme son exécuteur testamentaire, une somme de 210 fr., une fois payée. — Les héritiers attaquèrent ce testament, 1° comme l'ouvrage d'un homme tombé dans l'imbécillité; 2° comme étant le fruit de la captation et de la suggestion.

Jugement du tribunal de Sens qui déclare nul le testament.

Appel de la part des légataires. — Les héritiers articulent alors des faits de suggestion et de captation, et demandent à en faire la preuve. — Mais les légataires leur opposent que leurs conclusions subsidiaires ne reposent sur aucun commencement de preuve par écrit.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant en point de droit, 1° que pour arguer de nullité un testament, comme étant l'œuvre d'une personne en démence

ou imbécillité, il ne suffit pas d'alléguer, ni même d'articuler et demander à prouver des faits qui tendraient à constater un tel état au temps de la fiction du testament, et qu'il faut encore trouver dans l'acte testamentaire ou dans des écrits émanés du testateur lui-même, des preuves, ou en tous cas, des commencemens de preuve de démence ou d'imbécillité; 2° qu'il en est encore de même de la suggestion, dont la preuve testimoniale ne doit être admise qu'autant qu'il en existe des commencemens de preuve par écrit; — Considérant, en point de fait, qu'il n'existe, ni dans le codicille, ni dans les écrits du testateur, aucune preuve ni administrative de haine ou de colère; qu'au contraire, il existait une parfaite intelligence entre lui et ses enfans; que ceux-ci n'ont tenté la voie d'interdiction; que lorsqu'ils ont été informés de son projet de convol avec la cit. Nau; que d'autre part on ne fournit aucun commencement de preuve par écrit de suggestion contre le testament, lequel est d'autant moins susceptible de critique, qu'il n'a point atteint la quotité disponible; que de l'aveu même des intimés, le legs fait au cit. R..... n'a pu être suggéré, puisqu'il était laissé en blanc, et que le testateur n'a fait que le remplir comme il a jugé à propos; — Sans s'arrêter à la demande en preuve offerte par les intimés, ni aux faits articulés, qui sont déclarés non pertinens et inadmissibles, met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 30 germ. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Blondel. — Concil., le cit. Try, subst. — Pl., les cit. Berryer et Bonnet.

pas admis à réclamer contre ses actes, à moins qu'ils ne contiennent eux-mêmes la preuve de la démence, parce qu'il n'était pas permis, dit-il, d'attaquer l'état du mort, ce qui semblait bien établir la nécessité d'un commencement de preuve par écrit. Quelques arrêts, un entre autres du 29 avril 1731, s'étaient rangés à ce sentiment; et, dit Merlin (qui cite cet arrêt), bien qu'il n'en adopte pas la doctrine, « ainsi qu'on le verra ci-après », il y a ceci de remarquable que, dans l'espèce sur laquelle il est intervenu, en alléguant des faits précis de démence, notamment que le testateur avait cené tout nu dans les rues de Saint-Germain, et qu'il avait causé un grand scandale dans l'église le jour même de la Toussaint. »

Mais ce système restrictif n'était pas admis par tous les juriconsultes. Le premier président de Lamoignon pose en principes dans ses Arrêts, que « les donations faites par les urieux et timbéciles d'esprit, depuis le jour auquel leur maladie a commencé, sont nulles, encore qu'ils n'aient pas été mis en curatelle. » Merlin, *Repert.*, 1° Testament, sect. 1, § 1, art. 1, examine longuement et savamment la question, et, contrairement à l'opinion de l'auteur des *Actes de notoriété du Châtelet*, établit que, sous l'ancien droit, les juges pouvaient admettre la preuve de la démence proposée contre le testament d'un individu non interdit; ne limitant l'admissibilité de cette preuve que par l'appréciation que les juges peuvent faire des circonstances dans lesquelles elle est offerte, sans exiger un commencement de preuve par écrit.

Seus le Code civil, la question s'est présentée de nouveau, et la difficulté est restée entière en présence de l'art. 504 du Code civ., qui porte que « après la mort d'un individu, les actes par lui faits ne peuvent être attaqués pour cause de démence, qu'autant que non interdiction aurait été prononcée ou provoquée avant son décès, à moins que la preuve de la démence ne résulte de l'acte même qui est at-

taqué. » Cet article reproduit comme on le voit, et presque textuellement, sans toutefois en faire l'application expresse aux testaments, l'opinion de l'auteur des *Actes de notoriété du Châtelet*. Mais il a été jugé, notamment par arrêt de la Cour de cassation du 22 nov. 1810, que cet article n'était pas applicable aux testaments, lesquels n'étaient régis que par l'art. 901 du Code civ. D'où il suit que la preuve de la démence est admissible, alors même qu'on ne rapporterait pas un commencement de preuve écrite, ce commencement de preuve n'étant pas exigé par l'art. 901, et n'étant pas d'ailleurs du nombre de ceux que les parties peuvent se procurer. — V. au surplus, sur l'état de ces questions sous le Code, les notes qui accompagnent les deux arrêts des 22 nov. an 9 et 22 nov. 1810.

Quant à la suggestion ou captation, la question de savoir si et comment la preuve en doit être admise, a d'abord été controversée entre les anciens auteurs : les uns pensaient que cette preuve ne pouvait être admise qu'au moyen d'une inscription de faux; les autres l'admettaient de plano. Mais l'art. 47 de l'ordonn. de 1735 a mis fin à la controverse, en permettant aux bérriers *ad testat* d'alléguer et de prouver la suggestion, sans recourir à l'inscription de faux; et, suivant Merlin, *Repert.*, 1° Suggestion, § 1, n° 3, il n'était pas besoin de commencement de preuve par écrit (contrairement à l'opinion de quelques auteurs) pour être reçu à prouver la suggestion, parce que la suggestion est une fraude, et que la fraude dispense de toute preuve écrite, ou de tout commencement de preuve écrite. C'est d'ailleurs ce qui résultait de la jurisprudence ancienne, constatée par six arrêts cités par Merlin. — Sur le point de savoir quand et comment la suggestion et la captation peuvent être, sous le Code, une cause d'annulation des testaments, V. Cass., 6 janv. 1814, et la note.

(1) Sur le testament *ab irato*, F. Paris, 3 Bor. an 12, et la note.

## VÉRIFICATION D'ÉCRITURES.—EXPERTISE.

*En matière de vérification d'écritures, les juges ne sont pas liés par l'avis des experts (1).*

(V<sup>e</sup> Levacher—C. Levacher.)

21 mess. an 10, jugement du tribunal civil de Chartres conçu en ces termes : « Considérant que si d'un côté, le procès-verbal de vérification des experts atteste que le billet dont il s'agit a été signé par le défendeur, avec l'approbation de l'écriture du corps dudit billet, il se rencontre, d'un autre côté, des nuances sur la vérité de cette signature, et qu'il se présente des circonstances nombreuses qui annoncent que le veuve Levacher ne s'est jamais regardée comme créancière des 3,000 fr. qui forment le montant de ce billet, et qui paraissent démontrer que ce billet ne peut pas être envisagé comme sincère ;

« Considérant qu'en droit, aucune loi ancienne ni nouvelle n'impose impérieusement aux juges l'obligation de prendre, en matière de vérification d'écritures privées, la déclaration des experts pour base de leur jugement, et que la raison ne la leur présente que comme un avis qui peut les éclairer et les diriger dans leur opération ;

« Considérant que si les juges étaient assujétis à se conformer à l'avis des experts, ils seraient fréquemment embarrassés et incertains sur le parti qu'ils auraient à prendre, puisqu'il y a des cas où une vérification ayant été soumise successivement à des experts différents, ils ont proposé des avis entièrement opposés, avec l'approbation d'une égale conviction de part et d'autre ;

« Considérant que, dans la circonstance où il est vrai de dire que les juges ne sont point obligés de suivre l'avis des experts, il doit leur être laissé une ressource pour rendre justice aux parties ;

« Considérant que cela est d'autant plus nécessaire, que dans une occurrence où une écriture peut avoir été fausement imitée par un faussaire connu ou étranger, il ne paraît pas possible, ou au moins permis à des experts, d'affirmer, avec une entière certitude, que l'écriture soumise à leur vérification, soit celle de telle personne, mais qu'il leur est plus exact de dire qu'elle y ressemble et qu'ils pensent qu'elle est de la même main, sans l'assurer d'une manière expresse et décisive ;

« Considérant qu'alors il reste nécessairement dans l'esprit des juges une incertitude, laquelle doit céder à la force des circonstances, quand elles se présentent en grand nombre pour les détruire et fonder leur jugement ;

« Considérant que cet égard est particulièrement dû à l'empire des circonstances graves et réunies, lorsqu'elles émanent du fait même de la partie qui vient faire usage d'un acte privé dont la signature est formellement méconnue par la partie à qui cet acte est opposé, et quand ces circonstances reposent sur des faits qu'elle ne peut raisonnablement méconnaître ;

« Considérant dans le fait qu'il se rencontre dans cette cause des circonstances de cette nature, que la justice ne peut écarter, et qui doivent servir de fondement à sa décision ;

« Le tribunal, jugeant en premier ressort,....

(1) V. dans le même sens, Cass. 16 therm. an 10; 7 août 1815, et 19 déc. 1827. Telle est aussi l'opinion de Carré, n° 858. Cette question ne peut faire aucun doute, en présence de l'art. 323 du Code de proc., applicable à toutes sortes d'expertises, et aux termes duquel les juges ne sont point astreints à suivre l'avis des experts, si leur conviction s'y oppose.

déclare nul le billet de 3,000 fr., du 7 vend. an 8, enregistré le 12 germ. an 9; renvoie Marin Levacher de la demande contre lui formée par sa belle-sœur, à fin de paiement de cette somme. » Appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Adoptant les motifs des premiers juges;—Confirme.

Du 30 germ. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., les cit. Jouvenin et Jannin.

## EXPROPRIATION VOLONTAIRE.—CONVENTION.

*Les règles relatives aux formalités à observer pour l'expropriation des biens d'un débiteur, peuvent être modifiées par des conventions particulières. — Ainsi, est valable la clause par laquelle un débiteur donne pouvoir à son créancier de faire vendre par-devant notaires, après simples affiches, les biens sur lesquels il lui confère hypothèque. (Cud. etc., art. 2078 et 2088.) (2)*

(Voxes—C. Bonnard.)

Le 21 brum. an 10, acte notarié par lequel Alexandre Voxes et son épouse, domiciliés à Bruxelles, reconnaissent devoir au cit. Bonnard, une somme de 10,378 fr., qu'ils sont obligés de lui payer à une époque fixe, et pour sûreté de laquelle ils lui donnent hypothèque sur plusieurs immeubles, en déclarant « que, faute de paiement à l'expiration du terme, le créancier sera autorisé à faire vendre, par-devant notaire, en un seul jour de siège, néanmoins après affiches, les immeubles hypothéqués aux conditions qu'il jugera convenir; comme de recevoir le prix de la vente jusqu'à concurrence ou en tout point de son dû, et de transmettre la propriété aux acquéreurs; à l'effet de quoi ils renoncent au chap. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 brum. an 7. »

Les époux Voxes ne remplissant pas leur engagement, le cit. Bonnard se mit en devoir d'exécuter la convention; et déjà les affiches annonçaient la vente des immeubles des débiteurs, chez un notaire, lorsque les époux Voxes ont formé opposition à cette vente, et conclu à ce qu'il soit défendu au cit. Bonnard de les exproprier autrement que dans la forme prescrite par la loi du 11 brum. an 7.

Le cit. Bonnard fit valoir la stipulation contenue dans l'acte du 21 brum. an 10; cependant, pour répondre à la sollicitude des époux Voxes, sur l'événement de la vente, il déclara consentir à ce qu'elle se fit avec leur participation, et que les conditions en fussent régies avec eux, pourvu que leur intervention ne leur fournît pas un prétexte pour entraver la vente par des procédés peu raisonnables.

19 vent. an 11, jugement du tribunal de première instance de Bruxelles, qui déclare les cit. Voxes non recevables dans leur opposition, sauf à eux à tirer avantage de la déclaration faite par le cit. Bonnard.

« Les époux Voxes appellent de ce jugement, et soutiennent que la clause dont il a ordonné l'exécution, est illicite.—Ces sortes de consentemens, disaient-ils, sont presque toujours l'effet de la position malheureuse des débiteurs, et un

(2) Sur cette question très controversée et dont la solution intéresse au plus haut point, d'une part la liberté et la facilité des conventions, et d'autre part les garanties de la propriété, V. le résumé complet de la doctrine et de la jurisprudence, placé sous le jugement de Bruxelles du 7 flor. an 9 (aff. Solier)

objet de spéculation de la part des créanciers qui convoient les immeubles constitués en hypothèque, et se promettent d'avance de se les approprier à vil prix. — Un tel consentement n'est, par lui-même, qu'un mandat révocable : dès que la révocation en est légalement notifiée, le créancier a les mains liées, et se retrouve dans la même position que si la procuration n'avait jamais existé, en sorte que la vente devient réellement forcée. — Quand même le mandat ne serait pas révoqué, il ne serait point encore permis au créancier de s'écarter des dispositions de la loi du 11 brum. an 7. — Cette loi contient des formes protectrices de la propriété, et oppose une puissante barrière à l'usure ainsi qu'à l'abus que font les prêteurs d'argent, de la situation de leurs débiteurs, pour leur arracher des conditions spoliatrices. Ces formes sont de droit public; et la loi qui les prescrit est conçue en termes prohibitifs : *Nul ne peut, porte-t-elle (art. 1<sup>er</sup>), poursuivre la vente forcée d'un immeuble qu'en vertu d'un titre exécutoire, et après un intervalle de trente jours, à partir du commandement*. Vinnius, Domat, Ferrière, et les lois romaines, dont ils ne sont que les échos, enseignent qu'il n'est point loisible à un créancier de vendre le gage qui lui est assigné, sans un décret du juge, lors même que le contrat lui en aurait accordé le pouvoir.

Le cit. Bonnard, de son côté, soutenait la légitimité de la stipulation insérée dans l'acte du 21 brum. an 10. — Il est possible, disait-il, que les clauses de cette nature n'aient pas toujours leur principe dans une intention bien pure; mais sont-elles illicites en elles-mêmes? Aucune loi ne les réprime. — Elles sont avantageuses, lorsqu'elles sont stipulées de bonne foi et sans aucun indice d'usure ou soupçon de cupidité; avantageuses pour le créancier, à qui elles évitent les longueurs et la multiplicité des formes sur l'espropriation forcée; avantageuses pour le débiteur, dont la substance est presque toujours dévorée par l'immensité des frais qu'occasionnent les poursuites. — Elles répugnent à l'opinion de quelques jurisconsultes, qui prétendent qu'elles ne peuvent dispenser le créancier de recourir à l'autorité judiciaire; mais aucun d'eux ne s'est avisé de croire que les lois rendues sur le mode d'espropriation forcée fussent une portion du droit public, auquel les parties contractantes ne pussent déroger. Bykershoek, président de la haute Cour de Hollande et de Zélande, discute la question : Il se décide contre le sentiment de ceux qui pensent qu'il n'est pas permis de convenir d'une autre voie d'aliénation que celle qui est établie par les lois statutaires. — En effet, sous quel rapport l'espropriation des immeubles d'un individu appartiendrait-elle au droit public? La loi règle la conduite du poursuivant et de la partie saisie; mais elle n'exclut pas les conventions que les parties auraient volontairement arrêtées sur un mode plus favorable. — Chaque espropriation devient un acte uniquement relatif au créancier et au débiteur. Elle n'intéresse qu'eux : ne sont-ils pas les maîtres de la régler comme il leur plaît? — Il en est de la loi du 11 brum. an 7 comme de toutes celles qui prescrivent les formalités des saisies réelles. On y suppose l'ab-

sence de toute convention; et alors il faut bien qu'il existe une règle générale à laquelle on soit tenu de se conformer. — En supposant que les formalités soient établies en faveur des parties saisies, celles-ci ont la faculté d'y renoncer : *omnes licentiam habent his quae pro se introducta sunt, renuntiare*. (Loi 29, C. de Pactis.) — Il est vrai que la clause qui rendrait le créancier maître absolu de disposer e son gré de la chose engagée, mériterait souvent l'improbation des tribunaux. La propriété restant entre les mains du débiteur qui a fourni le gage, il paraît naturel qu'il soit informé de l'aliénation, afin qu'il puisse veiller à son intérêt. Aussi, le cit. Bonnard avait-il modifié de lui-même la convention du 21 brum. an 10, en déclarant consentir que la vente se fit avec la participation de ses débiteurs, sous les conditions qui seraient réglées avec eux. Cette modification écartait tout ce que la clause avait pu présenter d'inquietant pour les débiteurs; car ce ne serait que dans la disposition qui constituerait le créancier seul arbitre du mode de l'aliénation, qu'elle pourrait paraître susceptible de quelque critique.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'aucune loi ne défend aux parties contractantes de déterminer, en cas de non-paiement, le mode de vendre le gage, qui leur paraît le plus avantageux; — Attendu que, dans le cas particulier, le général Bonnard a offert, non-seulement de dénoncer le vente à Woses, mais même de consentir que les conditions en fussent réglées avec lui; par où il le mettrait, autant que possible, à même de veiller e ses intérêts; — Confirme, etc.

Du 30 germ. an 11. — Tribunal d'appel de Bruxelles.

#### RETENUE DE CONTRIBUTIONS. — RENTE.

La retenue pour contributions, autorisée par les lois antérieures à 1807, était purement facultative, et, par suite, le débiteur qui ne l'avait pas opérée lors du paiement de ses arrérages, était censé y avoir renoncé et n'était recevable à l'invoquer que pour l'avenir. (Edit. de mai 1748; LL. 22 nov.-1<sup>re</sup> déc. 1790, tit. 2, art. 6; 3 frim. an 7, art. 99.) (1)

(Wolf-C. Heusch.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la retenue devait se faire en payant les arrérages; que le droit d'opérer cette réduction est une faculté; qu'on est censé y avoir renoncé pour cette fois en payant la totalité de quelques échéances; que, par conséquent, on ne peut être fondé à prétendre faire postérieurement des retenues à raison d'arrérages qui ont été entièrement acquittés; — Confirme, etc.

Du 30 germ. an 11. — Tribunal d'appel de Bruxelles.

#### 1<sup>re</sup> DONATION ENTRE VIFS. — TÉMOINS. — SIGNATURE.

#### 2<sup>de</sup> et 3<sup>es</sup> NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ. — PRESCRIPTION.

1<sup>re</sup> Toute donation entre vifs dans laquelle les témoins n'ont pas signé au pied de la minute, est nulle (2).

(1) V. en ce sens, Merlin, *Quest. de droit*, v<sup>o</sup> *Contrib. foncières*, § 1<sup>er</sup>. — *Contrà*, Toullier, t. 11, n<sup>o</sup> 75. — Il a été jugé aussi que le débiteur qui, sans réclamation du créancier, fait la retenue pour les contributions à l'égard d'une rente qui n'est pas soumise à cette retenue, peut, selon les circonstances, n'être pas soumis à restitution. V. Liège, 22 fev. 1809.

(2) Jugé que le défaut de mention de la signature des témoins dans un acte notarié, tel qu'une donation entre vifs, en entraîne la nullité, alors même que l'acte a été revêtu de cette signature. F. Cass. 6 juin 1821; Bourges. 28 juill. 1829. — Cependant, sous l'ancien droit, un acte n'était pas nul pour n'avoir été signé que par l'un des témoins présents, s'il était passé dans un pays où la présence de deux notaires



2<sup>o</sup> Le notaire qui n'a pas pris soin de faire apposer les signatures, ou qui, dans l'expédition par lui fournie aux donataires de l'acte de donation, a faussement énoncé que les signatures existaient sur la minute, est responsable envers les donataires de tous dommages et intérêts (1).

3<sup>o</sup> La prescription de l'action des donataires contre le notaire responsable un court que de l'époque à laquelle la donation ayant été déclarée nulle à leur égard, ils ont eu intérêt de se pourvoir contre le notaire (2).

(Graillet—C. Breuille et consorts.)

Le 17 mai 1762, la dame Graillet fit donation entre vifs, par-devant Delaage, notaire, au profit des Graillet, ses neveux et nièces, de tous ses biens, avec réserve d'usufruit sa vie durant. — An 5, mort de la dame Graillet, trente-cinq ans après la donation. — La dame Breuille et consorts, héritiers de la testatrice, attaquent la donation. — Une difficulté s'étant élevée sur l'expédition de la donation, un jugement du 4 fruct. an 6, ordonne l'apport de la minute. — Lors de la représentation, un s'aperçut que bien qu'elle constât, ainsi que l'expédition, qu'elle avait été signée de deux témoins, la vérité était que Bernardin, l'un des témoins, n'avait pas signé. — A cette découverte, les Graillet forment une demande en garantie contre Delaage, fils et héritier du notaire, dans le cas où la donation serait déclarée nulle.

Jugement du tribunal d'Auxerre, qui, — « Considérant que le défaut de signature de l'un des témoins au bas de la minute de la donation dont il s'agit, est une nullité d'ordonnance et de droit public, et conséquemment contre laquelle il ne peut être opposé de prescription; — Considérant, de plus, que Graillet et consorts n'ont pas de possession de fait en leur faveur; — Déclare l'acte de donation nul et de nul effet. — Sur la demande en garantie, le tribunal, considérant que le défaut de signature d'un des témoins sur la minute de la donation, est une faute commune à toutes les parties; — Que le fait de l'expédition est personnel au notaire; mais que ce délit est couvert par le laps de vingt ans, et qu'il ne peut plus y avoir lieu pour le délit, ni l'action publique, ni l'action privée; déclare Graillet et consorts non recevables dans leur demande récursoire. »

Appel par les Graillet. — On a soutenu pour eux la régularité de la donation, en disant que l'ord. de 1579 n'exigeait que la signature d'un seul témoin; ici l'un d'eux a signé; on a satisfait à la loi. — Au surplus, continuait-on pour eux, les intimés sont non recevables, car il y a près de trente-cinq ans que la dame Graillet a été dépouillée, par la donation des biens dont il s'agit; elle a résidé sur la tête des Graillet, neveux de la donatrice, qui, de son côté, a gardé le silence. Ainsi, en supposant la donation nulle, la prescription s'élèverait en leur faveur. — A l'égard de Delaage, disait-on toujours dans l'intérêt des Graillet, la garantie ne peut pas souffrir de difficulté. L'ordonn. de 1560, celle de Blois, plusieurs arrêts de règlement enjoignent aux notaires de faire signer avec eux les témoins instrumentaires des actes qu'ils reçoivent. Le notaire, obligé de faire signer les témoins, est par la même responsable du préjudice qui peut résulter contre les parties contractantes, du défaut de l'accomplissement de cette formalité. Delaage n'a pas fait signer la donation dont il s'agit; il est tenu de sa négligence, et son fils l'est également

comme son héritier. — Il y a plus; Delaage, dans une expédition, a fait mention d'une signature qui n'était pas sur la minute. Il s'est rendu coupable d'un faux qui pourrait être poursuivi par la voie criminelle. Vingt ans se sont écoulés depuis: il n'est plus soumis à l'action publique; mais il l'est à l'action privée, ou son héritier pour lui. — C'est vainement qu'on invoquerait la prescription, puisque Delaage, auteur de la nullité de l'acte, ne peut l'invoquer, non plus que son héritier, et qu'elle n'a pu courir contre les donataires, si l'on voulait l'admettre, que du jour où la nullité a été découverte.

Pour la dame Breuille et consorts, intimés, on a répondu qu'un notaire ne peut passer un acte valablement, qu'il ne soit assisté d'un second notaire ou de deux témoins; qu'un dernier cas, les deux témoins sont parties essentielles à l'acte; qu'ils remplissent en quelque sorte une fonction publique; que leur présence est aussi nécessaire que celle du notaire, et qu'elle est nécessaire à peine de nullité; que l'ordonn. de Blois, et surtout celle d'Orléans, veulent que les notaires fassent signer aux parties et aux témoins, s'ils savent signer, les actes qu'ils reçoivent; que l'ordonn. d'Orléans punit l'omission de cette formalité par la nullité des contrats; que de tout cela il résulte évidemment que, dans l'espèce, Bernardin, l'un des témoins, n'ayant pas signé, l'acte doit être nécessairement déclaré nul.

On s'est attaché, pour Delaage, à répondre l'action récursoire. Les notaires, a-t-on dit, ne sont pas responsables des nullités des actes par eux reçus, quand même elles proviendraient de leur fait; on peut encore moins les en rendre responsables, lorsque la nullité provient du fait de toutes les parties. C'est ce que l'on voit ici; car les parties, avant de signer, devaient exiger que Bernardin apposât sa signature; ainsi la faute en est également aux parties et au notaire. — Pour l'expédition délivrée avec mention des deux signatures, c'est une erreur de celui qui a fait l'expédition, et qu'on ne peut imputer au notaire. — La prescription contre l'action publique est acquise, soit par le laps de plus de vingt ans, soit par la mort du notaire; son fils ne pourrait être recherché qu'autant que son père en aurait été enrichi: cela ne se rencontre pas, et on ne le soutient pas dans l'espèce.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Vu l'art. 9 de l'ordonn. de 1731; — Considérant que, d'après cette ordonnance, les donations entre vifs doivent être faites dans la forme ordinaire des contrats et actes passés devant notaires, en y observant les autres formalités qui avaient eu lieu jusqu'alors; — Qu'aux termes des lois antérieures, les actes, pour être valables, devaient être reçus par deux notaires, ou par un notaire, en présence de deux témoins; que les deux témoins devaient signer l'acte, ou qu'il devait être fait mention qu'ils ne savaient pas signer; — Considérant que les signatures qui ont pour but de constater l'existence d'un acte, sont essentiellement parties de l'acte, et qu'à leur défaut, il n'existe point de contrat;

Considérant que les héritiers du donateur ne sont devenus parties capables, pour faire valoir cette nullité, que par le décès du donateur; — Considérant qu'il ne s'est pas écoulé, depuis le décès du donateur, un laps de temps suffisant pour opérer la prescription;

Considérant que, par l'arrêt de règlement de 1703, qui avait force de loi à l'époque de la do-

n'était pas nécessaire pour la validité des actes publics. V. Cass. 25 fruct. an 11, et la note.

(1 et 2) V. sur la responsabilité des notaires, notre Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> Notaires, n<sup>os</sup> 103 et suiv.

nation dont s'agit, les notaires étaient chargés de faire régulariser leurs actes par la signature des témoins : — Considérant que Delsage, notaire, qui a reçu ladite donation, en a fourni une expédition, dans laquelle il a inséré, contre la vérité, la mention de la signature de deux témoins : — Considérant que, par cette mention des signatures des témoins, il a induit les donataires en erreur, et que c'est sur sa foi qu'ils ont cru à la solidité de la donation : — Considérant que, par cette circonstance, le notaire se serait exposé, envers les donataires, à faire valoir la donation sous le rapport des signatures, dans le cas même où il n'aurait pas été tenu comme notaire, de faire apposer les signatures : — Considérant que les donataires sont privés de l'effet de la donation, par le fait de la négligence du notaire de faire apposer les signatures des témoins, et par l'effet du son imprudence de mentionner ses signatures dans l'expédition qu'il a délivrée ; Considérant, qu'en principe de droit, l'action en recours en garantie des donataires n'a pu s'ouvrir qu'au moment où l'action principale a été exercée, et qu'elle les a instruits de l'omission faite par le notaire dans la minute, de la signature du témoin, et de l'imprudence par lui commise dans l'expédition, en y insérant la mention de cette signature, quoiqu'elle n'existât point : — Considérant qu'il ne s'est pas écoulé, depuis l'introduction de l'action principale en nullité de la donation, un laps de temps suffisant pour opérer la prescription en faveur du notaire ou de son héritier : — Faisant droit sur l'appel au chef du jugement, qui a déclaré nulle la donation dont il s'agit : — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 1<sup>er</sup> flor. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

#### EVICITION.—VENTE.—PAIX.

Lorsqu'un vendeur d'immeubles s'est obligé de rapporter mainlevée des inscriptions hypothécaires, si l'acquéreur a revendu et qu'il ne puisse toucher le prix de la vente, par suite des inscriptions non rayées, le vendeur origininaire est tenu envers l'acquéreur primitif, non-seulement du prix qui est acquiescé par lui à payer, mais encore de la différence de ce prix avec celui de la seconde vente qu'il est empêché de toucher (1).

(Chapron.—C. Bois et Canot.)

13 vend. an 4, vente d'une maison par les mariés Chapron aux cit. Bois et Canot. L'immeuble se trouvait grevé d'une rente annuelle de 135 liv. au principal de 1,700 liv. due au rit. Mequignon qui forma opposition au sreau des lettres de ratification. Sur la promesse faite par les vendeurs de rapporter dans les six mois mainlevée de cette opposition, les acquéreurs leur paient l'intégralité du prix de vente, sans prendre de lettres de ratification.

25 brum. an 7, vente de la même maison par Bois et Canot à la cit. Nuchel pour un prix supérieur. — Celle-ci ayant trouvé, lors de la transcription, l'immeuble frappé par une inscription pour sûreté de la rente Mequignon, refuse d'acquiescer son prix.

En cet état, action de la part de Bois et Canot contre les mariés Chapron, leurs vendeurs, aux fins de rapporter la mainlevée de cette inscription, comme ils s'y étaient obligés, sinon, et à défaut, se voir condamner à payer le montant du prix de la vente, dont les demandeurs se trouveront privés par le fait des défendeurs.

(1) F. dans le même sens, Rouen, 15 pluv. an 11, et la note.

17 therm. an 10, jugement qui accueille ces demandes, en accordant aux mariés Chapron un délai de trois mois pour fournir la mainlevée de l'inscription. — Appel de la part de ces derniers.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Attendu que, par le contrat de vente, Chapron et sa femme s'étaient obligés de rapporter la mainlevée des oppositions immobilières qui pouvaient exister sur le bien vendu ; que Bois et Canot n'ont pas pris de lettres de ratification ; — Que leurs acquéreurs ont fait transcrire et notifier leur contrat aux créanciers inscrits sur les précédents vendeurs ; que, par conséquent, Bois et Canot peuvent être obligés de rapporter aux créanciers, opposants et inscrits sur Chapron, le prix porté au contrat notifié à la requête des nouveaux acquéreurs ; qu'il est justifié par Chapron et sa femme que, par l'effet du séquestre expiré sur eux, ils n'ont pas pu se procurer les mainlevées de la république ; que le jugement qui a prononcé la mainlevée des trois inscriptions n'est que du mois de germ. ; qu'ils rapportent toutes les autres, ce qui justifie les efforts qu'ils ont faits pour exécuter le contrat, avant même que Bois et Canot fussent inquiétés par les créanciers : — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 3 flor. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### TUTELLE.—LEGS.—REMBOURSEMENT.

Le tuteur, autorisé à poursuivre la délivrance d'un legs fait à son mineur, est, par cela même, autorisé à recevoir le montant du legs, (Dejassand.—C. les héritiers Butler.)

Le cit. Dejassand avait, par son testament du 1<sup>er</sup> avril 1790, fait différents legs à son neveu. — Il avait laissé pour seule héritière la dame Butler sa fille. — Le 9 mars 1791, le cit. de Villeneuve fut nommé tuteur ad hoc du mineur Dejassand : il fut autorisé à former, pour son mineur, demande en délivrance du legs qui lui avait été fait par son oncle, et à accepter et signer, par-devant notaires, tous actes volontaires de délivrance, qui en pourraient être offerts.

Villeneuve forma, contre la dame Butler, héritière de Dejassand, son père, sa demande en délivrance des legs, qui s'élevaient à une somme de 44,000 fr. — Le 31 janv. 1793, jugement par défaut, qui fait délivrance des legs, et condamne la dame Butler à payer à Villeneuve, tuteur les 44,000 fr. demandés. — La dame Butler forma opposition à ce jugement.

Elle est décodée ensuite, laissant deux enfans mineurs auxquels on donna pour tutrice la veuve Cormier, leur tante paternelle. — Le 5 brum. an 4, la dame Cormier fait à Villeneuve, des offres réelles du montant des legs, ensemble des intérêts et frais. — Le 7 brum., un acte est passé par-devant notaire par lequel la dame Cormier se désiste de son opposition au jugement par défaut du 31 janv. 1793, en consent l'exécution, et paie les legs réclamés à Villeneuve, qui, de son côté, en donne quittance et consent toutes mainlevées. — Le 21 vent. an 9, le cit. Dejassand, alors émancipé, assisté de son curateur, assigne le tuteur des enfans de la dame Butler, en reprise de l'instance en délivrance de legs, formée originairement par Villeneuve. — Butler, tuteur de ses enfans, oppose l'acte du 7 brum. an 4, qui, dit-il, a terminé toute contestation à cet égard.

Dejassand répond que l'acte n'est pas valable. 19 mess. an 10, jugement du tribunal de première instance, qui, attendu que le tuteur (Villeneuve) du mineur Dejassand avait des pouvoirs suffisants pour recevoir le montant des legs dont

Il s'agit ;—Attendu que ce legs consistait en une somme mobilière... qu'ainsi le tuteur ne pouvait être aucunement gêné dans la réception des offres qui lui en étaient faites par l'héritier Dejassand ;—Attendu d'ailleurs que les pouvoirs du tuteur avaient été fortifiés et consolidés par le jugement de 1793, qui condamnait l'héritier Dejassand à payer ledit legs, et qui autorisait le tuteur du mineur à le recevoir...—Débouté le cit. Dejassand et le cit. La Roque, son curateur, de toutes leurs demandes. »

Appel par Dejassand.—Il soutient que Villeneuve n'avait pas pouvoir suffisant pour recevoir, et que l'eût-il eu, tous les remboursements étant suspendus alors par la loi du 25 mess. an 3, il devait, à plus forte raison, refuser celui qui lui était offert, parce qu'il s'agissait des intérêts de son pupille.—On a répondu pour le mineur Buttier, que la créance que Villeneuve avait touchée n'était point de celles suspendues par la loi du 25 mess. an 3 : qu'il suffisait pour s'en assurer, de jeter les yeux sur les trois premiers articles de cette loi, qui déclaraient quelles étaient les créances dont le remboursement était suspendu, et que l'on verrait que les legs n'y étaient pas compris.—Ici on ne pouvait éviter le remboursement : il y avait des offres réelles faites, il était impossible de les contester.—En second lieu, Villeneuve avait un pouvoir suffisant ; car il avait autorisation non-seulement de demander les legs, mais d'accepter et de signer tous les actes de délivrance qui pourraient lui être proposés.—D'ailleurs n'eût-il pas eu d'autorisation, sa qualité seule de tuteur était suffisante, puisqu'il s'agissait d'une somme mobilière.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Adoptant les motifs des premiers juges, dit bien jugé, etc.

Du 6 flor. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., les cit. Gicquel et Berryer.

1<sup>o</sup> AUTORISATION DE COMMUNE.—NUL-  
LITÉ.—FIN DE NON-RECEVOIR.2<sup>o</sup> COMMUNE.—ASSIGNATION.3<sup>o</sup> MOTIFS DE JUGEMENT.—JUGEMENT PAR DÉ-  
FAUT.

1<sup>o</sup> Les communes ne pouvant plaider sans au-  
torisation, sont tenues de la demander avant  
le procès ; mais si elles négligent de l'obtenir,  
elles sont non recevables à opposer la nul-  
lité résultant de cette omission (1).

2<sup>o</sup> En 1791, et d'après ce qui se pratiquait alors,  
les communes devaient être assignées au do-  
micile du maire, et non à celui du procureur  
de la commune.

3<sup>o</sup> Les jugemens par défaut doivent être mo-  
tivés, de même que les jugemens contradic-  
toires.

( Les communes de Sainte-Croix et de Dessen-  
heim.—C. Mérian et cons. )

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Considérant, sur le pre-

mier moyen, qu'il ne saurait être opposé raison-  
nablement aux intimés, puisque si les communes  
n'ont été autorisées à plaider que le 16 fév. 1792,  
cette négligence ne peut être imputée qu'à elles  
seules ;

Considérant, quant au second moyen, qu'il  
n'est pas mieux fondé : en effet, en 1790,  
et d'après la pratique d'alors, celui qui avait une  
action à diriger contre une commune, ne pouvait  
l'assigner qu'en la personne du maire et des pré-  
posés : c'était au procureur de la commune à se  
charger de la défense. Si les communes appelantes  
n'ont pas suivi le prescrit des lois à cet égard, on  
ne saurait en faire un reproche aux intimés, puis-  
que cette omission n'est pas de leur fait ;

Considérant, à l'égard du troisième moyen,  
qu'il en est autrement ; l'art. 15 du titre 5 de la  
loi du 21 août 1790, veut que les jugemens con-  
tiennent les motifs qui les auront déterminés ; et  
la loi du 4 germ. an 2, déclare nuls les actes de  
procédure, à dater de 1789, où les formes pres-  
crites auraient été violées.—Les jugemens dont  
appel, quoique par défaut, ont donc été nulle-  
ment rendus, puisque la loi ne distingue pas.

Du 6 flor. an 11.—Trib. d'appel de Colmar.—  
Pl., les cit. Raspier, Biéchy et Béchédé.

LEGITIME.—REQUEMENT.—RESCISION.—PRE-  
SCRIPTION.

Avant le Code civil, l'enfant qui avait réglé  
avec l'héritier institué le montant de sa légi-  
timité, n'avait, contre ce traité équivalent  
à partage, qu'une action en rescision qui  
durait dix ans.—Il n'était pas reçu dans  
ce cas à former une action en supplément de  
legitime, laquelle durait trente ans.

( Jourde.—C. Calmettes. )—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Attendu que la demande  
en supplément de légitime n'est pas recevable ;  
s'il est vrai que le légitimaire peut former, pen-  
dant trente ans sa demande en supplément, ce  
n'est pas dans le cas où le père a fixé lui-même  
la légitime telle que de droit, et qu'ensuite le fils  
traite et fixe lui-même sa légitime ; un pareil  
traité est définitif, et ferme la porte à la demande  
en supplément : c'est un véritable partage qui ne  
peut être emporté par la voie de la rescision ; aussi  
le tribunal de première instance a dû relaxer le  
tuteur de Raymond Calmettes, et son jugement  
doit être confirmé ;—Confirme, etc.

Du 7 flor. an 11.—Trib. d'appel de Toulouse.  
—Prés., le cit. Dast.—Concl., le cit. Corbière,  
commiss.—Pl., les cit. Romigulères, Rieuvet  
et Chamayou.

## DOT.—DÉPENS.

Une condamnation aux dépens obtenue contre  
le mari dans un procès relatif aux biens  
dotaux, n'autorise pas celui qui a obtenu ces  
dépens à saisir les biens de la femme, s'il  
n'a au préalable fait déclarer commune à la  
femme et exécutoire avec elle la condamna-  
tion de dépens (2).

en cassation. F. Cass. 23 juin 1835 ; 26 juin 1836 ;  
30 mai 1837. — Mais la commune elle-même qui  
aurait succombé en appel, serait recevable à se pré-  
valoir du défaut d'autorisation pour la première fois  
en cassation. F. Cass. 17 nov. 1835.

(2) C'est une question qui fait difficulté, que celle  
de savoir si le paiement des dépens dus par une  
femme mariée sous le régime dotal, peut être pour-  
suiivi sur ses biens dotaux. Cette question n'a pas  
été résolue uniformément, et plusieurs distinctions  
ont été établies par la jurisprudence. Nous aurons  
occasion par la suite de les faire connaître. Il nous

(1) Jugé au contraire que le défaut d'autorisation  
d'une commune est une nullité absolue et d'ordre  
public qui peut être opposée en tout état de cause,  
soit par la commune, soit par sa partie adverse :  
Cass. 24 pluv. an 5 ; 28 brum. an 6 ; 17 prair.  
an 11 ; 16 prair. an 12 ; 10 niv. an 13 ; 2 juin 1817, et  
les nombreuses décisions qui sont rappelées en note  
de l'arrêt précité du 28 brum. an 6. — Cependant  
d'après le dernier état de la jurisprudence, lorsque  
le moyen n'a pas été proposé avant la décision qui  
donne en appel gain de cause à la commune, l'ad-  
versaire n'est plus recevable à présenter ce moyen

(Imbert—C. Vallat.)

Marguerite Imbert, en se mariant avec Joseph Bouchet s'était constituée dot tous ses biens.—Après le décès de son père, elle forma, conjointement avec son mari, et Elisabeth Imbert, sa sœur, une demande en rescision pour lésion de la vente d'un immeuble consentie par Imbert père, à Joseph Massot. Une sentence déboute Elisabeth de sa demande par fin de non-recevoir, et ordonna une expertise sur celle des mariés Bouchet.

Appel par Elisabeth.—Elle cède bientôt ses droits à Joseph Bouchet, mari de sa sœur.—Celui-ci poursuit l'instance d'appel, et après un rapport d'experts constatant qu'il n'y avait point eu lésion dans la vente attaquée, intervient, le 1<sup>er</sup> juillet 1793, un jugement du tribunal d'Uzès qui déboute Joseph Bouchet de sa demande et le condamne à la moitié des dépens liquidés à 583 fr. 60 c.—Il n'est pas question de Marguerite Imbert dans ce jugement.

Plus tard Massot, ou quoique soit Vallat, à ses droits, a poursuivi le paiement des dépens à lui adjugés, et a fait saisir les biens de Marguerite Imbert.—Cette dernière a demandé la nullité de la saisie comme ayant eu lieu pour des dépens auxquels Bouchet seul était condamné. C'était en effet Bouchet seul, disait-elle, qui avait interjeté appel et poursuivi l'instance d'appel, en qualité de cessionnaire d'Elisabeth Imbert; la condamnation aux dépens a donc frappé sur lui seul.

Vallat a répondu que la demande en rescision avait été formée contre Massot, acquéreur, à la requête de Bouchet et Imbert, mariés; que si Bouchet avait ensuite pris une autre qualité, celle de cessionnaire, il n'avait pas moins conservé la première; que les dépens ayant été occasionnés par Bouchet, dans la poursuite d'une action tendant à augmenter le bien dotal de sa femme, les biens de cette dernière ont pu être saisis pour le paiement de ces dépens, ainsi que l'enseigne Basset, chap. 6, des *Dépens*; Louet, tom. 1<sup>er</sup>, v<sup>o</sup> *Dépens*.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que, dans le jugement du 1<sup>er</sup> juill. 1793, il n'y avait en qualité que Bouchet amené par Vallat; que cette instance était la suite de celle du parlement où Marguerite avait été partie principale;—Qu'afin que la condamnation des dépens pût être obligatoire vis-à-vis de Marguerite Imbert, il fallait que Vallat fit déclarer ce jugement commun et exécutoire avec elle;—Par ces motifs, a cassé la saisie.

Du 7 flor. an 11.—Trib. d'appel de Nîmes.

## VAINE PATURE.—USAGE LOCAL.

*Les dispositions de la loi du 28 sept. 6 oct. 1791, tit. 1<sup>er</sup>, sect. 4, sur la manière d'user de la vaine pature, ne déroge point aux usages locaux qui interdisaient aux propriétaires*

suffit ici de renvoyer au résumé qui accompagne deux arrêts de Caen et d'Agén, des 11 mai 1833 et 14 août 1837.

■ (1) Jugé, par application du même principe, que la loi du 17 niv. an 2 n'a pas aboli les peines prononcées contre les secondes noces par les lois anciennes. Cass. 8 brum. an 9; 24 fruct. an 13; 2 mai 1808. L'abolition des dévolutions coutumières n'atteignait que les biens dont l'époux survivant se trouvait saisi, comme de biens propres, lors de la mort du prédécédé, et non ceux qu'il tenait des libéralités de ce dernier. Quant à ces biens, le principe qui les faisait

de moutons la faculté de les mettre en vaine pâture dans les prairies, avant l'enlèvement des foin.

(Mulot—C. Delessard.)

Du 8 flor. an 11.—Trib. d'appel de Rouen.—Pl., les cit. Bourris et Durancé.

Sur le pourvoi formé contre ce jugement, il est intervenu un arrêt de rejet le 30 brum. an 13. F. 1<sup>er</sup> part. à cette date.

## CONVOL.—AVANTAGES ENTRE ÉPOUX.

L'objet des libéralités faites par l'un des époux en faveur de l'autre, appartient aux enfans communs, à l'exclusion de ceux nés d'un second mariage du donataire, encore que le donataire soit décédé sous l'empire des lois des 8 avril 1791, 18 vend. et 17 niv. an 2, qui ont aboli les dévolutions coutumières du profit des enfans d'un premier lit (1).

(Cammaerts — C. Cammaerts.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que par l'art. 28 de l'édit perpétuel de 1611, les biens dont s'agit ont été affectés et réservés aux enfans du premier lit, en cas de secondes nocces du donataire;—Considérant que l'effet de cette réserve a été d'assurer aux mêmes enfans du premier lit, le retour des libéralités exercées par leur mère, dans le cas de survie du donataire à la donatrice, ce qui est arrivé dans le cas présent;—Considérant que les lois abolitives de la dévolution et des substitutions sont étrangères à la nature des libéralités faites à l'époux survivant, et qu'aucune loi nouvelle n'a dérogé à l'art. 28 de l'édit perpétuel;—Reforme et adjuge l'objet des libéralités aux enfans du premier lit, à l'exclusion de ceux du second mariage et en exemption d'usufruit.

Du 8 flor. an 11.—Trib. d'appel de Bruxelles.—2<sup>e</sup> sect.—Concl., le cit. Malfroid, subst.—Pl., les cit. Vanbuoghem et Swerte aîné.

## OFFRES RÉELLES.—OPPOSITION.—COMPÉTENCE.

Lorsque, pour empêcher l'effet d'une saisie—arrêt ou opposition, le débiteur fait des offres réelles, c'est le tribunal devant lequel se plaide le mérite de l'opposition, qui doit statuer sur la validité des offres (2).

(La dame Sinetty — C. Brancas.)

En fév. 1787, les époux Brancas, en mariant leur fille au cit. Sinetty, lui promettent, par son contrat de mariage, 5,000 fr. par an, jusqu'à l'ouverture du tiers-coutumier, qu'elle avait à prétendre.—Le 9 germ. an 9, la dame Sinetty n'étant point payée de sa pension, fait des oppositions entre les mains des différens fermiers de son père, et forme sa demande en validité devant le tribunal de Pont-l'Évêque.—Le 5 therm. suivant, les époux Brancas font offres réelles à leur fille, de 25,000 fr. pour cinq années d'arrérages, avec assignation

déferer exclusivement aux enfans du premier lit, en cas de convol du donataire, était admis comme peine du convol, et non à titre de dévolution coutumière. La suppression de cette dévolution laissait donc subsister les conséquences de la peine du convol.—Sous le Code civil, le convol n'entraînant l'application d'aucune disposition pénale, les enfans du premier lit ne pourraient réclamer qu'autant que l'avantage fait par l'époux prédécédé au conjoint survivant, dépasserait la quotité disponible entre époux.

(2) F. dans le même sens, Cass. 10 déc. 1807. Carré *Lois de la procédure*, n<sup>o</sup> 2768; Pigeau, t. 3, p. 496; Berriat, p. 646, note 10.

en validité de ces offres, devant le tribunal de la Seine.—La dame Sinetty leur opposa que cette demande était incidente à celle formée en validité de saisie à Pont-l'Évêque, et que, par conséquent, les parties devaient être renvoyées.—Les époux Brancas soutinrent, au contraire, que c'était une demande principale qui devait être portée au domicile de la défenderesse, et que la dame Sinetty demeurant à Paris, la demande en validité d'offres réelles avait été régulièrement formée devant le tribunal de Paris.

9 prair. an 11, jugement par lequel, « Considérant que la demande en validité des offres dont il s'agit, est une demande principale, dont l'objet est purement personnel, le tribunal déboute la dame Sinetty de son déclinatoire, et ordonne qu'elle plaidera au fond. »

Appel par la dame Sinetty. — La contestation principale, a-t-on dit pour elle, est la validité des poursuites formées par la dame Sinetty, pour le paiement de sa créance; les offres de payer y sont nécessairement incidentes, car elles n'ont pour but que d'arrêter les poursuites. — Elles sont également incidentes à la poursuite ou expropriation commencée par le commandement, et comme les deux demandes principales sont pendantes devant le tribunal de Pont-l'Évêque, c'est le cas d'y renvoyer la demande en validité des offres faites par les époux Brancas, puisqu'elles n'y sont qu'incidentes.

L'objet principal des contestations, a-t-on répondu pour les époux Brancas, était la créance résultant du contrat de mariage de la dame Sinetty; c'est pour éteindre cette créance, et non pour empêcher les poursuites, que les offres ont été faites; la demande en validité de ces mêmes offres est une demande étrangère à toutes les poursuites que la dame Sinetty aurait pu faire; ainsi c'était devant le tribunal de Paris, tribunal du domicile de la dame Sinetty, que la demande devait être portée.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la demande en validité d'offres, formée par Brancas et sa femme, devant le tribunal de première instance de la Seine, n'est que l'exception à la demande en validité des saisies-arrêts, et en délivrance de deniers dont un autre tribunal était alors saisi, — Dit qu'il a été mal jugé, renvoie la cause et les parties devant les juges qui en doivent connaître.

Du 9 flor. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Pl., les cit. Carbonnier et Bonnet.

## DEMANDE NOUVELLE. — Appel. — Titres nouveaux.

On peut produire de nouveaux titres en appel si le jugement de première instance a été rendu par défaut (1). Mais dans ce cas, la production tardive donne lieu à une condamnation aux dépens.

(Ters — C. Habert.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — En ce qui concerne Doyen Habert, attendu qu'il a représenté, à l'appel de son opposition, un titre de créance du 14 pluv. an 3, antérieur à l'expropriation dudit Breuille de la maison dont il s'agit; — Mais attendu que cette justification n'a pas été faite en cause principale, et seulement sur l'appel le 2 de ce mois; — A mis l'appel au néant; émendant, renvoie ledit Habert de la demande formée contre lui par Ters;

(1) Jugé qu'il en serait autrement si le jugement de première instance avait été contradictoire. Paris, 9 germ. an 11: *F.* nos observations sur ce jugement.

et néanmoins condamne ledit Habert aux dépens des causes principales d'appel et demande, faits jusqu'à ce jour, 2 du présent mois, ceux faits depuis compensés.

Du 9 flor. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> section.

## RENTE VIAGÈRE — PAPIER-MONNAIE. — RÉDUCTION.

Une rente viagère créée pendant le cours du papier-monnaie, bien qu'elle excède 7 pour 100 du capital sur lequel elle est constituée, n'est pas réductible au préjudice d'un tiers, en faveur duquel elle est stipulée réversible pour une portion inférieure à l'intérêt au taux de 7 pour 100 du capital primitif; la portion stipulée réversible étant constituée sur la totalité du capital primitif si non sur une partie proportionnelle de ce même capital.

(Dupont — C. Grenon.)

Par contrat du 21 juin 1793, une rente viagère de 1,450 liv., au capital de 13,500 liv. avait été constituée par le cit. Dupont au profit du cit. Drouard. Il avait été stipulé qu'au décès du cit. Drouard, la rente viagère serait réversible jusqu'à concurrence de 600 liv. sur la tête de la cit. Grenon.

Le cit. Drouard est décédé peu après, et les 600 liv. de rente viagère due à la cit. Grenon ont continué d'être payées.

En cet état de chose, est survenue la loi du 13 pluv. an 6, qui par ses art. 5 et 6, autorisait la réduction des rentes viagères constituées pendant le cours du papier-monnaie, et excédant 7 pour cent du capital fourni. Le cit. Drouard s'est autorisé de cette loi, pour demander la réduction des 600 liv. de rente qu'il devait à la cit. Grenon. Voici comment il raisonnait: Il reconnaissait que, si les 600 liv. de rente viagère étaient calculées sur le capital de 13,500 liv. porté au contrat du 21 juin 1813, il n'y avait pas lieu à réduction, puisque les 600 liv. ne représentaient pas 7 pour cent de ce capital; mais il en était autrement suivant lui, parce que les 600 liv. de rente due à la cit. Grenon ne devaient pas être considérées comme une partie de la rente primitive de 1,450 liv. et constituées par le même capital; mais une rente nouvelle, constituée sur un nouveau capital, ou pour mieux dire sur une partie proportionnelle du capital de 13,500 livres. Or comme la rente primitive de 1,450 liv. excédait de beaucoup 7 pour cent du capital de 13,500 liv., la rente nouvelle de 600 liv., devait excéder ce taux dans la même proportion à l'égard de la partie proportionnelle du capital de 13,500 liv., sur lequel elle était réputée assise: — D'où la conséquence qu'il y avait lieu à réduction.

13 pluv. an 11, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui rejette la prétention du cit. Dupont. Ce jugement est ainsi conçu: « Vu l'art. 5 de la loi du 13 pluv. an 6; vu aussi l'art. 11 de la même loi; — Attendu que du rapprochement de ces dispositions de la loi, il résulte que la rente dont il s'agit ne serait susceptible d'une nouvelle réduction qu'autant que, par l'effet de la réduction conventionnelle, elle serait portée à un taux supérieur au maximum de 7 pour cent déterminé par la loi; — Attendu que, d'après la réduction légale, la rente en question s'élèverait à 945 fr., et que, par la réduction conventionnelle, elle ne s'élève qu'à 600 fr. — Attendu, enfin, que le contrat du 21 juin 1793 ne contient pas constitution de deux rentes viagères, moyennant deux capitaux fournis en papier-monnaie,

mais une constitution de 1,450 fr. de rente, reversible, jusqu'à concurrence de 600 fr., sur la tête d'Angélique Grenon, et moyennant un capital de 13,500 fr.;—Le tribunal déboute le cit. Dupont de sa demande en réduction.»

Appel de la part de Dupont.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 9 flor. an 11.—Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### GAINS DE SURVIE.—COUTUME.—ABOLITION.

Le survivant de deux époux, dont le mariage a été contracté sous l'empire d'une ancienne coutume (celle du ci-devant duché de Limbourg, qui accordait, titre 9, art. 5, à l'époux survivant la propriété de tous les meubles et l'usufruit des immeubles) a droit à tous les avantages que cette coutume lui assurait, encore que ce mariage n'ait été dissous qu'après la publication des lois nouvelles sur l'ordre des successions. (L. du 18 pluv. an 5, art. 1<sup>er</sup>.) (1)

(Simar — C. Gavienne.)

Du 10 flor. an 11. — Trib. d'appel de Liège.

#### DIVORCE. — ENFANS. — GARDE.

Les juges pouvaient, pendant l'instance en divorce, sous l'empire de la loi de 1793 et suivant les circonstances, confier la garde des enfans à une tierce personne (2).

(N.... — C. N....) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, d'un côté, que, dans l'espèce, une provision de 3,000 fr. par an pendant l'instance en divorce, est proportionnée à l'état et aux facultés apparentes des parties; — Considérant, d'un autre côté, 1<sup>o</sup> qu'il est bien vrai que, dans l'ordre légal comme dans le vœu de la nature, le mari est le chef de la famille tant que dure l'union conjugale; 2<sup>o</sup> que le mari conserve le même état et tous les droits qui y sont attachés, lors même qu'il existe, de la part de l'un ou de l'autre des époux, une demande en divorce; 3<sup>o</sup> que jusque-là, par conséquent, le mari est le maître de l'administration et de la garde de ses enfans, s'il le juge convenable à leurs intérêts; mais que, dans l'espèce, l'état d'exaspération où se trouvent les parties l'une à l'égard de l'autre, fait obstacle à l'application absolue de ces principes; — Faisant droit sur l'appel; — A mis l'appellation au néant, etc.

Du 14 flor. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Blondel. — Pl., les cit. Delamalle et Gueroult.

#### SÉPARATION DE PATRIMOINES. — PRES- CRIPTION. — CONFUSION. — NOVATION.

Avant le Code civil et d'après l'ancienne jurisprudence, la demande à fin de séparation

(1) Conforme à la jurisprudence. V. Cass. 27 germ. an 12, et les nombreuses autorités qui sont rappelées en note de cet arrêt.

(2) Il en serait du même aujourd'hui, soit pendant l'instance en séparation de corps (Cod. civ., art. 267), soit même après la séparation prononcée (art. 302).

(3) « Par notre droit, dit Pothier, des Successions, chap. 6, art. 4, il n'y a aucun temps limité; on est toujours à temps, tant que les biens de la succession peuvent encore facilement se démêler d'avec ceux de l'héritier. » — V. dans le même sens, Domet, liv.

de patrimoines ne se prescrivait que par trente ans (3).

La séparation de patrimoines fait revivre les rentes dues au défunt par l'héritier et qui s'étaient éteintes par confusion (4).

Le créancier du défunt qui a reçu de l'héritier les intérêts de sa créance, n'a pas, par ce fait, opéré dans son titre une novation qui s'oppose à la séparation de patrimoines. (Créanciers Savalette — C. d'Hornoy.)

La dame de Savalette est décédée, en 1774, après avoir légué une somme de 100,000 liv. à la dame d'Hornoy, sa petite-fille. Le sieur Charles de Savalette, son fils, recueillit la succession, qui, à la mort de ce dernier, fut dévolue au sieur Savalette de Lange, lequel se porta héritier bénéficiaire.

La succession de la dame de Savalette se composait principalement de deux contrats de rente, constitués à son profit par le sieur Charles de Savalette, son fils et héritier.

Le legs fait à la dame d'Hornoy ne lui avait jamais été payé, seulement les détenteurs successifs de la succession de la dame de Savalette lui en avaient servi les intérêts.

En cet état de chose, et pour arriver à être payée du capital, la dame de Savalette a formé, en l'an 9, une demande à fin de séparation du patrimoine du sieur Charles de Savalette d'avec les biens composant la succession de sa mère.

Cette demande a été contestée par les nombreux créanciers du sieur de Savalette, qui ont soutenu d'abord que la dame d'Hornoy n'était pas recevable dans sa demande, plus de cinq ans s'étant écoulés depuis l'ouverture de la succession de la dame de Savalette, aux termes de la loi 1, § 13, ff. de Separat., ainsi conçue: *Post multum temporis, separationem impetrari non posse, statim accipiendum ut ultra quinquennium post aditionem separatio non postuletur.*

Ils soutenaient ensuite qu'en supposant que la demande de la dame d'Hornoy fût recevable, elle serait tout au moins mal fondée, soit parce que cette dernière en recevant les intérêts de la somme à elle due, qui lui avaient été payés par le sieur de Savalette, avait accepté ce dernier pour débiteur, et ainsi opéré novation dans le titre de sa créance, soit parce que les rentes qui formaient le principale valeur de la succession, étant dues par le sieur Savalette lui-même, s'étaient éteintes par confusion aussitôt qu'il avait été investi de la qualité d'héritier; de telle sorte que la dame d'Hornoy était sans intérêt dans sa demande.

2<sup>e</sup> fruit an 10, jugement du tribunal de la Seine, qui reçoit la demande en séparation de patrimoine. — Ce jugement considère en substance que la séparation de biens adoptée dans les pays coutumiers, n'est assujétie qu'à la prescription de trente ans; que si, par le décès de la veuve Savalette mère, Charles de Savalette, son fils, a

8, tit. 2, sect. 2. — Sous le Code civil, le droit de demander la séparation de patrimoines se prescrit, relativement aux meubles, par le laps de trois ans. A l'égard des immeubles, l'action peut être exercée tant qu'ils existent dans la main de l'héritier (C. civ., art. 880). Mais pour conserver ce droit vis-à-vis des tiers, il faut que les créanciers prennent inscription dans les six mois de l'ouverture de la succession (art. 2111).

(4) « Au moment où la séparation est ordonnée, dit Lebrun, des Successions, liv. 4, chap. 2, sect. 1<sup>re</sup>, n<sup>o</sup> 21, les actions qui avaient été confuses par l'adition, commencent à revivre. »

été saisi des biens de la succession en qualité d'héritier, les deux contrats de rente formant des immeubles fictifs ne se sont point éteints par confusion, et que les espoux faisant toujours partie de la succession de la dame de Savalette présentent un gage assuré aux créanciers de la succession sur les biens existants, pour être payés suivant les droits de leurs privilèges et hypothèques; enfin que la dame d'Hornoy n'a fait aucun traité avec Charles de Savalette, héritier de la veuve Savalette, sa débitrice; qu'elle n'a point fait novation à ses titres par aucun acte, et que si elle a reçu les intérêts de sa créance, c'est pour l'exécution de ses titres, et non dans l'intention d'y déroger.

Appel de la part des créanciers Savalette.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, 1° que les lois romaines ne sont et n'ont jamais pu être, par rapport à la jurisprudence française, autre chose que la raison écrite; 2° Qu'en conséquence, toutes les fois que la jurisprudence française, déterminée par le silence de nos lois nationales sur un point de droit quelconque, a eu devoir, à l'égard de ce point de droit, adopter une loi romaine, elle a pu en même temps la modifier à son gré, pour l'approprier à nos mœurs et à nos usages, et la mettre en harmonie avec les principes généraux de notre législation; 3° Que c'est ainsi qu'en a usé la jurisprudence française, relativement à la loi romaine, en matière de séparation des patrimoines, moyennant quoi l'action accordée pour l'exercice de cette séparation, n'est point parmi nous une exception au droit général, mais l'application d'un principe général lui-même, faisant partie intégrante de notre droit français, jusqu'à ce qu'une loi nouvelle vienne y déroger précisément; 4° Et enfin, que telle est la doctrine de la très majeure partie de nos auteurs, lesquels observent unanimement que la prescription de cinq ans, établie par la loi romaine, contre la séparation de patrimoine, n'a point lieu parmi nous, et que cette action ne s'y prescrit, comme plusieurs autres, que par trente ans; — Adoptant au surplus les motifs des premiers juges; — Dit qu'il a été mal appelé, bien jugé, etc.

Du 14 flor. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

## CONVOL.—AVANTAGES ENTRE ÉPOUX.

La loi du 17 niv. an 2 n'a pas aboli les peines prononcées contre les secondes noces par les lois anciennes (1).

(Lambert—C. Coffy.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les lois romaines prononcent, contre la femme qui est remariée avant l'année du deuil, la peine de privation des libéralités qu'elle a reçues de son mari; — Attendu que ces lois étaient particulièrement observées dans le ressort du parlement d'Aix, sous l'autorité duquel les parties étaient domiciliées; — Attendu que Benoitte Saby a passé à de secondes noces trois mois et six jours après le décès de son premier mari; — Attendu que la loi du 17 niv. an 2 a statué que sur les moyens d'acquiescer par voie de succession ou donation, sans s'être occupée des lois qui intéressaient les mœurs publiques, relativement aux causes par lesquelles on pouvait ensuite se rendre indigne des bienfaits de l'homme ou de la loi, et sans les

avoir abrogées; — Attendu qu'au contraire on voit que ces lois ont été respectées et conservées comme elles devaient l'être, dans celle sur le divorce, qui défend expressément à la femme divorcée de se remarier dans les dix mois du divorce; d'où résulte qu'à plus forte raison celle qui se remarie dans l'année du deuil, outrageant l'honneur du mariage dont elle n'a eu qu'à se louer, et la mémoire d'un mari qui l'avait comblée de bienfaits, doit en être privée; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant et faisant droit au principal; — Déclare la femme Coffy déchuë de son legs universel, etc.

Du 14 flor. an 11.—Trib. d'appel de Riom.

## RENTE VIAGÈRE.—MORT CIVILE.

La rente viagère ne s'éteint pas par la mort civile du créancier (2).

(Demorge — C. Bernier.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1° que les conventions des rentes viagères dont la durée est fixée au décès ne peuvent être éteintes que par la mort naturelle; 2° qu'aucune loi n'a dérogé à ce principe, relativement aux rentes viagères dues aux déportés; qu'au contraire, plusieurs lois l'ont confirmé; — A mis et met l'appellation au néant.

Du 15 flor. an 11.—Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

## REVENDECTION (EN CAS DE FAILLITE).

—MEUBLES.—PRIVILEGE.

Sous l'empire de la coutume de Paris, celui qui a vendu des meubles pouvait, à défaut de paiement, les revendiquer dans les mains de l'acheteur, encore que ce dernier eût fait faillite, et qu'il s'agit d'une vente à terme. — Dans ce cas, le droit du vendeur n'était point borné à un simple privilège sur le prix (3).

(Renault—C. Perrein.)

La demoiselle Perrein avait disparu pour se soustraire aux recherches de ses créanciers; elle avait laissé dans son appartement quelques meubles. Les frères Renault réclamèrent ces meubles comme les lui ayant vendus. Un jugement les leur accorda; mais les autres créanciers de la demoiselle Perrein prétendirent que, puisque ces meubles avaient été vendus à terme, les vendeurs ne pouvaient seulement venir par privilège sur le prix de ces meubles.

6 niv. an 9, jugement qui autorise la revendication demandée.

Appel de la part des créanciers.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, des dispositions des art. 176 et 177 de la coutume de Paris, il résulte que celui qui a vendu aux termes une chose mobilière peut, comme celui qui l'a vendue sans terme, en empêcher la vente, et doit être préféré sur cette chose aux autres créanciers; qu'il n'y a de différence dans la position des deux créanciers, si ce n'est que celui qui a vendu sans terme a le droit de suivre sa chose en quelque lieu qu'elle ait été transportée; au lieu que celui qui, en vendant, a donné terme, ne peut la réclamer qu'entre les mains de celui à qui il l'a vendue, et non pas la suivre entre les mains d'un tiers; et qu'ici la chose revendiquée par les frères Renault est restée entre les mains

viagère est de nature alimentaire, le paiement doit en être fait au mort civil lui-même; dans le cas contraire, à ses héritiers.

(3) V. en sens contraire, Paris, 9 vent. an 11 (aff. Lardenois), et la note.

(1) V. dans le même sens, Cass. 3 brum. an 9; 24 fruct. an 13; 2 mai 1808, et les notes.

(2) C'est aujourd'hui la disposition textuelle de l'art. 2882, C. civ.—M. Toulhier, t. 1<sup>er</sup>, n° 287, fait une distinction à cet égard: suivant lui, si la rente

de la fille Perreil, à qui ils l'avaient vendue; — A confirmé le jugement dont est appel.

Du 15 flor. an 11.—Trib. d'appel de Poitiers.

#### ACTION EN JUSTICE.—PROCURER.

*Sont nuls tous actes en justice faits au nom d'un mandataire ou procureur, au lieu de l'être au nom du véritable ayant droit, mandant (1).*

(L....—C. D....)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la demande formée au bureau de paix, l'exploit introductif d'instance, et le jugement dont est appel, sont à la requête du fondé de pouvoir (2), et que la loi veut que les demandes soient formées au nom des parties; — Statuant sur l'exception proposée par l'appelant, déclare nulle et de nul effet toute la procédure.

Du 15 flor. an 11.—Trib. d'appel de Liège.

#### BILLET.—DÉTENTION.

*Celui qui est détenteur d'un billet qui n'est ni à ordre ni au porteur, n'a aucun droit pour en demander le paiement, lorsque celui au profit de qui ce billet a été souscrit, déclare n'en avoir jamais fourni la valeur.*

(Héritiers Clerc—C. Combladoz.)

Les héritiers de la demoiselle Clerc avaient trouvé dans la succession de cette dernière un billet de 9,000 livres souscrit par Combladoz au profit de Besancenot.

Les héritiers prétendant que la détention de ce billet par la demoiselle Clerc, bien qu'il fût fait nominativement au profit de Besancenot, l'en rendait propriétaire, ont formé une demande en paiement contre Combladoz.

Celui-ci mit en cause Besancenot qui déclara n'avoir jamais prêté à Combladoz la somme portée au billet représenté par les héritiers Clerc.

Mais ceux-ci n'en ont pas moins persisté dans leur

demande, en soutenant qu'il y avait présomption que la valeur du billet avait été fournie par la demoiselle Clerc.

25 frim. an 10, Jugement du tribunal de Besançon qui, « attendu que le billet a été fourni sans cause, déboute les héritiers Clerc de leur demande. » — Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que le billet du 12 avr. 1790, énonçant que la somme de 9,000 liv. qui en forme le montant, a été reçue par Combladoz de Besancenot, et celui-ci ayant déclaré qu'il n'a ni prêté ni fourni cette somme, ce billet reste sans cause, est conséquemment nul et n'a pu devenir la propriété de personne; — Que si une somme prêtée sous le nom d'un absent doit être rendue à celui qui l'a fournie lorsque cet absent n'avoue ni ne reconnaît pas le prêt, il faut au moins que cet acte de prêt, désavoué par celui au nom duquel il était fait, contienne la preuve que celui qui en réclame le montant en a fourni la valeur; et que, dans le billet souscrit par Combladoz, rien n'indique que la valeur en ait été fournie par la demoiselle Clerc; — Que si les circonstances de fait peuvent faire penser que le fait du billet de 9,000 liv. a été d'en faire passer la valeur à ladite Clerc, on ne peut s'empêcher de reconnaître un fidéicommis tacite et une libéralité dont la cause est réprouvée par les lois et les bonnes mœurs; — Par ces motifs, sur les conclusions conformes du commissaire du gouvernement; — Confirme le jugement du 25 frim. an 10.

Du 30 flor. an 11.—Trib. d'appel de Besançon.

—Prés., le cit. Louvet.—Pl., le cit. Grand.

#### AJOURNEMENT.—HEURE.—ENREGISTREMENT.

*Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, qu'un exploit d'ajournement indique l'heure de la comparution (3).*

(1) Dans l'ancien droit romain, on ne pouvait agir au nom d'autrui, à moins que ce ne fut pour le peuple, pour la liberté ou pour la tutelle: c'est ce qu'on lit dans le tit. 10 du liv. 4 de *Institutes de Jus per quos agere possimus*. Mais il en fut autrement plus tard, et chacun put agir au nom d'autrui, ainsi que nous l'apprennent les *Institutes à l'endroit cités: Capereunt homines per procuratores litigare*. Par une véritable fiction, le procureur devenait en ce cas le propriétaire ou maître du procès, *magister litis*: (V. Heineccius, *Elem. juris*, § 1246.)

En France, l'on a toujours suivi les principes de l'ancien droit romain, et de la cette maxime que nul en France, excepté le roi, ne plaide par procureur. Cependant il était assez fréquent et il arrive encore aujourd'hui que les parties soient représentées par des personnes muvies de leurs procurations. Mais le procureur constitué doit agir au nom de son mandant, et jamais en son nom propre. « C'est une maxime constante en France, dit Jousse, *Adm. de la justice*, « tit. 3, sect. 2<sup>e</sup>, que personne ne peut agir en justice sous le nom d'un procureur, et qu'il faut être soi-même en nom dans les qualités... » V. aussi Serpillon, sur l'art. 11, tit. 21 de l'ordonnance de 1667; Pigeau, *Procéd. du Châtelet*, p. 77; Merlin, *Quest. de droit*, v<sup>o</sup> *Prescription*, § 15; Poncet, *des Actions*, n<sup>o</sup> 145; Marie, *Encyclopédie du droit* de M. M. Sebbire et Carteret, v<sup>o</sup> *Actions*, n<sup>o</sup> 72; Thomine Desmazures, *Comment. du Code de procédure*, t. 1<sup>er</sup>, p. 7, n<sup>o</sup> 3 et 4. — Ainsi sont nuls tous actes faits par le mandataire ou procureur en son nom personnel. V. Aix, 18 fév. 1808; Nîmes, 23 déc. 1830; Cass. 11 nov. 1829, et 8 nov. 1836; V. cependant Cass. 22 brum. an 12.—Toutefois la violation

de la maxime dont il s'agit n'est pas tellement d'ordre public qu'elle puisse être proposée pour la première fois en Cour de cassation. V. Cass. 2 déc. 1830.

— Elle ne s'applique d'ailleurs qu'au mandat conventionnel, et non au mandat légal, tel, par exemple, que celui conféré au liquidateur d'une société: Aix, 5 avr. 1832). — Il ne faut pas du reste l'étendre au cas de poursuites faites par un prête-nom: ces poursuites sont valables et profitent au véritable ayant droit, qui peut demander à paraître en nom dans l'instance: Cass. 7 avr. et 15 juin 1813; 2 janv. 1828; Toulouse, 22 fév. 1828; Bordeaux, 21 nov. 1828.

(2) L'exploit d'assignation était ainsi conçu: « A la requête de Pierre L..., homme de loi et fondé de pouvoir de la dame Marie-Marguerite-Josephine G.... »

(3) L'art. 61, C. proc., n'exige que l'indication du délai pour comparaître devant les tribunaux de première instance ou d'appel: il n'y aurait donc pas nullité pour omission de l'indication de l'heure de la comparution, bien que l'art. 20 du décret du 30 mars 1808 prescrive d'indiquer dans les actes d'appel l'heure fixée pour la première des audiences, cet article ne prononçant pas la peine de nullité. — Mais en est-il de même pour une citation devant le juge de paix? L'art. 1<sup>er</sup>, C. proc., exige dans ce cas que l'heure de la comparution soit indiquée; d'où Carré, n<sup>o</sup> 3, conclut qu'il y a nullité pour omission de cette indication. — Delaporte, t. 1<sup>er</sup>, p. 3, et Chauveau, *Journal des Avoués*, v<sup>o</sup> *Exploit*, n<sup>o</sup> 85, sont d'un avis contraire, et nous croyons qu'ils ont raison, parce que la peine de nullité n'est pas prononcée par la loi, et qu'il ne s'agit pas ici d'une formalité substantielle de la citation.



...Ni qu'il fût mention de l'enregistrement des pièces significatives en tête de l'exploit.

(Bellotti — C. Bianco.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Vu l'art. 47 de la loi du 22 frim. an 7 ; — Attendu que cet article n'est pas applicable au défaut de mention de l'enregistrement sur la copie des pièces ; — Attendu que l'ordre des audiences publiques des tribunaux de première instance est notoire, et ne peut surtout être ignoré de l'avoué, dont le nom doit être coté dans le registre à ce destiné, dans le terme fixé par l'exploit d'assignation ; que l'exploit dont il s'agit porte les expressions, « à comparaitre à l'audience, le sixième jour non férié ; » que ces expressions, dans l'espèce actuelle, peuvent assez désigner par équivalent, l'ordre de l'assignation, et par là suffisamment remplir le vœu de la loi ; — Rejette les moyens de nullité, etc.

Du 20 flor. an 11. — Trib. d'appel de Turin. — 3<sup>e</sup> sect.

AUBERGISTE. — GARDIEN JUDICIAIRE. — FORCE MAJEURE.

Les aubergistes et gardiens judiciaires ne sont pas responsables des choses qui leur ont été enlevées sans leur faute et par événement de force majeure (1).

(Desanx, la veuve — C. Chevreau, la veuve.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que si les lois rendaient les aubergistes responsables des choses confiées à leur garde, ce ne pouvait être néanmoins dans le cas où elles leur avaient été enlevées sans leur faute et par force majeure ; que dans l'espèce, il était constaté que la veuve Chevreau avait pris toutes les précautions dictées par la prudence, et que l'enlèvement des bestiaux n'avait eu lieu qu'à l'aide d'escalade et d'effractions extérieures ; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 20 flor. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

1<sup>o</sup> VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — EXPERTISE. — ENQUÊTE.

2<sup>o</sup> JUGEMENT INTERLOCUTOIRE. — APPEL.

1<sup>o</sup> En matière de vérification d'écriture, le juge peut admettre la preuve testimoniale même après une vérification par experts (2).

2<sup>o</sup> Avant le Code de procédure, l'appel d'un jugement interlocutoire n'était plus recevable trois mois après la signification du jugement définitif (3).

(Lamaison — C. Camahort.)

Camahort ayant demandé à Lamaison le paiement d'une somme qu'il soutenait lui être due, ce dernier produisit un arrêté de compte, signé de Camahort, et dans lequel figurait, comme payée, la dette à raison de laquelle le procès avait été intenté.

(1) C'est la disposition de l'art. 1954, Code civil.

(2) V. dans le même sens, Rouen, 6 frim. an 14 ; Liège, 11 déc. 1810, et 29 mars 1811 ; Toulouse, 1<sup>er</sup> mai 1817. En sens contraire, V. Paris, 26 prair. an 12. — Suivant Carré, n° 855, le juge qui peut, aux termes de l'art. 195 du Code de procédure, ordonner cumulativement la vérification par titres, par experts et par témoins, peut également recourir successivement à l'un ou à l'autre moyen de vérification, quand les résultats de celui qu'il a d'abord employé, ne lui paraissent pas satisfaisants. Telle est aussi l'opinion de Pigeau, Comment., t. 2, p. 428.

— Mais il a été jugé que le tribunal qui ordonne la vérification d'une signature en la forme de droit, est censé admettre les trois modes de vérification si-

Camahort n'ayant pas reconnu sa signature, une vérification d'écriture fut ordonnée, et deux jugemens des 16 mess. an 5 et 6 germ. an 6, prescrivirent successivement plusieurs expertises dans le but de parvenir à cette vérification.

Le résultat de ces expertises n'ayant pas été favorable à Lamaison, il offrit de prouver par témoins, que Camahort avait réellement signé le compte rendu.

4 pluviôse an 8, jugement qui, rejetant l'offre de cette preuve, tient la signature pour fautive, et condamne Lamaison à payer la somme réclamée.

Appel de la part de ce dernier, d'abord, du jugement définitif du 4 pluv. an 8, et ensuite des jugemens interlocutoires des 16 mess. an 5 et 6 germ. an 6 ; mais lorsque l'appel de ces deux jugemens fut interjeté, il y avait plus de trois mois que le jugement définitif avait été signifié. — De la nne fin de non-recevoir proposée par Camahort, contre l'appel de ces deux jugemens.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant qu'en fait de désaveu d'écritures, les lois indiquent la vérification comparative par experts, mais qu'elles n'excluent point la preuve par témoins ; qu'elles l'admettent, au contraire, ainsi qu'on le recueille entre autres dispositions, du préambule et des ch. 1<sup>er</sup>, 2, 3 et 7, de la nouvelle 73, et de l'art. 7, tit. 12, de l'ord. de 1667 ; que le même législateur, dans la nouvelle citée, paraît lui donner la préférence sur la vérification ou comparaison d'écritures dont il fait remarquer, notamment dans le préambule, les inconvénients et les dangers ; qu'à la vérité, l'édit de 1634 ne fait pas mention de ce moyen, mais qu'il ne l'interdit point non plus ; — Considérant que la preuve par témoins oculaires est la voie la plus naturelle et la moins équivoque d'obtenir la révélation positive du fait de l'écriture dont les caractères ont été tracés en leur présence ; que l'opinion des experts peut bien l'emporter en justice sur celle des témoins qui déposeraient uniquement de la ressemblance des écritures ; mais qu'à l'égard des témoins qui ont assisté et vu écrire l'acte en leur présence, la loi décide qu'ils méritent plus de foi que l'examen par comparaison, ainsi qu'on le voit par le chap. 3 de la nouvelle préalléguée ; — Que l'art. 7, tit. 12, de l'ord. de 1667, autorise le concours de l'une et de l'autre, et semble confirmer la loi romaine, en ordonnant la preuve par témoins avant la comparaison d'écritures, sans distinguer le cas où l'écriture est désavouée par la personne même contre qui elle est produite, ou par toute autre ;

Considérant néanmoins que l'appel, étendu par l'appelant sur les jugemens des 16 mess. an 5 et 6 germ. an 6, n'est point recevable, vu que la loi du 3 brum. an 2, suspend bien l'exercice de cette voie à l'égard des jugemens interlocutoires jusqu'au jugement définitif, mais qu'alors les choses rentrent dans les termes du droit com-

munalement ; et qu'en conséquence la partie qui s'est bornée à l'expertise, ne peut plus recourir à la preuve testimoniale, après la clôture du procès-verbal du juge commissaire. V. Paris, 10 fév. 1809.

(3) Il en serait de même sous le Code de procédure. En effet, si de l'art. 451 de ce Code, il suit que l'appel d'un jugement interlocutoire n'est pas soumis au délai de trois mois, à partir de sa signification, tant qu'il n'y a pas de jugement définitif (Cass. 22 mai 1822 ; 26 juin 1826 ; Bourges, 23 juill. 1822, et 2 fév. 1824 ; Toulouse, 10 juill. 1827) il n'a son suit nullement que le jugement interlocutoire soit encore susceptible d'appel, alors que le délai serait expiré à l'égard du jugement définitif lui-même.

mun relativement aux jugemens contradictoires dont l'appel doit être interjeté dans le délai de trois mois; en sorte que, l'appel dont s'agit étant postérieur de plus de trois mois, la loi qui prononce la déchéance est applicable à l'appelant; — Décire l'appelant non recevable dans l'appel par lui étendu aux jugemens interlocutoires des 10 messid., an 5 et 6 germ. an 6; — Et, avant faire droit, sur celui interjeté du jugement définitif, réformant quant à ce, — Admet l'appelant à prouver par témoins: 1° que le 24 janv. 1791, celui-ci et Camaburt comprirent ensemble sur leur société; 2° que, par le résultat du compte, les parties se trouvèrent quittes; 3° que l'arrêté du compte fut écrit, et que l'on vit Camaburt apposer sa signature au bas d'icelui, etc.

Du 23 flor. an 11. — Trib. d'appel de Pan.

**VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — ACTE SANS SEING PRIVÉ. — CRÉANCE NON EXIGIBLE. — HYPOTHÈQUE.**

*Le créancier porteur d'un titre sous signature privée peut, même avant l'exigibilité, former contre son débiteur une demande en reconnaissance de l'écriture ou de la signature de ce titre (1).*

(Zimmer — C. Rondin.)

Par un écrit sous seing privé du 21 avr. 1779, Zimmer reconnaît avoir reçu de Rondin une somme de 21,000 liv., à titre de constitution de rente; mais il se réserve la faculté de rembourser cette somme en quatre paiements de 6,000 liv. chacun.

Décès de Rondin. — La dame Mennet, son héritière, après enregistrement de l'écrit, assigne Zimmer devant le tribunal de Strasbourg pour déclarer s'il en reconnaît la signature, et pour se voir condamner à l'exécution de l'acte, au paiement des frais de timbre et d'enregistrement et aux dépens.

Zimmer ne méconnaît pas sa signature, mais soutient que la dame Mennet n'a pas eu le droit, lorsqu'il avait constamment payé avec exactitude les arrérages de la rente constituée, de poursuivre en justice l'exécution d'un titre non méconnu et non échu, pour substituer ainsi à ce titre privé un titre authentique, et se donner le droit de prendre une hypothèque qui ne lui avait pas été consentie.

21 prair. an 10, jugement qui, par ce motif, « déclare la demanderesse non recevable et renvoie le défendeur de la demande avec dépens. »

(1) Des arrêstistes en rapportant ce jugement, y voient cette autre solution que le créancier pourrait même faire inscrire aux hypothèques le jugement de reconnaissance... Nous croyons que c'est là une erreur : rien dans le texte ne nous semble autoriser cette induction, et le préambule même du jugement indique que le tribunal n'a rien voulu décider sur ce point. — L'art. 2123, Cud. civ., reproduisant à peu près les termes de l'art. 3 de la loi du 11 brum. an 7, porte, il est vrai, que « l'hypothèque judiciaire résulte... des reconnaissances ou vérifications, faites en jugement, des signatures apposées à un acte obligatoire sous seing privé. » Or ces termes pourraient donner à penser que le jugement de reconnaissance pourrait être inscrit même avant l'échéance du terme, et la jurisprudence s'était prononcée dans ce sens. (F. Cass. 3 fév. 1806; 15 janv. et 17 mars 1807; 6 avr. 1809.) Mais la loi du 3 sept. 1807 a fait cesser ce doute, en déclarant, art. 1er, qu'il ne peut être pris aucune inscription hypothécaire en vertu d'un jugement portant reconnaissance d'obligation sous seing privé, qu'à défaut de paiement de l'obligation après son échéance ou son exigibilité, à moins de stipulation contraire.

Appel de la part de la dame Mennet : elle soutient d'abord que bien que le terme ne fût point arrivé, elle n'en avait pas moins le droit d'obtenir contre son débiteur un titre qui lui permit de le poursuivre s'il cessait de payer les arrérages; que du moins le tribunal ne pouvait se refuser à lui donner acte de la reconnaissance par le défendeur de sa signature au bas du billet, tout créancier ayant le droit, même avant l'échéance de son titre, d'en faire constater la valeur, en faisant reconnaître l'écriture.

Zimmer reproduisait en appel les moyens qui avaient triomphé en première instance.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL.** — Écartant tous les moyens de l'intimé sur l'exécution des conventions, en ce qu'ils sont inapplicables à la question à décider, et qu'ils ne pourraient être admissibles qu'au cas où il s'agirait de l'inscription au bureau des hypothèques. — Restreint la cause à cette unique question : « Les juges à quo ont-ils pu « refuser acte à l'appelante de la reconnaissance « faite par l'intimé de sa signature ? » — Et considérant que les juges à quo avaient trois partis à prendre sur la demande portée devant eux par la dame Mennet : ou de donner acte à celle-ci de la reconnaissance de la signature, ou de la reconnaître d'office en cas de défaut, ou enfin d'en ordonner la vérification, si elle eût été déniée; — Or, l'intimé avait déjà formellement reconnu sa signature lors de la tentative de la conciliation, et ne l'a pas déniée depuis; c'est donc mal à propos que les premiers juges ont refusé d'en donner acte; l'appelante ne demande plus cette mesure aujourd'hui; c'est donc le cas, en émettant, de lui adjoindre ses conclusions, en compensant néanmoins les dépens de la cause d'appel, attendu qu'en recitifiant ses conclusions, elle a elle-même reconnu avoir donné trop d'étendue à sa demande : — Par ces motifs, prononçant sur l'appel, — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 24 flor. an 11. — Trib. d'appel de Colmar. — Pl., les cit. Chauvoui et Marquair.

**DROITS SUCCESSIFS. — VENTE. — LÉSION.**

*La cohéritier acquéreur des droits successifs de son cohéritier, n'est pas recevable à demander la rescision de la vente pour cause de lésion (2).*

(Didot — C. Didot et Bernardin de Saint-Pierre.)  
Henri Didot et la dame Bernardin de Saint-

Le jugement que nous recueillons est tout-à-fait dans l'esprit de cette loi, promulguée plusieurs années après, mais dont le principe était senti d'avance : il ne doit pas en effet être permis au créancier, à qui son débiteur n'aurait pas voulu consentir d'hypothèque, de s'en procurer une au moyen d'un jugement de reconnaissance, lorsque la créance n'est d'ailleurs ni contestée ni exigible. Mais, comme la déride très judicieusement le tribunal d'appel de Colmar, en ne peut, dans aucun cas, refuser acte au créancier de la reconnaissance de la signature par le débiteur, qui se trouve ainsi, au moment de l'échéance, dans l'impossibilité de la méconnaître. V. Paris, 2 vent. an 9, et la note.

(2) La question ne peut plus se présenter sous le Code civ., dunt l'art. 889 prescrit formellement, en ce cas, l'actien en rescision. — Mais, suivant Toullier, t. 4, n° 579, cet article ne serait pas applicable au cas où le cohéritier n'aurait vendu que sa part dans les immeubles à partager, et non pas généralement, ses droits successifs. Dans ce cas, cette vente serait soumise, d'après cet auteur, à la rescision pour lésion de plus du quart.

Pierre, sa sœur, avaient cédé à Léger Didot leur frère, leurs droits dans la succession paternelle.

Mais bientôt après Léger Didot a formé contre ses cohéritiers cédants, une demande en rescision de la vente de leurs droits successifs pour lésion de plus du quart.

24 vent. an 10, Jugement du tribunal civil de la Seine, qui rejette cette demande : « A tiendu qu'en principe un cohéritier, acquéreur des droits successifs de son cohéritier, ne peut revenir par la voie de la rescision contre son contrat d'acquisition, lorsque la vente a été faite sans fraude, et qu'il a eu une parfaite connaissance de tous les objets par lui acquis ;

« Attendu que, dans l'espèce, Léger Didot n'articule aucun fait de fraude de la part de ses cohéritiers ; que, d'ailleurs, les objets acquis par Léger Didot étant presque tous mobiliers, il y a lieu de présumer qu'ils ne sont plus les mêmes qu'ils étaient au moment du contrat, ou que les changements qui y ont été opérés rendent leur estimation impossible : — Le tribunal déboute Léger Didot de sa demande en rescision. »

Appel par Léger Didot, qui soutient en se fondant sur l'opinion de Rousseau de Lacombe, v<sup>o</sup> *Restitution*, § 3, que la vente de droits successifs par un cohéritier à son cohéritier, n'est pas autre chose qu'un partage rescindable dans tous les cas de rescision prévus pour ce genre de contrat.

Pour les intimés, on répond qu'une cession de droits successifs, est un contrat aléatoire qui par conséquent ne peut admettre de rescision pour cause de lésion. On invoque sur ce point, l'opinion de Loisel, citée par d'Aguesseau, 11<sup>e</sup> plaidoyer, t. 2, p. 690 ; Denisart, v<sup>o</sup> *Cession de droits successifs*, § 3, n<sup>o</sup> 7 ; le *Repert.* de Guyot, *cod. verb.* ; Lebrun, *des Successions*, liv. 4, chap. 1, n<sup>o</sup> 57 ; Pothier, *des Successions*, chap. 4, art. 6.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Adoptant les motifs du jugement de première instance ; — Confirme.

Du 30 flor. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect. — Pl., les cit. Popelin et Bonnet.

(1) Dans l'ancien droit, la question de savoir si l'on pouvait transiger sur des alimens se résolvait diversement, d'après plusieurs distinctions puisées dans les lois romaines. Ainsi, lorsqu'il s'agissait d'une pension alimentaire constituée par contrat, on admettait la possibilité d'une transaction, parce qu'ayant reçu l'effet de la volonté des parties, il paraissait naturel que la volonté des parties pût le modifier (V. L. 8, ff. de *Transactionibus*). — S'il s'agissait d'une pension alimentaire constituée par un acte de libéralité, on distinguait entre le cas où la transaction portait sur des arrérages échus, de celui où elle portait sur des arrérages à échoir : dans le premier cas elle était valable ; dans le second elle était nulle (L. 8, *ibid*). — Néanmoins, dans ce dernier cas même, on autorisait la transaction lorsqu'elle avait lieu avec la permission du juge (Merlin, *Repert.* v<sup>o</sup> *Alimens*, § 8, n<sup>o</sup> 2, et v<sup>o</sup> *Transaction*, § 2, n<sup>o</sup> 4). — Aujourd'hui, peut-on transiger sur des alimens ? Oui, suivant Merlin, v<sup>o</sup> *Alimens*, *ubi sup.*, parce que le Code civil n'ayant pas renouvelé la défense de transiger sur les dons ou legs d'alimens, cette défense est par cela seule abrogée. — M. Duranton, t. 18, n<sup>o</sup> 403, est d'un sentiment contraire, et il se fonde sur l'art. 1004, Cod. de pr., qui défend de compromettre sur les dons et legs d'alimens. « Si l'on a défendu du compromis, dit-il, c'est évidemment parce qu'on a considéré les alimens comme inaliénables, et

1<sup>re</sup> TRANSACTION. — RENTE VIAGÈRE. — ALIÈNÉS.

2<sup>o</sup> DOT. — PARAPHERNAUX. — TRANSACTION.

1<sup>re</sup> De ce que les lois prohibent toute transaction sur des alimens, il ne s'ensuit pas qu'on ne puisse transiger sur une rente viagère créée à titre onéreux, qui n'a pas été constituée en termes formels pour alimens (1).

2<sup>o</sup> En pays de droit écrit, il n'y a de dotaux que les biens de la femme stipulés tels par contrat de mariage ; les autres biens de la femme sont des paraphernaux, et à leur égard la femme a toute faculté de transiger (3).

(Saurice — C. Mognai.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant que la rente viagère de 1,200 liv. n'avait point été constituée à la veuve Raoux à titre d'alimens ;

Considérant que si dans le pays de droit écrit les biens dotaux de la femme sont inaliénables, ils ne reçoivent l'impression de la dot, ils ne peuvent acquérir le caractère de biens dotaux que par un contrat de mariage ; que cessant ce contrat, tous les biens sont paraphernaux et peuvent être aliénés avec l'autorisation du mari, etc.

Du 30 flor. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — DÉSIGNATION DES BIENS. — EXCEPTION.

Lorsque l'affiche n'indique pas suffisamment toutes et chacune des parties dont le domaine exproprié se compose, il y a nullité de l'adjudication (3), — et cette nullité peut être proposée, pour la première fois, en cause d'appel. (L. 11 brum. an 4, art. 4 et 23.)

(Delsant — C. Huet-Lahonlaye et autres.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — En ce qui touche l'appel interjeté par Delsant, du jugement d'adjudication du 17 therm. an 10 : — Attendu qu'il est constant, dans la cause, que la propriété de Delsant se compose de trois portions de terrain par lui successivement acquises de Diot, de Benoît et de Fleury ; — Que les affiches ne font cependant mention que du produit de la partie acquise de Diot ; que cette omission est une contravention formelle à la loi, et d'autant plus inexcusable

le même principe veut pareillement que le créancier ne puisse en faire la matière d'une transaction. — Ne pourrait-on pas répondre que celui qui compromet aliène ses droits plus que celui qui transige, puisque, au lieu d'en restor l'acheteur, il s'en remet à la discrétion d'un tiers, et que le Code n'a pas voulu placer la transaction sur la même ligne que le compromis, puisque par l'art. 1989 il dispose que le pouvoir de transiger n'emporte pas celui de compromettre ? — Toutefois il a été jugé plusieurs fois, d'une manière plus ou moins positive, que sous le Code civil, il était défendu de transiger sur des alimens. V. Bruxelles, 17 juin 1807 ; Nîmes, 12 déc. 1822. — V. aussi Paris, 7 flor. an 12.

(2) V. en sens divers sur la question de savoir quels biens doivent être réputés dotaux, les décisions indiquées dans la *Jurispr.* du XIX<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> *Dot*, n<sup>o</sup> 11 et suiv.

(3) V. cependant *infra*, Paris, 13 prair. an 11. — Sous le Code de procédure, c'est une question qui n'a pas été résolue uniformément que celle de savoir si l'insuffisance dans la désignation de certaines parties d'un domaine saisi, emporte nullité pour le tout, ou s'il n'y a nullité qu'à l'égard des objets incomplètement ou faussement désignés. V. sur ce point notre *Jurispr.* du XIX<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> *Saisie immobilière*, n<sup>o</sup> 69 et suiv.

ble qu'elle a été commise par l'avoué du pour-suisant en première instance, et que cet avoué, à la naissance de sa poursuite, avait en sa possession, et retient encore aujourd'hui, les titres d'acquisition de la partie de Leroy-Delsant;—Que, par son propre fait, les premiers juges et le public ont été induits en erreur, et qu'il a même exposé le sais et ses créanciers à un dommage qui eût peut-être été irréparable, en se rendant lui-même adjudicataire pour Perducci son beau-frère, et moyennant 4,500 fr., d'une maison dont le prix, d'après la matrice du rôle, aurait dû s'élever à 9,744 fr., somme qui atteignait quinze fois son véritable revenu;—A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 1<sup>er</sup> prair. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

#### DERNIER RESSORT. — QUALIFICATION — INDIVISIBILITÉ.

*Le jugement qui prononce sur deux chefs distincts, dont l'un ne peut être jugé qu'en premier ressort, tandis que l'autre ne dépasse pas le taux du dernier ressort, n'est cependant pas susceptible d'appel s'il est qualifié en dernier ressort, cette qualification comprenant les deux chefs (1).*

(Chauban et Lacombe—C. Duffau.)

Il s'agissait d'un jugement qui avait prononcé la résiliation d'un bail au profit de Duffau, contre Chauban et Lacombe, et condamné ce dernier en 30 francs d'amende pour défaut de comparution au bureau de paix. Ce jugement était qualifié en dernier ressort. — Mais il est évident que le procès sur le bail étant indéterminé ne pouvait pas être jugé en dernier ressort par le tribunal de première instance.

Appel de la part de Chauban et Lacombe, qui prétendaient avoir le droit d'appel quant à ce dernier chef, et que la qualification du jugement ne devait s'appliquer qu'à l'amende de 30 fr.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Considérant que le jugement est rendu partie en dernier ressort, partie à la charge de l'appel; que les jugements prononcés en dernier ressort ne peuvent être annulés ni réformés par les tribunaux d'appel; que le tribunal de cassation est seul compétent pour prononcer sur leur nullité, d'après l'axiome reçu en droit, que les jugements sont indivisibles; que le tribunal d'appel ne peut donc se déclarer compétent pour recevoir l'appel d'une partie d'un jugement et se déclarer incompétent pour recevoir l'appel de l'autre; qu'il ne peut donc rien prononcer sur des appels que les parties n'ont pu porter devant lui;—Déclare l'appel non recevable, etc.

Du 1<sup>er</sup> prair. an 11.—Trib. d'appel d'Agen.—Prés., le cit. Lacuée.—Concl., le cit. Mouysset, comm.

#### EXÉCUTION. — APPEL. — COMPÉTENCE.

*En cas d'opposition de la part d'un tiers à*

(1) C'est une conséquence de la règle suivie avant le Code, et d'après laquelle la faculté d'appel dépendait de la qualification du jugement en premier ou dernier ressort. V. Cass. 15 vent. an 13, et la note.

(2) D'après l'art. 807, Cod. de proc., lorsqu'il s'agit de statuer provisoirement sur les difficultés relatives à l'exécution d'un titre ou d'un jugement, la demande doit être portée en état de référé devant le président du tribunal de première instance ou le juge

l'exécution, par voie de saisie, d'un jugement rendu sur appel, l'opposant peut être assigné en référé devant ce tribunal: il n'est pas nécessaire de le traduire devant le tribunal de première instance, avec citation préalable en conciliation (2).

(Impey—C. Gin et Sartory.)

Le cit. Impey, avait obtenu le 3 germ. an 11, du tribunal d'appel de Paris, un jugement de condamnation contre Grassac et Montz. — En vertu de ce jugement, un huissier se présente aux domiciles des parties condamnées, pour y saisir leurs meubles et effets. Mais opposition aux saisies est formée par des tiers (la dame Sartory et le cit. Gin) se prétendant seuls propriétaires des objets que l'huissier voulait saisir.

En cet état, Impey fait assigner la dame Sartory et le cit. Gin en référé devant le tribunal d'appel de Paris, pour voir dire que, sans égard aux oppositions, les poursuites commencées seront continuées. — Les défendeurs déclinent la compétence du tribunal d'appel, et soutiennent qu'il s'agit d'une question de propriété qui doit être portée devant le tribunal de première instance après essai de conciliation.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Statuant en état de référé; — Attendu qu'il s'agit de l'exécution d'un jugement émané du tribunal d'appel;—Rejette la demande en renvoi, etc.

Du 3 prair. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., les cit. Moreau, Tripier et Charbonnier.

#### INSTITUTION CONTRACTUELLE. — RÉVO-CABILITÉ.

*L'acte par lequel un ascendant partage ses biens entre ses enfants, en se réservant tous ses droits ultérieurs, ne peut être considéré comme une institution contractuelle et irrévocable, lors même qu'il aurait été ratifié durant la vie de l'ascendant par une transaction entre toutes les parties. — En conséquence, cet acte n'a point été maintenu par la loi du 18 pluv. de l'an 5, et a dû rester sans effet si l'ascendant est mort sous l'empire de cette loi.*

(Goetsen—C. Schwitz.)

Du 5 prair. an 11.—Trib. d'appel de Trèves.—1<sup>er</sup> sect.—Pl., les cit. Depape et Fritsch.

**OCIÉTÉ EN COMMANDITE. — HYPOTHÈQUE.**  
*Les jugemens rendus contre la société ne donnent point hypothèque sur les biens de l'associé commanditaire.*

(Rebin—C. Houdet.)

Le 19 flor. an 9, le sieur Rebin, en vertu de sentences consulaires précédemment intervenues à son profit contre un sieur Tinglet, requit inscription au bureau des hypothèques de Meaux, pour 153,000 fr., sur tous les biens présents et à venir du sieur Houdet, en qualité d'associé de Tinglet. — Houdet a demandé la radiation de

qu'il remplace (V. toutefois, Paris 20 août 1810, et Colmar, 10 nov. 1813). Si donc un tiers se présente au moment où l'huissier veut procéder à une saisie-exécution, et s'oppose à la saisie se prétendant propriétaire des effets, l'huissier peut ajourner de suite ce tiers devant le juge des référés. V. à cet égard le *Traité des référés* de M. Bilhard, p. 34 et 552; V. aussi Carré, *Lois de la proc.*, t. 3, n° 2764; Thomine-Demazures, *Comm. du Code de proc.*, t. 2, n° 943; et Favard de Langlade, *Répert., 1<sup>er</sup> Référé*, n° 3.

l'inscription, sur le fondement que, n'étant point associé pur et simple de Tinglet, mais bien son associé commanditaire seulement, il ne pouvait, comme tel, être tenu des dettes de la société que jusqu'à concurrence de sa mise de fonds, et non pas personnellement pour une part et portion, ou solidairement pour le tout avec le sieur Tinglet. — Rebin a soutenu, au contraire, qu'Houdet n'avait le nom de commanditaire que pour la forme; que, dans le fait, il s'était comporté comme associé pur et simple, et qu'en cette qualité, le jugement obtenu contre Tinglet devait frapper pour la totalité sur sa personne et sur ses biens. 1<sup>er</sup> fruct. an 10, jugement du tribunal civil de Mesur, par lequel, « attendu que Houdet n'a pas clairement dérogé à sa qualité d'associé commanditaire; qu'en conséquence, il n'a pas été condamné hypothécairement par le jugement de 1785, le tribunal ordonne la radiation de l'inscription requise sur ses biens..... » — Appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Adoptant les motifs des premiers juges; — Met l'appellation au néant, etc. Du 5 prair. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

## APPEL.—SIGNIFICATION.

*Avant le Code de procédure, l'acte d'appel était nul s'il était signifié, non à la personne ou au domicile de la partie, mais au domicile de l'avoué (1).*

(Breton.—C. Dumirailh.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que ne s'agissant point d'une liquidation de dommages-intérêts, mais encore d'une requête civile, c'est mal à propos que la dame Breton fait emploi des art. 4, lit. 32, art. 5 et 6, lit. 33, ord. 1687; — Que, par le jugement entrepris, le tribunal de Bayonne termine les contestations qui divisaient les parties; d'où il suit que le mandat de l'avoué près ce tribunal prit fin par ce même jugement; — Que l'appel est un acte extrajudiciaire, ayant pour objet de faire renverser le jugement de première instance; qu'on pareil acte, pour être valide et opérer nullement, doit être signifié à la personne ou à son domicile, et nullement chez un avoué, dont le ministère se borne uniquement aux actes d'instruction; que toute autre manière de procéder serait abusive et entraînerait les plus graves inconvénients; — Considérant enfin que l'appel étant nul, la dame Breton se trouve irrévocablement débue pour ne l'avoir point signifié dans les trois mois de la signification du jugement, laquelle remonte au 11 fructid. précédent; — Déclare l'acte d'appel dont s'agit nul et de nul effet, etc.

Du 6 prair. an 11. — Trib. d'appel de Pau. — Pl., les cit. Groharé et Cassat.

## DERNIER RESSORT.—DEMANDES RÉUNIES.

*Est en premier ressort et susceptible d'appel, le jugement qui statue sur une demande excédant 1,000 francs, formée par plusieurs parties, bien que l'intérêt individuel de chacune d'elles dans la contestation soit au-dessous de cette somme, si les parties ont procédé conjointement (2).*

(1) Cette question ne peut plus se présenter aujourd'hui, en présence de l'art. 456 du Cod. de pr., qui veut que l'acte d'appel soit signifié à personne ou domicile, à peine de nullité.

(2) V. en ce sens, Caen, 8 janv. 1827; Besançon, 26 mars 1827. — V. aussi la note sous le jugement du trib. de cass, du 11 fruct. an 11.

(Guy-Albrione.—C. ses frères.)

Le 25 vent. an 11, jugement qui condamne Guy-Albrione à payer à chacun de ses quatre frères 600 fr. à titre de provision.

Appel par Guy-Albrione. — Ses frères ont soutenu qu'il était non recevable, par le motif que la somme accordée à chacun d'eux était au-dessous de 1,000.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que, quelque la provision dont il s'agit ne soit que de 600 fr. pour chacun des frères cadets, l'aîné cependant a été condamné au paiement de 2,400 fr. à ses quatre frères, faisant une seule partie au procès; en sorte que la somme, quant à l'appelant, excéderait le double de 1,000 fr.: ainsi la loi 11, § 2, de Jurisdictione, est applicable au cas présent; — Rejette la fin de non-recevoir.

Du 7 prair. an 11. — Trib. d'appel de Turin.

## APPEL.—JUGEMENT.—INDIVISIBILITÉ.

*En matière indivisible, l'appel interjeté par une partie profite aux autres; en conséquence ceux-ci peuvent, devant les juges d'appel, se joindre à l'appelant et prendre les mêmes conclusions (3).*

(Préfet de la Nièvre et les héritiers de Damas.—C. Commune de Meun.)

Il s'agissait dans l'espèce d'un litige relatif à un immeuble dont la propriété était indivise entre les héritiers Damas, dont quelques-uns étaient émigrés. L'appel avait été interjeté par le préfet de la Nièvre, représentant ces derniers, et les autres demandaient à en profiter en intervenant dans la cause.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant qu'il n'en est pas des jugements comme de simples contrats volontaires dans lesquels plusieurs personnes ont consenti la même obligation; que, dans ce cas, il y a autant de contrats que de parties; qu'ainsi, l'un peut être anéanti sans que l'autre cesse de subsister; mais que la loi seule constitue les jugements, et qu'ils doivent être indivisibles comme elle; que s'ils contiennent diverses dispositions, chacune est un jugement, et qu'alors un chef peut subsister sans l'autre; mais que hors ce cas, la réformation en faveur d'un des intéressés doit profiter à tous les autres; qu'autrement, il y aurait contrariété dans le même jugement, pour le même objet, sur la même question; et qu'il est impossible qu'au nom de la loi, dont le jugement est l'expression, on puisse dire que la même chose est et n'est pas; — Donne acte aux héritiers Damas des conclusions par eux prises, et tendant à ce que le jugement à intervenir soit déclaré commun avec eux; ordonne qu'ils resteront en cause en cette qualité seulement; et qu'en conséquence toutes les parties plaideront au fond, etc.

Du 11 prair. an 11. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Sallé. — Pl., les cit. Deséglise et Daussy.

## DIVORCE.—ABANDON.—ABSENCE.—DEMANDES RESPECTIVES.

*La femme qui ne suit pas son mari dans la nou-*

(3) Jurisprudence constante. V. Cass. 30 mars 1825; Colmar, 11 mars 1807; Bourges, 23 déc. 1825; Toulouse, 2 fév. 1828; Bordeaux, 4 avril 1829 etc. V. les autres arrêts indiqués dans la *Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle*, 1<sup>er</sup> Appel, § 3, n<sup>o</sup> 21 et suiv.

veau domicile que sa dernier s'est choisi, n'est pas pour cela censée abandonner son mari, dans le sens de la loi du 20 sept. 1793.

**Le mari qui, pendant cinq ans, a été absent sans nouvelles, donne lieu à la prononciation du divorce contre lui, et l'action résultant de ce fait n'est pas détruite par la circonstance que la mari a donné de ses nouvelles avant que le divorce fut prononcé.**

**Le divorce prononcé au profit de la femme empêche que la mari ne puisse à son tour la faire prononcer contre sa femme.**

(Rousselot — C. Caublot.)

Les faits de la cause ont été rapportés dans la 1<sup>re</sup> part. de ce volume, avec l'arrêt de rejet que la Cour de cassation a rendu dans cette affaire, à la date du 11 fruct. an 12.—Voici en quels termes avaient prononcé les juges d'appel :

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;**—Attendu, 1<sup>o</sup> que le dernier domicile des parties était à Paris en 1792; qu'il est constant que Marguerite Rousselot n'a pas quitté cette ville; qu'il est également constant que Caublot l'a quittée pour s'établir à Langres, où il a fixé sa résidence avec la fille Poisse, à laquelle il a donné le titre de sa femme, et même permis de porter et signer le nom de Marguerite Rousselot; — 2<sup>o</sup> Que de ces deux faits il résulte qu'on ne peut pas voir dans la conduite de la partie de Parisot un abandon de son mari, et qu'au contraire, celle de la partie de Bonnet présente une absence continue pendant plus de cinq ans, et telle qu'il est impossible de croire qu'il y ait eu entre les parties aucune relation directe ni indirecte, puisque dans sa position, la partie de Bonnet avait intérêt de cacher son existence à celle de Parisot; — 3<sup>o</sup> Que postérieurement aux divorces respectivement prononcés, la partie de Bonnet a reconnu que celle de Parisot avait droit à la communauté, et, par conséquent a reconnu que l'abandon qui entraînait la perte de la communauté, n'avait aucune réalité;—Et qu'enfin, le divorce obtenu par Marguerite Rousselot ayant été valablement prononcé, il n'y avait plus lieu à en prononcer un second, dont l'effet était de rompre un lien déjà brisé;—Déclare nul le jugement dont est appel, ainsi que tout ce qui a suivi, etc.

Du 12 prair. an 11. — Trib. d'appel de Paris. —Pi., les ch. Bonnet et Parisot.

#### 1<sup>o</sup> EXPROPRIATION FORCÉE.—POURSUITES.—FEMME MARIÉE.

#### 2<sup>o</sup> SAISIE IMMOBILIÈRE.—PLACARD.—NOTIFICATION.—NULLITÉ.

**1<sup>o</sup> Les poursuites en expropriation forcée ne sont pas nulles pour avoir été dirigées contre des époux, en qualité de communs en biens, quoiqu'il n'y ait point communauté entre eux, lors d'ailleurs qu'ils étaient obligés solidairement (1).**

(1) Lors même qu'il n'y aurait ni solidarité ni communauté entre les époux, les poursuites en expropriation ne seraient point nulles par cela seul qu'elles auraient été dirigées contre les conjoints, au lieu de l'être contre le mari seul. L'adjonction de la femme dans la poursuite serait considérée seulement comme surabondante, mais non comme une cause de nullité. Il en serait de même, sous l'empire des C. civ. et de pr., dans le cas de communauté et à l'égard des immeubles qui sont partie de la communauté. L'art. 2208 du Code civil dispose sans doute que l'expropriation de tels biens se poursuit contre le mari débiteur, seul, quoique la femme soit obligée à la dette.

**2<sup>o</sup> La nullité résultant des irrégularités de la notification du placard aux créanciers inscrits, ne peut être invoquée par le saisi (2).**

(Mérítan—C. Desquerois.)

Les époux Mérítan avaient souscrit un engagement solidaire au profit de Desquerois, et ils avaient affecté à la garantie de leur obligation différents immeubles qui plus tard furent saisis par Desquerois.

Ils vendirent conjointement une partie de ces immeubles, sur laquelle Desquerois consentit mainlevée de son inscription.

Les poursuites en expropriation déjà commencées par Desquerois avant cette vente, furent continuées à l'égard des biens non vendus.

Au jour fixé pour l'adjudication, les saisis proposèrent divers moyens de nullité, dont les deux principaux étaient fondés : 1<sup>o</sup> sur ce que la poursuite avait été dirigée contre la dame Mérítan, eu qualité de commune en biens avec son mari, tandis qu'il n'y avait pas communauté entre eux ; 2<sup>o</sup> sur ce que les copies du placard signifiées à différents créanciers présentaient de graves irrégularités.

Jugement du tribunal de première instance de la Seine, qui écarte ces moyens de nullité par les motifs suivants : « Considérant. 1<sup>o</sup>... 3<sup>o</sup> que la poursuite d'expropriation a été faite et dirigée sur les époux Mérítan comme coobligés solidaires par le titre qui n'annonce pas la non-communauté dont ils exigent ; qu'en tous cas, la poursuite ne peut être vicieuse par l'adjonction de la femme surabondamment dans cette poursuite ;

« Considérant, 3<sup>o</sup> que les originaux des affiches, ainsi que les procès-verbaux de notification sont en forme régulière et légale ; que Mérítan et sa femme ne prétendent pas que les copies à eux notifiées soient irrégulières et informes ; que les ratures et renvois non approuvés qu'ils disent exister dans les copies données à plusieurs créanciers ne sont pas prouvés par le huisserie instrumentaire ; que d'ailleurs, les créanciers, porteurs de ces copies, ne se présentent pas pour s'en plaindre, et qu'enfin Mérítan et sa femme ne sont pas fondés à exciper du droit des tiers ;—Débouté Mérítan et sa femme de leur demande en nullité. »

Appel par les époux Mérítan.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;**—Adoptant les motifs des premiers juges;—Confirme, etc.

Du 13 prair. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

#### BAIL.—DURÉE.—USAGE.

**Lorsque le contrat qui contient les conditions d'un bail n'en fixe pas la durée, cette fixation doit être faite par les tribunaux, d'après l'usage des lieux, l'importance de l'exploitation, et l'intention présumée des parties (3).**

Mais ni cet article, ni aucun autre n'imposent la peine de nullité par adjonction de la femme, et l'on sait que cette peine ne saurait être suppléée, surtout en matière de procédure.

(2) V. conf., Paris, 10 mai 1810; Carn., 6 mars 1826 et 18 fév. 1829; Carré, *Lois de la procédure*, n<sup>o</sup> 2388, et Thomine-Desmazures, *Comm. du Code de procédure*, t. 2, n<sup>o</sup> 814. — Mais V. en sens contraire, Cass. 27 nov. 1811; Limoges, 4 juv. 1828, et Labrèze, de l'*Expropriation forcée*, L. 1<sup>re</sup>, n<sup>o</sup> 317. — Nous reviendrons sur cette question en rapportant l'arrêt de la Cour de Paris, du 10 mai 1810.

(3) L'art. 1774, § 3, Cod. civ., porte que le bail,

(Clause — C. Balde.)

Le 11 pluv. an 5, la dame Clause donne à bail au cit. Balde, un domaine très considérable pour en commencer l'exploitation, le 21 vend. an 9. — L'acte sous seing privé qui contient les clauses et conditions de ce bail n'en détermine pas la durée, mais un renvoi qui, à la vérité, n'existe que dans le double, resté entre les mains de Balde, fixe cette durée à neuf ans.

En l'an 11, les héritiers de la dame Clause donnent congé au fermier pour le 21 vend. an 12.

13 vent. an 11, jugement du tribunal civil de Versailles, par lequel, — « Attendu que, d'après l'usage des lieux, les baux des fermes importantes se font ordinairement pour neuf années consécutives, lorsqu'ils ne contiennent pas la clause restrictive à trois et à six années, au choix, soit de l'une, soit de l'autre des parties, soit des deux; — Attendu que, lorsqu'un semblable bail ne contient aucune fixation de délai pour la jouissance; il faut se décider par l'usage, suivant cette maxime: *In contractibus tacite veniunt ea quæ sunt moris et consuetudinis*; — Attendu que le bail, dont le double est entre les mains de Balde, a été intégralement et contradictoirement reconnu en justice, sans aucune discussion ni observation de la part des héritiers Clause, sur l'existence et la sincérité du renvoi qui se trouve en marge du double resté entre les mains de Balde, et qui fixe à neuf années la durée du bail; — Le tribunal, — Déclare nul le congé donné à Balde, etc. »

Appel par les héritiers Clause. Ils soutiennent que l'acte ne fixant aucun terme pour la durée du bail, les parties ont respectivement le droit de se donner congé à chaque période de trois années, parce que les terres étant divisées en trois soles, le fermier a successivement joui des trois soles sur chaque partie.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 13 prair. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

1<sup>o</sup> ARBITRES. — VISA DE PIÈCES.2<sup>o</sup> ARBITRE (TIERS). — DÉCISION. — NULLITÉ.

1<sup>o</sup> La sentence des arbitres n'est pas nulle à défaut de visa de toutes les pièces (1).

2<sup>o</sup> Est nul le jugement rendu par le tiers arbitre, sans le concours des arbitres par-tagés (2).

sans écrit, de terres labourables, lorsqu'elles se divisent par soles ou saisons, est censé fait pour autant d'années qu'il y a de soles. — Cependant nous ne doutons pas que, même sous l'empire de cette disposition, la question ne fût résolue comme elle l'a été par le jugement que nous recueillons, si elle se reproduisait avec le même concours de circonstances, c'est-à-dire si l'intention des parties était exprimée formellement dans un renvoi, bien que ce renvoi n'existât que sur l'un des exemplaires du bail, et qu'à ce commencement de preuve vinssent se joindre des présomptions tirées de l'importance de l'exploitation, et de l'usage des lieux.

(1) Cette décision serait incontestablement applicable sous l'empire du Code de procédure civile, puisque aucun article de ce Code n'impose, soit aux arbitres, soit même aux tribunaux ordinaires, l'obligation de viser toutes les pièces produites.

(2) Jurisprudence constante, avant et depuis le Code de procédure civile. V. à cet égard, nos observations sur le jugement du tribunal de cassation, du 13 vend. an 3.

(3) Dans l'espèce de cette décision, la difficulté,

(Corty — C. Monnet et cons.)

Le sieur Corty avait été tuteur des enfans Monnet, et une instance de compte existait entre eux, lorsque survint la loi des 16-31 août 1790. L'art. 12, tit. 10, de cette loi portait que toutes contestations élevées entre un tuteur et ses pupilles seraient jugées par des arbitres; en conséquence, des arbitres furent nommés, ils furent divisés d'opinion, et nommèrent un sur-arbitre; celui-ci prononça en faveur des enfans Monnet. — Le sieur Corty demanda la nullité de la décision arbitrale, fondée sur deux moyens: — 1<sup>o</sup> Parce que les arbitres n'avaient pas visé toutes les pièces; — 2<sup>o</sup> Parce que le sur-arbitre avait prononcé sa décision hors de la présence des autres arbitres; et en effet, le procès-verbal faisait bien mention de la présence des parties, mais non de celle des arbitres.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant... qu'aucune loi n'oblige les arbitres, à peine de nullité, de viser toutes les pièces;

Considérant que la décision du sur-arbitre ne peut être envisagée que comme un simple avis. Il dit, à la vérité, qu'il a opéré en présence des parties, et ne fait nulle mention de celle des arbitres; ils n'ont donc pas été présents; or, il est de principe qu'un jugement arbitral doit être le résultat de l'opinion des arbitres assemblés; s'ils sont discordés, il faut que le tiers arbitre nommé convoque les arbitres, et juge avec eux, ce qui résulte du décret d'ordre du jour, du 28 therm. an 3. Il n'y a donc pas de jugement au cas particulier sur le partage des premiers arbitres; ainsi, sous ce rapport, l'appel de nullité est bien fondé, et c'est le cas d'y faire droit; — Annule le dernier jugement, etc.

Du 14 prair. an 11. — Trib. d'appel de Colmar. — Pl., les cit. Simon et Dubois.

1<sup>o</sup> TRIBUNAUX DE COMMERCE. — EXÉCUTION PROVISOIRE.2<sup>o</sup> CAUTION. — SOLVABILITÉ.

1<sup>o</sup> Avant le Code de commerce, les jugemens rendus par les tribunaux de commerce, en matière maritime comme en toute autre matière, étaient susceptibles d'exécution provisoire (3).

2<sup>o</sup> C'est à celui qui présente une caution dont la solvabilité repose sur des immeubles, à justifier que l'état hypothécaire de ces immeubles laisse une valeur libre suffisante (4).

peu sérieuse d'ailleurs, ne pouvait naître que de l'application du principe général aux matières maritimes. Car, le principe lui-même était incontestable, puisque aux termes de l'art. 4, du tit. 12 de la loi du 24 août 1790, « tous les jugemens des tribunaux de commerce sont exécutoires par provision, nonobstant l'appel, à quelque somme ou valeur que les condamnations puissent monter. » — Sous l'empire du Code de procédure civile, la question de savoir si les jugemens des tribunaux de commerce sont de plein droit exécutoires par provision, à la charge de donner caution, a divisé les auteurs et les tribunaux. V. pour la négative, le *Praticien français*, t. 2, p. 484; Liège, 29 juin, et Bruxelles, 9 déc. 1807. V. au contraire, pour l'affirmative, Pardessus, *Cours de droit commerc.*, t. 5, p. 83; Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1547; Rouen, 3 nov. 1807; Nîmes, 31 août 1809, et surtout Cass. 2 av. 1817, ainsi que nos observations sur ce dernier arrêt.

(4) Dans le droit actuel, la solvabilité d'une caution judiciaire ne doit en général s'estimer qu'en égard à ses propriétés foncières, aux termes des art. 2019 et 2040 du Code civil combinés; mais l'art. 2019

(Schorder — C. Cholet.)

La saisie provisoire du navire *La Modea* ayant donné lieu à une contestation entre le cit. Schroder, hambourgeois, et le cit. Cholet, négociant de Bordeaux, le tribunal de commerce de Rouen donna gain de cause à ce dernier, et ordonna l'exécution provisoire de son jugement, moyennant caution. — La caution présentée par Cholet, fut contestée par Schroder, en ce qu'elle se bornait à produire ses titres de propriété immobilière, et se refusait à justifier d'aucun certificat de non inscription.

8 nivôse an 11. Jugement qui « rejette l'exception élevée par Schroder, attendu que nul n'est tenu de produire contre soi, et reçoit en conséquence la caution offerte. »

Appel par Schroder. — Il soutient : 1° que les jugements rendus en matière maritime ne sont pas susceptibles d'exécution provisoire ; 2° que c'est à la caution à prouver sa solvabilité, et que cette solvabilité n'existe légalement qu'autant que les propriétés dont elle représente les titres ne sont pas grevées d'inscriptions hypothécaires.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant sur la première question, qu'en l'état actuel de la législation, les matières maritimes sont, comme toutes autres matières commerciales, attribuées aux tribunaux de commerce, et que tout jugement rendu par eux est susceptible d'être exécuté par provision ;

Considérant, sur la deuxième question, que c'est à la partie qui présente une caution à justifier de sa solvabilité, et qu'elle doit faire cette justification légalement ; — Sans avoir égard à l'exception résultant de la première question, faisant droit sur l'appel du jugement du 8 niv., le réformé, etc. — Ordonne, etc.

Du 15 prair. an 11. — Trib. d'appel de Rouen.

## ACTE NOTARIÉ. — DÉPARTEMENT. — RÉSIDENCE. — NULLITÉ.

*Sous l'empire de la loi du 6 oct. 1791, si n'était pas nécessaire, à peine de nullité, que les actes notariés contiennent la mention du département où résidait le notaire rédacteur (1).*

(Boisseau et sa femme — C. les hérit. Servanteau.)

Le 12 avr. 1792, contrat de mariage entre Boisseau et Jeanne Garreau. Le cit. Servanteau intervint à l'acte, et fit donation aux époux d'une rente de 600 liv. Cet acte a été reçu par les notaires Challoux et Couane. Ceux-ci n'ont pris d'autre qualification que celle de notaires du roi, et de la juridiction de Clisson. — Le 13 mars 1793, le donateur meurt victime de l'insurrection de la Vendée. — En l'an 5, action de la part de Boisseau et sa femme, contre les héritiers de Servanteau. — Le 30 prair. an 10, jugement qui condamne ces derniers au paiement de la rente.

Appel de la part des héritiers Servanteau. — Les héritiers ont argué l'acte de donation de nullité, parce que la loi du 6 oct. 1791 établit, art. 11, que les notaires ne peuvent exercer leurs fonctions hors les limites des départements dans lesquelles ils se trouvent placés ; qu'une conséquence nécessaire de cette disposition, c'est que tout notaire est incompetent pour exercer

excepte lui-même de sa disposition les matières commerciales. Le jugement que nous recueillons ne serait donc aujourd'hui applicable à ces matières, qu'autant que la solvabilité de la caution, qui pourrait s'estimer autrement, aurait été basée sur des propriétés immobilières.

hors du département qui lui est assigné ; qu'il n'y a pas de mode plus certain, pour connaître l'incompétence du notaire, que l'énonciation dans l'acte du département pour lequel cet officier est spécialement établi, que telle est la disposition textuelle de l'art. 12 de la loi précitée : *Ils prendront en conséquence la qualité de notaires publics, établis pour le département de... à la résidence de la ville ou du bourg de...* ; que l'on chercherait vainement à soustraire l'acte du 12 avr. 1792, à un article de loi si précis et si formel, en disant que la disposition n'est pas prescrite à peine de nullité ; qu'elle tend à faire connaître la compétence des notaires, et que par conséquent elle est d'ordre public ; qu'au reste, la loi du 4 germ. an 2 a voulu que l'inobservation des formes prescrites par les lois émanées des représentants du peuple, donnassent ouverture à cassation ; ce qui suppose que toute inobservation est une contravention expresse à la loi, que conséquemment elle entraîne nullité.

Les donataires se sont attachés à établir que les art. cités 11 et 12 de la loi du 6 oct. 1791, se trouvaient dans la sect. 2 de cette loi intitulée *Création des notaires publics* ; qu'en conséquence, la formalité que ces art. 11 et 12 prescrivent n'est applicable qu'aux actes émanés des nouveaux notaires créés par cette loi ; que ces articles ne concernent nullement l'acte dont il s'agit, puisqu'il a été passé par des notaires institués avant la publication de la loi du 6 oct. 1791 ; que l'art. 4 de la sect. 1<sup>re</sup>, qui ne prescrivait pas une telle formalité, devait seul régir l'acte du 12 avr. 1792.

Ces moyens et d'autres produits par les intimés, et qui sont développés dans le jugement du tribunal d'appel, ont triomphé.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que l'art. 4 de la sect. 1<sup>re</sup> de la loi du 6 oct. 1791 porte : « Que jusqu'à la formation de l'établissement des notaires publics, les officiers supprimés par les art. 1 et 2 de la loi, seront libres de continuer provisoirement leurs fonctions dans l'étendue de leur arrondissement ; » — Que le notaire qui a reçu la donation du 12 avr. 1792 avant, avant cette loi, le droit d'instrumenter dans le lieu où la donation avait été reçue ; — Que la sect. 2 de la loi du 6 oct. 1791 ne s'applique qu'aux notaires qui devaient être établis en vertu de cette loi, — Qu'en supposant qu'elle s'appliquât aux notaires conservés par l'art. 4 de la première section, l'art. 2 de la loi du 18 brum. an 2 déclare expressément que les actes que les notaires auraient reçus dans l'arrondissement dans l'étendue duquel leur résidence est fixée, ne peuvent être annulés du chef de l'incompétence de ces officiers ; — Que la loi du 6 oct. 1791 n'a point, d'ailleurs, soumis les notaires, à peine de nullité, à prendre la qualité énoncée par l'art. 12 de la sect. 2 de la dite loi ; — Et enfin, que la loi du 4 germ. an 2 ne s'applique qu'aux actes de la procédure en matière civile ; — Confirme, etc.

Du 15 prair. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

## COMMUNE. — TERRES VAINES ET VAGUES. — REVENDICATION.

*En Belgique, les terrains connus sous le nom de driesch sont compris parmi les terrains*

(1) Cette décision offrirait encore moins de difficulté aujourd'hui, sous l'empire de la loi du 26 vent. an 11, puisque, aux termes de l'art. 12 de cette loi, la seule peine imposée pour défaut de mention du lieu de résidence du notaire rédacteur, est une amende de 100 francs contre le contrevenant.



vains et vagues que la loi du 28 août 1792  
repute biens communaux.

(Commune de Grammé—C. Vandermeren.)

Du 15 prair. an 11.—Trib. d'appel de Bruxelles.  
—3<sup>e</sup> sect.

#### APPEL.—DÉLAI.—SIGNIFICATION.

La signification du dispositif d'un jugement, sans les qualités ni les motifs, est suffisante pour faire courir les délais de l'appel (1).

(Ponte—Lombriasco—C. Lovera.)

Le tribunal civil de Coni avait rendu un jugement en faveur de Lovera, au préjudice de Ponte-Lombriasco.

Appel par ce dernier.—Lovera oppose une fin de non-recevoir tirée de l'expiration des délais.  
—Ponte-Lombriasco répond que les délais n'ont pu courir, parce que la signification du jugement qui lui a été faite ne contenait que le dispositif de ce jugement, sans les qualités ni les motifs.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Considérant que Ponte ayant seulement relevé l'appel par exploit du 30 vent., et ainsi, après l'expiration des trois mois, depuis la signification du jugement qui lui a été faite le 20 frim. précédent, il est clair que, suivant l'art. 60 des règles générales sur l'administration de la justice, publiées au *Bulletin*, n. 43, son appel n'était plus à temps, et que, par conséquent, il n'avait plus le droit d'appeler; l'on ne peut, d'ailleurs, avoir égard à l'exception d'irrégularité de la signification du jugement à Ponte, sans y joindre les motifs, puisqu'il n'est établi par aucune loi que les jugemens doivent être signifiés en toutes leurs parties, et, d'après l'objet pour lequel cette signification est ordonnée, il suffit qu'elle soit faite de la partie dispositive du jugement, pouvant, celui qui veut en appeler, s'en procurer une expédition du greffe, et avoir ainsi les motifs sur lesquels il est appuyé; — Déclare Ponte non recevable dans son appel, etc.

Du 16 prair. an 11.—Trib. d'appel de Turin.

#### SERMENT.—PROCUREUR.

Le serment judiciaire ne peut pas être prêté par procureur (2).

(N...—C. N...)

Le tribunal de Montagny avait décidé que le serment prêté par procureur était valable. — Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Considérant qu'aux termes

(1) V. conf., Turin, 18 therm. an 12; et contraire, Turin, 30 janv. 1811; Bruxelles, 13 fév. 1822. — Cette dernière opinion à laquelle, comme on le voit, la Cour de Turin elle-même a fini par se ranger malgré ses deux précédents arrêts, est la seule conforme au véritable esprit de la loi. Il est, au surplus, hors de doute que la signification du jugement doit faire connaître tout le jugement à la partie qui la reçoit, alors surtout que cette signification a pour objet de la mettre en demeure d'en interjeter appel: ne lui en faire connaître qu'une partie, le dispositif, en supprimant les qualités et les motifs, c'est la mettre dans l'impossibilité de se décider en connaissance de cause, de vérifier si le jugement est régulier en la forme et d'en apprécier le fondement en droit. Une telle signification est donc nulle; elle a donc fait courir les délais de l'appel. — V. en ce sens, Carré, *Lois de la procédure*, Quest. 1567; Thomine-Desmazières, n° 492.

des lois 15, ff. de *jurjurando*, et 12 Cod. de reb. creditis, le serment délégué à une partie doit être prêté par elle en personne, et non par procureur, dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, etc.

Du 21 prair. an 11.—Trib. d'appel de Poitiers.

#### MARIAGE.—OPPOSITION.—MAINLEVÉE.—CONCILIATION.

Avant le Code de procédure, la demande en mainlevée d'opposition à mariage, ne devait pas être précédée de la tentative de conciliation. C'est là une demande qui requiert célérité (3).

(Dufay—C. Dufay.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Considérant que la loi du 30 sept. 1792 dérogeant, dans l'espèce présente, à la loi du 24 août 1790, avait dispensé d'essayer la conciliation sur les demandes en mainlevée des oppositions aux mariages;—Que depuis, la conciliation ne s'est point essayée sur ces sortes de demandes;—Que si les législateurs, dans la rédaction du Code civil, eussent entendu que l'essai de conciliation dût avoir lieu dans ce cas, ils s'en fussent expressément expliqués; — Par ces motifs et ceux énoncés au jugement dont23 appel;—Dit qu'il a été bien jugé.

Du 21 prair. an 11.—Trib. d'appel d'Angers.

#### BILLET À ORDRE.—INTÉRÊT.—PROTÊT.

En Belgique et avant le Code de commerce, les billets à ordre, à la différence des lettres de change, ne portaient pas intérêt du jour du protêt, mais seulement du jour de la demande judiciaire (4).

(Portales et comp.—C. créanciers de Weghe.)

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que Portales n'a produit aucun jugement, et que l'attestation qu'il rapporte de quelques négociants de la ville de Gand ne peut être considérée comme un acte authentique, vu qu'elle n'est d'ailleurs revêtue d'aucune forme probante; qu'ainsi il n'a pas rempli le vœu de l'interlocutoire;—Vu l'art. 7 du tit. 6 de l'ordonn. du comm. de 1673, ainsi conçu : « L'intérêt du principal et du change sera dû, du jour du protêt, encore qu'il n'ait été demandé en justice; »—Et attendu que cet article s'applique aux lettres de change et ne comprend pas les billets à ordre; lesquels en conséquence restent dans les termes du droit commun;—Confirme, etc.

Du 23 prair. an 11.—Tribunal d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Pius et Andoor.

(2) Cela doit être, puisque le serment est un acte essentiellement personnel, et qui tire toute sa valeur de l'intervention même de la personne de celui qui le prête.

(3) Deux autres jugemens en sens contraire ont été rendus avant le Code de procédure: l'un par le tribunal d'appel d'Amies, le 30 vent. an 11; l'autre, par le tribunal d'appel de Bordeaux, le 12 fruct. an 12.—Mais depuis le Code de procédure, il a été jugé par la Cour de Douai, le 22 avril 1819, que la demande en mainlevée d'opposition à un mariage était dispensée du préliminaire de la conciliation. Cette opinion est soutenue par les auteurs du *Praticien français*, t. 1<sup>er</sup>, p. 263, et par Pigeau, t. 2, p. 467.

(4) Cette question ne peut plus s'élever aujourd'hui, l'art. 187 du Cod. comm., déclarant applicable aux billets à ordre la règle de l'art. 184, qui porte que « l'intérêt du principal de la lettre de change protestée faute de paiement, est dû à compter du jour du protêt. »

## DIVORCE.—RÉCONCILIATION.

*La transaction entre deux époux plaissant en divorce, et, par suite, le désistement pur et simple donné par l'époux demandeur, équivaut à une fin de non-recevoir contre la nouvelle demande qui ne serait fondée que sur des faits antérieurs à la transaction, encore bien que cette transaction subordonnée par l'acte à l'homologation de la justice n'ait pu obtenir cette homologation, comme opérant une séparation de corps volontaire (1).*

(Raban—C. sa femme.)

La femme Raban avait commencé des poursuites en divorce contre son mari. — Le 16 fruct. an 8, un rapprochement eut lieu par une transaction notariée, qui contenait séparation de corps et de biens et désistement pur et simple de la demande, et qui devait, en outre, aux termes de l'acte, être homologuée en justice. — L'homologation ayant été refusée, la femme Raban reprit l'instance en divorce contre son mari, sans articuler aucun nouveau fait. — Le mari soutint que la transaction du 16 fruct. an 8 rendait la demande non recevable.

20 prair. an 10, jugement du tribunal de Pontaise, qui accueille la fin de non-recevoir, en ces termes: « Attendu que, postérieurement aux 15-16 niv. an 8, époque des services et mauvais traitements articulés par la femme Raban, elle a provoqué le divorce d'avec son mari; que la première assemblée prescrite par la loi du 30 sept. 1793 s'est tenue le 16 vent. an 8; qu'à la seconde assemblée, tenue le 17 flor., même année, le cit. Raban n'est pas comparu, et qu'il a été indiqué une troisième assemblée pour le 18 therm., lors prochain; que, lors de cette assemblée, les parties ont mis fin à la demande en divorce; qu'elles se sont rapprochées, et que la femme Raban a renoncé à toutes ses poursuites; que, par acte passé devant le notaire de Magny, le 10 fruct. an 8, les parties ont fait une transaction qui, si elle est irrégulière en ce qu'elle opère une séparation de corps et de biens volontaire, est, néanmoins, une pièce authentique qui constate, par son art. 9, que la femme Raban avait oublié tous ses griefs contre son mari, si elle en avait alors, par son désistement pur et simple de sa demande en divorce; — Attendu que les faits dont la femme Raban offre aujourd'hui de faire preuve sont tous antérieurs à ses premières poursuites, à sa réconciliation et à son désistement; qu'elle n'en articule pas de nouveaux à l'aide desquels elle puisse faire revivre ceux qui sont solennellement couverts et effacés; — Attendu qu'il est de principe dans la jurisprudence que, lorsqu'il a existé un commencement de rupture entre un mari et une femme, qui a été suivie d'une réconciliation, les faits de mauvais traitements qui ont précédé le commencement de rupture sont couverts par la réconciliation qui rend la femme non recevable à s'en plaindre; — Le tribunal, — Déclare la femme Raban non recevable en sa demande. »

Appel par la femme Raban. — Elle soutient que la transaction et le désistement par elle consentis étaient seulement conditionnels, et que la condition dont ils dépendaient, l'homologation de la séparation de corps et de biens, étant venue à manquer, les parties avaient été remises dans le même état qu'auparavant.

(1) Y. comme analogue, Turin, 20 juin 1807. — Dans l'espèce du jugement que nous recueillons, il résultait de l'acte de transaction que le désistement de la femme avait été pur et simple, bien que les parties eussent subordonné l'objet de la transaction, c'est-à-dire la séparation de corps et de biens qu'elles

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 22 prair. an 11. — Tribunal d'appel de Paris.

## PRISE MARITIME.—COMPOSITION.—NAVIRE DE PETIT CABOTAGE.

*Le capitaine d'un navire de petit cabotage, peut valablement composer avec un corsaire capteur, sans avoir pris l'avis des principaux de l'équipage; à cet égard, les règles tracées par l'ordonn. de marine, ne sont applicables qu'aux capitaines au long cours ou de grand cabotage.*

(Du Bochet—C. Ockel.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que, de l'aveu des parties, l'expédition dont s'agit était simulée, tant par rapport au navire qu'à la destination; — Que la capture a été faite dans la route que le capitaine devait suivre, pour se conformer à ses instructions; — Attendu que la menace d'envoyer les pièces en Angleterre, pour faire examiner la validité de la prise, la crainte de la captivité de l'équipage et les risques probables de la confiscation, ont été des motifs suffisants pour déterminer une composition, surtout eu égard à la médiocrité de la valeur du chargement; — Attendu que les règles dont l'observation est prescrite par l'ordonnance de la marine, ne sont strictement applicables qu'aux bâtiments destinés aux voyages de long cours ou du grand cabotage, pour lesquels les équipages sont composés de manière que toutes les formalités peuvent se remplir; — Que l'art. 6 de l'ordonnance du 18 oct. 1740, indique assez cette différence dans les dispositions qu'elle contient, et qui sont ainsi conçues: « Les capitaines employés au petit cabotage doivent uniquement avoir connaissance des côtes, ports et havres, compris dans l'étendue de ladite navigation, sans être assujettis pour leur admission aux formalités prescrites par les ordonnances, pour les capitaines faisant des voyages de long cours; » — Attendu que, dans la position où s'est trouvé le capitaine Brandhoff, au milieu d'un repaire de corsaires, il n'a pu prendre conseil que de lui-même, pour sauver le navire et une partie de la cargaison, et que néanmoins il conte qu'il a eu recours à l'avis de trois compagnons de malheur qui lui ont persuadé la voie de la composition; — Attendu qu'à son arrivée à la Tremblade, premier port gagné par le capitaine Brandhoff, il y a fait sa déclaration au bureau de l'administration de la douane, remplaçant à cet égard l'amirauté, et qu'il a ainsi satisfait à l'art. 4, liv. 1<sup>re</sup>, tit. 10 de l'ordonn. de 1681; — Attendu que de toutes les circonstances et pièces du procès, il résulte que la conduite du capitaine Brandhoff est à couvert de tout reproche, et que la composition qu'il a faite avec le corsaire capteur, est l'ouvrage de la nécessité et de la prudence; — Dit qu'il a été bien jugé, ordonne que la sentence du tribunal d'Ostende sera exécutée.

Du 24 prair. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

établissait entre elles, à l'homologation de la justice. — Ici, la condition n'a paru aux juges, se rapporter qu'à la transaction elle-même; mais si elle eût été expressément apposée au désistement, nous ne doutons pas que la décision n'eût été tout autre,

**VENTE.—PRIX.—ERREUR.—LÉSION.—DOUBLE ÉCRIT.**

*Lorsque deux héritages ont été vendus pour un seul et même prix que les parties ont ensuite divisé, pour en appliquer partie à l'un des héritages et partie à l'autre, l'erreur qui tombe sur le prix d'un des biens vendus, et qui résulte de ce que ce bien affermé pour le prix le plus considérable, a été vendu le moins cher, annule le contrat pour le tout (1).*

*Lorsque les droits de plusieurs co-vendeurs ne sont pas de même nature, et que chacun d'eux ne garantit la vente que pour ce qui le concerne personnellement, il ne suffit pas, alors d'un seul original pour tous les vendeurs.—Chaque vendeur doit en avoir un distinct et séparé. (Cod. civ., 1325.)*

(Ficatier et consors.—C. Testot et Lhuillier.)

Par acte sous seing privé du 3 flor. an 10, Ficatier, Regley fils et autres, propriétaires des 7/9 de la ferme de Perthes, et Regley père et fils, propriétaires des 1/9 de la ferme de Blesmes, vendirent leurs différentes portions aux cit. Testot et Lhuillier; «La vente, porte l'acte, est faite « pour le prix de 6,443 liv., savoir 4,645 livres « pour les 7/9 de la ferme de Perthes, et 1,798 liv. « pour les 1/9 de celle de Blesmes. »

Dès le lendemain, les vendeurs ont demandé la nullité de la vente, attendu qu'il y avait eu erreur évidente dans la fixation du prix de la ferme de Blesmes; qu'en effet, cette ferme était dans sa totalité, d'une valeur de 12,000 fr., ce qui, pour les 1/9 vendus, donnait une somme de 3,333 liv., au lieu de celle de 1,798 portée au contrat. — De plus, les vendeurs ont proposé contre l'acte un moyen de nullité, pris de ce qu'il n'avait pas été rédigé en autant d'originaux qu'il y avait des parties, ayant des intérêts distincts.

30 niv. an 11, jugement du tribunal de Châlons-sur-Meuse qui rejette ces moyens, et ordonne l'exécution de la vente. — Appel.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL;** — Attendu, 1<sup>o</sup> que lors de la vente dont il s'agit, faite sous seing privé le 3 flor. an 10, dûment enregistrée, la ferme de Perthes était affermée par bail 250 liv. par an, et celle de Blesmes dix-sept setiers de blé, 54 liv. en argent et autres menues redevances, et exemple de toutes impositions; — 2<sup>o</sup> qu'il en a été fait une déclaration expresse dans l'acte de vente en question; que cette déclaration, de la part des vendeurs, a eu nécessairement pour objet, d'un côté, de manifester leur intention de vendre leurs portions dans les deux fermes, savoir: les 7/9 dans celle de Perthes, et les 1/9 dans celle de Blesmes, un prix correspondant et proportionné à celui du fermage de l'une et de l'autre; et, d'un autre côté, de faire connaître aux acquéreurs que le prix auquel on voulait vendre n'était point excessif, mais au contraire qu'il était modéré, et de leur procurer une sûreté à cet égard; — 3<sup>o</sup> que, d'après les baux de

(1) Tous les auteurs enseignent que l'erreur sur la chose annule le contrat de vente. Mais en est-il de même de l'erreur sur le prix, lorsqu'elle ne va pas jusqu'à une lésion des sept douzièmes? A notre avis, il faut distinguer entre l'erreur d'évaluation et l'erreur d'énonciation: contre la première, nul moyen de résiliation; contre la seconde, on peut exciper de nullité pour erreur de fait, aux termes des art. 1109 et 1110, C. civ.

(2) V. sur les distinctions dont la solution des

ces deux fermes et les autres pièces de la cause, il est constant que la valeur de la ferme de Perthes était au moins de 9,000 liv., et celle de la ferme de Blesmes, de 12,000 liv.; — 4<sup>o</sup> que dans l'acte de vente en question, il n'y a point d'erreur, ou du moins s'il n'y a qu'une très légère erreur de calcul, relativement aux 7/9 de la ferme de Perthes, il y en a évidemment une considérable, par rapport au prix des 1/9 de la ferme de Blesmes, puisque le prix n'a été porté qu'à la somme de 1,798 liv., lorsqu'il devait s'élever au moins à celle de 3,333 liv.; — 5<sup>o</sup> attendu qu'il serait contre toute justice et contre toute équité, que les acquéreurs profitassent, au préjudice des vendeurs, de l'erreur qui s'est glissée dans la rédaction de la clause relative au prix des objets vendus;

Attendu d'ailleurs, que les vendeurs n'ont vendu chacun que les portions qui leur appartenaient particulièrement dans le bien de la ferme de Blesmes, provenant de la succession de la dame Carré, et notamment le cit. Regley, greffier à l'île de France, 1/9 qui lui appartenait avant l'ouverture de la succession de la dame Carré; — Que les droits des vendeurs étant de diverses natures, et chacun d'eux n'ayant garanti la vente que pour ce qui le concernait personnellement, il était indispensable, pour la validité de cette vente, que chacun d'eux fût muni d'un double; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, déclare nul et de nul effet l'acte de vente sous seing privé, du 3 flor. an 10, etc.

Du 25 prair. an 11.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

**DERNIER RESSORT.—DEMANDE RECONVENTIONNELLE.—DOMMAGES-INTÉRÊTS.**

*Une demande reconventionnelle en dommages-intérêts, formée à l'occasion d'une saisie-arrêt pratiquée pour une somme inférieure à 1,000 francs, n'empêche pas que l'affaire ne doive être jugée en dernier ressort par le tribunal de première instance (2).*

(N....—C. N....)

Il s'agissait d'une saisie arrêt formée pour une somme de 210 fr. Le saisi, tout en demandant la nullité de la saisie, concluait en 1,200 fr. de dommages-intérêts.

Jugement qui déclare la saisie valable et par suite refuse les dommages-intérêts.

Appel.—Fin de non-recevoir prise de ce que le tribunal avait prononcé sur une demande inférieure à 1000 fr.; — à quoi il était répliqué que la demande des dommages-intérêts avait élevé la valeur du litige au-dessus de cette somme.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que le prononcé du jugement n'a pu être rendu applicable par la demande en dommages-intérêts de la veuve Huissier, par la raison que, d'une part, la saisie n'était que d'une somme égale au montant de la promesse, et que, de l'autre, il résulterait un grand abus de s'arrêter à des appellations basées sur de tels motifs, qui, dans tous les cas,

questions de ce genre était insusceptible, avant la loi du 11 avril 1838, les jugements des 28 vent., 23 flor. an 8; 16 therm. an 10, et les observations qui les accompagnent — Aujourd'hui, et depuis la loi du 11 avril 1838 (art. 2), il doit être statué en dernier ressort sur les demandes incidentes en dommages-intérêts à quelque taux qu'elles puissent s'élever, lorsqu'elles sont fondées exclusivement sur la demande principale elle-même.

et si elles étaient accueillies, rendraient illusoire le droit qu'ont les tribunaux de première instance de prononcer en dernier ressort jusqu'à 5,000 fr. de principal; — Rejeté ledit appel.

Du 25 prair. an 11. — Trib. d'appel de Grenoble.

#### OFFICE. — Cession. — Suppression.

*Le titulaire d'un office qui s'en était rendu acquéreur moyennant une rente stipulée payable, même dans le cas où le droit cédé ne produirait point son effet, n'est pas dispensé du service de cette rente par la suppression ultérieure de l'office (1).*

(Dackweiler — C. Katz.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu qu'il conste de l'acte ou convention passée entre les parties, le 15 sept. 1787, relativement à la survivance de la place de bailli des baillages de Caster et de Jueben, que Geoffroy Dackweiler serait obligé à payer au conseiller Katz la rente dont il s'agit, même dans le cas où la survivance, transférée avec la ratification électorale, n'aurait jamais son effet, et à fournir une hypothèque suffisante pour le paiement de ladite rente; d'où il résulte qu'il a implicitement pris sur lui tous les événements, et qu'il a affecté ses biens propres et particuliers pour le service de la rente; — Qu'il est également constant qu'en vertu de cette convention, Geoffroy Dackweiler est devenu bailli de Caster et de Jueben; que, dès lors, le contrat de cession ayant reçu toute son exécution, l'extinction de ladite charge de bailli opérée par la réunion du pays à la république française, par l'abolition de l'ancien régime et par l'organisation des nouveaux tribunaux, s'est faite sur la tête du titulaire de ladite charge et au préjudice, suivant le principe de droit, *res perit domino*; — Confirme, etc.

Du 26 prair. an 11. — Trib. d'appel de Trèves. — 1<sup>er</sup> sect. — Pl., les cit. Schmetzer et Schmitt.

#### 1<sup>o</sup> REMPLI. — Autorisation. — Femme.

#### 2<sup>o</sup> COMMUNAUTÉ. — ENTRETIEN DU MÉNAGE. — PRÉSUMPTION DE PAIEMENT.

*1<sup>o</sup> La femme non commune ne pouvait, avant le Code civil, demander à son mari le rempli de ses propres aliénés, par cela seul que le mari en avait autorisé la vente. Cette autorisation n'établit pas nécessairement que le mari ait profité du prix: elle ne forme pas même à cet égard, une présomption qui ait effet jusqu'à preuve contraire (2).*

*2<sup>o</sup> Lorsque deux époux, non communs en biens, sont convenus purement et simplement de contribuer aux frais du ménage, ils n'ont pas besoin l'un à l'égard de l'autre d'établir leur libération mutuelle par des quittances en bonne forme. Dans ce cas, si l'un des époux laisse écouler un temps considérable sans former de réclamation à la charge de son conjoint, il y a présomption que celui-ci a fourni sa part contributive.*

(Nicolai — C. Nicolai.)

La dame de Collandes et le président de Nicolai ont contracté mariage en 1784. Ils ont stipulé une séparation de biens avec convention que

la femme tiendrait la maison, et que le mari contribuerait pour une certaine somme aux dépenses du ménage. Il était dit de plus que le rempli des propres aliénés se ferait à l'ordinaire.

Pendant le mariage, la dame de Nicolai a aliéné plusieurs de ses propres avec l'autorisation de son mari.

Les sieur et dame de Nicolai avaient cessé de demeurer ensemble depuis 1789, lorsque survint le décès du président de Nicolai, en 1793.

C'est alors que la dame de Nicolai a formé contre les héritiers de son mari une demande tendant au paiement 1<sup>o</sup> d'une somme de 120,000 liv. pour dépenses communes de 1784 à 1789, alléguant que son mari ne lui avait jamais rien fourni pour la contribution à laquelle il était tenu à cet égard; 2<sup>o</sup> d'indemnités pour le prix de ses propres aliénés sans rempli.

16 flor. an 10, jugement du tribunal de la Seine qui rejette en ces termes ces diverses prétentions: — « En ce qui concerne le chef de demande relatif à la contribution aux dépenses communes de la maison des époux: — Attendu que la clause du contrat de mariage n'obligeait pas les époux à constater par quittances leur libération; que l'action de la femme après un laps de temps considérable est autant contraire aux principes de droit qu'à la dignité du mariage; — En ce qui concerne le chef de demandes à fin de rempli du prix des propres aliénés: — Attendu que, dans le cas de séparation contractuelle des époux, l'action en rempli, au profit de la femme, n'est admissible que comme conséquence de la prohibition de tous avantages, même indirects, entre époux, lorsqu'il y a preuve que le mari a reçu, personnellement, le prix des aliénations et les deniers des remboursements de la rente, ou seulement présomption qu'il en ait profité; que cette responsabilité du mari ne peut naître du fait seul des autorisations données par lui pour habiliter sa femme à contracter, puisque le besoin des affaires de sa femme peut rendre lesdites autorisations justes et nécessaires; — Attendu que la clause de rempli et de stipulation d'hypothèque, insérée au contrat de mariage de la dame de Nicolai, ne lui confère d'autres droits que ceux résultant de la jurisprudence et de l'usage dans le cas de séparation contractuelle; — Attendu, en fait, qu'il est prouvé par les actes d'aliénation et de remboursement produits en la cause que le cit. Nicolai n'a touché, personnellement, aucune somme provenant des remboursements de rente et des aliénations des biens de sa femme...; — Déboute la veuve Collandes de toutes ses demandes. »

Appel de la part de celle-ci.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Adoptant les motifs des premiers juges; — Dit bien jugé.

Du 2 mess. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### STELLIONAT. — HYPOTHÈQUE.

*Celui qui hypothèque des immeubles qu'il déclare être libres, est par cela seul contractuellement par corps comme stellionnaire, encore que ses autres biens soient plus que suffisants pour répondre de la dette (3).*

charge cédée. V. dans ce sens, Cass. 26 juiv. an 11, et la note.

(2) L'art. 1450 du Code civil pose aujourd'hui une règle contraire.

(3) V. conf., Paris, 6 janv. 1810. — C'est une question fort délicate que celle de savoir si, sous le C. civ., le stellionat qui, par l'événement, n'a pas eu et ne peut avoir

(1) Jugé dans le même sens, même indépendamment de la clause de non-garantie qu'on trouvait dans l'espèce du jugement que nous rapportons. V. Trèves, 17 janv. 1806; Turin, 11 fév. 1811. — Mais il en serait autrement, si l'acquéreur avait spécialement restreint l'obligation de payer une somme annuelle, au temps durant lequel il conserverait la

(Légant — C. Leroy.)

Par contrat du 15 nivôse an 8, le marié Liégant, débiteurs envers Leroy d'une somme de 8,331 fr., hypothéquent à son profit tous leurs biens immeubles, et notamment une maison désignée dans l'acte, et qu'ils déclarent franche de toutes charges. — Cependant, cette maison était grevée d'une hypothèque antérieure et inscrite au profit du sieur Durieux. — Instruit de ce fait, Leroy assigne ses débiteurs pour les faire condamner par corps comme stellionnaires au paiement de sa créance. — Les mariés Liégant repoussent l'action, sur le motif que les autres immeubles hypothéqués sont plus que suffisants pour assurer la créance de Leroy.

15 pluv. an 11, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui, sans égard à cette défense, condamne Liégant par corps à payer les 8,331 fr. dus à Leroy : « Attendu, en droit, que le seul fait de la fausseté de la déclaration des débiteurs constitue le stellionat; que l'action du créancier pour l'application de la peine de la contrainte par corps ne peut être subordonnée à aucune vérification préalable, soit de la valeur de l'immeuble hypothéqué, soit de l'existence d'autres biens libres; qu'ainsi Liégant et sa femme ont valablement articulé qu'ils ont d'autres biens non grevés d'hypothèques et de valeur supérieure à leur dette. »

Appel par les mariés Liégant, persistant à soutenir que, tant que le créancier ne court aucun danger de perdre sa créance, et que les biens qui restent soumis à l'hypothèque, sont suffisants pour en répondre, il ne peut être admis à poursuivre le débiteur pour stellionat.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Adoptant les motifs exprimés au jugement attaqué ; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 5 mess. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

PROTÉT. — FAILLITE.

Avant le Code de commerce, le porteur d'un effet de commerce était tenu de le faire protester à l'échéance pour conserver son action en garantie, malgré l'état de faillite du débiteur (1).

(Doré — C. Baes-de-Bal.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Attendu que l'effet dont il s'agit échoit le 22 niv., et qu'il n'a été protesté que le 6 pluv. suivant ; — Vu l'art. 4, tit. 5, de l'ordonnance de 1673 et les art. 10 et 15 du même titre ; — A attendu que les billets à ordre sont, quant aux formalités du protêt, assimilés aux lettres de change, et que l'art. 4, ci-dessus cité, ne dispense, dans aucun cas, de la nécessité de faire le protêt dans le temps prescrit ; — Réformant, décharge les appellans des condamnations prononcées contre eux, etc.

Du 6 mess. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., le cit. Mangé.

1<sup>er</sup> MANDATAIRE. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

— DATE CERTAINE.

2<sup>e</sup> BAIL. — SOLIDARITÉ.

1<sup>er</sup> Les actes sous seing privé souscrits par un fondé de pouvoirs, font foi de leur date

au créancier, donne lieu à la contrainte par corps contre le débiteur. Merlin, *Rep.*, v<sup>o</sup> Stellionat, n<sup>o</sup> 7; Favard de Langlade, *cod. verb.*, et Duranton, t. 15, n<sup>o</sup> 447 se décident pour la négative. V. aussi en ce sens, Turin, 18 avril 1808, et Lyon, 5 avril 1827. — Coin-Delisle, *Comm. du Code civ.*, sur l'art. 2059, n<sup>o</sup> 18,

contre le mandant. Dès lors, ils obligent ce dernier, bien que le mandat ait été révoqué avant leur enregistrement (2).

2<sup>e</sup> Les preneurs parties dans un bail (par eux ou par leurs mandataires) sont tenus solidairement de l'exécution de ce bail, lorsque les lieux ont été loués dans un intérêt commun et d'une manière indivise.

(Lavoisier — C. Massieu.)

Divers intéressés à la liquidation de la ci-devant ferme générale avaient donné pouvoir à quelques-uns d'entre eux de poursuivre cette liquidation. Les mandataires ayant besoin d'un local pour se livrer aux opérations que nécessitait la mise en état des comptes, prirent à bail, suivant acte sous seing privé, un appartement dans la maison du cit. Massieu. — Quelques temps après ce bail, la veuve Lavoisier, l'un des intéressés, déclara révoquer le mandat qu'elle avait donné. — Le cit. Massieu, n'étant pas payé de ses loyers, n'en dirigea pas moins des poursuites contre elle et d'autres intéressés, à fin de condamnation solidaire. La veuve Lavoisier soutint que le bail étant sous seing privé, et n'ayant pas acquis date certaine avant la révocation du mandat, ne pouvait lui être opposé, et qu'en tout cas elle ne saurait être tenue solidairement des loyers dus. — A quoi le cit. Massieu, répondit que les actes sous seing privé, consentis par un mandataire, ont effet contre le mandant, quoiqu'ils n'aient pas date certaine, ces derniers ne pouvant être considérés comme des tiers à l'égard de ces actes, lorsque d'ailleurs, comme ici, ils rentrent dans l'exécution du mandat. Quant à la solidarité, le demandeur soutint qu'elle résultait de l'indivisibilité de la location.

26 germ. an 11, jugement du tribunal de la Seine, qui rejette les exceptions de la veuve Lavoisier, et condamne tous les défendeurs solidairement à l'exécution du bail et au paiement des loyers échus : — « Attendu, est-il dit, que les intéressés ayant pensé qu'il était urgent pour eux d'accélérer la liquidation de leurs divers intérêts, partie d'entre eux se sont réunis et ont donné pouvoir à cinq d'entre eux portant autorisation de louer un local, à l'effet d'y réunir les pièces qui pouvaient les intéresser et travailler à leur liquidation ; — Qu'en vertu et en exécution de ce pouvoir, ces cinq mandataires ont pris à bail du cit. Massieu un local dans la maison qu'il tenait des héritiers Bertrand ; — Que cette maison a été louée pour l'intérêt commun de tous les intéressés à la ci-devant ferme générale ; que si on ne peut pas les considérer tous comme solidairement obligés, au moins ceux qui ont signé les pouvoirs sont-ils tous spécialement, et chacun en particulier, devenus locataires ; — Que l'emploi de cette maison ayant été pour l'intérêt commun, ils ont conséquemment, joint en commun et d'une manière indivise ; — Que le bail n'a pas été passé individuellement et divisément ; — Que la solidarité entre ceux qui ont signé les pouvoirs résulte de l'objet même pour lequel les lieux ont été loués, et par la jouissance et l'usage qui ont eu lieu ; — Que la dame veuve Lavoisier, ayant souscrit et donné les pouvoirs, la révocation postérieure de sa procuration ne peut détruire l'obligation contractée par le bail, etc. » — Appel.

soutient Pavis contraire; V. anal., Cass. 19 juin 1816.

(1) Telle est aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 163 du Code de commerce.

(2) Ce point a été consacré par plusieurs autres décisions : P. Bordeaux 25 juill. 1826, et 22 janv. 1827; Paris, 7 janv. 1834; Cass. 7 nov. 1834.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme, etc.

Du 6 mess. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

**DOUAIRE. — ACTION PERSONNELLE. — ACQUÉREUR. — RETENUE DU DIXIÈME**

*L'assignat limitatif de l'hypothèque d'un douaire sur tel ou tel immeuble désigné, dont les parties conviennent, n'exclut pas l'action personnelle de la douairière contre les héritiers du mari.*

*Et dans ce cas, les acquéreurs de l'immeuble spécialement hypothéqué, qui ont contracté l'obligation de servir le douaire, et dont la négligence donne lieu aux poursuites de la douairière, sont tenus d'indemniser les héritiers.*

*Les arrérages du douaire étaient assujétis à la retenue du dixième, comme les arrérages des rentes viagères.*

(Massot — C. Faure.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — En ce qui touche le fond de l'appel : — Attendu que l'assignat spécial et limitatif du douaire de la veuve Massot n'a été stipulé que pour restreindre l'hypothèque de ce douaire ; d'où il suit qu'il n'est point exclusif de l'action personnelle exercée par la dame Massot contre les héritiers de son mari ; — Attendu que le capital de la rente viagère due à la veuve Massot est déterminé par son contrat de mariage, et que les retenues à elle faites pour impositions n'ont pas excédé le taux réglé par les lois relativement aux rentes viagères dont le capital est connu ; — Attendu que Veron est le dernier acquéreur de la maison affectée au douaire ; que le somme de 24,000 liv. laissée par les héritiers Faure entre les mains du premier acquéreur, pour sûreté du douaire, a passé dans les siennes ; qu'il s'est obligé, par son contrat d'acquisition, de servir exactement le douaire de la même manière que les précédents acquéreurs s'y étaient soumis ; que sa condition n'aurait pu qu'empêcher par l'exercice direct de l'action en garantie contre le premier acquéreur, laquelle en définitive, par les recours successifs, serait retombée sur lui Veron ; — Qu'au surplus, il s'est reconnu passible de l'action des héritiers Faure, par le paiement qu'il leur a fait volontairement de tous leurs frais, le 12 pluv. an 9 ; qu'enfin, c'est par son fait, c'est-à-dire par son défaut d'exactitude à payer le douaire de la veuve Massot, que les procédures ont recommencé le 23 brum. an 10 ; — Attendu, à l'égard de Piedfort, qu'antérieurement à la reprise de ces procédures, la vente par lui faite à Veron avait été réalisée par acte authentique, et que cette circonstance, connue des héritiers Faure, leur était tout prétexte de donner suite à la garantie par eux exercée précédemment contre ledit Piedfort ; — Attendu qu'il résulte des mêmes circonstances, que la veuve Massot n'a eu aucun motif pour actionner ledit Piedfort en déclaration de jugement commun ; — Met l'appellation et ce dont est appelé au néant, etc.

Du 6 mess. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

(1) C'est là une application du principe posé dans les articles 111 du Code civ., 59, 559, 584, 634, 637, etc., Code de procédure civile.

(2) L'usage de la marque d'une fabrique constitue en effet moins une atteinte au droit de propriété même de cette fabrique (cas où le propriétaire aurait

**DOMICILE ÉLU. — OFFRES RÉELLES.**

*Le débiteur est valablement poursuivi au domicile qu'il a élu par l'exploit d'offres réelles de sa dette. Dans ce cas, il n'est pas nécessaire d'assigner à personne ou au domicile réel. (Cod. proc. civ., art. 68, enal.) (1).*

(La veuve Baudrier — C. Testu.)

Le 12 pluv. an 11, jugement par lequel le tribunal de commerce de Paris, « Attendu que la veuve Baudrier avait élu son domicile chez le cit. Cousin, avoué, par son exploit d'offres réelles, et qu'une demande relative auxdites offres a été valablement formée à ce domicile élu, déboute la veuve Boudrier de sa demande en nullité, et ordonne qu'elle défendra au fond. » — Appel.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme.

Du 7 mess. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

**CONTREFAÇON. — MARQUE. — FORGES. — LO-CATAIRE.**

*Celui qui tient à bail l'exploitation de forges a droit, comme la propriétaire lui-même, de poursuivre en contrefaçon tous ceux qui imiteraient, pour leur propre compte, les marques distinctes des fers fabriqués dans ces forges (2).*

(Stoher — C. Feimouville.)

Le duc d'Arenberg était propriétaire de deux forges situées dans le pays d'Arenberg, et dont les produits, recherchés dans le commerce, étaient distingués par une marque particulière, formée des deux lettres A R. entourées d'un fleuron. — Le 13 sept. 1792, ces deux forges furent données à bail au sieur Jean Stoher. — Celui-ci ayant appris qu'un sieur Feimouville, maître de forges, faisait apposer sur les fers de sa fabrique, une marque semblable à celle qui servait à distinguer les fers sortis des forges d'Arenberg, forma contre lui une demande tendant à ce qu'il lui fût fait défense d'employer cette marque à l'avenir, et conclut en même temps à des dommages-intérêts. — A cette demande, Feimouville opposa une exception péremptoire tirée de la qualité du demandeur ; il soutint que Stoher, comme simple fermier, n'avait aucune qualité pour agir ; que ce droit n'appartenait qu'au propriétaire seul. — Cette exception fut accueillie par les juges de première instance ; mais, sur l'appel, il fut statué en ces termes :

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que le sieur Stoher ne doit pas seulement être considéré comme fermier ou adjudicataire des forges dont il s'agit, mais encore comme fabricant de fers, ayant en cette dernière qualité la propriété des fers par lui fabriqués, et le droit d'y apposer la marque dont il s'agit ; — Qu'en conséquence, il a qualité pour poursuivre en justice tous ceux qui, en usurpant sa marque, lui auraient occasionné quelque dommage ; — Dit mal jugé, etc.

Du 9 mess. an 11. — Trib. d'appel de Liège.

seul qualité pour agir), qu'un trouble apporté à l'exercice du droit du fabricant et à la jouissance du fermier : celui-ci doit donc être reçu à faire cesser ce trouble et à réclamer indemnité pour le préjudice qu'il a pu lui causer. — V. sur la propriété des marques de fabrique, notre Dictionnaire du contentieux commercial, v<sup>o</sup> Contrefaçon, § 2.

**SUBSTITUTION. — DONATION. — LOI ABOLITIVE. — BELGIQUE.**

*La clause d'une donation entre vifs par laquelle le donateur déclare qu'au cas de décès du donataire, sans enfants, des biens donnés devront être rendus à un tiers désigné, renferme une substitution fidéicommissaire.*

*La loi des 35 oct.-14 nov. 1792, abolitive des substitutions, n'était point encore obligatoire dans les départements de l'Escaut et de la Lys, au 7 frim. an 6 (1).— Cette loi n'était pas non plus obligatoire à la même époque dans le département de la Dyle : elle ne l'est devenue que le 12 du même mois (2).*

(Ven der Meer. — C. de Ligne et de la Deuze.)  
Du 9 mess. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles.  
— 1<sup>re</sup> sect. — Concl., le cit. Beys, commiss.  
— Pl., les cit. de Swerte, de Vieschouère, Cocquet et Crassous.

**HÉRITIER. — TITRE EXÉCUTOIRE.**

Du 9 mess. an 11. — (Chevion C. Vitry.) — Trib. d'appel de Paris. — V. ce jugement sous la date du 9 fruct. an 11.

**1<sup>re</sup> PROPRIÉTÉ INDUSTRIELLE. — COPROPRIÉTÉ.****2<sup>o</sup> JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — APPEL.**

1<sup>o</sup> *La simple exécution d'un objet d'art, dont un tiers a conçu le plan et dirigé le travail, peut être considérée comme conférant un droit de copropriété à l'auteur de l'exécution; surtout si les parties étaient convenues entre elles de partager la récompense qu'elles sollicitaient du gouvernement (3).*

2<sup>o</sup> *Le jugement qui, dans une contestation relative à la propriété d'un objet d'art, ordonne, avant faire droit, une expertise à l'effet de constater la part pour laquelle chacun des prétendants a contribué à la formation de l'objet litigieux, est purement préparatoire dans le sens de la loi du 3 brum. an 2.— En conséquence, sous l'empire de cette loi, l'appel d'un pareil jugement n'était pas recevable avant le jugement définitif (4).*

(Dufay—C. Derouges.)

Un tableau représentant, au moyen de planches mobiles, les phénomènes successifs de la conception, de la grossesse et de l'accouchement, avait été fait en commun par les cit. Dufay, médecin-accoucheur, et Devouges, peintre. Le premier avait fourni le plan et les pièces ana-

tomiques, le second avait exécuté le tableau.—M avait été convenu entre les deux parties, qu'elles partageraient entre elles la récompense pécuniaire qu'elles espéraient obtenir du gouvernement.

Nonobstant ces conventions, Dufay, à titre d'inventeur, se déclare publiquement seul propriétaire du tableau.—Citation en justice contre lui, à la requête de Derouges; et le 9 niv. an 11, jugement du tribunal de première instance de Paris, qui, « Attendu que, de l'aveu de Dufay, la récompense espérée du gouvernement, à raison de cet ouvrage, devait être partagée entre les parties, d'où il résulte qu'elles ont regardé le tableau comme une propriété commune; — Ordonne, avant faire droit, que, par deux chirurgiens accoucheurs et deux peintres nommés à l'amiable, sinon d'office, le tableau en litige sera vu à l'effet d'estimer la part de chacune des parties dans la formation de ce tableau, et le salaire de celle dont le travail serait reconnu par eux n'avoir été qu'accessoire, pour, sur leur procès-verbal dûment affirmé et rapporté, être par les parties requis et par le tribunal ordonné ce qu'il appartiendra. »

Appel par Dufay, en ce que cette décision préjuge la question de propriété du tableau contentieux.—Devouges, tout en soutenant subsidiairement son droit de copropriété, conclut principalement à ce que l'appel soit déclaré non recevable, comme étant interjeté contre un jugement qui ordonnait une mesure purement préparatoire.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL.**—Vu la loi du 3 brum. an 2; — Et attendu que le jugement dont est appel ne prononce point définitivement sur la propriété du tableau contentieux, et que la mesure ordonnée par ledit jugement est purement et simplement préparatoire; — Déclare Dufay purement et simplement non recevable dans son appel.

Du 11 mess. an 11.—Trib. d'appel de Paris.— 3<sup>e</sup> sect.—Pl., les cit. Dufay et Leroy.

**PREScription. — ACTION PERSONNELLE. — ACTION HYPOTHÉCAIRE. — TIERS DÉTENTEUR.**

*La prescription de l'action personnelle n'est pas interrompue par des poursuites dirigées contre le tiers acquéreur des biens hypothéqués à la dette.— En ce cas, et si, pendant la durée de ces poursuites, la dette personnelle est prescrite, l'acquéreur peut opposer cette prescription pour faire tomber l'action hypothécaire dirigée contre lui (5).*

(1) C'était là, dans l'espèce jugée, le jour du décès de l'héritier institué chargé de substitution.

(2) V. un arrêt de cassation rendu le 2 therm. an 9 entre les mêmes parties, au sujet de la loi du 17 niv. an 2. V. aussi l'arrêt de rejet rendu dans l'affaire actuelle, à la date du 4 flor. an 12.

(3) Cette décision, qui résulte seulement des motifs du jugement de première instance, est une conséquence de ce principe, que les tribunaux ont le droit d'apprécier souverainement le degré et le caractère de collaboration nécessaires pour conférer la copropriété d'une œuvre d'art ou d'esprit. — V. du reste, sur le sens légal du mot auteur en matière de produits des arts, Et. Blanc, *Traité de la contrefaçon*, liv. 3, chap. 7, tit. 1<sup>er</sup>, sect. 1<sup>re</sup>.

(4) Sous le Code de proc., la solution dépendrait du point de savoir si un tel jugement est interlocutoire ou préparatoire. — Dans le premier cas, l'appel serait recevable avant le jugement définitif, à la différence de ce qui aurait lieu dans le second cas (art. 451).

**I. — II<sup>e</sup> PARTIE.**

(5) C'est ce qui a été jugé par la Cour de cassation, sous l'empire du Code civil, le 25 avril 1826, et par la Cour de Riom elle-même, les 2 av. 1816, et 6 juillet 1830 (Volome 1830, ainsi que par la Cour de Metz, le 5 juill. 1822. Telle est aussi l'opinion de M. Grenier, des *Hypoth.*, t. 2, p. 462, et de M. Troplong, *Précis et Hyp.*, n<sup>o</sup> 878 bis (Contr., Grenoble, 2 juin 1831, Volome 1831). — Cette jurisprudence et cette doctrine, desquelles il résulte que la durée de l'action hypothécaire se trouve subordonnée à la durée de l'action personnelle, quelque fondées sur des principes qui nous paraissent parfaitement vrais et incontestables, sont cependant contraires à ce qu'était admis au droit romain. D'après la loi *Cum notissimi*, Cod. de *Prescript. trigint. et quadrag. annorum*, l'action hypothécaire contre le débiteur ne s'éteignait que par quarante ans, tandis que l'action personnelle s'éteignait par trente ans; d'où résultait cette conséquence que l'action personnelle était éteinte avant l'action hypothécaire, ce qui faisait dire à Godefroy, sur la loi *Cum notissimi*: *Et tunc*

(Chautard—C Gay.)

Le 7 avr. 1739, Chautard obtint un jugement contre Jean Gay. — Peu de temps après il y eut acquiescement à cette sentence, et règlement par transaction de la créance qui en résultait. — Chautard a fait depuis une saisie-arrêt entre les mains du fermier de son débiteur, et pendant les contestations occasionnées par cette mesure, le fermier est devenu acquéreur des biens dont il était détenteur. — Alors Chautard a dirigé contre ce tiers détenteur une action hypothécaire. Cette procédure qui donna lieu à de nombreux incidents, soit devant la sénéchaussée d'Auvergne, soit devant le parlement, n'était pas encore terminée, lorsqu'arriva la révolution. Portée alors devant le tribunal d'appel de Riom, le tiers détenteur de l'immeuble opposa que plus de trente ans s'étaient écoulés sans poursuites contre le débiteur principal; que par suite, l'action personnelle contre ce débiteur étant éteinte par prescription, la créance avait cessé de subsister, et que par une conséquence ultérieure l'action hypothécaire devait aussi être déclarée éteinte, puisqu'une hypothèque ne peut exister là où il n'existe plus de créance.

Chautard a répondu que le tiers détenteur qui a contesté l'action hypothécaire, lorsque le titre était en vigueur, ne peut pas invoquer la prescription de la créance, parce que de mauvaises contestations ne sauraient profiter à celui qui les élève; qu'aucune prescription ne saurait s'acquiescer en faveur du débiteur principal, pendant la contestation sur la demande hypothécaire. — Aucune loi, en effet, ne prononce la prescription de la créance, au préjudice des poursuites qui ont pour objet d'en faire le recouvrement, et cette prescription ne saurait avoir lieu par cela seul que ces poursuites n'auraient pas été no-

uifiées au débiteur, parce qu'on n'est pas dans l'usage de faire cette notification. L'action hypothécaire devient personnelle au détenteur; elle l'oblige à payer ou à déguerpir; elle le rend comptable des jouissances, en sorte qu'il ne jouit plus que pour le créancier. Ainsi, quand le créancier a exercé son hypothèque sur des immeubles suffisants pour le remplir, il peut négliger toute autre espèce d'action, ne faire aucune poursuite; il s'est donné un second débiteur; il a saisi le gage affecté à sa créance. La loi n'impose au créancier d'autre devoir que d'exercer ses poursuites avant l'expiration du délai de la prescription. Or, c'est ce qui a eu lieu dans l'espèce; donc, etc.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'il est de principe que toute action se prescrit par trente ans utiles; — Qu'il n'a été fait aucune diligence conservatoire depuis la transaction du 15 nov. 1753, l'assignation donnée en 1783 ne l'ayant pas été contre le principal débiteur, ni contre ses héritiers; — Attendu que l'action principale étant éteinte, l'action hypothécaire ne peut pas subsister; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé; déboute Chautard de la demande en déclaration d'hypothèque, et le condamne aux dépens.

Du 11 mess. an 11. — Trib. d'appel de Riom.

MINEUR. — VENTE. — NULLITÉ. — RESCISION. *La vente faite par un mineur seul de ses biens immeubles, n'est pas nulle de plein droit. — En conséquence, la mineur ne peut intenter l'action en nullité contre cette vente; il ne peut être restitué qu'en exerçant une action en rescision pour lésion dans les formes et les délais prescrits par la loi pour les actions rescisoires en général (1).*

*citius perit personalem quam hypothecariam, principalis quam accessoria.* Néanmoins, la loi *Cum notissimis* était appliquée plus ou moins généralement dans les pays de droit écrit, et suivant M. Troplong (qui contredit en ce point M. Tarrible, *Répert.* v° *Radiation*, p. 586, d'après lequel cette loi était rejetée constamment dans le pays de droit écrit), elle laissait en quelque sorte le droit commun d'un grand nombre de provinces, notamment du ressort du parlement de Paris. — Le Code civil, par son art. 2180, a rejeté la règle de la loi *Cum notissimis*, en disposant que la prescription de l'action hypothécaire est acquise au débiteur, quant aux biens qui sont entre ses mains, par le temps fixé pour la prescription des actions qui donnent l'hypothèque. — Or, il est sensible que si les biens sont entre les mains d'un tiers détenteur, la prescription de l'action hypothécaire aura lieu à l'égard de ce tiers détenteur (indépendamment des cas de prescription qui lui sont propres suivant le même art. 2180), lorsque l'obligation personnelle et l'action qui en découle se seront éteintes vis-à-vis du débiteur originaire. L'action hypothécaire qui prend sa base dans l'action personnelle, ne doit pas durer plus que cette action. Autrement, ce serait rentrer dans les principes peu rationnels de la loi *Cum notissimis*, et si le Code les a jugés faux dans le cas où l'action personnelle et l'action hypothécaire doivent être exercées contre la même personne, ils ne peuvent être reçus comme vrais, alors que ces deux actions doivent être exercées contre deux personnes distinctes. — V. encore d'Argentré, sur la cout. de Bretagne, art. 266, p. 1160, n° 9.

1) Cette décision est remarquable, en ce qu'elle fait ressortir de la manière la plus frappante, l'importante distinction que l'on a faite de tout temps entre les actions en nullité et les actions en rescision

accordées aux mineurs, distinction que la loi a toujours laissée dans la vague, et sur laquelle la doctrine et la jurisprudence sont encore loin d'être fixées.

Dans le droit ancien, et sous l'influence des principes du droit romain, on distinguait, comme aujourd'hui (C. civ., art. 1304 et 1341), dans les moyens de restitution accordés au mineur devenu majeur, l'action en nullité et l'action en rescision, autrement dite *restitutio in integrum*; l'une avait lieu de plein droit, c'est-à-dire qu'elle pouvait être accueillie par les tribunaux de plano, toutes les fois qu'elle la reconnaissaient fondée; l'autre, empruntée au droit prétorien, ne pouvait être admise que moyennant des lettres de rescision préalablement obtenues du prince; l'une avait pour fondement les nullités que l'on appelait d'ordonnance ou de coutume, dans le cas notamment où il s'agissait d'actes faits par le mineur sans l'autorisation ou l'assistance de son tuteur ou curateur; l'autre reposait sur la possibilité ou alléguation d'une lésion éprouvée par le mineur, dans tous les actes qui étaient de nature à altérer ou compromettre son patrimoine, comme les ventes ou aliénations d'immeubles, les acceptations de succession, partages etc...., soit que ces actes eussent été faits par les mineurs ou leurs tuteurs, avec ou sans les formalités protectrices prescrites par la loi. Dans ses divers cas, la présomption de lésion qui était admise en faveur des mineurs suffisait pour qu'ils fussent presque toujours obtenus des lettres de rescision, sauf au juge à apprécier ensuite si le mineur avait été réellement lésé. V. à cet égard les lois 16, ff. de minoribus; 3 Cod. de integ. restit.; 11 C. de prodiis minorum; Bouscand de Lacombe, *Jurisp. civile*, v° *Restitutio in integrum*; Meslé, *Traité des minorités*, chap. 14, p. 30 et suiv.; Guyot et Merlin, *Répert.*, v° *Mineur*, § 1, n° 3, § 3, n° 5 et § 9.



(Liguier—C. Hérit. Liguier.)

La cit. Liguier, mineur, avait vendu, du consentement de son mari, et conjointement avec

Jusqu'à quel point ces principes ont-ils été modifiés par le Code civil ?

Pour répondre péremptoirement à cette question dans toutes ses ramifications, il faudrait examiner quelle est la voie ouverte au mineur devenu majeur pour se faire restituer les actes passés en minorité :

1° Au cas où, s'agissant de certains actes, dépassant les bornes d'une simple administration (tels qu'aliénations d'immeubles, partages, transactions, emprunts, etc., pour lesquels la loi a déterminé certaines formalités protectrices, ces actes ont été faits par le tuteur, sans l'observation de ces formalités ;

2° Au cas où ces mêmes actes ont été faits par le mineur avec ou sans l'autorisation de son tuteur ; mais sans observation des formalités requises ;

3° Au cas où, s'agissant d'actes de pure administration, permis au tuteur sans formalités préalables, ces actes ont été faits par le mineur seul, sans l'assistance ou l'autorisation de son tuteur ;

4° Au cas où ces mêmes actes faits par le tuteur paraîtraient légitimes pour le mineur ;

5° Au cas où le mineur étant émancipé, il s'agirait d'actes faits par lui sans le concours de son curateur, alors que ce concours était nécessaire.

Sans entrer dans la discussion complète de ces différentes hypothèses, nous nous bornerons à indiquer ici les différents systèmes de solution dont jusqu'à ce jour elles ont été l'objet en doctrine et en jurisprudence.

1° Au cas d'actes d'aliénation, de partage, etc., faits par le tuteur, et pour lesquels la loi prescrit certaines formalités protectrices, la plupart des auteurs modernes admettent que le mineur devenu majeur a, pour les faire annuler, lorsque ces formalités n'ont pas été remplies, la voie de l'action en nullité, sans qu'il soit tenu d'alléguer et de démontrer aucune lésion.

C'est ainsi que le décide MM. Toullier (t. 6, n° 105 et suiv.) et Duranton (t. 10, n° 282 et suiv.) par un argument *a contrario*, tiré de l'art. 1314 du Code civil, portant que « lorsque les formalités requises à l'égard des mineurs ou interdits, pour aliéner d'immeubles ou partage de successions, ont été remplies, ils sont, relativement à ces actes, considérés comme s'ils les avaient faits en majorité ; » d'où la conséquence, par réciprocité, que ces actes sont nuls, s'ils n'ont pas été accompagnés de ces formalités. — Toutefois M. Duranton (n° 283) fait remarquer que M. Toullier, d'après l'interprétation qu'il donne à l'art. 1305, Cod. civ., ne serait pas en droit de tirer cette conclusion, puisque, selon lui, cet article qui n'ouvre que la voie de rescision, s'appliquerait à toutes sortes d'actes faits par le tuteur, tandis que suivant M. Duranton et suivant M. Toullier lui-même, il faut distinguer ceux de simple administration de ceux d'aliénation. Au surplus, les auteurs que nous venons de citer, auxquels on peut ajouter M. Magnin, dans son *Traité des minorités*, n° 1137 à 1143, et M. Solon, *des Nullités*, n° 69 et suiv., ne sont d'accord entre eux que sur la nature de l'action ouverte dans ce cas au mineur, pour se faire restituer ; mais ils diffèrent sur la durée de cette action. V. Cass. 25 frim. an 10 ; 14 nov. 1826, et les notes.

2° Au cas où les actes d'aliénation dont il vient d'être parlé, ont été faits par le mineur, avec ou sans autorisation de son tuteur, mais sans l'observation des formalités requises ; les auteurs précités reconnaissent au mineur devenu majeur le droit d'agir en nullité, sans avoir à alléguer ou à prouver aucune lésion. — Merlin, *Quest.*, v° *Hypothèque*, § 4, n° 3, soutient cependant la doctrine opposée. Et M. Duran-

tes cohéritiers, des immeubles dépendant d'une succession qui leur était advenue.

Depuis, elle a soutenu que cette vente n'ayant

été dans son *Cours de droit français*, t. 10, n° 266 et 267, se rangeant à l'avis commun, déclare rétracter à cet égard l'opinion qu'il avait d'abord émise dans son *Traité des contrats*, t. 1<sup>er</sup>, ch. 2, sect. 2, § 1<sup>er</sup>. Il faut avouer que c'était là une conséquence logique du système que reconnaît pour un motif de l'incapacité légale du mineur, le danger de lésion à son préjudice ; car la loi ne devant pas être plus sage que la nature, le mineur ne pourrait invoquer l'omission de formes protectrices uniquement destinées à le préserver de lésion, si par le fait il n'alléguait point avoir été lésé. Cette conséquence, quelque rigoureuse qu'elle soit pour le mineur, a été admise par le jugement que nous recueillons ici. Mais la jurisprudence contraire a prévalu. V. Cass. 16 janv. 1837 ; Amiens, 29 juill. 1824 ; Rennes, 17 nov. 1836.

3° Au cas où, s'agissant d'actes de pure administration permis au tuteur sans formalités préalables, ces actes ont été faits par le mineur seul, sans l'assistance ou l'autorisation de son tuteur, la solution dépend principalement de l'interprétation que doit recevoir l'art. 1305, Cod. civ. Cet article est ainsi conçu : « La simple lésion donne lieu à la rescision » en faveur du mineur non émancipé, contre toutes sortes de conventions ; et en faveur du mineur émancipé, contre toutes conventions qui excèdent les bornes de sa capacité. » MM. Duranton (t. 10, n° 279 et suiv.) ; Merlin (*loc. cit.*) ; Prondhon (*des Personnes*, t. 2, p. 284) ; Solon (*des Nullités*, n° 69 et suiv.) n'admettent dans ce cas que la voie d'action en rescision, et ils en donnent pour raison : 1° Les termes de l'art. 1305, en ce qu'ils paraissent se référer au mineur agissant lui-même et non par l'entremise de son tuteur ; 2° Les inductions que fournissent dans le même sens les articles qui précèdent et suivent cet art. 1305, tous conçus d'une manière analogue, tous supposant l'action directe du mineur ; 3° La disposition restrictive de l'art. 1125, qui ne permet au mineur d'attaquer ses engagements, pour cause d'incapacité, que dans les cas prévus par la loi, c'est-à-dire, dit-on dans ce système, lorsqu'il y a lésion ; 4° La maxime : *minor restituitur non tantum minor, sed tantum latus*. — Dans l'opinion contraire soutenue par MM. Toullier, t. 6, n° 106, et t. 7, n° 527 et 529 ; Troplong, *Hypothèques*, n° 492, et Vents, n° 166 ; Magnin, *Minorités*, n° 1137 à 1143, on répond : 1° Que l'incapacité du mineur non émancipé est écrite d'une manière absolue dans l'art. 1124, et que la restriction apportée par l'art. 1125 a seulement en vue le cas où le mineur aurait été autorisé par son tuteur, et où son incapacité étant convertie, il lui faudrait invoquer la circonstance de lésion ; 2° Que l'art. 509 assimile l'interdit au mineur, ce qui rend applicable à ce dernier la disposition de l'art. 502 qui porte que tous actes faits par l'interdit sont nuls de droit, c'est-à-dire sans qu'il soit besoin de prouver aucune lésion ; 3° Que les arts. 1304, 1311 et 2012 accordent ou mentionnent l'action en nullité pour les actes faits en minorité, et que l'art. 1311 le distingue nettement de celle en rescision, et suppose que suivant la diversité des cas, l'un ou l'autre compétent au mineur ; 4° Qu'il y aurait une sorte d'ironie à donner la voie de nullité à la femme non autorisée par son mari, tandis qu'on la refuserait au mineur non autorisé par son tuteur, lui pour qui l'autorisation est une mesure du sage protection, au lieu qu'elle n'est pour la femme qu'un hommage rendu à l'autorité maritale ; 5° Que si le mineur non émancipé avait besoin de prouver la lésion pour faire rescinder les actes par lui faits sans le concours de son tuteur, il se fonde-

pas eu lieu dans les formes voulues pour la vente des biens de mineur, était non-seulement rescindable, mais radicalement nulle, sans qu'il fût nécessaire de prouver qu'elle avait souffert une lésion quelconque. — Il faut distinguer, disoit-elle, entre l'action en nullité et l'action en rescision que la loi donne aux mineurs. — Ils ont l'action en nullité contre les actes qui ne sont pas revêtus des formalités particulièrement prescrites à raison de la minorité. — L'action en rescision

est par le fait moins efficacement protégée que le mineur émancipé, auquel l'art. 484 ouvre la voie de la demande en réduction, indépendamment de la lésion et pour la seule cause de disproportion des engagements par lui contractés avec son état de fortune et ses besoins; 6° Enfin, que la maxime : *minor restituitur non longum minor, sed longum tutor*, s'applique seulement au cas où la preuve de la lésion est nécessaire, et non à celui où l'acte attaqué est nul en la forme à défaut d'autorisation du tuteur.

4° Au cas où les actes d'administration faits par le tuteur paraissent légers pour le mineur, M. Duranton (t. 10, n° 281 et suiv.) soutient que le mineur n'a, dans ce cas, aucun moyen de se faire restituer. Il dit d'abord qu'aux termes de l'art. 450 le tuteur représente le mineur dans tous les actes de la vie civile; d'où il suit que le fait du tuteur, dans les limites de son mandat légal, doit irrévocablement lier le mineur : *Factum tutoris, factum pupilli*. Telle est, ajoute-t-il, la pensée de la loi, puisque, eu accordant au mineur une action en dommages-intérêts contre son tuteur pour cause de mauvaise gestion, l'article précité lui refuse implicitement l'action en restitution pour lésion. On écarte, dans ce système, l'application de l'art. 1305, qui ouvre au mineur non émancipé l'action en rescision contre toutes sortes de conventions, en disant que cet article a exclusivement en vue le cas de conventions faites directement par le mineur, et on appuie cette interprétation sur les termes de cet article et de ceux qui le précèdent et le suivent, où le discours est toujours dirigé vers la personne du mineur, et non vers celle du tuteur. Enfin, on fait ressortir l'inconvénient qu'il y aurait, dans l'intérêt même du mineur, à éloigner les tiers du tout contrat avec son représentant légal; ce qui ne manquerait pas d'arriver si ces conventions étaient sujettes à une demande ultérieure en rescision. — Dans le sens contraire, qui est adopté par Toullier, t. 6, n° 106; Troplong, *loc. cit.*, Magnin, *loc. cit.*, voici les principaux arguments que l'on présente : le mandat légal conféré au tuteur ne doit pas tourner au préjudice du mineur, et c'est ce qui aurait lieu fréquemment, si la seule garantie contre les abus de la gestion tatale était dans la demande en dommages-intérêts autorisée par l'art. 450, sûreté que rendrait inutile l'insolvabilité du tuteur. Ce recours en dommages-intérêts s'applique au cas d'actes de pure administration intérieure, et non à celui de conventions faites avec des tiers. D'ailleurs, même en donnant un sens général et absolu au moyen ouvert par l'art. 450, ce moyen ne serait jamais qu'une faculté pour le mineur devenu majeur, et on doit applaudir à l'esprit de prévoyance du législateur qui lui en a réservé un plus puissant et plus sûr par l'action en rescision. Quant au danger de voir la confiance des tiers s'éloigner de la personne des tuteurs agissant en cette qualité, c'est une crainte chimérique et à laquelle la pratique de chaque jour donne un éclatant démenti. Enfin, loin que l'art. 1305 soit uniquement applicable aux conventions faites par les mineurs, il a au contraire exclusivement en vue celles faites par leurs tuteurs, ou par eux-mêmes avec l'assistance de ceux-ci. Quant aux actes faits par eux seuls, ils n'ont nul besoin, pour s'en faire relever, d'invoquer la lésion : c'est

leur est donnée contre les actes légers de leurs droits, mais pour la confection desquels la loi ne prescrit pas de formalités particulières. — Ainsi, lorsqu'il s'agit de l'aliénation des immeubles des mineurs, pour laquelle la loi prescrit des formalités spéciales, il n'est pas nécessaire qu'il y ait lésion pour faire déclarer la vente nulle; le privilège étanche à l'âge des mineurs la dispense de toute preuve à cet égard : la vente est nulle de plein droit. — Ces principes sont consacrés par

par voie de nullité qu'ils agissent, comme on l'a vu sur la question précédente. Si les termes de l'art. 1305 semblent s'appliquer plus directement au mineur lui-même qu'à son tuteur, c'est par suite d'une forme vulgaire de langage qui, pour plus de brièveté, qualifie actes du mineur, les actes qu'il a faits avec le concours de son tuteur, ou même qui sont émanés seulement de ce représentant légal.

5° Au cas où le mineur étant émancipé, il s'agit d'actes faits par lui sans le concours de son curateur, alors que ce concours était nécessaire, la voie de rescision lui sera seule ouverte, par un argument *a fortiori*, dans le système qui n'accorde que cette voie au mineur non émancipé. Mais dans le système contraire, bien que l'assistance du curateur ne paraisse pas aussi nécessaire que la représentation légale du mineur non émancipé par son tuteur, ou le concours de ce dernier aux actes de son pupille, cette différence n'est pas assez grave pour appliquer à cet égard au mineur émancipé une autre règle que celle qui régit le mineur non émancipé; c'est dire que, dans ce système, la voie de nullité doit être ouverte à l'un et à l'autre, pour défaut de concours de leur protecteur légal. Au surplus, cette conséquence n'est formellement déduite que par M. Magnin, *Traité des minorités*, n° 1141. — Mais la jurisprudence paraît incliner vers une solution contraire. V. Cass. 5 germ. an 13; Toulouse, 13 fév. 1830; Bastia, 26 mai 1834.

En résumé, au milieu de ce conflit d'opinions, celle qui nous paraît la plus conforme au texte et à l'esprit de la loi, peut être ramenée aux propositions suivantes : 1° Similitude complète entre le mineur émancipé et le mineur non émancipé, pour tous les actes que le premier n'a pas le droit de faire seul et sans l'assistance de son curateur; et comme conséquence de ce principe, action en nullité ouverte tous deux contre les actes soumis à des formalités spéciales ou à la formalité générale de l'autorisation, lorsque ces garanties ont été omises; 2° Action en rescision ouverte au mineur non émancipé contre les actes légers faits par son tuteur dans les limites de ses pouvoirs, ou faits par lui-même avec le concours de son tuteur (sauf bien entendu les actes d'aliénation d'immeubles et de partage, etc.); 3° Action en rescision ouverte au mineur émancipé contre les actes légers faits avec l'assistance du curateur, et contre ceux qu'il a faits légalement seul, mais qui ne sont pas de pure administration, et cela indépendamment de la voie de réduction, en cas d'excès, contre les engagements contractés par le mineur au moyen d'archais ou autres conventions analogues (Art. 481, *Coil. civ.*).

Observons, en terminant, que dans le système du Code, à la différence de l'ancien droit, les actes d'aliénation, partage ou autres, revêtus de toutes les formalités prescrites à raison de la minorité, sont considérés comme ayant été faits par des majeurs et sont par conséquent inattaquables, sous prétexte du simple lésion; qu'en ce point, l'art. 1314 est une innovation législative qui a mis un terme à l'incertitude qui pesait autrefois sur les aliénations des biens de mineurs. V. sur cet état de l'ancienne jurisprudence, Henrys, t. 2, p. 257.

les lois 2, 10 et 15, C. de Præditi et aliis reb. — Telle est la doctrine de Voët, sur le Digeste, liv. 57, tit. 9, n° 9 : *Quod si in rebus, non nisi ex decreto alienandis, decreti solaminitas non fuerit adhibita, ipso jure nullum pletumque est, quidquid gestum fuit*. Par suite des mêmes principes, le dame Liguier écartait l'application de la loi du 11 sept. 1790, qui a supprimé les lettres de rescision. Cette loi veut, art. 21, que dans le cas où ces lettres étaient nécessaires, on se pourvoie devant les juges ordinaires pour la connaissance du fond. Or, il est démontré, disait-elle, que l'acte qui n'a dépouillée est nul en la forme, nul de droit, donc ce n'est pas une demande au fond, mais bien en la forme que je dois intenter. — Cette demande, au fond, que l'on a voulu me prescrire, n'est autre chose qu'une action en rescision, essentiellement distincte de celle en nullité : l'une suppose la validité de l'acte, l'autre l'attaque dans sa forme ou dans son essence.

Les défendeurs ont soutenu que, soit que le mineur intentât l'action en nullité, ou l'action en rescision, il fallait dans les deux cas qu'il prouvât que ses droits avaient été lésés. Le mineur parvenu à un certain âge n'est pas frappé d'une incapacité absolue pour contracter. L'intérêt du mineur est la règle de sa capacité : s'il est lésé, la loi qui veille spécialement à la conservation de ses droits veut, dans ce cas, que l'acte soit annulé ; mais si ses droits sont intacts, pourquoi le mineur ferait-il annuler un acte qui ne lui porte aucun préjudice ? *Non tanquam minor sed tanquam latus restituitur* ; donc c'est une action en rescision que la dame Liguier devait intenter, donc la loi du 11 sept. 1790 lui est applicable.

Jugement de première instance qui accueille ces moyens.

Appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que la vente faite par un mineur n'est pas nulle de plein droit ; qu'ainsi l'appellante avait dû se pourvoir dans la forme voulue par la loi du 11 sept. 1790, tit. 4, art. 21, qui porte « en conséquence et à compter des mêmes époques, il suffira dans tous les cas, où lesdites lettres (celles de chancellerie supprimées par l'art. précédent) étaient ci-devant nécessaires, de se pourvoir pardevant les juges ordinaires pour la connaissance du fond ; » — Que l'appellante ne s'est point conformée à cette loi : n'ayant pas demandé à être restituée contre l'acte

de licitation dont il s'agit au procès ; — La déclare, quant à présent, non recevable dans sa demande.

Du 12 mess. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

#### SCÉLLÉS. — LÉGATAIRE UNIVERSEL. — HÉRITIERS COLLATÉRAUX.

*Lorsqu'il y a un légataire universel par acte public, saisi aux termes de l'art 1006 du Code civil, les héritiers collatéraux du défunt n'ont pas le droit de requérir l'apposition des scellés et la confection d'un inventaire (1).*

(Surgères — C. Beaumanoir.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que, par les testament et codicile notariés, le cit. Surgères a donné à son épouse tout ce que les lois lui permettaient de donner au jour de son décès ; — Attendu qu'il est décédé en son domicile à Dreux, le 14 prair. dernier ; qu'à cette époque le Code civil, au titre des testaments, du 13 flor. an 11, promulgué le 23 à Paris, et le lendemain à Dreux, et conséquemment vingt jours avant le décès dudit de Surgères, était en vigueur ; — Qu'aux termes de l'art. 295 de cette loi, le légataire universel est saisi de plein droit, sans être tenu de demander la délivrance, et qu'il est constant que le défunt n'a point laissé de descendants qui seuls auraient droit à la réserve, ni même d'ascendants ; d'où il suit que le cit. Beaumanoir, cousin au quatrième degré en ligne collatérale, n'a aucun droit dans la succession dont il s'agit ; — Au principal, renvoie les parties à se pourvoir ; mais, cependant, dès à présent, et par provision, ordonne que les scellés apposés à la requête de Beaumanoir, sur les meubles et effets, titres et papiers dudit feu de Surgères, seront levés sans description.

Du 19 mess. an 11. — Trib. de 1<sup>re</sup> instance de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### LETTRE DE CHANGE. — PRESCRIPTION.

*Sous l'empire de l'ordonn. de 1673, la prescription de cinq ans, en matière de lettres de change, cessait d'être applicable s'il y avait un jugement de condamnation (2).*

(Dumolard — C. Marais.)

En 1789, Marais, porteur d'une lettre de

(1) V. en ce sens, Bordeaux, 15 déc. 1828; Cass. 16 avril 1839 (Volumet 1839). — En sens contraire, Bruxelles, 28 nov. 1810, et 9 mars 1811. — Lorsqu'il n'y a pas d'héritier à réserve, le légataire institué est saisi de l'hérédité par la mort du testateur ; il suit de là que les héritiers légitimes n'ont pas le droit de demander, ni une apposition des scellés, ni un inventaire, comme l'a décidé le jugement que nous recueillons. Cependant on fait une distinction entre le légataire institué par acte public, et celui qui ne l'est que par testament mystique ou olographe : à l'égard du premier, les héritiers du sang ne sont pas autorisés à requérir l'apposition des scellés et l'inventaire des effets, titres et papiers de la succession ; mais ils le sont à l'égard du second. V. en ce sens, Nîmes, 27 dec. 1810, et Toullier, t. 5, n° 504 : « Cette mesure conservatoire, dit cet auteur, ne porte aucune atteinte à la saisine établie par l'art. 1006, puisqu'elle ne dépouille pas l'héritier testamentaire de la possession des effets inventoriés, après la confection du l'inventaire ; elle ne tend qu'à la conservation des droits éventuels des parties, et elle est nécessaire pour s'assurer qu'il n'existe point d'acte révocatoire ni de testament postérieur ; autrement le légataire

universel demeurerait le maître d'annuler les dispositions ultérieures qui pourraient se trouver dans les papiers du testateur. Enfin, cette mesure est autorisée par l'art. 909 du Code de procédure qui porte que l'apposition des scellés pourra être requise par tous ceux qui prétendent droit dans la succession. » — Quant à nous, nous ne voyons pas trop pourquoi le droit de requérir l'apposition des scellés et l'inventaire serait plutôt accordé aux héritiers légitimes, dans le cas où il n'existerait qu'un testament olographe, que dans celui où l'institution serait faite par testament authentique. La forme de cet acte de dernière volonté, s'il est valable, ne change point la nature et l'étendue du droit du légataire institué, et les mêmes raisons militent en faveur des héritiers légitimes, dans l'une comme dans l'autre hypothèse.

(2) C'est aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 189 du Code de commerce, plus explicitement sur ce point que l'art. 21 du tit. 5 de l'ordonn. de 1673, qui portait seulement : « Les lettres ou billets de change seront réputés acquittés après cinq ans de cessation de demande et poursuites, à compter du lendemain de l'échéance ou du protêt, ou de la dernière poursuite. »

échange tirée par Zibellin sur Millange et compagnie, la fait protester faute de paiement, et obtient, par sentence du Châtelet, une condamnation par défaut contre les tireurs et endosseurs. — Cessation de poursuites jusqu'en l'an 11. — A cette époque, Marais se fait autoriser par une ordonnance de référé, à poursuivre l'exécution de la sentence du Châtelet sur les meubles de ses débiteurs. Dumolard, l'un des endosseurs, forme opposition à cette sentence, et prétend écarter les nouvelles poursuites de Marais par la prescription de cinq ans, établie par l'art. 21 du tit. 5 de l'ordonn. de 1673. — Marais répond que l'opposition à la sentence du Châtelet est tardive, et que la condamnation prononcée par cette sentence rend inapplicable la prescription de cinq ans invoquée par Dumolard.

26 vent. an 11, jugement du tribunal de commerce de Paris, qui déboute Dumolard de son opposition et de ses moyens de nullité contre les poursuites : « Attendu que l'art. 21 tit. 5, ordonn. 1673, invoqué par Dumolard, n'est pas applicable à la contestation qui divise les parties; — Attendu que toutes les poursuites relatives à la lettre de change ont été faites, puisqu'il y a eu un jugement de condamnation prononcé sur celles des janv. 1789, et que l'ordonn. de 1673 n'a entendu parler que des poursuites tendant à obtenir condamnation en justice; d'autant mieux que dans l'art. Invoqué il n'est nullement question du cas où il y aurait un jugement rendu; — Attendu que le jugement dont est question est de-

venu définitif par faute d'opposition à temps, et qu'il a acquis force de chose jugée par le laps de quatorze ans qui se sont écoulés depuis la signification faite d'icelui à Dumolard, dès le 22 janv. 1789, en parlant à sa personne; d'où il suit qu'il n'a pu en prétendre cause d'ignorance, et qu'il a pu y former opposition dans les délais de la loi; — Attendu, enfin, que, lorsqu'il y a eu jugement rendu et signifié, le vœu de l'ordonn. est rempli, les poursuites ayant atteint le but qu'elles se proposent, et que, par un jugement, il y a novation de titre, lequel n'est soumis qu'à la prescription de trente années après la dernière poursuite. » Appel par Dumolard.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 19 mess. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Giral et Delavigne.

## CONTRAT PIGNORATIF. — VENTE CONDITIONNELLE.

*Lorsque l'emprunteur d'une somme de deniers déclare vendre un immeuble désigné, en cas de non-paiement dans un certain délai, cette clause ne constitue pas une vente conditionnelle, mais un contrat pignoratif. En conséquence, le créancier n'est pas, au cas de non-paiement, investi ipso facto de la propriété impignoriée; il n'a que la droit de la faire vendre pour être colloqué sur le prix (1).*

(1) C'est ici plutôt une interprétation des clauses du contrat, et une appréciation des circonstances qui l'ont environné, qu'une pure décision de droit. Une fois décidé qu'il y a gage ou impignoration et non pas vente conditionnelle, la conséquence forcée est que le créancier n'a pu se mettre en possession de la chose engagée, qu'il n'a pu que la faire vendre pour se payer sur le prix. C'était la disposition de la loi 3, C. de pactis pig. et de lege commat., et c'est aujourd'hui la disposition des art. 2078 et 2088 du Cod. civ. en matière de gage et d'antichrèse. Mais peut-on bien réellement voir un contrat de gage ou d'antichrèse dans la convention par laquelle un emprunteur déclare vendre au prêteur une certaine chose (meuble ou immeuble), si à une époque déterminée il n'a pas remboursé la somme prêtée? En thèse générale, nous disons qu'il n'y a là ni gage ni antichrèse, puisque le meuble ou l'immeuble qui fait l'objet du contrat n'est point mis en la possession du prêteur; il n'y a pas non plus contrat pignoratif, puisqu'il n'y a pas après vente de l'immeuble revente immédiate au profit de l'emprunteur. Il ne peut donc y avoir que vente conditionnelle, c'est-à-dire sous une condition suspensive, et c'est aussi ce que décide la loi 16, § ult., ff. de Pignor. et hyp. dont voici les termes : *Potest ita fieri pignoris datio, hypothecarum, ut si intra certum tempus non sit soluta pecunia jure emptoris possident rem juste pretio tunc assumendam; hoc enim casu videtur quodammodo conditionalis esse venditio et ita dicunt Sacerdos et Antoninus rescripserunt.* — Toute la difficulté dans ce cas, consistera donc en ce point, que le vendeur ne soit pas lésé, et que le prêteur ne devienne acquéreur que moyennant un juste prix. — L'estimation que les parties donneraient elles-mêmes au moment du contrat, dit M. Duvergier, qui s'occupe de cette espèce de convention dans son *Traité de la Vente*, t. 1<sup>er</sup>, n° 119, sera toujours suspecte : on pourra supposer que le prêteur a abusé de la position de l'emprunteur, et invoquer contre cette vente les raisons qui ont déterminé le législateur à prescrire les conventions par lesquelles le créancier saisit d'un meuble à titre de gage, ou d'un immeuble

à titre d'antichrèse, est autorisée à se les approprier (art. 2078 et 2088). Cependant, il faut le reconnaître, dans l'hypothèse où je me place, il n'y a ni gage ni antichrèse; si donc il n'apparaît aucun indice de fraude, s'il est démontré aux juges que l'estimation a porté l'immeuble à sa véritable valeur, je ne vois pas sur quelle disposition de loi ils se fonderaient pour prononcer la nullité de la vente. — « Qu'on ne s'y méprenne point toutefois; il ne sera pas nécessaire que le vendeur prouve qu'il est lésé de plus de sept douzièmes; il suffira, ce me semble, qu'il démontre d'abord que le prix est inférieur à la valeur de l'immeuble vendu; en outre, que, dans la fixation de ce prix, il a subi la loi que lui a imposée le créancier, et sous laquelle ses besoins l'ont forcé de fléchir. Dans les cas pour lesquels disposent les art. 2078 et 2088, il y a présomption légale que le consentement du débiteur n'a pas été libre, et c'est en se fondant sur cette présomption que la loi déclare nulle la convention. Dans la vente faite au créancier hypothécaire, à défaut de paiement exact à l'échéance, la même présomption n'est pas établie et elle ne peut être étendue d'un cas à l'autre, sous prétexte d'analogie; mais le débiteur pourra prouver que son consentement n'a pas eu le degré de liberté exigé pour la validité du contrat. En un mot, dans un cas, le défaut de liberté est établi par la présomption de la loi; dans l'autre, il devra être prouvé par le débiteur. Tout me semble se réunir en faveur de cette opinion; elle écarte les nullités qu'aucun texte ne prononce; l'emprunteur malheureux n'est point lésé à la merci du prêteur, et l'on admet enfin, comme licites, des conventions qui, précisément parce qu'elles donnent la garantie d'un paiement exact, assurent les capitaux, diminuent le taux de l'intérêt, et sont aussi plus véritablement utiles aux emprunteurs que la prétendue protection des dispositions prohibitives. — M. Treplong, de la *Vente*, t. 1<sup>er</sup>, n° 77, envisage la question à peu près sous le même point de vue; il pense que, quelles qu'aient été les conditions du contrat, l'estimation peut toujours être demandée au moment de sa réalisation : « C'est alors, dit-il, que l'emprunteur est

(Motte—C. Cherville.)

Par contrat du 1<sup>er</sup> prair. an 7, le cit. Motte s'était reconnu débiteur envers le cit. Cherville d'une somme de 1,040 fr., avec stipulation que si dans le délai de huit mois le cit. Motte ne rendait pas cette somme, le prêteur aurait la propriété de deux pièces de terre désignées.

Faute de remboursement à l'échéance, le sieur Cherville, après sommation, se met en possession des deux pièces de terre.

Plus tard, le sieur Motte a fait sommation au sieur Cherville de les délaisser, avec offre de restituer la somme prêtée et les intérêts.

Une contestation s'engage alors devant le tribunal d'Epervay qui déclare les offres tardives : « Attendu que le contrat du 1<sup>er</sup> prair. an 7, était un contrat de vente, dont l'exécution était seulement suspendue pendant le délai accordé pour la restitution de la somme prêtée. »

Appel de la part du sieur Motte qui a soutenu que le contrat du 1<sup>er</sup> prair. an 7 n'était pas une vente, mais un simple prêt sur nantissement ou contrat pignoratif qui n'autorisait pas le prêteur à se mettre en possession de la chose donnée en gage, par cela seul que l'emprunteur était en retard de le rembourser.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant que, dans l'acte du 1<sup>er</sup> prair. an 7, la stipulation de vente, à défaut de remboursement dans le délai de huit mois, est accessoire au contrat de prêt, qui est la cause directe et spéciale de la stipulation ; — Que, dans un tel ordre de choses, cet acte ne peut être regardé que comme un contrat pignoratif, dont l'effet, à défaut de paiement au terme convenu, n'est pas, à l'égard du créancier, d'être investi ipso facto de la propriété impignorée, mais seulement d'être payé sur le prix de la chose, en la faisant vendre dans les formes du droit, soit sur la chose même, en se la faisant adjuger après estimation, sauf le droit des tiers par-

cessé jouir de toute son indépendance ; d'ailleurs si la chose venait à augmenter de valeur pendant le délai accordé pour payer, il serait injuste que le créancier en profitât sans imputation. »

La jurisprudence est également favorable à ces sortes de conventions, dans lesquelles elle n'a vu, le plus souvent qu'une vente conditionnelle parfaitement lite, et non un contrat pignoratif réprouvé par la loi. *V. Cass.*, 22 déc. 1813 ; Toulouse, 16 mars 1812 et 1<sup>er</sup> mars 1822 ; Montpellier, 13 fév. 1828 et 26 juill. 1833.

(1) La responsabilité de ceux qui habitent la maison incendiée est une conséquence du principe qui oblige à réparer un dommage, tous ceux par la négligence ou l'imprudence desquels il est arrivé (*Cod. civ.*, 1382). Cette responsabilité était établie en droit romain par une disposition spéciale : la loi 28, § 12, ff. de *Pen.* ; et sa protection s'étendait d'après Voet, aux voisins *proximioribus, remotioribusque*. — Mais y a-t-il présomption de faute contre celui dans la maison duquel l'incendie a commencé, tellement que, pour dégager sa responsabilité, il soit tenu de prouver qu'il n'a commis aucune faute, ou bien la preuve de la faute est-elle à la charge du voisin ? Dans l'ancienne jurisprudence du parlement de Paris et celle du parlement de Rouen, on jugeait que la présomption était contre celui qui habite la maison incendiée (*V. Denisart, v. Incendie, n. 7* ; Basnage, sur l'art. 433 de la  *Coutume de Normandie*, t. 2, p. 291 et 292). Suivant Denisart, cette jurisprudence était fondée sur ce que le cas fortuit ne se présume pas en fait d'incendie et doit être prouvé. Néanmoins, Henry professait une doctrine contraire (*Tom. 2, liv. 4, quest. 167*). — Aujourd'hui, et sous

ties ; — Considérant que la prise de possession ne peut valider le contrat ni en couvrir le vice ; que les jouissances doivent être répétées du jour de l'offre ; — Reformant, — Condamne Cherville à délaisser les héritages contentieux, à la charge par l'appelant de rendre, selon son offre, la somme empruntée, etc.

Du 22 mess. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

## INCENDIE. — RESPONSABILITÉ. — PROPRIÉTAIRE.

Le propriétaire dans la maison duquel a éclaté l'incendie qui a dégradé ou détruit celles de ses voisins, est tenu de les indemniser, s'il ne prouve pas que cet incendie est l'effet d'une force majeure (1).

(Adam—C. Canelle.)

Un incendie, qui part de la maison du sieur Casuelle, s'étend jusqu'à celle du sieur Adam, et y fait quelque ravage. Adam veut être indemnisé ; il dit que celui qui occupe le bâtiment où le feu commence a se manifester est en présomption d'y avoir donné lieu par sa négligence, et qu'il est tenu de réparer les torts qui en résultent, à moins qu'il n'apporte la preuve que l'accident ne peut d'aucune manière lui être imputé.

En première instance cette demande en indemnité fut rejetée, quoique le sieur Canelle n'eût fourni que des considérations propres à faire douter de la cause de l'incendie ou du lieu qui en avait été le foyer.

Appel par le sieur Adam.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL : — Considérant, 1<sup>o</sup> que l'incendie s'est manifesté d'abord dans l'écurie de Canelle ; 2<sup>o</sup> que, d'après les lois romaines, cet incendie est réputé le fait de la négligence de Canelle, propriétaire des bâtiments par lesquels le feu s'est manifesté, tant qu'il n'appart pas du contraire ; 3<sup>o</sup> que le sieur Canelle ne justifie pas

l'empire du Code, M. Toullier, n. 472, se prononce pour la présomption qui met la faute à la charge de l'habitant de la maison incendiée. Mais Merlin, *Repert.*, *v. Incendie*, § 2, n. 9, émet une opinion contraire sur laquelle il insiste plus particulièrement *Additions, eod. verb.*, n. 10, sans doute à raison de la critique dont elle avait été l'objet de la part de Toullier. D'après Merlin, les seules dispositions applicables à la solution de la question sont celles des art. 1382 et 1383, qui posent le principe général de la responsabilité. « Mais, ajoute-t-il, à côté du principe général consacré par ces articles, se place d'elle-même la maxime non moins générale, qui charge tout demandeur de la preuve du fondement de sa prétention ; à la vérité, cette maxime n'est pas exprimée dans ces articles ; mais qu'avait-elle besoin de l'être ? N'est-il pas dans la nature comme dans l'ordre des choses et des idées, que celui qui réclame la réparation d'un dommage causé par un quasi-délit, soit tenu, comme celui qui se plaiderait d'un délit, de rapporter la preuve, non-seulement du fait qui le constitue matériellement, mais encore de la faute, de l'imprudence ou de la négligence de celui qui l'a commis ? Il fallait que le législateur s'expliquât comme il l'a fait dans l'art. 1733, pour déroger à cette maxime en faveur du bailleur contre le locataire ; mais son silence suffisait dans les art. 1382 et 1383 pour lui laisser toute sa latitude naturelle. » — C'est, au surplus, en ce dernier sens que se prononce la jurisprudence : *V. Cass.*, 27 août 1819 ; Paris, 16 mai 1825 ; Pau, 6 juill. 1825 ; Nancy, 19 juill. 1825 ; Cass., 18 déc. 1827, et 1<sup>er</sup> juill. 1834 ; Limoges, 23 nov. 1838, et les nombreuses autorités qui y sont citées en note.

que l'incendie dont il s'agit, ait été l'effet de la force majeure ou de la malveillance, d'où il résulte qu'il est responsable de la perte éprouvée par les appelans : — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé ; condamne Canelle à payer au sieur Adam la somme de 2,000 fr. pour tous dommages et intérêts, etc.

Du 24 mess. an 11. — Trib. d'appel d'Amiens.

**INCENDIE. — RESPONSABILITÉ. — LOCATAIRE.**  
*Avant le Code civ., le locataire d'une maison incendiée répondait de l'incendie envers le propriétaire, à moins qu'il ne prouvât que l'incendie provenait d'une cause de force majeure ou qu'il lui fût étrangère (1).*

(Adam — C. Laborde.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que la présomption se forme sur ce qui arrive ordinairement, et que, suivant la loi, les incendies arrivent le plus souvent par la faute des locataires ; qu'en conséquence, l'occupateur est toujours responsable de l'incendie, à moins qu'il ne prouve que le feu a été mis par force majeure, ou toute autre cause qui lui est étrangère ; que sa responsabilité dérive encore de l'obligation formelle qu'il contracte par le bail, de conserver les lieux en bon état, et de l'impuissance où son occupation met le propriétaire d'y veiller par lui-même ; qu'enfin la responsabilité devient plus rigoureuse et plus pressante, lorsque le locataire, obligé par le bail de ne pas sous-louer sans le consentement du propriétaire, est contrevenu à cette clause et a introduit dans la maison des personnes dont la négligence a pu occasionner l'incendie. — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 26 mess. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — *Concl. conf.*, le cit. Mourre, comm.

**OFFICE. — SUPPRESSION. — BELGIQUE.**  
*En Belgique, les effets de la suppression d'un office devaient être supportés par le titulaire et non par celui qui avait fourni la finance, connus sous le titre d'engagère (2).*

(Dommer — C. Her Vandenheude.)

Du 27 messidor an 11. — Tribunal d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

**DON MUTUEL. — INSINUATION.**  
*Un don mutuel fait entre époux, sous la loi du 17 niv. an 2, a pu être annulé pour défaut d'insinuation (3).*

(Beugon — C. Beugon.)

Du 30 mess. an 11. — Trib. d'appel de Dijon.  
 — V. le texte de ce jugement à la date de l'arrêt qui en a prononcé la cassation le 14 prair. an 13.

(1) Telle est aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 1733, Cod. civ. — V. à l'égard des voisins, le jugement qui précède.

(2) En Belgique, la finance des offices était de deux sortes : le *medianat* et l'*engagère*. — Le *medianat* se versait par le nouveau titulaire dans la caisse du prince ; il se payait sans retour, et laissait au titulaire le choix de son successeur. — L'*engagère* était d'une autre nature. Cette espèce de finance établie particulièrement pour les *échevinages*, consistait en une somme dont la quantité avait été déterminée lors de la création de chaque office. Le premier titulaire n'avait obtenu ses provisions qu'au vu de sa quittance. L'état payait un intérêt pour l'engagère, mais restait libre de choisir un autre titulaire ; seulement en cas de renouvellement le successeur n'était installé qu'en justifiant du remboursement de la finance payée par son prédécesseur. — Mais comme les nouveaux titulaires n'avaient

# **DÉSAVEU D'ENFANT. — IMPOSSIBILITÉ PHYSIQUE OU MORALE.**

*Les lois romaines n'admettaient l'action en désaveu de paternité que dans le cas où le père prouvait qu'à l'époque de la conception il avait été dans l'impossibilité physique de cohabiter avec son épouse ; il ne suffisait pas de prouver l'impossibilité morale (4).*

(Daisson — C. Dejean.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant qu'il est de principe certain, dans le droit, que les aveux ou les désaveux des père et mère, les faits par eux articulés ou supposés, ne peuvent jamais nuire à l'état de l'enfant né pendant le mariage ; — Qu'il résulte de ce principe que, de quelque nature que fussent les faits articulés par Marie Bestaven, agissant comme tutrice d'Anne-Elisabeth Daisson, sa fille, il était tout au moins bien inutile d'en ordonner la preuve, puisqu'en supposant qu'elle n'eût pas été faite, on ne pouvait en tirer aucun avantage contre l'état d'Anne-Elisabeth ; que celle-ci tirant toute la force de son droit de ce qu'elle était née pendant le mariage, toute autre preuve lui devenait étrangère ; et qu'enfin, si le tribunal de première instance entendait faire dépendre l'état d'Anne-Elisabeth de l'événement de la preuve qu'il ordonnait, il contredisait ouvertement le principe de droit ci-dessus rappelé ; — Que, sous tous ces rapports, l'appel qui a été fait tant par Marie Bestaven que par Mariebon jeune, curateur d'Anne-Elisabeth Daisson, du jugement rendu par le tribunal de première instance, est bien fondé ; — Considérant, sur le fond, que la loi ne reconnaît pour père de l'enfant né pendant le mariage que celui qui est désigné par le mariage, lorsqu'il n'y a pas d'impossibilité physique qu'il soit le père ; — Que cette impossibilité physique forme la seule exception qui soit admise contre la règle générale : *Is pater est quem iusta nuptia demonstrant* ; — Que ces expressions, *vel alia causa*, de la loi *Filius*, ne sont et ne peuvent être relatives qu'à l'impossibilité physique ; — Que c'est ainsi que cette loi a été interprétée par les tribunaux ; que l'on trouve dans les livres une foule de monuments authentiques de cette jurisprudence que l'on peut dire générale ; qu'il est d'autant plus important de la maintenir qu'une jurisprudence contraire, celle qui admettrait le système de l'impossibilité morale dans une hypothèse semblable, tendrait évidemment à porter le plus grand trouble dans la société, en ce qu'elle pourrait détruire ou altérer les effets du mariage ; — Que, dans l'espèce de la cause, nulle impossibilité physique n'ayant été alléguée, et les époux habitant le

pas toujours les moyens de rembourser l'engagère, et que l'engagère offrait un placement de fonds avantageux, il arrivait souvent que le prix de la finance était fourni par un tiers qui en restait propriétaire. C'est le cas qui se présentait dans l'espèce décidée par le jugement ci-dessus.

(3) V. en sens contraire, Cass. 1<sup>er</sup> vent. an 9, et la note.

(4) V. dans le même sens, Cass. 4 sept. 1811. — Le Code civil, art. 313, n'admet l'impossibilité morale que dans le cas d'adultère, et pour le cas seulement où la naissance de l'enfant a été cachée au mari : *F. Toulier*, t. 2, n° 818 ; *Merlin, Répert.*, v° *Légitimité*, ser. 2, § 2, n° 3 ; *Duranton*, t. 3, n° 54. — Cependant plusieurs décisions judiciaires ont admis l'impossibilité morale résultant de l'incendie de la femme : *F. Rouen*, 28 dec. 1814 ; *Bastia*, 21 mars 1825 ; *Paris*, 29 juill. 1826 ; *Bordeaux*, 12 fév. 1838.

même bon de la Tête, il en résulte qu'Anne-Elisabeth, déjà inscrite sur les registres de l'état civil comme fille légitime de Pierre Daisson et de Marie Bestaven, doit être maintenue dans l'état que cette inscription lui assure : — Faisant droit de l'appel interjeté tant par le cit. Marichon jeune, curateur d'Anne-Elisabeth Daisson, que par Marie Bestaven, veuve Daisson, du jugement rendu par le tribunal de première instance de Bordeaux, le 13 fructid. an 10; — Emendant, — Maintient Anne-Elisabeth Daisson dans la possession de l'état de fille légitime de feu Pierre Daisson et de Marie Bestaven, son épouse, etc.

Du 4 therm. an 11. — Trib. d'appel de Bordeaux.

#### DIVORCE — PROVISION ALIMENTAIRE. — VÊTEMENTS.

*Sous la loi du 30 sept. 1793, la femme demanderesse en divorce avait droit, durant l'instance, à une provision et non à une pension alimentaire (1).*

*Elle pouvait exiger, durant l'instance, la remise des habits, linges et hardes à son usage, même au delà du strict nécessaire.*

(Blavoyer — C. sa femme.)

Son nne demande formée par la dame Blavoyer contre son mari, un jugement du tribunal de première instance de Bar-sur-Aube, avait statué en ces termes : « Considérant, dans le fait, qu'il est avoué par le défendeur que la dame son épouse a formé contre lui sa demande en divorce; — Considérant, en droit, qu'en attendant la prononciation du divorce, il est juste que la demanderesse jouisse des habits et linges à son usage, et que son mari, administrateur de la communauté lui paie une pension proportionnée aux forces de la communauté et aux revenus de la dot de sa femme, qui, pendant l'action en divorce, a besoin d'aliments qu'elle ne peut plus recevoir dans la maison maritale; — Le tribunal condamne le cit. Blavoyer à remettre à la dame son épouse les habits, linges et hardes à son usage; le condamne par provision, à payer à la dame son épouse, par quartier et d'avance, la somme de 600 liv. par forme de pension alimentaire. »

Appel par Blavoyer, soutenant que la loi n'accorde à la femme demanderesse en divorce, du-

rant l'instance, qu'une provision et non une pension.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que, pendant l'instance en divorce, il n'est dû qu'une provision; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que, par le jugement de première instance, il a été accordé une pension de 600 fr. jusqu'à la liquidation de la communauté d'entre les parties; — Emendant, quant à ce, décharge Blavoyer des condamnations contre lui prononcées; au principal, le condamne à payer à sa femme une provision de 400 fr., payable d'avance de six mois en six mois, le jugement dont est appel sortissant, au surplus, son effet par les motifs y exprimés, que le tribunal adopte, etc.

Du 9 therm. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### REQUÊTE CIVILE. — INTERDIT.

*Sous l'ordonn. de 1067, la voie de la requête civile n'était pas ouverte aux interdits pour non valable défense. (Titre 35, art. 35.) (2)*

(Dumont — C. demoiselle Bolland.)

Du 9 therm. an 11. — Trib. d'appel de Besançon. — Prés., le cit. Louvet. — Pl., les cit. Clerc et Guye.

#### MARIAGE. — OPPOSITION. — DÉMENÉE. — INTERDICTION.

*En cas d'opposition au mariage, fondée sur l'état de démenée du futur époux, la recherche des preuves de la démenée ne peut avoir lieu sans un jugement préalable qui autorise la poursuite d'interdiction et fixe un délai pour y faire statuer (3).*

*Des parents à qui la loi ne permet pas de former opposition au mariage, ne peuvent l'entraver en introduisant une demande en interdiction.*

(Verulst — C. Leclercq.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'aux termes de la seconde série de l'art. 168 du Code civil, l'opposition à un mariage, fondée sur l'état de démenée du futur époux, ne peut être reçue qu'à la charge de provoquer l'interdiction; qu'en formant, le 11 prair., leur opposition au mariage de Jean-François Verulst, comme parents, et pour cause de démenée, Marie Leclercq et Nicolas Naveau à titre de sa femme, se sont imposés l'obligation de satisfaire à la disposition de la loi;

En théorie générale, on pourrait dire pour l'affirmative que la requête civile étant une voie extraordinaire pour se pourvoir contre les jugements, une dérogation tout exceptionnelle à la règle de l'irrévocabilité de la chose jugée qui intéresse à son si haut point l'ordre public, cette exception doit être rigoureusement restreinte aux cas prévus par la loi; qu'en conséquence, la faculté donnée aux mineurs par l'art. 481, Cod. proc. civ., ne saurait, sous prétexte d'analogie, être étendue aux interdits. — Mais pour la négative, on répond que toutes les raisons qui ont fait accorder aux mineurs la requête civile pour non valable défense, s'appliquent avec plus de force encore peut-être aux interdits; que la loi accorde aux uns et aux autres une égale protection, et en effet l'art. 509, Code civ., tranche la question en assimilant complètement les interdits aux mineurs. *V. Carré, Lois de la proc.*, n° 1772; Merlin, *Répert.*, v° *Requête civile*, § 6, n° 2; Favard, *Répert.*, cod. verb., § 2, 11<sup>e</sup> cause, n° 1; Demiau, *Éléments de pratique*, sur l'art. 481, et Berriat Saint-Prix, *Cours de procéd.*, p. 458, note 35.

(3) C'est la disposition finale de l'art. 174 du Code civil.

(1) Cette distinction entre une provision et une pension alimentaire, telle qu'elle a été appliquée par le jugement que nous rapportons, n'est qu'une vaine dispute de mots. Il est, en effet, reconnu, et les premiers juges, dans l'espèce dont il s'agit, l'avaient ainsi décidé, que le secours n'est accordé à la femme que provisoirement ou par provision. — Dès lors, pour qu'il existât dans le système du jugement ci-dessus, une différence réelle entre les deux genres de prestations, il faudrait entendre par provision un secours une fois payé, sauf à le renouveler s'il y a lieu, tandis que le terme de pension suppose une prestation périodique. Du reste, le Code civ. emploie indifféremment les deux expressions dans son art. 268.

(2) L'ordonn. de 1667 n'admettait la non valable défense, comme ouverture de requête civile, qu'en faveur des ecclésiastiques, des communautés, et des mineurs (tit. 35, art. 35). — L'art. 481 du Code de procédure l'admet à l'égard de l'État, des établissements publics, des communes et des mineurs, mais sans faire non plus aucune mention des interdits. Faut-il en conclure que la décision consacrée par le jugement ci-dessus, devrait encore être adoptée?

que la demande en interdiction, présentée le 14 par Marie Leclercq, ne peut être envisagée que comme la suite de son opposition au mariage, et de l'accomplissement des devoirs que lui prescrivait l'art. 168 précité; que c'est la marche qu'elle a tracée elle-même à Jean-André Conraets, par la procuration qu'elle lui a donnée devant le notaire Morren le 11 prair. dernier, et dans laquelle, après l'avoir autorisé à former opposition au mariage de Verulst, et à la motiver sur son état de démence, elle l'autorise en même temps à provoquer son interdiction et à remplir les formalités requises par la loi; qu'elle l'a d'ailleurs suffisamment indiqué en énonçant dans sa pétition adressée au tribunal de première instance, le projet de mariage de Verulst avec Catherine Roussel, et en le faisant interroger sur cet objet. Que séparer la demande en interdiction de l'opposition formée au mariage par parent, pour cause de démence, ce serait rendre illusoire l'art. 168 du Code civil, qui aurait inutilement limité au degré de cousin germain la faculté de former une opposition, motivée sur l'état de démence, puisque l'opposant, qui ne serait pas parent au degré voulu, se replacerait dans le cas d'une interdiction provoquée hors des circonstances du mariage, et obtiendrait, par une voie indirecte, ce que la loi refuse directement;

Considérant que l'art. 168 du Code civil ne charge pas seulement le parent qui a formé opposition de provoquer l'interdiction, mais aussi d'y faire statuer dans le délai qui sera fixé par le jugement; que de cette disposition résulte évidemment la nécessité d'un jugement, qui précède la procédure sur l'interdiction et qui l'autorise; qu'admettre la recherche des preuves de la démence sans avoir reconnu si l'opposant a les qualités requises pour être reçu à former opposition, c'est ouvertement violer le même art. 168, et même courir les risques de permettre aux parents les plus éloignés, ce que la loi n'accorde qu'aux ascendants, frères ou sœurs, oncles ou tantes, consins ou cousines germains; qu'ainsi, en procédant sur la demande en interdiction provoquée par Marie Leclercq sans jugement préalable, le premier juge a interverti l'ordre de la procédure et violé le sens et le texte du Code civil dans les dispositions ci-dessus rappelées; — D'où il suit que tout ce qui a été fait en première instance sur les poursuites de Marie Leclercq, est irrégulier et infecté de nullité..... — Dit qu'il a été mal et nullement disposé le 10 du même mois par le premier juge, en ce qu'il aurait nommé un administrateur provisoire à la personne et aux biens de Jean-François Verulst; émettant, déclare nulle et de nul effet ladite nomination d'administrateur provisoire, ainsi que tout ce qui l'a précédé.

Du 13 therm. an 11. — Tribunal d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

#### CONCORDAT.—MODIFICATION.

*Le concordat souscrit par les créanciers d'un failli ne peut être altéré ou modifié par une partie d'entre eux. L'acte modificatif ne lie point ceux qui s'y opposent, pour s'en tenir au concordat originaire.*

(Béranger—C. M.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu, quant au premier concordat du 26 therm. an 7, auquel Béranger a acquiescé, qu'il est, non pas expliqué ni redressé, mais anéanti par le second acte du 23 niv. an 8, qui en a renversé les principales conditions; — Attendu, quant à ce second acte prétendu rectificatif du bilan, qu'il est lui-même très inexact dans son contenu, en ce qu'il n'y est fait aucune

mention du mobilier, ni des immeubles personnels des frères M..., ni des cédules hypothécaires qui figuraient pour plus d'un million dans le bilan, que ce même acte n'a point été déposé au greffe du tribunal de commerce, non plus que les livres et registres qui en avaient été retirés, sous prétexte de confectionner ledit acte, n'y ont point été rétablis; — Qu'enfin, d'après les tableaux mis sous les yeux du tribunal, et inutilement débattus par les frères M..., ledit acte ne réunit point l'adhésion des trois quarts en somme des créances vérifiées et affirmées: sans qu'il soit besoin de statuer sur l'appel du jugement rendu au tribunal de commerce de Paris, le 4 flor. an 8, homologatif du premier concordat; — Faisait droit sur l'appel des deux autres jugements, rendus les 19 flor. an 10 et 23 ventôse dernier; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé d'iceux, et sans s'arrêter aux fins de non-recevoir, et moyens des frères M..., dont ils sont déboutés, les condamne, solidairement et par corps, au paiement de la somme de dix mille livres, pour le montant des cinq lettres de change dont il est question avec les intérêts suivant la loi.

Du 13 therm. an 11.—Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.—Prés., le cit. Agier.—Pl., le cit. Archambault.

#### MARCHANDISES PROHIBÉES. — SAISIE. —

AMENUE.—FAUX FRAIS.—MANDANT.

*Lorsqu'un commissionnaire s'est chargé d'introduire en fraude des marchandises prohibées, que ces marchandises ont été saisies sur lui par les préposés des douanes, que le commissionnaire les a rachetées, enfin que celui pour le compte duquel on les a fait venir les réclame, elles ne peuvent lui être rendues qu'en, par lui, payant la moitié de l'amende et des faux frais. Ainsi, le mandant et le mandataire, qui tous deux ont participé à la fraude, en supportent la peine.*

(Lambert—C. Rasella.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu 1<sup>o</sup> qu'il résulte de la correspondance antérieure au fait qui a donné lieu à la présente cause, notamment des lettres adressées par Rasella, les 26 frim. et 3 vent. an 10, à la maison Lambert, à Saumur, dans lesquelles il fait offre de ses services, tant dans les mous-sellines que dans les toiles peintes, dont il porte l'introduction par quintal à des prix nouvellement fixés par lui, comme seuls capables de l'indemniser des peines et des dangers qu'il court; qu'il existait entre les parties un accord mutuel et un cours d'affaires contraires aux lois établies pour l'introduction, dans l'intérieur de la république, des marchandises provenant de l'étranger; — 2<sup>o</sup> Qu'il ne peut y avoir aucun doute que les deux balles annoncées par Lambert, veuve et fils, à Rasella, suivant leur lettre du 24 mess. an 10, du contenu chacune de quatre-vingt pièces de toile de coton, avec l'invitation d'en signer l'introduction au mieux de leurs intérêts, ne soient du nombre des marchandises qu'ils étaient convenus mutuellement de faire entrer en fraude, du prix également convenu et accepté de part et d'autre, et ce d'autant plus qu'il n'a été produit par aucune des parties, ni factures, ni lettres d'envoi ou de réception, qui aient pu donner des notions exactes sur la véritable qualité, quantité, poids et mesure desdites toiles de coton; — 3<sup>o</sup> Que les preuves tendant à établir que les deux balles de toile de coton, déclarées par Rasella à la douane comme toiles blanches, et saisies le 8 fruct. an 10 par les préposés de celle-ci, pour fausse déclaration et comme



contenant chacune quatre-vingts pièces de toile de coton teinte, sont les mêmes que celles réclamées par la maison Lambert, ne sont aucunement détruites par les allégations présentées par elle; et qu'ainsi l'identité entre les deux balles annoncées par la maison Lambert à Rasella, par la lettre du 24 mess., expédiées, en conséquence, audit Rasella, par la maison Laué de Lure, de Francfort, et celles présentées par Rasella à la douane et saisies par les préposés de celle-ci en 8 fruct., est suffisamment prouvée; — 4<sup>e</sup> Qu'en reconnaissant cette identité, et rattachant ainsi que l'a établi le tribunal de commerce dans les considérations de son jugement, toute la suite de cette affaire à la convention illicite et contraire à l'honnêteté, à l'ordre social et aux lois qui existait entre les parties, le tribunal n'a pas fait ce qu'il aurait dû faire, c'est-à-dire frapper des mêmes condamnations et peines les deux parties, en leur faisant supporter également, et par moitié pour chacune d'elles, la confiscation desdites marchandises, la triple amende de leur valeur et autres condamnations prononcées par le jugement du tribunal correctionnel de l'arrondissement du Mayenne, du 13 fruct. an 10; — Dit qu'il a été mal jugé; — Emendant et réformant; — Ordonne, etc.

Du 13 therm. an 11. — Trib. d'appel de Trèves.  
— 1<sup>re</sup> sect. — Pl., les cit. Mathias et Rupenthal.

#### PRIVILÈGE.—DOMESTIQUES.—IMMEUBLES.

Sous l'empire de la coutume de Paris, les domestiques avaient, par l'usage, un privilège subsidiaire sur les immeubles de leurs maîtres, pour raison de leurs gages et salaires (1).

(Bellanger—C. créanciers P...)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu qu'il est constant dans la cause qu'il y a eu insuffisance de deniers dans le produit du mobilier pour payer les salaires des domestiques, et qu'il est constant que dans la coutume de Paris les domestiques avaient, par l'usage, un privilège subsidiaire sur le produit des immeubles pour leurs gages et salaires; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant; — Ordonne que les appelants seront payés par privilège sur le prix de l'immeuble dont il s'agit.

Du 14 therm. an 11. — Trib. d'appel de Paris.  
— 2<sup>e</sup> sect.

#### 1<sup>re</sup> PREUVE TESTIMONIALE.—TITRE PERDU.

— FORCE MAJEURE.

#### 2<sup>o</sup> JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — PREUVE PAR TÉMOINS.—ACQUIESCEMENT.

1<sup>o</sup> En cas de force majeure, la preuve par témoins de la perte des actes sous seing privé est admise comme pour la perte des actes authentiques (2).

2<sup>o</sup> Est simplement préparatoire la jugement qui ordonne une preuve. Des lors, l'exécution par une partie de ce jugement ne la rend pas non recevable à en appeler.

(Malecot—C. Julien.)

La succession du sieur Lanier s'étant ouverte,

ses enfans procédèrent au partage. Julien, l'un d'eux, était créancier de l'hérédité d'une somme de 5,000 livres.— Depuis le partage, il avait seul perçu les arrérages d'une rente de 250 liv., qui n'avait point fait partie de la masse à partager.

— Tous les héritiers, hors la femme Malecot, affirmaient que cette rente avait été cédée à Julien en paiement de sa créance.— Cette dernière disait qu'elle n'avait par transporté à Julien sa portion; qu'alors elle était mineure, et n'aurait pu le faire. Bien plus, elle assurait qu'elle avait payé en argent comptant sa part des 5,000 livres dues à son frère.— Celui-ci a offert de prouver qu'il avait existé un acte sous signature privée, par lequel tant la femme Malecot que les autres cohéritiers, lui avaient fait cession de la rente de 250 liv., afin d'éteindre la créance qu'il avait sur la succession commune.

Il demandait à prouver l'existence de cet acte, attendu qu'il en avait été dépouillé par les événements de la guerre civile de la Vendée.

Jugement du tribunal des Sabes d'Olonne, qui admet la preuve des faits, et le 24 therm. an 10, deuxième jugement du même tribunal, qui d'après les faits prouvés maintient Julien dans la propriété de la rente.

Appel de ces deux jugements.— La femme Malecot disait qu'un acte sous seing privé qui avait cessé d'exister par suite d'événements quelconques, ne pouvait plus revivre au moyen d'une preuve testimoniale. — En cette matière il est une règle constante, usuelle: *Frustra probatur quod probatum non relevat*. — Si toutefois la preuve des actes détruits par cas fortuits est permise, cela ne peut concerner que les actes authentiques. — En effet, il ne suffit pas de prouver qu'un acte a été vu, lu, qu'il renferme telles ou telles clauses; il faut encore que les témoins affirment, qu'ils attestent que les signatures dont l'acte est revêtu sont véritables; il faut en outre qu'ils déposent que l'écriture est sincère. Cette déposition ne pourra jamais équivaloir à une vérification d'écriture. Plus la vérité sera obscurcie, moins on aura de moyens pour la découvrir. Ce qui répugne à la raison et aux notions élémentaires du droit, c'est que par le fait de la perte de l'acte prétendu (fait absolument étranger à la femme Malecot) celle-ci sera privée de la voie en vérification d'écriture. Sa condition ne saurait être aggravée par la faute d'autrui.

Julien a présenté d'abord une fin de non-recevoir contre l'appel du jugement qui avait admis la preuve des faits. Ce jugement, disait-il, était définitif en tant qu'il avait rejeté les fins de non-recevoir présentées par la femme Malecot. Celle-ci l'ayant exécuté, l'avait rendu inacceptable de l'appel.— Au fond il est démontré, ajoute-t-il, que l'acte de cession a été anéanti par suite de la guerre civile de la Vendée. Or il est certain que la perte des actes quelconques, authentiques ou privés, peut être prouvée. — C'est ce qu'établissait la loi 18, C. de Testibus: *Sin vero facta quidem per scripturam, securitas sui fortuito autem casu vel incendii, vel naufragio, vel alterius infortunii precepta; tunc liceat eis qui hoc perpassi sunt, causam preemptionis probantibus, etiam debiti solutionem per testes*

(1) Il en est de même sous le Code civil, aux termes des art. 2101 et 2105 combinés.

(2) L'art. 1348, Cod. civ., qui autorise la preuve testimoniale au cas où le créancier a perdu le titre qui lui servait de preuve littéraire, par suite d'un cas fortuit, imprévu et résultant d'une force majeure, est général et ne distingue pas entre le cas où

le titre consistait dans un acte authentique et celui où il consistait dans un acte sous seing privé. Aussi les auteurs en développant cette règle, admise dans l'ancien droit comme dans le nouveau, citent-ils parmi les exemples qu'ils proposent celui de perte d'actes sous seing privé, tels que de simples billets. *V. Pothier, des Obligations*, n<sup>o</sup> 781; Toullier, tom. 9, n<sup>o</sup> 204; Duranton, t. 13, n<sup>o</sup> 368.

*probare, damnumque ex omissione instrumenti effugere.*—La loi ne distingue nullement entre les actes authentiques et les actes sous seing privé. Donc la preuve de la perte des uns et des autres est également admissible.—Quant au raisonnement qu'on fait à l'égard des actes sous signature privée, on peut l'appliquer aux actes authentiques.—On pourrait dire, et avec d'autant plus de raison que la matière est ici beaucoup plus grave, qu'il importerait d'avoir l'acte notarié sous les yeux, afin de se convaincre s'il est revêtu des formalités que la loi prescrit pour sa validité. Il serait important de savoir si la date, l'indication du lieu où l'acte a été passé, le nombre des témoins, leur état, celui du notaire, si toutes ces formalités et d'autres rigoureusement exigées ont été observées.—Il serait du plus grand intérêt d'ordre public de connaître si l'acte authentique dont on veut prouver la préexistence n'est pas le fruit de la fraude ou du crime.—Toutes ces raisons ont été appréciées par le législateur; il les a fait céder à de plus puissantes.—Dans le cas où une force majeure prive une partie de son titre, il est juste que dans ces cas extraordinaires elle puisse en prouver la perte.—Alors on a plus à craindre l'infidélité du débiteur qui nie sa dette, que l'infidélité des témoins qui n'ont aucun intérêt personnel.

## JUGEMENT

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant qu'un jugement qui ordonne une preuve, n'est qu'un jugement préparatoire;—Qu'en cas de force majeure, la preuve par témoins est admise pour la perte des actes sous seing privé, de même que pour les actes authentiques;— Que la guerre de la Vendée est un fait de force majeure assez notoire;—Confirme, etc.

Du 14 therm. an 11.—Trib. d'appel de Poitiers.

## ÉMIGRÉ.—BAIL.—PARTAGE.

*Les cohéritiers d'un émigré qui, par suite d'un partage fait avec la nation, ont été mis en possession de biens précédemment séquestrés sur l'émigré, ne sont pas liés par les baux que la nation a consentis de ces biens pendant la durée du séquestre (1).*

(Pradier—C. Rochemourat.)

C'est en ce sens que la question avait été résolue par jugement du tribunal de la Seine ainsi conçu:—« Attendu que par la levée du séquestre tous les actes administratifs faits pendant le séquestre ont été résolus de droit; que le partage qui a mis la dame de Rochemourat en jouissance de la maison dont il s'agit, n'étant pas attributif d'une propriété nouvelle, mais déclaratif de la propriété recueillie par ses mineurs en la succession de leur père, le bail du 18 pluv. an 8, auquel elle n'a pas concouru, ne peut l'engager;— Sans s'arrêter ni avoir égard aux moyens de nullité et conclusions de Pradier, le tribunal déclare valable le congé donné par la dame Rochemourat. »

(1) « Lorsqu'une chose est indivise, dit M. Duvergier, du Louage, n° 87, elle ne peut valablement être louée qu'avec le concours de tous les propriétaires; l'un d'eux n'a pas le droit de louer isolément sa part, à plus forte raison la chose entière. Mais, tenir la location même partielle consentie par l'un d'eux, ce serait obliger les autres à exécuter le bail de leur propre chose, quoiqu'il ait été fait sans leur consentement; car tant que dure l'indivision chacun des communiens a droit sur le tout. » Telle est aussi l'opinion de Merlin, *Quest. de droit*, v° Loca-

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Adoptant les motifs du premier jugement;—Confirme, etc.

Du 15 therm. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

## FRUITS.—ENFANT NATUREL.—POSSESSEUR DE BONNE FOI.

*L'enfant naturel reconnu, qui a joui de la succession de son père avant le Code civil et sous la loi du 12 brum. an 2, doit être réputé possesseur de bonne foi..., en ce sens du moins qu'il ne doit être condamné à la restitution des fruits, que sur état et non au dire d'experts (2).*

(Sue—C. Egée.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que l'enfant naturel n'ayant eu droit qu'à la moitié des biens, le tutrice a donc mal à propos pour lui jusqu'à ce jour de la totalité, qu'elle doit donc rendre compte des fruits de cette moitié, qui ont été par elle indûment perçus; mais qu'on ne doit pas la traiter comme un possesseur de mauvaise foi, et ordonner la restitution des fruits au dire d'experts, mais bien comme un possesseur de bonne foi, qui doit rendre compte des fruits, par état, puisque sa possession était fondée sur un titre légal qui demeure renversé, mais qui n'en excusait pas moins le possesseur, etc.

Du 15 therm. an 11.—Trib. d'appel de Montpellier.

## SUCCESSION.—COLLATÉRAUX.—ASCENDANS.

*Sous la loi du 17 niv. an 2, la succession d'un individu décédé sans postérité, mais qui laissait un frère consanguin et une mère, se divisait par moitié entre l'un et l'autre.*

(Marge—C. Floret.)

Du 15 therm. an 11.—Trib. d'appel de Riom.

## SURENCHÈRE.—DÉSEISTEMENT.—ACQUÉREUR.—OFFRES.

Du 16 therm. an 11.—Trib. d'appel de Paris (aff. R... C. Poncet).—V. ce jugement sous la date du 16 therm. an 10.

## OUVRIER.—PRESCRIPTION.—PRÉSUMPTIONS.

*La prescription annale établie à l'égard du salaire des ouvriers, par l'art. 127 de la coutume de Paris, ne forme qu'une simple présomption de paiement, qui peut être détruite par des preuves ou même par des présomptions contraires (3).*

(Anisson—C. Carbillet.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu, 1° que la prescription annale ne court, contre les entrepreneurs, que du jour de la confection de leurs ouvrages, et qu'il suit de la lettre d'Anisson-Duperron, écrite au cit. Bellanger, qu'en 1793 les ouvrages n'étaient pas confectionnés; — 2°

1° n° 1. Cet auteur fonde sa décision sur la loi 28, ff. *communis dividundo*.

(2) Jugé par la Cour de cassation, le 9 brum. an 13, que l'enfant naturel ne doit que les fruits perçus depuis la demande. Mais *F.* en sens contraire, Angers, 25 therm. an 13.

(3) La règle est aujourd'hui la même sous l'empire des art. 2271 et 2275 du Code civil combinés, sauf réduction de la durée de la prescription à six mois

que la prescription ne s'appuie que sur la présomption de paiement;—Qu'Annisson, arrêté en 1793, a écrit de sa prison à Carbillet, qu'il était son débiteur; — Que peu de temps après cette lettre, Carbillet a été également arrêté en l'an 2; — Que l'un et l'autre n'ont quitté leurs fers que pour être conduits à la mort; — Qu'il résulte de ces faits qu'Annisson n'a pu payer, et que Carbillet n'a pu recevoir; ce qui exclut toute idée de présomption de paiement de la part d'Annisson; — Qu'il est certain que la succession d'Annisson n'a rien payé à celle de Carbillet; — A mis l'appellation au néant, etc.

Du 19 therm. an 11. — Trib. d'appel de Paris.

**DOT. — ACTIONS DOTALES. — INALIÉNABILITÉ.** Sous l'empire des lois romaines, le principe de l'inaliénabilité de la dot n'était applicable qu'aux immeubles dotaux dont le mari avait été mis en possession. — Quant aux actions dotales, la loi pouvait valablement les aliéner, alors même qu'elles avaient pour objet des immeubles. (L. 3, § 2, ff. de fundo dotali.) (1)

(Vacher—C. Vacher.)

Par son contrat de mariage, la dame Vacher s'était constituée en dot tous ses biens présents et à venir; — Pendant le mariage, une succession s'ouvrit à laquelle la dame Vacher aurait dû être appelée comme héritière, sans l'existence d'un testament en vertu duquel un héritier institué se mit en possession de tous les biens, meubles et immeubles. — Plus tard ce testament fut annulé. — Alors le cit. Vacher aliéna, par un traité, l'action qui pouvait appartenir à sa femme pour obtenir la restitution des biens formant sa part dans la succession. — Après le décès de son mari, la dame Vacher demande la nullité de cet acte.

Jugement qui repousse cette prétention. — Appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant qu'il n'y a de dotal quant au caractère d'inaliénabilité, que les biens dont la possession est remise dans les mains du mari (V. la loi 13, § 2, ff. de fundo dotali); — Que, dans l'espèce, le mari de la veuve Vacher n'a jamais eu en sa possession la portion cohéritière afférente à sa femme, par l'effet de la nullité du testament; — Qu'il n'y avait qu'une action pour réclamer cette portion, et que lui seul pouvait traiter sur cette action; — Confirme, etc.

Du 20 therm. an 11. — Trib. d'appel de Gre-

noble. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., le cit. Barral. — Pl., les cit. Bernard et Pal.

**DÉPÔT. — ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — PREUVE.** Lorsqu'on trouve dans les papiers d'un défunt une reconnaissance du dépôt sous seing privé, et que les objets prétendus déposés existent réellement dans sa succession, cette reconnaissance constate suffisamment le dépôt, même à l'égard des créanciers qui auraient intérêt à en contester la sincérité.

(Agent du trésor et Aviat—C. Crillon.)

Dans la succession du sieur Aviat de la Chapelle, se trouvaient des tableaux et une reconnaissance portant que ces tableaux appartenaient à son ami l'abbé de Crillon, qui les lui avait remis en dépôt.

Le trésor public, créancier de la succession du sieur Aviat, poursuit la vente de ces tableaux. La veuve Aviat s'y oppose, et veut les retenir comme lui appartenant. Les héritiers de l'abbé de Crillon surviennent, et demandent que ces tableaux leur soient restitués.

2 juin 1792, jugement du tribunal de la Seine, qui ordonne cette restitution: « attendu la déclaration trouvée sous les scellés apposés après le décès du sieur Aviat de la Chapelle, d'où il résulte qu'il n'étoit que dépositaire des tableaux en question, lesquels appartenaient à feu l'abbé de Crillon. »

Appel de la part du trésor public et de la dame Aviat.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — En ce qui touche la restitution des tableaux dont s'agit: — Met l'appellation au néant; — Ordonne que le jugement sera exécuté en ce chef, selon sa forme et teneur; — Et attendu que, ces tableaux ayant été trouvés dans le domicile et au nombre des effets de la succession d'Aviat de la Chapelle, débiteur du trésor public, ce motif a suffi pour autoriser la réclamation de l'agent du trésor public; — Le déboute des dépens, etc.

Du 31 therm. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>re</sup> sect.

**EAU (COURS N°). — USAGE DOMMAGEABLE.**

Le propriétaire inférieur, dont l'héritage est traversé par un cours d'eau, n'est pas fondé à se plaindre de ce que les eaux lui arrivent chargées de matières étrangères (des résidus d'une tannerie) provenant de l'usage que la propriété supérieure a fait des eaux à leur passage (2).

riours. Or, ce serait aller contre l'esprit évident de la loi que d'entendre qu'il pourrait la leur rendre dans un état tel qu'ils ne pourraient plus l'employer comme auparavant aux usages ordinaires de l'agriculture ou du ménage. Sur ce point, les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire d'appréciation (V. Daviel, Traité des cours d'eau, t. 2, n° 706 et suiv.). Toutefois il y a des distinctions à faire selon la nature du cours d'eau et l'usage des lieux. Quand il s'agit surtout d'usines qui ne peuvent être établies qu'avec l'autorisation du gouvernement, cette autorisation peut être considérée comme un titre en faveur de celui qui l'a obtenue, mais à charge par lui d'indemniser les propriétaires inférieurs ou voisins des dommages qu'il pourrait leur causer. Il y a sur ce point de nombreux arrêts du conseil d'État, parmi lesquels on remarque ceux des 6 sept. 1813 et 2 juill. 1823. V. aussi Cass. 11 et 19 juill. 1826, 3 mai 1827; Metz, 18 nov. 1808 et 16 août 1820; Nancy, 14 janv. 1830; Lyon, 27 août 1833. V. encore notre *Dictionn. du contentieux commercial*, v° *Établissements danger*, n° 31.

(1) Tallo est la jurisprudence constante de la Cour royale de Grenoble: F. 16 juin 1810 et 31 mars 1819. — Mais la Cour de cassation par trois arrêts, des 1<sup>er</sup> fruct. an 9, 28 fév. 1825 et 16 mars 1829, a repoussé cette doctrine, qui est aussi fortement combattue par M. Benoît, dans son *Traité de la dot*, t. 1<sup>er</sup>, n° 202 et suiv. Cet auteur fait remarquer du reste, et avec raison, que la question ne peut plus se présenter aujourd'hui, parce que dès le moment de la constitution de dot, tous les biens qui la composent deviennent dotaux et par conséquent inaliénables, et que cette règle renferme nécessairement, dans sa généralité, les actions qui peuvent appartenir au mari pour la revendication des choses dotales (n° 204). V. aussi les autres autorités citées dans la note qui accompagne le jugement de cassation du 1<sup>er</sup> fruct. an 9.

(2) Il faudrait, à notre avis, se garder de généraliser le principe de cette décision. Sans doute, le propriétaire dont l'héritage est traversé par une eau courante, a le droit d'en user à son passage, mais c'est à charge de la rendre aux propriétaires infé-

(Brotier—C. Baudot.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que ceux dans la propriété desquels passe un ruisseau ont le droit de s'en servir pour leurs besoins; qu'à la vérité, ils ne peuvent pas en user d'une manière préjudiciable à leurs voisins; mais qu'on ne doit pas qualifier ainsi les changements, les modifications que l'eau peut subir par l'effet de l'usage ou des localités;

Qu'ainsi, dans l'espèce, l'eau servant au travail d'une tannerie, ne peut en sortir aussi pure qu'elle y est entrée; qu'elle se charge des ordures qui sont dans les peaux, des poils qui s'en détachent, de la chaux et autres matières employées à leur préparation;—Qu'il résulte des dépositions des témoins que le ruisseau entraînait du tan, et qu'on en a trouvé épars dans le pré du sieur Brotier; qu'à la vérité il y en a toujours quelques légères parties attachées aux peaux quand elles sortent des cuivres destinés à prendre travail, et qu'elles se mêlent nécessairement à l'eau dans laquelle ces peaux sont lavées; mais que le tan, écoulé par ce moyen, est toujours en si petite quantité, qu'à peine pourrait-il être aperçu, et moins encore produire les effets dont on se plaint...;—Dit mal jugé, etc.

Du 22 therm. an 11.—Trib. d'appel de Bourges.  
—Prés., le cit. Salicé.—Pl., les cit. Drouard et Deseglise.

#### HYPOTHÈQUE LÉGALE.—CONTRIBUTIONS DIRECTES.—INSCRIPTION.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, l'hypothèque légale du fisc, contre les comptables, pour sûreté des contributions directes, n'avait de rang que par l'inscription.—Elle ne participait point de la nature du privilège, en ce sens qu'elle n'eût besoin que d'être inscrite à une époque quelconque pour primer les créances hypothécaires antérieures (1).

(Charton—C. Krets.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Vu l'art. 21 de la loi du 11 brum. an 7 sur le régime hypothécaire, l'art. 7 de l'arrêté des consuls du 16 therm. an 8 relatif au recouvrement des contributions, et l'art. 19 de la susdite loi de brum. an 7;—Et attendu que l'art. 21 sus-cité n'excepit point de l'inscription le droit d'hypothèque auquel sont assujétis les comptables de deniers publics pour raison de leur gestion,

(1) Aujourd'hui, l'Etat a sur les biens du comptable un privilège et une hypothèque légale. (C. civ., art. 2098 et 2121.) En ce qui concerne les meubles, le privilège du trésor public a lieu sur tous les biens meubles des comptables, et même à l'égard des femmes séparées de biens, sur les meubles trouvés dans l'habitation du mari, à moins qu'elles ne justifient légalement que ces meubles leur sont échus de leur chef, ou que les deniers employés à l'acquisition leur appartiennent. Ce privilège ne s'exerce qu'après les privilèges généraux et particuliers énoncés aux art. 2101 et 2102 (L. 5 sept. 1807, art. 2).—Quant au privilège sur les immeubles, il ne frappe que ceux acquis à titre onéreux par les comptables postérieurement à leur nomination, et ceux acquis au même titre et depuis cette nomination par leurs femmes, même séparées de biens, à moins qu'elles ne justifient que les deniers employés à l'acquisition leur appartiennent (*ibid.*, art. 4).—Quant aux immeubles qui leur appartiennent avant leur nomination, et que ne frappe pas le privilège, ils sont atteints par l'hypothèque légale (art. 6). Ce privilège et cette hypothèque sont soumis à l'inscription: le privilège, dans les deux mois de l'acquisition

non plus que leurs cautions à l'égard des biens servant de cautionnement, mais les exemptent seulement de quelques-unes des formalités prescrites par l'art. 17; que l'art. 7 de l'arrêté des consuls du 16 therm. an 8 veut encore que cette inscription soit faite, aux frais de l'adjudicataire, dans les dix jours de la réception de son cautionnement en immeubles; qu'il en rapporte le certificat au receveur particulier; qu'il lui rapporte également, dans le même délai, l'état certifié par le conservateur des charges et hypothèques inscrites sur lesdits biens, ou le certificat qu'il n'en existe aucune;—D'où il s'infère clairement qu'il faut qu'il y ait une inscription; que le privilège réclamé par Charton, et à lui octroyé par le jugement dont est appel, n'est fondé sur aucun article de l'arrêté du 16 therm. an 8, ni de la loi sur le régime hypothécaire ou sur les expropriations forcées;—Que le tribunal de première instance n'a pas pu, par conséquent, colloquer, en premier ordre d'hypothèque Charton, au préjudice de Krets, dont l'hypothèque et l'inscription sont antérieures même à celle de l'adjudication faite à Stetter de la perception des contributions des communes de la mairie d'Enghien; et qu'ainsi, les principes par lui invoqués dans son jugement, du 3 prair. dernier, n'étaient point applicables dans l'espèce présente;—Faisant droit sur l'appel de la partie de Schmitt (Krets), dit qu'il a été mal jugé par le jugement du tribunal de première instance de Sarrebruck, du 3 prair. dernier; bien appelé.

Du 22 therm. an 11.—Trib. d'appel de Trèves.

#### RENTE VIAGÈRE.—VENTE.—PRIX.

Une vente à charge de rente viagère est réputée ne contenir aucun prix et doit, en conséquence, être annulée et le prix stipulé est inférieur aux revenus annuels des biens aliénés (2).

(Vensult—C. Geoffroy.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que Marie Vensult avait fait à l'appelant un testament de toute la quotité dont elle pouvait disposer;—Considérant qu'elle était parvenue à un âge très avancé, et que c'est un mois avant sa mort qu'elle a paru vendre à l'appelant, son domestique, la plus grande partie de ses biens, moyennant une rente viagère de 600 liv.;—Considérant qu'il est

(art. 5); l'hypothèque, conformément à l'art. 2134, C. civ. (art. 6).

(2) Sur cette question la jurisprudence est incertaine et les auteurs sont divisés. Dans le sens de la nullité, V. Cass. 2 juill. 1806; Bourges, 10 mai 1826; Paris, 25 juill. 1826; Angers, 21 fév. 1828; Cass. 28 déc. 1831; 4 juin 1834. Dans le sens de la validité, P. Poitiers, 10 prair. an 12; Riom, 26 mai 1829; Cass. 1<sup>er</sup> avril 1829. V. au surplus *Jurisprud.* du XIX<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> Rente viagère, n<sup>o</sup> 4 et suiv.—De la teneur des arrêts de cassation, il semble résulter que la question ne constitue qu'une appréciation de fait abandonnée à la prudence des Cours royales. Mais ce système est fortement combattu par M. Troplong (*de la Vente*, n<sup>o</sup> 150). La question est, suivant lui, de droit et non de fait, et il décide que la vente moyennant une rente viagère ne peut jamais être annulée pour défaut de prix, puisque la rente viagère constitue un prix de convention qui suffit à la validité du contrat. M. Duvergier (*de la Vente*, n<sup>o</sup> 149), pense, au contraire, qu'il appartient aux Cours royales de juger si une rente viagère constitue, d'après les circonstances du fait et les diverses stipulations du contrat, un prix sérieux et véritable.

constaté par l'expertise non attaquée par l'appelant, que ces fonds prétendus vendus pour 600 liv. de rente, valaient au principal 12,870 liv.; — Considérant que cette rente viagère n'égalait pas même l'intérêt du prix; d'où il suit qu'en supposant que la Venault, malgré son âge, eût encore vécu durant plusieurs années, les acquéreurs n'auraient jamais rien payé sur le capital, et n'auraient jamais même payé les intérêts du prix; — Considérant que, d'après cela, il n'existe aucun prix dans le contrat, et qu'il ne peut être considéré que comme une donation déguisée; — Considérant que le vrai caractère d'un acte n'est pas déterminé par la qualification que les parties contractantes lui ont donnée, mais par ce qu'elles ont voulu faire; — Considérant qu'on ne pouvait connaître que par une expertise si l'acte contenait un prix; — A confirmé le jugement, etc.

Du 23 therm. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

# **1<sup>o</sup> TESTAMENT. — RENONCIATION. — NULLITÉ.**

## **2<sup>o</sup> CONCUBINAGE. — PREUVE.**

**1<sup>o</sup> La renonciation, de la part d'un légataire présumé, aux libéralités qui pourraient lui avoir été faites, de quelque manière que ce soit, par un individu décédé, n'est pas valable : si n'y a de renonciation valable au bénéfice d'un testament, que celle faite par le légataire après avoir lu et reconnu le testament (1).**

**2<sup>o</sup> La preuve testimoniale du concubinage est inadmissible s'il n'y a commencement de preuve par écrit ou notoriété publique à l'égard des faits allégués (2).**

(Garreau — C. Servanteau.)

Par testament olographe du 2 prair. an 4, Servanteau institua Jeanne Garreau, sa servante, légataire universelle, et révoqua un testament antérieur fait au profit de son épouse. — Peu après, le testateur mourut. — Quelques difficultés s'étant élevées sur la validité du testament révocatoire, on transigea le 9 mess. an 4. Voici les clauses du traité :

« Pour donner une forme légale à une libéralité faite verbalement par ledit Servanteau à Jeanne Garreau, sa domestique, et même y ajouter, la veuve Servanteau lui constitue, solidairement avec Simondez, son second mari, une rente viagère de 600 livres; au moyen de quoi Jeanne Garreau déclare renoncer à toutes libéralités qui auraient pu lui être faites, de quelque manière que ce soit, par ledit feu Servanteau; lesquelles, s'ils s'en trouvaient quelques traces, demeurent nulles et de nul effet. » — Depuis ce traité, la veuve Servanteau a renoncé à son legs universel, et n'a réclamé que son donaire. — Ultérieurement, Jeanne Garreau a demandé l'exécution du deuxième testament. Les héritiers de Servanteau s'y sont opposés; mais un jugement par défaut, du 13 pluv. an 6, les a condamnés à faire la délivrance des objets légués.

Appel de la part de ces derniers. — Les héritiers ont présenté deux moyens principaux : 1<sup>o</sup> Une fin de non-recevoir qu'ils faisaient résulter de la renonciation portée dans l'acte de transaction du 9 mess. an 4; — 2<sup>o</sup> L'incapacité de la légataire, provenant du concubinage qu'ils disaient avoir existé entre elle et le testateur. — Celle-ci répondait : 1<sup>o</sup> Que le traité dont ses adversaires argumentaient était pour eux, *res inter alios acta*, un titre qui ne pouvait ni leur profiter ni leur nuire; — 2<sup>o</sup> Que la transaction était nulle, aux termes des lois 6 et 9, au ff. de transactionibus, parce qu'elle n'énonçait pas que le testament eût été lu par la renonçante, et parce que les dispositions du testament n'étaient pas textuellement rapportées dans le traité; — 3<sup>o</sup> Qu'elle n'avait jamais vécu en concubinage avec le testateur, et qu'on ne peut être admis à la preuve de ce fait qu'avec un commencement de preuve par écrit.

## **JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que, suivant le dernier état de la jurisprudence, la preuve du concubinage ne peut être admise qu'autant qu'il y aurait un commencement de preuve par écrit, ou notoriété publique, et que ni l'un ni l'autre ne se rencontrent dans l'espèce de la cause; — Considérant qu'une renonciation à l'effet d'un testament, de même qu'une transaction sur un testament ne peut être valable que lorsque le testament a été lu et reconnu; — Considérant qu'il ne paraît pas par l'acte du 9 mess. an 4, fait avec la veuve, et non avec les héritiers, que le testament du 21 déc. 1792 ait été lu, et que les dispositions en aient été rapportées; qu'on n'y parle que des dispositions verbales, dont l'effet aurait été beaucoup moindre que celui du testament; — Déclare la preuve des faits du concubinage non admissible, et confirme le jugement dont est appel.

Du 23 therm. an 11. — Tribunal d'appel de Poitiers.

## **CONSEIL JUDICIAIRE. — PARENS.**

Du 25 therm. an 11 (aff. Coignage). — Trib. d'appel d'Amiens. — V. ce jugement à la date du 25 therm. an 13.

(1) *V.* en sens contraire un jugement de Paris du 30 niv. an 11, ci-dessus rapporté; mais comme analogues dans le même sens, Paris, 19 juill. 1809; Tassin, 22 mars 1806. — Cette question a beaucoup d'analogie avec celle de savoir dans quels cas l'exécution d'un testament par l'héritier légitime, le rend non recevable à en demander la nullité : il existe sur ce point une seule d'arrêts indiqués dans notre *Jur. du XIX<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> Testam. en général*, § 4; mais ils ne présentent guère qu'une appréciation des circonstances dans lesquelles ils ont été rendus. Toutefois, on peut tirer de la jurisprudence cette règle, que l'exécution d'un testament n'empêche renonciation à en demander la nullité, qu'autant que l'héritier en a pris connaissance, et que les vices matériels de l'acte ne lui ont point été dissimulés : jurisprudence tout-à-fait conforme à la décision que nous rapportons.

(2) L'ancien droit est sur ce point en désaccord

complet avec le nouveau : le plus grand nombre des coutumes défendaient les donations entre concubins; la plupart des commentateurs ont enseigné cette doctrine, et les arrêts l'ont censurée. *V.* Louet, *let. D.*, § 44; Bourjén, *Droit comm. de la France*, t. 11, p. 76. — Sous l'empire du Code civ., au contraire, d'après une jurisprudence unanime, le concubinage ne constitue pas une cause d'incapacité de recevoir par donation ou testament, et même la preuve de ce fait ne saurait être permise. *V.* Cass. 13 août 1816; Pau, 20 mars 1822; Grenoble, 15 juin 1822; Paris, 17 juill. 1826; Reuen, 8 janv. 1827. Toutefois, un arrêt de Cass. du 30 mai 1826, a jugé que le fait de concubinage pouvait constituer une présomption de suggestion ou captation, et un arrêt de Lyon du 25 mars 1835 (Volume 1835), qu'il pouvait faire présumer la nullité des libéralités, si l'influence à laquelle le testateur paraissait avoir été soumis pouvait le faire considérer comme n'ayant pas eu le libre exercice de sa volonté.

**CONDITION RÉSOLUTOIRE.—BAIL À RENTE.**

*La condition résolutoire, stipulée dans un contrat de bail à rente antérieur au Code civil, en opéra la résolution de plein droit.* (1).  
(Montesquieu — C. Protot.)

Le 30 vend. an 9, Pierre de Montesquieu passe bail à rente d'un moulin au profit de Protot et sa femme. — Le contrat porte la clause que « si défaut par Protot de payer dans tel délai, au terme convenu, la somme de... pour deniers d'entrée, le bail sera résolu de plein droit, et le bailleur pourra rentrer dans son bien sans qu'il soit nécessaire de le faire ordonner en justice. » Protot ne paie point au terme convenu, et Pierre de Montesquieu forme sa demande à l'effet de rentrer en possession du moulin. — Alors Protot fait des offres de payer les deniers par lui dus, et prétend être maintenu dans la possession réclimée contre lui.

Le 3 pluvi. de l'an 11, le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Coulommiers rend le jugement suivant : — « Considérant 1<sup>er</sup> qu'il était indifférent que l'acte du 30 vend., contiât transmission de propriété des objets dont il s'agit, ou qu'il n'en transmittait seulement que la jouissance ; — 2<sup>o</sup> Considérant en droit, que les conventions doivent recevoir leur exécution ; que ce principe est consacré par les ordonnances de 1516, 1535 et 1539 ; — 3<sup>o</sup> Que si la jurisprudence du ci-devant parlement de Paris avait dérogé à ce principe, cette jurisprudence a été écartée par celle du tribunal de cassation ; — 4<sup>o</sup> Considérant, en fait, que Protot et sa femme ont consenti la résiliation du bail dont il s'agit, sans qu'il soit nécessaire de le faire ordonner en justice, à défaut par eux de satisfaire à leur obligation dans le délai préfixé ; qu'ils n'avaient réellement point satisfait à leurs engagements ; qu'ainsi ils étaient tenus par la force de leur convention, de vider le moulin et d'abandonner la jouissance des héritages dont est question. — Le tribunal ordonne que, dans les dix jours de la signification du jugement, Protot et sa

femme quitteront la jouissance du moulin, etc. »

Appel de la part de Protot. — Il disait, par l'organe de son défenseur : Le pacte commissaire n'opère pas de plein droit en France, comme à Rome, la résolution du contrat dans lequel il est stipulé ; elle ne s'opère plus que par le jugement qui la prononce. — L'autrui répondait que la convention des parties était la loi ; que les tribunaux n'avaient rien à juger là où les parties s'étaient jugées elles-mêmes.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL ;** — Adoptant les motifs des premiers juges. — Confirme, etc.

Du 28 therm. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

**LETTRE DE CHANGE. — VALEUR REÇUE. — QUITTANCE.**

*La clause valeur reçue vaut quittance pour celui à l'ordre duquel les lettres de change ont été tirées et la dispense de toute autre preuve qu'il a réellement donné les fonds. — Ces expressions valeur reçue ont la même signification que valeur reçue comptant, et diffèrent de ces autres expressions valeur en compte ou valeur entendue (2).*

(Beydachs — C. Walkiers.) — **JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que la clause valeur reçue est le mode dont s'opère la libération en matière de traites ou négociations d'effets de banque ou de commerce ; — Qu'elle indique, que, par sa nature, des opérations faites au comptant, à la différence de celle de valeur en compte, qui annonce un crédit et l'obligation de compter, comme aussi dans certains cas, celle de valeur entendue ; — Que, soit que les deniers se comptent sur-le-champ, ou peu de temps après, il n'est plus besoin d'autres quittances, l'opération étant toujours censée faite au comptant et point à crédit ; — Que, dans l'espèce, il n'y a point d'autres quittances fournies, que celles énoncées dans

(1) En droit romain, la condition résolutoire qui, lorsqu'elle était stipulée dans un contrat de vente, prenait le nom de *pactio commissorio*, opérant, de plein droit, et sans qu'il fut besoin de mise en demeure, la résolution du contrat. (L. 2, ff. de Lege commisi.; L. 2, C. de Jurc. emphyt.) — Dans l'ancien droit français, au contraire, la stipulation de cette condition n'empêchait pas que la mise en demeure ne fut nécessaire et que la résolution ne dût être prononcée par le juge, qui pouvait même accorder des délais. V. Domat, *Lois civ.*, liv. 1, tit. 1<sup>er</sup>, sect. 4, § 18; Pothier, *Contrat de vente*, n° 460; Merlin, *Rep.*, v° *Clause résolutoire*. — Sous le Code civ., Toullier, t. 6, n° 552 et suiv., a soutenu un système d'après lequel la résolution aurait lieu de plein droit, en cas de condition casuelle, et aurait besoin de la mise en demeure et de l'intervention du juge, en cas de condition potestative. C'est ce qu'il a décidé un arrêt de Cass. du 25 fruct. an 13. Mais cette doctrine n'a pas été uniformément consacrée par la jurisprudence : des arrêts de la Cour de cassation des 2 déc. 1811; 19 août 1824; 20 nov. 1833 (Volume 1833) ont décidé que la mise en demeure n'est jamais nécessaire. Il existe pourtant des arrêts de Cours royales qui ont jugé en sens contraire : V. Nîmes, 22 août 1809; Bruxelles, 7 août 1811; Colmar, 6 déc. 1814. — Sur l'effet de cette condition dans le contrat de louage, V. Duvergier, *de Louage*, t. 1<sup>er</sup>, n° 166 et suivants.

(2) La lettre de change doit, d'après l'art. 110 du Code de comm., énoncer non-seulement la valeur reçue par le tiré, mais encore la nature de cette valeur ; autrement elle ne vaut que comme simple

promesse ; elle n'a ni le caractère ni les effets d'une véritable lettre de change ; et aussi un grand nombre d'arrêts ont-ils décidé que les mots *valeur reçue* ne sont point équivalents à ceux-ci : *valeur reçue comptant* et ne font point connaître l'espèce de la valeur fournie. F. Turin, 13 mars 1811; Trèves, 1<sup>er</sup> fév. 1812; Colmar, 23 mars 1814; Caen 17 août 1825; Toulouse, 17 novembre 1828. V. aussi Pardessus, *Droit commercial*, n° 340. — La décision de l'arrêt ci-dessus, n'est pas contraire à cette jurisprudence. Dans l'espèce, en effet, il ne s'agissait pas de savoir si les lettres de change portant *valeur reçue*, indiquaient suffisamment la nature de la valeur fournie, et si elles constituaient dès lors de véritables lettres de change ; mais si elles valaient quittance, et prouvaient suffisamment que la valeur en eût été fournie, de quelque manière que ce pût être, par celui à l'ordre de qui elles avaient été tirées, et si celui-ci dès lors, comme légitime propriétaire, se trouvait dispensé de rendre compte. On voit que la question n'est pas la même : d'un côté, il s'agit simplement de savoir s'il y a une lettre de change ; de l'autre, s'il y a une transmission de propriété. Dans le premier cas, on décide qu'il n'y a pas lettre de change, faute d'indication de la valeur fournie. Dans le second, sans examiner s'il y a ou non lettre de change, on juge que les mots *valeur fournie* prouvent suffisamment que le porteur est légitime propriétaire, et a versé à son créancier la valeur des lettres de change passées à son ordre. Il n'y a donc pas contradiction entre la décision ci-dessus, et celles que nous avons rappelées.

la clause valeur reçue, et que si elles n'emportaient pas libération, elles n'auraient aucun objet ; — Que les quatorze traites, qui font la matière du litige ont été délivrées avec la même clause que les quatre-vingt-une négociées par l'entremise des courtiers Snoeck, Parent, Léquime, et Mangez, et sont censées acquittées comme elles; rien ne prouvant d'ailleurs le contraire ; — Attendu que les intimés n'ont détruit, par aucune pièce probante, le force de la clause libératoire ; — Qu'ils n'ont pas même un commencement de preuve par écrit, puisque les écrits par eux produits sont irrelevans ou étrangers au véritable objet ; — Attendu que, quand même on consulterait les déclarations des courtiers, il n'en résulterait autre chose, sinon que les traites pour les négociations desquelles ils ont été employés, ont été acquittées, soit au moment où elles ont été prises, soit peu de temps après; que néanmoins il n'y a jamais eu d'autres quittances que celles de valeur reçue, apposées aux effets ; — Que ces déclarations des courtiers ne se rapportent, d'ailleurs, qu'aux quatre-vingt-une traites, dont ils ont attesté le paiement; qu'elles sont étrangères aux quatorze, dont le restant est réclamé, et qu'ainsi étant des opérations indépendantes les unes des autres, le dire des courtiers dans l'hypothèse gratuite, qu'il serait recevable ou relevant, deviendrait indifférent dans la cause ; — Par ces motifs, — Sans avoir égard au jugement du 13 brum. an 8, en tant qu'il admettait la preuve par témoins, ni à la preuve ensuivie, et sans s'arrêter à la disposition du 15 germ. dernier, concernant le courtier Denef, laquelle est, autant qu'elle a besoin, déclarée comme non avenue ; — Faisent droit au principal, réforment le jugement rendu en première instance, déclarent les intimés non recevables et mal fondés dans leurs conclusions originales, et décharge les appelans des condamnations prononcées contre eux.

Du 28 therm. an 11. — Tribunal d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> section.

#### LAPINS.—TERRIERS ARTIFICIELS.—DOMMAGE.—RESPONSABILITÉ.

*Un propriétaire de garenne est responsable des dégâts causés aux propriétés voisines par les lapins qu'il attire et cherche à multiplier sur son fonds, au moyen de terriers artificiels ; il peut aussi être condamné à la destruction de ces terriers (1).*

(Mileent. — C. Fouques-Lapillette).

Fouques-Lapillette avait pratiqué, dans une garenne dont il était propriétaire, des terriers artificiels, afin d'attirer le gibier qui, en effet, s'y multipliait considérablement. Mileent, propriétaire de pièces de terre labourables, voisines de la garenne, assigna Fouques devant le tribunal civil de Bernal, pour le faire condamner au paiement du dommage causé par les lapins à ses récoltes, et, en outre, à détruire la garenne ou le clore.

29 therm. an 10, jugement qui, avant faire

droit, ordonne la constatation par experts des ouvrages d'art pratiqués par Fouques dans son bois. — 15 vend. an 11, procès-verbal des experts qui constatent, sur l'aveu même de la partie, qu'il existait trois écoles, faites de main d'homme, à ras de terre, de six à sept pieds de long, pour y attirer et conserver le lapin, qu'il existe une assez grande quantité de ce gibier dans la garenne, enclose de fossés insuffisans pour le contenir, que les terres de Mileent en ont souffert, et que ce dommage doit être attribué aux travaux pratiqués par Fouques.

21 niv. an 11, jugement qui condamne Fouques à détruire les terriers artificiels, écoles, etc., pratiqués de main d'homme et servant de retraite aux lapins.

Appel par Fouques, fondé sur la violation par les jugemens attaqués du droit de propriété que conserve dans toute son étendue l'art. 3 de la loi du 4 août 1789, abolitiv du privilège de garenne ouverte. Cette loi reconnaît tous, le droit d'avoir une garenne, et ne défend l'emploi d'aucun des moyens propres à l'attirer et à le multiplier. Le seul droit accordé aux propriétaires voisins est de tuer ou saisir, sur leur fonds, le gibier quand il y passe.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Vu l'art. 29 de l'ord. des eaux et forêts, etc. ; — Vu pareillement les articles 2 et 20, sect. 1<sup>re</sup> et 4<sup>e</sup>, de la loi du 28 sept. 1791 ; — Considérant, sur le jugement du 29 therm., que son objet étant de connaître s'il pouvait résulter des ouvrages de Fouques un plus grand dommage, pour le fonds voisin de Mileent, que celui qu'il aurait éprouvé par le gibier, s'ils n'eussent pas été faits, il avait un but utile pour la décision de la cause ; — Considérant qu'au principal, Fouques a reconnu au bureau de paix qu'il avait sur son fonds des terriers pour faire peupler les lapins, et qu'il est établi par les procès-verbaux représentés que les ballots et terriers litigieux sont artificiels et pratiqués dans un petit bois situé au milieu de la campagne, proche les terres en labour de Mileent ; que les lapins qui se sont répandus sur ces terres ont occasionné aux récoltes de Mileent un dommage que les experts attribuent en partie aux ouvrages d'art faits dans le bois de Fouques, pour y conserver du lapin ; que, du reste, il n'y a dans le bois de Mileent que d'anciens terriers qui n'ont pas été débouchés ; — Considérant qu'il résulte des articles de la loi ci-dessus transcrits et de leur application aux faits de la cause, que le jugement définitif est conforme à l'esprit des lois de la matière et à l'intérêt sainement entendu de l'agriculture ; — Confirme, etc.

Du 29 therm. an 11. — Trib. d'appel de Rouen.

#### CONSEIL DE FAMILLE.—HOMOLOGATION.—RÉPUDIATION DE DONATION.

*La délibération d'un conseil de famille qui autorise une femme mineure à répudier la donation que lui a faite son père dans son contrat de mariage, n'est point sujette à l'homologation. (Cod. civ., 46.) (2).*

s'agit de lapins de garenne : Cass. 13 janv. 1829. — M. Toullier, t. 11, n° 307 et suiv., traite fort au long la question de responsabilité du dommage causé par le gibier. V. aussi Merlin, Rép., v° Garenne, § 1, n° 6 et 17 ; et v° Gibier, § 7 et 8.

(2) V. Rolland de Villargues, Rép. du not., v° Cons. de famille, § 5, n° 26. — Deux arrêts de Toulouse des 5 et 11 juin 1829, décident aussi que la délibération d'un conseil de famille qui autorise, soit un mineur émancipé, soit un tuteur, au nom de son

(Doniés — C. Villèle). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la délibération du conseil de famille, qui a autorisé la dame Villèle à répudier la donation qui lui avait été faite par son père, n'était point sujette à l'homologation, puisque le législateur a eu soin d'indiquer dans le Code les cas auxquels les délibérations des parents devaient être homologuées, et que, dans l'espèce actuelle, il ne les a pas soumis à cette formalité; que les art. 457 et 458 du Code civil rendent nécessaire la formalité de l'homologation, lorsqu'il s'agit d'emprunts à faire par le mineur émancipé, ou de la vente des immeubles de ce dernier, ce qui n'est pas ici le cas, tandis que l'art. 461, applicable à l'espèce actuelle, n'exige, pour l'acceptation ou répudiation des successions échues au mineur, que l'autorisation préalable du conseil de famille, sans ajouter la nécessité de l'homologation; qu'il est souvent dangereux, et toujours abusif, d'étendre les dispositions des lois d'un cas à l'autre; qu'il résulte de ces motifs que le tribunal de première instance de Toulouse n'ayant point contrevenu à la loi, en s'abstenant d'homologuer une délibération qui, de sa nature, n'était pas sujette à cette formalité, il ne faut pas dire droit sur l'appel relevé du jugement du 29 messid. dernier; — Considérant que le susdit jugement n'étant pas dans le cas d'être réformé, la demande en rejet de la répudiation dont s'agit tombe d'elle-même, puisque ladite répudiation a été faite suivant les formes voulues par la loi; — Par ces motifs, — Confirme, etc.

Du 30 therm. an 11. — Trib. d'appel de Toulouse. — Prés., le cit. Desazars. — Concl., le cit. Aressy. — Pl., les cit. Flottes et Barrué.

#### COURTIERS DE TRANSPORT. — RESPONSABILITÉ.

*Les courtiers de transport ne sont affranchis de toute responsabilité envers le propriétaire des marchandises, qu'autant qu'ils peuvent lui faire connaître positivement le roulier auquel ils les ont confiées et le mettre en état de recourir directement contre ce roulier (1).*

(Godet—C. Jarassé.)

Le 4 fruct. an 10, Alexis Godet déposa chez Jarassé, courtier de roulage, quinze pièces d'ennedrie, avec injonction de les lui expédier pour la Chapelle-Saint-Denis, près Paris. Dans le trajet, deux pièces furent perdues.

Demande en paiement de la valeur des deux pièces perdues, par Godet contre Jarassé, devant le tribunal de commerce de La Rochelle. — Jarassé indique le roulier auquel il a confié les

pièces, à renoncer à une succession, n'a pas besoin d'être homologuée.

(1) Il n'en est pas de même des commissionnaires de transports: non-seulement ils ont à faire connaître les voituriers qu'ils ont chargés du transport, mais encore ils répondent des faits de ces derniers: c'est ce qui résulte formellement des art. 98 et 99 du Code de commerce, qui ne sont que la reproduction des principes admis de tout temps en cette matière. En effet, le mandat du commissionnaire consiste à effectuer le transport, et n'est conséquemment rempli que lorsque les marchandises sont arrivées en bon état à leur destination: tous les faits intermédiaires doivent donc être à la charge du commissionnaire, sauf son recours contre qui de droit. Le courtier de transport, au contraire, ne contracte d'autre obligation que de procurer les moyens de transport: il doit sans doute confier les marchandises à des personnes dont il puisse vérifier la fidélité, et voilà

deux pièces réclamées; mais ses indications ne peuvent le faire retrouver: néanmoins il prétend avoir été déchargé de toute responsabilité, du moment que les marchandises sont sorties de chez lui, et conclut en conséquence au rejet de l'action dirigée contre lui.

27 frim. an 11, jugement qui accueille cette défense et rejette la demande formée par Godet. Appel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que les courtiers de roulage n'ont été institués par le gouvernement que pour la facilité du commerce et la garantie de la foi publique; — Considérant que s'ils ne sont pas garans des infidélités des rouliers qu'ils emploient sans dol ni fraude, et si l'action résultant des infidélités desdits rouliers doit être exercée contre les rouliers directement, cela présuppose que le courtier qui les a employés peut les désigner au marchand, et le mettre dans le cas d'agir; — Considérant que l'intimé, en confiant des marchandises à un homme qu'on n'a pu retrouver sous les noms et demeure indiqués par lui intimé, à un homme à lui inconnu, est contrevenu aux conditions essentielles du mandat qu'il exerce avec un titre public, et que les événements de son imprudence ne peuvent tomber que sur lui; — Dit qu'il a été mal jugé par le jugement du tribunal de commerce de La Rochelle; — Emendant, condamne Jarassé au paiement de la somme de 2,000 liv. pour les deux pièces d'eau-de-vie, et à celle de 800 liv. pour dommages et intérêts.

Du 30 therm. an 11. — Trib. d'appel de Poitiers.

#### PREScription. — TITRE PRÉCAIRE. — RELIGIONNAIRES FUGITIFS.

*On ne peut pas prescrire contre son titre, en ce sens que l'on ne peut point se changer à soi-même la cause et le principe de sa possession (2). — En conséquence, les ayant cause d'un possesseur précaire qui ne justifient point que ce possesseur leur a transmis la chose par un titre translatif de propriété, ne peuvent en prescrire la propriété, quelle qu'ait été la durée de leur possession.*

*Les seigneurs mis en possession des biens des religionnaires fugitifs après la révocation de l'édit de Nantes, n'ont été que possesseurs précaires de ces biens, et par conséquent n'ont pu les prescrire.*

(Le domaine—C. Micheli.)

Du 2 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

pourquoi il n'est déchargé de toute responsabilité qu'autant qu'il peut indiquer utilement le commissionnaire ou le voiturier auxquels il s'est adressé. Mais, moyennant cette indication, il ne répond plus de leur fait, parce que ce fait sort des limites de son mandat: il est exactement dans la même position qu'il serait un particulier qui aurait reçu mandat d'expédier des marchandises, lequel, du moment qu'il les a remises à un commissionnaire de roulage, est déchargé de toute responsabilité envers le mandant, à raison du retard ou de la perte arrivés par la faute de ce commissionnaire. V. dans ce sens, Metz, 16 fév. 1816.

(2) C'est aujourd'hui la disposition textuelle de l'art. 2210 du Code civ., qui n'a fait que reproduire à cet égard les anciens principes. — F. LL. 3, § 19, ff. de Acquir. posses.; 33, § 1<sup>er</sup>, ff. de Usurpat. et Usurap.; 2, § 1<sup>er</sup>, ff. Pro herede. V. aussi Pothier, Traité de la possession, n° 31.



**CONFISCATION. — HYPOTHÈQUE. — DOUAIRE.**  
*La confiscation des biens du mari embrassa même la créance qu'il avait sur un immeuble hypothéqué au douaire de sa femme, et qui, dans sa main, représentait cet immeuble précédemment vendu par lui, à la charge que l'acquéreur serait personnellement soumis à payer la douaire en cas qu'il vint à s'ouvrir. Dans ce cas, la femme n'a d'action pour son douaire que contre l'état confiscataire de la succession de son mari (1).*

(De Loizerolles—C. Collineau-Pelletier.)

En 1782, Jean Simond Aved de Loizerolles fit vente d'une maison à François Dalize. — Dalize retint une partie du prix pour fournir le douaire consistant dans le contrat de mariage du neveu Aved avec la demoiselle Marteau, le cas de l'ouverture de ce douaire arrivant. — En 1787, la maison fut saisie réellement sur la tête de Dalize, et l'adjudication en fut faite à Jérémie Collineau le 21 juill. 1793. — Le 3 août suivant, Collineau, pour se conformer à l'édit de fév. 1689, déposa le prix de son adjudication au bureau des consignations. — Le 8 therm. an 2, Jean Simond Aved expira sur l'échafaud révolutionnaire: tous ses biens sont confisqués. Il avait conservé ses droits sur le prix de la maison adjugée à Collineau, par une opposition aux criées: la régie des domaines nationaux exerce ces droits et se fait colloquer dans l'ordre qui est réglé et arrêté par jugement du 3 niv. an 3. — Cette collocation comprenait l'entière somme retenue par Dalize. Ainsi le jugement d'ordre conférait à la régie le gage du douaire de la dame Aved, sauf, disait ce jugement, à la veuve Aved à faire régler ses droits envers la république pour raison de son douaire.

Une demande en tierce opposition contre ce jugement d'ordre, et en même temps une action en déclaration d'hypothèque contre Collineau, tels ont été les moyens pris par la veuve Aved et ses enfants personnellement intéressés au douaire, pour la poursuite de leurs droits.

Cette double action, intentée le 7 therm. an 7, fut proscrite le 11 mess. an 10, par jugement du tribunal civil de première instance de la Seine.

Appel.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que la république, en qualité de confiscataire, avait succédé à la créance privilégiée d'Aved de Loizerolles, sur le prix déposé aux consignations; qu'il résulte évidemment des lois alors en vigueur, que cette créance était devenue pour le tout, actuellement exigible en faveur de la république, nonobstant toutes réclamations et oppositions; qu'en effet, le douaire de la veuve Loizerolles était, par sa nature, une dette de la succession de son mari; qu'elle n'en était saisie qu'en ce sens; que les arrérages couraient à son profit

sans demande judiciaire; que, par conséquent, elle et ses enfants n'avaient aucun droit dans les deniers déposés; qu'en outre, ils étaient devenus créanciers directs de la république pour les arrérages et le fond du douaire; qu'ils n'en pouvaient obtenir le paiement qu'après une liquidation administrative, et qu'en attendant cette liquidation, la solvabilité et la garantie nationales leur offraient une sûreté dont tout créancier de la république était obligé de se contenter; que de tous ces points, également incontestables, il y a nécessité de conclure qu'en intervenant dans l'ordre, les appelants n'auraient pu empêcher la république d'être colloquée pour le montant intégral de la créance de leur père et mari, ce qui suffit pour écarter leur tierce opposition, tout à la fois non recevable et mal fondée; que Collineau, à qui il n'était pas permis, plus qu'aux appelants, de mettre en question la solvabilité nationale, n'avait non plus aucun prétexte pour s'opposer à cette collocation; que s'il l'eût fait, sa réclamation aurait été écartée par le principe que l'action hypothécaire, contre le tiers-détenteur d'un immeuble affecté au douaire, n'est que subsidiaire, et parce que la république, toujours réputée solvable, étant devenue débitrice directe du douaire des appelants, on ne pouvait pas alléguer la possibilité de ce recours subsidiaire; qu'ainsi, la collocation dont il s'agit a été légalement ordonnée par le jugement d'ordre du 3 niv. an 3; que l'effet nécessaire de cette collocation et de la mainlevée qui en était la conséquence, a été de libérer Collineau de l'hypothèque du douaire alors ouvert, et cela, par deux raisons: la première, que cette même collocation a opéré également entre les mains de la république le versement, que les lois sous l'empire desquelles Collineau s'était rendu adjudicataire, l'autorisaient à retirer des consignations pour sûreté de ce douaire; la deuxième, qu'il ne doit pas souffrir de ce que les appelants sont devenus créanciers directs de la république; — Attendu, enfin, qu'en déclarant non avenues les confiscations prononcées par les tribunaux révolutionnaires, la loi du 21 prair. an 3 a maintenu les droits acquis à des tiers pendant que ces confiscations ont subsisté; — Confirme, etc.

Du 2 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Bonnet et Dupont.

#### FAUX INCIDENT CIVIL.—DÉLAI.

*Le délai de trois jours, à partir de la sommation donnée au défendeur en faux pour déclarer s'il entend se servir de la pièce arguée, est un délai fatal ou péremptoire. — Après l'expiration de ce délai, le demandeur n'est point admis à maintenir la pièce au procès. (Ordonn. de 1737, tit. 2, art. 11 et 12; Cod. proc. civ., art. 216 et 217, anal.) (2)*

195; Dalloz, *Juris. gén.*, t. 8, p. 434, 438 et suiv.; Thomieo-Desmazures, *Comment. du Code de proc.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 389, n° 258; Carré, *id.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 560, n° 873; Bonrenne, *Théorie de la proc. civ.*, t. 4, p. 60. — Mais de sérieuses difficultés se sont élevées sur la question de savoir à quelle époque, après l'expiration du délai, cesse la faculté, pour le défendeur en faux, de faire sa déclaration. MM. Merlin, Dalloz et Carré (*loc. cit.*), pensent que le délai devient fatal par le seul effet d'un *cein* donné pour comparaitre à l'audience et y entendre prononcer le rejet de la pièce; qu'ainsi cette intention du demandeur en faux manifestée, le droit au rejet lui est irrévocablement acquis, et que le juge n'est plus li-

(1) V. dans la même affaire, l'arrêt de rejet intervenu le 19 therm. an 12, sur le pourvoi de la veuve et des héritiers Aved.

(2) V. conf., Cass. 5 avril 1813 (aff. *Piché*). — Sous l'empire du Code de proc. civ., qui cependant n'a fait que reproduire les dispositions de l'ordonn. de 1737, il a été généralement admis en principe que le délai accordé au défendeur en faux pour faire sa déclaration n'est pas prescrit à peine de déchéance. V. Cass. 2 fév. 1826; 8 août 1837, et 14 août 1838; Rouen, 24 août 1816 et 5 déc. 1829; Nîmes, 11 mars 1819 et 28 août 1821; Bordeaux, 21 déc. 1823; Besançon, 3 août 1825, etc.; — Merlin, *Quest.*, v° *Inscript. de faux*, § 5; Pigeau, *Proc. civ.*, éd. Belge, t. 1<sup>er</sup>, p.

(Veuve Desvè—C. Paris.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que la sommation de la veuve Desvè a été signifiée le 8 frim. dernier, avec l'interpellation prescrite par l'art. 9 de l'ord. de 1737;—Considérant que Paris, qui demeure dans les cinq myriamètres du lieu de la juridiction, étoit tenu de répondre à l'interpellation dans la huitaine, aux termes des articles précités, et qu'il n'y a point satisfait;—Que, le 18 frim., c'est-à-dire deux jours après l'expiration du délai, il est constant qu'il a fait une déclaration dans laquelle il a soutenu la vérité de la pièce arguée de faux, mais sans dire s'il entendait ou non s'en servir, et qu'il n'a pas même encore aujourd'hui passé la déclaration précise qu'exige sur ce point l'ordonnance;—Considérant que les articles précités de la même ordonnance sont impératifs, et que les délais qu'ils prescrivent sont de rigueur; que la peine qu'ils établissent par l'art. 12, contre le défendeur qui n'a point satisfait à la disposition de l'art. 11 dans le délai marqué, est le rejet de la pièce contestée;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 2 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Rouen.  
—2<sup>e</sup> sect.—Pl., les cit. Dutronchey et Servin.

APPEL.—SIGNIFICATION.—EXPLOIT.

Depuis la loi du 3 brum. an 2 (art. 8), l'appel, en matière civile, a dû, sous peine de nullité, être interjeté par exploit signifié à personne ou domicile (1).

(Piffier—C. Bruger.)

Du 4 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Paris. —1<sup>re</sup> sect.

bre de refuser le rejet. Cette opinion s'appuie sur un arrêt de la Cour royale de Rennes du 9 août 1809, et aussi sur l'arrêt précité de Rouen du 24 août 1816 dont la décision est fondée, entre autres motifs, sur cette circonstance que la déclaration avait été faite avant toute demande en rejet. — Mais M. Thémine—Desmazures et M. Boncenne (*loc. cit.*) soutiennent que le délai n'est pas fatal, et que les art. 216 et 217, en prescrivant au demandeur de se pourvoir à l'audience pour faire prononcer le rejet, donnent par là même au juge, le droit de statuer d'après les circonstances. V. dans ce sens, Cass. 28 août 1837.

(1) V. conf., Cass. 21 fruct. an 8; 6 frim. an 13.  
(2) Il en serait de même sous le Code civ.—Il résulte, en effet, des art. 1115, 1499, 1501 et 1533 de ce Code, que non-seulement dans le cas de non-communauté, mais généralement dans tous les cas où le défaut d'inventaire du mobilier apporté par la femme ou à elle échu durant le mariage peut lui préjudicier, elle ou ses héritiers sont admis à faire preuve soit par titre, soit par témoins, soit même par commune renommée, de la valeur de ce mobilier. V. dans ce sens, Toullier, t. 14, n° 25 et suiv.—Plusieurs auteurs distinguent entre le mobilier apporté par la femme lors du mariage et le mobilier qui lui est échu depuis, et ne reconnaissent qu'à l'égard de ce dernier la faculté de suppléer au défaut d'inventaire. V. Duranton, t. 15, n° 288 et suiv.; Belland de Villargues, *Repert. du notariat*, v° Communauté, n° 611, 678 et 814; Bellet des Minières, *du Contrat de mariage*, t. 3, p. 341 et 343. La distinction faite par ces auteurs ne nous paraît point exacte : elle n'a d'autre fondement qu'une interprétation, dans un sens restrictif, de l'art. 1501, qui, en permettant à la femme toute espèce de preuve, a défaut d'inventaire, pour constater le mobilier qui lui est échu durant le mariage, ne tait sur le mobilier par elle apporté à son mari. Mais interpréter

FEMME.—MEUBLES.—QUITTANCES.—DATE CERTAINE.

Dans le cas de non-communauté, la femme peut réclamer, comme lui appartenant, contre les créanciers de son mari, tout le mobilier qui garnit la maison conjugale, encore qu'elle ne justifie point de son apport par titres notariés.—Il suffit qu'elle en justifie par de simples quittances privées, lorsque d'ailleurs elles ont une date certaine (2).

(Emeric—C. Pacotte.)

Les mariés Pacotte avaient stipulé dans leur contrat de mariage qu'ils seraient non communs en biens. Leur mobilier venant à être saisi par des créanciers du mari, l'épouse demande mainlevée, disant que le mobilier est sa propriété particulière, ce qu'elle établit par des quittances et mémoires sous seing privé, mais enregistrés avant que les saisissants eussent fait aucune poursuite.

Sur la demande en mainlevée intervient ordonnance de référé, portant qu'il serait passé outre.—Appel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la femme Pacotte justifie, quant à présent, que partie des meubles lui appartiennent, ce qui résulte des factures d'achats, enregistrées en l'an 6, époque antérieure à la créance et aux poursuites des intimés;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 6 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

MINISTÈRE PUBLIC.—AVUÉS.

Sous la loi du 27 vent. an 8, les avoués pouvaient

ainsi cette disposition, c'est en fausser évidemment l'esprit : les deux hypothèses que le législateur oppose l'une à l'autre, dans l'art. 1501 aussi bien que dans l'art. 1415, ce ne sont point l'apport en mariage et l'échéance postérieure au mariage; ce sont l'acquisition par le mari et l'acquisition par la femme. La différence est prise non de l'époque où le droit est né, mais de celui des deux conjoints au profit duquel il s'est ouvert. Nous pensons donc avec Toullier (*loc. cit.*), que toutes les fois qu'il s'agit de mobilier réclamé par la femme ou en son nom, la preuve par titres, par témoins ou par commune renommée, devra être admise à défaut d'inventaire, quand ce défaut préjudicie à la femme, parce qu'étant sous la puissance du mari, il étoit naturel de charger ce dernier de faire procéder aux inventaires dans lesquels elle pouvoit être intéressée, et par conséquent de le rendre responsable de l'omission de ce devoir.

—Cette raison est décisive contre le mari ou ses héritiers; mais en est-il de même à l'égard des tiers créanciers du mari? Une distinction paraît ici nécessaire entre les divers genres de preuves : la femme ne pourra opposer aux tiers que les actes qui sont de nature à leur être opposés d'après les principes généraux, c'est-à-dire ceux qui ont acquiescence certaine avant la naissance de leurs droits. Par conséquent, la preuve ne sera admissible contre eux ni par témoins, ni par commune renommée; mais ils ne pourront réclamer celle dérivant de titres sous seing privé ayant date certaine : c'est ce que décide avec raison le jugement que nous rapportons. V. dans le même sens, Duranton, t. 15, n° 290.—Les règles que nous venons d'exposer reçoivent exception au cas où il s'agit de la femme d'un commerçant failli : aux termes de l'art. 560 du Code de comm., la femme ne peut reprendre les effets mobiliers à elle appartenant et non entrés en communauté, qu'à la charge d'en prouver l'identité par inventaire ou tout autre acte authentique.

*être appelés, comme tous autres hommes de loi, à remplacer les officiers du ministère public* (1).

(Dallac—C. Baudecourt et autres.)

Un jugement du tribunal civil de Castres, avait été rendu au préjudice de Dallac, en faveur de ses adversaires, les cit. Baudecourt et autres. Ce jugement était intervenu sur les conclusions d'un avoué au tribunal, en remplacement du commissaire du gouvernement, qui s'était abstenu.

Appel par Dallac, qui, sur le fondement de cette circonstance, demandait la nullité du jugement de première instance.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Attendu que si la loi du 27 vent. an 8, art. 13, porte que « les suppléants auprès des tribunaux de première instance doivent remplacer les juges et le commissaire du gouvernement, » cela ne peut être entendu que lorsqu'ils se trouvent présents au moment que le tribunal est dans le cas de juger les causes; que, dans l'espèce présente, le commissaire du gouvernement s'étant abstenu d'avoir été remplacé par un homme de loi avoué, on doit croire qu'il n'y avait aucun suppléant de présent; et, ce qui ne permet pas d'en douter, c'est que le tribunal n'était pas lui-même complet et qu'on fut obligé de faire monter sur le siège un autre avoué, homme de loi, ce qu'on n'aurait pas fait si les suppléants eussent été présents; et par cela seul qu'on fut dans la nécessité d'appeler un suppléant pour compléter le tribunal, on a pu appeler un autre avoué pour remplir les fonctions de commissaire du gouvernement; en effet, si les fonctions de commissaire du gouvernement eussent été remplies par un des juges titulaires, il n'y aurait eu qu'un juge titulaire sur le tribunal, qui aurait été obligé d'appeler deux avoués pour le compléter, ce qui n'était pas praticable, étant de règle que lorsqu'un tribunal est dans le cas d'appeler des hommes de loi ou des avoués pour se compléter, les juges titulaires doivent être en majorité; le moyen de nullité proposé est donc mal fondé;—Confirme, etc.

Du 6 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Toulouse.—Prés., le cit. Desazars.—Concl., le cit. Dressy, f. f. de com.—Pl., les cit. Rieuvet—Druille et Montrone.

#### APPEL.—CAUTIONNEMENT.

*L'appel interjeté contre un jugement qui ordonne une réception de caution, emporte nécessairement et implicitement celui du jugement rendu en exécution du premier.* (L. du 3 brum. an 2, art. 6.) (2)

(1) F. conf., Paris, 4 août 1807.—La question a été plus controversée depuis le Code de proc. civ., non-seulement à l'égard des avoués, mais même à l'égard des avocats. V. dans le sens du droit des avocats, Besançon, 1<sup>er</sup> juin 1809; Angers, 16 juin 1830; Montpellier, 14 janv. 1833; Toulouse, 24 mai 1836; — Carré, *Lois de la proc.*, sur l'art. 84, et Thomine-Desmazures, *Comment. sur le Code de proc.*, t. 1<sup>er</sup>, n° 106.—V. en sens contraire, Metz, 10 avril 1811; Aix, 16 nov. 1824, et Demiau-Crouzillac, *Instruct. sur la proc.*, p. 82.—F. au surplus, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de Montpellier du 14 janv. 1833.

(2) L'art. 135, n° 5 du Code de procédure civile comprend le jugement qui ordonne une réception de caution, parmi ceux dont l'exécution provisoire peut être ordonnée avec ou sans caution. Si cette exécution provisoire a été prononcée, l'appel cesse évidemment d'avoir son effet suspensif. Dans le cas

(Maille—C. Vinet.)

Deux jugements avaient été rendus par le tribunal de première instance de Rouen, entre Maille et les époux Vinet: le premier contradictoire, qui ordonnait la réception d'une caution offerte par les époux Vinet; le second par défaut, qui recevait la caution offerte.

Appel du premier jugement par le cit. Maille. Les époux Vinet demandent et obtiennent par défaut l'exécution provisoire du second jugement.

Opposition, par Maille, à l'ordonnance d'exécution, en ce que l'effet du second jugement était virtuellement suspendu par l'appel interjeté contre le premier.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Attendu que, d'après les dispositions de la loi du 3 brum. an 2, l'appel d'un premier jugement emporte nécessairement et implicitement celui des jugements subséquents; sans s'arrêter à l'incident, — Ordonne que les parties plaideront sur l'appel et sur l'opposition.

Du 7 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Rouen.—Concl., le cit. Fouquet, comm.—Pl., les cit. Cuville et Duhamel.

#### CONSEIL JUDICIAIRE.—INTERDICTION.

*Les juges d'appel peuvent, en réformant une sentence d'interdiction, nommer un conseil judiciaire au défendeur à l'interdiction, encore que la sentence réformée sur l'appel ait été rendue avant le Code civil* (3).

(Staquet—C. sa femme.)

Thérèse Martin avait provoqué l'interdiction d'Alexis Staquet, son mari, pour cause de prodigalité. — 20 juil. an 11, jugement du tribunal de Charleroy, qui prononce cette interdiction.

Appel par Staquet.—Pendant l'instance, la loi du 8 germ. an 11, insérée depuis au Code civil, est promulguée. — La dame Staquet demande subsidiairement, que conformément à la disposition de cette loi devenue depuis l'art. 499 du Code civil, le tribunal nomme un conseil judiciaire à son mari.—Alexis Staquet, soutient que cette demande ne peut être accueillie pour deux raisons: 1<sup>re</sup> parce que la loi du 8 germ. an 11, n'a pu, sans rétroactivité, régir une action née avant sa promulgation; 2<sup>de</sup> parce que, dans tous les cas, la demande dont il s'agit n'aurait pas subi le premier degré de juridiction.

Le commissaire du gouvernement a pensé: 1<sup>o</sup> que la loi du 8 germ. an 11, étant un statut personnel, avait pu, sans rétroactivité, saisir Staquet dans l'état où il se trouvait, c'est-à-dire

même où elle n'a pas été accordée en première instance, elle peut l'être sur l'appel à la demande de l'otimé, qui, par là, détruit l'effet suspensif de l'appel (art. 458).

(3) La difficulté venait, dans l'espèce de cette décision, de ce qu'avant le Code civil, les tribunaux ne pouvaient placer sous l'autorité d'un conseil judiciaire les personnes qui n'étaient pas dans un état à être interdites. 1. Cass. 24 niv. an 10. — Or, pouvait-on dire, puisque le jugement attaqué par voie d'appel avait été rendu sous l'empire d'une telle jurisprudence, la demande tendant à la nomination d'un conseil judiciaire était réellement une demande nouvelle, non susceptible par conséquent de recevoir jugement en appel, sans violer la règle des deux degrés de juridiction. C'est ce système qui a été proscrit par le jugement que nous recueillons. V. dans le même sens, Lyon, 2 prair. an 12. V. aussi Merlin, *Repert.*, v° *Prodigue*, § 7.

dans un état de prodigalité notoire; 2° que la demande tendant à la nomination d'un conseil judiciaire ne saurait être considérée comme une demande nouvelle, puisqu'elle se trouvait virtuellement comprise dans la demande en interdiction.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — (Conformément aux conclusions du substitut du commissaire du gouvernement, et par les motifs qu'il a exprimés). — Dit qu'il a été mal jugé; — Déclare, en conséquence, Thérèse Martin non recevable dans sa demande en interdiction; — Faisant droit sur sa demande subsidiaire, nomme pour conseil à Alexis Staquet le cit. de fenne, aubergiste à Fontaine-l'Évêque; — Lui fait défense de plaider, transiger, emprunter, recevoir des capitaux mobiliers et d'en donner décharge, aliéner ni grever d'hypothèque sans l'assistance de ce conseil.

Du 7 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — Concl., le cit. Malfroid, subst. — Pl., les cit. Pins et Truffard.

## PROPRIÉTÉ LITTÉRAIRE. — DÉPÔT. — CONTREFAÇON.

Pour que l'auteur d'un ouvrage (ou son cessionnaire) ait le droit de poursuivre les contrefacteurs, il n'est pas nécessaire que le dépôt de deux exemplaires à la bibliothèque nationale soit antérieur à la contrefaçon; il suffit que ce dépôt soit effectué avant la plainte. (L. 19 juill. 1793, art. 6.) (1)

(Lassaulx — C. Bertrandet.)

Lassaulx, libraire à Coblenz, achète du cit. Masson un ouvrage intitulé *Lettres d'un Français à un Allemand*. Cet ouvrage est imprimé, avec indication du nom de l'auteur; mais il n'est pas déposé à la bibliothèque nationale, conformément à l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1793. — Bientôt Bertrandet, libraire à Paris, met en vente

(1) L'art. 6 de la loi du 19 juill. 1793 dispose que « tout citoyen qui mettra au jour un ouvrage de littérature ou de gravoire, sera obligé d'en déposer deux exemplaires à la bibliothèque nationale; faute de quoi, il ne pourra être admis en justice pour la poursuite des contrefacteurs. » — Mais, pour avoir le droit de poursuivre les contrefacteurs, suffit-il d'effectuer le dépôt avant les poursuites, quoique ce ne soit que postérieurement au fait de contrefaçon? Telle est la question qui se présentait dans l'espèce, et que le jugement ci-dessus résout affirmativement. Cette solution n'est pas sans difficulté: on peut dire que le dépôt prescrit par la loi est une condition imposée aux auteurs pour qu'ils conservent la propriété exclusive de leurs ouvrages; qu'un dépôt fait depuis la contrefaçon ne saurait, par un effet rétroactif, attribuer à l'auteur un droit de poursuite qu'il n'avait pas auparavant, et imprimer le caractère du délit à un fait qui jusque-là était à l'abri de toutes recherches; d'autant mieux qu'à défaut de dépôt effectué au moment de la contrefaçon, le contrefacteur a pu croire de bonne foi que l'auteur voulait abandonner son ouvrage au domaine public, et laisser à chacun le soin de le reproduire dans l'intérêt de la société. Néanmoins, et dans le système contraire, on répond victorieusement que le droit de propriété de l'auteur est antérieur au dépôt de son ouvrage; que le dépôt n'est pas exigé comme preuve ou fondement du droit de propriété, mais seulement comme condition de l'exercice de ce droit; qu'il importe donc peu que le dépôt ait été opéré avant ou après la contrefaçon, sauf cependant toute appréciation de la question de bonne foi du contrefacteur. — Telle est aussi l'opinion que professe M. Blanc, dans son *Traité de la contrefaçon*, p. 352 et suiv.

ce même ouvrage. — Instruit de ce fait, Lassaulx remplit la formalité du dépôt, et porte plainte en contrefaçon contre Bertrandet.

Le prévenu soutient que l'omission du dépôt à la Bibliothèque nationale, antérieurement à la contrefaçon prétendue, avait été un consentement tacite à ce que chacun usât à son gré de la production littéraire dont il s'agit. Parmi les auteurs, dit-il, les uns écrivent purement pour éclairer leurs semblables, pour acquérir de la gloire; d'autres y joignent, au moins secondairement, le désir d'acquiescer de l'argent. Ceux qui n'ont pour but que l'instruction du public, que l'utilité générale, ou leur gloire particulière, ne tiennent pas à tort, au contraire, ils sont très satisfaits que leurs ouvrages soient reproduits. En imprimant et vendant un livre à l'insu de l'auteur ou des siens, on ne lèse les intérêts de ce même auteur qu'autant que, de son livre, il fait un objet de spéculation. Mais l'intention des auteurs ne peut se deviner: il a donc fallu que le législateur la fit reconnaître à certain signe. Or, ce signe, c'est le dépôt à la Bibliothèque nationale. Par cette mesure, dont chacun peut prendre connaissance, l'auteur déclare au public qu'il s'oppose à toute impression et distribution non autorisées par lui; que son ouvrage est mis sous la sauvegarde de la loi, pour être protégé comme propriété particulière. Jusque-là, chacun peut à son gré reproduire l'ouvrage et le vendre, sans craindre aucune poursuite en contrefaçon.

Le tribunal correctionnel de Paris, accueillant cette défense, renvoie Bertrandet de la plainte dirigée contre lui.

Appel par Lassaulx. — L'ouvrage d'un auteur, dit-il, est essentiellement sa propriété particulière. Pour faire dégénérer cette propriété particulière en propriété publique, il faut un consentement formel du propriétaire, ou une disposition non moins expresse de la loi. Dans l'espèce, on

Du reste, la difficulté ne peut se présenter que bien rarement maintenant. En effet, d'après l'art. 18 du décret du 5 fév. 1810 et l'art. 14 de la loi du 21 oct. 1814, les imprimeurs sont tenus d'effectuer le dépôt d'un certain nombre d'exemplaires des ouvrages qu'ils impriment, dépôt qui doit avoir lieu avant qu'ils ne se dessaisissent de l'ouvrage. Or, on a agité devant les tribunaux la question de savoir si ce dépôt fait par l'imprimeur conservait le droit de propriété de l'auteur, ou si au contraire celui-ci continuait à être tenu d'effectuer lui-même le dépôt voulu par la loi de 1793. Par un arrêt du 30 juin 1832 (Volume 1832) la Cour de cassation s'était prononcée pour ce dernier système, et avait en conséquence dénié le droit de poursuivre le délit de contrefaçon à tout auteur qui n'avait pas fait le dépôt dont il s'agit. Mais plus tard, la Cour est revenue sur cette jurisprudence, et, par un arrêt du 1<sup>er</sup> mars 1834 (Volume 1834), qui nous paraît exprimer le véritable sens de la loi, elle a jugé que le droit des auteurs de porter plainte en contrefaçon, ne dépend plus que du seul dépôt imposé à l'imprimeur par le décret de 1810 et la loi de 1814; en sorte que la contrefaçon de tout ouvrage se trouvera aujourd'hui toujours préjudicée (à moins d'omission par l'imprimeur) du dépôt qui ouvre l'action en justice. — Remarquons ici, au surplus, que l'une des conséquences de cette jurisprudence qui fait résulter du dépôt par l'imprimeur la conservation des droits de l'auteur, sera d'empêcher que jamais (à moins de renonciation expresse) un ouvrage ne tombe dans le domaine public, pendant tout le temps fixé par la loi pour la durée de la propriété des auteurs sur leurs ouvrages.

se fonde sur l'art. 6 de la loi du 19 juillet 1793 pour prétendre qu'il y a en conversion de propriété particulière en propriété publique. Mais cette loi dispose tout autrement. Si elle prescrit le dépôt, si, à défaut de cette formalité elle attache une peine, ce n'est pas la perte de cette propriété particulière, c'est l'inadmissibilité devant la justice. Faute de quoi, porte la loi, si (l'auteur) ne pourra être admis en justice pour la poursuite des contrefacteurs. Donc l'auteur qui fait le dépôt avant de se présenter à la justice, n'a plus à craindre l'application de l'art. 6 précité. Et en effet, s'il ne suffisait pas de faire ce dépôt avant d'agir en justice, il y aurait donc un terme donné deus lequel il devrait être fait. Mais la loi n'en détermine aucun ; et ce serait l'étendre que d'obliger l'auteur à effectuer son dépôt avant le contrefaçon. Comment d'ailleurs cela serait-il possible dans certains cas ; dans celui, par exemple, où le manuscrit de l'auteur aurait été ou égaré ou soustrait avant que lui-même ait publié son ouvrage ? Concluons qu'il suffit d'avoir fait le dépôt avant la plainte formée.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Attendu que Lassouls, libraire à Coblenz, a justifié de son droit de propriété sur l'ouvrage du cit. Masson, intitulé, etc. : — Qu'il est constant, que le 21 germ. précédent, antérieurement à la plainte qu'il a rendue contre Bertroulet, en contrefaçon de l'ouvrage dont il s'agit, il avait fait le dépôt à la Bibliothèque des deux exemplaires, et qu'en cela il s'est conformé à l'art. 6 de la loi du 19 juill. 1793 ; — Considérant que Bertroulet a déposé plusieurs exemplaires de la contrefaçon dudit ouvrage ; — Qu'il n'est pas néanmoins judiciairement prouvé qu'il en ait été le contrefacteur ; — Vu l'article 6 de

la loi ci-dessus ; — Statuant sur l'appel, met l'appellation et ce dont est appel au néant ; etc. — Du 8 fruct. an 11. — Trib. crim. de la Seine. — *Concl. conf.*, le cit. LaBouteirie. — *Pl.*, les cit. Desales et Demangeat.

## LÉGITIME. — HÉRITIERS. — DETTES.

Lorsqu'une personne institue contractuellement l'aîné de ses fils, à la charge de payer à tous et chacun de ses autres enfants une légitime qu'elle fixe à une certaine somme de deniers, les frères de l'institué qui acceptent cette légitime conventionnelle, sont censés, par cela seul, renoncer à la qualité d'héritiers. — En conséquence, les dettes du défunt n'étant point à leur charge, ils ne peuvent prendre une inscription hypothécaire sur les biens de l'héritier contractuel, pour sûreté de leur prétendue garantie au cas où ils auraient poursuivi par les créanciers de la succession (1).

(Périssel — C. Périssel.)

Du 8 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Riom.

## HÉRITIÈRE. — TITRE EXÉCUTOIRE. — EFFET RÉTROACTIF.

L'art. 877 du Code civil, qui déclare exécutoires contre l'héritier les titres qui l'étaient contre le défunt, est applicable même au cas d'une succession ouverte avant la promulgation du Code (2).

(Cheviren — C. Vitry.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que l'action du créancier contre l'héritier, formée en conséquence du Code civil, se réduit à un simple mode d'exécution et qu'aucune des dispositions de l'art.

(1) V. sur cette question, la note qui accompagne le jugement de Besançon, du 7 germ. an 9 ci-dessus rapporté.

(2) D'après l'art. 168 de la Cout. de Paris, contraire à l'art. 877 du Code civil, les titres exécutoires contre le défunt, ne l'étaient contre l'héritier qu'après que l'exécution en avait été ordonnée par justice. V. Bourjon, *Droit commun de la France*, t. 2, p. 337 ; Lebrun, *des Successions*, liv. 4, ch. 2, § 1, n° 36 ; Lemaître, *Cout. de Paris*, tit. 8 ; Ferrières, *Comment. sur la même coutume*, art. 168 ; Pothier, *Succession*, ch. 5, art. 4 ; et la plupart des coutumes avaient une disposition semblable, comme l'atteste Loisel, en proclamant cette maxime au liv. 6, tit. 5, des *Insti. coutumières* : « Le mort exécute le vif, et non le vif le mort ; » c'est-à-dire que tout droit d'exécution s'éteint avec la personne de l'obligé ou condamné. » Eusebe de Laurière, dans sa note sur cette maxime, après avoir cité les coutumes dans lesquelles Loisel l'avait puisée, ajoute : V. néanmoins l'art. 169 de la Coutume de Paris. Il ne faut pas en induire que l'art. 169 soit opposé à la maxime, et il ne peut pas l'être, puisque l'article précité la consacre : seulement il donne le droit aux créanciers de saisir-arreter les biens du défunt ; c'est là une simple mesure de conservation, et non une voie d'exécution. — L'art. 877 du Code civil a consacré un système contraire à celui de la coutume de Paris et de la plupart des coutumes, en déclarant que les titres exécutoires contre le défunt le sont également contre l'héritier, ce qui évidemment doit être entendu en ce sens : contre l'héritier qui a pris qualité ; car, aux termes des art. 795 et 797, on ne peut exécuter aucun titre contre lui, pendant les délais pour faire inventaire et délibérer. Il est à remarquer que la disposition de l'art. 877 du Code civil a été substituée à une disposition du projet d'après la-

quelle, au contraire, les créanciers d'une succession ne pouvaient exercer de poursuites contre l'héritier qu'après avoir fait déclarer exécutoires contre lui les titres qu'ils avaient contre le défunt. Au conseil d'État, Maleville, lors de la discussion du Code civil, fit observer sur cet article qu'il introduisait une disposition tout à la fois inutile et dispendieuse. « Il suffisait, disait-il, d'un commandement à l'héritier comme dans les pays de droit écrit : le mort saisit le vif, donc le titre qui était exécutoire contre le défunt, l'est de plein droit contre son héritier. » (Séance du 23 niv. an 11.) — Ce fut sur ces observations que la disposition actuelle fut substituée à celle du projet. V. Delvincourt, t. 2, note 1 de la page 54. — Peut-être Toullier ne s'exprime-t-il pas d'une manière tout-à-fait exacte lorsqu'il dit, dans une note qui accompagne le développement du principe consacré par l'art. 877, Code civ. (t. 4, n° 511, note 3) : « C'est ce qu'on rendait autrefois par la maxime : le vif exécute le mort, qui était suivie à Paris, art. 169 de la Coutume, mais qui ne l'était pas dans la plupart des autres coutumes, où le créancier était obligé d'obtenir un jugement qui déclarait le titre exécutoire contre l'héritier. » ... Il nous semble que dans la Coutume de Paris, comme dans les autres, le créancier ne pouvait, avant d'avoir obtenu titre nouvel ou condamnation, faire aucune exécution sur les biens de l'héritier, et c'est ce que Pothier déclare résulter, soit de l'art. 433 de la Coutume d'Orléans, soit de l'art. 168 de celle de Paris. V. *Traité des Successions*, chap. 5, art. 4. — Quoi qu'il en soit, le jugement ci-dessus décide seulement que la nouvelle règle est applicable même aux successions ouvertes avant la promulgation du Code civil, et cette décision serait de nature peut-être à soulever quelques objections, si elle ne s'appliquait à une question transitoire et aujourd'hui sans intérêt.

877 du Code civil doivent être suivies même dans les successions ouvertes avant sa promulgation, quand il n'y a eu de la part du créancier aucune demande formée antérieurement; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, etc.

Du 9 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — Prés., le cit. Agier. — Pl., les cit. Jublin et Billecoq.

**1<sup>o</sup> RENONCIATION A SUCCESSION. — CRÉANCIER. — CURATEUR.**

**2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> ACCEPTATION DE SUCCESSION. — PRESCRIPTION.**

**1<sup>o</sup> L'héritier présomptif qui se présente comme créancier et qui accepte les fonctions de curateur à la succession vacante, n'est pas pour cela censé renoncer à la qualité d'héritier.**

**2<sup>o</sup> La prescription contre le droit d'accepter une succession ne peut être opposée que par celui qui a lui-même un droit légalement acquis.**

**3<sup>o</sup> La prise de possession d'une succession vacante ne suffit pas pour conférer la qualité d'héritier à un successible de rang inférieur aux premiers appelés, si cette prise de possession a été précédée d'une déclaration par lui faite, qu'il ne voulait se soumettre aux dettes que jusqu'à concurrence de la valeur des biens.**

(Barth.—C. Vanelstein.)

Du 11 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles (1).

**BAILL. — CHAPITRE. — SUPPRESSION. — PAYS ÉTRANGER.**

**Le fermier d'un domaine situé dans la Belgique n'a pu efficacement opposer à l'acquéreur le bail qui lui en avait fait un chapitre, dont le chef-lieu était dans l'intérieur de la France, lorsqu'à l'époque du bail ce chapitre était supprimé.**

(Vandenbosche.)

Du 11 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>er</sup> sect.

**COMMERCANT. — NOTAIRE. — FAILLITE.**

**On ne peut considérer un notaire public comme un négociant et le déclarer en état de faillite (2).**

(Randoulet.—C. Labouze.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Attendu que la fraude ne se présume pas, et qu'aucune des circonstances alléguées par les intimés ne suffit pour l'établir; — Que c'est une jurisprudence constante dans le ressort du tribunal, jurisprudence établie par une foule d'arrêtés du ci-devant parlement, et à laquelle les lois, jusqu'à ce jour, n'ont point dérogé, que le créancier d'un homme marié qui a sa femme pour obligée, doit, comme exerçant les droits de sa débitrice, être colloqué et mis en ordre à la date de leur contrat de mariage; — Qu'un notaire n'est ni un négociant, ni un banquier, dont la déconfiture puisse produire le caractère de faillite, et être constatée par une res-

sation publique de paiement; — Que dans le fait, l'obligation de 20,000 liv., souscrite devant Ménard, au profit de Randoulet, par défunt Leroy et sa femme, solidairement, atteste un prêt de pareille somme qui leur a été fait sérieusement, et que la foi est due à un acte authentique; — Attendu que Leroy était en plein exercice de son état de notaire, à l'époque de l'obligation souscrite en faveur de Randoulet, qu'il n'a jamais été suspendu dans ses fonctions; qu'il les a continuées librement et publiquement jusqu'au jour de sa démission, qui a été volontaire, et six mois après l'publication du 29 vent. an 8, que l'on ne rapporte aucun acte de poursuites rigoureuses exercées contre lui, ni aucune saisie de meubles; que c'est à sa requête et librement, que voulant quitter Versailles, il a fait procéder à la vente de ses meubles; — Infirme, etc.

Du 12 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

**ÉTAT CIVIL. — SUPPOSITION DE PERSONNE. — PREUVE TESTIMONIALE.**

**Lorsque, pour contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance, on excepte d'une prétendue supposition de personne, la preuve testimoniale de ce fait n'est point recevable sans un commencement de preuve par écrit (3).**

**Dans les procès en contestation d'état, le contestant ne doit pas être admis à la preuve de faits nouveaux articulés en cause d'appel, et non allégués en première instance.**

(La dame Beyer et consorts — C. Kress.)

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL.** — Considérant qu'en droit l'acte de naissance est pour chaque citoyen la première, la grande et presque unique preuve qu'il puisse fournir de son origine et de son état; que le contenu en un tel acte fait foi en justice tant qu'il n'est point attaqué directement, et que la réformation n'en est pas provoquée par les moyens que la loi indique; que, quand la possession d'état se joint à l'énoncé de l'acte, c'est-à-dire lorsque l'extract baptistaire est suivi d'une possession, d'une existence sociale, toujours concordante avec cet acte primitif, il n'est pas possible de révoquer en doute son existence et sa fidélité; — Considérant qu'au cas particulier l'intimé ne revendique pas son état de fils légitime des conjoints de Kress; il en jouissait lorsque les appelantes, se prétendant héritières présomptives de la femme Kress, sont venues lui disputer son état d'enfant légitime de cette femme; or, l'intimé rapporte l'acte de naissance du 21 mai 1761, de Frédéric-Henri Kress, fils légitime des conjoints Kress, et il porte le même nom de Frédéric-Henri Kress; — Considérant que les appelantes accusent l'intimé d'imposture, et soutiennent qu'il n'est pas ce fils légitime né au 21 mai 1761, mais bien un enfant adultérin de feu David Kress; il faut donc vérifier quelles sont

(1) Il y a eu pourvoi en cassation dans cette affaire; mais par arrêt du 6 vent. an 11 (1), à cette date) le pourvoi a été rejeté.

(2) Il en serait autrement s'il était constant en fait que le notaire s'est livré habituellement à des actes de commerce, tels que des opérations de banque et de courtage. V. dans ce sens, Cass. 28 mai 1828, et la note.

(3) Cette décision est évidente, non-seulement, comme le dit le jugement que nous recueillons, parce que le romanelement de preuve écrite requis pour les réclamations d'état, doit l'être à plus forte

raison pour les contestations d'état; mais encore et surtout parce qu'à défaut de titre de naissance, la possession d'état prouve à elle seule la filiation légitime. (C. civ., art. 319.) Il ne suffirait donc pas, dans l'espèce, d'alléguer que celui dont on reconnaissait la possession d'état d'enfant légitime invoquait un acte de naissance qui n'était pas le sien; car, en supposant ce fait prouvé, restait la possession d'état qui établissait pleinement la filiation contestée, tant que l'on ne produisait pas un titre contraire, un acte de naissance déclaratif de filiation purement naturelle.

les preuves de la possession d'état qu'il administre;—Considérant, à cet égard, qu'elles se présentent en foule : d'abord, le juge de paix est sommé d'apposer les scellés; un jugement même le lui enjoint : cependant il reste dans l'inaction, sans doute par l'effet de la conviction où il était que l'intimé était réellement fils légitime des conjoints Kress; qu'ainsi la mesure qu'on exigeait de lui était inutile. Le maire de Ribeauvillé en légalisant la procuration donnée par l'intimé à Sihal, le 17 fruct. an 8, atteste que la signature est celle de Frédéric Kress, fils de feu David Kress et de la dame Frélich. Le 5 compl. suivant, quatorze citoyens, parents, voisins et amis, déclarent, sous la foi du serment, connaître parfaitement l'intimé, et rendent de sa légitimité un témoignage éclatant et détaillé. Parmi eux se trouvent trois Kress, héritiers présumptifs de feu David Kress, et ainsi ayant intérêt à combattre le système de l'intimé, s'il n'était qu'un imposteur : on y trouve encore sa tante, sa marraine et la veuve de son parrain;—Considérant cependant que cet acte est extrajudiciaire, et que, pris isolément, il pourrait paraître ne pas suffire; mais en matière d'état, le complément de la preuve requise se compose de l'opinion publique comme des écrits; or, l'enquête de l'intimé contient la preuve la plus lumineuse des faits posés par lui en faveur de sa possession d'état de fils légitime des conjoints Kress. Cette preuve est encore corroborée d'un certificat de résidence à Nuils, du 1<sup>er</sup> janv. 1792 à la fin de 1793, désignant le nom de l'intimé et son signalement; du certificat des citoyens Zollicoff et Hey de Strasbourg, du 9 vend. an 9, qui attestent que l'intimé leur a été connu jusqu'à présent pour être le fils de Jean-David Kress; de celui d'Antoine Dollera, de Leipzig, qui rend le même témoignage. Il est donc évident qu'entre l'extrait de naissance dont l'intimé est porteur, il a encore la possession d'état de fils légitime des conjoints Kress, prouvée tant par témoins que par titres;

Considérant qu'à la vérité, en matière ordinaire, le corps de l'enquête une fois signifié rend inadmissible la partie adverse à faire entendre des témoins; mais il en est autrement dans une question d'état, surtout lorsque l'on articule des faits nouveaux de la part de celui qui réclame son état; il n'en est pas de même de celui qui conteste l'état à un autre; à cet égard, les principes déjà établis d'une manière stable sous l'ancienne jurisprudence, sont devenus encore bien plus certains par le Code civil, dont l'art. 316 (ou 322 de la série) porte du titre de la *Paternité et Filiation*, porte : « Nul ne peut réclamer un état contraire à celui qui lui donnent son titre de naissance et la possession conforme à ce titre. Et réciproquement, nul ne peut contester l'état de celui qui a une possession conforme à son titre de naissance. »—L'intimé a donc en sa faveur le titre de naissance et la possession d'état conforme à ce titre; les appelantes ne sauraient être admises à la preuve par elles offerte, d'autant qu'en supposant même que cette possession ne fût pas conforme à l'acte de naissance, parce que cet acte appartiendrait à un tiers, le système des appelantes n'en serait pas plus favorable; car si la loi exige de celui qui réclame son état, un commencement de preuve par écrit, pour pouvoir l'admettre à la preuve testimoniale, elle l'exige bien davantage, ce commencement de

preuve par écrit, de celui qui veut détruire des preuves écrites par des dépositions de témoins; or, les appelantes n'en rapportent pas un admissible, elles prétendent que l'intimé n'est qu'un fils illégitime... où est son acte de naissance? Elles prétendent que le véritable Frédéric Kress est mort; où est son extrait mortuaire? Elles ne rapportent ni l'un ni l'autre; elles ne peuvent même nommer la mère de ce prétendu enfant naturel, et dès lors qu'elles sont inadmissibles dans la preuve qu'elles offrent, il devient oiseux de s'occuper du mérite des faits dont elles ont entendu la composer; plusieurs de ces faits, d'ailleurs, étaient démentis dès à présent; le jugement dont est appel est donc juridiquement c'est donc le cas de le confirmer; le système des appelantes, qui ne sont que des collatéraux, étant d'autant plus odieux que, dans leur avidité de s'emparer de la succession de la dame Kress, elles n'ont pas craint, en cherchant à détruire l'état légitime d'un citoyen, de faire une insulte grave à la mémoire du mari de leur parente, et de mettre ainsi une inscription injurieuse sur sa tombe;—Confirme, etc.

Du 12 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Colmar.—Pl., les cit. Muoy et Dubois.

#### RENTE VIAGÈRE.—PAIEMENT.—OPTION.

Encore qu'un contrat de rente viagère constituée à prix d'argent, accorde formellement au créancier la faculté d'exiger les arrrages ou en numéraire ou en bîe, suivant un prix invariable, les tribunaux peuvent, par appréciation des circonstances et de la volonté des parties, priver le créancier du bénéfice de cette option, et le forcer en conséquence à recevoir le paiement en argent (1).

(Delmieu—C. Rollin).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que la constitution à titre de rente viagère est sans doute un contrat aléatoire dans lequel la chance d'une mort prochaine peut couvrir l'énormité de l'intérêt qu'on exige; mais que les probabilités de la durée de la vie humaine sont soumises à des calculs, et qu'en les adoptant le débiteur et le créancier peuvent régler leurs conventions de manière à ne point blesser leurs intérêts respectifs, si ce n'est dans les cas imprévus; qu'ainsi, par exemple, l'intérêt commun des rentes viagères, quand on est arrivé au terme moyen de la vie, est 10 p. 0/0; qu'il augmente si la tête sur laquelle on le crée est plus âgée; qu'il diminue si elle est plus jeune ou que la rente soit créée sur plusieurs têtes successivement, parce que, dans ces deux cas, les chances sont moins avantageuses au débiteur; que les deux parties, en traitant, ont nécessairement fait ces calculs afin de se rapprocher du point qui convient à leur situation respective;—Que, dans l'espèce, la rente a été créée à raison de 10 p. 0/0, mais qu'elle est sur deux têtes; que l'une d'elles est un jeune homme de vingt-quatre ans, fort, très bien constitué, et que déjà, suivant les calculs probables sur la durée de la vie humaine, le taux de la rente est excessif et tout au désavantage du débiteur; que si on ajoute la faculté d'exiger en numéraire ou en bîe au prix modique déterminé par le contrat, le créancier, par l'effet de la hausse des grains, recevrait, pour la seule année qui vient de s'écouler, plus du quart du capital par lui fourni;

(1) C'est là une décision d'espèce, et non une décision de principe. Il nous semble, en effet, que si la volonté des parties de conférer d'une manière absolue au créancier l'option entre le paiement

en numéraire et le paiement en grains, n'était susceptible d'aucune interprétation restrictive, cette volonté forcerait les tribunaux qui devraient alors faire exécuter la loi du contrat.

—Qu'il pourrait même arriver des circonstances tellement malheureuses qu'il recevrait dans une seule année la moitié, les trois quarts peut-être de son capital, et qu'il est impossible de supposer que ni le créancier ni le débiteur nient pu avoir l'idée de traiter ainsi; que ces conventions n'auraient rien d'extraordinaire s'il s'agissait de vente de fonds; qu'en effet, les fonds augmentent progressivement de valeur et produisent chaque année tout ou partie des grains dus au créancier ou l'équivalent; mais qu'ici le capital de la rente a été fourni en numéraire;—Qu'en cherchant le motif de cette option laissée au créancier, entre le paiement en numéraire ou en grains à un prix déterminé, on le trouve dans les souvenirs qu'a laissés le papier-monnaie et la crainte de recevoir, en valeurs nulles, un revenu destiné à fournir aux besoins du créancier; que depuis la rentrée du numéraire en circulation, une foule d'obligations à longs termes contiennent cette option; que, sous ce point de vue, telles conventions sont justes, et que l'intention des parties n'a pu être que de prévenir, autant qu'il était en elles, les malheurs sous lesquels presque tous les rentiers avaient succombé; mais qu'il serait injuste de transporter cette convention à des cas que les parties n'ont pu avoir en vue;—Que le sens littéral d'un acte est sans doute du poids le plus grave; mais que pour entendre sagement une convention il faut en considérer quelquefois moins les termes dans lesquels elle est conçue que l'intention des parties en traitant, et que, s'il est un cas où cet examen soit permis, c'est surtout quand cette intention conduit à des résultats avoués par la raison et l'intérêt commun des parties, tandis que les termes abstraits de l'acte conduiraient à des résultats violents, injustes et hors de toute combinaison;—Confirme, etc.

Du 12 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Bourges.—Pr., le cit. Salé.—Pl., le cit. Daussigny et Deséglise.

#### DIVORCE.—ADULTÈRE.—CITATION.—APPEL.—REQUÊTE.

*L'adultère du mari avec une domestique de sa maison donne lieu au divorce, aux termes de l'art. 230 du Code civil, c'est-à-dire qu'il est réputé avoir tenu sa concubine dans la maison commune, encore que ce soit sa femme qui l'y ait introduite (1).*

*L'art. 251 du Code civil, portant que le demandeur en divorce fera citer, en vertu de la permission des juges, le défendeur à comparaître en personne à l'audience dans le délai de la loi, s'entend du délai de huitaine dont parle l'art. 3 du titre 3 de l'ordonn. de 1667, et non de celui de trois semaines dont il s'a-*

*git à l'art. 5 du même titre de cette loi (2). Lorsque la femme demanderesse en divorce a fait apposer les scellés sur les meubles de son mari, sans autorisation de justice, le moyen de nullité pris de ce défaut d'autorisation ne peut être proposé pour la première fois en cause d'appel (3).*

*Les faits à l'appui d'une demande en divorce peuvent être suffisamment détaillés, dans le sens de l'art. 236 du Code civil, encore que chacun d'eux n'ait point été précisé par une qualification spéciale (4).*

(Duffort—C. sa femme.)

Du 13 fruct. an 11.—Trib. d'appel d'Amiens.

#### ENFANT NATUREL.—TIERS ACQUÉREUR.—PORTION HÉRÉDITAIRE.

Du 14 fruct. an 11 (aff. De la Salle).—F. au 14 fruct. an 12, véritable date de l'arrêt.

#### 1° DONATION DÉGUISÉE.—VENTE.—NULLITÉ.

#### 2° TESTAMENT.—NULLITÉ.—CAPTATION.

*1° La nullité ne peut être invoquée contre un contrat de vente, sous prétexte de donation déguisée, lorsque l'acquéreur a été mis en possession et qu'un acte authentique constate qu'il a payé le prix de l'acquisition (5).*

*2° L'excès d'affection du testateur pour le légataire n'est pas une cause de nullité du testament, si d'ailleurs on n'articule contre cet acte aucun fait de captation ou de suggestion (6).*

(Legorgu—C. Legorgu.)

Legorgu avait, par deux actes successifs, acheté une maison pour Legorgu-Desparis, son neveu, en qualité de mandataire de ce dernier, et fait au même cession d'une créance de 40,000 fr.—Enfin, il lui légua, par testament, tout ce dont il pouvait disposer.—Après sa mort, ses héritiers attaquent à la fois les deux actes à titre onéreux, comme contenant une donation déguisée, et le testament comme étant le fruit d'une affection irréfléchie du testateur.

8 therm. an 10, jugement par lequel le tribunal de Versailles : « Attendu que les reproches de simulation proposés par les veuves Foulard et Hamel n'ont point été détruits; qu'en effet, toutes les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi ces actes démontrent évidemment qu'ils ne sont que des donations déguisées, faites par l'oncle à son neveu, pour lui transmettre sa fortune au préjudice de ses véritables héritiers et contre les dispositions des lois; que Legorgu oncle, acquies, en l'absence de son neveu, et se di-

la question de savoir quand les détails fournis étaient suffisants on ne l'était pas, tombait évidemment dans le domaine du pouvoir discrétionnaire des juges.—Pour la séparation de corps, le Code du procédure prescrit seulement une requête contenant sommairement les faits (art. 875).

(5) Ainsi, dans l'espèce que nous rapportons, le tribunal d'appel a jugé en fait qu'il n'y avait pas donation déguisée; mais s'il avait jugé en droit qu'une donation déguisée sous la forme d'un contrat onéreux fut valable. Sur cette question, qui a été longtemps très-controvertée, V. le jugement de cassation, du 6 pluv. an 11, et les observations qui l'accompagnent.

(6) Cela est évident, puisque les faits de captation et de suggestion eux-mêmes ne sont une cause de nullité qu'autant qu'ils sont entachés de dol et de fraude. V. dans ce sens, Cass. 6 janv. 1814.

(1) Les cas de séparation de corps étant les mêmes que ceux de divorce pour cause déterminée, le principe qui consacre cette décision serait encore applicable aujourd'hui. V. Duranton, t. 2, n° 546.

(2) Cette difficulté a cessé de pouvoir être soulevée depuis le Code de procédure, dont l'art. 72 n'a point reproduit les distinctions de l'ordonn. de 1667, et a déclaré d'une manière absolue que le délai ordinaire des ajournements serait de huitaine.

(3) Ce serait là, en effet, sous le nom de moyen nouveau, une demande nouvelle tendant à la nullité de l'apposition des scellés, et il est de principe qu'aucune demande nouvelle ne peut être formée en cause d'appel.

(4) La loi exigeait une exposition détaillée, et non pas seulement une énonciation générale. V. Colmar, 20 mess. an 13; Paris, 18 fév. 1807. Mais



sant sciemment son fondé de pouvoir verbal; qu'il ne s'est point obligé à le faire ratifier; qu'il a payé le prix de la maison de ses deniers; qu'il a continué de jouir de cette maison jusqu'à sa mort; que c'est lui qui percevait les loyers et donnait ou acceptait congé; que les deniers énoncés en la quittance du 2 vent. an 9, n'ont point été comptés et payés à la vue des notaires;

« Que le transport du 15 flor. an 9, a été rédigé dans la chambre de Legorgu oncle, où ledit Legorgu a pu facilement exhiber aux notaires quelques deniers qui étaient ses propres deniers;

« Que, d'ailleurs, en déclarant avoir reçu précédemment le surplus, il n'a indiqué ni le temps ni le lieu, ni la nature des espèces;

« Qu'enfin, on voit, par les lettres mêmes de Legorgu neveu (lesquelles sont enregistrées) que ledit Legorgu, aux époques des actes dont il s'agit, était jeune, sans emploi, sans fortune, et vivait à l'aide des secours et des bienfaits de son oncle; de sorte qu'il est impossible qu'il ait véritablement payé à son oncle les 61,000 fr. portés en l'acte; — Déclare lesdits actes nuls et simulés, etc., comme contenant des donations déguisées, faites par Legorgu oncle à Legorgu son neveu, au préjudice de ses héritiers et contre la teneur et les dispositions des lois, etc.

« En ce qui concerne le testament olographe: attendu qu'il est régulier dans sa forme, que Jean-Charles Legorgu, sain d'entendement, âgé et usant de ses droits, a pu valablement disposer de ses biens par testament et ordonnance de dernière volonté, au profit de toute personne, aux termes de l'art. 992, Cout. de Paris, et des dispositions de la loi du 4 germ. an 8;

« Que l'affection d'un testateur, pour son légataire, loin d'être une cause de réprobation de son testament, est, au contraire, le motif ordinaire supposé par la loi, de sa libéralité; qu'ainsi les moyens de suggestion et captation qui ont été tirés de la simulation des actes, dont le tribunal a prononcé la nullité, sont insuffisants pour faire déclarer nul le testament; que ces actes démontrent seulement que le cit. Legorgu avait une grande affection pour son neveu, mais que, cette affection, réprimée lorsqu'elle a été excessive, doit être maintenue et confirmée lorsqu'elle ne fait que ce que les lois permettent de faire;

« Attendu que Legorgu oncle n'a laissé pour héritiers que ses frères et sœurs; que l'art. 3 de la loi du 4 germ. an 8, permet, en ce cas, de disposer de l'universalité de ses biens; qu'il n'y a pas de doute sur le sens de la volonté du testateur qui a déclaré vouloir donner et léguer à son neveu tout ce dont la loi lui permettait de disposer; — Ordonne que ledit testament sera exécuté, etc.»

Appel par toutes les parties.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu, en principe, que la règle la plus sûre en matière de simulation d'acte argué de nullité, comme contenant donation déguisée, est de rechercher quelle exécution il a reçue du vivant du prétendu donateur, ou si, au contraire, en contradiction avec l'acte il a joui et resté en possession; et dans le cas particulier, si défunt Jean-Charles Legorgu, depuis le 9 pluv. an 5, jour de l'acquisition de la maison, jusqu'au 7 therm. an 9 qu'il est décédé, a joui de ladite maison, ou si, au contraire, Jean-Baptiste Legorgu-Desparis a réellement, et de fait, eu la jouissance de ladite maison, conformément à son titre d'ac-

quisition; — Attendu, en point de fait, qu'il est prouvé par acte authentique reçu par Simmona, notaire, que Jean-Baptiste Legorgu-Desparisot payé les 25,000 fr. prix de l'acquisition de ladite maison; — Attendu que la jouissance non interrompue est prouvée par pièces authentiques; qu'en conséquence, l'acte d'acquisition du 9 pluv. an 5, a reçu son exécution pendant la vie de Jean-Charles Legorgu, au profit de l'appelant, conformément à son titre; — Qu'il est d'ailleurs, reconnu et prouvé, tant par les actes de la procédure, que par autres, mêmes antérieurs aux demandes, que l'appelant occupait une partie de la maison; — En ce qui concerne l'acte de cession faite à l'appelant par Jean-Charles Legorgu: — Attendu que les intimés n'allèguent, au soutien de la simulation dont ils arguent cet acte, autre chose que l'impuissance dans laquelle ils soutiennent qu'était l'appelant de faire cette acquisition, tandis que l'acte même constate que les 25,000 fr. faisant partie du prix de la cession, ont été comptés et numérés, et réellement délivrés à la vue des notaires, ce qui atteste suffisamment les moyens d'acquiescer de l'appelant, et ne permet pas de douter de la vérité de la déclaration du cédant, qu'il avait reçu le surplus du prix de la cession, — Met, quant à ces chefs, l'appellation au néant, etc.; — Emendant, décharge Legorgu des condamnations contre lui prononcées; — En ce qui concerne le testament, — Ordonne que le jugement attaqué sortira son effet.

Du 14 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### RENTE FÉODALE. — ENTRE-CENS. — HAINAUT. — ABOLITION.

La rétribution consentie sous la titre d'entre-cens, par une société, au profit d'un seigneur, pour prix de la permission d'exploiter des mines de charbon dans la seigneurie, a été supprimée par les lois abolitives du régime féodal (1).

La qualité de propriétaire de la surface du fonds exploité, dans la personne de l'ancien seigneur, ne rend pas exigible le droit primitivement stipulé par lui à titre de seigneur, mais lui ouvre seulement une action en indemnité, s'il y a lieu.

(Société de charbonnage de Bossu — C. d'Alsace.)

Du 14 fruct. an 11. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl. le cit. Tarte, subst. — Pl., les cit. Falder et Raoux.

#### 1<sup>o</sup> MANDAT. — EXÉCUTION.

#### 2<sup>o</sup> NOVATION. — RENTE.

#### 3<sup>o</sup> FIDÉICOMMISS. — PAYS DE NANTISSEMENT. — CRÉANCIERS.

1<sup>o</sup> Le commettant ne peut arguer de nullité les engagements pris en son nom par le mandataire, sous le prétexte que le mandat a été dépassé, lorsque les obligations contractées par le mandataire en cette qualité sont moindres que celles indiquées dans ses pouvoirs (2).

2<sup>o</sup> La convention par laquelle le débiteur d'une rente, après avoir fait un règlement de compte avec le crédi-rentier, s'engage envers lui à loyalement satisfaire et payer les sommes capitales et les intérêts d'elles échus et à échoir, n'emporte point novation de la rente par sa conversion en un capital exigible (3).

consacré la même doctrine (art. 1998). F. Duranton, t. 18, n<sup>o</sup> 233.

(3) La question souffrirait plus de difficulté, si le crédi-rentier avait accepté des billets à ordre pour

(1) F. conf., Cass. 23 vend. an 13; Bruxelles, 7 vent. an 10.

(2) C'est ce qui résultait formellement du § 8, tit. 27, liv. 3, Instit. — Le Code civil a implicitement

3° Dans les pays de nantissement, les actes contenant substitution ou fideicommissus ne pouvaient être opposés aux créanciers hypothécaires, qu'autant qu'ils avaient été régulièrement notifiés et enregistrés (1).

(Vandernoot—C. Vanburen.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que la reconnaissance et la constitution de la rente au capital de 27,000 florins, contenue dans l'acte du 9 juin 1661, n'a point été méconnue ni par Guillaume Decotereau, ni par Henri Decotereau, ni par aucun de leurs ayans cause, pas même par les défendeurs, qui n'en ont contesté la validité que sous le rapport que Gabriel Vauburen, mandataire du débi-rentier Guillaume Decotereau, aurait excédé son mandat en donnant pour assurance de la rente et pour hypothèque subsidiaire deux maisons à Anvers, tandis que le mandat lui donnait le pouvoir de les assigner comme hypothèque principale; — Considérant qu'en droit et aux termes de la loi 21, ff., de Regulis juris, n'étant pas défendu de faire moins, lorsqu'il est permis de faire plus, on ne peut être censé avoir excédé son mandat, lorsque, pour l'avantage du mandant, on a cru ne pas devoir l'exécuter dans toute sa plénitude;

Considérant qu'il est de principe, qu'en matière de conventions, il faut rechercher quelle a été la commune intention des parties contractantes plus que le sens grammatical des termes; que dans l'espèce la phrase de l'acte du 9 fév. 1663, portant : « Guillaume Decotereau,.... promet de satisfaire et payer loyalement au prêt Gilles Dubois, les susdites sommes capitales et les intérêts échus et à échoir, » seul texte où les défendeurs ont puisé l'exigibilité du capital de la rente de 27,000 florins, et le novation qu'ils en déduisent, établit clairement que la volonté des parties a été que malgré cette clause la rente devait continuer à courir, puisque les contractans y stipulent expressément que les intérêts à échoir seront payés loyalement; ce qui ne pourrait avoir lieu s'il était vrai, qu'il y a novation dans la rente, ou que son capital par cette clause a été rendu exigible au gré du débi-rentier, parce qu'une rente innovée est nécessairement éteinte et incapable d'aucun effet; et qu'un capital exigible a volonté n'était point, suivant la jurisprudence d'alors, susceptible de produire des intérêts; de sorte que, quoique le sens grammatical de cette clause paraisse, à la première vue, rendre et les sommes capitales et les intérêts également exigibles, la volonté des contractans, clairement manifestée par la stipulation de payer loyalement les intérêts à échoir, s'y oppose évidemment; — Et comme il faut plutôt suivre la volonté commune des contractans que le sens grammatical des expressions, il s'ensuit que la clause transcrite ci-dessus ne doit ni ne peut

produire ni l'innovation de la rente ni l'exigibilité du capital; — Qu'ainsi, au lieu de rapporter les mots : satisfaire et payer aux sommes capitales et aux intérêts conjointement, il faut, pour conserver les intentions des stipulans, nécessairement rapporter le terme satisfaisa, aux capitaux, et celui de payer, aux seuls intérêts échus et à échoir; — D'autant plus, qu'en principe, la novation ne se présume pas, et que, dans l'espèce, aucun des contractans n'avait intérêt de la stipuler, parce que Guillaume Decotereau, en rendant les capitaux exigibles au gré du débi-rentier, aurait aggravé sa position, en s'imposant, sans utilité, la nécessité et l'embarras du remboursement, dans un temps où il était hors d'état de l'effectuer, et que Gilles Dubois, en innovant ses preneurs tirés, aurait perdu gratuitement d'un seul trait de plume, les fruits de ses hypothèques et ceux de tous ses cautionnements qu'il avait stipulés de Henri Decotereau, de la mère de celui-ci, et de Gabriel Vauburen; — D'ailleurs, la constitution de rente ayant été contractée par la tradition des deniers aux constitutans, la résolution ne pouvait s'en effectuer que par la restitution réelle de ces capitaux au débi-rentier, et par conséquent les arrérages de la rente devaient continuer de courir jusqu'à ce que la restitution desdits capitaux eût eu lieu, malgré toute promesse de remboursement qui ne pouvait empêcher que dès qu'il n'y avait pas de stipulation contraire, la rente ne continuât son cours jusqu'au remboursement effectif, non-seulement parce qu'un résout ordinairement les conventions par les mêmes moyens qu'on les contracte, mais encore parce que tout débiteur d'une rente doit être, sous plusieurs rapports, débiteur du capital, non quidem, comme le remarque Dumoulin, formaliter et distincte sed effectivè et conditionaliter; — D'où il s'ensuit, que lorsque le débiteur offre le remboursement du capital, il n'offre que le paiement de ce qu'il doit effectivè et conditionaliter, conséquemment la seule promesse de rembourser, sans stipulation formelle que la rente restera éteinte et innovée, n'est pas plus efficace, pour innover ou éteindre la rente, que la promesse de payer ce que l'on doit, pour éteindre ou innover sa dette;.....— Confirme, etc.

Du 15 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Bruxelles.  
—1<sup>re</sup> sect.—Concl., le cit. Tarte, subst.—Pl., les cit. de Vleschboudère et Baribélemy.

#### ALIMENS.—ENFANS.—SOLIDARITÉ.

L'obligation de fournir des alimens à leurs parens dans le besoin, est solidaire de la part des enfans.—En conséquence, la père n'est point tenu de diviser son action contre chacun d'eux. (C. civ., art. 199, 208, 1202 et 1218.) (2)

(Robin—C. Feine.)

Du 30 fruct. an 11.—Trib. d'appel de Paris.

le montant du capital de la rente. V. sur ce point, Bourges, 10 frim. an 11; Cass. 15 juin 1825.

(1) Cette solution est fort longuement motivée dans le jugement que nous rapportons : nous avons omis cette partie des motifs, parce qu'elle n'offre plus d'intérêt actuel, et qu'elle n'est d'ailleurs qu'un commentaire prolix des principes les plus certains. V. Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> Nantissement, § 2.

(2) Jogé que l'obligation de la part des enfans de fournir des alimens à leurs père et mère, peut, selon les circonstances, être déclarée indivisible et par suite solidaire entre les enfans; et cette matière, les juges son investis d'une sorte de pouvoir discrétionnaire. V. Cass. 3 août 1837, et la note où sont indiquées les autorités en sens divers.

## AN XII.

## SÈQUESTRE.—TITRE AUTHENTIQUE.

*En cas de contestation sur la propriété d'un immeuble, le séquestre judiciaire peut être ordonné, même au préjudice de la partie qui invoque à l'appui de ses prétentions un titre authentique. (Ordonn. 1667, titre 19, art. 2; Cod. civ., art. 1961, anal.) (1)*

(Lescot — C. Montarnal.)

Le 6 pluv. an 2, procuration par les époux Montarnal au cit. Despréaux, à l'effet d'administrer leurs biens, pendant le séjour qu'ils devaient faire à la Martinique. Despréaux abusant de ce mandat, vend. le 3 vent. an 5, tous les biens des époux Montarnal au cit. Lescot. — En flor. an 11, les époux Montarnal, de retour en France, demandèrent à être remis en possession et jouissance de leurs biens, attendu que la vente était nulle comme ayant été faite par quelqu'un qui n'avait pas pouvoir pour cela; ils concluaient subsidiairement à ce que, pendant la contestation, il fût nommé un séquestre pour la conservation des fruits et revenus.

28 fruct. an 11, Jugement du tribunal civil de Melun, ainsi conçu : — « Considérant que l'art. 2, tit. 19 de l'ord. de 1667, porte : « Les séquestres pourront être ordonnés tant sur la demande des parties, que d'office, en cas que les juges estiment qu'il y a lieu de le faire. » — Considérant que le cit. Lescot a, à la vérité, la possession en sa faveur, mais qu'à l'époque où il s'est mis en jouissance des biens dont il s'agit, le citoyen Montarnal était absent et éloigné de la métropole ; — Considérant qu'au principal il s'agit d'une demande en désistement d'héritages considérables, de restitutions de fruits, de dommages-intérêts; que les parties s'opposent respectivement des titres; que le cit. Montarnal demeurant à la ville Saint-Pierre, de la Martinique, le procès peut être long à juger ; — Que pendant ce temps-là, Montarnal a intérêt que lesdits biens soient séquestrés, pour assurer leur conservation et celle des fruits; que le séquestre demandé est une mesure qui tend à conserver les intérêts de toutes les parties ; — Sans préjudicier aux droits et moyens des parties, au principal, — Ordonne que les domaines de.... seront régis et gouvernés par un séquestre dont les parties conviendront, etc... »

Appel par Lescot. — Il soutient qu'ayant tout à la fois titre et possession, les juges n'ont pu, sans

abuser des termes de l'ordonnance, le dépouiller des biens, tant qu'il n'était pas prouvé que sa détention était injuste. — Subsidiairement il s'offrait lui-même pour séquestre judiciaire, et s'engageait à donner caution.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme.

Du 12 vend. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — Sect. des vacations.

## FAILLITE. — REVENDICATION. — CRÉDIT.

*Sous l'empire de la coutume d'Anvers, titre 7, art. 38, le vendeur d'objets mobiliers, soit au comptant, soit à crédit, pouvait revendiquer la chose vendue, en cas de faillite de l'acheteur, lorsque la faillite avait lieu peu de temps après la vente. (2)*

(Menzel — C. Delhses.)

Du 11 vend. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

## HUISSIER. — RESSORT.

*Les huissiers d'appel ont qualité pour signifier les arrêts de la Cour à laquelle ils sont attachés, dans toute l'étendue du ressort de cette Cour. (L. 27 vent. an 8, art. 96; Arrêté des consuls du 22 therm. an 8.) (3)*

(Jano — C. Perachino.)

Du 3 brum. an 12. — Trib. d'appel de Turin. — 3<sup>e</sup> sect.

## ADJUDICATION. — EXPROPRIATION FORCÉE. — ENCHÈRES. — MISE A PRIX.

*Sous la loi du 11 brum. an 7 relative à l'expropriation forcée, s'il ne se présentait pas de surenchérisseur, l'immeuble était valablement adjugé, même à tout autre qu'au poursuivait, pour la mise à prix. (L. 11 brum. an 7, art. 17; Cod. proc., 698, anal.) (4)*

(Larguère — C. Gourreau.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que la première mise à prix est aux termes de la loi, une véritable enchère, et qu'il n'est ni justifié ni allégué que la mise à prix, dans l'espèce, soit au-dessous de la quantité déterminée par la loi ; — Confirme, etc.

Du 11 brum. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — Section des vacations.

(2) Sur le droit de revendication en cas de faillite. V. Cod. comm., art. 576 (nouv.), 576, 577 (anc.).

(3) V. conf. Cass. 23 juill. 1806. — Hors du cas décidé par le jugement que nous recueillons, les significations faites par les huissiers des cours d'appel au delà du ressort du tribunal de première instance où siège la Cour, devaient être déclarées nulles. V. Cass. 13 frim. an 12 et la note. Cette dernière jurisprudence a été convertie en loi par le décret du 14 juin 1813.

(4) En consultant l'ensemble des dispositions du Code de proc. civ., il nous semble que les étrangers ne peuvent se rendre adjudicataires qu'en enchérissant sur la mise à prix (707) ; et que le poursuivant seul peut devenir et demeurer même de plein droit adjudicataire pour la mise à prix, à défaut de surenchérisseurs (698), sans la faculté de command qui lui appartient comme à tout autre adjudicataire.

(1) V. dans le même sens, Cass. 10 mars 1814. — L'ordonnance de 1667 et le Code civil laissent aux juges la plus grande latitude sur l'appréciation des circonstances qui peuvent nécessiter l'établissement d'un séquestre. L'art. 1961 semble, il est vrai, restreindre cette faculté aux cas dans lesquels la propriété ou la possession sont litigieuses; mais il a été jugé que cet article n'était pas limitatif, et que le séquestre pouvait être ordonné toutes les fois que les juges le trouvent convenable pour la conservation des droits prétendus par les parties. V. Bourges, 8 mars 1822. — D'un autre côté, cette mesure est purement facultative, et les tribunaux peuvent avoir recours à tout autre moyen qu'ils croient plus convenable pour conserver les droits de chacun. V. Cass. 28 avril 1813. — Tout en cette matière paraît donc abandonné à la prudence et à l'arbitrage du Juge, et c'est ce que le législateur pouvait faire de plus sage.

## SOUS-ORDRE.—HYPOTHEQUE.

Des 13 et 15 brum. an 12. — Trib. d'appel de Paris (aff. Devoisines). — V. ce jugement à sa véritable date, 15 frim. an 12.

## COMPÉTENCE. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — CESSIION DE BIENS.

*La partie qui a volontairement procédé devant un tribunal de commerce sur une demande en cession de biens, n'en est pas moins recevable à opposer l'incompétence de ce tribunal.*

(Godefroid — C. Steepe.)

Du 18 brum. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

## PÉTITION D'HÉRÉDITÉ. — PRESCRIPTION.

*L'action en pétition d'hérédité se prescrit par trente ans à partir du jour de l'ouverture de la succession (1).*

(Antin — C. Porquier.)

Marie-Marthe Busselin est décédée en 1751. — Divers prétendants à sa succession se présentent. — Un arrêt du parlement de Paris, du 15 mars 1785, l'adjuge à Porquier et consorts. — En l'an 9, Antin, cessionnaire de Martin Touppillier et consorts qu'il prétend seuls héritiers de Marie-Marthe Busselin, forme tierce opposition, devant le tribunal d'appel de la Seine, à l'arrêt de 1785, et demande à être envoyé en possession de l'hérédité. — Porquier et consorts lui opposent que cinquante ans se sont écoulés depuis l'ouverture de la succession, et que son action se trouve prescrite. — Antin répond que la prescription n'a pu courir que du moment où les défendeurs se sont mis en possession, c'est-à-dire de 1785; qu'ainsi elle n'est pas encore encourue.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'il s'est écoulé, depuis l'ouverture de la succession de Marie-Marthe Busselin, un temps plus que suffisant pour opérer la prescription trentenaire; — Attendu qu'il n'est pas justifié que la prescription ait été interrompue par la minorité d'aucun des auteurs des cédans d'Antin; — Déclare ledit Antin purement et simplement non recevable dans sa tierce opposition, etc.

Du 22 brum. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Ségulier. — Pl., les cit. Poncef, Delavigne et Dommauguet.

## ENDOSSEMENT EN BLANC. — LETTRE DE CHANGE. — ACCÉPTEUR.

*L'accepteur ne peut se refuser au paiement d'une lettre de change, sous le prétexte que l'ordre est en blanc. — Les endosseurs et leurs créanciers sont les seuls qui puissent faire valoir ce moyen. (Ordonn. 1673, tit. 5, art. 23 et suiv.) (2)*

(Desmousseaux — C. Murray.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que l'ordre en blanc avoué par Desmousseaux ne peut former de moyen qu'au profit des endosseurs et de leurs créanciers, et jamais au profit de l'accepteur de

la lettre de change, toujours obligé de payer à celui qui se présente avec endossement régulier, soit qu'il ait l'effet d'une simple procuration ou d'un transport; — Dit bien jugé, etc.

Du 22 brum. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

## DOMICILE ÉLU. — BREF DÉLAI. — DISTANCE.

Du 21 brum. an 12 (aff. Simons). — Trib. d'appel de Paris. — V. le jugement du tribunal de cassation du 13 germ. an 12, qui rejette le pourvoi formé par Simons.

## TUTELLE. — HOMOLOGATION.

Du 24 brum. an 12 (aff. Saintignon). — Trib. d'appel de Metz. — V. ce jugement sous la date du 24 brum. an 13.

## AJOURNEMENT. — COINTÉRESSÉS. — COMPÉTENCE.

*Avant le Code de procédure, lorsqu'il y avait plusieurs défendeurs contre lesquels le demandeur avait également action, il pouvait assigner celui des débiteurs qu'il jugeait convenable, devant le juge de son domicile, et dans ce cas, les autres défendeurs étaient obligés d'y comparaître. — A cet égard, l'art. 59, § 1<sup>er</sup>, Cod. proc., n'est pas introductif d'un droit nouveau.*

(Blondeau — C. Lachèse.)

Du 24 brum. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

1<sup>re</sup> VIDUITÉ. — BIENS SUBSTITUÉS.2<sup>de</sup> TESTAMENT. — RATIFICATION.

1<sup>re</sup> Les droits de viduité établis par les anciens statuts locaux au profit du conjoint survivant, ont pu, sous l'empire des lois de l'an 3, être réclamés sur des biens frappés, lors du mariage, d'une substitution abolie plus tard par la loi du 14 nov. 1792.

2<sup>de</sup> La ratification, par tous les légataires, d'un testament susceptible d'être annulé, n'emporte pas, de la part d'aucun d'eux, obligation d'exécuter celles des dispositions du testament, que des lois subséquentes rendraient sans effet.

(Bielen — C. Eyben.)

Du 25 brum. an 12. — Trib. d'appel de Liège.

## SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE.

## — USUFRUIT.

*La disposition par laquelle un testateur lègue à son fils l'usufruit d'une somme d'argent et la nue propriété aux enfants nés ou à naître de celui-ci, doit être considérée comme une substitution fidéicommissaire, dans le sens de la loi abolitive des 25 oct.-14 nov. 1792 (3).*

(Grenu — C. Grenu.)

La veuve Grenu après avoir, par son testament, institué Jean-Jacques Grenu, l'un de ses enfants, son héritier universel, avait ajouté la clause suivante : « Je charge ledit legs universel de la somme de 8,000 liv. envers Pierre Grenu mon

d'y recourir : il y trouvera citées aussi les diverses autorités de doctrine ou de jurisprudence sur la difficulté.

(2) Jugé de même à l'égard du tireur de la lettre de change (Cass. 2 prair. an 13), et du souscripteur d'un billet à ordre (Cass. 29 brum. an 13).

(3) V. en sens contraire, Cass. 11 pluv. an 11 et la note.

(1) La question de savoir dans quels cas et par quel laps de temps se prescrit le droit d'accepter une succession, et par suite l'action en pétition d'hérédité est des plus controversées sous le Code civil. De nombreux systèmes se sont élevés à cet égard : nous en avons présenté l'analyse raisonnée dans notre Volume de 1839, en rapportant un arrêt de la Cour de Rouen, du 6 juin 1838. Le lecteur est prié

filz aîné, et envers ses enfans à naître; de laquelle somme de 8,000 liv., ledit Pierre Grenu n'aura que l'usufruit et jouissance pendant sa vie, et sesdits enfans à naître auront la propriété; et Jean-Jacques Grenu ne pourra se libérer de ladite somme de 8,000 liv. qu'après le décès de Pierre Grenu, son frère, et lors de la majorité de sesdits enfans à naître. »

Après le décès de la testatrice, cette disposition fut exécutée, mais en 1792, après l'abolition des substitutions, Pierre Grenu forma contre son frère une demande en paiement des 8,000 liv. dont le testament ne lui accordait que l'usufruit, et dont la propriété était réservée à ses enfans à naître.

Un jugement de première instance, considérant que le testament ne présentait qu'un fidéicommiss qui devait profiter au légataire universel qui en était grevé, ordonne que ce testament sera exécuté selon sa forme et teneur, qu'en conséquence, Jean-Jacques Grenu continuera à payer à Pierre Grenu son frère, les arrérages de la pension viagère dont s'agit, sans préjudice à celui-ci de se pourvoir pour l'exercice de ses droits légitimes.

Appel par Pierre Grenu qui soutient que le testament ne contient ni fidéicommiss en faveur du légataire universel, ni pension alimentaire respectivement à lui, mais bien le legs d'une somme de 8,000 liv. fait en sa faveur, avec charge de rendre à ses enfans à naître.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Vu l'art. 20 de la loi du 9 fructid. an 2, qui porte « qu'une institution d'un recte, faite au profit d'enfans à naître que l'on sera un citoyen désigné, avec disposition au profit de celui-ci, ne présente, au nom près, qu'une substitution fidéicommissaire, dont le père est grevé en faveur de ses enfans; » — Attendu que c'est ainsi que le testament de la mère commune a toujours été entendu et exécuté par les parties elles-mêmes, ainsi qu'il résulte de l'acte du 31 brum. 1773, et de la lettre de Jean-Jacques Grenu, du 20 frim. an 9; que, dès lors, c'est Pierre Grenu qui doit recueillir l'effet des décrets portant abolition des substitutions; — Faisant droit sur l'appel; — Dit, etc.

Du 26 brum. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

## RENTE. — PRESCRIPTION. — ARRÉRAGES.

Du 27 brum. an 12 (aff. Lafné). — Trib. d'appel de Paris. — V. ce jugement à la date du 8 pluv. an 10.

(1) V. conf., Cass. 2 et 3 août 1808. — Le conflit des deux principes diamétralement opposés, proclamés l'un par la loi du 9 mars 1793, qui a aboli la contrainte par corps, et l'autre par celles des 24 vent. an 5 et 15 germ. an 6 qui l'ont rétablie, a fait naître une multitude de difficultés dont nous indiquerons les principales. — Indépendamment de la question résolue par le jugement ci-dessus, on s'est demandé si la contrainte par corps a pu, depuis son rétablissement, être prononcée: 1° Pour engagemens de commerce antérieurs à la loi du 9 mars 1793 (V. dans le sens de l'affirmative, Cass. 4 niv. an 9; en sens contraire, Paris, 25 vent. an 10, et les notes qui accompagnent ces jugemens); — 2° Pour engagemens contractés avant la loi du 9 mars 1793, mais échus postérieurement à celle du 25 vent. an 5 (V. dans le sens de l'affirm., Cass. 21 germ. an 10, et la note); — 3° Pour engagemens souscrits dans

**CONTRAINTÉ PAR CORPS. — ABOLITION.**  
La contrainte par corps n'a pu, même depuis la loi du 21 vent. an 5 qui l'a rétablie, être exercée en vertu de jugemens rendus avant celle du 9 mars 1793 qui avait aboli ce mode d'exécution (1).

(Paupelin — C. N....)

Du 27 brum. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

**CONTRAINTÉ PAR CORPS. — COMMANDEMENT. — DÉLAI.**

Sous la loi du 15 germ. an 6, l'emprisonnement du débiteur condamné par corps était nul, s'il avait été effectué avant l'expiration du délai de dix jours depuis le commandement (2).

(Bouchet — C. Leclerc.)

Du 27 brum. an 12. — Trib. d'appel de Turin. — 1<sup>re</sup> sect.

**JUGEMENT DÉFINITIF. — RECEVABILITÉ D'APPEL. — ACTION AD EXHIBENDUM.**

En Belgique, le jugement qui statuait sur l'action ad exhibendum était définitif et non simplement préparatoire; par suite, il était susceptible d'appel (3).

(Prevost — C. Ramieau.)

Du 1<sup>er</sup> frim. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

**VENTE. — RÉSOLUTION. — FRAIS.**

Lorsque le vendeur se refuse à livrer les marchandises vendues, en se fondant sur ce que quelques-uns des effets de commerce qui lui ont été donnés en paiement indiquent de faux domiciles et n'ont pas été payés à l'échéance, l'acheteur qui consent à la résolution de la vente ne peut exiger la remise des effets qu'à la charge de payer les frais de protêt et autres régulièrement faits.

(Bernard — C. Bruaut.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que Bruaut, par son exploit de demande a conclu à ce que Bernard fût condamné à lui livrer les marchandises en question, si mieux n'aimait lui remettre les valeurs et effets de commerce par lui reçus en paiement, ce qui le laissait le maître d'exécuter ou de rompre la vente dont il s'agit; — Mais attendu que, dans les effets de commerce donnés par Bruaut ou son cédant, il y en avait d'équivoques avec indication de faux domiciles, et que Bruaut n'offrait point de rembourser les frais de protêt et autres, faits à cause du non-paiement desdits effets à leurs échéances, ce qui motivait le refus de Bernard d'accepter les offres à lui

l'intervalle de la loi de 1793 à celle de l'an 5 (V. pour la négative, Cass. 3 mess. an 7, et la note); — 4° Pour engagemens souscrits sous l'empire de la loi de 1793, mais ayant leur principe dans une convention antérieure (V. pour l'affirm., Cass. 27 oct. 1806, et 20 fr. 1809); — 5° Pour engagemens souscrits entre les lois des 21 vent. an 5, et 15 germ. an 6 (V. pour l'affirm., Cass. 23 flor. an 9).

(2) L'art. 780, Code de procédure civile, permet de mettre la contrainte par corps à exécution, un jour après la signification, avec commandement, du jugement qui l'a prononcée.

(3) L'action ad exhibendum avait pour but d'obtenir l'exhibition ou représentation par le défendeur d'une chose ou d'un titre que le demandeur prétendait lui appartenir ou lui conférer certains droits (V. L. 2, ff. ad exhibendum, et Merlin, Questions de droit, v° Action ad exhibendum).

faites;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 3 frim. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

#### CONCORDAT. — SENSIS.

*Le failli qui a passé un concordat avec la majorité de ses créanciers, ne peut obtenir une surseance provisoire à toutes poursuites de la part des créanciers refusans, que contra-dictoirement avec ceux-ci ou eux appelés.*

(Boucher et compagnie — C. L....)

Des poursuites sont dirigées par Boucher et compagnie contre L...., leur débiteur, en état de faillite. — Pendant ce temps, L.... poursuit devant le tribunal de commerce l'homologation d'un concordat qu'il avait obtenu des trois quarts en somme de ses créanciers, mais sans appeler Boucher et compagnie, non plus que d'autres créanciers qui, comme eux, avaient refusé de signer le concordat.

Jugement qui prononce l'homologation en ce qui concerne les créanciers signataires, accorde un délai de vingt jours pour mettre en cause les créanciers refusans, toutes choses, pendant ce délai, demeurant en état. — Appel de ce jugement par Boucher et compagnie.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Faisant droit sur l'appel: — Attendu que dans l'état actuel de notre législation, aucun jugement portant défense ne peut être rendu que parties présentes ou dûment appelées; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 3 frim. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

#### ACQUIESCENCEMENT. — JUGEMENT VOLONTAIRE.

##### — EXECUTION DE JUGEMENT.

*S'en rapporter à la justice, ce n'est point acquiescer d'avance au jugement (1).*

*Celui qui, sur poursuites, satisfait aux condamnations prononcées contre lui par un jugement exécutoire par provision, en se réservant tous moyens de droit, ne peut être réputé avoir acquiescé au jugement (2).*

*La partie qui a accepté une quittance par laquelle son adversaire se réserve d'exécuter une ordonnance judiciaire suivant sa forme et teneur, n'est plus recevable à appeler de cette ordonnance, encore qu'elle soit nulle pour vice de forme.*

(Roumequière — C. Ducru.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant, 1<sup>o</sup> qu'il a été opposé deux fois de non-recevoir contre l'appel, la première, prise de ce que Roumequière, lors dudit jugement, s'en remit à la sagesse du tribunal, d'où on conclut qu'il prit le tribunal pour arbitre et qu'il renonça à l'appel. Cette fin de non-recevoir est inadmissible, parce que, pour qu'un tribunal de première instance puisse juger en dernier ressort, il faut que le consentement des parties soit exprès; or, ici, l'une des parties n'en a pas exprimé le consentement formel, et l'autre n'a absolument point donné le sien; Ainsi Roumequière se fût-il expliqué formellement, le tribunal n'aurait pu juger en dernier ressort, puisque l'autre partie n'y avait pas donné son consentement; et quand on pourrait regarder l'expressi-  
on de l'avoué de Roumequière comme une

constitution d'arbitres, le tribunal n'aurait pu en faire les fonctions, parce que Ducru n'avait pas accepté cet arbitrage, et que l'engagement n'était pas synallagmatique; ainsi, la déclaration faite par l'avoué de Roumequière ne peut être considérée ni comme un contrat ni comme un quasi-contrat, mais comme une simple invitation faite par l'avoué aux juges à prendre en considération les moyens de sa partie, et à peser, au surplus, dans leur sagesse, les moyens de droit que l'avoué n'avait pas exposés;

La seconde fin de non-recevoir est prise de la réponse faite par Roumequière lors du procès-verbal de saisie du 18 frim. an 11, duquel on prétend induire un acquiescement au jugement attaqué; pour savoir si ce prétendu acquiescement peut être opposé comme une fin de non-recevoir, il faut examiner s'il est formel et volontaire; or, pour se convaincre qu'il n'est ni l'un ni l'autre, il n'y a qu'à se rappeler les circonstances où se trouvait Roumequière; on avait obtenu contre lui un jugement portant exécution provisoire nonobstant appel; on n'avait pas même chargé Ducru de donner caution en cas d'appel; un huissier et ses assistants l'exécutaient dans ses meubles, et la loi ne lui fournissait aucun moyen d'arrêter cette exécution; il n'avait donc d'autre moyen que le paiement, et c'est celui qu'il prit, avec néanmoins la précaution de se réserver les moyens de droit, ce qui ne peut être appliqué qu'à son appel; il déclara qu'il ne payait que comme contraint et pour se soustraire à des poursuites rigoureuses, et s'il a ajouté que la somme n'était pas liquide et qu'il fallait avoir recours aux tribunaux, ce ne peut être que relativement à l'exécution provisoire du jugement, qui ne pouvait, en effet, être exécuté provisoirement qu'à la vue des tribunaux; mais cela ne pouvait être considéré comme une adhésion au jugement pris comme définitif puisque cela est subordonné à la réserve de droit, c'est-à-dire de l'appel. En vain opposerait-on que les dépens ont été payés, parce que ce paiement a été fait par le frère de Roumequière, et cût-il été fait par lui-même, il ne pourrait être considéré comme une approbation, ayant été fait pour prévenir les poursuites auxquelles Roumequière se trouvait exposé, ainsi qu'il a été jugé plusieurs fois par le tribunal de cassation; ainsi, le prétendu acquiescement n'est point formel, n'est point libre et volontaire, il ne peut donc être considéré comme une fin de non-recevoir;

2<sup>o</sup> Il n'en est pas de même de l'appel de l'ordonnance du 5 fruct. an 6; Roumequière a accepté et même produit en justice la quittance de 300 fr., en date du 23 fruct. an 6, par laquelle Ducru se réserve que ladite ordonnance soit exécutée suivant sa forme et teneur; il a donc consenti au contenu en cette sentence, et n'est pas recevable à en appeler, quoique cette ordonnance soit nulle par défaut de forme, ayant été rendue à la chambre du conseil, contre les dispositions expresses des lois relatives à l'ordre judiciaire; — Déclare, etc.

Du 3 frim. an 12. — Trib. d'appel d'Agen.

#### BATEAUX. — BLANCHISSEMENT. — MEUBLES. —

VENTE PUBLIQUE. — COMMISSAIRES PRISEURS. Les bateaux des blanchisseuses sont meubles (3).

Cod. civil. — Il en était de même sous l'empire des coutumes, à l'exception de celle du Berry, qui seule les réputait immeubles. F. Pothier, *Communauté*, n<sup>o</sup> 36. — Cependant cet auteur ajoute, au n<sup>o</sup> 65 du même traité, que les moulins sur bateaux, bien que meubles en soi, devaient être réputés immeubles

(1) F. conf., Cass. 18 germ. an 11 et 10 mai 1827; Paris, 13 mars 1810; Rouen, 7 nov. 1811; Metz, 26 mars 1821.

(2) F. conf., Cass. 22 flor. an 9; 4 brum. an 11, et la note.

(3) Telle est la disposition formelle de l'art. 531,

—Les commissaires-priseurs ont le droit exclusif d'en faire les ventes publiques.

(Les commissaires priseurs de Paris — C. La V. et les héritiers Launel.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que le jugement du 26 vent. an 11, déclare meubles les bateaux dont il s'agit, et qu'ils le sont en effet; que la loi du 27 vent. an 9, accorde aux commissaires-priseurs le droit exclusif de crier, publier et adjudger les meubles et effets mobiliers dans Paris; —Attendu que les commissaires-priseurs se sont opposés à ce que la vente deditis bateaux fût faite à l'audience des criées, en contravention à la loi précitée; — Reçoit les commissaires-priseurs appelans.

Du 4 frim. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>er</sup> sect.

#### CONCILIATION.—DEMANDE INCIDENTE.

Une demande en résiliation d'un acte, bien qu'incidentement formée dans une instance sur l'exécution de cet acte, est une demande principale, et à ce titre soumise au préliminaire de conciliation. (L. 16-24 août 1790, tit. 10, art. 2;—Cod. de procéd. civ., art. 48, anal.) (1)

(Frappier—C. Adam.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu, que par l'acte de liquidation des droits des parties, passé devant les notaires à Troyes, le 25 vent. an 10, la dame Adam a tout quitté Frappier, son ci-devant mari, de toutes les créances qu'elle pouvait avoir à exercer en vertu de son contrat de mariage, que cet acte, en supposant qu'il soit susceptible de rescision ou de réformation, doit recevoir son plein et entier effet jusqu'à ce qu'il ait été rescindé ou réformé, et quo la demande que la dame Adam pourrait former à ce sujet doit être l'objet d'une action principale; — Dit qu'il a été mal jugé.

Du 4 frim. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

#### ACQUIESCENCE.—SIGNIFICATION DE JUGEMENT.

La signification à partie d'un jugement, avec injonction d'y satisfaire, opère acquiescement et rend l'appel non recevable (2).

(Minet—C. Limbours.)

Du 4 frim. an 12.—Trib. d'appel de Liège.

#### 1<sup>o</sup> DONATION DÉGUISÉE.—VENTE.—NULLITÉ.

#### 2<sup>o</sup> QUOTITÉ DISPONIBLE.—DONATION.—LEGS.—RÉDUCTION.

#### 1<sup>o</sup> Une donation déguisée sous la forme d'un

lorsqu'ils étaient l'accessoire d'un droit de banalité, qui était un droit immobilier, et il invoque à l'appui de cette opinion l'autorité de Dumoulin, sur l'art 282 de la coutume du Bourbonnais, ainsi que le texte de l'art. 221 de la coutume de Tours.

(1) V. conf., Cass. 11 pluv. an 4, et la note.

(2) V. conf., Cass. 23 déc. 1807; 27 juin 1820.—Il en serait de même de la signification à partie, faite sans réserves ni protestations (Cass. 12 août 1817), à la différence de la simple signification d'avoué à avoué, qui n'emporte pas acquiescement, bien qu'il n'y ait ni protestations ni réserves (Cass. 20 nov. 1826).

(3) V. sur cette question, les observations qui accompagnent le jugement de cassation du 6 pluv. an 11.

1.—II<sup>e</sup> PARTIE.

contrat onéreux, et notamment d'une vente, n'est point nulle : elle est seulement réductible à la quotité disponible (3).

2<sup>o</sup> Lorsqu'une donation entre vifs, et des dispositions testamentaires, dépassent la quotité disponible, ce n'est qu'après l'épuisement des legs que la réduction peut atteindre la donation, encore qu'elle soit d'une date postérieure au testament (4).

(Neven—C. Neven.)

Du 4 frim. an 12.—Trib. d'appel de Liège.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE.—DICTÉE.—ÉCRITURE.

La mention expresse que le testament a été écrit par le notaire, n'est pas renfermée dans la mention que le testateur a dicté son testament au notaire. (Cod. civ., art. 972 et 1001.) (5)

(Driebatene.)

Du 5 frim. an 12.—Trib. d'appel de Paris.

#### RÉCUSATION PÉREMPTOIRE.—ARBITRES.

Du 6 frim. an 12 (aff. Simons).—Trib. d'appel de Paris. — V. ce jugement joint à celui de cassation, rendu dans la même affaire, le 13 germ. an 12, 1<sup>er</sup> part.

#### BAIL.—EXPROPRIATION FORCÉE.

L'adjudicataire par voie d'expropriation forcée, ne peut expulser le fermier du bien adjugé, surtout dans les coutumes où le bail l'emportait sur la vente, alors que le bail passé avant les poursuites est exempt de fraude et de collusion (6).

(Nechelpub.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Attendu que la rubrique 14 de la coutume d'Alot, portant que l'ouage passe vendange, ne fait aucune distinction entre les ventes volontaires et les ventes forcées; — Attendu que la constitution d'hypothèque ne peut empêcher le propriétaire d'exploiter ou d'affermir le bien hypothéqué, tant et si longtemps qu'il n'y a pas de poursuites exercées contre lui en expropriation forcée, ce qui résulte des dispositions de l'art. 8, chap. 1<sup>er</sup>, de la loi du 11 brum. an 7;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 6 frim. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

#### 1<sup>o</sup> PÉREMPTION.—INSTANCE D'APPEL.

#### 2<sup>o</sup> ENDOSSEMENT IRÉGULIER.—BILLET A ORDRE.

1<sup>o</sup> Avant le Code de procédure civile, un appel non relevé n'était pas susceptible de tomber en péremption (7).

2<sup>o</sup> La propriété d'un effet de commerce pouvait se transmettre, dans l'usage de l'ancienne

(4) C'est aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 923 du Code civil, qui n'est que la conséquence de ce principe que le droit du légataire s'ouvre seulement à l'époque du décès du testateur, quelle que soit la date du testament.

(5) V. dans le même sens, Cass. 10 therm. an 13, et la note.

(6) Mais il en serait autrement si le bail était frauduleux. V. Dijon, 26 nov. 1816, et Rouen, 28 avril 1821.—Au surplus et en règle générale, sous le Code civil, l'acquéreur est tenu d'expulser les baux authentiques faits par le vendeur. L'art. 1743, a abrogé la loi romaine *Emptorem. F.* la note sous l'arrêt de Paris, du 1<sup>er</sup> frim. an 10.

(7) F. conf., Cass. 20 flor. an 10, et la note.

*Belgique, par un endossement sans date et sans expression de valeur (1).*

(Leplat—C. Van Reyen.)

Du 6 frim. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.  
—1<sup>re</sup> sect.—*Concl.*, le cit. Tarte, subst.—*Pl.*, les cit. Crassous et Vauvohem.

#### 'APPEL.—JUGEMENT PAR DÉFAUT.—DÉLAI.

*Le délai dans lequel on doit interjeter appel d'un jugement par défaut, n'a d'autre terme que la prescription, à moins qu'il n'ait acquis la force de chose jugée (2).*

(Osy—C. Kockaert.)

Du 13 frim. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.  
—1<sup>re</sup> sect.

#### SOUS-ORDRE.—HYPOTHÈQUE.

*La sous-ordre hypothécaire n'a point été abolie par la loi du 11 brum. an 7; en conséquence, sous l'empire de cette loi, le montant de la collocation d'un créancier hypothécaire se distribue par ordre d'hypothèque entre les créanciers opposés en sous-ordre et non par contribution comme chose mobilière (3).*

(Devesnes—C. Barillon.)

Du 15 frim. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

#### TESTAMENT.—FORMES.—LOI DE L'ÉPOQUE.

*La validité d'un testament, en ce qui touche les formes extérieures, dépend de sa conformité à la loi existante au moment de la confection du testament.*

(Devillers—C. Limmings.)

Du 15 frim. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.  
Le texte de ce jugement se trouve rapporté en tête de l'arrêt de la Cour de cassation du 1<sup>er</sup> brumaire an 13, qui a rejeté le pourvoi de la dame Devillers. V. 1<sup>re</sup> part.

#### BAIL.—CONCÉ.—VENTE.

*L'acquéreur d'un immeuble ne peut utilement faire usage, pour expulser le locataire, de la signification d'un congé faite par son vendeur depuis l'acte de vente (4).*

(1) Jugé de même, pour un endossement en blanc, sous l'empire de l'ordonn. de 1673 : Cass. 10 août 1814.

(2) On sait qu'aujourd'hui, le délai d'appel des jugemens par défaut est, comme pour les jugemens contradictoires, de trois mois, qui commencent à courir à partir du jour où l'opposition n'est plus recevable (Cod. proc., 443).

(3) V. en sens contraire, Paris, 10 août 1809.—Même avant la loi du 11 brum. an 7, plusieurs auteurs très recommandables refusaient aux créanciers opposés en sous-ordre le droit d'être colloqués au rang de leurs hypothèques, sur les sommes pouvant revenir à leurs débiteurs. V. d'Hericourt, *Traité de la vente des immeubles par décret*; Rousseau de Lacombe, *Rep.*, v<sup>o</sup> *Ordre*, n<sup>o</sup> 1.—Cependant, dans le plus grand nombre des coutumes, l'usage avait admis les sous-ordres contrairement à l'opinion de ces auteurs. F. Pothier, *Coutumes d'Orléans*, titre des *Criées*, n<sup>o</sup> 141.—Aujourd'hui l'art. 778, Code de proc. civ., ne laisse plus aucun doute sur l'abolition des sous-ordres hypothécaires.

(4) La signification d'un congé est un acte de propriété que le vendeur ne peut plus faire après que par la vente, il s'est dépouillé de ses droits sur la chose vendue.

(Sollé.)

Du 15 frim. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.

#### ADOPTION.—ENFANT NATUREL.

*L'enfant naturel reconnu peut être adopté (5).*

(Famey.)

Du 15 frim. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.  
—1<sup>re</sup> sect.

#### ACTE RESPECTUEUX.—PROCURATION.

*Les conseils dont la demande est prescrite, au cas d'actes respectueux, par l'art. 151 du Code civil, peuvent être demandés par fondé de pouvoir. (Cod. civ., art. 151 et suiv.) (6)*

(Driencourt—C. Driencourt.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que, par l'acte respectueux du 11 mess., la demoiselle Driencourt a satisfait à tout ce que prescrit l'art. 151, du Code civil, et que ni cette loi ni les lois anciennes n'exigent sa présence à cet acte;—Confirme, etc.

Du 17 frim. an 12.—Trib. d'appel d'Amiens.

#### INDICATION DE PAIEMENT.—BÉNÉFICE DE DISCUSSION.

*Le créancier auquel une simple indication de paiement a été faite avec garantie, peut, à défaut de paiement, recourir contre son débiteur direct, sans être tenu de discuter préalablement celui qui lui a été indiqué. (Cod. civ., 1275 et suiv., anal.) (7)*

(Feuillette—C. d'Ormesson.)

Le 20 pluvi. an 10, la dame d'Ormesson pour s'acquitter envers Feuillette, son créancier, lui donne 16,000 fr. à prendre sur Puyforcet et s'engage à garantir le paiement.

Puyforcet n'ayant pas payé à l'échéance, Feuillette demanda à être colloqué au lieu et place de la dame d'Ormesson, et par préférence à elle-même, sur le prix d'un domaine ayant appartenu au sieur d'Ormesson contre lequel la dame d'Ormesson avait exercé des reprises considérables.

Jugement du tribunal civil de la Seine, qui, attendu qu'il n'est pas justifié que la dame d'Ormesson ait consenti en faveur de Feuillette aucune préférence sur elle, ordonne que ledit

(5) Sur cette question fort controversée, V. *infra* la note qui accompagne l'arrêt de Paris du 15 germ. an 12.

(6) V. conf., Cass., 4 nov. 1807; Ronen, 6 mars 1806; Bordeaux, 22 mai 1806; Liège, 20 janv. 1813; Agen, 1<sup>er</sup> fév. 1817; Caen, 27 juill. 1818; Douai, 22 avril 1819; Toulouse, 27 juin, 21 juill. 1821; Amiens, 10 mai 1821; Besançon, 30 juill. 1822; Rouen, 7 oct. 1824; Lyon, 28 oct. 1827; Douai, 8 janv. 1828.—Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> *Actes respectueux*; Favard de Langlade, *Repert.*, v<sup>o</sup> *Actes respectueux*; Toullier, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 549; Duranton, t. 2, n<sup>o</sup> 141; Malleville, t. 1<sup>er</sup>, p. 174; Vazeille, *Traité du mariage*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 138.—La même décision ressort impl. ciement des arrêts rendus par la Cour de Caen, les 11 avril 1822 et 24 fév. 1827, par celle de Bruxelles le 3 avril 1823, et par celle de Rouen le 19 mars 1828.—V. cependant, en sens contraire, Caen, 1<sup>er</sup> prair. an 13; Angers, 20 janv. 1809 et 10 mars 1813;—Delvincourt, t. 1<sup>er</sup>, p. 118.

(7) V. dans le même sens, Pothier, *Oblig.*, n<sup>o</sup> 600; Toullier, t. 7, n<sup>o</sup> 284; Duranton, t. 12, n<sup>o</sup> 320.—V. au surplus, sur les différences qui existent entre la simple indication de paiement, ou délégation imparfaite, et la délégation proprement dite, la note qui accompagne le jugement du tribunal de cassation, du 24 frim. an 10.



Feuillette sera colloqué à l'hypothèque du contrat de mariage de la dame d'Ormesson par concurrence avec elle. »

**Appel par Feuillette.**—Il soutient que l'acte du 30 pluv. an 10, ayant eu pour but d'étendre ses droits en lui donnant un second débiteur, et non de les restreindre en libérant la dame d'Ormesson, il avait eu recours contre celle-ci, à défaut de paiement de la part du tiers indiqué, et que par conséquent il devait lui être préféré dans l'ordre.

La dame d'Ormesson répondait que malgré la stipulation de garantie, Feuillette ne pouvait avoir de recours contre elle qu'après avoir discuté le tiers délégué et constaté son insolvabilité. Autrement le créancier serait toujours libre de ne faire aucun usage de la délégation, et de cette manière un acte qui doit lier les deux parties n'en tiendrait réellement qu'une. Loin donc de se plaindre du jugement de première instance, Feuillette devrait s'en féliciter puisqu'il lui accorde avec la dame d'Ormesson une concurrence à laquelle il ne devait pas prétendre.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Attendu que, par la délégation notariée du 30 pluv. an 10, la veuve d'Ormesson a délégué avec garantie à Feuillette la somme de 16,000 fr. à prendre et recevoir, à l'époque du 30 therm. an 11, du cit. Payforcet;—Attendu que cette délégation contient subrogation de la part de la dame d'Ormesson dans tous ses droits et actions à raison de ladite créance;—Attendu que la délégation n'a point été acquittée à l'échéance par Payforcet; qu'en conséquence, Feuillette a eu le droit de demander à être colloqué dans l'ordre du prix du domaine d'Orly, préférablement à la dame d'Ormesson;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 17 frim. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

## EXPLOIT.—DÉLAI.—ERREUR.

Un exploit contenant sommation de comparaitre est valable lorsqu'il indique le jour de la comparution par le quantième du mois, encore bien qu'à côté de cette indication se trouve une énonciation erronée du jour de la semaine.

(Dame Lefort—C. son mari.)

Du 21 frim. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

## ADOPTION.—ADOPTIONS SUCCESSIVES.

Sous l'empire du Code civil, un père peut, au vivant même de ses enfants adoptifs, en adopter successivement un ou plusieurs autres. (Cod. civ., art. 343.) (1)

(Réquis. du minist. publ.)

Jérôme de V... avait une fille adoptive, qui se maria contre son gré.—16 therm. an 11, nouvel acte d'adoption, en faveur de deux neveux.—En même temps, jugement du tribunal d'arrondissement de Bourges, qui homologue, selon la forme prescrite par l'art. 356 du Code civil.—Il fallait encore

(1) V. conf., Toullier, t. 2, n° 966; Duranton, t. 3, n° 291; Grenier, *Traité de l'Adoption*, n° 10.—Cela résulte clairement de l'art. 343 du Code civil, qui prohibe la mariages entre les enfants adoptifs du même individu.

(2) Jugé même que le détenteur pour crime ou délit peut être recommandé sans qu'il soit nécessaire d'observer le délai que la loi exige entre la comman-

la confirmation du tribunal d'appel, conformément à l'art. 357.

Le commissaire s'y est opposé par ces motifs :—Que, selon l'art. 343 du Code, l'adoption n'était permise que dans le cas où l'on n'a pas d'enfant légitime.—Or, celui qui a un fils adoptif, a un fils légitime : la légitimité consiste à être reconnu par la loi;—Que, selon l'art. 350, l'adopté a sur la succession de l'adoptant, les mêmes droits que ceux qu'y aurait l'enfant né en mariage.—Or, celui-ci aurait le droit d'empêcher que par la voie d'adoption ses droits à la succession ne fussent éludés;—Que s'il était permis à celui qui a un fils adoptif, de s'en donner un nouveau, cette faculté pourrait être exercée indéfiniment;—Qu'ainsi, après s'être dévoué tout entier au bonheur de son père, il ne pourrait plus attendre de lui que des sentiments et des soins affaiblis et presque annulés par leur extrême division;—Ce qui serait une atteinte à la foi du contrat, irrévocable entre l'adoptant et l'adopté;—Que d'ailleurs, il ne pouvait y avoir des motifs, même spécieux, pour autoriser une adoption nouvelle. Le législateur, en permettant l'adoption, considérée comme une image de la paternité, voulait offrir une consolation à celui qui était privé d'enfants, ce motif n'existe plus, dès que l'on s'est donné un enfant adoptif.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Par des motifs que l'art. 357 défendait d'énoncer, a confirmé le jugement Du 21 frim. an 12.—Trib. d'appel de Bourges.

## RECOMMANDATION. — CONTRAINTE PAR CORPS.—DÉLIT.

Celui qui est détenu pour délit peut être recommandé pour dettes (3).

(Beausset—C. la Rochefoucault.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.**—Quand en quel matière de contrainte par corps, toute recommandation est une véritable arrestation; que tout créancier porteur d'un titre emportant la contrainte par corps a le droit de saisir et de faire arrêter son débiteur partout où il se trouve, en observant à cet égard les formalités prescrites par la loi, et que dans l'espèce ces formalités ont été remplies;—Dit bien jugé, etc.

Du 22 frim. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

## DIVORCE. — ASSEMBLÉE DE FAMILLE. — PARENTS.—AMIS.—FIN DE NON-RECEVOIR.

Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, en matière de divorce pour incompatibilité d'humeur, il était nécessaire, à peine de nullité, que les parents fussent appelés de préférence aux amis pour la formation de l'assemblée de famille. (Art. 8 et 10.) (3)

Lorsqu'un parent, appelé à faire partie d'une assemblée de famille convoquée sur une demande en divorce, s'est retiré de l'assemblée et a été remplacé par un ami, ce remplacement doit être constaté dans le procès-verbal, à peine de nullité.

dément et l'incarcération. (Cass. 8 pluv. an 13.) V. cependant, en sens contraire, les autorités citées en note.—Aujourd'hui, l'art. 792, Code de proc. civ., autorise formellement la recommandation du débiteur incarcéré pour crime ou délit.—Dans ce cas, le recommandant ne doit point d'aliments, tant que dure l'incarcération pour crime ou délit. (Paris, 2 mess. an 12.)

(3) V. conf., Paris, 26 pluv. an 11 et la note.

signé le procès-verbal; il l'a accompagné dans ses opérations, et par là a approuvé sa nomination; et lorsque la loi a défendu d'avoir égard aux acquiescemens donnés aux jugemens préparatoires, elle n'a pas entendu parler de consentemens aussi formels et surtout d'actes par lesquels les deux parties concourent, comme dans cette hypothèse, à demander l'exécution d'un jugement préparatoire;—Sans s'arrêter, etc.

Du 24 frim. an 12.—Trib. d'appel d'Agen. — 1<sup>re</sup> sect.

# 1<sup>o</sup> SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—CONTRAT DE MARIAGE.—IRRÉVOCABILITÉ.

## 2<sup>o</sup> APPEL.—ACQUIESCEMENT.—CHEFS DISTINCTS.

1<sup>o</sup> *Lorsqu'une société de commerce a été stipulée par contrat de mariage, la société a la caractère de pacte matrimonial et ne peut plus finir par la seule volonté des époux associés (1).*

2<sup>o</sup> *La partie qui, en appelant de l'un des chefs du jugement, n'a pas déclaré acquiescer aux autres, peut encore en appeler tant qu'elle est dans les délais.*

(Coulomb—C. Martel.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, 1<sup>o</sup> que le pacte de société stipulé entre Louise Benoit et Jean Martel, dans leur contrat de mariage du 16 déc. 1756, est un véritable pacte matrimonial, caractérisé tel, soit par la nature de l'acte dans lequel il se trouve inséré, soit par toutes les conditions dont il est accompagné; qu'à ce titre le pacte était inviolable; que, tant que le mariage a subsisté, Louise Benoit n'a pas pu y renoncer; que si le pacte n'impose pas aux mariés l'obligation de continuer un commerce qu'ils auraient voulu abandonner de concert, il leur imposait celle de ne pas le continuer l'un sans l'autre; que le prétexte des pertes auxquelles Louise Benoit aurait été exposée, se trouve démenti par les profits qu'elle y avait constamment faits; quo d'ailleurs cette considération ne l'ayant pas empêchée de former la société lors de son contrat de mariage, et quand, maîtresse de ses droits et d'elle-même, elle traitait avec liberté, cette même considération ne peut servir de preuve de son intérêt à la rompre; que les déclarations qu'on lui fait faire dans cet acte de dissolution, démenties pour la plupart par des actes authentiques, les conditions auxquelles on la fait acquiescer, et le langage qu'elle y tient, annoncent avec évidence l'influence maritale qui faisait agir, et que la circonstance de la constitution générale de dot dans les liens de laquelle elle se trouvait, vient ajouter encore aux vices de cet acte;

2<sup>o</sup> *Que la restriction mise par Charlotte Coulomb, dans son acte d'appel, ne présente qu'une présomption qu'elle ne voulait appeler d'aucun autre chef du jugement, que de celui qu'elle énonçait; mais cette présomption ne suffit pas: il n'y a qu'un acquiescement formel qui puisse lier, cet acquiescement formel n'existe pas; d'ailleurs la loi ayant donné trois mois à compter de la signification qui lui serait faite du jugement, pour siser et déclarer sa volonté, et ce délai n'ayant pas encore commencé à courir contre elle, puisque le jugement ne lui a pas été signifié, il n'est pas douteux qu'elle n'ait pu étendre son appel à d'autres*

chefs; — 3<sup>o</sup> *que l'intimé ayant borné sa discussion à la validité de l'acte du 3 déc. 1771, et à la fin de non-recevoir qu'il opposait à l'appel de Charlotte Coulomb, les débats n'ont pas pu donner au tribunal des éclaircissemens suffisans pour statuer sur les demandes ultérieures de cette dernière; — Par ces motifs, disant droit, etc.*

Du 25 frim. an 12.—Trib. d'appel de Nîmes.—Pl., les cit. Trinquelague et Bosquier.

## LETTRE DE CHANGE. — PRESCRIPTION.

*En Belgique, les lettres de change pour lesquelles il y a eu des poursuites commencées avant la publication dans ce pays de l'ordonnance du comm. de 1673, sont soumises à la prescription établie par cette ordonnance, lorsque les poursuites ont été abandonnées pendant cinq ans depuis sa publication.*

(Desembre—C. Delaire.)

Du 25 frim. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

## HÉRITIER.—SOLIDARITÉ.

*Lorsque des cohéritiers ont vendu solidairement un immeuble de la succession, chacun d'eux est tenu pour la part de garantir l'acquéreur, non-seulement des troubles qui proviennent du fait de l'auteur commun, mais encore de ceux qui résultent du fait personnel d'un ou de quelques-uns de ses cointendeurs.*

(Péan Saint-Gilles—C. Cordier.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que les actes sont la loi des parties, que la garantie promise par le contrat du 13 gerin. an 3, en vertu de la procuration du 8 nov. 1793, est pure et simple; que dès lors même elle comprend tout, et ne peut être restreinte à un genre particulier de trouble et d'empêchement, que par une interprétation arbitraire; — Attendu encore, que la garantie stipulée par le contrat est solidaire; et que cette solidarité, quoique non exprimée littéralement dans la procuration, y est suffisamment autorisée par la disposition indéfinie, qui donne pouvoir de vendre moyennant le prix, et aux charges, clauses, et conditions et jouissances, quo le procureur constitué jugera à propos; — Que, cet engagement solidaire, en vertu duquel Cordier se trouve astreint à exécuter l'acte entier aussi parfaitement que s'il était seul vendeur, s'étend visiblement à tout, soumet Cordier à toutes les charges, de quelque côté qu'elles procèdent, et lui rend communes toutes les obligations de son frère; — Attendu enfin que, par l'effet de cette solidarité, Cordier est obligé de faire cesser tous les troubles ou d'en indemniser l'acquéreur, non-seulement pour la moitié, mais encore pour le total, sauf son recours contre la succession de son frère, pour les objets qui en sont susceptibles; — Dit qu'il a été ainsi jugé, etc.

Du 27 frim. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.

## ACQUIESCEMENT.—FAILLI.—BILAN.

*Lorsqu'un failli a compris dans la passif de son bilan une dette à laquelle il a été con-*

Monthon, arrêt 55 et 105; Le Vest, arrêt 190; Peleus, quest. 100; Charondas, liv. 11, Rép. 59 et 75; Anne Robert, *Res. jud.*, liv. 4, chap. 1<sup>re</sup>; Pilleau, part. 4, quest. 160 et 182; Boret, t. 2, liv. 7, chap. 41; Demiaut, 1<sup>re</sup> Communauté de biens, n<sup>os</sup> 19 et 18.

(1) Le principe de l'irrévocabilité des conventions matrimoniales proclamé par l'art. 1395, Cod. civil, était déjà reconnu par tous les auteurs qui ont traité cette matière sous l'empire de la législation antérieure. V. Brodeau sur Louet, lettre M.; Brillon, 1<sup>er</sup> Contrat de Mariage, Chenu, cent. 2, quest. 60;

damné en première instance, il est censé, par cela seul, avoir acquiescé au jugement de condamnation; il est donc non recevable à en interjeter appel. (C. civ., art. 1351.) (1)

(J...—C. Doyen et Durieux.)

Le sieur J... en état de faillite, avait compris dans son bilan une somme de 40,000 f. au paiement de laquelle il avait été condamné en première instance envers les sieurs Doyen et Durieux; il les avait fait, par suite, assigner en homologation du concordat.

Ultérieurement le sieur J... interjette appel du jugement de condamnation, prétendant n'être point débiteur des sieurs Doyen et Durieux. Ceux-ci soutiennent l'appel non recevable, parce que J... en comprenant la somme de 40,000 f. dans son passif, et en les faisant assigner en homologation du concordat, avait reconnu la légitimité de cette dette, et avait par cela même, acquiescé au jugement.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que J... en insérant dans son bilan, art. 2 du passif, la créance de Doyen, Durieux et compagnie, et en les citant au bureau de paix pour se concilier sur une demande à fin d'arbitrage, a suffisamment reconnu la légitimité de cette créance et la justice des jugements du tribunal de commerce qui en prononçaient la condamnation; — Déclare J... non recevable dans son appel, etc.

Du 27 frim. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### REMPLI. — EMIGRÉ. — AUTORITÉ ADM. — RENONCIATION.

Du 27 frim. an 12 (aff. *Deleriois*). — Trib. d'appel de Bruxelles. — V. cet arrêt à la date de celui de la Cour de cassation, du 22 pluv. an 13, qui prononce sur le pourvoi dont il a été l'objet.

#### INSTITUTION CONTRACTUELLE. — ACCROISSEMENT.

Lorsqu'un père a institué contractuellement un de ses fils dans la moitié des biens qu'il délaissera, à les partager avec un de ses frères, l'héritier institué ne peut être considéré comme appelé à l'universalité, ni par con-

séquent prétendre qu'il y a accroissement à son profit, dans le cas où la persona avec laquelle il devait partager vient à décéder avant l'instituant. (Cod. civ., 1044.) (2)

(Joly—C. Rod.)

Par le contrat de mariage de Pierre-Joseph Joly, ses père et mère l'ont institué contractuellement dans la moitié des biens qu'ils délaisseraient, à les partager avec Noël Joly, son frère, à la charge par eux de satisfaire aux légitimes de leurs sœurs. — Noël Joly décède avant ses père et mère. — Après la mort de ceux-ci, les demoiselles Joly réclament leur part dans la moitié qui avait été destinée à Noël Joly, et prétendent que cette moitié formait la succession ab intestat de leurs père et mère; Pierre-Joseph Joly soutient qu'il y avait accroissement en sa faveur.

Jugement qui accueille la prétention des demoiselles Joly. — Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'il n'existe aucune loi qui attribue le droit d'accroissement à l'institution contractuelle stipulée dans un contrat de mariage, et portant sur la moitié des biens, à les partager avec un tiers; que pour connaître si une institution semblable peut donner ouverture à ce droit, il faut vérifier si elle présente la même hypothèse que celles pour lesquelles les lois romaines l'ont établi; qu'il résulte des lois 9, ff. de *Suis et legitimis hereditibus*; 2 et 80, de *Acquiritur vel amitt. heredit.*, et 80, de *Legatis* 3<sup>o</sup>; — Que le droit d'accroissement peut avoir lieu entre héritiers légitimes, cohéritiers testamentaires et co légataires; que, dans tous les cas, le droit d'accroissement est fondé, d'une part, sur l'indivisibilité de la succession; d'autre part, sur la solidarité de la jonction des cohéritiers ou co légataires, qui est essentiellement réciproque entre eux; que ces hypothèses sont totalement différentes de celles que présente l'institution contractuelle dont il s'agit ici, puisque la succession de l'instituant est essentiellement divisible;

Que l'institué contractuellement, fût-il seul héritier, est toujours libre de s'en tenir à ce qui lui a été promis par son contrat de mariage, afin de se soustraire aux dettes contractées posté-

(1) F. sur les caractères de l'acquiescement, notre Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> *Acquiescement*, §§ 2 et suiv.

(2) Quoique l'institution contractuelle participe de la nature de la donation entre vifs par son caractère d'irrévocabilité, il faut reconnaître qu'elle participe encore beaucoup plus de la nature des donations à cause de mort ou des legs, en ce qu'elle ne porte que sur la succession. Il y a donc une raison pour admettre l'accroissement en matière d'institution contractuelle, qu'en matière de legs. Aussi en est généralement d'accord sur ce point, tant sous le droit ancien que sous l'empire de la nouvelle législation. V. Dumoulin, sur l'art. 17, tit. 14, coutume d'Auvergne; Ricard, *Donations*, t. 1<sup>er</sup>, 3<sup>e</sup> part., ch. 4, sect. 1, n<sup>o</sup> 481; Lebrun, *Successions*, liv. 3, p. 404; Furgole, sur l'art. 1<sup>er</sup>, tit. 1<sup>er</sup>, ord. 1747, et *Donations*, ch. 9, n<sup>o</sup> 31; Merlin, *Rép.*, v<sup>o</sup> *Institution contractuelle*, § 10, n<sup>o</sup> 6, 7 et 8; Grenier, *Donations*, t. 2, p. 375; Toullier, t. 5, n<sup>o</sup> 844. Le jugement que nous recueillons n'a rien de contraire à ce principe, puisqu'il est fondé sur ce qu'il n'y avait pas jonction, indivisibilité dans les deux libéralités. Il ne s'agissait donc, à proprement parler, dans l'espèce, que d'interpréter la clause pour savoir si l'institution était appelée à l'universalité de la succession. La

Cour de Besançon s'est prononcée pour la négative, et elle a statué dans le même sens par un autre arrêt du 2 janv. 1813. V. à cette date. — Mais elle a décidé différemment le 26 niv. an 12 dans une espèce où la clause était conçue en termes presque identiques. — Le recueil des arrêts de la Cour de Besançon (t. 1<sup>er</sup>, p. 92) mentionne un autre arrêt du 25 août 1807, dont il ne donne pas le texte, et qui aurait jugé que le fils institué contractuellement dans la part héréditaire de tous les biens que les père et mère délaisseraient à leur décès, pour les partager par égale part avec les autres enfants mâles, ne peut exercer le droit d'accroissement dans le cas où les autres enfants mâles viendraient à décéder avant l'instituant. — Sous l'empire du Code civ., l'institution contractuelle ne pouvant être faite qu'au profit des époux ou de l'un d'eux et des enfants à naître du mariage, on a élevé la question de savoir si la clause d'association, telle qu'elle se rencontre dans toutes les espèces que nous venons de citer, pouvait produire quelque effet en faveur des tiers associés, ou si au contraire elle n'était valable que pour la part de l'institué principal. F. dans le premier sens, Merlin, *Rép.*, v<sup>o</sup> *Instit. contr.*, § 5, n<sup>o</sup> 8, et 16<sup>e</sup> vel. (supplément), même mot, § 5, n<sup>o</sup> 9. En sens contraire, Duranton, t. 9, n<sup>o</sup> 693 et suiv. F. aussi les autorités invoquées de part et d'autre.

rienement; que l'institué n'est appelé qu'à une quote de biens, à une moitié; qu'il ne peut exister aucune réciprocité entre les droits de l'institué contractuellement et ceux du tiers appelé avec lui au partage des biens de l'instituant; qu'il résulte de là que l'institution contractuelle ne présente point les bases sur lesquelles les lois anciennes ont établi le droit d'accroissement; qu'ainsi elle ne peut, d'après ces lois, donner ouverture à ce droit;

Que, quant à l'arrêt Perrenet de 1773, comme il n'est pas motivé, on ne peut connaître quelles sont les raisons qui l'ont fait rendre; qu'il a été justifié à l'audience, que dans l'institution du fils Perrenet, il était appelé à recueillir avec ses frères *tous et un chacun des biens*; que d'ailleurs les père et mère Perrenet avaient fait postérieurement un testament conjoint, par lequel tous les fils étaient institués héritiers universels, testament irrévocable par le décès du père et l'acceptation faite par la mère; de manière qu'il s'agissait moins dans cette affaire, d'une institution contractuelle que d'une institution testamentaire; enfin que la sœur qui réclamait la portion des frères prédécédés avait, par une transaction, cédé à ses autres frères ses droits paternels échus et ses droits maternels à échoir, du consentement de sa mère, et pour une somme déterminée: qu'il résulte de là que la question que présentait cette affaire était totalement différente;

Considérant, d'après la loi du 18 pluv. an 5, qui s'en est référée aux lois anciennes pour les institutions contractuelles stipulées en ligne directe avant la loi du 7 mars 1793, qu'il n'a pas pu également y avoir lieu au droit d'accroissement; que, d'après l'art. 2, les réserves faites par les auteurs des institutions contractuelles et desquelles ils n'auraient pas valablement disposé, doivent faire partie de la succession *ab intestat*; que la seule faculté de disposer constitue essentiellement la réserve; que par le traité de 1788, les père et mère de July s'étaient conservé la disponibilité de la portion des biens par eux destinée à leur fils Noël; que cette portion de biens doit donc faire partie de la succession *ab intestat*;

Considérant, sur la seconde question, que la traité fait entre les père et mère July et les filles July, sur la partie des biens substitués qui devaient leur revenir après le décès de leur père, est une véritable vente; que, par suite de l'abolition des substitutions, les héritiers de ces deux filles conservent la chose vendue; qu'il serait dès lors injuste de leur en laisser le prix; — En attendant, etc.

Du 28 frim. an 12. — Trib. d'appel de Besançon. — Prés., le cit. Louvoit. — Pl., les cit. Guillaume et Bonnefoy.

#### LEGS. — ERREUR. — INTERPRÉTATION.

Les juges peuvent, en interprétant la volonté du testateur, d'après l'ensemble des clauses de son testament, décider qu'il a commis une erreur dans l'énonciation de la quotité d'un legs, et en fixer eux-mêmes le montant à une somme autre que celle énoncée dans le testament (1).

Singulièrement: lorsqu'un testament contient en faveur d'une personne le legs alternatif d'une rente viagère de cinq mille livres, ou de l'usufruit d'un immeuble affermé 540 francs, l'un et l'autre legs remboursables moyennant une

somme de 5,000 francs, une fois payée, les tribunaux peuvent décider qu'il y a erreur dans la quotité de la rente viagère léguée, et que le testateur n'a voulu donner qu'une rente de 500 francs.

(Lacharme—C. Daucourt.)

La dame Daucourt dans son testament, s'exprimait ainsi, au sujet de la demoiselle Lacharme: — « Je lui donne et lègue, soit la somme de cinq mille livres de rente viagère, soit l'usufruit pendant sa vie d'un lot de terre, loué moyennant 540 fr. Je veux que mes héritiers puissent éteindre la ci-devant rente viagère et usufruit, moyennant la somme de cinq mille livres. »

Après le décès de la dame Daucourt, la demoiselle Lacharme déclara opter pour la rente de 5,000 liv. et demanda la délivrance de son legs. — Les héritiers répondirent que d'après l'intention évidente de la testatrice la rente était de 500 liv. seulement, et non de 5,000 liv.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, en droit, 1<sup>o</sup> que le principe fondamental en matière de testament, est qu'il faut suivre la volonté du testateur; 2<sup>o</sup> que quand cette volonté n'est pas assez clairement expliquée par les termes dont le testateur s'est servi, il faut en chercher le sens, et en l'interprétant, s'arrêter plutôt à ce que le testateur a voulu faire, qu'à ce qu'il a dit;

En point de fait, que les deux clauses du testament de la dame Daucourt, relatives à la demoiselle Lacharme, présentent un legs alternatif soit de 5,000 livres de rente viagère, soit de l'usufruit d'un lot de terre affermé 540 liv., remboursable, l'un et l'autre legs, moyennant 5,000 livres une fois payées; que ces dispositions offrent des doutes, que la raison ne peut éclaircir qu'à l'aide de l'interprétation; qu'il n'est possible de concilier ces dispositions entre elles, qu'en pénétrant dans la volonté de la testatrice; que le legs étant alternatif, il est évident que la testatrice a voulu établir entre les deux parties alternatives, une égalité, sinon parfaite, du moins très approximative; et qu'en suivant la lettre de la clause qui renferme le premier objet de l'alternative, il n'y aurait nulle parité entre ce premier objet et le second, parce qu'on ne peut comparer 5,000 liv. de rente viagère à un usufruit annuel de 540 liv.; que l'intention de la testatrice se développe encore davantage par la somme fixée par elle pour le remboursement ou extinction, puisqu'on ne rembourse pas une rente viagère de 5,000 liv. avec 5,000 liv. une fois payées; qu'il résulte de ces rapprochements, que la volonté de la testatrice a été de léguer à la demoiselle Lacharme une rente viagère de 500 liv.; que le mot mille est évidemment une erreur échappée à la plume de la testatrice; qu'en écrivant au lieu de ce mot, le monosyllabe cent qui était dans la pensée de la testatrice, on trouve et on suit sa véritable volonté, et le sens raisonnable et vrai des deux dispositions testamentaires relatives à la demoiselle Lacharme, lesquelles au moyen du changement de monosyllabe, se concilient parfaitement entre elles; — Déclare, etc.

Du 29 frim. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., le cit. Blondel. — Concil., le cit. Try, subst. — Pl., les cit. Bonnet et Leroy.

#### EXPLOIT. — PARLANT A.....

Est nul, comme n'indiquant pas la personne à laquelle la copie est remise, l'exploit signifié à domicile, en parlant à une personne qui

(1) F. décisions analogues dans le même sens, relativement au nom du légataire, à la date du testament; Cass. 23 déc. 1828; 8 janv. 1838, etc.

n'a voulu dire son nom, de ce enquis. (Ord. 1667, tit. 2, art. 3.) (1)

(N....—C. N....)

Du 20 frim an 12.—Trib. d'appel de Grenoble.

#### LEGS UNIVERSEL. — SAISINE. — SCÉLLÉS. — COLLATÉRAUX.

*Le légataire universel, saisi de plein droit, d'après l'art. 1006 du Code civil, n'est pas obligé d'appeler les collatéraux à la levée des scellés. (Cod. civ., art. 721 et 1006; Cod. proc., art. 809.) (2)*

(Coquard—C. Coquard.)

Du 30 frim. an 12.—Trib. d'appel de Dijon.

#### 1° TESTAMENT CONJONCTIF. — DÉCÈS. — IR-RÉVOCABILITÉ.

##### 2° JUGEMENT. — NOMS DES PARTIES.

*1° Sous l'empire de la coutume de Liège, qui autorisait les testaments conjonctifs, ces testaments devenaient irrévocables par le décès de l'un des testateurs. — En conséquence, il suffit que l'un d'eux soit décédé avant la loi du 17 niv. an 2, pour que le testament n'ait point été atteint par les dispositions de cette loi (3).*

*2° Avant le Code de procédure, l'indication détaillée des noms et des qualités de toutes les parties était exigée, à peine de nullité, dans la rédaction des jugements (4).*

(Milles—C. Baltus.)

Du 1<sup>er</sup> niv. an 12.—Trib. d'appel de Liège.

#### ÉMIGRATION. — AMNISTIE. — COMPÉTENCE.

*Les tribunaux sont compétents pour statuer sur la contestation élevée entre la propriétaire d'une rente qui en réclame les arrérages, et le débiteur, émigré rentré (5).*

(Beau-champs—C. Delhaid et consorts.)

Du 2 niv. an 12.—Trib. d'appel de Liège.

#### DIVORCE. — SCÉLLÉS.

*Une femme, même séparée de biens, peut, pendant l'instance en divorce, requérir l'apposition des scellés dans la maison du mari, pour la conservation de ses droits. (L. 30 vent. an 2, art. 1; Cod. civ., art. 270.) (6)*

(Epoux Lamillière.)

La dame Lamillière, née Druuilbard, avait été séparée de biens d'avec son mari, elle en avait même vécu séparée de fait pendant plusieurs années, lorsque celui-ci étant revenu au domicile

qu'elle occupait, l'en chassa et intenta contre elle une demande en divorce pour cause d'abandon. — En cet état, la dame Lamillière obtint une ordonnance de justice, en vertu de laquelle elle fit apposer les scellés au domicile de son mari. Celui-ci en demanda la mainlevée, sans description ni inventaire, attendu que la dame Lamillière étant séparée de biens ne pouvait avoir rien à prétendre dans le mobilier de son mari.

Jugement du tribunal civil de la Seine qui, « attendu qu'il peut exister sous les scellés dont il s'agit des meubles ou hardes appartenant à la dame Lamillière et notamment des papiers relatifs à ses droits, ordonne que les scellés apposés au domicile de Bourden Lamillière seront levés sans désignation quant aux meubles; que tous les effets que la dame Lamillière justifiera lui appartenir lui seront remis; qu'il sera fait seulement description des papiers, que ceux relatifs à chacune des parties leur seront remis, et que ceux qui peuvent leur être communs resteront en dépôt es-mains d'un notaire, pour la conservation de droits respectifs des parties. » — Appel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 4 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### LITISPENDANCE. — CONCILIATION. — DEMANDE JUDICIAIRE.

*L'interpellation pour se concilier sur une demande projetée n'est point une demande judiciaire d'où puisse résulter litispendance. Il en est de même de l'interpellation reconventionnelle faite par le défendeur en conciliation.*

(La V<sup>e</sup> Thomas—C. Dorneau.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant, 1<sup>o</sup> qu'il ne peut exister de litispendance sans demande judiciaire; 2<sup>o</sup> que l'interpellation pour se concilier sur une demande projetée n'est point une demande judiciaire; 3<sup>o</sup> que la demande de la veuve Thomas, sur laquelle il s'agit de statuer, est fondée en titres; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 7 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### ÉMANCIPATION. — FORMES. — EFFET RÉTROACTIF.

*L'art. 477 du Code civil, qui n'exige pour l'émancipation du mineur que la déclaration du père et de la mère, s'applique même à l'émancipation dont la demande a été formée avant la promulgation du Code.*

justiciables, comme toutes autres parties privées, des tribunaux ordinaires, et que les demandes en paiement dirigées contre eux devaient être portées devant ces tribunaux. — Mais à l'administration seule appartenait le droit de décider si le paiement devait être mis à la charge de l'État, dans le cas prévu par l'arrêté précité, de l'insolvabilité de l'émigré débiteur et du versement au trésor public du produit de ses biens, F. dans ce sens, Cass. 15 nov. 1808.

(6) La loi du 30 vent. an 2 autorisait alors l'un ou l'autre époux, demandeur en divorce, à requérir l'apposition des scellés sur les effets de la communauté; aujourd'hui l'art. 270 du Cod. civ., ne parle, il est vrai, que de la femme demanderesse ou défenderesse, mais nous ne doutons pas que la mari ne put aussi user de cette mesure conservatoire dans tous les cas où elle pourrait paraître nécessaire. V. au surplus, sur cette matière, l'arrêt d'Amiens du 5 pluv. an 13, et la note.

(1) V. sur la formalité du parant à...., la note qui accompagne le jugement du tribunal de cassation du 24 vent. an 11.

(2) V. conf., Riom, 31 déc. 1827. — Mais l'héritier légitime aurait-il droit nonobstant l'existence d'un legs universel, de faire apposer les scellés et de provoquer un inventaire? L'affirmative est soutenue par Pigeau, Comment., t. 2, p. 617; Berriat-Saint-Prix, p. 698. n<sup>o</sup> 7, et cette opinion a été adoptée par les arrêts suivants: Amiens, 7 mai 1806; Nîmes, 27 déc. 1810; Bruxelles, 9 mars 1811. — F. cependant en sens contraire, Berdeau, 15 déc. 1828.

(3) F. conf., Cass. 17 vend. an 12.

(4) V. conf., Cass. 22 mai 1816.

(5) Aux termes des art. 11 et 12 de l'arrêté du gouvernement du 3 flor. an 11, les émigrés n'avaient obtenu le bienfait de l'amnistie qu'avec la charge de payer leurs dettes; d'où la conséquence qu'ils étaient

(Balaivilliers—C. Balaivilliers.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que l'effet rétroactif d'une loi serait de détruire un droit acquis, et que, dans l'espèce, le droit de la demoiselle Balaivilliers est la faculté de demander son émancipation, faculté qu'elle a exercée suivant les lois alors existantes, et qu'elle peut exercer encore dans les formes prescrites par le Code civil; d'où il suit que la loi du Code civil du 5 germ. an 11, art. 471, reçoit son application à la cause, sans effet rétroactif; — A mis les appellations au néant, etc.

Du 9 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

**EMPRISONNEMENT. — DOMICILE. — AUTORISATION. — ECHOI. — NOTIFICATION. — VISA.**

La loi du 15 germ. an 6, en prescrivant la notification du procès-verbal d'écrou au débiteur incarcéré, n'a pas entendu parler d'autre chose que du procès-verbal d'arrestation. (L. 15 germ. an 6, art. 9, tit. 3.)

Le débiteur condamné par corps peut, pendant le jour, être arrêté dans le domicile d'un tiers, sans qu'il soit nécessaire, pour cela, d'une autorisation spéciale. (Const. 22 frim. an 8, art. 76.)

La notification des pièces qui doit être faite au débiteur contraignable par corps, peut être visée à Paris, non-seulement par le juge de paix de l'arrondissement dans lequel est domicilié le débiteur, mais encore par le juge de paix de l'un quelconque des douze arrondissements. (L. 15 germ. an 6, tit. 3, art. 3.)

(Gayde — C. Meille.)

Du 9 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — V. l'arrêt de rejet rendu dans cette affaire par la cour de cassation, le 9 prair. an 13, et les notes qui l'accompagnent.

**ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE.**

Sous l'empire du Code civil, une reconnaissance d'enfant naturel par lettres missives est nulle et de nul effet, encore que l'écriture ait été vérifiée en justice. (Cod. civ., 334.) (1)

(Hénon — C. hérit. Huré.)

Le tribunal de première instance avait décidé dans l'espèce, que la reconnaissance de l'enfant résultait de lettres missives du père, dont l'écriture avait été reconnue en justice. — Appel.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que, d'après la loi du 14 flor. dernier, les droits des enfants nés hors mariage, dont les pères et mères sont morts depuis la promulgation de la loi du 12 brum. an 2, sont réglés de la manière prescrite par le Code civil; qu'aux termes de l'art. 334, de la sect. 2 de la loi du 2 germ. de la même année, la reconnaissance de l'enfant naturel doit être faite par acte authentique, lorsqu'elle ne l'a pas été par son acte de naissance; — Considérant dans le fait, qu'il est constant dans la cause, que Nicolas Huré est décédé depuis la promulgation de la loi du 12 brum. an 2, et qu'il n'existe, de sa

part, aucune reconnaissance authentique qu'il est le père de la fille naturelle de Victoire Hénon; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

1. Du 9 niv. an 12. — Trib. d'appel d'Amiens. — 2<sup>e</sup> sect.

**CONSIGNATION. — INTÉRÊTS.**

Le débiteur qui a fait des offres réelles doit, à peine de nullité, déposer avec le principal et les intérêts échus au jour des offres, les intérêts qui ont couru depuis les offres jusqu'à la consignation. (L. 1<sup>re</sup> fruct. an 3.) (2)

(V<sup>e</sup> Séjean — C. V<sup>e</sup> Fournier.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — En ce qui touche la consignation du 1<sup>er</sup> brum. an 4, attendu que le débiteur n'est libéré que par le paiement ou par la consignation de la totalité de la dette principale et des intérêts; — Que ce principe est fondé sur le texte des lois romaines, conformément auxquelles est intervenu le décret du 1<sup>er</sup> fruct. an 3; d'où il suit que le débiteur est tenu, pour rendre la consignation intégrale, de déposer, avec le principal et les intérêts offerts, ceux qui ont couru depuis les offres jusqu'au jour de la consignation; — Attendu que les intérêts de la somme principale dont il s'agit, n'ont été consignés que jusqu'au jour de la réalisation des offres à l'audience, sans y joindre ceux courus postérieurement; — Déclare la consignation nulle, etc.

Du 13 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

**LETTRE DE CHANGE. — PORTEUR. — ACTION. — EXCEPTION.**

Le porteur d'une lettre de change que l'endosseur immédiat a remboursé volontairement et sans réserve, sur retour après protêt, ne peut plus être inquiété par les autres endosseurs, sous prétexte que c'est par sa faute que l'effet n'a pas été acquitté à son échéance.

(Noël — C. Parent.)

Une lettre de change avait été tirée par Vanderlinden, à son ordre sur Bischoff. Cette lettre de change, endossée au profit de Noël, fut ensuite passée à l'ordre de Champon et de Parent. — A l'échéance, Parent fait protester, malgré des offres suffisantes de Bischoff, qu'il refuse. — Parent non payé, exerce son recours contre Champon, son endosseur immédiat, qui le rembourse. — Champon revient à son tour contre Noël qui le rembourse également, avec réserves toutefois de reconstruire Parent, par la faute duquel, disait-il, la lettre de change n'avait pas été acquittée. — Dans cet état de choses, Noël actionne Parent, qu'il prétend être responsable du non-paiement, non-seulement à l'égard de son endosseur immédiat, mais encore à l'égard de tous les autres endosseurs.

1<sup>re</sup> floréal an 11, jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, qui condamne Parent à garantir Noël. — Appel.

JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu qu'il est justifié par la correspondance produite, que Champon a remboursé la veuve Parent du montant de la traite, ainsi que des frais de protêt, au vu des

notes ou vérifiées en justice (Paris, 23 prair. an 13; Cass. 16 nov. 1808), ou lorsqu'elle est soumise au registre de l'état civil (Bruxelles, 11 juill. 1808).

(2) V. sur cette importante question, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cassation, du 27 flor. an 10, où se trouvent retracés les différents systèmes de solution dont elle a été l'objet dans l'ancienne et la nouvelle jurisprudence.

(1) Jugé de même, que la reconnaissance sous seing privé n'acquiert pas la caractéristique de l'authenticité par sa remise dans un dépôt public (Pau, 18 juill. 1810), ni par son insertion dans l'acte de naissance de l'enfant, ou dans un testament olographe fait en pays de droit écrit (Limoges, 27 août 1811). — Jugé cependant en sens contraire, que la reconnaissance sous seing privé obéit la force d'une reconnaissance authentique, lorsque la signature en est recon-

pièces qui lui avaient été retournées; — Attendu que par le remboursement, sans réserve ni protestation, Champon a ratifié ce qu'avait fait le porteur de la traite, et par la renoncée à l'exception qu'il aurait pu proposer sur les vices du prêt; — Attendu que l'exception étant ainsi éteinte, la réserve que Noël s'est faite dans la quittance qu'il a prise de Champon, de recourir contre la veuve Parent, ne peut produire aucun effet à l'égard de cette dernière, contre laquelle il n'a existé qu'une exception et non une action, étant le dernier porteur; — Met l'appellation au néant; déclare Noël non recevable dans sa demande.

Du 14 niv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — Pl., les cit. Deburck et Vanderpias.

**MINEUR.—PAIEMENT.—MÈRE.—TUTEUR.—**  
**AUTORISATION DE JUSTICE.**

*La mère ne peut, même avec l'autorisation du conseil de famille, recevoir un capital appartenant à ses enfants mineurs, si ceux-ci ne sont pas placés sous sa tutelle. (Cod. civ., art. 450.)*

*Tout paiement ou remboursement d'un capital dû à un mineur, était nul, sous l'empire du droit romain, si le tuteur n'avait pas été autorisé, par ordonnance du juge, à le recevoir (1).*

(Estréme—C. héritiers Boué.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Attendu que Jean Boué laissa en mourant, cinq enfants qui furent ses héritiers par portions égales; qu'à l'époque du paiement, un d'eux était majeur, deux mineurs et deux pupilles; que la portion de la créance revenant à Marc Boué, majeur, ne pouvait être valablement payée qu'à lui-même; que sa mère était sans droit et sans qualité pour la recevoir; d'où il suit que le cit. Estréme n'est pas libéré de la portion du majeur, et ne peut lui opposer le paiement dont s'agit. Il en est de même des deux enfants mineurs: leur mère était sans qualité pour recevoir ce qui leur appartenait, ils n'étaient pas sous sa tutelle. La délibération des parents convoqués devant le juge de paix ne peut valider le paiement: cette assemblée était sans droit pour prendre une pareille délibération, parce qu'elle n'avait aucune autorité sur les mineurs, auxquels même on ne nomma pas un tuteur; l'assemblée ne pouvait pas plus autoriser la mère à recevoir un capital dû à ses enfants mineurs, qu'elle n'eût pu autoriser tout autre individu, parent ou non parent, à le recevoir;

À l'égard des deux enfants pupilles et qui étaient sous la tutelle de leur mère, s'il est vrai

que le tuteur peut recevoir ce qui est dû au pupille et en fournir quittance, il est également certain qu'on ne peut payer valablement un capital au tuteur qu'après y avoir été autorisé par une sentence du juge, ainsi qu'il est décidé par la loi 25, C. de adm. tutor. vel curat., et par le § 2, Inst. quib. alien. licet vel non; ces deux textes, après avoir autorisé le paiement, ajoutent: *a Ita tamen ut prius sententiâ judiciali hoc permiserit*; et or, dans cette espèce, le paiement fait à Aune Martin ne fut précédé d'aucune permission du juge. On ne peut pas même opposer aux pupilles la délibération des parents, parce que l'assemblée n'avait été convoquée que pour l'intérêt des deux enfants mineurs, et non pour l'intérêt des pupilles, indépendamment que cette délibération ne fut autorisée par aucun tribunal; — A démis de l'appel, etc.

Du 14 niv. an 12. — Trib. d'appel de Toulouse. — Prés., le cit. Deszars. — Concl., le cit. Corbière, commiss. — Pl., les cit. Dubernard et Romignière père.

**DOMICILE.—CHANGEMENT.—FEMME.**

*Le mari qui a changé de domicile, sans faire de déclaration expressément à cet égard, peut néanmoins assigner sa femme au nouveau domicile qu'il s'est choisi, pourvu que la preuve du changement résulte suffisamment des circonstances. (Cod. civ., art. 103.) (2)*

(Bouilhac—C. sa femme.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Considérant que le mérite du déclatoire proposé par la dame Bouilhac est subordonné à la question du domicile de son mari; — Considérant que cette question doit être décidée d'après les dernières lois intervenues sur le domicile; — Que l'art. 103 du Code civil, dispose « qu'à défaut de déclaration expresse sur le changement de domicile, il en sera décidé par « l'intention dont la preuve dépendra des circonstances; » — Considérant qu'il est constant que Bouilhac réside depuis quatre ans à Paris; qu'il y a pris logement; qu'il y a payé les contributions mobilières; qu'il y a également payé patente pour l'exercice de la médecine; qu'il y a fait enregistrer ses lettres de docteur au tribunal de la Seine; enfin, que, lorsqu'il est venu à Paris il y a amené avec lui ses deux enfants qu'il continue d'élever; — Considérant que ces circonstances manifestent l'intention bien prononcée d'y faire son domicile, et que cette intention ne peut être tacitement contestée par le laps de quatre ans; — Dit qu'il n'y a lieu de faire droit au déclatoire proposé par la dame Bouilhac, etc.

Du 15 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

(1) V. conf., Besançon, 23 nov. 1808; 14 avril 1809 et 9 fév. 1810. — La Cour de Turin, par arrêt du 22 déc. 1807 a, d'après le même principe, déclaré nul le paiement fait à un mineur, assisté d'un curateur ad hoc, Toutefois il faut remarquer que dans cette espèce, indépendamment des faits qui paraissent avoir eu une grande influence sur l'esprit des juges, la décision est fondée sur cette considération qu'il s'agissait d'une créance hypothécaire; que par conséquent le paiement exigeant l'hypothèque, était une véritable situation d'un droit réel qui excédait les pouvoirs du tuteur. — Mais la Cour de cassation par deux arrêts des 30 juil. 1807 et 20 juil. 1822, s'est, au contraire, prononcée pour la validité du paiement, conformément à l'opinion générale des auteurs. « Les tuteurs,.... dit Pothier, ont qualité pour recevoir non-seulement les revenus des biens des personnes dont ils ont l'administration, mais même les principaux de leurs rentes, lorsque les débiteurs jugent à propos de les rembourser,

sans qu'il soit besoin qu'il intervienne pour cet effet aucune ordonnance du juge, et les débiteurs qui ont payé entre leurs mains sont parfaitement libérés et n'ont aucun recours à craindre, quand même ces personnes auxquelles ils ont payé deviendraient insolubles. La loi 26, Cod. de adm. tut. qui requerrait le décret du juge pour mettre le débiteur à couvert, en cas d'insolvabilité du tuteur à qui il avait payé, n'est pas suivie parmi nous. » (Traité des obligations, n° 514.) — L'art. 450. Cod. civ. a consacré cette opinion. V. Merlin, Répert., v° Paiement, § 3; Proudhon, des Personnes, t. 2, p. 217; Toullier, l. 2, n° 1203, etc. — V. aussi, sur les actions en nullité ou rescision qui compétent aux mineurs, la note qui accompagne la jugement du tribunal d'appel de Poitiers du 12 mess. an 11, supra à sa date.

(2) V. sur les conditions et la preuve du changement de domicile, notre Jurisp. du XIX<sup>e</sup> siècle, v° Domicile, § 2.

**ABSENCE.—SUCCESSION.**

**L'art. 136 du Code civil, qui exclut de toute succession celui dont l'existence n'est pas reconnue à l'époque où la succession est ouverte, s'applique à l'absent présumé comme à l'absent déclaré.**—En d'autres termes: les héritiers présents ne sont pas obligés de tenir compte d'un absent dont l'existence n'est pas reconnue, encore même que l'absence ne soit pas déclarée. Ils peuvent appréhender la succession sans permettre que l'absent soit représenté, attendu qu'il est douteux s'il peut et veut se porter héritier. (Cod. civ., art. 136.) (1)

(Héritiers Marion—C. ministère public.)

Cette question s'est présentée à l'occasion de la succession de la veuve Marion, décédée le 20 mess. an 10, laissant un fils disparu depuis onze ans, sans nouvelles.—Elle a sa solution, disaient les héritiers, dans l'art. 136 du liv. 1<sup>er</sup> du Code civil, portant: « S'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu dont l'existence n'est pas reconnue, elle sera dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir, ou à ceux qui l'auraient recueillie à son défaut. »—Le commissaire du gouvernement près le tribunal d'arrondissement de Lille, observait que la disposition invoquée se trouvait au chapitre des effets de l'absence; qu'elle devait donc s'appliquer seulement au cas où il y avait absence déclarée.—Or, dans l'espèce, Stanislas Marion n'est pas déclaré absent, il est seulement présumé tel.—La loi de la matière est donc dans les art. 113 et 114, qui obligent le ministère public à veiller aux intérêts des personnes présumées absentes, à faire nommer un notaire pour représenter les présumés absents dans les inventaires, partages, etc.

14 frim. an 12, jugement conforme aux conclusions du commissaire.—Appel.

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL:**—Considérant qu'il faut juger autrement que s'il s'agissait de biens laissés par un individu absent ou d'un droit acquis entièrement à son absence; que, pour invoquer la maxime le mort saisit le vif, il faut justifier de son existence...—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 15 niv. an 12.—Trib. d'appel de Douai.

**CONVOL.—CONDITION LICITE.**

**La condition de garder viduité, stipulée dans une donation antérieure aux lois des 5 brum.**

(1) V. dans le même sens, Cass. 16 déc. 1807, et 18 avril 1809; Bruxelles, 21 germ., Liège, 18 prair. an 13; Poitiers, 29 avril 1807; Agen, 4 janv., Paris, 27 mai, Turin, 15 juin, Bruxelles, 20 juill. 1808; Colmar, 24 déc. 1816; Rouen, 29 janv. 1817; Nancy, 20 janv. 1819; — Merlin, *Repert.*, v° Absence; Talandier, *Traité des absents*, p. 252. — « Le vrai sens de l'art. 136, dit M. Toullier après avoir analysé les discussions du conseil d'Etat, est donc que s'il s'ouvre une succession à laquelle soit appelé un individu déclaré absent, on ne peut le présumer tel, elle est dévolue exclusivement à ceux avec lesquels il aurait eu le droit de concourir ou qui l'auraient recueillie à son défaut, à moins que son existence ne soit reconnue par eux; car alors il serait représenté par un notaire, suivant l'art. 113 » (t. 1<sup>er</sup>, n° 498, in fine). Mais cet auteur combat l'opinion de M. Proudhon, qui va jusqu'à dire que les héritiers pourraient méconnaître l'existence de celui qui se serait embarqué la veille de l'ouverture de la succession, sans restitution des fruits au cas de retour, à l'arbitrage du juge (t. 1<sup>er</sup>, p. 142). M. Duranton, pense que la question de

et 17 niv. an 2, ne rentre pas dans la classe des clauses prohibitives que ces lois réprouvent non écrites (2).

(Lerherme—C. Brosne.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Considérant que la clause du contrat de mariage du 17 juin 1793, par laquelle le futur assure à la future une habitation pendant la durée de la viduité, ne peut être considérée que comme un allègement à l'état de viduité, et que cette disposition, purement temporaire et personnelle, ne contient rien de prohibitif; que conséquemment elle ne peut être placée au nombre des clauses impératives et prohibitives, que les lois des 5 sept. 1791 et 17 niv. an 2 ont déclarées non écrites; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 18 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Conf., le cit. Cassier, subst.

**DIVORCE.—APPEL.—FIN DE NON-RECEVOIR.—FAITS NOUVEAUX.—RÉCONCILIATION.—COMPÉTENCE.**

**L'époux défendeur à une demande en divorce peut interjeter appel du jugement d'admission de cette demande, quoique, après ce jugement, il ait plaidé au fond, s'il l'a fait sous toutes réserves.** (Cod. civ., 317.)

**Le mari n'est plus recevable à se plaindre de ce que sa femme, demeurée en divorce, a quitté la maison conjugale sans autorisation du juge, lorsque cette autorisation lui a été accordée par une ordonnance postérieure.** (Cod. civ., 368.)

**Le demandeur en divorce ne peut articuler, postérieurement à sa requête introductive de la demande, des faits non mentionnés dans cette requête.** (Cod. civ., 236.) (3)

**Le fait par la femme, après avoir quitté son mari, d'être revenue cohabiter avec lui, constitue une réconciliation qui couvre les torts antérieurs du mari.** (C. civ., 272.)

**Sur l'appel d'un jugement d'admission du divorce, les juges peuvent-ils connaître des fins de non-recevoir tenant au fond, telle que celle prise de la réconciliation? Rés. aff. (4)**

(Chapelle—C. Chapelle.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Attendu que la loi ordonne de statuer sur le fond immédiatement après le jugement d'admission, et, par conséquent, à la même audience; — Qu'il n'est pas permis d'interjeter appel à la face du juge; que Chapelle, par ses protestations, a conservé ses droits, et

savoir quand on peut méconnaître l'existence de l'héritier non présent est abandonnée à la sagesse des tribunaux (t. 1<sup>er</sup>, n° 534 et 535). — Du reste, tous les auteurs sont d'accord que les héritiers présents ne sont obligés ni à faire apposer les scellés, ni à faire inventaire, ni à donner caution pour garantie de la restitution. — Un arrêt de Riom, a cependant jugé que le ministère public a droit de requérir la nomination d'un notaire pour représenter, mais seulement, dans l'inventaire d'une succession, un individu dont l'existence n'est pas reconnue.

(2) V. sur l'effet des conditions de ne pas se marier, et sur celles de ne pas se remarier, l'arrêt de cassation du 22 niv. an 9, et les observations qui l'accompagnent.

(3) Jugé qu'il peut articuler des faits postérieurs à la demande: Cass. 26 mai 1807. V. la note qui accompagne cet arrêt.

(4) Cette décision a entraîné la cassation de l'arrêt que nous recueillons ici. V. 30 juill. 1806, 1<sup>re</sup> part., à cette date.



que le délai d'appeler est de trois mois; — Qu'une autorisation est régulièrement accordée par un seul juge, à plus forte raison étant signée de plusieurs, quoiqu'elle n'ait pas été prononcée en l'audience publique;

Attendu, sur le fond, que le mari n'est plus recevable à se plaindre que sa femme a quitté sa maison de son propre mouvement, lorsque, par une ordonnance postérieure, elle a été autorisée à se retirer dans la maison de son père;

Attendu que les faits, dans la requête, ne sont précisés et datés pour la plupart, ni pertinents et capables d'autoriser une demande en divorce; — Que cependant il ne peut y avoir d'action en divorce pour cause déterminée sans fondement, et que ce fondement ne peut être que des faits précis et capables d'autoriser cette action, ce qu'il faut juger avant tout; — Que l'insuffisance des faits est la première et la plus péremptoire de toutes les fins de non-recevoir, puisqu'il ne peut y avoir eu de réconciliation là où il n'y a point eu d'offense; — Attendu qu'on ne peut compter sur nombre des faits proposés ceux qui l'ont été depuis la requête, qui étant la pièce fondamentale et essentielle de la demande, doit aussi être le dépôt exclusif et le complément de tous les faits qui peuvent la fonder;

Attendu, d'ailleurs, que quand les faits exprimés, soit dans la requête, soit dans des actes postérieurs, auraient pu être considérés comme pertinents, ils auraient été effacés par la réconciliation survenue depuis entre les parties; que cette réconciliation résulte de ce que la femme, après avoir d'abord quitté son mari, est revenue ensuite cohabiter avec lui pendant environ un an; qu'elle a si bien fait cette démarche dans l'esprit de réconciliation, qu'elle se plaint que son mari n'ait rien fait pour réparer ses torts, et que, jusqu'à sa dernière retraite, elle n'a pas osé former sa demande en divorce;

Attendu que la fin de non-recevoir résultant de la réconciliation a été expressément proposée dans le procès-verbal à huis clos; qu'il y a erreur et contradiction évidente dans le jugement dont est appel, en ce qu'il dit, d'une part, qu'il n'y a eu d'autres fins de non-recevoir proposées que des désaveux et contredits, et que de l'autre il rejette des fins de non-recevoir; — D'où il résulte qu'elles ont été proposées, et qu'elles étaient en elles-mêmes des fins de non-recevoir, et qu'enfin elles ont été rejetées parce qu'on ne les a pas citées applicables à l'espèce; — Sans s'arrêter aux nullités proposées par Chapelle, ni à la fin de non-recevoir proposée par sa femme et dont ils sont respectivement déboutés; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 18 niv. an 12. — Trib. d'appel de Riom.

#### ADJUDICATAIRE. — COMMUNAUTÉ. — SÉPARATION DE BIENS.

Du 18 niv. an 12 (aff. Cosset). — Trib. d'appel de Colmar. — V. ce jugement sous la date du 18 niv. an 11.

(1) Jugé cependant qu'avant le Code de commerce, comme sous l'empire de l'art. 163 de ce Code, la faillite du payeur du la lettre de change ne dispense pas le porteur de faire protester à l'échéance, à peine de perdre toute garantie contre le tireur, si, de sa part, il y a eu provision. Cass. 6 oct. et 3 déc. 1806.

(2) La disposition légale qu'il s'agissait d'appliquer, était l'art. 17 de l'arrêté du 7 mess. an 9, ainsi

#### LETTRE DE CHANGE. — PROTRET. — FAILLITE. — DÉCHÉANCE.

Encore que le porteur d'une lettre de change n'ait pas protesté dans les délais fixés par l'ordonnance de 1673, et conservé son recours contre le tireur et les endosseurs, si l'accepteur était en faillite à l'échéance. (Ord. 1673, tit. 10, art. 5.) (1)

(Chaurand — C. Bontemps.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que, dès le 21 vent. an 11, antérieurement à l'échéance de la lettre de change dont s'agit, G... et compagnie, qui devaient l'acquitter avaient déposé leur bilan et étaient en faillite; — D'où il résulte que le tireur n'a éprouvé aucun dommage par le défaut de diligence dans le temps prescrit par la loi; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 19 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

BAIL. — DOMAINES NATIONAUX. — DÉCHÉANCE. Le bail à longues années d'un domaine national fait en forme authentique avant la confiscation, mais non revêtu des formalités nécessaires pour l'aliénation des biens ecclésiastiques, n'a pu être opposé par le fermier à celui qui a depuis acquis ce domaine vendu par l'État.

(Delbaere — C. Devos.)

Du 19 niv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>er</sup> sect.

#### HOSPICES CIVILS. — RENTES OU DOMAINES USURPÉS.

L'autorité judiciaire est incompétente pour statuer sur les points de difficultés élevés entre plusieurs commissions d'hospices civils, sur l'effet de la mise en possession de rentes ou domaines usurpés, lorsque la priorité de la découverte est contestée (2).

(Commission administ. des hospices de Mons.)

Du 21 niv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

#### 1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> DIVORCE. — QUEST. TRANSIT. — ÉMIGRÉ.

1<sup>o</sup> La loi transitoire du 26 germ. an 11, qui défend d'attaquer les divorces obtenus antérieurement, ne s'applique qu'à ceux qui ont été régulièrement prononcés et dont les causes seules seraient remises en question. Mais elle ne s'applique pas à ceux qui seraient qualifiés de nullité pour inobservation des formalités légales (3).

2<sup>o</sup> Le divorce prononcé conformément à la loi du 21 vend. an 3, sans citation préalable ni formalités judiciaires, contre un émigré qui ne s'est pas présenté dans le délai fatal, ne saurait être attaqué plus tard par celui contre lequel il a été prononcé, sous prétexte que ayant obtenu sa radiation en justifiant de sa résidence en France, il ne peut être regardé comme ayant réellement émigré, et que, par conséquent, le divorce n'a pu être prononcé que dans les formes ordinaires (4).

(De Lépinay — C. Duvergier.)

Du 22 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

conçu : — « Dans le cas où plusieurs commissions découvriraient, en même temps, les mêmes rentes ou domaines usurpés, le comité consultatif prononcera, sauf la confirmation du sous-préfet, sur celle à laquelle il conviendra d'accorder la préférence. »

(3 et 4) V. dans le même sens, l'arrêt de rejet rendu dans la même affaire, le 5 therm. an 12. — En sens contraire, Cass. 1<sup>re</sup> et 11 févr. 1807; Nîmes, 17 janv. 1807.

**DÉLÉGATION.—FORCE MAJEURE.—GARANTIE.**  
*Le créancier qui, moyennant une délégation qui lui aurait été faite par son débiteur, a donné à celui-ci une quittance définitive et sans réserve, ne saurait exercer un recours contre lui, dans le cas où des événements ultérieurs de force majeure auraient amené la réduction de la créance déléguée, ou en auraient changé le mode de paiement (1).*

(De Brevie—C. de Lévis.)

Par acte du 13 juillet 1784, le cit. de Brevie vendit au maréchal de Lévis la terre de Véléz, moyennant 492,000 fr., dont 380,000 furent payés comptant. — Cette terre ayant été donnée en échange au roi, le maréchal de Lévis fit au cit. de Brevie une délégation sur le domaine de la Couronne, moyennant laquelle il reçut quittance finale et sans aucune réserve des 492,000 fr. qu'il restait devoir.

A l'époque de la révolution, il restait encore dû aux héritiers de Brevie une somme de 67,000 fr. — Ne voulant point accepter leur paiement en inscriptions sur le grand-livre, ils intentèrent une action en recours contre le fils du maréchal de Lévis.

28 flor. an 11, jugement du tribunal civil de Versailles qui, « attendu que l'acte du 10 oct. 1785 contient quittance finale par de Brevie, et renonciation à tout recours contre le maréchal de Lévis; qu'en acceptant comme libération la créance de 192,000 fr. sur le domaine de Versailles, il a déclaré connaître l'existence de cette créance; que, les causes de réduction ne résultant point du fait de Lévis, les principes en matière de garantie dont tout cédant est tenu ne peuvent recevoir d'application dans l'espèce; que les événements de force majeure étaient aux risques et périls de de Brevie, cessionnaire; — Déclare les héritiers de Brevie non recevables, etc. » — Appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Considérant, 1° que l'acte du 10 oct. 1785 contient de la part de de Brevie une quittance formelle et la renonciation à tout recours en garantie contre le feu maréchal de Lévis, et qu'ainsi il ne résulte ni ne peut résulter de cette renonciation qu'une simple garantie de droit, laquelle consiste uniquement à garantir que la chose vendue existe et qu'elle appartient au vendeur; 2° que la créance de 192,000 liv. transportée par le maréchal de Lévis à de Brevie existait réellement et appartenait au cédant; 3° que le même acte du 10 oct. 1785 justifie pleinement que de Brevie connaissait la créance et la nature des titres qui la constituaient, et qu'en conséquence il n'a réservé ses droits que sur le

domaine de Versailles; 4° et enfin que de Brevie a touché de l'administration des domaines de Versailles, pendant plusieurs années, les intérêts de ladite somme principale de 192,000 liv.; — D'où il suit que toute action en recours et garantie est nécessairement interdite aux héritiers dudit de Brevie contre les héritiers du maréchal de Lévis; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 23 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### DISPOSITION UNIVERSELLE.—NULLITÉ.—EFFET RÉTROACTIF.

*Le Code civil a revivifié les institutions universelles antérieures aux lois des 17 niv. et 22 vent. an 3, dont l'auteur est décédé sous l'empire de ce Code (2).*

(Vanrausbeuk—C. les héritiers.)

Du 25 niv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

#### APPEL.—TRIBUNAL DE COMMERCE.

*La déchéance ou nullité prononcée par la loi des 16-21 août 1790 contre l'appel interjeté le jour même du jugement, était applicable aux jugements rendus par les tribunaux de commerce (3). Cette déchéance ne pouvait se réparer par l'émission d'un second appel fait verbalement à l'audience (4).*

(Dugniot—C. Grosse.)

Du 25 niv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

#### LÉSION.—RESCISION.—VENTE JUDICIAIRE.

*Avant le Code, les ventes volontaires faites en justice n'étaient pas sujettes à rescision pour lésion (5).*

(Bouillon-Lagrange.—C. Lafond.)

Le 3 flor. an 3, le cit. Lafond se rend adjudicataire aux enchères en l'audience des criées du tribunal de la Seine, de deux maisons vendues volontairement par Bouillon-Lagrange. — En l'an 7, le vendeur demande la rescision pour lésion d'outre moitié.

Le 6 germ. an 10, jugement du tribunal civil de la Seine, qui, « attendu qu'une adjudication faite en justice et à la chaleur des enchères, ne peut donner lieu à une demande en rescision; déclare Bouillon-Lagrange non recevable. » — Appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:** — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 26 niv. an 12. — Trib. d'app. de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

(1) Les mêmes principes résultent des art. 1693 et suiv. du Code civil.

(2) V. dans le même sens, Cass. 23 nov. 1809; Bruxelles, 25 niv. an 12 et 23 avril 1807; Agen, 9 pluv. an 13 et 30 avril 1806; Trèves, 10 fév. 1806; — Merlin, *Repert.*, v° *Institution d'héritier*, sect. 1<sup>re</sup>, n° 9. — En sens contraire, Nîmes, 16 vent. an 12; 2 et 30 germ. an 13.

(3) Aujourd'hui l'appel des jugements des tribunaux de commerce peut être interjeté le jour même du jugement (C. comm., 645).

(4) Sous la loi de 1790, comme sous le Code de procédure, la déclaration d'appel devait être signifiée.

(5) Ce principe était certain à l'égard des ventes faites par décret. Plusieurs coutumes telles que celles d'Auvergne, de la Marche et du Bourbonnais en avaient même des dispositions formelles. — « La loi publique, dit Pothier (*Vente* n° 341) sous laquelle ces ventes sont faites, les met hors de toute atteinte,

d'ailleurs les enchères, les différentes remises qui s'observent dans ces ventes, établissent que l'héritage a été vendu tout ce qu'il pouvait être vendu. » Mais, ajoute cet auteur, quand il y a eu contrat de vente, le décret volontaire qui l'a confirmé n'empêche pas que le contrat ne soit sujet à cette action (arrêt du 14 août 1546, cité par Autmann). V. aussi Despeisses, l. 1<sup>re</sup>, n° 17, et Brunemann, *ad leg.* 2, *Cod. de rescind. vend.*, n° 12. Aux termes de l'art. 1684, *Cod. civ.* la rescision n'a pas lieu dans les ventes qui, d'après la loi, ne peuvent être faites que d'autorité de justice. On en a conclu avec raison (V. Merlin, *Repert.*, v° *Lésion*, § 4), que les licitations entre majeurs sont sujettes à rescision. — Cette opinion est généralement suivie: V. Rolland de Villargues, *Repert. du Notariat*, v° *Lésion*, n° 22 et 23; Duvergier, *Vente*, t. 2, n° 84; Troplong, *Vente*, t. 2, n° 857; Duranton, t. 16, n° 468, et Delvincourt, t. 3, p. 165; — Et la jurisprudence l'a consacrée. V. Cass. 4 janv. 1808, et Pau, 22 déc. 1832, et la note.

# INSTITUTION CONTRACTUELLE. — ACCROISSEMENT.

*Lorsqu'un père institue contractuellement un de ses enfants pour son héritier universel dans la moitié de tous les biens qu'il laissera, à les partager également et par moitié avec l'un de ses autres enfants, il y a accroissement au profit de l'héritier institué, lorsque celui avec lequel il devait partager vient à décéder avant l'institution. (C. civ., 1044.) (1)*

(Rousselot-Emard — C. Rousselot-Emard.)  
Par son contrat de mariage, Jean-Claude Rousselot fut institué par son père son héritier universel dans la moitié de tous ses biens meubles et immeubles, tels qu'il les laisserait à son décès, à les partager également et par moitié avec Claude-Pierre Rousselot, son autre fils, sous réserve de la légitime donnée eu dot à ses autres enfants.

Claude-Pierre Rousselot mourut, en 1783, sans postérité, après avoir institué son frère Jean-Claude pour son héritier. — Rousselot père décéda lui-même en 1789.

Les sœurs de l'institué lui réclamèrent alors un supplément de légitime. — Une transaction fut faite sur cette demande.

La loi du 17 niv. an 2, et son effet rétroactif, donnèrent occasion aux sœurs Rousselot de revenir sur la transaction et de demander le partage égal de la succession de leur père. — Mais l'effet rétroactif de la loi de niv. ayant été rapporté, les parties revinrent à l'exécution de la transaction, et Rousselot paya à ses sœurs, qui lui en donnèrent quittance finale, le supplément de légitime réglé par cet acte. — Cependant en l'an 10 elles renouvelèrent leur demande de partage égal. — Rousselot leur opposa comme fin de non-recevoir l'exécution volontaire de la transaction, et invoqua, d'ailleurs, le droit d'accroissement.

Jugement du tribunal de Lons-le-Saulnier, du 5 prair. an 10, qui rejette l'exception, et le 5 mess. suivant, second jugement qui décide qu'il n'y a pas lieu à accroissement dans les institutions contractuelles. — Appel.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que, par les traités de 1790, les intimés ont reconnu l'appelant, leur frère et oncle, pour héritier universel de Rousselot père, en ne demandant qu'un supplément de légitime dans la succession de celui-ci, et en transigeant sur ce supplément pour une somme d'argent; qu'ils ne peuvent donc sans tomber en contradiction se dire aujourd'hui héritiers paternels pour moitié, et disputer la qualité d'héritier universel à l'appelant; que cette fin de non-recevoir, relativement à la femme Maison, se fortifie par les termes de la renonciation qu'elle a faite; et que, quant aux enfants Gauthier qui ont reçu des sommes en l'an 8, 9 et 10, et en ont donné quittance tranchée, en exécution du traité du 27 juin, la même fin de non-recevoir devient plus incontestable, en ce que, par là, ils ont adhéré à ce traité depuis le rapport de l'effet rétroactif des lois sur les successions, qui l'avait annulé; — Considérant qu'il y a d'autant moins d'inconvénients à faire droit sur la fin de non-recevoir dont il s'agit, contre les intimés, qu'elle est connexe au fond, et qu'au fond le droit d'accroissement prétendu par l'appelant doit être adopté: 1° le contrat de mariage de l'appelant renferme un règlement de famille, dont la nature et les effets sont les mêmes que ceux d'un testa-

ment, suivant les lois en vigueur dans les pays de droit écrit, aux époques du règlement de famille en question, et du décès de Rousselot père; il y a donc lieu à l'application des lois qui établissent le droit d'accroissement entre les héritiers universels, à l'exclusion des légitimaires, qui sont des successeurs d'un autre ordre, et que la volonté du testateur n'est pas en leur faveur comme vrais héritiers; 2° si l'institution de l'appelant était irrévocable, le contrat de mariage qui la renferme, n'en est pas moins un règlement de famille, et ne doit pas moins produire le droit d'accroissement; d'ailleurs, cette irrévocabilité étant uniquement favorable à l'appelant, ne peut lui être opposée, ni lui nuire; 3° il est de toute évidence que Rousselot père, en assurant ou en destinant sa succession universelle à ses deux fils, et en assignant par la même clause de simples dots à ses filles, a voulu qu'elles demeurassent constamment dotées ou légitimaires, et que la succession appartint à ses enfants mâles, quelque incertain qu'en fût le nombre; — Réforme, etc.

Du 26 niv. an 12. — Trib. d'appel de Besançon. — Prés., le cit. Lonvot. — Pl., les cit. Clerc et Travaillet.

# TESTAMENT AUTHENTIQUE. — DICTÉE. — MENTION. — ECRITURE.

*La mention expresse que la testament a été écrit par le notaire, n'est pas renfermée dans la mention que le testateur a dicté son testament au notaire. (C. civ., 972 et 1001.) (2)*

(Demelin — C. Demelin.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que les termes du Code, art. 972, dénotent que le législateur a impérieusement voulu qu'il soit exprimé dans le testament tant que la dictée a été faite par le testateur, que l'acte écrit de la main du notaire; — Indépendamment de ce qu'il n'est pas toujours nécessaire de scruter quelle a été la raison pour laquelle le législateur a porté telle ou telle loi; dans ce cas, la mention de l'écriture, faite par le notaire qui reçoit le testament, était, dans l'intention du législateur, si peu indifférente, que, sans cette mention, sa volonté que l'acte même portât par lui seul tout ce qu'il a exigé pour mettre la dernière volonté des hommes à l'abri de toute surprise, ne serait pas accomplie; car, abstraction de la difficulté souvent existante de prouver qu'un écrit est de la main du notaire, au moins cette preuve serait impossible dans le cas de la déperdition de l'acte original, aucune copie ne pouvant y suppléer; que, d'ailleurs, l'idée de dicter ne suppose pas nécessairement l'idée d'une écriture simultanée; de sorte que, dans le sens de la loi, l'ordonnance de faire mention de l'écriture du notaire n'est pas un pléonasme; — Déclare bien jugé, etc.

Du 28 niv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

# SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — ADMINISTRATION.

*Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, comme sous le Code de commerce (art. 28), le commanditaire qui avait géré ou administré, devait être réputé associé pur et simple.*

(Lafond-Ladebat — C. Britin.)

Du 30 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

V. les faits qui ont donné lieu à la contestation, et le texte du jugement qui consacre la solution ci-dessus, rapportés avec l'arrêt de la Cour de cassation du 27 flor. an 13, qui rejette le pourvoi dirigé contre ce jugement par Lafond-Ladebat.

(1) V. sur ce point la note qui accompagne le jugement du même tribunal du 28 frim. an 12.

(2) V. dans le même sens, Cass. 10 therm. an 13 et la note.

**PAPIER-MONNAIE. — RÉDUCTION.**

Après la loi du 16 niv. an 6 qui permet aux acquéreurs de demander, dans un délai déterminé, la réduction des prix ou restants de prix des ventes d'immeubles faites depuis le 1<sup>er</sup> janv. 1791, jusqu'au 29 mess. an 4, un acquéreur a pu demander la réduction, encore bien que le prix ne fût pas exigible et qu'il eût été stipulé que le paiement ne pourrait avoir lieu avant le terme fixé. (J.L. 16 niv. an 6, art. 2; 27 therm. an 7, art. 1.)

(Beille — C. Arnaud.)

Du 30 niv. an 12. — Trib. d'appel de Riom.

**LICITATION. — PARTAGE. — MAISON.**

Une maison n'est pas réputée impartageable, dans le sens de l'art. 1686 du Code civil, et soumise à licitation par cela seul qu'elle ne peut être commodément partagée sans soule (ni retour) (1).

(Dolara — C. Maudron.)

Les époux Dolara demandent la licitation d'une maison dont ils sont propriétaires en commun avec le cit. Maudron. — Celui-ci s'y oppose par le motif que la maison est impartageable.

Jugement qui ordonne que la maison sera visitée par experts à l'effet de constater si elle peut être commodément divisée sans soule, retour, servitude ni construction.

Appel par Maudron.

**JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL; — Considérant que le jugement de première instance aurait dû se borner à faire expertiser si la maison était commodément impartageable, fut-ce même au moyen d'un retour; — Infirme.

Du 30 niv. an 12. — Trib. d'appel de Lyon.

**USUFRUIT PATERNEL. — COUTUME DE MONS.**

D'après la coutume du chef-lieu de Mons, la jouissance des biens échus en ligne directe aux enfans qui étaient en pain (2) de leur père ou mère, appartenait au survivant des père ou mère sa vie durant, et non pas seulement jusqu'à la majorité des enfans.

(Nollet et Vitale — C. Griez.)

Du 30 niv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Beyts, comm. — Pl., les cit. Truffard, Raoux et Honorez.

**CONTRAT PIGNORATIF. — CARACTÈRES.**

Pour qu'un contrat de vente doive être considéré comme contrat pignoratif, il suffit qu'on y trouve ces deux conditions : faculté de rachat et relocation au vendeur (3).

(Bellan — C. Dufour et Lafont.)

Le 1<sup>er</sup> déc. 1776, vente par Bellan à Lafont d'une pièce de terre moyennant 300 fr. — L'acte contient faculté de rachat au profit du vendeur, et de plus, il est convenu « que la récolte du froment excroissant sur ladite pièce vendue, cédera

au profit du vendeur, en payant et délivrant à l'acheteur au fur et mesure de froment pour la rente de la pièce de terre de l'année prochaine 1777. »

En l'an 9, Dufour, cessionnaire de Lafont, poursuit Bellan en délaissement de ladite pièce de terre. Ce dernier prétendit que l'acte du 1<sup>er</sup> déc. 1776 était un contrat pignoratif; il demanda que la rente qu'il avait payée annuellement fût imputée sur les intérêts et ensuite sur le capital.

30 mess. an 10, jugement qui ordonne le délaissement. — Appel.

**JUGEMENT.**

LE TRIBUNAL; — Attendu que le contrat du 1<sup>er</sup> déc. 1776 est non-seulement qualifié de vente à faculté de réméré, mais qu'il renferme au même temps une relocation en faveur du vendeur de la part de l'acquéreur; en effet, la dernière clause porte que la récolte pendant l'appartenance à Bellan, vendeur, à la charge de payer neuf mesures de blé pour la rente de l'année suivante; que ces expressions, jointes à la possession de fait qu'a conservée depuis lors le vendeur, prouvent qu'il fut dans l'intention des parties que le vendeur conserverait, à titre de ferme, pour une rente annuelle, le terrain dont s'agit, ce qui suffit pour caractériser le contrat pignoratif, et qu'ainsi Bellan doit conserver la possession du terrain; mais il doit en même temps être assujéti au remboursement de 300 fr., prix de la vente, ainsi qu'aux intérêts depuis l'époque du contrat; cependant si Bellan préfère abandonner la pièce de terre vendue et en rendre les fruits, cette option doit lui être donnée; — Infirme, etc.

Du 2 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Toulouse.

— Prés., le cit. Desazars. — Concl., le cit. Corbière, comm. — Pl., les cit. Romiguières père et Flottes.

**DIVORCE. — PUISSANCE PATERNELLE.**

Lorsque, pendant un divorce en divorce entre ses père et mère, une fille s'est retirée auprès de sa mère, en quittant la maison du père, cette retraite de l'enfant n'autorise point le père (qui veut se saisir de l'éducation de sa fille) à user pour cet effet des moyens de correction que donne l'art. 376 du Code civil.

(La demoiselle M.... — C. son père.)

**ORDONNANCE.**

Vu par nous, président du tribunal d'appel séant à Bruxelles, le rapport à nous fait par le commissaire du gouvernement près ce tribunal, le 14 niv. an 12, en exécution de l'art. 376 du Code civil, d'un mémoire qui lui a été adressé par la demoiselle Louise-Dominique-Jeanne de M...., fille unique d'Alexandre M...., rentier, domicilié à..., département de la Lys, et de la dame Isabelle-Louise d'O..., son épouse; ce mémoire tendant à faire révoquer l'ordre d'arrestation et la permission de détention de sa personne donnée à la demande de son père par le président du tribunal civil de..., le 21 vend. an 12; — Vu l'appointement rendu sur ce mémoire par le commissaire près le tribunal d'appel, le 11 frim. an 12, portant ordonnance à celui près le tribu-

(2) Vieux terme employé par les chartes du Hainaut, et qui est synonyme de l'expression en puissance. V. Merlin, Répert., v<sup>o</sup> Usufruit paternel, § 5, n<sup>o</sup> 5.

(3) Outre la faculté de rachat et la relocation au vendeur, la jurisprudence et les auteurs exigent une troisième circonstance pour caractériser le contrat pignoratif, c'est la vilité du prix. V. les notes qui accompagnent les jugemens du tribunal de cassation des 6 frim. et 24 fruct. an 8.

(1) Cette décision, bonne peut-être pour l'espèce, nous paraît peu susceptible de passer en règle de jurisprudence. Il est assez rare qu'une maison puisse être commodément partagée, et encore plus rare qu'elle puisse l'être, sans que chacune des parts en subisse une dépréciation notable. Dans ce cas, il est évident que la licitation est préférable, et que les juges ne peuvent se refuser à l'ordonner. — V. Toulouse, Paris, 24 pluv. an 12.

villages du vendeur, est tenu de supporter la réduction suivant l'échelle de dépréciation pour les arrérages de cette rente cours depuis le 1<sup>er</sup> juill. 1791, jusqu'au 29 vent. an 4. (Syndic Dumoutier-Rouvière—C. Dorcy.) Du 7 niv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

# DIVORCE. — SUCCESSION. — PARTAGE.

Encore que deux époux soient en instance de divorce, le mari reste, pendant les poursuites, maître des droits et actions de la femme, comme il était auparavant (1). — Ainsi, il peut, sans son concours, former une demande en partage des successions qui lui sont échues et qui tombent dans la communauté.

(Blavier — C. Lorne.)

Du 7 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

# DIVORCE. — INJURES. — LETTRES CONFIDENTIELLES.

Des expressions outragantes échappées à un mari dans des lettres confidentielles écrites à sa femme ou au père de sa femme, ne peuvent être considérées comme injures graves, dans le sens de l'art. 231 du Code civil, si les lettres n'ont reçu de publicité que par la plainte de la femme elle-même (2).

(La dame H... — C. son mari.)

Le sieur H... crut voir du dévergondage dans les mœurs de son épouse. — Il s'en plaignait à son beau-père par lettre du 27 germinal an 11. — Le 15 floral suivant, il renouvella toutes ses amertumes dans une lettre à sa femme. — Le 24 flor. la dame H... fit de ces deux lettres le fondement d'une demande en divorce, pour injures graves. — Il était difficile de ne pas voir dans les deux lettres écrites la manifestation de vérités outrageantes par le mari contre sa femme. — Et la dame H... prétendait qu'en cela précisément consistait l'injure grave. — Le mari soutenait au contraire que le mot *injuria* signifiait *contraire*, celui-là n'a aucun droit à être réprimé honnêtement, qui commet des actions coupables; que si l'on doit à la corruption des mœurs des ménagements excessifs, s'il n'est pas permis de manifester une pensée outrageante, même à l'égard de l'être qui se dégrade par ses actions, cela doit être entendu dans le sens de manifestation publique qui porte atteinte à la réputation; que l'épanchement d'un mari nicéré ne saurait être un attentat à la réputation de sa femme, lorsque cette amère confi-

dence est faite à elle-même, ou à son père, le premier gardien de sa réputation; que d'ailleurs les lettres écrites dans l'intimité sont essentiellement vouées au secret; qu'elles sont la propriété de celui qui les écrit, qu'elles ne sont qu'un dépôt pour celui qui les reçoit; d'où la conséquence qu'elles ne pouvaient être produites devant les tribunaux, surtout au préjudice de leur auteur.

17 therm. an 11, jugement du tribunal de Charleville, qui déclare la dame H... mal fondée dans sa demande: « Considérant que, pour former une demande en divorce pour cause déterminée d'injures graves, il faut que les injures dont se plaint l'époux offensé soient publiques et notoires, le secret intérieur du ménage ne pouvant être scruté; — Considérant, au cas particulier, que la lettre écrite le 29 germinal an 11, par le cit. H..., aux père et mère de sa femme, n'est qu'une lettre confidentielle qui n'était que pour eux, et qui ne peut être aujourd'hui produite par la demanderesse pour appuyer sa demande en divorce pour cause déterminée, puisqu'elle n'a pu être entre ses mains, et puisqu'on ne pourrait en faire usage sans le consentement, la participation de celui qui l'avait écrite; qu'ainsi elle doit être rejetée de la cause; — Considérant, à l'égard de celle écrite par le cit. H..., le 15 flor. suivant, à la demanderesse elle-même, que cette lettre n'était également qu'une lettre confidentielle pour sa femme seule, et qu'elle n'a point articulé qu'il l'ait rendue publique, qu'ainsi elle ne peut servir de preuve à l'injure grave dont se plaint la demanderesse; — Considérant enfin que c'est la demanderesse seule qui a donné de la publicité aux plaintes que son mari formait contre sa conduite, plainte que sa qualité de mère de famille, la décence et l'honnêteté lui faisaient un devoir d'ensevelir dans l'oubli, comme de chercher à les détourner par tous les moyens de prudence et de retenue qui étaient en son pouvoir. »

Appel par la dame H...

# JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 7 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Metz.

# SERVITUDE. — DESTINATION DU PÈRE DE FAMILLE. — COUTUME.

En matière de servitudes, la destination du père de famille vaut titre, encore qu'elle ne soit pas justifiée par écrit, dans les pays de coutume qui n'exigent pas d'écrit. — A cet égard la coutume de Paris n'est pas la règle commune (3).

(1) A moins, bien entendu, que les circonstances ne fassent craindre les dissipations du mari, au préjudice de la femme, auquel cas les mesures conservatoires sont permises (C. civ., 270; C. de proc., 869). — Seulement le doute s'élève sur ce qu'on doit entendre par mesures conservatoires. — V. Amiens, 5 pluv. an 13 et la note, et *supra*, Paris, 4 niv. an 12.

(2) Les juges doivent nécessairement, en cette matière, être investis d'un pouvoir tout-à-fait discrétionnaire; c'est à eux qu'il appartient de décider d'après les circonstances du fait, et la qualité des personnes, si des injures centennées dans des lettres ont un caractère de gravité et de publicité suffisant pour pouvoir être prises en considération. « Des lettres écrites par un mari à sa femme, quoiqu'il ne les ait pas publiées, dit Toullier, t. 2, n° 672, pourraient contenir des injures assez graves pour mériter une demande en divorce. » On comprend dès lors que la question ait été diversement résolue par les arrêts. — V. dans le sens de la décision ci-dessus : Limoges, 17 juin 1834; Nîmes, 30 avril 1834; Aix, 1<sup>re</sup> — 1<sup>re</sup> PARTIE.

17 déc. 1834; — au sens contraire, Dijon, 30 pluv. an 13, Peitiers, 29 juill. 1806.

(3) Dans l'ancien droit, la question de savoir si la destination du père de famille valait titre, alors même qu'elle n'était pas établie par écrit, était diversement résolue par les coutumes. Un certain nombre d'entre elles admettaient, dans tous les cas, la destination du père de famille sans preuve par écrit; d'autres n'admettaient cette destination sans preuve écrite qu'en cas de partage seulement; d'autres enfin, telles que celles de Paris, Calais, Orléans et Metz, ne l'admettaient dans aucun cas, sans preuve par écrit. V. Merlin, *Rép.*, v° *Servitude*, §§ 17 et 18. — Il a cependant été jugé, quant à la coutume de Paris, que la destination du père de famille résultant d'une construction, pouvait servir de titre, bien qu'il n'y eût pas de preuve écrite, si d'ailleurs le fait de la construction par le propriétaire des deux immeubles n'était pas douteux. V. Paris, 30 janv. 1810. — Sous le Code, et aux termes de l'art. 693, la destination du père de famille vaut titre, seulement à l'égard des servitudes continues et appa-

(Martin — C. Lavallée.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu en droit, 1° qu'il est de principe consacré par le droit coutumier général et par tous les auteurs, que si de deux maisons ou héritages voisins appartenant au même propriétaire, l'un est aliéné à quelque titre, et pour quelque cause que ce soit, ou si par un acte de partage fait entre des cohéritiers, les deux maisons ou héritages tombent entre les mains de personnes différentes, la destination de l'ancien propriétaire vaut titre, et les servitudes doivent demeurer en même état qu'elles étaient lorsque les choses ont été séparées sans autre titre ou contrat, à moins qu'il n'en ait été autrement convenu par l'acte d'aliénation ou de partage; — 2° Que la coutume de Chartres, qui régit les parties, est muette sur la question; — 3° Que la coutume de Paris n'est regardée comme loi générale, que dans les matières sur lesquelles elle ne fait point exception au droit coutumier; — 4° Qu'il est de principe en matière d'interprétation de coutume, que, dans le silence de celle à laquelle les parties sont soumises, la première règle est de recourir aux coutumes voisines et à l'usage qui s'y observe, avant de consulter celle de Paris; — 5° Que les coutumes des lieux voisins de Chartres, celles de Bourdan, Etampes, Melun et autres, portent que destination du père de famille vaut titre; — 6° Attendu en point de fait qu'il est reconnu entre les parties que les lieux sont aujourd'hui dans le même état, et tels que les a construits ce père de famille, tels qu'en jouissait Marie-Jeanne Lavallée, auteur commun; — 7° Que le silence de l'acte de 1775 sur les servitudes dont s'agit, ne peut être regardé comme destructif du droit réclamé par Lavallée; parce que s'il y avait nécessité de conserver, par une stipulation expresse, le droit d'aller abreuver les bestiaux à la mare, et puiser de l'eau au puits dans la cour de Martin et sa femme, lequel droit constitue une servitude discontinue, cette nécessité n'était point la même à l'égard des servitudes dont s'agit, lesquelles étaient continues et apparentes, et s'annoncent par les constructions extérieures des lieux; — 8° De ce qu'il n'a point été, par l'acte de 1775, imposé au propriétaire du premier lot, l'obligation de boucher les portes et ouvertures lors existantes, on doit en conclure que l'intention des copartageans a été que ces portes et ouvertures fussent conservées; que cette intention se manifeste évidemment par le silence gardé pendant 27 années; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 10 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> section.

#### AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — CONCORDS DU MARI.

*Une femme était, en Belgique, suffisamment autorisée par son mari pour contracter une obligation, lorsque le mari était présent à l'acte et s'engageait avec sa femme.*

(W. — C. Decaumer.)

Du 10 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

rentes qui peuvent s'acquiescer par la prescription. Il suffit, dans ce cas, de prouver que les deux fonds, actuellement divisés, ont appartenu au même propriétaire, et que c'est par lui que les choses ont été mises dans l'état auquel résulte la servitude, sans qu'il soit nécessaire de produire un acte constatant d'une manière formelle qu'il a entendu établir une servitude (C. civ., 693). — Mais quand il s'agit d'une servitude qui ne peut s'acquiescer par la prescription, le titre constitutif de la servitude doit nécessairement être représenté (C. civ., 695). — V. Toullier, t. 3, n° 607 et suiv.

#### PÉREMPTION. — DÉCÈS.

*Le décès d'une partie n'interrompt pas le cours de la péremption d'instance dans les départements réunis.*

(Vanfrier.)

Du 10 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

#### EXPROPRIATION FORCÉE. — APPEL. — DÉLAI.

Sous la loi du 11 brum. an 7, l'appel du jugement d'adjudication devait être interjeté dans le délai de trois mois, à partir de la signification du jugement, de même que celui de tous autres jugements définitifs (L. 24 août 1790, tit. 5, art. 14.) Du silence de la loi du 11 brum. on ne pouvait pas conclure que cet appel n'était soumis à aucun délai (1).

(Verdure — C. Marchand.)

Du 11 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

#### PRESCRIPTION. — SUSPENSION. — HÉRITIER.

*La prescription des dettes d'une succession est suspendue pendant le temps où l'héritier n'a pu prendre qualité, et qu'ainsi le créancier a été empêché de faire valoir ses droits et actions (2).*

(Rossel — C. les héritiers Débonnaire.)

Les mariés Rossel de Cergy étaient débiteurs d'une rente de 300 fr., constituée le 20 avr. 1788, en faveur de la veuve Débonnaire. — Les biens des mariés Rossel ayant été confisqués révolutionnairement, les ayant eue la veuve Débonnaire poursuivirent la reconnaissance et le paiement de la rente par la nation. — Deux arrêtés avaient été rendus sur ce sujet par l'administration, lorsque les biens des mariés Rossel furent restitués à leur fils, en vertu de la loi du 31 prair. de l'an 3.

Les créanciers de la rente s'adressèrent alors à Rossel fils, en l'an 9; mais Rossel fils, qui n'était pas encore envoyé en possession définitive des biens de ses père et mère, opposa l'impuissance où il était de savoir s'il devait ou ne devait pas prendre qualité d'héritier.

De plus, il opposa la prescription des arrérages échus.

Jugement qui: — « Vu les art. 1 et 2 du tit. 3 de la loi du 30 août 1793, et attendu que le titre de créance n'est pas contesté, déclare existant contre ledit Rossel, le contrat du 20 avr. 1788; et sans avoir égard à la prescription par lui opposée, le condamne à payer la somme de 2,600 francs, pour treize années d'arrérages de ladite rente. »

Appel de la part de Rossel, qui persiste à soutenir que, faute par les créanciers de la rente de l'avoir mis en demeure, la prescription des arrérages avait couru contre eux, au moins depuis les poursuites qu'ils avaient faites devant l'administration.

Les intimés répondaient que le silence qu'ils avaient gardé depuis l'an 3 avait été de rigueur;

(1) L'appel du jugement d'adjudication définitive doit également aujourd'hui être interjeté dans les trois mois. V. Cass. 7 avril 1830.

(2) Cette solution ne serait pas admissible en principe général. La prescription court au profit de la succession, et par conséquent au profit des héritiers, encore bien qu'ils n'aient pas pris qualité, aussi bien qu'elle court au profit d'une succession vacante (V. Troplong, de la Prescription, n° 807). C'est aux créanciers contre lesquels court la prescription, à mettre l'héritier en demeure d'accepter et à interrompre ainsi la prescription.

que tant que Rossel n'avait point eu de qualité, il n'y avait point eu d'héritiers contre lesquels ils pussent agir; qu'ainsi il était évident que la prescription n'avait pu courir contre eux.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL**;—Adoptant les motifs du jugement dont est appel, et encore attendu, en point de droit, que le moindre acte suffit pour interrompre la prescription, laquelle ne peut d'ailleurs courir contre celui qui ne peut agir;—Attendu en fait que la créance des intimés a été reconnue administrativement, par les arrêtés des 7 mars 1793 et 22 frim. et 3 niv. en 3;—Que la restitution des biens des condamnés a fait cesser le séquestre;—Que l'envoi en possession de l'appelant n'était pas encore effectué en l'an 9, ce qui a motivé le sursis de trois mois qui lui a été accordé;—Que ce n'a été qu'en frimaire an 10 qu'il a pris qualité;—De tous lesquels faits, il résulte que la prescription a été interrompue par la demande des intimés;—Débouté Rossel, etc.

Du 12 plev. an 12.—Trib. d'appel de Paris.

## RÉMÉRÉ.—DÉLAI.

*Bien que dans le ressort du parlement de Toulouse la faculté de rachat pût être exercée pendant trente ans, alors même qu'il y avait entre les parties stipulation d'un délai plus court, cependant cette règle n'était pas tellement de rigueur que les tribunaux ne puissent s'en écarter suivant les circonstances (1).*

(Blanc et Amouroux.—C. Cassagne.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL**;—Considérant que la faculté de rachat devait, d'après les clauses de l'acte du 4 germ. an 8, être comme non-avvenue, si elle n'était exercée au 1<sup>er</sup> vend. en 9, ce qui fut stipulé comme clause substantielle de l'acte. A la vérité, la jurisprudence du parlement de Toulouse regardait ces clauses comme de nul effet, et malgré toute stipulation contraire, la faculté de réméré était toujours prorogée en délai de trente années; et si cette jurisprudence devait servir de règle, il faudrait déclarer, comme le demandent Blanc et Amouroux, la faculté de réméré stipulée par l'acte du 4 germ. an 8, prorogée pour ce même espace de trente années.—Mais cette jurisprudence ne peut être regardée comme une loi à laquelle il fallait s'astreindre; les tribunaux ne sont pas tenus de la suivre, à peine de nullité; d'ailleurs, elle était vicieuse en ce qu'elle rendait de nul effet les conventions des parties qui n'avaient rien de contraire aux lois et aux bonnes mœurs; elle était même une gêne au droit de propriété, contraire à la prospérité publique, parce que l'acquéreur qui, pendant trente ans, avait à craindre la faculté de réméré, quoiqu'il eût voulu la borner à un délai convenu, ne pouvait donner les mêmes soins qu'il aurait apportés à sa propriété s'il eût été à l'abri de toute éviction.—Dès lors, le tribunal devait déclarer la faculté de réméré stipulée entre Blanc et Amouroux, et Pierre Ferras, éteinte, faute de l'avoir exercée dans le délai qu'ils étaient convenus et qui devait servir de loi;—Considérant cependant que

cette faculté a déjà été exercée avant le 1<sup>er</sup> vend. an 9, par Cassagne envers Pierre Ferras, par le paiement de 218 fr. que celui-ci a commencé à recevoir;—Considérant que cette somme ne peut être imputée que sur l'exercice de la faculté de réméré, puisque, lorsque Pierre Ferras a demandé qu'elle fût éteinte, il a offert de rendre les 218 fr. qu'il avait reçus de Cassagne, ce qui démontre qu'il ne les avait pris qu'en exécution de la charge de réméré exercée contre lui, en sorte qu'il ne peut plus y avoir lieu à déchéance faute d'exercice de cette faculté en temps utile.—Il ne s'agit que de payer les sommes qui restent dues à Pierre Ferras à cet égard, et le tribunal doit alors accorder un délai moral pour le paiement, etc.

Du 12 plev. an 12.—Trib. d'appel de Toulouse.  
—Prés., le cit. Desazars. — Concl., le cit. Corbière. — Pl., les cit. Bernard-Barué et Corail.

## MINEUR.—PARTAGE DÉFINITIF.

Du 13 plev. an 12 (aff. *Henriou*).—Trib. d'appel de Paris.

F. ce jugement à la date du 3 plev. an 12.

## LETTRE DE CHANGE.—PRESCRIPTION.

*Sous l'empire de l'ord. de 1673 (art. 31, tit. 16), le débiteur d'une lettre de change qui opposait la prescription de cinq ans, était tenu d'affirmer, non que l'effet était acquitté, mais seulement qu'il n'était plus redevable (2).*

(Pletinckx.—C. Bettès.)

Du 13 plev. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.  
—3<sup>e</sup> sect.

## LOI.—EXÉCUTION.

*Les lois facultatives ou permissives peuvent être utilement exécutées du jour qu'on en a eu connaissance, bien qu'elles ne soient pas encore promulguées.—Il n'en est pas de cette espèce de lois comme des lois obligatoires et pénales, qui ne sont susceptibles d'exécution qu'après leur promulgation. (C. civ., art. 1<sup>er</sup>.) (3)*

(Héritiers et légataires Duverney.)

Antoine Duverney avait fait le 26 germ. an 8 un testament par lequel profitant de la faculté que la loi du 4 du même mois lui accordait d'avantager un de ses enfants au préjudice des autres, il avait légué par préciput le quart de tous ses biens à Claude Duverney son fils.—Il y avait alors quatorze jours que la loi du 4 germ. an 8 avait été promulguée par le chef du gouvernement; mais le *Bulletin officiel* qui en contenait le texte n'était pas encore arrivé à Lyon, chef lieu du département du domicile du testateur, et par conséquent, elle n'y était pas encore publiée suivant le mode réglé par la loi du 12 vend. an 4, alors en pleine vigueur. Mais il est à remarquer que le testateur était mort le 3 niv. en 9, époque où la loi du 4 germ. précédent avait eu cours à Lyon, comme dans toute la France, la plénitude de la publicité légale.

Denise Duverney, l'une des filles du testateur, a demandé la nullité du legs préciputaire, par la

que les lois facultatives puissent être exécutées du jour où l'on en a connaissance, par ce motif déterminant que chacun peut sans doute renoncer à ce qui est établi en sa faveur, mais que nul ne peut renoncer à ce qui a été établi en faveur d'autrui; d'où il conclut que la loi qui abolit une faveur ne peut recevoir d'exécution au préjudice de celui qui profitait de cette faveur que lorsqu'elle a reçu toute sa publicité légale.

(1) Sur le point de savoir s'il fallait que l'acquéreur fit prononcer la déchéance à l'expiration du délai. V. Cass., 1<sup>er</sup> frim., et 5 mess. an 12 et les notes.

(2) Sous le Code de commerce, art. 189, le prétendu débiteur est tenu d'affirmer qu'il n'est plus rien dû.

(3) Merlis, *Répert.*, v<sup>o</sup> Loi, § 5, n<sup>o</sup> 10, critique ce jugement.—Suivant cet auteur, il n'est pas vrai

raison qu'il avait été fait avant la publication de la loi du 4 germ. an 8, et sous l'empire de celle du 17 niv. an 2, qui prohibait toute espèce d'avantage aux enfans.

Jugement du tribunal de Lyon qui déclare le testament nul.—Appel.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant la juste distinction qu'il faut faire, relativement à la publication des lois, entre les lois obligatoires et pénales, et celles qui ne sont que facultatives ; — Considérant que les lois obligatoires et pénales ne doivent être exécutées que du jour de leur publication, mais que les lois facultatives peuvent l'être du jour qu'on en a connaissance ; — Que, dans l'espèce, Antoine Duvernay a bien pu, le 24 germ., connaissant la loi du 4 du même mois, user de la faculté de disposer accordée par cette loi ; — Qu'en outre bien que la loi du 4 germ. n'ait été enregistrée que postérieurement et le 28 du même mois, et quoique Antoine Duvernay ait vécu plus de huit mois après avoir disposé, aucune loi ne lui a imposé l'obligation de refaire son testament ; — Considérant que la loi du 4 germ. an 8, en vertu de laquelle Duvernay a disposé, était en pleine vigueur au jour de son décès : — Sans avoir égard aux nullités accueillies par le tribunal de première instance ; — Ordonne, etc.

Du 14 pluv. an 12.—Trib. d'appel de Lyon.

## ALIMENS.—ENFANT ADULTÉRIN.

*Les alimens dus à l'enfant adultérin, dont les père et mère sont morts depuis la publication de la loi du 12 brum. an 2, sont réglés par l'art. 763 du Code civil, c'est-à-dire, qu'on a égard aux besoins et aux facultés.—L'enfant adultérin ne peut se prévaloir de l'art. 12 de la loi du 12 brum. an 12, qui fixait les alimens au tiers d'une portion d'enfant légitime.*

(Superville—C. Superville.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant que la disposition de l'art. 12 de la loi du 12 brum. an 2 ne s'appliquait qu'aux enfans adultérins dont les père et mère étaient morts depuis le 14 juill. 1789 jusqu'à la publication de cette loi ; qu'à l'égard de ceux dont les père et mère vivaient lors de cette publication, l'art. 10 laissait leur état et leurs droits soumis aux dispositions du Code civil ; que François Superville n'étant décédé qu'en l'an 10, on n'a pu invoquer pour son fils adultérin la disposition de l'art. 10 de la loi du 12 brum. ; qu'aux termes de la loi du 14 flor. an 11, cet enfant ne peut prendre autre chose dans la succession de son père que des alimens, et qu'à cet effet cette loi l'a soumis aux dispositions du Code civil ; — Vu l'art. 763 du Code civil ainsi conçu : « Les dispositions des art. 47 et 48, etc. ; » — Vu également l'art. 763, ainsi conçu : « Ces alimens seront réglés, etc. » — Faisant droit sur l'appel interjeté par Jean et Jean-Baptiste Superville du jugement rendu par le tribunal de première instance de Lesparre, le 3 fruct. an 10, émettant, ordonne que, par des experts dont les parties conviendront, ou qui, faute d'en convenir, seront pris et nommés d'office, il sera procédé à la fixation des alimens dus à Jacques Superville, conformément à l'art. 59 du Code, au titre des successions ; qu'à cet effet, les appelans seront tenus de remettre auxdits experts un état certifié de tous les effets mobiliers et immobiliers dont se compose la succession de François Superville, sans préjudice à Marguerite Papot, au nom qu'elle agit, de constater ledit état, s'il y a lieu ; pour le rapport des-

dits experts fait et rapporté, être statué ce qu'il appartiendra.

Du 16 pluv. an 12.—Trib. d'appel de Bordeaux.—2<sup>e</sup> sect.

## PRESCRIPTION.—USUFRUIT.

*Dans l'ancien droit, les actions relatives aux biens dont le fils avait la nue propriété et dont l'usufruit appartenait au père, reposaient sur la tête du père, de telle sorte que le fils ne pouvant agir, ne devait être repoussé par aucune prescription, et cela encore bien que la prescription eût commencé à courir du vivant de la mère qui réunissait sur sa tête la propriété et l'usufruit (1).*

(At et Roquan—C. Bruguères.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL ;** — Considérant qu'il importe peu qu'il résulte de l'enquête faite par At et Roquan, mariés, qu'il se soit écoulé plus de trente ans depuis le décès d'Antoine Roquan premier, et de Valentine Acier, jusqu'à l'introduction de l'instance, comme aussi, qu'il se soit écoulé le même espace de temps jusqu'à la même époque, depuis qu'Anne Roquan a quitté la maison paternelle, si, d'ailleurs, la prescription trentenaire n'a pas utilement couru, ou a été interrompue par des circonstances particulières ; — Considérant que du 27 mars 1742, jour du décès d'Antoine Roquan premier, antérieur à celui de Valentine Acier, jusqu'au 13 avril 1771, jour du décès d'Anne Roquan, du chef de laquelle agit Bruguères, il ne s'était écoulé que vingt-neuf ans, un mois, onze jours, et qu'il s'en fallait conséquemment de dix mois, dix-neuf jours que la prescription se fût accomplie ; — Qu'à cette époque, les trois enfans de ladite Anne Roquan étaient pupilles, comme il résulte de leurs extraits de naissance remis au procès, ce qui suspendit le cours de la prescription, laquelle ne put se continuer à l'époque de leur puberté, attendu que leur père avait la jouissance des biens maternels, tant en vertu de la puissance paternelle qu'en exécution de son contrat de mariage avec ladite Anne Roquan ; — Que la prescription ne reprit son cours que du jour de la subrogation faite à André Bruguères, c'est-à-dire le 16 août 1785, en vertu de laquelle ledit André Bruguères engagea l'instance par exploit du 10 juin 1786, époque à laquelle il ne s'était écoulé que huit mois, quatorze jours, délai utile pour intenter l'action, puisqu'il s'en fallait de deux mois, cinq jours, que les trente ans ne fussent accomplis, eu égard aux dix mois, dix-neuf jours qui leur manquaient à l'époque du décès de ladite Anne Roquan, arrivée le 13 avr. 1771 ; — Considérant que l'objection prise de ce que la prescription ayant commencé avant le mariage de ladite Anne Roquan, elle s'était continuée tant sur la tête de cette dernière que sur celle de ses enfans, quoiqu'en puissance de leur père, est mal fondée, quoiqu'on s'étale de la doctrine de Serres, et d'un arrêt conforme rapporté par Catellan, liv. 7, chap. 15 ; que ledit arrêt d'ailleurs, contraire à la jurisprudence constante, est en opposition avec les véritables principes du droit d'après lesquels la prescription ne court pas contre les fils de famille pendant que leur père a l'administration et la jouissance de leurs biens, ce qui résulte de plusieurs textes, et notamment de la loi 1<sup>re</sup>, du Code, de bon. mat. ; de la loi 1<sup>re</sup> § 2, C. de ann. excepti. ; de la loi 4, C. de bon. qua. lib., in fine, et de la nov.

(1) V. Catelan, liv. 7, ch. 15 ; — Dunod, des Prescriptions, p. 245 et 248.



22, cap. 24 ; — Que, s'il en était autrement, le sort des fils de famille, relativement aux biens délaissés par leur mère, serait pire lorsque lesdits biens auraient été constitués, que lorsqu'ils seraient demeurés parappernaux, ce qui serait absurde et contraire à l'esprit de toutes les lois ; — Par ces motifs, etc.

Du 16 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Toulouse. — Prés., le cit. Desazars. — Concl., le cit. Bribes. — Pl., les cit. Flottes et Barué.

#### PREScription.—MARCHANDS.

*La prescription d'un an, établie par l'art. 7 du titre 1<sup>er</sup> de l'ordonn. de 1673, en faveur des particuliers contre les marchands, pour les marchandises qu'ils vendent, n'a pas lieu de marchand à marchand (1).*

(Davantes—C. Bernardy.)

Du 17 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Toulouse. — Pl., le cit. Flottes.

#### ANGLETERRE.—MARCHANDISES PROHIBÉES.

—SUSPENSION D'INSTANCE.

*L'arrêt du gouvernement du 19 mess. an 11, qui suspend les instances ayant pour objet le paiement d'engagements de commerce, contractés par des Français envers les Anglais, est applicable même au cas où un Anglais revendique des marchandises qui sont encore sous balle et sous corde.*

(Les créanciers Fischer—C. des nég. Anglais.)

Du 20 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Girardin et Bourgeois.

#### DIVORCE.—ALIMENS.—FEMME.—AUTORISATION.

*La femme, engagée dans une instance en divorce, peut, sans autorisation, former la demande d'une provision alimentaire (2).*

(La dame Duchambge—C. son mari.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Attendu que la dame Duchambge a introduit sa demande en divorce avant la publication de la loi du 30 vent. an 11, et que, conformément à celle du 30 germ. suivant, elle doit être réglée d'après les formes de la législation existante à l'époque où elle a été formée ; — Que la faculté de poursuivre le divorce est un droit réciproque entre les époux, né de la loi ; et que celle du 30 sept. 1792 n'établit, quant aux formalités, aucune différence entre le mari et la femme ; — Que l'action en divorce tend par elle-même à la dissolution du lien et à l'anéantissement du principe de la puissance maritale, en quoi elle diffère de celle qui n'a pour objet qu'une séparation de biens ou d'habitation ; — Que si la dame Duchambge a valablement introduit la demande en divorce sans autorisation, il est vni de dire qu'elle n'a pu devenir nécessaire pour suivre la défense des intérêts nés de la même cause ; — Que la demande en provision d'alimens étant une suite, une émanation de l'action principale, il impliquerait contradiction de refuser pour l'accusatrice ce qui est accordé pour le principal ; — Que les dispositions du Code civil, relatives à la nécessité de l'autorisation ne peuvent s'appliquer à l'instance en divorce ; — Par ces motifs, etc.

(1) V. dans le même sens, Cass., 3 frim. an 9 et la note.

(2) V. anal. dans le même sens, Cass., 9 frim. an 11, et la note.

(3) Le Code civil, art. 327, dit seulement que si

l'instance ne peut se rapporter à l'effet d'une action dont le mérite doit se régler par les lois précédentes, et dont cette provision n'est qu'une suite ou un incident ; — Confirme, etc.

Du 20 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. Hermans et Vidal.

#### FOLLE ENCHÈRE.—COMPÉTENCE.—NULLITÉ.—DÉNÉGANCE.

*En matière de folle enchère, il n'est pas nécessaire que l'adjudication soit prononcée par le tribunal tout entier. On peut y procéder devant un seul juge.*

*Lorsque la nullité, résultant de ce que le délai légal entre l'apposition des affiches et la vente sur folle enchère n'aurait point été observé, n'a pas été proposée avant le jugement d'adjudication, cette nullité ne peut plus être invoquée sur l'appel.*

(Triboulet—C. Montguyon.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Faisant droit sur l'appel ; sans s'arrêter au moyen d'incompétence ; — Attendu qu'il ne s'agit en la cause, ni de vente sur enchère, ni d'expropriation forcée ;

Sans s'arrêter pareillement au moyen de nullité résultant de la prétendue insuffisance du délai entre l'apposition des affiches et l'adjudication ; — Attendu que Triboulet représenté par un avoué l'adjudication n'a point opposé ce moyen ; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 21 pluv. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### SUCCESSION.—PARTAGE EN NATURE.

*Lorsque les biens dépendant d'une succession sont partageables en nature, la licitation ne peut être demandée par une partie des héritiers, malgré les autres, sous prétexte que la vente judiciaire des biens serait plus avantageuse que la partage en nature. (Cod. civ., art. 826 et suiv.) (3).*

(Bourdon—C. Meunier et veuve Legris.)

Les mariés Bourdon étaient décédés laissant pour héritiers leurs trois enfans. Une demande en licitation ayant été formée par deux de ces enfans, le tribunal nomma des experts pour examiner si les biens pouvaient être partagés en nature. Il résulta de leur rapport que les biens étaient partageables, mais qu'ayant des valeurs inégales à raison de leurs situations plus ou moins avantageuses, le partage égal serait difficile à opérer. Ils estimèrent en conséquence que la vente convenait mieux à l'intérêt de toutes les parties.

5 germ. an 11, jugement qui, « attendu qu'il résulte du rapport des experts que les trois maisons sises à Paris, que celle de Chabry, ainsi que les terres et domaines en dépendant ne peuvent ni être ni se partager, ordonne qu'il sera procédé à la vente par licitation, etc. »

Appel par Catherine Bourdon. Il est de principe, disait-elle, que l'héritier a un droit sur la chose elle-même et non pas seulement sur le prix, et qu'il ne peut être contraint de vendre sa part, toutes les fois qu'il y a possibilité de partage en nature. Or, cette possibilité existe dans l'espèce, et il est dérisoire de prétendre que le partage est moins avantageux qu'une vente judiciaire.

les immeubles ne peuvent pas se partager commodément il doit être procédé à la vente par licitation. — La loi a donc laissé à la sagesse du juge le soin d'apprécier les circonstances, et d'ordonner, d'après cette appréciation, soit le partage, soit la vente. — V. Lyon, 30 niv. an 12, et la note.

Les autres héritiers répondissent qu'il ne pouvait y avoir de principe absolu en semblable matière, et que tout était nécessairement subordonné aux circonstances et à la position des parties. Or, en fait, la partage est impossible sans soulever considérable et surtout sans opérer un morcellement qui entraînerait une grande dépréciation pour les héritiers. La vente judiciaire, qui conserve les intérêts de tous est donc le meilleur moyen de sortir d'indivision.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la possibilité et la facilité du partage en nature est démontrée par les rapports mêmes des experts et par la nature des biens à partager; — Infirme; — Ordonne, etc.

Du 25 pluv. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>er</sup> sect. — Pl., les cit. Gairal, Desales et Carbonnier.

## CAUTION.—PROROGATION DE TERME.

*Sous l'empire de l'ancienne législation, la simple prorogation du terme accordée par le créancier au débiteur principal, ne déchargeait pas la caution. (Cod. civ., 2039.) (1)*

(Veuve Depresle—C. Fayon.)

Le cit. Depresle avait garanti, comme caution, le paiement d'une obligation de 5,000 fr., souscrits en fruct. an 7, par Ventujol au profit de Fayon. A l'expiration du délai fixé pour le remboursement de cette créance, Fayon accorda un nouveau délai de quatre mois à son débiteur. Dans cet intervalle, Ventujol devint insolvable. — Fayon poursuivit alors la veuve Depresle, comme ayant été commune avec son mari.

La dame Depresle prétendit qu'en accordant un nouveau délai au débiteur à l'expiration du temps pendant lequel la caution avait consenti à s'obliger, le créancier avait opéré une novation par suite de laquelle la caution s'était trouvée déchargée.

19 mess. an 11, jugement qui rejette cette fin

(1) Le Code civil qui a textuellement consacré le même principe dans l'art. 2039, accorde néanmoins à la caution la faculté de poursuivre elle-même le débiteur pour le forcer au paiement. On conçoit fort bien, en effet que la caution ne puisse rester indéfiniment sous le coup d'une obligation, et exposée à être forcée de payer elle-même, si plus tard le débiteur principal devenait insolvable, tandis qu'elle aurait pu se trouver déchargée si le paiement avait été exigé à l'échéance. Sous l'ancienne législation, les auteurs pensaient que la caution ne pouvait contraindre le débiteur au paiement que dans le cas où le nouveau terme était trop long, et dans celui où la fortune du débiteur commençait à se déranger. V. le président Favre, *Cod. lib. 8, tit. 27, def. 25*; Despeyres, t. 1<sup>er</sup>, p. 608, n° 8; Charondas, liv. 7, rép. 74, et liv. 12, rép. 41; Rousseau de Lacombe, *Répert.*, v° *Caution*, n° 1 et 4; Potbier, *Oblig.*, n° 406, § 4; Bonjourn, *Droit commun de la France*, liv. 6, chap. 6, sect. 2, n° 12.—V. aussi *supra*, Turin, 3 mess. an 10.

(2) La question de savoir si le retrait successoral avait été aboli par les lois intermédiaires a été souvent agitée: M. Tenllior, t. 4, n° 434, a pensé qu'il était inutile de l'approfondir, bien qu'elle fut demeurée indécise, puisqu'il était certain que le cessionnaire d'une portion héréditaire, encore indivise, pouvait être ocelu, lorsque la cession était postérieure à la promulgation du Code, quoique l'ouverture de la succession fut antérieure. — M. Benoît, *Traité du retrait success.*, n° 3 ne partage pas l'avis du savant professeur, par la raison, dit-il, qu'il peut arriver que la cession aussi bien que l'ouverture de la

de non-recevoir et condamne la veuve Depresle au paiement de l'obligation.—Appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu, 1° que l'obligation de Ventujol, cautionnée par Depresle, n'est pas un effet de commerce négociable et susceptible de protêt à son échéance, et que les effets de ce cautionnement doivent être réglés suivant les principes du droit commun; 2° qu'il n'a été fait au titre primitif de Fayon aucune novation; 3° que Ventujol, principal débiteur, n'a point déclaré de faillite, ni déposé de bilan au greffe; 4° que le délai de quatre mois accordé par Fayon à Ventujol, débiteur principal, n'a point empêché ses cautions de veiller à sa solvabilité et de prendre leurs sûretés pour les effets de ce cautionnement; 5° que le jugement dont est appel n'a condamné la veuve Depresle qu'en sa qualité de commune en biens, et qu'elle est de plein droit déchargée de la moitié des condamnations, si elle a fait faire bon et fidèle inventaire, et fait partage de la communauté avec les héritiers de son mari;—Confirme, etc.

Du 25 pluv. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

## RETRAIT SUCCESSORAL.—ABOLITION.—LÉGISLATION INTERMÉDIAIRE.

*Le retrait successoral autorisé par l'ancien droit si par le Code civil, ne pouvait pas avoir lieu sous la législation intermédiaire. (Jamet—C. Martineau.)*

Il s'agissait d'une vente de droits successifs faite le 1<sup>er</sup> niv. an 8, par Athanasie Jamet à Martineau.

Les cohéritiers de Jamet ayant voulu exercer le retrait successoral, y furent admis par jugement du 20 prair. au 11.—Appel.

8 niv. an 12, jugement par défaut du tribunal d'appel d'Angers qui réforme, « considérant que, la vente faite à l'appelant n'avait point pour objet des droits litigieux, mais comportait au contraire

succession soient antérieures à la promulgation du Code, et que, dès lors, il devenait nécessaire de reconnaître si le retrait successoral a été réellement abrogé par les lois de la révolution. En ce qui concerne la question en elle-même, M. Benoît, *loc. cit.*, démontre par les termes des décrets des 13 juin et 19 juill. 1790, 30 sept. 1793, et 19 flor. an 2, qu'il ne pouvait y avoir le moindre doute sur l'abolition du retrait successoral. Mais il fait observer que malgré cette certitude, il était resté dans les esprits une irrésolution qui provenait de ce qu'on avait senti la nécessité de revenir aux anciens principes sur le retrait successoral, pour l'abrogation duquel on était allé un peu vite et peut-être trop loin. Cet auteur ajoute que le malaise naissant de cette fautive position porta les juriconsults et les tribunaux à chercher une voie pour en sortir; que ne pouvant attaquer la lettre trop expresse des décrets, on les examina dans leur forme et dans leur promulgation, et on reconnut bientôt que celui du 19 flor. an 2, le dernier rendu sur la matière et le plus exprès sur l'abolition, n'avait pas été légalement publié, ni inséré au *Bulletin des lois*. L'application de ce décret fut en effet repoussée par un arrêt de la Cour de Grenoble, du 13 juill. 1812; et plus tard la Cour de cassation adopta la même doctrine par un arrêt du 20 mars 1828. De ces observations, il résulte comme le dit encore M. Benoît, *loc. cit.*, que le dernier état de la jurisprudence sur la question, est que les décrets avaient réellement aboli le retrait, mais que les tribunaux ayant décidé qu'ils n'avaient reçu qu'une sanction imparfaite, ils ne devaient pas être considérés comme obligatoires.

la vente d'un tiers indivis dans des biens immeubles déterminés; — Que l'action intentée contre l'appelant était une demande en retrait successoral abolie par les lois rendues antérieurement à la vente et à l'action, etc. » — Opposition.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Par les motifs énoncés en son jugement du 8 niv., et encore attendu que le contrat de vente au profit de l'appelant et l'action des intimés sont antérieurs à la promulgation du Code civil, et qu'alors l'art. 841 d'icelui, relatif aux partages et ventes de droits successifs, n'est point applicable à la cause; — Sans avoir égard à l'opposition; — Infirme, etc.

Du 27 pluv. an 12. — Trib. d'appel d'Angers.

1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> AUTORISATION DE FEMME.—CONCOURS DU MARI.3<sup>o</sup> ACQUISITION.—EXPROPRIATION FORCÉE.

1<sup>o</sup> Avant le Code civil, la femme était comme elle l'est depuis le Code, suffisamment autorisée par le concours du mari dans l'acte (1).

2<sup>o</sup> Le mari qui plaide conjointement avec sa femme est censé, par cela seul, l'autoriser à ester en justice (2).

3<sup>o</sup> La partie expropriée acquiesce au jugement d'adjudication, en formant une demande en destruction des objets mobiliers, et en saisissant les fruits de l'immeuble adjugé (3).

(Hebray—C. Laroque.)

Du 28 pluv. an 12. — Trib. d'appel d'Agen.

## FILIAION.—PREUVE PAR TÉMOINS.

Sous l'empire de la loi du 12 brum. an 2, qui défendait la preuve par témoins de la filiation des enfants naturels, la preuve qui avait été ainsi faite du consentement de toutes les parties pouvait être invoquée par l'enfant dont elle établissait la filiation (4).

(V<sup>o</sup> Albist Dusquet—C. J. Dusquet.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL. — Considérant que l'état et la filiation de Jeanne sont clairement établis par le témoignage de dix témoins entendus dans son enquête, et que la demoiselle Julie Albist (fille légitime de Dusquet) ni son auteur (la veuve Dusquet, décédée dans l'instance) n'ont élevé à cet égard aucune difficulté; — Confirme, etc.

Du 30 pluv. an 12. — Trib. d'app. de Bordeaux.

## MINEUR.—LICITATION.—NULLITÉ.

Une adjudication de biens de mineurs, par suite de vente sur folle enchère, est nulle, si elle a été faite au-dessous du prix de l'estimation originaire, sans une nouvelle autorisation du tribunal qui a ordonné l'adjudication (5).

(1) Cette question est aujourd'hui tranchée par l'art. 217 du Code civil. — V. sur la controverse dont elle était l'objet dans l'ancien droit, Merhiu, *Répert.*, v<sup>o</sup> Autorisation maritale, art. 6, § 3.

(2) V. conf., Cass. 26 frim. an 13 et la note.

(3) V. anal, Cass., 24 août 1830.

(4) Sans doute il en serait autrement sous le Code civil : la recherche de la paternité est interdite par des motifs d'ordre public, qu'il n'est pas permis aux particuliers de méconnaître.

(5) Il a été jugé, sous le Code de procédure, qu'une adjudication de biens indivis entre majeurs et mineurs peut être faite au-dessous de l'estimation, sans qu'il soit besoin de l'autorisation du tribunal (V. Cass., 6 juin 1821). Dans ce cas, et d'après cette jurisprudence, l'adjudication sur folle enchère pour-

(Talveau—C. Champion.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1<sup>o</sup> que la vente de folle enchère provoquée par la veuve Champion, le 14 germ. an 11, est la suite de l'adjudication faite le 17 frim. précédent au dit. Thomas; qu'alors le sort de cette seconde vente doit être réglé par les principes applicables à la première; — 2<sup>o</sup> Qu'il s'agit dans la cause de statuer sur une vente de biens de mineurs; — 3<sup>o</sup> Que l'expert nommé pour procéder aux visites et estimation de la maison dont s'agit, en avait porté le prix à 7,500 fr.; — 4<sup>o</sup> Que la veuve Champion n'a été autorisée par aucun jugement à vendre au-dessous de l'estimation; — 5<sup>o</sup> Que, quels que soient les droits des mineurs Talveau, tant contre le premier adjudicataire, que contre la veuve Champion, la vente faite à celle-ci n'en demeure pas moins infectée d'une nullité radicale; — Déclare, etc.

Du 1<sup>er</sup> vent. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

## FEMME.—AUTORISATION.

Du 2 vent. an 12 (off. Caroly). — Trib. d'app. de Bruxelles. — V. ce jugement à la date du 12 vent. an 12.

## TRANSCRIPTION DE VENTE.—RENTE FONCIÈRE.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, la transcription purgeait les rentes foncières non inscrites. (L. 11 brum. an 7, art. 11.) (6)

(Tayole—C. Bertrand.)

Du 2 vent. an 12. — Trib. d'app. de Nîmes.

## SAISIE IMMOBILIÈRE.—JUGEMENT.—NULLITÉ.

La jugement qui prononce sur des nullités proposées contre la procédure de saisie immobilière, est soumis aux formalités ordinaires des jugements (7).

(Mauris Ste-Cécile—C. N...)

Dans l'espèce, le jugement de première instance ne contenait ni questions de droit, ni motifs.

Du 2 vent. an 12. — Trib. d'appel de Nîmes.

## LETTRE DE CHANGE.—BILLET À ORDRE.—PRESCRIPTION.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1673 (titre 5, art. 21), la prescription de cinq ans ne s'appliquait qu'aux billets et lettres de change; elle ne s'appliquait pas aux simples billets à ordre : l'action en paiement de ces billets ne se prescrivait que par trente ans. — A cet égard, l'art. 189 du Code de commerce est introductif d'un droit nouveau (8).

(Degavre—C. Mathieu.)

Du 3 vent. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

rait être faite au-dessous de l'estimation sans autorisation préalable, et l'autorisation ne serait requise que lorsque la licitation aurait lieu entre des mineurs seulement.

(6) Il en serait de même sous le Code, puisque l'inscRIPTION est le complément indispensable des hypothèques. — Sur ce qui avait lieu sous le régime hypothécaire de 1771, V. Cass., 12 pluv. an 11.

(7) V. conf., Rennes, 4 janv. 1813. — Mais il en est autrement du jugement qui prononce l'adjudication, V. Cass., 27 fruct. an 10; 13 vend. an 11, et les notes.

(8) V. dans le même sens, Paris, 3 niv. an 10. — V. au surplus *Jurisprud.* du XIX<sup>e</sup> siècle, v<sup>o</sup> Lettres de change, § 13, n<sup>o</sup> 183 et suiv.

**MARIAGE.—PUBLICITÉ.—MAISON COMMUNE.—BANS.**

*Un mariage contracté sous l'empire de la loi du 30 sept. 1792 n'est pas nul, par cela seul qu'il a été fait hors de la maison commune, sans publications de bans au domicile du mari, et sans inscription sur un registre timbré (1).*

(Rochet—C. Halloswez, Jary.)

Du 4 vent. an 12.—Trib. d'appel de Paris.

**PÈREMPTION D'INSTANCE. — DÉCÈS.**

*Avant le Code de procédure, le décès de l'une des parties interrompait le cours de la péremption (2).*

(Bos et héritiers Mus.)

Du 5 vent. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

**RÉMÈRE. — TUTEUR.**

*Le tuteur ne peut exercer la faculté de rachat au nom de ses mineurs, sans l'autorisation du conseil de famille. C'est là une action immobilière dans le sens de l'art. 464 du Code civil (3).*

(Lafontaine — C. Pillion.)

Du 6 vent. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

**DOMAINES NATIONAUX. — BAIL. — DATE CERTAINE.**

*En Belgique, le bail d'un domaine national, sans date certaine antérieure au 1<sup>er</sup> janv. 1794, est nul à l'égard de l'acquéreur.*

(Verbeck — C. Roussille.)

Du 7 vent. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.

**LETTRES DE CHANGE. — PROTÊT. — RECOURS. — DÉLAI.**

*Sous l'empire de l'ordonn. de 1673, la dénonciation en temps utile du protêt d'une lettre de change à l'endosseur, conservait l'action récursoire contre cet endosseur, sans qu'il fût nécessaire que l'action fût formée dans le même délai (4).*

(Frères Houbeque — C. Wandewoestque)

Du 7 vent. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.

**ÉCHANGE. — REVENDICATION. — TIERS DÉTENTEUR.**

*L'échangiste évincé de la chose par lui reçue en échange, peut, selon les lois romaines, revendiquer la chose qu'il a donnée, alors qu'elle a passé dans les mains d'un tiers-acquéreur (5).*

(Labeur—C. héritiers Oulibon.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL.** — Considérant que c'est mal à propos que le tribunal de première instance a refusé à Labeur le délaissement de la vigne par lui baillée en échange à Baron et Gousse, mariés,

(1) V. Dans le même sens, *Cass.* 13 fruct. an 10 et la note.—V. aussi *Cass.*, 12 prair. an 11.

(2) V. C. de proc., art. 342 et 397.

(3) V. en sens contraire, *Riom*, 4 déc. 1822.

(4) Cette décision est conforme à l'opinion de Savary, t. 2, parère, 8, et de Pothier, du *Cont. de change*, n° 149; mais contraire à l'opinion de Merlin, *Répert.*, v° *Endossement*, n° 6. — L'art. 165, C. de com., a donné raison à Merlin : il ne suffit pas au porteur de notifier le protêt à l'endosseur, il doit de plus assigner ce dernier dans la quinzaine. — Sur la question

actuellement jointe par les héritiers Oulibon, sous prétexte que ledit Oulibon n'ayant pas traité avec ledit Labeur, la garantie contre lui exercée par ce dernier n'était pas fondée; — Que cette décision est contraire au texte littéral de la loi 1<sup>re</sup>, C., de rer. permul., qui veut que, « dans le cas d'un échange, le copermutant évincé ait la faculté, ou de réclamer des dommages-intérêts, ou de reprendre la chose qui avait été donnée en contre-échange, sans distinguer si elle a été aliénée, ou si elle se trouve encore entre les mains de l'autre copermutant; » — Qu'en vain on oppose la loi 4, même titre, au Code, ainsi que les auteurs qui ont écrit sur cette loi, parce que l'espèce qu'elle renferme n'est pas applicable au cas actuel; l'hypothèse de cette loi est celle où, après avoir traité d'un échange, l'un des copermutans n'obtient pas la tradition de la chose qu'on lui avait promise en contre-échange, tandis que la sienne a été déjà reçue et aliénée par l'autre copermutant; dans lequel cas, la loi décide que le tiers-acquéreur ne peut être forcé au délaissement; qu'il n'est pas, comme l'on voit, question d'éviction dans cette loi; que le cas pour lequel elle est faite ne peut pas même en supposer, puisqu'il est impossible que le copermutant dont elle s'occupe ait souffert d'éviction, n'ayant jamais été en possession de la chose promise; qu'il ne s'agit donc, dans cette loi, que du droit qu'on a, ou de l'action qu'on peut exercer dans le cas de l'inexécution d'un contrat d'échange; — Que c'est d'après cette précision que plusieurs auteurs, tels que Cujas, Dumoulin et autres, ont décidé que le copermutant évincé peut revendiquer du tiers-acquéreur l'objet qu'il avait donné en échange, et que plusieurs arrêts l'ont jugé ainsi; — Que c'est sur les mêmes principes que la question fut ainsi décidée par le tribunal lui-même, le 7 floréal an 10, dans le procès de Pierre Combes, Izarn, Mirail et autres, au rapport de Ricard; — Qu'il y a donc lieu de réformer la disposition du jugement attaqué à cet égard par ledit Labeur, et de lui accorder le délaissement par lui demandé; — Par ces motifs, etc.

Du 7 vent. an 12.—Trib. d'appel de Toulouse.—Prés., le cit. Desazars.—Concl., le cit. Bribes.—Pl., les cit. Barrué, Marion, Bourniquel, Astré, Albéno et Dreulhe.

**PRIVILÈGE.—BAILLEUR.—COLON PARTIAIRE.**

*Les propriétaires d'héritages ont un privilège sur la portion de fruits dévolue au colon partiaire, non-seulement pour le prix de ferme, mais encore pour les dommages-intérêts résultant de l'inexécution des obligations du bail (6).*

(Soulier — C. Crémien.)

Du 7 vent. an 12. — Trib. d'appel de Nîmes.

**RETRAIT SUCCESSORAL. — ACQUÉREUR A TITRE PARTICULIER.**

*Lorsque les héritiers ont partagé la succession*

de savoir s'il faut non-seulement assigner l'endosseur, mais encore obtenir jugement contre lui dans la quinzaine, V. le *Dictionn. du contentieux commercial*, v° *Lettre de change*, n° 316.

(5) V. conf., Toulouse, 7 flor. an 10, et en sens contraire, *Cass.*, 16 prair. an 12 et la note.

(6) Ce point ne peut pas faire question sous le Code civil, l'art. 2103 disposant formellement que le privilège du locateur sur les fruits, a lieu pour tout ce qui concerne l'exécution du bail. V. au surplus Pothier, du *Louage*, n° 227, et Troplong, *Pris. et Hyp.*, n° 149 et 150.

et qu'un objet est demeuré indivis, l'acquéreur d'une partie de cet objet ne peut être évincé moyennant remboursement par les cohéritiers du vendeur : à ce cas ne s'applique pas l'art. 841 du Code civil (1).

(Pillin — C. Lafontaine.) — JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que la cession faite par la demoiselle Lafontaine, ne s'étend pas à une universalité de droits successifs dans la succession de sa mère, mais seulement à son huitième dans le domaine de Gagny, et à son quart dans un autre immeuble à elle attribué par l'acte de partage; d'où il suit que la disposition du Code civil invoquée par Lafontaine, n'est point applicable à la cause; — Rejette, etc.

Du 9 vent. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

### DIVORCE. — NULLITÉ.

Les divorces antérieurs au Code civil peuvent être querellés de nullité comme ayant été obtenus sur une cause fautive (2).

(Mac-Mahon — C. demoiselle Latour.)

Du 9 vent. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

### INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — CESSION.

#### — SIGNIFICATION.

Le cessionnaire d'une créance hypothécaire ne peut, avant la signification du transport, prendre inscription en son nom personnel sur le débiteur cédé. — Les créanciers du débiteur cédé, peuvent faire annuler cette inscription. (Cod. civ., 1165, 1298.) (3)

(Chenet — C. Saint-Phale.)

Le tribunal civil de la Seine avait jugé la question en ce sens, par jugement du 14 niv. an 11, dont voici les motifs: — « Attendu que Fera Saint-Phale n'a point justifié qu'il ait fait signifier à Lacage le transport à lui fait par Audibert-Mallet, ce qui fait présumer qu'en effet ce transport n'a jamais été signifié; — Attendu que, du défaut de signification, il résulte que Fera St-Phale n'a jamais été valablement saisi, que par conséquent, il n'a jamais en ni titre ni qualité pour prendre inscription sur Lacage; — Attendu que les derniers à distribuer sont le prix de la vente faite par Lacage, dont Fera Saint-Phale n'est point créancier. » — Appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 10 vent. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

### ADOPTION. — ACTE AUTHENTIQUE. — ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE.

Avant le Code civil, une lettre dans laquelle un individu a déclaré adopter une personne désignée, a pu être considérée comme une adoption authentique dans le sens de la loi du 25 germ. an 11, lorsqu'elle a été suivie d'une déclaration de la commune qui a prononcé la validité de l'adoption.

Encore qu'un père ne pût adopter son enfant naturel reconnu (4), la reconnaissance qu'il ferait de l'enfant par lui adopté, ne détruirait point les effets de l'adoption, surtout si l'enfant ne consentait pas à la reconnaissance.

(Saint-Valentin — C. Hesse.)

La demoiselle St-Valentin, baptisée en 1783, comme née de père inconnu, avait été adoptée en 1793 par le cit. Hesse, puis reconnue par ce dernier en l'an 2, comme sa fille naturelle. — Après le décès du cit. Hesse en l'an 9, ses héritiers légitimes ont contesté l'adoption de la demoiselle St-Valentin, comme n'ayant été faite que par une lettre missive adressée à la municipalité de Donrden; en tout cas, ils ont soutenu que la reconnaissance qu'il avait suivi cette adoption en avait anéanti les effets, parce qu'on ne pouvait adopter son enfant naturel reconnu. — La demoiselle St-Valentin répondait que, la lettre de son père a été déposée, consignée sur les registres de la municipalité, équivalait à un acte authentique; que quant à la reconnaissance ultérieure, elle ne pouvait lui être opposée, parce qu'elle ne l'avait jamais acceptée, et qu'à cet égard, son tuteur seul avait pris qualité pour elle dans un inventaire.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Attendu que ni défunt Hesse, par sa reconnaissance de paternité, ni le tuteur, par une qualification donnée indiscrètement, n'ont pu enlever à la fille St-Valentin, contre sa volonté, l'état et les droits de l'adoption lui assurait; déterminé au surplus, quant aux motifs de l'adoption, par les motifs qui ont déterminé les premiers juges, — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 11 vent. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

### FEMME. — AUTORISATION. — COMMERCE.

La femme qui ne fait que le détail du commerce de son mari, ne l'oblige pas valablement sans son autorisation (5).

(Blondeau — C. Caroly.)

Dans l'espèce, Caroly prétendait que la femme Blondeau qui, habituellement, prenait part aux affaires commerciales de son mari, lui avait affrété le bateau de ce dernier pour un transport de charbon de terre de Jemmapes à Bruges. — Blondeau déniait le marché, et soutenait que dans tous les cas sa femme n'avait pu l'obliger sans son autorisation.

Un jugement du tribunal de Mons, condamna cependant Blondeau à exécuter le transport. — Appel.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que la femme Blondeau n'est pas marchande publique, faisant un commerce séparé de son mari, condition requise par l'art. 220 du Code civil publié lors de la convention; — Qu'il n'est pas prouvé au procès

de la Vente, n° 204; Troplong, de la Vente, n° 294; Prie, et Hypp., n° 305.

(4) V. sur cette question controversée, l'arrêt de Paris du 15 germ. an 12, et la note qui l'accompagne et où se trouve résumé l'état de la jurisprudence.

(5) V. dans le même sens, Cass. 25 janv. 1821, 2 avril 1822, et en sens divers, Jurisprud. du XIX<sup>e</sup> siècle, v° Femme, n° 42 et suiv., et v° Approbation d'écriture, n° 35 et suiv. V. encore le Dictionn. du contentieux commercial, v° Femme, n° 10; Vincens, t. 1, p. 230; Pardessus, t. 1, n° 66; et Favard, Répert., v° Commerçant, n° 5.

(1) V. dans le même sens, Cass., 9 sept. 1806, et 22 avril 1808; Rouen, 24 mars 1806; — Mais V. en sens contraire, Turin, 18 mars 1808, — Toullier, t. 4, n° 447, et Duranton, t. 7, n° 201, adoptent la doctrine du jugement ci-dessus.

(2) Cassé le 22 mars 1806, V. à cette date, 1<sup>er</sup> part.

(3) V. en sens contraire, Paris, 13 vent. an 13; Cass., 25 mars 1816, et 11 août 1819. C'est aussi dans ce dernier sens que se sont prononcés la plupart des auteurs, se fondant sur ce que l'inscription n'étant qu'une mesure conservatoire, V. Davergier

que ladite femme Blondeau ait été instituée ou commise par son mari pour recevoir les engagements ou frêt de son bateau ; qu'au contraire, on voit que celui-ci avait antérieurement fait le frêt dudit bateau sans la participation de sa femme ;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 12 vent. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.

#### SAISIE IMMOBILIÈRE.—OFFICIERS.—NOMS.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, que les affiches annonçant la vente sur saisie immobilière, contiennent les prénoms du débiteur saisi (1).

(Pagnières — C. Tester.)

Du 12 vent. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

#### INSCRIPTION DE RENTE. — PRIVILÈGE. — HYPOTHÈQUE.

La loi du 8 niv. an 6, qui a défendu toutes oppositions sur les inscriptions du tiers-consolidé, a par cela seul, supprimé sur les effets de cette nature les privilèges et hypothèques réservés par l'art. 161 de la loi du 24 août 1793. (2)

(Créanciers et veuve Sicard.)

Du 12 vent. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

#### ENFANT NATUREL. — PRÊTRE. — RECONNAISSANCE. — JUGE DE PAIX.

Sous l'empire du Code civil, un ex-chanoine a pu reconnaître un enfant naturel qu'il avait eu antérieurement : on ne peut opposer à cette reconnaissance les anciennes lois canoniques, qui réputaient incestueux ou adultérins les enfants des prêtres ; ni, par suite, la loi civile, qui défend la reconnaissance de ces enfants.

La reconnaissance d'un enfant naturel est valablement faite devant un juge de paix (3).

(Brunel — C. Brunel.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;— Considérant que les nouvelles lois civiles n'ayant pas excepté les religieux de la faculté de consister la filiation, les actes de Brunel sont régis par les mêmes principes que les actes émanés des autres citoyens ;—Que la loi du 3 germ. an 11, art. 325, n'a désigné comme indignes de la légitimation, que les enfans incestueux ou adultérins ; d'où il suit que toute autre exception ne peut être admise par les tribunaux ; — Que l'art. 10 de la loi du 12 brum. an 11, a fait dépendre du Code civil l'état et les droits des enfans naturels dont les père et mère décédèrent dans l'intervalle de cette même loi à la publication du Code ;—Que le législateur, indiquant un officier public, sans autre désignation plus précise, en employant l'expression *suffra*, paraît ne pas exiger exclusivement le ministère de l'of-

ficier chargé de l'état civil ; — Que l'orateur du tribunal, Grenier, a exposé littéralement dans son discours que la reconnaissance d'un enfant devait être faite devant l'officier de l'état civil, ou devant un officier quelconque ; — Que les enfans naturels légalement reconnus ne sont, depuis le Code civil, que des enfans sur les biens de leur père ; qu'ils sont privés du droit de famille que leur donnait la loi du 12 brum. ; que la reconnaissance qu'en fait le père est un acte étranger à la famille ; que, par conséquent, l'acte récessif de l'ex-chanoine Brunel est un contrat qui annonce simplement à son fils la créance que la loi, titre des Successions, assigne à l'enfant naturel reconnu ; — Que la possession d'état concourt avec l'acte de reconnaissance en faveur de l'appelant, qui a reçu les soins les plus assidus de la paternité, la dénomination de *cher fils* dans toutes les lettres de son père, et constamment la démonstration de la plus touchante sollicitude pour son éducation et son avancement dans la société ; — Dit avoir été mal jugé, etc.

Du 14 vent. an 12. — Trib. d'app. de Grenoble. — 1<sup>re</sup> sect.

#### 1<sup>re</sup> QUITTANCE.—PROTESTATION.

#### 2<sup>o</sup> JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.—EXÉCUTION.

1<sup>o</sup> Les clauses et protestations qu'un huissier insère dans la quittance qu'il donne au débiteur poursuivi, ne peuvent, si elles présentent quelque équivoque, s'interpréter au préjudice du créancier. Elles doivent s'interpréter plutôt en sa faveur.

2<sup>o</sup> L'exécution d'un jugement par défaut n'est pas suspendue par une opposition faite après le délai de huitaine. Il n'est pas nécessaire d'en faire prononcer la nullité avant de continuer les poursuites (4).

(Vanpoucke — C. Certout et Blanckaert.)

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ;—Attendu que la clause sous préjudice à tous droits, dans la quittance donnée par l'huissier chargé des intérêts de la veuve Vanpoucke, ne peut et ne doit être entendue que dans l'ordre de ces mêmes intérêts, et non en faveur de celui qui ne parle pas ;

Attendu que, par la raison seule que l'opposition a été faite après le délai de huitaine, pendant laquelle la loi suspend l'exécution, se prévaloir d'une opposition en ces cas, c'est s'attribuer un avantage que la loi n'accorde pas, et que par conséquent la partie n'est pas tenue de respecter ; — Déclare Certout et Blanckaert non recevables.

Du 14 vent. an 12. — Trib. d'app. de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

#### APPEL.—JUGEMENT INTERLOCUTOIRE.

Le premier juge ne peut procéder en exécution

conclure de son silence à cet égard, que non-seulement l'officier de l'état civil, mais aussi les notaires et les juges de paix assistés de leurs greffiers, ont qualité à cet effet. V. aussi Loiseau, des *Enfans naturels*, p. 458. Il a même été jugé qu'une reconnaissance était valablement reçue par un greffier de justice de paix, hors la présence du juge. V. Cass. 15 juin 1824. — Mais Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> *Filiation*, n<sup>o</sup> 6, refuse ce droit au juge de paix (à plus forte raison au greffier) alors qu'il exerce une juridiction simplement volontaire et non pas contentieuse.

(4) V. dans le même sens. Cass. 12 nov. 1806 ; Montpellier, 28 fév. 1810. V. aussi Carré, *Procédure*, t. 1, p. 390, note 2 ; et Berriot, p. 399, note 12, n<sup>o</sup> 2.

(1) V. dans le même sens, Paris, 8 germ. an 13. — Il en serait de même sous le Cod. de proc. civ. d'après un autre arrêt de la Cour de Paris, du 20 août 1814. Mais cette jurisprudence est combattue par Huet, p. 136, n<sup>o</sup> 2. Suivent cet auteur, par ces mots : les noms du saisi et du saisissant, dont se sert l'art. 682 du C. de proc., il faut entendre les noms et prénoms, autrement le législateur aurait dit le nom du saisi et du saisissant. Cette jurisprudence est en contraire approuvée par Chauveau, *Journal des Avoués*, v<sup>o</sup> *Saisie immobilière*, n<sup>o</sup> 35.

(2) V. cependant Paris, 25 nov. 1814.

(3) « La loi n'ayant pas désigné l'officier public compétent (dit M. Duranton, t. 3, n<sup>o</sup> 212) pour recevoir l'acte authentique de reconnaissance, on doit

d'un jugement interlocutoire, au préjudice de l'appel qui en est interjeté (1).

(Damortier.)

Du 14 vent. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.

# INTERDICTION. — MINISTÈRE PUBLIC. — ACTION.

*En matière d'interdiction provoquée par les parents pour cause de démence, le ministère public ne peut être intimé sur l'appel, encore que le défendeur ait fait défaut en première instance (2).*

(La dame Laurent—C. le min. pub.)

Dans l'espèce, de ce que la partie contre laquelle on provoquait l'interdiction avait fait défaut en première instance et qu'il était probable qu'elle ferait également défaut sur l'appel, le demandeur en interdiction conciait qu'il avait pu valablement intimé le ministère public, à raison de la double qualité qu'il lui supposait de partie jointe et de partie privée, en matière d'interdiction. — Le ministère public répondait que l'art. 491 du Code civil ne lui conférait d'une manière absolue le caractère de partie privée, qu'au cas où l'interdiction devrait être provoquée pour cause de fureur; qu'aux cas d'imbécillité ou de démence, ce caractère lui était seulement attribué à l'égard des individus qui n'avaient ni époux, ni parents connus. Or cette circonstance ne se rencontrant pas dans l'espèce, le ministère public en inférait qu'il ne pouvait tenir lieu du défendeur défaillant sur l'appel.

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que ne s'agissant, dans la cause, que d'une interdiction pour cause de démence, la poursuite ne doit s'en faire, aux termes de l'art. 485 de la loi du 6 germ. an 11 (C. civ., 491), que par les parents, et que le commissaire du gouvernement ne peut agir qu'au défaut de ceux-ci; que dès lors, provoquant eux-mêmes l'interdiction, c'est mal à propos que le commissaire du gouvernement près le tribunal de première instance étant à Arbois, a été intimé sur l'appel par la dame Laurent; — Licencie de cause le commissaire du gouvernement, etc.

Du 15 vent. an 12.—Trib. d'appel de Besançon.

# 1° DERNIER RESSORT.—DEMANDE INDÉTÉRMINÉE.

## 2° DONATION.—RÉSERVE.

1° *Est en premier ressort le jugement qui, bien que rendu contre un donataire, sur une demande inférieure à 1,000 francs, le considère néanmoins comme indéfiniment tenu des dettes du donateur.*

2° *Dans une donation faite en contrat de mariage, la partie de ses biens qu'un donateur s'est réservée pour en disposer à son décès, ne peut, avant ce décès, être réclamée par ses créanciers (3).*

(1) Aux termes de l'art. 457 du C. de proc., l'appel des jugements définitifs ou interlocutoires, est suspensif si le jugement ne prononce pas l'exécution provisoire dans le cas où elle est autorisée.

(2) C'est ce qui résulte de l'art. 490 qui autorise les parents ou le conjoint seul, à provoquer l'interdiction dans les cas ordinaires, et de l'art. 491 qui ne donne ce droit au ministère public, quand il y a des parents ou un conjoint, que dans le cas de fureur. et pour les autres cas, que lorsqu'il n'y a ni parents ni conjoint. V. Duranton, t. 2, n° 717 et 723; et Toullier, t. 2, n° 1318.

(Gaudoy—C. Chailion).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'en refusant d'avoir égard à la répudiation des biens à venir faite par Pierre Gaudoy, le jugement dont est appel a prononcé sur un objet indéterminé, puis qu'il paraissait soumettre le donataire à payer toutes les dettes à venir du donateur;

Que, par la clause de la donation, il est dit que la réserve n'a été faite par le donateur que pour en disposer en dernière volonté;—D'où il résulte que la demande ne pouvait être formée par les créanciers du donateur qu'après son décès; — Infirme, etc.

Du 15 vent. an 12.—Trib. d'appel de Grenoble.—1<sup>re</sup> sect.

## TESTAMENT.—RÉVOCATION.

*La révocation d'un testament peut résulter, en l'absence d'une clause expresse, de certaines circonstances de fait (4).*

(Godon—C. Borelli).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que la question de savoir si le testament fait par défunt François-Louis Godon subsistait ou était révoqué au jour de son décès, est une question de volonté; que celle dudit Godon se manifeste par une réunion de circonstances auxquelles il est impossible de la méconnaître; qu'en premier lieu, il s'agit d'un testament fait en Espagne le 14 mars 1793, époque où ledit Godon était obligé, comme tous les Français, de quitter précipitamment le territoire espagnol, et de retourner en France, voyage que la guerre déclarée et l'animosité libre existante entre les deux nations pouvait faire regarder comme hasardeux; qu'un pareil testament, comparable jusqu'à un certain point à ceux qui sont faits en mer ou à la veille d'une bataille, est plus susceptible qu'un autre d'une présomption de révocation de la part du testateur retiré dans ses foyers;—Qu'en second lieu, ledit Godon était garçon lorsqu'il a fait son testament;—Que, revenu en France, il s'était marié et est devenu successivement père de deux enfants;—Que ce changement dans l'état et les rapports dudit Godon peut en faire présumer d'autres dans ses dispositions, quelque testamentaires;—Qu'en troisième lieu, peu après le retour en France et le mariage de Godon, est intervenue la loi du 5 brum. an 2, qui, en réduisant pour l'avenir à des bornes très étroites la faculté de tester, annulait, pour le passé, dans les termes les plus forts comme les plus généraux, toutes les dispositions à cause de mort, faites par un citoyen encore vivant; quo tout le monde fut convaincu à la vue de cette loi, et avant qu'elle fût interprétée et modifiée par la législation subséquente, que tous les testaments, quels qu'ils fussent, dont les auteurs étaient encore vivants, avaient été annulés per cette loi, soit qu'ils continssent des dispositions universelles, ou seulement des dispositions particulières, et que François-Louis Godon a dû vé-

(3) La raison de décider dans l'espèce était que la donation étant en contrat de mariage, il y avait droit irrévocablement acquis pour le donataire à l'objet réservé, si le donateur n'en disposait pas.—P. Nîmes, 4 prair. an 10.

(4) Décision toute spéciale, qui ne saurait faire règle de jurisprudence au préjudice de l'art. 1035 du Cod. civil, qui dispose que les testaments ne peuvent être révoqués que par un testament postérieur, ou par acte devant notaires, portant déclaration du changement de volonté.

cessairement partager cette opinion; que, dès lors, il a dû regarder son testament comme non avenu, et s'il voulait le faire subsister en tout ou en partie, il devait le remplacer par un testament nouveau ou par des dispositions entre-vifs; —Qu'il paraît avoir pris ce dernier parti, et qu'en effet (cette quatrième circonstance est définitive), après les lois de brumaire an 2, immédiatement après les 26 et 27 du même mois de brumaire, on voit François-Louis Godon passer successivement, au profit de ses légataires particuliers, divers contrats de constitution de rente viagère, par lesquels il leur assure un sort peu différent de celui que leur faisait son testament; —Qu'il n'est pas douteux que ces contrats, en apparence d'un titre onéreux, ne sont que des donations déguisées; que les légataires, par leur peu de fortune, étaient hors d'état de fournir les valeurs, et que Godon n'avait lui-même aucun besoin de ces valeurs, qu'il, d'ailleurs, fournies en assignats, auraient été de peu d'usage dans son commerce; —Que si la quotité des rentes ne répond pas entièrement à celle des legs portés par le testament, cette différence s'explique, et par la nature des libéralités qui, faites entre-vifs, étaient susceptibles d'une exécution présente, et par les changements que le mariage avait introduits dans la situation de Godon et dans ses devoirs sociaux; qu'enfin, dans ses contrats de constitution, aucun de ses légataires n'a été oublié; qu'enfin, François-Louis Godon, retourné en Espagne après la paix, s'est fait remettre son testament par celui qu'il en avait fait dépositaire, en a brisé les cachets ainsi que l'enveloppe, et l'a rapporté avec lui en France tel qu'il était sans prendre même la précaution dont il connaissait mieux qu'aucun autre la nécessité, lui, négociant, faisant tout son commerce avec l'étranger, de le faire légaliser par le commissaire des relations extérieures; en sorte que le testament dont Silvain Godon réclame l'exécution, et qui forme l'unique base de la demande, n'est pas encore en ce moment représenté dans une forme légitime; —Qu'en sixième lieu, François-Louis Godon, de retour en France avec ce testament, au lieu de le refaire, de le traduire au moins dans sa langue maternelle, et de lui donner une forme usitée parmi nous, ce qu'il était aisé en prenant la forme

du testament olographe, paraît l'avoir entièrement oublié; —Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 15 vent. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.

#### JUGEMENT.—SIGNIFICATION.—NULLITÉ.

*Le jugement qui ordonne à une partie de produire ses moyens de défense dans un certain délai, doit lui être signifié à personnes ou domicile, sous peine de nullité de toutes procédures ultérieures.*

(Pistone—C. Bongioanni et Tana.)

Du 16 vent. an 12.—Trib. d'appel de Turin.

#### DISPOSITION UNIVERSELLE.—ABROGATION.

*Les dispositions universelles antérieures aux lois des 17 niv. et 22 vent. an 2, et annulées par elles, n'ont été remises en vigueur ni par la loi du 4 germ. an 8, ni par la Code civil (1).*

(Maxoyer—C. Deydler.)

Du 16 vent. an 12.—Trib. d'appel de Nîmes.

#### CONTRAT DE MARIAGE.—INSINUATION.

*Sous l'ancien droit, un contrat de mariage portant exclusion de communauté ne pouvait être opposé aux tiers, lorsqu'il n'avait pas été insinué.*

(Monroe—C. Lefoulon.)

Du 17 vent. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

#### JUGEMENT DÉFINITIF.—APPEL.—EXPERTISE.

*Un jugement qui ordonne une expertise dont l'admission suppose qu'un acte reconnu inattaquable par décision passée en force de chose jugée pourrait être annulé, peut être considéré comme un jugement définitif, et, en conséquence, est susceptible d'appel avant le jugement définitif, bien qu'il ne mette pas fin à la contestation. (L. 3 brum. an 3, art. 6.) (2).*

(Davilliers—C. Davilliers.)

Du 18 vent. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

infirmer la sentence dont est appel: en ordonnant une simple estimation, elle juge définitivement que c'est ici un acte contre lequel le moyen de lésion doit être admis; elle fait dépendre la cause, d'un calcul et d'une balance d'intérêts que la loi rejette en cette matière, et par conséquent, elle fait un tort irréparable à la partie. » Ces considérations sont décisives: aussi toute législation qui n'admet pas la distinction entre les jugemens interlocutoires et les jugemens préparatoires, reconnaît-elle au moins la faculté d'appel avant le jugement définitif pour les décisions qui ordonnent une preuve illégale. Cette faculté a été expressément consacrée par la loi de procédure du canton de Genève qui a reproduit au surplus la disposition de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, et elle était implicitement autorisée par l'esprit, sinon par le texte de ce dernier article, ainsi que la juridiction décide le jugement que nous recueillons ici. — Sous le Code de procédure qui distingue entre les jugemens interlocutoires et ceux purement préparatoires (art. 451, 452), il suffit que l'admissibilité d'une preuve ou opération préalable quelconque entre qu'un moyen de procédure, soit contestée par la partie adverse, pour que l'appel du jugement qui ordonne cette preuve ou cette opération soit recevable avant le jugement définitif. V. Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1616,

(1) V. dans le même sens, Cass. 19 therm. an 12, et la note; Nîmes, 2 et 30 germ. an 13.—Mais V. en sens contraire, Bruxelles, 25 niv. an 12, et 23 avril 1807; Agen, 9 pluv. an 13, et 30 avril 1806; Trèves, 10 fév. 1806; Cass. 23 nov. 1809.

(2) Cette décision pouvait souffrir difficulté sous l'empire de la loi du 3 brum. an 2, parce que, en disposant que l'appel d'un jugement préparatoire ne serait recevable qu'après le jugement définitif, l'art. 6 de cette loi semblait comprendre sous une dénomination commune tout jugement qui ne mettait pas fin à la contestation. Néanmoins, même sous l'empire de cette loi, il y avait lieu de distinguer entre les décisions qui étaient purement d'instruction et celles qui préjugeaient le fond, et de reconnaître pour ces dernières l'admissibilité de l'appel avant le jugement définitif. V. dans ce sens, Cass. 16 février 1807, et 24 octobre 1808. Dans l'espèce du jugement ci-dessus, il y avait une raison de plus d'admettre l'appel: c'est que la décision attaquée par cette voie, non-seulement préjugeait le fond; mais ordonnait une preuve interdite par la loi, puisqu'il s'agissait de prouver contre la chose jugée. Voici comment s'exprimait Cochon sur un cas semblable dans son 40<sup>e</sup> plaidoyer, t. 2 de ses œuvres: « Il faut, pour prouver le malheur dans sa source,



**SAISIE ARRÊT.—VALIDITÉ.—COMPÉTENCE.**

*Un tiers-revendiquant, pouvant suivre l'immeuble revendiqué, en quelques mains qu'il passe, n'a pas droit d'empêcher le défendeur de vendre cet immeuble ni d'en toucher le prix.—En conséquence, est nulle, comme faite sans titre, la saisie-arrêt entre les mains de l'acquéreur, pour sûreté du droit de revendication.*

*Il peut être statué en référé sur une mainlevée de saisie-arrêt (1).*

(Tourtay—C. les héritiers Menlan.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que, si la veuve Tourtay avait une action sur l'immeuble dont s'agit, ce n'était qu'une action en revendication, laquelle n'aurait pu empêcher les possesseurs actuels de vendre, ni l'acquéreur de payer le prix, sans à elle s'exposer aux suites de l'action;—Attendu que la veuve Tourtay, n'étant point créancière en titre personnel des héritiers Meulan, n'avait aucune cause personnelle d'opposition sur le prix;—Sans avoir égard aux autres motifs employés par le tribunal en référé;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 18 vent. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., les cts. Moreau et Tripière.

**ENFANT NATUREL.—DROITS SUCCESSIONNELS.**

Du 18 vent. an 12 (aff. de Graye).—Trib. d'appel de Bruxelles.—Même décision que par le jugement de cassation du 4 pluv. an 8.

**HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE.—**

**INSCRIPTION.—OBLIG. ÉVENTUELLE.**

*La stipulation de garantie faite par un acte public, antérieurement à la loi du 11 brum. an 7, donne à l'acquéreur le droit de prendre inscription hypothécaire sur les biens du vendeur, pour sûreté de l'obligation éventuelle (2).*

(Pelgé—C. Teigny.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu qu'une créance conditionnelle ou éventuelle donne lieu à l'inscription, ainsi qu'une créance pure et simple; que toute la différence de l'une à l'autre est que le créancier pur et simple peut exiger son paiement dans l'instant même, et, à défaut de paiement, poursuivre l'expropriation forcée, au lieu que le créancier conditionnel ou éventuel n'a rien à exiger pour le paiement, ne fait que conserver son droit pour l'exercer s'il y a lieu; et dans le cas même où l'ordre est introduit sur la provocation d'un autre, il peut simplement requérir que ceux qui le suivent ou sont du même rang que lui, ne soient payés qu'à la charge du rapport, et en donnant bonne et suffisante caution;—Que la créance résultant d'une obligation de garantie, telle qu'elle est censée comprise dans tous les contrats de vente, et telle que Pelgé et consorts l'ont promise expressément par l'acte du 13 messidor an 5, est visiblement une de ces dettes conditionnelles et éventuelles qui autori-

sent à former des actes conservatoires; qu'elle ne comprend pas seulement les charges hypothécaires provenant du vendeur ou de ses auteurs, mais les évictions et généralement tous les troubles, que les lettres de ratification scellées sans opposition peuvent bien assurer à l'acquéreur que l'immeuble est franc d'hypothèque, mais que l'engagement demeure tout entier quant aux évictions, et qu'il subsiste jusqu'à ce qu'une possession continuée pendant le temps prescrit par la loi ait mis l'acquéreur en état de repousser les troubles qui pourraient lui être intentés; qu'il est inutile d'examiner s'il y a un trouble apparent ou imminent; que toute la prudence humaine peut être trompée à cet égard, en se figurant qu'il n'y a point de danger là où le danger serait plus imminent; que c'est pour obvier à de pareils inconvénients que les clauses conditionnelles des contrats ont été imaginées, et qu'il suffit que l'éviction soit possible; qu'en vain on observe que la faculté de prendre inscription pour une créance purement éventuelle entrave le commerce et gêne le vendeur, qui ne peut plus disposer librement de son bien; que ce n'est là que la conséquence d'un principe d'éternelle vérité, savoir qu'on ne peut librement disposer que de ce qui est libre, et qu'une personne liée par un premier engagement n'en doit pas contracter d'autre que le premier ne soit accompli; que le vendeur néanmoins, en contractant, pouvait, s'il avait plus de bien qu'il n'en fallait, limiter l'hypothèque à tel et tel immeuble; que même, sans qu'il ait été pris de pareilles précautions, lorsqu'on voit clairement que la garantie est assurée par les biens qui restent dans les mains du vendeur, que l'opposition ou l'inscription n'a été formée que pour le gêner et le fatiguer en pure perte, l'équité demande qu'on fasse mainlevée de l'empêchement, et que c'est sans doute dans ces circonstances qu'ont été rendus quelques arrêts qui ont prescrit des oppositions hypothécaires, motivées sur des garanties; mais que, dans le cas contraire, et lorsque l'acquéreur perd entièrement ses sûretés par la vente de tous les immeubles qui resteraient à son vendeur, il serait injuste de prononcer la mainlevée de son inscription; que ce serait lui enlever sa garantie, qui dépend absolument de son hypothèque, et porter atteinte à sa propriété;—Que, dans l'espèce, l'acquéreur n'a plus aucune sûreté si on enlève son hypothèque; qu'il est de fait que les frères Pelgé, négociants à Tours, ont cessé leurs paiements; qu'ils ont vendu plusieurs immeubles qu'ils possédaient dans le département de l'Indre, et que par un dernier acte, qui a donné lieu au procès, ils ont aliéné une ferme qu'ils avaient dans le département de la Marne, le seul bien qui leur restait;—Dit mal jugé, etc.

Du 19 vent. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>er</sup> sect.

**1<sup>re</sup> RENTE FÉODALE.—ABOLITION.****2<sup>re</sup> RENTE (EN GÉNÉRAL).—GRAINS.—NULLITÉ.**

*1<sup>re</sup> Une rente constituée comme intérêt d'un capital prêté à une époque postérieure à l'abo-*

(1) L'opinion contraire a prévalu en doctrine et en jurisprudence. V. Carré, *Lois de la procédure*; quest. 1954; Berrist Saint-Frix, pag. 518, n<sup>o</sup> 17, not. 1; Turin, 15 juill. 1809; Paris, 30 mars et 3 oct. 1810.

(2) La doctrine de ce jugement ne nous semble pas devoir être suivie. Car si l'on peut prendre inscription pour conservation de l'hypothèque résultant d'une obligation éventuelle ou conditionnelle,

encore faut-il que l'hypothèque ait été consentie par l'obligé. Or, dans l'espèce il ne paraît pas que le vendeur, en garantissant tous troubles et évictions, ait consenti une hypothèque pour sûreté de cette garantie. Sur la question bien plus générale de savoir si une hypothèque peut être conférée pour sûreté d'une obligation conditionnelle, F. Troplong, *des Hypothèques*, n<sup>o</sup> 470 et suiv., et notre *Dictionnaire du contentieux commercial*, v<sup>o</sup> *Credit ouvert*, n<sup>o</sup> 6 et 7. F. aussi, Cass. 15 avril 1806.

lition de la féodalité, ne peut être réputée féodale par cela seul qu'elle aurait été annexée, par le titre constitutif, à une rente seigneuriale créée antérieurement. (L. du 17 juill. 1793.) (1).

2° Même sous l'empire de l'édit de nov. 1565, une rente en grains pouvait être valablement constituée pour un capital en argent, si la valeur des grains n'excédait pas l'intérêt légal. — Dans tous les cas, le débiteur ne pouvait se soustraire au paiement des arrérages qu'en offrant de rembourser le capital (2).

(Meaupoux—C. Delachâtre et Bompard.)

Du 10 vent. an 12.—Trib. d'appel de Bourges.

#### ENFANT NATUREL.—SUCCESSION.

Du 21 vent. an 12 (aff. Pons — C. Rey.) — Trib. d'appel d'Aix. — V. infra ce jugement sous la date du 25 vent. an 12.

#### RENTE VIAGÈRE.—DONATION.

Lorsqu'une personne place sa fortune en rentes viagères dont elle stipule la survivance au profit de ses neveux et nièces, cette stipulation quoique purement gratuite en faveur des survivanciers, ne peut être considérée comme une donation, révocable par survivance d'enfants (3).

(La veuve et les enfants Barbier.)

Le sieur Barbier de Villeneuve a placé en viager sur l'Etat 95,000 fr., formant la presque totalité de sa fortune, tant sur sa tête que sur celle de ses neveux et nièces, avec stipulation de reversibilité au profit de ces derniers. — Le sieur Barbier avait seul fourni les capitaux; la clause de survivance était par conséquent gratuite; aussi s'était-il réservé la faculté de disposer autrement, si bon lui semblerait; — Depuis il s'est marié, et a légitimé un enfant né avant son mariage; — Au décès du sieur Barbier, ses neveux et nièces ont demandé à sa veuve les inscriptions de la rente à laquelle ils prétendaient avoir droit; la veuve Barbier les leur a refusées, prétendant que la stipulation de reversibilité, étant purement gratuite, présentait une donation révoquée par la légitimation de sa fille par mariage subséquent (art. 39 de l'ordonn. de 1731).

— La contestation ayant été portée au tribunal de première instance de la Seine, jugement du 28 therm. an 11, qui ordonne la remise des titres: « attendu que les survivances établies en conséquence des édits de 1783 et 1787 ont été mises, par les dispositions de ces édits, hors des règles du droit commun; — Que la tradition opérée au profit des survivanciers ne peut être su-

jetée à d'autres réserves que celles stipulées aux contrats de constitution desdites rentes (4). »

La veuve Barbier a appelé de ce jugement, et a prétendu que les édits invoqués n'auraient mis les survivants hors du droit commun, que dans le cas où ils y eussent dérogé par une disposition formelle; que ne l'ayant pas fait, on ne pouvait induire aucune dérogation.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Adoptant les motifs des premiers juges, — Dit bien jugé, etc.

Du 24 vent. an 12.—Trib. d'appel de Paris.

#### CONCORDAT. — ATERMOIEMENT.

Dans le ci-devant Piémont, pour que les délibérations des deux tiers des créanciers auxquelles on ne reproche ni fraude ni simulation, tiennent la minorité, il n'est pas nécessaire que cette minorité ait été appelée ou soit intervenus au contrat.

Un contrat d'atermoiement est valable en la forme, quoiqu'il passé sous seing privé et hors la présence du juge (5).

(Brouet et comp.—C. Tranquillo Lajes et Foa.)

Du 25 vent. an 12. — Trib. d'appel de Turin.

#### ENFANT NATUREL.—SUCCESSION.

La loi transitoire du 14 flor. an 11, qui a donné en quelque sorte un effet rétroactif aux titres du Code civil sur la paternité, la filiation et les successions, pour régler l'état et les droits des enfants naturels, dont les pères étaient décédés depuis la loi du 12 brum. an 2 jusqu'à la promulgation du Code, n'a été faite que dans l'intérêt des enfants naturels seuls, et non pour celui des pères ou mères qui leur ont survécu.

Spécialement: Le père de l'enfant naturel dont la mère est décédée sous la loi de l'an 2, ne peut réclamer les droits attribués à cet enfant par le Code civil dans la succession de sa mère, alors que cet enfant décédé ne les a pas exercés lui-même.

Le père de l'enfant naturel ne peut, pour réclamer ce droit, lorsque la mère de cet enfant ne l'a pas reconnu, être admis à se prévaloir de l'art. 341 du Code civil pour faire preuve de la maternité.

(Rey—C. Pons.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Attendu que la reconnaissance de la prétendue mère naturelle, existante ou n'ayant pu être suppléée, le décès de Joseph Pons, avant la publication du Code, s'opposerait à ce que son père pût le représenter et invoquer les dispositions de ce Code, dont cet enfant aurait pu se prévaloir; — La disposition

peuse de services rendus par un ancien domestique, est moins une donation que le paiement d'une dette naturelle; et qu'en conséquence, il n'est pas assujéti à la révocation pour survivance d'enfants: V. Bruxelles, 16 janvier 1813.

(4) Aux termes des édits de 1783 et 1787 qui avaient ouvert des emprunts publics, avec autorisation pour ceux qui fourniraient des capitaux de stipuler des rentes viagères au profit de qui bon leur semblerait, « les rentes constituées sur plusieurs devaient être payées jusqu'au jour du décès du survivant, le tout à ceux qui se trouvaient en avoir le droit, en rapportant avec l'extrait mortuaire du prédécédé, la grosse du contrat de constitution. »

(5) V. Code de comm., art. 504 et suiv. (nouv.); 549 et suiv. (anc.).

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 8 févr. 1814.

(2) V. conf., Cass. 31 mars 1813; Merlin, Rép., v° Rente constituée, § 2, art. 2. — Le Code civil ne renouvelle pas la prohibition portée par l'édit de 1565 et par conséquent est censé l'abroger. Seulement, d'après la loi du 3 sept. 1807, les rentes constituées en grains, moyennant un capital fourni en argent doivent être réduites chaque année, d'après les mercuriales, au taux qu'elle détermine.

(3) Les circonstances particulières de la cause peuvent justifier cette décision: autrement il nous paraîtrait difficile d'admettre qu'une rente viagère constituée à titre gratuit sur la tête d'un tiers, ne doive pas être considérée comme une donation soumise à toutes les conditions de validité et de révocation qui régissent ce contrat. — Jugé qu'un acte portant constitution de rente viagère pour aliments et récom-

de l'art. 765 du Code, qui défère la succession de l'enfant naturel, mort sans postérité, au père ou à la mère qui l'a reconnu, ou par moitié à tous les deux, s'il a été reconnu par l'un et par l'autre, n'a lieu que pour les successions qui s'ouvrent à l'avenir.—La loi transitoire du 14 flor., qui a donné, en quelque sorte, un effet rétroactif aux titres du Code sur la paternité et la filiation, et sur les successions, pour régler l'état et les droits des enfans naturels, dont les pères étaient décédés depuis la loi du 19 brum. an 2, jusqu'à la promulgation du Code, n'a été faite que pour l'intérêt des enfans naturels seuls, et non pour celui des père ou mère qui leur ont survécu. Ceux-ci ne méritaient aucune faveur, et ne devaient pas être admis à jouir, pour le passé, d'un droit de successibilité qui n'avait jamais été acquis à l'enfant naturel qu'ils voulaient représenter, et qui ne leur a été accordé, pour l'avenir, que par un sentiment de préférence sur le fisc.—Considérant enfin, que la preuve offerte par Alexis Pons ne doit pas être admise, ce dernier n'est point héritier de l'enfant naturel; fût-il regardé comme tel, il ne pourrait pas s'appliquer l'art. 344 du Code, qui autorise l'enfant naturel, réclamant sa mère, à prouver qu'il est le même dont elle est accouchée; cet art. ne peut être invoqué que par l'enfant naturel, et non par ceux qui le représentent. Le silence de la loi peut d'autant moins se suppléer, qu'on autorise, dans le chap. 2 du même titre, l'action des héritiers de l'enfant légitime; et si on a restreintes les droits de ceux-ci à certains cas, comment supposer que les héritiers de l'enfant naturel aient plus de droit que ceux-là, et qu'ils aient la même faculté que l'enfant légitime, sans que la loi autorise leur action;—Débouté, etc.

Du 25 vent. an 12.—Trib. d'appel d'Alx.—Pl., tes cit. Castellan et Manuel.

#### DÉLAI.—JUGEMENT.—SIGNIFICATION.

*Lorsqu'une partie a été condamnée par jugement à payer dans un certain délai, le délai ne commence à courir que du jour de la signification du jugement (1).*

(Colombo—C. Ruffino.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que d'après les principes reçus, le délai fixé pour l'exécution d'un jugement définitif ne coule que du jour de la signification faite au débiteur;—Considérant que le tribunal de Mondovi ayant fixé aux frères Ruffino le délai de deux mois pour payer la somme y indiquée, aucun bailleur n'était autorisé à procéder aux actes exécutoires qu'après le laps dudit délai, que la signification du jugement du 8 ventôse n'ayant été faite que le 27 flor. an 10, ce jugement n'était exécutoire que deux mois après cette époque;—Qu'en conséquence, les actes exécutoires dont il s'agit, sont évidemment infectés d'abus et d'exces de pouvoir de la part des officiers qui y procédaient;—Dit avoir été bien jugé, etc.

(1) Néanmoins, les actes conservatoires sont valables nonobstant le délai accordé (Cod. proc. 125).

(2) En effet, comme le dit le jugement, admettre un enfant à prouver que c'est à lui que s'applique cette vague reconnaissance, serait admettre la recherche de la paternité. — Il a cependant été jugé (Bastia, 17 août 1820) que l'identité d'un individu qui se prévaut d'une reconnaissance d'enfant naturel, avec l'enfant naturel que cette reconnaissance concerne, pouvait être prouvée. Mais dans l'espèce de cet arrêt la reconnaissance contenait une désignation expresse, par les nom et prénoms, de l'enfant naturel reconnu.

Du 28 vent. an 12.—Trib. d'appel de Turin.—1<sup>re</sup> sect.—Concl., le ek. Ricciardi, subst.

#### ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.—IDENTITÉ.

*Dans une reconnaissance d'enfant naturel, l'enfant doit être désigné par tous les caractères propres à en établir l'individualité.*

—Ainsi, la reconnaissance par laquelle le père déclare seulement qu'il a un enfant naturel, n'est d'aucun effet. (Cod. civ., art. 334 et 340.) (3)

(Rivière—C. la demoiselle Vallon.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Considérant que l'acte susdit ne prouve pas que le sieur Rivière soit le père de l'enfant né de Claudius Vallon;—Considérant que la recherche de la paternité non reconnue est interdite par l'art. 340 du Code;—Du qu'il a été bien jugé, etc.

Du 20 vent. an 12.—Trib. d'appel de Lyon.—1<sup>re</sup> sect.

#### PROROGATION DE JURIDICTION.—JUGE DE PAIX.—CONCILIATION.

Du 29 vent. an 12 (aff. Foisano).—Trib. d'appel de Turin.—Même décision que par le jugement du 3 frim. an 9 (aff. Delmining).

#### COMPTE DE TUTELLE.—PRESCRIPTION.

*Avant le Code civil comme aujourd'hui, le majeur qui a traité avec son ci-devant tuteur, avant toute reddition de compte, n'a que dix ans pour demander la nullité du traité (3).*

(Chany—C. Couset.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL:—Attendu que l'art. 475 du Code civil, qui prescrit par dix années entre les mineurs et le tuteur toute action au sujet de la tutelle, se rapporte aux anciennes ordonnances qui n'accordaient que dix ans pour la restitution des actes des mineurs, et notamment aux ordonnances de 1510 et 1539;—Attendu qu'il s'est écoulé plus de dix ans, avant la demande, depuis la cession dont il s'agit;—Dit qu'il a été mal jugé.

Du 30 vent. an 12.—Trib. d'appel de Riom.—1<sup>re</sup> sect.

MARIAGE.—OPPOSITION.—CONCILIATION. 29  
*La demande en mainlevée d'opposition à un mariage n'est pas dispensée du préliminaire de la conciliation (4).*

(Mignon—C. veuve Bordeaux.)

Du 30 vent. an 12.—Trib. d'appel d'Amiens.

#### USUFRUIT LÉGAL.—LOI.—EFFET RÉTROACTIF.

*L'art. 384 du Code civil qui accorde à la mère, après la dissolution du mariage, la jouissance des biens de ses enfans mineurs, profite à la mère, encore qu'elle soit devenue veuve avant la promulgation du Code (5).*

(3) La question de savoir si l'art. 475, Cod. civ., est applicable à l'action en nullité des traités intervenus avant le compte, on en rescision du compte, est controversée en jurisprudence. V. Cass. 14 nov. 1820, et la note.

(4) V. dans le même sens, Bordeaux, 12 fruct. an 13;—Mais en sens contraire, Angers, 21 prair. an 11; Douai, 22 avril 1819. V. dans ce dernier sens, Toullier, t. 1<sup>er</sup>, n° 589; Duranton, t. 2, n° 211.

(5) V. mal. dans le même sens, Cass. 11 mai 1819; Turin, 7 fruct. an 12; 1<sup>er</sup> fruct. an 13.

(Cadeau d'Assy—C. le subrogé-tuteur de ses enfants.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;**—Attendu que dès la publication de la loi du 3 germ. an 11 (le tit. 9 du liv. 1<sup>er</sup> du Code), les mères veuves ont été investies de la puissance paternelle sur leurs enfants, et de tous les attributs qui en dérivent, même à l'égard des biens, etc.

Du 3 germ. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—Prés., le cit. Agier.—Concl., le cit. Mourre, commis.

#### ARBITRAGE.—COMPROMIS.—RÉVOCAION.

Suivant les lois romaines, un compromis peut être révoqué par chacune des parties jusqu'au jugement définitif (1).

(Scale et Roggero—C. Ferrero et Bonafoux.)

Du 3 germ. an 12.—Trib. d'appel de Turin.

#### CHOSE JUGÉE.—RETRACTATION.—DERNIER RECOURS.

La qualification d'un jugement rendu en dernier ressort ne peut être changée par un jugement postérieur qui exprimerait que le premier jugement n'a été rendu qu'en premier ressort (2).

(Guillammon—C. N...)

Du 3 germ. an 12.—Trib. d'appel de Nîmes.

#### CHARTRE-PARTIE.—JOURS DE PLANCHE.

Dans le nombre des jours de planche stipulés pour le débarquement, on doit comprendre les jours fériés comme les jours ouvrables (3).

(Bouls—C. Tahme.)

Du 6 germ. an 12.—Trib. d'appel de Rouen.

#### NOTAIRE.—PARENTÉ.

Avant la loi du 25 vent. an 11, les notaires pouvaient recevoir des actes pour des individus dont ils n'étaient parents qu'au delà du degré de cousin germain (4).

(Héritiers Mortaigne—C. Boursier.)

Du 7 germ. an 12.—Trib. d'appel de Paris.

(1) Il en est autrement aujourd'hui : aux termes de l'art. 1008 pendant le délai de l'arbitrage, les arbitres ne peuvent être révoqués que du consentement unanime des parties.

(2) Sur le pouvoir des juges de rétracter leurs jugements, V. Cass. 17 sept. 1792, et la note.

(3) Dans la pratique du commerce maritime, on nomme *staries* ou *jours de planche*, les jours accordés pour le temps de la charge ou de la décharge du navire. On nomme *suresstaries* les jours employés en plus; et *frans de suresstaries* l'indemnité à laquelle peut donner lieu l'emploi de ces jours excédant le délai fixé.—Quant à la question de savoir si les jours fériés comptent pour les jours de planche, elle est diversement décidée par les tribunaux des villes maritimes. A Marseille, on juge que les jours fériés ne doivent pas compter. C'est ce qui résulte notamment de deux jugements du tribunal de commerce de cette ville, en date du 16 janv. 1833, et 17 oct. 1834, rapportés dans le *Journal de jurisprudence commerciale*, de MM. Girod et Clarion, t. 13, 1<sup>re</sup> part., p. 257, et t. 14, 1<sup>re</sup> part., p. 301.—V. notre *Dictionnaire du contentieux commercial*, v<sup>o</sup> *Charte partie*, nos 6, 7 et suiv.

(4) Il le serait de même sous la loi du 25 vent. an 11, dont l'art. 8 ne défend aux notaires de rece-

#### PAIEMENT.—PREUVE.—QUITTANCE.—PRÉ-SOMPTIONS.

A défaut de quittances proprement dites, la preuve de la libération du débiteur, peut être faite à l'aide de présomptions et d'inductions exemptes de toute espèce de fraude et de dol, résultant d'anciens titres simplement énonciatifs (5).

(Duval—C. Dusallant.)

Dans l'espèce il s'agissait du paiement d'une somme de 40,000 liv. adjugée à la dame de Créquy par arrêt du parlement de Paris du 4 sept. 1759, rendu contre les héritiers Desroches. Cet arrêt de 1759, constatait que devant le parlement, les héritiers Desroches appelaient d'un jugement du conseil provincial d'Artois, qui les avait condamnés au paiement de ces 40,000 liv., avaient conclu à la restitution de ces sommes qu'ils avaient payées en vertu du jugement de première instance.

Néanmoins en l'an 10, le cit. Duval représentant la dame de Créquy, a assigné devant le tribunal d'appel de Paris, la cit. Dusallant, représentant des héritiers Desroches, en paiement de ces 40,000 liv.

Le cit. Dusallant qui ne pouvait opposer une quittance formelle, constatant le paiement qu'il prétendait avoir été fait, a invoqué plusieurs titres et présomptions, comme établissant la libération de ses auteurs. Parmi ces titres se trouvait notamment l'arrêt du 4 sept. 1759, dont l'énonciation et-dessus rappelée, paraissait être une preuve de paiement.

Le cit. Duval a combattu ces présomptions et ces titres. Il a soutenu, quant aux énonciations de l'arrêt du 4 sept. 1759, et des conclusions qu'il renfermait, qu'elles ne pouvaient être d'aucune considération dans la cause, puisqu'elles émanalent des héritiers Desroches, débiteurs qui ne pouvaient être admis à se faire un titre à eux-mêmes.

#### JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;**—Considérant, en point de droit, 1<sup>o</sup> qu'il est de principe, dans notre jurisprudence, que la libération du débiteur peut s'établir et se prouver, à défaut de quittances proprement dites, par des présomptions de paiement et par des inductions, lorsqu'elles se trouvent exemptes de toute espèce de dol et de fraude, qu'elles

voir des actes qui intéressent leur parents, qu'autant qu'il s'agit, ou ligne collatérale, de parents jusqu'au degré d'oncle et de neveu inclusivement.

2<sup>o</sup> Quant aux présomptions, il y avait lieu de les admettre dans l'espèce où on prouvait la perte des titres qui eussent pu établir directement la libération.—Mais abstraction faite de cette circonstance, dont le jugement ne paraît pas s'être occupé, il appartenait nécessairement aux juges d'apprécier les énonciations libératoires du titre qui était produit. En effet aux termes de l'art. 1320, Cod. civ., l'acte soit authentique, soit sous seing privé, fait foi entre les parties, même da ce qu'il n'y est exprimé qu'en termes énonciatifs, pourvu que l'énonciation ait un rapport direct à la disposition. Les énonciations étrangères à la disposition ne peuvent servir que d'un commencement de preuve. Or, il nous semble que la question de savoir si une énonciation a un rapport direct à la disposition ou si elle lui est étrangère, est une question de fait plutôt que de droit, puisqu'elle nécessite l'interprétation de l'acte et de ses diverses clauses. V. sur ce point, Toullier, t. 8, n<sup>o</sup> 158 et suiv.; et Pothier, des Obligations, n<sup>o</sup> 702 et 703, où se trouvent des exemples d'énonciations qui se rapportent à la disposition, et d'énonciations qui y sont étrangères.

sont nombreuses, et qu'elles frappent sur des faits passés à des époques tellement certaines, qu'il est impossible de supposer que les actes ou les écrits qui contiennent la preuve de ces faits aient été confectionnés pour la libération du débiteur poursuivi; — 2° Que par une conséquence nécessaire en point de jurisprudence, il est encore de principe que, par rapport à d'anciens objets de litige, ou de prétentions qui donnent lieu à litige, les écrits et actes simplement énonciatifs, forment autant de présomptions équipollentes à preuve; — 3° Que cette doctrine, fondée sur la raison et l'équité naturelle, a été consacrée par la loi romaine qui, dans de pareilles matières, a défaut de dispositions précises de nos lois, a toujours servi de règle aux magistrats comme aux jurisconsultes; — Considérant, en point de fait (suit l'analyse des divers actes et titres invoqués par les Dussallat à l'appui de leur libération); — Qu'il résulte de ces actes que les sommes, montant des condamnations de l'arrêt de 1759, ont été acquittées; — Déclare Duval et sa femme purement et simplement non recevables, etc.

Du 7 germ. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### NOMS ET PRÉNOMS. — ENFANT NATUREL.

*L'individu qui n'a en sa faveur ni transaction, ni acte de naissance, ne peut, du moins sans l'autorisation du gouvernement, ajouter au nom qu'il a toujours porté, celui de la personne qu'il prétend être son père naturel (1).*

*Et dans ce cas, il appartient aux tribunaux civils de défendre à celui qui a usurpé un nom, de le porter à l'avenir, sans toutefois pouvoir lui infliger aucune peine au cas où il persisterait à le porter.*

(Leblanc — C. Bourbon-Busset.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant en point de droit, en premier lieu, que le nom patrimonial est une propriété de la famille qui le porte, et qui, par conséquent, a le droit de s'opposer à ce qu'aucun individu s'en empare sans un titre exprès et légal; — En second lieu, que ce genre de propriété intéresse aussi l'ordre public, et que c'est pour cela qu'aux termes de la loi du 11 germ. an 11, le gouvernement a seul le pouvoir d'autoriser le changement de nom, sauf le droit des

tiers; — En troisième lieu, que néanmoins s'attribuer un nom, pour s'agréer à une famille, n'est pas un délit public, mais seulement une infraction à la loi civile, dont les parties intéressées ont le droit de se plaindre; — En quatrième lieu, que, dans l'état actuel de notre législation, un tribunal civil n'a pas le droit de prononcer des peines à l'avenir, en cas d'infraction des dispositions de son jugement; — Considérant, en point de fait, qu'il est bien constant que l'appelant a porté originairement, et jusqu'à l'époque de sa réclamation, le nom de Gabriel Leblanc; — En deuxième lieu, qu'il n'a pris le nom de Bourbon-Busset que comme se prétendant fils naturel d'un Bourbon-Busset, en voulant s'agréer à la famille qui porte ce nom, et y exercer les droits héréditaires; — En troisième lieu, que s'il s'est déstisté de son opposition aux scellés apposés après le décès de Bourbon-Busset, il n'en a pas moins persisté à se prétendre fils naturel d'un Bourbon-Busset, tandis qu'il n'en justifie ni par titre ni par possession; — En quatrième lieu, qu'il ne justifie pas non plus s'être pourvu devant le gouvernement, à l'effet d'obtenir l'autorisation légale de changer son nom de Gabriel Leblanc; — Sans s'arrêter au moyen d'incompétence, — A mis l'appellation au néant, ensemble ce dont est appel, en ce que par le premier jugement il a été prononcé des peines à l'avenir; — Emendant; — Fait défense pure et simple à Gabriel Leblanc de porter le nom de Busset; — Ordonne, au surplus, que le jugement sortira son plein et entier effet.

Du 7 germ. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### CONTRAT DE MARIAGE. — MEUBLES. —

COUTUME DE BRABANT.

*Sous l'empire de la coutume de Brabant, la clause d'un contrat de mariage qui attribue au survivant la pleine propriété de tous les effets mobiliers, comprend l'argent monnaie, les actions et les rentes.*

(Vandevilde — C. héritiers Jean Mul.)  
Du 10 germ. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

#### ADOPTION. — ENFANT NATUREL.

*L'enfant naturel reconnu ne peut (sous le Code civil) être adopté par son père ou sa mère. (Cod. civ., 343.) (2)*

Dans le système qui repousse l'adoption des enfants naturels, en dit: l'adoption est l'image de la paternité, c'est une fiction; or, la fiction est-elle nécessaire la où se rencontre déjà la réalité? — Si l'on permettait l'adoption des enfants naturels, en élèverait par là le père du désir de s'unir à la mère pour assurer l'état de leur enfant, certain qu'il serait de pouvoir un jour arriver au même but par l'adoption. — D'un autre côté, en éluderait indirectement la disposition de l'art. 908 du Cod. civ., aux termes duquel l'enfant naturel ne peut rien recevoir au delà de ce qui lui est accordé au titre des successions. — L'ensemble des formalités prescrites pour l'adoption, vient encore démontrer que celle des enfants naturels n'est pas permise: l'enfant naturel doit rapporter le consentement de ses père et mère (art. 346); il ajoute à son nom celui de l'adoptant (art. 347), et il reste dans sa famille naturelle (art. 348). Il résulte évidemment de ces dispositions, ainsi que de celles relatives à la différence d'âge qui doit exister entre l'adoptant et l'adopté, aux soins que l'adopté a dû recevoir de l'adoptant pendant un certain temps, et au consentement à l'adoption requis de la part de l'adopté, que la loi n'a prévu

(1) V. dans le même sens, Bruxelles, 5 janvier 1807. — Mais il a été jugé qu'en ne pourrait empêcher l'enfant naturel de prendre le nom de son père, s'il y avait été autorisé par jugement ou par une transaction passée avec lui, avant la loi du 12 brum. an 2. V. Amiens, 11 flor. an 12; Poitiers, 28 mess. an 13. — Sous le Code civil cette dernière jurisprudence ne pourrait pas être suivie; la recherche de la paternité étant interdite, l'enfant naturel non reconnu ne saurait avoir aucune action contre son père prétendu, pour le contraindre à lui laisser porter son nom.

(2) Cette question divise d'une manière remarquable les tribunaux et les auteurs: quelques Cours royales ont même varié dans leur jurisprudence; quant à la Cour de cassation, elle n'a point encore jusqu'ici résolu la difficulté, ce qui s'explique facilement si l'on se rappelle que les arrêts en matière d'adoption, soit qu'ils admettent, soit qu'ils refusent l'adoption, ne sont jamais révoqués. Aujourd'hui cependant cette Cour est saisie de la question, par suite de la demande en nullité d'une adoption, intentée par les héritiers de l'adoptant après le décès de ce dernier.

(Lemarquis.)

Etienne-Marie-Perrine Lemarquis avait eu trois enfants naturels, inscrits sous son nom dans leur acte de naissance. — Le 3 pluviôse an 12, elle a déclaré les adopter, et ses enfants ont consenti à l'adoption. — 24 pluviôse an 12, jugement du tribunal de première instance, portant qu'il y a lieu à adoption. — Ce jugement, soumis conformément à la loi (Code civ., art. 357.) au tribunal d'appel, il a été prononcé dans les termes suivants :

JUGEMENT (après délib. en ch. du cons.).

LE TRIBUNAL; — Statuant sur le jugement du tribunal de première instance du département de la Seine, du 24 pluviôse, portant qu'il y a lieu à l'adoption des cit. Saint-Farre, Saint-Albin et dame du Brossard par la dame Lemarquis; — Vu la requête présentée par la dame Lemarquis, tendante à ce qu'il plût au tribunal de confirmer ledit jugement, portant qu'il y a lieu à l'adoption dont il s'agit, etc.; — L'acte de naissance de Louis-Etienne de Saint-Farre, constatant qu'il est né à Paris le 11 fév. 1751, d'un père inconnu et d'Etienne-Marie-Perrine Lemarquis; vu les actes de naissance de Louis-Philippe de Saint-Albin et de Marie-Perrine — Etienne d'Anvilliers, femme Brossard, constatant qu'ils sont nés à Charente-Saint-Maurice, le 7 juillet 1761, d'Etienne-Marie-Perrine Lemarquis, le père absent; vu enfin l'acte reçu par le juge de paix du deuxième arrondissement de Paris, le 3 dudit mois de

pluv. dernier, par lequel ladite dame Lemarquis a déclaré être dans l'intention d'adopter, comme de fait elle a adopté, lesdits Louis-Etienne de Saint-Farre, Louis-Philippe de Saint-Albin et Marie-Perrine — Etienne d'Anvilliers, femme Brossard, lesquels ont consenti à ladite adoption; — Qui le rapport fait par le citoyen H..., l'un des juges, et le citoyen Try, substitut du commissaire du gouvernement, qui a conclu à ce que le jugement de première instance fût réformé, et qu'il n'y avait pas lieu à l'adoption;

Après en avoir délibéré, dit que le jugement de première instance, du 24 pluviôse, est réformé, et qu'en conséquence il n'y a pas lieu à l'adoption dont il s'agit.

Du 15 germ. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

#### LÉGITIMITÉ. — ACTE DE MARIAGE. — POSSESSION D'ÉTAT.

*Sous l'empire des lois antérieures au Code civil, l'enfant qui réclame après le décès de ses père et mère la qualité de fils légitime, n'est pas rigoureusement tenu de rapporter l'acte de mariage de ces derniers, ou la preuve qu'ils ont eu la possession publique de l'état d'époux, lorsque sa qualité de fils légitime paraît d'ailleurs suffisamment établie par son acte de naissance joint à sa possession d'état (1).*

(Robin — C. Robin.)

Du 16 germ. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

quo le cas d'adoption d'un enfant étranger à l'adoption. — Enfin, la légitimation d'un enfant ne peut avoir lieu que par le mariage subséquent de ses père et mère; mais l'adoption serait une véritable légitimation quant à ses effets. — De tout cela ressort la preuve qu'il y a contre l'adoption de l'enfant naturel une impossibilité radicale et substantielle qui, quoique non écrite en propres termes dans la loi, ne dérive pas moins de ses dispositions et de la nature des choses.

Dans le sens de cette opinion : — F. arrêts de Paris, 15 germ. an 12 (celui ci-dessus); Nîmes, 18 flor. et 3 prair. an 12, 30 déc. 1812; Besançon, 1<sup>er</sup> pluv. an 13; Pau, 1<sup>er</sup> mai 1826; Bourges, 22 mars 1830; Angers, 21 août 1839 (Volume 1839). — MM. Malouille, *Analyse raisonnée*, tom. 1<sup>er</sup>, p. 346; Delvincourt, *Cours de Code civ.*, tom. 1<sup>er</sup>, p. 460; Cotelle, *Cod. Nap. approfondi*, t. 1<sup>er</sup>, p. 92; Loiseau, *Appendice au traité des enf. nat.*, pag. 10; Chabot, des *Success.*, sur l'art. 758, n° 34; Delaporte, *Pandectes franç.*, t. 2, p. 150; Toullier, t. 2, n° 988; Merlin, *Repert.*, v° *Adoption*, § 4 (ces deux derniers auteurs avaient d'abord embrassé l'opinion favorable à l'adoption); Favard de Langlade, *Nouveau répert.*, v° *Adoption*, sect. 2, § 1<sup>er</sup>, n° 4; Reiland de Villargues, *Repert. du notariat*, cod. serb., n° 11; Magnin, *Traité des minorités*, tom. 1<sup>er</sup>, n° 263; Odillon-Barrot, *Encyclopédie du droit* de MM. Sebbire et Carteret, v° *Adoption*, n° 32 et suiv.; Cullen, *Dialogues ou Quest. de droit*, t. 1<sup>er</sup>, n° 56. *Junge*, l'opinion de M. le proc. gén. Mourre, dans son réquisitoire lors d'un arrêt de la Cour de cassation du 14 nov. 1815.

Les partisans de l'opinion contraire, favorable à l'adoption, se foudroyent d'abord sur l'absence de toute disposition prohibitive à cet égard dans la loi. — A la crainte du danger qu'il y aurait, par la perspective de l'adoption, de détourner du mariage le père de l'enfant, ils opposent que l'âge auquel doit être parvenu le père pour pouvoir adopter, est un préservatif suffisant contre ce danger. — En ce qui touche l'argument pris de ce que l'art. 908 serait éludé, ils répondent que ce ne sera point à titre d'enfant naturel, mais à titre d'enfant adopté, que celui-ci aura

sur la succession de l'adoptant les droits d'enfant légitime, et qu'ils n'est pas étonnant qu'un nouveau titre produise de nouveaux droits; que l'adoption modifiant l'état de la personne, c'est dans le titre de l'adopté et non ailleurs qu'il faut chercher les incapacités qui s'y rapportent. — Quant aux art. 346 et suiv., on ne saurait en tirer aucun parti contre l'adoption; car autrement, il faudrait décider que l'enfant qui n'a ni père ni mère connus, ou qui porte déjà le nom de l'adoptant, ou celui dont la famille est inconnue, ne peut être adopté; chose inadmissible. Les autres formalités signalées ne sont pas davantage incompatibles avec l'idée de l'adoption d'un enfant naturel par ses père et mère. — L'argument tiré des dispositions sur la légitimation se refuse par la raison déjà indiquée, que le titre de l'adoption doit seul être consulté en ce qui touche les conditions de l'adoption.

Dans le sens de ce second système : — F. arrêts de Bruxelles, 15 frim., 16 prair. an 12 et 22 avr. 1807; Paris, 9 novembre 1807 et 13 novembre 1835; Grenoble, 28 mars et 19 déc. 1808, 27 mars 1809 et 10 mars 1825; Bercen, 12 mai 1808; Caen, 18 fév. 1811; Douai, 13 fév. 1824; Angers, 29 juil. 1824 et 28 mars 1828; Bordeaux, 1<sup>er</sup> fév. 1826 et 23 janv. 1838; Rennes, 14 fév. et 24 mars 1828, 30 mars 1835, et 10 janv. 1838; Poitiers, 17 mai 1828; Orléans, 4 mai 1832; Lyon, 6 fév. 1833; Toulouse, 2 juin 1835; Riom, 14 mai 1838; cet arrêt a été l'objet d'un pourvoi en cassation, admis par la chambre des requêtes le 25 juil. 1839. — MM. Lozé, *Esprit du Cod. civ.*, t. 3, p. 426, et *Législ. civ.*, t. 6, p. 384; Grenier, de l'Adoption, n° 38; Proudhon, *Cours de dr. franç.*, t. 2, p. 138; Duranton, *ibid.*, t. 3, n° 293.

Comme on le voit, dans l'état actuel des choses, la majorité des arrêts est pour l'adoption, et la majorité des auteurs contre. La décision que la cour suprême rendra sur le pourvoi porté devant elle, aura la plus grande influence sur la marche ultérieure de la jurisprudence, et finira, si l'espérance, tous les doutes élevés jusqu'à ce jour.

(1) V. en ce sens, Cass. 18 vent. an 11. F. aussi nos observations sur ce jugement.

V. le texte de ce jugement joint à l'arrêt du 8 janv. 1806 qui a prononcé sur le pourvoi dont il a été l'objet.

#### RÉMÉRÉ. — Cession.

*Le droit de réméré peut être cédé comme tous autres espèces de créance (1).*

(Celebrini — C. Brunetti.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu qu'en thèse générale on ne saurait contester qu'un droit conventionnel de réméré soit, de sa nature, commercable et aliénable en faveur d'un tiers quelconque; que, dans l'espèce, il ne subsiste pas en fait que ce droit ait été limité à la seule personne des chanoines, exclusivement à tout autre; — Attendu qu'il est de fait que les chanoines, faute d'argent, manquaient absolument de moyens d'exercer le rachat en question, dont le terme était près d'expirer; qu'en conséquence, si les chanoines ne s'empressaient pas de céder à autrui ledit droit de rachat, et d'en tirer ainsi quelque parti, le tout était perdu sans ressource, également pour eux que pour l'église; d'ailleurs, pourvu que Brunetti recouvre le prix de la vente à laquelle il est tenu, suivant les principes posés ci-dessus, rien n'importe qu'il le retire plutôt d'une main que d'une autre; — Sans s'arrêter aux oppositions de Brunetti, déclare le même, tenu à la revende de la pièce de pré dont il s'agit, au profit des susdits chanoines prébendiers, et pour eux, du cit. Celebrini, etc.

Du 17 germ. an 12. — Trib. d'appel de Turin. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., le cit. Castagneri, subst.

#### PACTE DE FAMILLE. — TESTAMENT. — HÉRITIERS NATURELS.

Du 17 germ. an 12 (hérit. Scorian). — Trib. d'appel de Bruxelles.

V. ce jugement joint à l'arrêt de la Cour de cassation du 2 fruct. an 13, qui a prononcé sur le pourvoi dont il avait été l'objet.

#### MATERNITÉ. — ACTE DE NAISSANCE. — PÈRE.

*La déclaration portée aux registres de l'état civil qu'un enfant est né d'une telle, sa mère, et d'un père absent, peut faire contre la mère (marlée) ou ses héritiers un commencement de preuve par écrit, dans le sens de l'art. 324 du Code civil (2).*

(Aimée — C. Cazon.)

Le 29 mars 1780, sur les registres de Saint-Roch à Paris, fut inscrite une fille nommée Marie-Aimée. — Sa mère fut indiquée sous le nom d'Aimée-Rancienne Bourgeois. — On ajouta, et d'un père absent.

Aimée-Rancienne Bourgeois est décédée en 1790, et son acte mortuaire la qualifie épouse de Jean Cazon, absent.

Après la promulgation du Code civil, Marie-Aimée, munie de son acte de naissance, qu'elle appelait un commencement de preuve par écrit, a intenté contre les détenteurs de la succession

(1) La nature du droit de réméré bien établie, dit M. Duvier, de la Vente, t. 2, n° 18, ne présente aucun obstacle à sa transmission par le moyen de la cession volontaire. Cet auteur pense aussi qu'il peut être exercé par les créanciers du vendeur. — M. Duranton, t. 16, n° 409, soutient même que les créanciers qui se voudraient ou ne pourraient pas exercer le réméré auraient le droit de le faire vendre par voie d'expropriation forcée. Mais M. Duvier, ibid. sup.,

de sa mère, une action tendant à être reconnue fille légitime, en, par elle, faisant preuve testimoniale de sa légitimité. — La question était de savoir si l'acte de naissance était, dans le sens de la loi, un commencement de preuve par écrit.

Le tribunal a pensé que cet acte de naissance était un commencement de preuve dans le sens de l'article 324; en conséquence, il a permis à la demanderesse de faire la preuve par elle demandée, tant par titres que par témoins, etc.

Du 17 germ. an 12. — Trib. civil de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### CASSATION. — DIVORCE. — EFFET SUSPENSIF.

*Le pourvoi en cassation contre un jugement rendu en matière de divorce, avant le Code civil, était suspensif. (Cod. civ., 203.)*

(MacMahon.)

Du 17 germ. an 12. — Trib. civ. de Paris. — 1<sup>re</sup> ch.

#### CONCUBINAGE. — LEGS.

*Sous l'empire du Code civil, une concubine adultère est-elle incapable de recevoir un legs de tous la quotité disponible de la part d'un père qui a des enfants légitimes? Arg. nég. (3).*

(La dame Castagny — C. les hérit. Leprêtre de Château-Giron.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que les faits et circonstances particulières, exposés dans les conclusions prises par les héritiers Château-Giron, tant en première instance qu'en cause d'appel, soit qu'on les prenne séparément, soit qu'on les apprécie dans leur ensemble, seraient insuffisants pour justifier l'imputation de concubinage faite à l'intimée; d'où il résulte que, dans le cas même où l'incapacité que la jurisprudence antérieure aux lois portées pendant la révolution, faisait résulter du concubinage, pourrait être invoquée contre les dispositions faites dans l'inter valle, entre les nouvelles lois qui n'avaient point déclaré les incapacités, et la promulgation du Code civil, où les incapacités pour recevoir des dispositions de faveur ont été déclarées, sans qu'on y ait compris celle que la jurisprudence avait établie contre les concubines, il y aurait lieu de rejeter la preuve offerte par les héritiers Château-Giron, parce que cette preuve, fût-elle faite, n'établirait pas le fait à prouver; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 19 germ. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., contr., le cit. Cabier. — Pl., les cit. Berryer et Delacroix Frainville.

#### CONTRAINTE PAR CORPS. — EXCEPTION. — NON COMMERCANT.

*De ce que le débiteur non commerçant d'un billet à ordre, traduit devant un tribunal de commerce, n'a pas proposé de déclina toire et s'est laissé condamner par corps, sans réclamation, il ne s'ensuit pas qu'en appel, le jugement ne puisse être réformé quant à la contrainte par corps (4).*

ad notum, est d'un avis opposé. — V. dans le sens du jugement ci-dessus, Poitiers, de la Vente, n° 388; Cass. 25 avril 1812 et 7 juill. 1829.

(2) V. anal. en sens contraire, Paris, 5 mars 1814.

(3) V. Cass. 13 août 1818, et la note. V. encore ci-dessus les observations qui accompagnent un jugement de Poitiers du 23 therm. an 11.

(4) C'est un principe généralement admis qu'on ne peut valablement acquiescer à un jugement pro-

(Picard—C. admin. de la loterie.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Attendu qu'aux termes de l'art. 2, tit. 3 de la loi du 15 germ. an 6, le souscripteur d'un billet causé pour valeur reçue comptant, n'est contraignable par corps que s'il est négociant ou marchand;—Attendu qu'il est constant que Picard exerce les fonctions d'avoué près le tribunal civil de Sainte-Menehould; qu'il résulte des certificats produits que Picard n'a jamais fait de commerce;—Attendu que si, dans certains cas, Picard a volontairement comparu devant les juges de commerce, et y a consenti des jugements de condamnation contre lui, ce fait n'est pas suffisant pour changer sa condition et sa qualité;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 30 germ. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., les cit. Domange et Delabaye.

#### **SIMULATION.—PRÉSUMPTION.—CONCUBINAGE.**

*Le concubinage qui existe entre la personne qui souscrit une obligation et celle au profit de qui elle est souscrite, ne suffit pas pour établir une présomption de simulation.*

(Mehen—C. Adam.)—JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Considérant qu'en point de droit, les actes authentiques méritent foi en justice, jusqu'à inscription de faux, ou jusqu'à la preuve de simulation;—Considérant qu'en point de fait les articulations faites par les intimés sont insuffisantes pour prouver la simulation des obligations dont s'agit;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 21 germ. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., les cit. Delavigne et Chauveau-Lagarde.

#### **DON MUTUEL.—COUTUME.—FORMALITÉS.**

*Un don mutuel de survie fait entre époux, sous la loi du 17 niv. an 2, est valable, bien qu'on n'ait pas observé les formalités prescrites par la coutume locale (1).*

(N...—C. N...)

Du 21 germ. an 12.—Trib. d'appel de Rouen.

#### **ARBITRAGE.—ORDONNANCE D'EXÉQUATUR.—REFUS.—APPEL.—CASSATION.**

*Lorsqu'une sentence arbitrale dont il n'y a pas d'appel, cette homologation doit être accordée purement et simplement par le président du tribunal de première instance.*

*Il y a excès de pouvoir de la part du tribunal s'il intervient lui-même pour examiner le mérite de la sentence arbitrale et refuser l'homologation sous prétexte des vices de la sentence (2).*

néant la contrainte par corps (C. civ. art. 2063).  
F. les arrêts rapportés au Volume 1839, ainsi que les autorités qui y sont indiquées. — A plus forte raison doit-on décider que celui qui sans acquiescer au jugement, ne s'est pas valablement défendu en première instance peut en appel compléter sa défense. F. anal. dans le même sens, Paris, 29 plur. an 10.

(1) F. conf., Cass. 12 fruct. an 10; 25 fruct. an 11, et les notes sur ces deux jugements.

(2) Il est de règle que l'ordonnance d'exequatur doit être pure et simple, sans révision ou examen de la sentence arbitrale, à laquelle aucune modification ne peut être apportée. F. Pardessus, n° 1403, et le Dictionnaire du contentieux commercial, v° Arbitrage, n° 147.—Cependant le juge pourrait re-

*En ce cas, le jugement qui refuse l'homologation doit être attaqué, non par la voie de l'appel, mais par celle de la cassation (3).*

(Athénée de Turin—C. imprimerie royale.)  
JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL:**—Vu l'art. 6 de la loi du 24 août 1790;—Considérant que la disposition de cet article de la loi porte, 1<sup>re</sup> une attribution donnée non au tribunal de première instance, mais à son président exclusivement; 2<sup>o</sup> le devoir fait à celui-ci d'homologuer les sentences arbitrales sur les expéditions qui lui en seront présentées;—Que d'après cela l'on reconnaît assez clairement que le vœu de la loi est que l'homologation ne donne ouverture à rien de contentieux, et qu'elle ne soit en effet que le sceau de l'autorité publique, apposé aux sentences arbitrales, sans que le président ait à prendre connaissance des défauts intrinsèques qui pourraient les vicier;—Que dès que cette homologation est une attribution particulière du président, l'intervention du tribunal de première instance, qui a eu lieu dans cette affaire, ne doit pas être regardée comme un jugement sujet à l'appel, mais bien comme un acte excédant les attributions organiques du tribunal lui-même;

Vu l'art. 80 de la loi du 27 vent. an 8;

Considérant que l'expression « sans préjudice du droit des parties intéressées, » prouve évidemment que c'est au tribunal de cassation que les parties doivent s'adresser lorsqu'elles ont des plaintes à porter pour excès de pouvoir contre les juges, quels qu'ils soient;

Considérant au surplus, en point de fait, que la sentence arbitrale en question ne portait que sur la somme de 944 fr. et 35 cent., sans qu'on y puisse rien voir qui tienne à une plus ample conséquence entre les parties;

Que cela posé, même dans l'hypothèse que l'acte du tribunal de première instance dont il s'agit fût attaquant par voie d'appel, cette voie cependant serait interdite dans l'espèce, attendu que l'objet évident de l'intérêt des parties ne s'élève point à mille francs;—Dit l'administration de l'Athénée de Turin non recevable.

Du 23 germ. an 12.—Trib. d'appel de Turin.

#### **EXPLOIT.—NOM.—PARLANT A.**

*Est valable l'exploit bien, que le nom de la personne à qui il a été remis ne soit pas écrit de la main de l'huissier (4).*

(Colombo.)

Du 24 germ. an 12.—Trib. d'appel de Turin.

#### **ASSURANCE MARITIME.—CHANGEMENT DE DESTINATION.**

*L'assureur n'est pas déchargé du risque parce*

*fuser l'ordonnance si le jugement arbitral contenait des dispositions en dehors du droit privé, touchant à l'ordre public, ou à l'intérêt de personnes qui n'auraient pu compromettre, ou contraires aux bonnes mœurs. F. Montgaly, de l'Arbitrage, n° 460; F. aussi en ce sens, Paris, 14 mai 1829. — Notons néanmoins, en ce qui touche les personnes qui ne peuvent compromettre, que l'homologation ne pourrait être refusée, qu'autant qu'il y aurait réclamation de leur part.*

(3) Dans le cas où le refus émanerait du président, l'ordonnance devrait être attaquée par appel et non par opposition devant le tribunal. F. Paris, 14 mai 1829.

(4) F. dans le même sens, Rennes, 13 mai 1813, et Carré, t. 1, p. 156, note 1, n° 7.



que le capitaine aurait indiqué à son départ une autre destination que celle énoncée dans la police d'assurance, si d'ailleurs cette déclaration a été simulée et pour soustraire le chargement aux recherches de la douane, et si d'ailleurs et en réalité, il n'y a pas eu changement de destination (1).

(Piat — C. Lefevre.)

Ainsi l'avait jugé un jugement du tribunal de commerce de Bruxelles, du 1<sup>er</sup> vent. an 12, en ces termes : « Attendu qu'avant, au moment et depuis que le navire est sorti du port d'Anvers, tous les bâtimens destinés pour Londres, et sortant du port d'Anvers, faisaient leur déclaration sur Embden, et que, de la connaissance des parties, ces déclarations étaient simulées; et vu la bonne foi qui doit régner dans le commerce, le tribunal rejette la demande tendant à vérifier les registres de la régie des douanes, et, faisant droit au principal, attendu que les sieurs Piat-Lefevre et fils, n'ont ni prouvé ni offert de prouver, soit par chartes-parties, ou connaissements, soit par lettres d'avis, ou témoigns, qu'il y avait eu changement de route, de voyage ou de navire, que ce changement aurait eu lieu par ordre des assurés et sans le consentement des assureurs; — Qu'en assurant des soies grèges, ils avaient dû savoir que cette marchandise ne pouvait être chargée qu'en contrebande; — Qu'en tout cas l'exception stipulée dans la police d'assurance ne se rapportait qu'aux arrêts ou détentions à exercer sur des articles de cette nature, ce qui n'existe pas dans l'espèce; — Adjugé au demandeur, etc. » — Appel.

ARRÊT.

LA COUR: — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 24 germ. an 12. — Trib. d'app. de Bruxelles.

ARBITRAGE. — ORDONNANCE D'EXÉQUATUR.

Du 28 germ. an 12 (Athènes de Turin). — Trib. d'appel de Turin. — V. ci-dessus ce jugement à la date du 23 germ. an 12.

TRIBUNAL DE COMMERCE. — DÉLAI. — FORCE MAJEURE. — RENVOI INDEFINI.

Lorsque, par un événement de force majeure, une partie assignée devant un tribunal de commerce ne paraît pas, le tribunal peut renvoyer indéfiniment la cause : si n'est pas tenu d'ordonner que la partie se fera représenter dans un délai déterminé.

(Bonne-Carrère — C. Boyd.)

Ainsi l'avait jugé le tribunal de commerce de Paris, le 20 niv. an 12, par les motifs suivans : « Attendu qu'il est de principe que nul ne peut être jugé sans être entendu, et que les cit. Boyd se trouvent, pour l'instant, prisonniers de guerre, et éloignés de leur domicile par ordre du gouvernement; — Le tribunal continue la cause jusqu'à ce que les cit. Boyd recouvrent la faculté d'assister en personne à la défense de la cause, tous droits exceptions et défenses des parties réservés. »

Appel.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Adoptant les motifs des premiers juges. — Dit bien jugé, etc.

Du 26 germ. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., les cit. N... et Couture.

(1) Il a été jugé dans un sens analogue par le tribunal de commerce de Marseille, qu'il n'y a pas nécessairement changement de destination parce que les expéditions auraient été prises pour un autre port que celui qui est indiqué dans la police (23

NOVATION. — BILLETS A ORDRE. — HYPOTHÈQUE.

Lorsqu'un créancier hypothécaire reçoit en paiement des billets à ordre et déclare que les billets acquittés seront reçus à compte de la créance, cette espèce de quittance est conditionnelle et n'opère pas novation. — En conséquence, le créancier conserve son droit d'hypothèque et les privilèges qui y sont joints, surtout en cas de non-acquittement des billets à leur échéance (2).

(Etienne — C. Chobert.)

Ainsi l'avait décidé un jugement du 1<sup>er</sup> fruct. an 11, en ces termes : — « Attendu, en droit, 1<sup>o</sup> qu'un titre de créance authentique et légitime ne peut être éteint, ni même modifié et restreint, que par un acte de libération également certain et constant, applicable à l'objet de sa créance; — 2<sup>o</sup> que la novation, qui est le changement d'une dette ancienne en une nouvelle, et dont l'effet est d'éteindre l'ancienne obligation, ne se présume pas; qu'elle ne peut être établie par des présomptions ni par des inductions; qu'elle doit être expresse et formelle; que suivant l'opinion des auteurs, confirmée par la jurisprudence de tous les temps, il faut pour la novation, une volonté de la faire, manifestée de la part du créancier et du débiteur; que cette volonté soit expressément déclarée, ou au moins si évidente, qu'elle ne puisse être révoquée en doute; que, quels que soient les actes passés, jamais la novation d'un précédent contrat n'est présumée être faite si ce n'est dit expressément; qu'il faut que les parties aient eu l'intention bien prononcée de faire novation, suivant la loi 29, C. de Novationibus.

Appel de la part de Chobert.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Adoptant les motifs des premiers juges; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 28 germ. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — EXPROPRIATION FORCÉE.

Lorsque, dans une procédure sur une expropriation forcée, la femme de l'exproprié a été partie comme créancière, et qu'il n'y a eu aucune condamnation à son préjudice, le mari ne peut attaquer la procédure pour défaut d'autorisation de sa femme. — Ainsi, la faculté que la loi confère au mari de proposer cette nullité, est moins relative à ses propres intérêts qu'à ceux de la femme.

(Vuillard — C. Chameclin.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL: — Considérant que le jugement dont est appel ne porte aucune condamnation contre la femme de Jean-Baptiste Chameclin; qu'elle ne figure dans la cause que comme créancière, et non en qualité de copropriétaire des fonds saisis; que le défaut d'autorisation, et d'office, à défaut par son mari de l'avoir autorisée, quoiqu'il requise, ne présente plus, ainsi que le décide le Code civil, qu'une nullité relative et personnelle à la femme, nullité relative que le mari ne pouvait proposer pour elle, qu'autant qu'elle épouse y aurait un intérêt personnel, ce qui n'a pas lieu dans cette cause, et ne permet pas

juillet 1823, Journal de Marseille, t. 4, 1<sup>re</sup> part., p. 225)... Alors surtout qu'il n'y a eu aucune intention de changer de destination (27 sept. 1832, Ibid., t. 14, 1<sup>re</sup> part., p. 1). V. cependant, Bordeaux, 3 fév. 1829.

(2) V. conf., Cass. 15 juin 1825, et la note.

de s'arrêter à ce moyen de nullité; — Par ces considérations, parties compétentes ouïes, et le commissaire du gouvernement qui a dit, qu'attendu que le défaut d'autorisation est le fait de l'appelant, dont il ne peut se prévaloir; que c'est un moyen personnel à la femme; que c'est le cas, en prononçant sur l'appel, de confirmer la sentence dont est appel; — Confirme, etc.

Du 29 germ. an 12. — Trib. d'appel de Besançon.

#### TESTAMENT. — AD IRATO.

*Le testament par lequel un père qui plaide contre son gendre exherède sa fille, ne peut être annulé comme fait ad irato (1).*

(Potel — C. Cellier). — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — En ce qui touche le moyen de nullité proposé contre le testament dont il s'agit; — Considérant que ce testament ne contient aucune expression qui se ressent de la haine ni de la colère de la part du testateur contre Potel son gendre, non plus que contre Potel son petit-fils; — Considérant que le procès que le testateur avait poursuivi contre Potel son gendre avait pour fondement des titres de créance contre Potel, et dont l'exécution a été ordonnée par sentences et arrêts qui ont passé en force de chose jugée; — Qu'on ne peut tirer des présomptions de haine et de colère de l'exercice d'une action légi-

time; — Qu'autrement il en résulterait qu'un père de famille serait placé dans l'alternative de renoncer à l'exercice de ses actions les plus légitimes, ou de se fropper d'une espèce d'incapacité; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 3 flor. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### DONATION. — USUFRUIT. — INTERPRÉTATION.

*La donation d'un immeuble, pour, par la donataire, en user, jouir, profiter et en disposer immédiatement après la mort du donateur, à la charge de le nourrir et entretenir, a pu être considérée non comme une donation de la nue-propriété à laquelle l'usufruit ne devait se joindre qu'à la mort du donateur, mais comme une donation actuelle de la pleine propriété.*

(Ghys — C. Purage.)

Du 3 flor. an 12. — Trib. d'appel de Liège.

#### 1<sup>o</sup> CONCUBINAGE. — DONS.

#### 2<sup>o</sup> PERSONNE INTERPOSÉE. — PRÉSUMPTIONS. — ENFANT NATUREL.

*1<sup>o</sup> La loi du 17 niv. an 2 a abrogé l'art. 132 de l'ordonn. de 1629, prohibitif des dons entre concubins (2).*

*2<sup>o</sup> La disposition de l'art. 911 du Code civil, qui répute le père ou la mère personnes in-*

(1) On appelle testament *ad irato*, celui qui est fait par une personne en colère contre une autre, que le testament a pour but de priver d'une succession; et l'on appelle action *ad irato*, la demande de l'héritier légitime pour faire prononcer la nullité de ce testament. — Cette action était autrefois généralement admise, surtout en pays coutumier (V. Lebrun, *des Successions*, liv. 2, ch. 3, sect. 1; Ferrière, *Institutes*, liv. 2, tit. 13; d'Aguessau, *plaidoyer du 23 mars* 1694); mais elle était moins favorablement admise en pays de droit écrit. « Lorsqu'un étranger ou un collatéral (dit, en ses *Institutes*, liv. 2, tit. 13, § 3, Serres, qui professait le droit français à Montpellier, pays de droit écrit) est institué par une personne qui a des enfants, auxquels elle n'a laissé que leur légitime, il y a alors de grandes présomptions de captation ou de suggestion, mais le moyen pris ordinairement dans ces occasions par les enfants, de ce que le testament a été fait *ad irato* père, c'est *ad irato* maître, n'est guère considérable, surtout dans les pays de droit écrit, où, pourvu que les enfants aient été institués en leur légitime ou en ce qui leur a été laissé, on peut disposer de ses biens au profit même d'un étranger; et il l'est encore moins, quand les enfants ont en une mauvaise conduite, et que les père et mère auraient raison d'être en colère contre eux: ainsi on n'a guère égard à ce moyen, et on réserve seulement aux enfants de prouver la captation et la suggestion: cela a été ainsi jugé par divers arrêts modernes. » F. au surplus sur ce point, Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Ad irato*, sect. 1<sup>re</sup>.

Sous la Code civil, cette action est-elle encore admise? L'art. 4, ch. 1, § 3, titre des donations, du projet de Code présente au gouvernement par la commission nommée à cet effet, portait: la loi n'admet pas la preuve que la disposition n'a été faite que par haine, colère, captation ou suggestion. C'était bien proscrire l'action *ad irato*; mais cette disposition n'a pas été reproduite dans la rédaction définitive, de telle sorte que, du silence du Code sur ce point, nait le doute sur celui de savoir ce qu'il a entendu permettre, et ce qu'il a voulu défendre. La difficulté divise les auteurs.

Toullier, t. 5, n<sup>o</sup> 717, s'armant du silence du Code et des scandales dont cette action était autrefois la cause ou le prétexte, émet l'opinion, qu'il motive

avec beaucoup d'insistance, que l'action *ad irato* ne peut être reçue aujourd'hui. Il s'autorise même des paroles de l'orateur du gouvernement, desquelles il résulte que le retranchement de l'article proposé n'a eu d'autre motif que la crainte de donner aux passions un titre d'impunité; d'où il conclut qu'on n'a pas entendu, en retranchant la disposition prohibitive, autoriser l'action. Vainement, ajoute-t-il, objecterait-on qu'un homme dont la haine et la colère ont déterminé les dispositions, n'était pas sain d'esprit, et que l'art. 904 du Code civil porte qu'il faut être sain d'esprit pour faire une donation ou un testament? Cette objection n'est pas admissible en jurisprudence, où l'on ne recherche pas quelle est la moralité des actions. — Cette opinion est partagée par les auteurs des *Pandectes françaises*, tom. 8, p. 254, et par Grenier, t. 1, n<sup>o</sup> 146.

Mais l'opinion contraire est soutenue par Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Ad irato*, sect. 7; Delvincourt, t. 2, p. 406; Duranton, t. 8, n<sup>o</sup> 161, et Vazeille, *des Donations*, sur l'art. 901, n<sup>o</sup> 16. Ces auteurs s'appuyant sur l'art. 901, pensent que la haine et la colère peuvent être une cause d'annulation des testaments, lorsqu'elles ont été portées à un degré tel, que celui qui en a été affecté ne peut pas être réputé avoir été sain d'esprit. Ce système se trouve fortifié par les paroles de M. Bigot Préameneu, orateur du gouvernement, qui, dans son discours au corps législatif, après avoir expliqué le silence de la loi sur l'action *ad irato* que peut-être, disait-il, il aurait mieux valu proscrire, s'il n'eût pas été à craindre que les passions ne vinssent dans la loi même un titre d'impunité, s'exprime ainsi: « Les circonstances peuvent être telles que la volonté de celui qui a disposé n'ait pas été libre, ou qu'il ait été entièrement dominé par une passion injuste: c'est la sagesse des tribunaux qui pourra seule apprécier ces faits, et tenir la balance entre la foi due aux actes et l'intérêt des familles. Ils empêcheront qu'elles ne soient dépouillées par des gens avides qui subjuguent les mourans ou par l'effet d'une haine que la raison et la nature condamnent. »

C'est aussi en ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. F. Paris, 28 frim. an 14; Aix, 18 janvier 1808; Limoges, 31 août 1810; Lyon, 25 juin 1816.

(2) F. Paris, 19 germ. an 12, et la note.

terposées à l'égard de leur enfant, n'est pas tellement absolu qu'elle ne puisse céder à des preuves, ou même à des conjectures contraires. Ainsi, le legs fait à la mère d'un enfant naturel par le père de cet enfant peut être maintenu, s'il apparaît que le legs a été fait à la mère par affection pour elle et par forme de récompense. (C. civ., 911 et 1352.) (1)

(Les héritiers Fayart—C. la femme Hallate.)

## JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant, sur la première question, qu'il résulte d'une jurisprudence constante, avant la loi du 17 niv. an 2, que les dispositions particulières faites au profit des concubines libres, ont toujours été maintenues, surtout lorsqu'elles n'étaient pas excessives; qu'il résulte aussi de cette jurisprudence que l'article de l'ord. de 1629 n'a jamais reçu d'exécution; que les lois des 17 niv. an 2, et 4 germ. an 8, dont les dispositions sont relatives à la transmission des biens par donations ou successions, n'ont établi aucune incapacité contre les concubinaires; — Considérant, en fait, que le legs dont il s'agit n'excède pas la quotité disponible, d'après la loi du 4 germ. an 8;

Sur la deuxième question, considérant que les droits de Victoire Hallate étant ouverts et acquis dès le 1<sup>er</sup> messid. an 10 ne peuvent être attaqués comme contraires à la loi du 13 flor. an 11, sans donner à cette loi un effet rétroactif; — Considérant d'ailleurs qu'il résulte des circonstances de la cause que la volonté du testateur a été de récompenser personnellement Victoire Hallate des soins qu'elle lui a donnés constamment jusqu'à son décès; — Dit qu'il a été mal jugé; — Faisant droit sur l'appel, fait délivrance à Victoire Hallate du legs particulier à elle fait, etc.

Du 6 flor. an 12.—Trib. d'appel d'Amiens.

## ALIMENS.—EPOUX.—DIVORCE.

L'époux divorcé ne peut renoncer à la pension alimentaire que l'art. 301 du Code civil lui permet de réclamer.

(Longpré—C. Corvisart.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que la loi du 20 sept. 1792 porte, que dans tous les cas de divorce, il serait alloué une pension alimentaire à l'époux divorcé qui sera dans le besoin, autant que les biens de l'autre époux pourront la supporter, déduction faite de ses propres besoins; que dans l'espèce, la fortune de Corvisart est suffisante pour l'obliger à acquitter cette pension, sans préjudicier à ses propres besoins; — Que d'ailleurs, en point de droit, on ne peut pas re-

noncer à des aliments, sans lesquels on ne pourrait pas subsister; que la quotité de la pension fixée par le jugement dont est appel, n'est pas suffisante, eu égard aux facultés du mari et aux besoins de la femme; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 7 flor. an 12.—Trib. d'appel de Paris.

## ÉMIGRÉ.—FEMME.—COMMUNAUTÉ.

La communauté, dissoute par l'émigration du mari et la liquidation contradictoire avec l'Etat, n'a point été rétablie de plein droit par l'amnistie et la réunion des époux en France. — Ainsi, la femme a pu, comme séparée de biens, continuer la gestion de ses propres, surtout si elle a, lors de la réunion avec son mari, déclaré formellement par exploit à lui signifié qu'elle n'entendait pas rentrer en communauté (2).

(D'Hervault de Pleumartin—C. sa femme.)

Du 8 flor. an 12.—Trib. d'appel de Paris.

## INTERDICTION.—EFFET RÉTROACTIF.—CONSEIL JUDICIAIRE.

La demande en interdiction doit être jugée d'après les lois existantes à l'époque où le jugement est rendu, sans égard aux lois existantes lorsque la demande a été formée ou instruite. — En conséquence, si a pu être nommé, sous le Code civil, un conseil judiciaire à l'individu dont l'interdiction avait été provoquée avant la promulgation du Code (3).

(La demoiselle Pavie.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'à l'époque du jugement définitif, la loi du 8 germ. an 11 (formant le tit. 11 du liv. 1<sup>er</sup> du Code civil) était promulguée, et qu'ainsi le tribunal de première instance ne pouvait valider la nomination d'un curateur et d'un conseil de curatelle, au préjudice de l'article 505 du Code civil, d'après lequel il doit être pourvu à la nomination d'un tuteur et d'un subrogé-tuteur à l'interdit; — Considérant que l'interdiction de la demoiselle Pavie n'a été provoquée que pour cause d'imbécillité; — Considérant, en droit, que l'imbécillité est définie par les orateurs du gouvernement, une faiblesse d'esprit causée par l'absence et l'oblitération des idées; — En fait, qu'il n'existe pas au procès la preuve que la demoiselle Pavie soit dans un état habituel d'une telle faiblesse; qu'au contraire elle conserve, malgré son grand âge, un discernement et une volonté suffisamment établis par le bon choix des dépositaires de sa confiance, et des porteurs de sa procuration, et par la conservation de

(1) F. Cass. 13 juin 1813, et la note; F. aussi Paris, 26 avril 1833. — Le pourvoi contre le jugement ci-dessus a été rejeté. F. Cass. 1<sup>er</sup> fruct. an 18.

(2) Aux termes de l'art. 1451, Cod. civ., la communauté dissoute par la séparation de corps ou de biens ne peut être rétablie que du consentement des deux époux. Tel était, avant le Code, le droit commun; seulement la cohabitation faisait présumer le consentement après la séparation de corps: Lebrun, de la Commun., liv. 3, ch. 1, n° 25; Pothier, n° 525. Mais ici la protestation de la femme excluait toute présomption, et d'ailleurs l'esprit du sénatus-consulte du 6 flor. an 10, en amnistiant l'émigré, était de respecter tout ce qui avait été fait dans l'intervallo: « Les individus amnistiés ne pourront, on aucun cas et à sous aucun prétexte, attaquer les partages de précession, succession, ou autres actes et arrangements faits entre la république et les particuliers, avant la présente amnistie (art. 16). »

Sans doute l'amnistie rendait au mari la puissance maritale, comme les autres droits civils (F. Cass. 10 juin 1806); mais cette puissance se concevait sans le rétablissement de la communauté; elle n'empêchait pas la femme, séparée de biens, d'administrer elle-même ses biens personnels.

D'autres arrêts ont décidé, l'un à l'égard de créanciers (Cass. 22 pluv. an 13), les autres entre époux (Cass. 10 juin 1806, 12 nov. 1810), que l'amnistie n'avait pas rétabli du droit la communauté. Dans les espèces des deux derniers arrêts, il s'agissait d'acquisitions faites par la femme aux enchères des biens mêmes de son mari émigré, et qu'elle prétendait conserver comme propres après l'amnistie.

(3) F. conf., Lyon, 2 prair. an 12. — Avant le Code civil, les tribunaux n'avaient pas la faculté de placer un individu sous l'autorité d'un conseil judiciaire. F. Cass. 24 niv. an 10.

sa fortune, qui n'a éprouvé aucune altération :— Que l'effaiblissement de mémoire et d'idées qu'on pourrait induire de quelques-unes de ses réponses, et qui a pu être occasionné par la fatigue d'un grand nombre d'interrogatoires, n'est point de nature à provoquer le remède extrême de l'interdiction :—Considérant que la loi du 8 germ. prévôit le cas où les tribunaux peuvent rejeter la demande en interdiction, et qu'elle indique au juge le tempérament sage de la nomination d'un conseil judiciaire par l'art. 499 :— Considérant que les égards et les soins qui sont dus à la vieillesse réclament en faveur de la demoiselle Pavie cet appui qui ne sera pour elle qu'un avantage et un bienfait :—Dit que, par le jugement dénié, il a été mal jugé, rejeté la demande en interdiction :—Ordonne que la demoiselle Pavie ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, recevoir un capital mobilier, en donner décharge, aliéner ni grever ses biens d'hypothèques sous l'assistance d'un conseil, etc.

Du 8 flor. an 12.—Trib. d'appel de Rouen.

#### CONTRAT PIGNORATIF.—VILETÉ DE PRIX.

Il n'y a contrat pignoratif que là où se trouvent réunies les trois conditions suivantes : faculté de rachat, relocation et vileté du prix. Il faut, pour constituer la vileté du prix, que la lésion soit d'outre-moitié (1).

(N.....—C. N....)

Du 8 flor. an 12.—Trib. d'appel de Besançon.

#### DIVORCE.—AVOÜÉS.—PARENS.—AMIS.—DÉLAI.—DÉCISENCE.

Sous la loi du 20 sept. 1793, les parties pouvaient comparaître assistées de leurs avoués, lors des actes préliminaires au divorce pour cause d'incompatibilité d'humeur.

Il suffisait que les parens convoqués ne comparussent pas pour que les époux pussent appeler des amis à leur place, sans qu'il fût nécessaire de mettre les parens en demeure.

L'époux poursuivait qui ne comparissait pas au jour par lui indiqué pour la prononciation du divorce, n'était pas déchu du droit de la faire prononcer tant qu'il se trouvait dans le délai de six mois déterminé pour cette prononciation.

(Garlier—C. sa femme.)

Du 10 flor. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

#### 1<sup>o</sup> ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.—TRANSACTION.

##### 2<sup>o</sup> NOM.—ENFANT NATUREL.

1<sup>o</sup> La transaction faite à la suite de poursuites judiciaires avant la loi du 12 brum. an 2, et par laquelle le père assure des alimens à son enfant naturel qu'il reconnaît, n'est

point une reconnaissance valable dans le sens de l'art. 336 du Code civil, c'est-à-dire qu'elle ne confère pas le droit de succéder (2).

2<sup>o</sup> On ne pourrait empêcher l'enfant naturel de prendre le nom de son père, s'il y avait été autorisé par jugement et par une transaction passée avec lui avant la loi du 12 brum. an 2. (3)

(Fremont—C. Calais.)

Du 11 flor. an 12.—Trib. d'appel d'Amiens.

#### ÉMIGRATION.—AMNISTIE.—TRAITÉMENT.

L'émigré est rendu à la vie civile et peut tester du jour même de l'arrêt qui l'amnistie, ... encore qu'il ne puisse obtenir la mise en possession de ses biens que du jour de la délivrance de l'arrêt (4).

(Groult—C. Costé.)

Du 11 flor. an 12.—Trib. d'appel de Rouen.

#### ENFANT NATUREL.—SUCCESSIBILITÉ.—PARENS.

Sous la loi du 12 brum. an 2, qui établissait une successibilité réciproque entre les enfans naturels et leurs parens collatéraux, un enfant naturel n'a pu disposer au préjudice de ses collatéraux au delà des limites fixées par les lois des 17 niv. an 2 et 4 germ. an 5. (5).

(Lienard.)

Du 11 flor. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.—1<sup>er</sup> sect.

#### LETTRE DE CHANGE.—INTERVENTION.—RECOURS.

Celui qui acquitte, par intervention, une lettre de change protestée, a son recours contre les endosseurs, bien qu'il leur soit absolument étranger, qu'il n'ait reçu d'eux aucun ordre à cet effet, et ne leur ait donné aucun avis particulier de ce paiement (6).

(Margaron—C. Pariset et Cathac.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL :—Vu l'art. 3 du tit. 5 de l'ordonnance de 1673 :—Vu les actes authentiques tant du protêt feut de paiement, que de celui d'intervention, duquel il résulte que Margaron et compagnie ont payé la lettre de change dont il s'agit, pour l'honneur de la signature de Pariset et compagnie :—Attendu que le protêt, feut de paiement, a été dénoncé à Pariset en temps utile :—A mis l'appellation au néant, etc.

Du 12 flor. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

#### COMMUNAUTÉ.—PARTAGE.—LÉSION.

La convention par laquelle des époux divorcés renoncent, avant de partager la communauté, à leurs reprises et emplois respectifs, doit être considérée comme une clause dépendante

de la quotité disponible au dixième, à l'égard de ceux qui avaient des collatéraux. Survint ensuite la loi du 4 germ. an 8, qui donne un peu plus de latitude à la faculté de disposer. Mais ces dispositions restrictives étaient-elles applicables aux enfans naturels ayant des parens collatéraux ? Les parens collatéraux étaient-ils un obstacle à ce que l'enfant naturel pût disposer au delà des proportions prévues par les lois de l'an 2 et de l'an 8 ? L'affirmative paraît juste, puisque les uns et les autres étaient réciproquement successibles. C'est ce qui est jugé par l'arrêt ci-dessus.

(6) Telle est aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 159 du Cod. de comm.

(1) P. décis. ident. Besançon, 8 germ. an 11. P. aussi Cass. 24 fruct. an 8, et la note.

(2) V. dans le même sens, Poitiers, 28 mess. an 12. P. aussi Cass. 18 flor. an 13 et la note.

(3) P. Paris, 7 germ. an 12 et la note.

(4) P. an 3 niv. an 13, l'arrêt de cassation rendu sur le pourvoi dont ce jugement a été l'objet.

(5) Aux termes de l'art. 9 de la loi du 12 brum. an 2, il y avait un droit de successibilité réciproque entre les enfans naturels et leurs parens collatéraux, à défaut d'héritiers directs.—La loi du 17 niv. an 2 qui suivit de près celle du 12 brum., avait considérablement restreint le droit de disposer, en rédui-

dants du partage et comme telle est susceptible de rescision pour cause de lésion (1).

(Guérin—C. Jollinier.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu, 1° qu'il est de principe universellement reconnu, que tous premiers actes entre copartageans ne sont jamais censés que partages, quelque dénomination qu'on puisse leur donner; que l'objet principal de ces sortes d'actes étant de faire cesser l'indivision entre les parties, on ne doit point en séparer les clauses qui influent sur l'indivision elle-même; — 2° Que, s'il est vrai que chaque clause d'un contrat forme un contrat particulier, suivant cette maxime *tot clausula tot contractus*, néanmoins cette maxime ne peut s'entendre que du cas où chaque clause est totalement indépendante l'une de l'autre, et où elles n'ont ni analogie, ni influence l'une sur l'autre; — 3° Que, quoique des copartageans puissent valablement, dans leur acte de partage, traiter et transiger sur des objets étrangers au partage, et que, dans ce cas, la rescision du partage ne puisse entraîner l'annulation des conventions étrangères au partage, néanmoins, lorsque l'objet de ces conventions est tellement lié à celui du partage, que la part de l'un des copartageans puisse en recevoir une diminution, la rescision du partage doit nécessairement opérer celle des autres conventions; — 4° Que dans ce cas particulier, Guérin-Lagrange, partie de Bréhard, ne pouvait avoir aucune part dans la communauté, s'il était vrai, comme le soutient la partie de Fromentin, que les reprises de ladite Queneau absorbaient ladite communauté, d'où il suit que ledit Guérin-Lagrange, en faisant renoncer ladite Queneau à ses reprises, s'attribuait, dans ladite communauté, une part plus grande que celle qu'il devait y prendre, en même temps qu'il réduisait à néant la part que sadite épouse avait dans ladite communauté; d'où il résulte que si le partage peut être rescindé pour lésion du tiers au quart, la renonciation qui a causé ladite lésion ne peut se soutenir, comme étant vraiment inhérente et inséparable d'un partage qui n'est tel qu'au moyen de ladite renonciation; — 5° Que, dans le fait, il n'est point contesté par ladite partie de Bréhard, que, pendant le mariage d'entre lui et ladite Queneau, il a aliéné des immeubles considérables de son épouse, et qu'il résulte de ses aveux, à cet égard, que ladite Queneau a été lésée, non-seulement du tiers au quart, mais même du tout au tout; qu'ainsi l'acte du 30 pluv. an 5 doit être rescindé en son entier, — Dit bien jugé, etc.

Du 12 flor. an 12. — Trib. d'appel de Poitiers.

SCCELLÉS. — DIVORCE. — COMPÉTENCE.

Lorsque le tribunal civil a commis un de ses membres pour apposer les scellés sur les meubles et effets de la communauté, aux termes de l'art. 270 du Code civil en matière de divorce, le mari qui a assisté (sans réclamer) à cette apposition, est non recevable à en demander

(1) F. anal. dans le même sens, Cass. 30 prair. an 13 et 8 mai 1807.

(2) F. dans le même sens, Carré, n° 3059.

(3) C'est aujourd'hui la disposition de l'art. 135, n° 7 du Code de proc.

(4) Aujourd'hui, il y aurait nullité de la vente faite dans un lieu autre que celui qui est indiqué par l'art. 617 du Code de procédure. Telle est du moins l'opinion de Carré, n° 2086, et des auteurs du *Praticien français*, t. 4, p. 205, note 3. — Toutefois, cette opinion est combattue par Pigeau, *Comment.*, t. 2, p. 205, n° 1. Suivant cet auteur, l'art. 617, par

ultérieurement la nullité, sous le prétexte qu'elle était de la compétence exclusive du juge de paix (2).

(Vannellbroeck.)

Du 12 flor. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

ALIMENS. — MATIÈRE SOMMAIRE. — EXÉCUTION PROVISOIRE. — CAUTION.

Les demandes en provision pour nourriture et alimens sont réputées matières sommaires dans le sens de l'art. 5, titre 17 de l'ordonn. de 1667. — Des lors, tout jugement rendu sur pareille demande est exécutoire de plein droit nonobstant appel (3).

La femme commune en biens qui plaide en divorce, n'est pas assujétie à donner caution pour les alimens qui lui sont adjugés.

(Vannellbroeck.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant qu'une demande en provision pour nourriture et alimens est réputée matière sommaire, aux termes de l'art. 5, tit. 17 de l'ordonnance de 1667; que, suivant l'art. 13, même titre, les jugemens définitifs rendus en matières sommaires sont exécutoires par provision en donnant caution; que la femme commune en biens qui plaide en divorce, et qui obtient une provision, trouve sa caution dans la portion des biens de la communauté qui lui appartient, sans qu'elle soit obligée d'en constituer d'autre; d'où il suit que le jugement du 29 frim. an 12 a pu être exécuté nonobstant l'appel, — Confirme, etc.

Du 12 flor. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

SAISIE-EXÉCUTION. — VENTE. — MARCHÉ.

Lorsqu'un mépris de l'art. 11, titre 33 de l'ordonn. de 1667, l'huissier n'indique pas pour la vente des meubles saisis le marché le plus voisin, cette contravention, bien qu'elle opère nullité de l'exploit indicatif et de tout ce qui s'est ensuivi, n'emporte pas nullité de la saisie elle-même (4).

(Vannellbroeck.)

Du 12 flor. an 12. — Trib. d'appel de Bruxelles.

MANDAT. — RÉVOCATION. — PAIEMENT.

Le paiement fait au mandataire révoqué est valable lorsque la révocation du mandat n'a pas été connue du débiteur (5).

(Rochemure—C. Savard.)

Du 13 flor. an 13. — Trib. civil de Paris.

COMMAND. — ADJUDICATION. — SOLIDARITÉ. — DÉPENS. — EXÉCUTOIRE.

En cas d'une adjudication contenant élection de command, on ne peut obtenir de plano une condamnation solidaire de dépens contre l'adjudicataire et le command; l'adjudicataire ne peut être pourvu si le command n'est au préalable discuté dans ses biens, et reconnu insolvable (6).

sa disposition fiscale, autoriserait la vente dans un marché autre que le plus voisin. Mais il nous semble que cette disposition se rapporte au cas prévu par le même article, où la vente dans un marché autre que le plus voisin a été autorisée par le tribunal.

(5) F. C. civ., art. 2005. — Il a même été jugé que tant que la révocation du mandat n'a point été signifiée au mandataire, les tiers traitent valablement avec lui, encore qu'il ait eu connaissance de la révocation. V. Turin, 20 mai 1807.

(6) Cette décision suppose résolue, pour l'affirmative, la question, si vivement controversée, de savoir

(Monglas—C. Chardin.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que la clause insérée dans le cahier des charges, ne peut avoir effet qu'autant qu'on aurait produit la preuve de l'insolvabilité notoire de la déclarataire de command, et qu'on aurait fait prononcer la peine encourue par la loi; — Attendu qu'au lieu de remplir ces préalables, il a été pris de plans exécutoires communs contre l'adjudicataire et sa déclarataire; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 13 flor. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

#### VIABILITÉ.—ACTE DE NAISSANCE.—ACTE DE DÉCÈS.

Lorsqu'il a été dressé acte de la naissance d'un enfant sans énoncer qu'il soit mort-né, cet acte de naissance fait foi que l'enfant a eu vie, tellement que le contraire ne peut résulter d'aucune preuve testimoniale, ni même de l'acte de décès qui est dressé le même jour, et qui énonce que l'enfant est mort en naissant (1).

(Deshayes—C. Deshayes.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que tous les actes de l'état civil font foi en justice jusqu'à inscription de faux; — Considérant qu'il est établi par les registres de l'état civil de la commune de Vitray, sous la date du 28 vend. an 11, qu'il est né un enfant ledit jour, lequel a été nommé Marie-Louise Deshayes, a été déclaré fille de feu Mulpice Deshayes et de Marie-Louise Aillet; que cet acte, qui constate par lui seul, et sans qu'il soit besoin d'autres preuves, que l'enfant de Marie-Louise Aillet a eu vie, ne pouvait être détruit, ni par les inductions que l'on voulait

si l'adjudicataire est garant de la solvabilité du command.—Cependant un arrêt de la Cour de cass. du 27 janv. 1808 a jugé qu'un acquéreur avec faculté d'élection de command, qui a fait cette élection, est dégagé de toute obligation envers le vendeur.— Dans le système du jugement actuel, on assimile l'adjudicataire à la caution qui est obligée pour le cas où le débiteur principal n'acquitterait pas la dette, mais qui peut opposer au créancier l'exception de discussion des biens de ce débiteur. En effet, si l'on refuse à l'adjudicataire qui a déclaré command, la position d'un simple mandataire, sous prétexte que ce n'est ni en vertu d'un mandat, ni au nom de telle personne, mais en son nom personnel qu'il a contracté; d'un autre côté on ne peut le considérer comme coadjudicataire, puisqu'il puise, soit dans la disposition de la loi, soit dans la clause de son contrat, la faculté de sa substituer une autre personne, et que l'acceptation du command fait passer sur la tête de celui-ci toutes les charges de l'adjudication. Dès lors, on doit le considérer tout au plus comme un fidejussor qui, s'il s'est engagé à ses risques et périls pour la personne qu'il s'est substituée, n'a cependant pas entendu contracter une obligation solidaire avec elle.—F. en ce sens, Paris, 12 frim. an 14.

(1) Il est évident qu'en présence de deux actes dont le plus récent contredit ce qui est énoncé au plus ancien, le plus ancien doit être préféré, parce qu'une fois le fait de la viabilité consacré par un acte de naissance, on ne peut, par un acte postérieur, nier l'existence de ce fait qui est désormais acquis d'une manière authentique aux parties intéressées.—Il a cependant été jugé par la Cour d'Angers, le 25 mai 1822, que le fait de la naissance d'un enfant en vie, quoique consigné dans un acte de naissance, reste incertain de sa nature (s'il n'a été présenté à l'officier de l'état civil qu'un enfant sans vie). Mais

tirer de l'acte inséré dans les mêmes registres et le même jour pour constater le décès du même enfant, ni par les preuves offertes par les intimés, lesquelles ne peuvent être admises contre un acte authentique; — Met l'appellation au néant; etc.

Du 13 flor. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### APPEL.—AVOUE.—DOMICILE ÉLU.—SIGNIFICATION.—INDIVISIBILITÉ.

Avant le Code de procédure l'acte d'appel était valablement signifié au domicile de l'avoué qui avait occupé pour l'intimé (2), surtout s'il y avait eu élection de domicile chez cet avoué dans la signification du jugement de première instance (3).

En matière indivisible, l'appel interjeté contre l'une des parties profite à l'appelant contre toutes les autres parties ayant le même intérêt (4).

(Van Dyck—C. Vais.)

Du 15 flor. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.

#### ENFANT NATUREL.—SUCCESSION.—RES-TITUTION.

La restitution d'une chose due à une succession est valablement faite à l'enfant naturel qui est en possession réelle et paisible de la qualité d'héritier, encore qu'il n'ait pas été envoyé en possession par justice (5).

(Raffeneau-Delille—C. Lafontaine.)

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Attendu que Marie-Anne Lafontaine, conjointement avec son frère, a été mise en possession de fait de l'hérédité de La-

cette décision n'est pas contraire à l'arrêt que nous recueillons ici. En effet, dans l'espèce jugée par la Cour d'Angers, l'enfant avait été présenté à l'officier de l'état civil sans vie; d'où il suit que bien que l'acte de naissance fit mention d'une naissance en vie, cette mention était moins la constatation d'un fait que celle de l'allégation de ceux qui avaient présenté l'enfant. Dans l'espèce de notre arrêt, au contraire, suivant l'acte de naissance, l'enfant avait été présenté en vie. Cette constatation de fait positive ne pouvant donc laisser aucun doute, à la différence du cas où le fait de la mort résultait de l'acte de naissance lui-même.

(2) V. dans le même sens, *Nouveau Denisart*, v<sup>o</sup> Appel, § 8, n<sup>o</sup> 4; Espagne, n<sup>o</sup> 99; — Il en est autrement sous le Code de procédure : l'art. 456 prescrit, à peine de nullité, la signification de l'acte d'appel à personne ou domicile, ce qui exclut la simple signification à avoué.—La raison de la différence entre les deux législations, c'est que d'après le Code de procédure (art. 456), l'acte d'appel doit contenir assignation, à peine de nullité; tandis que, sous l'ordonn. de 1667, la déclaration d'appel était distincte de l'assignation pour procéder sur l'appel. Or, c'est seulement la déclaration d'appel qui pouvait être valablement signifiée au domicile de l'avoué qui avait occupé en première instance; quant à l'assignation sur l'appel, elle devait être signifiée à personne ou domicile. F. Cass. 13 mai 1807.

(3) Jugé dans le même sens, sous le Code de procédure. Pau, 30 nov. 1809. — Mais l'opinion contraire a prévalu. F. Cass. 28 oct. 1811, 20 juill. 1824, et les nombreux arrêts de Cours royales, cités aux notes. V. aussi Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1662.

(4) F. conf., Montpellier, 27 juill. 1825; Bordeaux, 4 avril 1829; Cass. 20 juill. 1835.

(5) F. anal. dans le même sens, Paris, 25 pluv. an 10; Cass. 17 prair. an 11.

fontaine, son père naturel; que cette prise de possession a eu lieu par des actes faits pour elle et en son nom, par Raffeneau, notaire, qui fut nommé son tuteur, qui fit apposer et successivement lever les scellés, vendre les meubles, et qui, depuis, rendit un compte à la mère de la mineure, sa nouvelle tutrice; — Que cette prise de possession de la qualité d'héritière, et la possession réelle de ce qui se trouvait dans l'hérédité, ne fut point contestée par la sœur unique du défunt; qu'elle est décédée sans avoir fait aucune réclamation; que personne n'a paru depuis contester, à la mineure Lafontaine, la qualité dont elle est de fait en réelle possession; — Attendu que c'est sur le fondement de cette qualité, que sa tutrice a dénoncé la soustraction faite par Raffeneau du titre de dépôt de 100,000 fr. qu'il avait donné au défunt; que le jugement qui le condamne à la restitution de la somme, énonce cette qualité; et que si la condamnation, poursuivie par la tutrice de Marie-Anne Lafontaine, est prononcée par le tribunal criminel d'une manière générale envers la succession Lafontaine, c'est qu'en effet Marie-Anne n'étant reconnue héritière que pour moitié ne pouvait pas obtenir l'adjudication entière; — Attendu que Raffeneau, poursuivi par voie d'exécution, pour la moitié de la somme, ne peut pas exciper des dispositions de la loi transitoire du 15 flor. an 11, qui veut que les enfants naturels réclamant les droits successifs, se fassent, avant tout, envoyer en possession légitime; que cette loi ne reçoit aucune application à l'espèce: — 1° Parce que, avant la promulgation de cette loi, Marie-Anne Lafontaine était en possession de fait de la qualité d'héritière des biens, et que personne ne se présentant pour lui contester cette qualité, Raffeneau, ne peut, en règle générale, être recevable à la lui contester; — 2° Parce qu'il s'agit d'un titre sous-trait à la succession, et que celui qui a sous-trait une chose à quelqu'un n'est pas recevable, pour différer restitution, à dire que la chose n'appartient pas à la personne dépouillée; — Que si la soustraction n'avait pas été commise, le titre aurait été compris dans l'inventaire qui s'est fait à la requête de Raffeneau lui-même; que la mère tutrice eût réclamé et obtenu que Raffeneau s'en chargât, dans le compte qu'il rendit avant la loi de flor. an 11, et que sa condition n'a pu devenir meilleure par l'effet d'un délit; — 3° Parce qu'il suffit que la mineure soit en paisible possession de fait de la qualité d'héritière, pour que Raffeneau puisse s'acquitter valablement, entre ses mains, suivant la disposition de la seconde partie de l'article 1238 du Code civil ainsi conçu: « Le paiement fait de bonne foi. . . » Ce qui s'applique à l'espèce, puisque la mineure est présumée en possession de la succession dont ce titre faisait partie; — Met l'appellation, et ce dont est appel, au néant, etc.; — Au principal, déclare Raffeneau delivré non recevable dans la demande portée à l'exploit du 16 therm. an 11; ordonne que les poursuites et contraintes encommencées seront continuées; — Condamne Raffeneau aux dépens.

(1) Sur cette question controversée, *V. le résumé* de doctrine et de jurisprudence placé sous le jugement de Paris du 15 germ. an 12.

(2) Les institutions contractuelles ne pouvaient avoir d'effet qu'entre les futurs époux et leurs enfants à naître. Si donc un père mariant un de ses enfants instituit le futur époux et un autre fils, l'institution contractuelle n'était pas valable en faveur de celui des enfants qui ne contractait pas mariage. *V. Merlin, Répert., v° Institution contractuelle, § 5,*

Du 17 flor. an 12. — Trib. d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

**MINEUR. — TUTEUR. — MOYEN NOUVEAU.**

*La mineur contra lequel on a procédé en première instance, sans mettre en cause son tuteur ou curateur, peut faire valoir ce moyen de nullité en cour d'appel, encore qu'il soit devenu majeur dans l'intervalle.*

(Labriffe — C. Delcourt.)

Du 17 flor. an 12. — Trib. d'appel de Paris.

**ADOPTION. — ENFANT NATUREL.**

*On ne peut, sous le Code civil, adopter son enfant naturel reconnu. (Cod. civ., 343.) (1)*

(Laporte.)

Madeleine Laporte était accouchée d'un fils nommé Louis Lamarche. L'acte de naissance portait que cet enfant était né de Madeleine Laporte et d'un père inconnu. — Cette première preuve de maternité se trouvait corroborée par une suite de soins non interrompus, donnés par la mère à l'enfant. — Madeleine Laporte déclara adopter Louis Lamarche, déclarant, dans l'acte, le reconnaître de plus fort pour son fils naturel. — Le tribunal civil d'Alais déclara qu'il y avait lieu à adoption. — Mais le tribunal d'appel de Nîmes, auquel le jugement fut soumis, prononça en ces termes :

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL :** — Vu, etc.; — Réforme le jugement de 1<sup>re</sup> instance; en conséquence, déclare qu'il n'y a pas lieu à l'adoption.

Du 18 flor. an 12. — Trib. d'appel de Nîmes.

**INSTITUTION CONTRACTUELLE. — PROMESSE D'ÉGALITÉ. — EFFET.**

*La clause d'une institution contractuelle portant promesse d'égalité par un père à l'enfant institué, ne peut être invoquée par les autres enfants pour obtenir cette égalité (2).*

(Guillier-Demont — C. Guillier-Chaloron.)

**JUGEMENT.**

**LE TRIBUNAL :** — Considérant que la promesse d'égalité faite à tous les enfants, par le contrat de mariage d'un d'entre eux seulement, oblige sans doute les père et mère envers tous; mais que si cette promesse n'est faite qu'à un seul, elle ne peut s'étendre hors du cas des personnes qu'elle exprime; que dans les contrats de mariage des 18 janv. 1770 et 24 juin 1782, on trouve seulement que les dots des futurs seront rapportées à la succession de la mère pour être partagées également; que cette loi doit être entendue à l'égard des personnes pour qui elle est faite; mais que la mère n'ayant rien promis aux autres enfants, cette clause leur devient étrangère; qu'au surplus, en promettant l'égalité dans ces deux actes, elles s'étaient réservé le droit de disposer de 10,000 fr. en faveur de tel de ses enfants que bon lui semblerait; que le legs fait à l'intime n'est que de cette somme; qu'ainsi, cette

n° 5 et les auteurs qu'il cite à l'appui de son opinion. Elle ne pouvait même valoir, suivant Merlin, *ibid.*, n° 6, ni comme donation entre vifs, ni comme disposition à cause de mort; à plus forte raison les enfants non institués ne pouvaient-ils se prévaloir de l'institution faite en faveur des autres, ou de ses énonciations. — Quant à l'effet de la promesse d'égalité en ce qui touche l'instituteur, *V. Douai, 28 mars 1835*, et les autorités en décisions qui y sont indiquées *ad notum*.

disposition ne blesse point les conventions portées aux contrats de mariage ci-dessus datés, quelles que soient les personnes qui puissent en réclamer l'effet; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 18 flor. an 12. — Trib. d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Sallé. — Pl., les cit. Deséglise et Devaux.

#### ACTION EN JUSTICE.—PROCUREUR.

On ne peut plaider par procureur : c'est-à-dire que tous les actes de la procédure doivent être faits nécessairement au nom de ceux qu'ils concernent (1).

(Délodier—C. Andries.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que l'intimé a agi et plaidé en qualité de fondé de pouvoir, et que les parties, au nom desquelles il a intenté la demande, n'ont été mises en qualité dans aucun des actes de poursuites;—Considérant que c'est une maxime de droit public judiciaire, que les particuliers ne peuvent plaider par procureurs;—Que cette maxime rentre dans l'esprit comme dans les dispositions de l'art. 15, tit. 5 de la loi du 24 août 1790, d'après lequel les noms et les qualités des parties doivent être énoncées dans la première partie de la rédaction du jugement;—Considérant que tout ce qui est fait par une personne sans qualité est nul et de nul effet, surtout lorsqu'il n'est pas au pouvoir des parties de rectifier les nullités radicales par leur acquiescement;—Déclare l'intimé, de la manière qu'il a agi, sans qualité; et par suite, nulles et de nul effet les poursuites par lui dirigées contre l'appelant, ainsi que tout ce qui s'est ensuivi, y compris le jugement dont est appel;—Le condamne aux dépens, tant de cause principale, que d'appel;

Du 18 flor. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.

#### DIVORCE.—EFFET RÉTROACTIF.

Des sévices et injures graves antérieurs à la publication du Code civil, peuvent être proposés depuis le Code, comme cause de divorce (2).

(Gerblin—C. Boniva.)

Du 21 flor. an 12.—Trib. d'appel de Turin.

#### 1<sup>o</sup> EXECUTION.—JUGEMENT.—EFFET RÉTROACTIF.

#### 2<sup>o</sup> EXPERTISE.—LOI DE L'ÉPOQUE.—LÉSION.

1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> L'exécution d'un jugement, en ce qui touche les expertises, se fait dans la forme prescrite par la loi en vigueur à l'époque où cette exécution commence d'avoir lieu, sans égard à la loi existante à l'époque où le jugement a été rendu.

Spécialement : Lorsque, sur une demande en rescission pour cause de lésion, des experts ont été nommés, ils doivent procéder suivant les formes établies par le Code civil, encore que leur nomination soit antérieure à la promulgation de ce Code, si, à l'époque de la

promulgation, ils n'avaient point encore commencé leurs opérations (3).

(Velady—C. Boudon.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant que, quoique le jugement du 29 niv. an 12 ait précédé la loi du 15 vent., il n'est plus possible de l'exécuter dans la forme déterminée par les lois précédentes, relativement à la nomination d'experts et au rapport, parce que la loi du 15 vent. an 12 en a prescrit une nouvelle, plus simple et propre à abrégier les discussions; que ce n'est pas donner un effet rétroactif aux dispositions du Code civil, attendu qu'il ne s'agit pas de décider un point de droit, mais seulement de déterminer la forme à suivre dans la procédure; que les lois doivent être exécutées, à cet égard, au moment de leur promulgation;—Ordonne qu'il sera procédé en la forme nouvelle.

Du 22 flor. an 12.—Trib. d'appel de Nîmes.

#### ENFANT NATUREL.—QUOTITÉ DISPONIBLE.

L'art. 2 de la loi transitoire du 14 flor. an 11, en maintenant les libéralités faites antérieurement au Code civil, au profit d'enfants naturels, sauf la réduction à la quotité disponible fixée par le Code, a entendu par ces dernières expressions quotité disponible, non la quotité que l'enfant naturel peut recevoir, aux termes de l'art. 757, mais la quotité dont on peut disposer en faveur de toute personne, aux termes des art. 913, etc. (4).

(Saint-Gilles—C. Amphoux.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Considérant qu'on ne doit pas entendre par quotité disponible, la partie réservée et fixée par la loi, pour les enfants naturels, par les titres du Code, mais, au contraire, la portion dont les pères et mères peuvent faire une libéralité en faveur de leurs enfants ou étrangers; que si le législateur avait voulu, dans le cas où il existe une disposition testamentaire en faveur d'un enfant naturel, le réduire toujours à la portion fixée par la loi, il s'en serait expliqué différemment; et au lieu d'ordonner l'exécution de la disposition, sans la réduction à la quotité disponible, aux termes du Code civil, il aurait dit, sauf la réduction à la portion accordée ou réservée aux enfants naturels par le Code civil; qu'en effet, la quotité disponible, aux termes du Code civil, et la portion que la loi réserve aux héritiers, sont deux choses trop distinctes pour qu'on puisse les confondre, etc.

Du 24 flor. an 12.—Trib. d'appel de Nîmes.

#### ACQUÉREUR.—DÉGRADATIONS.

L'acquéreur d'un immeuble, évincé par les créanciers hypothécaires de son vendeur, n'est passible d'aucun dommage-intérêt pour les dégradations qu'il a faites en qualité de propriétaire, encore qu'il en ait profité, lorsqu'il a délaissé l'immeuble avant la contestation en cause (5).

(1) V. ident., Liège, 15 flor. an 11, et nos observations.

(2) V. enel. dans le même sens, Bordeaux 17 mars 1806; Turin, 25 mai et 8 oct. 1808.

(3) V. en ce sens, Cass. 25 juillet 1831 (Volume 1831).—Cependant antérieurement, la Cour de cassation avait, par un arrêt du 4 février 1812, décidé qu'une expertise ordonnée dans le cours d'une instance introduite sous l'empire de l'ancien droit, devait être régie par les dispositions de l'ordonnance, et non par celles du Code de procédure. Il est vrai

que dans l'espèce de ce dernier arrêt, le demandeur en cassation avait d'abord consenti à ce que les experts fussent nommés dans la forme de l'ordonnance, ce qui constituait un acquiescement à ce mode de procéder.

(4) V. en sens contraire, Cass. 22 mess. an 13.

(5) Cette décision ne doit pas être admise aujourd'hui. D'après l'art. 2175, les détériorations qui procèdent du fait ou de la négligence du tiers détenteur, au préjudice des créanciers hypothécaires ou privilégiés, donnent lieu à une action en indemnité,



(Dormesson—C. Pasquier.)

Le 13 nov. 1790, vente par le sieur Boisse au sieur Pasquier du domaine d'Orly, qu'il avait acquis lui-même du sieur d'Ormesson.

En l'an 7, le sieur Pasquier est assigné en déclaration d'hypothèque par la dame veuve d'Ormesson créancière de la succession de son mari pour raison de ses reprises matrimoniales.

Le sieur Pasquier pour éviter l'effet de cette action délaisse la propriété vendue.

Dans cet état, la dame veuve d'Ormesson forme une nouvelle demande contre le sieur Pasquier tendant à ce qu'il fût condamné en 50,000fr. de dommages intérêts pour raison des démolitions, dégradations et autres changemens qu'il avait faits aux immeubles délaissés.

Sur cette demande, jugement du tribunal civil de la Seine qui déclare la dame veuve d'Ormesson, mal fondée, et a entendu que Pasquier a délaissé l'immeuble avant la contestation en cause, qu'il ne peut être tenu de le délaissier que dans l'état où il était lors de la demande en déclaration d'hypothèque, et qu'avant cette demande il a pu disposer de sa propriété;—Déclare la dame d'Ormesson non recevable.

Appel de la dame d'Ormesson.

JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 24 flor. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.

PROPRIÉTÉ.—PREUVE.—TITRE.

Celui qui n'a aucun titre de propriété ne peut être admis à faire preuve de cette propriété par témoins contre celui qui a un titre (1).

(Clavé—C. Bailion).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que l'intimé n'a aucun titre de propriété ni pour le tout ni pour partie du sixième du bien dont il s'agit; que rien ne justifie qu'il ait été originairement l'un des associés pour l'acquisition de ce bien, il n'a en sa faveur que l'aveu de l'appelant, qui convient lui avoir cédé verbalement le sixième à lui venu dans les mêmes biens, en se réservant expressément les deux pièces de terre que l'intimé revendique; or, on ne peut diviser cette confession, et l'intimé ne peut que l'accepter ou la rejeter dans son entier; et comme il veut profiter de la cession avouée, il faut qu'il admette la réserve contenue dans l'aveu, et, dès lors, le déguerpissement des deux pièces en question est sans fondement; — Considérant que la déclaration judiciaire des coassociés, les quittances de paiement produites par l'intimé et la lettre dont il excipe ne peuvent suppléer les titres de propriété qui lui manquent; en effet, les déclarations des coassociés se contredisent, et Delon, prête-nom, n'a point été favorable, dans ses dires, au système de l'intimé; d'ailleurs, ce genre de preuves, ni les quittances, ni la lettre ne sauraient équivaloir au titre translatif de propriété qui manque à l'intimé, et il n'en résulte nullement qu'il ait été originairement l'un des associés; c'est donc mal à propos que les juges à quo ont accueilli sa demande en affirmant; ils au-

ent, dans ce cas, suivant M. Troplong, des *Prie. et Hyp.*, n° 831, il n'y a pas à distinguer (comme la décision ci-dessus) et comme cela était admis dans l'ancienne jurisprudence, entre les détériorations arrivées avant la demande en déclaration d'hypothèque, et les détériorations survenues depuis.

(1) C'est la conséquence de la règle que loi est

raient dû, au contraire, l'en débouter, et, tout au plus, déférer l'affirmation à l'appelant; en conséquence;—Infirme, etc.

Du 26 flor. an 12.—Trib. d'appel de Colmar.

JUGEMENT.—PRÉNOT.

Est nul le jugement qui contient une erreur relativement au prénom de l'une des parties (2).

(Curbir—C. N.).—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL; — Considérant que, quoiqu'il ne soit tel question que d'une erreur purement matérielle, il n'est pas moins vrai que la forme voulue par la loi n'apas été observée, puis-que le vrai prénom de l'appelant est Jean-Jacques et non pas Michel; conséquemment que le jugement dont il s'agit doit être annulé;—Déclare le jugement susdit nul et de nul effet, etc.

Du 25 flor. an 12.—Trib. d'appel de Turin.

ADJUDICATION.—DÉLAI.

L'art. 14 de la loi du 11 brum. an 7 sur les expropriations forcées, qui veut qu'au cas où l'adjudication est remise à un autre jour, le délai de la remise n'exécède pas trente jours, n'est pas tellement impératif que la remise ne puisse bien être portée au trente-cinquième jour pour la régularité du service du tribunal, surtout si entra la notification des affiches et l'adjudication, il y a moins de trente jours.

(Ters—C. Masse.)

Du 27 flor. an 12.—Trib. d'appel de Paris.

DOMICILE.—MINEUR.—TUTEUR.

Le mineur a son domicile chez son tuteur et non chez l'agent chargé de l'administration de ses biens, encore que cet agent, nommé par le conseil de famille, ait été qualifié de tuteur onéraire dans l'acte de nomination (3).

(Narbonne-Pelet—C. Rodier.)

Ainsi jugé par jugement du 30 frim. an 12, par lequel le tribunal civil de la Seine, — « Considérant que l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 brum. an 7, veut que le commandement tendant à expropriation forcée soit fait au débiteur; que les arts 5 et 6 exigent qu'une des affiches soit apposée à l'extérieur du domicile de ce débiteur; que les procès-verbaux d'appositions d'affiches soient notifiés au saisi en son domicile, et que copie lui en soit laissée;—Considérant que l'art. 108 du Code civil porte que le mineur non émancipé aura son domicile chez ses père et mère, ou tuteur;—Considérant que, dans l'espèce, le domicile du mineur Narbonne-Pelet est évidemment celui de sa mère, chargée spécialement, en sa qualité de tutrice, de prendre soin de la personne du mineur, et non celui de Beauvallet, qui, bien que décoré du nom de tuteur onéraire, ne peut être envisagé que comme l'agent d'affaires de la tutelle, la loi n'admettant pas cette distinction de tuteur honoraire et de tuteur onéraire;—Considérant, en point de fait, que le commandement pour parvenir à l'expropriation forcée n'a été fait qu'au domicile de Beauvallet;

due au titre. Mais si le titre était argué de fraude, ou si on présentait au commencement de preuve par écrit, la preuve par témoins pourrait être admise.

(2) Il n'en devrait être ainsi, selon nous, qu'autant que cette erreur aurait pu causer un préjudice à l'autre partie.

(3) F. sur la coexistence de deux tuteurs, Paris, 15 mess. an 12 et la note.

que c'est à l'extérieur du même domicile qu'a été apposée l'affiche; que ce n'est encore qu'à cette demeure qu'ont été notifiés les procès-verbaux d'affiches; d'où il suit que le vœu des art. 1, 5 et 6 de la loi du 11 brumaire n'a point été rempli;—Déclare nul le commandement, etc.»

Appel.

#### JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Adoptant les motifs des premiers juges;—Dit bien jugé, etc.

Du 28 flor. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., les cit. Guéronit et Moreau.

#### DONATION DÉGUISÉE.—VENTE.

Une donation déguisée sous la forme d'une vente est valable jusqu'à concurrence de la quotité disponible (1).

(Dehenault.)

Du 28 flor. an 12.—Trib. d'appel de Bruxelles.

#### REQUÊTE CIVILE.—PIÈCES RETENUES.

Le recours en requête civile n'est pas recevable lorsque la retenue de pièces sur lesquelles il est fondé, n'a pas été le fait de la partie adverse, et que les pièces étant consignées sur des registres publics, le demandeur en requête civile a pu en prendre connaissance (2).

(Duparc—C. veuve Chibon.)—JUGEMENT.

LE TRIBUNAL;—Attendu que les pièces rapportées par Duparc n'étaient pas retenues par la veuve Chibon, puisque ces pièces étaient inscrites sur les registres de l'état civil et des tribunaux, registres ouverts à quiconque veut les consulter; qu'enfin ces pièces étaient connues par Duparc avant et lors du jugement contre lequel il se pourvoit aujourd'hui en requête civile, puisque, dans son mémoire imprimé et distribué aux magistrats de ce tribunal, lors du procès jugé par ce jugement, il le dit en termes formels, et menace même la dame Chibon de

(1) V. Cass. 6 plav. an 11 et la note.

(2) D'où Carré, t. 2, p. 280, note 1, conclut que la requête civile n'est pas recevable toutes les fois qu'avant le jugement, la partie qui veut user de cette voie a eu les moyens de se procurer la communication des pièces dont elle argumente, et qu'elle prétend avoir été retenues par son adversaire. Il a même été jugé qu'on ne peut fonder un moyen de requête civile sur des pièces retenues par la partie adverse, lorsqu'on a négligé les moyens d'en obtenir la représentation. P. Paris, 28 nov. 1810.

(3) Aux termes de l'art. 499, Code civil, le tribunal peut, en rejetant la demande en interdiction, donner un conseil judiciaire à l'interdit si les circonstances l'exigent. Il agit de là que les juges ont, au cas de cette matière un pouvoir discrétionnaire. « Il n'est pas possible, dit Toullier, t. 2, n° 1369, d'indiquer d'une manière précise les cas où, sans qu'il soit besoin de prononcer l'interdiction, il suffirait de soumettre un majeur à la direction du conseil judiciaire : les faits et les circonstances peuvent seuls déterminer. C'est par eux seuls qu'on peut connaître si l'individu est atteint de cette faiblesse de raison et de caractère, qui laisse flotter sa volonté toujours prête à fléchir au gré de ceux qui veulent s'emparer de son esprit pour le surprendre; de cette facilité à s'engager, qui le rend incapable de diriger utilement ses affaires seul, et sans un conseil ferme et éclairé. » P. Riom, 4 mai 1825.—Il en est ainsi autrement avant le Code : les tribunaux ne pouvaient placer sous l'autorité d'un conseil judiciaire, les personnes qui n'étaient pas en état d'être interdites; V. Cass. 24 niv. an 10. Mais on comprend que les tribunaux

mettre au jour cette circonstance, si les actes qu'il produit à l'appui de sa prétention sont rejetés;—Débouté, etc.

Du 28 flor. an 12.—Trib. d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

#### CONSEIL JUDICIAIRE.—FAIBLESSE D'ESPRIT.

—EFFET RÉTROACTIF.

Dans le cas d'une interdiction provoquée avant le Code, mais jugée depuis, les tribunaux peuvent nommer un conseil judiciaire au défendeur à l'interdiction, qui n'est pas tombé dans un état de démence absolue, mais dont les facultés morales sont seulement affaiblies. (Cod. civ., art. 489, 490) (3)

(Ladreyt aîné—C. Ladreyt.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'il ne résulte pas des procédures, que le sieur Ladreyt aîné soit dans un état tel qu'il ait perdu la raison et le bon sens; mais qu'il en résulte au contraire qu'il a conservé l'un et l'autre;—Considérant néanmoins qu'il paraît que le sieur Ladreyt aîné, à raison de son grand âge, a éprouvé un affaiblissement de mémoire assez considérable, et que d'après le Code civil, les tribunaux peuvent, lorsqu'ils le jugent convenable, nommer un conseil judiciaire, et que dans ce cas, il convient d'assurer au sieur Ladreyt l'exécution de la cession qu'il a passée à la veuve Vualit;—Dit mal jugé, etc.

Du 2 prair. an 12.—Cour d'appel de Lyon.—Sect. réunies.

#### DIVORCE.—AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.

—ADULTÈRE.—MAISON COMMUNE.

La femme demanderesse en divorce n'a pas besoin d'autorisation pour ester en jugement dans les procédures relatives au divorce (4).

La femme a le droit de demander le divorce pour cause d'adultère du mari, alors même qu'elle a quitté la maison commune avant que la concubine y ait été introduite (5).

auxquels le Code a conféré ce pouvoir aient pu l'exercer dans une instance en interdiction introduite avant le Code. P. en ce sens, Rouen, 8 flor. an 12.

(4) P. conf., Cass. 9 frim. an 11, et la note.

(5) Il semble au premier coup d'œil qu'il en devrait être autrement, et que, dans l'esprit du législateur, l'adultère du mari ne doit être une cause de divorce que dans le cas où il y joint l'outrage de tenir sa concubine sous les yeux de la mère de famille et de ses enfants. Mais il faut considérer que la maison du mari ne cesse pas d'être la maison commune par le fait de l'absence de la femme, puisque le mari a le droit de contraindre sa femme à venir l'habiter et qu'il son tour elle a celui de s'y faire recevoir; qu'ainsi cette absence n'ôte pas à l'adultère du mari, lorsqu'il a tenu sa concubine dans cette maison, le caractère de gravité qui fait autoriser la femme à demander dans ce cas la séparation de corps; qu'il n'en est pas moins vrai que la concubine a tenu la place de l'épouse légitime, et souillé de sa présence la demeure de la famille. Telles sont les raisons qui ont déterminé la jurisprudence et les auteurs. — V. Cass. 21 déc. 1818, 27 janv. 1819, 9 mai 1821, 17 août 1825; Douai, 24 juill. 1812; Orléans, 16 août 1820; Agen, 27 janv. 1824; Bruxelles, 14 oct. 1830; — Favard de Langlade, *Rept.*, v° *Séparation entre époux*, sect. 2, § 1<sup>er</sup>, n° 3, et v° *Adultère*, § 1<sup>er</sup>; Duranton, t. 2, n° 548; Vazeille, *Traité du mariage*, t. 2, n° 538.—En sens contraire, Limoges, 2 juill. 1810. — V. aussi un arrêt de la même Cour, du 21 mai 1835 (Volume 1835), qui décide qu'on ne peut regarder comme la maison commune un bâtiment d'exploitation appar-

(Bouchillen—C. sa femme.)—ARRÊT.

LA COUR ;—Considérant que le titre du Code concernant le divorce, prescrit toutes les formalités qui doivent être observées dans cette procédure ; qu'aucune des dispositions de cette loi ne soumet la femme à une autorisation spéciale ; que les deux époux sont placés par la loi sur la même ligne ; que le mari n'est pas plus assujéti que le mari à une formalité particulière ; que cette autorisation se trouve d'ailleurs dans le jugement qui, d'après le rapport du président et sur les conclusions du ministère public, a permis à la dame Lambert d'assigner son mari à comparaître à l'audience de huis-clos ; que cette sorte de procédure sortant de toutes les règles communes ne doit être soumise à d'autres formalités que celles prescrites par le titre du divorce ;

Au fond, qu'il résulte des faits que l'appelant, époux de Dauphine Lambert, a pris pour domestique une fille nommée Suzon ; que, cette fille ayant été renvoyée, elle est depuis accouchée à Charente, le 25 fruct. an 5 ; que l'appelant s'est reconnu père de l'enfant devant l'officier public ;—Qu'en l'an 9, l'appelant a introduit dans sa maison la nommée Louise Pellerin ; qu'elle y est accouchée le 18 vend. en 11 ; que l'appelant s'est ainsi reconnu père de cet enfant devant l'officier public ;—Que l'appelant a opposé contre la demande en divorce, que l'intimée, son épouse, avait cessé d'habiter sa maison, étant allée chez son père, et qu'elle, Louise Pellerin, étant mariée, son mari seul pouvait se plaindre de l'indignité, dont le jugement dont est appel avait admis la preuve des faits ;—Considérant que, quoique l'intimée ait demeuré chez son père depuis l'an 9, le mariage de son mari n'a pas cessé d'être la maison commune, — Donne défaut, et dit bien jugé, etc.

Du 2 mars. an 12.—Cour d'appel de Poitiers.

1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> LICITATION.—MINEUR.—NOTAIRE.

3<sup>o</sup> EXPERTS.—SERMENT.—LICITATION.

4<sup>o</sup> PARTAGE.—LIQUIDATION.—NOTAIRE.

1<sup>o</sup> En cas de licitation d'un immeuble dépendant d'une succession où il y a des mineurs, ce n'est pas devant le tribunal qu'on doit y procéder, mais bien devant un juge du tribunal ou devant un notaire à ce commis. L'art. 827 du Code civil portant que la vente aura lieu devant le tribunal, s'interprète par les art. 459 et 460, qui ordonnent le renvoi devant un juge ou devant un notaire (1).

2<sup>o</sup> Le tribunal peut, si tel est le vœu des parties, d'accord avec leur intérêt, ordonner que la vente aura lieu devant un notaire autre que celui de la situation des biens (2).

3<sup>o</sup> Lorsque les biens d'une succession doivent être vendus sur licitation, et que des experts, avant de les estimer, ont prêté en justice le

serment de remplir fidèlement la mission qui leur est donnée, il n'est pas nécessaire qu'ils prêtent un second serment pour affirmer leur procès-verbal (3).

4<sup>o</sup> Bien qu'un notaire autre que celui de la situation des biens ait été commis pour procéder à la vente, ce n'est pas une raison pour que le notaire des lieux ne soit pas chargé des opérations ultérieures. En d'autres termes, la liquidation et le partage peuvent avoir lieu devant un notaire autre que celui devant lequel la vente a eu lieu (4).

(Pillon—C. Imbert de Bouville.)—ARRÊT.

LA COUR ;—Vu les art. 459 et 460 ;—Vu pareillement les art. 827, 828 et 839 ;—Considérant que les formalités à suivre en fait de vente ou licitation en justice de biens de mineurs, sont tracées dans la sect. 8<sup>e</sup> du chap. 2 de la loi sur la minorité, et qu'il en résulte, art. 459 et 460, qu'après la confection des actes préliminaires, le vente ou licitation doit se faire publiquement en présence du subrogé-tuteur, et aux enchères qui sont reçues par un juge ou par un notaire délégué par le tribunal ;—Considérant que l'art. 827 de la loi des successions, n'est qu'indicatif et distinctif du cas où toutes les parties sont majeures, d'avec celui où il y a des mineurs intéressés à l'acte de licitation ; qu'il ne peut pas exister deux manières d'opérer, l'une pour le cas de vente pure et simple, l'autre pour le cas de vente par licitation ; qu'en disposant, lorsqu'il y a des mineurs intéressés à une licitation, que le vente doit se faire devant le tribunal, l'article ne signifie autre chose, sinon qu'elle doit se faire en justice d'après les règles établies pour l'aliénation des biens des mineurs ; que le sens de l'art. 827 est tellement indubitable, que l'article 839 l'a déterminé lui-même explicitement de la sorte ; qu'ainsi il est certain que lorsqu'il s'agit de vendre ou liciter des biens des mineurs, il y a nécessité de se conformer au mode établi par la loi sur la minorité, et que les juges des Andelys, en ordonnant que les enchères seraient reçues par le tribunal même, au lieu de l'être par un juge ou par un notaire à ce délégué, et substitué à une formalité alternative une formalité positive qui est hors le sens de la loi, et a commis une violation manifeste de l'art. 839 de la loi des successions, section du partage, et des art. 459 et 460 de celle sur la minorité ;

Considérant que pour se décider dans l'alternative de déléguer, soit un juge du tribunal, soit un notaire, le vœu des parties intéressées dirigé dans la vue de tirer au meilleur parti de la vente, est le point principal à fixer ; que, dans l'espèce, où il s'agit de la licitation d'une terre de la plus haute importance, il est sensible qu'il y a une plus grande concurrence d'enchérisseurs à espérer dans la ville de Rouen que dans celle des Andelys ; que l'intérêt du mineur et des autres copro-

tenant au mari et atteints au domicile conjugal, si ce bâtiment est habité à titre de fermier par le père de la concubine, et s'il n'a aucune communication directe avec le domicile des époux.

(1) V. dans le même sens, Turin, 27 fruct. an 13. — V. aussi Chabot, Successions, art. 827, n<sup>o</sup> 7, et 839.

(2) V. dans le même sens, Turin, 27 fruct. an 13.

(3) Un arrêt du 27 fév. 1828, décide une question analogue, en jugeant que l'expert qui a prêté serment pour l'opération à lui confiée, ne doit pas prêter un nouveau serment pour le supplément d'expertise qui peut lui être demandé.

(4) C'est bien là, ce nous semble, le sens de la décision contenue dans l'arrêt que nous recueillons.

Le Journal du Palais nous paraît avoir pas fidèlement rendu en faisant décider ici par la Cour de Rouen, que le notaire commis pour recevoir les enchères, peut l'être également pour les opérations ultérieures. Cela serait par trop simple, et la difficulté dans l'espèce venait, au contraire, de ce qu'il n'aurait pas prétendu que, si l'on renvoyait la vente devant un notaire autre que celui de la situation des biens, il faudrait aussi lui renvoyer la suite des opérations, c'est-à-dire la liquidation et le partage, dont ce dernier se trouvait naturellement chargé. La Cour d'appel répondait, et avec raison, cette prétendue nécessité, en décidant que la vente peut avoir lieu devant un notaire, et les opérations ultérieures devant un autre.

prétaires est nul, et que dans les actes de délibération de famille et de cohéridité, tous s'accordent sur les avantages à commettre à la réception des enchères de la terre de Portmort, un notaire de la ville de Ronen ;

Considérant que les experts qui doivent procéder aux estimations ayant prêté le serment en tel cas requis devant le tribunal des Andelys, il serait inutile, et contre l'usage généralement reçu dans la ci-devant province de Normandie, d'en exiger un second après la confection de leurs procès-verbaux ;

Considérant que le notaire des Andelys, qui peut être proposé à la réception des enchères des biens, autres que la terre de Portmort, peut également, d'après l'art. 826 de la loi des successions, section des partages, être commis, conformément au vœu de toutes les parties intéressées, pour procéder aux opérations ultérieures de la vente de la terre de Portmort, comme à celles des autres biens ; — Confirme, etc.

Du 3 prair. an 12. — Cour d'appel de Rouen. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., M. Boucher-Duirouchay.

# 1<sup>re</sup> EXPROPRIATION FORCÉE. — HYPOTHÈQUE SPÉCIALE. — HYPOTHÈQUE GÉNÉRALE.

## 2<sup>de</sup> HYPOTHÈQUE GÉNÉRALE. — HYPOTHÈQUE SPÉCIALE. — JUGEMENT.

1<sup>er</sup> Le créancier qui avait une hypothèque spéciale sur des immeubles désignés, et une hypothèque générale sur tous les biens de son débiteur, n'a pu, même après la loi du 11 brum. an 7, saisir les biens hypothéqués généralement, que discussion préalablement faite des biens grevés de l'hypothèque spéciale (1).

2<sup>o</sup> Un jugement qui ne fait que rendre exécutoire un titre hypothécaire, n'a pas l'effet de convertir l'hypothèque spéciale en hypothèque générale.

(Reyvaert — C. Audenroge.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'acte de constitution de rente du 18 avril 1788 contient la désignation des immeubles sur lesquels la rente est spécialement hypothéquée ; — Attendu que l'hypothèque spéciale n'affecte que les fonds sur lesquels elle est assignée : qu'elle fixe le droit du créancier sur un objet déterminé ; — Attendu que le créancier, au profit duquel une hypothèque spéciale a été consentie, est tenu de discuter les biens sur lesquels elle est assise, avant que de s'adresser aux autres biens du débiteur, suivant la loi 9, Cod. de distract. pign. : *Quæ specialiter vobis obligata sunt, debitoribus detractantibus solutionem, bonâ fide debetis, et solemniter vendere, itâ anim apparebit, an az pretio pignoris debito satisfieri possit; quod si quid deerit, non prohibemini catara etiam bona, jure conventionis consequi* ; — Attendu que la loi du 11 brum. an 7 n'a pas dérogé à ces principes, et que, de ce qu'elle exige un titre exécutoire pour la vente forcée des immeubles, il ne suit pas qu'elle autorise l'expropriation des immeubles qui ne sont pas affectés par ce titre, avant d'avoir exécuté l'hypothèque spéciale ; — Que le principe de nécessité de discussion préalable des biens

hypothéqués spécialement est encore reconnu par l'art. 2209 du Code civil, où il est dit que le créancier ne peut poursuivre la vente des immeubles qui ne lui sont pas hypothéqués, que dans le cas d'insuffisance des biens qui lui sont hypothéqués ; — Que si cette disposition du Code civil n'est pas applicable au cas particulier, comme dérivant d'un contrat antérieur audit Code, il n'est pas moins certain qu'elle ne fait que consacrer un principe préexistant, et d'ailleurs conforme à la justice et à l'équité ;

Attendu qu'en apposant le sceau de l'exécution à l'acte du 18 avril 1788, le tribunal de Gand ne lui a pas donné plus de force et d'étendue qu'il n'en avait par lui-même ; qu'il n'a fait que le revêtir de la forme nécessaire pour être exécuté, selon sa teneur, sans conférer à l'impétrant plus ample hypothèque que celle qu'elle avait, et sans lui donner hypothèque judiciaire, à l'effet de poursuivre la généralité des biens de son débiteur ; — Attendu que le veuve Audenroge a d'autant moins pu poursuivre la vente forcée de tous les biens de Reyvaert, qu'il résulte des pièces du procès que les biens qui lui étaient spécialement hypothéqués n'étaient grevés d'aucune charge que d'une rente au capital de 7,300 fr., due à la dame Chellindb, laquelle somme jointe à celle qui était due à la veuve Audenroge, montant à 10,500 fr., et aux intérêts arriérés de ces rentes, formait un total de 24,000 fr., tandis que ces biens, par l'expropriation dont il s'agit, montaient à 36,000 fr., et ainsi beaucoup au delà de ce qu'il fallait pour satisfaire l'intimée et la créancière antérieure ; — Que de toutes ces considérations, il suit que les poursuites en expropriation de la généralité des biens de Reyvaert, sont nulles, quant au fond, et qu'il est inutile d'examiner les questions relatives à la forme ; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 3 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

## ADOPTION. — ENFANT NATUREL.

On ne peut, sous le Code civil, adopter son enfant naturel reconnu. (C. civ., 343) (2).

(Lagel.)

Du 3 prair. an 12. — Cour d'appel de Nîmes.

## DONATION. — RÉSERVE DE DISPOSER. —

### RÉTENTION D'USUFRUIT.

Une donation universelle d'immeubles, faite avec rétention d'usufruit et réserve de disposer en cas de besoin, acceptée et réalisée, constitue une donation entre vifs et non une donation à cause de mort.

(Halluent.)

Du 3 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

## INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — FEMME. — COMMUNAUTÉ.

La femme commune, bien qu'elle n'ait pas été mise en cause, peut être interrogée sur faits et articles, lorsqu'il s'agit d'une créance qui concerne la communauté (3).

(Demoutier — C. Huyghe.)

Du 4 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

Hypothèques, n<sup>o</sup> 185; Merlin, Répert., v<sup>o</sup> Titres confirmatifs, et Troplong, des Hypothèques, n<sup>os</sup> 437 bis et 767. ... Surtout il en est ainsi, si les biens hypothéqués spécialement sont (à la différence de ce qui existait dans l'espèce) reconnus insuffisants pour solder la totalité de la créance (P. Cass. 4 avril 1808).

(2) V. idem, Paris, 15 germ. an 12, et la note.

(3) V. dans le même sens, Bruxelles, 4 fév. 1813.

(1) Mais il en est autrement dans le cas où la créancier a obtenu un jugement de condamnation contre le débiteur : il peut alors, en vertu de ce jugement conférant hypothèque judiciaire, prendre inscription sur tous les biens du débiteur, et par suite il pourrait en poursuivre l'expropriation avant ceux qui lui ont été hypothéqués spécialement (V. Cass. 13 déc. 1824, et 20 avril 1825; MM. Grenier, des

1<sup>o</sup> RENTE FÉODALE. — CENS.2<sup>o</sup> RENTE. — ARRÉRAGES. — PRÉSCRIPTION. — EFFET RÉTROACTIF.3<sup>o</sup> DEMANDE NOUVELLE. — ARRÉRAGES — APPEL.

1<sup>o</sup> Celui qui possédait des immeubles comme censitaire, ne pouvait basiller à cens car mêmes immeubles. Ainsi, quelle dénomination que le censitaire ait donnée à son acte de concession et aux rentes qui en forment le prix, la concession n'est dans la réalité qu'un bail à rente, et les redevances ne sont que des rentes foncières, non atteintes par les lois abolitives de la féodalité (1).

2<sup>o</sup> La prescription de cinq ans, établie en matière d'arrérages de rentes, n'est pas applicable aux arrérages échus avant la loi qui établit cette espèce de prescription. (L. 20 août 1792, tit. 3, art. 1<sup>er</sup>) (2).

3<sup>o</sup> Sous l'empire de la loi du 3 brum. an 2, les tribunaux d'appel pouvaient prononcer sur les arrérages échus depuis le jugement de première instance (3).

(Héritiers Cros — C. Chalonnat.) — ARRÊT.

LA COUR :— Considérant, 1<sup>o</sup> que la veuve et les enfants Pons de Bologne, qui baillèrent acensement le domaine de Belregard, n'étaient point seigneurs de la terre où le domaine était situé; que cette propriété était sous la directe de l'abbaye de Mazan, et lui devait une censive; que cette abbaye, loin de se dépouiller de sa seigneurie, ne consentit à l'acensement qu'à la condition du paiement de cette censive par les nouveaux acquéreurs; que, dès lors, il était impossible que les Bologne établissent sur le domaine de Belregard une nouvelle censive, d'après la maxime cens sur cens ne vaut; que, dans le fait, ils n'ont stipulé en leur faveur qu'une rente purement foncière (ainsi que cela résulte des expressions de l'acte), qui de fait a été reconnue en plusieurs occasions par les appelans qui, par des actes publics, ont déclaré servir aux intimés une rente qualifiée foncière;

2<sup>o</sup> que l'art. 1<sup>er</sup>, tit. 3, de la loi du 20 août 1792, ne prononce que pour l'avenir la prescription de cinq ans des arrérages de rente foncière; que l'art. 3 du même titre suspend cette prescription depuis le 2 nov. 1789, jusqu'au 2 nov. 1791; que l'action des mariés Chalonnat a été intentée en l'an 5, et avant l'expiration des cinq années qui suivaient le 2 nov. 1794;

3<sup>o</sup> Que suivant la loi du 3 brum. an 2, le tribunal peut prononcer sur les arrérages échus depuis le jugement de 1<sup>re</sup> instance.—Parces motifs, — Démet les appelans de leur appel, et en outre les condamne aux arrérages échus depuis le 3 fruct. an 10.

Du 4 prair. an 12. — Cour d'appel de Nîmes. — Pl., MM. Caylet et Lombard-Quincieux.

(1) V. conf., Cass. 29 therm. an 10; 21 brum. an 11.

(2) V. en ce sens, Cass. 24 prair. an 8; 11 vend. an 9; 30 nov. 1807; 25 avril 1820. — Il faudrait, pour qu'il en fut autrement, que plus de cinq années se fussent écoulées depuis les lois institutives de la prescription quinquennale. V. dans ce sens, Toulouse, 17 therm. an 9.

(3) L'art. 7 de la loi du 3 brum. an 2 autorisait les tribunaux d'appel à statuer sur les intérêts et termes des loyers ou baux échus depuis le jugement définitif, ainsi que sur les dommages-intérêts pour le préjudice souffert depuis la même époque, et il gardait

I.—II<sup>e</sup> PARTIE.

## SÉPARATION DE CORPS. — MESURES CONSERVATOIRES. — PROVISION.

L'administration de la communauté ne peut être enlevée au mari, pendant l'instance en séparation de corps formée par la femme.— Spécialement : les tribunaux ne peuvent ordonner que les revenus communs seront perçus par un tiers chargé de rendre compte (4).

La femme demanderesse en séparation de corps ne peut, si elle continue à demeurer dans la maison conjugale, obtenir, pendant l'instance, une pension alimentaire; elle n'a droit qu'à une simple provision pour pourvoir à ses besoins et aux frais de l'instance (5).

(Tattegrain—C. sa femme.) — ARRÊT.

LA COUR :— Considérant que, par le contrat de mariage d'entre Marie-Anne-Burothée Leblanc, partie de Lenfant, et Florent-Pierre Tattegrain, partie de Varlet, la communauté est établie entre les époux;—Que, d'après l'ancienne et la nouvelle législation, le mari est chef et seul administrateur de cette communauté;—Que, dans l'espèce, l'administration ne peut être enlevée à Tattegrain, ni même modifiée à son préjudice, tant que durera cette communauté;—Que les seules mesures autorisées par le Code civil, pour la conservation des droits et intérêts de la femme, commune en biens, se réduisent à l'apposition des scellés sur les effets mobiliers de la communauté, à leur inventaire et prise lors de la levée, à la charge par le mari de représenter les choses inventoriées ou de répondre de leur valeur; qu'ainsi, les premiers juges ont outrepassé le vœu de la loi, en ordonnant l'établissement d'un contrôleur aux recettes et dépenses de la maison de bains dont il s'agit; que cependant pour la conservation des droits et l'intérêt des deux parties, il convient de faire tenir registre, en bonne forme, des recettes et dépenses; mais que le soin de cette tenue ne peut être laissé qu'à l'administrateur indiqué par la loi;

Considérant que l'épouse demanderesse en séparation ne peut prétendre à une pension alimentaire, qu'autant qu'elle a usé de la faculté que la loi lui accorde, de quitter le domicile de son mari pendant la durée des poursuites, ce qui résulte des dispositions combinées des art. 259, 268 et 269 du Code civ.;—En fait, que la partie de Lenfant (la femme) n'a cessé d'habiter la maison conjugale où elle vit, ainsi que son fils, aux dépens de la communauté;—D'où il suit que les juges n'ont dû lui adjuger aucune somme à titre de pension alimentaire;—Considérant enfin que, dans l'état de litige où vivent les époux, la partie de Lenfant ne pouvant avoir aucun maniement de deniers dans l'administration de l'établissement qui comporte toute sa fortune, ne peut se passer d'une somme quelconque, à titre de simple provision, pour pourvoir, tant à ses besoins personnels et particuliers qu'à ceux de son fils, et aux frais qu'entraîne la suite de son action en séparation;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

le silence relativement aux arrérages de rentes. Le doute qui avait pu naître de cette omission ne s'élevait plus aujourd'hui, en présence de l'art. 464 du Code de procédure, qui comprend formellement les arrérages au nombre des prestations sur lesquelles les juges d'appel ont droit de prononcer, lorsqu'elles ne sont échues que depuis le jugement de première instance.

(4) Sur les mesures conservatoires permises à la femme pendant l'instance en séparation de corps et de biens, V. Amiens, 5 pluv. an 13, et la note.

(5) V. sur ce point, Paris, 9 therm. an 11, et la note.

Du 4 prair. an 12.—Cour d'appel d'Amiens.

**CONTRAT PIGNORATIF.—VENTE.—NULLITÉ.**  
*Encore qu'un contrat pignoratif, déguisé sous la forme de vente, soit nul comme vente, il doit sortir tout l'effet que les lois attribuent aux actes d'engagement (1).*

(Tiffereau—C. Laurence et Gentilz.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant qu'il est de principe certain, en droit, que dans les contrats on doit considérer l'intention des contractans, plutôt que les termes dont ils se sont servis; que par conséquent ce ne peut être la qualification qui est donnée aux actes qui en forme le caractère et l'essence, suivant la loi 219, ff. de verborum significatione, qui porte : *In conventionibus contrahentium voluntatem potius quam verba spectari placuit*;—Considérant que, d'après ce principe, peu importe que l'acte dont il s'agit soit dénommé contrat de vente, si dans la réalité les différentes conventions qu'il renferme constituent un contrat différent;—Considérant qu'il est de jurisprudence, qu'un contrat, quoique qualifié de vente, n'est véritablement qu'un simple contrat d'engagement, lorsque trois marques principales s'y rencontrent; savoir : la relocation, la vilité du prix et la faculté de réméré, suivant la doctrine de tous les auteurs, notamment de Brodeau, lettre P, n° 11;—Considérant que, dans l'espèce de la cause, le contrat dont il s'agit contient expressément la relocation; que la lésion résulte même de la proportion contenue audit contrat, entre le prix de la prétendue vente et la prix de la relocation;—Considérant que si le pacte de réméré n'est point précisément compris dans le contrat même, il n'en est pas moins vrai que ce pacte a été stipulé par un écrit privé dûment formalisé, passé le même jour du contrat public, ce qui rattache tellement cette dernière convention à celles du contrat public, qu'on ne peut les séparer, suivant cette maxime : *Quæ sunt incontinenti in usus videntur*;—Considérant que, d'après cet état de choses, le contrat dont il s'agit n'est dans sa substance et dans la réalité qu'un simple contrat d'engagement, quoique dénommé contrat de vente; qu'ainsi la partie de Gennet ne peut se refuser à rendre à celles de Bréhard la cabane dont il s'agit, en, par celles-ci, lui remboursant préalablement le prix de l'engagement;—Considérant que ce prix de l'engagement ne peut être autre que celui porté par le sous seing privé qui forme une partie intégrante du contrat, et qui fixe ce prix à la somme de 15,000 fr.;—Considérant que si, sous l'ancienne législation, antérieure au contrat dont il

s'agit, on imputait sur le capital les intérêts perçus par le créancier, c'était parce qu'alors il n'était pas permis de stipuler un intérêt pour simple prêt; mais qu'il en doit être autrement sous la nouvelle législation, par laquelle pareille stipulation est permise; qu'ainsi les premiers juges ont mal jugé, soit par leur jugement du 11 mess. an 11, en ordonnant l'imputation, soit par leur jugement du 13 fruct. suivant, en annulant les contraintes faites par la partie de Gennet, contre Tiffereau et sa femme, pour le paiement des prix de ferme portés par ledit contrat;—Considérant que si, comme il vient d'être dit, le contrat du 2 vend. an 9 n'est pas contrat de vente, mais bien contrat d'engagement, ce contrat et le sous seing privé qui en fait partie intégrante n'en doivent pas moins être calculés dans tout leur contenu sous cette dernière qualification, puisque le contrat d'engagement par lui-même est un contrat licite en droit et que, sous ce rapport, il n'en est pas moins l'effet de la volonté des parties, laquelle, aux termes des lois, ne peut être transgressée par l'une d'elles, suivant l'art. 46 de l'ordonn. de 1510, l'art. 30, chap. 8 de celle d'oct. 1535, et l'art. 134 de celle de 1539, qui veulent que les actes et conventions passés entre majeurs, et non attaqués par les voies de droit, soient exécutés, suivant leur forme et teneur;—Considérant que Tiffereau et sa femme étant majeurs lors des conventions dont il s'agit, ne peuvent non plus que Laurence, se dispenser de les exécuter; qu'ainsi Laurence ne peut se refuser à remettre aux parties de Bréhard la cabane dont il s'agit, comme ceux-ci ne peuvent se dispenser de payer à Laurence le prix de location convenu, non plus que toutes les autres conventions portées par le contrat et la police du même jour, qui en est un appendice, et enfin que si lesdites parties de Bréhard veulent exercer le droit que leur donne le contrat d'engagement, elles ne peuvent user de ce droit qu'en réalisant les 15,000 fr. stipulés, et cela par préalable, suivant la rubrique du Code : *Etiam ob chirographarium penum pignus retineri posse*;—Dit mal jugé, etc.

Du 5 prair. an 12.—Cour d'appel de Poitiers.  
 —Concl., M. Tapon-Dupinier, subst.

## INTERROGAT. SUR FAITS ET ARTICLES.

—ASSIGNATION.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, l'assignation a l'effet d'être interrogé sur faits et articles devant, à peine de nullité, être signifiée à personne ou domicile (2).

(D'Ehrenheim—C. de Mora.)

Du 8 prair. an 12.—Cour d'appel de Paris.  
 1<sup>er</sup> sect.—Pl MM. Burge et Bourrière de Corberon.

1829; Pau, 17 mai 1830. V. du reste, sur l'origine et les caractères du contrat pignoratif, les notes qui accompagnent le jugement du tribunal de cassation du 24 fruct. an 8, et celui du tribunal d'appel de Besançon du 8 germ. an 11.

(2) L'art. 329 du Code de procédure civile exige formellement que l'assignation pour prêter interrogatoire sur faits et articles soit signifiée à personne ou domicile; mais il ne prononce pas formellement, en cas d'infraction, la peine de nullité. Néanmoins, il est évident que l'assignation qui ne serait signifiée ni à personne, ni à domicile (par exemple celle qui serait donnée chez l'avoué), devrait être réputée nulle ou non avenue. V. en ce sens, Carré, *Lois de la procédure civile*, quest. 1247; Pigeau, *Edit. belge*, liv. 2, part. 2, tit. 3, ch. 1<sup>re</sup>, sect. 1<sup>re</sup>, § 6; n° 286, p. 145; Lepage, p. 214, 3<sup>e</sup> quest.; Delaporte, t. 1<sup>er</sup>, p. 313; Merlin, *Répert.*, v° *Interrogatoire sur faits et articles*, n° 7.

(1) Cette décision a été rendue sous l'empire de la loi des 3-12 oct. 1789, qui ne limitait point le taux de l'intérêt conventionnel, et de celle du 14 fruct. an 3 qui avait supprimé entre majeurs l'action en rescision pour lésion. Le principe qu'elle consacre serait encore applicable aujourd'hui, mais en le conformant aux dispositions du Code civil qui autorisent la rescision de la vente pour lésion de plus des sept douzièmes (art. 1674), et à celles de la loi du 3 sept. 1807 qui a limité le taux de l'intérêt conventionnel. Ainsi donc, au lieu d'être valable d'une manière absolue et dans tous les cas, comme acte d'engagement, le contrat pignoratif déguisé sous la forme de vente, ne devrait être maintenant d'après la législation actuelle, qu'autant qu'il n'en résulterait pas une lésion de plus des sept douzièmes au préjudice du vendeur, ou un intérêt usuraire au profit de l'acquéreur. V. dans ce sens, Toullier, t. 9, n° 313; Duvorgier, *Vente*, t. 2, n° 11; Montpellier, 25 août

# **HYPOTHÈQUE LÉGALE. — FEMME. — CON- CÈRTS.**

*Sous la coutume de Paris, lorsque le mari aliène les conquêts de la communauté, ces conquêts ne restent point soumis à l'hypothèque légale de la femme.* (Cout. de Paris, tit. 10, art. 290; C. civ., art. 2121, 2133) (1).

(Pigeon — C. Batté.

Les sieur et dame Pepin s'étaient mariés sous le régime de la communauté. La future se constituait dot une somme de 36,000 liv., avec stipulation de reprise. — Pendant le mariage, le sieur Pepin acquiert cinquante arpens de terre, qu'il revend bientôt après. — Les divers acquéreurs n'ayant point purgé, la dame Pepin, alors divorcée, prit, en l'an 7, pour sûreté de ses droits matrimoniaux, une inscription sur ces biens. — Le sieur Batté, créancier de la dame Pepin, prit, sur elle, une inscription en sous-ordre, et transporta ses droits au sieur Pigeon. — Le sieur Gallé, dernier acquéreur, poursuit contre eux la radiation de cette inscription après avoir obtenu celle de la dame Pepin. — La contestation portée devant le tribunal civil de Melun, le demandeur a dit : « D'après l'art. 225 de la coutume de Paris, le mari est maître des biens qui composent la communauté; il a le droit d'en disposer sans le consentement de sa femme. Il suit de là, que les aliénations faites par le mari sont irrévocables et à l'abri de toute éviction; que la femme, en vertu de son hypothèque légale, ne peut troubler les tiers, parce que ce serait apporter une restriction au droit de disposer, que la Coutume a conférée au mari dans toute son étendue. — Ecouteux Pothier, dans son *Traité de la Communauté*, part. 1<sup>re</sup>, chap. 2, § 2, n° 248 : « Le mari étant, pendant que le mariage et la communauté durent, seul maître de cette communauté, ayant le droit d'en disposer, tant pour sa part comme pour celle de sa femme, sans son consentement, c'est une conséquence que la communauté est tenue de toutes les dettes qu'il contracte. » — Ce droit qu'a le mari de charger les biens de la communauté, tant pour sa part que pour celle de sa femme, de toutes les dettes qu'il contracte, est une suite de sa qualité

de chef de la communauté, que lui donne la loi de puissance qu'il a sur sa femme. La femme, lorsque son mari contracte, est censée non en son propre nom, mais en sa qualité de communicaire, contracter et s'obliger avec lui pour sa part en la communauté, même sans qu'elle ait rien reçu et sans qu'elle puisse s'y opposer. — Il résulte de ces principes, que si le mari, comme chef de la communauté, a le droit de grever et d'aliéner, tant pour sa part que pour celle de sa femme, les biens qui la composent, la femme ne peut plus, par la suite, exercer son hypothèque légale sur ces biens, parce que ce serait entraver et paralyser les droits du mari, que la loi lui a accordés dans toute leur latitude. Il en est de ce cas comme de celui où un associé aurait donné à son associé le pouvoir d'administrer et d'aliéner les biens dépendant de la société; il est évident qu'à la dissolution le mandant ne pourrait plus exercer des droits, non-seulement sur sa portion, mais encore sur celle de son co-associé mandataire, parce que le mandat contenait pouvoir d'aliéner sans réserve tous les droits du mandant; or, dans l'espèce, si la dame Pepin ne pouvait exercer d'hypothèque légale sur les biens de la communauté aliénés par son mari, les sieurs Batté et Pigeon qui prétendent à ses droits, ne peuvent l'exercer également.

Le sieur Batté a répondu : Il est bien vrai que le mari a le droit de disposer en maître des biens de la communauté; mais il ne suit pas de là que la femme n'ait pas d'hypothèque légale : il peut également disposer des biens qui lui sont propres, puisqu'ils sont sa propriété exclusive; et cependant qui lui contesterait l'exercice de son hypothèque dans ce cas ? C'est un droit qui frappe sur tous les biens du mari indistinctement. — *Rousson, Traité de la Communauté*, pag. 134, pose cette question : « On demande, lorsque la femme ou ses héritiers renoncent à la communauté, si les acquêts faits par le mari et qu'il a revendus pendant la communauté sont hypothéqués aux deniers doiaux de la femme. » Après avoir rapporté les raisons qu'on pourrait alléguer en faveur de la négative, il ajoute : « Néanmoins, il est plus raisonnable de dire que la fem-

(1) Cette question était fort controversée autrefois, et elle l'est encore. Sous l'ancienne législation, Bacquet, des *Droits de Justice*, ch. 15, n° 42; Rousson, ch. 3, n° 42, 43 et 44; Rousseau de La-combe, v° *Hypothèque*, soutenaient que la femme avait hypothèque légale sur les conquêts même aliénés pendant la durée du mariage. Et c'est encore aujourd'hui l'opinion généralement adoptée par les auteurs : V. Toullier, t. 12, n° 305; Duranton, t. 19, n° 330; Grenier, *Hypoth.*, t. 1<sup>re</sup>, n° 218; Battur, *Hypoth.*, t. 3, n° 521; Pannier, *Hypoth.*, p. 145, et Troplong, *Hypoth.*, t. 2, n° 433 ter. — Toutefois, Delvincourt, t. 3, not. 9 de la page 159, et Persil, *Reg. hypothéc.*, art. 2121, n° 10, soutiennent l'opinion contraire. Mais la jurisprudence est dans le sens de la généralité des auteurs : V. Cass. 8 nov. 1813, et 9 nov. 1819; Angers, 26 août 1812; Paris, 12 déc. 1816; Orléans, 14 nov. 1817. — Dans ce conflit d'opinions nous inclinons fortement pour celle de la minorité, et sans vouloir entrer ici dans les développemens étendus que comporterait une question aussi grave, le motif principal qui nous déterminerait à penser que les immeubles acquis et vendus par le mari pendant la communauté ne sont pas frappés de l'hypothèque légale de la femme, c'est que la femme doit en être légalement réputée co-vendresse avec le mari, qui en a, porte l'art. 1421 la libre disposition. — Mais, dit-on, la femme qui renonce à la communauté est censée n'avoir jamais été

propriétaire des biens qui en ont fait partie.... Nous comprenons toute la force du raisonnement appliqué aux immeubles qui sont encore, au moment de la renonciation de la femme, dans les mains du mari. Nul doute que ces immeubles, en devenant par le fait de cette renonciation, la propriété exclusive du mari, ne soient réputés avoir été frappés, au moment même où ils ont été acquis, de l'hypothèque légale de la femme, nous admettons l'affet rétroactif, mais nous n'admettons pas en effet rétroactif, et tel serait vraiment celui qui produirait l'hypothèque légale attribuée à la femme sur des immeubles dont elle était véritablement copropriétaire au moment de la vente, puisqu'ils étaient alors la propriété de la communauté non encore dissoute. La renonciation de la femme ne peut pas détruire des faits accomplis, et accomplis avec son adhésion tacite; car elle pouvait conserver sur les immeubles de la communauté son hypothèque légale, en prenant inscription, avant que son mari les eût aliénés. — Au surplus ce qui ôte beaucoup d'intérêt à la question et ce qui l'a empêchée sans doute de se représenter depuis que notre régime hypothécaire est mieux connu, c'est qu'on lève toute difficulté en faisant engager la femme avec son mari, et à quoi ne manquent jamais ceux qui valent traiter séparément avec ce dernier, et M. Troplong, dont l'opinion nous paraît du reste contestable, a grandement raison d'en donner le conseil aux acquéreurs.

me peut servir contre l'acquéreur, et qu'elle est bien fondée à demander que l'héritage qu'il possède soit affecté et hypothéqué à ses deniers dotaux et autres droits matrimoniaux. La raison est que la femme a hypothèque sur les biens présents et futurs du mari, et que son hypothèque est acquise du jour de son contrat de mariage. »

30 therm. an 11 jugement, par lequel. « Vu l'art. 225, tit. 10 de la Coutume de Paris, qui porte : « Le mari est seigneur des meubles et conquêts immeubles par lui faits durant et constant le mariage de lui et de sa femme, en telle manière qu'il peut les vendre, aliéner, hypothéquer, etc., sans le consentement de sadite femme, à personne capable et sans fraude; »—Considérant que les cinquante arpens de terre dont il est question avaient été acquis et vendus par Pepin pendant sa communauté, la dissolution n'en ayant été prononcée que le 12 nivôse an 7, et que les cinquante arpens furent vendus dès le 9 floréal an 3; que, d'après l'art. ci-dessus cité, Pepin était seul le maître de vendre et de disposer de ses biens communaux; que Batté n'a jamais eu sur ces biens aucune hypothèque, le tribunal déclare nulle et de nul effet l'inscription prise par Batté et Pigeon son concessionnaire. »—Appel.

## ARRÊT.

LA COUR;—Adoptant les motifs des premiers juges, dit bien jugé.

Du 8 prair. an 12.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

1<sup>o</sup> ACTE AUTHENTIQUE.—FOI.—NOTAIRE.—DÉCLARATION.

2<sup>o</sup> ACTE NOTARIÉ.—ACTE SANS SEING PRIVÉ.

1<sup>o</sup> Des écrits privés ou des déclarations émanés du notaire qui a reçu un acte ou de ceux qui y ont été parties, ne peuvent altérer la foi qui lui est due. (C. civ., 1319).

2<sup>o</sup> L'acte, qui serait nul, comme acte authentique, pour avoir été fait au profit du notaire même qui l'aurait reçu, n'en aurait pas moins force obligatoire, comme acte privé, entre les parties qui y auraient apposé leur signature; il ne serait complètement nul que dans le cas où il aurait été passé entre personnes illettrées. (C. civ., art. 1318) (1)

(S....—C. Guillard.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant, en droit, que pleine et entière foi est due à l'acte public jusqu'à l'inscription de faux;—Considérant que le sieur Guillard et le sieur Marcelin ne peuvent point être écoutés lorsqu'ils prétendent, l'un, n'avoir reçu qu'une très-petite partie de la somme pour laquelle il s'est obligé, l'autre, n'avoir compté aucune somme, tandis que l'acte atteste que les 3,000 fr. ont été réellement comptés par Marcelin à Guillard; qu'il les a retirés en présence du notaire et des témoins;—Qu'ils ne peuvent d'autant moins, qu'ils ont exécuté l'un et l'autre cet

acte, Guillard, par l'indication à la dame Alliot, épouse Guignet, et Marcelin par l'inscription au bureau des hypothèques et la cession de cette créance au sieur S.....; que la déclaration privée du sieur S..... n'est pas plus capable d'ébranler l'acte du 9 frim. an 9, et de substituer pour prêteur le sieur S..... à Marcelin, présenté comme tel par cet acte, étant de principe que l'acte public ne peut être détruit par les déclarations contraires à son contenu, qui émanent tant du notaire que des parties et des témoins;

Considérant d'ailleurs, que lors même que l'on pourrait donner à la déclaration du sieur S..... un effet qui remontât jusqu'à l'acte du 9 frim. an 9, passé seize mois avant, et exécuté par l'indication neuf mois auparavant, cet acte ayant été signé par toutes les parties contractantes, ne serait point frappé de la nullité portée par les réglemens pour les actes reçus par les notaires à leur profit ou en faveur de leurs proches, cette nullité n'étant prononcée que relativement aux actes des personnes illettrées, et ceux qui sont souscrits par les parties subsistant comme des écrits privés;—Dit mal jugé, etc.

Du 8 prair. an 12.—Cour d'appel d'Aix.

1<sup>o</sup> CONCILIATION.—APPEL.—EXCEPTION.

2<sup>o</sup> TUTEUR.—ACTION IMMOBILIÈRE.—AUTORISATION DU CONSEIL DE FAMILLE.

1<sup>o</sup> Le défaut de tentative de conciliation ne peut être proposé pour la première fois en appel (2).

2<sup>o</sup> Le tuteur qui a intenté une action immobilière, sans autorisation du conseil de famille, peut, au moyen de l'autorisation postérieure qui lui est accordée, suivre l'instance commencée; il n'est pas tenu d'en intenter une nouvelle (3).

(Veuve Trémou—C. Ondin.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le sieur Ondin n'a pas excipé en première instance du défaut de tentative de conciliation;—Le déboute de son exception;

Considérant que la demande de la veuve Trémou était régulière en ce qui la concerne personnellement; que l'avis de parents a suffi pour rendre régulière, à l'égard des mineurs, la demande irrégulière dans son principe; que la tutrice ayant été spécialement autorisée à suivre l'instance commencée, il devenait superflu de former une nouvelle demande, soit introductive d'une nouvelle instance, soit d'intervention, et que, par suite, il n'avait pas été nécessaire de élire de nouveau en conciliation;—Met l'appelation au néant, etc.

Du 8 prair. an 12.—Cour d'appel d'Orléans.

(1) V. dans le même sens, Cass. 28 brum. an 14.

(2) La jurisprudence, restée quelque temps incertaine, est aujourd'hui fixée en ce sens : V. Cass. 13 therm. an 8; 22 therm. an 11; 19 janv. 1825; 16 fév. 1826; 22 juin 1835; 29 janv. 1838, et les autres décisions citées en note de l'arrêt précité du 13 therm. an 8.—Il y a pourtant quelques arrêts en sens contraire : Bruxelles, 27 flor. an 9; Toulouse, 8 juill. 1820. « Avant le Code de procédure, dit Favard, v<sup>o</sup> Conciliation, p. 629, il était déjà connu, en principe, que l'essai de conciliation ne constituait pas une formalité d'ordre public. Ce Code a-t-il apporté quelque changement à cet égard ? Nous ne le pensons pas : car il résulte de l'art. 56 que le deman-

deur peut ne pas se présenter devant le bureau de conciliation sur la citation qu'il a donnée, et que dès qu'il exhibe au tribunal de première instance la citation de l'instance par lui encourue pour défaut de citation, le tribunal ne peut se refuser de l'entendre. Dans ce cas, la conciliation n'a pas été essayée par le fait de l'une des parties, le tribunal en a la preuve; et cependant il n'a pas le droit de repousser les parties. Il suit de là que le Code de procédure ne considère pas la tentative de conciliation comme étant d'ordre public, puisqu'il offre un moyen si aisé de s'y soustraire. »

(3) V. dans le même sens, Bourges, 25 janv. 1832.



**VIOLENCE.—EMPRISONNEMENT.—LETTRE DE CHANGE.**

*Le débiteur contraignable par corps qui, étant arrêté, est conduit, à sa prière, dans un corps-de-garde, et y souscrit, en présence de ses amis, une lettre de change du montant de sa dette, ne peut, en raison de ces faits, poursuivre la nullité de son engagement comme lui ayant été extorqué par la violence (1).*

(Blondeau—C. Touchard.)—ARRÊT.

**LA COUR;**—Attendu que Touchard, lors de son arrestation, conduit dans un corps-de-garde, y a traité avec Blondeau, son créancier, sous la protection de la force publique, et en présence de son ami; qu'une pareille transaction ne peut être considérée comme l'effet de la violence, mais comme le résultat de sa franchise et libre volonté;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 9 prair. an 12.—Cour d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.

**TUTEUR.—DSTITUTION.—HOMOLOGATION.**

Du 9 prair. an 12 (aff. Braquemont).—Cour d'appel d'Orléans.—V. cet arrêt à la date du 18 prair. même année.

**1<sup>re</sup> DONATION DÉGUISEE.—VENTE.—NULLITÉ. 2<sup>de</sup> RENTE VIAGÈRE.—VENTE.—PRIX.**

*1<sup>re</sup> Une donation déguisée sous la forme d'un contrat onéreux ne peut être annulée par cela seul qu'elle n'est pas revêtue des formalités exigées par l'ordonn. de 1731 et le Code civil pour les actes portant donation entre-vifs, si toutefois elle ne porte que sur un objet disponible et que les parties soient respectivement capables de donner et de recevoir (2).*

*2<sup>de</sup> Si une vente a été faite pour une somme fixe, et, en outre, pour une rente viagère, on ne peut dire que la vente soit sans prix, quelque modique que soit le capital fixe, et encore que la rente soit au-dessous des revenus annuels du bien vendu (3).*

(Hilairet—C. Barbaut.)

5 brum. an 9, vente par Barbaut à Madeleine Hilairet, de tous ses biens meubles et immeubles, moyennant une rente viagère de 250 liv., et une somme fixe de 300 liv. payable après la mort du vendeur.

Au décès du vendeur, ses héritiers demandent contre la dame Hilairet la nullité de la vente à elle consentie par leur auteur, en se fondant sur ce que le prix n'en est point sérieux et sur ce qu'elle contient une donation déguisée.

Jugement du tribunal de Saint-Jean-d'Angély, qui, accueillant ce double motif, annule l'acte de vente du 5 brum. an 9.

Appel par la dame Hilairet.—Sur l'appel, M. Béra, procureur général a dit : « C'est un principe élémentaire qu'un acte de vente doit contenir un prix : que ce prix doit être déterminé et sérieux, c'est-à-dire que ce ne doit pas être un

prix de néant, et, pour nous servir de l'exemple donné par l'othier, que l'on ne peut pas donner à une terre considérable un prix d'un écu. Mais il n'est pas non plus nécessaire que la somme convenue pour le prix ait une juste proportion avec la valeur de la chose. Le prix peut donc être vil, sans être pour cela un prix de néant; et alors ce prix, quoique vil, n'en est pas moins un prix sérieux qui suffit à la validité du contrat. — Il est vrai que dans les anciens principes, lorsque le prix convenu n'égalait pas la moitié de la valeur de la chose, il y avait lieu à la rescision du contrat. Il est également vrai que dans les principes du Code civil, il y aura lieu à la rescision, lorsqu'il se s'élèvera pas aux sept douzièmes de la véritable valeur de l'objet vendu; mais alors le contrat n'est pas nul ipso jure, la loi accorde seulement au vendeur la faculté de le faire rescinder. D'ailleurs ce n'est point ici le cas d'appliquer ces principes; l'acte dont il s'agit au procès a été fait dans un temps où il n'existait plus d'action en rescision contre les contrats de vente. — C'est encore un autre principe élémentaire, que l'on ne peut donner indirectement et par des actes simulés, ce que la loi a défendu de donner directement à titre gratuit. Mais, à cet égard, il faut faire une distinction qui a parfaitement été saisie et expliquée par un jugement du tribunal de cassation, du 6 pluv. an 11. (V. à sa date). Il faut examiner, en effet, si les parties qui ont contracté, ont eu intention d'éluder, par cette voie indirecte, la prohibition légale, qui ne peut tomber que sur la chose ou sur la personne. Si, par exemple, dit le jugement du tribunal de cassation, la loi défend de disposer à titre gratuit d'un immeuble de telle ou telle espèce ou qualité, si elle prohibe également de pareilles dispositions entre telles ou telles personnes, il est certain que l'on pourra, dans ces deux cas, éluder par une voie indirecte ce qu'elle prohibe directement de la manière la plus expresse. C'est donc, dit toujours le même jugement, dans cet unique sens, que la simulation est considérée comme frauduleuse, parce qu'elle tend à soustraire la chose ou la personne à la prohibition de la loi.—L'acte de vente ou d'arrentement viager est-il consenti à vil prix, à une personne prohibée, c'est-à-dire, à une personne à laquelle la loi ne permettait pas de faire une donation, cet acte peut alors être considéré comme une donation simulée, et, comme tel, être annulé par les tribunaux. D'un autre côté, l'acte de vente a-t-il pour objet un domaine que la loi ne permettait pas de donner gratuitement, on pourra encore présumer, d'après les circonstances, que la vente n'a été faite que pour masquer une donation. Mais, hors ces deux cas, on ne peut admettre aucune preuve de simulation, aucune présomption de fraude, et la convention des parties doit être respectée.

Peut-on dire maintenant que cet acte ne contient aucun prix; voilà la seule question qui doit être examinée.—Si cet acte ne contenait d'autre prix que la rente viagère de 250 liv., ce serait la

(1) V. conf., 12 fév. 1806.—C'est là une conséquence du principe que la crainte d'une contrainte autorisée par la loi ne peut être cause d'une restitution contre l'acte souscrit par l'effet de cette crainte. V. dans ce sens, Cass. 29 mess. an 11 et la note.

(2) V. sur cette question, les observations qui accompagnent le jugement de cassation du 6 pluv. an 11.

(3) Dans l'espèce de l'arrêt que nous rapportons, les juges paraissent s'être déterminés, pour rendre cette décision, par le motif qu'une somme fixe avait

été jointe à la rente pour former le prix de la vente. Dégagée de cet élément accidentel, la question de savoir si une vente à charge de rente viagère est réputée ne contenir aucun prix, lorsque la redevance stipulée est inférieure aux revenus annuels des biens aliénés, divise les auteurs et a donné lieu à de nombreux jugemens et arrêts rendus en sens contraire. V. Duvergier, de la Vente, t. 1<sup>re</sup>, n° 149; Troplong, de la Vente, n° 150, et la note qui accompagne le jugement du tribunal d'appel de Poitiers du 23 therm. an 11.

cas de lui appliquer les principes qui ont déterminé le jugement du 23 therm. an 11. (V. sa date). Il paraît, en effet, que cette rente viagère n'excède pas le revenu du domaine, et c'en serait assez pour vous autoriser à juger que la vente a été faite sans prix; mais, outre cette rente viagère, et quelques autres obligations contractées par l'acte, la vente a encore été faite moyennant une somme de 300 livres. Nous convenons sans peine que ce prix est vil, et qu'il aurait donné lieu, avant la loi du 14 fruct. an 3, à la rescision du contrat; mais peut-on dire que c'est là un prix de néant, et peut-on assimiler cette somme de 300 liv. à l'écu dont parle Potbier, pour servir de prix à une terre considérable? Nous sommes bien éloignés de le penser; et, si la cour jugeait aujourd'hui qu'une somme de 300 liv. est un prix de néant, relativement à la vente d'un domaine de 7,000 liv., on lui proposerait sans doute demain de le juger de la sorte d'un prix de 2,000 fr., relativement à la vente d'un domaine de 80,000 fr. Quelle serait donc alors la mesure certaine pour déterminer le prix au-dessous duquel un domaine n'aurait pu être vendu pendant tout le temps où la voie de la rescision a été proscrite? Nous serions, des le premier pas, jetés dans un arbitraire effrayant, et tous ceux qui n'auraient pu former des demandes en rescision contre des ventes qu'ils auraient consenties, ne manqueraient pas d'en demander la nullité, sous prétexte que la vente serait faite sans aucun prix. — Dira-t-on qu'une vente est sans prix, toutes les fois que l'acquéreur trouve dans la chose même de quoi payer ce prix? Mais cela arrivera toutes les fois que le prix convenu ne s'élèvera pas à la moitié de la valeur de la chose. Ainsi, celui qui aurait arrenté pour 300 liv. un domaine qui vaudrait plus de 400 liv. de revenu, ne paierait jamais rien pour ce domaine, puisqu'il trouverait, chaque année, dans le produit même, de quoi payer la rente, et qu'il bénéficierait encore de la valeur de cette rente. Cependant, jamais personne n'a prétendu qu'un pareil contrat pût être annulé, comme ne contenant aucun prix. On e seulement regardé que ce contrat pouvait être rescindé pour cause de lésion d'outre-moitié; or, cette rescision ne peut être invoquée depuis la loi du 14 fruct. an 3. — Ainsi, depuis cette loi, l'extrême vilété du prix n'a pu être d'aucune considération. Il suffit qu'il y eût un prix quelconque pour que le contrat fût valide; autrement ce serait confondre la vilété du prix avec le défaut de prix, et faire revivre l'action en rescision proscrite par la loi. — Mais, pour nous faire des idées plus nettes dans cette affaire, supposons pour un moment que la partie de Gennet eût acquis tous les immeubles et tous les meubles portés dans l'acte du 5 brum. an 9, pour le prix de 300 liv., sans qu'on y eût stipulé même de rente viagère. Eh bien, dans ce cas-là même, cette convention devrait être respectée; ces 300 liv. seraient un prix quelconque, et ce prix suffirait à la validité de la convention. On aurait beau s'écrier qu'il est vil, que l'acquéreur trouverait dans les meubles seulement plus que l'équivalent de ce prix, et qu'il ne resterait plus de prix pour les immeubles, on répondrait que les meubles et les immeubles ayant été vendus conjointement pour une somme de 300 liv., cette somme est tout à la fois le prix des uns et des au-

(1) Mais le commissaire priseur qui conserve entre ses mains le prix de la vente à laquelle il a procédé en reste personnellement responsable, s'il ne dépose pas à la caisse des dépôts et consignations. (F. Code de proc., art. 625.)

tres. — En deux mots, l'acte du 5 brum. an 9, contient un prix, il n'est donc pas nul sous ce rapport; l'arrentaire était étranger au vendeur, il n'était donc pas dans la prohibition de la loi, et, par conséquent, il n'a pu y avoir de simulation. »

ARRÊT.

LA COUR. — Adoptant les motifs contenus dans le réquisitoire; — Infirme le jugement, et ordonne l'exécution de l'acte du 5 brum. an 9.

Du 10 prair. an 12. — Cour d'appel de Poitiers.

#### COMMISSAIRE-PRISEUR. — CONSIGNATION.

*Les commissaires-priseurs sont des mandataires comptables, et non de simples dépositaires dans le sens de la loi du 23 sept. 1793. — En conséquence, s'il survient entre leurs mains des saisies-arrêts ou oppositions, ils ne sont point tenus de déposer à la trésorerie nationale. — Il y a exception dans le cas où le commissaire-priseur aurait été substitué judiciairement au gardien établi par le procès-verbal de saisie-gagerie (1).*

(Enreg. — C. Thuret.) — ARRÊT.

LA COUR. — Considérant que, quoique la loi du 23 septembre 1793 ne soit pas applicable à Thuret, en sa qualité de commissaire-priseur, nonobstant les saisies et oppositions survenues en ses mains, soit parce que les commissaires-priseurs n'ont été créés que postérieurement à cette loi, soit parce que la loi du 27 vent. an 9 qui les établit, les constitue déposés pour l'avantage de toutes les parties intéressées, et les a chargés notamment d'apposer sur les saisies-arrêts, oppositions et significations de jugemens prononçant la validité desdites oppositions ou saisies-arrêts, le visé sans lequel ces saisies-arrêts, oppositions et significations de jugemens seront sans effet, et que cette loi de leur création, les constitue purement mandataires comptables; — Qu'en conséquence, les commissaires-priseurs ne peuvent être assimilés aux dépositaires volontaires, que l'art. 6 de la loi du 27 septembre 1793, oblige de déposer à la trésorerie nationale; — Néanmoins, considérant que, dans l'espèce présente, Thuret, commissaire-priseur, a été substitué, par ordonnance de justice, au gardien nommé par le procès-verbal de saisie des objets dont la vente a été ordonnée; d'où il suit que Thuret se trouve par subrogation dépositaire judiciaire dans le cas particulier de la cause, et qu'il est ainsi soumis aux dispositions de l'art. 5 de la loi du 23 sept. 1793; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 11 prair. an 12. — Cour d'appel de Paris.

— 2<sup>e</sup> sect.

#### CONCILIATION. — APPEL. — EXCEPTION.

*Le défaut de tentatives de conciliation ne peut être invoqué pour la première fois en appel (2).*

(Peylo — C. Sola.)

Du 12 prair. an 12. — Cour d'appel de Turin.

— 3<sup>e</sup> sect.

#### DONATION ENTRE VIFS. — CHARGES. — ETAT ESTIMATIF. — NULLITÉ.

*Une cession de droits universels, qualifiée donation, ne perd pas le caractère que lui ont*

(2) F. dans le même sens, l'arrêt d'Orléans rapporté ci-dessus sous la date du 8 du même mois, et la note.

attribués les parties, parce que le donataire aurait été chargé d'acquitter toutes les dettes présentes du donateur, et en outre du service d'une rente viagère (1).

La nullité d'une donation d'effets mobiliers, résultant du défaut de l'état estimatif prescrit par l'art. 918 du Code civil, peut être invoquée par le donateur lui-même (2).

(Horion — C. Petit-Jean.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, sur la première question, que les parties contractantes ont qualifié de donation les actes dont il s'agit; — Que la circonstance que la donataire aurait été chargée de payer une rente viagère à la donatrice et d'acquiescer ses dettes, est insuffisante pour prouver que lesdits actes seraient des contrats purement onéreux, auxquels les parties auraient faussement donné le nom de donations; — Qu'en effet il est trivial en droit qu'une donation peut être faite sous certaines charges, et n'en reste pas moins donation; — Qu'ainsi, dans l'espèce, la donatrice a pu se réserver une rente viagère sans ébranler ni altérer la nature des actes qui sont qualifiés donations, surtout lorsqu'elle soutient que la valeur des objets donnés excède notablement le capital de la rente viagère; — Qu'elle a pu également imposer à la donataire l'obligation de payer ses dettes, puisque la cession étant d'une universalité, c'est-à-dire de tout le commerce de la donatrice, il s'ensuit que la donataire ne pourrait se refuser de payer les dettes inhérentes à ce commerce, dans le cas même qu'elle ne serait pas soumise expressément à l'obligation de les acquitter;

Vu, sur la seconde question, l'art. 948 du Code: — Attendu que cet article fait partie de la section de ladite loi, qui traite de la forme des donations entre vifs; — Qu'il exige impérieusement, pour valider un acte de donation d'effets mobiliers, la confection d'un état estimatif dans la forme voulue par ledit article, et qu'il prononce la nullité de la donation, pour la partie des objets mobiliers non comprise dans l'état estimatif; — Qu'ainsi, il y aurait lieu d'annuler le second acte (3), comme contenant donation d'effets mobiliers sans état estimatif; — Attendu néanmoins que la partie intimée a soutenu que le second acte n'était que l'explication du premier, et qu'elle serait lésée considérablement si on laissait subsister le premier desdits actes en annulant le second; — Attendu, en outre, que la demoiselle Petit-Jean n'a borné ses conclusions à la confirmation du jugement dont est appel, en ce qu'il a annulé les deux actes, et reniés les parties dans le même état où elles étaient avant l'arrivée desdits actes; — Confirme, etc.

Du 12 prair. an 12. — Cour d'appel de Liège.

(1) V. dans le même sens, Cass. 20 mess. an 13 et la note. V. aussi, sur le caractère et les effets des donations onéreuses, les observations qui accompagnent l'arrêt de la Cour de cassation du 16 brum. an 13.

(2) Ce point est sans difficulté, puisqu'à la différence de l'art. 941 qui porte que le défaut de transcription ne peut être opposé par le donateur, l'art. 918 dispose d'une manière absolue que l'acte de donation d'effets mobiliers, non consignés dans un état estimatif, est nul quant aux effets omis, sans interdire au donateur le droit d'excepter de cette nullité. Mais un point beaucoup plus délicat est celui de savoir si, comme le décide implicitement l'arrêt que nous rapportons, la nullité dérivant du défaut d'état estimatif s'applique aux donations d'effets mobiliers à titre universel. M. Duranton, tom. 8, n° 412, est d'avis de la négative.

#### DERNIER RESSORT. — FERMAGES.

N'est pas recevable l'appel d'un jugement par lequel il a été statué sur une demande de plusieurs années de fermages dont chacune excède cinquante fr., mais qui, toutes réunies, ne montent pas à mille francs (4).

(Grouzet — C. Melleville.)

Du 15 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

#### ADOPTION. — ENFANT NATUREL.

On peut, sous le Code civil, adopter son enfant naturel reconnu. (Cod. civ., 343.) (5)

(Meyer.)

Françoise de Meyer avait déclaré adopter son enfant naturel qu'elle avait précédemment reconnu; et cette adoption avait été autorisée par le tribunal de 1<sup>re</sup> instance.

Devant la cour d'appel, M. le proc. gén. Beyts a exprimé l'opinion que l'adoption d'un enfant naturel reconnu, n'est interdite par aucune disposition du Code civil; — Qu'elle paraît au contraire autorisée par l'art. 343 du même Code, qui permet l'exercice de cette faculté à toutes personnes qui, à l'époque de l'adoption, n'ont ni enfants, ni descendants légitimes. — Il a convenu toutefois que de la faculté d'adopter son enfant naturel pourraient naître des conséquences dangereuses en thèse générale; mais il a pensé que cette considération n'autorisait pas le magistrat à interdire cette faculté, quand la loi ne l'interdit pas. — Les variations qu'a subies la législation romaine, selon qu'elle a été influencée par des raisons politiques ou religieuses; et la circonstance que la novelle 74, par laquelle Justinien abrogea l'adoption, n'a jamais eu force de loi en France ni dans la Belgique, lui ont paru des raisons suffisantes pour que cette législation ne dût pas servir de règle dans le silence de la législation nouvelle. — Il a en conséquence déclaré qu'il ne s'opposait pas à la confirmation du jugement de première instance, qui avait jugé y avoir lieu à l'adoption; — Et cette confirmation a été prononcée.

Du 16 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### ÉMIGRÉ. — TESTAMENT.

Le testament fait par un individu inscrit sur la liste des émigrés, mais rayé ultérieurement, est valable, bien que la radiation n'ait eu lieu qu'après le décès du testateur.

(Hérit. Meyer.)

Du 16 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. de Bart, Vantoers et Raoux.

(3) Dans l'espèce, il y avait en deux actes successifs de donation: le premier, contenant un état estimatif incomplet; le second, destiné à compléter l'objet du premier, et ne présentant aucun état estimatif.

(4) On se prévalait, dans l'espèce, de l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790, qui, en matière réelle, prend un fermage de 50 fr. comme déterminant par la valeur de l'objet litigieux, le taux du premier ou dernier ressort. Mais on ne remarquait pas que la contestation n'était pas réelle, mais mobilière, et portait uniquement sur les sommes dues pour fermages. — V. au reste, sur le dernier ressort au cas de demande en nullité ou résiliation de bail, Cass. 9 niv. an 2 et nos observations.

(5) Sur ce point très controversé, V. Paris, 15 germ. an 13, où se trouve l'indication des auteurs et des arrêts qui ont examiné ou résolu la question.

V. au 12 mai 1806, 1<sup>re</sup> partie, l'arrêt de rejet rendu sur le pourvoi en cassation formé contre le jugement que nous mentionnons ici.

1<sup>o</sup> ACQUIESCEMENT. — ACQUÉREUR. — ORDRE.

2<sup>o</sup> EVICTION. — SERVITUDE OCCULTE. — INDEMNITÉ.

1<sup>o</sup> L'acquéreur n'a acquis point au jugement qui le condamne à payer son prix aux créanciers du vendeur, par cela seul qu'il figure dans l'ordre, s'il n'y a figuré que comme contraint et sous toutes protestations.

2<sup>o</sup> L'acquéreur a son recours de droit contre le vendeur, à raison des servitudes occultes non expressément déclarées, encore que la vente ait eu lieu publiquement et aux enchères (1), indication préalablement faite de tous les titres originaux constatant les charges de l'immeuble (2).

Dans ce cas, l'acquéreur peut retenir le montant de son indemnité sur le prix de la vente qu'il reste encore devoir; les créanciers du vendeur ne peuvent le contraindre à leur payer ce prix en totalité, sauf son recours par voie d'action contre le vendeur.

(Muyroger.—C. Deréalde.) — ARRÊT.

LA COUR :— Eu ce qui touche l'appel déclaré par Muyroger, des jugemens des 29 therm. et 6 fruct. an 11, lesquels, sans égard aux sursis qu'il avait requis, le déboutent de sa demande contre Deréalde, pour raison de l'éviction d'une partie des bâtimens et terrains que ce dernier lui a vendus, et sa demande en réduction du prix de vente, sur lequel appel Deréalde, vendeur, et Delebeuge, créancier poursuivant, sont intimés, et Jugillard, intervenant pour leur adhérer :— Considérant, en la forme, que Muyroger ne pouvait pas appeler du jugement du 29 therm. qui le déboutait de sa demande en sursis, qu'il ne se fût écoulé huit jours, qu'ils n'étaient pas expirés lorsque, le 6 fruct., on voulut passer outre au jugement d'ordre; en sorte qu'il fut contraint ce jour-là de se borner à faire contre le premier jugement des protestations qui ont conservé le droit d'appeler; — Que l'effet de ladite protestation ne pouvait être éventuellement que de faire réduire le prix à distribuer, ce qui n'empêchait pas de procéder régulièrement à l'ordre des créanciers entre eux; — Déclare s'il y a eu lieu de s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées contre l'appel;

(1) Il en serait autrement, aux termes de l'art. 1649, Cod. civ., qui porte que l'action résultant des vices rédhibitoires n'a pas lieu dans les ventes faites par autorité de justice; si l'on devait assimiler l'action en garantie pour trouble causé par l'exercice d'une servitude, à l'action en garantie des vices rédhibitoires. Cette assimilation était admise dans l'ancien droit. F. L.L. 49 et 61, ff. de edict. edict., 35, de contrah. empt.; Domat, liv. 1, tit. 2, sect. 11, n° 5; Pothier, de la Vente, n° 202, 203 et suiv. — Le Code civil a établi un autre système. Deux paragraphes distincts sont consacrés à la garantie : l'un traite de la garantie en cas d'éviction; l'autre de la garantie des vices rédhibitoires; c'est dans le premier paragraphe qu'est placé et que devait être placé l'art. 1638, qui statue sur l'éviction partielle résultant de l'exercice d'une servitude non déclarée. On ne peut donc appliquer à ce cas l'art. 1649, uniquement relatif à la garantie des vices rédhibitoires; d'où la conséquence que l'action en garantie pour trouble causé par l'exercice d'une servitude, a lieu dans les ventes faites par autorité de justice, aussi bien que dans celles faites dans les formes ordinaires. V. en ce sens, Duvergier, de la Vente,

Statuant au fond :— Considérant que, suivant le droit civil romain, adopté en matière de contrat par la jurisprudence française, et en dernier lieu par le Code civil, le vendeur est obligé de droit, s'il n'y a stipulation contraire, à garantir l'acquéreur de l'éviction qu'il souffre dans la totalité ou partie de l'objet vendu, on des charges prétendues sur cet objet et non déclarées lors de la vente; — Que ce principe s'applique à l'espèce, puisque Deréalde, en faisant une vente qui était purement volontaire, bien que faite devant le juge président aux criées, des bâtimens qu'il avait acquis de Fesneau, lequel les tenait de la république, n'a stipulé aucuns affranchissemens de garantie en cas d'éviction; — Qu'il n'a point mis au péril de l'acquéreur l'obligation de supporter les charges réelles ou servitudes occultes; — Qu'il a fait des affiches publiques, et déposé solennellement un cahier contenant les charges et conditions de la vente, sans y déclarer qu'en achetant de Fesneau il s'était soumis aux charges qui avaient été imposées à celui-ci dans son adjudication; et que Fesneau avait contracté, au profit de la République vendresse, l'obligation de souffrir le retranchement d'une partie considérable de la maison et du jardin, pour l'ouverture ou la suite d'une rue, sous la seule indemnité de la valeur du terrain; — Que Deréalde avait, dans un temps prochain de la vente, fait des démarches et des pétitions pour soustraire sa propriété au retranchement, et qu'on lui en avait notifié le rejet;...; de tout quoi, il résultait une réticence bien contraire au caractère de la bonne foi; que cette réticence n'est point excusée par l'indication vague du lieu où l'on disait qu'étaient les titres sur l'origine de la propriété, puisque les acquéreurs, ou trop confians ou trop peu instruits, pouvaient ne pas y recourir, ou s'en rapporter à de trompeuses assertions; — Que c'est ce qui parait, jusqu'à preuve contraire, être arrivé à Muyroger, qui s'est rendu adjudicataire de tout ce qui était compris dans le cahier des charges, sans prévoir qu'il devait subir un retranchement considérable; et qui, au moment où il venait de notifier les transcriptions au vendeur et aux divers créanciers, pour leur ouvrir le droit de faire des surenchères ou de se distribuer le prix, a reçu l'ordre administratif de faire ou de souffrir des démolitions et alièmens qui le privaient des bâtimens sur la largeur de trois croisées de face, etc.; — Adjuge à Muyroger

L. 1<sup>re</sup>, n° 381 et 382. — Cependant, Troplong, de la Vente, n° 584 et 585, tout en reconnaissant que, dans le système du Code civil, on ne doit pas classer parmi les vices rédhibitoires l'incommodité qu'une servitude cachée fait éprouver à l'acquéreur, décide néanmoins que les motifs sur lesquels est fondé l'art. 1649, doivent étendre sa disposition au cas d'une servitude occulte, dont l'adjudicataire sur expropriation forcée se trouve grevé; et la raison qu'il en donne, c'est que le vendeur dans ces sortes de ventes est la justice, laquelle ne promet ni ne garantit rien. Cette raison ne s'appliquant pas aux ventes non forcées faites par autorité de justice, le même auteur est d'avis, loc. cit., qu'à leur égard a lieu l'action en garantie pour servitude non déclarée, bien que la loi refuse en pareil cas l'action en garantie pour vices rédhibitoires.

(2) La garantie ne serait pas due, si, au lieu d'avoir été simplement indiqués, les titres avaient été remis à l'acquéreur avant la passation de l'acte, parce qu'alors il serait présumé ne s'être déterminé à acheter qu'après avoir pris connaissance des titres, et conséquemment de la servitude qui y était mentionnée. V. dans ce sens, Troplong, *op. cit.*, n° 532,

une indemnité pour raison des démolitions et retranchemens qu'il est obligé de souffrir .... ;

En ce qui concerne la nature et les effets de la garantie due à Muysroger : — Considérant que lorsque l'éviction n'est que d'une partie de la chose, si elle est d'une telle conséquence, relativement au tout, que l'acquéreur n'eût point acheté sans la partie dont il a été évincé, le droit civil romain, confirmé par la jurisprudence et en dernier lieu par le Code civil, veut qu'il puisse faire résilier la vente, ce qui n'est pour lui qu'une pure faculté dont rien ne l'oblige de faire exclusivement usage s'il se contente d'une indemnité ; — Que si l'acquéreur ne veut pas demander la résiliation, ou ne peut pas, à cause de la modicité de l'objet évincé, le Code civil veut qu'on lui rembourse et qu'on lui impute d'abord la valeur de la partie évincée, suivant l'estimation à l'époque de l'éviction, et non proportionnellement au prix total de la vente, soit que la chose vendue ait augmenté ou diminué de valeur ; — Que cette disposition du Code peut être appliquée par les juges aux contrats antérieurs, sans tomber dans le vice de la rétroactivité, parce qu'elle n'est contraire à aucune loi française antérieure, et parce qu'elle n'est que la déclaration législative d'un principe d'équité préexistant, d'accordant dans aucune hypothèse, à l'acquéreur ni plus ni moins que l'équivalent de ce qu'il perd réellement, laissant ainsi à son profit le bénéfice d'achat, s'il a acquis à bon marché et les améliorations faites par lui ou survenues par le cours du temps, laissant au contraire à sa charge la perte de l'achat, s'il a donné un trop haut prix, et les dégradations s'il en a commises, et les dépréciations naturelles si le temps en a diminué la valeur ; — Considérant que l'indemnité par l'estimation de la valeur réelle de la chose évincée serait incomplète si les dommages-intérêts résultant immédiatement de l'éviction n'étaient pas ajoutés à cette valeur, conformément aux principes de droit, parce qu'il y en a de très-réels, consistant notamment dans les frais de démolitions, d'étais, de reconstructions, de raccordemens, et dans les privations temporaires de loyers de la partie évincée et de tout ou partie de celle conservée, mais qu'en adjoignant cette valeur et ces dommages pour les compenser jusqu'à due concurrence sur le prix, il faut conserver à l'acquéreur, et de son chef à ses créanciers, de se prévaloir, ainsi qu'ils aviseront, de l'indemnité qui leur est due par la République pour valeur du soldat, conformément à la vente faite à Fesneau ; — Met l'appellation au néant ; — Ordonne que le montant de l'indemnité sera distraitt du prix principal de la vente dont il s'agit ; — Et autorise Muysroger à se retenir par ses mains, ainsi que les frais et dépens accessoires et après, et qu'en conséquence, il n'y aura que le restant du prix à distribuer aux créanciers, etc.

Du 17 prair. an 12. — Cour d'appel de Paris.

(1) C'était là une question controversée sous l'ancien droit. V. dans le sens de l'arrêt que nous recueillons, Ricard, des *Donations*, tom. 1, part. 2, n° 819 et suiv. ; Furgole, *Questions sur les donations*, quest. 49, n° 36 ; Dumoulin, de *Donationibus in contractu matrimonii factis*. — Et en sens contraire, les lois 10, *Cod. de Legatis*, et 16, *Cod. de Donationibus inter virum et uxorern* ; Bouc, dans le 21<sup>e</sup> de ses arrêts ; Bechet, *Traité du droit de réversion*, chap. 15 ; Beloréau, *Observations forenses*, liv. 3, part. 5, art. 1<sup>er</sup>. — Sous le Code civil, la question a été tranchée par l'art. 1092 qui porte que « toute donation entre vifs de biens présents,

# DONATION ENTRE ÉPOUX. — CONTRAT DE MARIAGE. — SURVIE.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1731, une donation faite entre époux par contrat de mariage n'est pas censée faite sous la condition de survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée (1).

(Corbassas — C. Privat.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la condition de survie ne doit pas être arbitrairement supplée dans une libéralité faite à titre irrévocable, si ce n'est dans le cas de l'augment du gain nuptial ou de tout autre don qui, par sa nature, suppose nécessairement que le donataire a dû survivre pour pouvoir recueillir ; que ce principe, s'avamment développé par Ricard, en son *Traité des donations*, part. 3, chap. 7, sect. 6, a été adopté par les auteurs les plus judicieux, et particulièrement appliqué par Furgole à l'hypothèse où il aurait été dit que le donataire pourrait disposer de ses biens « à ses plaisirs et volontés » ; que dans l'espèce de la cause, la donation est générale, pure et simple, et conque en des termes qui non-seulement excluent toute idée de condition propre à en subordonner l'effet à la survie du donataire, mais encore démontrent avec évidence que l'intention du donateur a été de transmettre à son épouse une propriété indépendante de tout événement ultérieur ; que l'héritier de François Corbassas a donc dû recueillir après elle les biens donnés, etc. ; — Dit mal jugé, etc.

Du 17 prair. an 12. — Cour d'appel de Nîmes.

# TRIBUNAL DE COMMERCE. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — OPPOSITION.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, l'opposition aux jugemens de commerce rendus par défaut, n'est pas recevable après la huitaine de la signification (2).

(Nicolle — C. Digard.)

Du 17 prair. an 12. — Cour d'appel de Paris.

# TUTEUR. — DESTITUTION. — HOMOLOGATION.

Lorsqu'un tuteur a été destitué, si le subrogé-tuteur néglige de faire homologuer la délibération du conseil de famille, le plus proche parent qui a provoqué la destitution peut alors agir en son lieu et place.

(Braquemont — C. N.)

Les mineurs Doucet avaient un tuteur qui malversait. — Leur grand-père convoqua le conseil de famille, qui arrêta que sa destitution serait provoquée. — Cette destitution devait être provoquée par le subrogé-tuteur, aux termes de l'art. 446 du Code civil. Les parens n'ont que le droit d'intervenir dans la cause (art. 449) ; mais le subrogé-tuteur négligea pendant neuf mois de poursuivre cette destitution. — Alors Braquemont, aïeul des mineurs, prit sur lui de la provo-

faire entre époux par contrat de mariage, ne sera point censée faite sous la condition de survie du donataire, si cette condition n'est formellement exprimée. » La présomption de condition de survie n'existe donc que pour les donations de biens à venir, ou de biens présents et à venir, faites entre époux par contrat de mariage, parce qu'en effet, de telles donations supposent nécessairement, par leur nature, que le donataire a dû survivre pour pouvoir recueillir (art. 1093, *Cod. civ.*, et Duranton, t. 9, n° 756).

(2) V. conf., Cass. 6 therm. an 11 et la note. — F. cependant en sens contraire, Paris, 22 vend. an 11,

quer. — Mais le subrogé-tuteur lui contesta sa qualité. — Jugement du tribunal civil d'Orléans qui admet cette exception. — Appel.

## ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il s'est écoulé neuf mois depuis l'avis du conseil de famille jusqu'à la demande de l'aïeul; que, dans le silence absolu de la loi sur le cas de négligence du subrogé-tuteur, il ne peut être refusé au plus proche parent qui provoque la destitution, d'en poursuivre l'homologation, et que cela paraît dans l'esprit de l'art. 419, lequel donne aux parents qui auront requis la convocation le droit d'intervenir; — A mis l'appellation au néant, etc.

Du 18 prair. an 12. — Cour d'appel d'Orléans.

## TUTEUR.—AUTOMISATION.—EXPROPRIATION.

*L'autorisation du conseil de famille n'est point nécessaire au tuteur pour défendre à une expropriation forcée dirigée contre les biens de son mineur (1).*

(Hémet — C. Mailler.)

Du 19 prair. an 12. — Cour d'appel de Paris.

## CENS. — RENDRE. — FÉODALITÉ.

*Les redevances unies au cens sont supprimées par les lois abolitives de la féodalité, comme le cens lui-même (2), même à l'égard des tiers auxquels le seigneur avait cédé uniquement la redevance avant l'abolition de la féodalité (3).*

(Lemaître — C. Cédé.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'abolition de 1788 n'a fait que transporter à Cédé les droits des héritiers Devau, de la nature qu'ils étaient; — Considérant que ceux-ci avaient le droit en question uni au cens sur les vignes de leur seigneur; qu'il n'avait pu être établi que par le même titre que le cens; que ces deux droits avaient dû être imposés simultanément lors de la concession par laquelle le seigneur du fief avait mis les vignes hors de sa main; — Emend, décharge Lemaître de la demande de Cédé, etc.

Du 19 prair. an 12. — Cour d'appel d'Orléans.

## SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE. —

## OUVERTURE.

*Lorsque plusieurs héritiers ont été institués avec la clause qu'après leur mort l'hérédité passerait à d'autres personnes désignées dans le testament, cette clause doit s'entendre de la mort de l'un ou de l'autre des institués et non de la mort de tous les institués. — En conséquence, il suffit que le décès de l'un d'eux ait eu lieu avant les lois abolitives des substitutions, pour que la substitution*

*ait été ouverte pour moitié au profit des appelés, à l'exclusion de l'autre institué (4).*

(Van Reymont — C. Vanden Kerkhoffs.)

## ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la clause après leur mort, ne lie pas l'événement de la condition à la mort des deux institués, mais qu'en thèse générale, elle s'entend de la mort respective de chacun d'eux, suivant la loi 78, § 7, ff. *ad senatus consult. trebeli*; — Attendu que les lois n'indiquent d'exception à cette règle, que dans les cas d'institutions faites en ligne directe descendante; — Attendu que, dans l'espèce, les institués sont des collatéraux; et par conséquent placés dans la règle générale d'interprétation de la clause; et qu'ainsi au décès d'Anne-Catherine Van Reymont, la substitution a été ouverte pour moitié au profit des petits-enfants d'Elizabeth Vanden Kerkhoffs; — Confirme, etc.

Du 20 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl. M. Tarte, subst. — Pl., MM. Hermaux et Bouqueau.

## PAPIER-MONNAIE. — DÉPÔT.

(Hérit Salm-Kirsbourg — C. Jalouxot.)

Du 23 prair. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

V. le texte de cet arrêt, 1<sup>re</sup> part., à la date du 4 therm. an 12, où se trouve celui de la Cour de cassation, rendu sur le pourvoi des bénédictins Salm.

## MARIAGE. — RELIGIEUX. — CONVENTIONS MATRIMONIALES. — DONATION ENTRE ÉPOUX.

Du 24 prair. an 12 (aff. Spiess). — Cour d'appel de Rouen. — V. le jugement et arrêt de cassation des 12 prair. an 11 et 3 flor. an 13.

## ÉVICTION. — SURENCHÈRE.

*Le vendeur n'est point le garant de l'éviction qui résulte de la surenchère légalement exercée par un de ses créanciers (5).*

(Breteuil — C. Penoret.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'éviction opérée par l'effet d'une surenchère qui est une voie de droit, ne peut donner lieu à aucuns dommages et intérêts, lorsque le contrat de vente originale ne porte point de stipulation de garantie à cet égard, et que cette stipulation ne se rencontre dans aucun des contrats dont il s'agit; d'où il suit que chacun des acquéreurs successifs ne peut être tenu à rapporter à ceux auxquels il a vendu, que le prix qu'il en a reçu, sans aucune garantie relative aux contrats dans lesquels il n'a pas été partie; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 25 prair. an 12. — Cour d'appel de Paris.

(1) L'art. 464 du Cod. civ. exige l'autorisation du conseil de famille pour introduire une action, ou pour acquiescer, mais non pour défendre. C'est dans ce sens que sa disposition a été interprétée par la jurisprudence: V. Bruxelles, 12 nov. 1806; Nîmes, 2 juill. 1829. Cependant Magnin, *Traité des minorités*, est d'une opinion contraire: l'autorisation lui semble nécessaire même pour défendre.

(2) V. conf., Cass. 12 et 20 germ. an 12.

(3) Sur l'abolition des rentes seigneuriales, V. la note qui accompagne l'arrêt de Cass. du 5 germ. an 13.

(4) Cette solution revient à dire qu'il n'y a pas substitution réciproque tacite entre les deux institués. En effet, pour que le fidéicommissaire puisse

être présommé, il faut: 1<sup>o</sup> que le dernier mourant soit chargé de rendre à un tiers; 2<sup>o</sup> qu'il ait été chargé de rendre l'hérédité entière; concours de circonstances qui ne se rencontrent pas dans l'espèce de l'arrêt que nous rapportons, puisque le testateur s'était borné à dire que l'hérédité devrait être restituée après la mort des institués, sans spécifier que cette charge pèserait seulement sur le dernier mourant, et pèserait sur lui pour la totalité. — V. sur les conditions nécessaires pour constituer un fidéicommissaire tacite, les *Traité des substitutions* de Ricard, n<sup>o</sup> 394; de Thévenot, n<sup>o</sup> 418; du Pothier, sect. 2, art. 3; de Rolland de Villargues, n<sup>o</sup> 251. V. aussi Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> *Substitution fidéicommissaire* sect. 16, § 7.

(5) V. Cass. 4 mai 1808 et la note.

**CONVOL. — AVANTAGE ENTRE ÉPOUX.**

La loi du 17 niv. an 2 n'a pas aboli les peines prononcées contre les secondes nocces par les lois anciennes. (L. du 17 niv. an 2, art. 12 et 61.) (1)

(La Tournerie — C. Navarrine.)

Du 25 prair. an 12. — Cour d'appel de Pau. — Pl., MM. Pourcade et Perrentil.

**HUISSIER. — JUGE DE PAIX.**

Un huissier peut signer dans tout le ressort du tribunal auquel il est attaché, les édulés d'un juge de paix d'un autre arrondissement (2).

(Dlle Prévost — C. N...)

Du 25 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

**VÉRIFICATION D'ÉCRITURES. — EXPERTISE.****— PREUVE PAR TÉMOINS.**

Avant le Code de procédure et en matière de vérification d'écritures, il n'y avait pas nullité de l'expertise lors de laquelle le tiers expert avait procédé à l'examen des pièces en l'absence d'un des autres experts, alors que la partie intéressée avait été présente à l'examen (3).

En matière de vérification d'écritures, les juges peuvent recourir à la preuve par témoins, même après avoir fait procéder à une expertise (4).

(Brulé — C. Dutronc.)

Du 26 prair. an 12. — Cour d'appel de Paris.

**JUGE SUPPLÉANT. — HOMME DE LOI.**

Un tribunal qui peut juger au nombre de trois juges est irrégulièrement composé d'un seul juge titulaire et de deux hommes de loi (5).

(Boyer — C. N...)

Du 27 prair. an 12. — Cour d'appel de Nîmes.

**TESTAMENT. — APPROBATION. — COUTUME DE NAMUR.**

Sous la coutume de Namur, la déclaration du notaire et d'un témoin instrumentaire sur la capacité de l'auteur d'un testament authentique, attaquée pour cause de démence, suffisait pour que ce testament fût réputé avoir reçu l'approbation exigée par les art. 63, 64 et 65 de cette coutume (6).

(Jean — C. Frey.)

Du 27 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

(1) V. dans le même sens, Cass. 3 brum. an 9 et la note.

(2) Remarquons que l'assignation signifiée par un huissier étranger au ressort dans lequel elle est donnée ne serait pas nulle, mais que l'huissier serait seulement passible d'une amende et de l'interdiction. V. l'art. 19 de la loi du 25 mai 1838, et les observations sur l'art. 17 de la même loi (Volume 1838). — On jugeait pareillement, sous l'empire de l'art. 13 de la loi des 6-27 mars 1791, à l'égard des actes signifiés par un huissier autre que celui de la justice de paix. V. Cass. 24 frim. an 11 et la note.

(3) Aux termes de l'art. 196 du Cod. de proc., la vérification doit être faite par trois experts. Il n'y a donc plus lieu d'appeler un tiers expert; et par conséquent les questions que faisait naître la présence de ce dépariteur ne peuvent plus se présenter.

(4) Sur le pouvoir observationnaire des juges en cette matière, V. les observations sur l'arrêt de la Cour de cassation du 14 mars 1837.

**TESTAMENT AUTHENTIQUE. — MENTION.****— SIGNATURE — NULLITÉ.**

La loi du 25 vent. an 11 sur les actes notariés en général, n'est pas applicable aux testaments. — Ainsi, le défaut de mention, à la fin d'un testament, de la signature du testateur, des témoins et du notaire, n'entraîne pas la nullité du testament, lorsque d'ailleurs il y a eu réellement signature (7).

(Gardavoine — C. Brunin.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 6, de l'arrêt du directoire exécutif, du 3 prair. an 6, appliqué aux départemens réunis... lequel est ainsi conçu, etc.; — Attendu que le testament de Catherine Gardavoine a été reçu par un notaire public, en présence de témoins dont les noms sont déclinés dans l'acte, et qui l'ont signé, ainsi que le notaire et la testatrice, ce qui suffit pour remplir le vœu des chartes générales de l'émancipation, au sujet des testaments; — Attendu que les formes substantielles des testaments ont appartenu aux lois et aux coutumes des lieux où ils ont été faits, jusqu'à l'avènement du Code civil qui a introduit une nouvelle législation commune à tous les points de la république, sur la matière des testaments; — Attendu que les art. 14 et 68 de la loi du 25 vent. an 11, sont inapplicables à la matière des testaments, tant parce que les dispositions testamentaires sont réglées par des lois qui leur sont spécialement propres, que parce que les termes dans lesquels ces articles sont conçus, répugnent à la nature des testaments; — Infirme, etc.

Du 27 prair. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

**TUTELLE. — FAILLITE — INCAPACITÉ**

Le père survivant n'a pas droit à la tutelle légale de ses enfans, lorsqu'il se trouve en état de faillite (8).

(Goin — C. les héritiers Pauthmier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la loi défère, à la vérité, la tutelle des enfans mineurs au survivant des père et mère, mais que cette règle générale a pourtant des exceptions; que ces exceptions se trouvent prévues par l'art. 444, du Code civil; — Des lors, quelle plus grande preuve d'inconduite que la nécessité où a été la femme Goin d'obtenir un jugement de séparation contre son mari? Quelle autre plus grande preuve d'inconduite notoire et d'une gestion qui atteste l'incapacité, que la faillite ou banqueroute du sieur Pierre Goin, qui n'a point contesté ces faits? — Que vainement a-t-il allégué, ainsi que

(5) V. en ce sens, Cass. 11 prair. an 13; 7 janv. 1806, et 30 oct. 1811; — Merlin, *Quest. de droit*, v<sup>o</sup> *Homme de loi*, § 1. — Il a cependant été jugé par la Cour de Poitiers, le 2 déc. 1821, qu'un jugement d'un tribunal de commerce, était valablement rendu par un seul juge titulaire, et deux négocians notables, qui dans cet ordre de juridiction font l'office d'hommes de loi. V. aussi Toulouse, 6 fruct. an 11.

(6) Voici la teneur des art. 63 et 64 de la coutume de Namur: « Art. 63. Un testament non approuvé par-devant la Cour ou les Cours dont les biens y contenus sont mouvans ou supérieurs d'icelles, en pays de Namur, sera nul et de nulle valeur. — Art. 64. Pour faire approuver un testament, il suffira de deux témoins conformes, ou un notaire et un témoin, et pourra le curé du lieu, en faute de notaire, servir de notaire. »

(7) V. en sens contraire, Cass. 16 Rev. 1814 et la note.

(8) V. Cass. 30 germ. an 10 et la note.

les parents paternels, que la faillite n'était causée que par des pertes, qu'elle n'était pas une preuve d'inconduite, et que la séparation de biens n'était qu'une mesure pour mettre à couvert les biens de sa femme, parce que tout cela ne peut résister contre le fait de faillite où se trouve encore le sieur Pierre Goin. Que deviendrait l'entretien d'un bâtiment et d'un pressoir qui peuvent exiger de fréquentes et indispensables réparations? Que deviendrait d'ailleurs le mobilier du mineur, qui passerait entre les mains du tuteur, et qu'il lui serait si facile de divertir et dissiper? Que deviendrait enfin l'entretien et les aliments du mineur, si son patrimoine était livré à un homme sans domicile, sans existence, qui est encore en état de faillite ouverte, à qui l'administration des biens de sa femme été ôtée? — Tous ces motifs paraissent plus que suffisants pour rejeter la délibération du 13 vent., et ex ordonner une nouvelle, malgré l'offre du cautionnement offert par le sieur Pierre Goin, auquel on ne peut avoir aucun égard, tant par les raisons ci-dessus que parce que le sieur Pierre Goin ne dénommant pas sa caution, on peut douter de la solvabilité; — Faisant droit, etc.

Du 25 prair. an 12. — Cour d'appel de Dijon.

#### TESTAMENT. — AMBASSADEUR. — FORMES.

Du 29 prair. an 12. (aff. de Graces.) — Cour d'appel de Liège — L'arrêt rendu par cette cour est rapporté avec l'arrêt de la cour de cassation du 28 vent. an 13, prononçant rejet du pourvoi dirigé contre la décision. V. à cette date.

#### DIVORCE. — SÉPARATION DE BIENS. — DÉSISTEMENT. — CONCILIATION. — PROCÈS-VERBAL.

La femme qui, pendant l'instance en divorce qu'elle poursuit, forme contre son mari une demande en séparation de biens, n'est pas censée, par cela seul, renoncer à poursuivre le divorce (1).

Il n'est pas nécessaire que les procès-verbaux des assemblées de famille qui doivent précéder le divorce pour incompatibilité d'humeur, contiennent la mention que les parents ou amis ont tenté de concilier les époux (2). (Lamarlière.)

Du 1<sup>er</sup> mess. an 12. — Cour d'appel de Paris.

#### RECOMMANDATION. — ALIMENTS.

Le créancier qui recommande son débiteur détenu pour un délit, n'est pas tenu de lui fournir des aliments tant que subsiste la cause première de sa détention (3).

(Fontaine de Biré — C. Zuetcher.)

Du 2 mess. an 12. — Trib. civil de Paris. —

(1) La séparation de biens et le divorce reposent sur deux ordres d'idées, totalement différents. La poursuite de l'une ne peut donc avoir logiquement aucune influence sur la poursuite de l'autre : c'est ainsi qu'il a été jugé que la femme qui avait succombé sur sa demande en séparation de biens, n'en était pas moins recevable à former une demande en séparation de corps. V. Cass. 23 août 1809.

(2) V. dans le même sens, Cass. 29 fruct. an 10, et la note.

(3) V. 22 frim. an 12.

(4) C'était un usage tout particulier, qui n'a pas eu d'autres exemples. En droit romain (L. 6, ff. de jure dot., L. 4, C. Sol. mat., liv. 5, tit. 18), comme dans notre ancienne jurisprudence, c'est la mort

1<sup>re</sup> sect. — Prés., M. Berthier. — Pl., MM. Sales et Delahaye.

#### RETOUR LÉGAL. — DOR.

Dans le ci-devant comitat Venaisien, la loi faisait retour au père constituant, lors de la dissolution du mariage par le décès du mari et du vivant même de la fille (4).

(Gremieux — C. Milhaud.)

Du 3 mess. an 12. — Cour d'appel de Nîmes.

#### AVANTAGES ENTRE ÉPOUX. — ABOLITION.

La loi du 17 niv. an 2 n'a pas aboli les avantages établis par les coutumes en faveur du mariage.

(Goenens — C. V<sup>o</sup> Goenens.)

Du 4 mess. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

— V. le texte de cet arrêt à la date de l'arrêt de la cour de cassation, intervenu le 8 prair. an 13, sur le pourvoi dont il avait été l'objet.

#### TUTELLE. — MÈRE. — MINEUR. — EXCLUSION. — RELIGION.

Sous l'empire des lois romaines, la mère qui était privée de l'exercice de la tutelle légitime de ses enfants pendant sa minorité, pouvait toujours la réclamer lorsqu'elle devenait majeure. — En conséquence, ce n'est pas donner effet rétroactif à l'art. 390 du Code civil, que de l'appliquer au cas d'une tutelle ouverte avant le Code et réclamée depuis par une mère majeure, contre le tuteur qui avait été nommé aux enfants pendant la minorité de leur tutrice légitime (5).

La différence qui existe entre la religion de l'époux survivant et celle dans laquelle les enfants doivent être élevés, n'est pas une cause d'exclusion de la tutelle (6).

Lorsque des causes d'exclusion sont proposées contre un tuteur légitime qui professe une religion autre que celle du parent qui les propose, et qu'il est à craindre que cette différence de religion ne puisse influencer sur la délibération du conseil de famille, les juges peuvent ordonner que les amis qui y seront appelés à la place des parents absents du tuteur seront de la même religion que ce dernier.

(Delvallée — C. Delvallée.)

A la mort de son mari, la veuve Delvallée resta chargée de quatre enfants. — Elle était mineure, et suivant les lois romaines dont l'empire subsistait encore, elle ne pouvait être tutrice; en conséquence, on nomma pour tuteur le père du mari défunt. — Quand elle eut été majeure, la veuve Delvallée a réclamé la tutelle, soutenant que le

même du donataire qui ouvrait le droit de retour. Merlin, Quest. de dr., v<sup>o</sup> Réversion, § 1.

(5) Il est sans difficulté, d'après J. Meulé, dans son Traité des minorités et Tutelles, t. 1, p. 242, que, dans le droit romain et dans les coutumes où les pères et mères ont l'usufruit du bien de leurs enfants pendant leur minorité, le droit de tutelle leur est également acquis, quoiqu'ils soient mineurs. Comme les père et mère sont obligés par les devoirs de la nature à l'éducation de leurs enfants, leur obligation fait leur droit, et les père et mère qui sont les premiers obligés à l'éducation, sont les premiers préférés au droit d'avoir la tutelle. — Les mêmes principes ont prévalu dans le Code civil. V. Magnin, des Minorités.

(6) V. en ce sens, Magnin, des Minorités et Tutelles, n<sup>o</sup> 604.



grand-père n'avait été tuteur que provisoirement ; qu'en définitive elle devait lui être rendue, dès qu'elle avait cessé d'être incapable. — Pendant le procès, arriva le Code civil dont l'art. 390 porte que, « après la dissolution du mariage, arrivée par la mort naturelle ou civile de l'un des époux, la tutelle des enfans mineurs appartient de plein droit au survivant des père et mère. » — La veuve Delvaillie trouvait dans cette disposition une nouvelle preuve de son droit à réclamer la tutelle.

Jacob Delvaillie, grand-père, soutenait, — 1<sup>o</sup> Que sous le rapport des lois anciennes, la tutelle lui avait été conférée, non provisoirement, mais définitivement ; — 2<sup>o</sup> Que le Code civil n'entendait point dépouiller un tuteur légalement nommé ; — Qu'il y aurait à cela un effet rétroactif ; — 3<sup>o</sup> Que d'ailleurs la veuve de son fils était incapable d'être tutrice, attendu la différence qui existait entre sa religion et celle de son mari défunt dans laquelle ses enfans devaient être élevés.

3 therm. an 11, jugement du tribunal de première instance de Bordeaux qui, « Considérant que Jacob Delvaillie n'est que tuteur provisoire ; qu'il y a lieu de pourvoir à une nouvelle tutelle ; — Que, la demande de la mère étant antérieure au Code civil, c'est le cas de déférer la tutelle conformément à l'ancienne législation ; — Et attendu que l'importance de la délibération et la diversité de religion demandent des mesures extraordinaires ; — Ordonne, avant faire droit, que la veuve Delvaillie se présentera pour être attestée, devant une assemblée de parens et amis, présidée par M. .... membre du tribunal, et à laquelle l'aïeul n'assistera pas ; qu'à la place des parens maternels, qui ne sont pas à Bordeaux, il sera convoqué trois citoyens recommandables, pour, la délibération de ladite assemblée rapportée, être ordonné ce qu'il appartiendra. » — Appel.

## ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que, dans l'ancien droit, et surtout d'après la novelle 118, la mère était tutrice légitime, et que, ne pouvant en remplir les fonctions pendant sa propre minorité, elle était toujours admise à les exercer quand elle devenait majeure ; — Que, d'après l'article 390 du Code civil, la mère est tutrice de droit ; — Que, s'agissant d'une tutelle qui n'est pas encore déferée, cette disposition du Code civil est applicable ; que déjà plusieurs cours ont décidé cette application, et qu'ainsi la veuve Delvaillie a été fondée en droit à réclamer la tutelle de ses enfans ; — Considérant que, la législation actuelle protégeant tous les cultes et garantissant à chacun la liberté de conscience, la différence de religion de la veuve Delvaillie de celle que professait feu David Delvaillie ne peut être un motif de l'exclusion de la tutelle ; — Considérant que, pour statuer sur les autres motifs d'exclusion proposés par Jacob Delvaillie, il importe, sans rien préjuger à cet égard, de renvoyer les parties devant un conseil de famille, convoqué et présidé par le juge

(1) Il est à remarquer que, dans l'espèce, l'inscription prise sur le premier acquéreur avant la transcription de son contrat procédait, non du chef de son vendeur, mais de son chef propre. Aussi ne prétendait-on pas que la transcription avait purgé cette hypothèque, mais on soutenait que, sous l'empire de la loi de brum. an 7 qui révisait la cause, la transcription étant nécessaire pour que la vente fût parfaite et opposable au tiers, il s'en suivait qu'une inscription prise du chef d'un acquéreur qui n'avait pas encore transcrit ne pouvait produire aucun effet vis-à-vis des tiers.... question qui ne peut plus se présenter aujourd'hui que la transcription n'est plus requise pour la perfection de la vente.

de paix, conformément aux art. 406, 415 et 416 du Code civil ; que ce renvoi est d'autant plus nécessaire que, pour statuer sur l'éducation des enfans, la justice a besoin, dans cette occasion extraordinaire et délicate, d'être éclairée par un avis préalable du conseil de famille ; — Considérant que l'aïeul Jacob Delvaillie, accusateur et partie au procès, ne peut être membre du conseil de famille, et que les circonstances particulières de cette cause exigent qu'à défaut de parens maternels, le juge de paix y appelle des citoyens domiciliés, ayant à cœur les personnes et l'éducation des mineurs et ne professant pas la religion juive ; — A mis l'appellation au néant, etc.

Du 6 mess. an 12. — Cour d'appel de Bordeaux. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl. MM. Dusutreau et Laine.

## INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — CONSERVATEUR. — RESPONSABILITÉ.

Lorsqu'un acquéreur revend l'immeuble par lui acquis, le conservateur doit comprendre dans la cartifich des inscriptions qu'il donne au second acheteur, toutes les inscriptions prises sur le premier, encore qu'elles aient eu lieu avant la transcription de son contrat, conséquemment dans un temps où le résultat était non opposable à des tiers. — Si le conservateur omet de telles inscriptions, il est responsable, aux termes des art. 51 et 52 de la loi du 11 brum. an 7, de tous les dommages-intérêts dus aux créanciers omis (1).

(Dambremé — C. Heudelet.)

Du 9 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris.

## DOT. — ALIÉNATION. — DETTES.

Dans le ressort du parlement de Toulouse, et avant le Code civil, l'immeuble dotal était aliénable sans permission de justice, pour payer les dettes de la femme antérieures au contrat de mariage. (C. civ., 1558) (2).

(Jourde — C. les époux Capelle.)

Du 9 mess. an 12. — Cour d'appel de Toulouse.

## ÉMIGRÉ. — JUGEMENT. — RADIATION. — CHOSE JUGÉE.

Le jugement rendu contradictoirement avec l'Etat et qui annule une donation faite à un émigré inscrit sur la liste, acquiert l'autorité de la chose jugée contre l'émigré lui-même. En conséquence, celui-ci ne peut, après sa radiation de la liste, être admis à invoquer les effets de la donation (3).

(Héritiers Costard — C. Crotti.)

Du 11 mess. an 12. — Cour d'appel de Rouen.

## DIVORCE. — JUGEMENT. — SIGNIFICATION. — POINT DE FAIT. — PREUVE.

En matière de divorce, le jugement qui or-

(2) F. conf., Toulouse, 11 fruct. an 9, 22 mess. an 13 ; Nîmes, 19 avril 1831 (Volume 1831). — F. encore dans le même sens, Cass. 15 nov. 1820 ; Riom, 27 juill. 1825. — *Contrà*, Nîmes, 9 mars 1831 (Volume 1831). — Jugé aussi que, d'après la jurisprudence du parlement de Dauphiné, l'aliénation n'était valable qu'autant que la portion du prix qui restait après l'acquittement des dettes n'était pas excessive : — Grenoble, 12 août 1828.

(3) F. sur la représentation de l'émigré par l'Etat, l'arr. de Cass. du 22 vent. an 13 et la note. — F. aussi, Paris, 21 pluv. an 10.

donne que la procédure sera communiquée au procureur du roi et nommé un rapporteur, ne doit pas, à peine de nullité, être signifié, lorsque, prononcé en présence des parties, il porte que la prononciation vaudra signification.

Il n'est pas nécessaire que le jugement qui admet le divorce détaille les faits.

Lorsqu'un tribunal admet le divorce, il est réputé avoir suffisamment déduit les motifs de sa décision, aux termes de l'art. 290, Code civil, s'il a déclaré que la preuve des vices allégués par le demandeur se trouve acquise; il n'est pas nécessaire que le jugement contienne le détail de tous et chacun des vices.

(Hinnisdal—C. Switser.)

Du 12 mess. an 12.—Cour d'app. de Bruxelles.

#### EXCEPTION.—ASSIGNATION.—NULLITÉ.

Lorsqu'une partie a été assignée pour la même affaire devant les juges de référé et devant les juges ordinaires, si les deux assignations successives ont été données à un même domicile, qui n'est pas celui du défendeur, il peut arguer de nullité la seconde assignation, encore qu'ayant comparu et défendu sur la première, il en ait par cela seul reconnu la validité. — Dans ce cas, le sort des deux assignations est indépendant (1).

(Béranger—C. Léys.)

En l'an 10, les époux Béranger assignent Léys en référé, au domicile, et en la personne de Fréjac son prétendu fondé de pouvoir, rue du faubourg Saint-Honoré, n° 64.

M<sup>e</sup> Brice d'Uzy, avoué, comparait en référé, au nom de Léys, et défend à l'assignation, sans en opposer la nullité.

Le juge des référés ayant ordonné un rapport d'experts, nouvelle assignation est donnée par les époux Béranger à Léys, au même domicile, faubourg Saint-Honoré, en homologation du rapport d'experts. L'avoué de Léys comparait encore, mais garde le silence sur la nullité de l'assignation, et défend à la demande.

Le juge des référés renvoie les parties à se pourvoir.

(1) Carré, n° 356, approuve cette décision en se fondant sur ce que la partie étant libre de présenter ou non les nullités d'un exploit, ne peut être présumée avoir reconnu pour toujours que son domicile est véritablement au lieu où elle a été assignée.

(2) Cette double signification du tour d'échelle sous la coutume de Paris, est attestée par un acte de notoriété du Châtelet, du 23 août, 1701, dont voici les termes : « Nous attestons que le tour de l'échelle est de trois pieds de distance du pied du mur au rez-de-chaussée, à laquelle distance l'échelle doit être mise pour être pesée au haut du mur; lequel ne s'établit point sans titre entre voisins, d'autant que celui qui bâtit, peut bâtir sur son héritage, jusqu'à l'extrémité d'icelui, ou même sur un mur mitoyen; auquel cas il n'y a pas de droit peur le tour de l'échelle; et s'il convient faire quelque rétablissement à un mur non mitoyen, mais bâti sur l'héritage de celui qui le veut faire rétablir, il doit faire le service et l'ouvrage de son côté, et s'il est mitoyen, des deux côtés respectivement. — Et si une personne, en bâtissant un mur, s'est retirée sur soi de trois pieds, comme il est propriétaire de ces trois pieds, c'est en ce cas qu'il a droit du tour de l'échelle; ce qui n'est pas une servitude, mais une jouissance du droit qu'a chaque propriétaire de jouir de son héritage, ce que

Les sieur et dame Béranger citent de nouveau Léys, toujours en la personne et au domicile de Fréjac, rue du faubourg Saint-Honoré, n° 64, afin de comparaitre en conciliation, sur la demande en entierement du rapport d'experts. Mais Fréjac déclare au bureau de paix, que Léys ne demeure point, et n'a jamais demeuré à Paris, mais à Villeneuve, département de Lot-et-Garonne; pour quoi, il proteste de la nullité de la procédure. Malgré cette déclaration, on ajourne Léys au même domicile, rue Saint-Honoré, à comparaitre, dans le délai de trois jours, au tribunal de la Seine, aux fins des conclusions ci-dessus rapportées.

Léys se présente en personne, justifie qu'il n'a jamais été domicilié à Paris, mais à Villeneuve, département de Lot-et-Garonne, et demande la nullité des assignations à lui données.

Jugement du 21 niv. an 11, par lequel, « attendu que Léys avait comparu en référé, par le ministère de Brice d'Uzy, son avoué, sans s'arrêter à la déclinaoire, le tribunal ordonne que les parties plaideront au fond. » — Appel de la part de Léys.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les assignations n'ont été données ni à personne ni à domicile, et qu'on n'a pas observé les délais de l'ordonnance, quant à la distance des lieux; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 13 mess. an 12.—Cour d'appel de Paris.

#### TOUR D'ECHELLE.—PROPRIÉTÉ.—SERVITUDE.

Sous l'empire de la coutume de Paris, le tour d'échelle avait une double signification : comme droit de propriété sur l'espace dans un propriétaire, en bâtissant, s'il étoit reculé sur son propre terrain, il pouvait être établi par prescription; tandis qu'il ne pouvait être établi que par titre, lorsqu'il étoit réclamé comme droit de servitude sur le fonds d'autrui atenant aux constructions (2).

(Videl—C. Lebaron)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'écoulement des eaux d'un toit ou couverture ne peut être considéré comme servitude qu'autant que cet écoulement a lieu sur la propriété d'autrui; que l'écoulement des eaux dont il s'agit a lieu sur le terrain

nous attestons être l'usage qui se pratique au Châtelet. » Ainsi, d'après la coutume de Paris, le genre de preuve admissible pour établir le tour d'échelle dépendait de la nature du droit réclamé. — Parmi les autres coutumes, les unes voyaient un droit de propriété sur le terrain nécessaire au passage, dont l'étendue variait suivant les localités; les autres y voyaient une servitude légale résultant du voisinage; quelques-unes considéraient le tour d'échelle comme une servitude ordinaire, susceptible, suivant les uns, d'être acquise par titre ou par prescription, et, suivant les autres, seulement par titre. — Dans les pays de droit écrit, le tour d'échelle étoit considéré comme un droit de propriété, et étoit désigné dans quelques contrées, notamment dans le Lyonnais, sous le nom d'*injection*. V. Merlin, *Répert.*, v° *Injection*, et *Tour d'échelle*; Duranton, t. 5, n° 315. — Sous le Code civil, le tour d'échelle ne constitue plus autre part une servitude légale; mais, comme sous la coutume de Paris, il peut être réclamé ou à titre de propriété accessoire dépendante d'une construction, ou à titre de servitude conventionnelle. Dans le premier cas, il peut être établi par prescription; dans le second cas, il ne peut l'être que par titre, puisqu'il constitue une servitude discontinue et non apparente. V. en ce sens, Duranton, t. 5, n° 316; Solon, *des Servitudes*, n° 340 et suiv.

de Videt, puisqu'il est propriétaire de trois pîeds de terrain bordant et attenant sa grange et les murs de son jardin dans toute son étendue ; — Attendu, d'un autre côté, que la propriété de trois pîeds de terrain pour le tour de l'écbelle de Videt est établie sur une possession immémoriale, respectée par tous ceux des voisins qui ont bâti sur le terrain, joignant au tour d'écbelle dont il s'agit ; — Attendu, enfin, que la possession de Videt est d'autant plus à considérer, dans cette circonstance, que les titres dont la grange et le jardin de Videt font partie ont été brûlés et dispersés ; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 13 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

**VENTE. — FRAIS. — NOTIFICATION DE CONTRAT — ÉTAT D'INSCRIPTIONS.**

*L'acquéreur a droit de retenir, en déduction de son prix, les frais de l'état des inscriptions et ceux de notification du contrat, quoique ces frais n'aient pas été colloqués dans l'ordre (1).*

(Lestery — C. Crépl.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que tout acquéreur a le droit, si le contraire n'est stipulé, de retenir sur son prix les frais de notification de son contrat et de l'état des inscriptions dont il est grevé ; que ce droit est moins une créance qu'une déduction sur le prix de son acquisition, pour raison de laquelle la loi n'exige point de collocation ; que ces frais peuvent toujours et après l'ordre être liquidés, et que même ils peuvent l'être, sans production ni mémoire, lors de l'ordre, puisque le poursuivant est lui-même tenu de déposer, pour introduire l'ordre, la copie, qui lui a été notifiée, du contrat et du bordereau des inscriptions ; — Dit mal jugé, etc.

Du 14 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

**NOTAIRE. — MINUTES. — RÉPERTOIRE.**

*La veuve restée en possession des minutes de son mari, jusqu'à la loi du 25 vent. an 11, a pu les remettre, en exécution de cette loi, à l'un des notaires résidant dans le canton, exclusivement à celui qui n'avait obtenu qu'une commission provisoire de l'administration centrale, pour remplacer le notaire décédé (2).*

(Molines et Boissier — C. Rouvières.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, depuis la mort de son mari, la veuve Molines est restée en possession des registres et répertoires de son mari, sans qu'il ait été formé contre elle aucune réclamation de la part de l'appelant ; que lorsque, se conformant à ce qui lui était prescrit par la loi

de l'administration du gouvernement près le tribunal de première instance séant à Florac, la dame Fabre, veuve Molines fit la remise entre les mains du sieur Boissier, notaire public, habitant au lieu de Pont-de-Montvert, des registres, papiers, minutes et répertoires de l'office de notaire de feu Jean-Antoine Molines, son mari, l'appelant n'avait pas encore fait notifier l'arrêté de l'administration centrale du département de la Lozère, qui l'a nommé notaire provisoire au remplacement dudit feu Molines, et qu'il n'a lui-même fait aucune sommation pour la remise desdites minutes et répertoires ; — Que l'art. 54 de la loi du 25 vent. an 11 a autorisé, de la manière la plus expresse, la veuve Molines, à remettre entre les mains du sieur Boissier, les registres, minutes et répertoires de l'office de feu son mari, attendu que ledit Boissier est notaire résidant dans le canton de Pont-de-Montvert, et que feu Jean-Antoine Molines, notaire remplacé, était le seul notaire établi dans la commune de Pont-de-Montvert ; que l'appelant nommé notaire provisoire, par l'arrêté du 21 floréal an 4, de l'administration centrale du département de la Lozère, invoque sans aucun fondement, les dispositions de l'art. 55 de ladite loi du 25 vent. an 11, puisqu'il n'a pas obtenu du gouvernement une commission confirmative, il n'a prêté ni pu prêter le serment qui, aux termes de l'art. 47 de la susdite loi du 25 vent. an 11, doit être prêté par les notaires qui ont obtenu ladite commission ; et qu'ainsi la veuve Molines a pu faire choix d'un notaire qui avait titre et qualité pour traiter avec elle, et recevoir les registres et répertoires dont il s'agit ; — Que la dame Fabre, veuve Molines, par le traité qu'elle a fait avec le sieur Boissier, a réglé avec ledit Boissier les indemnités qu'elle doit recevoir en sa qualité de tutrice et légitime administratrice de ses enfants, et de feu Jean-Antoine Molines ; que Boissier est fondé à réclamer les quatre cahiers que l'appelant a reçus de la dame Fabre, veuve Molines ; que ces cahiers ne doivent pas être séparés des autres, et que l'appelant doit être contraint à les remettre par toutes les voies de droit ; — Démet de l'appel, etc.

Du 14 mess. an 12. — Cour d'appel de Nîmes.

**1<sup>o</sup> TESTAMENT. — FORME. — LOI DE L'ÉPOQUE.**

**2<sup>o</sup> TUTELLE. — DIVISIBILITÉ.**

**3<sup>o</sup> EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. — TUTEUR.**

**1<sup>o</sup>** Est valable le testament authentique revêtu des formalités exigées au jour de sa date, quoique des formalités nouvelles fussent exigées au jour du décès du testateur (3).

**2<sup>o</sup>** Sous l'empire du Code civil, la tutelle peut être divisée entre un tuteur à la personne et un tuteur aux biens (4).

(1) V. dans le même sens, Carré, t. 3, p. 49, note 2.

(2) V. anal., Cass. 26 niv. an 12 et la note.

(3) V. dans le même sens, Cass. 1<sup>er</sup> brum. an 13, et la note.

(4) La question de savoir si, sous le Code civil, la tutelle peut être divisée entre deux tuteurs, n'est pas sans difficulté. Sous l'ancien droit, la faculté de nommer deux tuteurs était généralement admise : « Outre les tuteurs qu'on donne communément aux mineurs de toutes conditions pour gérer la tutelle, dit Denisart, v<sup>o</sup> Tutelle, n<sup>o</sup> 30 et suiv., on nomme quelquefois aux mineurs qualifiés, d'autres tuteurs qu'on appelle honoraires. La fonction de ces tuteurs est de veiller sur l'administration de ceux qui gèrent et de les conseiller ; et pour les distinguer, on appelle ceux qui gèrent, tuteurs onéraires, à cet usage était

consacré par plusieurs coutumes, notamment par celle de Bayonne, art. 2, du tit. 10, et par celle de Soles, art. 3 du tit. 25. Toutefois, même sous l'ancien droit, cet usage n'était pas généralement approuvé, et l'auteur du *Traité des minorités et Tutelles*, qui le constate et qui cite les coutumes qui le consacraient, pose cependant lui-même en principe (p. 98, édit. de 1735) que l'administration de la tutelle doit être dévolue à un seul tuteur, parce qu'il est plus expédient que les biens soient gouvernés par la même personne. — Le Code civil a-t-il maintenu les anciens usages rappelés par Denisart, malgré les inconvénients qu'on leur reconnaissait ? Il est permis d'en douter. Nulle disposition du Code ne défend, il est vrai, de nommer deux tuteurs, mais aucune ne l'autorise. Bien plus, le Code en parlant de la tutelle, de la manière qu'elle s'établit, de son

### 3° Il n'y a pas incompatibilité entre les fonctions de tuteur et celles d'exécuteur testamentaire. (Dupuëc — C. Duvaucelle.)

C'est en ce sens qu'un jugement du tribunal de Paris du 21 pluv. an 12 avait statué sur ces questions : voici le texte de ce jugement :

« Considérant qu'en principe général, un acte authentique est parfait lorsqu'il est revêtu de toutes les formes que la loi exigeait au jour de sa date, et qu'on ne peut, pour sa validité, l'assujettir à de nouvelles formes sans donner un effet rétroactif à la loi qui les prescrit ; — Considérant qu'aux termes de l'art. 2 du titre préliminaire du Code, les lois ne disposent que pour l'avenir ; qu'ainsi les nouvelles dispositions de ce Code, relatives à la forme des testaments, n'avaient pu ni dû être observées pour un testament antérieur à l'époque de sa promulgation ; — Considérant aussi que la loi du 13 flor. an 11, qui prescrit les formalités à suivre pour la validité des testaments, ne touche nullement à ceux qui, faits avant sa promulgation, étaient conformes aux règles alors établies, et n'ordonnait pas qu'ils fussent refaits en cas de survie du testateur ; — Considérant, enfin, qu'aux termes de la loi du 25 vent. an 11 sur l'Organisation des Notaires, la date certaine des actes passés devant eux est celle du jour où ils ont été reçus, et non du jour de leur enregistrement ; — Et attendu que le testament est à la date du 21 germ. an 11, qu'il a été reçu par deux notaires, qu'il a une date certaine et authentique antérieure à la loi du 13 flor. an 11, qu'il est revêtu des formes prescrites par les lois antérieures, et notamment par l'ordonnance de 1735 ; — En ce qui touche la disposition du testament qui concerne la tutelle de la mineure Duvaucelle : — Considérant en principe que ce qui n'est pas défendu par les lois est permis ; — Et attendu qu'aucune loi n'a, jusqu'à présent, pros crit cette double tutelle ; que l'ancienne jurispru-

administration et de ses charges, semble toujours supposer qu'il n'y a qu'un seul tuteur. On peut donc dire qu'il y a défense implicite. Ce qui fortifie cette opinion, c'est que, pour un cas donné, celui où le mineur domicilié en France a des biens dans les colonies, l'art. 417 autorise la nomination d'un protuteur. Or, ne semble-t-il pas naturel de penser que si, dans tous les cas, il avait été permis de nommer plusieurs tuteurs, le législateur n'aurait pas pris la peine de prescrire, la nomination d'un protuteur dans un cas où les circonstances rendaient cette nomination indispensable. — Aussi Toullier, t. 2, n° 1123, dit-il positivement, que, suivant le Code civil, il ne peut être nommé qu'un seul tuteur, et qu'on regarde comme de l'essence de la tutelle d'être donnée à une seule personne. — Cette opinion n'est partagée par M. Duranton qu'avec une certaine réserve : «... à l'exception du cas où le mineur possède des biens dans les colonies, dit cet auteur, t. 3, n° 444, tel vice errat, et où l'on nomme un protuteur dont l'administration est indépendante de celle du tuteur, le Code ne suppose nulle part qu'il y ait plusieurs tuteurs. Ce n'est pas toutefois une raison de croire que l'élection que ferait, de plusieurs personnes, le dernier mourant des père et mère, serait contraire à la loi ; seulement ces tuteurs devraient s'accorder sur le choix de l'un d'eux pour administrer, et, s'ils ne pouvaient y parvenir, le conseil de famille délibérerait sur celui qui devrait gérer, à la charge par lui de donner aux autres des sûretés suffisantes pour la gestion. » Ce qui revient à dire en définitive qu'il n'y aurait qu'un seul tuteur réel dont les autres seraient les surveillants. Nous croyons cependant que cette opinion ne doit pas être admise, rien dans la loi n'autorisant la création

dence même établissant le droit facultatif de déléguer deux tuteurs aux enfants mineurs ; — Considérant qu'aux termes de la loi du 5 germ. an 11, art. 397, le père avait le droit de déléguer la tutelle et de choisir le tuteur, soit parmi ses parents, soit parmi des étrangers ; que l'aïeul paternel ou maternel n'est appelé par l'art. 402 à la tutelle de ses petits-enfants, qu'autant que le survivant des père et mère n'y aurait pas pourvu ; — Considérant, enfin, qu'aucune loi ne déclarait incompatible la qualité d'exécuteur testamentaire et celle de tuteur ; — Considérant, d'un autre côté, que les sieurs Bayard et Barbier ont chacun les qualités requises pour remplir exactement les intentions et répondre à la confiance du testateur ; — Que relativement à la démente attribuée au sieur Lair Duvaucelle, d'une part il est constant, en fait, que son interdition n'a jamais été prononcée ni même provoquée ; et, d'autre part, que les actes des 21 et 25 germ. an 11 ne renfermaient aucune marque d'aliénation d'esprit ; que les legs portés au testament indépendamment de leur modicité, sont dictés par un esprit de justice et de reconnaissance ; — Le tribunal, sur ces motifs, déclare Dupuëc non recevable. »

Appel de la part de ce dernier.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme, etc..

Du 15 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Blacque et Archambault.

### FAUX INCIDENT. — POUVOIR DISCRETIONNAIRE.

Une pièce peut être déclarée fautive et rejetée du procès, sans qu'il soit besoin d'inscription de faux ni d'expertise, lorsque son état matériel suffit pour convaincre de sa fausseté (1).

de ces quasi-tuteurs, dont la position et la responsabilité ne seraient déterminées par aucune règle certaine (V. Paris, 21 frim. an 13. V. aussi l'opinion de Maguin, *Traité de tutelles et curatelles*, t. 1<sup>er</sup>, n° 543, conf., à celle de M. Duranton).

(1) V. conf., Cass. 14 flor. an 10, et la note ; 18 août 1815 ; 20 fév. 1821 ; 12 janv. 1833 ; 17 déc. 1835, et la note, 23 août 1836 ; 10 avr. 1838. V. aussi dans le sens de l'arrêt que nous recueillons, M. Merlin, *Rep.*, v° *Inscription de faux*, § 1<sup>er</sup>, n° 5, et *Quest.*, *Ibid.*, § 1<sup>er</sup>, n° 1. V. enfin dans le même sens avec cette modification, toutefois, que l'inscription devrait toujours être formée par la partie, sans ensuite aux juges à rejeter la pièce, sans que la procédure de faux ait à suivre son cours, Thomine Desmazures, t. 1<sup>er</sup>, p. 385 ; Carré, t. 1<sup>er</sup>, p. 556 ; Berriat, p. 273 ; Favard, t. 2, p. 557. — Nous inclinons à n'admettre ni la doctrine de l'arrêt, ni le terme moyen proposé par ces derniers auteurs, en tant qu'il s'agit d'une pièce authentique. Il nous paraît, en effet, que dans l'un et l'autre système l'on porte une égale atteinte au principe selon lequel tout acte est des actes authentiques. Celui qui appaie son droit sur l'existence d'un titre public qu'il représente à toute la faveur de la loi. Il s'élève à son profit une de ces présomptions qui de leur nature ne cèdent qu'à la preuve faite du contraire. C'est sur ce fondement que repose l'art. 1319 du Code civil, d'après lequel l'exécution d'un acte authentique ne peut être suspendue qu'en cas de plainte en faux suivie d'accusation, ou en cas d'inscription de faux. Or, il nous paraît contraire à cette disposition de décider que dans telle ou telle hypothèse donnée, les juges pourront déclarer que, malgré son authenticité, une pièce doit être rejetée du procès sans qu'aucune vérifica-

(Constant — C. Darles et Lafosse.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après les conclusions des parties, il s'agit d'examiner si la pièce arguée doit être d'abus et déjà rejetée, comme le demande la dame Constant, ou si, au contraire, on doit rejeter les moyens de faux comme le prétend le sieur Darles, tout concourt à se décider pour le premier parti, c'est-à-dire pour le rejet de la pièce; — Dans le droit une pièce peut être rejetée sans qu'il soit besoin de s'inscrire en faux, ou de continuer une procédure de faux commencée; et c'est lorsque la pièce offre un faux patent, et que le procès présente des circonstances qui la font tellement suspecter qu'on ne peut pas douter de sa fausseté; ce principe est consacré par la jurisprudence des arrêts et par le sentiment des auteurs, ainsi qu'on le voit dans Bussat, t. 3, liv. 9, t. 3, ch. 1; dans Lapeyrière, lett. F, n° 2, et dans tous les auteurs qui ont traité cette matière; — Dans le fait, la seule inspection de la pièce produite par le sieur Darles, l'état dans lequel on la voit, ne permet pas de douter qu'elle n'est pas sincère; elle est, au contraire, seule propre à convaincre que cette pièce est fautive; — Par ces motifs, etc.

Du 15 mess. an 12. — Cour d'appel de Toulouse. — Prés., M. Dast. — Pl., MM. Depast et Romiguière père.

#### PÉREMPTION D'INSTANCE. — REQUÊTE CIVILE.

L'instance sur laquelle est intervenu un jugement en dernier ressort, mais annulé par voie de requête civile, est sujette à péremption à défaut de poursuites pendant trois ans, depuis l'arrêt qui a remis les parties au même état où elles étaient avant le jugement annulé.

(Lepoivre — C. Pollard.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'appel dont s'agit a été relevé et a donné lieu à une instance liée entre les parties, au tribunal civil du département du Nord; — Attendu que le tribunal civil du département du Pas-de-Calais, en prononçant sur la requête civile, n'a annulé que le jugement, et qu'ainsi l'instance sur le principal est restée dans l'état avant le jugement annulé; — Attendu qu'il a été libre à Pollard de reprendre ladite instance principale; — Attendu qu'il est reconnu au procès, que la même instance est restée impursuivie depuis le 12 fruct. an 6; — Attendu qu'aux termes de l'art. 15 de l'ordonn. de janvier 1563, dite de Roussillon, l'instance est périmée faute de poursuites pendant trois ans; — Déclare l'instance sur l'appel périmée; ordonne, etc.

Du 16 mess. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Craissous et Truffard.

tion ait justifié les présomptions plus ou moins graves de fausseté que son état matériel aurait fait naître. Nous aurions d'autant plus de peine à admettre cette théorie qu'il ne peut y avoir de règle précise pour établir jusqu'à quel point l'état matériel d'une pièce en démontre suffisamment la fausseté, et que ce serait ainsi accorder trop au pouvoir discrétionnaire des juges du fond que de leur laisser la faculté, sans aucun contrôle possible de la part de la Cour de cassation, de rejeter de plano d'un procès, un titre auquel ses caractères extérieurs d'authenticité attribuent, dans la pensée de la loi, toute la force d'une présomption légale. Aussi faut-il remarquer que l'arrêt précité du 17 déc. 1835 rejette implicitement la doctrine que nous combattons, lorsqu'il ne s'agit pas de l'appliquer à un acte sous signature privée, et laisse entrevoir, dans ses motifs, que s'il s'agissait d'une pièce authentique, elle ne

I. — 11<sup>e</sup> PARTIE.

#### CONVOI. — AVANTAGES ENTRE ÉPOUX.

La loi du 17 niv. an 2 n'a pas abrogé les dispositions des lois anciennes qui privaient de ses avantages la femme qui se remariait avant l'expiration de l'an de deuil (1). Il importe peu que le second mariage n'ait été béni que plus d'un an après la dissolution du premier; c'est l'acte civil du mariage qui seul fixe la date.

(N.... — C. Sauvetterre.)

Du 18 mess. an 12. — Cour d'appel de Pau.

#### ORDRE. — PRIVILÈGE. — ACQUIESCEMENT.

Le créancier qui, sous la loi de brum. an 7, n'avait pas contesté, lors du jugement d'ordre, la priorité réclamée par un autre créancier, était irrecevable à le contester ensuite en appel (2).

(Dufour — C. Chéron et autres.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'aux termes de la loi du 11 brumaire an 7, il était loisible à Chéron de contester le privilège, et qu'il résulte du jugement d'ordre qu'il ne l'a point contesté; le déclare non recevable dans son appel.

Du 22 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### ORDRE. — PRODUCTION. — TITRES.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, le créancier inscrit n'était pas tenu, à peine de déchéance, de produire son titre pour être colloqué; alors d'ailleurs qu'il ne s'élevait aucune réclamation contre le titre de créancier (3).

(Quentz — C. créanciers de Lucenay.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, suivant la loi du 11 brum. an 7, l'ordre doit être dressé sur l'état des inscriptions produit au greffe pour le poursuivant; que cet état tient lieu de production pour les créanciers inscrits; que cette loi ne prononce aucune peine ni déchéance faute par le créancier inscrit d'avoir produit ses titres; que ce défaut de production ne peut empêcher sa collocation à la date de son hypothèque, lorsqu'il ne s'élève, d'ailleurs, aucune réclamation contre le titre de créance; — Attendu, d'ailleurs, que le titre de créance de Quentz était déjà déposé au greffe lors du procès-verbal d'ordre sur lequel est intervenu le jugement dont est appel; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 23 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> section.

#### CRÉANCIERS. — TESTAMENT.

Des créanciers peuvent attaquer un testament du chef de leur débiteur (4).

pourrait être rejetée de plano avant qu'il eût été formé une action en inscription de faux, et que sur cette action la pièce eût été déclarée fautive.

(1) V. conf., Cass. 3 brum. an 9; 21 fruct. n 13; 2 mai 1808; Pau, 25 prair. an 12.

(2) C'est aussi ce qu'on décide sous le Code de procédure. — V. conf., Metz, 15 fév. 1812; Paris, 29 mai 1812; Limoges, 15 avril 1817; Bordeaux, 15 déc. 1826.

(3) V. conf., Paris, 13 fruct. an 13. — Il n'en serait plus du même sous le Code de procédure. Les art. 753 et suiv. font clairement voir que les créanciers doivent produire leurs titres et demander expressément leur collocation (Sic, Merlin, Répert., v° Saisie immobilière, § 8, n° 4; Bioche, v° Saisie immobilière, n° 101).

(4) Outre le principe général de l'art. 1166, C. civ. qui autorise les créanciers à exercer les droits et ac-

(Busche — C. Hannosset.)

Il y avait contestation entre la dame Hannosset, héritière de ses père et mère, et ses enfants, légataires par testament, sur la validité de ce testament. — Les sieurs Busche, créanciers de la dame Hannosset, intervinrent. — La dame Hannosset consentit néanmoins la délivrance du legs.

Les sieurs Busche ont poursuivi l'instance et demandé la nullité du testament, en se fondant sur l'article 788 du Code civil.

Les légataires les ont soutenus non recevables par deux motifs : — 1<sup>o</sup> Parce que le droit de contester un testament est facultatif, et réside exclusivement dans la personne de l'héritier; — 2<sup>o</sup> Parce que, d'ailleurs, la délivrance ayant été consentie, l'action originaire était éteinte; qu'elle était censée n'avoir jamais existé; que l'intervention n'en étant que l'accessoire, n'a pu lui survivre; qu'ainsi les sieurs Busche étaient sans qualité.

## JUGEMENT.

**LE TRIBUNAL;** — Considérant que la veuve Hannosset avait été investie de la qualité d'héritière, et, par suite, du droit de contester la validité des legs; — Qu'elle n'avait pas pu abandonner ce droit au préjudice de ses créanciers; — Qu'en effet, il est de principe qu'un créancier peut exercer tous les droits de son débiteur, et s'y faire subroger à cet effet, quand le débiteur refuse de les exercer lui-même; — En conséquence, reçoit les sieurs Busche parties intervenantes, etc.

Du 24 mess. an 12. — Trib. de 1<sup>re</sup> inst. de aris. — 3<sup>e</sup> sect.

## DIVORCE. — ALIMENS.

*Sous la loi du 20 sept. 1792, l'époux divorcé n'était pas recevable à réclamer des alimens après onze ans de divorce, alors que la liquidation qui l'avait suivi prouvait que lors du divorce il avait de quoi subsister, et que lors de sa demande le fait de ses besoins n'était pas établi (1).*

(Mégrier de Goudreville — C. dame Magnier de Goudreville.)

Du 24 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Thérénin et Lebon.

## DIVORCE. — AVEUX.

Du 25 mess. an 12 (aff. Buniva). — Cour d'appel de Turin.

V. le texte de cet arrêt à la date de celui de la Cour de cassation du 11 frim. an 14, qui a prononcé sur le pourvoi dont il a été l'objet.

## FILLATION. — PREUVE. — ENFANT NATUREL.

*Un acte baptistaire antérieur à la loi du 4 juin 1793, suffit pour établir la filiation d'un enfant naturel, aux termes de l'art. 334, Code civil... en ce sens, que l'enfant naturel peut exercer, dans les successions de ses père et mère décédés dans l'intervalle de*

tions de leur débiteur, le droit des créanciers à attaquer un testament dont leur débiteur consent à reconnaître la validité, résulte particulièrement de l'art. 788, qui autorise les créanciers de celui qui renonce à une succession, à l'accepter du chef de leur débiteur. Il y a en effet une grande analogie entre le cas où un héritier renonce, et celui où on héritier reconnaît la nullité du testament qui gratifie un tiers à son préjudice. F. sur ce point l'arrêt de rejet rapporté Vol. 1836.

(1) Jugé sous le Code civil qu'aucun délai n'est fixé pour la demande d'alimens, mais que l'époux

la loi du 12 brum. an 2 au Code civil, les droits attribués par le Code aux enfans naturels légalement reconnus (2).

(Méricourt — C. Méricourt.)

Du 27 mess. an 12. — Cour d'appel d'Amiens. — Pl., M. Thiborier.

## DIVORCE. — AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — ADULTÈRE.

Du 28 mess. an 12 (aff. Bouchillen). — Cour d'appel de Poitiers. — V. cet arrêt à la date du 2 prair. an 12.

## ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — TRANSACTION.

*La transaction faite par suite de poursuites judiciaires avant la loi du 12 brum. an 2, et par laquelle le père assure des alimens à son enfant naturel qu'il reconnaît, n'est point une reconnaissance valable dans le sens de l'art. 334, Code civil, c'est-à-dire qu'elle ne confère pas le droit de succéder (3).*

(Mélroye — C. les héritiers Gilbert.)

20 juin 1774, transaction par laquelle Gilbert de Lohéac se reconnaît le père d'un enfant dont Marie Druet, sa servante, était enceinte. — Par cet acte, qui, d'après le dire des parties, eut pour but d'éviter le scandale public, Gilbert pourvut aux frais de gésine, nourriture et entretien de l'enfant.

Gilbert est mort le 9 therm. an 11, et Pierre-Jean, dit Mélroye, enfant naturel de Gilbert, s'est présenté et a réclaté sa succession, mais les héritiers collatéraux ont contesté sa qualité, en se fondant sur ce que la transaction du 20 juin 1774 n'était pas une reconnaissance valable.

18 frim. an 12, jugement du tribunal de Niort, qui a déclaré cette reconnaissance insuffisante. — Appel.

## ARRÊT.

**LA COUR;** — Considérant que l'acte du 20 juin 1774 n'avait été que l'effet de la crainte d'un procès ou d'un éclat scandaleux; — Que par conséquent il n'avait pas été libre; — Que d'après les lois nouvelles qui ont aboli la recherche de la paternité non avouée, il n'y avait reconnaissance valide que le où la volonté du père avait été absolument libre; — Que Gilbert ayant survécu à ces lois, et n'ayant pas reconnu de nouveau ledit Mélroye pour son fils naturel, celui-ci était sans qualité pour s'immiscer dans la succession dudit Gilbert; — Confirme, etc.

Du 28 mess. an 12. — Cour d'appel de Poitiers.

## CONCORDAT. — FORCE OBLIGATOIRE.

*Avant le Code civil, le concordat n'était pas obligatoire pour les créanciers qui refusaient d'y adhérer, lorsque le failli qui l'avait obtenu, n'avait pas tenu de registres, et déclaré avoir toujours fait son commerce au comptant (4).*

dont l'indigence serait survenue depuis le divorce n'y a aucun droit. F. Cass. 8 janv. 1806 et 18 juill. 1809.

(2) V. à la date du 14 flor. an 13, l'arrêt de rejet intervenu sur le pourvoi formé contre la décision ci-dessus de la Cour d'Amiens.

(3) V. sur ce point, Cass. 13 vend. et 5 therm. an 5, et les notes.

(4) Sous l'empire du Code de commerce, le concordat auquel a adhéré la majorité en nombre et en somme votée par la loi, est obligatoire pour tous les créanciers, sauf le droit qui peut leur appartenir

(Flabaut — C. M...)

Le sieur M..., négociant failli, fait, avec ses créanciers, un concordat par lequel ceux-ci lui font remise de 75 pour 100, et lui accordent six mois pour payer. Le sieur Flabaut, seul, refuse d'accéder à ce concordat, et poursuit rigoureusement son débiteur.

Celui-ci l'assigne en homologation du concordat.

Flabaut soutient M... non recevable, attendu qu'il ne présente aucun registre tenu régulièrement; que, dès lors, il est impossible de constater les pertes qu'il prétend avoir faites, de savoir si ses dépenses n'ont pas été excessives, en un mot, d'avoir la preuve de sa bonne foi, preuve sans laquelle nul commerçant ne peut faire un concordat obligatoire pour les créanciers récalcitrants.

M... dit, pour sa défense, que s'il ne présente pas ses registres, c'est que d'une part, ils ont été perdus, et que, de l'autre, il ne vendait qu'au comptant; que les pertes qu'il allègue avoir faites, n'en sont ni moins réelles, ni moins considérables; que la preuve de sa bonne foi se trouve dans le concordat même, qui réunit les trois quarts en somme de ses créanciers, concordat que ceux-ci n'auraient pas signé s'ils n'eussent été convaincus de la réalité et de l'importance des pertes; qu'au surplus, en principe, lorsqu'il n'y a que des créanciers chirographaires, les trois quarts font la loi.

Par jugement du tribunal civil de la Seine, en date du 16 vent. an 12, l'homologation est ordonnée. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que M... n'a pas déposé ses registres voulus par la loi, et que ses allégations de pertes sont démenties par sa déclaration, au dépôt du bilan, qu'il ne vendait qu'au comptant; — Met l'appellation au néant; émettant et faisant droit au principal, déboute M... de sa demande en homologation contre Flabaut; — Ordonne que les poursuites commencées seront continuées.

Du 28 mess. an 12. — Cour d'app. de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

## MARIAGE. — OPPOSITION. — DÉMENCE.

Celui qui, en vertu de l'art. 490, Code civil, forme opposition au mariage de sa sœur pour cause de démence doit articuler des faits qui soient de nature, non-seulement à faire soupçonner, mais encore à prouver la démence sur laquelle il fonde son opposition (1).

(Brissot — C. Brissot.)

Les frères Brissot, en vertu de l'article 490 du Code civil, avaient formé opposition au mariage de leur sœur, prétendant qu'elle était dans un état habituel et notoire de démence: ils alléguaient quelques faits peu probants, tels que l'inconvenance du mariage projeté, et demandaient que des témoins fussent ouïs.

23 frim. an 11, Jugement du trib. civil de Paris,

de provoquer, dans les cas prévus, la nullité du concordat et de s'opposer à son homologation. (P. Code de comm., art. 516 (nouv.), 524 (anc.); — 518, 520, 521 et 522 (nouv.).)

(1) V. anal. dans le même sens, Colmar, 15 déc. 1810.

(2) Le défaut de livraison par un agent de change constitue nécessairement un fait de charge, puisque c'est en qualité d'agent de change qu'il a vendu. V. Mollet, des Bourses de commerce, n° 223, et le Dictionnaire du contentieux commercial, v° Agent de change, nos 120 et 121.

qui les déclare non recevables: « attendu qu'ils n'avaient articulé aucun fait d'imbécillité, de démence ou de fureur ainsi que l'exige l'art. 403 du Code civil. » Ils ont prétendu qu'il n'était pas nécessaire que les faits articulés fussent de nature à prouver la démence; que c'était assez s'ils la faisaient soupçonner; qu'en exigeant davantage, ce serait rendre inutile l'assemblée et l'avis du conseil de famille, dont l'art. 493 exige l'avis sur l'état de la personne. — Appel des frères Brissot.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que pour justifier une opposition fondée sur l'état de démence, il faut alléguer des faits qui soient de nature à établir qu'il y a démence; — Confirme, etc.

Du 29 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

## AGENT DE CHANGE. — FAIT DE CHARGE. — PRIVILEGE. — ACTION.

Le défaut de livraison par un agent de change, de rentes qu'il s'est obligé de livrer, constitue un fait de charge, et donne lieu au privilège sur son cautionnement, encore même que l'agent de change qui est en retard de livrer, ait contracté, non avec son propre client, mais avec un autre agent de change, ou le client de ce dernier (2).

L'agent de change qui désintéresse le client pour lequel il a acheté des rentes, peut agir en nom personnel contre le vendeur en retard de livrer (3).

(Perrot — C. Bouchet.)

Le sieur Perrot, agent de change, achète du sieur Bouchet, autre agent de change, des rentes sur l'Etat, pour le compte de divers particuliers. — Bouchet ne livra pas les rentes aux termes convenus, ce qui mit Perrot dans la nécessité d'acheter d'autres rentes, et de rembourser à ses clients le prix des différences résultant du défaut de livraison aux époques fixées.

Après avoir ainsi désintéressé ses clients, Perrot dirige une action en recours contre Bouchet, et forme opposition sur les fonds de son cautionnement.

De son côté, Bouchet soutient que l'agent de change qui a acheté pour le compte d'un tiers, n'est pas recevable à agir contre le vendeur en nom personnel; — Qu'en tout cas, et si Perrot pouvait agir en nom personnel, ce n'était pas le cas de lui accorder un privilège sur le cautionnement. — Ici Bouchet a prétendu que le cautionnement d'un agent de change était bien affecté aux dettes contractées par l'agent de change vis-à-vis ses propres clients; — mais qu'il n'était pas du tout affecté au paiement des dettes contractées par l'agent de change, envers les clients d'un autre agent de change, qui aurait traité avec lui par le ministère de ce dernier agent de change.

Jugement du tribunal civil de la Seine, qui accueille la demande du sieur Perrot. — Appel par le sieur Bouchet.

(3) V. dans le même sens, Paris, 29 mai 1816. — De ce que les négociations des agents de change sont secrètes, il en résulte nécessairement que seuls ils ont le droit de poursuivre l'exécution du marché qu'ils ont conclu pour leurs clients inconnus. Il en serait autrement si les parties avaient consenti à être nommées. Mais dans ce cas il faut que l'agent de change justifie qu'il avait pouvoir de nommer ses clients. V. Mollet, des Bourses de commerce, n° 183, et notre Dictionnaire du contentieux commercial, v° Agent de change, n° 117.

## ARRÊT.

**LA COUR ;** — Attendu que l'agent de change qui se trouve avoir remboursé volontairement à son client la somme acquise à ce dernier, par le fait de la non-livraison des rentes achetées pour lui, est subrogé au lieu et place du client remboursé, et que par suite il a droit d'actionner le vendeur constitué en retard de livraison ; — Attendu que de la part de l'agent du vendeur de n'avoir pas effectué la livraison d'une rente ou de toutes autres parties vendues, c'est avoir commis un fait de charge, et que tout fait de charge donne ouverture à l'exercice du privilège sur les fonds du cautionnement ; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 29 mess. an 12. — Cour d'appel de Paris.

## DIVORCE. — SÉVICES.

*Pour qu'il y ait sévices et excès dans le sens de l'art. 231, Code civil, il n'est pas nécessaire que les mauvais traitements de la part d'un des époux aient mis la vie de l'autre en danger : il suffit de mauvais traitements quelconques qui rendent la vie commune insupportable.*

(Quinrot — C. Chevalier.) — ARRÊT.

**LA COUR ;** — Vu les dispositions de l'art. 231 du Code civil ; — Considérant qu'il résulte des enquêtes que le sieur Chevalier a proféré habituellement des injures graves contre son épouse ; que depuis l'époque de son mariage il n'a cessé de la traiter avec mépris ; qu'il s'est porté envers elle à des voies de fait et à des violences d'autant plus répréhensibles, qu'elle était alors enceinte, et que cet état exagère de la part du mari des égards et des ménagements ; — Considérant que, d'après tous les faits prouvés au procès par l'ensemble des dépositions des témoins, il est évident que la société de demoiselle Quinrot avec le sieur Chevalier doit être insupportable à ladite Quinrot ; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 30 mess. an 12. — Cour d'appel de Rouen.

## DISPOSITION UNIVERSELLE. — NULLITÉ. — RÉDUCTION.

*Une disposition à titre universel faite sous l'empire de la loi du 4 germ. an 8, n'était pas nulle, mais seulement réductible (1).*

(Lison — C. hérit. Henau.)

Du 30 mess. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

1<sup>o</sup> TESTAMENT OLOGRAPHE. — PROVISION. 2<sup>o</sup> JUGEMENT DÉFINITIF. — PROVISION. — APPEL.

*1<sup>o</sup> L'héritier institué en vertu d'un testament olographe, peut, lorsque son titre est contesté, demander une provision (2).*

*2<sup>o</sup> Est recevable l'appel d'un jugement qui joint au fond la demande incidente d'une provision alimentaire (3).*

(Andrieu — C. Duston.)

Le 26 niv. en 7, le sieur Andrieu était décédé, laissant un enfant naturel qu'il reconnut et institua son héritier universel par testament olographe.

(1) Sur le point de savoir si les dispositions universelles, faites sous l'empire des lois de l'an 2 par un testateur décédé sous l'empire de la loi du 4 germ. an 8, sont nulles ou réductibles, V. Cass. 29 brum. an 10 therm. an 12, et les notes.

(2) C'est là une question dont la solution dépend de l'appréciation qu'il appartient aux juges de faire des moyens qui sont opposés au testament.

(3) Telle est la disposition de l'art. 551 du Code de procédure, à l'égard des jugements qui accordent une

— En l'an 11, le tuteur du mineur Andrieu a réclamé la succession de son père. Mais il y a eu opposition de la part de la dame Duston, héritière du sieur Andrieu, et un procès au cours duquel une provision alimentaire a été demandée pour le mineur.

25 fructidor an 11, jugement du tribunal civil de Limoux, qui joint au fond la demande en provision, *sauf à débiter*, le cas échéant.

Appel de la part du mineur qui soutenait qu'aucune réclamation n'était faite ni sur l'existence, ni sur la signature du testament, la provision était due.

La dame Duston soutenait au contraire que le testament n'étant pas notarié, ne pouvait avoir aucun effet, aucune exécution provisoire, jusqu'à ce qu'il eût été apprécié par les tribunaux. Elle ajoutait que, d'ailleurs, le jugement qui avait statué sur la demande d'une provision, était simplement préparatoire, et que par suite l'appel n'en était pas recevable.

Il a paru à la cour qu'il suffisait que l'existence matérielle du testament d'Andrieu fût reconnue, pour que le pupille dût obtenir une pension alimentaire ; — Le jugement de première instance a donc été réformé.

Du 1 therm. an 12. — Cour d'appel de Montpellier.

**DEMANDE NOUVELLE. — NULLITÉ. — APPEL.** — L'appelant ne peut exercer, en cause d'appel, de ce que les premiers juges n'ont point statué sur une nullité de forme qu'il se serait borné à alléguer d'une manière vague, sans en spécifier les moyens.

(Marchair — C. Hutin.)

Du 5 therm. an 12. — Cour d'appel de Paris.

## SAISIE-BRANDON. — ACQUÉREUR.

*L'acquéreur par acte authentique de fruits qui, plus tard, sont l'objet d'une saisie-brandon formée par un tiers, doit en conserver la possession provisoire jusqu'à la décision du procès qui s'élève entre lui et le saisissant.*

(Peuchet — C. Régle.) — ARRÊT.

**LA COUR ;** — Attendu que Peuchet est acquéreur de la récolte en question par acte authentique, antérieur à la saisie-Brandon faite par la régie, et que son titre doit être provisoirement exécuté, — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 5 therm. an 12. — Cour d'appel de Paris.

## GENS DE TRAVAIL. — SALAIRE. — COMPÉTENCE.

*C'est aux tribunaux de commerce qu'il appartient de connaître des demandes à fin de paiement de salaires formées par un voiturier employé à prix fait à l'extraction du minerai, contre un maître de forges. — On ne peut appliquer à ce voiturier la disposition de la loi du 21 août 1790, qui attribue au juge de paix la connaissance de demandes en paiement de salaires formées par les gens de travail (4).*

provision : il doit en être de même de ceux qui la refusent.

(4) Il y a eu, jusqu'à la promulgation de la loi du 25 mai 1838 sur les justices de paix, assez d'incertitude sur ce qu'on devait entendre par gens de travail dans le sens de l'art. 10, § 3, du titre 3 de la loi du 21 août 1790. Suivant Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> Juge de paix, § 17, n<sup>o</sup> 7, et Henrion de Pansey, *des Justices de paix*, ch. 30, n<sup>o</sup> 7, par ces mots gens de travail, on ne doit entendre que les terrassiers, les



(Borget—C. Thibault).—ARRÊT.

LA COUR;— Considérant que la loi du 21 août 1790, dont excipent les frères Borget, est ici sans application; qu'en établissant les juges de paix, le législateur a déterminé leurs attributions; qu'ils connaissent en dernier ressort de toutes causes purement personnelles et mobilières qui n'excèdent pas 50 fr.; que si, au nombre des causes qui doivent être portées devant eux, a charge d'appel et à quelque valeur que la demande puisse monter, on trouve celles qui ont pour objet le paiement des salaires des gens de travail, il faut entendre ce mot dans l'acception que la loi a voulu lui donner; que l'article, dans lequel se rencontre cette expression, ne parle que des gages des domestiques, de l'exécution des engagements respectifs des maîtres et de leurs domestiques; que le législateur, accablant les salaires des gens de travail, a compris sous cette dénomination ceux qui, sans être loués à l'année comme domestiques, sont momentanément aux gages d'un maître, entreprennent pour lui, moyennant un prix convenu, un travail de peu de durée; mais qu'on ne peut confondre avec ces gens de travail des entrepreneurs d'ouvrages pour des usines qui réclament le prix de la convention faite avec eux; que ce sont les lois du commerce, le règlement du conseil du 13 août 1689, l'ordonnance de 1673, la déclaration du 4 août 1705, qui déterminent les tribunaux devant lesquels leurs réclamations doivent être portées; que toutes rendent justiciables des conseils les différends qui concernent les gages, salaires des commissionnaires, facteurs des innébans pour le fait de leur trafic, ceux qui naissent entre les marchands et les voituriers, pour raison de la voiture des marchandises; la nouvelle comme l'ancienne jurisprudence a regardé ces divers ouvriers moins comme des serviteurs que comme des collaborateurs des marchands et fabriciens, et leur a attribué la même juridiction; c'est le prix des travaux de cette nature, le prix des objets les plus nécessaires à la forge, que Pierre Thibault réclame contre les frères Borget; il s'en donne pu les traduire au tribunal de commerce; ils ont d'autant moins à se plaindre, que, d'office, le tribunal les a débarrassés de la contrainte par corps, et que Thibault n'attaque pas cette disposition de leur jugement;— Sans avoir égard au moyen d'incompétence;— Ordonne que les parties plaideront au fond, etc.

Du 5 therm. an 12.—Cour d'appel de Bourges.—Prés., M. Desmetherie.—Pl., MM. Desgèlles et Drouart.

#### PRODIGE.—CURATEUR.—ACTION.

L'art. 315 du Code civil, qui porte que désormais le prodigue n'aura plus de curateur, mais un simple conseil judiciaire, n'a pas révoqué de plein droit l'interdiction des prodiges, déclarés tels sous l'empire des lois

moissonneurs, les vendangeurs, les faucheurs et en général tous les journaliers; c'est-à-dire ceux dont l'engagement peut commencer et finir dans la même journée. Cette délimitation, un peu vague, a été précisée davantage par un arrêt de la Cour de Bordeaux qui juge qu'on ne doit entendre par homme de travail, que celui qui travaille à la journée et non à prix fait (V. 22 nov. 1829). Enfin est venue la loi du 25 mai 1838 qui, par son art. 5, précise, sous le rapport de la compétence du juge de paix, tout-à-fait ce qu'on doit entendre par gens de travail: ce sont ceux qui travaillent au jour, au mois ou à l'année, c'est-à-dire, qui sont pendant un temps déterminé aux gages de celui qui les emploie: ceux

romaines.—Ainsi, même depuis le Code, les actions du prodigue interdît antérieurement n'ont pu être exercées que par son curateur.

(Couda—C. Gardini.)

Du 5 therm. an 12.—Cour d'appel de Turin.  
V. le texte de cet arrêt joint à celui du 20 mai 1806, rendu par la Cour de cassation.

#### HYPOTHÈQUE GÉNÉRALE.—HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE.—CONDAMNATION VOLONTAIRE.

En Belgique, le jugement obtenu en exécution d'une clause de condamnation volontaire, ne rendait pas valable, comme hypothèque judiciaire, l'hypothèque générale consentie par obligation notariée (1).

(Desmet—C. Devinck.)

Du 5 therm. an 12.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### SCELLÉS.—OPPOSITION.—TITRE APPARENT.

Celui qui a titre apparent contre une succession peut former opposition à la levée des scellés apposés sur les biens de cette succession, encore qu'il ne soit ni héritier ni créancier direct du défunt (2).

(Dunois—C. héritiers Remy.)

Claude Lesénéchal avait fait successivement deux actes de dernière volonté: par le premier il laissait tous ses biens à sa sœur la veuve Dunois, demeurant à Pondichéry, et nommant pour exécuteurs testamentaires Claude Remy et Georges Haine, en leur donnant la seigneurie de l'universalité de sa succession jusqu'à l'arrivée en France de son héritière.—Par le second acte testamentaire, il instituait pour son légataire universel Claude Remy, à la charge par lui d'exécuter toutes les dispositions du premier testament, que le testateur déclarait confirmer en son entier.

Au décès de Lesénéchal, se présentant la question de savoir si d'après les dispositions combinées du codicille et du testament, l'institution d'héritier contenue dans le codicille ne devait pas être considérée comme grevée d'un fideicommissum au profit de la veuve Dunois.— Mais cette dernière se trouvant absente, Claude Remy se fit envoyer, sans contradiction, en possession de l'universalité de la succession de Lesénéchal.— Peu de temps après, Claude Remy décède lui-même, et ses héritiers font apposer les scellés sur ses biens dont la majeure partie se composait de ces recueillis dans la succession de Lesénéchal.

La veuve Dunois, de retour en France, forme opposition à la levée des scellés, en se fondant sur sa qualité de plus proche parente de Lesénéchal et sur les termes des deux actes testamentaires.— Les héritiers Remy agissent en nullité de l'opposition, prétendant que la veuve

qui travaillent à prix fait sont des entrepreneurs d'ouvrage. V. notre Dictionnaire du contentieux commercial, v<sup>o</sup> Ouvrier, n<sup>o</sup> 26.

(1) V. en ce sens, Bruxelles, 3 prair. an 12.—D'après les lois belges antérieures à la réunion, les actes des notaires n'étaient pas exécutoires. Mais pour arriver à leur donner la force exécutoire qu'ils n'ont pas par eux-mêmes, il était d'usage que le débiteur consentit à tout porteur de l'acte, procuration pour le représenter en justice et y passer condamnation: c'est ce qu'on appelait une clause de condamnation volontaire.

(2) V. anal. dans le même sens, Caen, 30 juin 1821; Paris, 7 déc. 1829.

Dunois étant étrangère à la succession de leur auteur et n'ayant pas contre elle de créance directe, était sans droit ni qualité pour être présente à l'inventaire.

29 mess. an 12, ordonnance de référé qui statue en ces termes : « Attendu que Lesénéchal n'avait ni ascendans ni descendans ;—Que Remy, institué légataire universel de Lesénéchal, a été saisi de l'universalité de sa succession, d'après l'article 1006 du Code civil ;—Que, dès lors, la dame veuve Dunois, qui n'est parente de Lesénéchal qu'à titre de collatérale, est sans qualité pour contester ; que, d'ailleurs, il s'agit de procéder à l'inventaire de la succession de Charles Remy, à laquelle la dame Dunois est étrangère ;—Disons qu'il sera procédé à la continuation de l'inventaire, hors la présence de ladite dame Dunois. »

Appel par la veuve Dunois.

ARRÊT.

LA COUR ;—Attendu que du testament et du codicille de feu Lesénéchal il résulte, en faveur de la veuve Dunois, sa sœur, un droit apparent qui autorise, de sa part, des actes conservatoires ;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 5 therm. an 12.—Cour d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., MM. Jouveau et Moreau.

#### REMPLACEMENT MILITAIRE.—MINEUR.—

AUTORITÉ ADMINISTR.—AUT. JUDIC.

*Lorsqu'un enfant âgé de moins de dix-huit ans a quitté la maison paternelle pour s'engager en remplacement d'un conscrit appelé, si que son père demande la nullité de l'engagement, il n'appartient qu'à l'autorité judiciaire de prononcer sur la validité de l'acte tant que le remplaçant n'a pas été accepté par l'autorité administrative ; mais, après son acceptation, l'autorité administrative peut seule prononcer sur les réclamations du père du mineur.*

(Ducrusel—C. Barrat.)—ARRÊT.

LA COUR ;—Considérant que si on ne devait envisager que l'acte en lui-même, et si rien ne l'avait suivi ni accompagné, il n'est pas douteux que les tribunaux seraient compétents pour juger la demande en nullité.—Mais cet acte a été soumis à l'autorité administrative : cette autorité l'a jugé valable et l'a fait exécuter, comme elle en est chargée par les lois de la matière ; et dès lors il est évident que les tribunaux ne pouvaient annuler cet acte qu'en rendant inutiles et sans effet des décisions et opérations administratives ; et c'est ce qui ne leur est pas permis ;

La loi du 17 vent. an 8, permet aux conscrits de se faire remplacer par un suppléant ; et l'arrêté consulaire du même jour, tit. 3, art. 4, porte que les sous-préfets jugent seuls si les suppléants sont admissibles ;—L'art. 6 ajoute, que tout conscrit qui voudra obtenir la faculté de se faire remplacer, adressera au sous-préfet une pétition avec un extrait en forme de sa promesse de lui servir de suppléant, qui lui aura été faite devant un notaire public par un individu réunissant les conditions prescrites par la loi ; il lui adressera aussi l'extrait des registres civils, constatant l'âge du suppléant ;—Enfin l'art. 7 du même arrêté porte que le sous-préfet, après avoir

vérifié les faits exposés dans la pétition, examiné les qualités physiques et politiques du suppléant, et visé les autres pièces, prononcera sur la demande du pétitionnaire ;—L'art. 8 ajoute, que si le sous-préfet admet le suppléant, il le fera partir de suite ;

Dans le fait, il est convenu, et d'ailleurs prouvé par écrit, que Ducrusel fils a été admis, est parti, et a été incorporé dans un corps militaire ; cela n'a pu être fait que parce que le sous-préfet ou le préfet l'ont agréé, et il ne peut avoir été agréé que parce qu'on nait sous leurs yeux l'acte du 8 therm. an 11 ; l'autorité administrative a donc jugé elle-même que l'acte était valable ; d'où il suit que, quels que soient les moyens que Ducrusel père entend employer pour faire rescinder cet acte, les tribunaux ne pourraient l'annuler qu'en attaquant un acte administratif ; Reformant le jugement de première instance, a rejeté la demande de Ducrusel.

Du 6 therm. an 12.—Cour d'appel de Toulouse.

#### SUBSTITUTION.—INSTITUTION.—NULLITÉ.

*Sous l'empire du Code civil, la nullité de la substitution n'entraîne pas celle de l'institution. (C. civ., art. 896.) (1)*

*La disposition testamentaire par laquelle il est dit qu'en cas de décès du légataire avant sa majorité, le legs restera à l'exécuteur testamentaire, renferme une substitution prohibée.*

(Esteron — C. Esteron et Harvier.)

Voici en quels termes un jugement du tribunal civil de la Seine du 17 pluv. au 12, avait décidé ces questions : « Attendu que le testament dont il s'agit présente une double institution, par l'effet de laquelle la propriété demeure incertaine sur la tête du mineur Esteron ; d'où il résulte qu'il y a substitution prohibée par l'art. 896 du Code civil ;

« Mais attendu que la seconde partie de l'article, prononçant la nullité de la disposition qui contient la charge de conserver et de rendre, ne prononce pas que la première institution sera également nulle ;—Déclare la substitution nulle et le legs valable. »—Appel.

ARRÊT.

LA COUR ;—Adoptant les motifs des premiers juges ;—Confirme, etc.

Du 7 thermidor an 12.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Bonnet et Griquel.

#### DOT.—DONATION.

*Sous le régime dotal, est valable la donation même à d'autres que ses enfans, faite par la femme d'une somme à prendre sur sa dot, si elle n'est payable qu'après le décès d'elle et de son mari, et que d'ailleurs la donation renferme des stipulations favorables à la donatrice. Telle étant du moins la jurisprudence du parlement de Toulouse (2).*

(Maris — C. Saint-Alary.)

Par contrat de mariage du 26 oct. 1766, Jeanne Saint-Alary, mariée au sieur Claverie, s'était constituée en dot une somme de 1,600 fr.—Le 1<sup>er</sup> fév. 1790, elle fait donation à la dame Bonrgal de la somme de 700 fr. à prendre sur sa dot,

(1) Il en était de même sous l'empire de la loi du 14 nov. 1792 : on décidait que la nullité de la substitution n'emportait pas la nullité de l'institution. V. Chabot de l'Allier, *Quest. trans.*, et l'arrêt de cassation du 22 juillet 1838 (Volume 1838). — Mais sous le Code civil, la jurisprudence après être

demeurée quelque temps incertaine, s'est définitivement prononcée contre l'institution. V. en ce sens, Cass. 18 janv. 1808 ; 7 nov. 1810 ; Agen, 30 nov. 1806 ; Bruxelles, 20 fév. 1809.

(2) V. dans le même sens, Cass. 1<sup>re</sup> déc. 1824.

mais après le décès d'elle et de son mari, et à la charge par la dame Bourgal de lui payer annuellement sa vie durant une somme de 48 fr.

Après le décès des époux Clavier, les héritiers de Jeanne Saint-Alary ont demandé la nullité de la donation, comme aliénation de la dot, cette nullité a été prouvée par le tribunal d'Amiens, le 19 vent. an 10. — Appel.

## ANNÉT.

LA COUR; — Attendu que s'il est vrai que la dot soit essentiellement inaliénable pendant le mariage, cela n'est vrai principalement qu'à l'égard des fonds ou immeubles dotaux; qu'il n'en est pas de même de la dot en argent, qui, dans plusieurs cas, peut être donnée par la femme pendant le mariage, surtout lorsque la donation ne doit servir à effet qu'après la mort du mari et de la femme; — Que la prohibition d'aliéner la dot, à pour motif l'intérêt de la femme et celui du mari, afin qu'ils ne soient pas privés de ressources et d'aliments pendant leur vivant; que, dans cette espèce, la donation dont il s'agit ne devant servir à effet qu'après la mort de la femme et du mari, elle ne portait aucune diminution dans leur jouissance et leurs revenus; au contraire, la donation fut faite à la charge par la dame Bourgal de payer annuellement une somme de 48 fr. à Jeanne Saint-Alary, ce qui lui procurait une augmentation de revenus, puisqu'elle était assurée d'avoir, pendant sa vie, et le revenu de 700 fr., et la pension de 24 fr.; — Que s'il existe plusieurs arrêts qui ont annulé de pareilles donations, il en existe aussi un grand nombre qui les ont confirmées; le dernier arrêt qu'on connaît, rapporté par Vedel, liv. 4, chap. 4, et rendu le 6 fév. 1793, déclare valable la donation d'une somme faisant partie d'une dot payable après la mort de la femme et du mari; — Considérant, d'ailleurs, que suivant les auteurs, et notamment Serres, aux *Institutes*, les obligations contractées par la femme et les condamnations contre elle prononcées, peuvent, après la dissolution du mariage, être répétées sur la dot, d'où on doit conclure qu'il doit en être de même d'une donation; — Réformant, maintient la donation, etc.

Du 7 therm. an 12. — Cour d'appel de Toulouse. — Prés., M. Désasart. — Concl., M. Deborsque, f. f. comm. — Pl., MM. Romiguières, père et Corail.

## SUCCESSION. — REPRISE D'INSTANCES. — COMPÉTENCE.

Les art. 822 et 823 du Code civil, qui attribuent au tribunal du lieu de l'ouverture d'une succession, la connaissance des contestations entre cohéritiers avant le partage, ne s'appliquent pas au cas où l'action n'est qu'une reprise de l'instance commencée par le défunt. — Dans ce cas, l'instance doit indistinctement être reprise devant le tribunal qui en a été saisi, encore que ce soit un tribunal de commerce (1).

(Les héritiers Soullignac.) — ANNÉT.

LA COUR; — Considérant que l'instance dont il s'agit était, dans son principe, de la compétence du tribunal de commerce où elle était pendante; — Considérant que l'instance commerciale, dans son origine, ne change point de nature par

le décès de celui qui l'a intentée, et qu'elle ne peut être reprise qu'au tribunal où elle était pendante; — Dit qu'il a été compétemment jugé, etc.

Du 7 therm. an 12. — Cour d'appel de Poitiers.

## INVENTAIRE. — DONATAIRE. — MOBILIER.

L'époux donataire de tout le mobilier n'est pas tenu de faire inventaire, bien qu'il en soit requis par les héritiers collatéraux (2).

(Verenoot — C. Hérit. Vankiel.)

Du 8 therm. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

## AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — NULLITÉ. — FRAUDE.

Encore qu'une femme en souscrivant une obligation, ait fausement énoncé y être autorisée par son mari, cette fausse déclaration de la femme ne la rend point non recevable, elle ou son mari, à se prévaloir ultérieurement du défaut d'autorisation, pour faire annuler le contrat : c'était au créancier à vérifier préalablement si la femme était autorisée (3).

(Préverand — C. Gueblard.)

Le 30 prair. an 10, la dame Préverand souscrit au profit du sieur Gueblard une obligation de 248,000 fr., pour prêt de pareille somme, en vertu, est-il dit dans l'acte, d'une procuration générale et spéciale à elle donnée par son mari, portant autorisation à faire cet emprunt. — Dans le fait, cette assertion était fausse, car la procuration qui paraît n'avoir point été représentée, ne contenait point autorisation spéciale à l'effet d'emprunter, mais seulement une autorisation générale à l'effet d'administrer. — Bientôt après, et sur les poursuites du sieur Gueblard, Préverand et sa femme demandent la nullité de l'obligation, en ce que la dame Préverand n'avait point été autorisée à la consentir;

Le 28 pluv. an 12, jugement du tribunal civil de la Seine qui, « attendu qu'aux termes de l'art. 223 de la coutume de Paris, la femme sous puissance de mari, ne peut s'engager sans expresse autorisation; — Considérant que la dame Préverand n'était point autorisée à faire l'emprunt dont il s'agit, que Gueblard a dû prendre connaissance de cette procuration; que, dans tous les cas, il ne peut se prévaloir de son ignorance sur son contenu vis-à-vis du mari, ni même en regard de la femme. — Déclare nulle l'obligation dont il s'agit. »

Appel du sieur Gueblard; il a reconnu l'existence du principe consacré par les premiers juges; mais il a prétendu qu'il ne pouvait s'appliquer à l'espèce, parce que la dame Préverand, en déclarant fausement qu'elle était autorisée, avait commis un stellionat, un délit qui la rendait responsable de tous ses effets.

Mais on répondait que cette doctrine conduirait à éluder la nécessité de l'autorisation; la femme s'y soustrairait en résultat, par l'effet d'une fausse déclaration. C'est ainsi que le mineur, bien qu'il se fut dit majeur dans un contrat, ne serait pas moins recevable à demander la nullité de son engagement. (Code civ. 1307.)

## ANNÉT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation au néant, etc.

Du 9 therm. an 12. — Cour d'appel de Paris.

(1) C'est ce qui résulte de l'art. 426 du Code de procédure. V. au surplus, Cass. 25 prair. an 11, et la note.

(2) Les héritiers collatéraux n'ont dans ce cas aucun intérêt à demander l'inventaire.

(3) Jugé cependant qu'une obligation contractée par une femme qui a pris la qualité de veuve, n'est point nulle pour défaut d'autorisation, quand il y a eu dol de sa part. V. Cass. 15 juin 1824.

**TESTAMENT AUTHENTIQUE. — DICTÉE. — MENTION.**

*La mention expresse que le testament a été écrit par le notaire, n'est pas renfermée dans la mention que le testateur a dicté son testament au notaire. (C. civ., 972 et 1001.) (1)*

(Frapont.—C. Frapont.)

Du 11 therm. an 12.—Cour d'appel de Liège.

V. les faits de la cause et le texte de l'arrêt à la suite de l'arrêt de rejet du 9 fév. 1808.

**CONSEIL JUDICIAIRE. — INTERDICTION. — FORMALITÉS.**

*Est sans effet sur la validité des engagements contractés envers des tiers, la nomination d'un conseil judiciaire ou l'interdiction prononcée contre un individu, sur sa propre requête, sans avis de parents, sans articulation de faits, sans conclusions du ministère public, alors surtout que le jugement n'a pas reçu la publicité légale (2).*

(Bébon-Darquian.—C. Dupin.)

Pour assurer à ses créanciers l'exécution d'un concordat passé avec eux, en se mettant dans l'impossibilité d'aliéner et de contracter, Bébon-Darquian présenta requête au Châtelet de Paris, à l'effet d'obtenir la nomination d'un conseil judiciaire.—Le 25 avril 1781, sentence qui lui accorde sa demande.—Il est à remarquer que la requête de Darquian n'articulait aucun fait précis, que la sentence fut rendue sans que le ministère public eut été entendu, et enfin que cette sentence ne reçut pas de publicité.

En 1792, Darquian souscrit, au profit de la dame Harbery, deux billets montant ensemble à 30,000 fr., qu'il déclare employer en paiement des meubles par lui acquis pour meubler deux maisons qu'il désigne, faisant même à la dame Harbery toute cession et transport desdits meubles pour le cas où les billets ne seraient point acquittés à l'échéance.

Peu de temps après Darquian périt sur l'échafaud révolutionnaire.—La dame Harbery s'adressa à ses héritiers pour obtenir le paiement des deux billets.—Ceux-ci opposèrent l'incapacité de Darquian résultant de la sentence de 1781.

18 therm. an 11, jugement du tribunal civil de la Seine, ainsi conçu :

« Attendu que la sentence de nomination d'un conseil à Darquian, du 25 avril 1781, a été rendue sur la requête de celui-ci seul, sans conclu-

sions du ministère public, sans actes préalables de famille, sans vérification des motifs allégués, sans articulation même de la part du requérant, de faits constituant la prodigalité ou toute autre incapacité morale, sans cas déterminé par la loi, pour restreindre la faculté de contracter;—Qu'en admettant comme équivalant à la loi, l'usage particulier du Châtelet de Paris de prononcer la nomination d'un conseil sur requête et sans instruction, les dispositions de la sentence n'ont pu être divisées; que pour assurer ses effets à l'égard des tiers, elle a dû être exécutée dans toutes les dispositions relatives à sa publicité; que dans le cas particulier où la demande a été en quelque sorte un acte privé, il y avait nécessité plus grande de prévenir les tiers contre la fraude;—Attendu que l'exploit original de la notification de la sentence aux cent-treize notaires de Paris n'eût point représenté; qu'il était même démenti par un acte du 26 mai 1791, passé devant notaires, et par lequel Darquian seul, et sans l'assistance de son conseil, a acquis une maison rue Saint-Maur;—Attendu qu'il résulte de la sentence de 1781, que la nomination d'un conseil volontairement demandé par Darquian, a eu, pour but unique, d'assurer l'exécution du concordat fait le 29 mars précédent; qu'ainsi, les dispositions de cette sentence ont été temporaires, et doivent être limitées aux termes donnés par le concordat pour son exécution;—Attendu que dans le cas même d'une interdiction légalement prononcée, l'interdit ou ses héritiers ne pourraient faire résulter de l'interdiction le droit de profiter de la chose acquise et de se soustraire à l'obligation d'en payer le prix;—Le tribunal, sans s'arrêter ni avoir égard aux conclusions des dames Malmaizet et Gui héritières de Darquian, les condamne à payer. »

Appel des héritiers Darquian.

**ARRÊT.**

LA COUR;—Adoptant les motifs des premiers juges;—Confirme.

Du 11 therm. an 12.—Cour d'appel de Paris.

**NOTAIRE. — RESPONSABILITÉ. — CONTRAINTE PAR CORPS.**

*Les notaires qui ont été trompés sur le nom et la personne de la partie contractante, sont civilement et solidairement responsables des dommages-intérêts (3).—Mais ils ne sont pas sujets à la contrainte par corps pour ces réparations civiles.*

ralement pour décider qu'un individu ne peut, sur sa seule demande, être mis en état d'interdiction. F. Merlin, *Repert.*, v° *Interdiction*, § 8; Favard de Langlade, *Repert.*, v° *Interdiction*, § 1<sup>er</sup>, n° 4; Duranton, t. 3, n° 724; Delvincourt, t. 1<sup>er</sup>, p. 480; Pigeau, *Comment.*, t. 2, p. 592; Bernat Saint-Prix, p. 684, note 11, n° 6; Demiau-Crouzilbac, p. 597; Hautefeuille, p. 533; Adolphe Chauveau, *Dictionnaire de procédure*, v° *Interdiction*, n° 23; Cass. 7 sept. 1808.—La distinction établie par M. Toullier existait d'ailleurs dans le projet de Code civil soumis, en l'an 8, aux observations des tribunaux. Mais lors de la rédaction définitive, l'article qui permettait la nomination des conseils volontaires fut supprimé, et cette suppression indique clairement l'intention du législateur. Au surplus, l'opinion de M. Toullier est formellement combattue par M. Merlin, *Repert.*, v° *Prodigue*, § 8; Favard, v° *Conseil judiciaire*, n° 2; Duranton, t. 3, n° 804.

(3) La question de savoir si un notaire est responsable des nullités qui se trouvent dans ses actes, est le plus souvent une question de fait qu'il appartient aux tribunaux d'apprécier souverainement. F. en

(1) F. conf., Cass. 1<sup>re</sup> therm. an 13, et la note.

(2) Les vices de formes qui existaient dans l'especo auraient été plus que suffisants pour motiver la décision que nous rapportons, et sous l'empire de la nouvelle législation ils suffiraient de même pour faire prononcer la nullité du jugement qui aurait prononcé l'interdiction ou nommé un conseil judiciaire (Code civ., art. 493, 494, 496, 504, 514, 515; — *Procéd. civ.*, art. 890, 892, 897).—Mais en supposant du reste l'observation de toutes les formalités voulues par la loi, pourrait-on, sur la demande d'un individu, prononcer son interdiction ou lui nommer un conseil judiciaire? L'ancienne jurisprudence ne paraît pas avoir admis les interdictions volontaires, mais elle admettait les nominations de conseils judiciaires. V. le *Nouveau Denizard*, v° *Conseil nommé par justice*. M. Toullier pense que cette distinction devrait être conservée sous l'empire du Code civil (F. t. 2, n° 1373). Mais elle nous paraît contraire au texte de l'art. 514, Code civ., qui n'accorde le droit de provoquer la nomination d'un conseil judiciaire qu'à ceux qui auraient eu le droit de provoquer l'interdiction. Or, on s'accorde géné-

(Brossier, Colin et autres—C. le Trésor.)

## ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que les notaires publics, lors de la confection des actes qu'ils reçoivent, sont tenus, aux termes des ordonn. de 1498 et 1535, renouvelées par la loi du 25 vent. an 11, de prendre les précautions qu'elles prescrivent, pour s'assurer et constater l'individualité des personnes qui se présentent pour contracter devant eux;—Attendu que tous les membres qui composent la société, étant tenus d'ajouter foi et de se conformer aux actes confectionnés par les officiers préposés pour les recevoir, leurs droits et leurs propriétés reposent nécessairement sous la sauvegarde et la garantie de la loi;—Attendu que si un notaire omet et néglige de prendre les précautions indiquées par les lois, lors de la confection de l'acte qu'il reçoit, pour s'assurer de l'identité de ceux qui contractent, et s'il en résulte une supposition de personnes, l'individu qui supporte le dommage qu'il occasionne, doit être indemnisé par celui qui en est l'auteur;—Considérant, dans l'espèce de la cause, en ce qui concerne ledit Colin, notaire, qu'il est constant qu'il a placé au rang de ses minutes un acte daté du 11 pluv. an 8, par lequel un sieur Louis-François Marie, alors décédé depuis deux ans, donne pouvoir à Jacques Brossier de vendre une inscription de 1,581 fr. de rente de tiers-consolidé, expédiée au profit et au nom dudit Marie, quoique cette minute n'ait été ni dressée, ni la signature reçue, soit par ledit Colin lui-même, soit par aucune des personnes attachées à son étude, et dont cependant il a délivré une expédition en bonne forme;—A l'égard de Lallemand et Porlier, aussi notaires:—Considérant qu'il est également constant que les procurations qu'ils ont reçues, les 29 niv. et 26 pluv. an 8, sous les noms de Jacques Farjon et de Gabriel-Louis Gombert, propriétaires d'inscriptions de rentes sur l'Etat, ainsi expédiées en leurs noms, ont été souscrites par des personnes supposées, qu'ils ne connaissaient pas, et qu'ils ne pouvaient, par conséquent, admettre à contracter devant eux, sans avoir fait attester par deux autres personnes connues d'eux l'identité des parties contractantes;—Attendu que, par un jugement rendu par le tribunal criminel, le 16 niv. an 9, il a été décidé que les signatures Marie, Farjon et Gombert, apposées au bas des trois procurations dont il s'agit, étaient fausses;—Attendu que lesdits Colin, Lallemand et Porlier, lors de l'instruction et des débats relatifs à l'inscription de faux formée contre lesdites trois procurations, n'ont ni reconnu ni pu indiquer l'auteur de la fausse signature que chacun d'eux a reçue, et que Brossier, prévenu, a obtenu sa décharge de l'accusation, sur le fondement qu'il n'était pas l'auteur du faux, et que, s'il avait fait usage desdites procurations, il avait ignoré qu'elles fussent fausses;—Attendu qu'il est encore constant que c'est en vertu de ces fausses procura-

tions que Brossier a fait trois transferts, savoir, l'un en vertu d'une procuration reçue par ledit Colin, de l'inscription de 1,581 fr., au principal de 31,610 fr. appartenant à feu Marie; le second, en vertu d'une procuration reçue par ledit Lallemand, notaire, de l'inscription de 1,833 fr., appartenant à Farjon; le troisième, en vertu de la procuration reçue par Porlier, de l'inscription de 1,336 fr., appartenant à Gombert;—Attendu que, quoique relativement à la confection desdits actes, ou ne puisse imputer auxdits Colin, Lallemand et Porlier aucune mauvaise intention, et que leur probité soit généralement et publiquement reconnue, il n'en est pas moins constant que c'est par suite de l'authenticité qu'ils ont donnée à ces fausses procurations, qu'en forçant la confiance des agents du trésor public, lesdits Marie, Farjon et Gombert se sont trouvés dépouillés de leurs propriétés; d'où il suit que chacun desdits notaires est tenu de réparer le dommage dont il est seul l'auteur; ce qu'il aurait eu la faculté d'effectuer, s'il eût été appelé immédiatement après la confection du transfert, et avant le rétablissement d'inscriptions en faveur desdits Marie, Farjon et Gombert;—Attendu que, ni des opérations de l'agent du trésor public qui ont suivi ledit transfert, ni du laps de temps qui s'est écoulé jusqu'au jour des demandes en dommages-intérêts civils, il ne peut résulter aucune fin de non-recevoir en faveur desdits notaires;—En ce qui concerne Brossier,—Considérant que tout délit donne lieu à une action publique et à une action civile et privée, suivant les art. 4 et 6 du Code des délits et des peines;—Considérant que le tribunal criminel, par son jugement du 16 niv. an 9, a statué sur l'action publique; d'où il suit que l'agent du trésor public a pu, aux termes de l'art. 8, de la même loi de brum. an 4, exercer l'action civile et privée;—Considérant que, par l'usage desdites procurations reconnues fausses, il a obtenu des transferts des trois inscriptions (ci-dessus); qu'il est passible de la restitution de toutes les sommes qu'il a touchées;—Considérant, au surplus, que les dispositions de la loi du 15 germ. an 6, et du décret du 30 avril 1792, concernant la contrainte par corps, ne sont point applicables;—Cependant solidairement lesdits notaires, etc.

Du 12 therm. an 12.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Bonnet, Blague et Darrieux.

## TESTAMENT.—EXÉCUTION PROVISOIRE.

On peut ordonner l'exécution provisoire d'un testament régulier en la forme, encore qu'il soit argué de nullité.—Spécialement: La disposition d'un testament qui charge l'exécuteur testamentaire de vendre la mobilier, peut être exécutée même au cas où le testament est argué de nullité (1).

(Seigneur—C. Fancastel.)

La demoiselle Fusciller, par une des dispo-

qui signe de confiance la conséquence d'une erreur qui est le fait de son collègue seul.—F., cependant dans notre Volume de 1385, un arrêt de la Cour de cassation du 11 nov. 1835 qui décide que le notaire en second, qui signe de confiance un acte, peut être déclaré responsable, vis-à-vis des parties intéressées, de la fausseté de cet acte.

(1) F. anal. dans le même sens, Montpellier, 4 therm. an 12.—Observons au surplus, que l'exécution du testament telle qu'elle était ordonnée dans l'espèce ne préjudiciait à personne, puisque le produit de la vente du mobilier devait nécessairement être réservé pour être ensuite remis à qui de droit.

sens divers sur les nullités résultant d'erreurs sur le nom ou la personne: Cass. 8 janv. 1823; 17 mars 1828; Toulouse, 28 janv. et 19 déc. 1820....—Mais la question de savoir si les deux notaires signataires d'un acte sont également responsables, présente plus de difficulté. Sans doute si l'on s'en tient à la rigueur de la loi qui exige que les actes soient reçus par deux notaires, l'un et l'autre peuvent être considérés comme également responsables des nullités d'un acte qu'ils sont réputés avoir rédigé en commun, et dont l'un et l'autre sont les auteurs au même titre; mais aussi si l'on consulte l'équité et ce qui se passe dans la réalité des choses, il paraîtra souverainement injuste de faire supporter au notaire en second

aitions de son testament, avait nommé le sieur Francastel pour son exécuteur testamentaire; et par une autre disposition, elle le chargeait de vendre à son décès tout son mobilier, et d'en placer le produit par moitié au profit des enfants de chacune de ses sœurs. — Francastel allait exécuter cette disposition, lorsque Seigneur, mari d'une sœur de la testatrice, argua de nullité le testament, et conclut incidemment à ce qu'il fût sursis à son exécution, jusqu'après décision sur les moyens de nullité. — Pour justifier ces conclusions incidentes, il prétendait qu'il est de principe qu'on ne peut ordonner l'exécution d'un acte argué de nullité, surtout lorsque cette exécution n'est pas réparable en définitive. — Or, tel était, selon lui, le cas de l'espèce, puisque si, par l'événement, le testament se trouvait annulé, les héritiers naturels, au lieu de recueillir en nature un mobilier précieux, ne recueilleraient que le produit de ce mobilier vendu à vil prix. — Francastel répondait qu'il fallait distinguer entre les actes argués de nullité pour vice essentiel en la forme extérieure, et les actes argués de nullité, ou pour défaut de capacité de la part du testateur, ou pour excès dans la disposition, ou enfin pour tout autre vice indépendant de la forme. — Les premiers, n'étant pas revêtus des formalités requises, ne sont pas reconnus par la loi, et ne peuvent, par conséquent, être exécutés. Les seconds, au contraire, présentant tous les caractères extérieurs que la loi exige, sont protégés par elle, et doivent être exécutés jusqu'au moment où ils seront déclarés nuls par jugement.

Le tribunal civil de Beauvais, par jugement du 9 mess. an 12, a ordonné qu'il serait passé outre à l'exécution du testament, nonobstant la demande en nullité: « — Considérant que partie des objets compris dans l'inventaire sont sujets au dépréssissement; que le surplus consiste en linne à l'usage de la défunte et de peu de valeur; — Considérant qu'il est de l'intérêt des mineurs que les objets inventoriés soient vendus, pour, d'une part, éviter le dépréssissement, et, d'autre part, ne pas donner lieu à des frais de garde considérables. »

Appel de ce jugement.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; dit bien jugé.

Du 13 therm. an 12. — Cour d'appel d'Amiens

1<sup>o</sup> DÉLAI — CHOSE JUGÉE.

2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> LÉSION. — EXPERTISE. — DIXIÈME. — EFFET RÉTROACTIF.

4<sup>o</sup> PAPIER-MONNAIE. — RÉDUCTION.

1<sup>re</sup> Lorsque les juges en accordant un délai à une partie, ont déclaré qu'il était de rigueur, ils ne peuvent plus lui en accorder un nouveau, sans porter atteinte à la chose jugée (1).

2<sup>de</sup> Lorsque, sur une demande en rescision pour cause de lésion, des experts ont été nommés, ils sont dispensés de procéder suivant les formes établies par la Code civil, si les opérations de l'expertise avaient été commencées avant la promulgation de ce Code (2).

3<sup>o</sup> L'art. 1681, Code civil, qui, en matière de rescision pour lésion, permet à l'acquéreur de déduire le dixième du prix total, en payant le supplément du juste prix, n'est pas applicable aux ventes faites avant la

promulgation des Codes, encore que l'action en rescision soit exercée sous son empire.

4<sup>o</sup> L'acquéreur moyennant un prix stipulé en assignats, qui, sur l'action en rescision pour lésion exercée contre lui, opte pour l'abandon de l'immeuble, n'a droit au remboursement de ce qu'il a payé à des créanciers indiqués par son vendeur que suivant l'échelle de dépréciation, la simple indication de paiement n'opérant pas novation.

(Peyrouse — C. hér. Buisson.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il a été accordé successivement plusieurs délais à Peyrouse; que l'arrêt qui a renouvelé ces délais pour la dernière fois porte, en termes espérés, que « c'est pour toute » précision et sans espoir d'autre; » par où la cour a jugé d'avance que, s'il n'en profitait pas, il était déchu de tout espoir d'en obtenir un nouveau, et qu'il ne pouvait lui être accordé sans renverser le jugé; — Que le décès de Buisson n'étant survenu qu'après l'expiration du mois accordé par le dernier arrêt du renouvellement du délai, cette circonstance est ici parfaitement indifférente;

Que la loi s'est interdit tout effet rétroactif, et que l'acte dont la rescision a été demandée étant antérieure à la promulgation du Code, ainsi que la demande en rescision et la procédure d'experts, c'est par les lois existantes à ces époques et suivant les formes qu'elles prescrivaient que la procédure d'experts a dû être faite, et que, s'y trouvant conforme, il ne peut y avoir lieu à relaxe en l'état, au prétexte de la non-conformité au mode établi par le Code civ.; — Que trois experts ont procédé, et que deus d'entre eux ayant attesté la lésion intervenue dans la vente, d'après la valeur qu'ils ont donnée à l'objet vendu, cette majorité ne laisse plus aucun doute sur l'existence de la lésion;

Que les mêmes raisons, ramenées sur la seconde question, touchant la non-rétraction du Code, interdisent à Peyrouse le dixième, qu'il demande à être autorisé à se retenir, le contrat devant être régi par les lois qui existaient à l'époque de sa date;

Sur la dernière question, que l'acquéreur auquel on indique des créanciers des vendeurs, avec charge de les payer, ne cesse pas d'être débiteur de son vendeur, puisqu'il n'y a pas novation; que c'est comme s'il payait directement à lui-même, puisqu'il paie pour lui, comme son mandataire et de ses deniers; — Que si Peyrouse eût payé à Buisson ce qu'il dit avoir payé aux créanciers indiqués, il ne pourrait réclamer que la valeur réduite des sommes payées; qu'il doit en être de même lorsqu'il a payé à autrui de l'ordre de son vendeur, et en diminution du prix, et que l'art. 6 de la loi du 27 therm. an 6 le voulait ainsi d'une manière textuelle et précise, c'est de cette manière que le remboursement devra être fait, ainsi que l'a décidé le tribunal de première instance, si Peyrouse délaisse le domaine dont s'agit; — Déclare Peyrouse définitivement déchu de la seconde vérification qu'il avait obtenue; — Dit bien jugé.

Du 14 therm. an 12. — Cour d'appel de Nîmes.

SÉPARATION DE CORPS ET DE BIENS. — CONSENTEMENT MUTUEL.

Le mari qui, en Belgique et avant le Code civil,

autrement, si l'expertise n'avait été commencée que depuis la promulgation du Code civil. *P.* dans ce sens, Nîmes, 22 flor. an 12; Poitiers, 3 pluv. an 13; Turin, 19 avril 1806.

(1) *P.* anal., dans le même sens, Cass. 1<sup>er</sup> avril 1812; 9 fév. 1825.

(2) *P.* conf., Cass. 22 juill. 1806. — Il en serait

avait consenti une séparation de corps et de biens, dont les effets avaient été réglés par acte notarié, était néanmoins le maître de considérer cet acte comme non avenu et de reprendre l'administration de la communauté (1).

(Bar.)

Du 14 therm. an 12.—Cour d'appel de Bruxelles.

## DIVORCE.—CAUSES DÉTERMINÉES.

L'époux demandeur en divorce, pour cause déterminée, est recevable à proposer, lors de l'audience à huis clos indiquée par l'art. 241 du Code civil, d'autres faits que ceux qui sont détaillés dans sa demande (2).

(Quarré—C. Quarré.)

Du 11 therm. an 12.—Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

## SAISIE IMMOBILIÈRE. — ADJUDICATION. — APPEL.—NULLITÉ.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, l'appel du jugement d'adjudication pouvait être interjeté par les créanciers inscrits, bien qu'ils n'eussent pas été en cause lors de ce jugement; leur défaut d'interpellation n'avait d'autre effet que d'empêcher le délai fatal d'appel de courir contre eux (3).

Sous la même loi, la saisie immobilière était frappée de nullité, pour omission, dans les affiches, de l'état des inscriptions existantes sur l'immeuble saisi (4), et pour défaut de notification des affiches à l'un des créanciers inscrits (5).

Le saisissant ne peut exciper, contre un créancier inscrit, de la nullité de son inscription, sous la prétexte qu'ils aurait été pris en vertu d'un jugement nul, si ce jugement n'a pas été attaqué par les voies légales.

(Lejeune—C. Bovy.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu, sur la première question, l'art. 23 de la loi du 11 brum. an 7 sur le Régime hypothécaire et les Expropriations forcées; — Attendu que cet article réserve en termes exprès l'appel du jugement d'adjudication, tant aux créanciers du saisi qu'à celui-ci même; que ledit article ne fait aucune distinction entre les créanciers du saisi qui ont été interpellés avant l'adjudication, et ceux qui ne l'ont point été; qu'ainsi, il est incontestable que cet article donne le droit d'appeler à tous créanciers quelconques du saisi, et qu'il suffit que lesdits créanciers aient un intérêt de faire annuler l'adjudication, pour qu'ils puissent user de leur droit d'appel; — Attendu que s'il pouvait y avoir quelque doute sur la question de savoir si l'article ci-dessus transcrit a voulu réserver l'appel aux créanciers non interpellés, ce doute doit disparaître dès que l'on considère, 1<sup>o</sup> que, selon la disposition du droit romain, il suffit d'avoir intérêt à faire réformer un jugement pour être fondé à en appeler, quoique l'on n'ait pas fait partie de cause en première instance (Voët, ad ff., liv. 49, tit. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 3; Po-

thier, de la Procédure civile, 3<sup>e</sup> part., sect. 1<sup>re</sup>, art. 3, § 1<sup>er</sup>); dès que l'on considère, 2<sup>o</sup> qu'avant la loi du 11 brum. an 7, lorsqu'il se faisait une adjudication qui était préjudiciable à un tiers qui n'avait point été partie en cause, le tiers pouvait se pourvoir contre ladite adjudication, par la voie d'appel, lorsqu'elle avait été faite par un juge dont il échoit l'appel, et par la voie de tierce opposition, lorsqu'elle avait été faite par un juge en dernier ressort (Pothier, Traité de la procédure civile, part. 4<sup>e</sup>, chap. 2, sect. 5<sup>e</sup>, art. 13, § 1<sup>er</sup> et 6); dès enfin que l'on considère, 3<sup>o</sup> que les lois nouvelles doivent s'interpréter par les lois antérieures lorsqu'elles ne sont pas contraires ou opposées les unes aux autres (L. 26, 27 et 28, ff., de Legib.);—Attendu que la dame veuve Lejeune a un intérêt évident de faire annuler l'adjudication dont il s'agit, qui s'est faite sans son interpellation, quoique se créant fût inscrite au bureau de la conservation des hypothèques longtemps avant la poursuite de l'intimé; — Que cet intérêt est évident dès que l'on considère qu'avant l'expropriation forcée, l'appelante avait pour hypothèque tout le bien vendu, quelle qu'en fût la valeur, et qu'à présent, elle n'a plus pour hypothèque qu'un principal de 1,800 fr.;—Attendu que le délai fatal pour interjeter appel n'a pu courir contre ladite dame qui ignorait que l'intimé eût obtenu un jugement d'adjudication;

Attendu, sur la deuxième question, qu'il est évident que les poursuites de l'intimé et le jugement d'adjudication qui en a été la suite sont infectés de plusieurs nullités radicales, et notamment 1<sup>o</sup> en ce que les affiches ne contenaient point l'état des inscriptions existantes sur l'immeuble au jour du commandement, et 2<sup>o</sup> en ce que les procès-verbaux et les affiches n'ont point été notifiés à la dame veuve Lejeune, créancière inscrite, ce qui est une contravention à l'art. 6 de la loi du 11 brum. an 7 sur les expropriations forcées;

Attendu que l'intimé n'est pas fondé à exciper contre la dame appelante de la nullité de l'inscription par elle prise, sous prétexte qu'elle aurait pris ladite inscription à la suite d'un jugement qui serait prétendument vicié de nullité, car il est certain qu'un jugement, auquel il manquerait quelques unes des formalités voulues par la loi du 24 août 1790, n'est pas nul de plein droit, mais seulement susceptible d'être annulé, soit par la voie d'appel, soit par la voie de cassation; — Par ces motifs, sans avoir égard à la fin de non-recevoir proposée contre l'appel par la partie intimée, — Reçoit ladite partie intimée opposante à l'arrêt par défaut du 11 prair. dernier; — Et sans s'arrêter à ses moyens d'opposition dont elle est déboutée, — Ordonne que ledit arrêt par défaut sera exécuté, etc.

Du 15 therm. an 12. — Cour d'appel de Liège.

## EMPRISONNEMENT.—NULLITÉ.—HEURE.

L'arrestation d'un débiteur est nulle par cela seul qu'elle a été faite une minute après le coucher du soleil (6).

(1) En Belgique, la coutume admettait les séparations de biens volontaires; mais elle n'admettait pas de la même manière la séparation de corps: la question était de savoir si l'acte devait être considéré comme indivisible, de telle sorte que la nullité de la séparation de corps dût entraîner celle de la séparation de biens.

(2) V. en sens contraire, Turin, 20 juin 1807.

(3) Sous le Code de procédure, ce serait par voie de tierce-opposition et non par voie d'appel, que le créancier inscrit, qui n'aurait pas été appelé dans l'instance de saisie, devrait se pourvoir contre le

jugement d'adjudication. *F. Cass.* 13 oct. 1812, et la note.

(4) *F. conf.*, *Cass.* 9 sept. 1806; Paris, 26 vent. an 11. — Sous le Code de procédure, l'état des inscriptions n'est pas compris au nombre des indications que les affiches doivent contenir à peine de nullité (art. 682).

(5) Sous le Code de procédure, la notification des affiches aux créanciers inscrits est également prescrite à peine de nullité (art. 695 et 717).

(6) C'est une question controversée entre les auteurs que celle de savoir si l'art. 751, Code de

(Schoellk—C. Ettinger.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'aucun particulier, l'arrestation a été faite le 3 pluv. dernier, à quatre heures et demie du soir; que, d'après les tables et les calculs, et notamment l'annuaire fait sous la Convention nationale, le soleil se couche, le 3 pluv., jour correspondant au 21 janv., à quatre heures vingt-neuf minutes; qu'ainsi l'arrestation faite à quatre heures trente minutes se trouve frappée de nullité par l'art. 11, tit. 3, de la loi du 15 germ. an 6; et que, dès lors, il y a lieu d'infirmer le jugement qui a validé l'emprisonnement, etc.

Du 16 therm. an 12.—Cour d'appel de Colmar.  
—Pl., MM. Chaffour et Raspiuel.

## ABSENCE.—DECLARATION.—ENQUÊTE.

Celui qui se prétend héritier d'un absent, ne peut agir ou se faire reconnaître en cette qualité avant d'avoir fait déclarer l'absence. L'enquête a fin de déclaration d'absence, ne peut être faite sommairement, à l'audience. (C. civ., art. 116.) (1).

(Broecker — C. Dielman.)

Ignace Broecker s'étant absenté depuis l'an 2, Odile Broecker, sa tante, se prétendant son héritière pour moitié, intenta contre Dielman, tuteur d'Ignace, une action tendante à être envoyée en possession provisoire de la moitié de ses biens. — On lui opposa une fin de non-recevoir, résultant de ce qu'elle ne prouvait pas que l'absent vivait encore à l'époque de la loi du 17 niv., dont elle invoquait les dispositions pour établir son droit à la succession. Elle demanda alors à être admise à faire la preuve, 1<sup>o</sup> de l'existence d'Ignace à l'époque du 17 niv. an 2; 2<sup>o</sup> de l'absence dudit Ignace.

Le 12 fruct. an 11, jugement qui ordonne la preuve du premier fait, sommairement et à l'audience.

Cette preuve ayant été rapportée, il intervint nouveau jugement, le 3 vend. an 12, qui déclara Odile Broecker, héritière pour moitié d'Ignace Broecker son neveu.

Appel par Dielman des jugemens des 12 fruct. an 11 et 3 vend. an 12.

Cet appel était fondé, 1<sup>o</sup> Sur ce que l'enquête ordonnée n'aurait pas dû être faite en forme sommaire et à l'audience; 2<sup>o</sup> Sur ce qu'avant d'admettre Odile Broecker à se porter héritière, les premiers juges auraient dû préalablement, en exécution des art. 114 et 115 du Code civil, rendre un jugement déclaratif de l'absence.

## ARRÊT.

LA COUR;—Vu la loi du 21 vend. an 11, notamment les art. 115 et 116; — Considérant que ladite loi, tit. 4, liv. 1<sup>re</sup>, du Code civ., ayant été promulguée le 4 germ. suivant à Paris, était censée connue dans le ressort de la cour d'appel le 10 (antérieurement au préparatoire du 12 fruct.), que, dès lors, l'intimé aurait dû s'y conformer,

procédure, d'après lequel un débiteur ne peut être arrêté avant le lever, et après le coucher du soleil, entend parler de l'heure astronomique à laquelle le soleil se lève ou se couche, ou bien s'il se réfère à l'art. 1037 même Code, d'après lequel aucune signification ou exécution ne peut être faite, depuis le 1<sup>er</sup> octobre jusqu'au 31 mars, avant six heures du matin et après six heures du soir; et depuis le 1<sup>er</sup> avril jusqu'au 30 septembre avant quatre heures du matin et après neuf heures du soir. Pour l'heure astronomique, V. Carré, n<sup>o</sup> 2635; Delaporte, t. 2, n<sup>o</sup> 358; Thomine Desmazures, n<sup>o</sup> 905; Pigeau, t. 2, p. 271; Pardessus, n<sup>o</sup> 1514; Favard, Rép., v<sup>o</sup>

en faisant déclarer l'absence, suivant les dispositions des articles cités; — Que les juges à quo, en adoptant son système, et en ordonnant d'abord, pour justifier sa qualité, qu'elle prouverait que l'absent avait survécu à la publication de la loi du 17 niv. an 2, ont donné lieu à une procédure nulle, puisque la première démarche que doit faire naître la présomption d'absence, est celle de faire déclarer cette absence, et que ce n'est qu'après cette formalité remplie, et lorsque, conformément aux articles 118 et 119, les jugemens ont été envoyés au grand juge pour les rendre publics, et qu'il s'est écoulé un an depuis le jugement qui a ordonné l'enquête, et que le jugement déclaratif de l'absence a été rendu, qu'il peut y avoir lieu d'engager la question de la qualité de celui qui demande l'envoi en possession: il est évident, dès lors, que les jugemens dont est appel, ont été nullement rendus;

Considérant que le tout est nul sous un autre rapport, puisque l'ord. de 1667 était remise pour lors en vigueur, et qu'ainsi l'enquête du 3 vend. n'avait pu être faite à l'audience; c'est mai à propos que l'intimé prétend en éluder l'application en soutenant qu'elle a pu avoir lieu sommairement: c'est une erreur; la procédure n'a pu être sommaire, puisque le Code civil, en cette matière, exige la plus grande solennité; si vrai qu'il veut qu'après les formalités remplies, les jugemens soient adressés au grand juge, pour leur donner la publicité la plus étendue, et que le jugement déclaratif de l'absence ne peut intervenir qu'après un an de la date du jugement qui a ordonné l'enquête; — Annule, etc.

Du 16 therm. an 12 — Cour d'appel de Colmar.

## APPEL.—DÉLAI.—SIGNIFICATION.

Pour faire courir le délai d'appel, il suffit de signifier le dispositif d'un jugement: si n'est pas nécessaire d'en signifier le point de fait et les motifs (2).

(Paillet.)

Du 18 therm. an 12.—Cour d'appel de Turin.

## PRÊT.—HYPOTHÈQUE.—ANTICHRÈSE.

La clause par laquelle il est convenu, entre le prêteur de fonds et l'acquéreur d'un immeuble, que si les deniers avancés pour payer l'acquisition ne sont pas rendus à l'époque fixée, l'immeuble déjà hypothéqué par l'acte, pour sûreté du prêt, sera dévolu en propriété au créancier, ne donne pas au créancier le droit de se mettre en possession de l'immeuble; il ne peut que le faire vendre pour se rembourser sur le prix.

(Eychholtz — C. Brohaert.)

Du 18 therm. an 12.—Cour d'appel de Bruxelles.  
— 1<sup>re</sup> sect.

Contrainte par corps, § 4, n<sup>o</sup> 3; le Dictionnaire du contentieux commercial, v<sup>o</sup> Emprisonnement, n<sup>o</sup> 83. — En sens contraire, V. Berriat, p. 626, note 5; Lepage, Tr. des Saissies, t. 2, p. 327; Demiau, p. 477.

(1) Suivant Toullier, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 404, les témoins doivent être entendus dans la forme ordinaire. Tel est aussi l'avis de Merlin, Répert., v<sup>o</sup> Absent, sur l'art. 116.

(2) Déjà la Cour de Turin l'avait ainsi décidé par un précédent arrêt du 16 prair. an 11: V. cet arrêt à sa date, et les observations qui l'accompagnent. — V. aussi un arrêt de la Cour d'Orléans, du 14 fév. 1815.



**PREUVE TESTIMONIALE. — LOI NOUVELLE.****— EFFET RÉTROACTIF.**

*La question de savoir si la preuve testimoniale est ou n'est pas admissible pour établir l'existence d'un contrat, doit être décidée, non selon les lois actuelles, mais selon les lois existantes à l'époque du contrat (1). — En conséquence, dans ceux des pays réunis, où l'ordonn. de 1667 n'avait pas été publiée et où la jurisprudence locale autorisait indéfiniment la preuve testimoniale, cette preuve est admissible pour justifier des conventions antérieures au Code civil, quelle que soit la quotité de leur objet, encore que la contestation s'élève sous l'empire de ce Code.*

(Montavon — C. hérit. Poupel.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'ord. de 1667, tit. 20, art. 2, interdit la preuve par témoins, s'il s'agit d'une somme excédant 100 liv.; qu'elle n'admet pas non plus cette preuve à l'égard de plusieurs sommes, quoique chacune fût au-dessous de 100 liv.; mais cette ordonnance n'a jamais eu force de loi dans le pays de Porrentruy, réuni à la France seulement depuis la révolution, et, depuis, elle n'y a pas été adressée par le gouvernement; — Ainsi, on y a continué à suivre, dans les transactions commerciales, les lois qui y étaient en vigueur avant la réunion, et la jurisprudence d'Allemagne, conformément à laquelle la preuve testimoniale était admise indéfiniment, à quelque somme que se portât l'objet à prouver; — C'est sous l'empire de ces lois que Montavon et feu Poupel ont eu souvent des affaires d'intérêt qui n'avaient d'autre garantie que la confiance et sans qu'ils eussent songé à rien rédiger par écrit; c'est ainsi qu'ils peuvent en avoir usé pour le prêt d'argent et les deux ventes de chevaux, qui sont l'objet des trois premiers articles des prétentions de Montavon; — Considérant que l'arrêt du gouvernement, du 18 fruct. an 8, en établissant la forme de procéder déterminée par la loi des 6-27 mars 1791, n'a pas entendu que l'ord. de 1667 fût observée dans les pays où elle n'avait pas été publiée, aussi cet arrêté n'a-t-il dérogé en rien à la loi du 8 mai 1791; — Considérant que l'art. 1341 du Code civil ne peut avoir d'influence dans l'espèce, ce code publié en années 11 et 12 seulement, n'ayant pas d'effet rétroactif, ne peut rien régler à l'égard des conventions faites en l'an 9; il faut donc en revenir aux époques qui étaient en usage à cette dernière époque dans le pays de Porrentruy, et sous la foi desquels les parties peuvent avoir fait des conventions, réglemens et jurisprudence auxquels les juges à quo ont rendu eux-mêmes hommage entre les mêmes parties et par le même jugement, puisque, tout en refusant d'admettre Montavon à la preuve offerte par lui, ils ont permis aux intimés de prouver par témoins le paiement des a-compte qu'ils prétendaient avoir faits à Montavon, et dont le montant excédait de beaucoup la somme pour laquelle la preuve testimoniale est permise par l'ordonn. de 1667 et le Code civil; — Par ces motifs, et sans rien pré-

juger, et sous la réserve des droits et moyens respectifs des parties, avant faire droit sur l'appel, — Admet Montavon à la preuve par lui offerte.

Du 19 therm. an 12. — Cour d'appel de Colmar.

**COMPROMIS. — ARBITRAGE. — RÉCUSATION.**

*Lorsque les parties ont conféré à leurs arbitres le pouvoir de remplacer eux d'entre eux qui par absence, maladie ou décès ne pourraient connaître de l'affaire, sous la condition que leur choix serait agréé par les compromis-tans, il n'est pas loisible à l'un de ces derniers de refuser son assentiment à la nomination faite dans ce cas, sans être tenu d'en déduire les motifs (2).*

*La récusation péremptoire, autorisée contre les juges par la loi du 23 vend. an 4, n'était pas également autorisée contre les arbitres (3).*

(Schwartz et Romberg.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il a été irrévocablement décidé, entre les parties, que leurs différends doivent être jugés par des arbitres, quelque ceux qui avaient été primitivement nommés ne pussent plus concourir à la décision de la cause; — Qu'il est, par conséquent, jugé qu'il ne peut dépendre de la volonté particulière de l'une ou de l'autre des parties de faire rentrer l'affaire dans la ligne des tribunaux ordinaires, en refusant de concourir à la nomination complète des arbitres, par le refus indéfini d'agréer, sans donner les raisons de non-approbation;

Attendu que les dispositions de la loi du 23 vend. an 4, relatives à la récusation péremptoire des juges, ne sont aucunement applicables aux arbitres, lesquels sont immédiatement ou médiatement nommés par les parties; — Ordonne auxdits Romberg de proposer, dans le délai de quinzaine, les motifs de leur refus d'agréer les arbitres, sinon que leur silence tiendra lieu d'approbation, etc.

Du 19 therm. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Poulet et Crassous.

**OPPOSITION. — TRIBUNAL DE COMMERCE. — ASSIGNATION.**

*Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, l'opposition à un jugement par défaut d'un tribunal de commerce ne suspendait l'exécution qu'autant qu'elle contenait assignation (4).*

(Caseneuve — C. Delacroixette.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'opposition formée par Delacroixette à l'exécution du jugement par défaut, du 10 mess. dernier, ne contient point assignation, — Déclare ladite opposition nulle; — Ordonne que ledit jugement du tribunal de commerce sera exécuté selon sa forme et teneur; que les poursuites seront continuées, etc.

Du 20 therm. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Sourreau et Gornot.

(1) V. dans le même sens, Cass. 18 nov. 1806; 23 mars 1810; 9 avril et 8 mai 1811; 24 août 1813, et les notes.

(2) Il semble dans ce cas, que le refus de la partie de s'expliquer sur son dissentiment pourrait autoriser le juge à compléter le nombre d'arbitres nécessaire.

(3) V. sur la récusation péremptoire, Cass. 4 niv. et 16 prair. an 12.

(4) Il en serait de même, sous le Code de procé-

dure, l'art. 437 portant que devant les tribunaux de commerce, l'opposition doit contenir les moyens de l'opposant et assignation dans le délai de la loi. V. dans ce sens, Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1545. — Du reste, il suffit, pour suspendre l'exécution, que l'exploit d'opposition contienne assignation; cette condition une fois remplie, lors même que l'exploit n'aurait pas de suite comme assignation, son effet suspensif comme opposition n'en aurait pas moins lieu. V. dans ce sens, Cass. 12 mess., an 9, et la note.

**RETRAIT SUCCESSORAL. — DROITS SUCCESSIFS. — PARTAGE.**

*Encore que l'art. 811, Code civil, qui permet d'écarter du partage toute personne non succédable du défunt, à laquelle un cohéritier aurait cédé son droit à l'accession, ne s'applique point à celui qui acquiert d'un cohéritier la part indivise de celui-ci dans certains immeubles héréditaires; les acquéreurs de cette part indivise ne peuvent provoquer le partage des immeubles dont ils ont fait l'acquisition, tant que l'hérédité dont dépendent ces immeubles n'a point été partagée entre les cohéritiers (1).*

(Labruère, Picard et Françoise Munier — C. Brochet.) — ARRÊT.

**LA COUR;** — Considérant que les appelants ne se présentent point dans la cause comme cessionnaires d'un droit à la succession, mais comme acquéreurs d'un objet déterminé; que le partage qu'ils en provoquent n'a rien de commun avec le partage d'une succession; qu'ils ne représentent pas l'héritier, et que ce serait seulement dans ce cas qu'on pourrait leur appliquer l'art. 811; — Que les premiers juges en ayant fait l'application, il est évident qu'ils se sont trompés, et que, dès lors, il y a lieu à réformer leur décision sur ce point; — Considérant, sur la seconde question, que la succession dont il s'agit étant encore indivise, il est clair que les acquéreurs ne peuvent encore former leur demande en partage des bois par eux acquis; qu'ainsi, c'est le cas de renvoyer, quant à présent, l'intimée; — A mis l'appellation et ce dont est appelé au néant, etc.

Du 20 therm. an 12. — Cour d'appel de Dijon.

**COMMAND (DÉCLARATION DE). — ENREGISTREMENT. — EFFET.**

*La déclaration de command, quoique enregistrée après le délai légal, n'en opère pas moins son effet entre le command et le déclarant ou ses héritiers. — En conséquence, ces derniers ne peuvent exciper du retard apporté à l'enregistrement, pour soutenir que leur auteur n'a pas cessé d'être propriétaire (2).*

(Bailard — C. Agiroux.)

Le 20 juillet 1791, adjudication d'une maison nationale au profit d'Agiroux. — Le 10 août suivant, déclaration de command par l'adjudicataire

(1) Sur la question de savoir si le retrait successoral peut être exercé au cas de vente d'une chose déterminée dépendant d'une succession, V. Paris, 9 vent. an 12, et la note.

(2) Cela est évident; mais faudrait-il appliquer le principe que consacre cette décision, au cas où le retard apporté à l'enregistrement serait opposé par un tiers acquéreur ou par des créanciers du déclarant? A cet égard, une distinction nous paraît devoir être faite: les tiers acquéreurs ou créanciers ne pourront sans doute exciper de la loi du 22 frim. an 7, et soutenir que par la seule inobservation du délai de 24 heures fixé par cette loi, la déclaration de command devra être considérée comme non avenue à leur égard. Le délai dont il s'agit n'a été établi que dans l'intérêt de la régie, et la notification tardive fait présumer par rapport à elle non point la continuation de la propriété sur la tête du déclarant, mais au contraire une revende proprement dite, indépendante du premier contrat et soumise en cette qualité au droit proportionnel de vente. Les tiers ne peuvent donc invoquer une disposition qui n'a point été faite pour eux, et dont l'effet serait d'ailleurs de proscrire leurs prétentions. Mais si la déclaration de command n'a été enregistrée que postérieurement à la

en faveur de la demoiselle Bailard; cette déclaration ne fut enregistrée que le 3 pluv. an 5.

Après la mort d'Agiroux, sa veuve et ses héritiers demandent, contre la demoiselle Bailard leur envoi en possession et jouissance de la maison, en se fondant sur la nullité de la déclaration de command, à défaut d'enregistrement dans le délai fixé par la loi. — La demoiselle Bailard répond que le délai dont il s'agit n'a été établi que dans l'intérêt de la régie, et qu'elle seule a le droit d'en opposer l'inobservation.

**1<sup>er</sup> fruct.** an 10, jugement du tribunal civil de la Seine, par lequel: — Attendu que l'adjudication du domaine a été faite au profit d'Agiroux, qui en a payé le prix de ses deniers; qu'il a fait divers actes de propriétaire; — Que la déclaration, par lui faite, qu'il n'avait fait cette acquisition que pour le compte et des deniers de la demoiselle Bailard, quoique datée du 10 août 1791, n'a acquis de date certaine que par l'enregistrement qui en a été fait le 3 pluv. an 5; — Qu'ainsi, on ne doit la considérer que comme faite postérieurement au délai accordé par la loi pour ces sortes de déclarations (3); — Qu'il s'ensuit qu'Agiroux en est resté propriétaire; qu'il n'a pu en transférer la propriété que par un acte régulier et légal, qui n'existe pas; que la preuve qu'il a toujours été, en effet, regardé comme propriétaire, ce sont des contestations survenues entre lui et son fermier, quelques mois après l'adjudication, contestations qui ont été dirigées contre lui, soutenues en son propre et privé nom, et en sa qualité de propriétaire; — Qu'il en résulte que la déclaration sus-énoncée est tardive; qu'elle n'a pu produire aucun effet, n'étant pas enregistrée dans le délai de la loi; — Le tribunal déclare nulle et de nul effet la déclaration du 10 août 1791; en conséquence, envoie les veuve et héritiers Agiroux en possession et jouissance de ladite maison. »

Appel par la demoiselle Bailard. — Les intimés, indépendamment du moyen de nullité de la déclaration de command, proposé en première instance, articulent de prétendus faits de captation et de suggestion, dont ils induisent que la déclaration dont il s'agit était un avantage déguisé.

**ARRÊT.**

**LA COUR;** — Attendu que les allégations de captation et de suggestion avancées par la veuve

naissance de leurs droits, ils pourront certainement opposer ce défaut d'enregistrement et exercer contre le command tous les droits qui leur appartiennent contre le déclarant. Ce n'est là que l'application du principe en vertu duquel les actes n'ont d'effet par rapport aux tiers, qu'autant qu'ils ont acquis date certaine. Le cas que nous venons d'examiner est distinct de celui prévu par Toullier, t. 8, n° 177: cet auteur suppose, dans le passage cité, que l'acquéreur aurait prorogé, par une clause expresse du contrat, le délai de 24 heures accordé par la loi de l'enregistrement pour l'élection de command, et il décide avec raison que pourvu que l'acquéreur fasse sa déclaration dans le délai convenu, ses créanciers ne pourront prétendre une hypothèque sur les biens achetés. Nous adhérons à cette opinion, mais en y mettant cette condition essentielle, que le contrat de vente qui contient la prorogation dont il s'agit aura acquis date certaine à l'égard des tiers par l'enregistrement ou autrement; sans quoi il ne pourrait leur être opposé.

(3) Ce délai qui, d'après les lois du 14 therm. an 4, et du 22 frim. an 7, n'est plus que de 24 heures, était de six mois d'après la loi du 5 déc. 1790, sous l'empire de laquelle la déclaration avait été passée,

et les héritiers Agiroux ne sont pas prouvées; — Attendu que le défaut d'enregistrement de la déclaration de command du 10 août 1791, dans le délai de la loi, ne pourrait être opposé que par un tiers acquéreur; et que, de la part des héritiers Agiroux, il ne peut opérer la nullité de ladite déclaration de command; — Met l'appellation et ce dont est appelé au néant; — Emettant..., faisant droit au principal; — Déclare les vendeurs et héritiers Agiroux non recevables, etc.

Du 21 therm. an 19. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### SERVITUDE. — PRESCRIPTION.

*Selon le droit romain, trente ans suffisent pour acquérir par prescription une servitude discontinuée (1).*

(Dedercq — C. Vandevivier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, d'après les lois du Digeste (l. 10, Si servit. vindictor, l. 1, §. dernier, de aqua et aqua pluvi., et l. 5, §. 3, de itinere actusque privato), le long terme et la possession ancienne qu'elles requièrent pour l'établissement des services fonciers, n'emportent pas une possession immémoriale, mais seulement la possession ordinaire, pour toute espèce de servitudes, soit urbaines, soit rurales, et notamment à l'égard du service foncier de passage ou de chemin; — Attendu que Justinien, dans la loi dernière, au code, de prescriptione longi temporis, en admettant la possession ordinaire pour prescrire l'usufruit et toutes les autres servitudes quelconques, a voulu mettre fin à l'incertitude qui avait divisé les anciens jurisconsultes; qu'ainsi l'opinion d'Ulpian a prévalu sur l'avis du jurisconsulte Paul, qui, dans les lois 14, ff. de servitutibus, 28, de servitutibus præd. urb., rejetait indistinctement toute prescription à l'égard des choses incorporelles, comme n'étant point susceptibles d'être possédées réellement et sans interruption; d'où il suit que la coutume d'Alost, en invoquant le droit écrit à l'égard des servitudes discontinuées, après avoir fixé le terme de 30 ans pour prescrire les servitudes continues, n'a point voulu appliquer précisément la possession immémoriale aux premières; mais a entendu que, conformément au droit romain, les unes et les autres pourraient s'établir par une prescription uniforme, et qui s'accomplirait par la possession ordinaire; que, par conséquent, dans la coutume d'Alost, la possession trentenaire doit suffire pour établir les servitudes discontinuées comme les continues, etc.

Du 21 therm. an 19. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### 1<sup>o</sup> LITISPENDANCE. — TRIBUNAL ÉTRANGER.

##### 2<sup>o</sup> ÉTRANGER. — COMPÉTENCE.

1<sup>o</sup> *Il ne peut exister de conflit positif entre deux tribunaux, dont l'un est français, et l'autre étranger. — En d'autres termes, lorsqu'une personne peut traduire son débiteur, à son choix, devant un tribunal français, et devant un tribunal étranger, la circonstance qu'il*

(1) V. sur ce point et en ce sens, la savante discussion de Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Servitudes*, § 20, et § 21, n<sup>o</sup> 4. — On sait qu'il en est autrement sous la Code, et qu'aux termes de l'art. 691, les servitudes discontinuées ne peuvent s'établir que par titres.

(2) V. dans le même sens, Cass. 7 sept. 1806; Montpellier, 12 juill. 1826. Mais cette jurisprudence a été depuis abandonnée par la Cour de cassation, et par la Cour de Paris. V. Paris, 5 juill. 1826; 3

y a poursuites en pays étranger, n'empêche pas que le tribunal français, ultérieurement saisi de l'affaire, ne puisse statuer (2).

2<sup>o</sup> *Les tribunaux français sont compétents pour statuer sur des procès entre étrangers, lorsqu'il s'agit d'un contrat de vente, pour l'exécution duquel il y a un domicile élu en France, aux termes de l'art. 111, Code civil, et que d'ailleurs les immeubles vendus sont situés dans le territoire français (3). — A cet égard, peu importe que le demandeur ait originellement traduit le défendeur en pays étranger, devant les juges de son domicile: il peut toujours revenir devant les tribunaux français.*

(Devilt — C. Devowand-Steenwryt.)

En l'an 9, trois particuliers Bataves achètent un domaine que le sieur Devilt possédait sur la territoire français. — L'acte porte élection de domicile de la part des acquéreurs, chez le sieur Delessert, banquier à Paris, et réserve au profit du vendeur le droit de racheter un quart du domaine. — Le vendeur, à raison du paiement du prix de la vente, agit d'abord à Amsterdam, devant les juges naturels des acquéreurs, puis, durant cette première poursuite, il porte l'exercice de son droit de réméré devant le tribunal de la Seine. — Les acquéreurs prétendent qu'il y a connexité entre la nouvelle action et celle dont les juges d'Amsterdam se trouvent déjà saisis; ils demandent en conséquence, que l'action en réméré nouvellement intentée, soit renvoyée devant ces juges.

24 frim. an 12, jugement du tribunal de la Seine qui « attendu que la contestation est engagée devant deux tribunaux différents, renvoie les parties à se pourvoir devant le tribunal de cassation, en règlement de juges. »

Appel de la part du sieur Devilt: — Un tribunal, disait-on, ne peut reconnaître que des tribunaux établis par la puissance dont il émane lui-même; en règle générale, il ne doit tenir aucun compte des tribunaux étrangers et de ce qui s'y passe; en effet, pourquoi un tribunal craindrait-il ou attendrait-il la décision d'un tribunal étranger? Une décision judiciaire est par elle-même sans force, hors de l'état où elle a été rendue. Les décisions des tribunaux de deux puissances ne peuvent donc se nuire ni même se contrarier, et il ne peut jamais exister de conflit entre ces tribunaux. Au fond, a-t-on ajouté dans l'espèce, le tribunal de la Seine était seul compétent. L'élection de domicile faite dans l'acte de vente par les acquéreurs, bien qu'ils soient étrangers, est attributive de compétence. (Art. 114 du Code civil.) Et d'ailleurs l'action en réméré étant une action réelle, ne pouvait être jugée efficacement que par un tribunal français. (Art. 3.)

On a répondu que Devilt, en portant ses premières poursuites devant les juges d'Amsterdam, avait renoncé au droit d'user de l'élection de domicile à Paris; que d'ailleurs, il pouvait obtenir de ces juges une entière satisfaction, puisqu'aux termes de l'art. 2123, moyennant quelques légères formalités leur décision deviendrait

mai 1834; Cass. 15 nov. 1827, et 14 fév. 1837. V. au surplus les observations qui accompagnent ce dernier arrêt.

(3) V. anal., dans le même sens, Colmer, 12 août 1817. — C'est là une conséquence du principe énoncé dans l'art. 3, § 2, Cod. civ., portant que: « Les immeubles, même ceux possédés par des étrangers, sont régis par la loi française. » — V. encore sur la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers, Cass. 22 janv. 1806, et la note,

nécessairement exécutoire en France. On soutenait au surplus que, d'après les traités existants entre la France et la Hollande, les jugemens rendus dans l'un de ces Etats, étaient de plein droit et réciproquement exécutoires dans l'autre.

ARRÊT.

LA COUR :—En ce qui touche le renvoi prononcé par les premiers juges :—Attendu qu'il ne s'agit pas d'un conflit entre deux tribunaux français, mais de la compétence respective de deux tribunaux qui appartiennent à des puissances indépendantes ;

En ce qui touche le déclinatoire :—Attendu qu'il est question d'un contrat fait en France, avec élection de domicile, qui emporte soumission aux tribunaux français, et pour une propriété française, sur laquelle les tribunaux de France peuvent seuls prononcer des jugemens exécutoires ;—Faisant droit sur l'appel, dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 23 therm. an 12.—Cour d'appel de Paris.

#### COMMUNE.—RESPONSABILITÉ.—PONT ROMPU. —DOMMAGES-INTÉRÊTS.

Lorsque le conducteur d'une voiture de roulage pouvant suivre la grande route, prend un chemin de traverse, et passe sur un pont public auquel ce chemin aboutit ; si ce pont vient à rompre sous le poids de la voiture, la commune chargée de l'entretien du pont n'est responsable d'aucun dommage-intérêt. — Dans ces mêmes circonstances, la commune ne peut exiger elle-même des dommages-intérêts contre la voiturier (1).

(Garnier—C. la commune de Germinon.)

Le charretier du sieur Garnier, fabriquant de papier à Troyes, chargé de conduire une voiture à Paris, au lieu de suivre la grande route, prend un chemin de traverse, conduisant à Germinon. Le pont de bois sur lequel il passe, s'écroule au moment de son passage. La voiture, les chevaux, le papier contenu dans la voiture, tout est submergé. — Garnier forme contre la commune une demande en paiement de 2,400 fr. pour dommages et intérêts. Ses motifs sont que le chemin conduisant à Germinon est un chemin public ; que des rouliers y passent très souvent ; que l'accident ne serait point arrivé si, conformément aux lois sur la police rurale, le pont eût été entretenu et réparé. — La commune soutient Garnier non recevable, et elle prétend qu'il est passible lui-même de dommages et intérêts, attendu que le pont, quoique public, n'était pas destiné à recevoir des charges aussi considérables que la voiture qu'il y a fait passer ; qu'il

(1) Evidemment la commune ne pouvait être tenue à aucun dommage-intérêt à raison de la chute d'un pont qui n'était pas destiné à porter de grosses voitures. Le conducteur de la voiture sous laquelle le pont s'était écroulé ne devait s'en prendre qu'à son imprudence. Mais par cela même qu'il avait été imprudent, il semble que la commune était fondée à réclamer de lui des dommages-intérêts. L'arrêt oppose que le voiturier n'a pas agi avec intention de nuire. Mais cette circonstance est indifférente, car l'art. 1382 du Cod. civ. en disposant que tout fait de l'homme qui cause à autrui un dommage, oblige celui par la faute duquel il est arrivé à le réparer, ne distingue pas entre le dommage volontaire et le dommage involontaire. Il suffirait donc pour que le voiturier fût responsable, qu'il eût fait ce qu'il ne devait pas faire, et qu'il eût employé le pont à un usage auquel il n'était pas destiné. Telle serait la rigueur des principes ; mais on conçoit que leur ap-

ne peut se prévaloir de ce que d'autres rouliers avaient précédemment passé sur le pont, parce que ce fait ne prouve que de l'imprudence de leur part ; qu'il n'y avait pas pour lui nécessité de prendre le chemin de traverse ; que d'un autre côté, la rupture du pont est un dommage occasionné par la pesanteur de la voiture et l'imprudence du voiturier, et que ce dommage doit être réparé par Garnier comme civilement responsable.

En cet état, le 6 pluv. an 12, jugement du tribunal d'Épernay qui, « Considérant qu'il est constant que le chemin qui aboutit au pont dont il s'agit est un chemin de traverse ; d'où il suit que ce pont ne pouvait être construit en vue des voitures de roulage, essuyettes, par leur énorme pesanteur, à suivre les grandes routes, et que si imprudemment le domestique du sieur Garnier s'est avisé d'y faire passer une voiture attelée de quatre chevaux, et chargée d'un poids de trois mille cinq à six cents liv., ce dernier ne peut rendre, soit la commune de Germinon, soit le sieur Linotte (chargé de l'entretien du pont et mis en cause) garans d'un accident qui ne vient pas de la faute de celui à la charge duquel se trouve l'entretien du pont, mais bien de la témérité du conducteur de la voiture ;

« En ce qui touche la demande en indemnité de la commune et du sieur Linotte :—Considérant que la chute du pont est l'effet d'un cas fortuit ; que, d'ailleurs, il n'y a eu de la part du domestique du sieur Garnier, ni mauvaise volonté ni intention de nuire ;—Statuant sur les demandes respectives des parties ;—Déclare le sieur Garnier non recevable dans sa demande, tant contre la commune, que contre le sieur Linotte ; au surplus, déclare ces derniers non recevables dans leur demande incidente contre ledit sieur Garnier, etc. »

Appel par Garnier.

ARRÊT.

LA COUR :—Adoptant les motifs des premiers juges ;—Confirme.

Du 25 therm. an 12.—Cour d'appel de Paris.

—Concl., M. Cahier, subst.—Pl., MM. Ponsin, Gairal et Billecorq.

#### CONSEIL JUDICIAIRE.—DEMANDE NOUVELLE. —INTERDICTION.

La demande subsidiaire d'un conseil, pour la personne qui a obtenu l'interdiction, peut être faite pour la première fois en cause d'appel ; ce n'est point la une nouvelle demande dans le sens de la loi du 3 brum. an 2, et de l'art. 461 du Cod. de proc. civ. (2).

Application dans une espèce semblable dépend nécessairement des circonstances, surtout de la nature du chemin qui conduisait au pont, et de l'usage habituel de ce pont. — V. au surplus comme analogue ordonn. en conseil d'État du 2 août 1836.

(2) Aux termes de l'art. 499 du Cod. civ. les juges peuvent, en rejetant la demande en interdiction, nommer d'office au défendeur un conseil judiciaire. Ce pouvoir appartient nécessairement aux Cours d'appel comme aux tribunaux de première instance, car on ne peut admettre que les pouvoirs des juges supérieurs soient moins étendus sur ce point que ceux des juges inférieurs. Or, si le pouvoir de nommer d'office un conseil judiciaire appartient aux Cours d'appel, il est évident qu'elles ne perdent pas ce pouvoir par cela seul que son exercice serait provoqué par le demandeur en interdiction. On ne peut donc pas considérer cette demande comme nouvelle ; il faut au contraire reconnaître qu'elle se

(Delagrue et consorts.—C. Trumeau.)

En l'an 4, le sieur Trumeau forme une demande en mainlevée de l'interdiction prononcée contre lui, en 1769, par sentence du Châtelet de Paris.

Jugement du tribunal de la Seine qui le relève de l'interdiction.

Sur l'appel, les sieurs Delagrue et consorts, après avoir employé divers moyens contre le jugement de première instance, ont conclu subsidiairement à la nomination d'un conseil judiciaire; ils ont fait observer que ces conclusions ne formaient point une demande nouvelle, qu'elles n'étaient pour ainsi dire qu'une émanation de la demande principale, dont la Cour d'appel pouvait connaître sans renvoi devant les premiers juges.

ARRÊT.

LA COUR. — Attendu la preuve résultant des procès-verbaux de visite et interrogatoire faits en exécution de l'arrêt de la Cour; — Dit bien jugé; — Et néanmoins nomme pour conseil à Trumeau, Heuvard son avoué, sans l'assistance duquel ledit Trumeau ne pourra faire aucun des actes énoncés et spécifiés en l'art. 499 du Code civil, etc.

Du 26 therm. an 13.—Cour d'appel de Paris.

—1<sup>re</sup> sect.

#### EXCEPTION PÉREMPTOIRE.—APPEL.

*La femme caution de son mari, peut invoquer le bénéfice du senatus-consulte Velleien, en cause d'appel, encore qu'elle ne l'ait pas invoqué en première instance (1).*

(Dame Bouranier.—C. Vogel.)

Du 28 therm. an 12.—Cour d'appel d'Aix.

#### SAISIE IMMOBILIÈRE.—TITRE.—MATRICE DU RÔLE.—VACANCES.

*Est valable le commandement à fin de saisie immobilière qui ne contient copie que du jugement en vertu duquel elle est poursuivie, et qui ne donne pas celle du titre originaire (sous seing privé) qui a servi de base à la condamnation (2).*

*Il n'est pas nécessaire que l'extrait de la matrice du rôle qui doit se trouver dans le procès-verbal de saisie ou dans les placards mentionne l'année de cette matrice (3).*

*L'adjudication sur saisie immobilière peut être prononcée pendant les vacances (4).*

(Legrand.—C. Girardy.)

Voici en quels termes le tribunal de Chartres avait résolu ces questions.

« Considérant qu'il suit des dispositions de la loi du 11 brum. que le temps des vacations est

trouvé comprise dans la demande primitive, et que les juges saisis de l'instance en interdiction, sont par cela même, et dès l'origine saisis de la demande, à fin de nomination d'un conseil judiciaire.

(1) C'est là une conséquence du principe que les exceptions péremptoires qui sont fondées sur l'intérêt public, peuvent être opposées en tout état de cause. V. à cet égard, Cass. 24 vend. an 12. V. aussi Pigeau, *Procédure civile* (édit. belge), t. 1, liv. 2, § 7, n. 229, p. 120.

(2) P. dans le même sens, Rouen, 17 mars 1815. La loi en exigeant copie du titre en vertu duquel on procède à la saisie, n'a pu entendre parler que du titre exécutoire qui donne le droit de la poursuivre, et non pas d'un titre originaire qui ne pourrait seul suffire à l'autoriser. Telle est au surplus l'opinion de Carré, n° 2205; du *Prat. française*,

L.—II<sup>e</sup> PARTIE.

utile pour l'adjudication des immeubles sur expropriation forcée; qu'il est même indispensable d'y procéder pendant ce temps, lorsque le cas y échéait, puisque autrement il s'ensuivrait que le créancier, qui aurait fait un commandement cinq mois avant le temps des vacances, ne pouvant faire vendre pendant ce temps, serait obligé de recommencer le commandement et la poursuite; — Considérant, sur le deuxième moyen, que les titres, en vertu desquels Girardy a agi et pour suivi l'adjudication des biens de Legrand, sont les seuls titres exécutoires en vertu desquels il pouvait faire le commandement; que ces titres sont les jugement et exécutoire de dépens du tribunal de première instance de Paris; — Considérant que la reconnaissance de 3,000 fr., inscrite au profit de Girardy, n'est point le titre dont parle la loi, puisque ce titre n'a jamais été exécutoire, et que la loi ne parle que de titres exécutoires en vertu desquels on puisse poursuivre une expropriation d'immeubles; — Considérant, sur le troisième moyen, que l'art. 4 de la loi du 11 brum., indiquant tout ce que doit contenir l'affiche, n'impose pas l'obligation d'énoncer l'année de la matrice du rôle portant l'évaluation du revenu des biens; — Ordonne qu'il sera passé outre à la lecture de l'affiche et adjudication, etc. »

Appel.

ARRÊT.

LA COUR. — Adoptant les motifs des premiers juges; — Du qu'il a été bien jugé.

Du 28 therm. an 12.—Cour d'appel de Paris.

—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Michel et Jouveau.

#### SUCCESSION.—FRÈRES UTÉRINS.—COLLATÉRAUX.

*Sous l'empire du Code civil, les frères, même utérins, succèdent à l'exclusion des collatéraux de la ligne paternelle (C. civ., 750.) (5)*

(Staerke.—C. Staerke.)—ARRÊT.

LA COUR. — Vu l'art. 750 du Code civil, conçu comme suit : « En cas de préférences des père et mère d'une personne morte sans postérité (qui est la présente thèse), ses frères, sœurs ou leurs descendants, sont appelés à l'exclusion à des ascendans et des autres collatéraux; » — Attendu qu'il résulte de l'esprit et de la lettre des dispositions du Code sur les successions ab intestat, que les mots frères et sœurs, dans cet article, doivent s'entendre tant des frères et sœurs consanguins et utérins, que des germains; la lettre, parce qu'aucune distinction ne se trouve dans l'article, ni dans le suivant, mais bien et seulement dans l'article 752, où il s'agit du cas où l'ascendant et le gendre ou la belle-mère ont des enfants, et par conséquent, et pour désigner leur part; l'esprit de la loi, parce qu'il résulte, et de l'économie de ladite loi, et du

L. 4, p. 325, note 3. — Suivant Chauveau (*Journal des lois*, v<sup>o</sup> Saisie immob., n° 42) qui s'appuie de l'opinion de Hautefeuille, p. 73, si le défaut de copie du titre sous seing privé ne suffit pas pour empêcher la validité, il est cependant beaucoup plus régulier de ne pas l'omettre. Mais dans une matière comme la saisie immobilière où toutes prescriptions rigoureusement exigées sont sanctionnées par la peine de nullité, il n'y a de réellement irrégulier que ce qui est nul.

(3) Il est clair que la matrice dont il faut donner extrait est celle de l'année; mais il n'y a pas nécessité de l'indiquer. V. Cass. 6 frim. an 13.

(4) P. dans le même sens, Cass. 18 prair. an 11 et la note.

(5) Ce point est aujourd'hui certain en doctrine et en jurisprudence. P. Cass. 27 dec. 1809 et la note.

langage des jurisconsultes qui en ont été les rapporteurs, que la base des lois sur les successions a été la volonté présumée du défunt en ligne collatérale; l'affection qu'il est présumé avoir portée à des parents plus proches, et qu'il est censé avoir mieux connus que des parents plus éloignés; que ce sens de la loi se manifeste évidemment par la combinaison des art. 746 et 753 du Code; le premier porte: « Si le défunt n'a laissé ni postérité, ni frères, ni descendants d'eux, la succession se divise par moitié entre les ascendants de la ligne paternelle et les ascendants de la ligne maternelle; » partant, les frères et sœurs excluent indistinctement les ascendants autres que les père et mère. Cependant, d'après l'art. 753, qui est conçu en ces termes: « A défaut de frères ou sœurs, ou descendants d'eux, et à défaut d'ascendants dans l'une ou l'autre ligne, la succession est dévolue, par moitié aux ascendants survivants, et, pour l'autre moitié, aux parents les plus proches de l'autre ligne, » ce n'est que dans le cas où les ascendants manquent dans une des lignes, que les parents les plus proches de l'autre ligne sont admis pour l'autre moitié; par conséquent, les frères et sœurs excluent les ascendants, qui, à leur tour, excluent les autres collatéraux, il suit que les frères et sœurs doivent exclure ces mêmes collatéraux; ainsi, c'est dans ce sens qu'a parlé le rapporteur de cette loi au tribunal: « S'il n'y a des frères ou sœurs que d'un côté, » disait (Labot, ils succèdent à la totalité, à l'exclusion de tous les autres parents de l'autre ligne; ils excluent tous les parents qui ne sont pas dans le cas de la représentation. » Or, d'après la disposition du Code, les descendants et les enfants des descendants des frères et sœurs sont les seuls pour lesquels la représentation ait lieu: il résulte donc de tout ceci que c'est, par une citation inexacte que, dans l'article 753 du Code, l'exception à la règle qui y est généralement établie, est renvoyée à l'art. 750 (1), qui contient la seule exception à la succession par ligne, dans le cas du concours des frères ou sœurs, avec d'autres collatéraux; — Déclare que bien a été jugé, etc.

Du 28 therm. an 12.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—Concl., M. Beyts, proc.-gén.

#### TESTAMENT. — INSTITUTION D'HÉRITIÈRE. — BOUCHA.

Un testateur qui institue les enfants de sa sœur et l'enfant de son frère, ses héritiers universels, avec cette clause, que si son frère vient à convoler en secondes noces, les enfants du second mariage succéderont par tête avec l'enfant du premier, et avec ceux de sa sœur, sans prérogative de sexe, voulant que dans tous les cas la représentation ait lieu, appelle par là ses neveux et nièces par tête ou par souche dans tous les cas, et alors même qu'il n'y aurait pas de second mariage (2).

(Snoeckx—C. Dillen.)

Du 28 therm. an 12.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

#### SUCCESSION. — FORCLOSURE. — FRÈRE.

—SOREN.

La forclusion établie par l'art. 14 du titre des

(1) En fait, l'art. 753 renvoie à l'art. 752 et non à l'art. 750; mais l'arrêt a voulu dire que c'était là une citation inexacte, et que le renvoi aurait dû être fait à l'art. 750.

(2) C'est une question de pure appréciation des termes du testament.

successions de la coutume du Nivernais, contre la sœur au profit du frère, n'a lieu que dans le cas où ce dernier se trouve frère du défunt. Elle ne peut être invoquée par le neveu du défunt contre sa propre sœur (3).

(Godin—C. Chabmorat.)

Du 29 therm. an 12.—Trib. d'appel de Bourges.—Prés., M. Dumont.—Pl., MM. Devins et Douart.

CONCUBINAGE. — DONATION. — INCAPACITÉ. De ce que le Code civil ne contient pas de disposition prohibitive des dons entre concubins, il faut en conclure que le concubinage ne produit pas une incapacité de recevoir (4).

(Boule—C. Malanne.)

Par deux actes successifs, qualifiés ventes, l'un du 20 pluv. an 6, l'autre du 30 vent. an 7, Antoine Malanne a transporté à Françoise Barthe la propriété d'une maison et de tous ses effets mobiliers. — Décès de Malanne. — Jacques Malanne, fils, héritier, cite Françoise Barthe devant le tribunal de Nîmes, pour voir déclarer que les prétendues ventes a été faites par son père sont nulles et de nul effet, comme simulées et faites en fraude de ses droits. — Pour établir cette simulation, il argumente de la vileté du prix, et principalement du concubinage qui avait existé entre ladite Barthe et ledit Malanne, et dont il offre la preuve.

16 pluv. an 12, jugement du tribunal de Nîmes, qui admet la preuve.

Appel de ce jugement par la dame Barthe, fondé sur ce que, le concubinage fut-il déclaré constant et suffisant pour établir la simulation, la preuve en serait frustratoire, attendu que l'incapacité dont les concubinaires étaient frappés par l'art. 132 de l'ordonn. de 1629, n'est ni reconnue, ni consacrée par le Code civil.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que l'art. 132 de l'ord. de 1629 n'a pas été constamment suivi par les anciens tribunaux; que la jurisprudence a varié sur l'admissibilité de la preuve vocale du concubinage; qu'on a quelquefois exigé un commencement de preuve par écrit; qu'on a été surtout beaucoup plus réservé à l'admettre, lorsque les concubins, ou l'un d'eux étaient engagés dans les liens du mariage, et que la preuve tendait par conséquent à constituer un adultère et à troubler la paix des mariages; — Que le chapitre 1<sup>er</sup> de la loi du 13 flor. an 11, traite de la capacité de disposer et de recevoir, et que, dans l'énumération des personnes à qui cette capacité est refusée, on ne trouve pas celles qui vivent en concubinage; d'où il suit que l'incapacité résultant de l'art. 132 de la loi précitée a été abrogée; il est donc frustratoire d'ordonner une preuve qui, lors même qu'elle serait rapportée, ne saurait anéantir la disposition.

Du 29 therm. an 12.—Cour d'appel de Nîmes.

#### PAIEMENT. — PRÊTE DÉPORTÉ. — Caisse NATIONALE.

Le débiteur d'un prête déporté, qui a versé le montant de son obligation à la caisse nationale, ignorant que son créancier était réintégré dans ses droits civils, n'est pas pour cela valablement libéré (5).

(3) F. en ce sens, Coquille, sur l'art. 14, titre des Successions, de la cout. de Nivernais.

(4) V. dans le même sens, Amiens, 6 flor. an 12, et la note.

(5) C'est une application de principe qui veut que le paiement soit fait au créancier ou à celui qui a

(Fremley.—C. Delage.)—ARRÊT.

LA COUR ;—Attendu qu'on ne peut se libérer qu'en payant à une personne capable de recevoir ;—Attendu que la loi du 22 fruct. an 3 ayant rendu aux prêtres déportés la propriété de leurs biens, les receveurs publics avaient cessé, dès le moment de cette loi, d'avoir le droit de toucher rien de tout ce qui pouvait appartenir aux prêtres déportés ;—Dit mal jugé, etc.

Du 29 therm. an 12.—Cour d'appel de Poitiers.

## VOITURIER.—COMPÉTENCE.

*Les voituriers ou messagers ne sont pas justiciables des tribunaux de commerce, pour raison des marchandises dont le transport leur est confié (1).*

(Florin.—C. Vaugorp.)

Du 2 fruct. an 12.—Cour d'appel de Bruxelles.

## AMENDE.—PRIVILÈGE.

*La fine n'a pas de privilège sur les biens des condamnés, pour le recouvrement des amendes prononcées contre eux au profit du trésor (2).*

(Enregist.—C. Vains-de-la-Sausaie.)

Voici en quels termes la question avait été jugée par le tribunal civil de la Seine le 12 niv. an 12 : « Attendu que le privilège étant dérogatoire au droit commun, il ne peut exister sans une disposition expresse de loi ;—Attendu que celle du 3 fruct. an 3, qui, faute de remise d'un dépôt, prononce contre le récepteur, au profit de la république, une amende montant à la moitié de la somme déposée, ni la loi du mois d'oct. 1790, qui prescrit le mode de recouvrement, n'ont établi aucun privilège en faveur de la nation ;—Attendu que les lois nouvelles sont les seules qui, dans la régénération actuelle, doivent être invoquées ; sans s'arrêter ni avoir égard à la demande formée par la régie, ordonne qu'elle entrera avec les autres créanciers dans la contribution des deniers saisis, etc. »

Appel par la régie.

pouvoir de recevoir pour lui (Cod. civ. 1239), mais dans ce cas celui qui se trouve ainsi obligé de payer une seconde fois au créancier véritable, est fondé à répéter ce qu'il a payé par erreur à celui qui n'était pas créancier (C. civ. 1235).

(1) Il en est autrement sous le Code de commerce, aux termes de l'art. 632. F. Lamé, *Code des voituriers*, p. 579, et le *Dictionn. du contentieux commercial*, v° Voiturier, n° 93. F. aussi Bourges, 23 nov. 1835.

(2) F. dans le même sens, Cass. 7 mai 1816.—Il en était autrement sous l'ancien droit.—Suivant Denizart, v° Amende, n° 7, 8 et 9, les receveurs ou fermiers des amendes de toute nature, prononcées envers le roi, devaient être payés sur les biens meubles, fruits, revenus, et autres effets mobiliers des condamnés, par privilège et préférence à tous autres créanciers, à la réserve des propriétaires des maisons pour les loyers ; des marchands qui revendiquaient leurs marchandises dont ils n'étaient pas payés, et qui se trouvaient encore en nature sous baille et sous corde ; des gages des domestiques pour la dernière année, et de ce qui pouvait être dû aux boulangers et bouchers pour les six derniers mois ; ainsi l'avait réglé une déclaration du 16 août 1707, enregistrée au parlement le 4 oct. suiv.—Quant aux immeubles, ils n'étaient soumis qu'à une hypothèque, laquelle ne prenait date que du jour de la condamnation. C'est ce qui était décidé par la déclaration de 1707, et par une déclaration antérieure du 13 juill. 1700, laquelle avait dérogé en ce point à

ARRÊT.

LA COUR ;—Adoptant les motifs des premiers juges ;—Confirme.

Du 3 fruct. an 12.—Cour d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., MM. Roy et Nombon.

## LETTRE DE CHANGE.—DOMICILE ÉLU.—

ASSIGNATION.—DÉLAI.

*Lorsque le souscripteur d'un effet de commerce a promis de payer dans un autre lieu que celui de son domicile, s'il est assigné dans ce lieu en paiement de l'effet, on doit lui accorder, outre les délais ordinaires, une augmentation de délai à raison de la distance de son domicile réel au lieu du paiement (3).*

(Marianne.—C. Lachenez.)

Il s'agissait dans l'espèce d'une lettre de change tirée sur le sieur Mariette, demeurant à Valognes, et acceptée par ce dernier pour être payable à Paris, à un domicile par lui indiqué.

A l'échéance et faute de paiement, le sieur Lachenez, porteur de l'effet, fait en vertu de l'autorisation du juge, assigner le sieur Mariette à bref délai, devant le tribunal de commerce de Paris, sans augmenter ce délai à raison de la distance qui se trouvait entre ce tribunal et le lieu du domicile réel du défendeur.

Le sieur Mariette condamné par un premier jugement par défaut, y forme opposition, et soutient que l'assignation à bref délai qui lui a été donnée est nulle faute d'observation du délai supplémentaire à raison des distances.

9 vent. an 12, jugement du tribunal de commerce de Paris qui rejette cette exception.—Appel.

ARRÊT.

LA COUR ;—Attendu que, par l'ordonnance portant permission d'assigner à bref délai, et l'assignation donnée en vertu de l'arrêt à Mariette, à la requête de Lachenez, il n'a pas été accordé à Mariette un jour par jour de lieux (ou 5 myriamètres) ;—A mis l'appellation au néant ;—Emendant, déclare nulle l'assignation, etc.

une autre déclaration du 21 mars 1671, et à un édit de fév. 1691. — Il est à remarquer que lorsqu'une amende et des intérêts civils étaient accordés par le même jugement, les intérêts civils étaient préférés, et l'amende n'était payée qu'après. C'est ce que le parlement de Paris avait jugé par deux arrêts des 10 mars 1660 et 26 fév. 1681. « Jeanne Gallé, dit Denizart, ubi sup., rapporte un arrêt qui a donné la préférence au fisc sur les créanciers : tous les auteurs se sont récriés contre cette injustice. » Tel était l'état de choses établi par l'ancienne législation ; mais il a été complètement changé par la nouvelle. — Les lois de la révolution, en prononçant des amendes au profit du trésor, ne leur ont accordé aucun caractère privilégié, et si quelques deutes avaient pu d'abord s'élever, ils auraient complètement disparu devant la loi du 5 sept. 1807, qui, en accordant au trésor un privilège pour les frais de justice en matière criminelle, se tait en ce qui touche les amendes ; d'où en a conclu avec raison que le trésor n'a aujourd'hui aucun privilège pour leur recouvrement. C'est en ce sens, au surplus, que s'est prononcé le ministre de la justice dans une circulaire du 19 mars 1808, qui considère comme implicitement abrogé par la législation nouvelle, les édits et déclarations de 1671, 1691, 1700 et 1707.—F. encore dans le même sens, Delvincourt, t. 3, p. 624, not. 4, et M. Troplong, *Proc. et hyp.*, n° 95 ter.

(3) F. sur l'exception de domicile résultant de la promesse de payer en un lieu déterminé, Cass. 25 prair. an 10 et la note.

Du 3 fruct. an 12.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Concl., M. Try.—Pl., MM. Gauthier et Levevier.

**AVEU.—INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.**

*L'aveu fait par une partie dans un interrogatoire sur faits et articles ne peut être dévisé contre elle.*

(Seguin—C. V<sup>e</sup> Pathiot.)

Du 3 fruct. an 12.—Cour d'appel de Besançon.—Prés., M. Louvet.—Pl., MM. Clerc et Curasson.—V. le texte de cet arrêt à la date de celui du 10 mars 1806, qui a prononcé sur le pourvoi dont il a été l'objet.

**ABSENT.—INDIVISION.—ENVOI EN POSSESSION.—LEGS.**

*L'héritier présomptif d'un absent, copropriétaire avec cet absent de biens indivis entre eux, n'a pas besoin pour posséder légalement la totalité de ces biens de se faire envoyer en possession. Et dans ce cas, cet héritier présomptif peut transmettre par testament la possession provisoire des biens de l'absent(1).*

(Marion—C. Duviçet.)

La dame Marion, sœur du sieur Giraud absent depuis longues années, avait recueilli l'entière succession du père commun, à laquelle l'absent avait droit pour moitié. Elle ne se fit jamais envoyer en possession.

Elle est décédée le 10 fruct. an 8, laissant un testament par lequel elle instituait son mari son légataire universel.

Celui-ci continue de posséder les biens indivis. Mais les sieurs Duviçet et autres héritiers du sieur Giraud ont soutenu qu'il n'avait aucun droit à cette possession, attendu que la dame Marion de laquelle il tenait son droit n'avait pas été envoyée en possession des biens de son frère absent.

Jugement qui accueillant ce système condamnait le sieur Marion à délaisser.—Appel.

**ARRÊT.**

LA COUR ;—Considérant que la famille entière était convaincue de la mort de l'absent ; que ceci était établi, etc. (faits à l'appui de ce motif) ;—Qu'ainsi l'opinion de toute la famille sur la mort de l'absent éloignait l'idée qu'il pût être besoin d'un envoi en possession ;—Que les biens appartenant à l'absent au temps des dernières nouvelles reçues de lui étaient indivis, confondus avec

ceux laissés par le père à son décès ; que la dame Marion, sa seule héritière, trouvant le tout dans sa succession, à jout du tout comme il avait jout lui-même, et que la seule qualité de propriétaire indivis lui en donnait le droit ;—Qu'indépendamment de ce titre à la jouissance, la qualité de sœur de l'absent donnait à elle seule un droit sur les biens qu'il avait laissés ; que nul autre qu'elle ne pouvait y prétendre ; qu'on pouvait bien l'obliger à faire inventaire et donner caution, mais non pas à délaisser la possession ; qu'étant par le fait en possession, il eût été bizarre qu'elle la demandât à la justice ; qu'ainsi elle a dû être dispensée de cette formalité, comme le légataire saisi de la chose léguée est dispensé de la demande en délivrance, sauf à exiger l'inventaire et le cautionnement pour le cas du retour de l'absent ;—Considérant que la possession des biens de l'absent n'est accordée qu'à l'héritier présomptif ; que c'est un véritable titre de succession, résolvable seulement au cas de retour de l'absent ; qu'ainsi ces biens, ou du moins leur jouissance, font partie de la fortune de l'héritier appelé ; qu'il peut les transmettre à ses héritiers, aux conditions que lui-même les a reçus, et que la jurisprudence y est conforme ;—Qu'il serait difficile de calculer les abus auxquels donnerait lieu le défaut de transmission ; que en effet il faudrait à chaque décès une nouvelle demande d'envoi en possession ; et qu'il y aurait une foule de possesseurs successifs ; que tous ces possesseurs obligés en définitive de rendre ces biens, soit à l'absent, soit à son héritier présomptif, au temps de ses dernières nouvelles, n'auraient aucun intérêt à les conserver, mais bien plutôt à en épuiser la substance, à éviter toutes les dépenses d'amélioration et d'entretien, tandis que le parent plus proche ou ses héritiers sont, au contraire, intéressés à les conserver, comme devant leur appartenir, si l'absent ne reparait pas ; qu'ainsi le droit de transmission est à la fois conforme aux principes et à l'intérêt de la société ;—Revoit l'appelant des conclusions contre lui prises, etc.

Du 3 fruct. an 12.—Cour d'appel de Bourges.—Prés., M. Sallé.—Plaid., MM. Déséglise et Douard.

**SOCIÉTÉ ANONYME.—ACTION.**

*La valeur des actions composant le capital d'une société anonyme, peut être augmentée ensuite d'une délibération prise par les administrateurs.—Dans ce cas, chaque action-*

(1) C'est un point qui ne peut faire l'objet d'une doute sérieux que de savoir si celui qui a obtenu l'envoi en possession provisoire des biens d'un absent, peut transmettre son droit à ses héritiers légitimes ou testamentaires. La question a été résolue par l'affirmative par plusieurs arrêts : V. Turin, 5 mai 1810 ; Colmar, 12 août 1814 ; et Angers 28 août 1824. Elle est aussi l'épave de Merlin, *Rep.*, v<sup>o</sup> Absent, sur l'art. 120, n<sup>o</sup> 2 ; et de M. Duranton, t. 1, n<sup>o</sup> 439. En effet, le droit à la possession provisoire se trouve dans la succession de l'absent en possession ; et constitue une sorte de propriété éventuelle dont il peut disposer comme de ses autres biens, sous les mêmes charges que celles qui lui sont imposées.—Mais celui qui n'a qu'une possession de fait, et qui n'a ni demandé ni obtenu l'envoi en possession provisoire, peut-il transmettre à ses héritiers ou légataires le droit de demander cet envoi ?—Avant le Code civil trois arrêts du parlement de Paris, cités par Merlin, *ubi sup.*, en date des 2 janv. 1634, 23 mars 1688 et 26 juill. 1719, avaient prononcé en faveur de la transmission. L'art. 120 du Cod. civ., ajoute Merlin, bien loin de déroger à cette jurispru-

dence, est évidemment calqué sur le principe qui en était la base. Que fait-on en effet, en remettant au jour de la disparition ou des dernières nouvelles pour déterminer à qui doit être accordé l'envoi en possession provisoire ? Il décide que le droit de demander cet envoi a été acquis par l'héritier présomptif dès le jour où l'absent a disparu tout-à-fait, et c'est en le considérant comme acquis à l'héritier présomptif de cette époque, qu'il déclare que l'héritier présomptif de cette époque ne l'a pas perdu par les changements survenus depuis, soit dans la législation, soit dans l'ordre de la parenté. Or, dès que ce droit est acquis à l'héritier présomptif du jour de la disparition, il faut bien qu'il soit transmissible aux héritiers de celui-ci.—C'est aussi ce que décide M. Duranton, *ubi sup.*, v<sup>o</sup> Absent, Paris, 11 fév. 1813.—D'après ces principes, le défaut d'envoi en possession de l'héritier présomptif ne pouvait donc, dans l'espèce, être opposé à son légataire, soit que cet envoi eût été nécessaire pour légitimer la possession de cet héritier, soit, comme le juge l'arrêt, qu'il n'eût été qu'une formalité superflue.



nnaire est tenu de souscrire à l'augmentation, et misuz il n'aime se retirer de l'entreprise, en rançant à sa mise de fonds au profit de la société (1).

(Daunant, Verdier et Archinard — C. Talon et Chavanier.)

Le 1<sup>er</sup> prair. an 6, acte de société sous seing privé, entre divers particuliers, au nombre desquels figurent les sieurs Talon et Chavanier, pour la construction d'une salle de spectacle sur un terrain concédé par l'administration, conformément au plan de l'architecte Meynier. — Les clauses de cet acte, essentielles à connaître, sont, 1<sup>o</sup> qu'il sera créé quarante actions de 5,000 fr. chacune, pour remplir la somme de 200,000 fr., coût présumé du théâtre à construire; 2<sup>o</sup> que le porteur d'une action serait propriétaire d'une loge, et aurait ses entrées libres au théâtre; 3<sup>o</sup> qu' aussitôt qu'il y aurait vingt et une actions souscrites, les actionnaires s'assembleraient pour former une administration provisoire, composée de cinq d'entre eux, et nommeraient un caissier provisoire; 4<sup>o</sup> que les pouvoirs délégués à cette administration consisteraient à proposer des moyens d'exécution de la société, à traiter avec les ouvriers et artistes, et à recevoir le complément des actionnaires; 5<sup>o</sup> que les pouvoirs du caissier seraient de recevoir des fonds qui seraient déterminés, par les vingt et un actionnaires réunis, devoir être versés dans la caisse sociale, pour fournir aux dépenses, et de payer sur les mandats de l'administration provisoire; 6<sup>o</sup> qu'à dater du jour où l'administration provisoire serait nommée, il serait convoqué, dans trois semaines, une assemblée générale des vingt et un souscripteurs, et de ceux qui seraient parvenus à souscrire après eux; que cette assemblée pourrait prendre telles délibérations qu'elle jugerait bon, recevoir les comptes des actionnaires provisoires et du caissier, les clôturerait, confirmerait de leur plein pouvoir leurs pouvoirs ou les remplacerait.

Vingt-quatre actions seulement sont souscrites.

Aux termes de l'acte de société, les travaux commencent sous la direction de MM. Daunant, Verdier et Archinard. Les dépenses excèdent le coût présumé. Le 4 germ. an 8, elles s'élèvent à 300,000 fr. Délibération, ce jour-là, en assemblée générale, par laquelle il fut résolu de faire un appel de 5,000 fr. à chacun des actionnaires qui avaient déjà souscrit. Plusieurs d'entre eux déclinèrent à cet appel; les ouvrages sont continués;

la dépense augmentée; les fonds manquent encore. Une nouvelle délibération, du 14 mess. an 8, fait à chaque actionnaire un nouvel appel de 2,500 fr. Chaque action s'élève ainsi à 12,500. La grande majorité des actionnaires s'exécute; certains refusent d'y souscrire.

Le 28 brum. an 9, les administrateurs sont notifiés à chaque actionnaire refusant, un état de situation établissant que les dépenses faites élevaient chaque action à plus de 12,500 fr., avec sommation de verser, dans la caisse sociale, le complément de cette somme. Ils ne déferent point à cette sommation.

Cités devant le tribunal de première instance de Nîmes, Talon et Chavanier se présentent, et prétendent que, ne s'étant engagés que pour une action de 5,000 fr., on ne pouvait rien exiger d'eux au delà de cette somme.

28 plav. an 10, jugement qui, a Considérant que les cit. Talon et Chavanier n'ayant souscrit, pour l'entreprise dont il s'agit, que pour une action de 5,000 fr. qu'ils ont acquittée, les autres actionnaires ne pouvaient les forcer à payer une plus forte somme; qu'à la vérité, ceux-ci sont autorisés à réduire les bénéfices desdits Talon et Chavanier au prorata de la somme de 5,000 fr. qu'ils ont chacun payée, relaxe Talon et Chavanier des demandes à eux faites, avec dépens. »

Appel par Daunant et consorts.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est constant que, dès le principe de l'entreprise, on n'avait compté que sur une dépense de 200,000 fr., tandis que le résultat a démontré l'erreur de ce calcul, puisque les dépenses se sont élevées à près du double de cette somme; qu'on avait aussi compté sur la soumission de quarante actions, tandis qu'il n'en a été souscrite que vingt-quatre; que ces deux circonstances ont nécessairement dû faire encherir les actions, et que les comptes produits par les administrateurs ont, en effet, justifié qu'il avait été indispensable de les élever provisoirement à la somme de 12,500 fr.; que l'obligation de chaque actionnaire s'est accrue, de plein droit, dans la même proportion; que, si la compagnie eût traité, à forfait, avec un tiers, chacun de ses membres pourrait réclamer l'exécution de ce traité; mais qu'il, les sommes dépensées ayant été pour le compte de la compagnie, les engagements pris par les administrateurs ont été communs à tous ses membres; qu'en fait de société, les pertes et les profits se distribuent également

(1) C'est une question fort délicate que celle de savoir si les associés peuvent être contraints à fournir une mise plus considérable que celle à laquelle ils se sont engagés. Si d'un côté on peut invoquer l'intérêt de la société tout entière à ce qu'un supplément de mise soit imposé aux associés, et permette de continuer les opérations sociales interrompues, d'un autre côté, on peut invoquer avec plus de force les principes rigoureux du droit commun qui sont aussi ceux du contrat de société, et d'après lesquels nul ne peut être tenu de faire ce à quoi il ne s'est pas engagé, ou plus qu'il n'a consenti à faire. L'associé qui a promis et fourni un apport déterminé ne peut donc, fut-il seul contre tous, être tenu de fournir une mise plus considérable. C'est un point reconnu par presque tous les auteurs. V. Malepeyre et Jourdain, *des Sociétés commerciales*, p. 51 et 213; Duvergier, *des Sociétés*, n° 216; le *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° Société, n° 93. M. Pardessus seul, n° 913, est d'un avis contraire. Il reconnaît bien qu'en principe général des associés n'ont pas le droit de contraindre les autres à fournir au delà de ce à quoi ils se sont engagés; n si

néanmoins, ajoute-t-il, faute d'un supplément de contingent, on ne pouvait atteindre le but commun, la majorité des voix devrait décider s'il y a lieu de dissoudre la société (\*), ou de la continuer, en faisant fournir par chacun un supplément de fonds; et les refusants pourraient être contraints de se retirer de la société avant le temps fixé par le contrat pour sa dissolution. — Mais accorder un pareil pouvoir à la majorité, n'est-ce pas méconnaître la loi première du contrat qui est intervenu entre les associés, suivant lequel chacun s'est fait des conditions qui doivent être suivies, tant que celui qui les a acceptées en stipulées ne consent pas à s'en départir? — Observons d'ailleurs que ces principes qui nous paraissent certains en toute espèce de société, doivent être appliqués avec plus de rigueur encore lorsqu'il s'agit, comme dans l'espèce ci-dessus, d'une société anonyme dont les membres ne sont jamais engagés au delà du montant de leur mise sociale. V. notre *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° Société anonyme, n° 28.

\* Sur ce pouvoir de dissoudre, F. Duvergier, *ibid.* supra.

entre eux; que la chose indivise commencée, tous les associés doivent contribuer, de la même manière, à toutes les constructions et réparations qui peuvent la rendre utile et productive, ou s'en décharger, en offrant d'abandonner; que, si le système du sieur Talon était adopté, il eût donc dépendu de lui, lorsqu'il eût été fait des ouvrages pour une somme de 120,000 fr., que procurent les vingt-quatre actions soumissionnées, de réduire ses associés à la perte de leur dividende, en refusant de contribuer, pour sa part, aux dépenses à faire pour l'achèvement du théâtre, ou de leur faire supporter la perte qu'ils eussent encourue en y contribuant pour lui, si le produit de cet établissement n'eût pas donné un intérêt relatif au capital, ce qui régnait également aux principes du droit et à ceux de l'équité; que l'associé oblige son associé dans tout ce qui est fait pour l'intérêt commun, sans nul ni fraude, quoique le succès ne réponde pas à l'entreprise; que, dans l'hypothèse particulière de la cause, les opérations et les comptes des administrateurs ont été approuvés, en assemblée générale, par diverses délibérations de la compagnie, auxquelles la minorité et les absents ont dû se soumettre, d'après la nature et les stipulations même du pacte social; que, quoique le sieur Talon n'ait pas assisté à ces délibérations, il est présumé les avoir approuvées par le silence qu'il a gardé lorsqu'il en a eu connaissance; que, d'ailleurs, les associés n'ont pu ignorer que la dépense à supporter par quarante actionnaires, devait l'être par vingt-quatre, puisqu'il n'y avait que ce dernier nombre d'actions de soumissionnées, et que vingt et un ayant dû suffire, d'après leurs conventions, pour faire commencer les ouvrages projetés, ils ont dû remplir le déficit occasionné par le défaut de soumission des autres; que le sieur Talon, particulièrement, n'a pas entendu que le théâtre fût laissé imparfait, ni que le coût fût réduit à la première mise des fonds convenue, puisque, y ayant déjà été dépensés près de 300,000 fr., lorsqu'on commença d'y jouer la comédie, il jouit, comme tous les autres actionnaires, de son entrée libre et gratuite, et de sa loge qu'il loua au sieur Louis Maigre, ainsi que ce dernier l'a attesté, et que ledit Talon en est lui-même convenu; qu'il suit de tout cela que le sieur Talon est, comme tous les autres, obligé de se soumettre aux délibérations de sa compagnie, de porter le montant de son action à la même somme à laquelle a été élevée celle de chacun d'eux, et de pourvoir le complément de 12,500 f., à quel elles ont été provisoirement fixées, ou de se retirer de l'entreprise pour s'affranchir de cette charge, en renonçant à sa mise de fonds au profit de la société, qui demeure par là seule exposée aux pertes et périls résultant d'une telle entreprise; — Réforme, etc.

Du 3 fruct. an 12. — Cour d'appel de Nîmes.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE. — DICTÉE. — LECTURE.

*Le testament public rédigé à la troisième personne, ne doit pas, par cela seul, être réputé n'avoir pas été écrit par le notaire, tel qu'il a été dicté (1).*

*Pour qu'il y ait mention suffisante de la lecture au testateur en présence de témoins, il n'est*

*pas absolument nécessaire d'employer les mots lu au testateur en présence des témoins. — Les mots lu au testateur et aux témoins suffisent si, d'ailleurs, il résulte des autres mentions du notaire ou de l'emploi du mot lecture au singulier, qu'une seule lecture a été faite; qu'il n'a pas été fait deux lectures successives au testateur et aux témoins isolément. (Cod. civ., 973 et 1001.) (2)*

(Ces époux Aerts — C. la veuve Ramack.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'acte produit fait mention expresse qu'il a été dicté par le testateur; que rien ne s'oppose à ce que la disposition soit faite en troisième personne, puisque rien n'empêche de dicter de cette manière; que d'ailleurs fol doit être ajoutée à l'acte aussi longtemps que le contraire n'est prouvé, ce qui, dans ce cas, ne pouvait se faire que par inscription de faux;

Attendu que l'acte contient que la lecture a été faite aux témoins présents; que cette présence n'est relative qu'à ce qui précède; qu'il était la déclaration faite par le testateur que sa disposition était telle qu'il venait de l'exprimer, et dont il demandait l'exécution; — Qu'ainsi l'acte porte que la lecture a été faite au testateur même; que d'ailleurs le mot eux dans la phrase, lecture a été faite, n'est pas seulement relative aux témoins immédiatement nommés, mais se réfère à tous ceux qui étaient présents à l'acte, partant à celui qui est désigné dans l'acte comme comparant, savoir le testateur; — Attendu qu'il est expressément mentionné dans l'acte que lecture a été faite au testateur en présence des témoins, parce que si plus d'une lecture avait été faite au testateur seul, soit à quelque témoin, ou témoins isolément, le notaire n'aurait pu se servir du mot lecture, mais aurait dû se servir du pluriel; par conséquent, étant parfaitement exprimé que la lecture a été faite aux témoins, et une lecture seule ayant été faite, il est clair que lecture a été faite au testateur, présents les témoins dénommés, partant que les solennités voulues par le Code ont été observées; — Déclare que bien a été jugé.

Du 3 fruct. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles, — 1<sup>re</sup> chambre.

#### TUTELLE. — DESTITUTION. — INCONDUITE.

*La mère tutrice est destituée pour inconduite, comme un tuteur ordinaire (3).*

(V<sup>e</sup> Mareynat.)

La veuve Mareynat ayant été destituée de la tutelle légale de ses enfants mineurs, par délibération du conseil de famille, demanda la nullité de cette délibération, en se fondant sur ce que, suivant elle, les tuteurs légaux ne sont point destituables comme les tuteurs ordinaires.

23 vent. an 12, jugement du tribunal d'Ambert, qui rejette cette demande:

« Attendu qu'en droit tout tuteur est destituable, sans distinction de celui qui a été appelé à la tutelle par la loi, ou de celui qui a été nommé par la famille; — Attendu qu'en fait, l'inconduite de la dame Logent est notoire, et que cette inconduite est un motif de destitution, aux termes de l'art. 446, du Code civil. »

Appel par la veuve Mareynat.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

(1) V. dans la même sens, Cass. 18 janv. 1809, et la note. V. aussi Cass. 10 therm. an 13, et nos observations.

(2) La question a été jugée diversement. V. en sens contraire, Cass. 13 sept. 1809, et la note.

(3) V. sur la destitution des tuteurs légaux, l'arrêt de la Cour de cassation du 16 déc. 1829, et la note. V. aussi Paris, 29 août 1825; Toulouse, 25 nov. 1830 et 18 mai 1832.

Du 4 fruct. an 12. — Cour d'appel de Riom.

**ARBITRAGE. — MANDAT. — DÉPORT. — RÉVOCATION.**

*L'arbitre qui accepte de l'une des parties des pouvoirs aux fins de citer l'autre partie en conciliation devant le juge de paix sur les difficultés qui font l'objet du compromis, est censé se déporter.*

*Les parties qui prennent la voie de conciliation au bureau de paix, relativement au procès qu'elles ont mis en arbitrage, révoquent par là le compromis (1).*

(Debeyder — C. Prévost.)

Par compromis du 21 frim. an 12, les sieurs Charles Debeyder et Auguste-Marie Prévost nomment deux arbitres auxquels ils conviennent de soumettre leur différend.

Postérieurement, l'un des arbitres accepte une procuration de Prévost, en vertu de laquelle il cite en conciliation Debeyder sur ce qui faisait l'objet de la contestation à la décision de laquelle il avait été appelé comme arbitre. — Non-conciliation et renvoi devant les juges compétents.

Un mois après, jugement arbitral qui condamne Debeyder; il est revêtu de l'homologation du tribunal : on s'occupe bientôt de le faire exécuter; mais Debeyder y forme opposition, et argue de nullité ce jugement.

L'arbitre qui avait accepté la procuration de son adversaire, dit-il, avait perdu par cela même la qualité de juge arbitral : il avait approuvé ou même conseillé les prétentions, était devenu son défenseur, et avait par la enchaîné sa conscience; cette procuration avait été suivie de tout son effet, puisque les parties avaient comparu devant le bureau de paix. — Il résultait de là une renonciation formelle à l'arbitrage, tant de la part de Prévost que de celle de l'arbitre. — Pour que le juge mandataire pût redevenir le juge des parties, il faudrait nécessairement un nouveau consentement de leur part, et on ne saurait s'attendre à ce consentement aujourd'hui : l'affection de ce juge étant si fortement prononcée pour l'adversaire du demandeur.

Prévost soutenait que la procuration acceptée par le juge, et la citation qui s'en était ensuivie, loin d'indiquer une prédilection en sa faveur, attestaient au contraire un esprit de bienveillance et d'humanité qui faisait honneur au sentiment de cet arbitre. Au reste, la partialité qui caractérisait toutes ses démarches, ressortait du jugement arbitral lui-même : car ayant échoué dans la conciliation, moyen plus doux et moins dispendieux que l'arbitrage, les juges s'étaient hâtés de terminer le procès par ce dernier moyen.

Jugement qui déclare la sentence valable. — Appel.

**ARRÊT.**

**LA COUR;** — Attendu qu'en acceptant des pouvoirs en opposition directe avec le compromis, l'arbitre s'est dessaisi de sa qualité puisqu'il a confondu celle qu'il a prise postérieurement avec l'intérêt de sa partie; — Qu'ainsi il a cessé d'être juge, et que la décision à laquelle il a concouru en cette qualité est une monstruosité en droit; — Qu'au surplus, la comparution des parties au bureau de paix, et le renvoi fait à leur demande devant les juges compétents, était une révocation suffisante des pouvoirs conférés aux arbitres; — Met l'appellation au néant, etc.

(1) La révocation peut être tacite aussi bien qu'expresse. *V. Cass.* 23 pluv. an 12 et la note.

(2) Sur la question de savoir si l'art. 1775 s'ap-

Du 4 fruct. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — *Pl.*, MM. Hodi et Gouget-Deslandes.

**TESTAMENT AUTHENTIQUE. — ÉCRITURE. — DICTÉE. — MENTION.**

*La mention expresse que le testament a été écrit par le notaire, n'est pas renfermée dans la mention que le testateur a dicté son testament au notaire. (C. civ., 972 et 1001.)*

(Froidefond Duchâtenet — C. Letellier.)

Du 5 fruct. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — *Pl.*, MM. Louis et Roy.

Le pourvoi de Froidefond Duchâtenet a été rejeté par la cour de cassation le 10 therm. an 13. — *V. cet arrêt et la note qui l'accompagne.*

**RENTE VIAGÈRE. — DÉCÈS. — DÉLAI.**

*La constitution de rente viagère est valable si le crédi-rentier survit de vingt jours, encore qu'il meure d'une maladie dont il était atteint à l'époque de la constitution, et alors même que la rente a été constituée par la rentier lui-même. (Cod. civ., 1775.) (2)*

(Berlioz — C. Euphrasine.)

Le 11 niv. an 7, Euphrasine jeune vendit au sieur Berlioz un domaine pour le pris de 100,000 fr., dont moitié resta dans les mains de l'acquéreur pour une rente viagère de 6,000 fr. — Six mois après cette constitution, Euphrasine jeune décéda.

Ses héritiers querellèrent ce contrat comme nul, attendu que dès le 11 niv. an 7, Euphrasine était atteinte de la maladie dont elle était morte.

On répondit, pour l'acquéreur, qu'aux termes du Code civil, la validité de la constitution résultait de ce que la constituante avait survécu de 20 jours, et que l'art. 1775 était formel sur ce point.

Les héritiers répliquaient d'abord que, sur la matière des rentes viagères, et dans l'interprétation de la loi, il fallait se souvenir que « toute la faveur de la loi est pour celui qui stipule pour l'aisance et la prolongation de la vie; toute la sévérité pour celui qui caresse l'espérance et calcule la proximité de la mort. » (Discours du tribun Duveyrier.) — Ensuite ils faisaient observer que l'art. 1774, disposant pour le cas où la personne sur la tête de qui la rente est établie, aurait été morte à l'époque de la constitution, annonce qu'il n'est pas question de contrat où le constituant établirait la rente sur sa propre tête.

— L'art. 1775 doit, disaient-ils, être entendu dans le même sens, c'est-à-dire, pour le cas où le rentier n'est point partie au contrat. — En ce cas, il aurait été difficile de recueillir les preuves de la maladie plus ou moins grave : c'est pourquoi le législateur a établi, pour ce cas seulement, que le contrat serait valide si le rentier a survécu de 20 jours. — Mais lorsque le constituant a établi la rente sur sa propre tête, son état est facile à vérifier; il n'y a plus de raison pour toucher aux règles anciennes. — Donc, si dès lors il était atteint d'une maladie mortelle, c'est le cas, aujourd'hui, comme jadis, d'annuler la constitution. — Sans cela, on validerait un contrat aléatoire, dans lequel il n'y aurait pas eu de chances, contre la règle généralement reçue, que c'est le risque et l'incertitude de l'événement qui forment l'essence des contrats aléatoires. (Art. 1964, C. civ.)

plication au cas où la rente a été constituée par le rentier. *V. Cass.* 19 janv. 1814 et la note. *V. aussi Duranton*, t. 18, n° 149.

## ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que l'acte du 11 niv. est un contrat aléatoire, contenant une convention réciproque, dont les effets, quant aux avantages et aux pertes pour l'une et l'autre des parties, dépendent d'un événement incertain; — Considérant qu'Euphrasie jeune a survécu six mois à la constitution de la rente; que son existence pouvant se prolonger plus longtemps, il y avait pour lors incertitude d'événement; — Considérant que, pour la validité d'un contrat de rente viagère, le Code, art. 1753, n'exige que la survie pendant 30 jours de la personne sur la tête de laquelle la rente a été créée; — Dit bien jugé, etc.

Du 5 fruct. an 12. — Cour d'appel de Grenoble.

## TESTAMENT. — STATUT DE WORMS.

Pour qu'une disposition de dernière volonté soit valable, le statut local de la ville de Worms exige qu'elle soit passée par-devant deux échevins et trois témoins, ou devant sept témoins sans intervention d'échevins, et qu'elle soit présentée au conseil de la ville dans les deux mois qui suivent la mort du testateur, pour être reconnue (1).

(Héritiers Wannesheim.)

Du 5 fruct. an 12. — Cour d'appel de Trèves. — 2<sup>e</sup> sect.

## AUGMENT DE DOT. — RETOUR. — EMPLOI.

Sous l'empire de la coutume de Toulouse, l'augment de dot au profit de la veuve faisait retour aux enfants s'ils survivaient à leur mère, lors même que celle-ci ne se serait point remariée. — En conséquence, la veuve, quoique non remariée, devait fournir emploi ou donner caution de l'augment (2).

(Lépine — C. Reynaguet.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que ni la coutume de Toulouse, sous l'empire de laquelle le contrat de mariage de la demoiselle Lépine, du 12 avril 1766, fut passé, ni la prétendue jurisprudence des arrêts, ni la décision des auteurs, ne sauraient dispenser la veuve, quoique non remariée, de fournir emploi ou de donner caution de l'augment, pour que ses enfants puissent en exercer efficacement le retour, s'ils survivaient à leur mère; que la jurisprudence alléguée se réduit à l'arrêt du 30 mai 1731, rapporté au Journal du Palais de Toulouse; encore même n'est-il pas bien précis sur la question, il n'y a de bien décisif que le rapport du Journaliste, ainsi que celui qu'il fait de l'arrêt du 14 mars 1731; qu'à la vérité, d'autres auteurs sont ou paraissent être du même avis; mais ils sont combattus par Fargole, dans ses observations sur l'art. 21 de l'ordonn. de 1731; qu'aux raisons données par ce jurisconsulte, on peut ajouter celles-ci; que, qui veut la fin veut le moyen, et qu'il serait absurde que le droit de retour étant acquis aux enfants survi-

vant à leur mère, soit qu'elle se remarie ou qu'elle ne se remarie point, elle pût en rendre l'exercice inutile, ce qui arriverait par le défaut d'emploi ou de bail de caution; — Que cependant la veuve, en recevant l'augment, n'est obligée de fournir aucun moyen de sûreté de retour aux enfants pour la portion virile de cet augment dont elle a la libre et indépendante disposition; que, dans l'espèce, cette part virile est d'un sixième, eu égard au nombre de cinq enfants existants et présents; — Autorise les parties de Dutilleul à retenir en leurs mains la somme de 2,000 francs due à la partie de Marion à titre d'augment, jusqu'à ce que celle-ci ait fourni une caution solvable aux formes de droit, ou bien un emploi sûr et responsable.

Du 5 fruct. an 12. — Cour d'appel de Toulouse. — Prés., M. Desessars. — Pl., MM. Dubernard et Castan-Lacourade.

## SOCIÉTÉ EN NOM COLLECTIF. — PAIEMENT.

— LIBÉRATION. — SOLIDARITÉ.

La solidarité existe entre associés en nom collectif, non seulement pour les dettes, mais encore pour les créances sociales. Ainsi, le paiement du total de la créance fait à l'un des associés libère le débiteur (3).

(Ragnenet — C. Thirion.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant en point de droit que le débiteur envers une société de commerce se libère valablement en payant sa dette entre les mains d'un associé qui lui remet ses titres; — Qu'en point de fait, il est constant qu' Ragnenet a payé le montant du billet dont il s'agit à Prestat, associé de Thirion, qui lui a remis ledit billet, et qu'ainsi Ragnenet a dès lors acquis sa libération conquisite envers l'un et l'autre; — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 5 fruct. an 12. — Cour d'appel de Paris.

## SURENCHÈRE. — ADJUDICATION. — CONDITIONS.

En cas de surenchère sur aliénation volontaire, le contrat de vente n'est anéanti qu'en ce qui touche le prix et les accessoires d'ice. — En conséquence, l'adjudication doit être faite sous les autres conditions stipulées au contrat (4).

(Berthier — C. Verdun et autres.)

Le 26 brum. an 11, vente d'une maison par Berthier a Charpentier, avec faculté de réméré pendant trois ans. Sur la mise aux enchères requise par Verdun, l'un des créanciers inscrits, on insère dans le cahier des charges un article portant que l'adjudicataire demeurerait propriétaire incommutable, nonobstant la clause de réméré. Berthier, vendeur, demande la suppression de cet article: il soutient que l'effet de la surenchère est d'empêcher la vente à vil prix au préjudice des créanciers inscrits, mais non d'anéantir les conventions licites entre le vendeur

(1) F. Broxelles, 27 prair. an 12.

(2) F. Merlin, Répert., v<sup>o</sup> Augment. — Sous le Code civ., les gains de survie entre époux sont tous conventionnels, et sont par conséquent soumis aux règles ordinaires des donations entre époux, ou à celles du préput conventionnel. Si donc l'avantage stipulé au profit du survivant a pour objet la pleine propriété, le donataire ne sera évidemment tenu à aucune justification d'emploi ni à aucun bail de caution. Si au contraire il s'agit d'un don d'usufruit, le conjoint donataire devra fournir caution comme tout autre usufruitier.

(3) C'est là l'effet nécessaire de la solidarité entre créanciers (art. 1197, Cod. civ.).

(4) Cette décision a été rendue sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7; mais le principe qu'elle consacre serait incontestablement applicable sous le nouveau régime hypothécaire, l'art. 838 du Code de procédure disposant que l'acte d'aliénation tiendra lien de minute d'enchère. V. Troplong, Hypothèque, n<sup>o</sup> 961 bis; Carré, Lois de la procédure, Quest. 2855.

et l'acheteur. — Verdon, créancier surenchérisseur, répond que le droit de surenchérir n'est autre que le droit d'exproprier, et que par conséquent les créanciers peuvent exproprier irrévocablement leur débiteur par voie de surenchère, comme ils pourraient le faire par voie de saisie immobilière.

28 fruct. an 11, jugement du tribunal civil de la Seine qui, « attendu que la vente d'un immeuble, quoique avec faculté de réméré, est une vente parfaite; que l'effet de la surenchère est de résoudre les conventions primitives stipulées entre le vendeur et l'acquéreur, et de donner lieu à un contrat nouveau, ordonne que sans s'arrêter à l'exception proposée par Berthier, il sera passé outre à la réception des enchères et à l'adjudication, etc. »

Appel par Berthier.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'effet d'une surenchère est d'obtenir une augmentation de prix, mais qu'elle n'opère pas la résolution des autres conventions stipulées au premier contrat; que, dans l'espèce, la surenchère faite par Verdon n'a pu anéantir la faculté de réméré, que Berthier et sa femme s'étaient réservée par le contrat du 26 brum. an 11; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 6 fruct. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Popelin et Delabaye.

#### TIERCE-OPPOSITION. — CRÉANCIERS. — ACQUÉREUR

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, lorsqu'un acquéreur n'a pas fait notifier son contrat aux créanciers hypothécaires inscrits, et qu'ultérieurement le vendeur provoque la résiliation de la vente, il y a nécessité de mettre en cause ces créanciers hypothécaires. — Autrement, ils ont le droit d'attaquer le jugement de résiliation par voie de tierce-opposition, et de le faire annuler dans leur intérêt (1).

(Malleville — C. Darmonen.)

Du 6 fruct. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

#### ÉMANCIPATION. — USUFRUIT LÉGAL.

L'art. 476 du Code civil qui veut que les mineurs soient émancipés de plein droit par le mariage, est applicable même aux mineurs qui se sont mariés avant la publication du Code. Ainsi, un père, sous le Code civil, n'a pu réclamer l'usufruit des biens de son fils mineur marié, encore que le mariage eût été contracté sous l'ancienne législation (2).

(Garonne et Améris.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le droit de jouir de son bien est par lui-même une partie de la propriété; — Que toutefois qu'il en est séparé ou à condition, ou pour un temps déterminé, par l'expiration du temps, ou par l'événement de la condition, il doit retourner à la propriété; — Que le droit de jouir des biens des enfants, accordé par les lois romaines aux ascendants, a été borné par les mêmes lois au temps pendant lequel l'enfant aurait continué de vivre sous la puissance paternelle, comme nous l'apprend la loi 6, Cod. de bon. quæ lib.; — Que, si ce temps n'avait point été fixé par les lois; si, à l'événement de l'émancipation, elles accordaient même à l'ascendant une moitié de l'usufruit, non en force de la continuation de ses droits, mais par une espèce de reconnaissance qui lui était due par l'enfant émancipé, il ne peut cependant y avoir de doute que, sans blesser les droits des ascendants et par des motifs d'utilité publique, le temps de l'émancipation ait pu être fixé par de nouvelles lois, et que la concession de la moitié de l'usufruit dans les cas d'émancipation à venir, ait pu être entièrement abolie; — Que, par la disposition des lois du 3 et du 5 germ. an 11, qui n'ont accordé au père la jouissance des biens des enfants que jusqu'à un certain âge, ou jusqu'à leur émancipation, et qui ont ensuite établi le nouveau mode d'émancipation par le mariage, on ne peut douter, ni que le terme de la cessation entière de la jouissance accordée aux ascendants par les lois romaines n'ait été fixé, ni que la concession de la moitié de l'usufruit qui leur revenait in præmium emancipationis n'ait été abolie; — Que ce serait donc en vain qu'après ces nouvelles lois, les défendeurs voudraient encore s'étayer sur les dispositions des lois romaines, pour contester à la demanderesse le retour de la jouissance de ses propres biens, et pour attaquer de rétroactivité, sous le prétexte d'un droit irrévocablement acquis, l'application de lois nouvelles à l'espèce; — Qu'en effet, (abstraction faite de Mirbel Garonne, père, auquel, ni la puissance paternelle, ni le droit de jouir des biens de sa fille, n'a jamais pu appartenir), François Garonne ne peut établir aucun droit irrévocablement acquis, d'après les lois romaines, sur la jouissance de la totalité des biens en question, puisque ces mêmes lois ne lui accordaient ce droit que jusqu'à l'émancipation de sa petite-fille; émancipation qui a effectivement eu lieu par son mariage; — Quel droit acquis établira-t-il, Michel Garonne, sur la moitié de ladite jouissance accordée par la loi in præmium emancipationis, si, avant que l'émancipation de sa petite-fille ait été prononcée et reconnue par la loi du 3 germ. an 11, la disposition de la loi 6 avait

les mains de qui se trouve leur gage; à quelles que soient les différences des prix stipulés avec les propriétaires successifs, ils n'ont rien à prétendre au delà du délaissement de l'immeuble. Tout changement de propriétaire leur est chose indifférente, et on n'aperçoit aucun motif qui doive les faire mettre en cause dans l'instance en résolution formée par le vendeur; d'où suit que n'ayant pas dû être appelés lors du jugement qui intervient sur cette instance, ils ne doivent pas pouvoir l'attaquer par tierce opposition.

(2) Jugé de même que l'usufruit légal du père sur les biens des enfants mineurs est réglé par le Code civil, à compter du jour de sa promulgation, quelle que fut la législation à l'époque de l'ouverture de la tutelle. V. Cass. 11 mai 1819. — V. aussi anal. dans le même sens, Paris, 3 germ. an 12.

(1) Cette décision nous paraît fort contestable, aussi bien d'après les principes de la loi du 11 brum. an 7, que d'après ceux du Code civil, qui, à cet égard, n'a rien innové. Sous ces deux législations, le défaut de purge n'a d'autre conséquence que de soumettre le tiers détenteur à l'effet des poursuites dérivant de cette qualité. Or, le tiers détenteur conserve toujours le droit d'éviter le paiement intégral des créances inscrites en délaisant l'immeuble hypothéqué. Cet immeuble continue donc, malgré le défaut de purge, à être en définitive le seul gage des créanciers inscrits, et la négligence de l'acquéreur ne leur confère ni le droit de le poursuivre comme débiteur personnel, ni même comme comptable du prix. Ils sont donc sans intérêt pour contester la résolution que provoquerait le vendeur non payé, car peu leur importe entre

été entièrement abolie par la loi du 3 germ. de la même année; — Considérant au surplus, qu'en vain les défendeurs auraient-ils argué comme nuisible et absurde l'application des nouvelles lois aux espèces de la nature de celle dont il s'agit; car il n'y a point d'absurdité de faire cesser par une loi nouvelle, un droit éventuel qui se renouvelle sans cesse, et qui, d'un jour à l'autre peut manquer, comme l'était la jouissance en question; et d'ailleurs, s'il peut arriver quelque cas dans lequel le retour de cette jouissance a la propriété soit nuisible aux ascendants dans la pluralité des cas; cependant, ce retour qui leur sera à peine sensible, produira les plus grands avantages aux enfans et au bien général de la nation; que c'est donc en vain que les défendeurs voudraient se soustraire, à l'appui de leurs différentes exceptions, au délaissement des biens dont il s'agit, proposés par la demanderesse; — A dit et déclaré avoir été bien jugé, etc.

Du 7 fruct. an 12. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Musso et Desbata.

**DIVORCE. — COHABITATION. — RÉCONCILIATION.** Quoique après avoir acquis la connaissance des désordres de sa femme, le mari continue d'habiter avec elle, il ne résulte pas, du fait seul de cette habitation continuée, qu'il soit survenu entre les époux une réconciliation opérant fin de non-recevoir contre la demande en divorce (1).

(Laciotte — C. sa femme.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1<sup>o</sup> que la seule cohabitation des deux époux après la connaissance des faits d'adultère, sans être accompagnée d'autres circonstances qui annoncent le pardon, ne suffit pas pour établir la preuve d'une réconciliation survenue telle que l'exige la loi, pour éteindre l'action en divorce; que pour en induire cette preuve, il faut de plus que cette cohabitation s'itérie paisible et marquée par des signes extérieurs de paix, d'union et d'accord, qui puissent faire présumer l'oubli du passé et le rapprochement des époux; — Que rien de semblable ne se rencontre dans la cohabitation qui a eu lieu entre les mariés Laciotte; que pour juger ce qu'elle a dû être en effet, il suffit de jeter les yeux soit sur quelques fragmens des lettres de la femme, dans lesquelles elle donne une idée de l'intérieur de son ménage, soit les termes dans lesquels est conçue la requête en divorce présentée par le mari, dont il ne faut point diviser le réclé, et dans laquelle, tout en racontant avec l'accent de la douleur les déréglemens qu'il reproche à sa femme et ses chagrins domestiques, il s'exhale en projets de vengeance, qu'il déclare n'ajourner que jusqu'après les couches de sa femme qu'il n'entend pas souffrir chez lui; que loin d'entrevoir dans tout cela le moins

de signe apparent de retour et de réconciliation, tout concourt à en repousser l'idée; — Considérant 2<sup>o</sup> que quand bien même on admettrait qu'il y ait eu réconciliation à l'époque ou on la suppose, qui est celle où le mari, avouant qu'il était instruit de l'inconduite de sa femme, a néanmoins différé de recourir au divorce, et qu'on voudrait considérer comme un pardon l'ajournement qu'il fit alors de sa vengeance, il ne s'en suivrait pas moins que les déréglemens postérieurs et continués de sa femme, dont il n'a eu connaissance que par la découverte récente de sa correspondance avec le complice de ses désordres, et que cette correspondance elle-même, qui forme à elle seule un véritable délit, une violation des mœurs et de l'autorité maritale, ont constitué des faits nouveaux et une cause nouvelle, suffisant pour réintégrer le mari dans tous ses droits et lui restituer celui d'intenter une nouvelle action dans laquelle il est autorisé à faire revivre les anciens et à s'en alder, tout convertis qu'ils seraient par un pardon et une réconciliation intérieure; que telle est la disposition formelle de l'art. 273 du Code civil; et qu'enfin, sous tous ces rapports, on n'a pu valablement écarter le mari par aucune fin de non-recevoir; — Dit mal jugé, et ordonne de procéder au fond.

Du 9 fruct. an 12. — Cour d'appel de Bordeaux. — Pl., MM. Lainé et Saget.

**PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE). —**

**PHÉT. — LETTRE MUSEE.**

Une lettre dans laquelle un individu écrit à un autre qu'il est au désespoir de ne pouvoir pas rembourser l'argent qu'il lui avait obligamment prêté, peut, d'après les circonstances, être envisagée comme un commencement de preuve par écrit quant à la quantité de la créance réclamée (Cod. civ., art. 1347).

(Descornals — C. Saint-Aubin.)

Du 10 fruct. an 12. — Cour d'appel de Trèves. — V. le texte de cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 29 prair. an 13.

**INTERVENTION. — TIERCE OPPOSITION. —**

**EXÉCUTION.**

Celui qui a formé tierce opposition à un arrêt, n'est pas recevable avant le jugement de sa tierce opposition, à intervenir dans une instance relative à l'exécution de cet arrêt (2).

(Leriche — C. dame Laponce.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la dame Laponce n'est point partie dans l'arrêt du 2 messid. dernier; — Attendu qu'une demande en tierce opposition est un moyen extraordinaire dont on ne peut tirer avantage pour arrêter l'exécution d'un arrêt, tant que la tierce opposition à icelui n'est

ces voies, n'en a pas déjà choisi une; mais si au contraire la tierce opposition avait été formée, l'intervention ne serait plus recevable, et réciproquement. En effet, pourquoi la loi permet-elle d'intervenir? c'est évidemment pour diminuer les procès, en faisant juger de suite et définitivement, ce qui aurait été remis en question plus tard par l'un des intéressés; par conséquent quand l'intervention ne doit pas avoir pour résultat d'empêcher la tierce opposition, et le procès qui doit en être la suite, il faut la rejeter... » — Ces raisons, si elles sont fondées, se trouvent également applicables à l'intervention devant le tribunal de première instance; de sorte que le tiers opposant à un jugement de ce tribunal serait aussi non recevable à intervenir dans l'instance à laquelle donne lieu l'exécution de ce jugement.

(1) V. dans le même sens, Cass. 4 avril 1808, et la note. — V. aussi 15 juin 1836.

(2) En serait-il de même sous le Code de procédure, en présence de l'art. 466, d'après lequel aucune intervention ne sera reçue en appel, si ce n'est de la part de ceux qui auraient le droit de former tierce opposition? Le droit d'intervention qui suppose le droit de tierce opposition cesse-t-il d'exister parce qu'on fait en même temps usage de ce dernier droit? Chauveau (*Journal des Avoués*, v<sup>o</sup> Intervention, n<sup>o</sup> 3) résout la question pour l'affirmative. Voici comment s'exprime cet auteur: « L'art. 466 du Code de proc., qui donne le droit d'intervenir à tous ceux qui peuvent former tierce opposition, suppose que la partie qui pouvait employer l'une ou l'autre de

pas jugée; — Attendu qu'on ne peut intervenir dans l'exécution d'un arrêt qu'autant qu'on s'est partie dans ce même arrêt; — Déclare la veuve Laponce non recevable dans sa demande en intervention et la déduction de ses moyens de tierce opposition, etc.

Du 10 fruct. an 12. — Cour d'appel de Paris.  
3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Ardenne, Rentié et Jouvenot.

1<sup>o</sup> DÉLÉGATION. — ERREUR. — TERME DE PAIEMENT. — NULLITÉ.

2<sup>o</sup> PAPIER-MONNAIE. — DÉLÉGATION. — SUSPENSION.

1<sup>o</sup> L'erreur dans la désignation du créancier indiqué ne rend pas la délégation nulle, lorsque la somme qui en fait l'objet est réellement due par le débiteur délégué.

L'obligation imposée au débiteur délégué de payer les créanciers indiqués dans un délai déterminé, renferme deux obligations distinctes : l'une principale, de payer les créanciers indiqués; l'autre purement accessoire, de rapporter les quittances dans tel délai. — En conséquence, l'impossibilité de paiement dans le délai prescrit ne libère pas envers les délégataires.

2<sup>o</sup> L'acquéreur délégué aux créanciers de son vendeur, durant le cours du papier-monnaie, ne peut exciper des lois qui ont suspendu les remboursements en assignats à l'époque de leur dépréciation, pour s'affranchir des suites de la délégation; ainsi, il ne peut, sous prétexte qu'il n'est tenu qu'envers le vendeur, offrir, aux termes de la loi du 16 niv. an 6, la partie du prix dont une estimation par experts de la chose vendue le constituerait débiteur.

(Sannegon — C. les héritiers Jeanson.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'acte du 12 oct. 1793, par lequel le sieur et dame Sannegon, acquéreurs de la terre d'Ablois, vendue par la direction Potin-Yauvineux, furent chargés de payer divers créanciers, et notamment les héritiers Meulan, précédents vendeurs, et dans lequel il se soumettent de ne pas faire le remboursement avant quatre ans, qui le portaient au 1<sup>er</sup> oct. 1797; — Vu aussi l'acte du 10 germ. an 3, contenant vente par les sieur et dame Sannegon d'une partie des bois aux sieur et dame Jeanson, contenant diverses indications de paiement à plusieurs créanciers qu'ils avaient été soumis de payer, et dans laquelle les acquéreurs se soumettent à rapporter les quittances dans les dix-huit mois; — Vu aussi l'art. 10 de la loi du 16 niv. an 6, n<sup>o</sup> 1634; — En ce qui touche la question de savoir s'il y avait nullité pour fautive désignation dans l'indication d'une portion de 30,000 fr. aux demoiselles Gunthier et Ourzel, qui s'y trouvaient colloquées pour le service d'une rente viagère due par les héritiers Meulan; — Considérant que dans la soumission de payer à un tiers une somme due par le vendeur, il faut, suivant les principes du droit, distinguer, comme dans toute autre obligation, ce qui est de son essence de ce qui n'est qu'accessoire; — Que l'obligation substantielle est de payer pour le vendeur la somme de 30,000 fr. qu'il doit à des tierces personnes; — Que la désignation des créanciers n'est qu'accessoire; que l'obligation principale subsiste dans son essence, dès que véritablement la somme est due, soit à ceux qui en exigent la rente, soit à d'autres; qu'une erreur sur la dénomination ne peut anéantir l'obligation dans son essence; qu'elle pourrait seulement exposer celui qui la commet, soit à supporter les frais des poursuites du véritable

créancier, jusqu'à ce que l'erreur fût redressée, soit à souffrir personnellement les pertes qui pourraient résulter d'un faux emploi, si la somme était payée à quelqu'un qui n'y eût pas droit, et que rien de semblable n'est arrivé; que d'ailleurs des faits particuliers viennent se joindre aux principes de droit, pour détruire l'objection de la prétendue fautive indication; de tout quoi il résulte que cette indication ne peut être annulée sous ce seul prétexte. — En ce qui touche la question de savoir si l'indication de paiement, tant de cette somme que de celle de 60,000 fr., était nulle par l'impossibilité de son exécution dans les dix-huit mois; — Considérant que, malgré la prohibition faite aux sieur et dame Sannegon de payer avant le 1<sup>er</sup> oct. 1797, et quoique aussi des rentes viagères fussent colloquées sur les capitaux indiqués, il n'y avait aucune impossibilité véritablement absolue de payer avant cette époque; — Que les rentes viagères pouvaient s'éteindre et les douaires s'ouvrir; que les créanciers pouvaient consentir à recevoir; — Que d'ailleurs, en germ. an 3, aucune loi n'avait porté atteinte à l'usage reçu en faveur de la libération, et malgré les délais prohibitifs, d'admettre les offres par anticipation; — Que cela est si vrai, que Jeanson, malgré la prohibition, est parvenu à rembourser deux autres articles importants, l'un de 60,000 fr., l'autre de 80,000 fr.; — Qu'on doit encore distinguer dans cette clause l'obligation principale qu'elle renferme, de l'obligation purement accessoire qui s'y trouve; que l'obligation principale est celle de payer les créanciers indiqués, et de rapporter leurs quittances; — Que l'obligation purement accessoire est celle de faire des paiements dans dix-huit mois; que la première pouvait subsister indépendamment de la seconde; et qu'elle devait subsister en effet, dès qu'il n'était pas dit dans la seconde que si les acquéreurs trouvaient des obstacles dans les dix-huit mois, ils seraient déchargés de l'indication; car l'indication de payer dans tel délai et de rapporter les quittances n'est pas la dispense de le faire plus tard; cette dispense ne pourrait résulter d'un obstacle temporaire, mais seulement d'un obstacle absolu et invincible;

Qu'il est de principe consigné dans l'art. 35 de la loi du 17 pluv. an 12, faisant partie du Code civil, qui n'est que la répétition d'une règle auparavant constante: « Que les conventions obligent non seulement à ce qui y est exprimé, mais encore à toutes les suites que l'équité, l'usage ou la loi donnent à l'obligation d'après sa nature. » — Qu'ainsi, sans besoin d'aucune stipulation formelle, et indépendamment même de toute relation à l'acte du 12 oct. 1793, l'obligation principale contenue dans l'acte du 10 germ. an 3, de rapporter quittances des créanciers indiqués, soumettait nécessairement et de sa nature Jeanson et sa femme à attendre les époques respectives où les tiers créanciers pourraient valablement être acquittés, et où il serait possible de leur faire des offres susceptibles d'être suivies de consignation valable, puisque c'était le seul moyen de rapporter leurs quittances conformément à leurs soumissions; — Qu'à plus forte raison ils y étaient obligés quand ils formaient cet engagement, après avoir pris connaissance des obstacles qui pouvaient retarder la libération;

Qu'en d'ailleurs, dans aucune hypothèse, les sieur et dame Jeanson ne peuvent être recevables à se plaindre des suspensions de paiement législativement prononcées, parce que la loi a voulu les mettre à la charge des débiteurs, et qu'elles ont eu précisément pour objet d'empêcher les remboursements en papier discrédité; — Qu'ainsi leurs plaintes ne

pourraient porter que sur les obstacles naissant de la nature des créances, ou du fait des vendeurs, qui auraient empêché d'effectuer les indications en assignats ou en mandats dans l'intervalle du 10 germ. an 3, époque du contrat, au 25 mess. suivant, époque de la première suspension ; — Que, en point de fait, leurs plaintes portent à faux, puisque, dans les intervalles de la non-suspension, il n'ont point fait d'offres réelles ; que s'ils en ont fait, c'est au mois de fruct. an 3, après la suspension légale prononcée le 25 mess. précédent ; — Par ces motifs, met l'appellation au néant, etc.

Du 10 fruct. an 12. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., M. Berryer et Louis.

#### SOCIÉTÉ EN COMMANDITE. — CARACTÈRE. (Vanconyhem — C. Lubbert.)

Du 10 fruct. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — F. cet arrêt à la date de celui de la Cour de cassation du 28 mai 1806, intervenu sur le pourvoi dont il a été l'objet.

#### CONTRAINTE PAR CORPS. — CHOSE JUGÉE. — INSCRIPTION DE FAUX. — COMPÉTENCE.

*Encore qu'une personne ait été constituée débitrice par un jugement passé en force de chose jugée qui l'a condamnée par corps à payer le montant d'un billet, elle peut toujours faire annuler la contrainte par corps en prenant la voie d'inscription de faux contre la titre de sa prétendue obligation (1). Dans ce cas, c'est au juge du lieu où s'est fait l'emprisonnement, et non à celui qui a rendu le premier jugement, qu'il appartient de statuer sur le mérite de l'inscription de faux.*

(Signal — C. Loiseau.)

Loiseau avait reçu par voie d'endossement un billet à ordre souscrit du nom de Signal.

Sur ce billet Loiseau obtint du tribunal de commerce de Lisieux un jugement par défaut contre le sieur Signal. Celui-ci forme opposition au jugement, mais après l'expiration des délais, de telle sorte qu'il est déclaré non recevable dans son opposition.

Le jugement étant ainsi passé en force de chose jugée, Loiseau en poursuit l'exécution ; il fait arrêter et emprisonner le sieur Signal contre lequel la procédure avait eu lieu.

Alors Signal s'inscrit en faux contre le billet.

Jugement qui le déclare non recevable. — Appel.

#### ARRÊT.

LA COUR, — Vu l'ordonn. de 1737, titre du Faux incident, art. 2, conçu en ces termes : « Ladite poursuite pourra être reçue, s'il y échet, encore que les pièces prétendues fausses aient été vérifiées, même avec le demandeur en faux, à d'autres fins que celles d'une poursuite de faux principal ou incident, et qu'en conséquence, il soit intervenu un jugement sur le fondement desdites pièces comme véritables ; » — Considérant que le juge compétent pour connaître de la légalité de l'incarcération l'est également de la demande en faux incident contre le titre des créanciers, n'y ayant pas d'emprisonnement plus illégal que celui qui serait fait en vertu d'un acte faux ou étranger au titre ; — Que l'ordonn. de

1737 autorise à recevoir la poursuite en faux incident, encore que la pièce prétendue fausse ait été vérifiée par autre voie que celle du faux principal ou incident, et qu'il soit intervenu jugement sur le fondement de ladite pièce comme véritable : — Que Loiseau a laissé faire toute la procédure sur la demande de Signal en faux incident, sous de simples réserves, et sans opposer aucune fin de non-recevoir contre l'incarcération ; Que la liberté individuelle est inaliénable et imprescriptible, et qu'après une inscription librement consentie et régulièrement faite, il n'est point d'exception ni de fin de non-recevoir qui puisse prévaloir sur la preuve acquise qu'un emprisonnement a été fait sur un faux titre, ou par l'application erronée de la signature d'une obligation à une personne autre que celle qui l'a souscrite ; — Qu'il est démontré, par l'information faite sur la demande de Signal en faux incident, que le titre de 300 fr. pour lequel il est détenu n'est point de son fait, et que, par conséquent, il doit être remis en liberté ; — Considérant que Loiseau, avant d'agir, aurait dû prendre des renseignements, pour s'assurer si le particulier qu'il poursuivait était véritablement celui qui avait signé le billet dont il était porteur ; que ce défaut de précaution a été la cause première de l'erreur qui a fait perdre à Signal sa liberté ; qu'ainsi il n'est pas douteux qu'il lui doit une indemnité ; — Que, néanmoins, Signal pouvait éviter l'incarcération en revenant en temps utile par opposition contre le jugement par défaut qui a été signifié à sa personne ; qu'il doit imputer à sa propre négligence d'avoir été déclaré non recevable dans son opposition audit jugement, et encore d'avoir été si longtemps détenu, circonstances qui concourent à faire modérer les dommages-intérêts, mais ne peuvent dispenser de l'impression et affirmer, qui sont nécessaires pour rétablir la réputation du détenu ; — Considérant que, de ce que la signature étant au bas du billet en question n'est point celle de Signal, il n'en résulte pas nécessairement que l'acte soit faux, et qu'il est possible qu'il s'applique à un autre individu ; que, dès lors, il y a lieu de remettre la pièce à Loiseau ; — Faisant droit sur toutes les demandes jointes ; — Infirme le jugement, etc.

Du 11 fruct. an 12. — Cour d'appel de Rouen.

#### TUTEUR. — GARANTIE. — VENTE. — ÉVICTION.

*La mère tutrice qui vend en cette qualité les immeubles de ses enfants mineurs, et qui s'engage sur ses biens propres pour l'exécution du contrat, peut cependant être réputée ne pas s'être engagée personnellement à garantir l'acquéreur en cas d'éviction (2).*

(Penent — C. Abadie.)

La dame Abadie tutrice de ses enfants mineurs, en vendant au sieur Penent des biens qui leur appartenaient, avait obligé ses biens propres à l'exécution du contrat. Après son décès le sieur Abadie, son fils, demande la nullité de la vente. Mais le sieur Penent lui oppose que représentant sa mère qui s'est engagée personnellement à garantir la vente, il ne peut être reçu à la critiquer.

17 therm. an 7, jugement qui prononce la nullité de la vente.

Appel.

#### ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'étant convenu, en

(1) V. sur l'autorité de la chose jugée en matière de contrainte par corps, Rouen, 26 fev. 1839, et la note. V. aussi Paris, 20 germ. an 12, et la note.

(2) Il ne faut considérer cet arrêt que comme une décision d'espèce, et comme ne renfermant qu'une interprétation plus ou moins exacte des termes du contrat.



point de droit, entre parties, qu'Hilarion Abadie sera recevable à quereller la vente consentie par sa mère, quoiqu'il soit son héritier, si sa mère n'a pas traité dans cet acte en son propre et privé nom, mais seulement comme administratrice de la personne de son fils et des biens à lui advenus par le prédécès de son père, tout se réduit à l'examen d'un pur fait, savoir en quelle qualité la veuve Abadie procéda dans ledit acte de vente; cet acte porte qu'elle agit comme tutrice de ses enfants et bérilière fiduciaire de son mari; elle ne s'oblige donc pas personnellement; elle ne procéda que relativement à sa qualité accidentelle de tutrice et d'administratrice ou dépositaire de l'hérédité de laquelle les biens vendus faisaient une dépendance; s'il est dit à la fin de l'acte qu'elle obligea ses biens propres, cette obligation, toujours restreinte à la quotité par elle prise *in finio contractus*, ne la soumet qu'à la restitution du prix que le jugement attaqué a ordonné au profit de Penent, sans l'obliger à la pleine garantie, Hilarion Abadie n'en est pas tenu lui-même, quoiqu'il ait succédé à sa mère; la fin de non-recevoir que Penent lui oppose n'est donc pas admissible; — A démis et démet de l'appel, etc.

Du 11 fruct. an 12. — Cour d'appel de Toulouse. — Prés., M. Dast. — Concl., M. Corbière, proc.-gén. — Pl., MM. Corail et Flottes.

#### HYPOTHÈQUE. — RÉDUCTION. — EFFET RÉTROACTIF.

Toutes inscriptions excessives, résultant d'hypothèque générale, doivent être réduites, aux termes de l'art. 2161, Code civil, encore même que les hypothèques soient antérieures au Code. — Ce n'est point faire rétroagir l'art. 2161, puisqu'il ne s'agit pas de détruire le contrat d'hypothèque, mais de lui donner un mode d'exécution qui concilie l'intérêt du créancier avec celui du débiteur (1).

(Caillot — C. Dragon) — ANNÉE.

LA COUR; — Considérant qu'aux termes de l'art. 2161 du Code civil, il ne s'agit plus que d'examiner si la demoiselle Caillot est dans l'hypothèse de la loi, c'est-à-dire si les inscriptions par elle prises sur les biens de l'hoirie de Jean-Joachim Dragon, ou sur ceux appartenant en propre à Antoine-Michel Dragon, procèdent de la loi, ou si elles procèdent de la convention des parties, ce qui est l'exception de l'article précité; — Considérant que, d'après l'acte du 29 fruct. an 4, passé devant le notaire Borely, à Marseille, la demoiselle Caillot, traitant avec Antoine-Michel Dragon, agissant, tant pour lui que pour Levesy, l'un et l'autre représentant l'hoirie de Jean-Joachim Dragon, réduisit les diverses créances qu'elle avait sur cette hoirie, et que, pour les sommes qui furent stipulées en sa faveur, ensuite de cette réduction, Antoine-Michel Dragon, soumit tous ses biens, et particulièrement tous ceux dépendant de la succession de Jean-Joachim Dragon, qui restent, y est-il dit, et demeure soumis à l'hypothèque spéciale et privilégiée de la demoiselle Caillot; qu'il paraît que les inscriptions d'hypothèque, par elle faites en force de cet acte, procèdent d'hypothèque conventionnelle; mais le Code civil ayant

défini ce qu'on doit entendre par hypothèque conventionnelle, il faut se tenir par sa disposition; — Que, d'après la disposition de l'art. 2129, la demoiselle Caillot n'a, par l'acte du 29 fruct. an 4, que consolidé l'hypothèque légale qu'elle avait en force du testament de feu Jean-Joachim Dragon sur les biens de la succession, mais n'a point acquis d'hypothèque conventionnelle, puisque cet acte n'a point déclaré la nature et la situation des immeubles affectés, seule condition qui pouvait constituer l'hypothèque conventionnelle; que, retombant dès lors dans la classe des hypothèques légales, les parties sont régies par le principe de l'art. 2161, et non par son exception; qu'il ne s'agit point en cela de donner un effet rétroactif à la loi, mais seulement de suivre le mode d'exécution par elle prescrit, mode qui concilie l'intérêt du créancier avec celui du débiteur;

Considérant que, d'après ces motifs, il ne s'agit plus que d'examiner, en point de fait, si les inscriptions d'hypothèques prises par la demoiselle Caillot sont excessives; qu'il est évident que l'excès existe à l'égard de Dragon, qui, dans les immeubles désemparés à Levesy, lui avait transmis pour une valeur de 150,000 liv.; — Que l'art. 2163 du Code civil reconnaît ces excès lorsque la valeur de l'immeuble ou des immeubles excède de plus d'un tiers en fonds libres le montant des créances en capital et accessoires légaux; que la valeur des immeubles obvenus à Levesy, s'élevant à ladite somme de 150,000 liv., contient l'excédant du tiers; qu'en affectant à la pension viagère de la demoiselle Caillot, et autres reprises, au capital de 50,000 liv., pour produire, aux dix pour cent, les 4,800 liv. de pension et les 200 liv. de contribution foncière, à laquelle la demoiselle Caillot est soumise pour la portion des biens dont elle jouit; et joignant à cette somme les 40,000 livres payables à la demoiselle Caillot à son décès, on compose un capital de 60,000 liv., qui, accru du tiers, s'élève à 80,000 liv.; et qu'en conséquence, le jugement dont est appel, qui décharge Dragon de toute hypothèque, est juste, puisque l'hypothèque de la demoiselle Caillot a un aliment plus que suffisant sur les biens obvenus à Levesy, et évalués à 150,000 liv.; — Considérant qu'il est bien vrai que l'art. 2163 du Code, veut que la valeur en immeubles, dont la comparaison est à faire avec celle des créanciers; et le tiers en sus, soit déterminé par quinze fois la valeur dudit revenu déclaré par la matrice du rôle de la contribution foncière; mais que le même article permet aux juges de s'aider des éclaircissements qui peuvent résulter des baux non suspects; des procès-verbaux d'estimation, et autres actes semblables, et évaluer le revenu au taux moyen entre le résultat de ces divers renseignements; — Que, quoique les procès-verbaux d'estimation n'aient point été représentés, ils ont été néanmoins référés dans l'acte de partage, et qu'il n'est point à présumer que les copartageants aient frauduleusement souscrit à des évaluations lésives; — Considérant que, d'après les principes posés ci-dessus, il ne peut s'agir que d'examiner en fait s'il y a lieu de restreindre l'hypothèque de la demoiselle Caillot, sur le lot obvenu à Levesy, etc.; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant.

(1) V. dans le même sens, Paris, 13 niv. an 13; Nîmes, 19 mai 1817. — Mais V. en sens contraire, Agen, 4 therm. an 13; Paris, 16 juill. 1807; Caen, 16 fév. 1808; Besançon, 22 juil. 1809. Tel est aussi l'avis de M. Troplong, des Fric. et Hyp., n° 768; suivans cet auteur la faculté de modifier et de res-

treindre les hypothèques générales, étant une innovation du Code civil, ne peut être appliquée à des hypothèques créées et acceptées sous la loi d'une législation qui ne faisait pas exister au créancier de voir son droit limité. V. encore en ce sens, Grenier, t. 1, nos 189 et 223; Persil, sur l'art. 2161.

Du 11 fruct. an 12. — Cour d'appel d'Ais.

**SAISIE-EXÉCUTION. — DÉPÔT DE TITRES. — CONSIGNATION.**

*L'arrêt qui condamne une partie à consigner des lettres de change, n'autorise pas celui au profit de qui doit être faite cette consignation à faire saisir la partie qui n'obtempère pas au jugement (1).*

(V. Seguers.)

Du 11 fruct. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

**HYPOTHÈQUE. — RAPPORT D'IMMEUBLES. — HAINAUT.**

*Dans le Hainaut et dans le pays de Tournay, le rapport d'un immeuble fait devant le magistrat compétent, en vertu d'obligation sous signature privée, confère une sûreté réelle équivalant à l'hypothèque (2).*

(Rasquin — C. Dehult.)

Du 13 fruct. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles.

— 1<sup>re</sup> sect.

**DOUBLE ÉCRIT. — RECONNAISSANCE. — ADJUDICATAIRE.**

*Est nul, s'il n'est fait double, l'acte sous seing-privé par lequel un adjudicataire reconnaît que l'acquisition qu'il a faite est au profit d'un tiers (3).*

(Gandillon — C. Dufrène et Chessebœuf.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il est constant, dans le fait, que la partie de Bréhard a acquis, en son nom propre, le couvent des capucins et la maison de la Sœur de Luçon, et qu'ainsi la propriété de ces objets a résidé sur la tête seule de ladite partie de Bréhard, jusqu'à ce qu'il apprit, par des conventions synallagmatiques, que ladite propriété ait été transférée sur la tête des parties de Boncenne; — Considérant que, s'il résulte des déclarations écrites et signées par la partie de Bréhard, que l'intention des parties étoit que ladite propriété cédât au profit des parties de Boncenne; il en résulte également que les parties de Boncenne devoient contracter l'obligation de payer à la partie de Bréhard, le montant du prix de l'acquisition dont il s'agit; d'où il résulte, par une conséquence nécessaire, que les conventions d'entre les parties étoient obligatoires des deux parts; que c'étoit un contrat bilatéral et synallagmatique; — Considérant qu'un pareil contrat ne peut être assésé, pour l'une et l'autre partie, que par un écrit fait double, lorsqu'il n'est pas rédigé par acte public, chacune des parties devant avoir également la preuve du contrat; — Considérant que les déclarations de la partie de Bréhard n'ayant point été faites

doubles, il en résulte que les parties de Boncenne n'auraient seules en main un titre contre celle de Bréhard, sans que la partie de Bréhard, de sa part, en eût aucun pour agir contre celles de Boncenne, afin de les obliger à exécuter les conventions ce qui serait contre la nature des obligations réciproques; qu'ainsi, les parties de Boncenne ne peuvent se prévaloir d'un écrit qui, par le défaut d'être fait double, est nul comme non avenu; — Considérant, d'une autre part, que dès que la propriété des objets dont s'agit ne peut être enlevée à la partie de Bréhard, elle seule doit en payer le prix, et que les sommes qu'elle a reçues des parties de Boncenne doivent être restituées à celle-ci; — Considérant que lesdites parties de Boncenne ne peuvent répéter que les sommes qu'elles justifient avoir avancées à la partie de Bréhard; qu'ainsi n'ayant, de la part de la partie de Bréhard, aucune reconnaissance de la somme de 1,351 liv. 9 s., par elles prétendue avancée pour le paiement d'une troisième annuité, les premiers juges ne pouvaient entrer en condamnation, à cet égard, contre la partie de Bréhard, dont, en ce cas, l'affirmation offerte par la partie de Bréhard, de n'avoir point reçu des parties de Boncenne, ladite somme de 1,351 liv. 9 s. devait être suffisante, — dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 12 fruct. an 12. — Cour d'appel de Poitiers.

**ALIMENS. — ENFANT. — MAISON PATERNELLE.**

*Lorsque des enfants en état de gagner leur vie quittent le domicile paternel contre la volonté du père, celui-ci n'est pas tenu de leur fournir des aliments, encore qu'ils offrent de justifier ne l'avoir quitté que par suite de mauvais traitements (4).*

(Dufour — C. Dufour.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 203, 311 et 374 du Code civil. — Considérant que, si les lois imposent aux pères l'obligation de fournir à leurs enfants les aliments qui leur sont nécessaires pour vivre, d'une part, ces aliments doivent être donnés et reçus dans la maison paternelle, d'autre part, l'obligation devient réciproque pour les enfants, qui ne doivent pas quitter le domicile de leur père, sans s'écarter du respect qu'ils lui doivent, et sans perdre les avantages que la loi leur assure; — Que du moment que les enfants quittent le domicile de leur père contre son consentement, le père est affranchi de l'obligation de fournir des aliments, à moins que les enfants ne soient dans l'impossibilité physique de pourvoir à leur subsistance; — Considérant que le père a toujours offert à la fille Dufour de venir habiter dans son domicile, et que la fille Dufour est en état de gagner sa vie; — Considérant que la preuve offerte par la fille Dufour est irrévérante et inadmissible; — Considérant enfin que c'est

(1) Une saisie-exécution ne peut être faite sous le Code de procédure (art. 583), comme sous l'ordonn. de 1667, qu'en vertu d'un titre exécutoire, et pour une somme certaine et liquide. Or, le jugement qui condamne une partie à déposer des titres de créance ne la condamne pas également à payer le montant des créances dont les titres doivent être par elle déposés. — La difficulté naît, dans l'espèce, de ce que, en Belgique, la partie condamnée à faire ou à exécuter une chose pouvait y être contrainte par la saisie de ses meubles: c'est ce que l'on appelle l'exécution *ad factum*.

(2) Dans le Hainaut et dans le pays de Tournay, donner un immeuble en rapport, c'est l'assigner pour gage, ce qui équivalait à une simple hypothèque;

que ce rapport avait lieu devant les magistrats municipaux, tels que le mayeur ou les échevins, et ailleurs devant les juges fonciers. V. sur surplus Merlin, *Répert.*, 1<sup>er</sup> Rapport § 101.

(3) Il est évident, on effect, que dans un acte de cette nature les deux parties s'engagent réciproquement: l'une à délaïsser l'immeuble qu'elle a acquis en son nom, l'autre à payer l'acquisition et à s'en charger; il y a donc contrat synallagmatique, et par conséquent lorsque l'acte est sous seing privé, il faut un écrit double (Cod. civ. 1325). — Sur l'effet de la nullité de l'acte quant à la convention en elle-même, F. Cass. 14 frim. an 14 et la note.

(4) V. sur le mode de prestation des aliments, Cass. 14 germ. an 12, et la note.

ici la cause des bonnes mœurs, du respect filial, que les tribunaux doivent toujours se faire un devoir de maintenir dans toute leur intégrité ; — Dit mal jugé, etc.

Du 13 fruct. an 12. — Cour d'appel de Nîmes.

## SECONDES NOCES. — EFFET RÉTROACTIF.

— Dot.

*La coutume d'Asti, en Piémont, permettait au second mari de retenir la totalité de la dot, au préjudice des enfans du premier lit, sans qu'il fût tenu même de parfaire leur légitime. Cette coutume est applicable (sous le Cod. civ.) encore que la femme remariée soit décédée depuis sa publication, lorsque le contrat de mariage, antérieur au Code, s'est référé à la coutume, sauf cependant à laisser intacte la légitime des enfans.*

(Piacenza — C. Cagna.)

Du 13 fruct. an 12. — Cour d'appel de Turin.

## INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RADIATION. — EXÉCUTION

*Avant le Code de procédure, lorsqu'un jugement contradictoire ordonnait la radiation d'inscriptions hypothécaires, il n'était pas nécessaire, pour que le conservateur dût faire cette radiation aux termes de l'art. 2157 du Code civil, que le jugement ne fût plus susceptible d'appel par l'expiration du délai de trois mois. A cet égard, il suffisait qu'il se fût écoulé huit jours depuis la prononciation du jugement (signifié au préalable) et qu'il n'y eût pas d'appel actuellement interjeté. (Cod. civ., art. 2157; Ordonn. de 1667, tit. 27, art. 5.) (1)*

(Charpentier — C. Larber.)

Charpentier venait d'obtenir deux jugemens portant que certaines inscriptions hypothécaires, prises sur ses biens, seraient rayées. — Le conservateur refuse de faire ces radiations, attendu que le délai pour appeler de ces jugemens, n'était pas encore expiré.

Un jugement du tribunal de Pontoise approuve le refus. — Appel.

— ARRÊT.

**LA COUR ;** — Vu l'article 15 du titre 27 de l'ordonnance de 1667, portant que les sentences et jugemens qui doivent passer en force de chose jugée, sont ceux, rendus en dernier ressort, ou dont il n'y a point d'appel ; vu pareillement l'article 2157 du Code civil, ainsi conçu : « Les inscriptions seront rayées du consentement des parties intéressées et ayant capacité à cet effet, en vertu d'un jugement en dernier ressort, ou passé en force de chose jugée ; » — Attendu que, suivant ces dispositions de loi, les jugemens sont considérés avoir acquis force d'exécution et de chose jugée, savoir, ceux contradictoires, après la huitaine de leur prononciation (la signification d'iceux préalablement faite), et ceux par défaut, lorsqu'il n'y est point survenu d'opposition dans le délai de huitaine de leur si-

gnification ; et encore, dans l'un et l'autre cas, lorsqu'il ne subsiste aucun appel desdits jugemens au moment de leur mise en exécution ; d'où il suit que les poursuites qui sont alors exercées en vertu de ces jugemens, sont régulières, et que ceux qui se conforment à leurs dispositions et les exécutent, sont valablement déchargés ; — Dit qu'il a été mal jugé.

Du 14 fruct. an 12. — Cour d'appel de Paris.

## ÉMIGRATION. — FEMME. — AUTORISATION. — ACCEPTATION DE SUCCESSION.

*Sous l'empire de la loi du 28 mars 1793, l'émigration n'emportait pas de plein droit la dissolution du mariage. — Ainsi, tant que le divorce n'était point prononcé, la femme ne pouvait agir comme maîtresse de ses droits, et accepter une hérédité sans autorisation de justices (2).*

(Rohan-Guéméné — C. Rohan-Rochefort.)

Du 14 fruct. an 12. — Cour d'appel de Paris.

## TESTAMENT AUTHENTIQUE. — DICTÉE. — ÉCRITURE. — MENTION.

*Un testament public rédigé à la troisième personne, n'est pas réputé écrit par le notaire, tel qu'il a été dicté (3).*

*Il est nécessaire, à peine de nullité, que la mention expresse de l'écriture soit faite dans le corps même du testament, en présence du testateur et des témoins et avant leur signatures (4).*

(Rolando — C. N.....) — ARRÊT.

**LA COUR ;** — Vu les art. 971, 972, 973, 974, 978, 979 et 1001 du Code civil ; — Considérant que, dans une matière aussi importante que celle des testaments, les formes ont toujours été de rigueur dans toutes les législations ; — Que, lorsque les mots d'une loi sont clairs, il faut s'y conformer littéralement, quand bien même il pourrait en résulter quelques inconvéniens dans des cas particuliers, surtout lorsque l'extension littérale est vraiment dans l'esprit d'une loi, dont le but est de parer à des inconvéniens plus graves ; — Que si quelque interprétation de la loi dont il s'agit pouvait être permise, elle devrait être bornée à un cas où un testament renfermerait des expressions dont la conséquence immédiate, et absolument nécessaire, fût que les formalités auraient vraiment été remplies ; — Que la loi veut impérieusement, à peine de nullité, non seulement que le testament soit dicté par le testateur, et écrit par le notaire, tel qu'il est dicté ; mais qu'il soit fait du tout mention expresse : — Que le véritable esprit de cette loi tend à constater, de la manière la plus certaine, que le testament renferme la véritable volonté du testateur, à s'assurer de l'état de ses facultés intellectuelles, et à écarter les fraudes ; — Qu'il doit résulter que le testateur a dicté le testament, et que le notaire l'a écrit, par la mention expresse consignée dans le testament, et non par aucune autre espèce de preuve ; — Qu'un notaire ne pourrait, tout au plus, être dispensé

certificat de l'avoué de la partie poursuivante, contenant la date de la signification du jugement faite au domicile de la partie condamnée, et sur l'attestation du greffier constatant qu'il n'existe contre la jugement ni opposition ni appel. — V. Paris, 14 mai 1808.

(2) V. en sens contraire, Cass. 24 flor. an 13.

(3) V. Cass. 18 janv. 1809, et la note.

(4) V. conf., Turin, 30 frim. an 14.

(1) F. dans le même sens. Bordeaux, 6 pluv. an 13. — Cette jurisprudence était fondée sur une circulaire du grand juge du 10 therm. an 11, et une instruction de la régie du 15 niv. an 13. — Mais aujourd'hui, le Code de procédure a établi une règle tout opposée. Aux termes de l'art. 548 de ce Code les jugemens qui prononcent une radiation d'inscription hypothécaire, ne sont exécutoires qu'après l'expiration du délai d'opposition ou d'appel ; et dans ce cas encore, l'exécution ne peut avoir lieu que sur le

d'employer les mots dictier et écrire, qu'en les remplaçant dans le testament par d'autres qui fussent parfaitement synonymes; — Que les inconvénients objectés par l'appellante disparaissent si l'on observe que, quoique le mot dictier, dans son acception la plus rigoureuse, paraisse exiger que le notaire écrive, mot à mot, ce que le testateur prononce, le vœu de la loi peut néanmoins être suffisamment rempli toutes les fois que le notaire écrit en langue française ou italienne (dont l'usage était permis dans la 27<sup>e</sup> division, à l'époque du testament dont il s'agit) les mots que le testateur prononce dans le dialecte ou le patois du pays, puisque, dans ce cas, il est toujours vrai de dire que le testament a été dicté par le testateur; qu'en adoptant cette intelligence de la loi, tout homme de bon sens, et qui a l'usage de la parole, quelque partie du territoire français qu'il habite, pourra faire un testament par acte public; au lieu que si l'on entendait la loi d'une manière plus sévère, les citoyens qui ne savent pas parler la langue française ou italienne, et qui ne savent ni lire ni écrire, se trouveraient privés de la faculté de tester, et ce n'a pas été, ce semble, la pensée du législateur;

Qu'en appliquant ces principes à l'espèce, le notaire a bien exprimé qu'il avait écrit de sa main la minute du testament; mais il n'a point dit que les dispositions lui en eussent été dictées par le testateur, en présence des témoins; — Qu'il ne paraît même pas que la déclaration d'avoir écrit de sa main, qui est aussi prescrite par la loi, ait été faite en présence des témoins, puisqu'elle n'est placée qu'après la lecture du testament faite au testateur et aux témoins, et après la signature de ceux-ci; — Que le notaire n'a pas même suppléé à la mention expresse voulue par la loi, en narrant historiquement que le testateur avait déclaré ou ordonné telle et telle autre chose; surtout si l'on observe que ce n'est pas le testateur qui parle en première personne, mais le notaire seul; d'où il suit que ce dernier peut bien être envisagé comme le rédacteur des volontés du testateur, mais non pas comme un écrivain qui les a écrites sous la dictée du testateur; — Que la seule disposition que le notaire a mis dans la bouche du testateur, concerne la nomination des héritiers universelles, mais que s'agissant d'un testament qui renferme plusieurs autres dispositions, il ne suffit pas que le mot de l'héritier universel soit prononcé par le testateur, mais la disposition entière qui le concerne; et toutes les autres, dont le testament se compose, doivent l'être également, et mention expresse doit en être faite; — Que le mot dictier suppose nécessairement que le testateur parle le premier, et que le notaire écrit après que celui-là a parlé; mais que, dans l'espèce, il résulte que le notaire s'est permis de faire des interro-

gatoires au testateur, en lui demandant s'il ne voulait pas faire des legs pieux; qu'enfin, les mots mis à la fin de l'acte, le testateur a dit et dit que ce sont là ses dernières volontés, ne peuvent pas remplir valablement la mention prescrite de la dictée; d'abord, parce que ces mots a dit et dit se rapportant à la narration historique faite précédemment par le notaire, ils ne peuvent pas avoir plus de force que cette même narration, laquelle, ainsi qu'on l'a vu ci-dessus, ne suppose pas nécessairement que le testateur ait dicté ce que le notaire raconte; ensuite, parce que, dans l'espèce, les mots a dit et dit ne sont point placés au commencement du testament; par exemple, le testateur a dit et dit ce qui suit, exprimons qui, jointes à la mention expresse faite par le notaire, qu'il avait écrit de sa main la minute (si cependant cette mention avait été faite en présence du testateur et des témoins, ainsi que la loi l'exige), prouveraient qu'il a écrit sous la dictée; mais que les susdits mots a dit et dit se rencontrant à la fin du testament, ne peuvent aucunement être pris pour synonymes des autres a dicté, puisqu'ils ne signifient autre chose, sinon que le testateur approuve, non pas ce qu'il a dicté, mais ce que le notaire a rédigé; qu'il suit de ces considérations que le testament en question est nul; — Sans s'arrêter aux articles en fait déduits par l'appellante; — Dit avoir été bien jugé.

Du 11 fruct. an 12. — Cour d'appel de Turin. — 1<sup>re</sup> sect.

#### TRANSACTION. — PROCÈS-VERBAL DE CONCILIATION. — SIGNATURE.

Sous l'empire de la loi du 27 mars 1791, art. 36, une transaction résultant d'un procès-verbal de conciliation dressé par le juge de paix et non signé des parties, ne pouvait leur être opposé, alors que ce procès-verbal n'énonçait pas que les parties ne savaient pas signer (1).

(Mautels — C. Vandennieuwenbuysen.)

Du 11 fruct. an 12. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

#### ENFANT NATUREL. — DROIT RÉEL. — TIERS ACQUÉREUR. — HÉRITIER APPARENT. — TRANSACTIONS.

Les enfants naturels légalement reconnus peuvent exercer contre des tiers acquéreurs qui ont traité avec l'héritier légitime, les droits que leur confère le Code civil dans la succession de leur père (2).

Mais si la vente a été consentie de bonne foi avant que l'enfant naturel ait fait connaître son état et réclame ses droits, l'aliénation doit être maintenue, sauf à l'enfant naturel à exercer son droit sur le prix de vente (3).

n<sup>os</sup> 10 et 11; Loiseau, des Enfants naturels, p. 203; Merlin, Répert., v<sup>o</sup> Batard, sect. 2, § 4, et Représentation, sect. 4, § 7; Favard, Num. répert., v<sup>o</sup> Succession, sect. 4, § 1<sup>er</sup>; Duranton, t. 6, n<sup>o</sup> 269; Poajul, des Succ., sur l'art. 756, n<sup>o</sup> 6. — Cass. 26 juin 1809, 27 avr. 1830, et 28 juin 1831; Pau, 10 avr. 1810; Amiens, 26 nov. 1811; Rouen, 17 mars 1813; Paris, 22 mai 1813; Poitiers, 10 avr. 1832.

(3) F. conf., MM. Toullier, t. 4, n<sup>o</sup> 285; Vaacelle, des Succ., sur l'art. 756, n<sup>o</sup> 2 et arrêt de Paris, 12 avr. 1823. — F. au surplus sur l'effet des aliénations consenties par l'héritier apparent, les observations et le résumé de jurisprudence qui accompagnent deux arrêts des cours d'Orléans du 27 nov. 1836 et de Rouen du 25 mai 1838.

(1) Il en serait de même aujourd'hui: L'art. 54, Code de procédure, en déclarant que « les conventions des parties, insérées au procès-verbal de conciliation, ont force d'obligation privée », a nécessairement supposé on que ces conventions auraient été signées par les parties, ou que la cause qui empêche l'une d'elles de signer aurait été constatée par le juge de paix. F. en ce sens, Carré, Lois de la procédure, quest. 230 et 231; Thomine-Desmazures, Comm. du Code de procéd., n<sup>o</sup> 74.

(2) C'est un principe généralement admis par les auteurs et consacré par la jurisprudence, que le droit des enfants reconnus sur les biens de leurs père et mère, est un droit réel, jus in re. V. Toullier, t. 4, n<sup>o</sup> 249; Chabot, des Succ., sur l'art. 756,

*Les enfans naturels dont les pères sont morts dans l'intervalle de la publication de la loi du 12 brum. an 2 à celle du Code civil, peuvent, en vertu de l'art. 3 de la loi du 14 flor. an 11, faire valoir contre des tiers acquéreurs les transactions par lesquelles, dans ce même intervalle, ils auraient obtenu des héritiers légitimes, non-seulement la portion que le Code civil a depuis déclaré leur appartenir dans les biens héréditaires, mais même la totalité de ces biens (1).*

(Lefèvre—C. de la Salle.)

De 14 fruct. an 12.—Cour d'appel de Paris.

#### DIVORCE.—ENFANS.

*Encore que les enfans d'époux divorcés soient restés confiés à la garde du conjoint qui avait obtenu le divorce, les juges peuvent, nonobstant l'opposition de celui-ci et sur la demande de l'autre, faire choix d'une tierce personne, si l'intérêt des enfans l'exige (2).*

(Mazier—C. Barbe.)

Après le divorce prononcé entre les époux Mazier, sur la demande de l'épouse, les enfans communs étaient restés confiés à la garde de leur mère. Celle-ci demande en justice que leur père soit tenu de contribuer à leur entretien, à raison

(1) Cette décision, frappée d'un pourvoi en cassation, a été cassée le 20 mai 1806 (V. à cette date).

(2) V. anal. dans le même sens, Bruxelles, 3 pluv. an 10; Bordeaux, 9 juin 1832 (Volume 1832).

de 400 fr. par an. Mazier articule contre la demoiselle Barbe, son épouse divorcée, des faits d'inconduite et de dissipation, et conclut en conséquence à ce que la garde des enfans lui soit retirée.

7 mess. an 12, jugement du tribunal civil de Rouen qui maintient la garde des enfans à la demoiselle Barbe, et condamne Mazier à payer la pension réclamée.

Appel par Mazier.—Et le 27 therm. an 12, arrêt de la Cour de Rouen qui ordonne la convocation du conseil de famille pour délibérer sur la garde des enfans. — Délibération du conseil de famille qui estime que cette garde doit être retirée à la mère.

#### ARRÊT.

LA COUR;—Vu la délibération prise en exécution de l'arrêt du 27 therm., par le conseil de famille des enfans Mazier;—Vu qu'il résulte tout à la fois de cette délibération que les enfans n'ont point dû être confiés à leur mère, et que Mazier doit contribuer à leur pension, à raison de 250 fr. par an;—Réforme le jugement au chef qui accorde à la femme Mazier la garde de ses enfans;—Ordonne qu'ils seront remis à la personne indiquée par la délibération;—Confirme, au surplus, le jugement.

Du 21 fruct. an 12.—Cour d'appel de Rouen. —Pl., MM. Dnbamel et Gady.

—C'est là une conséquence du principe, qu'après la divorce ou la séparation de corps prononcée, les juges ont un pouvoir discrétionnaire pour le choix de la personne à qui les enfans doivent être confiés. V. Cass. 24 mai 1821, et les arrêts cités en note.

#### BAIL.—VENTE.—CONGÉ.—DÉLAI.

*L'acquéreur ne peut expulser le locataire qu'après lui avoir donné congé suivant l'usage des lieux, encore que le locataire n'occupe qu'en vertu d'un bail verbal. (C. civ., 1736 et 1748). (1)*

(Fauconnier—C. Vaufrasen.)

Par acte du 20 prair. an 12, Fauconnier avait acheté de Topts une maison sise à Bruxelles.—Il fut dit dans le contrat de vente que la maison était occupée sans bail par le dame Vaufrasen.—Fauconnier, se prévalant de cette énonciation, a fait signifier à la dame Vaufrasen d'avoir à déguerpir dans cinq jours; et à défaut par elle de l'avoir fait, il a, de sa propre autorité, fait déplacer les meubles et effets de cette dame.

Celle-ci a excipé d'un bail verbal, et a poursuivi Fauconnier en dommages-intérêts, se fondant sur l'art. 1736, C. civ., qui veut qu'en cas de bail verbal, l'une des parties ne puisse donner congé à

l'autre, qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux.—Or, la coutume de Bruxelles voulait, art. 227, que le congé fût donné trois mois d'avance.—Le déplacement des meubles de la dame Vaufrasen par Fauconnier a donc été une voie de fait arbitraire, réprochée par l'art. 1736 du Code civ. De là, le bien-fondé de la demande en dommages-intérêts.

Fauconnier a prétendu que, d'après la déclaration portée au contrat de vente, la maison étant occupée sans bail, il avait dû croire avoir le droit d'y entrer à volonté.—Que d'ailleurs l'art. 1736 ne recevait d'application que vis-à-vis du locataire et du bailleur qui avait consenti le bail verbal, et non point vis-à-vis de l'acquéreur qui, aux termes des art. 1743 et 1750, n'est passible de dommages-intérêts qu'envers le locataire porteur d'un bail authentique.

Jugement qui condamne Fauconnier en des dommages-intérêts.—Appel.

(1) Sous l'ancien droit, cette question était décidée dans le même sens, par Bourjon, liv. 4, tit. 4, ch. 6, sect. 8, n° 74, et par Pothier, du Louage, n° 297.—Sous le Code civil, M. Duranton, L. 17, n° 144, et Duvergier, du Louage, L. 1<sup>re</sup>, n° 546, se sont rangés à cette doctrine. «Lorsque le bail n'a pas de date certaine, dit ce dernier auteur, il est comme non avenu à l'égard de l'acheteur. Tantefois, si le preneur occupe les lieux, sa présence rend incontestable le fait de la location. En conséquence, l'acheteur ne peut demander que le preneur soit expulsé sur-le-champ.

I.—1<sup>re</sup> PARTIE.

Tout ce qu'il a le droit d'exiger, c'est qu'on applique la règle établie pour les baux dont la durée n'est pas fixée. Il devra donc, s'il s'agit d'une maison, donner congé en observant les délais fixés par les usages des lieux, conformément à l'art. 1736; et si c'est un immeuble rural qui lui a été vendu, il sera tenu de souffrir que le bail continue jusqu'au terme indiqué par l'art. 1744.»—V. en ce sens, Denu, 11 août 1837. Mais V. en sens contraire, Turin, 21 juin 1810.

## ARRÊT.

**LA COUR**;—Attendu que le fait et l'aveu des parties ont expliqué la déclaration faite au contrat de vente, que la maison était occupée sans bail, dans ce sens que le bail était verbal;—Attendu qu'aux termes de l'art. 1736 du Code civ., si le bail a été fait sans écrit, l'une des parties ne pourra donner congé à l'autre, qu'en observant les délais fixés par l'usage des lieux;—Attendu que cette règle générale, d'ailleurs conforme aux principes d'équité, n'est détruite par aucune exception;—Attendu que, suivant l'art. 1748, l'acquéreur étant tenu de l'avertissement usé dans le lieu même, lorsque la faculté d'expulser a été réservée dans le bail, on reconnaît dans cet article l'esprit de la règle générale à l'égard du délai à observer pour les congés;—Que l'art. 1750, en déchargeant l'acquéreur des dommages-intérêts, lorsque le bail n'est pas fait par acte authentique ou n'a point de date certaine, ne le dispense pas de l'obligation d'avertir et d'accorder le délai d'usage; ... Met l'appellation au néant, etc.

Du 13 vend. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.—Sect. vac.

## DOT.—DÉPENS.—AUTORISATION MARITALE.

*Sous l'ancienne jurisprudence, les dépens obtenus contre la femme dans un procès relatif à ses biens paraphernaux, pouvaient être répétés sur ses biens dotaux pendant la vie*

(1) La question a été jugée de même par un arrêt de la Cour de Toulouse du 28 août 1828; et telle était la doctrine des anciens auteurs, Roussille, de la Dot, t. 1<sup>er</sup>, p. 491, 492; Tessier, de la Dot, n° 673, aux notes. Avant le Code, la dot, bien qu'inaliénable en général, était cependant réputée aliénable pour toute cause juste, raisonnable, avantageuse à la femme; seulement, quand la femme n'avait été autorisée que par le juge et non par son mari, la condamnation ne s'exécutait point sur les usufruit des biens dotaux, pendant le mariage.

Le Code civil a porté plus loin le principe de l'inaliénabilité. L'art. 1554 n'admet d'autres exceptions que celles prévues par les art. 1555 à 1559. — Après avoir rappelé ces exceptions, l'orateur du gouvernement, M. Berlier, ajoutait: « Au delà des espèces que je viens de recapituler, le principe de l'inaliénabilité du fonds dotal ne peut recevoir aucune atteinte. » — M. Duveyrier, dans son rapport au tribunal, disait aussi: « Je n'ai pas besoin d'observer que toutes les exceptions que la loi « n'exprime pas, sont impraticables. » — La Cour suprême, a consacré cette interprétation limitative, en se fondant sur le rapprochement des articles cités, et sur l'idée « qu'ils ont essentiellement pour « objet de faire cesser les controverses anciennes « pour les cas où l'aliénation de la dot serait permise. » (Cass. 3 janvier 1825; 28 fév. 1834.)

Dans les espèces jugées par ces deux arrêts, il s'agissait de l'effet, sur les biens dotaux, d'une acceptation de succession étrangère à ces biens; le second arrêt avait trait, en outre, à l'exécution d'une condamnation aux dépens; et l'un des considérans s'exprime en ces termes: « Les obligations « contractées par la femme, mariée sous le régime « dotal, ou qui peuvent résulter d'un délit, d'un « quasi-délict ou d'un quasi-contrat, non plus que « les condamnations aux dépens, ne sont comprises « dans aucune des exceptions admises par la loi. »

Cette doctrine, fondée uniquement sur la lettre de la loi, nous semblerait en méconnaître le vœu, si on l'appliquait aux crimes et délits de la femme, et que l'inaliénabilité de la dot devint ainsi un moyen indirect d'impunité. P. en ce sens, M. Benoît, de la Dot, t. 1<sup>er</sup>, n° 191, et M. Tessier, de la Dot, n°

même du mari, alors que le mari avait tenté le procès lui-même, en qualité de negotiorum gestor (1).

(Guérin—C. Lombard.)

La dame Lapière, femme du sieur Guérin, était mariée sous le régime dotal. — Pendant le mariage, il lui échu des biens paraphernaux dépendant de la succession de sa mère.

Un procès s'engage relativement au partage de cette succession, sur la poursuite du sieur Guérin agissant au nom de son épouse; et après de longues procédures, il intervint un arrêt de la Cour d'appel de Nîmes qui prononça sur les contestations, et condamna la dame Guérin à une partie des dépens de l'instance.

C'est dans cet état de choses que M. Lombard, avoué, qui avait avancé les frais pour les parties adverses auxquelles les dépens étaient adjugés, fait, pour les recouvrer, saisir des sommes dotales entre les mains du sieur Guérin.

Le sieur Guérin et sa femme demandant la mainlevée de cette saisie.

## ARRÊT.

**LA COUR**;—Considérant, en point de droit, que la dot de la femme est valablement affectée par les obligations qu'elle contracte en chose raisonnable et juste, lors même que son entreprise n'aurait pas le succès qu'elle pourrait apparemment s'en promettre, à plus forte raison pour les engagements civils, eumme dans ce cas-ci, sont

675. La dot, dans le cas de délit de la femme, a été déclarée aliénable pour le paiement des amendes et réparations, par plusieurs Cours royales: Rouen, 12 janv. 1822; Nîmes, 28 août 1827; Limoges, 17 juin 1835.

Mais la question présente bien plus de doutes, pour les condamnations aux dépens en matière civile. Les Cours royales sont divisées. L'inaliénabilité a été admise pour les dépens d'une instance ou la femme avait été déclarée héritière pure et simple: Agen, 26 fév. 1833; et même pour frais de séparation de biens, quoique cette mesure ait précisément pour objet de conserver la dot: Agen, 11 mai 1833. Il y a eu dans ce dernier cas des décisions contraires: Toulouse, 20 mars 1833; Caen, 14 août 1837. Or, si pour les avances faites par l'avoué à la femme qui a demandé la séparation de corps, et bien qu'elle ait succombé: Nîmes, 5 avril 1838.

Deux autres arrêts ont autorisé le recouvrement sur les biens dotaux des dépens pour procès relatifs aux biens paraphernaux de la femme: Toulouse, 20 juill. 1822, et 28 août 1828. Mais il s'agissait, dans les deux espèces, d'époux mariés avant le Code; et sous l'ancienne jurisprudence les dépens de procès raisonnables, intentés par la femme avec qualité, étaient exécutoires sur la dot. Toutefois le dernier de ces arrêts décide autrement pour les procès relatifs aux biens dotaux, où figurerait la femme, parce qu'elle est sans qualité pour exercer les actions de cette nature, qui résident sur la tête seule du mari. (C. civ., art. 1549.)

Les nouveaux auteurs autorisent généralement l'aliénation de la dot, sauf quelques distinctions, pour le paiement des dépens:—Duranton, t. 15, n° 534; Proudhon, de l'Usufruit, n° 1779, 1780; Benoît, t. 1<sup>er</sup>, n° 190;—Contré, Tessier, de la Dot, n° 673, 674.

On préviendrait bien des contestations, et l'on arriverait à un résultat rationnel, si la prohibition de l'art. 1554 du Code civil ne s'entendait que des obligations contractuelles. Telle a été, à notre sens, la pensée des rédacteurs du Code, qui ne se préoccupaient pas des délits, quasi-délits ou quasi-contrats de la femme.

la suite d'un procès intenté pour le recouvrement de biens et droits certains qui lui sont paraphernaux. Il est vrai qu'en thèse, tel créancier de la femme ne peut agir, sur ses effets dotaux, qu'après la dissolution du mariage à cause de l'usufruit du mari, mais il n'est pas moins certain que cette obstacle cesse lorsque le mari consent. Or, dans l'hypothèse de la cause, Guérin a intenté de sa volonté spontanée, et sans y être obligé par aucun lien civil, le procès à raison des biens paraphernaux de sa femme, qui a donné lieu aux dépens dont il s'agit; dès lors, il s'est formé un contrat en jugement entre lui et celui qu'il attaquait pour l'acquiescement des dépens qui s'obtiendraient réciproquement; contrat par lequel Guérin a sanctionné de son chef, et pour ce qui le concernait, l'engagement de la femme sur ses cas dotaux, et, par suite, consenti à l'action actuelle, pour raison de cette créance sur la dot dont il est débiteur, et renoncé à son usufruit, à concurrence du montant desdits dépens; C'est sans fondement qu'on oppose contre cet engagement personnel de Guérin, ajouté à celui de sa femme, qu'il n'a eu qu'en qualité de mandataire légal de cette dernière, et qu'en conséquence il n'a pu obliger qu'elle; car, s'agissant de biens paraphernaux, dont la femme a le plein domaine et l'administration exclusive, il ne peut être réprimé, à l'égard de Lapière, avoir agi ni *rations mandati*, ni *rations ministerii*, mais volontairement et librement, et comme *negotiorum gestor* de sa femme; et si, par la suite, sur le défaut de qualité qui lui a été opposé, la Cour l'a considéré comme mandataire légal de sa femme, ce n'a été que sous le rapport de la légitimation des poursuites qu'il avait jusqu'alors faites sans elle, et pour qu'elle en profitât; mais il paraît que cette circonstance n'a apporté aucun changement à la sorte d'engagement personnel qu'il avait déjà contracté vis-à-vis de Lapière le père, que Lombard représente; lorsqu'on fait attention que le mandat que la Cour a déclaré, n'est qu'une fiction de droit pour l'utilité de la femme; que ce n'a jamais pu être ni le mandat forcé du mari constitutaire, ni le mandat proprement dit, et qui n'a pas réellement existé *ab initio*, et qu'il aurait toujours été libre à la femme de ne pas donner, comme au mari de le refuser; en sorte que Guérin a toujours resté lié envers Lapière par un engagement purement volontaire: — Par ces motifs, ordonne la délivrance des fruits perçus sur les biens paraphernaux, au dire d'experts, en cas de désaccord; — Réserve à Lombard l'effet de son bannissement contre Chanerat; et, en cas d'insuffisance, condamne Guérin à délivrer le surplus sur sommes dotales de son épouse, et le condamne aux dépens du procès.

Du 20 brum. an 13. — Cour d'appel de Nîmes. — Prés. d'âge, M. Soustiel — Concl., M. Fornier.

(1) *F. anal.* en ce sens, 7 pluv. an 10, et la note. — Cela n'est pas contestable sous l'empire du Code civil (art. 1254). Mais on distinguait dans l'ancien droit entre les intérêts qui provenaient *ex natura rei* et ceux qui étaient accordés par les juges en dédommagement du retard qu'avait mis le débiteur à s'acquitter du capital, *ex mora*. Dans le premier cas, l'imputation portait d'abord sur les intérêts qui, considérés comme accessoires, faisaient, à vrai dire, partie de la même dette. Il en était autrement, dans le second : les intérêts moratoires étaient considérés, dans certaines provinces, comme une dette différente et distincte du principal, et ce qui était payé à-compte par le débiteur, lorsqu'il n'y avait pas d'imputation de faite, s'imputait sur le principal comme étant la dette la plus dure (V. Pothier,

# PAIEMENT. — IMPUTATION. — INTÉRÊTS.

Avant le Code civil, le débiteur d'une somme produisant intérêts ou arrérages, ne pouvait, sans le consentement du créancier, imputer, sur le capital, par préférence aux intérêts et arrérages, les a-compte par lui payés (1).

(Simonin — C. Accolas.)

Lesieur Accolas avait vendu aux époux Simonin une propriété immobilière moyennant 90,000 fr., stipulés payables dans un délai déterminé avec intérêts à 5 pour cent. Il intervint, le 22 frim. an 10, un acte par lequel il fut reconnu que la dame Simonin, alors divorcée, ne restait plus à devoir sur ce prix, que 21,964 fr. en capital et 2,000 fr. en intérêts. Le sieur Accolas déguisa, sur ce restant de prix, à deux de ses créanciers, la somme de 7,444 fr., qui fut payée par la dame Simonin. — Quelques difficultés étant survenues plus tard entre celle-ci et son vendeur, il intervint un jugement qui ordonna le dépôt du restant de prix dû par la dame Simonin et ordonna que les 7,444 fr. qui venaient d'être payés, seraient imputés d'abord sur les intérêts.

Appel par la dame Simonin. — Elle soutint que l'imputation d'un a-compte sur le principal préférentiellement aux intérêts, était conforme à la loi 1, ff. de Solut., et à la loi 102, eod. tit.; que l'imputation, selon Pothier (*Obtig.*, n° 567), devait se faire sur celle des différentes dettes que le débiteur avait, pour lors, le plus d'intérêt d'acquiescer; et que le capital étant plus onéreux que les intérêts, puisqu'il était lui-même productif d'intérêts, l'imputation sur ce capital ne devait pas souffrir de difficulté.

Mais on répondit pour le sieur Accolas, que s'agissant dans l'espèce d'une dette qui de sa nature produisait des intérêts, ces intérêts devaient être considérés comme une portion de la même dette, qui consistait tout à la fois en principal et en intérêts; que par cette raison, l'imputation avait dû se faire d'abord sur les intérêts, et subsidiairement seulement sur le principal, conformément à la loi 5, ff. de Solut.

## ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est dans la nature de la dette dont il s'agit que le vendeur d'un immeuble commence, avant de recevoir le principal, à toucher les intérêts qui lui sont dus de droit, comme représentatifs des fruits qu'il percevrait sans diminution du fonds; qu'admettre l'imputation préalable sur le capital, proposée par la dame Simonin, ce serait favoriser le débiteur en retard, au préjudice du créancier qui a bien voulu l'attendre; que l'on a reconnu la maxime, aujourd'hui consacrée par le Code civil, que le débiteur d'une dette, produisant intérêts ou arrérages, ne peut, sans le consentement du créancier, imputer le paiement qu'il fait d'abord sur le capital, par préférence aux intérêts et ar-

des Obligations, n° 533 et 534). Toutefois cette distinction n'était pas admise dans toute la France; elle était rejetée notamment dans la Bretagne (Toullier, t. 7, n° 181, note). — Quoi qu'il en soit, nous pensons que le Code civil ne l'autorise pas; car outre que l'art. 1254 est conçu en termes généraux, il faut dire que cette distinction ayant été signalée lors de la discussion du Code civil, il fut répondu qu'elle devait être rejetée comme incompatible avec les principes de la législation actuelle, qui considère l'argent comme susceptible de produire des intérêts (V. Maleville, sur l'art. 1254). — V. néanmoins Duranton (t. 12, n° 192), qui en mentionnant la distinction de Pothier, sans en repousser l'application actuelle, paraît l'adopter comme devant encore être suivie.

rérages.... — Met l'appellation au néant, etc.

Du 23 brum. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Dommanger et Archambault.

# 1<sup>o</sup> ACQUIESCEMENT. — JUGEMENT PAR DÉFAUT. — EXÉCUTION.

## 2<sup>o</sup> EXPLOIT. — PARLANT A....

1<sup>o</sup> La partie condamnée qui, en recevant la signification du jugement, remet à l'huissier une lettre pour la faire tenir à son avoué, avec invitation de payer les frais, n'est pas par cela seul censée acquiescer au jugement, si les frais n'ont pas été payés (1). — En conséquence, l'opposition qu'elle forme au jugement par défaut, est recevable.

2<sup>o</sup> Est nul l'exploit dans lequel l'huissier énonce qu'il a remis la copie au domicile de l'assigné, à un homme, sans désigner les rapports qui existent entre cet homme et l'assigné (2).

(Ottevaer. — C. Corbisier).

Du 23 brum. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Girardin, Zech et Devieschoudère.

# BAIL. — RÉSILIATION. — TRANSPORT. — SOUS-LOCATION.

## Le sous-locataire qui, au moyen d'un transport

(1) V. sur la question de savoir dans quels cas le paiement des dépens emporte acquiescement au jugement de condamnation, Cass. 23 niv. an 7, et la note. V. aussi Toulouse, 29 niv. an 11, et la note.

(2) V. renf., Cass. 17 août 1809; Bruxelles, 4 avril 1807. — V. aussi dans le même sens, Cass. 24 vent. et 26 fruct. an 11; 18 niv. an 12, et les notes.

(3) Cette dernière proposition, énoncée d'une manière générale dans les motifs de l'arrêt qui va suivre, ne nous paraît pas susceptible d'être admise sans distinction. — Sans doute, s'il s'agissait de la résiliation prononcée entre le locataire principal et le bailleur pour cause de fraude, il serait raisonnable que la sous-location subit le sort de la location principale (V. en ce sens, Paris, 11 nov. 1812). Mais la même décision peut-elle être admise, lorsque, comme dans l'espèce, il s'agit d'une résiliation convenue à l'amiable entre le propriétaire et le principal locataire, ou bien s'il s'agissait de la résiliation pour non paiement du prix? C'est là une question délicate. Pour l'affirmative, on peut dire que les droits du sous-preneur étant précisément ceux du preneur, il est légalement impossible que les premiers survivent à l'extinction des seconds. La décision reposerait ainsi sur ces maximes : *Nemo plus juris in alium transferre potest quam ipse habet*; et *resoluto jure domini resolvitur jus accipientis*. On pourrait encore ajouter qu'il serait injuste et contraire aux principes, de subordonner le droit pour les bailleurs de faire prononcer la résiliation, à des actes de sous-location auxquels ils sont personnellement étrangers, et qu'enfin les bailleurs pourraient être contraints, au moyen de fraudes faciles, à ne recevoir que des prix inférieurs à ceux qu'ils auraient primitivement stipulés. — Ce système est spécieux; mais la résiliation en est possible.

D'abord, en principe, il faut reconnaître que le bail survit quelquefois au titre de celui qui l'a consacré. Ainsi la loi laisse toute leur force aux baux consentis soit par l'usufruitier, soit par l'acquéreur à partie de rachat, même après l'extinction du droit d'usufruit, et l'exercice du droit de rachat. Et une jurisprudence constante fait survivre les baux consentis par le fol enchérisseur, à la résolution de l'adjudication. — Ensuite, il n'est pas exactement

dûment accepté, s'est engagé à payer entre les mains d'un tiers ses loyers à échoir, est affranchi des effets de ce transport, du moment que, par l'effet d'une résiliation convenue à l'amiable entre le principal locataire et le propriétaire, il se trouve évadé des lieux et privé ainsi de sa jouissance. La résiliation du bail principal entraîne celle des sous-baux (3).

(Michalon — C. Driols.)

Le 26 fruct. an 12, la veuve Gueffron avait donné aux époux Lhéritier une maison en location. Ceux-ci sous-louèrent une boutique à la veuve Brisse, qui elle-même la cède au sieur Michalon, à la charge par celui-ci de payer ses loyers aux locataires principaux. Le 19 therm. an 6, les époux Lhéritier transportèrent au sieur Driols, leur créancier, le prix du loyer de la boutique, à compter du 10 mess. précédent jusqu'au 10 germ. an 13. Le sieur Michalon accepta le transport. Il l'exécutait depuis un an, lorsqu'il intervint entre la dame Gueffron, propriétaire de la maison, et les locataires principaux, une résiliation de bail, par suite de laquelle il fut obligé de vider les lieux. Il n'en fut pas moins poursuivi par le sieur Driols, en exécution du transport dont les effets, aux termes de l'acte, ne devaient s'arrêter qu'au 10 germ. an 13.

14 flor. an 12, jugement qui accueille la demande de Driols.

vrai que la sous-location soit la transmission pure et simple des droits du preneur. Le sous bail crée des obligations toutes spéciales entre le preneur et le sous-preneur; et il serait tenté-à-fait contraire aux principes de prétendre que sous-tenir l'est simplement redire son bail. — Ainsi donc, de même que les baux sont maintenus, même après la résiliation du droit de celui qui les a consentis, de même les sous-baux pourraient survivre à la résiliation de la location principale. — Ajoutons que ce système trouve une forte nouvelle dans les rapports que la loi elle-même établit entre les sous-preneurs et les propriétaires bailleurs. En effet, les sous-preneurs sont personnellement obligés envers le bailleur. Cela résulte des art. 1753 du Code civil, et 820 du Code de proc., qui, d'une part, offrent au bailleur l'avantage d'une obligation directe et personnelle contre le sous-preneur et, d'une autre part, restreignent l'effet de cette obligation jusqu'à concurrence du prix de la sous-location. Or, que résulte-t-il de là? N'est-ce pas que le contrat du sous-preneur ne peut dépendre, quant à l'exécution, que de l'extinction qu'il mettra à l'acquiescement de son obligation personnelle? Cela paraît incontestable; car il serait par trop injuste de lui avoir imposé des obligations personnelles, et en même temps de l'avoir laissé exposé à une résiliation provenant d'une cause qui lui serait étrangère, par exemple, l'inaccomplissement, de la part du preneur, de ses engagements envers le bailleur. Vainement on dirait que le bailleur étant absolument étranger aux sous-baux passés par le preneur, il n'est pas possible de subordonner son droit de faire prononcer la résiliation, à l'existence de ces actes. Le preneur a le droit de sous-louer par cela seul que la faillite ne lui en est pas interdite; si le bailleur se tait lorsque sa sous-location est consentie, il l'autorise par cela même. C'est donc en quelque sorte sur sa loi que les sous-locataires contractent, et c'est précisément parce que la loi le suppose qu'elle a imposé à ceux-ci des obligations personnelles. — Ces considérations qui sont développées par M. Duvergier (du Louage, n° 539) nous paraissent militer puissamment en faveur des sous-preneurs.



**Appel par Michalon.** — Il soutient que, n'ayant pu s'engager que pour les loyers qu'il devait aux époux Lhéritier, les effets du transport avaient dû cesser à son égard, à l'instant même où il avait été privé de la jouissance par l'effet de la résiliation du bail, intervenue entre le propriétaire et les locataires principaux.

ARRÊT.

**LA COUR ;** — Attendu qu'une cession par un principal locataire ne peut nuire aux droits du propriétaire ; — Attendu que la résiliation du bail passé par Lhéritier et sa femme porte sur la totalité de la maison dont il s'agit, et que cette résiliation a été suivie d'exécution ; — Attendu que la résiliation du bail principal entraîne celle des sous-baux ; — Décharge Michalon des condamnations contre lui prononcées, etc.

Du 24 brum. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

**1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> CONSEIL DE FAMILLE. — DÉLIBÉRATION. — HOMOLOGATION. — INTERDIT. — PROCURATION. — VOIE PERSONNELLE.**

**3<sup>e</sup> INTERDICTION. — TUTEUR. — INCAPACITÉ.**

**1<sup>re</sup>** La délibération d'un conseil de famille qui nomme un tuteur à un interdit, est exécutoire sans qu'il soit besoin de l'homologation du tribunal (1).

**2<sup>re</sup>** Lorsque, d'après l'art. 419, Code civil, les parents, alliés ou amis, convoqués en conseil de famille, ne font représenter par un fondé de pouvoir, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité de la procuration, qu'elle contienne le vœu personnel de celui qui l'a donnée.

**3<sup>re</sup>** Celui qui a provoqué l'interdiction, n'est pas par cela même incapable d'être tuteur.

(Despinois — C. Saintignon.) — ARRÊT.

**LA COUR ;** — Attendu que Despinois a pu signer avec la dame son épouse, dans l'acte d'opposition à la délibération de famille du 18 prair. an 12 ; mais c'était une erreur de leur part de prétendre que le tuteur ne pouvait entrer en fonction qu'après l'homologation en justice de la délibération du conseil de famille qui lui déférait cette qualité ; ce n'est en effet que dans les cas prévus par la loi et d'une réclamation motivée qu'il faut demander l'homologation ; ainsi le seul motif sur lequel portait alors l'opposition n'était point fondé ; l'intime, dont la qualité de tuteur n'était point directement attaquée, a donc pu faire, en cette qualité, les notifications dont se plaignent les appelans ;

Attendu que l'art. 419 du Code déterminant que les parents ou amis convoqués pourraient se faire représenter par un procureur spécial, c'est vouloir ajouter à ses dispositions, que d'obliger le mandant à émettre son vœu par la procuration même ; ce serait enchaîner son mandataire spécial pour l'objet de la convocation, qui doit seulement être rappelé, et gêner les suffrages, qui ne se forment souvent qu'après les observations et discussions qui ont eu lieu entre les membres de l'assemblée ; et l'on conçoit qu'il pourrait résulter des inconvénients graves si les opinions des fondés de pouvoir n'étaient pas libres ; mais il est nécessaire, pour prévenir les abus, que les noms des fondés de pouvoir ne soient pas en blanc, comme le reproche en a été fait au cas

(1) V. anal. dans le même sens, Metz, 16 fév. 1812.

(2) V. conf., Turin, 17 mai 1806 ; — En sens contraire, Aix, 19 frim. an 13 ; Cass, 6 avril 1808.

particulier ; c'est au mandant à faire son choix de confiance, au moment même de la passation de la procuration, pour se faire représenter convenablement, et il faut des empêchemens bien légitimes, d'après la loi, pour ne pas comparaitre en personne ; mais c'est au juge de paix spécialement à ne point admettre des motifs, souvent trop légers, pour se dispenser d'une obligation naturelle, et que la loi impose dans une circonstance qui intéresse le sort des familles et la société elle-même ; — Attendu qu'aucune des parties ne se plaint de la disposition du jugement dont est appel, qui annule la délibération de famille du 18 prair. an 12 ;

Attendu, sur les réquisitions du procureur-général tendant à faire exclure de la tutelle les sieurs Despinois et Saintignon, que si des motifs d'exclusion existent évidemment contre Despinois, et, qu'à son égard, les réquisitions ne peuvent faire de difficulté, il n'en est pas de même relativement à Saintignon, parce que rien dans la loi ne prononce son exclusion pour avoir provoqué l'interdiction de la dame Saintignon, etc.

Du 24 brum. an 13. — Cour d'appel de Metz.

**TUTELLE. — EFFET RÉTRACTIF. — NOMINATION NOUVELLE.**

Le mineur de vingt-un ans qui a reçu un curateur sous l'empire du droit écrit est retombé en tutelle, par la promulgation du Code civil (2). Mais le tuteur d'ail nommé antérieurement au Code, ne peut être contraint de reprendre la tutelle, à moins d'une nomination nouvelle. — Il en serait autrement du tuteur légal, qui, dans cette hypothèse, se trouverait de droit cessai de la tutelle.

(Bertrand et Morangies — C. Min. pub.) (3) — ARRÊT.

**LA COUR ;** — Attendu que le jeune Morangies avait atteint sa puberté avant l'émission de la loi du 5 germ. an 11, qui proroge la tutelle jusqu'à la vingt-unième année du mineur ; que, par la disposition de cette loi, il rentre sous le joug de la tutelle ; mais que celle exercée par le sieur Bertrand étant dative et limitée par le droit ancien au temps de la pupillarité, on ne peut induire de cette loi que celui qui avait cessé d'être tuteur le soit redevenu ; qu'il n'en est pas d'un tuteur élu comme d'un tuteur légal, qui, dans l'hypothèse de la cause, aurait été de droit cessai de la tutelle ; que déjà la Cour a décidé, par son arrêt du 16 therm. an 11, entre le mineur Morangies, se prétendant capable d'estimer en jugement avec l'assistance de son curateur à plaids, nommé avant la promulgation de la loi du 5 germ. an 11, et les frères Morangies, ses grands-oncles, que la tutelle du sieur Bertrand avait pris fin ; que, par arrêt ultérieur, il a été jugé que la tutelle avait été accordée au sieur Degrais-Desbubas ; que le tribunal de Mende a donc fait une fautive application de la loi sur la Minorité, et commis, à l'égard de Bertrand, un déni de justice ; — Réforme etc.

Du 24 brum. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

**1<sup>re</sup> ÉMIGRATION. — HYPOTHEQUE. — INSCRIPTION.**

**2<sup>e</sup> TRANSCRIPTION DE VENTE. — INSCRIPTION.**

**1<sup>re</sup>** Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, l'émigration du créancier ne l'a point dispensé (pour conserver son hypothèque an-

(3) L'instance était engagée avec le ministère public, parce que l'ancien tuteur ayant voulu rendre son compte, le ministère public s'y était opposé par le motif que le Code civil avait fait reprendre son cours à la tutelle.

cienne) de la faire inscrire avant que le nouvel acquéreur de l'immeuble ne transcrive son contrat.

2° Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, les hypothèques anciennes ne pouvaient plus être inscrites après la transcription de la vente de l'immeuble affecté.

(Lichtervelde—C. Vanhoorebecke et Sibille.)

Charles Vanhoorebecke avait constitué une rente à Marie-Thérèse-Alexandrine-Josephine de Lichtervelde; il avait hypothéqué à la sûreté de cette rente une terre à lui appartenant. — En 1794, la créancière abandonne la Belgique et est bientôt portée sur la liste des émigrés. — Intervient la loi du 11 brum. an 7; aucune inscription n'est prise au nom de la dame de Lichtervelde pour adréte de son hypothèque. — En l'an 8, vente par le constituant, à Sibille, de la terre hypothéquée à ladite dame; il déclare qu'il cède sa terre quitte et libre de toutes charges et hypothèques. — En l'an 10, la dame de Lichtervelde est rayée de la liste des émigrés; elle fait lever les séquestres, rentre dans la jouissance de tous ses droits, et prend inscription le 25 frim. de la même année. — Elle dit, « une procédure en espropriation forcée contre son débiteur; l'acquéreur intervient, et le 30 brum. an 12, jugement du tribunal de première instance de Namur qui accueille l'intervention et déclare l'immeuble acquis purgé de l'hypothèque de la dame de Lichtervelde.

Appel par la dame de Lichtervelde. — Elle soutient, 1° qu'étant demeurée en émigration jusqu'en l'an 10, elle n'avait pu se conformer aux dispositions de la loi du 11 brum. an 7 relatives au délai pendant lequel on pouvait prendre inscription; par suite, qu'en vertu de la règle *contra non valentem agere non currit prescriptio*, la déchéance n'avait pu lui être opposée; et qu'en supposant qu'elle eût été représentée pendant son émigration par la régie des domaines, elle ne pouvait être victime de la négligence de cette administration; — 2° Que l'art. 26 de la loi citée avait pour objet les translations de biens susceptibles d'hypothèque et non les charges ou hypothèques qui grevaient ces mêmes biens; qu'il résultait de cet article que l'immeuble était transmis à l'acquéreur, mais non qu'il ne passât pas entre ses mains tel qu'il était entre celles du vendeur, et que si dans l'espèce il n'y avait pas eu d'inscription prise, il s'ensuivait seulement que le créancier avait perdu son rang, mais non son hypothèque.

Appel par la dame de Lichtervelde. — Elle soutient, 1° qu'étant demeurée en émigration jusqu'en l'an 10, elle n'avait pu se conformer aux dispositions de la loi du 11 brum. an 7 relatives au délai pendant lequel on pouvait prendre inscription; par suite, qu'en vertu de la règle *contra non valentem agere non currit prescriptio*, la déchéance n'avait pu lui être opposée; et qu'en supposant qu'elle eût été représentée pendant son émigration par la régie des domaines, elle ne pouvait être victime de la négligence de cette administration; — 2° Que l'art. 26 de la loi citée avait pour objet les translations de biens susceptibles d'hypothèque et non les charges ou hypothèques qui grevaient ces mêmes biens; qu'il résultait de cet article que l'immeuble était transmis à l'acquéreur, mais non qu'il ne passât pas entre ses mains tel qu'il était entre celles du vendeur, et que si dans l'espèce il n'y avait pas eu d'inscription prise, il s'ensuivait seulement que le créancier avait perdu son rang, mais non son hypothèque.

(1) D'après les lois romaines, le fils de famille pouvait valablement s'obliger pourvu que ce ne fût pour prêt d'argent (L. 39, ff. de oblig. et actionib.). Dans ce cas, la loi venait à son secours; il pouvait invoquer le bénéfice du *senatus-consulte* Macédonien, et faire annuler l'obligation (L. 1<sup>re</sup>, ff. de *senatus cons. Maced.*) Ce privilège s'étendait aussi à la caution: *Non solum filio familias et patri ejus succurritur: verum fidejussori quoque* (L. 9, § 3, ff. cod.), à moins qu'elle ne se fût obligée en même temps comme co-débiteur principale (L. 7, § 1<sup>er</sup>, ff. cod.). — Sous le Code civil, aux termes de l'art. 2012, on peut cautionner une obligation, encore qu'elle puisse être annulée par une exception purement personnelle au principal obligé; par exemple, dans le cas de minorité. Cependant, suivant M. Duranton, t. 18, n° 306, si la caution d'un incapable avait ignoré l'incapacité, et que le créancier ne l'en eût point averti, la caution pourrait se faire, de cette circonstance, une exception de mauvaise foi, pour repousser l'action dirigée contre elle.

(2) V. dans le même sens, Cass. 26 janv. 1808.—

#### ARRÊT.

LA COUR; — Sans s'arrêter aux moyens de l'appelante; — Confirme, etc.

Du 26 brum. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — Pl., MM. Audouin, Barthélemy et Zech.

#### CAUTIONNEMENT.—OBLIGATION.—NULLITÉ.

— Fils de famille.

Sous l'empire du droit romain, la nullité d'une obligation contractée par un fils de famille, entraînait la nullité du cautionnement consenti sur cette obligation (1).

(Choin—C. Perette et Humbert.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'aux termes du *senatus-consulte* macédonien, l'obligation contractée par le fils de famille est nulle; que cette nullité a été demandée par Choin père; — Attendu que l'engagement principal étant nul, entraîne la nullité du cautionnement prêté par la demoiselle Compagnon, femme Choin; — Sans s'arrêter ni avoir égard aux demandes de Perette et Humbert; — Déclare nul l'acte de cautionnement de ladite femme Choin, etc.

Du 26 brum. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl. MM. Carbouhier et Louis.

#### CONCORDAT. — MAJORITÉ. — CRÉANCIERS HYPOTHÉCAIRES.

L'art. 6 du tit. 11 de l'ordonnance de 1673, qui faisait précéder les voix des créanciers, eu égard à ce qui leur était dû, exigeait que, pour le calcul des fruits quarts en somme, on comptât dans la masse les dettes hypothécaires (2).

(Leduc—C. Crépeaux.)

29 therm. an 12, jugement du tribunal de Paris, ainsi conçu :

« Attendu que le sieur Crépeaux est créancier hypothécaire; — Attendu d'ailleurs que le sieur Leduc n'a pas, de son propre aveu, compris dans son bilan, ainsi qu'il le devait, les créanciers hypothécaires; et que, par suite de cette omission, il n'a pas réuni les trois quarts en somme de ses créanciers; — Le tribunal le déboute de sa demande en homologation. »

Appel.

#### ARRÊT.

LA COUR;—Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 28 brum. an 13. — Cour d'appel de Paris.

Aujourd'hui, il doit en être autrement : le Code de commerce n'appelle à prendre part au concordat que ceux qui doivent en définitive supporter les remises qui seront accordées au débiteur failli; d'où il suit que les créanciers chirographaires peuvent seuls concourir au concordat, à l'exclusion des hypothécaires, des privilégiés et des gagistes, (Code comm., 520 anc., 508 nouv.) — Or, il suit de là, d'une manière incontestable, suivant nous, que la double majorité en nombre et en sommes, nécessaire pour la formation du concordat, ne doit être calculée que d'après les créanciers qui ont le droit d'y concourir; les autres restent tout à fait étrangers à ce traité, soit sous le rapport de leurs personnes, soit sous le rapport de leurs créances. (V. le *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° *Faillite*, n° 506). — M. Pardessus, n° 1237, est d'un avis contraire, sans toutefois énoncer le motif sur lequel repose son opinion. Peut-être a-t-il été induit en erreur par l'arrêt ci-dessus cité du 26 janv. 1808, qu'il indique en note, et n'aurait-il pas remarqué que cet arrêt avait à appliquer non le Code de commerce, mais l'ordonnance de 1673.

**SAISIE-IMMOBILIÈRE. — COMMANDEMENT. — AFFICHES.**

*Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, le commandement qui tend à l'expropriation forcée ne doit pas nécessairement être précédé d'un commandement pur et simple de payer (1).*

*Dans l'intervalle de la publication du Code civil à la publication du Code de procédure, c'est la loi du 11 brum. an 7 qui réglait la forme du commandement et des poursuites, en matière d'expropriation forcée.*

*L'erreur commise dans les affiches et le commandement préliminaire sur la nature et la situation des biens saisis, rend nuls ce commandement et les affiches, encore que l'erreur ne soit pas la fait personnel du créancier poursuivant.*

(Gossman — C. veuve Schackey.) — ARRÊT.

**LA COUR :** — Considérant, sur le premier moyen de nullité proposé en première instance, que les juges d'quo ont tiré une conséquence erronée des dispositions de l'art. 2217, qu'ils ont pris pour base de leur jugement : en effet, cet article veut que toute poursuite en expropriation d'immeubles soit précédée d'un commandement de payer, etc. — Mais la fin de cet article porte : « Les formes du commandement et celles de la poursuite sur l'expropriation, sont réglées par les lois sur la procédure. » Il résulte de ces expressions, que le Code civil n'a rien statué sur la forme du commandement et des poursuites. Il renvoie à cet égard aux lois qui régissent la procédure, et actuellement existantes ; et non, par exemple, au Code judiciaire attendu depuis longtemps, et qui n'est pas encore intervenu : sans cela, ce Code civil se serait servi des termes, seront réglées, et non de ceux-ci, sont réglées. Les lois sur la procédure ne sauraient non plus être entendues de l'ordonn. de 1667, puisque la poursuite immobilière qu'elle prescrit n'est plus usitée.

Le Code civil, en parlant des formes qui sont réglées par les lois sur la procédure, n'a pu avoir en vue que la loi du 11 brum. an 7 sur les expropriations, qui est en effet la seule loi existante qui régit la procédure en cette matière. Or, par l'art. 1<sup>er</sup>, il est voulu que la vente forcée ne puisse être poursuivie, etc., qu'après un intervalle de trente jours, à partir de celui du commandement que le créancier est tenu de faire au débiteur : il résulte de là que ce commandement ne fait pas partie de la poursuite, mais qu'il doit la précéder. Ainsi, l'art. 2217 voulant que toute poursuite en expropriation soit précédée d'un commandement de payer, et annonçant que les formes de ce commandement sont réglées, etc., n'a évidemment exigé d'autre commandement que celui de trente jours, prescrit par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi du 11 brum. an 7. Établir que ce commandement doit être précédé d'un commandement simple de payer, ce serait vouloir introduire une jurisprudence condamnée par les lois... Il était d'ailleurs d'autant moins nécessaire, du cas particulier, d'agiter cette question, que le titre principal, base de la poursuite, avait été signifié, avec commandement d'y satisfaire, le 28 niv. an 11, et ainsi longtemps avant le comman-

dement de trente jours, du 26 flor. an 12. Le premier moyen n'est donc point fondé ;

Considérant sur le second, que le § 2 de l'art. 4 de la loi du 11 brum. an 7, qui, comme on l'a déjà dit, régle la procédure de l'expropriation, veut que les affiches contiennent la nature, l'étendue superficielle, et la situation des biens à vendre : — Au cas particulier, les affiches contiennent-elles ces caractères ? Le certificat et l'extrait de matricule, délivrés par le maire, justifient le contraire, etc. — Il est donc évident que l'appelant a, par son affiche, violé le § 2 de l'art. 4 de la loi du 11 brum. an 7, et qu'ainsi elle ne peut se soutenir. C'est donc le cas, mais par un autre motif que celui des premiers juges, de confirmer le jugement dont appel qui l'a annulée, de même que le commandement de trente jours, puisqu'il participe des mêmes vices ; — Prononçant sur l'appel, dit qu'il a été bien jugé, mal et sans griefs appelé, etc.

Du 30 brum. an 13. — Cour d'appel de Colmar.

**DIVORCE. — TÉMOINS. — PARENS. — DOMESTIQUES.**

*Dans une cause en divorce jugée sous l'empire du Code civil, on a pu entendre pour témoins des parens ou domestiques, encore que la demande ait été formée sous l'empire d'une législation qui n'admettait pas ces témoignages. (C. civ., art. 251.)*

(Hendricks — C. Frison.)

Du 1<sup>er</sup> frim. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.

**INTÉRÊTS. — TAUX. — AVANCES. — COMMERCE.**

*Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, d'après l'usage constant de la place de Paris, des avances entre commerçans étaient productives d'intérêts, au taux d'un demi pour cent par mois (2).*

(Rivière — C. Vandenbrant.)

Du 1<sup>er</sup> frim. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.

**DOUAIRE. — HYPOTHÈQUE. — REMPLIS.**

*Lorsqu'en établissant un douaire préfixe en faveur de ses enfans, la père s'est réservé la libre aliénation des immeubles eujets au douaire, à charge de faire emploi du prix, l'exécution du remplis tel qu'il a été stipulé, affranchit pleinement l'acquéreur des immeubles de l'hypothèque du douaire.*

(Tournay — C. Courlier.)

Du 2 frim. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect. — Prés., M. Agier. — Concl., M. Mourre, proc.-gén. — Pl., MM. Rautet et Gairal.

**1<sup>re</sup> ENQUÊTE. — DÉSIGNATION DES TÉMOINS.****2<sup>de</sup> DIVORCE. — FIN DE NON-RECEVOIR. — RÉCONCILIATION.**

*1<sup>re</sup> La partie qui, dans une enquête, a reproché certains témoins, sans se plaindre de leur défaut de désignation, n'est plus recevable à demander la nullité des dispositions de ces témoins, sur le motif qu'il manquerait quelques-unes des indications exigées par l'art. 14 du tit. 23 de l'ordonn. de 1667 (3).*

et demeure de chaque témoin, indication prescrite par l'art. 263 du Code de procédure, de même qu'elle l'était par l'art. 14 du tit. 22 de l'ordonn. de 1667, est précisément de mettre les parties en mesure de connaître individuellement les témoins, afin qu'elles puissent exercer les reproches. La but de la loi est donc atteint, lorsque le défendeur à l'en-

(1) V. dans le même sens, Cass. 21 vend. an 12.

(2) V. sur la solution que doit recevoir cette question sous l'empire du Code de comm., l'arrêt de la Cour de Colmar du 12 juillet 1823, et celui de la Cour de Paris du 18 mai 1825.

(3) Il en serait de même sous le Code de procéd. civ.; car l'objet de l'indication des noms, profession

2<sup>e</sup> En matière de divorce, l'exception de réconciliation est tardivement proposée après l'ouverture des enquêtes.

(Hendrickx — C. Frison.)

Du 3 frim. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.  
— 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Devleeschouder et Debaal.

#### SERVITUDE.—PRESCRIPTION.

Celui qui a su, même de temps immémorial, un dépôt de fumier sur un terrain, non clos, servant d'aisances à la maison voisine, n'a point, par cela seul, acquis un droit de servitude : la possession, dans ce cas, étant présumée avoir lieu à titre de tolérance, ne pourrait être invoquée pour la prescription qu'autant qu'elle aurait été précédée d'un acte de contradiction entre les parties (1).

(Sireguay — C. Grillot.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les titres produits de part et d'autre par les parties leur sont réciproquement étrangers; qu'il s'agit donc uniquement d'apprécier l'espèce de possession exercée par Sireguay par le dépôt de son fumier; que cette possession n'est point une possession réelle, mais une suite de simples actes de familiarité, soit parce qu'on ne voit, ni de part ni d'autre, aucun acte de contradiction qui ait mis l'une et l'autre partie en mesure d'acquiescer et de souffrir la prescription, soit parce que le terrain où est placé le fumier est ouvert et non clos, vide et non destiné à la culture, sur lequel, par conséquent, la familiarité se présume plutôt que la possession à titre de propriété et de servitude, — Par ces motifs, ordonne l'exécution du jugement de première instance.

Du 6 frim. an 13. — Cour d'appel de Besançon.  
— Prés., M. Violand. — Pl., MM. Travaillet et Guillaume.

#### ÉCHANGE. — ÉVICTION.

L'échangiste qui, ayant reçu la chose donnée en échange, vient à découvrir que cette chose n'appartenait pas à son copartoutant, et qui par suite craint l'éviction, peut demander la résolution du contrat et reprendre la chose qu'il a livrée, même avant qu'il ne se soit manifesté aucun trouble (2).

(Azéma — C. Albo.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que celui qui vend ou donne en échange un immeuble doit nécessairement en avoir la propriété, sans quoi il ne saurait la transmettre à un autre; que celui surtout qui dispose d'une propriété qu'il sait ne pas lui appartenir,

tenir, commet un dol, et que, de cela seul, il est tenu des dommages envers celui qu'il a trompé; que ledit Albo ne pouvait pas ignorer que la maison et le jardin qu'il donnait en échange n'étaient point sa propriété; — Que celui qui a acquis un immeuble de la part de celui qui n'en avait pas la propriété, mais que l'acheteur croyait de bonne foi être le vrai maître, n'a pas besoin d'attendre l'éviction pour actionner son vendeur, mais qu'il suffit qu'il soit menacé qu'il y ait péril, pour qu'il soit autorisé à recourir sur son vendeur : c'est ce que décide la loi 30, C. de Act. empt. et vendit., § unic., conçue en ces termes : « Qui vendidit rem alienam scienter, propter delum hac actione convenitur, antequam res evicta sit, » etc. — Les auteurs, et notamment Cambolas (liv. 5, chap. 42), enseignent la même doctrine, et attestent que celui qui vend sciemment la chose qui ne lui appartient pas est tenu des dommages-intérêts, et l'acquéreur, venant à découvrir la tromperie et le vice de la chose vendue, pourra d'abord, quoiqu'il ne soit pas trompé par le véritable propriétaire, et avant qu'elle lui soit évacuée ni demandée, contraindre le vendeur à reprendre la chose et à en restituer le prix; d'après cela, c'est le cas de réformer le jugement dont est appel, de résilier l'acte d'échange et d'accueillir les conclusions du sieur Azéma; — Réforme, etc.

Du 8 frim. an 13. — Cour d'appel de Toulouse.  
Prés., M. Dest. — Concl., M. Ribet. — Pl., M. Duprat.

#### 1<sup>o</sup> MINEUR. — VENTE. — PRESCRIPTION. — NULLITÉ. — RATIFICATION.

#### 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> EVICTION. — GARANTIE. — HÉRITIER.

1<sup>o</sup> Avant la publication du Code civil, l'action donnée aux mineurs pour demander la nullité des ventes de leurs biens faites sans formalités, ne se prescrivait que par trente ans (3); et cette nullité ne pouvait être couverte par aucune approbation ou ratification tacite des mineurs devenus majeurs (4).

2<sup>o</sup> La garantie en faveur de l'acquéreur évincé a lieu, si elle a été formellement promise, même au cas où l'acquéreur avait connaissance, lors du contrat, que les biens n'appartenaient point à son vendeur (5).

3<sup>o</sup> Le fils de famille ne peut attaquer les ventes de ses propres biens que le père a consenties, si d'ailleurs le père était tenu de garantir, et que le fils ait accepté purement et simplement la succession paternelle (6).

(Roure — C. Monnier.)

An mois de mars 1776, bail à perpétuité à Tar-

quête, en articulant des reproches contre les témoins produits, sans se plaindre du défaut de désignation de leur personne, a par cela seul prouvé qu'il savait à qui s'adressaient ses griefs.

(1) Le principe que consacra cette décision, déjà incontestable dans l'ancien droit, a été formellement sanctionné par l'art. 2232 du Code civil, portant que « les actes de pure faculté et ceux de simple tolérance ne peuvent fonder ni possession, ni prescription. » V. sur la caractère des actes de cette nature, en matière de servitudes, Duranton, t. 5, n<sup>os</sup> 588 et 589; Troplong, de la Prescription, n<sup>os</sup> 352 et 392.

(2) V. en sens contraire, Cass. 11 déc. 1815, et la note. — V. aussi, Cass. 16 prair. an 12.

(3) Ainsi, d'après cet arrêt, il fallait, quant à la prescription, distinguer dans les actes intéressant les mineurs, ceux qui étaient nuls de ceux qui étaient simplement rescindables. V. sur cette distinction et son application sous le Code, Poitiers, 12 mess. an

11, et nos observations; V. aussi Cass. 8 déc. 1813 et 14 nov. 1826.

(4) V. sur les effets de la ratification par le mineur des actes nuls consentis à son préjudice, les observations qui accompagnent un arrêt de la Cour de Paris du 23 juill. 1833. — V. encore Cass. 12 vent. an 10, et la note.

(5) V. dans le même sens, Cass. 19 flor. au 12, et la note.

(6) C'est une application de la maxime *quem de evictione tenet actio, eundem agentem repellit exceptio*. — Voici le texte de la loi 14 au Code de rei venditione sur laquelle repose cette maxime : *Cum a matre domum filii, te scientem, comparasse proponas, adversus eum dominum vindicantem, si matris non successit, nulla te exceptio tueri potes. Quod si vindictis obtinet hereditatem doli mali exceptione, pro qua portiones ad eum hereditas pertinet, ut non prohiberis.*

tari, de la part de Pierre Roure, tant en qualité de tuteur de ses enfans, qu'en son propre et privé nom, de plusieurs fonds ayant appartenu à Marie Fauvet, sa femme. — Ce bail est fait sous garantie, moyennant la rente perpétuelle de 18 fr. par an, et 200 fr. de droit d'entrée.

Décède Pierre Roure; et, peu après, le 28 vend. an 3, Jean B. Monnier, mari de Marie Tartari, rembourse les trois quarts du capital de rente entre les mains de trois des enfans de Roure, qui étaient majeurs. — Ces derniers abandonnent par l'acte de remboursement toute bénéfice du bail; ils subrogent Monnier à leurs droits, mais ils font leur protestation qu'ils ne reçoivent le remboursement dont il s'agit que comme forcés, et pour éviter les offres dont les menace Monnier.

Dans cet état de choses, et le 26 mess. an 6, Pierre Roure fils, l'un d'eux, cite Monnier en conciliation, sur la demande qu'il entend former contre lui en rescision et nullité du bail à locataire perpétuelle du mois de mars 1776, ainsi que de celui de rachat du 8 vend. an 3.

30 vent. an 11, jugement du tribunal de Tournon, qui, s'arrêtant à des vices de forme, ne statue rien sur le fond.

Appel par Roure et Monnier.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, s'agissant au procès, non d'une action en rescision ou restitution en entier, mais de l'action en déclaration de nullité d'un acte d'aliénation d'immeubles appartenans à des mineurs, acte nul en lui-même et de plein droit, n'y eût-il que l'observation des formalités voulues par les lois, Roure a eu les trente ans des actions ordinaires pour former sa demande, et est conséquemment venu dans un temps utile; — Considérant que l'acte du 8 vend. an 3, contiendrait tout au plus une ratification tacite ou interprétative de celui du 25 mars 1776; or, il était de principe, avant le Code civil, qu'un acte nul de plein droit par le défaut de formalité, considéré (à la différence de ceux qui *veniebant annullandi*), comme s'il n'avait jamais existé, ne pouvait revivre que par un nouveau, régulièrement fait, ou par une ratification expresse et stipulée *in forma speciei*; d'autre part, c'est un principe radical que nul acquiescement, nul consentement ne peut subsister, s'il n'est volontaire et libre; et, dans le fait, la ratification qu'on voudrait induire de l'acceptation du prix du remboursement manquera de caractère essentiel, puisque Roure déclara, dans l'acte, qu'il n'avait reçu que forcément; d'où il suit que, sous ces deux rapports, il n'y avait pas non plus de fins de non-recevoir à opposer à Roure;

Mais qu'il a été reconnu en point de droit, que la garantie, qui, dans les cas ordinaires, a lieu de plein droit, et sans être stipulée, a lieu encore efficacement dans le cas qui est le nôtre, où l'acheteur a eu que le fonds n'appartenait pas à son vendeur, lorsqu'elle a été expressément stipulée; c'est la décision des lois 27, Cod. de eviction. comm., et 7, C. ut-jud. Si certains auteurs ont opposé à ces textes la disposition de la loi dernière, § *emptor*, Cod. comm. de leg., qui dénie la pleine garantie, quoique stipulée en fait de rachat, fait *scilicet* ar, des biens substitués; Cujas et avec lui Pothier, *Contrat de vente*, n° 190, et Catellau, liv. 3, chap. 7, enseignent que ce n'est là qu'un droit singulier, *jus singulari*, qui a pour cause la violation de la volonté manifestée du testateur, que les biens qu'il substituait ne fussent pas aliénés *contra voluntatem defuncti que est religiosissima custodienda*; ce qui ne constitue qu'une exception à la règle qui doit avoir lieu dans tous les autres cas, et notamment en fait de vente de

biens doulx et de mineurs; toute cette doctrine, qui a son fondement dans la loi, se trouve étayée de la jurisprudence, attestée par Catellau, *loc. cit.*; Boutaric, *instit.*, liv. 3, tit. 24, § 9; Journal du palais de Toulouse, t. 6, p. 191 et 192, et d'Argentré sur Bratagne, art. 419; Dupérier, liv. 1<sup>re</sup>, quest. 9. Il suffit donc, dans l'espèce présente, d'observer que Roure père, dans l'acte de bail du 25 mars 1776, stipula, non pas une de ces garanties de simple style de notaire, mais la garantie personnelle de son fait propre, la plus expresse et la plus pleine, puisqu'il bailla tant en sa qualité d'administrateur de ses enfans, qu'en son fait propre et privé nom, promettant de faire valoir et jouir, et d'être quitte de toute éviction et garantie; pour conclure que, comme ledit Roure père, qui devait la garantie des biens par lui aliénés, n'aurait pu en évincer son aliénataire, si la propriété lui en était parvenue par quelque autre droit, suivant les lois du digeste de *accept. rei vend. et trad.*

De même Roure, son fils, tenu de ses actions et de garantir ses faits et promesses en qualité de son héritier par et simple, est repoussé de la même demande en éviction, quoique les objets vendus lui appartenassent à autre titre que celui d'héritier de son père, ainsi que le décide la loi 14, Cod. de rei vendic., où l'on voit un fils, devenu héritier de sa mère, repoussé par l'exception du dol, de la revendication qu'il voulait faire d'une maison vendue par sa mère, à celui qui n'ignorait pas que cette maison appartenait audit fils; cette même doctrine se trouve dans la loi 3, Cod. de reb. alien. non alien., dans la loi 73, an Digeste de eviction., et autres textes desquels a été tirée la maxime : *Quem da evictionis tenet actio eumdem agentem repellit exceptio*; — Réforme, etc.

Dn 8 frim. an 13. — Cour d'appel de Nîmes. — Prés., M. Soustelle. — Concl., M. Fournier Clausonne.

#### SUCCESSION. — SOEURS CONSANGUINES. — LIÈGES. — DOUBLE LIEN.

Dans le cas de concours de descendans de sœurs consanguines et de cousins-germains de la défunte, il n'y a pas lieu à la division en deux lignes; la succession est dévolue aux descendans des sœurs, à l'exclusion des cousins-germains. (C. civ., art. 733, 750 et 751/1).

(Quizin-Gérard). — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le système des appellans n'a pour base que la supposition que le principe général de la division, en deux parts égales, de toute succession échue à des ascendans ou à des collatéraux, l'une pour la part de la ligne paternelle, et l'autre pour la part de la ligne maternelle, doit recevoir son application dans tous les cas, lorsqu'il se trouve des ascendans ou des collatéraux dans les deux lignes, tandis que la loi et l'équité d'accord avec les affections naturelles, appellent aux successions les parens les plus proches, à l'exclusion des plus éloignés, sauf le cas de représentation; — Que cet ordre de succéder, prescrit par le Code civil, a été clairement développé par les orateurs du gouvernement et par ceux du tribunal, et notamment par M. Siméon, dans le discours duquel on lit le résumé de toutes les dispositions de la loi, contenues en une seule phrase: « A défaut, a-t-il dit, de frères ou de sœurs qui excluent les parens, et qui concourent avec

(1) V. dans le même sens, Bruxelles, 26 therm., an 12 et 18 mai 1807; Cass. 27 déc. 1809.

les pères et mères, à défaut d'ascendant, qui en quelques degrés qu'ils soient, pourvu qu'il y en ait dans les deux lignes, excluent les collatéraux qui ne sont ni frères ni sœurs, ni descendants de ceux-ci; » — Que de cette explication claire et précise il résulte que la succession collatérale ne vient en général qu'après la succession ascendante et en troisième ordre; et que jamais les ascendants, autres que les pères et mères, ne concourent non plus que les collatéraux avec les frères et sœurs, soit germains, soit consanguins ou utérins; — Qu'il serait absurde, en effet, que tandis que, dans la succession fraternelle, la loi n'accorde au père et à la mère survivants que moitié de biens, et le quart seulement, lorsque l'un ou l'autre est prédécédé; tandis qu'elle en exclut les autres ascendants, et que de cette manière elle assure en quelque sorte le retour de cette portion recueillie par les pères et mères, aux frères et sœurs, leurs héritiers naturels, elle appelle, à défaut de père et mère, des collatéraux pour partager avec des frères ou sœurs, à recueillir sans retour moitié de la succession: telle serait cependant la conséquence des prétentions des appelans; la faire connaître, c'est suffisamment la refuter; — Confirme, etc.

Du 8 frim. an 13. — Cour d'appel de Nancy.

**BILLET À ORDRE. — COMPÉTENCE. — ENDOSSEMENT. — NON COMMERCANT.**

*Sous l'ordonn. de 1673, le non commerçant qui endossait un billet à ordre souscrit entre des négocians, était justiciable des tribunaux de commerce (1).*

(Perrin — C. Bousquet.)

Un billet à ordre, souscrit entre négocians, fut endossé au profit de Perrin par la demoiselle Bousquet, non commerçante. — A l'échéance, il y eut protêt, et Perrin assigna la demoiselle Bousquet devant le tribunal de commerce de Paris, en paiement du billet endossé par elle.

8 brum. an 13, jugement qui condamne la demoiselle Bousquet à payer à Perrin le montant du billet.

Appel de la demoiselle Bousquet, fondé sur l'incompétence du tribunal de commerce: la demoiselle Bousquet n'étant pas commerçante, et

ne pouvant être assignée que devant le tribunal civil, son juge naturel.

M. le proc. imp. a pensé que, d'après l'art. 2 du tit. 12 de l'ordonn. de 1673, il suffisait que la demoiselle Bousquet eût endossé un billet à ordre, qui est un effet de commerce, pour être justiciable du tribunal de commerce.

**ARRÊT.**

LA COUR: — Attendu que ladite Bousquet, garante, comme endosseuse, d'un effet de commerce souscrit par un négociant, a pu valablement être traduite devant un tribunal de commerce; et que ce tribunal étant compétent, à raison de sa qualité, pour connaître de l'affaire en dernier ressort, la cour n'a point à examiner si la contrainte par corps a été bien ou mal prononcée contre ladite Bousquet; — La déclare non recevable dans son appel, etc.

Du 9 frim. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pt., MM. St-Anand et Louis.

**COMMUNAUTÉ. — ÉPOUX. — ACTION.**

*Des époux communs en biens, créanciers personnels l'un de l'autre, ne peuvent exercer les actions dérivant de leurs titres respectifs, tant que dure la communauté (2).*

(Hulot — C. Hulot.)

Le 32 mess. an 3, les sieurs et dame Ratgras constituent une rente perpétuelle de 2,000 liv. au sieur Hulot, moyennant 100,000 liv. assignats qu'ils reconnaissaient avoir reçus.

Le même jour, contrat de mariage entre le sieur Hulot et la demoiselle Ratgras, fille des constitans. — Par cet acte, les parties conviennent qu'elles mettront en communauté jusqu'à concurrence de 10,000 liv. chacune; et que le surplus, ainsi que ce qui écherra aux futurs époux pendant le mariage, par donation, legs ou autrement, tant en meubles qu'en immeubles, sera repris par le survivant des futurs époux et ses enfans.

Au mois de prair. an 6, nouvel acte entre les sieur et dame Ratgras et Hulot, par lequel les premiers consentent à ce que la rente de 2,000 liv., dont ils sont débiteurs envers Hulot, soit convertie en une obligation exigible de la somme de 80,500 liv. numéraire, représentative, ainsi qu'on le déclare, de celle de 100,000 liv. assignats,

(1) V. en ce sens, Cass. 19 frimaire an 13. — Il en serait de même sous le Code de commerce. Il suit en effet des art. 636 et 637 que lorsqu'un billet à ordre est revêtu de signatures de commerçans et de non commerçans, ces derniers deviennent justiciables des tribunaux de commerce. Toutefois la question a fait difficulté relativement aux femmes non commerçantes, signalaires (comme dans l'espèce) de billets à ordre, et la jurisprudence des Cours royales n'est pas uniforme. Pour soustraire les femmes non commerçantes à la juridiction des tribunaux, alors mêmes que leur signature se trouvait jointe sur un billet à ordre à des signatures de commerçans, on argumentait de ce que la signature d'une femme non commerçante sur un billet à ordre, devait, par application de l'art. 187 du Code de commerce, être réputée simple promesse, aux termes de l'art. 113, de même que celle qui se trouve sur une lettre de change, et on soutenait que la connaissance de cette simple promesse ne pouvait être attribuée aux tribunaux de commerce, en s'autorisant de la disposition de l'art. 636 du Cod. de comm., qui renvoie aux tribunaux civils la connaissance des lettres de change réputées simples

promesses. Mais on oublie, en raisonnant ainsi, que l'art. 636 ne renvoie devant les tribunaux civils que les lettres de change réputées simples promesses par l'art. 112, c'est-à-dire celles qui renferment des suppositions de lieux, de qualité, et non celles qui ne sont réputées simples promesses, par l'art. 113, qu'à raison de la signature de femmes ou de filles non commerçantes; de telle sorte qu'il n'y avait lieu qu'à l'application de l'art. 637 du Cod. de comm., qui veut que la connaissance des billets à ordre revêtus de signatures de commerçans et de non commerçans appartienne aux tribunaux de commerce. (V. Dict. du contentieux comm., v<sup>o</sup> Lettre de change, n<sup>o</sup> 125.) Aussi ce système a-t-il été condamné par la Cour de cassation le 26 juin 1839.

(2) V. conf. Paris, 1<sup>er</sup> août 1820. — Pothier, n<sup>os</sup> 676, 677, énonce aussi, mais sans controverse et sans examen spécial de la question, que les créances respectives des époux ne doivent se liquider qu'à la dissolution de communauté. Telle semble être la conséquence de l'art. 1478 du Cod. civ., qui admet l'époux, créancier personnel de l'autre, à exercer sa créance, après le partage consommé, et sur la part de celui-ci dans la communauté.

fournir par Hulot, pour prix de la rente. — La dame Ratgras décède au mois de niv. an 7, et le sieur Ratgras au mois de prair. an 8. — Des circonstances amènent l'interdiction de la dame Hulot, leur unique héritière. — Hulot conçoit alors le projet de faire vendre les biens de son épouse, pour retrouver son capital de 80,500 liv. devenu exigible; il fait, en conséquence, convoquer un conseil de famille, à l'effet de désigner les immeubles à vendre.

Le curateur *ad hoc* observe au conseil de famille qu'il convient, avant de se livrer à l'opération pour laquelle il est convoqué, de faire prononcer par la justice la validité des actes en vertu desquels Hulot veut poursuivre l'aliénation des biens de la dame son épouse. — Les pères approuvent cet avis; et, par suite, une instance fut introduite.

Jugement du 8 flor. an 12, du tribunal de la Seine, ainsi conçu: — « Considérant que les droits des époux, résultant des conventions arrêtées par leur contrat de mariage, ne peuvent être exercés que lors de la dissolution de leur communauté; — Considérant que ce n'est que par l'événement de la liquidation des biens de cette communauté, qu'il est possible de connaître et de fixer les prélevemens de chacun des époux, soit à cause de leur rapport de dot, soit à cause des dettes dues ou acquittées à la décharge particulière de l'un d'eux, soit pour la restitution des biens légués et aliénés pendant le mariage, et enfin pour les autres indemnités résultant de leurs conventions matrimoniales; — Considérant, dans l'espèce de la cause, que le sieur Hulot, par son contrat de mariage du 22 mess. an 3, n'a apporté en dot qu'une somme de 2,000 fr. de rente perpétuelle, au principal de 100,000 fr., constituée à son profit, par contrat daté du même jour 22 mess., par les père et mère de sa future épouse, dont 10,000 fr. sont entrés en communauté; — Considérant que par l'art. 5 dudit contrat de mariage il a été convenu qu'il entrerait de part et d'autre en communauté, jusqu'à concurrence de 10,000 fr., faisant pour les deux 30,000 fr., et que le surplus serait repris par le survivant des futurs époux, et ses enfans, comme ne faisant point partie des biens de ladite communauté, ensemble tout ce qui adviendrait et échoirait à chacun des futurs époux pendant ledit mariage, par succession ou donation, legs ou autrement, tant en meubles qu'en immeubles;

« Considérant que, quoique la dame Hulot, par la qualité qu'elle a prise de seule héritière de ses père et mère, soit devenue débitrice envers son mari de portion du contrat de constitution qu'il s'est constitué en dot; lequel, depuis le mariage, a été converti en une obligation de 80,000 fr., remboursables après le décès du survivant de ses père et mère; de sa part, elle est devenue créancière de son mari pour la restitution de tous les biens meubles et immeubles qui lui sont échus par le décès de ses père et mère, d'où il suit que tous les droits actifs et passifs, respectivement acquis aux époux, l'un envers l'autre, se trouvant nécessairement confondus, et la compensation suspendue pendant toute la durée de la communauté, ils doivent être réglés, tant par l'art. 5 que par les autres conventions de leur contrat de mariage, qui fait la loi des parties, à laquelle il ne leur est pas permis de déroger; — Considérant enfin que, dans les circonstances où se trouvent les parties, la demande formée par Hulot, tendant à faire nommer un curateur *ad hoc* à l'interdiction de son épouse, à l'effet de parvenir à la vente des immeubles à elle appartenant pour être payée du montant de sa dot, n'est pas admis-

sible; — Le tribunal renvoie ledit Hulot à se pourvoir, après la dissolution de la communauté, pour exercer les droits qui pourront lui être acquis, de la manière, et ainsi qu'il avisera bon être, etc. »

Appel de la part de Hulot. — Aux termes de l'acte du mois de prair. an 7, disait-il, la créance était devenue exigible par le décès du survivant des père et mère de son épouse; puisqu'elle était exigible, les moyens propres à lui en procurer le remboursement ne pouvaient lui être interdits; or, rien ne pouvait s'opposer à ce qu'il exerçât son droit contre la dame son épouse, unique héritière de ses débiteurs; les obstacles que l'on pouvait opposer aujourd'hui à son action avaient été prévus lors de la rédaction de l'acte de l'an 7, et cependant n'avaient pas arrêté les parties dans la rédaction de leurs engagements.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il n'est pas permis de porter atteinte à un contrat de mariage après la célébration dudit mariage; — Attendu que Hulot et les père et mère de son épouse, en anticipant l'époque du remboursement des 80,500 fr. dont il s'agit par l'acte du 26 prair. an 6, ont dérogé au contrat de mariage du 22 mess. an 3, en l'absence et contre l'intérêt de la femme Hulot et des enfans à naître dudit mariage; — Adoptant en surplus les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 10 frim. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Delavigne et Moreau.

#### MARIAGE.—VALIDITÉ.—ENFANS.—LÉGITIMITÉ.

Les lois, ordonnances et déclarations, données en France relativement aux mariages, ne sont devenues exécutoires dans le ressort de l'ancien parlement de Flandre qu'à partir du 15 oct. 1742. — En conséquence, il suffit, pour qu'un mariage antérieurement contracté dans un lieu dépendant de ce ressort, soit valable et confère la légitimité aux enfans qui en sont nés, que, conformément aux dispositions du concile de Trente, la célébration ait été faite devant le curé de l'une des parties, et que l'acte qui en a été dressé désigne les noms des époux, des témoins, et la date des jour et lieu: le concours du curé de l'autre partie et la signature de l'acte ne sont pas requis, à peine de nullité.

(Héritiers Demaulde.)

Du 10 frim. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., M. Tarte, subst. — Pl., MM. Barthélemy et Thielemans.

#### ACQUIESCENCEMENT. — INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES. — APPEL.

La partie qui, assignée en vertu d'un jugement, a comparaitre en personne à l'audience pour être interrogée sur faits et articles, fait déclarer, le jour de l'échéance, par un fondé de pouvoirs, qu'elle est empêchée par maladie, et demande d'être interrogée dans son domicile, est censée acquiescer au jugement qui ordonne l'interrogatoire sur faits et articles. — En conséquence, elle est non recevable à son interjeté appel.

(Gilbert — C. Wauthier.)

Du 13 frim. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Heymans et Desrenne.

#### MARIAGE. — AGENT NATIONAL. — POSSESSION D'ÉTAT.

Sous l'empire de la loi du 30 sept. 1792, les agens nationaux des communes n'avaient pas qualité pour recevoir des actes de mariage.

La nullité résultant du défaut de qualité de l'agent national pouvait être demandée par l'un des époux, encore qu'il y eût eu cohabitation et possession d'état.

(Perrault—C. Brichard.)

Du 16 frim. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Bonnet et Tavernier.

V. le texte de cet arrêt joint à l'arrêt de rejet du 2 déc. 1807, 1<sup>re</sup> part..

**BAIL.—LÉGITIMAIRE.—PARTAGE.—RÉSILIATION.**  
L'assignation d'un bien de l'hérédité faite au légitimaire pour le remplir de ses droits, rompt tout bail que l'héritier aurait passé de ce bien, sauf le recours du preneur contre le bailleur (1).

(Reymond Villevielle—C. Vedrine.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'un acte par lequel un légitimaire reçoit pour sa légitime une portion des biens sur lesquels elle est assise, ne peut être qu'un acte de partage, puis, par cet acte, le droit du légitimaire, qui était précédemment répandu sur la masse entière des biens, se trouve restreint à la portion qui lui est expédiée;—Que par l'effet du partage intervenu entre les deux frères, Annibal Villevielle tient immédiatement de sa mère le domaine contentieux, et est censé avoir été investi de sa propriété au moment même où elle décède; qu'ainsi, n'ayant jamais contracté avec Vedrine, celui-ci ne peut pas se prévaloir contre lui d'un bail qu'il ne tient pas de lui-même;—Qu'Annibal Villevielle avait si peu consenti à entretenir ce bail, qu'à peine il eut consommé le traité fait avec son frère, il se hâta de le notifier à Vedrine, avec sommation de désemparer le domaine affermé;—Que l'interlocutoire ordonné par la Cour dans le procès existant entre Annibal Villevielle et son neveu est, par rapport à Vedrine, le droit du tiers, dont Vedrine ne saurait exciper; que d'ailleurs cet interlocutoire ne peut avoir d'autre effet, s'il tourne à l'avantage du neveu, que de lui attribuer des suites par hypothèques sur le domaine expédié à l'oncle, hypothèque que celui-ci pourrait faire élever en parfourissant l'excédant éventuel de valeur dudit domaine sur le montant réel de la légitime et du droit successif d'Annibal, mais que cela ne ferait pas que le domaine sortit *ipso jure*, ni en total ni en partie, des mains de celui-ci, puisque le neveu, simple créancier, n'a point de qualité pour attaquer une expédition d'immeubles que l'héritier n'attaque pas lui-même; d'où il suit que le bail de Vedrine ne pourrait pas mieux être opposé alors qu'aujourd'hui à celui qui, en principe, a toujours été le vrai propriétaire du domaine affermé par celui qui n'en était que l'administrateur, et par suite, que l'exception dilatoire dudit Vedrine est mal fondée;—Que Philippe Villevielle ayant affermé à Vedrine, sans modification et sans réserve, il est incontestablement tenu de le dédommager, à raison de la rupture de son bail, et qu'il doit

aussi le relever des frais de poursuites auxquelles elle a donné lieu;—Considérant que le bail étant antérieur à la publication du Code civil, l'indemnité à accorder à Vedrine doit être réglée par une expertise;—Condamne Vedrine à délaisser le domaine de Saint-Martin-Dupnech, avec restitution des fruits, depuis le 7 fruct. an 11, jusqu'à l'effectif desistat, et accorde à Vedrine l'effet de sa garantie contre Philippe Villevielle.

Du 15 frim. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.

**CONDAMNÉ.—INTERDICTION LÉGALE.—**

**CURATEUR.—NOMINATION.**

La condamné aux fers à temps ne peut exercer par lui-même ses droits civils, ni conserver l'administration de ses biens.

Sous le Code civil, le curateur d'un individu condamné antérieurement aux fers à temps, doit être nommé non par le juge de paix, mais par le tribunal du lieu de son domicile (2).

(Dencis—C. Dencis et Arrivets.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il a été soutenu par l'appelante que ledit Aygollent fut condamné à vingt ans de fers par jugement du tribunal criminel du Gers, le 28 vent. an 11; que les intimés n'ont point justifié ni même soutenu que ce jugement ne fût de cette date; d'où l'on doit tenir pour certain que la condamnation dudit Aygollent est du 28 vent. an 11;—Attendu qu'à cette époque, l'état dudit Aygollent se trouvait réglé par l'art. 2, tit. 4 du Code pén. de 1791; qu'aux termes de cet article, le condamné aux fers était en état d'interdiction légale, et devait être pourvu d'un curateur;—Attendu que la loi du 8 germ. an 11, publiée le 18 à Paris, ne pouvait point être obligatoire le 26 germ. à Auch, distant de Paris de 148 lieues trois cinquièmes; qu'ainsi, ce n'était pas le mode prescrit par cette loi, pour la pourvoyance des tuteurs aux interdits, que l'on pouvait suivre le 26 germ. an 11;—Attendu que l'art. 11 de la loi du 16 août 1790 n'autorise les juges de paix à recevoir les délibérations de famille que pour la nomination des curateurs aux mineurs, aux absents et aux enfants à naître, et non aux interdits;—Attendu que l'art. 3, tit. 4 du Code pén. de 1791, porte que « le curateur du condamné, qui est en état d'interdiction légale, sera nommé dans les formes ordinaires et accoutumées pour la nomination de curateurs aux interdits; » que nos nouvelles lois n'ayant point donné de nouveau mode pour la nomination des curateurs de ce genre, il faut nécessairement suivre les anciennes règles usitées en pareil cas;—Attendu qu'il était de jurisprudence constante que les curateurs aux interdits étaient nommés par les tribunaux civils; que ce sont eux seuls par conséquent, qui devaient le nommer encore avant la publication du Code; cette nomination, d'ailleurs, n'étant que la suite de l'état de la personne, à raison duquel les juges de paix sont sans compétence;—Attendu que la sect. 2, chap. 2 de la loi du 17 vent. an 11, concernant la privation des droits civils, par suite des condamnations ju-

vant Duvierger, du *Louage*, t. 1<sup>er</sup>, n° 87, autorise à demander contre le preneur la nullité de sa location, pendant l'indivision, et alors même que cette location ne porte que sur la part indivise du bailleur. V. aussi dans ce sens, Merlin, *Quest. de droit*, v° *Location*.

(2) V. sur ce point une instruction de la régie du 28 germ. an 12.—Jugé que la nomination d'un curateur à un condamné aux fers, se fait dans la même forme que la nomination du curateur à un interdit. Rouen, 12 mai 1808.

(1) L'arrêt considère l'assignation faite au légitimaire comme un véritable partage. Or, on sait que par l'effet du partage chaque cohéritier est censé avoir succédé seul et immédiatement à tous les effets compris dans son lot, et n'avoir jamais eu la propriété des autres effets de la succession. Il suit donc de là qu'un cohéritier ou copropriétaire indivis ne peut louer la chose commune sans le consentement de son co-communisme, qui peut expulser le preneur, lorsque par l'effet du partage cette chose lui a été attribuée. Chaque communisme est même, sui-



diciaires, ne peut s'appliquer aux condamnations prononcées par le Code pénal, actuellement en vigueur, soit parce que ce Code ne reconnaît pas de peines perpétuelles, soit parce qu'il n'y existe pas de peines emportant mort civile: d'où il suit qu'il n'a point été dérogé par la disposition de cette section au Code criminel qui demeure toujours en vigueur; — Et que le Code civil, en parlant des condamnations judiciaires, ne s'est occupé que de l'effet qu'elles devront produire lorsqu'une nouvelle organisation criminelle les aura déterminées; que si le Code pénal doit recevoir encore son entière exécution, quant à l'effet des peines, on ne doit considérer la disposition de l'art. 8 du Code civ., que comme un principe général subordonné aux modifications résultant des lois existantes; d'où il faut nécessairement conclure que le condamné aux fers à temps ne peut exercer par lui-même ses droits civils, ni conserver l'administration de ses biens; — Attendu enfin que si la nomination de ladite Denels à la curatelle de son mari a été illégalement faite, cette nomination n'a pu produire aucun effet, et que dès lors, il est inutile de s'occuper de la question de savoir si cette femme avait qualité ou non pour ester en jugement, sans autorisation de la justice; — Démet de l'appel.

Du 16 frim. an 13. — C. d'appel d'Agen.

#### EXPROPRIATION FORCÉE. — INDIVISION.

*Le créancier de l'un des copropriétaires d'une communauté dissoute, mais non encore partagée, ne peut poursuivre la vente par expropriation forcée de l'un des immeubles de cette communauté, avant le partage des biens indivis, sauf à lui à le provoquer. L'art. 2205 du Code civil lui est applicable (1).*

*Et dans ce cas, les juges ne peuvent se borner à ordonner la distraction de la partie revendiquée dans un immeuble, et si un autre immeuble est impartageable, ordonner la vente en réservant les droits du copropriétaire sur la prix. Ils doivent surseoir à la vente sur la tout.*

(Thiebaut-Clerc—C. Broc et autres.)

J. Broc poursuivait l'expropriation forcée de tous les biens possédés par Thiebaut-Clerc, son débiteur. — M. Hattier, tuteur des enfans d'un premier mariage de celui-ci, intervint sous-voies dans l'instance. Il revendiqua la totalité de certains objets comme propres à ses pupilles du chef de leur mère, et la moitié de certains autres comme acquêts faits pendant la communauté, d'entre elle et Thiebaut-Clerc son mari.

Un premier jugement ordonna la distraction de quelques-uns des objets revendiqués comme acquêts; il déclina qu'un autre étant impartageable serait vendu, sauf aux mineurs à se pourvoir dans l'ordre pour le tiers du prix. — Un second

jugement ordonna la mise aux enchères des immeubles, quant aux portions non revendiquées; enfin, par un troisième jugement, l'adjudication fut prononcée. — Appel de ces trois jugemens.

ANRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il résulte de l'ensemble et de la combinaison des art. 2205 et 1467 du Code civ.; — Que les créanciers ne peuvent exproprier leurs débiteurs de leurs parts indivises, soit dans une succession, soit dans une communauté, avant le partage, sauf à eux à le provoquer; que l'art. 2208, qu'opposent les intimés, n'est pas applicable; il porte: «L'expropriation des immeubles qui font partie de la communauté, se poursuit contre le mari débiteur, et; quoique la femme soit obligée à sa dette. » Le cas de cet article a lieu lorsque la communauté subsiste encore, et que la femme est coobligée; ce qui n'existe pas dans l'espèce; — Considérant dès lors, que les articles non partagés, et qui étaient revendiqués, devaient être distraits en totalité, et que ce n'est qu'après le partage, que les créanciers pouvaient provoquer la mise en vente de la portion du sisil; or, au cas particulier, les juges à quo, après avoir suris, quant aux immeubles apportés par feu la mère des mineurs, et ajourné l'audience à cet égard, au lieu de surseoir à la vente des biens de la communauté, ou d'en ordonner la distraction en totalité, sans la provocation au partage, ils n'ordonnèrent que la distraction du tiers, et même à l'égard de la maison désignée sous le n° 13, qu'elle serait vendue en totalité comme impartageable, sauf les droits du tuteur dans l'ordre sur le prix, pour la moitié: et c'est ainsi que la vente a eu lieu;

Considérant que les juges à quo ont évidemment erré: ils ont d'abord violé les art. 2205 et 1467 du Code civ., puisque les deux tiers ou la moitié appartenant au sisil dans les biens de la communauté, ne pouvaient être vendus qu'après le partage ou licitation; ils ont également mis à l'écart les lois concernant l'aliénation des biens des mineurs, en ordonnant la vente en totalité de la maison, sous prétexte d'impartageabilité; tandis que si on eût attendu l'événement du partage ou de la licitation, cette maison fût peut-être avenue en entier aux enfans; et, qu'en tout cas, on n'avait pu en ordonner la vente à moins de faire constater légalement l'impartageabilité prétendus; — Considérant d'ailleurs, que c'est nullement encore que la vente a été ordonnée des articles non revendiqués; ce qui, dans le sens des juges à quo, comprend les deux tiers des biens de la communauté, il suffisait que ces biens eussent été revendiqués en totalité par le tuteur, pour qu'on ait pu procéder à leur vente; c'est la disposition formelle de l'art. 27 de la loi du 11 brum. an 7; le jugement est donc nul sous ce rapport, et l'adjudication, qui n'en est

(1) La jurisprudence est incertaine sur cette question. V. dans le sens de la solution ci-dessus, Bourges, 23 juin 1815; Pau, 10 déc. 1832, et Lyon, 9 janv. 1833; et en sens contraire, Paris, 1<sup>er</sup> juil. 1807 et Metz, 28 janv. 1818. La difficulté vient de ce que l'art. 2205 du Code civil, en défendant de poursuivre l'expropriation d'une part d'immeubles indivis, avant le partage ou la licitation que les créanciers peuvent provoquer, ne parle que d'immeubles d'une succession indivise, entre cohéritiers. Mais voici comment s'exprime sur ce point M. Tarrible, *Repert.*, v° *Saisie immobilière*, § 3, n° 2. « L'article n'empêche que la communauté résultant du concours de plusieurs cohéritiers à la même succession. Mais on ne peut douter que la même règle

ne doive s'appliquer à tous les cas où un immeuble est commun entre plusieurs copropriétaires, dont l'un seulement est poursuivi comme débiteur personnel par son créancier. Ainsi, soit que la communauté dérive d'un legs, en d'une société, ou d'un achat fait en commun, ou d'une communauté entre époux, le créancier personnel de l'un des copropriétaires ne pourra poursuivre la vente de l'immeuble commun, qu'après avoir fait procéder au partage ou à la licitation, et avoir ainsi déterminé la portion de l'immeuble ou celle du prix sur laquelle il pourra exercer son droit. » M. Berriat, p. 572, note 23, est du même avis. — F. cependant M. Duranton, t. 21, n° 13.

que la conséquence, participe de la même nullité;—Considérant que c'est une erreur d'avancer que le jugement, en ordonnant que la vente des deux tiers ou de la moitié de chaque immeuble, a laissé intact le tiers ou la moitié qui pouvait revenir aux enfans; mais ce n'est pas ainsi que l'entendent les articles cités du Code civ. En effet, il y a une grande différence de résultats pour l'intérêt des parties et même des créanciers, en ce mode de vendre, et le partage ou la licitation préalable, dont parle le législateur; dans ce dernier cas, l'opération principale, lorsqu'il s'agit surtout des biens d'une communauté, n'a lieu que pour deux parts, dont chacune peut être composée d'un ou de plusieurs tous; et au cas particulier, dans celle des enfans pouvait toucher la maison, avec ou sans soulie, et chaque objet conserver sa valeur intégrale; au lieu que dans l'autre cas adopté par les juges *a quo*, il arriverait, s'il pouvait avoir lieu, que les mineurs seraient obligés d'entrer en partage avec les acquéreurs pour chaque pièce d'immeuble, ou procéder à autant de licitations, et avoir peut-être autant de procès qu'il y a d'acquéreurs, et à voir morceler infiniment ce qui aurait pu être réuni, et qu'ils n'auraient point eu part en nature dans la maison, etc., etc.; — Dit mal jugé, tant par le jugement rendu sur la demande en revendication du tuteur Hattier, en ce que, par icelui, il n'a pas été ordonné distraction de la totalité des biens revendiqués par lui, comme appartenant indivisiblement à Thiebaut-Clerc, partie saisie, et à ses mineurs; que de celui par lequel il a été ordonné qu'il sera passé outre à la vente des objets non revendiqués, et enfin de celui de l'adjudication; émettant, dit que les articles revendiqués pour une portion, seront distraits en totalité, sauf les droits du poursuivant, à exercer sur la part qui pourra en revenir à son débiteur.

Du 17 frim. an 13.—Cour d'appel de Colmar.

#### MEUBLES. — TERRES VAINES ET VAGUES. — HAINAUT.

Dans l'ancien Hainaut, les terrains vagues connus sous le nom de vareschoix, étaient réputés meubles non-seulement dans les successions et les dispositions à titre gratuit, mais encore relativement à la vente et à l'hypothèque. — En conséquence, ces terrains n'avaient pas de suite par hypothèque.

(Brihaye—C. Daugré et autres.)

Du 17 frim. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> section.—Pl., MM. Raoux et Truffant.

#### TUTELLE.—EFFET RÉTROACTIF.

Le mineur émancipé par le décès de son père, sous l'empire du droit écrit, n'est pas retombé sous la tutelle de sa mère par la promulgation du Code civil. (C. civ., art. 371, 372, 384 et 391.) (1)

(Rivière).—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que la question est décidée par les principes du droit romain, ainsi que par ceux du Code civ.; que suivant le droit romain, l'enfant émancipé de la puissance paternelle n'y retombe plus *sine patriâ potestate aoluta, jamjam in eandem potestatem non est recasurus*;—Que c'est pour cela que le petit-fils, émancipé par son aïeul, ne retombait plus, après la mort de celui-ci, sous la puissance de

son père; pour cela encore que l'enfant né avant l'émancipation de son père, et resté sous la puissance de son aïeul, est irrévocablement affranchi de la puissance paternelle par la mort de l'aïeul; pour cela enfin que dans les pays où le mariage émancipait de droit, la fille devenue veuve ne retraits plus sous la puissance paternelle, dont elle avait été affranchie par le mariage;—Considérant que le Code civil a proclamé, comme base fondamentale de ses dispositions, que « la loi ne dispose que pour l'avenir, et n'a point d'effet rétroactif; » effet qu'il faudrait nécessairement lui donner pour faire retomber sous la puissance paternelle le mineur que la loi en avait affranchi, et qui avait joui plusieurs années de cet affranchissement;—Considérant que la distinction entre les statuts réels et les statuts personnels est plus curieuse que solide; la loi ne les distingue pas, et puisqu'il est certain que les lois n'ont point d'effet rétroactif, une disposition aussi générale ne peut être restreinte par des distinctions que la loi ne fait pas; que l'état civil des citoyens n'étant pas une propriété moins précieuse que leurs biens meubles et immeubles, ce que la loi déclare ne point faire pour eux-ci, elle ne peut pas, à plus forte raison, le faire pour celui-là;—Considérant que c'est un vrai sophisme de dire qu'il n'y a pas d'effet rétroactif, dès qu'on annule pas les actes précédemment faits par le mineur, assisté de son curateur, et qu'on ne l'oblige pas de rendre à sa mère les fruits perçus;—Considérant qu'il y a effet rétroactif toutes les fois qu'on enlève à un citoyen un droit qui lui est acquis; et qu'on fait retomber les choses dans l'état dont elles étaient sorties; qu'il ne faut pas d'ailleurs confondre l'exercice du droit avec le droit lui-même; que ce n'est pas rétroagir sur l'exercice du droit, quand on n'annule pas les actes qui ont été faits, comme lorsqu'on n'oblige pas à rendre des fruits perçus; mais qu'on rétroagit évidemment sur le droit acquis, quand on l'éteint; que dans le cas présent il ne s'agit de rien moins que d'éteindre le droit acquis au mineur, devenu capable, en pays de droit écrit, de jouir de son bien et de faire certains actes avec l'assistance d'un curateur; qu'on altère alors, et qu'on dénature même son état, en lui enlevant la faculté de plaider lui-même, assisté tout simplement du curateur qu'il s'est nommé, et de disposer sans le concours de qui que ce soit, sinon de la propriété fondrière de ses biens, du moins de celle des fruits et revenus qu'ils produisent, et qui forment proprement la seule propriété dont l'homme jouisse sur la terre;—Considérant que l'analogie qu'on a voulu déduire pour le cas présent de l'autorisation à laquelle on soumet les femmes pour les biens paraphernaux, est mal fondée; qu'il n'est pas certain que dans l'esprit de la loi du 26 vent. an 11, cette autorisation soit nécessaire aux femmes mariées en pays de droit écrit avant cette loi, puisque le rapporteur de la section de législation disait au Tribunal, que « le droit écrit permettait à la femme d'avoir des biens distincts de sa dot, qui étaient entièrement hors la dépendance du mari; c'est cette nouvelle jurisprudence qu'on a voulu empêcher de se perpétuer dans les mariages futurs, par la plupart des articles qui composent le chap. 8, et notamment par les art. 211 et 217. » Il n'est pas permis d'ailleurs d'argumenter du cas où il ne s'agit que de donner à la femme un conseil, une protection que la faiblesse de son sexe réclame, à celui où il est question d'enlever au mineur, avec son état, la jouissance de ses propriétés; la première étant favorable, la loi qui la régit peut être susceptible d'extension; la seconde, ayant le vice

(1) P. dans le même sens, Cass. 6 avril 1806; — Mais P. en sens contraire, Turin, 17 mai 1806.

contraire, la loi qui la règle doit être restreinte dans les bornes qu'elle s'est prescrites;—Considérant qu'il n'est dans la loi aucune disposition d'où l'on puisse induire qu'il soit entré dans la pensée du législateur de faire déchoir le mineur des pays de droit écrit, du droit que lui avait acquis l'émancipation qu'avait opérée le décès de son père; que l'art. 372, en disant que l'enfant reste sous l'autorité de ses père et mère, jusqu'à sa majorité ou son émancipation, suppose nécessairement qu'il n'en est jamais sorti; ce qu'on ne peut pas dire des mineurs qui sont devenus *sui juris*, avant la loi, lesquels il faudrait faire rentrer sous la puissance paternelle, et qui ne sauraient rester sous une autorité sous laquelle la loi ne les a point trouvés; — Que l'art. 391 ne dispose évidemment que pour l'avenir, puisqu'il est dit que les père et mère, et le survivant des deux auront la jouissance;—Considérant qu'après avoir déferé la tutelle à la mère, la loi permet au père, dans l'art. 391, d'en modifier l'exercice en donnant à la mère un conseil spécial sans l'avis duquel elle ne pourra faire aucun acte relatif à la tutelle; que cette disposition, qui ne pouvait être exécutée que dans les tutelles à venir, exclut toute application de la loi aux minorités antérieures; que le père de famille qui a mieux aimé laisser à son enfant mineur l'administration de son bien, que d'en donner l'usufruit à sa mère, n'aurait pas manqué d'user de la faculté portée par l'art. 391, s'il avait prévu que, contre son intention, la veuve jouirait de la fortune préférablement à son enfant; de sorte qu'en l'appliquant aux mineurs des pays de droit écrit, la loi nouvelle tomberait dans le cas d'une double injustice, et de s'élever contre la volonté de leur père, et de leur appliquer la partie de la loi nuisible à leurs intérêts, lorsqu'on ne pourrait leur faire jouir de la partie qui leur est avantageuse;—Considérant que la question ayant été proposée au grand juge ministre de la justice, dans le cas précis d'un mineur d'un pays de droit écrit qu'on supposait être tombé, depuis la publication du Code, en tutelle et sous la puissance de sa mère, le ministre, à qui les principes du droit romain sont aussi familiers que les lois nouvelles, n'hésita pas de répondre que la loi ne disposait que pour l'avenir, et qu'elle n'enlevait au mineur du pays de droit écrit aucun des droits qui lui étaient acquis auparavant par les lois anciennes; — Dit mal jugé, etc.

Du 19 frim. an 13.—Cour d'appel d'Aliz.

**1<sup>o</sup> LICITATION. — TUTEUR AD HOC.**

**2<sup>o</sup> TUTEUR. — AUTORIZATION. — LICITATION.**

**3<sup>o</sup> TUTEUR ONÉRAIRE. — ASSIGNATION.**

**1<sup>o</sup> Le majeur qui veut provoquer la licitation d'un immeuble indivis avec un mineur, n'est pas tenu de faire nommer préalablement un tuteur ad hoc à ce dernier. Il peut diriger son action contre le tuteur ordinaire (1).**

**2<sup>o</sup> Le tuteur n'a pas besoin de l'autorisation du conseil de famille pour défendre à une demande en licitation formée contre son mineur.**

**3<sup>o</sup> Si le mineur est à la fois pourvu d'un tuteur honoraire nommé à sa personne, et d'un ou plusieurs tuteurs onéraires nommés à ses biens, c'est le tuteur honoraire qui est le seul et véritable tuteur.—En conséquence, il**

**a qualité pour défendre à toutes actions intentées contre le mineur : les tuteurs onéraires ne sont que des agens, des préposés ou mandataires pour gérer tout ou partie de la tutelle, sous la direction du tuteur honoraire envers lequel ils sont comptables (2).**

(Jonot—C. Rochegude.)

Voici en quels termes le tribunal civil de Paris avait statué sur ces questions : — « Considérant, 1<sup>o</sup> Qu'il est de principe que le copropriétaire majeur n'est pas tenu de rester dans l'indivision avec un mineur, et qu'il a le droit de provoquer contre lui partage ou licitation; — 2<sup>o</sup> Que pour diriger cette action, il n'est pas tenu de faire nommer un tuteur ad hoc, ni de provoquer une délibération des parents du mineur; — 3<sup>o</sup> Que son action est valablement formée contre le tuteur, par-devant le tribunal désigné par la loi pour connaître de la demande;

« 4<sup>o</sup> Que les copropriétaires majeurs d'Armand-Joseph-Marie-Robert de Rochegude n'ont pu reconnaître pour tutrice du mineur, ayant pouvoir et qualité pour défendre à leur demande en licitation, que la dame Jogens, veuve Jacques Chabanaux, son aïeule maternelle, demeurant à Saint-Germain-en-Laye, département de Seine-et-Oise, puisqu'elle était la tutrice donnée aux personnes et biens de son petit-fils; — 5<sup>o</sup> Que sa qualification de tutrice honoraire n'était point limitative des fonctions et des pouvoirs que la tutelle confère; que c'est encore la disposition formelle des lois et des anciennes coutumes; — Que les tuteurs onéraires ne sont que des agens, des préposés ou mandataires pour gérer tout ou partie des biens, sous la direction et surveillance du véritable tuteur envers lequel ils sont comptables; que, dans le cas particulier, les tuteurs onéraires du mineur Rochegude ne l'étaient que pour l'administration de ses biens situés dans les départements méridionaux de la France, et qu'ils étaient spécialement chargés de rendre compte à l'aïeule maternelle du mineur, véritable tutrice; en sorte qu'il est impossible de prétendre que l'action en partage de la maison située à Paris devait être dirigée contre les tuteurs onéraires, et non contre la dame veuve Chabanaux, tutrice à la personne et à l'universalité des biens de son petit-fils;

« Que les pouvoirs donnés à la tutrice du mineur Rochegude, par la délibération des parents, tenue devant le juge de paix de son domicile, du 24 fruct. an 2, étaient surabondans; — Que l'on ne pouvait exiger que cette délibération fût prise dans le département de Veaulieu, et conséquemment à une distance de deux cents lieues du domicile de la tutrice; et de la maison à liciter; — Que si les pouvoirs conférés à la tutrice de suivre la licitation de la maison entre son mineur et ses cohéritiers n'autorisaient pas cette tutrice à intenter cette action en partage et licitation, qui n'appartient qu'au propriétaire majeur, ils pouvaient du moins lui servir pour comparaître sur la demande des copropriétaires majeurs, et donner son consentement à la licitation, parce que l'on suit une action en demandant ou en défendant, et que les pouvoirs donnés à la tutrice doivent se référer au cas où ils pouvaient être utiles; — Par ces motifs, le tribunal déclare le citoyen Rochegude non recevable et mal fondé dans les moyens de nullité par lui proposés, contre la vente dudit jour 29 mess. an 3.... »

Appel.

(2) V. sur les tuteurs onéraires, l'arrêt de la Cour de Paris du 15 mess. an 12, et la note.

(1) Si cependant il y avait en cause plusieurs mineurs, ayant des intérêts opposés dans le partage, il doit leur être donné à chacun un tuteur spécial et particulier. (Cod. civ. 538.)

## ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 21 frim. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Dolamalle, Delahaye, Chabroud et Gachou.

## CHEPTTEL.—REGISTRE.

*En matière de cheptel, le registre tenu régulièrement par le propriétaire-bailleur devient la loi des parties, jusqu'à preuve contraire à ses énonciations. Mais si le registre n'a pas été tenu, cette omission peut faire présumer la fraude de la part du propriétaire.* (C. civ., art. 1800.)

(Gagneux—C. Pajot).—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le cheptel de bestiaux est une société dont le propriétaire est le chef; que c'est par lui ou par son ordre que les achats et ventes ont lieu; qu'il paie, qu'il reçoit; qu'ainsi il doit tenir un registre pour établir les affaires communes et sa situation particulière; que ce registre appartient à la société, et, quand il est en bonne forme, il devient la loi des parties, du moins jusqu'à preuve contraire; mais que, dans l'espèce, l'appelant a déclaré n'avoir ni registres ni notes; qu'une telle négligence semble appartenir à la fraude; qu'elle rend l'appelant suspect, ou au moins très défavorable, et qu'en surplus il n'y a de certain sur ce chef que l'aveu fait par l'intimé d'avoir reçu quatre-vingt-sept moutons pour le prix de 592 fr.; — Fixe le chapitre des achats à la somme de, etc.

Du 21 frim. an 13. — Cour d'appel de Bourges. — Prés., le cit. Salé. — Pl., les cit. Devaux et Douard.

## ACTE RESPECTUEUX.—NOTIFICATION.

*Il n'est pas nécessaire que les actes respectueux soient signifiés à personne; il suffit qu'ils le soient à domicile.* (C. civ., art. 152 et 154.) (1)

(Vanden-Nieuwenhuisen.)

La demoiselle Vanden-Nieuwenhuisen, fille majeure, n'ayant pu obtenir le consentement de ses père et mère à son mariage, leur fit notifier un acte respectueux. — Cette notification fut renouvelée deux fois selon le vœu de l'art. 152 du Code civ. — Les deux dernières furent, en l'absence du père, laissées à son domicile.

Le délai expiré, la demoiselle Vanden-Nieuwenhuisen allait passer outre à la célébration de son mariage, lorsqu'il fut formé opposition de la part de son père, fondée sur la nullité des deux

dernières notifications de l'acte respectueux, en ce qu'elles n'avaient pas été faites à sa personne.

— En prescrivant l'acte respectueux, disait Vanden-Nieuwenhuisen, il a été dans l'esprit du législateur que ce dernier hommage à la puissance paternelle fût susceptible de produire quelque effet, que le père qui, sans motifs raisonnables, aurait refusé son autorisation, déterminé par cet acte, et cédant enfin à la raison, pût sauver, pour ainsi dire, un affront à l'autorité paternelle, et empêcher les liens qui l'unissent à son enfant de se briser; — Que celui dont le refus aurait des motifs raisonnables, pût les faire entendre de nouveau, et espérer qu'ils pourraient encore ramener son enfant égaré. — Aussi, le législateur n'a-t-il pas manqué de dire et d'ordonner qu'il serait fait mention de la réponse (art. 154 du Code civ.), disposition qui ne pourrait être assésée, s'il était permis de faire la notification de l'acte respectueux seulement au domicile du père, s'il n'y avait pas obligation de le faire à sa personne.

16 brum. an 13, jugement du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Malines qui rejette l'opposition: « attendu qu'il a été suffisamment satisfait au vœu de la loi. »

Appel.

## ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 21 frim. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.

1<sup>o</sup> HYPOTHÈQUE.—INSTITUTION CONTRACTUELLE.2<sup>o</sup> NOVATION.—CAUTION.—HYPOTHÈQUE.3<sup>o</sup> INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.—OMISSION.—CONSERVATEUR.

1<sup>o</sup> Les obligations imposées à l'héritier contractuel, en faveur de tiers, dans l'acte même de donation, n'ont effet qu'à partir du décès de l'instituant; elles ne confèrent donc hypothèque à ces tiers que du jour de ce décès.

2<sup>o</sup> Est valable la réserve que s'est faite un créancier par l'acte de novation, passé avec le débiteur, de l'hypothèque grevant les biens de la caution, si alors le débiteur avait succédé à cette caution (3).

3<sup>o</sup> L'omission faite par le conservateur, dans une inscription hypothécaire, de la date du titre, n'emporte pas nullité et n'empêche pas que le créancier ne doive être colloqué à la date de son inscription, si, avant la clôture du bordereau, il établit par la production du bordereau qui avait été remis au conservateur, que cette date s'y trouvait mentionnée (3).

soin une condition du nouvel arrangement, le refus de la part de la caution laisserait subsister l'ancienne créance et la novation serait, en ce cas, réputée non avenue. Telle est la disposition finale de l'art. 1281. — Dans l'espèce, au reste, il ne pouvait y avoir de doute sur la validité et l'efficacité de la réserve de l'hypothèque faite par l'acte de novation, puisque le débiteur représentait en même temps la caution, et accédait dès lors nécessairement au nouveau contrat en cette dernière qualité.

(3) *Contrà*, Cass. 22 avr. 1807; Caen, 9 prair. an 13. — Cette décision ne doit pas être suivie. Le public ne connaît que les registres du conservateur des hypothèques; et il n'y a, à l'égard des tiers, d'autre inscription que celle portée sur ces registres, et telle qu'elle s'y trouve relatée. Si cette inscription manque de quelques-unes des formalités substantielles exigées par la loi, elle est nécessairement nulle et sans effet vis-à-vis d'eux. Que cette omission ait eu lieu par la faute du conservateur ou par la faute du créancier, peu importe: les droits des tiers ne peuvent

(1) V. sur ce point, Cass. 11 juill. 1827 et la note.

(2) Si, en principe général, la novation éteint la première dette, ainsi que tous ses accessoires, rien n'empêche cependant qu'on se réserve quelques-uns de ces accessoires, notamment l'hypothèque qui accompagnait la dette. La loi 11, ff. de *Pig. act.*, consent à cet égard une disposition expresse: *Novata debiti obligatio, pignus permittit, nisi conventum ut prout interpretatur*. Et la même règle se retrouve dans l'art. 1278 du Code civ., ainsi conçu: « Les privilèges et hypothèques de l'ancienne créance ne passent pas à celle qui lui est substituée, à moins que le créancier ne les ait expressément réservés. » — Mais, d'un autre côté, il est aussi de principe que « la novation opérée à l'égard du débiteur principal libère les cautions. » (Code civ., art. 1281.) — La réserve des privilèges et hypothèques attachés à l'ancienne dette, et grevant les biens de la caution, serait donc sans aucun effet à l'égard de cette dernière, si elle ne venait pas accéder au nouvel arrangement. Toutefois, lorsque le créancier a fait de cette acces-

(De Moïdescule et de Montrouge—C. Beaumont.)

## ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en principe, pour déterminer le véritable caractère d'un acte, c'est moins à sa dénomination qu'à sa substance qu'il faut s'attacher; qu'une institution d'héritier universel n'est dans son essence, comme une donation de tous biens présents et à venir portée dans un contrat de mariage, quelles que soient les qualifications de ces deux actes, qu'une donation à cause de mort, qui n'a d'effet qu'au décès de l'auteur de l'institution ou donation, et qui ne reçoit son exécution qu'après l'acquit total de ses dettes; que ce principe ne souffre ni exception ni controverse sérieuse, lorsque, dans le contrat de mariage, l'instituant ou donateur s'est réservé tout à la fois le droit de retour ou réversion, en cas de prédécès de l'institué ou donataire sans enfants, et la faculté de vendre et aliéner librement tous les biens compris dans l'institution ou donation; — Considérant que, dans l'espèce, tels sont la nature, l'économie et le résultat de l'acte du 18 fév. 1777, qui sert de base à la priorité que lesdites de Moïdescule et de Montrouge, réclament sur Roussière et de Beaumont, que, si Verdun neveu, héritier contractuel et éventuel de Verdun oncle, n'a réellement acquis de droit qu'au décès de ce dernier, arrivé en 1783, et, en payant toutes les dettes dont sa succession s'est trouvée grevée, lesdites de Moïdescule et de Montrouge, peuvent encore moins se prévaloir d'un pareil acte qui ne les saisi personnellement d'aucune créance quelconque contre Verdun oncle, ni par conséquent d'aucune hypothèque sur ses biens; mais qui, seulement charge l'héritier institué de leur payer, au décès et après l'entier paiement des dettes de l'instituant, les deux rentes viagères y désignées; qu'ainsi, et sous aucun rapport, lesdites de Moïdescule et de Montrouge ne sauraient contester à Jde Beaumont l'hypothèque et la préférence qui lui appartiennent;

Que si par l'acte du 27 mars 1788, il y a eu substitution d'une rente constituée à une créance exigible; d'un côté, cette substitution ou conversion s'est valablement opérée entre le créancier et le débiteur principal, devenu héritier universel de la caution; et de l'autre, elle ne s'est faite qu'avec la réserve expresse de l'hypothèque du 13 juin 1780; que cette réserve mentionnée en marge des minutes et des grosses des actes des 13 juin 1780 et 9 mai 1786, est ainsi stipulée dans l'acte du 27 mars 1788: « Les grosses des obligations (de 1780 et de 1786) resteront es-mains de Richer de Beaupré, à cause des privilèges et

hypothèques qui en résultent, dans lequel il entend être conservé sans novation; » que de Beaumont, créancier hypothécaire de Verdun oncle, comme étant aux droits de Richer de Beaupré, a justement obtenu sa collocation sur le patrimoine de son débiteur, à la date du 13 juin 1790;

Qu'à la vérité, il existe dans la cause un extrait du certificat de son inscription prise au bureau de Saint-Denis, le 6 germ. an 7, lequel extrait ou certificat ne parle que de l'acte de 1788, sans faire mention des actes précédents; mais que ledit de Beaumont supplée à cette omission par la représentation d'une copie certifiée conforme, et délivrée par le conservateur des hypothèques du même bureau de Saint-Denis, du bordereau sur papier timbré, qu'il y aurait déposé, après avoir payé le droit à Paris, le 29 vent. précédent; que ce bordereau ne paraît revêtir d'aucune signature; mais la loi du 11 brum. an 7 n'exige point que les bordereaux soient signés; elle veut simplement, art. 10, qu'ils soient sur papier timbré; que ledit Beaumont, muni d'un pareil bordereau, et ayant requis la collocation de sa créance lors de l'ordre et avant sa clôture, n'est pas dans le cas d'être renvoyé à se pourvoir contre le conservateur qui aurait délivré l'extrait ou certificat défectueux qu'on lui oppose; qu'il doit, au contraire, être maintenu dans le rang de son hypothèque primitive, aux termes de la même loi, art. 53, qui porte: « Sauf néanmoins aux créanciers le droit de faire colloquer leurs créances, suivant le rang qui leur appartient, tant que le prix n'a point été payé au vendeur, et que l'ordre n'en a point été fait par les créanciers; » — Met l'appellation au néant, etc.

Du 22 frim. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Prés., M. Segur.—Pl., MM. Béquy-Beaupré et Delavigne.

## LIBÉRATION.—QUITTANCE.

*L'écriture non signée, qui tend à la libération du débiteur, fait foi, encore qu'elle ait été mise au dos du titre, non par le créancier, mais par un dépositaire auquel le créancier l'a remis et qui l'a constamment gardé entre ses mains.* (Cod. civ., art. 1332.) (1)

(Héritiers Grégoire—C. Anceaux.)—ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que les reçus mis au dos d'un billet sous seing privé, opèrent la libération du débiteur, lorsque le billet est resté en la possession du créancier;—Que, pour écarter l'application de ce principe consacré par l'art. 1332 du Code civil, on prétend en vain que le

civ. C'est, au surplus, ce que la Cour de Paris a elle-même jugé dans un arrêt du 31 janv. 1807.

(1) « Il ne faut pas, dit Toullier, prendre pour règle générale la décision de cet arrêt qui pouvait être bien rendu dans l'espèce. Si le dépositaire du titre n'avait pas le pouvoir d'en recevoir le capital ou les intérêts, il est certain que l'écriture qu'il aurait mise au dos ou en marge du titre, n'aurait pas la force de libérer le débiteur, qui aurait à se rapprocher d'avoir payé à une personne sans pouvoir; il aurait seulement un recours contre le dépositaire qui aurait reçu. » (T. 8, n° 356.)—Suivant Pothier, des Obligations, n° 726, l'écriture mise au dos ou en marge du titre, et qui tend à la libération du débiteur, fait pleine foi, alors même qu'elle n'est pas de la main du créancier, si toutefois le titre est resté toujours entre ses mains. Tel est aussi l'avis de M. Duranton, t. 13, n° 213.

dépendre de cette circonstance; seulement, dans le premier cas, le créancier aura tout recours en garantie contre le conservateur responsable de sa fautive. V. art. 2197 du Cod. civ.; avis du conseil d'État des 11-26 déc. 1810; M. Troplong, *Hypoth.*, n° 1000; Bordeaux, 24 juin 1813, et Cass. 29 avr. 1820.

Dans l'espèce actuelle, et pour justifier le système par lui admis, l'arrêt invoque l'art. 53 de la loi du 11 brum. an 7 (à peu près reproduit dans l'art. 2198 du Cod. civ.), et d'après lequel le créancier omis dans l'état d'inscriptions, conserve le droit de se faire colloquer suivant le rang de son inscription, tant que l'ordre n'a point été réglé entre les créanciers. Mais il est évident que cette disposition n'est relative qu'au cas d'omission d'une inscription établie. Or, il s'agissait ici d'une inscription nulle pour absence de l'une des formalités voulues. L'art. 53 de la loi du 11 brum. était donc inapplicable, de même que le serait en pareil cas l'art. 2198 du Code

billet dont il s'agit n'était pas en la possession de Grégoire, créancier; — Qu'il est constant, dans le fait, qu'il a été remis, avant l'échéance, qui était au 20 oct. 1779, à défunt Landragin; que toutes les probabilités se réunissent pour penser qu'il lui a été confié dès l'instant même de sa formation, et que Grégoire ne l'a jamais eu en sa possession; que de là il résulte que le billet n'étant jamais sorti des mains du dépositaire que le créancier avait choisi, le reçu de 1775 fr. libère d'autant le débiteur; — Confirme, etc.

Du 23 frim. an 13.—Cour d'appel de Metz. — Pl., MM. Demeaux et Lambon.

#### COMMUNAUTÉ.—BILLET.—NULLITÉ.—DATE CERTAINE.

*Le billet souscrit par le mari, pendant la communauté, et qui se trouve nul pour défaut d'approbation en toutes lettres de la somme, ne peut être opposé à la femme qui a obtenu son divorce, encore que postérieurement au divorce, le mari ait reconnu la sincérité de la dette. — Dans ce cas, la reconnaissance est réputée avoir été faite frauduleusement, pour charger la femme d'une prétendue dette de communauté (1).*

(La dame Pelz.—C. Lapatonière.)

Environ deux mois après leur divorce prononcé, le sieur Stéphan et la dame Pelz furent cités par le sieur Lapatonière, en paiement d'une dette de leur communauté. — Cette dette reposait sur deux billets signés du sieur Stéphan, mais sans approbation écrite de sa main qui énonçait la somme en toutes lettres. — De même ces billets avaient une date qui remontait au temps de la communauté, mais qui n'était devenue certaine par l'enregistrement qu'après que la communauté avait été dissoute.

Devant le tribunal, le sieur Stéphan reconnut les billets. La dame Pelz fit défaut.

8 prair. an 10, jugement qui les condamne l'un et l'autre solidairement au paiement de la somme de 12,000 liv., montant des billets.

Appel par la dame Pelz, qui soutient que les billets sont nuls faute d'approbation; elle ajoute que la reconnaissance de ces billets par son mari ne peut remplacer cette approbation, parce que ces billets n'ayant pas date certaine antérieure au divorce, doivent être réputés frauduleux et consentis par le mari depuis la dissolution de la communauté.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le corps du billet, dont le jugement attaqué prononce la condamnation, n'est point écrit de la main de Stéphan, ni la somme portée aux deux billets reconnue par une approbation écrite en toutes lettres de sa main, ainsi que l'exige la déclaration du 22 sept.

(1) Le Code civil (art. 1410) en mettant à la charge de la communauté les dettes contractées par la femme avant le mariage, veut que ces dettes résultent d'un acte authentique, antérieur au mariage, ou aient acquis date certaine avant cette époque. Mais l'art. 1409, en mettant à la charge de la communauté les dettes contractées par le mari pendant la communauté, ne s'explique pas sur le moyen à l'aide duquel il doit être établi que ces dettes ont réellement été contractées pendant la communauté. Toutefois il paraît naturel de décider au cas où elles ne résulteraient pas d'un acte authentique, qu'il faut qu'elles aient acquis date certaine par l'un des moyens indiqués par l'art. 1328, autrement l'acte sous seing privé duquel elles résulteraient, ne pourrait être,

1733; — Dit qu'il a été mal jugé...; renvoie la femme Pelz de la demande.

Du 23 frim. an 13.—Cour d'appel de Paris.

#### INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RENTE.

Du 25 frim. an 13.—Cour d'appel de Nîmes (aff. Blanc). — V. cet arrêt à la date du 23 frim. an 14.

#### TUTELLE.—COMPTE.—PRESCRIPTION.

Avant le Code, l'action du mineur devenu majeur en reddition du compte de tutelle se prescrivait par trente ans (2).

Cette action en reddition de compte ne pouvait être intentée contre le fils du tuteur, alors que le mineur avait atteint sa majorité du vivant même du tuteur, dont le fils n'avait jamais géré la tutelle, et qu'il s'était écoulé plus de trente ans depuis l'époque à laquelle le mineur avait atteint sa majorité (3).

(Leduc.—C. Laroche.)

7 therm. an 11, jugement du tribunal de Pontoise qui rejette en ces termes l'action formée par la dame Leduc, contre le sieur Laroche, fils de son tuteur : « Attendu que la veuve Leduc était majeure en 1748; qu'au décès de Laroche père, en 1783, elle avait soixante ans; qu'ainsi Laroche fils n'avait pu gérer la tutelle de ladite veuve qui était hors de tutelle depuis trente-cinq ans; — Attendu, d'ailleurs, que toute action se prescrit par trente ans, etc. »

Appel.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 26 frim. an 13.—Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Rolle de la Chase et Archambault.

#### SÉPARATION DE CORPS. — PROVISION. — RESIDENCE.

*La femme demanderesse en séparation de corps peut réclamer une provision, encore qu'elle ait quitté le domicile marital sans l'autorisation de justice. (C. civ., art. 259.)*

(La dame Amie.—C. son mari.)

La dame Arnaut, femme Amie, avait fui la maison de son mari depuis cinq ans, lorsqu'en l'an 12, elle forma contre lui une demande en séparation; provisoirement elle concit à une provision de 3,000 fr. pour alimens. — Amie offrit de recevoir sa femme, de la traiter maritalement, et prétendit, au moyen de cette offre, ne devoir point de provision. — Il s'agissait de l'art. 259 du Code civil, lequel, dans le cas de demande en divorce pour excès, etc., porte que les juges... « autoriseront la femme à quitter la compagnie de son mari, sans être tenue de le recevoir, si elle ne le juge à propos, et ils condamneront le

après la dissolution de la communauté, opposé à la femme qui devrait être dans ce cas considérée comme un tiers.

(2) Jugé aussi que, avant le Code civil, le mineur avait trente ans pour demander la nullité de l'acte fait pour remplacer le compte de tutelle. V. Cass. 6 frim. an 13. — P. aussi Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> Tutelle, sect. 5, § 2. — Sous le Code, l'action du mineur se prescrit par dix ans (art. 475).

(3) La raison tirée de la prescription est la seule valable; car il n'est pas douteux que les héritiers d'un tuteur ne soient tenus comme lui-même de répondre à l'action du mineur, encore qu'ils n'aient pas géré.

marié lui payer une pension alimentaire proportionnée, etc. — D'où le mari concluait, que pour avoir droit à des alimens, la femme devait être autorisée par les juges à quitter la maison maritale.

4 fruct. an 12, jugement du tribunal de Brignolles, etc. ordonne, avant faire droit, que la dame Arnaud prouvera que, si elle a quitté la maison, c'est parce que son mari l'a congédiée.

La dame Arnaud a interjeté appel, prétendant que c'était la subordination la provision en jugement du fond.

Elle a soutenu qu'en tout état de cause, il lui fallait des alimens ; que si elle se trouvait hors de la maison maritale, par suite de débats antérieurs, la justice ne pouvait l'en punir, et devait plutôt le protéger.

#### ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que le tribunal de première instance a mal à propos subordonné la demande en provision, à la preuve que le mari avait congédié son épouse ; que la provision est indépendante des faits à mettre en preuve ; — Considérant que le mari était obligé de nourrir sa femme, tant que le mariage subsiste, il ne saurait en être dispensé pendant l'instance en séparation, formée par sa femme, puisqu'on ne peut nier que nonobstant cette instance en séparation, le mariage subsiste toujours, n'étant dissous que par un jugement formel de séparation ; — Considérant qu'il résulte de ce principe que la dame Arnaud n'étant point séparée encore de son mari, elle doit recevoir de lui tous les secours qu'elle était en droit de lui demander avant qu'elle introduisit son action en séparation ; — Infirmer, etc.

Du 29 frim. an 13. — Cour d'appel d'Aix.

#### DOT. — INSISTANCE. — FRUITS. — HÉRITIERS.

Le droit d'insistance par lequel la femme retenait les biens du mari pour en compenser les fruits avec les intérêts de sa dot jusqu'au remboursement, n'est pas transmissible aux héritiers collatéraux de la femme ; en conséquence, ils sont obligés de restituer les fruits qu'ils ont perçus pendant leur détention des biens (1).

(Héritiers Brunet.)

E. Brunet étant absent, et sans nouvelles, son épouse demeura en possession de ses biens : elle mourut en l'an 7 ; et ses héritiers (les frères Paulham) continuèrent de jouir des biens de l'absent.

— Les héritiers de l'absent ont enfin redemandé le délaissement des biens, et sur ce point il n'y avait pas de difficulté. — Mais ils ont conclu à la restitution des fruits depuis 29 ans. — Ce qui leur a été accordé par jugement du tribunal d'arr. de Nîmes du 28 germ. an 10. — C'est cette restitution des fruits qui a fait le difficulté.

Devant la Cour, les frères Paulham, héritiers de la femme Brunet, ont prétendu que ces fruits auraient dû être compensés avec les intérêts de la dot, par la raison que la femme, et eux, avaient

géré le bien légitimement et par droit d'insistance. — « Le droit d'insistance, dit Voetel sur Catelan (liv. 4, chap. 78) accordé à la femme sur les biens du mari, est fondé sur le droit de gage et de rétention que la femme a de ces mêmes biens, jusqu'à l'effectif paiement de sa dot : Jus dotis est, inter cetera, ut eo nomine possit mulier bona mariti retinere, in quarum possessione reperitur eo tempore quo maritus moritur ; cum habent illi jure pignoris obligata. » — C'est la doctrine de Faber, en son Cod. lib. 3, tit. 7, def. 11. — La femme ayant la rétention des biens du mari jusques au remboursement de ses deniers dotaux, transmet conséquemment le droit d'insistance à ses enfans... (L. 1. *Assiduus*, Cod. qui potior. in pign. *habentur*; L. 7, ff. de bon. damnat.; L. *In suis*, ff. de suis et legitim. *hæred.*) — Mais si le même droit d'insistance avait pu passer de la mère aux enfans, n'aurait-il pas également passé à ses héritiers ? Si l'insistance dérive du droit de gage, c'est un droit réel : lorsque ce droit passe aux enfans, c'est à ceux-là seulement qui se portent héritiers : c'est donc à titre d'hérédité ; c'est comme toutes ses actions réelles, que le droit d'insistance passe de la mère aux enfans ; par la même raison, ne doit-il point passer aux héritiers quoiqu'ils ne soient pas les enfans ?

#### ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant, en ce qui touche les fruits perçus par la femme, qu'ils lui ont appartenu par droit d'insistance : — En ce qui touche les fruits perçus par les héritiers de la femme, que le privilège d'insistance était personnel à la femme ; que s'il y a eu doute qu'elle le transmette à ses enfans, il n'y en a jamais eu à décider qu'il ne passait pas à ses héritiers collatéraux ou étrangers ; — Dit mal jugé, etc.

Du 30 frim. an 13. — Cour d'appel de Nîmes. — Pl., MM. Esperandien et Blanc-Pascal.

#### 1<sup>re</sup> RENTE. — PRESCRIPTION. — TITRE NOUVEL. 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> SÉPARATION DE PATRIMOINES. — NOVENTION. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

1<sup>o</sup> De ce que le créancier d'une rente ne s'est pas fait passer un titre nouveau au bout des trente ans à partir de l'époque où la rente a été constituée, il ne s'ensuit pas que la rente soit prescrite, si les arrérages ont continué d'être servis par le débiteur. — La prescription n'a lieu qu'à partir du jour où le débiteur de la rente a cessé de la payer.

2<sup>o</sup> Le créancier d'une rente, qui reçoit de l'héritier de son débiteur le paiement des arrérages échus, n'est pas censé, par cela seul, avoir accepté cet héritier pour débiteur, et s'être privé du droit de demander la séparation des patrimoines du débiteur originaire de la rente et de son héritier.

3<sup>o</sup> Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, l'action en séparation de patrimoines pouvait être exercée indépendamment de toute inscription hypothécaire (2).

en séparation des patrimoines d'une succession ouverte sous la loi du 11 brum. an 7, soit formée sous le Code civil, qui n'admet le droit de demander cette séparation qu'autant qu'il y a eu inscription prise pour sa conservation (art. 2111) ? — Res. aff. : Cass. 8 mai 1811, et 17 avr. 1827 ; Turin, 7 mars 1810 ; Caen, 2 déc. 1826 ; Bordeaux, 8 fév. 1828 ; Toulouse, 26 mai 1829. — *Contrà*, Nîmes, 28 mars 1806 ; Toulouse, 12 janv. 1807 ; Rouen, 23 août 1809. Mais ces décisions, antérieures aux premières, ne doivent pas être suivies, et tous les auteurs sont d'accord pour se ranger à la jurisprudence de la

(1) V. conf., Bordeaux, 4 fruct. an 13. — Le droit dont il s'agit, appelé aussi dans quelques provinces *droit de rétention* ou de *nantissement*, autorisait la femme à retenir les biens du mari, hypothéqués à sa dot, jusqu'au remboursement intégral des deniers dotaux. V. Tessier, t. 2, p. 350.

(2) Jugé de même par la Cour de cassation, d'abord par un arrêt du 22 janv. 1806, portant rejet de pourvoi contre celui que nous recueillons ici, et ensuite par plusieurs autres arrêts des 8 sept. 1806, 17 oct. 1809, 8 mai 1811, 8 nov. 1815. — La dispense d'inscription a-t-elle lieu, bien que la demande

(Grimsud et consorts.—C. Clouet.) — ARRÊT.

LA COUR :— Attendu que la prescription d'une rente constituée ne peut avoir lieu qu'à compter du jour où le débiteur a cessé d'en payer les arrérages, et qu'il est constant dans la cause que les arrérages de la rente dont il s'agit ont été payés exactement par les débiteurs, notamment par Juliot de Fromont fils, à Grimsud et consorts, ou à leurs fondés de pouvoirs, jusqu'au 1<sup>er</sup> mess. an 7 ;

Attendu que Grimsud et consorts n'ont fait novation à leur titre par aucun acte ; que, loin d'avoir dérogé à ce titre, ils l'ont au contraire exécuté en recevant des mains de Juliot de Fromont fils, les arrérages de leur rente aux échéances, et que quand lesdits Grimsud et consorts auraient pu, dans la quittance desdits arrérages, considérer ledit Juliot de Fromont fils comme leur débiteur, on pourrait d'autant moins en induire une intention d'innover de leur part, que ledit Juliot de Fromont fils l'était véritablement devenu de plein droit, à deux titres, celui d'héritier pur et simple, et celui de détenteur des immeubles spécialement affectés et hypothéqués à la rente dont il s'agit ;

Attendu que la loi du 11 brum. an 7 n'a pas considéré le droit qu'ont les créanciers des personnes décédées, et les légataires, de demander la distinction et séparation des patrimoines comme un privilège, mais bien comme une exception aux privilèges et hypothèques, et que c'est à ce titre que cette loi a réservé ce droit par l'art. 14 ; d'où il suit qu'elle n'a point voulu l'assujettir aux règles établies par l'art. 39, concernant les hypothèques et privilèges, et par conséquent que la date de l'inscription prise par lesdits Grimsud et consorts est indifférente relativement au droit dont il s'agit ;— Attendu que l'art. 19 de la même loi n'accorde au créancier inscrit pour un capital produisant des intérêts, que deux années d'arrérages, au même rang d'hypothèque que pour le capital ;— Faisant droit sur l'appel, dit qu'il a été mal jugé ; émendant, ordonne que, sur le prix de deux maisons provenant des successions dont il s'agit, affectées spécialement à la garantie et service de la rente appartenant aux sieurs Grimsud et consorts, ces derniers seront colloqués par préférence aux créanciers personnels de Juliot de Fromont fils, etc.

Du 1<sup>er</sup> niv. an 13. — Cour d'app. de Paris. —  
— Pl., MM. Louault et Thévenin.

# 1<sup>er</sup> MINISTÈRE PUBLIC. — CONCLUSIONS. — FEMME MARIÉE.

2<sup>o</sup> UNION D'ENFANS. — VALIDITÉ.

3<sup>o</sup> PREUVE TESTIMONIALE. — EFFET.

1<sup>o</sup> Sous la loi des 16-21 août 1790, les jugemens intéressant les femmes mariées devaient, à peine de nullité, être rendus sur les conclusions du ministère public (1).

2<sup>o</sup> Les formalités prescrites par le statut de Trèves pour la validité des actes contenant union d'enfants (2), n'avaient pas seulement pour but l'intérêt des enfans. — En consé-

quence, l'inobservation de ces formalités pouvait être opposée par les collatéraux de l'un des conjoints.

3<sup>o</sup> On ne peut, à l'aide de la preuve testimoniale, remplacer un acte perdu, qu'autant que l'on a prouvé non-seulement le contenu en l'acte et observation des formalités prescrites pour la validité ; mais encore l'accident qui a occasionné sa perte (3).

(Héritiers Müller — C. Lauer.)

Du 1<sup>er</sup> niv. an 13. — Cour d'appel de Trèves.  
— Pl., MM. Pape et Cardon.

# DOT. — AMÉLIORATIONS. — RÉPARATIONS. — FEMME.

La femme mariée sous le régime dotal est tenue personnellement de payer les améliorations et réparations faites par son ordre à ses immeubles dotaux ; peu importe à cet égard que l'administration de cette sorte de biens regarde exclusivement le mari. (Cod. civ., 1549, 1562.) (4)

(Delagarde — C. Penot.) — ARRÊT.

LA COUR :— Considérant, 1<sup>o</sup> que la dame Delagarde, mariée sous le régime dotal, a pu contracter et s'obliger personnellement toutes les fois qu'il y a eu pour elle une cause légitime d'obligation ; 2<sup>o</sup> que l'administration et l'usufruit de la dot accordés par la loi romaine au mari, n'ont pu rendre nulle l'obligation que la femme a contractée, puisque le senatus-consulte Velléien ne s'étendait pas au cas où la dette était consentie à l'avantage de la femme, tel que celui d'améliorer ses fonds dotaux ; 3<sup>o</sup> que la dame Delagarde ayant acquis par acte du 19 niv. an 7, en son nom seul et sous l'autorisation de son mari, une maison sise à Versailles, pays coutumier, et ayant fait transcrire le contrat personnellement en son nom ; ceux qui ont traité avec elle, ont dû croire qu'il lui appartenait exclusivement ; 4<sup>o</sup> que par ces différens actes, ainsi que par les ordres donnés pour faire opérer des constructions et améliorations, elle a induit les créanciers en erreur sur la nature et les effets de ses conventions matrimoniales, d'où il suit que les ouvriers qui ont travaillé de bonne foi et d'après ses ordres, ont le droit de la prétendre personnellement obligée en leur faveur ; 5<sup>o</sup> qu'il ne s'agit effectivement, dans l'espèce, que d'une condamnation personnelle de la dame Delagarde au paiement des ouvrages par eux confectionnés ; 6<sup>o</sup> que la dame Delagarde, s'étant fait séparer de biens par jugement arbitral du 27 vent. an 7, a, par l'adjudication du 23 flor. suivent poursuivie contre elle, veu du immeuble avec les améliorations et constructions qu'elle y avait fait faire, et disposé du prix en faveur de ses autres créanciers personnels ; 7<sup>o</sup> qu'elle a, par ce moyen, contracté une nouvelle obligation de payer les ouvriers constructeurs, soit parce que personne ne peut s'enrichir des biens d'autrui, soit parce qu'elle a, par son fait, renoncé à critiquer ces améliorations, d'après les principes qui régissent les dépenses

Cour de cassation : V. Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Séparation de patrimoines* ; Grenier, *des Hypoth.*, tom. 2, n<sup>o</sup> 431 ; Troplong, *ibid.*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 328.

(1) Jurisprudence constante. V. Cass. 18 prair. an 2, et la note.

(2) L'union d'enfants était une espèce d'adoption fort en usage en Allemagne, et qui dans la partie de la Flandre française où elle était connue, portait le nom d'*affrèsement*. C'était une double adoption qui faisait entrer les enfans d'un second lit dans la

famille de l'époux décédé, et ceux du premier lit dans la famille du nouveau conjoint de leur père ou mère survivant. V. Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Affrèsement*.

(3) P. anal. dans le même sens, Cass. 7 vent. an 11.

(4) V. sur la répétition des améliorations faites par le mari sur les biens dotaux, Beuch, *Traité de la dot*, t. 2, n<sup>os</sup> 241 et suiv. ; Tessier, t. 2, p. 191, n<sup>os</sup> 936 et suiv.



finies sur les fonds dotaux; 8° enfin que la dame Delagarde s'est tellement crue obligée à payer les ouvrages de charpente dont le prix est réclamé par la dame Penot, qu'elle a donné ordre d'en régler le mémoire à l'architecte Duclos, qui l'a réduit à 19,416 fr. 97 c.; qu'elle en a payé 6,000 fr., et qu'elle a reçu un avantage réel de ces améliorations, puisque l'immeuble acheté environ 34,000 fr. a été revendu, le mobilier non compris, pour le prix de 55,000 fr.; — Confirme, etc.

Du 3 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 8° sect. — Prés., M. Blondel. — Pl., MM. Thévenin et Papelin.

#### ACTION CIVILE. — ORDONNANCE DE NON-LIEU.

*La partie qui a rendu une plainte en spoliation ou détournement de valeurs, ne peut, après qu'il est intervenu une ordonnance du directeur du jury portant qu'il n'y a lieu à suivre, agir au civil pour raison du même fait de spoliation (1).*

(Plouin — C. Verdin.)

Sur une plainte en spoliation de la succession du sieur Tridon de Rey, portée contre la dame Verdin, par la dame Plouin, épouse divorcée du défunt, intervint l'ordonnance suivante du directeur du jury: « Attendu qu'il paraît constant que la dame Verdin vivait avec le sieur Tridon de Rey depuis longtemps, et que son mariage avec lui n'avait été différé que pour le temps qu'exigeait la loi du divorce; que rien ne prouvait qu'elle eût spolié sa succession, puisqu'il fut resté dans ses mains quelques papiers et quelques effets de ce citoyen; — Qu'il n'appartient pas au directeur du jury de rien décider sur les actes que la dame Verdin s'est fait souscrire par ledit Tridon de Rey, ni sur le placement des fonds que la dame Plouin se plaignait qu'elle avait fait tourner à son profit; que ces objets ne devaient être discutés que devant les tribunaux civils, lorsque rien ne prouvait que ces actes eussent été l'effet de la violence; que quand même elle aurait des effets euidit Tridon de Rey, cela ne pourrait être regardé comme un vol, d'après ses prétentions et créances; — Déclare qu'il n'y a pas lieu à suivre l'instruction criminelle, sauf aux parties à se pourvoir à fins civiles. »

Dans cet état de choses, la dame Plouin assigna la dame Verdin devant le tribunal civil, pour, à défaut de représentation des objets et valeurs par elle détournés, se voir condamnée au paiement d'une somme de 60,000 fr.

Mais le 8 germ. an 12, jugement qui, « Attendu qu'il existe une ordonnance du directeur du jury, laquelle déclare qu'il n'y a point eu de spoliation de la succession; — Déclare la dame Plouin non recevable dans sa demande. »

Appel de la part de cette dernière. — Elle soutient que l'ordonnance du directeur du jury ne

peut avoir l'autorité de la chose jugée au civil sur le fait du détournement allégué.

ARRÊT.

LA COUR: — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 3 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 2° sect.

#### DROTS LITIGIEUX. — RETRAIT. — GARANTIE. — APPEL.

*L'cession de droits litigieux est soumise à l'action en retrait, alors même que le cédant a promis toute garantie au cessionnaire, en sorte que celui-ci n'a aucune chance à courir. La demande en retrait de droits litigieux cédés, peut être formée pour la première fois en cause d'appel (2).*

(Durfort — C. Gossionne.)

Différens immeubles appartenant aux mineurs Leroy avaient été vendus par leur tuteur au sieur Guyot de Fremont, sans l'observation des formalités voulues en pareil cas; la vente se trouvait dès lors entachée de nullité, et les biens vendus soumis à l'action en revendication de la part des mineurs, action qui fut intentée par eux lors de leur majorité. Ulérieurement et lorsque l'instance durait depuis plusieurs années, ils cédèrent tous leurs droits au sieur Gossionne, avec stipulation de garantie de leur part. — En vertu de cette cession, le sieur Gossionne poursuivait contre le sieur Guyot de Fremont l'instance en délaissement des biens acquis par ce dernier, et un jugement par défaut, en date du 23 prair. an 4, ordonne ce délaissement.

Appel par la dame Durfort, héritière de Guyot de Fremont, qui, entre autres prétentions, demande, sous l'offre du remboursement du prix de la cession, à exercer le retrait autorisé par les lois *per diversas et ab Anastasio*, attendu que la cession portait sur des droits litigieux.

14 therm. an 12, arrêt par défaut de la cour de Paris, qui accueille ces conclusions dans les termes suivans: « Attendu que, d'après les lois *per diversas et ab Anastasio*, le débiteur d'une créance contestée, ou le propriétaire troublé dans sa possession, a le droit de faire cesser subsidiairement le litige, en s'emparant de la cession litigieuse, en vertu de laquelle le cessionnaire veut soutenir la contestation, et en offrant de rembourser à celui-ci tout ce qu'il a pu lui en coûter à l'occasion et par suite de la cession; — Attendu que cette règle de droit se trouve rappelée et consacrée par l'art. 1699 du Code civil; — Attendu, enfin, le litige toujours subsistant par l'appel interjeté par la dame Durfort, tant comme de nullité qu'autrement, du jugement obtenu par Gossionne au tribunal civil du département de la Seine, le 23 prairial an 4; — Donne acte à la dame Durfort des offres par elle faites, etc. »

(1) Cette décision froisse toutes les idées reçues sur l'autorité des ordonnances de non-lieu rendues sous le Code du 3 brum. an 4, par les directeurs du jury, et sous le Code d'instruction criminelle par les chambres du conseil et les chambres d'accusation. C'est en effet un point borié de toute controverse, que de telles ordonnances doivent être restreintes à l'action criminelle, et sont sans influence sur l'action civile, qui peut être intentée sans qu'il y ait aucunement à redouter l'exception de chose jugée. V. Cass. 21 mess. an 9, 17 niv. an 13; Colmar, 15 fév. 1806; Bruxelles, 3 mars 1814. V. aussi Mangin, de l'Action publique, t. 2, n° 385 et suiv., 434.

(2) Jugé de même par arrêts de Grenoble, 19 mai

1820; de Metz, 11 mai 1831, et de Riom, 11 mai 1839... et *à fortiori*, si la cession n'a en lien que depuis le jugement de première instance prononçant sur le litige: Riom, 1<sup>er</sup> déc. 1826. — Telle est aussi l'opinion de MM. Troplong, *Vente*, t. 2, n° 999, et Duvergier, *ibid.*, tom. 2, n° 376. Ces auteurs, d'accord en cela avec Pothier, *Vente*, n° 598, font remarquer cependant que si le cessionnaire, après une longue instruction, avait mis le procès en état d'être jugé et levé tous les doutes sur la légitimité de la créance, le débiteur ne pourrait plus alors être admis au retrait, qui n'a été autorisé par le législateur que dans le but d'éviter des débats rimeux, ce motif cessant de subsister dans l'hypothèse prévue. V. Troplong, *loc. cit.*, et Duvergier, n° 377.

Opposition à cet arrêt par le sieur Gossionne. — Il soutient, d'abord, que le retrait de droits litigieux constitue une demande principale, soumise aux deux degrés de juridiction, et qu'à des lors ne peut être formée pour la première fois en cause d'appel. — En second lieu, qu'à raison de la garantie promise dans l'espèce par les cédans à leur cessionnaire, les droits cédés n'avaient rien de litigieux à l'égard de ce dernier, puisqu'il n'avait aucune chance à courir.

## ARRÊT

LA COUR : — Adoptant les motifs de l'arrêt par défaut, — Déboute Gossionne de son opposition audit arrêt, dépens compensés, sauf à ce dernier à les employer en frais et loyaux coûts, etc.

Du 5 niv. an 13 — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Popelin et Plet.

## FAUX INCIDENT. — FIN DE NON-RECEVOIR.

## — PRODUCTION.

*Une partie n'est pas recevable à s'inscrire en faux contre la date d'un acte, produit et invoqué par elle à l'appui de ses prétentions, et qui se trouve revêtu de sa signature en qualité de partie contractante (1).*

(D.... — C. Labroust.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que si l'inscription de faux est une exception qui peut être proposée en tout état de cause, les juges sont investis du pouvoir d'en admettre ou rejeter les demandes, selon qu'il leur paraît nécessaire ou juste, la poursuite (du faux) pourra être reçue, s'il y a lieu, porte l'ordonnance de juillet 1737, sur la faux, art. 2, titre Faux incident; — Considérant que, si l'ordonnance de 1737, art. 1<sup>er</sup>, même titre, accorde à une partie la poursuite du faux incident contre une pièce qui a été signifiée, communiquée ou produite par son adversaire, dans le cours de la procédure, il n'est aucun article de cette loi, ni même aucun exemple, qui puissent autoriser un plaideur à s'inscrire en faux contre un acte que non-seulement il a lui-même signifié, communiqué et produit comme véritable, et comme son titre, pendant un laps de temps considérable, mais qui est encore son propre ouvrage, dans lequel il a figuré, et qu'il a souscrit comme partie principale; que, dans ce cas, et, pour ce même plaideur, on ne saurait établir de différence entre la minute, qu'il a connue, approuvée et signée, et l'expédition qu'il s'en est fait délivrer, et dont il s'est servi, parce qu'il n'a ignoré, ni pu ignorer dans quel état et notamment quel jour il l'avait signée; — Considérant que la quittance en litige, reçue par T..., notaire, portait la date du 29 mess. an 3, et enregistrée le 6 therm. suivant, n'est arguée de faux par D.... que quant à la date; qu'en ce que la date du 29, qu'elle exprime, aurait été surchargée par la substitution du mot neuf au mot deux, et que ces mots en approuvant la surcharge du mot neuf auraient été mis, après coup, entre la dernière ligne et la signature des parties, de manière que cette quittance, selon D...., était réellement et primitivement du 29 au lieu du 29 messidor an 3; — Considérant que ledit D.... ne saurait prétexter ni ignorance, ni erreur sur l'état matériel de la quittance dont il s'agit, attendu que cet acte lui est personnel; qu'il y a été présent, qu'il a con-

couru à sa formation, que ce même acte a été rédigé dans son intérêt et par son notaire habituel, et qu'il l'a signé avec les autres parties; qu'il s'en est fait délivrer trois expéditions à trois époques différentes, sans élever le moindre doute ni soupçon sur la sincérité de la date du 29, qui y est mentionnée; que, loin de la, et lorsque toute l'importance de la cause roulait sur les dates, il a lui-même signifié, communiqué, produit comme vraie la quittance en question, bonnement quant à sa date du 29; que, dans tous ses écrits, signifiés tant en première instance que sur appel, les 8 flor. et 18 therm. an 10, 5 et 25 vent. et 8 germ. an 11, et 13 flor. an 12, il n'a cessé d'articuler formellement que la quittance notariée et authentique existait, à la vérité, sous la date du 29, mais que cette date du 29, quoique réelle, ne pouvait lui être opposée; que cette quittance notariée, qu'il a désirée et sollicitée, n'était que la confirmation d'une quittance sous seing privé, du 7 therm. an 3, qui y était relatée, et qui ne faisait qu'une seule et même chose avec ladite quittance notariée du 29; que c'était ce jour-là, 7 mess. an 3, et même antérieurement, qu'il avait remboursé les 50,000 liv. à la dame Labroust, et que, par conséquent, la loi du 25 mess. lui était inapplicable; que tel n'aurait pas été le langage et la conduite de D...., homme instruit en affaires, et d'ailleurs intéressé à ce que la quittance eût effectivement la date du 22 mess., au lieu de celle du 29, s'il n'avait pas été subjugué par la force de la vérité;

Considérant que l'approbation de la surcharge du mot neuf se trouve à la fin de l'acte, et avant la signature des parties, suivant l'usage pratiqué alors par tous les notaires; que cette approbation est l'écriture de T..., notaire, qui a reçu la quittance; que, dans cette position, il n'est aucun expert assez habile dans son art pour pouvoir reconnaître et attester que cette approbation a été mise après coup, et hors la présence des parties, et que, d'autre part, il est moralement impossible d'offrir à la justice des témoins dignes de foi, et en état de détruire, après un intervalle de dix années, la déclaration de deux notaires, celle de la femme Labroust, et son mari, la reconnaissance de D.... lui-même, soutenue juridiquement et sans tergiversation quelconque, pendant cinq ans; et enfin les preuves légales résultant, tant de l'enregistrement du 4 therm. an 3, qui place la quittance dont il s'agit sous la date du 29 mess. précédent, que du double répertoire de T..., dont l'un est déposé au greffe du tribunal civil, et dans lequel répertoire la quittance est portée à la date du 29 mess., sans tinterligne, blanc, rature ni altération, ainsi que le constatent les divers extraits et certificats produits en la cause; — Considérant qu'il répugne à toute vraisemblance que T..., notaire, et ayant la confiance de D...., eût trahi tout à la fois et son devoir et son propre intérêt, au point de se rendre coupable de faux, dans la seule vue de nuire à son client; que, dans de pareilles circonstances, admettre l'inscription de faux basardee par D.... à l'instant du jugement, ce serait autoriser une poursuite aussi téméraire que frustratoire; — Considérant que, par son arrêt du 13 fruct. dernier, la cour a renvoyé purement et simplement la cause au 16 brum., sans rien préjuger sur le mérite des dires et moyens desdites parties; — Par tous ces motifs, déclare D....

(1) V. en ce sens, Colmar, 19 juin 1828. — En sens contraire, Rennes, 12 juin 1829, et Carré, *Lois de proc.*, n° 868. — On sait du reste que la jurisprudence a décidé en principe que les juges sont inves-

tis d'un pouvoir discrétionnaire pour admettre ou rejeter l'inscription de faux formée devant eux. V. Cass. 7 juill. 1835, 15 juin 1837, 8 mai 1839.

non recevable dans sa demande en inscription de faux incident contre la quittance notariée du 29 mess. an 3.

Du 5 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — *Prés.*, M. Séguier. — *Pl.*, MM. Gicquel et Archambault.

#### COMMUNAUTÉ. — RECÈLÉ.

*La femme commune qui, après l'inventaire, a soustrait des titres de propriété ou autres objets inventoriés, dans l'intention de se les approprier exclusivement, n'est point, par cela seul, censée avoir divertie ou recélé des biens communs, en ce sens qu'elle doit être privée de sa portion dans les effets soustraits. Il n'y a de recélé dans le sens des lois sur la matière, que, dans l'omission soit de déclarer à l'inventaire, soit de mettre pour lors en évidence, un ou plusieurs objets de la communauté. (C. civ., art. 1477.) (1)*

(Godefr. — C. Lemire.)

En l'an 5, Bergeron avait soumissionné un domaine dit de Cause, dans le département de Lot-et-Garonne. — En l'an 8, le 24 brum., Bergeron donna procuration à un tiers, à l'effet de déclarer devant l'administration du lieu, que sa soumission avait été faite pour compte et des décur du sieur Lemire. — Il y avait déjà plusieurs mois que le sieur Lemire était mort, lorsque, le 18 flor. an 9, Bergeron rétractant la déclaration de son mandataire, en fit lui-même une autre entièrement sensibale, sauf que celle-ci était en faveur de la dame Lemire et du sieur Godefr. son second mari. — En conséquence de cette déclaration, la dame Lemire et le sieur Godefr. demandent que le domaine soumissionné leur soit adjugé. — Une décision du préfet rejette cette demande par égard pour la première déclaration du sieur Bergeron. Mais, le 15 flor. an 11, cette décision est annulée par un arrêté du conseil d'État, et l'adjudication du domaine est ordonnée conformément à la seconde déclaration.

Toutefois cet arrêté, ainsi qu'une autre décision administrative qui intervint sur le même objet et dans la même sens, déclarèrent ne pas toucher aux droits que les héritiers Lemire pouvaient avoir indépendamment de l'adjudication, leur réservant la faculté de faire valoir ces droits devant les tribunaux compétents.

Les enfants, héritiers du sieur Lemire, s'adressèrent donc aux tribunaux, et demandèrent que le domaine de Cause fût déclaré faire partie de la communauté qui avait existé entre le sieur Lemire, et la dame Lemire, leur mère devenue épouse Godefr. — Ils demandèrent en outre que, pour avoir cherché à détourner ce domaine à son profit exclusif, la dame Lemire fût déclarée coupable de recélé, et privée en conséquence de la moitié de ce domaine, que sa qualité de commune lui attribuait.

7 plur. an 12, jugement du tribunal de la Seine qui accueille ces demandes.

Appel par les époux Godefr. — La Cour, par des considérations plus de fait que de droit, et aussi à raison de l'existence des décisions administratives, décida que la propriété du domaine litigieux appartenait aux appelans; mais, se fon-

dant sur ce qu'ils s'étaient procuré cette propriété au détriment des héritiers Lemire, elle adjugea à ceux-ci une somme représentative de la part réclée qu'ils auraient eue dans le domaine, si cet immeuble n'avait pas été distrait de la communauté. — Quant à la question relative au recélé, la Cour y a statué en ces termes:

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en droit, que le recélé est l'omission de déclarer dans l'inventaire, ou de mettre en évidence un ou plusieurs objets faisant partie de la succession et communauté; qu'il résulte encore de la soustraction que l'on fait de quelques effets, titres de créances ou de propriété qu'on emporte hors de la maison mortuaire, afin d'éviter qu'ils soient mis sous les scellés et ensuite inventoriés; que la veuve qui a commis un pareil délit, avant l'inventaire, encourt la déchéance de ses avantages sur les biens qu'elle a soustraits, et qu'elle est obligée de rendre en totalité aux héritiers de son mari; que, si ce n'est au contraire que depuis la clôture de l'inventaire qu'elle a disposé à son profit personnel d'objets inventoriés, elle est seulement comptable envers les héritiers, sans encourir la peine de déchéance de ses droits personnels; — Considérant en fait, que le titre de l'an 8, en vertu duquel les héritiers Lemire réclament le domaine en question, a été inventorié en leur présence et à leur requête; de sorte que les deux majeurs et le subrogé-tuteur des deux mineurs pouvaient suivre par eux-mêmes l'effet et l'exécution de ce titre, et empêcher que Bergeron ne nuisît à leurs intérêts pour favoriser leur mère; que, comme ce n'est que depuis l'inventaire clos qu'elle a abusé ou disposé de ce titre inventorié, elle n'est point dans le cas de la peine du recélé, et ne doit à ses enfants que la restitution du prix de ce dont elle les a privés; — Par ces motifs, sans s'arrêter au chef des demandes des parties de Moreau (les enfants Lemire), concernant le recélé et divertissement, duquel chef de demande elles sont déboutées, condamne solidairement les parties de Gayral (les époux Godefr.), à payer aux héritiers Lemire la somme de 40,000 fr. à laquelle la Cour arbitre d'office les dommages intérêts à eux dus pour la portion qu'ils auraient eue dans le domaine de Cause, s'il existait encore dans la succession Lemire, etc.

Du 5 niv. an 13. — Cour d'app. de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — *Pl.*, MM. Gayral et Moreau.

#### 1<sup>o</sup> EXCLUSION COUUTUMIÈRE. — ABOLITION.

##### 2<sup>o</sup> DÉVOLUTION. — DROIT ACQUIS.

1<sup>o</sup> La disposition du statut de Trèves, qui donnait à l'aîné de la famille, sur une certaine classe de biens (appelés biens stemmatiques), un droit exclusif de succession, quand il s'était établi par mariage dans la maison paternelle, a été abolie par la loi du 8 avril 1791.

2<sup>o</sup> La dévolution que le statut de Trèves faisait résulter de l'établissement par mariage dans la maison paternelle, en faveur de l'aîné de la famille, ne lui conférait sur les biens dévolus, qu'une simple expectative, abolie par la loi du 17 niv. an 2 (3).

C'est après avoir, dans le premier considérant, établi la thèse de droit reproduite dans notre sommaire.

(1) Malgré l'assertion contraire de Toollier, t. 13, n° 222, qui prétend que l'arrêt recueilli ici ne contient qu'une décision de fait, nous pensons qu'il résout réellement la question de droit posée ci-dessus. Le savant professeur appuie son opinion sur le second considérant de l'arrêt, où la Cour apprécie en effet uniquement les circonstances de l'espèce; mais

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 8 mess. an 11; 16 niv. an 13; Bruxelles, 12 niv. an 9, et 5 vent. an 10.

(Bervenger—C. Bervenger.)

Du 6 niv. an 13.—Cour d'appel de Trèves. — Pl., MM. Schmit et Pape.

**DROITS SUCCESSIFS. — VENTE. — RESCISION. — LÉSION.**

*L'action en rescision pour cause de lésion était admise sous l'ancien régime, contre la vente de droits successifs faite par un héritier à son cohéritier (1).*

(Aupepin—C. Berthenon.)

8 vend. an 10, vente par Berthenon à la dame Aupepin, sa sœur, moyennant une rente viagère de 370 fr., de tous ses droits héréditaires dans la succession des père et mère communs encore indivise entre les parties.—En l'an 11, action par Berthenon en rescision de cette vente pour cause de lésion: le demandeur la fondait sur ce que la vente dont il s'agit, étant le premier acte intervenu entre cohéritiers ayant fait cesser l'indivision, devait être assimilée à un partage, et, comme tel, se trouvait susceptible de rescision pour lésion.

36 flor. an 12, jugement du tribunal d'Avallon, qui, après expertise constatant que les biens étaient d'un revenu de 1,655 fr., dont moitié appartenait à l'héritier vendeur, prononce la rescision demandée et ordonne le partage des deux successions.

Appel par la dame Aupepin, soutenant en principe que la vente des droits successifs, ayant un caractère essentiellement aléatoire, constituait un véritable forfait, et dès lors ne pouvait être sujette à l'action en rescision pour lésion.

**ARRÊT.**

**LACOUR**. — Considérant que Berthenon, au décès de ses père et mère, était mineur et n'a pas assisté personnellement à l'inventaire qui a été fait de leurs biens; que, lors de son émancipation, le compte de tutelle qui lui a été rendu a été entendu par Aupepin père, en qualité de son tuteur *ad hoc*; que, dans le temps qui a précédé la majorité de Berthenon, tous les titres et papiers de la succession, ainsi que l'administration des biens en dépendans, ont été confiés à Aupepin fils, son beau-frère; que c'est dans les premiers jours de la majorité de Berthenon qu'un lui a fait consentir, pour une modique pension viagère, la vente de l'universalité de ses biens à son beau-frère, qui avait une parfaite connaissance des forces des successions et du produit des biens, tandis que le vendeur était privé de tous les moyens capables de l'en instruire; et

(1) Cette règle n'était pas universellement suivie dans l'ancien droit, et si l'on peut citer plusieurs arrêts qui avaient admis l'action en rescision pour lésion contre la vente de droits successifs, on en trouve aussi d'autres qui avaient adopté une doctrine contraire. (V. Louet et Brodeau, lettre H, somm. 7, et Rousseau de Lacombe, *v. Restitution en entier*, sect. 3, n° 11).—Quoi qu'il en soit à cet égard, le Code civil a fait cesser la controverse en disposant d'abord par l'art. 888 que « l'action en rescision est admise contre tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore qu'il s'agisse de vente, d'échange et de transaction, ou de toute autre manière; » et ensuite par l'art. 889 que « l'action n'est pas admise contre une vente de droits successifs faite sans fraude à l'un des cohéritiers, à ses risques et périls, par ses autres cohéritiers ou par l'un d'eux. »—Deux conditions, comme on le voit, sont requises pour mettre la vente de droits successifs à l'abri de l'action en res-

adoption, en surplus les motifs énoncés au jugement du 26 flor. an 12:—A mis l'appellation au néant, etc.

Du 7 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Prés., M. Séguier.—Pl., MM. Taillandier et Tripiier.

**ADOPTION. — SUCCESSION. — MINORITÉ.**

*En matière d'adoption, antérieures au Code civil, les héritiers légitimes de l'adoptant ne pouvaient retenir sa succession au préjudice de l'enfant adoptif qui n'avait pas atteint l'âge de vingt et un ans, sous le prétexte que, jusqu'à cette époque, il avait la faculté de renoncer à l'adoption, et qu'ainsi l'adoption ne pouvait jusqu'alors produire des effets définitifs.*

(Depienne — C. Debrue.)

Ainsi l'avait décidé un jugement du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de la Seine, du 29 flor. an 12, motivé en ces termes:—« Attendu que, par l'art. 1<sup>er</sup> de la loi transitoire du 25 germ. an 11, toutes les adoptions déjà faites sont déclarées valables; que dès lors elles doivent produire leur effet; que la faculté de renoncer à l'adoption établie par l'art. 2, en faveur des mineurs, ne peut y faire obstacle, puisque cette faculté n'est évidemment établie que pour accorder à un mineur le droit de renoncer à l'adoption qui pouvait lui être onéreuse; que dès lors, ce droit étant dans l'intérêt des mineurs adoptés depuis le 18 janvier 1793, jusqu'à la promulgation du Code civil, ne peut tourner à leur préjudice; que d'ailleurs, ce serait donner un effet rétroactif à la loi, si les adoptions des mineurs faites depuis le 18 janvier 1793, dans la vue d'une exécution actuelle ou prochaine, n'étaient certaines, puisqu'elles étaient permises, ne pouvaient cependant produire d'effet, et n'étaient exécutoires qu'à la majorité des mineurs adoptés;—Attendu enfin, que les effets de l'adoption du mineur Malestroit-Debrue se trouvent réglés et fixés par un acte authentique contenant disposition à cause de mort, et que cet acte est de la nature de ceux énoncés dans l'art. 3 de la loi transitoire du 25 germ. an 11, qui en ordonne l'exécution selon leur forme et teneur;—Ordonne que les actes d'adoption et testament du feu Deguerre seront exécutés selon leur forme et teneur; en conséquence, que ledit Malestroit-Debrue sera mis en possession et jouissance de tous les biens dépendans de la succession dudit feu Deguerre, etc. »—Appel.

**ARRÊT.**

**LA COUR**. — Adoptant les motifs, etc.; — Confirme, etc.

cision: la première, que la vente soit faite sans fraude; la seconde, qu'elle soit faite aux risques et périls de l'acquéreur. Sur quoi il faut observer que bien qu'il fût dit que la vente est faite aux risques et périls de l'acquéreur, elle n'en serait pas moins sujette à rescision, si ce dernier connaissait les forces de la succession et n'était soumis à aucune chance de périls et risques, parce qu'alors n'existe pas cet *incertum an sit alieni* dont l'acheteur doit être chargé, de sorte que la vente n'a d'aléatoire que le nom. (V. Lyon, 2 avr. 1849, et Cass. 9 juill. 1839 (Vollme 1839); V. aussi M. Vazeille, des Success., sur l'art. 889. — Ajoutons encore que, selon MM. Chabot, pag. 639, et Toullier, tom. 4, n° 579, pour que l'action en rescision ne soit pas admissible contre la vente des droits successifs faite à l'un des cohéritiers, il faut que le vendeur ait cédé tous ses droits successifs, et que s'il n'en avait cédé qu'une partie, il y aurait lieu à l'action en rescision; doctrine qui a été consacrée par un arrêt de Dijon du 9 mars 1830,

Du 9 niv. an 13.—Cour d'appel de Paris.

# TESTAMENT AUTHENTIQUE.—ÉCRITURE.—MENTION.

La mention expresse que le testament a été écrit par le notaire, n'est pas renfermée dans la mention que le testateur a dicté son testament au notaire. (Cod. civ., art. 972 et 1001.) (1).

(Bourbon—C. N....)

Du 10 niv. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Jugé dans les termes de la notice.

# LETTRE DE CHANGE.—ACCEPTEUR.—CONCORDAT.—ENDOSSEURS.—RECOURS.

Avant le Code de commerce, le porteur d'une lettre de change qui, dans le concordat obtenu après faillite par l'accepteur, déchargeait ce dernier de toute obligation, perdait par là son recours contre les endosseurs (2).

(Lecomte—C. Sarus.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'endossement mis sur une lettre de change n'est autre chose que la cession avec garantie de la créance due par l'accepteur; qu'il n'y a plus de garantie à exercer, lorsque, par le fait même du porteur de la lettre de change, l'accepteur se trouve libéré; que, dans le fait, les frères Sarus, en souscrivant au concordat de Gombault, Forquenal et Fresnault, leur ont accordé, et a Fresnault en particulier, une décharge complète; — Faisant droit sur l'appel, dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 10 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Moreau et Couture.

# 1° INSTITUTION CONTRACTUELLE.—IRREVOCABILITÉ.

# 2° SUCCESSION FUTURE.—RENONCIATION.—NULLITÉ.

1° Sous l'empire des chartes générales du Hainaut, la clause d'un contrat de mariage par laquelle les époux déclaraient que leurs enfants leur succéderaient par égale portion,

(1) V. la note sous l'arrêt de la Cour de cassation, du 10 therm. an 13.

(2) *Ibid.*, Bruxelles, 1<sup>er</sup> frim. an 10. — Cette décision ne devrait pas être suivie aujourd'hui. V. à cet égard la note placée sous l'arrêt de Bruxelles précité.

(3) V. dans le même sens, l'arrêt de rejet rendu par la Cour de cassation, le 11 juin 1807, sur le pourvoi formé contre l'arrêt ci-dessus. — Il en était autrement des traités sur succession future, d'après les principes du droit romain. Le consentement de cuius validait ces traités, aux termes de la L. 30, C. de pactis, ainsi conçue : .... *Secundum veteres regulas sancimus, omnimodo huiusmodi pacto quo contra bonos mores inito sunt, repelli, et nihil ex his pactionibus observari : nisi ipse forte de cuius hereditate pactum est, voluntatem suam eis accommodaverit, et in ea usque ad extremum vitæ suæ spatium perseveraverit.* Mais ces principes sur l'effet du consentement de cuius, n'étaient pas suivis dans les pays de coutumes : V. la note qui accompagne le jugement de cassation, du 1<sup>er</sup> brum. an 10; et ils ont été formellement proscrits par les art. 1130 et 1600 du Code civil. — Quant aux renonciations à succession future, le droit romain les prohibait d'une manière absolue, même par contrat de mariage. La L. 3, C. de collationibus, portait : *Pactum dotali instrumento comprehensum, ut filia, contenta dote que in matrimonio collocabatur, nullum ad bona paterna regressum haberet,*

contenait une institution contractuelle irrévocable; et la réserve stipulée par les époux de pouvoir disposer au contraire, devait s'entendre de dispositions faites de leur consentement mutuel, et non par le survivant seul.

2° Sous le même statut local, les renonciations à succession future, autrement que par contrat de mariage, étaient nulles, lors même qu'elles étaient faites du consentement de celui de la succession duquel il s'agissait (3).

(Soudain—C. Soudain.)

Du 12 niv. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.—Pl., MM. Raoux et Faider.

# 1° INSCRIPTION HYPOTH. — TRANSCRIPTION DE VENTE.

# 2° HYPOTHÈQUE. — RÉDUCTION. — EFFET RÉTROACTIF.

1° Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, le créancier ayant une hypothèque ancienne qu'il n'avait point fait inscrire dans les délais fixés par les art. 37 et 38, conservait néanmoins la faculté de prendre inscription sur l'immeuble hypothéqué vendu par son débiteur, tant que l'acquéreur n'avait pas fait transcrire son contrat (4).

2° La faculté accordée au débiteur par le Code civil (art. 2161), de demander dans certains cas la réduction des hypothèques frappant ses biens, peut être exercée même à l'égard d'hypothèques antérieures au Code (5).

(Deschamps—C. Goupy et Mulot.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 47 de la loi du 11 brum. an 7; — Attendu que les sieurs Goupy et Mulot n'ont fait transcrire le contrat de vente à eux faite par Aufray, que le 21 fruct. an 9; que conséquemment, l'inscription prise par Deschamps es-noms, le 15 prairial précédent, grevait la propriété à eux transmise; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant; — Décharge Deschamps es-noms des condamnations contre lui prononcées; — Faisant droit au principal; — Déclare Aufray non recevable en sa demande;

*juris auctoritate improbat, nec intestato patri succedere filia, ex ratione probatur.* Un usage contraire s'était établi dans toute l'ancienne France (V. Lebrun, des Successions, liv. 3, chap. 8, sect. 1<sup>re</sup>; Denisart, v<sup>o</sup> Renonc. à succession future), et cet usage paraît avoir pris son origine dans la décrétale de Boniface VIII, in sexto, lib. 11; cap. 2, de pactis, dont voici les termes : *Quomodo pactum patri factum a filia, dum nuptii tradebatur ut dote contenta, nullum ad bona paterna regressum haberet, improbat lex civilis : si tamen iuramento non sit, nec dolo proposita, firmum fuerit, ab eadem omnino servari debet.* — Le Code civil, est revenu aux principes du droit romain, en décidant (art. 791), qu'on ne peut, même par contrat de mariage, renoncer à une succession non encore ouverte.

(4) V. en ce sens, Cass. 1<sup>er</sup> prair. an 12, et 3 août 1807; Poitiers, 16 vent. an 13; Turin, 16 déc. 1807; Bruxelles, 13 juill. 1808. — V. toutefois, Cass. 13 brum. an 14.

(5) V. conf., Aix, 11 fruct. an 12; Nîmes, 19 mai 1807; — Contr., Agen, 4 therm. an 13; Paris, 18 juill. 1807; Caen, 16 fév. 1808; Besançon, 22 juin 1809; — Pénal, Régime hyp., sur l'art. 2161; Grenier, des Hypothèques, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>os</sup> 184 et 223; Troplong, *Ibid.*, tom. 3, n<sup>o</sup> 768, et Pagnier, *Ibid.*, p. 264.

Et cependant, vu l'art. 2161 du Code civil;— Attendu qu'il est justifié, par le bordereau d'inscription pris sur Aulnay, que la maison située à Versailles, au coin des rues de Voltaire et Clugny, est un gage suffisant pour la sûreté de la rente dont il est question, fait mainlevée de l'inscription prise par ledit Deschamps-ès-noms, le 14 prair. an 9, vol. 16, n° 587, en tant qu'elle frappe sur le terrain acquis par les sieurs Goupy et Mulot par contrat du 14 fruct. an 5...., l'effet de ladite inscription réservé sur tous les autres biens d'Aulnay, et notamment sur la maison sus-désignée.

Du 13 niv. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

#### APPEL.—DOMICILE ÉLU.—SIGNIFICATION.

*L'acte d'appel signifié au domicile élu par l'intimé dans la signification du jugement de première instance, doit en outre être signifié à personne ou domicile réel.* (Ord. de 1667, tit. 2, art. 4.) (1)

(Noël—C. Juguet et Ruellé).—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que les actes d'appel sont des actes personnels qui doivent être faits dans la forme prescrite par la loi pour les ajournemens;—Attendu que les ajournemens doivent être faits à personne ou domicile, suivant l'art. 4 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667;—Déclare l'appel nul, etc.

Du 13 niv. an 13.—Cour d'appel de Poitiers.

#### LEGS.—RÉVOCATION.—VENTE.

*La vente faite au légataire des objets qui lui avaient été précédemment légués, emporte révocation du legs (avant comme depuis le Code civil).* (C. civ., art. 1038.)

(Bourdaisseau—C. Gourmand.)

Du 14 niv. an 13.—Cour d'appel de Poitiers.

—Pl., MM. Bonconne et Fromantin.

V. le texte de cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation, du 9 mai 1808, qui, en a prononcé l'annulation sur le motif, que le testament renfermait une institution universelle des biens présents et à venir, et que l'aliénation ne portait que sur les biens présents.

#### CESSION.—TRÉSOR PUBLIC.—LIQUIDATION

*Le cessionnaire à titre onéreux d'une créance sur le trésor public, peut suspendre le paiement du prix, jusqu'après liquidation de la créance cédée.*

(Della-Torre—C. Zonco).—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que la liquidation à laquelle une créance dont il s'agit est assujettie, emporte une vérification de cette créance dans son origine même; par conséquent, que, d'une part, quant à Della-Torre, il n'y a pas lieu, avant le résultat de ladite liquidation, d'envisager comme non exigible la créance qui lui a été cédée; d'où il s'ensuit que la conclusion principale par lui prise à ce que Zonco soit absolument débouté de sa demande, est mal fondée;—Mais

d'autre part, que Zonco, tant que le titre constitutif de la créance en question demeure soumis à un examen, ne peut pas même alléguer comme constant que cette créance soit exigible de droit;—Considérant qu'aux termes du droit romain, notamment de la loi 4 de *hereditate vel actione vendita*, et de la loi 74 ff. de *usucapione*, indépendamment même d'un pacte expresse, tel que celui qui existait dans l'acte notarié du 21 oct. 1798, quiconque a cédé une créance doit garantir au cessionnaire l'exigibilité de droit, ou pour mieux dire l'existence de cette créance dès son origine;—Que, ce principe posé, il ne faut pas confondre l'espèce actuelle avec celle où le vendeur réclame de l'acheteur le prix d'un héritage, quoiqu'il y ait danger de l'éviction; car dans ce cas, l'acheteur qui jouit, en attendant, de la chose vendue, ne peut pas, en thèse générale, refuser d'en payer le prix, pourvu qu'il lui soit donné bonne et suffisante caution; s'il en était autrement, l'acheteur retiendrait en ses mains *res simul et pretium*, ce qui serait contraire aux principes de l'équité naturelle, au lieu que dans le cas où l'existence d'une créance doit être vérifiée, tant que cette vérification demeure en suspens, le cessionnaire n'a pas la jouissance de l'objet de la cession, et ce qui est plus encore, il n'est pas même certain qu'il y ait une vente ou une cession;—Considérant que la vérification de la créance dont il s'agit ne peut nullement être considérée comme un de ces faits du gouvernement qui sont assimilés à la force majeure, par conséquent qu'il n'y a pas lieu de s'écarter du principe général ci-dessus établi pour appliquer à l'espèce l'exception suivant laquelle l'obligation de garantir l'éviction, ou l'exigibilité d'une créance, n'a point d'effet dans les cas d'une force majeure;—Que d'ailleurs, comme Zonco, s'il n'avait pas cédé la créance suscite, devrait lui-même attendre l'événement de la vérification, il est de l'équité que, puisque par la cession il a mis Della-Torre à sa place, il soit par lui surmis à ses poursuites, jusqu'à ce qu'il ait été statué par le bureau de liquidation sur la vérification susdite;—Considérant enfin qu'il est de la justice de pourvoir à la sûreté de Zonco, afin que les diligences nécessaires auprès du snadit bureau soient employées;—Dit avoir été mal jugé par le jugement dont est appel: émendant, sans s'arrêter aux plus amples demandes des parties, dit n'y avoir lieu, quant à présent, aux demandes de Zonco; déclare loisible à celui-ci de faire aussi ses démarches auprès du bureau de liquidation pour la vérification de la créance dont il s'agit, et ce aus dépens de Della-Torre, en cas de négligence de sa part, etc.

Du 14 niv. an 13.—Cour d'appel de Turin.—3<sup>e</sup> sect.—Concl., M. Ricciardi.—Pl., MM. Poter et Gattinara.

#### RÉFÉRÉ.—DERNIER RESSORT.

*Les ordonnances de référé sont susceptibles d'appel, encore qu'elles aient été rendues sur l'exécution d'un jugement en dernier ressort (2).*

(1) Règle certaine, sous l'ancienne comme sous la nouvelle législation. V. Cass. 25 vend. au 12, et la note; 13 mai 1807; 4 août et 28 oct. 1811; 20 juill. 1824; Turin, 21 août 1807; Poitiers, 2 fév. 1808; Montpellier, 23 juill. 1810; Florence, 11 déc. 1811; Limoges, 24 avril 1812, etc.;

(2) La jurisprudence et la doctrine se sont généralement prononcées sous le Code de procédure dans un sens contraire à cette solution. V. Turin,

16 oct. 1807; Paris, 28 juill. 1825; 16 avril 1836; 9 août 1836; Amiens, 27 août 1838;—Junge, Pigeau, *Procédure civile*, (édition belge), t. 1<sup>er</sup>, livr. 2, sect. 1<sup>re</sup>, p. 79; Carré, *Lois de la procédure*, tom. 3, n° 2776; Thomine Desmazures, *Comm. du Code de procédure*, t. 2, n° 947; Berriat, *Cours de procédure*, p. 343; Chauveau, *2<sup>e</sup> Référé*, n° 10; Bioche, *cod. procéd.*, n° 71; Bihard, *Traité des référés*, p. 743.—V. cependant dans le sens du sommaire ci-dessus, Paris, 24 août 1831.

(Vittoux.—C. Pellerin de Chanteraine.)

Les héritiers Vittoux ont obtenu contre le sieur Pellerin, le 5 frim. an 4, un jugement de condamnation en dernier ressort.—Le sieur Pellerin, poursuivi en vertu de ce jugement, a formé opposition aux poursuites, ce qui a donné lieu à une ordonnance de référé rendue le 5 niv. an 6, qui a prononcé la suspension demandée.

Les héritiers Vittoux ont appelé de cette ordonnance; mais le sieur Pellerin a soutenu cet appel non recevable, parce que le jugement par suite duquel l'ordonnance de référé était intervenu, avait été rendu en dernier ressort; que le sort de l'une et de l'autre de ces décisions devait être le même; que l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790, constitutif de l'ordre des juridictions, n'établissait, en donnant aux tribunaux de première instance le droit de juger en dernier ressort jusqu'à la valeur de 1000 fr., aucune distinction entre les ordonnances de référé et les jugemens ordinaires; que, par conséquent, ces deux décisions devaient être placées sur la même ligne.

L'appelant a répondu, qu'une ordonnance de référé n'avait pas précisément pour objet de statuer sur la réclamation d'une valeur quelconque, mais seulement sur les obstacles opposés à l'exécution d'un jugement ou de tout autre acte public; que les obstacles qu'il s'agissait d'apprécier, n'étant pas susceptibles d'être évalués, ne pouvaient jamais autoriser une décision en dernier ressort; que d'ailleurs, il n'en était pas d'une telle décision, comme d'un jugement; que l'un était rendu par le tribunal, que l'autre émanait d'un seul juge; que ce n'était point à chaque juge individuellement que le pouvoir de statuer en dernier ressort était conféré; que la loi ne l'accordait qu'à la réunion du nombre de juges qu'elle exige pour l'exercer; que, par conséquent, l'appel en matière de référé était toujours recevable.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche l'appel de l'ordonnance de référé du 5 niv. an 6: — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, attendu qu'un juge de référé n'est jamais juge en dernier ressort.... Met l'ordonnance dont est appel au néant, etc.

Du 15 niv. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Prés., M. Agier.—Pl., MM. Thévenin et Carbonnier.

#### SERMENT POLITIQUE.—JUGES.—DÉLÉGATION.

Les Cours d'appel ont la faculté de commettre un de leurs membres (et par exemple le président de la Cour criminelle du lieu) pour recevoir le serment des tribunaux de première instance ou de commerce. (Décret, 24 mess. an 12.) (1).

(Tribunal de commerce de Châlons-sur-Marne.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la Cour peut commettre un de ses membres pour l'exercice de certaines fonctions, lorsque les circonstances,

(1) L'art. 3 du décret du 24 mess. an 12, porte: « Les présidents et autres juges des tribunaux de première instance, le procureur impérial et ses substituts près ces tribunaux, et les juges des tribunaux de commerce prêteront le serment devant la Cour d'appel à laquelle ils ressortissent. »—Il a été dérogé à cet article en ce qui touche les juges des tribunaux de commerce, par l'art. 629, Code de commerce: aux termes de cet article, dans le cas où le tribunal

l'exige; que, dans le fait, l'éloignement où se trouve le tribunal de commerce de Châlons, la nature de ses fonctions gratuites, et les professions que les membres exercent individuellement, rendent la commission nécessaire, pour éviter aux membres de ce tribunal un déplacement onéreux et également nuisible à l'administration de la justice qui leur est confiée, et à l'exercice de leur commerce...

Du 15 niv. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

#### 1<sup>o</sup> DERNIER RESSORT.—BAIL.—RÉSILIATION.

2<sup>o</sup> CLAUSE RÉSOLUTOIRE.—FLANDRE.

1<sup>o</sup> Le jugement qui statue sur la demande en résiliation d'un bail, est en premier ressort, quoique le prix annuel du bail soit inférieur à 50 fr., et encore que la réunion de tous les fermages ne s'élève pas à 1000 fr. (L. 16-24 août 1790, tit. 4, art. 5.) (2)

2<sup>o</sup> Dans l'ancienne Flandre, la condition résolutoire expresse n'opérait pas de plein droit, et sans une demande en justice, l'annulation du contrat.

(Debacher.—C. Devleschoudère.)

Par acte en date du 15 mai 1795, le sieur N... afferme plusieurs héritages à Joseph Devleschoudère; le bail est fait pour 18 années, moyennant 44 florins, environ 44 fr. par an; une clause de ce bail portait que, faute par le fermier de payer ses termes de ferme dans les six semaines qui suivraient l'expiration desdits termes, il serait, par le seul fait de sa demeure, déchu du bénéfice du bail.—Devleschoudère se trouvant près de la fin de son bail, laissa écouler six semaines sans payer l'un des termes; il le paya cependant avant d'être traduit en justice.

Debacher, héritier du bailleur, demanda la résiliation du bail; il fonda sa demande, 1<sup>o</sup> sur ce que, Devleschoudère n'ayant pas usé de la chose en bon père de famille, il ne s'était pas conformé aux conditions de son bail; 2<sup>o</sup> sur ce que la clause résolutoire insérée dans le bail était arrivée; le preneur ayant laissé écouler six semaines sans payer le terme échû.

Jugement du tribunal civil de Termonde qui déboute Debacher de sa demande.

Appel.—L'intimé opposait une fin de non-recevoir: il soutenait que la contestation avait été jugée en dernier ressort par les premiers juges, aux termes de l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790, le prix annuel du bail étant au-dessous de 50 fr., et la réunion de tous les fermages ne formant pas une somme de 1,000 fr.

L'appelant répondait en disant qu'il fallait bien saisir le sens de la loi, et ne pas lui donner plus d'étendue qu'il n'en comportait. La première partie de l'article invoqué s'occupe des demandes personnelles mobilières, dont la valeur n'excède pas 1,000 fr.; mais ce cas avait-il quelque chose de commun avec celui de l'espèce, où on n'avait demandé aucune somme déterminée? Aucunement: qu'importait que l'anneau du bail, multiplié par dix-huit, donnât une somme inférieure à 1,000 fr.? Était-ce la l'objet de la de-

da commerce est établi hors de l'arrondissement communal où siège la Cour royale, cette Cour commet, si les juges le demandent, le tribunal civil de leur arrondissement.—V. Carré, *Lois de la compétence*, t. 1<sup>er</sup>, p. 138, art. 30.

(2) Sur cette question délicate, V. un arrêt de la Cour de cassation du 9 niv. an 2, ainsi que la dissertation dont nous l'avons accompagné.

mande de Debaucher ? N'avait-il pas formellement conclu à la résiliation du bail ? Il était donc impossible de faire rentrer cette demande dans la première partie de l'article. — Elle ne rentrerait pas mieux dans la seconde : en effet, comment ferait-on voir que la demande dont il s'agissait fut réelle ? On ne l'a pas même tenté. — En supposant qu'elle pût être considérée comme mixte, il serait difficile de concevoir qu'elle pût rentrer dans l'article dont il s'agit : il résulte en effet clairement des autres articles de la loi, que l'art. 5 n'a pas eu en vue les demandes mixtes. Les actions mixtes, échappant à l'appréciation, ne pouvaient rentrer dans la fixation générale qui détermine le taux de compétence : de là vient que les art. 4 et 6 de la même loi, comprennent les demandes personnelles ; réelles et mixtes, parce qu'elles ont pour objet toute autre chose que le taux de compétence, tandis que l'art. 5 ne comprend pas ces dernières, parce qu'il accorde la même compétence pour objet.

## ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'il ne s'agit pas d'une demande en paiement d'une somme mobilière déterminée, mais d'une action en résiliation de bail, dont l'objet est indéterminé ; qu'ainsi la première partie de l'art. 5, tit. 4 de la loi du 24 août 1790 est sans application ; — Attendu qu'une demande en résiliation de bail est, de sa nature, personnelle ; d'où il suit que celle qui donne lieu à la question n'est point comprise dans la seconde partie de l'article cité, lequel est relatif aux affaires réelles, au sujet desquelles le pouvoir du premier juge est déterminé par le revenu ou par le prix du bail ;

Attendu que Devleschoudère a pu, d'après la jurisprudence observée en Flandre, purger le demeure, et qu'il l'a en effet purgée avant la contestation en cause ; — Attendu, d'ailleurs, qu'il n'a pas été prouvé que Devleschoudère n'a pas usé de la chose comme père de famille ; — Reçoit l'appel, sans s'arrêter aux fins de non-recevoir, et au principal, met l'appellation au néant.

Du 15 niv. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

## DON PROHIBÉ. — NULLITÉ.

D'après la loi du 17 niv. an 2, les dispositions testamentaires à titre particulier étaient valables (1).

(Monnier — C. Dumeret.)

Du 17 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

## PREUVE TESTIMONIALE. — MATIÈRE COMMERCIALE.

La preuve testimoniale pour engagement de commerce, est admissible, encore qu'il s'agisse d'une somme excédant 100 fr. (aujourd'hui 150) (2).

(Schwindenhammer — C. Blen.)

Du 19 niv. an 13. — Cour d'appel de Colmar. — Pl., MM. Chauflour et Béchede.

(1) V. sur ce point, Cass. 4<sup>e</sup> compl. an 4 ; 11 niv. an 9, et les notes.

(2) C'est un point constant en jurisprudence. V. Cass. 1<sup>er</sup> niv., 24 vent., 3 prair. an 9, et les notes.

(3) L'art. 2185, en obligeant le surenchérisseur à offrir de donner caution, ne fixait pas le délai dans lequel cette offre devait être réalisée. Aussi a-t-il été jugé par la Cour d'Orléans, le 21 fev. 1806, qu'ayant le Code de procédure, le créancier suren-

## SURENCHÈRE. — CAUTION. — DÉLAI.

Avant le Code de procédure, le créancier surenchérisseur qui offrait de donner caution, aux termes de l'art. 2185 du Code civ., n'était pas déchu de sa surenchère, faute par lui de l'avoir fournie de suite, et avant toute fixation de délai par les tribunaux. (C. civ., art. 2185.) (3)

(Bakri — C. Pettit.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le Code civil, art. 2185, entre autres conditions, exige du créancier, s'adressant qu'il offre de donner caution, jusqu'à concurrence du prix et des charges, le tout à peine de nullité ; — Que le sieur Bakri a satisfait à la stricte obligation de la loi, en offrant de donner caution ; que cette offre a été par lui faite dans le délai par elle fixé ; — Que les communications que la partie a faites de son chef, n'ont pu lui acquiescer une déchéance qui n'était point portée par la loi ; que néanmoins les tribunaux de justice ont le droit de forcer Bakri à réaliser son offre, et de prononcer la déchéance, s'il n'y satisfait point, parce que toute condition imposée par la loi doit être effectuée ; — Fait droit à l'appel ; — Ordonne que le sieur Bakri, dans huitaine de la signification de l'arrêt, justifie de la solvabilité de la caution, et lui fera passer les soumissions requises, autrement sera définitivement déchu de son offre, etc.

Du 20 niv. an 13. — Cour d'appel d'Aix.

## CRÉANCIERS. — FRAUDE. — VENTE.

Lorsqu'une personne vend ses immeubles au vu et su de ses créanciers, et que ceux-ci ont la faculté de surenchérir, il y a, par cela seul, exclusion de toute possibilité de fraude. La vente est inattaquable par les créanciers (4).

(Muttek — C. Grelet et autres.)

Après la vente, suivie de transcription, de différents immeubles, consentie par le sieur Lemaigre de Saint-Maurice au sieur Grelet, les créanciers du vendeur ne formèrent aucune surenchère. Mais depuis, le sieur Muttek, l'un de ces créanciers, a demandé la nullité de la vente comme entachée de dol et de fraude.

4 therm. an 11, jugement qui rejette cette demande : « Attendu qu'aucune circonstance de fraude ne paraît avoir accompagné le contrat de vente ; qu'il résulte du relevé des matrices du rôle que les biens ont été vendus à leur valeur ; que, d'ailleurs, la transcription écarte tout soupçon de fraude puisque cette transcription pouvait donner lieu non-seulement à des surenchères, mais à une revente publique aux termes de la loi du 11 brum. an 7. »

Appel.

## ARRÊT.

LA COUR : — Attendu qu'il n'y a dans la cause aucune preuve ni présomption de fraude ; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 21 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect. — Pl., MM. Bonnet et Berruyer.

chérisseur n'était tenu de réaliser la caution offerte que dès qu'il en était requis ; mais qu'il devait alors la fournir sous peine de déchéance. — Le Code de procédure est venu compléter sur ce point la disposition de l'art. 2185, Code civil : son art. 832 veut que l'acte de surenchère contienne assignation à trois jours pour la réception de la caution.

(4) La jurisprudence s'est depuis prononcée en sens contraire sur ce point : V. Cass. 19 août 1828 ; Riou, 15 janv. 1839, et les notes.



**ALIMENS. — ENFANS. — PROVISION.**

*Les tribunaux, en admettant la fille à prouver qu'elle ne peut sans danger rentrer dans la maison paternelle, ne peuvent, dès ce moment, lui adjuger une provision alimentaire; ce n'est que lors du jugement définitif et en connaissance de cause que cette provision doit être adjugée. (Cod. civ., art. 208, 209, 210 et 211.) (1).*

(A... — C. sa fille.)

La demoiselle A..., prétendant avoir été maltraitée par son père, quitte sa maison, et le fait citer en demande d'aliments.

Jugement du tribunal de Bruxelles, qui admet la demoiselle A... à la preuve qu'elle ne peut, sans danger, rentrer dans la maison paternelle, et, provisoirement, condamne le père à lui payer 45 fr. par mois, à titre d'aliments.

Appel de la part du père. Il soutient que l'on a prématurément et en contravention aux art. 208, 209, 210 et 211 du Code civil, adjugé une pension alimentaire à sa fille; — 1° En ce que le tribunal a supposé, sans examen, qu'il était dans la possibilité de lui payer des aliments; — 2° En ce que le tribunal a supposé également qu'il ne devait pas être admis à l'offre de le recevoir, nourrir et entretenir dans sa demeure, bien que le même tribunal eût fait dépendre la solution de cette question de la preuve par la demoiselle A... qu'il y avait du danger pour elle à rentrer dans la maison de son père.

L'intimée répond que, n'ayant aucune autre ressource, il fallait bien nécessairement lui accorder une provision, ou l'exposer à périr, ou à mettre son honneur aux prises avec le besoin.

**ARRÊT.**

**LA COUR;** — Attendu qu'aux termes de l'art. 211 du Code civil, le tribunal prononcera si le père ou la mère qui offrira de recevoir et entretenir dans sa demeure l'enfant auquel il devra des aliments, devra, dans ce cas, être dispensé de payer la pension alimentaire; — Attendu que, dans la supposition que l'intimée fût dans le cas d'obtenir une pension alimentaire, le tribunal de 1<sup>re</sup> instance n'aurait pu l'accorder qu'en connais-

sance de cause; — Attendu qu'en accordant une provision alimentaire, il a prématurément jugé que l'intimée était fondée à exiger des aliments de son père; — Infirme.

Du 21 niv. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.

**CRÉANCIERS. — ACTION RÉVOCATOIRE. — HYPOTHÈQUE.**

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, les créanciers n'avaient pas une hypothèque légale, pour sûreté de leur action révocatoire, sur les biens aliénés par leur débiteur en fraude de leurs droits. — En conséquence, ils ne pouvaient, à ce titre, requérir inscription hypothécaire sur ces biens (2).

(D'Espagnac — C. Kokaert et Brinckx.)

Du 23 niv. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Crassous et Vanvolsem.

**DÉMISSION DE BIENS. — TRANSACTION. — IRREVOCABILITÉ. — PARTAGE.**

On ne peut considérer comme démission de biens révoquée, un pacte de famille entre une mère et des enfants par lequel elle leur abandonne la nue-propriété de ses biens, et reçoit en échange l'usufruit de tous ceux qui composent la succession de son mari. — C'est là une véritable transaction (3).

Lorsque des héritiers ont accordé à un tiers la jouissance de la succession, cette circonstance seule n'est point un obstacle à la demande en partage qu'ils forment ultérieurement.

(Les héritiers Voguet.) — **ARRÊT.**

**LA COUR;** — Attendu, quant à la communauté, que, par l'acte du 17 vent. an 8, contenant transaction et pacte de famille, la veuve Voguet a abandonné à ses enfants la nue-propriété de tous ses biens, tant propres que dépendant de la communauté d'entre elle et son défunt mari, moyennant l'usufruit que les enfants, de leur côté, lui ont abandonné de la totalité des biens

démissions de biens étaient réputées révoquées jusqu'à la mort, quoique espèce de temps qu'elle fut écoulée depuis qu'elles avaient été faites. Mais on exceptait généralement de cette révocabilité celles qui étaient bornées à une quote-part des biens du démissionnaire et revêtues des formes des donations entre vifs, parce qu'elles constituaient plutôt une simple donation qu'une démission de biens proprement dite (F. Rieard, des Donations, 1<sup>re</sup> part., n° 695); on en exceptait encore celles qui étaient faites par contrat de mariage en faveur des époux (V. Chopin, sur la coutume de Paris, liv. 1<sup>re</sup>, tit. 2, n° 30; Coquille, sur celle du Nivernais, tit. des Donations, art. 12; Taisand, sur celle de Bourguigne, tit. 7, art. 8, n° 4; Lebrun, des Successions, liv. 4, ch. 1, n° 11; et Bonllenois, quest. 17 sur les Démissions de biens). — Cependant quelques auteurs décidaient que dans tous les cas, les démissions de biens étaient irrévocables. On peut citer entre autres Loyseau, Institutes coutumières, liv. 2, tit. 4, art. 8; Brodeau, sur l'art. 17 du ch. 31 de la coutume du Nivernais; Auzanet, sur l'art. 74 de la coutume de Paris; Ferrière, sur l'art. 207 de cette même coutume; Furgole, des Testaments, ch. 8, sect. 1<sup>re</sup>, n° 170 et 171. Enfin, les parlements avaient rendu en sens divers de nombreux arrêts sur la question. Ces arrêts sont rapportés par Merlin, dans ses Questions de droit, v° Démission de biens, § 3. La jurisprudence n'était nulle part sur ce point que dans le parlement de Rennes, qui s'était prononcé pour l'irrévocabilité.

(1) Cet arrêt suppose que l'enfant peut obtenir des aliments même après avoir abandonné la maison paternelle. Cette question semble en effet affirmativement résolue par l'art. 211 Code civil, lequel accorde aux tribunaux le droit de prononcer si le père ou la mère qui offre de recevoir, nourrir et entretenir dans sa demeure l'enfant qui réclame des aliments, doit, dans ce cas, être dispensé de lui en fournir. Telle est aussi l'opinion de Toullier, t. 2, n° 613, et de M. Duranton, t. 2, n° 415. V. en ce sens, Aix, 3 août 1807; mais F. en sens contraire, Nîmes, 20 août 1807.

(2) Sous l'empire du Code civil, les créanciers n'ont pas non plus d'hypothèque légale pour sûreté de leur action révocatoire; mais cette hypothèque leur serait inutile, aujourd'hui comme sous l'ancien droit, puisque en vertu du principe que nul ne peut transférer plus de droits qu'il n'en a lui-même, principe, consacré mais non créé par les art. 1183, 2125 et 2182 du Code civil, il suffit que l'action révocatoire leur soit éteinte contre les aliénataires de leur débiteur, pour qu'ils n'aient aucun préjudice à craindre des reventes ou hypothèques consenties par ces derniers. F. à cet égard, Troplong, Hypothèques, n° 465 et suiv.

(3) On appelle *démision de biens*, dans l'ancien droit français, l'acte par lequel une personne faisait de son vivant un abandon général de ses biens à ses héritiers présomptifs. Soient une règle assez commune, quoique non universellement suivie, les

meubles et immeubles dépendant de ladite communauté, même des propres de leur père, en sorte qu'à cet égard tout est consommé entre les parties, et qu'il ne peut pas être question de partage;—Attendu, quant à la succession, que Jacques-Dominique Voguet n'a point renoncé, par l'acte du 17 vent. an 8, à demander partage de ladite succession du vivant de sa mère, et que la jouissance accordée à celle-ci pendant sa vie n'y est point un obstacle;—Faisant droit sur l'appel, en ce qui touche la demande en liquidation et partage de la communauté;—Dit qu'il a été mal jugé par le jugement du tribunal civil d'Auxerre, le 13 germ. an 13, bien appelé d'icelui;—Emendant;—Décharge Jean-Joseph et Jean-Charles Voguet des condamnations contre eux prononcées;—Au principal, sans s'arrêter aux réquisitions et demandes de Jacques-Dominique Voguet, tendant à ladite liquidation et partage, dans lesquelles il est déclaré non recevable;—Ordonne que l'acte du 17 vent. an 8, continuera d'être exécuté selon sa forme et teneur;

En ce qui touche la demande en partage de la succession, formée par Jacques-Dominique Voguet;—Dit qu'il n'a été bien jugé par le jugement dont est appel, etc.

Du 24 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Couture, Moreau et Delavigne.

#### SAISIE IMMOBILIÈRE.—AFFICHE.—CRÉANCIERS INSCRITS.

*Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, le créancier poursuivant n'était pas tenu d'insérer dans les affiches le nom des créanciers inscrits qui avaient été omis dans le certificat délivré par le conservateur. — Également, si n'était pas obligé de notifier aux créanciers omis les procès-verbaux de l'opposition des affiches. — En tout cas, le débiteur ne pouvait excepter de ces nullités.*

(Gillet.—C. Marguet.)

Du 25 niv. an 13. — Cour d'appel de Besançon.

#### APPEL INCIDENT.—ACQUISITION.

*La signification d'un jugement, sans protestation ni réserves, et avec commandement d'y satisfaire, rend la partie qui a fait cette signification non recevable à interjeter incidemment appel de ce même jugement, si, ayant connaissance de l'appel principal de sa partie adverse, elle a fait ajourner celle-ci pour voir confirmer le jugement attaqué (1).*

(Kochler.—C. Friedberg.)

Du 25 niv. an 13. — Cour d'appel de Trèves. — 2<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Pape et Ruppenthal.

#### DISPOSITION L'UNIVERSELLE.—QUANTITÉ DISPONIBLE.—NULLITÉ.

*Une institution d'héritier universel faite avant les lois des 5 brum. et 17 niv. an 2, par une personne déedée depuis la promulgation du Code civil, est valable jusqu'à concurrence de la quotité disponible (2).*

(1) Il en serait autrement, sans la circonstance de l'ajournement donné à l'appelant principal: *V. Cass.* 26 prair. an 11; 23 fruct. an 12; 10 mai 1820.

(2) *V. conf.*, *Cass.* 23 nov. 1809. — *V. en surplus*, sur la question, le résumé de jurisprudence qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation du 19 thermidor an 12. *V. aussi infra*, Agen, 9 pluv. an 13.

(Vanransbeuk.—C. Verdiekt.)

Du 25 niv. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>re</sup> sect.

#### SAISIE IMMOBILIÈRE.—COMMANDEMENT.—PÉREMPTION.

*Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, de faire précéder d'un second commandement l'affiche de la saisie (alors valant saisie), encore qu'il se fût écoulé six mois depuis le premier, si le créancier n'avait suspendu ses poursuites pendant les six mois qu'à raison de ce que l'immeuble saisi était revendiqué sur le débiteur (3).*

(Rohan-Guéméné.—C. Delambre.)

Du 26 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Becquy-Beaupré et Tripiier.

#### 1<sup>er</sup> JUGEMENT DÉFINITIF.—CONDAMNATION.—APPEL.

##### 2<sup>o</sup> APPEL.—TIÈRE OPPOSITION.

*1<sup>o</sup> Pour qu'un jugement soit définitif, il suffit qu'il renferme une condamnation; peu importe qu'il ne fixe pas le montant de cette condamnation, et qu'il prescrive seulement des mesures préparatoires pour le déterminer. En conséquence, l'appel d'un tel jugement doit, à peine de déchéance, être interjeté dans les trois mois de sa signification. 2<sup>o</sup> Encore qu'une personne ait été partie dans un jugement, elle ne peut appeler de celui où elle n'a été ni entendue, ni représentée, qui en est la suite et l'exécution; dans ce cas, la voie de tierce opposition est la seule ouverte.*

(Boudon.—C. Gervais.)

Par acte notarié, en date du 23 prair. an 9, Boudon est constitué débiteur de Gervais. — Faute de paiement à l'échéance, le créancier fait une saisie de fruits sur les biens de son débiteur, des séquestres sont établis, et le 6 fruct. an 11, jugement portant qu'ils feront la délivrance des fruits par eux perçus.

Opposition de la part de Boudon. Sur cette opposition les séquestres proposent de remplacer la disposition du jugement qui les oblige à la délivrance des fruits, par une autre disposition qui ordonne que les fruits seront évalués à dire d'experts.

Jugement du 4 pluv. an 12, qui, en déclarant l'opposition de Boudon mal fondée, admet la proposition des séquestres. — Signification de ce jugement à Boudon et aux séquestres. — Citation par le même acte, à ces derniers seulement, pour voir dire qu'ils nommeront des experts. — Enfin, le 1<sup>er</sup> mess. an 12, jugement qui condamne les séquestres à payer 800 fr.; et le 23 mess. suivant, signification de ce jugement aux séquestres seulement.

Appel par Boudon, de tous les jugemens tant de ceux dans lesquels il avait été partie, que des autres. — Gervais soutenait Boudon non recevable dans son appel: — Quant aux jugemens dans lesquels il avait été partie, parce qu'il n'avait pas

(3) C'est là une application du principe *contra non valentem agere non currit prescriptio*: le poursuivant n'avait pas agi parce qu'il s'en trouvait empêché par la revendication exercée sur le débiteur. D'ailleurs, l'instance en revendication n'était qu'un incident de la poursuite, qui n'a pu empêcher la poursuite de subsister. *V. en ce sens*, Carré, n° 2219, et Houtefeuille, pag. 89 et 90. *V. aussi anal.* dans le même sens, *Cass.* 7 juill. 1818.

interjeté son appel dans les trois mois du jour de la signification; quant à ceux dans lesquels il n'avait pas été partie, parce qu'il n'avait pu faire usage que de la voie de la tierce opposition, celle de l'appel étant réservée aux parties seules qui avaient figuré dans l'instance.

Boudon répondait aux premiers moyens de son adversaire, que les jugemens dont il parlait, et dont l'appel aurait été interjeté trop tard, n'étaient que de simples jugemens préparatoires; que le délai de l'appel pour ces jugemens ne courait que du jour du jugement définitif. — Quant aux seconds, il disait que les jugemens du 18 plur. an 12 et suivants ne pouvaient être considérés que comme la suite, ou plutôt l'exécution, de celui du 4 plur. précédent, où il avait été partie; que par conséquent tous ces jugemens avaient été rendus contre lui, et que par suite encore il avait le droit d'en interjeter appel, comme toute partie qui se trouve liée par un jugement.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le jugement du 4 plur. an 12 fut signifié le 16 du même mois; que ses dispositions sont définitives, puisqu'il déboute Boudon de son opposition envers celui du 6 fruct. précédent et prononce des condamnations contre les séquestres établis à la perception des fruits à lui saisis; qu'il n'est préparatoire que quant au mode de fixation des condamnations par lui prononcées;

Que Boudon n'a été ni appelé ni ouï lors des jugemens des 7 vent., 5 germ. et 1<sup>er</sup> prair. derniers; et la voie de tierce opposition lui étant ouverte, il ne pouvait prendre la voie de l'appel; que cette voie n'ayant pour objet que de faire décider si on avait bien ou mal jugé, était réservée aux parties ouïes et appelées, parce que celles-là seules avaient essayé le premier degré de juridiction, qui, à l'égard de Boudon, n'avait pas été épuisé; — Déclare Boudon irrecevable dans son appel des jugemens des 6 fruct. an 11 et 4 plur. an 12, et rejette l'appel; en ce qu'il porte sur les jugemens des 7 vent., 5 germ. et 1<sup>er</sup> prair. an 12, etc.

Du 26 niv. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

#### APPEL.—EFFET SUSPENSIF.—NULLITÉ.

Un appel quoique nul, n'en est pas moins suspensif, tant que la nullité n'a pas été prononcée (1).

(1) V. sur ce point, Cass. 19 janv. 1829, et la note.

(2) V. conf., Cass. 23 août 1808.

(3) C'était la une conséquence naturelle du principe d'après lequel, dans les pays de droit écrit, on pensait que la légitime n'était pas due aux enfans en qualité d'héritiers, mais en qualité d'enfans. Dans les pays coutumiers, on suivait un principe contraire; et cependant la plupart des auteurs qui écrivirent sous l'empire des coutumes, décidèrent que les enfans d'un mariage précédent de l'époux qui s'était remarié, n'avaient pas besoin d'accepter sa succession pour demander la réduction de la donation faite au nouveau conjoint. F. Ricard, *Traité des donations*, 3<sup>e</sup> part., n<sup>os</sup> 1301 et suiv.; Renoussin, de la *Communauté*, chap. 3, n<sup>o</sup> 80; Pothier, du *Contrat de mariage*, n<sup>os</sup> 568 et 590, et des *Donations entre vifs*, sect. 3, art. 7, § 1. Voici comment Pothier, dans le dernier passage cité, explique la raison de différence entre la nature de la légitime et celle de l'action en réduction des donations faites à un nouveau conjoint : « De ce que, dit-il, la donation, pour ce qu'elle excède la part d'enfant, n'est pas nulle absolument, mais seulement en faveur des

(Cavaillé—C. Pellegrie)

Pellegrie avait obtenu un jugement prononçant la contrainte par corps contre Cavaillé. — Appel de la part de Cavaillé. Mais nonobstant cet appel qui était entaché de nullité, Pellegrie le fait incarcérer. Cavaillé demande alors la nullité de l'emprisonnement.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que quoique l'appel de Cavaillé fût irrégulier, Pellegrie ne devait pas se rendre juge de cette irrégularité, en exécutant le jugement au mépris de cet acte qu'il aurait dû déférer à la Cour pour y prononcer, — Annule l'emprisonnement, etc.

Du 27 niv. an 13. — Cour d'appel d'Agen.

#### HYPOTHÈQUE CONVENTIONNELLE. —

SPECIALITÉ.—DÉSIGNATION.

Une constitution d'hypothèque n'exprime pas suffisamment la situation et la nature des biens hypothéqués, en énonçant seulement que l'hypothèque porte sur tous les biens du débiteur situés dans telle commune (2).

(Frélon—C. Grelet.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le contrat du 13 flor. an 9, portant constitution d'hypothèque au profit de Frélon, ne satisfait pas à la loi, en ce qu'il n'indique pas la nature des immeubles hypothéqués; — Faisant droit sur l'appel, — Dit qu'il a été bien jugé par le jugement rendu au tribunal civil de Jolmy, le 27 brum. an 12, mal et sans griefs appelé d'icelui. — Ordonne, etc.

Du 26 niv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Bonnet et Berryer.

#### DONATION ENTRE ÉPOUX. — RÉDUCTION.

— DROITS SUCCESSIFS. — CESSION.

Sous l'empire du droit écrit, l'action en réduction accordée aux enfans du premier lit sur les libéralités faites à un second conjoint, était attachée à la qualité d'enfant et non à celle d'héritier (3). — En conséquence, le bénéfice de cette action n'était point compris, à moins de clause expresse, dans une cession de droits successifs. (L. bâc édiliti, C. de secund. nupt.)

(Cholx—C. Faure-Durif.)

Du 29 niv. an 13. — Cour d'appel de Grenoble. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Réol. — Pl., MM. Laurent Duchesne et Dupont-Prévile.

Enfans auxquels la loi accorde une action révocatoire de cet accédant, il s'ensuit que les biens retranchés ne sont pas considérés comme étant de la succession de la femme qui s'en est dépouillée par la donation qu'elle en a faite. C'est pourquoi il n'est pas nécessaire que les enfans acceptent sa succession, pour exercer cette action révocatoire, et avoir part à ses biens retranchés : la loi (l'édit des secondes noces, du mois de juill. 1560) qui leur donne cette action, ne considère que leur qualité d'enfans, et n'exige pas qu'ils soient héritiers. — Sous le Code civil, le droit accordé aux enfans d'un premier lit de faire réduire les libéralités faites à leur beau-père ou belle-mère (art. 1098), n'étant qu'un droit de réserve, et la réserve ne pouvant être recueillie qu'à titre d'héritier, il faut décider que l'action en réduction des avantages excessifs au profit d'un nouveau conjoint comme au profit de toute autre personne, est un droit héréditaire, et ne peut par conséquent être exercée qu'autant que l'on s'est porté héritier. V. en ce sens, Toullier, t. 5, n<sup>o</sup> 880. V. cependant en sens contraire, Grenier, des *Donations*, t. 2, n<sup>o</sup> 706, qui paraît avoir cédé à l'autorité de Ricard dont il adopte l'opinion sans examen.

**DERNIER RESSORT. — DEMANDE. — ÉVALUATION.**

*C'est le montant réel de la demande, et non la somme à laquelle le demandeur l'évaluerait arbitrairement, qui détermine la compétence du dernier ressort.*

(S.—G. héritiers N.)—ARRÊT.

**LA COUR ;**—Attendu que ce serait ouvertement favoriser la chicane et la mauvaise foi, si l'on voulait admettre le système de l'intimé, puisqu'il dépendrait uniquement du demandeur de se ménager l'appel ou de s'y soustraire, selon que son intérêt ou sa passion le commanderait, et il n'y aurait, par conséquent, plus de chances égales à courir entre lui et le défendeur, vu que, dans tous les cas où le demandeur aurait à craindre la décision du juge de première instance, il demanderait plus qu'il ne lui serait vraiment dû, pour excéder sa compétence en dernier ressort; et, quand il aurait à redouter la décision du juge d'appel, il demanderait moins, et ferait plutôt le sacrifice d'une partie de sa prétention que de s'exposer à la perdre entièrement, tandis que le défendeur n'aurait aucun moyen pour arriver au même but, et serait toujours la victime de la mauvaise foi ou du caprice du demandeur; ce qui serait une violation manifeste de l'axiome de droit : *Neminem posse conditionem suam facere meliorem in alterius injuriam*; et de la loi 41, ff., de Reg. jur. : *Non debet actori licere, quod reo non permittitur* : — Rejette la fin de non-recevoir et admet l'appel.

Du 29 niv. an 13.—Cour d'appel de Trèves.—2<sup>e</sup> sect.

**ADOPTION. — ENFANT NATUREL.**

*On ne peut, sous le Code étroit, adopter son enfant naturel reconnu. (C. civ. 343.) (1)*  
(Faire.)

Du 1<sup>er</sup> pluv. an 13.—Cour d'appel de Besançon.

**PURGE. — CERTIFICAT D'INSCRIPTIONS. — OMISSION.**

*Le certificat que le conservateur des hypothèques délivre à l'acquéreur d'un immeuble après la transcription, purge tellement les hypothèques dont il ne fait pas mention, que*

(1) F. sur cette question, Paris, 15 germ. an 12, et la note.

(2) C'était là une conséquence nécessaire du principe, plusieurs fois consacré par la Cour de cassation, que sous l'empire des lois nouvelles les rentes foncières ne sont plus un droit de copropriété dans l'immeuble qu'elles grèvent, mais des créances mobilières ordinaires. V. Cass. 13 niv. et 19 prair. an 11; 13 niv. et 9 fruct. an 12; 14 mess. an 13. Par conséquent, le créancier n'étant qu'un simple créancier, il aurait fallu, pour que l'inscription d'office prise au nom de son débiteur pût lui profiter, qu'il eût été ayant cause de ce dernier, dans le sens de l'art. 29 de la loi du 11 brum. an 7. Or, cette expression doit s'entendre seulement de ceux que le vendeur a subrogés à sa place pour tout ou partie du prix : la jurisprudence a même refusé de l'appliquer aux créanciers auxquels a été délégué le prix de la vente lorsqu'ils n'ont pas accepté cette délégation, parce qu'alors c'est le cas d'une simple indication de paiement, qui, comme on sait, n'emporte pas subrogation. V. en ce sens, Cass. 15 frim. an 12; 22 avr. 1807, et les notes. — Sous l'empire du Code civil, la décision serait à plus forte raison la même, puisque, bien loin d'étendre la disposition de l'art. 29 de la loi de brum., l'art. 2108 de ce Code paraît restreindre l'effet de la transcription, et con-

le créancier dont l'hypothèque y est omise ne peut plus la faire valoir contre l'acquéreur, encore même qu'il lui fasse, dans le délai accordé à celui-ci pour signifier son contrat aux créanciers inscrits, la notification d'un second certificat qui la désigne. (L. 11 brum. an 7, art. 53; Cod. civ., art. 2198.)

Du 2 pluv. an 13.—(Aff. Stuber.)—Cour d'appel de Paris.—V. cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation rendu dans la même affaire, à la date du 9 niv. an 14.

**INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — INSCRIPTION D'OFFICE. — RENTE FONCIÈRE.**

*Le créancier d'une rente foncière n'est pas l'ayant cause du vendeur, dans le sens de l'art. 29 de la loi du 11 brum. an 7. Ainsi, dans le cas de la vente de l'immeuble hypothéqué, l'inscription d'office, prise par le conservateur lors de la transcription du contrat, ne peut aucunement lui profiter (2).*

(Desminières—G. créanciers Godu.)—ARRÊT.

**LA COUR ;**—Considérant que Desminières n'était pas le précédent ou dernier propriétaire dont parle l'art. 29 de la loi du 11 brum. an 7 ; — Considérant que tout créancier de rente constituée ou foncière, qui n'a pas requis inscription dans le temps de la loi pour sa conservation, a perdu ses privilèges, et se trouve primé par le créancier, quoique postérieur en hypothèque, qui s'est soumis à la loi ; — Confirme, etc.

Du 2 pluv. an 13. — Cour d'app. de Poitiers.

**1<sup>o</sup> EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. — DONATAIRE. — HÉRITIERS. — MISE EN CAUSE.****2<sup>o</sup> ÉVOCAION. — EXCEPTION DILATOIRE.**

*1<sup>o</sup> Les contestations qui s'élevaient entre un donataire et l'exécuteur testamentaire, soit sur la validité de la donation, soit sur le titre de l'exécuteur, doivent être jugées en présence des héritiers (3).*

*2<sup>o</sup> Lorsque le tribunal de première instance auquel le fond d'une affaire était soumis, a rejeté une exception dilatoire proposée par le défendeur et statué sur le fond, les juges d'appel, en réformant quant au chef qui a*

séquestré de l'inscription d'office prise au nom du vendeur, à la conservation du privilège de ce dernier et de ses bailleurs de fonds, légalement subrogés à ses droits. M. Troplong (*Hypothèques*, n<sup>o</sup> 370 et suiv.) pense, il est vrai, que cette disposition n'est pas limitative et qu'elle doit être appliquée, par analogie, à tous cessionnaires du privilège du vendeur et à tous créanciers subrogés à ses droits. Mais il est évident qu'elle ne peut être invoquée par des créanciers, tels que celui dont il s'agit dans l'espèce de l'arrêt que nous rapportons, qui ne se trouvent point substitués au lieu et place du vendeur.

(3) Cela ne pouvait faire difficulté dans l'espèce de l'arrêt que nous rapportons, puisque la demande s'appuyait, à la fois, sur la validité d'une donation et sur la nullité du testament, était, au moins sous le premier rapport, entièrement étrangère à l'exécuteur et concernait exclusivement les héritiers. Mais même dans le cas où le titre de l'exécuteur est reconnu et où il s'agit de demandes formées contre lui en cette qualité, telles que les demandes en délivrance de la part des légataires, c'est une question susceptible d'être controversée que celle de savoir s'il n'a pas le droit de les soutenir non recevables, jusqu'à ce qu'ils aient mis l'héritier en cause. V. à cet égard, Bruxelles, 13 frim. an 10 et la note.

*rejeté la fin de non-recevoir, peuvent et doivent connaître du fond (1); ançors qu'il fût l'objet d'une nouvelle action pendante devant les premiers juges.*

(Vanobstuyen.—C. Vandevelde.)

Pierre Vandevelde fait son testament en 1795: il institue héritiers plusieurs de ses parens, et nomme Vanobstuyen son exécuteur testamentaire. — Au mois de pluv. an 6, il fait donation, par acte entre vifs, de tous ses biens à Caroline et Pierre-Jean Vandevelde, deux des héritiers institués dans son testament. — En l'an 8, révocation de cette donation, attendu l'ingratitude et le défaut d'accomplissement des conditions. — L'acte de révocation porte que les biens composant la succession de Vandevelde seront partagés selon le vœu de la loi entre ses héritiers ab intestat, à la charge par chacun d'eux de rapporter ce qu'il pourrait avoir reçu du vivant de son auteur.

En l'an 9, décès de Vandevelde. — Vanobstuyen, exécuteur testamentaire, fait procéder, conjointement avec plusieurs des héritiers, à l'inventaire des effets de la succession. — La seule Caroline Vandevelde, héritière, ne signe pas l'inventaire quoique présente. — Cet acte terminé, Vanobstuyen, en sa qualité d'exécuteur testamentaire, et de l'approbation de tous les héritiers signataires de l'inventaire, fait vendre la maison et tous les meubles dépendant de la succession.

Cette opération est bientôt attaquée par Caroline Vandevelde. — Elle assigne Vanobstuyen au tribunal civil d'Anvers, pour voir dire qu'attendu sa qualité de donataire, selon l'acte du 9 pluv. an 6, Vanobstuyen sera tenu de lui rendre compte de sa gestion comme exécuteur testamentaire, de lui restituer tous les titres, papiers et meubles de la succession, et de la laisser paisiblement jouir de la maison qui en dépendait.

Vanobstuyen oppose les dispositions prohibitives de la loi du 17 niv. an 3, relativement aux donations faites à des successibles. Il offrait d'ailleurs de rendre compte; mais il réclamait avant tout la mise en cause de tous les cohéritiers, parce qu'il était comptable vis-à-vis de tous. — 30 mess. an 11, jugement du tribunal d'Anvers, qui rejette ces exceptions et condamne l'exécuteur testamentaire à restituer à Caroline Vandevelde, les titres, papiers et effets restés en nature, dépendant de la succession, et à lui rendre compte du prix des ventes de sa gestion.

Appel de la part de Vanobstuyen. — Devant la Cour, il soutenait que le jugement qui venait de consacrer la validité de la donation de Caroline Vandevelde pouvait être attaqué par tous les cohéritiers, attendu qu'il leur était étranger; que ce jugement n'ayant aucune efficacité vis-à-vis d'eux, il était évident que le compte devait être rendu à tous les héritiers en même temps; que cependant, en exécutant les dispositions du jugement de première instance, Vanobstuyen se mettait nécessairement hors d'état de rendre ce compte aux cohéritiers de Caroline Vandevelde.

Caroline Vandevelde lui répondait que l'exception de mise en cause par lui formée, n'avait aucun objet. Une contestation était pendante en première instance sur la validité de la donation du 9 pluv. an 6. Il fallait attendre la décision à intervenir.

Le substitut de M. le proc. général a fait observer que la procédure suivie par les parties était souverainement vicieuse. De quoi s'agissait-il au procès? De la validité ou de la nullité d'une do-

nation faite à l'un des héritiers Vandevelde. Qu'avait à démêler l'exécuteur testamentaire dans une pareille contestation? Il était évident qu'elle lui était absolument étrangère. Elle regardait exclusivement les héritiers et le donataire. Il y avait donc lieu de s'étonner que les juges de première instance eussent pu méconnaître la nécessité qu'il y avait de mettre en cause les héritiers. Leur jugement ne pouvait avoir d'autre effet que celui de laisser l'exécuteur testamentaire dans les plus pénibles embarras, de l'exposer au recours de tous les cohéritiers, en cas que Caroline Vandevelde succombât à leur égard; car, par ce jugement, il était condamné à restituer à cette dernière les titres, papiers et effets de la succession, et à rendre compte de l'argent reçu, ainsi que de sa gestion, etc.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la question que l'intimée a soumise en première instance avait pour objet l'exécution de l'acte de donation du 9 pluv. an 6, et que cette question regardait essentiellement les héritiers dudit Pierre Vandevelde, seuls et légitimes contradicteurs sur ce point; — Considérant, au surplus, qu'en cette qualité de donataire, elle arguait aussi de nullité le titre d'exécuteur testamentaire, conféré à l'appelant par le testament du même Pierre Vandevelde, du 8 mars 1795, et que la question relative à ce point concernait encore essentiellement lesdits héritiers; — Qu'ainsi, et sous ces deux rapports, les premiers juges n'ont pu se dispenser d'ordonner, à la demande de l'appelant, la mise en cause des héritiers;

Considérant que les juges d'appel doivent faire ce que les premiers juges auraient dû faire; — Considérant que cette conséquence ne peut être écartée du chef de ce que depuis le jugement il existait une contestation particulière entre la donataire et lesdits héritiers, relativement à ladite donation, puisqu'il serait impossible de statuer sur la présente affaire, sans ordonner la mise en cause desdits héritiers sur le même et identique objet que celui de ladite contestation; d'où il résulte que deux juges s'en trouveraient simultanément saisis, tandis que celui de première instance ne le serait que par une suite de l'oubli des principes et du renversement des règles de l'ordre judiciaire; — Considérant que, dans ces circonstances, l'évocation de la contestation pendante au tribunal d'Anvers, entre l'intimée et les héritiers de Pierre Vandevelde, sur les mérites de ladite donation, devient un remède nécessaire que les juges d'appel doivent d'autant plutôt saisir, qu'il est le seul moyen de faire droit entre toutes les parties intéressées, et de leur éviter des procédures frustratoires et inutiles; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant et évoquant ladite procédure pendante au tribunal de l'arrondissement d'Anvers, — Charge l'appelant de mettre en cause, devant cette cour, les héritiers de Pierre Vandevelde, pour être ensuite fait droit à toutes les parties par un seul et même jugement, dépens réservés.

Du 2 pluv. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — *Concl.* M. Tarte, subst. — *Pl.* M. Hermans et Dufresne.

#### LÉSION. — EXPERTISE. — EFFET RÉTROACTIF.

*Lorsque, sur une demande en rescision pour cause de lésion, des experts ont été nommés, ils doivent procéder suivant les formes établies par le Code civil, encore que leur nomination soit antérieure à la promulgation de ce Code, si, à l'époque de la promulgation,*

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 10 pluv. an 12.

ils n'avaient point encore commencé leurs opérations (1).

(St-Pierre—C. Saint-Marceau.)

En l'an 3, les dames St-Pierre, Bigot et St-Marceau sont appelées à recueillir une succession. Le 25 pluv. de la même année, le partage a lieu.

La dame St-Marceau a attaqué ce partage pour cause de lésion. L'estimation des biens a été ordonnée, et les experts nommés avant la promulgation du Code civil. — Postérieurement à cette promulgation, et avant que les experts eussent commencé leurs opérations, la dame St-Pierre demande une nouvelle expertise pour constater les dégradations qu'elle dit avoir été commises par la dame St-Marceau sur son lot, et les améliorations qu'elle prétend avoir faites sur le sien.

— Jugement qui ordonne qu'il n'y aura qu'une seule expertise pour le tout, mais qui, attendu les dispositions des art. 1677 et suiv. du Cod. civ., limite les experts au nombre prescrit par ces articles et leur enjoint de procéder conformément aux mêmes articles.

Appel par la dame St-Pierre : elle soutient que le Code civil n'a pu être appliqué, sans retroactivité, à une procédure ordonnée avant sa publication. — La dame St-Marceau répond qu'il suffit qu'une procédure ait lieu sous l'empire d'une loi nouvelle, pour qu'elle doive être régie par cette loi.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il n'y a plus lieu à faire l'estimation dont il s'agit par quatre experts, sauf la nomination d'un tiers, au cas de diversité d'avis; mais que cette expertise doit être faite conformément à l'art. 1680; — Ordonne qu'il sera procédé à l'estimation, etc.

Du 3 pluv. an 13. — Cour d'appel de Poitiers.

**ACQUIESCENCEMENT. — DÉPENS. — PAIEMENT.**  
*Le paiement des dépens n'emporte pas acquiescement au jugement de condamnation, lorsqu'il est fait par l'acté même d'appel et à titre de simple consignation pour éviter des poursuites dont la partie condamnée était menacée (2).*

(Panissière — C. Anglès.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la fin de non-recevoir proposée par Jean Anglès contre l'appel, est fondée sur un prétendu acquiescement au jugement du tribunal de première instance, pris du paiement des dépens: il est bien vrai que si ce paiement avait été volontaire, il pourrait être opposé comme un acquiescement; mais ici il paraît que, bien loin d'avoir acquiescé, Guillemette Anglès a déclaré son appel, et que néanmoins, dans le même acte, craignant que l'huissier ne passât outre, nonobstant l'appel, et pour éviter la saisie dont elle était menacée, elle a payé les dépens par manière de consignation : or il a été décidé par la Cour de cassation que les dépens

payés par manière de consignation ne faisaient pas présumer un acquiescement; la prétendue fin de non-recevoir doit donc être rejetée; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée contre les époux Panissière; — Démet ces derniers de leur appel.

Du 3 pluv. an 13. — Cour d'appel d'Agén.

**LÉSION. — EXPERTISE.**

*Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que le rapport d'experts exprime la valeur séparée de chacun des objets à l'ensemble desquels les experts ont eu égard pour fixer le prix d'une maison; il suffit qu'ils donnent l'estimation de l'ensemble (3).*

(Roule — C. Malande.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il résulte du rapport, que les experts ont vérifié toutes les parties de la maison en litige, les murs, conduits, plancher, couverts, pavés de grès; qu'ils ont fait le mesurage des dites parties, et de tout ce qui était susceptible de mesure; qu'ils ont apprécié et estimé les fermetures des portes et fenêtres, leurs vitrages et châssis, les cheminées, évier, potagers et placards et leurs étages, le tout suivant leur valeur et état à l'époque de la vente; qu'ils ont ensuite fait leurs calculs, et ont trouvé que l'entière maison était de valeur, à ladite époque, de 5,660 fr., ce qui remplit parfaitement le mandat qui leur avait été donné; que, conséquemment, le rapport ne renferme ni omission ni nullité; — Considérant qu'une seconde vérification n'est nécessaire qu'autant que la première ne donne pas aux juges les éclaircissements qu'ils ont voulu avoir; qu'ici le rapport des experts se trouvant d'accord avec la matrice du rôle, et étant prouvé que la maison, sans y comprendre une chambre qui n'est pas louée, produit un loyer annuel de 566 fr., la cour a des bases certaines sur la véritable valeur de ladite maison, par où toute nouvelle estimation serait inutile; — Rejette la demande en nullité et en seconde vérification, et ordonne que les parties plaideront au fond.

Du 3 pluv. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

**INTERDICTION. — PARENS.**

*Lorsqu'une interdiction est provoquée pour cause de démence, les juges doivent écarter cette demande, si l'époux et les plus proches parens, surtout le père de la personne à interdire, s'opposent à l'interdiction.*

(Guillaume — C. Pareau et Bailli.)

La dame Guillaume, par suite de la perte de sa mère et de ses deux premiers enfans, était tombée dans un état de mélancolie qui la privait de l'usage de sa raison, toutes les fois que son imagination se portait sur l'objet de ses chagrins. — Les dames Pareau et Bailli, tantes maternelles de la dame Guillaume, demandent son interdiction

exécutoire par provision (Agén, 5 juin 1821); ou si, le jugement étant exécutoire par provision, le paiement avait été fait volontairement et sans réserves (Cass. 23 nov. 1829).

(3) Il en serait de même aujourd'hui : ni les art. 1678 et 1679, Cod. civ., ni aucune des dispositions du Code de procédure relatives aux rapports d'experts ne prononcent la peine de nullité pour défaut d'estimation partielle dans le procès-verbal. Tout ce que la loi exige, c'est que chacun des objets à estimer, considéré dans son ensemble, soit séparément évalué.

(1) V. conf. Nîmes, 22 flor. an 12, et la note; Turin, 19 avril 1806. — Il en serait autrement, si les experts avaient déjà commencé leurs opérations lors de la promulgation du Code civil. V. en ce sens, Cass. 22 juill. 1806; Nîmes, 14 therm. an 12. Cependant, même dans ce dernier cas, le procès-verbal d'estimation doit être rédigé dans la forme prescrite par les art. 1678 et 1679, Cod. civ. : Cass. 23 fév. 1807.

(2) Il en serait autrement, si le paiement des dépens avait eu lieu, même avec réserve d'appeler, lorsque le jugement de condamnation n'était pas

tion pour cause de démence. La majorité des membres qui composaient le conseil de famille, ne voulut pas consentir à l'interdiction; le père et le mari de la dame Guillaume s'y opposèrent formellement.

6 prair. an 12. Jugement du tribunal de Dôle, qui prononce l'interdiction. — Appel par les époux Guillaume. — Ils proposent d'abord plusieurs nullités de forme. — Quant au fond, ils soutiennent, 1<sup>o</sup> que la dame Guillaume n'était pas en démence; — 2<sup>o</sup> qu'on ne pouvait prononcer l'interdiction d'une femme majeure, lorsque le mari, les parents, et surtout le père de cette majeure, s'opposaient à son interdiction.

Les intimés se retranchaient dans les dispositions du Code civil ainsi conçues : « Le majeur qui est dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, doit être interdit, même lorsque cet état présente des intervalles lucides. » (Art. 489.) — « Tout parent est recevable à provoquer l'interdiction de son parent; il en est de même de l'un des deux époux à l'égard de l'autre. » (Art. 490.) — Ces articles, disaient-elles, consacrent deux principes; le premier, que toute personne en démence doit être interdite; le second, que tout parent est recevable à provoquer son interdiction. Or, les faits articulés et attestés par l'enquête, l'interrogatoire que la dame Guillaume a subi, ne laissent aucun doute sur sa démence, et votre qualité de parentes n'est point contestée.

M. le proc. gén. a dit que l'interdiction était un secours bienfaisant que la loi accordait aux personnes dont l'état exigeait une vigilance particulière; que ce bienfait était principalement établi dans leur intérêt; qu'en consultant cet intérêt, on sentirait que la dame Guillaume ne gagnerait rien à l'interdiction, puisqu'elle aurait toujours son mari pour tuteur; que d'ailleurs, la majorité des membres de la famille s'était prononcée contre l'interdiction, et que le vœu de toute la famille devait l'emporter sur celui de quelques-uns de ses membres; que quoique ces derniers fussent recevables à former une demande en interdiction, il ne s'ensuivait pas que cette demande ne pût être rejetée; qu'en matière d'interdiction, l'art. 490 accordait à l'époux autant de droit qu'au parent; que dans le cas où l'un et l'autre étaient d'avis différens, ce serait à la famille en corps et aux juges de prononcer l'interdiction ou de la rejeter selon les intérêts de la personne dont l'interdiction était provoquée. — Du silence de la loi, ajoutait M. le proc. gén., il ne paraît permis d'induire qu'on ne peut prononcer l'interdiction d'une personne en démence, quand elle a son père qui n'est pas lui-même interdit, ou que du moins les juges doivent être très difficiles à écouter un parent éloigné qui provoquerait l'interdiction de son parent, lorsque le père de ce dernier s'y oppose formellement.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, que l'interdiction

(1) V. dans le même sens, Cass. 10 flor. an 13. V. aussi le résumé de jurisprudence qui accompagne l'arrêt de la Cour de cassation du 22 vent. an 13.

(2) La Cour d'appel d'Amiens, le 4 prair. an 12, dans la même affaire, n'avait accordé qu'une provision pour frais de l'instance, et non la pension demandée, parce que la femme ne s'était pas retirée de la maison commune.

(3) L'art. 270 du Cod. civ. autorise formellement l'apposition des scellés et l'inventaire pendant l'instance en divorce, et il y a mêmes motifs d'appliquer cet article au cas de séparation de corps. Sans doute,

pour cause d'imbécillité ou de démence, est un secours que le Code civil, conforme aux lois romaines, a ménagé en faveur des personnes dont l'état paraît l'exiger; — Qu'il y a cette différence entre l'interdiction ci-dessus et celle pour fureur, que la première dépend principalement du vœu juste et éclairé de la famille de la personne à interdire, tandis que la seconde peut être requise par le ministère public pour motifs de sûreté publique; — Que l'on peut d'autant moins donner que l'interdiction ne soit un secours personnel à l'interdit pour cause d'imbécillité ou de démence, que la législation actuelle a supprimé une cause ancienne d'interdiction qui avait plus rapport aux biens qu'à la personne, savoir la prodigalité; — Que, dans le cas particulier, la dame Guillaume n'est point atteinte de fureur, mais seulement d'une maladie accidentelle et que les divers officiers de santé regardent comme n'étant que passagère, d'autant que son état s'est déjà essentiellement amélioré depuis son dernier accouchement; que soit qu'on l'interdise ou non, elle serait toujours son mari pour tuteur, ce qui ne changerait rien à son état; et qu'il est prouvé que celui-ci a eu pour elle tous les soins et toutes les attentions qu'on peut attendre d'un homme sensible et honnête; que ce mari a même justifié qu'il était un bon administrateur; pour quoi la dot de son épouse n'est point en péril; — Considérant enfin, que la grande majorité du conseil de famille, surtout les plus proches parents de la dame Guillaume, et en particulier son père, s'opposent à son interdiction, et qu'à cet égard leur vœu, d'ailleurs éclairé et soutenu par l'opinion des officiers de santé, est un motif déterminant de refuser l'interdiction de la dame Guillaume, d'autant plus qu'on ne doit pas légèrement priver quelqu'un de son état; — Sans s'arrêter aux nullités proposées, déboute les intimés de leurs fins et conclusions originales.

Du 4 pluv. an 13. — Cour d'app. de Besançon.

#### ÉMIGRÉ. — TIERS OPOSITION.

*L'émigré qui a été représenté par l'État, ne peut être reçu à former tierce opposition aux jugemens rendus avec l'État (1); encore que cet émigré n'ait été représenté que tacitement, et à raison de l'identité d'intérêt existant entre lui et une des parties en cause.*

(De Gestas — C. de Gestas.)

Du 5 pluv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### SEPARATION DE CORPS. — PENSION ALIMENTAIRE. — INVENTAIRE.

*La femme qui a demandé la séparation de corps, a droit, pendant l'instance, à une pension alimentaire proportionnée aux facultés du mari, mais à condition qu'elle n'habitera pas la maison commune (2).*

*La femme peut, même avant d'avoir obtenu sa séparation de corps, requérir un inventaire des meubles et effets de la communauté (3).*

le divorce à cela de particulier qu'il brise le lien conjugal, tandis que la séparation le laisse subsister. Mais l'une et l'autre mesures se confondent en ce point, qu'elles entraînent la dissolution de la communauté, à dater de la demande; et dans les deux cas, il y a le même danger de spoliation. La femme, à compter de sa demande, a pour la moitié des effets de la communauté une créance sous condition, qui, d'après l'art. 1180 du Cod. civ., autorise les actes conservatoires. Telle est l'opinion des auteurs : Toullier, t. 2, n<sup>o</sup> 776, et t. 13 n<sup>o</sup> 58; Delvincourt, t. 1, p. 196; Duranton, t. 2, n<sup>o</sup> 613, et t. 14, n<sup>o</sup> 415

(Tattegrain — C. sa femme.)

La dame Tattegrain, par jugement du tribunal d'appel d'Amiens du 4 prair. an 12 (1), avait obtenu une provision de 500 fr. pendant son instance en séparation de corps contre son mari. — Elle a depuis demandé : 1° L'autorisation de se retirer dans telle maison que le tribunal indiquerait ; 2° une nouvelle provision pour frais du procès ; 3° une pension alimentaire de 1200 fr., attendu qu'elle allait quitter la maison commune. — Enfin, elle conclut qu'il fût procédé à l'inventaire des meubles et effets de la communauté.

23 brum. an 13, jugement du trib. d'Amiens, qui statue en ces termes : « Considérant, sur le premier chef, que, d'après les dispositions de l'art. 268 du Code civil, la femme peut quitter le domicile de son mari, dont elle veut se séparer ou divorcer ; que d'ailleurs les parties sont d'accord à ce sujet ; — Considérant, sur le deuxième, que les 500 fr. qu'a reçus ladite partie de Morgan, depuis l'introduction de sa demande, sont nécessairement plus qu'au delà épuisés, tant par les frais faits en ce tribunal, que par ceux faits en la Cour d'appel, lesquels ayant été compensés, la femme a été obligée de déboursier le montant de l'arrêt ; — Considérant, sur le troisième, que le même art. 268 du Code civil autorise la femme à se faire adjuger une pension alimentaire, laquelle doit être proportionnée à l'importance de la communauté ; que le principal objet consiste dans l'établissement des baux provenant du chef de la femme, dans lequel son fils a part du côté de son père ; — Considérant, sur le quatrième, que pour faire cesser les frais de garde, tant des scellés que des meubles en évidence, qui subsistent depuis longtemps, il est de l'intérêt des parties de faire procéder à l'inventaire, comme acte purement conservatoire. »

Appel du sieur Tattegrain, qui se fonde, quant à la pension alimentaire, sur ce que la maison de baux, la seule propriété et industrie des époux, n'égale pas en recettes ses dépenses ; et, quant à l'inventaire, sur ce qu'aucune disposition de loi ne l'autorisait pendant la communauté.

ARRÊT.

LA COUR ; — En adoptant les motifs qui ont déterminé les premiers juges, et néanmoins, considérant que la provision de 500 fr. n'a été accordée que pour subvenir aux frais, et que, par conséquent, il n'était pas nécessaire qu'elle fût payée sur-le-champ ; — A mis l'appellation au néant, en ce que le mari a été condamné à payer en un seul terme la provision de 500 fr. ; émendant quant à ce, ordonne que ladite provision sera payée par moitié en deux termes, etc. ; — Ordonne, au surplus, que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, à la charge, néanmoins, par la femme, de justifier de sa retraite de la maison commune et de sa résidence dans celle qui lui a été désignée, etc.

Du 5 pluv. an 13. — Cour d'appel d'Amiens. — 2<sup>e</sup> section. — Pl., MM. Varlet et Morgan.

## AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. —

BILLET A ORDRE.

Pour souscrire un billet à ordre, la femme mariée a besoin d'une autorisation expresse et spéciale. — Cette autorisation ne résulte pas de la procuration générale par laquelle la mari autorise sa femme à vendre ou hypothéquer leurs biens, à traiter avec tous créanciers et à l'obliger conjointement et solidairement avec elle, ni de ce qu'elle mari aurait payé des à-compte sur le montant du billet. (C. civ., art. 223 et 1908.) (2)

(Cornilleau — C. Gaillard et Bodin.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la procuration n'est qu'une procuration générale ; pour pouvoir contracter et s'obliger valablement en son nom personnel, il eût fallu à l'appelante une autorisation particulière et spéciale, ou un consentement particulier et spécial de son mari, sous la puissance duquel elle étoit, soit aux termes des lois anciennes, sous l'empire desquelles la procuration a été donnée, soit aux termes du Code civil, sous l'empire duquel le billet a été consenti ; — L'art. 225 de la coutume du Poitou, qui réglait les parties avant le Code civil, portant que femme ne peut valablement contracter, soit au préjudice de sondit mari, soit d'elle sans l'autorité et consentement exprès de son mari, ce qui exigeait une autorisation particulière ; et l'art. 223 du Code civil, portant : « Toute autorisation générale, même stipulée par contrat de mariage, n'est valable que quant à l'administration des biens de la femme. » — En conséquence de ces motifs ; — Infirme le jugement de première instance, et déclare le billet nul en ce qui concerne personnellement la veuve Cornilleau.

Du 5 pluv. an 13. — Cour d'appel de Poitiers.

## SURENCHÈRE. — PROCURATION.

Le pouvoir d'exproprier est suffisant pour requérir la mise aux enchères de l'immeuble aliéné volontairement, et peut tenir lieu de la procuration expresse exigée par le § 4 de l'art. 2185 du Code civil.

(St-Pierre — C. Lacroix et Bernardi.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que le sieur Pierre Bernardi étoit porteur d'une procuration notariée du sieur Lacroix, qui lui donnait, entre autres pouvoirs, celui d'exproprier ; — Que le droit d'exproprier emportait nécessairement la faculté de faire revendre par surenchère, la surenchère n'étant qu'un mode d'expropriation, compris dans la dénomination générale d'expropriation, consignée dans la procuration du sieur Bernardi, suivant la règle triviale in majore minor inest ; — Confirme, etc.

Du 5 pluv. an 13. — Cour d'appel d'Aix.

1<sup>o</sup> RENTE CONSTITUÉE. — PAIEMENT. —

PRÉSUMPTION. — PRÉSCRIPTION.

2<sup>o</sup> FIN DE NON-RECEVOIR. — CONCILIATION.1<sup>o</sup> Sous l'empire de l'ancienne jurisprudence, le

Liège 13 janv. 1809, ni le bail de caution (Colmar, 26 fév. 1818).

(1) F. ci-dessus, à sa date.

(2) On invoquait, dans l'espèce, sur l'effet des procurations générales données par le mari à sa femme, l'autorité de Bourbeul, sur l'art. 225 de la coutume du Poitou ; un arrêt du 3 juin 1742, rapporté par Souffie, t. 1<sup>er</sup>, cent. 3, chap. 7 ; Pothier, Puissance du mari, n<sup>o</sup> 67 ; Tirqueau, sur l'art. 225 de la coutume du Poitou.

417. Cette opinion est passée en jurisprudence. F. quant à l'apposition des scellés, Bruxelles, 8 mai 1807, 11 août 1808, 13 août 1812 ; Paris, 20 avril 1811. — D'autres mesures provisoires ont encore été autorisées, telles que la saisie-gagerie (Bourges, 23 mess. an 10, Limoges, 7 mars 1823) ; la saisie-arrêt des deniers de la communauté (Rennes, 22 juill. 1814 ; Caen, 16 mars 1825) ; le dépôt à la caisse des consignations (Metz, 23 juin 1819), mais non le séquestre (Amiens, 4 prair. an 12 et 27 août 1817 ;



païement des arrérages d'une rente constituée, fait pendant trois années consécutives, sans réserve de la part du créancier, pour les arrérages antérieurs, emportait, jusqu'à preuve contraire, présomption de paiement de ces arrérages antérieurs (1); sans préjudice du droit qu'avait le débiteur, si la prescription de cinq ans s'était accomplie, d'écarter péremptoirement, par ce moyen, la demande du créancier (3).

3<sup>e</sup> Les Ans de non-recevoir qui n'ont pas été proposés au bureau de conciliation, peuvent néanmoins être opposés à la demande, lorsqu'elle est portée en justice (3).

(Robert de Saint-Victor — C. Chiros.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 72, ord. 1510, et la loi Quinquies de provincialibus, 3, C., de Apochis publicis, qui a servi de base à la jurisprudence française sur le fait du paiement des arrérages de rente pendant trois années consécutives; — Considérant que Robert Saint-Victor a justifié de sa libération par quittances et pièces dûment enregistrées, de trois années consécutives d'arrérages de 400 fr., postérieures à celles dont la réclamation est formée, et sans qu'il ait été employé de réserves à cet égard; — Considérant qu'il en sort deux fins de non-recevoir contre la demande incidente de Chiros; l'une tirée de la prescription de cinq ans établie par l'art. 72 de l'ordonn. de 1510, et l'autre de la présomption légale *Qui per tres annos solvit, præsuntur superiorum annorum censuum solvisse*; que ces règles de droit, en même temps qu'elles anéantissent la demande incidente, établissent la validité de l'action principale (4).

Considérant que les bureaux de paix ont été institués à fin de conciliation, et non pour se sur-

prendre; que les actes qui s'y font sont hors de l'action; que, par conséquent, les déclarations qui y ont été passées ne peuvent empêcher d'invoquer en justice les exceptions, fins de non-recevoir et moyens de droit auxquels il n'a point été formellement renoncé. — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, — Déclare Chiros non recevable dans sa demande incidente, et le condamne à fournir à Saint-Victor deux quittances pures et simples à la place de celles où il a inséré des réserves, etc.

Du 6 pluv. an 13. — Cour d'appel de Rouen. — 2<sup>e</sup> sect.

## INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RADIATION. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

Un jugement par défaut, qui n'est plus susceptible d'opposition, et dont il n'est point interjeté appel, suffit pour que le conservateur soit obligé de procéder à la radiation des inscriptions ordonnées par un tel jugement, quoique l'appel soit encore recevable (5).

(V. Duhen — C. Lavalette.)

Le conservateur des hypothèques de Bordeaux fut sommé par la veuve Dalhen de rayer une inscription prise sur ses biens par les sieurs et dame Enjournault. — La veuve Dalhen produisit, à cet effet, un jugement par défaut, qu'elle avait obtenu contre lesdits Enjournault, jugement qui leur avait été signifié au domicile indiqué, sans qu'ils eussent formé opposition. — Il parut au conservateur que la radiation demandée lui était interdite par le Code civ., art. 2157, portant: « Les inscriptions sont rayées du consentement des parties intéressées, et ayant capacité à cet effet, ou en vertu d'un jugement en dernier ressort ou passé en force de chose jugée. » — Le jugement, disait-il, n'est pas en dernier ressort; c'est con-

traires. Quant aux intérêts des sommes prêtées, la prescription de cinq ans leur avait été appliquée par l'art. 150 de l'ordonn. de 1629 (Code Marillac); mais cette ordonnance n'était point suivie dans la pratique judiciaire. V. Troplong, *des Prescriptions*, n° 1006. — Le Code civil a généralisé le principe des deux ordonnances de 1510 et de 1629, en disposant (art. 2277), que « les arrérages de rentes perpétuelles et viagères; ceux des pensions alimentaires; les loyers des maisons, et le prix de ferme des biens ruraux; les intérêts des sommes prêtées, et généralement tout ce qui est payable par année ou à des temps périodiques plus courts, se prescrivent par cinq ans. »

(3) Si une fin de non-recevoir a été proposée au bureau de conciliation, il a été jugé (Cass. 3 niv. an 8) qu'elle peut être reproduite sur l'appel en tout état de cause, quoiqu'elle n'eût pas été invoquée en première instance.

(4) Dans l'espèce de l'arrêt que nous rapportons, l'instance avait été engagée par le débiteur de la rente. Le créancier, après avoir donné trois quittances annuelles pures et simples, avait inséré dans les deux suivantes des réserves pour les arrérages antérieurs aux premières quittances. Le débiteur demanda que les deux dernières fussent remplacées par des quittances pures et simples: sur cette demande, le créancier conclut incidemment au paiement des arrérages qu'il s'était tardivement réservés.

(5) Cette décision suppose qu'un jugement par défaut qui n'est plus susceptible d'opposition, mais dont l'appel est encore recevable, peut être considéré comme passé en force de chose jugée, dans le sens de l'art. 2157 du Code civil. Elle a été rendue sous l'empire de l'ordonn. de 1667. — Jugé en sens contraire, depuis le Code de procédure (Paris, 14 mai 1805). V. Troplong, *Hypothèques*, n° 739.

(1) Telle était, pour le cas de tributs, la disposition formelle de la L. 3, Cod. de Apochis publicis, suivant laquelle les quittances de trois années consécutives de tributs formaient une présomption du paiement des années précédentes. La décision de cette loi avait été étendue par la jurisprudence aux arrérages de rentes, soit foncières, soit constituées, aux loyers, aux fermages et autres semblables dettes annuelles. V. Pothier, *Traité des obligations*, n° 846. Quant au caractère de la présomption de paiement qui en résultait, voici comment s'exprime Pothier, *loc. cit.*: « Cette présomption n'étant pas *juris et de jure*, n'exclut pas le créancier contre qui elle milie, de faire la preuve que les anciens arrérages lui sont dus, et que, depuis les quittances des trois dernières années, le débiteur a reconnu devoir ces anciens arrérages. » — Le Code civil n'ayant pas reproduit la disposition de la loi 3, Cod. de Apochis publicis, il s'ensuit que les quittances de redevances annuelles pendant trois ans consécutifs, ne peuvent être invoquées aujourd'hui par le débiteur, comme présomption légale de paiement des années antérieures: cette circonstance rentre dans la classe des présomptions simples, abandonnées à l'appréciation des juges, et dont il est permis d'excepter devant eux dans les cas où la loi autorise ce mode de preuve (art. 1353, Cod. civ.). V. en ce sens, Cass. 8 mars 1837; Colmar, 22 mai 1812; et Toulhier, t. 7 n° 330.

(2) La prescription de cinq ans, établie par l'art. 72 de l'ordonn. de 1510, était spéciale pour les arrérages de rentes constituées. Elle ne s'appliquait ni aux rentes foncières, ni aux rentes viagères. V. Pothier, *Traité de la constitution de rente*, chap. 5, art. 2, n° 2; Bourjon, *Droit commun de la France*, t. 2, n° 33; Ferrière,  *Coutume de Paris*, art. 121, glos. 3, n° 7; Merlin, *Répert.*, v° Arré-

vonn. Il n'est d'ailleurs point passé en force de chose jugée, puisque l'appel en est recevable pendant trente ans.

7 fruct. an 13, jugement qui refuse d'ordonner la radiation, attendu que le refus du conservateur reposait sur des moyens valables. — Sur l'appel, la dame Dalheuf a soutenu qu'un jugement par défaut, après le délai fixé pour l'opposition, prenait un caractère définitif, qui assurait son effet exécutoire; que si la partie condamnée ne s'opposait à son exécution, il y avait acquiescement tacite, et conséquemment chose jugée; que tel était le sens de l'ordonn. de 1667, tit. 27, art. 3, portant: « Les jugemens passés en force de chose jugée sont ceux rendus en dernier ressort, on dont il n'y a pas appel, on dont l'appel n'est pas recevable. »

## ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que la faculté d'appeler d'un jugement de première instance n'empêche pas de le ramener à exécution, tant que celui contre lequel il a été rendu n'use pas de cette faculté; qu'un semblable jugement est assimilé à celui rendu en dernier ressort, et forme une présomption *jura et de jure*, qui exclut celui contre qui il a été rendu de pouvoir en arrêter l'effet tant qu'il n'en a pas interjeté appel, et que, jusque-là, il a l'autorité de la chose jugée; — Que les sieurs et dame Enjournault ne se sont pas rendus appelants du jugement du 24 mess. an 12; que, du moins, rien ne justifie qu'ils l'aient fait; qu'il est même d'autant plus invraisemblable qu'ils en interjetent appel, que le jugement ne paraît leur nuire en rien, puisque les immeubles sur lesquels il a réduit leur hypothèque sont d'une valeur bien supérieure à la dot constituée à la dame Enjournault;—Faisant droit à l'appel;—Infirme..... et ordonne que, dans le jour de la signification du présent arrêt, le sieur Laurolette, en la qualité qu'il a prise, sera tenu, moyennant salaire compétent, de radier l'inscription, etc.

Du 6 pluv. an 13.—Cour d'appel de Bordeaux

## RENTE VIAGÈRE.—RESCISION.—EFFET RETROACTIF.

La débiteur d'une rente viagère qui, n'ayant pas payé les arrérages, a été poursuivi en rescision du contrat avant la publication du Code et aux termes des lois anciennes, ne peut, depuis la survenance du Code, exciper de l'art. 1778, qui, dans ce cas, n'autorise point celui en faveur de qui la rente a été constituée à demander le remboursement du capital. (Cod. civ., art. 2 et 1778.)

(Gaufréteau.—C. Derives.)

Du 9 pluv. an 13.—Cour d'appel de Bordeaux.  
V. le texte de l'arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 13 janvier 1807.

## 1° SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE.—ELECTION D'HÉRITIÈRE.

## 2° DISPOSITION UNIVER.—EFFET RETROACTIF.

1° Encore qu'une simple institution subordonnée à la faculté d'élire de la part d'un tiers, ne renferme pas une substitution fidéicommissaire, si n'en est point ainsi du cas où la mère est instituée pour jouir et disposer de l'hérédité comme de sa propre chose, à charge de la remettre à celui de ses enfans qu'elle élira.— Dans ce cas, et si le père nomme un

héritier au cas de non-élection par la mère, il y a substitution annulée par la loi des 25 oct.—14 nov. 1792 (1).

2° Le Code civil a renouvelé les institutions universelles antérieures aux lois des 17 niv. et 22 vent. an 2, dont l'auteur est décédé sous l'empire du Code (2).

(Bérail.—C. Bérail.)—ARRÊT.

LA COUR:—Sur les questions ainsi posées, 1° Daniel Bérail peut-il, en vertu du testament de son père et de celui de sa mère, réclamer l'entière succession de son père, sans la déduction des légitimes?—Cette succession a-t-elle été, au contraire, confondue dans celle de la mère, en vertu des lois qui ont aboli les substitutions;

2° Le testament de la mère est-il nul, et en conséquence son hérité doit-elle être partagée par égales portions entre ses enfans?

1° La première de ces deux questions est subordonnée à celle de savoir si Jean-Daniel Bérail est héritier immédiat de son père, ou s'il est héritier substitué à sa mère, chargée de lui rendre; pour cela, il n'y a qu'à se rappeler les termes du testament; la mère est instituée héritière générale et universelle; elle a le droit de disposer de tout à son gré, et elle a joni pendant très longtemps; le premier degré d'institution est donc rempli. Jean-Daniel Bérail ne peut prétendre qu'à une institution au second degré: c'est donc une substitution; aussi le testateur charge-t-il sa femme de remettre à un de ses enfans, ce qui constitue une substitution fidéicommissaire; il ne faut, pour s'en convaincre, qu'adapter à l'espèce actuelle la définition que la loi romaine a donnée de la substitution fidéicommissaire; en vain objecte-t-on que le père a laissé à la mère le choix de son héritier, et que cet héritier devient, par ce choix, l'héritier du père, et non de la mère; cette objection pourrait être admise, si le testateur n'eût laissé à la femme, purement et simplement, que la faculté d'élire un héritier; mais l'ayant instituée héritière, Daniel Bérail ne peut jamais être considéré que comme héritier substitué; peu importe qu'à défaut de choix de la part de la mère, Daniel Bérail ait été institué par le père; cette substitution est toujours subordonnée à l'institution de la mère, et n'est qu'une vraie substitution fidéicommissaire; — Or, les substitutions fidéicommissaires ont été abolies par les lois des 25 oct. et 14 nov. 1792; les biens sont donc restés libres sur la tête de la mère, et elle est devenue héritière incommutable de son mari, sans que Daniel Bérail puisse objecter qu'il a été élu par sa mère, dans son testament, parce que cette élection étant faite dans un acte de dernière volonté, était révocable jusqu'au décès de la testatrice, et, jusqu'à cette époque, devait être considérée comme un simple projet qui ne donnait aucun droit à Daniel Bérail; — Or, les lois précitées n'exceptent, de leurs dispositions, que les substitutions ouvertes à l'époque de leur promulgation, c'est-à-dire celles en vertu desquelles le substitué avait déjà pris possession des biens, ou avait droit de les réclamer; le testament de la mère ne donnait à Bérail aucun droit pour réclamer lesdits biens, et l'héritière grevée en était encore en possession à la publication de ces lois; Daniel Bérail n'était donc pas dans l'exception, et les biens de son père sont confondus dans l'hérédité de sa mère;

2° On oppose au testament de la mère, trois

(1) V. dans le même sens, Cass. 23 mai 1806, et la note. V. aussi Limoges, 1<sup>er</sup> juill. 1817.

(2) F. conf., Cass. 23 nov. 1809; Agen, 30 avril

1806; Grenoble, 6 juill. 1811. V. aussi sur cette question les notes placées sous les jugemens des 11 niv. an 2, 29 brum. et 19 therm. an 12.

prétendues nullités : la première...; — La seconde....

Enfin, la troisième nullité ne peut être reçue, parce que, lors de la confection du testament, les formes lors en vigueur ont été observées, et les dispositions contenues dans le testament étaient permises : le testateur n'a fait que ce qu'il a pu faire, et il l'a fait comme il a dû le faire : lors du décès du testateur, les dispositions contenues dans le testament étaient permises, mais réducibles, si elles étaient excessives; le testament ne doit donc pas être annulé, mais la disposition universelle qu'il contient, en faveur de Daniel Bérail, doit être réduite à ce dont le Code permettait de disposer; et de ce que Daniel Bérail ne se plaint pas, à cet égard, du jugement du tribunal de première instance, le jugement doit être confirmé; — En vain oppose-t-on les lois des 17 niv. 22 vent. et 9 fruct. an 2, ainsi que celle du 18 pluv. an 3; — Aucune de ces lois n'a pu atteindre, quant aux dispositions, un testament dont l'auteur est décédé depuis la publication du Code, parce que c'est le temps du décès qu'il faut considérer pour les dispositions du testament, et non le temps intermédiaire entre sa confection et le décès du testateur; jusqu'à ce décès, le testament ne doit être considéré que comme un simple projet; le décès seul le confirme; les lois intermédiaires ne peuvent donc l'atteindre, d'autant qu'elles sont abrogées par le Code civil, qui n'annule pas les dispositions excessives, et se contente d'en ordonner la réduction; — Met les appels respectifs au néant, etc.

Du 9 pluv. an 13. — Cour d'appel d'Agen.

#### SOCIÉTÉ COMMERCIALE. — PREUVE PAR TÉMOINS.

L'art. 1<sup>er</sup> du tit. 4 de l'ordonn. de 1673, qui ordonne de rédiger par écrit toute société générale ou en commandite, défend, par cela même, de prouver par témoins qu'un contrat de société concerne des personnes qui n'y sont pas nommément comprises. — Un commencement de preuve par écrit n'autoriserait aucunement la preuve testimoniale sur ce point; tout ce qui tient à l'étendue comme à l'existence des sociétés commerciales, doit rigoureusement être prouvé par écrit.

(Simons Michel — C. Tort de la Sonde.)

Du 10 pluv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — *V.* le texte de l'arrêt à la date de l'arrêt de cassation du 16 avr. 1806, qui a statué sur le pourvoi dont il avait été l'objet.

(1) Il y a eu pourvoi contre cet arrêt. Mais il a été rejeté le 28 mars 1808, par des motifs étrangers à la question ci-dessus posée. *V.* toutefois la discussion qui précède ce dernier arrêt.

(2) Aux termes de l'art. 783 du Cod. civ., le majeur peut attaquer l'acceptation expresse ou tacite qu'il a faite d'une succession, dans le cas où cette acceptation aurait été la suite d'un dol pratiqué envers lui. Ce que le majeur peut faire en cas d'acceptation, il doit, par identité de raison, pouvoir le faire au cas de renonciation : dans l'un et l'autre cas, les principes sont les mêmes, puisqu'il s'agit toujours d'un consentement qui n'a été obtenu que par des manœuvres frauduleuses et dolosives (C. civ. 1116). Telle est l'opinion de Toullier, qui décide par application des art. 783 et 1116 du Cod. civ., que le majeur peut être restitué, si la renonciation a été la suite d'un dol pratiqué envers lui par les autres hé-

#### SERVITUDE. — GARANTIE.

L'existence d'une servitude discontinue n'est pas un défaut caché qui donne lieu à la garantie, si chaque fois que la servitude est exercée, il doit être payé une indemnité (1).

(Vernier — C. Cramer.)

Par acte de 1729, le sieur Levoyer vendit au sieur Bauquet un pré qui lui appartenait; en stipulant qu'il aurait le droit de faire dans ce pré les fouilles nécessaires à l'entretien d'une servitude d'aqueduc qu'il s'était réservée. — Il était expressément convenu que le sieur Levoyer indemniserait le sieur Bauquet de la perte de l'herbe, qui serait occasionnée par les fouilles.

Bauquet a vendu le pré au gouvernement de Genève, sans faire toutefois connaître la servitude dont il était grevé.

Plus tard le gouvernement de Genève vendit le pré à Vernier, en gardant le même silence.

En l'an 10, Cramer représentant de Levoyer voulut faire faire des fouilles.

Déjà, une action de la part de Vernier contre Cramer pour qu'il eût à interrompre les travaux, et en même temps contre le gouvernement de Genève, vendeur, a été jugée.

7 pluv. an 11, jugement qui rejette l'action en garantie.

Appel.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'indemnité étoit prévue par l'acte du Cramer, de 1729, qui ne pouvait faire des réparations et creuser pour chercher de l'eau qu'en indemnissant le sieur Vernier de l'herbe qu'il gâtait; — Confirme.

Du 10 pluv. an 13. — Cour d'appel de Lyon.

#### RENONCIATION A SUCCESSION. — RESTITUTION. — FRAUDE. — PRESCRIPTION.

Le majeur peut se faire restituer contre sa renonciation d'une succession, si cette renonciation a été la suite d'un dol pratiqué envers lui (2).

La prescription de cette action en restitution ne court que du jour où le dol a été découvert (3).

(Lorey — C. Lorey.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si Edme Lorey et Justine Lorey ont renoncé à la succession de Jean Lorey, leur père, et à la communauté qui a existé entre ledit Jean Lorey et Pierrette Laurent, sa seconde femme, c'est qu'ils ont été trompés sur le véritable état desdites succession et communauté; qu'il est prouvé, dans la cause, que Jean Lorey a fait, dans l'instance de compte, entre lui et les enfants de son premier lit, plusieurs déclarations, ou fausses ou non justifiées; que, no-

ritiers, dont les manœuvres ont été telles qu'il est évident que sans ces manœuvres la renonciation n'aurait pas eu lieu (t. 4, n° 354). — M. Duranton, t. 6, n° 503, est du même avis. Coauteur va même jusqu'à penser que la renonciation pourrait être attaquée alors même que le dol aurait été commis par une personne étrangère à l'hérédité. — Sous l'ancien droit, le dol était pareillement une cause de restitution contre la renonciation. *V.* Lehmann, des Successions, liv. 3, chap. 8, sect. 2, n° 57. — Remarquons au surplus que l'héritier qui a renoncé peut revenir sur la renonciation, même alors qu'elle a été libre, tant que la faculté d'accepter n'est pas prescrite contre lui, si la succession n'a pas déjà été acceptée par d'autres héritiers (Cod. civ. 790).

(3) C'est la disposition de l'art. 1304 du Code civ., relativement aux actions en rescision fondées sur la découverte d'un dol ou d'une fraude;

tamment, en ce qui concerne la succession d'Anne Bourcier sieule des appelans, il a déclaré, par son compte rendu le 8 août 1782, n'avoir point fait faire d'inventaire au décès de ladite Anne Bourcier, et avoir reçu une somme de 8,000 fr. pour le tiers, revenant à ses mineurs, dans celle de 24,000 fr., à laquelle il a porté le montant du mobilier et des dettes actives; que, cependant, il est prouvé, par la représentation de l'inventaire fait au décès de ladite Anne Bourcier, le 13 mai 1758, à la réquisition dudit Jean Lorey lui-même, au nom et comme tuteur de ses enfans, que le produit net du mobilier et des dettes actives ne se trouvaient monter qu'à une somme de 18 liv. 1 s., que si Jean Lorey a été condamné par les sentences rendues au ci-devant bailliage de Brienne, les 14 et 28 nov. 1782, à payer aux enfans de son premier lit une somme de 24,000 fr., c'est par suite de fausses déclarations faites par ledit Jean Lorey, pendant l'instruction du procès sur lequel ces sentences sont intervenues; que ces sentences ne peuvent être opposées aux intimés, puisqu'elles n'ont point été rendues avec eux; que si tous les biens propres de Jean Lorey, et les conquêts de sa communauté avec Pierrette Lanrent sont passés entre les mains des appelans, c'est en vertu de ventes consenties par ledit Jean Lorey, sous prétexte de s'acquitter des créances simulées, dont les sentences susdites prononçaient la condamnation;—Attendu que la transaction faite avec les créanciers Montal et les appelans prouve encore que ces derniers eux-mêmes n'ont jamais regardé comme sérieuses les condamnations qu'ils avaient obtenues contre leur père;

Que le moyen de restitution étant fondé sur la fraude et la simulation, on ne peut opposer la prescription aux enfans du second lit de Jean Lorey, qui ont formé leur demande au moment où la fraude et la simulation leur ont été connues;—Débouté les parties de leur opposition à l'arrêt par défaut, etc.

Du 11 pluv. an 13.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Moreau et Lépidor.

#### ABSENCE. — DÉCLARATION. — EFFET RÉTROACTIF.

Avant le Code civil, l'héritier présomptif ne pouvait être envoyé en possession des biens d'un absent, s'il ne rapportait, au préalable, un acte de notoriété constatant l'absence sans nouvelles depuis dix ans.—Il ne pouvait être suppléé à cet acte de notoriété par un certificat constatant que celui de l'absence duquel il s'agissait, montait un vaisseau pris depuis plus de dix ans par l'ennemi.

Les règles de procédure prescrites, en matière d'absence par le Code civil, s'appliquent même alors qu'il s'agit d'une absence antérieure au Code (1).

(Bourgoin—C. Manché).—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant, sur le certificat du bureau de la marine de Rochefort, que Louis Bourgoin s'est absenté en l'année 1791; que cette pièce ne justifie point que ledit Louis fût, à l'époque de la pétition des intimés, absent depuis

dix ans, sans nouvelles;—Considérant qu'avant la promulgation du Code civil, l'absence, pour donner lieu à l'envoi en possession des biens de l'absent, de la part des héritiers présomptifs, devait être, non-seulement de dix ans sans nouvelles, mais encore qu'elle devait être constatée par un acte de notoriété;—Considérant, qu'au lieu de demander d'être envoyés en possession des biens de Louis Bourgoin, les intimés auraient dû commencer par faire constater juridiquement l'absence dudit Bourgoin, depuis dix ans sans nouvelles, et que ce n'aurait été qu'après avoir rempli ce préalable qu'ils étaient recevables à prendre les conclusions ultérieures portées par leur requête introductive de l'instance, du 2 germ. an 11; qu'ainsi lesdites conclusions n'étaient pas recevables dans l'état;

Considérant que depuis l'ordonnance des juges du tribunal de Rochefort, du 5 germ. an 11, est intervenue la promulgation du Code civil, qui prescrit de nouvelles formes pour les procédures à tenir, en cas d'absence, et que ce sont désormais ces nouvelles formes qui doivent être suivies en pareil cas;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 11 pluv. an 13.—Cour d'appel de Poitiers.

#### SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—PREUVE.

Du 12 pluv. an 13 (aff. Simons).—Cour d'appel de Paris.—V. cet arrêt à la date du 10 pluv. an 13.

#### DONATION.—VENTE SIMULÉE.—PROHIBITION.

Une donation universelle faite, même sous forme de vente, par un père de famille, à des personnes étrangères, après la loi du 17 niv. an 2, est nulle pour le tout, même pour la quotité disponible, bien que le donateur soit décédé sous l'empire du Code civil (2).

(Malanne—C. Boule).—ARRÊT (après délib. en ch. du cons.).

LA COUR;—Considérant que les présomptions de fraude et de simulation, admises par l'arrêt du 29 therm. an 12, subsistent dans toute leur force, et qu'elles sont justifiées par la relation des experts, qui établissent évidemment la vileté du prix donné aux prétendues ventes; d'où il suit qu'elles doivent être annulées;—Qu'il est vrai qu'une donation non prohibée, mais déguisée sous le nom de vente, est valable; que ce principe est établi par plusieurs textes du Code et du Digeste, et que c'est une maxime adoptée parmi nous que, *contractus simulatus valet secundum id quod actum est, si eo modo valere possit*; mais, dans l'espèce de la cause, il s'agit de deux donations prohibées par les lois de niv. et vent. an 2, puisque Malanne, ayant un enfant, ne pouvait pas donner à une étrangère la totalité de ses meubles et immeubles; d'où il suit qu'elles sont non-seulement simulées, mais encore frauduleuses; que ces donations, sous la date du 30 pluv. an 6 et du 30 vent. an 7, comprenant l'universalité des biens dont jouissait ledit Malanne, ne peuvent être réduites à la portion disponible d'après les lois d'alors, quoique faites postérieurement aux lois de niv. et vent. an 2, parce qu'il

(1) V. dans le même sens, Cass., 1<sup>er</sup> prair. an 13; et Limoges, 15 fév. 1836.—Talandier, *Traité de l'absence*, p. 98.

(2) La question de savoir si les dispositions universelles faites sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, par une personne décédée depuis le Code civil, sont nulles pour le tout, ou seulement réducibles, a été décidée dans le sens de la nullité absolue par un

grand nombre d'arrêts. V. sur ce point Cass. 29 brum. an 12, et la note. V. aussi Cass. 11 niv. an 9.—L'arrêt ci-dessus rapporté, préjuge dans ses motifs une autre question vivement controversée, celle de savoir quel est l'effet des donations déguisées sous forme d'un contrat onéreux: suivant l'arrêt elles sont valables. C'est aussi dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. V. sur ce point, Cass. 6 pluv. an 11, et la note.

n'est pas possible de prétendre (ainsi que s'exprime la Cour de cassation dans les arrêts des 21 flor. an 11, et 19 therm. an 12), que ces lois aient permis les dispositions universelles qu'elles avaient cru devoir annuler, qu'elles ne peuvent pas valoir non plus pour la quotité disponible déterminée par la loi du 13 flor. an 11, faisant partie du Code civ., qui ne peut avoir un effet rétroactif, attendu que ces donations, d'après leur essence, sont des donations entre vifs qui ont eu leur effet au moment où elles ont été consenties, et non des donations à cause de mort, auxquelles auraient dû s'appliquer les dispositions du Code civ.; par où les actes en question, considérés comme donations, sont nuls pour le tout; — Annule les actes de vente, etc.

Du 12 pluv. an 13. — Cour d'appel de Nîmes. — Prés., M. Soustelle. — Concl., M. Giraud.

(1) En principe général les juges ne sont point astreints à suivre l'opinion des experts, si leur conviction s'y oppose (C. pr. 323). Ils peuvent aussi, s'ils ne trouvent point dans le rapport des experts des éclaircissements suffisants, ordonner une nouvelle expertise (C. pr. 322). Ces règles générales ne cesseraient d'être applicables aux expertises qui ont lieu en matière de lésion, qu'autant que ces expertises se trouveraient soumises à des règles et à des principes spéciaux. Et d'abord, quant au point de savoir si, en matière de lésion, les juges sont astreints à suivre l'opinion des experts; il faut avant tout se fixer sur le motif qui a fait établir la règle générale d'après laquelle les juges ont le pouvoir de s'écarter de l'avis des experts si leur conviction s'y oppose; cette règle est fondée sur ce que l'expertise est une voie d'instruction qu'il appartient aux juges d'ordonner ou de rejeter, suivant qu'ils la jugent ou non nécessaire; et dans ce cas on comprend très bien que les juges qui pouvaient ne pas ordonner une expertise, puissent après l'avoir ordonnée, en abandonnant les résultats, s'ils ne leur paraissent ni justes, ni conformes à l'opinion qu'eux-mêmes se sont formée de l'affaire. Mais on comprend aussi, par contre, que dans le cas où la loi, loin de s'en remettre au pouvoir discrétionnaire du juge, indique l'expertise comme le seul moyen de vérifier un fait contesté, les juges tenus d'ordonner l'expertise, soient également tenus d'en suivre les résultats; et qu'après l'expertise ils ne puissent substituer leur propre opinion à celle des experts, alors qu'avant l'expertise, il leur était interdit d'avoir une opinion, et qu'ils étaient obligés de consulter celle des experts. Aussi a-t-il été jugé par la Cour de cassation les 7 mars 1808 et 17 avr. 1816, qu'en matière de droit d'enregistrement, où les juges sont tenus d'ordonner une expertise pour faire déterminer la valeur contestée d'un immeuble dont la mutation vient de s'opérer, l'avis des experts lie les juges. (P. Carré, *Lois de la procédure*, t. 2, p. 43). La question se résolvait donc, dans l'espèce, à celle de savoir, si en matière de lésion, les juges sont tenus, pour déterminer la valeur contestée de l'immeuble vendu, d'ordonner une expertise. — La négative n'était pas douteuse dans l'ancien droit: on décidait que lorsque les juges trouvaient dans les documents du procès des éléments suffisants de décision, il n'était pas nécessaire qu'ils ordonnassent une expertise pour faire constater une valeur sur laquelle ils étaient déjà édifiés, *ne scilicet*, dit le président Fabre, liv. 4, tit. 30, def. 33, *super eo quod probatum et super eo quod sumptu oneretur is qui suum intentionem plane jam probavit*. — Sous le Code, la question est controversée. Suivant Delvincourt, t. 3, notes, pag. 168, quelques fondés que la lésion paraisse aux juges, ils ne peu-

## LÉSION.—EXPERTISE.

*En matière de lésion, les juges ne sont pas obligés de se conformer au rapport des experts; ils peuvent même, selon la gravité des circonstances, ordonner une nouvelle expertise.* (C. civ., art. 1674, 1675 et 1678.) (1)

(Valady—C. Bourdon).— ARRÊT.

LA COUR; — Considérant en principe, qu'il résulte de l'ensemble des dispositions de la sect. 2, ch. 6, tit. 6, liv. 3, C. civ., qu'en établissant un nouveau mode d'expertise pour obtenir la preuve de la lésion, cette loi a voulu abréger les longueurs et les difficultés des procédures d'experts. Mais on ne trouve point dans l'économie de cette loi qu'elle ait prohibé les secondes vérifications: l'esprit qui l'a dictée annonce qu'elle a voulu que les tribunaux en fussent plus avertis que par le passé, et qu'elles ne pussent être ordonnées qu'autant que la nécessité leur en serait démon-

vent l'admettre qu'après un rapport d'experts. Mais cette opinion est vivement combattue par MM. Duvergier et Troplong, qui décident que les juges peuvent se dispenser d'ordonner l'expertise si la lésion leur paraît d'ailleurs suffisamment établie: suivant ces auteurs les art. 1677 et 1678 du Code civ. ne sont nullement impératifs, quant à l'expertise qu'ils indiquent, comme moyen d'établir la lésion. Ce qui a pu jeter quelques doutes sur la solution de la difficulté, c'est une disposition qui se trouvait dans le projet du Code civil discuté au conseil d'Etat, et qui fut retranchée sur les observations du tribunal. Cette disposition était ainsi conçue: « Pourront néanmoins les juges rescinder un acte de vente, sans qu'il soit besoin d'experts, lorsqu'une lésion suffisante sera déjà établie par la preuve littérale. » Mais cette suppression n'a plus aucune portée si l'on se réfère aux observations de M. Portalis et du consul Cambacérès, qui indiquent d'une manière précise le sens que les rédacteurs du Code ont attaché aux art. 1677 et 1678. « Le ministère des experts, disait M. Portalis, n'est pas toujours employé; la lésion peut être vérifiée même par des preuves littérales, par les ventes antérieures, par les partages, par les baux. Il suffit quelquefois de comparer le prix avec celui des propriétés voisines. » (V. Loaré, t. 14, p. 81). — « On pourrait, disait le consul Cambacérès, s'expliquant sur l'ordre des articles, déclarer d'abord que les juges devront examiner par eux-mêmes les circonstances de la cause, et si la lésion leur paraît évidente, prononcer la rescision, sans employer le ministère d'experts. Il y a, en effet, des cas où l'inspection des titres suffit pour vérifier la lésion, comme dans le cas où un bien est vendu six mois après avoir été ensimé à l'occasion d'un partage; on ajouterait que si la lésion ne peut pas être vérifiée directement par les juges, ils ordonneront que l'immeuble sera estimé par experts. » (V. Loaré, t. 14, p. 107). — On doit donc décider, avec M. Troplong, de la Vente, n° 831, et M. Duvergier, de la Vente, t. 2, n° 106, que les juges peuvent, suivant les cas, se dispenser d'ordonner une expertise, d'où il faut conclure, avec les mêmes auteurs (Troplong, *ibid.*, n° 835; Duvergier, *ibid.*, n° 113) que les juges ne sont pas liés, après avoir ordonné une expertise, par l'avis des experts. (V. d'ailleurs, Limoges, 14 févr. 1827.)

Quant à la question de savoir si les juges peuvent ordonner une seconde expertise, elle est affirmativement résolue par les mêmes principes: si les juges peuvent substituer leur opinion à celle des experts primitivement nommés, à plus forte raison peuvent-ils consulter d'autres experts. (V. Duvergier, *ibid.*, n° 113.)

trée; en sorte qu'elles doivent l'être d'office, après cette nécessité démontrée; — En conséquence, renvoie les parties à plaider les faits d'où résultera la nécessité ou l'inutilité de la seconde vérification.

Du 12 pluv. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.  
— Pl., MM. Emeric et Achardy.

#### SAISIE-EXECUTION. — DOMICILE. — COMPÉTENCE.

*La loi qui oblige la saisissant à être domicilié dans l'exploit de saisie-exécution, produit est effat, que le saisi peut assigner à ce domicile dans toutes les contestations incidentes qui naissent de la poursuite (1).*

*Les juges du lieu où se pratique la saisie sont compétents pour statuer sur les réclamations du saisi. — Ça n'est point au juge de domicile du saisissant que se portent les contestations incidentes.*

(Viteux.—C. Chessaing.)

Du 13 pluv. an 13. — Cour d'appel de Paris.

#### SÉPARATION DE CORPS. — SÉVICES. — HABITUDE.

*Les excès, sévices et injures graves, surtout s'il n'y a pas danger pour la vie de l'époux, qui se plaigne, ne fournissent aucun moyen de divorce ou de séparation, qu'autant qu'ils sont habituels. (C. civ., art. 231.) (2)*

(Charles-Joseph Faivre.—C. sa femme.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, suivant les anciens et les nouveaux principes, qui se trouvent retracés dans les discours des orateurs du gouvernement et du tribunal, pour faire prononcer le divorce ou la séparation de corps, pour cause de sévices et mauvais traitements, il faut qu'ils soient habituels et tels qu'il y ait danger pour la vie d'un des deux époux, ou du moins que l'habitation et la vie commune soient insupportables; que, dans le fait, il paraît que les époux ont bien vécu ensemble pendant vingt années de mariage, et que ce n'est que depuis quelque temps qu'il a existé des altercations entre eux; que des enquêtes, il résulte, à la vérité, que l'appelant s'est livré une ou deux fois envers son épouse à des excès condamnationnels, mais que celle-ci n'a point prouvé qu'elle fût victime de sévices et mauvais traitements habituels et assez graves pour rendre leur vie commune insupportable et nécessiter une séparation de corps; que, par conséquent, ce n'était pas le cas d'accueillir la demande en séparation intentée par l'intimée contre l'appelant;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant.

Du 13 pluv. an 13.—Cour d'appel de Besançon.

(1) Telle est aujourd'hui la disposition de l'art. 584 du Code de procédure.

(2) Les juges ont un pouvoir discrétionnaire dans l'appréciation de la gravité des injures ou sévices. V. Cass. 12 fév. 1806, 25 mai 1808, 16 nov. 1825.

(3) L'inconduite notoire, dit Toullier, t. 2, n° 164, ne doit pas seulement s'entendre « de défaut d'ordre dans les affaires; comme si un homme avait fait faillite, s'il avait été soumis à un conseil judiciaire, mais encore d'un dérèglement de mœurs notoire; comme si un homme avait subi à la police quelques condamnations pour des actions scandaleuses, s'il vivait dans un libertinage notoire, par exemple, si vivant avec sa concubine, il s'était reconnu le père de ses enfants. » De cette opinion, il suit qu'on ne peut comprendre sous l'expression d'inconduite no-

#### TUTEUR.—INCONDUITE.—EXCLUSION.

*Les liaisons illicites dévolues par une correspondance tenue secrète, ne peuvent être opposées comme inconduite notoire excluant de la tutelle. (C. civ., art. 444.) (3).*

(La veuve Delvaile.—C. Delvaile.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les faits articulés par Jacob Delvaile, comme les signes d'une inconduite notoire, sont cependant exclusifs de toute notoriété;—Que c'est une inconduite réellement notoire que la loi place au nombre des causes d'exclusion de la tutelle, parce que celui qui, par l'éclat et la continuité de ses désordres, méprise l'opinion publique, semble atteint d'une dépravation de mœurs incurable; mais que cette exclusion ne peut ni ne doit être prononcée, lorsqu'on fonde l'inconduite sur un commerce bonteux, mais secret, et dévoilé par une correspondance clandestine, telle que celle qu'on a attribuée à la veuve Delvaile et qu'elle a déniée; que s'il en était autrement, et si, pour des fautes cachées et qu'on aurait cherché à dérober à la connaissance du public, il était permis d'accuser les mœurs et la conduite d'un père ou d'une mère tuteur, ce serait autoriser une lâche violation du secret des lettres, introduire un espionnage odieux dans les familles, et y apporter un trouble et une inquiétude perpétuels; que cela n'a pu être l'objet de la loi, lorsqu'elle n'a voulu rejeter de la tutelle que ceux qui ne rougiraient pas de montrer à tous les yeux les désordres d'une vie criminelle.

Du 15 pluv. an 13.—Cour d'appel de Bordeaux.

#### PRÉCIPUT.—CLAUDE EXPRIME.

*Le legs fait à des successibles, du quart de tous les biens du testateur, pour ce quart être réuni à la moitié qu'ils sont appelés à recueillir à sa succession, est censé fait par préciput et hors part (4).*

(Collin.—C. Ganthier.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le testateur a suffisamment exprimé qu'il entendait faire une libéralité à titre de préciput et hors part, en disant qu'il léguait à ses petits-fils, pour réunir à leur portion héréditaire, l'objet de sa libéralité particulière; — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 15 pluv. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Concl. conf., M. Cabier, subst.

#### TESTAMENT MYSTIQUE. — ACTE DE SUBSCRIPTION.—FEUILLE SÉPARÉE.—ENVELOPPE.—SIGNATURE.—TÉMOIN.—NULLITÉ.

*Le testament mystique est nul, si l'acte de suscription n'est pas écrit sur la feuille même qui contient le testament, ou sur celle qui lui sert d'enveloppe (5). Il n'y a pas lieu de*

toire des fautes cachées, mais seulement un dérèglement public. C'est au surplus aux juges à distinguer, par l'appréciation des faits et des circonstances, entre les fautes isolées et l'habitude qui constitue le dérèglement.

(4) Sur le point de savoir si la clause de préciput et hors part doit être formellement exprimée, ou peut résulter de termes équipollents ou de l'ensemble des dispositions, V. Cass. 20 fév. 1817, et la note.

(5) D'où il ne faudrait pas conclure que l'acte de suscription doit être écrit sur la partie de la feuille de papier qui sert d'enveloppe; il suffit qu'il soit écrit sur la même feuille de papier, quoique dans une autre partie que celle qui sert d'enveloppe, pourvu que le tout soit attentif. V. en ce sens, Turin, 5 déc. 1806; Gènes, 29 déc. 1810.

*distinguer les formalités de l'acte de suscription de celles du testament lui-même, pour l'application de l'art 1001. (C. civ., art. 976). L'art. 977 qui ordonne d'appeler un septième témoin, si le testateur ne suit ou ne peut signer, ne s'applique pas au cas où le testateur n'a pu signer qu'en appuyant sa main à celle d'une tierce personne. (C. civ., art. 977.)*

(Bergonzi — C. Magnanini.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 976, 977 et 1001 du Code civ.; — Considérant, en ce qui concerne le premier moyen de nullité mis en avant par les demandeurs, et en point de fait, — Qu'on ne peut aucunement douter que l'acte de présentation et de suscription du testament mystique dont il s'agit, n'ait été entièrement enclenché sur une feuille de papier séparée de celle qui contenait le testament même; — Que, quoique sur l'enveloppe qui contenait le testament, et qui a été présentée close et scellée, se trouvent les mots *testament du chanoine Pierre Magnanini*, et les signatures du testateur et des témoins, cependant ces mots et ces signatures toutes seules ne peuvent point suppléer à l'acte de suscription que le notaire a réellement couché et signé à part; — Qu'on ne peut pas même soutenir que ces mots et ces signatures forment une partie de l'acte de suscription, et que la partie qui en a été couchée sur un papier séparé suit une continuation du même acte, puisqu'il s'agit de lire l'acte de suscription dressé à part, pour voir qu'il fut commencé et terminé séparément, et que les signatures que l'on trouve sur l'enveloppe n'y furent apposées que vers la fin de l'acte, et sur la supposition erronée qu'elles pussent donner une plus grande authenticité au testament; — Que le motif tiré par l'appelante de l'impossibilité matérielle de comprendre en entier l'acte de suscription sur le dos de l'enveloppe, ne subsiste point en fait, puisqu'au lieu de faire remplir le papier de scellés inutiles, le notaire aurait dû y coucher l'acte voulu par la loi, et ce par le moyen d'une formule courte et claire; — Considérant en point de droit, que la contravention à la disposition littérale de l'art. 976 du Code civ. étant ainsi constatée en l'espèce, l'application au testament dont il s'agit, de la peine de nullité portée par l'art. 1001, est une conséquence nécessaire; — Que la distinction mise en avant par l'appelante, entre les formalités relatives au testament et celles relatives à l'acte de suscription, n'est pas recevable, soit parce qu'il serait contraire à l'office des juges de distinguer là où la loi ne distingue point, soit parce qu'il est évident que le but de la loi, en appliquant à toutes les contraventions qui lui seraient faites une seule sanction pénale, savoir celle de la nullité des testaments, a été celui de les frapper toutes également et sans distinction avec la même peine; — Que, quelle que soit la faveur dont les dernières volontés doivent jouir, cependant elle ne doit porter aucune atteinte au maintien des formalités que la loi reconnaît de rigueur, et qui forment la sauve-garde des testaments et des actes publics;

Considérant, en ce qui concerne le second moyen de nullité que les demandeurs ont tiré de la signature du défunt, que ce moyen ne subsiste point en fait, puisqu'il est dit dans le procès-verbal d'ouverture du testament dont il s'agit, et

dessus relaté, que le testateur a signé lui-même, et qu'il n'a fait qu'appuyer sa main tremblante à la main d'un des témoins, ce qui n'exclut point en lui la capacité de signer voulue par la loi, et dont parle l'art. 977 du Code civ.; — Considérant au surplus que, quoique le tribunal de première instance ait erré en supposant que, même par ce second moyen, le testament en question fut nul, cependant, attendu la force du premier moyen de nullité dont on a parlé ci-dessus, il n'a pas moins bien jugé en adjoignant aux demandeurs la nullité du même testament par eux requise; — Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 15 pluv. an 13. — Cour d'appel de Turin. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl. M. Ricciardi. — Pl., MM. Grosso et Trombetta.

#### MINEUR. — LÉSION.

*En cas de minorité, la lésion qui donne lieu à restitution, ne résulte pas de cette seule circonstance, que les objets acquis par un mineur sont plutôt des objets de luxe que des objets de nécessité ou d'utilité (1).*

(De Rolin — C. Maskens.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les engagements contractés par les mineurs ne donnent pas indistinctement lieu à la voie de restitution, mais que les lois viennent à leur secours dans le cas où ils se trouvent lésés par l'effet de la faiblesse de leur âge; — Attendu que la mesure de cette lésion est subordonnée aux circonstances, à la nature des engagements, à la qualité et aux facultés des mineurs; — Attendu que, dans l'espèce, le mari de l'appelante touchait à sa majorité, était d'une qualité à se servir d'une voiture, et que l'état de sa fortune lui permettait de s'en procurer une du prix arrêté entre lui et le carrossier; — Attendu que dans sa lettre, servant de réponse aux réclamations du mari de l'intimée, l'oncle et curateur du sieur de Rolin ne lui fait aucun reproche sur la vente et délivrance de la voiture et des autres articles fournis, mais se contente de l'exhorter à la patience; ce qui prouve, au moins implicitement, que sa conduite n'était point désapprouvée, et que les objets livrés avaient pu convenir à son neveu; — Attendu, en ce qui concerne l'indemnité résultant de la perte prétendument faite sur le cabriolet, que ce meuble n'ayant pas été livré, et le mari de l'intimée s'en étant défat de sa propre autorité, sans aucune interpellation, et sans aucune formalité pour faire constater la perte, ladite intimée n'est ni recevable, ni fondée dans ce chef de demande; — Condamne l'appelante, etc.

Du 30 pluv. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Gamont, Devieschoudère et Darras.

#### DIVORCE. — AUTOMATION MARITALE. — ALIMENS.

*La femme demanderesse en divorce n'a pas besoin d'autorisation pour ester en jugement dans la procédure relative au divorce (2), ni pour former, dans le cours de l'instance une demande en provision alimentaire.*

(Duchambge.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'action en divorce tend par elle-même à la dissolution du lien, et à l'extinction du principe de la puissance maritale, en quoi elle diffère de celle qui n'a pour

(1) Cette décision présuppose que les acquisitions faites par les mineurs ne sont pas radicalement nulles, mais seulement rescindables pour cause de lésion. V. sur ce point, Cass. 5 germ. an 12, et les obser-

vations dont nous avons accompagné un arrêt de Poitiers du 12 mess. an 11.

(2) V. dans le même sens, Cass. 9 frim. an 11 et la note.

objet qu'une séparation de biens on d'habitation; — Que si la dame Buchambge a valablement introduit la demande en divorce sans autorisation, il est vrai de dire qu'elle n'a pu devenir nécessaire pour suivre la défense des intérêts nés de la même cause; — Que la demande en alimeus étant une suite, une émanation de l'action principale, il impliquerait de refuser pour l'accessoire ce qui est accordé pour le principal; — Que les dispositions du Code civil, relatives à la nécessité de l'autorisation, ne peuvent se rapporter à l'effet d'une action dont le mérite doit se régler par les lois précédentes, et dont cette provision n'est qu'une suite ou un incident; — Confirme, etc.

Du 20 pluv. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE. — RANG. — INSCRIPTION.

*Le créancier hypothécaire qui, avant la loi du 11 brum. an 7, a cédé à un autre son droit de priorité, rentre dans son droit, si après la loi de brum. an 7 et dans le délai fixé par cette loi pour l'inscription des anciennes hypothèques, le cessionnaire n'a pas pris inscription, et si d'ailleurs le créancier cédant s'est fait inscrire en temps utile (1).*

(Forlisesy — C. Klein.)

Du 20 pluv. an 13. — Cour d'appel de Trèves. — 2<sup>e</sup> sect.

#### CONTRAINTE PAR CORPS. — JUGEMENT DISTINCT.

*Lorsqu'une dette emporte contrainte par corps, les tribunaux peuvent prononcer la contrainte par un jugement postérieur à celui qui statue sur la dette elle-même (2).*

(Foa — C. Bellati.) — ANNEXÉ.

LA COUR; — Considérant que, quoique la loi du 15 germ. an 6, qui a déterminé le mode d'exercer la contrainte par corps et par laquelle tous réglemens, lois, ordonnances précédemment rendus à cet égard en matière civile et de commerce, ont été abrogés; quoique cette loi, disons-nous, ait voulu que la contrainte par corps fût prononcée par un jugement, cependant elle n'a pas strictement ordonné qu'elle dût être prononcée par le même jugement qui porte condamnation ou paiement de la dette; — Que dans ce silence absolu de la loi, ce n'est qu'aux principes de jurisprudence reçus en matière de compétence que la Cour doit se reporter pour décider la question qui lui est proposée; — Que si, d'après ces principes, et particulièrement d'après la loi 55, ff. de re judicata, il est certain, d'une part, que le même juge ne peut prononcer sur l'objet sur lequel il a rendu un jugement définitif, ni

sur les accessoires dont l'admission ou la réjection dépendaient de son office; il n'est pas moins vrai, d'autre part, qu'il soit permis au même juge de statuer, soit sur les demandes principales proposées antérieurement à son jugement et sur lesquelles il n'a point prononcé, soit sur les demandes accessoires, lorsqu'elles sont originellement fondées sur la disposition de la loi, et qu'elles compétent au demandeur *jure actionis*, soit enfin sur le mode d'exécution de son jugement; — Que cette jurisprudence est entièrement conforme aux préjugés des tribunaux supérieurs du Piémont, rapportés par l'Ab *Ecclesià* dans l'observation 31 de *sententiâ super omnia*; — Que si dans l'espèce on ne peut pas trop soutenir que la demande en contrainte par corps proposée par Bellati avant le jugement du 23 therm. an 11, fût une demande également principale que celle en paiement, il n'y a cependant pas de doute que cette demande considérée comme accessoire ne compétît à Bellati *jura actionis*; — Qu'en effet la loi du 15 germ. an 6, qui a statué sur le mode d'exercer la contrainte par corps en matière de commerce, n'est pas conçue en des termes qui laissent aux juges la faculté de l'accorder ou non à leur volonté, mais elle est conçue en des termes qui donnent aux créanciers le droit de l'exiger, s'ils le croient de leur intérêt; — Qu'en conséquence, en supposant même cette demande comme accessoire, il ne peut y avoir de doute que le tribunal de commerce ne fût autorisé à l'adjuger par un second jugement, et que l'exception de la chose jugée ne pût compéter à Foa, puisque, d'après les principes ci-dessus posés, le silence des juges en leur premier jugement, ne pourrait être envisagé comme un absolu de Foa, ni préjudicier à Bellati dans ses droits acquis en force de la loi; — Considérant d'ailleurs que la contrainte par corps envisagée, soit d'après son objet, soit d'après le mode statué par la loi pour l'exercer, ne peut moins que d'être considérée comme un moyen d'exécution du jugement principal, de sorte qu'il ne peut y avoir de doute qu'elle puisse être prononcée par un second jugement; — Qu'en effet, le seul objet de cette loi pénale est celui de contraindre le débiteur tardif, et qui a abusé de la bonne foi, qui est l'âme du commerce, d'exécuter des obligations reconnues certaines, et sanctionnées par un jugement; — Que de même, les formes requises par l'art. 3, tit. 3, de la loi du 15 germ., avant que l'inscrutation ait lieu, savoir, la notification au contraignable, visée par le juge de paix de son canton, le commandement de satisfaire à l'objet de la contrainte, l'écolement d'un temps y fixé, démontrent à l'évidence qu'il ne s'agit que d'exécution du jugement prin-

(1) Aux termes de l'art. 37 de la loi du 11 brum. an 7, les droits d'hypothèque anciens devaient être inscrits dans les trois mois de la publication de cette loi; et, d'après l'art. 39, faute d'inscription dans ce délai, les hypothèques n'avaient rang que du jour de l'inscription requise postérieurement.

(2) Cette question est assez délicate. Suivant M. Pardessus, n° 1542, le tribunal qui a osé statuer sur le chef de demande relatif à la contrainte par corps, ne peut y statuer par un jugement postérieur. Il n'y a, dit cet auteur, d'autre ressource pour le demandeur dont les conclusions n'ont pas été accueillies, que d'interjeter appel du jugement, ou s'il n'en était pas susceptible, de se pourvoir en cassation; à plus forte raison, ajoute-t-il, si la demande de la contrainte par corps n'avait pas été formée, et que le tribunal ait statué sur la condamnation principale, n'y aurait-il pas lieu de revenir par nouvelle

action pour obtenir cette condamnation. Le jugement a dessaisi le tribunal; et la contrainte par corps n'étant qu'une conséquence de la condamnation principale, ne peut plus faire l'objet d'une nouvelle demande. Telle est aussi l'opinion de Carré, *Compét. civ.*, t. 2, p. 685, et *Lois de la procéd.*, n° 532; de Pigeau, *Commentaire*, t. 2, p. 303; et de Lepage, *Quest.*, p. 359. — Delaporte, t. 1<sup>er</sup>, p. 132, fait une distinction entre le cas où la contrainte par corps a été demandée et refusée, et celui où il n'y a pas eu de demande relative à cet objet. Dans le premier cas, il reconnaît que la chose jugée s'oppose à ce que la contrainte par corps soit prononcée par un nouveau jugement. Mais dans le second cas, il admet que la contrainte par corps puisse être demandée et obtenue après le jugement qui prononce la condamnation principale. — V. Bruxelles, 21 mars 1809.



cipal; — Que c'est dans cette acception que la loi du 24 août 1790, relative à l'organisation judiciaire, a dit, à l'art. 5, tit. 12, que la contrainte par corps continuerait d'avoir lieu pour l'exécution de tous les jugemens des tribunaux de commerce; et à l'art. 13 du même titre publié en Piémont, au bulletin 13 des actes de l'administration générale, « que les jugemens des tribunaux de première instance produiront la contrainte par corps dans tous les cas où elle a lieu pour l'exécution de ceux des tribunaux de commerce. » — Considérant, au surplus, que s'il pouvait encore y avoir quelque doute sur l'autorité des juges, de statuer par un second jugement sur la contrainte par corps, les dispositions de l'art. 3, tit. 3 de la même loi du 15 germ. ci-dessus citée, et de l'art. 2061 du Code civil suffisent à l'éliminer entièrement; — Qu'en effet, l'art. 3 susdit, en ordonnant que notification soit faite au contraignant des jugemens prononcés, s'il en est intervenu plusieurs contre lui pour le fait de la contrainte, démontre clairement que la loi a supposé dans les juges l'autorité de statuer par différens jugemens à cet égard, et le Code civil, en accordant expressément en l'art. susdit cette même autorité aux juges dans les cas y spécifiés en matière civile, a reconnu qu'une telle autorité, bien loin d'être contraire aux principes reçus à cet égard, y était entièrement conforme; — Dit y avoir lieu à la contrainte par corps, etc.

Du 22 pluv. an 13. — Cour d'appel de Turin. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., M. Riccardi. — Pl., MM. Bandini et Avignone.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOINS. — LECTURE.

*De ce que des témoins ont été présents à la confection du testament et à l'interpolation de signer cet acte; de ce qu'en outre il est constant qu'ils ont tous signé, immédiatement après la lecture, il ne s'ensuit pas qu'ils aient assisté à la lecture : on ne peut suppléer par des inductions à la mention expresse qu'exige l'art. 973 (1).*

(Linard — C. Vandervoeldt.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le contexte du testament, et le sens grammatical de l'acte, comporte nécessairement l'idée que le testament a été dicté au notaire, qui l'a écrit sous dictée, en présence des témoins; — Qu'il est également exprimé que le notaire a écrit les dispositions que la testatrice lui a dictées; — Qu'il n'est pas nécessaire que le notaire se serve des mêmes mots dont s'est servie la testatrice en dictant ses dispositions; qu'il suffit que le sens de la disposition se trouve rendu par le notaire; — Attendu que le but du législateur, en ordonnant que mention expresse des formalités prescrites devait être faite par le notaire, a été d'exclure toute induction par laquelle on voulait établir, qu'au moins par équivalent, telle formalité était remplie, et que le testament fût la preuve complète de l'accomplissement de toutes les formalités; — Attendu que, dans la clause du testament, portant:

(1) V. dans le même sens, Bruxelles, 13 vent. an 13; Limoges, 8 juill. 1808; Cass. 13 sept. 1809; 24 juin 1811; 6 mai 1812.

(2) Jugé dans le même sens, sous l'empire du Code de commerce : — Metz, 9 fév. 1816; Toulouse, 5 mars 1825.

(3) F. anal., dans le même sens, Trèves, 20 frim. an 14; Bruxelles, 20 janv. 1808.

(4) Telle est aujourd'hui la conséquence nécessaire de l'art. 424 du Code de pr., aux termes du-

*quel le tribunal de commerce, s'il est incompétent à raison de la matière, doit renvoyer d'office les parties. Cette doctrine était également admise dans l'ancien droit, ainsi que l'atteste Jousse dans son commentaire de l'ordonn. de 1673, sur l'art. 14 du t. 12 de cette ordonn. « Il est même défendu, dit-il, aux juges consuls de connaître des causes qui ne sont pas de leur compétence, dans le cas où les deux parties consentiraient de procéder devant eux; ils doivent les renvoyer d'office. »*

quel le tribunal de commerce, s'il est incompétent à raison de la matière, doit renvoyer d'office les parties. Cette doctrine était également admise dans l'ancien droit, ainsi que l'atteste Jousse dans son commentaire de l'ordonn. de 1673, sur l'art. 14 du t. 12 de cette ordonn. « Il est même défendu, dit-il, aux juges consuls de connaître des causes qui ne sont pas de leur compétence, dans le cas où les deux parties consentiraient de procéder devant eux; ils doivent les renvoyer d'office. »

1<sup>er</sup> TRIBUNAL DE COMMERCE. — COMPÉTENCE.

2<sup>o</sup> ÉTRANGER. — OBLIGATION. — COMPÉTENCE.

3<sup>o</sup> INCOMPÉTENCE. — APPEL.

1<sup>o</sup> D'après l'ordonn. de 1673, les simples prêts d'argent entre négocians, s'il n'était pas prouvé qu'ils eussent pour objet des opérations commerciales, n'étaient point de la compétence des tribunaux de commerce (2).

2<sup>o</sup> Pour déterminer le caractère, et par suite à quelle juridiction il appartient de connaître d'une obligation souscrite entre Français en pays étranger, c'est la loi française et non la loi étrangère qui doit être consultée, surtout lorsque le paiement est réclamé en France (3).

3<sup>o</sup> Lorsqu'un tribunal de commerce est incompétent à raison de la matière, encore que la déclinatoire n'ait pas été proposée devant lui, son jugement peut être attaqué par voie d'appel pour cause d'incompétence (4).

(Lorch — C. Kreutznach.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 2, du titre 12 de l'ord. de commerce de 1673, et le § 3 du tit. 2, de la loi du 15 germ. an 6, publiés par arrêté du commissaire général du gouvernement, du 6 flor. an 6, ainsi conçu : « Art. 2 du tit. 12 de l'ordonn. de commerce : — Les juges et consuls (les tribunaux de commerce), connaîtront de tous billets de change faits entre négocians et marchands, ou dont ils devront la valeur; et entre toutes personnes pour lettres de change et remises d'argent de place en place. » — « § 3, art. 1<sup>er</sup> du tit. 2 de la loi du 15 germ. an 6 : — La contrainte par corps aura lieu contre les négocians ou marchands qui signeront des billets pour valeur reçue comptant ou en marchandises, soit qu'ils doivent être payés sur l'acquit d'un particulier y nommé, ou à son ordre, ou au porteur. » — Et attendu, sur la première question, que les deux billets du 24 juin 1799, faits entre l'appelant et l'intimé, et qualifiés de lettres de change, n'indiquent pas qu'ils auraient été donnés pour un objet de commerce, qu'ils n'ont jamais été protestés, et que le paiement n'en a été demandé que plus de trois ans après leur échéance; que dès lors ils doivent être considérés comme des reconnaissances d'un simple prêt, dont la connaissance n'appartient pas aux tribunaux de commerce, encore qu'ils eussent été faits entre marchands;

quel le tribunal de commerce, s'il est incompétent à raison de la matière, doit renvoyer d'office les parties. Cette doctrine était également admise dans l'ancien droit, ainsi que l'atteste Jousse dans son commentaire de l'ordonn. de 1673, sur l'art. 14 du t. 12 de cette ordonn. « Il est même défendu, dit-il, aux juges consuls de connaître des causes qui ne sont pas de leur compétence, dans le cas où les deux parties consentiraient de procéder devant eux; ils doivent les renvoyer d'office. »

ce qui résulte clairement de l'article précité de l'ord. de comm. qui parle seulement de *billets de change* faits entre négociants et marchands, et au cas où marchand ou négociant dût la valeur de pareils billets; — Attendu qu'il n'est pas besoin de recourir à l'interprétation quand la loi est claire et positive; que l'art. 2 du tit. 12 de l'ordonn. de commerce a été publié dans la pureté de son texte, et que la jurisprudence des arrêts et l'opinion des auteurs qui semblaient lui avoir donné une extension, en admettant la compétence des tribunaux de commerce pour les simples prêts d'argent entre négociants, sont d'autant moins admissibles dans les quatre départements du Rhin, qu'elles sont fondées sur des déclarations du roi, antérieures à l'ordonn. de 1673, qui n'ont pas été publiées dans ce pays; — Attendu que l'art. 1 du titre 2 de la loi du 15 germ. an 6, pareillement invoqué par le premier juge, doit être pris dans le sens de l'art. 1 du titre 7 de l'ordonn. de commerce, en ce qu'il a fait revivre la contrainte par corps pour les cas y exprimés; qu'il n'est évidemment question dans cet article, que de billets de commerce, emportant prompt exécution et non de ceux qui n'ont jamais eu, ou qui ont perdu cette force; d'où il suit que la loi du 15 germ. an 6 a laissé subsister la compétence des tribunaux de commerce, telle qu'elle est établie par l'ord. de 1673 et n'a pas entendu l'étendre sur ce point;

Attendu que c'était une erreur de la part du premier juge, de croire qu'il fallait appliquer aux billets en question le statut de Francfort, qui régit le lieu où ils ont été faits, pour déterminer leur caractère et en inférer la compétence du juge, puisque, indépendamment de ce qu'ils ont été passés entre deux Français, la seule circonstance qu'il y a été stipulé, qu'ils seraient payables en tous lieux, et que le paiement en est demandé et poursuivi en France, les soumet aux lois françaises, suivant la loi 21, ff. de actionib. et obligat., où il est dit: *Contraximus unusquisque in eo loco intelligitur, in quo sit solvatur, sit obligatur*; en outre que ce juge est tombé dans une contradiction avec lui-même en reconnaissant que les billets avaient perdu la force de lettre de change, et de la prompte exécution, d'après le statut même de Francfort, et en les soumettant néanmoins à sa juridiction;

Sur la deuxième question: — Attendu que l'appelant s'est réservé ses droits en plaçant au fond devant le premier juge, et qu'il a formellement excepté de son incompétence avant le dernier jugement; qu'il n'y a, par conséquent, pas d'acquiescement de sa part ni de renonciation à l'appel d'incompétence, et qu'il est d'ailleurs de principe que les parties ne peuvent pas proroger la juridiction des tribunaux d'attribution, pour leur donner une compétence qu'ils ne tiennent pas de la loi; — Infirme, etc.

Du 23 pluv. an 13. — Cour d'appel de Trèves. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Ruppenthal et Gade.

#### FAUX INCIDENT. — INSCRIPTION. — ACTE NOTARIÉ. — MINUTE. — DÉLAI.

*Avant le Code de procédure, lorsqu'une inscription de faux incident était dirigée contre un*

(1) Sous le Code de procédure aucun délai n'est fixé pour l'inscription de faux incident, soit qu'il y ait ou qu'il n'y ait pas minute de la pièce arguée.

(2) V. conf., Cass. 9 nov. 1830; Poitiers, 20 juill. 1806; Nîmes, 30 avr. 1834. — V. néanmoins Metz, 7 pluv. an 12, arrêt qui juge que les injures contenues dans des lettres confidentielles ne donneraient

acte passé avec minute, sans mention expresse que c'était la minute qu'on arguait de faux, le demandeur était tenu de faire son inscription, dans les vingt-quatre heures, de la remise au greffe, de l'expédition produite au procès, sans qu'il pût différer jusqu'à l'apport de la minute (1).

(Fort Saint-Maurin.—C. Auzias.)

Du 25 pluv. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

#### DIVORCE. — INJURE GRAVE. — LETTRE CONFIDENTIELLE.

*Des expressions outrageantes contra sa femme, échappées à un mari dans des lettres, quoique confidentielles, sont des injures graves dans le sens de l'art. 231, Code civ., surtout si les lettres ayant été multipliées, la diffamation est devenue publique (2).*

(Dame Benon.—C. son mari.)

Le sieur Benon avait écrit plusieurs lettres où il accusait son épouse de déréglement de mœurs. — La dame Benon se prétend injuriée. — Elle demande sa séparation de corps. — Benon soutient que des lettres confidentielles n'offrent point le caractère d'injures graves. — La femme répond que la multiplicité des lettres a rendu la diffamation publique.

Il fruct. an 12, jugement du tribunal civil de Méron, qui prononce la séparation, attendu la multiplicité des lettres.

Sur l'appel, arrêt confirmatif.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 231 et 306 du Code civil; — Considérant que les lettres écrites par Benon à plusieurs personnes accusent son épouse d'un déréglement de mœurs sans bornes; — que celles qu'il a écrites à elle-même sont excessivement outrageantes; — que la multiplicité de ces lettres a rendu la diffamation publique; que même Benon a voulu que sa correspondance fût connue de son épouse, puisqu'il lui a envoyé précis et copie de la lettre qu'il écrivait à M. Roujoux, le 30 niv., et qui était le type de toutes les autres; que c'est en vain qu'il essaie de se justifier, en alléguant que le malheur, dont son épouse est victime, provient uniquement de la communication qu'on a faite à son insu, à M. Roujoux, de la lettre anonyme qu'il avait reçue; — qu'il a écrit que l'anonyme était un oracle qui n'avait révélé qu'une partie de la vérité, et qu'il voulait la faire connaître lui-même tout entière, et pour cela, lit-on dans sa lettre à M. Roujoux, ce qu'il a répété à M. Moreau: « J'échève et arrache entièrement le voile qui vous empêchait de lire tout-à-fait » dans les mystères de ma maison; sachez donc « qu'il existe des habitudes criminelles, depuis « deux ans au moins, entre le libertin le plus « éhonté et ma femme, etc.; » — qu'une telle approbation de la lettre anonyme, l'éloge qu'il a fait de la véracité de l'auteur, le supplément qu'il y a ajouté, prouvent avec évidence que c'est lui qui est le diffamateur de son épouse; — A mis l'appellation au néant, etc.

Du 30 pluv. an 13. — Cour d'appel de Dijon.

pas lieu à la séparation de corps ou au divorce, si ces lettres n'avaient reçu d'autre publicité que celle résultant de la plainte formée par la femme. En ce qui concerne la publicité de l'injure verbale considérée comme cause déterminée de séparation, V. nos observations sur l'arrêt de la Cour de Colmar, du 20 mess. an 13.

1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> ENFANT NATUREL.—PERSONNE INTERPOSÉE. — FRÈRE CONSANGUIN. — DROIT SUCCESSIF.

1<sup>o</sup> La reconnaissance d'un enfant naturel, par son père, même après le décès de la mère, suffit, lorsque le père est légataire universel de celle-ci, pour la faire considérer comme personne interposée, et en conséquence pour entraîner la nullité du legs.

2<sup>o</sup> L'enfant naturel qui concourt avec une tante utérine et un frère consanguin du défunt, a droit aux trois quarts dans la ligne maternelle et à la moitié dans la ligne paternelle.

(Bergeret et Rausit—C. Duclos-Granet.)

Le 15 flor. an 10, est décedée la demoiselle Bergeret, laissant pour successibles un frère consanguin et une tante utérine. — Elle avait fait un testament où elle reconnaissait pour son fils naturel le mineur Bernard-Adolphe, auquel elle donnait pour tuteur le sieur Duclos-Granet; et ce Duclos-Granet était nommé légataire universel de la testatrice. — Le 21 du même mois, le légataire universel reconnu aussi devant notaire Bernard-Adolphe pour son enfant naturel. — Par suite de cette reconnaissance, le frère consanguin, et la tante maternelle de la demoiselle Bergeret testatrice ont soutenu que Duclos-Granet était concubinaire de son propre aveu, était conséquemment indigne du legs de la défunte, aux termes de l'art. 132 de l'ordonnance de 1629. — En outre, ils ont dit que puisqu'il était père de l'enfant naturel, il était personne interposée; conséquemment que le legs était nul, aux termes des art. 908 et 911 du Code civil.

Le tribunal de Paris déclara qu'il y avait indignité et interposition de personnes. — Le legs universel fut déclaré nul. — Régissant ensuite le sort de l'enfant naturel, le tribunal lui accorda seulement moitié de la succession de sa mère, aux termes de l'art. 757 du Code civil.

Appel par Duclos-Granet, tant en son nom contre le premier chef du jugement, qu'au nom du mineur son pupille contre le second chef.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche l'appel de Duclos-Granet en son nom personnel, attendu la disposition des art. 908 et 911 du Code civil, qui ne fait, d'ailleurs, que rappeler un principe de droit commun admis dans l'ancienne législation comme dans la nouvelle; — Confirme;

En ce qui touche l'appel de Duclos, en sa qualité de tuteur, quant au chef qui déboute le mineur de sa demande tendant à ce qu'il soit reconnu que la portion dudit mineur, dans les biens de la ligne maternelle de sa mère, est des trois quarts, et non pas seulement de moitié; — Attendu que le mineur, ne se trouvant en concours dans la ligne avec aucun frère ou sœur, ou descendant d'eux, mais seulement avec des oncles ou des tantes, ou autres collatéraux d'un degré plus éloigné, a réellement droit, suivant l'art. 757 du Code civil, dans la ligne maternelle, aux trois quarts, et non pas seulement à la moitié de la succession de sa mère; — Mot, quant audit chef, le jugement dont est appel au néant; — Ordonne que la portion appartenant au mineur sera fixée à une moitié dans la ligne paternelle, et aux trois quarts dans la ligne maternelle, etc.

Du 30 pluv. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

BAIL. — CONGÉ. — DÉLAI.

L'art. 1748, C. civ., d'après lequel l'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier d'un bien rural, est obligé

de l'avertir au moins un an à l'avance, est applicable au bailleur à l'égard du fermier, lorsque le bailleur s'est réservé pour son propre compte la faculté de résilier le bail, mais sans fixer le délai de congé. (C. civ., art. 1748.)

(Beaurepaire—C. Gaillard.)

En pluv. an 10, bail d'un domaine par la dame Beaurepaire à Gaillard. — Le fermier devait entrer en jouissance le 9 germ. suivant. — Il fut convenu que le bailleur et le fermier pourraient résilier au bout de trois ans. Mais il ne fut pas déterminé de délai pour l'avertissement d'avance. — La dame Beaurepaire a désiré de résilier son bail au bout des trois ans, et elle en a en conséquence averti le fermier. — Cet avertissement a été donné le 4 flor. an 12, pour que le fermier eût à sortir en germ. an 13. Il n'y avait donc pas tout-à-fait un an de délai entre le jour de l'avertissement et le jour de la sortie exigée.

Gaillard a argué de nullité cet avertissement: Il a invoqué l'art. 1748 du Code civil, ainsi conçu: — «L'acquéreur qui veut user de la faculté réservée par le bail, d'expulser le fermier ou locataire, en cas de vente, est en outre tenu d'avertir le locataire au temps d'avance usité dans les lieux pour les congés. Il doit aussi avertir le fermier de biens ruraux, au moins un an à l'avance.» Cette régie, a-t-il dit, était déjà consacrée par la loi du 6 oct. 1791. — Elle doit recevoir son application dans l'espèce actuelle, puisque les motifs qui l'ont fait établir à l'égard du tiers acquéreur qui veut expulser le fermier, existent avec toute leur force, lorsque le propriétaire lui-même veut user des droits qu'il s'était réservés, et faire résilier le bail. — Le législateur s'en est rapporté à l'usage des lieux pour les délais à observer dans la signification des congés à donner aux locataires des maisons; mais il n'en est pas de même relativement à l'expulsion des fermiers d'un bien rural: le congé, dans ce dernier cas, doit être signifié au moins un an d'avance, afin que le fermier ait un délai suffisant pour se procurer une autre ferme.

La dame Beaurepaire a prétendu que l'art. 1748 du Code civil, était inapplicable; que c'était une disposition particulière aux tiers acquéreurs; — le rendre commun au propriétaire qui veut expulser son fermier, en vertu d'une stipulation expresse insérée dans le bail, ce serait ajouter à la loi, imposer une obligation qu'elle n'impose pas, et créer une nullité qui n'est pas prononcée. — Du, silence du législateur il faut conclure qu'il s'en est rapporté à l'usage des lieux. — Or, dans le ci-devant Poitou, il est d'usage constant que le congé donné à un fermier d'un bien rural, est valable, s'il est signifié six mois avant l'époque fixée pour la sortie. — Ces moyens de défense n'ont pas été accueillis.

Jugement du tribunal de Fontenay qui déclare le congé tardif et nul. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la clause du bail ne fixant point l'époque du congé, en cas de résiliation, on doit avoir recours au droit commun; — Considérant qu'aux termes de l'art. 3 de la section 2 du tit. 1<sup>er</sup> de la loi du 6 oct. 1791, et de l'art. 1748 du Code civil, le congé, pour expulser le fermier d'un domaine rural, doit lui être donné au moins un an à l'avance; qu'un pareil délai est d'ailleurs d'un usage général en matière de ferme de biens ruraux; que, dans l'espèce, le congé n'a été donné que onze mois à l'avance; — Confirme, etc.

Du 30 pluv. an 13. — Cour d'appel de Poitiers. — Pl., MM. Fromentin et Béchard.

**HÉRITIÈRE. — TITRE CONTESTÉ. — CAUTION.**

*L'héritière dont le titre est contesté par d'autres successibles, ne peut appréhender les biens de la succession qu'à la charge de donner caution (1).*

(De Lamothe — C. Boulard.)

Après la mort de J. Boulard, sa seconde femme, Rose E. Mallet, s'est présentée à l'inventaire, et comme tutrice de ses enfants, héritiers du défunt, elle a voulu appréhender la succession. — Mais cette seconde femme n'avait acquis cette qualité que par le divorce de Boulard d'avec Marie E.-A. Lamothe. La première femme s'est présentée, soutenant que le divorce était nul; que le deuxième mariage l'était également; que les enfants étaient adultérins et non point héritiers. — D'ailleurs, et prétendant avoir, en sa qualité, des droits sur la succession, elle demandait, ou que la deuxième femme fût astreinte à donner caution, ou à recevoir elle-même l'administration des biens de la succession.

Par jugement du 27 niv. an 12, le tribunal d'arrondissement de Yvetot, considérant que le divorce devait être réputé valide jusqu'à jugement contraire, rejette la demande, et dispense la seconde femme de donner caution.

Appel par la dame Lamothe, soutenant que le divorce étant argué de nullité, et la contestation étant pendante, le sort de ce divorce était incertain; que les droits des parties étaient donc égaux; qu'il ne fallait pas compromettre ceux qu'elle pouvait avoir; qu'il n'y avait pas d'inconvénient à exiger une caution de la dame Mallet, et que l'en dispenser, pourrait avoir les suites les plus funestes pour elle dame Lamothe, d'autant que la succession consistait presque totalement en meubles.

**ARRÊT.**

LA COUR; — Considérant que Marie Lamothe et Rose Mallet se disputent mutuellement le titre de veuve de Jean Boulard; — Que le sort de la contestation ne peut être définitivement réglé qu'au principal; — Que la provision est due au titre le plus apparent; mais que, d'après les règles de la matière, elle ne lui appartient que sous la condition du cautionnement, et que dans l'espèce, la caution est d'autant plus nécessaire, que la succession paraît se consister qu'en effets mobiliers qui pourraient se trouver dissipés, et rendre le provisoire irréparable en définitive; — Dit que, par le jugement dont est appel, il a été

mal jugé, bien appelé, en ce que par ledit jugement, Rose Mallet a été dispensée de donner caution; — Ordonne qu'elle n'aura l'administration des biens et affaires de la succession, qu'en donnant caution solvable, etc.

Du 1<sup>er</sup> vent. an 13. — Cour d'appel de Rouen. — 2<sup>e</sup> sect.

**EXPLOIT. — PARLANT A.**

*Est nul l'exploit signifié parlant à une femme, laquelle n'a voulu dire son nom quoique de ce sommée, sans autre désignation (2).*

(Vildon — C. N...)

Du 3 vent. an 13. — Cour d'appel de Poitiers.

**ARBITRAGE. — REQUÊTE CIVILE. — RENONCIATION.**

*La clause d'un compromis qui confère aux arbitres le pouvoir de prononcer en dernier ressort et sans recours à aucun tribunal, emporte renonciation de la part des parties à la voie de la requête civile (3).*

(Bourgeois — C. Challot.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par le compromis du 7 fruct. an 9, les parties avaient donné respectivement pouvoir aux arbitres de prononcer sur leurs différends, sans recours à aucun tribunal, clause décisive, et qui, venant surtout après celle qui autorise les arbitres à juger en dernier ressort, montre clairement que les parties se sont interdites généralement tous moyens d'attaquer le jugement arbitral, non-seulement par la voie ordinaire de l'appel, mais encore par le recours extraordinaire de la requête civile on de la cassation; — Sans qu'il soit besoin d'entrer dans un examen ultérieur des faits et moyens de la cause; — Déclare Bourgeois et sa femme non recevables dans leur demande en requête civile, etc.

Du 3 vent. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Conf., M. Mourre, proc.-gén.

**JUGEMENT CONTRADICTOIRE. — REFUS DE PLAIDER.**

*Un jugement rendu en présence des avoués respectifs des parties, est réputé contradictoire, encore que l'un des avoués n'ait parlé que pour s'opposer à ce que la cause soit jugée, soutenant que l'action est éteinte par transaction (4).*

ressort... — Au surplus, il est douteux que l'on puisse même expressément renoncer valablement d'avance à la voie extraordinaire de la requête civile; du moins une telle renonciation n'aurait sans effet dans tous les cas où il s'agit de dol ou de fraude; ici viendrait s'appliquer la règle qui défend de compromettre d'avance sur le dol comme sur toute autre sorte de délit: *Non valet si concernit ne dolo praestetur* (L. 23, ff. De reg. jur.). C'est ce qu'a jugé la Cour de Colmar par un arrêt du 26 mai 1833. — *F.* aussi Carré, *Lois de la procéd.*, n° 3374; Mongalvy, de l'Arbitrage, n° 556; Thomine-Desmazures, *Commentaires*, n° 1251; et cette doctrine est fortifiée par la jurisprudence qui a établi qu'on ne pouvait non plus renoncer d'avance à se pourvoir contre la sentence, par voie d'opposition à l'ordonnance d'exequatur dans les cas autorisés par la loi. *F.* Cass. 21 juin 1831; *J.P.*, 3 juill. 1833, et 26 mars 1836; Grenoble, 14 août 1834.

(4) *F.* anal. dans le même sens, sous l'empire du Code de procédure, Bordeaux, 1<sup>er</sup> juill. 1828. — Mais *F.* eu sens contraire, Carré, *Lois de la procédure*, quest. 615, où cet auteur décide qu'on juge

(1) Jugé en sens contraire, au cas où ce sont seulement de simples légataires ou donataires qui demandent que l'héritier fournisse caution des valeurs mobilières, Angers, 16 mai 1816.

(2) *Id.*, Cass., 29 therm. an 10. — *F.* encore sur les renonciations que doit renfermer le *parlant a*, la note placée sous un jug. de Cass. du 26 fruct. an 11.

(3) *F.* conf., Cass. 18 juin 1816. — C'est là, ce nous semble, donner une trop grande extension à la clause que renferme le compromis. En principe, les renonciations sont de droit étroit; dès lors la renonciation aux voies ouvertes par la loi contre les décisions judiciaires ou arbitrales, ne saurait se présumer; elle doit résulter d'une convention claire et précise, et, dans le doute, on doit se prononcer pour la conservation du droit plutôt que pour son extinction. Or, ici, la renonciation à recourir à aucun tribunal pouvait s'entendre, sans restreindre le sens naturel de la clause, d'une simple renonciation à la voie de l'appel, surtout si l'on remarque que cette renonciation venait immédiatement après la stipulation relative au pouvoir attribué aux arbitres de prononcer en dernier

(Bastier—C. Treille.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que l'art. 1<sup>er</sup> du tit. 35 de l'ordonn. de 1667, n'admet d'autre recours envers les jugemens en dernier ressort que celui de la requête civile, à l'égard de ceux qui y ont été parties ou dûment appelés; que l'art. 3 n'admet la voie de l'opposition qu'envers les jugemens rendus, faute de se présenter ou faute de plaider; que le sieur Bastier ayant constitué un avoué qui fut entendu sur l'appel de la cause au rôle, l'arrêt qui y intervint n'en doit pas moins être réputé contradictoire, quoique cet avoué n'ait pas voulu plaider sur le fond, parce qu'il en avait le droit et le devoir, et qu'en refusant d'en user, il n'était pas en son pouvoir de laisser une porte ouverte, pour venir ensuite renouveler les débats sur les mêmes questions qui furent alors agitées et résolues; qu'un tel arrêt n'est donc point attaquant par la voie de l'opposition.

Du 3 vent. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.—Prés., M. Soustelle.—Concl., M. Giraudy, proc. gén.

#### SUCCESSION. — RENONCIATION. — EXCLUSION COUTUMIÈRE.

L'art. 745 du Code civil, qui défère la succession des ascendans à leurs enfans et descendans, sans distinction de sexe, s'applique au cas d'une succession ouverte dans la ci-devant Piémont, sous l'empire du Code, encore qu'avant le Code, et moyennant une dot congrue, les filles eussent renoncé à la succession paternelle au profit des enfans mâles.

Cette renonciation des filles au profit des enfans mâles ayant pour but (d'après la loi qui l'autorisait) de conserver l'agnation, n'a plus d'objet, et conséquemment a été annulée depuis le Code civil qui ne connaît plus d'agnation; d'ailleurs elle ne conférerait pas aux enfans mâles un droit acquis sur la succession de leur père, mais une simple expectative que la père pouvait leur enlever par son testament, et que l'art. 745 du Code civil a pu, en conséquence, leur ôter (1).

(Robast—C. Robast.)—ARRÊT.

LA COUR:—Vu les art. 1 et 2, tit. 7, et les art. 1, 3 et 4, tit. 15, liv. 5 des constitutions générales;—Vu l'art. 7 de la loi du 30 ventôse an 12;—Considérant que l'exclusion des filles portée par les constitutions générales du Piémont n'était point absolue, mais conditionnelle;—Que la principale condition requise pour que l'exclusion eût lieu, était l'existence, au moment de l'ouverture de la succession, d'héritiers agnats capables par leur état de conserver l'agnation et de perpétuer

les biens dans la famille;—Que la disposition des constitutions générales, qui excluait les filles, moyennant le paiement d'une dot, et celle qui prescrivait la conservation des biens dans l'agnation, même à l'avenir, ne formaient qu'une seule disposition, dont la base et le but étaient la faveur de l'agnation;—Qu'il s'ensuit de ce que dessus, que, si aux termes de la nouvelle loi sur les successions, l'agnation n'a plus de privilège, si les biens ne peuvent plus lui être conservés exclusivement, l'exclusion des filles ne peut plus avoir lieu, attendu qu'elle resterait sans objet, et ne pourrait plus remplir le but que la loi avait marqué;—Que la loi nouvelle ayant admis à succéder à leurs ascendans tous les enfans sans distinction de sexe, tout privilège d'agnation a sans doute été aboli; et les enfans mâles, qui, par leur état, seraient dans le cas de perpétuer la famille, ne peuvent plus conserver les biens dans l'agnation, car ils ne sont plus seuls à succéder; les filles, les frères, tous également incapables de conserver l'agnation, sont également appelés;—Que les différens cas dans lesquels les filles mariées avec une dot étaient admises à la succession de leurs ascendans, même d'après les constitutions générales, prouvent assez que par leur mariage elles ne devenaient point étrangères à la famille, et ne pouvaient point être vis-à-vis de celle-ci regardées comme mortes civilement, ainsi que le soutiennent les appellans;—Que cependant, même en admettant la vérité de cette hypothèse avant la publication du Code, elles ne devraient pas moins être admises actuellement à la succession de leurs ascendans: 1<sup>re</sup> parce que le Code ne reconnaît de mort civile que dans les cas y déterminés, et dans ces cas n'est point compris celui des filles mariées avec une dot; 2<sup>de</sup> parce que la loi nouvelle sur les successions, en appelant tous les enfans indistinctement à succéder à leurs ascendans, les aurait par là rendus pour ainsi dire à la vie civile, et réhabilités dans des droits de famille; les appellans eux-mêmes reconnaissent cette opération de la loi à l'égard des filles nubiles, auxquelles ils ne contestent point le droit de succéder, quoiqu'elles fussent, aussi bien que les filles mariées, exclues par les constitutions générales, de toute succession en faveur des agnats, à la charge par ceux-ci de leur constituer une dot congrue à l'occasion de l'ouverture de la succession;—Que l'incapacité des filles mariées avec une dot, de succéder à leurs ascendans, ne serait pas plus fondée sur les renonciations par elles faites à l'occasion de leur mariage; car, indépendamment des considérations contenues à cet égard dans le jugement dont est appel, et re-

ment surrogatoire, n'a dû produire aucun effet sur les successions ouvertes depuis la promulgation de cette loi; ou la renonciation a été faite dans une coutume de non-exclusion; dans ce cas, si elle a été contractuelle, c'est-à-dire faite dans le contrat de mariage de la fille renonçante, elle est également sans effet à l'égard des successions ouvertes depuis la promulgation des lois de l'an 2, qui ont établi l'égalité des partages; mais elle a conservé son empire sur celles ouvertes dans l'interval de la loi du 8 avril 1791 aux lois précitées. Enfin si la renonciation a été conventionnelle, c'est-à-dire faite par contrat ordinaire, elle doit produire ses effets même sur les successions ouvertes depuis le Code civil, pourvu qu'elle ait eu lieu avant les lois de l'an 2; car, dans ce cas, elle a constitué au profit des renonciataires un véritable droit acquis qui n'a pu être détruit par les lois subséquentes. V. sur ces diverses questions, Chabot, *Quest. transitoires*, v<sup>o</sup> Exclusions coutumières, §§ 1 et 2.

(1) F. anal. dans le même sens, Cass. 13 nov. 1807.—C'est là une conséquence du principe que l'ordre des successions est réglé par la loi existante à l'époque de leur ouverture, à moins qu'il n'y ait antérieurement droit irrévocablement acquis en vertu des lois précédentes. Par suite de ce principe, pour déterminer l'effet que doivent produire, sous l'empire du Code civil, les renonciations à successions futures, faites sous l'ancienne jurisprudence, il faut distinguer: ou la renonciation a été faite, comme dans l'espèce de l'arrêt que nous rapportons, dans un pays régi par une coutume d'exclusion, et alors cette renonciation, à quelque époque qu'elle ait eu lieu et même avant la loi du 8 avril 1791, abolitive des exclusions coutumières, étant pu-

latées ci-dessus, il est à observer : 1° que dans ces renonciations la loi avait plus de part que les contractans ; — 2° Que les dispositions extraordinaires, par lesquelles les constitutions générales soutenaient et favorisaient les renonciations des filles aux successions futures, quoique ces renonciations fussent réprochées par les lois romaines, prouvent à l'évidence que la faveur, la conservation de l'agnation, était le seul but de la loi, le seul, le véritable équivalent qu'elles donnaient à ces renonciations ; qu'elles renfermaient un contrat d'une nature toute différente des autres contrats entre particuliers, un contrat qui tenait entièrement aux mêmes principes pour lesquels les filles étaient exclues par la loi, un contrat par conséquent qui ne peut plus subsister aujourd'hui, faute de cause et d'équivalent, auquel on peut appliquer la maxime de droit très connue, *cessante causa, cessat effectus* ; en effet, les biens des ascendans de filles qui ont renoncé, au lieu de passer exclusivement aux héritiers agnats, et contribuer ainsi à la splendeur de la famille, en contemplation de laquelle elles avaient fait un si grand sacrifice, seraient partagés entre les autres sœurs qui n'ont point renoncé, et posséderaient ensuite à toutes les filles de leurs frères et de leurs sœurs ; — 3° Que ces renonciations seraient au reste devenues de nul effet par le prédécès des renonciataires : l'ascendant dont la succession est ouverte est strictement prédécédé ; une espèce de prédécès a aussi eu lieu à l'égard des agnats par l'effet de la loi nouvelle ; car, quoiqu'il y ait encore des mâles de la famille vivans, il n'existe plus de ces agnats qui recueillaient exclusivement toute la succession et la conservaient dans la famille, au profit desquels seulement les renonciations avaient été faites par les filles, et approuvées par les constitutions générales du Piémont : en abolissant le privilège de l'agnation, la loi en a détruit toutes les conséquences ; — Que les différens raisonnemens faits à l'audience de la part des appelans, pour prouver qu'en admettant les demandereses à succéder à leur père, on donnerait à la loi nouvelle sur les successions un effet rétroactif, sont plus spécieux que solides ; — Qu'en effet ils sont tous fondés sur un faux principe, sur une erreur, c'est-à-dire sur ce que l'exclusion légale des filles mariées avec une dot, et la renonciation par elles faite à l'occasion de leur mariage, avaient produit dès lors un effet absolu et invariable, relativement aux droits des mâles renonciataires, sur les successions auxquelles les filles avaient renoncé ; d'après ce principe, on a dit définitif ce qui n'était qu'éventuel ; on a qualifié, comme droit acquis ou une succession, la simple espérance de recueillir ; — Que, cependant, puisque le père avait la faculté de disposer de ses biens, soit par contrat, soit par testament, même en faveur des filles qui avaient renoncé à sa succession, ou d'un étranger, il est évident que les droits des enfans mâles sur cette succession n'étaient qu'éventuels et dépendans de la volonté du père ; — Qu'ainsi la loi nouvelle, en réglant pour les cas à venir l'exercice de cette volonté, en obligeant les ascendans à délaisser leurs biens à tous leurs enfans, sans distinction de sexe, n'a pu blesser aucun droit acquis définitivement, et n'a fait que retrancher une espérance : la loi a remplacé ce que les ascendans eux-mêmes, elle a disposé pour eux ; — Que ce vice de rétroactivité qu'on oppose à la loi sur les successions à l'égard des filles mariées, était, avec plus d'apparence de succès, opposé par l'ascendant, qui avait, aux termes des anciennes lois, acquis l'usufruit des biens de ses enfans pour le reste de sa vie, à la disposition du Code civil, qui fixe à l'âge de dix-

huit ans des enfans le terme de l'usufruit de leurs biens accordé aux parens ; et par l'enfant qui, après la mort de son père, était, d'opres les lois alors existantes, entré dans la libre jouissance de ses biens, à la disposition du même Code, qui accorde au parent survivant l'usufruit du bien de ses enfans jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de dix-huit ans : cependant des arrêts, soit de cette Cour d'appel, soit de celle de Paris, l'un en date du 7 fruct. an 12, dans la cause Amerlin et Garrone, l'autre en date du 3 germ. même année, au procès de la dame de Cadeau d'Assy, ont appliqué ces dispositions, et au père qui jouissait de l'usufruit, et à la mère, qui ne l'avait point avant la publication du Code, et l'ont ôté au premier et accordé à la seconde, et ce, d'opres le principe établi que les droits du père et de l'enfant sur ledit usufruit, n'étaient qu'éventuels et dépendans de l'existence ou non de la puissance paternelle, avaient pu être modifiés et même anéantis par la loi postérieure qui régla l'exercice et la durée de cette puissance ; — Que l'arrêt de la Cour de cassation du 12 niv. an 12, au procès de la dame Durand Peremois, et les veuves Durand, héritières de ses frères, citée par les appelans, n'est point applicable à l'espèce ; d'abord parce que l'exclusion des filles portée par la coutume de Normandie, à laquelle la question était relative, était absolue et non conditionnelle, comme celle portée par les constitutions générales du Piémont ; en second lieu, parce que ledit arrêt est fondé sur la loi du 18 pluv. an 5, laquelle prescrivait expressément que les droits de la nature de ceux réclamés par la dame Peremois dussent être réglés comme ils l'auraient été précédemment, et d'après les lois anciennes ; et par conséquent ladite dame se trouvait dans le cas d'une exception expresse de la loi ; — Qu'il en est de même de l'arrêt de cette Cour dans la cause Cagua et Piacenza : les frères Piacenza ne furent point admis à hériter de la dot de leur mère, parce que cette dot n'était plus libre dans sa succession ; un contrat basé sur la disposition du statut d'Asti l'avait assurée à son second mari, Quiricus Cagua, d'une manière positive et irrévocable ; — Que la différence que les appelans voudraient faire entre les exclusions coutumières, dont parle la loi du 18 pluv. an 5, et l'exclusion des filles portée par les constitutions générales ; entre les renonciations surrogatoires déclarées de nul effet par ladite loi, et celles passées en Piémont avant la publication du Code, n'existe point, puisque l'exclusion des filles n'avait pas moins de force dans le pays coutumiers de la France où elle était reçue qu'elle en avait en Piémont, et leurs renonciations étaient également dans les deux pays une suite essentielle de leur exclusion légale, et par conséquent inutiles et superflues ; — Que la loi du 18 pluv. an 5 ne laisse point de doute sur les véritables intentions du législateur, à l'égard des renonciations des filles dans les pays d'exclusion, tels que le Piémont ; elles y ont été déclarées surrogatoires et de nul effet ; — Que le silence de la loi nouvelle sur les successions, relativement à ces renonciations, et les termes étendus dans lesquels elle est conçue, prouvent que le législateur a adopté dans cette dernière loi les principes de la loi précédente qui les avait frappés de nullité ; — Que les successions légitimes ouvertes depuis la publication du Code devant être réglées d'après les mêmes principes dans toutes l'étendue du territoire français, il s'ensuit que, quoique ladite loi du 18 pluv. an 5 n'ait pas été publiée en Piémont, elle ne peut pas moins y servir de règle dans l'application de la loi sur les successions pour ce qui regarde l'effet des renonciations dont il

s'agit, parce qu'elle renferme à cet égard la volonté du législateur, les principes qui l'ont dirigé dans la formation de la loi postérieure des successions ; — Que le système des appels, d'exclusion de la succession de leurs ascendants les filles qui ont renoncé, à l'occasion de leur mariage, et d'y admettre cependant les filles nubiles ou les prêtres, auxquels il ne conteste point le droit de succéder, porterait une atteinte directe, soit à la loi nouvelle, qui appelle indistinctement à la succession tous les enfants, soit aux anciennes lois du Piémont qui n'excluaient les filles qu'en faveur des héritiers agnats qui par leur état pouvaient conserver l'agnation et perpétuer les biens dans la famille ; — Considérant enfin que les inconvénients allégués contre l'admission des filles mariées à succéder à leurs ascendants ne seraient que partiels ; — Qu'au reste, l'examen des inconvénients ou des avantages de la loi n'est point du ressort de l'ordre judiciaire ; c'est au législateur à les peser dans la formation de la loi ; lorsqu'elle existe, le devoir des juges se borne à en faire une juste application ; — Dit avoir été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 4 vent. an 13. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Grosse et Musso.

#### ÉTRANGER. — TRIBUNAUX FRANÇAIS. — COMPÉTENCE.

*Des étrangers non domiciliés en France, qui y ont fait un contrat non commercial, ne sont pas, par cela seul, justiciables, quant à l'exécution de ce contrat, des tribunaux français, encore que les deux étrangers soient citoyens ou sujets d'un Etat où les Français, qui n'y sont pas domiciliés, sont admis par les lois, pour raison des contrats qu'ils y ont*

(1) Cette décision a été rendue sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7. Le principe qu'elle consacre serait également applicable sous la législation hypothécaire actuelle ; mais comme aujourd'hui l'art. 834 du Code de procédure permet de prendre inscription sur le vendeur pendant la quinzaine qui suit la transcription, ce n'est qu'après l'expiration de cette quinzaine qu'il devient certain si aucune inscription n'a été prise, qu'aucune charge hypothécaire du chef du vendeur ne grèvera l'immeuble vendu entre les mains de l'acquéreur. Par conséquent ce n'est aussi qu'à partir de la même époque, qu'au cas d'absence d'inscription, la garantie promise par le vendeur devient sans objet, et que les inscriptions qui auraient été requises sur ses autres biens en vertu de cette garantie doivent être rayées, puisque le titre qui leur servait de fondement se trouve éteint. Sauf cette différence quant à l'époque où doit être constatée l'absence d'inscriptions sur l'immeuble vendu, il est vrai de dire, aujourd'hui comme sous la loi du 11 brum. an 7, que du moment où il ne peut plus y avoir lieu à la garantie promise, les inscriptions qui en assuraient l'exercice ne doivent plus grever les biens du garant. (V. en ce sens, Cass. 18 juill. 1820). — Durant l'intervalle qui n'est écoulé depuis la promulgation du Code civil, jusqu'à celle du Code de procédure, la cessation de l'objet de la garantie à du pareillement emporter radiation des inscriptions prises pour sa sûreté ; mais ce double effet pouvait alors se produire au moment même de la vente et indépendamment de toute transcription, puisque la vente arrêtait le cours des inscriptions sur le vendeur, du moins suivant l'opinion consacrée par la Cour de cassation (P. Cass. 13 déc. 1813 ; 22 fév. 1825) : il suffisait donc au vendeur, pour obtenir la radiation des inscriptions prises par l'acquéreur, de justifier que lors de la vente aucune inscription du chef de

passé, à plaider l'un contre l'autre devant les tribunaux du pays, sans pouvoir en décliner la compétence.

(Mount-Florence—C. Skippwith.)

Du 4 vent. an 13. — Cour d'appel de Paris. — V. le texte de l'arrêt joint à l'arrêt de la Cour de cassation du 23 janv. 1806.

#### TRANSCRIPTION DE VENTE. — EFFET. — HYPOTHÈQUE ANCIENNE.

*Le vendeur qui, sous l'empire des anciennes lois, a consenti une hypothèque générale sur tous ses biens présents et à venir, pour garantir à l'acquéreur la jouissance de l'immeuble vendu franc et quitte de toute charge hypothécaire, est fondé à demander la radiation d'une inscription prise en vertu de cette stipulation, s'il justifie de la transcription du contrat de vente, et de l'absence, à cette époque, de toute inscription prise sur l'immeuble vendu. — Il en serait autrement, si la transcription du contrat n'avait pas encore eu lieu, les hypothèques à la charge du vendeur pouvant être valablement inscrites jusqu'à cette transcription (1).*

(Carbonne—C. Lemelle). — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la loi du 11 brum. an 7, et ensuite le Code civil, ont établi un mode de purger les propriétés des privilèges et hypothèques, et que, par leurs dispositions, la transcription d'un titre d'acquisition d'immeubles met l'acquéreur à l'abri de toute créance hypothécaire non inscrite avant ladite transcription ; que l'appelant a fait transcrire le 1<sup>er</sup> pluv. an 13, l'acte de vente du 23 niv. an 6, et qu'il résulte du certificat du conservateur des hypothèques au

lui vendeur ne grevait l'immeuble vendu ; d'où la conséquence que sous cette législation intermédiaire, la stipulation d'hypothèque au profit de l'acquéreur pour garantir l'absence de toute inscription sur le bien vendu, n'avait d'utilité qu'à l'égard des inscriptions qui auraient pu être prises dans l'intervalle du contrat non authentique à l'accomplissement des formalités nécessaires pour lui donner date certaine, puisque ces inscriptions étaient les seules qu'un certificat actuel du conservateur ne pût point constater.

Ainsi, sous les diverses législations qui se sont succédées, le vendeur qui avait consenti à l'acquéreur une garantie hypothécaire, dans les termes de l'espèce que nous rapportons, a toujours en le droit de faire prononcer la cessation des effets de l'hypothèque promise, lorsque la cause n'avait cessé ; ces législations n'ont varié que sur la détermination de l'époque où cette cause pourrait cesser. Sous la loi de l'an 7, c'était au moment de la transcription ; sous le Code civil, au moment du contrat ; et enfin, depuis la promulgation de l'art. 834 du Code de procédure, c'est à l'expiration de la quinzaine qui suit la transcription. — Au surplus, si la garantie promise avait pour objet non l'absence de charges hypothécaires, mais l'absence de tout danger d'éviction, il est évident que ce danger continuant à exister après la quinzaine qui suit la transcription, le vendeur ne pourrait, sous prétexte de l'expiration de ce délai, obtenir la radiation des inscriptions prises par l'acquéreur. Seulement, si la vente avait eu lieu sous les lois qui permettaient les hypothèques générales conventionnelles, et que la garantie consentie par le vendeur fût une hypothèque de ce genre, ce serait une question de savoir si depuis la promulgation du Code civil, il aurait ou non le droit d'en demander la réduction. V. sur ce point, Agen, 4 therm. an 13, et la note.

bureau de Namur, dudit jour 1<sup>er</sup> pluv. an 13, que les biens vendus par ledit acte du 22 niv. an 6, ne sont grevés d'aucune autre inscription hypothécaire que celle dont il s'agit; que, dans cet état de choses, l'acquéreur a pleine et entière sûreté, et que toute garantie lui devient inutile; — Attendu qu'avant ladite transcription, la partie intimée avait été fondée à maintenir son inscription; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 8 vent. an 13. — Cour d'appel de Liège. — 1<sup>er</sup> sect. — Pl., MM. Verbois et Roly.

#### VAINE PATURE. — POSSESSION. — PRESCRIPTION.

*La possession la plus longue de la vaine pâture et l'enlèvement d'herbages sur un terrain vain et vague ou laissé inculte, ne peuvent faire acquérir par prescription aucun droit de propriété sur ce terrain (1).*

(Boissières — C. habitants de Connar.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant.... que le fait de vaine pâture et d'enlèvement d'herbages ou de joncs sur un terrain laissé inculte n'est point attributif de la propriété qui reste toujours sur la tête de celui qui laisse son héritage en jachère; — Infirme, etc.

Du 5 vent. an 13. — Cour d'appel de Riom.

#### JUGE SUPPLÉANT. — TRIBUNAUX. — JUGES. — HOMMES DE LOI. — SERMENT. — NULLITÉ.

*Lorsque des juges, se trouvant en nombre insuffisant, appellent un homme de loi pour compléter le tribunal, le jugement doit, à peine de nullité, faire mention que cet homme de loi a prêté serment (2).*

(Schwemmbourg — C. Aman.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le jugement dont appel ne fait aucune mention du serment que devait prêter M<sup>r</sup>....., homme de loi appelé pour compléter le nombre des juges; qu'ainsi il faut tenir pour constant que cette formalité indispensable a été omise; il n'a donc pu valablement siéger et juger, et dès lors les deux juges titulaires qui l'ont appelé sont réputés avoir jugé seuls; or, deux juges ne peuvent se constituer légalement en tribunal, puisque essentiellement les tribunaux de première instance doivent être composés de trois juges, et la décision de ces deux juges ne pouvait pas même être qualifiée de jugement; il y a donc lieu d'accueillir l'appel en nullité; — Annule, etc.

Du 11 vent. an 13. — Cour d'appel de Colmar. — Pl., MM. Ruspier et Chaffour jeune.

#### INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — TRANSPORT. — NOTIFICATION.

*Le cessionnaire d'une créance hypothécaire peut, avant la signification du transport, prendre inscription en son nom personnel sur le débiteur cédé. — Les créanciers du débiteur cédé ne peuvent faire annuler cette inscription. (C. civ., art. 1165, 1328.) (3)*

(Lenormand — C. héritiers Groubon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en premier lieu, que l'inscription hypothécaire n'est en soi qu'un acte

purement conservatoire de la créance de l'inscrivain, et non pas un acte d'exécution de son titre, puisque cette inscription représente aujourd'hui, par l'effet de nos nouvelles lois, l'opposition à fin de conserver l'hypothèque qui avait lieu dans notre ancienne législation; — En deuxième lieu, que le propriétaire d'un droit ou d'une créance quelconque emportant hypothèque, ne fait donc qu'un acte conservatoire, et non pas un acte d'exécution, lorsqu'il prend inscription sur l'immeuble hypothéqué à son droit ou à sa créance; — En troisième lieu, que le cessionnaire d'une créance à lui transférée par le créancier originaire est devenu véritablement propriétaire de cette créance, par le seul fait de l'acte qui lui a été passé, même avant que cet acte ait été signifié au débiteur de cette même créance; — En quatrième lieu, que la disposition de la coutume de Paris, et même celle du Code civil, qui statuent que le simple transport ne saisit point, jusqu'à ce qu'il ait été signifié, et qui défendent d'exécuter, tant que cette signification n'a point été faite, ne portent point obstacle au droit de propriété de la créance cédée, dans la main du cessionnaire; mais seulement l'exposent au risque de n'être pas payé, si dans le temps intermédiaire de l'acte de transport à l'acte de signification, il se présente des tiers intéressés, créanciers du cédant, qui réclament leur paiement sur la chose cédée, sauf l'action récursoire du cessionnaire contre le cédant; — En cinquième lieu, qu'en effet la propriété ne peut pas rester incertaine et flottante; qu'il faut toujours qu'elle repose sur une tête quelconque, et qu'il ne s'agit, en cette matière, que de savoir sur quelle tête elle repose réellement; — En sixième lieu, que la propriété ne peut résider ni sur la tête du cédant, puisqu'il s'en est dépossédé en la vendant au cessionnaire, ni sur la tête du débiteur de la créance cédée, puisqu'il reste toujours débiteur, soit envers l'un, soit envers l'autre, que la propriété ne peut donc reposer que sur la tête du cessionnaire; — En septième lieu, que les tiers intéressés, au défaut de la signification du transport, ne sont et ne peuvent être les créanciers du débiteur originaire, mais seulement les créanciers du cédant; — En huitième lieu, que, dans l'espèce présente, ce sont au contraire les créanciers du débiteur originaire qui réclament contre le défaut de signification du transport; — En neuvième lieu, que par l'acte du 2 niv. an 7, dont il s'agit, contenait cession par la veuve Leloir au profit de la partie de Piet, de sa moitié dans la rente de 160 livres constituée par Moyseau fils et sa femme, sous le cautionnement de son père, le 13 fév. 1770, la propriété de tous les droits de la cédante, sur la chose cédée, a été transmise à la partie de Piet sans qu'il fût besoin, à cet égard, d'aucun acte de signification, et sauf seulement l'exercice des droits des tiers sur ladite rente, s'ils en avaient jusqu'à l'époque de la signification du transport; — En dixième et dernier lieu, que la partie de Piet, ainsi devenue propriétaire, avait donc qualité pour faire tous actes tendant à conserver son droit, et par conséquent pour prendre inscription hypothécaire; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant.

Du 13 vent. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Piet et Tripiér.

de la pâture vaine et de la pâture grasse, Cass. 1<sup>er</sup> juill. 1839.

(2) V. sur ce point, Cass. 8 déc. 1813, et la note.

(3) V. conf., Cass. 25 mars 1816; 11 août 1819;

— En sens contraire, Paris, 10 vent. an 12, et la note.

(1) V. conf., Amiens, 25 juin 1825, et anal. dans le même sens, Bruxelles, 14 niv. an 9. — Mais il en serait autrement s'il s'agissait de l'exercice d'une pâture vive et grasse. V. Cass. 19 juill. et 28 nov. 1827. — V. au surplus, sur les caractères distinctifs



# APPROBATION D'ÉCRITURE. — BILLET. — NOLLITÉ.

*Toute reconnaissance d'argent prêtée, encore qu'elle soit faite dans un contrat de bail, est nulle, à défaut de l'approbation exigée par la déclaration de 1733, en matière de billets causés valeur en argent (1).*

(Les bér. Desmarres — C. Viogné.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1<sup>o</sup> qu'aux termes de la déclaration du 22 sept. 1733, tous billets sous signature privée, causés valeur en argent et signés par autres que par des banquiers, négociants, marchands et autres de pareille qualité, sont déclarés de nul effet et valeur, si le corps du billet n'est écrit de la main du signataire, ou du moins si la somme portée auxiliaires billets n'est reconnue par une approbation écrite en toutes lettres, aussi de sa main, faute de quoi le paiement n'en peut être ordonné en justice; — 2<sup>o</sup> Que l'écrit dont il s'agit dans l'espèce renfermant dans son contexte un bail à loyer et une reconnaissance de la somme de 7,500 fr., intercalée, et séparément exprimée audit écrit, au bas duquel se trouve la signature de la veuve Desmarres, sans aucune approbation de sa part, écrite en toutes lettres de ladite somme de 7,500 fr.; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, débâche les parties de Tripier des condamnations prononcées contre elles, en affirmant néanmoins qu'elles n'ont aucune connaissance que la somme fût due par la veuve Desmarres, etc.

Du 15 vent. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Tripier et Thevenin.

# TRANSCRIPTION DE VENTE. — INSCRIPTION.

*Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, le créancier ayant une hypothèque ancienne, qu'il n'avait point inscrite dans les délais Azés par les art. 37 et 38, conservait néanmoins la faculté de prendre inscription sur l'immeuble hypothéqué (encore que son débiteur l'ait vendu), jusqu'à ce que l'acquéreur eût fait transcrire (2).*

(Redoux — C. Charrier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 44 de la loi du 11 brum. an 7, sur le régime hypothécaire; — Considérant que les domaines dont il s'agit au procès ont ap-

partenu à Louis Charrier père, qui les a transportés à sa femme, par l'acte du 16 janv. 1791; que celle-ci n'ayant obtenu aucune lettre de ratification sur cet acte, sa propriété n'était, ni consolidée dans ses mains, ni purgée des hypothèques dont son mari l'avait grevée; — Considérant que l'acte de vente de 1791 n'ayant point été transcrit dans les délais prescrits par la loi de brum. an 7, les choses sont restées dans l'état où elles étaient à l'époque de cette loi; — Considérant que les créanciers qui avaient une hypothèque sur ce domaine, avant l'acte du 16 janv. 1791, ont pu la conserver en prenant une inscription, même après l'expiration des délais de la loi, mais seulement au jour de cette inscription; — Du qu'il a été mal jugé par le jugement dont est appel, etc.

Du 16 vent. an 13. — Cour d'appel de Poitiers.

# TESTAMENT. — NOLLITÉ. — LECTURE.

(Meulenberg.)

Du 18 vent. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. V. le texte de l'arrêt à la date de celui de la Cour de cassation du 19 frim. an 14, intervenu sur le pourvoi dont cet arrêt avait été l'objet.

# FAILLITE. — LETTRES DE CHANGE. — COMPENSATION.

*En matière de faillite, celui qui est débiteur du failli, en vertu de lettres de change échues, et créancier de ce même failli en vertu de lettres de change non échues, mais que la faillite a rendues exigibles, peut opposer la compensation au failli, mais au failli seul, alors que les autres créanciers sont désintéressés (3).*

(Truqui — C. Baracco.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1<sup>o</sup> Que la justice du jugement dont est appel est fondée sur les principes généralement reçus en matière de commerce, et développés par Casaregis de commercio disc. 135; — 2<sup>o</sup> Qu'à l'époque où la maison de Truqui donna son bilan, elle était créancière de la maison Baracco du montant respectif de deux lettres de change de 1,900 flor. et de 9,000 liv. de Gènes, dont le paiement allait échoir respectivement les 25 et 30 juin 1804, et d'autre part elle se trouvait débitrice envers Baracco du re-

(1) Il est évident que la reconnaissance d'une somme due, intercalée dans un acte portant bail, était assujétie à la même forme que tous autres billets et reconnaissances faits par acte séparé, et que la circonstance de cette intercalation, purement matérielle, ne pouvait toucher au fond du droit; de telle sorte que cette reconnaissance devait être approuvée en toutes lettres par le débiteur, alors même, ce qui ne nous semble pas douteux, que l'acte du bail dans lequel elle se trouvait intercalée n'avait pas été lui-même soumis à cette approbation. Un bail est, en effet, un acte synallagmatique; et la déclaration de 1733, comme l'art. 1326 du Code civil ne peuvent s'appliquer qu'aux actes unilatéraux, aux billets ou promesses, par lesquels une seule partie s'engage envers l'autre à lui payer une somme d'argent ou une chose appréciable. (V. Paris, 17 fév. 1829.) Il a cependant été jugé sous l'empire de la déclaration de 1733, qu'une constitution de rente était soumise à la formalité de l'approbation. Mais cette décision, est combattue par l'oullier, t. 3, n<sup>o</sup> 306, qui la considère plutôt comme une décision d'espèce que comme l'application d'un principe. F. Cass. 17 therm. an 10, et la note. — V. aussi, Cass. 11 brum. an 12.

(2) V. sur ce point et en sens contraire, Cass. 13 brum. an 11.

(3) Cette dernière circonstance justifie l'arrêt de la Cour de Turin. En effet il est de principe que si la faillite rend exigibles les dettes passives non échues (C. comm. 444 nouv., 448 anc.), cette exigibilité n'autorise pas le créancier qui se trouve en même temps débiteur, à compenser ce qu'il doit avec ce qui lui est dû. Cette exigibilité met le créancier auquel elle profite dans la même position que les autres créanciers, mais elle ne lui fait pas une position meilleure, de telle sorte qu'il ne serait pas fondé à prétendre à une compensation qui leur causerait préjudice et romprait l'égalité qui doit exister entre tous (V. Boulay-Paty, des Faillites, n<sup>o</sup> 109; Pardessus, n<sup>o</sup> 1125; et le Dictionnaire du contentieux commercial, n<sup>o</sup> 123 et 126. — V. aussi Cass. 12 fév. 1811; 17 fév. 1823; 10 juill. 1832 (Volume 1832); Lyon, 25 janv. 1825.) — Mais si tous les créanciers sont désintéressés, ou se trouvent satisfaits, et qu'il n'y ait plus procès qu'entre le failli et le créancier dont le titre est devenu exigible, on comprend que les règles ordinaires de la compensation puissent reprendre leur empire.

tour de trois autres lettres de change au montant respectif de flor. 1950, 1900 et 1050, dont le paiement allait écholir respectivement le 19, le 20 et le 25 juin de la même année, au plus tard, le 19 août, quant à la somme de 1050 flor.; 3° Que d'après les principes cités plus haut, dès le moment de la faillite de Truqui, la dette de Baracco a été compensée, *ipso jure* contre une somme égale des créances de cette dernière maison « quia ante momentum, vel eodem momento » quia mercator decoquit, aut reperit in unimomenti statu decoquendi, illius creditor, quamvis in diem, efficitur purus creditor, ac si nunquam esset in diem, unde eius creditum, tunc temporis, non minus fit compensabile cum suo debito, quam si fuisset usque a principio purum, et sine dilatione contractum, ob quam ratio nem magis communis doctrinam opinio adeo affirmavit, quod creditor, quantumvis in diem, tam post imminuentem, quam post decoctionem sui debitoris actualiter secutum possit contra eum agere, sive in concursu aliorum creditorum, sive non, etiam ad assequendam propriam crediti solutionem, vel satisfactionem, deducto tamen medii temporis interesse, vel cambio: et hac opinio est fortis retinenda ab universalem mercatorum stylium, et consuetudinem desuper vigentem, necnon fides per celeberrimos ferotiosius Italici, et extra mercantili foras factas, ne productas in causa Gierbaut, et Sallencetil, quibus fidebus mercatorum, tanquam a legi scriptis in materia mercantili, omnino standum est; » — 4° Que ces principes sont d'autant plus applicables à l'espèce, qu'il s'agit de part et d'autre de lettres de change, relativement auxquelles le délai pour le paiement n'est qu'un terme de grâce qui n'est point un obstacle à la compensation, suivant l'art. 1299 du Code civil, article qui, dans cette partie, n'a fait qu'adopter l'ancienne jurisprudence; — 5° Que la maison Baracco en protestant, lors du concordat, qu'elle se réservait tout entiers ses droits de compensation, n'a souscrit à l'attribution que pour l'excédant de ses créances, toute compensation faite; — 6° Que les trois quarts des créanciers en somme n'ont pu faire renaitre, au profit de la masse, des créances qui, à l'époque du concordat, se trouvaient éteintes; — Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 18 vent. an 13. — Cour d'appel de Turin. 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Desbarte et Paoletti.

#### 1° AVAL. — COMPÉTENCE.

##### 2° CONTRAINTÉ PAR CORPS. — AVAL.

##### 1° Toute personne qui garantit le paiement

(1 et 2) La première question n'est plus douteuse sous le Code de commerce : l'art. 142 est formel. — Pon importe d'ailleurs que l'aval soit donné par acte séparé. Il produit les mêmes effets que l'aval donné sur l'effet lui-même, puisque dans un cas comme dans l'autre, il s'y rapporte et en est l'accessoire (V. Pardessus, n° 395; Loaré, sur l'art. 142; le *Dictionnaire du contentieux commercial*, v° Aval, n° 2). — Il résulte au surplus d'un parère produit dans la cause que l'usage des avals séparés s'est maintenu sur la place de Paris, soit avant, soit depuis la loi de germinal an 6; que cet usage s'est introduit pour le plus grand intérêt du commerce, parce que diverses personnes ne voulant point paraître ostensiblement dans des opérations de banque et de finance, ni apposer leurs signatures à des traites qui passaient dans plusieurs mains et circulaient sur différentes places, préféraient donner leur aval séparé; mais que cet aval, quoique séparé, a toujours emporté de plein droit la garantie des paiements, et qu'en cas de protêt, il a, dans l'usage

d'une lettre de change par un aval, encore que ce soit par acte séparé, est, à raison de cette garantie, justiciable du tribunal de commerce (1).

##### 2° Le donneur d'aval qui n'affecte expressément que ses meubles pour sûreté de l'obligation qu'il contracte, n'est pas contraignable par corps, comme le serait le donneur d'aval ordinaire (2).

(Boule de Nanteuil — C. Roux, Fournel et C<sup>ie</sup>.) ARRÊT.

LA COUR: — En ce qui touche l'incompétence, attendu que la partie de Moreau n'a été traduite devant le tribunal de commerce, que par suite des lettres de change qu'elle avait cautionnées, et avec les autres parties de la cause, dit qu'il a été compétentement jugé; en conséquence met à cet égard l'appellation au néant;

En ce qui touche le fond, considérant, — 1° Que dans les principes, et d'après les lois de la matière, l'étendue et les limites de la garantie donnée par un tiers pour lettres de change, et par aval écrit, soit sur lesdites lettres mêmes, soit par acte séparé, sont nécessairement déterminées par la nature, et les termes des conventions d'entre les parties; — 2° Que, dans l'espèce, la partie de Moreau, par l'acte du 25 vent. an 13, contenant cautionnement des lettres de change dont il s'agit envers les parties de Guéron, a stipulé précisément qu'elle n'entendait affecter que ses meubles audit cautionnement; ce qui exclut évidemment tous les immeubles, et, à plus forte raison, l'engagement de sa personne et de sa liberté; — 3° Que cette obligation ainsi exprimée, ayant été acceptée par le créancier, il en résulte que lui-même n'a point entendu user de la contrainte par corps, et s'est contenté des engagements de la partie de Moreau, tels qu'ils étaient conçus; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 20 vent. an 13. — Cour d'appel de Paris.

#### COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT. —

##### FORCE MAJEURE. — PREUVE.

Le commissionnaire de roulage ou voiturier qui allègue la force majeure pour s'affranchir de la responsabilité de la perte des effets dont le transport lui était confié, doit prouver que la fait qui a entraîné la perte de ces effets (par exemple, un incendie) a eu pour cause une force majeure (3).

(Duplessis — C. Guary et autres.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que Guary, Descuret et

de cette place, le même effet que l'endossement ou l'acceptation mis au bas des lettres de change mêmes, c'est-à-dire qu'il entraîne la contrainte par corps contre celui qui a donné son aval, soit que la personne qui l'a souscrit ait la qualité de négociant, ou non soit qu'un simple particulier, soit encore que cet aval résulte d'un acte authentique, ou qu'il soit consigné dans un écrit privé. — Quant à la seconde question, les auteurs reconnaissent que l'aval peut être modifié par les conventions des parties, spécialement en ce qui touche la contrainte par corps (V. Vincens, t. 2, p. 221; Pardessus, n° 397). — Remarquons, toutefois, que par cela seul que le donneur d'aval stipule qu'il ne sera pas soumis à la contrainte par corps, il ne s'affranchit pas de la juridiction commerciale (Loaré, sur l'art. 142).

(3) Il ne saurait suffire au voiturier pour dégager sa responsabilité, d'alléguer la force majeure: il est évident qu'il doit la prouver, et que par cela seul que la cause d'un fait est inconnue on n'est pas autorisé à l'attribuer à un cas de force majeure. V.

compagnie, commissionnaires et entrepreneurs de roulage, chargés de réexpédier les effets à eux adressés, pour les faire parvenir à destination ultérieure, sont responsables de la perte de ces effets, à moins qu'ils ne justifient de la force majeure; que, dans le fait, ils n'en justifient pas, le procès-verbal dressé à la requête du volutier n'indiquant point d'où est provenu l'incendie, et déclarant eux-mêmes qu'ils en ignorent absolument la cause; — Dit qu'il a été mal jugé; — Emendant, décharge Duplessis des condamnations contre lui prononcées, etc.

Du 30 vent. an 13.—Cour d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., MM. Moreau et Popelin.

#### SAISIE-EXÉCUTION.—PENSION ALIMENTAIRE.—OFFRES.—OPPOSITION.

La saisie-exécution faite par une femme pour obtenir le paiement d'une pension alimentaire à laquelle son mari est tenu envers elle, doit suivre son cours encore que le mari excipe d'oppositions qui auraient été faites entre ses mains par des créanciers de sa femme, s'il n'a pas offert à celle-ci et même consigné la somme qu'elle a saisie, et cela surtout lorsque les oppositions n'énonçant ni titre, ni ordonnance du juge, ni la somme réclamée, sont par cela même irrégulières et suspectes de fraude.

(Daine Toupelin—C. son mari.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que les oppositions dont excipe le sieur Toupelin ont été formées sans énonciation de titre, ordonnance du juge, ni de la somme réclamée; que souvent telles oppositions sont méditées par le débiteur pour se ménager les moyens de différer le paiement de ce qu'il doit; que si la justice ne mettait pas tous ses soins à prévenir un tel abus, la facilité de se procurer des oppositions nouvelles à mesure que les anciennes seraient levées, rendrait le débiteur maître de ne payer que quand il le voudrait; que les règles sur cette matière doivent être entendues plus sagement; qu'une opposition régulière empêche sans doute le créancier de toucher la somme saisie; mais qu'elle ne dispense pas le débiteur de l'offrir et même de la consigner, si les parties intéressées l'exigent; que tel était l'usage de l'ancien châtelet de Paris; que cette jurisprudence est fondée sur l'intérêt bien entendu de toutes les parties et la nécessité de prévenir toute espèce de fraude de la part du débiteur; que, dans l'espèce, le sieur Toupelin n'a fait aucune offre, et que, s'il est une circonstance où cette jurisprudence doit être suivie, c'est quand l'opposition, n'énonçant ni titre, ni ordonnance du juge, ni la somme réclamée, devient par là suspecte; et surtout lorsque, comme dans l'espèce, le débiteur jouissant des biens de sa femme ne lui a pas offert, depuis cinq ans, la moindre somme sur une pension alimentaire à laquelle il est condamné envers elle;—Déboute le sieur Toupelin de son opposition à l'exécution de l'arrêt du 16 brumaire, etc.

Du 21 vent. an 13.—Cour d'appel de Bourges.—Prés., M. Sallé.

#### ARBITRAGE FORCÉ.—DERNIER RESSORT.—RÉVOCAION.

Un marchand qui a nommé des arbitres pour

Pardessus, n° 545, et le Dictionn. du contentieux commercial, v° *Volontier*, n° 59).

(1) V. anal. en sens contraire, Cass. 13 fruct. an 8, et la note.

décider les différends élevés entre lui et son associé, et qui a consenti que les arbitres jugassent en dernier ressort, peut révoquer ce consentement (1).

(Meyer—C. Schening.)

Du 23 vent. an 13.—Cour d'appel de Colmar.—V. le texte de cet arrêt avec celui de la Cour de cassation du 14 oct. 1806.

#### EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE.—POUVOIRS.—DURÉE.—SUSPENSION.

Le délai accordé à l'exécuteur testamentaire aux fins de pourvoir à l'exécution du testament, ne court point pendant les contestations élevées par l'héritier.

(Chevalereau—C. Benoit.)

Par son testament en date du 5 therm. an 6, la demoiselle Thibault avait institué le sieur Benoit son exécuteur testamentaire. Au décès de la testatrice, le sieur Benoit fit apposer les scellés, inventorier et vendre les meubles; et lorsque les délais légaux accordés à l'héritier pour délibérer furent expirés, il demanda, devant le tribunal civil de Niort, la confirmation du testament. Mais le sieur Chevalereau, héritier, fit prononcer, le 13 flor. an 11, la nullité de l'assignation.—Forcé d'en donner une nouvelle, l'exécuteur testamentaire se vit opposer cette fois une fin de non-recevoir, fondée sur ce que ses pouvoirs étaient expirés par le laps de plus d'un an depuis le décès de la testatrice.

Jugement qui rejette la fin de non-recevoir et ordonne que les parties instruisent au fond, attendu que le délai accordé par la loi à l'exécuteur testamentaire aux fins de pourvoir à l'exécution du testament, n'a pu courir pendant les contestations élevées par l'héritier.

Appel par le sieur Chevalereau.

ARRÊT.

LA COUR;—Adoptant les motifs des premiers juges;—Confirme, etc.

Du 23 vent. an 13.—Cour d'appel de Poitiers.—Concl., M. Tapin-Dupinière, subst.—Pl., MM. Boncenne et Fromentin.

#### 1° SUBROGÉ-TUTEUR.—QUALITÉ.—TUTEUR AD HOC.

#### 2° et 3° CONSEIL DE FAMILLE.—PARENT.—INTÉRÊT.—JUGE DE PAIX.

1° Le subrogé-tuteur d'un mineur ne peut provoquer la nomination d'un tuteur ad hoc pour demander la nullité d'un acte fait par la mère tutrice légale.

2° La mère tutrice légale et les frères et beaux-frères du mineur ont dû être appelés à la délibération du conseil de famille ayant pour objet de faire nommer un tuteur spécial pour provoquer la nullité d'une transaction, encore que cette transaction ait été consentie entre la mère stipulant pour le mineur et les frères et beaux-frères agissant pour eux, sauf au juge à les écarter après les avoir entendus, s'ils avaient empêchement à ce qu'ils prissent part à la délibération.

3° Le juge de paix est membre du conseil de famille et doit prendre part à la délibération; en sorte que cette délibération est nulle lorsqu'il n'y a pas voté avec les parents (2).

(2) V. conf., Bordeaux, 21 juill. 1808.—Cela résulte expressément des art. 407 et 416, Cod. civ., etés au surplus par l'arrêt de l'appui de sa décision.

(N...-C. N...)-ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que quand l'on pourrait admettre, ce qui n'est pas, que le curateur (aujourd'hui subrogé-tuteur) pouvait provoquer pareille nomination (celle d'un tuteur ad hoc, pour poursuivre la nullité d'un acte consenti par la mère tutrice), devait-on se dispenser d'appeler à l'assemblée et la mère tutrice et le frère et l'un des beaux-frères du mineur, quoique ces derniers eussent figuré pour eux, comme la mère l'avait fait pour le mineur, à la transaction faite avec l'intime? Non, sans doute: ils étaient sur les lieux, les plus proches parents du mineur, et la loi en imposait l'obligation absolue, et s'il y avait des empêchemens pour prendre part à la délibération, c'était au juge à le décider après avoir entendu les parties; le curateur ne pouvait prendre sur lui de les exclure comme il l'a fait; et il y a en d'autant plus d'affectation de sa part, que, quoique l'appelant eût transmis lui-même avec l'intime plus avantageusement, s'il en veut, il a, comme beau-frère du mineur, fait partie de l'assemblée; il y avait cependant parité de raison pour l'exclure, dans le système même du curateur; ainsi, il y a encore sous ces rapports, des irrégularités relativement à la composition du conseil de famille: il n'a point, en effet, été légalement formé, et le curateur qui l'a provoqué, pour enlever à la mère tutrice les actions relatives au mineur et se les enlever à lui-même, aurait dû sans doute se dispenser de délibérer, à la vue des art. 423 et 426, Cod. civ., lesquels peuvent lui être appliqués comme au tuteur, qui ne vote à la nomination du protuteur, non plus que lorsqu'il s'agit de sa destination;

Considérant que, quand on pourrait encore envisager l'assemblée comme régulière et ayant été bien composée, et penser que le curateur, quoique partie requérante, a pu se réunir aux personnes qu'il avait convoquées pour délibérer sur les dires et propositions, le juge de paix devant lequel l'assemblée a eu lieu devait-il prendre part et a-t-il pris part en effet à la délibération? Point de doute, d'abord, que le juge de paix ne soit membre né du conseil de famille, et que, lui compris, ce conseil ne doive être composé de sept membres, hors le cas d'un plus grand nombre de frères et beaux-frères des mineurs, que la loi appelle tous; point de doute, non plus, qu'il ne doive délibérer avec les parents réunis en assemblée, les présider, les diriger même; il ne faut, pour s'en convaincre, que recourir aux discours de l'orateur du gouvernement qui explique les justes motifs de la loi, et recourir aux art. 407 et 416 du Code civil;—Quoique ces règles soient positives et fassent connaître le double devoir du juge de paix, loin de remarquer par l'acte qu'il ait délibéré avec les parents, l'on y voit évidemment qu'il n'a que recueilli leurs suffrages sans parler du sien...;—Ce conseil de famille n'a donc point été complet, ainsi qu'il est rigoureusement voulu par la loi, ce qui vicie l'acte dans sa substance et le rend encore radicalement nul;—Par ces motifs, etc.

Du 23 vent. an 13.—Cour d'appel de Metz.—Prés., M. Pechein. — Pl., MM. Lambert, Auclair et Demeaux.

(1) Sur le point de savoir si l'on peut acquiescer aux jugemens de divorce ou de séparation de corps, *F. Cass.* 21 pluv. an 13; *Aix*, 14 dec. 1837, et les notes qui accompagnent ces deux décisions.

(2) D'après les dispositions du Part. 2181 du Code civil, il faudrait décider de même encore au-

# 

L'exécution d'un divorce, par la séparation de fait et la liquidation et partage de la communauté, élèverait une fin de non-recevoir contre l'action en nullité du divorce, dans le cas où des irrégularités auraient été commises dans les actes préliminaires à la suite desquels il a été prononcé (1).

(Lavigne—C. sa femme.)

Du 25 vent. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

## 

VENTE.—TERME.—MINEURS.—PURGE.—CRÉANCIERS INSCRITS.  
L'acquéreur qui, sous la loi du 11 brum. an 7, s'était réservé de ne payer leur portion à ceux des vendeurs qui étaient mineurs qu'après leur majorité, ne peut opposer ce terme aux créanciers inscrits sur ces mineurs, alors qu'ayant fait transcrire son contrat et l'ayant notifié à ces créanciers, il les a mis en position de provoquer l'ouverture de l'ordre (2).

(Ragody—C. Laplante.)

Le sieur Ragody avait acheté une maison indivise entre plusieurs héritiers, parmi lesquels figuraient des mineurs. Mais il avait stipulé qu'il paierait comptant la part des majeurs, et que celle des mineurs ne serait acquittée qu'à leur majorité. Cependant, dérogeant en quelque sorte aux clauses de l'acte, il fit transcrire son contrat et le notifia aux créanciers inscrits sur les mineurs. La dame Laplante, leur mère, créancière de 909 fr., ouvrit l'ordre et se fit colloquer pour cette somme. Sur la signification du bordereau qui lui fut délivré et le commandement de payer, le sieur Ragody fit opposition.

1<sup>er</sup> vent. an 12, jugement du tribunal de la Rochelle qui ordonne la continuation des poursuites commencées.

Appel par le sieur Ragody.—Il invoque le terme qui lui était accordé par son contrat, et soutient que c'est une garantie qu'il a voulu s'assurer contre la minorité d'une partie des vendeurs; une condition essentielle sans laquelle il n'eût pas acheté.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que, d'après l'art. 30 de la loi du 11 brum. an 7, le terme stipulé dans un contrat de vente ne peut être opposé aux créanciers inscrits;—Considérant que Ragody et sa femme ne peuvent se faire un prétexte de la possibilité, de la part des mineurs devenus majeurs, d'attaquer la vente;—Considérant qu'ils le peuvent d'autant moins qu'ils doivent s'imputer d'avoir acquis sans formalités; que, d'une autre part, les majeurs ont vendu conjointement et solidairement avec les mineurs; que, d'une autre part encore, Ragody et sa femme, acquittant une dette incontestablement due par les mineurs, ceux-ci ne pourraient se soustraire à la restitution de la somme payée, si, devenus majeurs, ils attaquaient la vente;—Confirme le jugement dont est appel.

Du 29 vent. an 13.—Cour d'appel de Poitiers.

jourd'hui. L'acquéreur qui purge, renonce par cela même au bénéfice du terme qu'il a stipulé avec le vendeur: s'il en veut jouir, il n'a qu'à s'abstenir de purger. *Sir, Troplong, des Privilèges et Hypothèques*, t. 3, n° 928. — *Anal.* dans ce sens, *Bordeaux*, 8 juill. 1814.

## SAISIE IMMOBILIÈRE.—TIERS DÉTENTEUR.—AFFICHES.

*La saisie immobilière des biens vendus par le débiteur originaire doit être poursuivie contre le tiers détenteur lui-même (1); c'est donc au domicile du tiers détenteur que doivent être apposées les affiches voulues par l'art. 5 de la loi du 11 brum. an 7 (2).*

(—G. N.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte évidemment des art. 2167, 2168, 2169 et 2175 du Code civil, et de l'art. 5 de la loi du 11 brum. sur les Expropriations, qu'après le commandement fait au débiteur originaire et la sommation au détenteur, de payer ou de délaisser, si ni l'un ni l'autre n'y obtiennent, l'expropriation de l'immeuble ne peut être poursuivie que sur le détenteur, parce qu'en effet ce serait bien vainement que la poursuite serait exercée sur la personne qui se serait volontairement expropriée, le créancier ne pouvant diriger contre elle une action réelle, incompatible avec la déposition; cette action ne saurait donc avoir lieu que vis-à-vis le détenteur qui représente le vendeur et qui est subrogé de droit aux charges dont l'immeuble est grevé; cela est si vrai, qu'il résulte de l'art. 2174 que si l'intimé eût délaissé l'héritage, la poursuite n'eût pu être dirigée que vis-à-vis le curateur, qui aurait été établi à l'immeuble délaissé, et non contre le débiteur originaire; ainsi, au cas particulier, l'intimé était partie saisie dans la poursuite, et, dès lors, l'affiche n'ayant pas été apposée à l'extérieur de son domicile, c'est avec raison que le tribunal a quo l'a annulée; — Par ces motifs, etc.

Du 29 vent. an 13.—Cour d'appel de Colmar.

## HÉRITIÈRE.—SUBROGATION.—HYPOTHÈQUE.—SOLIDARITÉ.

*L'héritier qui, par l'effet de l'hypothèque dont il était grevé, a remboursé de ses deniers un créancier de la succession, et s'est fait subroger aux droits et hypothèques de ce créancier, ne peut, même en ce cas, recourir hypothécairement pour la tout contre chacun de ses cohéritiers, en vertu de la subrogation (3).*

(Besnard—C. Auger.)

Augustin Besnard père, débiteur envers Desaulnois d'une rente de 180 liv. au capital de 2,400 liv., avait accordé, pour sûreté de cette créance, une hypothèque générale sur tous ses biens. A sa mort, ses héritiers passèrent un titre nouvel au sieur Desaulnois, et s'obligèrent personnellement et solidairement envers lui. — L'in-

division ayant cessé entre les héritiers, la demoiselle Besnard l'un d'eux, et le sieur Auger son mari, vendrent quelques portions des biens de la succession, rembourserent à Desaulnois le capital de la rente, lui payèrent les arrérages dus, et se firent subroger ses droits et à son hypothèque. Bientôt après, Philippe-Augustin Besnard, autre héritier, vendit quelques autres portions des immeubles composant son lot, aux sieurs Laurent et Massé qui ne firent pas nullifier leur contrat aux créanciers inscrits. Les sieur et dame Auger, en leur qualité de subrogés aux droits de Desaulnois, formèrent contre Laurent et Massé une demande en déclaration d'hypothèque. Assignation par ceux-ci en garantie de leur vendeur qui prit leur fait et cause, et offrit de payer, pour sa part virile, le huitième de la rente, remboursée en principal, intérêts et frais, même de contribuer pour sa portion à parfaire celle des codébiteurs insolubles et surtout les sieur et dame Auger mal fondés pour le surplus de leur demande.

18 pluv. an 11. Jugement du tribunal de Nogent-sur-Seine qui déclare ces offres insuffisantes; et condamne les tiers détenteurs, ou à rembourser au sieur et dame Auger les sommes par eux payées à Desaulnois sous la déduction d'un huitième seulement dont ils étaient tenus comme cohéritiers, ou à délaisser.

Appel par Besnard. — Il soutient que le tribunal avait attribué à la subrogation consentie par Desaulnois un effet que repoussaient les principes et notamment le titre 2 de la loi du 18 déc. 1790 et l'art. 875 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant en premier lieu, qu'en principe de droit, tout codébiteur ou cohéritier qui, même par l'effet de l'hypothèque, a remboursé la dette commune, ne peut, quoique subrogé aux droits du créancier payé, demander à chacun des cohéritiers ou codébiteurs que sa portion contributive dans la dette ainsi acquittée; — En deuxième lieu, que la partie de Taillandier a offert, au bureau de paix, et devant les premiers juges, et qu'elle offre encore, en la Cour, de payer sa portion contributive de la dette dont il s'agit; — En troisième et dernier lieu, que l'hypothèque de la partie de Moreau, sur l'immeuble vendu à Laurent, l'une des parties de Leguay, était conservée de plein droit, et par l'effet de la transcription du contrat de vente, aux termes de la loi du 11 brum. an 7, sans qu'à cet égard il fût nécessaire de recourir à l'autorité des tribunaux; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel

(1) *Ibid.* Cass. 4 janv. 1837.

(2) ... Aujourd'hui par l'art. 684 du Code de procédure.

(3) *P. conf.*, Pothier, des Obligations, n° 281; *P. aussi*, Paris, 7 therm. an 10. — La jurisprudence ancienne s'était d'abord prononcée en sens contraire; mais un arrêt de règlement du parlement de Paris, du 22 fév. 1650, la fixa dans le sens de l'arrêt ci-dessus. Les motifs de ce changement étaient pris de ce qu'il fallait éviter le circuit d'actions qui aurait eu lieu, si la subrogation avait produit entre codébiteurs le même effet qu'au profit d'un tiers. Car si le codébiteur qui aurait payé l'entière dette, avait acquis, par la subrogation, le droit de poursuivre son remboursement intégral contre l'un de ses codébiteurs, celui-ci, à son tour, aurait pu, en obtenant pareillement la subrogation, répéter ce qu'il venait de payer, contre celui-là même auquel il aurait payé. — Aujourd'hui, la question est textuellement résolue dans le sens de l'arrêt ci-dessus par l'art. 875,

C. civ. — Remarquons cependant que la doctrine de cet arrêt ne devrait être rigoureusement appliquée qu'aux héritiers agissant en cette qualité. Ainsi, elle ne devrait pas selon nous être opposée à l'héritier légataire particulier à titre de préciput, qui serait contraint de payer entièrement la dette hypothéquée sur un immeuble compris dans son legs. Dans ce cas, ce serait comme légataire et non comme héritier qu'il exercerait son recours contre les co-successeurs, et il agirait en vertu de la subrogation légale prononcée par l'art. 874, qui met le légataire au lieu et place du créancier qu'il a payé, sans distinguer s'il est ou non héritier. — Bien entendu qu'alors son recours ne pourrait être exercé que sous la déduction de sa part héréditaire, parce que la subrogation qu'il aurait obtenue porterait aussi sur lui pour partie en sa qualité d'héritier. *P. en ce sens* Chabot, sur l'art. 875; Toullier, t. 4, n° 533, et 7, n° 163; Vazeille, des Successions, sur l'art. 875, et Duranton, t. 11, n° 244. — V. néanmoins en sens contraire, Delvincourt, t. 2, p. 370.

au néant; émettant, décharge la partie de Taillandier des condamnations contre elle prononcées; — Au principal, donne acte à ladite partie de Taillandier de ses offres de payer la part et portion dont elle est personnellement tenue, en qualité d'héritier, pour un huitième, d'Augustin Besnard, père commun, dans le capital de la rente de 120 liv. dont il s'agit, et dans les arrérages qui peuvent être dus; — Ce faisant et sous le mérite desdites offres, déboute la partie de Moreau de ses demandes, tant contre les parties de Legeay que contre la partie de Taillandier, etc.

Du 30 vent. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Taillandier, Legeay et Moreau.

#### COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT. — RESPONSABILITÉ.—CONTRAÎNTE PAR CORPS.

*Encore qu'une malle ait été confiée à un commissionnaire de roulage, sans y joindre l'état descriptif des effets qu'elle renferme, ce commissionnaire répond de l'entière valeur des effets perdus par sa faute ou sa négligence. — Il ne peut se prévaloir de la loi du 31 juill. 1793, relative aux postes et messageries nationales, qui, dans de telles circonstances, ne rend les postillons et messagers responsables que jusqu'à concurrence de 150 fr. (1).*

*Les condamnations prononcées contre les commissionnaires de roulage, emportent la contrainte par corps (2).*

Girard—C. Dubois.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que les commissionnaires de roulage sont responsables de tous les accidents, pertes et vols qui arrivent aux effets qui leur sont confiés, par leur faute ou négligence, ou par celle de leurs préposés; — Attendu que les commissionnaires de roulage, et tous autres établissements particuliers ne peuvent invoquer l'exception introduite en faveur des postes et messageries nationales; — Attendu que Dubois a reconnu que Girard avait déclaré que la malle en question était remplie de linge et hardes, et que le poids de cette malle était de cent soixante-dix-neuf livres; — Attendu que ledit Dubois a pareillement reconnu que ladite malle avait été égarée dans ses

magasins, perdue chez lui, et qu'il a offert de s'en rapporter à l'estimation d'un arbitre sur la valeur des objets que la malle renfermait, et ce, suivant l'état qui serait représenté par Girard; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Condamne Dubois, et par corps, à payer audit Girard la somme de 2,780 fr. 50 c. pour valeur de ladite malle et des effets y contenus, etc.

Du 1<sup>er</sup> germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Saint-Amand et Delavigne.

#### 1<sup>o</sup> ORDRE.—FRAIS FRUSTRATOIRES.

##### 2<sup>o</sup> CONTRE-LETTRE.—CRÉANCIERS.

*1<sup>o</sup> Sous la loi du 11 brum. an 7, les mémoires, requêtes et autres écritures signifiées par le poursuivant pour parvenir à un ordre, ne devaient pas entrer en taxe et être acquittées par privilège (3).*

*2<sup>o</sup> Une contre-lettre nulle à l'égard du vendeur a effet relativement à ses créanciers. — Ainsi, les créanciers du vendeur peuvent réclamer l'augmentation de prix stipulée par la contre-lettre, encore que cette contre-lettre (ayant pour objet de déroger à un acte public) soit déclarée nulle, aux termes de l'art. 40 de la loi du 22 frim. an 7 sur l'enregistrement (4).*

(Guyot-Mouton et Houveau—C. Guerre, Grandin et Delou.)—ARRÊT.

LA COUR: — En ce qui touche l'appel de Guyot-Mouton et de Jean-Baptiste Giraud, son cédant, du jugement du 3 therm. an 10, dans la disposition qui, en ordonnant que les frais de poursuite seront payés par privilège d'après la taxe, a ordonné que, dans cette taxe, les mémoires, requêtes et autres écritures signifiées n'entraient que pour la partie des conclusions seulement; — Considérant, sur ce grief, que la contestation sur l'ordre a été introduite par une demande de Guyot-Mouton, du 23 flor. an 7, et conséquemment, depuis la loi du 11 brum. an 7, qui, loin d'autoriser des procédures en pareille circonstance, veut, au contraire, que l'ordre soit ouvert au greffe par un procès-verbal dans lequel chaque créancier fait son dire pour parvenir à être colloqué à son rang; » que l'ordre est ensuite rapporté à l'audience et jugé, après avoir été pu

(1) F. conf., Cass. 13 vend. an 10, ainsi que la note et les autorités citées.

(2) F. conf., Paris, 19 avril 1809; Lyon, 30 juin 1827.

(3) Il en serait de même sous le Code de procédure civile: l'art. 761 dispose qu'en matière d'ordre « l'audience sera poursuivie par la partie la plus diligente, sur un simple acte d'avoué à avoué, sans autre procédure. » F. au reste, sur ce point, Carré, *Lots de la procédure*, quest. 2581.

(4) F. sur cette question, Toullier, t. 8, n° 187. — La décision que nous recueillons ici, se rapportait à une contre-lettre passée avant la promulgation de l'art. 1321 du Code civil, c'est-à-dire à une époque où la jurisprudence appliquait à ces actes la nullité prononcée par l'art. 40 de la loi du 22 frim. an 7 (F. Cass. 13 fruct. an 11), en ce sens qu'elle déniait au vendeur toute action pour exiger le supplément de prix; et sans doute que si la Cour de cassation avait eu à se prononcer sur l'arrêt, elle aurait été amenée par sa jurisprudence à en prononcer l'annulation, puisque d'une part, le créancier est l'avant-rangé du vendeur et que dès lors ce qui était décidé contre celui-ci devait l'être contre celui-là; que, d'une autre part, s'il en avait pu être autrement, rien n'eût été plus facile au vendeur que d'éviter l'application de la

nullité, en réclamant le supplément du prix sous le nom de créanciers fictifs. Mais cette Cour n'a pas eu à décider la question, et ainsi elle n'a pas été exposée ou à étendre une jurisprudence susceptible par elle-même d'être critiquée; ou à tomber dans une inconséquence, en décidant à l'égard des créanciers du vendeur autrement qu'à l'égard du vendeur lui-même. — Quoi qu'il en soit, le principe de la décision que nous rapportons, devrait s'appliquer selon nous aux contre-lettres passées depuis la promulgation du Code civil. Il est vrai que l'art. 1321 de ce Code a déclaré que les contre-lettres n'auraient d'effet qu'entre les parties contractantes; qu'elles n'en auraient pas contre les tiers, et que par une application de cette disposition, la jurisprudence a reconnu que les contre-lettres n'étaient pas opposables aux créanciers de l'acquéreur (Cass. 23 fév. 1835; Paris, 29 avr. 1837; Lyon, 21 juin 1837). Mais il n'en résulte pas qu'elles ne puissent être invoquées par les créanciers du vendeur. En effet, ceux-ci lorsqu'ils exercent de la contre-lettre à l'encontre de l'acquéreur, s'opposent à celui-là même qui l'a stipulée et se trouvent ainsi dans les termes de l'art. 1321; au contraire, le vendeur qui en exerce contre les créanciers de l'acquéreur l'oppose à ceux qui n'y ont pas été parties et se place conséquemment en dehors du texte de la loi.

les parties ou leurs défenseurs; qu'ainsi, c'est avec raison que les premiers juges ont rejeté des fins de poursuite, les écritures, mémoires et requêtes;

En ce qui touche l'appel de Guyot-Mouton, comme poursuivant l'ordre, et de Housseaux, créancier privilégié, dudit jugement du 5 therm. an 10, en ce que, par ledit jugement, ils ont été déboutés de leur demande en rapport à l'ordre de la somme de 50,000 liv., pour supplément de prix de la vente faite par Guerre à Grandin et Delon, par contrat du 16 prair. an 6, et en ce que, d'après leurs offres, le prix à distribuer dans l'ordre a été fixé à 250,000 liv., portées audit contrat avec les intérêts tels que de droit: Considérant, en principe, 1<sup>o</sup> que les créanciers opposans ou inscrits au bureau des hypothèques doivent être colloqués sur la totalité du prix de la vente de l'immeuble affecté à leurs privilèges et hypothèques, encore bien que le prix, qui est leur gage, soit stipulé dans un seul ou plusieurs actes; qu'autrement, un débiteur se permettrait de ne stipuler dans le contrat notarié qu'une partie du prix, et le surplus dans un acte privé dont il déroberait la connaissance à ses créanciers pour les en dépouiller;—En second lieu, que les lois rendues sur le régime hypothécaire ne portent pas qu'à défaut de surenchère, les créanciers seront privés du droit de réclamer contre la fraude et la simulation qu'ils ont découverte depuis l'expiration du délai pour surenchérir; que souvent, faute de moyens pécuniaires, les créanciers sur lesquels les fonds manquent sont dans l'impuissance de mettre une surenchère, dans la crainte que l'immeuble ne leur reste, si elle n'est pas convertie;—Considérant, en fait, qu'il résulte de l'interrogatoire sur faits et articles subi par Grandin le 15 germ. an 10, des aveux de sa part, que le jour même du contrat de vente du 16 prair. an 6, il a été souscrit un acte privé, tant par Musset, fondé de la procuration de Guerre, vendeur, que par Bondot, qui avait stipulé comme caution, acte privé par lequel l'un et l'autre se sont obligés envers Grandin et Delon, acquéreurs, à la garantie de la vente, et en cas d'éviction ou de tout autre trouble, de leur restituer, outre le prix porté au contrat, 50,000 liv., supplément du prix;—Considérant aussi que la loi sur l'Enregistrement du 22 frim. an 7, dont Guerre est ci-pe, comme prenant le fait et cause de Grandin et Delon, ne peut pas les affranchir de l'obligation de représenter l'écrit privé ou la contre-lettre dont il s'agit, et de rapporter à l'ordre le supplément du prix qui s'y trouvera stipulé; car, par l'art. 40 de cette loi, conforme à l'art. 32 de celle du 9 vend. an 6, en déclarant nulle toute contre-lettre sous signature privée qui aurait pour objet une augmentation de prix stipulé dans un acte public, le législateur n'a eu pour objet que de punir les seuls contractans de la contravention qu'ils commettent sciemment au droit d'enregistrement; qu'il a voulu non-seulement dénier au vendeur l'action contre l'acquéreur en paiement du supplément de prix contenu en la contre-lettre, mais encore qu'ils fussent tenus du triple droit d'enregistrement des sommes ou valeurs stipulées dans la contre-lettre dont l'existence est constatée; que c'est donc faire une fautive application de ces lois ici où il s'agit de l'intérêt de tierces personnes, de légitimes créanciers qu'on a troupés à leur insu par la contre-lettre dont il s'agit, dans laquelle ils ne sont point parties, et que le vendeur, d'intelligence avec les acquéreurs, a voulu priver d'une partie de leur gage; que ce serait autoriser le dol contre les créanciers et les rendre victimes de la simulation ou de la fraude qu'ils n'ont pu empêcher, si on

annulait à leur égard le titre qui la constate;—Ordonne que, dans quinzaine, Grandin et Delon et Guerre rapporteront l'original de la contre-lettre dont il s'agit, et faute par eux de la faire, Les condamne à payer et rapporter à l'ordre la somme de 50,000 liv. faisant le supplément de prix stipulé par ladite contre-lettre, etc.

Du 2 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Girard de Bury, Lacroix-Frainville et Gayral.

#### LÉGITIMATION DU PRINCE.—ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.—EYVETS.

Les lettres de légitimation dûment enregistrées, obtenues sous l'ancienne législation par le père d'un enfant naturel, sont, sous l'empire du Code civil, une reconnaissance authentique dans le sens de l'art. 334. — En conséquence, ces lettres confèrent à l'enfant les droits que lui accorde le Code sur la succession de son père, encore que, conçues dans l'esprit des lois sous l'empire desquelles elles ont été obtenues, il y soit stipulé que l'enfant sera exclu de la succession paternelle (1).

(Papillon-Laferté—C. Mursault.)

Un enfant naturel avait été baptisé sous le nom de D.-P.-J.-B. Papillon Mursault. — En 1778, Papillon-Laferté, en qualité de père de cet enfant naturel, sollicite et obtient des lettres de légitimation; mais les lettres ne sont accordées que sous la condition que Mursault ne pourra venir à la succession de son père. — Après le décès de Papillon-Laferté, arrivé depuis la publication de la loi du 19 brum. an 3, et lorsque le Code civil a eu statué sur les droits des enfans naturels, dont les pères étaient morts depuis cette même publication, Mursault s'est présenté pour recueillir les droits qu'il pouvait avoir dans la succession. — Le tuteur des enfans légitimes de Papillon-Laferté a contesté le droit de Mursault. — Question entre eux de savoir, 1<sup>o</sup> si les lettres de légitimation pouvaient être considérées comme un acte authentique contenant reconnaissance; 2<sup>o</sup> Si l'enfant naturel pouvait, en vertu de cette reconnaissance, venir à la succession de son père, bien que les lettres de légitimation n'eussent été accordées que sous la condition contraire.

25 flor. an 12.—Jugement du tribunal d'arrondissement de Paris, qui déclare Mursault suffisamment reconnu, et l'admet à recueillir la portion à lui attribuée par le Code civil dans la succession de son père.

Appel par le tuteur des enfans légitimes qui a prétendu que les lettres contenant légitimation ne pouvaient être considérées comme un acte authentique dans le sens de l'art. 334; que cet acte ne peut émaner que des registres de l'état civil, qui seuls constatent la filiation des citoyens;—Qu'au surplus, et en considérant comme un acte authentique les lettres de légitimation, Mursault ne pourrait réclamer le bénéfice qui en résulte pour lui, qu'en se soumettant à la condition sous laquelle elles ont été délivrées, de ne pas venir à la succession de son père.

#### ARRÊT.

LA COUR;—Faisant droit sur l'appel;—Considérant 1<sup>o</sup> que les lettres de légitimation accordées par le prince en janv. 1778 à Denis-Pierre-Jean-Baptiste Papillon, partie de Berryer, ainsi que les enregistrements desdites lettres en la chambre des comptes et au bureau des finances, portent avec eux la preuve que lesdites lettres ont été accordées sur l'exposé et à la sollicitation de

(1) F. anal. en ce sens, Bordeaux, 16 juin 1806,

Denis-Pierre-Jean Papillon de la Ferté, père naturel de ladite partie de Berryer; 2° que la demande ainsi faite desdites lettres de légitimation est, de la part du père naturel, une reconnaissance de son fils par acte authentique, ce qui est conforme au vœu de la loi; 3° que la clause insérée auxdites lettres, par laquelle ladite partie de Berryer, d'après les dispositions générales du droit d'alors, a été exclue de tous droits à la succession de son père naturel, ne peut faire obstacle à ce qu'elle recueille, sur les biens de la succession, les droits que le Code civil, introductif d'un nouveau droit, accorde aux enfants naturels légitimement reconnus; 4° que l'action en partage appartient bien aux véritables héritiers d'un défunt, mais qu'en cas de refus ou de négligence de la part desdits héritiers, ladite action peut être accordée à l'enfant naturel, ayant droit à une quotité dans les biens de ladite succession, parce qu'un copropriétaire, à quelque titre qu'il le soit, ne saurait être forcé à rester dans l'indivision; — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 4 germ. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Becquy-Beaupré et Berryer.

1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> SAISIE IMMOBILIÈRE. — POUVOIR SPÉCIAL. — AFFICHE. — PRÉNUM.

3<sup>o</sup> CAUTION (JUDICATUM SOLVI). — ÉTRANGER. — EXPROPRIATION FORCÉE.

1<sup>o</sup> Le pouvoir spécial dont l'huissier doit être porteur pour procéder à une saisie immobilière, n'est pas exigé à peine de nullité de la saisie. — La loi ne l'exige que dans l'intérêt de l'huissier, et pour prévenir un désaveu de la part du créancier poursuivant (1).

2<sup>o</sup> En matière d'expropriation forcée, il n'est pas indispensable que les affiches expriment la profession du débiteur saisi.

3<sup>o</sup> Un étranger poursuivant une expropriation forcée, n'est pas tenu de fournir la caution judicatum solvi imposée à l'étranger demandeur, par l'art. 16 du Code civil (2).

(Sabathier—C. Blanc-Mavrit.)

Poursuivis en expropriation forcée à la requête du sieur Blanc-Mavrit, les époux Sabathier ont successivement élevé trois incidents. Le premier était fondé sur ce que le poursuivant n'avait pas donné procuration à l'avoué. Mais celui-ci répondit qu'il avait été suffisamment autorisé par la remise des titres, et qu'au surplus c'était au mandant seulement qu'en sa qualité de mandataire il pouvait être tenu de rendre compte. — Un premier jugement du tribunal de Versailles accueillit cette défense et rejeta la demande incidente des époux Sabathier.

Ils en élevèrent une seconde fondée sur ce que les affiches n'énonçaient pas la profession du débiteur saisi, et par suite étaient nulles, ainsi que tout ce qui s'en était ensuivi d'après l'art. 4 de la loi du 11 brum. an 7. — Il fut répondu que le sieur Sabathier n'ayant énoncé aucune profession dans les titres de créance, on avait fait tout ce qu'il avait été possible de faire, en déclarant dans les affiches qu'il était sans profession connue. — D'après ces motifs, le tribunal de Versailles rejeta ce second incident.

Enfin les époux Sabathier en élevèrent un

troisième : ils prétendirent que le sieur Blanc-Mavrit devait être tenu de donner une caution qui répondait des suites de la procédure qu'il poursuivait, puisqu'il était étranger, ainsi que cela résultait d'un acte où il était dit habitant de Suisse. Mais celui-ci opposa qu'un étranger n'était tenu de donner caution que lorsqu'il formait une demande qui pouvait donner lieu à chacune des parties de faire des avances de frais; que tel n'était pas le caractère d'une expropriation forcée, puisque le poursuivant faisait toutes les avances; qu'en thèse générale, on devait distinguer les poursuites en vertu de titres exécutoires, des demandes ordinaires; que, dans le premier cas, l'étranger n'était pas soumis à donner caution, parce que le débiteur était certain, et qu'il trouvait dans le capital de la dette une garantie sûre pour les dépens et dommages-intérêts auxquels la poursuite pourrait donner lieu. — Conformément à cette distinction, les mariés Sabathier furent condamnés sur leur troisième incident.

Ils interjetèrent appel simultanément de tous les jugemens auxquels leurs incidents avaient donné lieu.

ARRÊT.

LA COUR;—Faisant droit sur l'appel, et adoptant les motifs des premiers juges; — Dit qu'il a été bien jugé par les jugemens rendus au tribunal civil de Versailles, mal et sans grief appelé, etc.

Du 8 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.

LETTRE DE CHANGE. — BILLET. — PROVISION.

— RECOURS. — ACCEPTATION

L'art. 16, tit. 3 de l'ordonn. de 1673 qui, dans le cas où il n'y a pas eu de provision à l'échéance, donne au porteur de la lettre de change son recours contre les tireurs et endosseurs, encors qu'il n'ait pas fait ses diligences dans les délais de la loi, ne s'applique pas en matière de simples billets (3).

La provision est suffisamment prouvée par la fait seule de l'acceptation de la lettre de change ou billet (4).

(Julian—C. Bodin.)

Augustin Prêve, de Messine, tire, le 9 mai 1802, sur sa maison de commerce, à Marseille, une lettre de change de 4,197 liv. 10 s. 8 den., payable à soixante jours de date, au domicile de son agent. La lettre est acceptée. — Le 18 mess. an 10, veille du jour de son échéance, la maison Bodin, de Paris, en passe l'ordre aux sieurs Julian de Bordeaux. Le délai fatal pour le protêt expirait le 29 mess. — L'effet est adressé à Peyrassé, payeur de la marine à Toulon; il s'égare et ne revient point à sa destination. — Les sieurs Julian instruits de cet événement après l'expiration des délais pour protester, s'adressent aussitôt aux sieurs Bodin, qui leur délivrent un double de la traite passée à l'ordre du sieur Peyrassé. Celui-ci l'endosse et l'envoie à Amate, payeur à Marseille. — 19 fruct. an 10, protêt au domicile de l'agent du sieur Augustin Prêve. Cet agent déclare qu'il n'a point eu d'avis. Recours des sieurs Julian contre les sieurs Bodin; ils les assignent au tribunal de commerce de la Seine.

Jugement du 20 niv. an 12, qui déclare les sieurs Julian non recevables, attendu que leurs diligences sont tardives.

(1) V. conf., Turin, 9 fév. et Bruxelles, 25 fév. 1810. — L'opinion contraire a prévalu en doctrine et en jurisprudence : V. Carré, *Lois de la procédure*, quest. 1948; Cass. 6 janv. 1812; Rouen, 1<sup>er</sup> juin; Colmar, 3 juin, et Trèves, 23 déc. 1812.

(2) V. conf., Cass. 9 AVR. 1807; Carré, *Lois de la proc.*, n° 638.

(3) V. en sens, Cass. 24 plav. an 3, et la note; 1<sup>er</sup> sept. 1807; Paris, 24 fév. 1828.

(4) C'est la disposition textuelle de l'art. 117 du Code de commerce.



**Appel.** — La lettre de change, disaient les appelans, leur avait été fournie la veille de son échéance; il ne leur restait par conséquent que dix jours (délai de grâce) pour la faire parvenir à Marseille. Comment s'assurer, dans un si court espace de temps, qu'elle était parvenue à sa destination? Au reste, dès qu'ils avaient été instruits de l'événement de force majeure, par lequel elle avait disparu, ils avaient pris sur-le-champ les mesures tracées par l'ordonnance de 1673 et l'arrêt de règlement de 1714; ils avaient obtenu de l'endosseur immédiat un double de la lettre, et l'avaient de suite envoyé à Marseille. Il était impossible dès-lors d'éviter l'expiration des délais; mais il n'était résulté aucun inconvénient de ce retard. — En effet, l'agent du tireur a répondu qu'il refusait de payer, parce qu'il n'avait pas reçu d'avis. Il résultait de là deux conséquences: la première, que cet agent n'aurait pas mieux payé vingt jours plus tôt, époque de l'échéance de la lettre; la seconde, que cet agent n'avait pas provision à l'époque où le protêt aurait dû être fait; car on ne saurait supposer provision sans avis. Or, l'art. 16, tit. 5 de l'ordonn. de 1673 déchargeait le porteur de l'observation des délais, lorsqu'il n'y avait pas de provision. Enfin, la fin de non-recevoir prononcée par cet article s'appliquait au cas de négligence de la part du porteur, et non à celui d'un événement de force majeure; de plus, il était contraire à la raison, et en particulier à l'esprit de l'ordonnance, de soumettre le porteur, privé de son titre par un événement de cette nature, aux formalités spécialement applicables au cas où le titre existe entre les mains du porteur. Au reste, l'effet dont il s'agissait portait le caractère d'un simple billet, plutôt que d'une lettre de change, puisque le tireur avait tiré sur lui-même, et avait accepté: d'où il résultait que le porteur avait, dans tous les cas, un recours pour s'en faire faire le paiement.

Les intimés répondant, qu'il ne fallait pas ajouter d'autres exceptions à celles renfermées dans l'art. 16, tit. 5 de l'ordonn.: si l'accepteur n'est pas redevable du tireur, s'il n'a pas provision, le porteur est dispensé de l'observation des délais; voilà une disposition clairement limitative qui prononce une fin de non-recevoir pour tout autre cas que les deux prévus. — Qu'importe l'événement de force majeure, il faut appliquer à ce cas le principe de droit commun: *res perit domino*. Or, l'endossement a constitué le porteur propriétaire de l'effet. L'ordonnance et l'arrêt de règlement de 1714 avaient, par un motif d'équité, permis au porteur de se procurer une *duplicate* d'une lettre de change perdue; mais il ne fallait pas étendre au delà de ces termes cette disposition de pure faveur, et qui ne trouvait pas sa sanction dans les principes du droit: si ces lois avaient voulu dispenser le porteur de l'observation des délais, en cas de perte de l'effet par force majeure, il ne faut pas douter qu'elles ne s'en fussent expliquées. Les dispositions qui dérogent au droit commun ne peuvent se suppléer. — Soutenir que, de la circonstance que l'agent du tireur n'avait pas reçu d'avis, ré-

sultait la preuve qu'il n'y avait pas provision, lorsque la lettre était acceptée, comme dans l'espèce, c'était soutenir une erreur qui ne méritait pas de réfutation. — Enfin, en considérant l'effet dont il s'agit comme un simple billet, il ne fallait plus chercher la nécessité d'une provision; le souscripteur était seul obligé; les endosseurs et le porteur avaient suivi sa foi: c'était à lui qu'il fallait s'adresser directement.

## ARRÊT.

**LA COUR;** — Attendu que l'art. 16, titre 5 de l'ordonnance 1673, ne concerne point les simples billets; que l'acceptation d'une lettre de change emporte de plein droit la preuve que l'accepteur est redevable ou a provision, et qu'ainsi, soit que l'effet en question soit billet ou lettre de change, l'article cité de l'ordonn. 1673 n'est point applicable; — Dit qu'il a été bien jugé, etc. Du 8 germ. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — *Pl.*, MM. Gicquel et Soudes.

## EMPRISONNEMENT. — ÉCROU. — COPIE. —

## NULLITÉ. — RECOMMANDATION.

*Les nullités qui se rencontrent dans la copie du procès-verbal d'écrou, rendent l'emprisonnement nul encore que l'original ne soit pas entaché de ces nullités.*

*La nullité de l'emprisonnement entraînait celles des recommandations, sous l'empire de la loi du 15 germ. an 6 (1).*

## (Gaudin—C. Bayoue.)—ARRÊT.

**LA COUR;** — Faisant droit sur l'appel, attendu que la copie d'un écrou tient spécialement lieu de l'original pour l'incarcération, et que cette copie fait foi jusqu'à l'inscription de faux; — Attendu qu'il résulte de la copie de l'écrou dont il s'agit, représentée par Emile Gaudin, qu'en contravention à l'art. 9, tit. 3, loi du 15 germ. an 6, il n'a point été donné copie à ce dernier du jugement du 26 prair. an 12, l'un des deux jugemens en vertu desquels l'incarcération a été faite, et qu'au contraire il lui a été donné copie d'un jugement du 30 prairial, même mois, portant, au profit d'un autre individu, condamnation autre que celle prononcée par le jugement du 26 prair. an 12; — Attendu que la nullité de l'incarcération entraîne celle des recommandations, conformément à l'art. 12, même titre, loi du 15 germ. an 6; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant. — Emendant, déclare nul l'emprisonnement dudit Emile Gaudin; — Ordonne qu'il sera mis en liberté, nonobstant les recommandations, etc.

Du 9 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.

## ACTES DE L'ÉTAT CIVIL. — REGISTRE. —

## OMISSION. — PREUVE.

*Lorsque les registres de l'état civil ont été mal tenus et présentent des omissions, la preuve de ces omissions peut se faire tant par titres que par témoins, comme s'il n'avait pas existé de registres; spécialement, pour établir l'existence de l'acte de célébration d'un mariage (2).*

(1) Mais il en est autrement sous l'empire du Code de procédure (art. 796) et de la loi du 17 avril 1832 (art. 32).

(2) La jurisprudence est fixée en ce sens. V. Cass. 5 fév. 1809; 21 juin 1814; 22 déc. 1819; 1<sup>er</sup> juin 1830; 22 août 1831 (Volume 1831); Riom, 30 janv. 1810; Bordeaux, 29 août 1811 et 9 mars 1812; Pau, 21 juin 1814; Toulouse, 22 déc. 1819; Agen, 49 juin 1821; Caen, 22 fév. 1826. — Les auteurs

sont aussi à peu près unanimes. V. Toullier, t. 1<sup>er</sup>, nos 319 et 350; Maleville, sur l'article 46; Rieff, sur le même article; Merlin, *v<sup>o</sup> Etat civil*, § 2, note 1<sup>re</sup> sur l'art. 46, p. 306. — Cependant Duranton (t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 297) adopte un avis contraire, « parce que, dit-il, admettre la preuve testimoniale en cas de négligence ou d'omission dans les registres de l'état civil, ce serait l'admettre indirectement en matière de filiation, puisque celui qui réclamerait

(Veuve Gary—C. héritiers Gary.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si les art. 194 et 195 du code civil paraissent interdire toute espèce de preuve de mariage, autre que la représentation de l'acte de célébration devant l'officier civil, cependant on ne peut pas en tirer la conclusion rigoureuse que le législateur ait entendu ne faire résulter, dans aucun cas, la preuve de la célébration de la preuve testimoniale, puisqu'il résulte de l'art. 194 que la preuve d'une célébration légale peut résulter d'une procédure criminelle, et que, dans ce cas, l'inscription du jugement sur les registres de l'état civil vaut l'acte de célébration; que même l'art. 199 étend cet avantage à l'un des époux, lorsque l'autre est décédé; qu'il résulte donc de ces dispositions, que la preuve d'une célébration de mariage peut être acquise autrement que par la représentation de l'acte de célébration; — Attendu que cela résulte plus particulièrement des délibérations des conseils de la république, des 13 niv. an 10 et 13 brum. an 11, par lesquelles on prévoit les omissions des actes sur les registres de l'état civil, et où l'on décide que ces omissions ne peuvent être réparées qu'en vertu de jugements rendus en grande connaissance de cause et sur la poursuite des parties intéressées à faire réparer l'omission des actes de l'état civil; qu'il est reconnu, dans ces délibérations, que le mauvais état des registres, dans plusieurs départements, donne lieu à des difficultés et de nombreuses contestations; mais qu'il est plus conforme à l'intérêt public et aux intérêts des individus de laisser opérer, suivant les cas, la rectification des actes de l'état civil par les tribunaux; — Qu'il suit de là que le législateur n'a pu entendre que le mauvais état des registres dût priver un citoyen de son existence civile, surtout lorsque ce mariage a été contracté dans ce temps de trouble qui portait le désordre dans toutes les opérations administratives, ce qui s'applique parfaitement à l'époque où ladite Marguerite Rolland prétend avoir contracté mariage avec Jean Gary, et qui est au mois de juillet 1793; qu'on doit donc conclure, et de l'intérêt public et des principes établis par la législation, que le juge peut et doit réparer les omissions des actes de l'état civil, toutes les fois qu'il lui paraît démontré qu'il y a eu omission de l'acte sur les registres; — Attendu que, s'il a été tenu des registres dans la commune de Camon en 1793, le désordre qui y régnait ne peut guère les faire considérer comme des registres tels que la loi les prescrit, puisque la cour s'étant fait représenter par l'archiviste de la préfecture ceux qui ont été déposés dans les archives par l'officier public de Camon pour 1793, il résulte de leur inspection que ces registres, qui étaient destinés pour 1793, n'ont été véritablement remplis qu'en 1794, puisque, après la date de cette année, on trouve encore plusieurs actes inscrits sous la date de 1793, ce qui doit faire considérer ces registres comme n'ayant pas réellement existé en 1793; qu'il est évident que l'officier public ne peut les avoir ré-

digés que de mémoire, ou d'après des notes prises par lui, et cela en 1794; qu'ainsi on pourrait considérer comme applicable auxdits registres l'art. 46, Code civil; — Attendu, d'ailleurs, que le désordre qui régnait, dans ce temps-là, dans la tenue des registres de l'état civil, sert à convaincre que l'officier public de Camon n'a réellement porté aucune attention dans leur tenue, et qu'il serait bien malheureux pour les citoyens que son imprévoyance, son incurie ou son ignorance, pussent les priver aujourd'hui de l'état que la loi leur assure, et dont ils ont toujours jouis sans trouble ni réclamation; — Attendu que, quoiqu'en principe général la possession d'état de mari et femme ne soit pas une preuve d'une union légitime, néanmoins on ne peut se dissimuler dans l'hypothèse, que les présomptions les plus fortes sont que ledit Jean Gary et Marguerite Rolland ont vécu ensemble sous le titre d'époux légitimes; leur contrat de mariage, du 26 juin 1793, la proclamation des bans faite à Sainte-Leucade, le 23 juin de la même année, leur cohabitation, depuis cette époque, dans le lieu de leur naissance, sous les yeux de leurs familles respectives et de tous leurs voisins, sans qu'aucune voix se soit jamais élevée contre cette union; que, dans un contrat de mariage d'une sœur dudit Gary, en présence de Marie-Anne Andréau, mère dudit Gary, des oncles et cousins et autres parents des parties, ladite Marguerite Rolland y est qualifiée de belle-sœur de la future; qu'elle a pris la qualité d'épouse dudit Gary dans les actes publics, et pendant la vie de ce dernier; que celui-ci lui a constamment donné ce titre dans ses lettres, jusqu'à son décès; que ce fut même en cette qualité que ledit Gary lui donna procuration, le 28 therm. an 10, pour régir et administrer ses biens; qu'enfin ladite Marguerite Rolland a toujours rempli, envers ledit Gary, et pendant l'infortune de celui-ci, tous les devoirs d'une épouse légitime; — Attendu que, si l'on joint à cela la déclaration fournie par l'officier public de Camon, le 12 vendém. an 12, de laquelle il résulte que ledit Gary et Marguerite Rolland se sont présentés à lui en 1793, après la publication des bans, pour être unis en mariage, que la feuille où il avait inscrit le mariage a pu s'égarer, ou qu'il a oublié de faire l'inscription, déclaration qui ne peut être détruite par la rétractation qu'il en a faite après, parce que la vérité en résulte nécessairement de la manière dont lesdits registres ont été tenus en 1793; on acquiert la preuve presque certaine que ce mariage a été contracté devant l'officier public, que ledit Gary et Marguerite Rolland ont vécu dans une union légitime, et que, dès lors, la justice et l'intérêt public veulent que cette femme puisse se faire maintenir dans l'état dont elle a joui de bonne foi, et dont la loi lui garantissait l'existence; qu'ainsi elle doit être admise à prouver par témoins que son mariage avec Jean Gary a été réellement contracté devant l'officier public de Camon, en juillet 1793, après la publication des bans faite dans cette commune, — Met l'appellation et ce dont est appel

sa filiation, à défaut d'acte écrit dans les registres, alléguerait précisément leur mauvaise tenue. — Mais qu'on le remarque bien, celui qui se plaindrait d'une simple négligence serait dans la même position que celui qui excuserait de la non-existence ou de la perte des registres. De même que celui-ci aurait préalablement à prouver que les registres n'ont pas existé ou qu'ils ont été perdus, de même il aurait, lui, à établir la négligence ou l'omission dont il se plaindrait. Cette justification une fois faite, la preuve de la filiation restera soumise aux

mêmes conditions, aux mêmes règles que dans le cas de perte ou de non-existence des registres. Et puisque dans ce cas, le législateur a pensé que la filiation pourrait sans inconvénient résulter de la déclaration de témoins, il n'y a aucune raison plausible de se montrer plus sévère dans l'autre cas, surtout si l'on réfléchit que la négligence ou l'omission, dans les registres de l'état civil, doit faire considérer ces registres, relativement à celui qui souffre de leur mauvaise tenue, comme s'ils n'avaient jamais existé ou qu'ils eussent été perdus.

su néant;—Emendant, admet Marguerite Rolland à prouver, tant par titres que par témoins, etc.  
Du 9 germ. an 13.—Cour d'appel d'Agen.

**HUISSIER.—FRAIS.—PRESCRIPTION.**  
*Avant le Code civil, l'action en paiement des frais et salaires d'huissier, n'était prescrite que par trente ans.—A ces officiers ne s'appliquait pas la prescription consacrée par l'arrêt de règlement du parlement de Paris du 28 mars 1693 relatif aux frais et salaires des procureurs (1).*

(Rolland—C. Moustier.)—ARRÊT.

**LA COUR**,—Considérant que la prescription de trente années était la seule qu'on pouvait valablement opposer à la demande en paiement de frais et salaires d'huissier, et que l'action en remboursement était ouverte à ce dernier pendant cet intervalle de temps, — A condamné Moustier à payer le montant des sommes énoncées dans l'état signifié, etc.

Du 13 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Lourmand et Desalas.

#### EMPRISONNEMENT.—VISA.

*Sous l'empire de la loi du 15 germ. an 6, le visa du juge de paix du domicile du débiteur ne suffisait pas pour exercer la contrainte par corps : l'emprisonnement était nul, à défaut du visa du juge de paix du canton dans lequel le débiteur était trouvé (2).*

(Anciens—C. Steppé et Vansoust.)

Du 12 germ. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—Concl., M. Tarte, subst.—Pl., MM. Darras et Vanvolsem.

#### AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.

—VEUVE.

*Le défaut d'autorisation ne peut être opposé à la femme mariée, encore qu'elle ait plaidé en qualité de veuve, et qu'elle se soit par son fait que la partie adverse ait négligé de la faire autoriser. (C. civ., art. 235.) (3)*

(Guiraudet—C. Aubert.)

La femme Guiraudet avait plaidé sans autorisation, ni de son mari, ni de la justice : elle avait pris la qualité de veuve ; et, en cette qualité, elle avait gagné son procès devant le tribunal de Bordeaux.

Sur l'appel, on prétendit que toute la procédure était nulle, par défaut d'autorisation.—La femme Guiraudet s'étoya de l'art. 235 du Code civil, portant : « La nullité fondée sur le défaut d'autorisation, ne peut être opposée que par la femme, par le mari, ou par leurs héritiers. » — De plus, elle signa un acte par lequel le mari

(1) V. anal. en ce sens, Paris, 15 frim. an 14 ; — En sens contraire, Paris, 16 germ. an 13. — Les lois nouvelles ont fixé à un an la durée de l'action des huissiers (Code civil, 2272).

(2) F. en sens contraire, Cass. 21 prair. an 13. — Sous l'empire du Code de procédure (art. 781, n° 5), le débiteur ne peut être arrêté « dans une maison quelconque, même dans son domicile, à moins qu'il n'ait été ainsi ordonné par le juge de paix du lieu, lequel juge de paix devra, dans ce cas, se transporter dans la maison avec l'officier ministériel. »

(3) Les termes de l'article 235 du Code civil ont aboli et non susceptibles de distinction. Il faut s'informer toujours de la condition de la per-

sonne avec laquelle on traite ou l'on plaide. V. en surpl., Paris, 9 therm. an 12.

**LA COUR**,—Considérant ce qui résulte de l'art. 235 du C. civ.—Considérant d'ailleurs que la femme Guiraudet a été autorisée par son mari...—Ordonne que le jugement de première instance sera exécuté selon sa forme et teneur.

Du 13 germ. an 13. — Cour d'appel de Bordeaux.

#### INTERDIT.—TUTELLE.—MÈRE.

*Les lois sur la tutelle des mineurs s'appliquent à la tutelle des interdits. Ainsi, la mère a droit à la tutelle de son fils interdit, à l'exclusion de tous autres. (Cod. civ., art. 390 et 509.) (4).*

(La veuve Duplessis—C. Fournier-Boisnoir.)

ARRÊT.

**LA COUR**,—Vu les art. 390 et 509 du C. civ.,—Considérant qu'il résulte des dispositions ci-dessus transcrites, qu'en admettant que Fournier-Duplessis soit dans un état d'imbécillité et de démence qui doive faire prononcer son interdiction, l'administration de sa personne et de ses biens ne peut être enlevée à sa mère, à moins qu'elle ne soit dans un des cas prévus par les art. 442 et suiv. du C. civ.—Qu'il suit de là que c'est mal à propos qu'avant que l'interdiction fût prononcée, le tribunal d'Angoulême a nommé F. Boisnoir administrateur provisoire des personnes et biens de F. Duplessis ; et que, plus mal à propos encore, il a permis à F. Boisnoir, nonobstant l'opposition formée par Marie Mesnard envers son ordonnance du 2 vent., et les inhibitions qu'il avait prononcées de rechercher Fournier-Duplessis et de s'emparer de sa personne ; — Qu'il est urgent de rétablir Marie Mesnard dans le droit qu'elle tient de la nature et de la loi, d'administrer la personne et les biens de son fils ; et que F. Boisnoir n'ayant pas justifié avoir remis F. Duplessis au tuteur, qu'il prétend lui avoir été nommé, c'est à lui à le rendre à la veuve F. Duplessis ; — Ordonne, etc.

Du 15 germ. an 13. — Cour d'appel de Bordeaux.

#### COMMUNE.—RESPONSABILITÉ.—ACTION RÉCÉPSSOIRE.—ENQUÊTE.—TÉMOINS.

*Les vingt plus forts contribuables qui ont été désignés pour avancer le montant des condamnations prononcées contre une commune, pour délits commis sur son territoire, peuvent exercer de leur chef l'action récépssoire contre les auteurs et complices du délit (5) ; La commune n'est pas fondée à soutenir qu'à elle seule appartient cette action. Elle n'est pas mieux fondée à prétendre, lorsque trois seulement des vingt plus imposés ont payé la*

sonne avec laquelle on traite ou l'on plaide. V. en surpl., Paris, 9 therm. an 12.

(4) Sur la question générale de savoir si, en matière d'interdiction, la tutelle est légale et testamentaire, ou simplement dative, V. Cass. 11 mars 1812, et la note.

(5) C'est là une application du principe consacré par la Cour de cassation dans un arrêt du 14 pluv. an 10, que les plus imposés, tenus de faire l'avance des condamnations prononcées contre la commune, ont un intérêt direct et individuel, qu'en conséquence ils peuvent agir de leur chef, soit pour se faire affranchir de la condamnation, soit pour la faire également porter sur ceux qui, comme eux, doivent en subir les conséquences.

montant des condamnations, que les dix-sept autres sont sans qualité pour agir.

*Les habitants de la commune condamnée peuvent être entendus comme témoins dans l'enquête ordonnée pour découvrir les coupables.*

*Et dans ce cas, les étrangers peuvent être témoins, encore qu'ils ne soient pas domiciliés en France et qu'ils n'y jouissent pas des droits civils.*

(Heunu et consorts.—C. Stadler et consorts.)

ANNÉE.

LA COUR:—Considérant, sur la fin de non-recevoir, que les intimés ne sont pas seulement des prêteurs de fonds, pour l'acquiescement des condamnations portées au jugement du 6 mess. an 10; ce n'est pas la commune, comme corps moral, ou sa caisse patrimoniale qui était contribuable, mais tous les habitants de la commune: ce n'est que par le principe de la solidarité qu'emporte le délit, que la loi du 10 vend. an 4 a voulu que la contribution ait lieu par les 20 plus foris contributables, qui dès lors sont moins des prêteurs que des codébiteurs solidaires, qui, pour récupérer ce qu'ils ont payé à la décharge des autres habitants, ont deux voies à prendre: celle de provoquer la répartition sur tous les autres contributables, lorsque les auteurs et complices du délit qui a donné lieu aux condamnations ne sont pas connus; ou, lorsqu'ils sont connus, de se venger directement sur eux; il suffit, d'après l'art. 4 du tit. 4 de la loi citée, qu'ils prétendent qu'ils n'aient pris aucune part au délit, et qu'il ne s'élève contre eux aucune preuve de complicité: d'ailleurs lorsqu'ils eussent même payé pour la commune, et que l'action appartenait à elle, ils auraient pu l'exercer en vertu de la subrogation nécessaire étatique, résultant du paiement fait à sa décharge; il y a donc lieu d'écarter également la fin de non-recevoir des appelans; — Considérant, quant au défaut de qualité qu'ils opposent, qu'ils ne sont pas mieux fondés à cet égard; en effet, trois seulement ont fait le versement de 40,000 fr.; or, ces trois individus figurent parmi les douze intimés, et ce sont ces douze, avec George Spony, maire, et plusieurs des appelans qui, au nombre de dix-huit, ont souscrit l'obligation de 40,000 fr. envers Moyse, deux des vingt ayant été distraits par l'administration, comme étant des forains ou contributables non domiciliés; les trois qui ont fait le versement n'étaient donc pas étrangers aux dix-huit, et ce n'est donc qu'à la décharge de ceux-ci qu'ils ont opéré le versement; — La fin de non-recevoir des appelans, et le défaut de qualité par eux employé, étant trouvés mal fondés, l'appel du jugement interlocutoire ne peut se soutenir; il y a donc lieu de confirmer ce jugement; reste à examiner si l'appel du jugement définitif est fondé;

Il y a d'abord à vérifier le mérite des reproches fournis par les appelans...; ils les fondent sur ce que si les intimés agissent comme subrogés aux droits de la commune, en ce cas les témoins de l'enquête directe qu'ils ont reprochés n'ont pu déposer, puisque, étant membres de la commune, y étant domiciliés, et toute la commune ayant été condamnée par le jugement du 6 mess. an 10, il s'ensuivrait qu'ils ont déposé dans leur propre cause; que le premier témoin de la continuation d'enquête a des parens au degré prohibé dans la commune; que les six autres sont du petit Kembs, au delà du Rhin, lesquels étant étrangers à la France, et ne jouissant pas des droits civils qui appartiennent aux Français, n'ont pu être entendus en témoignage; que d'ailleurs ceux-ci, aussi bien que les autres témoins, étaient les

colporteurs de la contrebande, conséquemment complices et dès lors responsables; — Considérant que les témoins de l'enquête directe sont des journaliers, que la répartition, si elle avait eu lieu, n'aurait pu attendre pour la plupart; que, d'ailleurs, quand ils auraient pu être soumis à la contribution, leur intérêt, au cas particulier, n'eût été que secondaire à celui de la commune; Au reste, il s'agit ici des suites d'un délit qui intéresse l'ordre public, et c'est plutôt le Code criminel qu'il faut consulter à cet égard que le Code de la procédure civile: or, le délit qui a donné lieu au procès a été commis sur le territoire de Kembs, à l'approche du soir, et s'est prolongé dans la nuit; qui pouvait-on assigner en témoignage, si ce n'est les habitants de Kembs, qui ont vu ce qui s'est passé lors de l'événement? Ils étaient colporteurs, dit-on; et quand cela serait, ils n'étaient intéressés qu'à raison d'un salaire fixe; ils n'avaient point part au bénéfice que se promettaient les contrebandiers; d'ailleurs, sous le point de vue de la législation criminelle, ils étaient des témoins nécessaires; et eussent-ils été complices, ils auraient pu charger valablement les accusés;

Considérant, quant à la parenté du premier témoin de la continuation d'enquête, qu'elle n'est nullement justifiée; à l'égard des six autres témoins, leur témoignage n'est pas suspect, par la raison qu'ils sont étrangers à la France, et qu'ils ne jouissent pas des droits civils attachés à la qualité de Français, cela les rend seulement inhabiles à être témoins instrumentaires dans les actes passés en France; — Le jugement dont appel, qui a rejeté tous ces reproches, est donc dans le cas d'être confirmé, avec cette réserve, qu'en jugeant il y aura lieu d'avoir aux dépositions des témoins domiciliés à Kembs tel égard que de raison;

Et, procédant au jugement du fond, objet de l'appel du dernier jugement:—Vu l'art. 4, titre 4 de la loi du 10 vend. an 4, conçu en ces termes: « Les habitants de la commune ou des communes contributables, qui prétendraient n'avoir pris aucune part aux délits, et contre lesquels il ne s'élèverait aucune preuve de complicité ou participation aux atroupemens, pourront exercer leur recours contre les auteurs et complices des délits; » — Considérant qu'il a déjà été établi que les intimés avaient été recevables et avaient eu qualité à exercer ce recours; qu'ainsi il n'est plus question que de savoir si les appelans sont les auteurs et complices du délit qui a donné lieu aux condamnations édictées contre la commune par le jugement du 6 mess. an 10; — Considérant qu'il résulte de l'enquête directe et de la continuation d'icelle, la preuve claire et précise, et qui n'est pas détruite par la contre-enquête, que tous les appelans ont pris une part plus ou moins active au rassemblement qui s'est fait sur le territoire de Kembs, le 28 flor. an 10, et à la violence qui a été faite pour lors aux préposés des douanes, pour leur soustraire les marchandises importées en contrebande; — Considérant que, ni l'enquête directe, ni la contre-enquête à laquelle les appelans ont fait procéder, principalement contre George Spony, le maire, n'inculpent aucunement les intimés de complicité ou de participation au délit dont s'agit;

Considérant, dès lors, que c'est avec raison que les intimés ont intenté leur action récursoire contre les appelans, et que les juges à qui leur en ont adjugé les fins, quoique les appelans soient les uns moins coupables que les autres, ce qui devient indifférent au cas particulier, puisqu'il est de principe que la réparation civile résultant

d'un délit est solidaire... — Par ces motifs, dit bien jugé, etc.

Du 15 germ. an 13. — Cour d'appel de Colmar. — Pl. MM. Baumlin, König, Marquair et Chausfour jeune.

#### DIVORCE.—INJURES.—RÉCRIMINATION.

Dans un procès en divorce, les récriminations de l'époux défendeur naissent, en aucun cas, considérées comme des injures dont l'autre époux puisse se prévaloir à l'appui de sa demande (1).

(Falletti—C. Falletti).—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'on ne peut considérer Falletti comme coupable d'injures envers sa femme, ensuite de ce qu'il a dit par-devant le juge de paix, ainsi qu'il résulte du procès-verbal de non-conciliation du 29 brum. an 11, et qu'il articula à l'audience du tribunal a huis clos, attendu que la forte provocation qu'il a soufferte de la part de sa femme, le devoir de se défendre et la manière avec laquelle il s'est conduit à cet objet, démontrent que Falletti n'a pas eu dans le dessein de porter injure à sa femme, mais seulement de dévoiler les faits qu'il croyait pertinents à sa défense; — Qu'en effet, dans la cédule de citation qui a été affichée à la porte de la maison de Falletti, la demanderesse n'a rien épargné de tout ce qui pouvait vivement ulcérer l'âme de son mari, de façon que celui-ci a dû en être excessivement irrité; — Que la vivacité d'une telle attaque ne peut s'excuser du côté de la dame Falletti, par la nécessité de poursuivre son action en séparation, attendu qu'à ces fins il n'était pas nécessaire de piquer d'une telle sorte le caractère et la réputation de son mari, d'autant moins dans la cédule où elle l'invitait à se concilier à l'amiable sur leurs différends; — Que, d'autre part, Falletti se trouva dans la nécessité de dire tout ce qu'il crut pouvoir affirmer pour se défendre; et dans les procès-verbaux des 29 brum. an 11, et 11 fruct. an 11, il ne laissa pas de marquer son regret de devoir soutenir les faits articulés; — Qu'il est de principe consacré par le droit romain, qu'il n'y a pas injure sans dol et sans intention de nuire à la réputation d'autrui; — Qu'en matière de séparation de corps et de divorce, si l'on pouvait caractériser pour des injures ce que les parties peuvent dire l'une contre l'autre, à l'appui de leurs demandes et exceptions, il serait aisé au demandeur de puiser dans la procédure même, des causes suffisantes pour arriver à son but, et cette facilité serait en raison directe de la gravité de ce que le défendeur lui reproche: — Met l'appellation et ce dont est appel à néant, etc.

(1) P. en sens contraire, Metz, 7 mai 1807; Paris, 14 déc. 1810; Rouen, 13 mars, 1816. — Au surplus, tout en cette matière est laissé à l'appréciation des tribunaux, qui sont juges de la gravité des injures et des excuses que peut offrir celui à qui elles sont reprochées. C'est ce qui explique une contrariété de jurisprudence qui, dans l'un et l'autre sens, ne porte atteinte à aucun principe de droit.

(2) La question du procès, abstraction faite de la qualité de prisonnier de guerre dont se prévalait l'étranger, ne pouvait pas être douteuse, puisque aux termes de l'art. 14 du Code civil, l'étranger même non résident en France, peut être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français; et même pour les obligations par lui contractées en pays étranger, aussi avec un Français. La circonstance qu'il s'agissait d'une obligation contractée par

I.—II<sup>e</sup> PARTIE.

Du 15 germ. an 13. — Cour d'appel de Turin. — Pl. MM. Mina et Paoletti.

#### ÉTRANGER.—PRISONNIER DE GUERRE.—COMPÉTENCE.

Un prisonnier de guerre est justiciable des tribunaux français, à raison des traites par lui souscrites en France. — Dans ce cas même, il n'y a pas exception à la règle qu'un étranger qui contracte en France des obligations se soumet aux tribunaux français (2).

(Barington—C. Perdonnet.)

Lord Barington, prisonnier de guerre en France, tira, au mois de juin 1804, une lettre de change de 1000 liv. sterling, sur le sieur Bausson à Londres. Il la passa à l'ordre du sieur Perdonnet, qui la transmit lui-même à un sieur James Baymore. Ce dernier se présenta pour en toucher le paiement, mais on refusa de payer; il fit protester l'effet, et le renvoya au sieur Perdonnet, endosseur. Celui-ci assigna le tireur au tribunal de commerce de Paris.

13 pluv. an 13, jugement du tribunal de commerce, qui condamne le tireur, même par corps, à payer le montant de la traite.

Appel. — Le tribunal de commerce de Paris, disait lord Barington, n'était pas compétent pour me juger. Je n'ai pas de domicile en France, mon domicile est à Londres; c'est là que se trouve mon principal établissement, ma famille et ma fortune. Pourquoi ne jouirais-je pas du privilège de la maxime actor sequitur forum rei? Cette maxime est du droit des gens; elle est donc applicable à l'étranger comme au régnicole. A la vérité, je suis étranger prisonnier, mais cette circonstance ne peut pas changer la décision. Comme étranger, mon domicile est à Londres; comme prisonnier il ne cesse pas d'être à Londres; personne ne s'est jamais avisé de penser que la qualité de prisonnier qui peut être détruite d'un instant à l'autre, fût attributive d'un nouveau domicile; s'il est constant que mon domicile est toujours resté le même, pourquoi créer une exception odieuse à une maxime consacrée par la raison et admise chez tous les peuples? Au reste, mon exception n'est d'autant plus fondée, qu'elle est autorisée par l'état même de la procédure, le procès ayant été fait à Londres, c'est là qu'ont eu lieu les premières poursuites; il est donc tout naturel de renvoyer à Londres la continuation du procès. Enfin, une condamnation prononcée par un tribunal français contre un étranger prisonnier de guerre qui vit en France sous la protection du gouvernement et du droit des gens, porte en elle un caractère de barbarie

un prisonnier de guerre changeait-elle l'état de la question? Nous ne le pensons pas. Que pourrait-on, en effet, alléguer pour soutenir que l'étranger prisonnier de guerre qui a contracté avec un Français n'est pas justiciable des tribunaux français? La violence qui pèse sur l'étranger? Mais cette violence qui le retient en France malgré lui, ne peut en rien modifier sa position légale. Car en supposant qu'on puisse prétendre qu'à raison de cette violence il ne doit pas être considéré comme résident en France, il ne s'en trouverait pas moins sous le coup de l'art. 14 qui s'applique aux étrangers, même non résident en France; et en admettant même que cette violence pût amener, par une fiction (certainement inadmissible), à considérer l'obligation contractée en France, comme contractée à l'étranger, l'art. 14 serait toujours applicable puisqu'il embrasse dans sa disposition les obligations contractées en pays étranger....

qui ne saurait se concilier avec la réputation de loyauté et de magnanimité dont jouit le peuple au milieu duquel je me trouve.

Pardonnez-moi, qu'il ne contestait pas à lord Barington que son domicile ne fût à Londres; mais il ne suivait pas de là que la maxime *actor sequitur forum rei* lui fût applicable: il s'était lui-même placé dans une exception; en contractant en France, il avait indirectement accepté les tribunaux français pour juges des suites de son engagement. Le droit des gens dont il voulait se prévaloir, condamne au contraire ses exceptions; les engagements commerciaux étaient plus que tous autres placés sous la garantie de ce droit: que deviendraient la plupart des opérations commerciales, s'il fallait attendre que les tribunaux étrangers eussent prononcé sur les contestations nées en France? D'ailleurs, ce renversement des principes les plus naturels, autoriserait les calculs de la mauvaise foi; un étranger pourrait, dans l'espoir d'éviter les juges naturels de ses conventions, se soustraire à l'exécution des engagements les plus légitimes. La qualité de prisonnier lui assurait protection et secours contre un acte injuste; mais elle ne l'autorisait pas à se jouer de ses obligations. En contractant en France, il se soumettait aux tribunaux français; ce qui lui était applicable comme étranger, ne l'était pas moins comme prisonnier.

ARRÊT.

LA COUR: — Attendu qu'un étranger qui contracte en France des obligations, se soumet aux tribunaux français; — Attendu que l'état de prisonnier de guerre dudit Barington ne peut le mettre en état de surseance, pour l'acquiescement d'une lettre de change par lui tirée depuis sa détention; — Attendu que la dénonciation du protêt a été faite dans le délai de la loi, et en parlant à sa personne; — Sans s'arrêter, ni avoir égard aux moyens d'incompétence proposés, a mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 16 germ. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### DIVORCE. — SÉVICES. — INJURE GRAVE. — Sursis.

Pour qu'il y ait sévices et excès dans le sens de l'art. 231, Code civil, il n'est pas nécessaire que les mauvais traitements de la part d'un des époux aient mis la vie de l'autre en danger; il suffit de mauvais traitements habituels, quelconques, qui rendent la vie commune insupportable (1).

Le mari fait une injure grave à sa femme lorsqu'il l'oblige à coucher sur des copeaux, tandis qu'il place son propre enfant illégitime dans la couche nuptiale.

Lorsqu'un divorce est demandé pour sévices, excès ou injures graves, les juges d'appel ne peuvent, en reconnaissant la légitimité de la demande, surseoir pendant une année à l'admission du divorce, si le tribunal de première instance n'a point accordé de sursis. (Cod. civ., art. 259 et 260.)

(Roy — C. sa femme.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant, 1<sup>o</sup> que, suivant les principes développés, lors de la rédaction du Code civil, par l'orateur du gouvernement, il n'est pas nécessaire, pour obtenir le divorce, que

l'épouse ait couru du danger pour sa vie, qu'il suffise que les sévices et mauvais traitements aient été habituels et assez graves pour rendre la vie commune insupportable; — Que, dans le fait, il est constaté par les enquêtes que l'intimée a été, pendant deux ou trois ans avant sa demande en divorce, victime de sévices et mauvais traitements de la part de son mari; que quelques témoins ont vu celui-ci la frapper; que d'autres ont entendu crier à répétées fois; que plusieurs ont vu les contusions et meurtrissures que lui avaient occasionnées les coups; qu'enfin, elle a été obligée plusieurs fois de se cacher et de fuir pour se soustraire aux emportements de son mari, notamment le 19 fruct. an 12, le jour où elle s'est sauvée du domicile commun;

Considérant, 2<sup>o</sup> que l'intimée avait ressenti une injure grave de la part de son mari, puisque, suivant la déposition de quelques témoins, elle avait été vue couchée sur des copeaux dans la boutique, tandis que le petit Mourey, fils illégitime du sieur Roy, était placé dans son lit; que les témoins ne déposent pas, à la vérité, avoir vu ledit Roy expulser son épouse de son lit pour lui substituer son bâtard; mais que, quand cela ne serait pas, il serait toujours injurieux à la femme Roy de voir le petit Mourey placé dans le lit conjugal, tandis qu'elle était couchée sur le plancher; — Qu'ainsi, et sous le double rapport des sévices habituels et de l'injure grave, l'intimée est dans le cas d'obtenir le divorce qu'elle sollicite contre son mari;

Considérant, 3<sup>o</sup> que les premiers juges auraient pu ne pas admettre immédiatement le divorce, et accorder une année d'épreuves, suivant les art. 259 et 260, Code civil; mais que la cour d'appel n'est pas investie de la faculté d'accorder ce sursis, puisque, d'une part, il fait partie des formalités et délais qui doivent précéder la décision des premiers juges; que, d'autre part, l'art. 262 dudit Code civil veut qu'en cas d'appel, la cause soit instruite et jugée comme affaire urgente; — Que, par conséquent, c'est le cas d'ordonner purement et simplement la confirmation du jugement dont est appel; — Confirme.

Du 16 germ. an 13. — Cour d'app. de Besançon. Prés., M. Louvet. — Concl., M. Gros, proc. gén. — Pl., MM. Clerc et Curasson.

#### HUISSIERS. — FRAIS. — PRESCRIPTION.

Avant le Code civil, l'action des huissiers pour le salaire de leurs actes se prescrivait par le même laps de temps que l'action des procureurs, par l'arrêt de règlement de 1692. — Du silence de cet arrêt à l'égard des huissiers, on ne pouvait pas conclure que leur action ne se prescrivait que par trente ans (2).

(Rolland — C. Godet.) — ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que l'arrêt de règlement de 1692 est en vigueur, et doit avoir son exécution pour les cas y exprimés, à l'égard des frais et vacations qui ont eu lieu avant la promulgation du Code civil; — Attendu que cet arrêt rendu pour les procureurs est naturellement applicable aux huissiers, puisqu'il y a parité de raison à leur égard; qu'on pourrait même dire qu'étant moins favorables, ils ne peuvent se plaindre d'être rangés sur la même ligne; — Attendu que rien ne prouve que les huissiers jouissaient antérieurement du droit de réclamer pendant

les mauvais traitements soient habituels. V. dans le même sens, un autre arrêt de la Cour de Besançon, du 13 plur. an 13.

(2) V. en sens contraire, Paris, 12 germ. an 13.

(1) La condition essentielle pour obtenir le divorce ou la séparation de corps, lorsqu'il n'y a pas danger pour la vie de l'époux qui se plaint, est, comme le reconnaît l'arrêt que nous recueillons, que

trente années le paiement de leurs frais ;—Qu'en consultant même les dispositions du Code civil, on est convaincu de cette vérité, puisqu'il a borné à une année l'action personnelle à ces derniers, tandis qu'il a étendu sa contrainte à deux ou cinq ans, selon les circonstances, celle des avoués ;—Déclare le sieur Rolland non recevable dans sa demande, et le condamne, etc.

Du 16 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Lorrmand et de Sales.

#### ACTE DE L'ÉTAT CIVIL.—DÈCES.—CERTIFICAT.—PREUVE.

*Les certificats délivrés par les agents de l'armée de Condé, ne sont point des actes authentiques ; et un extrait mortuaire émané d'eux ne prouve pas le décès d'un individu.*

(Mahy—C. du Puget.)

Du 18 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.

#### ALIMENS.—DIVORCE.

*Pour que l'époux divorcé à qui la loi du 20 sept. 1792 et le Code civil, art. 301, accordent des aliments en cas d'indigence, obtienne une pension alimentaire de l'autre époux, il faut que le besoin soit constaté au moment du divorce. Il ne suffit pas que pur des causes postérieures à cette prononciation, l'époux qui réclame se trouve dans l'indigence.*

(Bosmont—C. Leroyer.)

Du 18 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Leloup et Thevenin.

V. le texte de l'arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 8 janv. 1806, qui a statué sur le pourvoi dont il a été l'objet.

#### BAIL.—DURÉE.—INTERPRÉTATION.

*D'après la jurisprudence de Flandre, la clause d'un bail portant que le propriétaire donnait à bail pour trois, six ou neuf années, était réputée n'avoir d'effet qu'au profit du locataire : lui seul avait la faculté de résilier aux termes de trois, six ou neuf ans.*

(D'Ilont—C. Montagne.)

Du 19 germ. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Devieschoudère et Andour.

#### ENFANT NATUREL.—POSSESSION.—

##### HÉRÉDITÉ.

*Lorsqu'une personne est décédée, et qu'il n'apparaît aucun héritier capable de succéder, les enfants naturels reconnus doivent obtenir l'envoi en possession pure et simple des biens.—Le juge ne peut les restreindre à une possession provisoire, sous prétexte de l'incertitude où l'on se trouve si des héritiers se présenteront. (Cod. civ., art. 758.) (1).*

(Les enfants et bérilliers Dandelot.)—ARRÊT.

LA COUR ;—Vu les conclusions de M. le procureur général, par lesquelles... vu les pièces représentées par l'exposant ;—Attendu qu'il en résulte qu'Augustin Villeneuve n'a laissé aucun

parent au degré successible ;—Attendu, en point de droit, que l'envoi en possession doit être pur et simple, d'après les expressions de la loi au titre des absents, lesquelles expressions, comparées à celles dont le législateur s'est servi au titre des absents, ne laissent aucun doute sur le principe, il estime qu'il y a lieu de réformer le jugement, en ce qu'il s'est borné à ordonner l'envoi provisoire, et qu'il y a lieu d'accorder l'envoi pur et simple ;—A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 20 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.

#### CONSEIL DE FAMILLE.—DSTITUTION.—TUTEUR.

*Un tuteur ne peut empêcher de concourir à la délibération du conseil de famille le parent qui a provoqué sa destitution, sous le prétexte que, celui-ci étant son dénonciateur, il ne peut être son juge. (Cod. civ., art. 449, 446.) (2)*

(Brisson de Plagny—C. Delusson.)

Dans l'espèce, la dame Brisson de Plagny, mère de la mineure, avait dans son testament chargé le sieur Delusson de provoquer la destitution de son mari, tuteur légal de sa fille.

##### ARRÊT.

LA COUR ;—Considérant que la promesse faite à la dame Millet, au lit de mort, d'assurer l'exécution de son testament, annonce dans le sieur Delusson la connaissance des faits qui l'évalent déterminé, et sa conviction sur la nécessité d'une telle mesure ; que la destitution d'un tuteur étant toujours causée pour des faits antérieurs, tous les parents qui forment le conseil de famille n'arrivent là qu'avec une conviction entière, une opinion toute formée ; qu'ils n'y sont même venus qu'après s'être concertés et avoir joué d'avance la nécessité de la mesure ; que si cette opinion déjà formée, si de tels rapports entre eux leur interdisaient le droit de délibérer, il serait impossible de jamais composer un conseil de famille ; que les parents sont spécialement chargés par la nature et par la loi de veiller sur l'administration du tuteur ; que c'est à cette fin qu'ils doivent rechercher et recueillir tous les faits qui peuvent éclairer à cet égard, et qu'il serait dérisoire d'écarter ceux dont l'opinion prononcée est l'effet des soins qu'ils ont mis à la recherche de la vérité, surtout quand ils se trouvent d'accord avec le vœu de la mère et de tous les parents réunis ;—Ordonne que les parents de la mineure dans les degrés fixés par la loi, se réuniront en conseil de famille, pour s'expliquer légalement sur le vœu émis par le testament de la mère et la demande du sieur Delusson, etc.

Du 20 germ. an 13.—Cour d'appel de Bourges.—Prés., M. Sallé. — Pl., MM. Devaux et Deséglise.

#### INTERDICTION.—COMPÉTENCE.

*Lorsqu'une femme a quitté le domicile de son mari, la demande en interdiction pour démence, formée contre elle, doit être portée devant le tribunal de sa résidence, comme la*

peuvent se présenter dans les trente ans, puisque la faculté d'accepter une succession ne se prescrit que par le laps de temps requis pour la prescription la plus longue des droits immobiliers (C. civ. 789).—Telle est aussi l'opinion de M. Duranton, t. 6, n° 359.

(2) Sur le point de savoir si les tribunaux peuvent admettre d'autres causes d'exclusion du conseil de famille que celles qui sont spécifiées par la loi, V. Cass. 13 oct. 1807, et la note.

plus à portée de vérifier les faits de démence et d'imbécillité (1).

(Ducru—C. Ducru.)

Dans l'espèce on disait pour la dame Ducru dont l'interdiction était poursuivie, que le Code civil n'ayant pas fait d'innovation textuelle au droit commun, il n'appartenait qu'aux juges du domicile de connaître de l'interdiction, cumulo de toutes les autres demandes personnelles.

Le sieur Ducru répondait que le silence du législateur, dans l'art. 492, avait pour objet de donner aux juges la plus grande latitude.—Par-tout où il est question de l'intervention de la justice entre époux pendant le mariage, la loi ne manque pas d'indiquer le tribunal du domicile réel; mais lorsqu'il s'agit de l'interdiction pour cause de fureur, de folie ou d'imbécillité de l'époux, elle indique simplement le tribunal de première instance, et n'ajoute rien de plus; la raison est toute simple; c'est qu'en matière de démence, c'est moins au tribunal du domicile de droit qu'il importe de porter la demande, qu'à celui de la résidence de fait du dément ou de l'imbécile.—En cette matière, il ne s'agit ni de statuer sur des droits litigieux, ni de prononcer sur des contrats. Il n'y a qu'à prononcer sur un fait, de savoir quel est l'état de l'esprit d'un particulier, et quelles preuves de raison ou de folie il a données dans sa conduite. Or, il est évident que ce n'est pas le tribunal du domicile de droit qui peut vérifier les faits et recueillir les preuves de la sagesse ou de la démence, lorsque depuis un grand nombre d'années celui dont un provoque l'interdiction réside loin du ressort de ce tribunal; mais uniquement le tribunal dans l'arrondissement duquel le dément réside véritablement et physiquement depuis longtemps, parce que la sont les témoins habituels et journaliers de ses actions et de ses paroles; que la sont les seuls juges qui, censés connaître la personne qu'il s'agit d'interdire, sont en état d'apprécier la foi due aux témoins qui déposent de la démence, la vraisemblance et la gravité des faits qui semblent la caractériser. Et voilà pourquoi, lorsqu'il s'agit d'interdiction, la loi parle simplement du tribunal de première instance, ce qui ne veut dire autre chose que celui dans le ressort duquel demeure la personne dont l'interdiction est poursuivie.

#### ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le Code civil, art. 492, ordonne simplement de porter la demande en interdiction devant le tribunal de première instance, sans indiquer si ce doit être celui du domicile de droit, ou celui du domicile de fait de la personne dont l'interdiction est provoquée, et que du silence de la loi à cet égard, il est naturel de conclure que le législateur a entendu que la demande en interdiction fût soumise au tribunal le plus à portée de vérifier les faits sur lesquels cette demande est fondée, c'est-à-dire à celui dans le

ressort duquel réside la personne qu'on veut faire interdire;—Considérant qu'il n'a pas été contesté que depuis l'an 6, Catherine Lamesure a quitté la maison de Louis Ducru, son mari, pour se retirer à Bordeaux, dans la maison de ses père et mère; que, le 3 pluvs. an 7, elle lui adressa un acte en divorce; que, depuis cette époque, les époux ne se sont pas réunis, et que Catherine Lamesure a dès lors constamment résidé à Bordeaux dans la maison paternelle; qu'il suit de là que le tribunal de première instance de Bordeaux était le seul à portée de vérifier les faits de démence habituelle et d'imbécillité, sur lesquels on a provoqué l'interdiction de Catherine Lamesure;—Confirme, etc.

Du 20 germ. an 13.—Cour d'appel de Bordeaux.  
—Pl., MM. Lainé et Ferrère.

#### 1<sup>o</sup> LÉGITIME.—SUBSTITUTION.—IMPUTATION.—FRUITS.

#### 2<sup>o</sup> LEGS.—CHOSE D'AUTRUI.

1<sup>o</sup> Lorsque, sans substituer la légitime, et en la laissant, au contraire, parfaitement intacte, le testateur grevait de substitution les fruits que le légataire recueillerait pendant sa vie des biens qu'il était le maître de lui ôter, les héritiers du légataire devaient, en ces cas, rapporter après sa mort tous les fruits qu'il avait tirés des biens libérés du testateur, encore que ces fruits absorbassent la légitime qui leur était due de son chef.—Lui ne s'appliquait pas le principe qui autorisait le légataire à cumuler la distraction de sa légitime avec la rétention de tous les fruits qu'il avait précédemment tirés de la succession grevée de fidéicommissaire.

2<sup>o</sup> Sous l'ancien droit le legs de la chose d'autrui était nul, lorsque le testateur avait cru léguer sa propre chose (2).

(Du Muy—C. Créqui.)

Du 21 germ. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Bonnet et Chabroud.

#### ABSENCE.—SUCCESSION.—DÉCLARATION.

L'art. 136 du Code civil qui exclut de toute succession celui dont l'existence n'est pas reconnue à l'époque où la succession est ouverte, s'applique à l'absent présumé comme à l'absent déclaré.—En d'autres termes : Les héritiers présents ne sont pas obligés de tenir compte d'un absent dont l'existence n'est pas reconnue, encore même que l'absence ne soit pas déclarée. Ils peuvent appréhender la succession sans permettre que l'absent soit représenté, attendu qu'il est douteux s'il peut et veut se porter héritier (3).

(Vanderhaegen—C. Mayberman.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il ne s'agit pas de biens laissés par un individu absent, ni d'un

(1) La question a été jugée dans le même sens par la Cour de cassation, le 24 déc. 1838 (Vol. 1339.1. 50), dans un cas où il s'agissait d'une interdiction poursuivie pour cause de fureur, à la requête du ministère public. Suivant Toullier, t. 2, n° 1319, et M. Duranton, t. 3, n° 725, la demande en interdiction doit toujours être portée devant le tribunal du domicile du défendeur, à l'exclusion de celui de sa résidence. Toullier énonce son opinion sans en donner de motifs; M. Duranton se fonde uniquement sur ce que la demande en interdiction a pour objet l'état des personnes. Carré, *Lois de la procéd.*, n° 3013, émet la même opinion; il distingue

tantefois « le cas où le ministère public poursuivait d'office l'interdiction d'un furieux, s'agissant alors d'une véritable mesure de police. »—C'est précisément la hypothèse de l'arrêt de la Cour de cassation.

(2) On supposait alors que si le testateur avait su que la chose fut à autrui, il ne l'aurait pas léguée. Aujourd'hui la question est tranchée par l'art. 1021 du Cod. civ., qui déclare nul le legs de la chose d'autrui, soit que le testateur ait connu ou non qu'elle ne lui appartenait pas. V. en surplus, l'arrêt de Cass. 19 mars 1822, et la note.

(3) V. dans le même sens, Douai, 17 niv. an 12, et la note.



droit qui lui fût acquis antérieurement à son absence, mais qu'il s'agit d'une succession ouverte depuis cette époque; — Attendu que l'existence actuelle de cet absent n'est pas reconnue; et qu'ainsi aux termes de l'art. 136, Cod. civ., la succession est déferée exclusivement à l'héritier qui se présente; — Attendu que le premier juge, en distinguant, par rapport aux effets de l'absence, entre les droits acquis et les droits éventuels, a fondé sa décision sur la distinction que la loi fait elle-même; — Met l'appel au néant, etc.

Du 21 germ. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — *Concl. conf.*, M. Tarte, subst. — *Pl.*, MM. Vozizem et Verhaegen.

#### DIVORCE. — FEMME. — HABITATION. — ENFANS.

*Encore que la femme ait quitté le domicile de son mari, sans autorisation du président du tribunal, et sans indication d'une maison de retraite pour le temps des poursuites, elle n'est pas pour cela seul non recevable à continuer sa demande en divorce.* (Cod. civ., art. 268.)

*Les juges peuvent, s'ils le croient utile, et notamment si l'enfant est encore à la mamelle, en accorder la garde provisoire à la mère, pendant l'instance en divorce.* (C. civ., art. 267, 268.) (1).

(Les époux Walry.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il existe une demande en divorce de la part de l'épouse Walry; qu'elle a même été suivie de la comparaison des parties devant le président du tribunal, et que rien n'annonce qu'elle ait été postérieurement abandonnée; — Attendu que, si le tribunal n'a pas indiqué la maison dans laquelle la demanderesse devait se retirer, c'est une omission qui ne peut préjudicier à celle-ci, comme n'étant pas de son fait;

Attendu que la tribunal, pendant les poursuites, peut confier les enfans à la mère, s'il en a de justes motifs; — Attendu que, de l'aveu des parties, l'enfant est encore au sein; — Attendu, quant aux babillemens et linge, qu'ils sont des objets de première nécessité, que l'époux n'a aucun intérêt de retenir, et qu'il ne peut retenir sans inhumanité; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 27 germ. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### 1<sup>o</sup> COMPÉTENCE. — COMMERÇANT.

#### 2<sup>o</sup> AUTORISATION MARITALE. — FEMME.

#### 3<sup>o</sup> CONTRAINTE PAR CORPS. — JUGEMENT NOUVEAU.

1<sup>o</sup> C'est au tribunal de commerce qu'il appartient de statuer en matière de billets à ordre souscrits par un marchand, encore qu'à l'échéance des billets la souscription ne soit plus marchand (3).

2<sup>o</sup> La nullité résultant du défaut d'autorisation maritale ne peut être alléguée par ceux avec lesquels la femme non autorisée a contracté (3).

3<sup>o</sup> Les juges ne peuvent prononcer la contrainte par corps, par un jugement postérieur à celui

qu'ils rendent sur la dette d'où naît cette contrainte (4).

(Carcatrison — C. la dame Niquille.) — ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche les moyens de nullité et d'incompétence proposés par la partie de Delavigne, relativement au premier desdits jugemens; — Considérant, que les billets à ordre dont il s'agit, sont de dates, antérieures à la déclaration de la partie de Delavigne de son intention de cesser son commerce; — Que le protêt signifié à défaut de paiement desdits billets, a été fait en pariant à la personne du débiteur trouvé encore dans sa maison de commerce;

Que la nullité résultant du défaut d'autorisation du mari à sa femme n'est qu'une nullité relative à eux et à leurs héritiers; — Sans arrêter auidits moyens de nullité et d'incompétence dont ladite partie de Delavigne est déboutée; — Dit qu'il a été bien et compétemment jugé par ledit premier jugement;

En ce qui touche la demande en nullité du second jugement: — Considérant, 1<sup>o</sup> que la contrainte par corps contre le débiteur n'a été ni demandée, par la partie de Moreau, lors de la première instance, ni prononcée par le jugement qui l'a terminée; — 2<sup>o</sup> Qu'en conséquence, le ministère des premiers juges ayant été dès lors consommé, la partie de Moreau n'a pas pu légalement former devant eux une demande en contrainte par corps, qui n'est qu'une condamnation additionnelle à celle portée par le premier jugement, surtout lorsque la partie de Moreau avait exécuté le premier jugement par un commandement fait à la partie de Delavigne; — Déclare le deuxième jugement nul et de nul effet, ainsi que tout ce qui a suivi.

Du 28 germ. an 13. — Cour d'appel de Paris. — *Pl.*, MM. Delavigne et Moreau.

#### DERNIER RESSORT. — INTÉRÊTS. — PRINCIPAL. — COMPÉTENCE.

*Les intérêts échus avant la demande doivent être joints au capital pour déterminer la compétence du dernier ressort (5).*

(Laugier — C. Cortier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que quoique le tiers du compte de 1,800 fr., compétant à Laugier, ne soit que de 600 fr., celui-ci a demandé et obtenu, attendu la nature de sa créance, les intérêts de cette somme depuis 1781; que ces intérêts échus avant la demande, joints aux 600 fr. de principal, excèdent la compétence en dernier ressort des premiers juges; — Que, dans le droit, on distingue les intérêts échus avant la demande, de ceux qui sont échus depuis; ces derniers ne sont regardés que comme un accessoire, tandis que les premiers forment par eux-mêmes un principal indépendant de la somme qui les a produits; — Que même dans la nouvelle organisation judiciaire, la compétence du tribunal de première instance est déterminée par la somme totale composée du capital et des intérêts échus avant la demande, qui sont de véritables capitaux; que ce principe a été consacré par deux arrêts de la Cour de cassation, des 11 vent. an 9, et 3 pluv. an 12; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir de Laugier dont

origine, cesse d'avoir ce caractère. — *F.* en ce sens, Carré, *Comp. civ.*, t. 1, n<sup>o</sup> 161, p. 550; Berriot, p. 34.

(3) C'est la disposition de l'art. 225 du C. civ.

(4) *F.* en sens contraire, Turin, 29 pluv. an 13, et la note.

(5) *F.* dans le même sens, Caen, 11 vent. an 9, et la note.

(1) Les juges ont un pouvoir discrétionnaire pour confier la garde de l'enfant à l'un ou à l'autre des époux, et même à un tiers, que les époux pourront désigner. *V.* Paris, 14 flor. an 11, et la note; Bruxelles, 8 mai 1807.

(2) C'est l'acte qu'il s'agit de juger plutôt que la personne; or, le changement de qualité de la personne ne fait pas que l'acte commercial dans son

elle le déboute, ordonne qu'il sera poursuivi sur l'appel, etc.

Du 28 germ. an 13.—Cour. d'appel d'Aix.

# INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.—INSCRIPTION D'OFFICE.—RENTE FONCIÈRE.

*Le créancier d'une rente foncière n'est pas l'ayant cause du vendeur dans le sens de l'art. 29 de la loi du 11 brum. an 7. Ainsi, dans le cas de la vente de l'immeuble hypothéqué, l'inscription d'office, prise par le conservateur lors de la transcription du contrat, ne peut aucunement lui profiter (1).*

(Galopin—C. Guenelle.)

Du 28 germ. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—Pl., MM. Truffart et Wyns.

## 1<sup>re</sup> REQUÊTE CIVILE.—DÉCISION ARBITRALE. 2<sup>o</sup> ARBITRAGE.—INSCRIPTION DE FAUX.

1<sup>o</sup> La requête civile est ouverte contre les décisions arbitrales, dans les mêmes cas et pour les mêmes motifs que contre les jugements ordinaires (2).

2<sup>o</sup> On peut être reçu à prouver, sans prendre la voie d'inscription de faux, que certaines choses que le jugement arbitral énonce avoir été demandées, ne l'ont point été effectivement (3).

(Froment—C. Gossard.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que l'ordonnance de 1667, au titre des requêtes civiles, en a permis l'impétration contre tous jugemens ou arrêts en dernier ressort sans aucune distinction; que les jugemens des arbitres n'en sont pas exceptés; que ce principe a été constamment consacré par arrêts de la Cour de cassation; qu'ainsi la fin de non-recevoir opposée par le sieur Froment n'étant pas fondée, il y a lieu de l'en débouter;

Attendu que les arbitres nommés par les parties, avaient reçu le pouvoir de prononcer sur leurs demandes respectives et sur les fins et conclusions par elles prises au procès, pendant une première instance; que leur mandat était donc borné à statuer sur les fins et conclusions prises en première instance; qu'il résulte des libelles contenant lesdites conclusions, que Gausard n'avait aucunement formé la demande en déclaration de nullité de la donation consentie par la dame Froment audit sieur Froment son fils, n'ayant fait que se réserver les moyens d'attaquer ladite donation, mais ne l'ayant pas attaquée; ces arbitres ont énoncé, dans leur jugement, que cette attaque avait eu lieu, ce qui présente une fausse énonciation démentie par des actes du procès; qu'ainsi, en prononçant le démis de la demande en cassation de ladite donation, il a été prononcé sur chose ni demandée, ni contestée, et que par ce seul motif ledit jugement arbitral

(1) V. conf., Poitiers, 2 pluv. an 13, et la note.

(2) V. dans le même sens, Cass. 11 fruct. an 8; 11 vent. an 11, et les notes.

(3) A notre avis, on doit distinguer, quant à la foi qui est due aux jugemens arbitraux comme à tous autres jugemens, ce qui est d'énonciation de ce qui est interprétation; ce qui est la constatation d'un fait, de ce qui est l'expression de l'opinion personnelle du juge. Les faits énoncés et constatés ne peuvent plus être contestés, sans prendre la voie de l'inscription de faux: au contraire, ce qui est exprimé par voie d'interprétation et de conséquence, et à l'aide du raisonnement, peut être combattu par un raisonnement contraire. C'est ainsi qu'il a été jugé que les sentences arbitrales font foi de leur date. (Cass. 1<sup>er</sup> niv. an 9; 15 therm. an 11; 6 frim.

présente une contravention formelle à l'art. 34 du titre 35 de l'ordonnance de 1667, et doit être conséquemment rétracté, les parties remises au même état qu'elles étaient avant ledit jugement, pour leur être fait droit ainsi qu'il appartiendra;—Entérine la requête civile, et rétracte le jugement arbitral, etc.

Du 30 germ. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.

## DISPOSITION UNIVERSELLE.—NULLITÉ.

*Les dispositions universelles antérieures aux lois des 17 niv. et 22 vent. an 2, et annulées par elles, n'ont pas été révivifiées par le Code civil, encore que le testateur soit mort sous l'empire de ce Code (4).*

(Halleux—C. Halleux.)

Du 30 germ. an 13.—Cour d'appel de Liège.

## APPEL.—DÉLAI.—DÉSERTION.

*L'appel interjeté dans le délai prescrit par la loi du 23 août 1790, n3 pouvait être déclaré désert faute d'avoir été relevé dans les délais prescrits par les anciennes lois (5).*

(Canivet—C. Tronsset.)

Du 4 flor. an 13.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Taillandier et Delahaye.

## ACQUIESCENCE.—FIN DE NON-RECEVOIR.

*Lorsque, par une fausse application de l'art. 3, tit. 16 de l'ord. de 1667, les juges ont nommé un commissaire dans une cause où cette nomination ne devait pas avoir lieu, les parties ne peuvent plus s'en plaindre, si elles ont comparu devant le commissaire, sans protestation.*

(Vandersehrick—C. Francolet.)

Du 5 flor. an 13.—Cour d'app. de Bruxelles.  
—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Darras et Deburck.

## DOT.—RÉDUCTION.

*L'art. 13 de la loi du 16 niv. an 6, qui autorise la réduction des dots constituées postérieurement au 17 niv. an 2, lorsqu'elles excèdent le montant d'une portion héréditaire sur les biens du constituant, ne s'applique point au cas où la réduction serait demandée par l'auteur même de la constitution dotale. Ce texte ne dispose qu'en faveur des héritiers venant à partage avec la fille dotée.*

(Bussy—C. Chautemesse.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que l'art. 13 de la loi du 16 niv. an 6, étant seulement applicable dans l'intérêt respectif des enfans cohéritiers, et pour le maintien de l'égalité entre eux, et ne disposant nullement dans l'intérêt du père vis-à-vis de ses

an 14); que la déclaration des arbitres que les parties ont transigé, fait foi de la transaction (Bruxelles, 12 déc. 1809; F. aussi Paris, 17 juin 1836 (Volume 1836). Mais si les arbitres en interprétant mal des conclusions écrites, et dont la vérification est possible, ont ajouté ou retranché aux demandes des parties, ce fait constitue une erreur réparable, comme tout autre mal jugé, par les juges supérieurs auxquels la sentence sera déférée: c'est ce que décide l'arrêt ci-dessus rapporté.

(4) V. dans le même sens, 19 therm. an 12, et la note;—En sens contraire, Cass. 23 nov. 1809; Bruxelles, 25 niv. an 12, et 23 avr. 1807; Agen, 9 pluv. an 13, et 30 avr. 1806; Trèves, 10 fév. 1806.

(5) V. dans le même sens, Cass. 3 niv. an 10; 15 niv. et 4 fruct. an 11, et les notes.

enfants, ne peut soustraire le sieur Choux de Bussy à l'acquit intégral de cette dot, d'autant qu'à l'époque du jugement dont est appel, la femme Prevost de Cheutemesle n'avait point de cohéritiers, puisque, dès le 3 prairial précédent, son frère était décédé; — Dit bien jugé, etc.

Du 6 flor. an 13.—Cour d'appel de Paris.

#### CONSEIL DE FAMILLE. — COMPOSITION. — EXCLUSION.

Lorsque les parens les plus proches du mineur ne se sont pas rendus, sur une première convocation, pour composer le conseil de famille, le juge de paix, qui en a convoqué de plus éloignés, peut encore rappeler les premiers, s'il le juge à propos, et, si les uns et les autres comparaissent, les plus éloignés doivent être exclus de la délibération. (C. civ., art. 407.) (1).

Les membres d'un conseil de famille ne sont pas récusables, ou exclus, sur cela seul qu'ils ont précédemment émis leur avis sur l'objet de la délibération : ce motif de récusation contre les juges ne doit pas être un motif d'exclusion contre les membres d'un conseil de famille (2).

(Delespigny—C. la dame Guyet).—ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que le vœu de la loi, conforme à l'équité et à la raison, est que le conseil de famille soit composé des parens les plus proches; que néanmoins, si ces derniers, étant cités pour concourir à la délibération, refusent de comparaître, le juge de paix peut, sans difficulté, en appeler d'autres d'un degré plus éloigné, et c'est ce qui a été fait par le juge de paix Lamaisière avec fondement, par son ordonnance du 28 vent.; mais que depuis, étant informé que c'était involontairement que les parens, premiers convoqués, avaient fait défaut, et qu'ils étaient prêts à purger la contumace, le juge de paix a été fondé à ordonner, comme il l'a fait par son ordonnance du 5 flor., qu'ils seraient convoqués pour le même jour que ceux appelés à leur défaut; sauf, s'ils comparaissent tous, à opérer la réduction en la manière prescrite par la loi;

Attendu que la comparution des parens à une première assemblée de famille déclarée illégale, et où ils ont dû se présenter pour obéir à justice, ni l'avis qu'ils y ont donné, lequel au surplus est inconnu, puisqu'il n'a pas été possible de se procurer une expédition du procès-verbal, et dont, dans tous les cas, ils pourraient s'écarter, s'ils y sont conduits par une délibération ultérieure, ne peut, ni suivant la loi, ni suivant la justice, former contre eux un motif de récusation; — Ordonne que le conseil de famille de la mineure Delespigny sera convoqué devant le juge de paix du 1<sup>er</sup> arrond. de Paris, conformément à l'art. 407 du C. civ., pour être statué à qui, du père ou de la mère de ladite mineure, son éducation sera confiée, auquel conseil les parens paternels plus proches, précédemment cités en vertu de l'ordonnance du 5 flor. an 13, seront appelés.

Du 7 flor. an 13.—Cour d'appel de Paris.

#### ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — CONTRAT DE MARIAGE.

Lorsque, pour terminer un procès sur une re-

cherche de paternité, une personne s'est chargée (avant la loi du 12 brum. an 3) de l'enfant qu'on lui attribuait, et a promis de lui payer une certaine somme à l'époque de son mariage, elle n'est pas censée l'avoir librement reconnu pour son enfant et successible, encore que dans la suite elle soit intervenue dans son contrat de mariage pour renouveler la promesse faite par la transaction; du moins en est-il ainsi, lorsque l'auteur de ces actes est mort depuis la loi du 12 brum. an 3 (3).

(Les hér. Moulins—C. femme Bascon).—ARRÊT.

LA COUR : — Considérant qu'il est convenu qu'Etienne Moulins est décédé depuis la promulgation de la loi du 12 brum. an 2, et le 4 du mois de niv. an 8, quarante-trois ans après la naissance de Catherine, femme Bascon; qu'il n'avait pas voulu la reconnaître pour sa fille dans son acte de baptême, en date du 11 juill. 1757, quoique la mère de celle-ci eût porté plainte contre ledit Moulins, pour fait de gravitation, le 8 du même mois; — Considérant qu'il s'événait de la disposition de l'art. 334, que l'acte de reconnaissance devant remplacer le consentement donné par le père, lors de la naissance de son enfant naturel, cet acte doit manifester, de la part du père, un consentement libre, et la volonté expresse de reconnaître pour son fils celui qu'il n'aurait pas pu ou qu'il n'aurait pas voulu reconnaître au moment de sa naissance; que si le législateur, en disposant pour les enfans naturels dont les pères sont décédés avant la loi du 12 brum. an 2, a admis, comme preuve suffisante de paternité, des actes publics ou privés, dont on peut induire la reconnaissance du père, même la preuve testimoniale des soins donnés à titre de paternité, il n'en est pas de même des dispositions relatives aux enfans dont les pères ont survécu à la promulgation de cette loi; le législateur veut que si la reconnaissance n'a pas été faite lors de la naissance, elle ne puisse être suppléée que par un acte authentique; il ne suffit donc pas de ce qu'on pourrait induire d'un acte; mais il faut vérifier la reconnaissance que le père aura eu l'intention de faire, et qu'il aura faite par un acte authentique; et cet acte solennel qui doit remplacer l'acte de naissance, sera toujours inefficace aux yeux de la loi, dès qu'il n'en résultera pas qu'il a été fait par le père, avec l'intention d'assurer à l'enfant qu'il a voulu reconnaître l'état et les droits de son enfant naturel; — Considérant que les divers actes produits par la femme Bascon ne présentent point le caractère d'un acte de reconnaissance; qu'il est de principe que les expressions des contrats doivent être apprécées par l'intention des parties contractantes; que dans les actes produits par la femme Bascon, rien n'établit que feu Moulins ait eu l'intention de lui donner un état et des droits de successibilité; que non-seulement la texture de ces actes prouve qu'ils ont eu tout autre objet, mais encore les circonstances qui ont précédé, accompagné et suivi ces divers actes, manifestent évidemment que Moulins avait une intention toute contraire; que, lors de la naissance de Catherine, ledit Moulins n'a pas voulu qu'on lui donnât son nom dans l'acte de baptême; que deux jours avant, Mestru, sa mère, avait porté plainte contre ledit Moulins, pour rapt de séduction; que l'acte de transaction du

(1) Sur le point de savoir si l'observation des formalités prescrites par l'art. 407 emporte nullité de la délibération, V. Cass. 30 avr. 1834, et les arrêts qui y sont cités. V. aussi Toullier, t. 2, n° 1119.

(2) V. anal. en ce sens, Bourges, 20 germ. an 13, et la note.

(3) V. dans le même sens, Cass. 5 therm. an 5 et la note. — V. aussi Chabot, *Quest. trans.*, 1<sup>re</sup> Enfant naturel, t. 1<sup>er</sup>, § 2, p. 418.

27 mars 1774 n'a en évidemment pour objet que de terminer une discussion scandaleuse, qui avait occasionné l'emprisonnement de feu Moulins, et dans laquelle on demandait la procédure ordinaire; que, par cet acte, ledit Moulins, après avoir désintéressé la mère de Catherine, n'a contracté d'autre obligation que celle de lui payer 800 liv. à sa majorité, ou plutôt si elle se mariait; que le contrat de mariage du 11 mai 1775 ne peut être considéré comme un acte de reconnaissance; qu'il n'a eu évidemment pour objet que de stipuler les intérêts des futurs conjoints, d'assurer à l'époux que Moulins lui paierait les 800 liv. portées par la transaction, et relativement à Moulins, d'obtenir une valable libération, puisqu'il exigea du futur époux l'obligation de placer la somme de 800 liv.; que dans cet acte, Moulins ne donne rien à Catherine; il ne se présente que pour payer avec sûreté une créance devenue exigible par son mariage. Si, lors de cet acte, il paya 120 fr. pour trois années d'intérêts, ce fut avec l'intention de ne payer le capital qu'après l'expiration de ce délai; puisqu'il est dit dans cet acte, que s'il paie avant l'échéance desdites trois années, lesdits intérêts lui seront remboursés; que l'acte de 1775 n'a été que le complément et l'exécution de la transaction de 1774, puisque les clauses de cet acte y sont rapportées en entier, et ce qui prouve que feu Moulins n'est intervenu dans l'acte du 11 mai 1775, qu'avec la seule intention d'y stipuler ses intérêts, c'est que, dans l'acte du 22 juin 1775, cet acte qui, d'après les lois qui existaient alors, constituait seul le mariage, feu Moulins a refusé d'y intervenir; qu'enfin, l'acte du 12 germ. an 3, dans lequel le notaire a stipulé pour Moulins absent, n'est que l'exécution des conditions qui lui étaient imposées dans les actes précédents; qu'ainsi on ne peut trouver dans ces divers actes, ni la reconnaissance exigée par la loi, ni même l'intention de feu Moulins de faire cette reconnaissance;—Considérant que la femme Bascon étant sans titre, elle est conséquemment sans qualité, et que la Cour ne doit pas s'occuper de l'examen des droits de cette femme, comme fille naturelle;—Considérant enfin que, par la même conséquence, la femme Bascon doit restituer les provisions qu'elle a indûment perçues, et que ses cautions doivent aussi être tenues à ladite restitution, mais par les voies de droit seulement, attendu que la loi ne prononce pas la contrainte personnelle dans cette espèce;—Par ces motifs, déclare avoir été mal jugé.

Du 9 flor. an 13.—Cour d'appel de Montpellier.

1<sup>o</sup> TIERS DÉTENTEUR.—DÉLAISSEMENT.—OBLIGATION PERSONNELLE.—CONQUÊT DE COMMUNAUTÉ.

2<sup>o</sup> MINISTÈRE PUBLIC.—AUDITION.—FEMME MARIÉE.

1<sup>o</sup> Pour que l'acquéreur soit privé de la faculté de délaisser, il est nécessaire qu'il ait con-

tracté avec les créanciers hypothécaires de son vendeur sans-mêmes une obligation personnelle de les payer; il ne suffit pas qu'il se soit engagé envers son vendeur seul. (C. civ., 2179.) (1)

Le mari étant le maître de la communauté, il n'est pas nécessaire du concours de la femme pour la validité du délaissement par hypothèque d'un conquêt de communauté. (C. civ., 1421, 2179.) (2)

2<sup>o</sup> Le ministère public doit, à peine de nullité, être entendu dans toutes les causes où figurent des femmes mariées, encore qu'elles soient assistées de leur mari. (L. 16-24 août 1790, tit. 8, art. 3.) (3)

(Dereuser—C. Charlier.)

Le sieur Demaret vendit aux époux Dereuser une maison grevée de trois rentes s'élevant à 4353 francs. L'acte porte: «S'il arrivait qu'à l'avenir on réclamât d'autres rentes ou charges qui affectassent l'immeuble, le vendeur s'oblige d'en faire raison aux acheteurs, ou de leur assigner par avance, s'ils le veulent, une hypothèque réelle de la valeur de 1,000 florins au plus, du moment qu'ils auraient entièrement soldé le prix de leur acquisition.» Deux créanciers hypothécaires se présentent.—Dereuser déclare alors faire acte de délaissement de la maison vendue, conformément à l'art. 2179 du Code civil.—Charlier, l'un des créanciers, lui conteste d'abord ce droit, se fondant sur la clause du contrat qui rendait l'acquéreur personnellement obligé de supporter toutes les charges de l'immeuble, sauf son recours contre son vendeur. En second lieu, il prétend que le délaissement est nul comme ayant été fait par Dereuser seul, sans le concours de sa femme, bien que celle-ci eût acheté conjointement avec lui.—Dereuser répond, sur le premier point, que le délaissement est admissible, attendu qu'il ne s'est pas obligé directement et personnellement vis-à-vis des créanciers; et sur le second, que, s'agissant d'un conquêt de communauté dont il avait seul la disposition absolue, il avait pu en faire le délaissement sans le concours de cette dernière.

Jugement du tribunal de première instance, qui annule le délaissement.—Appel par Dereuser concluant à l'annulation du jugement par un moyen de forme suffisamment indiqué dans l'arrêt.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que le sieur Charlier agissait au nom de son épouse, et qu'il ne paraît pas que le procureur impérial ait été entendu, tandis que la loi du 24 août 1790, tit. 8, art. 3, en prescrit l'obligation;—Considérant que lorsque, comme au cas, la partie devant être défendue par le ministère public succombe, le défaut de parler en la cause par le procureur impérial emporte nullité du jugement;—Annule le jugement dont est appelé;

Considérant que Dereuser dont la capacité d'a-

(2) F. opinion conforme de M. Troplong, *Hypoth.*, tom. 3, n° 821.

(3) F. conf., Cass. 18 prair. an 2; 1<sup>er</sup> brum. et 12 pluv. an 3; 2 vend. an 4; 4 vend. et 11 therm. an 6; 15 brum. an 13, et les notes.—On sait que, sous le Code de procédure (art. 83), l'audition du ministère public dans les causes des femmes mariées, n'est exigée qu'à l'égard des femmes non autorisées de leurs maris, ou même autorisées, lorsqu'il s'agit de leur dot et qu'elles sont mariées sous le régime dotal.

(1) C'est aussi l'avis de Delvincourt, *Cours de Cod. civ.*, t. 3, p. 378, notes.—Mais M. Troplong, *des Hypoth.*, t. 3, n° 813, professe une doctrine contraire; F. aussi dans le sens de l'opinion de ce dernier auteur, Cass. 21 mai 1807; Paris, 12 mars 1812; Rouen, 12 juill. 1823.—M. Duranton, t. 20, n° 256, tout en disant que le tiers détenteur doit généralement être présumé s'être obligé en cette qualité plutôt que personnellement, ajoute que cependant c'est là une question d'interprétation de ce contrat, dont la solution se trouve abandonnée aux juges du fond; et il cite à cet égard un arrêt de la Cour de cassation du 8 juin 1819.

lière et par conséquent de délaissier, n'est pas révoquée en doute, n'avait que la qualité de tiers détenteur, sans que l'intime eût fait preuve que l'appelant se serait personnellement obligé à sa créance; qu'il a donc pu valablement user de la faculté que donne l'art. 2172 du Code civil, en se réglant sur la forme exigée par l'art. 2174;—Dit mal jugé; déclare le délaissier bon et valable, etc.

Du 9 flor. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., MM. Lefebvre et Faider.

#### LETTRE DE CHANGE.—FAILLITE.—ACCEP-TATION.

*Lorsque le tireur d'un lettre de change souscrite de bonne foi, tombe en faillite ou déconfiture avant l'échéance des traites, et que d'ailleurs la provision à l'échéance n'est point prouvée, les créanciers du failli ne peuvent empêcher le recours du porteur contre l'accepteur, encore que les lettres de change aient été renouvelées par le tireur depuis la faillite, et qu'elles n'aient été acceptées que postérieurement à cette même époque (1).*

(Duchemin—C. Daudrez.)

Quatre lettres de change sont tirées le 20 mess. an 12, par la compagnie Martine, père et fils, de Péronne, sur Pierre Gassel et compagnie, leurs correspondants à Paris. L'ordre en est successivement passé aux sieurs Gambart et Daudrez. An 30 vend. an 13, époque de leur échéance, la maison Martine était en état de faillite.—Daudrez, porteur des effets, s'adresse aux sieurs Gassel, qui les acceptent.—Au lieu de les faire protester et d'en poursuivre le recouvrement contre les accepteurs, il consent au renouvellement de tous ces effets, à la condition expresse qu'ils conserveront leur forme primitive et que tous les changements qu'on leur fera subir consisteront dans la date où ils sont tirés et celle du paiement.

Quatre nouvelles lettres de change sont en conséquence tirées par la maison Martine le 18 vend. an 13, et l'époque de leur échéance est fixée au 20 niv. suivant; elles sont, dans tout le reste, conformes aux précédentes.—Cette dernière époque étant arrivée, Daudrez fait protester; les sieurs Gassel, accepteurs, déclarent qu'ils ne peuvent payer, attendu qu'il existe entre leurs mains une opposition formée à la requête d'un sieur Duchemin, syndic des créanciers unis Martine et compagnie.—Assignment de la part de Daudrez, tant aux sieurs Gassel qu'au sieur Duchemin, au tribunal de commerce de Paris. Il obtient divers jugemens qui font mainlevée de l'opposition et condamnent les sieurs Gassel à lui payer solidairement et par corps le montant des quatre lettres.

Appel de la part de Duchemin.—Il résulte, disait-il, des dispositions de l'ordonnance de 1673, tit. 11, art. 4, de l'édit du mois de mai 1609, et de la déclaration du 16 nov. 1762, que tous transports, cessations, ventes donations de biens meubles ou immeubles par un failli, sont réputés faits en fraude de ses créanciers, et nuis. Or, le 18 vend. an 13, époque où les lettres de change tirées sur Gassel ont été souscrites par Martine, ce dernier était en faillite. Il y a donc nul-

lité dans ce renouvellement. Que Gambart, au profit duquel les effets ont été souscrits, fût créancier ou non de la maison Martine à l'époque où elle était en faillite, il est évident qu'il n'a pu dès lors recevoir des valeurs de cette maison et les faire accepter qu'au préjudice de la masse des créanciers.—A l'époque de l'acceptation, la faillite de la maison Martine était connue; les sieurs Gassel n'ignoraient pas ce fait. D'un autre côté, on ne peut contester qu'ils n'eussent provision, ou qu'ils ne fussent en débet vis-à-vis de la maison Martine; d'où il résultait incontestablement la volonté d'éteindre frauduleusement une créance de la faillite. L'opposition formée par Duchemin, au nom des créanciers Martine, est donc fondée.—On opposerait en vain que l'accepteur, par le fait de l'acceptation, s'oblige personnellement envers le porteur lors même qu'il ne doit rien au tireur.—L'accepteur est le mandataire du tireur, c'est dans cette qualité qu'il doit être poursuivi, avant tout, par le porteur; or, pour que cette qualité ait une véritable consistance, il faut supposer, ou qu'il est déjà débiteur du tireur ou qu'il a l'espoir de le devenir.—Cette dernière partie du dilemme ne se présume pas en cas de faillite de la part du tireur; reste donc la première, c'est-à-dire celle où l'accepteur a des fonds pour le tireur; dans ce cas seul, l'accepteur a pu se déterminer à accepter le mandat, et c'est ce qui est arrivé dans l'espèce.

L'intime répondait qu'il ne faillait pas se méprendre sur la nature et les effets du renouvellement des traites fait le 18 vend. an 13.—Ce renouvellement n'était pas une novation proprement dite; il n'avait pas été fourni de nouveaux fonds par la maison Martine; les valeurs étaient restées les mêmes que celles déjà fournies antérieurement à la faillite; il n'y avait eu aucun changement dans les personnes; même tireur, mêmes endosseurs, même porteur, mêmes accepteurs; la nature de la créance n'avait éprouvé aucune altération; en un mot, tous les changements consistaient dans la substitution d'une date récente à une date ancienne, et une prolongation dans le terme de paiement.—Il ne pouvait résulter d'une pareille opération aucun préjudice pour les créanciers de la faillite; en supposant que le renouvellement n'eût pas eu lieu, le porteur pouvait toujours faire accepter ses effets, même après la faillite; il y a mieux, dit Jousse en ses notes sur l'art. 3 du tit. 5, n° 3, in fine: « La faillite qui peut survenir de la part du tireur pendant l'intervalle qui s'est écoulé entre l'acceptation et l'échéance de la lettre, ne libère pas celui qui l'a acceptée, sauf son recours contre le tireur; parce que cet accepteur, par son acceptation, devient caution solidaire du tireur, suivant l'art. 33, qui permet de poursuivre solidairement les donneurs d'aval, tireurs, promoteurs, endosseurs et accepteurs. »—Or, l'accepteur, quoique mandataire du tireur, ne laissait pas que d'être obligé personnellement et solidairement avec le tireur par son acceptation, ce qui l'exposait aux poursuites immédiates du porteur; il résultait donc de là, que lors même que l'accepteur n'aurait pas en provision ou n'aurait pas été débiteur du tireur, il n'en était pas moins exposé à l'action du porteur. — D'où l'intime concluait que, s'il avait pu le poursuivre avant

(1) Cette question est assez délicate. Il est constant que le failli ne peut s'obliger au préjudice de ses créanciers, et notamment que ces derniers peuvent demander la nullité des billets qu'il a souscrits depuis sa faillite (V. Cass. 12 avr. 1821; Angers, 4 juin 1829).—Or, le renouvellement, pendant l'état

de faillite, de billets souscrits antérieurement ne constitue-t-il pas une obligation nouvelle, substituée à l'ancienne, et nécessairement atteinte par la disposition qui interdit au failli tous actes obligatoires? Aussi inclinons-nous à penser que la décision ci-dessus ne doit pas être suivie.

le renouvellement, même depuis la faillite du tireur, sans nuire aux créanciers-unis, le renouvellement ne lui enlevait pas cette faculté, puis-que cet acte ne constituait pas le tireur débiteur une seconde fois. — Enfin, ce qui était tout soupçon que les créanciers puissent éprouver par la moindre perte, était qu'ils n'établissent d'aucune manière que les sieurs Gasselien eussent des fonds pour les sieurs Martine. — Au reste, Daudrez faisait usage de toute l'étendue de son droit; — Qu'il y eût provision ou non, les sieurs Gasselien avaient accepté les effets; cette garantie ne pouvait lui échapper. — S'il était possible que les vrais principes qu'il venoit de retracer fussent méconnus, et que l'on considérât le renouvellement des traites comme de nouveaux effets tirés par la maison Martine, il lui suffisait qu'ils fussent acceptés; il s'adressait directement aux accepteurs, sauf à eux à prendre la place du porteur et à disputer avec les créanciers de la faillite la question de savoir s'ils n'ont pas le droit de participer avec eux aux distributions des fonds de la masse.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 11, tit. 5 de l'ord. de 1763; — Attendu, 1<sup>o</sup> que le principe qui veut qu'après le protêt l'accepteur d'une lettre de change puisse être poursuivi par le porteur, ne peut, dans la faillite du tireur, recevoir d'exception, que dans le cas de dol du porteur, et qu'ayant connaissance de la prochaine faillite du tireur il dissimule cette connaissance à l'accepteur; — 2<sup>o</sup> Que, dans l'espèce, il est prouvé que les lettres de change dont il s'agit sont le renouvellement des lettres souscrites antérieurement au 8 therm. an 12, et échéant au 20 vend. an 13; — 3<sup>o</sup> Que l'origine desdites lettres de change étant antérieure à l'ouverture de la faillite de Martine père, on ne peut présumer le dol de la part de Daudrez porteur; — 4<sup>o</sup> Qu'il est de principe que l'accepteur demeure obligé envers le propriétaire de la lettre de change, non-seulement quand le tireur serait failli dès le lendemain de l'acceptation, mais encore quand l'acceptation aurait été faite sans qu'il y eût provision, et depuis la faillite du tireur; — 5<sup>o</sup> Que Daudrez exerce contre Gasselien et compagnie le droit résultant de l'acceptation solidaire contre le tireur et l'accepteur; que cette action ne porte point préjudice aux créanciers de Martine, puisqu'il n'y a aucune provision faite à Gasselien; — A mis et met l'appellation au néant; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet.

Du 10 flor. an 13. — Cour d'appel de Paris.

(1) V. cet arrêt joint à celui de cassation rendu le 15 juill. 1806 sur le pourvoi dont il a été l'objet.

(2) V. dans le même sens, Cass. 24 vend. an 7, et la note. — C'est une application du principe général, qu'auteur est et non obligé. L'autorisation est requise pour la validité des actes faits par la femme, et comme une conséquence de sa subordination au mari. C'est une garantie pour la dignité du mariage. Mais la nature des choses ne conduisant point à réputer le mari personnellement obligé par l'effet de l'autorisation. — Cependant la question a soulevé de graves difficultés sous le régime de communauté légale. Les art. 1409, 2<sup>o</sup>, 1419, 1426, C. civ., mettent à la charge de la communauté tous les actes faits par la femme du consentement du mari; et les art. 1413, 1432 semblent excepter seulement de ces actes l'acceptation d'une succession immobilière échue à la femme, et la vente d'un de ses immeubles personnels. — A l'occasion de ces articles, il s'est formé trois sys-

# COMMUNE. — AUTORISATION. — CONSEIL DE PRÉFECTURE.

Des sections de commune, autorisées en 1777, à plaider, ne peuvent aujourd'hui suivre leur procès, sans une nouvelle autorisation du conseil de préfecture, alors surtout que l'ancienne autorisation obtenue est contestée.

(Habitans de Montrusset — C. habitans de la Violette.)

Du 10 flor. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

# TESTAMENT MYSTIQUE. — SUSCRIPTION. — DÉCLARATION.

La disposition de l'art. 9 de l'ordonnance de 1736 qui exige que la suscription d'un testament mystique contienne la déclaration expresse du testateur « que le papier qu'il présente est son testament, » est suffisamment remplie, lorsque cette déclaration se trouve implicitement mentionnée dans l'acte de suscription (1).

(Héritiers Durand — C. Amar)

Du 10 flor. an 13. — Cour d'appel de Toulouse.

# AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — DÉPENSES.

L'autorisation donnée par le mari à sa femme, mariée sous le régime dotal, pour ester en jugement, ne le rend pas responsable personnellement des dépens prononcés contre la femme. (C. civ., art. 216 et 219.) (3)

(Trebois — C. Muratel.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la raison, la jurisprudence et la loi se réunissent pour faire décider que l'autorisation donnée par le mari à sa femme, pour ester en jugement, ne peut le rendre responsable des condamnations prononcées contre la femme; — En effet, lors même que l'on considérerait cette autorisation autrement que comme un hommage rendu à la puissance maritale, lorsqu'on voudrait l'assimiler au pouvoir de plaider, donné au tuteur de la part du conseil de famille, à celui de curateur qui assiste le mineur émancipé, et autres semblables autorisations, qui ne rendent responsables ni le conseil de famille, ni le curateur, des suites du procès dont ils ont autorisé les poursuites, il faudrait conclure que, par son autorisation, le mari n'encourt pas une plus grande responsabilité que le conseil de famille, ou le curateur; — Si l'on consulte la jurisprudence, on trouve deux arrêts du parlement de Toulouse, dans le ressort duquel étaient les parties : l'un du 3 juin 1767, rapporté par Papon, liv. 18,

tèmes : l'un qui répute la communauté toujours obligée par l'autorisation maritale, même dans des hypothèses prévues par les art. 1413, 1432 (Toulhier, t. 12, n<sup>o</sup> 282, 283); l'autre, qui ne fait exception que pour ces deux cas; le troisième, et le plus accrédité, qui ne voit dans la disposition générale des art. 1409, 2<sup>o</sup>, 1419, 1426, qu'une présomption, admettant la preuve contraire; en d'autres termes l'autorisation du mari fait présumer que la dette consentie ainsi par la femme est dans l'intérêt de la communauté, et dès lors à sa charge. Mais elle lui demeurerait personnelle toutes les fois qu'il serait prouvé que la communauté n'en tire aucun profit, que la dette est pour l'avantage exclusif de la femme. V. Duranton, t. 14, n<sup>o</sup> 208 et 306; Delvincourt, t. 3, p. 258; Bellot, t. 1, p. 279; Battnr, t. 1, n<sup>o</sup> 332; Demante, *Thémis*, t. 8, p. 166. L'ancien droit n'a rien d'explicite, dans les auteurs ni la jurisprudence, sur cette importante théorie.

tit. 5, art. 44; et l'autre du mois de fév. 1774, rapporté par Mainard, liv. 7, chap. 82, qui ont jugé que le mari ne pouvait être exécuté sur les biens dotaux pour cause de dépenses obtenues contre la femme par lui autorisée;—On voit enfin dans le procès-verbal du conseil d'Etat, que ce qui déterminait l'admission des art. 218 et 219 du Code civil, ce fut l'observation de M. Tronchet, « que par l'autorisation, le mari ne s'oblige point envers les tiers : » d'où il faut conclure que dans l'esprit du législateur, l'autorisation du mari ne le rend point responsable, même pour les dépenses, des condamnations prononcées contre la femme par lui autorisée.

Du 10 flor. an 13.—Cour d'appel de Montpellier.

#### BAIL.—RÉSILIATION.

*D'après la jurisprudence de Flandre, la clause résolutoire formellement exprimée dans un contrat de bail, pour défaut de paiement des fermages aux termes fixés, ne devait pas être exécutée à la rigueur (1).*

(Vandewiele—C. Clément.)

Du 10 flor. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles. 7<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Devieschoudère et Andoor.

#### INTERDICTION.—FEMME.—ADMINISTRATION.

*Lorsque le mari est interdit, l'administration des biens de la communauté passe de plein*

(1) Il en était de même d'après l'ancienne jurisprudence française, qui considérait comme simplement comminatoires les clauses par lesquelles il était convenu qu'un acte demeurerait résolu, dans le cas où l'une des parties n'aurait pas rempli ses obligations. V. Pothier, de la Vente, n° 459; Brodeau sur Louet, lettre P, n° 50; Merlin, Répert., v° Clause résolutoire, n° 1; Toullier, t. 6, n° 550. — Sous le Code civil, l'art. 1 dans le sens de la notice ci-dessus Bruxelles, 7 août 1811; Colmar, 6 déc. 1814; — En sens contraire, Liège, 1<sup>er</sup> août 1810; Dijon, 30 juill. 1817; Paris, 19 fév. 1830. V. aussi dans ce dernier sens, Duvergier, du Louage, t. 1<sup>er</sup>, n° 475.

(2) Un système contraire a été consacré par la Cour d'Orléans dans un arrêt du 9 août 1817, qui décide que l'administration du tuteur ou curateur donné au mari, s'étend même aux biens de la communauté. Cette opinion est enseignée aussi, mais sans développements, par MM. Toullier, tom. 12, n° 309, et Bellot, t. 1, p. 311. — Elle repose à notre sens sur un double principe : 1<sup>o</sup> que le droit du mari sur les biens de la communauté est un droit utile et réel, qui fait partie de ses propres biens; 2<sup>o</sup> que l'administration, que le régime de communauté confère au mari, est une des conventions irrévocables du contrat de mariage, et qui ne peut cesser d'avoir son effet que dans le cas de dissolution de la communauté. — Remarquons que ce système n'a point l'inconvénient, comme il semblerait au premier abord, de placer la femme dans un état de subordination vis-à-vis du tuteur de son mari : ce n'est point lui qui l'autoriserait; il n'intervient que comme agent comptable; c'est le juge qui remplacera le mari dans tous les cas où l'autorisation est nécessaire. Par là sont conciliés les intérêts pécuniaires, la dignité du mariage, et l'indépendance de la femme. C'est au conseil de famille, du reste, en nommant le tuteur, et au tribunal, en homologuant la délibération, à pourvoir le plus décentement possible aux besoins du ménage, en réglant la forme et les conditions de l'administration. Cod. civ. 454, 507. — Objecterait-on que le mari, sous le régime de com-

droit à la femme. — Dans ce cas, si le conseil de famille n'a point appelé la femme à être tutrice, les fonctions du tuteur se bornent à la personne de l'incapable, et aux sommes et deniers qui lui appartiennent en propre. (C. civ., 507 et 1621.) (3)

(Tongrie—C. Hugaberes et Vand-Enbusche.)

Elisabeth Hannuert réclame la tutelle de son mari interdit; le conseil de famille n'eut pas égard à sa réclamation; alors elle prétendit que le tuteur qu'on lui préférait, ne devait point s'immiscer dans les affaires de la communauté, qu'il devait borner tous ses soins à la personne et aux biens propres de l'interdit. — Cette demande est accueillie; un jugement défère à Elisabeth Hannuert, exclusivement, l'administration de la communauté, à la charge par elle de remettre tous les ans des états de sa gestion au tuteur de son mari, et de lui délivrer la moitié des revenus.

Elisabeth Hannuert trouve ces conditions trop onéreuses; elle interjette appel, et offre de fournir tout ce qui serait nécessaire à son mari, et d'employer le surplus des fonds et revenus de la communauté en achat de biens immobiliers.

#### ARRÊT.

LA COUR;— Considérant que le mari est administrateur de la communauté conjugale, que pour autant qu'il jouit de ses facultés intellectuelles; — Que par son interdiction, il est constaté qu'il est hors d'état d'administrer;—Qu'il

munant, est la mandataire légale de la femme, et que le mandat finit par l'interdiction du mandataire, Cod. civ. 2003. Mais d'abord en supposant cela vrai, il n'en résulterait pas que la femme dût à son tour, et nécessairement, être mandataire du mari. Il y a là intervention et non une simple extinction du mandat. Tout au plus la femme aurait-elle droit de gérer elle-même sa part de communauté; mais pour déterminer cette part, il faudrait que la communauté fût dissoute, et l'interdiction du mari n'a point été comprise dans l'énumération que fait l'art. 1444 du Cod. civ., des causes de dissolution. — Ajoutons enfin que la femme n'est point un mandataire ordinaire par rapport au mari et aux biens de la communauté; du moins les principes sur la responsabilité du mandataire, sur la révocation et les autres effets du mandat, sont sans application entre époux. — Le mari serait, en tout cas, mandataire sur sa propre chose, comme intéressé à l'affaire qu'il gère, *procurator in rem suam*. Or, l'interdiction ne met point fin à un tel mandat; il est exercé par les représentants légaux de l'interdit. L'usufruitier, par exemple, est considéré, sous bien des rapports, comme le mandataire *in rem suam* du propriétaire; et cependant c'est le tuteur de l'usufruitier interdit, et non le propriétaire, qui administre l'usufruit. — Objecterait-on encore qu'en cas d'absence du mari la femme a, par préférence aux héritiers présomptifs, la gestion provisoire des biens de la communauté (Cod. civ. 124)? Mais il suffit de répondre que l'absence n'a pas, comme l'interdit, un représentant légal qui exerce tous ses droits réels et utiles. — Considérons enfin que la femme n'a point à craindre, pour ses droits éventuels de communauté, les dissipations du tuteur, puisqu'il n'aura pas, comme le mari lui-même, le droit d'aliéner de son autorité privée; tout son pouvoir se borne à des actes de gestion. Il y aurait au contraire, dans l'intérêt du mari, inconvénience à confier à la femme l'administration des biens de la communauté, qui peuvent former toute la fortune de l'interdit, quand le conseil de famille ne l'a pas jugée digne ou capable de la tutelle.

en résulte que cette administration doit refuser sur l'autre membre capable de gérer; — Considérant que les parties ont conclu, de part et d'autre, à l'immobilisation des deniers qui se trouvent dans la communauté, et de ceux qui doivent y rentrer; qu'en conséquence, il ne s'agit que de juger conformément à leurs conclusions; — Emendant, donne acte, etc. — Adjugé à la dame Tongrie, l'administration de la communauté conjugale d'entre elle et son mari; etc.

Du 11 flor. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### APPEL.—JUGEMENT VOLONTAIRE.—OFFRES.—ACCEPTATION.

*N'est pas susceptible d'appel de la part du défendeur, le jugement intervenu sur ses propres offres, quoiqu'elles n'aient pas été acceptées formellement à l'audience, alors que le jugement a été signifié par l'adversaire avec commandement de s'y conformer (1).*

(Laporte.—C. Pascal.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que, soit au bureau de paix, soit devant le tribunal de première instance, Pierre Pascal avait accédé à la demande formée contre lui, des 3,000 fr. reconnus à François Laporte, dans son contrat de mariage; qu'il ne contestait l'action hypothécaire que pour les 3,996 fr. reçus et reconnus après ce premier contrat; que le jugement qui intervint, se trouvant basé sur les propres conclusions de Pascal, et lui ayant donné gain de cause, en le débarrassant de la seule demande qu'il eût contestée, et ne faisant droit qu'à celle dont il avait reconnu la légitimité, il n'est pas recevable à s'en plaindre, parce qu'il ne peut pas se prétendre grevé par la décision du premier juge, exactement conforme à la défense qu'il avait tenue devant lui; qu'inutilement, pour se soustraire à l'effet de ce contrat en jugement, Pascal oppose que cette offre de sa part ne fut pas acceptée par ladite Laporte, et qu'il peut la révoquer; car cette dernière n'a pas pu accepter cette offre d'une manière plus expresse et plus formelle, qu'en faisant signifier audit Pascal le jugement qui l'a sanctionnée, et en lui faisant commandement d'y obéir; d'où il suit que son appel doit être rejeté, sans entrer dans l'examen de son mérite au fond; D'autre part, le moyen qu'il emploie pour insinuer qu'il devrait être relevé de son offre, comme n'ayant été que le fruit de l'ignorance où il prétend avoir été de la simulation du divorce de ladite Laporte, de laquelle simulation il offre subsidiairement la preuve, ce moyen et cette preuve ne sont pas moins rejetables, si l'on considère que la prétendue ignorance de la cohabitation, de laquelle il voudrait induire la simulation du divorce, déjà invraisemblable, par la circonstance de la grande proximité de la demeure des parties, se trouve contredite par le langage qu'il tenait devant le premier juge, en ajoutant à l'offre qu'il faisait touchant les 3,000 fr., « quoique ladite Laporte n'y fût pas fondée, parce que son divorce n'était pas sincère; cette preuve étant ainsi péremptoirement rejetable, il n'y a pas lieu d'examiner si, en point de droit, elle serait pertinente ou admissible;—Par ces motifs, a déclaré Pierre

Pascal irrecevable dans son appel; a rejeté sa demande en preuve, et a ordonné que le jugement dont était appel sortirait son plein et entier effet d'autorité du premier juge, avec dépens contre Pascal.

Du 11 flor. an 13.—Cour d'appel de Nîmes. — Pl., MM. Espérandieu et Emeric.

#### LETTRE DE CHANGE.—PAIEMENT PAR INTERVENTION.

*Sous l'empire de l'ordonnance de 1673, celui qui payait une lettre de change par intervention pouvait exercer son recours, à la place du porteur, contre les endosseurs, encore bien qu'il n'eût reçu aucun mandat de la part de ces derniers (2).*

(Margaron.—C. Pariset.)—ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 3, tit. 5 de l'ordonn. de 1673;—Vu les actes authentiques, tant du protêt faute de paiement, que de l'intervention, desquels il résulte que Margaron et compagnie ont payé la lettre de change dont il s'agit, pour l'honneur de la signature de Pariset et compagnie;—Attendu que le protêt, faute de paiement, a été dénoncé à Pariset en temps utile;—A mis l'appellation au néant, etc.

Du 12 flor. an 13. — Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Bonnet et Berryer.

#### BAIL.—ACQUÉREUR.—LOCATAIRE.—EXPULSION.

*La question de savoir si un acquéreur, devenu tel avant le Code, peut, après la publication du Code, expulser les locataires, doit être jugée, non par les lois romaines existantes à l'époque de son contrat, mais par la loi nouvelle en vigueur à l'époque où il veut opérer l'expulsion.—Ainsi, depuis la publication du Code, l'acquéreur ne peut expulser les locataires.*

*Dans tous les cas, l'acquéreur est présumé avoir renoncé au privilège qui lui était conféré par la loi empire, si, en notifiant son contrat aux locataires, il leur a fait commandement de payer les loyers échus et à échoir.—Cette présomption n'est pas détruite par les réserves générales que l'acquéreur a faites de ses droits et actions (3).*

(Commard.—C. Bellon-Depont.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que Bellon-Depont n'a usé du privilège de la loi *emptorem* que postérieurement à l'abolition légale de ce privilège;—Attendu que la clause insérée dans le bail dont il s'agit, et rappelée dans l'adjudication de Bellon-Depont, loin d'être une convention de résilier ce bail dans l'esprit et aux termes de l'art. 1743 du Code civil, est au contraire une stipulation faite pour assurer l'exécution de ce même bail, et pour en empêcher, autant que la chose était alors possible, le résiliement forcé, en vertu de la loi *emptorem*;—Attendu d'ailleurs que, par son acte extrajudiciaire du 1<sup>er</sup> prairial an 12, Bellon-Depont, en notifiant son jugement d'adjudication, au lieu de se réserver nominativement l'exercice du privilège de la loi *emp-*

qui paie une lettre de change par intervention est subrogé aux droits du porteur, et tenu des mêmes devoirs pour les formalités à remplir.

(3) V. conf., Dijon, 29 prair. an 13, et en outre sur la résiliation du bail par suite de vente, admise dans l'ancien droit, Paris, 1<sup>er</sup> frim. an 10, et la note.

(1) V. sur l'appel des jugements volontaires, Cass. 14 juill. 1813, et la note.—V. aussi, Cass. 21 frim. an 9, et la note.

(2) La question ne pourrait plus faire aucun doute, aujourd'hui que l'art. 156 du Cod. de comm. dispose qu'une lettre de change protestée peut être payée par tout intervenant pour le tireur ou pour l'un des endosseurs, et que d'après l'art. 159 celui



toram, a fait sommation à Commard, locataire, de lui payer ses loyers, sommation accompagnée de réserves générales qui ne peuvent s'appliquer qu'à l'exécution du bail; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant.

Du 13 flor. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Lacroix-Frainville et Couture.

#### ACTE DE L'ÉTAT CIVIL.—NAISSANCE.—

IDENTITÉ.—FILIACTION.—PREUVE.

Lorsqu'il n'existe pas de preuve du décès d'un enfant légitime, dont un individu prétend s'appliquer l'acte de naissance, cet individu peut prouver son identité par la voie d'enquête ou preuve testimoniale. (C. civ., art. 319 et suiv.) (1)

(Hennecart—C. Lavoine.)

À la déces d'un sieur Lavoine, Marie-Catherine, femme Hennecart, se prétendant sa fille, pourait le portage de sa succession contre la dame Julien sa sœur, et la veuve Lavoine sa mère. — La dame Lavoine et la dame Julien, sa fille aînée, prétendraient que la demanderesse était absolument étrangère à leur famille, que depuis longtemps Marie-Catherine Lavoine était décedée. — La dame Hennecart représentait un acte de naissance du 30 décemb. 1777, et à défaut de possession d'état elle fournissait des preuves testimoniales de sa filiation. — La veuve Lavoine et sa fille opposaient un acte de naissance du 6 mai 1783, qui constituait la dame Hennecart, fille de Louis-Marc et Marie Gosselin sa femme. Mais elles n'offraient pas de preuve du décès prétendu de Marie-Catherine Lavoine.

13 niv. an 19. Jugement du tribunal de Versailles, qui, « Attendu que l'individu qui se donne dans la cause pour Marie-Catherine Lavoine, née dans la commune d'Arcueil, le 30 déc. 1777, d'André-Denis Lavoine et de Marie Leroux sa femme, ne présente qu'un titre de naissance, sans justifier d'une possession d'état constante et suivie, conformément à ce titre. — Attendu que pour percer l'obscurité qui règne dans la cause, il est indispensable d'entendre les personnes qui ont vu et connu soit la fille Marc, soit la fille Lavoine; que les faits constants dans la cause, sont assez graves pour déterminer cette admission de témoins; — Sans avoir égard à la fin de non-recevoir proposée par la veuve Lavoine et sa fille, ordonne qu'elles seront tenues d'avouer ou contester les faits articulés et signifiés. »

Sur l'appel, les dames Lavoine ont soutenu que l'intimée n'ayant ni titre, ni possession d'état, ni commencement de preuve par écrit, était non recevable à reconstruire la preuve testimoniale; elles articulaient en outre des faits tendant à prouver la possession d'état de la dame Hennecart, conforme à l'acte de naissance du 6 mai 1783.

L'intimée soutenait que lorsque les faits étaient assez graves, la preuve par témoins pouvait être admise d'après l'art. 323 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR; — Sans s'arrêter à l'articulation de faits subsidiairement faite par la veuve Lavoine et Julien et sa femme, comme actuellement prématurée, faisant droit sur l'appel, et adoptant les motifs des premiers juges; — Dit qu'il a été bien jugé.

Du 13 floréal an 13. — Cour d'appel de Paris.

(1) V. dans le même sens, Cass. 27 janv. 1818, et a note.

(2) Il a été jugé par la Cour de Nîmes le 6 août 1806, que sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792

#### PROMESSE DE MARIAGE.—OPPOSITION.

Celui qui, sous la loi du 20 sept. 1792, a souscrit une promesse de mariage, pour le temps où il aurait atteint sa vingt et unième année, est dispensé, par la survenance du Code civil, de remplir cette promesse, tant que ses père et mère refusent leur consentement (2). Il ne peut pas même être soumis à des dommages-intérêts à raison de l'inexécution de sa promesse.

La femme à qui a été faite une promesse de mariage, n'est pas recevable à former opposition au mariage que va contracter avec une autre personne, celui qui la lui a faite.

(Ratti—C. Sanino.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 172 du Code civil; — Considérant que d'après une disposition si expresse de la loi, il est évident que Laure Sanino, qui n'allègue qu'une simple promesse de mariage, est dénuée de tout foudement dans son opposition;

Sur la seconde question: — Considérant que, suivant le droit romain, il est permis à un des fiancés de renoncer aux fiançailles, L. 1, Code de Spons.; et quoique sur les traces du droit ecclésiastique, et par principe d'équité, le fiancé réfractaire ait quelquefois été condamné à des dommages-intérêts, cela n'a cependant eu lieu que très rarement et pour des causes très graves, et particulièrement lorsque les promesses ont été suivies de la cohabitation des fiancés, ou d'autres faits éclatants qui ont pu causer du scandale au préjudice de la fiancée; — Que cette jurisprudence n'est point applicable à l'espèce, puisqu'il s'agit d'une simple promesse, qui n'a été suivie d'aucun fait qui eût pu compromettre l'honneur de la demanderesse Laure Sanino; — Qu'il s'agit d'un jeune homme, dont la minorité pouvait lui servir d'excuse même pour un refus capricieux, à l'exemple de ce qui est établi à l'égard des arbrés par la loi 5, Code de Spons. — Qu'enfin il s'agit d'un refus qui ne tient pas à la volonté de Ratti, qui est nécessaire par la loi, et par une loi qui est survenue après sa promesse; ce qui est aussi à remarquer en faveur de Ratti, puisqu'on ne peut pas lui objecter d'avoir fait sa promesse au mépris d'une loi qui l'empêchait de tenir sa parole; on ne peut l'accuser de mauvaise foi à l'instant qu'il prit ses engagements; on ne peut l'en accuser dans la suite, puisque c'est par la loi, indépendamment de sa propre volonté, que Ratti est obligé de se refuser au désir de la demanderesse Laure Sanino, et que celle-ci ne peut pas même se plaindre et s'opposer à un nouvel engagement de Ratti; que puisque Ratti n'a point, de sa volonté, causé aucun dommage à la demanderesse Sanino, et que celle-ci n'est point assistée en droit en sa demande principale, il est conséquent qu'elle soit aussi déboutée à l'égard de sa demande en dommages-intérêts; — Dit avoir été bien jugé au premier chef du jugement dont est appel, concernant l'opposition; — Et mal jugé au second chef dudit jugement, concernant les dommages-intérêts.

Du 14 floréal an 13. — Cour d'appel de Turin.

— Pl., MM. Desbatte et Moute.

#### PRODIGE.—CONSEIL JUDICIAIRE.—FEMME

MARIÉE.—AUTORISATION.

La femme est suffisamment autorisée dans les

une promesse de mariage était valablement faite par un majeur de vingt et un ans. — Sur l'effet des promesses de mariage sous le Code civil, F. Cass. 21 déc. 1814, et la note.

poursuites en interdiction qu'elle dirige contre son mari, par le mandement du tribunal qui lui permet de convoquer le conseil de famille. (C. civ., art. 215 et 218.) (1)

(D'Héricky—C. sa femme.)

La dame d'Héricky avait présenté requête au tribunal d'Yvetot, afin d'être autorisée à convoquer un conseil de famille, pour délibérer sur la conduite et l'état de son mari, et lui faire nommer un conseil judiciaire. — Le 13 fruct. an 11, sur les conclusions du commissaire du gouvernement, mandement est accordé à la dame d'Héricky pour citer les parens devant le juge de paix, aux fins de délibérer. — Ensuite jugement définitif est rendu qui, d'après la délibération des parens, nomme un conseil judiciaire au mari.

Appel par le mari, qui soutient que sa femme devait être expressément autorisée à ester en jugement, soit par lui, soit par la justice, et que le jugement qui accorde le mandement ne peut équivocal à cette autorisation expresse; il conclut en conséquence à ce que le jugement définitif soit déclaré nul ainsi que tout ce qui l'a précédé et suivi.

Pour la dame d'Héricky, on a soutenu que l'ordonnance ou jugement du 13 fruct. an 11, qui accorde le mandement sur les conclusions conformes du commissaire du gouvernement, est une autorisation suffisante du juge, qui, quoiqu'il ne se soit pas servi du mot propre *autorise*, s'est servi d'une autre expression qui conduisait au même but; que la loi était donc exécutée pleinement dans son sens.

Le procureur général, argumentant de la lettre de la loi, a pensé que le jugement dont est appel aurait dû expressément autoriser la femme; d'où il a conclu à l'annulation du jugement.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la dame d'Héricky a demandé l'autorisation du juge, aux fins de procéder et de faire nommer un conseil judiciaire à son mari; — Considérant que cette autorisation a été donnée d'après les conclusions du commissaire du gouvernement, par l'ordonnance qui a accordé mandement aux fins de la convocation des parens; — Sans s'arrêter à la nullité proposée, dit qu'il a été valablement et régulièrement jugé, etc.

Du 16 flor. an 13. — Cour d'appel de Rouen. — Pl., MM. Daviel et Gadé.

FAILLI. — CAPACITÉ. — DÉPÔT. — NANTISSEMENT.

Le failli ne peut pas faire un dépôt, à titre de nantissement, de même qu'il ne peut vendre ou hypothéquer (2).

(Ballarini—C. Tron.)

Malaspina, marchand à Tortone, se trouvant dans l'impossibilité de faire face à ses engagements, assemble ses créanciers chirographaires.

On convient qu'en attendant qu'un contrat d'attribution ou concordat eût été rédigé, des

effets appartenant à Malaspina seraient remis à Ballarini, qui s'en rendit dépositaire, et s'engagea les représenter. — Plus tard l'attribution eut lieu.

An nombre des créanciers hypothécaires de Malaspina était la maison de commerce Tron, qui, après avoir obtenu un jugement contre son débiteur, s'occupait de le mettre à exécution. — En conséquence, le 7 vend. an 11, elle voulut procéder à la saisie des meubles et effets de Malaspina; mais le sieur Ballarini intervint, déclara qu'il s'opposait à la saisie, attendu que les meubles avaient été déjà affectés à la masse des créanciers chirographaires, et que lui, Ballarini, en était dépositaire en justice.

La maison Tron a répondu qu'elle était créancière en vertu d'un jugement inattaquable et inattaquable; qu'ainsi elle avait le droit de saisir les effets de son débiteur partout où elle les trouvait; — Que le dépôt fait dans l'intérêt des créanciers chirographaires du failli n'avait pu leur donner aucun droit de préférence.

28 mess. an 11, jugement du tribunal d'Alexandrie, qui accueille les prétentions de la maison Tron, et condamne Ballarini à remettre les effets.

Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1° que Malaspina était failli lors des arrangements qu'il a pris avec ses créanciers chirographaires, et de l'espèce d'abandon qu'il a fait des meubles et effets dont il s'agit; — 2° Que ces arrangements n'ont pu affecter la maison de commerce Tron, ni les autres créanciers hypothécaires, qui n'y sont point intervenus; — 3° Que la susdite maison qui, dans le bilan de Malaspina, figure comme le premier créancier hypothécaire, et qui est nanti d'un titre exécutoire, peut, en conséquence, exécuter de ses droits sur les meubles et effets en question, sans qu'il soit nécessaire d'appeler en cause les créanciers chirographaires; — 4° Qu'elle le peut d'autant plus qu'il est constant en fait que la valeur des meubles déposés chez l'appelant excède considérablement le montant des sommes dues aux créanciers chirographaires d'après les réductions par eux consenties; — 5° Que les articles précités du Code civil ne peuvent recevoir d'application à des dépôts ou à des nantissements faits par un failli, au préjudice des créanciers hypothécaires; — Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 16 flor. an 13. — Cour d'appel de Turin. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Paoletti et Deubatte.

SAISIE IMMOBILIÈRE. — DOMICILE.

Le commandement et l'assignation qui précèdent l'expropriation forcée, doivent contenir, à peine de nullité, l'indication du domicile actuel et véritable de la partie, au moment où l'acte se fait. — Il ne suffit pas d'indiquer le domicile ancien, encore que le poursuivant ait continué depuis d'habiter le même commune, et le même quartier de la commune,

partie; il reçoit la demande et en permet l'instruction. Il n'est donc pas parfaitement logique de conclure de là, qu'il a entendu donner en même temps l'autorisation spéciale dont la femme a toujours besoin pour ester en jugement. — V. cependant dans le même sens, Toulouse, 8 fév. 1823.

(1) Cet arrêt admet comme suffisante une autorisation implicite : de ce que la femme a été autorisée à convoquer le conseil de famille, il conclut qu'elle a été autorisée à suivre l'instance en interdiction ou en datation d'un conseil judiciaire. Cette décision n'est pas à l'abri de toute critique; car non-seulement la femme, mais tous ceux qui ont qualité pour demander l'interdiction ou la datation d'un conseil judiciaire, doivent d'abord demander l'autorisation de renvoyer le conseil de famille. Donc en autorisant la femme à remplir cette formalité préliminaire, le tribunal ne fait que ce qu'il ferait à l'égard de toute autre

(2) Il est évident que le failli ne peut conférer à quelques-uns de ses créanciers aucun droit privilégié au préjudice des autres. Aussi l'art. 426 du Cod. de comm. nouv., annule-t-il tous droits d'antichrèse ou de nantissement conférés par le failli.

mais dans une maison différente. (L. 11 brum. an 7, art. 4, § 4; Ord. 1667, tit. 2, art. 2; C. proc., art. 673.)

(Vervin—C. Mévohlon.) — ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que la partie de Popelin (Mévohlon, poursuivant) a indiqué un faux domicile dans le commandement et dans l'affiche imprimée, pour parvenir à l'expropriation forcée, puisqu'elle s'est dite domiciliée rue du Mont-Blanc, n° 400, tandis qu'il est prouvé que, dès le 1<sup>er</sup> vendém. an 12, son domicile a été rue de l'Provence, n° 63;.... — Sans qu'il soit besoin de statuer sur la validité des offres réelles faites par la partie de Gicquel, par l'exploit du 18 mess. dernier. — Déclare le commandement et les affiches tendant à l'expropriation forcée dont il s'agit, ensemble tout ce qui s'est ensuivi, nul et de nul effet;—Condamne, etc.

Du 17 flor. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Gicquel et Popelin.

#### CASSATION (POURVOI EN).—MATIÈRE CRIMINELLE.—EFFET SUSPENSIF.—FRAIS.

En matière criminelle, le pourvoi en cassation est suspensif, non-seulement de la peine, mais encore de l'exécution des condamnations civiles. Tellement que la régie ne peut, après le pourvoi d'un condamné, faire apposer les scellés sur ses meubles pour garantie des frais mis à sa charge (1).

(Fauresse—C. l'adm. de l'enreg.)

En vertu d'une condamnation prononcée par le tribunal criminel de la Seine-Inférieure, contre Fauresse, la régie a fait apposer les scellés sur ses meubles pour garantie des frais du procès mis à sa charge. — Mais Fauresse s'étant pourvu en cassation, a demandé que les scellés fussent levés. — Attendu qu'ils étaient un commencement d'exécution des condamnations civiles prononcées contre lui par le jugement criminel contre lequel il s'était pourvu et que le pourvoi de ce jugement était suspensif pour ces condamnations aussi bien que pour la peine qu'il avait appliquée.

De la part de la régie, on soutenait que dans la condamnation de Fauresse, il fallait distinguer la disposition pénale, qui était bien matière criminelle, susceptible de suspension par le pourvoi, et la disposition relative aux frais de la procédure qui était civile, et non susceptible de suspension par le pourvoi.

On répliquait pour Fauresse que le pourvoi contre les arrêts des Cours de justice criminelles est suspensif; que dans un arrêt rendu par une Cour criminelle, il n'y a pas deux différentes matières, criminelle et civile; que les dépens, comme accessoire, prennent le caractère du principal, et sont matière criminelle dans les procès criminels.

1<sup>er</sup> germ. an 13, jugement du tribunal de Rouen, qui ordonne la levée des scellés.

Appel.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le pourvoi des condamnés est suspensif et dévolutif, en sorte que les jugements rendus contre eux ne sont véritablement exécutoires que quand un arrêt de la Cour de cassation a rejeté le pourvoi;—Considérant que c'est sous ce point de vue que l'art. 4 de la loi du 18 germ. an 7 a pu être conçu;—Confirme le jugement, etc.

(1) V. sur ce point, Cass. 30 brum. an 14, et la note.

(2) V. anal. en sens contraire, Cass. 4 flor. an 9.

(3) V. Cass. 5 therm. an 5 et la note. V. en outre

Du 17 flor. an 13.—Cour d'appel de Rouen.

#### ACQUIESCENCE.—JUGEMENT.—EXÉCUTION.

C'est acquiescer à un jugement qui rejette une fin de non-recevoir, et ordonne de plaider au fond, que de l'exécuter en procédant devant le même tribunal et en demandant de faire interroger la partie adverse sur faits et articles, encore que chacun de ces actes d'exécution soit accompagné de protestations et réserves (2).

(Defranquen—C. Defranquen.)

Du 17 flor. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.—Concl., M. Tarte, subst.—Pl., MM. Defranquen et Crissous.

#### LETTRES DE RATIFICATION. — PAIEMENT.

—CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE. — INDICATION DE PAIEMENT.

Sous l'empire de l'édit de 1771, l'acquéreur qui a obtenu des lettres de ratification, a pu purger les hypothèques au préjudice des créanciers indiqués dans le contrat de vente, en acquittant son prix entre les mains du vendeur, après le refus des créanciers d'accepter l'indication de paiement.

(Paulmier—C. Jolas et Besugrand.)

Dans le mois de prair. an 3, le sieur Paulmier avait acheté une maison. — Par l'acte de vente, le vendeur avait indiqué des créanciers aux mains de qui le prix devait être remis. — L'acquéreur s'adresse à ces créanciers; mais ils ne veulent pas recevoir leur paiement. Il retourne au vendeur qui reçoit le prix et donne décharge.

Peu après, le sieur Paulmier prit des lettres de ratification qui furent scellées sans opposition. — En cet état de choses, les créanciers indiqués dans l'acte de vente prennent inscription sur l'immeuble vendu; sur le seul fondement de l'indication qui avait été faite en leur faveur.

Le sieur Paulmier en demande la mainlevée, mais un jugement déclare Paulmier débiteur direct de ces créanciers en vertu de l'indication, parce que cette indication tenait lieu d'une opposition au préjudice de laquelle Paulmier n'aurait pu se libérer et purger l'immeuble par des lettres de ratification. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que l'indication de paiement portée en l'acte du 29 prair. an 3 n'a pu équivaloir à une délégation; qu'elle n'a pas été acceptée par Jolas et la demoiselle Besugrand; que, dès lors, Paulmier, débiteur de son prix, a pu en faire régulièrement le paiement à Bonny-Pereuse, son vendeur; que les lettres de ratification qu'il a obtenues depuis ce paiement, et qui ont été scellées sans opposition de la part de Jolas et de la demoiselle Besugrand, ont opéré sa décharge;—A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant.

Du 18 flor. an 13.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Tripier et Delahaye.

#### ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.

La reconnaissance authentique d'un enfant naturel peut être déclarée valable, quoiqu'elle soit antérieurement à la loi du 12 brum. an 3, dans une transaction qui pouvait paraître avoir pour but d'éviter des poursuites judiciaires (3).

Chabot, Quest. trans., v<sup>o</sup> Enfants naturels, § 2, t. 1<sup>er</sup>, pag. 410, et suiv. Cet auteur distingue deux classes de reconnaissances par transaction : celles faites après poursuites, et celles faites avant pour-

(Guérin—C. Guérin).—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que, par le traité du 24 juil. 1770, feu Pierre Guérin s'est reconnu le père de l'enfant dont Jeanne Marrand était alors enceinte; qu'en donnant à cette femme une somme de 800 fr. pour qu'elle demeurât chargée de l'enfant, il l'assujétit à le lui représenter chaque fois qu'il l'en requerrait; que ce traité ne fut point provoqué par des poursuites judiciaires, puisque aucune n'eut lieu contre Pierre Guérin de la part de Jeanne Marrand; que ce fut très volontairement qu'il y fit la reconnaissance de sa paternité, et que cette reconnaissance étant établie par un acte authentique, elle doit suffire à l'enfant;—Lui accorde les trois quarts de la succession, etc.

Du 18 flor. an 13.—Cour d'appel de Bordeaux.

## 1° LÉGITIME.—PARTAGE.

## 2° CRÉANCIER.—LÉGITIME.—RÉDUCTION.

1° *L'expédition d'une légitime en corps héréditaires produit cet effet, que l'enfant est censé avoir succédé seul et immédiatement aux biens qui lui sont assignés; en conséquence, ces biens lui sont transmis libres de toute hypothèque du chef de l'héritier (1).*

2° *Les créanciers de l'héritier peuvent faire réduire comme excessive l'expédition faite par l'héritier à titre de légitime.— Cette décision a lieu, encore que l'expédition ait été faite d'après la valeur assignée à la légitime par le défunt lui-même, et quoique le bien expédié n'excède pas cette valeur.*

(Villeville—C. Villeville).—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que l'acte du 10 flor. an 11 est un véritable acte de partage dans sa disposition où la légitime maternelle d'Annibal Villeville est fixée à 50,000 fr. et où, tant pour le légitime que pour le cinquième de celle de feu Joseph-Etienne Pavé Villeville, son frère, mort ab intestat, formant en totalité une valeur de 60,000 fr., on lui espédie le domaine de St-Martin-Dupuech;—Que parmi les demandes qui furent portées devant le tribunal de première instance, se trouve de la part d'Annibal Villeville celle en radiation de l'hypothèque de Louis Pavé, sur le domaine de St-Martin; que cette demande ne pouvait être fondée qu'autant que l'expédition de ce domaine serait confirmée en entier; que la question de savoir si elle devait l'être, était donc une question soumise à l'examen du tribunal de première instance, et dont il devait s'occuper; que, quoi qu'il n'y eût pas de la part de Louis Pavé de demande directe en annulation de l'acte du 10 flor., cette demande résultait néanmoins de sa résistance à la radiation et du motif sur lequel il la fondait, et qu'il prenait de ce que l'expédition de biens faite par cet acte était excessive; que d'ailleurs Annibal Villeville ayant fait citer son neveu en radiation de l'inscription qui avait été faite, ce dernier, en soutenant son inscription et en demandant l'estimation du domaine de Saint-Martin, pour savoir s'il n'avait pas une valeur plus considérable que celle pour laquelle il avait été expédié, n'avait fait qu'opposer une ex-

ception à l'action intentée contre lui par son oncle, et le tribunal était soumis à statuer sur cette exception; qu'ainsi l'appel faisait revivre les qualités, et le tribunal se trouvant dans la même position où était celui de première instance, il doit se livrer à l'examen que celui-ci a refusé de faire, et se procurer les connaissances nécessaires pour pouvoir prononcer sur la validité de l'expédition dont il s'agit, en réservant néanmoins à Annibal Villeville toutes ses exceptions quelconques;—Que pour pouvoir statuer sur cet objet en connaissance de cause, il faut se fixer d'abord sur le montant des droits d'Annibal Villeville, et ensuite sur la valeur du domaine de Saint-Martin; que pour remplir cet objet, il convient de donner à Louis Pavé l'option, ou de consentir à ce que la légitime maternelle de ses oncles demeure fixée à 50,000 fr., ainsi qu'elle l'a été dans le testament de la dame de Lafare, ou de s'y refuser en soutenant qu'il n'y a qu'une composition et estimation du patrimoine de ladite dame Lafare qui puisse déterminer et fixer la quotité de ladite légitime;—Que dans le cas où la fixation à 50,000 fr. sera consentie par Louis Pavé Villeville, l'estimation sera bornée audit domaine de Saint-Martin, et, dans le cas contraire, cette estimation sera étendue à tous les autres biens qui seront trouvés faire partie du patrimoine de ladite dame de Lafare;—Réforme ledit jugement, etc.

Du 19 flor. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.

## PARTAGE.—LÉSION.—RÉSCISION.—ALIÉNATION.—FIN DE NON-RECEVOIR.—FORMES.—DÉFENS.

*Est réputé partage et susceptible de l'action en rescision pour lésion, tout acte qui a pour objet de faire cesser l'indivision entre cohéritiers, encore que l'acte soit qualifié transaction et qu'il existât un procès auquel cet acte était en partie destiné à mettre fin (2).*

*Le cohéritier qui a aliéné les immeubles compris dans son lot, n'en est pas moins recevable à former une demande en rescision de partage pour cause de lésion (3).*

*La lésion en matière de partage doit être constatée dans les formes voulues par le Code civil pour le cas de lésion en matière de vente.*

*Les frais de l'expertise doivent être avancés par le demandeur en rescision.*

(Pradel—C. Labastide).—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que, d'après l'ancien droit et la jurisprudence attestée par Lebrun, en son traité des partages, liv. 4, chap. 1<sup>er</sup>, par Bretonnier, sur Henrys, liv. 4, quest. 173, et autres auteurs, les actes de partage qualifiés et rédigés en forme de transaction, quelque clause qu'on y ait apposée, conservent toujours leur véritable caractère de partage, dès qu'ils sont le premier acte intervenu entre cohéritiers, et peuvent, comme tels, être rescindés, sur le fondement d'une simple lésion du tiers au quart;—Qu'il importe peu qu'il existât déjà un procès relatif au partage, auquel il ait été mis fin par un tel

Cod. civ., et qui du reste était généralement admis dans l'ancienne jurisprudence. F. Cass. 14 brum. an 9.

(2) C'est la disposition formelle de l'art. 888 du Cod. civ.—F. au surplus, Cass. 1<sup>er</sup> brum. an 12, et la note.

(3) F. sur ce point, Cass. 16 fév. 1830; 24 janv. 1833, et les notes.

aites. Pour les premières, il les considère comme anticharges d'une espèce de violence morale qui doit les rendre sans effet, et il cite à l'appui de sa doctrine, les arrêts de la Cour de cassation des 28 flor., 1<sup>er</sup> mess. an 13, et 5 août 1807.—Quant aux secondes, il reconnaît que la jurisprudence est incertaine, et que la décision dépend surtout des circonstances.

(1) Cette décision se rattache à un principe, aujourd'hui formellement consacré par l'art. 883 du

acte, parce qu'un partage n'ayant jamais lieu sans une discussion préalable sur les forces et les charges de l'hérédité, il est assez indifférent que cette discussion ait lieu en justice ou à l'amiable; — Que l'action en restitution n'est dénie, que lorsque y ayant eu un partage fait, une demande en lésion formée, et un traité intervenu sur cette demande, l'un des contractans demande d'en être relevé; parce qu'un tel acte est une véritable transaction sur procès; — Que les mêmes principes ont été consacrés par l'art. 888 du Code civil; qu'ainsi la première fin de non recevoir, opposée aux mariés Pradel, sur le fondement de la nature de l'acte attaqué, n'est point admissible; — Qu'on ne trouve pas une seule clause dans l'acte du 29 germ. an 7, de laquelle on puisse même induire que les parties eussent l'intention de ratifier un partage préexistant et définitif opéré par la convention privée du 29 therm. an 4, ou par celle du 1<sup>er</sup> flor. an 5; qu'elles y renoncent, au contraire; — Que le partage résultant de ces deux premiers actes, n'était que verbal et provisoire, et qu'elles n'avaient en vue que de le rendre authentique et définitif; que l'acte public ne fut donc pas l'approbation, mais le complément des actes privés; qu'aussi n'y fut-il ajouté aucune stipulation nouvelle, puisqu'il existe une parfaite identité entre les clauses de l'un et celles des autres, ce qui ne présente conséquemment qu'une seule convention, qu'un seul traité; que l'approbation vaguement donnée dans l'écrit privé du 1<sup>er</sup> flor. an 5, à celui du 26 therm. an 4, ne se réfère qu'à un accord final, qui ne fut parfaitement consommé que le 29 germ. an 7; — Que les parties avaient alors si peu entendu se régler d'une manière absolue et définitive, que, dans l'acte de déséparation du 19 de ce même mois de germ. an 7, le sieur Joseph-Jean-Thomas Saint-Laurent n'expédia à la dame Pradel, sa sœur, la pièce de terre située dans le territoire d'Avignon, qu'à la charge d'en imputer le prix, lors de la liquidation de ses droits légitimes, et du partage qui devait avoir incessamment lieu entre eux et leurs autres frères et sœurs, ce qui prouve qu'ils ne se considéraient alors que comme étant dans les termes d'un simple projet, qui fut réalisé et consommé par l'acte public passé dix jours après; — Que l'exécution des deux premiers accords privés, avant leur rédaction en acte public, ne se rapportant qu'à un partage provisoire, n'était point exclusive du bénéfice de la restitution, puisqu'elle était nécessaire et forcée; que celle du partage définitif ne peut pas mieux opérer un tel effet, étant de principe que l'exécution donnée aux actes, pendant le délai de l'action rescissive, n'empêche pas d'en demander la rescision avant l'expiration de ce délai;

Qu'aucun obstacle n'est produit contre la restitution des parties dans leurs droits antérieurs, par l'allénation que les mariés Pradel ont faite des immeubles aliénés, parce qu'il est de règle, en matière de partage, qu'on fait entrer, dans le lot de chaque copartageant, les fonds qu'il peut avoir déjà vendus; que, s'ils le remplissent de ses droits, il n'a plus rien à prétendre, et que, dans la supposition contraire, il ne peut y avoir aucune difficulté à lui fournir le complément de son lot, d'où il suit que cette seconde fin de non recevoir n'est pas mieux fondée que la première, et que l'une et l'autre doivent être écartées;

Qu'il n'est pas possible, en l'état, de statuer définitivement sur la demande des mariés Pradel, en rescision de l'acte du 29 germ. an 7, le mérite de cette demande étant subordonné à la vérification du point de fait, savoir, s'il y est ou

I.—1<sup>er</sup> PARTIE.

non intervenu une lésion du tiers au quart; cette vérification doit être commise à des experts, qui, conformément à l'art. 890 du Code civil, seront tenus d'estimer les objets, selon leur valeur, à l'époque du partage, et d'après un nouvel état de consistance, dans lequel seront réparées les erreurs et omissions qui peuvent avoir été commises dans le premier, ledit état, préalablement communiqué, impugné et débattu, s'il y a lieu; que les experts doivent être nommés, et procéder d'après le mode tracé par les art. 1678, 1679 et 1680 du Code civil; et que cette procédure doit être faite aux frais avancés des mariés Pradel, demandeurs en lésion; — Dit mal jugé.

Du 19 flor. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.

#### MINEUR. — VENTE DE BIENS. — CONSEIL DE FAMILLE

*Lorsqu'une délibération du conseil de famille autorise la vente des biens du mineur, les tribunaux ne peuvent se dispenser d'homologuer purement et simplement la délibération du conseil, à moins de constater en fait que la vente est inutile ou dommageable au mineur. (C. civ., art. 458.)*

(Les mineurs Leyniers.)

Du 19 flor. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### SÉPARATION DE CORPS. — RÉSIDENCE. — AUTORISATION.

*Les art. 268 et 269, Cod. civ., d'après lesquels la femme peut être déclarée non recevable dans sa demande en divorce, lorsqu'elle ne justifie pas de sa résidence au lieu fixé par le tribunal, ne sont pas applicables à la séparation de corps. (C. civ., art. 268, 269 et 307.)*

*Une femme ne peut ester en jugement sur sa demande en séparation de corps, qu'autant qu'elle a été autorisée par la justice. — Mais il suffit que cette autorisation lui soit donnée au cours de l'instance.*

(Royer—C. Royer.)

Du 21 flor. an 13.—Cour d'appel de Bordeaux.  
F. le texte de cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 13 brum. an 14, qui a statué sur le pourvoi dont il a été l'objet.

#### INTÉRÊT CONVENTIONNEL. — RETENUE POUR CONTRIBUTIONS.

*Les intérêts conventionnels ne peuvent, à moins d'une stipulation expresse, être exemptés de la retenue qui a lieu pour les contributions, encore que la dette soit commerciale (1).*

(Chambon—C. Bigot.)—ARRÊT.

LA COUR: — Attendu que par les derniers édits en vigueur avant la révolution, les revenus et produits quelconques de tous les citoyens, sans exception, étaient soumis à la levée du vingtième d'iceux, au profit de l'État; que la même disposition a été renouvelée par les différentes lois émanées des assemblées constituante et législative sur la contribution foncière, qui ont permis aux débiteurs de rentes et intérêts, de s'en retenir le cinquième, en représentation de l'impôt perçu d'après ce taux, sur le produit de leurs propriétés immobilières; que ces lois n'ont établi aucune exception en faveur des capitaux dus à des négociants; que s'il leur était autrefois permis de attacher un intérêt supérieur au taux légal, l'affran-

(1) F. sur la retenue pour contributions, Cass. 13 germ. an 10; 9 brum. an 13, et les notes.

ebissement de la retenue n'était alors que le résultat d'un pacte convenu, et nullement celui d'un privilège attaché à leur qualité; que si même aujourd'hui, le taux usité du commerce s'élève notablement au-dessus de cinq pour cent par an, les tribunaux n'en doivent pas moins s'en tenir à celui fixé par la loi, lors surtout qu'il s'agit de l'exécution d'un jugement qui a prononcé une condamnation d'intérêt en la manière ordinaire et sans distinction; qu'il faudrait une renonciation bien expresse de la part de Chambon-Beaumont, au bénéfice d'un droit qui lui est acquis en vertu d'une loi précise, pour qu'il fût irrecevable à le réclamer; qu'on ne trouve rien de pareil dans la correspondance que Bigot lui oppose; qu'on y voit seulement une offre d'arbitrage, acceptée sous la condition de payer annuellement les intérêts, au taux de cinq pour cent; mais qu'il n'y est fait aucune mention de la non-recevoir; d'où il suit que les parties demeurent soumises à la disposition du droit commun; et que c'est par elle que le point qui les divise aujourd'hui doit être résolu;—Par ces motifs, a mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 21 flor. an 13. — Cour d'appel de Nîmes. — Prés., M. Maynaud. — Concl., M. Giraudy.

#### EXPROPRIATION FORCÉE. — A-COMPTÉ. — DETTE LIQUIDE.

*Lorsqu'une dette est liquidée par titre authentique, les discussions qui s'élèvent sur les décomptes payés au créancier, mais qui ne libèrent point complètement le débiteur, n'empêchent pas les poursuites en expropriation forcée aux termes de l'art. 2216 du Code civil (1).*

(Lemaître—C. Dumont.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que la créance de Lemaître, résultant d'un acte notarié, était certaine et liquide, et qu'en supposant qu'il fût comptable de sommes reçues des débiteurs de Dumont, ce dernier ne prétendait pas être libéré; et qu'aux termes de l'art. 2216, Cod. civ., la poursuite d'expropriation n'est pas nulle, parce que le commandement aurait été fait pour une somme plus forte que celle réellement due; que, par décision arbitrale du 16 frim. an 12, enregistrée à Belleville le 5 niv. audit an, il a été déclaré que, déduction faite des sommes reçues par Lemaître, et montant à 640 fr. 04 c., Dumont était encore débiteur d'une somme de 1,800 fr. et renvoyé à se pourvoir, pour les réclamations de fournitures qu'il prétendait avoir à exercer contre Lemaître, et que, d'après ce compte, une ordonnance sur référé, du 24 germ. an 12, non attaquée, a ordonné la continuation des poursuites; que, par conséquent, la poursuite d'expropriation était régulière;—A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 24 flor. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Blondel. — Pl., MM. Coliet et Collin.

(1) Il est évident qu'une dette ne cesse pas d'être liquide par cela seul que des à-compte ont été payés. Toute qui résulte de là, c'est que si la poursuite en expropriation forcée était commencée pour la totalité de la créance, sans déduction des à-compte payés, elle le serait pour une somme plus forte que celle due au créancier. Or, l'art. 2216, C. civ., déclare expressément que ce n'est pas là un motif pour annuler la poursuite. Il y aurait lieu seulement à réduction.—V. en ce sens, Metz, 21 août 1811.

#### ÉMIGRATION.—PARTAGE.—COMPÉTENCE.

*L'art. 16 du sénatus-consulte du 16 flor. an 10, qui défend à l'émigré amnistié d'attaquer les partages faits entre la république et les particuliers, ne dispose que dans l'intérêt du fisc.—Ainsi, rien n'empêche l'émigré de querreller le partage sous des rapports purement privés, pourvu qu'il les respecte sous le rapport de l'intérêt national.*

*L'action de l'émigré, dans ce cas, doit être portée devant les tribunaux ordinaires (2).*

(Albarct—C. Moré.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'aux termes du décret impérial du 30 therm. an 12, les tribunaux seuls sont compétents pour connaître de toutes contestations nées de l'exercice des droits dans lesquels les émigrés rayés ou amnistiés avaient été rétablis par le sénatus-consulte du 6 flor. an 10, sous la seule condition de ne porter aucune atteinte aux actes administratifs; que l'effet de l'amnistie ayant été de faire rentrer tous les émigrés dans la classe ordinaire des citoyens qui, par le droit commun, ne sont justiciables, à raison de leurs intérêts privés, que des tribunaux, il n'y a plus d'exception à faire à leur égard, sous prétexte que leurs biens et leurs droits ont été momentanément dans les attributions de l'autorité administrative, et qu'elle a porté sur eux certaines décisions, puisquela cause de l'attribution donnée au pouvoir administratif, ne subsiste plus, et que les choses ont été remises dans leur premier état; que l'intérêt national a cessé; que, sous le rapport de sa personne comme sous celui des biens et droits dans lesquels il a été rétabli, l'émigré n'a plus rien de commun avec le gouvernement; et que s'il n'en était point ainsi, il demeurerait indéfiniment, et pour toutes sortes d'actions, obligé de recourir à l'autorité administrative; ce qui présenterait un système absolument inconciliable avec la division des pouvoirs sagement combinée par la loi;—Considérant qu'un partage n'est point un titre d'acquisition, mais un acte qui détermine la portion incertaine qu'avait, avant le partage, chaque cohéritier dans la masse indivise; que ce principe consacré par l'ancien droit l'a été de nouveau par le Code civil; qu'il s'ensuit qu'en se déclarant rempli des droits qu'elle avait à exercer sur les biens d'Antoine Moré, au moyen des ventes faites par elle ou par lui, la nation ne transfère point aux frères et aux sœurs de celui-ci la propriété des autres biens dont l'expédition leur fut faite; qu'ils ne les tiennent point d'elle comme propriété nationale; que la cessation de l'indivis fut donc l'unique résultat des arrêtés des administrations de la Lozère et du Cantal; qu'après la cessation de l'indivis, ces biens qui n'avaient jamais perdu leur caractère de propriétés privées, ne pouvant intéresser que les particuliers qui en étaient détenteurs ou qui avaient des droits à faire valoir sur eux, les contestations relatives à l'exercice de ces droits ne pouvaient non plus être dévolues qu'à l'autorité judiciaire, seule compétente pour juger les différends élevés entre citoyens, hors de toute espèce de rapport avec l'intérêt national;

(2) Cette dernière question pourrait faire difficulté, car les partages des biens d'émigrés faits entre la république et les particuliers constituent des actes administratifs, et c'est un principe général qu'il ne peut appartenir à l'autorité judiciaire de réformer les actes de cette nature.—Il est vrai que, dans l'espèce, la réformation devait avoir lieu dans un intérêt privé, ce qui pouvait être un motif de ne pas recourir à l'administration, qui ne doit régulièrement intervenir que lorsqu'il s'agit d'un intérêt public et général.

Considérant qu'il suit encore de là que la demande du sieur Moré aîné ne tend ni à renverser les arrêtés d'administration, en ce qu'ils ont déclaré que la république était remplie de ses droits, au moyen des ventes par elle faites, puisque le sieur Moré les approuve et les reconnaît irrévocables; ni à consigner les dispositions de l'art. 16, du sénatus-consulte du 16 flor. an 10, dont le but, comme l'annoncent assez ses motifs, n'a été que d'assurer la tranquillité publique et la garantie des ventes des biens nationaux, mais seulement à faire jouir cet émigré amnistié d'un droit qu'il aurait eu le gouvernement s'il eût continué de le représenter, celui de reprendre entre les mains de ses frères et sœurs des biens par eux possédés à son préjudice, à la suite d'une expédition erronée, contraire à la teneur des titres qui font leur loi commune; que si, sous ce rapport, elle est nécessairement de la compétence de l'autorité judiciaire, les tribunaux doivent y faire droit, sans crainte de blesser le vœu du sénatus-consulte, lorsqu'il leur est démontré que l'intérêt de l'État n'est absolument point compromis dans ce litige, et qu'il ne s'agit aucunement de porter atteinte au transport d'une propriété nationale; s'il l'est aussi, que les mêmes motifs de l'accueillir auraient prévalu devant l'autorité administrative, si elle lui eût été déférée avant que la république eût cessé de représenter Antoine Moré; — Considérant que le mérite de cette demande est subordonné au point de savoir en quoi consistent les droits des légitimes Moré, et si la quotité des biens qu'ils possèdent est hors de proportion avec la valeur de leurs droits; qu'à cet égard, tous les doutes s'évanouissent devant les circonstances; 1° qu'ils se sont emparés, du vivant de leurs père et mère, d'une partie de leurs biens, dont, aux termes de la donation contractuelle de leur frère aîné, ils ne devaient prendre possession qu'au décès des donateurs; 2° qu'ils ont pris leur quote-part des mêmes biens, sans faire aucune déduction des dettes et charges, tandis que, devant les supporter dans la proportion de leurs droits, ils en doivent abandonner une quotité proportionnelle à ces mêmes dettes et charges; 3° que, par l'estimation des fonds à eux expédiés lors du partage, rapprochée de celle des biens avec lesquels la république s'était déclarée remplie, on demeure convaincu qu'ils ont été favorisés au détriment d'Antoine Moré, de manière à établir une lésion fort au-dessus du tiers au quart, qui serait suffisante en droit pour amener à une opération nouvelle, établie sur une base plus égale et plus équitable; lésion reconnue, d'ailleurs, par quatre d'entre eux qui consentent à la réparer; 4° que la dame veuve Albarret, en particulier, détient la totalité de ce qu'elle prétend ne former que son douzième des patrilignes des père et mère communs, tandis qu'il est prouvé par actes qu'elle avait déjà été payée de la moitié de la somme à laquelle il avait été fixé; que, dans un pareil état de choses, le sieur Moré aîné, étant autorisé par sa donation à s'acquitter envers chacun de ses frères et sœurs, au moyen d'une somme de 12,000 liv. en argent, ou d'un douzième des héritages de ses donateurs en biens-fonds; tout ce qu'il lui retient au-delà, en vertu d'un partage fait dans l'ignorance

de ce titre, et qui présente une lésion excessive dont le loi elle-même commande la réparation, doit lui être restitué, puisque cet excédant est de droit sa propriété, et qu'il y a été rétabli par le bénéfice de l'amnistie; — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 26 flor. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

#### CONCILIATION. — EXCEPTION. — APPEL.

*Le défaut de préliminaire de conciliation ne peut être proposé pour la première fois en appel (1).*

(Du Saillan — C. Varelle.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, que quoique la conciliation requise par la dame du Saillan, avant de se pourvoir au tribunal civil, ne l'ait été que sur la demande qu'elle formait à cette époque, en désistat du domaine de Mohières, et non sur le paiement des annuités échues de la pension, postérieurement réclamées, le défaut de conciliation n'ayant pas été relevé en première instance, les appelants ayant, au contraire, défendu à cette demande formée incidemment, ils sont non recevables à opposer en cause d'appel ce défaut, couvert par la contestation en cause, suivant la jurisprudence de la cour, confirmée par celle de cassation; — Sans s'arrêter au moyen pris de la non-conciliation, sur la demande des annuités échues; — Dit bien jugé, mal appelé, etc.

Du 26 flor. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

#### ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. —

TESTAMENT OLOGRAPHE. — LETTRE MISSIVE.

— DROITS SUCCESSIFS.

*Encore que le père d'un enfant né hors mariage ait consenti à être indiqué dans l'acte de naissance de l'enfant, ce consentement n'équivaut pas à un acte authentique de reconnaissance, s'il n'a été donné que par des lettres missives ou par un testament olographe (2).*

*Les droits de l'enfant naturel dont le père est décédé après la loi du 12 brum. an 2, sont réglés par le Code civil (3).*

(Lavacquerie — C. Picard.)

L'arrêt ci-après a été rendu par suite du renvoi devant la Cour de Paris, prononcé par jugement du tribunal de cassation du 2 vent. an 12. — V. à cette date.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que Philippe-Auguste est né le 20 mars 1792, et que Jean-Baptiste de la Vacquerie est décédé le 10 germ. an 5; que suivant l'art. 1<sup>er</sup> de la loi transitoire du 14 flor. an 11, l'état et les droits des enfants nés hors mariage, dont les pères et mères sont morts depuis la promulgation de la loi du 12 brum. an 2, jusqu'à la promulgation des titres du Code civil sur la paternité et la filiation et sur les successions, sont réglés de la manière prescrite par ces titres; Que, d'après la disposition de l'art. 354 du Code civil, titre de la paternité et de la filiation, la reconnaissance d'un enfant naturel doit être faite par un acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura

par lettres missives, elle se rapproche de celle de la validité d'une reconnaissance par acte sous seing privé. V. à cet égard Cass. 16 nov. 1808, et la note. V. aussi sur la question de lettres missives, Amiens, 9 niv. an 12, et Bruxelles, 11 juill. 1808.

(3) V. Cass. 4 pluv. an 8; 4 vent. an 11, et les notes.

(1) Sur le point de savoir si le défaut de préliminaire de conciliation doit être opposé *in limine litis*, Cass. 13 therm. an 8, et la note.

(2) Sur le point de savoir si un testament olographe peut avoir effet comme reconnaissance d'enfant naturel, V. Cass. 3 sept. 1806, et la note. — Quot à la question de validité d'une reconnaissance

pas été par son acte de naissance; que, dans le fait, Philippe-Auguste n'a point été reconnu dans son acte de naissance par Jean-Baptiste la Vacquerie que l'on suppose être son père, et que le testament olographe de 1791, d'ailleurs anéanti par un testament postérieur, n'est point un acte authentique; sans s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées par Marie-Rose Picard et-noms; faisant droit sur l'appel, dit qu'il a été mal jugé. E. Du 27 flor. an 13.—Cour d'appel de Paris.

#### SÉPARATION DE CORPS.—PREUVE.—FAITS NOUVEAUX.—TORTS RÉCIPROQUES.

*En matière de séparation de corps, après le jugement qui appointe les parties à faire preuve de leurs moyens respectifs, elles ne peuvent proposer des faits nouveaux à l'appui de la demande ou de la défense (1).*

*L'inconduite de la femme ne la rend pas non recevable à demander la séparation de corps, pour excès, sévices et injures graves (2).*

(La femme Détége—C. Meus.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant, 1° que les faits articulés étaient de nature à légitimer la séparation de corps;—2° Que le mari n'était pas recevable à opposer le résultat de sa contre-enquête, en tant qu'elle tendait à établir une compensation inadmissible, et qui ne serait d'ailleurs fondée que sur des faits non proposés ni discutés avant le jugement qui avait ordonné la preuve;—3° Qu'en écartant de la contre-enquête les imputations vaguement faites à la moralité de Marie-Dieudonné Détége, elle ne présentait aucun autre titre justificatif;—4° Qu'il résultait de l'enquête directe, preuve à suffisance de droit, des excès et injures graves allégués par ladite Détége, et notamment que son mari avait exercé sur sa personne les violences les plus graves dans le temps de sa grossesse;—5° Que la tentative qu'avait faite Meus, pour inculper l'appelante sur des faits dont il n'avait osé parler avant les preuves, était encore un aveu implicite de la vérité de ceux qui avaient été exposés contre lui;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 27 flor. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Girardin et Verbaegen.

#### APPEL.—EFFET SUSPENSIF.—COMPÉTENCE.

*Un tribunal de première instance ne peut statuer au fond, malgré l'appel du jugement par lequel il s'est déclaré compétent (3).*

(Leggiardi—C. Cumiana.)

Du 27 flor. an 13.—Cour d'appel de Turin.

#### 1<sup>o</sup> et 2<sup>o</sup> COMMISSION EXTRAORDINAIRE.—COMPÉTENCE.—INTÉRÊTS PRIVÉS.

#### 3<sup>o</sup> EXÉCUTION.—ACTE EXÉCUTOIRE.

*Une commission exécutive, créée par le pouvoir suprême pour rétablir dans un pays l'ancien ordre politique troublé par une révolution, n'est pas compétente, à moins de délégation spéciale, pour connaître des in-*

*demnités réclamées entre particuliers par suite des événements de cette révolution.*

*2<sup>o</sup> L'autorité judiciaire est compétente pour connaître de la nullité d'actes arbitraires émanés d'une commission politique.*

*3<sup>o</sup> D'après l'ancienne constitution légaliste, on ne pouvait procéder par voie de commandement et d'exécution contre un habitant du pays, qu'en vertu d'une condamnation légalement prononcée.*

(Lefin—C. Xhrouet.)

Du 27 flor. an 13.—Cour d'appel de Liège.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., MM. Raikem, Lonblenne, Harzé, Warée et Roly.

#### EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE.—INTERVENTION.—DÉPENS.

*L'exécuteur testamentaire peut intervenir sur la demande en homologation d'une transaction passée entre l'héritier et le légataire mineur, à la suite d'une demande en nullité du testament (4).*

*L'exécuteur testamentaire qui s'oppose au mode d'exécution que les héritiers légitimes et les légataires conviennent de donner au testament, ne peut être condamné aux frais du procès, si ce n'est que l'opposition soit évidemment mal fondée. (Cod. civ., art. 1031.)*

(Tardif—C. Guérin.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que, suivant l'art. 1031 du Code civil, l'exécuteur testamentaire est chargé de surveiller l'exécution du testament, et, en cas de contestation, à le droit d'intervenir pour en soutenir la validité; que le testament dont il s'agit a été argué de nullité par les héritiers Guérin, ce qui a introduit une contestation, laquelle n'a pu être éteinte par la transaction, avant qu'elle fût homologuée; qu'ainsi l'appelant avait qualité et droit pour intervenir sur la demande en homologation;

Considérant qu'un exécuteur testamentaire ne doit être condamné personnellement aux dépens, que dans le cas où il aurait élevé une contestation évidemment mal fondée; que dans l'espèce présente, l'intervention de l'appelant avait pour objet de procurer l'entière exécution du testament;—Considérant que la validité des testament et codicille de la dame Guérin pouvait faire la matière d'un doute, notamment en ce que le codicille paraît contenir une substitution prohibée par l'art. 896 du Code civil, ce qui pouvait compromettre la disposition principale contenue audit testament; que ce doute était un motif suffisant pour transiger;—Met l'appellation au néant, en ce que l'appelant a été déclaré sans qualité pour intervenir sur la demande en homologation, sa procédure jugée nulle et vaine, et en ce qu'il a été personnellement condamné aux dépens;—Emendant, etc.

Du 28 flor. an 13.—Cour d'appel de Bourges.

#### COMPTE DE TUTELLE.—ACQUIESCENCEMENT.—SUSPENSION.

*Le tuteur suspect, condamné par jugement à rendre compte de la tutelle, ne peut, après*

*sur le fond est ici l'exécution du jugement qui prononce sur la compétence, et par lequel les juges retiennent la cause.*

(4) Aux termes de l'art. 1031 du Cod. civ., l'exécuteur testamentaire doit veiller à ce que le testament soit exécuté, et peut, en cas de contestation sur son exécution, intervenir pour en soutenir la validité.

(1) V. dans le même sens, Poitiers, 21 janv. 1808 Paris, 23 avril 1806.

(2) Sur ce point F. Cass. 7 niv. an 7; Poitiers, 10 vent. an 11, et les observations qui accompagnent ces deux arrêts.

(3) C'est là une conséquence du principe que l'appel est toujours suspensif de l'exécution du jugement contre lequel il est dirigé : le jugement



avoir acquiescé au jugement, différer la reddition du compte, sous le prétexte qu'un tuteur en exercice ne doit jamais un compte de tutelle, mais de simples états de gestion. (C. civ., art. 471.)

En ce cas, le refus persévérant que fait le tuteur de rendre son compte, fournit au subrogé tuteur un légitime motif de demander la suspension du tuteur. — Cette suspension peut être prononcée par le juge, sans délibération préalable du conseil de famille.

(Dumont—C. Dubiez.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que Dubiez a donné les mains à la demande en reddition, telle qu'elle avait été présentée en vertu de la délibération du conseil de famille, et qu'il n'est pas recevable à revenir contre ce contrat judiciaire formé entre les parties, sur des offres faites et acceptées dans le jugement qui ordonne la reddition du compte;

Attendu que la demeure pénalière du tuteur à présenter son compte, a pu motiver sa suspension, comme mesure conservatoire de l'intérêt de la mineure;—Attendu qu'il dépend de lui de faire cesser cette mesure, en satisfaisant au jugement qui le condamne à rendre compte, sauf ce à quoi la connaissance du jugement pourrait donner lieu ultérieurement;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 28 flor. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.

# 1<sup>re</sup> USURE.—STATUT LOCAL.

## 2<sup>re</sup> CONSTITUTIONS SARDES.—OBLIGATION.

1<sup>re</sup> Pour juger s'il y a usure dans telle ou telle stipulation d'intérêt, il faut suivre la loi en vigueur dans le lieu où le contrat a été passé et où il doit recevoir son exécution, plutôt que la loi du domicile du prêteur (1).

2<sup>re</sup> Les constitutions piémontaises qui défendaient aux sujets sardes de contracter en pays étranger, ne s'appliquaient qu'au cas où deux Piémontais auraient traité ensemble en pays étranger, pour frauder les lois de leur pays; nullement au cas où le Piémontais contractait en pays étranger avec un étranger.

(Sartirana—G. Prinetti.)—ARRÊT.

LA COUR:—Vu le manifeste du ci-devant sénat du Piémont, du 24 avril 1767;—Vu le traité conclu entre la reine de Hongrie et le roi

de Sardaigne, le 31 août 1763, où il est stipulé, article 4, que les actes, tant de dernière volonté qu'entre vifs, revêtus des formalités voulues par la loi des lieux où ils sont stipulés, seront réciproquement exécutoires;—Considérant qu'il résulte de l'acte notarié du.... 1781, que Sartirana, emprunteur, avait un domicile permanent dans la ville de Pavie, sous la domination autrichienne, puisqu'il y est qualifié décurion de la ville, et qu'il y exerceait des fonctions publiques;—Que Carelli, quoique domicilié dans les États du roi de Sardaigne, en prêtant son argent à un sujet de la reine de Hongrie, domicilié à Pavie, a pu, dans un acte passé à Pavie, stipuler un intérêt excédant le taux légal établi en Piémont, sans violer le manifeste sénatorial de 1767, ni les constitutions piémontaises, lesquelles n'ont pu ni voulu soumettre au taux légal les intérêts de sommes prêtées à des étrangers et en pays étranger;

Que Carelli se trouvait à Pavie, pro hiisce aliisque peragendis, a pu également y passer le contrat de prêt sans violer l'article 11 des constitutions précitées; lequel étant placé sous le titre de l'insinuation, doit s'entendre du cas où deux sujets du roi de Sardaigne, dans la vue de frustrer les droits du fisc, ou quelque loi commune à toutes les parties contractantes, intentent stipuler un contrat en pays étranger;—Que le susdit article ne peut recevoir d'application aux transactions passées entre un sujet sarde et un sujet autrichien, suivant les lois dominantes dans l'endroit où l'acte a été passé;—Qu'il faut au contraire appliquer au cas actuel la disposition de l'article 19 des constitutions piémontaises et des traités passés entre les deux puissances;—Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 28 flor. an 13.—Cour d'appel de Turin. — Pt., MM. Gonella et Baudino.

# 1<sup>re</sup> ACTE RESPECTUEUX. — PRÉSENCE DE L'ENFANT.

## 2<sup>re</sup> MARIAGE. — OPPOSITION. — ACTES RESPECTUEUX.

1<sup>re</sup> L'enfant qui adresse à son père des actes respectueux, est obligé de se présenter en personne pour recevoir ses conseils (2). La nullité résultant du défaut de comparution personnelle n'est point couverte par la présence simultanée des deux parties devant le

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 14 mess. an 13, et Aix, 14 janv. 1825. — Mais il en serait autrement s'il était prouvé que les parties ont contracté en pays étranger dans le but frauduleux de se soustraire à la loi qui régit le domicile du prêteur.

(2) Cette décision paraît contraire au texte de l'art. 154 du Cod. civil, qui prescrit seulement la notification de l'acte respectueux par deux notaires ou par un notaire et deux témoins, sans exiger la présence de l'enfant à cette notification. L'ancien droit français était également muet sur ce point. V. Merlin,  *Répertoire*, v<sup>o</sup> *Sommation respectueuse*, n<sup>o</sup> 3. — Sous les deux législations, la question est donc la même: il s'agit de savoir si l'intention présumée du législateur et le désir de faciliter la réconciliation des deux parties par leur rapprochement, suffisent pour suppléer au silence de la loi à cet égard, et pour rendre nécessaire, à peine de nullité, une formalité qu'elle n'impose pas expressément. V. pour l'affirmative, outre l'arrêt que nous rapportons, Delaporte, *Pandectes françaises*, t. 3, p. 177; Chéroux de Poly, *Essai sur la puissance paternelle*, t. 1<sup>er</sup>, p. 221 et suiv., et un arrêt de la

Cour d'Angers, du 20 janv. 1809. V. aussi dans le même sens, sous l'ancienne jurisprudence, Pothier, *Traité du mariage*, n<sup>o</sup> 340. — Delvincourt, t. 1<sup>er</sup>, note 14, sur la p. 59, et Pessani, *des Empêchements du mariage*, n<sup>o</sup> 340 et suiv., inclinent vers la même opinion. — Mais l'opinion contraire a prévalu en doctrine et en jurisprudence, autant par suite du silence de la loi qui ne permet pas de faire enconcrir une nullité pour omission d'une formalité non prescrite, qu'à raison de l'immixtion et souvent du danger qu'il y aurait à rapprocher l'ascendant et le descendant déjà aigris l'un contre l'autre. V. en ce sens, Toullier, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 549; Duranton, t. 2, n<sup>o</sup> 111; Vazeille, *Traité du mariage*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 138 et suiv.; Maleville, *Analyses raisonnées du Code civil*, t. 1<sup>er</sup>, p. 174; Merlin,  *Répertoire*, v<sup>o</sup> *Sommation respectueuse*, n<sup>o</sup> 3; Favard de Langlade, v<sup>o</sup> *Acte respectueux*, n<sup>o</sup> 3; Cass. 4 nov. 1807; Amiens, 1<sup>er</sup> frim. an 12 et 10 mai 1821; Rouen, 6 mars 1806 et 7 oct. 1824; Bordeaux, 22 mai 1806; Liège, 20 janv. 1813; Angers, 10 mars 1813; Agcn, 1<sup>er</sup> fév. 1817; Caen, 27 juill. 1818; Douai, 22 avril 1819, 8 janv. 1828 et 27 mai 1835; Toulouse, 27 juill. et 21 juill. 1821; Besançon, 30 juill. 1822; Lyon, 28 oct. 1827.

*juge de paix, à la suite d'une citation en conciliation donnée par l'enfant à son père pour obtenir mainlevée de l'opposition au mariage formée par ce dernier.*

2<sup>o</sup> *L'opposition formée par un père au mariage de son enfant, pour cause de nullité des actes respectueux, ne doit être levée qu'autant que ces actes ont été refaits valablement.*

(Lalonde—C. Lalonde.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant qu'il est constant en fait, que la demoiselle de Lalonde n'a point été présente en personne aux actes respectueux qui ont été seulement dressés et notifiés par un notaire et deux témoins ;—Considérant, qu'en réponse à la première notification de l'acte respectueux, le père a exprimé le désir de voir sa fille, et qu'elle fût en sa présence, libre de toute influence étrangère, pour lui faire ses remontrances ;—Considérant qu'il y a bien eu une entrevue chez le juge de paix, mais que cette entrevue n'a eu lieu que sur la citation en conciliation, faite par ladite Lalonde, pour obtenir mainlevée de l'opposition formée par son père ; et que dans cet acte, c'est le père qui est appelé par la fille devant le juge de paix, pour opérer une conciliation, et qu'alors il s'est plaint de l'irrégularité des procédés de sa fille ;—Vu l'art. 151, Code civil ;—Attendu que la demande d'un conseil, par un acte formel, suppose un rapprochement et une communication entre celui qui demande et celui qui donne le conseil ;—Attendu qu'il résulte des expressions de l'article, que les pères et l'enfant qui requièrent conseil, doivent être en présence les uns des autres ;—Attendu que, selon l'orateur du conseil d'Etat, qui a clairement expliqué le but de la loi, c'est un hommage de reconnaissance, de respect, qui ne peut être rendu par un étranger :—A la loi pour but, dit-il, de chercher à éclairer le père et mère sur les préjugés qu'ils peuvent avoir, et les enfants, sur la passion qui peut les égarer ; les rapprocher les uns des autres plusieurs fois ; laisser, de part et d'autre, à la raison et à l'affection le temps d'exercer leur influence. C'est un moyen que la nature elle-même indique, lorsque ce sont des père et mère vis-à-vis de leurs enfants ; se voir et entrer en explication, c'est presque toujours dissiper les nuages et rétablir l'harmonie :—Considérant, qu'un acte peut précéder dans une forme plus pure le véritable sens de la loi ;

Considérant, sur la deuxième question, que dès que les actes respectueux ne sont pas conformes au vœu de la loi, le père a eu un juste motif de former opposition au mariage ;—Dit qu'il a été mal jugé ; corrigeant et réformant, déclare les actes respectueux insuffisants et irréguliers ; dit qu'il n'y a lieu, quant à présent, à adjuger mainlevée de l'opposition formée par le sieur de Lalonde.

Du 1<sup>er</sup> prair. an 13.—Cour d'appel de Caen.

#### SÉPARATION DE CORPS.—SUBSIS.—GARDE DES ENFANS.

L'art. 239 du Code civil, qui autorise les juges à surseoir pendant une année à l'admission du divorce, ne s'applique pas également à la séparation de corps (1).

Dans le cas de séparation de corps comme dans le cas de divorce, les enfants peuvent être

confiés à la mère par préférence au père, si les tribunaux le jugent convenable (2).

(Hornier—C. sa femme.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que la loi n'a autorisé les tribunaux à surseoir pendant une année que lorsqu'il s'agit de la dissolution du mariage par le divorce ; que le législateur a voulu, dans ce cas, qu'on éprouvât toutes les épreuves, afin de ne prononcer la dissolution d'un lien aussi sacré que lorsqu'il n'y a plus moyen de réunir les époux ; que dans le cas, il ne s'agit que d'une demande en séparation de corps ; que cette séparation ne dissout point le mariage, et que les époux peuvent se rejoindre aussitôt qu'ils le jugent à propos, ce qui ne peut être après la prononciation du divorce ;

Considérant, que c'est d'après les circonstances que l'un doit décider à qui les enfants, pendant la séparation, doivent être confiés ; que, dans le cas de divorce, c'est à l'époux demandeur qu'ils doivent être confiés, d'après l'art. 302 du Code civil ; que la Cour s'est déterminée, d'après les circonstances, à maintenir les dispositions du jugement, avec d'autant plus de raison, que le père ne perd aucun des droits que la loi lui donne, et que les enfants en seront beaucoup mieux soignés ;—Confirme, etc.

Du 1<sup>er</sup> prair. an 13.—Cour d'appel de Montpellier.

1<sup>o</sup> LEGS.—DELIVRANCE.—DOY PROTECTICE.

2<sup>o</sup> MARIAGE.—NULLITÉ (ACTION EN).—DÉLAI.—ASCENDANS.

1<sup>o</sup> Sous l'empire des anciennes lois piémontaises, lorsqu'un aïeul paternel avait fait un testament par lequel il instituait son fils héritier et légua à la fille de ce dernier une somme payable lors de son mariage, le père devenu héritier, aux termes de ce testament, ne pouvait refuser la délivrance de la somme léguée à sa fille, à l'époque fixée par le testateur ; malgré l'origine paternelle de cette somme, ce n'était point là une dot protectrice que le père lui-même doit être censé avoir constituée par testament, et qui en conséquence ne dut être exigible qu'à son décès.

2<sup>o</sup> La nullité opposée par un père au mariage que son enfant a contracté sans son consentement, est tardivement invoquée après l'expiration d'une année depuis la célébration, encore que le père soutienne qu'il n'en avait point connaissance, si le mariage était notoire dans la commune qu'il habitait. (C. civ., 183.) (3).

La déchéance prononcée par l'art. 183 du Code civil, au préjudice des ascendans qui n'ont point réclamé dans l'année contre les mariages de leurs descendans contractés sans leur consentement, n'est couverte que par une demande directe en nullité formée en temps utile ; l'exception de nullité du mariage opposée à une action du descendant n'ayant pour objet que des intérêts pécuniaires, n'équivaut pas à cette demande.

(Gallizio—C. Paoletti.)—ARRÊT.

LA COUR :—Vu les art. 148, 173, 182 et 183, Code civil ;—Considérant que la somme réclamée par la demanderesse n'est véritablement qu'un legs qui lui a été fait par son aïeul paternel, Jean-Thomas Gallizio ;—Que ce n'est point

constante que les tribunaux ont un pouvoir discrétionnaire en cette matière : V. à cet égard l'arrêt de la Cour de cassation du 24 mai 1821, et ceux qui y sont cités en note.

(8) P. anal. en sens contraire, Cass. 16 juill. 1817.

(1) V. conf., Rennes, 21 fév. 1826. V. aussi dans le même sens, Duranton, t. 2, n° 610 ;—En sens contraire, Carré, Lois de la procédure, n° 2385.

(2) C'est un point consacré par une jurisprudence

en la qualité de père de la dame Paoletti que le défendeur lui est débiteur de la somme susdite, mais en la qualité d'héritier universel dudit Jean-Thomas Gallizio, et, par conséquent, on ne peut point appliquer à l'espèce la disposition des lois relatives à la dot protectrice;

Que l'époque du paiement dudit legs, fixé par le testateur lui-même, c'est-à-dire lorsque la légataire se serait mariée, est arrivée dès le 21 prair. an 11, jour où elle a contracté mariage avec François Paoletti; — Que la validité de ce mariage, quant à ce qui regarde les formes extérieures de la célébration de cet acte, n'a point été et ne pouvait être contestée, puisqu'il résulte de l'extrait des registres des actes de mariage de la commune de Boyes, en date du 13 niv. an 13, que ledit mariage a été célébré le 21 prair. an 11, d'après les formes établies, avant que l'organisation des bureaux de l'état civil eût été mise en activité dans cette 27<sup>e</sup> division; — Que la nullité du mariage opposée par le défendeur aux demandes de sa fille, et fondée sur ce qu'il avait été contracté à son insu et sans son consentement, a été couverte par le fait même du défendeur, qui a laissé écouler depuis qu'il en a eu connaissance le délai d'une année, fixé par l'art. 183, Code civil, sans réclamer et intenter l'action en nullité; Qu'en vain l'appelant voudrait excuser son silence pendant l'année qui s'est écoulée depuis la célébration du mariage en question, sous prétexte qu'il n'en a point eu connaissance, car le fait était notoire dans la commune de Boyes, et les sentimens et les devoirs de père ne pouvaient lui laisser ignorer longtemps la condition où se trouvait sa fille; — Qu'au reste, cette prétendue ignorance est reprouvée par l'exception faite par le défendeur de n'être point tenu de payer à la demanderesse les 3,100 livres par elle réclamées, attendu qu'elle avait contracté mariage avec François Paoletti sans son consentement, et ainsi contre la disposition du nouveau Code civil;

Que ladite exception ne peut point, ainsi que le défendeur le soutient, être regardée comme tenant lieu de la réclamation en nullité de mariage, que l'art. 183 du Code autorise les ascendans de faire, à peine de déchéance, pendant l'année à compter du jour qu'ils en ont eu connaissance, puisqu'il est évident que Gallizio ne l'a point faite en sa qualité de père de la demanderesse, mais en celle de débiteur du legs par elle réclamé; — Or en cette qualité, il n'était point admis par la loi à exciper du défaut de consentement audit mariage, et, par conséquent, l'exception qu'il en a faite ne peut mériter plus d'égard que si elle eût été faite par un autre débiteur quelconque; — Dit bien jugé.

Du 1<sup>er</sup> prairial an 13. — Cour d'appel de Turin.  
— Concl. M. Castagneri, subst.

#### DOMICILE.—FONCTIONNAIRE PUBLIC.—AMOVIBILITÉ.

Un fonctionnaire public amovible, tel qu'un préfet, peut être considéré comme n'ayant pas conservé son ancien domicile et comme

en ayant acquis un nouveau dans le lieu où il exerce ses fonctions, alors même qu'il n'a fait aucune déclaration expresse à cet égard (1).

(Masson de St-Amand—C. Beaurepaire.)

La dame Masson de Saint-Amand, née de Beaurepaire, étant décédée, son mari, préfet du département de l'Eure, fit assigner les héritiers devant le tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Paris, lieu de son domicile avant sa promotion à la préfecture de l'Eure. Les héritiers de Beaurepaire soutinrent que le sieur Masson de Saint-Amand ayant acquis domicile à Evreux, c'était dans cette ville que s'était ouverte la succession de sa femme, et que le tribunal d'Evreux était par conséquent seul compétent.

22 flor. an 12, jugement qui accueille le déclaratoire : — Attendu que, loin d'avoir manifesté un esprit de retour à Paris, son ancien domicile, le sieur de St-Amand avait, par des actes et des faits positifs, témoigné l'intention contraire de s'établir à Evreux; — Qu'il n'avait conservé à Paris qu'un local pour serrer ses meubles et avait fini par ne plus y avoir de pied-à-terre, puisqu'on secrétaire particulier s'y étant transporté pour faire le dépôt du testament, était logé dans un hôtel garni, rue des Vieux-Augustins; — Qu'à partir de l'an 9 il avait, sur sa propre demande, cessé d'acquiescer à Paris les contributions personnelle et mobilière, n'étant compris dans les rôles que pour mémoire seulement, vu qu'il était préfet d'Evreux et y avait son domicile; — Que, dans son contrat de mariage, passé à Paris, le sieur de Saint-Amand s'est dit demeurant à Evreux, étant ce jour à Paris, logé rue Rochefoucault, énonciation répétée dans la promesse de mariage publiée à Evreux, avec cette différence encore qu'après avoir mentionné ce dernier lieu, il s'est ajouté, demeurant précédemment à Paris; Qu'enfin, si à la rigueur les mots demeure et domicile ne sont pas synonymes, il n'est pas moins constant et de notoriété publique qu'ils sont indistinctement employés par les notaires, les officiers ministériels et ceux de l'état civil, dans les actes qu'ils donnent par suite de leurs fonctions. »

Appel par le sieur Masson de Saint-Amand.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 2 prair. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl. MM. Roy, Delamalle et Thévenin.

#### INTERDICTION.—FAIBLESSE D'ESPRIT.—ÉPILEPSIE.—ENQUÊTE.

La faiblesse d'esprit, unie à l'épilepsie, ne constitue pas l'état d'imbécillité qui autorise à provoquer l'interdiction : elle peut seulement donner lieu à la nomination d'un conseil judiciaire (2).

Sous l'empire du Code civil et avant la promulgation du Code de procédure, la demande en interdiction était valablement instruite, quoique les noms des témoins produits dans

suffis de nommer un conseil judiciaire, est entièrement livrée au pouvoir discrétionnaire des tribunaux : — F. Toulier, t. 2, n° 1369; Duranton, t. 3, n° 794. — F. cependant un arrêt de la Cour de cassation du 6 déc. 1831, qui décide qu'en matière d'interdiction, il entre dans les attributions de la Cour de cassation d'apprécier les conséquences légales des faits déclarés constants par les juges du fond.

(1) F. conf., Cass. 11 juill. 1834; 20 juin 1832; Toulouse, 10 mai 1826. F. aussi dans le même sens, Duranton, t. 1<sup>er</sup>, n° 362 et suiv. — Et en sens contraire, Cass. 1<sup>er</sup> mars 1826. — La solution dépend des circonstances particulières de chaque espèce.

(2) F. dans le même sens, Rouen, 8 flor. an 12; Lyon, 2 prair. an 12; Angers, 23 avr. 1806. — La question de savoir dans quels cas il y a lieu de prononcer l'interdiction, dans quels cas au contraire il

*l'enquête n'eussent pas été signifiées au défendeur (1) : il suffisait que le jugement eût été rendu publiquement et que le défendeur y eût été appelé.*

(Malphillâtre.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant, sur la forme, qu'avant la publication du Code civil, et suivant la jurisprudence ancienne, les formalités, pour parvenir à faire prononcer l'interdiction, sortaient des bornes de la procédure ordinaire (2); les actes étaient secrets, même le jugement; l'assemblée des parents, l'audition des témoins qui était faite par voie d'information plutôt que par celle d'enquête, et l'interrogatoire, n'étaient que des actes préliminaires, destinés seulement à instruire les juges, et l'affaire ne devenait contradictoire que lorsque après le jugement il y avait été formé opposition; le Code civil n'a point changé cette forme de procéder; seulement y est-il voulu (art. 498) que le jugement ne puisse être rendu qu'à l'audience publique, les parties entendues ou appelées; or, dans l'espèce, l'appelant a été appelé; alors la cause est devenue contradictoire, il lui était libre de poser des faits quelconques, soit pour détruire ceux qu'on lui opposait, soit pour établir qu'il n'était pas dans le cas de l'interdiction; cependant il n'a point réclamé, encore moins demandé à être admis à faire contre-enquête, pas même en cause d'appel; il a donc couvert la procédure quant à ce; c'est donc le cas d'écarter l'appel de ce premier moyen.

Considérant, au fond, que dans l'état actuel de notre législation, on ne reconnaît que trois causes d'interdiction, la démence, la fureur et l'imbécillité; l'intimé qui a provoqué l'interdiction de l'appelant n'a présenté d'autre cause que celle de l'imbécillité, mais cet état a des accès; ainsi les mineurs qui sont dans un état habituel d'imbécillité, de démence ou de fureur, sont dans le cas d'interdiction, lors même qu'ils auraient des intervalles lucides; mais ce ne saurait jamais être sur quelques actes isolés et rares que la justice pourrait décider qu'un homme a perdu le sens et la raison, à l'effet de le priver de l'exercice de ses droits civils, le plus grand des biens;—Considérant que rien n'établit que l'appelant puisse être classé au-dessous de l'homme le plus borné, ni qu'il soit ce qu'on appelle en droit *mente captus*; que seulement il a un esprit faible, qui souvent l'expose à être circonvenu, et est affligé d'une maladie épileptique; que ces faits ne peuvent servir de base à une interdiction; que seulement ils donnent lieu à l'application de l'art. 499 du Code, relatif à l'administration des biens;—Dit qu'il a été mal jugé en ce que l'appelant a été interdit et qu'il a été ordonné qu'il lui sera nommé un tuteur, etc.; bien appelé;—Emendant, ordonne que l'appelant ne pourra désormais plaider, transiger, emprunter, etc., sans l'assistance de M. Michelin, avoué à la Cour.

Du 2 prair. an 13.—Cour d'appel de Colmar.

#### VENTE.—MESURE.—INTERPRÉTATION.

*Lorsqu'une personne a vendu certains objets à telle mesure générale, dont il y a plusieurs espèces, pour connaître l'espèce que les parties ont eue en vue, on peut se décider par l'exécution même qu'a reçue le contrat.—Ainsi, un terrain ayant été vendu, comme con-*

*nant tant d'aunes carrées, s'il y a par la suite des temps contestation sur la contenance, s'il se trouve que dans la pays il y ait eu plusieurs espèces d'aunes, si enfin on vérifie que le pré a réellement le nombre d'aunes contenu, en prenant pour règle l'une des deux unités, les juges peuvent en inférer que c'est celle-là qui a été entendue par les parties devant leur servir de règle.*

(Ransonnet.—C. Goffard.)

En 1781 et 1783, le sieur Goffard, fabricant de drap à Liège, a vendu à l'aune au sieur Ransonnet exerçant la même profession, un terrain pour bâtir une maison et établir un jardin. — Il paraît qu'il existait à Liège deux espèces d'aunes, l'aune commune, et celle particulière aux fabricans de drap, plus longue que l'autre d'un ponce. Celle-ci servait à mesurer le terrain vendu. — L'acquéreur était en possession depuis vingt années, lorsque Goffard, calculant la différence de l'aune commune à l'aune de drap, forme contre lui une action en répétition de deux aunes et demie qu'il prétendait avoir été usurpées sur lui. — Jugement qui déclare cette action bien fondée.

Sur l'appel, le sieur Ransonnet a soutenu que le sieur Goffard ayant concouru au bornage, il était non recevable, surtout après vingt ans, dans la réclamation par lui formée; que d'ailleurs il s'agissait d'une interprétation de convention dans laquelle il fallait s'attacher à la volonté des parties contractantes, d'après la loi 34, ff. de Reg. Juris, et l'art. 1156 du Code civil; que les contractans étant tous deux fabricans de drap, étaient présumés avoir eu en vue l'aune en usage dans leur profession; qu'au surplus en admettant que la convention présentât des doutes, elle devait être interprétée contre le stipulant, c'est-à-dire, contre le vendeur (C. civ., 1162).

Le sieur Goffard a répondu que l'aune des fabricans de drap était particulière et d'exception; qu'il existait une aune commune qui était la mesure générale des marchandises; que la loi indiquant l'usage le plus universel de chaque pays comme règle de l'interprétation des conventions, cette dernière mesure devait seule déterminer l'étendue du terrain vendu.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que les deux parties étaient fabricans de drap; que le terrain dont il s'agit a été vendu à l'aune, sans exprimer l'espèce; qu'ainsi dans le doute, si les parties ont entendu parler de l'aune dont elles avaient coutume de se servir pour mesurer leur drap, ou de l'aune commune, il faut s'en rapporter à l'exécution qui a été donnée au contrat, et que dans l'espèce, il est justifié que l'intimé a laissé bâtir et planter en baie vive sans réclamation;—Attendu qu'il est encore de principe que dans le doute, le contrat doit s'interpréter contre le vendeur qui a su s'expliquer avec plus de clarté;—Met l'appellation et ce dont est appelé au néant; émendant, renvoie l'appelant de la demande contre lui formée par l'intimé, etc.

Du 4 prair. an 13. — Cour d'appel de Liège. — 1<sup>re</sup> sect.

(1) Il en est autrement sous le Code de procédure : les art. 890 et 893 de ce Code, veulent, en effet, que la requête en interdiction contienne l'indication des témoins et soit signifiée au défendeur, avant qu'il puisse être procédé à son interrogatoire.

(2) On soutenait, dans l'espèce, que, conformément aux règles de la procédure ordinaire d'enquête, les noms et qualités des témoins auraient dû être signalés au défendeur à l'interdiction, pour le mettre à même de proposer ses reproches.

**ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — CONCILIATION (BUREAU DE). — IRREVOCABILITÉ.**

La reconnaissance d'un enfant naturel, qui ne peut nuire aux enfans légitimes si elle est faite durant le mariage ( Cod. civ., 337 ), peut leur nuire ou leur être opposée si elle est faite après la dissolution du mariage (1).

La reconnaissance d'un enfant naturel faite au bureau de conciliation et consignée dans le procès-verbal du juge de paix, après la loi prohibitive de la recherche de la paternité, n'en est pas moins une reconnaissance volontaire et authentique dans le sens de l'art. 334 du Code civil (2).

Sous l'empire de la loi du 12 brum. an 2 prohibitive de toute recherche de paternité, la reconnaissance d'un enfant naturel est suffisamment libre, encore qu'elle ait été faite après des poursuites judiciaires (3).

Une reconnaissance d'enfant naturel ne peut être rétractée par une déclaration contraire du père (4).

(Picot—C. Picot.)—ARRÊT.

LA COUR; — Après avoir délibéré sur les questions suivantes que la cause a présentées à juger : « 1<sup>re</sup> L'art. 337, Cod. civ., repoussait-il l'action de la partie de Hourcade par fin de non-recevoir ? 2<sup>o</sup> Si la partie de Sausol est recevable dans son action, la reconnaissance du 26 flor. an 2 doit-elle être annulée pour ne pas avoir l'authenticité exigée par la loi, ou bien est-elle authentique et légale ? 3<sup>o</sup> Est-elle nulle comme étant la suite et l'effet d'une action prohibée par les lois ? 4<sup>o</sup> Cette reconnaissance fut-elle faite librement, faut-il encore l'annuler, parce qu'elle ne fut pas spontanée, et qu'elle fut arrachée à Léon-François Picot par la violence ou par la crainte ? 5<sup>o</sup> Cette reconnaissance a-t-elle pu être valablement révoquée par le testament de Léon-François Picot ?

1<sup>re</sup> Question : Il a été considéré sur la première question, que l'art. 337 du Code civil est ainsi conçu : « La reconnaissance faite pendant le mariage, par l'un des époux, au profit d'un enfant naturel qu'il aurait eu avant son mariage, d'un autre que de son époux, ne pourra nuire ni à celui-ci ni aux enfans nés de ce mariage. — Néanmoins, elle produira son effet, après la dissolution du mariage, s'il n'en reste pas d'enfans ; » — Que la partie de Hourcade est née du premier mariage de Léon-François Picot et de dame Placide-Léonine Legobure ; que cette dernière était morte longtemps avant le 26 flor. an 2 ; — Que l'article précité n'embrasse que la durée du mariage, non ses effets : ce qui résulte clairement de ces mots pendant le mariage ; — Qu'étendre ses dispositions à une reconnaissance faite après la mort de l'un des époux, quand il reste des enfans, serait ajouter à la loi, ce qui n'est permis à personne ; — Qu'il est évident que le législateur, en rendant sans effet une reconnaissance faite pendant le mariage, ou du moins le suspensif, a eu en vue de ne pas troubler le repos du ménage ; mais qu'il n'a pas compris dans les dispositions de cet article celle qui serait

faite par les pères après la mort de leurs épouses, quoiqu'il restât des enfans de leurs mariages ; que, conséquemment, la fin de non-recevoir ne doit pas être accueillie ;

2<sup>o</sup> Question : Il a été considéré sur la deuxième question, que, pour la solution, il est indispensable de rappeler quelques articles des nouvelles lois ; — Que l'art. 11 de la loi du 12 brum. an 2, porte « qu'en cas de mort de la mère avant la publication du Code, la reconnaissance du père « faite devant un officier public, suffira pour constater à son égard l'état de l'enfant né hors le « mariage, et le rendre habile à lui succéder ; » — Que la loi du 14 flor. an 11 porte que « l'état « et les droits des enfans nés hors le mariage, « dont les père et mère sont morts depuis la « promulgation de la loi du 12 brum. an 2, jusqu'à « qu'à la promulgation des titres du Code civil « sur la Paternité et la Filiation et sur les Successions, seront réglés de la manière prescrite « par ces titres ; — Que l'art. 334 du Code civil, est ainsi conçu : « La reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par un acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans son acte « de naissance ; » — Que la loi du 20 sept. 1792, qui régle uniquement le mode pour constater l'état civil des citoyens, ne peut, en aucune manière, servir pour fixer le mode de reconnaissance des enfans nés hors le mariage, puisqu'il n'est parlé du mode de cette reconnaissance que dans la loi du 12 brum. et dans le Code civil ; — Que si la loi du 12 brum. avait voulu que la reconnaissance d'un enfant naturel fût faite devant l'officier public, institué par la loi du 20 sept. 1792, elle n'aurait pas manqué de le dire ; mais elle a désigné, pour la constatation de ses reconnaissances, un officier public, ce qui est bien différent ; — Qu'il est sensible que cette loi, en désignant un officier public, a voulu donner une plus grande liberté aux pères, en leur permettant de choisir dans la classe des officiers publics ; car il aurait pu arriver qu'un père, qui aurait eu le désir de reconnaître un enfant naturel, aurait pu être arrêté par des considérations particulières, s'il avait dû faire constater cette reconnaissance par l'officier de l'état civil de sa commune, tandis que ces considérations s'évanouissent par la faculté que la loi lui donne de recourir à un officier public d'une autre commune ; — Que ce qui prouve que la constatation de la reconnaissance des enfans naturels n'était pas exclusivement attribuée à l'officier public établi par la loi du 20 sept. 1792, c'est l'art. 334 du Code civil, qui porte uniquement qu'elle sera faite par acte authentique ; or, les actes retenus par les officiers publics sont authentiques ; — Que le juge de paix aurait été compétent pour recevoir de pareilles reconnaissances, comme officier public, puisqu'il n'y a pas de loi qui le lui interdise, et que les actes émanés d'officiers publics sont, comme il a été dit, authentiques ; mais il l'était bien plus dans l'espèce de la cause, puisqu'il ne fit que tenir une espèce de transaction ; en effet, Jean-Baptiste Picot avait cité Léon-François Picot, devant le juge de paix, pour nommer des arbitres, dans l'objet de faire procéder à sa reconnaissance

même en l'absence du juge de paix, imprimée à la reconnaissance le caractère d'authenticité

(3) F. en ce sens, la note sur l'arrêt de Cass. du 5 therm. an 5, et Bordeaux, 18 flor. an 13.—F. anal. au sens contraire, Cass. 18 flor. an 13 ; Grenoble, 5 mars 1840.

(4) F. ident., Cass. 27 août 1811 ; Toulouse, 24 juill. 1810 ; Bastia, 5 juill. 1826 et 17 août 1829,

(1) F. conf., Cass. 6 janv. 1808.

(2) F. conf., Grenoble, 15 therm. an 13. — La compétence des juges de paix, en matière de reconnaissance d'enfans naturels, a été expressément reconnue par M. Tronchet au conseil d'Etat lors de la discussion de l'art. 334.—F. Duranton, t. 3, n° 212 ; Loiseau, p. 457, et Maleville, sur l'art. 334. — F. également, arrêts d'Amiens, 2 août 1821, et de Cass. 15 juin 1824, qui décident que la greffier,

sance; les parties comparurent devant lui; et en sa qualité de juge paix, il constata la reconnaissance faite par Léon-François Picot, ce qui donne encore un caractère authentique à cet acte; — Que l'art. 62 du Code civil, ne contrarie pas les dispositions de la loi du 12 brum., puisqu'il porte que l'acte de reconnaissance d'un enfant sera inscrit sur les registres à sa date, et qu'il en sera fait mention en marge de l'acte de naissance, s'il en existe un; 1° cet article ne s'occupe pas du mode de reconnaissance des enfants naturels; 2° rien n'empêche qu'une reconnaissance une fois faite devant un officier public puisse être inscrite à sa date sur les registres de l'état civil; mais l'inscription dont parle cet article est la transcription de l'acte de reconnaissance sur ces registres, mais non pas l'acte par lequel la reconnaissance est formée; ainsi l'acte de reconnaissance dont il s'agit est authentique et légal;

3° Question: Il a été considéré, sur la troisième question, qu'il est bien vrai que l'action intentée par Jean-Baptiste Picot, qui avait pour but la recherche de la paternité, n'était pas permise par les lois, mais il était loisible à Léon-François Picot de la repousser par fin de non-recevoir; mais, loin de le faire, il se présenta devant le juge de paix, il fit la reconnaissance; il a couvert, par là, la nullité des démarches de Jean-Baptiste Picot;

4° Question: Il a été considéré sur la quatrième question, que les lois romaines, ainsi que les lois nouvelles, ont déterminé les causes qui peuvent inspirer une crainte suffisante pour faire rescinder les contrats; — Que la loi 6, ff. *quod metus causa gestum erit*, enseigne que la crainte doit être telle, qu'elle puisse faire impression sur un homme très ferme: « *Metum autem non a vani hominis, sed qui merito et in hominem constantissimo cadat* »; — L'art. 1109 du Code civil porte « qu'il n'y a point de consentement valable, si le consentement a été donné par erreur, ou s'il a été extorqué par violence, ou surpris par dol »; — Art. 1113. Il y a violence, « lorsqu'elle est de nature à faire impression sur une personne raisonnable, et qu'elle peut lui inspirer la crainte d'exposer sa personne ou sa fortune à un mal considérable et présent; » — « On a égard, en cette matière, à l'âge, au sexe et à la condition des personnes; » — « Que la cause ne présente aucun fait qui pût faire sur l'âme de Léon-François Picot, ancien militaire, une impression anéantissante pour l'obliger à faire des choses contra sa propre volonté; — Que la lettre écrite à l'huissier par Jean-Baptiste Picot ne contient pas quelque chose qui ait pu inspirer de la crainte à un homme ferme, puisqu'il lui disait simplement de lui écrire aussitôt qu'il aurait signé l'acte, pour qu'il pût prendre d'autres mesures; qu'il avait un avocat que les représentants lui avaient donné, et même l'agrément de venir de l'armée, pour l'exécution de sa reconnaissance, vers son père; mais cette lettre, qui était pour l'huissier uniquement, n'a pu donner quelque appréhension à Léon-François Picot, qui pouvait repousser cette action comme étant prohibée par la loi; — Que les circonstances du temps, ni la présence du représentant Pinet, n'étaient pas non plus suffisantes pour qu'un homme courageux dût avoir peur; que l'événement l'a bien

justifié, puisque Léon-François Picot n'essaya aucun désagrément; — Que ce qui prouve bien que la reconnaissance ne fut pas le fruit de la crainte, c'est que Léon-François Picot a vécu, depuis lors, neuf ans sans s'en plaindre, ce qu'il n'aurait pas manqué de faire, si elle ne fût émanée de sa volonté; car ce n'est que quelque temps avant sa mort qu'il l'a révoquée dans son testament; que, par conséquent, la nullité, fondée sur la violence et la crainte, doit être rejetée;

5° Question: Il a été considéré, sur la cinquième question, que la reconnaissance faite par Léon-François Picot, est consignée dans un acte authentique; qu'il était en son pouvoir de ne pas la faire; mais une fois qu'elle l'a été, elle a donné un droit à Jean-Baptiste Picot, que Léon-François n'a pu anéantir par un changement de volonté, *contractus sunt initio voluntatis, sed ex post facto necessitati*; — « Que ce ne serait que tout autant qu'elle aurait été arrachée par le dol, la violence, ou une crainte telle, qu'elle aurait pu lui faire une impression qui l'aurait obligé à faire ce qu'il n'aurait pas fait dans d'autres circonstances, qu'il aurait pu la faire annuler par les tribunaux; mais il n'a pu jamais la rendre inefficace, en manifestant dans son testament une volonté contraire; qu'il y a par conséquent lieu de réformer le jugement dont est appel; — Dit avoir été mal jugé; — Réforme, etc.

Du 5 prair. an 13. — Cour d'appel de Pau. — Sect. réun.

#### BAIL. — VENTE. — RÉSILIATION. — RENDEMENT.

Avant le Code civil, l'acquéreur n'avait pas le droit d'expulser le locataire, et, lors du contrat de bail, il avait été formellement contenu entre le bailleur et le preneur que la vente ne romprait point le bail. — En ce cas, le preneur n'était pas censé avoir renoncé au bénéfice de cette convention, par cela seul qu'il intervenait ultérieurement dans la vente de l'immeuble loué, et qu'il y laissait insérer une clause par laquelle l'acquéreur pouvait user du droit de résiliation du bail, en en convenant avec le locataire.

(Carriz — C. Ducaze.)

Du 5 prair. an 13. — Cour d'appel de Colmar.

#### 1° TUTELLE. — EFFET RÉTROACTIF.

#### 2° USUFRUIT LÉGAL. — EFFET RÉTROACTIF.

#### 3° EFFET RÉTROACTIF. — DROIT ACQUIS. — STATUT RÉEL.

1° La mère, dont le mari est décédé avant le Code civil, a le droit de réclamer la tutelle des enfants issus du mariage, encors bien que, antérieurement à la publication du Code, il y ait eu un tuteur nommé par le père et qu'elle ait adhéré à cette nomination: l'art. 390 du Code civil s'applique au cas de dissolution de mariage arrivés avant comme depuis le Code (1).

2° et 3° Mais la mère peut réclamer l'usufruit légal des biens de ses enfants, si la législation existante à l'époque du décès du mari ne lui accordait pas. (C. civ., art. 384.) (2)

Est-il bien vrai que le droit des enfants dux

(1) F. dans le même sens, Bordeaux, 6 mess. an 12; Turin, 6 mess. an 13 et 4 janv. 1806; Cass. 6 déc. 1807. — Merlin, *Repetit.*, v° *Effet rétroactif*, sect. 3, § 2, art. 8, n° 3, p. 237, add.

(2) La question a été résolue en sens contraire par la Cour de Paris dans un arrêt du 3 germ. an 12,

et par la Cour de cassation dans un arrêt du 11 mai 1819. C'était aussi ce que soutint M. Sirey dans une dissertation dont il accompagna l'arrêt ci-dessus de la Cour d'Agen, et que nous croyons devoir reproduire ici (F. la note suivante). — V. encore Merlin, *cod. verb.*

fruits de leurs biens, soit en ce cas un droit réel et acquis, que la loi nouvelle n'ait pu leur enlever? (1).

(Lescure.—C. Tenans.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant 1° que l'unique objection qu'on puisse faire relativement à la puissance maternelle de la mère, est prise de ce qu'en lui accordant cette puissance on donnait à la loi un effet rétroactif; mais, quoique les diverses Cours d'appel et même les tribunaux de première instance aient jugé diversement cette

(1) Il n'est pas vrai, disait M. Sirey, en rapportant cet arrêt, que le mineur, après avoir hérité de son père, ait eu, par cela même, un droit acquis sur les fruits, lors futurs, des biens que son père laissait dans sa succession.—Le sort de la personne et des biens du mineur pouvait et devait être réglé par le législateur, selon les convenances ultérieures, sans qu'il en résultât la destruction d'aucun droit acquis, sans qu'il y eût aucune rétroactivité sur les effets du titre d'héritier.—On en convient en ce qui touche la personne du mineur. Pourquoi n'en serait-il pas de même en ce qui touche les biens? — Y a-t-il donc une différence essentielle entre les dispositions sur la personne, et les dispositions sur les biens du mineur?

« Ici vient à examiner la théorie de la Cour d'Angers, sur la nature et l'effet des statuts personnels ou réels, d'ordre public ou d'intérêt privé. — Les *Froland*, les *Boulenois*, les *Bouhier*, nous ont appris : Qu'il était difficile et presque illusoire de vouloir classer les statuts; car après être convenu qu'il y en a de personnels et de réels, en arrive à la question logomachique de savoir s'il y a aussi des statuts mixtes; — Qu'à l'égard de ces statuts prétendus mixtes, il n'était pas moins difficile de savoir s'ils ont effet comme les réels (ainsi que l'enseigne d'Argentre, *in antiq. cons. brit.*, § 218, pl. 6, n° 6), ou s'ils ont effet comme les statuts personnels dont ils sont l'accessoire et font partie indivisible (comme l'a présumé la Cour d'appel de Paris, dans l'arrêt ci-dessus relaté); — ou s'ils ont un effet mixte, selon qu'ils touchent la personne ou les biens (ainsi que l'enseigne Burgunde, *in cons. flandr.*, tract. 1, n° 1). — Qu'au lieu de vouloir déterminer les effets des statuts d'après leur nature, il est beaucoup plus facile de déterminer leur nature d'après leurs effets : *Non enim verba, sed effectum in statutis considerare oportet*, dit (après Burgunde) le président Bouhier, sur la coutume de Bourgogne, ch. 23, n° 29.—En sorte que pour résoudre la question de savoir quels sont les effets des statuts, il serait complètement inutile de les voir définis et classés en personnels, réels, etc.

« On ne serait guère plus avancé en se jetant dans des distinctions et classifications de statuts d'ordre public et d'intérêt privé; car l'ordre public résultant du maintien des intérêts privés, et les intérêts privés étant conservés par le maintien de l'ordre public, il serait difficile d'établir, entre les deux classes, une ligne de démarcation bien distincte, surtout lorsqu'en apparence de la nuance mêlée qui les confond en les sépare.—Quei qu'il en soit, ce serait étrangement méconnaître l'empire de la loi, de supposer qu'il existe des lois dispositives plus ou moins efficaces de leur nature.

« Toute loi, impérative ou prohibitive, a essentiellement effet dès l'instant de sa promulgation.—Elle régit également toutes les personnes et tous les biens, pour ce qui est à venir.—Rien ne lui échappe que le passé, c'est-à-dire qu'elle régit tout, excepté ce qui est un droit acquis.—Jusque-là, tous les jurisconsultes doivent être d'accord : il n'y a donc plus qu'à s'entendre sur ce qui est droit acquis.—On sait

question, elle doit être décidée d'après la distinction que la Cour a déjà faite entre les lois réglementaires relativement à l'administration, à la police ou à l'ordre judiciaire (qui doivent être exécutées dès le moment de leur promulgation), quoiqu'elles changent l'état de certains individus, et les lois relatives aux intérêts des particuliers : les premières, ayant pour but l'ordre public, obligent tous les individus, quel que soit leur état : ainsi la loi, qui a confondu la puberté avec la majorité, fait que celui qui avait plus de quatorze ans lors de la publication du Code était

bien qu'un droit est acquis lorsqu'il est fondé sur un contrat, on quasi-contrat; sur un délit, on quasi-délit.

« La difficulté réside dans ce qu'on appelle droit résultant d'une disposition légale.—A cet égard, il y a droit acquis lorsqu'il s'agit de succession ouverte.—C'est également convenu.—Hors de là, les prétendus droits conférés par des dispositions statutaires, ne sont que de simples expectatives.—Ce qu'une loi a ainsi créé, une autre loi peut le détruire.—C'est pourquoi l'art. 61 de la loi du 17 niv. an 2, abolit tous les statuts anciens en matière de succession, ou de donation, et y substitue de nouvelles dispositions, réglant toutes ces à venir, sans égard pour ce qu'avaient donné ou promis tous les statuts antérieurs.

« Il n'y a d'exception que par l'art. 13 de la même loi, pour les statuts relatifs aux avantages entre époux; et par l'art. 10 de la loi du 22 vent. an 2, pour les statuts sur la foi desquels il a été pris des engagements.—C'est-à-dire, en thèse générale, que hors le cas de succession ouverte, il n'y a de droit acquis par disposition statutaire, qu'autant qu'il y a eu des engagements pris sous la foi de ces dispositions statutaires.—Et la raison de cette décision, c'est qu'en ce cas il s'agit moins de l'effet de la coutume, que de l'effet de la convention tacite : — *Non tam agitur ex consuetudine quam ex tacito pacto interdicto* (dit Dumoulin sur la loi *Cunctos populos*, *Codice, de summa trinitate*).

« Avant le Code civil, on tenait définitivement que le donaire coutumier et le communauté centumiers se réglaient par les lois qui avaient présidé au mariage : — de même, pour l'inaliénabilité de la dot, etc., en pays de droit écrit.—C'était le dernier état de la jurisprudence; et à cet égard en n'invoquait plus ni la personnalité, ni la réalité des statuts. Toutes ces disputes de mots avaient cédé à l'idée simple et raisonnable que, dans le mariage, comme dans un bail à ferme, ou dans tout autre rapport volontairement établi, les parties étaient censées avoir voulu et convenu ce qui était de droit commun : *aliter enim fuissent pacti, nisi credidissent pro se pacisci legem*. — De ces notions à peu près convenues généralement, il résulte : — Qu'il n'y a de droit acquis, résultant de disposition statutaire, qu'en deux cas : — 1° En matière de succession, s'il y a eu ouverture du droit; — 2° En toute matière, si la disposition statutaire est corroborée par une convention tacite; en d'autres termes, s'il y a eu engagement formé sous la foi du statut.

« En résumé, et pour revenir à l'espèce jugée, il est constant qu'entre la mère et l'enfant il n'y avait pas eu de convention tacite, relativement au sort des fruits des biens du mineur : il est certain d'ailleurs que le titre d'héritier ne déterminait aucunement le sort des fruits futurs des biens du mineur. — Dene l'art. 381 du Cod. civ., qui les a conférés à la mère, ne dépouille point l'enfant d'un droit acquis.—Dene cette disposition doit sortir son plein effet, à l'égard de la veuve Lescure, encore que son mari soit décédé avant le Code civil. »

néanmoins sous la puissance du tuteur jusqu'à l'époque de sa majorité ou de son émancipation; tout comme celui qui, à l'époque de la loi qui fixe la majorité à vingt et un ans, avait moins de vingt-cinq ans, mais plus de vingt-un ans, a été néanmoins majeur lors de la publication de cette loi: tout comme la femme qui pouvait disposer de ses biens paraphernaux et ester en jugement sans l'autorité de son mari, a eu besoin d'y avoir recours d'abord après la publication du Code civil, parce que toutes ces questions tiennent à l'ordre public; — Il en est de même de la puissance que le Code civil donne à la mère; la loi a voulu qu'à défaut du père, le fils de famille eût, jusqu'à sa majorité ou son émancipation, un second surveillant qui le contint dans le devoir, et le fit corriger par les moyens que la loi donne, s'il venait à s'en écarter; et cette question tient à l'ordre public: la loi qui donne à la mère la puissance sur son fils peut donc être exécutée relativement aux enfants qui avaient perdu leur père avant la publication du Code, sans donner à la loi un effet rétroactif;

3<sup>e</sup> Il n'en est pas de même de la jouissance des biens; cette partie de la loi n'est plus relative à l'ordre public, mais aux intérêts des particuliers entre eux, elle ne doit donc avoir lieu que sur les biens dont le fils n'avait pas la jouissance lors de la publication du Code; il a, par la mort de son père, hérité de la pleine et entière propriété des biens de ce dernier; ce droit lui a été absolument et irrévocablement acquis; ainsi, en le lui ôtant, la loi ôte un droit acquis pour le transporter à la mère, qui n'y avait aucun droit par les lois anciennes; ainsi donc, en appliquant à l'hypothèse présente la disposition du Code civil relative à la jouissance des biens, on donne à la loi un effet rétroactif. — On peut également appliquer ici les distinctions que font les auteurs de la jurisprudence du Code civil, entre les statuts réels et les statuts personnels, mais sans en tirer la même conséquence; car on ne peut disconvenir que la jouissance ne soit quelque chose de réel, et très réel, dans le cas présent, puisqu'on convient que le pupille a 600 7,000 fr. de revenus; le conseil de famille n'a alloué que 600 fr. pour sa dépense; il y aurait donc à son profit une économie de 6,000 francs par an, en lui laissant la jouissance qui lui était acquise; et en la lui ôtant, on lui enlève les immenses capitaux desquels ses biens se seraient trouvés accrus à sa majorité, ce qui est certainement un droit réel que la loi n'a pu lui enlever sans rétroactivité; on ne peut opposer ici l'objection prise de la loi qui abolit la puissance paternelle, et qui a privé les pères de l'usufruit que la loi ancienne leur donnait sur les biens de leurs enfants; d'abord, il est de fait que les jurisconsultes ne conviennent pas tous de cette privation; il y a des jugemens pour et contre, et il y avait des tribunaux composés de deux sections, dont l'une croyait que le père était privé de l'usufruit, et l'autre pensait le contraire, précisément pour ne pas donner à la loi un effet rétroactif; mais d'ailleurs la jouissance que les pères avaient sur les biens de leurs enfants, n'était pas un droit naturel comme la jouissance acquise au fils de famille par la mort de son père; elle dérivait d'une puissance exorbitante des pères sur leurs enfants, qui, dès le principe, leur permettait de disposer de leurs personnes et de leurs biens; et quoique cette puissance eût été par la suite modifiée par les lois romaines, il n'est pas merveilleux que les lois françaises y aient apporté quelque modification, et que les tribunaux, croyant entrer dans les vues du législateur, n'aient donné à cette modification un

effet rétroactif; mais ici il est question d'un droit nouveau, par lequel, à la vérité, le législateur a eu raison d'assimiler la mère au père; mais les avantages que procure cette législation, en donnant un nouveau frein au fils de famille, n'ont pas paru au législateur assez forts pour donner à la loi un effet rétroactif; les tribunaux ne doivent donc pas le lui donner; — Ainsi, le seul avantage que peut retirer la veuve Lescure de la nouvelle législation, est de contenir son fils dans les bornes du devoir, et de le faire corriger s'il s'en écarte, mais elle doit rendre compte du revenu de ses biens;

3<sup>e</sup> La tutelle des enfans mineurs est d'ordre public; ainsi d'après ce qui a été dit ci-dessus, les lois réglementaires qui la concernent doivent être exécutées de suite, sans aucun égard à ce qu'ordonnaient les lois en vigueur lors de la publication du Code, ainsi, la mère doit avoir la tutelle, de préférence au tuteur testamentaire, sans qu'on puisse opposer ce que le testateur a dit relativement au peu de santé et de moyens de la veuve Lescure; le Code civil a ordonné la nomination d'un subrogé tuteur et d'un conseil de famille, ce sont les seules précautions que la loi ait cru devoir prendre, c'est à eux à user des moyens que la loi leur donne dans les intérêts des pupilles sans qu'on puisse leur opposer que l'exécution de la loi ôte au tuteur, non un droit, mais une charge; — 4<sup>e</sup> La veuve Lescure a renoncé à la tutelle que lui conféraient les lois anciennes; mais elle n'a pas renoncé à celle que lui a conférée le Code civil, puisqu'il n'était pas promulgué; d'ailleurs, quoique la tutelle diffère essentiellement de la puissance maternelle, dès qu'il est décidé que la mère a la puissance maternelle, la tutelle en est une suite nécessaire, et la puissance maternelle est tellement inhérente à la mère, qu'elle ne peut même pas y renoncer puisqu'elle ne peut pas émanciper son fils avant l'âge prescrit par la loi; elle peut renoncer à la tutelle, mais on ne peut la lui ôter que dans les cas prévus par la loi; la renonciation qu'elle a faite à la tutelle, dans un temps où elle n'avait pas la puissance maternelle, ne peut donc lui être opposée comme une fin de non-recevoir. — Par ces motifs, — Met l'appel et ce dont est appel au néant; — Emendant, — Adjugé à la veuve Lescure, la tutelle de Pierre Cornette son fils, la maintient dans le droit de pourvoir à sa nourriture, entretien et éducation; — Ordonne que ledit Lescure restera sous la puissance de sa mère jusqu'à sa majorité, sans néanmoins qu'à raison de ladite puissance la dame veuve Lescure puisse prétendre à la jouissance et propriété des revenus des biens de son fils, dont elle sera tenue de rendre compte en sadite qualité de tutrice, etc.

Du 7 prair. an 13. — Cour d'appel d'Agen.

#### PRÉCIPUT. — CARACTÈRES. — INTENTION.

*Encore qu'un don n'ait pas été fait expressément hors part ou avec dispense de rapport, on peut lui donner l'effet d'un préciput, s'il apparaît suffisamment que telle ait été l'intention du testateur (1).*

(Diémoz — C. Diémoz.)

Par testament du 27 flor. an 10, Jean-Léonard Diémoz lègue à chacune de ses filles, à titre de dot, la somme de 500 l., et nomme ses héritiers universels, et par portions égales, tous ses enfans mâles. — Le 22 vent. an 12, décès du testa-

(1) Jurisprudence constante. V. Cass. 20 fév. 1817; 17 mars 1825, et les arrêts qui y sont rappelés.



teur, naissant deux enfans mâles et trois filles. Celles-ci attaquent, devant le tribunal civil d'Aoste, l'institution faite en faveur de leurs frères, et demandent une part égale dans la succession de leur père. Elles fondent leurs prétentions sur l'art. 919 du Code civ. Leurs frères soutiennent, que l'institution d'héritier, faite en leur faveur, par leur père, était une disposition expresse de la quotité disponible, et que leurs sœurs ne pouvaient demander que la réduction à cette quotité, si la disposition l'excevait.

Le 5 therm. an 12, jugement qui décide que l'institution d'héritier universel comprenait la quotité disponible, en faveur des frères, au préjudice des filles; et réduit l'institution, en cas d'exces, à cette quotité, en ordonnant le partage du surplus, en cinq parties égales.

Appel de la part des sœurs Diémox. Elles attaquent le jugement du tribunal de première instance, comme ayant violé les art. 843 et 919 du Code civil.

## ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 843, 919, 920 et 926 du Code civil; — Attendu 1<sup>o</sup> que l'esprit et la lettre des nouvelles lois n'annulent pas en entier les libéralités par lesquelles un testateur ou un donateur aurait dépassé les bornes de la quotité disponible; 2<sup>o</sup> qu'elles soutiennent, au contraire les libéralités jusqu'au montant de la portion disponible, en obligeant l'héritier, le donataire ou le légataire, à rapporter l'excedant; 3<sup>o</sup> que le vrai sens des art. 843 et 919 est, qu'il doit résulter évidemment de la volonté du donateur ou du testateur, que les légataires, les héritiers ou les donataires prélèvent la portion dont ils disposent en leur faveur; 4<sup>o</sup> que Diémox père, en ne léguant que 500 liv. à chacune de ses filles, et en instituant ses enfans mâles dans toute l'hérédité, a évidemment manifesté son intention qu'elle parvint en entier à ces derniers, sous la distraction des legs faits aux filles; 5<sup>o</sup> que les premiers juges, loin d'avoir violé les lois nouvelles, s'y sont, au contraire, exactement conformés; car, en ordonnant le prélèvement du quart de l'hoirie en faveur des défendeurs, et le partage du surplus en cinq lots égaux, les derniers sont tenus de rapporter nécessairement la portion indisponible; 6<sup>o</sup> que Diémox n'était pas tenu de faire une nouvelle disposition, après la promulgation du Code, dès lors que son ancien testament prouvait évidemment qu'il voulait favoriser ses enfans mâles; 7<sup>o</sup> que la seule conséquence qui résulte du défaut de disposition postérieure au Code, c'est que Diémox a voulu que son testament fût exécuté dans toutes les parties conciliables avec la loi nouvelle; — Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 7 prair. an 13. — Cour d'appel de Turin.

## ÉTRANGER. — QUASI-DÉLIT. — OBLIGATION. — JUGEMENT. — RÉVISION.

*L'étranger non résident en France peut être traduit devant les tribunaux français, à raison de toutes les obligations dont il est tenu envers un Français, encore que ces obligations ne résultent pas d'un contrat, mais d'un quasi-contrat ou d'un délit (1).*

*Tout jugement rendu par les tribunaux étrangers, n'est susceptible d'exécution en France, qu'après révision par les tribunaux français (Ord. de 1829, art. 121 et Cod. civ., art. 1123.) (2).*

— L'étranger lui-même contre lequel la juge-

ment est rendu peut demander cette révision.

(Hielm Trom — C. Samuel Canier.)

Le capitaine Hielm Trom, Suédois, se trouvant à Lisbonne, fit saisir le navire la *Victorina*, qu'il supposait être la propriété de l'Américain Lovel, son débiteur. Mais Samuel Canier, véritable propriétaire, revendiqua son vaisseau, qui lui fut adjugé par décision du grand-juge des *embargados*, en date du 16 avril 1861.

Pius tard, Samuel Canier se trouvant à Rochefort, fit saisir à son tour l'*Aurora*, navire suédois, à bord duquel était le capitaine Trom, et citer celui-ci devant le tribunal de commerce, en paiement de 93,768 fr. de dommages-intérêts, pour cause de la saisie indûment faite à Lisbonne, de la *Victorina*. Hielm Trom déclina le tribunal de commerce de Rochefort, en sa qualité d'étranger. Mais ses conclusions n'en furent pas moins adjugées à Samuel Canier.

Appel, par le capitaine Trom, devant la Cour de Poitiers. Il soutenait que l'art. 14 du Code civil, en décidant que l'étranger pourrait être cité devant les tribunaux de France, pour l'exécution des conventions par lui contractées avec des Français, laissait clairement entendre qu'il ne pouvait s'agir que de l'exécution des actes ou contrats volontairement souscrits; qu'en conséquence, cette disposition ne pouvait lui être opposée, puisque son obligation, qui résultait d'un quasi-délit, dans l'espèce, n'était pas l'effet d'une convention, mais était imposée par la loi. — En outre, il soutenait qu'en supposant que l'article 14 du Code civil embrassât même les obligations dérivant de la loi, il ne pouvait y avoir lieu à une condamnation en dommages contre lui, qu'après que la décision du grand-juge des *embargados*, qui avait attribué la propriété du navire la *Victorina*, à Samuel Canier, aurait été révisée, aux termes des art. 121 de l'ordonn. de 1829 et 1123 du Code civ.

De son côté, Samuel Canier répondait que le législateur avait voulu soumettre l'étranger aux tribunaux français, pour raison de toutes obligations dont il serait passible envers des Français; et que les obligations naissent non-seulement des stipulations, mais encore des délits ou quasi-délits. Puis, sur les conclusions subsidiaires du capitaine Trom, il ajoutait que c'était seulement en faveur des Français que les jugemens rendus en pays étranger perdaient leur force en France; que c'était à eux seuls, par conséquent, qu'appartenait le droit de faire réviser les décisions des tribunaux étrangers par les tribunaux de France; qu'à l'égard des étrangers, ces décisions conservaient toute leur force, ainsi que cela résultait des termes de l'article précité de l'ordonn. de 1829, auquel la rédaction de l'art. 1123 du Code civ., n'était en aucune façon contraire.

## ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 121 de l'ordonn. de 1829 porte, que « les jugemens rendus, contrats ou obligations reçus dans les royaumes et souverainetés étrangères, pour quelque cause que ce soit, n'auront aucune hypothèque ni exécution dans le royaume de France; » — Considérant que l'art. 1123 du Code civil, porte que « l'hypothèque ne peut résulter des jugemens rendus en pays étrangers, qu'autant qu'ils ont été déclarés exécutoires par un tribunal français; » que la mesure prescrite par ledit article n'est pas une simple formalité, et qu'il en résulte que les tribunaux ne doivent déclarer exécutoires les jugemens rendus en pays étrangers qu'en connais-

observations sur la question, ainsi que les diverses autorités qui y sont citées.

(1) V. en sens contraire, Paris, 5 juin 1829.

(2) V. en ce sens, Cass., 18 pluv. an 12, et nos

sance de cause, et après un nouveau débat des questions devant eux ;

Considérant que, d'après l'art. 14 du Code civil, l'étranger, même non résident en France, pourra être traduit devant les tribunaux français, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers un Français ; — Considérant que la disposition de cet article est générale, et comprend tous les actes par lesquels un étranger a pu s'obliger en pays étranger envers un Français ; — Sans avoir égard à l'appel interjeté par le capitaine Hielsm-Trom, — Ordonne que les parties plaideront devant elle, tant sur le mérite de la saisie, faite par ledit Hielsm-Trom, du navire dont il s'agit, que sur la demande en dommages et intérêts formée par ledit Canter, etc.

Du 8 prair. an 13. — Cour d'appel de Poitiers. — Pl. MM. Fromentin et Bréhard.

#### ACTE SOUS SEING PRIVÉ. — DOUBLE ÉCRIT.

— MANOAT. — VALIDITÉ.

*L'acte sous seing privé par lequel une partie déclare à une autre que, dans telle acquisition qu'elle a faite, elle n'a agi que comme son mandataire, ne contenant pas une obligation réciproque, mais seulement l'engagement pour le mandataire de livrer la chose à son mandant, n'est pas nul pour n'avoir pas été fait en double (1).*

(Gallé — C. Narbonne.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que, s'il est vrai qu'un écrit, contenant une obligation réciproque, doit être fait double, afin que chacune des parties puisse obliger l'autre à exécuter ses engagements, qu'ainsi, tous actes sous seing privé portant vente, échange, société et autres veulent être faits en plusieurs originaux ; il n'en est pas de même, quand une seule des parties s'engage envers l'autre à lui payer quelque somme ou à lui céder quelque chose, sans que l'autre partie s'engage de son côté ; car il est fort inutile, dans ce cas, de faire l'écrit par double, puisque ce double ne servirait à rien entre les mains de celui qui s'est obligé ; que la déclaration dont s'agit au procès est une espèce de déclaration de command, par laquelle Gallé assure au sieur Narbonne qu'il n'a agi que comme son mandataire ; qu'il prend avec le sieur Narbonne les engagements du mandataire, mais que le sieur Narbonne ne s'est engagé à rien envers lui ; qu'il était donc inutile de faire par double la déclaration du 30 décembre 1791 ; — Met l'appel au néant, etc.

Du 8 prair. an 13. — Cour d'appel d'Agen. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés. M. Lacaze. — Pl. MM. Borudat et Paquin.

#### 1<sup>o</sup> ÉMIGRÉ. — PRESCRIPTION. — INTERRUPTION 2<sup>o</sup> INTÉRÊT. — CAPITAL. — ALSACE.

*La réclamation faite à la république, par le créancier d'un émigré, du montant de sa dette, a interrompu la prescription, vis-à-vis de l'émigré amnistié (2).*

*Les dispositions des lois romaines qui ne*

(1) F. anal. en ce sens, Cass. 26 oct. 1808 ; Paris, 2 mai 1815 ; Bastia, 2 juin 1828.

(2) F. anal. en ce sens, Paris, 17 juv. 1823.

(3) La France coutumière, à la différence des pays de droit écrit, n'avait pas reçu les lois 27, 28 et 29, C. de usuria, selon lesquelles les intérêts ne pouvaient excéder le capital, et dont l'arrêt ci-dessus fait application. Aussi est-ce sous l'influence du droit coutumier, qu'un arrêt de Cass. du

voulait pas que les intérêts excédassent le capital, étaient en vigueur dans la province d'Alsace ; ainsi, un créancier ne pouvait exiger tous les intérêts échus et non prescrits, qu'autant qu'ils ne s'élevaient pas à une somme supérieure au capital (3).

(Dame Barbaud — C. Yves.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'appelante, étant émigrée, a été morte civilement ; que le sieur Seitz, cessionnaire de la veuve Braconnot, n'a pu, dès lors, agir contre elle directement ; que les lois avaient prescrit aux créanciers des émigrés, les formalités qu'ils avaient à remplir pour parvenir à leur remboursement ; que le sieur Seitz s'est conformé punctuellement et tempestivement avec ces lois, en produisant ses titres par-devant les deux administrations des districts de Colmar et de Belfort en vent. an 3 et brum. an 4, et en les affirmant véritablement ; or, ces formalités ont opéré deux effets : le premier, de constater la qualité de cessionnaire du sieur Seitz vis-à-vis de la république, qui représentait la débitrice ; le second, d'interrompre la prescription, et alors il ne s'était encore écoulé que vingt-deux à vingt-trois ans depuis la date de l'obligation cédée ; de là il résulte qu'il devient oiseux de s'occuper des significations de la cession faites postérieurement, ni des vices qui peuvent s'y rencontrer par le fait de l'huissier, de même que de la question de savoir si, dans l'espèce, l'action hypothécaire, se trouvant jointe à l'action personnelle, est prescriptible par trente ou quarante ans : c'est donc avec raison que les juges *à quo* ont débouté l'appelante de son opposition au jugement par défaut, qui l'a condamnée à payer le capital porté en l'obligation avec les intérêts dus et échus ;

Considérant néanmoins, à l'égard des intérêts, que, par la demande en première instance, il n'a été conclu, de la part de l'intimé, au paiement que de ceux dus et échus ; et que le jugement n'y a condamné que sur ce point ; mais cette condamnation est vague et indéterminée, et il importe aux parties de ne pas être exposées à un nouveau procès sous ce rapport ; — Considérant que la ci-devant Alsace était régie par le droit écrit ; or, les lois romaines ne permettaient pas que les intérêts du prêt d'argent pussent excéder le capital, et elles voulaient que lorsqu'ils l'égalaient, ils cessassent de courir (loi 27, C. de Usuris) ; cette loi est réputée être encore en vigueur dans la ci-devant Alsace, dès que rien ne justifie qu'elle y soit tombée en désuétude, et que l'*alterum tantum* n'y ait plus été observé par un usage fondé sur une jurisprudence contraire ; dès lors, c'est le cas de ne confirmer ledit jugement qu'à charge que les intérêts adjugés ne pourront excéder ceux de vingt ans, qui forment une somme pareille au capital ; — Dit qu'il a été bien jugé, mal appelé, etc.

Du 9 prair. an 13. — Cour d'appel de Colmar. — Pl. MM. Kœnig et Raspier.

Gmess. an 13 décide la question en sens contraire de celui que nous rapportons. (F. à cette date.) — Il y avait donc lieu à une solution différente suivant qu'il s'agissait des pays de droit coutumier ou de ceux de droit écrit. (V. Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> Intérêt, § 7, n<sup>o</sup> 10.) — Aujourd'hui c'est la décision de la Cour de cassation qu'on suivrait dans toute la France ; ainsi le créancier pourrait exiger tous les intérêts échus et non prescrits, encore qu'ils s'élevassent au-dessus du capital. (V. de la Cour de Cass., 1823.)

## 1° APPEL.—JUGEMENT PRÉPARATOIRE.

## 2° TUTELLE LÉGALE.—CONVOL.

## 3° ET 4° TUTELR.—DESTITUTION.—CONSEIL DE FAMILLE.—EXCÈS DE POUVOIRS.

1° On peut se pourvoir par appel d'un jugement préparatoire qui préjuge le fonds, par exemple, de celui qui ordonne qu'un conseil de famille sera réuni et donnera pour cotuteur à la mère tutrice légale une personne désignée.

2° Les membres du conseil de famille qui ont à décider si la mère qui veut conserver la tutelle légale, doivent tous, à peine de nullité, être informés du projet de second mariage.—Ils sont censés l'avoir ignoré s'il ne leur a pas été signifié.

3° Le subrogé-tuteur ou le juge de paix agissant d'office, peuvent seuls provoquer la destitution du tuteur (1).

4° Un tribunal qui destitue le tuteur en exercice, n'a pas le droit de désigner le tuteur qui devra nommer le conseil de famille.  
(Dardé et Pratz.—C. dame Pratz.)

La dame Pratz, tutrice de ses enfants mineurs, désirant convoquer en secondes nocces, fait convoquer une assemblée de famille pour qu'il soit nommé un tuteur et un subrogé-tuteur à ses enfants.—Elle ne fait part qu'à trois des membres de cette assemblée, de son intention de convoquer.—Par suite de la délibération de l'assemblée, elle est nommée tutrice et le choix de subrogé-tuteur tombe sur le sieur Amoureux.—Elle se marie avec le sieur Graves.—Peu de temps après, promulgation du Code civil.—Un sieur J. Pratz, oncle des mineurs, s'appuyant sur les dispositions de la loi nouvelle, attaque la nomination faite par le conseil de famille, et, en effet, la destitution de la mère tutrice et celle de Pierre Amoureux, subrogé-tuteur, sont prononcées; Pratz est nommé tuteur, et un sieur Dardé subrogé-tuteur.—Opposition de la part de la veuve, à l'homologation du procès-verbal.

En cet état, jugement préparatoire du tribunal de première instance de Castelnaudary, qui ordonne qu'il sera avant tout procédé à la convocation du conseil de famille, qui sera tenu de donner à la mère son second mari pour cotuteur.

Appel de ce jugement, de la part de Pratz et Dardé.

## ARRÊT.

LA COUR :—Considérant qu'il est très vrai, en principe, que l'appel d'un jugement préparatoire n'est pas recevable, mais que celui dont est appel doit être considéré à certains égards comme définitif, puisqu'il ordonne que l'assemblée donnera le sieur Graves pour cotuteur à sa femme, par où il décide virtuellement que la tutelle doit être conservée à celle-ci; et que le tribunal a quo s'est lié de manière à ne pouvoir plus revenir sur ses pas, si la sieur Graves accepte la charge qui doit lui être déferée en vertu de ce jugement, ce qui en rend l'appel recevable;

Considérant que trois des parents qui ont assisté à la délibération du 22 pluv. an 13, par laquelle la tutelle a été déferée à la dame Graves, sont censés avoir ignoré le projet de son convol à de secondes nocces, puisque la cédule où ce projet est énoncé ne leur avait pas été signifiée, et qu'il n'en est point fait mention dans le procès-verbal; ce qui rend la nomination inefficace;

Considérant que la seconde assemblée de fa-

(1) Le ministère public ne le pourrait pas lui-même, puisqu'il ne peut pas provoquer une délibération du conseil de famille. *V. dans ce sens, Cass. 27 frim. an 13 et 18 août 1808.*

mille, du 20 therm. an 11, a été convoquée à la requête et diligence du sieur Jean Pratz, tandis que, s'agissant de la destitution d'un tuteur déjà nommé, elle ne pouvait être convoquée qu'à la diligence du subrogé-tuteur, ou d'office, par le juge de paix, suivant l'art. 446 du Code;

Considérant qu'en enjoignant à l'assemblée, dont il a ordonné la convocation, de donner le sieur Graves pour cotuteur à la dame Pratz, le tribunal, à quo, a géré son vœu, et commis un excès de pouvoirs;—Considérant qu'il n'est pas possible de prononcer sur les contestations des parties, jusqu'à ce qu'un conseil de famille, légalement convoqué et composé, ait délibéré à quel la tutelle doit être déferée;—Ordonne, avant dire droit, qu'il sera convoqué un conseil de famille, à l'effet de procéder à la nomination d'un tuteur; à laquelle tutelle la mère pourra pourtant être appelée, si la confiance se dirige vers elle; etc.

Du 9 prair. an 13.—Cour d'appel de Montpellier.—Pl., MM. Bages et Saunier.

## INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.—DATE DU TITRE.

L'inscription hypothécaire qui ne renferme pas la date du titre conférant hypothèque, est nulle, encore que cette date se trouve mentionnée dans le bordereau remis au conservateur;—Et cette nullité peut être opposée, même par un créancier qui aurait eu connaissance de la date omise dans l'inscription (2).

(N...—G. N...)

Du 9 prair. an 13.—Cour d'appel de Caen.

## CONSEIL JUDICIAIRE.—INCAPACITÉ.—

## FAIBLESSE D'ESPRIT.

Ce n'est pas l'incapacité du raisonnement, c'est l'incapacité d'administrer, qui constitue la faiblesse d'esprit et autorise la mesure dont parlent les articles 499 et 513 du Code civil.—En conséquence, on ne peut donner un conseil judiciaire au père qui administre sagement ses biens, sous le prétexte qu'il a des opinions erronées en matière de religion. (Cod. civ. art. 499 et 513.)

(Duchemin-Desgenettes—C. Demerole.)

## ARRÊT.

LA COUR :—Considérant qu'il n'a été articulé par l'intimé aucun fait qui tende à prouver que l'appelant n'est pas dans le cas d'administrer ses biens; que tout démontre, au contraire, que jusqu'à présent il l'a fait en homme sensé et économe;—Considérant que, par là, il ne se trouve dans aucun des cas déterminés par les art. 489, 499 et 513 du Code civil; et que les opinions qu'il aurait manifestées relativement aux dignités ecclésiastiques, quand même elles seraient erronées, ne justifieraient point son incapacité pour le gouvernement de ses biens;—Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 10 prair. an 13.—Cour d'appel d'Angers.

## DROITS LITIGIEUX.—CÉSSION.—AVOUÉ.—MINISTÈRE PUBLIC.

Dans le cas d'une cession de droits litigieux faite à un avoué contrairement à la disposition de l'art. 1397 du Code civil, le ministère public peut, d'office, en tout état de cause, même en appel, en requérir la nullité (3).

(2) *V. en sens contraire, Paris, 22 frim. an 13.*

(3) *V. dans le même sens Duvigier de la Pelté, t. 1, n° 200; et en sens contraire, Cass. 29 fév. 1832.*

Un avoué de première instance ne peut devenir cessionnaire de droits litigieux soumis à la décision d'un autre tribunal que celui près duquel il exerce, lorsque ces deux tribunaux ressortissent à la même Cour d'appel (1).

(Dangers—C. Fabus.)—ARRÊT.

1. A COUR:—Attendu, 1<sup>o</sup> que le ministère public peut, dans toutes les causes, et jusqu'à leur jugement définitif, requérir, pour l'intérêt public, l'exécution de la loi, quelques voies que puissent prendre ou suivre les parties dans la poursuite de leurs actions ou de leurs défenses;

2<sup>o</sup> Que, par l'art. 1597 du Code civil, les avoués ne peuvent devenir cessionnaires des procès, droits et actions litigieux, qui sont de la compétence du tribunal dans le ressort duquel ils exercent leurs fonctions, à peine de nullité et de dommages et intérêts;—En fait, que Fabus est avoué près le tribunal civil de Soissons, qui est du ressort de cette cour; que Dangers est, envers la succession et les héritiers de sa femme, débiteur de droits litigieux;—Que Fabus, avoué à Soissons, qui, sous le nom d'un confrère complaisant au tribunal de Château-Thierry, abus du l'expérience ne fournit que trop d'exemples, pouvait retirer un double profit de la cession à lui faite de droits, actions et créances litigieuses, déjà en contestation avant la cession, est réellement cessionnaire de procès existants et droits contestés devant les tribunaux, et que l'art. 1597 lui est applicable de fait et de droit, —Faisant droit sur le réquisitoire du procureur-général;—Déclare nulle et de nul effet, conformément à l'art. 1597 du Code civil, la cession, ... etc.

Du 11 prair. an 13.—Cour d'appel d'Amiens.  
—Pl., MM. Variet, Laurendeau et Enfant.

#### ACQUIESCEMENT.—JUGEMENT.—APPEL.

L'acquiescement à quelques chefs d'un jugement ne fait pas obstacle à ce qu'on appelle des autres (2).

(Marzelles—C. Montarras et Nadas.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que l'appelant avait consenti à la faction de l'inventaire et avait accepté la caution; que le jugement n'a été exécuté par lui que dans cette disposition, ce qu'il ne pouvait refuser; mais que cela ne l'empêchait pas d'appeler du chef du jugement qui le condamnait à payer ce qu'il soutient ne pas devoir;—Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir, etc.

Du 12 prair. an 13.—Cour d'appel d'Agen.

(1) Cette doctrine est généralement repoussée.—F. Colmar, 11 mars 1807; Trévies, 24 juin 1807.—F. aussi Tropiong (de la Vente, n° 199); Duvergier, de la Vente, n° 198; Carré, Compétence civile, Quest. 67; Delvincourt, t. 3, notes, p. 128. Et, il faut le dire, elle paraît contraire au texte et à l'esprit de la loi. De tout temps, il est vrai, on s'en est avec dédain les ventes ou cessions de droits litigieux, et particulièrement lorsqu'elles sont faites au profit de personnes qui, en raison de leur profession, peuvent faire craindre des inconvénients graves. C'est ainsi que les anciennes ordonnances ne se bornaient pas à annuler les cessions que prohibait l'art. 1597 du Cod. civ.; mais encore elles privaient tant le cédant que le cessionnaire, des droits et actions cédés. (Ord. de 1356; de 1535, art. 23; de 1560, art. 54, de 1629, art. 94.) Mais toujours est-il qu'alors, comme

#### RENTE CONSTITUÉE.—CARACTÈRES.—PRIX DE VENTE.

La clause insérée dans un contrat de vente, que l'acquéreur ne sera obligé de payer son prix qu'à sa volonté seulement, et que, jusqu'au paiement, il servira des intérêts stipulés, équivaut à une constitution de rente et rend la créance non exigible (3).

(Héritiers Navarre—C. Prévot-Long-Perrier.)

Le 8 oct. 1790, Pierre Navarre vend à Prévot-Long-Perrier, moyennant pour le prix de 174,000 fr.—Les parties conviennent que l'acquéreur ne pourra payer son prix avant le décès du vendeur; qu'après ce décès il le paiera, à sa volonté, aux héritiers du vendeur, par portions viriles, et avant partage, ou même d'après les proportions établies par l'acte de partage.—Qu'en outre, il servira les intérêts de son prix jusqu'au paiement de ce dernier.—En l'an 3, décès de Navarre.—Long-Perrier fait de suite à chaque héritier des offres réelles, en assignats, du montant de la portion virile.—Deux actions sont dirigées sur la demande en validité d'offres, l'une à Meaux, l'autre à Paris.—Les deux tribunaux de Meaux et de Paris jugent, qu'attendu les dispositions prohibitives de la loi du 25 mess. an 3, le remboursement ne peut être effectué; mais ils appliquent leurs jugemens sur des motifs différens.—Les juges de Meaux voient une constitution de rente pour un capital déterminé dans le contrat de vente dont il s'agit; ceux de Paris y voient une rente foncière rachetable.—Long-Perrier ne pouvant se libérer en assignats, comme il l'avait désiré, abandonna entièrement son action en offres réelles.—Cependant les héritiers Navarre assignent Long-Perrier pour le contraindre à payer le prix de son acquisition.—Trois éléments, disaient-ils, concourent à former le contrat de vente: la chose, le prix et le consentement. Ortez l'un de ces éléments, et le contrat de vente disparaît. Que deviendrait donc celui qui a été fait dans l'espèce, si l'acquéreur pouvait s'affranchir de l'obligation qui lui est imposée? S'il pouvait ne se libérer de son prix que quand il le voudrait, ce qui équivaudrait à la faculté de ne se libérer jamais? Il est évident qu'une pareille faculté ne saurait avoir de réalité.—Un pareil contrat dégrèverait en donation, et le caractère d'une telle donation est réprouvé par la loi.—L'obligation de payer des intérêts, de la part de l'acquéreur, ne constitue pas un contrat de rente perpétuelle ou foncière, comme l'ont pensé les juges de Meaux et de Paris: ces intérêts sont la conséquence naturelle de la vente d'un immeuble dont le prix n'est pas payé.—D'ailleurs, où est l'intention des parties de constituer une rente perpétuelle ou foncière? Elle ne résulte pas des

aujourd'hui, la prohibition de la loi a eu seulement pour objet d'empêcher les abus que pouvait occasionner l'indéfini dont jouissent les juges et officiers ministériels atteints par la prohibition. Or, comme le juge et l'officier ministériel ne peuvent avoir une influence réelle que dans le tribunal où ils exercent leurs fonctions, il semble que c'est à ajouter à la loi que d'étendre la prohibition qu'elle prononce, au cas où le juge ou l'avoué achèteraient un procès pendant devant un autre tribunal que le leur, ce tribunal fut-il placé dans le ressort de la même Cour royale.

(2) Cela est constant en jurisprudence et ne souffre exception qu'en cas d'indivisibilité.—F. conf. Cass. 22 flor. an 12, et la note.

(3) F. conf. Cass. 28 vend. an 11, et la note.

termes dont elles se sont servies dans le contrat, puisqu'elles n'y ont employé que celui de vente; enfin, la condition expresse apposée par le vendeur, de ne payer le prix qu'après sa mort, l'incertitude sur l'espèce de rente que les contractants auraient voulu créer, lorsqu'il leur était si facile d'expliquer leur intention sur ce point, tout exclut l'idée qu'ils eussent, en effet, voulu créer une rente perpétuelle ou foncière.

Long-Perrier répondait qu'il ne fallait pas le placer dans une position qui ne fût plus la sienne. Sans doute, toute obligation supposait un lien de droit (*vinculum juris*).—Mais ce lien de droit existait de sa part; l'obligation à laquelle s'était soumis le vendeur envers lui, consistait en ce qu'il ne pouvait être contraint ni par le vendeur, ni par ses héritiers ou ayent cause, à payer son prix. Celle qu'il avait contractée envers le vendeur, consistait à ne pouvoir se libérer du vivant de celui-ci, et à payer les intérêts de son prix jusqu'au remboursement.—Certainement un pareil contrat n'offrait rien d'illusoire.—An reste, les jugemens rendus en l'an 3 s'étaient accordés sur ce point, que le prix de la vente ne pouvait, dans aucun cas, devenir exigible contre l'acquéreur.—Ils avaient acquis l'autorité de la chose jugée contre les héritiers Navarre.

Le 13 frim. an 13, jugeant du tribunal civil de la Seine, qui, attendu que les jugemens rendus en l'an 3 étaient passés en force de chose jugée, déclare les héritiers Navarre non recevables.—Appel.

## ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que la clause portant que Prévot de Long-Perrier ne sera obligé de payer son prix principal qu'à sa volonté seulement, équivaut à constitution, et rend le créancier non exigible;—Confirme, etc.

Du 14 prair. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Moreau et Geiral.

## DÉPOT.—DON PROHIBÉ.

La juge doit ordonner la remise et l'ouverture d'un dépôt confié par une mère à un tiers, pour être remis après sa mort à son enfant naturel, afin de constater si le dépôt ne renferme pas un don prohibé.

(Bergeret—C. Bernard Adolphe.)

La demoiselle Bergeret ayant un enfant naturel, le donne à élever à la dame Doussau; elle lui remet aussi un paquet cacheté, avec ordre de le rendre à son enfant à une époque qu'elle lui désigne;—La dépositaire mourut. Instruit du dépôt qu'elle avait fait, son frère en demanda l'ouverture, prétendant qu'il renfermait ou devait renfermer des valeurs réelles, ce qui serait un avantage indirect en faveur du fils naturel de sa sœur.

Un jugement du tribunal civil de Paris rejeta cette demande:—Attendu que la pièce renfermée dans une enveloppe cachetée de trois cachets semblables, portant en chiffres les lettres J. B., appartenait, suivant l'évidence de la souscription, à Bernard Adolphe, et que cette pièce est destinée

à lui être remise lors de sa retraite de chez la dame Doussau;—Que ladite pièce, ainsi enveloppée et cachetée, a été remise et déposée entre les mains de la dame Doussau par la demoiselle Bergeret;—Qu'on ne peut, sans crime, violer ce dépôt, ni en changer la destination sous aucun prétexte.

Appel par le sieur Bergeret.

## ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que le paquet dont il s'agit peut renfermer un avantage indirect, que tout ce qui est donné à l'enfant naturel, au-delà de la portion déterminée par la loi, est pros crit par la loi même;—Dit qu'il a été mal jugé;—Ordonne que ledit paquet sera remis, etc.

Du 15 prair. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Popelin et Delacroix-Frainville.

## ACQUIESCENCEMENT.—ORDRE.—ASSISTANCE.

L'acquéreur n'acquiesce point au jugement qui le condamne à payer son prix aux créanciers du vendeur, par cela seul qu'il figure dans l'ordre, s'il n'y a figuré que comme contraint.

(Derecalde—C. Muyroger.)

Du 17 prair. an 13.—Cour d'appel de Paris.

## SIMULATION.—ACTES ÉCRITS.—PREUVE TESTIMONIALE.

L'art. 2, tit. 30 de l'ordonn. de 1667, qui prohibe la preuve testimoniale contre et outre le contenu aux actes, ne s'appliquait point au cas de simulation prohibée.

(Bardon—C. Monier.)

Du 18 prair. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.

V. l'arrêt de cassation rendu sur le pourvoi dont la décision ci-dessus a été l'objet, à la date du 9 févr. 1808, 1<sup>re</sup> part.

## ABSENT.—CRÉANCIERS.—DROITS ÉVENTUELS.

Les créanciers de l'absent qui veulent faire valoir ses droits dans une succession ouverte depuis sa disparition, doivent commencer par prouver qu'il existait au moment où la succession s'est ouverte, et cela sans distinction entre les cas d'absence présumée et d'absence déclarée (1).

(Pasquet—C. Drion Zoude.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que l'intimé, pour prouver que Hippolyte Pasquet, son débiteur, aurait été propriétaire pour un tiers indivis des biens d'Anne Pasquet, sa tante, décédée le 27 niv. an 8, se fonde uniquement sur ce que ledit Hippolyte Pasquet, neveu de la défunte, aurait été héritier de celle-ci pour un tiers, quoique, au moment de la mort de sa tante, il fût absent et expatrié depuis plusieurs années, et qu'il n'y eût aucune certitude de son existence à l'époque de l'ouverture de la succession, parce que, dit-il, le présomption de droit le fait réputer vivant pendant un terme légal, dont le maximum est de cent ans, et le minimum de soixante;—Attendu qu'il est de principe que, lorsqu'il s'agit de faire recueillir

sence déclarée, cette périphrase l'individu dont l'existence n'est pas racontée, expressions qui, dans leur généralité, comprennent à la fois l'absent présumé et l'absent déclaré. Ainsi donc, dans la pensée du législateur, l'un et l'autre sont également atteints par la prohibition de recueillir les droits ouverts en leur faveur depuis qu'ils se sont éloignés de leur domicile, si leur existence n'est pas reconnue par ceux avec lesquels ils recueilleraient.—V. cependant en sens contraire, Maleville, sur l'art. 135.

(1) V. conf., Cass. 16 déc. 1807; anal. dans le même sens, Douai, 15 niv. an 12; Bruxelles, 21 germ. an 13; 20 juil. 1808; Poitiers, 29 avr. 1807; Paris, 27 mai 1808; Turin, 15 juin 1808; Agen, 4 juin 1808; Rennes, 9 avr. 1810.—V. aussi la discussion approfondie que à ce lien en conseil d'Etat (Loire, *Esprit du Cod. civ.*, t. 1<sup>er</sup>, p. 692), discussion à la suite de laquelle un substitua, dans les art. 135 et 136, au mot *Absent*, qui se trouvait dans le projet, et qui, en général, se réfère à l'ab-

une succession à un absent, il faut prouver, autrement que par des présomptions, que celui-ci existait au moment de l'ouverture de cette succession; que ce principe, qui a été adopté par les art. 135 et 136 du Code civil, existait bien longtemps avant la publication dudit Code, et était adopté et suivi dans les tribunaux, comme l'attestent M. le procureur-général Merlin et les auteurs par lui cités (v. *Absent*, § 3, t. 1<sup>er</sup>, p. 8, des *Questions de droit*, etc.); — Attendu qu'il est encore de principe qu'un héritier collatéral, tel qu'Hippolyte Pasquet, appelé à une succession, n'acquiert la propriété des biens qui font partie de cette succession que par l'adition: *Extraneis heredes non sunt domini, priusquam adierint*: (Huberus *ad inst.*, lib. 2, tit. 19, n<sup>os</sup> 9 et 10.) Et c'est encore ce qu'enseigne M. Merlin (v. *Succession vacante*, § 1<sup>er</sup>, t. 8, p. 637), même ouvrage, où il dit: « A la vérité, par la règle la mort saisit le vif, l'héritier sequestre de plein droit la propriété et la possession des biens du défunt; mais il faut pour cela qu'il le veuille, et qu'il en manifeste la volonté par une déclaration expresse ou par le fait; car nul n'est héritier qui ne veuille; » — Attendu que des principes ci-dessus énoncés, il résulte qu'Hippolyte Pasquet, lors de la saisie dont il s'agit, n'était pas propriétaire du tiers des immeubles délaissés par sa tante; du chef, 1<sup>er</sup> qu'il n'est point prouvé qu'il eût survécu à sa tante; 2<sup>o</sup> qu'il ne conste pas qu'il eût fait aucun acte d'acceptation de la succession; qu'ainsi la saisie est évidemment nulle, comme faite *super non domino*; — Attendu que les appelsus peuvent retenter toute la succession d'Anne Pasquet, jusqu'à ce qu'Hippolyte Pasquet se représente, parce que le droit d'accroissement a lieu, même entre les héritiers *ab intestato*, comme l'enseigne Huberus (*ad ff.*, lib. 29, tit. 3, n<sup>o</sup> 7); — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 18 prair. an 13.—Cour d'appel de Liège.

#### TUTELLE.—CONVOL.—NULLITÉ.

*Les actes faits par la mère, comme tutrice de son fils, quoique déchu par le convol, aux termes de l'art. 395 du Code civil, sont tellement nuls qu'ils ne peuvent être validés par la nomination ultérieure de la mère, rappelée à la tutelle par le conseil de famille (1).*

(Clavel—C. Avignon.)

La veuve Blanc était tutrice de son fils. En cette qualité, ayant été colloquée dans un jugement d'ordre, elle fit signifier à Clavel, débiteur, le bordereau de collocation, avec commandement de payer. — Mais alors la veuve Blanc était passée à de secondes noces avec le sieur Avignon; et le conseil de famille de son fils n'avait pas été préalablement convoqué. — Clavel lui oppose donc son défaut de qualité. — Aussitôt elle convoque le conseil de famille, qui lui confère la tutelle. — En cet état, la veuve Blanc, femme d'Avignon, reprend sa poursuite contre Clavel. — Celui-ci alors excipe de la nullité des actes précédents, en ce que, ayant été faits sans qualité, ils étaient radicalement nuls. — La dame Blanc soutient qu'elle devait être considérée comme ayant été conti-

nuée dans la tutelle, ou n'ayant jamais cessé d'être tutrice.

11 mess. an 12, jugement qui statue en ce sens. — Appel par Clavel.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que la dame Raoux, veuve Blanc, en convolant à de secondes noces, le 25 fruct. an 11, sans avoir convoqué le conseil de famille, était, aux termes de l'art. 395 du Code civil, déchu de plein droit de la tutelle de Claude Blanc, son fils mineur; que, dès lors, les actes qu'elle a faits en cette qualité, postérieurement à son second mariage, les 24 et 25 flor. an 12, sont radicalement nuls, attendu son incapacité absolue résultant de la seule disposition de la loi, et que ces actes n'ont pu être validés par aucun autre acte subséquent, tel que les délibérations du conseil de famille, du 7 mess. an 12;—Faisant droit à l'appel;—Casse le bordereau, le commandement et l'ensuivi.

Du 19 prair. an 13.—Cour d'appel de Nîmes;—Pl., MM. Monnier et Greteau.

#### CONTRAINTE PAR CORPS.—FEMME.—GARDIEN JUDICIAIRE.

*Encore que la femme non commune puisse, sans l'autorisation de son mari, être constituée gardienne judiciaire des meubles saisis sur ce dernier (2), elle n'est pas contraignable par corps en cette qualité (3).*

(Femme Denizet—C. Receveur.)

Receveur, créancier de Denizet, fait saisir les meubles de ce dernier. — La dame Duret, épouse de Denizet, forme opposition à la saisie, et revendique les meubles comme lui appartenant.

12 prair. an 10, ordonnance de référé qui renvoie les parties à se pourvoir, et néanmoins charge la dame Duret de la garde des effets saisis, pendant l'instance.

Jugement du tribunal de première instance de la Seine, et arrêt confirmatif de la Cour d'appel, qui déclarent que les meubles appartiennent au mari.

Receveur reprend sa saisie, et fait procéder au récolement des meubles dont la dame Duret avait été constituée dépositaire. Le procès-verbal de récolement démontre que quelques-uns de ces meubles ont disparu. — Assignment de la part de Receveur à la dame Duret, pour se voir condamner à lui payer le montant de ses créances ou à représenter tous les objets confiés à sa garde.

Jugements des 20 fruct. an 12 et 13 niv. an 13, du tribunal de première instance de la Seine, qui condamnent la dame Duret, même par corps, à la représentation des objets dont elle a été constituée dépositaire, ou à payer les causes de la saisie.

Appel par la dame Duret. — Elle soutient: 1<sup>o</sup> qu'elle n'a pu être constituée gardienne sans une autorisation spéciale de son mari; 2<sup>o</sup> que, dans tous les cas, la loi du 5 germ. an 6 n'ayant déclaré les femmes contraignables que dans le seul cas de stellionat, elle n'avait pu être condamnée par corps à la représentation des objets dont elle avait été constituée gardienne judiciaire.

Receveur répondit: 1<sup>o</sup> que la demande en revendication des meubles saisis sur son mari ayant

(1) P. anal., en sens contraire, Limoges, 17 juil. 1822.

(2) Cette partie de la proposition ne résulte qu'implicite de l'arrêt que nous rapportons, mais ne semble pas pouvoir être contestée.

(3) Cette décision est tout à la fois conforme à l'art.

5 de la loi du 15 germ. an 6 et aux dispositions du Cod. civ., par l'art. 2060, n<sup>o</sup> 4, qui prononce la contrainte par corps contre les gardiens pour la représentation des objets à eux confiés, ne déroge point à l'art. 2066, aux termes duquel la contrainte par corps ne peut être prononcée, en matière civile, contre les femmes, hors le cas de stellionat. 7. Paris, 14 août 1829,

été formée avec l'autorisation de ce dernier, ce qui ne permettait pas de douter que tous les actes subséquents qui faisaient partie de l'instance ne supposassent aussi l'autorisation du mari; que d'ailleurs l'ordonnance de référé qui la constituait dépositaire, l'autorisait suffisamment; 2° quant à la contrainte par corps, que si la loi ne la prononçait explicitement contre les femmes, que dans les cas de stellionat; il ne fallait pas conclure de là qu'elle ne leur fût pas applicable dans d'autres cas; qu'en admettant les femmes au bénéfice de toute personne qui stipule un avantage, la loi n'a pas entendu qu'elles pussent, de leur côté, se jouer de leurs engagements.—La loi dit en général que la contrainte par corps sera prononcée contre les cautions judiciaires; si elle eût voulu en excepter les femmes, elle l'aurait fait. Si on se refusait à consacrer ce principe, dans l'espèce, l'ordonnance de référé aurait consacré une injustice, en enlevant au créancier, sans aucune raison, un de ses plus sûrs moyens d'exécution.

## ARRÊT.

LA COUR:—Faisant droit sur l'appel des jugemens des 30 fruct. an 12 et 13 niv. an 13, rendus au tribunal de première instance de la Seine;—Considérant que, par l'art. 5 de la loi du 15 germ. an 6, la contrainte par corps ne peut être prononcée contre les femmes et les filles que pour cause de stellionat procédant de leur fait;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que la femme Denizet a été condamnée par corps à la représentation des objets saisis, etc.

Du 21 prair. an 13.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.

## SUCCESSION.—INOIGNITÉ.—ACCEPTATION.—

## MUTATION (PAIEMENT DES DROITS ON).

*Avant la promulgation du Code civil, comme sous son empire, l'individu exclu d'une succession pour cause d'indignité devait être réputé n'avoir jamais été héritier (1).*

*Le paiement des droits de mutation fait par erreur, n'emporte pas nécessairement acceptation de succession, dans le cas surtout où ce paiement a été fait au nom d'une femme et sans son concours par son mari.—En conséquence, la femme au nom de laquelle les droits de mutation ont été payés, n'est point par cela seul, soumise à l'action des créanciers de la succession (2).*

(Piel—C. Gorlier.)

Le sieur Gorlier était créancier du sieur Amand Bessin, d'une somme de 1,800 fr., stipulée payable au décès du père de celui-ci. Le 9 flor. an 10, Amand Bessin, condamné comme parricide, subit sa peine à Evreux.—Le sieur Piel, mari de sa sœur, sa seule héritière, pensant qu'Amand Bessin avait succédé par sa part au père commun, paya le droit de mutation comme si sa femme avait recueilli, dans l'hérédité de son frère, la moitié de la succession paternelle.—Par suite, le sieur Gorlier réclama de la dame Piel, en sa qualité d'héritière de son frère, les 1,800 francs, montant de sa créance sur celui-ci.—La dame Piel répondit que son frère, frappé d'indignité, n'avait pu recueillir ni conséquemment lui transmettre aucune part de la succession paternelle, et que l'acquiescement du droit de mutation qu'a-

vait payé son mari hors sa présence et sans sa procuration, devait être attribué à une erreur évidente; que, comme fils de famille, Amand Bessin ne possédait rien personnellement et n'avait acquis aucun pécule particulier; que, d'ailleurs et surabondamment, elle avait renoncé à sa succession; qu'ainsi elle ne pouvait être poursuivie comme son héritière.

Néanmoins, la dame Piel fut condamnée, par jugement du 4 flor. an 12, à payer au sieur Gorlier le montant de sa créance:—Attendu qu'Amand Bessin ayant survécu à son père, lui avait succédé, en vertu de la règle le mort saisit le vif; et que la dame Piel, s'étant déclarée héritière, par son mari, en payant le droit de mutation, ne pouvait plus, par une déclaration tardive, répudier cette qualité.

Appel par la dame Piel.

## ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que Bessin fils était fils de famille et qu'il ne possédait absolument rien; d'où il suit que, s'il n'a pas succédé à son père, il n'a pas laissé de succession;—Considérant que Bessin fils, ayant été condamné comme meurtrier de son père, a été indigne de lui succéder, et ne lui a pas succédé;—Considérant que la loi du 17 niv. an 2, en prescrivant l'égalité entre héritiers, n'a point dérogé aux principes anciens en matière d'indignité;

Considérant que la déclaration passée par le sieur Piel, au bureau de Montreuil, de la succession de Bessin fils, son beau-frère, est le fruit de l'erreur; qu'elle est uniquement fondée sur la fausse supposition que Bessin fils avait été héritier de son père;—Considérant, d'une autre part, que cette déclaration a été faite par le sieur Piel seul, arrière de son épouse, et qu'il n'a pu, par un acte de son fait, priver sa femme d'un droit qui lui était acquis, et attribuer à un autre une part dans une succession qui n'appartenait qu'à elle seule;—Considérant, enfin, que les sieur et dame Piel ont passé une renonciation surabondante à la succession de leur frère et beau-frère;—Et vu la dénégation par eux faite devant les premiers juges, d'avoir recueilli d'autres biens, meubles et immeubles, que ceux restés au supplé de la succession du sieur Bessin, leur père et beau-père;—Infirme, etc.

Du 21 prair. an 13.—Cour d'appel de Rouen.—1<sup>re</sup> sect.

1<sup>er</sup> DIVORCE.—NULLITÉ.—FIN DE NON-RECEVOIR.2<sup>o</sup> Exploit.—Divorce.

*1<sup>o</sup> Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, le divorce prononcé pour incompatibilité d'humeur ne pouvait être argué de nullité, à raison des irrégularités de la procédure préliminaire, par le conjoint qui avait signé l'acte de divorce et reconnu que toutes les formalités prescrites avaient été observées (3); alors surtout que la demande en nullité était formée après la mort du conjoint qui avait obtenu le divorce (4).*

*2<sup>o</sup> Les exploits contenant de simples significations d'actes préparatoires au divorce, avant le Code de procédure, n'étaient pas soumis aux formalités prescrites par l'art. 4 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667 (5).*

(5) V. anal. dans le même sens, Cass. 29 fruct. an 10.—Les formalités prescrites par l'art. 4 du tit. 2 de l'ordonn. de 1667 étaient relatives au cas où l'huissier ne trouvait personne au domicile de la partie assignée, et ont été reproduites par l'art. 68 du Code de procédure.

(1 et 2) V. Rouen 2 mess. an 13.

(3) V. anal. dans le même sens, Cass. 29 juin 1812.

(4) La question de savoir si cette circonstance seule suffirait pour rendre la demande en nullité non recevable, a divisé la jurisprudence. V. Cass. 14 vend. an 10, et la note.

(Smets — C. Héritiers Nyssen.)

Du 21 prair. an 13.—Cour d'appel de Liège. 1<sup>re</sup> sect.1<sup>re</sup> CONCILIATION. — DEMANDE INCIDENTE.2<sup>o</sup> SÉQUESTRE.—SÉQUESTRATION.

1<sup>re</sup> Avant le Code de procédure civile, la demande en nomination d'un séquestre, pour administrer la portion litigieuse d'une succession, formée incidemment à une demande en partage de cette succession, n'était point soumise au préliminaire de conciliation (1).

2<sup>o</sup> Au cas de contestation entre les héritiers d'une des deux branches paternelle et maternelle appelées conjointement à recueillir

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 24 prair. et 20 fruct. an 11; 1<sup>er</sup> vent. an 13. — Aujourd'hui l'art. 48 du Code de procéd., en soumettant seulement au préliminaire de conciliation, les demandes principales introductives d'instance, dispense virtuellement de cette épreuve préparatoire toute espèce de demandes incidentes. V. Carré, sur cet article.

(2) V. anal. dans le même sens, Montpellier, 19 juin 1827. — C'est là une conséquence du pouvoir discrétionnaire accordé aux tribunaux, en cette matière, par l'art. 1961 du Code civil, portant que « la justice peut ordonner le séquestre..... 2<sup>o</sup> d'un immeuble ou d'une chose mobilière dont la propriété ou la possession est litigieuse entre deux ou plusieurs personnes. »

(3) D'après l'art. 214 du Cod. civ., le premier des droits que le mariage fait naître, la première obligation qu'il impose, c'est l'habitation commune. Il n'est pas de droit plus certain, pas d'obligation plus impérieuse. Mais quels sont les moyens d'assurer l'accomplissement de la loi civile qui n'est, d'ailleurs, à cet égard, que l'expression de la loi naturelle? Comment le mari pourra-t-il contraindre sa femme à le suivre, si elle s'y refuse, ou à rentrer dans le domicile conjugal, si elle s'en est éloignée? La loi garde le silence sur ce point; et en consultant la discussion qui l'a préparée, on voit que s'il n'y a pas été dans l'intention des législateurs que la puissance maritale demeurât désarmée dans les mains du mari, tout au moins leur pensée ne s'est arrêtée, d'une manière précise, à aucune mesure coercitive. Voici ce qu'on trouve, en effet, dans le procès-verbal de la discussion qui eut lieu au conseil d'État le 5 vend. an 10 : « M. Réal demande comment on forcera la femme à suivre son mari, lorsqu'elle ne voudra pas y consentir. M. Regnaud de Saint-Jean d'Angely répond que le mari lui fera une sommation de le suivre ainsi que l'usage l'a consacré; et que si elle persiste à s'y refuser, elle sera réputée l'avoir abandonné. M. Réal répond qu'il faudra cependant un jugement; il demande comment on parviendra à l'exécuter. Le premier Consul dit que le mari cessera de donner des aliments à sa femme. M. Tronchet fait observer que cette discussion est une anticipation sur la matière du divorce.... M. Boulay dit que toutes ces difficultés doivent être abandonnées aux mœurs et aux circonstances. — V. Locré, *Législ. civ.*, t. 4, p. 396; Fenel, *Tras. prép. du Cod. civ.*, t. 9, p. 73.

Il résulte clairement de là, que les moyens d'action qui peuvent être mis à la disposition du mari pour ramener sa femme à l'exécution de l'art. 214 du Cod. civ. rentrent dans le pouvoir discrétionnaire des tribunaux. Aussi la jurisprudence n'est-elle pas unanime dans les mesures qu'elle a autorisées. Des tribunaux ont décidé, en effet, que la femme peut être contrainte par corps à venir habiter avec son mari. V. Bruxelles, 13 août 1806; Paris, 29 mai 1808. — D'autre, que la contrainte par corps

une succession, sur la qualité de successibles de quelques-uns d'entre eux, il peut être ordonné que la portion litigieuse de la succession sera administrée par un séquestre (2).

(Vanderbilt — C. Decroeser et d'Hoghe.)

Du 21 prair. an 13.—Cour d'app. de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect., — Concl., M. Tarte, subst. — Pl., MM. Honnorez et Audouard.

PUISSANCE MARITALE. — COHABITATION.

—SAISIE.

Le mari dont la femme refuse d'habiter avec lui, peut l'y contraindre par la saisie de ses revenus (3).

devrait être rejetée en tant qu'elle tendrait à priver la femme de sa liberté; mais qu'elle serait admissible si elle avait seulement pour objet de ramener la femme, manu militari, dans le domicile conjugal, toute liberté lui étant d'ailleurs laissée après qu'elle aurait réintégré ce domicile. V. Cass. 9 août 1826; 6 janv. 1829; Aix, 29 mars 1831 (Volume 1833). Il est des tribunaux qui ont pensé, comme dans le cas de l'arrêt que nous recueillons ici, que la saisie des revenus de la femme serait encore une mesure efficace. Nîmes, 11 juin 1806; Pau, 12 avril 1810; Riom, 13 août 1810; Toulouse, 24 août 1818; Paris, 14 mars 1834 (Volume 1834). Enfin l'action en dommages-intérêts contre la femme qui résiste, s'appuierait, sinon sur la jurisprudence qui l'a rejetée comme nous le dirons bientôt, au moins sur l'opinion d'un auteur : V. Duranton, t. 2, nos 439 et 440. — Telles sont les mesures diverses qu'à défaut d'une sanction expresse dans la loi, les tribunaux, usant de leur pouvoir discrétionnaire, ont cru devoir autoriser. Sont-elles toutes également admissibles? Nous ne le pensons pas.

Et d'abord, quant à la voie de la contrainte par corps proprement dite, elle est généralement repoussée : V. Delvincourt, t. 1, p. 79, note 4; Duranton, *Loc. cit.* — La prononcer serait évidemment créer une peine, et contrvenir expressément à l'art. 2063 du Cod. civ. d'après lequel la contrainte par corps ne peut être prononcée hors des cas déterminés par la loi. — Nous rejeterions également la contrainte personnelle, manu militari, encore bien qu'elle ne dût avoir pour objet que de ramener la femme dans le domicile conjugal. D'abord, ce moyen nous paraîtrait complètement illusoire. Il ne pourrait agir que momentanément en assurant le retour de la femme; mais il ne serait pas susceptible de garantir la cohabitation continue, seule chose qui soit dans le vœu de la nature et de la loi. Comment ne pas redouter, en effet, que précisément en raison des rigueurs dont elle aurait été l'objet, la femme ne cherchât à profiter de la première occasion de s'éloigner encore d'un domicile où elle n'aurait été ramenée que par la force, et où, à cause de ces rigueurs mêmes, le mari qui en aurait été l'agent serait impuissant à la retenir par la persuasion? Hest clair que la cohabitation continue ne pourrait être assurée que par la séquestration de la femme, par sa mise en charte privée. Or, ce serait là, sous une autre forme, la contrainte par corps que les tribunaux, ainsi que nous venons de le dire, ne doivent et ne peuvent pas prononcer. D'un autre côté, la contrainte personnelle, ainsi que nous l'entendons ici, est un fait absolument en dehors de nos mœurs. Nous ne concevons plus aujourd'hui le pouvoir domestique invoquant le secours de la puissance publique, pour réduire la femme à une obéissance qui doit surtout être fondée sur la conduite et les bons procédés du mari; si comme chef de la famille, le mari en a le gouvernement et l'administration, ce n'est pas à dire qu'il ait sur la personne de sa femme le pouvoir du maître,



(Pleumartin—C. sa femme.)

La dame Pleumartin, après avoir obtenu la séparation de biens contre son mari, abandonne le domicile marital, et fixe sa résidence dans une de ses terres, sous prétexte que leur état de culture exige sa présence. — Après une longue absence, le sieur Pleumartin somme sa femme de se rendre auprès de lui, et demande contre elle la contrainte par corps.

29 therm. an 12. le tribunal de Paris ordonne, « que la dame Pleumartin sera tenue d'habiter dans le domicile de son mari, l'autorisant à s'en absenter momentanément tant que sa présence sera nécessaire ailleurs pour l'administration de ses biens. »

Appel de Pleumartin, qui attaque le jugement comme ne donnant aucun moyen d'en assurer l'exécution, et autorisant, d'une manière trop générale, les absences de sa femme.

La dame Pleumartin répond, que le tribunal ne pouvait indiger une peine que la loi n'avait pas prononcée.

## ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que la disposition du jugement de première instance, qui ordonne à la femme de venir habiter avec son mari, sans mettre dans les mains de celui-ci aucun moyen coercitif pour l'y contraindre, est illusoire ; — Qu'en droit, la séparation de biens, soit judiciaire, soit contractuelle, n'a jamais été, pour une femme, un motif de désertion, à sa volonté, le domicile de son mari, de convertir la séparation de biens en séparation d'habitation ; — Emendant, ordonne que, dans un mois, à compter de la signification du présent arrêt, la femme Pleumartin sera tenue de venir habiter avec son mari, dans l'ap-

du seigneur. Les lois nouvelles ont au contraire proclamé l'indépendance de la femme, et ce serait faire un retour vers des mœurs qui ne sont plus les nôtres que de mettre contre elle, dans les mains du mari, des moyens de contrainte personnelle. Or, comme on l'a vu par la discussion au conseil d'Etat, ce sont les mœurs, les habitudes et les circonstances qui doivent servir de règle, en cette matière, aux tribunaux dont un mari requiert l'assistance et le secours. Enfin, la contrainte personnelle, alors qu'elle n'est pas un moyen d'arriver à l'emprisonnement, comme dans le cas de la contrainte par corps, est une mesure tout-à-fait arbitraire, une arrestation que la loi n'a pas prévue, et dont en conséquence elle n'a pas pu régler les formes ; d'où il suit que l'exécution en devrait être livrée à la volonté du poursuivant et de l'officier public chargé d'y procéder. Or, cela est évidemment contraire aux principes de la liberté individuelle qui ne saurait jamais souffrir d'atteinte qu'en vertu des dispositions expresses de la loi, et selon des formes nettement déterminées par elle. Nous rejetterions donc aussi la contrainte personnelle. V. au c. sens, Duranton, t. 2, loc. cit. ; — Toulouse, 24 août 1818 ; Colmar, 10 juill. 1833 — V. cependant, en sens contraire, Vazeille, du Mariage, et. 2, n° 548 ; Coin-Delisle, Comment. du Code civil, liv. 3, tit. 16, et Encyclopédie du droit, v° Abandon d'époux (Article de M. Odilon-Barrot).

L'action en dommages-intérêts n'offre pas moins d'inconvénients, en ce qu'elle assimilerait une association essentiellement morale et toute d'affection, à un contrat intéressé, à une transaction pécuniaire. Ce n'est pas de l'association conjugale qu'on peut dire que toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages-intérêts. Ajoutons qu'il serait profondément immoral que la femme pût se soustraire aux devoirs qu'impose le mariage au moyen de quelque argent qu'elle paierait, et mettre

partement qu'il occupe ; sinon, et faute de ce faire, le délai passé, en vertu du présent arrêt, et sans qu'il en soit besoin d'autre, autorise Pleumartin à faire saisir les revenus de son épouse, pour le cas être versés et déposés entre les mains de Boulard, notaire à Paris, que la Cour nomme séquestre à cet effet, et sauf contre la dame Pleumartin, s'il y a lieu, tous moyens de contrainte ultérieure.

Du 22 prair. an 13. — Cour d'appel de Paris.

## AUTORISATION DE COMMUNE. — VALIDITÉ.

Il suffit qu'une autorisation de plaider, produite par un maire de commune, soit régulière en la forme et émanée de l'autorité compétente, pour que les tribunaux doivent accueillir l'action qu'elle a pour objet ; peu importe que la validité intrinsèque de cette autorisation soit contestée (1).

(Delarue — C. le maire de Bruges.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les tribunaux qui doivent connaître d'un certain genre de cause, doivent également avoir droit d'examiner les pouvoirs de ceux qui se présentent en justice ; partant, que le tribunal dont est appel était compétent pour connaître, sinon de la validité intrinsèque du pouvoir produit par le maire, au moins pour examiner s'il émanait d'une autorité qui pouvait donner un pouvoir légal pour agir ; — Que telle est l'autorisation du conseil de préfecture du département de la Lys, dont il s'agit au procès ; — Qu'aussi longtemps qu'elle n'est annulée par l'autorité supérieure, elle est, pour le maire de Bruges, un titre apparent, suffisant pour intenter la présente action ; — Confirme, etc.

ainsi aux prises la cupidité du mari avec l'intérêt de la famille. V. en ce sens, Encycl. du droit, loc. cit. ; — Colmar, 4 janv. 1817 et 10 juill. 1833 — En définitive donc, nous ne verrions de sanction humaine possible et conforme à nos mœurs actuelles, pour l'exécution de l'art. 214 du Cod. civ., que dans la privation des avantages pécuniaires que la femme pourrait trouver dans la maison commune, et dans la saisie de ses revenus pour les faire servir au profit de la famille. Ainsi elle ne pourra réclamer de son mari ni des aliments, ni une pension. Le mari, maître de la dot ou administrateur de la communauté, n'en percevra pas moins tous les revenus. Si la femme est séparée de biens, elle ne pourra pas se soustraire à l'obligation de contribuer aux charges du mariage proportionnellement à ses facultés, et de les supporter toutes s'il ne reste rien au mari (Cod. civ., art. 1448). Ce sont là des moyens répressifs salutaires, en ce qu'ils engagent l'intérêt de la femme, et qui n'ont rien de dangereux en ce que n'impliquant pas précisément de rigueur de la part du mari, ils permettent d'espérer un retour volontaire, ou tout au moins laissent à l'intervention des parents ou des amis des moyens faciles de ménager une réconciliation qui est toujours dans le vœu de la loi.

Disons, au surplus, que l'obligation résultant de l'art. 214 du Cod. civ. est corrélatrice entre la femme et le mari. Si la première doit suivre le mari et habiter avec lui, celui-ci doit la recevoir dans son domicile. La jurisprudence a consacré cette obligation du mari aussi bien que celle de la femme (V. Angers, 13 frim. an 14 ; Cass. 12 janv. 1808 ; 20 janv. 1830). — Cependant il faut reconnaître qu'à son égard, il n'y a guère de sanction possible que dans la pension qu'il peut être condamné à payer ; V. Bruxelles, 30 août 1806 ; Lyon, 30 nov. 1811 ; — ou dans la séparation de corps qui peut être poursuivie contre lui.

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 24 juill. 1822.

Du 23 prair. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — *Concl.*, M. Malfroid, subst. — *Pl.*, MM. Devieschoudère et Tarte.

# EXPROPRIATION FORCÉE. — BIENS INDIVIS.

*L'héritier qui a acquis les portions héréditaires de plusieurs cohéritiers, et qui jouit des portions des autres, de manière à faire croire qu'ils ont été désintéressés, peut être exproprié par son créancier, sans qu'il soit besoin au préalable de faire procéder à un partage ou à une licitation, conformément à l'art. 2205 du Code civil.*

(Jossand — C. ses créanciers.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il est vérifié au procès que Pierre Jossand avait traité en l'an 5, avec quatre de ses frères, sur les portions héréditaires; que si Clément et Dominique, deux des frères dudit Jossand, n'étaient pas en qualité dans ce traité, la présomption est qu'ils ont été désintéressés, puisque Pierre jouissait seul des biens expropriés contre lui; qu'ainsi le créancier n'a point exproprié la part indivisée des biens dans les immeubles de ses père et mère, en sorte que l'art. 2205 n'est point applicable à l'espèce de la cause, d'autant mieux que les adjudicataires se trouvent naturellement chargés de faire face au montant des portions cohéritaires qui n'auraient pas été payées, sauf le recours contre le débiteur, ce qui rend l'appelant sans intérêt dans son exception; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 23 prair. an 13. — Cour d'appel de Grenoble.

# AVOCAT. — RESPONSABILITÉ.

*L'avocat qui a écrit et plaidé des faits calomnieux, par ordre de son client, n'est tenu personnellement d'aucuns dommages-intérêts (1).*

(Lusignan de Champignelle — C. Huart Duparc.)

Dans une affaire en réclamation d'état, le sieur Champignelle soutint que l'avocat qui avait défendu la cause de son adversaire n'avait pu manquer d'en démentir l'injustice, qu'il s'était donc rendu propre tout ce que la poursuite d'une telle cause avait eu d'outrageant et de calomnieux pour la famille qui avait eu à y défendre, qu'en conséquence il devait être condamné personnellement à une réparation. — On répondit qu'un avocat n'était que l'interprète de ses clients; que les faits qu'il avançait ne portaient point de lui, qu'il ne pouvait donc être personnellement responsable de leurs suites, sauf le cas où il serait désavoué par ses parties.

ARRÊT (2).

LA COUR; — En ce qui touche les conclusions prises contre Huart-Duparc personnellement, attendu qu'il n'est pas responsable de ce qu'il a écrit et plaidé pour la réclamante, autorisée d'elle; etc.

Du 21 prair. an 13. — Cour d'appel de Paris.

# APPEL. — DÉLAI. — INDIVISIBILITÉ.

*L'appel notifié en temps utile à un seul de plusieurs propriétaires indivis, tant pour lui*

(1) Il en serait autrement si, sans aucun mandat de ses clients ou de leur avoué, l'avocat abusait des franchises de sa profession pour atténuer dans leur honneur ou leur réputation la personne des parties adverses. — V. décret du 14 déc. 1810, art. 37.

(2) Extrait de l'arrêt rendu sur la question d'état,

*que pour les autres, est recevable, même contre ceux-ci, quoique intimés après les délais (3).*

(Habitans de Belleville — C. héritiers Rabelleau.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'à la vérité l'appel a été notifié à deux des héritiers Rabelleau, après le temps marqué par la loi; mais que la signification faite au troisième a eu lieu en temps utile; qu'elle est dite lui être faite tant pour lui que pour ses frère et sœur; que tous les héritiers Rabelleau jouissent en commun; qu'ils jouissent conjointement, et qu'au surplus l'indivisibilité des jugemens ne permet pas qu'entre les mêmes parties, sur les mêmes moyens et pour la même cause, une même décision puisse produire des effets opposés; — Sans avoir égard aux fins de non-recevoir, et aux nullités proposées; etc.

Du 23 prair. an 13. — Cour d'appel de Bourges. — Prés. M. Sallé. — *Pl.* MM. Bousson et Edouard.

# EFFETS MOBILIERS. — FAILLITE. — REVENDEUR.

*Encore qu'un enfant qui demeure dans la maison de son père y fasse un commerce séparé, il ne peut au cas de faillite ou de déconfiture du père, revendiquer aucun des objets saisis dans le domicile de ce dernier, s'il ne constate sa propriété par les livres et registres qu'il a dû tenir en sa qualité de négociant.*

(Trépagne — C. Melhen.)

Le sieur Pierre Melhen faisait un commerce de planches et de lattes. Par suite de mauvaises affaires, il fit, à ses créanciers, la cession de ses biens; mais un jugement rendu sur les poursuites de Trépagne, l'un de ses créanciers, annula cette cession, comme frauduleuse, et condamna le débiteur à payer sa poursuite la totalité de la dette. Par suite, saisie-exécution des effets de Melhen. — Il fut compris dans cette saisie des planches et des lattes, qui furent à l'instant revendiqués par Suzanne Melhen, fille de la partie saisie. Elle se fonda 1<sup>o</sup> sur un acte notarié, postérieur à la faillite de son père, par lequel celui-ci s'était engagé à lui faire une avance d'argent, pour se créer un fonds de commerce de planches et de lattes; 2<sup>o</sup> sur un acte sous seing privé, par lequel elle avait reçu à bail le cour de la maison de Melhen, à l'effet d'y placer son établissement; 3<sup>o</sup> enfin, sur plusieurs factures constatant la livraison de planches et de lattes.

De son côté, Trépagne prétendit que ces actes étaient frauduleux; que le prétendu commerce que Suzanne Melhen aurait fait séparément de son père, n'était pas présumable, et que, pour détruire la présomption contraire, qui résultait de la présence de la fille dans la maison paternelle, il faudrait au moins produire des registres établissant le commerce séparé d'une manière indubitable.

Jugement qui attribue la propriété des planches et des lattes à Suzanne Melhen.

Appel par Trépagne.

ARRÊT.

LA COUR; — Sans s'arrêter aux moyens de fraude et de simulation proposés par l'appelant,

et dont on trouvera les détails dans l'arrêt de cassation du 30 avril 1807, qui mit fin à cette affaire.

(3) La jurisprudence est constante sur ce point. *V. Cass.* 30 mars 1825; Bourges, 11 prair. an 11, et la note; Bourges, 23 déc. 1825; Toulouse, 2 fév. 1828; Bordeaux, 4 avril 1829. — *V. en outre, Jurispr. du XIX<sup>e</sup> siècle, 3<sup>e</sup> Appel, n<sup>o</sup> 21 et suiv.*

les autres faits résultant de la cause prouvant assez que le contrat notarié n'avait pas reçu son exécution, et qu'il est resté dans les termes d'un simple projet; — Considérant que l'oncle d'Eveard Meibien devait justifier des avances de fonds par lui faites, par la production des reconnaissances, au vu même du contrat; mais qu'il n'en a pu produire, ni prouver autrement qu'il aurait payé les planches et les lattes; — Que la nature des engagements et obligations réciproques que les parties contractantes s'étaient imposées par ledit acte notarié, rendait la tenue des registres de commerce indispensablement nécessaire pour constater la gestion et la situation du commerce, puisqu'il devait en être compté d'une part et surveillé de l'autre; qu'on n'a pourtant pu représenter aucun livre ou registre tenu à cet égard; — Qu'il est du devoir de celui qui veut revendiquer une chose, comme sa propriété, de se présenter en justice, la preuve à la main, surtout dans un cas comme le présent; — Que tout effet trouvé dans la maison de quelqu'un est censé lui appartenir, à moins de preuve contraire; et que les planches et lattes ont été trouvées chez le saisi, qui faisait notoirement le même commerce, jusqu'à sa déclaration de faillite; — Que, dans le doute, un enfant demeurant avec son père et y faisant un commerce, est réputé faire les affaires de celui-ci, et que la fille Suzanne n'a pu faire constater d'aucune manière d'avoir payé les planches et lattes de ses propres deniers; — Enfin, que les factures produites, outre qu'elles paraissent avoir été fabriquées après coup, ne fournissent pas la preuve qu'elle a payé de ses propres moyens; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 23 prair. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### VENTE.—GARANTIE.—CONTENANCE.

Lorsque dans un contrat de vente, le vendeur se réserve, pour régler ses obligations envers l'acquéreur, aux charges et conditions stipulées dans son propre contrat d'acquisition de telle date, et que cette acquisition se trouve avoir été faite par deux actes distincts du même jour, dont l'un contient stipulation de non garantie à raison du défaut de contenance, tandis que l'autre reste à cet égard dans les termes du droit commun, l'acquéreur ne peut intenter l'action en diminution de prix pour défaut de contenance que par rapport aux biens compris dans celui des deux actes qui était muet sur la garantie.

(Emmerich—C. Kuhn.)

Du 23 prair. an 13. — Cour d'appel de Trèves.

#### 1° DOUBLE ÉCRIT.—VENTE.

#### 2° ACTE NUL.—VENTE.—EXÉCUTION.

1° Pour la validité d'une vente sous seing privé, il n'est pas régulièrement nécessaire qu'elle soit faite en autant d'originaux qu'il y a de vendeurs et d'acquéreurs. — A cet égard, les acquéreurs, entre eux, n'ayant pas un intérêt distinct, non plus que les vendeurs entre eux, il suffit de deux originaux. (Code civ., art. 1325.)

2° Encore que la nullité d'une vente, résultant de ce que toutes les parties n'ont pas signé, puisse être opposée même par les parties si-

gnataires du contrat, néanmoins cette nullité se couvre par l'exécution donnée à la vente. — Ici s'applique l'art. 1338 du Code civil (1).

(Vestu et consorts—C. Blanchard.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la rédaction d'un acte sous seing privé contenant des conventions synallagmatiques, en autant d'originaux qu'il y a de parties contractantes, n'est nécessaire que dans le cas où chacune des parties aurait un intérêt distinct, et qu'il suffit d'un original pour toutes celles ayant un même intérêt, art. 1325 du Code civil; que, dans le fait, deux seuls intérêts se distinguent dans l'acte de vente dont il s'agit: d'un côté, celui des vendeurs, et de l'autre, celui des acquéreurs; que, par conséquent, deux originaux suffisent...

Considérant, en droit, qu'un contrat synallagmatique n'obtient sa perfection que par la signature de toutes les parties contractantes; que, jusque-là, le lien réciproque n'existant pas, les parties qui ont signé sont elles-mêmes autorisées à se retirer et à considérer le contrat comme non avenue; — Considérant, cependant, encore en droit, que le défaut de signature d'une des parties contractantes peut être réparé par une accession postérieure et par le consentement du non signataire, à l'exécution de l'acte à son égard, avant la demande en nullité formée et fondée sur le défaut de signature; — Considérant, dans le fait, que l'acte de vente dont il s'agit n'a été signé ni par la demoiselle Vestu, femme de Blampin de La Solle, l'un des vendeurs, ni par celle de Blanchard, acquéreur, quoiqu'elles aient été toutes deux reprises dans l'acte comme contractant ou devant contracter, savoir: la demoiselle Vestu, femme Blampin de La Solle, à qui appartenait une des portions de la maison, l'obligation solidaire avec ses covevendeurs, et, par conséquent, avec Alexandre-Marie Vestu, l'un d'eux, de faire joindre les acquéreurs; et la dame Blanchard, l'obligation, pareillement solidaire avec son mari, de remplir et d'exécuter les charges, clauses et conditions de la vente; — Considérant, néanmoins, à l'égard de la dame Blampin de La Solle, qu'elle a accédé à l'acte de vente dont il s'agit, depuis la contestation introduite, et qu'elle en a requis expressément l'exécution avant la demande en nullité formée par Alexandre-Marie Vestu, et fondée sur ce qu'elle n'avait pas signé; que, par ce moyen, le lien de droit s'est utilement réparé à son égard; mais qu'il n'en est pas de même à l'égard de la dame Blanchard qui, étant décédée, et ce qu'il paraît, seize jours après la rédaction de l'acte de vente, l'a laissé imparfait par son défaut de signature; — Considérant, au surplus, que le défaut de signature de la dame Blanchard est un vice radical qui devrait emporter la nullité absolue de l'acte de vente dont il s'agit; mais que Blampin de La Solle, sa femme, et autres parties, usant du droit qu'elles avaient de renoncer au bénéfice de cette nullité et de se contenter de la seule obligation de Blanchard, acquéreur, ont conclu formellement à l'exécution de cet acte; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 24 prair. an 13. — Cour d'appel d'Amiens. — 2° scilicet. — Pl., MM. Variet, Laurendau, Christien, Lefrançois et Morgan.

(1) V. conf., Toullier, t. 8, n° 347. — Jugé au contraire que des faits d'exécution d'un acte nul pour absence de lien obligatoire de la part de l'un des contractants (notamment pour défaut de signature) ne couvrent pas la nullité de l'acte, Toulouse,

18 janv. 1828; — Surtout s'il n'est pas établi que la partie qui a exécuté l'acte connaissait le moyen de nullité et a voulu y renoncer: Cass. 27 août 1812.

1° MINISTÈRE PUBLIC.—REMPLACEMENT.—  
HOMME DE LOI.

2° RÉSERVE.—INSTITUTION CONTRACTUELLE.—  
LÉGITIME.

1° Le magistrat remplissant les fonctions du  
ministère public ne peut être remplacé par  
un homme de loi; il doit l'être nécessairement  
par un juge ou un suppléant (1).

2° Sous l'empire de la loi du 18 pluv. an 5, les  
légitimes étaient affranchies des réserves  
faites par le donateur, encore bien que ces  
légitimes ne fussent pas mises expressément  
à la charge du donataire contractuel (2).

(Martin—C. Martin.)

Par le contrat de mariage de Pierre Martin,  
du 25 nov. 1787, Jean Martin père donne à son  
fils tous ses biens présents et à venir, à l'exception  
de 1,400 fr. dont il se réserve la libre disposition.  
L'acte de donation ne met pas d'ailleurs à la charge du donataire le paiement des  
légitimes de ses sœurs.—Au mois de germ. an 5,  
décès de Jean Martin, sans avoir disposé de sa  
réserve. Contestation entre les enfans : le donataire  
prétend n'être tenu de payer à ses sœurs  
que leur légitime sans la réserve, ou la réserve  
sans la légitime.—Celles-ci prétendent avoir  
droit, au contraire, et à la légitime et à la réserve.—  
Le tribunal d'Apt. saisit du litige, est partagé  
sur la question. Un avocat est appelé pour vider  
le partage. Le procureur impérial étant absent,  
un autre avocat est désigné pour en remplir  
les fonctions.

Le 5 mess. an 10, jugement qui adjuge les réserves  
aux légitimaires avec les intérêts du jour  
du décès, sauf à eux à réclamer un supplément,  
dans le cas où les réserves ne rempliraient pas  
leur légitime.

Appel par les légitimaires.

ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que le tribunal de  
première instance a contrevenu à la hiérarchie  
des tribunaux, en faisant remplacer par un  
homme de loi le commissaire du gouvernement,  
qui ne pouvait l'être que par un juge ou un suppléant;

Considérant que la loi du 18 pluv. an 5, en  
rapportant, par l'art. 1<sup>er</sup>, l'effet rétroactif de  
celles des 7 mars 1793 et 5 brum. an 2, qui  
avaient aboli la faculté de disposer, a voulu  
rendre aux donations entre vifs et institutions  
contractuelles, antérieures à la publication de  
ces lois, tous les effets que leur donnaient les  
anciennes; mais elle n'a voulu que cela; Toujours  
attaché au système de l'égalité des partages,  
introduit par les mêmes lois des 7 mars 1793 et  
5 brum. an 2, le législateur a voulu y ramener  
tout ce qu'il était possible d'y ramener, sans  
blesser le grand principe, que les lois n'ont  
d'empire que sur l'avenir; il a voulu requérir et  
conserver, en faveur des successibles qui n'au-  
raient pas été l'objet de ces donations ou suc-  
cessions, tout ce qui avait pu échapper à ces titres  
universels, et rétablir, dans les plus grandes  
proportions possibles, l'égalité de partage, en  
décrétant, par l'art. 2, que « les réserves faites  
par les donateurs ou auteurs d'institutions con-  
tractuelles seront partagées également entre tous  
les héritiers autres que les donateurs et les in-  
stitués. » Le vœu du législateur est si fortement  
prononcé, que, dérogeant par un droit singulier  
à la règle *nemo potest decedere partim testatus  
et partim intestatus*, a cédé d'une succession con-  
tractuelle universelle existante, il établit et crée,

pour ainsi dire, une autre succession univer-  
selle ab intestat, pour y placer les réserves en  
faveur des non institués ou non donataires, ex-  
clusivement à ceux qui le sont; et, pour les faire  
jouir pleinement de ce bienfait, il leur attribue  
ces réserves franches et quittes, et, comme à  
titre de préciput, par cette disposition, sans im-  
putation sur les légitimes;—Le vœu du légis-  
lateur ainsi bien connu donne une règle certaine  
pour l'interprétation de ces mots, dont les hé-  
ritiers ou donataires auraient été grevés, qui au-  
vent immédiatement eux sans imputation sur  
les légitimes :—D'abord cette locution ne peut  
présenter le sens restrictif de ne vouloir affranchir  
de l'imputation des réserves que les légitimes  
dont les institués ou donataires auraient été ex-  
pressément grevés, si l'on fait attention que, dans  
le fait, autant est grevé un donataire ou institué  
par une légitime dont il est chargé par la loi,  
que par celle dont il peut l'avoir été par la con-  
vention; et que, dans le droit, lorsqu'une ex-  
pression a deux sens, celui-là est préférable qui  
sera rapporté le plus au sujet : « *Quoties idem sermo  
duas sententias exprimit, ea potissimum ac-  
cipiatur quæ rei gerendæ optior est.* » (L. 67,  
de Reg. jur.) » Or, ici la volonté du législateur  
d'attribuer aux légitimaires, d'une manière ab-  
solute, les réserves en leur entier et sans aucune  
imputation, est, comme on vient de le voir, on  
ne peut pas plus manifeste : l'on ne peut donc  
voir dans ces mots dont auraient été grevés,  
qu'une locution redondante et purement expli-  
cative, et qui embrasse simultanément et autant  
les légitimes de droit que celles qui sont indi-  
quées par la convention;—D'autre part, cette  
phrase incline-t-elle plus par sa tournure au sens  
d'une légitime établie par les conventions qu'à  
celui de la légitime légale, il faudrait encore pré-  
férer ce dernier sens comme plus conforme à  
l'intention si prédominante du législateur, et  
pour ne pas blesser cette même intention par une  
interprétation restrictive : « *Et si maxime verba  
legis hunc habent intellectum, tamen mens legi-  
slatoris aliud vult* (Loi 13, ff. de Execut. tut.)  
— *Prior atque potentior est quam vox mens  
dicentis* (Loi 7, ff. de Suppl. leg.) » Mais il y a  
plus : supposons que cet article, en disant dont  
les donataires auraient été grevés eût ajouté par  
contrat; de la qu'elle n'aurait pas encore ajouté  
seulement, il est un rapport sous lequel, prenant  
à la lettre ces mots par contrat, la phrase dev-  
rait s'interpréter dans un sens ampliatif et ex-  
tensif, et comme si elle avait dit : Sans im-  
putation sur les légitimes dont les héritiers ou do-  
nataires auraient été grevés même par contrat;  
cette interprétation anéantit un sens très juste et  
toujours analogue à l'esprit du texte que nous  
discutons; en considérant que la loi, parlant des  
donations en général, a dû prévoir qu'il y en aurait  
qui, quoique moins importantes, seraient néan-  
moins particulières par leur nature, et, comme  
telles, auraient pu être grevées de légitimes par  
le contrat, d'après les dispositions de l'art. 13,  
ordon. 1731; c'est sous ce rapport, pris dans les  
lois de la matière et dans cette hypothèse, qui  
n'a pu échapper au coup d'œil du législateur,  
qu'en employant les mots auraient été grevés, il  
a entendu comprendre même ces sortes de dona-  
tions;—Dit mal jugé, bien appelé, et adjuge et  
la légitime et les 1,400 fr. réservés, etc.

Du 21 prair. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.  
—Prés. M. Soustelle.—Concl. M. Girandy.—  
Pl., MM. Monnier-Tailade et Trinquaigne.

(1) V. en sens contraire, Toulouse, 6 fruct. an 11  
et la note.

(2) V. conf. Cass, 1<sup>re</sup> trim. an 11, et la note.

**ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — ACTE SANS SEING PRIVÉ. — VÉRIFICATION EN JUGEMENT.**

*L'enfant naturel reconnu par acte sous seing privé obtient un titre authentique de reconnaissance, dans le sens de l'art. 334 du Code civil, si la signature apposée à l'acte privé est reconnue ou vérifiée en jugement. Il peut surtout invoquer ce titre, alors que sans prétendre à des droits de succession, il ne réclame que des aliments.*

(Petterlon—C. Brocard.)

Du 25 prair. an 13.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Chauveau-Lagarde et Delacroix-Frénville.

V. l'arrêt de la Cour de cass. du 16 nov. 1808, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

**TUTEUR. — CONSEIL DE FAMILLE. — ACTION. — AUTORISATION.**

*L'art. 464 du Code civil, d'après lequel aucun tuteur ne peut introduire, en justice, une action relative aux droits immobiliers du mineur ou interdire, sans y être autorisé par le conseil de famille, ne s'applique point au cas où le tuteur ne fait que reprendre une action immobilière, régulièrement introduite à une époque antérieure à la tutelle.*

(Les mariés Guillon — C. la dame Rolly.)

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il aurait sans doute été plus prudent de la part du tuteur de faire d'abord recevoir le serment du subrogé tuteur, et de consulter un conseil de famille avant de reprendre l'instance au lieu et place de la veuve Rolly, sur la demande en révocation de sa démission de biens, mais il ne doit pas pour cela être déclaré non recevable; la demande subsistant, il n'a fait qu'en suivre les fins. — Ordonne qu'il sera composé un nouveau conseil de famille, lequel recorra au préalable le serment du subrogé tuteur.

Du 26 prair. an 13.—Cour d'appel de Metz.—Pl., MM. Demeaux et Husson.

**DERNIER RESSORT. — QUALITÉ. — HÉRITIÈRE.**

*Est en premier ressort, et par conséquent susceptible d'appel, un jugement rendu sur une demande inférieure à 1000 fr., mais qui est fondée sur l'attribution de la qualité d'héritier contestée entre les parties (1).*

(Bourdais—C. Piel.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la demande et le jugement dont est appel portent non-seulement sur une condamnation de 660 fr., mais encore sur une attribution de qualité d'héritier qui est contestée, et dont les effets sont insupportables; — Sans avoir égard à la fin de non-recevoir opposée par Bourdais, contre l'appel des époux Piel, — Ordonne que les parties plaideront au principal, etc.

Du 26 prair. an 13. — Cour d'appel de Rouen. 2<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Eudes. — Concl., M. Brière. — Pl., MM. Gady, Delavigne et Daviel.

(1) La qualité d'héritier était, dans cette espèce, l'objet direct et principal de la contestation. Par cela même et en raison de la valeur indéterminée d'une telle contestation, le tribunal de première instance ne devait statuer qu'en premier ressort. Il en eût été autrement si la qualité n'eût été qu'accessoirement contestée. Dans ce cas, il est constant, en jurisprudence, que la demande n'est pas soumise au double

**TESTAMENT. — DÉCLARATION DE NE SAVOIR SIGNER. — RÉQUISITION. — MENTION.**

*Sous la loi du 8 sept. 1791 qui prescrivait la mention formelle, dans les testaments, de la réquisition faite par le notaire au testateur de signer, et de la déclaration en réponse par celui-ci de ne savoir ou de ne pouvoir, un testament n'était pas nul lorsqu'il ne contenait que la mention de la déclaration du testateur. — Cette mention emportait d'elle-même celle de la réquisition faite par le notaire et la rendait inutile (2).*

(Buisard—C. Buisard.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en droit, sur la quatrième question, que les ordonnances d'Orléans et de Blois, dont la loi du 10 sept. 1791 n'a fait que renouveler les dispositions, exigeaient, comme celle loi, la mention expresse, tant de la réquisition du notaire au testateur et aux témoins de signer, que de la déclaration de ceux-ci, lorsqu'ils ne savaient ou ne pouvaient signer; que la jurisprudence a néanmoins constamment décidé sous l'empire de ces ordonnances que la mention de la déclaration emportait d'elle-même la mention de la réquisition et la rendait inutile; que ce principe a été consacré par l'édit de 1735 et par notre nouveau Code civil, qui n'ont prescrit l'un et l'autre que la seule mention de la déclaration; — Considérant que le législateur qui a rendu la loi de 1791, n'ayant voulu que rappeler les notaires à l'observation des lois existantes, et particulièrement les notaires des Vivarais, Lyonnais, Forêts et Beaujolais, qui, jusque-là, s'étaient écartés des obligations qu'elles imposaient, n'a pas entendu, sans doute, déroger au droit commun qui régit la France et abroger l'édit de 1735, qui n'est que la copie littérale des ordonnances de Blois et d'Orléans, ne doit pas être interprété différemment et recevoir une explication plus rigoureuse; — Que si l'on en décidait autrement, il n'est presque aucun testament fait depuis la loi de 1791 qui ne pût être attaqué, et aucune famille qui ne fût troublée dans la possession des biens qu'il lui ont été transmis. — Maintient le testament, etc.

Du 28 prair. an 13. — Cour d'appel de Grenoble. — 1<sup>er</sup> sect.

**TUTELLE LÉGALE. — DIVORCE.**

*L'art. 390 du C. civ., portant qu'il y a lieu à la tutelle légale après la dissolution du mariage, doit être restreint au cas de dissolution du mariage par la mort de l'un des époux. — Si le mariage est dissous, non par la mort du père, mais par le divorce, ce n'est point le cas de nommer un tuteur aux enfants; ils restent sous la puissance du père. — Le père seul administre leurs biens, et les représente, dans le sens de l'art. 450 du Code civil, encore que leur entretien et leur éducation aient été confiés à la mère, aux termes de l'art. 302 du même Code. — L'art. 302 ne confère pas une tutelle proprement dite.*

(Vangermez—C. Lacombe.)

Du 29 prair. an 13. — Cour d'appel de Paris.

degré de juridiction, quand elle est au-dessous de 1000 fr. — V. en ce sens, Cass. 8 vent. an 8; 11 frim. an 11; 18 niv. an 12, et la note. — V. aussi le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de Limoges du 16 juin 1838.

(2) V. en sens contraire Cass. 2 vend. ap 10, et la note.

**BAIL. — RÉSILIATION. — EFFET RÉTROACTIF.**

*Sous l'empire du Code civil, l'acquéreur d'un immeuble ne peut expulser le fermier, en vertu de la loi emphytéotique, quoiqu'il soit bail du fermier soit antérieur au Code (1).*

(Bonnot—C. Daillant.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 1743 du Code et 7, L. 30 vent. an 12; — Considérant que les lois nouvelles sont exécutoires du jour de leur promulgation, et que les mariés Daillant, dont l'acquisition est postérieure au Code, doivent être jugés d'après ces dispositions pour les effets que doit avoir leur contrat; qu'ils ne peuvent dire que l'application du Code civil aurait un effet rétroactif, parce qu'une loi ne peut être accusée de rétroactivité que lorsqu'elle détruit ou dénature des droits acquis et subsistant à l'époque de lois en émission; — Que les mariés Daillant ne sont pas dans ce cas, puisque tous leurs droits sont nés de leur contrat d'acquisition qui est postérieur à la promulgation du Code; — Qu'il ne faut pas considérer ici si le bail dont les mariés Daillant demandent la résiliation est antérieur au Code, parce qu'ils n'ont pas été parties à ce bail, et qu'ils ne se trouvent en contact avec le locataire que par l'événement de leur acquisition, dont une loi antérieure avait réglé et modifié les effets; — Qu'il est vrai qu'en leur appliquant l'art. 1743, il arrive que le bail de la veuve Bonnot obtient un effet qu'il n'aurait pas eu avant cette loi; mais si le locataire s'en trouve favorisé par une suite naturelle et nécessaire de l'abrogation de la loi *Emphytéotique*, on ne peut en conclure qu'il en résulte un effet rétroactif au préjudice des mariés Daillant: car, n'ayant contracté que depuis une loi qui pouvait disposer pour l'avenir, et dont ils ont connu ou dû connaître les dispositions, ils ne peuvent dire qu'elle leur a fait injure, et ils ne peuvent prétendre à l'exercice d'un droit qu'elle avait supprimé, qu'ils n'ont jamais eu, et dont, par conséquent, ils n'ont pas été privés; — Qu'on dirait vainement qu'en appliquant le Code aux baux antérieurs à sa promulgation, il y aurait effet rétroactif au préjudice des bailleurs, en ce qu'alors ils n'avaient pas besoin d'une stipulation écrite dans le bail, pour communiquer à l'acquéreur la faculté de résoudre le bail; — Que cette considération est nulle, 1<sup>o</sup> parce que, dans la contestation présente, il ne s'agit pas de juger le droit du bailleur, mais celui de l'acquéreur; 2<sup>o</sup> parce qu'elle s'élève avec la plus grande force contre la prétention évidemment injuste d'un acquéreur qui, sachant que les lois existantes lui interdisaient la faculté de résoudre le bail, n'a pas manqué de se prévaloir de cette circonstance pour obtenir une diminution de prix dans la vente; — Que les mariés Daillant objecteraient encore inutilement qu'ils n'ont pas besoin de la loi *Emphytéotique*, pour expulser le locataire; que ce droit est essentiellement attaché à celui de la propriété; que, pour en perdre l'exercice, il faudrait qu'il rencontrât un obstacle quelconque, et que cet obstacle ne se trouve pas dans le bail de la dame Bonnot, qui ne lui donne aucuns droits réels sur la chose vendue, mais seulement une action personnelle contre son bailleur; — Que, quelque ces principes soient

vrais, l'objection n'a néanmoins aucune valeur, parce que cet obstacle se trouve dans l'art. 1743 qui a modifié et restreint les attributs du droit de propriété dans les mains du nouvel acquéreur, et qui a pu le faire sans rétroactivité, parce que le législateur exerce une autorité non contestée sur les transactions futures; — Considérant que les mariés Daillant ne peuvent se prévaloir du privilège de la loi *Orde*, qui était pareillement abrogée lors de leur acquisition, et qui, d'ailleurs, était fondée sur les droits personnels et individuels du bailleur, qui, par la dernière jurisprudence, étaient regardés comme incommunicables à l'acquéreur; — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 29 prair. an 13. — Cour d'appel de Dijon.

**1<sup>o</sup> DÉSAVEU D'ENFANT. — GROSSESSE. — INDICES. — PATERNITÉ.****2<sup>o</sup> DÉCES. — QUESTION D'ÉTAT. — FIN DE NON-RECEVOIR.**

*1<sup>o</sup> En cas de désaveu par le père, d'un enfant né cent huit jours après le mariage, si des indices graves justifient le désaveu, la mère peut être déclarée non recevable à prouver, contre le mari, qu'il avait connaissance de la grossesse avant le mariage (2).*

*2<sup>o</sup> Les contestations sur l'état d'un enfant né viable avant le cent quatre-vingtième jour depuis le mariage, ne sont point éteintes par sa mort (3).*

(Parricot—C. Parricot.)

26 flor. an 12, Pierre Parricot épouse Jeanne Juméry. — Immédiatement après le mariage, la femme Parricot se trouve enceinte. — Son mari le renvoie du domicile commun, sous prétexte qu'elle n'est pas enceinte de ses œuvres. — Cent huit jours après la célébration du mariage, Jeanne Parricot accouche d'un enfant, qui est reconnu viable par les sages de l'art. — Pierre Parricot se refuse d'assister à l'acte de naissance; on inscrit l'enfant sur les registres de l'état civil comme fille naturelle de Jeanne Juméry; ni la mère ni sa famille ne réclament contre cette inscription. — Le mari persévère à dénier la paternité, il fait nommer un tuteur à l'enfant; aucune opposition n'est formée par la mère contre ce nouvel acte qui attaque la légitimité de son enfant. — Parricot cite le tuteur et la mère devant le tribunal de première instance de Vesoul, pour y entendre prononcer que son désaveu sera déclaré valable et régulier, conformément à l'art. 314 du Code civil.

21 brum. an 13, jugement contradictoire avec le tuteur, et par défaut contre la mère, qui admet le demandeur à affirmer, par serment, qu'avant son mariage, il n'avait eu aucune connaissance de la grossesse de Jeanne Juméry.

Appel de la part de la femme Parricot. — Devant la Cour d'appel elle présente le système suivant: — Il est vrai que l'enfant qui n'est pas conçu pendant le mariage n'a pas pour père le mari, et la conception est censée remonter à l'époque où le mariage n'existait pas encore lorsque l'enfant est né viable avant les cent quatre-vingtième jours qui le suivent. — Tels sont les principes de la matière; mais ces principes ne sont pas absolus, et la loi présente

écrit les présomptions qui s'élèvent contre son désaveu: la loi le repousse par une fin de non-recevoir, et les juges n'ont à apprécier que les circonstances sur lesquelles se fonde cette fin de non-recevoir, c'est-à-dire, si le mari a eu connaissance de la grossesse avant le mariage.

(2) V. anal. en ce sens, Cass. 1<sup>er</sup> juin 1808,

(1) F. Sur cette question, et en général sur la résiliation du bail opérée par la vente de la chose louée, la note qui accompagne un jugement du tribunal d'appel de Paris du 1<sup>er</sup> frim. an 10.

(2) Nous adopterions de préférence l'avis de Toullier, t. 2, n<sup>o</sup> 823, qui pense que le mari demandeur n'est vainement à combattre par des faits ou par des

des cas où le mari n'est pas recevable à dénier la paternité; parmi ces cas il faut ranger celui où il a connu l'état de grossesse de sa femme avant le mariage (Cod. civ., art. 314). — Ainsi donc, si, d'un côté, la loi accorde au père le droit de désavouer l'enfant, elle admet, de l'autre, la mère à acquiescer de la connaissance que son mari a eue de la grossesse; mais pourra-t-on concevoir que la loi accorde à une personne la faculté de proposer une exception, et qu'elle lui refuse celle de la prouver? — Or, la mère articule des faits qui établissent que son mari a eu connaissance de la grossesse avant le mariage, que même il était l'auteur de cette grossesse, comment pourrait-elle constater la vérité de ces faits autrement que par des preuves écrites ou testimoniales? — Ou doit donc lui permettre la preuve par témoins. — La femme Paricot soutenait, d'ailleurs, que l'enfant étant décédé pendant le cours de l'instance, toute contestation sur son état se trouvait par là éteinte, comme n'ayant plus d'objet.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le décès de l'enfant n'a pas été signifié; que, dans les questions d'état, le décès d'un enfant arrête pas l'action ouverte pour faire prononcer sur sa légitimité; que les successions que l'enfant peut laisser à son décès, ou recueillir de son vivant, rendent nécessaire l'obligation de faire statuer sur sa légitimité ou illégitimité; que, d'ailleurs, l'action n'était pas dirigée ici contre l'enfant seul, mais encore contre Jeanne Jumeirey; — Considérant, au fond, que toutes les circonstances s'élevaient en faveur du désaveu, telles que le silence de la femme et de sa famille, en première instance, au bureau de paix, dans l'acte de nomination du tuteur, à l'acte de naissance de l'enfant, inscrit comme fille naturelle, sans qu'il y eût aucune opposition, enfin, le désaveu du père, si fortement prononcé; — Que les faits posés par l'appelante, repoussés par des indices aussi formels, ne peuvent être admis, soit d'après la loi 2. C. de Testibus, soit d'après le Code civ., art. 314 et 316; — Qu'ainsi, l'on doit s'en rapporter au désaveu du mari et au serment par lequel il a affirmé, devant les premiers juges, qu'il n'avait eu avant son mariage aucune connaissance de la grossesse de Jeanne Jumeirey. — Du qu'il a été bien jugé.

Du 29 prair. an 13. — Cour d'app. de Besançon.

#### INJURE. — COMPÉTENCE. — TRIBUNAL DE POLICE JUDICIAIRE.

Les propos injurieux à l'occasion desquels une

(1) Les règles de la compétence ne sont plus les mêmes aujourd'hui. Sous le Code du 3 brum. an 4 les injures verbales envers les particuliers, quelle que fût leur gravité, étaient attribuées aux tribunaux de simple police (Art. 605); quant aux injures par écrit, l'action civile était seule ouverte pour en obtenir la réparation au moyen de condamnations pécuniaires (V. Cass. 20 vent. an 11). — Aujourd'hui, la loi distingue l'injure de la diffamation; aux termes de l'art. 13 de la loi du 17 mai 1819, « Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation. — Toute expression outrageante, terme de mépris ou invective, qui ne renferme l'imputation d'aucun fait, est une injure; » Mais cette distinction n'aient trait à l'intensité de la peine; elle n'a qu'une influence indirecte sur la détermination de la compétence. La compétence dépend principalement du moyen employé pour produire l'injure ou

femme a été traduite devant un tribunal de simple police, lorsqu'ils sont consignés sur la plume de l'audience, à la réquisition du mari assigné comme civilement responsable et signés par lui, constituent un délit nouveau et doivent être considérés comme injures écrites. — En conséquence, sous le Code du 3 brum. an 4, le juge de simple police était radicalement incompétent pour connaître d'une telle injure, et la demande en répression a dû être portée devant les tribunaux civils (1).

(Osmont — C. Destainières.)

La dame Osmont avait proféré des injures contre le sieur Destainières et avait été citée devant le tribunal de police. A l'audience, le sieur Osmont qui avait été assigné comme civilement responsable, loin de désavouer les propos injurieux imputés à sa femme, les fit consigner, au contraire, sur le pluriel qu'il signa ensuite. — Le sieur Destainières se réserva de poursuivre ce nouveau délit, et il intervint un jugement qui lui donna acte de ses réserves et condamna les mariés Osmont solidairement pour les faits qui avaient été l'objet du débat devant le juge de paix. — En conséquence des réserves qu'il avait faites, le sieur Destainières cita le sieur Osmont devant le tribunal civil des Andelys, en réparation des injures écrites sur le pluriel de l'audience du tribunal de police judiciaire.

Jugement qui condamne Osmont en 3,000 fr. de dommages-intérêts.

Appel par Osmont. — Il soutient que Destainières n'ayant pas fait réprimer l'injure à l'instant même par le juge de paix, toute action était désormais éteinte.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les injures qui font l'objet de l'action, consignées par écrit sur le registre pluriel de la police municipale de Lyons-la-Forêt, signées par le sieur Osmont sur ce registre et restées ainsi écrites et signées dans un dépôt public, ne peuvent être considérées comme simples injures verbales, autrement il n'y aurait pas d'injures qui puissent être considérées comme injures écrites; — Que, dès lors, la demande en réparation de ces injures était de la compétence du tribunal civil des Andelys, et que le tribunal de police municipale de Lyons-la-Forêt était incompétent pour en connaître et d'une incompétence absolue *ratione materiae*; — Que le tribunal de police municipale n'a ni pu ni dû connaître, même incidemment, de la demande en réparation des injures dont il s'agit, 1<sup>o</sup> parce que cette demande ne lui a pas été soumise; 2<sup>o</sup> parce que, loin de la lui soumettre, le

la diffamation, de la publicité qu'elles ont reçue et du caractère des personnes auxquelles elles ont été adressées. Ainsi : 1<sup>o</sup> l'injure qui ne renferme pas l'imputation d'un vice déterminé ou qui n'est pas publique, est punie de peines de simple police, et la connaissance en appartient aux tribunaux de simple police (L. 17 mai 1819, art. 20, combiné avec l'art. 14; L. 26 mai 1819); 2<sup>o</sup> Les délits de diffamation verbale ou d'injure verbale contre toute personne, sauf les cas ci-dessus, et ceux de diffamation ou d'injure par une voie de publication quelconque contre des particuliers, sont jugés par les tribunaux de police correctionnelle (L. 26 mai 1819, art. 14); 3<sup>o</sup> Les délits de diffamation ou d'injure par une voie de publication quelconque contre des dépositaires ou agents de l'autorité, ou contre toutes personnes ayant agi dans un caractère public, sur des faits relatifs à leurs fonctions, sont jugés par les Cours d'assises (L. 26 mai 1819, art. 20).

sieur Destainières s'est réservé expressément l'intenter et à la poursuivre devant un autre tribunal; d'où il suit qu'en la jugeant, le tribunal de police municipale aurait statué sur une chose ni conclue ni demandée;—Que les arrêts de la Cour de cassation, loin de contrarier les principes ci-dessus, les reconnaissent et les consacrent, et sont, d'ailleurs, rendus ou bien dans des espèces où il ne s'agissait que de simples injures verbales, ou bien dans des espèces où le tribunal qui avait statué était un tribunal ordinaire dont la compétence ne pouvait être incertaine;—Que la condamnation prononcée contre le sieur Osmond, toute considérable qu'elle est, n'est que proportionnée à l'atrocité des injures longuement méditées, froidement consignées dans un dépôt public par un homme qui se fait un jeu de ses attentats à l'honneur des individus et à celui des familles;—Confirme, etc.

Du 29 prair. an 13.—Cour d'appel de Ronen.  
—Concl., M. Fouquet.

#### CHEMIN COMMUNAL.—POSSESSION.—SERVITUDE.

*Une commune ne peut, en vertu de sa seule possession, réclamer sur la propriété d'un particulier, l'usage d'un chemin qui ne lui est pas absolument nécessaire.*

(Baud.—C. la commune de la Tardière.)

Baud fit environner de fosses une pièce de terre à lui appartenant. — Ces fosses furent empiées par trois particuliers qui réclamèrent le libre usage d'un chemin antérieurement pratiqué sur la terre de Baud. — La commune de la Tardière intervint dans la contestation, et demanda que le chemin lui fût conservé, attendu qu'elle en avait la propriété comme d'un bien communal, ou que, du moins, elle en avait la possession publique, constante et immémoriale.

Baud répondit que la commune avait un autre chemin, et que le chemin réclamé par elle ne lui était plus nécessaire; d'où il concluait qu'elle ne pouvait réclamer contre lui l'espèce de servitude légale établie par l'art. 682 du Code civil; d'ailleurs, elle ne pouvait réclamer une servitude conventionnelle puisqu'elle n'avait pas de titre, et qu'un droit de passage ne peut s'établir par prescription (art. 688 et 691). — En outre, il contesta les droits de propriété des communes sur les chemins qui leur sont ouverts, en invoquant la loi des 26 juill.—15 août 1790, qui en avait restitué la propriété aux propriétaires riverains sur les terrains de qui ils sont établis; d'où il suivait, selon lui, que les chemins vicinaux ne sont plus que des servitudes, légalement établies pour cause de nécessité et qui par cela même, cessent avec la nécessité.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il est reconnu par toutes les parties qu'au bas de la pièce de terre appartenant à la partie de Fromentin, et sur le haut de laquelle celles de Brechard prétendent qu'il existe un chemin public, il en existe un en effet qui va du village de la Tardière à celui de Pingal; — Considérant que si dans certains temps de l'année, le chemin bas se trouve moins praticable, cet empêchement ne peut donner, soit aux particuliers, soit au public, que le droit d'en provoquer la réparation, ou celui de rentrer momentanément sur les terres riveraines, mais non celui d'exiger un chemin différent; — Déclare la commune mal fondée, etc.

(1) C'était, avant le Code civil, une question fort controversée que celle de savoir si la caution d'une rente constituée, dont le terme de remboursement

Du 30 prair. an 13.—Cour d'appel de Poitiers.  
—Pl., MM. Fromentin et Brechard.

#### TIERCE OPPOSITION. — FEMME. — DROITS IMMOBILIERS.

*Avant le Code civil, lorsqu'une succession était échue à une femme mariée, et que son mari, comme maître de ses droits et actions, avait été condamné à faire la tradition d'un immeuble qui en dépendait, légué à un tiers, la femme était non recevable à former tierce opposition à ce jugement, encore qu'elle n'y eût point été appelée.*

(Dame Linoy.—C. Lambert et consorts.)

Le sieur de Linoy a été assigné par les dames Lambert et Courtois, en délaissement de quelques pièces de terre léguées à celles-ci par le sieur Malréchauffe dont la dame de Linoy son épouse était héritière. — Il a été condamné en première instance; et, en appel, par un arrêt confirmatif du 10 fruct. an 12. — Au moment où l'on se disposait à exécuter l'arrêt, la dame de Linoy forma tierce opposition, attendu que cet arrêt avait été rendu sans qu'elle fût appelée; que, s'agissant d'une action immobilière, son mari n'avait pas droit d'agir seul et sans sa participation; qu'elle avait seule qualité pour se défendre; que l'art. 1428 du Code civil, promulgué lors de l'arrêt, n'accordant au mari que le droit d'exercer les actions mobilières, et lui interdisant toute aliénation des immeubles, lui refusait le droit de paraître seul et sans le consentement de son épouse dans une action qui a pour objet le délaissement d'immeubles; — Que s'il en était autrement, le mari pourrait toujours dépouiller sa femme, en colludant avec des demandeurs saillies par lui; et qu'ainsi il consommerait indirectement l'aliénation que la loi lui défend de faire d'une manière directe.

Les intimés ont soutenu que la tierce opposition n'était pas recevable, et subsidiairement, qu'elle était mal fondée, l'arrêt attaqué devant être déclaré commun à la dame de Linoy.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'arrêt du 10 fruct. an 12 est purement confirmatif du jugement de Charleroy; — Attendu que cette opposition n'a d'autre but, ainsi que la demanderesse y a conclu, que de faire annuler le jugement; — Attendu qu'il a été dûment signifié à l'opposante, dans la personne de son mari, avant la publication de l'art. 1428; qu'elle n'en a pas interjeté appel dans les délais prescrits, et qu'ainsi il a passé en force de chose jugée; — La déclare non recevable dans sa tierce opposition, etc.

Du 30 prair. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—Concl., M. Beytz.—Pl., MM. Tarte et Zech.

#### CAUTION.—RENTE.—REMBOURSEMENT.

*Avant le Code civil, la caution du débiteur d'une rente, ou remboursement de laquelle il n'avait été fixé aucun terme, ne pouvait, même après trente ans, demander à être déchargée de son obligation ou contraindre le débiteur principal au remboursement de la rente, alors surtout qu'elle avait toujours été régulièrement payée par le débiteur, et qu'il n'y avait pas lieu de craindre qu'il cessât d'être en état de la servir (1).*

(Demaret.—C. Rosée.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'appelant on son n'était pas déterminé, pouvait obliger le débiteur à la racheter. — On distinguait d'abord le cas où par le contrat de cautionnement il était dit que le débi-



auteur, en prêtant caution pour la rente dont il s'agit, n'a pas stipulé que l'intimé devrait la rembourser dans un délai quelconque, et quoiqu'il s'agisse de la caution, son obligation était de nature à devoir subsister jusqu'au remboursement de ladite rente, qu'il n'était point d'obligation, mais seulement d'obligation de caution; — Attendu que l'appelant n'a pas même allégué que l'intimé aurait été en défaut de servir régulièrement la rente à chaque échéance, ni que les affaires de celui-ci fussent dérangées; — Attendu que ce serait donner un effet rétroactif au Code civil, que de vouloir en appliquer les dispositions pour rendre plus onéreuses les obligations qu'un débiteur aurait contractées avant la publication du dit Code, supposant on même que ces dispositions fussent applicables à une caution semblable à celle dont il s'agit: — Par ces motifs, — Met l'appellation au néant, etc.

Du 1<sup>er</sup> mess. an 13. — Cour d'appel de Liège. — 1<sup>er</sup> sect. — Pl., MM. Verdbois et Lambinon.

**SUCCESSION. — INDIGNITÉ. — ACCEPTATION. — MUTATION (PAIEMENT DES DROITS DE).**

Du 2 mess. an 13. — Cour d'appel de Ronen (aff. Piel — C. Bourdais). — Même décision que par l'arrêt de la même Cour du 21 prair. an 13 (aff. Piel — C. Gortier).

**1<sup>re</sup> NOVATION. — INDICATION DE PAIEMENT.**

**2<sup>e</sup> PAPIER-MONNAIE. — REMBOURSEMENT. — SUSPENSION.**

1<sup>re</sup> La clause par laquelle un acquéreur s'oblige de garder partie du prix, pour sûreté d'une dette de son vendeur, n'emporte pas notation, en ce sens que l'acquéreur soit constitué débiteur de la dette même du vendeur, au même titre que lui (1).

2<sup>e</sup> Un paiement fait en assignats, après la loi du 25 mess. an 3, a dû être considéré comme nul lorsqu'il ne résultait pas de la quittance que cette loi suspendait des remboursements fut connue du créancier.

(Verdier — C. Boyer.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que le paiement que fit Verdier à la veuve Boyer du montant de

sa dot en assignats, le 10 fruct. an 3, fut un paiement nul, de cela seul qu'il ne résulte pas de la quittance même, que la loi suspensive des paiements du 25 mess. précédent, fût alors connue de la dame Boyer, en sorte que pour rendre ce paiement entièrement inutile, elle n'a qu'à faire compte avec Verdier, ainsi qu'elle l'offre, de la somme de 162 fr. 50 c. valeur réelle des assignats qu'elle a reçus;

Considérant que Verdier n'a jamais été débiteur personnel de cette dot; que si dans le contrat de vente du 22 août 1793, il fut dit que les 6,000 fr. du résidu du prix de l'immeuble allégué resteraient en ses mains pour faire face à la dot de la dame Boyer, ce ne fut là qu'une clause stipulée pour l'acquiescer, à son seul avantage, et pour la sûreté de son acquisition, un dépôt qu'il est censé avoir exigé devoir rester entre ses mains jusqu'à l'époque de l'exigibilité de la dot, et qui en laissa le vendeur toujours débiteur; que pour que cette dette eût passé sur la tête de l'acquéreur, il aurait fallu une stipulation expresse, une délégation, mais il n'y a pas même ici une simple indication de paiement. « Tout acquéreur volontaire ou judiciaire qui, par clause de son titre, s'est soumis... » porte l'art. 11 de la loi du 27 therm. an 6...; « quant à l'acquéreur qui n'a pas soumis au paiement du douaire, » continue le même article, « il peut se libérer du prix envers le vendeur, selon le mode prescrit par l'art. 3 de la loi du 16 niv. an 6; » — Que, d'autre part, il serait contraire à la droite raison, comme aux vrais principes, de penser que par le paiement que Verdier voulut faire de la dot, il s'en soit constitué débiteur personnel; que l'objet de tout paiement est d'acquiescer et non d'établir une obligation; que Verdier ne pouvait avoir en vue que de dégrever les fonds qu'il avait acquis, de l'hypothèque de la dot dont il s'agit, ce qui est diamétralement opposé à l'idée de vouloir en assurer l'obligation; que cette dette, quoiqu'elle n'eût pas la sienne personnellement, il était néanmoins fondé, comme tiers intéressé, à en faire le paiement (art. 1236 et 1251, § 2 du Code civil), sans pour cela s'y engager, dans le cas où le paiement se trouverait mal fait ou inutile; — Quo

teur principal serait tenu de mettre un terme à l'obligation de la caution en remboursant dans un certain délai, du cas où il n'y avait aucune convention à cet égard entre la caution et le débiteur principal. Dans le premier cas, Dumoulin, de *Unus Quest.* 30; Pothier, des *Obli.*, n° 443, pensaient que la convention intervenue entre la caution et le débiteur était valable, et que bien qu'en thèse générale, il fut contraire à la nature des rentes constituées que la caution pût être forcée de les racheter, cependant au cas particulier ce rachat pouvait être exigé parce qu'il n'était pas imposé par celui auquel la rente était due, mais par un tiers qui, en contractant avec le débiteur, avait entendu mettre un terme à son obligation accessoire. — Mais dans le second cas, c'est-à-dire, lorsqu'il n'y avait aucune convention à cet égard entre la caution et le débiteur, la question faisait plus de difficulté, et était très diversement résolue par la jurisprudence. (P. les nombreux arrêts cités par Merlin, *Repert.*, v° *Caution*, § 6; et *Quest. de droit*, cod. verbo, § 3.) Les auteurs étaient pareillement divisés. Dumoulin (*ubi sup.*) qui, comme au vint de la voir, décidait en faveur de la caution lorsqu'il avait été stipulé un terme de remboursement, décidait contra elle lorsque ce terme n'avait pas été fixé: il se fondaient sur ce que la nature de la rente étant de durer perpétuellement jusqu'à ce qu'il plût au débiteur de la racheter, la caution qui en avait connu la nature, et qui avait bien voulu

la cautionner, avait contracté virtuellement une obligation perpétuelle ainsi que la rente. *Non obstat*, disait-il, *quod dicitur esse perpetuum remanebit in obligatione, quia hoc est de natura obligationis et sic prorsum fuit, et tamen adjuvant, et si perpetuum obligavit.* A quoi Pothier (*ubi sup.*), qui embrassait l'opinion contraire, répondait que si une rente est de nature à toujours durer jusqu'à ce qu'elle soit remboursée, elle est aussi de nature à pouvoir toujours être remboursée, de telle sorte que celui qui s'était rendu caution pour le débiteur d'une rente avait dû compter que le remboursement aurait lieu, et que son cautionnement ne serait pas éternel. C'est pourquoi, ajoute Pothier, lorsqu'il dure trop longtemps, la caution doit être reçue à demander que le débiteur la décharge en remboursant la rente. Ravin, sur Pothier, *Quest.* 103, n° 8, partageait l'opinion de Pothier; toutefois cet auteur admettait quelques tempéraments, et faisait dépendre des circonstances la recevabilité de l'action du fidéjusseur: il lui permettait d'agir surtout si le débiteur vendait ses biens, si ses facultés devenaient suspectes. — Aujourd'hui, la question ne peut plus se présenter en présence de l'art. 2032 du Cod. civ., qui autorise la caution, même sans avoir payé, à agir contre le débiteur au bout de dix années, lorsque l'obligation principale n'a pas de terme fixe d'échéance.

(1) P. dans le même sens, Cass. 21 fruct. an 10 et la note; 1<sup>er</sup> sept. 1806.

la veuve Boyer est restée créancière de la succession de son mari, du montant de sa dot, et Verdier, toujours débiteur de cette même succession, pour le restant du prix de la vente, à cause de la nullité du paiement qu'il avait voulu en faire; qu'il est indubitablement fondé à se libérer envers cette héritière, d'après le mode prescrit par la loi du 16 niv. an 6, et avec la réduction indiquée par les art. 2, 3 et suiv. de cette loi: que c'est ce que décide formellement l'art. 11 de celle du 27 therm., et qu'aucune circonstance n'annonce que les parties aient eu, en traitant en 1793, une intention contraire;—Que Verdier étant déchargé de la demande de la dame Boyer en paiement de sa dot, la Cour n'a point à s'occuper de sa demande subsidiaire en résiliement de la vente;—Réforme.—Annule la quittance du 10 fruct. an 3, à la charge par la veuve Boyer de rembourser 162 fr. 50 c., valeur réduite des 6,000 fr. payés, et relève Verdier de la demande contre lui formée par la veuve Boyer en paiement de sa dot; déclare Verdier autorisé à se libérer entre les mains de Boyer fils, représentant l'héritier de son père, de ladite somme de 6,000 fr., d'après la réduction et le mode fixés par la loi, etc.

Du 2 mess. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.

#### SAISIE RÉELLE.—CHOSE JUGÉE.—CRÉANCIERS.—AVANT-CAUSE.

Depuis la suppression des commissaires aux saisies réelles, les jugemens rendus avec eux n'ont pas la force de la chose jugée contre les créanciers saisis sans que ces commissaires étaient chargés de représenter. — En conséquence, le débiteur ne peut opposer qu'il est libéré par une consignation à laquelle il n'a appelé que le commissaire aux saisies, supprimé, au lieu d'y appeler le créancier lui-même.

(Zuëllard.)

Du 2 mess. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Tarte, Lefebvre et Feyder.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOINS.—DONATION ENTRE ÉPOUX.

Du 3 mess. an 13 (aff. Bonnet).—Cour d'appel de Bruxelles. — V. cet arrêt rapporté avec l'arrêt de rejet du 9 juillet 1806, rendu sur le pourvoi en cassation, formé dans cette affaire.

#### ÉMIGRÉ.—MARIAGE.

Le mariage d'un émigré, régulièrement contracté hors de France pendant l'émigration, doit avoir effet en France depuis l'amnistie.  
(Griffon—C. Mariotte.)

Du 5 mess. an 13.—Cour d'appel de Liège.

V. le texte de cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 16 mai 1808, qui a statué sur le pourvoi du sieur Griffon.

#### EXPLOIT.—DATE.—COPIE.—NULLITÉ.

Un exploit n'est pas nul, parce que la copie est mal datée, s'il appert des circonstances et des énonciations faites dans d'autres actes signifiés, que la date n'a pu être méconnue des parties. (Code proc., art. 61.) (1)

(1) F. dans le même sens, Paris, 24 août 1810; Nîmes, 29 déc. 1810.

(2) Il en est autrement sous le Code de commerce: le concordat ne peut avoir lieu qu'après l'accomplissement de toutes les formalités préliminaires, prescrites dans le but de déterminer la position du failli et la qualité de ses créanciers. (V. Code de commerce, article 509 nouveau, et article 519 ancien.)

(Eponx Bureau—C. V<sup>e</sup> Berthault.—ARRÊT.)

LA COUR:—Considérant que les nullités n'ont pas été établies pour devenir dans la main des parties un moyen de vexation, mais pour assurer de plus en plus l'exécution des règles, et prévenir l'abus qu'on pourrait en faire; qu'à la vérité, l'huisier a oublié d'écrire sur la copie le nom du mois; mais que la date des actes n'a d'autre objet que d'assurer le moment où ils ont été faits, et que toutes les circonstances de la cause se réunissent pour l'établir; qu'en effet, cette saisie a eu lieu en parlant à la femme Bureau, que le gardien a été fourni par elle, la copie de l'acte remise à elle-même; que l'original est bien en règle; que, dans les actes postérieurs, la date des jours, mois et an de l'exploit de saisie, a été notifiée à ladite femme Bureau; que toutes ces circonstances attestent bien hautement la date de l'exploit, et suppléent le léger oubli qui se trouve sur la copie, et qu'on ne peut voir dans la conduite des appelants qu'un moyen imaginé pour tourmenter leur créancier et tâcher d'échapper à des poursuites légitimes;—Déboutte les appelants de leur opposition à l'arrêt par défaut, etc.

Du 6 mess. an 13.—Cour d'appel de Bourges.—Prés., M. Sallé.—Pl., MM. Bonnavet et Descolis.

#### CONCORDAT.—AFFIRMATION DE CRÉANCES.—HOMOLOGATION.—MAJORITÉ.—BILAN.—FRAUDE.

Avant le Code de commerce, un contrat d'attribution n'était pas nul, pour n'avoir pas été précédé de l'affirmation et de la vérification des créances. Il suffisait que ces affirmations et vérifications fussent faites lorsque la demande en homologation était présentée au tribunal (2).

Lorsqu'un créancier a plusieurs débiteurs solidaires d'une même dette, il concourt, à raison de la totalité de cette dette, dans la faillite de chacun des débiteurs, à établir la majorité en somme, requise pour la validité du concordat (3).

L'homologation d'un concordat ne peut être refusée par cela seul que le bilan était erroné, et qu'il y a eu, par suite, nécessité de le rectifier par des additions supplémentaires: une telle erreur ne saurait être regardée comme un indice de fraude (4).

(Razuret et autres—C. Thibault.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que la loi n'exige pas que les affirmations et vérifications de créances précèdent le contrat d'attribution fait entre un débiteur et ses créanciers, pour la validité de ce contrat;—qu'il suffit que ces affirmations et vérifications soient faites lorsque la demande en homologation, formée contre les créanciers refusants, est présentée en jugement;

Attendu qu'un bilan n'est autre chose que l'état de l'actif et du passif du débiteur, et peut être rectifié par des états supplémentaires, sans que ces rectifications puissent être regardées comme des indices de fraude dans le bilan; que souvent la quotité de l'actif et du passif dépend de vérifications ou de comptes

(3) Il en est de même aujourd'hui aux termes des art. 542 nouv., et 534 anc. C. comm., d'après lesquels le créancier participe aux distributions dans toutes les masses de ses codebiteurs solidaires, et y figure pour le v. l. nominal de son titre jusqu'à parfait paiement.

(4) F. dans le même sens, Bordeaux, 11 janv. 1833.—F. aussi Cod. comm. 515 nouv.

courans non arrêtés au moment de la faillite, et qui peuvent faire varier le résultat du bilan;

Attendu que les affirmations faites au tribunal de commerce sont régulières, d'après la déclaration du 11 janvier 1786; que les créanciers porteurs de titres, pour lesquels ils ont plusieurs obligations solidaires, ont le droit de figurer pour la totalité de leurs créances dans la faillite de chacun de leurs débiteurs; — Attendu enfin que Razuret, Faber et compagnie, réunissent au-delà des trois quarts en somme de leurs créanciers, et que les formalités prescrites ont été observées par eux; — Dit qu'il a été mal jugé, ordonne que le concordat entre Razuret, Faber et leurs créanciers sera exécuté, etc.

Du 6 mess. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Tripiet et Gauthier.

#### TUTELLE.—EFFET RÉTROACTIF.

*L'art. 390 du Code civil, qui confère à la mère survivante la tutelle de son fils, est applicable au cas où l'enfant avait été pourvu d'un tuteur antérieurement au Code civil, par suite de dispositions testamentaires. (Code civ., art. 390 et 391.) (1).*

(Françese—C. Coltellio.)—ARRÊT.

LA COUR;— Considérant que le Code civil, au tit. 9, liv. 1<sup>re</sup>, a rétabli la mère dans les droits imprescriptibles qu'elle tenait de la nature, en déclarant que son enfant reste sous son autorité jusqu'à sa majorité, ou à son émancipation;—Que, comme l'exercice de cette autorité, durant le mariage, appartient seulement au père, après la mort de celui-ci, cette autorité vient à se consolider tout entière dans la mère survivante;—Qu'il serait bien étrange de dire que la loi, dans ces dispositions, n'a voulu contempler que les femmes qui seraient devenues veuves après sa publication; car, en tout ce qui touche à l'état des personnes, au régime des familles, personne n'a pu acquérir des droits irrévocables: c'est la loi seule qui les a reconnus; qui en a sanctionné les attributions; de sorte que la loi, par de nouvelles dispositions, peut porter, à l'instant de sa promulgation, les changements qu'elle croit nécessaire d'adopter en cette matière, sans qu'il s'ensuive qu'elle blesse par-là des droits acquis, parce que tout droit, en cette matière, n'a jamais eu d'autre base que la loi elle-même;—Que c'est de la puissance que la loi donne à la mère sur l'enfant mineur non émancipé, que découle le droit d'en exercer la tutelle après la dissolution du mariage par la mort du père;—Que par conséquent, comme à l'instant de la promulgation de la loi, toute veuve se voit saisie de la puissance paternelle sur son enfant mineur et non émancipé, elle a dû nécessairement être appelée à en exercer la tutelle, quoique conférée à une autre personne, dépendamment de la loi ancienne; car il serait absurde de reconnaître dans la mère la puissance paternelle sur son enfant, et de voir la personne et les propriétés de celui-ci confiées à la protection d'une tierce personne;—La loi, dans le nouveau régime des droits de famille, ne touche pas au passé; elle veut seulement régler l'avenir, ce qui exclut tout doute de rétroactivité;—Que si l'on voulait que la loi nouvelle ne pût porter sur les tutelles déjà déferées aux termes de la loi ancienne, et ce

par le principe de la non rétroactivité, alors la loi demeurerait oisive, même pour l'avenir;—La tutelle qui a eu lieu sous l'empire des lois antérieures, n'a jamais été considérée comme un titre portant un droit irrévocable au profit du tuteur, pour continuer l'exercice de la tutelle jusqu'à la majorité de son administré, ni au profit de ce dernier, pour astreindre son tuteur à retenir son administration: elle est une charge, et, comme telle, n'a jamais pu être rangée parmi les droits de propriété;—Que de tout ce que dessus, il s'ensuit que la tutelle du mineur Félix Françese appartient de plein droit à sa mère, etc.

Du 6 mess. an 13.—Cour d'appel de Turin.

#### BAIL JUDICIAIRE.—ÉVICTION.—FERMAGES.

*Les fermiers, par baux judiciaires, de biens saisis réellement, n'ont pas été évincés de plein droit par la loi du 11 brum. an 7, abolitive des anciennes procédures de saisies et criées, tellement qu'ils aient pu, des lors, se dispenser de faire compte à l'administration des fermages des immeubles baillés, quoiqu'il n'ait pas été ultérieurement statué sur leur bail.*

(L'administration des Domaines—C. Roque et Chantelet.)—ARRÊT.

LA COUR;— Considérant que la loi du 11 brum. an 7 a anéanti toutes les procédures de criées antérieures, et a ordonné que toutes les expropriations seraient suivies, conformément aux dispositions qu'elle renferme; que tel est le système qui a été adopté par tous les tribunaux, et particulièrement par la Cour de cassation qui a fixé la jurisprudence à cet égard; mais l'effet de cette loi n'a pu être tel que, par le fait de sa publication, les fermiers des baux judiciaires aient été évincés sans aucun jugement préalable qui remit les choses dans l'état où les plaçait la loi; que cette loi, bien entendue, n'établissait de nouvelles formalités que pour les expropriations qui auraient lieu: voilà pourquoi les tribunaux ont décidé que, sans déroger aux principes de la non-rétroaction, on devait exiger l'abandon des anciennes instances et la poursuite, conformément à la loi du 11 brum., que ce serait donner un effet rétroactif à ses dispositions, que d'annuler des baux légalement passés, et qui devaient avoir leur cours jusqu'à ce qu'il en aurait été définitivement statué; qu'à la vérité l'administration des domaines exerçant les pouvoirs du commissaire aux saisies réelles, n'aurait pu faire renouveler ces baux après l'échéance des termes; mais qu'alors seulement le saisir rentrait en possession de ses revenus, et jusqu'à cette époque les fermiers sont tenus de compter des fermages de biens à eux adjugés; que le gouvernement a tellement entendu que les baux antérieurs devaient avoir leur effet, que, dans le budget de l'an 12, au compte rendu des recettes et dépenses de ladite année, on trouve dans les produits perçus par l'administration de l'enregistrement et des domaines, un article relatif aux revenus des biens saisis réellement;—Dit mal jugé quant à ce, etc.

Du 7 mess. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.

#### DIVORCE.—NULLITÉ.—MARIAGE.—BONNE FOI.—EFFETS CIVILS.

*Encore que le divorce sur la foi duquel a été contracté un second mariage, venant à être déclaré nul, le second mariage ne puisse subsister, néanmoins ce mariage, s'il a été contracté de bonne foi, produit tous ses effets.*

(1) P. dans le même sens, Agen, 7 prair. an 13, et la note; Turin, 4 janv. 1806.—V. aussi anal. dans le même sens, Bordeaux, 6 mess. an 12.

civils, tant en faveur des enfants qu'en faveur des époux (1).

Sous l'empire de la loi du 30 sept. 1793, était nul le divorce prononcé hors la présence de l'un des époux qui, ou lieu de comparaitre en personne, s'était fait représenter par un fondé de pouvoir.

(Perrier—C. Amathieu.)

6 flor. an 12, jugement du tribunal civil de Paris, ainsi conçu : « Attendu que le divorce d'entre Amathieu et Anne Perrier a été prononcé en l'absence d'Amathieu ; — Attendu qu'il ne pouvait pas se faire représenter par un fondé de pouvoirs ; — Déclare nul le divorce prononcé entre Amathieu et Anne Perrier ;

« Attendu que le premier mariage d'Amathieu subsistant encore, il ne pouvait en contracter un second ; déclare pareillement nul le mariage contracté par Amathieu avec Catherine-Françoise Moreau ; mais attendu la bonne foi des époux ; — Maintient et garde dans la qualité d'enfants légitimes les enfants issus de ce second mariage ; dit qu'ils seront admis à exercer les droits de successibilité dans l'hérédité paternelle, et que Catherine Moreau sera admise à exercer ses droits personnels dans ladite succession, concurrentement avec Anne Perrier. »

Appel de ce jugement par Anne Perrier. — Elle a posé en principe, que si la bonne foi des époux, ou de l'un d'eux, donnait à un mariage nul les effets civils, il fallait que cette bonne foi fût bien constante ; ensuite, elle a cherché à établir que la seule erreur qui donnait lieu à faire présumer la bonne foi, était l'erreur de fait, que l'erreur de droit ne peut être d'aucune considération, et ne peut jamais être alléguée ; — Or, l'erreur sur laquelle on prétend fonder la bonne foi d'Amathieu et de la fille Moreau, est une erreur de droit ; — En effet, à l'égard du mari, il ne pouvait pas, ou ne devait pas, ce qui est la même chose, ignorer que la loi du 30 sept. 1793 exigeait qu'il requit en personne la prononciation de son divorce ; s'il ne connaissait pas assez les lois, il devait consulter des gens éclairés qui l'auraient guidés dans sa conduite et l'auraient mis à portée de faire prononcer son divorce valablement ; il ne l'a point fait ; il est contenu dans une loi précise, à une loi qu'il ne peut pas dire avoir ignorée, et il n'y a donc point de bonne foi de sa part ; — Pour la fille Moreau, il n'y en a pas davantage : elle a su qu'Amathieu était un homme

divorcé, car il lui a représenté l'acte de son divorce ; c'était à elle à l'examiner ou à le faire examiner, et elle y aurait eu, ou l'on y aurait découvert pour elle la nullité de sa prononciation. Ainsi, puisque Amathieu et la fille Moreau ne fondent leur bonne foi que sur une erreur de droit, on ne doit pas les écouter, et leur mariage ne peut avoir d'effets civils.

On a répondu pour la fille Moreau, qu'elle n'avait besoin que de justifier sa bonne foi personnelle ; on a soutenu que son erreur avait pour cause un acte public, attestant que toutes les formalités avaient été remplies ; que cet acte soumis à l'officier de l'état civil n'avait éprouvé aucune contradiction ; d'après cela, la fille Moreau n'a-t-elle pas dû croire qu'un acte jugé légal par celui qui pouvait le mieux le contredire, avait rendu la liberté à Amathieu, et qu'il était capable de contracter un autre mariage. Ainsi, l'ignorance de la fille Moreau n'est pas une erreur de droit, mais une erreur de fait, une erreur née de la confiance qu'a dû lui inspirer le silence de l'officier de l'état civil.

ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme, etc.

Du 9 mess. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Gayral et Couture.

MINEUR.—VENTE.—NULLITÉ.—FIN DE NON RECEVOIR.—PRESCRIPTION.

Sous l'empire des lois romaines, le tuteur qui avait sollicité ou exécuté un décret d'aliénation des biens de son pupille, était néanmoins recevable à demander la nullité de ce décret dans l'intérêt du pupille (2).

D'après le statut de Trèves, le juge ne devait autoriser l'aliénation ou l'engagement d'un bien de mineur, que pour cause d'une nécessité absolue ou d'un avantage évident (3).

Suivant le droit romain, le mineur devenu majeur pouvait exercer l'action en revendication d'un bien indûment aliéné durant sa minorité, même après l'expiration des cinq ans depuis sa majorité, si l'aliénation avait eu lieu à titre gratuit (4).

(Héritiers Winter — C. Wingert et Neidinger.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que l'intimé Wingert n'agit pas en son propre et privé nom, pour faire annuler le décret qu'on lui objecte d'avoir exécuté

tions forcées à remplir pour les mineurs, ou lorsqu'il s'agit de leur procurer des besoins indispensables, ou de leur conserver des choses essentielles. La simple utilité ne suffit pas pour aliéner (Traduit de l'allemand.)

(4) La L. 3, Cod., Si major factus alienationem sine decreto, ratam habuerit, établissait contre le mineur devenu majeur, la déchéance du droit de demander la nullité de l'aliénation faite sans décret durant sa minorité, par le silence qu'il aurait gardé pendant cinq ans depuis sa majorité. Mais les interprètes, distinguant entre les aliénations à titre onéreux et celles à titre gratuit, n'appliquaient qu'aux premières la décision de cette loi : quant aux secondes, ils pensaient qu'elles pouvaient être attaquées par le mineur devenu majeur, tant que le délai ordinaire de la prescription ne s'était point accompli contre lui. F. Voet, ad Pandectas, lib. 27, tit. 9, § 14. — Sur la question de savoir quelle est, en droit français, la durée de l'action en nullité que le mineur devenu majeur peut exercer contre les aliénations faites durant sa minorité sans l'observation des formalités prescrites, V. Cass. 14 nov. 1826, et la note.

(1) F. conf., Paris, 9 fruct. an 13.

(2) Il en était autrement lorsque la demande se trouvait formée dans l'intérêt du tuteur lui-même, devenu héritier de son pupille. Alors, en effet, on avait droit de lui opposer la maxime que nul ne peut réclamer contre son propre fait. C'est ce qu'atteste Voet, en ces termes : « *Rata fit alienatio, quae ab initio nulla erat, si tutor alienans pupillo heres est; quum aquitas non patitur, ut jam non in alienum, sed in proprium commodum, contra proprium factum veniat.* » (ad Pandectas, lib. 27, tit. 9, § 14.)

(3) Telle est aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 457 du Cod. civil. — Le droit romain était encore plus rigoureux : d'après les principes de ce droit, le prêteur ne devait autoriser la vente des biens de mineurs que pour cause d'une nécessité absolue, si *as alienum imminuit*. C'est ce qui résulte notamment de la loi visée par l'arrêt que nous rapportons. Thibaut, *Système du droit des Pandectes*, § 491, résume de la manière suivante l'état du droit romain à cet égard : « Le juge doit examiner si l'aliénation est effectivement nécessaire, et elle ne peut avoir lieu que dans le cas où il y a des obliga-

mais qu'il agit en sa qualité de tuteur et dans le seul intérêt de ses pupilles; que la règle de droit, qui ne permet pas de revenir contre son propre fait, ne peut donc pas lui être opposée, et qu'il est conséquemment recevable dans son action;

Vu l'art. 12 du tit. 11 du statut de Trèves, ainsi conçu : « Les biens immeubles, rentes et redevances appartenant aux mineurs, ainsi que leurs effets précieux d'or, d'argent et de pierres, marchandises de boutique et tout autre objet de conséquence, ne pourront être vendus ou chargés par les tuteurs, sans que le juge en ait reconnu l'utilité pour les pupilles en connaissance de cause; — Le § 14 de la loi 5 ff. de rebus solum qui sub tutela vel curacione sunt : Si as alienum non interveniat, tutores tamen allegant expedire hæc prædia vendere, vel alia comparare, vel certe istis carere; videndum est, an prætor eis debeat permittit? Et magis est ne possit; prætori enim non liberum arbitrium datum est distrahendi res pupillares, sed ita demum si as alienum imminet, proinde enim et si perierit, ars alieno non allegata, consequenter dicemus, nullam esse venditionem nullumque decretum; — Attendu que la disposition générale du statut de Trèves doit être prise dans le sens qu'il s'écarte le moins du droit commun; que ce statut, en étendant la faculté d'aliéner les biens des mineurs à d'autres cas d'utilité que ceux de paiement des dettes urgentes, a cependant borné la permission de vendre ou charger la fortune des mineurs aux seuls cas d'une utilité reconnue en connaissance de cause; et qu'ainsi il faut que l'aliénation soit commandée par une nécessité quelconque, ou qu'elle offre du moins une utilité réelle et présente, ou un avantage futur certain; — Attendu qu'il n'y avait nulle nécessité pour les mineurs Neidinger d'engager l'obligation dont s'agit; que le retrait des terres se faisait au nom de leur père, et qu'ils n'en auraient tiré avantage qu'autant que les biens retraités se seraient trouvés, dans la succession du père, libres d'hypothèque, en tout ou en partie, nu qu'ils auraient conservé une valeur plus que suffisante pour en acquitter la dette pour laquelle ils étaient affectés au profit de l'auteur des appels; — Mais, attendu que la valeur extraordinaire que les biens ruraux avaient au moment du retrait, était l'effet de circonstances particulières; que cette valeur pouvait naturellement changer avec les causes qui l'avaient produite, et que cette considération était d'autant plus frappante, qu'elle avait engagé le créancier à demander, pour son capital de mille écus, une garantie de plus que les biens à retraiter, quoiqu'ils offrissent le double de cette somme, d'après l'estimation qui venait d'en être faite, comme cela résulte même de la requête présentée aux échevins; d'où il suit que Winter devant avoir la première hypothèque sur lesdits biens, la subrogation d'iceux n'offrait plus qu'une garantie éventuelle pour le capital des enfans, qu'il n'y avait conséquemment pas d'utilité évidente ni de juste cause, et qu'ainsi, le décret du 15 février 1794, rendu par les échevins de Trèves, ne peut pas porter préjudice aux mineurs et doit être regardé comme nul et non avenu;

Attendu que si une aliénation irrégulière et nulle peut être ratifiée, dans certains cas, par le silence gardé pendant cinq ans, de la part des mineurs depuis leur majorité acquise, ce principe ne peut pas trouver son application dans l'espèce, où la pignoration de l'obligation réclamée a été faite en pure faveur du père, ses enfans ne devant rien personnellement au créancier; qu'en conséquence, le silence que Henri et Gérard Neidinger auraient aussi gardé pendant plus de cinq ans, depuis leur majorité, ne les rend pas non recevables dans leur action en revendication; — Confirme, etc.

Du 9 mess. an 13. — Cour d'appel de Trèves. — Concl., M. Dohsen, proc. gén. — Pl., MM. Fritsch et Hambach.

#### COUTUME DE NORMANDIE.—COMMUNAUTÉ.

La communauté entre époux a pu être valablement stipulée dans un contrat de mariage passé en Normandie, sous l'empire de la loi du 17 niv. an 3, et avant le Code civil (1).

(Delamarre—C. N....)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, quant à l'action principale, que, dans la conception de la loi du 17 niv. an 3, la pensée manifeste du législateur a été d'affranchir les époux des entraves qu'apporait aux stipulations matrimoniales la prohibition des statuts locaux, et de donner aux contrats de mariage toute latitude; — Que ce point de droit résulte de la combinaison des art. 13 et 14 de cette loi avec l'art. 10, L. 22 vent. suivant, et les autres lois rendues sur la matière; — Que, d'après cela, il ne peut être douteux qu'il a été permis à ceux dont le mariage est postérieur à la loi du 17 niv. an 3, d'adopter pour base de leurs pactes matrimoniales le régime commun ou le régime dotal à leur choix; que c'est dans ce sens que cette loi a été entendue, comme l'atteste l'acte des notaires de Rouen, enregistré le 24 prair. an 13; — Qu'on ne pourrait lui donner une autre interprétation sans contrarier la législation existante, et détruire une infinité de contrats sous la foi desquels les mariages ont été célébrés depuis dix ans; — Que l'intimité a envisagé elle-même les choses sous ce point de vue, en se mariant en communauté de biens meubles et acquêts avec Jacques-Nicolas Delamarre d'où il suit que la question de la validité du remboursement fait en l'an 13 par les appels au mari de la dame Delamarre, doit être résolue conformément aux règles établies dans les pays de communauté, etc.

Du 10 mess. an 13. — Cour d'appel de Rouen. — 2<sup>e</sup> sect.

#### DOT. — ALIÉNATION. — MARI. — CESSIION DE BIENS.—EMPRISEMENT.

L'art. 1558, Code civil, portant que l'immeuble dotal peut être aliéné avec permission de justice, pour tirer le mari de prison, est applicable même au cas où le mari détenu pour dettes civiles peut obtenir sa liberté au moyen d'une cession de biens (2).

dit positivement qu'il n'y a pas lieu d'autoriser l'aliénation de la dot, lorsque la cession de biens du mari pourrait suffire pour le faire sortir de prison, parce que, dit-il, il serait trop aisé à un mari d'engager, pour ses propres affaires, tout le bien de sa femme, n'ayant qu'à se faire emprisonner, d'intelligence avec son créancier. Le président Favre cite, pour son avis, Papon, liv. 12, art. 9, § 8. — Polhier,

(1) F. dans le même sens, Ronen, 16 août 1808, et Cass. 29 fév. 1832.

(2) Cette décision est contraire à l'opinion des auteurs, et même à l'esprit général de la loi qui, en appelant la femme en secours du mari, suppose que le mari n'a lui-même aucun bien pour payer ses dettes, et se tirer de prison. Le président Favre (Code, liv. 4, tit. 21, du Séquestre-conservé Velleien), I. — II<sup>e</sup> PARTIE.

(Delamarre).—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que Delamarre a été incarcéré, en vertu de contraintes par corps, pour le recouvrement de deux lettres de change, montant ensemble à 2,000 fr., et qu'il est constant qu'une partie de cette somme a été par lui employée à l'acquit des dettes du père de son épouse, et des charges du ménage; — Considérant que la cession de biens lui ferait perdre un mobilier, qui, quelque modique qu'il soit, est indispensable à son existence et à celle de sa famille; que c'est une mesure dispendieuse, et dont le succès n'est pas toujours certain; que dans l'espèce, elle serait à la fois onéreuse pour le débiteur, et frustratoire pour ses créanciers; que d'ailleurs, quand un homme cherche à faire bonneur à ses engagements, on ne doit pas se permettre de l'en détourner, surtout par une voie à laquelle l'opinion attache encore une sorte de laideur; — Autorise l'adéquation de l'immuable dotal, jusqu'à concurrence de 2,000 fr., etc.

Du 10 mess. an 13. — Cour d'appel de Rouen.

**ENFANT NATUREL.—EFFET RÉTROACTIF.—****DROITS SUCCESSIFS.**

*Les lois nouvelles faites dans la vue d'améliorer le sort des enfants naturels, en réparant le tort des préjugés, n'ont rien dit aux enfans dont le titre existait antérieurement. — En conséquence, les enfans naturels nés sous l'empire de coutumes qui admettaient la successibilité des enfans naturels, sont fondés à demander que leurs droits soient réglés selon les lois locales et coutumières, encore qu'il s'agisse de successions ouvertes depuis la loi du 17 niv. an 2.*

(Leduc—C. Creux.)

Du 10 mess. an 13.—Cour d'app. de Bruxelles.—3. sect.

**RETRAIT SUCCESSORAL.—DROITS DÉTERMINÉS.**

*Le retrait successoral peut être exercé contre le cessionnaire de droits indivis sur des immeubles déterminés dépendant de l'hérédité (1).*

(Bizot C. Garvin).—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'ancienne jurisprudence avait étendu aux droits vendus à un étranger la disposition des lois *per diversas et ab Anastasio*, et que les héritiers étaient admis à se faire subroger à l'étranger qui les avait acquis d'un de leurs cohéritiers; que cette jurisprudence était fondée sur l'intérêt qu'ont les familles de ne pas laisser pénétrer leurs secrets par un étranger, et voir souvent leur tranquillité troublée; — Que le Code civil en a fait une règle précise, et qu'il importe peu que l'étranger ait acquis tout (2) ou partie des droits successifs appartenant à son vendeur, puisque le motif et l'effet sont les mêmes; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 12 mess. an 12.—Cour d'appel de Bourges.—Prés., M. Solié.—Pl., MM. Douard et Descluse.

de la Puissance maritale, n° 37; Toullier, t. 14, n° 201; Benoît, *Traité de la dot*, t. 1<sup>re</sup>, p. 339, se prononcent dans le même sens.

(1) La jurisprudence s'est généralement prononcée en sens contraire. V. Cass. 9 sept. 1806; 27 juin 1832, F. aussi M. Benoît, *Retrait successoral*, n° 64; Dijon, 20 therm. an 12; Besançon, 31 janv. 1809; Bourges, 12 juill. 1831.

**COMPROMIS.—DOUBLE ÉCRIT.—NULLITÉ.**

*La nullité du compromis résultant de ce qu'il n'a pas été fait double, est couverte par les dires et comparution des parties, si ces dires et cette comparution sont constatés tant par le jugement arbitral que par les aveux positifs de tous les intéressés. (C. civ., art. 1325 et 1338.) (3)*

(Roggieri—C. Barberis).—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 1325 du Code civil; — Considérant que le compromis, en général, se présente sous l'aspect d'une véritable convention synallagmatique, par laquelle les parties s'obligent réciproquement d'acquiescer à ce qui sera jugé par la personne choisie pour arbitre; — Que l'obligation qu'elles viennent à contracter par lui est tellement efficace, qu'après l'homologation du jugement que la partie la plus diligente est en droit de requérir, ce jugement acquiert toute la force de la chose jugée, tout de même que s'il eût été rendu par le tribunal ordinaire; — Que la réciprocité de l'obligation se manifeste d'autant plus, dans la faculté qu'ont les compromettants de renoncer, comme dans l'espèce, l'un en faveur de l'autre, au bénéfice de la loi, à l'égard de l'appel et du recours en cassation; — Que si, au compromis envisagé dans ses rapports entre les compromettants et les arbitres élus, on ne pourrait appliquer les termes d'obligations synallagmatiques puisque l'arbitre demeure toujours le maître de rendre ou non son jugement, il n'est pas moins vrai que le même acte, considéré dans ses rapports entre les parties qui le passent, contient une véritable convention bilatérale, ce qui suffit pour l'assujettir à la disposition de la loi sus-rapportée; — Que, quoique aux termes des lois actuellement en vigueur, le compromis puisse être révoqué avant le jugement au gré de l'une des parties, cependant si elles en se sont servies de cette faculté, les principes posés ci-dessus n'en reçoivent pas moins leur application tant que le compromis subsiste, étant hors de doute que les obligations bilatérales ne cessent pas d'être telles, quoique leur durée soit tout-à-fait dépendante de la volonté respective des parties contractantes; — Considérant, d'autre part, qu'aux termes du susdit article, le défaut de mention que les originaux ont été faits doubles, triples, etc., ne peut être opposé par celui qui a exécuté de sa part la convention portée dans l'acte; — Que cette disposition, qui fait partie du même article, doit nécessairement se rapporter au cas aussi que le compromis n'ait pas été fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct; — 1<sup>o</sup> Parce que le principe général que l'exécution volontaire emporte la renonciation aux moyens et exceptions que l'on pourrait opposer contre l'acte portant l'obligation, a été consacré par le Code civil, à l'art. 1338; — 2<sup>o</sup> Parce que la mauvaise foi de celui qui voudrait revenir contre son propre fait, et que la loi a voulu réprimer, a également lieu dans les deux cas du défaut de mention et du défaut du nombre nécessaire des originaux; — 3<sup>o</sup> Parce qu'il est évident que l'objet principal de l'art. 1325 ayant été

(2) Il s'agissait dans l'espèce de cet arrêt, de la cession par un héritier de sa part dans un pré et dans deux bâtimens restés indivis entre lui et ses cohéritiers.

(3) F. dans le même sens, Cass. 13 fév. 1812; — Jugé qu'il en serait autrement, si l'extinction du compromis nul, n'était prouvée que par le seul témoignage des arbitres irrégulièrement nommés.—Troyes 15 nov. 1812.

celui d'assurer, dans les conventions synallagmatiques par acte sous seing privé, la formation d'autant d'originaux qu'il y a de parties ayant intérêt distinct, la mention que ces originaux ont été faits doubles, triples, etc., n'a été recherchée que comme la seule preuve valable pour constater qu'ils existent réellement au nombre voulu par la loi; — Considérant que, de la teneur même du jugement arbitral, il résulte que les parties se sont présentées plusieurs fois devant les arbitres; — Que cette circonstance, ainsi que celle d'avoir distribué les pièces aux arbitres, n'a pas été désavouée par Roggieri, quoique dans sa réponse il ait dit qu'une telle circonstance, même admise, n'était pas concluante; — Que, par conséquent, il demeure suffisamment constaté que Roggieri a donné exécution au compromis; et ainsi la preuve plus ample que Barberis voudrait fournir par le moyen de l'article relatif à cet objet se rend surabondante; — Qu'en vue de l'exécution par lui donnée au compromis, le seul motif de nullité opposé par Roggieri au jugement arbitral venant à cesser, tout moyen ultérieur dont Barberis voudrait faire usage, pour démontrer que Roggieri a acquiescé à ce jugement, devient également inutile; — Sans s'arrêter ni à l'article ni aux interrogatoires déduits par Barberis, dit avoir été mal jugé par le jugement dont est appel, etc.

Du 13 mess. an 13. — Cour d'appel de Turin.

#### COMMUNAUTÉ CONJUGALE. — SUCCESSION FUTURE. — RENONCIATION.

*L'acte par lequel un enfant, moyennant une donation entre vifs qui lui est faite par ses père et mère, renonce à la faculté de demander compte des biens de la communauté au survivant des donateurs, est nul, soit quant à la renonciation, soit quant à la donation.*

(Poix-Menu — C. Poix-Menu.)

Le sieur Poix-Menu et la dame Picot, son épouse, par acte du 4 compl. an 6, firent une donation entre vifs, en faveur de leur fils, d'une pension alimentaire de 2,400 fr., et d'une somme de 3,000 fr. Au moyen de cette donation, le donataire renonça au droit de demander compte au survivant des donateurs des biens de la communauté, et s'obligea à laisser jouir celui d'entre eux qui survivrait à l'autre, jusqu'à son décès, des biens délaissés par le prédécédé.

La dame Poix-Menu mourut la première. — Son mari fit faire inventaire en présence de son fils, de tous les biens de la communauté, et en reuint la possession. — Le 6 prair. an 12, Poix-Menu, le fils, forma, contre son père, une demande en liquidation et partage des biens de la succession de sa mère, et de ceux de la communauté.

Le 29 niv. an 13, le tribunal civil de la Seine a rendu un jugement par lequel il a ordonné la liquidation de la communauté dont il s'agit, et le partage de la succession de la dame Poix-Menu, s'il y avait lieu. — Appel.

AJOUT.

LA COUR; — Attendu que la renonciation à demander compte et partage, portée en l'acte du 4<sup>e</sup> jour compl. an 6, ne peut valoir comme renonciation à une succession future, ni comme convention autorisée par l'art. 281 de la ci-devant coutume de Paris, n'étant point faite par contrat de mariage; qu'à la vérité la loi du 17

niv. an 2, sous l'empire de laquelle les parties ont traité, plus favorable aux époux que les lois antérieures, leur permettait de s'avantager, ayant enfants, jusqu'à concurrence de l'usufruit de la moitié des biens du décédé, et de se faire cet avantage de la manière qui leur paraîtrait, soit directement, par donation entre vifs ou testamentaire, soit indirectement, par stipulation insérée dans un acte fait avec une tierce personne, la loi ne prescrivant, à cet égard, aucune forme particulière; mais qu'il fallait que le moyen choisît pour réaliser cette intention, tel qu'il fût, fût valable et susceptible d'exécution, et que celui adopté par Poix-Menu père et sa femme ne l'étant pas, ils se trouvent avoir nullement disposé au profit l'un de l'autre; qu'il est dès lors superflu d'examiner quelle a pu être intentionnellement leur pensée, parce qu'une volonté sans effet, ou sans effet utile, n'est d'aucune considération; qu'en un mot, ils n'ont point fait ce qu'ils pouvaient, et ont fait ce qu'ils ne pouvaient pas; qu'ainsi la renonciation doit être écartée; que, par réciprocité, la pension stipulée dans l'acte, et qui fait le prix de cette renonciation, doit cesser; — Par ces motifs, — Infirme, etc.

Du 13 mess. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

#### USUFRUIT. — INVENTAIRE. — CAUTION.

*Le donataire d'un usufruit ne peut pas être dispensé de faire inventaire (1).*

*Un donataire d'usufruit, dispensé de faire inventaire, n'est pas par cela seul dispensé de fournir caution.*

(Pellé — C. Pellé.)

Suivant acte du 5 germ. an 7, les sieur et dame Pellé se firent une donation réciproque de l'usufruit de tous les biens meubles et immeubles qu'ils laisseraient à leur décès, sans être tenus, dit l'acte, par le survivant, de faire inventaire du mobilier.

Après le décès du sieur Pellé, des difficultés s'élevèrent entre sa veuve et ses enfants. Le sieur Edme Pellé, l'un d'eux, soutint, entre autres choses, qu'elle devait, comme usufruitière, fournir la caution exigée par l'art. 601 du Code civil.

Un jugement du tribunal de Clamecy, en date du 10 fruct. an 12, ordonna l'exécution de la donation de l'an 7, sans s'occuper de la caution demandée.

Appel par Edme Pellé.

Pour combattre cet appel, la veuve Pellé soutenait qu'il était incontestable que son mari avait eu le droit de la dispenser de l'obligation de faire inventaire; que, s'il en était ainsi, il l'avait, par une conséquence nécessaire, affranchie de donner caution; que si la caution avait pour but de garantir le propriétaire de la mauvaise administration et des dilapidations de l'usufruitier, l'inventaire n'était pas moins nécessaire pour constater l'état et la quantité des objets composant l'usufruit, qui, sans cette formalité, cette mesure conservatoire, pourraient facilement disparaître au préjudice du propriétaire. Dans l'intérêt de ce dernier, disait-on, l'inventaire est donc même plus utile que la caution; or, l'usufruitier dispensé de l'inventaire est donc, à plus forte raison, dispensé de donner caution. Celui qui a créé l'usufruit, en accordant le plus, a nécessairement accordé le moins.

(1) V. en sens contraire, Agen, 3 niv. an 14; Bruxelles, 20 juin 1810. — Jugé cependant que malgré la dispense d'inventaire, il peut y être procédé à la requête et aux frais du nu-propriétaire. F. Fa-

ris, 20 vent. an 11; Poitiers, 29 avril 1807; Bruxelles, 18 déc. 1811 et 10 juin 1812. V. aussi MM. Duranton, t. 4. n<sup>os</sup> 598 et 599; Proudhon, de l'usufruit, n<sup>os</sup> 801 et suiv.; Toullier, 3<sup>e</sup> n<sup>o</sup> 420.

## ARRÊT.

**LA COUR;** — Considérant qu'aux termes de l'art. 601 du Code civil, l'usufruitier doit donner caution s'il n'en est dispensé par l'acte constitutif de l'usufruit, et que la donation faite à la veuve Pellé se tait à cet égard; — Qu'à la vérité, elle est dispensée de faire inventaire; mais d'abord la caution n'a pas lieu seulement pour la représentation du mobilier, mais encore pour la remise en état des lieux sujets à l'usufruit, pour la prescription des droits qui en dépendent, tous lesquels objets sont hors de l'inventaire; qu'ainsi la dispense de l'inventaire n'entraîne pas celle de la caution;

Qu'au surplus, cette dispense d'inventaire tendrait à faire disparaître la propriété; qu'à ce titre, elle est contraire à la nature même de l'usufruit, et que l'art. 600 exposant la règle ne permet pas d'en dispenser; — Met l'appellation au néant; ordonne que la veuve Pellé sera tenue de donner caution pour la sûreté des engagements dont elle est tenue à titre d'usufruitière de la moitié des biens dudit François Pellé, etc.

Du 13 mess. an 13. — Cour d'appel de Bourges. — Prés., M. Saillé.

## PARTAGE.—MARI.—ACTION.—DEMANDE NOUVELLE.

*Le mari qui, sans le concours de sa femme, a intenté une demande en partage d'immeubles à elle propres, ne peut régulariser son action, en la réduisant à la demande d'un partage provisionnel (1). La fin de non-recevoir lui est opposable en cause d'appel comme en première instance.*

(Malingreau—C. Guchez.)

Les sieurs Guchez avaient demandé le partage de certains héritages délaissés par le père et mère de leurs épouses. — L'action fut introduite sans le concours de ces dernières.

On plaida au fond, en première instance. — En cause d'appel, le sieur Malingreau, beau-frère des sieurs Guchez, oppose une fin de non-recevoir, prise du défaut de concours des femmes, attendu qu'il s'agissait de leurs propres.

Les sieurs Guchez cherchèrent alors à dénaturer leur action; ils réduisirent leur demande à un partage provisionnel (étant les administrateurs de la dot.)

M. Tarte, substitut du procureur général, a été d'avis que les Guchez étaient non recevables. — Il ne s'agit pas, a-t-il dit, d'un partage provisionnel. D'abord l'action n'est pas ainsi qualifiée, et ce serait se jouer de l'art. 818 du Code civil, que de venir après coup se retrancher dans le cas de l'exception. — Lorsque le mari ne veut qu'un partage provisionnel, il doit l'exprimer: son silence laisserait l'effet de sa demande dans un état d'incertitude qui donnerait à la femme le droit d'attaquer l'opération, si on voulait l'opposer comme définitive. Le but de la loi qui est de tranquilliser les copartageants serait visiblement manqué. — En second lieu, la demande des Guchez a un objet préalable au partage: elle tend à faire décider une question de propriété d'immeubles. C'est donc une action immobilière que les intimés exercent, et pour des biens qui n'en-

trent point en communauté. — Or, d'après l'esprit du Code civil, manifesté dans l'art. 1428, le mari n'exerce seul que les actions mobilières et possessoires. — Ce principe tient à l'inaliénabilité des immeubles de la femme sans son consentement. Le mari ne peut pas plus compromettre les intérêts de son épouse en jugement, que par d'autres actes, quand il est question de ses droits immobiliers; d'où il suit que les parties appelées en justice à la requête des maris seuls, pour biens appartenant à leurs femmes, non compris dans la communauté, sont fondées à leur opposer la défaut de qualité et la nullité des poursuites, en tout état de cause, puisque les jugements qui interviendraient ne produiraient point d'obligation envers les femmes, et exposeraient à des recherches continuelles les parties entre lesquelles ils auraient été rendus. »

## ARRÊT.

**LA COUR;** — Vu l'art. 818 et l'art. 1428 du Code civil; — Attendu qu'il en résulte qu'en toute cause où il s'agit de biens immeubles appartenant aux femmes mariées, et ne faisant partie de la communauté, le mari ne peut citer en cause, sans le concours de sa femme; — Considérant, en fait, que, dans l'espèce, il s'agit de biens non faisant partie de la communauté, et d'une action ou pétition exercée par des époux sans le concours de leurs femmes; — Par ces motifs, déclare les intimés non recevables et sans qualité; annule les poursuites par eux faites, etc.

Du 13 mess. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 4<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Truffard et Faider.

## JUGEMENT PAR DÉFAUT.—CONCLUSIONS.—REFUS DE PLAIDER.

*Le jugement rendu en présence des avoués des deux parties, dont l'un n'a pris la parole que pour demander une remise de la cause et a refusé de plaider au fond, est un jugement par défaut faute de plaider, et susceptible, comme tel, d'être attaqué par voie d'opposition s'il n'y avait pas eu déjà des conclusions au fond respectivement prises à l'audience (2).*

(Oberdorff—C. Oberdorff.)

Du 14 mess. an 13. — Cour d'appel de Trèves. — Concl., M. Dossen, proc. gén. — Pl., MM. Aldenhoven, Pape et Hambach.

## ACQUIESCENCEMENT.—ERREUR DE DROIT.—CHOSE JUGÉE.

*Encore qu'un jugement de première instance ordonnant un partage n'ait acquis la force de chose jugée que par son exécution de la part des parties, ces parties ne sont point admises à la faire rétracter, sous prétexte qu'elles n'ont acquiescé que par erreur de droit. — En d'autres termes, l'erreur de droit ne vicie point l'acquiescement.*

(Héritiers Berge.)

Après la mort d'Antoine Berge, il y eut procès au sujet de sa succession, entre son frère et son fils naturel reconnu et institué héritier universel.

Un jugement de 6 flor. an 10, ordonne le partage en deux lots égaux. — Le partage a lieu, mais plus tard le sieur Berge frère voulait faire ré-

tre en cause pour que le jugement à rendre obtienne contre elle l'autorité de la chose jugée. P. Cass. 14 nov. 1831 et 15 mai 1832. — V. aussi anal. dans le même sens, Bruxelles, 15 Rév. 1812, et Colmar, 17 avril 1817.

(2) V. dans le même sens, Cass. 17 vend. an 13.

(1) V. dans le même sens, Bruxelles, 29 brum. an 11. — Toutefois, il a été jugé dans des cas où il s'agissait non d'action en partage, mais d'une action immobilière en revendication de biens appartenant à la femme que l'action était régulièrement intentée par le mari sans le concours de la femme, sauf à celle-ci la faculté d'intervenir, et au défendeur à la met-



trâcher le jugement qui l'avait ordonné ; il soutenait à cet effet que c'était par erreur que le fils naturel avait passé pour cohéritier, et que, tout jugement qui ordonnait un partage, n'était qu'un jugement préliminaire, contre lequel la restitution devait être admise, pour erreur de droit, nonobstant tout acquiescement.

## ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 3 de la loi transitoire du 14 flor. an 11 (1). — Considérant qu'aux termes de cette disposition, le jugement du 6 flor. an 10 renferme les deux caractères exigés par la loi pour qu'il soit maintenu ; que, d'une part, il a réglé les droits de l'enfant naturel, en ordonnant le partage, en deux lots égaux, des biens qui avaient été indivis entre Antoine Berge, père de l'enfant, et Jean-Baptiste Berge ; et que, d'une autre part, il a acquis la force de la chose jugée, puisque l'appelant, loin de l'avoir attaqué, l'a au contraire exécuté, et qu'il est aujourd'hui inattaquable ; — Ordonne que ce dont est appel sortira son effet.

Du 15 mess. an 13. — Cour d'appel de Bordeaux.

1<sup>o</sup> ACTE PUBLIC. — ÉCHEVINS. — EXÉCUTION. 2<sup>o</sup> HÉRITIERS. — TITRE. — EXÉCUTION.

1<sup>o</sup> Les contrats passés devant les ci-devant échelins de Bruxelles peuvent être rendus exécutoires par les tribunaux actuels, lorsqu'ils ne l'ont pas été précédemment.

2<sup>o</sup> L'art. 877 du Code civil, qui ne permet aux créanciers d'une succession d'exécuter contre les héritiers les titres exécutoires contre le défunt, que huit jours après la signification à personne ou domicile, n'est pas applicable au cas où les titres ont été rendus exécutoires contre les héritiers eux-mêmes (2).

(Hullinx-C. Jassens.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que, suivant l'art. 90 de la coutume de Bruxelles, et l'usage constaté par les septième et quatorzième titres, consignés au titre des exécutions des sentences et lettres échelinales sentenciées, les lettres échelinales sentenciées étaient exécutoires ; — Attendu que, de l'aveu même des intimés, ces lettres échelinales étaient sentenciées par la seule apposition mise au bas d'icelles, du mot *gewonnint*, et sans autre formalité ; — Attendu que cette sorte d'attache des échelins est aujourd'hui remplacée par celle du tribunal qui leur a succédé, et qu'ainsi les lettres échelinales sont devenues exécutoires par le mandement du 30 brum. an 12 ;

Attendu que c'est contre Jean et Philippe Jassens comme représentant leur mère, que les lettres échelinales ont été rendues exécutoires, et qu'ainsi l'art. 877 du Code civil n'est pas applicable ; — Déclare bonnes et valables les poursuites en expropriation forcée dont il s'agit.

Du 15 mess. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Girardin, Mangex et Leffèvre.

(1) Aux termes de l'art. 3 de cette loi, qui avait pour objet de régler les droits des enfants naturels, en attendant le Code civil, les conventions et jugements passés en force de chose jugée par lesquels l'état et les droits des enfants naturels seraient réglés, devaient être exécutés selon leur forme et teneur.

(2) Dans ce cas, en effet, on peut dire que le titre est obtenu contre l'héritier lui-même personnellement.

(3) Il n'y a plus de difficulté possible sur ce point en présence de l'art. 626, Cod. proc. civ., qui autorise

## FRUITS PENDANS PAR RACINES. —

MEUBLES. — SAMIE-BRANDON.

L'art. 520 du Code civil, qui déclare immeubles les fruits pendans par racines, n'empêche point que ces fruits ne puissent être saisis mobilièrement (3).

(Girardot-C. Cayrol.) — JUGEMENT.

LE TRIBUNAL ; — Considérant que les mariés Cayrol n'auraient pu prétendre que, suivant l'art. 520 du Code, les fruits étant immeubles, les demandeurs n'avaient pas le droit d'en faire faire la saisie, et de suite d'en demander la vente comme meuble, mais seulement de leur faire faire un commandement en expropriation forcée, ainsi que le prescrit le titre 19, chap. 1<sup>er</sup>, au même Code, et ensuite l'affiche que prescrit la même loi ; — Attendu que par la loi au livre 3, sur la distinction des biens, le législateur a réglé un principe, d'où il résulte seulement que si tel immeuble est vendu par le propriétaire, il est censé vendre les fruits qu'il porte, comme accessoire de cet immeuble ; que l'application de ce principe ne peut se faire ici, puisque les articles antérieurs et postérieurs du code démontrent que l'on ne peut entendre autrement la loi ; — Considérant que d'ailleurs ce principe existait déjà dans la coutume de Paris et dans celle d'Orléans ; que dans ces coutumes, le mode de saisie de grains et autres fruits pendans par racines, était le même que celui proposé par les demandeurs ; que ce mode existe encore, puisque les anciennes lois, ordonnances et réglemens sont toujours en vigueur à cet égard ; — Ordonne que les emblavures saisies seront vendues à la diligence des demandeurs, etc.

Du 17 mess. an 13. — Trib. civil de Dijon.

## CASSATION (POURVOI EN). — EFFET SUSPENSIF.

— SÉPARATION DE CORPS.

En matière de séparation de corps, le pourvoi en cassation n'est pas suspensif comme en matière de divorce. — Ici ne s'applique pas l'article 263 du Code civil.

(Royer.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'art. 307, Cod. civ. ; — Attendu que la disposition de l'art. 263, dont l'appelant se prévaut, n'est applicable qu'aux instances sur demande en divorce, pour lesquelles le code a établi un mode particulier d'instruction et de jugement ; — Qu'il est certain en droit que, dans les affaires civiles ordinaires, le pourvoi en cassation contre le jugement définitif n'a suspend pas l'exécution ; — Sans s'arrêter à la demande en suspension d'arrêt formée par l'appelant, ordonne qu'il plaidera au fond, etc.

Du 17 mess. an 13. — Cour d'appel de Bordeaux.

## AVOUÉ. — POUVOIRS. — EXÉCUTION.

L'avoué d'appel qui a occupé jusqu'à l'arrêt définitif, est tenu d'occuper sur les exécutions dirigées contre sa partie par suite de l'arrêt (4).

la saisie brandon, ou des fruits pendans par racines. Cet article n'a fait, au surplus, que confirmer l'usage antérieur qui autorisait la saisie mobilière des fruits pendans par racine (V. Colmar, 18 brum. an 11 et la note), bien qu'ils fussent généralement considérés comme immeubles, soit en pays de droit écrit (L. 44, ff. de Rei vindicatione), soit en pays coutumier (cout. de Paris, art. 92).

(4) V. dans le même sens, Nîmes, 23 fév. 1808. — Aujourd'hui, aux termes de l'art. 1038 du Cod. civ., les avoués qui ont occupé dans des causes où il est intervenu des jugemens définitifs, sont tenus d'oc-

(Terpisse—C. Choussi.)

En vertu d'un arrêt du 8 flor. an 12, Chaussi fait procéder à la saisie des fruits pendans par racines sur diverses propriétés qu'il dit appartenir aux héritiers de Chaussi, son débiteur; — Terrisse et la veuve Chaussi prétendent que les fruits saisis leur appartiennent et forment opposition à la saisie; ils en demandent la nullité. Leur requête est signifiée à l'avoué de Chaussi saisissant; mais cet avoué refuse de contester; il prétend que ses fonctions sont expirées, par suite de l'obtention de l'arrêt définitif, du 8 flor. an 12.

ARRÊT.

**LA COUR :** — Attendu que la charge d'un avoué ne finit que par trois ans de cessation de poursuites; que la saisie à laquelle Chaussi a fait procéder, étant une exécution de l'arrêt du 6 flor. an 18, l'avoué de Chaussi est tenu de contester; — Attendu que Chaussi n'ayant nulle connaissance de la demande en cassation de cette saisie, il est juste qu'il en soit instruit, afin qu'il puisse transmettre à son avoué ses moyens de défense; — Ordonne que les requêtes de Terpisse et de la veuve Chaussi seront notifiées à Chaussi, et renvoie à jour fixe pour statuer sur les demandes y contenues.

Du 17 mes. an 13.—Cour d'appel de Nîmes.

**INTERDICTION. — CONSEIL DE FAMILLE.**

Lorsqu'au mépris de l'art. 495 du Code civil, ceux qui ont provoqué l'interdiction assistent et délibèrent au conseil de famille convoqué d'après l'art. 494, la délibération du conseil est, par cela seul, frappée de nullité, ainsi que tout ce qui s'en est suivi, sauf toutefois l'enquête et l'interrogatoire qui peuvent être maintenus.

**Le conseil de famille ne doit pas s'ériger en juge d'interdiction, en ce sens que en n'est jamais à lui, mais toujours au tribunal qu'il appartient de prononcer.** (C. civ., 492 et 498.)

(Latreille—C. Gept.)—ANNEKT.

**LA COUR ;** — Considérant que, suivant l'art. 493 du Code civil, ceux qui ont provoqué l'interdiction ne peuvent faire partie du conseil de famille ; que la loi est précise ; que, s'il fallait en consulter l'esprit, on trouverait dans les trois discours des orateurs du gouvernement, qui précèdent cette loi, que les parens qui ont provo-

(1) V. dans le même sens, Cass. 17 fruct. an 12  
4 sept. 1811; Toulouse, 12 juill. 1828.

(2) Jurisprudence constante, V. Paris, 14 mars 1806, 18 fév. 1807; Limoges, 2 juill. 1810.

(3) Cette proposition, convertie en théorie du droit, dépasserait évidemment les termes de la loi. Nulle part il n'est dit qu'une injure pour qu'elle soit susceptible d'amener le divorce ou la séparation du corps devra être publique. La gravité de l'injure est absolument indépendante de la publicité qu'elle a reçue. Or, c'est la gravité seule qui, aux termes de la loi, doit être prise en considération lorsqu'il s'agit de statuer sur la séparation des époux. Cela, d'ailleurs, se conçoit aisément. Si la vie domestique est troublée par les imputations injurieuses de l'un des époux à l'égard de l'autre, si ces imputations appel-

qué l'interdiction, s'étant rendus parties, ne peuvent être luges:

Que ce ne fût en serait seul suffisant pour infliger la déchéance dont il s'agit, quoique celui pris de la contravention aux art. 492 et 498 soit fondé sur la lettre de la loi ; — Considérant que, quoique le Jugement dont est appel ait annulé, avec le procès-verbal du conseil de famille, toutes les décisions qui s'en étaient suivies, l'on ne doit pas en conclure que l'enquête au Hétérrogatoire aient été annulées ; que ces actes subsistent dans leur entier ; et que il n'y a pas lieu de réformer, — Dit qu'il n'est rien jugé, etc.

Du 18 mess. an 13. — Cour d'appel de Montpellier.

DERNIER RESSORT. — DEMANDE RÉDITE.

La compétence du dernier ressort se détermine par la valeur de la demande telle qu'elle a été réduite par les parties dans le cours de l'instance, et non par la valeur de la demande originaire (1).

(Bucmant—C. Garnier.)

Du 19 mess. an 13. — Cour d'appel de Besançon. — Prés., M. Louvet.

## DIVORCE. — DÉTAIL DES FAITS. — INJURE GRAVE. — PUBLICITÉ.

Une demande en divorce doit être déclarée non recevable, lorsqu'elle ne contient pas le détail précis des faits sur lesquels elle est appuyée, de manière que les juges puissent, avant toute enquête, apprécier la nature de ces faits et leur pertinence (2).

Pour que des propos indecens et grossiers soient réputés injures graves donnant lieu au divorce, il est nécessaire qu'ils aient été tenus en public ou du moins qu'ils aient été répétés et sans provocation de la part de l'époux demandeur. — Samacela, desreproches de vol ou d'adultère faits par un mari à sa femme, peuvent n'avoir pas nécessairement un caractère de gravité suffisant pour autoriser le divorce (3).

(H...—C. sa femme.) — ARRÊT.

**LA COUR;** — Considérant que l'intimée a annoncé, en tête de sa plainte en divorce, qu'elle la fondait pour cause d'exces, sévices et injures graves; qu'ensuite elle les y a allégués d'une manière vague, tandis que l'art. 236 du Code dis-

lent on peut appeler à la longue sur celui qui en est l'objet le mépris du sa famille, du ses domestiques, de ceux enfin avec lesquels il vit dans des relations du chaque instant, et qui par cela même seront des témoins en quelque sorte inévitables de dissensions intérieures; n'est-il pas évident alors que la vie commune devient insupportable? Et ne s'ensuit-il pas qu'encore que l'injure n'ait pas été aggravée par cette publicité légale dont il est question dans l'arrêt ci-dessus, la séparation qui serait prononcée ne serait qu'une exacte application de la loi? Cela nous paraît incontestable. — Ajoutons que cela résulte nettement de la discussion de la loi. « Les services et les mauvais traitements, la *diffamation publique*, liai-on en effet dans la rédaction primitive de l'art. 231... donneront lieu à la séparation de corps. » (Maleville, t. 1, p. 249.) A ces expressions *diffamation publique*, les mots injures graves ont été substitués dans la rédaction définitive; et on peut légitimement conclure de ce rapprochement que, dans la pensée du législateur, la publicité n'est pas une condition sans laquelle l'injure grave ne puisse servir de base à une demande en séparation de corps.

pose que toute demande en divorce détaillera les faits ; que détailler les faits, cela veut dire les préciser, les signaler, en énonçant les époques certaines et fixes, en justifiant de leur vérité par des titres ou par des circonstances si claires que les témoins puissent en déposer d'une manière lumineuse ; que si l'intimée eût rédigé sa plainte avec cette régularité, alors les juges à quo aient d'abord à examiner si les faits étaient pertinents et admissibles, c'est-à-dire si la preuve d'incest pouvait, en définitive, servir à opérer la dissolution du mariage par une de ces causes légales énoncées au Code civil ; que, dans l'espèce, ce n'est pas l'intimée qui précise les faits par sa plainte ; que ce sont les témoins qu'elle a fait entendre qui lui apprennent, ainsi qu'aux juges, les faits dont la preuve doit faire ordonner la prononciation du divorce ;

Considérant que des dépositions des témoins il ne résulte aucune preuve d'actes ni de sévices ; qu'ainsi à cet égard l'intimée a échoué ; que, quant aux injures graves qu'elle devait prouver après les avoir alléguées sans les préciser, celles dont les témoins déposent ne sauraient être assimilées aux injures graves que la loi énonce comme une des causes du divorce ;—Considérant qu'il faut mettre à l'écart ce que l'intimée a avancé relativement aux premiers temps de son mariage, et tout ce qui a suivi jusqu'au moment de la séparation de biens prononcée le 17 flor. an 12 ; qu'il y avait dix ans pour lors que les parties vivaient sous l'ombre protectrice du mariage ; que sa demande en séparation de biens justifie évidemment que, jusque-là, elle n'avait pas trouvé la vie commune insupportable, sans quoi elle eût demandé le divorce qui emporte la séparation de biens, et ne se serait pas bornée à cette séparation seulement ;—Considérant que les faits qui doivent être survenus depuis, ne sont les uns, nullement dans le cas de fonder une demande en divorce, d'autres ne sont pas justifiés, d'autres encore ne le sont que par des dépositions uniques, et d'autres enfin n'ont été posés par l'intimée que postérieurement à sa plainte en divorce ; que, dès lors, la preuve n'en devait pas même être admise ;—Considérant que tous ces faits, fussent-ils prouvés, ceux qui, en thèse générale, pourraient caractériser une injure grave, seraient d'avoir, de la part de l'appelant, traité l'intimée, sa femme, de l'avoir volé, de l'avoir une fois appelée p..., et de lui avoir dit d'autres injures plus ou moins piquantes ; et enfin d'avoir prétendu que la seconde de leurs trois filles n'était pas de lui ; que d'abord, quant à l'accusation du prétendu vol, il faut remarquer la circonstance qui a donné lieu à ce propos, que l'appelant arrivait de Wissembourg à Strasbourg ; qu'il y trouvait le ducacien conjugal dégradé ; que tout en avait été enlevé par sa femme ; qu'en tant que fait de vol, il pouvait ignorer que sa femme avait donné sa plainte en divorce, et qu'elle avait été autorisée à se retirer chez son frère avec ses enfans, et le mobilier qui se trouvait dans le logement ; qu'en effet il n'en a eu

connaissance légale que le lendemain, par la signification qu'elle lui a fait faire des ordonnances et jugemens des 11 et 12 thermid. an 12 ; que c'est elle qui a donné lieu à la témérité de l'inculpation ;—Qu'à l'égard des épithètes injurieuses dont il s'est servi quelquelfois, elles sont à la vérité ludécentes et grossières, mais rien de justifié qu'elles aient été lâchées en public, et qu'elles peuvent avoir eu lieu dans un moment de vivacité, provoqué peut-être par l'esprit de contradiction de sa femme ; qu'en tout cas, elles n'étaient pas non plus de nature à fonder la plainte de l'intimée ;—Que relativement au désaveu de paternité de la seconde de leurs filles, le fait n'est allégué que par la domestique, c'est-à-dire par un témoignage unique, et qu'il n'eût dû s'être passé qu'en présence de l'intimée, ses enfans et le témoin, conséquemment dans l'intérieur de la famille ; que, néanmoins, s'il est vrai, l'appelant doit regretter de s'être porté à une pareille injure, qui était si propre à troubler l'harmonie de leur union, et à donner un mauvais exemple à ses enfans, en leur inspirant du mépris pour leur mère, et en faisant partager ce mépris à la domestique ; que ce qui atténue ce fait, et qui fait penser que son cœur n'était pas d'accord avec sa bouche, c'est que lorsque l'intimée a demandé à la justice de se retirer avec ses enfans, elle a elle-même allégué que l'appelant avait dessein de les prendre près de lui tous les trois ; qu'enfin, ce qui a ôté à ce fait le genre de gravité qu'exige la loi, c'est qu'il n'a pas été géminé, qu'il n'y a pas eu de diffamation publique de la part de l'appelant, et qu'il n'y a eu à cet égard d'autre publicité que celle que lui a donnée l'intimée elle-même par sa plainte et ses plaidoiries ; que, d'ailleurs, il y a loin d'un pareil fait à l'accusation d'adultère jugée calomnieuse, ou à la diffamation publique, qui pourraient être des causes de divorce, comme caractérisant l'injure grave ; qu'il y a lieu, sous tous ces rapports, d'infirmer le jugement dont est appel ;—Débouté l'intimée de sa demande en divorce, etc.

Du 20 mess. an 13.—Cour d'appel de Colmar.

#### AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — ALIMENS.—RAPRISE D'INSTANCE.—EFFET RÉTROACTIF.

*L'autorisation donnée par le juge à la femme mariée, doit être expresse : elle ne peut être implicite. Ainsi, la femme qui forme contre son mari une demande tendant à obtenir des alimens hors du domicile commun, n'est pas suffisamment autorisée, par cela seul que le tribunal de première instance a statué sur le fond du procès.*

*La femme mariée ne peut, sous l'empire du Code civil, reprendre sans autorisation une instance qu'elle avait introduite sous l'empire d'une loi qui la dispensait de cette autorisation. Ce n'est point là donner un effet rétroactif aux art. 215 et 218 Cod. civ. (1)*

(1) La nécessité de l'autorisation est un effet de la puissance maritale, et cette puissance tenant à l'ordre public, doit toujours être régie par la loi nouvelle, comme l'état et la capacité des personnes. Il ne peut pas y avoir, en pareil cas, de rétroactivité, ou de lésion d'un droit acquis, puisque c'est dans l'intérêt même de la personne qui voudrait se plaindre, ou dans un but de protection, que sa capacité est restreinte.—La jurisprudence a souvent, depuis le Code civil, soumis à l'autorisation la femme qui en était dispensée par la loi contemporaine du mariage, soit

pour ester en jugement, ne s'agit-il que de continuer devant la Cour suprême un procès déjà suivi par la femme seule en première instance et en appel (Cass. 21 germ., 20 therm. an 12), soit pour disposer de ses biens paraphernaux (Agen, 17 prair. an 13). Cette jurisprudence est approuvée par les auteurs. V. Merlin, *Repet.*, v° *Effet rétroact.*, sect. 3, § 2, art. 5, n° 3 ; Chabot, *Quest. transit.*, v° *Autoris. marit.*, § 1, t. 1, p. 32 ; Proudhon, *Contr. de droit civil*, t. 1, p. 16, n° 3.

(Simondi—C. Simondi.)

En 1792, la dame Simondi poursuit son mari en prestation d'aliments hors du domicile conjugal. Le droit romain étant alors la loi du Piémont, la dame Simondi n'avait besoin d'aucune autorisation pour agir. Cette action demeura suspendue jusqu'à la promulgation du Code. La dame Simondi reprit son instance.

Son mari a soutenu qu'elle était non recevable, à défaut de l'autorisation prescrite par le Code.

28 frim. an 13, le tribunal d'Alba rejette la fin de non-recevoir.

Appel.—Le sieur Simondi a soutenu que s'agissant d'une règle de procédure et de capacité, elle avait effet dès l'instant de sa promulgation.

L'intimée a répondu, que ce serait donner au Code un effet rétroactif; que, d'ailleurs, en le supposant applicable, l'autorisation du mari ne pouvait être exigée, lorsque l'action était dirigée contre lui, *quia nemo potest auctor esse in causa*; qu'à l'égard de l'autorisation de la justice, elle avait été implicitement accordée, par les premiers juges, en accueillant la demande de la dame Simondi.

ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 215 et 218 du Code civil;—Attendu que cette loi est conçue en des termes généraux; que tenant à des formes de procédure, elle est singulièrement applicable aux reprises d'instance; qu'elle l'est aussi aux mariages contractés sous l'empire des lois romaines; car l'autorité du mari sur la personne de la femme dépendant uniquement de la loi, lorsque dans la législation, il intervient un changement relativement à cette autorité, il a son effet, non-seulement pour les mariages à venir, mais aussi pour ceux déjà existants;—Que de cela seul que le juge entend la demande de la femme, il ne s'ensuit pas qu'il l'autorise d'office; cette autorisation devant être faite d'une manière expresse et non tacite, et sur le refus du mari;—Que néanmoins, comme dans l'espèce, il résulte suffisamment du refus, cette Cour peut autoriser dès à présent d'office la demanderesse;—Déclare le jugement dont appel nul, et autorise la dame Simondi à ester en jugement, etc.

Du 20 mess. an 13.—Cour d'appel de Turin.  
—1<sup>re</sup> sect.

APPEL.—DÉSISTEMENT.—AMENDE.

Le désistement de l'appel fait qu'il n'y a plus lieu à prononcer l'amende (1).

(Espert—C. Espert.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que ledit Jean Espert s'étant désisté de son appel envers le jugement rendu par le tribunal de Pamiers, le 2 pluv. dernier, il ne peut y avoir de difficulté à recevoir ledit désistement; au moyen de ce, il n'y a pas lieu de prononcer sur ledit appel, ni de condamner Jean Espert à l'amende; et quant aux dépens, il doit les supporter puisqu'il y a donné lieu;—D'après ces motifs, disant définitivement droit aux parties, — A reçu et reçoit le désistement fait par ledit Jean Espert, de son appel envers le jugement rendu par le tribunal de première instance séant à Paris, le 2 pluv. dernier; — Ce faisant, — Déclare n'y avoir lieu de prononcer sur ledit appel, — Ordonne, en

conséquence, que ledit jugement sortira à effet, et sera exécuté selon sa forme et teneur dans toutes ses dispositions;—Ordonne que l'amende de l'appel sera restituée et condamne ledit Jean Espert aux dépens envers ledit Jean-Baptiste Espert, etc.

Du 20 mess. an 13.—Cour d'appel de Toulouse.  
—Pl., MM. Dubernard et Flottes.

DOT.—ALIÉNATION.—DETTES.

Dans le ressort du parlement de Toulouse, et avant le Code civil, l'immeuble dotal était aliénable, sans permission de justice, pour payer les dettes de la femme antérieures au mariage (2).

(Verdier—C. Bagnères.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que l'acte du 25 janv. 1769, passé entre Joseph Verdier et Madeleine Verdier, assistée de son mari, et la transaction qui y est relatée, prouvent que les biens au partage desquels Madeleine Verdier fut appelée concurremment avec ledit Joseph, son frère, étaient, avant le mariage de ladite Madeleine Verdier, grevés d'une dette privilégiée en faveur de Jean Roquébert, leur beau-frère;—Considérant qu'en se constituant, d'une manière vague, tous les biens présents et à venir, Madeleine Verdier ne pouvait se constituer que les biens qui lui restaient, les dettes nées fois payées, parce que, comme le disent les lois et les auteurs, *non sunt bona dotalia, nisi deducto ere alieno*;—Considérant que les biens vendus, en les regardant comme dotaux, auraient pu être aliénés, et la vente devrait en être maintenue, puisque le prix a servi à payer la dette que Madeleine Verdier contracta envers Joseph, son frère, par l'acte du 25 janv. 1769, parce que l'obligation avait une cause préexistante au mariage, cause qui grevait les biens qui auraient fait partie de la constitution, *quia justa et honesta causa est, non videtur male accipere ad idem restitutorum* (L. 20, ff. Sol. mat.). La loi 13, ff. (Famil. ercic.), a encore consacré ce principe: *Alienationes enim interdicta sunt dotalibus voluntariis, non quæ vetustiorum causam et originem juris habent*. Cette précision a été faite encore dans la loi 85, ff., de Jur. dot., et elle a servi de règle aux tribunaux qui ont maintenu la vente, dans le cas même où les biens étaient dotaux, lorsque, comme dans l'espèce présente, le prix des biens vendus a été employé à éteindre une créance qui existait avant le mariage: *Sed non plus esse in promissione bonorum, quam quod superest, deducto ere alieno* (Loi 72, ff. de Jur. dot.) Ce principe a été adopté par les auteurs qui ont écrit sur cette matière, notamment par Ferron (pag. 149 et 170), et d'Argentré (art. 119, gloss., 3, n<sup>o</sup> 14 et 15); par Duperrier (liv. 1<sup>re</sup>, quest. 9<sup>o</sup>). On trouve dans Catellon, dans l'Annotateur de Lapeyrière et dans le Journal du Palais de Toulouse, tom. 6, plusieurs arrêts qui, à la faveur de cette précision, ont maintenu la vente des biens dotaux, par ce motif que la loi n'a prohibé l'aliénation qu'hypothèque des biens dotaux, que dans ce sens qu'elle n'a pas voulu que la femme devint plus pauvre; mais lorsque l'aliénation, comme dans le cas présent, devient nécessaire, et qu'elle a pour but son

car, restituer l'amende, c'est encourager le désistement, qui met fin au procès, et l'amende ne doit d'ailleurs être encourue que par la partie qui a persisté jusqu'au bout dans son attaque contre la sentence des premiers juges.

(2) F. conf., Toulouse, 9 mess. an 12, et la note.

(1) F. conf., Bruxelles, 28 janv. 1808; Rennes, 14 déc. 1809, 8 janv. 1810; Favard, *Rep. v<sup>o</sup> Appel* sect. 1, § 5; et contr., Bruxelles, 9 déc. 1806; Carré, *lois de la procéd.*, n<sup>o</sup> 1693; Bioche et Goujet, *Dict. de procéd.*, v<sup>o</sup> Appel, n<sup>o</sup> 248.—Nous ne saurions partager l'opinion de ces derniers auteurs :

avantage, la prohibition de la loi cesse, et l'intérêt public, la bonne foi qui est due au contrat, et l'équité, réclament la maintenance de ces sortes de ventes. — Le défaut de formalité des affiches ne peut, dans une espèce semblable, opérer la nullité des ventes, parce que la loi ne la prononce point dans ce cas, ainsi qu'elle le fait à l'égard des biens des mineurs, et parce que la modicité des biens vendus dont le prix aurait été absorbé par les frais de cette formalité, ne permettrait pas de s'arrêter au défaut des affiches; ce motif a toujours été déterminant, même à l'égard des ventes des biens ecclésiastiques, lorsque les biens aliénés sont d'une mince valeur; lorsque le prix, passé dans les mains du créancier, sans passer dans celles des vendeurs, a servi à éteindre une créance juste, honnête et préexistante au mariage; ce serait porter trop loin la précaution qui a fait introduire la formalité des affiches, comme l'enseigne Boniface (tom. 3, liv. 3, chap. 13, pag. 274, *in fine*); Vedel, sur Catellan (liv. 4, chap. 4) et l'Annotateur de Lappryrie (lett. F., v° Femmes, n° 17); — Méritent les actes de vente, etc.

Du 22 mess. an 13. — Cour d'appel de Toulouse. — Prés., M. Dast. — Concl., M. Corbière, proc. gén. — Pl., MM. Albene et Corail.

**PRESCRIPTION. — RENONCIATION. — DÉPENS.**  
Le juge ne peut suppléer le moyen résultant de la prescription, même lorsque la partie qui a droit d'en excepter l'a proposé au bureau de paix, mais qu'elle fait défaut par-devant lui. — En conséquence, les dépens doivent rester à la charge de cette partie, bien que, sur l'appel, elle ait proposé et fait admettre la prescription (1).

(Leth — C. Brnn.) — ARRÊT

**LACOUR;** — Attendu que les dépens sont la peine du débiteur qui n'a pas fait à son créancier des offres satisfaisantes; — Que les juges ne peuvent pas suppléer d'office le moyen résultant de la prescription (Art. 2223, Cod. civ.); que les bois Leth n'ayant point comparu par-devant le tribunal de Brignoles, sur la citation qui leur avait été donnée par les bois Brnn, le tribunal n'a pas dû suppléer à la prescription de cinq ans, dont les défendeurs ne réclamaient pas l'application; — Que ceux-ci observent vainement qu'ils avaient excepté de cette prescription par-devant le bureau de paix, et qu'alors les premiers juges devaient l'adopter, même en prononçant par défaut; la prescription de cinq ans n'est qu'une présomption du paiement des arrérages des années antérieures; proposer cette prescrip-

tion en conciliation et refuser de comparaitre en première instance, c'est annoncer, par sa conduite, qu'on renonce à cette exception et qu'on reconnaît devoir et vouloir payer les arrérages antérieurs qui sont demandés; — Réduit la condamnation à cinq annuités, et condamne cependant les bois Leth aux dépens.

Du 22 mess. an 13. — Cour d'appel d'Aix.

#### ENQUÊTE. — DÉLAI. — PROROGATION.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, le juge pouvait accorder pour la confection d'une enquête, un délai différent de celui fixé par l'ordonnance (2). — En ce cas, si le délai indiqué par le juge avait été exprimé d'une manière générale et sans distinction, il n'était pas nécessaire, à peine de nullité, que l'enquête fût commencée dans la première moitié de ce délai; une prorogation était valablement demandée avant l'expiration du délai total.

(N... — C. N...) — ARRÊT.

**LA COUR;** — Attendu que le délai imparté est, dans l'espèce, le fait de l'arbitrage du juge; qu'il n'est pas divisé en deux huitaines, mais fixé en une quinzaine, et qu'il n'y a pas plus de raison de le diviser que s'il portait sur un ou deux mois; — Que le demandeur en enquête directe a eu la totalité du temps préfixé; qu'il s'est pourvu avant l'expiration de la quinzaine; qu'ainsi il est en temps utile et pour l'enquête et pour obtenir prorogation; — Sans arrêter aux exceptions du défendeur, — Proroge le délai d'une autre quinzaine, etc.

Du 22 mess. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl. conf., M. Beyts, proc. gén.

#### SAISIE IMMOBILIÈRE. — OPPOSITION. — DOMICILE ÉLU. — NULLITÉ.

L'opposition à une saisie immobilière peut être signifiée au domicile élu par le commandement, et cette opposition a pour effet de suspendre les poursuites, à peine de nullité de celles qui seraient ultérieurement faites. Lorsque des poursuites en expropriation sont nulles, pour avoir été faites sans égard à une opposition régulière, la nullité peut en être proposée pour la première fois, en cause d'appel et après l'adjudication définitive. (L. 11 brum. an 7, art. 23.)

(Faucher — C. Roquemartine et Crémien.)

ARRÊT.

**LA COUR;** — Considérant que par son commandement en expropriation forcée, Daniel Ro-

suppléer d'office le moyen résultant de la prescription.

(1) M. Troplong, *Prescription*, n° 92 et 93, après avoir rappelé, en l'approuvant, la décision de cet arrêt, fait remarquer qu'elle pouvait souffrir difficulté sous l'empire des anciens principes, lorsqu'il s'agissait, comme dans l'espèce jugée, de prescription d'intérêts ou arrérages. La raison de douter venait de ce que les ordonnances qui avaient établi ce genre de prescription, déclaraient d'une manière absolue que les créanciers ne pourraient demander que les arrérages de cinq ans ou plus; d'où quelques auteurs avaient conclu que cette prescription devait être suppléée d'office par le juge. Mais, ajoute M. Troplong : « Ce point de droit était loin d'être constant sous l'ancienne jurisprudence. A plus forte raison doit-il être écarté sous le Code civil, qui ne se sert pas (Art. 2277) des termes limitatifs des anciennes ordonnances. » On reste donc placé, pour la prescription des intérêts ou arrérages, comme pour toute autre prescription, sous l'influence de l'Art. 2223, qui porte que « les juges ne peuvent pas

(2) V. en sens contraire, Merlie, *Répert.*, v° *Enquête*, § 1<sup>er</sup>, n° 4. — L'art. 2, du tit. 22 de l'ordonn. de 1667, était ainsi conçu : « Si l'enquête est faite au même lieu où le jugement a été rendu, on dans la distance de dix lieues, elle sera commencée dans la huitaine du jour de la signification du jugement faite à la partie ou à son procureur, et parachevée dans la huitaine suivante : s'il y a plus grande distance, le délai sera augmenté d'un jour pour dix lieues. Pourra néanmoins le juge, si l'affaire le requiert, donner une autre huitaine pour la confection de l'enquête, sans que le délai puisse être prorogé. » — Sous le Code de procédure, si l'enquête doit être faite à une plus grande distance que trois myriamètres du lieu où le jugement a été rendu, les juges ont un pouvoir discrétionnaire pour fixer le délai dans lequel elle sera commencée (art. 258).

quemartine avait élu domicile pour vingt-quatre heures chez le maire de Saint-Gilles; que cette élection autorisait Faucher à faire signifier au domicile de ce maire telle opposition qu'il trouvait à propos, et d'y assigner Roquemartine aux fins de son opposition, dans le délai de sa durée; que l'opposition de Faucher contenait citation, ayant été signifiée dans les vingt-quatre heures du commandement au domicile du maire, était valable; — Considérant qu'une opposition régulièrement faite, produit l'effet de suspendre les poursuites contre lesquelles elle porte; que du moment de cette opposition, Roquemartine était inhibé de continuer ses poursuites, et qu'il aurait dû préalablement la faire évacuer, ou tout au moins y faire prononcer lors de l'adjudication; qu'en vain il prétend n'en avoir pas eu connaissance, il était obligé de s'assurer d'avance de la régularité de ses poursuites, et il ne pouvait ni les commencer ni les consommer au préjudice d'une opposition existante et d'une instance liée à cet égard;

Considérant qu'il est vrai que l'art. 23 de la loi du 11 brum. au 7 veut que «le saisissant les créanciers ne puissent exciper contre l'adjudicataire d'aucun moyen de nullité ou omission de formalités dans les actes de la poursuite, qu'autant qu'ils les auraient proposés à l'audience où l'adjudication a lieu;» mais cette disposition n'est point applicable à l'hypothèse de cette cause; d'une part, elle est taxativement fixée aux moyens de nullité ou omission de formalités dans les actes de la procédure, ce qui se rapporte uniquement aux formalités intrinsèques des actes de poursuites du poursuivant; tandis que le moyen invoqué est d'une autre nature; qu'il attaque la poursuite dans son origine, qu'il est censé fondé *pro non debito*, et qu'il est étranger aux actes de la poursuite du créancier poursuivant; que d'autre part, Faucher avait proposé son moyen par son opposition, et qu'il avait introduit une instance pour y faire statuer, et que cette instance était prête à être jugée lors de l'adjudication; ces différentes considérations prouvent que les parties ne se trouvaient pas dans le cas de l'art. 23 de la loi du 11 brum. au 7, et que Faucher est recevable à faire valoir le moyen de nullité résultant de son opposition; — Annule l'entière procédure d'expropriation, etc.

Du 24 mess. an 13. — Cour d'appel de Nîmes. — Prés., M. Soustelle. — Concl. conf., M. Giraudy.

# 1<sup>o</sup> AUBAINE. — PAYS RÉUNIS.

## 2<sup>o</sup> LEGS CONDITIONNEL. — CAPACITÉ.

1<sup>o</sup> La loi française qui supprime le droit d'aubaine, et en général toutes les lois politiques de la France, sont obligatoires pour les pays réunis, du jour de leur réunion (1).

2<sup>o</sup> En matière de legs conditionnel, il suffit de la capacité du légataire à l'époque de l'événement de la condition (2).

(Grisella — C. Defranchi.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant qu'à l'égard des legs absolus, le légataire doit être habile au temps du testament par une suite de la règle de Caton (L. 1, de reg. Caton., L. 59, de hered. inst.), mais qu'il n'en est pas de même des legs conditionnels par la raison énoncée dans les lois 8, de reg. Caton., et 41, § 2, de legatis 1<sup>o</sup> — *Catoniana regula ad institutiones conditionales*

*non pertinet...*, *patrum legatum Catoniana regula impedit; conditionale non, quia ad conditionalia legata Catoniana non pertinet.* — À quel principe, il suit que, dans cette espèce de legs, on exige seulement que l'institué ou le légataire soit capable lorsque la condition arrive et s'accomplit; jurisprudence consacrée dans les lois 59, § 4, de hered. inst. et 51, de leg. 2<sup>o</sup> — *Si heres institutus, scribens testamentum temporaria romanus fuit, deinde ei aqua et igni interdictum est, heres fit, si intra illud tempus quo testator decessit, redierit, aut si sub conditione heres institutus est, quo tempore conditio extitit...* Si ita que testamentum suo cavisset, illi, quantum plurimum per legem accipere potest, dari volo, utique tunc quando capere poterit videtur ei relictum; — En appliquant cette jurisprudence à l'espèce: — Attendu que le sieur Grisella a légué au sieur Defranchi la terre de Camagnas, si, en quelque temps ou de quelque manière que ce fût, il devenait habile à recueillir ce legs, et venait se domicilier dans le ci-devant Piémont;

Que cette condition s'est incontestablement accomplie, soit depuis la publication du sénatus-consulte du 24 fruct. an 10, qui a réuni le Piémont à la France, soit depuis la publication faite par l'arrêté du 16 vend. an 11, de la loi du 18 août 1790, portant abolition de l'aubaine, puis, que très certainement dès ces deux époques les Génois sont devenus habiles à succéder à des citoyens piémontais; qu'il n'est pas question d'effet rétroactif dans l'espèce, ou il ne s'agit que de l'accomplissement d'une condition apposée par le testateur; qu'enfin le sieur Defranchi a déclaré et prouvé qu'il a son domicile à Casal;

— Confirme, etc.

Du 24 mess. an 13. — Cour d'appel de Turin.

— Pl., MM. Riva et Peano.

## INSTITUTION CONTRACTUELLE. — AUBAINE.

L'institution contractuelle n'étant qu'une assurance irrévocable de succession ne saisis point l'institué et ne dépouille point l'instituant; si l'usage et la jurisprudence ont restreint la liberté de ce dernier pour les dispositions à titre gratuit, et ont établi qu'il n'en pouvait faire que de très limitées, il n'en est pas de même de celles à titre onéreux, et les aliénations de cette nature doivent être confirmées à moins qu'elles ne soient entachées d'une fraude évidente et bien caractérisée (3).

(Petit — C. Petit.)

Du 26 mess. an 13. — Cour d'appel de Besançon.

## CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE. — TIÈRCE OPPOSITION.

Les créanciers hypothécaires ne sont pas recevables à former tierce opposition aux jugements rendus aux leur débiteur (4).

(Bellot — C. Roche et Vialard.) — ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que la tierce opposition est la voie ouverte à ceux qui étant intéressés personnellement à une contestation, auraient dû être appelés, et ne l'ont pas été au jugement qui leur fait grief; — Mais que la tierce opposition n'est jamais permise à la partie elle-même, et que le seul moyen qu'elle ait de se pourvoir contre les jugements qui la blessent, est l'op-

(1) V. dans le même sens, Cass. 27 août 1812.

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 4 germ. an 18.

(3) V. anal. en ce sens, Cass. 1<sup>er</sup> pluv. an 9, e la note.

(4) Sur cette question fort controversée, V. Cass. 12 fruct. an 9, e la note.

position, l'appel, la requête civile ou la cassation, suivant les divers cas, et que les héritiers n'ayant droit représentant la partie, ne peuvent user que des voies qui étaient ouvertes à la partie elle-même. — Que les intimés sont dans ce cas; qu'en effet ils sont créanciers du débiteur commun, qu'ainsi ils ne pouvaient être personnellement appelés dans la cause entre lui et l'appelant, mais seulement et comme subrogés à ses droits, exercer les actions, proposer les moyens qui lui aurait pu faire valoir par les seules voies que la loi lui donnait; — Déclare la tierce opposition nulle, etc.

Du 27 mess. an 13. — Cour d'appel de Bourges.  
— Prés., M. Salé.

#### SIGNATURE. — COIX. — NULLITÉ. — USAGE.

Sous l'empire de l'ordonnance de 1667, un acte simplement sous-marcé n'a sans effet, au cas de dérogation, encore qu'il soit signé de deux témoins. Tout usage contraire, en Alsace, est sans effet (1).

(Les héritiers Blaise — C. Remy.)  
Du 27 mess. an 13. — Cour d'appel de Colmar.

#### APPEL. — OPPOSITION. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

La nullité d'une opposition à un jugement par défaut, tardivement formée, ne rend pas la partie non recevable à un interjet appel, si elle est encore dans les délais (2).

(Vauthier — C. Vaucaelle.)  
Du 29 mess. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### VICE RÉDHIMITOIRE. — PREUVE.

Au cas de vente attaquée pour vices rédhibitoires, l'acheteur doit prouver que le vice dont il se plaint existait à l'époque de la vente, encore bien que l'action ait été intentée dans le bref délai fixé par l'usage des lieux (3).

(Cogels — C. Classens.)  
Classens, vend un cheval à Cogels, moyennant 1,200 fr. — Un mois après la vente, Cogels s'aperçoit que le cheval est pousse, et il intente l'action rédhibitoire. Le délai pour intenter cette action étant de quarante jours dans le Brabant, et le Code civil, art. 1648, se référant à l'usage

des lieux pour la détermination de ce délai, elle se trouve dirigée en temps utile.

Classens se borne à répondre qu'il était possible que le cheval vendu eût la pousse au moment de la demande, mais qu'il ne l'avait pas au moment de la vente.

Jugement du tribunal civil de Bruxelles, en date du 12 brum. an 13, qui met à la charge de Cogels le soin de prouver que le cheval par lui acquis était pousse au moment de l'acquisition.

Appel de la part de Cogels, qui soutient qu'il n'était pas nécessaire que les vices rédhibitoires se manifestassent au moment même de la vente. — S'il en était ainsi, disait-il, la preuve de leur existence serait presque toujours impossible dans les ventes de chevaux, attendu l'art profond avec lequel les maîtres et les marchands de chevaux parviennent à dissimuler les vices et surtout la pousse. Il suffit donc qu'ils se manifestent dans le délai de quarante jours, pour que le vendeur en soit responsable pendant tout ce temps la présomption, dans ce cas, est que le vice était antérieur à la vente, sauf la preuve contraire réservée au vendeur.

Classens justifiait le jugement, en soutenant qu'aussitôt que la chose était livrée, la garantie des vices survenus depuis ne pesait plus sur le vendeur. Pour que l'action rédhibitoire ait son effet, il faut que le vice existe au moment même de la vente, et par conséquent que l'acquéreur fasse preuve de cette existence. On s'autorisait en ce point de l'opinion de Deghewiet, dans ses Institutions du droit belge, et de celle de Tuiden, part. 3, tit. 1<sup>er</sup> des Actions, art. 4, ad Cod. lib. 4, tit. 38, n. 6, per leg. quæro, ff. § ult. de edil. edict.

#### ARRET.

LA COUR; — Attendu qu'en imposant à Cogels l'obligation de prouver que le cheval dont il s'agit était attaqué, au temps de la vente qui lui en a été faite, du vice rédhibitoire par lui allégué, le premier juge a rendu hommage aux principes reconnus sur la matière, et ne lui a jusqu'ici infligé aucun grief; — Déclare l'appelant, quant à présent, sans griefs, etc.

Du 29 mess. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — Pr., MM. Desverte le jeune et Veraghen.

#### CONTRAINTE PAR CORPS. — SEPTAGÉNAIRE.

Sous l'empire de la loi du 15 germ. an 6, et

l'acquéreur la présomption que le vice qui se manifeste avant l'expiration du délai existait au moment de la vente; et comme la loi très bien remarquer M. Duvergier, ubi sup., « en fixant le terme après lequel les réclamations seront déclarées non recevables, ou à en égard à la nature des choses vendues et au caractère des vices. L'expérience a appris que si telle maladie ou tel vice existaient au moment de la vente, ils devront se manifester dans les neuf jours, les quinze jours ou dans le mois. Lors donc qu'ils sont constatés dans ce délai, il y a présomption qu'ils remontent à une époque antérieure au contrat. » — Mais comme cette règle fait exception au principe général qui met la chose vendue à la charge de l'acheteur, *posteriores enim casus non venditoris, sed emptoris periculum spectant*, on ne doit l'appliquer que dans les cas où un bref délai a été fixé par la loi ou par l'usage à l'exercice de l'action rédhibitoire. Dans les autres cas, le principe général reprend son empire, et c'est en conséquence à l'acquéreur qui se plaint du vice de la chose qu'il a achetée, à prouver que les vices existaient au moment de la vente. V. les autorités ci-dessus citées, et Cass. 23 juin 1835.

(1) V. sur l'effet d'une marque, au lieu d'une signature, Paris, 13 juin 1807, et 20 août 1808; Bruxelles, 26 déc. 1811. — V. aussi Cass. 10 therm. an 13 et 23 mars 1824. — Il a même été jugé que les actes sous-marcés ne pouvaient servir de commencement de preuve par écrit; — Bruxelles, 27 janv. 1807; Colmar, 23 déc. 1809.

(2) C'est ce qui résulterait aujourd'hui du Part. 443 du Cod. de proc., aux termes duquel le délai pour interjetter appel d'un jugement par défaut court du jour où l'opposition n'est plus recevable. Or, il est évident que l'opposition formée après les délais, et par ce motif non recevable, ne peut enlever à la partie la faculté d'interjetter appel qui commence pour elle à partir de cette non-recevabilité.

(3) Cette décision est contraire à un arrêt de Besançon du 12 juil. 1808, et à l'opinion des auteurs (F. Pardessus, Dr. comm., n. 284; Duvergier, de la Vente, n. 403; Traplang, ibid., n. 559; Duranton, t. 16, n. 314; Delvincourt, t. 3, p. 152, notes; le Diction. du contentieux commercial, v. Vice rédhibitoire, n. 40); et en effet les coutumes, les usages ou la loi, en fixant un délai pour l'exercice de l'action rédhibitoire, établissent évidemment en faveur de

avant le Code civil, les septuagénaires qui avaient signé des lettres et billets de change, étaient sujets à la contrainte par corps. — En d'autres termes : l'exception en faveur des septuagénaires, portée dans l'art. 5, tit. 1<sup>er</sup> de la loi de germinal, n'était applicable qu'aux contrainctes par corps en matière civile, et non en matière de commerce (1).

(Bourdon — C. Houdin.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que la loi du 15 germ. an 6 n'a exempté les septuagénaires de la contrainte par corps, qu'en matière purement civile, et non en matière de commerce ; — Considérant que cette loi a aboli toutes celles antérieures sur la contrainte par corps ; et vu l'arrêt du conseil d'Etat du 6 brum. an 12. — Déboute le sieur Bourdon de la demande tendant à être déchargé de la contrainte par corps, etc.

Du 30 mess. an 13. — Cour d'appel de Rouen. — 1<sup>er</sup> sect.

# 1<sup>o</sup> LEGS — PHARMACIEN.

2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> TESTAMENT. — DÉMENCE. — SIGNATURE. *Le legs fait par une personne à la fille de sa sœur est valable, encore que le père de la légataire, en qualité de pharmacien, ait donné ses soins au testateur dans la maladie dont il est mort.* (C. civ., 909.)

2<sup>o</sup> On doit appliquer aux testaments la disposition de l'art. 504 du Code civil, qui ne permet pas d'attaquer les actes (sages en soi) d'individus en démence, si leur interdiction n'a pas été provoquée de leur vivant (2).

3<sup>o</sup> Est valable le testament dans lequel on a énoncé d'abord que le testateur a signé, et dans lequel on a dit ensuite qu'après avoir essayé de signer il ne l'a pu à cause de sa faiblesse (3).

(Hazard — C. Gruet.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que ce n'est point une contradiction dans le testament, d'avoir énoncé d'abord que le testateur qui savait écrire, et que l'on croyait en état de le faire, avait signé ; et d'avoir dit ensuite, qu'après avoir essayé de signer, il ne l'avait pu à raison de sa faiblesse ;

Attendu que d'après l'art. 504 du Code civil, on ne peut attaquer, pour cause de démence, après la mort d'un individu, les actes par lui faits, à moins que la preuve de la démence ne résulte de ces actes mêmes ; ce qui, dans l'espèce, ne se rencontre point ;

Attendu que Gruet, sujet, comme pharmacien, à la prohibition prévue par l'art. 909 du Code civil, est, comme beau-frère du testateur, dans l'exception exprimée au même article ; — Déboute Hazard de l'opposition par lui formée à l'arrêt par défaut, etc.

Du 30 mess. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect (4).

# LÉSION. — PARTAGE.

Pour décider s'il y a lésion en matière de partage, on ne doit avoir égard qu'aux choses qui ont été partagées, sans prendre en considération celles qui sont restées indivises et doivent faire l'objet d'un partage ultérieur. (C. civ., art. 890.)

(1) C'est ce qui résultait d'un avis du conseil d'Etat du 6 brum. an 12, et ce qui a été jugé par de nombreux arrêts de la Cour de cassation et des Cours d'appel. *V.* notamment, Cass. 12 frim. an 14 ; 10 juin 1809 ; 3 fév. et 15 juin 1813, 7 août 1815. — *V.* au surplus *Jurisp.* du XIX<sup>e</sup> siècle, *v.* Contrainte par corps, nos 82 et 82 bis. — Mais il en est autrement sous l'empire du Cod. civ., art. 2066, et de la loi du 17 avril 1832, art. 4, 6 et 18.

(Pradel — C. Labastide.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que, pour juger s'il y avait eu lésion du tiers au quart dans l'acte de partage litigieux, il fallait seulement examiner si cette lésion existait à l'égard des objets qui sont compris dans cet acte ; — Qu'il ne peut pas y avoir de lésion en matière de partage, à raison des objets qui n'en ont pas fait partie, et qui sont restés indivis ; qu'il ne peut se rencontrer aucune inégalité dans ce qui n'est point tombé en partage, et que l'omission, d'après les anciennes lois, comme d'après le Code civil, ne peut donner ouverture qu'à une action en supplément de partage ; d'où il suit que le bois de Saint-Laurent, n'ayant point été compris dans le partage, ne saurait faire partie des articles qui doivent entrer en considération, pour constater qu'il y a lésion ; mais qu'il résulte encore de l'acte privé du 29 therm. an 4, que ces bois non-seulement n'ont point été omis, mais que la valeur de leur produit, ainsi que celle de divers objets, tels que les droits seigneuriaux et prestations féodales, qui se trouvaient abolis, en ont été expressément distraites, du consentement des parties : en sorte qu'aucune d'elles ne saurait même prendre prétexte de cette omission pour arguer de lésion l'acte de partage, dès que ce qui en fait l'objet a été nommément excepté pour rester en commun ; qu'enfin on ne doit avoir égard, pour constater cette lésion, qu'à ce qui a réellement fait la matière du partage... ; — Déclare que les bois dont il s'agit ne feront point partie de la consistance sur laquelle les experts doivent procéder, sauf à la dame Pradel d'exercer à l'occasion d'iceux, et de tout autre objet non compris dans le partage, toute action en supplément de partage, etc.

Du 30 mess. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

# LETTRE DE CHANGE. — REMISE DE PLACE EN PLACE. — ENDOSSEURS. — ASSIGNATION. — GARANTIE.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1673, un effet avait le caractère de lettre de change, s'il y avait remise de place en place, encore bien qu'il n'y eût pas le concours ou l'indication de trois personnes physiques et distinctes, et que le payeur ne fût autre que le tireur (5).

Les tireur et endosseurs d'une lettre de change, tous coobligés solidaires, étaient valablement assignés par le porteur en la personne de l'un d'eux, et devant le juge du domicile de l'assigné ; — Mais les endosseurs ainsi assignés en la personne d'un seul, ne pouvaient se prévaloir de cette demande pour exercer leur garantie contre le cédant devant le même tribunal.

(Rubichon — C. Desgrand et consorts.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que, sans approfondir la question de savoir si le concours de trois personnes individuellement différentes, est nécessaire pour constituer la lettre de change, le donneur de valeur, celui qui souscrit la lettre et celui qui doit la solder, question sur laquelle il y a des opinions divergentes parmi les auteurs, il suffit de savoir que, depuis même l'ordonnance de

(2) *V.* sur ce point, Cass. 22 nov. 1810, et la note.

(3) *V.* dans le même sens, Cass. 18 juin 1816.

(4) Il y a eu pourvoi contre cet arrêt, rejeté le 21 juill. 1816. *V.* à cette date, 1<sup>re</sup> part.

(5) *V.* sur ce point en sens contraire, Cass. 1<sup>re</sup> therm. an 11, et la note.



1673, une convention tacite, très favorable à la marche des transactions commerciales, a introduit et perpétué l'usage des traites dans lesquelles le tireur, dans un lieu, s'indique lui-même pour payer dans un autre lieu; qu'on voit tous les jours des associés ayant maisons à Paris et à Montpellier, ou dans d'autres villes, tirer d'une ville sur l'autre, et sur eux-mêmes; que s'il pouvait être privé de cet avantage, un négociant du nord de la France, voyageant dans le midi, ne pourrait souvent se procurer une somme qui lui serait nécessaire, tandis qu'en tirant sur lui-même et négociant sa traite, il se la procure facilement; que cette forme de contrat est du plus grand secours pour les marchands qui font leurs affaires principales dans les foires considérables, et particulièrement à celles de Beaucaire, où ils ont des paiements à faire; que dans le courant de l'année, ils souscrivent des traites payables en foire de Beaucaire, par eux-mêmes et dans les magasins qu'ils y occupent; que cet usage, suivi dans toutes les places et par tous les commerçants de l'empire, n'est pas contraire à l'ordonnance de 1673, dont l'art. 1<sup>er</sup>, tit. 5, en déclarant tout ce que doivent contenir les lettres de change, n'exige pas qu'il y soit fait mention de la personne qui doit en payer la valeur; qu'à la vérité il est dans la nature même des effets, que celui qui doit les solder, soit indiqué; mais que la loi de 1673 ne l'ayant pas formellement ordonné, l'on ne saurait prétendre que l'usage soit en opposition avec cette loi; que d'ailleurs, on trouve dans une traite payable par le tireur en un autre lieu que celui où il l'a tirée, les trois personnes d'une manière fictive, puisque le tireur y tient la place de deux; que cette fiction équivaut à la réalité, dès que le tireur s'oblige à payer lui-même, au lieu de s'obliger à faire payer par un tiers, auquel il ferait les fonds; il a été considéré, d'autre part, que les effets dont il s'agit ont été véritablement souscrits à Saint-Donnat, département de la Drôme, pour être acquittés à Lyon; que si l'ordonnance s'est servie des mots remise de place en place, il ne s'ensuit pas qu'elle n'ait désigné, par cette expression, que les places de commerce, en sorte que les lettres de change ne pussent être souscrites dans les villes non commerçantes, dans les bourgs et autres lieux, qu'ainsi la Cour chercherait inutilement à vérifier s'il existe ou n'existe pas de commerçants à Saint-Donnat; les effets dont il s'agit ayant donc les vrais caractères de lettres de change, le tribunal de commerce était évidemment compétent *ratione materię*;

Attendu que le créancier, même en matière civile, peut citer tous les codébiteurs solidairement obligés envers lui, dans la personne de l'un d'eux; qu'il est même à remarquer que l'arrêt du conseil d'Etat du 13 juill. 1709, a prohibé d'assigner individuellement les signataires de billets solidaires, et surtout les marchands, débiteurs de ces billets; — Attendu que, d'après la faculté accordée au porteur d'un effet solidaire, d'assigner tous les redevables en la personne d'un seul, il est hors de doute qu'il peut assigner celui qu'il choisit devant le domicile de ce dernier, *actor sequitur forum rei*; que l'art. 17, tit. 12, de l'ordonnance de 1673, invoqué par Boffard, loin de faire exception à cette règle, la consacrer en termes exprès, en disposant que dans les matières attribuées aux juges consuls, le créancier pourra faire donner l'assignation, à son choix, ou au domicile du débiteur, ou, etc.; que l'endosseur d'une lettre de change est incontestablement le débiteur du porteur de la traite, sans quoi il faudrait dire, ce qui serait absurde,

qu'il ne doit pas, parce que d'autres doivent solidairement avec lui; qu'ainsi, les sieurs Rubichon et compagnie ont régulièrement cité les sieurs Desgrand, père et fils, habitants d'Annonay, et en leurs personnes, les précédents endosseurs et le tireur, devant le tribunal de commerce séant à Annonay; d'où suit encore qu'il n'y a pas plus d'incompétence, *ratione personarum*, que *ratione materię*; — Attendu que la faculté accordée au créancier, d'assigner tous les obligés solidaires dans la personne d'un seul, est exorbitante du droit commun et des règles judiciaires; que toute condamnation doit, en effet, être précédée d'une citation signifiée à celui que le demandeur veut faire condamner; qu'il faut donc ne permettre l'exercice de cette faculté, que dans le cas même pour lequel elle est concédée, et a été consacrée par l'arrêt du conseil d'Etat, du 13 juill. 1709; que suivant cet arrêt, le porteur d'un titre solidaire peut obtenir des condamnations contre tous ses débiteurs, en n'en assignant qu'un seul, et exécuter ces mêmes condamnations contre chacun d'eux, après leur avoir fait signifier le jugement, avec commandement d'y satisfaire; mais que par cet arrêt, aucun des condamnés n'est autorisé à requérir sa garantie contre son cédant, quand même la garantie lui serait incontestablement due, comme elle l'est par principe en matière de lettre de change, à l'endosseur par l'endosseur précédent, et par le tireur; que cette action n'a pas été distinguée par le législateur, des autres actions, et que celui qui veut l'exercer, n'a pas été dispensé de remplir les formalités ordinaires; qu'ainsi, le premier juge a donné une extension arbitraire à l'arrêt du conseil cité, et mal à propos prononcé sur la garantie demandée contre Boffard, par Bidon-Chanal, qui ne l'avait pas assigné pour y être condamné; — Déclare le jugement de première instance bien poursuivi, quant à la condamnation principale prononcée en faveur des Rubichon; et faisant, quant à ce, droit à l'appel de Boffard, ledit jugement est annulé en ce qui touche sa disposition par laquelle Boffard est condamné à relever et garantir Bidon-Chanal, sans a ce derulier à agir à cet égard ainsi qu'il avisera, etc.

Du 30 mess. an 13. — Cour d'appel de Nîmes. — Prés., M. Soustelle.

#### DIVORCE. — ENQUÊTE. — NULLITÉ.

L'art. 36 du tit. 22 de l'ordonn. de 1667, qui veut que l'enquête, déclarée nulle par la faute des parties ou des officiers ministériels, ne puisse être recommencée, est applicable aux enquêtes faites en matière de divorce. — En conséquence, l'époux demandeur en divorce dont l'enquête a été annulée par la faute de l'huissier, ne peut la recommencer. (Cod. de proc., art. 293, anal.)

(Maillard — C. la dame Chappay.)

Du 1<sup>er</sup> therm. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Lourmand et Carbonnier.

V. le texte du cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 28 déc. 1807, qui a statué sur le pourvoi dont il avait fait l'objet.

#### LÉSION. — EXPERTISE.

Lorsque sur une demande en rescision pour cause de lésion, des experts ont été nommés et ont commencé leur opération avant la promulgation du Code civil, il n'y a pas lieu de suivre après cette promulgation les règles nouvelles tracées par le Code.

(Sigue — C. Eichen.)

Du 1<sup>er</sup> therm. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

V. le texte de l'arrêt, joint à celui de la Cour de cassation du 23 juillet 1806, qui a statué sur le pourvoi dont il avait été l'objet.

### HYPOTHÈQUE.—RÉDUCTION.

*La réduction autorisée par l'art. 2161 du Code civil, n'est pas applicable aux hypothèques créées antérieurement au Code (1).*

a.... Considérant que le contrat dont il s'agit est antérieur à la publication du Code civil; que l'hypothèque générale des biens présents et à venir était non-seulement permise, mais stipulée dans les actes; qu'il n'était donc pas permis à celui sur les biens duquel l'hypothèque générale était assise, d'en demander la réduction; que le Code civil ayant permis cette réduction, elle ne peut être étendue aux hypothèques établies avant sa publication, sans faire rétroagir les dispositions de cette loi, ce qui est contraire à tous les principes et à toutes les lois; que si, quand il est question de lois de police ou relatives à l'administration et à l'ordre judiciaire, la loi peut, sans rétroagir, changer l'état des choses et des personnes; elle ne peut, sans rétroagir, enlever un droit réel acquis à un individu.... »

(Chauvel—C. Lamoureux.)

Du 4 therm. an 13.—Cour d'appel d'Agen.—Pl., MM. Duplantier et Deyrie.

### ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.—TRANSACTION.—SOINS.

*Une reconnaissance résultant d'une transaction passée avant le Code civil, dans le but de prévenir des contestations futures, et d'assoupir les contestations présentes, n'équivaut pas à une reconnaissance libre et spontanée susceptible de conférer des droits de successibilité (2).*

Les soins dont l'enfant aurait été l'objet de la part du père postérieurement à la transaction, ne remplacent pas la reconnaissance authentique exigée par l'art. 334 du Code civil, pour conférer à l'enfant le droit de porter le nom du prétendu père.

(Marie-Madeleine-C. d'Haudouire d'Aigreville.)

#### ARRÊT.

LA COUR:—Attendu, 1<sup>o</sup> qu'il n'est opposé, pas même allégué acte quelconque, postérieur à la publication du Code civil, portant, de la part d'Haudouire, reconnaissance de Marie-Madeleine Machouart pour sa fille, quoiqu'il soit constant entre les parties que d'Haudouire soit décédé bien postérieurement à la promulgation du Code civil;—Attendu que les transactions des 14 mars et 10 nov. 1768, qu'oppose la fille Machouart, dont le but a été de prévenir des contestations, et d'assoupir celles nées et à naître, au sujet de la grossesse de Marie-Rosalie Machouart, ne peuvent équivaloir à la reconnaissance libre et spontanée de la part d'Haudouire, qu'il ait été le père de ladite Marie-Madeleine, et qu'il l'ait considérée comme sa fille;

(1) V. conf., Paris, 18 juill. 1807; Caen, 16 fév. 1808; Besançon, 22 juin 1809. V. aussi, dans le même sens, Chabot, *Questions transitoires, v<sup>o</sup> Hypothèque*, § 4<sup>re</sup>; Troplong, *des Pric. et hyp.*, n<sup>os</sup> 642 et 768; Grenier, *des Hypothèques*, n<sup>os</sup> 189 et 223; Persil, sur l'art. 2161.—V. cependant, en sens contraire, Tarricab, *v<sup>o</sup> Radiation du Rept.* de Merlin, n<sup>o</sup> 12, in fine, et les arrêts d'Aix, du 11 fruct. an 12; de Paris, du 13 niv. an 13; de Nîmes du 19 mai 1807.

Attendu que le fait, que depuis la transaction du 10 nov. 1768, par laquelle ledit d'Haudouire a en la faculté de mettre ladite Madeleine aux Enfants-Trouvés, ledit d'Haudouire l'aurait élevée et gardée chez lui, lût-il constant ou prouvé, ne pourrait remplacer la reconnaissance authentique exigée par l'art. 334 du Code civil, pour conférer à ladite Marie-Madeleine Machouart le droit de porter le nom d'Haudouire et exercer les droits de sa fille naturelle.—Fait défense à Marie-Madeleine de se qualifier fille de Jean-Baptiste d'Haudouire, etc.

Du 4 therm. an 13.—Cour d'appel d'Amiens.—Pl., MM. Morgan et Lalandeau.

### DÉSAVEU D'OFFICIER MINISTÉRIEL.—

SIGNIFICATION.—FIN DE NON-RECEVOIR.

*Avant le Code de procédure, un désaveu, pour être valable dans la forme, devait être nécessairement signifié à l'avoué, contre lequel il était dirigé (3).*

*La demande en désaveu d'un consentement donné est non recevable, si le consentement est une suite du mandat général de l'avoué, bien que par cas fortuit il eût nué aux intérêts des clients (4).*

(Héritiers Tongries.)

Les héritiers présomptifs du sieur Tongries, interdit, étaient en procès avec la femme de celui-ci. Le principal objet de la contestation de la part des héritiers, était d'obtenir l'immobilisation des valeurs qui composaient l'actif de la communauté, et leur intérêt consistait en ce que le mobilier de la communauté devant appartenir au survivant des époux, d'après la coutume locale, il leur importait de restreindre autant que possible les valeurs mobilières de la communauté; tout paraissant annoncer que la dame Tongries survivrait à son mari.—Leur avoué avait pris des conclusions dans ce sens.—La contestation était déjà en appel et le procès allait recevoir sa solution définitive lorsque la dame Tongries décéda.—Il intervint, le 11 flor. an 13, un arrêt qui adopta les conclusions des héritiers Tongries et qui était contraire alors à leurs intérêts, puisque la mort de la dame Tongries leur avait assuré la fortune mobilière des époux.

Ils se pourvurent par requête civile contre cet arrêt: attendu, disaient-ils, qu'il avait statué sur choses non demandées, et soutinrent que leur avoué avait encouru le désaveu parce qu'il n'avait pas le mandat spécial de conclure à l'immobilisation des capitaux de la communauté.

#### ARRÊT.

LA COUR:—Quant au moyen contenant désaveu des déclarations faites par l'avoué V....—Considérant que ce désaveu est irrégulier dans la forme, et mal fondé quant au fond;—Dans la forme, à cause que cet avoué n'a pas été intimé et bien moins pris à partie, ce qui eût été nécessaire pour juger le désaveu valable, s'il y avait eu lieu;

An fond, à cause qu'il ne s'agit pas de déclarations faites par l'avoué, étrangères à son man-

(2) V. en ce sens, Cass. 13 vend. an 5; 18 flor. et 1<sup>er</sup> mess. an 13, et les notes;—V. aussi *Jurispr.* du 11<sup>e</sup> siècle, *v<sup>o</sup> Enfant naturel*, § 5.

(3) Il en est de même encore aujourd'hui (Cod. de proc., art. 354, 355).

(4) V. en ce sens, Besançon, 8 prair. an 12; Carré, *Lois de la proc. civ.*, Quest. 1297.

det, puisque celles que les demandeurs en requête civile supposent avoir été faites par cet avoué n'eussent été, dans tous les cas qu'une suite de son mandat, savoir de tâcher d'obtenir l'immobilisation des deniers, laquelle était dans le vœu de la famille de Tongries, alors interdit, dans l'intérêt de cet interdit lui-même, et dans le vœu aussi du jugement de première instance dont il était chargé, de ce chef, de demander la confirmation; — Rejette, comme insuffisantes, les prétendues ouvertures de requête civile.

Du 4 therm. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.

**ORDRE. — APPEL. — COLLOCATION. — DEMANDE NOUVELLE. — INTERVENTION.**

*La partie saisie et les créanciers, qui n'ont point contesté en première instance la teneur et les droits des créanciers venant en ordre utile, sont non recevables à critiquer ultérieurement sur l'appel le rang de collocation, tel qu'il est fixé par le jugement d'ordre. Ce serait là une demande nouvelle dans le sens de la loi du 3 brum. an 2, et de l'art. 461 du Code de procédure civile (1).*

*Les créanciers qui ne sont point personnellement appelés du jugement d'ordre ne peuvent intervenir dans l'instance à l'effet de surveiller les intérêts communs, sur l'appel interjeté par la partie saisie (2).*

(La dame Giroux et Boursault — C. les héritiers Baudon.)

Le 3 septembre 1780, une maison rue de la Lul, est adjugée au sieur et dame Giroux, moyennant un prix de 195,000 fr., sur la licitation poursuivie entre les héritiers du sieur Baudon, fermier-général. — A défaut de paiement, les héritiers Baudon forment opposition au sceau, qu'ils convertirent en inscription, aux termes de la loi du 11 brum. an 7. — Le nombre des créanciers du sieur Giroux étant devenu considérable, on dirigea contre lui une expropriation de cette maison, et elle fut adjugée aux sieurs Versopay et la Boullée, moyennant 250,000 fr. — Un ordre s'est ouvert entre les créanciers inscrits, au nombre desquels étaient un sieur Boursault, la dame Giroux et les héritiers Baudon, qui, en qualité de vendeurs originaires de la maison, avaient un privilège à exercer. Ils prétendirent qu'il leur était dû 279,000 fr., tant en capital qu'intérêts du prix de l'adjudication consentie à Giroux; et requirèrent d'être autorisés à toucher au totalité le prix des mains de l'acquéreur. — Cette demande ne fut pas contestée ni par les sieurs et dame Giroux, ni par le sieur Boursault, ni par aucun autre créancier comparant dans l'ordre; en conséquence, le 24 prair. an 4, jugement du tribunal civil de la Seine qui homologue l'ordre, et adjuge les conclusions des héritiers Baudon.

Giroux et sa femme interjetèrent appel: — Et, prévoyant qu'une fin de non-recevoir pourra être tirée contre eux de ce que jusqu'à l'appel ils ont gardé le silence sur les collocations, ils disent: La partie saisie est, dans tout état de cause, recevable à contester au créancier soit le titre en vertu duquel il s'est fait colloquer, soit la quotité de la somme pour laquelle la collocation a eu lieu, parce que tous les moyens qui tendent à la conservation de l'intérêt général et des droits de chaque créancier ne sont jamais tardivement proposés jusqu'au jugement définitif,

et qu'ils appartiennent essentiellement au saisi, qui a un intérêt personnel de faire réduire une collocation excessive. — S'il est défendu de changer ses conclusions, et de former de nouvelles demandes en cause d'appel, au moins est-il permis de faire valoir de nouvelles exceptions, de nouveaux moyens, soit qu'ils aient échappé aux débouteurs en première instance, soit qu'ils aient été découverts ultérieurement; car tout ce qui sert à empêcher un acte d'injustice et à éclairer la religion du magistrat, peut être proposé en tout état de cause. — Au fond, le jugement d'ordre est le fruit de l'erreur de la part des juges qui l'ont rendu, et de la fraude pratiquée par ceux qui l'ont obtenu. Il résulte, en effet, de plusieurs pièces découvertes et produites dans la cause, que les héritiers Baudon qui se sont fait colloquer pour la totalité de leur prix, avaient reçu plusieurs à-compte. Ils ont également requis leur collocation pour la totalité des intérêts, tandis que plusieurs les ont reçus jusqu'en 1793. Quelques-uns des créanciers Baudon n'étaient pas inscrits sur la maison dont il s'agit. D'autres ont fait novation de leur créance, et ont, par là, tacitement renoncé au privilège résultant de l'acte de vente du 3 septembre 1780.

Le sieur Boursault, qui avait gardé le silence dans l'ordre, sur le privilège des héritiers Baudon, demandait à intervenir sur l'appel, et soutenait que tous les créanciers ayant, dans l'hypothèse, identité d'intérêt avec la partie saisie, l'appel interjeté par les sieur et dame Giroux profitait à tous.

Les héritiers Baudon intimés opposaient et aux appelants et à l'intervenant, une fin de non-recevoir, qui résultait pour tous de leur silence devant les premiers juges et lors de la confection de l'ordre. — Toutes les observations, disaient-ils, que la partie saisie, et les créanciers présents ou dûment appelés à l'ordre, sont en droit de faire, soit sur la nature des titres respectivement produits, soit sur la quotité des créances réclamées, doivent être faites avant la clôture du procès-verbal d'ordre, et surtout avant son homologation: et toute collocation non contestée en première instance, doit, nonobstant l'appel, recevoir son exécution. Telle est l'économie des art. 23 et 34 de la loi sur les expropriations; or, dans l'espèce, le sieur Boursault et les sieur et dame Giroux, n'ayant point contesté en première instance le privilège et le rang de collocation des héritiers Baudon, sont non recevables à la critiquer sur l'appel. — Quant au sieur Boursault, il est repoussé par une fin de non-recevoir particulière. Quels sont les moyens indiqués par la loi pour attaquer un jugement? Celui de la tierce opposition, quand il n'est pas rendu avec nous: celui de l'opposition quand il est rendu par défaut; enfin la voie d'appel quand il est contradictoire. Cela posé, le sieur Boursault était partie dans le jugement d'ordre; n'ayant point interjeté appel, il a ratifié ce jugement; sa demande en intervention est insolite et prosaïque par toutes les lois, puisqu'elle constituerait un appel indirect.

**ARRÊT.**

LA COUR: — En ce qui touche l'appel interjeté par Giroux et sa femme du jugement rendu par le tribunal de la Seine, le 24 prair. an 4: — Considérant que Giroux et sa femme ne sont pas recevables à critiquer en la cour le rang de collocation que le jugement dont est appel accorde

(1) V. conf., Cass. 14 juill. 1813.

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 6 mars 1809;

Paris, 9 Rev. 1809; Carré, *Lois de la proc. civ.*, quest. 2590; Berriat Saint-Price, *Cours de proc. civ.*, 2<sup>e</sup> édit., p. 531, note 19, in fine, et p. 538, note 42.

aux héritiers Bandon; que ces héritiers, réclamant une créance et un privilège dont l'effet nécessaire était d'absorber le prix à distribuer, n'ont essayé aucune controverse, à cet égard, devant les premiers juges, ni de la part d'aucun créancier, ni de la part de Giroux et sa femme, parties saisies, quoique ces derniers nommément eussent été appelés à l'ordre; qu'ils eussent été mis en demeure de faire, sur le procès-verbal; toutes leurs observations et réquisitions; qu'ils eussent même été représentés par un avoué au rapport et au jugement de l'ordre; que la femme Giroux, inscrite sur son mari, séparément appelée, comme les autres créanciers, et personnellement constituée en demeure, loin d'opposer la moindre résistance à la réclamation des héritiers Bandon, n'a pas même requis sa collocation; qu'ainsi Giroux et sa femme, es-noms et qualités qu'ils procèdent, prenant, sur l'appel, des conclusions qu'ils n'ont pas prises en première instance, et forment en la cour des demandes dont les premiers juges n'ont jamais été saisis, la règle générale commande la proscription de pareilles conclusions et demandes. — Considérant que la discussion tardive de Giroux et de sa femme est d'autant moins admissible qu'elle est sans objet, et qu'elle ne conduirait à aucun but utile pour les autres créanciers; que si, en droit, on est toujours recevable à examiner si le créancier a été colloqué pour plus forte somme qu'il ne lui est dû, il demeure établi, en fait, d'après même les quittances et états communiqués et produits par Giroux et sa femme, en vertu de l'arrêt interlocutoire, du 30 vent. dernier, que le prix de 250,400 liv. à distribuer, montant de l'adjudication faite à Versey et Laboulle, le 13 pluv. an 10, est insuffisant, dans toutes les hypothèses, pour remplir les vœux, héritiers et ayants cause, de François Bandon, de ce qui leur reste dû en principal et intérêts;

En ce qui touche les intervention et demande de Boursault, considérant que par son dire sur le procès-verbal d'ordre, dire postérieur aux demandes et réquisitions des héritiers Bandon, Boursault ne s'est pas opposé au rang qu'ils réclamaient; qu'au contraire, jugeant lui-même que ces créanciers légitimes et privilégiés absorbaient tout le prix, il a simplement requis et obtenu le prélèvement des frais dus à son avoué, sans requérir aucune collocation pour sa propre créance, que, cependant, il annonçait être de plus de 30,000 liv.; que Boursault doit être d'autant moins écouté que la mise en cause et la présence de l'avoué plus anciens des créanciers inscrits suffisaient pour la conservation des droits de tous les créanciers, et qu'il serait monstrueux de voir chaque créancier intervenir pour défendre la cause générale; que, d'ailleurs, Boursault n'est point appelant du jugement d'ordre, — Met l'appellation au néant, etc.

Du 6 therm. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., M. Try.

#### CONTRAINTE PAR CORPS. — VALIDITÉ. — SAUF-CONDUIT.

La représentation d'un sauf-conduit, accordé hors des cas prévus par l'art. 8 du tit. 3 de la loi du 15 germ. an 6 (1), ne faisait point

(1) Cet article était ainsi conçu : « Aucune condamnation par corps, en matière civile ou de commerce, ne peut être exécutée contre un individu, si, appelé comme témoin en matière civile, de police ou criminelle, il est porteur d'un sauf-conduit du président du tribunal, du directeur du jury, ou du juge du paix devant lequel il doit paraître. »

obstacle à ce que la créancier exerçât provisoirement la contrainte par corps.

(Deroi.—C. Vandermatter.)

Du 6 therm. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Boelans et Vanmestracien.

#### LOTTERIE. — BILLETS. — RESPONSABILITÉ.

Le receveur de bureaux de loterie (Paris et Bruxelles), qui se chargeait des mises sur les tirages des trois autres bureaux (Bordeaux, Lyon et Strasbourg), en les transmettant à un bureau général avec les indications de numéros et de combinaisons choisis par les joueurs, était garant de la confection des billets, et responsable, comme mandataire, si les billets n'étaient pas conformes à l'intention reconnue des joueurs.

(Curelier.—C. Normand et de Muraud.)

Du 7 therm. an 13. — Cour d'appel de Paris.

#### PRESCRIPTION. — POSSESSION. — TIERS ÉVINCE.

La demande en revendication d'un immeuble, qui en a obtenu l'envoi en possession, peut, pour compléter la prescription de l'immeuble à l'égard d'un tiers, se prévaloir de la possession du possesseur évincé (2).

Celui qui est envoyé en possession d'un immeuble par un jugement, doit être réputé possesseur, du jour de la demande sur laquelle ce jugement est intervenu.

(Col.—C. Delahaye.)

Du mariage d'Antoinette Rogbe avec Josse de Villers, naquit Jeanne-Catherine de Villers; — Cette dernière fut mariée à Jean-Baptiste Col, et donna le jour à Jeanne-Catherine Col. — La mort de Josse de Villers laissa sa veuve usufructière, en vertu de la coutume, d'un héritage situé dans la commune d'Uccles, et provenant du chef de Pierre de Villers, père de Josse. — La veuve de Villers, épousa en secondes noccs Josse Randoux; Jeanne-Catherine de Villers étant décédée, Jean-Baptiste Col, son mari, convola lui-même à de secondes noccs. — Plusieurs enfants provinrent de ces deux mariages. — La veuve de Villers qui avait survécu et à sa fille et à sa petite-fille, mourut en 1749. — Josse Randoux, son second mari, conserva après sa mort la jouissance de l'héritage situé dans la commune d'Uccles; la propriété en avait passé successivement de Josse de Villers à Jeanne-Catherine sa fille, et à Jeanne-Catherine Col. — Après le décès de Josse Randoux, ses enfants continuèrent à jouir de cet héritage jusqu'en 1773. — Enfin, le 28 août de la même année, les enfants du second lit de Jean-Baptiste Col se présentèrent comme héritiers de Jeanne-Catherine Col, leur sœur consanguine, et revendiquèrent l'héritage possédé par les enfants Randoux.

Arrêt du conseil de Brabant, du 28 août 1775, qui condamne ces derniers à abandonner aux demandeurs l'héritage dont il s'agit, et à restituer les fruits perçus depuis l'année 1749, époque du décès d'Antoinette Rogbe. — A peine les enfants de Col étaient-ils en possession de cet héritage, que des parents dans la ligne des de

(2) V. en ce sens, la dissertation de Troplong, *Comment. sur la prescription*, n<sup>o</sup> 448 et suiv. — En sens contraire, Cass. 12 janv. 1832; Merlin, *Rep. Prescription, Supplém.*, p. 419 et suiv.

Villiers le revendiquèrent à leur tour. Ils prétendirent que cet immeuble provenant de Pierre de Villiers, père de Josse, et que la coutume d'Uccleés étant souche, il leur appartenait en qualité de parens dans la ligne des de Villiers. — Un arrêt rendu en 1779, par le conseil de Brabant, maintint les enfans Col dans la propriété de l'héritage. — Enfin, Anne-Catherine Frédéric, épouse d'André Delahaye, parente dans la même ligne, et qui n'avait pas paru lors de la contestation jugée en 1779, renouvela la même action le 1<sup>er</sup> brum. an 12.

Les enfans Col lui opposent la prescription. Ils se fondent sur ce que l'arrêt du 28 août 1775, les ayant déclarés héritiers de Jeanne-Catherine Col, leur droit remontait à l'époque de son décès, en vertu de la maxime : *le mort saisit le vif*. Qu'on opposerait vainement que l'immeuble n'est pas toujours resté dans leurs mains; car toutes les possessions qui avaient pu avoir lieu dans l'intervalle du décès de Catherine Col, au jour de l'arrêt du 28 août 1775, étaient purement précaires; que, par suite, la possession civile avait toujours appartenu aux héritiers légitimes proclamés par cet arrêt; qu'en effet, la possession des tiers évincés accordait à celles des véritables propriétaires pour n'en faire qu'une avec la leur; que tel était le vœu formel de la loi 13, § 9, ff. de acq. vel amitt. poss., expliquée et confirmée par l'opinion de Dargentré, sur la coutume de Bretagne, art. 31, et de Duod. Traité des prescriptions, part. 1, chap. 4; que d'ailleurs, si on se refusait à faire remonter la possession des enfans Col au jour du décès de Catherine Col, la prescription ne leur en était pas moins acquise; qu'en effet, l'action en revendication dirigée par eux contre les enfans Randoux était du 28 août 1775; et que, depuis cette époque jusqu'à celle du 1<sup>er</sup> brum. an 12, que les demandeurs avaient intenté leur action, il s'était écoulé plus de trente ans; qu'il importait peu que l'arrêt n'eût été rendu que le 28 août 1775, les jugemens et les arrêts n'étant jamais que déclaratifs des droits des parties.

De son côté et pour soutenir son action, la dame Delahaye partait de ce fait, que la coutume d'Uccleés était souche; or, disait-elle, l'héritage dont il s'agit provient du chef de Pierre de Villiers; il a passé successivement à Josse son fils, à Catherine de Villiers, fille de ce dernier, et à Jeanne-Catherine Col; au décès de celle-ci, il a dû retourner à la ligne des de Villiers en vertu de la coutume; les héritiers de cette ligne ont donc été seuls saisis de cet héritage à l'époque de ce décès par la maxime *le mort saisit le vif*; d'où il suit que toutes les possessions intermédiaires sont purement précaires à son égard. — Antoinette Roghe était usufructière; ses enfans sont censés avoir continué la possession de leur auteur, ils n'ont pas pu la changer; *nemo potest alibi mutare causam possessionis* (L. 11, ff. de div. temp. præscript.) — L'arrêt qui adjuge la propriété de cet héritage aux enfans Col, au préjudice des enfans Randoux, suppose les premiers héritiers; mais ce qui pouvait être juste dans cette contestation, cesserait d'être dans l'espèce actuelle; d'ailleurs, cet arrêt ne saurait nuire aux demandeurs. Reste donc tout entière la question de savoir si leur qualité d'héritiers, en vertu de la coutume, ne doit pas prévaloir sur celle des enfans Col. Or, c'est ce qui ne saurait faire un doute. En reconnaissant donc les droits des demandeurs, il fallait leur appliquer tous les raisonnemens et toutes les conséquences que l'arrêt dont on parle avait fait résulter de la qualité d'héritiers mal à propos attribuée

1.—11<sup>e</sup> PARTIE.

aux enfans Col. — Il ne restait donc plus qu'à examiner à quelle époque avait réellement commencé la possession des défendeurs. Or, on ne saurait disconvenir que ce ne fut le 28 août 1775, date de l'arrêt; car c'était seulement de ce jour qu'ils avaient été mis en possession. — On ne saurait s'arrêter à l'objection prise de la loi 13, § 9, ff. de acq. vel amitt. possessione; et de l'opinion de quelques auteurs, pour décider qu'indistinctement la possession du tiers évincé accède à celle du véritable propriétaire. — Selon la loi citée, ce principe n'a lieu que lorsque le propriétaire avait déjà eu la possession actuelle et de fait antérieurement à l'usurpation, c'est ce qu'indique clairement ces termes de la loi : *res mihi restituta est*.

5 vent. an 12, jugement du tribunal civil de première instance de Nivelles, qui accueille ce système et rejette la fin de non-recevoir tirée de la prescription.

Appel par les héritiers Col.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, par l'arrêt du 28 août 1775, les parties de Girardin (les enfans Col) ont été reconnues héritières avec restitution de fruits depuis 1749, époque de la cessation d'usufruit d'Antoinette Roghe; — Qu'en principe et suivant la loi 13, § 9, ff. de acquir. vel amitt. possessione, le temps du détenteur évincé accède au propriétaire reconnu par le juge; — Que depuis 1749 jusqu'au jour de la demande actuelle il s'est écoulé environ cinquante-quatre ans, terme plus que suffisant pour mettre l'appelant à couvert de toutes recherches;

Attendu que l'arrêt de 1775 n'est que déclaratif du droit des parties de Girardin, et que son effet remonte au 28 août 1773, jour de leur demande, celui qui obtient étant censé avoir droit au moment de son action; — Que dès lors, et en retranchant même le temps antérieur à la demande formée le 28 août 1773, il y aurait encore jusqu'à cette intention par les intimés, un espace de plus de trente ans; — Déclare les intimés non recevables dans leur demande, etc.

Du 8 therm. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Girardin et Eymant.

APPEL. — INTERDIT. — CURATEUR.

L'appel d'un jugement qui, dans une demande en partage, condamne un individu privé de ses droits civils, est valablement formé par le curateur, encore que celui-ci n'ait pas demandé l'autorisation du conseil de famille.

(N...—C. N...)

Du 10 therm. an 13. — Cour d'appel de Besançon. — Prés., M. Louvet. — Pl., MM. Travaillet et Clerc.

APPROBATION D'ÉCRITURE. — FEMME. — QUITTANCE.

Lorsqu'un mari reconnaît par une quittance sous seing privé, avoir reçu des sommes dues par un tiers à sa femme, cette quittance fait pleine foi, même à l'égard de la femme, encore que (non écrite en entier de la main du mari) elle ne contienne pas un bon ou un approuvé, portant en toutes lettres la quotité de la somme reçue.

(La demoiselle Hugnet—C. de Saint-Pol.)

En l'an 2, la demoiselle Hugnet, épouse de Saint-Pol. — En l'an 4, Poulain remitta de Saint-Pol une somme de 21,000 fr. en numéraire, que de Resmond, oncle de la demoiselle Hugnet, lui

avait confiée en mourant, pour remettre à sa nièce lors de son établissement. — Le sieur de Saint-Pol donna à Poulain une décharge dans laquelle tous ces faits sont rapportés. — Cette quittance ou décharge était écrite d'une main étrangère, et était simplement datée et signée par de Saint-Pol. — En l'an 9, les époux divorcèrent par consentement mutuel; il fallut alors régler leurs droits respectifs. — La demoiselle Hugnet redemanda entre autres choses les 24,000 fr. remis par Poulain à de Saint-Pol; celui-ci soutint que la quittance du 27 niv. an 4 était frauduleuse, et dans tous les cas nulle, comme ne renfermant pas, conformément à la déclaration de 1733, l'approbation de l'héritière, on le bon pour la somme de 24,000 fr. — Jugement qui adopte ce système.

Appel par la demoiselle Hugnet.

ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche l'appel interjeté par la partie de Piet, de la disposition du jugement du 21 therm. an 12, relative à l'écrit du 27 niv. an 4:—Attendu que cet écrit est une simple quittance, que la nature et le contenu n'étaient point soumis aux formes prescrites par la décl. de 1733; que les faits de fraude et de surprise allégués par la partie de Blaque contra ledit, écrit ne sont point justifiés;—Condanne la partie de Blaque à payer à celle de Piet la somme de 23,703 fr. 69 c., portée audit écrit, etc.

Du 11 therm. an 13. — Cour d'appel de Paris. — *Pl.*, MM. Piet et Blaque.

#### ADJUDICATAIRE.—EXPROPRIATION FORCÉE.

—HYPOTHÈQUE.—CRÉANCE.—EXIGIBILITÉ. Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, l'adjudicataire était non recevable à quereller de nullité la clause de son adjudication, qui l'obligeait au remboursement des capitaux de rentes constituées, et des autres dettes non exigibles (1).

(Yankriekingen—C. le dame Deburien.)

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la clause par laquelle on stipule le remboursement des capitaux aliénés n'est nullement défendue par les lois, et que l'art. 15 de celle du 11 brum. an 7, en disant que la vente, soit volontaire, soit forcée, de l'immeuble grevé, ne rend point exigibles les capitaux aliénés, ni les autres créances non échues, ne statue que pour le cas où les contractants n'ont apporté aucun changement à la qualité ou à la nature de ces dettes, mais ne défend pas à cet égard le libre exercice de leur volonté, s'ils le croient convenir à leur intérêt, et qu'ils veulent qu'il en soit autrement;—Attendu que, dans l'espèce, cette volonté des parties intéressées d'obliger l'adjudicataire à rembourser le capital dont il s'agit, résulte de la clause formelle reprise en l'affiche, que l'adjudicataire sera tenu de payer le prix de l'adjudication aux créanciers de Dewez;—Que les seules personnes qui avaient qualité pour s'opposer à cette condition étaient le saisi et ses créanciers qui, par leur silence, ont censés y avoir souscrit dans l'ordre de leur intérêt respectif;—Que, quant à l'adjudicataire, il est d'autant moins recevable à en contester la validité, et à en refuser l'exécution, qu'il s'y est expressément soumis par son acceptation et sa signature, ou celle de son mandataire, d'où il suit que la demande formée par l'intimée, pour obtenir ce remboursement, d'après le jugement d'ordre et le mandat du juge qui l'avait prononcé,

est régulière et bien fondée; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 11 therm. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles. — *Pl.*, MM. Vanvoilem, Thiéens et Girardin.

#### APPEL.—DEMANDER DÉTERMINÉE.—IMPUTATION.—OFFRE.

La demande d'une somme excédant 1000 fr. sous l'offre d'imputer les paiements légitimes, est sujette à l'appel, anora même que par suite des imputations consenties, les prétentions du demandeur seraient réduites au-dessous de 1000 fr.

(Rollet—C. Reasourbe.)

Du 11 therm. an 13. — Cour d'appel de Grenoble, 1<sup>re</sup> sect.—*Pres.*, M. Brun.

#### ENQUÊTE.—EXPERTISE.—DÉLAT.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, lorsqu'un jugement avait admis concurremment une enquête et une expertise, la déchéance encourue à l'égard de l'enquête, faute d'y avoir procédé dans les délais de l'ordonnance, n'emportait point déchéance à l'égard de l'expertise, nul délai fatal n'étant prescrit par rapport à elle.

(Seulin—C. Jassens.)

Du 13 therm. an 12.—Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.—*Pl.*, MM. Vanvoilem et Beyens.

#### DÉPENS.—SOLIDARITÉ.

La condamnation aux dépens, prononcée contre plusieurs personnes condamnées solidairement au principal, ne peut être exécutée solidairement, si la solidarité n'est prononcée en termes formels par le jugement à exécuter (2).

(Giraud et Bouteille—C. Bourdage.)

Giraud et Bouteille avaient été condamnés solidairement à payer certaines sommes à Bourdage; ils avaient été condamnés aux dépens; mais à cet égard la solidarité n'avait pas été prononcée. —30 vent. an 12, Bourdage obtint un exécutoire par défaut contre Giraud et Bouteille, solidairement, qui liquida les dépens qui lui avaient été adjugés à la somme de 1,091 fr. — Appel. — 12 germ. suivant, arrêt par défaut contre Giraud et Bouteille, qui les déclare non recevables. —15 mess., arrêt interlocutoire, sur opposition, qui renvoie les parties et la chambre des avoués, pour, sur leur avis rapporté, être ensuite statué, etc.

La chambre, après avoir entendu le rapport de l'un de ses membres, et après avoir reconnu: « Qu'en matière de dépens, lorsque la condamnation principale est solidaire, celle des dépens, qui en est la suite, l'est également; mais qu'au palais, ceux faits sur l'appel des jugements qui ont condamné solidairement au principal, ne sont solitaires qu'autant que l'arrêt l'a ainsi prononcé; qu'ainsi il ne doit y avoir de solidarité dans la déclaration de dépens dont s'agit, que pour ceux du tribunal de commerce, l'arrêt confirmatif n'ayant pas prononcé cette solidarité. — Est d'avis que, sous le bon plaisir de la Cour, les dépens, dont l'exécutoire a été délivré en la Cour le 30 vent. an 12, doivent être réduits à la somme de 853 fr., etc. »

À l'audience, Giraud et Bouteille prétendent que l'exécutoire doit être déclaré nul par plusieurs raisons qu'ils développent; mais ils se plaignent surtout de ce que la condamnation aux dépens a été prononcée solidairement contre eux

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 2 nov. 1807.

(2) F. anal. en ce sens, Cass. 21 mess. an 4 et la note.—V. aussi sur. du XIX<sup>e</sup> siècle, 1<sup>re</sup> Dépense, § 4.

dans l'exécutoire. Ils demandent, en surplus, qu'ils soient réduits à une moindre somme.

ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'avis de la chambre des avoués, et adoptant les motifs y énoncés. — Admet l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que l'exécutoire a été décerné par les voies solidaires, etc.

Du 13 therm. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

**DOUAIRE. — NORMANDIE. — CONTRAT DE MARIAGE SOUS SEING PRIVÉ.**

*La constitution d'un douaire, en Normandie, par un parent collatéral, devait recevoir son exécution, quoiqu'elle fût faite dans un contrat de mariage sous seing privé et non insinué (1).*

(Simon—C. Lemoigne.)

Du 13 therm. an 13.—Cour d'appel de Caen.

**DONATION ENTRE ÉPOUX. — FORME.**

*Une donation faite durant le mariage par un époux à son conjoint, des meubles qu'il laissera à son décès, peut être faite en la forme d'une donation entre vifs. — Il n'y a pas nécessité d'employer la forme des testaments.*

(Cheney—C. Lecouvreur.)

Du 15 therm. an 13.—Cour d'appel de Rennes.  
V. le texte de cet arrêt joint à celui de cassation du 27 juillet 1807, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

**1<sup>o</sup> ALIMENS. — ENFANT NATUREL. — MÈRE TUTRICE.**

**2<sup>o</sup> TUTELLE. — PROROGATION.**

**3<sup>o</sup> ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — CONCILIATION.**

**1<sup>o</sup>** *La mère qui réclame des aliments au nom de son fils naturel dont la garde et l'éducation lui ont été confiées, a qualité pour agir à cet effet sans qu'elle ait à réclamer l'autorisation du conseil de famille.*

**2<sup>o</sup>** *La tutelle qui, selon le droit ancien, prenait fin en certains pays avant l'âge de vingt et un ans, a été prorogée jusqu'à cet âge par la seule promulgation du Code civil (2).*

**3<sup>o</sup>** *La reconnaissance d'un enfant naturel faite au bureau de conciliation et consignée dans le procès-verbal du juge de paix, après la loi prohibitive de la recherche de la paternité, n'est pas moins une reconnaissance volontaire et authentique dans le sens de l'art. 334 du Code civil (3).*

(Demoiselle Pison—C. Amar.)

La demoiselle Pison donna le jour à un enfant naturel qui fut nommé Auguste. En nov. 1788, le sieur Amar se reconnut père par acte sous seing privé et se chargea de l'éducation de son fils. Mais il contracta mariage, et alors la demoiselle Pison redemanda son enfant. — Sur son refus, le sieur Amar fut cité au bureau de paix. Il y reconnut de nouveau sa paternité. Mais comme il insista à vouloir conserver l'enfant naturel, la conciliation ne put avoir lieu; le procès-verbal du juge de paix fut dressé et l'instance s'engagea.

2<sup>e</sup> vent. an 9, arrêt qui ordonne que la garde et l'éducation seront confiées à la mère jusqu'à

(1) V. en ce sens, Agen, 7 prair. an 13, et la note.

(2) Cela est conforme à la jurisprudence Normande qui admettait la validité des contrats de

l'âge de 15 ans et condamnait le père à lui payer une pension de 800 fr. — Après la promulgation du Code civil, la demoiselle Pison forma contre le sieur Amar une demande à fin d'aliments et obtint, en première instance, une pension de 1,200 fr.

Appel par le sieur Amar. — Il soutint que la demoiselle Pison était non recevable, en ce que le terme pour lequel la garde et l'éducation de l'enfant lui étaient confiées étant expiré, elle aurait dû, pour agir en son nom, ou faire proroger le délai de la tutelle, ou en supposant que la promulgation du Code civil l'eût prorogée, se pourvoir de l'autorisation du conseil de famille pour former une demande qui touchait à l'état de l'enfant. — Le sieur Amar prétendit en outre que la demande était mal fondée, en ce qu'elle reposait sur un titre insuffisant, sa reconnaissance faite au bureau de paix, ou bien celle qui avait été faite en 1788 par acte sous seing privé, reconnaissances qui ne présentaient, ni l'une ni l'autre, le caractère d'authenticité exigé par l'art. 334 du Code civil.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant, sur la première question, que la garde et l'éducation d'André-Auguste, fils de Jeanne Pison, lui ayant été confiées par l'arrêt du 2 vent. an 9, elle a été revêtue par la de l'autorité d'une mère tutrice envers son enfant; — Que si ledit arrêt a limité cette autorité jusqu'au moment où André-Auguste aurait atteint sa quinzième année, c'est qu'alors la tutelle cessait pour les mâles dès le commencement de la quinzième année; — Qu'aujourd'hui, le Code civil ayant prorogé la tutelle jusqu'à l'âge de vingt et un ans révolus, le demoiselle Pison doit continuer d'administrer son enfant, parce que les circonstances sont les mêmes qu'à l'époque de l'arrêt du 2 vent. an 9; d'où il résulte que la demoiselle Pison est recevable dans l'action qu'elle a intentée contre Amar, au nom d'André-Auguste;

Considérant, sur la seconde question, que, d'après les dispositions du Code civil, il faut une reconnaissance par acte authentique, pour conférer à l'enfant naturel les droits que la loi a fixés en sa faveur; — Que, dans l'espèce, on doit regarder la reconnaissance faite par André Amar, le 21 vend. an 7, devant le juge de paix, comme une reconnaissance formelle d'être père naturel d'André-Auguste, né de Jeanne Pison, et que cette déclaration est inscrite dans un monument public, suivant le vœu de la loi; — Que cette reconnaissance est d'ailleurs fortifiée par les déclarations précédentes du père, et les aveux faits lors de l'arrêt du 2 vent. an 9; — Considérant, en outre, que la garde et l'éducation d'André-Auguste Amar devant être continuées à sa mère, il importe de régler cette éducation d'après les bases de l'arrêt du 2 vent., qui paraissent suffisantes, et que, sous ce rapport, la somme de 800 fr. pourra subvenir aux soins que sa mère aura de lui, laquelle somme doit lui être payée jusqu'à ce qu'André-Auguste ait accompli sa vingt et unième année; — Ordonne que le jugement dont est appel sortira son effet, etc.

Du 15 therm. an 13.—Cour d'app. de Grenoble

**AVOCAT. — SOCIÉTÉ. — TRANSACTION.**

*L'avocat ne peut s'associer pour acquérir, conjointement avec son client, des biens dont*

mariage sous signature privée. V. sur ce point, l'arrêt de Cass. du 7 vent. an 13, et la note qui l'accompagne.

(3) V. en ce sens, Pau, 5 prair. an 13, et la note.

ce dernier pourrât l'expropriation forcée. Dans ce cas, la société est réputée légitime et frauduleuse. — Elle ne peut produire d'effet, encore qu'elle ait reçu son exécution, et qu'elle ait été confirmée par une transaction ayant pour but d'en couvrir les vices.

(Prinet—C. la dame d'Affry.)

Du 15 therm. an 13.—Cour d'app. de Besançon.  
V. le texte de cet arrêt joint à celui de cassation rendu le 11 mars 1807.

# 1° DONATION ENTRE VIFS. — IMMEUBLES PAR DESTINATION. — ETAT.

## 2° RÉSERVE. — PENSION VIAGÈRE. — HÉRITIERS.

1° Encore que les biens donnés soient meubles par leur nature, s'ils sont immeubles par destination, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, d'en dresser un état estimatif suivant l'art. 918 du Code civil.

2° Si, en donnant des biens présents, le donateur s'est réservé la faculté d'assurer sur ses biens une pension viagère à son épouse, les héritiers du donateur ne peuvent prétendre qu'il y ait là une réserve, dans la sens de l'art. 916 du Code civil, qui doive leur appartenir au cas de décès du testateur sans disposition. — Ils ne peuvent donc, en ce cas, réclamer un capital propre à produire la rente stipulée.

(Roure—C. héritiers Vincent.)—ARRÊT.

LA COUR ; — Sur la première question, considérant qu'ainsi que le dit Bergier sur Ricard, des donations, part. 1<sup>re</sup>, n° 964, la disposition un peu trop vague de l'art. 15, ordonn. 1731, ne doit pas être prise rigoureusement à la lettre; qu'il ne peut pas suivant Furgole, sur le même article, s'appliquer aux immeubles fictifs, c'est-à-dire, aux choses qui sont mises au rang des immeubles, suivant les coutumes et les usages des lieux ; — Qu'il ne s'agit dans cette cause que de ces effets mobiliers qui, par leur destination, font partie de l'immeuble, et que le Code civil déclare en faire partie, être compris dans leur legs ou vente, et être susceptibles d'hypothèque ; — Qu'il est évident que ce ne sont point ces effets mobiliers que le législateur a eu en vue : on ne peut pas supposer qu'il ait voulu s'écarter de la signification que la jurisprudence et l'usage ont constamment donnée aux mots meubles et effets mobiliers, et que, par cela seul qu'il est physiquement possible d'enlever ce qu'on appelle attains vifs et morts d'une métairie, il est entendu qu'ils n'en feroient plus partie et ne seraient plus accessoires du fonds ; ces attains ont été jugés si essentiels et inhérents aux fonds, que l'ordonn. de 1697 les a déclarés insaisissables ; ils ne peuvent donc être soumis à une autre loi que celle qui régit l'immeuble auquel ils sont attachés et dont ils sont l'accessoire ; — Considérant que l'intention du donateur est ici jointe à l'intention de la loi ; qu'en se réservant l'usufruit des biens donnés, il a manifesté la volonté de continuer l'exploitation de ses fonds comme auparavant, et que la fraction ou désunion entre eux et leurs

accessoires n'a pu entrer dans son esprit ; — Considérant qu'il est dans la maison une foule d'objets qui en font nécessairement partie, comme les portes, les fenêtres, et tout ce qui est fixé contre le mur ; qu'on n'a jamais dit que ces objets ne fussent pas compris dans la donation de la maison, s'ils n'étaient détaillés dans un état joint à l'acte, quoiqu'il soit physiquement possible de les séparer de la maison et de les divertir ; par parité de raison, on ne peut pas le dire des attains vifs ou morts d'un fonds qui en font attains partie que les fenêtres et les portes d'une maison ;

Sur la deuxième question, considérant que la somme réservée n'est jamais comprise dans la donation, mais qu'il ne dépend ni du donateur, ni de ses héritiers, de substituer une réserve à l'autre, et de métamorphoser la réserve d'une pension viagère, en réserve d'une somme exigible ; c'est précisément parce que toute pension est susceptible d'appréciation, que lorsque le donateur veut se réserver le fonds et non le revenu, il doit l'exprimer dans sa donation ; mais qu'il ne peut pas après coup, moins encore ses héritiers, dénaturer sa réserve et exiger un capital, quand il n'a demandé qu'une pension ; — Considérant que, dans la donation dont il s'agit, le donateur ne s'est réservé que la faculté d'établir une pension viagère, ce qui ne constitue qu'une charge, sur les fruits des biens donnés ; qu'il se l'est réservée seulement pour le cas éventuel où il précéderait sa femme ; que le donataire devant gagner, à la mort de la femme, l'extinction de la pension ne peut pas être privé de ce bénéfice, comme il le serait, si on l'obligeait, aujourd'hui que la femme est morte, à en donner l'estimation ; — Qu'il n'y avert pas plus de raison de demander aujourd'hui le capital de cette pension viagère, qu'il n'y en avert de demander la valeur de l'usufruit réservé par le donateur, si celui-ci était mort le lendemain de la donation ; — Que si la femme avait survécu au donataire, on n'aurait pas même supposé le droit de demander un capital capable de produire sa pension viagère ; qu'il n'y a pas plus de raison de le demander après son décès, cet événement n'ayant pu altérer la nature de la réserve ; — Déclare la donation dont il s'agit nulle, en ce qui concerne les meubles, effets mobiliers du donateur, autres, toutefois que les capitaux des semences, bêtes de labour, attains aratoires, charrettes, engrais, tonneaux, jarres, piles et autres objets qui, par leur nature et destination, étaient accessoires ou dépendances des immeubles compris dans la donation auxquels ils étaient attachés ; — Déclare caduque, par le précédés de la dame Vincent, la pension viagère réservée pour elle, etc.

Du 17 therm. an 13.—Cour d'app. d'Aix. — Pt., MM. Saget et Alphonse.

## GROSSE (SECOND). — DÉLIVRANCE.

Le juge ne peut autoriser la partie à se faire délivrer une seconde grosse d'un titre public, hors la présence de celui que ce titre concerne (1).

(Lussault—C. Gravier.)—ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il est irrégulier de

(1) F. conf., Rennes, 8 déc. 1821.—C'est aujourd'hui la disposition formelle des art. 841 et 854 du Code de proc., aux termes desquels celui qui veut se faire délivrer, soit une seconde grosse d'un acte notarié, soit une seconde expédition exécutoire d'un jugement, doit faire sommation préalable aux parties intéressées d'être présentes à la délivrance. Mais il en serait autrement, s'il s'agissait d'obtenir une simple expédition non exécutoire. Dans ce cas, la

voie à prendre, pour les actes notariés, est celle d'un compulsoire, réglée par les art. 846 et suiv. du Code de proc. ; et quant aux jugements, il n'est même pas nécessaire d'avoir recours à un compulsoire : les greffiers sont tenus de délivrer à tout requérant, expédition ou copie des jugements dont ils sont dépositaires. F. en ce sens, Carré, Lois de la procédure, quest. 2892 ; Pigeau, t. 2, p. 345.



permettre à une partie de se faire délivrer de nouvelles grosses d'un titre exécutoire, hors de la présence et à l'insu de la personne que le titre intéresse; — Met l'ordonnance dont est appel au néant; — Emendant, — Déclare ladite ordonnance nulle et de nul effet, etc.

Du 17 therm. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Delavigne et Hombron.

#### INDIVISION. — TESTAMENT. — COMMERCE.

Un cohéritier ne peut contraindre ses cohéritiers à continuer l'exploitation indivise d'un commerce particulier, encore que l'indivision de ce commerce aussi bien que des autres valeurs héréditaires, ait été ordonnée par le testament de l'auteur commun, et que tous les intéressés aient déclaré approuver ce testament. (C. civ., art. 815.)

(Degrumel — C. Degoër.)

Du 20 therm. an 13. — Cour d'appel de Liège. — 2<sup>o</sup> sect. — Pl., MM. Warée, Longhienne et Roly.

#### ÉMIGRATION. — SUCCESSION. — COMPÉTENCE.

La connaissance des contestations relatives aux biens indivis entre des particuliers et l'Etat comme représentant d'émigrés, appartenait exclusivement à l'autorité administrative (1). — En conséquence, c'est devant cette autorité que devaient être portées les demandes des créanciers d'une succession restée indivise, même pour la part afférente aux héritiers privés.

L'indivision entre l'Etat et les particuliers n'était point réputée avoir cessé par l'effet de la fixation abstraite des parts respectives, en vertu d'un arrêté préfectoral, tant que la partage n'avait pas été réalisé.

(Rohan-Guéméné — C. l'État.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la succession de Souhise est encore indivise (2) entre la dame Rohan-Guéméné et la nation, et qu'aux termes des lois, les corps administratifs sont seuls compétens pour connaître des contestations relatives à ces sortes de successions, etc.

Du 21 therm. an 13. — Cour d'appel de Paris.

#### ARBITRAGE. — ÉTAT CIVIL. — MARIAGE. — MINORS.

Des arbitres ne peuvent connaître de questions d'état-civil, notamment de la validité d'un mariage (3).

Le tuteur ne peut soumettre à la décision d'arbitres, une contestation dans laquelle ses pupilles sont intéressés (4).

(Huart — C. Pithon.)

Du 22 therm. an 13. — Cour d'appel de Liège.

(1) V. dans le même sens, Cass. 18 avril 1808. V. aussi Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Émigré*, § 9 et suiv.; *Pouvoir judiciaire*, § 9; *Présuccession*, n<sup>o</sup> 4; *Comment.*, *Quest. de dr. adminis.*, v<sup>o</sup> *Émigré*, § 3, n<sup>o</sup> 2.

(2) Dans l'espèce, l'état exerçant les droits d'un créancier de la succession de Souhise, soutenait que cette succession avait cessé d'être indivise avec la dame Rohan-Guéméné, par suite d'un arrêté préfectoral qui fixait la part afférente à cette dame, bien qu'il n'y eût pas eu de partage effectif. Ce système qui avait été accueilli en première instance, est implicitement rejeté par les juges d'appel, puisqu'ils déclarent la succession encore indivise entre l'état et la dame Rohan-Guéméné.

(3) V. conf., Cass. 6 pluv. an 11, et la note.

#### PÉREMPTION. — PAYS RÉUNIS.

Avant le Code de procédure civile la péremption d'instances n'était pas acquise de plein droit et par la seule expiration du délai fixé, dans les départemens formés de l'ancienne Belgique (5).

(Meulenaer — C. Vanasten.)

Du 23 therm. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. 3<sup>e</sup> sect. — Concl., M. Malfroid, subst. — Pl., MM. Roux, Nanteuill et Tarte.

#### RENONCIATION A SUCCESSION. — RÉTRACTATION.

Avant le Code, l'héritier qui avait renoncé, pouvait, malgré sa renonciation, agir ensuite et réclamer en qualité d'héritier, pourvu que la succession n'eût pas été acceptée par d'autres héritiers (6).

(Héritiers Tête — C. Haly.)

En 1774, décès du sieur Étienne Tête; ses trois enfans renoncèrent à sa succession qui devint ainsi vacante. — Le curateur nommé fait procéder à la vente des biens: le sieur Haly s'en rend adjudicataire. — En l'an 11, les héritiers Tête assignent le sieur Haly en justification du paiement de son pris. Celui-ci répond qu'agissant en qualité d'héritiers, les sieurs Tête sont non recevables, puisqu'ils ont renoncé à la succession de leur père.

28 therm. an 10, jugement qui accueille la fin de non-recevoir.

Appel par les héritiers Tête.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la question a peut-être été moins controversée, que ne semblerait d'abord l'annoncer la diversité d'opinions que présentent les auteurs qui l'ont traitée sous l'empire des anciennes lois; que tous, ou du moins la plus grande partie d'entre eux, pour régler le sort des renonciations, paraissent s'être appuyés sur l'intérêt que des tiers pouvaient y avoir; — Qu'en effet, on doit distinguer celle faite par un enfant ayant des cohéritiers, et celle que feraient tous les enfans d'un défunt; celle qui, comme dans l'espèce actuelle, laisse la succession vacante, d'avec celle qui donne lieu à l'acceptation d'héritiers naturellement non successibles; — Que, dans le cas où le renonçant a un cohéritier, sa renonciation est nécessairement irrévocable, parce que l'héritier partiel devient, par la renonciation, héritier pour la totalité, et qu'il ne peut plus sans son consentement exprès, être privé de cet avantage; — Que cet inconvénient ne se trouve point, lorsque la renonciation est faite par tous les présomptifs héritiers, parce que tous ont le même intérêt à persister dans leur renonciation ou à reprendre leur qualité d'héritier; — Que, dans l'espèce où les parens plus éloignés étaient devenus héritiers par la renonciation et avaient accepté la succession, il y a eu des motifs pour cir-

(4) V. dans le même sens, Cass. 4 fruct. an 12.

(5) V. dans le même sens, Cass. 5 avr. 1823. — La question de savoir si la péremption devait être demandée, divisait les anciens parlemens. V. la note qui accompagne le jugement du tribunal de cassation du 12 brum. an 11. — Sous le Code de procédure, la question est tranchée par l'art. 399, qui porte que « la péremption n'a pas lieu de droit. »

(6) Le Code civil a aussi consacré cette doctrine. « Tant que la prescription du droit d'accepter n'est pas acquise contre les héritiers qui ont renoncé, porte l'art. 790, ils ont la faculté d'accepter encore la succession, si elle n'a pas été déjà acceptée par d'autres héritiers... »

conscire, dans un délai plus ou moins prolongé, la faculté accordée aux renonçants de reprendre la succession qu'ils avaient répudiée; mais que, lorsqu'aucun héritier ne s'était présenté à la place du renonçant, que la succession était abandonnée, nul n'avait intérêt à ce qu'elle restât toujours vacante; — Que si, comme les Romains, nous n'avons pas d'héritiers forcés, il n'en est pas moins vrai que, dans nos mœurs, la loi veut avec peine un enfant insulter à la mémoire de son père, et critiquer hautement son administration en refusant de se déclarer son héritier; — Que tel paraît avoir été l'esprit dans lequel ont été faites toutes les discussions sur les renonciations; — Considérant, au surplus, qu'en supposant les anciens auteurs réellement divisés sur l'effet de la renonciation, même dans le cas où tous les enfants d'un défunt auraient renoncé, même dans l'espèce d'une succession restée vacante, on pourrait, dans le silence d'une loi précise, consulter notre nouveau Code, non comme autorité légale, puisqu'il n'était pas prononcé à l'époque où la contestation a pris naissance, mais comme raison écrite, mais comme l'ouvrage des savans les plus consommés dans la science du droit; en admettant, sous la seule condition que l'intérêt des héritiers ne serait pas froissé, la possibilité du retour à la qualité d'héritier après y avoir formellement renoncé, ils ont déterminé le degré de confiance que nous devons accorder sur cette matière aux auteurs anciens; ils nous ont appris à connaître ceux dont l'opinion était la plus conforme aux principes du droit et à la justice; — Ordonne que la dame Italy et consorts rapportent les sommes par eux dues à la succession Tête, et justifient leur libération soit par titre ou autrement, etc.

Du 24 therm. an 13. — Cour d'appel de Bourges. — Prés., M. Delaméthérie. — Pl., MM. Bouniou et Gagneron.

#### CONSEIL JUDICIAIRE.—PARENS.

*Les personnes pourvues d'un conseil judiciaire aux termes de l'art. 499 du Code civil, quoique restreintes dans la faculté d'aliéner et d'hypothéquer leurs biens, ne peuvent en être entièrement privées, ni de fait, ni de droit. — De là il suit que le conseil judiciaire doit être pris plutôt hors de la famille que parmi les proches parens, qui ayant trop d'intérêt à conserver les biens, n'en autoriseraient jamais la vente, ou, en d'autres termes, les rendraient inaliénables (1).*

(Colnago—C. Colnago.)

Par jugement du 19 pluv. an 13, le sieur Colnago fut nommé conseil de la demoiselle Colnago, sa sœur, à l'effet de la diriger dans l'administration et l'aliénation de ses biens.

La demoiselle Colnago appela de ce jugement et soutint qu'en admettant la nécessité de lui donner un conseil judiciaire, on ne devait pas charger le sieur Colnago, son frère, de cette fonction; qu'en sa qualité de frère, il aurait des intérêts à démêler avec elle; qu'il ne l'autoriserait à contracter qu'autant que la négociation lui serait avantageuse, comme étant son héritier présomptif; que ce serait frapper d'une espèce d'inaliénabilité de fait les biens soumis à la surveillance du conseil.

L'intimé a répondu qu'il en était d'un conseil judiciaire comme d'un tuteur; qu'il devait par préférence être pris parmi les parens les plus proches, parce que ceux-ci ayant plus d'intérêt

à la conservation de la fortune de l'interdit, apporteraient plus de zèle et d'activité pour parvenir à une gestion avantageuse; que d'ailleurs exclure les parens, serait créer une incapacité que la loi n'avait pas établie.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, de l'enquête faite le 30 vend. an 13, ensemble de l'interrogatoire subi le 27 dudit mois, et de l'avis de parens du 13 therm. précédent, il ne résulte aucun fait assez grave pour nécessiter l'interdiction; que, néanmoins, ces actes justifient suffisamment que Marie Colnago, partie de Laurendau, ne peut, sans danger pour sa fortune, être abandonnée à elle-même, tant pour la gestion et administration de ses affaires que pour l'aliénation et les dispositions de tout ou partie de ses biens; mais que les vues d'intérêt qu'on peut naturellement supposer à l'intimé pour la conservation de ces mêmes biens, au préjudice de l'appelante, qui ne peut être empêchée directement ou indirectement de s'en servir dans ses besoins, ne permettent pas de le choisir pour remplir les vues de l'art. 499 du Code civ., ainsi que l'ont fait les premiers juges; — Attendu que, dans ce dernier cas, il est plus dans l'intérêt de l'appelante, que la justice doive seule considérer ici, de faire choix, pour le conseil qu'il convient de lui donner, d'une personne prise hors de sa famille, et qui, réunissant l'intelligence des affaires à la confiance de l'appelante, puisse la garantir au besoin des effets possibles de toutes surprises; — Statuant sur l'appel de la partie de Laurendau, met l'appellation et ce dont est appel au néant, en ce que le jugement dont est appel institue pour conseil à ladite partie de Laurendau la personne de François Colnago, partie de Varlet; — Nomme pour conseil dont s'agit, aux fins de l'art. 499 du Code civ., la personne de M. Petit, notaire et greffier de la justice de paix du canton de Ressons, etc.

Du 25 therm. an 13. — Cour d'appel d'Amiens. — 1<sup>re</sup> sect.

#### CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE.—INTÉRÊTS.

##### — COLLOCATION.

*Le créancier antérieur à la loi du 11 brum. an 7, qui a pris une inscription hypothécaire dans les trois mois de la publication de cette loi, a le droit d'être colloqué, par la seule force de l'inscription, pour cinq années des intérêts dès lors échus, et pour deux années de ceux qui échoiront par la suite. — Ainsi se combinent les articles 19 et 38 de la loi du 11 brum. an 7.*

(Henriot et le domaine national — C. Villeroy.)

#### ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la collocation de 3,950 fr. pour deux années d'arrérages de la rente due à Rouër de Villeroy et sa femme, courues depuis le 29 prair. an 7, date de la première inscription, qui fait l'objet de l'appel, est conforme à l'art. 19 de la loi du 11 brum. an 7 et à l'art. 227 du Code civ.; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 25 therm. an 13. — Cour d'appel de Paris. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Delavigne et Carbonnier.

(1) Cette décision, qui ne repose sur aucune base égale, ne peut être considérée que comme un con-

seil qu'il peut être bon de suivre, mais non comme une règle dont l'observation soit de rigueur.

1<sup>o</sup>, 2<sup>o</sup> et 3<sup>o</sup> ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — TESTAMENT OLOGRAPHE. — ALIMENS.

4<sup>o</sup> FRUITS. — ENFANT NATUREL. — BONNE FOI.

1<sup>o</sup> Un testament olographe n'est pas un acte authentique, dans le sens de la loi; il ne vaut pas en conséquence comme acte de reconnaissance d'un enfant naturel (1).

2<sup>o</sup> Le défaut d'une reconnaissance authentique ne peut être suppléé par des actes postérieurs passés entre le tuteur de l'enfant naturel et la veuve ou les parents du père prétendu.

3<sup>o</sup> L'enfant naturel que son père a volontairement reconnu par acte sous seing privé, est en droit de demander des alimens, bien qu'il ne puisse pas succéder (2).

4<sup>o</sup> L'enfant naturel reconnu, mais dont le titre est annulé, doit restituer les fruits des biens de son prétendu père, dont il a joui; à cet égard, il n'est pas réputé possesseur de bonne foi (3).

(Cintré—C. Jacques-Marie.)

Jacques-Marie avait été reconnu par le sieur Margariteau dans un testament olographe. — En vertu de ce titre, il prétendit à la succession de

Margariteau, et transigea avec la veuve. Il prétendit de même à la succession d'une sœur de Margariteau, et la partagea par moitié avec la demoiselle Poullin de Cintré, nièce légitime de Margariteau. — Le Code étant survenu, cette nièce demanda à Jacques-Marie le désempement de tous les biens qu'il avait acquis comme enfant reconnu, attendu, disait-elle, qu'elle était seule héritière légitime de Margariteau, et que la reconnaissance en faveur de Jacques-Marie était nulle, comme n'ayant pas été faite par acte authentique, celui-ci n'ayant jamais eu droit ni à la succession de Margariteau ni à la succession collatérale échue depuis.

Jacques-Marie prétendit 1<sup>o</sup> que la reconnaissance était valable; 2<sup>o</sup> Qu'en tous les cas, la nullité avait été couverte par les transactions et partages auxquels il avait pris part. — Subsidièrement il soutint, que tant au moins, en sa qualité de possesseur de bonne foi, il ne pouvait être tenu à la restitution des fruits; enfin, que si le testament olographe était nul comme acte de reconnaissance, il valait au moins comme constatant la paternité et conférant ainsi un droit à des alimens.

(1 et 2) Ces propositions sont controversées. V. sur la première, dans le sens de l'arrêt que nous rapportons, Rouen, 30 juin 1817; Limoges 6 juill. 1832; Cass. 7 mai 1833; Nîmes, 2 mai 1837. — V. en sens contraire, Cass. 3 septembre 1806. Mais ce dernier arrêt a été rendu à l'occasion d'un testament fait sous l'empire de la coutume de Paris, dont l'art. 289 plaçait le testament authentique et le testament olographe sur la même ligne, en disant : « Pour réputer un testament solennel, il est requis qu'il soit écrit et signé du testateur, ou qu'il soit passé par devant deux notaires,.... » Quant aux auteurs, V. pour la nullité de la reconnaissance par testament olographe, Loiseau, *des Enfants naturels*, p. 461; Coulon, *Dialogues ou questions de droit*, t. 1, p. 279; Malpel, *des successions*, n<sup>o</sup> 155; Delvincourt, p. 90, note 4. — Pour la validité de la reconnaissance, V. Merlin, *v<sup>o</sup> Filiation*, § 3 add., n<sup>o</sup> 8; dans le même sens, pourtant néanmoins que le testament ait été déposé par le testateur entre les mains d'un notaire, Toullier, t. 2, n<sup>o</sup> 953 et 954; Duranton, t. 3, n<sup>o</sup> 215 et 218; Proudhon, *Droit français* t. 2, p. 111. — Nous inclinons vers cette dernière opinion qui nous paraît concilier l'intérêt de l'enfant naturel avec les termes de la loi et les droits de la famille que le législateur a en pour objet de protéger. — En thèse générale, il est vrai que le testament olographe ne remplit pas la condition de l'authenticité, de laquelle l'art. 334 du Cod. civ. fait dépendre la validité de la reconnaissance d'un enfant naturel. Les caractères de l'authenticité sont nettement indiqués par l'art. 1317 du Cod. civ., et il est certain que le testament olographe n'en contient aucun. Par cela même, il serait insuffisant pour constater la reconnaissance d'un enfant naturel. C'est ce qui ressort mieux encore des motifs qui ont déterminé le législateur à exiger l'authenticité. « La paternité, disait l'orateur du gouvernement dans l'exposé des motifs, ne pourra jamais être établie contre le père que par sa propre reconnaissance; et encore faudra-t-il, pour que les familles soient à cet égard à l'abri de toute surprise, que cette reconnaissance ait été faite ou par l'acte même du naissance ou par un acte authentique. » « Un acte aussi important qu'une reconnaissance, ajoutait M. Lahary au tribunat, ne pouvait être abandonné à une aussi faible garantie que celle qui résulte d'un acte privé.... » Ainsi ce que la loi a voulu en exigeant que toute reconnaissance fut au-

thentique, c'est rassurer les familles, en prévenant autant que possible la surprise dont pourrait être l'objet un homme faible ou trompé, qui, à l'aide d'un écrit furtif, reconnaît un enfant dont il ne serait réellement pas le père. — Sie, Chabot, *Comment. sur les successions*, art. 756. — Or, par sa nature même, le testament olographe, si l'on en convenait, ne présente pas de garanties contre un semblable danger. — Mais il en est autrement lorsque par le fait du testateur l'acte a été déposé entre les mains d'un notaire, surtout si le testateur a déclaré que cet acte contenait une reconnaissance d'enfant naturel. Ce dépôt ou cette déclaration qui sont authentiques, doivent alors communiquer en quelque sorte ce caractère d'authenticité à l'acte qui en était déposé; et de la persistance du testateur manifestée par des actes postérieurs à sa reconnaissance, on doit raisonnablement conclure que cette dernière a été l'œuvre de sa volonté libre et réfléchie, et non celle de la surprise. Cette induction d'ailleurs trouve un puissant appui dans l'arrêt de cassation du 11 juill. 1815 qui en maintenant un arrêt de Caen du 15 janv. 1814, a décidé que la convention d'hypothèque, bien qu'elle doive être faite par acte authentique (C. civ. 2127) produit néanmoins son effet quand elle est consignée dans un acte sous seing privé déposé par le débiteur lui-même chez un notaire, qui en a donné un acte de dépôt. V. l'arrêt de Cass. à sa date.

Sur la seconde question, celle de savoir si le testament olographe, nul comme acte de reconnaissance, serait au moins susceptible de fonder, de la part de l'enfant reconnu, une demande d'alimens, la jurisprudence et les auteurs sont également divisés. V. pour l'affirmative, Paris, 25 prair. an 12; Montpellier, 28 janv. 1806; — Proudhon, t. 2, p. 112; Delvincourt, p. 90, note 4. — En sens contraire, Rouen, 18 fév. 1809; Paris, 18 juill. 1810; Limoges, 27 août 1811; Dijon, 24 mai 1807; Cass. 14 therm. an 8; 3 vent. an 11; 5 niv. an 12; 4 oct. 1812; — Loiseau, p. 561; Duranton, t. 3, n<sup>o</sup> 231; Toullier, t. 2, n<sup>o</sup> 976-977; Favard de Langlade, *v<sup>o</sup> Enfant naturel*, § 1, n<sup>o</sup> 4. — Mais au point sur lequel on est généralement d'accord, c'est que la disposition par laquelle un père s'obligerait, dans un acte de reconnaissance non authentique, à nourrir son enfant, doit avoir son effet. V. en ce sens, Cass. 10 mars 1808; Grenoble, 27 août 1818; Agen, 9 fév. 1823; Loiseau, *loc. cit.*, Duranton, t. 3, n<sup>o</sup> 229.

(3) V. en sens contraire, Montpellier, 15 therm. an 11; Cass. 9 brum. an 13, et les notes.

Jugement qui rejette la demande en délaissement.—Appel.

## ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que Jacques-Marie n'ayant été reconnu par Margareiteau, son père, que par un testamentolographe, cette reconnaissance n'a pas l'authenticité voulue par la loi;

Que les actes postérieurs passés entre le tuteur dudit Jacques-Marie, et la veuve et les parents dudit Margareiteau ne peuvent suppléer au défaut d'une reconnaissance authentique; — Considérant que l'art. 3 de la loi transitoire du 14 flor. an 11 n'est pas applicable, en ce que le règlement et partage des biens de la communauté, passé entre la veuve dudit Margareiteau et le tuteur dudit Jacques-Marie, n'est relatif qu'aux biens de ladite communauté, et non à l'état de ce dernier; que, d'ailleurs, ladite veuve Margareiteau étant étrangère à la succession, n'aurait pu reconnaître cet état au préjudice des héritiers légitimes; — Considérant que ledit Jacques-Marie n'ayant point été légalement reconnu, n'avait aucun droit aux biens, tant propres, qu'acquêts et meubles de la succession dudit Margareiteau et de la dame Mangars-Lafosse, sa sœur;

Considérant que, par le défaut de reconnaissance légale, ledit Jacques-Marie n'étant point héritier, ne peut être regardé comme possesseur de bonne foi, et qu'ainsi il est, de droit, comptable de tous les fruits et revenus par lui perçus depuis sa mise en possession;

Considérant enfin que des déclarations et écrits privés produits au procès, il résulte une reconnaissance formelle et volontaire de paternité de la part dudit Margareiteau en faveur de Jacques-Marie; — Condamne l'intimé à abandonner à la demoiselle Poulain de Cintré la possession de tous les biens immeubles, propres et acquêts dépendant de la succession dudit Margareiteau, et d'en rapporter les fruits et revenus à compter du jour de son entrée en jouissance, comme aussi de rendre et restituer aux appelants les meubles, effets, argent et argenterie restés entre ses mains, si aucuns sont désignés dépendant desdites successions Margareiteau et Mangars-Lafosse; — Au surplus, donne acte à l'intimé de la déclaration des appelants qu'ils s'en rapportent à la prudence de la cour, sur la question de savoir s'il est dû des aliments à l'intimé, et sur leur quotité; — En conséquence, — Adjuge audit intimé, à titre d'aliments, une pension viagère de 1,200 liv., nette et quitte de toutes contributions, payable en deux termes égaux, par avance, de six mois en six mois, à compter du jour du décès dudit Margareiteau, etc.

Du 25 therm. an 13.—Cour d'appel d'Angers.

## CHEMIN VICINAL. — PROPRIÉTÉ. — Usage. — ACTION.

Tout chemin qui n'est pas mis à la charge de l'Etat par l'art. 538 du Code civil, est réputé chemin vicinal, que les communes doivent entretenir, et qu'elles ont le droit de défendre par-devant les tribunaux contre toute usurpation tendant à les en dépouiller.

Les particuliers peuvent réclamer par les voies judiciaires à raison d'un chemin vicinal, pour en user et profiter, si l'usage de ce chemin leur est nécessaire pour aller sur leurs propriétés, ou pour toutes autres communications. — Arg.

(1) V. en ce sens, Cass. 11 mai 1819; Paris, 3 germ. an 12; Turin, 7 fruct. an 12.—Contrà, Agen, 7 prair. an 13, et la note. — L'opinion que consacre l'arrêt ci-dessus est embrassée par Merlin, Rép., v°

(Lefebvre—C. comm. de Vouziers.)

Le sieur Lefebvre s'était emparé d'un chemin vicinal.—La commune de Vouziers, département des Ardennes, intenta contre lui une action en désistement.—Lefebvre opposa une fin de non-recevoir.—Un chemin vicinal, disait-il, est destiné au public; il est donc national: donc c'est au préfet, agent de la nation, et ce n'est pas au maire d'une commune plaider pour en revendiquer la propriété.—Les chemins vicinaux, ajoutait-il, appartenant jadis aux seigneurs, étaient devenus nationaux, lors de la suppression des justices seigneuriales par l'effet de la loi des 26 juill.—15 août 1790.

La commune répondait qu'aux termes de la loi des 28 sept.—6 oct. 1791, sect. 6, art. 1<sup>er</sup>, le législateur avait mis à la charge des communes, les chemins nécessaires à la communication des paroisses:—Que la même disposition existait dans la loi du 11 frim. an 7, art. 4, n° 2:—Qu'en leur imposant le soin d'entretenir ces chemins, le législateur a nécessairement donné aux communes le droit de les conserver; enfin, que la même chose s'induisait de l'art. 538 du Code civil, aux termes duquel, « Les chemins, routes et rues à la charge de l'Etat, les fleuves et rivières navigables ou flottables, les rivages, lais et relais de la mer, les ports, les havres, les rades, et généralement toutes les portions du territoire national qui ne sont pas susceptibles d'une propriété privée, sont considérés comme des dépendances du domaine public; » ce qui établissait bien clairement que les chemins à la charge des communes ne pouvaient être considérés comme faisant partie du domaine public.

## ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le Code civil, promulgué antérieurement au nouveau système embrassé par l'appelant, a des dispositions qui expliquent d'une manière positive quels sont les chemins que l'on doit envisager comme des dépendances du domaine public; — Considérant que l'art. 538 lève tous les doutes qu'aurait pu présenter la loi de 1790; qu'il n'y a, en effet, d'après cet article, que les chemins, routes et rues à la charge de la nation et autres objets qu'il détermine, qui doivent être considérés comme des dépendances du domaine public; les chemins vicinaux à la charge des communes sont donc exceptés; que, la difficulté portant sur une usurpation prétendue de la largeur d'un chemin, vis-à-vis de la propriété de l'appelant, le maire de Vouziers a le droit incontestable et qualifié pour réclamer par les voies judiciaires;

Que tout particulier pourrait même le faire, si l'usage de ce chemin lui était nécessaire pour aller sur ses propriétés, ou pour toute autre communication relative à l'effet d'en user et profiter; — Sans s'arrêter à la fin de non-recevoir proposée, — Met l'appellation au néant, etc.

Du 28 therm. an 13.—Cour d'appel de Metz.

## USUFRUIT LÉGAL.—EFFET RÉTROACTIF.

L'art. 384 du Code civil, qui règle la durée de l'usufruit légal des pères et mères sur les biens de leurs enfants, s'applique même au cas de jouissances commencées sous l'empire d'une loi dont les dispositions relativement à la durée de l'usufruit diffèrent de celles du Code. (Code civ., art. 2 et 384.) (1)

Effet rétroact., sect. 3, § 2, art. 9, n° 4; Duranton, t. 1, n° 55; Chassan, Comm. approfondi du Code civ., t. 1, p. 215 et suiv. — V. aussi Proudhon, Traité de l'usufruit, n° 2018.

(Richini—C. Richiol.)

Du 1<sup>er</sup> fruct. an 13.—Cour d'appel de Turin.

## JUGEMENT.—LOIS APPLIQUÉES.

*Avant le Code de procédure, les jugemens rendus en matière civile devaient contenir les termes des lois dont ils faisaient l'application. — L'énonciation vague de la loi appliquée ne suffisait pas (1).*

(N.—C. N.)

Du 1<sup>er</sup> fruct. an 13.—C. d'appel de Turin.

1<sup>er</sup> et 2<sup>e</sup> CONSEIL DE FAMILLE.—COMPOSITION.—JUGE OU PAIX.—PARENTÉ.

3<sup>e</sup> CONSEIL JUDICIAIRE.—INTERROGATOIRE.

1<sup>er</sup> Un conseil de famille ne peut être composé de plus de six parents ou amis. (Code civ., art. 407.) (2)

2<sup>e</sup> Le juge de paix ne peut présider le conseil de famille, lorsqu'il est le parent de celui à l'égard duquel il doit être statué (3).

3<sup>e</sup> L'interrogatoire préalable est de rigueur pour la nomination d'un conseil judiciaire au prodigue, comme pour le cas d'interdiction.

(Maillet—C. sa femme.)—ARRÊT.

LA COUR :—Considérant, 1<sup>er</sup> qu'aux termes du Code civil, le conseil de famille doit être composé de six parents ou alliés, non compris le juge de paix; que les frères germains ou maris de sœurs germaines sont seuls exceptés de la limitation de ce nombre; qu'euist, hors ce cas, il ne peut y avoir plus de six parents; que, dans l'espèce, l'appelant n'avait point de frères ou sœurs germains, et qu'il a été appelé huit parents au conseil de famille du 4 brum. an 12; qu'à la vérité le plus grand nombre, surtout quand il est unanime, ne fait qu'attester mieux le vœu de la famille; mais que la loi n'ordonne rien en vain, et que, quand elle est aussi précise, le devoir de tous est de s'y soumettre;

Considérant, 2<sup>e</sup> que le juge de paix était parent de Maillet; que la loi, en donnant au juge de paix voix délibérative dans les conseils de famille, et même prépondérante en cas de partage, l'a supposé impassible comme elle, et étranger aux affections que les parents peuvent éprouver; qu'ainsi sa qualité de parent pourrait bien lui permettre d'être appelé à ce titre au conseil, mais lui interdit le droit de le présider;

(1) Le Code de procédure n'a pas reproduit, à cet égard, l'obligation qui était imposée par les art. 14 et 15 de la loi du 21 août 1790. Il suffit, pour la validité des jugemens, qu'ils contiennent les noms, professions et demeure des parties, leurs conclusions, l'exposition sommaire des points de fait et de droit, les motifs et le dispositif (Cod. de pr., art. 141).—Il en est autrement en matière criminelle, correctionnelle ou de police. Le texte de la loi appliquée doit être rapporté dans le jugement de condamnation. (Cod. inst. crim., art. 163, 195 et 369.)

(2) Cette solution résulte de la combinaison des art. 407, 408 et 410 du Cod. civ.—On peut dire, en effet, que la loi a déterminé la composition du conseil de famille avec certaines conditions qui empêchent la prépondérance d'une ligne sur l'autre. Or, si au lieu de six membres, dont trois dans chaque ligne, il y en avait un septième appartenant à l'une ou à l'autre, le vœu de la loi serait méconnu. L'art. 408, en admettant une exception à cette limitation de nombre, en faveur des frères et beaux-frères germains, confirme la règle.—V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Amiens, 11 fruct. an 13;—Magnin, des Tutelles, n<sup>o</sup> 336.

Considérant, 3<sup>e</sup> que l'interrogatoire en matière d'interdiction pour prodigalité ne paraît pas trop utile; qu'en effet un prodigue n'en est pas moins souvent un homme de grand sens; mais que l'art. 51 l'ordonne que la demande à fin de conseil judiciaire sera instruite et jugée de la même manière que celle pour l'interdiction, et qu'aux termes de l'art. 496, le tribunal doit interroger le défendeur à l'interdiction; qu'à la vérité, le sieur Maillet a été assigné à cette fin au mois de pluv. an 12, et condamné faute de s'être présenté; mais que ce jugement a été attaqué par la voie de l'opposition, et que depuis, l'interrogatoire n'a été ni fait, ni ordonné, ni provoqué.—Infirme, en ce que le tribunal a considéré le conseil de famille comme régulièrement composé, et n'a pas ordonné l'interrogatoire du défendeur, etc.

Du 2 fruct. an 13.—Cour d'appel de Bourges.  
—Prés., M. Sillé. — Pl., MM. Devoux et Bonolou.

## VOITURES PUBLIQUES.—EFFETS PERDUS.—

DÉCLARATION.—SERMENT.

La loi du 26 therm. an 4, qui n'accorde aux voyageurs qu'une indemnité de 150 fr. au cas de perte des effets ou malles qu'ils n'ont pas déclarés, ne s'applique qu'aux messageries: dès lors, les voituriers par eau peuvent, même lorsqu'aucune déclaration n'a été faite, être condamnés au paiement de la valeur entière des objets perdus (4).

La preuve de la valeur des objets remis au voiturier peut être faite par le serment en litem (5).

(Thomas—C. Lanibert.)—ARRÊT.

LA COUR :—Vu les art. 1952, 1782, 1783 du Code civil;—Vu que le dernier de ces articles n'exige pas la déclaration détaillée du contenu dans les paquets;—Vu que la loi du 26 therm. an 4, invoquée par l'appelant, ne fut jamais applicable qu'aux messageries nationales;—Considérant, en fait, qu'il est bien constant au procès que la veuve Thomas, à l'époque dont il s'agit, déménageait tous ses effets de Paris à Deville, près Rouen, et qu'en pareille circonstance, il n'est pas possible qu'une malle ait été envoyée vide;—Considérant qu'eo supposant ce fait extraordinaire vrai, c'était au voiturier à enregistrer cette malle comme vide;—Considérant qu'il demeure également constant que la dame Thomas envoyait du linge enveloppé dans des sacs, et que dès lors on doit nécessairement croire que

(3) A la vérité, cette exclusion du juge de paix n'est édictée dans aucune loi, et il a été jugé que les tribunaux ne peuvent créer aucune cause d'exclusion ou d'incapacité, en ce qui concerne la composition du conseil de famille. (P. Caen, 15 janv. 1811.)—Mais, d'un autre côté, il faut considérer que le juge de paix n'est pas seulement appelé à présider le conseil de famille; il prend part à ses délibérations (C. civ., art. 416), et lorsque des liens de parenté le rattachent à la ligne paternelle ou maternelle, on peut craindre qu'il n'exerce une influence grave sur l'une ou sur l'autre. Ce serait peut-être le cas d'appliquer l'art. 44 du Cod. de proc. civ., relatif à la récusation.—V. sur ce point, Augier, Encyclop. des juges de paix, v<sup>o</sup> Conseil de famille, t. 2, p. 182.

(4) F. la note sous l'arrêt de Cass. du 13 vend. an 10.

(5) F. dans ce sens, Paris, 19 avr. 1809.—V. aussi Jousse et Serpillon, sur l'Ordonn. de 1667, tit. 20, art. 2; Merlin, Rép., v<sup>o</sup> Messageries, § 2, art. 4; Toullier, t. 10, n<sup>o</sup> 447; Dict. du cont. comm., v<sup>o</sup> Voitures pub., n<sup>o</sup> 7.

ce linge mis dans les sacs n'était que le plus gros linge, et que le linge le plus précieux était dans la malle dont il s'agit, puisque les deux autres malles contenaient l'une des livres, l'autre des linges et habits;

Vu cependant que la dame Thomas n'a passé son affirmation que sur la quantité des objets contenus dans cette malle et non sur leur valeur; — Confirme, si mieux l'aime respondent le sieur Lambert convenir d'experts devant procéder équitablement à l'évaluation des effets compris dans l'état présenté par la dame Thomas, etc.

Du 2 fruct. an 13.—Cour d'appel de Bourges. —1<sup>re</sup> sect.—Prés., M. Théanton. — Concl., M. Fouquet. — Pl., MM. Frondière et Héron.

#### AUBAINE (DROIT N). — VŒUX RELIGIEUX. — SUCCESSION.

*Une Française qui a émis des vœux religieux en pays étranger, et perdu ainsi la qualité de Française, est néanmoins habile à recueillir la succession de son père, ouverte en France depuis la publication du Code civil, si les Français ont le droit de succéder dans le pays où est situé le monastère dont elle fait partie.*

Du 3 fruct. an 13 (aff. *Husman*).—Cour d'appel de Liège. — V. l'arrêt de cassation du 26 août 1808, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

#### DOMICILE ÉLU.—SIGNIFICATION.—EFFET RÉTROACTIF.

*L'art. 111 du Code civil, qui autorise les poursuites, au domicile élu pour l'exécution des actes, est applicable même à ceux qui sont antérieurs à la promulgation du Code (1).*

(Broens-C. Devolder.)

Du 3 fruct. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### PACTE DE PRÉFÉRENCE.—COHÉRITIERS.—TIENS ACQUÉREUR.—DOMMAGES INTÉRÊTS.

*L'abandon fait, par un cohéritier à un de ses cohéritiers, d'un bien de la succession, à la charge que celui-ci ne pourra pas vendre ce bien sans donner la préférence à celui qui le lui a cédé, ne confère pas le droit à ce dernier, en cas de vente à un étranger, de poursuivre cet étranger en déguerpissement, mais donne ouverture seulement à une demande en dommages-intérêts contre le cohéritier cédant (2).*

(Rool—C. les sieurs Arth.)

Jean-Charles Arth avait eu trois enfants, deux garçons et une fille. A sa mort, les frères et la sœur firent un pacte de famille, daté du 30 mars 1783, et qui fut déposé chez un notaire, le 28 déc. 1787. Par cet acte, les deux sœurs Arth conviennent que leur sœur prélèvera une somme de 6,000 fr. pour égaliser sa part de celle de ses frères; et, pour la récompenser des soins qu'elle a donnés à leur père et à leur mère, ils lui abandonnent un bien estimé 4,350 fr., à la condition que dans le cas où elle viendrait à se marier, ce bien rentrerait dans la masse de la succession; et à la condition également que « en cas qu'elle voulût tôt ou tard vendre ou aliéner, en manière quelconque, le susdit corps de biens, a elle par les présentes cédé in solutum, ou partie d'icelui » seulement, lesdits Arth auront encore la préférence, soit simultanément, soit l'un d'eux, de

« retirer et prendre le même bien pour ledit prix » de 4,350 fr. a — Lors de la promulgation de la loi du 11 brum. an 7, les frères Arth ne prirent point d'inscription en vertu de l'acte ci-dessus. — Le 3 germ. an 10, la demoiselle Arth a vendu à Jean Rool le bien que ses frères lui avaient abandonné. — Le 11 du même mois, Rool fit transcrire son contrat d'acquisition au bureau des hypothèques. — Alors les frères Arth intentèrent contre Rool une action en déguerpissement, fondée sur le droit qu'ils s'étoient réservé par l'acte du 30 mars 1785.

Le tribunal de Saverne, devant qui fut portée la contestation, condamna Rool à déguerpir.

Appel par celui-ci.—Il s'est attaché à prouver que les frères Arth, par l'acte de 1785, avaient cédé à leur sœur la propriété des biens en question; qu'en étant ainsi, la demoiselle Arth avait pu vendre valablement, et que ses frères n'avaient d'autres droits contre elle qu'une action en dommages-intérêts.

Les intimés ont soutenu, de leur côté, que l'acte contenait une clause de réméré, et qu'ainsi ils étaient en droit de l'exercer, même contre un tiers acquéreur.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, par le pacte du 30 mars 1785, les frères et sœur Arth, après avoir arrêté que Marie-Reine Arth prélèverait dans la succession du père 6,000 fr. pour l'égaliser avec deux frères, et 1000 fr. pour compléter son trousseau, lesdits deux frères, par des motifs de reconnaissance exprimés en l'acte, consentirent encore que cette sœur prélèverait, en outre, une somme de 4,000 fr. qu'ils ont assignée à prendre sur le bien rentier de Lupstein et Luttenheim, sous la condition expressément convenue qu'elle ne conserverait ledit principal qu'aussi longtemps qu'elle demeurerait fille, et que si elle venait à se marier, le même principal serait censé non venu, et retomberait en masse, pour être partagé entre eux trois héritiers, de manière qu'elle en aurait eu que la seule jouissance, jusqu'au moment de son établissement; — Considérant que cette première partie de la convention semblerait établir, en effet, que les frères Arth n'ont entendu céder à leur sœur qu'une jouissance, laquelle même cesserait dans le cas où la sœur viendrait à passer dans l'état de mariage; ce cas prévu n'est pas arrivé et n'a pas d'application directe à la cause, mais bien la seconde partie de l'acte par lequel il a aussi été prévu un autre cas, celui où Marie-Reine Arth voudrait tôt ou tard vendre ou aliéner, en manière quelconque, le susdit corps de bien rentier, a elle par ces présentes, y est-il dit, cédé in solutum, ou partie d'icelui seulement: alors les frères auraient le droit ou la préférence, soit simultanément ou l'un d'eux seul, au refus de l'autre, de retirer ou prendre le même corps de bien pour le prix de 4,350 fr. Or, après des termes aussi clairs, aussi positifs, ne se saurait équivoquer sur la question, puisqu'ils établissent évidemment une transmission de propriété, et non une simple cession d'usufruit, puisque les frères ont reconnu dans leur sœur la faculté d'aliéner soit le tout, soit partie, et que, pour ce cas, ils ne se sont réservés qu'un droit de préférence, réserve qui n'a pas été un obstacle à la vente que la sœur a faite à l'appelant, mais qui avertit une action personnelle aux frères contre leur sœur, quant au prix

(1) Sur la validité de la signification au domicile élu, et la faculté laissée au créancier d'opter entre ce domicile et le domicile réel pour donner assignation au débiteur, *F. Cass.* 23 vent., 25 germ. an 10, et les notes.

(2) *V. en ce sens.*, Toulouse, 6 nov. 1825; Grenoble, 11 mai 1827, 23 mai 1829; Cass. 9 juill. 1834.

auquel les parties ont estimé le bien par le pacte en question, pour être par elle contrevenu à la convention; — Considérant que ce pacte ne contient pas, comme l'ont prétendu les intimés, une faculté de réméré à leur profit, puisque, dans le cas du réméré, l'événement du rachat dépend de la volonté du vendeur, lorsqu'il en a stipulé la condition et non de la volonté de l'acheteur; or, dans l'espèce, il ne dépendait pas de la volonté des frères de retirer le bien à eux, quand bon leur semblerait, puisqu'il pouvait arriver que la sœur n'eût jamais la volonté de vendre, et qu'alors la réserve devenait sans objets; et ce n'est pas un droit de préférence, strictement parlant, qu'ils se sont réservé, puisqu'en thèse générale, la condition attachée à l'exercice de ce droit est l'engagement de payer au vendeur le même prix que celui pour lequel un tiers a acquis, tandis que, dans l'espèce, ce n'est pas les 10,000 fr., prix de la vente faite par la sœur à l'appelant, qu'ils entendent acquitter, mais les 1,350 fr. auxquels le bien a été estimé par le pacte dont il s'agit, pacte qui contient beaucoup plus du partage fait en famille que de toute autre convention; — Considérant, dès lors, que l'appelant a pu acquérir valablement de la demoiselle Arth. et que, par la transcription qu'il a fait faire à la conservation des hypothèques, de son contrat d'acquisition, il a consolidé et purgé le bien à lui vendu, de manière à être à l'abri des attaques des intimés; — Considérant, comme il a été déjà établi, qu'il ne résulte du pacte en question à ceux-ci qu'une action personnelle contre leur sœur; mais lorsqu'il leur eût même conféré un droit réel à la chose, encore l'eussent-ils perdue, pour avoir négligé jusqu'à présent de faire faire la transcription de ce pacte conformément à la loi du 11 brum. an 7: il y a donc lieu, sous tous les rapports, en infirmant le jugement dont est appel, de débouter les intimés de leur demande principale formée en première instance; — Dit qu'il a été mal jugé et bien appelé, etc.

Du 5 fruct. an 13.—Cour d'appel de Colmar, —Pl., MM. Rapiet et Marquail.

#### DOT.—EMPLOI.

La loi du 27 therm. an 6, qui valait l'emploi fait par le mari sans le consentement de sa femme des deniers dotaux appartenant à cette dernière, ne le dispensait point de déclarer l'origine de ces deniers, au fur et à mesure qu'il en faisait le placement. Si donc le mari n'a pas fait cette déclaration, il ne peut exiger que les héritiers de la femme remboursent de sa dot. (C. civ., art. 1436 et 1435.)

(Delorme—C. Dangereux.)

Du 5 fruct. an 13.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.

V. l'arrêt de la Cour de cassation du 30 janvier 1807 intervenu dans cette affaire.

**JUGEMENT PRÉPARATOIRE.—INTERDICTION.—ADMINISTRATEUR PROVISOIRE.—APPEL.** En matière d'interdiction, le jugement qui nomme un administrateur provisoire, n'est pas un jugement définitif dont l'appel soit recevable, avant qu'il ait été statué sur l'interdiction (1).

(Garonne—C. Barbetto et Tarello.)—ARRÊT. LA COUR; — Vu les art. 497, 498, 500 et

505 du Code civil; — Considérant que, d'après les dispositions de l'art. 497, la nomination d'un administrateur provisoire, pour prendre soin de la personne et des biens de celui dont on demande l'interdiction, est entièrement laissée à la prudence des premiers juges, s'il y a lieu, après le premier interrogatoire; — Qu'un tel acte, qui ne préjuge rien sur le fond de l'affaire, est une simple mesure provisoire et de circonstance, qui n'a lieu que sur les informations préliminaires de la procédure, et contre laquelle il ne peut y avoir d'opposant, le contradictoire du défendeur n'étant pas légitimement établi; — Qu'en effet, ce n'est que relativement à l'instance principale en interdiction, et après les informations préliminaires susdites, que la loi ordonne, à l'art. 498 ci-dessus relaté, que le jugement soit rendu à l'audience publique, les parties entendues ou appelées; que si celui contre lequel la demande en interdiction est formée se rend opposant sur le fond de l'affaire, et s'il se croit lésé par ladite mesure provisoire, ce n'est qu'après le débat, et par le moyen du jugement définitif, qu'il doit en attendre la récoaction du même tribunal, ou la provoquer, s'il y a lieu, en l'instance d'appel; — Que telle est évidemment la marche de la procédure établie par la loi, puisque ce n'est que pour le jugement d'interdiction qu'il est parlé dans les art. 500 et 505 qui régissent le mode à suivre dans l'instruction de la cause d'appel et dans l'exécution du jugement d'interdiction rendu en première instance, confirmé sur l'appel; — Qu'en conséquence, jusqu'à ce que le jugement définitif soit prononcé, le défendeur ne peut être entendu en instance d'appel contre la mesure provisoire dont il s'agit, et dont les premiers juges ont reconnu la nécessité, d'après les informations préliminaires susdites; ces juges ne peuvent être troublés dans l'exercice de leur juridiction jusqu'au jugement définitif;—Dit non recevable l'appel, etc.

Du 5 fruct. an 13.—Cour d'appel de Turin.—Concl., M. Ricciardi.—Pl., MM. Mina et Caluso.

#### DOUAIRE.—COMPOSITION.

Sous la coutume de Normandie, le douaire de la veuve du fils sur les biens du père, lorsque l'un et l'autre sont morts depuis les lois qui ont institué l'égalité des partages, ne doit pas être restreint au tiers de la portion héréditaire que le fils prédécédé aurait recueillie dans la succession de son père s'il lui eût survécu; il doit se composer du tiers de la portion héréditaire dont le fils avait l'expectative sur les biens du père à l'époque du mariage, et de ceux que la père aurait acquis jusqu'au décès du fils (2).

(Jamard—C. Jamard.)

Du 5 fruct. an 13.—Cour d'appel de Caen.—2<sup>e</sup> sect.

#### DOMICILE ÉLU.—PROCURATION.—ASSIGNATION.

Encore qu'une personne ait donné sa procuration la plus ample et la plus générale à un avoué, tant pour gérer ses affaires que pour la représenter en justice, cette procuration n'équivaut pas à une élection expresse de domicile chez l'avoué; en conséquence, toutes assignations données à la partie au domicile de cet avoué, sont nulles et de nul effet. —

(1) V. conf., Paris, 2 niv. an 10 et la note.—Contrà, Cass. 10 août 1825.

(2) F. en ce sens, Rouen, 22 pair. an 10.

*Dans ce cas, la partie doit être assignée à personne ou domicile réel.*

(Laturbie—C. Laturbie.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 111 du Code civil, ainsi conçu : « Lorsqu'un acte contiendra de la part des parties ou de l'une d'elles élection de domicile pour l'exécution de ce même acte dans un autre lieu que celui du domicile réel, les significations, demandes et poursuites relatives à cet acte pourront être faites au domicile convenu et devant le juge de ce domicile; » — Attendu 1<sup>o</sup> que la procuration passée par la dame Roéro-Blancardi-Sellon a l'avoué Grosso ne contient pas une mention formelle du domicile par elle élu; d'où il suit que l'on ne pourrait pas y appliquer la disposition du même article...; — Mandé à l'appelant de faire assigner la partie devant la Cour par exploit qui devra être signifié à personne ou domicile, aux termes des lois et des règlements, etc.

Du 6 fruct. an 13.—Cour d'appel de Turin.

#### INSCRIPTION.—ANNOA

*Les règlements ou édits particuliers à de certaines provinces, et postérieurs à l'ordonnance de 1667, sont abrogés par la loi du 6 mai 1791, qui ordonne de plus fort l'exécution de l'ordonnance. — Spécialement : Un expert n'a pu être réusé, depuis la loi de 1791, dans le ressort du parlement de Provence, sous le prétexte qu'il habitait dans un autre arrondissement que celui où l'expertise devait être faite et ne pouvait par suite, aux termes de l'arrêt du conseil de 1770, valoir aux opérations de cette expertise.*

(Boffe—C. Pin.)

Du 6 fruct. an 13. — Cour d'appel de Nîmes.

#### DIVORCE.—INJURE GRAVE.

*Lorsque le mari ou la femme refusent d'accomplir les obligations mutuelles qui leur sont imposées par l'art. 211 du Code civil, c'est là une cause suffisante de divorce. — Ainsi, le refus du mari de recevoir sa femme dans son domicile, de la nourrir et de l'y entretenir, donne lieu au divorce pour cause déterminée (1).*

(Dame de Quarré—C. son mari.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 214 et 231 du Code civil; — Considérant que les devoirs des époux, consignés dans ledit art. 214, sont de tous les temps et de toute législation, comme étant fondés sur l'ordre et le bonheur de la société; qu'y manquer, est, de la part de l'époux, se constituer dans un état d'excès et de sévices permanents envers sa femme, et lui faire injure; et que cette injure prend un caractère de gravité proportionné à l'éducation des époux, à leur état de fortune, à leur manière de vivre, et à la publicité qu'on lui donne; — Considérant, en fait, que le délaissement de la dame de Plankelt, femme Quarré, à Munster, où elle avait dû suivre son mari, est d'autant plus avéré en cause, et caractérise un excès et une injure d'autant plus graves, qu'ils l'exposaient au danger d'une

inscription sur la liste des émigrés, et à tout ce qui en était la suite; — Que, de fait, cette inscription a eu lieu, et que le sieur de Quarré a même cherché à en tirer parti, pour appuyer une demande en divorce, qu'il fonda sur cette inscription, et conséquemment, sur ce fait, le délaissement et l'oubli de ce qu'il devait à sa femme; — Considérant, au surplus, que les refus réitérés du mari, de recevoir, chez lui, la dame de Plankelt, son épouse et leur enfant, à son retour de l'Allemagne, et après la radiation qu'elle était parvenue à se procurer, par ses seuls soins, de la liste des émigrés, ont été établis et constatés, en cause, par-devant le premier juge, ainsi et de la manière requise aux motifs et jugement dont est appel; — Qu'en droit, ces refus, eu égard, notamment, à leur authenticité et à leur publicité, sont également du genre, et dans la classe de ces injures graves qui eussent fondé la demande en séparation, dans les principes des lois anciennes, et légitimement celle en divorce sous l'empire du Code civil; — Met l'appel au néant; condamne, etc.

Du 8 fruct. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.

—1<sup>re</sup> sect.—Concl., M. Beyer, subst.—Pl., MM. Crassous et Gérardin.

#### MINEUR.—DATIEN EN PAIEMENT.—

##### RATIFICATION.

*Celui qui, pendant sa minorité et sans y être autorisé par la justice, a reçu des immeubles en paiement des sommes qui lui sont dues, et qui, devenu majeur, a signé une partie de ces immeubles, ne ratifie la dation en paiement que pour les objets dont il dispose (2).*

(Cabarrus—C. Fontenay.)

Le 28 vent. an 2, la dame Cabarrus, âgée de vingt ans et assistée du sieur Bechade, son tuteur, transigea avec le sieur Devin de Fontenay, son premier mari, sur la liquidation de sa dot et de ses reprises matrimoniales. On les évalua à 400,000 francs. — En paiement de cette somme, le sieur de Fontenay lui abandonna, 1<sup>o</sup> trente arpens de pré, estimés 40,000 fr.; 2<sup>o</sup> le domaine d'Estimauville, pour 200,000 fr., à la charge de servir, tant en principal qu'arrérages, 10,000 fr. de rente perpétuelle, constituée sur cette terre, au principal de 200,000 fr.; 3<sup>o</sup> deux maisons situées à Paris, pour la somme de 45,000 fr.; 4<sup>o</sup> enfin, il lui fit transport et cession de 25,000 fr., sur un sieur Juteau, son débiteur. — Au moyen de cet arrangement, le sieur de Fontenay avec une somme de 200,000 fr., en avait payé une de 400,000 fr. — En l'an 11, la dame de Cabarrus qui, depuis sa majorité, avait disposé des trente et un arpens de pré, et dénaturé les maisons, forma contre le sieur de Fontenay une demande en rescision de l'acte du 28 vent., comme l'ayant souscrit en minorité, et sans y être autorisé par la justice. Elle offrit de restituer les biens qu'elle avait encore en sa possession, et d'imputer sur ce qui lui était dû la valeur de ceux qu'elle avait aliénés, suivant l'estimation qui en serait faite par experts. — Le sieur de Fontenay prétendit que la restitution ne pouvait plus avoir lieu, attendu que la dame Cabarrus avait approuvé la

(1) V. dans le même sens, pour la séparation de corps, Angers, 8 avr. 1829. V. aussi Duranton, t. 2, n<sup>o</sup> 531. — Il est de principe, au surplus, que l'appréhension des faits qui peuvent constituer des sévices ou injures de nature à motiver la séparation de corps, rentre dans le domaine exclusif des juges du fond, et ne peut donner ouverture à cassation. V. Cass, 12 fév. 1806; 25 mai 1808; 16 nov. 1825; 11 janv. 1837.

(2) V. sur les principes généraux en matière de ratification d'obligations par exécution volontaire, et spécialement sur le point de savoir si la ratification a lieu pour le tout, même en cas d'exécution partielle, la note sur le jugement de Cass du 4 therm. an 9.



transaction du 28 vent., en aliénant une partie des biens qui lui avaient été donnés en paiement; que, d'ailleurs, les choses n'étant plus entières, on ne pouvait pas l'obliger à recevoir une partie des biens qu'il avait donnés.

Le 12 fruct. an 12, jugement du tribunal civil de Paris. — Considérant que, suivant les principes généralement observés, et depuis adoptés par le Code civil, le mineur émancipé, quoique assisté d'un curateur, légalement nommé, était incapable, par le seul fait de la minorité, à moins qu'il n'eût été spécialement autorisé par la justice, de contracter aucun engagement, emportant hypothèque sur ses immeubles; de recevoir et disposer de l'universalité d'un mobilier composant la plus forte partie de sa fortune; enfin qu'il était restituable pour la plus légère lésion qu'il aurait éprouvée comme mineur, relativement à des droits immobiliers; — Considérant, dans l'espèce de la cause, relativement à la dation en paiement des treize et un arpens de pré, que la demoiselle de Cabarrus les ayant aliénés depuis sa majorité, elle a, par cette vente, formellement ratifié et l'abandon et l'acceptation par elle faite de cette propriété; — A l'égard des deux maisons sises à Paris, considérant qu'elle a également, depuis sa majorité, dénaté lesdits bâtiments, en les appropriant à son usage, qu'elle en a usé comme d'une chose à elle appartenant, en sorte que dans la position où elle s'est placée à cet égard, sa réclamation n'est plus admissible; — Le tribunal déclare la demoiselle de Cabarrus non recevable dans sa demande en réclamation pour cause de lésion, relativement à l'abandon qui lui a été fait des arpens de pré et des deux maisons dont il s'agit. »

« En ce qui touche le domaine d'Estimauville et dépendances : — Considérant, d'un côté, que cet abandon a été fait séparément et distinctement des autres objets, et pour un pris particulier; que les choses sont encore entières, et que depuis, la demoiselle de Cabarrus n'a souscrit aucun acte dont on puisse induire qu'elle ait ratifié celui du 28 vent. an 2 : — Considérant, d'un autre côté, que la demoiselle de Cabarrus, quoique émancipée et assistée d'un curateur, n'a pu sans aucune autorisation spéciale et judiciaire, accepter en paiement de sa dot, un immeuble important, évalué arbitrairement à la somme de 200,000 fr., et contracter en outre une obligation personnelle d'acquitter une rente perpétuelle de 10,000 fr. par année, et son principal de 200,000 fr., et par suite de donner aux créanciers de cette rente, et audit Devin de Fontenay une hypothèque sur ses biens, qui emporte l'aliénation de leur propriété; — Considérant enfin, que la demoiselle de Cabarrus, indépendamment de la nullité de cet abandon, à cause du seul fait de sa minorité, éprouverait une lésion énorme, qui donne lieu à la restitution; — Le tribunal déclare nul l'abandon qui lui a été fait par l'acte du 28 vent. an 2, de la terre d'Estimauville, et la décharge, à compter du 8 flor. an 11, tant du paiement des arrérages de la rente perpétuelle dont il s'agit, que du paiement de son principal; en conséquence, condamne Devin de Fontenay à payer et rembourser en numéraire, à ladite Cabarrus, ladite somme de 200,000 fr. à elle due pour partie de restitution de sa dot, avec les intérêts, à compter du 8 flor. an 11, lesquels seront compensés jusqu'à due concurrence, avec les revenus dudit domaine, dont elle sera tenue

de donner l'état, pour être accordé ou contesté, à Appel par toutes les parties.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme, etc.

Du 9 fruct. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Delamalle et Delacroix-Frauville.

#### DOT. — GARANTIE.

*Dans les pays de droit écrit (en Piémont) où la femme avait un droit d'assurance ou de retenue sur les biens de son beau-père, distancier de la dot, elle n'a pu réclamer la séparation des biens assurés, sans l'observation de toutes les formalités prescrites par la Code civil en cas de séparation du biens entre époux. (Code civ., art. 1443, 1444, 1445, 1563.)*

(Ricci—C. Ricci.)

Du 9 fruct. an 13. — Cour d'appel de Turin.

1<sup>o</sup> DIVORCE. — ACTION EN NULLITÉ. — DÉCRETS.

2<sup>o</sup> MARIAGE. — NULLITÉ. — DIVORCE. — EFFETS CIVILS. — BONNE FOI.

1<sup>o</sup> Sous l'empire de la loi du 20 sept. 1792, la femme pouvait, même après la mort de son mari, attaquer de nullité le divorce qui avait été prononcé contre elle, pour prétendue absence pendant cinq ans (1).

2<sup>o</sup> Le mariage contracté sur la foi d'un divorce, ne laisse pas, encore que le divorce vienne à être déclaré nul, de produire des effets civils en faveur de l'époux qui a été de bonne foi (2).

(Dufay de Provenchère—C. Motte.)

En 1771, Blanchard avait épousé la demoiselle Dufay de Provenchère. Ayant éprouvé des revers de fortune, il disparut en 1790, pour se soustraire aux poursuites de ses créanciers, et son épouse se retira chez ses parents, à Vitry-le-François. La bonne intelligence qui régnait entre ces deux époux, ne fut pas altérée par cette séparation: ils s'écrivirent plusieurs fois l'un à l'autre. — Vers la fin de l'an 4, Blanchard forma le dessein de rompre les liens qui l'attachaient à son épouse, et de contracter une nouvelle union. Il vint à Paris, et il y fit constater par deux témoins, que la fille Dufay de Provenchère, femme Blanchard, avait depuis plus de 5 ans son mari et leur domicile commun, qui était alors rue Traversière-Honoré, et que depuis on n'a pu se procurer de ses nouvelles, malgré toutes les recherches qui ont été infructueuses. — Le 15 vend. an 5, l'officier public, à qui l'on présente cet acte de notoriété, prononce le divorce. — Le 20 du même mois, Blanchard épouse la dame Motte. — Blanchard meurt.

La dame Dufay de Provenchère, sa première femme, demande la nullité du divorce et du mariage qui l'a suivi; mais un jugement du tribunal civil de la Seine la déclare non recevable.

Sur l'appel, elle prétend qu'elle n'a point abandonné son mari, et qu'elle ne s'est jamais absentée: que l'acte remis à l'officier public pour constater sa disparition, était évidemment faux; et, pour le prouver, elle produit les lettres qui lui ont été adressées par son mari pendant sa prétendue absence: elle conclut de la que le divorce a été prononcé contre elle sans cause légitime, que si elle ne l'a pas attaqué pendant la vie de son mari, c'est parce qu'on le lui a caché; que, d'ailleurs, la crainte de faire condamner son

(1) V. en sens contraire, Poitiers, 19 therm. an 10, et la note.

(2) V. conf., Paris, 9 mess. an 13. !

mari comme bigame, lui aurait imposé silence.

A cela, on répond que l'acte de notoriété étant revêtu de toutes les formes légales, a dû faire foi aux yeux de l'officier public qui a prononcé le divorce; que le divorce ayant été légalement prononcé, on ne peut pas en détruire l'effet par des écrits privés qui n'ont aucune date certaine, et qui sont étrangers à la personne à qui on les oppose; que Blanchard a porté pendant sa vie le titre d'époux de la dame Motte; et qu'on ne peut pas attaquer son état après sa mort (not. tit. C. Na de stat. defunct.); enfin, que la bonne foi de la dame Motte suffit pour que son mariage produise tous les effets civils que peut produire un mariage valablement contracté.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1<sup>o</sup> que la loi du 20 sept. 1792 n'autorise le divorce, pour cause d'absence, que dans le cas d'absence sans nouvelles au moins pendant cinq ans; 2<sup>o</sup> que dans l'espèce, l'acte de notoriété présenté à l'officier de l'état civil par Henri Blanchard atteste des faits évidemment faux, puisqu'il est constant que dans les années 3 et 4, et même dans les années précédentes, Henri Blanchard a été constamment en correspondance avec sa femme, partie de Lépidur, laquelle, de son côté, n'a cessé de résider en France, à Vitry-sur-Marne, et dans le sein de sa famille; — Mît l'appellation et ce dont est appel au néant; — Au principal, sans s'arrêter ni avoir égard aux fins de non-recevoir proposées par la partie de Balmain, dont elle est déboutée; — Déclare lesdits actes de divorce et de mariage nuls et de nul effet;

Néanmoins, attendu qu'il n'est pas justifié que la partie de Balmain ait été de mauvaise foi en contractant mariage avec ledit feu Blanchard, après le divorce de celui-ci; — Ordonne qu'au résidu des dispositions du jugement dont est appel, relativement à l'exécution du contrat de mariage passé entre ledit feu Blanchard et ladite partie de Balmain, ledit jugement sortira son plein et entier effet, etc.

Du 9 fruct. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Lépidur et Balmain.

#### COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORT.

— RESPONSABILITÉ.

Lorsque des caisses de marchandises ont été livrées à un commissionnaire de roulage, pour les faire parvenir à une destination convenue, la commissionnaire doit veiller lui-même à ce qu'elles soient remises à la maison de commerce indiquée dans la lettre de voiture pour les recevoir. — Si elles ne sont point remises à cette maison par le fait ou la négligence du voiturier, la commissionnaire répond du défaut ou du retard de la remise.

Le négociant qui reçoit ces caisses dans ses propres magasins et les retient au lieu de les expédier à la personne indiquée dans la lettre de voiture, est tenu à la garantie envers le commissionnaire.

(1) L'art. 28, tit 31 de l'ord. 1667 voulait que dans le cas où la partie qui avait succombé interjetait appel de la taxe, son procureur fût tenu de croiser, dans les trois jours de la déclaration, les articles dont il était appelant, et faute de ce faire sur la première requête, il devait être déclaré non recevable dans son appel. — Ni le Code de proc. civ., ni le décret de 1807, n'ont imposé cette formalité aux avoués. — Au surplus, le seul moyen pour se pour-

(Rodrigue—C. Legret et Zindel).—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il est constant que Legret est commissionnaire; que c'est en cette qualité qu'il a reçu de Rodrigue les trois caisses en question pour les faire passer à Lyon; qu'il est prouvé, par la lettre de voiture confectionnée dans les bureaux de Legret et remise au voiturier, que les caisses devaient être portées à la maison Bocofort-Lacour et compagnie, pour y être à la disposition de Rodrigue; que, par quelque cause que cette destination ait été changée, après que les caisses ont été livrées à Legret, il est constaté, par les pièces de la cause, que ces caisses n'ont point été présentées à la maison Bocofort-Lacour et compagnie, à leur arrivée à Lyon; — Attendu que c'est par le défaut de présentation et remise de ces caisses à la maison Bocofort-Lacour et compagnie, à leur arrivée à Lyon, que Rodrigue n'a pu en disposer pour la foire de Beaune, pour laquelle elles étaient destinées; qu'il résulte de ces faits que Legret est responsable de ces caisses envers Rodrigue, et possible des dommages-intérêts occasionnés par le défaut ou retard de la remise desdites caisses; — Mît le jugement rendu au tribunal de commerce de Paris, le 29 germ. dernier, dont est appel, au néant, en ce qu'il a déclaré Rodrigue non recevable dans sa demande contre Legret; — Emendant, décharge Rodrigue des condamnations contre lui prononcées;

Faisait droit au principal en ce qui touche l'appel interjeté par Legret du même jugement vis-à-vis de Zindel et compagnie, en ce que les parties ont été mises hors de cause, sur la demande en garantie de Legret; — Attendu qu'il résulte des pièces de la cause que Zindel et compagnie ont retiré des mains du voiturier et placé dans leurs propres magasins les trois caisses en question, malgré l'annonce exprimée dans la lettre de voiture à eux envoyée précédemment par Rousseau, que ces caisses devaient être présentées et remises à la maison Bocofort-Lacour et compagnie, pour y être à la disposition de Rodrigue; — Attendu que c'est par l'effet de ce procédé, contraire à l'exécution et à la bonne foi qui doivent régner dans le commerce, que l'envoi fait par Legret à destination de Rodrigue n'a pu être effectué; — Condamne Zindel et compagnie à garantir et indemniser Legret, etc.

Du 9 fruct. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Louis, Moreau et Tripiet.

#### DÉPENS.—APPEL.—TAXE.

Lorsque la partie qui succomba interjetait appel de la taxe des dépens, il est nécessaire, pour que l'appel soit recevable, que dans les trois jours, les articles contestés soient croisés, faillit-il les croiser tous, l'appel embrassant la totalité de la taxe. (Art. 28 du tit. 31 de l'ordonn. de 1667.) (1)

Le commissaire taxateur ne peut autoriser la partie qui a gagné, à employer en frais et mis d'exécution de ses créances, les dépens qui lui ont été adjugés, si l'arrêt qui condamne aux dépens ne renferme point cette faculté (2).

voir aujourd'hui contre un exécutoire, est d'y former une opposition sur laquelle le tribunal statue sommairement et en dernier ressort, à moins qu'on n'ait appelé du jugement du fond. V. décret du 16 fr. 1807, et Bernat Saint-Prix, p. 497 et 498.

(2) Donner au juge taxateur ou même au tribunal, le droit d'autoriser par un exécutoire un emploi de dépens qui n'aurait point été ordonné par le jugement du fond, ce serait lui donner le droit de modi-

(Les frères Michel —C. Burgraff.)

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que les appelans ne se sont point conformés aux dispositions de l'ord. de 1667, et n'ont point fait croiser, par leurs avoués, dans les trois jours de leur appel, les articles de la déclaration des dépens; — Les déclare purement et simplement non recevables;

Et, néanmoins, attendu que l'arrêt du 7 vent. an 12 ne portait point autorisation à Burgraff d'employer en frais et mise d'exécution de ses créances les dépens adjugés, et encore bien que ledit emploi soit de droit, sauf la subrogation; — Ordonne que la disposition de l'arrêt de taxe et de l'exécutoire est et demeure supprimée; — Faisant droit sur les demandes des frères Michel, atténua la garantie stipulée par l'acte du 18 fruct. an 12; — Condamne Selves et la fille Romet à acquitter, garantir et indemniser ces derniers, tant de la portion à leur charge, dans le moment de l'exécution, que de la condamnation des dépens contre eux ci-dessus prononcée, etc.

Du 11 fructid. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup>. SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — DÉCLAI. — ACCEPTATION.

3<sup>e</sup> RÉFÉRÉ. — SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — MESURES PROVISOIRES.

1<sup>re</sup> L'héritier qui a obtenu un nouveau délai, aux termes de l'art. 798, Cod. civ., pour faire inventaire et délibérer, peut, en cas d'insuffisance de ce délai, en obtenir un troisième, ou même successivement plusieurs autres; à cet égard, le nombre et la durée des délais sont la-ssés à l'arbitrage des juges.

2<sup>e</sup> L'héritier peut, pendant la durée des délais pour faire inventaire et délibérer, se faire autoriser à distribuer aux créanciers les sommes de deniers saines-arrêtées dans les mains des débiteurs de la succession; c'est là un acte dont on ne peut inférer d'acceptation. (Cod. civ., 778.)

3<sup>e</sup> Jusqu'à la confection de l'inventaire d'une succession, les juges ont le droit de statuer en état de référé sur toutes les mesures provisoires qui peuvent intéresser la veuve, les héritiers et les créanciers, telles que la prorogation des délais pour faire inventaire, les provisions alimentaires à accorder à la veuve, les distributions provisoires de deniers entre les créanciers. (Edit. de 1693, art. 69; Code proc. civ., art. 806 anal.) (1)

(Happey et Morel — C. Bourdon de Neuville.)

Un jugement du tribunal de première instance de la Seine, statuant en état de référé renvoyé à l'audience par le président, avait accordé à la veuve de Neuville un nouveau délai pour procéder à l'inventaire des biens délaissés par son mari, lui avait adjugé en même temps une provision alimentaire de 3,000 fr., et avait ordonné une distribution provisoire de deniers entre les créanciers; d'où ceux-ci inféraient une acceptation pure et simple de la succession.

Sur ce jugement, droit qui ne peut appartenir qu'à une juridiction supérieure. F. Chauveau, t. 9, p. 148.

(1) L'art. 806, C. proc. civ., se contente de poser le principe qu'il pourra être statué en référé dans tous les cas d'urgence. Cette urgence se rencontrait-elle dans l'espèce? M. Carré (t. 3, n° 2762) ne le pense pas, et nous partageons son avis.

(2) La loi du 28 avril 1816, en permettant aux avoués et aux autres officiers ministériels de présen-

ter quelques-uns des créanciers appelèrent de ce jugement pour incompétence et mal jugé.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que jusqu'à la confection de l'inventaire d'une succession, les premiers juges ont toujours le droit de statuer en état de référé, sur toutes les mesures provisoires qui peuvent intéresser la veuve, les héritiers et les créanciers; — Et encore, adoptant les motifs des premiers juges; — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 11 fructid. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Gairai et Blarque.

OFFICES. — AVOUÉS. — SOCIÉTÉ.

Les commissions d'avoué n'étant point des offices vénaux, ne peuvent entrer dans la liquidation d'une société, comme y entraient autrefois les offices de procureurs. — Dans ce cas, c'est la clientèle et le cautionnement qui sont exclusivement l'objet du partage. (2). Lorsqu'un office a été mis en société, si l'un des associés provoque la dissolution de la société, il doit des dommages-intérêts à son associé.

(Delannoy — C. Julien.)

Le sieur Julien était propriétaire d'un cabinet d'affaires; il avait parmi ses employés le sieur Delannoy, ancien procureur, qu'il avait chargé du contentieux. Le sieur Julien pensa qu'il lui serait avantageux de s'attacher Delannoy à titre d'avoué, et en effet il le fit pourvoir d'une commission sur la démission de Ségoling, à qui il paya pour sa clientèle et son cautionnement 4,515 fr. 55 cent.

Le 10 vend. an 9, Julien et Delannoy, par acte sous seing privé établirent entre eux une société ayant pour but la poursuite des affaires contentieuses près le tribunal de première instance de Paris. — Il fut convenu que cette société durerait autant qu'il plairait à chacun des associés. — Il fut arrêté de plus, que les bénéfices se partageraient par moitié, et que Julien ne pourrait pas, tant que la société durerait, se remplir des 4,515 fr. 55 cent. qu'il avait payés à Ségoling. — En cas de dissolution, par la volonté de l'un des associés, il fut dit que celui qui voudrait garder le titre d'avoué, serait obligé de prendre la clientèle au prix de l'estimation qui en serait faite par experts. — Enfin, en cas de difficultés, les parties devaient s'en rapporter à des arbitres qui jugeraient en dernier ressort.

En l'an 11, Delannoy demanda la dissolution de la société. Julien et lui se réglèrent à l'amiable sur la valeur et le partage de la clientèle, mais il s'éleva une difficulté sur la propriété du titre d'avoué que Delannoy conservait; les parties convinrent de s'en rapporter à des arbitres, et signèrent même un compromis; mais Delannoy ayant bientôt révoqué les pouvoirs qu'il avait donnés aux arbitres, le compromis resta sans effet.

Le sieur Julien a traduit en conséquence Delannoy devant les tribunaux. Il a demandé, 1<sup>er</sup> que Delannoy fût condamné à lui payer la moitié de la va-

leur de leur successeurs à l'agrément du roi, semble avoir rétabli, au moins quant à ces offices, l'ancienne vénalité. Les mots seuls sont changés, la chose reste la même. — Toutefois les expressions équivoques du législateur ont été interprétées de manière différente par les partisans et par les adversaires de la vénalité. Sur le point de savoir si les offices peuvent être mis en société, F. nos observations sur un arrêt de Paris du 2 janv. 1838, et Duvergier, des Sociétés, n° 59.

leur vénéale de la commission d'avoué, d'après l'estimation qui serait faite par la chambre des avoués; 2° des dommages et intérêts pour le tort que lui causait une dissolution aussi prompte de la société.—Un jugement du 8 therm. an 12, renvoyait devant la chambre des avoués pour donner son avis.

27 niv. an 13, quoique l'avis fût contraire aux prétentions de Julien, jugement en faveur de celui-ci.

Appel par Delaunoy.—Il a d'abord établi une différence entre les procureurs et les avoués; les premiers, dès que le titre leur était conféré, n'en pouvaient plus être dépouillés que par un jugement, dans le cas où il se rendait indignes d'en exercer les fonctions; l'avoué, au contraire, n'a qu'un simple commission, révocable à la volonté de celui qui l'a accordée; le titre de procureur imprimait un caractère perpétuel; la commission d'avoué n'en imprime aucun.—Le cautionnement exigé des avoués, diffère également de la finance que payaient les procureurs. Celui-ci était le prix de leur office; le cautionnement des avoués n'est exigé qu'à titre de garantie, soit envers les parties, soit envers l'État; le procureur ne pouvait plus réclamer la finance qu'il avait payée; l'avoué démissionnaire ou ses héritiers ont toujours le droit de réclamer le cautionnement.—Il n'y a donc de vénéal que la clientèle, et tout a été réglé à cet égard par la transaction de fructid. de l'an 11.

On a répondu pour Julien qu'il résultait de l'acte de société que l'intention de toutes les parties avait été que tout fût commun, le titre comme les travaux, et les bénéfices; cela se prouve par les propres termes de l'acte; les parties devaient convenir à qui resterait le titre, et celui qui l'aurait conservé devait le payer le prix qu'estimerait les experts.—On a ajouté que c'était Julien qui avait fait toutes les avances; que la transaction de fruct. an 11 était un partage de la clientèle seulement, et n'estait rien sur ce que les contractants avaient à prétendre l'un contre l'autre à l'occasion du titre.—On a parlé surtout du tort qu'une dissolution si prompte de la société portait à Julien.

#### ARRÊT.

LA COUR;—Considérant, 1° que les commissions d'avoués ne sont pas de la nature des anciens offices, et qu'en conséquence on ne peut leur assigner aucune valeur vénale; 2° que par l'effet de la dissolution d'une société de l'espèce de celle dont il s'agit, la jouissance qu'a la partie de Louis, de tous les avantages de la chose originellement commune, donne lieu à une indemnité;—Condamne la partie de Louis à payer à la partie de Triplet, la somme de 6,000 fr., à laquelle est arbitré d'office l'indemnité due à la partie de Triplet, et ce pour tous droits et répétitions, à raison de la dissolution de ladite société, etc.

Du 11 fruct. an 13.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Louis et Triplet.

#### CONSEIL DE FAMILLE.—COMPOSITION.

Lorsque la conseil de famille a délibéré au nombre de plus de six parents ou alliés, la délibération est nulle ainsi que tout ce qui s'en est suivi, (C. civ., art. 407 et 410.) (1)

(Carré—C. Charmolin.)

Le sieur Carré avait été nommé subrogé-tuteur de la demoiselle flâtée par une délibération du conseil de famille du 14 germ. an 13.—Six parents et un ami y avaient concouru.—Le sieur

Charmolin tuteur, demanda la nullité de la délibération, sur le motif que le nombre des délibérants excédait celui fixé par la loi; que les art. 407 et 410 le limitaient à six, sans qu'il fût permis de l'excéder.

En première instance, jugement qui prononce la nullité de la délibération.

Sur l'appel, le subrogé-tuteur a soutenu que le nombre des parents fixé par la loi, était à la vérité de rigueur en ce qu'il ne pouvait être au-dessous de six, mais qu'il n'était pas tellement limitatif qu'il ne pût être augmenté; qu'en supposant que la loi ne comptât pour rien le nombre des parents excédant celui de six, leur concours ne pouvait être considéré que comme une surabondance qui ne devait pas vicier la délibération, d'après la maxime: *utiles per inutile non vitiatur*; que d'ailleurs un tel concours de parents garantissait de plus en plus les intérêts du mineur, et ne pouvait par conséquent rien présenter de contraire à la loi.

Le tuteur a répondu que le vœu de la loi était formel, que l'art. 408 portait: «Les frères germains du mineur et les maris des sœurs germaines sont seuls exceptés de la limitation de nombre posée par l'article précédent.»—Le principe général établi en l'art. 407, est que le conseil de famille ne peut être composé de plus de six parents ou alliés; l'art. 408 apporte une exception à ce principe en faveur des frères germains et des maris des sœurs germaines, mais cette exception ne peut être étendue d'un cas à un autre; elle doit être restreinte dans ses limites; elle prouve que le nombre de six parents doit être entendu dans un sens limitatif: *exceptio casibus non exceptis firmat regulam*.—Mais une seconde preuve sans réplique de cette vérité, résulte de l'art. 410 portant: «Le juge de paix pourra, lors même qu'il y aurait sur les lieux un nombre suffisant de parents ou alliés plus proches en degrés... de manière toutefois que cela s'opère en retranchant quelques-uns de ces derniers, et sans excéder le nombre réglé par les précédents articles.»

Si nous voulons connaître les motifs de cette disposition, ils sont déduits dans l'esprit du Code civil, par M. Loaré, tom. 5, pag. 80.—«La commission, dit-il, proposait d'appeler indistinctement tous les parents et alliés présents jusqu'au quatrième degré inclusivement quel que fût leur nombre et à quelques lignes qu'ils appartenissent. Ils devaient cependant être au moins au nombre de six, et s'ils ne l'atteignaient pas, des amis les suppléaient.—Les cours d'appel d'Amiens, de Bruxelles, de Colmar et de Nancy demandaient qu'on fixât un maximum. Si l'on appelait tous les parents et tous les alliés, on pouvait avoir une assemblée composée de 30 à 40 personnes, et de là seraient résultées deux effets préjudiciables au mineur: d'une part, il était difficile d'assurer la tranquillité de la délibération; de l'autre, on surchargeait le mineur de frais inutiles.—La justesse de cette observation fut sentie, et la section proposa de composer le conseil de famille de six personnes au plus, de quatre au moins. Le motif qui l'avait déterminée à fixer un minimum était la crainte que l'absence de quelqu'une des personnes appelées ne fit manquer la délibération.—On s'est borné à arrêter un maximum, afin de prévenir l'inconvénient que les cours d'appel avaient fait remarquer, et l'on a pourvu à celui que prévoyait la section, non en admettant un minimum, mais en se contentant d'exiger, pour la validité de la délibération, que les trois quarts des personnes appelées y eussent concouru.»

(1) F. conf., Bourges, 2 fruct. an 13 et la note.

## ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 107 et 410 du Code; — Considérant que le conseil de famille du 14 germ. a été composé de six parents et un ami; que par conséquent il a excédé le nombre fixé par l'art. 407, et que l'art. 410 défend d'outré-passer; que par conséquent ledit conseil a nullement opéré, et que cette nullité frappe tout ce qui en est résulté; — Déclare nuls tant l'assemblée du conseil de famille du 14 germ. dernier, que tout ce qui s'en est ensuivi, etc.

Du 11 fruct. an 13. — Cour d'appel d'Amiens.  
3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Laurendeau et Variet.

## ALIMENS.—DIVORCE.

*La femme ne peut, avant la prononciation du divorce, obtenir sur les biens et revenus de son mari, la pension alimentaire fixée par l'art. 301 du Code civil. — Dans ce cas, les juges ne doivent accorder, s'il y a lieu, que des provisions (1).*

(Paquet—C. sa femme.)

Du 11 fruct. an 13. — Cour d'appel de Rouen.

## AVEU.—INDIVISIBILITÉ.—SERMENT SUPPLÉMENTIF.

*Lorsqu'une personne avoue sa dette, mais soutient en même temps l'avoir payée, le juge ne peut, sur le fondement de l'aveu, déférer au demandeur le serment d'office dont parle l'art. 1367 du Code civil (2).*

(Durand—C. Fessart.)

Le sieur Fessart forme une demande contre le sieur Durand, en paiement de 1,619 fr. — Celui-ci se reconnaît débiteur de la somme de 905 fr., prétendant avoir payé le surplus. C'était donc une différence de 714 fr. que réclamait le sieur Fessart, mais qu'il reconnut lui-même, dans le cours de l'instance, devoir être réduite à 600 fr.

Sur cette demande, jugement du tribunal de 1<sup>re</sup> instance de Pontoise, qui, considérant que le sieur Fessart avait constamment nié avoir reçu cette somme, condamne Durand à payer la totalité de la somme réclamée par le demandeur, affirmant qu'elle lui était légitimement due.

Durand interjette appel de ce jugement, et soutient que les premiers juges ont violé tout à la fois et l'art. 1367 du Code civil et la règle de l'indivisibilité des aveux. — L'art. 1367, dit-il, ne permet aux juges de déférer le serment d'office, soit sur la demande, soit sur l'exception, que lorsque la demande ou l'exception n'est pas pleinement justifiée, ou qu'elle n'est pas totalement,

dénuée de preuve : hors ces deux cas le juge doit adjuger ou rejeter purement et simplement la demande. Or le sieur Fessart n'avait pas pleinement justifié sa demande; il ne produisait aucun titre : il ne l'avait pas non plus accompagnée d'un commencement de preuve, car il ne produisait aucun document, il n'établissait aucun fait d'où il pût résulter un simple admette de preuve. Le serment ne pouvait donc être déféré au demandeur, il y avait donc lieu au rejet par et simple de la demande. — Les premiers juges ont posé un commencement de preuve dans l'aveu fait par le défendeur; mais en même temps que le sieur Fessart se reconnaissait débiteur, il déclarait avoir acquitté la dette : cet aveu était indivisible d'après l'art. 1356 du Code civil.

## ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la partie de Delavigne (Fessart) n'a d'autre titre pour réclamer la créance dont il s'agit, que la confession de la partie de Saint-Amand (Durand), et qu'en matière civile, la confession ne peut pas se diviser; d'où il suit que celle qui a été faite dans l'espèce, par la partie de Saint-Amand, était en effet indivisible, et que les premiers juges ne devaient pas, sur le fondement de la division, déférer le serment iuris-dicioire à la partie de Delavigne, qui était demanderesse, tandis que, d'ailleurs, il ne s'élevait aucun soupçon de fraude ni de mauvaise foi contre la partie de Saint-Amand; — Dit mal jugé; émendant, déboute Fessart de sa demande en paiement des 600 fr., en affirmant néanmoins par Durand qu'il a payé cette somme, etc.

Du 12 fruct. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Blondel. — Pl., MM. Saint-Amand et Delavigne.

1<sup>er</sup> ACTE RESPECTUEUX. — SOMMATION. — COPIE. — SIGNATURES.2<sup>o</sup> MARIAGE.—OPPOSITION.—CONCILIATION.

*1<sup>er</sup> L'acte respectueux qu'un fils adresse à son père, ne peut être fait en forme de réquisition ou de sommation (C. civ., art. 151) (3).*

*Il est nécessaire, à peine de nullité, que la copie notifiée des actes respectueux soit revêtue de la signature du notaire, et fasse mention tant de celle des témoins que de l'enfant qui demande conseil (C. civ., art. 151; L. 25 vent. an 11, art. 68.) (4).*

*2<sup>o</sup> La demande en mainlevée d'opposition à mariage n'est pas dispensée du préalable de conciliation. Ce n'est pas là une demande qui requiert célérité (C. civ., art. 177.) (5).*

(1) V. conf., Paris, 9 therm. an 11, et la note.

(2) En effet, l'aveu étant indivisible contre celui qui l'a fait (art. 1356 du Cod. civ.), le demandeur ne pouvait, dans l'espèce jugée par l'arrêt que nous rapportons, invoquer cet aveu comme commencement de preuve de sa demande. Or, aucun autre moyen de preuve n'étant allégué par lui, il s'ensuivait que le juge n'avait point droit de déférer le serment d'office, puisque l'art. 1367 du Cod. civ. n'accorde au juge cette faculté qu'autant que la demande n'est pas totalement dénuée de preuves. Toutefois l'arrêt dont il s'agit ne se bornant pas à refuser le serment au demandeur, et imposant l'obligation de le prêter au défendeur, on peut dire que la question se trouve ainsi ramenée au point de savoir à laquelle des deux parties le serment d'office doit être déféré. Posée dans ces termes, la question cesse d'être une question de droit, pour devenir une question d'appréciation, entièrement livrée au pouvoir discrétionnaire des tribunaux. V. en ce sens, Duranton, tom. 13, n<sup>os</sup> 616 et suiv.; Toullier, t. 10, n<sup>os</sup> 412 et suiv.

1.—1<sup>re</sup> PARTIE.

(3) Ce ne sont pas les mots de réquisition ou de sommation, employés dans un acte respectueux, qui l'entachent de nullité, pourvu que d'ailleurs il soit conçu en termes révérentiels. V. en ce sens, Cass. 4 nov. et 21 déc. 1807, et les notes.

(4) Sur le point de savoir si la mention, dans la copie, de la signature des témoins, qui a dû être apposée sur l'original, suffit pour la validité d'un acte respectueux, on s'il ne faut pas en outre que les témoins signent la copie elle-même qui doit être laissée à l'ascendant. V. pour la nécessité de la signature, Paris, 12 fév. 1811; — En sens contraire, Montpellier, 31 déc. 1821; Toulouse, 7 juin 1830.

(5) V. conf., Amiens, 30 vent. an 12. — L'opinion contraire a prévalu en doctrine et en jurisprudence : P. Proudhon, des Personnes, t. 1<sup>er</sup>, p. 212; Toullier, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>os</sup> 589; Duranton, t. 2, n<sup>os</sup> 211; Carré, Lois de la procédure, sur l'art. 49; Pigeau, tom. 2, p. 467; Practica français, t. 1<sup>er</sup>, p. 283. V. aussi Angers, 21 prair. an 11; Douai, 22 avr. 1819.

(Plantey—C. sa fille.)

La demoiselle Plantey voulant se marier avec un ministre du culte, contre le vœu de son père, adressa à ce dernier, le 10 prair. an 13, un acte prétendu respectueux, ainsi conçu : « Laquelle, adressant le présent acte à sesdits père et mère, leur a dit qu'étant dans la ferme résolution de devenir l'épouse de Pierre-Marc B..., et ne pouvant y parvenir sans au préalable leur faire des actes respectueux, conformément à ce qui est prescrit par le nouveau Code, lui ayant constamment refusé leur consentement ; elle les prie, les requiert avec tout le respect qui leur est dû, et les somme, en tant que de besoin, de vouloir bien consentir qu'elle s'unisse avec ledit B... ; leur déclarent que dans le cas où ils persisteraient dans leur refus, elle agira de même, et comme s'ils lui avaient donné leur consentement ; pourquoi elle proteste de tout ce qu'elle peut et doit protester de fait et de droit. » Réponse du père, qu'il ne veut pas de ce mariage déshonorant, avec un homme qui a abusé d'un caractère sacré pour séduire sa fille. — La fille s'adresse à l'officier civil, pour la célébration de son mariage.

9 mess. an 13, opposition de la part du père. — Citation de la fille Plantey à son père en mainlevée d'opposition, sans épreuve préalable de conciliation. — 20 mess. an 13, jugement du tribunal de première instance de Libourne, qui donne mainlevée de l'opposition, attendu que la séduction n'est pas constatée.

Appel de la part du sieur Plantey. — Il soutient : 1° que l'acte par lui reçu de sa fille n'était pas un acte respectueux, selon le vœu de la loi ; — 2° Que d'ailleurs, la tentative de conciliation n'avait pu être omise.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que l'acte du 10 prair. adressé au sieur et dame Plantey, par Jeanne P... leur fille, et par elle qualifié d'acte respectueux, ne remplit pas le vœu de la loi, qui exige que les enfans demandent, par un acte respectueux et formel, le conseil de leurs pères et mères, et qui ne les autorise pas à leur adresser des sommations ; — Que la copie notifiée au sieur Plantey est nulle, en ce qu'elle n'est pas revêtue de la signature du notaire, et ne fait aucune mention de celle de Rosalie Plantey ; et que la notification en est également nulle, parce qu'elle ne contient pas la mention de la signature des témoins ;

Considérant que la demande en mainlevée de l'opposition du sieur Plantey, au mariage de sa fille, est une action principale, qui devait être soumise à l'épreuve de la conciliation ; que vainement a-t-on prétendu que l'affranchissement de cette formalité, ou l'impossibilité de la remplir, résultait de la disposition de l'art. 177 du Code ; qu'en prescrivant au tribunal de première instance de statuer dans dix jours sur la demande en mainlevée d'opposition au mariage, cet article n'entendait faire courir ce délai du jour où la demande serait régulièrement portée devant le tribunal, qui ne peut être régulièrement saisi de la connaissance d'une demande principale qu'après que les parties ont été appelées à prévenir sa décision par la conciliation ; et que, pour qu'il en pût être autrement, il faudrait que la loi eût formellement dispensé de la tentative de conciliation, ce qu'elle n'a pas fait ; que l'omission de cette formalité rend la procédure et le jugement nuls, et que, dès lors, la Cour ne peut pas sta-

tuer sur le fond ; — Faisant droit sur l'appel ; — Annule l'acte prétendu respectueux du 10 prair., et tout ce qui s'en est suivi, etc.

Du 12 fruct. an 13. — Cour d'appel de Bordeaux. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl. M. Rataud, proc.-gén. — Pl., MM. Ferrère et Duranteau.

ORDRE. — COLLOCATION. — FRAIS. — HUISSIER. — Lorsqu'un ordre est ouvert, les frais faits par l'huissier qui a instrumenté pour un créancier, soit dans des poursuites antérieures, soit même dans la poursuite d'ordre, ne peuvent faire l'objet d'une collocation privilégiée. — Ils ne peuvent même pas être utilement colloqués, l'huissier n'ayant de son chef aucune action contre les débiteurs de son commettant (1).

(Houssemann et Schaeffer.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que Houssemann n'avait à répéter que des frais anciens, absolument étrangers à la dernière poursuite ; que Schaeffer lui-même en a compris de cette espèce dans son mémoire des frais de ladite dernière poursuite ; or, pour aucun de ces frais, ces deux huissiers n'avaient un privilège quelconque pour être colloqués en premier ordre ; ces frais, même ceux de la poursuite, ne pouvaient être compris dans l'ordre qu'au rang des inscriptions des capitaux, à raison desquels ces frais avaient eu lieu, s'ils avaient été ajoutés dans les inscriptions : ce qui fait déjà présenter une autre question, celle de savoir si ces huissiers ont même pu figurer personnellement dans l'ordre ; — Considérant qu'ils étaient chargés de commission de la part de Roch et Morlen, dont ils n'étaient conséquemment que les mandataires ; que, pour les frais qui ont pu leur revenir, pour avoir occupé pour eux, ils étaient devenus créanciers de leurs mandans, et non créanciers des débiteurs de ceux-ci, vis-à-vis desquels aucune action personnelle n'avait pu être ouverte en leur faveur... ; ils n'ont donc pu s'ériger en créanciers des débiteurs de leurs commettans, en se présentant dans l'ordre de leur chef, ni être colloqués utilement et même par privilège, pour des frais qu'ils ne pouvaient répéter qu'à ceux qui avaient employé leur ministère ; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 12 fruct. an 13. — Cour d'appel de Colmar.

1° DÉSŒUV D'ENFANT. — ACTION. — MARI. — HÉRITIERS.

2° LÉGITIMITÉ. — PREUVE. — ENFANT NATUREL.

1° Dans le cas de désœuv d'un enfant né avant le 180<sup>e</sup> jour du mariage, il n'est pas nécessaire que ce désœuv soit soutenu de la preuve de l'impossibilité physique de cohabitation.

Le mari peut valablement désavouer l'enfant dont sa femme est enceinte. Dans ce cas, si le mari meurt avant la naissance de l'enfant, l'action en désœuv passe aux héritiers.

Les héritiers du mari peuvent continuer l'action en désœuv qu'il a intentée, sans être obligés d'attendre que l'enfant contre lequel ils réclament se soit mis en possession de l'hérédité ou les ait troublés dans la possession qu'ils en auraient eux-mêmes.

2° Les juges peuvent et doivent prendre en considération, sur la question de légitimité, la déclaration notariée de la mère, par laquelle elle avoue que sa fille est un enfant naturel (conçu avant le mariage et n'appartenant pas à son mari), et charge les médecins et chirurgiens présents à son accouchement de

(1) V. en ce sens, Carré, *Lois de la procédure*, quest. 2606 ; Berriat Saint-Prix, p. 621, note 35, et le *Praticien français*, t. 4, p. 473.

transmettre cette déclaration au commissaire de police et à la mairie. — Peu importe que la mère ait ultérieurement rétracté cette déclaration.

(Degrady—C. Victoire-Joséphine.)

Du 12 fruct. an 13.—Cour d'appel de Liège. — V. cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 25 août 1806, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

#### ÉLARGISSEMENT.—RÉINCARCÉRATION.

Ca n'est pas élargir ou mettre en liberté un débiteur illégalement incarcéré, que de lui ouvrir la porte de la prison et de le faire arrêter de nouveau, à l'instant de sa sortie, par des huissiers apostés tout auprès. — Dans ce cas, si fait, pour que le second emprisonnement soit valable, que depuis sa sortie de prison, le débiteur puisse être réputé avoir pleinement recouvré sa liberté. (L. 15 germ. an 6, art. 13.) (1)

(Gillot—C. Daniel.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte, tant du procès-verbal de radiation d'écrou que des autres aits, circonstances et pièces de la cause, 1<sup>o</sup> que la mise en liberté de Gillot n'avait été que provisoire et simulée; qu'il était réellement resté sous une surveillance dont l'effet avait été de le livrer, en sortant de la prison, à l'huissier et aux recors apostés dans la rue pour le ressaisir; 2<sup>o</sup> qu'un procédé aussi insidieux tendrait à détruire l'effet des formes prescrites par la loi du 15 germ. an 6, puisque leur violation mettrait toujours le contraignable à la merci du créancier, qui parviendrait à son but en commençant son exécution par une voie répréhensible; 3<sup>o</sup> que Gillot n'ayant été incarcéré à Bruxelles que par la suite des vices de fait exercés contre lui dans le canton d'Anterlecht, sa mise en liberté devait être pleine et entière, avec un intervalle suffisant pour faire présumer que la seconde contrainte n'était pas le produit de la première; 4<sup>o</sup> enfin, que ce serait retorqueur la loi contre elle-même, que de permettre que la violation des formes qu'elle prescrit puisse servir de moyen de l'exécuter; — Déclare la contrainte du 23 prair nulle, etc.

Du 12 fruct. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles. — Pl., MM. Vanderploet et Wyus fils.

#### 1<sup>o</sup> MARCHÉS A TERME.—LIVRAISON A VOLONTÉ.

#### 2<sup>o</sup> AGENT DE CHANGE.—ACTION.—CONTRAINTÉ PAR CORPS

1<sup>o</sup> Les marchés à terme d'effets publics sont licites, alors que la livraison est stipulée exigible à volonté (2).

2<sup>o</sup> Un agent de change a action directe contre son client, relativement à l'exécution d'une négociation d'effets publics faite par son entremise.

Lorsque celui qui a chargé un agent de change de vendre, en son nom, des effets publics, est en re-

tard de livrer ces effets, l'agent de change peut en faire acheter d'autres pour remplir ses engagements, et, comme tout autre mandataire, il a son recours en garantie contre le commettant (3). — Mais, en ce cas, l'agent de change n'a pas la voie de la contrainte par corps (4).

(Soubeyran—C. Fissour.)

Dans le mois de nivôse an 13, Fissour charge Soubeyran, agent de change, de vendre pour son compte 65,000 fr. de rentes, cinq pour cent consolidés, à des époques fixes, livrables le 30 vent. ou plus tôt, à la volonté de l'acheteur. Soubeyran fit exactement la vente. Le 24 pluv. an 13, Fissour charge Soubeyran de lui acheter 40,000 fr. de rentes, jouissance de vend. an 13; Soubeyran remplit également cette nouvelle commission.

L'acheteur des 65,000 francs de rentes ayant requis la livraison, Fissour lui fit donner les 40,000 fr., achetés en pluv.; mais il restait un déficit de 25,000 fr. Comme Fissour ne s'occupait pas de le remplir, Soubeyran lui fit, le 1<sup>er</sup> germ., sommation de lui remettre ces 25,000 fr. de rentes. Fissour ne se mit point en mesure d'y satisfaire, et alors Soubeyran, pour mettre à couvert sa responsabilité personnelle, fit acheter de ses deniers, et aux risques du sieur Fissour, les 25,000 fr. de rentes en question. Cet achat fut fait par un adjoint au syndic des agents de change, ainsi que le constate un certificat délivré par le syndic et ses adjoints.

Cela fait, Soubeyran assigna Fissour devant le tribunal de commerce, pour le faire condamner à lui payer, 1<sup>o</sup> 30,300 fr. pour la différence, en perte, du prix de l'achat de 25,000 fr. de rentes; 2<sup>o</sup> 3,988 fr. 99 cent. pour frais de courtage; il demanda de plus qu'il y soit contraint par corps.

Par jugement du 7 mess. an 13, le tribunal de commerce a condamné Fissour à payer à Soubeyran, seulement les 3,988 fr. 99 cent. pour frais de courtage, a débouté Soubeyran de sa demande en condamnation de 30,300 fr., réservant aux acheteurs des rentes leur action contre Fissour, pour raison de la différence du prix de rachat à celui de la vente primitive.

Appel de la part de toutes les parties. — On a dit d'abord pour Soubeyran, que Fissour était négociant, que cela était reconnu par le jugement même du tribunal de commerce, et qu'en cette qualité, il était contraignable par corps; — Que la contrainte par corps doit avoir d'autant plus lieu dans l'espèce, que l'agent de change, quoique simple mandataire, est lui-même contraignable par corps pour les marchés qu'il passe et qu'il ne remplit pas dans l'intervalle d'une bourse à l'autre; qu'il encourt même la suspension et la saisie de son cautionnement; et que si, pour mettre à l'abri sa responsabilité, il remplit avec ses deniers les engagements de ses commettants, la contrainte par corps doit lui être accordée contre son commettant, et par réciprocité, et parce qu'il est subrogé aux droits de celui qui aurait pu exercer cette contrainte par corps. — Il suffit pour se convaincre de la subrogation de l'agent de change aux droits de celui avec qui il a traité, de jeter les yeux sur l'arrêté des consuls du 17

(1) Aujourd'hui le délai entre l'élargissement et la réincarcération est fixé par l'art. 797 du Code de procédure, qui porte que « le débiteur dont l'emprisonnement est déclaré nul, ne peut être arrêté pour la même dette qu'un jour au moins après sa sortie. » — V. Carré, sur cet article.

(2) V. conf., Paris, 29 mai 1810; — Dict. du contentieux comm., v<sup>o</sup> Marché à terme, n<sup>os</sup> 2 et 20.

(3) De même lorsque celui qui a chargé un agent de change d'acheter en son nom des effets publics,

est en retard de prendre livraison de ces effets, l'agent de change qui les a revendus pour s'acquitter envers les vendeurs, a une action en garantie contre son client, à raison de la différence entre le prix d'achat et celui de la revente. V. Paris, 9 juin 1836.

(4) L'opération d'achat et de revente d'effets publics ne constitue point en effet par elle-même, et bien qu'elle ait été réitérée, un acte de commerce qui rende le spéculateur (non commerçant) justiciable du tribunal de commerce. V. Paris, 7 avril 1835 et la note.

prair. an 10, qui le rend garant et responsable de la consommation des marchés qu'il a fait contracter; de cette garantie naît une obligation personnelle pour l'agent de change, et, quand elle est remplie, par cela seul l'agent de change se trouve subrogé aux droits, soit du vendeur, soit de l'acheteur, et a, par conséquent, une action contre son mandant. — Mais cette action de l'agent de change est encore fondée sur le secret qu'ils sont obligés de garder sur les noms de leurs commettants: si lorsqu'un commettant ne remplit pas l'engagement que l'agent de change a pris pour lui, il est défendu à celui-ci de l'indiquer à la personne qui a fait une négociation par l'entremise de lui, agent de change, si, bien plus, cet agent de change lui-même est responsable de ce marché, s'il peut être poursuivi pour l'exécution, il serait donc sans recours contre son mandant qui refuserait de remplir ses engagements; le vendeur ou l'acheteur aurait une action contre l'agent de change, et celui-ci qui aurait exécuté le marché, marché qui n'était pas pour lui, que les lois lui défendaient de faire pour son compte, l'agent de change n'aurait pas de recours contre le commettant qui, en manquant à sa parole, l'a exposé à d'aussi grands risques que ceux qu'il a courus: c'est ce qu'on ne peut raisonnablement soutenir. Il faut donc dire que Fissour avait contracté un marché qu'il n'a pas exécuté, que Soubeiran l'a exécuté pour lui, et que celui-ci a une action contre celui-là, soit de son chef, soit comme subrogé aux droits de celui avec qui Fissour avait traité.

Fissour a d'abord soutenu qu'il s'agissait dans l'espèce de marchés à terme illicites, et pour lesquels l'agent de change ne pouvait avoir aucune action contre lui. — Il a prétendu ensuite qu'il avait traité directement avec Soubeiran, et que celui-ci avait fait le marché pour son compte. — Enfin il a dit qu'en supposant Soubeiran son mandataire, il fallait établir une distinction: ou le marché est fait livrable sur-le-champ, ou il est fait pour n'être exécuté qu'à un terme plus éloigné. Or, ce n'est qu'au premier cas que l'agent de change est responsable. Au second cas, en reculant l'époque de la livraison et du paiement, les parties s'en sont rapportées à la foi l'une de l'autre, et alors la responsabilité de l'agent de change a dû cesser: c'était ainsi que Fissour avait traité; donc il n'était passible d'une action que de la part des acheteurs, et c'étaient eux seuls qui pouvaient l'exercer.

#### ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui concerne l'appel de Soubeiran: — Attendu que les marchés dont il s'agit, réalisables dès l'instant même à la volonté de l'acquéreur, ne sont point des marchés à terme; que malgré la teneur des bordereaux, il est constant, par les livres de Soubeiran tenus bien en règle, et où les négociations sont inscrites jour par jour, que ce n'est pas pour son compte personnel que Soubeiran a opéré;

Que les agens de change étant responsables, aux termes des réglemens, de la livraison et du paiement de ce qu'ils ont vendu et acheté, il est contre toute raison et contre toute justice, lorsqu'en vertu de cette responsabilité ils ont payé ou livré ce qu'ils n'avaient pas reçu de leur commettant, de leur refuser contre celui-ci le recours qui appartient à tout garanti, contre le garant, et particulièrement aux commissionnaires en matière de commerce, contre ceux dont ils ont exé-

cuté les ordres; que, pour les priver de cette action il faudrait aller jusqu'à prétendre que la loi leur défend de faire des crédits et des avances; ce qu'on ne trouve écrit dans aucun réglement; qu'à l'égard de la forme à suivre entre les agens de change, pour se faire faire raison du défaut de livraison aux termes convenus, ce serait bien inutilement qu'on voudrait y employer le ministère de la justice, puisqu'à cet égard tout est constant: la demeure de livrer par l'échéance du terme, et la somme à fournir par le cours légal des effets, qui est coté à la bourse jour par jour; que l'intervention du syndic des agens de change, ou de l'un de ses adjoints, prescrite par le réglement du 10 fruct. an 10, a été de prévenir tout inconvénient, et que ce réglement, approuvé par le ministre de l'intérieur, qui, de concert avec le ministre du trésor public, n'a pas cru qu'il dût être remis au gouvernement, paraît revêtu de toute l'autorité nécessaire; — Met le jugement dont est appel au néant, dans les chefs dont il a été appelé par Soubeiran: — Emendant quant à ce, décharge Soubeiran des condamnations et dispositions y portées;

Faisant droit au principal, et faute par Fissour d'avoir satisfait à la sommation du premier germinal dernier, et suivant icelle, d'avoir remis à Soubeiran, à l'effet par lui de les livrer à qui de droit, les 25,000 fr. de rentes, cinq pour cent consolidés, dont est question, ce qui l'a mis dans le cas d'acheter à ses risques 25,000 fr. de papiers rentes pour la livraison en être faite aux acquéreurs; — Condamne Fissour à payer à Soubeiran la somme de 20,300 fr. pour la différence en perte, du prix d'achat à celui de la vente faite par Fissour, avec les intérêts, suivant la loi; à quoi faire, ledit Fissour sera contraint par les voies de droit seulement.

Du 13 fruct. an 13. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Cbignard et Moreau.

#### AUGMENT DE DOT. — PRESCRIPTION.

La prescription du droit qu'ont les enfans sur l'augment de dot, n'a pu courir au profit des tiers possesseurs des biens compris dans cet augment, qu'à compter du décès de la mère. (L. 7, C. de prescrip. trigent.)

(Bouquin—C. N...)

Du 13 fruct. an 13. — Cour d'appel de Grenoble. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Bruz. — Pl., MM. Michel et Pal.

#### PRESCRIPTION. — MANDAT. — CHARTES DU HAINAUT.

La prescription de six ans, établie en matière de comptes par l'art. 14 du chap. 107 des chartes générales du Hainaut (1), n'était point applicable aux comptes partiels fournis par le mandataire pendant la durée de sa gestion.

(Malapert—C. Harcq.)

Du 13 fruct. an 13. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Dolez et Truffart.

#### 1<sup>o</sup> MUTATION PAR DÉCÈS. — PRIVILÈGE.

#### 2<sup>o</sup> ORDRE. — PRODUCTION. — CONCLUSION.

1<sup>o</sup> La régie de l'enregistrement n'a pas de privilège sur les immeubles de la succession, pour la perception du droit de mutation par décès. — Elle vient avec les créanciers hypo-

abus, sauf erreur de calcul qui ne sera pas prescriptible. »

(1) Cet article était ainsi conçu: « Devront se poursuivre six ans après le compte rendu, toutes omissions et redressements d'excès, et tous autres



thécaires à la date de son inscription. (L. 23 frim. an 7, art. 32.) (1)

2° Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, le défaut de production, de la part du créancier inscrit à l'ordre, n'empêchait pas la collocation de ce créancier à la date de son hypothèque, lorsqu'il ne s'élevait point de réclamation contre la créance (2).

(Donis—C. l'Enregistrement.)—ARRÊT.

LA COUR :—En ce qui concerne la régie de l'enregistrement et des domaines :—Attendu que la loi ne lui accorde aucun privilège pour le droit d'ouverture de succession qu'elle réclame, qu'elle n'en a requis aucun pour son inscription du 11 vent. an 11, et que l'hypothèque qui peut résulter de cette inscription, est primée par des hypothèques antérieures qui absorbent de beaucoup les sommes à distribuer ;

Ence qui touche Anne Donis :—Attendu que, suivant la loi du 11 brum. an 7, l'ordre doit être dressé sur l'état des inscriptions produits au greffe par le poursuivant, et que cet état tient lieu de production pour tous les créanciers inscrits ;—Attendu que cette loi ne prononçant aucune peine ni déchéance contre le créancier inscrit qui n'a pas produit ses titres, ce défaut de production ne peut empêcher la collocation du créancier à la date de son hypothèque, lorsqu'il ne s'élève d'ailleurs aucune réclamation contre la créance ;—Attendu que ladite Donis a produit en la cour une expédition du titre authentique, énoncé dans son inscription du 21 prair. an 7 ; qu'il en résulte que son hypothèque remonte au 10 vend. an 3, et que sa créance de 20,000 fr. de principal ne paraît pas avoir été contestée :—Met le jugement d'ordre au néant, en ce qu'il a homologué l'ordre quant à la collocation faite au profit de la régie de l'enregistrement d'une somme de 1,244 fr. 33 c., et en ce qu'il a lieu d'avoir réformé l'ordre pour y admettre Anne Donis, celle-ci n., au contraire, été déclarée déchue et forclosse dudit ordre, etc.

Du 13 fruct. an 13.—Cour d'appel de Paris.—*Pl.*, MM. Cirodde et Saint-Amand.

#### EMPHYTÉOSE.—CARACTÈRES.

Le contrat contenant cession d'un fonds moyennant une rente stipulée rachetable, quoique qualifié par les parties bail emphytéotique, est en réalité un bail à rente et non un bail emphytéotique (3).—En conséquence, le bailleur ne peut agir en revendication du domaine direct, contre les créanciers auxquels le preneur a hypothéqué le fonds arrenté.

(1) L'art. 32 de la loi du 22 frim. an 7, est ainsi conçu : « La nation assure action sur les revenus des biens à déclarer, en quelques mains qu'ils se trouvent, pour le paiement des droits dont il faudrait poursuivre le recouvrement. » Cet article n'est point constitutif d'un privilège, du moins en termes exprès. Cependant la Cour de cassation y avait vu dans l'origine le principe d'un droit de cette nature (arrêts des 9 vend. an 14, 15 et 29 avr. 1807). Depuis, la question ayant été résolue, en sens contraire, par avis du conseil d'Etat du 21 sept. 1810, la Cour de cassation est revenue sur sa première jurisprudence, et a jugé que la régie est primée par les créanciers du défunt, inscrits antérieurement à l'ouverture de la succession (arrêt du 6 mai 1816). Ainsi donc la décision de l'arrêt que nous rapportons, dont on peut être à l'époque où elle a été rendue, nous paraît être devenue incontestable depuis l'avis du conseil d'Etat de 1810. *V.* en ce sens, Championnière et Rigaud, *Traité des droits d'en-*

(Robiano—C. Morissen.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que la nature des actes ne dépend pas de la dénomination que leur donnent les parties contractantes, mais qu'ils sont déterminés par les clauses qui en constituent la substance :—Attendu que, quoique les parties aient qualifié d'emphytéose l'acte du 3 nov. 1779, néanmoins il est par sa nature un véritable contrat à rente rachetable ;—Que le prix auquel le rachat peut se faire est fixé ;—Que cette stipulation répuge à l'emphytéose dans laquelle le cédant retient le domaine direct, mais qu'elle convient entièrement au contrat à rente rachetable ;—Que l'appelante a elle-même stipulé dans ce sens, en faisant insérer dans l'acte du 3 nov. 1779, que les immeubles concédés, ainsi que d'autres biens appartenant aux arrentaires, seraient affectés pour assurance de la rente et du capital ;—D'où suit que la propriété est passée aux preneurs par l'acte même du 3 nov. 1779, et que l'appelante, en tant qu'elle agit par voie de revendication, est non recevable ;—Confirme, etc.

Du 13 fruct. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—*Pl.*, MM. Verbaegen et Wyns.

#### 1<sup>o</sup> TESTAMENT.—LECTURE.—TÉMOINS.

#### 2<sup>o</sup> DÉPENS.—TESTAMENT.—NULLITÉ.

1<sup>o</sup> La mention que le testament a été dicté par le testateur et écrit par le notaire en présence des témoins, et qu'il a été lu et relu au testateur qui a déclaré y persister, ne satisfait pas au vœu de l'art. 972 du Code civil qui exige la mention de la lecture en présence des témoins (4).

2<sup>o</sup> Lorsque la rédaction vicieuse d'un testament occasionne un procès, en nullité, entre les héritiers et le légataire universel, ce n'est point au légataire, encore qu'il succombe, à supporter les dépens ; dans ce cas, ils sont à la charge de la succession. (C. proc. civ., art. 130 et 131, anal.)

(Les héritiers et légataires N....)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que par les termes il est fait du tout mention expresse, dans lesquels est conçue la disposition finale de l'art. 972 du Code civil, on doit entendre que le tout sera énoncé d'une manière si formelle, qu'il ne reste aucun lieu d'en douter ;—Qu'en examinant, d'après cette définition, tout ce qui est écrit dans le testament, on ne voit pas qu'il y soit expressément dit que lecture en a été donnée au testateur, en présence des témoins. La phrase qui termine l'acte, énonce bien qu'il a été fait et

enregistrement, n<sup>o</sup> 3887. *V.* cependant en sens contraire, Paris, 25 mai 1835.

(2) *V.* conf., Paris, 23 messidor an 12. — C'était là une conséquence directe de l'art. 32 de la loi du 11 brum. an 7, aux termes duquel l'état authentique des inscriptions, remis par le poursuivant, tenait lieu de production pour les créanciers inscrits. — Sous le Code de procédure, chaque créancier est tenu de produire ses titres, dans le mois de la sommation qui lui est faite à ce sujet (art. 754) ; mais il a été jugé, par application de l'art. 757, que ce délai n'importait point déchéance, et que les créanciers pouvaient faire leur production jusqu'à la clôture de l'ordre, à la charge de supporter les frais occasionnés par la production tardive (Cass. 9 déc. 1821 et 9 déc. 1829).

(3) Sur les caractères distinctifs du bail emphytéotique, *V.* Duvergier, *Du louage*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 142 et suiv.

(4) *V.* dans le même sens, Cass. 4 fév. 1808 et la note.

passé présents les témoins qui ont signé avec le testateur et le notaire; mais telle était la forme d'usage, avant que la loi exigeât qu'on fit mention expresse de la lecture du testament au testateur, en présence des témoins; — D'ailleurs, l'acte peut être fait et passé en présence des témoins, et n'être pas lu au testateur en leur présence, les mots *lectura* faits ne précisant à qui et en présence de qui on a lu, il peut donc rester du doute sur un fait dont la loi veut qu'il soit fait mention expresse; et dès lors, la nullité prononcée par l'art. 1001 du Code civil, de tous les divers testaments dans lesquels toutes les formalités prescrites n'auraient pas été bien observées, s'applique à celui dont il s'agit; il a donc été bien jugé;

Cependant, on ne peut considérer l'appelant comme un téméraire plaideur; elle avait pour elle l'intention du testateur, et l'empressement avec lequel elle avait transigé avec partie des héritiers, justifiait la disposition du jugement relative aux dépens; il est juste que la succession du testateur supporte les frais que la rédaction vicieuse de ses dernières volontés a occasionnés, etc.

Du 15 fruct. an 13.—Cour d'appel de Nancy.

#### BAIL A FERME.—ENGRAIS.

*Pour que la propriétaire puisse disposer des pailles et engrais que la fermier sortant est tenu de laisser, il n'est pas nécessaire que le bail soit expiré; il suffit que la fermier sortant ait terminé toutes les cultures que son bail l'autorisait ou l'obligeait à faire.* (Cod. civ., art. 1778.)

(La femme Paulée—C. Dufresne.)

Le 24 niv. an 6, Marie Desaux, épouse séparée de Jean-Baptiste Paulée, passe bail d'une ferme à la demoiselle Dufresne.—Le bail est fait pour neuf ans, avec faculté néanmoins aux parties de se désister du contrat à l'expiration de chaque trois années.—Une clause du bail portait que toutes les pailles des terres de la ferme seraient converties en fumier pour l'engrais des terres.—Au bout des six premières années, congé de la part de la propriétaire à la fermière; le bail expirait, d'après le congé, le 10 fruct. an 12.

Au mois de therm. précédent, le nouveau fermier veut enlever les fumiers qui se trouvent dans la ferme, pour les transporter sur les jachères.—L'ancienne fermière s'y oppose, prétendant que son bail n'est pas expiré, et que jusque-là le nouveau fermier n'avait pas le droit de disposer de rien qui fit partie de la ferme; le droit de ce dernier ne commençant qu'au moment où cessait celui de son prédécesseur.—La dame Paulée, propriétaire, avertie de cet obstacle, assigne de suite devant le tribunal de Mons la demoiselle Dufresne; elle y conclut à ce que la défenderesse soit tenue de souffrir l'enlèvement des fumiers existants dans la ferme, attendu l'urgence qu'il y a de les répandre sur les jachères.

Jugement du 17 brum. an 13, qui, « attendu que la demande était prématurée, déclare la dame Paulée non recevable quant à présent. »

Appel.—Devant la Cour, la dame Paulée invoquait la clause du bail, d'après laquelle les pailles de la ferme devaient être converties en fumier pour l'engrais des terres. Cette clause était entièrement conçue dans l'intérêt de la culture de la ferme; elle était indépendante d'

l'expiration du bail de la fermière; or, les pailles existantes au mois de thermidor étaient destinées à faire l'engrais des terres; que si on s'opposait à l'enlèvement des fumiers pour les répandre sur les jachères, les semences d'automne ne pourraient plus avoir lieu, et par suite les terres cesseraient d'être productives, ce qui était contraire à l'intérêt de la culture en général, et à la clause du bail en particulier.—Le fermier sortant n'avait aucun intérêt à s'y opposer, attendu que sa culture était finie.

La dame Dufresne répondait, qu'à côté de la clause portant que les pailles seraient converties en fumier pour les engrais de la ferme, existait celle qui voulait que l'on constatât à l'expiration du bail, que toutes les conditions de ce bail avaient été remplies. Jusque-là elle était maîtresse de tout ce qui faisait partie de l'exploitation, attendu sa qualité de fermière encore subsistante; pour qu'il en fût autrement, il faudrait qu'une clause particulière du bail eût permis avant son expiration l'enlèvement des fumiers de la part du nouveau preneur.

#### ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que, dans le sens du bail, les pailles doivent être converties en fumier pour l'engrais des terres de la ferme, et que le fermier sortant étant sans intérêt pour s'opposer à ce que la fumier déjà produit fut employé sur les jachères, son refus ne peut être considéré que comme une opacité nuisible à l'intérêt général de l'agriculture, et à l'intérêt particulier de la propriété dont la jouissance sort de ses mains;—Considérant que les objets dépendants d'un bail de biens ruraux, ne se règlent pas précisément par la jour de l'expiration du bail, mais qu'ils sont subordonnés à leur destination qui peut suivre ou précéder l'époque marquée pour la sortie, selon l'ordre de l'agriculture;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant; émettant, infirme, etc.

Du 19 fruct. an 13.—Cour d'appel de Bruxelles.—Ch. des vices.—Pl., MM. Truffant et Girardin.

#### MINEUR.—VENTE.—SITUATION.—PUBLICITÉ.

*Sous l'empire du Code civil, il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que la vente des biens des mineurs se fasse dans le lieu même où ils sont situés en tout ou en partie.—A cet égard le lieu de la vente est abandonné à la sagesse des tribunaux.* (1.)

L'art. 459 du Code civil qui veut que les biens des mineurs soient vendus publiquement, ne s'oppose point (même avant le Code de procéd. civile), à ce que l'adjudication se fit dans l'étude d'un notaire. (Cod. civ., art. 459 et 501.) (2.)

(Molinaro—C. Pedotti.)

Un jugement avait ordonné que les biens des mineurs Pedotti seraient vendus aux enchères sur le lieu de leur situation; comme il ne se présentait pas d'enchérisseur en ce lieu-là, un second jugement permit d'ouvrir les enchères à Turin, ville la plus voisine. Alors Molinaro devint adjudicataire; mais le tribunal refusa d'homologuer le jugement d'adjudication. Ses motifs furent qu'aux termes des constitutions du Piémont, non abrogées en ce point par le Code Napoléon, l'adjudication et la délivrance ou expédition des biens adjugés devait avoir lieu dans les villages mêmes où les biens étaient situés, et encore pu-

(1 et 2) Ces deux questions avaient déjà été résolues dans le même sens par la Cour d'appel de

Rouen, le 3 prair. an 12. V. cet arrêt, et la note qui l'accompagne.

blieusement, ce qui ne permettait pas de procéder à de telles ventes dans l'étude d'un notaire, ainsi qu'on l'avait pratiqué dans l'espèce.

Appel par l'adjudicataire.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 459 et 501 du Code civil; — Vu le décret du tribunal de première instance, du 10 vend. an 13, par lequel le notaire Vigliardi fut commis pour procéder à Turin aux enchères dont il s'agit; — Attendu que, par le susdit article 459 du Code civil, il a été dérogé au prescrit des constitutions générales en la partie où il est ordonné qu'on aurait procédé aux enchères et expédition dans les villes, terres,

villages et endroits dans le territoire desquels les biens sont situés;

Attendu en outre que, par le susdit décret, le notaire Vigliardi a été expressément autorisé à procéder aux enchères en cette ville; — Attendu que cette autorisation n'a point été révoquée par le second décret, en date du 22 plu. an 13, par lequel le même notaire fut de nouveau commis aux mêmes fins; — Attendu d'ailleurs que, de la teneur de l'art. 501 du Code civil, il résulte que les études respectives des notaires sont considérées par la loi comme des endroits publics; — Dit avoir été mal jugé, etc.

Du 27 fruct. an 13. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Avignone et Mussone.

#### ALIMENS. — DIVORCE.

*L'époux divorcé dont les ressources sont diminuées depuis la dissolution du mariage, ne peut demander une pension à l'autre époux, alors que ses ressources suffisent encore à ses besoins (1).*

(Martin — C. Simonet.)

En l'an 4, divorce, par consentement mutuel, de Martin, acteur du théâtre Feydeau, et de la demoiselle Simonet, son épouse, alors employée au même théâtre. — Depuis ce moment jusqu'en l'an 13, la demoiselle Simonet, subsiste de ses propres facultés.

Mais, au mois de germinal, elle perd la voix, et forcée par cette raison d'abandonner son emploi, elle demande à Martin une pension alimentaire de 3,000 francs. — Martin conteste cette demande.

1<sup>er</sup> therm. an 13, jugement du tribunal civil de Paris, qui, « attendu que d'après les dispositions de la loi du 30 sept. 1792, les époux divorcés se doivent réciproquement des aliments lorsque l'un d'eux est dans le besoin, et selon les facultés dont jouit celui des époux à qui les aliments sont demandés; — Que cette demande doit seulement être considérée en proportion du besoin lors existant, et qu'il ne peut résulter à cet égard aucune fin de non-recevoir du laps de temps; — Que, dans l'espèce, les facultés du sieur Martin ne peuvent être douteuses, d'après ses talens et son état de sociétaire des artistes de l'opéra-comique, ayant part entière; — Qu'il n'est pas contesté que, par un événement naturel, la demoiselle Simonet a été privée de partie des talens dont elle était pourvue, et qu'elle ne paraît point avoir de ressources suffisantes pour subsister; — Lc. condamne à payer annuellement à la demoiselle Simonet une pension de 1000 fr. »

Appel par Martin. — La demoiselle Simonet,

(1) V. conf., Paris, 24 mess. an 12 et 18 germ. an 13. — Jugé même, que l'époux divorcé ne pouvait obtenir de pension alimentaire, quoiqu'il se trouvât dans le besoin, s'il possédait des ressources suffisantes au moment du divorce: Cass. 5 janv. 1806 et 18 juill. 1809. — La pension accordée à l'époux était-elle susceptible d'augmentation, à raison de l'augmentation de fortune du débiteur? V. pour la négative, Besançon, 20 brum. an 14, et Paris, 10 fév. 1816.

(2) Dans son commentaire de l'art. 28 de la loi sur la contrainte par corps du 17 avril 1832 (lequel

dit-il, n'a pas moins de ressources que moi. Elle s'est retirée du théâtre, il est vrai; mais elle sait la musique; elle joue de divers instrumens; elle connaît plusieurs langues: en un mot elle a des talens qu'elle peut employer très utilement. — Ses moyens d'existence sont donc tout aussi solides que les miens.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il est constant, dans la cause, que Thérèse-Victoire Simonet a encore des talens suffisans pour se procurer une existence honnête en les exerçant par l'enseignement, et que, par conséquent, elle n'est pas dans le cas spécifié par la loi pour demander une pension alimentaire à son mari divorcé; — Met l'appellation au néant; déboute la demoiselle Simonet de sa demande, etc.

Du 4 vend. an 14. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Delahaye et Domanges.

#### EMPRISONNEMENT. — ALIMENS.

*L'art. 14 de la loi du 15 germ. an 6, qui exige que les aliments du débiteur incarcéré à la requête de son créancier, soient consignés d'avance, n'exige pas que cette avance soit de trente et six jours. — Ainsi, au cas d'emprisonnement fait le 22 du mois avec consignation d'alimens, il n'est pas nécessaire que la consignation ultérieure soit faite le 21 du mois suivant; il suffit qu'elle ait lieu le 22 avant toute distribution d'alimens aux détenus (3).*

(Ducroy — C. Boisguérard.)

L'art. 14 de la loi du 15 germinal an 6, porte que « le créancier qui aura fait emprisonner son débiteur, sera tenu de consigner d'avance, et par chaque mois, la somme de vingt francs entre les

renferme une disposition semblable à celle de l'art. 14 de la loi du 15 germ. an 6). M. Cui-Delelle fait observer qu'on entend ordinairement par consignation d'acances, une consignation faite au plus tard le dernier jour de la période trigésimale pour laquelle il existe encore des aliments entre les mains du gélier; et de là il conclut qu'une consignation faite le lendemain, même avant distribution d'alimens aux détenus, mais lorsque déjà le débiteur aurait formé une demande enlargissement pour défaut d'alimens, pourrait peut-être être considérée comme tardive. Il ajoute qu'en conséquence il pourrait n'être pas prudent de se fier à l'autorité de l'arrêt ci-dessus.

malin du gardien pour la subsistance de l'incarcéré, sinon, ce dernier obtiendra son élargissement, etc.» — Il s'agissait de savoir si cette expression d'avance, devait s'entendre, au moins d'un jour, ou seulement de quelques heures avant l'expiration du mois. Pour connaître le véritable sens à donner à cette expression, il faut consulter l'esprit de la loi. — Qu'a voulu la loi en exigeant que les aliments soient consignés d'avance? Elle a voulu pourvoir à la subsistance du débiteur incarcéré, et la mettre à la charge du créancier; mais alors on ne peut pas dire que la consignation a été tardive, si elle a été faite assez punctuellement pour que le détenu n'ait pas manqué un seul instant des aliments nécessaires à sa subsistance; il n'est donc pas rigoureusement indispensable que la somme à ce destinée soit déposée d'avance entre les mains du concierge; elle peut l'être du jour de l'échéance de la dernière consignation; elle peut même l'être le lendemain matin, pourvu que ce soit avant la première distribution qui se fait aux prisonniers, puisque alors seulement commence l'obligation de fournir de nouveaux aliments au détenu, qui, la veille encore, recevait ceux précédemment consignés. — C'est dans ce sens que la Cour d'appel de Rouen a rendu la décision suivante, infirmative d'un jugement rendu par le tribunal de première instance de la même ville.

## ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 14, L. 15, germ. an 6; considérant que la consignation du 23 fructidor ayant été faite dès le matin, avant toute distribution aux prisonniers, ainsi qu'il résulte des actes et pièces du procès, elle n'a été véritablement par avance et à temps pour empêcher que le détenu manquât un seul instant de nourriture et de logement; — Considérant que l'art. 15 de la loi dut 5 germ. n'ayant point désigné de terme préfixe pour la consignation, et s'étant contenté de prescrire que la consignation de chaque mois fût faite par avance, il a été, dans le fait, par le créancier, suffisamment satisfait aux dispositions de cette loi. Dit mal jugé. — Déboute Boisguérard de sa demande en élargissement, etc.

Du 10 vend. an 14. — Cour d'appel de Rouen. — Sect. des vacat. — Pl., MM. Gerdy et Hospin.

## SAISIE IMMOBILIÈRE. — COMMANDEMENT. — EMPRISONNEMENT.

Le créancier qui après avoir fait emprisonner son débiteur contraignable par corps, dirige des poursuites en expropriation forcée sur les biens du détenu, n'est pas obligé de si-

gnifier à personne, le commandement qui précède la saisie. Il suffit toujours d'une signification du commandement au domicile.

(Suret—C. Brou.)

Le tribunal de première instance de la Seine s'était prononcé en sens contraire sur cette question, par un jugement, du 25 fruct. an 13, motivé sur ce que le créancier et son huissier ne pouvaient ignorer où était la personne du débiteur; que si un commandement de payer peut être fait à personne ou domicile, il n'y a plus de choix pour le créancier qui tient son débiteur sous sa main; que l'objet du commandement étant de mettre le débiteur en demeure de s'acquitter pour prévenir l'expropriation, le vœu de la loi exige clairement qu'il soit fait à sa personne même, autant qu'il est possible; l'alternative qu'elle laisse au créancier n'est qu'une faculté subsidiaire, qui suppose la difficulté de s'adresser au débiteur immédiatement, faculté qui ne reçoit pas d'application au cas où le créancier retient son débiteur prisonnier, et où l'huissier qui a fait l'incarcération, fait encore le commandement; que de là résulte une présomption puissante de clandestinité dans la poursuite d'expropriation, où tout ce qui tend à instruire la partie saisie est de rigueur.

Sur l'appel, il a été statué en ces termes:

## ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1<sup>o</sup> que la détention pour dettes, dans une maison d'arrêt, ne peut établir ou détenu l'établissement d'un domicile dans cette maison, et qu'il résulte d'ailleurs des circonstances de la cause, que Brou est convenu avoir connu les commandements à lui faits pendant sa détention, en son véritable domicile à Paris, rue Cérutti, n<sup>o</sup> 21; — 2<sup>o</sup> que les commandements dont il s'agit ont été faits conformément à l'ordonnance de 1667, et à la disposition du Code civil; — Sans s'arrêter aux moyens de nullité proposés par la partie de Quequet, ordonne qu'il sera passé outre à l'adjudication par expropriation forcée.

Du 25 vend. an 14. — Cour d'appel de Paris, — Sect. des vacat. — Pl., MM. Maréchal et Quequet.

## ALIMENS. — DIVORCE.

L'époux divorcé auquel une pension a été accordée lors du divorce, ne peut exiger une augmentation de pension à raison de ses nouveaux besoins et de l'accroissement de fortune de l'autre époux (1).

(Henry—C. Pathiot.)

Par jugement du 12 vent. an 2, divorce pour

une spéculation de la part de l'époux enrichi. — D'ailleurs quel époux ne rongerait pas de voir dans l'indigence, l'être qui fut sa seconde moitié, tandis que lui-même brillerait au sein de l'opulence! — Ainsi, 1<sup>o</sup> le principe sur la nature de la pension entre époux; 2<sup>o</sup> il y aurait aussi beaucoup à dire contre le motif pris de ce que l'épouse avait renoncé à la faculté que lui donnait la loi de 1792, de refuser le service de la pension, si le mari passait à un second mariage, car cette renonciation de la femme ne prouve point que le mari eût également renoncé à une chance favorable. — D'ailleurs il n'est pas certain que les traités des époux puissent jamais violer la convenance essentielle qui veut que, tous jours, chacun des deux époux reçoive de l'autre une pension alimentaire proportionnée aux besoins de l'un et à la fortune de l'autre. C'est ce qu'a décidé un arrêt de la Cour d'appel de Paris, dans l'affaire Longpré et Corvisart.... » (F. 7 flor. an 12, 2<sup>e</sup> part.)

(1) F. en ce sens, Paris, 4 vend. an 14 et 10 fév. 1816. — L'ancien recueil de M. Sirey renfermait une critique de l'arrêt ci-dessus, que nous croyons devoir reproduire ici: « Cet arrêt, disait M. Sirey, repose sur deux principes, dont l'un est certainement erroné, et dont l'autre est très susceptible de contestation. — La pension alimentaire accordée au mari divorcé, n'est point une suite du bénéfice de compétence. — À l'égard du mari comme à l'égard de la femme, la pension est une espèce de dédommagement des avantages que leur union perpétuelle avait promis aux époux lors de leur mariage. — C'est une véritable indemnité: le législateur l'a dit lui-même (art. 7 du § 3 de la loi du 20 sept. 1792). — Ou bien, elle est une dette de convenance, politique et morale. — Le législateur n'a pu vouloir que le divorce accordé pour le bonheur ou le repos de l'un des époux, fût un supplice pour l'autre, non-seulement quant aux affections du cœur, mais encore quant aux besoins de la vie. Il n'a pu vouloir que le divorce devint

Incompatibilité d'humeur, entre le sieur Pathiot et la demoiselle Henry.—Une pension alimentaire de 600 liv., avec un logement, est accordée au mari sur les biens de la femme.—Il est à remarquer que le traité entre les époux assure le paiement de la pension, même dans le cas où le mari convoierait.

En l'an 11, la demoiselle Henry se trouve dans un état de fortune agrandie.—Pathiot demande une augmentation de pension.

29 frim. an 12, jugement du tribunal d'arrondissement de Vesoul qui lui accorde une augmentation annuelle de 400 livres.

Appel par la demoiselle Henry, qui soutient que la pension ayant été réglée lors du divorce, la loi ne permettait pas qu'elle fût ultérieurement augmentée.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant, 1<sup>o</sup> que la loi qui accorde une pension alimentaire à l'époux divorcé indigent, est une suite du bénéfice de compétence d'après lequel le mari poursuivi en restitution de dot, était autorisé, par les anciennes lois, à prendre sur les biens qui la composaient de quel pouvoir à se subsistance; d'où il résulte que, de même que ledit bénéfice de compétence, la pension dont il s'agit doit être réglée suivant l'état des parties lors de la dissolution du mariage, et sans égard à l'accroissement survenu depuis dans la fortune de l'époux chargé de la pension;—2<sup>o</sup> Que les principes en matière d'aliments ne sont point applicables aux époux divorcés, parce que si des aliments que se doivent mutuellement des parents sont essentiellement provisoires et doivent être toujours proportionnés aux besoins de l'un et à la fortune de l'autre, c'est parce qu'entre parents les mêmes liens subsistent toujours, tandis qu'au contraire tout lien est rompu par le divorce entre les époux, qui deviennent étrangers l'un à l'autre;—3<sup>o</sup> Que, dans le cas particulier, la pension due à l'intimé a été réglée entre les parties par la sentence du tribunal de famille, du 12 vent. an 2, suivant l'état de la fortune de l'appelant à cette époque; que, par conséquent, le règlement qui en a été fait alors doit être maintenu;—4<sup>o</sup> Que ce règlement est d'autant plus irrévocable qu'il peut être considéré comme une transaction, puisqu'il a eu lieu ensuite des demandes, soumission et consentement respectifs des parties, qui ont même prévu l'avenir, l'appelant s'étant obligée de payer la pension et de fournir le logement spécifiés jusqu'au décès de son mari, et ayant renoncé au bénéfice de l'art. 2 du § 3 de la loi du 30 sept. 1792;—Réformant, déboute Pathiot de ses fins et conclusions, etc.

Du 30 brum. an 14.—Cour d'appel de Besançon.—Prés., M. Louvoit.—Pl., MM. Curasson et Clerc.

#### PARTAGE. — MARI. — FEMME. — DEMANDE NOUVELLE.

Le mari qui, sans le concours de sa femme, a intenté une demande en partage d'immeubles qui sont propres à cette dernière, ne peut régulariser son action en réduisant sa demande à un partage provisionnel (1).

La fin de non-recevoir tirée du défaut de concours de la femme, lui est opposable en appel pour la première fois (2).

(1 et 2) V. Bruxelles, 13 frim. an 13 et la note.

(3) V. conf., Cass. 10 therm. an 13 et la note.

(4) V. dans le même sens, Paris, 29 avril 1819.

(N.—C. N.)

Du 23 brum. an 14.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE.—ÉCRITURE.—MENTION.

La mention expresse que le testament a été écrit par le notaire, n'est pas renfermée dans la mention que le testateur a dicté son testament au notaire. (C. civ., art. 972 et 1001.) (3)

(Steps—C. N.)—ARRÊT.

LA COUR;—Par les motifs énoncés au jugement dont est appel, portant qu'aux termes de l'art. 972 du Code civil, le testament, reçu par un seul notaire, doit être dicté par le testateur et écrit par le notaire, et qu'il en doit être fait mention expresse;—Que le testament dont il s'agit dans l'espèce ne fait point mention qu'il a été écrit par le notaire;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 29 brum. an 14.—Cour d'app. de Bruxelles.—1<sup>er</sup> sect.—Concl., M. Tarte, subst.—Pl., MM. Deswarte et Wvyns.

#### COMMISSIONNAIRE DE TRANSPORTS.—RESPONSABILITÉ.—ROULAGE.

Le commissionnaire de roulage qui, devant expédier des marchandises pour le compte d'autrui, a joint au chargement une caisse contenant des acides nitreux et des huiles à vernis, est responsable de l'incendie des marchandises occasionné par le contact des acides. Dans ce cas, il y a faute ou négligence imputable au commissionnaire. (C. civ., art. 1382.) (4)

(Pernet—C. Rozet.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il résulte du procès-verbal dressé par le commissaire de police de Tours, que l'incendie de partie des effets chargés sur la voiture de Robin n'a pas été la suite d'une force majeure ni d'un cas fortuit, mais bien plutôt l'effet du contact de fluides inflammables, suffisamment connus du commissionnaire-chargeur par les lettres de voiture, et par lui imprudemment rapprochés lors du chargement de ladite voiture;—Attendu d'ailleurs que ce fait, qui constitue une faute grave de la part du commissionnaire-chargeur, est étranger au voiturier, a mis l'appellation au néant; condamne la partie de Delavigne (Rozet, commissionnaire) à payer à celle de Moreau (Pernet) le montant des marchandises avariées, suivant estimation par experts, etc.

Du 1<sup>er</sup> frim. an 14.—Cour d'appel de Paris.

#### AVEU.—INDIVISIBILITÉ.—DÉPÔT.

Avant le Code civil, comme aujourd'hui, l'aveu judiciaire était, en général, indivisible (5). Cette indivisibilité avait lieu en matière de dépôt volontaire, aussi bien qu'en toute autre matière civile.

(Brouwir—C. Brielmont.)

Du 2 frim. an 14.—Cour d'appel de Liège.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Lonbienne, Raicbem et Roly.

#### VÉRIFICATION D'ÉCRITURE. — PREUVE TESTIMONIALE. — APPEL.

Sous l'empire des ordonnances de 1667 et de

V. aussi sur le principe général qui rend les voisins et commissionnaires de transports responsables des dommages qu'ils eussent pu empêcher par plus de précautions, Cass. 2 therm. an 11 et la note.

(5) V. conf., Cass. 15 therm. an 11.

1737, on pouvait, en tout état de cause, même devant les juges d'appel, et encore qu'il y eût eu vérification par experts, demander la vérification d'écritures par témoins (1).

(Pestel—C. Hebert.)— ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 7 du titre 12 de l'ordonnance de 1667;— Considérant que, d'après l'article précité comme aussi d'après l'art. 12, tit. 3 de l'ordonnance de 1737, conforme à la nouvelle 73, la vérification d'une pièce contestée peut se faire tant par experts que par témoins;— Que, dans le fait particulier, l'appelant, lors du procès-verbal des experts, s'est réservé la voie de la preuve testimoniale, et que d'ailleurs il existe des circonstances d'après lesquelles il est possible que lesdits experts aient erré dans leur rapport;— Sans avoir égard aux fins de non-recevoir, appointe à faire preuve, etc.

Du 6 frim. an 14. — Cour d'appel de Rouen.— 2<sup>e</sup> sect.

MINISTÈRE PUBLIC. — ACTE DE L'ÉTAT CIVIL. — RECTIFICATION. — APPEL.

La partie qui demande la rectification d'un acte de l'état civil ne peut, sur l'appel, intimier le procureur général. — Le ministère public, dans ce cas, n'a que la voie de réquisition et non celle d'action. (L. 16-24 août 1790, tit. 8, art. 2; C. civ., art. 99.) (2).

(V<sup>o</sup> Jessens—C. Min. pub.)

La dame veuve Jessens ayant présenté une requête à l'effet d'obtenir la rectification de son acte de naissance, cette demande fut repoussée par jugement du 15 pluv. an 13. La veuve Jessens interjeta appel devant la Cour de Bruxelles, en intimant le procureur général près cette Cour, quoique le ministère public n'eût été que partie jointe en première instance.

M. Tarte, substitut, a démontré en ces termes la nullité de l'intimation du ministère public.

« La loi du 24 août 1790, a-t-il dit, est celle qu'il faut consulter, parce que c'est elle qui, dans l'ordre judiciaire actuel, détermine les attributions du

ministère public. Or, l'art. 2, tit. 8, établit, comme règle générale, que les commissaires du pouvoir exécutif près des tribunaux, exerceront leur ministère, non par voie d'action, mais simplement par celle de réquisition. Ainsi, le procureur général ne pourrait agir ou défendre comme partie dans un procès, que dans le cas d'une exception à cette règle, et en vertu d'une loi spéciale qui lui déléguerait ce pouvoir. Existe-t-il donc une loi, dans le cas d'une demande en rectification d'actes de l'état civil, autorise le ministère public à se constituer partie dans l'instance? Aucune. Au contraire, l'art. 99 du Code civil ne requiert, dans l'hypothèse, que les conclusions du procureur impérial, ce qui exclut de sa part l'exercice de toute autre action. Ce n'est donc que par l'effet d'une erreur grossière sur la nature des attributions du ministère public, que l'appelante a cru trouver un adversaire dans le procureur général pour le prendre à partie et requérir les dépens en cas de résistance de sa part. Les principes et la loi commandent donc la répression de cette téméraire entreprise. » — Au fond le substitut a conclu à la confirmation du jugement de première instance.

ARRÊT.

LA COUR:— Adoptant les motifs exprimés au réquisitoire du substitut de M. le procureur général, — Déclare ce dernier follement intimé; — A principal, — Met l'appellation au néant, etc.

Du 6 frim. an 14. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect.

DERNIER RESSORT. — GARANTIE. — DEMANDES RÉUNIES.

Est en dernier ressort la jugement qui intervient sur une demande en garantie formée contre une seule partie, à raison de deux condamnations prononcées pour deux sommes, qui prias séparément sont inférieures au taux du dernier ressort, mais qui réunies l'excedent (3).

(Muret—C. Broniez.)

Broniez, assigné par Serot en paiement d'une

(1) V. conf., Pau, 22 flor. an 11 et la note. — La même solution devrait, à notre avis, avoir lieu sous le Code de procédure; car l'offre de preuve testimoniale n'est qu'un moyen nouveau et non une demande nouvelle. — Dans l'espèce de l'arrêt ci-dessus, les experts avaient, dans leur rapport, déclaré fausse la pièce arguée de faux. On soutenait qu'en ce tel cas, la preuve testimoniale, offerte pour établir la sincérité de la pièce, ne devait pas être ordonnée, comme offrant moins de garantie que l'opinion des experts. Mais sans égard à cette considération, les juges, appréciant les circonstances particulières, n'en crurent pas moins devoir admettre la preuve testimoniale.

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 15 frim. an 8, 27 frim. an 13, et la note de ce dernier arrêt. — La loi du 24 août 1790, tit. 8, art. 2, a posé le principe qu'en matière civile le ministère public n'a pas la voie d'action, mais seulement celle de réquisition dans les procès dont les juges sont saisis; c'est encore aujourd'hui la règle générale. Néanmoins la loi du 20 avr. 1810, en fixant de nouveau (art. 45) les attributions du ministère public, ne s'est pas contentée de dire: « Il agit d'office en matière civile dans les cas spécifiés par la loi. » Elle a dit en outre: « Il surveille l'exécution des lois, des arrêts et des jugemens; il poursuit d'office cette exécution dans les dispositions qui intéressent l'ordre public. » Du même, en ce qui concerne les actes de l'état civil, un avis du conseil d'État du 13 niv. an 10 a d'abord

déclaré qu'il convenait de laisser aux parties intéressées le soin de faire réparer par des jugemens, les erreurs ou les omissions que présenteraient les registres. Mais bientôt un autre avis du conseil d'État du 12 brum. an 11, après avoir de nouveau proclamé ce principe, l'a modifié en ajoutant: « Sauf le droit qu'ont incontestablement les commissaires du gouvernement d'agir d'office en cette matière, dans les circonstances qui intéressent l'ordre public. » Ce droit a ensuite été formellement consacré par l'art. 122 du décret du 18 juin 1811, et par l'art. 75 de la loi du 25 mars 1817. Le ministère public doit notamment poursuivre d'office le remplacement des registres perdus ou de ceux qui n'auraient pas été tenus. Les mesures à prendre en pareil cas sont indiquées par une circulaire du Ministère de la justice, du 4 nov. 1814. Il peut même agir pour la rectification ou le rétablissement d'un seul acte dans l'intérêt d'individus notoirement indignes (art. préc., L. 25 mars 1817; Toulouse, 1<sup>er</sup> août 1836) (Vol. 1837. 2. 185). — Du reste, les parties intéressées ne peuvent en aucun cas le contraindre à plaider contradictoirement avec elles, pour obtenir une rectification d'acte de l'état civil, et sous ce rapport la décision ci-dessus conserve toute sa valeur. — V. au surplus Bioche et Goujet, *Dict. de proc.*, v<sup>o</sup> Actes de l'état civil, n<sup>os</sup> 37 et suiv.

(3) V. anal. en sens contraire, Cass. 1<sup>er</sup> niv. an 8, 11 fruct. an 11; Turin, 7 prair. an 11; mais, voyez en ce sens, Rennes, 30 mai 1830, et la note.

somme de 448 fr. et par Plantard en paiement d'une autre de 896 fr., appelle Muret en garantie sur ces deux actions, par un seul et même exploit.

Jugement qui condamne Broniez envers Serrot et Plantard, et Muret à garantir Broniez.

Appel de la part de Muret en ce qui touche la garantie mise à sa charge.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que Broniez a essayé deux condamnations différentes sur deux actions particulières de deux individus agissant chacun dans leur intérêt; — Attendu que chacune des demandes dans lesquelles il a succombé ne s'élève pas à 1,000 fr., d'où il suit que tant le créancier que le débiteur ont été jugés en dernier ressort; — Attendu qu'en réunissant, dans sa citation au bureau de conciliation, les deux demandes en garantie, le débiteur n'a pas dénaturé l'état des condamnations; — Attendu que l'action en garantie a été formée avant la condamnation au principal, et a ainsi pris le caractère d'une demande incidente; — Attendu que l'indemnité qui fait un des objets de la garantie n'est, dans l'espèce, qu'accessoire à la demande principale; — Déclare l'appel non recevable, etc.

Du 9 frim. an 14. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl. MM. Truffard et Feyder.

#### DIVORCE. — FRAIS. — MARI.

Le mari n'est point tenu personnellement des dépens d'une instance en divorce dans laquelle son épouse a plaidé contre lui et sans son autorisation (1). Mais il doit, comme chef de la communauté, en faire les avances, sauf toute reprise sur les biens de son épouse.

(Léger — C. Rosset.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la demande de Favoué Léger est fondée, puisqu'il a prêté son ministère à la femme Rosset; qu'il est de principe et de jurisprudence que le mari qui a refusé d'autoriser son épouse, n'est point tenu des dépens auxquels elle a été condamnée; que, dans le cas particulier, la dame Rosset plaide contre son mari qui ne l'avait point autorisée, et que l'arrêt de la Cour a établi qu'elle avait tort de plaider; qu'ainsi, ledit Rosset ne peut être tenu personnellement des dépens auxquels elle a été condamnée; que si, comme chef de la communauté, et comme ayant le domaine utile de la dot de son épouse, c'est à lui de faire les avances des frais et adjugés prononcés contre sa dite épouse, il doit aussi être autorisé à en faire la reprise sur les biens de celle-ci lors de la dissolution de la communauté; — Ordonne que le mari Rosset sera tenu de faire les avances des adjugés prononcés contre son épouse, sauf à en faire reprise sur les biens de la défenderesse, etc.

Du 9 frim. an 14. — Cour d'appel de Besançon.

#### CAUTIONNEMENT. — SÉNATUS — CONSULTÉ VELLIEN. — NORMANDIE. — ABROGATION. Le sénatus-consulté vellien, prohibitif de

(1) F. anal. dans le sens de cette solution, Paris, 7 fév. 1806 et 8 nov. 1827; Limoges, 28 avr. 1813; Cass. 8 mai 1821. — V. aussi la note qui accompagne un jugement de Cass. du 24 vend. an 7; Cass. 11 juill. 1837, et Carré, *Lois de la proc.*, n° 548.

(2) C'est là un point attesté par tous les auteurs qui ont écrit sur la coutume de Normandie, F. Froidand, du *Sénatus-consulté vellien*; Huard, *Dict. de la cout. de Normandie*, v° *Cautionnement*, et Bersult, *Comment. de la cout.*, sur l'art. 538, p. 542. F. aussi Rouen, 4 fév. 1808, et 24 juin 1809; Cass. 27 août

émouvement de la part des femmes, avait force de loi en Normandie (3).

Ce n'est pas l'art. 217 du Code civil au titre du mariage, décrété le 26 vent. an 11, qui a abrogé le sénatus-consulté vellien; c'est la loi du 24 pluv. an 13, placée dans le Code sous le titre du cautionnement (3).

(Ménager — C. Sauter.)

La dame Lecocqveur-Ménager fut mariée en Normandie; elle y a constamment résidé; ses biens y sont situés. — Le 25 germ. an 11, elle vint à Paris; et, dûment autorisée, elle cautionna les dettes de son mari, hypothéqua ses propres biens dotaux, et édit à priorité d'hypothèque sur les biens du mari, jusqu'à concurrence de 73,000 fr.

Ultérieurement, elle a demandé la nullité de son cautionnement, sur le motif qu'à l'époque du contrat, elle était incapable de cautionner, aux termes du sénatus-consulté vellien.

Le sieur Sauter, défendeur, a soutenu, 1<sup>o</sup> que le sénatus-consulté vellien ne faisait pas loi en Normandie; 2<sup>o</sup> qu'au surplus l'art. 217 du Code civil, promulgué à l'époque du contrat qu'elle, avait abrogé ce sénatus-consulté.

16 germ. an 13, jugement du tribunal de la Seine, qui, adoptant ce dernier moyen, rejette la demande en nullité formée par la dame Ménager. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il est constant, 1<sup>o</sup> que le sénatus-consulté vellien avait force de loi dans toute la ci-devant province de Normandie, avant la promulgation des lois des 17 et 24 pluv. an 13 qui ont abrogé cette partie de la législation;

2<sup>o</sup> Que les obligations dont il s'agit, contractées par la partie de Sirey, ont pour date le 25 germ. an 11, et par conséquent sont antérieures auxdites lois; — Déclare nuls les traités et conventions dudit jour, 25 germ. an 11, et toutes qui s'en suivent, etc.

Du 11 frim. an 14. — Cour d'appel de Paris. — Prés. M. Blondel. — Concl. conf., M. Cahier, subst. — Pl., MM. Sirey et Guérault.

#### SURENCHÈRE. — COMMAND. — CRÉANCIER.

Encore que le droit de surenchère soit personnel aux créanciers et incommunicable, le créancier surenchérisseur, a qui l'immeuble a été adjugé, peut néanmoins faire une déclaration de command.

Dans le cas d'une adjudication avec déclaration de command, c'est contre le command lui-même que l'on doit poursuivre la revente sur folle enchère, encore bien qu'il soit insolvable et qu'en définitive l'adjudicataire soit garant de l'insolvabilité (4).

(Basle — C. de Coste et autres.)

La dame de Coste, poursuivant la surenchère d'un hôtel qui dépendait de la succession Lamignon, en demeura adjudicataire, et fit une déclaration de command au profit de la demoiselle de Coste, sa fille.

Faute par celle-ci de remplir les conditions de

1810. — Merlin, *Repert.*, v° *Sénatus-consulté vellien*, § 3, n° 2, et *Quest.*, v° *Vellien*, § 3, Chabot, *Quest. transit.*, v° *Sénatus-consulté vellien*, n° 2.

(3) V. conf., Turin, 23 fév. 1807, et Chabot, *Quest. transit.*, *cod. verb.*, n° 4.

(4) F. anal. en ce sens, Paris, 13 bor. an 12. — Sur le point de savoir si l'adjudicataire est garant du command qu'il déclare, F. Cass. 27 janv. 1808, et la note.

l'adjudication, la vente de l'hôtel est poursuivie à sa folle enchère. — Le curateur de la succession Lamoignon demande la nullité de cette poursuite, en se fondant sur ce qu'elle eût dû être dirigée non-seulement contre la demoiselle de Coste, command déclaré, mais encore contre la dame de Coste, qui après s'être rendue adjudicataire, avait fait la déclaration de command.

6 flor. an 12, jugement qui déclare la poursuite régulière.

Appel de la part du curateur qui soutenait de plus que la dame de Coste devait toujours, et nonobstant la déclaration de command, être regardée comme adjudicataire; attendu que s'agissant d'une adjudication après surenchère, où les créanciers seuls sont admis à surenchérir, il ne peut être permis d'éluder la loi en faisant une déclaration de command au profit d'un non-crancier qui n'aurait pu enchérir directement.

## ARRÊT.

LA COUR: — Attendu, quant au premier moyen, qui n'a pas même été présenté devant les premiers juges, et par cette raison n'est point opposable à l'adjudicataire; qu'il est vrai que le droit de surenchérir est personnel aux créanciers et incommunicable, parce qu'eux seuls ont intérêt à ce que le bien soit vendu toute sa valeur; mais que si, en conséquence de la poursuite de surenchère, le créancier surenchérisseur se rend adjudicataire, rien ne l'empêche de faire une déclaration de command; qu'aucune loi ne lui interdit cette faculté, qui est de droit général, et qu'au contraire la loi du 11 brum. an 7, ainsi que le Code civil, paraissent l'autoriser expressément en disant et répétant plusieurs fois que le créancier surenchérisseur se soumettra seulement à porter ou faire porter l'immeuble à tel prix, supérieur à l'adjudication première;

Attendu, quant au second moyen, que la poursuite de surenchère, qui a pour objet de dépouiller le premier acquéreur, ne peut avoir lieu que contre cet acquéreur lui-même, et est indépendante de la garantie qui peut être exercée contre le commanditaire, à cause de l'insolvabilité du command; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 12 frim. an 14.—Cour d'appel de Paris.

## DÉLAI.—MATIÈRE COMMERCIALE.—JUGEMENT.

## — EXÉCUTION.

Les tribunaux civils ne peuvent, en aucun cas, surseoir à l'exécution d'une sentence des juges de commerce; l'art. 1244 du Code civil ne déroge pas sur ce point à l'art. 15 du tit. 12 de l'ordonn. de 1673. — S'ils prononcent un sursis, le créancier peut, sans égard au jugement, continuer les poursuites de droit, notamment l'expropriation forcée (1).

(Levy—C. Hohl).—ARRÊT.

LA COUR: — Considérant que l'appelant a fait commandement de 30 jours, le 3<sup>e</sup> complémentaire an 12, en vertu de deux jugements du tribunal de commerce; que c'est également en vertu de ces mêmes jugements, qu'il a fait apposer les affiches, pour parvenir au paiement, non d'une dette civile, mais d'une dette commerciale; — Considérant que l'art. 15 du titre 12 de l'ordonn. de 1673 porte, entre autres, « défenses, à peine de nullité, de rasser ou surseoir les procédures et les poursuites en exécution des sen-

tences des juges, etc. » — Cet article veut de plus, qu'elles soient exécutées, et que les parties qui auront présenté leurs requêtes pour faire casser, révoquer, ou surseoir ou défendre l'exécution de leurs jugements, les procureurs qui les auront signifiés, et les huissiers ou sergens qui les auront signifiés, soient condamnés chacun en 50 liv. d'amende, etc., au paiement desquelles la partie, les procureurs et les sergens seront contraints solidairement. — Considérant que l'art. 1244 du Code civil, qui autorise les juges à accorder des délais modérés, et à surseoir à l'exécution des poursuites, n'a dérogé en rien à l'ordonnance citée, quant à l'exécution des jugements des tribunaux de commerce, parce que les obligations du commerce ont leurs règles particulières, tracées par cette ordonnance, qui est encore dans toute sa vigueur, et fait loi, jusqu'à ce qu'elle soit remplacée par le nouveau Code commercial; — Considérant qu'il est évident, dès lors, que l'appelant a pu, pour une dette commerciale, continuer l'exécution des jugements du tribunal de commerce, et dont il était porteur, et ce, nonobstant le jugement de sursis qui n'aurait pu arrêter que les poursuites qui auraient été faites pour dettes civiles; — Considérant d'ailleurs que le sursis a été donné bien légèrement par les premiers juges; en effet, si l'art. 1244 du Code civil permet aux juges d'accorder des délais modérés, et de surseoir à l'exécution des poursuites, ce n'est qu'en considérant par eux la position du débiteur, et en usant de ce pouvoir avec une grande réserve; ils ne doivent donc pas oublier que les conventions tiennent lieu de loi à ceux qui les ont faites, et si un débiteur de bonne foi se trouve dans de telles circonstances, qu'il y aurait de la dureté à ne pas lui accorder le délai qu'il demande, il faut au moins qu'il prouve aux juges, par le tableau de sa situation, qu'il est solvable. Alors ceux-ci peuvent accorder un délai court vis-à-vis un créancier poursuivant; mais non pas généraliser le sursis, comme a fait le tribunal de première instance, envers tous les créanciers de l'intimé, sur le seul exposé non justifié de ce débiteur, et sans communication préalable, etc.; et quoique ce sursis n'ait plus d'objet, puisque le terme s'est trouvé écoulé déjà avant l'affiche qu'a fait apposer l'appelant, il est hors de doute que, s'il se trouvait déféré à la Cour par voie d'appel, il serait dans le cas d'être annulé, ne fût-ce que pour le maintien des principes; — Ordonne la continuation des poursuites commencées, etc.

Du 12 frim. an 14.—Cour d'appel de Colmar.

## DIVORCE.—ADULTÈRE.—FAITS.—HUIS CLOS.

La femme défenderesse en divorce pour cause d'adultère ne peut, sur l'appel du jugement qui prononce le divorce, se faire un grief de ce qu'en ce jugement ne lui aurait pas fait défense de se marier avec son complice.

Il n'est pas nécessaire que le jugement qui admet la preuve des faits contenus dans le procès-verbal dressé lors de l'audience à huis clos, rappelle ces faits.

Le demandeur en divorce qui n'a pas produit toutes ses pièces à l'appui de sa demande lors de la présentation de sa requête, est recevable à compléter sa production lors de l'audience à huis clos.

(1) V. dans le même sens, Colmar, 19 août 1816 (ce dernier arrêt rendu sous l'empire du Code de commerce et du Code de procédure). V. aussi Carré, *Lois de la proc.*, t. 1, p. 287, note 1, et Pardessus, n° 1383: « La nécessité de l'exécution provisoire

est telle, dit ce dernier auteur, que la Cour royale, et à plus forte raison un tribunal civil qui serait saisi de quelque incident sur l'exécution, ne pourrait pas la suspendre. »



(Femme Poot—C. son mari.)

Du 12 frim. an 14.—Cour d'appel de Bruxelles.

— 2<sup>e</sup> sect.**LIBÉRATION.—PREUVE.**

Par cela seul que celui envers qui une personne s'est engagée à fournir une certaine quantité de choses déterminées, se trouve possesseur de choses de même nature, on ne peut pas en conclure la preuve de la libération du débiteur, alors que cette libération ne repose d'ailleurs sur aucun acte écrit; on ne peut même considérer cette possession comme un commencement de preuve de la libération, autorisant l'admission de la preuve testimoniale.

(Gidde—C. Arnoux.)

Les sieurs Arnoux et Monnier, propriétaires d'un ouvrage, alors inédit, de l'abbé de Condillac, la *Langue des Calculs*, avaient autorisé les sieurs Gidde et Pougin, libraires, à comprendre cet ouvrage dans le recueil des œuvres complètes de l'auteur, moyennant 600 fr. et 160 exemplaires.

Au décès du sieur Arnoux, les héritiers réclamèrent des sieurs Gidde et Pougin, la somme et les exemplaires promis.

Mais les libraires prétendirent avoir payé la somme et fourni les exemplaires: ils ne représentaient, il est vrai, aucune quittance à l'appui de leur allégation; mais, suivant eux, le fait de leur libération résultait de la présence d'un certain nombre d'exemplaires, à l'inventaire qui avait eu lieu après la mort du sieur Arnoux; tout au moins, selon eux, ce fait était un commencement de preuve de la libération, qu'ils demandaient à compléter par la preuve testimoniale.

Il vint, en 13, jugement qui condamne le sieur Gidde, attendu qu'il avait reconnu la convention; attendu, en outre, l'obligation où il était de prouver l'avoir rempli, le condamne à livrer, sous huitaine, les 160 exemplaires dont il s'agit, ou à payer une somme de 8,000 fr. pour en tenir lieu; le condamne également à payer les 600 fr. demandés, sauf à lui faire raison par l'héritier de ce qu'il justifiera, par quittances et reçus du feu sieur Arnoux, avoir fourni des cent soixante exemplaires, ou payé des 600 fr. demandés.

Appel de la part du sieur Gidde.

**ARRÊT.**

LA COUR;—Considérant que la loi ne permet pas de proposer la preuve testimoniale de la libération d'une obligation écrite;—Sans s'arrêter ni avoir égard au fait articulé par la partie de Tripiet, que la Cour déclare non pertinent et inadmissible; faisant droit sur les appels et adoptant les motifs des premiers juges,—Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 13 frim. an 14.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Prés., M. Blondel.—Pl., MM. Tripiet et Moreau.

(1) La même difficulté s'est élevée, même à l'égard du tuteur, et elle divise les auteurs. Toullier, tom. 2, n° 1183 et suivants, est d'avis que le conseil de famille doit régler tout ce qui tient à l'éducation du mineur, et même la maison où il doit la recevoir, et que le tuteur n'a d'autre soin que celui de faire exécuter les prescriptions des parents. M. Durenton, t. 3, n° 529, est à peu près du même avis: il n'autorise le tuteur à diriger l'éduca-

**1<sup>re</sup> PUISSANCE MARITALE.—MAISON COMMUNE.****2<sup>re</sup> TUTELLE.—MARI.—ENFANT D'UN PREMIER MARIAGE.****3<sup>re</sup> ALIMENTS.—SÉPARATION DE CORPS.**

1<sup>re</sup> Lorsqu'une femme, après avoir déchu dans sa demande en séparation de corps, veut rentrer dans le domicile du mari, ce dernier ne peut se refuser de la recevoir sous prétexte qu'elle ne rétablit pas tous les effets qu'elle a emportés en quittant, pour la première fois, la maison commune.— Dans ce cas, le mari n'a que les soins ordinaires pour poursuivre le recouvrement des effets enlevés et non rétablis. (Cod. civ., art. 215.)

2<sup>re</sup> Le mari cotuteur de l'enfant que sa femme a eu d'un premier mariage, est, en cette qualité, maître de son éducation (1). Il peut le placer, à cet effet, dans tel lieu qu'il le juge convenable; il n'est pas obligé de le recevoir dans sa propre maison.

3<sup>re</sup> La femme qui, pendant l'instance en séparation de corps, a reçu une provision alimentaire, n'est pas recevable après le rejet de sa demande en séparation, à demander une nouvelle provision pour le paiement des dettes qu'elle a contractées pendant l'instance.

(Tategrain).—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'en aucun cas le mari ne peut refuser de recevoir sa femme; que Tategrain a le droit de faire constater le nombre et la nature des effets qu'elle réintégrera dans la maison, et de poursuivre à cet égard toutes les actions qu'il jugera convenable;

Considérant que le tuteur a le droit de disposer de la personne et des biens de son pupille; que Tategrain, par son mariage, est devenu le cotuteur de Casimir Farquet, fils de sa femme; que, par conséquent, il a le droit de pourvoir, ainsi qu'il le juge convenable, à son éducation;

Au fond, considérant que la dame Tategrain a eu des provisions pour soutenir son procès, et une pension alimentaire payable jusqu'au jour de sa rentrée en la maison commune;—A mis et met l'appellation au néant, en ce que, par le jugement dont est appel, il a été ordonné à Tategrain de recevoir chez lui Casimir Farquet;—Réformant quant à ce, donne acte audit Tategrain de ses offres de continuer ledit Casimir dans l'apprentissage de son état d'horloger, et de le mettre en pension dans un lieu convenable;—Déclare la dame Tategrain non recevable dans sa demande en provision, etc.

Du 13 frim. an 14.—Cour d'appel d'Angers.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Varlet et Morgan.

**FRAIS.—PROCEDURE.—PRESCRIPTION.**

L'arrêt de règlement du 16 mars 1693, qui soumettait à la prescription de six ans toute action des procureurs en paiement de leurs frais et salaires, a cessé d'être loi à l'époque de la suppression du parlement de Paris.—Dis lors l'action des procureurs n'a pu se prescrire que par trente ans, encore qu'il

tion du mineur, qu'autant que le conseil de famille n'a pris aucune mesure sur cet objet. Mais suivant Magnin, *Traité des minorités*, n° 607, le tuteur est maître de l'éducation du mineur sans qu'il soit besoin de l'intervention du conseil de famille. C'est en ce dernier sens que parait s'être prononcée la jurisprudence. F. Turin, 9 déc. 1808, Paris, 22 mars 1824.

(Laperche—C. Mensac.)

Louis-Alexandre avait pour père naturel Jean Laperche, négociant à Tonneins, et pour mère Marie Mensac, de la même ville.—Il était reconnu par l'un et par l'autre.—Il avait toujours été soigné par sa mère.—Il arriva à la mère de n'être point satisfaite de ce que le père faisait pour l'aider dans l'éducation de l'enfant; elle l'assigna pour se voir condamner au paiement d'une pension alimentaire de 1500 francs.—Cette attaque offensa le père qui, lui-même, assigna la mère de l'enfant pour avoir à le remettre dans ses mains, attendu que les droits du père sur les enfants l'emportent sur les droits de la mère.

5 therm. an 13, jugement du tribunal d'arrondissement de Marmande qui rejette cette dernière demande, ordonne que l'enfant restera chez sa mère, et condamne le père à payer annuellement une pension alimentaire de 1,000 fr. pour son enfant.—Appel par Jean Laperche.

ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que, quoique le Code civil, qui a introduit un droit nouveau concernant les enfants naturels reconnus, semble, par l'art. 383, les avoir assimilés, quant à la puissance paternelle aux enfants nés d'un légitime mariage; d'où il faudrait conclure qu'en cas de préférence semblerait due au père; néanmoins il a paru à la Cour que le procès présentait moins à décider à qui des deux de Jean Laperche ou de Marie Mensac, le Code civil attribue la garde de Louis-Alexandre Laperche, que de savoir si le plus grand avantage de cet enfant ne lui impose pas l'obligation de décider que Marie Mensac doit en demeurer chargée; que le silence de la loi et la diversité des arrêts rendus sur cette matière font voir assez que la justice n'a de règle immuable à suivre que celle qui lui fait un devoir d'adopter le parti qui présente un plus grand avantage pour l'enfant;—Attendu qu'il demeure pour constant aux yeux de la Cour que la tendresse de Marie Mensac pour Louis-Alexandre Laperche son fils, loin qu'elle se soit affaiblie, semble au contraire s'être accrue avec le temps; que les infirmités dont elle a souffert, à l'appui de certains certificats d'officiers de santé, qu'il est atteint, ont été pour elle l'occasion de déployer à son égard tous les secours dont une

mère tendre et éclairée est capable, et que ces infirmités de l'enfant n'ont pas empêché cette mère de commencer heureusement son éducation;—Attendu que, non seulement, il ne paraît pas que Jean Laperche ait, en aucun temps, rivalisé avec Marie Mensac d'attention et d'amour pour Louis-Alexandre, son fils; mais qu'il ne paraît même pas qu'il s'en soit occupé à une seule époque de sa vie, si l'on en excepte sa élection en bureau de paix, du 30 germ. an 13, qui serait au reste un témoignage bien tardif de la tendresse paternelle; que la vérité de cette observation résulte de la lenteur ou plutôt du refus de payer la pension de 800 francs qui fut réglée par des personnes auxquelles Jean Laperche avait donné sa confiance; qu'il résulte de l'ensemble de ces faits que Marie Mensac n'a pas mérité que la garde de son fils et la charge de surveiller son éducation lui fussent enlevées; qu'ils sont au contraire pour la Cour un motif puissant de décider qu'elle doit être maintenue dans lesdites garde et surveillance;—Attendu enfin que les garanties que la conduite de la mère, à l'égard de l'enfant, présente à la justice, sont de nature à lui faire penser qu'en le laissant confié à ses soins, elle fait le plus grand avantage de cet enfant;—Ici qu'il a été bien jugé; ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 16 frim. an 14.—Cour d'appel d'Agen.

## COMPTE (REDDITION DE). — SOCIÉTÉ. — RÉVISION.

*La déclaration faite par un associé en participation que les comptes de son coassocié sont justes, sauf quelques articles dont il a obtenu la rectification, le rend non recevable à demander plus tard la révision totale du compte, sous prétexte d'erreurs nouvellement découvertes, encore que son approbation ait eu lieu avant l'apurement définitif.*

(Lombaert et Deheyder — C. Morand.)

Du 16 frim. an 14. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl. MM. Devleeschouder, Hermans et Crassous.

riens à cette conséquence, qu'à l'égard des enfants naturels, la garde doit être confiée à celui qui en est le plus digne, dans le sens relatif à l'intérêt de l'enfant naturel. — Cette conséquence résulte aussi du texte combiné de l'art. 383 et des art. 376, 377, 378 et 379 du Code civil. — En effet, l'art. 383 porte que les art. 376, 377, 378 et 379 seront communs aux pères et mères des enfants naturels légalement reconnus, c'est-à-dire que le père et la mère auront le droit de correction. — Le législateur ne dit pas que la mère aura ce droit après le décès du père, ainsi que l'art. 381 le dit pour les enfants légitimes. — Il met sur la même ligne le père et la mère vivants de l'enfant naturel. — Et si la mère d'un enfant naturel semble ici mieux traitée que la mère de l'enfant légitime, il faut se souvenir que c'est l'intérêt de l'enfant qui a fait mouvoir le législateur. — La mère de l'enfant naturel, même reconnue, est le plus souvent son unique appui, sa providence. .... La loi ne peut démentir la nature. — F. au surplus, en ce qui touche la question de savoir si la tutelle de l'enfant naturel appartient de plein droit, par suite de la puissance paternelle, au père ou à la mère qui l'a reconnu, les nombreuses autorités citées dans notre vol. de 1837. 2. 471, au note d'un arrêt de Grenoble du 21 juill. 1836.

F. cependant Favard, *Répert. v<sup>o</sup> Enfant naturel*, § 2, et Dellos, *Jurisp. gén. v<sup>o</sup> Puissance paternelle*, p. 483. — Voici en quels termes M. Sirey s'exprime sur la question, en rapportant dans son recueil l'arrêt ci-dessus: « En général, disait-il, tel est le système du Code civil, que le père exerce seul l'autorité paternelle durant le mariage (art. 373); — alors l'enfant ne peut quitter la maison paternelle sans la permission du père (art. 374). — Au cas de divorce, les enfants sont confiés ou gardés, selon que la tribunal, sur la demande de la famille ou du commissaire du gouvernement, l'ordonne pour le plus grand avantage des enfants (art. 302). — La Code civil se tait sur le sort des enfants, en cas de séparation de corps; — Mais si la séparation de corps est une véritable divorce (sauf la dissolution du lien conjugal), il est permis de croire que tous les autres effets du divorce sont aussi attribués à la séparation de corps. — De ces notions premières, il suit que le législateur a conféré au père l'exercice exclusif de l'autorité paternelle, que pour le cas où il y a unité de ménage et de gouvernement domestique, — Siles époux se délaissent ou se séparent; s'il y a deux maisons, deux autorités de fait, le législateur entend, qu'il y ait aussi deux autorités de droit; et dès lors c'est le plus grand avantage des enfants qui doit faire pencher la balance. — Ainsi, par analogie nous arrivons

## SOCIÉTÉ. — PREUVE.

Dans l'ancienne Belgique, la preuve d'une société, comme celle de tout autre contrat, ne pouvait être faite par témoins, lorsqu'il s'agissait d'un objet dépassant 300 florins (1). (Vanderburchen — C. Vanderberghen.)

Du 16 frim. an 14. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl. MM. Deswarte et Devieschoudère.

## FAUX INCIDENT. — EXPERTISE.

En matière d'inscription de faux, les juges peuvent rejeter la pièce, si le faux paraît constant, sans avoir à ordonner une expertise (2).

(Tamon — C. Mourlan.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les témoins-experts n'étant commis par la justice que pour vérifier le fait matériel, les juges, lorsqu'un corps d'écriture présente à leurs yeux l'évidence du faux, ou de l'altération dans quelques-unes de ses parties, sont autorisés, sans recourir aux experts, à prononcer sur son sort; — Qu'ils le peuvent, à plus forte raison, dans le cas présent, où déjà deux témoins experts, ayant procédé à la vérification du billet dont s'agit, l'un a affirmé qu'il avait été falsifié, tandis que l'autre raisonne, d'une manière insignifiante, dans l'opinion contraire; — Considérant que la cour ayant, par l'inspection de cette pièce et par son examen, acquis l'intime conviction qu'elle a été falsifiée dans la partie la plus essentielle, celle qui exprime, soit par les mots, soit en chiffres, la somme dont elle porte obligation, il est de son devoir de la déclarer falsifiée, et de déterminer la somme pour laquelle cette obligation lui paraît avoir été originellement convenue; — Par ces motifs, etc.

Du 18 frim. an 14. — Cour d'appel de Toulouse.

## GAINS DE SURVIE. — ABOLITION.

Les gains de survie, même purement statutaires

(1) Il en était autrement en France: antérieurement aux Codes civil et de commerce, une société pouvait être prouvée par tout autre moyen qu'un écrit, quelle que fût la qualité de son objet; l'usage avait dérogé aux dispositions législatives qui exigeaient la preuve écrite. V. en ce sens, Cass. 13 vent. an 10, et les observations qui l'accompagnent; 18 fév. 1818.

(2) C'est un point de jurisprudence constant. V. Cass. 17 déc. 1835; 23 août 1836; 5 avril 1837. V. aussi sur la même question en matière de vérification d'écritures, l'arrêt du 14 mars 1837, et nos observations.

(3) V. en sens contraire, Cass. 20 oct. 1807; 6 mars 1811; 26 mai 1812; 8 janv. 1814.

(4) Les quatre parties exigées par cet article dans la rédaction des jugements, comprennent: la première, les noms et les qualités des parties; la seconde, les questions de fait et de droit; la troisième, les motifs; la quatrième enfin, le dispositif.

(5) Cette décision a été rendue dans une espèce régie, quant aux effets de l'institution contractuelle, par les principes de l'ancienne jurisprudence. — Sous le Code civil, il nous paraît difficile que l'on doive juger de même, du moins en règle générale. Si l'on suppose que l'objet de la nouvelle donation se trouvait compris dans l'institution contractuelle antérieure, la nouvelle donation doit être annulée; car un don d'usufruit ou de rente viagère n'est pas essentiellement par lui-même, et à moins que son objet en pleine propriété ne doive présenter ce caractère, une de ces sommes modiques, dont l'art. 1083 du Code civil permet de disposer à titre gratuit sur les objets compris dans l'institution con-

ou non conventionnelles, n'ont point été abolies par l'art. 61 de la loi du 17 niv. an 2. — Ces droits ont continué d'exister pour les époux mariés depuis la loi (3).

(Beaufaux — C. Delvigne.)

Du 18 frim. an 14. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>er</sup> sect. — Concl. M. Tarte, subst. — Pl. MM. Deswarte et Lefebvre.

## DIVORCE. — JUGEMENT. — RÉDACTION.

Sous l'empire du Code civil, les jugements rendus en matière de divorce doivent contenir les quatre parties exigées par la loi du 24 août 1790. (L. 21 août 1790, tit. 5, art. 15.) (6)

(Dame Aumont — C. son mari.) — ARRÊT.

LA COUR; — Faisant droit sur l'appel du jugement rendu par le tribunal civil de Versailles, du 31 fructid. dernier: — Considérant, 1<sup>o</sup> que la loi d'août 1790 exige impérativement, et à peine de nullité, que tout jugement contienne quatre parties distinctes; et que le Code civil, par ses dispositions sur la poursuite et les jugements des demandes en divorce, en introduisant une nouvelle procédure sur cette matière, n'a point dérogé à l'édite disposition de la loi de 1790; — 2<sup>o</sup> que le jugement dont est appel ne contient point les quatre parties distinctes; — Déclare ledit jugement nul, etc.

Du 19 frim. an 14. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Blondel. — Pl., MM. Le-loup et Ranté.

## INSTITUTION CONTRACTUELLE. — EFFETS.

— DONATION ENTRE ÉPOUX.

L'institution contractuelle faite par un père au profit d'un de ses enfants, n'empêche pas le père qui convole à de secondes noces, de faire à sa future épouse une donation d'usufruit ou de rente viagère, pourvu que l'objet de cette libéralité ne soit pas excéssif d'après les biens et revenus du donateur (5).

contractuelle. Pour que la seconde donation fût valable, d'après le droit actuel, il faudrait donc supposer que cette libéralité laisse intacte l'institution contractuelle; en d'autres termes, que l'une et l'autre de ces deux dispositions puissent exister cumulativement sur les biens de l'instituant, ce qui ne peut avoir lieu qu'autant que toutes deux réunies, elles n'excèdent point la quotité disponible. Or, comme il est de principe que la quotité disponible à l'égard d'un second conjoint (art. 1018, Cod. civ.), ne doit point être cumulée avec la quotité disponible ordinaire (art. 913 et suiv.), il s'ensuit que l'époux qui convole à de secondes noces ne peut faire une libéralité valable au profit de son nouveau conjoint, qu'à la condition de n'avoir point épousé, en faveur des enfants de son premier mariage, la quotité disponible ordinaire. (V. en ce sens, Cass. 21 juill. 1813; 2 fév. 1819.) Si donc un père a donné à l'un de ses enfants tout ce que la loi lui permet de donner, il n'a plus le droit de disposer à titre gratuit au profit du conjoint avec lequel il convolerait; peu importe que la première libéralité consistât en une institution contractuelle, et la seconde en une donation d'usufruit ou de rente viagère; car, d'une part, l'institution contractuelle est irrévocable comme libéralité, sauf la faculté de disposer à titre gratuit de sommes modiques, et, d'autre part, on ne saurait considérer comme rentrant forcément dans cette exception, un don d'usufruit ou de rente viagère, dont la valeur dépend de la durée de la vie du donataire, et n'admet point par conséquent une fixation actuelle et invariable, ce qui cependant serait nécessaire pour reconnaître si l'objet de la libéralité est modique, conformément au vœu de la loi.

(Crémel — C. Crémel.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'institution contractuelle ne diffère de l'institution testamentaire qu'en ce que celle-ci est toujours révocable au gré du testateur, au lieu que celle-ci met l'instituant dans l'impuissance de se choisir un autre héritier que celui auquel il a assuré sa succession; que l'institution d'héritier, faite par un testament ou par un contrat de mariage, n'est toujours qu'une institution d'héritier, qui ne dépouille pas l'instituant de la propriété de ses biens, et qui ne confère, dans le premier cas, que l'espérance, et dans le second, que le droit de recueillir la succession de l'instituant; que celui-ci conserve le droit de disposer de ses biens à titre onéreux, même à titre gratuit, pourvu qu'il le fasse pour cause légitime et qu'il n'exécute pas les bornes d'une sage administration; — Que la stipulation faite par Crémel, d'une pension viagère de cinquante paires au profit de sa seconde femme, n'a rien de frauduleux, puisqu'il a simplement usé de son droit; que cette pension n'est point excessive, d'après les biens et revenus de Crémel; — Condamne les héritiers et enfants Crémel à livrer ou à faire livrer à sa veuve les cinquante paires qui lui ont été accordées pendant sa vie, par son contrat de mariage.

Du 19 frim. an 14. — Cour d'appel de Besançon. — Concl. M. Louvois, proc. gén. — Pl., MM. Coquillard, Clin et Curasson.

## ALIMENS. — DIVORCE. — PROVISION.

La femme défenderesse en divorce est recevable à demander une provision à son mari, dans la cours de l'instance, encore qu'ils aient l'un et l'autre à peu près les mêmes ressources (1). §

(Ribier — C. sa femme.)

Du 19 frim. an 14. — Cour d'appel de Paris.

## DONATION ENTRE VIFS. — TRANSCRIPTION. — FRAUDE.

La transcription ne purge pas la fraude (2); c'est-à-dire que, sous l'empire du Code civil, les créanciers, même simples chirographaires, peuvent attaquer les donations du débiteur faites en fraude de leurs droits, encore que le donataire ait fait transcrire son titre. (C. civ., art. 1167.) (3)

(Hours — C. Cherbut.)

Par jugement du 9 prair. an 13, le tribunal de Nîmes avait statué sur cette question, en ces termes: — « Considérant qu'il résulte de l'art. 1167 du Code civil, que les créanciers peuvent en leur nom personnel attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits; que l'exercice de cette faculté ne reçoit aucune atteinte de la circonstance que l'acte frauduleux est, d'ailleurs, revêtu de toutes les

formes voulues par la loi, parce que le dol et la fraude font exception aux règles ordinaires; — Considérant que l'intention de frauder et de nuire aux droits de ses créanciers, de la part de Louis Hours neveu, résulte des circonstances du fait et notamment des suivantes, 1<sup>re</sup> de ce que la donation a été faite dix jours après le 14 flor. an 13 (4); 2<sup>de</sup> de ce qu'elle a eu lieu du père au fils; 3<sup>de</sup> de ce que portant sur l'universalité des biens du donateur, il en résulte, par le fait, que ses créanciers sont en perte de leurs droits; que ces circonstances, dont la dernière forme dans l'ancien droit une présomption légale de la fraude, ont paru au tribunal former le concours des présomptions graves, précises et concordantes, dont la loi abandonne la décision aux lumières et à la prudence des magistrats dans l'art. 1353 du Code civil; sans s'arrêter à la donation et la rejetant, démet Hours fils de son opposition, ordonne la vente judiciaire des meubles saisis, etc. »

Appel, de la part de Hours fils. — Il soutient que par la donation du 26 flor., Hours père a été irrévocablement dépouillé des biens donnés: dès lors, ses créanciers ayant privilège ou hypothèque inscrite, ont eu seuls le droit de suivre ses biens dans les mains du donataire (art. 2166). Les juges ne pouvaient donc pas accorder le même droit aux créanciers non inscrits, sans excéder leurs pouvoirs et sans violer la loi. L'article 1167, il est vrai, donne aux créanciers la faculté d'attaquer les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits; mais l'art. 1116 dit que la fraude ne se présume pas, et qu'elle doit être prouvée. Les juges ne devaient donc pas se déterminer sur de simples présomptions.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs du tribunal de première instance; — Dit bien jugé, etc.

Du 20 frim. an 14. — Cour d'appel de Nîmes.

## SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — VENTE. — NULLITÉ.

L'héritier bénéficiaire est propriétaire des biens de la succession, comme l'héritier pur et simple: il n'est point uniquement administrateur comptable. Ainsi, lorsqu'il vend sans formalités les immeubles héréditaires, ces ventes ne sont pas nulles comme faites à non domino (5).

(De Hompesch — C. de Chebannes.) — ARRÊT.

LA COUR; — Reçoit le baron de Hompesch, partie de Coignard, opposant à l'exécution de l'arrêt contre lui rendu par défaut; — Faisant droit sur ladite opposition; ensemble sur l'appel du jugement rendu au tribunal civil de Paris le 22 flor. an 12: — Attendu que l'héritier béné-

(1) V. anal. dans le même sens, Paris, 5 juill. 1810.

(2) V. ident., Cass. 19 niv. an 12 (aff. Demot).

(3) V. conf., Paris, 11 juill. 1820; et anal. dans le même sens, Grenoble, 5 mars 1825. — Peu importe, d'ailleurs, que le donataire ait été de bonne ou de mauvaise foi: la circonstance de mauvaise foi n'est une condition de l'exercice de l'action révocatoire qu'à l'égard des acquéreurs à titre onéreux. V. en ce sens, Bordeaux, 13 fév. 1826. Il en était de même dans l'ancien droit. F. L. 6, § 11, ff. que in fraud. credit.; Pothier, des Donations entre vifs, sect. 3, art. 1<sup>re</sup>, § 2.

(4) Cette date était celle du jugement de condamnation obtenu par le créancier contre son débiteur.

I.—II<sup>e</sup> PARTIE.

(5) L'espèce dans laquelle cette décision a été rendue, était régie par les principes de l'ancien droit; mais ces principes n'ont été modifiés ni par le Code civil, ni par le Code de procédure civile. L'art. 988 du Code de procédure civile, loin de prononcer la nullité des ventes d'immeubles héréditaires faites par l'héritier bénéficiaire sans l'observation des formalités prescrites, déclare que ce défaut de formalités rendra le vendeur héritier pur et simple, quelle que emporte la libre disposition des biens de la succession. V. en ce sens, Paris, 17 déc. 1822; Chabot, des Successions, sur l'art. 806, n° 2; Toullier, t. 4, n° 373; Duranton, t. 7, n° 28; Delvincourt, t. 2, p. 95; Malpel, n° 233, 235; Vazeille, des Successions, sur l'art. 806, n° 1.

ficière n'est pas moins aisé de la propriété des biens héréditaires que l'héritier par et simple, et que la loi qui régit les parties à l'époque de la vente dont il s'agit, ne leur prescrivait, en leur qualité d'héritiers bénéficiaires, aucune formalité pour la vente des immeubles; — Decharge le baron de Hompesch, partie de Colgnard, des condamnations contre lui prononcées; — Au principal, — Débite la veuve de Chebannes, partie de Carbonnier, de sa demande en nullité, etc.

— 3<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Séguier. — Pl., MM. Coignard et Carbenhier.

SÉPARATION DE CORPS. — Enquête.

En matière de séparation de corps, après le jugement qui appointe les parties à faire preuves de leurs moyens respectifs, le défendeur ne peut faire porter la contre-enquête sur des faits non articulés lors du jugement. (Ord. de 1667, tit. 22, art. 17.) (1)

( Dame Bar — C. son mari. ) — ANNÉE.

**LA COUR.** — Vu l'art. 1<sup>er</sup>, tit. 22, de l'ordonnance de 1667; — Et attendu que les faits déposés en la contre-enquête n'ont point de rapport direct avec cette contre-épreuve; qu'ils n'avaient pas été posés en première instance, et ne font point partie de ceux sur lesquels le premier juge avait permis d'informer; — Déclare que les faits seront rejetés de l'enquête, etc.

Du 20 frim. an 14.—Cour d'appel de Bruxelles.—Concl. M. Tarte, subst.

**1<sup>o</sup> JUGEMENT DÉFINITIF. — CARACTÈRES.**

—ENDOSSEMENT.—NULLITÉ.

2° ENDOSSEMENT.—FORMES.—LOI DU LIEU.

1° Pour déterminer la nature d'un jugement et décider s'il est définitif ou seulement interlocutoire, on peut avoir égard à ses motifs, s'il en résulte le rejet implicite d'un des chefs de demande ou de défense, encore que le dispositif ait gardé le silence sur ce chef et se soit borné à ordonner un avant faire droit (3). — Ainsi, lorsqu'un jugement écarte définitivement dans ses motifs l'exception de nullité proposée contre l'endossement d'une lettre de change, bien que dans son dispositif il se borne à ordonner la preuve que cet endossement avait été souscrit avant la faillite de l'endosseur, ce jugement doit être considéré comme définitif, et, dès lors, l'endossement ne peut ultérieurement être déclaré nul par une nouvelle décision, les magistrats étant liés par leurs décisions définitives. (C. civ., art. 1351.)

2° Pour juger si l'endossement d'une lettre de change est régulier, et s'il a pu en opérer le transport, il ne faut pas prendre pour règle les lois du pays où l'endossement a été fait.

(1) *V.* dans le même sens, Bruxelles, 27 flor. an 13; Poitiers, 21 janv. 1808. —Duranton, t.2, n° 600 pense que la décision devrait prendre des circonstances, et que dans l'intérêt du maintien de l'union conjugale, le défendeur peut quelquefois être admis à se prévaloir de la déposition des témoins de sa contre-enquête sur des faits non articulés lors du jugement qui a ordonné la preuve. — Du reste, ce n'est qu'après ce jugement, qu'une fin de non-recevoir peut être opposée à l'égard des faits non déjà articulés, que l'une des parties demanderait à prouver;

—Il faut prendre pour règle les lois du pays où la lettre de change est payable (3).

(Cassel)—C. Suligenstett.)—ANNÉY.

LA COUR;—Vu la loi 55, ff., de *Re judic.*, ainsi conçue : *Judex, postea quam semel sententiam dixerit, postea judex esse desinit. Et hoc jure utimur : ut judex, qui semel vel pluries, vel minoris condemnavit, amplius corrigere sententiam suam non possit. Semel enim malis seu bene officio functus est* ;—Attendu que le tribunal de commerce de Mayence, par son jugement du 17 brum. an 13, a établi en principe que les lettres de change dont il s'agit ayant été tirées et endossées à Francfort, leur endossement ne peut être jugé selon les lois françaises, mais bien selon le statut sur le change qui est en vigueur dans ladite ville ;—Que ce n'est qu'en considération de ce principe qu'il a écarté l'exception principale de l'intime, savoir que les endossements desdites lettres n'étant pas datés, au vœu de l'art. 23, tit. 5, ordonn. de 1673, elles n'appartiennent pas à l'appellant, mais bien au tireur Ernest Dumont, conformément à l'art. 25 de ladite ordonnance; et en enjoignant à l'appellant la preuve que le failli Ernest a endossé les lettres de change en question au profit de Benoit-Salomon Goldschmits avant l'ouverture de sa faillite, et en autorisant en attendant l'appellant de demander au principal, à faire contraindre l'intime par les voies de droit, et même par corps, à consigner la somme portée auxdites lettres de change, avec les intérêts depuis le jour du prêt, il s'est attaché uniquement à la seconde exception de l'intime, consistant en ce que le demandeur originaire, tenant les lettres en question d'un failli par un endossement sans date, ne peut être considéré comme propriétaire, et que l'intime défendeur originaire était autorisé à les saisir et à en compenser le montant avec Ernest Dumont; que ledit tribunal, en rapportant, cassant et annulant par son jugement du 6 niv. celui du 17 brum., et en statuant que ce sont toujours les lois françaises, et non celles en vigueur à Francfort qui doivent décider la présente contestation, est tombé dans une contradiction ouverte avec lui-même : et en réformant ensuite, par ces motifs, le jugement du 17 brum., contrairement au principe sur lequel il était basé, il a manifestement commis un excès de pouvoir d'après la loi ci-dessus rapportée; d'où il suit que le jugement du 6 niv. est nul, et doit être déclaré tel.

Vu les art. 624, 625 et 626 de la suite du règlement sur l'ordre judiciaire du 6 flor. an 6 (formant les art. 23, 24 et 25, tit. 5, ordonn. de 1673) : — Attendu, en fait, que les lettres de change dont l'appelant est porteur ont été faites et tirées, sous la date du 3 juill. 1804, par Dumont, à Francfort, sur Sulgismann-Sulgismann de Mayence, pour être payées, ou à Cassel, ou à Mayence; et qu'elles ont été acceptées par ce dernier, le 6 du même mois à Cassel : — Que ces lettres ont ensuite été endossées par Dumont au profit de Benoit-Salomon Goldschmitts, et encore

car la preuve de faits autres que ceux portés en la requête introductive est incontestablement admissible. V. en ce sens, Cass. 26 mai 1807; Metz, 8 juill. 1821; Poitiers, 13 fév. 1825.

(2) Il en est autrement en règle générale: ce n'est pas par leurs motifs, c'est uniquement par leur dispositif que doit être apprécié, d'après les principes ordinaires, le caractère définitif ou préparatoire des jugements et arrêts. V. en ce sens, Cass., 20 mai 1828.

(3) V. conf., Bruxelles, 20 janv. 1808.—En sens contraire, Cass. 25 sept. 1829; Paris, 29 mars 1836.

par celui-ci au profit de l'appellant; que ces deux endossements sont sans date et sans lieu; — Qu'il appert d'un décret du sénat des échevins de Francfort, en date du 1<sup>er</sup> sept. 1804, qu'Ernest Dumont, tireur des lettres de change en question, s'est rendu coupable d'une faillite frauduleuse; — Qu'il est constaté par le même décret que le failli n'a pas déclaré son insolvabilité à temps, et conformément au règlement sur les faillites, existant dans la ville de Francfort; qu'il a, au contraire, continué son commerce au préjudice de ses créanciers jusqu'à ce que l'un d'eux eût provoqué l'apposition de scellés dans sa maison; — Attendu, en droit, qu'il est de principe en matière de commerce, que l'on doit suivre la loi du pays où le paiement d'une lettre de change peut être réclamé et poursuivi; d'où il s'ensuit que, dans l'espèce, où il est constant dans le fait que les endossements des lettres de change dont il s'agit ne font mention ni du lieu ni du jour où ils ont été faits, ces endossements n'ayant point eu lieu suivant le vœu des lois ci-dessus rapportées, les lettres dont l'appellant est porteur doivent être réputées appartenir à Ernest Dumont qui les a endossées; que l'appellant, demandeur originaire, était donc sans qualité et sans droit pour former la demande du paiement desdites lettres de change à son profit; — Que, d'ailleurs, l'appellant, dans l'alternative d'en demander le paiement, ou à Cassel, pays étrangers, ou à Mayence, dans l'empire français, ayant fait choix du tribunal de commerce de cette dernière ville, lieu du domicile des parties, à l'effet d'obtenir un jugement pour ramener lesdites lettres de change à exécution, s'est soumis volontairement, sur la validité des endossements dont il s'agit, aux lois précitées; que, sous ce double rapport, la demande de l'appellant ne peut donc être accueillie; que, par conséquent, il sera inutile d'admettre l'appellant à la preuve par lui offerte; — Dit qu'il a été mal jugé par les jugemens des 17 frim., 8 et 22 frim.; déclare nul et non avenue celui du 6 niv. an 13; statuait au principal. — Déclare l'appellant, demandeur originaire, sans qualité et non recevable dans sa demande en paiement des lettres de change, etc.

Du 20 frim. an 14. — Cour d'appel de Trèves.

# 1<sup>o</sup> MINEUR. — PARTAGE PROVISIONNEL.

## 2<sup>o</sup> LEGS. — PAIEMENT. — RÉSERVE.

1<sup>o</sup> Lorsqu'il n'y a eu avec un mineur qu'un partage provisionnel, aux termes de l'art. 810, Cod. civ., ce mineur peut toujours demander un partage définitif, sans qu'il doive, à cet effet, attendre l'époque de sa majorité (1), ni établir qu'il éprouve une lésion par suite du partage provisionnel.

2<sup>o</sup> Lorsqu'un testateur a réduit ses héritiers légitimes à leur réserve légale, les legs particuliers ne peuvent être prélevés avant partage sur la masse de la succession, au préjudice de cette réserve; ils doivent rester exclusivement à la charge des légataires à titre universel.

(Dautbier et héritiers Drogoul.—C. Deprats.)

### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, 1<sup>o</sup> que le partage dont s'agit a été consenti le 17 fruct. an 11, c'est-à-dire sous l'empire des dispositions du Code civil, relatives à cet objet; que, d'après l'art. 808, y ayant un mineur intéressé au partage, il a dû être fait en justice; que, d'après l'art. 840,

tout partage qui, en pareille circonstance, n'est pas fait en justice, avec les formes prescrites en pareil cas, n'est considéré que comme provisionnel; que, de là, il suit nécessairement que les parties sont libres d'en requérir un nouveau, la loi n'ayant évidemment indiqué cet état de choses comme simplement provisoire, que pour avancer que les actes d'exécution auxquels on pourrait se livrer, n'empêcheraient pas de demander un nouveau partage jusqu'à ce que le temps soit venu de le rendre définitif; que toute idée contraire impliquerait contradiction avec l'esprit et la lettre de la loi; que son esprit a été certainement de fournir au mineur le moyen de réparer par un nouveau partage le préjudice qu'il peut avoir souffert, et les surprises dont il peut avoir été victime dans un premier acte, fait en l'absence des formes tutélaires que la loi a créées pour sa sûreté; que pour supporter, comme l'a fait la dame Dautbier, que la loi n'a voulu qu'il jouit de ce bienfait et profitât de ce remède qu'après sa majorité, il faudrait qu'il y eût dans la loi une disposition expresse à cet égard; que cette disposition ne s'y trouve pas, et qu'elle tendrait à rendre le bienfait inutile, et toujours trop tardif pour l'intérêt de celui en faveur de qui elle a tracé la règle; — Considérant qu'il devient, dès lors, inutile d'examiner les diverses circonstances relevées pour justifier de la lésion qui a eu lieu dans le partage au préjudice du mineur Deprats, circonstances qu'il serait naturel de croire exactes, puisqu'elles sont annoncées ou reconnues par la majeure partie des cointéressés, et ne sont contestées que par la dame Dautbier, qui n'a droit qu'au trente-deuxième de la succession à partager;

Considérant, 2<sup>o</sup> que la réserve légale doit parvenir aux héritiers intacts; que le testateur, dans l'espèce, ne pouvant disposer que de la moitié de son bien, toute mesure qui tendrait à priver les héritiers naturels de plus que de la moitié, blesserait nécessairement le vœu de la loi; — Considérant, quant au mode d'acquiescer les legs particuliers, que par son testament feu Sylvestre Drogoul, en donnant au mineur Deprats la moitié disponible, l'a déclaré chargé du paiement de ces legs; que cette volonté du testateur, ainsi manifestée, devient une condition de la libéralité, et doit conséquemment recevoir son exécution; que, des lors, il devient inutile, pour savoir si le mineur Deprats doit supporter cette charge, d'examiner si, d'après les termes du testament, il doit être considéré, soit comme légataire universel ou à titre universel, ainsi que le prétend la dame Dautbier, ou bien s'il peut être autre chose qu'un légataire particulier, sous l'empire de la loi du 4 germ. an 8; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Ordonne un nouveau partage, et charge la part disponible d'acquiescer les legs particuliers, etc.

Du 22 frim. an 14. — Cour d'appel d'Aix. — Pl., MM. Degreville-Fabry, Manuel et Mortin.

# 1<sup>o</sup> RENTE FONCIÈRE. — PURGE.

## 2<sup>o</sup> CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE. — RENTE FONCIÈRE. — CAPITAL. — COLLOCATION.

1<sup>o</sup> Les lois qui ont déclaré les rentes foncières rachetables, ont produit cet effet que l'acquéreur qui veut purger doit en rembourser le capital aux termes de l'art. 2181, C. civ.

2<sup>o</sup> Le créancier d'une rente foncière doit, s'il a une hypothèque générale sur les immeubles de son débiteur, être colloqué pour le principal de la rente (bien que ce capital ne constitue pas une créance exigible), comme pour les ar-

(1) P. en ce sens, Malpel, des Successions, n<sup>o</sup> 318; Vazeille, ibid., sur l'art. 840, n<sup>o</sup> 4.

*révères, dans la distribution du prix de la vente d'un de ces immeubles (1).*

(Blanc—C. Rouvière.)

Jean Blanc était propriétaire ou créancier d'une rente foncière de 100 fr., établie par contrat de 1768, sur un immeuble appartenant au sieur Rouvière. — Aux termes du contrat, et selon la législation d'alors, la rente foncière était un droit de copropriété sur l'immeuble. — Mais les lois des 11 août-21 sept. 1789, des 15-26 mars 1790, du 5 oct. 1790, et surtout celle des 18-20 déc. 1790, en déclarant ces rentes rachetables, semblèrent les mobiliser, les convertir en simples créances (non exigibles). — Jean Blanc, persuadé que sa rente foncière était devenue une créance ordinaire, prit en pluv. de l'an 7 une inscription hypothécaire sur tous les biens de Rouvière.

Un des immeubles atteints par l'inscription hypothécaire a été vendu par Rouvière, en brum. de l'an 13, au sieur Fauvety, et lorsqu'il a fallu procéder à la distribution du prix, Jean Blanc a demandé à être colloqué non-seulement pour les arrérages, mais encore pour le capital de sa rente. — Il se prévalait de l'art. 2184 du Code civil, portant que l'acquéreur doit acquitter les dettes et charges hypothécaires, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles.

Mais un jugement du 29 flor. an 13, a rejeté la demande du sieur Jean Blanc, en ce qu'il touchait le capital de la rente, en se fondant sur ce que ce capital constituait une créance non exigible. — Appel.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les changements que la législation nouvelle a apportés sur la nature des rentes foncières, ne permettent pas de leur appliquer les principes des anciennes lois; — Avant le Code civil, la rente foncière était un droit réel et foncier, le bailleur à rente conservait la propriété directe de l'immeuble, la rente lui représentait le fonds concédé, et le défaut de paiement lui donnait le droit de rentrer dans sa propriété. Ainsi l'art. 7 de l'édit de 1771, dispensait les propriétaires de rentes foncières de faire opposition aux hypothèques, à l'effet de conserver leurs droits sur les biens locatés; — La loi du 29 oct. 1790 établit le principe du rachat pour toutes les rentes foncières alors existantes, et, par conséquent, créées antérieurement; — L'art. 530 du Code a confirmé ce principe; cet article, objet d'une longue discussion au conseil d'Etat, entre les partisans de rentes foncières et ceux qui voulaient les abroger, fut un amendement aux opinions diverses; mais on trouve dans cette discussion l'opinion qu'ont eue les rédacteurs du Code, de la nature actuelle des rentes foncières. « Quiconque a suivi les tribunaux, disait M. le sénateur Tronchet, sait que les rentes foncières sont une source intarissable de procès; si, pour en corriger les inconvénients, on les déclare rachetables après un terme; d'abord, on les dépouille de leur caractère de rentes foncières; — Ensuite, il n'est pas besoin de dispositions nouvelles; le droit commun permet ces sortes de clauses. » — Cet art. 530, décrété le 30 vent. an 13, fut inséré dans le chapitre second du tit. 1<sup>er</sup> du liv. 2, intitulé des *Moules*; il est placé à la suite de l'art. 539, qui déclare, au dernier pa-

ragraphe, que les rentes perpétuelles ou viagères, soit sur la république, soit sur des particuliers, sont meubles par la détermination de la loi; il suit de là que le concessionnaire d'un bien fonds qui a été ou serait donné à rente foncière, en a actuellement la propriété, la dominité, et le propriétaire de la rente n'a plus qu'une créance mobilière sur le bien, qui a fait dans le temps l'objet de la concession; l'hypothèque qui en résulte n'est qu'une hypothèque ordinaire qui n'a de rang que du jour de son inscription ou de la date du contrat, si elle a été prise, comme dans l'espèce, dans les délais déterminés par la loi du 11 brum. an 7. Ces principes posés, il est certain que le preneur ne peut plus déguerpir le fonds, il ne peut que le racheter; et le créancier de la rente, s'il n'était pas payé des arrérages, ne peut plus exercer l'action en déguerpissement; il n'a que la voie de l'expropriation forcée. Il est certain aussi, par conséquent, qu'il n'est plus créancier que d'une dette non exigible, à la vérité; mais, dans le cas prévu par l'art. 2184 du Code, il est autorisé à réclamer le capital de sa créance. — Il s'ensuivrait, du système opposé, adopté par les premiers juges, que le créancier n'aurait qu'une hypothèque spéciale sur le bien locaté; que le débiteur pourrait vendre successivement tous ses biens, hormis celui qui a été locaté, et que le créancier qui a perdu la dominité de ce fonds n'aurait pas d'autre gain, tandis qu'aux termes de son contrat, il a une hypothèque générale sur les biens de son débiteur; hypothèque conventionnelle non réductible, suivant le dernier paragraphe de l'art. 2161 du Code; — D'où il faut conclure nécessairement que le tribunal de première instance s'est écarté des principes établis par le Code civil, en ne se conformant pas aux dispositions de l'art. 2184. La Cour, au surplus, n'a pas été frappée de la distinction qui a été faite des dettes et des charges hypothécaires. L'article veut que l'acquéreur soit tenu de déclarer qu'il est prêt à acquitter sur-le-champ les dettes et charges hypothécaires jusqu'à concurrence seulement du prix, et quand ensuite il y est dit, sans distinction des dettes exigibles ou non exigibles, sans faire mention des charges, c'est que, dans le fait, les charges qui consistent en droit de servitude et autres de pareille nature, ne sont et ne peuvent être exigibles de la même manière qu'une créance; mais la créance du bailleur ne peut plus être considérée comme une charge, c'est une dette, et cette dette est devenue exigible par l'effet de la vente que le débiteur fait d'un bien soumis à l'hypothèque du créancier; — Dit mal jugé; alloue le sieur Blanc pour la somme de 2,000 fr., prix principal de la rente, etc.

Du 23 frim. an 14. — Cour d'appel de Nîmes.

#### SUCCESSION.—COLLATÉRAUX.

*Les frères et sœurs consanguins ou utérins, excluent les collatéraux, même de la ligne à laquelle ces frères et sœurs n'appartiennent pas. (C. civ., art. 733, 740, 750 et 753.) (2)*

(N...—C. N...)

Du 25 frim. an 14. — Cour d'appel de Caen.

#### SOCIÉTÉ COMMERCIALE.—SOLIDARITÉ.

*Dans l'ancien Flandre, les associés en ma-*

rembourser de la totalité de sa créance, *V. Cass. 9 janv. 1810; Pau, 23 août 1834 et les notes.*

(2) *V. en ce sens, Cass. 27 déc. 1809; Bruxelles, 28 therm. an 12 et 18 mai 1807; Nancy, 8 frim. an 13,*

(1) Sur cette question, qui touche à celle de savoir si le créancier à terme qui se trouve privé d'une partie de ses sûretés, par la vente d'un des immeubles hypothéqués, peut agir contre le débiteur originaire ou le tiers détenteur pour se faire

tière de commerce étaient solidaires pour tous ces engagements de la société (1).

(Buyé—C. Schepore.)

Du 25 frim. an 14.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—1<sup>re</sup> sect.—Pl., MM. Kockaert et Rspaert.

#### HYPOTHÈQUE.—EFFET.—NANTISSEMENT (PAYS DE).

Les hypothèques créées par voie de saisie-arrêt ou chîn (2) dans les pays de nantissement, ne conféraient au créancier, sur l'immeuble saisi, qu'un droit d'affection subordonné au renouvellement dans le terme de 30 ans, même pendant la durée de l'action personnelle. — En conséquence, l'inscription prise par le saisissant, après l'expiration des trente années, ne lui donne aucun droit de préférence sur l'immeuble qui avait été frappé de la saisie-arrêt.

(Depute—C. Verreyken.)

Du 25 frim. an 14.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—1<sup>re</sup> sect.—Concl., M. Tarte, subst.—Pl., MM. Deswarte et Girardin.

#### LOCATAIRE PERPÉTUELLE.—RENTE FONCIÈRE.—ARRÉRAGES.

Le preneur d'un bail à locataire perpétuelle, qui oblige tous ses biens présents et à venir au paiement de la rente, est tenu personnellement du service de la rente et de tous les arrérages tant échus qu'à échoir.

Le preneur qui aliène l'héritage arrenté, est tenu de continuer le service de la rente, jusqu'à ce qu'il ait payé les arrérages échus à l'époque de l'aliénation (3).

(Bégon—C. Masséquan.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le preneur de la rente dont il s'agit, représenté par Masséquan, avait soumis tous ses biens présents et à venir à l'exécution du bail à locataire perpétuelle;

Que, d'une autre part, la demande en paiement d'arrérages porte sur trois années antérieures à l'aliénation alléguée; que Masséquan ne justifie pas que ces trois années aient été payées, et que ces deux circonstances ont mis un double obstacle à ce que cette aliénation le déchargeât de l'obligation de payer à l'avenir ladite rente; que l'acte du 30 oct. 1788, qui a été remis, justifie que la rente ne fut transportée qu'à cette époque, et non en 1785, comme on voudrait l'induire dudit acte de 1788, dont les dispositions à cet égard sont précises; — Sans s'arrêter aux conclusions de Masséquan; — Dit mal jugé; réforme et condamne Masséquan à payer les arrérages de rente courus depuis le 30 sept. 1785 jusqu'au 30 sept. 1794, etc.

Du 27 frim. an 14.—Cour d'appel de Nîmes.  
Prés., M. Nouilles.—Concl., M. Giraudy proc. gén.

(1) C'est aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 22 du Code de commerce, pour les associés en nom collectif.

(2) Dans les pays de nantissement, l'hypothèque s'acquiesce par une tradition symbolique de l'immeuble au moyen des *seuss* ou *devoirs* de loi, ou par une saisie volontaire sur le débiteur. Au premier cas, l'hypothèque réalisée se perpétue tant que l'action personnelle subsistait. Au second cas, l'hypothèque de l'immeuble saisi devenait à la fois débiteur personnel et obligé comme détenteur; mais le droit de préférence du créancier ne durait que trente ans : au bout de ce terme, l'action personnelle ne conservait plus le droit de préférence, dont

#### TESTAMENT AB IRATO.—VALIDITÉ.

Le silence du Code civil sur l'action ab irato prouve que cette action qu'il n'a pas prescrite doit être plutôt restreinte qu'étendue dans ses effets. Ainsi, lorsqu'un testateur déclare qu'il a été animé, dans le legs qu'il fait à un parent ou allié, par un sentiment de reconnaissance, on ne doit pas supposer qu'il ait en vue de s'en faire un prétexte pour nuire à ses enfants. (C. civ., 901.) (4).

(Teyssier—C. Changea—Longueville.)

Mort après la promulgation du Code civil, le sieur Teyssier de Farges avait laissé un testament dans lequel il légua la totalité disponible à la sœur de sa femme décédée. Les héritiers, enfants du testateur, argumentant de quelques expressions contenues dans le préambule de ce testament, l'ont attaqué comme fait ab irato.

4 germ. an 13, jugement du tribunal de Provins qui rejette la demande en ces termes : Attendu que le testament est revêtu des formes prescrites par la loi; que la libéralité qu'il contient en faveur du sieur Changea-Longueville n'excède pas la totalité disponible dans l'hérédité du testateur; que la loi commande le respect pour les intentions des testateurs et en assure l'exécution; que le silence de la législation sur l'action ab irato, adoptée par l'ancienne jurisprudence, démontre assez que le législateur qui ne l'a pas prescrite en a voulu plutôt restreindre qu'étendre les effets, dans la vue de conserver le repos des familles; — Que le sieur de Farges, en disposant en faveur d'un proche parent de sa défunte épouse, a été animé, ainsi qu'il le déclare, par un sentiment de reconnaissance des services à lui rendus par le père de son légataire; que le motif est louable, et qu'on ne doit pas supposer que le testateur eût eu le pensée de s'en faire un prétexte dans la vue de nuire à ses enfants; que les termes employés par le testateur dans plusieurs endroits de son testament, et qui peuvent paraître défavorables à ses enfants, doivent être considérés comme l'expression de son mécontentement de la société en général, et non comme une marque de colère ou de haine; qu'ils sont loin de porter atteinte à leur honneur, si l'on considère qu'ils sont dévoués par le testateur lui-même, qui a manifesté pour eux beaucoup de tendresse et de sollicitude, ce qui ne permet pas de penser que l'amertume fût alors dans son cœur; — Que les preuves rapportées de l'humeur difficile du sieur de Farges père et de sa disposition à moraliser, au lieu d'établir que son testament soit le fruit d'une passion haineuse, démontrent, au contraire, qu'il n'a solvi que l'impulsion de son caractère; qu'enfin, en écartant du testament les expressions étrangères aux enfants du testateur et à ses dispositions, par lesquelles il a cru pouvoir manifester ses opinions et ses sentiments, il est évident, par le contexte

la créancier était déchu s'il n'avait auparavant fait renouveler la saisie. V. Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> Hypothèque, sect. 1<sup>re</sup>, § 7, *Devoirs de loi* et *Clain*.

(3) Le seigneur, dit Loyseau, peut toujours demander sa reute au preneur, encore qu'il ait revendu l'héritage, jusqu'à ce qu'il ait satisfait à tout ce dont il était personnellement tenu par son bail, c'est-à-dire, jusqu'à ce qu'il ait payé tous les arrérages de la rente jusqu'au jour de l'aliénation, et qu'il ait remis l'héritage en son premier état. (Du Dignepissement, liv. 4, ch. 12, n<sup>o</sup> 3.)

(4) V. anal. en ce sens, Paris, 3 flor. an 12.— V. aussi sur l'action ab irato dans l'ancien droit et sa recevabilité sous la législation nouvelle, la note qui accompagne cet arrêt.



même de cet acte, que le sieur de Farges père n'a eu d'autre objet que d'exercer une libéralité; qu'il jouissait en ce moment de sa libre volonté et de ses facultés intellectuelles, qu'ainsi rien ne s'opposait à l'exécution de son testament. »

Appel par les enfans Teyssier.

ARRÊT.

LA COUR :—Adoptant les motifs des premiers juges.—Met l'appellation au néant, etc.

Du 28 frim. an 14.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Pier., M. S. guer.—Pl., MM. Gayral, Guichard et Delahaye.

#### ÉMIGRÉ.—PRÉEMPTION.

La loi du 1<sup>er</sup> prairial an 3, en déclarant les créanciers des émigrés créanciers directs de la nation, n'a pas étendu leurs droits envers les émigrés eux-mêmes. — En conséquence, en admettant que l'État substitue aux droits de l'émigré ait pu faire déclarer la préemption d'instance contre le créancier avant l'expiration des trois années qui ont suivi la radiation de l'émigré, il ne s'ensuivrait pas que le même droit appartint à celui-ci.

(Héritiers d'Oisy.)

Du 30 frim. an 14.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### ALIMENS.—ALLIÉ.—BELLE-FILLE.

Une belle-fille peut être condamnée, conjointement avec son mari, à fournir des aliments à son beau-père et à sa belle-mère. (C. civ., art. 205 et 206.)

(Cohen—C. ses enfans.)

Le sieur Abraham Cohen appelle auprès de lui à Paris, ses père et mère qui vivaient à Aix. Ceux-ci vendent leur fonds de commerce et en versent le capital entre les mains de leur fils. Au bout d'un an, forcés de quitter leur fils et son épouse, à cause de mauvais traitements, ils forment contre tous les deux une demande d'alimens, aux termes des art. 205 et 206 du Code civil.

La belle-fille prétend n'être pas tenue de fournir des alimens à ses beau-père et belle-mère, puisque ceux-ci ont des enfans en état de leur faire une pension; Abraham Cohen, de son côté, offre 400 fr. de pension.

Suivre, an 13, jugement qui accepte les offres de Cohen fils.

Appel.—Cohen père et sa femme soutiennent que leur belle-fille doit contribuer avec leur fils à payer la pension, et qu'en conséquence cette pension doit être augmentée. Ils argumentent de l'art 206 du Code civil qui assimile les gendres et belles-filles aux enfans de leurs beau-père et belle-mère; cet article ne dit pas que les gendres et belles-filles seront tenus de fournir des alimens, alors seulement que leur beau-père et leur belle-mère n'auront pas d'enfans; et en effet,

(1) V. anal. dans le même sens, Turin, 10 niv. an 14. Cela était contesté autrefois, et le doute tenait à ce que l'on admettait la maxime générale qu'un porteur d'endossement n'était pas obligé de s'expliquer par serment sur la sincérité de l'ordre passé à son profit. On peut voir au *Repert.* de Merlin, 1<sup>o</sup> Endossement, n<sup>o</sup> 4, un arrêt du parlement de Flandre, rendu en 1783, qui jugea que lorsqu'on soupçonnait que le porteur d'un endossement n'était qu'un prête-nom de son endosseur qui voulait éviter frauduleusement la compensation de la lettre de change avec ce qu'il devait personnellement au débiteur de cette lettre, celui-ci ne pouvait obliger

cette obligation cessant à leur égard lorsque celui des époux qui produisait l'affinité était décédé, il est bien certain, en sens inverse, que tant que cet époux existe, l'autre est tenu conjointement avec lui de contribuer aux alimens. Les appellans concluaient en conséquence à ce que la femme d'Abraham Cohen leur fils, fût tenue de payer pour sa part la somme de 400 fr.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu la nature de la cause; — A mis et met l'appellation au néant, en ce que la pension alimentaire n'a été fixée qu'à 400 fr. par an; — Emendant, quant à ce, et faisant droit au principal;—Condamne Abraham Cohen et sa femme à payer à Moyse Cohen et son épouse la somme de 500 fr. par an pour pension alimentaire, etc.

Du 30 frim. an 14.—Cour d'appel de Paris.

#### ENDOSSEMENT.—LETTRE DE CHANGE.—SERMENT DÉCISIF.—PAIEMENT.

Encore qu'une lettre de change ait été endossée pour valeur reçue, si l'endosseur soutient que le porteur en a assumé sur lui les risques et périls et a renoncé à toute garantie, il peut lui déférer sur ce fait le serment décisif, aux termes de l'art. 1358 du Code civil, surtout quand il ne s'agit pas de retarder le paiement de la lettre de change (1).

(Dutto—C. Hugon et comp.)

Dumas Dutto avait à toucher à Paris une somme de 3,600 fr.; il chargea la maison Hugon et comp. de faire pour lui le recouvrement, et cette maison lui remit une traite de 3,600 fr. sur Paris.—Dutto endossa la traite au profit de Hugon, pour valeur reçue.—La traite ayant été protestée, Hugon recourut contre Dutto, qui soutint que la lettre de change avait été passée aux risques, périls et fortune de Hugon, et sur ce fait, il lui déféra le serment.

Jugement qui rejette le serment, et condamne Dutto à acquitter le montant de la lettre de change.—Appel par Dutto.—Il soutient qu'aux termes du Code civil on pouvait déférer le serment dans quelque contestation que ce fût, dans une affaire commerciale, comme dans toute autre, et surtout quand, comme dans l'espèce, le paiement n'était pas retardé, et qu'un tiers n'en souffrait pas.

Hugon répond que l'expression *valeur reçue*, suffisait pour rendre l'endossement parfait; qu'ainsi Dutto devait être considéré comme endosseur, et par conséquent responsable du paiement de la lettre de change; que, d'un autre côté, les lois du commerce défendaient d'admettre aucune preuve contre et outre le contenu aux lettres de change;—Qu'en surplus, l'art. du Code civil sur le serment décisif n'était point applicable au commerce, qui avait ses lois particulières.

ARRÊT.

LA COUR :—Considérant que l'endossement

le porteur à affirmer la sincérité de l'ordre passé à son profit.—Cependant il résulte d'un acte de notoriété de la conservation de Lyon, du 22 août 1732, que lorsqu'il existait des commencemens de preuve de collusion entre le porteur et l'endosseur, le premier ne pouvait pas se refuser au serment. V. Merlin, *loc. cit.*—Aujourd'hui, conformément à l'arrêt que nous rapportons, le serment pourrait être déféré dans tous les cas; cela résulte de ce qu'il n'est dérogé par aucune disposition du Code de commerce aux art. 1358 et 1360 du C. civ. (Sur, Merlin, *loc. cit.*; Toullier, t. 10, n<sup>o</sup> 380, in fin.)

que Dutto a fait sur la lettre de change en faveur d'Hugon, pour valeur reçue, indiquerait assez bien qu'il a acquiescé à la traite susdite faite sur lui; — Mais, attendu qu'il n'existe pas de loi qui défende au juge d'admettre le serment décisive sur des affaires commerciales, surtout lorsqu'il ne s'agit point de retarder le paiement d'une lettre de change, mais seulement d'éclaircir des intelligences passées entre deux endosseurs à l'occasion de leur signature; — Que ce serment, par lequel Hugon est constitué juge dans sa propre cause, devait d'autant plus être admis dans l'espèce, que Dutto présente, en faveur du système qu'il soutient, quelques conjectures propres à atténuer en quelque sorte la preuve dont s'était Hugué; — Dit avoir été mal jugé; — Admet le chef de serment, etc.

Du 30 frim. an 14. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Pateri et Quaglia.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE. — ÉCRITURE.

— LECTURE. — MENTION EXPRESSE.

*Il est nécessaire, à peine de nullité, qu'il soit fait une mention expresse dans un testament authentique que lecture en a été donnée au testateur; si ne suffit pas des mots reçus, lu et publié le testament en présence des témoins; encore qu'en joignant ces mots à d'autres qui se trouvent au commencement de l'acte, desquels il résulte que le testateur et les témoins se sont réunis devant le notaire, on puisse conjecturer que le testateur a entendu la lecture du testament.*

*Il est nécessaire, à peine de nullité, que la mention expresse de l'écriture soit faite dans le corps même du testament, en présence du testateur et des témoins, et avant leur signature (1).*

(Seraoupi — C. Grosso.) — ARRÊT.

LA COUR: — Vu les art. 971, 972, 973 et 974 du Code civ., et la loi du 25 vent. an 11; — Considérant que la loi exige, à peine de nullité, la mention expresse que le notaire a lu le testament au testateur; que cette mention expresse n'existe nulle part dans l'acte; que les mots *j'ai reçu, lu et publié le testament en présence de témoins* prouvent bien que le notaire a fait lecture de l'acte aux témoins, mais non pas au testateur; qu'en joignant les susdits mots à ceux qui existent au commencement de l'acte, desquels il résulte que le testateur et les témoins s'étaient réunis devant le notaire, il en résulte bien une conjecture que le testateur a pu entendre la publication de l'acte, mais non pas cette preuve évidente exigée par la loi, que le notaire a lu l'acte au testateur lui-même; que c'est le une formalité qui intéresse bien plus essentiellement le testateur que les témoins: car si la loi a voulu que la lecture fût faite directement à la personne du testateur, c'est pour lui fournir le moyen de changer ses dispositions, ou d'y ajouter;

Considérant que la loi prononce la nullité du testament par acte public, lorsque le notaire ne fait pas mention expresse qu'il a été écrit par lui; que cette mention doit être faite dans l'acte même, en présence du testateur et des témoins, et avant leur signature; qu'il suffit pour s'en convaincre, de suivre l'ordre dans lequel sont placés les art. 971, 972, 973 et 974, puisque l'on y verra que l'obligation imposée au notaire de déclarer qu'il a écrit le testament précède celle de la signature du testateur et des témoins; —

Que cela est, d'ailleurs, conforme à l'esprit de la loi, puisque tout le contenu dans l'acte public ou dénommé au testament devant être connu du testateur et attesté par les témoins, il s'ensuit nécessairement que tout ce qui forme l'acte doit être rédigé avant leur signature, afin que l'on acquiesce par là la certitude que le tout a été fait et écrit en présence du testateur et des témoins: certitude qui manque dans l'espèce, dès lors que le notaire a fait sa déclaration après la signature dont il s'agit; — Que le testament par acte public étant un acte notarié, les dispositions de la loi du 25 vent. an 11, concernant l'organisation du notariat, lui sont applicables; que cette loi (art. 13, 14, 15 et 68) exige que les actes notariés ordinaires soient reçus par deux notaires ou par un notaire en présence de deux témoins; que les actes faits en contravention de cette disposition sont nuls comme actes publics et ne peuvent valoir que comme des actes sous signature privée, si les parties y ont signé; que ces actes doivent être signés par les parties, les témoins et les notaires; qu'ils doivent être écrits dans un seul et même conté; que les renvois et apostilles écrits en marge doivent être signés et paraphés, tant par les notaires que par les autres signataires, à peine de nullité des renvois et apostilles; qu'il ne doit y avoir ni surcharge, ni interlignes, ni additions dans le corps de l'acte; et que les mots surchargés, interlignés, ou ajoutés, seront nuls; qu'enfin s'il y a des mots rayés, le nombre doit en être constaté et approuvé de la même manière que les renvois; — Considérant que de l'ensemble de ces dispositions il résulte bien évidemment que la présence des témoins est nécessaire, non-seulement pour le fond de la disposition de l'acte, mais encore pour tout son contenu; que le ministère du notaire ne donne le caractère d'authenticité à un acte notarié qu'autant que la présence des témoins y concourt, présence toujours nécessaire quand il s'agit de testament; que, dans un acte notarié, et, par conséquent, dans le testament public, il ne doit y avoir rien qui ne soit signé par le testateur et les témoins, à l'exception de la signature simple du notaire, qui est la dernière en ordre; que si quelque partie de l'acte n'est pas signée par le testateur et les témoins, elle ne peut servir de loi à un acte authentique; conséquemment, que la mention faite par le notaire, dans le testament en question, après la signature des témoins, d'avoir écrit lui-même, doit être envisagée comme ayant été faite hors de l'acte, et comme une attestation privée de sa part; que les mots italiens *ho ricevuto il testamento*, placés avant la signature en question, ne peuvent point suppléer à l'omission dont il s'agit; car il est bien évident qu'un notaire peut avoir reçu un testament sans qu'il en résulte qu'il l'a écrit de sa main, et il n'en serait pas moins reçu par lui, quand bien même il l'eût fait écrire de la main d'un de ses clercs; que tout ce qui a été dit par les appelans relativement à l'inscription en faux contre le notaire, est étranger à la question sur la validité ou nullité du testament; car s'agissant ici d'une forme qui est de rigueur, la déclaration du notaire n'a pu faire preuve qu'autant qu'elle a été insérée dans l'acte; d'où il faut conclure que, vraie ou fautive, la déclaration du notaire ne peut, dans l'espèce, influer sur le jugement de la Cour. — Dit avoir été bien jugé par le jugement dont est appel, etc.

Du 30 frim. an 14. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Penn et Paoletti.

(1) V. conf., Turin, 14 frim. an 12. V. aussi Cass., 10 therm. an 13, et la note.

**PARTAGE. — NULLITÉ. — OMISSION. — LÉGATAIRE.**

*Lorsqu'un partage de succession fait entre le légataire des trois quarts et les héritiers du sang se trouve illégal, en ce que l'un des héritiers n'a pas été appelé, le partage doit être refait, même avec le légataire. — Il ne suffit pas de refaire le partage de la portion échue aux héritiers du sang. (C. civ., art. 834, 831 et 838; L. 17, C. Fam. arcisc.) (1)*  
(Pellegrin—C. hérit. Barthélémy.)

15 vent. an 11, mort du sieur Barthélémy. — Il donne les trois quarts de ses biens au sieur Pellegrin son cousin maternel. — 17 mess. an 12, acte de partage entre le légataire des trois quarts et les héritiers légitimes des lors connus. — Ulérieurement surviennent de nouveaux héritiers du sang, inconnus à l'époque du 17 mess. an 12. — Ces héritiers demandent qu'on refasse le partage. — Le sieur Pellegrin prétend qu'il suffit de refaire le partage de la portion échue aux héritiers du sang; que le partage ne doit pas être refait, même avec le légataire à titre universel.

29 prair. an 13, jugement du tribunal de Marseille, qui ordonne de refaire le partage, tant avec les héritiers du sang qu'avec le légataire Pellegrin.

Appel.

**ARRÊT.**

LA COUR; — Considérant que, d'après le texte des lois romaines et la doctrine des auteurs qui les ont expliquées, il est également établi que si, après le partage fait, il survient un cohéritier dont le droit était inconnu, il faut faire un nouveau partage avec lui de tous les biens qui se trouvent en nature, et de la valeur de ceux qui ont été aliénés ou consommés; — Que ces dispositions se trouvent particulièrement dans la loi 17, C. Fam. arcisc.; — Que ce

principe s'applique parfaitement à la cause; le légataire des trois quarts n'a fait aucun inventaire du mobilier; les parents de la ligne maternelle, unis avec lui par les liens du sang, ont seuls concouru au partage en l'absence des parents de la ligne paternelle; dès lors, rien ne garantit que le mobilier de la succession n'ait pas été enlevé et dissipé, et que les immeubles nient été estimés à leur juste valeur. La loi du 29 germ. an 11, formant le tit. 1<sup>er</sup>, livre 3, du Code civ., était promulguée lors du partage du 17 mess. an 12, et les dispositions qu'elle renferme devaient être suivies. L'art. 834 veut que l'estimation des immeubles soit faite par des experts choisis par les parties intéressées, ou, à leur refus, nommés d'office. Dans l'hypothèse de la cause, la branche paternelle n'a pas été appelée; elle ne peut, par conséquent, être privée du droit de concourir au choix des experts. L'art. 831 du Code civ., exige qu'il soit procédé à la composition d'autant de lots qu'il y a d'héritiers copartageants ou de souches copartageantes. Enfin, suivant l'art. 838, même Code, s'il se trouve des mineurs parmi les cohéritiers, le partage doit être fait en justice conformément aux règles prescrites par les art. 817 et suivants, jusques et compris l'art. 837; — Que parmi les cohéritiers de la ligne paternelle qui se sont présentés, il se trouve des mineurs; que le partage devait donc être fait en justice; que ne l'ayant point été, il ne peut être entretenu, et le premier jugement qui l'a cassé doit être confirmé; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 2 niv. an 14. — C. d'appel d'Aix.

**USUFRUIT. — INVENTAIRE. — DISPENSE.**

*Légataire de l'usufruit peut être dispensé par le testateur de faire inventaire du mobilier. (C. civ., art. 600.) (2)*

dispensait ne faisait rien au delà de son pouvoir, et que la dispense devait être respectée par les héritiers. C'était là le dernier état. *V. Cuietlan*, liv. 2, ch. 41, et son annotateur, liv. 2, ch. 43; *V. également Serres, Institutions au droit français*, p. 310. Mais la question a acquis plus de gravité, sous l'empire du Code civil, en présence de l'art. 600 qui fait de l'inventaire une obligation impérative pour l'usufruitier. La volonté d'un testateur qui dispense de l'inventaire, peut-elle être placée au-dessus de la volonté de la loi qui le prescrit dans des termes impératifs? Telle est aujourd'hui la portée de la question. L'arrêt que nous rapportons la décide dans le sens de l'affirmative d'une manière absolue; et tel est aussi l'avis de Favard, *v° Usufruit*, § 3, n° 1; Merlin, *loc. cit.*; Toullier, t. 3, n° 420; Duranton, t. 4, n° 598, sauf le cas néanmoins, d'après les deux derniers auteurs, où le testateur aurait des héritiers réservataires, en auquel la dispense devrait rester sans effet, attendu qu'il faudrait faire inventaire pour savoir si la quotité disponible n'aurait pas été dépassée.

La jurisprudence n'a pas admis cette doctrine absolue: un arrêt a décidé que l'effet de la doctrine est seulement de donner à l'usufruitier le droit de répéter contre les héritiers du testateur, réservataires ou non, les frais de l'inventaire auquel ceux-ci peuvent toujours le contraindre de procéder; Paris, 20 vent. an 11; d'autres arrêts ont jugé que malgré la dispense d'inventaire, il pouvait y être procédé à la requête et aux frais du nu propriétaire; *V. Poitiers*, 29 avril 1807; Bruxelles, 18 déc. 1811 et 10 juin 1812; Toulouse, 23 mai 1831 (Volume 1831). — Cette dernière théorie nous paraît plus conforme à la loi. D'abord, elle donne satisfaction au texte qui est impératif, et aux droits des héritiers qui

(1) *V. conf.*, Delvincourt, t. 2, p. 50, notes, édit. de 1819.

(2) Il n'y avait, dans le droit romain, aucun texte qui imposât à l'usufruitier l'obligation de faire inventaire; seulement la loi 1, § 4, ff. *quemadmodum usufructuarius eorum*, lui conseillait en quelque sorte cette mesure comme un moyen propre à prévenir toute difficulté, à la fin de l'usufruit, sur la consistance des choses à restituer. On conçoit donc que s'il fut venu à la pensée d'un testateur de dispenser le légataire de l'usufruit de faire inventaire, cette dispense eût dû d'autant plus être respectée par les héritiers, qu'en l'absence d'une disposition expresse, l'usufruitier pouvait sans difficulté négliger cette formalité.

C'est aussi ce qu'en a décidé dans l'ancienne jurisprudence française. Il faut dire néanmoins que cette décision n'avait pas été admise sans quelque hésitation: on avait pensé, dans les premiers temps, que la preuve par témoins, en matière civile, ayant été restreinte aux affaires de peu d'importance, la formalité de l'inventaire avait, en France, plus d'utilité qu'à Rome, où la législation était si large sur l'admission de la preuve testimoniale. L'inventaire offrait donc un intérêt réel pour constater l'état de la succession au moment de l'entrée en jouissance de l'usufruitier, et fixer d'une manière certaine les restitutions qu'il aurait à faire aux héritiers à l'expiration de l'usufruit. En conséquence, on avait d'abord jugé que la dispense d'inventaire, accordée par le testateur, pourrait n'être prise en aucune considération par l'héritier. *V. Merlin, v° Usufruit*, § 2, n° 2. — Cependant la jurisprudence, revenant sur cette idée, avait fini par décider qu'aucune loi n'imposait à l'usufruitier l'obligation de faire inventaire, le testateur qui l'en

(Chabré—C. la dame Dufau).—ARRÊT.

LA COUR.—Attendu qu'il résulte du testament de Pierre Chabré que le testateur, en léguant l'usufruit de ses meubles à son épouse, a prohibé l'inventaire desdits meubles et a voulu que, dans le cas où son héritier exigerait un, il payât à l'usufruitière une pension annuelle et viagère de 400 francs; que cette disposition ne contrarie d'aucune manière l'art. 609 du Code civil, qui ne dispose qu'en règle générale pour le cas où la volonté du testateur est muette, et que, dans l'espèce, la disposition de l'homme fait cesser celle de la loi;—Que l'état que demande ledit Chabré, par forme de procès-verbal, ne serait, dans le fait, qu'un inventaire au moyen duquel on éluderait la disposition du testateur;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 3 niv. an 14.—Cour d'appel d'Agen.

#### ÉTRANGER.—JUGEMENT.—INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.—RÉVISION.

*L'étranger qui a obtenu, dans son pays, un jugement de condamnation contre un Français, ne peut prendre, en France, sur les biens de son débiteur, une inscription hypothécaire qu'après révision du jugement par les tribunaux français.* (C. civ., art. 2123.) (1)

(Bouvy—C. Cohue.)

Le 25 juin 1803, les échevins de Lomme (Prusse) condamnerent par défaut Bouvy, Français, envers Cohue, Prussien.—Sur une simple requête, le tribunal d'Anvers autorisa l'exécution de ce jugement, et Cohue prit inscription sur les biens de son débiteur, situés à Anvers.

Appel par Bouvy.—Il soutient que le simple *pareatis* n'avait pu suffire pour qu'un jugement rendu à l'étranger fût déclaré exécutoire en France; qu'il était indispensable que ce juge-

ment toujours intèrêt à connaître les forces de l'hérédité, soit pour se déterminer à accepter purement et simplement ou sous bénéfice d'inventaire, soit pour l'acquisition des droits de mutation, soit enfin pour fixer l'étendue de leurs droits de propriété.—Ensuite, elle assure une garantie aux héritiers vis-à-vis de l'usufruitier, qui est comptable en définitive; qualité qui serait illusoire si sa dépense de faire inventaire devait être respectée par les héritiers.

Il est vrai de dire cependant que la question a été prévue au conseil d'État, et que, dans la discussion du moins, elle paraît avoir été résolue dans le sens de l'arrêt que nous recueillons. *F. Maleville*, t. 2, p. 74.—Mais, l'art. 600 ayant été maintenu, malgré cette discussion, dans ses termes rigoureux et impératifs, il semble naturel qu'on lui conserve toute sa force. V. en ce sens, Proudhon, *de l'usufruit*, du n° 800 au n° 813 inclusivement;—Bourges, 13 mess. an 13.

(1) V. sur la question de savoir quelle est en France l'autorité des jugements rendus en pays étranger, et spécialement s'il suffit d'un simple *pareatis* des tribunaux français pour rendre ces jugements exécutoires en France, la note développée qui accompagne l'arrêt de Cass. du 18 pluv. an 12 (aff. *Spohrer*).

(2) Il ne faudrait pas conclure de là que, dans l'état actuel de la législation, la partie qui provoque l'homologation du concordat, ait besoin d'assigner les autres intéressés, failli ou créanciers, pour être présents au jugement: cette nécessité n'existe pas; le tribunal de commerce prononce sur le vu des pièces, sans plaidoiries ou débats contradictoires. V. en ce sens, Pardessus, *Cours de droit commercial*, n° 1243; Boulay-Paty, *des Faillites*, n° 266, et notre *Dict. du content. comm.*, v° *Faillite*, n° 554.—Au surplus, ayant la promulgation du Code de

ment fût revu au fond, d'après les art. 121 de l'ordonn. de 1629 et 2123, Cod. civ.

ARRÊT.

LACOUR.—Attendu que l'intimé n'a pas fait preuve que l'appelant a pris domicile à Lommel à l'effet de lui faire perdre la qualité de citoyen français.—Que l'appelant a prouvé que, lorsque le jugement a été porté contre lui à Lommel et l'ait été demandée au premier Juge, il était domicilié avec sa famille sur le territoire français; par conséquent que le jugement a été porté contre un citoyen français, et par suite ne peut avoir aucun effet en France, soit que l'on considère le droit public français, soit que l'on s'attache à l'ancien droit du Brabant; que l'inscription prise par l'intimé est une exécution du jugement de la justice de Lommel;—Déclare nul le mandat d'exécution;—Déclare également nulle l'inscription hypothécaire prise par l'intimé, etc.

Du 3 niv. an 14.—Cour d'appel de Bruxelles.

CONCORDAT.—HOMOLOGATION.—NULLITÉ  
*Est nul le jugement d'homologation d'un concordat, rendu en chambre du conseil et sur requête non communiquée* (2).

(Arnaldi.)

Du 5 niv. an 14.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—Concl. M. Tarte, subst.—Pl., MM. Joret et Zech.

#### 1<sup>o</sup> ACTION POSSESSOIRE.—PÉTITOIRE.—CUMUL.

2<sup>o</sup> FRUITS.—POSSESSION.—TITRE APPARENT.  
*1<sup>o</sup> Sous l'ordonn. de 1667, lorsque les parties avaient confondu, dès l'origine, la possession et le pétitoire, aucune d'elles ne pouvait demander soit la réintégration, soit la maintenance en possession* (3).

commerça, s'étaient les tribunaux civils et non ceux de commerce qui étaient compétents pour connaître des demandes en homologation de concordat. V. Paris, 12 prair. an 10.

(3) Cette décision est justifiée par ce principe que le pétitoire et la possession ne peuvent jamais être cumulés. Ce principe paraît avoir été posé dans le droit romain; on lit en effet dans la loi 25, ff. de *orig. vel om. poss.* « *Exilis controversia possessionis hic est tantum, ut prius pronuntietur iudex, uter possideat: ita enim fiet ut is qui victus est de possessione, petitoris partibus fungatur et tunc de domino queratur.* » (Sic, Berrai Saint-Prix, *Cours de proc. civ.*, p. 105, note 22, 2<sup>e</sup> édit.) La même règle se trouve aussi dans les anciennes ordonnances (F. ord. de 1745, art. 8; 1507, art. 41; 1535, ch. 9, art. 1; 1667, tit. 18, art. 5). Enfin, elle est passée dans l'art. 26 du Code de procédure. Mais cette règle doit-elle être entendue en ce sens que le défendeur doit aussi bien que le demandeur attendre le jugement sur la possession avant de se pourvoir au pétitoire? L'arrêt que nous rapportons décide la question affirmativement. A s'en tenir au texte de l'ord. de 1667, cette solution ne paraîtrait pas susceptible d'être contestée. « Les demandes en complainte ou réintégration, portait l'ordon. de 1667, ne pourront être jointes au pétitoire, ni le pétitoire pour ou contre, que la demande en complainte ou en réintégration n'ait été terminée, et la condamnation prononcée et exécutée. Défendons d'obtenir lettres pour cumuler le pétitoire avec la possession. » Mais la disposition de l'art. 26 du Code de procédure, moins générale et moins absolue, porte seulement que « le demandeur ou pétitoire ne sera plus recevable à agir au possessoire; » et de là on peut conclure que la prohibition ne s'étend pas au

2° *Lorsque deux personnes se disputent la propriété d'un immeuble, et qu'aucune d'elles n'a exercé l'action possessoire pour en avoir provisoirement la jouissance, les fruits doivent être perçus par la partie qui a le titre le plus apparent, à la charge par elle de donner caution.* (C. civ., art. 547, anal.)

(Gaucher et Quingery—C. Guillier.)—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que les parties ayant confondu dès l'origine le possessoire et le pétitoire, aucune d'elles ne peut demander, soit la réintégration, soit la maintenance en possession conformément à l'ordonnance de 1667;—Que lorsqu'il s'agit dans ce cas d'adjuger provisoirement les fruits de la chose litigieuse, la justice doit décider en faveur de la partie dont le droit à la propriété est le plus apparent; que, d'après les titres produits devant la Cour, le droit le plus apparent à la propriété du bois dont il s'agit est aux sieurs Lalage-Gaucher et More-Quingery, et qu'ils ne peuvent perdre cet avantage provisoire par la seule raison qu'ils n'avaient pas présenté tous leurs titres devant les premiers juges; cette circonstance devant seulement être prise en considération par rapport aux dépens;—Ordonne que la coupe de bois en question sera continuée et achevée par les appelants, à la charge par eux de donner caution devant le juge de paix des lieux, que la Cour commet à cet effet.

Du 9 niv. an 14.—Cour d'appel de Paris.—3<sup>e</sup> sect.—Prés., M. Blondel.—Pl., M. Moreau, Popelin et Beau.

#### DON MUTUEL. — INSINUATION. — NULLITÉ.

*Les dons mutuels entre époux n'étaient pas sujets à l'insinuation à peine de nullité, d'après l'ord. de 1731. (1).*

(Pigelet—C. Tixier.)

Du 9 niv. an 14.—Cour d'appel de Bourges.

#### SERMENT DÉCISOIRE. — ACTE AUTHENTIQUE. — EXÉCUTION. — SERVIS.

*Le serment décisoire peut être déféré contre et outre le contenu aux actes authentiques; mais, dans ce cas, l'exécution de l'acte n'est pas suspendue par le serment déféré (2).*

(Vernant—C. Oggero.)—ARRÊT.

LA COUR:—Vu les articles 19 et 25 de la loi du 25 vent. an 11, sur l'organisation du notariat; vu les articles 1319, 1341, 1352, 1358, 1360

défendeur. Cependant M. Berriat-St-Prix pense que la prohibition d'agir au possessoire avant le jugement ou l'exécution sur le pétitoire, s'applique au défendeur comme au demandeur. (V. loc. cit., notes 24 et 25.) Mais Carré adopte l'avis contraire, à l'appui duquel il invoque l'opinion de Lepage. (V. Loya de la proc. civ., t. 1, quest. 128.)—Rappelons ici que la défense de se pourvoir au possessoire après avoir agi au pétitoire, n'empêche pas que, à l'égard des faits nouveaux de trouble, l'action en complainte ne soit, par exception, recevable de la part de celui qui est troublé par ces nouveaux faits, à l'effet de faire cesser le trouble qui en résulte. V. Cass. 17 avril et 21 juill. 1837, ainsi que le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne le premier de ces arrêts.

(1) V. conf., Cass. 14 pair. an 13; Rouen, 9 frim. an 11; anal. dans le même sens, Cass. 1<sup>er</sup> vent. an 9; 12 fruct. an 10, et les notes.

(2) P. conf., Colmar, 18 avril 1806; Grenoble, 11 juill. 1806; Turin, 8 avril 1807; 20 fév. 1808.—Cette proposition n'est pas adoptée d'une manière

et 1365 du Code civil;—Et attendu, 1<sup>o</sup> que l'art. 1358 du Code, qui permet de déférer le serment décisoire sur quelque espèce de contestation que ce soit, est conçu dans des termes si généraux, qu'il est impossible de n'y pas comprendre aussi les difficultés ou les exceptions qu'un défendeur élève contre ce qui est contenu ou attesté par un notaire, dans un acte authentique;—2<sup>o</sup> Que cette vérité acquiert encore, s'il est possible, un plus haut degré d'évidence par la disposition de l'article 1360, lequel autorise cette espèce de serment, encore qu'il n'existe aucun commencement de preuve de l'exception sur laquelle il est provoqué; ce qui est si généralement applicable à l'espèce d'un défendeur, qui oppose des exceptions à un acte authentique;—3<sup>o</sup> Que les mots qu'on lit à l'art. 1319, *l'acte authentique fait pleine foi*, ne signifient autre chose si ce n'est que le demandeur, étayé d'un acte authentique, est par la dispense de la charge de fournir d'autres preuves; ce qui est très conciliable avec la disposition générale de l'art. 1358, laquelle admet le défendeur à déférer le serment décisoire;—4<sup>o</sup> Que le véritable esprit de l'art. 1360 est d'annoncer que le serment décisoire est admis, même dans le cas où, suivant les articles 1341 et 1352 du Code, la preuve testimoniale n'est pas admise;—5<sup>o</sup> Que l'art. 1352 du Code a réservé, en termes exprès, le serment décisoire, même dans le cas où la loi, sur le fondement d'une présomption légale, annule certains actes, ou dénie l'action en justice; disposition qui peut recevoir son application à la loi due à un acte authentique, puisqu'elle est l'effet de la présomption légale que toute qu'il renferme est vrai;—6<sup>o</sup> Que des articles 19 de la loi sur le notariat, et 1319 du Code, l'on doit bien inférer que l'on ne peut surseoir à l'exécution d'un acte authentique, à moins que l'on ne s'inscrive en faux contre le notaire; mais leurs dispositions ne renferment aucun mot qui puisse exclure l'application aux actes authentiques, de la disposition générale concernant le serment décisoire, laquelle se trouve même placée dans le Code après l'art. 1319;—7<sup>o</sup> Que, même avant la publication du Code civil, les parlements de l'ancienne France n'admettaient point l'exception de simulation, ou de deniers non nombrés, contre les actes authentiques, lorsqu'ils portaient qu'il y avait eu numération d'espèces en présence du notaire, à moins qu'on ne s'inscrivit en faux; mais, dans tous les cas, rien n'empêchait que celui qui prétendait que l'acte était simulé, ne déférât le ser-

ment aussi générale par les auteurs. Delvincourt, notamment, fait une distinction : « Si le fait sur lequel le serment est déféré, dit-il, est contraire aux faits « certifiés dans l'acte, il me semble que le serment « ne pourrait être déféré qu'autant que le défendeur « se serait inscrit en faux. En effet, l'art. 1360 dit « que le serment peut être déféré, quand même « il n'existerait aucun commencement de preuve de « l'exception. Mais il faut au moins qu'il ait été pré- « posé une exception; or, on ne peut proposer d'ex- « ception contraire aux faits attestés dans un acte « authentique, qu'en s'inscrivant en faux. Mais si le « fait sur lequel le serment est déféré n'a contrario « pas ceux qui sont attestés dans l'acte, il n'y a pas « de doute que la délation ne soit valable. » F. t. 2, p. 338, notes, éd. de 1819. Durantion adopte la même distinction; t. 13, n° 579.—La généralité des art. 1358 et 1360 du Cod. civ. nous paraît contraire à la doctrine de ces auteurs, qui nous semble victorieusement réfutée par les considérations déduites dans l'arrêt que nous rapportons. V. encore les autorités citées dans cet arrêt, et Toullier, t. 10, n° 380.

ment à son adversaire sur la sincérité de l'acte (*Reportorio de jurisprudencia*, article *simulacion*) : — *Analysa* raisonneurs du Code, civil par M. Maleville, art. 1360) : — 8° Que le vœu d'art. 1360 n'a été d'épargner en certains cas, à l'une des parties, la nécessité de s'inscrire en faux, et de s'engager dans des procédures longues et d'un succès incertain, attendu la difficulté de la preuve; et c'est là ce qui paraît indiqué par l'art. 1365, d'après lequel le serment ne forme preuve qu'au profit de celui qui l'a déféré ou contre lui; — 9° Qu'enfin l'adoption du serment dédaigne mérite faveur, puisque par là, la partie ou fait autre chose que rendre son adversaire juge dans sa propre cause, et que d'ailleurs manifeste turpitudinis aut nolite jurare, nec juramentum referre; — 10° Qu'il suit de ces observations, que le tribunal de Turin a mal jugé en refusant d'admettre le serment dont il s'agit :

11° Mais que, d'entre part, il a bien jugé en révoquant le sursis à l'exécution de l'acte notarié en question, qu'il avait accordé précédemment; car, en rapprochant les articles de la loi sur le notariat et du Code civil ci-devant cités, il résulte que l'on ne peut accorder de pareils sursis que dans le cas d'insinuation en faus; — Attendu, enfin, qu'il peut être de l'intérêt de l'appelant que la vérité de ce qui s'est passé entre lui et l'intimé, paraisse dans tout son jour; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Déclare l'intimé tenu de prêter ou de référer le serment décisoir sur les faits exposés par l'appelant dans le procès-verbal de non-conciliation du 5 fruct. an 13; et cependant déclare loisible à l'intimé de poursuivre les actes exécutoires dont il s'agit, contre l'appelant, etc.

Du 10 niv. an 14.—Cour d'appel de Turin.—  
Concl. — M. Delozzo.

( 4 JANV. 1909. )

1806.

( 4 JANV. 1896. )

REVENDICATION. — MARCHANDISES. —  
VENTE A TERME.

*Dans la ci-devant Alsace, et selon les lois romaines qui y étaient observées, le vendeur, à défaut de paiement, avait un droit de suite sur les meubles par lui vendus pour être payés au comptant; les privilèges cessaient à l'égard du vendeur à crédit ou à terme (1). — Ainsi, le vendeur qui, en paiement de son prix, avait acceptés des lettres de change, ne pouvait plus revendiquer ses marchandises, encore qu'elles fussent sous baille et sous cordes.*

ckerman—C. Barbenès.)

**ANILIT.**

LA COUR; — Considérant que dans la ci-devant Alsace, pays de droit écrit, et conformément à la jurisprudence du ci-devant conseil de cette province, et même au statut de la ville de Strasbourg, qui était le domicile de feu Barbès père, le vendeur de marchandises, meubles ou autres effets mobiliers, qui n'est pas payé, a un droit de suite qui l'autorise à les reprendre sur l'acheteur; mais dans le cas seulement où la vente a été faite pour être payée au comptant; ce privilège cesse lorsque la vente a eu lieu d'argent ou aux termes : « *Quod vendidimus, non aliter sit accipiens, quam si, aut pretium a nobis solutum sit, aut satis ex nominis factum, vel etiam fidem habuerimus emptori, sine ulla satisfactione.* » (L. 19, ff. de Contrah. empt.). — *Venditor verò res et tradita, non aliter emptori acquiritur, quam si is venditor pretium solverit, vel alio modo satisfecerit : veluti expromissori, aut pignore dato. Sed si is, qui vendidit, fidem emptoris accipiens fuerit, dicendum est statim rem emptori res fieri* (S 41, Inst. de rerum divisione); — Que l'art. 2102, § 4, Code civil, promulgué le 28 vent. an 12, à la vérité postérieurement au décès

de Barbenès, consacrer le même principe, mais en limitant à huit jours depuis la livraison le délai pour revendiquer, et en ajoutant que rien n'est innové aux loix et usages du commerce sur la revendication :—Ainsi la revendication dont s'agit ne saurait donc avoir du succès, qu'autant que, par l'envoi des cotons dont s'agit, l'appellé eût eu en vue d'en être payé comptant par Barbenès père :—Considérant que loin qu'il eût été dans l'intention de l'appellé d'être payé au comptant, c'est qu'il n'a voulu livrer les marchandises, suivant sa propre facture, que contre de bonnes remises à soixante-quinze jours de date; il a accepté l'effet souscrit à cet effet par Barbenès, et l'a présenté, puisqu'il l'a fait protester; il ne devait donc plus revendiquer les marchandises en nature; par le crédit qu'il a ainsi fait à l'acheteur, il a suivi sa foi, et les marchandises appartenant à celui-ci, *fide habito de prout*;—Considérant que l'usage du commerce dans la ci-devant Alsace, ne différait pas en ce point de ce qui vient d'être établi. A la vérité, le marchand vendeur était en droit de revendiquer en nature la marchandise dont le prix lui était encore dû, mais il fallait pour cela que deux circonstances concourussent ensemble : la première, que cette marchandise se trouvât encore sous cordes et balles, ou sous cape et queue; la deuxième, que la vente en eût été faite sans terme :—Considérant, d'ailleurs, que l'appellé se trouve dans la catégorie d'un vendeur payé par l'acheteur au moment de la livraison; en effet, lorsqu'il fit l'envoi des cotons, il avait pour titre de créance sa facture extraite de ses livres; en acceptant la remise sur Lyon à soixante-quinze jours de date, c'est comme s'il avait échangé ses marchandises contre des lettres de change, lesquelles forment pour lui un titre différent du premier, et lui ouvrant par l'effet du produit une action en rem-

commerciale, en cas de faillite : d'après l'art. 550, Cod. comm. nouv., le privilège et même le droit de revendication, établis par le Code civil au profit du vendeur d'effets mobiliers, ne sont point admis après faillite. Seulement, s'il s'agit de marchandises, le vendeur peut les revendiquer dans les cas et sous les conditions énumérées aux art. 57b et suiv.

(1) Aujourd'hui, le même principe se trouve consacré dans l'art. 2102 du Cod. civ. en ce sens, que le vendeur ne peut revendiquer que dans le cas d'une vente faite sans terme. Mais soit que la vente ait été faite à terme, soit qu'elle ait été faite au comptant, le vendeur a privilège sur le prix des effets, s'ils sont encore dans la possession du débiteur. — Il en est toutefois autrement en matière

boursement du montant d'icelles contre la masse de Barbenès; et il l'a reconnu lui-même, puisque c'est précisément cette action qu'il avait formée dans le principe, et qui fut interrompue par le jugement du 12 brum. an 12, qui a suris jusqu'après l'expiration des délais accordés aux héritiers pour faire inventaire et débiter; la demande de l'appelant n'était donc fondée sous aucun rapport, et il y a lieu de confirmer le jugement qui l'en a débouté; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 4 janvier 1806. — Cour d'appel de Colmar. — Pl., M. Raspieker.

#### TUTELLE. — EFFET RÉTROACTIF.

L'article 380 du Cod. civ. confère la tutelle à la mère, même dans le cas où antérieurement il y a eu un tuteur nommé par le testament de son mari, approuvé par le conseil de famille et par la justice (1).

(La veuve Cuneaz — C. le tuteur de l'enfant de Cuneaz.)

Du 4 janv. 1806. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Paoletti et Trombette.

#### PROTÊT. — BILLET. — OBLIGATION CIVILE. — DOMICILE RÉEL.

Le protêt d'un billet ayant pour cause une obligation civile, ne pouvait, d'après l'ord. de 1673, avoir lieu qu'au domicile réel du souscripteur, alors surtout que le billet était causé valeur reçue comptant.

(Maglin.)

Du 5 janv. 1806. — Cour d'appel de Colmar.

#### DON MUTUEL. — DONATION A CAUSE DE MORT. — RÉSERVE. — LOI DE L'ÉPOQUE.

Une donation mutuelle entre époux, des biens dont ils se trouveront saisis à leur décès, faite avant le Code civil, bien que qualifiée entre vifs, doit être considérée, à l'égard des tiers, comme une disposition à cause de mort, et dont les effets doivent par suite être régis par la loi en vigueur à l'ouverture de la succession. — En conséquence, l'ascendant dans l'une ou l'autre ligne peut demander sa réserve contre le donataire, lorsque le donateur est mort sous l'empire du Code civil. (C. civ. art. 915.) (2).

(Nogaro — C. Legrets.)

Du 6 janv. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Chabroud et Carbonnier.

#### SAISIE IMMOBILIÈRE. — AFFICHES. — CAUTION.

Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, on ne pouvait, à peine de nullité des affiches, y insérer une clause portant que l'adjudicataire serait tenu de fournir, pour la sûreté du paiement, une caution qui devrait être agréée par l'avoué du poursuivant.

(Stadt — C. Elz.)

Du 6 janv. 1806. — Cour d'appel de Trèves.

#### ADJUDICATION. — PROCÈS-VERBAL. — FORMALITÉS.

Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, il était nécessaire, à peine de nullité, que la

procès-verbal d'adjudication contînt le détail des opérations qui avaient eu lieu, et prouvât par là que chacune des formalités prescrites par la loi avaient été observées; à cet égard, il ne suffisait pas de l'énonciation vague que les formalités avaient été remplies (3).

(Gerst — C. Stroblots.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le procès-verbal d'adjudication dont s'agit, porte simplement que les formalités voulues par la loi ont été observées. Or, ces expressions ne justifient aucunement que le ven de la loi ait été rempli; d'abord il ne suffit pas que le procès-verbal d'adjudication vague ment que les formalités ont été observées, il faut qu'on y trouve la preuve de l'observance de la loi, par le détail des opérations qui ont eu lieu; s'il en était autrement, la voie de l'appel ou de la cassation deviendrait illusoire; — Considérant qu'au cas particulier le procès-verbal d'adjudication, à la vérité fait foi, quant aux art. 1, 3 et 12, que la première enchère par chaque article surpassait quinze fois le revenu; mais l'on n'y voit pas si c'est durant les deux premières bougies que cette première enchère a eu lieu, ou si elle n'est survenue qu'à la troisième ou aux suivantes, c'est-à-dire qu'il n'est pas possible de reconnaître si les juges à qui ont pu valablement adjudger ce jour-là, ou s'ils ont dû remettre à 20 ou 30 jours, conformément à l'art. 14 cité; dès lors il faut maintenir que les formalités requises n'ont pas été remplies, et que conséquemment l'adjudication est nulle, d'après les dispositions de la loi du 4 germinal an 2, qui déclare que toute violation de formes prescrites par les lois en matière civile entraînera la nullité, quand même elle ne serait pas prononcée par ces lois; — Annule ladite adjudication, etc.

Du 7 janv. 1806. — Cour d'appel de Colmar. — Pl., MM. Chausson, Marquier et Baumlin.

#### TESTAMENT. — SUGGESTION. — FAITS NON CONCLUSIFS.

Des faits qui ne se rapportent pas immédiatement à la faction d'un testament, ne peuvent servir de fondement à l'action en nullité pour suggestion et captation.

(Vandermont — C. Bernal.)

Du 8 janv. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Séguier. — Pl., MM. Carbonnier, Couture et Delsmalle.

#### TESTAMENT. — CLAUSE CONTRAIRE A LA LIBERTÉ. — NULLITÉ.

La clause par laquelle un testateur donne à ses enfants non mariés une rente pour en jouir par égales portions tant qu'ils resteront dans le célibat, n'est pas susceptible d'être annulée comme contraire à la liberté du mariage, surtout si le testateur a disposé qu'après la mort ou le mariage du dernier des enfants, la rente serait partagée entre eux tous ou leurs représentants.

(Harmosset — C. Dupont.)

Du 8 janv. 1806. — Cour d'appel de Liège. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Warzé et Roly.

(1) V. conf., Agen, 7 prair., et Turin, 6 mess. an 13; — Anal. en ce sens, Bordeaux, 6 mess. an 12.

(2) Le principe qui sert de base à cette décision, à savoir que la donation mutuelle entre époux est

une disposition à cause de mort, a été souvent consacré. — V. Cass. 14 prair. an 13; 8 vend. an 14.

(3) V. conf., Colmar, 18 niv. an 11, et la note.

**SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — VENTE DE DROITS SUCCESSIFS. — DÉFAUT D'INVENTAIRE. — DÉCHÉANCE.**

*L'héritier bénéficiaire qui vend ses droits successifs sans avoir fait un bon et fidèle inventaire, ou sans le faire faire par son acquéreur, est par cela seul déchu et devient héritier pur et simple (1).*

(Mondenard et Lavieville Saint-Chamond — C. Petit-Thonars.)

Le sieur Lavieville de Saint-Chamond est mort en l'an 6, à Paris, en chambre garnie. — Le 9 brum. de la même année, le juge du paix a apposé le scellé sur un carton contenant des papiers, et fait une description sommaire des linges et vêtements à l'usage du défunt. Le tout a été laissé à la garde de la dame de Saint-Chamond, sa veuve. — Le 13 pluv. suivant, son fils se fait admettre par les juges du tribunal de la Seine au bénéfice d'inventaire; mais il ne fait point inventaire. La veuve, séparée de biens, n'en fait pas davantage. — Cependant par acte du 13 therm. an 7, le sieur Saint-Chamond fils, vend ses droits successifs au sieur de Mondenard. — Plusieurs créanciers avaient formé opposition à la levée des scellés. La levée ayant été requise par le sieur de Mondenard, en qualité de cessionnaire de l'héritier bénéficiaire, le juge du paix ordonna l'apport du carton le 26 brum. an 11, lequel, après inventaire des papiers qu'il contenait, fut remis au sieur de Mondenard. — Dans cet état, le sieur Petit-Thonars, créancier du défunt s'est pourvu contre le sieur de Saint-Chamond fils, et contre le sieur de Mondenard, acquéreur, au tribunal civil de la Seine, pour les faire condamner solidairement à lui payer le montant de sa créance. — Le prétendu héritier bénéficiaire et l'acquéreur s'en sont défendus; l'un en prétendant qu'il n'avait accepté la succession que sous bénéfice d'inventaire; l'autre en soutenant qu'il ne l'avait acquise que sous ce bénéfice.

17 flor. an 13, jugement qui les condamne solidairement, attendu que le sieur de Saint-Chamond fils, n'avait été admis au bénéfice d'inventaire, qu'à la charge de faire inventaire; que les scellés apposés le 9 brum. an 6 n'avaient été levés que le 26 brum. an 11, cinq ans après; que l'inventaire fait à cette époque était incomplet et inexact; que d'ailleurs le sieur de Saint-Chamond n'ayant pas attendu l'inventaire pour céder ses droits successifs, avait fait acte d'héritier, et que le cessionnaire qui ne représentait qu'un héritier pur et simple était tenu conjointement et solidairement avec lui des dettes du défunt.

(1) V. anal. en ce sens, Amiens, 2 mai 1806. — F. ansai, *Bilbard, du Bénéfice d'inventaire*, p. 468.

(2) L'arrêt que nous rapportons est une interprétation de l'art. 6 du tit. 11 de l'ord. de 1667, qui prescrivait la refusion des dépens du défaut, sans que ces dépens pussent être remis en définitive, lorsque la partie voulait former opposition à l'arrêt qui l'avait condamnée. Il résulte de la décision ci-dessus, que le principe était applicable dans tous les cas de défaut *faute de comparaitre*, soit que l'intimé défaillant eût jugé l'appel irrecevable, soit qu'il l'eût considéré comme mal fondé. Mais il en était autrement dans les cas de défaut *faute de plaider*: *Cass.*, 21 vend. an 10. — Cette doctrine sur la refusion des dépens du défaut serait inapplicable aujourd'hui. La jurisprudence, ce il est vrai, n'est pas fixée sur ce point. Dans le sens de la refusion, V. Rennes, 26 avril 1814; Grenoble, 2 fr. 1818; Caen, 4 juill. 1826. — En sens contraire, Rome, 17 janv. 1811; Paris, 13

**Appel.**

**ARRÊT.**

LA COUR; — Attendu que l'héritier bénéficiaire qui vend ses droits successifs sans avoir fait bon et fidèle inventaire, ou sans le faire faire par son acquéreur, est réputé héritier pur et simple; et encore admettant les autres motifs des premiers juges, — A mis et met l'appellation au néant, etc.

Du 9 janv. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Blondel. — Pl., MM. Gicquel et Moreau.

**1<sup>o</sup> JUGEMENT PAR DÉFAUT. — DÉPENS.**

**2<sup>o</sup> APPEL CIVIL. — SIGNIFICATION. — DOMICILE ÉLU.**

**3<sup>o</sup> AJOURNEMENT. — DÉLAIS.**

1<sup>o</sup> *L'intimé qui, sous l'ordon. de 1667, faisait défaut, devait, en cas d'apposition de sa part, payer les frais de l'arrêt par défaut, tout aussi bien lorsqu'il soutenait l'appel non recevable que lorsqu'il le prétendait mal fondé (2).*

2<sup>o</sup> *L'appel est valablement signifié au domicile élu sans réserves en première instance, surtout lorsque depuis le jugement, l'intimé paraît persévérer dans sa première élection.*

3<sup>o</sup> *La partie qui demeure hors du ressort d'une Cour d'appel où elle est traduite, n'a pas pour comparaitre, le délai de deux mois que l'ordonnance de 1667 accordait à la partie domiciliée hors du ressort du parlement où on l'assignait.*

(Imminck — C. Laforest.)

Le sieur Laforest, contre-maître du sieur Imminck, assigna celui-ci pour le faire condamner à lui payer une somme de 900 fr. pour deux années d'appointemens. — Imminck opposa une compensation que le tribunal rejeta, et il fut condamné à payer la somme demandée, par jugement du 10 fruct. an 13. — Le 29 du même mois, appel par Imminck, qui le signifiâ au domicile élu par Laforest, dans son exploit introductif d'instance. — 13 vend. an 14, prestation de nullité contre l'appel signifié, par Laforest, attendu que le jugement est en premier et dernier ressort. — Le 5 frim., Imminck prend sa grosse un défaut contre Laforest, faute de se présenter. 28 du même mois, arrêt qui déclare le défaut bien obtenu et adjoit les conclusions de l'appelant. — L'arrêt est signifié le 6 niv., toujours au domicile élu par Laforest. — Celui-ci forme opposition le 2 janv. 1806. — Enfin, les parties viennent à l'audience sur la demande d'Imminck, qui soutient que Laforest doit avant tout refondre les dépens du défaut.

mars 1813. — Cette dernière opinion nous paraît plus conforme à la loi. En principe, c'est à celui qui succombe à supporter les dépens (C. pr., 130), et rien n'indique que le législateur nouveau ait entendu exclure de cette règle les dépens du défaut, qu'il est juste d'ailleurs de faire supporter à celui qui l'a obtenu, s'il est démontré, par l'événement, que la contestation était injuste et mal fondée de sa part. Il faut conclure de ce que le législateur n'a pas reproduit la disposition de l'ordonnance de 1667, qu'il a voulu abroger l'ancienne jurisprudence sur ce point. Cette décision est d'ailleurs, qu'une application de la règle générale écrite dans l'art. 1041 du Cod. de pr., aux termes duquel sont abrogés toutes les lois, coutumes, usages et réglemens relatifs à la procédure, non maintenus par la loi nouvelle. *Sic*, Merlin, *v<sup>o</sup> Opposition à un jugement*, § 3, art. 1, n<sup>o</sup> 4; Chauveau, *Commentaire du tarif*, t. 1, p. 233, n<sup>o</sup> 37.



Laforest se défend en soutenant, 1<sup>o</sup> que l'appel étant d'un jugement rendu en dernier ressort, il n'était pas recevable, et qu'ainsi, lui, Laforest, n'était pas tenu de se présenter; 2<sup>o</sup> qu'il n'était point signifié à son véritable domicile; 3<sup>o</sup> que demeurant hors du ressort de la Cour d'appel, on n'avait point observé à son égard les délais prescrits par l'ordonnance.

## ARRÊT.

LA COUR:—Considérant, 1<sup>o</sup> que l'intimé doit comparaitre sur l'appel qu'il soutient non recevable, comme sur celui qu'il soutient mal fondé;

\* Que le sieur Laforest a fait élection de domicile pour le procès d'entre lui et le sieur Imminck; que l'instance d'appel est une suite de ce procès; que le sieur Laforest a persisté à cette élection de domicile, et depuis le jugement de première instance, et même depuis l'appel;

3<sup>o</sup> Que l'art. 4, tit. 3, ordonn. 1667, cité par l'intimé, était basé sur une démarcation de territoires qui n'existe plus, et que, dans l'état actuel, les délais ne peuvent être calculés que d'après les distances effectives;—Sans s'arrêter à la demande en nullité proposée par le sieur Laforest, dont il est débouté;—Ordonne qu'il rembourse les dépens refusables, etc.

Du 9 janv. 1806.—Cour d'appel de Rouen.—1<sup>re</sup> sect.—Concl., M. Fouquet, proc. gén.

## ENQUÊTE.—SIGNIFICATION.—DÉLAI.—FOLCLUSION.

Avant le Code de procédure et sous l'empire de l'ordonn. de 1667, la signification qu'une partie faisait du jugement qui admettait la preuve, ne faisait pas courir contre elle le délai pour la confection de l'enquête; il ne courait alors que contre la partie adverse; si celle-ci voulait faire courir le délai contre la partie qui lui avait signifié le jugement, il fallait qu'à son tour elle le lui fit signifier. (Ordonn. de 1667, tit. 3, art. 2.) (1)

(Gay—C. Trèves.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que les mots (dans lesquels est conçu l'art. 2) du jour de la signification du jugement faite à la partie ou à son procureur, quelque généraux qu'ils puissent d'abord paraître, pour en induire qu'il est indifférent que la signification soit faite par l'une ou par l'autre des parties, ils doivent cependant, d'après les règles d'une juste interprétation, être entendus, non de la signification du jugement faite à la diligence de la même partie qui l'a obtenu, mais bien de la signification qui aurait été faite par l'autre partie contre laquelle a été rendu le jugement qui admet les faits et articles; car si l'on adoptait la première intelligence, il en résulterait deux conséquences également contraires aux principes du droit, savoir: qu'une partie viendrait à se forcer elle-même et qu'on pourrait se servir des diligences d'une partie pour établir contre elle une fin de non-recevoir;—Considérant que l'intelligence restrictive qu'on vient de donner à la loi dont il s'agit est d'autant moins susceptible de doute, qu'il est attesté par Jousse, dans son commentaire sur la même ordonnance de 1667, que les tribunaux de la France se tenaient à cette intelligence comme à une maxime constante;—Considérant que cette maxime reçoit son application dans l'es-

pèce, puisque la signification des deux jugemens des 21 brum. et 24 niv. an 13 n'a été faite que par Gay à Trèves; par conséquent, le délai fixé par la loi pour l'enquête n'a pu courir au préjudice du même Gay, à qui, pour l'effet de la conclusion, Trèves aurait dû faire signifier les jugemens susdits;—Dit avoir été mal jugé par le jugement dont est appel; émettant, auparavant que de rendre droit sur le fond, déclare loisible à Gay de faire procéder à l'enquête; et ce dans le délai fixé par la loi en vigueur, à compter du jour de la signification du présent arrêt, à la diligence de Trèves, et sauf à celui-ci la preuve contraire, etc.

Du 11 janv. 1806.—Cour d'appel de Turin.—Pl., MM. Molineri et Pean.

## ARBITRE (TIERS).—DISSENTIMENT.—PROCES-VERBAL.—JUGEMENT.—SIGNATURE.

Il n'est pas absolument nécessaire, à peine de nullité de la décision du tiers arbitre, que le dissentiment des arbitres divisés soit constaté par un procès-verbal.—A cet égard, il suffit que ce dissentiment résulte des actes de la procédure (2).

Est valable le jugement arbitral prononcé par le tiers arbitre et l'un des deux arbitres en présence de l'autre, encore que celui-ci refuse de prendre part au jugement, et de le signer (3).

(Argenta—C. Ferro.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que l'avocat Sereno a été, par le compromis, nommé tiers arbitre en cas de partage; par conséquent, s'il y a eu réellement partage d'opinion entre les deux premiers arbitres, ce fut le cas où, conformément au même compromis, le tiers arbitre devait s'ingérer; que ce partage est pleinement constaté par les conclusions que les deux arbitres Pastore et Rossi ont signées et remises au tiers arbitre Sereno pour l'intérêt de l'appelante et de l'intimé, respectivement; l'un et l'autre desdits arbitres ayant par le préteux parties leur ministère en qualité de défenseurs.—D'ailleurs, aucune loi n'exige que, pour en venir au tiers arbitre, le partage entre les deux arbitres doive résulter d'un procès-verbal. Il suffit qu'il y en ait eu une preuve suffisante; telle est, sans doute, celle qui résulte de la contrariété des conclusions susdites;

Considérant qu'il ne s'agit pas, en l'espèce, d'un jugement que deux seuls de trois arbitres élus par les parties aient rendu en l'absence du troisième; dans lequel cas, certes, le jugement serait nul, ainsi qu'on l'apprend des différens textes du droit romain; mais il est question d'un jugement que deux des arbitres ont prononcé en présence de l'autre arbitre qui, ayant refusé de signer le jugement dont les deux autres étaient déjà convenus, a par là indiqué de nouveau d'une manière non équivoque qu'il persistait dans son opinion, contraire à celle des deux autres arbitres;—Et voici l'espèce où doivent leur juste application les autorités ci-après, savoir: la loi 17 de Receptis, § 7: *Celsum, y est-il dit, libro 2<sup>o</sup> Digestorum, scribit, si inter fuerit compromissum sufficere duorum consensus et praesens fuerit et tertius*. La loi 39 de Re judicatis ainsi conçue: *Duo ex tribus*

également contre celui qui a signifié le jugement.

(2) V. anal. en ce sens, Cass. 18 mai 1814; 3 janv. 1826.

(3) V. anal. en ce sens, Rennes, 12 déc. 1809.

(1) V. conf., Cass. 7 flor. an 10.—La question ne peut plus se représenter aujourd'hui; elle a été tranchée par l'art. 257 du Cod. de pr., qui, après avoir déterminé les délais dans lesquels l'enquête doit être commencée, ajoute: ces délais courent

*judicibus, uno absente, judicare non possunt, quippe omnes iudicari jussi sunt: sed si adsit, et contrasentiat, statim duorum sententia: quid enim minus verum omnes judicasse? Enfin, la définition 3 du Code Fabrien, titre de Arbitris, qui s'explique dans les termes ci-après: Si in tres compromissum sit, et duo consentiant, altero presentia, licet dissensiente, valet sententia; non itam, si tertius abesse fuerit;—Considérant qu'en analysant les moyens par lesquels l'appellante a argué de dol ou de partialité les arbitres qui ont rendu le jugement du 16 germinal, ils paraissent tous absolument dénués de fondement;—Considérant que de tout ce qu'on vient d'observer, il s'ensuit que la demande en nullité proposée contre le jugement arbitral dont il est question fut, justement rejetée par le tribunal de première instance;—Dit bien jugé, etc.*

Du 11 janv. 1806.—Cour d'appel de Turin.

#### SAISIE-ARRÊT.—MEUBLES.—SAISIE-EXÉCUTION.

*La saisie des choses mobilières déposées en main tierce, encore qu'il y ait un déplacement et établissement de gardien, ne doit pas être rangée dans la classe des saisies-exécutions, et n'est pas soumise aux mêmes formalités.*—C'est une saisie-arrêt. (Ordonn. de 1667, tit. 33.—C. proc., art. 583, anal.) (1) (Paravicin—C. Huvelin.)

En vertu de jugemens passés en force de chose jugée, le sieur Huvelin fit procéder contre le sieur Paravicin, étranger, son débiteur, à la saisie de deux voitures, chevaux et harnais, qui se trouvaient à Strasbourg, au lieu dit le Haras.—Cette saisie fut suivie du déplacement des objets saisis et d'établissement d'un gardien.—Le sieur Paravicin, alors en passage à Strasbourg, où il était logé en hôtel garni, provoqua la nullité de cette saisie, mais il fut débouté de sa demande par jugement du 11 vend. an 14.

Sur l'appel porté devant la Cour de Colmar, il a prétendu que les poursuites exercées contre lui avaient tous les caractères d'une saisie-exécution, et que, par conséquent, elles devaient être annulées comme n'étant pas conformes aux dispositions du titre 33 de l'ordonn. de 1667.

Le sieur Huvelin a prétendu, de son côté, que cet acte était une saisie-arrêt non soumise aux dispositions invoquées.

#### ARRÊT.

**LA COUR:**—Considérant qu'en effet l'exploit du 19 flor. an 13 ne contient pas une saisie-exécution faite à domicile, mais une saisie-arrêt de choses mobilières se trouvant hors du domicile du débiteur, et qui ont pu être mises sous la main de la justice sans qu'il fut nécessaire, comme possible ou prudent, de s'adresser au domicile de l'appellant; que cette saisie-arrêt est de l'espèce de celles qui ont lieu tous les jours sur des marchandises trouvées en route, ou dans

une auberge, ou dans une douane, et qu'un créancier peut faire arrêter en présence ou absence de son débiteur; que l'appellant, qui prend encore actuellement la qualité de négociant de Bâle, ne justifie pas que le domicile à Strasbourg, où la saisie dont il s'agit lui a été dénoncée, soit garu de meubles à lui appartenant; que l'intimé a dû prendre des précautions pour que les choses mobilières de son débiteur, qu'il a apprises être au Haras, pussent être saisies avant qu'elles lui échappassent; que le jugement dont est appel est juridique à cet égard, d'autant, d'ailleurs, que l'appellant n'a proposé ses moyens qu'en cause d'appel;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 13 janv. 1806.—Cour d'appel de Colmar.  
—Pl., MM. König et Rapieler.

#### 1<sup>o</sup> ADJUDICATION.—DIVISIBILITÉ.

#### 2<sup>o</sup> SAISIE IMMOBILIÈRE.—AFFICHES.—NOTIFICATION.

*1<sup>o</sup> Sous l'empire de la loi du 11 brumaire an 7, deux maisons n'ont pu être enchérées et adjugées conjointement, lorsqu'elles étaient taxées à la contribution foncière sous deux cotes différentes, que l'affiche les détaillait séparément, et qu'il y avait deux mises à prix distinctes.*

*2<sup>o</sup> Les affiches pour parvenir à l'adjudication devaient, d'après la loi du 11 brumaire an 7, être notifiées aux créanciers inscrits à peine de nullité. (3).*

(Marx et Welles—C. Bardonnet et Vogel.)  
Du 14 janv. 1806.—Cour d'appel de Colmar.

#### MINEUR.—VENTE.—AFFICHES.—PREUVE.

*Dans les pays de droit écrit, bien que les lois romaines n'aussent pas imposé la nécessité des affiches pour l'aliénation des biens des mineurs, il était nécessaire à peine de nullité, que cette formalité fut remplie (3).—Les publications à son de trompe qui avaient précédé la vente ne remplaçaient pas celles qui résultaient de l'apposition des affiches. La preuve que des publications par affiches avaient eu lieu, devait résulter des actes destinés à constater l'accomplissement de ces formalités, et ne pouvait être faite par témoins.*

(Guiraud et Laflèche.)

Du 14 janv. 1806.—Cour d'appel de Toulouse.—Pl.—MM. Carles et Dubernard.

#### LIBÉRATION.—REMISE DE TITRE.—FRAUDE.

*Lorsqu'un débiteur est en possession du titre original de sa dette, il est censé le tenir du créancier par suite de libération ou de remise de la dette. — En conséquence, c'est à celui qui prétend que le créancier n'a été dessaisi des titres que par l'effet de la fraude, à prouver son allégation. (L. 2. ff. de Pactis; Cod. civ. art. 1282) (4).*

le créancier lui avait fait remise de la dette. Au premier cas, la possession faisait présumer le paiement et la preuve du contraire incombait au créancier; au second, la possession était insuffisante, et c'était au débiteur à prouver son allégation.—Mais, suivant Pothier, qui indique cette distinction pour la combatre, la possession du titre par le débiteur faisait toujours présumer qu'il lui avait été rendu par le créancier, ou comme acquitté ou comme remis (V. des Obligations, n<sup>o</sup> 609). C'est aussi ce qu'il faudrait décider aujourd'hui.—Conf., Toullier, l. 7, n<sup>o</sup> 324 et 325; Duranton, l. 12, n<sup>o</sup> 362.

(1) V. en ce sens, Carré, *Lois de la procédure civile*, sur l'art. 583 du Cod. de procédure.

(2) Il en est de même d'après le Cod. de procédure (art. 695 et 717).

(3) V. anal. en sens contraire, Cass. 7 janv. 1817, arrêt qui décide qu'il suffisait du décret du juge, aux termes des lois romaines.

(4) V. en ce sens, Colmar, 6 mars 1816. Boiceau faisant, sur ce point, une distinction entre le cas où le débiteur qui avait le titre entre ses mains alléguait qu'il avait payé, et celui où il soutenait que

(D'Olive-C. Vilecek.)

Jugement du tribunal de Mœstrecht, en ces termes : — « Considérant que le seul fait constant dans la procédure, c'est que les billets dont il s'agit, souscrits par le président de Vilecek, ont été retrouvés dans ses papiers après sa mort; qu'il ne s'agit donc que de décider si le retour de ces billets entre ses mains, produit ou suppose sa libération; — Vu la-dessus la loi 2, ff. de Pactis; — Considérant que rien n'est sans doute plus naturel que de croire que le créancier qui remet à son débiteur le titre sous seing privé qu'il a souscrit, a remis la dette, ou qu'il en a reçu le paiement; que la remise de ce titre ne saurait avoir d'autre but que d'assurer la libération du débiteur, puisque le créancier qui s'en dessaisit ne se laisse aucun moyen de faire valoir ses droits; — Considérant que toutes les fois que le débiteur se trouve en possession du titre original de sa dette, il est censé le tenir des mains de son créancier, à moins que celui-ci ne prouve, ce qui ne peut se présumer, que cette possession est indépendante de sa volonté, qu'elle n'est que le résultat de la fraude, de la violence ou de la mauvaise foi; — Considérant que l'autorité de la raison et les termes précis de la loi elle-même ne sauraient fléchir devant l'opinion de quelques commentateurs qui, plus sévères que la loi, la détruiraient au lieu de l'interpréter, lui ôtent tous ses effets en voulant en fixer les limites; — Considérant que les principes établis par la loi citée, sanctionnés par la jurisprudence, ont reçu un nouvel hommage du Code civil, qui, loin d'adopter les restrictions établies par le demandeur, et les auteurs qu'il invoque, a donné à ces principes beaucoup plus de développement et d'étendue en faveur des débiteurs; qu'en effet la remise volontaire du titre original qui, d'après le droit romain, n'était qu'une simple présomption que le créancier pouvait détruire par une preuve contraire, est convertie par l'art. 1282, Code civil., au profit du débiteur, en une présomption légale qui exclut toute preuve qui tendrait à la détruire ou à l'altérer, parce que, suivant l'orateur chargé de développer les motifs de cette disposition, la remise volontaire du titre original sous signature privée par le créancier au débiteur, fait preuve de la libération. Cette remise du titre équivaut à une quittance. Le créancier s'est lui-même mis hors d'état d'intenter aucune action. Mais il faut que la remise ait été volontaire. Il est possible que le titre soit tombé dans les mains du débiteur à l'insu ou contre le gré du créancier, et qu'il y ait eu surprise ou abus de confiance. La preuve de ces faits est admissible, lors même qu'il s'agit d'une somme de plus de 150 fr. Ce n'est pas une obligation que l'on veuille établir, c'est l'abrogation du fait d'une remise volontaire du titre, qui est contestée. Cette preuve ne doit pas être à la charge du débiteur, parce que la remise du titre étant un moyen naturel et usité de se libérer, il faut, pour écarter ce moyen, prouver qu'il n'existe pas réellement, et que la remise n'est pas volontaire. »

Appel par le sieur d'Olive.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges. — Met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sera exécuté.

Du 15 janv. 1806. — Cour d'appel de Liège. — 1<sup>re</sup> sect.

(1) C'est la disposition de l'art. 1255 du Cod. civ. V. sur ce point, Toullier. t. 7, n° 176, et Pothier, des Obligations, n° 529 et suiv.

## PAIEMENT. — QUITTANCE. — IMPUTATION.

*Si la quittance désigne spécialement celle des deux dettes sur laquelle l'imputation a été faite, le débiteur ne peut demander l'imputation sur une dette différente quoiqu'il y ait onéreux.* (Cod. Civ., art. 1255.) (1)

(Martini — C. Cressetier.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'imputation sur la dette la plus onéreuse ou sur la dette échue, préférentiellement à celle qui ne l'est pas, n'a lieu que dans le silence de la quittance et lorsque la justice est obligée d'interpréter l'intention des parties; — Qu'au contraire, si la quittance désigne spécialement celle des deux dettes sur laquelle l'imputation a été faite, le débiteur ne peut, contre le témoignage de la quittance, demander l'imputation sur une dette différente, à moins qu'il n'y ait eu dol ou surprise de la part du créancier; — Confirme, etc.

Du 16 janv. 1806. — Cour d'appel d'Aix.

## STATUT MATRIMONIAL. — REPRISES. — PRIVILÈGE.

*Une femme mariée sous l'empire d'une coutume qui lui accordait privilège, pour ses reprises dotales, contre les créanciers de son mari, peut exercer ce privilège, encore que la domicile conjugal soit établi dans un lieu régi par une coutume (telles que celle de Bruxelles), qui refuse à la femme tout droit de préférence contre les créanciers du mari.*

(Dame Veydt — C. créanciers Veydt.)

Du 17 janv. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Vandeuplas et Girardin.

## OFFICE. — CESSIION. — SUPPRESSION.

*La cession de la jouissance d'un office moyennant une redevance annuelle, peut, suivant les circonstances, n'être pas considérée comme emportant vente proprement dite. En conséquence, dans ce cas, la suppression ultérieure de l'office fait cesser l'obligation de continuer le service de la rente (2).*

(Authes — C. Authes.)

Du 17 janv. 1806. — Cour d'appel de Trèves.

## ASSURANCE MARITIME. — ÉCHELLE.

*La faculté de faire échelle, donnée par la police d'assurance n'emporte pas la faculté de rétrograder (3).*

(Schmark — C. C<sup>e</sup> d'assurances.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'assurance sur le cargaison, d'après les polices, est à prime simple pour le voyage de l'aller, à l'effet de mettre les marchandises à terre, à l'île Saint-Domingue; que le Cap-Français y a été indiqué comme principal point de la direction du navire; qu'il était libre au capitaine de décharger tout ou partie de ses marchandises dans ce port ou dans tout autre port de la colonie; qu'il est incontestable que les risques des assureurs sur le cargaison étaient à courir jusqu'à la décharge de la marchandise à terre à bon sauvement; qu'aucun port de la colonie n'était excepté pour cet objet; ils lui étaient tous ouverts; au moyen de quoi le point central de la clause est dans la fixation de la marche que le capitaine avait à suivre pour les accéder; — Considérant que dans la juste acception de la clause par laquelle, en fait d'assurance maritime, il est permis au navire de faire échelle, cette sit-

(2) F. anal. dans le même sens, Cass. 26 pluv., an 11.

(3) F. en ce sens, Boulay-Paty, t. 4, p. 157.

pulation énonce une faculté donnée au capitaine, de stationner dans les différens ports qui sont sur la ligne qu'il a à parcourir pour arriver au terme du voyage assuré ; — Considérant qu'il est de principe fondé sur les règles générales des obligations conventionnelles, et particulièrement sur l'art. 36, liv. 3, tit. 6 de l'ordonn. de la marine, qu'il n'est pas permis d'étendre les risques des assureurs au delà de ce qui a été prévu et stipulé : c'est pourquoi la faculté de faire échelle n'emporte point celle de rétrograder, lorsque le capitaine n'y est point autorisé par une disposition particulière de la police ; — Considérant que dans les polices souscrites par les parties, on ne voit à cet égard, ni autorisation formelle, ni même autorisation tacite ; que l'autorisation tacite ne s'y rencontrerait qu'autant que le navire n'aurait pas pu remplir, sans rétrogradation, toute l'étendue de la navigation stipulée ; ce qui serait arrivé si on lui eût donné pour direction droite et nécessaire, un port du centre de l'île, avec faculté d'en relever pour aller de là dans un ou plusieurs ports de la colonie ; mais le Cap-François lui ayant été indiqué comme premier port d'entrée, il est manifeste qu'il lui était très facile de se rendre de là, sans rétrogradation, dans chacun des autres ports où il aurait jugé convenable d'aborder ; qu'il était même dans l'ordre naturel de sa direction déterminée, qu'il ne fit aucune marche rétrograde ; ce qui exclut toute idée d'autorisation tacite ; — Considérant que si on scrute maintenant l'intention des parties contractantes, elle s'élève également contre le système des marches rétrogrades ; qu'en effet il est reconnu que la faculté d'aller avant ou arrière, à dextre ou à sénestre, formules usitées pour donner au capitaine le droit de rétrograder, a été, depuis nombre d'années, retranchée des polices de la place du Havre ; que le motif de cette suppression n'est pas, comme le disaient les appeians, dans la spéculation d'une augmentation de prime par chaque station, l'idée de ce surcroît n'ayant rien d'inconciliable avec l'existence des précédentes formules ; qu'au contraire il est tout entier dans l'abolition même du droit général de rétrogradation, puisque l'ancienne formule n'a été remplacée par aucune autre équivalente, et dans la liberté que les assureurs ont voulu recouvrer, de refuser ou consentir ces sortes de clauses suivant les circonstances ; que, dans le fait particulier, la production de la police du navire la *Justine* prouve évidemment que dans le droit de rétrograder, comme il était entendu entre les parties, elles avaient soin de le stipuler explicitement et à une prime double de celles convenues par les polices qui sont l'objet de la contestation ; — Considérant que, dans cet état de choses, le capitaine Thomas, venant de l'Est, et devant longer la côte septentrionale de Saint-Domingue, pouvait débarquer sa marchandise, soit au Cap-François, soit au môle Saint-Nicolas, ou en tout autre port de la colonie qu'il croyait utile d'aborder ; mais une fois entré dans un de ces ports, il ne lui était pas facultatif, dans le voyage de l'aller, de rétrograder, et conséquemment de revenir, par exemple, du môle Saint-Nicolas au Cap, ni de Saint-Marc au môle Saint-Nicolas, pour se reporter ensuite plus loin, et multiplier par là les marches et les contre-marches à son gré, et d'allonger à l'infini le voyage de la cargaison, aux

risques des assureurs ; qu'alors chaque fois qu'il relevait d'un port avec tout ou partie de son chargement, il devait reprendre la suite de la même ligne pour se rendre successivement dans les autres ports de la colonie jusqu'à Jacquemel, qui était le terme absoin du voyage de l'aller ; — Considérant que, dans l'espèce particulière, il est reconnu qu'il y a 120 lieues du Cap-François à Jérémie, et 25 lieues de Jérémie aux Cayes ; par conséquent, en suivant l'ordre naturel de la situation des ports, si, comme il devait le faire, le capitaine eût touché à Jérémie avant d'entrer aux Cayes, il aurait accédé ces deux places en parcourant seulement un espace de 145 lieues ; au lieu qu'ayant pris l'inverse, c'est-à-dire s'étant rendu du Cap-François directement aux Cayes pour revenir sur Jérémie, il a manifestement, sous ce seul point de vue, prolongé de 25 lieues le voyage de la cargaison, et augmenté d'autant les risques ; ce qu'il n'avait pas le droit de faire ; qu'ainsi il faut conclure de la direction qu'il a prise du Cap-François aux Cayes, qu'il s'est volontairement interdit l'accès des ports intermédiaires, aux risques toutefois des assureurs pour la décharge des marchandises ; et que ne pouvant plus y revenir avec la cargaison à leur propre garantie, il lui restait néanmoins, si les troubles civils l'obligeaient à relever des Cayes sans y avoir mis à terre son reste, la faculté de cingler vers Jacquemel ; mais au lieu d'aller dans ce dernier port, ayant préféré revenir, sans nécessité, des Cayes à Jérémie, le port des Cayes est devenu, par son propre fait, le terme du voyage de l'aller, et par conséquent le terme des risques des assureurs, quant au reste des marchandises assurées ; — Considérant que l'argument tiré de la prétendue force majeure, est un moyen présenté, pour la première fois, en cause d'appel ; que s'il eût été sérieux, les assurés n'auraient point manqué de le proposer en première instance ; que, dans le fait, il est établi, contre le rapport du capitaine, que les noirs ne sont entrés aux Cayes que près de trois mois après le départ du navire la *Solide* ; d'où il suit que le navire ayant été capturé par le travers de l'île-à-Vache, où il passait pour se rendre des Cayes à Jérémie, le sinistre ne peut, en ce qui concerne la cargaison, être mis, sous aucun prétexte, sur le compte des assureurs ; — Confirme le jugement arbitral, etc.

Du 18 janv. 1806. — Cour d'appel de Rouen. — Pl., MM. du Tronchet et Durcel.

#### PROROGATION DE JURIDICTION. — JUGEMENT DE PAIX. — ARBITRAGE.

*Lorsque, sur le consentement des deux parties, un juge de paix a rendu, dans la forme ordinaire, un jugement portant condamnation de l'un d'elles au paiement d'une somme qui excède le taux de la compétence de ce magistrat, ce jugement ne peut être considéré comme une simple décision arbitrale qui ait besoin de l'ordonnance d'exécution ; il est exécutoire par lui-même, et forme un titre suffisant pour opérer une expropriation forcée (1).*

(Finani—C. Mascarel.)

Mascarel avait été assigné par Finani devant l'un des juges de paix de Rouen, pour être condamné au paiement d'une somme de 1721 liv. à raison de travaux faits pour son compte. — Le 23

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 3 frim. an 9, et la note. — La prorogation de juridiction, quand elle est valablement faite, conserve au juge son caractère et à sa décision tous les effets légaux attachés aux jugemens. Les magistrats ne pourraient même,

avril 1792, jour indiqué, Mascarel comparait, mais il fait observer que le juge de paix est incompétent; néanmoins il déclare consentir à prendre ce magistrat pour juge, pourvu qu'il lui soit accordé un délai, et qu'il ne soit tenu de payer la somme réclamée qu'à raison de 100 liv., tous les trois mois; Finant y accède. — Le juge de paix, sur l'avis de ses assesseurs, rend un jugement par lequel il condamne Mascarel, de son obéissance et du consentement du sieur Finant, à payer à ce dernier la somme de 1721 liv. dans les termes convenus; peu de jours après, une expédition délivrée par le greffier est signifiée à Mascarel. — Ultrieurement, celui-ci n'ayant pas payé, Finant lui fait, le 12 frim. an 13, un commandement à fins d'expropriation forcée. Mascarel y forme opposition, prétendant que le jugement rendu contre lui n'est qu'une simple décision arbitrale qui ne peut former un titre exécutoire sans une ordonnance d'exequatur. — Le 13 germ. an 13, jugement du tribunal civil de Rouen dans ce sens. — Appel.

## ARRÊT.

**LA COUR;** — Considérant que le jugement dont il s'agit a été rendu par le juge de paix, comme juge de paix, assisté de ses assesseurs, et qu'il est revêtu de la forme qui appartient aux jugements émanés d'une justice de paix; — Dit qu'il a été mal jugé; — Déclare Mascarel non recevable et mal fondé pour s'opposer aux poursuites en expropriation, dirigées par Finant, etc.

Du 18 janv. 1806. — Cour d'appel de Rouen. — 1<sup>re</sup> sect.

**SUBSTITUTION. — INSTITUTION CONDITIONNELLE.**

*Est réputée non écrite, la clause par laquelle le testateur appelle un tiers à recueillir les biens qu'il donne à un premier institué, dans le cas où celui-ci n'en disposerait pas autrement. Cette clause n'est pas une substitution proprement dite, qui annule l'institution. (C. civ., art. 893.)*

(Platellet — C. Lamirault.)

Du 20 janv. 1806. — Cour d'appel de Paris.

**MANDAT. — ÉTENDUE. — RATIFICATION. — RÉVOCATION.**

*Le pouvoir d'emprunter à constitution de rente comprend celui d'emprunter sous obligation à terme.*

*Le mandant qui reçoit les fonds empruntés par son mandataire, est réputé ratifier l'exécution du mandat.*

*Lorsqu'un débiteur a donné mandat à son créancier de vendre les immeubles hypothéqués à sa créance ou sans formalités de justice*

(1) Sur la question de savoir si l'on peut valablement stipuler, dans une obligation hypothécaire, qu'à défaut de paiement à l'échéance le créancier aura le droit de faire vendre l'immeuble hypothéqué, sans formalités de justice, V. le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne le jugement du tribunal d'appel de Bruxelles du 7 flor. an 9.

(2) Il est constant que le fait du souverain est un fait de force majeure, qui régulièrement doit être supporté par l'acheteur, sans recours contre le vendeur: V. Cass. 27 pluv. an 11, et la note. Mais la garantie de ce fait peut-elle être stipulée? L'affirmative est adoptée par tous les auteurs contraires en ce point à l'arrêt ci-dessus recueilli. V. Duvergier, de la Vente, t. 1<sup>er</sup>, n° 315; Troplong, *ibid.*,

ou par voie d'expropriation forcée, la révocation du mandat, quant au premier chef, n'emporte point révocation quant au second (1).

(Walkiers — C. Danoot.)

Du 22 janv. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., M. Deswarte et Tarte.

**TESTAMENT. — FORMES. — AVEUGLE.**

*Dans l'ancienne Belgique, le testament d'un aveugle n'était soumis, à défaut de dispositions expresses dans les coutumes locales, qu'aux conditions générales de validité prescrites indistinctement pour tous les testaments par l'édit perpétuel de 1611; cet édit avait, sous ce rapport, dérogé aux lois romaines.*

(Héritiers Barbier. — C. Witte.)

Du 23 janv. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., M. Audouin.

**DOMAINES NATIONAUX. — VENTE. — GARANTIE. — FAITS DU SOUVERAIN.**

*La clause de garantie des faits du souverain insérée dans une vente de biens nationaux est du nombre de celles prosrites par l'art. 6 du Code civil. — Cette clause est contraire aux dispositions de la loi, qui a déclaré que l'acquéreur légitime de biens nationaux ne peut pas être dépossédé. — Elle doit donc être réputée non écrite (3).*

(Blondeau — C. Levaut.)

14 germ. an 11, vente à Blondeau, par Levaut, d'un terrain acquis de la nation en l'an 2. — Par cet acte, le vendeur promet à l'acquéreur garantie de ses faits, de ceux de ses auteurs, même de ceux du gouvernement, soit pour appui de fonds, soit pour droit de confirmation, et autres, sous telle dénomination que ce soit, à cause de la nature du bien qui est national.

Blondeau ayant réclamé des sûretés à raison de la clause de garantie qui avait été stipulée, Levaut soutint que cette clause était nulle et réputée non écrite, attendu qu'on ne peut pas supposer que le gouvernement viole la foi publique, en recrachant les acquéreurs que les lois constitutionnelles de l'empire ont proclamés propriétaires incommutables.

Blondeau répond qu'une loi peut être rapportée ou modifiée par une autre loi postérieure; qu'au surplus et de tous les temps on a regardé comme licite la stipulation de garantie contre les faits du gouvernement.

12 pluv. an 12, jugement du tribunal de Pontoise, qui déclare la clause nulle et réputée non écrite.

Appel.

n° 465 et 466; Merlijn, *Répert.*, v° *Fait du souverain*, Quest. de Droit, cod. verb., § 1; Domat, *Lois civ.*, tit. 2, sect. 10. — Il est vrai que dans l'espece de notre arrêt la Cour d'appel semble s'être surtout décidée par ce motif spécial, que la propriété des biens nationaux étant formellement assurée par la loi, il n'est pas permis de prévoir le changement d'un état de choses ainsi consacré, plutôt que sur un motif général pris de ce qu'il ne serait dans aucun cas permis de stipuler la garantie des faits du souverain. Mais comme toute loi, quelque stable qu'elle puisse paraître, peut néanmoins être abolie ou modifiée par des voies plus ou moins régulières, il nous semble qu'il n'y avait pas, dans l'espece, de motif suffisant pour réputer illicite la stipulation de garantie du fait du souverain, stipulation dont tous les auteurs admettent la légalité en principe général.

## ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 94 de l'acte constitutionnel de l'empire, et l'art. 6 du Code civil; — Attendu que la clause dont il s'agit, stipulée dans la contemplation d'appel de fonds, droit de confirmation et autres, etc., sur une vente de biens nationaux légalement consommée, est manifestement contraire aux dispositions de la loi, qui a déclaré que l'acquéreur légitime des biens nationaux légalement vendus ne peut en être dépossédé, et que cette clause, dérogatoire à une loi intéressant l'ordre public, doit être réputée non écrite; — Confirme, etc.

Du 23 janv. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

## DÉLAI. — MATIÈRE COMMERCIALE.

Article 1244 du Code civil, qui permet aux juges d'accorder à un débiteur des délais pour le paiement, et de surseoir aux poursuites, ne s'applique pas en matières commerciales (1). — Dans ce cas, les tribunaux peuvent seulement, aux termes de l'ordonnance des répis de 1669, accorder une surséance de trois mois, sous qu'ils doivent jamais la renouveler.

(Baruc Gougenheim — C. Nicolas Karcher.)

## ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'article 1244 du Code civil n'est point applicable aux opérations commerciales qui ont leurs règles particulières, selon la nature des engagements; et dès lors, cette disposition ne peut être d'aucune influence dans la cause, où il ne s'agit pas d'une dette civile; en effet, l'intimé, en souscrivant un billet qui a tous les caractères d'une lettre de change, a ajouté à son nom ces mots : négociant à Sarre-Union; et dans sa requête au tribunal de Sarre-Union, aux fins d'obtenir des termes, invoquant l'article 1244 du Code, il fonde sa détresse sur le peu de prospérité de son commerce de bétail; dès lors, de son propre aveu, la dette était purement commerciale; — Considérant dès lors que le tribunal dont appel n'a pu accorder des termes à l'intimé, pas même sous le rapport des lois du commerce, ainsi qu'il résulte des dispositions du titre 6 de l'ordonnance des répis du mois d'août 1669, art. 1<sup>er</sup>; et par l'art. 11, il est déclaré qu'aucuns répis ne seront accordés, pour lettres de change, etc. A la vérité, les juges et commis pouvaient, suivant l'art. 1<sup>er</sup>, en condamnant au paiement de quelques sommes, accorder une surséance de trois mois au plus, sans qu'elle pût être renouvelée; or, au cas particulier, la condamnation était déjà intervenue; les juges à quo n'ont donc pu, postérieurement, sans se réformer eux-mêmes, accorder dix-huit mois de terme, lorsque la loi ne leur avait permis que d'en donner trois, au moment où ils ont condamné, et pour cas autre que celui de lettre de change; — Dit qu'il a été mal jugé, etc.

Du 24 janv. 1806. — Cour d'appel de Colmar.

1<sup>re</sup> LIBÉRALITÉ. — SUCCESSION. — RÉPUDIATION.2<sup>o</sup> DOUBLE ÉCRIT. — DÉPÔT.

1<sup>o</sup> Lorsqu'un institué renonce en faveur de son frère à la qualité d'héritier testamentaire, pour s'en tenir à celle moins avantageuse d'héritier légitime, l'acte qui contient cette

renonciation n'est point une libéralité qui doive nécessairement avoir lieu par devant notaires et avec minute.

La repudiation peut avoir lieu par acte sous seing privé, et dans ce cas il suffit d'un seul original.

2<sup>o</sup> Lorsqu'il n'a été fait qu'un simple original d'un acte renfermant des conventions synallagmatiques, ces conventions ne sont point nulles, si l'acte qui les constate a été déposé pour minute dans les mains d'un notaire. (Cod. civ., art. 1335.) (3).

(Les frères Désorgues.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'acte du 24 frim., an 2 n'est point une donation entre vifs, mais une simple renonciation de Desorgues aîné aux avantages à lui faits, et un consentement au partage égal, nonobstant l'institution d'héritier portée en sa faveur par le testament du père commun; qu'un pareil acte, en lui-même, n'avait pas besoin d'être fait double, ne contenant d'abdication ou d'engagement que de la part de Desorgues aîné; mais qu'en tout cas, ayant été dès l'instant même, mis en main tierce, et ensuite déposé pour minute à un notaire qui en a délivré des expéditions aux parties, il est devenu par cela même irrévocable, et aussi indépendant de la volonté respective des contractants que si, dans le principe, il avait été fait double; qu'enfin, cet acte ayant été librement exécuté par les parties pendant neuf ans, ne peut pas être attaqué; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 27 janv. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés. M. Agier. — Pl. MM. Bouthaud et Gicquel.

1<sup>re</sup> ACQUIESCENCE. — ENQUÊTE. — APPEL.2<sup>o</sup> AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — SÉPARATION DE CORPS.3<sup>o</sup> MINISTÈRE PUBLIC. — AVOUÉ.

1<sup>o</sup> La partie qui a exécuté en plaidant au fond un jugement qui rejette des moyens de nullité proposés contre une enquête et ordonne de plaider au fond, n'est plus recevable à interjeter appel de ce jugement.

2<sup>o</sup> Le mari plaident en séparation de corps avec sa femme, et qui par l'organe de son avoué a déclaré ne pas s'opposer à ce qu'elle eût en justice, n'est pas recevable à demander la nullité de l'autorisation de plaider, donnée à sa femme par le tribunal, sous prétexte que cette autorisation ne lui aurait pas été d'abord demandée à lui-même.

3<sup>o</sup> Est nul le jugement lors duquel un avoué a rempli les fonctions du ministère public, si tout en indiquant les causes d'abandon du chef du parquet, le jugement n'indique pas les causes d'absence de ses substitués (3).

(Saubour — C. Couture.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, 1<sup>o</sup> que Saubour a acquiescé à plusieurs reprises, aux jugements dont est appel jusqu'au jugement définitif; qu'il y a acquiescé, notamment, en comparissant devant le tribunal et plaident au fond lors du jugement définitif, puisque le tribunal ayant, par un précédent jugement, rejeté la demande en nullité des enquêtes, et ordonné qu'il serait plaidé au fond, ce jugement est certainement définitif, et néanmoins au lieu de faire appel, Saubour exécute le jugement qui, en confirmant les enquêtes, confirme nécessairement tout le reste de la

(1) V. dans le même sens, Cass. 22 juin 1812; Douai, 13 avril 1814; — En sens contraire, Cass. 31 juill. 1817; Colmar, 22 nov. 1815.

(2) V. anal. dans le même sens, Caen, 24 avril 1822; Bordeaux, 13 mars 1823.

(3) V. sur cette question, nos observations sur un arrêt de la Cour de Montpellier du 14 janv. 1835.

procédure; il y acquiesça donc d'une manière positive.

Pour ce qui concerne le jugement d'autorisation, Soubeyr y avait consenti formellement par le ministère de son avoué; s'en plaindre aujourd'hui est une chicane de sa part, et ses acquiescements le rendent non recevable à appeler d'aucun desdits jugemens.

Attendu 2<sup>e</sup> que la nullité du jugement définitif ne peut être révoquée en doute, les fonctions du procureur impérial ayant été remplies par un avoué, tandis que, d'après les lois relatives à l'ordre judiciaire, elles doivent l'être par un suppléant ou par l'un des juges, et dans le jugement attaqué on dit bien que le procureur impérial s'est abstenu, mais on ne dit pas pourquoi ses suppléants n'ont pas été appelés à le remplacer, le jugement est donc nul, etc.

Du 28 janv. 1806. — Cour d'appel d'Agen. — Prés., M. Lacuée, p. p. — Concl., M. Mouysset, proc. gén. — Pl., MM. Jonve et Ladrix.

#### CONCILIATION. — TRANSACTION. — EFFET.

*Sous l'empire de la loi du 24 août 1790, une transaction faite au bureau de conciliation ne conférait pas au créancier le droit de prendre inscription valable sur les immeubles du débiteur (1).*

(Vendamme—C. Hutteban.)

Du 28 janv. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Audoor et Deswarte.

#### CHAMPART. — FÉODALITÉ. — SUPPRESSION.

*Les droits de champart ou terrage seigneurial,*

(1) Il en serait de même sous le Code de procédure civ., art. 54 ne donnant aux conventions des parties, au bureau de conciliation, que la force d'obligations privées; et l'hypothèque conventionnelle ne pouvant résulter que d'un acte notarié (Cod. civ., art. 2127).

(2) F. conf., Cass. 16 fév. 1809.

(3) La question de savoir si l'enfant naturel, dont la reconnaissance ne résulte pas d'un acte authentique, a droit à des aliments, est une question grave qui divise les auteurs et la jurisprudence. — Dans l'ancien droit cette question ne pouvait se présenter, parce que la recherche de la paternité y était admise. V. Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Aliments*, § 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 6. — Il en était de même sous l'empire de la loi du 12 brum. an 2, qui admettait la reconnaissance faite par acte sous seing privé. Aussi, dans l'espèce, où la reconnaissance avait eu lieu sous la loi de l'an 2, par de simples lettres missives, la difficulté se compliquait-elle d'une question d'effet rétroactif du Code civil, question que l'arrêt a résolue en faveur de l'enfant. V. sur ce point, Chabot, *Quest. transit.*, t. 1, p. 460 et 483.

Sous l'empire du Code, et dans le système qui accorde des aliments à l'enfant naturel irrégulièrement reconnu, en invoque la loi 4, ff. *De agnos. et alimentis liberis*, et la Nov. 89, chap. 12; l'art. 762 qui accorde des aliments aux enfants incestueux et adultérins, quoiqu'ils ne puissent être reconnus. — On fait remarquer qu'il y a une grande différence entre les effets de la reconnaissance par acte authentique, et ceux de la reconnaissance par acte sous seing privé. Dans le premier cas l'enfant naturel acquiert un état personnel qu'il n'avait pas; il entre dans la famille du père, il y prend un nom, des droits successifs, etc. Dans le second cas, il n'a droit qu'à des aliments, et ce droit il le tient bien moins de la loi civile que de la loi naturelle, qui oblige le père à nourrir son enfant. — Dans le sens

qui avant la révolution ont été aliénés avec la directe, ont conservé leur caractère de féodalité, et sont frappés d'abolition, au préjudice des acquéreurs, par les lois des 25 août 1793 et 17 juill. 1793 (2).

(Melden.)

Du 28 janv. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., M. Begens.

#### ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE. — ALIMENTS.

*Celui qui, avant la publication du Code civil, était en possession de l'état d'enfant naturel de tel père, a pu, depuis la promulgation de ce Code, réclamer des aliments dans la succession de ce père, encore qu'il n'eût pas une reconnaissance authentique dans le sens de l'art. 334 (3).*

(Mahul—C. Antoine.)

En 1784, un enfant fut inscrit sur les registres de naissance, à Carcassonne, sous le nom d'Antoine, fils naturel de Mahul, négociant, et de Marthe Combe. — Le sieur Mahul ne fut pas présent à l'acte, et ne le signa pas. Mais, le 27 janvier 1785, il écrivit à Marthe Combe, l'invita à prendre soin d'Antoine, et lui promit de ne jamais oublier qu'il en était le père. Il parait en effet que depuis il a toujours fourni à ses besoins, même après s'être marié, et qu'il lui donna dans plusieurs lettres le titre de fils.

Mahul mourut en l'an 10, et, le 6 fruct. an 12, Antoine fut assigné les héritiers Mahul en partage de la succession, se prétendant enfant naturel reconnu, et subsidiairement soutenant que la reconnaissance et la possession d'état dent il

de cette opinion, J. Paris, 25 prair. an 13; Cass. 16 nov. 1818; — Prendhon, *Traité des personnes*, t. 2, p. 412. — V. aussi Loaré, *Esprit du Code civ.*, t. 2, pag. 100.

Les partisans de l'opinion contraire, ceux qui refusent des aliments à l'enfant, invoquent les art. 203 et 756 du Code civil combinés. — La reconnaissance par acte authentique, disent-ils, est la seule valable, et l'enfant naturel qui réclame en vertu d'un acte sous seing privé, réclame en vertu d'une qualité que la loi ne lui reconnaît pas. — Donner un effet quelconque à une reconnaissance sous seing privé, c'est violer la disposition du Code, qui porte que la recherche de la paternité est interdite. — La paternité et les effets qui en découlent sont indivisibles. Ce principe serait violé si en accordant des aliments à l'enfant naturel, et si on lui refusait en même temps des droits dans la succession. — Dans la sens de ce second système, F. Reuten, 18 fév. 1809; Pau, 18 juill. 1810; Cass. 4 oct. 1812; Dijon, 24 mai 1817; — Toullet, tom. 2, n<sup>o</sup> 976 et 977; Duranton, t. 3, n<sup>o</sup> 231; Loiseau, *Traité des enfans naturels*, p. 561 et suiv.

Sur le point de savoir si l'enfant naturel a le droit de réclamer des aliments, lorsque celui qui a souscrit la reconnaissance s'est obligé par l'acte qui la renferme à leur en fournir, on peut voir pour l'affirm., un arrêt de Paris, du 22 juill. 1811. — Voici comment s'exprime Duranton, t. 3, n<sup>o</sup> 239 et 230, sur cette question : « Il nous semble que l'écrit par lequel un individu, sans faire une reconnaissance formelle, accorderait à son enfant naturel une pension alimentaire, ou lui promettrait, en la sa mero pour lui, une somme annuelle ou fixe, devrait être regardé comme obligatoire. Les tribunaux pourraient le juger ainsi sans contrevenir à aucune loi; car l'obligation n'est pas moins valable, quoique la cause n'en soit pas exprimée (art. 1132)... La question devrait se décider d'après les principes des obligations en général, et non d'après les règles relatives à la reconnaissance des enfans naturels. »

justifiaient suffisamment pour lui faire obtenir des aliments.

27 germ. an 13, jugement du tribunal civil de Carcassonne qui accorde à Antoine un douzième des biens du père.

Appel de la part des héritiers Mahul, fondé sur ce que : 1° L'acte de naissance ne prouvait pas la filiation puisqu'il ne contenait pas la reconnaissance du père (art. 334 du C. civ.); — 2° Que la possession d'état, réunie à l'acte de naissance, ne faisait preuve qu'au profit des enfants légitimes (329); — 3° Que les reconnaissances sous seing privé, ne faisant foi qu'après vérification, exigeaient une certaine espèce de recherche de paternité, prosaite par l'art. 340 qui interdit toute recherche de paternité; et que l'art. 334, en exigeant un acte authentique, défendait par cela même de donner effet aux reconnaissances sous seing privé.

Pour Antoine Mahul, on répondait que, dans l'espèce, le père était décédé sous l'empire de la loi du 12 brum. an 2, qui se contentait de la possession d'état ou d'une reconnaissance sous seing privé, et que c'était par ces motifs que la reconnaissance n'avait pas eu lieu par acte authentique. — D'ailleurs, ajoutait-on, l'article 762 du Code civil permet d'accorder des aliments aux enfants incestueux et adultérins, bien que l'article 335 ne permette pas de les reconnaître par acte authentique. Donc le Code civil entend que pour les aliments des enfants adultérins ou incestueux, on admette d'autres preuves de filiation qu'une reconnaissance par acte authentique. — Or les enfants naturels sont dans une condition plus favorable que les enfants adultérins ou incestueux. — Donc les enfants naturels peuvent obtenir des aliments, sans que leur filiation soit prouvée par acte authentique. — On rappelait enfin que l'arrêté du directoire exécutif, du 12 vent. an 5, rendu sur le rapport de M. Merlin, alors ministre de la justice, consacrait littéralement cette doctrine, que pour obtenir des aliments, les enfants naturels n'ont pas besoin de preuves de filiation aussi puissantes que pour obtenir des droits à la succession de leurs pères.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'extrait de naissance étant appuyé de la possession d'état résultant des insinuations trois lettres, on ne peut ni réformer l'extrait de naissance, ni refuser le nom de Mahul à la partie d'Anduze (l'enfant); — Considérant que l'espèce de successibilité accordée par le Code civil aux enfants nés hors mariage, n'est ouverte que pour ceux d'entre lesdits enfants qui ont en leur faveur une reconnaissance légale, laquelle, aux termes de l'art. 334, doit résulter d'un acte authentique, lorsqu'elle n'est pas faite dans l'acte de naissance; — Et attendu que, d'un côté, la reconnaissance de la partie d'Anduze n'a pas été faite par son père dans l'acte de naissance, puisqu'il n'y est point intervenu, et qu'il ne l'a point signé; et que, d'autre part, tous les actes invoqués par ladite partie d'Anduze, ne sont que des actes privés, les uns sans date, les autres postérieurs au mariage; — Considérant de plus, sur ladite question, que la preuve offerte par ladite partie d'Anduze est inutile puisqu'elle ne tend qu'à établir une reconnaissance par un acte privé; que, d'ailleurs, d'après l'art. 340 du Code civil, la recherche de la paternité est interdite; — D'où il suit que, mal à propos, le tribunal de première instance a accordé à ladite partie d'Anduze une quotité de biens sur la succession de feu le sieur Mahul cadet, son père; — Considérant que la loi ayant ac-

cordé un droit nouveau aux enfants naturels, elle a pu soumettre cette faveur à telle condition qu'elle a trouvée à propos d'exiger; mais, d'après l'art. 2 du Code civil, la loi ne pouvant avoir d'effet rétroactif, elle n'a dû ni vouloir priver les enfants naturels existants lors de sa promulgation des droits acquis par eux à cette époque; — Et attendu que lors de la loi du 4 juin 1793, la première qui ait parlé de successibilité en faveur des enfants naturels, l'état de la partie d'Anduze était constant par son acte de naissance, et par une possession non contestée, de fils né hors mariage du feu sieur Mahul; — Considérant qu'en cette qualité la nature et la jurisprudence lui assuraient des aliments sur son père et sur sa succession, aliments dont aucun loi ne l'a privé; — Considérant d'ailleurs, sur ladite question, que les aliments sont nécessairement *quid diversum* des droits attribués par le Code civil aux enfants naturels légalement reconnus, puisque ce Code, en déclarant que les adultérins et incestueux ne peuvent être légalement reconnus, leur accorde cependant des aliments; — Et attendu que, plus favorable que les enfants adultérins et incestueux, puisque Antoine Mahul est né de personnes libres, il est cependant assimilé en quelque sorte auxdits enfants, sous le rapport de la reconnaissance légale, puisque le sieur Mahul, son père, étant marié, et ayant des enfants, la reconnaissance authentique en faveur de son fils naturel aurait été pour lui un titre inutile; d'où il suit que dès qu'on ne peut raisonnablement lui contester sa filiation, on ne peut le traiter avec plus de rigueur qu'un enfant adultérin ou incestueux, et qu'il faut par conséquent lui accorder des aliments que la loi attribue à cet enfant du crime et de la débauche;

Considérant que la partie d'Anduze possède, du chef de sa mère, une maison valant 7 à 8 mille francs, et que d'autre côté il lui est dû une somme de 23,122 francs 88 centimes assignés, valeur du 23 nivôse de l'an 3, laquelle somme lui sera payée, soit par la dame Airoles, comme intrinseque, contre qui il en a formé la demande, soit par son tuteur qui en est responsable; — Considérant que, d'après ces données, la Cour a pensé qu'une somme annuelle de six cents francs, réunie aux objets ci-dessus, serait suffisante pour fournir aux aliments de ladite partie d'Anduze, et qu'ainsi il serait superflu de prendre de plus grands éclaircissements; — Considérant que la partie d'Anduze a mal à propos demandé une quotité de succession, mais qu'elle est fondée dans sa demande d'aliments; d'où il suit qu'elle doit obtenir une partie des dépens; — Faisant droit sur les appels respectifs, a mis et met les appellations au néant; émendant, sans s'arrêter aux fins de non-valoir et autres moyens proposés par la partie de Soulier (la mère), sans avoir égard à la demande en réformation de l'acte de naissance de la partie d'Anduze, et en radiation du nom de Mahul, sous lequel elle a été inscrite dans ledit acte; sans s'arrêter non plus à la demande en rejet des trois lettres missives produites par la partie d'Anduze, de tout démettant ladite partie de Soulier; sans s'arrêter à la preuve offerte par ladite partie d'Anduze, non plus qu'à sa demande en délivrance d'une quote ou des biens de la succession de feu Antoine Mahul; disant néanmoins, quant à ce droit sur la demande d'aliments, formée par ladite partie d'Anduze, lui accorde annuellement et pendant sa vie, une somme de 600 francs, exempte de toute retenue, sur les biens délaissés par feu Antoine Mahul, payable par ladite partie de Soulier, comme précédé, de six mois en six mois et par avance, à



compter depuis l'introduction de l'instance; — Condanne, etc.

Du 28 janv. 1806. — Cour d'appel de Montpellier. — Pl., MM. Anduze et Soulier.

# TESTAMENT OLOGRAPHE. — INTERPRÉTATION.

*Les mêmes termes dans un testament ne peuvent recevoir deux acceptions différentes. — Ainsi, les légataires ne peuvent, se fondant sur ce que le testateur n'a pas fait de legs, exiger le paiement des legs en monnaie de Suisse ou valeur égale, lorsque dans le même testament se trouvent mentionnées des dettes payables en monnaie de France.*

(Gallet—C. Grandchamp et Descures.)

La demoiselle Carey, née à Lausanne, institue pour son héritier universel le sieur Gallet, banquier à Paris, avec charge de payer à la dame Descures une somme de 8,000 fr., et à la dame de Grandchamp, une autre de 4,000 à titre de legs. — Ces deux légataires, se fondant sur ce que la dame Carey avait disposé conformément aux lois et usages de son pays, ont prétendu que le paiement des legs devait être fait en francs de Suisse, valant 30 s. journaux, et non en francs de France.

11 juin 1806, jugement du tribunal civil de la Seine qui déclare que le paiement devra être fait en francs de Suisse.

1<sup>er</sup> Appel de la part du sieur Gallet, sur le motif que dans le testament on s'était servi du mot franc, dans le sens de francs de France, lorsque l'on y avait désigné des dettes contractées en France, et qu'il est de principe que les mêmes termes dans un testament ne peuvent recevoir deux acceptions différentes.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, 1<sup>o</sup> qu'il est de principe dans l'interprétation du testament, que les mêmes termes dans un même testament ne peuvent recevoir deux acceptions différentes; — 2<sup>o</sup> Qu'il est prouvé tant par les pièces de la cause que par la disposition du testament olographe de la demoiselle Carey, du 22 mars 1801, par laquelle la testatrice a chargé le sieur Gallet, partie de Berryer, de payer 800 fr., par elle due à Marie Justié, et 400 fr. à Jeannette Baret, qu'elle a eu l'intention que les deux dettes contractées en livres ou francs de France, fussent payées en francs de France; — 3<sup>o</sup> Que la testatrice s'étant servie de la même locution en parlant des dettes et des legs à payer, on ne peut admettre qu'elle ait donné au même mot deux sens différents; et que l'interprétation de ce mot dans un cas ne présentant aucun doute, il y a lieu dans l'autre cas, s'il pré-sente quelque ambiguïté, de suivre la même interprétation; — Condamne la partie de Berryer, suivant ses offres, à payer aux dames Grandchamp et Descures, le montant de leurs legs en francs, argent de France, etc.

Du 29 janv. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

# SÉPARATION DE CORPS. — ACQUIESCEMENT. — APPEL.

*La femme demanderesse en séparation de corps*

(1) Sous le Code de proc., il n'y a pas lieu à l'emploi du préliminaire de conciliation, en matière de séparation de corps. V. Cod. de proc., art. 878; Cass. 17 janv. 1822.

(2 et 3) V. ou ce sens, Turin, 13 fév. 1810.

*n'est pas recevable à se faire en appel un moyen contre la procédure suivie en première instance, de ce qu'elle n'aurait pas fait l'essai du préliminaire de conciliation (1).*

(Dereidder—C. Dereidder.)

Du 29 janv. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles.

# SUBSTITUTION PUPILLAIRE. — EFFET NÉTHOACTIF.

*L'art. 903 du Code civil, qui prolonge l'incapacité des mineurs relativement à leur faculté de tester, n'a pas fait revivre une substitution pupillaire éteinte avant la promulgation du Code par la puberté du fils institué (2).*

*Sous le Code les substitutions pupillaires ne sont plus autorisées (3).*

(Mileno—C. Mileno.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 896 du Code civil; — Attendu, 1<sup>o</sup> qu'il existe entre la substitution pupillaire et les institutions conditionnelles des différences si essentielles qu'elles ne permettent pas d'argumenter de la conservation des seconds, faite par le Code civil, à la conservation de la première dont il ne fait aucune mention; — 2<sup>o</sup> Qu'une pareille induction paraît d'autant moins admissible que le Code civil ne permet nulle part de tester pour un autre, ce qui arrive dans la substitution pupillaire par laquelle le père teste pour son fils, si ce dernier décède avant l'âge indiqué par les lois romaines; — 3<sup>o</sup> Que Georges Milano, en ordonnant la substitution pupillaire dont il s'agit, s'est parfaitement conformé aux principes du droit romain, d'après lesquels cette substitution ne peut avoir d'effet que jusqu'à ce que le pupille ait atteint l'âge de quatorze ans pour les mâles et de douze pour les femelles; d'où il suit que lorsque l'héritier institué est parvenu à cet âge, la substitution pupillaire est anéantie, ce qui a dû d'autant plus avoir lieu dans l'espèce, que l'héritier institué dont il s'agit avait déjà, avant la publication de la nouvelle disposition du Code civil, l'âge auquel l'ancienne loi fixait la capacité de tester; — 4<sup>o</sup> Que la substitution pupillaire n'a pu revivre en vertu de la loi du 13 flor. an 11, qui a déclaré incapables de tester les femmes qui n'ont pas atteint la seizième année; d'abord parce que les observations ci-devant faites sur l'état actuel de la législation, relativement aux substitutions pupillaires en général, ne permettent pas d'accueillir un pareil système; ensuite, parce qu'on ne peut faire rétroagir une loi nouvelle au point de faire revivre des droits éteints par la disposition des lois anciennes et à l'époque où ces lois dominaient; — Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 1<sup>er</sup> fév. 1806. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Peaneo et Drabbat.

# SÉPARATION DE CORPS. — RÉCONCILIATION. — MAL VÉNÉRIEN. — ACCUSATION CALOMNIEUSE.

*On ne peut opposer à la femme demanderesse en séparation de corps, une fin de non-recevoir, tirée de ce que, depuis les faits sur lesquels la demande repose, elle a continué d'habiter avec l'époux défendeur (1).*

(1) Il est aujourd'hui de jurisprudence constante que la continuation de cohabitation entre époux, postérieurement aux faits qui pouvaient motiver la séparation, ou même le rétablissement de cette cohabitation si elle avait été interrompue, n'emporte pas

**La communication du mal vénérien donné par le mari est une injure grave, dont la femme peut se faire un moyen de séparation de corps, surtout lorsqu'elle a d'autres moyens (1).**  
**Une accusation de vol dirigée calomnieusement contre la femme par son mari, est une injure grave pouvant donner lieu à séparation de corps, encore que l'accusation n'ait été portée que devant les tribunaux étroits (2).**

(Lons-L., sa femme.)—ARRÊT.

**LA COUR**;—Considérant qu'on ne peut apercevoir de réconciliation dans la cohabitation alléguée par l'appelant; que l'accouchement de l'intimée, arrivé le 16 thermidor an 10, ne fixe pas l'époque de cette cohabitation en moment où il est parti; que quand eile serait, il n'en résulterait aucune fin de non-recevoir, d'abord, parce que la cohabitation qui se continue de la part de la femme n'est pas une preuve de réconciliation, comme elle pourrait en être une si, après être sortie du domicile marital, elle y retournait, ce qui n'est point arrivé dans l'hypothèse; ensuite, parce qu'étant prouvé que l'appelant a communiqué à son épouse la maladie vénérienne, cette cohabitation, loin d'avoir effacé l'injure, l'aurait au contraire aggravée;—Considérant, au fond, que l'appelant s'est rendu coupable envers son épouse d'injures graves et de mauvais traitements; les injures résultant: 1<sup>o</sup> de l'accusation calomnieuse intentée par lui, quoique civilement, pour spoliation du fonds de commerce de la part de l'intimée; les déshonneurs que l'appelant en a faits par la suite suffisent pour établir la réalité de l'injure; 2<sup>o</sup> de la maladie vénérienne qui est prouvée, par témoins concordants, avoir été communiquée par l'appelant à sa femme;

En ce qui concerne les sévices et mauvais traitements, la Cour a considéré qu'ils étaient prouvés par les dépositions de plusieurs témoins dignes de confiance; que ces mauvais traitements étaient graves et avaient mis plusieurs fois la vie de l'épouse Lami en danger;—Considérant que la réunion de tous les griefs de l'intimée contre son mari opérerait un moyen suffisant de séparation de corps, lors même qu'en particulier chacun d'eux ne suffirait pas pour motiver cette séparation;—Adoptant, sur surplus, les motifs de M. le procureur général;—Ordonne que le jugement dont est appel ira avant, etc.

Du 1<sup>er</sup> fév. 1806.—Cour d'appel de Besançon.  
 —Prés. M. Lenoir.—Concl. M. Gros.—Pl. MM. Travaillot et Curé.

nécessairement prouve ou présomption de réconciliation. V. Bordeaux, 9 fruct. an 12; Gênes, 19 août 1811; Rennes, 1<sup>er</sup> avr. 1814; Cass. 15 juin 1836.—Plus encore, cela a été ainsi jugé dans un cas où la cohabitation de la femme avait été rétablie (dont l'par contrainte il est vrai) pénitance ou séparation, et suivie de grossesse. V. Nîmes, 25 fév. 1808.

(1) V. sur cette question, ci-après: 3 fév. 1806, ainsi que l'arrêt de Cass. du 16 fév. 1808, et la note.

(2) Il en serait de même d'une accusation d'inceste dirigée par l'un des époux envers l'autre, et qui ne serait pas justifiée. Sic, Paris, 14 déc. 1810; Gênes, 19 août 1811.

(3) Entre autres formalités, deux choses ont toujours été constamment exigées pour la validité d'un testament mystique:—1<sup>o</sup> Que le testateur présente lui-même son testament aux témoins;—2<sup>o</sup> Qu'il leur déclare qu'il l'a écrit et signé, ou qu'il l'a fait écrire, et qu'il l'a signé.—Ces sages précautions,

## TESTAMENT MYSTIQUE. — DÉCLARATION.

**Le défaut de déclaration par le testateur aux témoins, qu'il a écrit et signé le testament mystique qu'il leur présente, annule le testament.** (Cod. civ., art. 976 et 1001.) (3)

(Coro-G. Marengo.)—ARRÊT.

**LA COUR**;—Vu les art. 976 et 1001 du Code civil;—Attendu sur le premier moyen qu'il ne résulte pas que la dame Cere ait déclaré au notaire que le testament a été écrit et signé par elle;—Que la preuve d'une pareille déclaration ne peut résulter que de l'acte même de suscription; car, dès que la loi ne se contente pas du fait, mais qu'elle exige une déclaration de la bouche du testateur lui-même, faite au notaire et aux témoins lors de l'acte de suscription, dès qu'immediatement après elle ajoute ces mots: *Le notaire en dressera l'acte de suscription*; il s'ensuit nécessairement que la déclaration du testateur doit faire partie de l'acte de suscription;—Qu'ainsi, le silence de l'acte à cet égard est un vice de forme qui suffit pour annuler le testament;—Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 1<sup>er</sup> fév. 1806.—Cour d'appel de Turin.—Pl. MM. Barella et Patelli.

**SÉPARATION DE CORPS. — MAL VÉNÉRIEN.**  
*Une épouse qui a été deux fois infectée du mal vénérien par son mari, ne peut, sur ce seul fait, dégrever de toute circonstance aggravante, fonder une demande en séparation de corps.*

(Femme Labrousche—C. son mari.)

Du 3 fév. 1806.—Cour d'appel de Paris.

V. le texte de cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 16 fév. 1808 rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

## PARTAGE. — EXPERTS. — LOT.

**Lorsqu'un partage a lieu en justice, les juges ne peuvent pas changer le mode de procéder prescrit par la loi: par exemple, charger les experts non-seulement de procéder à l'estimation des biens si d'indiquer quelle peut être la formation des lots, mais encore de former eux-mêmes les lots et de régler les fournelements dus par les repartageans.** (C. civ. art. 824, 828, 834.) (4)

(Bolsain—C. Bolsain.)—ARRÊT.

**LA COUR**;—Considérant qu'en mandant aux experts de partager en deux lots égaux les biens dont il s'agit, et d'estimer les fruits de chacun

recommandées par la loi *hæc consultiſſima* (Cod. de testam.), qui enjoit au testateur de présenter son testament clos et scellé à sept témoins: *consignatum est testam. vel tacitum, clausum, involutumque proferunt scripturam cumque testibus scriptum numero, simul ostendunt signandum et subscribendum*;—et qui exige ainsi que le testateur déclare aux témoins que ce qu'il leur présente est son testament: *dom tamen testibus presentibus testator suum esse testamentum dixerit quod offerret*, ont été maintenues par l'art. 9 de l'ordonn. du mois d'août 1735, et l'art. 976 du Code civil.—On s'ajoute cependant, tant sans l'ord. de 1735 que sous le Code, qu'il suffit à la validité du testament, que l'acte de suscription contienne de la part du testateur la déclaration implicite que l'acte présenté par lui est son testament. V. Cass. 11 frim. an 7, et la note; V. aussi Lyon, 17 avril 1816; Merlin, *Repart.*, 1<sup>o</sup> Testament, sect. 2, § 3, art. 3, n<sup>o</sup> 15, et Grenier, l. 1<sup>re</sup>, p. 264.

(4) V. anal. dans le même sens, Cass. 10 mai 1820.

d'iceux, comme en s'attribuant la liquidation des reprises du sieur Boissin, sur les impugnations que sa sœur formait contre l'état d'icelles, le premier tribunal a violé les dispositions des art. 824, 828 et 834 du Code civil; qu'en effet, d'après le premier de ces articles, les experts ne doivent pas être chargés de faire un partage, mais bien estimer, vérifier si les biens sont partageables, combien de parts on peut en faire, et déterminer la valeur de chacune d'elles; que, d'après le second, ce n'est point devant le tribunal lui-même que les parties doivent revenir pour composer les lots et régler les fournissements d'affaire à chacun des copartageants, mais bien être envoyés devant un notaire de leur choix, ou à défaut nommé d'office par le commissaire; que, d'après le troisième, ce n'est ni aux experts ni aux juges à former des lots, mais bien aux parties elles-mêmes, si elles peuvent s'entendre à cet égard, ou, dans le cas contraire, à un nouvel expert que le commissaire désigne; que, n'étant pas permis aux tribunaux de substituer une forme arbitraire de procédure à celle que le législateur a prescrite, il s'ensuit que le jugement dont est appel, contraire sur ces divers points au vœu du Code civil, ne peut être maintenu; et qu'en ordonnant le partage, la Cour doit le fonder sur des bases régulières qui ne laissent aucune ouverture à nouveau recours ou à cassation;—Réforme et ordonne que par experts il sera procédé à l'estimation des meubles et immeubles de la succession dont il s'agit, lesquels, après les avoir évanés, indiqueront si le partage peut en être fait commodément, et de quelle manière, et fixeront, en cas de division, chacune des parts qui peuvent en être formées, et leur valeur, pour être ensuite ultérieurement procédé par les parties, en conformité des art. 828 et suiv., Cod. civ., etc.

Du 4 fév. 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

#### SERVITUDE.—PASSAGE.—TITRE PRÉCAIRE.

—AVEU.—INDIVISIBILITÉ.

*Le fait de passage sur un fonds voisin, lorsqu'il a eu lieu à titre précaire et par tolérance, ne peut faire acquiescer par prescription une servitude de passages.*

*Dans ce cas, l'aveu du propriétaire voisin qui confesse le fait du passage, mais qui allégué en même temps la précarité, constitue un aveu judiciaire qui ne peut être divisé contre lui. (C. civ., art. 1356.)*

(Degrotte—C. Tierlink).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que l'appelante a prétendu faire résulter la preuve du droit de passage par elle réclamé, tant de l'exercice du fait depuis plus de trente ans pour les besoins de la culture d'une propriété voisine, que des aveux de l'intimé, consignés au jugement rendu entre les mêmes parties par le juge de paix d'Everhem, le 3 flor. an 11;—Attendu que le seul droit de passage, résultant de la nécessité de la culture, a son titre et ses règles ci-dessus déterminés par les statuts et usages locaux, et aujourd'hui par les art. 822, 823 et 824 du Code civil, mais ne constitue pas la servitude ordinaire, habituelle, et telle que l'appelante l'a réclamée au cas de la cause;

Attendu, en outre, que l'intimé, en avouant des faits de passage de l'appelante par le fonds dont il s'agit, prétend qu'elle n'en a pas que précisément, et qu'en principe l'aveu d'une des parties ne peut et ne doit être divisé; d'où résulte que le droit de l'appelante est circonscrit dans les articles précités du Code civil;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 4 fév. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### DONATION PAR CONTRAT DE MARIAGE.

—RÉSERVE.

*Sous l'empire de l'ordonn. de 1731 (comme aujourd'hui sous le Cod. civ., art. 1086), les biens dont le donateur s'était réservé de disposer dans une donation de biens présents et à venir par contrat de mariage, appartenaient au donataire et non aux héritiers, si le donateur n'en avait pas disposé.*

(Cabanis—C. Cabanis).—ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que la donation du 21 mars 1778 est faite, sous la réserve, de la part du donateur, de cinq pièces, pour pouvoir en disposer à sa volonté; qu'une telle réserve n'opère point un retranchement pur et actuel des cinq pièces qui en furent l'objet; que d'après la doctrine de Furgole, sur l'art. 18 de l'ordonn. de 1731, la réserve à l'effet de disposer doit être considérée comme une condition qui ne se vérifie que lorsque le donateur dispose de la réserve; par où, à défaut de disposition, les objets réservés doivent demeurer dans la donation, comme y ayant été compris par la volonté primitive et universelle du donateur; que telle était, même avant l'ordonn. de 1731, la jurisprudence du parlement de Toulouse; d'où il suit que la réserve dont il s'agit ayant été conditionnelle, la vigne en litige n'ayant pu être retranchée de la donation que dans le cas où le donateur en aurait disposé, le défaut de disposition a suffi pour en conférer la propriété incommutable au donataire, ce qui justifie parfaitement la disposition du jugement attaqué;—Dit bien jugé, etc.

Du 5 fév. 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

#### CONSEIL D'ÉTAT.—POURVOI.—DÉLAI.—SUSPENSION.

*Le pourvoi au conseil d'Etat contre les décisions de l'autorité administrative, n'a pas d'effet suspensif.—Il n'est d'ailleurs recevable que pendant le délai de trois mois (1).*

(Cordais—C. Vanwaeling.)

Du 5 fév. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—Pl., MM. Honoré et Mangas.

#### CRÉANCIER.—ACTION RÉVOCATOIRE.—HYPOTHÈQUE.

*Les créanciers n'ont point d'hypothèque légale pour sûreté de leur action révocatoire contre les actes faits par leur débiteur en fraude de leurs droits (2).*

(Delahaye—C. Desson.)

Du 5 fév. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.—Pl., MM. Zech et Lefebvre.

(1) C'est ce qu'a positivement décidé le décret du 22 juill. 1806, portant, art. 3: «Le pourvoi au conseil d'Etat n'est pas suspensif s'il n'en est autrement ordonné.» Art. 11. «Il n'est plus recevable après trois mois à dater de la signification de la décision qui y ressortit.»—Il en est de même du

pourvoi en cassation dans les matières civiles. F. L. 1<sup>re</sup> déc. 1790, art. 14 et 16.—Les dispositions de cette dernière loi ont servi de base par analogie, à la solution de la Cour de Bruxelles, intervenue avant le décret précité.

(2) F. conf., Bruxelles, 23 niv. an 13.

**EXÉCUTEUR TESTAMENTAIRE. — INVENTAIRE. — HÉRITIERS.**

*Encore que l'exécuteur testamentaire ait le droit de nommer les officiers publics, par lesquels il doit être procédé à l'inventaire, il ne peut empêcher les héritiers d'adjoindre aux notaires et huissiers-priseurs qu'il nomme, d'autres notaires et huissiers de leur choix (1).*

(Picquais—C. Dejoly.)

Le sieur Picquais décède en fruct. an 13, après avoir nommé un exécuteur testamentaire.—Lors de l'inventaire, une contestation s'élève entre les héritiers et l'exécuteur testamentaire; celui-ci soutient que l'inventaire ne doit être fait que par les officiers ministériels qu'il a choisis; ceux-là, sans vouloir les rejeter, prétendent avoir le droit d'y faire assister un notaire et un commissaire-priseur de leur choix.

Référé devant le tribunal de Corbeil, qui, le 29 brum. an 14, ordonne qu'il sera procédé à l'inventaire, seulement par les officiers ministériels choisis par l'exécuteur testamentaire.

Appel par les héritiers Picquais.

**ARRÊT.**

LA COUR; — Attendu que si l'art. 1031 du Code, par lequel il est dit « que les exécuteurs testamentaires feront faire en présence de l'héritier présomptif, ou lui dûment appelé, l'inventaire des biens de la succession » confère aux exécuteurs testamentaires le droit de choisir les officiers chargés de procéder audit inventaire, il ne contient aucune disposition exclusive de la faculté pour les héritiers d'adjoindre les officiers choisis par eux, à ceux dont l'exécuteur testamentaire a fait choix; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Emendant, — Ordonne qu'il sera procédé à la continuation de l'inventaire dont il s'agit, par le notaire et l'huissier-priseur choisis par l'exécuteur testamentaire, auxquels néanmoins les héritiers présomptifs pourront adjoindre tel notaire et tel commissaire-priseur qu'ils jugeront à propos de choisir entre eux, etc.

Du 6 fév. 1806. — Cour d'appel de Paris. — Pr., M. Blondel. — Concl., M. Cahier, subst. — Pl., MM. Triplier, Carbonnier, Delahay et Moreau.

**LETTRE DE CHANGE. — FORME. — SIMULATION. — CONTRAINTE PAR CORPS.**

*Des effets conçus en forme de lettres de change ne donnent pas lieu à la contrainte par corps, s'il est prouvé que la remise de place en place était simulée.*

(Deheyder—C. Humbeke.)

Du 6 fév. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., M. Tarte, subst. — Pl., MM. Hody et Girardin.

(1) Dans l'ancienne jurisprudence, le droit de nommer les officiers qui devaient faire l'inventaire appartenait à l'exécuteur testamentaire; mais les héritiers avaient aussi le droit d'y adjoindre d'autres officiers. V. Denizart, *vo Exécuteur test.*, n° 24. — L'art. 1031 du Cod. civ. reconnaît ce droit de nomination à l'exécuteur testamentaire, et l'art. 935 du Cod. de proc. consacre celui des héritiers, puisqu'il suppose qu'ils concourent avec l'exécuteur testamentaire, pour l'exercice simultané de ce droit. Il est vrai que cet art. 935 est uniquement relatif au droit de requérir la levée des scellés; mais l'art. 941 met l'inventaire sur la même ligne. V. dans ce sens, Teulier, t. 5, n° 584; Delvincourt, t. 2, p. 374 et suiv.; Vassille, *Comm. sur les don. et test.*, art. 1031, n° 3; Rolland de Villargues, *Rép. vo Inventaire*, n° 89, et Duranton, t. 9, n° 405. Ce dernier auteur

**COMMUNAUTÉ. — FRAIS. — SÉPARATION DE CORPS.**

*Les frais de procédure faits par la femme dans une instance en séparation de corps, ne sont pas à la charge de la communauté (2).*

(Lonsault—C. Labarre.)

La dame Labarre avait formé une demande en séparation de corps contre son mari, et l'affaire était en appel lorsqu'il y eut réconciliation. — M<sup>r</sup> Lonsault, avoué de la femme en cause d'appel, avait fait pour 135 fr. de frais. Il en a demandé le paiement au mari qui l'a refusé, par le motif qu'il n'avait point autorisé sa femme à plaider, et que, suivant l'art. 1426 du Code civil « les actes faits par la femme sans le consentement du mari, et même avec l'autorisation de la justice, n'engagent point les biens de la communauté. »

M<sup>r</sup> Lonsault répondait que la cause de l'avoué qui prête son ministère à la femme, forcée par les mauvais traitements de son mari de demander la séparation de corps, est infiniment favorable; que la dette qu'elle contracte envers lui est aussi sacrée qu'une dette d'aliments, qui certainement est à la charge de la communauté; que le système contraire mettrait la femme et l'avoué dans une alternative fort triste pour l'une et fort embarrassante pour l'autre, puisque l'avoué serait non-seulement réduit à perdre sa récompense personnelle, mais encore les frais de greffe, de timbre et d'enregistrement.

**ARRÊT.**

LA COUR; — Attendu que le mari n'est passible des condamnations prononcées contre sa femme qu'autant qu'il l'a autorisée à plaider; — Déclare Lonsault non recevable dans sa demande contre Labarre; — Faisant droit sur ladite demande autant qu'elle procède contre la femme Labarre; — Attendu qu'elle n'est pas contestée, condamne ladite femme Labarre à payer à Lonsault la somme de 135 fr., si mieux n'aime payer les frais demandés suivant la taxe; — Ordonne que ladite somme de 135 fr. ou celle à laquelle les frais s'élèveront suivant la taxe, ne pourront être exigés sur les biens de la communauté d'entre Labarre et sa femme tant qu'elle subsistera, etc.

Du 7 fév. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

**LETTRE DE CHANGE. — COMPÉTENCE. — SOUSCRIPTEUR NON COMMERÇANT.**

*Les tribunaux de commerce sont compétents pour connaître de toute demande en paiement de lettres de change, même lorsqu'elles ont été souscrites par des individus non commerçants. (Ordonn. de 1673, tit. 7, art. 1<sup>er</sup>, tit. 12, art. 2.) (3)*

(Labarbin—C. N.)

Labarbin, officier de cavalerie, ayant refusé

pense que lorsqu'il y a des héritiers réservataires, c'est à eux uniquement qu'appartient le choix des officiers ministériels chargés de l'inventaire.

(2) V. en ce sens, Limoges, 23 avril 1813, Cass. 8 mai 1821; Paris, 8 nov. 1827; — Carré, *Lois de la proc.*, n° 548; Pigeau, t. 1, p. 544; Favard, t. 3, p. 160; Chauveau, *Comment. du tarif*, t. 2, p. 386, n° 23. — Mais, V. en sens contraire, Bruxelles, 5 juill. 1809; Paris, 11 mai 1815. — F. aussi Cass. 11 juill. 1837, et nos observations.

(3) L'ordonn. de 1673 contenait à cet égard, tit. 12, art. 2, une disposition identique à celle de l'art. 632, Cod. comm. Ainsi il n'y a pas de distinction à faire sur ce point entre l'ancienne et la nouvelle législation. — V. dans le sens de la décision ci-dessus, Paris, 6 déc. 1806; Rouen, 11 fév. 1808; Rennes, 21 déc. 1812; Colmar, 22 nov. 1816. — F. contr.,

de payer à l'échéance des lettres de change qu'il avait souscrites en 1789, fut cité devant le tribunal de commerce de Strasbourg, qui le condamna.

Appel motivé sur la nullité de l'assignation et sur l'incompétence du tribunal.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant, quant à l'appel d'incompétence, qu'il n'est pas mieux fondé : — Que le tribunal de commerce de Strasbourg était compétent, *rationis materiae*, d'après la disposition de l'art. 1<sup>er</sup>, tit. 7, et de l'art. 2, tit. 13 de l'ordonn. du commerce, puisqu'il s'agissait du paiement de lettres de change ; — Rejetie, etc.

Du 7 fév. 1806. — Cour d'appel de Colmar.

JUGEMENT PAR DÉFAUT. — PROFIT-JOINT.

— OPPOSITION.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1667 et du règlement de 1738, la voie de l'opposition n'était pas ouverte contre les arrêts ou jugements qui, en statuant sur une contestation entre parties présentes, adjugeaient le profit d'un défaut-joint à la cause (1).

(Sarrasin—C. Maitre-Jean.) — ARRÊT.

LA COUR : — Attendu que l'usage invariable du palais a toujours été de ne point admettre l'opposition aux arrêts qui, en statuant sur une contestation, adjugent le profit d'un défaut-joint à la cause ; que cet usage doit être suivi et respecté comme le plus fidèle interprète de la loi ; qu'il a son fondement, non-seulement dans la lettre de l'ordonnance qui n'admet point l'opposition aux arrêts contradictoires, mais surtout dans son esprit, et dans le besoin de la société, qui exige que les procès aient un fin, et qu'après avoir fait juger vis-à-vis d'une partie, on ne soit pas exposé à entrer de nouveau en contestation avec une autre qui n'a que le même intérêt et les mêmes moyens à faire valoir ; — Déclare Maitre-Jean non recevable dans l'opposition par lui formée à l'arrêt du 7 janvier dernier, etc.

Du 8 fév. 1806. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Delaporte et Chavassieu.

INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — DATE DE TITRE. — NÔM. — EXIGIBILITÉ.

Est nulle l'inscription hypothécaire qui donne une date fautive au titre de la créance, attribuée à un notaire autre que celui qui l'a reçu, et énoncée comme exigible en totalité, une créance qui ne l'est qu'en partie. (L. 11 brum. an 7, art. 17, 31, 38 et 40; Cod. civ., art. 2118.) (2)

(Langlois—C. Diégo-Dithmer.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 17, 31, 38 et 40 de

la loi du 11 brum. an 7 : — Considérant que Diégo-Dithmer a fait inscrire sa créance de 74,000 fr. sur la dame Collande, en vertu d'un titre passé devant Lemoine, notaire à Paris, le 11 gerin. an 6, enregistré le 27 du même mois, qu'il ne représente point, et à défaut duquel il produit une obligation de la même somme, contractée par la même personne, devant Tiron, notaire à Paris, sous la date du 1<sup>er</sup> vent. an 6, enregistrée le 6 du même mois ; que l'inscription énonce que la somme de 74,000 fr. était alors exigible ; tandis que le titre produit prouve qu'il n'y avait d'exigible, à l'époque de l'inscription, qu'une somme de 12,000 fr. ; — Considérant qu'on ne peut voir dans cet exposé le fait d'une simple erreur ; qu'il présente au contraire la substitution d'un contrat supposé ou imaginaire à un contrat réel, une inscription faite en vertu d'un titre qui n'existe point, et l'absence de toute inscription en vertu du titre qui existe ; que, quand même on serait porté à n'y apercevoir qu'une erreur, elle ne serait point, comme on le prétend ; du fait du conservateur des hypothèques, mais bien du fait du créancier, qui lui présente les bordereaux, c'est-à-dire de Diégo-Dithmer ou de son mandataire ; qu'en tout cas elle serait tellement grossière, qu'il serait impossible de trouver dans la loi les moyens de la justifier ; — Considérant que les art. 17 et 40 de la loi sur les Hypothèques, 11 brum. an 7, sont impératifs dans l'exécution des règles qu'ils établissent pour la validité de l'inscription ; que ces règles sont de droit public, parce qu'elles intéressent l'universalité des citoyens ; que l'énonciation de la date du titre, et même celle requise sur l'exigibilité de la créance, sont des formes substantielles, et dont par conséquent l'observation suffit pour opérer la nullité de l'inscription ; que si, pour couvrir le vice de la date et de toutes les autres dépendances du titre en vertu duquel on s'inscrit, on était quitte pour dire que c'est une omission ou une erreur, on se contenterait du présenter un chiffon de bordereau, que l'inscrivant appliquerait ensuite à tel titre de créance qu'il lui conviendrait ; par là, la sûreté des transactions serait compromise, et la loi ouvertement violée au détriment du public, qui ne trouverait plus de garantie dans la publicité des titres de créance ; que, par conséquent, il est du devoir des magistrats de rejeter tout ce qui porterait en ce point porter atteinte à la parole du régime des hypothèques ; de voir d'autant plus pressant, que ce régime est consacré par le Code civil, qui contient (art. 2148) des dispositions littéralement semblables à celles de l'art. 17 de la loi du 11 brum. an 7, sur les formes de l'inscription ; — Considérant que, sans vouloir affai-

Turin, 22 août 1806 ; Bruxelles, 28 juin 1810. — a, en outre, été jugé que les tribunaux de commerce ne peuvent connaître des lettres de change souscrites par des individus non commerçants, lorsqu'il y a eu simulation de lieu ou de personnes. — V. Cass. 26 déc. 1808 ; Rouen, 15 nov. 1825 ; Aix, 5 nov. 1830. — Mais il est évident que ces décisions ne sont pas en opposition avec celle ci-dessus rapportée ; ce n'est que l'application des art. 112 et 636 du Cod. de comm. — Lorsqu'un contraire il n'existe pas de simulation, et que la lettre de change présente extérieurement tous les caractères exigés par la loi, la compétence des tribunaux de commerce ne peut être l'objet d'aucun doute, quelle que soit la qualité du souscripteur. La simple allégation de la simulation ne suffit même pas, en l'absence de toute preuve, pour obtenir le renvoi devant les tribunaux civils. — V. Cass. 21 oct. 1825. — En souscrivant une lettre

de change pour le paiement d'une dette purement civile, le débiteur fait une novation, il rend son obligation commerciale, et se soumet par cela même à la juridiction consulaire. — V. Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> *Consuls des marchands*, § 2, n<sup>o</sup> 2, et *Lettre de change*, § 2, n<sup>o</sup> 2 bis ; Favard, v<sup>o</sup> *Tribunaux de commerce*, sect. 2, § 1, n<sup>o</sup> 5 ; § 2, n<sup>o</sup> 2 ; Vincens, *Législ. comm.*, t. 2, p. 178 ; Pardons, t. 2, n<sup>o</sup> 1345 et suiv. ; Carré, *Compét.*, art. 385, 7<sup>e</sup> alinéa.

(1) V. conf. Nîmes, 15 déc. 1806.

(2) V. aussi, en sens contraire, quant à l'indication de la date d'exigibilité, Cass. 5 janv. 1814. — V. sur surplus, sur la question fort délicate et fort compliquée de savoir si les formalités de l'inscription décrites par l'art. 2148, sont prescrites à peine de nullité, M. Troplong, *Priv. et Hypoth.*, t. 3, n<sup>o</sup> 606 et suiv.

dire ce qui vient d'être dit, il est de remarque qu'il s'agit ici d'une hypothèque ancienne, et inscrite dans les trois mois de la loi du 11 brum., dont le rang ne se prend pas au jour de l'inscription ; mais que l'inscription (art. 38), au contraire, conserve, ou fait remonter à la date du titre, et qu'alors on peut dire que l'exactitude de la date dans le bordereau est encore plus nécessaire pour ces sortes d'hypothèques que pour les hypothèques nouvelles, ce qui seul serait déterminant pour annuler l'inscription de Diégo-Dithmer ;—Considérant, sous un autre point de vue, que la publicité des hypothèques a été instituée tout aussi bien pour les personnes qui se proposent d'acquiescer, que pour celles qui peuvent se rendre créancières ; qu'une inscription évidemment nulle en soi ne peut pas à la fois l'être pour celles-ci et ne pas l'être pour les autres, que, pour faire prononcer la nullité, il ne faut qu'avoir qualité et intérêt à la proposer ; que, par conséquent, toutes les nullités dont une inscription est viciee appartiennent à l'acquéreur, qui a le puissant intérêt de se maintenir dans son acquisition, comme au créancier qui veut obtenir une préférence ; qu'enfin si, se prêtant aux raisonnemens capiteux du sieur Diégo, on consacrait les vices de son inscription, au mépris des art. 17, 38, 40 de la loi du 11 brum. et 2148 du Code civil, il y aurait plus qu'anarchie dans le régime des hypothèques, arbitraire et incertain dans les jugemens ;—Dit qu'il a été mal jugé ;—Réformant ;—Déclare nulle et de nul effet l'inscription prise par Diégo, le 20 vent. an 7, etc.

Du 5 fév. 1806.—Cœur d'appel de Reuen. — Pl., MM. Dubamal et Héron.

(1) Si l'on s'en tenait à la lettre de l'art. 334 du Cod. civ., la question ci-dessus posée devrait peut-être recevoir une solution contraire : « La reconnaissance d'un enfant naturel, dit cet article, sera faite par un acte authentique, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans son acte de naissance. » Or, il semble résulter de la tournure de cette phrase, que lorsque la reconnaissance n'aura pas été faite par l'acte de naissance, elle ne pourra l'être que par un acte authentique postérieur. Toutefois cet argument n'était pas assez décisif pour faire fléchir les principes de la matière, essentiellement protecteurs de l'état de l'enfant naturel. Il est de règle, en effet, que toutes les fois qu'il s'agit de son intérêt, l'enfant conçu est réputé né ; d'où Toulhier conclut qu'il peut être reconnu avant sa naissance (t. 2, n° 955). M. Duranton, t. 3, n° 211, est du même avis : « Il ne faut pas, dit-il, inférer de ces mots, lorsqu'elle ne l'aura pas été dans son acte de naissance, que la reconnaissance d'un enfant naturel ne puisse avoir lieu, pendant la grossesse de la mère : l'art. 334 ne détermine aucune époque où elle peut être faite. Il n'y avait d'ailleurs aucun motif raisonnable d'empêcher un individu qui se voit sur le point de mourir, de reconnaître l'enfant qui lui devra le jour. Il est vrai qu'on ne peut dans ce cas déterminer son sexe ni par conséquent indiquer avec précision ses prénoms ; que le père ne peut guère déclarer autre chose, si ce n'est qu'il se reconnaît le père de l'enfant dont telle femme est enceinte ; mais le sexe et les prénoms seront constatés par l'acte de naissance, et celui de reconnaissance s'y référera par la mention qui sera faite en marge du premier. » La même opinion est adoptée par Chabot, *Quest. transit.*, v° *Enfants naturels*, § 2 ; Laisson, *des Enfants naturels*, p. 424 ; Rolland de Villargues, v° *Enfant naturel*. C'est aussi dans ce sens que s'est prononcée la jurisprudence. V. notamment Cass. 16 déc. 1811 ; Aix, 3 déc. 1807 ; Paris, 1<sup>re</sup> fév. 1812 ; Colmar, 11 mars 1819 ; Metz, 19 août 1824.

## ENFANT NATUREL.—RECONNAISSANCE.—

TESTAMENT.—IRREVOCABILITÉ.—NOMS.

Un enfant naturel est valablement reconnu, même avant sa naissance, par testament public de son père. (Cod. civ., art. 336.) (1)

Dans ce cas, une révocation ou un désaveu postérieurs, ne peuvent anéantir à l'enfant le bénéfice de cette reconnaissance (2).

Dans ce cas encore, il importe peu pour la validité de la reconnaissance, que les noms énoncés en l'acte de naissance et ceux prescrites par l'acte de reconnaissance antérieur ne soient pas les mêmes, lorsque, d'ailleurs, l'identité de l'enfant est constante.

(Dédotat—C. Causse).—ANNÉE.

LA COUR :—Considérant que la dame Causse a été reconnue par feu Gabriel Dédotat dans son testament du 6 nov. 1780, reçu par Dejean, notaire à Marseille ; qu'elle l'a donc été par acte authentique, un testament ayant par lui-même tous les caractères d'un pareil acte ;—Que, quoique à l'époque de ce testament la dame Causse ne fût point encore née, elle n'en était pas moins capable de tous les avantages qui pouvaient lui être faits, et ce d'après les anciens principes de droit qui établissent que « *Qui in utero est pro jam nato habetur, quoties de commodis illius agitur* » ; la disposition de l'art. 906, Code civil, est l'expression et l'application de ces mêmes principes ; que la reconnaissance d'un enfant par son père naturel est un bienfait et un avantage dont cet enfant est capable, quoiqu'il soit encore dans le sein de sa mère ;—Considérant que c'est sans succès que l'appelant a querellé la reconnaissance dont il s'agit, comme n'étant pas faite

(2) C'est un point constant en doctrine et en jurisprudence, qu'une reconnaissance librement faite ne peut être révoquée par un acte postérieur. *P. Cass.* 27 août 1814 ; Pau, 5 prair. an 13 ; Toulouse, 24 juill. 1810 ; Paris, 14 déc. 1833 (Volume 1834). « Ni la loi du 12 brum. an 2, dit Chabot, *Quest. transit.*, v° *Enfants naturels*, ni le Code, beaucoup moins favorable aux enfants naturels, n'ont autorisé une semblable révocation ; et il suffit sans doute qu'elle n'ait pas été expressément autorisée, pour qu'en aucun temps elle n'ait été permise, parce qu'elle est évidemment contraire à la nature du contrat et même à la morale. — Il a même été jugé que lorsque la reconnaissance a été faite par testament, et que le testament est révoqué, la reconnaissance survit au testament. *P. Bastia*, 5 juill. 1826 et 17 août 1829. — Et en effet, comme le fait très-judicieusement remarquer M. Duranton (t. 3, n° 219), « Le principe de la reconnaissance n'est point dans le testament, il est dans le fait de la paternité ; l'acte n'est que le mode de la manifestation de ce fait, et puisqu'il est authentique, il a fixé l'état de l'enfant comme si la reconnaissance avait eu lieu par tout autre acte public ; l'acte est argus, et il ne doit pas dépendre des variations du testateur, de l'instabilité de sa volonté ; qu'il en soit ainsi pour les dispositions des biens, rien de mieux, la loi l'a voulu et avec raison ; mais ce n'est qu'en cela que consiste le testament ; tandis que la reconnaissance de l'enfant n'est pas une disposition de biens, quoique la loi, par voie de conséquence, y attache des effets patrimoniaux : ce n'est que l'aveu du fait de paternité. » Ces arrêts et ces opinions n'ont rapport, il est vrai, qu'à des reconnaissances postérieures à la naissance de l'enfant ; mais il est évident que les principes sur lesquels ils sont fondés s'appliqueraient également à une reconnaissance antérieure à la naissance, puisque l'une et l'autre sont également valables et produisent les mêmes effets.

dans l'acte de naissance ou dans un acte postérieur; la loi, en ordonnant que la reconnaissance d'un enfant naturel sera faite par acte authentique lorsqu'elle ne l'aurait pas été dans son acte de naissance, a disposé dans une hypothèse commune et ordinaire; mais elle n'a point entendu par là rejeter la reconnaissance qu'un père naturel pourrait faire de son enfant avant sa naissance, et le priver, par ce moyen, s'il était en danger de mort, ou s'il venait à mourir avant la naissance de son enfant, de la consolation de lui assurer un état en le reconnaissant; ce serait calomnier la loi que de le supposer ainsi. Inutilement l'appelant se prévaut encore de ce que les parties ne sont point dans cette hypothèse, puisque Gabriel Déodat a survécu longtemps à la naissance de la dame Causse, sa fille naturelle: la survivance du testateur n'enlève point les déclarations et les aveux contenus dans son testament, et tous les actes qui ont été produits et qui sont rappelés dans les faits ci-dessus exposés, non-seulement n'affaiblissent point la reconnaissance faite par Gabriel Déodat de son enfant naturel, mais ils l'établissent encore plus;

Considérant qu'il est indifférent que l'enfant né le 3 fév. 1781, et auquel on a donné les prénoms d'Anne-Rose, n'ait point été baptisé sous le nom de Déodat, comme l'avait ordonné le testateur dans son testament du 6 nov. 1780: des raisons particulières, depuis ce testament, peuvent l'avoir empêché; mais cet acte de dernière volonté ne porte pas moins la déclaration précise que la demoiselle Jeanne Oddos était enceinte de six mois, des œuvres dudit Déodat; et il est constant que, le 3 fév. suivant, la demoiselle Oddos a donné le jour à un enfant qui a été baptisé sous les prénoms d'Anne-Rose: ces deux époques coïncident si parfaitement, qu'il est impossible de ne pas reconnaître dans cet enfant celui dont Gabriel Déodat a déclaré, le 6 nov. 1780, que la demoiselle Oddos était enceinte de ses œuvres depuis six mois: la série des actes postérieurs ne laisse aucun doute à cet égard; Gabriel Déodat assure, le 10 sept. 1781, une pension de 1,800 fr. à la demoiselle Oddos; il impose à sa libéralité la condition de pourvoir à la subsistance et à l'entretien de sa fille Anne-Rose, née le 3 fév. 1781, et baptisée à l'église de Saint-Ferréol le 8 du même mois: le sieur Déodat stipule, dans ce même acte, que dès l'instant que la demoiselle Oddos lui remettra sa fille, il aura soin de son éducation, et se chargera, dès lors, de tous les frais de son entretien qui le regarderont en propre; cet acte, quoique sous seing privé, a été ensuite annexé aux écritures d'un notaire public, et c'est en vertu de cet acte que le procureur fondé de la demoiselle Oddos a constamment reçu les arrérages de la pension à laquelle s'était soumis Gabriel Déodat:—Considérant qu'il conste encore que, le 20 nov. 1781, Gabriel Déodat a déposé un testament chez Dejean, notaire public, dans lequel il déclare plus expressément qu'Anne-Rose, née le 3 fév. 1781, et baptisée le 8 du même mois, est sa fille naturelle; qu'à la vérité, ce testament ne se trouve plus, parce qu'étant mystique, et non solennel, il a été retiré par Gabriel Déodat; mais il est exactement remplacé, quant à ce, par la note trouvée dans les papiers du défunt, entièrement écrite de sa main. Cette note porte ces expressions: «Voici la copie de l'article qui regarde ma fille, etc.»—Considérant que la dame Causse représente une lettre écrite de la main de Gabriel Déodat, dans laquelle il s'exprime en ces termes: «Ma fille, c'est désormais à la bonne conduite de votre mère que vous devrez votre état, et mes dispositions seront toujours réglées

«là-dessus;» que cette lettre fut adressée à Jeanne Oddos, avec invitation de la remettre à sa fille lorsqu'elle serait en état de la lire:—Que tous ces différents actes constatent d'une manière certaine l'identité de la dame Causse avec l'enfant né le 3 fév. 1781, baptisé le 8 du même mois, sous les prénoms d'Anne-Rose; que, quoiqu'il y ait des actes sous seing privé, et par-là insusceptibles de remplacer la reconnaissance authentique exigée par la loi, ils n'en justifient pas moins, de la manière la plus satisfaisante, l'identité de l'intimée avec l'enfant reconnu authentiquement par Gabriel Déodat par son testament du 6 nov. 1780:—Que toutes les pièces produites par l'intimée ne tendent point à la recherche de la paternité, que le Code civil a expressément prohibée; qu'elle ne les emploie que pour établir un fait certain, c'est-à-dire qu'elle est Anne-Rose, née le 3 fév. 1781, et baptisée le 8 du même mois, et dont elle justifie parfaitement, après avoir rapporté une reconnaissance expresse de son père naturel, consignée dans son testament;

Considérant, enfin, que la preuve de l'identité de la dame Causse, intimée, avec l'enfant né le 3 fév. 1781, est d'autant plus assurée, que Gabriel Déodat, dans un acte public reçu par Dejean, notaire, le 15 brum. an 5, l'a établie encore plus, en voulant la désavouer; qu'en vain, dans cet acte, il déclare n'être point le père de la fille née de Jeanne Oddos, le 3 fév. 1781, et qu'elle avait fait baptiser sous le nom d'Anne-Rose: ce désaveu tardif ne peut enlever à l'intimée l'état dont elle avait joui, et détruire la reconnaissance que son père naturel en avait faite volontairement le 6 nov. 1780, et qu'il n'était plus en son pouvoir de lui ravir:—Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 10 fév. 1806.—Cour d'appel d'Alx.—Pl., MM. d'Ageville et Tributur.

#### VENTE. — RÉSOLUTION. — INSCRIPTION.

*Le vendeur qui se réserve la propriété jusqu'à parfait paiement, conservé sans inscription hypothécaire le droit de revendiquer l'immeuble, même au préjudice des tiers acquéreurs, ou des créanciers hypothécaires inscrits du premier acheteur (1).*

(Küster).—ARRÊT.

LA COUR.—Vu la loi première, Cod. de pact. inter empt. et vendit.; l'art. 49 de la loi du 11 brum. an 7;—Et, attendu que la faculté de se réserver la propriété d'un immeuble vendu jusqu'à parfait paiement d'icelui, loin d'avoir été défendue par les lois, était non-seulement autorisée par le principe, *Nemo res suam legem dicens statuat*, mais aussi par la disposition de la loi première, Cod. de pact. inter empt. et vendit. ci-dessus alléguée et confirmée par un usage général; que l'effet d'une pareille stipulation consiste en ce que le domaine absolu et irrévocable passe à l'acheteur que lorsqu'il a entièrement payé le prix de vente, et qu'en cas de concours des créanciers, le vendeur, comme propriétaire primitif, doit être préféré à tout autre;—Que, dans l'espèce, cette réserve a été stipulée par une clause expresse contenue dans l'acte de vente passé à une époque où la loi sur la transcription des mutations n'était pas encore en vigueur; et que cette propriété réservée était, d'après la disposition de l'art 49 de la loi du 11 brum. an 7, dispensée de la formalité de la transcription:—Infirme, etc.

Du 10 fév. 1806.—Cour d'appel de Trèves.

(1) F. dans le même sens, Trèves, 27 mai 1807,

**DISPOSITION UNIVERSELLE.—LOI DE L'ÉPOQUE.**

*Le Code civil a révoqué les dispositions universelles antérieures aux lois des 17 niv. et 22 vent. an 3, dont l'auteur s'est dédité sous l'empire du Code (1).*

(Erechmann.)

Du 10 fév. 1806. — Cour d'appel de Trèves.

**ADJUDICATAIRE.—RENTES.—EXIGIBILITÉ.**

*Le jugement d'ordres ne peut valablement imposer à l'adjudicataire d'un immeuble hypothéqué pour sûreté d'une rente, l'obligation d'acquiescer le capital de cette rente. — Une telle condition ne peut résulter que du cahier des charges.*

(Rouse—C. Hamelinck.

Du 10 fév. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles.

— Concl., M. Merck, subst. — Pl., MM. Cruta et Vanvoizem.

**TESTAMENT AUTHENTIQUE.—LECTURE.**

*Sous l'empire de l'ordonn. de 1735, il n'était pas nécessaire qu'un testament énoncé en propres termes qu'il avait été lu en entier : il suffisait que les énonciations du testament fissent comprendre que la lecture n'avait pas été partielle. (Ord. de 1735, art. 5; C. civ., 972.) (2)*

(N.—C. N.)—ARRÊT.

**LA COUR;**—Considérant que l'art. 5, ord. 1735, voulait que lecture en entier serait faite du testament au testateur; que plusieurs notaires ne s'étant pas conformés à cette injonction, il fallut les y rappeler d'une manière précise et formelle; que tel fut l'objet de la décl. du 7 août 1783, ainsi que l'annonce le préambule de cette déclaration; que ni l'une ni l'autre de ces lois n'ont exigé que le notaire exprimât avoir lu en entier le testament; que, pour leur satisfaire pleinement, il suffit que la mention de la lecture soit faite de manière qu'on ne puisse supposer que cette lecture a été partielle; que par une lettre explicative du 30 déc. 1749, adressée au parlement de Grenoble, le chancelier d'Agnesseau, après avoir dit que toutes les expressions sacramentelles et de rigueur avaient été réprochées, et que la loi, ne déterminant rien sur la forme de l'expression, se contenait dans la chose même, ajoutait : « C'est assez qu'il paraîsse clairement que la lecture entière du « testament a été faite au testateur; » ainsi, que le notaire dise qu'il s'est fait lecture du testament, ou qu'il l'a lu, ou qu'il l'a répété mot pour mot au testateur, cela est indifférent, parce qu'il en résulte également que la disposition de la loi a été remplie; c'est à quoi tend uniquement cette loi, qui, sans astreindre les notaires à aucune formule nécessaire, leur impose néanmoins l'obligation de marquer clairement et intelligiblement que toutes les dispositions du testateur ont subi de nouveau son jugement, par la lecture et récitation qui lui en a été faite exactement;—Considérant que la même explication s'est donnée sur la déclaration du 7 août 1783, par le garde des sceaux Miroménil, en 1785,

dans une lettre par lui adressée au procureur général du parlement de Toulouse, et dans celle écrite par celui-ci aux procureurs du roi des séances haussées du ressort de ce parlement; que, par ces lettres, on voit que la décl. de 1783 avait fait naître des doutes qui pouvaient la faire interpréter dans un sens contraire à l'intention du législateur; que l'on avait supposé nuls les testaments terminés par cette clause : « fait, lu et ré- « cité au testateur en présence des témoins, » sous le prétexte que la déclaration enjoignait aux notaires de lire en entier les testaments et de faire mention de cette lecture en entier, et que la clause n'énonçait pas formellement et en termes exprès la lecture de l'acte entier; que l'objet des lettres fut de faire sentir la fausseté de cette opinion, le législateur ayant seulement voulu qu'il apparût de la lecture entière, et de prouver qu'il suffisait pour cela au notaire de dire qu'il avait fait lecture du testament, ou qu'il l'avait lu, et enfin que la lecture de tout le testament était exprimée, lorsque la mention de cette lecture n'était pas restreinte à une partie de l'écrit; que la jurisprudence a toujours été en concordance avec ces opinions solennellement proclamées au nom du législateur, et émanées des auteurs mêmes de la loi;—Que le parlement de Toulouse a jugé la question dans ce sens, par arrêt du 13 juillet 1786, et que la Cour de cassation l'a résolu de même dans son arrêt du 8 messid. an 11, sur le pourvoi de Marie Fello-neau, arrêt dans lequel on dit qu'il suffit, pour l'exécution de la déclaration, lorsque mention de la lecture a été faite, qu'il ne résulte pas des expressions dont s'est servi le notaire, ou de la contesture de l'acte, qu'il n'a été lu qu'en partie, et que cette déclaration ne condamnait les expressions dont les notaires du parlement de Toulouse étaient dans l'habitude de se servir, qu'en ce qu'elles ne prouvaient pas que ce fût au testateur que le testament avait été lu, — Re-jette, etc.

Du 11 fév. 1806. — Cour d'appel de Nîmes.

**VIOLENCE.—TRANSACTION.—EMPRISONNEMENT.**

*La transaction faite dans une maison d'arrêt entre un créancier et son débiteur emprisonné pour dettes, n'est pas nulle, comme autorisée par violence (3).*

(Withersheim—C. DeFrance.)

DeFrance, emprisonné pour dettes à Sainte-Pélagie, y a transigé, le 9 prair. an 6, avec les frères Withersheim, ses créanciers.

Mis en liberté par suite de cette transaction, il en a demandé la nullité, comme obtenue par violence, et faite sans un consentement libre de sa part.

Jugement du tribunal de la Seine, qui accueille sa demande.—Appel.

ARRÊT.

**LA COUR;**—Considérant, sur la demande en nullité du traité du 9 prair. an 6, souscrit par DeFrance, à Sainte-Pélagie, que la détention de DeFrance était légale et la suite d'une condamnation judiciaire; que le débiteur emprisonné et son créancier peuvent traiter ensemble dans

(1) C'est là un point maintenant bien constant. V. à cet égard le résumé de jurisprudence que nous avons présenté sous l'arrêt de cassation du 19 therm. an 12. Là sont rappelées les diverses autorités sur la question.

(2) V. dans le même sens, Cass. 8 mess. an 11,

et la note. V. aussi Merlin, *Quest. de droit*, v° *Testament*, § 10; Montvallon, *Traité des Successions*, t. 1, p. 323; et d'Agnesseau, lettre du 30 déc. 1742, au premier président du parlement de Grenoble, t. 9 de ses œuvres, p. 475.

(3) V. dans le même sens, Paris, 9 prair. an 12; V. aussi Cass. 29 mess. an 11, et la note.



les prisons, l'un pour recouvrer sa liberté, l'autre pour assurer sa créance; qu'une maison d'arrêt, établie par l'autorité publique, exclut toute idée de menaces, de violences et de voies illicites; que, dans l'espèce, le traité du 9 prair. an 6 se renferme strictement dans l'objet de la condamnation et dans les moyens de l'exécution; — Considérant que DeFrance, dès le principe de la contestation, pouvait, s'il en avait le droit, s'opposer à la vente des recriptions demandée par les frères Withersheim, puisqu'il a comparu à l'audience du 4 complément, en 5, non pour défendre au fond, mais pour demander un délai, afin de mettre garant en cause; qu'il pouvait également réclamer contre la vente qui a été faite desdites recriptions, s'il croyait qu'elle fût injuste et précipitée, puisqu'il en a eu connaissance longtemps avant le contrat par corps; qu'au contraire, le jugement du 4 complément, an 6 lui a été signifié le 21 vendém. an 6; que, le 8 brum. suivant, il lui a été fait commandement de payer la somme précise de 66,885 liv., qu'il restait devoir, déduction faite de 133,961 liv. 13 s., à cause du produit de la vente desdites recriptions, et qu'en même temps le bordereau de ladite vente lui a été signifié; que, le 5 prair. an 6, il lui a été fait autre et littéral commandement de payer la même somme de 66,885 liv., avec nouvelle copie du bordereau de vente des recriptions et même déduction de 133,961 liv. 13 s., lequel commandement lui a été de nouveau fait, dans les mêmes termes, par le garde du commerce, qui s'est assis de sa personne; d'où il suit que DeFrance était bien averti de l'état des choses à cette époque, et que tout ce qui s'est fait l'avait été à sa connaissance; que DeFrance, en prison à Sainte-Pélagie, a reconnu le montant et la légitimité de la dette, est entré en paiement du tiers, a demandé et obtenu terme et délai pour le paiement du surplus; qu'à cet acquiescement formel de sa part, ont succédé plusieurs actes approbatifs dudit jugement, qui fourniraient, au besoin, de nouvelles adhésions à la condamnation qu'il a exécutée, 1<sup>o</sup> par le recours qu'il a exercé contre la compagnie Godard, de laquelle il tenait les recriptions dont il s'agit, et qu'il a poursuivie jusqu'à jugement définitif rendu le 6 niv. an 7, lequel prouve que lui DeFrance s'était cru obligé de supporter envers les frères Withersheim, le déficit qui était résulté desdites recriptions; 2<sup>o</sup> qu'un des cessionnaires des frères Withersheim ayant commencé contre lui des poursuites au tribunal de Metz, ledit DeFrance n'a ni contesté la créance, ni allégué avoir compte à faire avec les frères Withersheim, mais s'est défendu par des oppositions supposées faites entre ses mains par des opposans imaginaires, ce qui lui a attiré la condamnation de 1,000 fr. de dommages-intérêts, auxquels il a été condamné par arrêt de la Cour d'appel de Metz, du 5 prair. an 10, et qu'il a payés; enfin, que de la connaissance que DeFrance a eue de tous les actes, de ses acquiescements formels, de l'exécution par lui donnée ausdits jugemens et de ce qui a suivi, il résulte que la créance des frères Withersheim est fixée invariablement par le jugement du 4 complément, an 5 et celui du 21 frim. an 12, et qu'il est aujourd'hui non recevable à les attaquer par des moyens depuis longtemps évanouis; — Infirme, etc.

Du 12 fév. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Séguier, p. p. — Concl., M. Try, subst. — Pl., MM. Blique, Estrivier et Thévenin.

# 1<sup>o</sup> INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — PRÉFET. — COMMUNE. — COMPTABLE.

2<sup>o</sup> HYPOTHÈQUE LÉGALE. — COMMUNE. — OCTROI. 1<sup>o</sup> Est valable l'inscription prise par un préfet, en son nom, pour la créance d'une commune sur les fermiers des octrois. — En d'autres termes, il n'est pas nécessaire que l'inscription soit prise sous le nom du maire.

2<sup>o</sup> Les communes ont une hypothèque légale sur les fermiers des octrois pour les dettes dont ils sont tenus en cette qualité.

(Maire de Draguignan. — C. Maire de Brignoles.)

ANNÉE.

LA COUR; — Considérant que le préfet du Var qui avait fait la délivrance de la ferme de l'octroi, a pu en conserver l'effet par l'inscription; qu'il l'a pu tant pour l'avantage de ladite commune, que pour celui des hospices et de l'Etat intéressé dans les deniers de l'octroi; qu'il l'a dû comme remplaçant le commissaire du gouvernement, chargé par l'art. 32 de la loi du 14 brum. an 7, de faire les inscriptions pour l'intérêt des communes; qu'ainsi, l'inscription faite par le préfet du Var sur Joseph Rouge, est régulière sous ce rapport;

Que ceux qui ont le maniement des deniers publics, à quelque titre que ce soit, sont au rang des comptables publics; que, par l'édit de 1669, les fermiers des deniers publics sont dans cette catégorie; qu'il est d'autant moins possible de présumer que les fermiers des communes ne soient pas, comme les fermiers de l'Etat, au rang des comptables publics, que par l'art. 2121 du Code civil, les communes et les établissements publics sont mis sur la même ligne que la nation, par rapport à l'hypothèque légale; — Considérant encore qu'il ne s'agit pas, dans le cas actuel, d'une ferme ordinaire, mais de l'octroi, qui, par sa nature, est un impôt public sous la surveillance immédiate du gouvernement; que cet établissement n'est pas seulement pour l'intérêt de la mairie de Draguignan, mais pour celui du gouvernement qui a un vingtième d'intérêt dans la perception, et pour celui des hospices, qui en recueillent le tiers; — Dit mal jugé; ordonne que la mairie de Draguignan sera rangée à la date de son inscription d'hypothèque, etc.

Du 12 fév. 1806. — Cour d'appel d'Aix. — Pl., MM. Fabry et Castellan.

# DONATION ENTRE ÉPOUX. — CARACTÈRE. — SUBSTITUTION.

Avant la C. civ., une donation entre vifs d'objets présents, quoiqu'elle fût entre époux et par contrat de mariage, ne pouvait avoir lieu au profit des enfans à naître qu'à titre de substitution. — En conséquence, était valable la révocation de la clause de substitution, avant la naissance des appelés.

(Prudhomme d'Alilly. — C. Steela.)

Du 12 fév. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Kockert, Desverto, Deschoudère et Vanvoittem.

# ACTE AUTHENTIQUE. — EXÉCUTION. — SIMULATION.

L'exécution d'un acte authentique peut être suspendue, non-seulement au cas d'inscription de faux, mais encore au cas où l'acte est argué de simulation prohibée. (Cod. civ., 908, 911, 1319.) (1)

(1) F. conf., Cass. 21 juill. 1833; anal., Cass. 23 brum. an 13; — En sens contraire, Duranton, t. 12, n<sup>o</sup> 84.

(Sarrasac—C. Ducom.)

Le 7 brum. en 12, Antoine Sarrasac déclara par acte notarié que tous ses meubles appartenaient à Guillemette Ducom, de laquelle il avait un enfant adultérin, et reconnu en outre qu'elle lui avait remis, en 1797, une somme de 8,000 fr. dont il s'était obligé de lui payer l'intérêt. A la mort d'Antoine Sarrasac, Guillemette Ducom réclama les meubles qui se trouvaient dans sa succession, et demanda le paiement de la somme de 8,000 fr. qu'elle prétendait lui être due. Elle avait déjà fait procéder à la saisie des meubles qu'elle disait lui appartenir, lorsque la sœur et la mère de Sarrasac formèrent opposition à ses poursuites, et demandèrent que l'exécution de l'acte du 7 brumaire fût suspendue. Le tribunal civil de Bordeaux se contenta d'ordonner la communication de la requête à Guillemette Ducom.

Appel de ce jugement.—G. Ducom prétend que tant acte authentique doit faire foi de ce qu'il enregistre, et que l'exécution n'en peut être arrêtée que par l'inscription de faux (Code civil, art. 1319; loi du 25 vent. an 11, art. 19); que des présomptions ne peuvent altérer d'aucune manière la foi qui lui est due; que la loi ne présume pas qu'il soit frauduleux, et qu'il n'est pas permis aux magistrats de le présumer; elle ajoute qu'on ne peut pas le regarder comme personne interposée, parce qu'il est absurde de supposer qu'Antoine Sarrasac, pour faire parvenir ses biens à son fils adultérin, les eût transmis à une personne de laquelle son fils ne peut rien recevoir. Les héritiers de Sarrasac prétendent qu'on ne peut pas douter de la simulation de l'acte du 7 brumaire, et que, s'il est exécuté, elles perdront toute espèce de recours contre G. Ducom, qui est notoirement insolvable.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'il n'a pas été contesté par Guillemette Ducom, qu'elle a vécu en concubinage avec Antoine Sarrasac et dans sa maison;—Qu'il est constaté authentiquement, que de leur cohabitation est né un enfant adultérin, reconnu par Sarrasac dans l'acte de naissance de cet enfant;—Qu'il est invraisemblable que Guillemette Ducom ait confié, à titre de dépôt, en 1797, une somme de 8,000 fr. à Antoine Sarrasac, et qu'elle n'en ait exigé une reconnaissance que sept ans après, et au moment du décès de ce prétendu dépositaire;—Qu'il est présumable, au contraire, que Sarrasac a voulu faire une donation à son fils adultérin, non-seulement de cette somme, mais encore des meubles qui garnissaient sa maison, et que pour déguiser cette donation faite à une personne frappée d'incapacité, Guillemette Ducom, mère de l'enfant, a été interposée; que la présomption de simulation des actes consentis au profit de Guillemette Ducom, doit d'autant plus suffire pour en faire arrêter l'exécution, que cette femme ne possédait absolument rien, l'exécution provisoire, si elle avait lieu, serait irréparable en définitive;—Fait inhibitions et défenses à Guillemette Ducom, de faire suite de ses commandemens du 7 germ. an 12, et de ce qui s'en est ensuivi, jusqu'à ce que par justice il en ait été autrement ordonné.

Du 13 février 1806.—Cour d'appel de Bordeaux.—2<sup>e</sup> sect.

SUBROGATION. — INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE.

L'inscription hypothécaire prise par un créancier,

(1) V. dans le même sens, Cass. 17 niv. an 13. Il en serait de même aujourd'hui, à l'égard d'une ordonnance de non-lieu rendue par la chambre du con-

cier, profits au tiers qui, par le fait d'un paiement, obtient une subrogation légale aux droits de ce créancier. (C. civ., 1251.)

(Mersanne—C. Noirs et Gras.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant, en droit, qu'on distingue celui qui paie la dette d'autrui, laquelle lui est étrangère, de celui qui ne le fait que parce qu'il a intérêt de l'éteindre, soit comme créancier postérieur, soit comme tiers acquéreur; le premier n'est subrogé aux droits du créancier qu'il rembourse, qu'autant qu'il en rapporte une subrogation expresse, tandis que le second est subrogé aux droits du créancier, de plein droit, parce qu'il n'a pas eu d'autre objet que celui de faire disparaître une créance antérieure à la sienne, ou d'affranchir son immeuble d'une hypothèque dont il est affecté;—Que ces principes consacrés par l'ancien droit ont été rappelés par les art. 1250 et 1251 du Code civil. Le dernier article porte que « la subrogation a lieu de plein droit au profit de celui qui, étant « tenu avec d'autres ou pour d'autres au paiement de la dette, avait intérêt de l'acquiescer, » ce qui est bien précisément le cas du tiers acquéreur soumis à souffrir le regret;—Considérant que le sieur Mersanne n'était point tenu, comme l'ont pensé les premiers juges, d'avertir le public par une note mise en marge de l'inscription de la demoiselle Borel, que cette inscription lui était devenue propre; que cette formalité n'est prescrite par aucune loi, et que son omission ne peut priver le sieur Mersanne de la subrogation légale à tous les droits de la demoiselle Borel, que le remboursement fait à cette dernière lui a assurée;—Dit mal jugé et place Mersanne au rang que lui donnait l'inscription de la demoiselle Borel, etc.

Du 13 fév. 1806.—Cour d'appel d'Alais.—Pl., MM. Castellani et Fabry.

SUBSTITUTION.—LOI DE L'ÉPOQUE.

Encore que dans le ci-devant Pismont, la loi du 13 niv. an 9 attribué aux cadets de famille la moitié des biens adicommis sur la tête de leurs aînés, dans le cas où ces aînés mourraient sans laisser d'enfants habiles à recueillir la substitution aux termes des lois d'alors;... si l'enfant grevé du adicommis est décédé sous l'empire du Code civil, le sort des biens grevés se règle par les dispositions de ce Code.

(Solaro—C. Solaro.)

Du 14 fév. 1806.—Cour d'appel de Turin.

ACTION CIVILE.—DECLARATION DU JURY.

La déclaration du jury qu'il n'y a lieu à accusation n'aneantit pas l'action civile, encore que les poursuites n'aient été faites que sur la plainte de la partie civile (1).

(Fischer et autres—C. Schwartz et autres.)

ARRÊT.

LA COUR;—Vu l'art. 8 du Code du 3 brum. an 4;—Vu aussi les art. 428, 429, 430 et 432, même Code;—Considérant que les juges à quo ont erré, principalement en supposant que l'action civile des appelans avait concouru déjà avec l'instruction de l'action publique, de sorte que la déclaration négative du jury d'accusation avait éteint à la fois et l'action civile et l'action publique;—Considérant que la déclaration négative du jury d'accusation a l'effet de faire cesser la poursuite de l'action publique; qu'alors il ne

seil du tribunal de première instance, ou d'un arrêt de non-lieu de la chambre d'accusation. V. Bruxelles, 3 mars 1814.

peut même plus y avoir lieu à la poursuite correctionnelle ou de police simple; mais il résulte évidemment des dispositions des articles du Code des délits et des peines ci-dessus rapportés, que, quoique la déclaration négative du jury d'accusation ait éteint l'action publique, l'action civile n'est pas éteinte; en effet, cette action n'est pas soumise au jury d'accusation, qui n'est institué que pour déclarer si une action doit être admise ou non; l'action civile ne peut être introduite devant le tribunal criminel que lorsqu'elle a concouru avec l'action publique, et seulement après le jugement définitif; d'où suit nécessairement que le jury d'accusation n'a à s'occuper que de l'action publique, et que si sa déclaration est négative, ce n'est que cette dernière action qu'elle anéantit, et non l'action civile, laquelle ne pouvant plus concourir avec l'autre, ne saurait plus être suivie devant la Cour criminelle, mais rentre dans la connaissance des tribunaux civils:—Considérant que c'est le cas où se trouvent les parties; qu'ainsi les premiers juges ont mal jugé en décidant que les appellants étaient non recevables en leur demande en dommages-intérêts; il y a donc lieu, en infirmant, d'écarter la fin de non-recevoir, et dès lors, faisant ce qu'ils auraient dû faire, de vérifier si cette demande est fondée;—Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, et, avant faire droit sur la demande en dommages-intérêts, admet les parties à la preuve de leurs faits, etc.

Du 15 fév. 1806.—Cour d'appel de Colmar.—Pl., MM. Baumbach, Marquis, Chauffour jeune et Raspier.

# 1° ENFANT NATUREL. — RECONNAISSANCE.

— POSSESSION D'ÉTAT

## 2° RAPPORT À SUCCESSION. — ENFANT NATUREL.

1° Sous l'empire de la loi du 12 brum. an 3, la reconnaissance d'un enfant naturel pouvait résulter d'une possession d'état constants.

2° Une donation faite à l'héritier légitime, sous l'empire de la loi du 17 nivôse an 3, est sujette à rapport en faveur de l'enfant naturel.

(Kint — C. Kint.)

Du 15 fév. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — Concl., M. Beys, proc. gén.—Pl., MM. Deschoudere et Deswarte.

(1) F. en ce sens, Caen, 10 déc. 1819; en sens contraire, Paris, 15 sept. 1815.—La doctrine de l'arrêt que nous rapportons, repose selon nous sur une fautive analogie puisée dans l'art. 179 du Cod. civ. Cet article consacre en principe que l'ascendant ne pourra jamais être condamné à des dommages-intérêts, à raison de l'opposition qu'il aura formée au mariage de son descendant, quelque malencontreuse soit cette opposition. Pourquoi cela? parce que les dommages-intérêts sont la peine de la mauvaise foi, et qu'un ascendant étant présumé agir toujours par de bons motifs lorsqu'il s'oppose au mariage d'un descendant, il implique une contradiction que la mainlevée de son opposition, ordonnée par la justice, le soumette à cette peine. Mais en ce qui concerne les dépens, il n'y a pas même raison de décider. La condamnation aux dépens prononcée contre celui qui succombe, est moins une peine que l'application d'un principe d'équité qui veut que la partie dont le bon droit a été reconnu ne souffre aucun préjudice des mauvaises contestations de son adversaire. Voilà pourquoi nous pensons que la règle posée dans l'art.

# MARIAGE. — OPPOSITION. — DÉPENS.

L'ascendant qui forme opposition au mariage de l'un de ses descendants, ne peut être condamné aux dépens du procès, encore que l'opposition soit mal fondée. (Cod. civ., art. 179.) (1)

(Catel—C. sa fille.)

Catel avait formé opposition au mariage que sa fille voulait contracter avec Bailly. Il se fondait sur ce que l'acte respectueux qu'il avait été signifié était nul, et sur ce qu'il y avait une très grande disproportion de fortune et de naissance entre sa fille et l'individu qu'elle voulait épouser. Le 26 frim. an 14, un jugement du tribunal de Laon donna mainlevée de l'opposition, et condamna le père aux dépens. Catel releva appel de ce jugement; il prétendit qu'on avait mal jugé en rejetant ses moyens d'opposition; mais il attaqua surtout la disposition qui le condamnait aux dépens. Il soutint qu'ayant au le droit de se rendre opposant sans en donner de motifs, on ne pouvait pas le condamner parce qu'il en avait donné de mauvais; que d'ailleurs l'art. 179 du Code ne permettait pas de condamner à des dommages-intérêts l'ascendant opposant. La demoiselle Catel prétendit que l'art. 179 ne s'appliquait point aux dépens occasionnés par une contestation mal fondée, mais seulement aux dommages-intérêts qui pouvaient être la suite immédiate d'une opposition faite sans fondement.

## ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le père a droit de former opposition au mariage de ses enfants, sans être tenu d'en déduire les motifs, et sans avoir à craindre de supporter des dommages-intérêts; que les dépens sont la peine des mauvaises contestations; — Sans s'arrêter ni avoir égard aux moyens de nullité proposés par la partie de Laurendeau; faisant droit sur l'appel, a mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant, ou ce que la partie de Laurendeau a été condamnée aux dépens; et attendu la qualité des parties, compensa tous les dépens, tant de cause principale que d'appel, etc.

Du 15 fév. 1806.—Cour d'appel d'Amiens.—2<sup>e</sup> sect.

# TESTAMENT. — TÉMOINS. — CAPACITÉ.

Les témoins testamentaires doivent, à peine de nullité, avoir atteint l'âge exigé par la loi.—A cet égard, la loi ne se contente pas d'une capacité putative.(2).

179 du C. civ., ne préjuge pas les décisions contre la condamnation aux dépens, qu'ils doivent encourir lorsque leur opposition au mariage d'un de leurs descendants est jugée mal fondée; à cet égard, ils sont, comme tous autres plaideurs, soumis au principe général consacré par l'art. 130 du Cod. de proc. Sic, Duranton, t. 2, n° 217; Chauveau, Comm. du tarif, t. 1, tit. 7, liv. 2, n° 45.

Ajoutons néanmoins que dans l'arrêt que nous rapportons, c'est seulement le motif qui nous paraît susceptible d'être critiqué; car c'est là seulement que les dépens ont été assimilés aux dommages-intérêts.—Quant au dispositif, il a compensé les dépens et en cela nous ne voyons qu'une application de l'art. 131 du Cod. de proc., qui laisse aux tribunaux la faculté de compenser les dépens lorsqu'ils le jugent convenable en raison de la qualité des parties.

(2) Il en serait autrement, s'il s'agissait de la capacité relative aux droits civils ou politiques. Alors l'erreur commune ferait droit, par le double motif que de tels droits admettent une possession notoire capable de produire l'erreur commune proprement dite,

(Maffei — C. Maffei.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, sans entrer dans l'examen si les maximes du droit romain et des anciennes Cours souveraines, concernant l'erreur commune, peuvent encore être invoquées pour expliquer ou modifier les dispositions impératives de l'art. 980 du Code civil, il est bien certain qu'elles ne peuvent recevoir d'application à l'espèce, si l'on se pénètre de l'esprit et des circonstances dans lesquelles elles ont été conçues; — Que dans la loi *Barbarius Philippus* il était question d'un esclave nommé Préteur, parce qu'il était erronément réputé libre dans l'opinion commune; Ulpien décida que l'erreur commune avait pu valider les actes de ce Préteur, d'une part, afin de ne pas porter le trouble dans les familles, et s'étayant, d'autre part, sur la volonté du peuple romain qui, en élevant *Barbarius* à la préture, l'avait en quelque sorte déclaré libre; — Que si la loi première au Code de testamentis, et le § 7 des Institutes au même titre, ont soutenu un testament auquel avait assisté un témoin esclave, mais généralement réputé libre, ce fut là une grâce, une décision de circonstance, adoptée par l'empereur en faveur de la liberté, et pour qu'une discussion particulière sur la validité d'un testament élevée entre des tiers, ne donnât lieu à troubler un homme qui avait jusqu'alors joui de la possession d'état d'homme libre; — Que d'après la loi 3 ff. ad *Senatus. Marc.*, il était naturel que la disposition pénale du sénatus-consulte cessât lorsque le fils de famille était communément réputé père de famille, puisque dans ce cas, il n'y avait pas de fraude de la part du préteur; et que d'ailleurs il eût été souverainement injuste de favoriser un fils de famille qui eût cherché, en déguisant son état, à tromper celui avec qui il contractait; — Que lorsque dans la loi 3, § 5, ff. de *suppl. leg.*, le jurisconsulte dit *error jus facit*, c'est pour déterminer d'après l'opinion commune quoique erronée, et non pas d'après l'exactitude grammaticale, la signification d'un mot relatif à un legs; — Que les anciennes Cours souveraines de France n'ont jamais appliqué la maxime de l'erreur commune, que dans le sens de ses auteurs c'est-à-dire à des notaires ou officiers ministériels qui avaient rempli des fonctions auxquelles ils se trouvaient appelés par ignorance de leur incapacité légale; — Qu'au surplus, l'appelant n'offre pas d'étayer la preuve de l'erreur commune, concernant l'âge des témoins testamentaires, sur des actes publics multipliés, mais seulement sur ce que lesdits

témoins dissient qu'ils étaient majeurs, en présence d'autres témoins qu'il veut faire entendre; — Qu'enfin l'on ne conçoit pas comment l'opinion publique et générale a pu s'occuper et se former sur l'âge de deux jeunes hommes d'un état obscur; — Dit bien jugé, etc.

Du 17 fév. 1806. — Cour d'appel de Turin.  
— Pl., MM. Paolotti et Baretta.

# DIVORCE. — ARTICULATION DE FAITS. — TÉMOINS. — REPROCHES.

La requête en divorce doit contenir le détail circonstancié, et non pas seulement une énonciation générale des faits qui donnent lieu à la demande (1).

Si, sur une demande en séparation de corps, formée par la femme pour excès, sévices ou injures graves, des témoins appelés par le mari dans la contre-enquête ont déposé de faits d'adultère contre la femme, ces témoins ne peuvent être entendus lors de la demande en divorce formée ultérieurement par le mari pour cause d'adultère (2).

(La dame Baillon — C. son mari.)

La dame Baillon ayant formé contre son mari une demande en séparation de corps pour sévices et injures graves, fut admise à faire la preuve des faits qu'elle avait articulés. Le sieur Baillon, de son côté, admis à la preuve contraire, fit entendre cinq témoins qui ne s'expliquèrent pas sur les sévices; mais déposèrent de faits étrangers, et qui jetaient sur la dame Baillon des soupçons d'adultère. L'enquête de la dame Baillon ayant été trouvée concluante, le tribunal de Fontainebleau rendit, le 12 fruct. an 12, un jugement qui ordonna la séparation de corps. — Baillon interjeta appel; mais bientôt il l'abandonna, et demanda lui-même le divorce pour cause d'adultère. Il se fonda sur le témoignage des cinq témoins entendus lors de l'enquête sur la séparation de corps. — Le sieur Baillon ne présentait aucun fait, néanmoins il est admis à la preuve de l'adultère. — La dame Baillon reprocha les cinq témoins. — Sans égard pour ces reproches, le jugement ordonna que les cinq témoins seraient entendus de nouveau. — Sur les faits déposés par ces témoins, le divorce est prononcé.

La dame Baillon interjetta appel de tous ces jugemens. — Elle soutient d'abord que les faits n'étant nullement précisés, qu'aucune circonstance de temps ni de lieu n'étant rapportée, le sieur Baillon ne pouvait être admis à la preuve. — En second lieu, que la preuve sût-elle admissible, les

généralement réputé capable ou rendrait pas au le testament, et c'est aussi ce qu'a jugé un arrêt de la Cour d'Aix du 30 juill. 1838.

(1) V. conf. Colmar, 20 mess. an 13; Paris, 14 mars 1806; Limoges, 2 juill. 1816.

(2) Il a été pareillement jugé que le défendeur à la séparation de corps ne peut, dans la contre-enquête, faire entendre des témoins sur des faits qui n'ont aucun rapport avec ceux articulés dans l'enquête; Bruxelles, 29 frim. an 11. On pouvait donc, dans l'espèce ci-dessus, avoir eu tort d'entendre les témoins du mari sur un prétendu adultère de la femme; mais nous ne saurions admettre qu'un témoin doive nécessairement être rejeté de l'enquête faite sur une demande ultérieure en divorce, par cela seul qu'il aurait déposé des mêmes faits dans une précédente demande en séparation; les juges pourront sans doute prendre cette circonstance en considération dans l'appréciation de la déposition du témoin, mais il n'y a pas là un motif suffisant pour la rejeter.

et que l'ignorance qui en résulte serait le plus souvent fort difficile à dissiper. V. en ce sens, Cass. 28 fév. 1821, 18 janv. 1830, et 28 juill. 1831 (Volume 1831); Limoges, 7 déc. 1809; Metz, 28 août 1822. — Mais lorsqu'un témoin est incapable à raison de l'âge ou de la parenté, une déclaration contraire de sa part ne prouve rien; l'opinion générale à ce sujet, si elle existe, manque de base, et le fait lui-même peut et doit être vérifié. Cette distinction entre l'incapacité fondée sur l'âge ou la parenté et celle relative aux droits civils ou politiques, est admise par la plupart des auteurs anciens et modernes. V. en ce sens, Ricard, 1<sup>re</sup> part., n° 1357; l'argol, des Testaments, chap. 3, sect. 1<sup>re</sup>, n° 7; Grenier, Donations et testaments, n° 256; Toullier, t. 5, n° 407; Delvincourt, t. 2, p. 528; Vazeille, sur l'art. 980, Cod. civ., n° 12 et 13; Poujol, sur les art. 974 et 975, n° 19. — V. cependant Merlin, Répert., v° Témoin instrumentaire, § 2, n° 2, et Duranton, t. 9, n° 109. Ces deux auteurs enseignent, sans distinction, que l'incapacité d'un témoin qui était

I. — 1<sup>re</sup> PARTIE.

cinq témoins produits par le sieur Baillon ne devaient pas être entendus.

Baillon prétend que les faits étaient suffisamment détaillés; qu'à l'égard des témoins, leurs dépositions ne pouvaient être écartées; car leur déclaration ayant été faite dans une affaire qui n'avait rien de commun avec le divorce, on ne pouvait pas dire qu'elles avaient été faites pour la cause.

#### ARRÊT.

**LA COUR;**—Attendu qu'une plainte doit déterminer avec précision le lien, le jour, l'heure, et toutes les circonstances du fait dont on se plaint, de manière à mettre l'accusé en état de combattre l'accusation, de l'atténuer, ou même d'en établir le faux; qu'en lieu de cette précision, Baillon, par sa requête en divorce, s'est contenté d'articuler vaguement et sans nul détail, que sa femme s'est rendue coupable d'adultère;

Attendu que les cinq témoins entendus dans la contre-enquête de Baillon sur la demande en séparation, n'ont pas pu l'être depuis dans l'enquête sur la demande en divorce, premièrement comme légitimement suspects, parce que, dans la contre-enquête, n'ayant à expliquer que sur les faits d'injures, sévices et mauvais traitements articulés par la femme, et sur les faits contraires de la conduite du mari, qui pouvaient être à leur connaissance, c'est gratuitement, d'office, et par une partialité évidente, qu'ils ont entrepris de dénigrer sa femme, en articulant des faits que Baillon a depuis recueillis pour en composer sa plainte; secondement, parce que ces mêmes témoins entendus une première fois, et liés par leurs déclarations faites sous la religion du serment, ne pouvaient faire que répéter à la justice ce qu'ils lui avaient dit une première fois;—Attendu enfin que de ces dépositions mêmes, il ne résulte point la preuve du fait mis en avant, mais seulement de familiarités qui, quoique très indécentes et très répréhensibles, n'ont aucune liaison nécessaire ni prochaine avec le fait articulé;—Faisant droit sur l'appel, décharge la femme Baillon des condamnations contre elle prononcées; en principal, déclare Baillon non recevable et nul fondé dans sa demande en divorce pour cause d'adultère, etc.

Du 18 fév. 1806.—Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Delavigne et Carbonnier.

#### COMPÉTENCE.—MATIÈRE COMMERCIALE.—DOMICILE.

En matière commerciale, le créancier qui veut user de la faculté accordée par l'art. 17, tit. 12 de l'ordonn. de 1673 (aujourd'hui l'art. 420, Cod. proc.), d'assigner son débiteur au lieu où la promesse a été faite et la marchandise fournie, doit justifier formellement de l'existence de cette condition: il ne peut donner l'assignation devant le tribunal de son propre domicile, sous prétexte que la livraison est légalement presumée devoir être faite à ce domicile.

(1) *V.* en ce sens, Bruxelles, 4 mai 1811; Carré, t. 1<sup>er</sup>, quest. 367; Demian-Crozilhac, pag. 63.

(2) *V.* conf., Cass. 31 mai 1809; Aix, 20 niv. an 13.—Depuis la promulgation du Cod. de proc., le délai pour fournir la caution dont il s'agit, est fixé par une disposition précise. L'art. 832 porte: «L'acte de réquisition de mise aux enchères contiendra, à peine de nullité de la surenchère, l'offre de la caution, avec assignation à trois jours devant le tribunal, pour la réception de ladite caution.»

(3) C'est aujourd'hui la disposition formelle de l'art. 165 du Cod. de comm., aux termes duquel le

(Anseul—C. Heymans.)

Du 18 fév. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Girardin et Audoor.

#### EXPLOIT.—DOMESTIQUE.—VOISIN.

La disposition qui prescrit de remettre la copie d'exploit à un voisin de l'assigné, n'est pas suffisamment observée, lorsque la copie est remise à un domestique du voisin (1).

Du 19 fév. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### 1<sup>o</sup> JUGEMENT DÉFINITIF.—CHOSE JUGÉE

#### 2<sup>o</sup> SÉPARATION DE CORPS.—ADMINISTRATION PROVISOIRE.

#### 3<sup>o</sup> AUTORISATION.—FEMME MARIÉE.

1<sup>o</sup> Est définitif et non pas seulement préparatoire, le jugement qui rejette une exception de chose jugée.—En conséquence, l'appel en est recevable avant le jugement qui statue sur le fond.

2<sup>o</sup> Les tribunaux peuvent, durant l'instance en séparation de corps, accorder à la femme l'administration provisoire de ses biens.

3<sup>o</sup> L'autorisation d'ester en jugement n'est valablement donnée par justice à une femme mariée, que pour un objet et un procès déterminés.

(Griffon—C. sa femme.)

Du 20 fév. 1806.—Cour d'appel de Liège.—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Wargée et Hargé.

#### SURENCHÈRE.—CAUTION.

L'obligation de faire une offre, renferme celle de la réaliser aussitôt que la réalisation est requise.—En conséquence, le créancier qui, en requérant la mise aux enchères, offre caution, aux termes de l'art. 2185 du Code civil, doit fournir cette caution dès qu'il en est requis, à peine de nullité de l'enchère (2).

(Royer—C. Geffrier.)

Du 21 fév. 1806.—Cour d'appel d'Orléans.

#### LETTRE DE CHANGE.—PROTÊT.—GARANTIE.—ACCEPTATION.—PROVISION.

Sous l'empire de l'ordonn. de 1673, le défaut de notification du protêt emportait déchéance de la garantie, encore que l'action récursoire fût formée en temps utile. (Ordonn. de 1673, tit. 5, art. 12.) (3)

Sous la même ordonnance, l'acceptation de la lettre de change par le tiré dispensait le tireur qui voulait opposer la déchéance au porteur négligent, de prouver que la provision existait réellement à l'échéance. (Ordonn. de 1673, tit. 5, art. 16.) (4)

(Peemans—C. Goffin.)

Du 22 fév. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—Pl., MM. Vanvolxem et Hoyez.

porteur qui veut éviter la déchéance prononcée par l'art. 168, doit commencer par faire notifier le protêt à celui des tireurs et endosseurs contre lequel il exerce son recours.

(4) Il en est autrement sous le Cod. de comm.; l'art. 117 porte que l'acceptation ne dispense pas le tireur de prouver la provision, et que s'il ne fait point cette preuve, il est tenu de la garantie, quoiqu'il le protêt ait eu lieu après les délais fixés. *V.* en ce sens, Pardessus, n° 392; Diction. du content. comm., v° Lettre de change, n° 324.

**TESTAMENT AUTHENTIQUE. — ÉCRITURE.**  
*La déclaration du notaire que le testament lui a été dicté, qu'il l'a rédigé, fait et dressé, et qu'il en a donné acte, ne peut suppléer la mention textuelle que c'est lui qui l'a écrit (1).*

(Deffet—C. Gally, Bianquin et autres.)

Du 23 fév. 1806. — Cour d'appel de Turin.—  
 Pl., MM. Minna et Calosso.

V. le texte de cet arrêt avec celui de rejet rendu le 27 mai 1807 sur le pourvoi dont il a été l'objet.

**TESTAMENT. — CLAUSE CODICILLAIRE.**  
*Sous l'empire du Code civil, la clause codicillaire ne peut avoir l'effet de valider un testament nul. (Cod. civ., art. 971, 972.) (2)*  
 (Garcia—C. Garcia.)

15 frim. en 12, testament de Garcia en faveur de ses enfants mâles : il décède peu après. Le testament est examiné et reconnu nul comme n'étant pas revêtu des formalités prescrites par l'art. 972 du Code civil. — Mais il était revêtu des formes d'un contrat, qui eussent suffi pour une donation entre vifs, aux termes de l'art. 931. — Les frères mâles prétendirent donc le faire valoir comme donation entre vifs de la totalité disponible. — À cet effet, ils invoquaient la clause par laquelle le testateur disait : « voulant que ceci « vaille comme testament ou donation, ou de « toute autre manière qu'il pourra valoir. » — Et pour la perfection de l'acte comme donation entre vifs, les héritiers institués offraient leur acceptation. — Les sœurs répondaient que la disposition avait été faite pour avoir effet après le décès du disposant ; qu'elle avait donc essentiellement le caractère de disposition à cause de mort ; que la clause codicillaire n'était point qu'elle dut ni pût avoir effet durant la vie du disposant ; qu'elle était donc essentiellement nulle, puisqu'elle était en contravention aux formalités prescrites pour les dispositions à cause de mort.

28 prair. en 13, jugement du tribunal d'Alba, qui juge en faveur des sœurs. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la portion disponible ne peut être réclamée qu'en vertu d'une disposition valable selon les lois en vigueur ; — Que si d'après ces lois, on ne peut disposer de ses biens à titre gratuit, que par une donation entre vifs ou par testament, il est évident que le testament dont il s'agit, ne peut se soutenir : car il répugne aux principes du droit, qu'une disposition de dernière volonté change tellement de nature, qu'il en résulte un acte entre vifs ; on ne saurait d'ailleurs concevoir rien de plus singulier que l'offre de la part des appelans d'en venir en ce moment à l'acceptation de la donation. — Quand même il s'agirait d'une donation, ce qui est dans l'espèce une hypothèse détruite par le fait, on aurait dû faire l'acceptation du vivant du donataire. Telle est la disposition textuelle de l'art. 932 Code civil. — Le testament, dont il est question, ne peut non plus sortir son effet en force de codicille, ou de donation à cause de mort. — Il est vrai que, suivant la jurisprudence ancienne du Piémont, les testaments étaient, quant aux solennités, différenciés des codicilles et des donations à cause de mort ; mais d'après les lois actuelles,

cette différence n'existe plus. Toutes dispositions de dernière volonté, sans distinction entre celles qui ne contiennent que de simples legs, sont comprises sous la dénomination de testament. Les mêmes formes s'y appliquent indistinctement. Par conséquent l'observation de ces formes, laquelle, dans le testament dont il s'agit, se présente au premier coup d'œil, entraîne la nullité de l'acte, soit qu'on l'appelle testament, soit qu'on lui donne une autre dénomination quelconque, propre à désigner une disposition de dernière volonté ; — Confirme, etc.

Du 23 fév. 1806. — Cour d'appel de Turin.—  
 Concl., M. Castagnéry, subst.—Pl., MM. Grosse et Avignon.

**CRÉANCIER. — FRAUDE. — DÉSISTEMENT. — RESCISION.**

*Est nul le désistement d'une instance consentie en fraude des créanciers. — Par suite, le créancier qui s'est opposé à ce que son débiteur, demandeur en rescision d'un contrat, prit aucun arrangement avec la partie adverse sans l'y appeler, peut demander la nullité du désistement ultérieur de l'action en rescision et se faire subroger à la poursuite. (Cod. civ., art. 1167.)*

(Dupuy—C. Maupercé et Ségur.)

Le sieur Ségur avait vendu une maison, le 24 vent. an 3, au sieur Maupercé, pour 233,000 liv. en assignats. — En vertu de la loi du 19 flor. an 6, le sieur Ségur intenta contre l'acquéreur une action en rescision pour cause de lésion, et resta deux ans sans y donner suite. Cependant la lésion étant évidente, il proposa au sieur Dupuy, son créancier, de suivre le procès, afin d'obtenir de quoi être rempli de sa créance. La perspective d'un jugement favorable déterminait le sieur Dupuy à accepter la procuration de son débiteur et à poursuivre l'instance. — Toutefois le sieur Dupuy éprouva des entraves par suite de la connivence des agents du sieur Ségur, avec le sieur Maupercé, et le 20 flor. an 10, il prit le parti de signifier, tant à ce dernier qu'aux sieurs Landrieux et Barabé, chargés des affaires du sieur Ségur, qu'il s'opposait à tous versements de deniers qu'ils pourraient faire entre ses mains, notamment de deniers provenant des arrangements faits sur l'instance en rescision, même à tous arrangements non consommés, et qui ne pourraient avoir lieu qu'en sa présence. — Malgré cette opposition, le sieur Maupercé fait signer au sieur Barabé, affaibli par la maladie dont il est mort deux jours après, un désistement pur et simple de l'action. Le sieur Barabé était porteur d'une procuration du sieur Ségur, du 25 prairial précédent, qui l'autorisait à traiter à forfait, transiger ou suivre jusqu'à décision définitive. — Le sieur Dupuy, informé de ce qui s'était passé, intervint dans l'instance du 20 pluv. an 12, et demanda la nullité du désistement comme fait en fraude de ses droits. Du reste, il demanda à être autorisé à continuer les poursuites contre Maupercé et à faire valoir le procès.

10 prair. an 13, jugement qui le déclare non recevable, par le motif que l'instance a été éteinte par le désistement avant son intervention.

Appel.

valider un testament nul pour toute autre cause, par exemple pour captation. — « Le Code Napoléon, dit Merlin (Répert., v. *Clauses codicillaires, in fine*), ne parle pas de la clause codicillaire, et elle ne peut être d'aucun usage, d'après le pacte qu'il a pris, art. 1002, d'assimiler à tous égards l'institution d'héritier et le legs universel. »

## ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que tout créancier, pour empêcher que son débiteur ne transige avec des tiers, en fraude de ses droits, peut s'opposer à ce qu'il soit fait entre eux aucun arrangement hors de sa présence; que Dupuy, dans l'affaire présente, avait pris cette précaution par acte signifié en flor. an 10; que dès lors Berabé n'a pu, comme mandataire de Ségur, se désister au préjudice de ladite opposition, par acte du 2 mess. suivant;—Faisant droit sur l'appel, dit qu'il a été mal jugé;—Déclare le prétendu désistement du 2 mess. an 10 nul et frauduleux; donne acte à Dupuy de son adhésion à la demande en rescision formée par Ségur; en conséquence ordonne que ledit Dupuy sera et demeurera subrogé à la poursuite de ladite action, et comme tel autorisé à continuer à sa requête, en sa qualité de créancier de Ségur, les opérations d'estimation commencées, etc.

Du 24 fév. 1806.—Cour d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.—Prés., M. Agier.—Pl., MM. Tripler et Popelin.

## JUGEMENT PRÉPARATOIRE.—APPLICATION DE TITRES.—APPEL.

Le jugement qui se borne à ordonner une application de titres par experts à des immeubles litigieux, et qui réserve expressément aux parties leurs moyens et exceptions au fond, est simplement préparatoire et par conséquent non susceptible d'appel avant le jugement définitif. (L. 3 brum. an 2, art. 6.)

(Fréine—C. Roehl.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'aux termes de l'art. 6 de la loi du 3 brum. an 2, il n'est pas permis d'appeler des jugements préparatoires; que celui du 9 vent. an 13, se bornant à ordonner l'application des titres à l'immeuble en litige, réservant même expressément les moyens et exceptions des parties au fond, est purement préparatoire;—Déclare l'appel non recevable, etc.

Du 25 fév. 1806.—Cour d'appel d'Agen.—Prés., M. Borgognié.—Pl., M. Labie.

1<sup>o</sup> EXPROPRIATION FORCÉE.—COMMANDEMENT.—CESSIONNAIRE.—SIGNIFICATION.2<sup>o</sup> AJUDICATAIRE.—ENCHÈRE.—INSOLVABILITÉ.

1<sup>o</sup> Le commandement à fin d'expropriation ne peut être considéré comme un acte d'expropriation.—Par suite, le cessionnaire d'un titre exécutoire, qui agit en vertu du titre de son éditant, ne contrevient pas à l'art. 2114 du Code civil, selon lequel le cessionnaire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après la signification du transport au débiteur, lorsqu'il lui signifie cet acte dans le commandement; il n'est même pas nécessaire que la cession soit signifiée avant le commandement.

2<sup>o</sup> L'enchère de celui qui ne justifie pas de sa solvabilité peut être rejettée par le tribunal.

(Capoulade—C. Bossignol.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que s'il résulte de l'art. 2114 du Code civil, que le cessionnaire d'un titre exécutoire ne peut poursuivre l'expropriation qu'après que la signification du transport a été faite au débiteur, on ne peut pas considérer le commandement comme un acte d'expropriation, puisque l'art. 2217 du Code porte que toute poursuite en expropriation d'immeuble doit être précédée d'un commandement; d'où il suit que cet acte est antérieur aux poursuites en expropria-

tion, et que, dès lors, la signification du titre faite dans le commandement est faite régulièrement, conformément à l'art. 2114;

Attendu qu'aucune loi ne défend aux tribunaux de s'assurer de la solvabilité d'un enchérisseur, qu'ils doivent dans leur sagesse pourvoir aux moyens que la loi ne reste pas sous effet; que, d'ailleurs, Ambroise Bossignol n'a justifié d'aucune solvabilité, puisque les biens qu'il prétend lui appartenir sont affectés à la créance pour laquelle l'expropriation est poursuivie;—Met les appels au néant, etc.

Du 26 fév. 1806.—Cour d'app. d'Agen.—Prés., M. Bergognié.—Pl., MM. Deyries et Baradat.

1<sup>o</sup> VENTE.—PAIS DE NANTISSEMENT.2<sup>o</sup> CONTRE-LETTRE.—TIERS.

1<sup>o</sup> Une vente consentie dans un pays de nantissement, sous l'empire des statuts locaux qui subordonnaient la transmission de la propriété à l'accomplissement de ces vices de loi, a néanmoins transféré la propriété à l'acquéreur, malgré l'inobservation de ces formalités, par l'effet de la promulgation du Code civil.—En conséquence, l'acquéreur a pu valablement hypothéquer l'immeuble par lui acquis, à partir de la promulgation du Code.

2<sup>o</sup> Avant le Code civil, comme sous son empire, les contre-lettres n'avaient d'effet qu'entre les parties contractantes: elles ne pouvaient être opposées aux tiers.

(Saum—C. Vanhecke.)

Du 27 fév. 1806.—Cour d'appel de Trèves.—2<sup>o</sup> sect.—Pl., MM. Rittman et Fuchs.

## TITRE EXÉCUTOIRE.—CHOSE JUGÉE.—

## EFFET RÉTROACTIF.

Un titre déclaré exécutoire seulement sur les meubles du débiteur, par jugement passé en force de chose jugée sous l'empire de lois qui admettaient cette restriction, ne peut, sur la demande du créancier, être rendu exécutoire sur les immeubles, conformément aux lois nouvelles: ce serait là violer l'autorité de la chose jugée.

(Zechers—C. Recq.)

Du 1<sup>er</sup> mars 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>o</sup> sect.—Concl., M. Malfroid, subst.—Pl., MM. Raoux et Falder.

## ACCROISSEMENT.—LÉGATAIRE.

Du 3 mars 1806.—Cour d'appel d'Agen (aff. Dubrana).—V. *infra*, au 13 mars.

## PREUVE PAR ÉCRIT (COMMENCEMENT DE).—CESSIONNAIRE.

Tout acte par écrit, émané du demandeur ou de celui qu'il représente, peut, si cet acte rend vraisemblables les exceptions alléguées par le défendeur, servir de commencement de preuve par écrit de ces exceptions, et faire admettre la preuve testimoniale.—Le cessionnaire d'une créance représente le éditant. (Cod. civ., art. 1347.)

(Camosso—C. Pecchio et Bertalazone.)

Le 14 mars 1806, la maison de commerce Camosso fit une déclaration d'où il résultait que le sieur François Berardi lui avait déposé une somme de 3,576 fr. appartenant aux sieurs Pecchio et Bertalazone, et qu'elle les remettait à qui il

serait ordonné par lesdits Pecchio et Bertalazzone. — En vend. au 14, Pecchio assigna en restitution de la somme déposée, le sieur Camosso. Bertalazzone intervint, et adhéra aux conclusions de Pecchio. — Camosso prétendit qu'il n'avait jamais reçu cette somme; qu'il n'avait fait qu'obliger les sieurs Pecchio et Bertalazzone; que ce dernier voulant retirer de la maison Berardi la somme de 3,576 fr. pour s'acquitter envers Pecchio, des contestations s'étaient élevées entre lui et ce dernier; qu'ils étaient convenus de laisser cette somme en dépôt; que Berardi s'était offert de la garder; mais que Pecchio et Bertalazzone n'ayant pas voulu paraître la lui laisser, ils ont engagé, lui Camosso, à prêter son nom, en déclarant avoir reçu l'argent des mains de Berardi, mais que la vérité était que jamais il n'avait touché cette somme. — Il demanda à être admis à la preuve de tous ces faits. Il produisit encore un certificat du liquidateur de la maison Berardi, contenant extraits des livres de cette maison, d'où il résultait et où il était même dit expressément que le dépôt n'avait jamais été fait.

Le tribunal de première instance rejeta la preuve offerte par Camosso, en se fondant sur l'art. 1344 du Code civil, qui veut que même en cas de dépôt volontaire acte soit dressé, lorsqu'il s'agit d'une somme de plus de 1500 fr., et qui défend d'admettre aucune preuve contre et outre le contenu aux actes, et condamna Camosso à restituer au sieur Pecchio ladite somme de 3,576 fr., dans le délai de dix jours.

Appel par Camosso. — Il soutient que Pecchio et Bertalazzone n'agissant contre lui que comme représentant Berardi il pouvait leur opposer toutes les exceptions qu'il pourrait opposer à celui-ci, et que le certificat donné par le liquidateur de la maison Berardi devait être considéré comme un commencement de preuve par écrit, suffisant pour le faire admettre à la preuve par témoins des faits qu'il avait avancés.

Les Intimés ont répondu que le certificat ne pouvait pas faire commencement de preuve par écrit contre eux, puisque cet acte n'était pas émané d'eux-mêmes. (Code civil, 1347.) — Qu'il n'était pas exact de dire qu'ils représentaient Berardi; que c'était au contraire de leur chef qu'ils exerçaient leur action contre Camosso; que cela résultait des propres termes de l'article 1937 du Code civil, qui veut que le dépositaire soit tenu de restituer le dépôt, entre autres à celui au nom de qui il a été fait; qu'ici le dépôt était pour le compte de Pecchio, comme le portait la déclaration, qu'ainsi Pecchio pouvait réclamer ce dépôt, puisque c'était pour son compte qu'il avait été fait, et qu'il n'avait nul besoin de représenter Berardi.

## ARRÊT.

LA COUR; — Attendu, 1<sup>o</sup> que les parties conviennent que la somme de 3,576 fr. était due originairement par la ci-devant maison de commerce de Berardi au sieur Bertalazzone; d'où il suit qu'avant la déclaration de 1804, ce dernier n'aurait pu agir que contre ladite maison; — 2<sup>o</sup> Qu'il résulte en termes exprès de la déclaration sus-énoncée, que la maison de commerce Camosso a reçu directement le dépôt en question de la maison de commerce Berardi et non pas du sieur Bertalazzone; — 3<sup>o</sup> Qu'il suit de là que Bertalazzone, dans l'action qu'il exerce incontinent contre Camosso, ne peut s'élever que du fait personnel de Berardi, aux droits duquel, sur la somme en question, il a succédé en vertu de l'es-

pèce de cession consignée dans la déclaration dont il s'agit; — 4<sup>o</sup> Que d'après cela, il est vrai de dire dans l'état actuel, que Bertalazzone et Pecchio représentent Berardi, comme le cessionnaire représente le cédant; — 5<sup>o</sup> Que l'on peut en conséquence leur appliquer l'art. 1347 du Code civil, tandis que Camosso, qui devient à leur égard demandeur en simulation, s'étant d'une déclaration du déposité pour le liquidation de la maison de commerce Berardi tombée en faillite, de laquelle il résulte que dans les comptes-courants de cette maison, on a, le 14 mars 1804, porté le sieur Bertalazzone pour créancier de 3,573 fr., à raison d'un dépôt purement figuratif de pareille somme entre les mains de Camosso, lequel n'a point été exécuté; — 6<sup>o</sup> Que c'est donc là un commencement de preuve par écrit de l'exception de la partie défenderesse, émanée des administrateurs de la maison Berardi, représentée, pour ce fait, par Bertalazzone et Pecchio; — 7<sup>o</sup> Que si, d'après l'art. 1347, Camosso serait admissible, dans l'espèce, à fournir la preuve testimoniale de son exception, on doit, à plus forte raison, l'admettre à déduire des interrogatoires; — 8<sup>o</sup> Enfin, que Bertalazzone n'a point contesté la vérité de la signature de Crosa, lequel atteste, entre autres choses, un fait qui est personnel audit Bertalazzone, puisqu'il a assuré lui avoir remis, le 17 août 1805, un extrait des comptes en question; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Ordonne que les sieurs Bertalazzone et Pecchio viendront répondre en personne aux interrogatoires déduits par la maison de commerce Camosso, etc.

Du 4 mars 1806. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Gerro et Trombetta.

1<sup>o</sup> TESTAMENT AUTHENTIQUE. — ÉCRITURE.2<sup>o</sup> TESTAMENT. — NULLITÉ. — EXÉCUTION.

1<sup>o</sup> La déclaration dans un testament authentique qu'il a été dicté par la testatrice, fait et lu par la notaire recevant, n'équivaut pas à la mention expresse de l'écriture par le notaire. (Cod. civ., art. 1001.) (1)

2<sup>o</sup> La réception, par un héritier légitime d'un legs particulier ne couvre pas la nullité du testament, surtout si lors de la réception cet héritier ignorait la nullité (2).

(Montarano—C. Beltramo et Massolino.)

Le testament de la dame Basso, au lieu de contenir en termes exprès qu'il avait été écrit par la notaire, portait seulement qu'il avait été dicté au notaire par la testatrice, et fait et lu à la testatrice par le notaire. Les héritiers légitimes, les dames Beltramo et Massolino, ignorant le vice de forme, reçurent de Montarano, héritier institué, le montant d'un legs qui leur avait été fait par la testatrice, et déclarèrent, dans la quittance, que la somme à elles payée leur était remise pour estimation et final paiement de tous les droits qu'elles pouvaient espérer dans la succession à raison du testament. Mais, averties bientôt après de la nullité résultant du défaut de mention de l'écriture par le notaire, elles attaquèrent le testament devant les tribunaux.

Le sieur Montarano répondit que les déclarations contenues dans le testament suppléaient à la mention expresse exigée par la loi; et au surplus il opposa une fin de non-recevoir prise de ce que les héritiers légitimes avaient exécuté le testament et reconnu sa validité, en acceptant la

(1) F. nos observations sur l'arrêt de Cass. du 10 therm. an 13.

(2) F. conf., Cass. 27 août 1818; Turin, 22 mars 1806; Grenoble, 7 août 1819.



délivrance de leur legs, délivrance qu'il n'aurait pu faire qu'en sa qualité d'héritier institué, et en donnant quittance.

Jugement qui sans s'arrêter à cette défense annule le testament.

Appel par Montarana.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les mots *fait et lu à la testatrice*, etc., par lesquels le notaire a terminé l'acte, ne peuvent aucunement suppléer à la mention expresse, ordonnée par ledit article, que le testament ait été écrit par le notaire tel qu'il a été dicté; — Que ce défaut de mention suffit, aux termes des principes adoptés en la matière, et sanctionnés par tant de préjugés des tribunaux supérieurs, pour rendre nul le testament, aux termes de l'art. 1001 du Code susdit;

Considérant, quant à l'intérêt de la dame Beltramo, que, soit la prétendue acceptation de la succession à elle déferée, soit la libération par elle faite à Montarana, ont eu lieu sans aucune autorisation de la part de Jean-Baptiste Beltramo, son mari, qui n'est point intervenu en l'acte public dont il s'agit, et qu'en conséquence elles ne peuvent produire aucun effet, aux termes des lois précitées; — Considérant, pour ce qui concerne l'intérêt de la dame Messolino, que la libération par elle faite à Montarana, avec l'autorisation de son mari, n'eût d'autre motif que celui de la supposition que ledit Montarana fût réellement l'héritier de la demoiselle Bosso; que cette supposition venant à manquer, attendu la nullité du testament, la libération ne peut produire d'effet au profit de Montarana, surtout pour le faire considérer comme héritier, lorsqu'il ne l'est pas, puisque, comme dit le président Fabre, en la définition 7<sup>e</sup>, liv. 6, tit. 10 de son Code: « *Ne-  
mo ex sola adversarii confessione fit hæres,  
a tametsi ex testamento, aut ab intestato de-  
a lata et sit hereditas; hæredem enim non de-  
a latio facit, sed acquisitio hereditatis;* » — Qu'au surplus, la libération susdite ne peut être envisagée, ni comme une reconnaissance de la validité du testament en question, ni comme un empêchement à en proposer la nullité, puisqu'il ne paraît pas même que ledit testament ait été ni connu, ni communiqué à la dame Messolino et à son mari, ni qu'il ait été question de transiger sur sa nullité; de sorte que toutes les déclarations y contenues n'ont de base que dans une fausse supposition, et dans une erreur qui, d'après les principes de la matière, développés dans le titre de *Juris et facti ignorantia*, du Digeste, ne doit point profiter à Montarana, surtout vis-à-vis de personnes non versées dans les nouvelles lois, qui réclament une succession qui leur appartient de droit; — Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 4 mars 1806. — Cour d'appel de Turin. — Concl., M. Ricciardi.

#### INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — RENTE. — ARRÉRAGES.

Une inscription hypothécaire prise pour sûreté d'une rente, sous l'empire de la loi du 9 mess. an 3 qui n'accordait le rang d'hypothèque du capital que pour une seule année d'arrérages, suffit pour conférer le même rang d'hypothèque pour deux années d'arrérages et l'année courante, conformément à la loi du 11 brum. an 7 et au Code civil.

(1) La jurisprudence est prononcée dans ce sens. V. la note qui accompagne un arrêt de Caen du 1<sup>er</sup> prair. an 13.

(Barbançon—C. les héritiers Claeys.)

Du 5 mars 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Devleeschoudère et Joret.

#### 1<sup>er</sup> INTERROG. SUR FAITS ET ARTICLES. —

FIN DE NON-RECEVOIR.

2<sup>e</sup> LETTRE DE CHANGE. — ACCEPTATION. — CONTRAINTE PAR CORPS.

1<sup>er</sup> Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, comme sous le Code de procédure civile, l'interrogatoire sur faits et articles provoqué par l'une des parties contre l'autre, ne peut avoir lieu qu'autant qu'il n'en résulte point de retard de l'instruction ni du jugement. (Ordonn. de 1667, lit. 10, art. 1<sup>er</sup>.)

2<sup>e</sup> L'accepteur d'une lettre de change demeure obligé au paiement, malgré la déchéance encourue par le porteur à l'égard des tireurs et endosseurs: seulement, l'obligation étant alors purement civile, l'accepteur est affranchi de la contrainte par corps.

(Vancamp—C. Deheene.)

Du 5 mars 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Vandenplas et Girardin.

#### ACTE RESPECTUEUX. — PRÉSENCE. — SOMMATION.

Il n'est pas nécessaire que l'enfant soit présent en personne à l'acte respectueux qu'il adresse à ses père et mère. (C. civ., 154.) (1)

Le mot sommation peut être employé dans les actes respectueux, lorsque d'ailleurs ces actes sont conçus dans des termes qui témoignent des égards, de la soumission et du respect pour l'autorité paternelle.

(Morel—C. Morel.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, en fait, que le sieur Morel père, loin de provoquer la présence de son fils aux actes respectueux, en a lui-même proclamé l'innuité (pour son consentement), en déclarant qu'il ne consentait jamais au mariage dont il s'agit; — Considérant que le Code civil n'exige point la présence de l'enfant à l'acte respectueux; et que les tribunaux ne peuvent créer une nullité que la loi ne prononce pas;

Considérant que le mot *sommé*, qui se trouve dans les actes respectueux, n'est point textuellement prohibé par la loi, qu'il se trouve d'ailleurs accompagné dans ledits actes, de prières, d'humiles supplications, et de tous les témoignages d'égards, de soumission et de respect pour l'autorité paternelle; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; — Enjoignant, déclare les actes respectueux suffisants et réguliers, etc.

Du 6 mars 1806. — Cour d'appel de Rouen. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl., M. Brière. — Pl., MM. Dubamel et Frondière.

Nota. Cet arrêt a été dénoncé à la Cour de cassation. — V. 1<sup>er</sup> part., à la date du 4 nov. 1807.

#### CONSIGNATION. — INTÉRÊTS.

Sous l'empire du droit écrit, une consignation était nulle comme insuffisante, lorsque le débiteur n'avait pas consignés, outre les intérêts échus jusqu'à l'époque des offres, ceux qui étaient courus depuis ce moment jusqu'à la consignation. (L. 7, ff. de Usur.; 19, Cod. eod., tit.; Cod. civ., art. 1559.) (2)

(Peytavin—C. Bros.)

En 1785, Pierre Peytavin réclamaient contre Jean Bros, des droits légitimes réglés, à

(2) V. sur cette question le résumé de doctrine et de jurisprudence qui accompagne un arrêt de la Cour de cassation du 27 flor. an 10.

2,550 liv. par une transaction, et réduits à 1,150 liv. par des a comptes payés. — En l'an 3, offre à Jeanne Bros, veuve du réclamant, de la somme de 1,150 liv. et de 175 liv. pour intérêts courus. Sur son refus, consignation; mais on ne déposa pas les intérêts courus depuis ces offres. Par suite, lorsque sur la demande en paiement, la consignation fut opposée à Jeanne Bros, celle-ci en provoqua la nullité pour insuffisance.

11 fruct. an 10, jugement qui accueille cette demande.

Appel par Peytavin.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après la loi 7, ff. de Usur., et 19, au même titre du Code, la libération du débiteur n'est point opérée par les simples offres, mais seulement par la consignation, et que le cours des intérêts ne cesse que du jour de cette consignation, que le dernier état de la jurisprudence était conforme à ce principe; qu'il fut consacré par les nouvelles lois, notamment par celle du 1<sup>er</sup> fruct. an 3; qu'il l'a été de nouveau par les art. 1257 et 1258 du Code civ.; que la Cour de cassation n'y a admis qu'une exception, celle résultant de l'opposition mise par le créancier lui-même à ce que le débiteur consignât; exception fondée sur ces motifs d'équité, que le créancier ayant voulu rendre par là son débiteur dépositaire de la somme offerte, ne peut pas exiger de lui plus que du dépositaire public; que, dans l'hypothèse présente, Jean et François Peytavin, après avoir essayé le refus de leur offre, n'éprouvaient de la part de Jeanne Bros aucun obstacle ni empêchement à consigner la somme offerte; que leur libération n'étant donc pas accomplie par leur offre seule, ils durent déposer les intérêts courus depuis la dette; que le déficit de ces intérêts rendant leur consignation insuffisante, elle est restée pour leur compte et les a laissés sous le joug de leur dette, et sous l'obligation de l'acquitter aujourd'hui en son entier, sauf à eux à retirer leur dépôt ainsi qu'ils avisèrent; conséquence d'autant plus juste que cette dette, dont l'origine est sacrée puisqu'elle dérivait d'un droit de légitime, n'a pu, sans blesser le vœu de la nature, être acquittée avec une monnaie sans valeur. — Réforme, et, par un nouveau jugé, à déclarer nul le dépôt fait le 12 vent. an 3, par Jean et François Peytavin, entre les mains du receveur du district de Meode; les a en conséquence condamnés à payer à Jeanne Bros la somme de 1,150 fr., capital qu'ils lui doivent en reste des causes de l'acte du 12 avril 1787, et les intérêts qui ont couru depuis cet acte, etc.

Du 7 mars 1806. — Cour d'appel de Nîmes. — Prés., M. Nouilles. — Concl., M. Girandy, pr. gén.

**LÉGITIME. — SUBSTITUTION. — COMPOSITION.** Avant le Code civil, les biens substitués par l'aïeul au profit de son petit-fils ne devaient pas être distraits, comme les dettes, de la masse de la succession, pour opérer la fixation de la légitime.

(Peytavin — C. Peytavin.)

Jean Peytavin avait fait une donation entre vifs à André Peytavin son fils, à la charge de substitution au profit d'un de ses petits-enfants, s'il survivait au donataire. — Le cas prévu arriva. — André précéda son père. Jean Peytavin, second du nom, fils aîné d'André, fut institué héritier de son père et de son aïeul, à la charge d'acquiescer la légitime de droit due à ses frères. — Lorsqu'on en vint à la fixation de cette légitime, Jean Peytavin, héritier institué, prétendit

devoir distraire de la masse de la succession, 1<sup>re</sup> les dettes; 2<sup>o</sup> les biens substitués. — Pierre Peytavin son frère, soutint que les biens substitués ne pouvaient être assimilés aux dettes, et qu'ils devaient entrer dans la composition de la masse héréditaire.

En l'an 10, jugement du tribunal de Mende, ordonna que les biens substitués seraient distraits.

Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en thèse générale, les biens dépendant d'un fidéicommissaire doivent être distraits du patrimoine du grevé, *tantum ad alienum*, comme toute autre dette, suivant la disposition des lois 77, ff. de Leg.; 2, 6 et 8, C. de Ad leg. falcid.; la nouvelle 39, chap. 1<sup>re</sup>, et l'authentique *Res quæ*, au Code, *Communæ de legat.*; mais que cette règle souffre exception dans le cas d'un fidéicommissaire établi par l'aïeul en faveur d'un petit-fils; qu'on distingue dans cette espèce, si c'est le fils ou le petit-fils qui a été l'objet de sa libéralité; que lorsqu'elle est faite en contemplation du petit-fils, les biens qui en sont l'objet étant réputés n'avoir jamais été dans le patrimoine du fils, comme propriétaire, ses autres enfants n'y ont aucun droit de légitime; que, lorsqu'au contraire, elle l'a été en contemplation du fils, on les considère comme une dépendance de son héritage, parce que l'aïeul est présumé n'avoir eu en vue, en faisant une disposition secondaire, que d'empêcher la dissipation et le partage de ses biens, sans noier à aucun de ses descendants; que telle était la jurisprudence du parlement de Toulouse, attestée par Cambolas, liv. 2, chap. 14; Larocbe et Graverol, liv. 6, in verb., *Legitima*, tit. 63, art. 4; et par Fromental, v<sup>o</sup> *Légitime*. — Qu'ici l'on n'a pu donner que Jean Peytavin 1<sup>er</sup> voulait favoriser principalement son fils André, puisqu'il commença par lui faire une donation irrévocable de tous les biens qui lui restaient, et ne lui substitua on de ses petits-enfants qu'autant qu'il survivrait lui-même à ce donataire; que celui-ci, survivant au donateur, aurait donc recueilli, à l'exclusion de tous ses enfants, l'effet de la donation, et ne l'aurait transmise à son héritier que grevée de la légitime de ses autres enfants; qu'on voit par là que l'intention de l'aïeul ne fut pas de priver de cette légitime ceux de ses petits-enfants qui ne seraient pas bérniers de leur père; qu'en ne désignant même particulièrement aucun de ses petits-enfants pour substitué, il parut vouloir les confondre tous dans les mêmes sentiments d'affection, ce qui ne saurait se concilier avec le dessein d'en priver quatre du droit le plus incontestable, la légitime sur la succession de leur auteur commun; — Emendunt, etc.

Du 7 mars 1806. — Cour d'appel de Nîmes.

**BAIL. — CONGÉ. — EFFET RÉTROACTIF.**

L'art. 1737 du Code civil, suivant lequel tout bail fait par écrit cesse de plein droit à l'expiration du terme fixé, sans qu'il soit nécessaire de donner congé, ne s'applique point au cas d'un bail fait avant le Code et sous l'empire d'un usage en vertu duquel le preneur ne pouvait, même en cas de bail écrit, être expulsé qu'après avoir reçu congé trois mois avant l'expiration du terme fixé dans le bail (1).

(1) P. anal., en sens contraire, Bruxelles, 18 mars 1807.

(Gianotti — C. Nomis Pollon.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 1737 du Cod. civ.; — Attendu qu'il est de principe que les effets d'un contrat quelconque doivent être régués par les lois et usages qui étaient en vigueur à l'époque de la convention, et que toute loi postérieure qui ne porte des dispositions expressees sur le passé, ne peut rétroagir pour donner atteinte aux droits acquis en vertu d'un contrat qui a précédé sa promulgation; — Que, quoique le Code civil ait été exécutoire dans cette division, avant que le délai pour le congé du bail en question fût arrivé, néanmoins on ne pourrait y appliquer la disposition de l'article susénoncé, sans violer le principe consigné dans l'art. 2, qui déclare que la loi ne dispose que pour l'avenir, qu'elle n'a point d'effet rétroactif; — Que, suivant l'usage de cette ville, à l'époque du contrat dont il s'agit, le preneur ne pouvait être expulsé du logis qu'en vertu d'un congé de trois mois d'avance à l'expiration de son bail, même lorsqu'il avait été fait par écrit; — Que si la loi eût averti Gianotti, lors du contrat, que celui-ci devait expirer de plein droit à l'expiration du terme fixé, sans la nécessité d'aucun congé, alors il aurait pourvu à son intérêt, moyennant une promesse de la part du propriétaire de le congédier dans un délai avant l'échéance du terme susdit, pour le cas qu'il ne voulût consentir à la continuation du bail, ou bien il aurait été prévenu par la loi pour prendre ses mesures afin d'avoir un autre logis à sa disposition pour le temps qu'il dût vider le premier, ce qui démontre évidemment l'injustice ressortant de l'application que les premiers juges ont faite au contrat dont il s'agit, de l'article susénoncé; — Dit mal jugé; — Emendant, déclare Gianotti tenu à vider le logis dont il s'agit en l'acte du 30 juin 1796, à la Saint-Michel prochaine, etc.

Du 7 mars 1806. — Cour d'appel de Turin.

#### MINEUR. — VENTE. — FORMALITÉS. — MÈRE TUTRICE.

Dans l'ancien droit, l'autorisation donnée, dans son testament, par le père à la mère tutrice, de vendre des biens de l'hérédité pour acquitter les dettes, ne dispensait pas la mère qui procédait à la vente, de remplir les formalités requises pour la vente des biens de mineur (1).

(Guilhot — C. Cabanes.)

Le sieur Cabanes décéda, en 1783, laissant pour héritier son fils, Frédéric Cabanes, encore mineur, et après avoir fait un testament par lequel il autorisait sa femme à vendre partie de ses biens pour acquitter les dettes de son hérédité. — Celle-ci se croyant dispensée, par cette autorisation, de remplir les formalités prescrites pour les ventes des biens des mineurs, vendit au sieur Guilhot, sans en observer aucune, des immeubles dépendants de la succession de son mari. — Mais, à sa majorité, Frédéric Cabanes attaquait la vente.

Jugement qui en prononce la nullité.

Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la vente consentie à Guilhot, est des biens d'un mineur; — Qu'ayant été faite sans formalités de justice, elle doit être annulée; que la permission donnée par le testateur à la mère, de vendre, ne pouvait

la dispenser de suivre ces formalités, dont lui-même ne l'avait pas affranchie; la permission de vendre qu'elle tenait du testateur pouvait tout au plus suppléer la permission du juge, mais jamais les formalités requises pour la vente des biens d'un mineur; — Confirme, etc.

Du 10 mars 1806. — Cour d'appel de Toulouse. — Prés. M. Dezasars. — Concl. M. Lodié. — Pl. MM. Barrué, Dubernard et Flottes.

#### MANDAT. — RECOMMANDATION. — EFFETS.

Une simple recommandation n'équivaut pas à un mandat proprement dit. — En conséquence, le commerçant qui a fait des fournitures au recommandé, n'a pas d'action contre le recommandant pour le paiement de ces fournitures.

(Namar — C. Klentzen.)

Du 10 mars 1806. — Cour d'appel de Trèves.

#### BILLET À ORDRE. — COMPÉTENCE. —

IMMEUBLES. — ACQUISITION.

Au cas d'une vente d'immeubles, faite en vue d'opérations de négoce, et dont le prix est stipulé payable en effets de commerce, l'acquéreur est justiciable des tribunaux de commerce, à raison des billets par lui souscrits en exécution du contrat. (Ordonn. de 1673, tit. 1<sup>er</sup>, art. 3, et tit. 12, art. 3.) (2)

(Levasseur — C. Johannon et comp.)

Le sieur Levasseur, receveur du département de Maine-et-Loire, avait acheté des sieurs Delannoy et Simon une portion de domaines nationaux. Le prix devait en être payé en effets de commerce, payables à diverses échéances. — En conséquence, et le 24 prair. an 13, Levasseur souscrit l'ordre de ses vendeurs treize billets causés valeur suivant le règlement de ce jour; les billets sont passés de suite à l'ordre des sieurs Jobenhen, Martin et comp. — Les billets n'ayant pas été payés à leur échéance, les tiers porteurs traduisirent Levasseur au tribunal de commerce; celui-ci déclina la compétence de ce tribunal; mais, par jugement du 25 frumaire an 14, son déclinatoire fut rejeté, et il se vit condamné à payer le montant des billets. Appel.

On soutenait pour l'appelant, que d'abord les juges de commerce ne pouvaient pas connaître des billets souscrits par un particulier non négociant; en second lieu, que même entre marchands, ils ne connaissent que des contestations relatives à leur commerce; que pour toute autre cause les marchands étaient justiciables des tribunaux civils. Or le sieur Levasseur n'était pas commerçant; et d'autre part, disaient, les billets n'avaient pas pour cause une opération de commerce.

De leur côté, les intimés soutenaient, entre autres moyens à l'appui de la décision des premiers juges, que la vente d'immeubles en paiement desquels les billets avaient été souscrits, était faite en vue d'une opération de commerce, ce qui assignait à ces billets une cause commerciale.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'il résulte des pièces de la cause, d'une part, que partie du prix de la vente des immeubles dont il s'agit, a été stipulée payable en effets de commerce; et

mais leur cause commerciale qui aurait celui qui les avait souscrits devant le tribunal de commerce — V. au surplus, sur la nature des billets à ordre causés pour vente d'immeubles, Cass. 1<sup>re</sup> avr. 1811.

(1) V. conf., même Cour, 15 avril 1806; 27 août 1810.

(2) Ce n'était pas dans ce cas la forme des effets,

d'autre part, que cette vente d'immeubles était faite en vue d'opérations de négoce;—Dit qu'il a été compétemment et bien jugé.

Du 11 mars 1806.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Prés. M. Blondel.—Concl. M. Cahier subst. — Pl., MM. Bonnet et Thévenin.

#### PROTÉT. — DÉLAI DE GRÂCE.

*Avant le Code de commerce, le délai de grâce d'un mois, fixé par les déclarations des 28 sept. 1773, et 20 fév. 1775, pendant lequel le protêt des billets à ordre causés valeur en marchandises, ne pouvait être fait, se comptait non par jour, mais par quantième (1).*  
(Aubert Lepage — C. Adam et autres.)

Du 11 mars 1806.—Cour d'appel de Paris.—1<sup>er</sup> sect.

#### INSCRIPTION HYPOTHÉCAIRE. — LEGS. — LÉGITIME.

*Un légataire, en prenant inscription sur les biens d'un défunt, ne peut acquérir aucun droit de préférence sur les autres légataires qui n'ont point pris d'inscription, surtout lorsque la succession n'est acceptée que sous bénéfice d'inventaire.* (Cod. civ. 926 et 1017.) (2)  
*Le père qui fait un legs à son enfant pour sa légitime, est censé vouloir que ce legs soit payé par préférence à tous les autres legs, encore que l'enfant ait reçu entre vifs l'équivalent de sa légitime.* (C. civ., art. 927.)  
(O'Mahoni—C. Duludre.)

La dame O'Mahoni avait, à ce qu'il paraît, été dotée par le sieur Degouy, son père, et avait reçu de lui entre vifs, sa portion légitimaire. — Depuis, le sieur Degouy a fait son testament où il a légué 300,000 fr. à sa fille pour lui tenir lieu de légitime, 200,000 fr. à la demoiselle Duludre, sa petite fille, et fait plusieurs autres legs rémunérateurs. Il est mort le 10 avril 1790. — Sa succession a été répudiée par la dame O'Mahoni, sa fille, et acceptée sous bénéfice d'inventaire, par Louis-Marthe Degouy, son fils, qui lui-même n'a pas tardé à décéder. — La succession de Louis-Marthe Degouy a été de même acceptée sous bénéfice d'inventaire par ses enfants. — Les créanciers des deux successions se sont unis et ont vendu les biens, de concert avec les héritiers. — Quand il a été question d'en distribuer le prix, diverses prétentions se sont élevées. — La dame O'Mahoni a prétendu qu'après les créanciers de son père, elle devait être colloquée en premier ordre, parce que le legs de 300,000 fr. lui avait été fait pour sa légitime, que les expressions du testateur, si elles n'étaient pas parfaitement exactes en ce qu'elle aurait reçu entre vifs l'équivalent de sa légitime, indiquaient du moins incertainement la volonté que le legs dont il s'agit passât avant tous les autres. — On lui a opposé que n'étant point héritière, elle n'avait pas de légitime à réclamer, qu'elle l'avait d'ailleurs reçue; que son legs n'avait donc aucun privilège. — Mais on a été plus loin. La dame Duludre plusieurs autres légataires avaient pris inscription en vertu du testament, pour la conservation de leurs legs. Ils ont prétendu que, par cette raison, ils devaient primer la dame

O'Mahoni qui n'avait pris aucune inscription. Le débat s'est donc engagé aussi sur le point de savoir, si, en vertu d'un testament quelques uns des légataires pouvaient acquérir une hypothèque au préjudice des autres légataires nommés par le même testament.

La dame Duludre a soutenu l'affirmative. En effet, disait-elle, le testament du sieur Degouy a conféré un droit d'hypothèque à ses légataires sur les biens de sa succession. D'un autre côté, il est de principe que les créanciers hypothécaires les premiers inscrits sont préférés.

Ladame O'Mahoni a répondu que les principes invoqués par la dame Duludre, vrais en général, étaient sans application aux légataires d'une succession, soit à l'égard des créanciers de cette même succession, soit à l'égard des légataires entre eux. — D'abord à l'égard des créanciers; car il est de règle que les créanciers d'une succession passent toujours avant les légataires, qui n'ont rien à toucher avant que les dettes soient payées. — En second lieu, à l'égard des légataires entre eux; car celui qui fut des legs sans marquer de préférence pour aucun, veut toujours que tous ses légataires aient un sort semblable, et que si les biens de la succession ne sont pas suffisants pour payer les legs en totalité, ils soient réduits proportionnellement. — Le légataire qui prend inscription pour s'arroger un droit de préférence sur les autres créanciers ou légataires de la succession, va contre son titre; il méconnaît la nature de sa créance; et comme on ne peut se faire un titre à soi-même, il est clair que son inscription est illusoire. — Elle ne peut lui être utile pour conserver ses droits que contre les créanciers ou les légataires de l'héritier, mais non point contre les créanciers ou légataires du défunt.

Le tribunal civil de Paris, par jugement du 29 messidor an 13, a d'abord rejeté la préférence que réclamait la dame O'Mahoni, attendu qu'elle avait été dotée, lors de son mariage; qu'elle n'était point héritière, et conséquemment qu'elle n'avait point de légitime à réclamer.

Puis, ayant égard aux inscriptions prises par la dame Duludre et autres, le tribunal a ordonné qu'ils viendraient dans l'ordre, par préférence à la dame O'Mahoni et autres légataires non inscrits. — Appel.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que la préférence réclamée par Marie-Louise-Henriette-Monique Degouy, femme O'Mahoni, est fondée, autant sur les dispositions codicillaires et la volonté du testateur, que sur la nature et l'objet du legs en question;

Attendu qu'un testament est un titre commun à tous les légataires; qu'aucun d'eux ne peut, par inscription, ni par aucune autre voie étrangère au testament, obtenir au préjudice des autres, une hypothèque ou priorité de rang sur les biens du testateur, spécialement lorsque la succession a été acceptée sous bénéfice d'inventaire; — A mis et met l'appellation au néant, en ce que la femme O'Mahoni n'a pas été colloquée de préférence à tous les autres légataires; émettant, quant à ce, l'ordonne que l'ordre dont il s'agit sera réformé; en conséquence, que ladite femme O'Mahoni y sera colloquée immédiatement après les créanciers de

de la succession pour le paiement du legs. (Cod. civ. 1003, 1012 et 1017.) Mais l'inscription de cette hypothèque n'assure au légataire une préférence que sur les créanciers personnels de l'héritier, ou sur les tiers détenteurs, elle ne détermine nullement le rang des légataires entre eux. — P. au surplus, en ce sens, Paris, 14 nov. 1838, et la note.

(1) Aujourd'hui, tous délais de grâce, de faveur, d'usage ou d'habitude locale pour le paiement des lettres de change ou billets à ordre, sont abrogés. (Cod. comm., 135.)

(2) Suivant M. Troplong, *Priv. et hyp.*, n° 432ter, les légataires ont une hypothèque légale sur les biens

la succession de son père, et avant tous légataires particuliers, etc.

Du 12 mars 1806. — Cour d'appel de Paris, 3<sup>e</sup> sect.

**RETRAIT SUCCESSORAL. — EFFET RÉTROACTIF. — HÉRITIERS BÉNÉFICIAIRES. — DONATAIRE À TITRE UNIVERSEL. — PRÉCIPUT. — ACCROISSEMENT.**

*L'art. 811 du Code civil qui autorise le retrait successoral est applicable à une cession de droits ouverts avant la publication du Code, si cette cession n'a été faite que postérieurement.*

*L'héritier bénéficiaire peut, comme l'héritier pur et simple, exercer le retrait.*

*Le retrait peut être exercé contre les cessionnaires d'un donataire à titre universel du défunt.*

*Le retrait successoral peut avoir lieu, lorsque la cession d'une individualité dans des objets désignés embrasse l'universalité des droits successifs du cédant.*

*Le retrait successoral peut être admis même à l'égard de ce qui, dans les objets cédés, pouvait appartenir au cédant à titre de préciput.*

*L'héritier qui, par l'effet du retrait, se trouve subrogé au cessionnaire, profite des avantages éventuels qui s'étaient réalisés dans l'intervalle de la cession à la subrogation. (Roussel—C. Waryenion.)*

Du 13 mars 1806. — Cour d'appel d'Amiens.

*V. le texte de l'arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 1<sup>er</sup> déc. 1806, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.*

#### PROROGATION DE JURIDICTION.

— TUTEUR.

Du 13 mars 1806 (aff. Corroux). — Cour d'appel de Besançon. — V. cet arrêt au 23 du même mois.

#### JUGEMENT DÉFINITIF. — EXCEPTION. — APPEL.

*Est définitif et comme tel susceptible d'appel avant le jugement au fond, le jugement qui après avoir rejeté une exception ou fin de non-recevoir contre la demande, ordonne une expertise avant de statuer sur le fond.*

(Raynal—C. Creberac.) — ARRÊT.

*LA COUR: — Attendu qu'il résulte du jugement dont est appel, que les juges de première instance ont déclaré formellement sur la fin de non-recevoir, qu'elle ne faisait pas obstacle à la demande en supplément; que le dispositif du jugement s'accorde avec ce qui précède, puisqu'il n'ordonne l'expertise que pour connaître s'il y a*

*lieu à un supplément; d'où il résulte que la réserve exprimée dans la suite du dispositif, ne peut frapper sur la fin de non-recevoir qui avait été mise en question, en sorte qu'elle se trouve définitivement jugée, puisque le jugement a admis une demande en supplément que la fin de non-recevoir avait pour objet de décider; — Ordonne, etc.*

Du 13 mars 1806. — Cour d'appel d'Agén. — Prés., M. Laujacq. — Pl., MM. Ladriz et Rivière.

#### HÉRITIERS. — ACCROISSEMENT. — LÉGATAIRE

Du 13 mars 1806. — Cour d'appel d'Agén (aff. Dubrana). — V. le texte de cet arrêt, dont la véritable date est du 3 mars 1806, joint à celui de cassation du 18 oct. 1808, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

**ENDOSSEMENT. — ÉCHÉANCE. — EFFET.**  
*Un endossement commercial fait après l'échéance, n'a effet que comme transport ordinaire. — En conséquence, le débiteur peut opposer au cessionnaire les mêmes exceptions qu'il aurait pu opposer au cédant (1).*

(Brunaut—C. Carez.)

Du 13 mars 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Crasous et Honoré.

#### DIVORCE. — FAITS. — ARTICULATION.

*L'époux qui, dans sa requête en divorce, n'a pas détaillé les faits, ne peut réparer son omission par des écritures postérieures. (C. civ., art. 236.) (2)*

(Desarces—C. Desarces.) — ARRÊT.

*LA COUR: — Attendu que les faits articulés devant les premiers juges n'étant pas suffisamment précisés et circonstanciés, sont inopérants et inadmissibles; — Met l'appellation au néant.*

Du 14 mars 1806. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Berryer et Delamelle.

#### CONSEIL DE FAMILLE. — COMPOSITION. — DÉLIBÉRATION. — INTERVENTION.

*Encore que le conseil de famille n'ait pas été composé des plus proches parents ou alliés, aux termes de l'art. 407, Code civil, cette irrégularité n'opère pas nullité, si les parents ouis n'étaient pas connus à l'époque de la convocation du conseil (3).*

*Il n'est pas nécessaire, pour la validité des délibérations du conseil de famille, que les trois quarts des membres convoqués y aient concouru; il suffit que les trois quarts y aient été présents, et que la majorité absolue ait délibéré, si cette majorité a été unanime. (C. civ., art. 415.) (4)*

circonstances. V. Turin, 10 avril 1811; Riom, 25 nov. 1828.

(4) Tel est l'avis de Duranton, t. 3, n° 465 : « Lorsqu'un des membres convoqués et présents, dit cet auteur, ne veut pas prendre part à la délibération, elle n'en peut pas moins être prise; quand bien même les trois-quarts des personnes convoquées ne se trouveraient plus entiers au moyen de ce refus; autrement toute délibération pourrait être entravée au grand préjudice du mineur. L'art. 415 exige la présence des trois-quarts, et ne demande pas que les trois-quarts délibèrent; mais il faut au moins que la délibération soit prise à la pluralité non pas il est vrai des membres qui ont délibéré mais des membres présents, comme dans toute délibération. — V. cependant Agén, 26 mars 1810, et Rouen, 7 avril 1827.

(1) V. conf., Paris, 24 juill. 1809. — En sens contraire, Cass. 28 janv. 1834; Bruxelles, 14 nov. 1818; 25 mai 1819; Lyon, 1<sup>er</sup> déc. 1828; Toulouse, 26 juill. 1832. — V. au surplus, sur le principe d'après lequel doit être déterminé le véritable caractère d'un endossement fait après l'échéance, Dict. du conf. comm., v° Endossement, n° 8, 33 et suiv.

(2) V. dans le même sens, Bruxelles, 27 flor. an 13, et la note.

(3) De nombreux arrêts ont décidé que la nullité de la délibération à laquelle n'avaient pas été appelés les parents les plus proches, devait toujours être prononcée. V. Lyon, 15 fév. 1812; Colmar, 27 avril 1843; Angers, 29 mars 1821; Rouen, 7 avril 1827; Toulouse, 5 juin 1829. D'autres arrêts, au contraire, ont jugé comme celui qui est rapporté ici, que la nullité dépendait dans ce cas de l'appréciation des

*Les parens non convoqués à un conseil de famille ne sont pas recevables à intervenir dans l'instance en nullité de la délibération à laquelle il n'ont pas été appelés, nullité fondée précisément sur leur défaut de convocation.*

(Mergat et autres—C. Cellier.)

Le 30 germ. an 13, un tuteur fut nommé au sieur Windey, pour cause de démence. — Il paraît que les parens appelés à former le conseil de famille n'étaient pas les plus proches, et que les trois quarts des membres convoqués, quelque présents à la délibération, n'y avaient cependant pas concouru. — Les sieurs Mergat et Van-Landeghem se sont prévalus de ces deux circonstances pour demander la nullité de la délibération.

Mais, par jugement du tribunal de première instance de Termendé, cette demande a été déclarée mal fondée : — Attendu que le juge de paix, n'ayant aucune connaissance ou renseignement sur l'existence des autres parens, avait pu, en qualité d'arbitre et de régulateur provisoire des conseils de famille, placer les demandeurs du côté paternel, sans leur infliger aucun grief ; — Que les demandeurs, interpellés par le juge de paix, n'avaient pu ou voulu nommer quelques parens plus proches que les défendeurs ; — Qu'ainsi le juge de paix avait composé le conseil de famille de bonne foi, et que, n'ayant aucune connaissance de la parenté de Sarrens et des deux Windey, il n'avait pu avoir le moindre dessein de les priver de leurs droits ; — Que, si l'art. 407 du Code appelait les parens suivant l'ordre de proximité, on ne pouvait supposer qu'il eût attaché une nullité à une délibération dans laquelle ne serait point intervenue une personne dont on ignorait la parenté, et surtout lorsque, comme au cas actuel, on avait fait tout ce qui était possible, pour connaître ceux qui avaient droit d'intervention ; — Que s'il en était autrement, le juge de paix ne pourrait jamais former de conseil de famille, sans une enquête civile, préalable, ce qui tendrait à un but diamétralement opposé à celui de la loi, qui veut que la nomination du tuteur se fasse avec célérité, pour que les intérêts des mineurs et interdits ne restent point en souffrance ;

Que, quant aux formes, il constait du procès-verbal que les six membres convoqués s'étaient rendus à l'assemblée, et que l'avis des quatre membres faisant la majorité, avait formé la décision du conseil sur la nomination de Cellier comme tuteur ; — Que rien n'emportait la violation à l'art. 415 du Code, qui n'exige pas que les trois quarts délibèrent, mais seulement qu'ils soient présents pour que le conseil puisse délibérer ; — Qu'une interprétation contraire de cet article permettrait à deux membres d'entraver toujours les opérations du conseil, en refusant de délibérer, sous un prétexte quelconque, ce qui ne pourrait que compromettre les intérêts de l'interdit.

Appel par les sieurs Mergat et Van-Landeghem : deux parens non convoqués, les sieurs Sarrens et Windey, interviennent et prient les mêmes conclusions.

ARRÊT.

LA COUR : — Attendu, en ce qui concerne l'intervention des Windey et Sarrens, qu'ils n'ont pas été convoqués au conseil de famille ; qu'ils

n'en ont pas été membres ; qu'ils n'ont pas même été parties dans la cause en première instance ; — Attendu que la présente contestation est née du fait des appels ; qu'ils ne sent ni garans ni ayans cause de ceux-ci ; et que le mérite des droits qu'ils élèvent, est indépendant de l'instance entre les autres parties, fermant en tout autre objet de contestation ; — Attendu que s'ils se croient fondés à attaquer les actes du conseil de famille, ils doivent suivre les règles ordinaires de la procédure ; — Les déclare non recevables dans leur intervention ; — Au principal, faisant droit sur l'appel, et adoptant les motifs du jugement dont est appel ; — Met l'appellation au néant, avec amende et dépens, etc.

Du 15 mars 1806. — Cour d'appel de Bruxelles

INSTITUTION CONTRACTUELLE. — QUOTITÉ DISPONIBLE. — EFFET RÉTROACTIF.

*Les institutions contractuelles faites antérieurement au Code par une personne décédée sous le Code, ont leur effet pour tous les biens dont la donateur pouvait disposer au moment des lois existantes à l'époque du contrat.* (Cod. civ., art. 2.) (1)

(Chablot—C. Chablot.)—ARRÊT.

LA COUR : — Vu les art. 2,745, 813, 844, 845, 913 et 920 du Code civil, ainsi conçus, etc. : — Vu les art. 1081 à 1089 inclusivement, lesquels autorisent les donatiers faites par contrat de mariage de la manière y énoncée, et l'art. 1090 qui les suit, ainsi conçu, etc. : — Considérant que l'on ne peut élever aucun doute raisonnable sur la volonté des parties contractantes dans l'acte de 1788 ; savoir : que, d'une part, Chablot fils recueillerait la succession entière du père et de la mère, s'il leur survivait, et s'il ne leur survivait pas d'autres enfans ; et que, d'autre part, la fille Chablot fut exclue de tout droit, moyennant la dot qui lui fut constituée ; — Que cette volonté étant claire, dire, comme fait l'appelante, que le père a voulu l'instituer par égale part avec son frère, si dans la suite la loi la rendait successible, c'est prêter au père une intention qu'il n'a pas manifestée, au préjudice de l'époux stipulant ; — Qu'il serait d'autant plus absurde de lui supposer une pareille intention, que s'il avait voulu rendre sa fille successible et même l'avantager au préjudice des mâles, il n'aurait pas besoin d'une loi nouvelle ; car quoique les constitutions pléniennes n'admettent point les filles à la succession légitime de leurs ascendans, concurremment avec les frères, l'ascendant pouvait néanmoins les rappeler à la succession, s'il le jugeait à propos, ou par contrat de mariage, ou par testament, toutes les fois qu'il n'avait pas disposé précédemment de son bien par un acte irrévocable ; — Qu'en suivant la doctrine des auteurs les plus accrédités, l'institution contractuelle est une obligation que contracte l'instituant envers l'institué, de lui laisser à titre d'héritier tous les biens qui lui resteront au jour de sa mort, c'est-à-dire, un testament irrévocable qui peut comprendre tous les biens du testateur, un don irrévocable de succession, qui confère non pas simplement l'espérance, comme fait le testament, mais le droit de recueillir la succession de l'instituant ( Merlin, *Quest. de droit*, tom. 5, pag. 448) ; — Que dans les institutions contractuelles, il faut, suivant la doctrine de Cujas et de Dumoulin, distinguer la perfec-

(1) V. dans le même sens, Chabot, *Quest. translat.*, v° *Réduct. des disp.*, à titre gratuit, t. 2, p. 241 ; et en général, sur les questions d'effet rétroactif en matière de quotité disponible, Poitiers,

21 frim. an 9, et la note ; Cass. 5 vend. an 7 ; Bordeaux, 25 mai 1806 ; Lyon, 2 janv. 1819 ; Cass. 30 août 1820.

tion d'avec l'exécution du contrat; la perfection existe à l'époque de la confection de l'acte, et il n'y a que l'exécution qui soit différée; — Que ces théories des auteurs français sont analogues à la jurisprudence du ci-devant sénat de Savoie, d'après laquelle *contrahitur ab initio utilis obligatio, dilata tantum executione in tempus mortis patris*; et il ne reste au père, lorsqu'il s'agit d'institution dans une quote héréditaire, que le droit de disposer des biens par acte entre vifs *citra fraudantis consilium*. Favre, déf. 8 et 9, Code, de pactis conventis; — Que Chablot fils a pu, d'après la législation existante à l'époque de son contrat de mariage, acquiescer et a acquis en effet le droit de succéder à l'hoirie entière de son père et mère; car a ladite époque, sa sœur ne pouvait réclamer de droit qu'une dot congrue, et toute dot était présumée congrue par cela seul que la fille avait été honnêtement établie, et il est constant en fait que non-seulement cette dot fut réservée à l'appellante lors du contrat de mariage de son frère, mais qu'elle lui fut payée lorsqu'elle épousa en 1793 Antoine-Joseph Orset; — Que la *legitima dehuta* qui lui fut réservée dans le contrat de 1788 par ses père et mère, et qu'elle se réserva elle-même dans le contrat de 1793, est la même chose que la *loyale dehuta* dont le président Favre dans la définit. 12, Code de pactis, dit: *exceptio tilla que in renunciationibus vulgo apponi solet, salva legali exceptio, non habet locum quomdiu aliquis superest ex iis quorum favora facta fuit renunciatio, sive masculi illi sint, sive femina*; réserve laquelle n'est d'aucune utilité à l'appellante, parce que son frère héritier institué contractuellement a survécu au père commun; — Qu'il est vrai que suivant les lois précitées du Code civil, l'héritier doit rapporter à ses cohéritiers la donation; qu'il ne peut retenir le don que jusqu'à concurrence de la portion disponible; que la donation est réductible à cette quotité lors de l'ouverture de la succession; — Mais ces lois, applicables sans doute aux libéralités faites à cause de mort (et par conséquent toujours révocables jusqu'au décès du disposant), lorsque la succession s'ouvre après la publication des lois nouvelles; ces lois, peut-être aussi applicables à un donataire particulier par acte entre vifs et non à titre de préciput, qui au lieu de se contenter des biens donnés, veut en outre se porter pour cohéritier dans les surplus des biens délaissés par le testateur; ces lois, disons-nous, opéreraient un effet rétroactif, si elles pouvaient enlever ou diminuer des droits acquis à l'ombre des lois antérieures, en vertu d'une institution contractuelle et universelle d'héritier; — Car il est évident que l'appellante n'est devenue successor, qu'elle n'a acquis des droits à la portion réservée qu'en vertu des lois du Code civil; or, à l'époque de la publication de ces lois, il n'existait plus de biens dont Chablot père ait pu disposer par acte de dernière volonté, et le fils Chablot avait acquis le droit de devenir héritier universel du père, à une époque où aucune loi ne s'opposait à ce qu'il l'acquît; d'où il suit que la chose revient au même que si à l'époque de la loi nouvelle, Chablot père eût aliéné tous ses biens, ou eût cessé de vivre; — Que l'art. 1090 précité, vient à l'appui de cette manière de penser; car les mots *dont la loi lui permettait de disposer*, doivent, en matière de donations faites aux époux par contrat de mariage, s'entendre de la loi dominante à l'époque de ce contrat, puisque c'est alors que le donateur disposait, et non pas de la loi qui était en vigueur lors de l'ouverture de la succession; car si la loi avait voulu se rapporter à cette dernière, elle aurait employé,

ce semble, le mot *permet* au lieu de l'autre *permettait*; — Que cette intelligence est d'ailleurs conforme à l'ensemble des différentes lois françaises sur les successions, publiées avant et depuis la révolution; desquelles lois, bien que non publiées dans cette division de l'empire, il est permis de s'étayer pour expliquer les lois actuelles; — Qu'en effet le dernier article de l'ordonnance de 1731, sur les donations, porte que celles antérieures à sa publication *seraient exécutées ainsi qu'elles auraient pu et dû l'être auparavant, et que les contestations sur leur exécution seraient décidées suivant les lois et la jurisprudence qui avaient eu lieu jusqu'alors dans les Cours*; — Que la loi du 8 avr. 1791, après avoir, à l'article premier, abrogé les dispositions des coutumes et des statuts qui excluaient les filles de succéder avec les mâles, déclara à l'art. 4, que cette abrogation aurait son effet dans les successions qui s'ouvriraient après la publication de la loi, sans préjudice des institutions contractuelles ou autres clauses qui avaient été légitimement stipulées, soit par contrat de mariage, soit par articles de mariage, dans les pays où ils avaient force de contrats, lesquels seraient exécutés en conformité des anciennes lois; — Que cette exception n'a eu d'autre motif que ce principe fondamental de toute législation, suivant lequel une loi nouvelle ne peut rétroagir et enlever des droits acquis; et l'assemblée constituante envisagea comme droits acquis aux mâles au préjudice des filles, ceux que des institutions contractuelles ou des donations par contrat de mariage avaient attribués aux premiers; — Que la loi du 7 mars 1793, en abolissant la faculté de disposer soit à cause de mort, soit entre vifs, en ligne directe, avait attribué à tous les descendants un droit égal sur le partage; — Que la loi du 17 niv. an 2 avait déclaré nulles les donations entre vifs faites depuis et compris le 14 juill. 1789, en maintenant cependant celles qui étaient antérieures; — Qu'à l'égard même des dispositions contractuelles antérieures qui renfermaient en même temps des libéralités entre vifs et irrévocables et une institution dans des biens à venir, la loi de niv. ne leur laissa d'effet que pour le don entre vifs et non pour les biens résultant de l'institution, si l'instituant vivait encore, on n'était mort que le 14 juill. 1789 ou depuis; — Que par une première loi du 5 flor. an 3, la Convention avait décrété la suspension de toute action intentée et procédure commencée à l'occasion de l'effet rétroactif résultant de la loi du 17 niv. sur les successions; — Que par une seconde du 9 fruct., elle décréta que la loi de niv. concernant les divers modes de transmission des biens dans les familles n'aurait d'effet qu'à compter de l'époque de sa promulgation; — Qu'enfin la loi du 18 pluv. an 5 disposa, à l'art. 10, dans les termes suivants: « les avantages, préciput, préciput, donations entre vifs, institutions contractuelles et autres dispositions irrévocables de leur nature, légitimement stipulés en ligne directe avant la publication de la loi du 7 mars 1793.... auront leur plein et entier effet conformément aux anciennes lois, tant sur les successions ouvertes jusqu'à ce jour, que sur celles qui s'ouvriront à l'avenir; » — Que cet article de la loi décide dans les termes les plus formels, que ce serait faire rétroagir la loi que d'apprécier les institutions contractuelles d'après les principes qui régissent les dispositions à cause de mort, car les premières forment un véritable engagement à l'instant même du contrat, en ce que l'instituant ne peut plus disposer de ses biens à titre gratuit, au préjudice de l'institué; — Que s'il pouvait y avoir

quelque doute sur l'intelligence des mots dont la loi permettait de disposer, qu'on lit à l'article 1090 du Code civil, ce doute s'évanouirait en comparant cet article avec celui de la loi de pluviose qu'on vient de citer; car dans ce dernier, il est bien évident que le législateur a voulu régler le sort des institutions qui s'ouvriraient postérieurement aux lois nouvelles, non pas d'après ces lois, mais d'après celles dominantes à l'époque de l'institution;

Qu'il suit de ces considérations, que l'appelante non-seulement n'a aucun droit à provoquer le rapport de l'institution contractuelle dont il s'agit pour être admise à partager la succession, mais qu'elle ne peut en prétendre la réduction à la quotité disponible, d'après le Code civil; — Car puisqu'il a été démontré ci-devant, que les droits de disposer de Chablot père doivent être appréciés d'après les lois dominantes lors de l'institution contractuelle, il est bien certain que les constitutions générales du Piémont avaient enlevé aux filles (lorsqu'au décès du père il existait des frères mâles) le droit d'attaquer comme insuffisantes les institutions contractuelles ou les donations faites par le père, la loi piémontaise n'ayant laissé aux filles que le droit à cette dot congrue que l'appelante a reçue;

Que l'intention des parties contractantes dans l'acte de 1788, ayant été que Chablot fils acquit l'hoirie paternelle en entier, si, au décès du père, il n'existait pas d'autres frères mâles, cette condition s'est vérifiée en faveur du fils; et pour apprécier l'institution dont il s'agit, ce n'est pas à l'époque de l'ouverture de la succession qu'il faut s'arrêter, mais l'on doit remonter à celle du contrat: tel étant le principe qui dirige les obligations conditionnelles; — Que l'appelante ne pouvait aspirer à la portion disponible aux termes du Code civil, qu'au titre d'héritière de son père, et elle ne pouvait plus le devenir après l'acte du 22 mars 1788;

D'où il suit que la demanderesse ne pouvait invoquer les droits de successibilité accordés aux filles par le Code civil, pour enlever au défendeur une portion de l'hoirie, sans faire rétrograder la loi: car toute loi est rétroactive, par laquelle on ôte le droit acquis à un tiers en vertu d'une loi précédente, et ce qui le démontre, c'est que, sous l'empire des lois anciennes, le père lié par l'institution contractuelle de 1788, n'aurait pu rappeler à la succession la demanderesse; — Qu'enfin les principes développés jusqu'ici paraissent entièrement conformes à ceux adoptés par la Cour de cassation dans l'arrêt du 25 niv. an 13, entre les frères Dumas-Favre; — Dit avoir été bien jugé par le jugement dont est appel, etc.

Du 15 mars 1806. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Mino et Grosso.

**ENQUÊTE. — CLÔTURE. — FAITS NOUVEAUX.**  
*Après la clôture d'une enquête et d'une contre-enquête, les parties peuvent encore être admises à faire la preuve de faits nouveaux, alors surtout que ces faits sont articulés avant que les parties en soient respectivement signifiés le procès — verbal de leur première enquête.* (Ordonn. de 1667, tit. 22, art. 1, 2 et 34; tit. 11, art. 26.) (1)

(Baruffo — C. Chiarella.) ARRÊT.

**LA COUR; —** Vu les art. 1<sup>er</sup> et 2, tit. 22, et l'art. 26, tit. 11, ord. 1667; — Considérant que, d'après l'ensemble de ces articles, il peut y avoir des circonstances qui autorisent le juge à admettre en preuve des faits nouveaux, surtout lorsqu'ils ont été, comme dans l'espèce, articulés avant que les parties eussent reçu communication réciproque de leurs enquêtes; — Que, dans l'espèce particulière de cette cause, les deux parties veulent faire enquête sur nouveaux faits, après l'arrêt d'admission des premiers et après les enquêtes précédentes; d'où il suit que, si l'appelant veut être admis à la preuve de son nouvel article, il ne peut contester à la partie adverse l'admission de ceux qu'elle articule à son tour; — Que tous les articles nouvellement déduits par les parties peuvent fournir de plus amples renseignements, pour éclairer la religion du juge; — admet, sans préjudice des droits des parties, et sauf à y avoir, en définitive, tel égard que de raison, tous les nouveaux articles en fait, par elles respectivement déduits, etc.

Du 15 mars 1806. — Cour d'appel de Turin. — 1<sup>re</sup> sect.

**DIVORCE. — PROCÉDURE. — EFFET RÉTROACTIF.**  
*La loi du 26 germ. an 11 qui autorise à continuer les demandes en divorce formées avant le Code, en suivant les formes établies lors de la demande, ne s'applique pas au cas où cette demande a été annulée et ensuite reprise sous le Code.*

(Graves — C. Graves.)

Du 17 mars 1806. — Cour d'appel de Bordeaux. — Pl. MM. Revex et de Martignac.

V. le texte de cet arrêt joint à celui de la Cour de cassation du 31 oct. 1807, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

**PRIVILÈGE. — VENTE. — PRIX. — TRANSCRIPTION.**  
*Lorsqu'un contrat de vente ne fait pas connaître le prix, la transcription qui en est faite ne conserve point le privilège du vendeur aux termes de l'art. 2108, Cod. civ. (2).*

après le jugement d'appointement, soit même après la confection d'une première enquête. Si l'on admet cet artlement de faits nouveaux, on ne trouvera pas de raison décisive pour en rejeter un second, un troisième, etc.; et ainsi la procès ne finira point, et ainsi sera contraire le but de la loi qui est évidemment d'en biter, autant que possible, la décision. » — En finissant, cet auteur ajoute qu'on ne devrait du moins admettre une partie à prouver de nouveaux faits, qu'autant que ces faits seraient survenus depuis le jugement ou la confection de l'enquête, on peut être encore lorsqu'il y aurait consentement respectif des parties.

(2) Telle paraît être aussi l'opinion de M. Troplong, *Préc. et hyp.*, tom. 1<sup>er</sup>, n° 289 bis. « La transcription du contrat, dit-il, ne conserve le privilège que jusqu'à concurrence des sommes qui y sont indiquées comme n'étant pas encore soldées. »

(1) Rodier, Boriuer et Jonse, sur l'art. 34, tit. 22 de l'ordonn. de 1667, professent une doctrine conforme à la décision que nous recueillons ici; ils donnent pour raison de leur opinion, qu'il s'agit non point d'une continuation d'enquête, mais d'une enquête différente et nouvelle. — Carré, *Lois de la procédure*, n° 1136, doute que l'on doit décider aujourd'hui de la même manière, et il invoque l'autorité de Duparc-Poillain à l'appui de son système. « Les dispositions du Code de procédure qui fixent des délais de rigueur pour commencer et pour paraître l'enquête, semblent, dit cet auteur, présenter cette conséquence que le législateur a voulu qu'il n'y ait qu'une seule enquête dans un même procès. D'ailleurs, continue ce même auteur, cette volonté serait dictée par la justice; car une partie pourrait, à dessein de prolonger la contestation et de fatiguer son adversaire, négliger de produire d'abord des faits pertinens et admissibles, pour les articuler, soit



(Levac—C. Corbezier.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que l'art. 2108 du Code civil accorde un privilège au vendeur sur l'immeuble vendu, pour le paiement du prix;—Attendu néanmoins que le privilège n'a effet sur les immeubles qu'autant qu'il est rendu public par l'inscription, conformément à l'art. 2106;—Attendu que l'art. 2108, en établissant que la transcription vaut inscription à l'égard du vendeur, veut en même temps que le titre transcrit constate ce qui reste dû du prix en tout ou en partie; que ledit article exige même que le conservateur puisse, en vertu du titre, prendre inscription pour le vendeur, pour ce qui reste dû du prix, et rend le conservateur responsable envers le tiers, quand cette inscription est négligée de sa part; d'où il suit que, dans le cas de non-inscription d'office, le tiers doit, toutes les fois qu'il peut être tenu envers le vendeur, avoir son recours contre le conservateur à raison de sa négligence;—Attendu que la cession du 1<sup>er</sup> germ. an 7 n'exprime aucun prix déterminé à payer par le cessionnaire; qu'au contraire, elle laisse à douter si Démos sera tenu de suite à aucun prix envers Corbezier; d'où résulte que le conservateur n'ayant pu faire aucune inscription d'office, le vendeur doit s'imputer de n'avoir fait aucune réserve dans l'acte de cession, et qu'ainsi il n'a pu prétendre le prix à la charge du second acquéreur, entre les mains duquel le bien est passé libre lors de la transcription faite de son contrat d'acquisition, en sorte que Corbezier est sans titre contre Levac;—Met l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 17 mars 1866.—Cour d'appel de Bruxelles.

## PREUVE TESTIMONIALE.—QUASI-DÉLIT.

On peut prouver par témoins le fait d'autrui dont on éprouve un préjudice, encore que les dommages-intérêts réclamés s'élèvent au-dessus de 150 fr. (Cod. civ., art. 1383.)

(Puissant—C. Mainbourg.)

Du 18 mars 1866.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—1<sup>re</sup> sect.—Pl. MM. Raoux et Tarte.

## ENQUÊTE.—DÉLAI.—NULLITÉ.

La nullité résultant de ce qu'une enquête aurait été continuée après l'expiration du délai légal, ne peut plus être opposée par la partie qui a déclaré consentir à la continuation de l'enquête, encore bien qu'elle se soit réservée ses moyens de nullité.—La réserve dans ce cas, ne peut porter que sur les nullités autres que celle résultant de l'expiration du délai. (Ordonn. de 1667, tit. 22, art. 4; Cod. proc. civ., art. 278 et suiv., anal.)

(N. . . — C. N.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le procès-verbal d'enquête fait à la requête des appelants, le 7 brum. an 13, porte qu'ils s'en sont réservés la continuation; que l'enquête faite en conséquence ledit jour ne porte pas de clôture, et finit par cette clause: *sous la continuation s'il y échet*;—Que les appelants ayant levé l'ord. du juge-commissaire, le 23 dudit mois de brum., fixant jour au 26 pour l'audition de leurs témoins, par continuation d'enquête, et fait assigner l'intimé

pour assister à la jurande des témoins, ledit intimé s'est présenté devant le commissaire ledit jour 26, et a déclaré consentir à la confection de la continuation d'enquête dont s'agit, *sauf les moyens de reproche et même de nullité de l'enquête, le cas échéant*;—Considérant que, par ce consentement formel et précis, de la part de l'intimé, celui-ci a couvert la nullité qu'il prétend opposer à la continuation d'enquête, comme n'ayant pas été faite dans les délais voulus par l'ord. de 1667;—Considérant, dès lors, que les dispositions de cette loi ne sauraient être d'aucune influence dans la cause; que la réserve faite par l'intimé, le 26 brum., des moyens de nullité contre l'enquête, n'a pu avoir trait à la tardiveté de la continuation d'enquête, puisqu'en ce cas cette réserve eût été destructive du consentement; or, on ne saurait supposer une intention aussi contradictoire; l'appelant n'a donc entendu parler que des moyens de nullité autres que celui unique dont il se prévaut; ainsi c'est mal à propos que les premiers juges ont annulé la continuation d'enquête, etc.

Du 19 mars 1866.—Cour d'appel de Colmar.

## JUGE DE PAIX.—EMPECHEMENT.

En cas d'empêchement d'un juge de paix et de ses suppléants, les parties doivent être renvoyées devant celui du canton le plus voisin dans l'arrondissement du tribunal civil, et non pas devant celui d'un autre canton plus proche, situé hors de cet arrondissement. (L. 16 vent. an 12, art. 1<sup>er</sup>.) (1)

(Dame Maillet—C. son mari.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'il résulte des faits de la cause, que le juge de paix de Léré et le seul suppléant qui existe en ce moment, sont pères des parties, et qu'aux termes de la loi du 16 vent. an 12, en cas d'empêchement légitime d'un juge de paix et de ses suppléants, les parties sont renvoyées devant celui du canton le plus voisin;—Que, dans l'espèce, les deux chefs-lieux plus voisins sont Cosne et Sancerre; qu'à la vérité Cosne est plus proche de Léré; mais que ces deux villes sont séparées par la Loire; que Cosne est hors de l'arrondissement du tribunal civil dans lequel se trouve Léré, qu'enfin elle est placée dans un département étranger; qu'ainsi le juge de paix de Sancerre est le seul auquel les parties puissent être renvoyées;—La Cour commet le juge de paix de la ville de Sancerre, à l'effet de recevoir la délibération de famille ordonnée par l'arrêt du 2 fructidor an 13.

Du 19 mars 1866.—Cour d'appel de Bourges.  
Prés. M. Sallé.—Pl. MM. Daussigny et Deyaux.

## ACQUIESCEMENT.—APPEL.

L'intimé qui présente à la Cour d'appel une requête en abréviation de délais, dans laquelle il déclare vouloir soutenir le bien jugé du jugement attaqué, et qui fait signifier cette requête en demandant que son adversaire soit démis de son appel, sans faire aucune réserve, acquiesce par cela même au jugement et se rend non recevable à en interjeter appel incident.

l'art. 2 de la même loi, être rendu à la demande de la partie la plus diligente.—Le tribunal ne pourrait déléguer un juge de paix pour aller remplacer celui qui est empêché. V. Cass. 1<sup>er</sup> oct. 1830. — Il ne pourrait davantage en commettre un d'une manière générale et réglementaire, pour toutes les affaires qui seraient à juger pendant le temps que durerait l'empêchement. V. Cass. 26 mai 1831; 4 mars 1834.

(1) Quoique la loi du 16 vent. an 12 n'impose pas expressément au tribunal de première instance l'obligation de désigner l'un des juges de paix de l'arrondissement, cette obligation résulte sans aucun doute des limites dans lesquelles est circonscrite la juridiction de ce tribunal; il ne peut donner le droit de juger, à un magistrat sur lequel il n'a aucune autorité.—Le jugement de renvoi doit, aux termes de

(Dubruel—C. Deshons.)—ARRÊT.

**LA COUR ;**—Attendu que si les dames Deshons n'étaient pas irrecevables à appeler du premier chef du jugement, par la signification qu'elles en firent, elles sont devenues doublement irrecevables dans leur appel incident, 1<sup>o</sup> en présentant une requête en abréviation de délai, dans laquelle elles ne font aucune réserve pour l'appel, en déclarant dans cet acte qu'à l'audience elles justifieront la justice du jugement dont est appel, sans distinguer aucun chef; 2<sup>o</sup> en faisant signifier cette requête et l'arrêt qui intervint au bar, et dans laquelle signification, faite audit Dubruel, non-seulement les dames Deshons ne font aucune réserve sur le droit d'appeler, mais encore y demandent expressément que ledit Dubruel soit démis de son appel et que le jugement attaqué sorte son plein et entier effet, ce qui est de la part des dames Deshons un acquiescement formel audit jugement;—Déclare non recevables dans l'appel incidentes dames Deshons, etc.

Du 20 mars 1806. — Cour d'appel d'Agen. — Prés., M. Bergognié.—Concl., M. Guilleminette, substit.—Pl., MM. Barada et Rivière.

# **1<sup>o</sup> SÉPARAT. DE PATRIMOINES.—PRIVILEGE.—INSCRIPTION.**

## **2<sup>o</sup> INSCRIPTION HYPOTHECAIRE.—RENTE.—ARRÉRAGES.—COLLOCATION.**

**1<sup>o</sup>Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, l'inscription prise par un légataire particulier sur un immeuble de la succession, à quelque époque que cette inscription ait été prise, pourvu que ce fût antérieurement à la vente de cet immeuble, conservait à ce légataire le droit d'être payé sur le prix, à l'exclusion de tous créanciers personnels de l'héritier, et équivalait à une demande en séparation de patrimoines (1).**

**2<sup>o</sup>L'inscription du créancier doit mentionner non-seulement le capital de la rente, mais encore les arrérages échus, pour qu'il ait droit de se les faire allouer par collocation.**

**La crédi-rentier dont l'inscription n'énonce pas la nature de sa créance et la circonstance qu'elle produit des arrérages, perd tout droit à être colloqué au rang du capital pour les deux années d'arrérages échus depuis l'inscription.**

(Fallot—C. Belard.)—ANALYSE.

**LA COUR ;**—Faisant droit sur les appels, interventions et demandes des parties;—En ce qui concerne la question relative à la distinction et à la séparation des patrimoines :—Considérant, en droit, que les biens d'une succession ne peuvent appartenir à l'héritier que déduction faite des dettes et charges dont ils sont grevés; qu'ainsi les créanciers et légataires du défunt, quelque simples chirographaires, sont préférés sur les biens héréditaires, aux créanciers personnels et hypothécaires de l'héritier, pourvu que les créanciers et légataires du défunt aient conservé leurs droits et privilèges, soit par des inscriptions au bureau des hypothèques, sur les immeubles de sa succession, en conformité de l'art. 14 de la loi du 11 brum. an 7, et de l'art. 2111 du Code civil, soit par des oppositions ou actes conservatoires sur le mobilier de cette succession, ces inscriptions et actes conservatoires équivalant à des demandes en séparation de patrimoine;—Considé-

rant, en fait, que Marie-Marguerite-Eléonore Fallot et Vincent Fontaine ont pris des inscriptions comme légataires de Jean Lainé père, savoir, ledit Fontaine, le 18 vend. an 12, sur tous les biens dépendans de la succession de Lainé père; et la dame Fallot, le 23 brum. an 10, sur deux maisons sises à Versailles, l'une cul-de-sac Satory, n<sup>o</sup> 4, et l'autre rue Homère, provenant toutes deux de la même succession; que ces inscriptions sont prises, savoir, celle de la dame Fallot, avant les ventes de ces deux maisons, le 9 frim. an 11 et 4 therm. an 12; et l'inscription dudit Fontaine, postérieurement à la vente de la maison rue Homère, même à la transcription du contrat, qui est du 15 frim. an 11; mais antérieurement à l'adjudication de l'autre maison, qui est dudit jour 4 therm. an 12; de sorte que, par là, ils doivent être jugés comme ayant exercé dans un temps utile le privilège attaché à la distinction des patrimoines, savoir, ladite dame Fallot sur lesdites deux maisons, et ledit Fontaine sur celle cul-de-sac Satory, n<sup>o</sup> 4; qu'il n'en est pas de même de la mineure Delbart, à la requête de laquelle il n'a point été pris d'inscription pour raison de son legs de 120 liv. par an, pendant quinze années, seul objet de réclamation de sa part sur l'appel;

En ce qui concerne les collocations requises par ladite Marie-Marguerite-Eléonore Fallot et par ledit Vincent Fontaine;—Considérant, en droit, que l'inscription des hypothèques et privilèges doit se faire sur la représentation du titre et de deux bordereaux, l'un desquels peut être porté sur l'expédition du titre même; et que ces bordereaux doivent contenir, entre autres choses, le montant des capitaux et accessoires, et l'époque de leur exigibilité, ensemble la somme en numéraire à laquelle le créancier évalue les rentes et prestations pour lesquelles ils inscrit (art. 17 de la loi du 11 brum. an 7, et 2146 du Code civil); d'où il suit que, faite par le requérant d'avoir énoncé dans les bordereaux, les intérêts ou arrérages à lui dus avant l'inscription, il en est privé. Les lois précitées (art. 19 de la première et 2151 de la seconde) ne lui accordent d'office, au même rang de son capital, que deux années d'arrérages échus depuis qu'il est inscrit; d'où il suit encore que le créancier est même privé de cet avantage, faite par lui d'énoncer dans ses bordereaux d'inscription la nature de sa créance et si elle produit ou non des arrérages ou intérêts;—Considérant, en fait, 1<sup>o</sup> que, par son inscription du 23 brum. an 10, la dame Fallot n'a ni requis les arrérages de sa rente viagère de 200 liv. par an, ni indiqué la nature de sa créance; qu'il n'y a dans son bordereau inscrit, que cette énonciation vague : créance en principal, 4,000 f.; 2<sup>o</sup> que Vincent Fontaine a bien déclaré dans son inscription du 18 vend. an 12, être créancier de 100 liv. tournois de rente viagère, mais sans réquisition de sa part des arrérages antérieurs; de sorte qu'il ne peut profiter que des deux années postérieures à la date où il est inscrit; ce que ne peut exiger la dame Fallot;

Considérant encore que ces deux créanciers consentent, d'après les principes reçus en matière de rente viagère, de ne point exiger le remboursement du capital présumé des legs viagers à eux faits, mais de laisser entre les mains des acquéreurs somme suffisante de leurs prix pour le service des arrérages viagers; de sorte qu'il

(1) La Cour de Paris a pareillement jugé, par arrêt du 1<sup>er</sup> nivôse an 13, confirmé par arrêt de rejet de la section des requêtes de la Cour de cassation, que, sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, la date de

l'inscription prise par le légataire était indifférente pour lui assurer son droit de préférence sur le prix des biens héréditaires.

ne s'agit plus que de déterminer sur quels prix ces deux créanciers doivent être colloqués, et à quelle époque commenceront à se faire les paiements des arrérages, par l'un ou par l'autre des adjudicataires, sur les portions du prix qu'ils garderont en leurs mains; qu'il est d'abord bien évident que Vincent Fontaine ne peut être colloqué que sur le prix de la maison vendue depuis son inscription à la dame Illoche, et au moyen de ce qu'il a droit aux deux années d'arrérages postérieurs à son inscription et échues le 18 vend. an 14: il ne devra être servi de sa rente par cet adjudicataire, qu'à commencer du lendemain 19 du même mois, correspondant au 11 oct. 1805; que s'il est certain que l'inscription de la dame Fallo lui a conservé son privilège sur les deux maisons, ce sera la désintéresser et éviter des recours en garantie et des répétitions de sommes payées, en exécution du jugement d'ordre, à d'autres créanciers qui, peut-être, ne la primaient point, que de berner sa collocation sur la maison rue Homère, dont le prix de 10,000 liv. d'une part, et d'une rente viagère de 900 liv. par an d'autre part, présente à cette créancière un gage plus que suffisant pour répondre de son legs, dont le service est, d'ailleurs, offert par Dupont, acquéreur de cette maison:—Enfin qu'en la colloquant sur cet immeuble, elle aura cet avantage qu'étant déchu des deux années d'arrérages postérieures à son inscription, elle sera servie de sa rente viagère à compter de frim. an 11, époque de la vente de la maison rue Homère, au lieu qu'elle ne le serait que du 4 therm. an 12, jour de la vente de l'autre maison..... — Faisant droit sur l'appel dudit Fontaine et de Marie-Marguerite Fallo;—Infirmer, etc.

Du 21 mars 1806. — Cour d'appel de Paris. — Prés., M. Agier. — Pl., MM. Moreau et Tripiet.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE — ÉCRITURE. — ÉQUIPOLLENCE. — NULLITÉ.

*La mention que le notaire a reçu le testament, ne remplit pas le vœu de la loi qui exige la mention expresse de l'écriture. (Cod. civ., art. 972.) (1)*

*La nullité d'un testament n'est couverte par aucune ratification ou acquiescement de la part des successibles. Il faut qu'ils aient, par transaction ou par autre titre légitime, admis comme régulier le testament quoique nul en sa forme, inspectis, lectis et cognitis ejus verbis (2).*

(Albertini—C. Albertini.)

3 germ. an 12, testament de Joseph-Marie Albertini.—Dans ce testament, on ne trouvait pas la mention expresse qu'il eût été écrit par le notaire. — La sœur du défunt commença par exécuter le testament, et ensuite le querella comme nul, aux termes des art. 972 et 1061 du Code civil.—Les héritiers institués lui opposèrent d'abord une fin de non-recevoir tirée de ce qu'elle avait exécuté le testament et conséquemment couvert la nullité, en supposant qu'il en fût entiché. Ensuite et au fond, ils soutinrent que les mentions contenues dans l'acte remplissaient suffisamment le vœu de la loi.

Néanmoins, le testament fut annulé par jugement du 8 germ. an 13.

Appel par les héritiers institués qui soumièrent encore aux juges les questions de savoir 1<sup>o</sup> si le testament était nul; 2<sup>o</sup> si tout au moins la nullité n'avait pas été couverte par l'exécution.

(1) F. conf., Cass. 10 therm. an 13, et la note.

(2) V. en ce sens, Poitiers, 23 therm. an 11, et la note.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Vu, sur la première question, les art. 972 et 1061 du Code civil, et l'art. 14 de la loi du 25 vent. an 11; — Attendu que de l'acte du testament dont il s'agit, il ne résulte pas qu'il ait été reçu par le notaire en présence des témoins, qu'il y ait été fait mention expresse qu'il ait été écrit par le notaire, tel qu'il lui a été dicté par le testateur; — Qu'en supposant même que les deux copies de cet acte, produites par les appelants soient conformes, et que l'une et l'autre portent que Dionisio en ait signé la minute en notaire et *scrittore*, ces mots néanmoins, par le motif aussi qu'ils ne sont pas placés avant la marque du testateur et la signature des témoins, ne rempliraient point le vœu des lois citées, comme cette Cour a déjà reconnu dans une espèce semblable, en la cause entre Marchioni et Scarampi, par son arrêt du 30 frim. an 14; — Que le mot reçu n'est ni identique, ni même équipollent à celui d'écrit que le loi porte;

Considérant, sur la deuxième question, qu'on ne peut point transférer, sans cause légitime, son bien à autrui; — Qu'on ne présume pas des libéralités gratuites, lorsqu'elles ne sont pas expressément faites; — Qu'il ne résulte point des actes que l'intimé ait, par transaction ou par autre titre légitime, admis comme régulier ledit testament, quoique nul dans sa forme, *inspectis, lectis, et cognitis ejus verbis*; — Que *iniquum est perimere id, de quo cogitatum non dicitur*; — Qu'en conséquence, en supposant même la vérité des faits proposés par les appelants, en leur exploit d'appel du 23 flor. an 12, et qu'elles n'ont pas soutenu en leurs conclusions prises à l'audience, il n'en résulterait pas même la validité dudit testament; — Dit avoir été bien jugé par le jugement dont est appel, etc.

Du 22 mars 1806. — Cour d'appel de Turin. — Concl., M. Ricciardi. — Pl., MM. Isuardi et Calosso.

#### PROROGATION DE JURIDICTION. — ÉVOCA-TION.

*Les parties ne peuvent donner aux juges d'appel le pouvoir d'évoquer, lorsque la loi le leur refuse.*

(Carroux—C. Margeret.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en matière civile toute affaire doit subir deux degrés de juridiction; que celle dont il s'agit ne les a pas éprouvés; que les premiers juges n'ont pu ni dû juger le fond de la contestation, puisqu'on ne leur a présenté que des incidents; que le consentement donné à l'évocation par les appelants et l'intimé ne suffit pas; 1<sup>o</sup> parce que Philippe Margeret, l'une des parties au procès, fait défaut, et que n'ayant point donné de consentement, il ne peut être privé des deux degrés que la loi lui accorde; 2<sup>o</sup> parce que l'intimé n'agissant qu'en qualité de tutrice, ne peut lier sa pupille par son consentement; — Sans s'arrêter à la demande en évocation, ordonne que ce dont est appel sortira son effet, etc.

Du 23 mars 1806. — Cour d'appel de Besançon.

#### RETRAIT SUCCESSORAL. — BIEN INDIVIS.

*Lorsque des héritiers ont partagé la succession, et qu'un objet est demeuré indivis, l'acquéreur d'une partie de cet objet ne peut être remboursé par les cohéritiers du vendeur. — C'est pas le cas d'appliquer l'art. 841 du Code civil (1).*

(1) F. conf., Cass. 9 sept. 1806; 22 avr. 1808; Paris, 9 vent. an 12; anal., Dijon, 20 therm. an 12; Toulouse, t. 4, n<sup>o</sup> 447; Duranton, t. 7, n<sup>o</sup> 201. — En

(Héritiers Paysan-Lafosse—C. Glairot.)

Après le décès du sieur Paysan-Lafosse, cinq héritiers se sont partagé sa succession. Seulement un immeuble a l'occasion duquel des contestations s'étaient élevées était resté indivis entre eux. — Ces contestations terminées, en l'an 12, par arrêt souverain, quatre des héritiers Paysan-Lafosse vendirent au sieur Glairot leur part de l'immeuble indivis; un seul, le sieur Henri Lafosse, refusa d'aliéner sa portion et demanda contre l'acquéreur sa subrogation aux droits de ses cohéritiers aux termes de l'art. 811 du Code civil. — Le sieur Glairot opposa que cet article ne disposant que pour le cas où la vente comprenait l'intégralité des droits successifs, n'était pas susceptible d'être appliqué lorsqu'il ne s'agissait que de l'aliénation d'objets particuliers indivis.

9 fruct. an 12, jugement du tribunal de Louviers en ces termes : « Considérant, en principe, que sous l'empire d'une législation qui a généralement pros crit tous les anciens droits de clameur, retrait lignager, successoral, de convenance, et autres qui pouvaient entraver le commerce entre les citoyens, le droit de subrogation résultant de l'art. 811 du Code civil étant une exception à la règle commune, ne peut avoir d'extension au delà des bornes de la loi; — Que, pour fixer sûrement les bornes de la loi, il ne suffit pas de connaître les expressions dont elle se sert, puisque les deux parties les appliquent à leurs prétentions; qu'il faut donc en chercher le sens dans l'esprit du législateur dont la volonté est nécessairement une; — Considérant que la subrogation autorisée par l'art. 811 n'est pas un droit nouveau; qu'elle n'est au contraire qu'une suite de l'ancienne jurisprudence qui, pour empêcher qu'un étranger ne vint s'immiscer dans le secret des familles, s'était empressée de l'introduire d'après les lois romaines qui l'avaient admise dans la vente des droits litigieux; qu'ainsi, c'est d'après l'ancienne jurisprudence que doivent être établies les bornes dans lesquelles doit être circonscrit le droit de subrogation; et qu'en conséquence, le législateur ne voulant écarter que l'étranger qui pourrait s'immiscer dans le secret des familles, s'accorde le droit de subrogation que contre celui qui prendrait le titre et la qualité de *successor in universum jus et causam*, parce que l'héritier lui aurait cédé son droit; — Considérant, en fait, 1° que chacun des cohéritiers Paysan-Lafosse, en traitant avec le sieur Glairot, ne lui a point cédé son droit à la succession paternelle, mais seulement la part pour un cinquième dans les immeubles qui, après partage fait du reste de la succession, avaient été réservés pour être le gage des créanciers auxquels le prix en est dû; — 2° Que le sieur Glairot n'a point acheté des droits litigieux, puisque la propriété desdits immeubles est acquise aux héritiers Paysan-Lafosse, par jugement souverain, et que les discussions qui pourraient s'élever en l'état d'ordre, seront étrangères au dit Glairot, comme au cinquième héritier; — Déclare le demandeur non recevable. »

Appel par le sieur Paysan-Lafosse.

sens contraire, Tarin, 18 mars 1806. — V. aussi anal. en sens contraire, Bourges, 12 mess. an 13; Cass. 15 mai 1833.

(1) V. en ce sens, Cass. 2 flor. an 7, et la note.

(2) V. l'arrêt de la solution dans les termes de l'arrêt; mais évidemment la circonstance de préciput au profit de la femme est ici indifférente puis-

1. — 11<sup>e</sup> PARTIE.

ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 811 du Code civil; — Attendu que cet article, qui est d'exception et dérogatoire au droit commun, doit être restreint dans son texte; que son texte ne s'applique qu'à la vente des droits successifs avant le partage, et non à la vente, faite après le partage, d'une ou plusieurs portions dans un objet déterminé; — Et, au surplus, par les motifs des premiers juges; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 21 mars 1806. — Cour d'appel de Rouen. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl., M. Fouquet, proc. gén. — Pl., MM. Fréron et Daviel.

1<sup>o</sup> APPEL. — DÉLAI.2<sup>o</sup> LEGS À TITRE UNIVERSEL. — MEUBLES. — CARACTÈRE.3<sup>o</sup> PRÉCIPUT. — LEGS. — DISPENSE DE RAPPORT.4<sup>o</sup> et 5<sup>o</sup> AUGMENT DE DOT. — PAIEMENT. — JOYAUX. — COMPENSATION.

1<sup>o</sup> Le délai de l'appel court contre une partie, non du jour où elle a elle-même notifié la jugement, mais de celui où le jugement lui a été signifié (1).

2<sup>o</sup> Le legs de tout le mobilier qui se trouvera dans la maison du testateur au jour de son décès, ne forme pas un legs à titre universel. (Cod. civ., 1010.)

3<sup>o</sup> Le testateur qui, après un legs fait à sa femme, institue cette dernière, conjointement avec d'autres héritiers, dans tous les biens restans, est censé, par cela seul, avoir fait le legs avec dispense de rapport, c'est-à-dire par préciput et hors part. (Cod. civ., 883, 919.) (2)

4<sup>o</sup> Il n'y a pas lieu de différer jusqu'à la liquidation de la succession, la demande en paiement de l'augment et des joyaux formée contre les héritiers par une veuve, sous la prétexte que celle-ci est également héritière de son mari.

5<sup>o</sup> On ne peut imputer sur le don à titre de joyaux que le mari a fait à sa femme par contrat de mariage les effets mobiliers que la femme a reçus de son mari durant le mariage.

(Bellu—C. Mocaff.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après les principes reçus en la matière, le délai fixé par la loi pour l'interjection de l'appel, ne commence à courir que du jour de la signification faite à la partie du jugement qui la concerne; que, d'ailleurs, la signification faite par l'une des parties ne la prive point du droit d'en appeler elle-même, lorsque la signification lui en est faite comme il a été décidé par la Cour de cassation dans son arrêt du 4 prair. an 11, entre Poya et Dubœuf, — Déclare recevable l'appel interjeté par la veuve Bellu;

Et vu les art. 813 et 919 du Code; — Considérant en point de droit, que quelque, aux termes dudit art. 813, il soit dit que tout héritier est tenu de rapporter à ses cohéritiers tout ce qu'il a reçu du défunt, et qu'il ne peut point réclamer les legs à lui faits, à moins qu'ils ne lui aient été faits expressément par préciput et hors part ou avec dispense du rapport: cependant la dispo-

que n'étant pas héritière légitime, elle ne pouvait être tenue à aucun rapport (C. civ., 857.) — F. au surplus, sur les circonstances et les termes d'où l'on peut faire résulter la dispense du rapport, le résumé fort développé de la doctrine et de la jurisprudence présenté par M. Vazeille, des Successions, t. 1<sup>er</sup>, sur l'art. 843, n<sup>os</sup> 4 et 5.

37

sition de cette loi n'est pas tellement stricte et obligatoire relativement aux termes dans lesquels la dispense du rapport doit être conçue, qu'elle n'admette point des phrases équivoques pourvu qu'elles soient suffisantes à exprimer la volonté claire et précise du défunt, de laisser les legs hors part et par préciput; — Qu'en effet, il ne s'agit point en l'espèce, d'une loi réglementaire de formes, qui n'est ordinairement susceptible que de l'interprétation la plus stricte et rigoureuse, surtout, si elle est sanctionnée par la peine de nullité; mais il s'agit d'une loi interprétative de la volonté des testateurs qui, d'après elle, ne sont censés vouloir d'hors part, bornés dans le cas où ils se sont clairement exprimés; — Que cette intelligence de la loi susdite, qui nous est indiquée par l'orateur du gouvernement chargé de la présenter au corps législatif, reçoit aussi un appui de l'art. 919 du même Code, où les législateurs en permettant aux donateurs de faire la déclaration que le don ou legs est à titre de préciput et hors part, dans un acte séparé de celui qui contient la disposition, ont suffisamment démontré que le vœu de la loi est de laisser à un tel égard aux donateurs une latitude assez grande, et de ne point gêner par des formes rigoureuses l'explication de leur volonté; — Considérant, en point de fait, qu'en l'espèce, la volonté du testateur Belli, de laisser à son épouse le legs dont il s'agit, par préciput et hors part, ne peut point être douteuse, puisque non-seulement il a motivé ce legs sur sa volonté de lui donner une marque de sa reconnaissance, mais il en a en outre séparé expressément les effets légués à sa femme de tous les autres effets de son hoirie. Il a légué à sa femme les meubles en question, et il a institué les héritiers *in tutti gli altri suoi beni, averi, etc.* — Or, l'inclusion de ses biens restans en la portion des héritiers porte nécessairement l'exclusion de ceux légués précédemment à son épouse; et c'est effectivement dans une telle exclusion que consiste la déclaration de l'hors part et du préciput voulu par la loi; — Qu'au surplus, le testament même offre un argument de la volonté du testateur de dispenser sa femme du rapport, puisque le testateur ayant assujéti son frère Dominique au rapport du legs à lui fait, a sûrement fait voir que la où il a voulu le rapport, il l'a exprimé, et que là où il ne l'a point voulu, il n'en a point parlé;

Vu les art. 871, 1010 et 1013 du Code; — Considérant qu'aux termes dudit art. 871, alors seulement le légataire est tenu au paiement des dettes au prorata du legs, lorsque celui-ci est fait à titre universel; — Que la loi a clairement expliqué à l'art. 1010, quel est le legs à titre universel, savoir celui par lequel le testateur lègue une quote-part de ses biens disponibles, telle qu'une moitié, un tiers, ou tous ses immeubles, ou tout son mobilier, ou une quotité fixe de tous ses immeubles, ou de tout son mobilier; — Qu'en l'espèce, les termes dans lesquels est conçu le legs en question, ne permettent point de le rattacher à aucun des legs mentionnés dans ledit article; mais ils portent uniquement un legs d'une quantité isolée de meubles existant dans la maison, ce qui n'est ni un legs d'une quote-part des biens du défunt, ni d'une quotité fixe du mobilier, puisque une grande partie du mobilier du défunt et particulièrement les créances et actions n'y sont point comprises, et la désignation en est faite par l'indication du lieu où les meubles légués se trouvaient, et non par une indication en masse et par quotité relative à leur totalité; — Qu'en conséquence la disposition des articles du Code, en la partie qui regarde les legs à titre

universel, n'est point applicable à l'espèce, et les Mocaffi ne sont point tenus au paiement des dettes au prorata du legs en question.

Considérant que la demande en paiement des deux tiers de la moitié de l'augment et des joyaux dont il s'agit, ayant été proposée par la veuve Belli par-devant le tribunal de première instance, il n'a tenu qu'aux premiers juges de prononcer, et il était de leur devoir d'y statuer ainsi que de droit; — Que l'exception faite en cette instance par les frères Belli, que s'agissant d'une dette de l'hoirie, ce n'est que lors du partage que son paiement doit avoir lieu, ne subsiste point, puisque les cohéritiers étaient tenus au prorata de leurs portions, au paiement des dettes à leur échéance, et celle dont il s'agit étant échue, la demande en paiement des deux tiers faite par la veuve était juste, et ne souffrait point de dilution; — Considérant, au surplus, qu'en ce qui concerne la restriction que les frères Belli voudraient apporter audit paiement, savoir de n'y être tenus qu'au prorata de l'émolument qui leur revient de l'hoirie dont il s'agit, cette restriction, disons-nous, est entièrement écartée par les considérations relatives à la seconde des questions ci-dessus examinées;

Qu'en ce qui concerne la compensation avec le don des joyaux porté par le contrat de mariage, des effets reçus en nature par la veuve Belli après son mariage, cette compensation n'est due ni aux termes des principes de la matière, ni aux termes du testament du défunt; — La donation des joyaux dont il s'agit est d'une nature particulière qui n'admet point de compensation avec les autres libéralités de l'époux, sans dans le cas que cette compensation soit consentie; — En effet, cette donation n'a lieu que dans le cas de mort, et si à l'événement de ce cas les héritiers du défunt sont en droit de réclamer les effets en nature qui ne furent donnés à l'épouse pendant le mariage que *ad usum*, ils ne peuvent cependant pas contester le paiement de la donation en question; — Qu'en l'espèce, ni cette compensation, ni la répétition des effets, comme dessus donné, ne peuvent point compéter aux frères Belli, puisque ces effets que les défendeurs n'ont point prouvés existans hors de la maison où leur frère est décédé, sont naturellement compris dans le legs *d'agii ori, argenti, effetti, e cose qualunque* qui se seraient trouvés dans la maison du défunt à sa mort; — Qu'en conséquence ce n'est point le cas où la veuve Belli soit tenue d'en faire la restitution aux héritiers du mari; — Dit qu'il a été bien jugé par le tribunal de première instance de Turin, dans la partie où il n'a pas fait lieu au rapport du legs en question; — Déclare, au surplus, les intimés Mocaffi n'être point tenus, en leur qualité d'héritiers de la veuve Belli, au paiement des dettes de l'hoirie de feu Pierre Belli, au prorata du legs particulier des meubles fait à ladite veuve; — Dit recevable l'appel interjeté par la même veuve; — Déclare les frères Belli tenus de payer, au prorata de leurs portions héréditaires, aux héritiers Mocaffi les deux tiers de la moitié de l'augment dotal et du don à titre de joyaux proposé par la veuve Belli, etc.

Du 21 mars 1806. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Quaglia et Avignone.

1° TESTAMENT AUTHENTIQUE. — DICTÉE. — MENTION.

2° TÉMOINS INSTRUMENTAIRES. — PARENTÉ.

1° *Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité même dans le cas où un testament est reçu par un seul notaire, qu'il contienne la mention expresse qu'il a été dicté par le testa-*

teur au notaire. Il suffit qu'il mentionne la dictée par le testateur et l'écriture par le notaire, quelque place d'ailleurs que cette mention occupe dans l'acte (1).

2° Deux frères peuvent être témoins dans le même acte public, surtout dans un testament. — Les prohibitions de la loi du 25 vent. an 11, sur la parité des témoins, soit avec les notaires, soit avec les parties contractantes, ne s'étendent pas à la parité respectives des témoins, (L. 25 vent. an 11, art. 10; Cod. civ., art. 975 et 980.) (2)

(Pierref.—C. Pierref.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'en exigeant, s'il y a deux notaires, qu'il soit fait mention que le testament leur a été dicté par le testateur, la loi a voulu s'assurer de deux résultats, les plus importants pour constater les dernières volontés; le premier, qui est la réalité du concours actif de tous deux à la réception du testament; le second, de prévenir le danger de suggestion, et de supprimer la forme des testaments nuncupatifs, que l'ordonn. de 1735 avait maintenue, par déférence pour les principes du droit romain; — Attendu que, lorsque le testament est reçu par un notaire, ces précautions atteignent leur but, dès que l'acte contient la mention expresse de la dictée par le testateur, et de l'écriture par le notaire; énonciations qui indiquent suffisamment et par elles-mêmes, que c'est bien au notaire que le testateur s'est adressé pour lui communiquer ses dispositions; d'où il suit que le mot également, inséré dans la deuxième partie de l'art. 972, a pour objet d'imposer au testateur l'obligation de dicter et au notaire celle d'écrire le testament, aussi bien dans le cas où il n'y a qu'un notaire qui le reçoit que dans celui où il y en a deux; — Attendu que le testament dont il s'agit contient mention expresse qu'il a été dicté par le testateur, et écrit par le notaire; que les clauses finales se rattachent à celles qui se trouvent en tête de l'acte fait d'un seul et même contexte, et que l'inexactitude du notaire, dans l'ordre de la rédaction, ne suffit pas pour étendre la peine de nullité;

Attendu que les qualités des témoins testamentaires étant déterminées par les dispositions législatives particulières aux actes de cette nature, on ne peut, de ce chef, invoquer la loi du 25 vent. an 11 sur l'organisation du notariat; qu'au surplus ni cette loi, ni celle qui établit les formes des testaments, ne déclarent point incapables d'assister comme témoins aux actes notariés ceux qui sont parents entre eux; — Déclare les intimés mal fondés dans leur demande en nullité du testament, etc.

Du 25 mars 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — Conf., M. Tarte, subst. — Pl., MM. d'Orange et Desreune.

#### INSCRIPTION DE FAUX.—JUGEMENT.—AVOÜÉ.—DÉSAYEU.

Encore que le greffier ait mentionné sur le plumeau, qu'un avoué a pris des conclusions au nom d'une partie, si qu'il ait écrit sur le placet que le dispositif du jugement a été passé d'accord avec lui, il n'est pas toujours

nécessaire de prendre la voie d'inscription de faux pour établir que ces énonciations du greffier ne sont point véritables. — Dans ce cas, si l'avoué n'a pas signé le placet, on peut prouver, par un ensemble de circonstances, qu'il n'a point occupé, et se borner ainsi à la simple action en désaveu (3).

(Adam.—C. Boyer-Fonfrède.)

Les sieurs Adam avaient acheté des tabacs au sieur Boyer-Fonfrède, et leur préposé en avait reçu la livraison. Sous prétexte d'avaries, les sieurs Adam firent condamner le sieur Boyer à reprendre ses tabacs; et quelque temps après, ils réclamèrent des syndics de la faillite de Boyer, les sommes dont ce jugement les constituait créanciers. — Ceux-ci opposèrent que les sieurs Adam ne pouvaient réclamer ces sommes sans s'être dessaisis auparavant des tabacs. — Alors les sieurs Adam exhibèrent une ordonnance de référé, passée d'accord avec M. Ferrand, avoué du sieur Boyer, par laquelle ils étaient autorisés à faire vendre les tabacs pour le compte du sieur Boyer, et à retenir le prix que cette vente produirait, en déduction de leur créance. — Appel de cette ordonnance par le sieur Boyer. Arrêt qui lui enjoint de mettre en état, dans trois mois, le désaveu qu'il fait du sieur Ferrand, mentionné dans cette ordonnance comme avoué. — Ce désaveu ayant été formé, le sieur Ferrand déclara n'avoir jamais occupé pour le sieur Boyer.

28 flor. an 13, jugement qui déclare le désaveu valable : a. Attendu qu'il résulte des déclarations faites à l'audience que M. Ferrand n'avait point comparu à l'audience, ni signé le placet contenant les conclusions du sieur Adam, conditions indispensables pour que l'ordonnance intervenue depuis eût été passée d'accord; que, d'ailleurs, il avait été déclaré à l'audience par M. Boulard, avoué à la Cour d'appel du sieur Adam, que l'ordonnance avait été négociée entre lui et M. Lecomte, avoué de Boyer-Fonfrède en la même Cour, ce qui détruisait la supposition que M. Ferrand y eût véritablement concouru, fait important dont ce dernier avait demandé et obtenu acte; — Qu'enfin la taxe des frais et mises d'exécution par l'avoué Lecomte ne comportait point un acquiescement personnel et obligatoire pour Boyer-Fonfrède, par la raison que cette taxe était le fait de l'avoué seul, et par suite de son ministère, sans mandat spécial de sa part; qu'au surplus, elle avait été faite, sous la réserve des droits de son mandant, ce qui achevait de repousser tout prétexte de fin de non-recevoir à cet égard.

Appel par les sieurs Adam. — Ils soutenaient que rien n'assurait que la déclaration du sieur Ferrand ne fût point l'effet de sa complaisance envers le sieur Boyer, ou de son manque de mémoire, et qu'au surplus, il n'y avait que l'inscription de faux qui pût emporter la foi due au registre du greffier, dans lequel le passé d'accord était attesté par une note, et à l'ordonnance du juge qui certifiât la comparaison du sieur Ferrand.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges, met l'appellation au néant, etc.

Du 27 mars 1806. — Cour d'appel de Paris. —

(1) V. conf., Cass. 8 juill. 1834 (Volume 1834), Bruxelles, 25 juin 1806; 7 fév. 1807; 16 juv. 1806; Paris, 17 juill. 1806; 23 août 1811; anal., Cass. 19 août 1807; — Anal. au sens contraire, Aix, 8 mars 1811; Dijon, 12 avr. 1820. — V. au surplus, nos observations sur l'arrêt de Cass. du 10 therm. an 13 (aff. Froidefond-Duchêne).

(2) V. en ce sens, Ricard, des Donations, part.

1<sup>re</sup>, n° 1595; Fargole, des Testaments, ch. 3, sect. n° 6; Merila, Rép., v° Témoin instrumentaire; Grenier, des Donations, t. 1, n° 252; Toullier, t. 5, n° 403; Favard, v° Testament, sect. 1, § 3, art. 2, n° 11; Duranton, t. 9, n° 117.

(3) V. en ce sens, Carré, Lois de la proc. civ., t. 2, quest. 1298.

3<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Ségner. — Concl., M. Try.  
— Pl., MM. Blaque, Desales et Plet.

# EMPHYTEOSE. — RENTUE POUR CONTRIBU- TIONS. — STIPULATION.

La clause insérée dans un contrat d'emphytéose, que le preneur ne pourra dans aucun cas, hors celui où il prouverait les ravages de la guerre, demander de diminution du canon emphytéotique, n'équivalait pas à la clause expresse de non retenue pour impositions publiques (1).

(Kehrling—C. Lacombe et consorts.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art. 99 de la loi du 3 frim. an 7, relative à la répartition, à l'assiette et au recouvrement de la contribution foncière; — Vu aussi les différentes lois qui ont fixé le retenue, tantôt au quart, tantôt au cinquième du revenu net, notamment celle du 11 frim. an 8, qui l'a fixée pour ladite année au cinquième; — Attendu que par aucun des titres produits par les intimés, la condition expresse de la non retenue des impositions publiques n'a été stipulée; qu'il ne s'y rencontre aucune autre clause de laquelle on puisse induire la volonté conventionnelle des parties, que la contribution foncière serait à la charge de l'appelant en sus de son canon; — Attendu que c'est en vain que les intimés ont argumenté des contrats de 1745 et de l'an 7, pour inférer qu'ils contiennent une clause équivalente à celle de la non retenue, en ce que, par la première, il a été stipulé qu'en aucun cas quelconque le preneur ne serait exempté de la prestation, hors le cas des troubles de la guerre; et que par le second, pour prévenir toutes les difficultés, ils ont consenti à la réduction du canon, qui par là a été diminué d'un tiers; — Attendu que ces stipulations n'ont aucun trait à la retenue ou non retenue de la contribution; qu'il n'en résulte pas, comme veut l'art. 99 de la loi citée du 3 frim. an 7, la volonté des parties que la retenue n'ait pas lieu de la part de l'appelant; — Attendu que, dans le premier de ces titres; il a seulement été prévu le cas où la diminution du canon aurait lieu, celui des troubles de la guerre; que, par le second, la diminution du canon n'eût pour objet que d'indemniser l'appelant du bénéfice de la jouissance de plusieurs droits attachés à l'emphytéose, et dont il s'est trouvé privé par leur suppression décrétée dès le principe de la révolution; que, d'ailleurs, il ne s'agit pas ici d'une diminution de la rente, mais de la retenue sur icelle, d'une contribution qui est à la charge des intimés, et que la loi astreint l'appelant d'avancer à leur décharge et lui permet de le retenir sur la rente; — Attendu, dès lors, qu'il a été évidemment mal jugé, en ce que l'appelant a été déclaré non recevable en sa demande incidente, et que sur la demande principale, il a été condamné à payer le canon répété sans retenue; qu'ainsi il y a lieu d'émender en ce sens; — Prononçant sur l'appel; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé, etc.

Du 27 mars 1806.—Cour d'appel de Colmar Pl., MM. Raspier et Chauflour.

(1) V. anal. en ce sens, Cass. 17 pluv. an 8; 2 vent. et 16 mess. an 11; Paris, 1<sup>er</sup> pluv. an 10; arrêts desquels il résulte que la clause de non-retenu devait être expressément stipulée. — V. au surplus, sur la retenue pour impositions, dans l'état actuel de la législation, la note qui accompagne le jugement de cassation, du 17 pluv. an 8.

ALIMENS. — PENSION. — INSAISSISSABILITÉ. — Pour qu'une pension viagère et alimentaire établie à titre gratuit soit insaisissable, il n'est pas nécessaire que le titre constitutif porte défense de la saisir. (C. civ., 1128 et 1293.) (2)

(Aubany — C. Bousquet.)—ARRÊT.  
LA COUR; — Considérant, en droit, que les lois ont environné d'une faveur spéciale la cause des aliments: ils ne font pas matière à compensation, suivant la loi n° 3, C. de Compensat.; la transaction sur aliments est prohibée (Loi 8, ff. de Transact.); le légataire chargé de fidéicommiss, débiteur d'une pension viagère pour aliments, ne pouvait pas déduire la quote part de cette pension (Loi 25, § 1<sup>er</sup>, ff. ad Leg. falcid.); l'art. 5, tit. 12, ord. 1670, prohibe la saisie des deniers adjugés par provision pour pourvoir aux aliments; — Que la loi Qui bonis, ff. de Cassion. bonor., défend aux créanciers d'un légataire de saisir les pensions alimentaires léguées, misericordiam causâ, à celui que la cession des biens a réduit à l'indigence, et quoique le testateur n'en ait pas prohibé la saisie; la glose en donne pour motif qu'il serait barbare d'arracher des aliments aux légataires, eripi nisi immisericorditer non potest; tous les auteurs, tels que Surdus, Julien, en son Code, Despeysse, etc., enseignent que les aliments ne peuvent jamais être saisis, comme étant strictement attachés à la personne, quia sunt personalissima; — Duperrier, Dercornis, Meuvillon, enseignent tous, d'après la jurisprudence du parlement de Provence, dont ils citent les arrêts, que la condition qui rend la somme insaisissable est sous-entendue quand la disposition est faite à titre d'aliments, et supplée par la loi Qui bonis; — Le créancier ne peut pas saisir des aliments, parce qu'il n'a pas contracté ni pu contracter avec le débiteur, dans la vue d'un legs alimentaire qui lui obviendrait; — Considérant que l'art. 981 du Cod. civ. qui déclare que la rente viagère ne peut être stipulée insaisissable que lorsqu'elle a été constituée à titre gratuit, ni l'art. 1993, § 3, qui décide que la compensation n'a pas lieu pour une dette qui a pour cause des aliments déclarés insaisissables, n'ont point dérogé à ces principes et à la jurisprudence constante qui les a consacrés; qu'il ne résulte pas de ces textes que le testateur a dû déclarer la pension insaisissable, pour qu'elle ne puisse pas être saisie; l'art. 981 ne parle que d'une pension viagère sans y ajouter le mot alimentaire, porté par le testament dont il s'agit, ce qui établit une grande différence; c'est le loi même qui déclare insaisissable par sa nature la pension léguée à titre d'aliments, et non point la simple pension viagère; — Que le Code civil ne déclare point non plus dans quelle forme le testateur doit exprimer sa volonté, pour que la pension viagère soit insaisissable; que cette volonté est énergiquement et suffisamment exprimée par la qualification d'alimentaire que lui donne le testateur; — Dit mal jugé, et ordonne la main levée de la saisie, etc.

Du 27 mars 1806. — Cour d'appel d'Aix. — Pl. MM. Bernard et Castellan.

(2) V. conf., Turin, 3 déc. 1808. — L'arrêt que nous rapportons ici est antérieur à la promulgation du Code de procédure, dont l'art. 581 a tranché la question, en disposant que les sommes et pensions pour aliments ne peuvent être saisies, encore que le testament ou l'acte de donation ne les déclare pas insaisissables.

**1<sup>re</sup> SÉPARATION DE PATRIMOINES. — EFFET RÉTROACTIF.****2<sup>e</sup> HYPOTHEQUE LÉGALE. — INSCRIPTION. — DÉLAI. — VUE.**

1<sup>re</sup> L'art. 2111 du Cod. civ., qui prescrit des formalités pour la conservation du droit de demander la séparation des patrimoines, s'applique même aux successions ouvertes antérieurement. La loi ne rétroagit point, lorsqu'elle trace de nouvelles formalités pour la conservation des droits acquis. (C. civ., art. 2111 et 2154.) (1)

2<sup>e</sup> En cas de dissolution du mariage par la mort du mari, la femme qui veut conserver son hypothèque légale sur les immeubles de la succession, est obligée de prendre inscription dans les six mois du décès. — Ici s'applique l'art. 2111 du Code civil (2).

(Boissier v<sup>o</sup> Daumas — C. Décombe.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que, d'après l'art. 2111 du C. civ., pour que les créanciers du défunt puissent faire séparer son patrimoine de celui de son héritier, et conserver, à l'égard des créanciers de celui-ci, leur privilège sur les immeubles de la succession, il faut qu'ils fassent leur inscription dans les six mois, à compter de l'ouverture de la succession ; — Que Louise Boissier ne s'est point conformée à cet article, puisque Jean Daumas mourut le 1<sup>er</sup> fructid. an 8, et qu'elle ne s'est pas inscrite sur ses biens dans les six mois de la publication de la loi du 28 vent. an 12, qui a introduit la nécessité de l'inscription dans ce délai, pour obtenir la division des patrimoines ;

Que la nature des créances de Louise Boissier ne la dispensait pas de cette formalité ; que la femme mariée a seule une hypothèque légale sur les biens de son mari vivant, sans le secours de l'inscription, le loi n'établissant une semblable exception en sa faveur qu'en considération de l'impuissance où elle est de veiller à la conservation de ses droits pendant le mariage ; mais que, après la dissolution de son mariage, rentrée dans le plein exercice de sa liberté, elle ne peut conserver l'hypothèque que la loi lui avait attribuée, qu'en remplissant la formalité imposée aux créanciers ordinaires auxquels elle demeure dès lors assimilée ; — Qu'on ne peut pas prétendre que cette formalité n'est nécessaire que pour le maintien des privilèges ; qu'en se servant de ce terme, l'art. 2111 précité a voulu l'appliquer à toute sorte de créanciers, et exprimer que par là ils conservaient leur privilège sur les immeubles du défunt, c'est-à-dire, le droit propre qu'ils avaient sur ces immeubles ; — Que Louise Boissier ne peut pas exciper de la loi du 11 brum.

(1) F. conf. Toulouse, 12 janv. 1807 ; Rouen 23 août 1809. — Contr., Cass. 8 mai 1811 ; 17 avr. 1827, et 3 mars 1835 ; Turin, 7 mars 1810 ; Caen, 26 déc. 1826 ; Bordeaux, 8 fév. 1828, et 14 juill. 1836 ; Toulouse, 26 mai 1829. — V. aussi en ce sens, Grenier, *Hypot.*, t. 2, n<sup>o</sup> 434 ; Merlin, *Rep.*, v<sup>o</sup> *Séparation de patrimoines*, et Troplong, *Hypoth.*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 328.

(2) F. conf. Agen, 8 mai 1810. — Mais on pense généralement, au contraire, que le changement d'état de la femme n'apporte aucun changement, sous ce rapport, aux prérogatives attachées à ses droits, parce que, dit-on, il serait injuste que la dispense d'inscription cessât précisément à la dissolution du mariage, c'est-à-dire à l'époque où s'ouvrent les avantages de l'hypothèque légale. F. en ce sens, Turin, 10 janv. 1812 ; Montpellier, 1<sup>er</sup> fév. 1828, et 24 fév. 1829 ; Bordeaux, 24 juill. 1836 (Volume 1836) ; — Avis du conseil d'Etat du 8 mai 1812 ; Merlin,

an 7 qui n'existe plus ; ni voir un effet rétroactif à cette loi, dans la nécessité de l'inscription prescrite par le Code civil, puisque ce Code ne lui avait pas ravi le droit de demander la séparation du patrimoine de son ancien débiteur, mais n'avait fait que tracer le mode d'exercice de ce droit ; mode auquel elle ne s'est pas conformée ; — Que ce n'est pas non plus rétroagir, que de lui préférer des créanciers inscrits, le 22 prair. an 12, sous prétexte qu'il ne s'était pas alors écoulé six mois depuis la loi du 28 vent. précédent ; qu'il suffit que leur inscription, quelle qu'en soit la date, soit restée le temps nécessaire pour accomplir les six mois écoulés depuis la publication de l'art. 2111, sans qu'il en soit intervenu, de la part des créanciers de Jean Daumas, pour qu'elle ait établi, avec effet, une hypothèque sur les biens de celui-ci ; — Dit bien jugé, etc.

Du 28 mars 1806. — Cour d'appel de Nîmes. — Prés. M. Noailles. — Concl. M. Vigier.

**SÉPARATION DE BIENS. — CONSENTEMENT.**

Avant le Code civil, il n'existait pas de loi, notamment en Piémont, qui prohibât la séparation de biens volontaire entre le mari et la femme (3).

Mais une telle séparation n'était pas opposable aux créanciers du mari (4).

(Nigra — C. Nigra.)

Du 28 mars 1806. — Cour d'appel de Turin.

**DONATION RÉMUNÉRATOIRE. — INGRATITUDE. — RÉVOCATION.**

Les donations, même rémunératoires, sont révoquées pour cause d'ingratitude (5). ... en ce sens qu'elles doivent être réduites dans la juste proportion des services rendus au donateur (Cod. civ., art. 955.)

(Dandlaw — C. Meunier.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu, en droit, que toute donation entre vifs est révoquée de sa nature pour cause d'ingratitude de la part du donataire envers le donateur ; — Que toutes les fois que l'exécution d'actes de donations rémunératoires est ordonnée, malgré l'ingratitude et l'indignité reconnue du donataire, les donations sont réduites dans la juste proportion des services rendus au donateur ; — En fait, considérant que Meunier est entré en 1773 chez feu Dandlaw, en qualité de domestique, ce qui est constant par la donation elle-même, et qu'il y était aux gages de 300 liv. par année, ainsi qu'il résulte de la déclaration contenue en sa plainte ; — Qu'il est parvenu, en flattant et servant les faiblesses de son maître, à capter sa confiance tout entière, et attirer sur

v<sup>o</sup> *Inscrip. hypot.*, § 3, n<sup>o</sup> 2 ; Troplong, *des Privilèges et hypothèques*, n<sup>o</sup> 576. — Grenier, tout en adoptant cet avis, fait des vœux néanmoins pour que le législateur fixe un délai, après la dissolution du mariage, dans lequel la femme serait tenue, sous peine de déchéance, de faire inscrire sa créance sur les biens de son mari V. Tr. des hyp. t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 245.

(3) Il a été jugé qu'il en était de même en Brabant : — Cass. 30 germ. an 10 ; Bruxelles, 12 août 1806 ; et dans le ressort du ci-devant conseil d'Artois : Cass. 6 prair. an 10, et la note ; et 11 juill. 1809.

(4) F. conf., Cass. 6 prair. an 10, et la note.

(5) F. conf., Cass. 17 août 1831 (Volume 1831). — V. aussi dans le même sens, Pothier, *des Donations*, sect. 3, art. 3, § 3 ; Grenier, *des Donations*, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 218 ; Delvincourt, t. 2, p. 502, note 7, éd. de 1819 ; Duranton, t. 8, n<sup>o</sup> 567 ; Vazeille, *des Success. donat. et test.*, sur l'art. 955, n<sup>o</sup> 11 ; — Contr., Toullier, t. 5, n<sup>o</sup> 186 et 228.



lui ses bienfaits; que feu Dandlaw lui donna les pouvoirs les plus étendus; qu'il administrât et gérât ses affaires et sa fortune; Considérant qu'il résulte des pièces de la cause, autres néanmoins que celles énoncées au jugement interlocutoire du 8 fructid. an 11, que Meunier a abusé de cette confiance extrême de son maître; que feu Dandlaw a eu, non-seulement à lui faire des reproches de sa gestion et administration, mais d'autres bien plus graves encore; que Meunier le trahissait dans ses rapports domestiques, le blessait dans ses affections les plus chères; qu'il a cherché à diviser les membres de la famille, en nectant sous les yeux de l'épouse le tableau prétendu des erreurs du mari, et en entretenant le mari des ridicules supposés de sa femme; qu'il n'a pas davantage ménagé les frères; qu'il les flattait ou dénigrant dans sa correspondance, suivant que son intérêt l'exigeait; d'où il suit qu'il s'est rendu coupable de l'injure caractérisée et indiquée par la loi, pour opérer la révocation d'une donation entre vifs; que cette conduite, cette ingratitude de Meunier, résultent d'une foule de lettres écrites par lui, ou à lui adressées, presque toutes produites par lui-même dans la cause; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; ordonne que la donation est et demeure révoquée pour tout ce qui peut être considéré comme libéralité de la part de feu Dandlaw; la réduit à la valeur des gages et salaires dus à la part de Larrieu pour le temps qu'elle a été au service de feu Dandlaw, etc.

Du 30 mars 1806. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés. M. Séguier. — Pl. MM. Larrieu et Delamalle.

#### ACQUIESCEMENT. — EXPLOIT. — NULLITÉ.

Du 29 mars 1806 (aff. Beardi). — Cour d'appel de Turin. — F. cet arrêt à la date du 19 mai, même année.

#### MARIAGE. — PREUVE.

*A défaut d'acte qui constate le mariage, on ne peut en suppléer la preuve par des pièces qui ne font qu'en supposer l'existence.*  
(Descamps — C. O'Sullivan.)

Du 29 mars 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl. MM. Zech, Barthélemy et Pius.

#### SAISIE IMMOBILIÈRE. — COMMANDEMENT. — HÉRITIÈRE. — DÉLAI. — PRÉSENCE.

*Le commandement fait par l'héritier du créancier pour parvenir à l'expropriation forcée est valable, quoiqu'il ne contienne pas copie des pièces justificatives de la qualité du poursuivant (1). En conséquence, le délai d'un mois, exigé entre le commandement et l'apposition des affiches (valant saisie, d'après la loi du 11 brum. an 7), court même avant que la qualité d'héritier ait été justifiée. (L. 11 brum. an 7, art. 1 et 2.)*

*L'erreur dans les prénoms du créancier poursuivant ne vicie pas le commandement à fin de saisie. (Même loi du 11 brum., art. 4; — Cod. proc., art. 61.)*

(Maugis — C. Piètre.)

La dame Piètre, comme héritière de la dame Prévôt, sa mère, a fait commandement aux époux Maugis de payer 8,960 fr. qu'ils lui devaient. — Le 23 mess. an 13, après l'expiration du délai d'un mois, les époux Maugis demandent que la dame Piètre leur justifie de sa qualité

d'héritière de la dame Prévôt. La justification est faite le 5 thermidor suivant. — Quelques jours après, la dame Piètre fait apposer les affiches et faire les notifications prescrites pour parvenir à l'expropriation forcée de ses débiteurs. — Au jour indiqué pour la vente, ceux-ci, à l'audience, s'opposent à ce que l'adjudication ait lieu. — Ils se fondent notamment, 1<sup>o</sup> sur ce que le commandement et l'affiche portaient que l'expropriation forcée serait poursuivie à la requête de Madeleine Prévôt, femme Piètre, tandis qu'elle s'appelait Marie-Anne; — 2<sup>o</sup> Sur ce que le commandement ne contenait pas copie entière du titre de la poursuite, puisque les pièces qui pouvaient établir sa qualité d'héritière n'y étaient pas transcrites, et que cette qualité était une partie de son titre; — 3<sup>o</sup> Sur ce que depuis la justification de sa qualité d'héritière, c'est-à-dire depuis qu'elle avait fait connaître ses titres, jusqu'à l'apposition des affiches, un mois ne s'était pas écoulé.

Le tribunal de première instance de Versailles, par jugement du 11 fruct. an 13, écarta ces moyens de nullité, et passa outre à l'adjudication. — Les motifs de son jugement sont, 1<sup>o</sup> que, suivant l'article 4 de la loi du 11 brum. an 7 sur les expropriations forcées, le poursuivant n'est pas tenu d'énoncer dans l'affiche ses prénoms; qu'il lui suffit d'indiquer ses noms, profession et demeure; qu'à l'égard du commandement, le poursuivant n'est pas tenu à des formalités plus rigoureuses; qu'il lui suffit d'observer les règles prescrites pour les ajournements, qui n'exigent point l'énonciation des prénoms; 2<sup>o</sup> Que la copie entière du titre qui doit être signifiée au débiteur, est celle du titre constitutif de la créance et non celle des actes qui peuvent établir la qualité du poursuivant; — 3<sup>o</sup> Enfin, que le commandement étant valable, la dame Piètre a pu, après l'expiration du mois depuis sa signification, poursuivre l'expropriation forcée.

Les époux Maugis ont appelé de ce jugement.

#### ARRÊT.

LA COUR; adoptant les motifs des premiers juges, a mis l'appellation au néant, etc.

Du 31 mars 1806. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Prés. M. Biondel. — Concl. M. Cahier, proc. gén. — Pl. MM. Thévenin et Rauté.

**TESTAMENT AUTHENTIQUE. — LECTURE.**  
*Lorsque le testament porte que lecture en a été faite à la testatrice, et que plus bas il est dit : Fait et publié par moi, notaire, en présence de tels et tels témoins, après lecture, ce n'est pas la seule mention expresse de la lecture en présence des témoins, selon le vœu de la loi. (Cod. civ., art. 972.)*

(Les héritiers et légataires Bonnefol.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le testament porte : « après quel nous notaire lui avons fait lecture de son présent testament en entier, » dont acte requis et concédé, » que l'on n'aperçoit là qu'une lecture à la testatrice, sans aucune mention de la présence des témoins; qu'on lit ensuite : « fait et publié à Marseille, dans la maison » de la disposante, en présence de..... témoins » après lecture; » que la présence des témoins n'est ici rappelée que pour exprimer leurs noms et qualités dont on n'avait point parlé encore dans le testament, étant seulement dit dans le commencement dudit acte « par-devant nous notaire et témoins soussignés; » que ces mots après lecture, qui terminent l'acte, ne peuvent remplacer la mention expresse prescrite par la loi; — Que ces mots fait et publié sont la clôture

(1) V. conf. Bruxelles, 19 juin 1814; Bordeaux, 25 mars 1824.

de l'acte; que la mention de la présence des témoins au commencement de l'acte et à la fin, ne peuvent jamais suppléer la mention de leur présence à la lecture à la testatrice, dont la mention expresse est rigoureusement exigée par la loi; — Que la lecture à la testatrice est tellement séparée de ce qui suit, *fait et publié*, qu'après la lecture à la testatrice, celle-ci en requiert acte, que le notaire lui concède, en qui termine toutes les opérations du testament, et ne permet plus de liaison avec ce qui suit; que l'acte requis et concédé arrête la lecture à la testatrice, et ne laisse plus même la possibilité de suppléer la présence des témoins à cette lecture; — Que, d'ailleurs, la mention expresse ne peut résulter que de l'indication formelle de la lecture à la testatrice, en présence des témoins, par une opération simultanée; que le sieur Iluguy et le premier tribunal ont cherché en vain à unir deux opérations distinctes, la lecture à la testatrice et la *fait et publié* en présence des témoins, pour prouver l'accomplissement de la formalité prescrite par la loi, c'est-à-dire la lecture à la testatrice en présence des témoins; que ce n'est pas par des inductions péniblement déduites du contexte de l'acte, ou par des équivalens qu'on peut suppléer à la disposition impérative de la loi; que dans le testament dont il s'agit, l'art. 978 du Cod. civ., a été violé; qu'il y a donc lieu d'appliquer à cet acte la nullité prononcée par l'art. 1001 de la même loi; — Déclare le testament de la dame Bonnefoi, veuve Jouve, nul et contraire à la loi.

Du 31 mars 1806. — Cour d'appel d'Aix.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE. — LECTURE.

*La mention que la testament a été lu en présence du testateur et des témoins, équivaut à la mention exigée par la loi que ce testament a été lu au testateur en présence des témoins.* (C. civ., art. 972.) (1)

(Les frères et sœurs Perron.) — ANNÉT.

LA COUR; — Attendu que pour remplir le vœu de l'art. 972, il n'est pas nécessaire d'employer les mots sacramentels usités par la loi; que ce vœu est rempli, lorsque le contexte des mots dont le notaire s'est servi entraîne la conséquence nécessaire que la formalité a été observée; que, puisque le notaire a dit en termes exprès, dans le testament en question, qu'après lecture en présence du testateur et des témoins, le testateur avait confirmé la disposition dans toutes ses parties, il en résulte la conséquence nécessaire que la lecture en avait été faite au testateur; 1<sup>o</sup> parce que, dans le sens de la loi, la lecture qui en avait été faite en présence de tel ou tel équivaut à la lecture faite à tel ou tel; « *Coram Titio aliquid factum jussus non videtur e presente eo fecisse, nisi ille intelligat : itaque et si furiosus, aut infans sit, aut dormiat, e non videtur coram eo fecisse* » (L. 209, ff. de verb. significat.); 2<sup>o</sup> parce qu'à l'égard des témoins, la loi ne se sert que des mots en présence, quoiqu'il soit très certain que la lecture doit être faite de manière qu'elle soit entendue également et du testateur, pour qu'il puisse confirmer ou échanger ses dispositions, et des témoins pour qu'ils puissent attester que c'est le testament même qui a été lu au testateur, et non pas quelque autre pièce; 3<sup>o</sup> parce que la confirmation du testament, faite par le testateur après la lecture,

prouve évidemment que cette lecture lui avait été faite et qu'il l'avait entendue, etc.

Du 31 mars 1806. — Cour d'appel de Turin. — Concl., M. Dalpozzo. — Pl., MM. Mulatori et Isnardi.

#### 1<sup>o</sup> HYPOTHEQUE. — ACQUÉREUR. — INSCRIPTION.

##### 2<sup>o</sup> CRÉANCIER HYPOTHÉCAIRE. — INTÉRÊTS.

##### 3<sup>o</sup> INSCRIPTION HYPOTH. — EXIGIBILITÉ. — RENTE CONSTITUÉE.

1<sup>o</sup> En matière d'hypothèques anciennes (antérieures à la loi du 11 brum. an 7), l'acquéreur qui n'a pas purgé est non recevable à se prévaloir de la nullité de l'inscription ou même du défaut total d'inscription dans les délais fixés par la loi. La nullité ou le défaut de l'inscription ne concernent que les créanciers ayant hypothèques ou privilège.

2<sup>o</sup> L'art. 19 de la loi du 11 brum. an 7, d'après lequel le créancier inscrit pour un capital produisant intérêts n'a droit de venir que pour deux années au même rang d'hypothèques que pour son capital, ne peut être invoqué par le tiers acquéreur. — Ainsi, l'acquéreur qui veut conserver l'immeuble grevé d'hypothèque doit, dans tous les cas, payer la totalité des intérêts échus, encore qu'ils n'aient été l'objet d'aucune inscription spéciale.

3<sup>o</sup> Il suffit que le bordereau d'une inscription hypothécaire mentionne qu'elle résulte d'une rente constituée, pour que l'époque de l'exigibilité soit suffisamment exprimée (2).

(Lemaire — C. Vandenberghe.) — ANNÉT.

LA COUR; — Attendu qu'il résulte des pièces du procès, et qu'il est avoué par les parties, que l'appelant possède dans la commune d'Anlem un bien-fonds, obligé et devant hypothécairement au paiement de la rente de l'intimé, en vertu d'un acte de constitution de rente, fait le 10 mars 1779, révisé le 11 juill. 1782, et inscrit sur les registres du conservateur des hypothèques le 14 mess. an 8, à la réquisition de l'intimé qui avait acquis une partie de la rente constituée le 10 mars 1779; — Attendu qu'il a été allégué par l'intimé, que son inscription du 14 mess. an 8 était antérieure à la transcription que l'appelant a fait faire de son contrat d'acquisition dedit biens-fonds, hypothéqués à la rente en question, et que l'appelant n'a pas contesté le fait de cette allégation; qu'il s'ensuit qu'il possède lesdits biens-fonds, grevés d'hypothèque en faveur de l'intimé;

Attendu que l'appelant, pour décharger les biens par lui acquis de cette hypothèque, a argué de nullité l'inscription prise par l'intimé; 1<sup>o</sup> en ce que le bordereau n'énonçait pas la date de l'échéance; 2<sup>o</sup> en ce qu'il ne portait pas le nom du débiteur; 3<sup>o</sup> en ce que ladite inscription avait eu lieu après le délai accordé par la loi aux anciens créanciers hypothécaires; — Attendu qu'il résulte du bordereau que la date de l'exigibilité est suffisamment exprimée, puisque le capital n'était pas, de sa nature, exigible, comme ayant été aliéné à l'époque de la constitution de la rente, et puisque la rente était due de jour en jour, et qu'elle était exigible après la première année révolue, à dater de sa constitution, et ainsi de suite; qu'il résulte encore dudit bordereau que l'inscription a été demandée sur les biens d'Olivier Lemaire, décédé; que, par la dénomi-

(1) F. dans le même sens, Cass. 18 oct. 1809; Bruxelles, 3 fruct. an 12; — En sens contraire, Liège, 8 juill. 1808; Cass. 13 sept. 1809; 24 juill. 1811, et 6 mai 1812.

(2) F. dans le même sens, Cass. 2 avril 1811; Bruxelles, 17 fév. 1807.

nation du défunt, il a été saisi par l'art. 40 de la loi du 11 brum. an 7, surtout dans l'espèce où il s'agit d'une hypothèque générale et ancienne qui affecte les biens d'une personne décédée; — Que l'intime, en laissant écouler le délai accordé par la loi avant d'obtenir son inscription, n'a fait de tort à personne; qu'il s'est exposé à perdre son rang, mais qu'il n'a pas perdu son droit d'hypothèque, qui ne peut être anéanti que par les moyens que la loi offre à ceux qui viennent purger leurs biens des hypothèques dont ils sont grevés; qu'il résulte de là que les nullités proposées par l'appelant ne peuvent être accueillies; — Attendu en outre, qu'en supposant l'inscription prise par l'intime, nulle, à cause d'un défaut de formalités, il ne sera pas moins vrai de dire que l'appelant possède un bien-fonds grevé d'hypothèque envers l'intime; car cette nullité n'anéantirait pas l'hypothèque ancienne; elle aurait seulement l'effet de faire perdre à l'intime son rang d'antériorité envers les autres créanciers hypothécaires, postérieurs à lui; mais rien ne pourrait l'empêcher de requérir une nouvelle inscription, purgée des nullités de forme, reprochées à l'autre, et d'agir ensuite contre le possesseur de son hypothèque, qui sera obligé de payer, ou de souffrir l'expropriation forcée; — Qu'il s'ensuit que l'appelant n'a aucun intérêt de faire annuler, dans l'espèce, l'inscription prise par l'intime, et que ce défaut d'intérêt le rend non recevable dans ses moyens de nullité;

Attendu que l'art. 19 de la loi du 11 brum. an 7, qui ne donne le même rang que pour deux années d'arrérages, n'est pas applicable à l'espèce, puisque cet article ne concerne que les créanciers qui concourent entre eux, selon le rang de leurs inscriptions, et nullement le possesseur de l'hypothèque, qui doit payer la totalité des arrérages pour conserver le bien grevé; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 4 avr. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### APPEL. — DÉLAI.

*Sous la loi des 16-26 août 1790, il ne fallait compter dans le calcul du délai de l'appel, ni le jour de la signification du jugement, ni celui de l'échéance du délai accordé pour appeler (1).*

(Michaux—C. Jubert.)

Du 7 avr. 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Falisè, Leroine et Verbois.

#### DEMANDE NOUVELLE. — PARTAGE. — LÉGITIME.

*Celui qui, en première instance, a formé une action en partage, sur laquelle il a succombé, peut, en appel, se restreindre à demander un supplément de légitime; ce n'est pas là former une demande nouvelle dans le sens de la loi du 3 brum. an (2).*

(Peisson et Robert—C. Deboille.)

Les sieurs Peisson et Robert ayant intenté, contre le sieur Deboille, une instance en partage de la succession du sieur Tisserand; celui-ci leur opposa deux donations faites en sa faveur, des biens dont le partage était provoqué. Les sieurs Peisson et Robert demandèrent la nullité de ces donations, mais un jugement les déclara valables.

(1) V. conf. Cass. 23 niv. an 5.

(2) La question de savoir quand une demande restreinte doit être considérée comme une demande nouvelle, est assez délicate et n'est pas uniformément jugée. V. à cet égard nos observations sur un arrêt de cassation du 13 fruct. an 8, et les décisions qui y sont rappelées.

Appel par les sieurs Peisson et Robert qui, au lieu de demander, comme en première instance, la nullité des donations, se bornent à réclamer un supplément de légitime sur les biens donnés.

Mais le sieur Deboille leur opposa que cette demande était une action nouvelle, qui, n'ayant pas été présentée en première instance, était non recevable en appel.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les appelants ayant demandé, en première instance, le partage de la succession dont il s'agit, ont, par la même, demandé suffisamment leur portion supplémentaire; — Condamne Deboille à délaisser aux appelants leur portion de droit dans les objets laissés par André Tisserand, etc.

Du 9 avr. 1806. — Cour d'appel de Grenoble.

#### LÉSION. — PREUVE. — TITRES. — EXPERTISE. — EFFET RÉTROACTIF.

*En matière de rescission, la véritable valeur de l'immeuble ne peut être établie par titres (3).*

*Les règles prescrites par le Code civil pour faire preuve d'une lésion par experts, doivent être suivies alors même qu'il s'agit d'une vente antérieure au Code (4).*

(Ferraud—C. Rinaudo.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant... que les actes d'achat et de vente produits en cause par Ferraud, quoique de biens-fonds sis dans le même quartier que ceux qui ont été vendus à Rinaudo, ni le bail à ferme des mêmes biens vendus à Rinaudo, de l'en 1785, douze ans avant le contrat en question, ne peuvent fournir aucune preuve de la juste valeur des biens en question au temps du contrat, soit parce que les ventes, achats et les locations particulières se font plus suivant le prix d'effectif que suivant le prix courant en commun commerce, qui est le seul qui peut établir la vraie valeur des biens, soit aussi parce que la situation des différents biens fonds au même quartier ne prouve pas qu'ils soient tous de la même qualité, bonté et fertilité; c'est pourquoi le président Fabre établit dans son Code, def. 2 de rescindenda venditione, que la lésion énorme, *probari per instrumentum, eum incerti facti sit, vix potest... in allegat. 6, et hac ratio est propter quam lésio non potest fore probari per instrumentum, quia sunt singularia*, et dans la def. 19, *spectandus quoque est communis valor, hoc est ex communi hominum opinione, non ex hujus vel illius emptoris stultitia estimandus*; et comme on ne pourrait pas prouver la lésion par des actes et des contrats singuliers, par la même raison, ces actes et ces contrats singuliers ne pourraient pas prouver qu'il n'y eût aucune lésion. — Les preuves donc que Rinaudo se propose de fournir de la lésion énorme seraient inadmissibles;

Vu les articles du Code civil 1677, 1678, 1679 et 1680, ainsi conçus, etc.; — Considérant que ces articles du Code civil statuent sur la manière de procéder aux preuves de la lésion, et, par conséquent, doivent s'observer après la publication dudit Code, quoique le contrat en ques-

(3) V. en sens contraire, Nîmes, 12 pluv. an 13, et la note.

(4) V. dans le même sens, Nîmes, 22 flor. an 12; Poitiers, 3 pluv. an 13. — Mais il en serait autrement si les opérations des experts étaient déjà commencées lors de la promulgation du Code; V. Cass. 22 juill. 1806.

tion soit d'une date antérieure à ladite publication;—Que celui qui propose la lésion doit bien articuler des faits suffisants pour la prouver; mais la preuve de ces faits ne peut pas se fournir par des témoins, mais par le seul moyen du rapport de trois experts, ainsi qu'il est prescrit par le Code civil à l'art. 1678 susénoncé; — Que les parties n'étant point d'accord sur la contenance des biens en question, et ayant présenté des certificats tirés des cadastres de la mairie de Rossana, qui ne sont pas conformes sur ladite contenance, il était à propos d'en ordonner un nouvel arpentage, sans apporter aucun grief à l'appelant, puisque cette opération ne serait pas pour l'action du *quantum minoris*, la vente ayant été faite à corps et non à mesure, et même avec l'expression *stano (la giornata) molto più o molto meno*; mais elle ne serait ordonnée qu'aux fins de connaître la vraie quantité et contenance des biens-fonds compris dans la vente attaquée de lésion énorme, pour en faire une juste évaluation; Que l'article en fait, déduit par l'intimé, serait assez vraisemblable et grave pour prouver la lésion énorme; — Que de là s'ensuit que le jugement dont est appel, non-seulement est conforme aux articles susénoncés du Code civil, mais qu'il est juste et doit être confirmé;— Déclare avoir été bien jugé, etc.

Du 10 avril 1806.—Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Grosso et Deabbate.

#### DOL. — PRESCRIPTION. — EXÉCUTION. — FIN DE NON-RECEVOIR.

*L'action de dol n'était pas, même en pays de droit écrit, une action subsidiaire qui se prescrivait par la laps de deux ans (1).*

*Elle ne peut être écartée par une fin de non recevoir tirée de l'exécution qu'aurait reçue l'acte argué de dol, si cette exécution n'a pas eu lieu en connaissance de cause de la part de la partie plaignante.*

(Grand—C. Droquet de Grandmaison.)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que si l'action de dol n'était que subsidiaire et soumise à la prescription de deux ans dans la législation romaine, c'est que cette action entraînait l'infamie, et que, dans nos mœurs, ce motif ne subsistait plus, les effets doivent cesser avec la cause;—Qu'il conste du procès que l'intimé n'est parvenu à sa majorité que le 13 juin 1790, et qu'ayant intenté son action contre l'appelant, en 1793, il suit des principes ci-dessus rappelés que, soit qu'on veuille considérer son action comme remède de restitution, ou comme action ordinaire, la prescription ne pourrait être acquiescée;

Qu'il est aussi de principe que l'exécution d'un acte susceptible d'être scindé pour cause de dol ou autrement, n'opère fin de non-recevoir que lorsqu'elle a eu lieu en connaissance de cause; d'où il s'infère qu'on ne pourrait opposer à l'intimé l'acceptation qu'il a faite dans sa majorité des sommes stipulées par la transaction, comme pouvant produire l'effet d'une ratification; — Attendu que le contrat d'union d'enfants, du 8 mars 1769, a été fait conformément aux lois qui régissaient alors le pays, et suivant les usages observés;—Que bien qu'il s'infère des faits et principes ci-dessus établis que l'action intentée par Grandmaison soit recevable, et que le contrat

d'union d'enfants de 1769, soit valable, néanmoins les faits de dol et de lésion allégués par l'intimé ne sont encore ni assez précisés, ni suffisamment justifiés; — Sans avoir égard à la fin de non-recevoir, et avant faire droit au fond sur les appels; — Ordonne que l'intimé détaillera, spécifiera et vérifiera le montant des dommages-intérêts à lui résultants de la transaction de 1769, et sur lesquels il base sa demande, pour être par la Cour définitivement statué ce qu'il appartiendra, etc.

Du 11 avr. 1806.—Cour d'appel de Trèves.

#### EXPLOIT. — DOMICILE ÉLU. — ASSIGNATION COLLECTIVE.

*Deux parties qui, ayant un intérêt commun, sont appelantes par un seul exploit, avec élection d'un domicile commun, peuvent être assignées au domicile élu, par une même copie d'assignation (2).*

(Blaye et Baron—C. Brandin.)

Du 12 avr. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect.

#### HÉRITIÉR BÉNÉFICIAIRE. — RENONCIATION.

*Sous l'empire des lois romaines, l'héritier qui accepte sous bénéfice d'inventaire ne peut ensuite répudier. Il est tenu de conserver le titre d'héritier et d'en supporter les obligations. (L. 1<sup>re</sup>, C. de jur. deliberandi.) (3)*

(Perrone—C. Righini.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que si la question dont il s'agit, devait se décider d'après les dispositions du Code civil, le défendeur pourrait peut-être s'étayer utilement sur la disposition de l'art. 798 du même Code, au terme duquel, après l'expiration des délais accordés pour délibérer sur l'acceptation, ou la renonciation de l'hoirie, l'héritier bénéficiaire, en cas de poursuite dirigée contre lui, peut demander un nouveau délai que les juges saisis de l'affaire sont autorisés d'accorder suivant les circonstances; — Considérant cependant qu'en l'espèce, l'ouverture de la succession dont il s'agit, et la déclaration faite par Perrone de vouloir accepter l'hoirie sous bénéfice d'inventaire ayant eu lieu avant la publication des lois du Code civil dans la 2<sup>e</sup> division et sous l'empire des anciennes lois, c'est d'après celles-ci que la demande de Perrone doit être examinée; — Qu'en effet, si, aux termes des lois qui régissaient alors le Piémont, les créanciers de l'hoirie dont est cas, ont acquis quelque droit, dépendamment de la déclaration susdite de Perrone, il ne peut être en les attributions des nouvelles lois de leur ôter, et les juges ne seraient point autorisés à accorder des remèdes extraordinaires pour l'éluider; — Considérant, en ce qui concerne les dispositions des lois anciennes en Piémont, qu'aux termes de la loi dernière, au titre *de jure deliberandi* du Code de Justinien, il est hors de doute que le droit de délibérer, qui n'a été conservé par l'empereur que par une espèce de vénération pour les lois précédentes, n'est aucunement conciliable avec l'acceptation de l'hoirie sous bénéfice d'inventaire, les héritiers y ayant été avertis expressément de la prohibition qui leur a été faite de les cumuler;—Qu'à ces fins, des formes et des effets bien différents ont été appliqués à l'exercice de ces deux remèdes, et il n'était plus au pouvoir de l'héritier, qui avait choisi la voie de l'inven-

(1) Aujourd'hui l'art. 1304 du Cod. civ. est formulé sur ce point: l'action en nullité ou rescision d'une convention dure dix ans, à partir du jour où le dol a été découvert. Il en était autrement sous l'empire du droit romain: l'action de dol se prescrivait par deux ans (L. 8, Cod. de dolo malo.)

(2) V. anal. dans le même sens, Cass. 1<sup>re</sup> germ. an 10.

(3) Cette question est très controversée sous le Code civ. V. l'arrêt de Grenoble du 4 juin 1836 et les nombreuses autorités qui y sont citées.

taire, de renoncer à sa qualité et de rendre l'hoirie vacante, mais il était tenu d'en conserver le titre et d'en exercer les droits; — Considérant que cette jurisprudence a été suivie par les constitutions générales du Piémont, d'après lesquelles, le droit de délibérer a été entièrement séparé du bénéfice de l'inventaire, et des formes très différentes ont été ordonnées pour exercer, soit l'un, soit l'autre de ces remèdes; — Qu'en effet, au tit. 5, liv. 5, lesdites constitutions, en statuant sur le droit de délibérer, ont accordé aux héritiers le terme de 30 jours pour déclarer qu'ils retiennent l'hoirie à tout autre titre qu'à celui d'héritiers. Elles ont accordé un second délai de 30 jours pour en parachever l'inventaire; elles ont enfin accordé à l'héritier le terme d'une année, aux termes du droit commun, savoir, dans le cas de poursuites contre lui, pour délibérer définitivement sur son acceptation; — Et en ce qui concerne le bénéfice d'inventaire, lesdites constitutions, après avoir au tit. 8 dudit liv. 5, accordé le délai de trois mois pour achever l'inventaire, elles ont voulu que la possession de l'hoirie passât en les mains d'un économiste à ce nommé par les tribunaux, et ensuite en celles d'un curateur nommé contradictoirement aux créanciers; que l'inventaire terminé, l'instance d'ordre eût de suite commencé, et que non-seulement l'héritier dût y assister en sa qualité, mais qu'il fût lui-même chargé en propre d'en solliciter l'issue dans les termes y fixés. Et ce, sans qu'aucun droit de renoncer à sa qualité une fois déclarée, lui ait été accordé; — Considérant que, d'après les dispositions de ces lois, par lesquelles la différence entre les effets des deux remèdes en question, est si évidemment établie, et qui certainement ont donné au droit seculiers à Righini et aux autres créanciers de l'hoirie en question, s'il y en a, c'est inutilement que Perrone, qui n'a point entrepris la voie de délibérer et qui au contraire a laissé écouler le temps prescrit pour en jouir, voudrait à présent y revenir et renoncer à la qualité d'héritier sous bénéfice d'inventaire, qu'il a abolie, et pour laquelle il a soutenu une aussi loable procédure; — Qu'en vain encore Perrone voudrait à ces fins implorer une restitution en temps, qu'il n'est point en le pouvoir des juges de lui accorder, vu surtout les circonstances de l'affaire et particulièrement le long laps de temps et les dommages très graves qui en résulteraient à Righini; — Sans s'arrêter aux demandes et conclusions de Perrone, déclare celui-ci tenu de payer dans sa qualité d'héritier bénéficiaire du feu chanoine Perrone, etc.

Du 12 avr. 1806. — Cour d'appel de Turin. — Pl., MM. Desabbate et Paolotti.

#### SUCCESSION. — HÉRITIERS. — RETOUR.

*Sous l'empire des lois romaines, la disposition par laquelle un testateur veut qu'après la mort de son héritier institué, sa succession retourne à ses héritiers ab intestat s'applique non aux plus proches successibles à l'époque du décès du testateur, mais aux plus proches successibles à l'époque du décès de l'héritier institué (1).*

(Amaye—C. Vanasten.)—ARRÊT.

**LA COUR;** — Attendu que la qualité d'héritiers *ab intestat* ne peut pas être prise à la lettre dans la disposition qui concerne le retour des 140,000 florins, puisque Marie-Thérèse-Caroline Demeulanæ a disposé de toute sa succession par son testament, et qu'ainsi

elle ne laissait point d'héritiers *ab intestat* proprement dits; — Qu'elle a donc voulu et entendu sous la qualification d'héritiers *ab intestat* en nom collectif, appeler ceux de sa famille qui, dans l'ordre de parenté, se trouveraient ses successibles au temps de l'ouverture du droit au retour des 140,000 florins; — Attendu qu'en établissant leur défense sur ce que la mort des deux frères de la testatrice a précédé celle de son mari, et par là entraîné la caducité du legs ou fidéicommiss, les appelants sont partis d'une fausse supposition, puisque la disposition a survécu dans les membres de la famille de la testatrice; — Attendu que la qualité d'héritiers *ab intestat*, répétée par la testatrice dans l'explication qu'elle a donnée sur l'étendue et les conditions du retour dont elle avait grevé son mari, ne peut être entendue dans un autre sens que celui qu'elle avait dans la disposition principale et directe; — D'où il suit qu'à la mort de Jean-Joseph Vanasten, les neveux et nièces de Marie-Thérèse-Caroline Demeulanæ se trouvant dans l'ordre du degré de parenté, les seuls habiles à hériter de leur tante, ont en seuls le droit de recueillir l'effet du legs ou fidéicommiss fait en faveur de ses successibles dans la famille; — Et attendu, en ce qui concerne la demoiselle Amaye, veuve de Pierre-Jacques Demeulanæ, que les observations précédentes ont déjà répondu à ses prétentions; — Qu'en effet, la restitution des 140,000 florins ne devant avoir lieu en faveur de ses parents, qu'à la mort du grevé, il est évident que la volonté de la testatrice aurait été écartée dans son objet de faire retourner cette somme à sa famille, si le droit de la recueillir eût pu être intermédiairement transmis à des étrangers; — Qu'il est de principe que, lorsque l'avantage est visiblement établi au profit des plus proches parents du donateur, le droit de le recueillir ne s'ouvre qu'à l'événement de la condition, et que jusque là il ne s'opère point de transmission, ce qui est d'autant plus sage, qu'un raisonnement contraire conduirait à un résultat qui rendrait le plus souvent illusoire l'intention du testateur à l'égard de sa famille; — Attendu que les héritiers de Marie-Thérèse-Caroline Demeulanæ ont usé de la faculté qu'ils avaient eue de refuser son testament pour exiger le retour conventionnel, ou de s'y conformer pour attendre l'événement de la condition, qui leur assurerait une somme beaucoup plus considérable; — Qu'en déclarant, comme ils le firent, le 15 septembre 1778, qu'ils optaient pour les 140,000 florins, ils se sont réduits à l'expectative de l'événement de la condition, en préférant un droit éventuel pour eux de sa famille qui se trouveraient appelés au temps de la mort du grevé, à un droit présent d'une moindre importance; — Que dès lors il n'a plus existé qu'un seul et même titre pour la somme de 140,000 florins, savoir, celui qui résulte de la vocation qui est établie dans le testament de Marie-Thérèse-Caroline Demeulanæ, au profit de sa famille, existant à l'événement de la condition dans ceux de ses parents successibles à cette époque; — Qu'ainsi Pierre-Jacques Demeulanæ n'a rien transmis de ce chef à son épouse, ne s'étant réservé que la chance de survivre à l'événement de la condition, et par là de participer, comme parent plus proche, au bénéfice du legs ou fidéicommiss de 140,000 florins; — Confirme.

Du 12 avril 1806. — Cour d'appel de Bruxelles.

#### DÉSAYEU. — MANRATAIRE AD LITEM. — APPEL. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

*Les fondés de pouvoir qui paraissent devant les tribunaux avant le rattachement des*

(1) V. anal. dans le même sens, Cass. 9 mai 1821 et 10 fév. 1823; Paris, 25 mai 1821.

avoués, étaient de véritables mandataires, ad lites susceptibles d'être désavoués (1). Lorsque devant un tribunal de première instance, il a été fait des déclarations au nom de l'une des parties, elle n'est point obligée de prendre la voie du désaveu avant d'interjeter appel, si ces déclarations n'ont pas été insérées dans les motifs du jugement, de telle sorte que la partie ait pu croire qu'elles n'avaient pas influé sur la décision rendue à son préjudice.

Bien qu'un désaveu soit jugé valable, il n'y a lieu à des dommages-intérêts contre le désaveu qu'après que la partie a inutilement tenté toutes les voies du droit pour faire réformer le jugement dont elle se plaint (2).

(Alaine—C. Robert et Riquet.)

Dans une contestation pendante au tribunal de Melun entre Alaine et les frères Robert sur le remboursement d'une obligation de 11,960 fr., souscrite pendant le règne des assignats, Riquet, défenseur des frères Robert, passa des déclarations qui firent condamner ses clients à payer ladite somme d'après l'échelle de dépréciation du département de Seine-et-Marne, tandis que ceux-ci prétendaient ne devoir payer que d'après l'échelle de dépréciation du département de la Seine.—Ce jugement fut confirmé en appel.

Mais sur les poursuites dirigées contre les frères Robert en exécution des jugements et arrêt ci-dessus, ceux-ci ont désavoué Riquet, leur défenseur, et demandé contre lui des dommages-intérêts. De son côté, ce dernier a appelé en garantie Leclerc défenseur d'Alaine.

25 vent. an 7, jugement qui déclare qu'il y a lieu à désaveu et qui surseût à prononcer sur les dommages-intérêts jusqu'à ce que les frères Robert aient épuisé les voies qui leur restent ouvertes pour faire anéantir le jugement dont ils se plaignent.

Appel par Alaine, soutenant qu'à tort les Juges de première instance ont admis un désaveu qui aurait dû être proposé comme moyen d'infirmité sur l'appel du 1<sup>er</sup> jugement de condamnation; ils soutiennent d'ailleurs que Riquet, simple fondé de pouvoir n'avait pas pu être désavoué comme aurait pu l'être un officier ministériel.

ARRÊT (après partage).

LA COUR; — Attendu qu'à l'époque où il n'y avait point d'avoué en titre d'office, le fondé de pouvoir qui paraissait dans les tribunaux était un véritable mandataire ad lites, lequel, à ce titre, était susceptible d'être désavoué;

Attendu que, sur l'appel du jugement du 1<sup>er</sup> flor. an 8, les frères Robert, en admettant la pré-

tendue déclaration de Riquet, relativement à la réduction suivant l'échelle de dépréciation de Seine-et-Marne, ont pu penser que cette déclaration, dans les circonstances de la cause, non répétée, soit dans les motifs, soit dans le dictum de ce jugement, ne devait pas former le contrat judiciaire, ni les priver du genre de réduction ordonné par la loi; que, par une conséquence nécessaire, ils n'ont pu se croire obligés de prendre la voie rigoureuse du désaveu; — Attendu que des déclarations, tant de Riquet que de Leclerc, il résulte que les frères Robert n'ont jamais donné leur consentement à une réduction, que d'après l'échelle du département de la Seine, où les obligations avaient été souscrites;

Attendu les dispositions de l'art. 34, tit. 35 de l'ordonn. de 1667, qui permet de faire rétracter, par la voie de la requête civile, les arrêts, n'ont été rendus sur des offres ou consentements, qui aient été désavoués, et le désaveu jugé valable; — Adoptant, au surplus, les motifs des premiers Juges; — A mis et met l'appellation au néant; — Ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 12 avril 1806. — Cour d'appel de Paris. — Pl., MM. Dommanget, Bonnet et Solvet.

#### RENTE FÉODALE.—ABOLITION.

Un cens constitué seigneurial, perpétuel et irrédimible, est présumé féodal, et comme tel est aboli par les lois des 25 août 1792 et 17 juill. 1793, à moins que le bailleur ne prouve que le fonds arrenté était un bien allodial, et qu'il payait, à raison du même fonds, une redevance au seigneur direct (3).

(Salm-Kirbourg—C. d'Oignon.)

Du 13 avril 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect.—Concl., M. Malfroid, subst.—Pl., MM. Debavay, Vidal et Lefebvre.

#### INTERDICTION. — AUTORISATION DE FEMME MARIÉE.—JUGEMENT.—EXÉCUTION.

L'autorisation nécessaire à une femme pour provoquer une nomination de tuteur à son mari interdit, ne peut, à peine de nullité, être donnée par un seul Juge; elle doit être donnée par le tribunal entier (4).

L'art. 14 du titre 5 de la loi du 21 août 1790, qui suspend pendant huitaine l'exécution des jugements non exécutoires par provision, s'applique aux jugements d'interdiction (5).

(Lainé—C. Desnières.)

Par jugement par défaut du tribunal civil de Cognac, du 25 prair. an 12, le sieur Desnières fut interdit son fils pour cause de démence. — Le lendemain 26, Catherine Lainé, femme de l'interdit,

9 janv. 1832. — Cependant le désaveu est statué moins au caractère d'officier ministériel qu'à la nature du mandat ad litem. V. Pothier, du Mandat, n° 127 et suiv.

(2) Il est douteux que l'art. 360 du C. de proc. permette aujourd'hui un semblable suris. Quoique des voies de réformation soient encore ouvertes au désaveuant, il n'en a pas moins droit à des dommages-intérêts, ne fut-ce qu'à raison du nouveau procès qu'il est obligé de soutenir. V. Pigeon, (éd. belge), t. 1<sup>er</sup>, chap. 4, n° 424, p. 233; Bioche et Gouget, Dictionnaire de proc., n° 92.

(3) F. dans le même sens, Cass. 17 juill. 1811.

(4) F. en ce sens, Merlin, Répert., v° Autorisation maritale, sect. 8, n° 2 ter. Il cite à l'appui de son opinion l'arrêt que nous recueillons ici.

(5) L'exécution serait également suspendue aujourd'hui par application de l'art. 450 du Cod. de procédure.

(1) V. conf., Paris, 26 nov. 1811. — La loi du 3 brum. an 2, art. 12, ayant supprimé les avoués, depuis cette époque jusqu'à celle de la promulgation de la loi du 27 vent. an 8, qui les rétablit, les parties furent représentées devant les tribunaux par de simples fondés de pouvoir; mais ceux-ci étaient pour la plupart des hommes de loi qui en faisaient leur profession. On devait être d'autant plus disposé en pareil cas à permettre aux parties d'exercer contre eux le désaveu. C'est ainsi qu'il est admis aujourd'hui contre les agréés, qui se sont aussi que les mandataires de leurs clients, mais qui font leur profession habituelle de ces sortes de mandats. V. Rouen, 1<sup>er</sup> mars 1841, Paris, 7 fév. 1824, Nîmes, 29 juin 1824 V. aussi Carré, Procédure, n° 1206. — Il a été au contraire décidé que le désaveu n'était pas admissible contre un simple fondé de pouvoir non agréé, qui a comparu pour son mandant devant un tribunal de commerce. V. Bruxelles, 7 dec. 1812; Lyon,

obtient de l'un des juges de Cognac une ordonnance qui l'autorise à provoquer la nomination du tuteur à l'interdiction et du subrogé-tuteur. — Le 29, le juge de pais de Segonzac délivre cédula à la dame Dasnières, à l'effet de convoquer, le 10 messidor suivant, un conseil de famille composé de ses parents paternels et maternels. — La dame Dasnières y appelle son beau-père, qui s'oppose à l'exécution de l'ordonn. du 26 prair. — Néanmoins, le 20 mess. le conseil de famille nomme la dame Dasnières tutrice de son mari; et le sieur Quentin Laseignerie, subrogé-tuteur.

Le sieur Dasnières père a demandé la nullité de ces nominations et de la procédure qui les avait précédées. — Il soutenait que l'ord. du 26 prair. portant autorisation pour la dame Dasnières, était irrégulière sous deux rapports: 1° parce qu'elle avait été rendue par un seul juge, tandis qu'elle ne pouvait être rendue que par le tribunal entier; 2° parce qu'elle était intervenue le lendemain du jugement d'interdiction, dont l'exécution était suspendue pendant huitaine par l'art. 14 du tit. 5 de la loi d'août 1790....

24 mess. an 13, jugement du tribunal de Cognac qui prononce la nullité demandée: Attendu, 1° que l'ordonn. du 26 prairial a été rendue par un seul juge, lorsqu'elle devait l'être par le tribunal; que l'objet de cette ordonnance, indépendamment de l'autorisation accordée à l'épouse de Dasnières fils, était de ramener à exécution le jugement par défaut, rendu la veille, et qu'alors le jugement n'avait pu être mis au greffe, ni moins encore levé et expédié; — Que ce jugement n'était pas, et ne pouvait être exécutoire par provision, puisque l'art. 565 du Code civil porte que, s'il n'y a pas d'appel du jugement d'interdiction, ou si le jugement est confirmé sur l'appel, il sera pourvu à la nomination d'un tuteur; d'où il suit que pour le ramener à exécution, il fallait du moins attendre que le délai de huitaine accordé à Dasnières fils pour y former opposition, fût expiré; — 2° que lors même que le jugement eût été contradictoire, l'exécution devait en être également suspendue pendant huitaine, aux termes de l'art. 14 du tit. 5 de la loi du 24 août 1790; qu'il y a en sous ce rapport violation manifeste de cette loi, et que cette violation, d'après l'art. 2 de la loi du 4 germ. an 2, entraîne la nullité de tout ce qui a été fait au mépris de la loi du 24 août 1790.... »

Appel par la dame Dasnières.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme (1).

Du 14 avril 1806. — Cour d'appel de Bordeaux. — Pl., MM. Laine et Rayer.

1° LEGS. — MINISTRE DU CULT. — PERSONNE INTERPOSÉE.

2° TESTAMENT. — SUGGESTION.

1° L'incapacité résultant de l'art. 909 du Code civil, en ce qui touche les ministres du culte, ne s'applique qu'à ceux de ces ministres qui

(1) Cet arrêt a été cassé le 13 oct. 1807, mais sur un point étranger aux questions qui sont ici posées et résolues.

(2) V. en ce sens, Nîmes, 2 juillet 1829. — Plusieurs arrêts rendus en matière d'autorisation de commune, considèrent l'appel comme un acte conservatoire pour lequel une autorisation préalable n'est pas nécessaire, sauf à l'obtenir plus tard pour régulariser la procédure (V. Cass. 28 brum. an 14; 12 juill. 1806; 20 mars 1827; 10 mars 1829).

ont rempli les fonctions de leur culte auprès du testateur.

Les collatéraux ne peuvent être réputés personnes interposées dans le sens de l'art. 911 du Code civil.

2° Le Code civil permet d'annuler un testament pour cause de suggestion. Il laisse à l'arbitrage des juges toutes les anciennes règles de cette matière.

(Montlevrier — C. St-Geneyx.)

Du 14 avril 1806. — Cour d'appel de Grenoble V. sur cette affaire l'arrêt de la Cour de cassation du 18 mai 1807, 1<sup>re</sup> part.

DÉPENS. — DISTRACTION. — AVOUÉ. — RESTITUTION.

L'avoué qui a été payé des dépens dont il a obtenu la distraction, n'est pas tenu de les restituer au cas de cassation ultérieure du jugement.

(Vigier — C. Aubert-Dubourg.)

Du 14 avril 1806. — Cour d'appel de Paris.

V. le texte de l'arrêt, joint à celui du 16 mars 1807, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

CAUTIONNEMENT DE TITULAIRE. — BAILEUR DE FONDS. — RESTITUTION.

Le cautionnement d'un comptable lors de la cessation de ses fonctions doit être restitué à celui qui en avait fait les fonds, sans que les créanciers du comptable, pour toute autre cause que pour faits de charge, puissent exercer aucun recours sur ce cautionnement. (L. 25 niv. an 13, art. 1 et 4.)

(Dufresne — C. Auger.)

Du 15 avril 1806. — Cour d'appel de Rouen.

FAILLITE. — OUVERTURE.

Lorsqu'un commerçant qui a cessé ses paiements disparaît même momentanément, l'époque de l'ouverture de sa faillite peut être reportée à la date de l'exigibilité de la créance qui a motivé la disparition.

(Baesten — C. syndics Cuveller.)

Du 15 avril 1806. — Cour d'appel de Bruxelles.

— Concl., M. Malfroid, subit. — Pl., MM. Devleschoudère et Crassous.

1° ENCHÈRE. — DÉSISTEMENT. — ADJUDICATION.

2° TUTEUR. — DÉPENS. — APPEL.

1° Lorsqu'une adjudication définitive a été fixée à jour certain, et qu'après des enchères requises, elle est renvoyée à un autre jour, celui qui a fait la dernière enchère peut s'en désister. Son silence au moment du renvoi n'est point un acquiescement à la remise.

2° Le tuteur qui succombe dans un appel, sans avoir été autorisé à le former par le conseil de famille, supporte personnellement les dépens. (C. civ., art. 464.) (3)

— Il en doit être de même du tuteur (V. l'arrêt de Nîmes précité). Mais si ayant soutenu l'appel interjeté sans autorisation, il vient à succomber, il peut être condamné personnellement aux dépens, comme le maire lui-même pourrait l'être (V. Cass. 21 août 1809, et Paris, 9 déc. 1825). — Au surplus, les tuteurs qui ont compromis les intérêts de leur administration, peuvent être condamnés aux dépens, suivant l'art. 132 du Cod. de proc., qui, en cette matière, accorde, aux juges un véritable pouvoir discrétionnaire.

(Bonnet — C. Tantillon.)

Des affiches avaient annoncé qu'un immeuble appartenant à la mineure Besseyres, serait vendue en justice le 5 niv. an 14. — Au jour fixé, le sieur Tantillon porte à 7,500 fr. l'immeuble dont il s'agit, et requiert qu'il lui soit adjugé. — Mais le procureur impérial trouvant que le prix est trop modique, demande que l'adjudication soit renvoyée à un mois plus tard. — Le juge-commissaire donne acte à Tantillon de son encher, et renvoie l'adjudication au 27 février 1806. — Cependant Tantillon va, dans l'intervalle, déclarer au greffe qu'il se désiste de son encher, attendu que l'adjudication ne lui a pas été passée au jour annoncé.

Le 27 fév., on revient à l'audience, mais il ne se trouve plus personne pour encher, et l'immeuble est adjugé à Tantillon.

Sur son refus d'accepter l'adjudication, il intervient un jugement qui le décharge de son encher. — Considérant que le 5 niv., il y eut mise aux enchères, et que l'enchère de Tantillon ne fut pas couverte; — Que le commissaire qui recevait les enchères pensant que le défaut d'enchère provenait du mauvais temps, crut devoir ordonner la remise de l'adjudication à un autre jour; — Que l'adjudication audit jour 5 niv. avait été annoncée, sans remise à une autre audience; — Considérant qu'en ordonnant d'office cette remise, le commissaire a suffisamment annulé la clause qui proposait l'adjudication audit jour 5 niv., et par conséquent l'effet que devait produire l'extinction d'un feu sans nouvelle enchère; — Considérant qu'il en résulte que Tantillon, à l'égard duquel a été annulé l'effet de son encher, a pu, par réciprocité de droit, s'opposer à ce qu'elle pût être considérée comme produisant quelque effet au jour fixé pour la remise. »

Appel par le tuteur, mais il est à remarquer qu'il n'avait pas reçu pour cet appel l'autorisation du conseil de famille.

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges sur le fond, — Dit qu'il a été bien jugé, etc.; — Quant aux dépens, attendu que Bonnet, tuteur, a interjeté appel sans autorisation, et que l'appel est une véritable action; — Vu l'article 464 du Cod. civ.; — Condamne l'appelant personnellement aux dépens.

Du 15 avril 1806. — Cour d'appel de Riom.

MINEUR.—VENTE.

La vente des biens d'un mineur faite sans formalités de justice peut être annulée sur la demande du mineur devenu majeur, encore bien que le père du mineur, de l'hérédité duquel ces biens dépendaient, en eût prescrit la vente par son testament (1).

(Cambon—C. Cabrol.)— ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que les biens réclamés contre Cambon appartenaient à un mineur; d'où il suit que la vente qui en a été faite sans formalités de justice doit être annulée; — Considérant que la permission donnée par le père à sa veuve de faire cette vente ne pouvait la dispenser de suivre les formalités relatives aux biens des mineurs, telles que les affiches préalables et les enchères; qu'ainsi on a dû annuler la vente ainsi faite contre cette règle à Cambon; — A démis et démet Cambon de son appel.

(1) V. dans la même sens, Toulouse, 10 mars 1806 et 27 août 1810.

(2) P. l'arrêt de Cass. du 10 therm. an 13, et la note. V. aussi Turin, 22 fév. 1806.

Du 15 avril. 1806. — Cour d'appel de Toulouse.  
— Prés., M. Dessais. — Consel., M. Loudias, f. f. de subst. — Pl., MM. Barrué, Flotte et Dubernard.

1° TESTAMENT AUTHENTIQUE. — DICTÉE.  
— LECTURE. — MENTION.

2° NOTAIRE. — TESTAMENT. — PRÉSENCE. — MENTION.

3° LEGS. — MÉDECIN. — MARI.

1° Un testament qui renferme la mention de la dictée par le testateur et de l'écriture par le notaire, ne doit pas nécessairement contenir en outre une mention spéciale que le notaire a écrit le testament tel qu'il lui a été dicté (2).

La mention que le testament a été lu en présence du testateur, équivaut à celle qui exprimerait qu'il a été lu au testateur lui-même (3).

2° La preuve qu'un testament a été reçu par deux notaires résulte suffisamment, et sans qu'il soit besoin de mention expresse, de la circonstance avérée que deux notaires ont signé et paraphé le testament en leur qualité d'officiers publics.

3° Le mari peut recevoir toutes sortes de dispositions de sa femme, encore qu'il soit docteur en médecine ou en chirurgie, et qu'il ait traité la testatrice pendant la maladie dont elle est morte (4).

(Bertou.)— ARRÊT.

LA COUR; — Considérant, sur le premier point, que l'art. 971 du Code civil, en statuant que le testament par acte public doit être reçu par deux notaires, en présence de deux témoins, ou par un notaire, en présence de quatre témoins, n'a point désigné spécifiquement les termes dans lesquels il doit résulter qu'un tel testament a été reçu par un ou par deux notaires; — Qu'en conséquence, toutes les fois que de l'énonciation de l'acte et des termes qui s'y trouvent employés, on peut déduire l'évidence que le testament qui forme l'objet de la question a été réellement reçu par deux notaires, en présence de deux témoins, ou vraiment par un notaire, en présence de quatre témoins, quel que soit le mode dans lequel une telle énonciation ou les termes susdits sont conçus, le vœu de la loi doit être censé rempli et la validité de l'acte doit être reconnue; — Qu'en effet, s'il est vrai, comme on ne peut point en douter, que dans tous les cas où la loi a voulu une mention expresse de telle ou telle autre forme, ou vraiment l'usage technique d'un tel ou tel autre mot, l'omission de tout ce qui est de rigueur doit entraîner la nullité de l'acte, il n'est pas moins vrai, cependant, que, dans tous les autres cas, c'est aux juges à déterminer, d'après les règles de droit, si la loi a été réellement exécutée, et si elle ne peut être en leur pouvoir d'annuler des actes qui ont pour eux la présomption de la validité, si les vices qu'on leur oppose ne sont point évidents et pleinement constatés; — Considérant qu'en l'espèce, d'après la minute originale du testament en question, on ne peut point douter que deux notaires, savoir Feugnot et Vitto, soient intervenus en l'acte de réception du testament dont il s'agit; les mots *alla presenza e con intervento del notajo Vitto* (en présence et avec l'intervention du notaire Vitto), qui se trouvent au commencement de l'acte; ceux qui *intervento del notajo Carlo Vitto, suo collega* (avec l'intervention du notaire Charles Vitto, son collè-

(2) V. sur cette question, Turin, 31 mars 1806, et la note.

(4) P. dans la même sens, Cass. 30 août 1808.



que), qui se trouvent à sa clôture; enfin la signature dudit notaire Carlo Vitto *manualmente notajo collega*, ne laissent point douter que ledit Charles Vitto y soit intervenu comme notaire avec Pierre Fenoglio, autre notaire qui a écrit le testament en question, et dont l'intervention n'est point contestée; — Que si, en l'état des circonstances susdites, on voulait encore douter si Charles Vitto était intervenu audit acte comme notaire, ou vraiment comme témoin, ainsi que le prétend la demanderesse, c'est aux principes de la matière qu'on doit recourir pour éloigner ce doute; — Qu'en parcourant les différents préjugés rendus à cet égard, on y trouve constamment établi en principe que la signature vérifiée d'un notaire, qui a signé l'acte comme notaire et y a apposé son paragraphe ordinaire, suffit pour rendre public un acte, puisque c'est de cette signature et de cette griffe que l'intervention du notaire, comme faisant les fonctions de sa charge, est constatée; — Considérant que si, de l'ensemble des faits et des observations ci-dessus, il demeure constant que le notaire Vitto est intervenu en l'acte dont il s'agit, en sa qualité de notaire et d'officier public, on ne peut point comprendre comment on veut soutenir qu'il n'a point reçu, avec le notaire Fenoglio, son collègue, le même acte: recevoir un acte, relativement au notaire, c'est y assister en sa qualité, y donner l'authenticité qui est l'effet de son ministère, l'écrire dans les cas où il est ainsi ordonné, et enfin, le signer après les parties, en la qualité d'officier public; — Comment pourra-t-on nier qu'en l'espèce le notaire Vitto n'a point rempli toutes ces fonctions, à celle de l'écriture près, qui, aux termes de l'article du Code dont il s'agit, ne pouvait se remplir que par un seul des notaires? Comment le notaire Vitto, dans le cas où l'acte fût attaqué de faux, pourrait-il se soustraire aux peines infligées dans ce cas par les lois contre les notaires? — Et qu'on ne dise point que le contexte de l'acte nous présente le notaire Vitto comme une personne non nanti d'une qualité publique, et que, se trouvant confondu avec les témoins, c'est le seul Fenoglio qui figure comme notaire; car, en premier lieu, si l'on examine attentivement l'acte, on y voit que le notaire Vitto, à l'écriture près, y fait les mêmes fonctions que Fenoglio, son collègue: en second lieu, si l'on ne trouve pas dans l'acte cette précision de phrases qu'on aurait pu exiger de notaires versés depuis longtemps en la réception de semblables actes, c'est aussi à la nouveauté des formes, inconnues jusqu'alors en cette division, qu'il faut attribuer des fautes aussi peu essentielles, et excusables par cela seul qu'elles ne concernent point la substance de l'acte et les formes rigoureusement ordonnées par la loi;

Considérant que si, d'après les principes que nous avons posés ci-dessus, il n'est point permis aux juges de reconnaître dans ces sortes d'actes des motifs de nullité au delà de ceux que la loi a expressément déclarés, le second moyen de nullité dont il s'agit n'est pas mieux recevable que le précédent; — Qu'en effet, quoique les mots précis que le testament dont est cas a été écrit tel qu'il a été dicté, ne se trouvent point dans l'acte en question, il suffit, cependant, d'être médiocrement versé dans la langue italienne pour voir que la phrase dont le notaire qui a écrit le testament s'est servi équivaut absolument à celle dont les législateurs ont fait usage: «*Quale testamento, y est-il dit, è stato dettato da me testatrice e scritto di carattere di me notajo Pietro Fenoglio*»; le mot *quale*, qui se rapporte également au testament qui a été dicté et à l'écriture qui en a été faite par le notaire, exprime

évidemment que le testament dont il s'agit a été écrit *quale venne dettato dalla testatrice*, car s'il n'eût point été écrit tel qu'il a été dicté, le testament ne serait plus tel que la testatrice l'a dicté et qu'elle l'a reconnu expressément après sa lecture; — Considérant, au surplus, que si la loi eût voulu que la phrase précise d'écrit tel qu'il a été dicté fût de rigueur, elle n'aurait point oublié d'en faire usage dans l'article même, en parlant du testament public reçu par un seul notaire, en présence de quatre témoins; — Que cette omission de la loi relativement à une réception du testament, où la mention susdite aurait été peut-être plus nécessaire, puisque la présence de deux témoins de plus ne présente point le même degré d'authenticité qu'offre l'intervention de deux notaires; cette omission, disons-nous, démontre à l'évidence que la loi n'a point voulu assujettir les notaires à se servir des mots techniques dont elle a fait usage, et qu'il lui a suffi que mention fût faite de la circonstance essentielle par elle voulue, sans en prescrire matériellement les mots avec lesquels on doit l'en faire résulter; — Sur la troisième question, considérant qu'il en est de même du moyen de nullité tiré de ce que les notaires n'ont point exprimé que le testament a été lu à la testatrice en présence des témoins; si la loi eût voulu préciser les mots et les phrases rigoureuses, desquelles les notaires auraient dû se servir en la réception des actes dont il s'agit, et ce, à l'exemple des formules anciennes des actions près les Romains, elle en aurait dicté les formules précises et en aurait sanctionné l'exécution avec la peine de nullité; mais telle n'a point été la volonté des législateurs: contents d'ordonner la mention et l'exécution des formes prescrites, ils ont laissé aux officiers publics toute latitude dans le choix des mots: or, dire que le testament a été lu en la présence de la testatrice, ou bien qu'il a été lu à la testatrice, est certainement la même chose, car il n'est pas possible de lire à un tel, s'il n'est point présent à la lecture, et si on lit en sa présence, c'est lire à lui-même;

Vu l'art. 909 du Code civil; — Considérant que les dispositions dudit article doivent être entendues d'une façon qui n'endénature point l'objet salutaire; — Que si l'on voulait prétendre d'assujettir un époux à la disposition de la loi qui rend incapables de profiter des largesses des défunts ceux qui les traitent dans leur dernière maladie, et ce, pour le seul motif que, se trouvant un homme de l'art, il a concouru avec les médecins au traitement de sa femme, ce serait de même qu'interdire à ces sortes de personnes la prestation de tous les soins qu'ils doivent à leurs épouses d'après les vœux de la nature et les obligations portées par les liens du mariage, ce qui serait absurde; — Qu'en l'espèce, la circonstance que la défunte n'a été traitée pendant sa dernière maladie par des personnes de l'art, de sorte que le mari n'ait fait que les aider dans tout ce qui pouvait être en son pouvoir, n'a point été contestée par la dame Reordini; — Qu'en conséquence, soit qu'on envisage la loi dans son but, qui n'est que d'empêcher les surprises et les manœuvres de ceux qui abuseraient de leur ministère respectable pour capter des largesses indues, ce qui n'est point à craindre dans un époux, à qui la loi permet de recevoir dans certains cas, soit qu'on ait égard aux circonstances particulières du fait, le moyen d'incapacité mis en avant par ladite dame ne peut point être recevable; — Du avoir été mal jugé, etc.

Du 16 avr. 1866. — Cour d'appel de Turin.

**SUBSTITUTION.—USUFRUIT.**

*La disposition par laquelle un époux donne à son conjoint l'usufruit de ses biens, dans le cas où les enfants que l'époux donataire laissera à son décès, mourraient avant le conjoint donataire, n'est pas une substitution prohibée. (C. civ., art. 896.)*

(Leyrens—C. Rollier.)

Par contrat de mariage du 8 juillet 1773, Pétronille Déséillier avait donné à Jean-Baptiste Leyrens, son mari, l'usufruit de ses biens dans le cas où il lui survivrait, et encore dans le cas où, ayant des enfants de leur mariage, ils mourraient célibataires avant leur père.—Ce double cas est arrivé; Pétronille Déséillier est décédée le 1<sup>er</sup> germ. an 7.—Une fille, Félicité-Constance Leyrens, née de leur mariage, est morte célibataire en l'an 9, et le père a survécu.—Mais Félicité-Constance avait fait un testament à la date du 13 niv. an 9, par lequel elle légua la moitié de ses biens au sieur Rollier.—Celui-ci a demandé l'exécution du testament.—Le père y a consenti sous la réserve de son usufruit; à quoi Rollier a répondu que le contrat de mariage contenait une substitution; d'où s'ensuivait que la prétention à l'usufruit était dénuée de fondement.—Rollier voyait la substitution dans cette circonstance que la fille Leyrens avait, soit de droit, soit par l'effet du contrat de mariage, recueilli les biens de sa mère en toute propriété et usufruit; que le père n'avait été appelé à en recueillir l'usufruit qu'après le décès de sa fille; de sorte qu'il y avait d'abord institution en faveur de celle-ci, et institution en second ordre, ou substitution en faveur de celui-là. En un mot, il y avait charge imposée à la fille de conserver et de rendre; ce qui caractérisait la substitution.

Leyrens a soutenu qu'il n'y avait pas de substitution dans l'espèce; qu'il y avait seulement donation d'usufruit sous une condition suspensive; qu'une semblable disposition n'était pas réprouvée par les lois; qu'en effet elles permettaient de donner l'usufruit à l'un et la nue propriété à l'autre, et que d'ailleurs tout legs ou don pouvait être fait purement et simplement, ou sous une condition.

Jugement du tribunal de Bruxelles qui déclare la nullité de la disposition.—Appel.

**ARRÊT.**

**LA COUR**;—Attendu que les futurs conjoints avaient, dans la province de Flandre, la liberté à plus illimitée dans leurs contrats de mariage;—Que la stipulation de l'usufruit, fut-il qu'en vertu de la coutume il dût cesser pour être réuni

à la propriété dans le chef d'un enfant majeur, ne comprend aucune disposition fidéicommissaire, pour laquelle il eût été nécessaire de charger cet enfant, de laisser, soit la propriété, soit l'usufruit, à un tiers, ce qui n'a pas lieu dans le cas présent;—Réforme et maintient l'appelant dans l'usufruit, conformément au contrat de mariage.

Du 17 avr. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles. —2<sup>e</sup> sect.

**LETTRE DE CHANGE.—ACTION EN GARANTIE.—DÉLAI.—EFFET RÉTROACTIF.**

*Les délais fixes par l'ordonn. de 1673, pour l'exercice de la garantie en matière de lettres de change, ne s'appliquent point aux actions récursoires formées par suite de protêts faits sous une autre législation.*

*D'après la jurisprudence de la Belgique, avant sa réunion à la France, le porteur d'une lettre de change n'était soumis à aucun délai fatal pour l'exercice du recours contre les tirés et endosseurs, pourvu qu'il les eût informés d'une manière quelconque du protêt faute de paiement.*

(Meulemeester—C. Kempeneers.)

Du 17 avr. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles. —2<sup>e</sup> sect.—Pl. MM. Deriveschoudère et Crassous.

**MEUBLES.—RENTES.—ACTIONS.**

*Sous l'empire de la coutume de Bruxelles, les rentes sur l'empereur d'Allemagne et les actions sur la banque de Vienne, étaient réputées meubles, et en cette qualité, tombaient dans la communauté conjugale.*

(Vancoeckelberg—C. Vonophem.)

Du 17 avr. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles. —2<sup>e</sup> sect.—Concl. M. Malfroid, subst.—Pl. MM. Raoux et Kocheert.

**SERMENT DÉCISOIRE.—ACTE AUTHENTIQUE.**

*Le serment décisoire peut être déféré contre et outre le contenu des actes authentiques (1).*

(Fleith—C. Dernois.)

Le sieur Dernois était porteur d'une obligation notariée par laquelle le sieur Fleith se reconnaissait son débiteur d'une somme de 10,500 fr. Il dirigea des poursuites contre le sieur Fleith, qui vint soutenir à l'audience qu'il fallait déduire du principal la somme de 4,500 fr. qu'il n'avait pas touchée, et qui déféra au sieur Dernois le serment sur la question de savoir s'il avait réellement fourni les 4,500 fr. Le sieur Dernois s'y refusa,

—Mais les autres auteurs sont moins absolus. M. Duranton, t. 13, n° 579, distingue dans les faits constatés par l'acte authentique, ceux qui sont attestés par le notaire comme s'étant passés en sa présence, de ceux qui bien que relatés dans l'acte ne résulteraient que des déclarations faites par les parties devant le notaire. Ainsi, dans ce système, et pour nous en tenir à l'exemple précédemment donné, le serment décisoire serait admis en cas où par l'acte authentique une partie se serait reconnue débitrice d'une somme précédemment comptée, sur le fait de cette numération; mais il ne serait pas admis s'il était dit que la numération a eu lieu devant le notaire.—Enfin, M. Delvincourt fait une autre distinction: suivant lui le serment contraire aux faits certifiés par l'acte, ne peut être déféré qu'autant que le défendeur se serait inscrit en faux.—Quant à la jurisprudence, V. dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Grenoble, 11 juill. 1806; Turin, 10 niv. an 14, et 8 avril 1807.

(1) Il y avait doute sous l'ancienne jurisprudence, ainsi que cela est attesté par Duparc Poullain, *Principes de droit*, t. 9, p. 437, sur le point de savoir si on pouvait déférer le serment décisoire contre et outre le contenu d'un acte authentique, par exemple, sur le fait de la numération de la somme portée dans une obligation. Cependant l'art. 293 de la coutume de Bretagne autorisait pour ce cas spécial la délation de serment, en disposant que l'exception de péremption non nombrée, ou de marchandise non livrée, ne pouvait pas être admise; « mais que celui qui s'était obligé, pouvait néanmoins requérir et avoir le serment du créancier. » — Aujourd'hui la question n'est pas uniformément décidée par les auteurs. Toullier, t. 10, n° 380 admet sans hésiter le serment décisoire à l'encontre des énonciations d'un acte authentique, spécialement sur la réalité de la numération d'une somme, quoique dite comptée en présence du notaire. « La généralité de l'art. 1360, dit-il, ne permet pas de douter que le débiteur ne puisse dans ce cas déférer le serment au créancier. »

prétendant que c'était chercher à faire une preuve contre et outre le contenu à l'acte.

Jugement qui sans admettre le serment déféré par Fleith, le condamne à payer la somme demandée.—Appel.

## ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le serment décisoire dont il est question ici, et qui est celui qu'une partie a déferé à l'autre pour en faire dépendre le jugement de la cause, peut être déferé sur quelque espèce de contestation que ce soit, suivant l'art. 1358 du Code civil. Le législateur a pensé qu'il était juste d'admettre une partie à déferer le serment à son adversaire, puisque c'est se reposer sur la probité de celui-ci en prenant droit par son serment, et en faisant ainsi un appel à sa conscience; il y a donc lieu de charger l'intimé de faire l'affirmation à lui déferée, non en émettant le jugement, mais en le confirmant au contraire, icelui étant bien rendu et ne renfermant aucun mal jugé à cet égard;—Dit qu'il a été bien jugé, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet; en affirmant par l'intimé qu'il a réellement compté et nommé les 4,500 fr., etc.

Du 18 avr. 1806.—Cour d'appel de Colmar.—Pl., MM. Kœnig et Raspéler.

## HYPOTHÈQUE.—PRÊT.—CONNOISSANCE.

*Est nulle toute hypothèque donnée à une personne pour sûreté des deniers qu'elle prêtera dans la suite. Dans ce cas, l'hypothèque est réputée sous une condition potestative, de la part de celui qui s'oblige, puisqu'il peut ne jamais emprunter (1).*

(Jacquen et Mattis Dupuis — C. Preiskwerch.)

## ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que l'intimé fait résulter son hypothèque de l'acte du 23 pluv. an 3; ainsi c'est le cas de vérifier la nature de cet acte; par icelui Rissler constitue une hypothèque en faveur de l'intimé, pour sûreté des sommes que celui-ci pourrait lui prêter par la suite; ainsi l'hypothèque est créée sous une condition potestative; c'est-à-dire, que l'exécution de la convention dépendait de l'événement qu'il était au pouvoir de l'une ou de l'autre des parties de faire arriver ou d'empêcher. C'est la définition que nous en donne l'art. 1170 du Code civil; et en effet, au cas particulier, il dépendait de l'intimé de prêter ou de ne pas prêter par la suite; tout comme il pouvait également arriver que Rissler ne voulût plus emprunter, ou que le prêt eût lieu pour une somme très modique, ou très considérable. Or, d'après les anciens principes, et les dispositions du droit romain qui régissaient la ci-devant Alsace, confirmés par l'art. 1174 du Code civil, applicable ici seulement comme raison écrite, puisque le Code est postérieur à l'acte qui a constitué la prétendue hypothèque en faveur de l'intimé, l'obligation est nulle lorsqu'elle a été contractée sous une condition potestative de la part de celui qui s'oblige, et cela par une raison bien simple, pour le cas particulier surtout, c'est que l'hypothèque n'est que l'accessoire d'un engagement préexistant; et, en effet, s'il en était autrement, il serait facile, par une con-

vention de la nature de celle dont s'agit, faite à un prête-nom, de frauder les créanciers de qui on pourrait emprunter ensuite;—Considérant que l'inscription prise par l'intimé le 28 therm. an 6, sous l'empire du Code hypothécaire du 9 mess. an 3, pour conserver l'hypothèque qu'il prétendait faire résulter de l'acte du 21 pluv. dite année 3, n'a pu produire plus d'effet que ce contrat même, parce que l'hypothèque prépostère, stipulée par ce contrat, ne pouvait être efficace, soit à dater du jour auquel elle a été créée, soit de celui auquel l'on prétend qu'elle a été réalisée, qu'autant, 1<sup>o</sup> que la somme a prêter eût été déterminée par l'acte constitutif de l'hypothèque; 2<sup>o</sup> que le paiement ou réalisation, aurait été constaté légalement, si l'obligation eût été à terme in diem; 3<sup>o</sup> que la condition sous laquelle l'obligation a été contractée n'eût pas été potestative de la part de celui qui s'est obligé.—Or, les parties ne se trouvent pas dans ces hypothèses; les juges à quo ont donc évidemment mal jugé; et c'est le cas, en émettant, de débouter l'intimé de sa demande;—Infirme, etc.

Du 18 avr. 1806.—Cour d'appel de Colmar.—Pl., MM. Gallot et Raspéler.

## COMMODAT.—DÉPÔT.—PREUVE.

*Le commodat ou simple prêt à usage n'est pas compris dans la disposition des lois qui veulent qu'il soit dressé acte de toutes choses excédant 100 fr. (aujourd'hui 150 fr.): c'est un fait plutôt qu'une convention.*

*En conséquence, celui qui se prétend propriétaire de vins existant dans un local appartenant à un tiers, et saisi par un créancier de ce tiers, peut être admis à prouver par témoins que cette cave lui a été prêtée, et que par suite les vins sont sa propriété, ce qu'il ne pourrait faire s'il s'agissait d'un dépôt (2).*

(L'agent judiciaire du trésor public — C. Sitter.)

Le sieur Briffault, payeur des dépenses diverses à Colmar, ayant fait faillite, l'agent judiciaire du trésor public fit saisir tous ses meubles. Aussitôt après la saisie, le sieur Sitter se présenta et réclama deux pièces d'eau-de-vie qui se trouvaient dans la cave du sieur Briffault. Il demanda à être admis à la preuve des faits tendant à prouver que les eaux-de-vie réclamées lui appartenaient, et que le sieur Briffault lui avait prêté l'usage de la cave.

Le sieur Briffault intervint et déclara qu'en effet les eaux-de-vie appartenaient à Sitter.

En cet état, le tribunal permit à celui-ci de faire sa preuve, et le 21 brum. an 14, jugement qui ordonne la distraction des deux pièces réclamées.

Appel des deux jugemens par l'agent judiciaire du trésor public, qui soutenait que, dans l'espèce, il s'agissait d'un dépôt volontaire, qui ne pouvait se prouver que par un acte authentique, mais jamais par témoins; qu'ainsi le tribunal de première instance n'aurait pas dû ordonner la preuve des faits avancés par Sitter.

## ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que, pour se décider sur l'appel de l'interlocutoire, il y a lieu de véri-

dier (V. Duranton, t. 17, n<sup>o</sup> 498.) A la vérité, le débat n'avait pas lieu dans l'espèce entre le prêteur et l'emprunteur; il n'avait lieu qu'entre le prêteur et un tiers saisissant; mais cette circonstance ne nous paraît pas de nature à faire fléchir la règle, puisque à l'égard du tiers les conventions n'existent qu'autant qu'elles sont prouvées par écrit, et que l'écrit a date certaine.

(1) Sur la validité de l'hypothèque conférée par suite d'un crédit ouvert, V. Cass. 26 janv. 1814, et la note.

(2) Ces solutions nous paraissent contraires aux principes: la preuve d'un prêt à usage est soumise aux règles du droit commun, et ne peut être faite que par écrit, s'il s'agit d'une chose dont la valeur excède 150 francs, lorsque celui qui prétend avoir prêté cette chose la réclame de l'emprunteur qui la

Sur la nature du fait posé en première instance par l'intimé : — Considérant que ce fait était que l'intimé a acheté les eaux-de-vie à Gucherswiler pour son compte ; qu'il les a fait conduire et encaisser à ses frais chez le sieur Briffault, et fait soigner jusqu'à présent par son propre tonnelier ; — Considérant que le sieur Briffault, mis en cause, a déclaré sur le barreau que réellement ces eaux-de-vie appartiennent à l'intimé : tels sont les faits que Sittler a été admis à prouver ; ainsi, ils ne présentent nulle idée d'un *dépôt volontaire* ; aussi l'appelant n'a-t-il pas songé, lors de l'interlocutoire, à exiger, comme il l'aurait pu, s'il eût cru que le placement des eaux-de-vie dans la cave de Briffault eût caractérisé un pareil dépôt, puisqu'en effet la loi n'en admet pas la preuve par témoins ;

Considérant qu'on ne saurait voir au cas particulier dans le fait en question, qu'un prêt à usage ou commodat. Briffault a prêté sa cave gratuitement à l'intimé pour y conserver ses eaux-de-vie, en une année où la vendange avait été si abondante que personne n'a pu, pour ainsi dire, loger tous ces liquides chez soi. Si les eaux-de-vie eussent péri, la perte eût été pour le compte de l'intimé, au lieu que dans le cas d'un *dépôt volontaire* le dépositaire est responsable de la perte de la chose déposée ; — Considérant que les juriconsultes rangent le prêt à usage parmi les contrats de bienfaisance ; que le législateur qui défend la preuve par témoins du *dépôt volontaire*, sans l'avoir prohibée dans le cas du prêt à usage, a regardé la facilité de confier quelque chose à un ami, qui nous le demande, comme un fait plutôt que comme une convention ; et n'est d'un fait que les juges à quo ont permis à l'intimé de faire la preuve par témoins ; c'est-à-dire que les eaux-de-vie lui appartiennent, et que Briffault n'a fait que lui confier sa cave ; cette confiance dans ce cas et autres semblables, est fréquente dans la société, et fondée sur les premiers sentiments de l'humanité : ce serait la détruire que d'exiger un écrit et si on était en liberté de prouver le fait par des témoins ; — Considérant, d'ailleurs, qu'au cas particulier, l'agent judiciaire du trésor n'est qu'un tiers ; qu'en supposant même qu'il s'agisse d'un *dépôt volontaire*, et qu'il fût dénié, Briffault eût pu être tenu d'affirmer : or, celui-ci, loin de nier ce fait, a déclaré au contraire que les eaux-de-vie appartenaient à l'intimé ; et l'agent, qui n'avait pas résisté en première instance à l'admissibilité de la preuve, n'a pas fait d'enquête pour établir le contraire, sans doute parce qu'il n'a pas cru pouvoir y réussir ; — Considérant dès lors que l'appel de l'interlocutoire n'est nullement proposable ; — Considérant, quant à l'appel du jugement définitif, qu'il n'est pas mieux fondé, puisque l'intimé a, par son enquête, fait complètement la preuve des faits par lui avancés ; et il y a donc lieu de confirmer l'un et l'autre de ces jugemens ; — Confirme, etc.

Du 18 avr. 1806. — Cour d'appel de Colmar. — *Pl.*, MM. Gallet et Raspier.

#### AVOUÉ. — PAIEMENT. — MANDAT. — PAPIER-MONNAIE.

Un avoué n'a pas qualité pour recevoir le paiement des créances dont il est chargé de pourchasser le recouvrement (1).

L'avoué qui, sans pouvoir, a reçu en papier-monnaie, au nom de ses clients, le montant des titres qu'ils lui avaient confiés, est res-

ponsable de la dépréciation de ce papier pendant la temps qu'il est resté entre ses mains.

(Dauphin—C. héritiers Bailly.)—Aussr.

LA COUR : — Considérant qu'il est certain que dans l'ancienne législation, les procureurs ne pouvaient recevoir des deniers, et donner quittance au nom de ceux pour qui ils agissaient, à moins de s'être trouvés munis d'une procuration spéciale, leur ministère n'ayant pas été de tourner de l'argent ; or, les lois nouvelles n'ont point dérogé à ces principes à l'égard des avoués qui ont remplacé les anciens procureurs, et qui leur sont assimilés sous ce rapport ;

Considérant, dès lors, que l'appelant n'ayant pas eu de procuration des intimés, n'avait pu toucher en leur nom le montant des titres dont ils l'avaient chargé ; que, par sa conduite, faute de pouvoir rendre les titres, il eût été passible de condamnation au paiement intégral du montant de la valeur réelle de ces titres ; que c'est donc mal à propos qu'il résiste par son appel, à payer l'équivalent des assignats qu'il a touchés, réduits d'après leur valeur au moment où le paiement a été effectué entre ses mains et qu'il a laissés déperir ; le jugement dont appel a donc été bien rendu ; c'est le cas de le confirmer, et dès lors il devient oiseux de s'occuper des autres moyens mis en avant par les parties ; — Confirme, etc.

Du 18 avr. 1806. — Cour d'appel de Colmar. — *Plaid.*, MM. Murge et Raspier.

#### PURGE. — HYPOTHÈQUE. — DETTES NON EXIGIBLES.

L'acquéreur qui veut purger doit acquitter sur-le-champ et jusqu'à concurrence de son prix toutes les dettes hypothécaires, tant celles exigibles que celles non exigibles, et ce, encore que, relativement aux dettes non exigibles, il y ait eu convention contraire entre le vendeur et l'acquéreur. (C. civ., art. 2181.)

(Polesia — C. Depaix.)—Aussr.

LA COUR : — Vu l'art. 2181 du Code civil ; — Attendu que, dans l'espèce, il s'agit d'une purge civile et d'une adjudication publique qui a lieu par suite d'une mise aux enchères, provoquée par un créancier hypothécaire ; — Que, dans ce cas, l'article ci-dessus cité exige de la part de l'acquéreur une déclaration par laquelle il annonce être prêt à acquitter sur-le-champ les dettes et charges exigibles, et non exigibles ; — Que ces offres ont été faites par les intimés, acquéreurs, comme il résulte de l'exploit d'huissier, signifié le 8 prairial an 12 ; — Qu'il s'ensuit que lesdits acquéreurs ne peuvent, sous aucun prétexte, se dispenser d'accomplir lesdites offres, et d'exécuter ponctuellement la disposition contenue dans l'art. 2181 du Code ; qu'ainsi ils sont tenus de rembourser à l'appelant le principal et les accessoires des deux rentes pour lesquelles il a été colloqué en ordre utile, et cela nonobstant la clause de la vente volontaire, par laquelle il était dit : que l'acquéreur rembourserait le principal des rentes, jusqu'à concurrence du prix d'achat, si mieux il n'aurait continué le paiement des arrérages, parce qu'il est évident qu'une clause de cette nature était en opposition directe avec la disposition du Code, et parce que c'était ras *inter alios acta* par rapport aux créanciers hypothécaires, qui, sans leur coopération, et à leur insu ne pouvaient être

tait d'ailleurs un point constant dans l'ancienne jurisprudence. V. Merlin, *Répert.*, v° Paiement, § 3.

(1) V. conf., Cass., 23 juill. 1828. — La loi 8, ff. de solutionibus, le décide ainsi pour tout mandataire *ad litem*, à moins qu'il n'ait un pouvoir spécial. C'est-à-dire, II<sup>e</sup> PARTIE.

privés d'un droit que la loi leur accordait; — Met l'appellation et ce dont est appelé au néant pour ce qui concerne la faculté accordée aux intimés de continuer le paiement des deux rentes en question, jusqu'au remboursement définitif; émettant, quant à ce, ordonne auxdits intimés de verser entre les mains de l'appelant la totalité des sommes, qui sont l'objet des collocations, etc.

Du 18 av. 1806. — Cour d'appel de Liège.

#### LÉSION. — PREUVE.

Du 19 avr. 1806 (aff. Ferrando). — Cour d'appel de Turin. — V. au 10 avril.

#### 1<sup>o</sup> EXCEPTION DILATOIRE. — CAUTION. — DISCUSSION.

##### 2<sup>o</sup> CAUTION. — PROROGATION DE DÉLAI.

1<sup>re</sup> L'exception de discussion de la part de la caution, est purement dilatoire; en conséquence elle doit être proposée par la caution dès l'entrée de la cause (1).

2<sup>re</sup> Encore que le créancier soit resté très longtemps sans poursuivre le débiteur principal, et que celui-ci devienne insolvable, ce n'est pas une raison de présumer qu'il a été payé, et de décharger la caution sous ce seul prétexte, surtout lorsque la prorogation du délai a été demandée par la caution. Ici s'applique, par analogie, l'art. 2039 du Code civil (2).

(Chateigner — C. Chespy). — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'exception de discussion doit être proposée par la caution dès l'entrée de la cause, ce qui n'a pas été fait par Victorine Chespy;

Que l'insolvabilité du débiteur principal est notoire et suffisamment établie par la procédure même, qui prouve que La Guérinière n'a point de domicile; — Qu'une prorogation de délai accordée par le créancier, ne décharge point la caution, surtout lorsqu'elle a été demandée et sollicitée par la caution elle-même; — Faisant droit sur l'appel, infirme, etc.

Du 21 avril 1806. — Cour d'appel de Paris. — Prés., M. Agier. — Plaid., M. Delavigne.

#### 1<sup>o</sup> MANDAT. — VENTE. — NOTAIRE. — HONORAIRES.

##### 2<sup>o</sup> NOTAIRE. — HONORAIRES. — TAXE.

1<sup>re</sup> Celui qui a procuration pour vendre et toucher le prix de la vente, est, par cela seul, censé avoir procuration pour régler les honoraires de l'officier public par qui se fait la vente.

2<sup>re</sup> Lorsque les honoraires du notaire ont été réglés entre lui et le mandataire de son client, ce dernier ne peut plus en demander la taxe et la réduction. (L. 25 vent. an 11, art. 51.) (3)

(1) V. dans ce sens, Merlin, *Rep.*, v<sup>o</sup> Caution, § 4; Duranton, t. 18, n<sup>o</sup> 334. « La caution, dit ce dernier auteur, qui néglige de proposer ce bénéfice sur les premières poursuites dirigées contre elle, est censée y avoir renoncé; supposition qui est d'autant plus naturelle, qu'il n'est pas toujours de l'intérêt de la caution d'exiger la discussion préalable du débiteur. Elle n'y a pas intérêt, notamment si celui-ci a donné hypothèque sur ses biens au créancier, et qu'elle ait alors de quoi payer la dette sans recourir aux emprunts et sans se gêner; car, au moyen de la subrogation légale à l'hypothèque du créancier, elle rentrera sûrement dans ses déboursés, et elle sera libérée de suite envers lui, ce qui n'est pas sans quelque avantage. » — Toutefois, M. Favard de Langlade, *Rep.*, v<sup>o</sup> Cautionnement, sect. 1<sup>re</sup>, § 2, art. 1<sup>er</sup>, pense que la loi ne fait pas à la caution un devoir

(Mercier — C. Deculaut.)

Le sieur Bossuat, en vertu d'une procuration du sieur Deculaut, avait fait procéder à la vente de propriété, appartenant à ce dernier par le ministère de M. Mercier, notaire à Savins. — Une clause du cahier des charges imposait aux adjudicataires l'obligation de payer entre les mains du notaire, outre le pris d'adjudication, 12 centimes et demi par franc, pour droits, frais et faux frais d'adjudication, et pour l'indemnité éventuelle due aux fermiers qui pourraient être évacués. — Par une convention particulière entre Mercier et Bossuat, 6 centimes et demi par franc furent attribués à Mercier, et les 6 centimes restant furent remis à Bossuat pour l'indemnité des fermiers.

Le sieur Deculaut prétendit que ce règlement était excessif, et il assigna Mercier en restitution devant le tribunal de Provins.

La chambre des notaires, consultée par le tribunal, fut unanimement d'avis que les droits de Mercier devaient être réduits à 2 centimes et demi par franc, ce qui produisait une somme de 3,205 fr. au lieu de 8,374 fr. 37 centimes par lui perçus.

En conséquence, jugement du 7 frim. an 14 qui fixe à 3,205 fr. les honoraires du sieur Mercier, et le condamne à restituer l'excédent de la somme par lui perçue; — « Attendu que l'art. 51 de la loi du 25 vent. an 11 délègue aux tribunaux le droit de statuer sur le règlement des honoraires dus aux notaires; — Que le sieur Bossuat n'a pas été spécialement autorisé à accorder au sieur Mercier une remise de 12 centimes et demi par fr.; — Qu'il résulte des faits et des déclarations du sieur Mercier, que le sieur Bossuat a reçu 6 centimes de lui, sur les 12 et demi alloués au sieur Mercier par le cahier des charges, ce qui établit et prouve qu'il existe une convention particulière autre que celles portées au contrat; — Que les honoraires du sieur Mercier et les frais accessoires du contrat sont en contestation; — Que, par son jugement du 26 flor. an 13, le tribunal a renvoyé à la chambre des notaires pour être procédé à la taxe, et que le sieur Mercier n'a élevé aucune fin de non-recevoir; — Que la taxe faite par la chambre des notaires assure au sieur Mercier un bénéfice proportionné à ses travaux; — Enfin, que cette taxe est d'autant plus convenable, que le dépôt du cahier des charges et la suite de l'opération procurent au sieur Mercier un accroissement de bénéfice. »

Appel par le sieur Mercier. — Il soutient que la loi du 25 vent. an 11 n'autorise les tribunaux à régler les honoraires des notaires, qu'autant qu'il n'existe à cet égard aucune convention. Or, dans l'espèce, il y a eu convention entre Mercier et Deculaut ou son mandataire. — On dit, il est vrai, que Bossuat n'avait pas mandat spécial pour ré-

absolu de proposer, à peine de déchéance, *in limine litis*, l'exception de discussion du débiteur principal, et qu'il faut examiner avec soin quelle a été, des le principe, la nature de sa défense pour savoir si elle a ou non renoncé à son droit. — V. encore dans le sens de cette dernière opinion, Pigeon, *Proc. civ.*, liv. 2, part. 5, tit. 1<sup>er</sup>, ch. 8, § 11.

(2) V. dans ce sens, Pothier, *Traité des obligations*, n<sup>o</sup> 415. F. aussi Turin, 3 mess. an 10, et la note; et Paris, 25 pluv. an 12.

(3) V. conf. Cass. 17 mars et 27 mai 1829; Paris, 13 avril 1809, et 4 déc. 1822. — V. aussi dans le même sens, Rolland de Villargues, *Rep. du not.*, v<sup>o</sup> Honoraires, n<sup>o</sup> 32 et 33; Gagnieraux, *Comment. sur la loi du 25 vent. an 11*, art. 51, § 4, n<sup>o</sup> 96 et suiv.

gler les frais ; mais Bossuat avait reçu de Deeu-laut les pouvoirs les plus illimités relativement à la vente des biens, et la faculté de vendre et de toucher le prix contient bien implicitement celle de payer les honoraires du notaire.

## ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la loi de l'organisation du notariat de vent, an 11 n'autorise la taxe que dans le cas où il n'existerait pas de conventions entre les notaires et leurs parties ; et que, dans l'espèce, il y avait convention entre Mercier et Bossuat, mandataire de Deculant, investi, à cet égard, de pouvoirs généraux suffisants ; — A mis l'appellation et ce dont est appel au néant, etc.

Du 21 avril 1806. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect. — Plaid., MM. Berryer et Gayral.

## MARIAGE. — OPPOSITION. — QUALITÉ (NÉCESSAIRE).

Les art. 172, 173 et 174 du Code civil, qui indiquent les personnes qui peuvent faire opposition au mariage, sont limitatifs. — En conséquence, les fils et les gendres n'étant pas désignés par lesdits articles, sont sans qualité pour former opposition au mariage de leur père ou beau-père (1).

(Goethals — C. Goethals.)

Le sieur Goethals était près de se marier avec Pétronille Wanters. — Mais ses filles et ses gendres formèrent opposition à ce mariage. — Une fin de non-recevoir leur fut opposée, fondée sur ce que le Code civil ne disait aucunement que les enfants pussent former opposition au mariage de leur père. Ils répondirent que c'était une lacune, et que le juge devait suppléer au silence du législateur ; que, par l'art. 490 du Code civil, tous les parens (sans exception des enfans) étant autorisés à provoquer l'interdiction, pour cause de démence, il en fallait conclure que l'action des enfans contre l'état du père n'était pas généralement prohibée, et que l'esprit de la loi permettait d'accueillir ces actions, lorsque l'intérêt des familles était compromis par l'oubli d'un vieillard que subjugait une femme artificieuse.

2 avril 1806, jugement de première instance, qui donne mainlevée de l'opposition par les motifs suivans : « Vu les articles 172, 173 et 174 du Code civil ; — Considérant que ces articles désignent, d'une manière positive et absolue, les personnes qualifiées à former opposition, et que l'article 176 oblige d'énoncer la qualité qui donne à l'opposant le droit de la former ; — Considérant que les défendeurs ne sont pas du nombre des personnes désignées dans lesdits articles, et n'ont par conséquent aucune qualité pour former l'opposition au mariage du demandeur. »

Appel par les enfans Goethals.

## ARRÊT.

LA COUR ; — Adoptant les motifs des premiers juges ; — Confirme purement et simplement.

Du 22 avril 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Concl., M. Malfroid.

(1) V. en ce sens, même Cour, 25 sept. 1812 ; Aix, 16 mars 1813 ; Toulouse, 9 janv. 1839 ; — Vazeille, du Mariage, t. 1<sup>er</sup>, n° 165, p. 225 ; Merlin, Opposition à un mariage, add. de la 4<sup>e</sup> éd., sur l'art. 174 ; Duranton, t. 2, n° 193.

(2) V. conf., Riom, 18 niv. an 12 ; Bruxelles, 27 flor. an 13 ; 20 frim. an 14. Mais il a été jugé qu'il

## SÉPARATION DE CORPS. — ENQUÊTE. —

## APPEL.

L'époux demandeur en séparation de corps ne peut, en cause d'appel, justifier sa demande par de nouveaux faits antérieurs à l'action qu'il a formée. (C. civ., art. 219.) (2)

(Mandonnet — C. sa femme.)

La dame Arson, femme Mandonnet, a formé contre son mari une demande en séparation de corps. Il y a eu enquête et contre-enquête, à la suite desquelles un jugement par défaut du tribunal civil de Troyes, du 11 therm. an 13, a prononcé la séparation.

Sur l'appel, le sieur Mandonnet a soutenu que les faits prouvés par les enquêtes n'étaient pas concluans. — Pour y suppléer, l'intimée a articulé de nouveaux faits antérieurs à l'action, et a demandé à en faire preuve.

Le mari lui a opposé une fin de non-recevoir tirée de ce que les faits allégués en appel n'avaient pas été compris dans la requête introductive d'instance ; et que, par suite, la Cour ne pourrait ordonner une enquête sur ces faits nouveaux sans priver les parties, à cet égard, du double degré de juridiction.

## ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il ne résulte pas de l'enquête, la preuve d'exces, sévices et injures graves du mari envers la femme ; — Attendu que les nouveaux faits articulés en cause d'appel sont antérieurs à la demande en séparation et tardivement présentés ; — Déboute la femme Mandonnet de sa demande en séparation de corps, etc.

Du 23 avr. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Séguier. — Pl., MM. Gayral et Bonnet.

## CONSEIL JUDICIAIRE. — FAIBLESSE D'ESPRIT.

L'individu dont les facultés intellectuelles sont plus faibles que celles du commun des hommes, mais dont les réponses prouvent cependant qu'il n'est pas dans un état de démence ou d'imbécillité complète, ne doit pas être interdit, mais seulement placé sous la direction d'un conseil judiciaire, conformément à l'art. 499 du Code civil (3).

(Tremblin — C. Detriché.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant qu'il résulte de la délibération du conseil de famille du 25 mars dernier, et des réponses de l'appelant aux interrogatoires qui lui ont été faits ; qu'il n'est pas dans l'état d'imbécillité articulé contre lui ; — Considérant qu'il est suffisamment constaté par les réponses de l'appelant au premier interrogatoire, qu'il sait compter, puisque lui ayant été présentées différentes pièces d'or, d'argent et de cuivre, il les a reconnues, rassemblées et comptées sans erreur, en leur donnant leur valeur réelle ; — Considérant, néanmoins, que les facultés intellectuelles de l'appelant paraissent plus faibles que celles du commun des hommes, ce qui le met dans le cas de l'application de l'art. 499 du Code civil ; — Dit qu'il a été mal jugé, fait mainlevée à l'appelant de l'interdiction et néanmoins ordonne qu'il ne pourra plaider, transiger, etc., sans l'assistance du sieur Delétoile, que la cour lui nomme pour conseil, etc.

Du 23 avr. 1806. — Cour d'appel d'Angers.

en serait autrement des faits qui se seraient accomplis après l'introduction de l'instance : Cass. 26 mai 1807, et la note ; Metz, 8 juill. 1824 ; Poitiers, 18 fév. 1825.

(3) V. conf. Rouen, 8 flor. an 12 ; Lyon, 2 prair. an 12 ; Colmar, 2 prair. an 13 ; Riom, 4 mai 1825.

**JUGEMENT PAR DÉFAUT.—OPPOSITION.—PROFIT-JOINT.**

*Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, la voie de l'opposition n'était pas ouverte contre les arrêts qui, en statuant sur une contestation entre parties présentes, adjugeaient le profit d'un défaut joint au fond. (Cod. proc., art. 153.) (1)*

(Péchine—C. Conquet.)—**ARRÊT.**

**LA COUR;**—Considérant, 1<sup>o</sup> qu'il est de jurisprudence usuelle et de tous les temps, de ne point admettre d'opposition à l'exécution des arrêts qui, en statuant sur une contestation entre parties présentes, adjugent le profit d'un défaut joint à la cause;—2<sup>o</sup> Que cette jurisprudence pratique a toujours été regardée et suivie comme conforme à la lettre et à l'esprit de l'ordonn. de 1667, qui rejette toute opposition à l'exécution des arrêts contradictoires, et cela pour que les parties ne soient point exposées à contester de nouveau avec une autre partie qui n'aurait que le même intérêt et les mêmes moyens à présenter à la justice;—3<sup>o</sup> Que c'est évidemment dans cet esprit qu'a été conçu l'art. 153 du nouveau Code de procédure, article non encore promulgué, mais déjà adopté, et qu'on doit considérer au moins comme autorité très grave;—4<sup>o</sup> Enfin, qu'en effet cet article porte textuellement que, si de deux ou plusieurs parties, l'une fait défaut et l'autre comparait, le profit du défaut sera joint, et le jugement de jonction sera signifié à la partie défaillante, par un huissier commis à cet effet, avec assignation au jour auquel la cause sera appelée, et qu'alors il sera statué par un seul jugement qui ne sera pas susceptible d'opposition;—Déclare Conquet, partie de Pilette, non recevable dans son opposition à l'exécution de l'arrêt du 2 janvier dernier, et le condamne aux dépens, etc.

Du 25 avr. 1806.—Cour d'appel de Paris.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Pilette et Gicquel.

**TESTAMENT AUTHENTIQUE.—ÉCRITURE.**

—**DICTÉE.—MENTION.**

*Un testament qui renferme la mention de la dictée par le testateur et de l'écriture par le notaire, ne doit pas nécessairement et à peine de nullité, contenir en outre une mention spéciale que le notaire a écrit le testament tel qu'il lui a été dicté. (C. civ., art. 972 et 1001.) (2)*

(Tornavacca—C. ses sœurs.)

En germ. an 13, décès de Jean Tornavacca, laissant cinq enfants.—Il avait institué Joseph, son fils, légataire universel, par testament du 6 vend. an 12.—L'héritier institué appelle ses sœurs en justice le 27 mess. an 13, et demande la délivrance de la quotité disponible d'après le Code civil.

Le 6 therm. an 13, jugement du tribunal civil de Mondovi, qui déclare le testament nul, par la raison que le notaire n'avait point affirmé l'avoir écrit tel qu'il lui avait été dicté.

Appel par Joseph Tornavacca.—Il soutenait que l'emploi des mots, *tel qu'il a été dicté*, n'était point nécessaire dans l'esprit de la loi.

Les dames Tornavacca répondaient que tout est de rigueur quand il s'agit de formalités, et

qu'en adoptant le système de leur frère, les notaires pourraient souvent mettre leur volonté à la place de celle du testateur.

**ARRÊT.**

**LA COUR;**—Vu les art. 972 et 1001 du Code civil;—Attendu, sur la première question, que le vœu de la loi est que le notaire écrive ce que le testateur lui dicte;—Que la mention y ordonnée a pour objet d'assurer, par la teneur de l'acte même, l'accomplissement de ces formalités;—Que si le notaire n'écrivait pas précisément ce que le testateur lui dicte, s'il se permettait quelque latitude ou restriction dans la signification des mots dans lesquels le testateur lui a dicté sa pensée, il ne pourrait pas, avec vérité, faire mention d'avoir écrit ce qui lui fut dicté;—Qu'ainsi les mots dont la loi s'est servi, *tel qu'il est dicté*, ne peuvent être envisagés que comme une explication et une plus ample déclaration de ce qui était déjà virtuellement compris dans les expressions *il leur est dicté par le testateur*, et il doit être écrit par l'un de ces deux notaires;—Que ces mots *tel qu'il est dicté*, ne constituent point une formalité distincte et séparée de celle de la dictée de la part du testateur et de celle de l'écriture de la part du notaire, puisqu'ils ne sont que le résultat et le résumé total de l'une et de l'autre, la mention de ces mots, jointe à celle des deux susdites formalités, ne contient, à proprement parler, qu'une sorte de répétition de ce qui est essentiellement contenu dans les deux premières;—Attendu que, d'après ces observations, il doit suffire pour l'exécution de la loi, qui veut la mention de la dictée du testateur et de l'écriture de la part du notaire, lorsque cette mention a été faite, qu'il ne résulte pas des expressions dont le notaire s'est servi, ou de la contexture de l'acte, que le testament n'ait pas été écrit tel qu'il lui fut dicté;—Que telle a été, en principe, la jurisprudence suivie par la Cour de cassation, dans son arrêt du 8 mess. an 11, sur le pourvoi de Marie Feiloneau, et ce, dans une espèce qui n'est peut-être pas aussi éminemment comprise dans le mot *lecture pris tout seul*, comme celle d'*écrit tel qu'il lui fut dicté* paraît comprise dans les seuls mots *dicté et écrit*;—Dit avoir été mal jugé, etc.

Du 25 avril 1806.—Cour d'appel de Turin.—Concl., M. Castagneri.—Pl., MM. Trobelle et Paoletti.

**1<sup>o</sup> AJOURNEMENT.—CONCLUSIONS.—VALIDITÉ.**

**2<sup>o</sup> SÉPARATION DE BIENS.—CRÉANCIERS.—EXPLOIT.—NULLITÉ.—OPPOSITION.—FIN DE NON-RECEVOIR.**

*1<sup>o</sup> Une assignation est valable, encore qu'elle ne contienne pas de conclusions, si elle se réfère, à cet égard, à celles qui avaient été prises dans la citation au bureau de paix, et surtout si le procès-verbal de non conciliation est signifié avec l'assignation.*

*2<sup>o</sup> Le créancier assigné dans une instance en séparation de biens ne peut arguer de l'irrégularité des assignations données à d'autres créanciers.*

*Les créanciers du mari ne peuvent s'opposer*

*Praticien français, t. 1<sup>er</sup>, p. 440;—Arrêts de Rennes, 29 mai 1812 et de Riom, 21 juil. 1812.—V. cependant pour l'opinion contraire, Pigeau (éd. belge), t. 1<sup>er</sup>, liv. 2, part. 3, tit. 2, chap. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 464, pag. 265 et 266.*

(2) V. Cass. 10 therm. an 13, et la note.

(1) F. conf. Paris, 8 fév. 1806; Nîmes, 16 déc. 1806.—La question s'est reproduite sous le Code de procédure (art. 153), et y a été vivement controversée; mais en définitive, la jurisprudence paraît fixée dans le sens de la décision ci-dessus. F. Carré, *Lois de la proc.*, Quest. 632; Lepage, *Quest.* p. 146;

à la séparation de biens demandée par la femme, lorsque la dot est réellement en péril et qu'ainsi la séparation ne peut être considérée comme demandée en fraude de leurs droits.

(Outhier—C. Magrin.)

Sur la demande en séparation de biens qu'elle avait formée contre son mari, la dame Outhier fit appeler dans l'instance divers créanciers de son mari, qui avaient exécuté des saisies mobilières. L'ajournement qui leur avait été donné ne contenait pas de conclusions; mais il se référait à celles qui avaient été prises dans les citations en conciliation et, d'ailleurs, le procès-verbal dressé au bureau de paix était signifié, avec l'assignation. — Le sieur Magrin, l'un des créanciers, comparut sur l'assignation et en demanda la nullité, attendu que les conclusions n'y étaient pas énoncées.

Jugement du tribunal civil de Pontarlier, qui prononce cette nullité.

Appel par la dame Outhier. — Sur l'appel, le sieur Magrin invoque en outre, deux irrégularités qui avaient été commises dans les assignations données à des créanciers non comparants; et au fond, il soutient qu'il n'y a pas péril pour la dot de la femme qui n'a aucun droit sur les meubles saisis, puisque le mari seul en est propriétaire comme chef de la communauté.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant sur les nullités proposées, quant à la première, que dans la citation et le procès-verbal de conciliation, l'appelante avait pris des conclusions expresses, et que l'intimé ayant été assigné pour procéder sur les conclusions, et le procès-verbal du bureau de paix lui ayant été notifié avec l'assignation, il en résulte que le vœu de l'ordonnance a été suffisamment rempli, et que les premiers juges se sont mal à propos arrêtés à cette première nullité;

Considérant, sur les seconde et troisième nullités, que les édits et proclamations n'étant ordonnées que pour contumacer les créanciers inconnus, le créancier appelé ne peut arguer de leur irrégularité sans exciper de l'exception d'un tiers; que, dans le cas particulier, Magrin intimé avait été nominativement assigné par le dernier édit et proclamant qui lui a été dûment signifié;

Considérant, au fond, qu'en admettant qu'il soit nécessaire d'appeler les créanciers dans une instance en séparation de biens, et qu'ils aient la faculté de la contester, il faut pour cela qu'ils démontrent qu'elle n'est pas fondée, et qu'elle est faite en fraude de leurs droits; que, suivant le Code civil, conforme aux lois romaines, la séparation de biens peut être poursuivie en justice par la femme, dont la dot est mise en péril, et lorsque les désordres d'affaires du mari donnent lieu de craindre que les biens de celui-ci ne soient pas suffisants pour remplir les droits et reprises de la femme;—Que, dans le fait, il est arqué au procès que le sieur Outhier a contracté des dettes considérables qui surpassent la valeur de ses biens; que, par conséquent, il n'est plus en état de répondre ni des objets que l'appelante y a confiés dans la société conjugale, ni de ce qu'elle pourrait y apporter par la suite; qu'ainsi elle a droit d'obtenir sa séparation de biens; que, d'ailleurs, cette séparation n'est point provoquée en fraude des droits de l'intimé et des autres créanciers de son mari, puisqu'on ne répète que des apports matrimoniaux à liquider;—Déclare l'appelante séparée, quant aux biens, du sieur Outhier son

mari;—Ordonne, en conséquence, qu'elle pourra régir, etc

Du 26 avril 1806.—Cour d'appel de Besançon.

1<sup>o</sup> DIVORCE. — AVANTAGES MATRIMONIAUX. — RÉVOCATION.

2<sup>o</sup> DONATION. — CONTRAT DE MARIAGE. — SIGNATURE. — MENTION.

3<sup>o</sup> SUBSTITUTION FIDÉICOMMISSAIRE. — RAPPEL D'HERITIERS LÉGITIMES.

1<sup>o</sup> L'époux contre lequel un divorce est admis pour injures graves, sévices et adultère, par jugement en dernier ressort, perd ses avantages matrimoniaux, encore que le décès survenu de l'autre époux empêche la prononciation du divorce par l'officier de l'état civil. (C. civ., art. 299.) (1)

2<sup>o</sup> Le contrat de mariage postérieur à la loi du 25 vent. an 11 sur le notariat et au titre des donations, ne peut être considéré que comme un acte sans séing privé, si le notaire a omis de faire mention, à la fin de l'acte, que les parties et les témoins ont signé. (L. 25 vent. an 11, art. 11 et 68.)—En conséquence, est nulle la donation faite dans un semblable contrat. (Cod. civ., art. 893 et 931.)

3<sup>o</sup> L'institution faite à la charge du rappel des héritiers légitimes, dans le cas où l'héritier testamentaire décéderait sans postérité, est nulle, comme renfermant une substitution prohibée par l'art. 896, Cod. civ.

(Poot — C. Welvis.)

Par son contrat de mariage avec Marie Welvis, le médecin Poot avait consenti, 1<sup>o</sup> une donation du mobilier au survivant des époux; 2<sup>o</sup> une constitution d'usufruit sur la moitié des acquêts de la communauté; 3<sup>o</sup> institution d'héritier universel au profit du jeune Depaep, issu d'un premier mariage de la dame Welvis. — Cette institution était faite de la part du mari, à la charge que les biens de la succession reviendraient aux héritiers légitimes, si l'institué mourait sans postérité. — Le 12 frim. an 14, sur la demande du mari, un arrêt a jugé que l'épouse s'était, rendue coupable envers son mari, d'injures graves et d'adultère, et par ces motifs a autorisé le divorce. — Trois jours après, le mari est mort sans qu'il eût été prononcé le divorce par l'officier de l'état civil. — La femme a réclamé les avantages matrimoniaux stipulés en sa faveur dans le contrat de mariage, et le bénéfice de l'institution faite au profit du mineur Depaep, son fils.

Jugement qui accueille la première partie de la demande et rejette la seconde.

Appel par les héritiers Poot et par la dame Welvis

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que, le divorce étant reconnu comme un moyen légitime de dissoudre le mariage, l'acte par lequel l'officier public le prononce ne peut emporter par lui-même aucune disposition pénale; — Qu'ainsi, la peine de la privation des avantages matrimoniaux, prononcée par l'art. 299 du Code civ., contre l'époux coupable, résulte, non de la prononciation du divorce dans l'ordre des lois sur l'état civil, mais évidemment de la nature et de la gravité des faits dont la preuve juridique est déterminée l'admission du divorce; — Attendu que l'arrêt du 12 frim. an 14, par lequel le divorce du sieur Poot a été admis, constate non-seulement que

(1) Sur le point de savoir si la séparation de corps prononcée même pour sévices et injures, entraînant

aujourd'hui la révocation des avantages matrimoniaux, V. Cass. 10 août 1807, et la note.



Jeanne-Marie Welvis s'est rendue coupable de sévices et injures graves envers son mari, mais encore d'adultère; — Qu'en principe, non détruit par le Code civil, l'action d'adultère passe à l'héritier lorsqu'elle a été commencée par le mari, et, à plus forte raison, l'exception qui naît du jugement par lequel l'adultère a été reconnu; — Que la remise de semblables outrages ne se présume pas sans un fait d'où elle puisse s'induire; — Qu'ainsi le sieur Poot est censé avoir persévéré dans l'effet du jugement qui a reconnu sa femme coupable d'adultère et d'injures graves; — Attendu que l'art. 266, du Code civil, qui déclare l'époux demandeur déchu du bénéfice du jugement, s'il laisse écouler le délai de deux mois sans appeler l'autre époux devant l'officier de l'état civil, suppose un abandon volontaire dont on peut inférer renonciation au droit acquis, outre que l'intérêt public et des mœurs ne permet pas que des époux restent dans un état où ils ne seraient ni libres ni époux; — Attendu que la mort du sieur Poot, arrivée deux ou trois jours après l'arrêt, n'a pas emporté la déchéance, puisque le délai venait seulement de s'ouvrir, et que le cas prévu par l'art. 266 est sans application dans une circonstance où un événement imprévu a bien empêché la prononciation du divorce par l'officier de l'état civil, mais non la peine essentiellement attachée aux faits qui ont fait admettre le divorce; — Attendu enfin, que la construction grammaticale de l'art. 269, du Code civil, est dans le sens de ce qui arrive le plus communément, mais ne s'applique pas au cas de la mort de l'époux depuis le jugement d'admission, et avant le terme qui emporte la déchéance, à défaut des diligences prescrites par l'art. 266, de tout quoi il suit que c'est l'arrêt portant la reconnaissance juridique de l'inconduite et de l'immoralité de Jeanne-Marie Welvis qui doit faire la règle des parties; que, par conséquent, ladite Jeanne-Marie Welvis est dans le cas de l'art. 269, du Code civil, qui lui fait perdre les avantages à elle faits par son mari, et que les offres faites par les héritiers sont satisfactories;

Attendu, en ce qui concerne le mineur Deppep, que le contrat de mariage dont il s'agit est postérieur à la publication de la loi du 25 vent. an 11 sur l'Organisation du notariat et à celle du 13 flor. suivant sur les donations entre vifs et les testaments, laquelle dernière loi fait partie du Code civil; — Que, le notaire ayant omis de faire mention, à la fin de cet acte, que les parties et les témoins avaient signé, conformément au vœu de l'art. 14 de la loi du 25 vent. an 11, le contrat de mariage ne peut plus être considéré que comme un acte sous signature privée, d'après l'art. 68, même loi; — Attendu que l'art. 893, du Code civil, porte « qu'on ne pourra disposer de ses biens à titre gratuit que par donation entre-vifs ou par testament, dans les formes ci-après établies; » — Attendu que, suivant l'art. 931, du Code civil, toutes les donations doivent être passées devant notaires, dans la forme ordinaire des contrats, sous peine de nullité; — Attendu que, la donation faite au profit du mineur Deppep, n'étant pas revêtue des formes nécessaires pour valoir comme acte entre vifs, ne peut pas valoir comme testament, puisqu'elle manque également des formes essentielles prescrites pour les actes de dernière volonté;

Attendu, d'autre part, que la succession des époux ne lui a été hypothétiquement donnée qu'a

la charge que les biens retourneraient par moitié à leurs héritiers respectifs, dans le cas où le donataire décéderait sans enfants; — Que cette disposition a les caractères d'une substitution, puisque le donataire était tenu de conserver et de rendre la succession dans le cas prévu; — Et attendu qu'aux termes de l'art. 896, du Code civil, les substitutions sont non-seulement prohibées, mais encore nulles, même à l'égard du donataire; — Au regard de l'appel interjeté contre Jeanne-Marie Welvis, dans son intérêt personnel, du jugement du 27 fructid. dernier, — Dit qu'il a été mal jugé, en ce que le premier juge aurait ordonné l'exécution du contrat, tandis que ladite Jeanne-Marie Welvis aurait dû être restreinte à l'exercice des droits qui ne comportent aucun avantage à elle fait de la part de son mari; — Et en ce qui touche l'appel du mineur de Papep, met l'appellation au néant, etc.

Du 26 avril 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### RELIGIEUX.—CAPACITÉ.—SUCCESSION.—RENONCIATION.

*Les religieux d'ordres supprimés ont été relevés de toutes incapacités attachées à leur état, par l'art. 8 du Code civil qui dispose généralement que tout Français jouira des droits civils (1).*

*Dans le ci-devant Piémont, les religieux professés n'étaient pas inhabiles à succéder, mais les successions qu'ils recueillaient étaient dévolues au monastère.*

*Et au cas de renonciation à toute succession future faite par la religieux lors de son entrée dans les ordres, le religieux était exclu du droit de succéder; mais cette renonciation n'avait d'effet à son égard, que parce qu'elle était un moyen d'empêcher les main-mortes d'acquiescer au préjudice des familles.*

*En conséquence, on n'a pu, depuis la suppression des ordres monastiques, opposer sa renonciation à un ex-religieux, pour l'empêcher de recueillir à son profit particulier les successions de ses pères et mères.*

(Canarisio—C. Canarisio.)

Du 26 avr. 1806.—Cour d'appel de Turin.

#### DÉPENS.—MARI.—AUTORISATION MARITALE.

*Lorsqu'une femme mariée en communauté, plaide pour ses biens dotaux, le mari est responsable des dépens, non-seulement s'il l'a autorisée à plaider (2), mais encore s'il a refusé de le faire sans en déduire les motifs.*

(Pelletier—C. Dauphin.)

*La femme Pelletier, sans être autorisée de son mari, plaidait, à raison de ses biens dotaux, avec le sieur Dauphin. Celui-ci obtint des condamnations qui lui adjugèrent les dépens. Il les exécuta, quant à ce chef, par une saisie des meubles du sieur Pelletier.*

*Celui-ci prétendit que cette saisie était nulle, parce qu'elle portait sur les effets de la communauté. Sa femme, ayant agi sans son autorisation, et figuré seule au procès, devait, suivant lui, supporter seule tout le poids des condamnations.*

ARRÊT.

**LA COUR:**—Considérant qu'il n'est pas suffisamment justifié que Pelletier ait autorisé sa femme à plaider; mais que, dans le cas même où il aurait refusé son autorisation, il serait encore comptable des dépens dont il s'agit ici, parce

(1) V. conf., Cass. 1<sup>re</sup> fév. 1813; Gênes, 8 juill. 1809; Trèves, 13 août 1813.

(2) V. sur ce point, Merlin, *Répert.*, v<sup>o</sup> *Autorisation*, mot., sect. 8, n<sup>o</sup> 6; v<sup>o</sup> *Dépens*, n<sup>o</sup> 11.—V. aussi Cass. 24 vend. an 7, et la note.

qu'il n'aurait pas dû se borner à ne pas l'autoriser, mais qu'il devait faire connaître les motifs de son refus au tribunal près duquel la femme réclamait; que ne l'ayant pas fait, il a, par ce silence affecté, adhéré à l'autorisation d'office sollicitée; d'où il résulte qu'il a quasi contracté, avec le sieur Dauphin, d'une manière aussi formelle, que s'il avait purement et simplement autorisé sa femme à plaider;—Confirme, etc.

Du 28 avr. 1806. — Cour d'appel de Besançon.

#### RENTE VIAGÈRE.—ACTE SOUS SEING PRIVÉ.

—DONATION.

*L'acte par lequel un héritier, à la recommandation de son auteur, assure à un ancien serviteur, pour récompense de ses services, une rente annuelle et viagère, peut être considéré, non comme une donation, mais comme la reconnaissance d'une dette: dans ce cas, la constitution de rente viagère est valable, quoique faite par acte sous seing privé, et n'est pas requise par survenance d'enfants.* (Salse—C. Maigret.)—ANAL.

**LA COUR;**—Considérant que, les motifs qui ont déterminé les premiers juges à reconnaître valable l'acte que les appelans prétendent être nul étant décisifs, ils sont suffisants pour justifier la disposition relative au jugement dont est appel;—Considérant que les sieurs de Salse, par leur écrit, conviennent que ce n'est qu'en conséquence de la recommandation que leur a faite leur grand-père, qu'ils ont assuré au sieur Maigret une rente qu'ils ont librement et volontairement fixée à 100 fr., et qu'en droit, cette recommandation est assimilée à une obligation imposée aux héritiers;—Considérant que la cause, ce sont les services rendus, et qu'au cas particulier, l'ord. de fév. 1731 et autres lois relatives aux donations sont inapplicables, ne s'agissant ni de donation gratuite, ni onéreuse, mais de reconnaissance et d'acquiescement de la dette dont la légitimité a été reconnue; à quel ajoutant qu'il a été assuré par l'intimé que, lors du testament de feu Frédéric de Salse, ses enfans et petits-enfans étaient déjà revêtus de la propriété de ses biens-fonds, en vertu d'un abandonnement sous pension, fait qui n'a point été contredit; qu'il est aussi justifié par la production du testament, que la promesse, souscrite postérieurement par les appelans, de payer 100 fr. de rente viagère à l'intimé, déjà avancé en âge, n'était que pour répondre au vœu du testateur, ainsi que la promesse l'exprime, et pour services qu'il avait rendus à son maître jusqu'à son dernier instant, promesse qui a reçu son exécution par les paiements faits de la rente jusqu'au moment de l'émigration des appelans: fait qui n'a pas non plus été contredit, ni celui attesté de vingt-deux années dix mois consécutifs de bons et fidèles services rendus au défunt; qu'ainsi la diminution de fortune des appelans et la survenance d'enfants ne peuvent, par la nature de l'obligation et de ses causes, les dégager de leurs promesses;—A mis l'appellation au néant, etc.

Du 28 avr. 1806. — Cour d'appel de Metz.—Pl., MM. de Serra et Demeaux.

#### 1° LÉSION.—TIERS OPPOSITION.

#### 2° EXPLOIT.—HUISSIER.

*1° L'acquéreur contre lequel on poursuit la rescision du contrat pour cause de lésion, ne peut acquiescer à la demande, au préjudice*

*des tiers acquéreurs en sous-ordre. — En conséquence, ceux-ci, intervenant dans l'instance en rescision ou formant tiers opposition au jugement qui annulle la vente, peuvent faire valoir, mais seulement dans leur intérêt personnel, toute nullité péremptoire que l'acquéreur primitif n'aurait pas proposée (1).*

*2° Est nul tout exploit d'assignation postérieur à la loi du 7 niv. an 7, si l'huissier n'a point énoncé le tribunal dans le ressort duquel il exerce ses fonctions, encore qu'il ait fait mention de l'ancienne juridiction où il avait été immatriculé (2).*

(Desgrigny—C. Moreau.)

Le 27 mess. an 3, la dame Legendre de Colandre, vendit au sieur Lebigre, une maison située à Paris. Des mains de celui-ci, cette maison passa successivement dans celles des sieurs Naget, Velmayer et Schepker, Arnoud, Audebert-Mallet, et du général Moreau. — Pendant que le sieur Arnoud en était propriétaire, la veodesse forma contre lui et le sieur Lebigre une demande en rescision du contrat, pour cause de lésion.

Le sieur Lebigre défendit sur le fond, et le 8 germ. an 7, un jugement contradictoire contre lui, et par défaut contre Arnoud, ordonna que la maison serait estimée.

Le 19 fruct. an 13, la dame Colandre cède ses droits à la dame Desgrigny, qui poursuit l'action et met en cause le général Moreau, détenteur actuel. — Celui-ci appelle en cause Audebert-Mallet, son garant. Arnoud comparait aussi, et tous examinant la procédure, trouvent que l'huissier, dans l'exploit introductif de la demande en rescision, n'a pas énoncé le tribunal près duquel il exerçait, qu'il s'est borné à énoncer son ancienne immatricule. — Ils proposent donc une fin de non-recevoir contre l'action de la dame Desgrigny. Et l'exception était péremptoire; car les délais pour former la demande en rescision étaient expirés depuis longtemps, si l'exploit était nul.

La dame Desgrigny, répond que l'omission de l'huissier n'entraîne pas la nullité de son exploit; et que la suppression des anciens tribunaux faite par la loi du 21 août 1790, avait fait cesser l'obligation imposée aux huissiers, par l'ordonn. de 1667, de mentionner leur immatricule dans leurs exploits; que la loi du 7 niv. an 7, paraissait bien avoir voulu ramener les huissiers à l'observation d'une mention équivalente, en leur prescrivant d'indiquer le tribunal près duquel ils exerçaient, mais que cette loi n'avait pas prononcé la peine de nullité en cas d'omission, et qu'il n'était pas permis de la suppléer. — Ensuite elle disait que l'irrégularité de l'exploit aurait été couverte par la défense au fond du sieur Lebigre; que cette irrégularité n'intéressait que lui, puisque c'était contre lui seul que la demande en rescision pouvait être poursuivie; — que l'action dirigée contre les tiers détenteurs était d'une espèce toute différente; que c'était une action en délaissement contre laquelle il n'y avait d'autre prescription que celle de 30 ans. Elle concluait de là que le sieur Lebigre ayant renoncé à faire valoir la nullité d'exploit, les tiers détenteurs n'étaient pas recevables à la proposer.

7 vent. an 13, jugement du tribunal civil de 1<sup>re</sup> instance de Paris, qui, se fondant sur la nullité de l'exploit, déclare la dame Desgrigny non recevante dans son action envers toutes les parties. — Appel.

(1) V. dans ce sens, Duvigier, de la Vente, t. 1<sup>er</sup>, n° 466. Mais V. aussi Paris, 29 prair. an 10, et la note.

(2) F. conf., Cass, 1<sup>er</sup> et 23 flor. an 9, et 3 frim. an 11.

## ARRÊT.

**LA COUR ;** — Considérant que l'art. 2 du titre 2 de l'ordonn. de 1667, exige que les huissiers déclarent dans leurs actes, la juridiction où ils sont immatriculés, à peine de nullité ; — Considérant que la loi du 7 niv. an 7, en dispensant les huissiers de rappeler dans leurs actes l'ancienne immatricule qui les avait attachés aux tribunaux supprimés, leur a prescrit de déclarer dans leurs actes, le tribunal du département dans l'étendue duquel ils exercent leurs fonctions ; — Considérant que Benoît, qui a signé en qualité d'huissier l'exploit du 28 vent. an 7, n'a point déclaré le tribunal du département dans l'étendue duquel il exerçait ses fonctions ; d'où il suit que la peine de nullité prononcée par l'ordonn. de 1667 a pu être invoquée dans l'espèce, par celles des parties qui n'y avaient pas renoncé ; — Considérant qu'il résulte des termes du jugement interlocutoire du 8 germ. an 7, que Lebigre a plaidé au fond sur la demande en rescision dont il s'agit ; D'où il suit qu'il a couvert à son égard la nullité qui viciait l'exploit introductif de l'instance ;

Considérant que le consentement ainsi donné par Lebigre, de procéder au fond, sans égard à la nullité de l'exploit de demande, n'a pu préjudicier aux droits alors acquis à Arnould, qui était acquéreur et détenteur de l'hôtel dont il s'agit ; — Considérant qu'Arnould, étant assigné, et ses hoirs après lui, pour voir déclarer commun avec eux le jugement à intervenir, sur la demande en rescision, avait double motif et double droit de faire valoir tous les moyens du défendeur principal qui était leur garant sur l'appel de la dame Desgrigny, du jugement rendu au tribunal civil de la Seine, le 7 vent. an 13 ; — Déclare Lebigre non recevable dans sa demande en nullité ; — Sur l'appel de la dame Desgrigny, ordonne que ce dont est appel sortira son plein et entier effet, etc.

Du 29 avr. 1806. — Cour d'appel de Paris.

**TESTAMENT AUTHENTIQUE. — DICTÉE. — SIGNATURE. — MENTION.**

*Le testament public rédigé à la troisième personne ne doit pas, par cela seul, être réputé n'avoir pas été écrit par le notaire tel qu'il a été dicté. (C. civ., art. 972.) (1)*

*L'omission par le notaire d'énoncer à la fin du testament qu'il l'a signé, n'emporte pas nullité, surtout si la mention de la signature du notaire a été faite au commencement (2).*

(Enmeris.) — ARRÊT.

**LA COUR ;** — Considérant qu'aucune loi n'exige qu'un testament écrit par le notaire soit rédigé à la première personne ; que l'art. 972 du Code exige seulement qu'il soit écrit tel qu'il est dicté et qu'il en soit fait mention ; et que l'on lit, dans le testament dont il s'agit, que le notaire l'a écrit mot à mot, sous la dictée du testateur, ce qui remplit parfaitement le vœu de la loi ;

(1) V. dans le même sens, Cass. 18 janv. 1809 ; Bruxelles, 3 fruct. an 12 ; Riom, 17 nov. 1808 ; Angers, 13 août 1807 ; Duranton, t. 9, n° 81 ; Grenier, t. 1<sup>er</sup>, n° 236. — En sens contraire, Poitiers, 12 juin 1807.

(2) V. en ce sens, Bruxelles, 27 prair. an 12 ; Riom, 17 nov. 1808 ; et un avis du conseil d'Etat des 16-20 juin 1810 ; et Duranton, t. 9, n° 92. — Mais V. en sens contraire, Cass. 1<sup>re</sup> oct. 1810, 16 fév. 1813 ; Riom, 26 mars 1810 ; Turin, 18 nov. 1811 ; Limoges, 8 août 1821.

(3) Il résulte des termes de l'art. 451 du Cod. de proc., qui fixe un délai pour appeler des jugemens préparatoires ou interlocutoires, que l'appel du juge-

Considérant que la loi du 25 vent. an 11 sur le notariat, n'est point applicable aux testaments pour ce qui concerne leurs formes ; que ces formes sont prescrites par le Code civil ; qu'elles y sont prescrites dans le plus grand détail ; que c'est là donc seulement qu'il faut chercher les règles à suivre pour tout ce qui a rapport à la confection de cette espèce particulière d'actes ; que le Code civil, en parlant de contrats, ne s'occupe que de ce qui touche à leur substance ; qu'il se tait sur leur forme ; qu'il avait donc fallu une loi particulière pour la régler, et que c'était l'objet de la loi du 25 vent. an 11 ; mais que le Code civil réglant à la fois tout ce qui est relatif à la forme comme à la substance des testaments, ses dispositions constituent, à cet égard, une loi spéciale dans laquelle il faut se renfermer, et que le Code civil n'exigeant dans aucun article qu'il soit fait mention de la signature du notaire à la fin du testament, l'omission de cette mention ne peut jamais faire prononcer la nullité, et encore moins lorsque, comme dans le testament dont il s'agit, cette mention se trouve faite au commencement de l'acte ; — Par ces motifs dit bien jugé, etc.

Du 29 avr. 1806. — Cour d'appel de Nîmes.

**APPEL. — EFFET. — JUGEMENT DÉFINITIF. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE.**

*Sous l'empire de la loi du 3 brum. an 2, l'appel du jugement définitif emportait de plein droit l'appel des jugemens préparatoires qui l'avaient précédé. (L. 3 brum. an 2, art. 6.) (3)*

(De Tamnay—C. Forestier.)

Du 30 avr. 1806. — Cour d'appel de Bourges.

**1<sup>re</sup> DISPOSITION UNIVERSELLE. — LOI DE L'ÉPOQUE.**

**2<sup>e</sup> SUBSTITUTION. — INSTITUTION.**

*1<sup>re</sup> Le Code civil a révoqué les institutions universelles antérieures aux lois des 17 niv. et 12 vent. an 2, dont l'auteur est décédé sous l'empire du Code (4).*

*2<sup>e</sup> La nullité d'une substitution Adécommissaire annule l'institution.*

(Rayet—C. Rayet.)

Du 30 avr. 1806. — Cour d'appel d'Agen. — Pl., MM. Laroche et Labie.

*Nota.* Il y a eu pourvoi contre cet arrêt, rejeté le 18 janv. 1808. V. à cette date, 1<sup>re</sup> part.

**MARIAGE. — NULLITÉ. — NOUVEAU MARIAGE. — DÉLAT.**

*La femme dont le mariage a été déclaré nul, ne peut se remarier dans les dix mois qui suivent le jour où la nullité de son union a été prononcée. Il en est de ce cas comme de celui où le mariage se trouve dissous par décès, divorce ou mort civile. (C. civ., art. 237, 238.) (5)*

ment définitif ne comprend pas nécessairement l'appel des jugemens préparatoires ou interlocutoires. Cependant on conçoit que l'appel du jugement définitif peut, en certains cas, et lorsqu'il a été accueilli, rendre inutile l'appel des jugemens préparatoires ou interlocutoires qui ont précédé, et que la décision intervenue sur le fond, par suite de l'appel du jugement définitif, rendrait sans objet. — V. au surplus, dans le sens de l'arrêt ci-dessus, Bourges, 12 mai 1806.

(4) V. sur ce point, Cass. 11 niv. an 9 ; 29 brum., 4 pluv. et 19 therm. an 12, et surtout les notes qui accompagnent ces arrêts.

(5) Tel est l'avis de Toulhier, t. 2, n° 663, et de

(Cruslem.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après les articles 301 et 303 du Code civil, le mariage qui a été déclaré nul, produit néanmoins des effets, tant à l'égard des époux, qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi; qu'il importe, dès lors, de prévenir cette incertitude que la turhation du sang occasionnée par un mariage trop précipité, pourrait produire à l'égard des enfants; — Considérant que tel était l'esprit de la loi romaine, qui a défendu aux femmes veuves de convoler en secondes noces (*intra annum luctus*), avant que dix mois fussent écoulés; que tel est aussi évidemment l'esprit de l'article 228 du Code civil, et que, malgré toutes les apparences de l'éloignement que l'appelante paraît avoir eue pour son ci-devant mari, il est néanmoins possible qu'il y ait eu copulation; — Confirme, etc.

Du 30 avril 1806. — Cour d'appel de Trèves.

## LEGS UNIVERSEL. — NUNCIATION IMPLICITE.

En Piémont, le légataire universel institué par un testament fait sous forme de nuncupation implicite, avant que le Code civil ait été mis en vigueur, n'a pas été tenu, sous l'empire de ce Code, de se conformer aux art. 1007 et 1008 pour l'ouverture du testament et l'envoi en possession : il a suffi que le testament ait été ouvert par le notaire dépositaire, selon les formes anciennes prescrites par les constitutions piémontaises, pour que le légataire universel se soit trouvé saisi de plein droit de l'héritité au décès du testateur, conformément à l'art. 1006, Cod. civ., et sans besoin de demande en délivrance, de même que si le testament eût été authentique.

(Reno—C. Galtino.)

Du 30 avril 1806. — Cour d'appel de Turin.

## MATERNITÉ. — RECHERCHE. — COMMENCEMENT DE PREUVE PAR ÉCRIT. — PRÉSUMPTION.

En matière de recherche de maternité, la preuve par témoins ne peut être admise qu'autant que l'enfant représente un commencement de preuve par écrit. (C. civ., art. 341, anal.) (1)

Les soins donnés à un enfant par une femme qui s'est qualifiée sa marraine, ne sont pas une présomption de nature à pouvoir faire déclarer cette femme mère de l'enfant dont elle a pris soin.

(Martin—C. Matherot.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant 1° que la loi romaine et l'ordon. de 1667 n'admettent la preuve testimoniale, en matière d'état qu'à défaut de titres et de registres; qu'avec la preuve vocale, la même ordonnance fait concourir les papiers et actes domestiques des pères et mères; — 2° Que, dans le cas particulier, aucun écrit de la demoiselle Matherot ne manifeste ou ne fait présumer la filiation alléguée par la demanderesse; — 3° Qu'elle ne peut pas même soutenir que les registres justificatifs de son état soient perdus, puisque tout fait présumer l'identité de sa personne

avec celle de l'enfant baptisé en 1745; — 4° Que dans l'hypothèse même où cette identité ne serait pas établie, l'on ne pourrait voir dans la disparition du registre de 1753 une raison suffisante pour faire admettre la preuve vocale; que les principes ci-dessus exposés n'ont point été abrogés par la loi du 12 brum. an 2, sur la manière d'établir la possession d'état et la filiation; — 5° Que rien dans la possession d'état reconnue et notoire de la demanderesse n'appuie sa prétention de fille naturelle de ladite Matherot;

Considérant, d'ailleurs, qu'en admettant comme légale la preuve par témoins dans l'hypothèse, la demanderesse n'aurait point justifié suffisamment de sa filiation; que parmi les soins donnés à son enfance et à sa jeunesse par ladite Matherot, il n'en est point qui ne puissent être attribués à la seule qualité de marraine, qui est avouée par la défenderesse; que tout prouve, au contraire, dans la conduite de la demoiselle Matherot, telle qu'elle est présentée dans les enquêtes et contre-enquêtes, que la demanderesse n'était point sa fille, qu'enfin ce serait tarir la source des bienfaits que de fournir aux pauvres qui auraient été recueillis ou aidés par les personnes charitables, des moyens pour attacher ensuite l'honneur de ces personnes, et pour s'introduire dans leurs familles; qu'en un mot, un service ne doit jamais devenir une arme, entre les mains de celui qui l'a reçu, contre son bienfaiteur; — Deboute de l'opposition à l'arrêt confirmatif du jugement dont est appel, etc.

Du 1<sup>er</sup> mai 1806. — Cour d'appel de Besançon.

## SUCCESSION BÉNÉFICIAIRE. — DÉCHÉANCE.

— DROITS SUCCESSIFS.

Celui qui, après avoir pris la qualité d'héritier bénéficiaire, vend ses droits successifs sous la simple qualité d'héritier, devient par cela seul héritier pur et simple (2).

(Wibart—C. Deniel.)

La dame Wibart avait accepté la succession de son père sous bénéfice d'inventaire, et avait rempli les formalités prescrites. — Ulérieurement, et le 11 fruct. an 13, elle vendit ses droits successifs, sans dire qu'elle traitait en qualité d'héritier sous bénéfice d'inventaire. — Dès lors, le sieur Deniel, créancier de feu Goux, assigna la dame Wibart comme héritière pure et simple, devenue telle par l'effet de la vente.

La dame Wibart soutint que ce n'était point là une abdication de sa qualité première et une adition pure et simple. — En effet, disait-elle, il est bien vrai qu'avant d'avoir pris qualité, la vente des droits successifs serait une adition pure et simple; il y aurait acceptation tacite, aux termes de l'art. 778 du Code civil, parce que cet acte supposerait nécessairement intention d'accepter, et que le vendeur n'aurait droit de le faire qu'en sa qualité d'héritier. — Mais lorsqu'il y a une qualité sous bénéfice d'inventaire; lorsqu'il y a une volonté expresse de n'être pas héritier pur et simple, on ne doit plus s'enquérir de la volonté tacite. — Cette volonté expresse doit durer et avoir effet jusqu'à révocation expresse. — Au surplus, et quand cette volonté expresse d'être héritier sous bénéfice d'inventaire pourrait être

droits successifs avant d'avoir fait inventaire; Paris, 9 janv. 1806. — V. d'ailleurs, les observations critiques de M. Duranton sur ces arrêts, t. 7, n° 54. — Mais il en serait différemment si, dans l'acte de vente, l'héritier déclarait ne vendre ses droits que comme héritier bénéficiaire. V. Grenoble, 24 mars 1827, Tal est aussi l'avis de M. Duranton, *ubi sup.*

M. Duranton, t. 2, p. 131, à la note, qui tous les deux citent en l'approuvant l'arrêt ci-dessus rapporté.

(1) V. sur ce point, et dans le même sens, Cass. 26 mai 1810, et la note.

(2) Il en serait de même si l'héritier vendait ses

anéantie par une nouvelle volonté tacite, la simple vente des droits successifs n'indiquerait pas cette volonté tacite.—Il n'y aurait de tacite ou nécessaire que l'intention de vendre les droits successifs tels qu'ils appartiennent à l'héritier sous bénéfice d'inventaire.—A la vérité, l'héritier bénéficiaire n'est, jusqu'après le paiement des créanciers, qu'administrateur de la succession (art. 803);—il ne peut vendre les meubles et les immeubles, qu'avec de certaines formalités conservatrices du droit des créanciers (803 et 806).—Mais ces obligations imposées à l'héritier bénéficiaire ne sont point destructives de sa qualité d'héritier.—Il n'en est pas motus véritablement saisi des droits successifs:—et s'il a des droits successifs, rien ne s'oppose à ce qu'il les vende, pour être exercés comme il pourrait les exercer lui-même.

21 janvier 1806, jugement du tribunal de Clermont (Oise), qui condamne la dame Wibart comme héritière pure et simple: «Considérant que le sieur Daniel, en sa qualité de créancier de défunt Antoine Goux, avait le droit et a pu diriger des poursuites contre les héritiers et représentants de ce dernier, tendant au recouvrement de cette créance;—Qu'à la vérité lesdits héritiers avaient la double faculté d'accepter la succession, ou sous bénéfice d'inventaire, ou purement et simplement;—Qu'il paraît que le sieur Wibart et sa femme ont, par acte fait au greffe de ce tribunal, le 11 thermidor an 11, déclaré ne prendre que la qualité d'héritiers bénéficiaires; mais que par un acte notarié du 11 fructidor an 12, ils ont révoqué cette qualité, en vendant et cédant leurs droits successifs sous la simple qualité d'héritiers;—Qu'ils ont, par cet acte, usé de la faculté que la loi accorde aux héritiers qui ont renoncé ou qui n'ont accepté la succession que sous bénéfice d'inventaire, de prendre, nonobstant ces qualités déjà prises, celle d'héritiers purs et simples;—Qu'étant constant que Wibart et sa femme ont, par l'acte de cession précité, pris la qualité d'héritiers purs et simples dudit défunt Antoine Goux, il s'ensuit qu'ils doivent être tenus personnellement, pour la part et portion dont ils attendent dans ladite succession, des dettes d'icelle; il s'ensuit encore que les poursuites dirigées par le sieur Daniel, contre ces derniers, sont valables, etc.» —Appel.

## ARRÊT.

LA COUR:—Attendu qu'il est constant en la cause que nonobstant l'acte du 11 therm. an 11, passé au greffe du tribunal de Clermont (Oise), par lequel les appelants et autres, leurs frères et sœurs, se sont portés héritiers par bénéfice d'inventaire d'Antoine Goux, ils n'en sont pas moins devenus héritiers purs et simples par l'effet de la vente de tous leurs droits successifs qu'ils ont passée le 11 fruct. an 12 au sieur Minot, et comme tels ont pu être personnellement poursuivis par Daniel, en exécution de son titre;—Confirme, etc.

Du 2 mai 1806. — Cour d'appel d'Amiens. — 1<sup>re</sup> sect.—Pl. MM. Variet et Laurendeau.

## TRANSACTION.—SUCCESION FUTURE.—NULLE.

Est nulle, même entre frères, une transaction faite sous la condition expresse que l'une des parties deviendra propriétaire du tiers de l'hérédité de l'autre, si celle-ci précède sans enfants mâles. (C. civ., art. 1130 et 1172.) (Caffarato—C. Caffarato.)—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que, d'après les termes dans lesquels la cession est conçue, on ne

peut point douter que, sous la forme déguisée d'une obligation à imposer par le cédant à ses héritiers, ce pacte ne renferme réellement un droit accordé à ses frères, par François Caffarato, de lui succéder à sa mort dans le tiers de son hoirie, et que ce pacte est une obligation de présent pour le cédant lui-même; les mots *quale tarte parte a favore dei medesimi cede ogni opposizione cessante*, expliquent clairement que c'est le cédant lui-même qui transmet de plein droit une portion de son hoirie, à l'événement de sa mort, aux cessionnaires, ce qui n'est qu'un droit de lui succéder, et que les mots précédents, *obligandosi di farsi mettere ai suoi fratelli delli suoi eredi universal la tarta parte*, ne sont relatifs qu'au mode de la rémission, mais non à la substance de la cession qui était censée parfaite et incommutable au moment même de l'acte;—Considérant qu'en vain le demandeur pour exclure que ce pacte soit vraiment de succession future, voudrait s'étayer, soit sur l'incertitude de l'événement, attendu la condition y apposée de la non-existence des enfants mâles; soit sur la jouissance, accordée aux filles du cédant, de la portion de l'hoirie cédée, jusqu'à leur mariage; car 1<sup>o</sup> la condition de la non-existence des enfants mâles ne change en rien la nature du pacte de succession, si ce n'est qu'elle induit une espèce de substitution contractuelle, qui n'est pas moins un mode de succession; 2<sup>o</sup> la jouissance, pour un temps déterminé, accordée aux filles, n'est elle-même qu'une modification apportée au pacte, mais elle ne diminue en rien son efficacité, ni le droit acquis par les cessionnaires de succéder au cédant à sa mort;—Qu'en conséquence, on ne peut pas douter qu'il s'agisse en l'espèce d'un vrai pacte de succession sur une portion de l'hoirie de l'un des contractants, et l'on peut appliquer à l'espèce ce que le président Ocasco a observé en l'art. 25, de sa décision n<sup>o</sup> 160, à propos de ces pactes et des conditions dont il s'agit: *Ibi nec est faciendum vis quod obligatio fundetur in personâ promittentis sub conditione exiturâ post mortem, ita ut obligatio incipiat ab herede, seu contra heredes; sed est considerandum an ex dispositione, vera sit fundata in personâ promittentis, sive, non, tollatur libera facultas testandi, et pecto detur hereditas contra regulas juris communis; quia tunc etiam promissiones radices habent in personâ promittentis; ita quod non incipiant habere effectum contra heredes, nullius sunt momenti;—Considérant que, si les contractants eussent déterminé, à l'époque de la convention, le montant du pécule acquis par François Caffarato, pendant qu'il a reçu séparé de son père, et par lui possédé, et s'ils eussent convenu avec lui que le tiers du montant dudit pécule, ainsi évalué, dût leur appartenir après sa mort; il ne pourrait point y avoir de doute, d'après les principes relatés par le président Ocasco dans la décision susdite, sur la validité de ce pacte, qui, non-seulement serait de *racerta*, mais qui aurait en outre un appui sur les droits que les autres frères avaient mis en avant sur le même pécule et sur le rapport qu'on a prétendu en l'hoirie paternelle; car, bien loin que ce pacte pût être en ledit cas envisagé comme contraire aux lois et de succession future, il ne contiendrait ou contraire qu'une espèce de partage de l'objet en question, dont la jouissance totale aurait été accordée à François Caffarato pendant sa vie, et à ses filles pendant leur célibat, et dont le tiers aurait dû être réservé aux autres frères;—Mais la cession dont il s'agit, bien loin d'être de *racerta*, bien loin d'être uni-*

quement relative à ce qui était en question entre les parties, comprend une portion de l'hoirie de l'un des contractants, telle qu'elle se trouverait à sa mort; elle embrasse les biens futurs du cédant, et est conçue dans des termes qui font voir que les contractants n'ont plus fait de distinction, entre le pécule et le reste des biens que François Caffarato aurait acquis postérieurement. — C'est donc instinctivement, d'après les principes de la matière clairement esquissés dans la décision susdite, que le demandeur voudrait s'étayer sur la nature de la chose cédée et sur les contestations élevées entre lui et son frère, pour appuyer la validité de la cession en question; — Considérant et en point de droit, que, d'après les principes de la matière, développés non-seulement par les auteurs qui en ont parlé, mais par les décisions des tribunaux supérieurs relatés par Thésaurus, décis. 225, par le président Osasco, en la susdite décision 160, et par le président Favre, en les définitions 6, 7 et 8 de son Code, au titre de *pactis conventis*, on ne peut point douter qu'un pacte de succession future, quoiqu'il ne comprenne qu'une quote-part de l'hérédité et de la totalité des biens futurs, ne subsiste point, puisqu'il est toujours vrai que les contractants disposent de l'hérédité autrement que par testament, et furent le cédant à décéder en partie avec testament, et en partie *ad instantat*, et ce, contre la disposition de la loi 3, Code, de *pactis conventis*; — Considérant que, quoique Thésaurus fils, dans ses annotations à la décision susdite de son père, soutienne que ce pacte, fait entre frères pour l'avantage de leurs familles, puisse subsister; cependant l'opinion particulière dudit auteur ne se trouve aucunement conforme, ni aux principes établis par les lois romaines, ni à l'opinion la plus généralement reçue en la pratique; — En effet, ni les lois ci-dessus citées, ni la loi 15, ni la loi dernière du Code de Justinien, au titre de *pactis*, n'établissent aucune restriction à la prohibition des pactes en question; et si, par un motif particulier d'utilité publique, une exception fut introduite par l'usage à l'égard des conventions pour cause de mariage comme le dit le président Favre, en les définitions susdites, elle ne peut ni ne doit cependant être étendue à d'autres cas; — Telle est, au surplus, la défaveur que ces pactes se sont toujours méritée aux yeux de la loi, que les empereurs Dioclétien et Maximien ont expressément reconnu de nul effet le pacte promissif *hereditatis*, opposé à une transaction, quoiqu'il ne pût y avoir une présomption de dol, comme il en est appert par la loi 34, au titre des transactions du Code de Justinien; — Et c'est par ce motif que les jurisconsultes les plus accrédités, et entre autres Torre, dans son Traité sur cette matière, au chap. 25, soutiennent qu'un pacte de succession future à l'hérédité d'un des contractants, n'est point valable, quoiqu'il soit opposé à une transaction: «*Non tamen liberum est arbitratoribus laudare super modo succedendi, et pacta successoria introducere ubi non auit*; » et il en donne le motif que ces pactes ne peuvent point être censés comme une conséquence nécessaire de la

transaction et du compromis: «*Quod in necessariam consequentiam non ducatur, quando a fuit compromissum super divisione bonorum, et super litibus quibuscumque, et fuit laudatum super modo succedendi, super quo nulla ius fingi, aut simulari poterat*; » — Considérant, en point de fait, qu'en l'espèce on ne peut point douter, comme nous l'avons déjà observé, que le pacte dont il s'agit, ne soit d'une quote-part de l'hoirie; savoir, de la totalité des biens, tels qu'ils se seraient trouvés à la mort de François Caffarato, de sorte que, d'après ce pacte, celui-ci n'aurait pu tester de cette portion de son patrimoine, dont il a disposé *per modum de presenti citra testamentum*; — Qu'il est également certain que les questions qui s'agissent encre les frères Caffarato ne concernaient que le partage de l'hoirie paternelle, et le rapport du pécule possédé par François Caffarato; de sorte que c'est ouvertement en contravention aux lois, qu'on a transigé par le moyen d'un pacte de succession future au même François Caffarato, sur laquelle succession *nulla ius fingi aut simulari poterat*; — Qu'en conséquence, le pacte dont il s'agit ne doit point sortir d'effet;

Considérant, sur la quatrième inspection, que la nullité dudit pacte une fois donnée, on ne peut point douter que François Caffarato ait pu disposer utilement, au profit de ses filles, de la portion de l'hoirie par lui cédée à ses frères, et qu'en cette partie il se soit conformé soit aux dispositions des lois romaines soit aux dispositions du Code civil, qui était en vigueur au moment de sa mort, et qui, en l'art. 1136, a sanctionné expressément et généralement la nullité des pactes de succession future; — Considérant que, quoique les défendeurs, par la convention faite avec les autres frères du demandeur, aient manifesté une espèce de ratification du pacte en question, et quoiqu'on puisse même reconnaître en leur conduite une espèce d'émulation contre le demandeur, s'ils lui refusaient le même traitement; cependant, aux termes de droit, il n'est point permis aux juges d'étendre la convention faite entre des tiers dépendamment d'une promesse réprouvée par la loi, et de donner une force à un acte que toutes les lois ont reconnu nul, et qui, en conséquence, ne peut point produire d'effet; — Considérant que les observations ci-dessus faites à l'égard de la nullité du pacte en question, dispensent la Cour d'entrer en la discussion des points y proposés, et qui deviennent étrangers à l'espèce; — Infirme.

Du 2 mai 1866. — Cour d'appel de Turin.

1<sup>re</sup> JUGE SUPPLÉANT. — EMPÊCHEMENT.

2<sup>re</sup> EXPERTISE. — SOMMATION. — NULLITÉ.

1<sup>er</sup> Est nul le jugement rendu par deux juges et un suppléant, sans qu'il soit fait mention du motif qui a empêché de siéger le juge remplacé (1).

2<sup>o</sup> Une cédule pour sommer des experts de procéder à une opération, ne peut être décernée avant que le tribunal ne soit saisi de la contestation (2).

le tribunal conformément à l'art. 49 du décret du 30 mars 1866, ou qu'il y a lieu de vider un partage d'opinions suivant l'art. 181 du Cod. de proc. Rien des cas de dernier cas n'est laissé au pouvoir discrétionnaire du tribunal. — V. Cass. 9 août, 22 juin, 7 nov. et 26 déc. 1826.

(2) V. Cod. proc., art. 302 et suiv. — V. aussi Bioche et Gouget, Dict. de proc., 1<sup>re</sup> Expert., § 2, art. 1 et 4.

(1) Les juges suppléants ne peuvent prendre part à un jugement avec voix délibérative, que lorsque leur présence est nécessaire pour compléter le tribunal. (L. 27 mars 1791, art. 29; L. 27 vent. an 8, art. 12.) — Mais ils peuvent assister à toutes les audiences avec voix consultative. (L. 20, avril 1810, art. 41.) — L'obligation de constater l'empêchement du juge titulaire remplacé par un suppléant est plus ou moins rigoureuse selon qu'il s'agit de compléter

*La signification de cette cédula n'est pas valable lorsque, au lieu d'être faite au domicile réel des parties, elle l'a été au domicile élu pour le temps pendant lequel durera l'instance devant le tribunal (1).*

(Veuve Redon—C. Terrabonne.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le jugement dont s'agit ayant été rendu par deux juges et un suppléant sans que l'on ait fait mention de la raison qui a empêché le troisième juge d'assister à l'audience, est nul par défaut de forme;

Que la cédula pour intimor les experts a été délivrée avant que les parties eussent nanti le tribunal de Nérac de la connaissance du procès, puisque la citation devant le tribunal de Nérac est postérieure à la cédula; que le tribunal n'était donc pas nanti; que la cédula est nulle; que par suite l'opération des experts l'est aussi; la loi du 3 brum. an 3, n'ayant pas été observée;

Que, d'ailleurs, cette cédula n'a pas été signifiée aux parties, mais au domicile élu à Agen, et qui n'est censé avoir été élu que pour le temps seulement que le procès serait pendant devant le tribunal de Lot-et-Garonne;—Annule le jugement d'homologation, etc.

Du 3 mai 1806.—Cour d'appel d'Agen.—Prés., M. Lacaze—Concl., M. Mousset, proc. gén.—Pl., M. Duplatiens.

#### QUOTITÉ DISPONIBLE.—ENFANT NATUREL.

—QUESTION TRANSITOIRE.

*La loi du 14 flor. an 11, qui veut que les dispositions testamentaires faites en faveur des enfants nés hors mariage, par les pères décédés dans l'intervalle de la loi du 12 brum. an 3 à la promulgation du Code civil, soient exécutées, sauf réduction à la quotité disponible, aux termes du Code civil, doit être entendue en ce sens que la quotité disponible sera celle fixée par l'art. 757, Cod. civ., pour les successions irrégulières, et non celle fixée par les art. 913 et suiv., pour les successions régulières (2).*

(Ferry—C. Ferry.)

Du 6 mai 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

#### DOUBLE ÉCRIT.—BAIL.—CAUTION.

*Au cas d'un bail fait sous seing privé, il suffit d'un seul original pour le preneur et sa caution solidaire. (C. civ., art. 1325) (3)*

*La nullité résultant de ce qu'un contrat de bail n'a pas été fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, est couverte si le bail a reçu son exécution. (C. civ., art. 1714) (4)*

*Quoique l'écrit renfermant une convention synallagmatique soit nul pour n'être pas fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, la convention n'est pas sans effet si d'ailleurs elle peut être légalement prouvée. (C. civ., art. 1325.) (5)*

(Oreglia—C. Vagnabien.)

Le 19 fruct. an 11, bail privé par double original entre Vagnabien, bailleur, et le sieur Melano Portals, preneur, de quatre métairies, pour six

ans, et moyennant le prix annuel de 8,500 fr.—Le sieur Oreglia se rendit caution du preneur, et s'obligea, même solidairement avec lui, à l'exécution du bail.

Une contestation s'éleva entre le bailleur et le preneur.—Le sieur Oreglia, mis en cause en sa qualité de caution, disait que le bail était nul, attendu qu'il n'y avait pas un original pour chaque partie.

Mais il fut condamné, nonobstant cette exception, à payer les fermages échus et les frais d'enregistrement, par jugement du tribunal de première instance de Coni, dont il a été interjeté appel.

ARRÊT.

LA COUR;—Vu les art. 1325 et 1714 du Code civil;—Attendu que dans l'acte de bail dont il s'agit, et relativement au bailleur, le preneur et sa caution n'avaient pas un intérêt distinct, surtout si l'on observe que par les renonciations aux bénéfices des fidejusseurs, Melano et Oreglia n'ont figuré en substance que comme des corréf débend;—Que d'ailleurs le cautionnement n'est que l'accessoire de l'obligation principale du preneur, d'où il suit qu'un double original peut suffire dans l'espèce;

Attendu encore qu'il s'agit d'un contrat qui a reçu son exécution, le preneur jouissant des biens compris dans le bail; qu'ainsi, par cela seul que Melano ne pourrait pas opposer le défaut dont il s'agit, cette opposition est également déplacée dans la bouche de son fidejusseur et co-débiteur solidaire;

Attendu qu'indépendamment de l'écrit sous seing privé, le contrat de bail et de cautionnement est prouvé par l'aveu tant du débiteur principal que de l'appelant lui-même;—De là la conséquence que, quand bien même l'écrit serait nul par défaut de triple original, le contrat de bail et de fidejussion ne devrait pas moins être exécuté, puisque le bail, et par conséquent le cautionnement qui en est l'accessoire, ont pu être faits verbalement;—Attendu que le preneur avait promis, à l'art. 1<sup>er</sup>, de payer exactement les fermages aux époques y fixées, et que l'appelant a cautionné solidairement cette promesse;—Que si par l'inaccomplissement de la promesse du preneur, l'intime a été forcé d'actionner la caution, et conséquemment de payer en entier le droit de l'enregistrement, et même le double droit, c'est là une dépense dont, aux termes de l'acte de bail, une moitié doit retomber à la charge du preneur qui y a donné cause, et qui doit par conséquent être supportée solidairement par le fidejusseur qui a garanti l'exécution de la promesse du preneur;—Dit avoir été bien jugé, etc.

Du 6 mai 1806.—Cour d'appel de Turin.—Pl., M. Trombetta et Gonella.

#### HÉRITIÉR PRÉSUMPTIF.—LEGS UNIVERSSEL.

*L'héritier présomptif a le droit de faire, en cette qualité, tous actes conservatoires de la succession, tant que le légataire universel, saisi par l'art. 1096 du Code civil, ne lui a pas notifié son titre, ou même tant que ce titre est attaqué par l'héritier (6).*

été mentionné que l'acte ait été fait double, quoiqu'il l'ait réellement été; V. Bruxelles, 2 déc. 1807.

(5) La preuve de la convention peut résulter soit de l'aveu des parties (Bruxelles, 9 janv. 1813), soit d'un ensemble de pièces communes aux deux parties contractantes, par exemple, de leur correspondance mutuelle (Cass. 14 frim. an 14).

(6) V. en ce sens, Nîmes, 27 déc. 1810; V. aussi sur la question, Paris, 19 mess. an 11, et la note.

(1) V. Cod. de proc., art. 315. Il n'exige qu'une sommation d'avoir à avouer.

(2) P. conf., Cass. 24 mess. an 13, et la note.

(3) P. conf., Cass. 22 nov. 1825.

(4) Jugé cependant que l'exécution donnée à un acte synallagmatique ne couvre pas la nullité résultant de ce que cet acte n'a pas été fait double, mais seulement la nullité résultant de ce qu'il n'a point

(Vallet — C. Varlet.) — ARRÊT.

LA COUR:— Considérant que l'héritier présomptif a le droit de faire, en cette qualité, tous actes conservatoires de la succession, tant que le légataire universel, saisi par l'art. 1006 du Code civil, ne lui a pas notifié son titre; — Que, dans l'espèce, ce n'est que le 10 fév. que Vallet a notifié aux héritiers Varlet, le testament du 3 complémentaire an 12;— Que les scellés avaient été apposés dès le 28 janv. précédent; que, par conséquent, ils ne peuvent être attaqués de nullité.

Considérant que, lorsque l'héritier présomptif a sérieusement attaqué le titre du légataire universel, il continue d'avoir le droit de faire des actes conservatoires; — Que l'exercice de ce droit ne nuit point à la saisine accordée au légataire par l'art. 1006 du Code civil, et ne lui ôte pas la provision due à son titre; — Que, dans l'espèce, il y avait, lors du jugement de première instance, citation au bureau de paix, et procès-verbal de non-conciliation sur la demande en nullité du testament qu'entendait former le sieur Varlet; — Que cette tentative a été suivie de demande furieuse, le 11 av., au tribunal de première instance, avant la signification du jugement du 28 mars, et l'appel qu'en a interjeté Vallet le 24 av. suivant; d'où il résulte que le testament dont il s'agit était, et est encore sérieusement attaqué; — Considérant que l'apposition des scellés et l'inventaire sont des actes purement conservatoires, met l'appellation au néant, etc.

Du 7 mai 1806. — Cour d'appel d'Amiens.

CONDAMNÉ.—VENTE.—CAPACITÉ.—DATE.—PREUVE TESTIMONIALE.—CURATEUR.—RATIFICATION.—MINISTÈRE PUBLIC.—INTERVENTION.

La privation de l'exercice des droits civils par suite d'une condamnation judiciaire entraîne l'incapacité de vendre. (L. 25 sept. 1791, 1<sup>re</sup> partie, tit. 4, art. 2.)

Spécialement : les créanciers d'un individu condamné à une peine emportant suspension de l'exercice des droits civils, sont autorisés à demander la nullité d'une vente d'immeuble faite par celui-ci, dès que cette vente n'a pas une date certaine antérieure à l'arrêt de condamnation (1).

L'acquéreur des biens d'un condamné ne peut être admis à prouver par témoins l'authenticité de la date de son contrat (2).

Le curateur du condamné ne peut, au préjudice des enfans mineurs de celui-ci, ratifier la vente sans autorisation du conseil de famille.

Le ministère public a droit d'intervenir dans l'instance, pour requérir la nullité de la vente comme faite en contravention à la loi (3).

(Péruchet—C. Linière.)

Jacques Crévon, condamné, le 16 vent. an 10, à trois ans de réclusion, peine emportant la suspension des droits civils, avait par un acte sous seing privé daté du 30 frim. de la même année, vendu à Péruchet la ferme de Breteville. Cet acte n'avait été enregistré que le 26 vent., dix jours après la condamnation. — Le 11 prair. suivant, il fut ratifié par Jean Crévon, tuteur du condamné, sans délibération préalable du conseil de famille, quoiqu'il y eût des enfans mineurs. — Linière, créancier du vendeur, demanda la nullité de la vente devant le tribunal de première instance du Havre, qui la pronça par jugement du 5 vent. an 13.

Appel par Péruchet. — Il offrit de prouver par témoins que la date du 30 frim. était sincère et véritable. — Le ministère public crut devoir intervenir dans l'instance.

ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 2, tit. 4, 1<sup>re</sup> part., de la loi du 25 sept. 1791;— Considérant que, par jugement du tribunal criminel du département de la Seine-Inférieure, du 16 vent. an 10, Jacques Crévon, aujourd'hui décédé, a été condamné à trois années de détention, et, de ce moment, a été privé de l'exercice de ses droits civils, aux termes de l'article précité de la loi du 25 sept. 1791;— Considérant que l'acte de vente fait par ledit Crévon à Péruchet est, par diverses circonstances établies au procès, très suspect de fraude; qu'en tous cas, il n'a date certaine que par son enregistrement qui en a été fait le 26 vent. an 10, et est, par conséquent, postérieur, aux yeux de la loi, à la condamnation du vendeur;

Considérant que la preuve testimoniale offerte par Péruchet est dangereuse dans ses conséquences, et inadmissible, comme tendant à favoriser les ventes frauduleuses que les condamnés pourraient faire, à l'aide d'une transposition de date, de leurs immeubles;— Considérant que la privation des droits civils fait partie de la peine infligée aux coupables, ou en est tout au moins un accessoire immédiat; que le ministère public, au nom du gouvernement et dans l'intérêt de la société, est tenu de surveiller l'exécution de la loi qui la prononce, et, par conséquent, a droit de requérir la nullité des actes et contrats faits en contravention;

Considérant, d'une autre part, que la reconnaissance et ratification de l'acte dont il s'agit, faite par Jean Crévon en qualité de tuteur, sans délibération préalable du conseil de famille, est

(1) V. dans ce sens, Cass. 25 janv. 1825; Nancy, 5 juin 1828.—M. Duvergier, de la Vente, tom. 1<sup>re</sup>, n° 175, note, adopte cette opinion qui se fonde sur la généralité des termes de l'art. 29, Cod. pén. de 1832.—La loi romaine au contraire autorisait celui qui était privé des droits civils par suite d'une condamnation, à faire tous les contrats du droit des gens tels que la vente, le louage, l'échange, etc. (F. L. 17, ff. de interd. et relog.), et c'est d'après ce principe du droit romain que quelques auteurs persistent, même sous l'empire du droit actuel, à reconnaître dans certaines limites la même faculté au condamné interdit. V. Toullier, t. 1<sup>er</sup>, n° 295, t. 6, n° 111; Troplong, Vente, tom. 1<sup>re</sup>, n° 175, Hypothèques, t. 2, n° 463 ter.

(2) F. anal. dans le même sens, Cass. 22 mars 1825.

(3) Cette solution laisse des doutes, car en réalité l'affaire était purement civile puisqu'il s'agissait d'apprécier la validité d'une vente; or, en matière civile, les fonctions du ministère public ne s'exercent que par voie de réquisition et non par voie d'action (L. 24 août 1790, tit. 8, art. 2), si ce n'est dans les cas spécifiés par la loi. (L. 20 avril 1810, art. 46.) V. Bruxelles, 6 frim. an 14 et la note. V. aussi Carré, Compét., art. 89, n° 112 et suiv.—Peut-être cependant faut-il distinguer entre le droit d'action qui consiste à saisir spontanément les tribunaux, soit en première instance, soit par appel, à créer un procès ou à le faire renaitre, et le droit d'intervenir pour l'exécution des lois d'ordre public dans un procès déjà existant entre deux parties, déjà porté devant les tribunaux; ce serait le complément de la communication prescrite par l'art. 83 du Cod. de proc. civ.



illégal et contraire aux intérêts des enfans mineurs du condamné ;

Que le concert qui règne entre les parties pour faire valider cet acte à leur détriment est un motif de plus pour justifier l'intervention du ministère public ; — Accorde acte au procureur général de son intervention et de sa réquisition ; — Y faisant droit, confirme le jugement dont est appel, et, sur les autres demandes et conclusions des parties, les met hors de Cour, etc.

Du 7 mai 1806. — Cour d'appel de Rouen. — 2<sup>e</sup> sect.

#### OPPOSITION.—JUGEMENT PAR DÉFAUT.

*Sous l'ordonn. de 1667, titre 35, art. 3, l'opposition aux jugemens par défaut devait être formée par requête, soit qu'il s'agisse d'un jugement par défaut faute de plaider, soit qu'il s'agisse d'un jugement par défaut faute de comparaitre (1).*

(Dolbabaats—C. Hyrigogen.)

Du 10 mai 1806. — Cour d'appel de Pau.

#### APPEL.—EFFET.—JUGEMENT DÉFINITIF.—JUGEMENT PRÉPARATOIRE.

*Sous l'empire de la loi du 3 brum. an 2, l'appel du jugement définitif emportait de plein droit l'appel des jugemens préparatoires qui l'avaient précédé (2).*

(Papet—C. Lainé.)

Du 12 mai 1806. — Cour d'appel de Bourges. — Prés., M. Sallé.

#### 1<sup>o</sup> EXCEPTION PÉREMPTOIRE.—FORCLUSION.

##### 2<sup>o</sup> PRESCRIPTION.—SUSPENSION.—GUERRE.

##### 3<sup>o</sup> LIBÉRATION.—PRÉSCRIPTION.

1<sup>o</sup> *La forclusion prononcée contre un créancier, faite par lui d'avoir produit en temps utile dans un ordre ouvert sur son débiteur, ne peut être opposée comme exception péremptoire contre l'action qu'il intente plus tard contre ce débiteur.*

2<sup>o</sup> *D'après l'ancienne jurisprudence de l'Allemagne, la guerre avait pour effet de suspendre le cours de la prescription.*

3<sup>o</sup> *D'après la même jurisprudence, la libération d'un débiteur pouvait être établie par pré-*

*somptions, nonobstant l'existence du titre entre les mains du créancier.*

(Ingelheim—C. Jacob.)

Du 12 mai. 1806. — Cour d'appel de Trèves. — Pr., MM. Ruppenthal, Schmitt et Aldenhoven.

#### ENDOSSEMENT.—BILLET À ORDRE.—TIERS PORTEUR.—COMPENSATION.

*Lorsqu'un billet à ordre est transmis par voie d'endossement, le débiteur du billet ne peut opposer au tiers porteur la compensation de ce qui est dû par le créancier au profit duquel le billet fut originellement souscrit. — Cette décision a lieu encore que le tiers porteur ne possède le billet qu'à titre de nantissement (3).*

(Tesseldre—C. Le Tort.)

Le Tort souscrit, le 7 fruct. an 9, un billet de 1,400 fr. à l'ordre de Mangon. Celui-ci, le 30 du même mois, le passe à l'ordre de Tesseldre. A l'échéance, le billet n'est pas acquitté; Tesseldre en poursuit le paiement contre le souscripteur.

Le Tort, qui était devenu créancier de Mangon, vient soutenir que Tesseldre n'est que le prête-nom de Mangon, qui, suivant lui, n'avait endossé l'effet à Tesseldre que pour éluder la compensation.

Le Tort fait interroger Tesseldre sur faits et articles. Celui-ci soutient l'ordre sincère et véritable; mais il dit en même temps que cet ordre lui a été passé par Mangon, en nantissement d'une somme pareille de 1,400 fr. qu'il lui a prêtée; il ajoute qu'il est prêt à rendre ce billet, à condition qu'on lui paiera ce qui lui est dû.

15 vent. an 13, jugement du tribunal de première instance de Versailles, qui, « attendu que Tesseldre, par trois réponses consécutives lors de son interrogatoire sur faits et articles, a déclaré tenir le billet dont il s'agit à titre de nantissement; — Que le créancier nanti n'est nullement propriétaire du gage qui lui a été confié pour sûreté de sa créance; d'où il résulte que n'étant pas propriétaire du billet, Tesseldre n'a pu se pourvoir directement en son nom contre Le Tort, débiteur du même billet, pour en avoir le paiement; — Déclare Tesseldre non recevable, sauf à lui à se pourvoir à fin de paiement de la somme par lui prêtée, ainsi et contre qui il avisera. »

(1) Sous le Code de procédure (art. 162), l'opposition à un jugement par défaut faite de comparution, peut être formée par acte extrajudiciaire, sauf à la réitérer par requête.

(2) V. conf. Bourges, 30 avril 1806, et la note.

(3) Cette question n'est pas sans difficulté. C'est un principe incontestable que le porteur d'un effet à ordre, en vertu d'un endossement, n'est passible d'aucune des exceptions de compensation ou autres que la débiteur ait pu opposer à l'endosseur (V. le Dict. du contentieux commercial, v<sup>o</sup> Endossement, n<sup>o</sup> 5); mais ce principe n'est applicable qu'au cas où il s'agit d'un endossement régulier, et par cela même transféré de propriété. Au contraire, celui qui n'est porteur qu'en vertu d'un endossement irrégulier, lequel ne transporte pas la propriété de l'effet, mais ne vaut que comme procuration (Cod. comm. 138), peut être repoussé par le débiteur au moyen des exceptions personnelles à l'endosseur auquel l'effet n'a pas cessé d'appartenir (C. Pothier, Contr. de change, n<sup>o</sup> 44; Pardessus, Cours de droit commercial, n<sup>o</sup> 354; le Dictionn. du contentieux commercial, v<sup>o</sup> sup., n<sup>o</sup> 77; et Cass. 26 avril 1826). La question est de savoir s'il doit en être ainsi, lorsque le porteur qui se présente avec un endossement ré-

gulier n'est cependant pas propriétaire de l'effet, mais ne le détient qu'à titre de nantissement. Sans nul doute, le débiteur n'est pas recevable à repousser celui qui se présente à lui avec un endossement régulier, sous prétexte que l'endossement régulier dans sa forme cachait un simple nantissement. L'endossement fait foi de ce qu'il exprime, et la sûreté des transactions commerciales ne saurait s'accommoder d'un système qui autoriserait le débiteur à mettre sans cesse en question des faits accomplis (V. Cass. 29 brum. an 13, et la note). Mais lorsque la porteur au lieu de se retrancher dans le droit que lui confère l'endossement, avoue, sur la provocation du débiteur, que l'endossement régulier dans la forme, n'est au fond et en réalité qu'un nantissement qui le rend simple détenteur de l'effet dont la propriété n'a pas cessé d'appartenir à l'endosseur, nous pensons que, dans ce cas, comme dans celui d'un endossement irrégulier, le débiteur est fondé à opposer au porteur les exceptions personnelles à l'endosseur qui n'a pas cessé d'être son créancier. Il nous semble donc que l'arrêt ci-dessus rapporté, tout en se fondant sur un principe vrai, en a néanmoins fait une fautive application au égard des circonstances particulières de la cause.

Appel par Tessidre, qui a appelé d'abord qu'il était de principe constant que l'ordre rendait le tiers porteur, propriétaire irrévocable du billet ; que le débiteur n'aurait pas le droit de rechercher à quel titre il était entre ses mains, qu'il suffisait qu'il le présentât pour que Le Tort fût obligé de l'acquitter ; — D'un autre côté, que si l'on ne voulait pas le considérer comme propriétaire, l'ordre passé à son profit était au moins un mandat pour toucher la somme ; que, dans ce cas même, Le Tort devait payer, car la créance qu'il disait avoir sur Mengon, et qu'il voulait opposer en compensation, n'était pas liquide, puisqu'elle faisait l'objet d'une contestation pendant au tribunal de Versailles ; qu'ainsi son système de compensation était également repoussé.

Le Tort opposait que l'aven de Tessidre suffisait ; que celui-ci ayant déclaré qu'il ne tenait le billet qu'à titre de nantissement, il s'ensuivait nécessairement qu'il n'était ni tiers porteur ni mandataire, et qu'ainsi il ne pouvait aucun titre réclamer le montant dudit billet.

## ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le débiteur d'un effet à ordre n'est point recevable à examiner si le tiers porteur est ou n'est pas légitime propriétaire, et que d'après l'ordonnance il ne peut point opposer de compensation ; — Infirme, etc.

Du 13 mai 1806. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect.

## DERNIER RESSORT. — DEMANDE INDÉTÉRMINÉE.

En matière réelle, les tribunaux de première instance ne peuvent statuer en dernier ressort si l'objet du litige n'est pas déterminé à 50 fr. de revenu, ou au-dessous, soit en rente, soit par prix de bail, encore qu'il soit fixé de la sorte par d'autres documents (1).

(Bethens—C. Vanderdonck.)

Du 14 mai 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl., M. Merx, subst.

## PREUVE TESTIMONIALE. — DÉPÔT. — COMMUNAUTÉ. — RÉGLE.

L'époux survivant est recevable à prouver par témoins le dépôt frauduleusement fait entre les mains d'un tiers, et pour les divertir, d'effets appartenant à la communauté. (C. civ., art. 1348.)

(Beyot—C. Dessonville.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que le fait qui a donné lieu à la procédure n'est pas de sa nature un dépôt, mais une soustraction de deniers de la communauté conjugale qui a existé entre Marie-Marguerite Bayot et Mathieu Dessonville, son époux ; — Que le fait de soustraction peut se prouver par témoins ; qu'ainsi le tribunal de première instance a bien jugé ; — Confirme, etc.

Du 14 mai 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Girardin et Lefebvre.

1<sup>er</sup> DERNIER RESSORT. — DEMANDE INCIDENTE.2<sup>e</sup> EXÉCUTION. — TRIBUNAL DE COMMERCE.

1<sup>er</sup> Est en dernier ressort le jugement qui, incidemment à une demande en paiement d'une somme au-dessous de 1,000 fr., prononce sur la vérification de la signature mise au bas d'une quittance opposée par le défen-

deur. — L'exception tirée de cette quittance n'est qu'un moyen de défense à la demande principale, qui ne peut influer sur l'importance de celle-ci (2).

2<sup>o</sup> Un tribunal de commerce est compétent pour connaître de l'opposition formée à l'exécution d'un de ses jugemens, si l'opposition est fondée sur une quittance qui libère le débiteur de la condamnation prononcée contre lui.

(Thienpont—C. Decoste.)

Du 14 mai 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Deburck et Andoor.

1<sup>o</sup> TUTELLE. — MAJORITÉ. — EFFET RÉTROACTIF. 2<sup>o</sup> COMPROMIS. — MINEUR.

1<sup>o</sup> Celui qui avait atteint sa vingtième année sous l'empire d'une coutume où la majorité était acquise à vingt ans, qui conséquemment avait atteint la majorité coutumière lors de la publication du Code civil, est rentré sous la tutelle depuis la Code et a continué d'être mineur jusqu'à ce qu'il ait atteint vingt et un ans (3).

2<sup>o</sup> Le compromis souscrit par le majeur redevenu mineur (par la survenance du Code civil), est révoqué du plein droit par sa rentrée en tutelle. Il n'est de cas comme d'une révocation de mandat par interdiction ; ainsi, les arbitres n'ont pu valablement juger après la promulgation du Code civil.

(Ponte—C. Gerbo.) — ARRÊT.

LA COUR ; — Vu l'article 2 de la loi du 24 août 1790, et l'article 388 du Code civil ; — Attendu qu'il est de l'essence de toutes les lois concernant l'état des personnes, de régler les effets qu'elles doivent produire au moment même qu'elles deviennent exécutoires ; — Que, par conséquent, un des caractères inhérents à ces sortes de lois, est d'atteindre les individus qui en sont l'objet dans l'état où ils se trouvent ; — Que, dans l'espèce, Gerbo peut d'autant mieux invoquer ce principe que, retombé en minorité, ce fut à une époque où loin que l'acte de compromis eût reçu son complément, et eût été consommé par jugement arbitral, la loi survint au contraire, précisément à l'époque du délai, pendant lequel, aux termes de l'acte de compromis, Gerbo devait faire valoir ses moyens de défense devant l'arbitre ; — Que cette espèce d'interdiction, qui vint alors frapper Gerbo, exerça, dès l'instant même, son empire sur sa personne, pour toutes les actions et les actes qu'une loi prévoyante et tutélaire a interdits aux mineurs, pour leur propre utilité ;

Que, dès lors, Gerbo, redevenu mineur, n'a pu, jusqu'à ce qu'il eût atteint l'âge de la majorité, ester devant des arbitres, y contredire, y entamer des procédures ; — Que, dès lors aussi, aucun arbitre n'a pu prononcer sur ses intérêts, attendu que la loi française, plus sage que la loi romaine, a voulu qu'en aucun cas les mineurs ne puissent être soustraits à leurs juges naturels ; et, d'ailleurs, le loi précitée, son esprit et le bon sens tout à la fois, nous dictent que ce n'est pas l'acte du compromis, mais l'exercice du mandat, mais les effets qui en résultent, qui forment l'objet des sollicitudes du législateur. La loi survenue a fait cesser le mandat dont Gerbo avait revêtu l'arbitre, comme si un jugement l'eût

(1) Jurisprudence constante. — F. Cass. 13 therm. an 5 ; 18 germ. an 13 ; 11 oct. et 2 nov. 1806.

(2) F. anal. dans le même sens, Amiens, 8 avril 1826.

(3) F. en sens contraire, Aix, 19 frim. an 13

fappé de la mort civile ou de l'interdiction ; — Qu'il s'ensuit donc que les premiers juges ont mal jugé, en ce qu'ils ont rejeté ce moyen de nullité, invoqué par Gerbois;—Infirme. etc.

Du 17 mai 1806.—Cour d'appel de Turin.

#### APPEL INCIDENT.—CHEFS DISTINCTS.

Lorsqu'un jugement contient plusieurs chefs, et qu'une des parties interjette appel seulement d'un des chefs, l'intimé ne peut, après le délai de trois mois, interjeter appel incidemment d'un autre chef tout-à-fait distinct du jugement attaqué.—En d'autres termes, celui qui a acquiescé à tous les chefs d'un jugement, ne peut être relevé de son acquiescement que relativement aux chefs sur lesquels porte l'appel de son adversaire (1).

(Tournaire.—C. Sautet).—ARRÊT.

LA COUR.—Considérant qu'il est de maxime que, lorsqu'un jugement statue sur plusieurs chefs de demande, indépendans les uns des autres, la disposition du jugement qui frappe sur chacun des chefs du procès est regardée comme un jugement séparé dont il est permis à chaque partie d'appeler, sans se priver du droit d'acquiescer aux autres dispositions, et même d'en poursuivre l'exécution; maxime consacrée par l'usage de droit, *tot capito, tot sententia*; que de ce principe naît la conséquence que les parties d'un procès peuvent respectivement acquiescer, soit expressément, soit par leur silence dans le temps qui donne force de chose jugée, à un chef d'un jugement, entièrement distinct de celui dont elles ont chacune, ou dont l'une d'elles peut avoir la volonté de se plaindre; que cette distinction est expressément admise dans la jurisprudence de la Cour de cassation, qui a toujours éconduit les fins de non-recevoir élevées contre l'appel d'un chef d'un jugement, sur le fondement de l'acquiescement à un autre chef;

Qu'il est vrai que la législation ancienne et moderne, sur la forme de procéder, a toujours autorisé l'intimé, sur l'appel d'un jugement, à relever appel incident de ce jugement, quoique le délai de l'appel fût expiré, et quoiqu'il y eût même formellement acquiescé, en demandant la confirmation pure et simple; mais que cette disposition législative n'est applicable qu'au cas où l'intimé se rend appelant du même jugement dont il y a appel principal, et non d'un chef entièrement distinct et séparé, qui forme par lui-même un jugement, et qui a été respectivement acquiescé; cette faculté extensive du droit commun n'étant fondée que sur le droit qu'a une partie intimée de se faire relever d'un acquiescement conditionnel, qu'elle n'est présumée avoir donné que parce que l'autre partie n'avait point elle-même appelé, et que c'est dans cette seule hypothèse ou par ce seul motif, que la Cour de cassation s'est toujours décidée pour admettre un appel incident survenu après l'acquiescement de la partie qui l'interjette;

Que le même motif n'existe pas pour relever de cet acquiescement, celui contre lequel il n'a été interjeté appel que d'un chef de jugement qui n'a aucun rapport, ni aucune connexité avec le chef attaqué par la partie contraire; qu'il n'y a dans le fait, en pareil cas, aucun appel principal du chef du jugement dont l'intimé prétend appeler incidemment; ce qui est incident devant

être nécessairement une dépendance, avoir un rapport avec son principal, et que par la même raison que l'appelant de l'un des chefs du jugement, qui a acquiescé aux autres chefs, ne pourrait être reçu à en appeler qu'autant que l'intimé en relèverait lui-même un appel avant l'expiration du délai ou l'acquiescement, celui-ci ne peut être reçu à en appeler le premier après ce délai ou l'acquiescement, lorsque l'appelant ne peut plus y étendre son appel; que l'art. 442 du Code de procédure, quoique ne pouvant être applicable à un appel émis antérieurement à sa publication, ne déroge point à ces principes, en disposant que l'intimé pourrait, en tout état de cause, appeler d'un jugement qu'il aurait même fait signifier sans réserves ni protestations, parce qu'il n'a entendu conserver à cet intimé que le droit d'être relevé de l'acquiescement qu'on aurait pu lui opposer à ce qui fait l'objet de l'appel principal, tandis que cet acquiescement n'était subordonné qu'à celui de l'appelant; ce qui ne peut être d'aucune conséquence entre deux chefs qui n'ont aucun rapport, [et sur lesquels les parties auraient pu même traiter indépendamment de l'appel d'un autre chef];

Considérant qu'il est reconnu, dans le fait, que les deux chefs du jugement du 30 vent. an 12 sont entièrement indépendans l'un de l'autre; qu'ils n'ont pas le moindre rapport, et qu'ils ont été décidés par des motifs absolument différens que les motifs Tournaire, en faisant signifier ce jugement à Jean-François Sautet, par exploit du 5 flor. an 12, et en y déclarant expressément qu'ils en appelaient dans l'un de ces deux chefs seulement, par les motifs qui y sont libellés, ont formellement acquiescé à l'autre chef, ce qui est même exprimé, et ont constitué en suffisante demeure d'appeler deson chef, s'il entendait le faire, ledit Sautet du chef dont il aurait pu se plaindre; que la signification dudit jugement de la part dudit Tournaire ne pouvait avoir d'autre objet que de faire courir ce délai contre ledit Sautet; mais que celui-ci loin de l'utiliser, ayant laissé écouler près de quatre ans sans appeler de l'autre chef dudit jugement, et ne l'ayant fait que par un libelle du 24 fév. 1806, après même que ledit Tournaire eut voulu poursuivre l'exécution de ce chef passé en force de chose jugée, il doit être déclaré irrecevable dans son appel; — Déclare Jean-François Sautet irrecevable dans l'appel incident qu'il a relevé lui-même par libelle signifié le 24 fév. 1806, du chef dudit jugement qui ordonne le partage de la succession de Jean Sautet, etc.

Du 18 mai 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

#### NOTAIRE.—INDIVIDUALITÉ.—RENTES SUR L'ÉTAT.—RESPONSABILITÉ.

Les notaires doivent, sous peine de responsabilité, même lorsqu'il s'agit de transférer des rentes sur l'Etat, connaître par eux-mêmes ou se faire certifier dans l'acte l'individualité des personnes qui se présentent devant eux. (L. 25 vent. an 11, art. 1<sup>er</sup>) (2).

Lorsque des inscriptions sur le grand-livre ayant été volées dans les bureaux du trésor public, puis transférées en vertu de procurations notariées dans lesquelles la valeur a pris le nom du propriétaire, le trésor public a été contraint de rendre à ce propriétaire des

(1) V. sur ce point, Cass. 13 janv. 1824, et la note.

(2) V. dans ce sens, Cass. 17 mars 1828; Toulouse, 28 janv., et 19 déc. 1820; Amiens, 24 juill.

1823.—Toullier, t. 8, n° 71; Rolland de Villargues, Rept. du not., v° Individualité, n° 13 et 14.—Pour l'ancienne législation, F. Serpillon, Code du four, p. 412.

*inscriptions équivalentes à celles dont on l'a dépouillé, il peut, à son tour, se faire indemniser par le notaire qui a reçu les fausses procurations.*— Dans ce cas, l'indemnité s'estime au égard à la valeur des rentes au moment de la restitution faite par la trésorerie.

(Lallemand, Colin et Portier.—C. Trésor public.)

Pour se conformer à la loi du 9 vend. an 6, qui ordonnait la réduction des inscriptions sur le grand-livre en tiers consolidé, les sieurs Farjan, Marie et Gambart, propriétaires chacun d'une inscription, en avaient fait le dépôt dans les bureaux du trésor. — En l'an 8, un nommé Brossier devient porteur de ces inscriptions, et reçoit pouvoir de les transférer, par procurations passées devant Lallemand, Colin et Portier, notaires à Paris. Il les fait vendre par le ministère d'agents de change, et les acheteurs en font opérer, dans les bureaux de la trésorerie, le transfert sur leur tête, ce qui a lieu sur le vu des procurations passées au profit de Brossier. — On reconnaît, peu de temps après, que les inscriptions transférées avaient été soustraites des cartons de la trésorerie, et que les procurations données à Brossier, et suivies d'un transfert sur les registres de la trésorerie, avaient été données et signées par un faussaire. Cette découverte donne lieu à des poursuites criminelles. — D'un autre côté, les propriétaires des inscriptions en réclament de nouvelles. Il est fait droit à cette demande par un arrêté du 14 fruct. an 11. Mais l'agent du trésor forme contre les notaires Lallemand, Colin et Portier une action en remboursement des inscriptions transférées, par le motif que les procurations avaient été reçues par eux contrairement à la loi qui défend aux notaires d'instrumenter, sans connaître ou se faire attester dans l'acte par deux témoins l'individualité des parties qui contractent devant eux.

Le tribunal de première instance de la Seine condamne les notaires, par jugement du 13 therm. an 12.

Appel. — Les notaires allèguent que, d'après les lois des 22 et 28 flor. an 7, tout porteur d'une inscription en est présumé propriétaire et n'a besoin d'aucune espèce d'acte pour être en droit d'en faire opérer le transfert; qu'ainsi on ne peut attribuer aux procurations qu'ils ont reçues le tort éprouvé par le trésor; qu'ils ne devaient pas pour ces procurations s'occuper de l'individualité du porteur d'inscription, plus que le trésor ne devait le faire pour opérer le transfert. — Ils accusent en outre l'administration de négligence.

#### ARRÊT.

LA COUR:—Considérant, 1<sup>o</sup> qu'en supposant, comme le font les notaires, que la loi du 28 flor. an 7, qui règle le mode de procéder, par la trésorerie, dans la confection du transfert d'inscription sur la dette publique, eût interdit à cette administration le droit d'exiger des vendeurs un certificat d'individualité, cela n'autorisait pas à prétendre que les notaires auraient été dispensés, sans une loi abrogative, de l'obligation qui leur était imposée par les lois générales de 1498, 1536 et 1791, de s'assurer de l'individualité des personnes qui se présenteraient pour passer des actes devant eux, puisque ces lois générales, qui subsistent dans toute leur vigueur, veulent qu'ils ne puissent instrumenter sans connaître le nom, l'état ou la demeure des parties, ou sans que le tout soit attesté par deux citoyens ayant les mêmes qualités que celles requises pour être témoins instrumentaires; —

1. — II<sup>e</sup> PARTIE.

2<sup>o</sup> Que, d'ailleurs, loin que la loi du 28 flor. an 7 défendit à la trésorerie d'exiger des porteurs d'inscriptions qui se présenteraient pour en contracter le transfert, la justification de leur droit de propriété, au contraire cette loi exigeait, pour la validité du transfert, une procuration spéciale du vendeur, pour le cas où le vendeur ne se présenterait pas personnellement; — 3<sup>o</sup> Que cette condition imposée au propriétaire, de fournir une procuration pour opérer le transfert en son absence, est incompatible avec l'hypothèse, que la détention matérielle de l'inscription aurait suffisamment autorisé le porteur à en disposer comme propriétaire; — 4<sup>o</sup> Que le transfert devant être fait nécessairement sous le nom du propriétaire véritable, le porteur non propriétaire n'aurait pu contracter le transfert qu'en procédant et en signant au nom du propriétaire, ce qui aurait constitué un faux, et qu'il n'est pas permis de supposer que la loi ait voulu autoriser un délit quelconque, notamment un délit aussi grave et aussi dangereux; — 5<sup>o</sup> Que, dans l'espèce présente, il est avoué et bien constant entre les parties, que les sieurs Lallemand, Colin et Portier, notaires, ont reçu et signé, chacun à son égard, les 20 niv., 11 et 26 pluvi. an 8, les trois fausses procurations dont il s'agit, au nom des trois propriétaires d'inscriptions sur le grand-livre de la dette publique, à l'effet d'en passer le transfert, et ce, bien que les signataires desdites procurations leur fût inconnu, et sans avoir pris la précaution de se faire attester légalement l'individualité du signataire;

6<sup>o</sup> Que c'est en vertu de ces fausses procurations que se sont opérés les faux transferts des inscriptions dont il s'agit, à l'inu et au préjudice des vrais propriétaires; — 7<sup>o</sup> Que, quoique le droit de ces propriétaires ait été ouvert, tant contre le trésor public que contre les auteurs des faux transferts, dès le moment de l'existence de ces faux transferts, néanmoins, la valeur des inscriptions sur le grand-livre, dépendant d'un cours journalièrement variable, la mesure ou le quantum de ce droit dès lors ouvert, n'a pu être déterminé qu'à l'instant de la transaction par laquelle le trésor public a rétabli des inscriptions de même nature et qualité que les premières, entre les mains des propriétaires dépouillés; — 8<sup>o</sup> Que le trésor public a donc administré en bon père de famille, soit en dénonçant le délit résultant des faux transferts, pour en obtenir la réparation envers les propriétaires, par la poursuite criminelle, soit en traitant avec ces propriétaires, après avoir épuisé les voies extraordinaires, et qu'ainsi le trésor public a prudemment opéré, même dans l'intérêt de ses garans; — 9<sup>o</sup> Qu'en point de fait, ces opérations forcées, à l'égard du trésor public, lui ont évidemment causé du dommage; — 10<sup>o</sup> Qu'en point de droit, et suivant les principes universellement reçus dans notre jurisprudence, tout auteur d'un dommage quelconque est tenu de le réparer, de sorte que, de quelque nature que soit le dommage, et quelque cause qu'il puisse avoir, comme l'enseigne Domat, Lois civiles, liv. 3, tit. 5, celui qui en est tenu doit le réparer par une indemnité proportionnée à la perte qui en est arrivée; — Sur les appels desdits sieurs Lallemand, Colin et Portier, au chef du jugement attaqué qui les déclare garans et responsables envers le trésor public, a mis et met les appellations au néant, etc.

Du 19 mai 1806. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Prés., M. Blondel. — Pl., MM. Bonnet, Tripiet et Larrieu.

**APPEL.—SIGNIFICATION.—NOTAIRE.—FIN DE NON-RECEVOIR.**

*Est nul l'appel notifié au nom de la partie, par un notaire qui en a reçu la déclaration, au lieu de l'être par un huissier.*

*Cette nullité peut être demandée par l'intimé, alors même qu'il a assigné sans protestation l'appelant pour procéder sur cet appel.*

(Berin—C. Dupuy.)

Du 19 mai 1806.—Cour d'appel de Pau.

**APPEL.—DÉLAI.—SIGNIFICATION.—NULLITÉ.—FIN DE NON-RECEVOIR.**

*Le jour de la signification d'un jugement compte dans le délai de trois mois que la loi accorde pour interjeter appel de ce jugement.*

(L. 24 août 1790, titre 5, art. 11; Cod. proc., art. 443.) (1)

*La nullité de l'exploit d'appel, tirée de ce qu'il n'a pas été signifié au domicile réel, n'est pas couverte par la comparution de l'intimé, alors que, sans plaider au fond, il s'est borné à soutenir l'irrecevabilité de l'appel.* (Cod. proc., art. 173.) (2)

(Boardi et St-Martin—C. Martins).—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que le jugement dont est appel a été signifié à la dame Saint-Martin en personne le 30 mess. an 13, et à la dame Bérard le 1<sup>er</sup> therm. suiv., à domicile, et le 3 du même mois à personne; qu'ainsi l'appel interjeté le 4 brum. an 14 se trouve, relativement à toutes ces significations, postérieur à l'expiration du délai de 3 mois;—Qu'en vain, pour soutenir la validité de l'appel relativement à la signification qui eut lieu le 3 therm. an 13, on invoquerait la maxime connue *dies termini non computantur in terminis*; car d'abord, même distraction faite du 3 therm. jour de la signification, il en résulte toujours que le 4 brum. an 14, c'est-à-dire le 9<sup>1</sup> jour se trouve incontestablement hors du délai de trois mois; et d'ailleurs, puisque le législateur a revêtu la prohibition d'appeler, après l'expiration de trois mois, d'expressions si absolues et si sévèrement importantes, il est évident qu'il n'a pas voulu permettre aux juges de confondre les règles rigoureuses spécialement établies en matière d'appel, avec les autres, communes à toutes espèces de procédure;—Que, par conséquent, le jugement dont est cas, ayant acquis à l'époque du 4 brum. an 14, l'autorité de la chose jugée;

Considérant que la nullité dans la signification de l'exploit d'appel n'a pas été couverte par la comparution de la demoiselle Martins, intimée, devant cette Cour, car elle n'y a donné aucune délibération sur le fond, mais elle s'est bornée à exciper que l'appel n'était point recevable;—Déclare les dames Saint-Martin, Latour et Bérard non recevables dans leur appel.

Du 19 mai 1806.—Cour d'appel de Turin.—1<sup>er</sup> sect.

**OFFRES RÉELLES.—EXCÉDANT.—DATE.**

*La créancier auquel des offres réelles sont faites est autorisé à les refuser, lorsqu'elles contiennent, outre le capital, des intérêts non encore échus, sans déclaration que le débiteur entend abandonner l'excédant.*

*Des offres réelles sont nulles lorsque l'obligation*

*est énoncée sous une fausse date.*

(Verdier—C. Bérard.)

Le 5 sept. 1791, obligation souscrite par Bérard au profit de Verdier.—Le 10 flor. an 3, Bérard fait à Verdier des offres réelles de 3,150 fr. tant pour le capital de son obligation qu'il date du 27 août 1791, que pour une année d'intérêts, —Verdier répond qu'il ne lui est rien dû en vertu d'une obligation du 27 août 1791, le titre de créance sur Bérard étant du 5 sept. 1791; qu'en surplus, les offres réelles, si elles étaient relatives à cette créance, l'excéderoient, puisque l'année d'intérêts offerte en entier n'était pas encore échue.

Malgré cette réponse, jugement qui valide les offres de Bérard et en autorise la consignation. —Appel.

**ARRÊT.**

LA COUR;—Considérant que d'après l'acte du 5 sept. 1791, Bérard ne devait à feu Louis Verdier que la somme de 3,000 fr. de capital et le prorata des intérêts de l'annuité qui ne devait échoir que le 18 fruct. suivant, ou le 5 sept. 1795, tandis qu'il résulte de l'exploit qui contient cette offre, qu'elle fut faite, le 10 flor. an 3, de 3,150 fr.: cette offre comprend donc les intérêts d'environ trois mois, qui ne pouvaient point être exigés, et fut, par conséquent, de plus que ce qui était dû, sans aucune déclaration de la part de l'offrant qu'il abandonnait l'excédant, ce qui autorisa Verdier à refuser de recevoir;

Considérant que l'offre doit être relative au titre de la dette; qu'ayant pour objet de libérer celui qui offre, elle se réfère au titre qui l'oblige: ainsi Bérard était obligé, par acte du 5 sept. 1791, à payer à Verdier 3,000 fr.; cependant il lui fait un acte d'offres en vertu d'une obligation du 27 août 1791: il avait offert la libération d'un titre qui n'existait pas, et il n'avait pas offert la libération du titre qui existait réellement, ce qui autorisa encore Verdier à refuser;—A annulé l'acte d'offres de 3,150 fr. fait par Bérard à feu Verdier le 10 flor. an 3, et le dépôt qui s'ensuivit le 11 messid., etc.

Du 21 mai 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

**DERNIER RESSORT.—INTÉRÊTS.**

*Les intérêts échus avant la demande doivent être joints au capital pour déterminer si la somme demandée excède ou non les limites du dernier ressort.* (L. 24 août 1790, titre 4, art. 5.) (3)

(Rousselle—C. Gresse.)

Du 21 mai 1806.—Cour d'appel de Grenoble. —Pl., MM. Perrin et Longchamp.

**DISPOSITION UNIVERSELLE.—NULLITÉ.**

*Les dispositions universelles antérieures aux lois des 17 niv. et 22 vent. an 2, et annulées par elles, n'ont été révoquées ni par la loi du 4 germ. an 8, ni par le Code civil (4).*

(Rougrave—C. Rougrave.)

Du 21 mai 1806.—Cour d'appel de Liège.

**TUTELLE LÉGALE.—MÈRE.—CONSEIL SPÉCIAL.—ADMINISTRATION.**

*La nomination du conseil spécial que la mère a droit de donner par testament à la mère tutrice légale de leurs enfants mineurs, n'est*

(1) V. en sens contraire, Cass. 23 niv. an 5; Nîmes, 20 juill. 1806.

(2) V. en sens contraire, Nîmes, 28 fév. 1826.

(3) V. conf. Cass. 11 vent. an 9, et la note.

(4) Sur cette question, V. Cass. 19 therm. an 12, et la note.

pas nulle par cela seul que le conseil aurait été nommé à l'enfant, au lieu de l'être à la mère, et d'ailleurs l'intention du père ressort suffisamment du testament.

Un père ne peut donner l'administration des biens du mineur au conseil spécial qu'il nomme à la mère survivante et tutrice. (C. civ., art. 390 et 391.) (1)

La consuetudine donnée par la mère à l'exécution d'une pareille disposition, ne peut être considérée que comme un pouvoir d'administrer par elle conféré au conseil spécial et révocable à sa volonté, nonobstant toute clause contraire.

(Vermusch—C. la veuve Braet.)

Par testament du 11 germ. an 12, Pierre Brset nomme un conseil spécial à Marie-Anne Braet, sa fille mineure, conformément à la loi du 5 germ. an 11, et autres dispositions de loi à ce relatives. Il charge ce conseil, ou le sieur Vermusch, l'un de ses membres, de l'administration des biens de la mineure jusqu'à son âge de majorité.—Le testateur meurt trois jours après. Le 26 du même mois un acte est passé devant notaire, où la veuve reconnaît le testament, et où, se qualifiant tutrice légitime de sa fille, elle donne en tant que de besoin pouvoir irrévocable au conseil d'administrer les biens de la mineure sous la réserve de l'usufruit des mêmes biens. Par un autre acte du 19 vend. an 13, elle donne au conseil une ampliation de pouvoir pour plaider, consentir à la radiation d'inscriptions, etc.—Mais le 31 prair. an 13, la dame Braet révoque ses procurations : elle demande pour l'aveu l'administration des biens de sa fille, et le compte de la gestion passée des sieurs Vermusch et Guillot, membres du conseil.

Le sieur Vermusch répond qu'après avoir consenti à l'exécution du testament de son mari, la dame Braet ne peut en attaquer les dispositions, ni revenir contre son propre fait; qu'il est évident que le défunt a voulu élever à sa femme l'administration des biens de leur fille mineure; que la dame Braet a consenti à ce vœu par des actes, à la vérité, en forme de procuration, mais qui par leurs termes mêmes laissent voir une approbation irrévocable du testament;—Qu'au surplus, puisque d'après l'article 391 du Cod. civ., le père est autorisé à nommer à sa femme survivante, un conseil sans lequel elle ne pourra faire certains actes d'administration de la tutelle, il est bien en droit de les lui interdire tous; que c'est ce qu'a fait le sieur Braet envers son épouse, en nommant un conseil à sa fille et en chargeant ce conseil de l'administration des biens de la mineure; que si les expressions du testament présentent quelque équivoque en ce que le conseil a été nommé à la fille et non à la mère, elle est levée par la relation que le testateur fait de la loi du Code civil, conformément à laquelle il veut que sa dernière volonté s'exécute.

La dame Braet répond que dans les actes elle s'est toujours nommée tutrice légitime et qu'on l'a reconnue en cette qualité; que les actes qu'elle a souscrits ne sont que de simples procurations toujours révocables de leur nature; qu'elle a un

motif plausible pour les révoquer dans l'administration peu convenable du sieur Vermusch; qu'en droit, la tutelle qui comprend l'administration des biens, appartient au survivant des époux; qu'elle n'a pu en être privée par son mari, et qu'elle ne peut en être privée par qui que ce soit, sinon pour les causes prévues par la loi; qu'à la vérité, le père peut bien nommer un conseil à sa femme pour certains actes d'administration; mais que, dans l'espèce, le défunt n'a point nommé un semblable conseil à sa femme, puis qu'il l'a nommé à sa fille, et que, d'ailleurs, il n'a précisé aucuns actes d'administration pour lesquels la tutrice serait obligée de consulter le conseil; qu'il avait préféré lui enlever l'administration des biens; qu'il avait donc fait ce qu'il n'avait pu, et négligé de faire ce qu'il lui était permis; que conséquemment l'administration pouvait être redemandée par la mère tutrice.

Le 12 fév. 1806, jugement du tribunal de première instance de Bruges, qui déclare les mandats révoqués; condamne Vermusch à rendre compte et à remettre les titres et l'administration des biens à la dame Braet.—Appel.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que le testateur, en invoquant la loi du Code civil qui permet de donner un conseil à l'épouse survivante, quoiqu'il se soit servi de termes impropres, a cependant voulu user de ce droit; mais qu'il a outrepassé ses pouvoirs, en laissant à ce conseil nommé, l'administration qui est l'attribut de la tutelle;

Attendu que l'intimée étant tutrice légitime de son enfant, n'a pas cessé d'avoir cette qualité; qu'ainsi elle n'a pu cesser d'être chargée de la gestion; d'où il suit que l'appelant, dans les actes par lui réclamés, n'a reçu le pouvoir d'administrer que par le mandat de l'intimée, mandat révocable à volonté.—Confirme, etc.

Du 31 mai 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—2<sup>e</sup> sect.

# 1<sup>er</sup> ACTE RESPECTUEUX.—PRÉSENCE.—ÂGE.—FORME.

## 2<sup>o</sup> MARIAGE.—EMPÊCHEMENTS.—OPPOSITION.

Il n'est pas nécessaire que l'enfant soit présent en personne à la notification de l'acte respectueux qu'il adresse à ses père et mère (2). La fille âgée de plus de vingt-cinq ans, peut se marier après un seul acte respectueux : l'obligation de le renouveler deux fois après vingt-cinq ans et jusqu'à trente, regarde les fils et non les filles (3).

Est valable l'acte respectueux dans lequel l'enfant demande à ses père et mère, non pas leur conseil, mais leur consentement (4).

2<sup>o</sup> L'inégalité des conditions, la différence de couleur (les nègres exceptés), d'âge, de fortune et d'état, ne peuvent être de la part des pères un moyen d'opposition au mariage de leurs enfants (5).

Une opposition à mariage ne peut être fondée sur ce que le futur ne serait pas le fils naturel de celui qu'il indique comme son père.

(Cronzelles—C. sa fille.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'il est constant

(1) F. conf. Magnin, *Traité des minorités*, t. 1<sup>er</sup>, n° 450.

(2) C'est un point consacré par de nombreux arrêts, V. Caen, 1<sup>er</sup> prair. an 13, et nos observations.

(3) V. en ce sens, Paris, 19 sept. 1815; Duranton, tom. 3, n° 108, à la note; Vazeille, du *Mariage*, tom. 1<sup>er</sup>, n° 135, et Pezzani, *Empêchemens au mariage*, n° 324.

(4) F. dans le même sens, Cass. 4 nov. et 24 déc. 1807; Toulouse, 27 juin et 21 juill. 1821; Amiens, 8 avril 1825.

(5) Sur le point de savoir si les juges peuvent admettre une opposition à mariage, qui ne serait pas fondée sur des motifs légaux, V. Cass. 7 nov. 1814; Caen, 20 nov. 1837; 12 août 1839 et les notes.—Sur la validité du mariage des blancs et des personnes de couleur, V. Cass. 27 juin 1828 et la note.

que la demoiselle Crouzeilles avait vingt-cinq ans révolus lorsqu'elle adressa à sa mère l'acte respectueux du 2 flor. an 13, ce qui résulte de son acte de naissance produit dûment en forme.

Considérant, en ce qui touche le premier vice reproché à l'acte du 2 flor., que cet acte ne contient rien d'irrévérentiel; qu'il renferme, au contraire, des expressions de déférence et de respect telles que la loi les exige; qu'au surplus, la loi étant muette sur la forme et le style à donner à ces sortes d'actes, on ne peut les annuler que lorsqu'ils sont manifestement contraires à l'esprit et au but qui a dirigé le législateur, ce qui ne se rencontre nullement dans l'acte dont il s'agit;

Considérant que la présence de l'enfant à la notification de l'acte de respect n'est prescrite nulle part, et surtout à peine de nullité;

Considérant qu'en demandant à sa mère son consentement, la demoiselle Crouzeilles s'est littéralement conformée à l'art. 153, C. civ., qui dit qu'à défaut de consentement et sur un acte respectueux, il sera passé outre, un mois après, à la célébration du mariage; que, d'un autre côté, le législateur, dans plusieurs articles, emploie indifféremment les mots de conseil et de consentement; qu'il n'a pas prescrit, et surtout à peine de nullité, de se servir de l'un plutôt que de l'autre; qu'au surplus, la demande d'un consentement renferme implicitement celle d'un conseil; car quand on demande le plus, on demande nécessairement le moins;

Considérant que la demoiselle Crouzeilles, ayant vingt-cinq ans révolus, n'avait besoin que de faire notifier un seul acte respectueux, aux termes de l'art. 152 du Code, qui dit expressément que, depuis vingt-cinq ans révolus jusqu'à trente pour les fils, et depuis vingt-un ans jusqu'à vingt-cinq pour les filles, l'acte respectueux sur lequel il n'y aurait pas eu de consentement, sera renouvelé deux autres fois; d'où il résulte inévitablement qu'après trente ans pour les fils et après vingt-cinq pour les filles, cet acte n'a pas besoin d'être renouvelé, d'après la maxime triviale: *Inclusio unius est exclusio alterius*; l'art. 153 ne détruit pas, au contraire même pas l'art. 152, parce qu'il ne parle que des fils, et que, dans l'interprétation des lois, il faut adopter celle qui leur fait produire un effet, et qui les met en harmonie entre elles, plutôt que celle qui les paralyserait, en les neutralisant l'une par l'autre;

Considérant que l'inégalité des conditions n'est point mise par les lois au rang des obstacles qui puissent empêcher un mariage, lorsque les parties qui veulent le contracter sont majeures et maîtresses de leurs droits, sui juris, et qu'à l'exception des mariages entre un blanc et une négresse, ou une blanche et un nègre, prohibés formellement par un acte du gouvernement, la différence de couleur, de naissance, de fortune, d'âge ou d'état, ne peut plus être admise par les tribunaux pour interdire et prohiber un mariage, sans ajouter à la loi et sans tomber dans un excès de pouvoir sévèrement et justement pros crit;

Considérant que la dame Crouzeilles est sans intérêt comme sans qualité, pour former tierce-opposition envers le jugement d'homologation de l'acte de notoriété délivré au sieur Piget; elle est évidemment sans intérêt, car quel lui importe que le sieur Piget soit ou ne soit pas fils du sieur Piget avocat? C'est la personne que la demoiselle Crouzeilles veut épouser, quel que nom

que porte cette personne; et quand même il y aurait erreur sur le nom, n'y en ayant pas sur l'individu, ce serait bien sans fruit que la dame Crouzeilles prouverait que l'individu que sa demoiselle veut épouser n'est pas fils du sieur Piget; d'un autre côté, elle est sans qualité, car la voie de la tierce-opposition n'est ouverte qu'à ceux qui, étant parties nécessaires dans une instance, n'y ont pas été appelés; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 22 mai 1806. — Cour d'appel de Bordeaux. — Pl. MM. Pasoul, Buhan et Boissel.

**ALIMENS.—ENFANT NATUREL.—CAUTION.**  
*L'enfant dont on conteste la légitimité et non la filiation, a droit à une provision alimentaire sur les biens de son père décidé. Dans ce cas, il ne peut être astreint à donner une caution, lors surtout que ses droits successifs suffisent pour répondre de la valeur des aliments (1).*

(Margeret.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la pupille Margeret, si elle est reconnue au fond fille légitime de Jean-Pierre Margeret, a droit à la totalité des biens de son père; que quand même elle ne serait que fille naturelle dudit Jean-Pierre Margeret, dernière qualité que les appelans eux-mêmes lui reconnaissent, elle aurait encore droit à une portion de ces biens; que dans l'un et l'autre cas, elle a droit à une provision que sa position et ses besoins rendent indispensable; que la restitution du dépôt accordée par les premiers juges ne paraît pas une provision excessive, qu'il est inutile de l'assujétir à une caution fidéjusseuse, puisque ses droits sur la succession de son père, quand elle serait réduite à la qualité d'enfant naturel, suffiraient pour répondre de la valeur du dépôt; — Dit bien jugé, etc.

Du 23 mai 1806. — Cour d'appel de Besançon.

**ENFANT NATUREL.—SUCCESSIBILITÉ.**  
*Les dispositions légales sur la successibilité des enfans naturels peuvent être modifiées par des dispositions réglementaires.*

(Picot—C. Picot.)

Du 21 mai 1806. — Cour d'appel de Pau. — Pl. MM. Croharet et Casalet.

V. le texte de l'arrêt, joint à celui du 26 juin 1809, qui en a prononcé la cassation.

**PÉREMPTION.—PAYS RÉUNIS.—ÉMIGRATION.**  
*Les causes pendantes devant les anciens tribunaux de la Belgique où la péremption triennale n'avait pas lieu, ont été soumises à cette péremption, à partir de la publication en Belgique de l'ordonn. de Roussillon.*

*La péremption d'instance n'a point dû courir contre un étranger inscrit en France sur une liste d'émigrés, tant que sa radiation n'a pas été prononcée.*

(Nassau—C. Mérode.)

Du 26 mai 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl. MM. Girardin, Bouquaux, Deswarte et Crassons.

**LEGS UNIVERSEL.—MEUBLES.**  
*Les legs de tous les meubles et immeubles, sans aucune réserve, est un legs universel... dans lequel se trouvent compris même les objets désignés par l'art. 533, Code civil, tels que les dettes actives (2).*

(1) V. anal. dans le même sens, Aix, 6 avr. 1807.

(2) V. dans la même sens, Paris, 6 janv. 1807; Brux., 9 mars 1813 et 6 mai 1816; Poitiers, 21 juin

1825; Aix, 19 août 1820. — V. en sens contraire, Bord., 9 mars 1830; Merlin, *Rep.*, v<sup>o</sup> Meubles (legs de), n<sup>o</sup> 6.

( Tolmer — C. Greyc. )

25 flor. an 12, testament olographe du sieur Tolmer ainsi conçu :

« Je donne à la demoiselle de Greyc, sœur de feu madame Tolmer-Lafortière, ma belle-sœur, la totalité en meubles et immeubles de ce qui m'appartient, sans aucune réserve, en quel que lieu que les objets légués soient situés, et tels absolument qu'ils seront ou m'appartiendront au jour de mon décès; à l'effet, par ladite demoiselle Greyc, d'en avoir audit jour la propriété et la jouissance, et d'en disposer entièrement comme de choses à elle appartenantes, sans autres charges que celles que doit acquitter tout légataire universel. »

Décès du testateur, et bientôt après ordonnance du président du tribunal de Bernay qui envoie l'instituée en possession de l'entière hérédité. — Opposition à cette ordonnance par la demoiselle Tolmer nièce du testateur, qui prétend que la disposition relative aux meubles ne doit avoir d'autre portée que celle de l'art. 533 du Code civil.

10 fruct. an 13, jugement du tribunal de Bernay qui, sans s'arrêter à l'opposition de la demoiselle Tolmer, maintient la demoiselle de Greyc dans la qualité de légataire universelle du sieur Tolmer, et dans l'envoi en possession ordonné par le président du tribunal.

Appel de la demoiselle Tolmer, qui soutient que si le testateur eût eu l'intention de transmettre à sa légataire la totalité de ses biens mobiliers, il se serait servi des expressions par lesquelles seules, d'après la combinaison des art. 533, 534 et 535 du Code civil, il pouvait manifester sa volonté d'une manière certaine et indubitable; que la volonté du testateur ne saurait être supplée par des équipollences toujours incertaines; que dans le doute on doit se décider en faveur des héritiers du sang.

ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que ce n'est point une expression isolée, mais l'ensemble d'un testament que l'on doit consulter pour juger l'intention du testateur; — Considérant qu'il suffit de lire celui fait par le sieur Tolmer, pour être convaincu qu'il a voulu léguer à la demoiselle Greyc l'universalité de ses meubles et immeubles, de sorte qu'elle fût sa légataire universelle; ce qui écarte évidemment la restriction prétendue par l'appelante; — Confirme, etc.

Du 27 mai 1806. — Cour d'appel de Rouen. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl. M. Fouquet, proc. gén. — Pl., MM. Gady et Fondrière.

#### VÉRIFICATION D'ÉCRITURES. — PIÈCES DE COMPARAISON. — SIGNIFICATIONS. — AVOUÉ.

Le juge commis à une vérification d'écritures peut admettre ou rejeter les pièces produites comme pièces de comparaison (1).

Sous l'ordonnance de 1667 (tit. 19, art. 5), les significations et intimations requises en matière de vérification d'écritures, étaient va-

lablement faites, non au domicile de la partie, mais à celui de son avoué.

( N... — C. N... ) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que le commissaire nommé par les premiers juges pour recevoir la prestation du serment des experts, et leur procès-verbal de vérification de l'écriture et de la signature du testateur, pouvait admettre ou rejeter les pièces de comparaison présentées pour cet effet; — Considérant que, dans le nombre de pièces présentées par les intimés, comme authentiques, pour parvenir à cette vérification, il en existe trois qui étaient suffisantes pour procéder à la vérification des écritures et signature du testateur;

Considérant que la disposition de l'art. 5 du tit. 13 de l'ord. de 1667, a été suffisamment remplie par les significations et intimations faites à la requête des intimés, au domicile de l'avoué constitué par les appelants; — Sans s'arrêter aux moyens de nullité et d'incompétence proposés par les appelants; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 28 mai 1806. — Cour d'appel d'Angers.

#### CAUTION. — CAUTIONNEMENT JUDICIAIRE. — SOLVABILITÉ. — CONTRAINTE PAR CORPS.

Si la solvabilité d'une caution judiciaire est contestée, les tribunaux ne sont aucunement assujettis à suivre un mode particulier de vérification pour constater la suffisance des biens. (C. civ., art. 2018.)

Le cautionnement judiciaire n'est pas nul pour avoir été souscrit avant qu'un jugement préalable ait admis la caution.

Il n'est pas nécessaire, pour la validité du cautionnement judiciaire, qu'il renferme, de la part de la caution, une soumission expresse à la contrainte par corps. Cette contrainte a lieu de plein droit. (C. civ., art. 2060.) (2)

(Biffari — C. Meyer.) — ARRÊT.

LA COUR : — Vu l'art. 79 des instructions générales, sur la forme de procéder, ainsi conçu : — « Si la caution n'est point contestée, elle sera tenue de faire la soumission au greffe dans les trois jours de la présentation et admissi. — Si la caution est contestée, il sera donné copie de la déclaration de ses biens, et ces pièces justificatives seront communiquées sur le récépissé de l'avoué; la partie présentant caution fera donner assignation à la partie contestante à paraître dans trois jours devant le tribunal, pour procéder à la réception de la caution. » — Vu les art. 2018, 2019, 2040 et 2060, n° 5 du Code civ. : — Considérant que, quoique la marche prescrite par l'art. 72 des règles générales ci-devant citées soit la plus simple et la plus régulière pour parvenir à l'admission de la caution, ladite forme cependant et la marche y désignée, ne sont pas tellement de rigueur, que son inobservation emporte la peine de nullité de l'acte; par conséquent rien n'empêche que les juges puissent admettre la caution dont la suffisance soit constatée par une forme équipollente, et dont la preuve amène au même but; — Que de la même manière que les juges peuvent admettre la caution, lorsqu'elle ré-

(1) Telle est l'opinion de Pigeau (édit. belge), tome 1<sup>er</sup>, titre 3, chapitre 1<sup>er</sup>, n° 348, page 187 : d'après cet auteur, les pièces de comparaison doivent être convenues entre les parties, ou, à défaut d'accord, désignées par le juge-commissaire. Ce pouvoir du juge-commissaire résulte, suivant Lepage, p. 179, de l'art. 206 qui charge le juge-commissaire de faire faire un corps d'écriture sous la dictée des experts. V. aussi, dans le même sens, Carré, n° 815. — V. cependant en sens contraire, Rennes, 3 janv. 1838, et la note.

(2) V. en ce sens, Carré, n° 1829; Demiau, p. 220; et Chauveau, *Journal des Avoués*, v° Caution, n° 9. Mais F. en sens contraire, Pigeau, t. 2, p. 311, liv. 2, part. 5, tit. 4, eb. 2, § 3; Delvincourt, t. 3, p. 629, n° 2; Favard, v° Caution, § 5. « C'est bien la moindre chose, dit ce dernier auteur, qu'on avertisse l'homme simple et obéissant qui se rend caution, des conséquences rigoureuses de l'obligation qu'il va souscrire. »



suite admissible, ils peuvent ainsi l'approuver lorsqu'elle résulte suffisante, après même qu'elle a été donnée, quoique non admise par un jugement préalable;

Considérant que le droit de poursuivre l'exécution d'une obligation même par corps, dérive de la qualité et de la nature de l'obligation même dans les cas prévus par la loi, sans qu'il soit nécessaire de se soumettre expressément à la contrainte par corps; — Qu'en matière de cautionnement judiciaire, il suffit que la caution soit susceptible de contrainte par corps pour qu'elle puisse être appliquée; — Que Meyer n'a point démontré que Joseph Audifredi n'en soit pas susceptible; — Que Biffari, d'ailleurs, a prouvé qu'Audifredi possède une maison dans la ville de Pignerol de la valeur de 7,500 fr., et soixante-huit journaux douze tables de biens-fonds à Orbesano, pour lesquels il est imposé de 378 fr. 90 cent. de contribution foncière; — Déclare valable et suffisante la caution donnée, etc.

Du 28 mai 1806. — Cour d'appel de Turin.

#### PUISSANCE MARITALE. — FAILLI.

Le mari, quoiqu'il soit en état de faillite et contraignable par corps, peut obliger sa femme à venir habiter avec lui (1).

(N... — C. N...)

Du 28 mai 1806. — Cour d'appel de Turin.

#### SUCCESSION FUTURE. — TRAITÉ.

Dans l'ancien Hainaut où le droit romain n'avait pas force de loi, un traité sur une succession future était valable, alors surtout que ce traité avait pour objet le mode de partage et non la dévolution de la succession.

(Berkman — C. Bertrand.)

Du 28 mai 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl. M. Merx, subst. — Pl., MM. Kockaert et Devleschoudère.

#### TESTAMENT MYSTIQUE. — TÉMOINS. — SINGULIÈRE.

La disposition de l'art. 974, Code civil, qui dit que dans les campagnes, il suffit que la moitié des témoins signe le testament, n'est relatif qu'au testament par acte public dont il est parlé à l'art. 971. On ne peut l'appliquer par analogie au testament mystique. Dans ce cas, tous les six témoins doivent signer à peine de nullité (2).

(Kepper — C. Suggermann.) — ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 893, 976, 977 et 1000 du Code civil; — Attendu que l'art. 976 exige impérieusement que le testament mystique soit signé, tant par le testateur que par le notaire et les témoins; que l'art. 977, qui suit immédiatement, exige aussi impérieusement, que lorsque le testateur ne sait pas signer, le septième témoin appelé, dans ce cas, signe aussi

(1) F. conf. Bruxelles, 13 août 1806.

(2) F. dans le même sens, Cass. 20 juill. 1809, et la note.

(3) F. dans ce sens, Bruxelles, 10 mars 1808. — V. aussi Carré, *Proced.*, quest. 376 et 3397; Berrist, t. 1<sup>er</sup>, p. 84, note 58. — Cependant les anciens auteurs établissaient une distinction qui semble devoir être encore admise: ils ne considéraient la partie comme responsable des nullités commises, que lorsqu'elles provenaient de son fait plutôt que de celui de l'officier ministériel; par exemple, si le saisissant

avec les témoins; d'où il résulte évidemment que le législateur a voulu que tous les témoins qui sont employés dans les testaments mystiques, fussent écrire et signassent l'acte de suscription; — Attendu que l'art. 976, qui dit que dans les campagnes il suffira que la moitié des témoins signe l'acte, n'est relatif qu'au testament par acte public, dont il est parlé à l'art. 971, et que lorsque la disposition d'une loi est claire et expresse, on ne peut raisonner par analogie, pour lui donner un sens contraire aux termes dans lesquels elle est conçue; — Attendu qu'un des six témoins employés au testament dont il s'agit, n'a point signé; — Par ces motifs, confirme, etc.

Du 29 mai 1806. — Cour d'appel de Liège. — 1<sup>re</sup> sect. — Pl., MM. Brihaie et Godelé.

#### 1<sup>o</sup> MANDAT. — EMPRUNT. — HYPOTHEQUE.

#### 2<sup>o</sup> TITRE EXÉCUTOIRE. — CRÉANCE ÉVENTUELLE.

1<sup>o</sup> Le pouvoir de vendre des immeubles pour réaliser une somme d'argent, renferme celui d'emprunter, moyennant affectation hypothécaire des mêmes immeubles.

2<sup>o</sup> Un titre exécutoire consenti pour sûreté d'une créance éventuelle, est de plein droit exécutoire pour les poursuites auxquelles donne lieu l'exigibilité ultérieure de la créance.

(Welkiers — C. Denoot.)

Du 29 mai 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Deswarte et Tarte.

#### APPEL. — GRIEFS.

Avant le Code de procédure, un appel ne devait pas être rejeté pour défaut d'énonciation de griefs dans l'exploit qui le contenait, si l'appelant avait déclaré par une requête postérieure, se référer aux moyens indiqués dans sa requête de première instance.

(Coulon — C. Liauzis.)

Du 30 mai 1806. — Cour d'appel d'Agen. — Prés., M. Lacuée, p. p. — Pl., MM. Labie et Jouve.

#### HUISSIER. — SAISIE-IMMOBILIÈRE. — RESPONSABILITÉ. — SOLIDARITÉ.

Lorsque dans une expropriation forcée, l'huisier a commis des nullités, la partie qui a employé cet officier ministériel est tenue solidairement avec lui à des dommages-intérêts envers la saisi (3).

(Mathie Bourgogne — C. Weyer.)

Mathie Bourgogne était créancier de Pierre de Weyer, pour une somme de 1,625 fr., en vertu d'un acte notarié du 29 therm. an 11. A l'expiration du terme, Pierre de Weyer n'ayant pas payé, Mathie Bourgogne remit son titre à l'huisier Pouly, en le chargeant de poursuivre. Une saisie-exécution fut pratiquée. Le saisi actionna la poursuivant devant le tribunal de première instance d'Eclos, pour voir déclarer nulles

avait agi en vertu d'un titre nul ou éteint. F. *Praticien franc.*, t. 4, p. 356. — En effet, l'huisier n'est pas un mandataire ordinaire, auquel doit être rigoureusement appliquée la règle *factum procuratoris, factum partis*. Puisque le choix de la partie est limité à un certain nombre d'officiers ministériels, et que ceux-ci sont d'ailleurs revêtus d'un caractère public qui appelle tout spécialement la confiance des citoyens, il paraît juste de décider que pour toute nullité provenant d'un vice de forme imputable à l'huisier, celui-ci est seul responsable. Son cautionnement sert de garantie.

et vexatoires les opérations de l'huisier, et être condamnée à des dommages-intérêts. L'officier ministériel fut aussi appelé en cause. Mathie Bourgogne soutint qu'elle n'était pas garante des suites de l'huisier.

Le tribunal repoussa ce système par jugement du 22 vent. au 12, ainsi conçu :

« Attendu que de l'aven de la créancière, elle a donné pouvoir à l'huisier de mettre l'acte à exécution, et qu'aux termes des lois en général, tout mandant doit répondre du fait de son mandataire, sauf son recours en garantie contre celui-ci ; — En annulant la saisie immobilière, — Condamne Mathie Bourgogne (la créancière) solidairement aux dommages-intérêts de la partie saisie, sauf son recours, etc. »

Appel par Mathie Bourgogne.

ARRÊT.

LA COUR ; — Déterminée par les motifs énoncés au jugement rendu en première instance ; — Met l'appellation au néant, etc.

Du 3 juin 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — Pl., MM. Keckaert et Beyens.

COMMUNE. — TERRAIN VAGUE. — PROPRIÉTÉ.

Tout emplacement qui se trouve dans l'enceinte d'une commune, est censé, à moins de titre exprès contraire, appartenir à la commune s'il n'est ni clos ni borné.

(La commune de Hattstatt.—G. Furstenberger.)

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu qu'il est de principe, que tout emplacement ou terrain qui se trouve dans l'enceinte d'une commune est censé, à moins d'un titre exprès contraire, appartenir à la commune, s'il n'est ni clos ni borné, et c'est dans cette hypothèse qu'il faut placer le terrain dont il s'agit ; — Attendu que l'intimé qui était demandeur au pétitoire, ne rapporte aucun titre qui ait pu fonder sa demande ; que le contrat de vente de 1711 de la maison qui lui appartient aujourd'hui, donne pour confront à cette maison par devant, la rue Communale ; qu'en 1711 la grande route ayant été dirigée par cette rue, il est resté une place entre la route et la maison, et c'est cet emplacement qui fait l'objet du litige, mais qui, avec la route, a formé la rue Communale comme auparavant ; qu'à la vérité le contrat par lequel la maison est venue à l'intimé porte pour confront, par devant, la rhexuée ; mais outre qu'il ne lui donne pas comme propriété le terrain entre la maison et cette chaussée, c'est que ce contrat et tous ceux qu'il rapporte, sont absolument étrangers à la commune, qui n'y a pas figuré ; — Attendu qu'il est de même du jugement qu'il rapporte, et duquel il induit que le puits construit, non près de sa maison, mais près de la route, a été déclaré sa propriété ; d'où il conclut que le terrain dont s'agit sur lequel le puits a été creusé, est également sa propriété ; mais, quoi qu'il en soit de ce puits, qui n'est pas l'objet du litige, il est certain que la commune n'a non plus figuré au jugement en question, et que la distance du puits fait présumer, comme le soutient l'appelant, qu'il a été creusé et établi à frais communs par les voisins, et qu'il n'a pu donner aucun ombrage à la commune. Le de-

mande de l'intimé n'était donc fondée sous aucun rapport, et il y a lieu, en infirmant le jugement dont appel, de l'en débouter.

Du 3 juin 1806. — Cour d'appel de Colmar. — Pl., MM. Baquelin et Raspérier.

FOLLE ENCHÈRE. — HYPOTHÈQUE. — ALIÉNATION.

L'adjudicataire n'a qu'un droit de propriété résoluble, tant qu'il n'est pas à l'abri de la folle enchère. En conséquence, les hypothèques qu'il a conférées et les aliénations qu'il a consenties sont résolues par suite de la vente sur folle enchère (1).

(N.....—C. Dumas, Hueteroutres.) — ARRÊT.

LA COUR ; Attendu qu'il est de principe en droit, que l'inexécution des conditions essentielles et déterminantes annule la convention et la fait réputer comme non avenue ; — Que, dans les matières d'adjudication publique, a défaut par l'adjudicataire de remplir les conditions imposées par le cahier des charges, il y a lieu de procéder à une nouvelle vente sur sa folle enchère, qui sert de mise à prix pour la nouvelle poursuite ; — Que par l'effet de l'annulation de l'adjudication, laquelle remonte au jour même de la vente, il n'y a point transport effectif de propriété sur la tête de l'adjudicataire ; que, dès lors, celui-ci n'étant pas devenu propriétaire, il n'a pu faire d'aliénation valable de tout ou partie des biens adjugés ; — Que la totalité desdits biens demeurent ainsi dégagée de toutes charges de la part de l'adjudicataire, reste dans les mains du propriétaire chargée, des hypothèques dont ils étaient précédemment grevés ; qu'il suit de là que les créanciers sont en droit de faire procéder à la revente de tous les biens compris dans la première adjudication ; et que, nonobstant les reventes qui peuvent avoir été faites par l'adjudicataire, ils ont droit au produit éventuel de la vente nouvelle de tous les biens compris dans la première adjudication ; — Que, par une conséquence ultérieure, le fol enchérisseur ni ses sous-arquéteurs n'ont pas le droit de demander que la vente sur folle enchère soit restreinte aux biens réservés par le fol enchérisseur, dans le cas même où la revente de ces biens réserves produirait des sommes suffisantes pour acquitter le prix principal de l'adjudication et des intérêts d'icelui ; — Infirme, etc.

Du 5 juin 1806. — Cour d'appel de Paris. — 2<sup>e</sup> sect.

MINEUR. — VENTE. — CONSEIL DE FAMILLE.

Lorsqu'une délibération du conseil de famille autorise la vente des biens d'un mineur, en émettant le vœu que la vente se fasse sur les lieux de la situation des biens et par-devant un notaire désigné, le tribunal qui homologue cette délibération n'est pas tenu d'avoir égard à ce vœu : ce n'est pas là une des conditions ou clauses de la vente, que l'art. 457 du Code civil abandonne à l'appréciation souveraine du conseil de famille. (Cud. civ., art. 457, 458, 459.)

(N.)

Du 5 juin 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Concl., M. Mercier. — Pl., M. Pius.

(1) C'est un principe certain que toute adjudication est faite sous condition suspensive qu'il y aura paiement et non folle enchère : la folle enchère efface donc les droits momentanés du fol enchérisseur, et par suite résout les actes qu'il n'a pu faire qu'en vertu d'un droit qui ne lui appartenait pas défini-

tivement. Il est bien vrai que la jurisprudence de la Cour de cassation maintient les baux faits de bonne foi par le surenchérisseur ; mais c'est en se fondant sur ce que ces baux constituent, non des actes de propriété, mais des actes d'administration. — F. Cass. 11 avril 1821, 16 janv. 1827.

**DÉLAI. — EXÉCUTION. — SIGNIFICATION.**

*La signification à l'avoué d'appel, d'un arrêt qui ordonne une vérification à faire dans un certain délai devant les juges de première instance, ne fait pas courir ce délai ; il faut pour cela une signification à personnes ou domicile.*

*Dans tous les cas, et en supposant que le délai ait couru, il n'y a lieu à aucune déchéance si la vérification a été commencée après l'expiration des délais, mais avant toute mise en demeure.*

(Vandel—C. Robet.)—**ARRÊT.**

**LA COUR ;** — Attendu que le défaut d'exécution de l'arrêt du 20 avril 1806 dans le mois préfixé par icelui, n'avait pu faire encourir la déchéance de plein droit ; que cette exécution devant avoir lieu devant les juges de première instance, l'arrêt avait dû être signifié à domicile, et qu'il ne l'a été que d'avoué à avoué en cause d'appel ; et que lors même qu'il eût été signifié à partie, encore la déchéance n'aurait-elle pu être encourue qu'autant que la demanderesse eût été mise en retard d'exécuter l'arrêt ; or, dans l'espèce, loin que le défendeur ait sommé la demanderesse de faire ses diligences, c'est qu'il n'a pas même formé de demande en déchéance, puisque ce n'est qu'après que la demanderesse l'eût fait assigner pour voir ordonner qu'il serait passé outre à l'exécution de l'arrêt, nonobstant toutes les protestations retenues au procès-verbal du commissaire, que par exception il a conclu à la déchéance : les conclusions de la demanderesse sont donc dans le cas d'être adjugées, etc.

Du 6 juin 1806.—Cour d'appel de Colmar.

**LEGS. — INDIGENCE. — PREUVE.**

*La legs d'une somme déterminée, fait à une personne pour le cas où elle serait dans le besoin, doit, lorsque le cas prévu vient à se réaliser, lui être délivré en son entier et non pas au fur et à mesure du besoin.*

*...Et le légataire peut être réputé dans le besoin, soit à l'aide d'une correspondance qui établirait son état de gêne, soit à l'aide d'un commandement à fin de paiement de sommes par lui dues.*

(Claire-Fontaine — C. Carbonneau et autres.)

La disposition qui donnait lieu au procès était ainsi conçue : « Je veux encore que dans le cas où madame de Claire-Fontaine fût dans le besoin, et que la pension à elle ci-dessus donnée ne pût lui suffire, qu'alors madame Dampierre soit tenue de lui donner un capital jusqu'à concurrence de 10,000 fr., sur les 40,000 à elle légués. »

**ARRÊT.**

**LA COUR ;** — Attendu que ce serait faire violence à la raison et au testament, que de se livrer à la supposition que la testatrice entendait que les 10,000 fr. fussent délivrés à la dame Claire-Fontaine, à mesure qu'elle éprouverait des besoins divers, ce qui d'une part supposerait des actions et des dépenses à chaque demande ; ce qui supposerait d'autre part, des démarches pénibles et désagréables, auxquelles il n'est pas pos-

sible de penser que la testatrice ait entendu réduire la dame Claire-Fontaine ; — Qu'il est évident que les 10,000 fr. feront retour aux sieur et demoiselle d'Auxion s'ils n'ont pas été perçus par madame de Claire-Fontaine ; la testatrice a, du reste, tacitement exprimé qu'elle entendait transférer à la dame susdite la faculté d'exiger la somme entière ; que le décider autrement serait substituer une volonté hasardeuse et incertaine à une volonté qui ne paraît pas renfermer un doute ; — Attendu que la dame de Claire-Fontaine a suffisamment justifié aux yeux de la Cour qu'elle est dans le besoin ; que n'eût-elle d'autre titre que les lettres non contestées qui sont personnelles tant aux d'Auxion qu'à la dame Dampierre, elles suffiraient seules pour constater qu'elle est précisément dans cet état où la testatrice supposait qu'elle pourrait se voir réduite, et d'après lequel elle l'autorisait à exiger les 10,000 fr. ; — Attendu qu'elle n'est pas aux simples termes d'une correspondance ; qu'elle se présente avec un commandement dirigé contre elle par suite d'engagemens qu'elle a personnellement contractés ; — Qu'il suffit de cet acte incontestable pour constater sa gêne, le besoin de satisfaire ou d'appaiser les créanciers, et pour convaincre la justice que les 10,000 fr. qu'elle réclame, peuvent lui servir puissamment à prendre des arrangements en vertu desquels elle acquière le repos et les moyens d'exister sans humiliation ; — Dir qu'il a été mal jugé, etc.

Du 7 juin 1806. — Cour d'appel d'Agen. — Prés., M. Laujacq. — Pl., MM. Ladriz et Rivière.

**PRIVILÈGE. — COHÉRITIERS. — INSCRIPTION.**

*Le privilège des cohéritiers, pour soulté de partage, n'a pu être conservé depuis la loi du 11 brum. an 7, comme tous autres droits de privilège ou d'hypothèque, qui moyennant une inscription prise dans les trois mois de la publication de cette loi. — En conséquence, à défaut de cette inscription, le privilège ne peut être opposé aux créanciers d'un des cohéritiers, inscrits sur les biens compris dans son lot ou à lui échus sur licitation. (L. 11 brum. an 7, art. 27, 28, 29.)*

(Vangansbergh—C. Borlunt.)

Du 7 juin 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Kocksart et Pouillet.

**MARIAGE. — ETAT CIVIL. — POSSESSION D'ÉTAT.**

*Celui qui prétend être l'époux vau d'une personne décédée, doit représenter l'acte de son mariage, à moins qu'il n'ait pas été tenu de registres, ou que les registres soient perdus. (C. civ., art. 46.) (1.)*

*Cette décision a lieu, encore que l'état de l'époux prétendu soit contesté par des héritiers collatéraux du défunt, plus de cinq ans après la mort de celui-ci (2), encore que les héritiers paraissent avoir reconnu le mariage, en qualifiant leur adversaire veuf du défunt, et en acceptant la tutelle de son enfant comme d'un enfant légitime du défunt. (C. civ., art. 191.) (3)*

(1) V. en sens contraire, Cass. 1<sup>er</sup> juin 1830. Il résulte de ce dernier arrêt et de ceux qui y sont rappelés en note, que la preuve testimoniale est admise, non-seulement au cas où des registres ont été perdus, ou n'ont pas existé, mais aussi au cas d'omission sur des registres non perdus.

(2) Cet arrêt repousse ainsi, sous l'empire du Code, l'application de la règle admise en droit ro-

main, qui défendait d'attaquer l'état des personnes plus de cinq ans après leur mort : *Ne de statu defunctorum post quinque annos queratur*. Mais, avant le Code, cette règle était généralement appliquée. V. Paris, 23 août 1806. — V. aussi Cass. 14 vend. an 10, et la note.

(3) V. en sens contraire, Cass. 13 avril 1820, et la note.

(Alexandre — C. de Middelée.)

Adrien Cosyn et Catherine de Middelée, depuis l'an 5, vécurent publiquement comme époux, dans la commune d'Hérinnes, et eurent un fils. — En l'an 8, Adrien Cosyn décéda. Une assemblée de famille eut lieu pour la nomination d'un tuteur à l'enfant, et l'on y vit figurer, comme oncle paternel du mineur, Nicolas-Alexandre, époux de Marie-Anne Cosyn, sœur et présomptive héritière du défunt, Nicolas-Alexandre accepta même la charge de subrogé-tuteur. — Il fit plus, il prit à bail, de Catherine de Middelée, des biens dont elle retenait, sans contestation, l'usufruit comme veuve d'Adrien Cosyn. — Le mineur mourut, et fut inscrit sur les registres de l'état civil, comme fils d'Adrien Cosyn et de Catherine de Middelée. Son père avait été inscrit sur les mêmes registres, comme décédé époux de Catherine de Middelée. — Celle-ci se remarqua depuis à Joseph Bogart. — Lorsqu'elle vint à réclamer, soit en qualité d'usufruitière d'Adrien Cosyn, soit en qualité d'héritière de son fils, les fermages des biens qu'elle avait loués, Nicolas-Alexandre et sa femme, lui contestèrent l'état d'épouse légitime d'Adrien Cosyn, et demandèrent le délaissement des biens de leur parent.

Catherine de Middelée fit consister sa défense dans sa possession d'état; dans la reconnaissance que, suivant elle, Alexandre avait faite de sa qualité de veuve d'Adrien Cosyn, et de la légitimité de son fils; enfin, dans le laps de cinq ans qui s'étaient écoulés depuis le décès d'Adrien Cosyn, suivant la maxime : *de statu defunctorum post quinquennium quærat*.

6 pluv. an 13, jugement du tribunal civil de Nivelles, qui déclare les demandeurs non recevables et mal fondés.

Appel. — Alexandre et sa femme soutinrent que la preuve du prétendu mariage ne pouvait s'établir que par les registres de l'état civil, à moins qu'il ne fût prouvé qu'il n'eût pas été tenu de registres, ou qu'ils eussent été perdus. Sur ce point, les appelans invoquaient l'art. 46 du Code civil, conforme aux lois antérieures; ils ajoutaient que la possession d'état d'époux ne pouvait résulter ni du fait de cohabitation continue, ni de la procréation d'enfants, puisque les mêmes signes pouvaient se rencontrer dans le cas d'union illégale; que pour fonder cette possession, il fallait un titre.

Ils soutenaient enfin que la prétendue reconnaissance, de la part d'Alexandre, était insignifiante, puisqu'elle avait pour principe une erreur de fait, et qu'il n'y avait pas eu transaction, sur le point de savoir si le mariage dont il s'agit, était ou n'était pas légitime.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que l'existence d'un mariage ne peut être prouvée par témoins, qu'autant qu'il serait justifié qu'il n'a pas été tenu de registres publics dans la commune où l'on prétend qu'il a été célébré, ou que les registres, s'il en a été tenu, sont perdus; — Attendu que ce principe n'était pas moins établi sous l'ancienne législation que sous l'empire du Code civil, où il est spécialement consacré par l'art. 46, suivant la maxime *que apud acta sunt, omnia per acta et scripturam probanda sunt*; — Attendu que c'est dans ce sens que l'arrêt interlocutoire du 3 mess. an 13, a été rendu; — Attendu que non-seulement les intimés n'ont pas rempli le vœu de cet interlocutoire, mais que les appelans ont produit les registres tenus dans la commune d'Hérinnes, en conformité de la loi du 20 septembre 1793, depuis le 1<sup>er</sup> vend. an 5, et

ainsi de suite; ensuite jusqu'en l'an 6, et que le mariage allégué ne s'y trouve pas inscrit; — D'où il suit que la preuve testimoniale de l'existence de ce mariage ne pourrait être reçue sans violer les principes établis sur la matière;

Attendu que la possession d'état seule est insuffisante, puisqu'elle pourrait s'appliquer au concubinage comme à l'union légale;

Attendu que les collatéraux sont recevables à contester l'existence du mariage, lorsqu'ils ont un intérêt né et actuel, ce qui est encore reconnu par l'art. 191 du Code civil;

Attendu que, quand les lois romaines, qui ont interdit toute recherche sur l'état des personnes, cinq ans après leur mort, pourraient avoir quelque poids dans nos mœurs, elles seraient sans application dans l'espèce, où il n'y a aucune preuve concluante de possession d'état;

Attendu qu'il résulte des pièces du procès, que Catherine de Middelée a reconnu elle-même qu'elle n'avait pas été mariée au vœu de la loi, et qu'aucune fin de non-recevoir ne peut être opposée à Marie Cosyn, légitime héritière d'Adrien Cosyn son frère; — Infirme, etc.

Du 7 juin 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

#### DÉLAISSEMENT D'IMMEUBLES. — ASSIGNATION. — TITRE. — AYANT-CAUSE.

*Une demande en délaissement est valablement formée au nom de l'un des ayans droit, tant pour lui que pour et au nom des autres possesseurs : une pareille désignation est suffisante.*

*Le défaut de notification du titre en vertu duquel une demande en délaissement est formée, n'entraîne pas la nullité de l'assignation.*

*Le jugement qui ordonne le délaissement d'un immeuble est exécutoire, non seulement contre la partie condamnée, mais encore contre le tiers auquel elle a vendu l'immeuble pendant le procès.*

(Saignes — C. Estang.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que Estang a été tant pour lui que pour et au nom des autres possesseurs; qu'une telle désignation est suffisante; — Attendu que le défaut de notification du titre n'est pas une nullité de citation; — Que puisqu'il est reconnu que Saignes est l'image de Cayla, son vendeur, le délaissement prononcé contre celui-ci est resté prononcé contre Saignes, avec d'autant plus de raison que cette vente ayant été faite durant le procès n'a pu déposséder les Cayla, relativement à Estang, et que d'autre part, il est de principe que les exceptions passent du vendeur à l'acquéreur; — Rejette l'appel, etc.

Du 9 juin 1806. — Cour d'appel d'Agen. — Pr., M. Laiguy. — Pl., MM. Lamé et Ducos.

#### PUISSANCE MARITALE. — COHABITATION. — CONTRAINTES PAR CORPS. — SAISIE DES REVENUS.

*Si la femme qui refuse de réintégrer la domicile conjugal, ne peut plus, comme autrefois, y être contrainte par la saisie de sa personne, elle peut du moins y être contrainte par la saisie de ses revenus (C. civ., art. 214.) (1)*

(Femme Sylvestre — C. son mari.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que, d'après l'art.

(1) V. sur les moyens coercitifs pour faire réintégrer le domicile marital par la femme, l'arrêt de Paris du 22 prair. an 13, et la note.

114 du Code civ., la femme est obligée d'habiter avec son mari et de la suivre partout où il veut résider...—Qu'il est même de l'essence des lois que chacune d'elles, en même temps qu'elle est obligatoire, ait une voie particulière d'exécution : car si l'une d'elles pouvait être éludée par défaut de pouvoir d'être exécutée, le corps social, pour l'utilité duquel elles sont toutes établies, serait bientôt désorganisé; l'on verrait l'autorité méconnue, la justice violée, le désordre et l'injustice régner;—Que la femme doit habiter avec son mari; la justice l'ordonne, la raison le veut; c'est une des obligations respectives que les époux contractent l'un à l'égard de l'autre par le seul fait du mariage. Mais comment la loi y contraindra-t-elle une femme qui refusera d'obéir à l'arrêt qui le lui ordonne?—Sous l'empire de l'ancienne législation, la femme y était contrainte par la saisie de sa personne. Cette mesure était trop sévère; cet acte de rigueur ne pouvait qu'irriter une femme et éloigner d'elle les sentiments propres à la ramener à ses devoirs d'épouse. Nous vivons aujourd'hui sous une législation plus douce, plus conforme à nos mœurs, et cette mesure rigoureuse ne peut et ne doit point être adoptée.—A la vérité, on ne trouve dans le Code civil même, aucun article positif à cet égard, aucune voie d'exécution textuellement prononcée; mais de ce que la loi garde à cet égard le silence, faut-il que les tribunaux, organes de la loi, le gardent également? L'art. 4 du Code civil ne leur impose-t-il pas l'obligation de prononcer? Il est ainsi conçu : « Le juge qui refusera de juger, « sous prétexte du silence, de l'obscurité ou de « l'insuffisance de la loi, pourra être poursuivi « comme coupable d'un délit de justice. » La loi alors se repose sur la sagesse et la prudence de ses magistrats. Ainsi, quel est le mode pour contraindre la femme à retourner au domicile de son mari? Cette question fut présentée au conseil d'Etat : il y eut plusieurs avis. Le premier conseil pensa qu'alors le mari était dispensé de fournir à sa femme les aliments qui lui étaient nécessaires pour les besoins de la vie. Dans cette décision aussi sage que juste, les Cours doivent puiser les motifs de leurs arrêts. Si les maris sont dispensés de fournir des aliments à leurs femmes qui refusent de résider avec eux, cela suppose que la fortune est tout entière du côté du mari : par droit de réciprocité, il est juste que, si la fortune est toute du côté de la femme, celle-ci soit alors privée de ses revenus. L'effet, dans les deux hypothèses, n'est-il pas le même? Il y a également privation d'aliments : c'est l'esprit, le vœu du législateur. Toute désobéissance à la loi ne doit-elle pas être punie, au moins par une amende pécuniaire? La saisie des revenus n'est-elle pas même le moyen coercitif le plus doux, le plus honnête, le plus efficace, pour faire rentrer une femme dans son devoir? S'il en était autrement, si une femme, parce qu'elle a de la fortune, pouvait impunément ne pas obéir à un arrêt qui lui enjoit de retourner dans le domicile de son mari; si une pareille licence pouvait être tolérée, ce serait ouvrir la porte à tous les abus; ce serait méconnaître la dignité, la sainteté du mariage, fonder aux pieds les principes les plus sacrés;—Considérant, enfin, que c'est ici la cause des bonnes mœurs, la cause de la société entière; que

l'une et l'autre ont droit à la protection de la loi;—Dit bien jugé, etc.

Du 11 juin 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

#### DIVORCE. — JUGEMENT PRÉPARATOIRE. — APPEL.

*N'est pas susceptible d'appel avant le jugement définitif, le jugement qui, avant faire droit sur une demande en divorce pour excès, sévices et injures graves, autorise la femme à demeurer pendant l'année d'épreuves, séparée de son mari. (C. civ., art. 259, 262.) (1)*

(P.—C. D. P.)

Jugement qui, sur la demande en divorce intentée contre son mari par la dame P., l'autorise à se séparer de lui, et ordonne l'année d'épreuve.

—Appel par le mari. — La femme soutient cet appel non recevable.

ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que ce jugement est prononcé par avant faire droit sur le divorce, par application de l'art. 259 du Code civ.; qu'il résulte de cet article, ainsi que de l'art. 262, même Code, que l'on ne peut pas considérer ledit jugement, sous le rapport du divorce, comme susceptible d'appel; — Déclare l'appelant non recevable, quant à présent, dans son appel, etc.

Du 11 juin 1806. — Cour d'appel de Trèves.—Pl., MM. Georget et Papé.

#### ARBITRE. — JUGEMENT. — DATE. — LECTURE. Des sentences arbitrales font foi de leur date entre les parties (2).

*Il n'est pas nécessaire, à peine de nullité, que lecture soit donnée aux parties de la sentence arbitrale (3).*

(De Belloy et Wagon—C. Thomesse.)

De Belloy, Wagon et Thomesse avaient contracté une société dont l'objet était l'acquisition et la vente de biens nationaux. — Des contestations s'élevèrent entre eux, et ils furent renvoyés à les faire juger par des arbitres. — Une sentence, en date des 1<sup>er</sup>, 2 et 6 frim., an 10, déclare Thomesse débiteur d'une somme de 39,847 fr. — Cette sentence ne fut enregistrée que le 15. — Thomesse ayant su qu'elle lui était défavorable, déclara par acte du 8, révoquer les pouvoirs des arbitres, et en conséquence il forma opposition à l'ordonnance d'exequatur, par ce double motif. 1<sup>o</sup> que la sentence ne faisant pas foi de sa date et n'en ayant acquis une certaine que par son enregistrement, le 15 frim.; la révocation du 8 avait enlevé leurs pouvoirs aux arbitres; et 2<sup>o</sup> que lecture n'avait pas été donnée de la sentence aux parties, ce qui eût été un moyen d'en assurer la date.

Jugement par défaut contre De Belloy et Wagon, suivi d'un déboute d'opposition, qui adoptant ce système, déclare nulle la sentence arbitrale par les motifs suivants :

« Attendu les dispositions de l'art. 3, lit. 1<sup>er</sup> de la loi du 21 août 1790....

« Attendu qu'une décision arbitrale n'est point un acte d'officier public; que dès lors elle ne peut acquérir de date certaine que par l'enregistrement ou par un dépôt authentique ou par le prononcé aux parties; — Attendu que les décisions

(1) L'arrêt qui contient cette décision, ne qualifie pas de préparatoire le jugement rendu dans les termes de l'art. 259 du C. civ.; mais un tel jugement en a tous les caractères, et, d'après l'art. 454 du Cod. de proc. civ., l'appel des jugements préparatoires ne peut être interjeté qu'après et avec le jugement définitif.

(2) Jurisprudence constante. V. Cass. 15 therm. an 11, et la note.

(3) F. en ce sens. Merlin, *Repert.*, v<sup>o</sup> Arbitrage, n<sup>o</sup> 34; Carré, *Lois de la procédure*, n<sup>o</sup> 2338, et Vainnesnà, *Encyclopédie du droit*, v<sup>o</sup> Arbitrage, n<sup>o</sup> 245.

arbitrales rendues les 1<sup>er</sup>, 2 et 6 frim. an 10, n'ont été enregistrées que le 15 frim. et déposées au greffe le 23 dudit mois, et qu'il n'en a été donné aucune lecture ni connaissance aux parties;—Attendu que dès le 8 dudit mois Thomasse avait fait signifier aux arbitres la révocation des pouvoirs qu'il leur avait conférés. n.—Appel.

ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'aucune loi n'impose aux arbitres l'obligation de prononcer aux parties les jugemens par eux rendus dans les contestations qu'leur sont soumises;—Que la fonction d'un arbitre est une fonction de confiance qui lui confère le caractère de juge, et que les dates données par les arbitres à leurs décisions arbitrales doivent être considérées comme authentiques par rapport aux parties contractantes entre elles, sauf néanmoins de la part de celles-ci, la voie de l'inscription de faux contre lesdites dates;—A mis l'appellation au néant, etc.

Du 13 juin 1806. — Cour d'appel de Paris.—Pl., MM. Tripiet et Guérault.

#### CONTRAINTE PAR CORPS. — EFFET RÉTROACTIF. — POUVOIR SPÉCIAL.

Du 13 juin 1806. — (Aff. Vanderborgt.) — Cour d'appel de Bruxelles. V. cet arrêt au 13 juin 1807.

#### 1<sup>o</sup>. TESTAMENT AUTHENTIQUE. — MENTION. — FOI.

##### 2<sup>o</sup> TESTAMENT. — SUGGESTION.

1<sup>o</sup> Lorsqu'un testament contient la mention de l'accomplissement d'une formalité exigée par la loi, tels que celle de la dictée, on ne peut, sans l'insérer en faux, prouver par témoins que cette formalité n'a que point été observée (1).

2<sup>o</sup> On ne peut être admis à la preuve de la suggestion et de la captation, sans articulation préalable des faits de nature à l'établir (2).

(N.—C. bér. Mariens.)

Le testament de la dame Martens portait la mention de sa dictée aux notaires par la testatrice.—Les héritiers naturels ont soutenu que cette énonciation était fautive; ils ont demandé à prouver par témoins que le testament n'avait pas été dicté par la dame Martens.—Ils furent admis à cette preuve par jugement du tribunal de première instance.

Sur l'appel, l'héritier institué a prétendu que la preuve testimoniale ne pouvait être reçue contre la mention contenue dans le testament.—C'est une règle générale, a-t-il dit, que tous les actes authentiques sont foi jusqu'à inscription de faux.—Ce n'est qu'en prenant cette voie qu'on pourrait essayer de détruire l'effet de la mention qui atteste que les formalités voulues par la loi ont été remplies.—En matière de testament, surtout, il ne peut rien être prouvé contre ni outre

ce qui est constaté par l'acte même.—Si l'acte n'énonce point qu'il a été dicté par le testateur, que les témoins ont été présens, etc., en vain voudrait-on établir par des voies étrangères que ces formalités n'ont point été omises.—A plus forte raison, lorsque l'acte offre la mention positive que ces formalités ont été religieusement observées, doit-on écarter l'allégation que cet acte ment, tant que cette allégation ne prend point le caractère grave d'une accusation de faux, le seul qui convienne dans ce cas.—En effet, ce n'est plus alors un simple oubli qu'on peut reprocher aux rédacteurs du testament, c'est une fautive déclaration, c'est un mensonge positif et nécessairement volontaire dont ils se sont rendus coupables : on ne peut transiger avec le crime : il faut le poursuivre ouvertement ou reconnaître qu'il n'a pas été commis.—L'héritier institué se plaignait en outre de ce que le tribunal eût admis les héritiers du sang à prouver que le testament était l'œuvre de la suggestion et de la captation, sans qu'ils eussent articulé aucun fait qui fût de nature à l'établir.

Il ne faut point, répondant les héritiers naturels, appliquer au testament les règles propres aux obligations. Lorsque la loi prononce que le titre authentique fait foi jusqu'à inscription de faux, elle n'entend parler que des titres conventionnels : c'est en ce que constate la place qu'occupe dans le Code civil l'art. 1319 qui pose ce principe.—Ce n'est aussi que relativement aux obligations conventionnelles que l'art. 1341 interdit la preuve testimoniale, lorsque la valeur de l'objet litigieux excède 150 fr.—Le testament est un acte d'une nature particulière, auquel on ne saurait rien appliquer de ce qui a été réglé par rapport aux autres.—Ainsi, par exemple, la validité du testament dépend essentiellement de sa forme : s'il n'a pas été scrupuleusement rédigé dans la forme que la loi détermine, il croûle dans son entier.—Dans les actes usuels, au contraire, la forme n'est, pour ainsi dire, qu'un accessoire : on serait mal venu à méconnaître une obligation, un dépôt, un louage, une vente, parce que l'acte qui en a été passé contiendrait quelque irrégularité.—Ainsi, puisque les art. 1319 et 1341 du Code civil ne sont applicables qu'aux conventions, qu'il n'y a rien de commun entre les conventions et les testaments; que, dans ces derniers, la forme est tout, et qu'aucune loi ne défend d'admettre la preuve de l'observation des formalités dont dépend la validité des testaments; on a pu offrir, et les juges ont bien fait de recevoir cette preuve.—Quant à l'admission de la preuve de la suggestion, on disait que les juges étant souverains appréciateurs des faits qui pouvaient la constituer, il était inutile qu'il restât trace des circonstances qui les avaient déterminés à l'admettre.

ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que les formes d'un

(1) V. dans le même sens, Cass. 19 déc. 1810. La jurisprudence fait, à cet égard, une distinction entre les constatations et les énonciations qui contiennent un testament : quant aux premières, elles ne peuvent, comme le décide notre arrêt, être détruites que par la voie de l'inscription de faux. V. Limoges, 13 déc. 1813; Grenoble, 8 août 1829.—Il en est autrement des énonciations : elles peuvent être détruites par de simples témoignages. C'est ce que décident plusieurs arrêts relatifs à l'énonciation que le testateur est sain d'esprit : Cass. 22 nov. 1810; Douai, 18 juin 1816; Caen, 9 janv. 1821; Limoges, 26 nov. 1829.

(2) Cette décision préjuge, dans le sens de l'affirmative, la question controversée dans les premiers

temps de la publication du Code civil, de savoir si, dans le silence du Code sur la suggestion et la captation, un testament pouvait encore être annulé pour cause de suggestion. V. dans le même sens, Paris, 30 germinal an 11, et la note; Grenoble, 14 avril 1806, et Bruxelles, 21 avril 1808.—La disposition générale de l'art. 901 du Code civil, aux termes duquel il faut être sain d'esprit pour faire une donation ou un testament, laisse aux tribunaux toute la latitude nécessaire pour apprécier si le donateur ou le testateur n'a fait que céder à des influences qui auraient enchaîné sa liberté. V. Bigot-Préameneu, *Exposé des motifs du tit. des donations et testaments*.

testament s'établissent par l'acte même;—Qu'en admettant la preuve que le testament n'a pas été dicté, le tribunal de première instance a préjugé que l'on pouvait chercher hors de l'acte la preuve de l'observation des formes du testament sans recourir à l'inscription de faux;

Attendu que la preuve de la suggestion a été admise sans qu'il résulte du jugement que les faits qui pouvaient être de nature à l'autoriser aient été déduits;—Attendu que si le silence du Code civil sur l'admission de la preuve de suggestion laisse à la prudence du juge la faculté de l'admettre, il faut au moins que sa religion soit préalablement éclairée sur les faits et circonstances qui peuvent le déterminer à l'admettre ou à la refuser; d'où il suit qu'en l'admettant sur la seule proposition du moyen de suggestion, le tribunal de première instance a prématurément jugé, etc.;—Infirme, etc.

Du 14 juin 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.

1<sup>o</sup> DOMICILE ÉLU — DÉLAI — DISTANCES.

2<sup>o</sup> BILLET À ORDRE. — VALEUR EN COMPTES.

1<sup>o</sup> L'assignation régulièrement donnée au domicile élu, équivaut à une assignation donnée au véritable domicile, sans qu'il soit nécessaire d'augmenter les délais à raison de la distance entre le domicile élu et le domicile réel.

2<sup>o</sup> Le porteur d'un billet à ordre causé valeur en compte, n'a besoin de faire aucune preuve pour agir à l'échéance contre le souscripteur : c'est à ce dernier à prouver que le compte se solda à son profit.

(D'Artemberg—C. Ernult.)

Du 14 juin 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—Pl. MM. Raux et Mungers.

ENFANT NATUREL. — LÉGITIMATION DU PRINCE. — ENTÉRINEMENT.

Des lettres de légitimation accordées par le prince, et entérinées sans le consentement des collatéraux, n'ont pas conféré à un enfant naturel le droit de succéder à son père, surtout si ces lettres lui ont imposé la condition d'obtenir ce consentement. — Le sort de cet enfant doit être réglé par les dispositions du Code civil sur les enfans naturels, si le père est décédé sous le Code ou sous la loi du 12 brum. an 2 (1).

(Février—C. Tesandier.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que la légitimation est une grâce du prince, à laquelle il a pu imposer des conditions; que, dans les lettres de légitimation accordées au sieur Texandier, on trouve expressément cette condition, qu'il ne pourrait succéder à son père que du consentement de ses héritiers légitimes; que l'effet des lettres de légitimation n'est point de donner au légitimé une famille, ni la faculté de succéder *ab intestat* à ses parens, mais seulement d'effacer la tache de sa naissance, de lever l'incapacité où il était de recevoir des libéralités à titre universel de ses père et mère, et la faculté de posséder des offices; que la capacité de recevoir, qui naît des lettres

de légitimation, n'est pas le droit d'exiger; que le légitimé a même besoin du consentement formel de son père, exprimé dans les lettres de légitimation, pour devenir son héritier *sans* et nécessaire, à l'exclusion des collatéraux; qu'il n'a point été établi au procès, ni même articulé, que lors de l'obtention des lettres de légitimation, ni depuis, le père du sieur Texandier ait manifesté la volonté de lui donner la faculté de lui succéder; qu'il est, au contraire, à présumer que les lettres de légitimation n'ont été accordées qu'avec les restrictions qui étaient jointes à la demande qui en était faite; qu'on ne peut s'écarter de ce qui est exprimé par lesdites lettres, et que le sieur Texandier ne peut exclure les collatéraux de la succession de son père, puisque la volonté du prince et celle de son père y portent un obstacle direct;—Que tous les auteurs s'accordent à dire que le consentement donné par les parens à la légitimation par lettres, forme un contrat en vertu duquel le légitimé acquiert le droit de succéder que les lettres ne lui transmettent pas, mais qu'elles lui permettent d'obtenir, au moyen de ce consentement; qu'il est de principe certain qu'une obligation ne peut se rapporter qu'aux choses sur lesquelles celui qui s'oblige a entendu contracter;—Qu'en examinant, d'après ces principes, les faits de la cause, pour savoir si les héritiers collatéraux ont donné au sieur Texandier le consentement que les lettres de légitimation voulaient qu'il obtint d'eux pour pouvoir succéder à son père; il résulte évidemment de cet examen qu'il n'est pas certain que les héritiers collatéraux aient eu connaissance des lettres de légitimation; que, quand ils auraient appris qu'elles avaient été obtenues, ne leur ayant pas été communiquées, ils ont pu en ignorer les clauses et les conditions qui y étaient apposées; que le sieur Texandier, qui aurait dû d'ailleurs prouver ce fait, ne l'a même pas articulé; qu'on ne peut voir dans les lettres écrites par quelques-uns des collatéraux au sieur Texandier, que la suite de l'idée presque générale où l'on était à l'époque où elles ont été écrites, que les enfans naturels, même ceux dont les père et mère étaient décédés postérieurement à la loi du 12 brumaire an 2, succédaient à leurs père et mère en vertu de la disposition de cette loi;—Que cette erreur, qu'on peut appeler erreur commune, n'a pu nuire aux appelans, qui l'ont partagée; que ces lettres, ce règlement et ce procès contre le sieur Delort, que le sieur Texandier a présentés comme une reconnaissance de son droit, et opposés comme une fin de non-recevoir aux collatéraux de son père, ne sont relatifs qu'à l'état des choses, tel qu'on le croyait résulter de la loi du 12 brum. an 2; que les héritiers collatéraux n'ont jamais considéré le sieur Texandier que comme un enfant naturel appelé par cette loi à la succession de son père; que c'est dans cet état que l'ont trouvé, à l'égard de ces héritiers, le Code civil et la loi du 14 flor. an 11; que c'est par conséquent d'après le Code civil et d'après cette loi, qu'il faut régler les droits du sieur Texandier et de ses adversaires, dans la succession du sieur Texandier père;—Faisant droit de l'appel, émendant, condamne l'intimé à délaisser et abandonner aux appelans, dans le

(1) Voici comment d'Aguesseau, dans sa dissertation sur les bâtards, détermine les effets de la légitimation par lettres du prince : « La légitimation par lettres n'est pas si parlante et ne produit pas de si grands effets que la légitimation par mariage subséquent : elle efface, à la vérité, la tache que la naissance du bâtard lui avait imprimée; elle lève l'incapacité

qu'elle trouvait en sa personne, de recevoir des dispositions universelles de son père et de sa mère : elle le rend capable de posséder des offices; mais pour la capacité de succéder *ab intestat* à ses parens, elle ne la lui donne que lorsque ceux auxquels il peut succéder ont consenti à sa légitimation. »—F. aussi Toullier, t. 2, n° 935.

délai de trois jours, l'entière hérédité de Jérôme Texandier, avec restitution des fruits, à dater de la promulgation de la loi du 14 flor. an 11, etc.

Du 16 juin 1806. — Cour d'appel de Bordeaux. — *Pl.*, MM. Ravez et Pascal Buhau.

**PRESCRIPTION. — RENTE. — RECONNAISSANCE. — VENTE.**

*La reconnaissance faite par les acquéreurs successifs d'un immeuble, des rentes dont cet immeuble est grevé, empêche la prescription des droits du créancier, encore que cette reconnaissance n'ait pas été acceptée par le dernier.* (C. civ., art. 2248.) (1)

(Masse — C. Vancools.)

En vertu d'un contrat du 16 avril 1766, Vancools était créancier de deux rentes, au capital de 10,582 florins, affectées sur une maison appartenant au sieur Vaugrave. — D'acquéreurs en acquéreurs, cette maison est successivement passée au sieur Bernardin de la Valette, mais toujours sous la condition de servir les rentes dues au sieur Vancools. — En l'an 6, un sieur Masse, créancier de Bernardin, fait vendre la maison par décret, et s'en rend adjudicataire. Vancools forme opposition au décret; mais alors plus de trente ans s'étaient écoulés depuis le contrat constitutif de ses rentes. — Masse soutient qu'elles sont prescrites. Au contraire, Vancools dit que la prescription a été interrompue par la reconnaissance que les acquéreurs successifs ont faite des rentes dans leurs contrats d'acquisition. — La difficulté venait de ce que Vancools n'avait manifesté par aucun acte, qu'il acceptait cette reconnaissance ou la délégation faite en conséquence à son profit. — Mais, pouvait-on répondre, la reconnaissance étant un acte unilatéral, elle n'avait pas besoin d'être formellement acceptée pour être valable. (Cod. civ., art. 1103 et 2248.)

Le 3 frimaire an 13, jugement du tribunal civil de Bruxelles qui déclare Masse mal fondé dans son exception de prescription : « attendu que les rentes en question, créées originellement par Erard Vaugrave, avaient été hypothéquées sur la maison acquise par le sieur Masse sur de la Valette; qu'il était avoué entre les parties que, dans la vente de cette maison faite, 1<sup>o</sup> par Vaugrave à Hohenstoger, par acte réalisé devant les échevins de Bruxelles, le 13 août 1782; 2<sup>o</sup> par Hohenstoger à Leleux, par acte réalisé le 12 avr. 1786; et 3<sup>o</sup> par Leleux à de la Valette, par acte réalisé le 13 juill. 1789, il y a été stipulé que ces rentes faisaient partie du prix d'acquisition; qu'ainsi, elles étaient devenues une charge des nouveaux acquéreurs, à laquelle ils étaient spécialement obligés; — Que cette clause contenait une délégation à la vérité imparfaite, puisqu'elle n'était pas acceptée, mais qui tenait lieu d'opposition en faveur du créancier, suivant la jurisprudence établie en France sur l'édit de 1771, au sujet de la conservation des hypothèques; — Que Masse a dû voir dans l'acte de vente par Leleux à de la Valette, qu'elle se faisait à charge de 2,000 florins de change en sus des capitaux des deux rentes au profit de Vancools, dont de la Valette s'était chargé, ainsi que des intérêts, à partir du 15 août 1787; — Que de la Valette a fait signifier son contrat d'acquisition à Vancools, par exploit du 18 octobre 1787; — Que de là il suit que de la Valette n'a jamais

eu une opinion fondée, qu'il avait acquis le domaine de la maison dont s'agit, libre de rentes et hypothèques; qu'ainsi, conformément à l'art. 205 de la coutume de Bruxelles, et à la doctrine des auteurs, de la Valette, à défaut de bonne foi, n'ayant pu acquérir par prescription l'affranchissement desdites deux rentes, le sieur Masse ne l'a pas pu plus que lui. » — Appel.

**ARRÊT.**

**LA COUR** : — Adoptant les motifs des premiers juges : — Confirme, etc.

Du 17 juin 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 2<sup>e</sup> section.

**TRIBUNAL DE COMMERCE. — COMPÉTENCE**

*Sous l'empire de l'ordonn. de 1673, comme sous le Code de procédure civile, le juge de commerce du lieu où la promesse avait été faite, était compétent pour connaître de son exécution, quoique le défendeur eût son domicile dans le ressort d'une autre juridiction.* (Ord. 1673, tit. 12, art. 17; C. proc., art. 420.)

(Muscheyn-Brems — C. Marcellis.)

Du 18 juin 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> section.

**LEGS. — MEUBLES ET EFFETS. — INSCRIPTION DE RENTE.**

*Les legs de tous les meubles et effets est réputé comprendre les créances civiles, si par une disposition ultérieure, le testateur a excepté du legs, les billets et effets de commerce.*

*Les inscriptions du tiers consolidé ne sont point effets de commerce; en conséquence elles sont comprises dans la disposition portant legs de tous meubles et effets, excepté les billets et effets de commerce.*

(Rousseau — C. Emeric.) — **ARRÊT.**

**LA COUR** : — Attendu que Thomas-Honoré Emeric a légué par son testament à Augustine Rousseau tous les meubles et effets qui se trouvent déposés dans les appartements qu'il occupait à Paris, rue de l'Echiquier, à porte fermée, comme l'on dit vulgairement; qu'il résulte des termes du testament, où l'argent monnayé est expressément compris, que le testateur a donné plus d'étendue à sa disposition qu'elle n'en avait suivant la loi, d'après laquelle un pareil legs, fait de tout ce qui se trouve dans une maison, ne comprend point l'argent comptant; qu'on voit même que l'intention du testateur a été d'y comprendre, en excédant encore les termes de la loi, les dettes actives dont les titres se trouveraient déposés dans ses appartements, puisqu'il a cru nécessaire d'en excepter une certaine classe de titres; qu'en cet état, le legs comprend tout ce qu'il peut comprendre, et qui n'est pas formellement dans l'exception; que des inscriptions de tiers consolidé ne sont point, ne peuvent être censées effets de commerce; que rien ne prouve que celles dont il est question dans la cause soient la propriété de la société d'Emeric frères, et que le contraire résulte non-seulement de la teneur des inscriptions qui sont au nom personnel d'Emeric, mais du fait avoué que les trois inscriptions se sont trouvées dans le portefeuille particulier dudit Honoré Emeric, à son domicile et sous sa clef, et non dans la caisse sociale; — Dit qu'il a été mal jugé.

(1) V. dans le même sens, Bordeaux, 2 mars 1831 (Volume 1831), et Toulouse, 13 août 1833 (Volume 1833). — Un arrêt de la Cour de cassation, du 12 fév. 1829, semble néanmoins, dans une espèce

toute particulière, considérer l'acceptation de celui au profit de qui la reconnaissance de la dette a eu lieu, comme nécessaire pour que cette reconnaissance ait l'effet d'interrompre la prescription à son égard.



Du 21 juin 1806.—Cour d'appel de Paris.—1<sup>re</sup> sect.—Prés., M. Agier.

**ABSENCE. — RESTITUTION EN ENTIER. — VENTE PUBLIQUE.**

*La disposition des lois romaines qui accordait la restitution en entier pour cause d'absence, n'était point applicable à l'égard des ventes ordonnées par des mesures générales de l'autorité publique; par exemple, pour subvenir à une contribution extraordinaire de guerre.*

(De Mérode.)

Du 21 juin 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.—Prés., MM. Deswarte et Vanvolsem.

**TESTAMENT MYSTIQUE. — DATE.**

*Sous l'ordonnance de 1735, un testament mystique était nul s'il n'était daté, encore bien que dans l'acte de suscription le testateur eût déclaré qu'il l'avait écrit le jour même du dépôt entre les mains du notaire. (Ord. 1735, art. 9 et 38.) (1)*

(Laborie—C. Laborie.)—ANRÉT.

LA COUR:—Considérant que, dans le fait, le testament mystique du sieur Laborie, fait en faveur de la dame Barrier-Saint-Sauveur, son épouse, porte pour date germinal an 6, sans expression de jour:—Que l'acte de suscription est daté du 29 germinal an 6; qu'il constate la remise du testament par le testateur, qui déclare que le papier contenait son testament écrit, fait et signé ce jourd'hui;—Considérant, dans le droit, que l'ordonnance de 1735, en réglant dans toute l'étendue de la France la nature et la forme des testaments, en a déterminé les formes substantielles et extérieures:—Que l'art. 9 a parfaitement distingué la disposition d'avec la suscription, et prescrit la forme de ces deux actes séparés; l'art. 38 de cette ordonnance porte: « Tous testaments, codicilles, actes de partage entre enfants et descendants, ou autres dispositions à cause de mort, en quelque pays et en quelque forme qu'ils soient faits, contiendront la date du jour, mois et an, et ce, encore qu'ils fussent olographes; ce qui sera pareillement observé (ajoute le même article) dans le cas du testament mystique, tant pour la date de la disposition que pour celle de la suscription; » l'art. 47 prononce la peine de nullité (dans le cas où les dispositions concernant la date n'auraient pas été observées); ces art. 9, 38 et 47 de l'ordonnance doivent tous se combiner ensemble; ils sont les explications les uns des autres: ainsi, dans un testament mystique il y a deux actes, l'un de disposition, l'autre de suscription; les commentateurs de l'ordonnance appellent le premier l'acte intérieur, le second l'acte extérieur; l'art. 38 veut que l'un et l'autre de ces actes aient la date des jour, mois et an; et peut-on en douter lorsque la loi prononce textuellement que « la date des jour, mois et an sera observée, tant pour la date de la disposition que pour celle de la suscription? » Ainsi chacun de ces actes doit avoir séparément la date des jour, mois et an; l'un d'eux ne peut pas emprunter de l'autre une de ces trois dates qui lui manquerait, et s'il le pouvait, pourquoi alors ne pourrait-il pas emprunter de l'autre deux des trois dates qui manqueraient, et même les trois? Et

ne vaudrait-il pas autant dire qu'il faut rayer la dernière disposition de l'ordonn. de 1735, art. 38? Oui, l'acte testamentaire doit avoir seul l'énonciation des trois dates: l'acte de suscription doit ainsi avoir à lui seul l'énonciation des trois dates; c'est une formalité qui leur est essentielle, même substantielle; elle ne peut jamais être suppléée par aucun équipollent; c'est là la doctrine de Furgole, qui dit que le testament mystique doit être daté non-seulement dans l'acte de suscription, mais encore dans l'écrit intérieur qui contient la disposition; d'Aymar, qui considère comme une formalité essentielle l'apposition de la date des jour, mois et an, non-seulement au testament, mais encore à l'acte de suscription; l'acte de suscription fait bien le complément de la disposition rédigée en forme de testament mystique, c'est-à-dire que l'un n'aurait pas d'existence légale sans l'autre; mais l'acte de suscription ne peut jamais réparer une omission d'une des formalités substantielles de l'acte de disposition; la suscription est instituée pour donner la vie à la disposition, mais à la disposition déjà légale par elle-même, à la disposition qui a elle-même tous les caractères qui lui sont propres, toutes les formes substantielles que la loi lui assigne: lorsque le testateur présente à la suscription son acte testamentaire clos et scellé, ou qu'il le fait clore et sceller au moment de la suscription, cet acte de disposition n'est-il pas un acte séparé qui a dû recevoir toute la perfection que la loi exige de lui comme testament? Des lors, il ne peut trouver, dans l'acte de suscription qui est un autre acte, le remplacement d'une formalité qui lui est également propre et substantielle;—Considérant que telle était la jurisprudence du parlement de Toulouse, qui, par un arrêt rendu au rapport de M. de Bastard, le 23 avril 1737, jugea la question *in terminis*, en cassant un testament mystique qui était daté des jour et mois, avec omission du millésime, quoique, comme dans l'espèce présente, l'acte de suscription portât la date des mois, jour et an, et la déclaration du testateur que c'était son testament, par lui fait, écrit et signé ce jourd'hui;—Considérant, enfin, que les formalités de rigueur, en fait de testament, ne peuvent jamais être remplacées par des équipollents, ainsi que l'ont décidé les arrêts de la Cour de cassation, des 19 frim. an 11 et 12 mars 1806; que ces nullités sont de droit étroit; que la loi a établi les formes comme la sauvegarde du droit naturel, et, en effet, la faculté de tester, quelque faveur que méritent les testaments, n'est-elle pas un bienfait de la loi, une faveur qu'elle accorde? Elle l'a soumise, cette faveur, à des formes; leur accomplissement est la garantie de la volonté des disposans; leur violation dans l'une des parties sacramentelles de l'acte, entraîne la nullité de l'acte entier: « *Quod cadit à syllabâ, cadit à toto*; » tant se réunit donc ici pour faire annuler le testament dont il s'agit: la loi, les lumières de la raison, l'autorité des plus profonds jurisconsultes, la jurisprudence des arrêts, l'intérêt général même de la société dont toutes les propriétés reposent sur l'observation des formes qui en sont les conservatrices, *patrona generis humani*;—Confirme, etc.

Du 21 juin 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

(1) C'était là un point constant dans l'ancienne jurisprudence; V. Ricard, *Testaments*, n° 1536, et les autres autorités citées dans l'arrêt. Mais l'art. 976 du Code civil n'impose pas au testateur

qui veut tester dans la forme mystique, l'obligation de dater son testament; cette formalité n'est prescrite que dans le cas où le testateur ne peut point parler. V. Cass. 14 mars 1809, et la note.

## REQUÊTE CIVILE. — PÉREMPTION. — COMMUNE.

*Une commune ne peut fonder une requête civile sur ce qu'elle aurait omis d'opposer une péremption acquise, et qu'ainsi elle n'aurait pas été valablement défendue. (Ord. de 1667, lit. 35, art. 35.)*

(Comm. de Goux — C. Comm. de Salles et d'Antignac.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que la commune de Goux fonde ses moyens de requête civile sur l'art. 35, lit. 35 de l'ordonn. de 1667, en ce que, dit-elle, elle n'a pas été défendue valablement dans des arrêts attaqués; ce moyen admissible dans le droit, elle le fait consister en point de fait, eu ce qu'elle n'a pas opposé, lors de ces arrêts, la péremption d'instance qui était acquise par le laps de trois années sans poursuites depuis la citation en reprise du 18 germ. an 6, devant le tribunal civil du département de la Haute-Garonne, jusqu'au 25 prair. an 9, époque de la reprise en la Cour; que le défaut de défense valable dont parle l'ordonn. de 1667, ne peut s'entendre que de la défense relative au fond de la contestation, comme si s'agissant, par exemple, dans ce procès, d'une requête civile, la commune de Goux avait manqué d'opposer à cette requête les moyens qui devaient la faire rejeter. — Mais de même que la négligence qui avait donné lieu à la péremption contre les communes de Salles et d'Antignac n'aurait pas constitué pour elles un défaut de défense ou mauvaise défense, de même l'omission de la commune de Goux à leur opposer la peine résultant de cette négligence ne peut constituer ce que l'ordonn. de 1667 a entendu par défaut de défense valable. La péremption une fois couverte ne peut plus revivre; il n'y aurait pas plus de motifs pour relever une commune de l'avoir couverte volontairement contre une autre commune, que de relever celle-ci de cette même péremption; et alors il faut reconnaître que si elle a pu être acquise contre l'une, l'autre a pu aussi en perdre tout fruit en la couvrant au lieu de l'opposer; que ce n'est pas dans un seul arrêt que la commune de Goux a laissé couvrir la péremption, mais qu'il en a été rendu trois consécutivement dans un intervalle de trois ans, depuis que la péremption aurait été opérée, ce qui rendrait la commune de Goux encore irrecevable sous ce second rapport; c'est donc le cas de rejeter la requête civile dont s'agit, etc.

Du 23 juin 1866. — Cour d'appel de Toulouse. — Pr., M. Dast. — Concl., M. Corbière (proc. gén.). — Pl., MM. Carles et Dubernard.

## JUGEMENT DÉFINITIF. — INTERROGATOIRE SUR FAITS ET ARTICLES.

*En matière d'interrogatoire sur faits et articles, le jugement qui déclare pertinents les faits signifiés, n'est point un jugement préparatoire dans le sens de la loi du 3 brum. an 2; c'est un jugement définitif susceptible d'appel. (Cod. proc. civ., art. 451 et 452, anal.) (1) (Dubois — C. Delafaille.)*

Dans une contestation entre Delafaille et les

sieur et dame Dubois, le premier articulait différents faits sur lesquels il demandait que ses adversaires fussent interrogés. — Les époux Dubois soutiennent que ces faits ne sont ni pertinents ni admissibles.

Jugement du tribunal de Bruxelles, qui ordonne l'interrogatoire sur faits et articles. — Appel.

Delafaille soutient que l'appel est non recevable, en ce que le jugement attaqué est un simple jugement préparatoire.

## ARRÊT.

LA COUR : — Reçoit les sieur et dame Dubois appelans; — Ordonne que les parties plaident sur la pertinence ou la non-pertinence des faits dont il s'agit; auquel effet, renvoie la cause pour être entendue dans son ordre d'instruction, etc.

Du 24 juin 1866. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl., M. Merx, subst. — Pl., MM. Kockaert et Vanvoitem.

## DOT. — CONSEIL JUDICIAIRE. — OBLIGATION NATURELLE.

*Celui qui ne peut s'engager, aliéner ou hypothéquer ses biens qu'avec l'assistance d'un conseil judiciaire, n'en conserve pas moins la faculté de doter convenablement ses enfants, sans l'avis de ce conseil. — Doter ses enfants, c'est, de la part d'un père, moins aliéner que remplir une obligation naturelle. (C. civ., art. 511, 513.) (2)*

(Gassard — C. Casenave.) — ARRÊT.

LA COUR : — Considérant que l'arrêt du 13 juin 1778 inhiba seulement par provision à feu Jean Casenave d'engager, aliéner, ni hypothéquer ses biens, que du consentement de quatre proches et de l'avis du sieur Casalis; mais qu'il ne lui enleva pas le droit de constituer une dot raisonnable à sa fille, puisque ce n'est pas à lui aliéner, mais remplir une obligation sacrée, un devoir imposé par les lois; *officium paternum est dotare filias*; — Que l'on ne peut pas taxer d'acte de prodigalité ou d'imbécillité, une action que tout homme sensé aurait faite, moins encore lorsque la constitution n'excède pas la portée des biens; que d'ailleurs, lorsque feu Jean Casenave constitua dans le contrat du 15 frim. an 7, conjointement avec son épouse, une dot à leur fille, ils étaient assistés de leurs parents, même de Pierre Casenave, leur fils, aujourd'hui partie au procès; que c'est sous la foi de ce contrat que le mariage a reçu son exécution, et que la partie de Casaubon en a supporté les charges; qu'il serait alors trop rigoureux d'annuler une constitution dotale, sous prétexte d'une interdiction provisoire qui remontait à près de treute ans, et qui peut-être était ignorée de la partie de Casaubon, qui voyait feu Jean Casenave à la tête de ses biens; — Que d'ailleurs le contrat du 15 frim. a été tacitement ratifié, postérieurement à la levée de l'interdiction de feu Jean Casenave; en effet, il résulte d'une quittance publique du 12 therm. an 7, que Pierre Casenave, son fils, partie de Sansot, paye une somme de 400 liv. pour le premier pacte; et il est dit dans cette quittance que

judiciaire, et à répondre sur des faits qui, par exemple, pourraient n'avoir pas trait à la contestation, à sur lesquels elle pourrait avoir un intérêt légitime à se faire.

(2) C'est ce même caractère d'obligation naturelle, qui a fait décider qu'une dot a pu être constituée à son enfant par un émigré, quoique mort civilement; Cass. 14 juin 1827.

ette somme avait été empruntée tant par lui que par son père;—Or, si ce dernier, depuis la levée de l'interdiction, emprunta pour payer partie de la somme promise dans le contrat de mariage, on peut dire qu'il ratifia ce contrat de puis qu'il eut repris l'exercice entier de ses droits. Ainsi, sous tous les rapports, la nullité de la constitution dotale est mal fondée; — Dit avoir été mal jugé; déclare la partie de Casaubon (Gassendi) propriétaire de la dot et ameublement dont il s'agit, etc.

Du 25 juin 1806.—Cour d'appel de Pau.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE.—DICTÉE.—MENTION.

*De ce que le testament authentique reçu par deux notaires doit contenir la mention expresse qu'il a été dicté aux notaires, si ne s'en suit pas nécessairement que le testament doive à peine de nullité, contenir la même mention, s'il n'a été reçu que par un notaire en présence de quatre témoins. (Cod. civ., art. 972.) (1)*

(N...—C. N...)—ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le testament dont il s'agit au procès, contient la mention expresse qu'il a été dicté par le testateur, écrit par le notaire; que la lecture en a été donnée au testateur, en présence de quatre témoins; — Attendu que l'adverbe également, inséré dans le second membre de l'art. 972 du Code civil, en se rapportant au premier, énonce seulement l'action de la dictée, et celle d'écrire par leurs agens respectifs;—Attendu que si, d'après l'article précité, la loi exige, lorsque le testament est reçu par deux notaires, la mention qu'il leur a été dicté par le même testateur, et qu'il a été écrit par un de ces notaires, c'est afin de s'assurer que le notaire non rédacteur a coopéré activement au dépôt des volontés du disposant, en telle sorte que l'acte soit l'ouvrage commun des deux notaires; — Attendu que, quand le testament est reçu par un notaire, et que celui-ci certifie qu'il a été dicté par le testateur, et écrit par le notaire, ces termes présentent une corrélation naturelle qui ne permet pas de concevoir raisonnablement la possibilité que la dictée ait été faite à un autre qu'au notaire instrumentaire; — Confirmant le jugement de première instance, déclare le testament valable, etc.

Du 25 juin 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### ANTICHRESE.—PRESCRIPTION.

*Lorsqu'il a été convenu, entre le débiteur et son créancier, nanté d'un immeuble à titre d'antichrèse, que le créancier deviendrait propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme fixé, telle convention nulle pour rendre le créancier propriétaire à l'échéance du terme, peut néanmoins servir de fondement à la prescription à partir de cette époque. (Cod. civ., art. 2088, 2236 et 2238.) (2)*

(Descheerdere—C. Noterman.)

Par contrat du 9 juin 1740, Georges Noterman, débiteur envers Vandenberghe de 20 fl. 15 s., lui remit entre les mains une pièce de terre labourable, « pour en jouir comme de son propre bien jusqu'à ce qu'il eût reçu lesdits 20 florins 15 sous, et ce d'ici au mois de mai 1741; et à

défait de remboursement, Vandenberghe pourra dès lors entrer en libre propriété et jouissance, etc. » : ce sont les termes du contrat.—

Noterman ne s'acquitta point : Vandenberghe resta en possession de la pièce de terre, que depuis il transmit à Descheerdere.—Celui-ci en était ainsi en possession, lorsqu'en l'an 11 Jacques Noterman, fils de Georges, revendiqua la pièce de terre, en offrant le remboursement des 20 florins 15 sous.

Descheerdere et son cédant opposèrent la prescription, en ce que plus de trente ans s'étaient écoulés depuis 1741, époque à laquelle Vandenberghe avait commencé à jouir à titre de propriétaire.

Mais par jugement du 13 pluv. an 12, l'exception de prescription fut rejetée, sur le fondement que le titre était vicieux dans son origine; que la possession qui s'en était ensuivie n'avait pu être utile pour prescrire; que le vice du titre avait passé au fils bérédier du père; et qu'il ne s'était pas écoulé 30 ans depuis que la pièce de terre était sortie de la famille Vandenberghe.

Appel.—Descheerdere et Betens, représentant Vandenberghe, soutenaient qu'à partir du mois de mai 1741, Vandenberghe père avait possédé *animo domini* par l'effet du pacte commissaire; qu'à la vérité ce pacte ne l'avait pas rendu propriétaire à l'instant même, parce que les lois le réprouvaient; mais qu'il n'en résultait rien autre chose, sinon que, pendant 30 ans, Noterman avait eu une action pour retirer l'immeuble; qu'il ne l'avait point exercée; et qu'ainsi la propriété s'était consolidée sur la tête du possesseur, au moyen de la longue possession.

Le titre était vicieux, disaient-ils : oui, pour transmettre la propriété; mais non pas pour conférer une possession utile. Pendant la durée de l'antichrèse, c'est-à-dire, dans l'intervalle de 1740 à 1741, la possession de Vandenberghe était précaire, il ne pouvait prescrire; mais à l'expiration de l'antichrèse, elle a cessé de l'être : il a joint avec l'intention d'acquiescer la propriété, qu'on ne peut nier lui avoir au moins été promise.

D'ailleurs plus de 30 ans se sont écoulés depuis que la pièce de terre dont il s'agit a été vendue en justice, par les enfans Vandenberghe; il y a eu alors une autre cause de possession, et sans doute elle a été capable de donner lieu à la prescription.

Noterman soutenait au contraire, que la possession de Vandenberghe avait été vicieuse dès le principe, par la raison que le pacte commissaire était une convention contraire aux bonnes mœurs; que c'était un palliatif d'usure, réprouvé par les lois romaines aussi bien que par le Code civil : — *Qui pactus est nisi intra certum tempus, pecuniam quam mutuum accepit solveret, cassum et credituribus, hypotheca venditionem non contrahit* (L. 1, au Code de pact. pig.); — *Creditorum enim re amissâ jubemus recuperare quod dederunt* (L. 3, Cod. eod.). — Le créancier, dit l'art. 2088 du Code civil, ne devient point propriétaire de l'immeuble par le seul défaut de paiement au terme convenu; toute clause contraire est nulle : en ce cas, il peut poursuivre l'expropriation de son débiteur par les voies légales.—Ainsi donc, celui qui possède en vertu d'un pacte commissaire, possède en vertu d'un titre qui réclame sans cesse contre sa possession. Il ne peut donc prescrire.

cet arrêt en l'approuvant. Il se fonde sur ce que du moment où cesse l'antichrèse, commence une possession *animo domini*.

(1) V. conf. Bruxelles, 25 mars 1806. — V. aussi Bruxelles, 7 fév. 1807.

(2) M. Troplong, de la Prescription, n° 480, cite

## ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que, quoique l'acte de 1740, mentionné au jugement dont est appel, présente une antichrèse dans son contexte, pendant la durée de laquelle Christophe Vandenberghe, l'un des auteurs de l'appelant, n'a pu prescrire; cette antichrèse a expiré à l'époque du mois de mai 1741, par le défaut de remboursement de la somme due, d'après et en conformité de la clause du même acte, portant qu'à défaut de remboursement dans ce mois, le bien appartenait audit Christophe Vandenberghe, en sorte que depuis lors, celui-ci a possédé ce bien à titre de propriété ainsi acquise, possession qu'il a ensuite continuée, soit par lui, soit par ses successeurs, pendant plus de trente ans, ce qui a suffi pour prescrire l'action en nullité de ladite antichrèse et celle en revendication motivée par l'intimité;—Réforme, etc.

Du 25 juin 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—1<sup>re</sup> sect.

## FEMME NORMANDE.—ALIÉNATION.—FIN DE NON-RECEVOIR.

La femme normande qui, lors de la liquidation de la succession de son mari, s'est bornée à demander le prix de son immeuble dota indûment aliéné, n'est plus recevable à agir ensuite contre l'acquéreur à fin de délaissement.

(Bloquel—C. Moncourier).—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que, de l'aveu de toutes les parties, l'action des époux Moncourier doit avoir et a réellement pour base les art. 540 de la coutume de Normandie et 125 des Placés; que, d'après ces deux articles de loi, le tiers acquéreur a le choix ou de délaisser l'héritage, ou d'en payer le juste prix au temps du décès du mari vendeur, mais qu'il est aussi au choix de la femme ou de ses héritiers de se contenter du prix de la vente;—Que, dans le fait particulier, la femme Moncourier, libre alors de sa personne et de ses droits, s'est contentée du prix de la vente, vis-à-vis des héritiers de son mari, ainsi qu'il est prouvé par son acte de liquidation dans la succession de son mari;—Que, n'ayant demandé aux héritiers de celui-ci que le prix de la vente, tel qu'il a été véritablement reçu, et ne pouvant que reporter subsidiairement au tiers détenteur la même demande formée contre les héritiers de son mari, elle est, conséquemment, obligée de s'en tenir vis-à-vis de ce tiers acquéreur, au prix effectif de la vente dont elle a fait elle-même la réduction pour la portion payée en assignats;—Réformant, dit à tort la demande de la dame Moncourier en délaissement de son bien dotal;—Ordonne que Bloquel lui perforce le prix de la vente, etc.

Du 25 juin 1806.—Cour d'appel de Rouen.—Prés., M. Tieullen, p. p.—Concl. conf., M. Fouquet, proc. gén.—Pl., MM. Daviel et Héron d'Agrone.

## SOCIÉTÉ.—LICITATION.—MINEUR.

Encore que les associés soient convenus qu'en cas de dissolution de la société les immeu-

bles ne seraient licités qu'entre eux, néanmoins, s'il y a des mineurs à l'époque de cette dissolution, la licitation doit nécessairement se faire en y appelant les étrangers, et suivant les dispositions des art. 460, 839 et 1687, du Code civil.

En serait-il autrement dans le cas où les associés auraient stipulé par une clause expresse que la licitation devrait être faite entre eux, alors même qu'il y aurait des mineurs? Arg. aff. (1)

(Veuve Bunel—C. Châtel et Garvey.)

Le 30 juin 1792, les sieurs Bunel, Garvey et Châtel se sont associés pour l'établissement d'une fabrique de vitriol. Entre autres stipulations de l'acte social, il était convenu qu'en cas de dissolution, « les terrains, bâtimens, ateliers et bancs gars, ainsi que les meubles et ustensiles seraient licités entre les associés, après avoir fait en présence les uns des autres un inventaire bien exact... » Le sieur Bunel est décédé, et la société a été continuée avec ses héritiers (sa veuve et ses enfans), en conformité de l'acte de société qui avait prévu le cas de décès de l'un des associés avant la dissolution. En l'an 13, Garvey et Châtel voulurent discontinuer leur société; il y eut lieu à la licitation des terrains. Mais l'un des enfans de Bunel étant mineur, la dame Bunel prétendit que cette licitation ne pouvait avoir lieu entre les associés, ainsi que cela était stipulé dans l'acte de société, mais avec l'observation des formes voulues par les art. 459 et 460 du Code civil.

Jugement qui rejette cette prétention. Appel.

## ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que le sieur Bunel, décédé en l'an 3, a laissé pour héritier un fils qui est encore mineur et deux filles;—Vu les art. 457, 458, 459, 460, 839 et notamment 1686 et 1687 du Code civil;—Vu que ces articles de la loi ne seraient inapplicables à la cause, qu'autant qu'il y aurait été dérogé formellement par l'acte de société;—Considérant que tout ce qui tend à rompre l'égalité entre les associés est contraire au but comme à la nature de leur contrat, et ne peut se supposer qu'autant que l'acte de société est formel à cet égard;—Considérant que le système des sieurs Garvey et Châtel serait aussi préjudiciable au mineur Bunel dans son exécution, qu'il leur serait avantageux à eux-mêmes;—Dit qu'il a été mal jugé;—Ordonne qu'il sera procédé à la licitation de l'immeuble dont il s'agit et de ses accessoires, et que les étrangers seront admis aux enchères, conformément à l'art. 460 précité du Code civil, etc.

Du 26 juin 1806.—Cour d'appel de Rouen.

BAIL.—JOUISSANCE.—TROUBLE.—GARANTIE. C'est au preneur à faire cesser les vices de fait exercés par des tiers relativement à la chose louée, encore qu'il s'agisse de voies de fait qui empêchent son entrée en jouissance, lorsque l'auteur du trouble ne prétend aucun droit sur la propriété des biens affermés. (C. civ., art. 1719 et 1725.) (2)

tons, et qui, en appliquant à l'espèce l'art. 1725 du Code civ., nous semble donner à cet article une extension qu'il ne comporte pas. L'art. 1725 s'applique, il est vrai, le bailleur de toute garantie envers le preneur, pour le trouble que des tiers apportent par voies de fait à la jouissance de ce dernier, sans prétendre d'ailleurs aucun droit sur la chose louée; mais c'est seulement lorsque le preneur éprouve ce trouble durant sa jouissance: en effet, alors le

(Jourdain—C. Begon.)

Begon avait obtenu un jugement en dernier ressort qui condamnait Louis et Jacques Jourdain, preneurs à locatarie perpétuelle, à déguerpir faute de paiement; ensuite de quoi il s'était fait mettre en possession des biens par un huissier, les locataires dûment appelés.—Le 12 fruct. an 11, Begon affirme les mêmes biens à un autre Louis Jourdain.—Cependant les anciens preneurs continuaient leur jouissance et leur exploitation. Deux fois Begon les fit punir par voie de police correctionnelle, mais sans pouvoir les faire déguerpir de fait.—Dans ces circonstances, le nouveau fermier a pu jouir paisiblement, assigne Begon pour qu'il ait à faire cesser le trouble; il se fonde sur l'art. 1719, Cod. civ.

Begon répond que personne ne prétend avoir de droit sur les biens affermés; qu'il s'en est fait mettre régulièrement en possession, et que c'est au fermier à se défendre des troubles et des voies de fait, comme il l'entendra; que l'art. 1725 du Code civil le dit expressément.

Le fermier réplique qu'au moins il doit être mis en jouissance paisible une première fois; que tel est l'esprit de la loi, résultant de la combinaison des art. 1719 et 1725 du Code civil.

Jugement qui repousse ce dernier système. Appel par Jourdain.

## ARRÊT.

LA COUR:—Considérant, en droit, que le bailleur d'une ferme n'est pas tenu de garantir le preneur du trouble que des tiers apportent par des voies de fait à sa jouissance, lorsque ce trouble n'est pas la suite d'une action concernant la propriété du fonds; que, même, dans ce cas, le trouble ne donne pas lieu au résiliement du bail, mais seulement à la remise de la totalité ou d'une partie du loyer pendant la durée du trouble et de l'action qui l'occasionne; que cela résulte des art. 1725 et 1726 du Code civ.;—Considérant, en fait, qu'il n'y a aucune action intentée de la part de personne contre le sieur Begon, tendant à lui disputer la propriété des biens dont il s'agit; que cette propriété lui est assurée contre ses anciens locataires perpétuels, par des jugements qui ont acquis la force de la chose jugée et qui ne sont pas attaqués;—Considérant que le sieur Begon fut mis en possession réelle et effective de ces biens par un officier ministériel, et d'après procès-verbal authentique et régulier; que les droits attachés à cette possession furent transmis à Louis Jourdain par son

bailleur ayant accompli son obligation par la délivrance de la chose louée, le preneur ne peut plus rien exiger de lui sous ce rapport. Au contraire, lorsqu'il n'y a pas eu mise en possession effective, le preneur a droit de se plaindre de l'obstacle qui s'oppose à l'exécution du contrat, quelles que soient la cause et la nature des empêchements; et en réclamant l'intervention et la garantie du bailleur, il ne fait rien autre chose qu'exiger de lui l'accomplissement de la première des obligations que lui impose l'art. 1719 du Code civ., celle de délivrer la chose louée.—La doctrine de l'arrêt que nous rapportons ne devrait donc pas être suivie.—*Sic*, Duvigier, du Louage, tom. 1<sup>er</sup>, n° 277.

(1) V. conf. Paris, 19 sept. 1815; Lyon, 13 fév. 1828. — Il en était autrement des arrêts rendus en matière de divorce: l'art. 263, Cod. civ., déclarait le pourvoi suspensif à leur égard, MM. Duranton, t. 2, n° 215, et Delvincourt, t. 1<sup>er</sup>, p. 299, notes, pensent que cette disposition pourrait être appliquée par analogie, aux arrêts concernant mainlevée d'une opposition à mariage; mais ils reconnaissent l'un et

l'autre la légalité d'une jurisprudence contraire, la loi n'ayant point prévu ce cas.

Du 26 juin 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

## MARIAGE.—OPPOSITION.—POURVOI.—EFFET SUSPENSIF.

La règle d'après laquelle le pourvoi en cassation n'est pas suspensif, en matière civile, est applicable au pourvoi contre un arrêt qui rejette une opposition à un mariage et ordonne de passer outre à la célébration de ce mariage.—Vainement on dirait que l'exécution de l'arrêt sera irréparable en définitive. (L. 27 nov.-4<sup>re</sup> déc. 1790, art. 16.) (1)

(Daublat — C. sa fille.)

Du 27 juin 1806.—Cour d'appel de Riom.

## SÉPARATION DE CORPS.—FEMME MINEURE.—AUTORISATION.—CURATEUR.

Une femme mineure a pu, sous l'empire du Code civil, intenter et poursuivre une demande en séparation de corps, avec la seule autorisation de justice et sans avoir besoin de l'assistance d'un curateur. (Cod. civ., art. 307, 482.) (2)

(S... — C. Sa femme.)

La dame S..., mineure, s'étant fait autoriser par justice à citer son mari en séparation de corps, celui-ci comparut, et demanda la nullité de la procédure, en se fondant sur ce que sa femme était mineure, et la séparation de corps emportant séparation de biens, l'action ne pouvait être régulièrement intentée qu'avec l'assistance d'un curateur, aux termes de l'art. 482 du Code civ.

22 mars 1806, jugement du tribunal de première instance de Bordeaux, qui rejette la nullité proposée par le sieur S...: « Considérant que les dispositions de la loi qui prescrivait impérativement que la femme ne pût ester en jugement que sous l'autorisation de son mari, ou sous l'autorité de la justice, n'établissent en ce

l'autre la légalité d'une jurisprudence contraire, la loi n'ayant point prévu ce cas.

(2) Il en serait de même, sous le Code de procédure civile, les art. 875 et suiv. n'ayant fait qu'établir un mode particulier de procédure préliminaire pour la séparation de corps, et la laissant au surplus sous l'empire des règles ordinaires d'actions civiles. Il faudrait donc, pour que l'assistance d'un curateur fut nécessaire à la femme mineure, qui plaide en séparation de corps, que cette action pût être considérée comme une action immobilière, seul cas où l'art. 482 du Code civil exige que le mineur émancipé soit assisté d'un curateur. Or, quoique la séparation de corps emporte séparation de biens, l'action en séparation de corps a plutôt pour objet d'obtenir une protection pour la personne, que de réclamer les biens mobiliers ou immobiliers appartenant à la femme demanderesse. La femme, même mineure, est donc suffisamment habilitée par l'autorisation de justice, à plaider en séparation de corps. V. en ce sens, Carré, *Lois de la proc.*, quest. 2964; Merlin, *Repert.*, v° *Séparation de corps*, § 3, n° 8; Duranton, t. 2, n° 585; Toullier, t. 2, n° 767.

point aucune distinction entre la femme majeure et la femme mineure, et que celle-ci n'est aucunement assujettie à se pourvoir d'un curateur pour réclamer l'autorisation; — Considérant que, dans la cause actuelle, l'action intentée par la dame S... étant dirigée directement contre son mari, c'était à la justice à lui accorder l'autorisation nécessaire, et que cette formalité a été remplie; qu'au défaut de l'autorisation du mari, l'art. 218 du Code civil, donne le droit à la justice d'autoriser la femme mariée; qu'en matière de séparation de corps, il n'est pas nécessaire que cette autorisation ait été demandée au mari; que cette demande serait contradictoire avec la nature de l'action en séparation de corps; — Considérant que l'art. 306 du Code civil, permet aux époux majeurs ou mineurs de former une demande en séparation de corps; — Considérant que, s'il résulte des art. 481 et 482 du Code civil, combinés avec les art. 462 et suivants, que l'assistance d'un curateur, ou l'autorisation d'un conseil de famille, est nécessaire au mineur pour l'exercice des actions immobilières, et qu'il ne peut faire que des actes de pure administration, ce serait méconnaître le vœu de la loi naturelle et civile, que de soutenir que l'époux qui cherche à mettre sa personne en sûreté, ne peut, néanmoins, pénétrer dans le sanctuaire de la justice qu'après avoir trouvé un premier appui dans la société; — Considérant que la demande en séparation de corps est purement une action personnelle, dans laquelle, pour la protection de sa personne, la femme invoque la protection de la justice et les secours du ministère public; qu'une pareille demande ne peut être assimilée à une action immobilière, et que la loi n'exige pas, pour l'exercice de cette action individuelle, les formalités prescrites aux mineurs pour l'exercice des actions pour vente ou aliénation d'immeubles; qu'ainsi la dame S..., autorisée par la justice en vertu de l'ordonnance du tribunal, en date du 7 janv. 1806, a régulièrement cité et assigné le sieur S... »

Appel, de la part du sieur S...

ARRÊT.

LA COUR; — Adoptant les motifs des premiers juges; — Confirme.

Du 1<sup>er</sup> juill. 1806 — Cour d'appel de Bordeaux. — *Pl.*, MM. Pascal, Coubert et Lainé.

ABANDON D'ÉPOUX.—DOMMAGES-INTÉRÊTS. — PARENS.

Les père et mère qui aident leur fils à désertir le domicile conjugal, soit en la cachant, soit en lui procurant les moyens de se cacher, sont passibles de dommages-intérêts envers leur gendre. (C. civ., art. 214 et 1382.)

(Bejaud — C. Dardeau.)

Demande du sieur Bejaud contre les sieur et dame Dardeau, père et mère de sa femme, en dommages-intérêts, à raison du refus fait par cette dernière de venir habiter chez lui, et du refus fait par les sieur et dame Dardeau d'indiquer la maison qu'elle habite. À l'appui de cette demande, il articulait des faits tendant à prouver que les sieur et dame Dardeau procuraient à leur

fille les moyens de se cacher et de se retirer de la maison conjugale.

9 mai 1806, jugement du tribunal de Bourges, qui, sans égard à l'articulation des faits proposés, déclare le sieur Bejaud non recevable dans sa demande.

Appel, par le sieur Bejaud.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'aux termes de droit, la femme est obligée d'habiter avec son mari, et de le suivre partout où il jugera à propos de résider; que la seule exception est le cas de divorce ou de séparation de corps; qu'ainsi, hors ce cas, la femme qui se retire de la maison conjugale, méconnaît ses devoirs et l'autorité de la loi; — Qu'il en est de même de ceux qui aident à cette soustraction, en cachant la femme, ou en lui procurant les moyens de se cacher; qu'ils deviennent alors complices de ses torts; qu'à la éri té, la nature inspire aux père et mère le soin de recueillir leurs enfans, et non pas de les chasser, mais qu'un sentiment ne doit pas l'emporter sur un devoir; que tous leurs soins doivent tendre sans cesse à resserrer l'union entre les époux; que, si des faits graves ne permettent aucun rapprochement et rendent la vie commune insupportable, ils peuvent guider leur fille dans la poursuite du divorce ou de la séparation; mais que, hors ce cas, toute démarche de leur part qui tend à cacher leur fille et à effectuer une séparation de fait, les rend, comme elle, coupables d'une infraction à la loi; — Considérant que l'appelant a articulé des faits graves, et qu'ils peuvent éclairer la justice, donne acte à Bejaud de ce qu'il articule; — Infirme, etc (1).

Du 3 juill. 1806. — Cour d'appel de Bourges. — *Prés.*, M. Sallé. — *Pl.*, MM. Deséglises et Douard.

1<sup>o</sup> SUBROGATION. — RENTE VIAGÈRE.

2<sup>o</sup> RENTE VIAGÈRE.—ORDRE.—COLLOCATION.

1<sup>o</sup> Encors qu'une rente viagère soit amortie par le remboursement du capital, et que ce remboursement éteigne l'hypothèque originairement donnée pour sûreté de la rente, cette règle ne reçoit point d'application au préjudice de celui qui a fourni les deniers pour rembourser le capital, et s'est, en même temps, fait subroger aux droits et privilèges du créancier.

2<sup>o</sup> Le créancier d'une rente viagère ne peut prétendre à être colloqué pour le capital: il n'a droit qu'au service de la rente; ainsi l'acquéreur du bien hypothéqué doit rembourser, jusqu'à l'extinction de la rente, une somme suffisante pour produire des intérêts égaux aux arrérages.

(Prévôt-Dacier — C. Lousteau.)

Sur une demande en collocation, formée par le sieur Prévôt-Dacier, et contestée par le sieur Lousteau, le tribunal de première instance de Paris avait rendu le jugement suivant: « En ce qui touche la demande du sieur Prévôt, à fin de collocation à l'hypothèque du 12 déc. 1780, comme subrogé aux droits de la femme Richon, veuve Gelland: — Attendu, en droit, que l'hypothèque n'étant que la suite de l'obligation,

(1) Sur les enquêtes faites, est intervenu le 22 août un arrêt portant que l'affection paternelle, quelque sainte qu'elle puisse être, devient une faiblesse si la conduite qu'elle inspire se trouve en opposition avec la loi; que ce sentiment ne doit jamais, comme dans l'espèce, conduire à cette conséquence grave de se prêter à une désunion entre des époux; que cependant il porte avec lui une sorte d'excuse, et

que particulièrement, dans l'espèce, la conduite des sieur et dame Dardeau était excusée 1<sup>o</sup> par l'extrême dénûment de leur gendre; 2<sup>o</sup> par les injures atroces qu'il s'était permises contre sa femme; 3<sup>o</sup> par l'aversion que celle-ci avait conçue contre son mari, et la crainte qu'elle n'attentât à ses jours si on la laissait à se réunir à lui; qu'en conséquence il y avait lieu de n'accorder que 200 fr. de dommages.

n'existe plus du moment que l'obligation se trouve éteinte; — Attendu qu'une rente viagère est une créance qui n'a d'autre capital qu'une prestation annuelle et déterminée; — Attendu, en fait, que Prévôt n'est pas cessionnaire de la rente viagère qui était due à la femme Richon; qu'il a été traité de l'extinction pure et simple de cette rente entre la créancière et le débiteur; — Qu'ainsi, et au moyen de cette extinction, l'hypothèque résultant du contrat de constitution s'est évanouie; d'où il suit que la subrogation consentie au profit de Prévôt, et qu'il invoque, a été sans objet; — Le tribunal, sans avoir égard à la réquisition de Prévôt, dont il est débouté, ordonne que, pour raison de sa créance intégrale, il ne sera colloqué à l'ordre, qu'à la date seulement du 28 therm. an 10, jour de son inscription. »

Appel, de la part du sieur Prévôt-Dacier.

#### ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que les formalités prescrites, notamment par l'édit de 1609, et par l'arrêt de règlement du parlement de Paris, du 6 juill. 1690, pour opérer la subrogation, ont été remplies; — Attendu que l'effet de la subrogation est de substituer, sans nuire aux droits acquis à des tiers, un créancier à un autre, et de transporter, suivant la disposition textuelle des arrêt et édit ci-dessus rappelés, au créancier nouveau, les privilèges, hypothèques, noms, raisons et actions de l'ancien créancier; — Attendu que la dette remboursée avec les deniers du nouveau créancier, quoique éteinte, est réputée, par une fiction de la loi, exister encore au profit du créancier qui a obtenu la subrogation; — Attendu que, dans l'espèce, où la créance était en rente viagère, le créancier primitif n'aurait pas eu le droit d'exiger le remboursement du principal, et que c'était sur les seuls arrérages que frappait son hypothèque, et qu'il était fondé à l'exercer; d'où il résulte que le créancier nouveau ne peut non plus, pour raison de sa créance, exercer, en vertu de la subrogation, l'hypothèque à lui transmise que pour les arrérages qui auraient couru depuis l'époque où ont eu lieu le remboursement et la subrogation, et sur ceux qui courraient à l'avenir, si la rente n'eût pas cessé d'exister; — Attendu que le remboursement du principal, réclamé par Prévôt-Dacier, porterait atteinte aux droits des créanciers postérieurs ou ci-devant propriétaire de la rente viagère, lesquels créanciers, lotu de s'entendre à une pareille charge, ont compté et dû compter que la rente s'éteindrait tôt ou tard; — Sans s'arrêter aux fins de non-recevoir proposées contre l'appel, a mis et met l'appellation au néant; émettant, en ce qui touche la demande de Prévôt-Dacier, à fin de collocation à la date du 12 décembre 1780, pour la somme de 14,814 fr. 51 c., représentant 15,000 liv., et faisant le sort principal du remboursement effectué avec les deniers de Prévôt-Dacier, le déclare non recevable dans sa demande; faisant droit sur les conclusions subsidiaires, ordonne qu'il sera colloqué à la date du 12 déc. 1780, 1<sup>o</sup> pour une somme égale à celle qu'auraient produit, depuis le 3 therm. an 10, époque du remboursement opéré jusqu'à ce jour, les arrérages de la rente viagère de 1,200 fr., si elle n'eût pas été éteinte; autorise Prévôt-Dacier à retenir cette somme sur le prix de la maison, rue Saint-Jacques, à lui adjugée le 8 frim. an 13, ce qui diminuera d'autant la créance de 14,814 fr. 81 c.; 2<sup>o</sup> pour une somme de 23,703 fr. 69 c., égalant 24,000 liv., à l'effet d'assurer à l'ave-

nir le service des arrérages de la rente viagère, réputée toujours exister au profit de Prévôt-Dacier; laquelle somme de 23,703 fr. 69 c., sera laissée entre les mains des acquéreurs dont il s'agit; — Ordonne qu'après le paiement intégral des 13,814 fr. 81 c., ou au décès du ci-devant rentier, la somme de 23,703 fr. 69 c., ou toute autre somme laissée aux acquéreurs en vertu des dispositions ci-dessus, sera délivrée aux créanciers qui y auront droit, suivant l'ordre de leurs hypothèques; etc.

Du 5 juill. 1806. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Tripiet et Moreau.

#### SERVITUDE.—PRESCRIPTION.

Dans la ci-devant Alsace, une servitude discontinue ne pouvait s'acquérir, à défaut de titre, que par la possession immémoriale, à moins qu'elle ne fût apparente, ou qu'il eût suffi d'une possession de trente ans (1).

(Dame Judlin—C. Granner.)

Du 8 juill. 1806. — Cour d'appel de Colmar. — Pl., MM. Baumlin et Kœnig.

#### 1<sup>o</sup> APPEL CIVIL.—AYANT CAUSE.

#### 2<sup>o</sup> DOMICILE ÉLU.—BILLET À ORDRE.

1<sup>o</sup> L'acquéreur, assigné en déclaration d'hypothèque, peut, comme ayant cause, interjeter appel des jugemens rendus contre son vendeur, qui lui préjudicient.

2<sup>o</sup> L'indication d'un lieu, pour y faire le paiement de billets à ordre, n'emporte pas élection de domicile en ce lieu, le porteur qui veut exercer des poursuites, doit, même en ce cas, assigner son débiteur à personne ou à domicile réel (2).

(Maglin—C. Cerf-Jacob.)

Du 9 juill. 1806. — Cour d'appel de Colmar.

#### EAU.—SERVITUDE.—FONDS INFÉRIEUR.

Le propriétaire d'un fonds traversé par une eau courante, peut faire sur son terrain toutes constructions qu'il juge convenables, et tendantes à diminuer pour sa propre utilité le volume de l'eau au préjudice des héritages inférieurs; à cet égard il n'a d'autre obligation que celle de ne pas absorber toute l'eau, pour qu'il puisse la rendre à son cours ordinaire à la sortie de ses domaines.

(Provence—C. Berthelin.)

Du 9 juill. 1806. — Cour d'appel de Paris. V. cet arrêt avec celui de rejet du 15 juill. 1807, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

#### ADJUDICATION DEFINITIVE.—EXPROPRIATION FORCÉE.—(MOSE AUGER.)

En matière d'expropriation forcée, l'adjudication définitive peut avoir lieu en vertu d'un jugement de première instance susceptible d'appel, et, à l'époque de l'adjudication, si n'y avait pas d'appel valablement interjeté. (Ordonn. de 1667, tit. 17, art. 5. — Cod. Civ.; art. 2315.)

(Laborde—C. Francis.)

En exécution d'un jugement de débouté d'opposition, Francis poursuit l'expropriation des biens de Laborde.

L'adjudication de ces biens est attaquée en

(1) V. en ce sens, Cass. 2 vent. an 9, et la note

(2) V. sur cette question, Cass. 25 prair. an 10, et la note.

appel. Cette adjudication ne pouvait avoir lieu, dit Laborde, en exécution des jugemens par défaut; ces jugemens ne sont pas définitifs, comme l'exige l'art. 2115 du Code civil.

## ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'aux termes de l'art. 2115 du Code civil, on ne peut poursuivre une expropriation et l'adjudication, qu'en vertu d'un jugement qui a force de chose jugée; que l'art. 6, tit. 17 de l'ord. de 1667, range au rang des jugemens qui ont la force de chose jugée, ceux dont il n'y a pas appel; et qu'il est constant dans la cause qu'il n'y avait pas appel du jugement du tribunal de Lectoure, en date du 24 therm. an 13, lorsque l'adjudication a été faite;—Confirme, etc.

Du 10 juill. 1806. — Cour d'appel d'Agen. — Pr., M. Bergognié. — Concl., M. Guillemette. — Pl., MM. Baradat et Ladrix.

## SERMENT DECISOIRE.—RETRAIT SUCCESSORIAL.—COHÉRITIER.—CESSIONNAIRE.—ACTE PUBLIC.

Le cohéritier peut, en exerçant le retrait successoral, déférer le serment décisoire au cessionnaire sur la sincérité du prix de la cession, alors même qu'elle a été faite par acte public. (Cod. Civ., art. 841.) (1).

Mais ce cohéritier n'a pas le droit de déférer le serment au cohéritier qui a cédé ses droits.

(Gazagne—C. Renaud et autres.)

Le 4 flor. an 13, la dame Gibord, conjointement avec son mari, vendit à deux étrangers (Renaud et Giraud) sa portion dans la succession de sa mère: l'acte fut fait devant notaire, et le prix fut dit être de la somme de 13,000 liv. — Il arriva que le sieur Gazagne, tuteur des frères de la dame Gibord, voulut exercer le retrait aux termes de l'art. 841 du Code civil; mais il crut que le prix avait été exagéré dans le contrat: en conséquence, il déféra le serment aux acquéreurs ou cessionnaires; il fit plus, il mit en cause la dame Gibord et son mari, et prétendit les obliger aussi à déclarer par serment quel était en réalité le prix de la cession. — Les cessionnaires répondirent que l'acte faisait foi jusqu'à inscription de faux; et la dame Gibord, qu'elle ne pouvait être obligée au serment, comme partie, dans cette affaire qui ne la regardait pas.

28 janv. 1806, jugement du tribunal de Mous-

tier, qui admit ces exceptions et refusa d'ordonner le serment.

Appel par Gazagne.

## ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que tout cohéritier ayant le droit, en vertu de l'art. 841 du Code civ., d'écarter du partage tout cessionnaire non successeur du défunt, en lui remboursant le prix de la cession qui lui aurait été faite par un autre cohéritier, il suit de là qu'on ne peut refuser au communisme qui veut se faire subroger au bénéfice de la cession, le droit de s'assurer, par tous les moyens légaux, de la sincérité du prix porté par la cession, si ce prix lui paraît exagéré: priver le communisme du droit de faire préalablement expliquer le cessionnaire sur la sincérité du prix, ce serait l'obliger d'avance à un remboursement qui lui serait plus onéreux que profitable; ce serait, en un mot, faire tourner à son préjudice un bénéfice introduit par la loi en sa faveur;

Considérant que, si Gazagne est fondé à demander préalablement le serment décisoire de Giraud et Renaud, cessionnaires, il n'a pas le même droit vis-à-vis les mariés Gibord, par la raison que, Gazagne n'ayant aucune action à exercer envers ces derniers, il ne peut exiger d'eux le serment décisoire sur la sincérité d'un acte qui fait pleine foi entre les mariés Gibord, et Giraud et Renaud, leurs cessionnaires; que ce serait attenter à la foi due à cet acte, que d'exposer les éddans et cessionnaires à se mettre en opposition entre eux; qu'ainsi les mariés Gibord doivent être renvoyés d'instance avec dépens;—Ordonne que les sieurs Renaud et Giraud prêteront serment, etc.

Du 11 juill. 1806.—Cour d'appel de Grenoble.

## PRIVILÈGE.—AUBERGISTE.—CHOSE D'AUTRUI.

L'aubergiste, qui sait que les meubles transportés chez lui par un voyageur ne sont pas payés, ne peut exercer de privilège sur ces meubles au préjudice du vendeur. (Cod. Civ. art. 2102. (2).

(Duwelfz—C. Gosse.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que les privilèges accordés au propriétaire de la maison, ou à l'aubergiste, par l'art. 2102 du Code civil, ont leur fondement dans la présomption que les meubles qui garnissent l'appartement, ou qui sont transportés

été exagéré, dans l'intention d'empêcher les héritiers de demander la subrogation; et si la preuve n'était pas admissible à cet égard entre et outre le contenu dans l'acte, l'art. 841 ne contiendrait qu'une disposition illusoire; mais comme il s'agit d'une fraude à la loi, la preuve doit être admise, s'il s'élève des présomptions graves de la simulation du prix et des charges. Au reste, il est sans difficulté que les héritiers ont le droit de déférer au cessionnaire le serment sur la sincérité du prix énoncé dans l'acte. »

(2) F. en ce sens, Colmar, 26 avr. 1816.—L'opinion des auteurs est conforme à la jurisprudence de ces arrêts. « Il me semble, dit Troplong (t. 1, n° 204) que si l'aubergiste savait que les objets transportés chez lui n'appartenaient pas au voyageur, son privilège cesserait d'avoir lieu. Je raisonne par argument du n° 4 de l'art. 2102, qui veut que le vendeur de meubles non payés, et garnissant une maison louée, soit préféré au locateur lorsque celui-ci sait que les objets n'appartiennent pas au locataire. » — F. aussi Duranton, t. 19, n° 20; Persil, Quest., t. 1<sup>er</sup>, ch. 3; Favard, Privilège, l. 1<sup>re</sup>, § 2, n° 13.

(1) F. conf., Aix, 5 déc. 1809.—On avait d'abord, sous l'ancienne jurisprudence, si le serment décisoire pouvait être déféré contre et outre le contenu aux actes authentiques; il y avait en sur ce point des décisions en sens divers: F. Duparc Poullain, Principes du droit, t. 9, p. 437; Teulier, t. 10, n° 580.—Sous le droit actuel, la question serait décidée dans le sens de l'affirmative, F. Colmar, 18 avr. 1806; Turin, 8 avr. 1807; Teulier, loc. cit.; Duranton, t. 13, n° 579.—En matière de retrait successoral, lorsqu'il s'agit de déterminer le prix à rembourser au cessionnaire, il doit incontestablement être permis de déférer à ce dernier le serment décisoire sur la quotité de ce prix. On sait qu'il arrive fréquemment que pour éviter le retrait, le cessionnaire fait porter le prix de la cession à une somme plus forte que celle qu'il a réellement payée. Dans ce cas, comme il y a fraude et simulation, il est incontestable que le cohéritier peut être admis à déférer le serment au cessionnaire: telle est au reste l'opinion de M. Benoit, Du retrait successoral, n° 109, et celle de M. Chabot de Fallier, dans son Commentaire sur les successions, t. 3, p. 198, n° 22: « Le prix de la cession, dit ce dernier auteur, peut avoir



dans l'auberge par le voyageur, sont la propriété du locateur ou voyageur;—Que dans l'espèce de la cause, Duweltz a eu connaissance que les meubles sur lesquels Gousseau réclame privilège, appartenaient à ce dernier qui les avait vendus à Levaillant, à charge d'en payer le prix, faute de quoi, la vente serait nulle;—Que cette connaissance a été donnée par exploit du 13 brum. an 12, à Duweltz, le lendemain de la vente et du transport qui en a été fait à l'hôtel d'Angleterre; qu'ainsi ledit Duweltz n'a pu fonder sa confiance et son crédit sur une présomption détruite par les pièces;—Que la disposition de la troisième partie du § 4 de l'art. 2102 du Code civil milite contre l'aubergiste, ainsi que contre le propriétaire de maison, la raison de l'exception faite dans cet article en faveur du vendeur qui a fait connaître ses droits, étant la même;—Sans s'arrêter au moyen de nullité, proposé contre l'exploit du 17 mess. an 12, non plus qu'à la fin de non-recevoir de l'appel;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 12 juill. 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.  
—3<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Bouqueneau et Lefebvre.

#### PUISSANCE MARITALE. — COHABITATION.

*L'obligation de la femme d'habiter avec son mari, ne peut être affaiblie ni par la séparation de biens, ni par l'offre de la femme de payer au mari une pension alimentaire.*  
(Cod. Civ., art. 214.) (1).

(Wernest—C. Bertach).—ANNET.

LA COUR;—Attendu sur la première question, que la séparation de biens ne porte aucune atteinte au lieu conjugal, que la femme ainsi séparée n'est pas moins soumise à l'autorité maritale;—Qu'elle ne peut donc avoir d'autre domicile que celui de son mari, qu'ainsi elle doit le suivre partout où il lui plaît d'habiter; c'est avec raison que les juges à quo l'ont déclaré ainsi, et il y a lieu de confirmer leur disposition à cet égard;—Attendu, sur la deuxième question, que l'intimé a laissé l'option à l'appellante ou de le rejoindre, ou de lui payer une pension, etc., c'était de sa part proposer à la justice de consacrer une séparation de corps volontaire prohibée par les art. 307 et 1443 du Code civ. Le motif de cette prohibition est facile à saisir, c'est que c'est blesser les mœurs et l'ordre public, que de protéger ou tolérer l'éloignement des époux. Il y a donc lieu d'infirmer ce jugement, en ce qu'il a adopté l'option proposée par l'intimé, et en émettant, de condamner l'appellante purement et simplement à rejoindre son mari, et jusque-là à lui payer les 250 fr. par an pour son entretien; c'est à celui-ci à aviser aux autres moyens de droit qu'il a négligé de proposer, pour l'obliger à le rejoindre;—Dit qu'il a été mal jugé, en ce que le jugement dont est appel donne à l'appellante l'option de rejoindre son mari, ou de lui payer une pension alimentaire et annuelle de 250 fr., si mieux n'aime à dire d'experts; émettant, quant à ce, condamne l'appellante purement et simplement à rejoindre son mari, et jusque-là à lui payer ladite somme de 250 fr. par an pour son entretien, sauf à l'intimé à obliger l'appellante, par tous les moyens raisonnables, à le rejoindre, etc.

Du 12 juill. 1806.—Cour d'appel de Colmar.

(1) Jugé parallèlement que le mari même en état de faillite, et contraignable par corps, peut obliger sa femme à venir habiter avec lui : V. Turin, 28 mai 1806; Bruxelles, 13 août même année.

#### ADOPTION. — ACTE AUTHENTIQUE. — PAYS RÉUNIS.

*La loi du 25 germ. an 11, qui déclara valables indistinctement toutes adoptions faites par actes authentiques, depuis le 18 janvier 1793 jusqu'à la publication du Code civil, ne s'applique pas aux adoptions faites dans les pays réunis. — Ces adoptions ne sont maintenues qu'en tant qu'elles étaient conformes aux statuts locaux (2).*

(Debroux — C. Rappe.)

Du 12 juillet 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.

#### SERMENT DÉCISIF. — CHOSE JUGÉE.

*Le serment décisif ne peut être déferé sur la sincérité de sa créance, à celui qui l'établit par un jugement de condamnation passé en force de chose jugée (3).*

(Moscone — C. Belletruti.)

Du 15 juillet 1806.—Cour d'appel de Turin.

#### BAIL A FERME. — CAS FORTUIT. — INDENNITÉ.

*Le fermier qui n'est pas chargé des cas fortuits et qui vient à en éprouver dans la cours de son bail, ne peut obtenir d'indemnité qu'autant qu'il a fait légalement constater les dommages qu'il prétend avoir éprouvés, lorsqu'ils étaient ostensibles et susceptibles d'être reconnus.*

(Héritiers Mesnier — C. Vincent.)

Du 17 juillet 1806.—Cour d'appel de Poitiers.  
—2<sup>e</sup> section.—Pl., M. Fromentin.

V. cet arrêt avec celui de rejet du 25 mai 1808, rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE. — DICTÉE. — LECTURE. — TÉMOINS. — MENTION.

*La déclaration que le testament a été prononcé par le testateur, et écrit par le notaire, à mesure que le disposant prononçait, constate suffisamment la dictée au notaire par le testateur. (Art. 971, 972, 973, 974. Cod. civ.)*

*La mention de la présence des témoins ne doit pas, à peine de nullité, suivre immédiatement la mention de la lecture; cette mention peut être placée après l'énonciation d'autres faits auxquels elle se rapporte également (4).*

(Mallet — C. Mallet.)

Il était dit, dans le testament du sieur Mallet, que le testateur en avait volontairement et librement prononcé à haute et intelligible voix les dispositions, et que le notaire les avait écrites à mesure que ledit disposant les prononçait.

— L'acte était ainsi terminé : « Fait, lu au disposant, à haute et intelligible voix, par le notaire soussigné, clos et arrêté au domicile du disposant, les jour, mois et an ci-dessus, en présence de... témoins qui ont signé... etc. » Le tribunal de première instance l'avait annulé ce testament, sur les motifs, que la première énonciation ne constatait pas suffisamment la dictée du testament au notaire, puisque le mot sacramentel ne s'y trouvait pas, et que la mention de la lecture n'était pas immédiatement suivie de celle de la présence des témoins, on pouvait croire que cette présence ne se rapportait pas plus à ces mots, clos et arrêté, qu'à celui lu.

Appel.

(2) P. ou sans contrainte, Cass. 12 nov. 1811.

(3) V. dans le même sens, Cass. 22 août 1829.

(4) V. conf., Bruxelles, 25 mars 1806, et les arrêts cités à la note.

## ARRÊT.

LA COUR; — Vu les art. 971, 978, 979 et 974, C. civ.; — Considérant que toutes les formalités prescrites par lesdits articles ont été observées dans le testament dont il s'agit, et notamment qu'il porte expressément, d'une part, qu'il a été prononcé par le testateur et écrit par le notaire instrumentaire, à mesure de sa prononciation, et d'autre part, que ledit testament a été lu en présence des témoins appelés pour assister à sa confection; — A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant; émettant, ordonne que ledit testament sera exécuté selon sa forme et teneur, etc.

Du 17 juillet 1806. — Cour d'appel de Paris. — Prés., M. Blondel. — Pl., MM. Delacroix-Frénville et Louis.

## ADJUDICATION DÉFINITIVE. — EXPROPRIATION FORCÉE. — CHOSE JUGÉE.

Du 10 juillet 1806. — (Aff. Laborde.) — Cour d'appel d'Agén. — V. cet arrêt à la date du 10 juillet 1806.

## SAISIE-ARRÊT. — CAUTION.

Le débiteur tiers-saisi n'est pas obligé de se contenter d'une caution à lui offerte par son créancier, partie saisie, et de le payer au préjudice des saisies-arrêts pratiquées dans ses mains; il peut se refuser au paiement tant qu'il n'y a pas mainlevée des saisies-arrêts (1). La règle a lieu, même dans les pays où la loi veut que le séquestre cesse toutes les fois que l'on donne caution.

(Gay — C. Sandigliani.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que le principe consigné dans le § 5, lit. 29, liv. 3 des constitutions générales, portant que le séquestre cessera toutes les fois que l'on donnera caution, ne peut recevoir son application qu'entre le saisissant et le débiteur saisi, mais non pas entre celui-ci et le tiers saisi, sans l'intervention du saisissant, qui accepte la caution de son débiteur saisi; qu'en effet, si la justice exige la mainlevée de la saisie-arrêt, lorsque le débiteur saisi offre à son créancier saisissant une caution pour la somme saisie, la justice s'oppose à ce que le tiers saisi, qui est étranger à tout intérêt qui puisse exister entre le saisissant et le débiteur saisi, puisse être par celui-ci astreint à lui payer la somme saisie, moyennant une caution; car ce serait forcer le tiers saisi à prendre des engagements envers le saisissant; ce serait adopter un système tout-à-fait contraire à l'effet que la loi donne à la saisie-arrêt, laquelle, faisant défense au tiers saisi de rien payer au débiteur saisi, le constitue gardien séquestre de la somme saisie entre ses mains, et le rend d'abord comptable de celle-ci envers le saisissant; que, comme la saisie-arrêt a eu lieu à la requête et pour l'intérêt du saisissant, il serait absurde de porter atteinte aux droits de celui-ci, en ordonnant au tiers saisi de payer la somme saisie au débiteur saisi, avant que celui-ci ait obtenu la mainlevée de la saisie en contredit du saisissant; que, comme d'ailleurs la somme due par le sieur Gay à Nigrini a été saisie-arrêtée entre les mains du sieur Gay, à la requête des créanciers du Nigrini,

(1) Cela est de toute évidence : le tiers saisi qui est tenu de représenter au saisissant la somme dont il est débiteur, ne peut être forcé de se contenter d'une caution dont il aurait ensuite à discuter la solvabilité.

(2) V. conf., Case. 21 therm. an 5, et la note.

le sieur Sandigliani, cessionnaire de Nigrini, ne peut astreindre le sieur Gay au paiement de la somme saisie, sauf moyennant la caution par lui offerte et la mainlevée des saisies-arrêts sans énoncées; — Dit avoir été mal jugé, etc.

Du 19 juillet 1806. — Cour d'appel de Turin.

## LETTRE DE CHANGE. — GARANTIE. — COMPÉTENCE.

Celui sur qui une lettre de change est tirée, ne peut, s'il ne l'a ni endossée ni acceptée, être assigné en garantie devant le tribunal du domicile du tireur, encore qu'il doive au tireur le montant de l'effet, et qu'il l'ait autorisé à tirer sur lui. (Ord. 1067, lit. 6, art. 1<sup>er</sup>; lit. 8, art. 8; Ord. 1673, lit. 12, art. 17; C. proc., art. 59, 181, 420.) (3)

(Rochequis — C. Roche.)

Du 23 juill. 1806. — Cour d'app. de Grenoble.

## TESTAMENT AUTHENTIQUE. — TÉMOIN ECCLESIASTIQUE. — LEGS PIE. — LANGUE FRANÇAISE.

Les ecclésiastiques peuvent être témoins dans les testaments qui contiennent des legs en faveur de la paroisse à laquelle ils sont attachés. (C. civ., 975.)

Est valable un testament rédigé en français par le notaire, encore qu'il ait été dicté par le testateur en langue étrangère.

(Scheins — C. Breumurtz.)

Du 23 juill. 1806. — Cour d'appel de Liège. — 1<sup>re</sup> sect.

V. cet arrêt avec celui de rejet du 4 mai 1807 rendu sur le pourvoi formé dans cette affaire.

## CHEMINS VICINAUX. — USURPATION. —

## COMPÉTENCE.

C'est aux conseils de préfecture, et non aux tribunaux, qu'il appartient de statuer sur l'usurpation des chemins vicinaux (3).

(Durieu — C. commune de Geaune.)

NAPOLÉON, etc.; — Vu le jugement rendu le 31 janvier dernier par le juge de paix du canton de Geaune, département des Landes, qui condamnait le sieur Durieu à restituer le terrain qu'il avait usurpé sur un chemin vicinal, en creusant un fossé ou baradeau à l'extrémité d'une pièce à lui appartenant;

Vu la pétition par laquelle le sieur Durieu demande que la cause soit revendiquée par l'autorité administrative;

Vu l'arrêt du préfet du département des Landes, du 14 juin 1806, qui élève le conflit;

Vu la loi du 9 ventôse an 12;

Considérant que la loi précitée attribue la police de conservation des chemins vicinaux, en ce qui concerne leur direction, leur étendue et leur largeur, à l'autorité administrative, et le contentieux y relatif aux conseils de préfecture, et que, par conséquent, le juge de paix du canton de Geaune n'était pas compétent pour juger l'usurpation dont s'est plaint l'adjoint au maire de ladite commune;

Art. 1<sup>er</sup>. Le jugement du juge de paix du canton de Geaune, du 31 janvier 1806, rendu sur une plainte en usurpation de chemin communal,

(3) La question est gravement controversée, surtout depuis la nouvelle rédaction de l'art. 479, n° 11, Cod. pénal. V. à cet égard nos observations sur un arrêt de la Cour de cassation du 2 mars 1837; — V. aussi, décis., du conseil d'Etat du 26 juill. 1838, et la suite.

faite par le sieur Durrien, propriétaire de la commune de Gesune, est considéré comme non-avenu.

Art. 2. Le maire de la commune de Gesune, se pourvoit, s'il y a lieu, devant le conseil de préfecture du département, pour faire prononcer sur l'usurpation reprochée au sieur Durrien.

Du 24 juill. 1806.—Décret impérial en conseil d'Etat.

#### DEMANDE NOUVELLE.—SUCCESSION.—TESTAMENT.

*La partie qui l'on poursuit en délaissement des biens d'une succession, peut, en cause d'appel, demander pour la première fois l'exécution d'un testament dont elle n'avait pas excipé en première instance. — Ce n'est point là une demande nouvelle, qui ne puisse être formée pour la première fois en appel (1).*

(Vinard—C. Vinard.)

LA COUR.—Considérant que l'action principale introduite par les intimés, a été celle du partage en sept portions égales de l'hoirie paternelle; — Que les défendeurs, excipiendo, ont contesté ledit partage, s'étayant sur la disposition testamentaire de leur père, du 29 niv. an 12, d'après laquelle la portion disponible leur devait appartenir par préciput; — Que, déboutés d'une telle exception, ensuite de leurs adhésions et de la nullité évidente dudit testament, les défendeurs auraient, en l'instance d'appel, proposé la nouvelle exception, tirée du testament précédent, du 26 dudit mois de nivôse, dans lequel ils se trouvent également favorisés, et qui n'a acquiescé de force que dès le jour où le testament postérieur a été déclaré nul; — Que, quoique cette nouvelle exception soit tirée d'un nouveau titre non produit en première instance, elle n'est pas moins une vraie exception tendante à exclure la demande principale proposée et soutenue constamment par les demanderes; — Qu'en conséquence, considérée sous un tel aspect, rien ne s'oppose à ce qu'une telle exception soit reçue en cette instance d'appel, d'après le principe reconnu, que dans ces sortes d'instances non deducta deducam, non probata probabo.....—Dit

(1) F. conf., Cass. 23 janv. 1810.

(2) F. conf., Bastia, 2 juin 1828. F. aussi, anal. dans le même sens, Paris, 17 juill. 1806.

(3) F. anal. dans le même sens, Grenoble, 2 août 1809.—L'art. 616 du Cod. de comm. est venu mettre fin à ces difficultés, et le décret du 6 oct. 1809 a définitivement organisé l'établissement des tribunaux de commerce.

(4) Les promesses de mariage n'ont en elles-mêmes, rien que de fort licite, et par cela seul il semblerait qu'une action en dommages-intérêts devrait être toujours la conséquence de l'inexécution. Il n'en est pas ainsi néanmoins. La législation romaine a d'abord offert sur ce point de notables variations. Dans le principe, les promesses de mariage ou fiançailles étaient obligatoires comme tous les autres contrats, et le refus d'accomplir le mariage donnait lieu à l'action ex sponsu, qui soumettait celui qui n'exécutait pas la convention à des dommages-intérêts (F. Terrason, *Hist. de la jurispr. rom.*, p. 51; Aulu-Gelle, *Noct. attiques*). — Plus tard, lorsque les mœurs se furent relâchées, les promesses de mariage cessèrent d'avoir force obligatoire et quoique revêtues des formes de la stipulation, elles ne furent plus le principe d'une action contre le réfractaire. Aussi les lois déclarèrent-elles que les promesses de mariage ne formaient aucun lien civil et qu'on y pouvait manquer.

les appels recevables en leur exception, nouvellement tirée du testament de leur père, etc.

Du 25 juill. 1806. — Cour d'appel de Turin. — Concl., M. Ricciardi, subst.

#### TESTAMENT AUTHENTIQUE.—LECTURE.—MENTION.

*Il y a mention suffisante de la lecture du testament en présence des témoins, dans la clause ainsi conçue: « Le présent testament ainsi dicté par le testateur au notaire sous-signé, et ayant été par celui-ci écrit de sa main, lesdits témoins présents, le même notaire en a ensuite fait la lecture à haute et intelligible voix (2) ».*

(Durand—C. Langlois.)

Du 25 juill. 1806. — Cour d'appel de Caen. — 1<sup>re</sup> sect.—Prés., M. Lemennet.—Concl., M. Lang-tour, proc. gén.

#### TRIBUNAUX DE COMMERCE.—JURIDICTION.

*Bien que, d'après la loi du 24 août 1790, les tribunaux de commerce connussent des affaires commerciales dans toute l'étendue du district où ils étaient établis, et qu'aujourd'hui les districts soient remplacés par les arrondissements, s'il se trouve que ces arrondissements soient plus étendus que les districts, les tribunaux de commerce n'ont point de juridiction pour les parties des arrondissements qui n'étaient pas comprises dans les districts formant leur ressort d'après la loi du 24 août 1790. Les tribunaux de commerce étant d'exception, ne peuvent statuer que dans les termes formels que comporte la loi non abrogée de leur organisation (3).*

(Larosse—C. Daramon.)

Du 26 juill. 1806. — Cour d'appel de Pau.

#### PROMESSE DE MARIAGE. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

*La promesse de mariage, surtout si elle a été suivie du contrat, donne lieu à des dommages-intérêts pour inexécution. (C. civ., 1142.) (4)*

(L. 1, § 1, C. de Sponsal.; L. 2, Cod. de Repud.; L. 2, § 2, ff. de Divorc.). — Mais sous l'empereur Léon le Philosophe, l'usage s'introduisit de stipuler une peine pécuniaire en cas d'inexécution des promesses de mariage, et cet empereur, dans sa nouvelle loi, et in sponsalibus constituta penna arripitur, convertit cet usage en loi, pour empêcher qu'on ne se fît un jeu des fiançailles. Ainsi, par ce troisième changement, la législation romaine se trouva ramenée à son premier état, et les promesses de mariage formèrent, comme dans les premiers temps de la république, un lien civil qui produisait une action.

En France, les canons de l'Eglise conservèrent aux promesses de mariage toute la force que leur avait restituée l'empereur Léon; il firent plus, ils les sanctionnèrent par l'introduction de peines canoniques. Suivant ce droit, les promesses formaient un empêchement prohibé à toute autre union, avant que la résolution de la promesse eût été prononcée par le juge ecclésiastique (l'official), qui, s'il n'existait pas de cause de rupture, devait ordonner l'accomplissement du mariage sous peine des censures ecclésiastiques, et réserver à la partie lésée toute action devant le juge laïque à l'effet d'obtenir des dommages-intérêts. (Pothier, *Contr. de mariage*, part. 2, ch. 1<sup>re</sup>, art. 6.)

Mais les interprètes du droit canon avaient ensei-

(Bourgnard—C. Erhard.)—ARRÊT.

LA COUR; — Vu l'art 1142 du Code civil;— Attendu qu'ou cas particulier il ne s'agit pas de simples promesses de mariage, mais d'un contrat solennel, par lequel les parties ont promis d'abord de se prendre pour légitimes époux, et de célébrer leur mariage à la première réquisition de l'un d'eux, et ensuite ont stipulé communauté universelle d'apports et d'acquêts, partageables par moitié, et assuré la jouissance du tout au survivant, etc.; — Attendu que l'appelante, en refusant d'exécuter ce contrat, rend applicable à la cause la disposition citée du Code civil, et c'est avec fondement que l'intimé, qui n'a toujours offert d'épouser l'appelante, l'a actionnée en dommages-intérêts; il ne s'agit donc que d'en arbitrer la quotité; — Attendu qu'il est sensible qu'il est résulté un tort quelconque à l'intimé, par suite de l'inconstance de l'appelante; il a déboursé les frais du contrat; le refus de l'appelante a pu influer défavorablement pour lui dans l'opinion publique; il perd encore les avantages qui lui étaient assurés par un contrat très licite; mais eu égard aux circonstances de fait, la répétition de 1,300 fr. a dû paraître exagérée aux premiers juges; ils n'ont alloué que 300 fr. pour toutes les pertes et dépenses qu'il a essuyées, et il semble qu'en effet cette somme puisse suffire à l'indemniser; il y a donc lieu de confirmer, etc.

Du 29 juillet 1806.—Cour d'appel de Colmar.

**DIVORCE.—INJURES.—LETTRES.**

*Des expressions outrageantes contra sa femme, échappées à un mari dans des lettres, quoique confidentielles, sont des injures graves dans le sens de l'art. 231 du Code civil (1).*

(Bouhier—C. sa femme.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'art. 231 du Code civ. porte que les époux pourront réciproquement demander le divorce pour excès, sévices ou injures graves de l'un envers l'autre; — Considérant, dans le fait, que les preuves résultant de l'enquête de l'intimée, combinées avec les lettres de l'appelant, avouées par lui, ne laissent aucun doute sur la légitimité des plaintes de ladite intimée; que les injures graves surtout sont prouvées, et suffi-

gné que les clauses pénales, ajoutées aux promesses de mariage, étaient nulles, se fondant à cet égard sur le principe de la liberté des mariages; et la jurisprudence française qui tenait pour maxime générale, que les juges pouvant toujours modérer les effets d'une clause pénale, lorsque la peine excède le dommage réellement souffert, appliquait particulièrement cette règle à la peine stipulée pour inexécution des promesses de mariage. En sorte que la stipulation était inutile en réalité, puisque les juges pouvaient n'y avoir pas égard, ainsi qu'ils le firent longtemps.

Sous l'empire du Code civil, la tendance de la jurisprudence a été, en l'absence d'un texte positif qui pût la guider, d'établir une distinction entre le cas où l'inexécution de la promesse n'a occasionné qu'un dommage en quelque sorte moral et inappréciable à prix d'argent, et celui où elle a été la source d'un préjudice réel. Au premier cas, on considère en général la promesse comme ne constituant pas un lien, et l'on rejette l'action de celui qui se plaint de l'inexécution, action qui consiste alors *in lucro captando*; au second cas, bien que la promesse n'établisse pas d'avantage en lien de droit, on accorde néanmoins une action en dommages-intérêts, sinon en raison de l'inexécution, au moins à cause du préjudice qu'elle a occasionné, soit que la partie ait fait des dépenses extraordinaires dans la pensée du ma-

raient seules pour autoriser le divorce demandé; qu'à plus forte raison le divorce doit-il être autorisé dans le cas présent, puisque les injures sont accompagnées de sévices et d'excès; que n'y eût-il que les lettres écrites par l'appelant à son épouse, on ne pourrait douter qu'il ne fût dangereux de forcer l'épouse à continuer à vivre avec un homme qui annonce autant de haine, d'emportement et de violence; que ces lettres forment une preuve irréfutable bien plus forte que ne le serait le témoignage de plusieurs personnes; qu'on peut juger de ce qu'a eu à souffrir dans l'intérieur du ménage, une femme à qui son mari se permet d'adresser des lettres aussi injurieuses; qu'enfin, si deux témoins seulement eussent entendu, dans l'intérieur de la maison, proférer tête à tête ces mêmes injures par le mari à son épouse, on ne pourrait pas révoquer en doute ces mêmes injures, et le justice ne pourrait se dispenser d'ordonner le divorce sur ce seul fondement: à plus forte raison, des écrits du mari même doivent-ils former une preuve: et les écrits combinés, comme il a été dit ci-dessus, avec les dépositions des témoins de l'enquête de l'intimée, appellent l'application de l'art. 231 du Code civil précité: — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 29 juillet 1806.—Cour d'appel de Poitiers.

—Pl., MM. Boncenne et Béchard.

**APPEL.—DÉLAI.—JOURS TERMES.**

*Sous la loi des 16-21 août 1790, la règle des terminis non computatur in termino, s'applique au délai de trois mois pour interjeter appel (2).—En conséquence, est valable l'appel interjeté le 8 pluv. an 14 (28 janv. 1806), d'un jugement signifié le 7 brum. précédent (29 oct. 1805.)*

(N...—C. N...)

Du 30 juillet 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

**BAIL.—RÉSOLUTION.—A-COMPTÉ.**

*L'article 1741 du Code civil, portant que le contrat de louage est résolu par le défaut respectif du bailleur et du preneur de remplir leurs engagements, s'applique au cas où le preneur est resté deux années sans payer la prix de son bail (3).*

riage, soit qu'elle ait fait des frais relatifs à ce mariage; alors il s'agit pour elle *de damno vitando*, et l'action qui lui est accordée, n'est qu'une conséquence toute naturelle du principe posé dans l'art. 1362 du Cod. civ.—V. dans le sens de cette distinction, Cass. 17 août 1813; 21 déc. 1814; Colmar, 13 mai 1818; Metz, 18 juin 1818; Orléans, 12 août 1819; Colmar, 23 janv. 1833; Poitiers, 29 mai 1834; Cass. 7 mai 1836; 5 mars, 30 mai et 11 juin 1838.—V. aussi, Favard de Langlade, *v. Obligation*, sect. 2, n° 2; Duranton, t. 10, n° 319, 320, 321.—Mais, en sens contraire, P. Toullier, t. 6, n° 293 et suiv.

Au surplus, le délit ou clause pénale, stipulé pour inexécution de la promesse de mariage, est réputé illicite et nul, comme contraire à la liberté et à l'ordre public.—F. Cass. 27 juin 1833; Nîmes, 29 nov. 1827.

(1) V. contr., Metz, 7 pluv. an 12, et la note.

(2) V. conf., Cass. 23 niv. an 5.—Sous le Code de procédure, V. dans le même sens, Cass. 9 août 1808; 20 juin 1813; 15 juin 1814; 20 nov. 1816; 9 juill. 1817.

(3) V. conf., Bourges, 8 et 15 juin 1812.—Le défaut par le preneur d'acquiescer le prix de son bail, est assurément l'inexécution la plus évidente de ses engagements. Cependant cette inexécution n'est pas suffisante dans l'usage, pour anéantir la résolution d'un instant même où elle se produit. L'infraction ne paraît

*Un à-compte reçu par le bailleur depuis son action en résiliation, ne l'empêche pas de continuer les poursuites et de faire prononcer la résiliation du bail.*

(Desroches—C. Plairé.)

9 pluv. an 9, bail authentique consenti par Desroches, au profit de Pierre Plairé, moyennant 1,100 fr. par année. — Contrainte exercée par Desroches contre le fermier, à raison du fermage. — 8 therm. an 12, demande en résiliation, à défaut de paiement de deux nouvelles années échues et non payées. — 13 fruct. an 12, jugement par défaut, qui prononce le résiliation. — Opposition, et avant qu'il y soit statué, paiement, par Plairé, d'un à-compte de 2,136 livres 12 sous.

3 air. an 13, jugement qui, attendu ce paiement, déclare qu'il n'y a pas lieu d'ordonner la résiliation du bail.

Appel par Desroches.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'en principe, et aux termes de l'art. 1741 du Code civil, le contrat de louage se résout par le défaut respectif du bailleur et du preneur de remplir leurs engagements; — Considérant que le défaut de paiement de ses fermages, de la part du preneur, est l'inexécution la plus marquée de son principal engagement;

Considérant que, lors de l'action formée par le bailleur, le preneur devait deux années du prix de ferme; qu'il n'a été payé qu'un à-compte avant le jugement dont est appel, et que le fermier ne justifie d'aucun paiement fait depuis, quoiqu'il se soit écoulé deux nouvelles années; — Infirme et ordonne le résiliation du bail, etc.

Du 31 juillet 1806. — Cour d'appel de Poitiers. — 1<sup>re</sup> sect.

#### AUTORISATION DE FEMME MARIÉE. — ABSENCE.

L'art. 222 du Code civil, d'après lequel, si le mari est interdit ou absent, le juge peut, en connaissance de cause, autoriser la femme à ester en justice, s'applique non-seulement au cas où l'absence du mari est déclarée; mais encore au cas où le mari ne se trouve pas actuellement dans le lieu de la résidence de sa femme (1).

assez grave à cet effet, que lorsqu'elle s'est continuée pendant plusieurs termes. La loi, 54, ff., loc. cond., fixait à deux ans le délai après lequel le preneur qui ne payait pas pouvait être expulsé; et c'est la règle qui a été appliquée dans l'espèce de l'arrêt que nous recueillons. L'usage a fixé depuis ce délai à deux termes sans compter le terme courant; et si les termes sont courts comme à Paris, on en accorde trois. V. Merlin, v<sup>o</sup> Bail, § 7, n<sup>o</sup> 2. Il faut dire, toutefois, qu'un premier aperçu, l'art. 1741 paraît contraire à ces usages, en ce qu'il dispose d'une manière absolue que le louage se résout par le défaut respectif du bailleur et du preneur de remplir leurs engagements. Mais ce n'est là qu'une application particulière du principe général posé dans l'art. 1184, aux termes duquel la condition résolutoire est toujours sous-entendue dans les conventions synallagmatiques, pour le cas où l'une des parties ne satisfera pas à son engagement; et comme le titre du louage ne déroge pas à cette règle d'équité consacrée par le même article, qu'il peut être accordé un délai au défendeur selon les circonstances, il faut reconnaître que la concession d'un délai au preneur pour acquitter le prix de son bail, ne constituerait pas une contravention à la loi. — V. en ce sens, Duranton, t. 17, n<sup>o</sup> 130; Duvivier, du Louage, t. 1<sup>er</sup>, n<sup>o</sup> 474.

(Violette—C. Faulk.)

La dame Fanité de l'Etang, dont le mari se trouvait à Saint-Domingue, s'était fait autoriser en justice pour exercer ses droits dans la succession du sieur Frougon, son père, marié en secondes noces à la demoiselle Violette. Celle-ci opposa une fin de non-recevoir, tirée de ce que l'action devait être autorisée par le mari, son absence n'étant pas déclarée, et l'art. 222 du C. civ. ne s'appliquant pas à une absence momentanée.

Jugement qui rejette la fin de non-recevoir. — Appel.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant qu'étant reconnue que ledit Faulk, qui habitait Jaenel, a été obligé de se réfugier à Santo-Domingo, où il est dans ce moment; que son épouse cyant été forcée de se séparer de lui et de retourner en France, elle s'est formée une instance devant le tribunal de Montauban, contre la dame Violette, à raison des droits qu'elle a à exercer contre la succession dudit sieur Frougon, son père; que ledit Faulk se trouvant par conséquent absent du lieu où son épouse réside et où elle exerce ses droits, elle a dû nécessairement recourir à ce tribunal pour avoir ladite autorisation; et ce tribunal s'est trouvé compétent pour y statuer en connaissance de cause, en conformité de l'art. 222, du C. civ.; — Démet de l'appel, etc.

Du 31 juill. 1806. — Cour d'appel d'Agen.

#### COMPROMIS. — CAUSE (DÉFAUT DE). — DOUBLE ÉCRIT. — NULLITÉ.

Lorsqu'on a compromis sur l'exécution d'une obligation, alors que cette exécution ne présentait aucune difficulté réelle, le compromis est nul, pour défaut de cause (2).

Encore qu'un compromis, comme tout autre acte sous seing privé, doive être fait en autant d'originaux qu'il y a de parties ayant un intérêt distinct, on ne peut arguer de nullité le compromis fait seulement en deux originaux, quoiqu'il y ait trois parties, si deux d'entre elles sont, l'une, débiteur principal, et l'autre caution solidaire; le débiteur et la caution sont considérés vis-à-vis du créancier, comme ayant le même intérêt. L'annulation du compromis entraîne la nul-

(1) Ainsi le veut l'intérêt des deux époux. Il pourrait y avoir péril pour les affaires de la communauté, s'il fallait attendre, pour l'exercice des actions qui le concernent, le retour du mari ou la réception de ses nouvelles, en cas de long voyage. C'est au juge à voir, d'après les circonstances, si la femme omet de profiter de l'absence momentanée du mari, pour se soustraire à sa puissance. La question a été résolue en ce sens, lors de la discussion du Code civil, dans la séance de conseil d'Etat du 5 vend. an 10 (Loché, Lég. civ., t. 4, p. 399, n<sup>o</sup> 40), et par tous les auteurs: Delvincourt, t. 1<sup>er</sup>, p. 340; Toullier, t. 2, n<sup>o</sup> 661; Duranton, t. 2, n<sup>o</sup> 566; Maleville, t. 1<sup>er</sup>, p. 232; Froudon, t. 1<sup>er</sup>, p. 271; Merlin, v<sup>o</sup> Autoris. marit., sect. 7, n<sup>o</sup> 1.

(2) Dans l'espèce, le compromis avait pour objet l'indication de termes de paiement qui résulteraient déjà du texte même des actes d'obligation. Il était donc évident qu'un tel compromis était sans cause; mais en dehors de circonstances exceptionnelles, telles que celles de cette affaire, il faut tenir pour certain que l'existence d'une contestation, même donnée de fondement, sur l'objet d'un compromis, suffit pour assurer la validité de cet acte, en ce sens du moins qu'on ne pourra pas en demander la nullité pour défaut de cause. V. à cet égard, Carré, Lois de la procédure, quest. 3265; — Cass. 17 janv. 1809.

lité de tous les actes qui ont été faits en conséquence, notamment de la décision arbitrale, sans néanmoins risquer préjuger sur le fond du droit qui en était l'objet (1).

(Broglia et Porta—C. Flandin.)

Du 4 août 1806.—Cour d'appel de Turin.—Pl., MM. Quaglia et Trombetta.

#### TRÉSOR.—TOMBREAUX.

Les choses cachées ou enfouies que le législateur a désignées sous le nom de trésor, sont celles qui ont une valeur commerciale, et que leur possesseur cache ou enfouit, pour s'en assurer la conservation. — Ainsi, les tombeaux destinés à soustraire aux regards les dépouilles mortelles qu'ils renferment, ne sont pas un trésor qui appartienne en tout ou en partie à celui qui les découvre. (Cod. civ., art. 716.) (2).

(Blancherot—C. Couilly.)

Le 13 vend. an 13, Bertrand Blancherot, boucher, découvrit, dans un champ du sieur de Couilly, deux tombeaux antiques, en marbre blanc, renfermant des ossements humains. — A l'extérieur de ces deux tombeaux, étaient des frises et des bas-reliefs d'une belle sculpture; et dans l'intérieur, il y avait quelques médailles précieuses.

Ce boucher crut avoir découvert un trésor, et y avoir droit pour moitié: en conséquence, il assigna le sieur de Couilly à le rendre participant des rétributions par lui obtenues de la curiosité publique, à l'occasion de ces tombeaux. Le sieur de Couilly soutint que les tombeaux n'ont pas été découverts par hasard, mais bien parce qu'une ancienne tradition orale avait instruit Blancherot, qui en avait fait la recherche de suite. — Jugement du tribunal de première instance de Bordeaux, qui adjugea les tombeaux en totalité au sieur de Couilly.

Appel par Blancherot.

#### ARRÊT.

LA COUR:—Attendu que les choses cachées ou enfouies, que le législateur a désignées sous le nom de trésor, ne peuvent être que celles qui ont une valeur commerciale, lorsque leur possesseur les cache ou les enfouit pour s'en assurer la possession; — Que les tombeaux contenant des cadavres humains, et enfouis dans les entrailles de

la terre, peuvent d'autant moins être considérés comme un trésor caché, qu'ils sont, au contraire, uniquement destinés à soustraire à tous les regards les dépouilles mortelles qu'ils renferment; qu'il résulterait du système contraire qu'on pourrait ravir aux morts leur dernière enveloppe, et faire de leurs cercueils l'objet d'une spéculation commerciale, ce qui ne répugne pas moins à la raison qu'à la morale de tous les peuples; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 6 août 1806.—Cour d'appel de Bordeaux.

#### RENTE FÉODALE.—PAIEMENT.—RECONNAISSANCE.

Le paiement d'une rente non due, comme comprise dans la suppression prononcée par le décret du 17 juill. 1793, ne peut être un titre pour l'exiger encore (3).

(Grammont—C. Ayon).—ARRÊT.

LA COUR:—Considérant que ce qui établit la rente contentieuse, constitue, indépendamment de cette rente au profit du bailleur, une censive seigneuriale, avec attribution de droits féodaux, supprimés par le décret du 17 juillet 1793; que, dès lors, il devient constant que cette rente est unélagée de féodalité, et qu'à ce titre elle se trouve comprise dans la suppression prononcée par ce décret, ainsi que cela résulte de différentes dispositions législatives, et particulièrement de l'avis du conseil d'Etat, sanctionné par le gouvernement, en date du 30 pluviose an 9; — Considérant que le paiement qui a été fait de cette rente, ou d'une partie de son capital, postérieurement à la suppression, n'a pu lui rendre l'existence que la loi lui avait ôtée; que tout ce que l'on peut conclure de ce paiement, c'est que ceux qui l'ont fait ont payé ce qu'ils ne devaient pas; mais que le paiement d'une chose non due ne saurait être un titre pour l'exiger encore; que la renonciation à un droit acquis, l'assujettissement à une prestation antérieure ne se présumant pas; qu'il faut, pour supposer l'une ou l'autre, l'expression formelle d'une volonté clairement manifestée, et que rien de semblable ne se rencontre dans l'hypothèse de la cause; — Dit bien jugé, etc.

Du 6 août 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

verte ne pourrait plus être considérée comme due au pur effet du hasard. Sans doute encore nous admettons que nul ne pourrait s'approprier les richesses confiées aux tombeaux existants dans une propriété particulière, où une famille conserverait la cendre de ses ancêtres; ce serait là une propriété privée, et par suite, la découverte manquera de la seconde des conditions qui, d'après l'art. 716, donne à la chose cachée ou enfouie le caractère de trésor. Mais lorsque les tombeaux ne sont pas une propriété particulière, et qu'ils n'existent pas dans un lieu public, nous ne voyons aucun motif raisonnable pour les placer dans une exception, en vertu de laquelle ils ne seraient pas, comme tout autre objet, susceptibles de constituer un trésor. — En principe donc, l'arrêt que nous rapportons nous paraît mal rendu; et peut-être a-t-il été principalement déterminé par les circonstances particulières de la cause; car on soutient que les tombeaux dont il s'agissait n'auraient pas été découverts par hasard, mais bien parce qu'une ancienne tradition en indiquait l'existence. Toutefois les motifs de l'arrêt sont muets sur ce point.

(3) Conf., Cass. 27 juill. 1818.

(1) P. conf. Cass. 4 fév. 1807.

(2) Cette solution nous paraît fort contestable. Selon la définition de l'art. 716 du Cod. civ., trois conditions sont nécessaires pour qu'une chose puisse être considérée comme un trésor. Il faut, 1° que la chose ait été cachée ou enfouie; 2° que personne ne puisse justifier de sa propriété sur cette chose; 3° enfin, que la découverte en soit due au pur effet du hasard. Lorsque ces trois conditions se trouvent réunies, la chose découverte est un trésor; et dira, comme le fait l'arrêt que nous rapportons, qu'elle n'a ce caractère que si elle présente une valeur commerciale c'est ajouter à la loi une condition d'autant moins admissible, qu'un objet découvert ayant toujours une définitive valeur quelconque, rien ne serait plus arbitraire que de le soumettre à la portée de cette condition. — La circonstance que l'objet découvert dans l'espèce, était un tombeau, ne nous paraît pas de nature à rendre nécessairement inapplicable la disposition de la loi. Sans doute nous admettons que nul ne peut s'approprier les richesses confiées aux tombeaux existants dans des lieux publics; le respect dû à la cendre des morts commande cette réserve, et d'ailleurs les fouilles qui seraient faites dans ces lieux constitueraient un délit, en sorte que la décou-

**DIVORCE.—MESURES CONSERVATOIRES.—****CAUTION.**

*La femme demanderesse en divorce ne peut exiger caution de son mari, pour la conservation de ses droits de communauté. Dans ce cas, la loi n'autorise que les mesures prescrites par l'art. 370 du Code civil, quel que soit l'état de fortune du mari (1).*

(Dame Desouter—C. son mari.)

La dame Desouter avait formé une demande en divorce, et conformément à l'art. 370 du Code civil, fait apposer les scellés sur les effets mobiliers de la communauté.

Le sieur Desouter demanda la levée des scellés, sous toutes les conditions et obligations prescrites par ledit article. — Mais cette commission ne l'engageait pas à fournir caution : la femme prétendit cependant qu'il n'y avait que ce moyen de sauver ses droits. — A quel me servira, disait-elle, que l'état de la communauté soit constaté par un inventaire, et que mon mari n'en puisse ressaisir les effets, qu'en se rendant gardien judiciaire et contraignable par corps ; déjà il en a soustrait plusieurs, il vendra, il dissipera les autres aussitôt qu'il leur retomberont en son pouvoir, et son insolvabilité rendra ces mesures illusoire. — Pour qu'il d'ailleurs lui accorderait-on la levée des scellés, sans l'obliger à fournir caution ? L'art. 370 ne prescrit pas formellement le bail de caution ; mais cet article ne défend pas non plus aux juges d'employer cette mesure, s'il leur paraît qu'on ne puisse autrement prévenir un mal irréparable, et remplir l'esprit de la loi, qui veut que la femme puisse toujours obtenir sa part intégrale de la communauté.

Le sieur Desouter niait d'abord les faits d'insolvabilité et de soustraction qu'on lui imputait ; puis il ajoutait : l'apposition des scellés sur les effets de la communauté est une exception, et toute exception doit être plutôt restreinte qu'étendue ; n'est-ce pas d'ailleurs assez porter atteinte au droit commun, et suffisamment accroître les obligations du mari, que de ne lui laisser les effets de la communauté qu'en le déclarant gardien judiciaire et contraignable par corps à leur restitution ?

Le 16 avril 1806, jugement qui rejette les conclusions de la femme.

Appel.

ARRÊT.

LA COUR ; — Attendu que les conclusions de Desouter sont conformes à ce que prescrit l'art. 370 du Code civil. — Met l'appellation au néant.

Du 6 août 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> section.

**PROMESSE DE MARIAGE.—INEXÉCUTION.—****DOMMAGES-INTÉRÊTS.—PORTE FORT.**

*L'inexécution d'une promesse de mariage peut donner lieu à des dommages-intérêts. (Cod. civ., art. 1112.) (2).*

*Sous l'empire de la loi du 30 sept. 1793, une promesse de mariage pouvait être souscrite par un majeur de 21 ans, sans le consentement de ses père et mère.*

*La promesse peut être stipulée par un tiers, au nom du futur époux se portant fort pour lui.*

(Rey—C. Magalon.)

Par acte sous seing privé du 1<sup>er</sup> niv. an 11, il fut convenu entre Joseph Rey et Dominique Magalon, stipulant pour sa sœur, qui ne savait pas

écrire, que celle-ci et Joseph Rey se prendraient mutuellement pour époux à la première réquisition l'un de l'autre, en rapportant les consentements respectifs de leurs pères et mères, sous les peines de droit en cas de refus. — Le 13 mess. an 12, sommation par Brigitte Magalon d'accomplir la promesse de mariage. — Le 17, refus de la part de Rey, motivé sur ce que, n'ayant jamais rien promis, il n'était obligé à rien. — Brigitte Magalon le cite en justice, et conclut contre lui à 2,000 fr. de dommages-intérêts pour l'inexécution de sa promesse.

Rey soutenait, 1<sup>o</sup> que la stipulation était nulle comme contraire aux bonnes mœurs, en ce qu'elle gênait la liberté qui doit exister pour le choix d'un époux jusqu'au contrat de mariage ; — 2<sup>o</sup> Que l'obligation contractée par Dominique Magalon pour sa sœur était nulle, attendu qu'on ne peut stipuler pour autrui ; et que cette obligation étant nulle, la sienne le devenait aussi, par la raison que le contrat cessait d'être synallagmatique ; — 3<sup>o</sup> Enfin, qu'étant majeur de 21 ans seulement, il n'avait pu promettre de se marier, sans avoir eu préalablement le consentement de ses père et mère ; et qu'en tout cas sa promesse ne serait que conditionnelle et subordonnée à ce consentement.

Brigitte Magalon répondait que le mariage n'est pas contraire aux bonnes mœurs, et qu'ainsi rien n'était plus moral que de permettre de l'accomplir ; que le Code, art. 1130, permettait, comme les lois antérieures, de se faire fort de la promesse et du fait d'autrui ; et enfin que le majeur de 21 ans est capable de contracter toute obligation qui se résout en dommages-intérêts ; que la promesse de mariage était valable sans le consentement préalable des père et mère, puisque s'ils le refusaient en définitive, on pourrait arriver à contracter le mariage indépendamment de leur aveu ; qu'au surplus la promesse dont il s'agit avait été faite sous l'empire de la loi du 30 septembre 1793, d'après laquelle le consentement des père et mère n'était pas nécessaire au majeur ; qu'elle était pure et simple ; et que fût-elle conditionnelle, le père de Rey ne se refusait pas au mariage.

Jugement qui alloue 2,000 fr. de dommages à Brigitte Magalon.

Appel par Rey.

ARRÊT.

LA COUR ; — Considérant que la promesse de mariage dont il s'agit a été contractée au nom de Brigitte Magalon, par l'intermédiaire de son frère, et que cette forme de traiter est régulière et obligatoire ;

Considérant que cette promesse de mariage a été faite pendant que la loi du 30 septembre 1793, sur le mode de constater l'état civil des citoyens, était en vigueur ; que cette loi n'exigeait le consentement des père et mère que pour le mariage des mineurs, et qu'il est établi que Joseph Rey et Brigitte Magalon étaient majeurs à l'époque de cette promesse ;

Considérant qu'elle n'est point conditionnelle, et qu'il ne résulte d'aucune de ses clauses qu'elle ait été subordonnée à l'obtention du consentement des pères et mères des parties ; que d'ailleurs, il paraît des actes du procès que l'inexécution de cette promesse procède bien moins du refus du consentement du père de Joseph Rey que de celui-ci ;

Considérant que l'inexécution volontaire de

de corps ou de biens, *F. Amiens*, 5 plov. an 13, et la note.

(2) *F. en ce sens, Colmar*, 29 juill. 1806, et la note.

(1) *F. conf. Colmar*, 26 fév. 1808. — Et quant aux mesures conservatoires en général, permises pendant la procédure au divorce ou en séparation

cette promesse obligatoire donne ouverture à une action en dommages-intérêts; que le principe doit être surtout observé en matière de promesse de mariage, où les infractions de cette nature ont pour l'ordinaire des conséquences plus fâcheuses;—Dit bien jugé, etc.

Du 6 août 1806.—Cour d'appel de Nîmes.

#### OFFICE.—CESSION.—SUPPRESSION.

Lorsque le titulaire d'un office consent à le résigner moyennant une rente viagère que le cessionnaire s'oblige à lui payer, la suppression de l'office n'éteint pas la rente qui en était le prix, alors surtout que la suppression a été compensée par une indemnité pécuniaire (1).

(Demeau—C. Dehoen.)

Du 6 août 1806.—Cour d'appel de Liège.—2<sup>e</sup> sect.—Pl., MM. Raïchem, Verbois, Ruly, Desjair et Desprez.

#### ENQUÊTE.—ASSIGNATION.—AVOUÉ (CONST. D').

Sous l'empire de l'ordonn. de 1667, les assignations données aux témoins d'une enquête pour y déposer, et aux parties pour assister à l'enquête, n'étaient pas nules faute de contenir constitution de procureur. (Tit. 22, art. 7.)

(Regibier—C. Champigniet.)

Du 7 août 1806.—Cour d'appel de Bourges.

#### RENTE VIAGÈRE. — COLLOCATION.

Le créancier d'une rente viagère a droit de demander, lors de la collocation, qu'une somme de deniers suffisante pour assurer le service de sa rente, soit laissée aux mains de l'acquéreur de l'immeuble hypothéqué. On

ne peut pas contraindre ce créancier à recevoir le remboursement du capital constitué. (C. civ., art. 1979 et 2184.) (2)

(Luxee—C. Girardin.)

Les époux Duchain-Saint-Denis étaient débiteurs d'une rente viagère de 3,520 livres envers le sieur Luxee, pour 32,000 livres qu'ils avaient reçues de lui et qu'ils avaient employées à réparer une maison à eux appartenant à Paris. —Après la promulgation de la loi du 11 brum. an 7, ce créancier prit, sur les biens de ses débiteurs, une inscription dans laquelle il mentionna la quotité annuelle de sa rente, sa nature, sa cause, et le capital de 32,000 liv.—Le 14 fructid. an 11, le maison fut adjugée au sieur Ladoucette, préfet des Hautes-Alpes, moyennant 170,000 liv.—Lorsqu'il s'est agi d'en distribuer le prix entre les créanciers inscrits sur les sieur et dame Duchain-Saint-Denis, le sieur Luxee a demandé que, jusqu'à l'extinction de sa rente, l'acquéreur retint dans ses mains une somme de 70,400 liv. dont les intérêts au denier 20 serviraient à payer sa rente.—Le sieur Girardin, aussi créancier inscrit, a soutenu au contraire que, vu l'aliénation de l'immeuble hypothéqué, le capital de la rente était remboursable; que le sieur Luxee ne s'était inscrit que pour 32,000 livres formant ce capital, et qu'on pouvait le contraindre à recevoir cette somme pour l'amortissement.

Le sieur Luxee répondit que sa rente n'était pas remboursable; qu'il avait stipulé des arrérages annuels, et qu'il était en droit de les exiger; qu'une rente viagère non remboursable n'avait d'autre capital que les arrérages; que son hypothèque et son inscription n'évalent en d'autre objet que le service de sa rente; qu'il fallait donc que ce service lui fût assuré, puisque aucune loi ne s'y opposait; qu'on ne pouvait y parvenir convenablement qu'en laissant aux mains de l'ac-

(1) F. dans le même sens, Trèves, 26 prair. an 11. F. toutefois, Cass. 26 pluv. an 11.

(2) F. en ce sens, Cass. 21 mess. an 4.—La difficulté sur ce point, consiste à concilier le droit qu'a le tiers acquéreur de purger l'immeuble qu'il a acquis des hypothèques qui le grèvent, avec la faculté qu'a le créancier de la rente viagère de ne pas accepter un remboursement qui serait contraire à son titre. Dans l'ancienne législation, les lettres de ratification purgeaient toute espèce de rentes, même les rentes viagères; en conséquence ceux, à qui les rentes appartenaient, étaient colloqués sur le prix pour le capital comme pour les arrérages, au rang de leur hypothèque. — Toutefois, lorsqu'il s'agissait d'une rente viagère, le créancier ne pouvait pas toujours exiger la somme qu'il avait payée pour l'acquiescer, mais seulement celle qui, au moment de l'ordre, était estimée suffisante, en raison de l'âge et des infirmités du créancier, pour acquiescer une rente semblable.—S'il ne se contentait pas de cette somme, il pouvait demander que les créanciers colloqués en ordre après lui, fussent tenus de faire emploi des deniers qu'ils recevaient, de manière à assurer un revenu suffisant pour répondre de la rente viagère tant qu'elle durerait, si mieux ils n'aimaient se charger eux-mêmes de la payer, et donner pour cet effet bonne et suffisante caution. F. à cet égard, Pothier, *Contr. de constitution de rente*, n° 231.—Sous l'empire du Code civil, ces règles ne peuvent pas être applicables d'une manière absolue. Ainsi, on n'admettrait pas que le crédi-rentier pût en aucune circonstance être contraint de recevoir le prix moyennant lequel la rente aurait été constituée; car la rente viagère ne peut pas être remboursée, aux termes de l'article 1979 du Cod. civ. — Mais rien, ce nous semble, ne s'opposerait à l'emploi de la mesure indiquée

par Pothier, pour le cas où le crédi-rentier ne se contenterait pas de la somme qu'on lui offre. Cette mesure est dans l'esprit de la loi nouvelle qui, par l'art. 1978, ne donne d'autre droit au rentier non payé de ses arrérages, que celui de saisir et faire vendre les biens de son débiteur, et de faire ordonner ou consentir sur le produit de la vente l'emploi d'une somme suffisante pour le service des arrérages. — En admettant cette théorie qui, du reste a été consacrée par la jurisprudence et adoptée par quelques auteurs (F. Caen, 18 mai 1813; Grenier, *Traité des hyp.*, t. 1<sup>er</sup>, n° 186; Troploog, *des Hyp.*, tom. 4, n° 959 quater), il arriverait que le crédi-rentier serait colloqué pour mémoire dans l'ordre, et qu'on abandonnerait aux créanciers postérieurs le capital nécessaire pour produire les arrérages annuels de la rente, sauf à ceux-ci à donner bonne et suffisante caution ou à faire un emploi d'argent garanti.

Ce moyen concilierait, selon nous, l'art. 1979 qui déclare la rente viagère non remboursable, et l'art. 2184 qui donne à l'acquéreur le droit de purger l'immeuble dont il est devenu propriétaire. À ce titre, ce moyen est préférable à celui qui est adopté par l'arrêt que nous rapportons, et qui consistait à charger l'acquéreur de conserver par devers lui le somme suffisante pour assurer le service de la rente, exclut par cela même le purgement de l'immeuble; car un immeuble n'est libéré que tant et tant que le prix est payé, et on ne peut pas dire que l'acquéreur soit affranchi de l'action hypothécaire tant qu'il demeure nanti du capital hypothéqué.—Nous pensons donc que le tiers acquéreur pourrait se refuser à l'obligation de conserver le capital, en invoquant le bénéfice de l'art. 2186 du Code civil, qui l'autorise de la manière la plus générale à se libérer en consignat son prix.



quéreur, un capital dont les intérêts au denier 20 monteraient au taux de la rente et seraient destinés à la servir.

4 fructidor an 13, jugement qui condamne Luzac à recevoir le remboursement de la rente, et en conséquence la colloque dans l'ordre pour le capital de 32,000 liv.

Appel.

ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que Luzac a pris son inscription pour la conservation du capital fourni pour la conservation d'une rente viagère de 3,500 liv., et qu'ainsi il doit être laissé entre les mains de l'acquéreur les fonds suffisants pour assurer le service de ladite rente viagère ;—A mis et met l'appellation et ce dont est appel au néant ;—Ordonne que sur le prix de la vente faite au sieur Ladoucette par la veuve de Philippe Duchain-Saint-Denis, Luzac est et demeure colloqué pour la somme de 70,400 liv. tournois, faisant le fonds de la rente viagère de 3,500 liv., etc.

Du 8 août 1806. — Cour d'appel de Paris. — 3<sup>e</sup> section.

#### ALIMENS. — CONJOINT SURVIVANT. — HALNAUT.

D'après la coutume de Hainaut, la provision alimentaire que les pères pouvaient être contraints à fournir à leurs filles établies par mariage, devait être continuée à l'époux survivant, lorsqu'il avait enfant de sa femme.

(Peplin—C. Wazler.)

Du 9 août 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Dolea et Reoux.

#### HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE. — CONdamnATION VOLONTAIRE.

Sous l'empire de la loi du 11 brum. an 7, toute condamnation volontaire (1) produit l'hypothèque générale attribuée aux jugements par l'art. 3 de cette loi. Toutefois, si, par l'acte portant la clause de condamnation volontaire, le débiteur a promis une hypothèque spéciale, qu'il suit prêt de réaliser, le jugement qui prononce la condamnation n'emporte pas une hypothèque générale différente de l'hypothèque promise (2).

(Krickx—C. Vanschelle.)—ARRÊT.

LA COUR :—Attendu que les condamnations dites volontaires, et prononcées ensuite des stipulations contenues dans un acte authentique, avaient, avant les lois actuelles, le même effet que les condamnations judiciaires ;—Qu'aucune loi nouvelle n'a ôté à ces sortes de stipulations l'effet que les parties avaient consenti de leur donner ;—Attendu que, dans l'espèce, Henry Krickx avait, en passant, le 29 mars 1791, acte devant notaire, portant constitution de rente, consenti condamnation volontaire dans les formes usitées, et promis, en cas de non remboursement dans le terme fixé, d'hypothéquer certains immeubles spécialement désignés ;—Que la condamnation consentie par cet acte a été prononcée par jugement du 4 vend. an 9, au tribunal civil de l'arrondissement de Bruxelles, et rendu exécutoire le même jour ;—Attendu que, s'il est vrai de dire que cette condamnation n'a pu donner à l'acte plus

d'étendue et plus d'effet qu'il n'en avait par la convention, et qu'ainsi le créancier n'aurait acquis d'autre droit que celui de prendre inscription sur les biens promis en hypothèque spéciale, il n'est pas moins certain qu'elle ne doit pas être réduite à ce seul effet, lorsque les immeubles assignés pour hypothèque spéciale n'existaient plus dans le domaine du débiteur ;—Qu'il a été posé en fait non contredit, que les immeubles désignés dans l'acte par Henry Krickx, pour servir d'hypothèque spéciale, étaient aliénés à l'époque de la condamnation volontaire ; que, dès lors, le jugement ne pouvait plus s'exécuter sur des biens sortis du domaine du débiteur ;—Attendu qu'outre la promesse d'hypothèque spéciale, le débiteur avait engagé sa personne et ses biens ;—Que cette stipulation insérée dans le contrat ne doit pas être frustratoire, mais acquiert au créancier qui a fait prononcer la condamnation, le droit de la faire exécuter sur les biens restans dans la propriété du débiteur ; Que les saisies-arrests qui se pratiquaient dans l'ancienne jurisprudence sur les immeubles du débiteur condamné, ne peuvent plus avoir lieu dans l'ordre des lois actuelles, mais que la loi du 11 brum. an 7 attribue aux condamnations judiciaires le droit d'imprimer hypothèque sur les biens du débiteur ;—Qu'il n'y a d'autre différence entre une condamnation dite volontaire et une condamnation judiciaire, que celle qui pourrait résulter du cas où il y aurait hypothèque spéciale promise sur des biens encore existans dans la possession du débiteur, et dont le créancier serait tenu de se contenter ;—Attendu que l'intimé a pris inscription le 6 brum. an 11, et ainsi avant la translation faite de l'immeuble vendu par Henry Krickx à l'appelant ; qu'ainsi ledit immeuble a passé à ce dernier avec la charge de l'inscription ;—Met l'appellation au néant, etc.

Du 9 août 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect.

#### 1<sup>re</sup> EMPHYTEOSE. — SERVITUDE.

##### 2<sup>re</sup> SERVITUDE. — PRESCRIPTION.

1<sup>o</sup> L'emphytéote peut acquérir par prescription un droit de servitude sur l'héritage voisin, encore que cet héritage appartienne au propriétaire direct du fonds donné à bail emphytéotique.

2<sup>o</sup> On peut, sous l'empire du Code civil, demander à prouver par témoins une prescription acquise avant la promulgation de ce Code, encore que cette prescription ne pût pas courir d'après la loi nouvelle. — En conséquence, est admissible, sous le Code civil, la preuve de l'acquisition par prescription d'une servitude discontinue, si la prescription s'était accomplie sous des statuts locaux qui déclaraient les servitudes discontinues prescriptibles.

(Morineux — C. Thibergien.)

Du 9 août 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Vanyolien et Thibergien.

#### 1<sup>o</sup> PAIEMENT. — TIERS. — DOMMAGES-INTÉRÊTS.

##### 2<sup>o</sup> OFFRES RÉELLES. — SOMME DEMANDÉE.

##### 3<sup>o</sup> APPEL. — DÉLAI. — JUGEMENT PAR DÉFAUT.

1<sup>o</sup> Le créancier qui poursuit son débiteur peut

qui s'observait en France, les actes notariés n'étaient point exécutoires par eux-mêmes. F. Merlijn, Rép. v<sup>o</sup> Condamnation volontaire.

(2) V. conf., Bruxelles, 13 août, et 24 déc. 1806.

(1) Ce terme, usité dans l'ancienne Belgique, servait à désigner un jugement qui, du consentement des parties exprimé dans un contrat, déclarait ce contrat exécutoire. La nécessité d'un tel jugement dérivait de ce qu'en Belgique, à la différence de ce

être désintéressé, malgré lui, par un tiers agissant au nom et en l'acquit du débiteur, encore que ce tiers n'ait aucun intérêt au paiement de la dette. Si, au mépris des offres réelles faites par le tiers, le créancier continue ses poursuites, il est possible de dommages-intérêts. (C. civ., art. 1236 et 1282.)

2<sup>e</sup> Les offres réelles sont suffisantes, encore qu'elles ne soient pas de toute la somme due, quand elles sont de la somme demandée par le créancier dans son commandement (1).

3<sup>e</sup> L'appel des jugemens par défaut, comme l'appel des jugemens contradictoires, se prescrit par 10 ans, à compter de la signification, sous l'empire de l'ordonnance de 1667, encore même que le jugement fut consulaire et qu'il n'y eût pas eu d'opposition.

(Bourdon de Septenville — C. Baisnée.)

Baisnée avait obtenu, le 20 décembre 1782, un tribunal consulaire de Paris, une sentence par défaut qui condamnait Bourdon de Septenville à lui payer 460 liv. Cette sentence fut signifiée le 23 du même mois. — En fév. 1806, Baisnée a de nouveau fait signifier le jugement à Bourdon, avec commandement de lui payer 460 liv. pour le principal de la condamnation, et 14 liv. pour les frais. — Bourdon était absent, et comme Baisnée faisait procéder à la saisie des meubles de son débiteur, le sieur de Cressac, ami de ce dernier, se présente et fait offres réelles de 474 liv., outre 3 liv. pour intérêts et frais, sauf à parfaire. — Baisnée refuse ces offres, ce qui donne lieu à un référé. — Par ordonnance du président du tribunal civil de Paris, contradictoire entre Baisnée et de Cressac, et par défaut contre Bourdon, les offres sont déclarées non-recevables comme insuffisantes. — Le 22 mars, Bourdon appelle de cette ordonnance, et en même temps de la sentence consulaire du 20 déc. 1782. — Cependant le même jour, Baisnée fait procéder à la vente des meubles de Bourdon; ce qui donne lieu à celui-ci de demander contre Baisnée des dommages-intérêts. — En appel, il est donc question de savoir : 1<sup>o</sup> si après vingt-quatre ans depuis la signification d'un jugement par défaut, l'appel en est recevable; 2<sup>o</sup> si dans l'espèce, les offres réelles avaient été suffisantes; 3<sup>o</sup> si le sieur de Cressac, qui n'avait aucun intérêt personnel à acquitter la dette, avait pu faire des offres réelles pour libérer le débiteur; et s'il y avait lieu à condamner Baisnée à des dommages-intérêts.

Bourdon soutient, 1<sup>o</sup> que l'appel de la sentence consulaire est recevable, parce que, suivant lui, la faculté d'appeler d'un jugement par défaut n'étant circonscrite dans aucun délai par l'ordonnance, elle doit durer trente ans; 2<sup>o</sup> que les offres réelles étaient suffisantes, puisqu'elles étaient au moins de la somme demandée par Baisnée dans son commandement; 3<sup>o</sup> enfin que ces offres faites en son nom par le sieur de Cressac devaient produire le même effet qu'elles eussent été faites par lui-même. A cet égard, il invoque l'art. 1236 du Code civil, portant qu'une obligation peut même être acquittée par un tiers qui n'y est pas intéressé, et les lois conformes du digeste, 23 et 46 de solut. et 39 de neg. gest. Bourdon conclut de là que Baisnée est possible de dommages-intérêts, pour avoir fait vendre ses meubles, sans égard pour les offres réelles.

Au contraire, Baisnée prétend, en premier

lien, que la faculté d'appel a été prescrite au préjudice de Bourdon, par le laps de dix ans, aux termes de l'art. 17 du titre 27 de l'ordonnance de 1667, qui ne met point les jugemens par défaut dans une classe à part; — En second lieu, que les offres faites par le sieur de Cressac n'étaient pas suffisantes, puisqu'elles ne comprenaient pas tout ce qui lui était dû; — En dernier lieu, qu'il n'avait point affaire au sieur de Cressac; que celui-ci était sans intérêt à acquitter la dette de Bourdon, dont il n'était ni le couligé, ni la caution; que les lois invoquées par l'appelant ne s'appliquaient qu'à la validité d'un paiement volontairement accepté par le créancier, qui ne pouvait jamais être contraint à recevoir son paiement d'un autre que de son débiteur.

#### ARRÊT.

LA COUR; — En ce qui touche l'appel de la sentence des el-devant consuls de Paris du 22 déc. 1782: — Attendu la disposition de l'art. 17 du titre 27 de l'ordonnance de 1667; — Déclare Bourdon de Septenville non recevable dans ledit appel, et le condamne à l'amende; —

En ce qui touche l'appel de l'ordonnance rendue sur référé en la chambre du conseil du département de la Seine, le 19 mars dernier: — Attendu que suivant toutes les lois, et notamment d'après l'art. 1236 du Code civil, une obligation peut être acquittée même par un tiers qui n'y est point intéressé, mais qui agit au nom et en l'acquit du débiteur;

Que les offres faites officieusement par de Cressac étaient suffisantes et intégrales, en ce qu'elles contenaient tout ce qui était demandé par le commandement; — Sans s'arrêter aux demandes de Baisnée, dont il est débouté, met l'ordonnance de référé et tout ce qui en est suivi au néant; — Émettant, décharge Bourdon de Septenville des condamnations contre lui prononcées par ladite ordonnance; au principal, déclare Baisnée non recevable dans sa demande à fin de continuation de poursuites; — Déclare nulle, injurieuse et vexatoire la vente faite le 22 mars et jours suivants, en exécution de ladite ordonnance, ensemble toutes les poursuites ultérieures; — Condamne Baisnée aux dommages et intérêts envers Bourdon de Septenville, à donner par acte, etc. Du 11 août 1806. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>re</sup> sect. — Prés., M. Séguier. — Pl., MM. Louis et Delavigne.

#### HYPOTHÈQUE JUDICIAIRE. — CONDAMNATION VOLONTAIRE.

Du 13 août 1806. — (Aff. Depage — C. Pouly.) — Cour d'appel de Bruxelles. — Même décision que par l'arrêt de la même cour du 9 août 1806.

#### DONATION DÉGUISÉE. — VENTE. — NULLITÉ.

La vente de l'universalité de ses biens, consentie par un père à deux de ses enfans, sans qu'il y ait eu aucune nécessité apparente, doit être annulée comme contenant une donation déguisée, alors surtout qu'une exherédation complète résulte de cet acte contra les autres enfans (2).

(Blass — C. Blass.) — ARRÊT.

LA COUR; — Attendu qu'il nait des circonstances de la vente dont il s'agit, une multitude de présomptions contre sa sincérité; en effet, cette vente et celle du surlendemain, faites à Mi-

doctrines et de la jurisprudence sur la validité des donations déguisées sous la forme d'un contrat à titre onéreux.

(1) F. conf. Liège, 18 fruct. an 10.

(2) F. Cass, 6 pluv. an 11, à la note, l'état de la

chel, comprenaient l'universalité de la fortune mobilière et immobilière du vendeur; celui-ci avait alors quatre-vingt-sept ans, âge où il étoit facile de le circonvenir; aussi la réflexion lui ayant bientôt fait connaître qu'il avait été trompé, s'est-il hâté de se pourvoir pour dévoiler le dol dont deux de ses fils s'étaient rendus coupables envers lui; première action qui a été interrompue par le décès du père; — Attendu qu'il n'y avait nulle nécessité apparente de vendre, de la part du père, surtout à la fois, l'universalité de son avoir; tandis que s'il eût eu des besoins, il eût supposé qu'il n'eût aliéné que partiellement et à fur et mesure; — Attendu qu'outre ces présomptions violentes équiparées à la conviction, il est une circonstance de fait qui seule suffirait pour faire annuler la vente, c'est que, si elle pouvait subsister, elle aurait le même effet qu'une exhérédation, puisque le père, en vendant ainsi tout ce qu'il possédait à ses deux fils, l'intimé et Michel, ses deux autres enfants se trouveraient préterits entièrement de sa succession, en ce qu'a son décès il ne s'y est plus rien trouvé que ses hardes et quelques petits objets mobiliers, de la valeur modique d'environ 56 fr., quoiqu'il n'y eût que vingt-deux mois qu'il eût vendu et eût reçu 1,500 fr., qui ont disparu depuis, puisqu'il est resté redevable de sa pension pendant cet intervalle, et que l'intimé a soutenu l'avoir payée, et en a formé la prétention; — Attendu que la vilité du prix doit d'ailleurs être prise en considération, non comme moyen propre à fonder une action rescisoire, mais comme circonstance qui concourt efficacement avec les autres pour établir la simulation. Les appels soutiennent que les biens vendus valaient de 6 à 7,000 fr.; mais n'eussent-ils valu que les 3,000 fr. de prix stipulé, encore cela suffirait-il au cas présent, puisque l'intimé les aurait obtenus pour 1,500 fr.; — Dit qu'il a été mal jugé, bien appelé; — Emendant, ayant aucunement égard à la demande formée en première instance, et y faisant droit, sans s'arrêter au prétendu contrat de vente du 6 vendém. an 11, lequel la cour déclare nul et comme non avenu; — Ordonne que tous les biens, meubles et immeubles faisant partie de la succession dudit défunt, compris audit contrat, seront partagés par égales parts et portions entre les appelans et l'intimé, plus à rapporter en partage les fruits qu'il a perçus, ainsi que les loyers de la maison, etc.

Du 13 août 1806. — Cour d'appel de Colmar. — Pl., MM. Dufour jeune et Raspier.

# 1<sup>o</sup> LÉGITIMATION. — ENFANT ADULTÉRIN.

## 2<sup>o</sup> PERSONNE INTERPOSÉE. — LEGS. — ENFANT ADULTÉRIN.

### 1<sup>o</sup> L'enfant né d'un commerce adultère ne peut

(1) On a opposé à ce système que l'enfant adultérin n'ayant droit qu'à des aliments, dans la succession de ses auteurs, et étant incapable de rien recevoir au delà, par donation entre vifs ou par testament (Cod. civ., art. 908), sa mère ne semble pas pouvoir être considérée comme personne interposée entre le père et l'enfant, à l'effet de lui transmettre un avantage qu'il ne pourra recueillir de sa mère à aucun titre. Mais on répond que la règle posée dans l'art. 911 du Code civil, est générale et absolue et qu'elle ne peut admettre d'exception à l'égard des père ou mère d'enfants adultérins. — Toutefois cette même règle ne serait pas applicable au cas où l'état d'adultérinité de l'enfant ne serait pas légalement constaté, parce que la recherche de la paternité étant inter-

dire légitimé par mariage subséquent, encore que sa naissance n'ait été constatée sur les registres de l'état civil, que depuis que ses père et mère sont devenus libres de s'unir par mariage. (C. civ., art. 331.)

## 2<sup>o</sup> Les dispositions faites par l'un des auteurs de l'enfant adultérin en faveur de l'autre, doivent être annulées, comme faites à l'enfant adultérin même, par personne interposée. (C. civ., art. 762, 908 et 911.) (1)

(Duchesse — C. Revelière.)

En l'an 2, la demoiselle Duchesse acconcha d'un enfant qui ne fut inscrit que le 29 ventôse an 3, sur les registres de l'état civil, comme fils du sieur Revelière, marié à la naissance de l'enfant, mais devenu veuf lors de l'inscription sur les registres. Peu après, le sieur Revelière se maria en secondes noces avec la demoiselle Duchesse; ils déclarèrent, dans l'acte, légitimer l'enfant qui avait été inscrit comme né d'eux. Enfin le sieur Revelière mourut en l'an 13, après avoir fait testament en faveur de la demoiselle Duchesse. Ses héritiers du premier lit ont contesté d'abord la légitimation de l'an 3 comme faite au profit d'un adultérin, et ensuite le testament comme disposant en faveur de cet enfant, par interposition de personne.

Jugement qui annule la légitimation et le testament.

Appel par la demoiselle Duchesse.

ARRÊT.

LA COUR;— Considérant qu'il est reconnu que Gilles-Aimé est enfant adultérin de l'appelante et du père des intimés;

Considérant que l'art. 762 du Code civ. n'accorde aux enfants adultérins qu'insuccesseurs que des aliments; que les art. 757 et 758 ne leur sont point applicables; et que, suivant l'art. 908, les enfants naturels ne peuvent, par donation entre vifs ou par testament, rien recevoir au delà de ce qui leur est accordé au titre des successions; qu'ainsi, toute disposition faite au profit des enfants adultérins ou insuccesseurs, soit qu'on la désigne sous la forme d'un contrat onéreux, soit qu'on la fasse sous le nom de personnes interposées, est nulle; que, par conséquent, la mère dudit Gilles-Aimé ne pouvait recevoir aucun don, ni directement ni indirectement, de son mari, puisque d'après l'art. 911, la mère d'un incapable est réputée personne interposée;—Considérant encore que la loi n'ayant point apporté d'exception pour le cas dont il s'agit, il n'est pas possible d'en admettre; — Dit qu'il a été bien jugé, etc.

Du 13 août 1806. — Cour d'appel d'Angers.

# 1<sup>o</sup> PUISSANCE MARITALE. — COHABITATION. — FAILLITE.

## 2<sup>o</sup> COMMUNAUTÉ. — DISSOLUTION.

### 1<sup>o</sup> Les juges qui condamnent une femme à ré-

dire, il y aurait lieu de repenser l'attaque qui, dirigée contre une libéralité faite entre ceux qu'on prétendrait être le père et mère de l'enfant, aurait précisément pour résultat d'amener à la constatation de la paternité. Mais lorsque la reconnaissance de l'enfant adultérin résulte, soit d'une procédure criminelle, soit d'un dévarement, soit enfin de toute autre circonstance qui emporte reconnaissance forcée, l'art. 911 doit reprendre son empire, parce que, encore une fois, cet article ne fait aucune distinction à raison de la qualité des père et mère. — V. en ce sens, Cass. 13 juill. 1813; Lyon, 6 avril 1816; 25 mars 1835 et la note; anal. Amiens, 22 déc. 1838, et la note. — V. aussi, dans le même sens, Duranton, t. 8, n<sup>o</sup> 245, 246; Vazeille, des Donations, sur l'art. 911, n<sup>o</sup> 4; Pouljol, *Ibid.*, n<sup>o</sup> 11.





*intégrer le domicile conjugal, ne doivent rien préjuger sur les moyens d'exécution, ni prononcer aucune peine avant qu'il conste de la mise en demeure de la partie condamnée.*

*Le mari, encore qu'il soit en état de faillite et contraignable pur corps, peut obliger sa femme à venir habiter avec lui. (Cod. civ., art. 214.) (1)*

*2° La convention par laquelle deux époux ont dissous dans la ci-devant Belgique la communauté qui existait entre eux, n'a pu être arbitrairement révoquée par l'une des parties sous l'empire du Code civil (3).*

(TKint—C. Poot.)

Charles Poot, négociant à Bruxelles, déclara sa faillite, et demanda d'être admis au bénéfice de cession. Plusieurs jugemens repoussèrent sa demande; il fut même dénoncé et traduit devant la Cour de justice criminelle, comme prévenu de banqueroute frauduleuse. — Son premier mouvement fut de fuir; mais, avant de se séparer de Catherine TKint, son épouse, il convint, dans un acte authentique, que la communauté qui existait entre elle et lui était dissoute, et il l'autorisa à demeurer en tel endroit qu'elle jugerait convenable. — Bientôt, plus confiant en la justice de sa cause, il revint à Bruxelles, et se constitua prisonnier. — Il fut mis en liberté d'après la déclaration négative du jury d'accusation. — Mais, quoique disculpé de la prévention de banqueroute frauduleuse, il resta constitué en état de faillite, et sous le poids de plusieurs condamnations emportant contrainte par corps. — Cependant, après avoir révoqué la convention qui contenait dissolution de la communauté, il conçut le désir de faire venir sa femme près de lui. Celle-ci s'y refusa; il la somma de s'y rendre. — La contestation s'étant engagée au tribunal de première instance, Catherine TKint fut condamnée à venir joindre son mari; et, à défaut par elle de le faire dans le délai du bailloin, Charles Poot fut autorisé à se mettre en possession des biens de son épouse, et à en percevoir les fruits.

La dame Poot appela de ce jugement. — Lorsque le Code civil, a-t-elle dit, impose à la femme l'obligation d'habiter avec son mari, il suppose nécessairement que celui-ci a une habitation sûre; que son sort est fixe et indépendant, qu'il a un domicile réel, ou au moins une résidence. Prêter à la loi une autre intention, c'est prétendre qu'elle est injuste, barbare, inéquitable. — Or, dans l'espèce, le sieur Poot, en raison des contraintes par corps qui pèsent sur lui, est hors d'état de fournir ce domicile ou cette résidence à sa femme; et cette circonstance particulière doit faire fléchir le principe de la cohabitation, consacré par l'art. 214 du Code civil. — En second

lieu, la dame TKint se plaignait de ce que les premiers juges, anticipant sur le mode d'exécution de leur jugement, avaient autorisé son mari à se mettre en possession de ses biens avant qu'il justifiât d'un domicile où il pourrait la recevoir. — Enfin, elle soutint que la convention portant qu'il y aurait dissolution de communauté étant légale sous la coutume de Bruxelles, le sieur Poot n'avait pu la révoquer.

ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que l'obligation imposée à l'épouse, par l'art. 214 du Code civil, d'habiter avec son mari, est prononcée en termes généraux et absolus, et qui ne souffrent nulle exception que celle de l'impossibilité de le remplir, ou qui résulte des cas particuliers exprimés par la loi; que, dans l'espèce, la dame Poot n'invoque que des raisons puisées dans les malheurs ou l'infortune de son mari, la mobilité de son habitation, le peu d'aisance ou même la pénurie qu'elle craint d'y trouver, pour se soustraire au devoir qui lui est imposé, à quoi le juge n'a dû ni pu déroger, — Dit qu'il a été bien jugé en ce qui concerne la condamnation prononcée, à la charge de l'appellante, d'habiter avec son mari, et de le suivre dans la résidence qu'il lui indiquera;

Et attendu que le premier juge n'a pas dû préjuger sur les moyens d'exécution, ni prononcer de peine avant qu'il lui constât de la demeure de la partie condamnée, — Dit, à ce point, qu'il a été mal jugé;

Attendu, en ce qui concerne la convention écrite en l'acte du 18 pluvi., qu'elle a eu pour objet de faire cesser entre les parties la communauté de biens alors existant; qu'un semblable pacte, fait après le mariage, était légal sous la coutume de Bruxelles, lieu de leur domicile, et qu'ayant été consenti avant la promulgation de la loi du Code civil, qui règle les droits des époux entre eux, il a eu, dès lors, son plein effet; en sorte qu'à cet égard il a été nullement et illégalement révoqué par l'époux; — Ordonne, etc.

Du 13 août 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — 1<sup>re</sup> sect. — Concl. M. Mercx. — Pl., MM. Deswarte aîné et Darras.

#### VENTE.—CHOSE D'AUTRUI.—MEUBLES.

L'art. 1599 du Code civil, qui déclare nulle la vente de la chose d'autrui, n'est susceptible d'application qu'à la vente des choses immobilières, et non à celle des denrées et autres objets mobiliers dont se fait un commerce habituel. — En conséquence, celui qui a vendu des vins récoltés dans la vigne d'un individu désigné et a promis la ratification de celui-ci, doit être condamné à exécuter la vente ou à payer des dommages-intérêts pour son inexécution. (C. civ., art. 1120.) (3)

cipe posé dans l'art. 1599 du Code civil, que la vente de la chose d'autrui est nulle. Mais cet article a principalement trait aux immeubles. Quant aux transmissions des denrées commerciales, on sent que le principe n'est pas susceptible d'une application aussi rigoureuse. Il arrive souvent, en effet, ainsi que le disait M. Béranger au conseil d'Etat, que l'on vend par courtier des marchandises dont on n'est pas propriétaire (Fenet, t. 14, p. 25 et 26); et c'est second l'activité du commerce qu'autoriser ces transactions, qui favorisent le débit de marchandises dont le vendeur n'est pas propriétaire à l'instant même de la vente, mais dont, par la force même de la convention, il prend l'engagement de devoir acquiescer. Sic, Troplong, de la Vente, n° 232; Par-

(1) V. en ce sens, Turin, 28 mai 1806; sans néanmoins le cas où le mari serait hors d'état d'offrir à sa femme un domicile stable : V. Cass. 9 janv. 1826; Bruxelles, 11 mars 1807. — Sur les moyens à l'aide desquels le mari peut obliger sa femme à réintégrer le domicile conjugal, V. la note qui accompagne l'arrêt de Pau du 22 prair. an 13.

(2) V. anal. dans ce sens, Cass. 30 germ. et 6 prair. an 10, et les notes.

(3) « Le but unique de la vente, disait M. Grenier au corps législatif, doit être la transmission d'une propriété. Or, la vente d'une chose qui n'appartient pas au vendeur ne peut être le germe d'une transmission de propriété. » (Fenet, t. 14, p. 192.) — Telle est la théorie d'où découle le prin-

cipe. — II<sup>e</sup> PARTIE.

(Billard—C. Mitauchet.) ARRÊT.

LA COUR; — Attendu que, pour les vins récoltés, Mitauchet doit être condamné à exécuter la vente qu'il en a faite, ou en dommages-intérêts résultant de son inexécution; que vainement, pour s'en dispenser, il invoque l'art. 1599 du Code civil, qui déclare nulle la vente de la chose d'autrui, puisque, d'un côté et suivant les discussions élevées au Corps législatif, cet article ne peut être entendu sagement que des choses immobilières et non pas des denrées et autres objets mobiliers dont se fait un commerce habituel; que, d'ailleurs, c'est l'art. 1120 qui seul peut être appliqué à la cause actuelle, où Mitauchet s'est fait fort pour la veuve Duchesne avec promesse de lui faire ratifier l'acte à la première réquisition, à peine de tous dépens et dommages-intérêts; qu'ainsi il doit, ou procurer la ratification, ou payer ces dommages-intérêts; — Condamne Mitauchet à livrer les vins récoltés en l'an 13, dans quinzaine, passé lequel temps il devra payer les dommages-intérêts à liquider par experts, etc.

Du 14 août 1806. — Cour d'appel de Besançon. — Prés., M. Louvois. — Pl., MM. Curasson et Guillaume.

# 1<sup>o</sup> APPEL. — ACTE NOTARIÉ. — SIGNIFICATION. 2<sup>o</sup> AJOURNEMENT. — DÉLAI.

1<sup>o</sup> La déclaration d'appel faite par-devant notaire et signifiée ensuite par huissier, avec assignation à comparaitre pour entendre enformer le jugement de première instance, remplit le vœu de la loi.

La mot appel n'est pas sacramentel; il peut être remplacé par des équivalents.

2<sup>o</sup> L'ajournement donne pour comparaître dans les délais de la loi est valable, quoiqu'il n'indique pas ces délais (1).

(Dame Hiribarren—C. son père.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la nullité n'a rien de sérieux; que c'est en disant deux actes essentiellement indivisibles, qu'on attaque

l'acte notarié comme ne contenant pas assignation au désir de l'art. 456 du Code de procéd., et l'assignation comme ne renfermant pas déclaration d'appel; — Que l'acte notarié constatant la volonté de Catherine Hiribarren d'appeler du jugement dont il s'agit, ayant été signifié, par hoi de copie et aux fins y contenues, à Guillaume Hiribarren, avec assignation sur l'appel, ces deux actes, qui émanent de Catherine Hiribarren, s'identifient essentiellement, en sorte que l'exploit présente à la fois et la déclaration de l'appel et l'ajournement sur cet appel, par où, sous ce premier rapport, l'esprit, comme le texte de l'article précité du Code, se trouvent essentiellement remplis;

Que, d'ailleurs, pût-on séparer l'acte fait devant le notaire, de l'assignation, celle-ci contiendrait appel; car le mot appel n'est pas sacramentel; il n'est pas indispensable de l'employer, il peut être remplacé par des équivalents. Or, on trouve, dans l'assignation, qu'elle est donnée pour voir infirmer le jugement du 27 juill. 1806; ainsi, sous tous les rapports, le vœu de la loi a été rempli, et ce premier moyen de nullité s'évanouit;

Considérant qu'en assignant au délai de la loi, l'appelante a rempli la forme, parce que le Code de procédure s'expliquant sur les délais plus ou moins longs, à raison des distances, l'assigné était censé les connaître; qu'il s'est présenté en conséquence; que, dès lors, il n'a reçu ni pu recevoir quelque grief; — Débouté l'intimé de sa demande en nullité de l'acte d'appel, etc.

Du 16 août 1806. — Cour d'appel de Pau.

# ACQUÊTS ET CONQUÊTS. — FILS DE FAMILLE.

Le fils de famille ne peut revendiquer, comme provenant de son industrie, les acquêts faits par le père sous la puissance d'autrui si se trouvent à l'époque des acquisitions (Inst. tit. 9, § 1; L. 6, C. de bon. que lib.; — Cod. civ.. art. 387 et 745, anal.) (2)

(2) Le demandeur, dans l'espèce, s'appuyait particulièrement sur divers textes des lois romaines. Il rappelait d'abord les abus de l'ancienne législation signalés par l'empereur Justinien en ces termes : *... Liberi nostri utriusque sexus, quos in potestate habemus, olim quidem quicquid ad eos perveniret... hoc parentibus suis acquirere sine ulla distinctione... quod nobis inhumanum visum est : et generali constitutione emissa, et liberis peperimus, et patribus honorem debitum reservavimus.* Inst., tit. 9, per quas pers., § 1<sup>er</sup>. — Puis il indiquait les modifications introduites par cet empereur, dans la loi 6, C. de bon. qua liberis, ainsi conçue : *Si quis... filius familias, vel patris sui, vel avi, vel proci in potestate constitutus, aliquid sibi adquisierit, non ex ejus substantia, cujus in potestate sit, sed ab aliis quibuscumque causis que ex liberalitate fortuna, vel laboribus suis ad eum perveniant.* — Mais il est évident que ce texte était sans application, puisqu'il ne s'agissait pas, dans l'espèce, d'un fils ayant un péculé particulier, une industrie séparée, susceptible d'être augmentée par des entreprises qui lui fussent propres, mais bien d'un fils qui n'avait jamais quitté la maison paternelle, et qui avait constamment travaillé sous les yeux de son père, dans l'intérêt de celui-ci et avec ses ressources. Or, tout ce que le fils amassait, cum substantia patris, venait se joindre aux biens du père : *quia filius censetur tanquam procurator patris... quia ex operis quasita cum alimentis proutis compensanda sunt.* — Nec nulli incidit ad patrem reverti, quia ex re patris quasita fuerunt... — Quidquid adquisit filius, patri ad-

dessus. Cours de droit comm., t. 2, p. 287. En ce sens, il est vrai de dire avec M. Grenier au Corps législatif, que l'art. 1599 « ne peut être appliqué aux » objets qui font la matière de transactions commerciales, et qu'il est au pouvoir et dans l'intention » du vendeur de se procurer. » (Fenet, t. 14, p. 193.) — Cependant il n'en faut pas conclure d'une manière absolue, que le principe d'après lequel la vente de la chose d'autrui est nulle, n'est pas applicable en matière commerciale, car, en cette matière comme en toute autre, il est impossible de voir une vente là où il n'y a pas en définitive transmission de propriété. — Seulement la convention qui intervient sur la chose d'autrui est valable, en ce sens que l'acheteur ne peut se refuser à l'exécution du marché, si le vendeur a pu se procurer ce qui en était l'objet, et réciproquement, que le vendeur doit être condamné à des dommages-intérêts si, pour une cause quelconque, il n'a pu se procurer la livraison. — Ainsi, la différence consistait en ce point que, tandis que la vente de la chose d'autrui, au cas ordinaire, ne contiendrait pas le principe de dommages-intérêts pour inexécution, on profite de l'acquiescement qui aurait su que le vendeur n'était pas propriétaire (Cod. civ., 1599); en matière commerciale, au contraire, les dommages lui seraient dus, lors même qu'il aurait été instruit que la chose n'appartenait pas à son vendeur. C'est ce qui est consacré par l'arrêt que nous rapportons; c'est aussi ce qu'enseignent M. Davigier, de la Fente, n<sup>o</sup> 222 et 223.

(1) F. conf., Cass. 21 nov. 1810; 8 janv. 1811; 20 avril 1814.

(Tomasino—C. sa sœur.)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant qu'en l'espèce il ne s'agit point de voir si le fils peut séparer de l'hoirie paternelle les acquêts qu'il a faits en son propre nom par suite de son industrie et de son travail, la demande de l'appelant tend à faire déclarer comme appartenant à lui, les acquêts faits par son père, sous le prétexte qu'ils aient été faits par son industrie;—Considérant qu'une telle prétention de la part d'un fils de famille qui n'a point été émancipé, qui a vécu constamment avec son père, qui en a administré le patrimoine, qui n'a stipulé aucun contrat en son propre nom, et n'a point prouvé que la crainte révérentielle de son père l'en ait empêché, ne peut rencontrer la faveur des juges, comme elle ne rencontre celle d'aucune loi:—Qu'en effet, si l'on se reporte aux anciennes lois romaines, il n'y a point de doute que même les acquêts faits par le fils, étaient censés faits par le père; et quelquefois ont été les égards avec lesquels l'empereur Justinien a favorisé les fils dans les lois comprises sous le titre de *bonis quæ liberis* de son Code, on ne trouve cependant, dans aucune desdites lois, établi le principe que le fils puisse séparer de l'hoirie de son père les biens acquis par celui-ci, dans le cas qu'il ait concouru par son travail et son industrie à les acquérir;—Que si l'on se reporte aux dispositions du Code civil, sous l'empire duquel la succession dont il s'agit a été ouverte, on ne trouve aucune disposition qui ait changé les anciennes lois à un tel égard; au contraire, les dispositions contenues en l'art. 387, relatif aux effets de la puissance paternelle, démontrent à l'évidence que les législateurs pour déterminer à qui, entre le fils et le père, devait appartenir la jouissance des acquêts, n'ont pris pour règle que le titre de leur acquisition, et n'ont rien voulu déroger au droit de propriété acquis par le père en son propre nom;—Considérant qu'en tel état de choses, les articles en faits déduits par l'appelant, soit en première instance, soit par-devant cette Cour, ne peuvent être recevables, puisqu'il n'y existe aucune loi qui en favorise le système, et leur admission ne tendrait qu'à établir un principe de jurisprudence tout-à-fait nouveau, et dont les conséquences seraient incalculables;—Qu'au surplus, le Code civil en établissant les règles particulières, soit sur l'émancipation et sur ses effets, soit sur la jouissance des biens appartenant aux enfans, soit enfin sur les rapports à se faire par les héritiers, a pourvu suffisamment aux intérêts des enfans, et il n'est point permis aux juges de s'écarter de ces principes, pour les favoriser davantage;—Dit avoir été bien jugé.

Du 16 août 1806.—Cours d'appel de Turin.—Pl., MM. Pateri et Rossetti.

## JUGEMENT.—ASSISTANCE DE JUGES.

*Est nul le jugement prononcé par des juges qui n'ont pas assisté au rapport de l'affaire et aux plaidoiries.* (L. 21 août 1790, tit. 2, art. 4; L. 3 brum. an 2, art. 10.) (1)

(N....—C. N....)—ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que d'après l'extraît

quirit, et cum fratribus et communicandum.—D'ailleurs, c'était par le Code civil que la question devait être résolue. Or, on ne trouve dans le Code aucun article qui assure à un fils, quelque industrieux qu'il ait été dans l'incirêt de son père, des prélèvements sur la succession de celui-ci, quand il n'y a pas de testament qui lui attribue tout ou partie de la quotité disponible.

du plume des audiences du tribunal d'Ivrée du 29 mai dernier, signe par le président et le greffier, il ne peut y avoir de doute que le moyen de nullité que les défendeurs ont opposé au jugement du 1<sup>er</sup> thermid. dernier, et qu'ils ont déduit de ce que ledit jugement ne fut point prononcé par les mêmes juges qui ont assisté au rapport de l'affaire et aux plaidoiries des parties, soit fondé;—Qu'en conséquence, d'après les dispositions des art. 14, tit. 2, L. 24 août 1790; 10, L. 3 brum. an 2, il ne peut non plus y avoir de doute que ledit jugement soit nul et comme non avenu, puisque les lois en accordant aux parties la faculté de se défendre, ont évidemment reconnu que les juges qui n'auraient pas entendu la défense ne pourraient pas coopérer au jugement; elles ont voulu que le jugement fût prononcé par les juges qui, d'après les plaidoiries, le rapport et l'examen des pièces, s'il y a lieu, ont été mis en état d'apprécier les moyens des parties;—Que les principes sanctionnés par la cour de cassation en des espèces semblables, et particulièrement par l'arrêt du 7 therm. an 11, sont d'une évidence trop lumineuse pour qu'ils puissent être méconnus et non appliqués à l'espèce;—Dit nul et comme non avenu le jugement dont est appel, etc.

Du 18 août 1806.—Cour d'appel de Turin.

## VENTE.—PROMESSE.—CONDITION.

*La promesse de vente faite par acte sous seing privé, mais sous la condition qu'il en serait dressé acte public dans un délai déterminé, et que le prix serait immédiatement payé, doit être maintenue dans ses termes, si bien qu'à défaut d'accomplissement des conditions, celui qui avait promis d'acheter, ou son cessionnaire, ne peut plus exiger de l'autre partie qu'elle exécute la convention (2).*

(Moussous—C. Fauré.)—ARRÊT.

LA COUR;—A considéré qu'en matière de conventions, c'est principalement l'intention qu'ont eue les parties contractantes qu'il faut suivre, au lieu de s'arrêter au sens littéral des termes dans lesquels lesdites conventions ont été conçues; qu'en cherchant cette intention dans la police du 29 thermid. an 10, on voit que les parties entendirent moins vendre d'une manière actuelle, que convenir des conditions d'une vente qui ne devait recevoir sa perfection qu'autant que l'acquéreur en paierait le prix dans le délai de deux mois, et que, dans le même délai, l'acte qui devait réaliser la vente, serait passé; de telle sorte qu'on ne doit voir dans ladite police qu'une promesse de vendre et une promesse d'acheter, pour la réalisation de laquelle les parties étaient convenues de passer un acte public dans un délai déterminé, lequel acte formait une condition essentielle de la vente; considérée sous ce rapport, la convention portant elle-même sa résolution ou inéficacité dans le cas où, soit l'acte public, soit le paiement du prix, ne serait pas effectué dans le délai de deux mois, le défaut de ces deux conditions essentielles, provenant du fait de celui qui avait promis d'acquiescer, il n'a plus été au pouvoir de ce dernier ou de son ces-

(1) La loi du 20 avril 1810, art. 7, consacre formellement ce principe.—V. dans le même sens, Cass. 9 brum. an 7, et la note.

(2) Outre les autorités citées dans l'arrêt, F. Duvergier, de la *Vente*, t. 1<sup>er</sup>, n° 166.—En sens contraire, Colmar, 15 janv. 1813.



sionnaire de forcer le sieur Fauré à tenir un engagement essentiellement subordonné à des conditions qui n'ont pas été remplies : ce qui se justifie par la doctrine de tous les auteurs, et notamment par celle de Pothier, *Traité du Contrat de vente*, n° 440, qui s'exprime ainsi : « Les promesses de vendre se font de différentes manières : 1<sup>re</sup> ou elles se font avec limitation de temps, ou sans limitation de temps. Lorsqu'une chose dans un temps limité, il est déchargé, de plein droit, de son obligation par le laps de ce temps, s'il n'a pas été mis en demeure, pendant l'espace de ce temps, de s'en acquiescer ; — Considérant, en outre, que lors même que l'on pourrait trouver dans la police du 29 thermid. an 10, l'intention actuelle des parties d'effectuer la vente, il faudrait toujours décider que faute par l'acquéreur d'en avoir payé le prix, et requis la passation de l'acte dans le délai déterminé par la convention, celui-ci serait non recevable à se prévaloir de ladite police, après avoir laissé passer plus de deux ans sans avoir réclamé l'exécution. Il faut distinguer en effet, avec les lois romaines, sous l'empire desquelles les parties ont traité, le cas où la vente ne résulte que du seul consentement des parties, et du seul fait de la convention, du cas où, indépendamment du consentement et de la convention, la vente a déjà reçu un commencement d'exécution. — Il faut distinguer encore le cas où la vente résultant seulement du consentement, et n'ayant reçu aucune exécution, la convention qui la constate a été faite sans délai fixe pour son accomplissement, du cas où ce délai a été déterminé, avec clause expresse que le délai expiré, la convention serait comme non avenue. — Dans le premier cas, c'est-à-dire si la vente a reçu un commencement d'exécution, le vendeur se trouvant dépouillé de la propriété, a besoin de recourir aux tribunaux pour être autorisé à y rentrer, à la différence du cas où la vente n'ayant reçu aucune espèce d'exécution, et le contrat portant la clause de son inefficacité, si, dans un délai déterminé, l'accomplissement n'a pas lieu, le vendeur n'ayant jamais été dépouillé de la propriété n'a pas besoin du ministère du juge pour y rentrer, ce qui est conforme à la disposition de la loi 1<sup>re</sup>, C. de Pact. *inter empt. et vendit. compositis*, ainsi conçue : « Si *ex lege pradium vendidisti, ut nisi intra certum tempus pretium fuisset exsolutum, emptrix arrhas perdat et dominium ad te pertinere, Ad eon tractus servanda est.* » — Il en est de même lorsque la vente résultant du seul consentement des parties, porte avec elle qu'elle ne produira aucun effet, si son accomplissement n'a lieu dans un délai déterminé, parce qu'alors le contrat se résout, de plein droit, par la force même de la convention qui le constitue, en n'exécutant pas ce qui est convenu dans le terme fatal ; — Attendu que c'est un délai conventionnel auquel s'applique la maxime *Dies interpellat pro homine*, à la différence du délai légal qui n'est que commissatoire, comme l'enseigne Guyot, *quest. 171*, n° 3. — Ces principes se justifient encore par la doctrine de Despeyres, 1. 1<sup>re</sup>, des Contrats, part. 1<sup>re</sup>, tit. 1<sup>er</sup>, de l'Achat, sect. 6<sup>e</sup>, n° 2 : « Ce contrat se résout, dit cet auteur, par la volonté de tous les contractants ; en sorte que si le prix n'a pas encore été payé, si la chose vendue baillée, tout ainsi qu'il n'y a eu qu'une venue et simple volonté à ce faire, aussi il se dissout par une simple et nue volonté contraire. » Après avoir rappelé les divers textes qui justifient son opinion, le même auteur ajoute ce qui suit : « Et

« bien qu'il n'apparaisse pas manifestement de « cette contraire mutuelle volonté, néanmoins, « pourvu qu'il en paraisse tacitement, le contrat « est entièrement dissous. » — Dans l'espèce actuelle, le nu consentement d'acheter et de vendre se trouvant dans la même convention où il est stipulé que ce consentement ne produira aucun effet dans le cas où, dans le délai déterminé, le prix ne serait pas payé, et l'acte public de vente ne serait pas passé, cette convention ne peut pas être scindée ; elle doit être prise telle qu'elle est, *ut jacet*, et puisque le même titre dont excipe le demandeur porte avec lui l'exception que fait valoir le défendeur, il serait contre le loi du contrat d'en ordonner l'exécution pour une partie, et de l'empêcher pour une autre ; ce serait violer, au préjudice de l'un des contractants, la maxime *Contractus legem ex conventionibus accipitur*. — Lorsque le contrat de vente n'a pas encore, ni d'une part ni de l'autre, reçu son exécution, il peut se résoudre, de plein droit, par le seul consentement des contractants (L. 3, § 1<sup>er</sup>, C. de rescind. *vendit.*) ; comme c'est le seul consentement des contractants qui l'a formé, il peut de même manière se résoudre par un consentement contraire. Cela est conforme à cette belle règle de droit : « *Nihil tam naturale est quam eo genere quidquid dissolvitur quo contractum est ; idem nudi consensu obligatio contrario consensu dissolvitur* (L. 35, ff. de Reg. jur.), et à la loi 80, ff. de solut. : « *Quum emptio contracta est, quoniam consensu nudi contracti potest, etiam dissensu contrario dissolvi potest.* » Telle est la doctrine de Pothier, *Traité du Contrat de vente*, n° 326. Or, dans l'espèce actuelle, la vente dont il s'agit ne résultant que du consentement des parties, et n'ayant reçu d'exécution de part ni d'autre, s'est trouvée résolue, de plein droit, par le seul consentement des contractants, résultant de la clause que si, dans le délai de deux mois, l'acte public n'était pas passé et le prix payé, la vente serait comme non avenue et de nul effet ; — Considérant enfin, que les circonstances de la cause se réunissent ici aux principes qui viennent d'être développés, pour confirmer le jugement du tribunal de Villefranche, qui a relaxé le sieur Fauré de la demande en délaissement contre lui formée. En effet, on voit, d'abord, qu'il s'est écoulé un espace de deux ou quatre mois depuis la police de vente, sans que la dame Roques-Montgaillard ait réclamé l'exécution de ladite police, ce qui devait naturellement faire présumer qu'elle avait abandonné le projet d'acquiescer ; enfin, ce n'est pas la dame Roques-Montgaillard qui vient réclamer aujourd'hui l'exécution d'une promesse qu'elle avait elle-même violée depuis longtemps, mais bien le sieur Moussous, son cessionnaire, qui n'a acquis les droits de la dame Montgaillard qu'après le refus fait par le sieur Fauré d'exécuter la police du 29 thermid. an 10, ce qui, sous ce rapport, pourrait faire considérer ledit Moussous comme un acquéreur d'actions, qualité qui doit le rendre défavorable aux yeux de la justice : — Par ces motifs, démet Moussous de son appel.

Du 19 août 1806. — Cour d'appel de Toulouse. — Prés., M. Desazars. — Concl. M. Corbière, proc. gén. — Pl., MM. Flottes et Barrué.

#### MINEUR. — PARTAGE. — EXPERTS.

Encore bien que dans un partage où des mineurs sont intéressés, les experts doivent être nommés d'office par les tribunaux, cette nomination d'office peut porter sur des experts que les parties auraient indiqués.

(Les héritiers Ayrault.) — ARRÊT.

LA COUR;—Attendu qu'il ne résulte aucune-ment des dispositions de l'art. 466 du Code civil, que les experts ne puissent être indiqués par les parties; qu'il suffit qu'ils soient nommés d'office par le tribunal, et que c'est le tribunal seul qui leur confère le caractère dont ils sont revêtus; — Attendu que, d'après l'art. 838, les art. 819 et suivans jusques et compris l'art. 857, régissent les partages des biens des mineurs, et que l'art. 824 portant que l'estimation des immeubles est faite par experts nommés par les parties intéressées, ou, à leur refus, nommés d'office, il ne pouvait exister aucun doute sur la véritable acception de l'art. 466.

Du 19 août 1806. — Cour d'appel de Poitiers.

#### ÉLARGISSEMENT.—DÉBITEUR.

*Le débiteur, après cinq années d'emprisonnement, ne peut plus être incarcéré pour une dette antérieure à sa détention. (L. 15 germ. an 6, tit. 15, art. 15.)*

(Beausset—C. Pautel et Carton.)

Du 23 août 1806. — Cour d'appel de Paris. — 1<sup>er</sup> sect.

#### 1<sup>er</sup> PAIEMENT.—ERREUR DE DROIT.

2<sup>o</sup> MINEUR.—RESTITUTION.—DIVISIBILITÉ.—COHÉRITIERS.

1<sup>o</sup> L'art. 1235 du Code civil, portant que *ce qui a été payé sans être dû est sujet à répétition, ne s'applique pas au cas où le paiement n'a été fait que par erreur de droit, par une personne majeure ayant la libre faculté de disposer de ses biens.*

2<sup>o</sup> En matière de choses divisibles, la restitution accordée à des héritiers mineurs, ne profite point aux cohéritiers majeurs et maîtres de leurs droits. (Cod. civ., art. 710, anal.) (1)

(Bovier—C. Les héritiers Leclerc.)

La dame Leclerc, au décès de son mari, survenu en l'an 3, se mit en possession du mobilier, et vendit une portion des conquêts de la communauté, dont elle affecta le prix à l'acquittement d'une de ses dettes personnelles. — Cette vente et ce paiement furent faits au nom de la dame Leclerc et de ses enfans majeurs; et elle promit les ratifications des mineurs, à mesure qu'ils atteindraient leur majorité. — La dame Leclerc contracta un second mariage avec le sieur Bovier. Il fallut alors fixer les droits respectifs de la mère et de ses enfans. A cette occasion, les majeurs qui avaient ratifié la vente et le paiement faits par leur mère, revinrent sur cette ratification, par le motif qu'ils avaient cru acquitter, pour leur part, une dette de la communauté, et non une dette personnelle à leur mère. En conséquence, ils soutinrent qu'il leur était dû récompense, pour moitié de la somme qui avait été employée à éteindre cette dette. Ils invoquaient, à l'appui de cette prétention, la loi 8 ff. de jur. et fac. ignor., confirmée par l'art. 1235 du Code civil. — En second lieu, ils prétendaient qu'il devait régner entre eux et leurs cohéritiers mineurs, une parfaite égalité de droits; que leur ratification avait été donnée au sujet d'un immeuble auquel ils avaient tous des droits égaux et indivis, comme cohéritiers; que la ratification ne pouvait pas avoir plus d'effet pour les uns que pour les autres; qu'ainsi, puisque les mineurs étaient incontestablement dans le cas d'être restitués, eux, quoique majeurs, devaient

être restitués de même, d'autant plus que si les mineurs cessaient d'être obligés, et que l'obligation des majeurs ne cessât pas en même temps, il en résulterait pour ceux-ci un surcroît de charge notable, un changement total d'obligation.

23 prair. an 13, jugement qui accueille ce système.

Appel par la dame Bovier.

#### ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que les intimés ayant volontairement consenti la vente de certains conquêts de communauté, pour, les deniers qui en proviendraient, servir à acquitter partie de ce qui restait dû sur le pris des immeubles acquis pendant ladite communauté, ils ne peuvent, sous prétexte que leur consentement n'est que l'effet d'une erreur de droit, être relevés de ce qui a conséquemment eu lieu;

Et si, à la suite, les mineurs voulaient revenir contre ce que leur mère et tutrice a fait pour eux à cet égard, sans autorisation préalable, celle-ci leur devrait garantie, d'après les stipulations de l'acte public du 6 mess. an 11, qui portent, en effet, qu'elle a acquis, au nom et comme tutrice créée à ses enfans mineurs, par lesquels elle a promis et s'est obligée de faire approuver et ratifier ledit acte, au fur et à mesure qu'ils parviendraient en majorité, à peine de tous dépens, dommages et intérêts, et sans que le défaut de ratification en puisse empêcher l'exécution, et dans ces circonstances, les mineurs ne pourraient relever les majeurs qui ont figuré à l'acte, et donné après leur consentement, parce que chacun a un droit distinct et fixe à l'hérédité; ainsi, la disposition du jugement, qui condamne les appelans à remettre aux intimés la moitié du prix des conquêts vendus de leur agrément, pour en libérer d'autant les prix dus sur d'autres conquêts, doit être infirmée; — Met l'appellation et ce dont est appel au néant; etc.

Du 23 août 1806. — Cour d'appel de Metz.

#### LETTRE DE CHANGE.—COMPÉTENCE.—SIMULATION.

*Les tribunaux de commerce ne sont pas compétens pour connaître entre particuliers non négocians de contrats purement civils soussignés qualifiés lettres de change.*

(Biancra—C. Beltz, Porta et autres.)

Le 19 vent. an 13, le sieur Porta, propriétaire, tire trois lettres de change à l'ordre d'un juif, David Ottolengo, sur le sieur Biancra, aussi propriétaire, qui les accepte pour valeur reçue comptant. — Ces lettres de change sont ensuite passées au sieur Beltz; mais aux échéances, Biancra refuse de les acquitter, prétendant qu'elles ont été passées à Turin, quoique datées d'une autre ville, et qu'il n'a reçu de personne leur montant. — Il demande à faire la preuve de ces faits devant les tribunaux ordinaires, attendu qu'il n'est pas négociant.

Le 6 fév. 1806, jugement du tribunal de commerce de Turin qui condamne Biancra à payer les lettres de change. — Appel.

#### ARRÊT.

LA COUR;—Considérant que soit Porta, tireur des lettres de change ou billets de promesse dont il s'agit, soit Biancra qui les a acceptés, ne sont que de simples propriétaires et non pas des négocians; — Que toutes les circonstances du fait en question ne présentent en dernière analyse qu'une vente d'habits, euilottes et guêtres militaires, faite par Beltz à Porta et Biancra, moyennant l'entremise du juif Ottolengo, et ainsi une vente d'effets qui ne peuvent aucunement être

(1) V. en ce sens, Cass. 28 mars 1820.

envisagés comme des objets de commerce;— Que de cela il dérive que la contestation élevée au sujet de l'exécution de ce contrat, n'était point du ressort du tribunal de commerce, et que le jugement qu'il rendit le 6 février dernier par lequel il se déclara compétent, en l'affaire est nul;— Sans s'arrêter aux plus amples demandes et conclusions des parties, dit le jugement du 6 février passé dont est appel, nul et de nul effet.

Du 23 août 1806.—Cour d'appel de Turin.

# 1<sup>o</sup> ÉTAT CIVIL.—PRESCRIPTION.

## 2<sup>o</sup> DIVORCE.—ÉMIGRÉ.

1<sup>o</sup> Sous l'empire de la loi du 30 sept. 1792, les actes de l'état civil ne pouvaient être attaqués cinq ans après la mort de l'un des ci-devant époux; à cet égard, les dispositions du droit romain, au titre *Ne de statu defunctorum post quinquennium queratur*, n'étaient point abolies.

2<sup>o</sup> La loi du 26 germ. an 11, qui défend d'attaquer les divorces antérieurs, ne s'applique qu'aux divorces obtenus contre des émigrés, et à ceux dont on viendrait remettre en question les causes. — Elle ne s'applique point au cas de particulières non émigrés, qui arguent de nullité les procédures préliminaires et l'acte même de divorce.

(Geland.—C. Winfrick.)

Du 23 août 1806.—Cour d'appel de Paris.

# CONVENTIONS MATRIMONIALES.—SUCCESSIONNELLE.

Sous l'empire de la loi du 17 niv. an 2, des époux ne pouvaient, même par contrat de mariage, faire des conventions ou des renonciations dont l'objet fût de changer, par rapport à eux, l'ordre légal des successions dans les biens de leurs enfants.

(Devos.—C. Vanleuven.)

Du 23 août 1806.—Cour d'appel de Bruxelles.—3<sup>e</sup> sect.

# 1<sup>o</sup> LEGS.—CHOSE D'AUTRUI.—NULLITÉ.

## 2<sup>o</sup> ACCROISSEMENT.—LEGS.—RENONCIATION.—CHARGES.

### 1<sup>o</sup> Le legs de la chose de l'héritier n'est pas

(1) Dans l'espèce de cette décision, il ne s'agissait pas d'un legs direct de la chose de l'héritier par le testateur; c'était à titre de charge, et comme condition de l'institution faite à son profit, que l'obligation était imposée à l'héritier de donner sa propre chose à un tiers que le testateur voulait en gratifier. La question, réduite à ces termes, consiste uniquement à savoir si une telle condition doit être réputée non écrite, en vertu de l'art. 900 du Code civil, comme contraire à la disposition de la loi qui défend de léguer la chose d'autrui (art. 1021, Cod. civ.).— V. pour la négative, entre l'arrêt que nous rapportons, Cass. 19 mars 1822; Bastia, 3 février 1836; — Toullier, t. 5, n° 517; Vassille, *Donat. et Testam.*, sur l'art. 1021, n° 4;— En sens contr., Merlin, *Rep.*, v° *Legs*, sect. 3, § 3, n° 4.— Quant à la question de savoir si, lors même qu'il serait fait directement par le testateur, le legs de la chose de l'héritier est valable, elle était résolue affirmativement par les lois romaines d'une manière absolue, et sans distinguer, comme pour le legs de la chose d'un tiers, entre le cas où le testateur se serait cru propriétaire, et celui où il aurait su qu'il ne l'était point (L. 67, § 3, ff. de *Legatis*, 2<sup>o</sup>). En droit français, la solution dépend du point de savoir si en prohibant le legs de

nul, comme le legs de la chose d'autrui (1). 2<sup>o</sup> Lorsque deux légataires universels ont été institués conjointement, la charge imposée à l'un d'eux de donner sa propre chose à un tiers, passe, en cas de renonciation de sa part, au légataire qui profite du droit d'accroissement (2).

(Gianazio.—C. Glanzio.)—ARRÊT.

LA COUR:—Vu l'art. 1021 du Code civ.;— Considérant que le tribunal de première instance ayant pensé que la disposition de cet article ne s'appliquait point au legs des choses appartenant à l'héritier, paraît d'abord avoir donné une intelligence assez plausible audit article;— Qu'à l'appui de son opinion, l'on pourrait encore ajouter que dans le droit romain, notamment au titre de *legatis*, aux *Instit.*, les choses propres de l'héritier sont, par une dénomination particulière, distinguées d'avec les choses d'autrui, et mises dans une classe à part, conjointement, avec les biens du testateur lui-même, *non solum autem testatoris, vel heredis res, sed etiam aliena legari potest*; d'où il y aurait lieu d'argumenter qu'à l'art. 1021 nos législateurs se sont servis des expressions chose d'autrui dans leur stricte acception légale, qui met une différence entre les choses de l'héritier et celles dont la propriété appartient à des tiers; cette induction reçoit d'autant plus de force que ledit art. 1021 rappelle la distinction, en l'abolissant cependant, *severit ne testator, an ignoraverit rem esse alienam*: distinction que les lois romaines n'admettaient que relativement aux legs de choses appartenant à des tiers;— Considérant que, dans l'espèce particulière, la disposition du testateur dirigée à Charles, contient une charge imposée par le testateur à l'héritier, d'établir, au profit de la dame Intimée, un droit d'usufruit; une telle charge, ainsi qu'il a été observé par les premiers juges, n'est point en opposition avec l'article ci-dessus cité; en effet, disons-nous au surplus, si le testateur avait, par exemple, ordonné que son héritier dût imposer sur l'un de ses domaines une servitude réelle au profit d'un tiers, certes l'on ne saurait douter de la validité de ce legs; or, qu'il s'agisse d'une servitude réelle ou d'une servitude personnelle, telle que l'usufruit, cela ne peut, en point de droit, faire aucune différence;

Considérant qu'il est tout naturel de présumer

la chose d'autrui (art. 1021, Cod. civ.), le législateur a implicitement prohibé le legs de la chose de l'héritier. V. dans le sens de la validité de ce legs, Toullier, t. 5, n° 517; Duranton, t. 9, n° 251;— Dans le sens de la nullité, Merlin, *Repert.*, loc. cit.; Vassille, *Donat. et Testam.*, sur l'art. 1021, n° 2;— Cass. 19 mars 1822.

(2) Il n'en était ainsi, en droit romain, que dans le cas de la conjonction *res et hereditas* (C. civ., 1044, parce qu'alors seulement le légataire était libre d'accepter ou de répudier le bénéfice du droit d'accroissement. S'il s'agissait de légataires conjoints *res tantum* (Cod. civ., 1045), le part du renoncant accroissait forcément à l'acceptant, mais sans aucune des charges qui la grevaient (L. unie., § 11, Cod. de *Codic. tollend.*).— En droit français, la distinction du droit romain est admise par Delvincourt, t. 2, p. 343; Duranton, t. 9, n° 5, 6, 517; mais elle est repoussée par Toullier, t. 5, n° 695; Proudhon, *Usufruit*, n° 643; Vassille, *Donation et Testam.*, sur l'art. 1044, n° 7; ces auteurs pensent que, dans tous les cas, le légataire conjoint du renoncant peut refuser le bénéfice du droit d'accroissement, mais que s'il l'accepte, il doit supporter les charges qui grevaient la part du renoncant.

que le testateur a pensé que Charles, son frère, ne répudierait pas sa succession, et de présumer, en conséquence, que le testateur lui-même a prévu que son legs audit Charles, à libération en particulier de la dette de 2,000 liv., n'aurait eu, à proprement parler, d'effet, en vertu de ladite disposition, que jusqu'à la concurrence de 1,000 liv. pour la portion de l'autre cohéritier; car, quant à la portion héréditaire de Charles lui-même, la dette en cas d'acceptation de la succession se serait éteinte de droit par confusion; — Or, est-il vraisemblable que, pour le seul bénéfice particulier d'une libération qui n'aurait profité à Charles que pour la somme de 1,000 liv., le testateur ait voulu le charger en particulier du legs de l'usufruit dont il s'agit? Combien n'est-il pas, au contraire, plus vraisemblable de dire que le legs d'usufruit a été laissé en considération principalement de la qualité d'héritier, qualité dont le défunt, la disposition duquel n'était soumise à aucune réserve légale envers les frères, l'aurait pu priver en instituant un autre héritier quelconque? — Mais en envisageant la chose sous ce point de vue, le bénéfice d'institution d'héritier a été, d'après la disposition testamentaire dont il s'agit, commun à Octave; ce même bénéfice s'est rendu solidaire à son profit, par suite de la répudiation de Charles son frère; ainsi le motif principal du legs de l'usufruit en question, affecte l'appelant aussi bien que ledit Charles son frère; — Si le testateur eût été dans l'intention que le même legs d'usufruit, le cas d'une répudiation de Charles arrivant, ne fût point à la charge d'Octave, rien n'aurait été plus facile que de le déclarer expressément; le défunt ne l'ayant point déclaré, la plus grande vraisemblance porte à conjecturer qu'il n'a pas été dans son intention que la libéralité par lui exercée, relativement à l'usufruit de l'appartement envers son épouse bien-aimée, pût se rendre frustratoire; qu'au contraire, s'il avait prévu ce qui est arrivé, il aurait néanmoins ordonné que sa femme fût pourvue, aux frais de la succession, d'un logement convenable; tel est, en effet, le legs que les maris laissent d'ordinaire à leurs femmes, l'habitation faisant partie des aliens (L. 6, ff. de *Alien. legat.*); et on ne pourrait douter qu'en substance, notre testateur n'eût, par l'ensemble de ses dispositions, voulu que rien ne manquât à sa femme de ce qui pût être nécessaire pour un entretien décent; — Considérant, enfin, que si l'intelligence de la volonté du défunt pouvait encore être susceptible de difficultés, comme la règle générale est que tout héritier qui profite du droit d'accroissement est assujéti par les lois aux charges de la portion vacante, à moins qu'il ne résulte assez clairement qu'elles ont été imposées par une disposition limitative au cohéritier qui n'a pas accepté la succession, on ne

pourrait même, dans le doute, s'écarter de la règle générale susdite, ce qui, en dernière analyse, tranche toute difficulté; — Quant à l'opposition de l'appelant, tirée de ce que, relativement à lui, le legs en question serait d'une chose d'autrui; — Considérant que, d'après les observations faites ci-dessus, le legs a été valide quant à Charles son frère; que l'acquiescement de ce legs est une obligation que l'appelant doit remplir, non pas comme une charge qui lui ait été directement imposée, mais comme une charge dont la portion de son frère et cohéritier à lui acquise fut valablement grevée; — Par conséquent le disposition de l'art. 1021 est sans application dans l'espèce; ce sont les principes généraux susdits de la jurisprudence romaine sur le droit d'accroissement, auxquels tient sa décision; — Dit avoir été bien jugé.

Du 26 août 1806. — Cour d'appel de Turin. — 2<sup>e</sup> sect. — Pl., MM. Paoletto et Cusato.

#### TESTAMENT. — MANDAT.

*Les lois qui défendent d'insérer dans un testament des actes qui lui sont étrangers, ne s'appliquent pas au cas d'un mandat donné par le testateur, surtout si le mandataire n'est pas intervenu pour accepter (1).*

(Osello.—C. Osello.)—ARRÊT.

LA COUR;—Attendu que si l'on recherche soigneusement l'origine de la jurisprudence, prescrivant la confection des testaments *in contextu*, l'on ne peut douter qu'elle part exclusivement du droit ancien des Romains, par lequel il était défendu de dresser un testament dans deux temps distincts et séparés;—Que cette théorie se trouve bien clairement dans une juste analyse de la loi 28, au Code Justinien; car l'empereur, en y ordonnant que l'interruption de l'acte du testament, occasionnée par les nécessités corporelles du testateur, ne nuisait point à sa validité, nous apprend par là de quelle espèce étaient les difficultés qui s'élevaient à cet égard; c'est-à-dire *eum antiquitas testamenti fieri voluerit nullo actu interrumpente*; et la subtilité des interprètes ayant fait naître des doutes sur la validité d'un testament, que l'urgence de quelque service au testateur malade lui avait fait quitter un instant, l'empereur a vu qu'il était de son équité d'écarter par une loi expresse cette objection chicanesque, d'où l'on voit évidemment que l'explication donnée ici par l'empereur au principe *in contextu*, n'a été nécessaire que par les disputes qu'on élevait sur l'interruption matérielle du temps pendant lequel le testament était rédigé; attendu qu'en compilant tout le corps du droit romain, on n'y trouve aucune part de disposition littérale qui déclare nul le testament à l'occasion duquel le testateur aurait aussi stipulé un contrat;—Que la loi 20, au Digeste, de

(1) Cette décision a été rendue dans une espèce réglée par les lois romaines, qui exigeaient, à peine de nullité, l'unité de contexte dans les testaments. Telle était, entre autres, la disposition de la L. 21, § 3, ff. qui *testam. fac. possunt*: *Uno contextu actus testatori oportet: est autem uno contextus, nulum actum alienum testamento intermiscere, quod si aliquid pertinet ad testamentum faciat, testamentum non valitur*. — Cette disposition avait été diversement expliquée. Plusieurs interprètes y voyaient seulement la prohibition des interruptions matérielles dans l'accomplissement des formalités du testament; d'autres, en plus grand nombre, tout en reconnaissant que l'unité de contexte était incompatible avec l'insertion d'actes étrangers, pen-

saient que les seuls actes dont l'intercalation aux clauses testamentaires emportait nullité, étaient ceux qui supposaient la concours de deux volontés, et étaient ainsi de nature à détourner l'attention du testateur. Quant aux actes purement unilatéraux, ils n'étaient point considérés comme viciant le testament dans la cours duquel ils étaient faits. V. en ce sens, Godefroy, dans ses notes sur la loi précitée. — Sous le Code civil, l'unité de contexte, n'est formellement prescrite que pour le testament mystique (art. 976, C. civ.). Quant au testament authentique, il est seulement soumis, comme tout autre acte notarié, à l'unité de contexte dans l'écriture, conformément à l'art. 13 de la loi du 25 vent. an 11.

*Verb. signif.* « hæc verba, contraxerunt, gesserunt, non pertinent ad tantumdiu, » ne peut rigoureusement recevoir d'autre interprétation que celle de dire que, si un acte était présenté sur le caractère et la vraie nature duquel l'on pouvait se méprendre, il faut bien faire attention que les mots *contraxerunt, gesserunt*, qui y auraient été employés écartent toute idée de disposition testamentaire; — Que, dans le silence des lois à cet égard, la jurisprudence introduite par quelques interprètes, et prononçant la nullité des testaments auxquels des contrats avaient été entremis, a rencontré dans plusieurs autres de très graves oppositions; témoin le jurisconsulte Godefroy, l'un des glossateurs du Digeste et du Code qui réunissent le plus de sagacité et d'érudition, dans les notes à la loi 21. § 3. ff. *qui testam. facera*; — Que, voulant, malgré cela, se ranger du côté de ceux qui attribuent à l'entremise d'un contrat la force d'annuler le testament, l'on doit en même temps se bien saisir de l'esprit de cette jurisprudence, pour ne point pousser la rigueur au delà des vues d'après lesquelles elle a été établie; — Que, parmi ces interprètes, l'un des plus respectables présente pour motifs de son opinion: *Cum testamentum solius testantis voluntate constat, et ambulatorium, ac mutabile sit; contractus verò duorum consensus, seu conventionem continent, eumque unius arbitrio non infirmandum, contradictorium foras, irrevocabile negotium revocabili testamento celebrari*; — Qu'à l'appui de cette même opinion, l'on peut ajouter encore qu'étant de l'intérêt public que la liberté du testateur soit pleinement assurée, l'intervention d'un contrat au testament ne peut que former une présomption très urgente de l'embarras et de la gêne où le testateur se trouvait vis-à-vis de la partie qui recevait son consentement; — Au surplus, que le testament devant, d'après la loi, être rédigé dans un seul contexte, il faut en exclure tout acte qui, par sa nature et ses solennités, détourne nécessairement l'attention du testateur de la suite de sa disposition; — Qu'il suit de ces principes que, lorsqu'on rencontre réuni à un testament un acte non consenti par tout autre que le testateur, révocable à la seule volonté de celui-ci, et de la nature de ceux que, dans le langage du barreau, on appelle *actus simulatiros* au testament même, il serait inconvenant d'y envisager un acte étranger, *alienum*, et d'en inférer la nullité du testament; — Attendu, en point de fait, que l'acte inséré au testament du 8 août 1789, et dont il s'agit, n'est qu'un mandat; — Que le mandat en question n'a non plus été accepté par les mandataire; — Que le mandat est en soi-même révocable à la simple volonté du mandant; — Que le testateur n'est passé à cet acte que dans l'intention bien prononcée de mieux assurer l'exécution de sa disposition testamentaire; — Que le défaut d'intervention d'aucune partie contractante détruit même l'idée de l'existence d'un contrat au moment de la rédaction de l'acte, parce que le contrat est *duorum, vel plurium in idem placitum consensus*; — Attendu, enfin, que si les motifs qu'on vient d'énoncer étaient propres au moins à mettre la question dans un état douteux, l'on devrait se prononcer pour la validité du testament, parce que *testamenti factio favorabilis est*; — Dit avoir été mal jugé par le jugement dont est appel; émendant, déclare la validité du testament.

Du 27 août 1806. — Cour d'appel de Turin.

# MINEUR — VENTE D'IMMEUBLES. — DISCUSSION. — CURATEUR.

Dans l'ancien droit, la vente des immeubles d'un mineur était nulle, si elle avait eu lieu avant la discussion de l'état de ses biens et de ses affaires.

L'adjudication des immeubles appartenant à un mineur, et l'ordonnance du juge qui avait permis de vendre étaient nulles, si le mineur n'avait pas été assisté de son curateur.

(Baour — C. Carbonel.) — ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que la vente des biens d'un mineur, pour être valable, doit être tout à la fois solennelle et nécessaire, et que pour être réputée solennelle, il ne suffisait point, suivant les anciens principes, qu'elle eût été faite, d'autorité du juge, aux enchères, après des affiches et proclamations, et précédée d'une délibération du conseil de famille; que la loi 5. ff. de Reb. cor. qui sub. tut. sunt, exigeait encore une autre formalité, savoir, la discussion des biens du mineur; que cette disposition était même la seule qui pût garantir le mineur contre les surprises d'un acquéreur intéressé, et la négligence du tuteur et des parents, et qu'elle a paru si sage qu'on l'a insérée dans le Code civil, art. 457; que, cependant, dans l'espèce particulière de la cause, la famille a délibéré la vente, et le juge l'a permise, sans prendre aucune connaissance des affaires, sur le simple exposé de la requête du procureur fondé des mineurs, ce qui est un défaut considérable; — Que, d'un autre côté, les remises qui ont eu lieu depuis la publication de la première enchère à l'audience, jusqu'au jour de l'adjudication, ont été faites du 1<sup>er</sup> au 4, du 4 au 9, du 9 au 11 et du 11 au 15, tandis que l'usage du ci-devant sénchal était d'ordonner, en pareille matière, quatre remises de huitaine en huitaine, nouvelle circonstance qui s'élève contre l'adjudication du 15 sept. 1783, et d'autant plus grave, qu'elle est jointe au défaut de discussion;

Que, néanmoins, la Cour n'a pas besoin de s'occuper de la question de savoir si les vices reprochés à l'adjudication sont capables de l'annuler, parce que le sieur Carbonel propose un moyen de nullité péremptoire puisé dans le défaut d'assistance du curateur; — Dans le fait, le sieur Carbonel n'a point été assisté d'un curateur lors du jugement qui a accordé la permission de vendre le domaine de Castelginest, ni lors de l'appointement contenant adjudication; — Dans le droit, un mineur ne pouvait aliéner ses immeubles sans l'assistance de son curateur, parce qu'il ne pouvait faire cette aliénation qu'en justice, et que le mineur ne peut ester en jugement sans cette assistance; c'est ce qu'enseignent positivement tous les auteurs qui ont écrit sur la matière; et telle est, d'ailleurs, la décision formelle de lois 1<sup>re</sup> et 9 du Code, *Qui leg. per standi in jud.*, confirmée par l'art. 35 de l'ord. de 1667. Aux termes de cet article, le mineur peut se pourvoir, par requête civile, contre les arrêts dans lesquels il n'a pas été défendu; et tous les commentateurs décident que le mineur, est réputé n'avoir pas été défendu, quoiqu'il ait été défendu en effet, s'il n'a pas été assisté d'un curateur. — A la vérité, on oppose qu'il ne s'agissait pas d'un procès entre la dame Baour et le sieur Carbonel; mais d'abord la loi ne distingue pas, elle décide, en général, que le mineur ne peut ester en jugement; et partant où la loi ne distingue pas, le juge, ne doit pas distinguer: *ubi lex non distinguit, nec nos distinguere debemus*. — Or, il est certain que les mineurs

étaient en jugement lorsqu'ils présentaient une requête en juge en permission de vendre leurs immeubles; la preuve, c'est premièrement qu'ils étaient obligés d'employer le ministère d'un procureur; c'est, en second lieu, que l'ordonnance en permission de vendre ne pouvait être rendue sans avoir entendu les conclusions du ministère public; c'est, principalement, que l'ordonnance du juge devait avoir tous les caractères d'un jugement solennel, *decretum solemniter interpositum*; c'est, enfin, que l'appointement même contient des expressions qui ne peuvent se référer qu'à une véritable instance. — Il faut donc tenir pour constant que l'ordonnance qui a accordé la permission de vendre, et l'appointement portant adjudication ayant été rendus sans que le sieur Carbonel ait été assisté d'un curateur, ne peuvent résister à l'impétration dudit Carbonel, et doivent être déclarés nuls et de nul effet; par ce moyen, il faut considérer la vente consentie à la dame Baour, le 15 sept. 1783, comme si elle avait été faite sans décret du juge; et, dès lors, il est impossible de la maintenir, puisqu'elle est en opposition avec toutes les lois romaines qui régissaient le ressort du ci-devant parlement de Toulouse, et qui prohibaient aux mineurs l'aliénation de leurs immeubles; dès lors, il devient inutile d'invoquer, comme le fait la dame Baour, les principes énoncés dans l'arrêt du ci-devant parlement de Toulouse, du 28 mars 1732. Cet arrêt juge bien que quelque défaut de formalité dans les affiches ne suffit pas pour annuler la vente des biens d'un mineur, faite d'autorité du juge et après avis des pères; mais il ne juge pas, il ne pouvait pas même juger valide l'aliénation du bien d'un mineur, sans l'assistance de son curateur, puisque, dans l'espèce de cet arrêt, la vente avait été provoquée par le tuteur lui-même; il faut donc démettre la dame Baour de son appel; Par ces motifs, etc.

Du 28 août 1806. — Cour d'appel de Toulouse. — Prés., M. Dezars, — Concl., M. Aressy. — Pl., MM. Caries et Bergé.

#### **HYPOTHÈQUE. — ACTE NOTARIÉ. — PAYS DE NANTISSEMENT.**

*La créancier en vertu d'un acte notarié conférant hypothèque générale sur les biens du débiteur aux termes des anciennes lois françaises, a pu conserver cette hypothèque sur des immeubles situés en pays de nantissement, par une inscription prise dans le délai fixé par la loi du 11 brum. an 7, encore que son droit hypothécaire n'eût pu être exercé sur ces immeubles avant l'abolition des creux de loi.*

(Jouvet de Vegelay.—C. Lefebvre.)

Du 28 août 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — Pl., MM. Crassous et Girardin.

#### **DONATION ENTRE VIFS. — RÉSERVE. — LOI DE L'ÉPOQUE. — LÉGITIME.**

*Les réserves stipulées dans une donation par contrat de mariage, sont réglées par les lois existantes à l'époque du contrat, ou par celles existantes lors du décès du donateur; non par les lois rendues dans l'intervalle de ces deux époques.*

*Les réserves faites dans un acte de donation, sont soumises au retranchement pour les légitimes, d'après les lois sous l'empire desquelles le donateur est décédé. (Civ., art. 913 et 930.)*

(Joanon.—C. Joanon.)—ARRÊT.

LA COUR; — Considérant que le droit du donataire, sur la moitié réservée, en cas de non-dis-

position du donateur, est acquis du jour même de la donation, dès que la condition qui aurait pu en empêcher l'exécution n'est pas arrivée; — Considérant que, lors même qu'on envisagerait cette donation éventuelle et conditionnelle comme une disposition à cause de mort, elle devrait avoir également son effet, sauf la réserve légale en faveur de l'autre enfant du donateur, parce qu'il suffit que Claude Joanon eût la capacité de disposer, à l'époque de la donation et au moment de son décès. Or, il est incontestable que Claude Joanon avait la faculté de disposer, à l'époque de la donation du 17 novembre 1786; il est encore certain que Claude Joanon, à l'époque de son décès, pouvait disposer en faveur d'Antelme, son fils, des deux tiers de ses biens, en y comprenant sa portion dans la réserve légale, l'autre tiers étant réservé à Françoise Joanon, sa fille, suivant l'art. 913 du Code civil. — On oppose vainement les lois intermédiaires des 17 nivôse et 22 ventôse an 2, et 18 pluviose an 3, comme ayant disposé du sort des réserves en faveur des héritiers *ab intestat*. — 1° Ces lois ne déclarent point nulles de plein droit, les dispositions qu'elles répriment; elles ne les frappent point d'une nullité absolue; elles ne prononcent qu'une nullité relative et éventuelle; c'est ce qui résulte de l'art. 47 de la loi du 17 nivôse, portant que: « Le droit de réclamer le bénéfice de cette loi n'appartient qu'aux héritiers naturels, et à dater seulement du jour où leur droit est ouvert. » — C'est ce qui résulte encore de l'art. 47 de la loi du 22 ventôse, qui interdit au donateur la faculté de réclamer personnellement contre l'effet de sa libéralité. — 2° Ces lois ayant pour objet de régler la manière de succéder à une époque où la faculté de disposer était interdite ou presque nulle, elles ne peuvent régir que les successions ouvertes sous leur empire. — 3° Enfin, ces lois sont implicitement rapportées par l'art. 920 du Code civil, qui n'annule point les dispositions, soit entre vifs, soit à cause de mort, excédant la quotité disponible, mais qui se borne à ordonner qu'elles seront réduites à cette quotité, lors de l'ouverture de la succession; Considérant que l'on ne peut pas contester à Françoise Joanon sa portion dans la réserve légale, puisque son père est décédé sous l'empire du Code civil, et que c'est la loi existante lors du décès, qui doit fixer cette réserve légale; — Considérant que, quoique le donateur éventuel dont il s'agit ait été faite antérieurement aux nouvelles lois, elle n'était pas irrévocable, et conséquemment le Code civil, sous l'empire duquel est décédé le donateur, doit régir cette réserve légale; — A mis l'appellation émise par Antelme Joanon, du jugement rendu par le tribunal de l'arrondissement de Bourgoin, le 19 therm., au néant; — Condamne ledit Joanon à expédier, suivant ses offres, à Françoise Joanon, sa sœur, le tiers de la succession de Claude Joanon, leur père, avec restitution de fruits, etc.

Du 29 août 1806. — Cour d'appel de Grenoble.

#### **TESTAMENT. — CLAUSE RÉVOCATOIRE. — NULLITÉ.**

*Le testament authentique qui contient une clause révocatoire de tous testaments antérieurs, ne peut, si l'acte est nul comme testament, valoir comme acte révocatoire;... alors surtout que le second testament a été fait au profit du même légataire que le premier (1).*

(1) V. en ce sens, Cass. 14 flor. an 11, et les observations développées qui accompagnent cet arrêt.

(Bon—C. Gironin.)—ARRÊT.

**LACOUR.**—Considérant que l'art. 1035 du Code civ. porte « que les testaments ne pourront être révoqués en tout ou en partie, que par un testament postérieur, ou par un acte pardevant notaires, portant déclaration du changement de volonté; »—Considérant que toutes les parties sont demeurées d'accord, que le second testament d'Hilaire Bon, du 20 flor. an 12, est nul, faute d'avoir été exprimé par le notaire, qu'il avait écrit ledit testament; d'où il résulte que cet acte, pris comme testament, n'a pu révoquer le premier testament dudit Hilaire Bon, du 23 janv. 1791;—Considérant que, s'il est vrai qu'aux termes dudit art. 1035 précité, une déclaration faite par acte par-devant notaires, portant révocation d'un testament antérieur, le révoque en effet, la nullité de l'acte dans lequel se trouve pareille révocation, doit nécessairement entraîner la nullité de celle-ci, par la règle que ce qui est nul ne peut produire aucun effet;—Considérant que, dans le testament du 20 flor. an 12, la révocation y exprimée est coordonnée avec les autres dispositions dudit testament, lesquelles ne font qu'un seul tout avec elles, en sont une condition intimement liée, indivisible, qu'ainsi les unes ne peuvent être nulles, sans que les autres soient nulles également;—Considérant surtout que, par la seconde partie de l'article du Code, précité, l'acte de révocation doit porter déclaration du changement de volonté; que, dans le testament du 20 flor. an 12, non-seulement il n'y a point changement de volonté, mais qu'il s'y trouve au contraire une confirmation de la volonté exprimée dans le premier; puisque, dans le second comme dans le premier, le testateur entend donner à la partie de Boncenne tout ce que la loi lui permet de donner;—Confirme, etc.

Du 29 août 1806. — Cour d'appel de Poitiers.

**DOUAIRE. — GAINS NUPCIAUX. — EFFET RÉTROACTIF.**

*Le douaire coutumier n'a pas été éteint, relativement aux femmes mariées avant la loi du 17 niv. an 2, et devenues veuves depuis le Code civ. (1).*

(Ronillière.)

Du 30 août 1806. — Cour d'appel de Bourges.

**ABANDON D'ÉPOUX. — PENSION ALIMENTAIRE. — COHABITATION.**

*Le mari qui abandonne le domicile commun, est tenu de payer à sa femme une pension annuelle pour fournir à ses besoins.*

*Lorsque ultérieurement il transporte ailleurs son domicile, il ne peut pas obliger sa femme d'y venir habiter avec lui, sans justifier qu'il y tient ménage. — Si dans la suite il établit cette preuve, il peut être obligé de payer à sa femme les arrérages échus de la pension, avant de la contraindre à venir demeurer avec lui dans ce nouveau domicile. (Daubremez—C. sa femme.)*

Du 30 août 1806. — Cour d'appel de Bruxelles. — V. le texte de cet arrêt avec celui de cassation du 12 janvier 1808, rendu sur le pourvoi forme dans cette cause.

**INTERDICTION. — ADMINISTRATEUR PROVISOIRE. — MOBILIER. — ALIÉNATION.**

*L'administrateur provisoire nommé pour prendre soin de celui dont on provoque l'interdiction, ne peut aliéner les biens de l'incapable sans autorisation de justice; encore qu'il s'agisse de simple mobilier ou d'objets périssables. — S'il aliène sans autorisation de justice, ou même s'il tente d'aliéner sans cette autorisation, il commet une faute grave qui peut emporter sa révocation. (Germain—C. Leclerc.)—ARRÊT.*

**LA COUR.**—Attendu que l'administrateur provisoire n'étant nommé par le juge, lorsqu'il en reconnaît la nécessité, que pour prendre soin de la personne et des biens de l'individu dont on provoque l'interdiction, toutes les fonctions de cet administrateur se réduisent à des moyens de conservation, à moins qu'il n'y eût des choses périssables, et dont la vente fût urgente, auquel cas il aurait dû recourir au magistrat pour se faire autoriser;—D'où il suit, qu'en voulant procéder à la vente, ainsi qu'il l'a fait, le tribunal a sagement décidé qu'il excédait ses pouvoirs;—Attendu que le premier juge a pu révoquer les pouvoirs qu'il avait provisoirement confiés à l'appelant, et que l'indiscrétion que l'administrateur provisoire a commise en cherchant à vendre avec précipitation le tribunal à le faire remplacer;—Met les appellations au néant, etc.

Du 30 août 1806.—Cour d'appel de Bruxelles. — 3<sup>e</sup> section.

(1) La jurisprudence est fixée ainsi pour tous les avantages accordés par la coutume à l'époux survi-

vant: V. Cass. 27 germ. an 12, et la note; V. aussi Chabot de l'Allier, Quest. franc., t. 1<sup>er</sup>, p. 80.





## AVIS AU BARREAU.

Bruzelles, le 25 février 1840.

Une collection de la *Jurisprudence des Cours de France*, intitulée *Journal du Palais*, se colporte en ce moment en Belgique, comme pouvant remplacer la *PASICRISIE*, recueil contenant non-seulement la *jurisprudence des Cours de France*, mais encore celle des *Cours des Pays-Bas, de Belgique et de Hollande*.

La *PASICRISIE*, dont on aura pu apprécier la savante rédaction par les huit tomes déjà publiés, offre les avantages suivants :

1° La *PASICRISIE* reproduira dans la série des arrêts de France, publiés sous l'empire, 1793-1814, les arrêts notables de la collection connue sous le nom de *Décisions notables des Cours de Bruzelles, Liège, Trèves, etc.*, publiée par MM. Tarte et Fournier, avec critiques et notes de renvoi.

2° La *PASICRISIE*, publiée après le *Journal du Palais*, rectifie plusieurs arrêts qui s'y trouvent mal indiqués, elle contient une infinité d'arrêts omis dans ce dernier recueil, et, de plus, elle est enrichie de notices présentant sur chaque question un tableau complet de la doctrine et de la jurisprudence, ainsi que des observations critiques.

La *PASICRISIE*, deuxième série, 1814-1840, dont le premier volume paraîtra incessamment et qui, faisant partie de la collection complète, ne se vendra pas séparément, contiendra, pour la Belgique, la refonte de toutes les collections belges, le recueil de *La Haye*, et en outre plus de 1500 arrêts inédits; cette série, mise, à chaque arrêt, en rapport avec la première, formera par cela seul un ensemble imposant de jurisprudence; et cet avantage, en quelque sorte le plus important de tout, donnera à cette collection par ordre chronologique, tout l'intérêt d'un recueil alphabétique.

3° La collection française, le *Journal du Palais*, dans les rares citations d'auteurs qu'elle fait, se contente de renvoyer aux éditions françaises, ce qui rend ce travail tout à fait inutile pour la Belgique.

Nous affirmons donc que le *Journal du Palais* ne peut en Belgique remplacer la *PASICRISIE* sous aucun rapport. Que si ce dernier recueil a d'abord éprouvé un peu de lenteur dans sa publication, il faut l'attribuer aux travaux immenses et inattendus qu'offre toujours la mise en train d'une semblable opération; mais, de même que la publication de la *Pasicrimie*, celle de la *Pasicrisie* prendra une marche plus rapide à mesure qu'elle avancera, et surtout alors que la partie de Belgique et celle de France marcheront ensemble.

Les travaux préparatoires de la *Pasicrisie* étant terminés, nous nous trouvons en mesure, aujourd'hui, de faire paraître simultanément la partie française 1788-1814 et la partie belge 1814-1840; et même, notre intention est de commencer aussi la partie française 1830-1840. Ainsi, notre collection avançant par trois côtés à la fois, se trouverait terminée longtemps avant le terme que nous avions d'abord fixé.

En attendant la publication de la table générale par ordre alphabétique, nous publierons à chaque période de dix ans une table alphabétique sommaire, afin de faciliter les recherches.

